



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

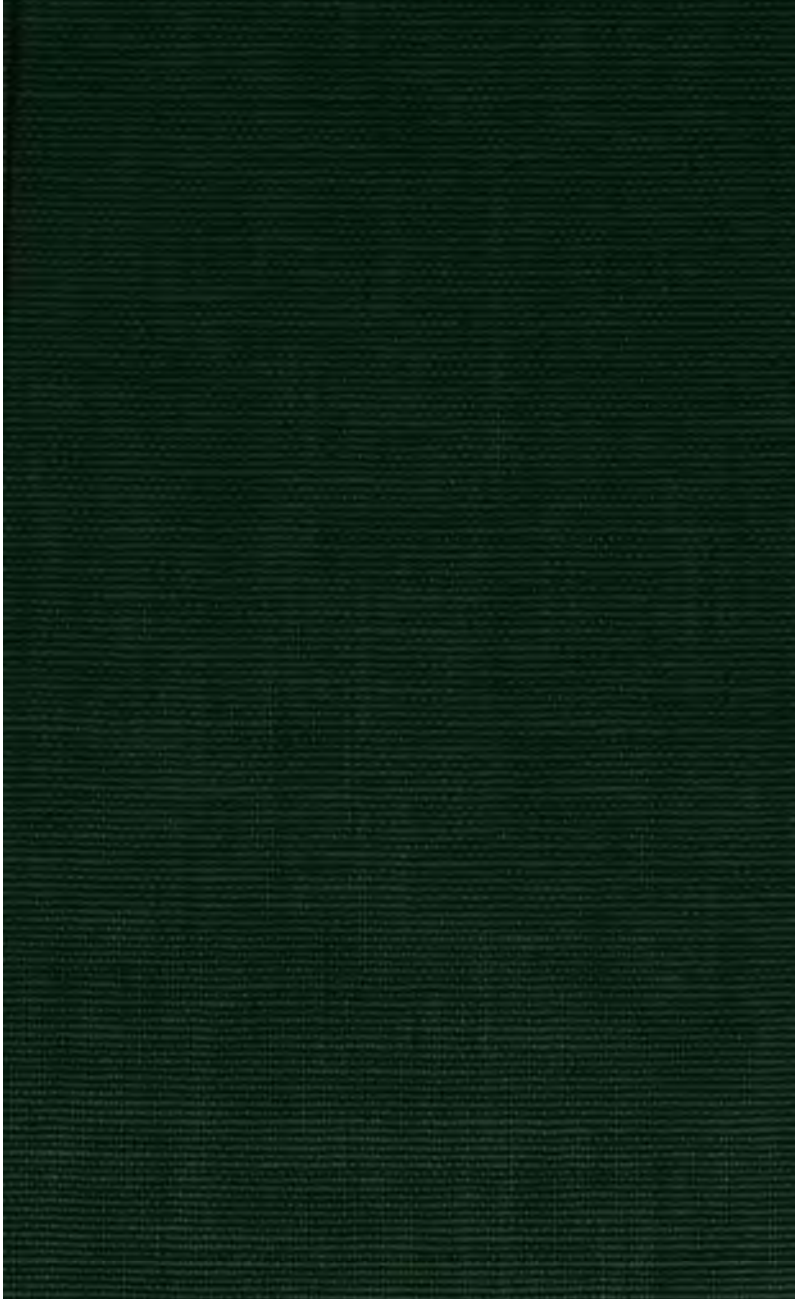
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



H 1908.83.5

HARVARD UNIVERSITY LIBRARY



FROM THE LIBRARY OF
COUNT PAUL RIANT

MEMBER OF THE
INSTITUTE OF FRANCE
HISTORIAN OF THE
LATIN EAST

MDCCCC

GIFT OF J. RANDOLPH COOLIDGE
AND ARCHIBALD CARY COOLIDGE

HISTOIRE UNIVERSELLE

publiée par une société

DE PROFESSEURS ET DE SAVANTS

sous la direction

DE M. V. DURUY

7347. — PARIS, IMPRIMERIE A. LAHURE
9, Rue de Fleurus, 9.

CHRONOLOGIE

UNIVERSELLE

SUIV.E

DE LISTES CHRONOLOGIQUES ET DE TABLEAUX GÉNÉALOGIQUES

PAR CH. DREYSS

Ancien Recteur d'Académie, Inspecteur général honoraire

CINQUIÈME ÉDITION

corrigée et continuée jusqu'au 1^{er} janvier 1883

PREMIÈRE PARTIE

PARIS

LIBRAIRIE HACHETTE ET C^e
79, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 79

—
1883

H 1908.83.5

Harvard College Library
Riant Collection
Gift of J. Randolph Coolidge
and Archibald Cary Coolidge
Feb. 26, 1909.

PRÉFACE

DE LA CINQUIÈME ÉDITION.

Trente années se sont écoulées depuis qu'a commencé la publication de ce vaste répertoire de faits. Chaque édition a donné lieu à un travail considérable, non seulement pour corriger et amender l'œuvre première, mais pour la compléter et la mener jusqu'aux dernières limites du temps présent. Et, comme nous nous sommes attaché à suivre, pendant cette longue période, les révolutions politiques, les guerres nationales ou les luttes d'ambition, l'élaboration des constitutions et des lois, les questions sociales, l'extension du domaine de la civilisation et de la science, l'ouvrage, qui a presque doublé en étendue, forme dans ses parties nouvelles une sorte de manuel de l'histoire des peuples et des États depuis 1852.

Dans l'ancien monde, il en est bien peu qui n'aient pas changé de physionomie, de forme de gouvernement, d'état social, même de frontières. Le principe des nationalités, invoqué les armes à la main par la maison de Savoie, avec le concours de Napoléon III, a créé l'Italie et l'a élevée au rang de grande puissance. C'est au nom de l'unité allemande que le chancelier Prussien a porté si haut depuis vingt ans la fortune de la maison de Brandebourg, écrasant tour à tour le Danemark, l'Autriche, la France. La France expie encore, après douze ans d'efforts pour se reconstituer à la suite d'épouvantables désastres, la confiance qu'elle avait mise en l'héritier du premier Napoléon. Par la connivence de l'Allemagne triomphante, la Russie a pu se venger sur les Turcs des coups que l'Angleterre et la France lui avaient portés en commun pour empêcher le démembrement de l'empire ottoman. La décomposition de cet empire n'est plus arrêtée par aucune puissance européenne.

L'Allemagne, pour contenir les Russes, ses alliés d'hier, en même temps que la France, a ramené à elle par des conventions récentes, encore mal connues, l'Autriche qu'elle avait vaincue en 1866. Le dualisme austro-hongrois fait vivre ensemble, depuis quinze ans, des nationalités diverses, souvent ennemies, grâce à la sagesse du souverain et des hommes d'État des

deux royaumes. C'est moins une question de nationalité qu'une question sociale qui divise si profondément les deux Îles britanniques. Comment vivrait l'Irlande si elle était séparée de l'Angleterre, comme le demandent quelques-uns de ses tribuns ? Et d'autre part ses manifestations violentes et les crimes agraires dont elle est le théâtre appellent des répressions que sont obligés de solliciter même les ministres les plus libéraux. Ces embarras intérieurs n'empêchent pas le gouvernement Britannique de partager avec celui de l'Allemagne la haute direction des affaires de l'Europe.

Le nouveau monde présente des spectacles différents du nôtre. Une seule grande puissance est constituée : les États-Unis, s'étendent sur presque toute l'Amérique du Nord, laissant en dehors d'eux seulement au nord-est, sous la tutelle de l'Angleterre, le *Dominion* Canadien qui couvre encore un assez vaste espace, et, au sud-ouest, la République Mexicaine, redevenue maîtresse de ses destinées depuis l'issue tragique d'une tentative de création d'empire au nom des races latines. Les 50 millions de la population actuelle de l'Union, chiffre énorme comparé à la population des États de l'Europe occidentale, sont loin de répondre à l'immensité du territoire, où les pionniers plantent son drapeau. A l'intérieur, elle ressent encore les atteintes de la guerre de sécession. Si l'esclavage n'y peut plus renaître, les inégalités de race et de couleur, à peu près effacées dans les lois, subsistent dans les mœurs. La question de l'esclavage ne peut pas tarder à avoir sa solution définitive dans l'île de Cuba, que l'Espagne, déchirée par la guerre civile et mal gouvernée, a failli perdre, et au Brésil où l'émancipation progressive, résolu il y a bientôt douze ans, a déjà porté de si heureux fruits. C'est pour des intérêts d'un ordre moins élevé que souvent sont en guerre les uns contre les autres les Républiques de l'Amérique du Sud. Mais peut-on s'étonner que chacun de ces petits États, dont le territoire n'est souvent qu'un désert ou une massive chaîne de montagnes aux cimes neigeuses, dispute à son voisin un bon cours d'eau, un port de mer, des mines, même du guano ? La suppression de l'esclavage dans l'Afrique même est la préoccupation constante et sera la récompense du dévouement des missionnaires et des voyageurs qui pénètrent les mystères de ce vieux continent. Quel nom plus vénéré à ce titre que celui de Livingstone ! M. Ferdinand de Lesseps a ouvert une nouvelle route au commerce du monde ; et bientôt il joindra les deux mers américaines comme il a fait de la Méditerranée et de la

mer Rouge. Le canal de Suez conduisant aux Indes, l'Angleterre est résolue à dominer en Égypte, de même que la France pour couvrir l'Algérie a assuré son ascendant en Tunisie. Les parties les plus orientales de l'Asie laissent tomber ou voient forcées les barrières qui les séparaient des Européens. Les États-Unis sont associés aux nations européennes dans l'œuvre féconde de propagande de la civilisation chez les peuples de l'extrême Orient.

Dans tous les États, anciens ou nouveaux, de l'Europe et de l'Amérique, quelle que ce soit leur forme politique, les Parlements ont un rôle considérable dont nous constatons les résultats essentiels : sans pouvoir entrer dans le détail des délibérations législatives, nous ne donnons pas seulement les votes des projets de loi, nous en marquons les phases diverses au moins pour les plus importants. La liberté politique fait partout de très sensibles progrès : le suffrage universel et direct commence à s'étendre de la Suisse et de la France, les seules républiques du continent, à d'autres États. Les incidents politiques et les crises sociales de la vie de chaque peuple sont également notés ici dans la mesure restreinte que comporte notre cadre.

Nous aurions été heureux, à dix ans de distance de la précédente édition, de pouvoir envisager avec plus de sérénité et de satisfaction le sort de notre propre pays. Il a gagné du côté des institutions, puisque, après bien des lenteurs et des oppositions venant de partis qui ne voulaient pas de la république et cependant n'avaient rien à mettre à la place, la République est constituée et est assurée de vivre ; et que la démocratie fait passer dans les lois ses principes et les meilleures de ses aspirations. Mais le parti révolutionnaire socialiste est toujours menaçant ; la Société internationale des travailleurs, qui a son foyer à Genève depuis 1873, n'a jamais interrompu et reprend avec plus d'intensité son œuvre anarchique ; et les dissensions au sein du Parlement sont une entrave à la prospérité intérieure comme à la marche du gouvernement. Quant à la politique extérieure, elle se ressent trop des angoisses de l'année terrible. Nous nous arrêtons sous l'impression d'événements bien douloureux pour la France. L'âge lui avait enlevé il y a cinq ans M. Thiers, le libérateur du territoire, dont la sollicitude patriotique jusqu'au dernier instant de sa vie avait été si précieuse pour « la noble blessée » et pour la République à fonder. Mais ils n'avaient pas fourni leur carrière les deux grands serviteurs de la France et de la République, morts à quelques jours l'un de l'autre, le 31 décembre 1862 et le 5 janvier 1883 : M. Gam-

betta, le puissant tribun qui avait inspiré et dirigé de Tours et de Bordeaux avec une foi inébranlable dans les destinées du pays, la défense nationale, orateur et homme d'État en qui semblait s'incarner la République ; et le général Chanzy, un des plus vaillants et des plus heureux soldats des armées improvisées pendant l'invasion allemande. Les pouvoirs publics sauront sans doute faire en sorte, par leur sagesse et leur énergie à la fois, que de telles pertes n'affectent pas le jeu des institutions républicaines, notre puissance militaire et notre rôle en Europe.

CH. DREYSS.

13 Janvier 1883.

PRÉFACE

DE LA PREMIÈRE ÉDITION

Le titre de ce livre n'est pas fait pour attirer le lecteur. La chronologie a toujours été considérée comme une branche d'étude si ingrate, que les services mêmes qu'elle peut rendre sont souvent dédaignés, et que la peur de l'ennui en éloigne ceux qui ont le plus besoin de s'instruire. Nous savons tout le mal qui en a été dit dans tous les temps : « Un sec et triste faiseur d'annales ne connaît pas d'autre ordre que celui de la chronologie, remarque Fénélon¹; il n'ose ni avancer, ni reculer aucune narration. Souvent, au contraire, un fait montré par avance de loin débrouille tout ce qui le prépare. Souvent un autre fait sera mieux dans son jour étant mis en arrière; en se présentant plus tard, il viendra plus à propos pour faire naître d'autres événements. » Ceci a bien été écrit contre nous, qui n'admettons pour le résumé des faits d'autre loi que la date, qui encadrons dans chaque année, et même par ordre alphabétique de peuples, tous les événements de quelque importance sous le rapport politique, militaire ou social. Nous suivons ainsi le cours des siècles, prenant sur la route tout ce que la Providence nous apporte, bon an mal an, de fondations de villes ou d'États, de destructions d'empires, de crimes éclatants, de révolutions intestines, de règnes vertueux, de malheurs ou de fautes des princes cruellement expiés par les nations, de découvertes utiles à l'humanité cupide ou souffrante : nous ne racontons pas, nous posons les faits. La chronologie a un grand défaut qui la fait prendre en pitié par les imaginations vives, par les esprits philosophiques : qu'est-ce qu'une étude ou une science qui ne raisonne pas, qui

1. T. XXI, page 236, *Lettre sur les occupations de l'Académie.*

n'a pas de système, qui semble affecter de n'avoir pas d'opinion ? C'est un corps mutilé : l'âme et le mouvement lui manquent ; elle ne dispose pas des idées et des passions de l'humanité que les artistes, les poètes, les philosophes même et les historiens manient tout à leur aise. Son office est plus modeste : elle ressemble à l'*esclave nomenclateur* du poète Horace, chargé de faire connaître au riche insouciant et frivole quels sont ces grands personnages qui passent devant lui sur le Forum, à quelle famille ils appartiennent, s'ils ont des ancêtres bien antiques et illustres, ce qu'ils ont fait et quel est leur titre à la considération publique ; et, comme lui-même il est du peuple, il lui parle un peu, chemin faisant, de cette masse qui compose la foule, des lois, des mœurs, des lumières des plébéiens. La galerie se renouvelle incessamment, l'esclave poursuit son énumération sibyllique depuis les premiers jours du monde jusqu'en 1852.

Il aurait été facile peut-être d'échapper à ce reproche d'impassibilité et de brièveté annuelle : choisir quelques faits dans chaque année, les développer et discuter à l'aise, et sacrifier résolument tous ceux qui n'ont pas d'intérêt dramatique, c'est là une méthode chronologique de morale en action, qui a son prix et qu'on aurait pu suivre si on avait voulu répondre à un autre objet que celui que nous nous sommes proposé. Nous avons mieux aimé laisser en leur place, à mesure qu'ils se produisent, tous les faits jugés utiles, sans en soustraire aucun, quelle que fût notre opinion, sans y substituer nos réflexions : rôle bien négatif, à ce qu'il semble, mais accepté en toute connaissance de cause, dans l'espoir que la peine que nous avons prise en épargnera un peu à ceux qui consulteront ce dictionnaire d'annales. Nous offrons l'extrait, plusieurs fois remanié et réduit, de volumineuses recherches qui ont porté sur les matières les plus diverses.

Les faits certains sont seuls admis dans un pareil livre. Pour les temps de l'antiquité, sauf l'histoire biblique, la chronologie est nécessairement pauvre. « Il n'y a pas à puiser, dit M. Daunou¹, dans une multitude de chroniques et de chartes, dans de riches collections de mémoires et de monuments de chaque âge. Les sources se réduisent aux récits, quelquefois non datés, des historiens classiques, à des indications le plus souvent tra-

ditionnelles, à quelques débris d'annales anciennes, recueillies plus ou moins exactement par les chronographes ecclésiastiques, et à un assez petit nombre de médailles et d'inscriptions dont la clarté n'est pas toujours parfaite, ni l'authenticité toujours indubitable. » Les événements les plus mémorables et développés même avec complaisance par les historiens et par les poètes, manquent de base chronologique. Sans parler des exploits de l'âge héroïque de la Grèce, que de dates différentes données pour Lycurgue et pour Zoroastre ! l'histoire romaine n'échappe pas à ces incertitudes, soit pour les rois, soit pour l'époque des empereurs : l'avènement et la mort ou la chute des princes sont chronologiquement mieux connus que les souffrances des peuples qui les ont subis. Les temps du christianisme naissant, l'époque d'oppression du régime féodal, l'histoire locale des villes et des communes au moyen âge, et même les origines des libertés constitutionnelles pour les peuples modernes fourniraient des sujets d'érudition chronologique : nous nous en sommes tenu aux témoignages bien avérés et acceptés sans contradiction. Dans cet excès de zèle pour la vérité, quelques noms d'une célébrité problématique ont failli disparaître : mais, au risque de passer pour mauvais annaliste, et ne voulant pas chicaner un titre de gloire que l'histoire de convention a décerné jusqu'au commencement de ce siècle, à l'antique Pharamond, nous avons gardé ce nom vénéré, d'existence fort douteuse, en tête des rois francs. Nous pourrions dire ici, comme Voltaire, qu'il ne s'agit pas de savoir « en quelle année un prince indigne d'être connu succéda à un prince barbare, chez une nation grossière. » Pharamond, après tout, est avec plus de vraisemblance l'aïeul des Francs, que le dieu Mars celui des Romains.

Notre désir étant de fournir pour chaque pays les éléments essentiels de son histoire, nous ne nous sommes pas borné à la politique et à la guerre : les lettres, les arts, le commerce, les découvertes maritimes et scientifiques occupent plus de place à mesure que nous approchons de notre époque. Le chronologiste anglais Clinton nous a permis de donner une date de composition pour plusieurs monuments de la littérature grecque et romaine, qui fait l'objet de deux excellents volumes de notre collaborateur M. Pierron. Dans les temps modernes, nous avons aimé à saisir le moment où apparaît un ouvrage ou une découverte ; on apprécie mieux, et sans qu'il soit besoin de com-

mentaire, l'action immédiate exercée par l'œuvre littéraire ou scientifique : le désastre de la *grande armada* donne naissance au premier journal anglais¹; James Watt est contemporain des deux Pitt; Fulton, de Napoléon qui n'a pas confiance dans l'usage de la marine à vapeur pour son expédition préparée à Boulogne. Les routes du commerce asiatique, si importantes au moyen âge avant les courses audacieuses de Christophe Colomb et de Vasco de Gama, sont décrites au moyen des travaux de Malte-Brun; et, quand nous avons parlé des Indes orientales, nous avons appelé par leurs noms les plantes d'épices si longtemps productives pour la Hollande. Il n'y a pas de détails, si vulgaires en apparence, qui ne doivent figurer dans un résumé général : il nous importerait peu de savoir que Jules II, François I^{er} et Charles V introduisirent la mode de porter les cheveux courts, si les grands peintres d'alors ne l'avaient consacrée dans leurs œuvres immortelles. Tout ce qui frappe vivement l'esprit des peuples, tout ce qui prouve leur ignorance, leur science ou leurs mœurs, fait partie de leur histoire. La Chine pratique de temps immémorial l'observation des phénomènes célestes. Les comètes et les éclipses ont eu leur rôle dans les combats et les révolutions intestines. Thalès et Paul Émile expliquent une éclipse au moment d'une bataille, Pélopidas périt pour n'avoir pas été assez superstitieux, pour avoir fait l'esprit fort à la tête de soldats qui ont peur de l'obscurcissement du soleil. A Munich, en 1851, cinq ans après une des belles découvertes du génie mathématique appliqué à l'astronomie, on fait confesser et communier les enfants des gymnases, à la veille de l'éclipse totale de soleil, qui semble encore un phénomène terrible, quoique prédit rigoureusement à l'heure et à la minute.

L'étendue du volume, et la variété des noms de peuples qui paraissent dans chaque année, prouvent assez que nous n'avons pas été exclusif : chaque pays obtient l'attention que son importance lui mérite, et cette impartialité, qui n'est pas de l'indifférence, a été conservée même à l'égard de la France, qui, faisant dans le monde pendant ses premiers âges, excepté au temps de Charlemagne, une bien modeste figure, laisse de la place à d'autres peuples, par exemple aux Arabes d'Espagne, chez qui

1. Le fait est contesté. Voy. *l'Histoire de la presse en Angleterre*, par M. Cuicheval-Clavigny, 1857.

le *x* siècle n'est pas, comme pour le reste de l'Europe, une époque de barbarie. Le travail progressif de la formation territoriale et les vicissitudes dynastiques des États qui se présentent successivement au premier rang, ont demandé souvent plus de dates et de faits précis que l'organisation intérieure et les révolutions sociales auxquelles ils doivent leur grandeur ou leur ruine. Des maisons, longtemps obscures, comme celle d'Héristal, comme celles d'Habsbourg et de Hohenzollern, s'élèvent peu à peu jusqu'à des trônes qu'elles garderont pendant des siècles. De grandes puissances européennes, la Prusse, l'Autriche, la Russie, l'Espagne, se sont formées par de lentes agglomérations de territoires : elles exigent une attention plus minutieuse que des nations plus heureusement douées, comme la France et l'Angleterre. Il est tout un côté, en quelque sorte domestique, de l'histoire des princes, qui influe puissamment sur les destinées des peuples, surtout dans les âges de transition : nous avons tenu compte des mariages qui sont devenus des causes de discordes civiles, de guerres nationales ou de réunions d'États : le nombre, à coup sûr, en est grand, et le luxe d'érudition sur ce point nous aurait été facile si nous avions voulu abuser des nomenclatures de *l'Art de vérifier les dates*. La part de responsabilité qui appartient aux princes dans les événements de leur règne est proportionnée au degré de lumières qu'ils ont reçues de Dieu, à l'éducation que les circonstances leur ont donnée, à l'âge où les affaires sont tombées dans leurs mains ou en sont sorties : toutes ces causes préoccupent le moraliste et l'historien, qui apprécient les titres de chacun à la gloire et jugent les progrès de l'humanité; la chronologie peut surtout indiquer l'âge des princes, à leur avènement ou à leur mort, et fournir ainsi l'excuse de bien des fautes, la raison de bien des malheurs.

Les synchronismes présenteront, à quelque partie de l'histoire qu'on s'attache, des variétés intéressantes et des leçons de l'ordre le plus élevé. Notre objet n'était pas de les faire ressortir, du moins dans le texte des annales; les faits parleront d'eux-mêmes à qui les interrogera avec soin. Des ressemblances, des analogies, des contrastes étranges dans la conduite des princes, dans les mœurs des peuples, dans leurs travaux littéraires, dans les révolutions qui fondent ou renversent les États, qui en modifient la forme de gouvernement, sont au moins une curiosité pour ceux qui n'y veulent pas voir un enseignement : Athènes et Rome s'affranchissent la

même année des Pisistratides et des Tarquins ; Polybe assiste, à quelques mois de distance, à la destruction de Carthage et à celle de Corinthe ; dans le moyen âge, les occasions de comparaison facilitent le travail de la mémoire, un peu pénible au milieu de tant de diversité ; les temps modernes doivent leur unité aux progrès simultanés des peuples : plus nous approchons des dates les plus récentes, plus la rigueur chronologique, avec l'indication des mois et des jours, devient nécessaire, si l'on ne veut pas altérer la valeur politique et morale des événements, confondre les effets et les causes, et rendre des peuples et des hommes responsables de malheurs ou de crimes dont eux-mêmes ils ont été victimes.

Nous avons quelques mots à dire sur les éléments qui ont servi à composer ce travail. Il n'est, il ne pouvait être qu'un ouvrage de seconde main. Des études patientes de plusieurs années nous ont sans doute permis de contrôler, de vérifier un très-grand nombre de faits et de dates aux sources mêmes, dans les documents originaux, de façon qu'avec un peu moins de sincérité, à l'aide de citations mises dans le texte ou en notes, nous aurions donné un vernis de science à un résumé tout pratique et élémentaire : nous ne citons jamais, nous formulons les faits connus ou qui méritent de l'être, nous n'enregistrons que ce qui est de notoriété publique dans l'histoire de chaque peuple. La tentation était grande de s'amuser aux curiosités, de recueillir des anecdotes, d'esquisser des vues générales, de s'essayer au rôle d'historien : nos collaborateurs de la *Collection d'histoire universelle* auront ce plaisir et cet honneur.

Le chronologiste anglais Clinton¹ nous a été d'un grand secours pour les temps grecs et romains jusqu'à Jésus-Christ : son livre est un type de chronologie savante ; il n'omet aucune autorité pour les faits littéraires comme pour la politique et la guerre ; nous nous sommes rarement séparé de lui, même quand il était en dissentiment avec son contemporain l'historien anglais de la Grèce, Thirlwall². Bossuet, dans la première partie de son *Discours sur l'histoire universelle*, admirable récit, d'une éloquence entraînante, même sous la forme chronologique, avait pris pour base les années avant et après Jésus-Christ, et les années du monde. « Quant aux olympiades, il n'a pas voulu, dit-

1. *Fasti Hellenici*, 3 vol. in-4, 1829.

2. *History of Greece*, 1840.

il à la fin de l'époque XII, en charger la mémoire du dauphin, quoique les Grecs qui s'en servent les rendent nécessaires à fixer les temps. » Nous, qui ne demandons à personne d'apprendre par cœur la série des olympiades, nous les avons gardées d'après Clinton, parce que la comparaison, soit avec l'ère romaine, soit avec l'ère vulgaire, ne peut que faciliter les études et abrégé les recherches. La date de la création du monde, que Bossuet empruntait à l'archevêque d'Armagh, le savant Ussérius (Usher), le père de la chronologie biblique, est trop controversée pour qu'on puisse en faire le point d'appui continu d'un travail qui embrasse tous les peuples.

L'Art de vérifier les dates, qui a vieilli beaucoup pour la partie ancienne avant Jésus-Christ, la dernière faite par D. Clément, publiée seulement vingt-cinq ans après sa mort, en 1818, est un guide excellent pour toute l'époque du moyen âge, et pour une grande partie des temps modernes. « Pour peu qu'on jette les yeux sur l'ouvrage des bénédictins, l'imagination s'effraye de l'idée du temps, des travaux nécessaires pour rassembler, rédiger, coordonner tant de matériaux souvent incohérents et dont on n'a pu former un tout qu'à l'aide d'une rare sagacité et de la plus saine critique¹. Il n'y a presque pas un détail dans leurs trois volumes in-folio (édition 1783-1787), dit M. Daunou, le meilleur juge en matière d'érudition², qui n'ait été attentivement et presque minutieusement vérifié. » Il ne faut cependant pas leur demander plus que ne comportait l'esprit de leur temps : en général, toutes les questions qui intéressent la liberté des peuples sont ignorées ou omises à dessein ; ils oublient pour l'Angleterre la pétition des droits de 1629, comme le grand mouvement insurrectionnel des cités de Castille et de Valence au commencement de Charles V, comme l'histoire si agitée de la démocratie florentine. Pas un mot de William Pitt, ni des grands partis de l'Angleterre : le ministre est cité pour la première fois quand il tombe à la fin de la guerre de Sept ans. De l'administration française sous Louis XV depuis la fin de la régence, on ne voit que la rivalité du clergé et du parlement, sans le duc de Bourbon, sans les favorites, sans le duc de Choiseul. En matière ecclésiastique, nous n'avons à désavouer ni à

1. Discours préliminaire de *L'Art de vérifier les dates avant Jésus-Christ*, édition 1819, in-8, p. vij.

2. *Cours d'études historiques*, t. III, 13^e leçon, p. 442-443.

aggraver aucun de leurs jugements : leurs doctrines sont celles de Bossuet et de l'abbé Fleury qu'ils citent souvent.

Depuis les dernières années du règne de Louis XV, les bénédictins nous abandonnent ; le point où ils s'arrêtent n'a guère été dépassé par l'historien Daunou dans les aperçus généraux qu'il consacre à chaque siècle. C'est à lui que nous avons emprunté la pensée de résumer chaque siècle en aperçus rapides, travail artificiel et à bien des égards insuffisant, parce que tous les peuples ne s'arrangent pas pour terminer leurs affaires juste à la dernière année d'un siècle et pour commencer une vie nouvelle avec une nouvelle période centenaire. Comme notre méthode chronologique ne nous donnait pas d'autre moyen de synthèse, nous nous sommes contenté de composer ainsi, tous les cent ans, un tissu des faits pour l'ensemble du monde : l'occasion nous a paru bonne en outre pour ressaisir certains traits de mœurs, des coutumes, des découvertes, des événements de l'histoire littéraire, utiles au développement de la civilisation, qui n'ont pas de dates rigoureuses. Nous avons puisé largement dans le texte même de M. Daunou¹ pour l'analyse des premiers siècles : plus nous nous éloignons des temps anciens, moins nous gardons son texte et ses idées. La haine toute républicaine qu'il a vouée aux rois et aux conquérants, et les attaques qu'il dirige contre l'Église l'entraînent, malgré son impartialité ordinaire, dans de singulières fautes de jugement. Il parle d'Alexandre² comme ferait un philosophe morose qui n'aurait pas étudié l'histoire, comme a fait le poète qui l'envoie aux Petites-Maisons ; on dirait qu'il ne frappe si fort sur le héros macédonien que pour atteindre Napoléon, son émule dans les temps modernes. Nous retournerons contre lui une de ses paroles : il a dit que la liberté serait encore nécessaire à l'histoire si elle n'était pas un besoin de la société³. L'usage de la liberté impose l'obligation d'être juste : M. Daunou l'a rarement été à l'égard de l'Église.

L'année 1789 a été longtemps la date fatale que n'osaient pas franchir tous ceux qui auraient craint de passer pour

1. *Cours d'études*, t. VI, treize leçons.

2. *Ibid.*, p. 56-67.

3. *Cours d'études*, p. 81.

hommes de parti. Nous sommes à l'abri d'un pareil reproche : les faits énumérés par ordre chronologique ne plaident pour personne ; l'historien choisit, expose et juge, mais l'annaliste abstrait les faits des passions qui les ont produits, il les donne dépouillés de la forme vivante et des circonstances particulières qui portent témoignage pour ou contre leurs auteurs. Ce genre d'impartialité, qui consiste à tout dire, à ne rien dissimuler sciemment, à ne pas attaquer les morts, et, ce qui est plus difficile, à parler avec modération des vivants, vainqueurs ou vaincus, a fait défaut souvent même à de simples compilateurs qui n'avaient, comme nous, qu'à enregistrer des faits et des dates.

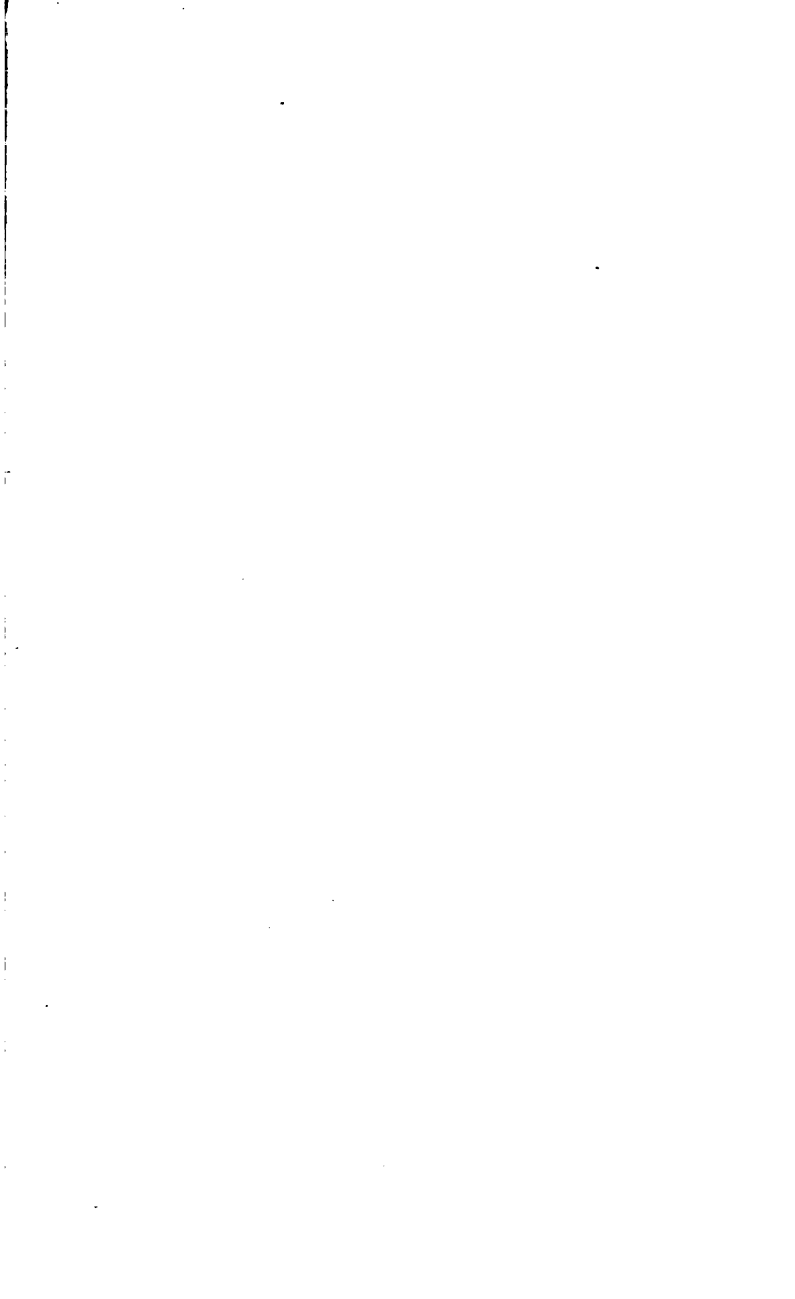
Depuis la révolution française une immense carrière s'est ouverte devant nous : nous l'avons parcourue dans toutes ses parties, nous avons cherché les révolutions, les guerres, les transformations sociales partout où elles se sont accomplies, dans le nouveau monde comme sur le vieux continent, tant bouleversé depuis soixante-trois ans. En nous arrêtant au milieu de l'année 1852, nous touchons bien des questions graves récemment résolues ou qui attendent une solution prochaine. En France, une volonté énergique, appuyée du plus grand nom des temps modernes, a restauré le principe d'autorité. L'Autriche et la Prusse se réconcilient en adhérant ensemble, dans la diète de Francfort, à la convention diplomatique de Londres qui règle la question du duché de Holstein et reconnaît l'intégrité de la monarchie danoise. Les élections nouvelles du parlement britannique semblent avoir tué décidément le parti de la protection commerciale. La crise ministérielle de la Belgique est-elle l'abandon de la politique libérale suivie depuis 1847, politique qui a épargné une révolution à ce petit peuple de date si nouvelle, et dont l'existence importe à la paix du monde ? Pendant que le jeune empereur d'Autriche visite triomphalement la Hongrie, reconquise par ses armes et par celles de la Russie, l'ex-dictateur des Madgyares revient sans bruit des États-Unis en Angleterre, et pourra s'y rencontrer avec Rosas, cette autre puissance déchue, si longtemps redoutable sur les bords de la Plata, même à la France et à l'Angleterre. Si les républiques de Buenos-Ayres et de Montevideo retombent dans l'anarchie ou sous le despotisme d'un maître, elles ne pourront plus s'en prendre à Rosas, à moins qu'un caprice de la fortune ou que le vœu des peuples ne le ramène, comme Santa-Anna,

qui a ressaisi tant de fois le pouvoir au Mexique. Les États-Unis ont leur crise périodique d'élection présidentielle, qui est passée dans les habitudes pacifiques du pays : la candidature improvisée du général Pierce, l'élu de la convention démocratique de Baltimore, peut triompher par le désaccord des whigs, divisés entre le général Scott et M. Daniel Webster, ministre actuel dans le cabinet du président Fillmore. Cette puissante République, assise maintenant sur l'océan Pacifique, aussi bien que sur l'Atlantique, et que les mines de la Californie ont rendue un objet d'envie pour toutes les nations, ne va-t-elle pas, d'ici à peu de mois peut-être, promener ses flottes victorieuses jusque sur les côtes du Japon, et ouvrir au commerce des peuples civilisés des deux mondes cet empire mystérieux, où la religion même des chrétiens, malgré le zèle des missionnaires, pénètre moins que dans la Chine? Tout près des Indes orientales, les Américains rencontreraient leurs anciens maîtres, qui sont sans rivaux dans le monde océanique, et qui, eux aussi, viennent de trouver un véritable Eldorado sur la terre tout anglaise de l'Australie. L'empire britannique des Indes, en s'avancant toujours au nord-ouest, au delà du bassin de l'Indus, sur la route du Turkestan, n'est pas loin des Russes, qui lancent déjà des bateaux à vapeur sur le lac Aral, et se sont montrés vers Khiva. La question de suprématie, engagée plus d'une fois entre ces deux puissances européennes au sujet de Constantinople, se débattrait un jour, et sans médiateurs possibles, sur la terre asiatique.

Mais ne nous faisons pas prophète : l'avenir n'est pas du domaine de la chronologie. Plus tard, si ce travail devait être continué, ceux de nos collaborateurs dont les volumes ne sont pas achevés aujourd'hui et qui suivent chacun, jusqu'aux temps les plus proches, l'histoire particulière qu'ils ont entreprise, comme nous faisons nous-même pour l'histoire générale, nous fourniraient une moisson nouvelle. Nous devons déjà beaucoup aux volumes que le public a reçus. C'a été pour nous une bonne fortune d'être devancé par M. Demogost; le très érudit et spirituel auteur de *l'Histoire de la littérature française*; nous avons été seulement embarrassés pour choisir dans un champ si riche. Les beaux travaux de M. Duruy nous ont rendu facile la concordance entre l'histoire sainte; l'histoire grecque et l'histoire romaine : ses soins éclairés nous ont été, en outre d'un utile concours pour la révision générale et la disposition

typographique d'un pareil volume. L'exactitude et la clarté, c'est tout le prix qu'il peut avoir ; quelques faits nouveaux, que le hasard ou l'étude a pu nous faire rencontrer, ne constituent pas une véritable originalité : « Les connaissances, les faits, les découvertes, a dit Buffon, s'enlèvent aisément, se transportent, et gagnent même à être mis en œuvre par des mains plus habiles. »

Août 1852.



CHRONOLOGIE

UNIVERSELLE.

DIVISION DE L'OUVRAGE.

Pour donner plus de clarté à ce livre, nous avons négligé les ères particulières et rapporté toutes les dates à une seule, celle de la naissance de Jésus-Christ.

Deux grandes divisions chronologiques se présentaient d'elles-mêmes : les temps qui précèdent l'ère *vulgaire* et les temps qui la suivent.

Outre ces deux divisions fondamentales, l'histoire universelle offre quelques périodes bien nettement marquées par les faits ou par l'usage.

Pour l'antiquité, le plus savant des Romains, Varron, avait divisé les temps écoulés avant lui en trois périodes : la première s'étendant de la création du monde au déluge, c'est la période incertaine ; la seconde, ou les temps mythologiques et fabuleux, du déluge à la première olympiade, 776 ans avant notre ère ; la troisième, ou l'âge historique, depuis la première olympiade jusqu'au temps où vivait Varron. Il donnait à la première de ces périodes une étendue indéterminée ; à la seconde, environ 1600 ans ; pour la troisième elle durait encore.

Ces divisions de l'histoire ancienne sont justes ; seulement la science a reculé pour plusieurs nations la certitude historique au delà des limites que Varron lui assignait, bien que le VIII^e siècle soit, à vrai dire, celui à partir duquel la chronologie marche avec

une certitude suffisante, et sans laisser de trop grandes lacunes derrière elle.

Nous aurons donc pour la première partie, ou les temps avant Jésus-Christ, trois périodes :

- 1° De la création du monde au déluge ;
- 2° Du déluge à l'ère des olympiades ;
- 3° De l'ère des olympiades à l'ère vulgaire.

Nous avons cru devoir, dans la seconde période, séparer l'histoire des Hébreux qui a des dates positives, de l'histoire profane qui n'en a pas.

Pour la seconde partie, nous la partageons en quatre périodes :

- 1° Les années comprises entre le commencement de l'ère vulgaire et le partage définitif de l'empire : 4-395 ;
- 2° Le moyen âge, ou les temps écoulés entre la première invasion, celle des Germains, et la dernière, celle des Turcs : 395-1453 ;
- 3° Les temps modernes, de la prise de Constantinople à la Révolution française : 1453-1789 ;
- 4° L'époque contemporaine, depuis 1789 jusqu'à nos jours.

Chaque période est aussi partagée en siècles, à l'exception des deux premières qui ne pouvaient se prêter à cette division.

Depuis l'ère chrétienne, nous avons suivi l'usage, pratiqué souvent, de ne donner au premier siècle que quatre-vingt-dix-neuf ans, 1-99 ; le second siècle commencera l'an 100, le dixième l'an 900, etc. ; le dix-neuvième, l'an 1800. C'est un système qui manque d'exactitude.

Chaque siècle est précédé d'un aperçu qui en résume l'esprit et en marque les grands faits.

PREMIÈRE PARTIE.

DE LA CRÉATION DU MONDE A L'ÈRE VULGAIRE.

(4438 AV. J. C. - 1 DEPUIS J. C.)



PREMIÈRE PÉRIODE.

DE LA CRÉATION DU MONDE AU DÉLUGE (4138-2482)

LA CRÉATION DU MONDE (4138).

La science n'a pu donner encore à la chronologie un point de départ fixe. Nous ne savons quand le monde a été créé, ni quand l'homme a été placé par Dieu sur la terre. L'origine des choses nous échappe. Pourtant, il n'y a pas moins de deux cents systèmes différents proposés sur cette question. Voici les chiffres auxquels les plus accrédités d'entre eux sont arrivés :

3761. Date suivie par les Juifs modernes.

3950. Date donnée par Scaliger, en 1583.

3985. Date donnée par Pétau, contemporain de Scaliger.

4004. Date donnée par l'Irlandais Usher (*Usserius*) en 1650, et suivie par Bossuet, Rollin et M. Daunou. C'est la date la plus généralement adoptée.

4158. Date donnée par l'Anglais Clinton, en 1829.

4965. Date donnée dans la nouvelle édition de *l'Art de vérifier les dates*, en 1849.

Suidas donnait 6000; Onuphrius Panvinus 6340; enfin les tables alphoncines 6984.

On remarquera que ces systèmes ayant tous été calculés à l'aide des indications de la Genèse, ce n'est que chez les nations pour qui la Bible est un livre sacré qu'ils ont cours; en outre, qu'aucun d'eux n'admet, de la création à la naissance de Jésus-Christ, plus de 7000 ans, ni moins de 3700. Mais si l'on sort des données bibliques on rencontre aussitôt les plus monstrueux calculs. Chacun des anciens peuples a tenu à se vieillir. Ils accumulent les années par myriades, à l'entrée de leurs annales, afin de reculer leur origine dans la nuit des siècles. Ils font précéder les dynasties des hommes de successions de dieux et de demi-dieux qui remplissent des périodes de six mille, vingt-quatre mille, soixante et douze mille, quatre cent trente-deux mille ans¹. L'imagination orientale n'a pas

1. Un des plus récents travaux sur les dynasties égyptiennes, le mémoire de M. Lesueur, couronné par l'Institut en 1846, admet en les rectifiant les listes du prêtre égyptien Manéthon qui donnent des dynasties de dieux, de mânes et de

même été assez féconde pour peupler et animer tant de siècles. La saine critique n'a rien à faire des seize premiers âges ou *iougans* indiens, ni des dynasties divines de la Chine, du Japon et de l'Égypte, ni des énormes supputations des Chaldéens, ni même des calculs plus modérés des anciens Perses.

L'étude attentive des monuments astronomiques, tels que les zodiaques, mieux encore celle de notre globe, de sa formation, et des changements qu'il a subis, conduiront à des résultats plus scientifiques. Les géologues admettent volontiers que l'état actuel de la terre ne date pas de plus de six à huit mille ans¹; ils font par conséquent rentrer ce qu'on appelle la création du monde dans un temps rapproché de celui où la placent les chronologistes chrétiens. On est reporté bien plus haut suivant certaines études de paléontologie et d'anthropologie. Au milieu de l'incertitude où l'on reste sur cette question, nous faisons choix de la date proposée par Clinton (4138).

LES TEMPS ANTÉDILUVIENS (4138-2482).

Cette période, que nous ne pouvons remplir qu'avec les livres hébreux, renferme, suivant le texte samaritain de la Bible, 1307 ans; suivant le texte hébreu, 1656; suivant la version grecque des Septante, 2262. Bossuet, Daunou et Clinton préfèrent le chiffre de 1656. Elle s'étendra donc pour nous de 4138 à 2482.

Notre point de départ une fois admis, nous trouvons aisément la date de la mort d'Adam que la Genèse fait vivre 930 ans, et celle de la naissance de Noé, à qui elle donne 600 ans avant le déluge.

TRADITIONS BIBLIQUES.

3208. Mort d'Adam, père d'Abel, descendants de Seth furent Enos, de Caïn et de Seth. Abel a été tué par Caïn, Malaliel, Zared, Hénoc qui à 365 ans fut ravi au ciel, Mathusa-

semi-dieux, remplissant un espace de 5730 ans antérieurement à Mènes, lequel ouvre la première dynastie humaine, d'après M. Lesueur en l'an 5773, avant Jésus-Christ, d'après M. Fr. Lenormant (*Manuel d'histoire ancienne*, 1868) en l'an 5004, vers 5000 d'après un ouvrage récent (1882), sur les *Égyptes*, de Marius Fontane. Les bases chronologiques de M. Lesueur ont été attaquées par M. Maury. Cette chronologie a beaucoup occupé le Dr Lepsius.

1. Voyez Cuvier, *Discours sur les révolutions du globe*.

lem qui vécut la plus longue vie, 960 ans, enfin Lamech, père de Noé.

3482. Naissance de Noé qui fut père de Sem, Cham et Japhet.

2482. Le déluge. La pluie tombe pendant quarante jours et quarante nuits, et les eaux s'élèvent de quinze coudées au-dessus des plus hautes

montagnes. L'arche renfermait Noé avec sa famille, sept couples de tous les animaux purs et deux couples des animaux impurs. Le vingt-septième jour du septième mois l'arche s'arrête sur le mont Ararat, et au premier jour du dixième mois le sommet des montagnes commence à paraître.

TRADITIONS PROFANES.

Chaldée et Phénicie. — Plusieurs peuples de l'Asie occidentale avaient conservé la tradition de ce déluge. Le Phénicien Sanchoniaton, historien perdu, et le Chaldéen Béroze, dont il nous reste quelques fragments, comptaient de la création du monde au déluge dix générations, l'un de Protogènes à Magas, l'autre d'Aloros à Xisuthros, qui aurait régné 64 800 ans, et qui se serait échappé seul, dans un vaisseau, au milieu du naufrage du genre humain.

Chine. — Du N. O. viennent s'établir des étrangers, à une époque qui répond à celle de Noé. Ils ont des souverains élus jusqu'au xxii^e siècle. Institution du mariage, et invention de la musique et de l'écriture. Le successeur de Fo-hi, Chin-Nong (le divin laboureur), aurait inventé les arts et les sciences, organisé l'État, distingué les diverses classes d'habitants par la couleur des habits, réservant le jaune pour la famille royale. La première dynastie héréditaire, celle des Hia, commence à l'année 2205 avec Yu.

Égypte. — D'après M. Lesueur, au temps du déluge, qu'il met trois cents ans plus tôt, 2783 en suivant les Hébreux, 2770 en suivant les Chaldéens, l'Égypte avait déjà eu treize dynasties humaines successives. Ainsi il

faudrait faire remonter à la plus haute antiquité les pyramides dont la construction, ordinairement placée vers le xi^e siècle, sous Chéops et Chéphren, doit être reportée, suivant M. Ampère, plus de quatre mille ans avant J. C., au temps de la quatrième dynastie; et le labyrinthe, les obélisques en granit, les statues colossales attribuées aux treize premières dynasties. Teta est un roi de la sixième dynastie. Une belle statuette en cornaline représentait Sésourtasen I^{er} ou Sésostris, de la douzième dynastie. Il y a au Louvre une statue colossale du roi Sévéknopet III, qui appartient à la treizième dynastie. Le musée de Berlin a une statue de la douzième dynastie.

Grèce. — Les Grecs parlaient aussi du déluge d'Ogygès et de Deucalion, mais le plaçaient plus tard, au xviii^e et au xvi^e siècle.

Inde. — Quant aux Indiens, ils font remonter leur ère ordinaire, dite Kaliougam, à l'an 3102 avant J. C. On ne peut fixer l'époque où le grand peuple des Aryas, souche commune des nations de la race indo-européenne, Perses, Grecs, Romains, Celtes, Germains et Slaves, a pénétré dans l'Inde.

SECONDE PÉRIODE.

DU DÉLUGE A L'ÈRE DES OLYMPIADES (2482-776).

DU XXV^e AU VIII^e SIÈCLE AVANT J. C.

APERÇU GÉNÉRAL.

Cette période, qui comprend dix-sept siècles, peut être coupée en deux parties, huit siècles d'un côté, neuf de l'autre. La séparation sera marquée par le moment où les Hébreux apparaissent pour la première fois en corps de nation, à la sortie d'Égypte.

Dans les huit premiers siècles se forment ou grandissent les empires de l'Égypte, de l'Assyrie, de la Bactriane, de l'Inde et de la Chine. Dans la Phénicie, Tyr et Sidon sont peut-être fondés. Les populations commencent à paraître en Grèce. D'épaisses ténèbres couvrent le monde occidental.

On doit rattacher à cette même époque les récits de la Genèse sur Noé sauvé des eaux; sur ses fils Sem, Japhet, Cham, pères de nouveaux peuples en Asie, en Europe, en Afrique; sur l'élection d'Abraham et de sa postérité pour conserver, au milieu de l'idolâtrie universelle, les vérités révélées.

Dans la seconde partie de cette période, de 1625 à 776, pendant que le peuple hébreu reçoit au désert sa foi religieuse et ses lois civiles, fait avec Josué la conquête de la terre promise, passe par le gouvernement souvent malheureux des juges, glorieux de ses premiers rois, et accomplit le schisme désastreux des dix tribus, l'histoire des autres nations se dégage peu à peu des fables, à mesure que nous approchons de l'âge vraiment historique qui commence pour les Grecs à l'olympiade de Corœbos, 776 avant Jésus-Christ.

CHRONOLOGIE.

HISTOIRE DES HÉBREUX DU XXV^e AU VIII^e SIÈCLE.

La Bible nous permet de donner une date aux faits suivants :

- | | |
|---|---|
| 2055. Vocation d'Abraham et son entrée dans la terre de Chanaan. | Abraham et d'Agar, sa servante égyptienne, père des Arabes ou Ismaélites. |
| 2044. Naissance d'Ismaël, fils d'A- | 2030. Naissance d'Isaac, fils d'A- |

brahim et de Sara, père des Hébreux.

1995. Mort de Sara.

1990. Mariage d'Isaac avec Rébecca.

1970. Naissance d'Ésaü et de Jacob, fils d'Isaac. Ésaü sera le père des Iduméens, peuple ennemi des Hébreux; Jacob est l'Élu de Dieu.

1955. Mort d'Abraham.

1895. Arrivée de Jacob chez Laban.

1879. Rachel, épouse de Jacob, donne le jour à Joseph.

1862. Joseph vendu par ses frères.

1850. Mort d'Isaac.

1849. Joseph, ministre du pharaon d'Égypte.

1840. Joseph établit Jacob dans la terre de Gessen, entre la mer Rouge et le Nil, où ils restèrent 215 ans.

1825. Mort de Jacob.

1770. Mort de Joseph.

1705. Naissance de Moïse.

1665. Fuite de Moïse au pays de Madian.

1625. Les dix plaies d'Égypte et le passage de la mer Rouge.

1625. Suivant la Bible, au troisième mois depuis la sortie d'Égypte, Moïse reçoit sur le mont Sinai le *Décalogue*, et successivement les autres lois qu'il donne au peuple hébreu en prévision de l'occupation de la terre promise.

1585. Mort de Moïse à 120 ans au pays de Moab, sur le mont Nébo, en vue de la terre promise qu'il ne touche pas. Il a laissé cinq livres, qui forment le *Pentateuque*; ce sont : la *Genèse*, l'*Exode*, le *Lévitique*, les *Nombres*, le *Deutéronome*. — Josué, chef des Hébreux. Passage du Jourdain, entrée dans la terre promise.

1579. Josué fait, après la conquête, le partage de la Palestine entre les douze tribus, lesquelles portent les noms des douze fils de Jacob, moins Lévi, dont les descen-

dants sont consacrés au culte, moins Joseph, qui est représenté par ses fils Ephraïm et Manassé. — L'arche d'alliance est à Silo, dans Éphraïm.

1560. Mort de Josué. Les tribus n'ont plus un chef unique : elles forment alors un État fédératif.

1558. Le peuple, souvent infidèle à sa loi, commence à être puni par la servitude. Les races barbares du sud et de l'est tentent tour à tour, pendant 450 ans, de l'asservir; mais l'oppression fait naître des vengeurs, les juges, chefs civils et militaires, qui sauvent les Hébreux de la servitude, surtout Othoniel, Aod, Barac, appelé par la prophétesse Débora. Gédéon, Jephthé, Samson, Héli, Samuel.

1096. Les Hébreux forcent Samuel à leur donner un roi qui juge et qui commande comme chez les autres nations; il désigne Saül, de la tribu de Benjamin, qui est sacré.

1071. Samuel choisit David, de la tribu de Juda, âgé de quinze ans, pour succéder à Saül, qui a désobéi à la loi de Dieu.

1056. Mort de Saül dans un combat contre les Philistins, sur le mont Gelboé, dans la tribu d'Issachar. Son fils Ishoseth dispute la royauté à David.

1049. Mort d'Ishoseth. David est reconnu seul roi d'Israël; il prendra la forteresse de Sion, et transportera l'arche sainte à Jérusalem.

1016. Mort de David; il a, par ses conquêtes, agrandi le royaume qui s'étend de l'Euphrate au torrent d'Égypte, constitué l'État, fondé une capitale, Jérusalem, créé une armée permanente, organisé le culte avec pompe. — *Cantiques et Psaumes* de David. — Avènement de Salomon, fils de David, et de la femme d'Urie, Bethsabée; sa sagesse et sa puissance.

1012. Salomon jette les fondements du temple de Jérusalem, auquel il fait travailler pendant sept ans.

1005. Dédicace du temple par Salomon. — Magnificence et immense réputation de ce prince pacifique. — Honte de ses dernières années.

976. Mort de Salomon. Ses ouvrages : les *Proverbes*, l'*Ecclesiaste*, le *Cantique des Cantiques*, etc. Schisme des dix tribus sous son fils Roboam : deux royaumes, Juda et Israël. La race de David ne garde que les tribus de Benjamin et de Juda. Le royaume d'Israël, qui commence avec Jéroboam, n'a pas une dynastie qui se perpétue comme celle de David. Rivalité des deux royaumes : l'idolâtrie règne en Israël. Fréquentes attaques des peuples voisins.

959. Abiam, roi de Juda.

956. Asa, roi de Juda.

955. Nadab, roi d'Israël.

953. Baaza, roi d'Israël.

951. Éla, roi d'Israël.

950. En Israël, extinction de la race de Jéroboam. Zamri est roi sept jours. Avènement du général Amri ; il fondera Samarie, capitale d'Israël, rivale politique et religieuse de Jérusalem.

949. Mort d'Amri. Avènement de son fils, l'impie Achab ; il épousera la fille du roi de Sidon, Jézabel, qui adore Baal, et sera sourd aux reproches comme aux menaces du prophète Élie.

943. En Juda, avènement de Josaphat, roi saint et puissant.

896. En Israël, Ochosias succède à son père Achab. Il consulte Béalzébut, le dieu des Philistins.

895. Son frère Joram lui succède.

894. En Juda, mort de Josaphat. Dieu avait détruit ses ennemis, les

Ammonites, les Moabites et les Iduméens, près d'Engaddi, dans la vallée de la Bénédiction. Avènement de son fils Joram, marié à la sœur du roi d'Israël, l'impie Athalie. Le prophète Élisée a succédé à la mission du prophète Élie dans Israël.

884. En Juda, mort de Joram. Il a été puni de son impiété et de ses violences par la révolte de l'Idumée, par les invasions des Philistins et des Arabes. — Ochosias, son fils, imite ses crimes, mais ne règne qu'un an.

883. En Israël, le général Jéhu, désigné par le prophète Élisée, renverse et tue Joram. Mort de Jézabel et de soixante et dix princes de Samarie. La maison de Jéhu régnera jusqu'à la quatrième génération. — Ochosias de Juda a été blessé mortellement en combattant pour son oncle Joram. Athalie, sa mère, lui succède ; elle fait périr les princes de la race royale.

877. En Juda, mort tragique d'Athalie. Joas, fils d'Ochosias, à sept ans est fait roi par le grand prêtre Joïada.

853. Joachaz, roi d'Israël.

859. En Israël, avènement de Joas, petit-fils de Jéhu : règne glorieux ; il prendra Jérusalem ; dernières prophéties d'Élisée.

857. Amasias, roi de Juda.

825. Jéroboam II, roi d'Israël.

808. En Juda, avènement d'Osias : cinquante-deux ans de règne ; sa piété est récompensée par des victoires. En Israël, trois prophètes célèbres, Jonas, Osée et Amos, sous Jéroboam II, troisième descendant de Jéhu.

TRADITIONS PROFANES DU XXV^e AU VIII^e SIÈCLE.

Assyrie.

Dans les traditions du pays on trouve le souvenir mythologique de Bélus, divinisé sous le nom de Bel ou Baal. La Bible cite Nemrod, arrière-

petit-fils de Noé. Deux royaumes se forment et existent séparément, l'un à Babylone, sur l'Euphrate, l'autre à Ninive, près du Tigre. M. Lesueur rejette dans ces temps si obscurs le

roi Ninus et ses conquêtes, 2149 avant J. C., la fameuse Sémiramis, célèbre par ses exploits et sa magnificence, 2130, et leur fils Ninyas, 2083, que MM. Daunou, Volney, Heeren, etc., placent dans le xiii^e et dans le xiv^e siècle.

L'histoire d'Assyrie est complètement inconnue depuis Ninyas, ce fils peut-être parricide de Sémiramis, jusqu'à Sardanapale dont la chute est postérieure à l'an 776 avant J. C. Des dynasties arabes ont peut-être occupé, pendant un temps plus ou moins long, le royaume de Babylone et de Ninive. Une chose est certaine, c'est qu'un grand empire d'Assyrie précéda les Mèdes et les Perses dans la domination de l'Asie.

Chine.

Le *Chouking*, livre canonique de morale et d'histoire, de Confucius, contient des documents authentiques qui remontent jusqu'au xiii^e siècle. La première grande éclipse de soleil dont les livres sacrés de la Chine fassent mention, est celle du 12 octobre 2155.

La seconde dynastie chinoise, celle des Chang, commence en 1783; la troisième, celle des Tchéou, en 1122. Wou-wang en est le fondateur; il soumet les chefs de tribus à la condition de vassaux. On croit que les Chinois connaissent l'aiguille aimantée et s'en servaient pour la navigation onze siècles avant notre ère.

Égypte.

Pendant les huit siècles et demi qui forment la première partie de cette période, règnent plusieurs dynasties. D'après Manéthon, que prend pour guide M. Lesueur, il n'y en aurait eu que cinq, les quatorzième, quinzième, seizième, dix-septième et dix-huitième; encore la quatorzième venait-elle de finir, et en 1625 la dix-huitième est laissée à moitié. Cette dix-huitième dynastie

commence par le roi Amosis qui chassa les rois pasteurs ou hycsos, lesquels avaient occupé la basse Égypte pendant 259 ans, de 2080 à 1822, suivant M. Champollion-Figeac. Le plus grand de ces rois pasteurs est Apophis, à Tanis. Amosis commence la restauration des monuments détruits par quelques Hycsos. L'art égyptien arrive à son apogée sous les Aménophis et les Thoutmosis qui le suivent; les statues offrent une belle imitation de la forme humaine, et le dessin des inscriptions funéraires ou stèles et des hiéroglyphes est très-net. On varie de 300 ans sur la date du premier roi de la dix-huitième dynastie. Thoutmès III (vers l'an 1442 d'après MM. Biot et Rougé) conquiert l'Asie occidentale et les îles de la Méditerranée. Il y a apparence que le pharaon, persécuteur de Moïse, appelé par les historiens Ménophis ou Aménephthès, est le roi Aménophthah II, de la dix-huitième dynastie, treizième fils du célèbre Rhamsès le Grand, qu'on appelle Sésostris, et sous le règne duquel d'autres placent l'*Exode*. Ce Sésostris est le grand conquérant qui, au dire des prêtres égyptiens, pénétra jusqu'au delà du Gange, dans la Scythie et dans la Thrace. Son règne flotte entre le xvii^e et le xvi^e siècle.

Malgré la rigueur apparente des listes dynastiques de Manéthon, l'absence de faits précis et la rareté ou l'obscurité des monuments hiéroglyphiques ne permettent pas encore de décider si les Hébreux sont sortis de l'Égypte sous la dix-huitième ou sous la dix-neuvième dynastie. La dix-neuvième commence avec Sétl, le Séthos de Manéthon, appelé aussi Rhamsès Mélamoun, et le cinquième successeur de Sésostris dont les actes ont souvent été confondus avec les siens. Ses guerres en Asie sont rappelées par les tableaux sculptés à Karnak sur la muraille extérieure de la salle hypostyle. Son tombeau, dans la vallée des rois, découvert par Bel-

zoni, donne une haute idée de l'art égyptien. Mais la date de ce règne est très-incertaine : vers la fin du xvi^e siècle, vers 1500, vers 1300 ; suivant M. Lesueur, en 1547. Cette dynastie, comme toutes celles qui précèdent, depuis la onzième, résidait à Thèbes ; une seule, la quatorzième, se fixa à Xols. Après Rhamsès Méiamoun, décadence de l'Égypte. La vingtième dynastie, qui donne douze rois, dont Rhamsès III et Thouris, contemporain de la guerre de Troie (?), est aussi une dynastie thébaine. La vingt et unième qui monte sur le trône vers 1100 et la vingt-deuxième vers 970, sont de Bubaste, au nord de l'Égypte. Dans la vingt et unième, une fille du septième roi Psousennès fut épousée par Salomon. Le premier de la vingt-deuxième, Sénechis I^{er} ou Scheschonk, prit Jérusalem sur le fils de Salomon, Roboam, roi de Juda. Le fait, cité par la Bible, est confirmé par une inscription hiéroglyphique qui le place la vingt-deuxième année du règne de Scheschonk, en 974 avant J. C. Cette dynastie donna neuf rois en cent vingt ans : on a des inscriptions hiéroglyphiques pour la vingt-cinquième année du sixième roi ; pour la onzième année du septième ; pour la vingt-neuvième année du huitième. La vingt-troisième, vers 850, et la vingt-quatrième, vers 762, appartiennent aussi au nord de l'Égypte : la première, à Tanis, donne quatre rois en quatre-vingt-neuf ans (875 à 786, suivant M. Lesueur) : la seconde résida à Sais ; ses trois rois sont cités par Hérodote ; le premier Bocchoris fut un législateur.

Grèce.

En Grèce comme en Orient, il n'y a encore qu'incertitudes et ténèbres, et pour toute histoire, les légendes des dieux, l'indication de quelques mouvements de tribus, de quelques fondations de villes, etc. Le nom même de Pélasges n'est pas placé par Ératosthène et Callimaque, que

suit Clinton, avant le xv^e siècle, ce qui paraît une époque beaucoup trop récente. La fable de Prométhée, le déluge d'Ogygès qui couvre la Béotie et une partie de l'Attique, semblent antérieurs à Inachos, qui régna en Argolide, et se trouve en tête de toutes les généalogies de princes grecs. Son fils Phoronée est placé 570 ans avant la guerre de Troie ; 1753 avant J. C., d'après Ératosthène, 1697 d'après Callimaque.

C'est dans la première partie de l'âge qu'on a appelé héroïque qu'il faut placer les traditions sur les populations primitives et sur les prétendues colonies étrangères venues de l'Égypte, de la Phénicie ou de l'Asie Mineure. Les Grecs ont imaginé des généalogies de peuples comme des généalogies de dieux. Pélasgos, le père de la race des Pélasges, a d'abord régné en Arcadie, a conquis l'Hœmonie ou Thessalie ; et ses descendants parcoururent toute la terre grecque. Mais les chronologistes varient singulièrement à son égard ; les uns le placent vers 1900, d'autres au xv^e siècle. L'époque probable de la prise de Troie, date fort incertaine elle-même, puisqu'il n'y a pas moins de cinquante ans de divergence entre Ératosthène et Callimaque, est comme le pivot de toute cette chronologie. Les anciens croyaient préciser les faits en disant qu'ils s'étaient accomplis tant d'années avant ou après ce grand événement : encore n'ont-ils guère appliqué cette méthode aux temps antérieurs que pour Hercule ; l'échelle descendante est mieux remplie, depuis la prise de Troie jusqu'à l'olympiade de Corèbos. Clinton adopte, pour la prise de Troie, la date conforme aux données d'Ératosthène, 1183 avant J. C.

1466. Pélasgos : d'après quelques traditions, fils de Phoronée, par conséquent petit-fils d'Inachos ; il habite d'abord l'Arcadie, puis la Thessalie ; mais ce nom, qu'on trouve attribué à beaucoup de chefs des temps pri-

mitifs de la Grèce, est moins celui d'un homme que celui d'un peuple. Il n'y a donc pas à lui donner de date positive — Danaüs serait aussi venu, dit-on, vers ce temps d'Égypte en Argolide.

1434. Deucalion, fils de Prométhée, règne en Thessalie : il est le père d'Hellen, de qui sont issus les Ioniens, les Éoliens, les Doriens et les Achéens.

1584. Érechthée : il règne longtemps peut-être après la prétendue colonisation égyptienne de l'Attique par Cécrops. Cérès et Triptolème, suivant la légende, enseignent aux peuples de l'Attique l'agriculture. — Dardanos règne en Asie sur les Phrygiens, appelés alors Dardaniens, nommés depuis Troyens.

1514. Cadmos, venu peut-être d'Égypte ou de Phénicie en Béotie : la Cadmée sera la citadelle de Thèbes.

1284. Pélops, venu peut-être de Phrygie dans la péninsule qui porte son nom.

1262. Naissance d'Hercule à Thèbes. La légende d'Hercule comprend sans doute plusieurs légendes composées sur des personnages réels ou imaginaires. Les allégories et les données astronomiques, mêlées au récit de ses exploits, les rendent encore plus invraisemblables. La Grèce est le théâtre de la plupart de ses douze grands travaux, mais il n'y a pas une contrée connue des anciens où, suivant les mythologues, n'ait paru Hercule : l'Italie, la Gaule, l'Espagne, l'Afrique, l'Égypte, l'Asie Mineure, et même l'Inde, où l'on voulait montrer à Alexandre des traces de son passage.

1226. Expédition des Argonautes, décidée peut-être par le conseil amphictyonique, et partie avec Jason de la côte de Thessalie pour purger la mer des pirates, ou aller ravir la toison d'or, c'est-à-dire les trésors de la Colchide au fond du Pont-Euxin. Traditions sur Médée la ma-

gicienne, sur Orphée, sur Esculape, sur beaucoup de héros associés à cette entreprise, dont les fils ont ensuite brillé devant Troie.

1214. Les sept chefs devant Thèbes. Œdipe, le meurtrier de son père Laïos, l'époux de sa mère Jocaste, après s'être crevé les yeux, a abdiqué le titre de roi de Thèbes. Il est mort peut-être à Colone, bourg de l'Attique. Lutte fratricide de ses fils Étéocle et Polynice. Inutile intervention de Thésée, roi de l'Attique, le compagnon d'Hercule.

1210. Mort d'Hercule au mont Oëta, à l'entrée de la Doride. Les Héraclides sont chassés de Tirynthe, ville d'Argolide, par son frère Eurysthée ; ils trouvent asile en Attique.

1208. Mort d'Eurysthée, tué par Hyllus, fils d'Hercule. Le fils de Pélops, Atrée, succède à Eurysthée dans Mycène et dans Tirynthe.

1204. Hyllus est tué en voulant ramener les Héraclides dans le Péloponnèse. Les Héraclides promettent de ne pas faire d'invasion dans la péninsule pendant cent ans.

1201. Avènement d'Agamemnon, fils d'Atrée, à Mycènes ; son frère Ménélas régnera à Sparte.

1197. Seconde guerre de Thèbes. Les Épigones, fils des sept chefs, l'emporteront sur la race d'Étéocle.

1195. Commencement de la guerre de Troie : entreprise par les Grecs en commun au nom de Ménélas, l'époux d'Hélène, qui a été ravie par Paris, le fils du vieux roi de Troie, Priam. Les principaux chefs chantés dans l'*Iliade* et dans l'*Odyssee* d'Homère, qui désigne particulièrement les Grecs sous le nom d'Achéens, sont : Agamemnon, Ménélas, Achille, Patrocle, Diomède, les deux Ajax, Nestor, Ulysse, Philoctète. L'incident qui fait le sujet de l'*Iliade*, la colère d'Achille contre Agamemnon, le chef suprême, a lieu dans la neuvième année du siège.

1184. Après dix ans, prise et des-

truction de Troie; malheurs des héros grecs retournant vers leur patrie.

4176. Oreste, fils d'Agamemnon, qui a été tué par sa femme Clytemnestre et par Egisthe, règne à Argos.

4160. Naissance d'Homère, suivant une des dix-huit traditions que Clinton rapporte, et qui varient de vingt-quatre à cinq cents ans après la prise de Troie.

4124. Les Thessaliens ayant envahi l'Haemonie, qu'ils appellent Thessalie, les Béotiens rentrent de l'Haemonie en Béotie. Emigration des Éoliens de la Grèce centrale en Asie Mineure, sous Penthilos, fils de l'atride Oreste. Ils y commencent la fondation de ces nombreuses cités au sein desquelles la civilisation grecque jettera son premier éclat.

4104. Retour des Héraclides et établissement des Doriens dans le Péloponnèse. La race conquérante occupe surtout la Laconie sous les deux fils d'Aristodémos, Proclès et Eurysthénès qui commencent une double lignée royale à Sparte; l'Argolide, sous Téménos; la Messénie, sous Cresphontès. L'Élide reste en partie aux Étoliens, qui ont suivi les Doriens. Les Achéens émigrent dans l'Égialée, au nord du Péloponnèse, qu'on appellera de leur nom Achate; les Éoliens de la Messénie et les Ioniens de l'Égialée fuient dans l'Attique.

4073. Alétiès fonde à Corinthe une dynastie de rois héraclides.

4045. Les Doriens du Péloponnèse viennent par la Mégaride envahir l'Attique. Dévouement et mort de Codrus, dernier roi d'Athènes. Les Athéniens remplacent la royauté par l'archontat à vie.

4044. Émigration des Ioniens réfugiés en Attique sur la côte occidentale de l'Asie Mineure; ils sont conduits par un fils de Codrus; ils formeront, au sud du pays occupé par les Éoliens, sur le continent et dans les îles, une confédération de douze cités : Samos et Chios dans les îles de ce nom, Milet, Myonte, Priène,

Éphèse, Colophon, Lébédos, Téos, Érythrées, Clazomène et Phocée.

4035. Fondation de Cyme sur la côte éolienne d'Asie Mineure.

4015. Fondation de Smyrne sur la côte ionienne.

884. Les jeux olympiques, dont l'institution, en l'honneur de Jupiter, était attribuée à Hercule, à Pisos, ou à Pélops, sont renouvelés dans l'Élide, à Olympie, par Iphitos, d'Élée; Cléosthénès, de Pise, et Lycurgue, de Lacédémone. Iphitos est placé en effet par Ératosthène, cent huit ans avant l'Olympiade de Corèbos qui est fixée à l'an 776 avant J. C.; son nom est resté à la série des vingt-sept olympiades qui précèdent 776. Lycurgue, qu'Aristote et Ératosthène font contemporain d'Iphitos, est bien postérieur, d'après Thucydide, 822 avant J. C. — Les lois que Lycurgue a données à Sparte sont conformes à l'esprit dorien qu'il trouvait tout-puissant en Laconie et dans l'île de Crète qu'il visita : il maintient la royauté partagée, crée un sénat de vingt-huit vieillards, dont les résolutions sont approuvées ou rejetées par l'assemblée des citoyens; les descendants des conquérants, les Spartiates, sont seuls citoyens; les Laconiens partagent avec eux la possession de la terre que cultivent les Hilotes ou esclaves. Lois étranges sur l'éducation et sur les mœurs; exercices et repas en commun; vie toute militaire; tout doit concourir à la grandeur et à la force de la cité. Les affections de famille et la morale privée même sont sacrifiées à ce but.

776. L'Éléen Corèbos est couronné aux jeux olympiques. Cette année est le point de départ de l'ère grecque des olympiades.

La poésie grecque avait déjà jeté à cette époque le plus vif éclat, car elle avait produit Homère et Hésiode, l'un auteur de l'*Illiade* et peut-être aussi de l'*Odyssée*, l'autre de plusieurs ouvrages dont les principaux qui nous restent sont une *Théogonie*

et le poëme des *Œuvres et Jours*. Ils vivaient tous deux au ix^e siècle, si l'on accepte le témoignage d'Hérodote : « J'estime qu'Homère et Hésiode, dit-il, ne vivaient que quatre cents ans avant moi. » Il appartient lui-même au v^e siècle avant notre ère.

Inde.

Quelques écrivains placent l'établissement des Aryas dans la province de Dehli où ils constituent les castes des Brahmanes ou prêtres, des Xattriyas ou guerriers, et des Vaïçyas ou laboureurs et marchands, vers l'an 1400, ce qui est probablement une date trop moderne. Une quatrième caste, celle des Çudras, renfermait les vaincus, les étrangers, et était tenue par les trois autres en grand mépris. Déjà les Védas ou livres sacrés étaient écrits, ainsi que le Code de lois attribué à Manou dont la tradition fait le fils de Brahma ou le premier homme. La rédaction de ce code, véritable traité de morale et de législation, est placée au xvi^e, au xi^e ou au x^e siècle. Le Bouddha Çakya-mouni réforme la religion au x^e ou au vi^e siècle.

Iran.

D'après le livre Iranien, l'*avesta* irainas : roa fait en Bactriane des réformes accomplies, au plus tôt vers l'an 2000 ou 2200 avant J. C., au plus tard vers l'an 800.

Lydie.

La 1^{re} dynastie de rois, celle des

Atyades, commence à une époque inconnue ; la seconde, celle des Héraclides, dont l'avènement est placé vers le temps de la guerre de Troie, durait encore au moment où finit notre seconde période.

Phénicie.

Les rois de Tyr, Abibal et Hiram, sont contemporains de Salomon. Le douzième roi de la même famille est Pygmalion, frère de Didon, qui, s'il en faut croire la tradition embellie par Virgile, aurait emmené une colonie phénicienne sur la côte d'Afrique, à Carthage, qu'elle fonda ou agrandit vers 880.

Les Phéniciens faisaient dès le x^e siècle et probablement bien longtemps auparavant un grand commerce, par la mer Rouge, avec les pays de l'Orient désignés sous le nom d'Ophir. Les Juifs sous Salomon furent associés à ce commerce.

Syrie.

Hadadézer, contemporain de David, fonde le royaume de Syrie. Mais il y avait eu avant lui plusieurs petits États en Syrie dont nous ne pouvons toujours retrouver la position géographique. Tels furent ceux de Sobah, d'Hamath, d'Arpad, de Maacha, de Gessur et de Rohob. Hadadezer fit en Syrie ce que les rois juifs avaient fait en Palestine : il réunit toutes les tribus éparses en un seul État qui devint redoutable aux Juifs, quand ceux-ci, après la mort de Salomon, se divisèrent et s'affaiblirent par de continuelles discordes.

TROISIÈME PÉRIODE.

DE L'ÈRE DES OLYMPIADES A L'ÈRE VULGAIRE (776-1)

VIII^e ET VII^e SIÈCLES AVANT J. C.

APERÇU GÉNÉRAL.

La troisième période s'ouvre avec l'année du couronnement de Co-rœbos aux jeux olympiques, en 776 avant Jésus-Christ. Elle embrasse la suite de l'histoire juive, le second empire d'Assyrie, les temps mioux connus de l'histoire des Lydiens, des Mèdes, des Perses, des Égyptiens, la Grèce et la Macédoine; les États formés du démembrement de l'empire d'Alexandre et tout le corps des annales de Rome pendant la période royale et pendant la période républicaine.

L'histoire générale présente, à partir de cette époque, une certitude chronologique assez grande pour que nous puissions commencer à procéder par siècle. Toutefois, nous réunirons encore le VIII^e siècle et le VII^e dans notre première époque historique.

L'ère des olympiades, imaginée par les Grecs, sépare pour eux comme pour nous, les temps incertains des époques vraiment historiques: Avant 776 aucun grand nom, aucun grand fait, même la révolution accomplie à Sparte par Lycurgue, n'a sa date précise. Les États de l'Orient n'ont pas non plus d'annales positives, malgré l'antique origine des royaumes de Lydie, d'Assyrie, d'Égypte, de Phénicie. Le peuple juif seul, échappe, par ses traditions sacrées, à ce vice chronologique qui entache de mensonge les plus beaux récits, ou leur ôte une certitude évidente.

Après 776, dans tout le cours du VIII^e siècle, les naissances de villes, d'empires, de gouvernements, se multiplient. Les principales peuplades asiatiques sont séparées les unes des autres, et forment des royaumes indépendants. La chute de Sardanapale crée les puissances rivales de Babylone, de Ninive et d'Écbatane, la nouvelle capitale des Mèdes. Les colonies grecques couvriront le bassin de la Méditerranée, depuis l'Espagne jusqu'au fond de l'Euxin, et répandront une civilisation nouvelle avec la religion, les mœurs.

les habitudes maritimes, les principes de gouvernement, la langue des Hellènes. L'Eubée, Mégare, Corinthe, Milet, Phocée, sont les principaux foyers d'où s'échappent des essaims de pirates et de marchands, qui seront bientôt disséminés sur tous les points du monde ancien. Les différences d'origine, ionienne ou dorienne, s'effacent le plus souvent devant les ennemis communs qui sont maintenant les Phéniciens et les Carthaginois, qui plus tard seront les Perses.

La liberté politique n'est pas alors le vœu le plus ardent des Grecs. L'aristocratie, qui avait presque partout supplanté les rois, donne à son tour naissance aux tyrans. On en trouve même au cœur de la Grèce, à Corinthe, à Mégare. Athènes a remplacé la royauté par une république qui est encore aristocratique; Sparte ne connaîtra jamais la démocratie.

Au VII^e siècle, la Grèce, dont le nom et la civilisation se propagent de la Sicile à l'Asie Mineure, assemblage de gouvernements disparates qui vivent souvent hostiles, à côté les uns des autres, sans essayer de se fondre en une seule nation, n'accepte pas les lois trop dures de l'Athénien Dracon. « Elle s'émeut aux chants guerriers de Tyrtée, applaudit aux talents lyriques de Sappho, et reçoit les leçons de Thalès qui avait approfondi toutes les connaissances de son temps. » (DAUNOU.)

L'alliance des qualités politiques, et de la sagesse, ou du moins de la science, n'est pas rare chez les Grecs. Solon, le législateur d'Athènes; Périandre, tyran de Corinthe; Pittacos qui gouverna à Mitylène, sont comptés parmi les sages; mais le poète lesbien Alcée ne prit pas rang parmi les guerriers, il s'enfuit du champ de bataille et chanta son bouclier abandonné à l'ennemi.

C'est par leur contact avec les peuples grecs, que plusieurs États de l'Orient acquièrent pour nous dans ces deux siècles une célébrité, fondée non plus sur des traditions suspectes, mais sur des faits authentiques : Gygès et ses successeurs jusqu'à Crésus, pour la Lydie; Psammiticus, Néchao, en Égypte, nous intéressent plus, parce que nous les connaissons mieux que les héros placés par les généalogies demi-fabuleuses parmi leurs prédécesseurs.

Rome, à son origine, et pendant longtemps, n'a aucun rapport avec la race des Hellènes. On trouve ses débuts pénibles et lents pour un peuple qui mettait son berceau sous la protection de deux divinités, Vénus, dont le petit-fils a fondé Albe, métropole de la ville romaine, et Mars, père de Romulus : Syracuse, Corcyre, etc., fondées un peu plus tard que Rome sont arrivées à la puissance plus vite qu'elle. C'est à des rois qu'elle rapporte ses premières institutions

qui l'ont rendue digne de l'empire du monde : des Sabins, des Latins, des Étrusques, viennent s'asseoir tour à tour sur la chaise royale de Romulus. Des récits qui honorent l'histoire se mêlent aux fictions : on se plaît à conserver, au nombre des faits historiques, le combat des Horaces et des Curiaces ; la ruine d'Albe ne pouvait pas être préparée d'une façon plus héroïque.

A une autre extrémité du monde ancien, les Juifs oubliaient les prescriptions mosaïques qui avaient fait leur force. Ils s'abandonnaient à l'idolâtrie, aux coutumes étrangères et aux dissensions intestines, malgré les avertissements des prophètes. Aussi leurs ennemis triompheront d'eux aisément. Le sort des dix tribus d'Israël est réservé aux deux tribus de Juda et de Benjamin. Nabuchodonosor II, le souverain de Babylone, sera un instant l'effroi de l'Orient. La royauté est réellement effacée en Judée, bien avant que le dernier roi périsse, et que toute la population de Juda soit entraînée en captivité vers l'Euphrate.

Nous devons cependant reconnaître, avant de donner la liste des faits de cette époque historique, qu'il y en a encore un certain nombre dont la date est contestable, même le plus grand de tous, celui de la fondation de Rome.

CHRONOLOGIE

VIII^e SIÈCLE AVANT J. C.

776 av. J. C.

(Ol. 1, 1.)

Grèce. — L'année où Corèbos l'Éléen remporte le prix du stade aux jeux olympiques est la première année olympiade. Les olympiades se comptent par périodes de quatre ans révolus, selon le renouvellement quinquennal de la célébration des fêtes olympiques ; chacune de ces quatre années commence à la nouvelle lune qui suit le solstice d'été.

— Chaque olympiade était désignée par le nom du vainqueur dans les luttes du stade. Les fêtes olympiques devinrent comme un lien national entre les peuples grecs, unis par la communauté d'origine, d'intérêts politiques, de civilisation. Les arts y trouvèrent une merveilleuse émulation.

770.

(Ol. 11, 3.)

Judée. — En Israël, le fils de Jéroboam II, dernier roi de la dynastie de Jéhu, ne règne qu'un an, de 771 à 770. Les généraux se disputent la royauté ; longue période d'agitation. Sellum est renversé par Manahem dès 770.

760.

(Ol. 1, 1.)

Grèce. — A Sparte, le roi Théopompos, petit-fils de Charilaos le neveu de Lycurgue, institue les éphores, magistrats élus par le peuple qui limiteront le pouvoir des rois.

759.

Assyrie. — Le premier empire d'Assyrie s'écroule sous le roi Sar-

danapale. Babylone et Ninive, les deux principales villes de l'Assyrie, et la Médie, forment trois États indépendants. Bélésis règne à Babylone, Phul à Ninive commence le second empire d'Assyrie : Arbacès est le chef des Mèdes. — Phul est le premier Assyrien qui rende tributaire un roi d'Israël, Manahem.

Judée. — Phacéia succède en Israël à Manahem.

737.

Judée. — Phacée succède en Israël à Phacéia.

736.

Judée. — En Juda, mort du saint roi Osias et avènement de Joathan. Apparition d'un nouveau prophète, Isaïe, fils d'Amotz, de la race royale.

734.

(An de Rome 1.)

Italie. — Dans le Latium, non loin de l'embouchure du Tibre, Rome est fondée, suivant la tradition, par Romulus, fils du dieu Mars, venu d'Aïbe la Longue, ville qui prétendait devoir son origine à la colonie du Troyen Enée. Romulus tue son frère Rémus.

732.

(Ol. VII, 1.)

Grèce. — A Athènes, amoindrissement du pouvoir exécutif; l'archontat est rendu décennal, pendant le gouvernement de Charops.

730.

(Ol. VII, 3.)

Grèce asiatique. — Commencement de la grandeur maritime de Milet, ville grecque de la côte ionienne, qui fondera un grand nombre de colonies sur la Propontide, et le Pont-Euxin : Arisba en Mysie, Nios en Paphlagonie, le Phase en Colchide, Dioscurias sur la même côte, etc.

748.

(Ol. VIII, 1.)

Grèce. — Prépondérance exercée dans le nord du Péloponnèse par le tyran d'Argos, Phidon, dixième descendant de l'héraclide Téménos. Il fait célébrer dans Elis la huitième fête olympique. Mise à cette époque disputait à Elis l'honneur de donner sur son territoire les grands jeux de la Grèce. Épidaure et l'île d'Égine obéissaient à Phidon.

747.

(De R. 8.)

Assyrie. — Commencement de l'ère assyrienne qui date du règne de Nabonassar, roi de Babylone.

Rome. — Le fondateur de Rome, le créateur, suivant la tradition, de l'ordre des patriciens, des patrons, des *celeres*, qui ont été les premiers chevaliers, et du corps militaire de la légion, fait enlever des femmes sabinnes, ce qui va provoquer une guerre après laquelle les Romains et les Sabins s'uniront.

746.

(Ol. VIII, 4.)

Grèce. — A Corinthe la royauté héréditaire est abolie : république oligarchique ; le pouvoir appartient à deux cents citoyens, tous Héraclides, les Bacchiades, qui ne doivent s'allier qu'entre eux ; un prytane annuel est le chef de l'État.

743.

(Ol. IX, 1.)

Grèce. — Première guerre des Messéniens contre les Spartiates : en Messénie, les Dorien conquérants s'étaient fondus avec l'ancienne population. Le récit de ces guerres est mêlé de fables.

741.

Égypte. — Invasion de l'Égypte par les Éthiopiens ; le roi Bocchoris est mis à mort. Commencement de la vingt-cinquième dynastie : trois rois

éthiopiens règnent successivement. Sabacon, Sevecha ou Sua, fut l'allié d'Osée contre Salimanazar.

Assyrie, Judée, Syrie. — Le petit-fils d'Ozias, Achaz, roi de Juda, prince impie et méchant, menacé par le roi d'Israël Phacée et par le prince syrien de Damas, Razin, a recours au roi d'Assyrie, Teglath-Phalasar, qui en effet renverse le royaume de Syrie, et réduit en servitude une partie des Israélites; mais il ravage aussi les terres de Juda.

738.

Lydie. — Vers ce temps, ou dix-huit ans plus tard, en 720, meurtre de Candaule par Gygès qui fonde la dynastie des Mermnades.

735.

(Ol. xi, 2.)

Médie. — Déjocès prend vers ce temps, ou vingt-quatre ans plus tard, en 709, le titre de roi. Il fonde la ville d'Ecbatane et donne de sages lois.

Sicile. — Des Ioniens de Chalcis en Eubée vont fonder Naxos sur la côte orientale de Sicile.

734.

(Ol. xi, 3.)

Sicile. — Des Doriens de Corinthe conduits par l'héraclide Archias fondent Syracuse, au sud-est de l'île.

730.

(Ol. xii, 3)

Grèce. — Continuation de la première guerre de Messénie : bataille du mont Ithome; combat singulier des rois Euphaës et Théopompos.

Sicile. — Les Chalcediens d'Eubée fondent Catane au sud de Naxos, et plus au sud, la ville de Léontion.

728.

(Ol. xiii, 1.)

Grèce. — Le Corinthien Philolaos de la maison des Bacchiades se retire chez les Thébains dont il sera le législateur.

Sicile. — Des Grecs fondent Mégare d'Hybla entre Léontion et Syracuse.

725.

(Ol. xiv, 2.)

Grèce. — Après vingt ans de guerre, malgré le dévouement de son roi Aristodémos, la Messénie est asservie par les Spartiates, sous le règne de Théopompos. La forteresse du mont Ithome a résisté la dernière.

730.

Judée. — Avènement d'Osée en Israël; il doit le trône à un meurtre.

726.

Judée. — Avènement d'Ézéchias en Juda.

721.

(Ol. xiv, 4.)

Assyrie et Judée. — Prise de Samarie après trois ans de siège et fin du royaume d'Israël sous le roi Osée. Le roi d'Assyrie Salmanasar emmène en captivité à Ninive le peuple des dix tribus; il le remplace en Judée par des colons asiatiques qui apportent les faux dieux. — Le roi de Juda Ézéchias est fidèle à la loi de Moïse.

Grande-Grèce. — Des Grecs achéens fondent Sybaris sur la côte sud-ouest du golfe qui sépare les deux petites péninsules méridionales de l'Italie.

718.

(Ol. xv, 3.)

Grèce. — Guerre entre les Argiens et les Spartiates au sujet du territoire de Thyrée.

715.

(Ol. xvi, 2)

Grèce asiatique. — Les Miliétiens avec la permission du roi de Lydie Gygès, qui possède le nord-ouest de l'Asie Mineure, fondent une colonie à Abydos sur l'Hellespont.

714.

(De R. 61.)

Rome. — Au belliqueux Romulus succède, après un interrègne d'un an, le pacifique Numa, Sabin d'origine, qui organise les institutions religieuses des Romains.

713.

Assyrie et Judée. — Invasion du roi de Ninive Sennachérib, dans le royaume de Juda; Ezéchias est sauvé par une peste qui fait périr presque toute l'armée ennemie.

711.

Assyrie. — Sennachérib est assassiné à Ninive. Asarhaddon, un de ses fils, et déjà vice-roi de Babylone, que Sennachérib avait replacée sous le joug, lui succède.

710.

(Ol. xvii, 3.)

Grande - Grèce. — Des Grecs

achéens fondent Crotone, voisine et future rivale de Sybaris.

708.

(Ol. xviii, 1.)

Grande-Grèce, Thrace. — Fondation de Tarente par les Parthéniens de Lacédémone, sur la côte opposée à celle où s'élève Sybaris. — L'île de Corcyre, près de la côte d'Épire, reçoit une colonie dorienne conduite par Chersicrate, de Corinthe. Les anciens habitants d'origine eubéenne vont coloniser Méthone sur la côte méridionale de la Macédoine. — L'île de Thasos, près de la côte de Thrace, reçoit une colonie venue de Paros, une des Cyclades; au nombre des colons est le poète Archiloque.

701.

(Ol. xiv, 1.)

Grèce asiatique. — Le Corinthien Aménoclès apprend aux Grecs de Samos, voisins de la côte ionienne d'Asie, à construire des vaisseaux à trois rangs de rames.

VII^e SIÈCLE AVANT J. C.

697.

Judée. — Avènement de Manassé en Juda.

691.

(Ol. xii, 2.)

Grèce asiatique. — Le Grec Glaucos, de Chios, a le premier trouvé le moyen de souder le fer. Il avait travaillé aux riches présents envoyés au dieu de Delphes par les rois de Lydie.

690.

(Ol. xxi, 3.)

Sicile. — Des Rhodiens et des Crétois viennent coloniser près du fleuve Gela, au sud-est de l'île, une ville qui garde le nom du fleuve, et lui donnent les institutions doriques.

688.

(Ol. xxi, 4.)

Grèce. — Deuxième guerre de Messénie contre les Spartiates. Aristomène est le second héros des Messéniens. Les Spartiates sont conduits à la victoire par les chants de l'Athénien Tyrtée.

683.

(Ol. xxiv, 2.)

Grèce. — A Athènes l'archontat devient annuel; les archontes ne sont pas choisis seulement parmi les descendants de Codrus, cette dignité est accessible à toutes les grandes familles. Les neuf archontes ont des attributions et des dénominations particulières : six s'appelaient thesmothètes et rendaient la justice; un autre, sous le nom de roi, dirigeait

les cérémonies publiques; le polémarque administrait les affaires militaires; leur président commun s'appelait l'arconte éponyme, et son nom personnel servait à désigner l'année archontique.

680.

(OL. XXV, 1.)

Grèce.—Institution des courses de chars à quatre chevaux, dans les jeux olympiques.

676.

(OL. XXVI, 1.)

Grèce.—A Lacédémone, concours de musique pendant les fêtes carnéennes.—Le premier qui remporta le prix de la lyre fut Terpandre, musicien et poète de l'île de Lesbos

678.

(OL. XXVI, 2.)

Assyrie et Judée.—Le roi de Juda Manassé, qui a fait périr le prophète Isaïe, est emmené captif à Babylone par le roi d'Assyrie Assarhaddon.—Rendu à son royaume, il gouvernera avec piété et sagesse pendant trente-trois ans.

Grèce asiatique.—Cyzique, sur la côte asiatique de la Propontide, est colonisée par les Mégariens.

674.

(OL. XXVI, 3.)

Grèce asiatique.—Chalcédoine, sur la côte asiatique du Bosphore de Thrace, est colonisée par les Mégariens, tandis que la position bien plus heureuse où s'élèvera Byzance, sur la côte européenne, n'est pas encore occupée.

673.

(OL. XXVI, 4.)

Grande-Grèce.—A l'extrémité sud-est de l'Italie, Locres est fondée par des Locriens de la Grèce centrale.

672.

(OL. XXVII, 1 ; R. 83.)

Grèce.—Les Messéniens sont

soutenus contre Sparte par le roi de Pise en Élide, Pantaléon, et par le roi d'Orchomène en Arcadie, Aristocrates.

Rome.—Troisième roi, Tullus Hostilius, d'origine latine. Le combat des trois Romains, les Horaces, contre les trois Albains, les Curiaces, ne décide pas immédiatement la ruine d'Albe, la mère patrie de Rome.

671.

(OL. XXVII, 2.)

Grèce.—Vers ce temps, Alcman, originaire de Sardes en Lydie, compose à Sparte des poésies lyriques dans le dialecte dorien, particulier aux Spartiates.

670.

Égypte.—Psammiticus de Saïs, ville du Delta, un des douze princes qui, suivant Hérodote et Diodore, se partageaient l'Égypte, règne sur une partie de la basse Égypte. Ce prince appartient à la vingt-sixième dynastie.

668.

(OL. XXVIII, 1.)

Grèce.—Fin de la seconde guerre de Messénie après la prise d'Ira par les Spartiates. Les habitants qui restent dans le pays sont réduits à la condition d'ilotes.—Les jeux olympiques se célèbrent pour cette fois sur le territoire de Pise parce que les habitants d'Élis sont en guerre avec la ville achéenne de Dyne.

667.

(OL. XXVIII, 2.)

Stelle.—Une colonie de Messéniens, de Pyliens et de Mothoniens, dépouillés par les Spartiates, s'établit à Zancle, appelée depuis Messane ou Messine.

666.

(OL. XXVIII, 4.)

Grèce.—Le Crétois Thaléas purifie Sparte atteinte de la peste. Les poètes Archiloque, de Paros,

et Simonide, d'Amorgos, se servent du versambique pour écrire des satires.

664.

(OL. XXXI, 1.)

Grèce. — Lutte maritime entre Corinthe et Corcyre, sa colonie.

Sicile. — Fondation d'Enna, au centre de l'île, par des Syracusains.

660.

(OL. XXX, 1.)

Grande-Grèce. — Locres reçoit des lois de Zaleucos.

657.

(OL. XXX, 4.)

Thrace. — Des Mégariens fondent Byzance dans la plus heureuse position, sur la côte européenne du Bosphore de Thrace.

655.

(OL. XXXI, 2.)

Grèce. — A Corinthe, chute du gouvernement aristocratique des Bacchiades, qui durait depuis cent dix ans : leurs chefs se retirent à Lacédémone; le tyran Cypselos régnera trente ans.

654.

(OL. XXXI, 3.)

Thrace. — Des Grecs d'Andros, une des Cyclades, fondent sur la côte orientale de la Chalcidique Acanthe et Stagire.

650.

Égypte. — Avec l'aide de Grecs, Ioniens et Cariens, portés dans leurs courses de piraterie sur les côtes d'Égypte, Psammiticus triomphe des autres rois ses collègues qui l'avaient attaqué, et rétablit le gouvernement d'un seul. Son règne est une époque de renouvellement pour l'Égypte, qui, mise en contact avec les étrangers, modifie ses habitudes politiques et sociales, et recherche deux choses que jusque-là elle avait dédaignées, la puissance maritime et

les trésors du commerce. La dynastie à laquelle appartient Psammiticus, la vingt-sixième, durera jusqu'en 569.

648.

(OL. XXXIII, 1.)

Grèce. — Le combat du pancrace est admis aux jeux olympiques.

642.

Judée. — Avènement d'Ammon en Juda. Il est remplacé deux ans après, 640, par Josias.

640.

(OL. XXXV, 1 ; R. 115.)

Grèce asiatique. — Naissance de Thalès, originaire de Phénicie, suivant Hérodote; il ne s'établira à Milet que dans un âge avancé.

Rome. — Avènement du quatrième roi, Ancus Martius, petit-fils de Numa; il encourage l'agriculture et le commerce, joint par le pont Sublicius la rive droite du fleuve et le mont Janicule aux collines de la rive gauche; il construit une prison et fonde le port d'Ostie.

638.

(OL. XXXV, 3.)

Grèce. — Naissance de Solon à Athènes.

635.

(OL. XXXVI, 2.)

Asie. — Les Cimmériens chassés par les Scythes de leur pays, qui est au nord de la mer Noire, se répandent dans l'Asie Mineure, occupent la Lydie et même Sardes, pendant le règne d'Ardys.

634.

(OL. XXXVI, 3.)

Assyrie et Médie. — Le roi des Mèdes, Phraorte, attaque les Assyriens; il est vaincu et tué après vingt-deux ans de règne. Son fils Cyaxare ne peut le venger. Il défend la Médie contre les Scythes, qui ravagent l'Asie pendant vingt-huit ans.

633.

(Ol. xxxvi, 4.)

Thrace. — Colonies de Milet : Tones, sur la côte nord-est de Thrace; Ister à l'embouchure du fleuve du même nom.

632.

(Ol. xxxvii, 1.)

Asie, Égypte. — Courses des Scythes jusqu'en Syrie et en Palestine. — A l'entrée de l'Égypte Psammiticus les arrête par des présents. Ils pillent les temples d'Ascalon sur la côte du pays des Philistins.

Grèce. — Combats de la course et de la lutte pour les enfants, introduits aux jeux olympiques.

631.

(Ol. xxxviii, 2.)

Afrique. — Des Grecs partis de l'île de Théra, au sud des Cyclades, ancienne colonie spartiate, s'établissent à Cyrène, sur la côte de Libye, à l'ouest de l'Égypte. Battos, leur chef, régnera quarante ans et laissera le pouvoir à sa famille.

630.

(Ol. xxxviii, 3.)

Égypte. — Psammiticus permet à des Grecs de Milet de remonter la branche Bolbitine du Nil et de s'établir dans la ville de Naucratis. Il ouvre ainsi l'Égypte au commerce grec.

629.

(Ol. xxxviii, 4.)

Grèce asiatique. — Colonie de Milet, sur la côte de Paphlagonie, à Sinope.

628.

(Ol. xxxviii, 1.)

Stelle. — Sélinonte est fondée au sud-ouest, par des colons venus de Mégare Hybléenne sur la côte orientale.

628.

(Ol. xxxviii, 4.)

Grèce. — A Corinthe, Cypselos a

pour successeur, dans la tyrannie, son fils Périandre, un des sept sages de la Grèce. Celui-ci protège le poète lesbien Arion, de Méthymne, célèbre joueur de lyre, et auteur de dithyrambes. — Il épouse la fille du tyran d'Epidaure, Proclès, qui lui-même était gendre du tyran d'Arcadie. Aristocrates. Il s'emparera d'Epidaure.

624.

(Ol. xxxix, 1.)

Grèce. — A Athènes, Dracon est chargé de rédiger un code pour mettre un terme aux discordes entre les pauvres et les riches; ses lois qui punissent également de mort les délits et les crimes, même la paresse, sont inapplicables.

623.

(Ol. xxxix, 2.)

Grèce asiatique. — Milet, qui a alors un tyran, Thrasybule, est en guerre pour onze ans avec la Lydie.

617.

(Ol. xl, 4.)

Asie. — En Lydie, avènement d'Alyatte; il chassera enfin les Scythes de l'Asie Mineure.

616.

(Ol. xli, 4; R. 139.)

Égypte. — Néchao ou Néchos succède à son père Psammiticus. — Il se servira de la marine des Phéniciens qui feront pour lui un voyage de circumnavigation autour de l'Afrique.

Rome. — Cinquième roi, Tarquin l'Ancien, d'une riche famille de Corinthe établie en Etrurie. L'influence étrusque pénètre dans le gouvernement, la religion et les mœurs des Romains; science des augures et des aruspices; pompe du triomphe, etc.

612.

(Ol. xlii, 1.)

Grèce. — A Athènes, Cylon prétend à la tyrannie avec le concours de Théagènes, tyran de Mégare.

Meurtre de ses compagnons qui s'étaient retirés en suppliants au pied des autels de Minerve. — Ce sacrilège cause une nouvelle anarchie.

611.

(OL. XLII, 2.)

Grèce asiatique. — Lesbos est enlevée à un tyran par Pittacos de Mitylène, un des sept sages, et par les frères du poète Alcée.

609.

(OL. XLII, 4.)

Thrace. — Colonie de Milet, Apollonie, sur la côte thrace du Pont-Euxin.

Égypte et Judée. — Le roi de Juda, Josias, est blessé mortellement à Mageddo en combattant le roi d'Égypte Néchao, qui traversait la Judée pour porter la guerre en Assyrie. Son règne, de trente et un ans, a été illustré par sa piété et par des réformes intérieures. — Joachas, après trois mois de règne, est emmené captif en Égypte. — Joachim n'est roi qu'en payant tribu à Néchao.

608.

(OL. XLIII, 1.)

Grèce asiatique. — Naissance de Pythagore de Samos, qui vécut quatre-vingt-dix-huit ans.

Sicile. — Les Léontins sont le premier peuple grec de Sicile qui obéisse à un tyran, Panétios.

607.

(OL. XLIII, 2.)

Asie. — Le roi des Mèdes Cyaxare extermine ce qui reste de Scythes en Asie.

606.

(OL. XLIII, 3.)

Grèce. — Guerre entre les Mityléniens de Lesbos et Athènes au sujet de plusieurs places de la Troade et du promontoire de Sigée. Lâcheté du poète lesbien Alcée, dans la bataille. Combat singulier de Pittacos contre le général d'Athènes

Phrynon; médiation de Périandre, tyran de Corinthe.

Assyrie. — Fin du second empire assyrien; Sarac est le dernier roi de Ninive qui est prise et détruite par Nabopolassar, gouverneur rebelle de Babylone, ou peut-être déjà roi indépendant depuis 625, et par le roi des Mèdes Cyaxare. Nabopolassar commence le troisième empire d'Assyrie, ou empire chaldéo-babylonien. Il réside à Babylone. — Les fragments de monuments trouvés dans les ruines de Khorsabad, à six lieues du Tigre, en 1847, sont peut-être des débris de Ninive.

Assyrie, Égypte et Judée. — Le roi d'Égypte, Néchao, est vaincu à Carchimis, sur l'Euphrate, par le fils de Nabopolassar, Nébuchadnezzar ou Nabuchodonosor, que son père avait associé à l'empire, et qui attaque ensuite le roi de Juda, Joachim, parce qu'il a pris parti pour l'Égypte contre les Assyriens. Jérusalem se rachète, mais une partie du peuple est emmenée à Babylone. Commencement des soixante et dix ans de captivité. Vains avertissements du prophète Jérémie. La royauté de Juda ne durera plus que dix-huit ans.

604.

(OL. XLIV, 1.)

Grèce. — Guerre sacrée décidée par le conseil amphictyonique contre les Cirrhéens de la Phocide, qui ont labouré des champs consacrés à Apollon. Elle dure dix ans. Solon y prend part.

600.

(OL. XLV, 1.)

Gaule. — Des Grecs de Phocée, ville d'Ionie, fondent Massilia (Marseille) sur la côte gauloise de la Méditerranée.

Grèce asiatique. — Vers ce temps on commence, aux frais de toute l'Asie, le temple d'Éphèse, sur la côte d'Ionie, consacré à Diane. Entrepris d'abord par l'architecte grec Chersiphron, il ne sera achevé qu'au

hout de deux cent vingt ans. Il était considéré comme une des sept merveilles du monde. Cent vingt-sept colonnes en supportaient le toit. La longueur de l'édifice était de cent vingt-sept mètres et sa largeur de soixante-six.

Chine. — Vers ce temps, naissance de Lao-Tseu, fondateur de la secte du Tao.

VI^e SIÈCLE AVANT J. C.

APERÇU GÉNÉRAL.

En Grèce, Sparte, victorieuse, au siècle précédent, des valeureux Messéniens, humilie Tégée et Argos, devient puissance prépondérante dans le Péloponnèse et aspire à la suprématie sur la Grèce centrale, où elle intervient à plusieurs reprises dans les affaires d'Athènes. A Athènes, les lois de Solon existent à peine depuis quelques années, quand l'ambitieux Pisistrate envahit, perd et ressaisit jusqu'à trois fois le pouvoir suprême qui resta à ses fils. Cependant la liberté que le génie de Solon ne peut fixer dans Athènes, naît à Rome de l'excès du despotisme des Tarquins, et se fortifie des âpres vertus d'un Brutus, d'un Valérius Publicola. La révolution faite par l'aristocratie laissera attendre longtemps au peuple les bienfaits politiques et civils du gouvernement républicain. A Athènes l'expulsion des Pisistratides ouvre promptement une large carrière à la démocratie.

L'Asie, dans le VI^e siècle, ne nous offre guère que des maîtres et des esclaves, si ce n'est pourtant en Chine les philosophes Lao-Tseu et Kong-Fou-Tseu (Confucius) et, dans l'Inde, le Bouddha, réformateur mort en 543. Parmi les rois on remarque chez les Lydiens l'opulent et malheureux Crésus; chez les Perses le conquérant Cyrus, destructeur des royaumes mède, lydien et assyrien, bienfaiteur des Juifs après la prise de Babylone, et son fils Cambyse, le fléau de l'antique Égypte. Ce fut dans cette Égypte que Pythagore et plusieurs Grecs allèrent puiser les traditions orientales qui furent le premier fond de leur philosophie et qui passant par les Romains, se sont propagées dans l'Europe entière. Ésope, en ses modestes apologues, donnait des leçons plus familières de morale; Thespis, à Athènes, Épicharme, en Sicile, jetaient les fondements de l'art tragique et de la comédie; le fortuné Anacréon, dans ses vers élégants, négligés, faciles, chantait l'amour et les plaisirs.

L'Asie Mineure, où florissaient les lettres et la philosophie, est, à la fin du siècle, le théâtre d'événements politiques qui vont engen-

drer la guerre médique. Darius, fondateur d'une nouvelle dynastie persique, parviendra à remettre sous sa domination les Grecs ioniens révoltés : mais une expédition contre les Grecs d'Europe sera bien autrement désastreuse pour la Perse que la fameuse guerre contre les Scythes.

En Italie, les Tarquins tentent vainement de ressaisir la royauté : la conquête romaine commence par la lutte de la république contre les alliés des rois qu'elle a bannis.

CHRONOLOGIE.

599.

(OL. XLV, 2.)

Sicile. — Des Syracusains fondent Camarine au sud-ouest de leur ville.

598.

Assyrie et Judée. — Après quatre ans de dévastation du territoire juif par les Assyriens, le roi Nabuchodonosor entre dans Jérusalem, fait mourir Joachim, le remplace par Joachin ou Jéchonias et, au bout de trois mois, par Sédécias.

596.

(OL. XLVI, 1.)

Grèce. — A Athènes, mission du Crétois Epiménide, qui purifie la ville désolée par la peste et fait les expiations nécessaires pour effacer le sacrilège commis à l'égard des compagnons de Cylon.

595.

(OL. XLVI, 2.)

Grèce asiatique. — Alcée et deux poétesses célèbres, la belle Sappho et son amie Erinna, fleurissent vers ce temps dans l'île de Lesbos.

Grèce. — Archontat de Solon ; il donne des lois à Athènes. — Moins exclusif que Lycurgue, il embrasse tous les intérêts, tous les besoins de la société, toutes les conditions de personnes et de choses, encourage les arts de la paix et ne comprime pas trop l'esprit mobile des Athé-

niens. La base de l'organisation politique et financière, est le partage de tous les citoyens en quatre classes d'après leur fortune. Sénat de quatre cents membres ; magistratures accessibles aux citoyens des trois premières classes ; assemblée générale du peuple pour voter les lois et élire les magistrats ; fonctions judiciaires exercées tour à tour par les citoyens. Il conserve les archontes, l'aréopage, tribunal suprême, etc.... Il est un des sept sages et un des poètes de la Grèce.

592.

(OL. XLVII, 1.)

Grèce. — Voyage du Scythe Anacharsis, de race royale, chez les Grecs ; il séjourne pendant plusieurs années à Athènes.

589.

(OL. XLVII, 4.)

Grèce asiatique. — A Mitylène, dans Lesbos, Pittacos reçoit le gouvernement pour dix ans, malgré le poète Alcée.

Assyrie, Égypte et Judée. — Nabuchodonosor frappe tour à tour les Ammonites, les Moabites, les Tyriens, les Sidoniens, les Juifs, les Égyptiens. Apriès est vaincu dans son royaume d'Égypte. Nabuchodonosor va mettre le siège devant Jérusalem.

587.

Assyrie et Judée. — Fin du royaume de Juda. Après dix-huit mois de siège, les Assyriens entrent dans

Jérusalem, par la brèche, pendant la nuit du 9 au 10 juillet. Massacre des princes; le roi Sédécias sera emmené en captivité à Babylone avec tout le peuple; incendie du temple de Salomon et du palais. Derniers chants de Jérémie. L'Égypte devient une terre de refuge pour les Juifs.— La captivité qui a commencé en 606 durera jusqu'en 536. Deux prophètes se rendent célèbres pendant la captivité, Ézéchiël et Daniel.

586.

(OL. XLVIII, 3.)

Grèce. — Institution des jeux pythiques en l'honneur d'Apollon à Delphes tous les quatre ans; ils ont, comme les fêtes de Délos, des concours de musique.

585.

(OL. XLVIII, 4.)

Grèce asiatique. — Éclipse qui a été prédite par Thalès; il devait peut-être aux prêtres de l'Égypte qu'il visita ses connaissances astronomiques, ou mieux encore aux Chaldéens, plus savants en astronomie que les prêtres égyptiens.

582.

(OL. XLIX, 3.)

Sicile. — Fondation d'Agrigente, au sud-ouest, par des colons doriens de Géla. Elle reçoit le nom du fleuve Acragas.

581.

(OL. XLIX, 4.)

Grèce. — A Corinthe, quatre ans après la mort de Périandre, la puissance des Cypselides finit avec son petit-fils Psamméticos. Établissement de l'oligarchie.

579.

(OL. L, 2.)

Sicile. — Des colons de Rhodes et de Cnide au sud-ouest de l'Asie Mineure, après avoir combattu en Sicile pour Sélinonte contre Égeste,

s'établissent dans les îles Lipariennes au nord-est.

578.

(OL. L, 3; R. 177.)

Rome. — Sixième roi, après Tarquin l'Ancien, Servius Tullius, de race latine ou étrusque. Il complète l'organisation de l'État : cens ou dénombrement des habitants de la cité; répartition des citoyens suivant leur fortune dans les six classes et les cent quatre-vingt-treize centuries; impôts proportionnels à la fortune et à l'exercice des droits politiques. L'ancienne division patricienne en trente curies subsistera, mais en s'affaiblissant de plus en plus.

572.

(OL. LI, 1.)

Asie. — Fables écrites en grec par Ésope, esclave originaire de Mésymbrie, en Thrace, mais qui vécut longtemps à Samos.

570.

(OL. LI, 3.)

Asie. — Solon visitant l'Asie Mineure, est reçu en Lydie par le jeune Crésus, qui ne pouvait être roi, son père Alyatte vivant encore. Solon ira en Égypte, en Cypre, etc.

Sicile. — A Agrigente, Phalaris est tyran pendant seize ou trente ans.

569.

(OL. LI, 4.)

Égypte. — Chute d'Apriès, dernier prince de la vingt-sixième dynastie. Avènement d'Amasis; de brigand devenu roi, il fera de sages lois, rendra l'Égypte très-florissante et méritera le surnom d'Ami des Grecs. Il régnera cinquante-cinq ans.

Grèce asiatique. — A Mitylène, mort de Pittacos, un des sept sages, dix ans après avoir abdiqué le pouvoir.

566.

(OL. LIII, 3.)

Grèce. — A Athènes, institution,

en l'honneur de Minerve, des Panathénées; elles seront célébrées la troisième année de chaque olympiade.

863.

(OL. LIII, 4.)

Grèce. — A Athènes, factions de Lycurgue, de Mégacles, de Pisistrate. Solon revient de l'Orient après dix ans d'absence.

864.

(OL. LIV, 1.)

Asie et Grèce. — Ésope est assassiné à Delphes où le Lydien Crésus l'avait envoyé pour porter des offrandes à Apollon.

Corse. — Des Grecs de Phocée étendent leur course jusqu'à la Corse, où étaient déjà les Tyrrhéniens et les Carthaginois. Fondation d'Alalla sur la côte orientale.

865.

(OL. LIV, 2.)

Grèce asiatique. — Colonie de Phocée sur la côte du Pont-Euxin, à l'est de l'embouchure de l'Halys, Amisos.

861.

Asie. — En Assyrie, mort de Nabuchodonosor II; après lui, décadence de son empire. En Médie, règne depuis vingt-quatre ans le fils de Cyaxare, Astyage.

860.

(OL. LV, 1.)

Grèce. — A Athènes, Pisistrate commence à exercer la tyrannie. Il conserve les lois de Solon.

Lydie. — Avènement au trône du fils d'Alyatte, Crésus. Beaucoup de détails merveilleux dans sa vie, telle qu'Hérodote la raconte.

859.

(OL. LV, 2.)

Athènes. — Mort de Solon à Athènes après une vaine opposition aux projets de Pisistrate.

Grèce asiatique. — Fondation d'Héraclée sur le Pont-Euxin, à l'est de l'embouchure du Sangarios, par des Grecs venus ou de Mégare ou de Tanagre en Béotie, ou de Milet.

Perse. — Cyrus, fils du Perse Cambyse, petit-fils, par sa mère Mandane, du roi des Mèdes Astyage, fonde l'empire des Perses sur les ruines de celui des Mèdes.

858.

(OL. LVI, 1.)

Grèce. — Chilon, éphore à Sparte, est un des sept sages de la Grèce.

854.

(OL. LVI, 3.)

Grèce. — A Athènes, exil de Pisistrate; la cité est déchirée par les factions.

849.

(OL. LVII, 4.)

Sicile. — A Agrigente, mort du tyran Phalaris.

848.

(OL. LVIII, 1.)

Grèce. — A Athènes, retour de Pisistrate. Le temple de Delphes est incendié. Il sera reconstruit sous la direction du conseil amphyctionique par les Alcéonides avec les dons de toute la Grèce et ceux même du roi d'Égypte Amasis.

847.

(OL. LVIII, 2.)

Grèce asiatique. — Mort vers ce temps d'Anaximandre de Milet, disciple de Thalès; il a construit une sphère et tracé la première mappemonde connue. C'est Anaximandre, ou son disciple Anaximène qui a inventé ou plutôt emprunté aux Assyriens les gnomons, appelés aussi sciatères, cadrans solaires sur lesquels l'ombre (*σῆα*) donne la connaissance (*γνώσις*) des heures au moyen d'un *σῆμα* aliguille.

Grèce. — A Athènes, second exil de Pisistrate.

546.

(OL. LVIII, 3.)

Lydie et Perse. — Guerre de Cyrus contre Crésus qui l'a attaqué. Il le bat à Thymbrée en Phrygie, assiége et prend Sardes, capitale de Lydie. Crésus, prisonnier, devient le conseiller du conquérant. Les Perses soumettent les colonies grecques de Asie Mineure.

538.

Assyrie et Perse. — Cyrus met fin au troisième empire d'Assyrie. Le dernier roi de Babylone est Nabonid ou Balthazar. La ville est prise un jour de fête; les Perses ont pénétré par le lit de l'Euphrate, mis à sec.

537.

(OL. LX, 4.)

Grèce. — A Athènes, Pisistrate ressaisit le pouvoir qu'il gardera jusqu'à sa mort. Gouvernement libéral, guerres heureuses, arts de la paix encouragés, temple consacré à Jupiter Olympien; les œuvres d'Homère sont recueillies.

536.

Judée et Perse. — Édit de Cyrus, inspiré peut-être par Daniel; il met fin à la captivité de soixante et dix ans. Les Juifs peuvent retourner dans leur patrie, y pratiquer leurs lois civiles et religieuses, en restant sous la loi politique de la Perse. Zorobabel cependant n'en ramena que quarante-deux mille trois cent soixante.

535.

(OL. LXI, 2.)

Grèce. — A Athènes, premières tragédies de Thespis.

Judée. — Commencement de la reconstruction du temple; il ne sera achevé de longtemps; discordes entre les Juifs; rivalités des Samaritains.

534.

(OL. LXI, 3; R. 221.)

Rome. — Septième et dernier

roi, Tarquin le Superbe; il succède à Servius Tullius par un double crime; despotisme cruel et avilissant; ruine des institutions de Servius.

532.

(OL. LXII, 1.)

Grèce asiatique. — A Samos, tyrannie brillante de Polycrate; il est contemporain du philosophe Pythagore de Samos et du poète Anacréon de Téos.

529.

(OL. LXII, 4.)

Perse. — Mort de Cyrus, tué en combattant les Massagètes, à l'est de la mer Caspienne, suivant le récit d'Hérodote. — Avènement de son fils aîné Cambyse.

527.

(OL. LXIII, 2.)

Grèce. — A Athènes, mort de Pisistrate. — Ses fils Hipparque et Hippias exerceront bientôt la tyrannie avec despotisme.

525.

(OL. LXIII, 4.)

Égypte et Perse. — Cinq mois après la mort d'Amasis, le roi Psamménit est attaqué par le Perse Cambyse. Conquête facile; l'Égypte devient une province de la Perse. Folies et cruautés du vainqueur après son inutile tentative contre l'Éthiopie et l'oasis d'Ammon.

Grèce. — Guerre entre Sparte et Polycrate de Samos. — Les poètes Anacréon et Simonide, de Céos, viennent à Athènes.

522.

(OL. LXIV, 2.)

Grèce asiatique. — Mort violente du tyran de Samos, Polycrate.

521.

(OL. LXIV, 4.)

Italie. — Les Gaulois qui, depuis des siècles, se sont répandus au-delà des Alpes jusqu'aux Apennins, atteignent la limite que leurs établissements ne dépasseront pas,

enne population sédentaire, les bords du fleuve Oësis, affluent de l'Adriatique.

siuat d'Hipparque par Harmodios et Aristogiton.

Perse. — Révolte en Asie pendant que Cambyse est en Égypte; sa mort. Les Mages s'emparent du pouvoir; court règne de l'un d'eux, le faux Smerdis. Complot de sept seigneurs perses contre la faction mède des Mages. Massacre des Mages et de Smerdis. Élévation au trône de Darius I^{er}, fils d'Hystaspe; nouvelle dynastie. C'est peut-être l'Assuérus de la Bible. — Expédition contre les Samiens, qui ne veulent pas Syloson pour tyran. Révoltes dans tout l'empire pendant plusieurs années. Babylone résiste une première fois pendant vingt mois.

520.

(OL. LXV, 1.)

Grèce asiatique. — Hécateé de Milet est le plus ancien historien grec; il a corrigé la carte de son compatriote Anaximandre.

Grande-Grèce. — Le philosophe Pythagore de Samos vient s'y établir. Plusieurs villes lui devront leurs institutions politiques et sociales. Institut pythagoricien, à Crotona, Caulonia, Locres, Tarente.

517.

Chine. — Entrevue vers ce temps des deux grands philosophes chinois Lao-Tseu et Kong-Fou-Tseu, ou Confucius.

516.

Judée. — Consécration solennelle du second temple de Jérusalem.

515.

(OL. LXVI, 2.)

Thrace. — Miltiade, fils de Cimon, succède à son oncle dans le gouvernement de la Chersonèse de Thrace, il y exerce un pouvoir absolu pendant vingt-deux ans.

514.

(OL. LXVI, 3.)

Grèce. — A Athènes, pendant la fête des grandes Panathénées, assas-

512.

Perse. — Darius charge le Grec Scylax de parcourir le bassin de l'Indus. Les Indiens payeront tribut à la Perse et formeront la vingtième et dernière satrapie de l'empire.

510.

(OL. LXVII, 3; R. 245.)

Grande-Grèce. — Sybaris, amoillie par l'excès des richesses, est détruite par les Crotoniates.

Grèce. — A Athènes, expulsion d'Hippias; les institutions républicaines de Solon sont remises en vigueur. Hippias, protégé d'abord par le roi de Sparte Cléomène, trouvera asile chez les Perses.

Rome. — Outrage fait à Lucrèce par le fils de Tarquin le Superbe, Sextus. Abolition de la royauté au profit de l'aristocratie. Gouvernement républicain avec deux consuls, élus annuellement et investis de la plupart des attributions et des honneurs de la royauté; ils seront choisis seulement parmi les patriciens pendant cent soixante-seize ans. — L'organisation des classes et des centuries créée par Servius, est la base de la grande assemblée politique qui prépare les lois et élit les magistrats; les voix se comptent par centuries et non par têtes de citoyens. — Quinze ans de guerre avec les peuples de l'Italie, alliés des Tarquin, en Étrurie et dans le Latium. — Conspiration pour le rétablissement de la royauté; le premier consul Brutus fait mourir ses fils coupables. Valérius Publicola, consul après le désistement de Tarquin Collatin, l'époux de Lucrèce, établit le droit d'appel au peuple. — Premier traité avec Carthage.

508.

(OL. LXVIII, 1.)

Grèce. — Dans les compositions dramatiques, usage des chœurs d'hommes.

A Athènes, factions de l'aristocratie, dont le chef est Isagoras, et de la démocratie dirigée par Clisthène. Réformes opérées par le dernier. Composition plus démocratique du sénat et des tribunaux; le nombre des tribus porté à dix; ostracisme ou peine de bannissement contre tout citoyen dont la popularité, même acquise par des vertus et des services, peut porter ombrage à la liberté. Le roi de Sparte, Cléomène, aide les nobles à chasser Clisthène et les chefs de sept cents familles. Retour de Clisthène par un mouvement populaire. Guerre entre Athènes et Sparte; rivalité des races ionienne et dorienne, de la démocratie et de l'aristocratie.

Perse et Scythie?—Expédition de Darius contre les Scythes, au delà du Danube, qu'il passe près de l'embouchure. Son armée s'épuise sans combattre dans les solitudes des Scythes qu'elle ne peut atteindre. Retour par le pont du Danube, dont il avait confié la garde aux Grecs d'Asie qui l'avaient construit.

806.

(Ol. LXVIII, 3.)

Macédoine, Perse et Thrace.—Un général perse, Mégabyse, soumet une partie de la Thrace. Darius fait demander au roi de Macédoine, Amyntas, la terre et l'eau en signe de soumission.

808.

(Ol. LXVIII, 4.)

Perse et Thrace?—Occupation

par les Perses de Byzance, la clef du Bosphore de Thrace, des îles d'Imbros et de Lemnos, dans la mer Égée.

804.

(Ol. LXIX, 1.)

Grande-Grèce.—Commotions sanglantes dans plusieurs villes; dissolution de l'institut pythagoricien.

803.

(Ol. LXIX, 2.)

Grèce asiatique.—Vers ce temps, philosophes célèbres: Héraclite d'Éphèse, de l'école d'Ionie; Parménide d'Elée, disciple de Xénophane de Colophon et maître d'Empédocle et de Zénon d'Elée.

801.

(Ol. LXIX, 4.)

Grèce asiatique et Perse.—A la suite des troubles de Naxos, révolte des Grecs d'Ionie contre la Perse, à l'instigation d'Aristagoras, gouverneur de Milet pour Histiée; rôle politique de l'historien Hécateé de Milet.

800.

(Ol. LXX, 1.)

Grèce et Perse.—Aristagoras vient, au nom des Ioniens, solliciter les secours des Grecs d'Europe. Refus de Sparte; Athènes décrète l'envoi de vingt vaisseaux; secours envoyés aussi par Érétrie de l'Eubée.

Sicile.—Premier poète comique grec en Sicile, Épicharme, avant que Chilonide fasse représenter des comédies à Athènes.

V.^e SIÈCLE AVANT J. C.

APERÇU GÉNÉRAL.

Il n'y a d'éclat et d'histoire proprement dite qu'à Rome, en Perse et en Grèce.

A Rome, les dissensions entre le peuple et les patriciens, la ty-

rannie même et la chute des décemvirs, seront d'imposants spectacles, où les passions politiques ne dégraderont pas ceux qu'elles auront égarés.

Chez les Perses, l'ambition des Darius et des Xerxès, si elle n'a rien d'élevé, se montrera du moins gigantesque : en menaçant la Grèce, elle y va susciter Miltiade, Thémistocle, Aristide, Athéniens immortels, et le Spartiate Léonidas.

Heureux les Grecs, s'ils n'avaient combattu que pour se défendre contre les rois de l'Asie, et si leurs annales militaires n'offraient pendant ce siècle que les journées de Marathon, des Thermopyles, de Platées, de Mycale, et cette retraite des Dix Mille, dont la gloire parut égaler celle d'un triomphe ! Mais de tristes rivalités allument entre Athènes et Lacédémone cette guerre du Péloponnèse, où, pendant vingt-huit ans, la bravoure et le talent rendent la victoire incertaine. Après la trahison d'Alcibiade, il faut encore les subsides du grand roi pour faire pencher la fortune du côté des Spartiates. Cependant, au bruit de tant de combats, les Athéniens cultivent, agrandissent les sciences et les arts : le nom de Périclès est resté à son siècle. La discussion des affaires publiques formait des orateurs habiles qui devenaient souvent de dangereux démagogues ; le sentiment de la gloire nationale éveillait dans Hérodote, dans Thucydide, la féconde muse de l'histoire ; les chants lyriques de Pindare animaient les athlètes et les guerriers. Phidias et Polyclète créaient ou perfectionnaient la sculpture ; Hippocrate la médecine ; Eschyle, Sophocle, Euripide, l'art sublime de la tragédie : Aristophane abusait déjà des libertés de la scène comique.

Mais dans ce siècle de lumières, chez un peuple poli et léger, au sein duquel l'esprit et les grâces de la courtisane Aspasia avaient de la célébrité et de l'influence, Socrate, un des précepteurs de l'humanité, allait être condamné comme impie : cette sentence inique dit assez toute la puissance que gardait encore le polythéisme.

CHRONOLOGIE.

499.

(OL. LXX, 2.)

Grèce. — Eschyle, à vingt-cinq ans, commence à faire représenter des tragédies.

Perse. — Les Ioniens et leurs auxiliaires d'Athènes incendient Sardes : ils sont poursuivis par les Per-

ses jusqu'à Éphèse. Départ des Athéniens ; la guerre continue.

498.

(OL. LXX, 3 ; R. 256.)

Perse. — L'île de Chypre alliée des Grecs rebelles est remise sous le joug des Perses.

Rome. — Création de la dicta-

ture, magistrature curule extraordinaire, souveraine, sans partage, mais temporaire (au plus six mois); les patriciens s'en feront une arme contre les révoltes du peuple, qu'irrite la misère aggravée par l'usure.

496.

(OI. LXXI, 1; R. 259.)

Perse. — Aristagoras, un des agitateurs de l'Ionie, a été réduit à fuir en Thrace, où il est tué. — Histée, l'ancien tyran de Milet, revient au milieu des Grecs, non pour revendiquer la tyrannie, mais pour s'associer au mouvement d'indépendance.

Rome. — La bataille du lac Rhégille perdue par les Latins, défenseurs du vieux tyran Tarquin le Superbe, affermit le gouvernement républicain.

494.

(OI. LXXI, 2.)

Perse. — Les Grecs d'Asie confédérés perdent avec la bataille navale de l'île de Lada, près de Milet, tout espoir d'indépendance. Milet, d'où était parti le signal de la guerre, il y a six ans, est prise par les Perses. — Un neveu de Polycrate redevient tyran à Samos. — Réduction de la Carie qui s'était jointe aux Ioniens.

493.

(OI. LXXI, 4; R. 262.)

Grèce. — Miltiade, voyant la domination persique s'approcher de la Chersonèse de Thrace où il commande, la quitte pour aller vivre en citoyen libre à Athènes.

Perse. — La flotte phénicienne du grand roi ramène sous le joug les îles de Chios et de Lesbos.

Rome. — Traité de Spurius Cassius avec les Latins. — Les plébéiens, en haine des riches, se retirent sur le mont Aventin, la plus forte position de la ville aux sept collines. — Création du tribunat, charge plébéienne, élective, annuelle. Il y aura deux, puis cinq, puis dix tribuns. *Veto* tribunitien.

492.

(OI. LXXII, 1.)

Grèce et Perse. — Darius commence la guerre médique en envoyant son général Mardonius contre les Grecs d'Europe. Avant de passer en Thrace, Mardonius abolit le gouvernement des tyrans dans les villes grecques d'Asie, et laisse s'établir le régime démocratique. Une tempête brise la flotte persique près du mont Athos, à l'extrémité de la petite péninsule d'Acté en Chalcidique. Irruption des Bryges qui détruisent une partie de l'armée de terre. Darius cependant envoie demander aux peuples de la Grèce la terre et l'eau.

491.

(OI. LXXII, 2.)

Grèce. — Athènes, avec l'aide de Corinthe, combat ses voisins les insulaires d'Égine. Dans cette guerre elle augmente et exerce sa marine. A Sparte, le roi Cléomène fait déposer Démarate son collègue, qui trouvera asile à la cour de Perse.

Stelle. — Gélon s'empare de la tyrannie à Géla.

490.

(OI. LXXII, 3; R. 263.)

Grèce et Perse. — La guerre médique atteint le territoire grec. Datis et Artapherne, généraux de Darius, traversent la mer Egée et sont battus à Marathon, au nord-est de l'Attique, par les Athéniens que commande Miltiade, et les Platéens de Béotie. — L'armée spartiate n'arrive que trois jours après le combat. — Le poète Eschyle a combattu à Marathon, où son frère Cynégire s'est signalé.

Rome. — Accusé par les tribuns, le patricien Marcius Coriolan se retire chez les Volques qu'il conduit à la guerre contre les Romains. Les supplications de sa mère et de sa femme lui feront lever le siège de Rome.

488.

(OI. LXXIII, 1.)

Stelle. — Théron prend possession de la tyrannie à Agrigente.

487.

(OL. LXXXIII, 2.)

Grèce. — Chionide, premier poète comique d'Athènes.

486.

(OL. LXXXIII, 3, R. 269.)

Perse. — Révolte de l'Égypte.

Rome. — La première loi agraire est présentée par un patricien consulaire, Spurius Cassius. Elle avait pour objet le partage, entre les pauvres, des terres conquises et appartenant par conséquent à l'État, mais usurpées par les grands. Les riches font précipiter Spurius Cassius du haut de la roche Tarpéienne.

485.

(OL. LXXXIII, 4.)

Grèce. — A Athènes, condamnation de Miltiade pour son expédition malheureuse contre Paros. Crédit de Thémistocle.

Perse. — Xerxès, qui succède à Darius son père, prépare une formidable expédition contre les Grecs d'Europe.

Sicile. — Gélon, qui gouverne Gela depuis six ans, devient tyran de Syracuse.

484.

(OL. LXXXIV, 1.)

Perse. — Xerxès soumet l'Égypte révoltée depuis deux ans.

483.

(OL. LXXXIV, 2.)

Perse. — L'Athénien Aristide le Juste est banni par l'ostracisme.

482.

(OL. LXXXIV, 3; R. 278.)

Rome. — Un tribun oppose son veto à la levée des troupes, parce que le sénat arrête l'exécution d'une loi agraire.

480.

(OL. LXXXV, 1.)

Grèce. — Vers ce temps florissait à Thèbes un grand poète lyrique, Pindare, né en 522.

Grèce et Perse. — Xerxès traîne à la conquête de la Grèce des millions d'hommes arrachés de l'Asie, de l'Égypte, de la Libye et de la Thrace. — Marche parallèle de l'armée de terre et de l'armée de mer, le long de la Thrace, de la Macédoine et de la Thessalie. — Trahison des Thébains. — Dévouement héroïque des Spartiates avec le roi Léonidas aux Thermopyles. — Combats maritimes de l'Artémision. — Dévastation de l'Attique. — Incendie d'Athènes par les Perses. — La grande victoire navale de Salamine, en face d'Athènes, sauve la Grèce du joug des barbares. — Gloire de l'Athénien Thémistocle. Fuite honteuse de Xerxès: il laisse en Grèce une armée de terre de trois cent mille hommes à Mardonius.

Sicile. — Théron, tyran d'Agrigente et Gélon, tyran de Syracuse, sont vainqueurs, à Himera, au nord-ouest de l'île, des Carthaginois, alliés des Perses.

479.

(OL. LXXXV, 2.)

Chine. — Mort vers ce temps de Kong-Fou-Tseu dont les doctrines constituent encore les croyances religieuses de la classe des lettrés.

Grèce et Perse. — La victoire remportée à Platées en Béotie sur Mardonius par le roi de Sparte, Pausanias, affranchit le territoire grec de la guerre médique. — Dans le même temps, les Perses sont vaincus en Asie même, à Mycale, sur le territoire ionien, en face de l'île de Samos, par l'Athénien Xanthippe, père de Périclès, et par le roi de Sparte, Léotychidas.

478.

(OL. LXXXV, 3.)

Grèce. — Les Athéniens encouragés par Thémistocle relèvent leurs murs, et fortifient le port du Pirée.

Grèce et Perse. — Le siège de Sestos, sur la côte de la Chersonèse de Thrace, que les Grecs vont attaquer après la victoire de Mycale, ter-

mine le récit de l'historien grec Hérodote.

Sicile. — Hiéron succède à Gélon, son frère, dans la tyrannie de Syracuse.

477.

(OL. LXXV, 4; R. 277.)

Grèce et Perse. — Pausanias, avec les forces des Grecs confédérés, après avoir enlevé aux Perses une grande partie de l'île de Chypre, va assiéger Byzance qui domine le passage de la mer Égée dans le Pont-Euxin. Les alliés, offensés de l'orgueil et des exactions de Pausanias, acceptent de préférence le commandement d'Aristide le Juste, qui a été rappelé d'exil par les Athéniens, avant Salamine; il règle les contingents de vaisseaux, d'hommes, d'argent, et organise la confédération, dont Athènes est le chef.

Grèce. — La constitution de Solon est rendue plus démocratique. — Toutes les charges, même celle d'archonte, deviennent accessibles à tous les citoyens.

Rome. — Trois cent six patriciens de la gens Fabia, sortis avec quatre mille de leurs clients pour bâtir une forteresse sur les bords du fleuve Crémère, et contenir le peuple véien dans son territoire, sont défaits après une lutte heureuse et succombent tous, dit-on, hors un seul.

476.

(OL. LXXVI, 1; R. 278.)

Grèce. — Les Athéniens jettent les fondements de leur puissance sur les côtes de Thrace : leur général Cimon, fils de Miltiade, s'empare d'Elion, près de l'embouchure du Strymon. — Suivant l'ordre de la Pythie, les restes du roi Thésée sont rapportés de l'île de Scyros à Athènes.

Rome. — Les tribuns traduisent les consuls devant le peuple pour leur demander compte de l'abandon où ils ont laissé les Fabius, précédent qui fait reconnaître aux tribuns le droit d'accuser les consuls.

474.

(OL. LXXVI, 3; R. 280.)

Rome. — Trêve de quarante ans avec les Étrusques de Véies.

Sicile. — Hiéron de Syracuse protège Cumes, antique colonie grecque sur la côte de Campanie, contre les pirateries des Étrusques : il gagne sur ces derniers une victoire navale, qui sera chantée par Pindare.

473.

Rome. — Le tribun Genucius, qui avait accusé deux consuls par-devant le peuple, est assassiné par les grands.

472.

(OL. LXXVII, 1.)

Grèce. — Eschyle, poète athénien, donne sa tragédie des *Perses*.

Sicile. — A la mort du tyran d'Agrigente Théron, son fils Thrasydéos n'exerce pas un an le pouvoir, et les Agrigentins rétablissent le gouvernement républicain.

471.

(OL. LXXVII, 2; R. 283.)

Grèce. — Thémistocle est banni d'Athènes par l'ostracisme : il se retire pour quelque temps à Argos. L'exil de Thémistocle et la mort d'Aristide, dont nous ne pouvons fixer la date, laissent la place libre à Cimon et à Périclès.

Rome. — Sur la proposition de Publius Volero, le peuple obtient le droit de nommer ses tribuns dans l'assemblée populaire des tribus, où les voix se comptaient par têtes de citoyens, et celui de faire des plébiscites, qui soient obligatoires pour tous, comme les décrets du sénat.

469.

(OL. LXXVIII, 2.)

Grèce. — Première victoire tragique du poète athénien Sophocle.

468.

(OL. LXXVIII, 3.)

Rome. — Dans une guerre pé-

millense contre les Éques, voisins de Rome au sud-est, le sénat pour la première fois investit l'un des consuls, Posthumius, d'une puissance dictatoriale par la formule : « *Caveat consul, ne quid detrimenti res publica capiat* (que le consul veille aux dangers de l'État). »

467.

(OL. LXXVI, 2 ; R. 288.)

Grèce. — Les longues intrigues du roi de Sparte, Pausanias, sont enfin découvertes et punies. Il meurt de faim dans le temple où il s'était réfugié. Les Spartiates accusent comme son complice, Thémistocle, alors réfugié à Argos. Il est forcé de fuir en Épire, d'Épire il passera en Perse.

Rome. — Le port d'Antium conquis sur la côte volsque donne aux Romains une marine marchande.

466.

(OL. LXXVII, 3.)

Grèce. — Les villes de Carystos et de Naxos, membres de la confédération maritime, qui se sont refusées à remplir les obligations imposées à tous les alliés, sont attaquées, prises et réduites à la condition de villes sujettes des Athéniens.

Grèce et Perse. — La flotte des Grecs confédérés, sous les ordres de Cimon, gagne sur les Perses une victoire navale, à l'embouchure de l'Eurymédon, en vue de la côte de Pamphylie.

Sicile. — Après la mort d'Hiéron, son frère Thrasybule n'exerce pas un an la tyrannie. Syracuse se gouvernera pendant soixante ans en république.

465.

(OL. LXXVIII, 4.)

Grèce. — Colonie de dix mille Athéniens, fondée près de l'embouchure du Strymon, à Amphipolis ; elle est dispersée par les Thraces. — Les Grecs de l'île de Thasos se révoltent contre Athènes.

Perse. — Mort de Xerxès (peut-être arrivée quelques années plus tôt). — Thémistocle exilé d'Athènes en 471, devient l'hôte des Perses, pendant l'administration d'Artaban, qui le présente au nouveau roi Artaxerxès Longue-Main. Suivant une des versions qui coururent sur sa mort, il se tua pour ne pas servir les Perses contre les Grecs ; Thucydide le fait mourir de maladie.

464.

(OL. LXXIX, 1.)

Grèce. — Tremblement de terre à Sparte. Prise d'armes des hilotes et bientôt des Messéniens.

463.

(OL. LXXX, 2.)

Grèce. — Athènes tire une cruelle vengeance de la révolte de Thasos.

462.

Perse et Judée. — La 3^e année de son règne, l'Assuérus de l'Écriture, sans doute Artaxerxès Longue-Main, accorde à la plété d'Esther la grâce des Juifs qui devaient être massacrés dans tout l'empire.

461.

(OL. LXXXI, 3 ; R. 294.)

Grèce. — Athènes envoie Cimon au secours des Spartiates contre les hilotes et les Messéniens révoltés. Sparte montre aux Athéniens une défiance outrageante. L'indignation que cause cette conduite retombe sur Cimon, depuis longtemps déjà suspect au parti démocratique. Il est banni pour dix ans, par sentence de l'ostracisme. — Influence croissante de Périclès : il se fait aimer du peuple, sans autoriser la licence. Peu avant l'exil de Cimon, un décret proposé par un ami de Périclès, Éphialte, avait diminué la puissance et l'autorité de l'aréopage.

Rome. — Le tribun Térentillus Arsa demande dans l'intérêt du peuple que les lois soient revisées, écrites, et livrées à la connaissance de

tous. — Les patriciens pour ne pas se dessaisir des privilèges que leur laissaient une juridiction et une procédure arbitraires, et les limites incertaines de l'autorité des magistrats, engagent contre la proposition Téréntilla une lutte de dix ans, qui livre la cité en proie aux plus terribles désordres.

460.

(OL. LXXX, 1.)

Perse. — Les Égyptiens, révoltés sous la conduite d'Inaros, seront soutenus par les Athéniens.

459.

(R. 295.)

Rome. — Le Capitole, surpris par les Sabins, auxquels plusieurs bannis du parti aristocratique s'étaient peut-être joints, est promptement repris.

458.

Judée. — La 7^e année de son règne, le roi de Perse, Artaxerxès Longue-Main, permet à Esdras, descendant d'Aaron, docteur de la loi mosaïque, d'emmener en Judée tous ceux de sa nation qui sont encore éloignés de leur patrie.

457.

(OL. LXXX, 4; R. 296.)

Grèce. — Guerre entre Athènes et Corinthe. — Expédition des Lacédémoniens en Doride, pour établir leur influence dans la Grèce centrale. — Les Athéniens veulent leur interdire le retour, en occupant les défilés de l'isthme. Les troupes de Sparte gagnent la victoire de Tanagra, en Béotie, qui leur ouvre le passage vers le Péloponnèse.

Rome. — Dictature du patricien Cincinnatus, que des sénateurs sont allés chercher à sa charrue, sur le champ qu'il cultive de ses propres mains; après seize jours de guerre glorieuse contre les Éques, il abdique et retourne à ses travaux rustiques.

456.

(OL. LXXXI, 1)

Grèce. — Après la défaite de Tanagra, le peuple d'Athènes, à la demande même de Périclès, rappelle d'exil Cimón. — Les Athéniens, sous la conduite de Myronidès, sont vainqueurs des Béotiens à Œenophyta, et placent toute la Béotie et la Phocide sous leur influence. — A Thèbes, après la bataille d'Œenophyta, excès du parti démocratique qui préparent sa ruine. — Les Athéniens achèvent la construction de leurs longues murailles qui unissent la ville au Pirée. — Le poète tragique Eschyle meurt à Gêla où il s'était retiré depuis trois ans. — Suivant une tradition malheureusement contestable, les Grecs, réunis aux Jeux olympiques, applaudissent Hérodote d'Halicarnasse, qui lit plusieurs livres de ses histoires; et Thucydide, l'Athénien, alors enfant, sent son génie s'éveiller au spectacle de ce triomphe.

455.

(OL. LXXXI, 2.)

Grèce. — La Messénie est pour la troisième fois, après une lutte de dix ans, replacée sous le joug de Sparte. — Athènes procure aux Messéniens fugitifs un asile dans Naupacte, sur la côte étolienne du golfe de Corinthe.

Perse. — Les Égyptiens paraissent se résigner à la domination persique, excepté dans la région des marais, où règne un chef national Amyrtéos.

454.

(R. 301.)

Rome. — Le tribun Icillus fait distribuer au peuple les terres de l'Aventin, et saisit pour le tribunat le droit de convoquer le sénat.

452.

(OL. LXXXII, 1.)

Athènes. — Première tragédie du poète athénien Euripide, né en 480.

451.

(R. 304.)

Rome. — Le sénat et les patri-

ciens acceptent enfin, après dix ans, la proposition Téreutilla : des commissaires doivent recueillir les meilleures lois des Grecs pour faciliter la réforme de la législation romaine.

440.

(OL. LXXXIII, 3; R. 305.)

Grèce et Perse. — Cimon, rappelé de l'exil, décide les Athéniens et les Péloponnésiens à suspendre les guerres intérieures par une trêve de cinq ans, pour tourner toutes les forces des Grecs contre les Perses.

Grèce. — Le philosophe Anaxagoras quitte Athènes où il a vécu pendant trente ans, et où il a eu pour disciples Euripide, Périclès et Archélaos, le premier philosophe athénien qui enseigna à Athènes et un des maîtres de Socrate.

Rome. — Dix magistrats, tous patriciens, sont investis, par élection, d'un pouvoir illimité pour faire la réforme des lois. — Droit d'appel suspendu, vacance du tribunal. — Administration bienveillante et éclairée des premiers décevirs qui rédigent et publient dix tables de lois. — Élection pour l'année suivante : les nouveaux décevirs, dont quelques-uns sont plébéiens, songent à rester maîtres du pouvoir, surtout Appius Claudius.

449.

(OL. LXXXII, 4; R. 306.)

Grèce et Perse. — La conquête de Chypre, pendant laquelle meurt Cimon, une double victoire remportée par les Grecs, sur terre et sur mer, près de Salamine, à l'est de l'île, mettent fin à la guerre médique. Le grand roi accepte un traité qui interdit à ses flottes l'entrée des mers de la Grèce et à ses armées l'approche des côtes de l'Asie Mineure.

Rome. — Les décevirs publient deux nouvelles tables remplies de lois iniques. — Le sang de Virginie, la Lucretie des plébéiens, qui échappe au déshonneur par la mort, soulève

le peuple contre les dix Tarquins. Le décevirat est aboli; rétablissement du tribunal, lois populaires des nouveaux consuls, Valérius et Horatius. Appius Claudius se soustrait au supplice mérité en se tuant en prison. Rome garde les douze tables.

447.

(OL. LXXXIII, 2.)

Grèce. — Pendant la trêve de cinq ans entre les Athéniens et les Péloponnésiens, Athènes pour établir son influence dans la Béotie impose une garnison à la ville de Chéronée. Mais ses troupes sont vaincues dans un combat près de Coronée, au sud-ouest du lac Copais, où périt Cléon, le père d'Alcibiade.

446.

(OL. LXXXIII, 4.)

Grèce. — L'Eubée et Mégare secouent la tutelle d'Athènes. Les Péloponnésiens à la fin de la trêve de cinq ans envahissent l'Attique du côté d'Eleusis, sous le roi de Sparte Pléistoanax. Périclès, envoyé d'abord contre les Eubéens, revient pour protéger l'Attique, puis retourne en Eubée; il soumet l'île. — Fin de la guerre entre les Grecs : trêve de trente ans, Athènes retire ses garnisons de Trézène, de l'Achaïe et des deux ports de Mégare. Influence toute-puissante de Périclès à Athènes.

Judée. — La vingtième année du règne d'Artaxerxès Longue-Main, les Juifs, guidés par leur compatriote Néhémie, échanson du roi, relèvent les murailles et les portes de Jérusalem. — Esdras renouvelle la lecture publique des livres saints. Cependant la masse du peuple, même les plus puissants et les plus riches, pratiquent les mœurs et la religion des étrangers. — Le dernier prophète Malachie meurt au milieu du V^e siècle.

444.

(OL. LXXXIV, 1; R. 311.)

Grèce. — Le roi Pléistoanax, après quatorze ans de règne, soupçonné par les Spartiates d'avoir reçu,

dans la dernière guerre, de l'argent des Athéniens pour suspendre l'invasion de l'Attique, est exilé : il ne sera rappelé qu'au bout de dix-huit ans.

Rome. — Le tribun Canuléus et ses collègues obtiennent pour les plébéiens le droit de mariage avec les familles patriciennes, et une partie des fonctions des consuls déguisées sous le nom de tribunat consulaire. La nouvelle charge, proclamée accessible à tous, reste de fait patricienne pendant quarante ans, l'élection n'y porte aucun plébéien. Les tribuns consulaires, plus nombreux que les consuls, perdent une des attributions du consulat, par la création d'une magistrature curule et patricienne, la censure. Les deux censeurs sont chargés de faire le cens, ou dénombrement qui avait lieu tous les cinq ans (chaque lustre), d'administrer les domaines et les finances de l'État, de former la liste du sénat et des chevaliers, de régler les classes et les centuries. Les mœurs publiques et privées seront aussi sous leur surveillance. — Malgré l'institution du tribunat consulaire, fréquents retours au consulat, qui est encore exclusivement patricien, et même à la dictature.

443.

(OL. LXXXIV, 2.)

Grande-Grèce. — Les Athéniens envoient dans la Grande-Grèce une colonie à Thurion, pour remplacer Sybaris, détruite depuis l'an 510 par les Crotoniates. Parmi les colons de Thurion se trouvent l'orateur grec Lysias, et l'historien Hérodote, qui, après avoir affranchi sa patrie, Halicarnasse, du joug d'un tyran, a craint la jalousie de ses concitoyens, et va vivre dans la nouvelle cité.

441.

(OL. LXXXIV, 4.)

Athènes. — Euripide, poète athénien, remporte le prix de la tragédie.

440.

(OL. LXXXV, 1.)

Grèce. — Insurrection de Samos

contre Athènes. — Le philosophe Mélissos dirige la défense contre les troupes athéniennes que commandent Périclès et le poète Sophocle. — Un décret, qui ne sera en vigueur que trois ans, interdit à Athènes la représentation de comédies.

437.

(OL. LXXXV, 4.)

Grèce. — Nouvelle colonie athénienne, sur les côtes de Thrace, à Amphipolis.

436.

(OL. LXXXVI, 1; R. 319.)

Athènes. — Le poète Cratinos remporte à Athènes le prix de la comédie. — Les arts et les lettres sont du siècle de Périclès l'âge le plus brillant de la Grèce. — Les trésors des alliés servent à la construction de magnifiques monuments à Athènes : le Parthénon, temple en l'honneur de Minerve, sur les dessins d'Ictinos et de Callicratès ; l'Odéon, consacré aux concours de musique, gymnase des arts ; les Propylées de la citadelle ou de l'acropole, ouvrage de cinq années, commencé par l'architecte Mnésiclès ; le temple d'Eleusis, commencé par Corèbos, continué par Métagénès. — L'architecte Callimaque est regardé comme l'inventeur de l'ordre corinthien. — L'or, l'airain, le marbre, l'ivoire, l'ébène, le bois de cèdre sont employés par les sculpteurs et les architectes. — Grands travaux de Phidias, sa statue colossale de Minerve dans le Parthénon, et son Jupiter à Olympie en Élide. — Le frère de Phidias Panénos, et Polygnote contribuent à orner le Pécile, à Athènes ; Polygnote traitait les sujets homériques pour décorer les murs des temples et des édifices publics. On doit à Polyclète de Sicyone, contemporain et émule de Phidias, la Junon d'Argos et le Canon (Κανών), statue modèle des belles formes humaines, qui est peut-être le même que le Doriphore ou porte-lance.

Rome. — Le général de la cava-

lerie, Cornélius Cossus, qui accompagne le dictateur nommé pour combattre les Véliens, tue leur chef Volumnius et, à l'exemple de Romulus, offre sur l'autel de Jupiter les dépouilles opimes.

435.

(OL. LXXXVI, 2.)

Grèce. — La guerre maritime engagée l'année précédente entre Corinthe et sa colonie Corcyre à l'occasion d'Épidamne, fondée par Corcyre sur la côte de l'Illyrie grecque, amènera la guerre du Péloponnèse.

433.

(OL. LXXXVI, 4.)

Grèce. — Athènes envoie des vaisseaux pour protéger Corcyre contre les Corinthiens.

432.

(OL. LXXXVII, 1.)

Athènes. — Attaques contre Périclès : le philosophe Anaxagore, revenu à Athènes, est accusé d'impiété; le sculpteur Phidias, la courtisane Aspasia, tous deux également chers à Périclès, sont mis en jugement. — Réforme astronomique de l'Athénien Méton : il est l'auteur de l'*ἑννιάκαιδεκάετηρος*, cycle de dix-neuf ans, qui doit faire concorder l'année lunaire avec l'année civile. Le cycle de Méton est nommé aujourd'hui nombre d'or.

Grèce. — La participation des vaisseaux athéniens au combat livré au printemps, près de l'île Sybota, entre la flotte corinthienne et les Corcyréens, est dénoncée comme une violation de la paix de trente ans par les députés de Corinthe, dans l'assemblée générale des Péloponnésiens convoquée à Sparte, l'automne suivant. — Plaintes des Mégariens qui ont été exclus de tous les ports de la ligue athénienne. — Dans la Chalcidique, Potidée, colonie corinthienne, mais ville sujette des Athéniens, s'est révoltée contre ces derniers.

431.

(OL. LXXXVII, 2; R. 324.)

Grèce. — Après l'assemblée des Grecs à Lacédémone, l'attaque dirigée par les Thébains, alliés de Sparte, contre Platée, alliée d'Athènes, commence la guerre du Péloponnèse, qui s'étendra successivement dans toutes les régions colonisées par les Grecs, Grèce proprement dite, Chalcidique, Sicile, Asie Mineure. Les peuples se partagent entre les deux grandes républiques rivales. — Première invasion de l'Attique par soixante mille Péloponnésiens. Ravages des Athéniens sur les côtes du Péloponnèse. — A Athènes, éloge funèbre des morts, par Périclès.

Rome. — Les fonctions de censeurs, créées d'abord pour cinq ans, sont réduites à dix-huit mois. Ces magistrats ne seront toujours élus que tous les cinq ans.

430.

(OL. LXXXVII, 3.)

Grèce. — Seconde invasion de l'Attique. — Prise de Potidée par les Athéniens, après un siège qui a coûté à la république deux mille talents. — Expédition de Périclès dans l'Argolide et la Laconie. — Périclès est condamné à une amende. — Peste d'Athènes. — Traditions contestables sur le séjour d'Hippocrate de Cos, le plus grand médecin de l'antiquité, dans cette ville, et sur les offres que lui aurait faites Artaxerxès. Hippocrate, âgé alors de trente ans, n'avait sans doute pas encore de réputation. Thucydide ne le nomme pas dans sa description de la peste d'Athènes.

429.

(OL. LXXXVIII, 1; R. 325.)

Athènes. — La mort de Périclès enlevé par la peste, après vingt-cinq ans d'une administration brillante, qui donnait à Athènes la gloire et la prospérité par les armes, par les beaux-arts et le commerce, laisse l'influence aux flatteurs du peuple qui lui apprendront à s'enivrer de

liberté et à courir au dehors les hasards de folles aventures.

Grèce. — Les Thébains et leurs alliés du Péloponnèse bloquent Platées. — Succès maritimes de l'Athénien Phormion dans le golfe de Corinthe. — Le roi des Odryses, Sitalcès, allié des Athéniens, envahit la Macédoine à la tête de cent cinquante mille hommes, sans grands résultats.

Rome. — Le dictateur romain, A. Tubertus, fait mettre à mort impitoyablement son propre fils, qui a combattu et vaincu les Volsques, sans son ordre. Rome seule a donné au monde de pareils exemples de discipline.

428.

(OL. LXXXVIII, 1.)

Grèce. — Troisième invasion des Péloponnésiens en Attique. — La révolte de Mitylène, dans l'île de Lesbos, menace d'entraîner la défection de tous les alliés maritimes d'Athènes. Ténédos dénonce à Athènes les projets de Mitylène qui est aussitôt asslégée par les Athéniens.

427.

(OL. LXXXVIII, 2.)

Grèce. — Les Léontins de Sicile envoient en ambassade à Athènes le sophiste Gorgias, pour solliciter des secours contre Syracuse. Une expédition athénienne de vingt galères est dirigée vers la Sicile.

Quatrième invasion de l'Attique par les Péloponnésiens. Athènes sur la proposition de Cléon châtie cruellement les révoltés de Mitylène. — Prise de Platées par les Péloponnésiens et les Thébains. Les deux cent vingt-cinq défenseurs de cette ville sont égorgés après un simulacre de jugement. Destruction de Platées, dont le territoire consacré par une victoire nationale, l'an 479, avait été mis sous la protection des dieux et de la Grèce entière. — Corcyre éprouve pendant deux ans toutes les horreurs de la guerre civile.

— Aristophane fait jouer sa pre-

mière comédie, *les Babyloniens*, où il maltraitait fort le démagogue Cléon. Elle est perdue. — Cessation de la peste à Athènes. Elle lui avait enlevé quatre mille trois cents hoplites et trois cents cavaliers. La peste n'était jamais entrée dans le Péloponnèse.

426.

(OL. LXXXVIII, 3.)

Grèce. — Purification de l'île de Délos par les Athéniens. — Brillants succès du général athénien Démosthène dans l'Acarnanie : sa victoire d'Olpées.

425.

(OL. LXXXVIII, 4.)

Grèce. — Les Péloponnésiens pour la cinquième fois envahissaient l'Attique lorsque la nouvelle de l'occupation de Pylos, sur la côte de Messénie, par Démosthène et la flotte athénienne, les fait revenir dans leur pays. — Affaire de Sphactérie, île en face de Pylos : les Lacédémoniens enfermés dans l'île tombent au pouvoir de l'Athénien Cléon, après soixante-douze jours d'attaque.

Perse. — Xerxès II succède à Artaxerxès et périt au bout de deux mois, sous le fer de Sogdien, son frère. Sogdien à son tour est immolé, sept mois après, par Darius Nothos, autre fils d'Artaxerxès Longue-Main, qui commence un règne de vingt ans.

Sicile. — Éruption du mont Etna.

424.

(OL. LXXXIX, 1.)

Grèce. — Les Athéniens qui ont déjà Pylos, sur la côte de Messénie, prennent l'île de Cythère, en face de la côte méridionale de la Laconie. — Mais le Spartiate Brasidas porte les hostilités en Thrace, où les Athéniens ont leurs plus importantes possessions. Se présentant aux Grecs comme le réparateur de toutes les iniquités commises par les Athéniens, Brasidas entraîne plusieurs villes : il prend Amphipolis que

Thucydide, général athénien, n'est pas venu protéger à temps. — Exil de Thucydide qui se voue à écrire l'histoire de cette guerre. — Les Athéniens s'emparent de Nisée, port de Mégare, mais ne réussissent pas dans leurs efforts pour s'assurer de la Béotie : bataille perdue par eux à Déliion. Socrate servait dans l'armée athénienne et sauva le jeune Xénophon, son élève, comme il avait déjà sauvé Alcibiade à Potidée.

Aristophane fait représenter *les Chévaliers*, comédie dirigée contre Cléon et où le poète joue lui-même le rôle du démagogue.

Siècle. — Pacification générale opérée par le Syracusain Hermocrates pour prévenir l'intervention des Athéniens dans les affaires de l'île.

423.

(OL. LXXXIX, 2.)

Athènes. — Influence croissante d'Alcibiade, fils de Clinias, neveu de Périclès et disciple de Socrate. — Aristophane, dans *les Nuées*, son chef-d'œuvre, met en scène et attaque Socrate, qu'il confond avec les sophistes. Il n'eut pas le prix, qui fut donné à deux de ses rivaux, dont l'un, le vieux Cratinos, mourut presque aussitôt.

Grèce. — Une trêve d'une année suspend à peine les hostilités entre les Athéniens et les Péloponnésiens. — Révolte de Scionée et de Mendée au sud de la Chalcidique contre Athènes. — Les Thébains détruisent les murs de Thespies, comme ils ont déjà détruit Platées.

422.

(OL. LXXXIX, 3.)

Athènes. — Le sophiste Protagoras vient à Athènes. — Aristophane donne à la scène *les Guêpes*, satire contre les juges et le système judiciaire des Athéniens. Racine l'a imitée dans ses *Plaideurs*.

Grèce. — Campagne de Cléon en Thrace contre Brasidas : un combat près d'Amphipolis coûte la vie aux deux généraux, les troupes spartiates sont victorieuses.

421.

(OL. LXXXIX, 4.)

Grèce. — Trêve conclue pour cinquante ans entre Athènes et les Péloponnésiens, ou paix de Nicias, bientôt suivie d'une alliance entre Sparte et Athènes, qui met en liberté les prisonniers de Sphactérie avant d'avoir reçu des Lacédémoniens Amphipolis.

420.

(OL. XC, 1 ; R. 323.)

Grèce. — Alcibiade, impatient de la paix, pousse Athènes à s'aller aux Argiens pour punir la mauvaise foi des Spartiates qui n'avaient pas restitué Amphipolis.

Rome. — La charge de questeurs du trésor, magistrats qui accompagnaient les consuls à l'armée, est rendue accessible aux plébéiens.

419.

(OL. XC, 2.)

Athènes. — La comédie d'Aristophane, *la Paix*, est une réclame politique du parti modéré à Athènes qui ne veut plus entendre parler de guerre.

Grèce. — Attaque des Argiens, à la sollicitation d'Alcibiade, contre Épidaure que Sparte secourt. Les Athéniens regardent ce secours donné par les Lacédémoniens à leurs alliés comme une rupture de la paix de Nicias.

418.

(OL. XC, 3.)

Grèce. — Bataille de Mantinée gagnée par les Lacédémoniens sur les Argiens, les Athéniens et leurs alliés du Péloponnèse. Cette victoire rétablit la réputation des armes de Sparte et sa prépondérance dans le Péloponnèse. — Paix et alliance entre Sparte et Argos.

417.

(OL. XC, 4.)

Grèce. — Les discordes d'Argos ne lui permettent pas de diriger la ligue des États secondaires, qui eût peut-être imposé la paix aux deux grandes cités, Sparte et Athènes.

416.

(OL. xci, 1).

Grèce. — Siège de Mélos, ancienne colonie dorienne, au sud-ouest des Cyclades, par les Athéniens. *Le Dialogue des Athéniens et des Méliens*, singulier formulaire du droit des gens, peint avec fidélité l'esprit d'iniquité et de rigueur inexplicable qui domine les événements de la guerre du Péloponnèse. L'humanité et la justice, dit l'orateur athénien que Thucydide fait parler, peuvent n'être comptées pour rien par ceux qui ont la force.

415.

(OL. xci, 2.)

Grèce et Sicile. — Alcibiade lance les Athéniens dans une entreprise lointaine que leur avait interdite Périclès, la guerre de Sicile. — Les secours promis à Égeste contre Sélinonte, à Léontion contre Syracuse, sont un prétexte pour tenter la conquête de l'île.

Au moment du départ de la flotte dont Alcibiade partage le commandement avec Lamachos et avec Nicias, qui était opposé au projet, la mutilation des Hermès ou statues de Mercure cause une profonde terreur dans la ville. Alcibiade accusé d'être l'auteur de cette impiété et de la violation des mystères d'Éleusis, ne peut obtenir d'être jugé avant le départ. Mais il est bientôt rappelé pour être mis en jugement. Il se sauve des mains de ceux qui doivent le ramener à Athènes, et va chercher un asile à Sparte. L'orateur Andocide est inculpé dans la même affaire.

414.

(OL. xci, 3; R. 241.)

Grèce et Sicile. — Sparte accuse les Athéniens de la violation de la trêve de cinquante ans, quand une flotte athénienne, chargée de protéger le parti démocratique à Argos, ravage les côtes de Laconie. — Les Syracusains, auxquels la lenteur des généraux d'Athènes Nicias et Lamachos a permis de se

mettre en état de défense, reçoivent à temps des secours de Lacédémone amenés par Gylippos.

Perse. — L'Égypte redevient indépendante pour soixante et dix ans.

Rome. — Violation de la discipline, et du respect sacré pour le serment militaire : le tribun consulaire Posthumius, ayant refusé à ses soldats le partage des terres conquises sur les Éques, est lapidé par eux. C'est un des rares exemples d'indiscipline donnés par les légions romaines.

413.

(OL. xci, 4).

Grèce et Sicile. — Les Lacédémoniens, habilement conseillés par le traître Alcibiade, font une invasion en Attique, sous la conduite d'Agis, fils d'Archidamos, qui fortifient la position de Décélle qui garde les passages montueux entre l'Attique et la Béotie. — Le général athénien Démosthène est envoyé au secours de Nicias. Après une double défaite sur terre et sur mer, les Athéniens font une désastreuse retraite, qui se termine par la destruction de l'armée, la mort des généraux et la captivité du petit nombre d'Athéniens qui survivent.

Macédoine. — Archélaos, descendant de l'antique Caranos, Héraclide d'Argos et fondateur de la dynastie macédonienne, commence un règne utile de quatorze ans : il élève des villes, ouvre des routes pour le commerce, se forme une cavalerie, amasse des armes, met le royaume sur un solide pied de guerre, en même temps qu'il encourage les arts de la paix.

412.

(OL. xcii, 1.)

Grèce et Perse. — Athènes perd ses alliés d'Asie. Défection de Lesbos, de Chios, d'Erythrée, de Milet, de Rhodes. Alliance des Lacédémoniens et des Perses contre Athènes, par l'intermédiaire d'Alcibiade. — L'urgence du péril oblige les Athéniens de toucher à une réserve de

mille talents qui étaient comme la dernière ressource de l'État.

411.

(OL. XCII, 2.)

Athènes. — Au milieu des malheurs publics, la faction oligarchique change le gouvernement et fait passer toute l'autorité aux mains de quatre cents citoyens. Les quatre cents se rendent indignes du pouvoir par leurs honteuses négociations avec Sparte; ils ne le gardent que quatre mois. — Révolte de l'Eubée contre Athènes. — L'armée athénienne qui stationne à Samos rend le commandement à Alcibiade dont le rappel est prononcé peu de temps après à Athènes même. — Victoire des Athéniens à Sestos.

Le récit de l'histoire de la guerre du Péloponnèse ne dépasse pas, dans Thucydide, l'année 411, au delà de laquelle continuent Xénophon et Théopompe.

410.

(OL. XCII, 3.)

Grèce. — Alcibiade va combattre près de Cyzique, en vue de la côte asiatique de la Propontide, le chef de la flotte lacédémonienne Mindaros, qui est vaincu et tué. — Sparte fait des ouvertures de paix.

409.

(OL. XCII, 4.)

Grèce. — Les Mégariens rentrent dans Nisée, Sparte dans Pylos, l'Athénien Thrasyllé échoue contre Éphèse.

Sicile. — Le Carthaginois Annibal débarque en Sicile avec cent mille hommes; il prendra Sélinonte et Himéra; son successeur Himilcon s'emparera d'Agrigente.

408.

(OL. XCIII, 1.)

Grèce. — Alcibiade conduit la flotte athénienne à l'attaque de Sélymbrie et de Byzance, qui sont remplacées sous le joug. — Ambassade d'Athènes au grand roi.

407.

(OL. XCIII, 2.)

Grèce et Perse. — Cyrus est envoyé par son père Darius II Nothos pour prendre le commandement des contrées maritimes de l'Asie Mineure; il fournit des secours aux Spartiates contre les Athéniens pour mettre au plus vite un terme à cette guerre, que ses prédécesseurs s'efforçaient au contraire de prolonger.

Après ses succès dans la Propontide, Alcibiade rentre à Athènes. Il protège avec son armée la procession qui va d'Athènes à Éleusis. — Son lieutenant Antiochos ayant été vaincu, dans les parages d'Éphèse, par le nouveau chef de la flotte lacédémonienne Lysandre, Alcibiade est encore une fois privé du commandement. Dix généraux sont mis à la tête des forces athéniennes. Le Spartiate Callicratidas, très-honnête mais bien moins habile que Lysandre, succède à ce dernier.

Rhodes. — L'importance politique et commerciale répartie comme la population entre les villes de lalysos, de Lindos et de Camiros, se concentre dans une ville nouvelle qui reçoit le nom de Rhodes. La nouvelle ville efface les trois anciennes cités.

406.

(OL. XCIII, 3 ; R. 349.)

Athènes. — Callicratidas perd la bataille navale des îles Arginuses, au sud de l'île de Lesbos. Les généraux athéniens vainqueurs sont mis en jugement pour n'avoir pas recueilli les morts et sauvé les équipages des galères désarmées. Ils sont condamnés malgré Socrate. Des dix généraux, six, présents à Athènes, subissent la sentence capitale.

Rome. — Occupation par les Romains d'Anxur, riche cité à l'extrémité des marais Pontins, au sud du pays des Volques.

Sicile. — Profitant de l'agitation causée par les invasions des Carthaginois, qui enlèvent de vive force la ville d'Agrigente, Denys l'Ancien,

aidé par Phillistos, futur historien de la Sicile, s'empare de la tyrannie à Syracuse.

403.

(OL. xciii, 4; R. 380.)

Grèce. — Les Péloponnésiens, commandés par Lysandre, surprennent la flotte athénienne à Égos-Potamos, en vue de la Chersonèse de Thrace, dans l'Hellespont. Conon s'échappe seul avec huit galères et s'ensuit en Cypre auprès d'Evagoras. Trois mille prisonniers athéniens sont froidement égorgés.

Perse. — Mort de Darius II. Avènement d'Artaxerxès Mnémon, frère aîné de Cyrus qui commande en Asie Mineure.

Rome. — Établissement de la solde, d'abord pour l'infanterie, bientôt aussi pour les cavaliers. — Jusque-là l'obligation du service militaire gratuit était pour la masse du peuple une aggravation de misère, et rendait impossibles les campagnes lointaines et de longue durée.

Commencement du siège de Véies, grande cité étrusque, à quinze milles au nord-est de Rome. — C'est la plus grande entreprise que les Romains aient encore formée. Pour la première fois les hostilités seront continuées pendant l'hiver; le siège durera dix ans.

Sicile. — L'armée carthaginoise qui marchait sur Syracuse est décimée par la peste.

404.

(OL. xciv, 1.)

Grèce. — Athènes, enveloppée du côté de la terre par l'armée péloponnésienne et bloquée par la flotte victorieuse, tombe, après une héroïque résistance, au pouvoir de Lysandre. Ses murs sont renversés, les fortifications du Pirée démolicées. Plusieurs peuples grecs saluent le jour de sa ruine comme l'aurore de la liberté, selon l'expression de l'Athénien Xénophon, admirateur passionné du gouvernement aristocratique de Sparte. — L'administration des

Trente, imposée par les vainqueurs, tient Athènes huit mois dans l'effroi et les sang. Les Lacédémoniens, ou plutôt le jeune Cyrus, font tuer Alcibiade, âgé seulement de quarante-six ans. Les principaux orateurs d'Athènes, Lysias, Andocide, sont exilés. Thrasybule, avec quelques Athéniens fugitifs, prend possession de Phylé et bientôt du Pirée. Bataille de Munychie, où les soldats des Trente sont vaincus. — Aucun État grec ne peut contester à Lacédémone la suprématie. Elle établit partout à son image des gouvernements aristocratiques, sur lesquels Lysandre espère étendre son influence personnelle. Tyrannie des harmostes lacédémoniens dans toutes les villes.

Sicile. — Fin de la première guerre de Denys l'Ancien contre les Carthaginois. — Traité de paix : Carthage garde Sélinonte, Agrigente et Himéra; Géla et Camarine lui payent tribut. — Denys est reconnu comme tyran de Syracuse.

403.

(OL. xciv, 3.)

Athènes. — Les Trente sont remplacés par les Dix que Thrasybule oblige bientôt à se retirer. — Il rétablit un gouvernement national : décret d'amnistie; rappel des bannis; retour de l'historien Thucydide, des orateurs Andocide et Lysias; rétablissement de la constitution de Solon. Mais Athènes est sans armée, sans flotte, sans trésor.

Sicile. — Denys, qui veut soumettre toute la partie orientale de l'île à Syracuse, transporte dans cette ville les Léontins.

404.

(OL. xciv, 4.)

Athènes. — La tragédie de Sophocle : *OEdipe à Colone*, est mise à la scène par son neveu.

Grèce et Perse. — Expédition du jeune Cyrus avec des auxiliaires grecs, contre le roi Artaxerxès, son frère, qu'il veut détrôner. Elle sera racontée par l'Athénien Xénophon

qui y prend part. Depuis Sardes, qui est le rendez-vous de l'armée grecque, marche rapide à travers l'Asie Mineure et au delà de l'Euphrate, pour livrer en automne le combat de Cunaxa, près de Babylone. Cyrus est tué. Pénible et héroïque retraite des dix mille Grecs, constamment harcelés par les Perses au milieu de pays inconnus. Ils remontent le bassin du Tigre, font de longs circuits dans les montagnes de l'Arménie et arrivent enfin au Pont-Euxin, au nord-est de l'Asie Mineure.

Lacédémone. — Le roi Agis combat les Éléens qui n'acceptaient pas la suprématie lacédémonienne.

400.

(OL. xcv, 1.)

Grèce et Perse. — Les Grecs de l'expédition de Cyrus, après avoir côtoyé le Pont-Euxin, quittent la terre d'Asie à Chrysopolis, en face de Byzance ; ils passent le Bosphore et, pendant deux mois, servent comme mercenaires le prince thrace Seuthès.

IV^e SIÈCLE AVANT J. C.

APERÇU GÉNÉRAL.

Cette époque est dans l'antiquité l'une de celles où les philosophes se sont le plus occupés des principes de l'organisation sociale.

Beaucoup de talents, nés dans le siècle de Périclès, se développèrent dans celui d'Alexandre. Il suffit de nommer parmi les orateurs, Eschine et Démosthène ; parmi les historiens, Xénophon, habile guerrier dans l'autre siècle, écrivain distingué dans celui-ci ; parmi les philosophes, Cébès, Platon, Théophraste, surtout Aristote, vaste génie dont les analyses profondes méritaient d'être mieux écrites ; Épicure, dont la morale, plus rigoureuse qu'on ne l'a cru, ne dispensait en effet d'aucun des devoirs que la nature et la société prescrivent ; le sceptique Pyrrhon ; Zénon, le chef des stoïciens. L'aveugle sort, qui distribue les réputations, en a fait une aussi à Diogène le cynique, qui n'est pourtant connu que par quelques saillies, presque toutes grossières. La gloire des arts, que des architectes et des sculpteurs avaient donnée au siècle de Périclès, ne manque pas, grâce aux peintres, au siècle d'Alexandre.

Dans la carrière politique, au milieu des nouvelles guerres entre les cités grecques, Agésilas soutient l'honneur de Sparte. Un Thébain, le héros de Leuctres et de Mantinée, le vertueux Épaminondas, est le plus grand des hommes publics de cette époque. Sa haute et solide gloire domine toutes les gloires contemporaines, sans en excepter assurément celle du Macédonien Philippe, ni peut-être

même celle de son fils Alexandre, qui fondent leur domination sur les ruines de l'indépendance hellénique et de la puissance des Perses. Alexandre lègue au monde ravagé les sanglantes discordes de ses successeurs.

Les deux Denys, à Syracuse, laissent comme tyrans une mémoire odieuse.

Rome offrait aux peuples libres d'honorables exemples : la prise de la ville par le brenn, ou chef des Gaulois, et une longue guerre contre les Samnites, interrompaient les dissensions intestines et préparaient les Romains par l'exercice des vertus héroïques à l'empire de la terre. Des Camille et des Fabius, en de courtes dictatures, rendaient des services immortels et n'en cherchaient d'autres récompenses qu'une prompte et tranquille retraite, au sein de leurs agrestes foyers. Le partage, librement consenti, de toutes les magistratures, réconciliait les deux ordres du peuple et des patriciens, qui reconnaissaient une même patrie dans la communauté de dangers et de gloire.

La plèbe prétend déjà aux honneurs de la cité. Mais les temps ne sont pas venus encore pour elle de se livrer sans frein aux excès que se permet alors la démagogie athénienne.

CHRONOLOGIE.

399.

(Ol. xcv, 2.)

Athènes. — Socrate, après un jugement public, est condamné à boire la ciguë. Grandeur de ses derniers moments. Son disciple Platon quitte Athènes pour quatre ans, il n'y reviendra qu'après avoir visité l'Italie, Cyrène et l'Égypte.

Grèce. — L'Élide est forcée de laisser libres la Triphylie et la Pisatide et de subir l'alliance de Lacédémone.

Grèce et Perse. — Prévenant la vengeance du roi de Perse, qu'ils ont irrité par leur alliance avec Cyrus, les Spartiates prennent l'offensive en Asie Mineure contre les satrapes Tissapherne et Pharnabaze. Expédition sous la conduite de Thymbron, qui reçoit à sa solde les restes des dix mille Grecs ; puis sous celle de

Dercyllidas, digne élève de Lysandre par son génie artificieux.

Lacédémone. — Mort du roi Agis ; avènement de son frère Agésilas, à l'exclusion de son fils, par l'influence de Lysandre. Conjuration de Cinadon contre la constitution, punie cruellement par les éphores, qui ont peu à peu usurpé un pouvoir presque absolu.

398.

(Ol. xcv, 2.)

Grèce et Perse. — Trêve de Dercyllidas avec le satrape d'Éolie Pharnabaze. Il protège les Grecs de la Chersonèse de Thrace par la construction de murailles qui s'étendent d'une mer à l'autre.

L'Histoire des Perses, de Ctésias, médecin d'Artaxerxès Mnémon, Grec de Cnide, s'arrête à l'année 398.

397.

(OL. xcv, 4.)

Grèce et Perse. — Dercyllidas envahit la Carie, au sud de la satrapie de Tissapherne. Il rencontre dans les plaines du Méandre l'armée de Tissapherne et de Pharnabaze, et signe une trêve avec eux.

Judée. — A Jérusalem, deux frères se disputent à main armée la souveraine sacrificature, la plus haute fonction nationale chez un peuple qui n'a pas d'existence politique indépendante.

Sicile. — Première tentative de Denys sur la Grande-Grèce.

396.

(OL. xcvi, 1 ; R. 239.)

Grèce et Perse. — Le roi lacédémonien Agésilas part de l'Aulide, sur la côte de Béotie (comme autrefois les princes grecs confédérés contre Troie), pour faire activement la guerre en Asie. Il est accompagné d'abord de Lysandre qu'il éconduit bientôt et renvoie en Grèce. Il ravage ensuite la Phrygie et emploie l'hiver en préparatifs militaires. Ephèse est comme un vaste atelier de guerre; organisation d'une cavalerie grecque, etc.

Rome. — Véies est prise par Camille, dictateur; il entre en triomphe à Rome sur un char traîné par quatre chevaux blancs. La soumission d'une partie de l'Étrurie porte la frontière romaine, au nord-ouest, jusqu'à la forêt Ciminienne.

Sicile. — Seconde guerre de Denys, tyran de Syracuse, contre les Carthaginois.

395.

(OL. xcvi, 2.)

Grèce et Perse. — Agésilas déconcerte par ses marches rapides Tissapherne et bat son armée dans la plaine de Sardes. Tissapherne, soupçonné de trahison par le roi, est mis à mort. Tithrauste, son meurtrier et son successeur, envoie en Europe Timocrate, le Rhodien, pour

soudoyer avec l'or de la Perse une ligue contre Sparte. Cependant Agésilas pénètre dans la Phrygie et la Paphlagonie.

Grèce. — Athènes et Argos, ennemies de Sparte, mettent la Grèce en mouvement pour détruire la suprématie lacédémonienne. Traité entre Thèbes et Athènes. — Lysandre, qui méditait de grands desseins, se fait envoyer pour soutenir les Locriens en guerre contre les Phociens; il est vaincu et tué à Haliarte. Le roi Pausanias, rendu responsable de ce malheur, est banni de Sparte.

394.

(OL. xcvi, 3.)

Argos, Athènes, Lacédémone et Perse. — Sparte est forcée, pour se défendre, de rappeler le roi Agésilas. La conquête de l'Asie est ajournée. Agésilas revient par la Thrace; à Amphipolis, il apprend le combat gagné par les Spartiates sur les confédérés, à Némée, un peu au sud de Corinthe. Mais en Béotie la nouvelle lui arrive d'une grande défaite maritime essuyée par les Spartiates près de Cnide, à la côte sud-ouest d'Asie Mineure, où Conon l'Athénien et Pharnabaze, satrape perse, commandaient la flotte du grand roi. — Bataille, sans résultat, entre Agésilas et les confédérés, en Béotie à Coronée.

L'histoire de Théopompe, continuateur de Thucydide, s'arrête à la bataille de Cnide, et n'embrasse ainsi que dix-sept ans de l'histoire grecque.

Sicile. — Denys de Syracuse attaque les villes grecques de l'Italie.

393.

(OL. xcvi, 4.)

Athènes. — L'argent des Perses et les bras des Grecs, autrefois conjurés contre Athènes, aident Conon à reconstruire les longues murailles d'Athènes à la mer, et à fortifier le Pirée. — Aristophane fait jouer sa comédie intitulée l'Assemblée des

Femmes, où les femmes athéniennes somment leurs maris de rendre enfin la paix à la Grèce. Un décret de 404 ayant défendu aux poètes comiques de traduire des personnages réels sur la scène, la vieille comédie renonce à la parabase, partie de la pièce qui avait plus que toutes les autres le caractère d'une satire politique personnelle.

Corinthe, Lacédémone, etc. — Affreux excès de la démagogie à Corinthe, pendant la guerre entre les Spartiates.

Tous les efforts des deux partis belligérants semblent concentrés autour de l'isthme. Corinthe et son port de Cenchrées sont la place d'armes et l'arsenal des ennemis de Sparte. Les Spartiates sont postés au port corinthien de Léchéon et à Sicyône.

392.

(OL. xcvii, 1.)

Athènes, Lacédémone, etc. — L'habileté stratégique d'Iphicrate, général athénien, fait avorter tous les projets d'Agésilas contre Athènes et les villes alliées.

Grèce et Perse. — Conon, depuis la résurrection maritime d'Athènes, à laquelle ont cependant contribué les Perses, fait ombrage au roi; il est chargé de fers par Tiribaze, lieutenant d'Artaxerxès. Il meurt peu après de maladie dans l'île de Chypre.

Macédoine. — Impuissance du roi Amyntas II contre les Illyriens et contre les Grecs d'Olynthe, ville commerçante de la Chalcidique.

Sicile. — La seconde guerre de Denys contre Carthage se termine par l'acquisition de Tauroménion pour le tyran de Syracuse.

391.

(OL. xcvi, 2.)

Athènes. — L'orateur athénien Andocide ayant engagé ses concitoyens à se réconcilier avec Lacédémone, est condamné à l'exil.

390.

(OL. xcvi, 3 ; R. 365.)

Argos, Athènes, Lacédémone. — Le roi Agésipolis attaque sans succès les Argiens, alliés d'Athènes. Thrasybule, commandant de la flotte athénienne, meurt en aventurier sur les côtes de l'Asie Mineure.

Athènes. — Aristophane fait jouer sa dernière comédie, *Plutus*, qu'il avait déjà donnée, mais sans succès, en 409.

Rome et Gaulois. — Pendant que Camille, frappé d'une sentence d'exil, est retiré à Ardée chez les Volques, trente mille Gaulois Sénons quittent le sud-est de la Gaule cisalpine, entrent en Étrurie du côté de Clusium, et bientôt, en suivant le Tibre jusqu'à la rivière Allia, rencontrent et dispersent une armée romaine. — Prise de Rome; elle est sacagée par le fer et par le feu. Meurtre des vieux sénateurs. La forteresse du Capitole se défend sept mois. Courage de Cominius et de Manlius.

389.

(OL. xcvi, 4 ; R. 366.)

Athènes. — Utile campagne maritime et continentale d'Iphicrate, dans l'Hellespont.

Rome. — Les Gaulois ne s'éloignent qu'en emportant la rançon du Capitole. Camille, rappelé et nommé dictateur, se met à la poursuite des barbares. Ils connaissent maintenant la route du Latium; en quarante-cinq ans ils renouvelleront cinq fois leurs invasions. — Sous les ruines faites par l'incendie on retrouve le bâton augural de Romulus, les Douze Tables, des fragments des lois royales et quelques traités. Reconstruction de la ville au hasard et sans plan. — Tous les peuples soumis se révoltent : l'œuvre de la conquête romaine, encore peu considérable, il est vrai, est à recommencer comme après l'expulsion des rois. — Rien n'est changé à la constitution.

Sicile. — Le séjour du philosophe

Platon à Syracuse semble un hommage rendu à la puissance et à l'administration brillante de Denys.

388.

(OL. XXVIII, 1.)

Athènes, Lacédémone, Perse. — Antalcidas commande les flottes de Sparte dans les mers de l'Asie Mineure. Une armée athénienne avec Chabrias va soutenir Évagoras, roi de Salamine en Cypre, contre le roi de Perse.

387.

(OL. XXVIII, 2.)

Athènes, Lacédémone et Perse. — Le traité de paix qu'Antalcidas, général lacédémonien, obtient du lieutenant d'Artaxerxès et que Sparte imposera aux Grecs, livre les villes grecques de l'Asie à la domination des Perses, et en proclamant l'indépendance de chaque cité de la Grèce, grande ou petite, laisse la Grèce à la merci de Sparte. Le roi de Salamine, Évagoras, n'est pas compris dans le traité.

Grèce. — Guerre de Sparte avec Mantinée qui n'a pas renoncé à la suprématie sur les villes d'Arcadie.

Stelle. — Denys s'empare de Rhégion après onze mois de siège.

386.

(OL. XXVIII, 3.)

Lacédémone et Thèbes. — En vertu du traité d'Antalcidas, les Thébains sont sommés de rendre l'indépendance à Platées. Les menaces d'Agésilas qui approche avec une armée font exécuter le traité.

Perse. — Artaxerxès veut recouvrer l'Égypte sur le roi Acoris.

385.

(OL. XXVIII, 4.)

Lacédémone. — Excès des Spartiates; ils oppriment Mantinée: les habitants de cette ville sont dispersés dans quatre bourgades.

384.

(OL. XXIX, 1.)

Grèce. — Naissance d'Aristote à Stagire, colonie grecque dans la Chalcidique.

383.

(OL. XXIX, 2; R. 372.)

Lacédémone. — Intervention des Spartiates à Philonte.

Rome. — Manlius Capitolinus, un des défenseurs du Capitole contre les Gaulois, soupçonné d'aspirer à la tyrannie en cherchant la popularité, est jugé et condamné à mort.

Stelle. — Denys, d'abord vainqueur, est vaincu par les Carthaginois. Le fleuve Halycos devient la limite des deux États.

382.

(OL. XXIX, 3.)

Athènes. — Naissance de Démosthène.

Lacédémone, Olynthe et Thèbes. — Première entreprise des Spartiates contre Olynthe qui domine sur les villes grecques de la Chalcidique et menace la Macédoine. Les Spartiates sont aidés par le roi de Macédoine Amyntas II. — Phébidas qui conduisait des troupes vers la Thrace, enlève par surprise la Cadmée de Thèbes: les Spartiates la gardent deux ans.

381.

(OL. XXIX, 4.)

Lacédémone et Olynthe. — Seconde campagne de Téléutias, frère du roi de Sparte Agésilas, contre Olynthe; il est tué.

380.

(OL. C, 1.)

Lacédémone, Olynthe. — Troisième campagne des Spartiates contre Olynthe; mort du roi Agésipolis. — Siège de Philonte par les Spartiates.

Perse. — Évagoras, dans l'île de Cypre, résiste encore quatre ans aux Perses.

379.

(Ol. c, 2.)

Lacédémone, Olynthe et Thèbes. — Le général spartiate Polybiade force enfin Olynthe à demander la paix. — Philonte, à l'entrée de l'Achale, assiégée vingt mois par les Spartiates, se livre à leur merci. — Mais la Cadmée est reprise par les exilés thébains. — L'orateur Céphalos fait décréter par les Athéniens un envoi de secours à Thèbes redevenue libre. — La guerre commence aussitôt entre Thèbes et Lacédémone. — La fortune de Thèbes sera entre les mains de Pélopidas et d'Épaminondas.

378.

(Ol. c, 3.)

Athènes, Lacédémone, Thèbes. — Expéditions de Cléombrote puis d'Agésilas, en Béotie. Les Spartiates feront ainsi pendant plusieurs années des incursions dans cette contrée; les armées thébaines, en défendant leur territoire, apprendront à combattre et à vaincre. — Tentative du Spartiate Sphodrias sur le Pirée. Athènes, indignée de cette perfidie, déclare la guerre à Sparte et donne une nouvelle impulsion à sa marine.

377.

(Ol. c, 4.)

Lacédémone et Thèbes. — Seconde expédition d'Agésilas en Béotie. — Formation à Thèbes du bataillon sacré.

Perse. — L'Athénien Iphicrate est chargé de diriger les opérations de l'armée persique contre l'Égypte.

376.

(Ol. ci, 1 ; R. 379.)

Athènes et Lacédémone. — Victoire de l'Athénien Chabrias à Naxos sur la flotte lacédémonienne. Expédition de Timothée à l'ouest du Péloponnèse.

Perse. — Évagoras de Cypré fait enfin la paix avec le grand roi.

Rome. — Les tribuns C. Licinius

Stolon et L. Sextius présentent trois propositions inséparables : 1^o loi consulaire : un des consuls sera toujours plébéien ; 2^o loi agraire : aucun citoyen ne pourra posséder plus de cinq cents *jugera* (126 hectares 42 ares) du domaine public, ni envoyer dans les pâturages de l'État plus de cent têtes de gros bétail et plus de cinq cents de petit. L'excédant des cinq cents *jugera* servira à donner des possessions aux pauvres. Un droit sera acquitté pour la jouissance du domaine public et des pâturages ; 3^o loi sur les dettes : les intérêts payés seront déduits du capital de la dette, trois années seront laissées pour le remboursement du reste. — Dix années de débats pleins de passion et de violence avant l'acceptation de ces lois.

375.

(Ol. ci, 2.)

Athènes. — Eubulos, poète comique dans le genre de la comédie moyenne.

Lacédémone et Thèbes. — A la rencontre de Tégryre en Béotie, le bataillon sacré des Thébains décide la victoire sur les Spartiates.

374.

(Ol. ci, 3.)

Athènes, Lacédémone et Thèbes. — Expédition du roi Cléombrote en Béotie. — Les Thébains détruisent Platées de fond en comble. — Les Athéniens, jaloux du développement de la puissance thébaine, envoient des députés à Sparte et font cesser la guerre maritime que leur général Timothée dirigeait du côté de Leucade et de Corcyre. Au retour, Timothée s'arrête dans l'île de Zacynthe qui est en face du Péloponnèse, pour y établir les bannis : c'est une nouvelle cause de guerre entre les Athéniens et les Spartiates.

Thessalie. — Le tyran Jason tout-puissant en Thessalie, avec une armée de mercenaires disciplinés, surveille, sans y prendre part, les événements de la Grèce. Il contrain

Polydamas à lui livrer la ville importante de Pharsale.

373.

(OL. CI, 4.)

Achaïe. — Un tremblement de terre engloutit les villes d'Hélèce et de Boura.

Athènes et Lacédémone. — Les flottes lacédémoniennes ont à combattre dans les parages de Corcyre Iphicrate, auquel sont associés bientôt Callistrate et Chabrias. — Timothée, malheureux dans la dernière campagne, est traduit en jugement devant le peuple d'Athènes par Callistrate et Iphicrate.

371.

(OL. CII, 2.)

Athènes, Lacédémone et Thèbes. — Une assemblée de tous les peuples grecs est convoquée à Sparte pour décider de la paix. Les Spartiates, qui dominent dans le Péloponnèse, ne veulent pas reconnaître à Thèbes la suprématie dans la Béotie : la guerre est solennellement engagée entre les deux États. — Épaminondas et Pélopidas battent et tuent le roi Cléombrote sur le territoire de Leuctres, en Béotie. Ferme attitude de Sparte, malgré cette défaite désastreuse. Elle est mise en état de défense par Agésilas. — Médiation de Jason. — Dépit d'Athènes qui se déclarera pour les Spartiates. — Reconstruction de Mantinée. Organisation nouvelle de l'Arcadie ; Mégalopolis, fondée sous l'influence des Thébains, devient un centre pour les populations dispersées de cette région.

370.

(OL. CII, 2.)

Lacédémone. — Expédition d'Agésilas en Arcadie, pour relever le courage abattu des Spartiates.

Thessalie. — Jason qui avait étendu son influence sur une partie de la Macédoine, de l'Illyrie, de l'Épire, et dont la puissance était une menace pour la Grèce même, meurt assassiné.

369.

(OL. CII, 4.)

Lacédémone et Thèbes. — Les Thébains pour la première fois envahissent la Laconie et la ravagent. Le roi Agésilas sauve Sparte de l'attaque des ennemis et d'une conspiration. Épaminondas rappelle les Messéniens et fonde la ville de Messène sur le mont Ithome. — Accusation à Thèbes contre Épaminondas et Pélopidas qui ont conservé le commandement au delà du terme fixé ; ils sont acquittés.

Stelle. — Denys réconcilie Sparte et Athènes.

Thessalie. — Alexandre de Phères s'empare de la tyrannie. Les Aleuades, chefs de l'aristocratie, vont demander protection au roi de Macédoine Alexandre II, fils aîné et successeur d'Amintas II.

368.

(OL. CIII, 1.)

Lacédémone, Thèbes et Thessalie. — Courte apparition des Thébains dans le Péloponnèse. — Denys, tyran de Syracuse, envoie des secours aux Spartiates. — Pélopidas va défendre l'indépendance des Thessaliens contre le tyran Alexandre de Phères, qui le bat et le retient quelque temps prisonnier : il sera délivré par l'habileté d'Épaminondas, qui, servant comme simple soldat dans l'armée thébaine, sera mis par les troupes à leur tête. — Destruction d'Orchomène par les Thébains.

Perse. — Le grand roi, qui a besoin de mercenaires grecs, fait inviter par le satrape Ariobarzane les Grecs à la paix.

Stelle. — Denys de Syracuse enlève aux Carthaginois Sélinonte, Entelle et Éryx. Il meurt. Son fils Denys le Jeune lui succède.

367.

(OL. CIII, 2 ; R. 368.)

Lacédémone. — Les Péloponnésiens essayent de lutter seuls, sans

le concours des Thébains, contre les Spartiates. Le roi Archidamos gagne sur eux, en Arcadie, à Midée, la victoire *sans larmes*.

Macédoine. — Après la mort violente du jeune roi Alexandre II, ses deux frères, Perdikkas III et Philippe II, sont placés, par leur mère Eurydice, sous la protection de l'Athénien Iphicrate, et peut-être du Thébain Pélopidas, qui emmène à Thèbes le plus jeune, Philippe. — Philippe passera trois ans chez les Grecs.

Perse. — Ambassadeurs grecs à Suses.

Rome. — Vingt-trois ans après la prise de Rome, une invasion de Gaulois ramène ces barbares jusqu'au sud de la ville, près d'Albe. Camille, dictateur, doit la victoire à d'heureuses innovations dans l'armure romaine.

366.

(Ol. ciii, 3; R. 399.)

Lacédémone et Thèbes. — Expédition d'Épaminondas en Achaïe, pour unir le peuple achéen aux Arcadiens et aux autres alliés du Péloponnèse, contre Sparte.

Rome. — Camille, dictateur s'interpose pour la réconciliation des patriciens et des plébéiens. Les lois liciniennes sont acceptées par le sénat. Un des tribuns, Sextilius, est le premier consul plébéien. La loi agraire, la plus utile au peuple, est dès le principe mal observée.

365.

(Ol. ciii, 4; R. 399.)

Grèce. — Guerre entre l'Arcadie et l'Élide.

Rome. — La puissance et la dignité du consulat cédée aux plébéiens, sont diminuées par la création de deux nouvelles charges curules patriciennes. 1^o La préture, pour l'administration de la justice, qui exige la connaissance des formules mystérieuses de la procédure. 2^o L'édilité (curule) pour une partie de la po-

lice urbaine, laissée tout entière jusque-là aux édiles plébéiens, et pour la célébration de fêtes qui entraînaient à de grandes dépenses.

364.

(Ol. civ, 1 R. 394.)

Grèce. — Bataille d'Olympie entre les Éléens et les Arcadiens; troubles en Arcadie.

Rome. — A l'occasion de la peste qui vient d'enlever Camille, un dictateur, Manlius, est nommé à Rome pour enfoncer le clou sacré dans le temple de Jupiter. Acteurs étrusques admis à Rome; ils dansaient au son de la flûte. Manlius, après la cérémonie, refusant d'abdiquer, est appelé en jugement par un tribun. — Le peuple s'attribue le droit de choisir une partie des tribuns législatives, qui étaient jusque-là à la nomination des consuls.

Thèbes. — Une éclipse de soleil trouble les soldats de Pélopidas dans le combat livré près de Cynoscéphales au tyran Alexandre de Phères. — Mort de Pélopidas.

363.

(Ol. civ, 2.)

Sicile. — L'histoire sicilienne de Philistos s'arrête à la cinquième année du règne de Denys le Jeune.

362.

(Ol. civ, 3.)

Grèce. — Quatrième expédition d'Épaminondas dans le Péloponnèse, où l'appelle une faction sacrilège de l'Arcadie. Il tente un coup de main sur Sparte, que sauve encore Agésilas. La victoire de Mantinée, en Arcadie, lui coûte la vie; avec lui finit la puissance thébaine. — L'histoire de Xénophon, *les Helléniques*, s'arrête à la mort d'Épaminondas. — L'orateur athénien Eschine, âgé de vingt-sept ans, assistait à la bataille de Mantinée.

Perse. — Dans la révolte des satrapes de l'Asie Mineure contre Artaxerxès, Ariobarzane, gouverneur

de Lydie, d'Ionie et de Phrygie, descendant d'un des sept seigneurs perses qui renversèrent les mages en 521, et de qui sont issus les rois de Pont, soutient Thyus de Paphlagonie contre Datame, qui est fidèle au grand roi. Quand Datame se révolte à son tour, Ariobarzane devient son allié.

361.

(OL. cv, 4.)

Grèce. — Un traité de paix, commun à tous les Grecs, est consenti par les Spartiates, qui ne voulaient pas d'abord y laisser comprendre les Messéniens. — Naissance du grand sculpteur Praxitèle ?

Lacédémone, Perse. — Nectanébo, chef national des Égyptiens, a recours, contre les Perses, au vieux roi de Sparte Agésilas, qui, malgré ses quatre-vingts ans, est encore plein d'ardeur pour la guerre. Quand Agésilas, après la campagne, veut quitter l'Égypte, il meurt en aventurier sur les côtes de Libye. Son fils Archidamos lui succède dans la royauté à Sparte.

Sicile. — Le philosophe Platon vient pour la troisième fois en Sicile, avec le désir de réconcilier Denys le Jeune et Dion, philosophe, dont le tyran n'écoutait plus les conseils. Après un séjour inutile de douze à quinze mois, il retournera en Grèce.

360.

(OL. cv, 1 ; R. 366.)

Athènes et Thrace. — Olynthe empêche les Athéniens de rentrer à Amphipolis. Défaite du général athénien Charidème. Timothée est envoyé vers Amphipolis, où il échoue. — La mort du roi de Thrace, Cotys, livre ce pays à l'influence athénienne.

Grèce. — Pamphyle de Macédoine, grand peintre lui-même, forme le plus célèbre des peintres grecs, Apelle, né dans l'île de Cos.

Un Grec d'Asie, Eudoxe de Chide, ami et compagnon de voyage de Platon, auteur d'un voyage autour

du monde, ou *Itinéraire universel*, dont il ne reste que quelques citations, a entrepris d'assujettir la géographie à des observations astronomiques. Il a donné à l'année trois cent soixante-cinq jours un quart.

Rome. — Les Gaulois qui sont venus camper près de l'Anio, un peu à l'est de Rome, ne sont pas arrêtés par l'exploit du tribun légionnaire, Manlius Torquatus. Ils reviennent souvent à leurs stations de l'Algidé et du mont Albain.

359.

(OL. cv, 2.)

Macédoine. — Philippe, âgé de vingt-trois ans, devient roi des Macédoniens. Il bat le prétendant Argée à Méthone en Piérie, fait décréter l'indépendance d'Amphipolis pour la soustraire à l'influence athénienne, conclut la paix avec Athènes, attaque les Péoniens au nord de la Macédoine, et repousse les Illyriens. — Le Grec Théopompe commence son *Histoire* avec le règne de Philippe. Il consacrait trois livres à la Sicile, depuis le commencement de Denys l'Ancien.

Thessalie. — Mort d'Alexandre de Phères : d'autres tyrans s'élèvent en Thessalie.

358.

(OL. cv, 2.)

Athènes et Macédoine. — Philippe emporte la ville d'Amphipolis pendant que les Athéniens sont occupés dans l'Eubée. — Il fait aussi la conquête de Pydna.

357.

(OL. cv, 4 ; R. 366.)

Grèce. — Athènes recouvre la Chersonèse de Thrace et l'Eubée; mais la guerre sociale commence entre Athènes et ses alliés maritimes, surtout Chios, Rhodes, Byzance. Charès et Chabrias attaquent l'île de Chios; mort de Chabrias. — La guerre durera trois ans.

— Après un décret du conseil

amphictyonique provoqué par les Thébains et qui condamne les Phocidiens et les Spartiates, les Phocidiens, avec leur chef Phylomelos, s'emparent de la ville et bientôt du trésor sacré de Delphes. C'est la cause de la guerre sacrée, fatale à la liberté des Grecs. Sparte prendra parti pour les Phocidiens.

— Mort du philosophe Démocrite d'Abdère; du médecin Hippocrate de Cos, âgés tous deux, peut-être, de cent quatre ans. — Hippocrate, le père de la médecine, divulgue généreusement les méthodes curatives qui jusque-là étaient restées secrètes. Il créa l'observation pathologique et voulut que le médecin, dans le traitement des maladies, se conformât à la constitution particulière de chaque sujet. Ses aphorismes jouissent encore aujourd'hui d'une légitime autorité. Dans son traité *des Airs, des Eaux, des Lieux*, il apprend à tenir très-grand compte pour l'étude des maladies de la constitution physique des pays où elles règnent.

Macédoine. — Philippe livre Potidée à Olynthe, pour capter son alliance.

Rome. — Le dictateur Sulpicius gagne, près de Rome, sur les Gaulois, une victoire que les Romains égalent aux plus beaux succès de Camille. — Les Herniques, depuis longtemps soulevés, sont battus et soumis.

— Licinius Stolon est condamné pour avoir violé lui-même sa loi agraire, qui défend de retenir plus de cinq cents *jugera* de terres du domaine public.

Sicile. — Dion le philosophe, que Denys le Jeune avait banni, part avec une flotte grecque, de l'île de Zacynthe, pour aller délivrer la Sicile de la tyrannie de Denys.

356.

(OI. CVI, 1.)

Grèce asiatique. — L'Athé-

nien Charès soutient Artabaze, satrape révolté contre le grand roi. — Érostrate incendie le temple de Diane à Ephèse.

Macédoine. — Naissance d'Alexandre le Grand, fils de Philippe et d'Olympias d'Épire. — Riche exploitation des mines d'or de Crénides, dans le mont Pangée, près de la ville nouvelle de Philippos, à l'entrée de la Thrace.

Sicile. — Denys est forcé de quitter Syracuse, il passe dans la grande Grèce. — Mort de Philistos, l'historien de la Sicile.

355.

(OI. CVI, 2; R. 400.)

Bosphore cimmérien. — La Leptinienne, discours de Démosthène, nous apprend la fertilité du Bosphore cimmérien qui était le grenier des États grecs : Athènes en faisait venir tous les ans quatre cent mille médimnes de blé (208 000 hectolitres). Le roi Leucon, qui régna quarante ans, depuis 393, avait reçu, en retour de privilèges de commerce accordés à Athènes, l'immunité pour lui et pour son fils.

Grèce. — Les Athéniens ont chargé successivement de la direction de la guerre sociale, Charès, Timothée et Iphicrate. Ils n'en doivent pas moins consentir à la paix, et reconnaître l'indépendance des alliés. Corcyre se sépare aussi de leur alliance.

Rome. — Un des plus illustres plébéiens, ancien consul, C. Marcius Rutilus, est élevé, le premier de son ordre, à la dictature, pour combattre les Étrusques de Tarquines.

354.

(OI. CVI, 3.)

Athènes. — Charès fait accuser de trahison les généraux Timothée et Iphicrate, ses collègues dans la guerre sociale. Timothée est condamné à une amende de cent talents; il quitte une patrie ingrate. —

Discours de Démosthène sur les classes des armateurs.

353.

(OL. CVI, 4.)

Macédoine. — Philippe, qui a conquis récemment Pydna, en Piérie, Potidée, au sud-ouest de la Chalcidique, pénètre en Thessalie et s'empare de Pagases qui sert de port à la ville de Phères, sur le golfe Pélasgique; il attaque Méthone, en Piérie.

Stelle. — La mort violente de Dion livre Syracuse à des ambitieux qui ne lui rendront pas plus que lui la liberté. — Denys conserve toujours un parti puissant dans cette ville.

352.

(OL. CVII, 1; R. 403.)

Grèce asiatique. — Douléur fastueuse d'Artémise, veuve du roi de Carie Mausole : trois orateurs se disputent le prix d'éloquence qu'elle propose au meilleur éloge funèbre. Elle fait construire un tombeau, dit mausolée, par les architectes Satyros et Pythéas. Ce monument, en forme de carré long, fut entouré de trente-six colonnes, enrichi de belles sculptures par Praxitèle et Scopas; un quadrigé de marbre surmontait l'édifice.

Grèce, Macédoine. — Philippe entre en Thessalie comme pour délivrer le pays d'un nouveau tyran, Lycophron. Il bat et tue l'allié du tyran, le chef des Phocidiens sacrilèges, Onomarchos. En poursuivant les Phocidiens, il arrive jusqu'aux Thermopyles. Mais les passages de la Grèce sont gardés par une armée athénienne. — *Première Philippique* de l'Athénien Démosthène, âgé de trente ans.

Rome. — Sous le consulat d'un patricien, Valérius, et du plébéien Marcius Rutilus, institution d'une banque qui doit prêter à un très-faible intérêt; fixation du prix auquel les terres et les troupeaux peuvent être donnés en remboursement des emprunts.

351.

(OL. CVII, 2; R. 404.)

Athènes. — Discours de Démosthène pour les Rhodiens.

Macédoine. — Guerre entre Philippe et Olynthe.

Rome. — Soumission des principales villes latines qui peuvent menacer Rome à l'est, Tibur sur l'Anio et Préneste.

350.

(OL. CVII, 3; R. 405.)

Athènes et Macédoine. — En Eubée encore se rencontrent et se heurtent les intérêts de Philippe et ceux d'Athènes. Plutarque, tyran d'Érétrie à l'ouest de l'île d'Eubée, avait appelé les Athéniens pour résister à Philippe; il trompe ses alliés ou les trahit; mais il est vaincu par Phocion, général d'Athènes.

Rome. — Trêve de quarante ans avec les Étrusques de Tarquinies.

Le premier dictateur plébéien, C. Marcius Rutilus, est le premier de son ordre élevé à la censure.

349.

(OL. CVII, 4; R. 406.)

Athènes et Macédoine. — Philippe assiège Olynthe, la plus importante ville de la péninsule chalcidique. Elle demande secours à Athènes. — La *Première Olynthienne* de Démosthène décide les Athéniens à lui envoyer une armée de mercenaires avec Charès. Après la *Deuxième*, nouveaux renforts conduits par Charidème et qui sont encore insuffisants.

Rome. — Furius Camillus, le fils du grand Camille, gagne une victoire signalée sur les Gaulois; pendant cinquante-cinq ans ils n'envahiront pas le territoire romain. — Exploit du jeune Valérius Corvus.

348.

(OL. CVIII, 1.)

Athènes et Macédoine. — Lors que la *Troisième Olynthienne* de Démosthène arrache enfin aux Athé-

niens un décret d'expédition nationale en faveur d'Olynthe, cette ville, serrée de tous côtés par les Macédoniens, est au pouvoir de traitres qui vont la livrer à Philippe.

347.

(OL. CVIII, 2; R. 408.)

Athènes. — Mort du philosophe Platon; Speusippe dirige, après lui, l'Académie.

Macédoine. — Philippe, destructeur d'Olynthe, célèbre à Dion, en Piérie, des jeux olympiques à la façon des Grecs. — Anaxandride fournit une comédie pour les spectacles donnés à ces fêtes.

Rome. — Le taux de l'intérêt pour l'argent prêté, est réduit à 1/24 du capital, un peu plus de 4 pour 100.

346.

(OL. CVIII, 3; R. 409.)

Grèce, Macédoine et Thrace.

— Les Athéniens désirent la paix avec Philippe. Histoire des trois ambassades. Parmi les dix députés envoyés d'abord au roi de Macédoine, sont Eschine et Démosthène. La seconde députation doit lui faire ratifier le traité conclu, mais elle ne le rencontre que lorsqu'il a dépouillé le roi de Thrace Kersobleptès. Pendant que la troisième est en route pour faire modifier le traité, Philippe se fait désigner par le conseil amphictyonique pour punir les sacrilèges Phocidiens. Quand il a terminé la guerre sacrée en exécutant l'arrêt cruel rendu contre les villes de Phocide, il est reçu membre du conseil amphictyonique, et obtient l'intendance du temple de Delphes. — Athènes elle-même est forcée de lui reconnaître ces nouveaux titres, pour ne pas lutter contre la volonté de tous les peuples grecs. Démosthène prononce son discours sur la Paix.

Rome. — Valérius Corvus, le héros de la dernière guerre gauloise, consul à vingt-trois ans, combat avec succès les Volsques.

Sicile. — Les troubles de Syracuse rouvrent les portes de cette ville à Denys.

345.

(OL. CVIII, 4; R. 410.)

Rome. — La prise de Sora, à l'extrémité orientale du pays des Volsques sur le haut Liris, l'attaque du territoire des Aurunces au sud des Volsques, mettent les Romains sur la route de la Campanie. — Plus de quatre siècles de guerres n'ont assuré à ce peuple que le territoire du Latium, et une portion de l'Étrurie. — Mais il s'est constitué à l'intérieur, et les luttes agitées du forum, au lieu de tuer la vraie liberté, comme dans les États de la Grèce, lui ont donné toute sa plénitude; et la concorde enfin établie par l'égalité politique, entre les différentes classes de la société romaine, entretient chez ce peuple une force irrésistible.

344.

(OL. CIX, 1.)

Athènes. — La *Deuxième Philippique* de Démosthène appelle l'attention d'Athènes sur les intrigues de Philippe dans le Péloponnèse.

Égypte et Perse. — Ochus soumet l'Égypte révoltée.

Sicile. — Le Corinthien Timoléon va combattre pour la liberté des Grecs de Sicile, contre les tyrans, surtout contre Denys le Jeune de Syracuse, et contre les Carthaginois ennemis de la race grecque.

343.

(OL. CIX, 2.)

Athènes et Macédoine. — Tentative de Philippe sur Mégare. Ses progrès, à l'ouest de la Thessalie et de la Grèce centrale, dans l'Épire et l'Acarnanie; mais une armée athénienne le surveille de ce côté et le prévient. Démosthène et d'autres députés sont envoyés à Ambracie et dans le Péloponnèse. Le roi de Macédoine enlève à l'est de l'Eubée un repaire de pirates, l'île d'Halonèse, dont les Athéniens réclament la possession par la voix de Démosthène.

Sicile. — Timoléon, maître de Syracuse, et pouvant disposer de la vie de Denys, l'envoie à Corinthe achever sa carrière dans une condition privée.

L'histoire de Théopompe s'arrête, pour la Sicile, à la chute définitive de Denys.

342.

(OL. CIX, 3 ; R. 413.)

Athènes. — Naissance du grand poète comique Ménandre, fils du général Diopithe. — Isocrate, rhéteur athénien, à quatre-vingt-quatorze ans, se met à composer son discours le *Panathénaique*.

Athènes et Macédoine. — L'habileté de Diopithe qui commande la flotte athénienne dans l'Hellespont retarde l'occupation de la Thrace par Philippe.

Macédoine. — Le philosophe de Stagire, Aristote, instruit dans toutes les sciences du monde physique et du monde moral, dirige l'éducation d'Alexandre.

Rome et Samnites. — Les Romains vont rencontrer, en Campanie, les Samnites, pleins d'énergie guerrière, mais que leurs divisions intérieures ont empêchés de former un grand État. — L'attaque des Samnites sur Téanum des Sidicins, à l'ouest de leurs montagnes et l'intervention malheureuse de Capoue, importante cité campanienne, en faveur de la ville menacée, décident les Romains à prendre parti pour les Campaniens contre les Samnites. La victoire du consul Valérius Corvus, près du mont Gaurus, en Campanie, met pour quelque temps les Samnites hors de combat.

341.

(OL. CIX, 4 ; R. 414.)

Athènes, Macédoine et Perse. — Pendant les progrès de Philippe en Thrace, discours de Démosthène sur la Chersonèse, possession athénienne où Diopithe avait de la peine à défendre Cardie ; *Troisième* et *quatrième Philippique*, pour aver-

tir les Athéniens du danger que court Byzance et de la nécessité où ils seront bientôt de combattre pour leur propre salut. — Les Grecs sollicitent les secours du roi de Perse pour défendre contre Philippe les places de la Thrace. — Le roi de Macédoine assiége Périnthe.

Rome. — La prise d'armes des légionnaires romains en garnison à Capoue, qui marchent même contre Rome, et poussent à la révolte les plébéiens, vaut aux soldats un accroissement de privilèges, au peuple la consécration de ses droits politiques, l'abolition du prêt à intérêt et des dettes. Le sénat avait fait nommer un dictateur, Valérius Corvus.

340.

(OL. CX, 1 ; R. 415.)

Grèce asiatique. — Éphore, de Cumes dans l'Éolide, dont l'histoire s'arrêtait à la vingtième année du règne de Philippe, paraît avoir été le premier qui ait distingué dans le genre humain, les Grecs exceptés, quatre grandes races : les Indiens au levant d'hiver ; les Éthiopiens au couchant d'hiver ; les Celtes au couchant d'été ; les Scythes au levant d'été.

Macédoine. — Philippe, tout en continuant le siège de Périnthe, attaque aussi Byzance que les Perses défendent en commun avec les Grecs.

Rome. — Les Latins, auxiliaires de Rome dans toutes ses guerres, demandent pour prix de leurs services l'égalité des droits politiques, le partage des places du sénat et du commandement militaire. Refus des Romains. Guerre latine, d'autant plus difficile pour les Romains que les Latins avaient mêmes armes, même discipline, même tactique. — Rigueur exercée sans pitié par le consul Manlius contre son fils qui a combattu malgré sa défense. La victoire de Véséris, ruisseau près du mont Vésuve, en Campanie, est due surtout à l'action héroïque du consul plébéien Décius Mus, qui se dévoue. Vengeance exercée par le

sénat contre Capoue qui s'était déclarée pour les Latins. La guerre continue.

Rome et Carthage. — Traité d'alliance renouvelé après cent soixante et dix ans.

Sicile. — Timoléon arrête les Carthaginois dans leur projet de conquête, par sa victoire près du fleuve Crimisos, au sud de l'île.

339.

(OL. cx, 2; R. 416.)

Macédoine. — Philippe renonce au siège de Périnthe et de Byzance, qu'Athènes a puissamment secourues. — Il fait une expédition contre les Scythes du Danube.

Rome. — Le dictateur plébéen Publius Philo fait décréter que les plébiscites seront obligatoires pour tous, qu'un des censeurs sera toujours plébéen, que toute loi présentée à l'assemblée des centuries n'aura pas besoin, après avoir été votée, de la confirmation de l'assemblée aristocratique des curies ni de celle du sénat.

338.

(OL. cx, 3; R. 417.)

Grèce et Macédoine. — Seconde guerre sacrée. Le conseil amphiionique appelle encore Philippe avec ses armées, pour punir un peuple sacrilège, les Locriens de Cirrha qui, depuis deux siècles, cultivaient une terre consacrée à Apollon. Il s'avance jusqu'à Élatée, aux confins de la Béotie. Les exhortations patriotiques de Démosthène unissent enfin, pour leur commune défense, les Athéniens et les Thébains; ils perdent ensemble contre la phalange macédonienne à Chéronée, en Béotie, l'unique bataille livrée par les Grecs à Philippe. Le vainqueur se montre généreux envers les Athéniens. Ceux-ci deviennent dociles à l'orateur Démade, qui fait bon marché de l'indépendance hellénique. — Isocrate, âgé de quatre-vingt-dix-huit ans, se laisse mourir de faim à la nouvelle

de la défaite de Chéronée. — Congrès de toute la Grèce à Corinthe. L'assemblée proclame Philippe généralissime des Grecs contre les Perses. — Expédition du roi de Macédoine dans le Péloponnèse; il ravage la Laconie.

Lacédémone et Tarente. — Le roi de Sparte Archidamos, fils d'Agésilas, finit sa vie comme son père, en aventurier; venu en Italie pour soutenir les Tarentins d'origine lacédémonienne, contre de dangereux voisins, les Lucaniens, il meurt pendant l'expédition.

Perse. — L'eunuque Bagoas est le meurtrier du roi Ochus et de tous ses fils, excepté du plus jeune, Arsès, qu'il fait roi.

Rome et Latins. — Entière soumission du Latium. Le sénat partage le pays conquis en colonies militaires, en municipes privilégiés; il se forme ainsi une barrière contre toute attaque extérieure, et des ressources pour de nouvelles conquêtes. Les vaincus sont, par la condition même qui leur est faite, intéressés à la grandeur de Rome.

337.

(OL. cx, 4; R. 418.)

Athènes. — Le peuple, sur la proposition de l'orateur Lysiclès, condamne à mort le général Lysiclès un de ceux qui commandaient à Chéronée, et vote des statues à Eschyle, à Sophocle et à Euripide, dont les tragédies sont conservées dans les archives publiques, après avoir été revues avec soin pour faire disparaître les altérations que les acteurs y avaient déjà introduites.

Macédoine. — Second mariage de Philippe du vivant d'Olympias; troubles à la cour. Préparatifs pour la guerre contre la Perse.

Rome. — Le plébéen Publius Philo, qui a passé déjà par toutes les grandes charges curules, est le premier de son ordre qui arrive à la préture, magistrature suprême de justice.

Sicile. — Timoléon meurt regretté des Siciliens qu'il a sauvés de la servitude.

336.

(OL. CXL, 1.)

Macédoine. — Philippe meurt assassiné à Egées; son fils Alexandre lui succède à vingt ans.

Perse. — Mort du dernier prince de la maison d'Hystaspe, Arsès. — Le meurtrier Bagoas est tué par le nouveau roi Darius III Codoman.

335.

(OL. CXL, 2.)

Grèce, Macédoine. — Après s'être fait reconnaître pour généralissime par les Grecs, dans l'assemblée de Corinthe, Alexandre porte ses armes contre les peuples barbares qui auraient pu assaillir la Macédoine en son absence: au nord-est contre les Triballes, à l'ouest contre les Illyriens. La tentative de rébellion des Grecs est expiée par Thèbes, qu'il vient détruire avec le concours de plusieurs peuples de la Grèce. Athènes, complice généreuse de Thèbes, doit livrer ses orateurs: Alexandre les épargne.

334.

(OL. CXL, 3.)

Athènes. — Aristote vient commencer l'enseignement philosophique du Lycée.

Macédoine et Perse. — Alexandre marchant avec trente-cinq mille hommes à la conquête de l'empire des Perses, laisse en Macédoine Antipater avec vingt mille hommes pour surveiller la Grèce. La victoire du Granique, fleuve de la Phrygie Hellespontienne, lui ouvre l'Asie Mineure; il s'assure d'abord du littoral de la mer Égée et de la Méditerranée pour couper au roi Darius les communications avec l'Europe et lui ôter l'espoir de soulever la Grèce contre la Macédoine ou d'y recruter des mercenaires. Peu de résistance sur la côte occidentale: Milet et Halicarnasse sont vainement défendues

par Memnon le Rhodien, seul général habile de Darius.

333.

(OL. CXL, 4.)

Macédoine et Perse. — Alexandre emploie la campagne d'hiver à soumettre les régions du sud-ouest de l'Asie Mineure. Il monte en Phrygie jusqu'à Gordion (nœud gordien) pour soumettre le centre de la Péninsule, et après avoir reçu les soldats de Grèce et de Macédoine, qu'il avait envoyés prendre du repos dans leur patrie, il redescend, avec les renforts qu'ils amènent, à travers la Cappadoce jusqu'en Cilicie. — Maladie d'Alexandre à Tarse; son héroïque confiance dans le médecin Philippe. — La victoire gagnée à Issus, dans les passages du mont Amanus, sur Darius en personne, ne lui fait pas changer son plan de guerre. Il suit le littoral de Syrie et de Phénicie. — Parménion s'empare de Damas et des trésors que Darius y a laissés. — Correspondance échangée entre Darius et Alexandre. — Commencement du siège de Tyr.

332.

(OL. CXL, 1; R. 432.)

Épire et Rome. — Alexandre le Molosse, roi d'Épire, oncle d'Alexandre le Grand, qui était venu comme allié des Grecs de Tarente combattre les Lucaniens et les Samnites, conclut un traité d'amitié avec les Romains.

Macédoine et Perse. — Alexandre ne prend Tyr qu'après sept mois de siège; Gaza résiste deux mois. Il vient à Jérusalem, suivant l'historien juif Flavius Josèphe. Pour achever de fermer aux Perses l'accès de la Méditerranée, il marche sur l'Égypte qui ne fait aucune résistance.

331.

(OL. CXL, 2.)

Macédoine et Perse. — L'Égypte s'étant donnée à Alexandre sans combat, il fonde Alexandrie, au nord-ouest des bouches du NIL. Cette

ville deviendra, grâce à son heureuse position, une des capitales de l'Orient et le lien entre l'Europe et l'Asie. — Alexandre va au travers du désert de Libye consulter l'oracle d'Ammon. — Il ne s'avance dans la haute Asie qu'après avoir ainsi pris possession de toutes les provinces maritimes et organisé les pays qu'il laisse derrière lui. — L'Euphrate est passé à Thapsaque; au delà du Tigre, Darius livre son dernier combat à Gaugamèle, près d'Arbèles en Assyrie. — Alexandre, avant de se mettre à la poursuite du roi vaincu, prend possession des grandes capitales, Babylone, Suses, Persépolis; une partie de cette dernière ville est incendiée.

330.

(OL. CXLII, 3.)

Athènes. — Grande lutte politique et oratoire entre Démosthène et Eschine au sujet de la couronne que Ctésiphon avait fait décerner à Démosthène, comme récompense nationale de son zèle pour la cause de l'indépendance, dans les derniers temps du règne de Philippe. Eschine vaincu s'enfuit en Asie; il se retirera à Rhodes et mourra à Samos. — Philémon est un des principaux représentants de la comédie nouvelle à Athènes.

Ecosse. — Suivant une chronique fabuleuse, accréditée par Boèce et par Buchanan, contemporain de Jacques VI, l'Ecosse a déjà un roi, Fergus I^{er}. Une prétendue série de quatre-vingt-six rois est donnée jusqu'au milieu du XI^e siècle après Jésus-Christ, où commence seulement une généalogie certaine.

Lacédémone et Macédoine.

— Les Spartiates veulent profiter de l'éloignement d'Alexandre et de la défaite d'un de ses généraux par les Scythes du Danube pour relever leur pouvoir dans le Péloponnèse. Défaite et mort de leur roi Agis devant Mégapolis, par Antipater.

Macédoine et Perse. — Alexandre, maître d'Ecbatane, se remet à la poursuite de Darius. Quand ce roi a

été assassiné par Bessus, il soumet les peuples qui habitent les régions montagneuses au sud de la mer Caspienne, traverse en conquérant la Parthie, l'Arie, la Drangiane, l'Arachosie, où il laisse des traces de son passage par des fondations de villes; remonte ensuite vers la Bactriane où les obstacles physiques, autant que le courage des populations, mettent à l'épreuve son génie et le dévouement de son armée. — Mort de Philotas; assassinat de Parménion.

329.

(OL. CXLII, 4.)

Asie et Macédoine. — Alexandre passe l'Oxus, se fait livrer Bessus, l'assassin de Darius, prend Maracanda, ville royale des Sogdiens, et s'avance jusqu'à l'Iaxarte. Assailli par les Scythes, il passe ce fleuve et les bat; il fonde une Alexandrie sur les bords du fleuve et revient pour l'hiver en Bactriane, à Zariaspa, d'où il entretient encore ses communications avec l'Asie occidentale et avec l'Europe.

328.

(OL. CXLIII, 1.)

Asie et Macédoine. — Alexandre franchit de nouveau l'Oxus, soumet les populations révoltées de la Sogdiane; passe l'hiver à Nautaca et épouse Roxane, fille du Sogdien Oxyartès. — Meurtre de Clitus. — Défaite et mort de Spitamène, le complice de Bessus et le dernier chef perse qui tint encore la campagne.

327.

(OL. CXLIII, 2; R. 428.)

Inde et Macédoine. — Le changement de mœurs d'Alexandre, qui se fait adorer, à la façon des rois de l'Orient, par les Perses et les barbares, lui aliène les Macédoniens: conspiration et supplice d'Hermolaos. Le philosophe Callisthène expie la liberté de son langage. — Expéditions dans les régions montagneuses à l'ouest de l'Indus, et passage de ce fleuve.

Rome et Samnites. — Nouvelle

guerre entre les Romains et les Samnites, en Campanie. Difficulté du siège de Palépolis.

326.

(OL. cxi, 3 ; R. 429.)

Inde et Macédoine. — Arrivée d'Alexandre à Taxila ; passage de l'Hydaspe, défaite de Porus ; prise de Sangala ; arrivée de l'armée sur l'Hyphase, l'affluant le plus oriental de l'Indus. — Elle refuse d'aller plus loin. — Retraite sur l'Hydaspe. — Construction d'une flotte pour descendre ce fleuve, l'Acésine où il se jette, et l'Indus jusqu'à son embouchure. — Péril que court Alexandre chez les Malliens.

Rome. — Le consul plébien Publius Philo, n'ayant pu dans l'année de sa charge, 327, s'emparer de Palépolis, en continue le siège, avec le titre nouveau de proconsul. — Le proconsulat permettra de laisser à la tête des armées, pendant plus d'une année, des généraux qui ont la confiance du sénat et du peuple.

Rome et Samnites. — La guerre contre les Samnites va s'étendre jusqu'à l'Apulie, en partie gagnée à leur cause. — Elle sera prolongée par la position de ce peuple au centre des monts Apennins, par son courage indomptable, et par l'alliance des diverses nations italiennes qui, l'une après l'autre, prendront parti pour les Samnites.

325.

(OL. cxi, 4 ; R. 430.)

Asie, Inde et Macédoine. — L'armée macédonienne descend l'Indus ; au Delta de ce fleuve grands travaux ; fondation de ports, d'arsenaux, etc. — Néarque s'embarque sur la mer Érythrée et revient par le golfe Persique, reconnaissant sur sa route toutes les côtes, dans l'intérêt du commerce. — L'armée de terre a beaucoup à souffrir dans la Gédrosie ; elle revient par la Carmanie et la Susiane où les chefs des deux expéditions se rejoindront, après cent

vingt-neuf jours de séparation. — Harpalos, satrape de Babylone, qui redoute, à cause de ses exactions, l'approche d'Alexandre, s'enfuit en Grèce avec cinq mille talents et six mille mercenaires qu'il recrute.

Rome. — Abolition de la contrainte par corps, en matière de créance ; les biens, non le corps du débiteur, répondront de la dette.

324.

(OL. cxiv, 1 ; R. 431.)

Athènes. — Plusieurs orateurs d'Athènes sont punis pour avoir reçu de l'argent d'Harpalos. L'orateur Dinarque les cite en jugement, le poète comique Timoclès les traduit sur le théâtre. Démosthène accusé avec eux ne pouvant payer l'amende à laquelle on le condamne se retire à Trézène, puis à Égine.

Grèce. — Décret d'Alexandre, lu aux jeux olympiques, et qui rappelle tous les bannis, dans toutes les villes de la Grèce.

Macédoine et Perse. — Retour d'Alexandre à Suses. — Fusion opérée entre les conquérants et les vaincus par les mariages de dix mille Macédoniens ou Grecs avec des femmes indigènes. — Alexandre paye les dettes de ses soldats. — Mort volontaire du brahmane Calanos. — Admission de trente mille épigones, l'élite de la jeunesse asiatique, dans les rangs de l'armée grecque. Murmures des soldats ; réconciliation, et départ de Cratère avec dix mille vétérans, à chacun desquels Alexandre donne un talent. — Expédition en Médie ; mort d'Éphestion. — Guerre contre les Cosséens dans les montagnes méridionales de la Médie.

Rome. — Le dictateur Papirius Cursor, pendant la guerre contre les Samnites, consent à grand-peine à ne pas punir de mort l'infraction faite à la discipline, par son maître de la cavalerie, Fabius Rullianus, qui a attaqué et vaincu l'ennemi malgré ses ordres.

325.

(OL. cxiv, 2.)

Grèce. — Mort du philosophe cynique Diogène, à Corinthe. — Épicure qui avait passé sa jeunesse à Samos, où son père était colon athénien, vient à Athènes à l'âge de dix-huit ans.

Macédoine et Orient. — Retour d'Alexandre à Babylone; nombreuses ambassades qui lui sont envoyées de tous les pays. — Travaux entrepris; vastes projets conçus par Alexandre. — Il meurt le 21 avril, après onze jours de maladie, à l'âge de trente-deux ans huit mois, avec la crainte qu'on ne lui fasse de sanglantes funérailles. — Il laisse un frère imbécile Philippe Arrhidée, un fils posthume Alexandre Algos, qui sont déclarés rois par les généraux. Meurtre de Méléagre. Régence de Perdicas. Partage des gouvernements entre trente-quatre généraux: la Macédoine et la Grèce échurent à Antipater qui n'avait pas quitté l'Europe et à Cratère; la Thrace et les régions voisines, à Lysimaque; la petite Phrygie Hellespontienne, à Léonate; la Lycie, la Pamphylie, la grande Phrygie, à Antigone; la Carie, à Cassandre; la Cappadoce et la Paphlagonie, à Eumène; l'Arménie, à Néoptolème; la Syrie et la Phénicie, à Laomédon; l'Égypte, à Ptolémée; la Médie, à Pithon; la Perse, à Peucestas, etc.; Séleucus n'a encore que le commandement de la cavalerie. — Les Grecs prennent déjà les armes contre Antipater; il est vaincu et assiégé dans Lamia. — Soulèvement des colons grecs de la haute Asie; ils sont égarés par Pithon.

322.

(OL. cxiv, 3.)

Cappadoce. — Ariarathe, roi de Cappadoce, descendant d'un des sept seigneurs persans qui avaient renversé les mages l'an 521, meurt en défendant l'indépendance de l'Asie Mineure contre Perdicas, le régent

de l'empire macédonien, et contre Eumène.

Égypte. — Le corps d'Alexandre est porté à Alexandrie.

Grèce. — Cratère arrive au secours d'Antipater. Défaite des Grecs à Cranon; fin de la guerre Lamiaque. Le vainqueur détruit la démocratie à Athènes: les droits politiques sont laissés seulement à neuf mille citoyens. Démosthène, l'orateur de la guerre d'indépendance, n'échappe aux poursuites d'Antipater qu'en s'empoisonnant. Mort violente de l'orateur Hypéridès. Une garnison macédonienne est mise dans Munychie pour contenir les Athéniens. — La Grèce perd Aristote, le plus merveilleux génie de l'antiquité, mort à Chalcis, après avoir enseigné près de treize ans à Athènes, de 335 à 323. Théophraste lui succède dans son école des Péripatéticiens.

321.

(OL. cxiv, 4; R. 484.)

Grèce. — Première comédie du poète Ménandre, *la Colère*.

Macédoine et Orient. — Mort de deux des principaux généraux d'Alexandre: Cratère, tué en Asie Mineure, en combattant Eumène, général tout dévoué à la famille du conquérant, et Perdicas, assassiné en Égypte par ses soldats, dans la guerre contre Ptolémée, qui gardera l'Égypte. — Antipater devient régent. — Un nouveau partage des gouvernements de l'empire macédonien est fait à Trisparadisos, ville de Cœlé-syrie, au détriment d'Eumène et des amis de Perdicas. Séleucus devient gouverneur de la Babylonie.

Rome et Samnites. — Une armée consulaire passe sous le joug aux Fourches caudines, à l'ouest du Samnium. Le traité conclu par les chefs de l'armée romaine avec les Samnites est cassé par le sénat: l'éclat de nouveaux succès ne fait pas oublier la mauvaise foi des Romains.

320.

(OL. CV, 1.)

Égypte et Judée. — Ptolémée, gouverneur d'Égypte, soumet la Palestine qui aurait dû obéir au gouverneur de Syrie. — Beaucoup de Juifs sont établis par lui à Cyrène, et surtout à Alexandrie.

318.

(OL. CV, 2.)

Grèce et Macédoine. — Mort d'Antipater, à plus de quatre-vingts ans; le vieux Polysperchon devient régent. — Cassandre, fils d'Antipater, est redouté en Grèce. — L'orateur athénien Démaïde meurt par l'ordre de Cassandre, pour avoir conspiré autrefois contre son père en faveur de Perdicas.

Orient. — Le général macédonien Antigone commence à être tout-puissant en Asie, malgré Eumène qui se défend longtemps, dans Nora, place de Phrygie, et qui bientôt portera la guerre dans la haute Asie. — Le satrape indépendant de Phrygie et de Pont, Mithridate, soutient Eumène.

317.

(OL. CV, 4.)

Athènes. — Les démagogues d'Athènes, avec l'assentiment du régent Polysperchon, condamnent à boire la ciguë le vieux général Phocion, qui n'avait été partisan de la guerre ni contre Philippe, ni contre Alexandre, ni contre Antipater. Bientôt Cassandre établit à Athènes un gouvernement aristocratique, que dirige pendant dix ans Démétrius de Phalère.

Macédoine. — Philippe Arrhidée, un des rois macédoniens, frère consanguin d'Alexandre, est tué par Olympias.

Orient. — Antigone poursuit Eumène dans les satrapies de la haute Asie et est battu par lui.

Sicile. — Agathocle, fils d'un potier, devient tyran de Syracuse.

316.

(OL. CVI, 1.)

Athènes. — Un décret du peuple, présenté par Sophocle, appuyé par l'éloquence acerbe et calomnieuse de Démocharès neveu de Démosthène, ferme les écoles des philosophes: Théophraste le chef du Lycée, Xénocrate le chef de l'Académie quittent la ville. Le poète comique Alexis demande compte à Démétrius de Phalère et aux nomothètes de cette singulière inspiration. Les philosophes furent réintégrés l'année suivante.

Macédoine. — Cassandre, fils d'Antipater, tient tout l'hiver Olympias la mère d'Alexandre, enfermée dans Pydna; elle a compté vainement sur le secours de l'Épire sa patrie.

Orient. — Dernière bataille d'Eumène, à l'entrée de la Perse: ses soldats les argyraspides, vétérans d'Alexandre, ayant perdu leurs bagages à la suite du combat, le livrent à Antigone qui le fait mourir.

315.

(OL. CVI, 2.)

Cappadoce. — Ariarathe II, neveu du roi de Cappadoce qui était mort dans la guerre contre Perdicas, profite des prétentions rivales d'Antigone et de Séleucus pour sortir de l'Arménie: il rentre en armes dans la principauté de ses ancêtres, et tue le Macédonien Amyntas. La Cappadoce restera indépendante.

Grèce et Macédoine. — Cassandre, le fils d'Antipater, prend et tue Olympias à Pydna. Il relève Thébes qu'avait détruite Alexandre.

Orient. — Antigone dispose de la haute Asie, se débarrasse de Pithon, gouverneur de Médie, et chasse le gouverneur de la Babylonie, Séleucus, qui va chercher asile auprès de Ptolémée, en Égypte.

314.

(OL. CVI, 3.)

Grèce et Orient. — Antigone.

dans une assemblée tenue à Tyr en présence de tous les soldats macédoniens et étrangers, et même d'Alexandre, fils de Polysperchon, un instant son allié, fait décréter la guerre contre Cassandre, qui prétend à la suprématie en Europe; mais en même temps qu'il proclame les Grecs libres, pour affaiblir Cassandre, il s'attribue la régence, comme si Polysperchon avait renoncé à son droit. Antigone ne quitte pas l'Asie, il n'envoie en Grèce que des lieutenants que le régent Polysperchon et son fils vont combattre, d'accord maintenant avec Cassandre.

312.

(OL. CXVI, 1; R. 448.)

Babylonie. — Séleucus, après la victoire qu'il a gagnée à Gaza, avec Ptolémée, sur Démétrius, fils d'Antigone, rentre à Babylone. Ce *Nicator* commence l'ère des Séleucides.

Inde. — Chandragoutpa (le Sandracottos des auteurs grecs), descendant de quelqu'un des petits chefs du Penjâb dispersés par Alexandre, profite des querelles de ses successeurs pour s'emparer du Penjâb d'abord et ensuite de la vallée du Gange; il régnera, après son traité avec Séleucus, sur tout le bassin de l'Indus jusqu'aux Paropamisades.

Rome. — L'héritier d'une famille toujours orgueilleuse et dure pour le peuple, Appius Claudius, qui se perpétue pendant cinq ans malgré les lois, malgré l'opposition du sénat et des tribuns, dans la charge de censeur, élargit les cadres de la cité et répand dans toutes les tribus, avec le droit de suffrage, la masse des *ararii* (prolétaires), des *libertini* (fils d'affranchis), des *humiles* (ceux qui ne sont rien); il fait entrer des fils d'affranchis dans le sénat. Cette révolution politique atteint la bourgeoisie plébéienne autant que les patriciens. — Appius a construit dans la ville l'aqueduc de son nom et, le premier, a tracé une voie militaire vers la Campanie, la voie Appienne.

311.

(OL. CXVII, 2; R. 444.)

Grèce, Macédoine et Orient.

— Paix conclue entre les généraux d'Alexandre: 1^o Cassandre doit garder l'autorité en Europe avec le titre de généralissime jusqu'à la majorité du roi Alexandre Aigos; 2^o Lysimaque est confirmé dans la possession de la Thrace, son gouvernement depuis douze ans, d'où il inquiétait Antigone dans l'Asie Mineure; 3^o Ptolémée dans celle de l'Égypte et des pays adjacents; 4^o le gouvernement de toute l'Asie est assigné à Antigone; 5^o la Grèce est déclarée indépendante. Il n'est pas parlé de Séleucus qu'Antigone sans doute comptait dompter, ni de Polysperchon, effacé depuis la mort d'Olympias. — Cassandre tue Roxane et son fils le roi Alexandre Aigos, et prétend à la suprématie réelle en Europe.

Rome et Étrusques, Samnites. — Les Samnites entraînent dans la guerre contre les Romains les Étrusques, les Ombriens situés au nord-est, les Herniques aux portes de Rome. Fabius Rullianus va chercher les Étrusques sur leur territoire, au delà de la forêt Ciminienne. Combat de Pérouse.

310.

(OL. CXVII, 3.)

Grèce asiatique. — Épicure, à trente-deux ans, enseigne ses idées philosophiques à Mitylène et à Lampsaque.

Sicile. — Agathocle de Syracuse va porter la guerre contre les Carthaginois en Afrique.

309.

(OL. CXVII, 4.)

Macédoine. — Le jeune Hercule, fils naturel d'Alexandre, déclaré roi par Polysperchon, meurt bientôt assassiné par Polysperchon même, qui a pour complice son ancien ennemi Cassandre.

308.

(OL. CVIII, 1.)

Égypte et Grèce. — Ptolémée d'Égypte, pour fortifier sa puissance maritime, se montre sur les côtes d'Asie Mineure, en Carie, dans les Cyclades, à Andros, arrive jusqu'à l'isthme de Corinthe, se fait livrer par la veuve d'Alexandre, fils de Polyperchon, Corinthe et Sicyone.

307.

(OL. CVIII, 2.)

Grèce. — Démétrius Poliorcète, fils d'Antigone, prétend contre Cassandre à la domination de la Grèce. Il s'empare de Mégare, assiège le port athénien de Munychie, entre dans Athènes, où il renverse le gouvernement aristocratique établi par Cassandre depuis dix ans et donne le pouvoir au peuple. Ignobles flatteries des Athéniens : ils honorent comme des dieux Démétrius et Antigone.

Sicile. — Agathocle, après quatre ans de guerre en Afrique, revient à Syracuse.

306.

(OL. CVIII, 3 ; R. 440.)

Athènes. — Le philosophe Épicure vient, à trente-six ans, se fixer à Athènes où il reste jusqu'à sa mort.

Macédoine et Orient. — Démétrius Poliorcète gagne, au nom de son père, Antigone, une grande victoire navale sur les forces de Ptolémée devant Cypre. — Antigone prend le titre de roi. Les autres généraux d'Alexandre, Lysimaque, Séleucus, Ptolémée, l'imitent. Cassandre reçoit des siens le même titre. — Tentative impuissante d'Antigone pour enlever l'Égypte à Ptolémée.

Rome. — Le fils d'un affranchi, Flavius, ancien greffier du censeur Appius Claudius, publie le calendrier qui donnait les jours et les heures où on pouvait légalement plaider, et les formules de procédure restées jusque-là dans le domaine de l'aristocratie qui se réservait la connaissance du droit civil et sacré.

308.

(OL. CVIII, 4 ; R. 440.)

Rome. — Flavius est élu par le peuple à l'édilité curule ; il voue un temple à la réconciliation de toutes les classes de la société romaine.

Rome et Samnites. — Après la bataille de Bovianum, perdue par les Samnites sur leur propre territoire, les Samnites et les Marses confédérés posent pour quelque temps les armes.

304.

(OL. CXIX, 1 ; R. 441.)

Rhodes. — La grande ville des Rhodiens, alliés du roi d'Égypte, est assiégée par Démétrius. Il mérite le surnom de *Poliorcète* (qui assiège les villes).

Rome. — Les censeurs, Fabius Rullianus patricien, Décimus Mus plébéien, renferment dans les quatre tribus urbaines composées de ceux qui ne possèdent pas de terres, la masse des affranchis et des prolétaires qu'Appius avait, en 312, répandus même dans les tribus rurales où leur nombre leur aurait donné la supériorité sur les riches plébéiens et patriciens. Institution de la revue annuelle des chevaliers : elle sera passée par les censeurs le 15 juillet.

303.

(OL. CXIX, 2.)

Grèce et Rhodes. — Démétrius est forcé de faire la paix avec les Rhodiens. Ils garderont la neutralité entre Antigone son père et Ptolémée. — Il va en Grèce combattre Cassandre.

302.

(OL. CXIX, 3 ; R. 443.)

Grèce et Orient. — Démétrius fait la guerre en Grèce contre Cassandre ; Antigone contre Lysimaque, en Cappadoce. Pendant ces débats, les conquêtes récentes de Ptolémée, la Syrie, la Phénicie, la Palestine, sont hors de péril. Séleucus arrive de la haute Asie, pour tomber sur Antigone.

Rome. — Les charges du sacerdoce sont les dernières de toutes les magistratures partagées entre les patriciens et les plébéiens ; les plébéiens auront quatre places de pontifes, cinq d'augures. Égalité complète des deux ordres. Les plébéiens même sont seuls éligibles au tribunat qui a servi à conquérir tous les droits.

301.

(OL. cix, 4 ; R. 484.)

Athènes. — Démétrius, comblé d'honneurs divins par le peuple d'Athènes, avait, sur la proposition du démagogue Stratoclès, reçu pour demeure le Parthénon ; plaintes comi-

ques du poète Philippiès. Après s'être fait initier aux mystères d'Éleusis, il va en Asie rejoindre son père Antigone.

Orient. — Bataille d'Ipsus en Phrygie, gagnée par Séleucus et Lysimaque, sur Antigone et son fils Démétrius Poliorcète. Antigone y est tué à quatre-vingt-un ans. Ptolémée, l'allié des vainqueurs, partage la domination de l'Orient avec Séleucus. Celui-ci a la haute Asie et l'Asie Mineure, moins les régions maritimes du nord-ouest qui sont rattachées à la Thrace, royaume de Lysimaque. La Judée appartient au roi d'Égypte. — Cassandre n'a pas quitté l'Europe, où il paraît être sans rival.

III^e SIÈCLE AVANT J. C.

APERÇU GÉNÉRAL.

Après la longue guerre contre les Samnites, les Romains se défendent contre Pyrrhus, roi d'Épire, et luttent avec Carthage, qui perd la Sicile, mais qui, grâce à un grand capitaine, Annibal, est souvent victorieuse de cette Rome encore désintéressée, pauvre et austère. La première des guerres puniques est un long et sanglant prélude. Dans la seconde, Annibal, traversant l'Espagne et les Pyrénées, la Gaule et les Alpes, accomplit des prodiges qu'on a surchargés d'ornements superflus. Vainqueur au Tésin, à la Trébie, à Trasimène, à Cannes, il s'avance et s'arrête devant Rome consternée. Il est réduit, malgré son génie, à laisser au temporisateur Fabius et à l'ardent Scipion les moyens de rétablir les forces romaines par la patience, la persévérance, le courage, et enfin par la victoire de Zama.

Voilà les grandes scènes de ce siècle : car il n'y a plus de Sparte ni d'Athènes. Les principes de liberté se sont réfugiés chez les Actéens : ce peuple, jusqu'alors assez obscur, inspiré par Aratus, vole au secours des villes asservies, prodigue ses biens et son sang pour les affranchir, n'exige rien d'elles, et se croit assez récompensé s'il les voit heureuses. L'ambition de Cléomène, qui ne se contente pas de faire revivre à Sparte les institutions de Lycurgue,

détruit l'harmonie entre les Grecs. Aratus, pour échapper à la suprématie lacédémonienne, jette la ligue dans les bras de la Macédoine; et Philippe III croit pouvoir, avec cette alliance d'une partie de la Grèce, embrasser la cause d'Annibal.

La multitude des petits rois, successeurs d'Alexandre, fatigue l'attention : un peuple de monarques encombre l'histoire ; les scènes se multiplient, les catastrophes se pressent sans profit pour les nations. En Égypte seulement les Ptolémées, en Asie les princes de Pergame, s'efforcent de recueillir les débris de la littérature et des arts d'Athènes. Euclide, Ératosthène, Apollonius de Perga, illustrent l'école d'Alexandrie. Syracuse revendique Archimède qui les a tous surpassés. La gloire des poètes est moins éclatante : l'obscur roman de Chaldéen Lycophron, les longs récits du Rhodien Apollonius signalent la décadence d'une littérature que les hymnes de Callimaque et les idylles de Théocrite ne parviennent pas à ranimer. Cependant Ennius et Plaute commencent à Rome une littérature nouvelle : Ennius, dont nous ne pouvons apprécier la rudesse et l'énergie que par un petit nombre de fragments; Plaute, auquel il ne manqua peut-être pour devenir le premier comique de l'antiquité qu'un goût délicat et pur, trop incompatible avec les mœurs et le langage des Romains de son temps. L'Inde bouddhique a désormais sa place dans le domaine de l'histoire : les inscriptions gravées sur des rochers et sur des colonnes, et déposées dans les tombeaux et dans les temples, notamment les édités du roi Açoka, révèlent des faits précis comme n'en donnaient pas les *Pourânas*, souvenirs légendaires des vieux siècles.

CHRONOLOGIE.

300-288.

Rhodes. — Construction du colosse d'airain massif.

299.

(OL. CXX, 2.)

Athènes. — Zénon, de Citium, ville de Chypre, fonde à Athènes l'école nouvelle du Portique. Son rival Arrésilaos, de Pitane, ville d'Éolie, fondateur de la seconde Académie, le suit de quelques années.

Égypte. — Sostrate, de Cnide, commence le phare d'Alexandrie, qui sera réputé une des merveilles du monde.

Orient. — Le vaincu d'Ipsus,

Démétrius, marie sa fille Stratonice à Séleucus et occupe la Cilicie.

297.

(OL. CXI, 4; R. 488.)

Grèce. — Retour de Démétrius.

Macédoine. — Mort du roi Cassandre; rivalité entre ses fils.

Rome et Samnites. — Les consuls Fabius Rullianus et Décimus Mus ravagent méthodiquement le pays du Samnium et y détruisent tout ce qui sert à la subsistance des hommes. La race indomptable des montagnards quittera quelque temps une terre désolée, mais pour appeler aux armes les Étrusques et les Gaulois.

290.

(OL. CXXI, 1)

Égypte. — Le savant Démétrius de Phalère va diriger l'école grecque d'Alexandrie.

Grèce. — Athènes qui obéit au tyran Lacharès est entourée par les armées de Démétrius.

293.

(OL. CXXI, 2 ; R. 460.)

Grèce. — La famine force Athènes de se rendre à Démétrius. — Expédition de ce prince en Lacouie ; il bat le roi Archidamos à Mantinée et s'approche de Sparte.

Rome, Gaulois et Samnites. — Les Samnites et les Gaulois, avant d'avoir pu se joindre aux troupes de leurs alliés, les Ombriens et les Étrusques, sont forcés de combattre à Sentinum, près du fleuve Aesis, à l'entrée du pays des Gaulois Sénons : Fabius Rullianus, consul, doit la victoire à son habileté et à son courage, mais aussi au sacrifice héroïque de son collègue Décimus Mus, qui se dévoue pour les légions.

294.

(OL. CXXI, 3 ; R. 461.)

Macédoine. — Démétrius Poliorcète éloigne les enfants de Cassandre du trône de Macédoine, qu'il prend pour sept ans.

Orient. — Séleucus donne la haute Asie à gouverner à son fils Antiochus.

Rome et Étrusques. — Les Étrusques, après le sanglant désastre de Sentinum qui a frappé leurs alliés Gaulois et Samnites, consentent à une trêve de quarante ans.

295.

(OL. CXXI, 4 ; R. 462.)

Rome et Samnites. — Le fils du vieux Papirius Cursor tue trente mille hommes aux Samnites dans la journée d'Aquilone, au sud de leur pays ; tous les Samnites réunis, avant de combattre, sous la tente de lin, s'étaient par les plus formidables ser-

ments dévoués à la mort ou à la victoire.

291.

(OL. CXXII, 2 ; R. 464.)

Grèce. — Mort du plus grand poète de la comédie nouvelle, Ménandre. — La littérature grecque va se réfugier à Alexandrie.

Rome et Samnites. — Le chef des Samnites qui avait épargné mais humilié les Romains aux Fourches caudines, Pontius Hérénnius, pris par le vieux Fabius Rullianus, lieutenant de son fils le consul Fabius Gurgès, est égorgé à Rome, après le triomphe, selon la coutume barbare des vainqueurs.

290.

(OL. CXXII, 3 ; R. 465.)

Étolie. — Les brigandages des Étoliens s'étendant jusqu'à Delphes, Démétrius Poliorcète fait célébrer à Athènes les fêtes Pythiques en l'honneur d'Apollon.

Rome, Sabins et Samnites. — Le consul Curius Dentatus arrache enfin aux Samnites l'obligation de rester en paix. Un traité les fait alliés de Rome. — Soumission définitive des Sabins qui s'étaient souvent associés à leurs guerres. — Toute l'Italie centrale a été cruellement ravagée pendant près de cinquante ans. La domination romaine commence à s'asseoir sur ces contrées.

289.

(OL. CXXII, 4.)

Sicile. — Mort du tyran de Syracuse, Agathocle.

287.

(OL. CXXIII, 2.)

Épire et Macédoine. — Le roi d'Épire, Pyrrhus, neveu d'Olympias la mère d'Alexandre, enlève la Macédoine à Démétrius Poliorcète, qui reste toujours maître de la plus grande partie de la Grèce.

286.

(OL. CXXIII, 3 ; R. 466.)

Macédoine et Thrace. — Après

sept mois de possession, Pyrrhus perd la Macédoine, dont le dépouille Lysimaque de Thrace.

Orient. — Démétrius quitte la Grèce pour aller combattre, en Asie, Séleucus; vaincu et pris en Cilicie, il sera captif jusqu'à la fin de sa vie.

Rome. — Les souffrances de la masse du peuple, toujours écrasée sous les dettes, menacent la cité d'une nouvelle explosion que préviennent les lois démocratiques proposées par le dictateur plébéien Hortensius, soumises aux suffrages après sa mort par Fabius Rullianus : abolition des dettes et de l'esclavage pour dettes; distribution de sept jugera (1 hectare 17 ares) de terre à chaque citoyen.

283.

(OL. CXXIII, 4.)

Égypte. — Ptolémée Lagos associe au trône d'Égypte son fils Ptolémée Philadelphie.

283.

(OL. CXXIV, 2; R. 472.)

Égypte et Judée. — Mort de Ptolémée Lagos, surnommé Soter; son fils, Ptolémée Philadelphie, gouverne seul. Dès le commencement de son règne, Philadelphie fonde à Alexandrie le Musée et la fameuse bibliothèque qui attirent en Égypte les savants et les poètes. Il donne la liberté aux Juifs captifs en Égypte, envoie des présents au grand pontife Éléazar pour le temple de Jérusalem, fait traduire en grec les livres saints des Hébreux : version des Septante.

Grèce et Macédoine. — Après que Démétrius Poliorète est mort captif de Séleucus en Asie, son fils Antigone Gonatas renouvelle ses prétentions sur la Grèce et sur la Macédoine.

Pergame. — Philète, qui commande au nom du roi de Thrace, Lysimaque, dans le territoire de Pergame, en Mysie, s'y forme une principauté indépendante.

Rome et Gaulois. — Une armée consulaire entrant pour la première fois sur le territoire des Gaulois Sénon, y a tout dévasté : les Boles, voisins des Sénon au nord-ouest, espèrent venger leurs frères en accourant en Etrurie; Étrusques et Gaulois sont vaincus près du lac Vadimon (lago di Bassano) et bientôt réduits à faire la paix.

282.

(OL. CXXIV, 3; R. 473.)

Rome et Grande-Grèce. — Les brigandages des Lucaniens, comme autrefois ceux des Samnites en 342, servent de prétexte aux Romains pour envoyer une armée au sud de l'Italie. La ville grecque de Thurion (Thurium) reçoit de Fabricius une garnison romaine.

281.

(OL. CXXIV, 4.)

Orient et Thrace. — Lysimaque, roi de Thrace et de Macédoine, est vaincu et tué à Cyropédion, en Phrygie, par Séleucus, roi de Syrie, qui domine quelque temps sur ces deux États.

280.

(OL. CXXV, 1; R. 473.)

Grèce. — Renouveau de l'ancienne alliance entre les cités de l'Achéa. Principes de la constitution achéenne : concorde et union fédérale; respect du gouvernement particulier des cités qui seront agrégées à la ligue; haine vouée aux tyrans qui ont profité de l'anarchie pour étouffer les libertés locales; affranchissement des peuples par les lois et les mœurs d'une démocratie modérée. Le pouvoir fédéral est partagé entre une assemblée où chacun des États peut envoyer ceux de ses citoyens qui sont âgés d'au moins trente ans, et des magistrats suprêmes, stratèges et demiourges, élus par les confédérés. — La Grèce perd alors Praxitèle d'Athènes, le plus gracieux des statuaux antiques, auteur d'un Cupidon, d'une Vénus, et peut-être du beau groupe de Niobé,

attribué, sans preuve, au statuaire Scopas, artiste du v^e siècle.

Macédoine, Orient et Thrace. — Séleucus Nicator, le dernier survivant des généraux d'Alexandre qui se sont faits rois, est assassiné par le fils aîné de Ptolémée Soter, Ptolémée Céraunos, qui était son hôte. Le meurtrier règne à peine un an sur la Macédoine; les Thraces redeviennent indépendants; Antiochus Soter ne garde que les États de son père en Asie.

Rome et Épire. — Pyrrhus vient combattre les Romains en Italie, comme allié des Grecs de Tarente. Il doit à ses éléphants la victoire gagnée à Héraclea, près du golfe Tarentin, sur le consul Valérius Lévinus.

Rome. — Pour la première fois un censeur plébéien, Cn. Domitius, clôt le lustre : le recensement donne deux cent soixante dix-huit mille deux cent vingt têtes de citoyens.

279.

(Ol. cxxv, 3; R. 476.)

Chaldée. — Le Babylonien Bérose, prêtre de Bélus, écrit une histoire de Chaldée, dans laquelle il remonte jusqu'à la naissance du monde. On n'en a que des fragments, dont quelques-uns sont cités par Josèphe, l'historien des Juifs.

Gaulois et Grèce. — Le nord de la Grèce est dévasté par une expédition gauloise, sous la conduite d'un brenn. Confédération des Grecs, comme au temps de la guerre médique. Les Gaulois s'approchent de la ville sacrée de Delphes; ils y trouvent leur ruine.

Rome, Épire et Carthage. — Les consuls, P. Sulpicius et Décimus, n'obtiennent pas de succès décisifs contre Pyrrhus; mais le roi paye chèrement sa victoire d'Asculum en Apulie. — Les traités de 510 et de 340, entre Rome et Carthage, sont renouvelés : elles étaient toutes deux menacées par le même ennemi,

Pyrrhus, l'une en Italie, l'autre en Sicile.

278.

(Ol. cxxv, 3; R. 477.)

Macédoine. — Antigone Gonatas, le fils de Démétrius Poliorcète, commence à se faire reconnaître par les Macédoniens. — Il combat les Gaulois. — Le trône restera cent dix ans à cette famille.

Orient et Gaulois. — Les Gaulois passent de la Thrace en Asie Mineure, appelés par le roi de Bithynie, Nicomède. Ils garderont une partie de la Phrygie, la Galatie.

Rome et Épire. — Fabricius, consul, est opposé à Pyrrhus qui ne trouvant pas de faciles conquêtes en Italie passe en Sicile. — Fabricius dévaste le pays des Samnites, des Lucaniens, des Brutiens, qui pendant trois ans encore résisteront aux armées romaines.

275.

(Ol. cxxvi, 2; R. 480.)

Rome. — Au moment où Pyrrhus revient de Sicile en Italie, le peuple résiste à l'enrôlement; il faut que le consul Curius Dentatus use de ruse : le premier citoyen désigné par le sort qui ne répond pas à l'appel est puni par la vente de ses biens.

Rome et Épire. — Curius Dentatus bat le roi d'Épire à Bénévent, ville du Samnium, appelée autrefois Malévent. — Le premier, il montre aux Romains, le jour de son triomphe, des éléphants pris sur l'ennemi. — Pyrrhus va quitter l'Italie pour toujours.

273.

(Ol. cxxvi, 4; R. 482.)

Égypte et Rome. — Ptolémée Philadelphie envoie une ambassade au peuple romain pour le féliciter de sa victoire sur Pyrrhus.

Épire et Macédoine. — Pyrrhus envahit de nouveau la Macédoine.

272.

(OL. CXXVII, 1 ; R. 483.)

Épire et Grèce. — Pyrrhus est appelé contre les Spartiates par l'ambitieux Cléonyme ; celui-ci veut dépouiller du trône son neveu Aréos, qui cependant reste roi. Mort de Pyrrhus dans une tentative d'usurpation faite sur Argos. — L'Épire continue à avoir des rois.

Rome et Grande-Grèce. — Les armées romaines ont encore à combattre les Lucaniens, les Samnites et les Bruttiens. Tarente en apprenant la mort de Pyrrhus, demande et obtient des secours des Carthaginois, maîtres d'une partie de la Sicile. Elle n'en est pas moins forcée d'ouvrir ses portes et d'abattre ses murailles.

Sicile. — Théocrite de Syracuse écrit vers ce temps ses *Bucoliques* dans le dialecte dorien. Il a quitté depuis 275 Alexandrie, où il avait séjourné à la cour de Ptolémée Philadelphe.

271.

(OL. CXXVII, 2 ; R. 484.)

Rome. — Les légionnaires romains de Capoue qui s'étaient emparés de Rhégium sans l'ordre du sénat et prétendaient en rester maîtres, forcés de se rendre à l'arrivée d'une armée consulaire, sont conduits à Rome ; trois cents d'entre eux sont passés par les verges et décapités.

270.

(OL. CXXVII, 3 ; R. 485.)

Grèce. — Le philosophe Épicure meurt dans l'Attique, à soixante et douze ans. Ses principes philosophiques n'aboutissent que par une déviation forcée à la doctrine du plaisir.

Sicile. — Hiéron commence à régner à Syracuse, mais il était déjà, depuis plusieurs années, le premier magistrat de cette ville, qu'il gouvernera sagement pendant cinquante-cinq ans.

269.

(OL. CXXVII, 4 ; R. 486.)

Rome. — Une monnaie d'argent est pour la première fois frappée à Rome, cinq ans avant la première guerre punique.

268.

(OL. CXXVIII, 1 ; R. 487.)

Égypte. — L'Égyptien Manéthon, originaire de Sébennyte, garde des archives sacrées dans le temple d'Héliopolis, écrit sous Ptolémée Philadelphe une histoire de l'Égypte, dont on n'a que quelques fragments dans les historiens Josèphe, Eusèbe et Georges le Syncelle.

Grèce et Macédoine. — Le roi de Macédoine, Antigone Gonatas, assiège Athènes.

Rome. — Progrès militaires dans le Picénum, où est fondée la colonie d'Ariminum ; le Samnium reçoit des colons romains à Bénévent.

267.

(OL. CXXVIII, 2 ; R. 488.)

Rome. — Trois années de guerre, en réduisant sous la domination romaine le pays des Messapiens, Salente et Brindes sur la côte de l'Adriatique, compléteront la conquête du sud de l'Italie.

264.

(OL. CXXIX, 1 ; R. 491.)

Bithynie. — Nicomédie fondée par le roi Nicomède devient la capitale de la Bithynie.

Rome. — Le forum Boarium voit pour la première fois des combats de gladiateurs. Ce spectacle nouveau est donné aux Romains par M. et D. Brutus qui croient honorer ainsi les mânes de leur père. Une pensée religieuse semble inspirer ces fêtes sanglantes, originales de la Campanie, comme autrefois chez les Grecs les représentations scéniques avaient lieu en l'honneur des dieux.

Rome, Carthage et Syracuse. — La protection accordée par Rome aux Mamertins, brigands d'origine

campanienne, établis près de Messine, la met aux prises avec Hiéron roi de Syracuse et avec les Carthaginois. Heureux commandement d'Appius Claudius, en Sicile. Il est le premier consul qui ait combattu hors de l'Italie. — Le moment où Rome commence la première guerre punique a servi de point d'arrêt à plusieurs historiens : à Denys d'Halicarnasse, contemporain de l'empereur Auguste, pour ses *Antiquités romaines* ; à Timée de Tauromenium, pour son *Histoire de Sicile*. Il sert au contraire de point de départ à Polybe.

263.

(OL. CXXIX, 2 ; R. 492.)

Égypte, Pergame. — Eumène succède sur le trône de Pergame à son oncle Philétère. — L'ardente rivalité que la passion pour les beaux-arts crée entre Eumène et Ptolémée Philadelphie, dégénère en guerre ouverte. Le roi d'Égypte interdit l'exportation du papyrus qui servait à écrire. Un Grec apprend aux Pergaméens à écrire sur des peaux préparées. Le parchemin remplace depuis lors le papyrus, mais il restera toujours fort cher.

Grèce. — Mort de Zénon, le père de la philosophie stoïcienne : il enseignait à Athènes sous le célèbre portique (στοά), nommé le Pœcile. — Les tables chronologiques dressées par ordre du gouvernement d'Athènes et gravées sur des marbres, résumaient l'histoire des Athéniens depuis l'avènement de Cécrops, jusqu'à l'archontat de Diognète, 264-263 avant Jésus-Christ. Elles nous manquent à partir de l'an 354. Ce précieux monument, trouvé dans l'île de Paros au commencement du XVII^e siècle, acheté par le comte d'Arundel, a été déposé dans la bibliothèque d'Oxford.

Rome et Sicile. — Hiéron pressé par les armées romaines conclut la paix avec le sénat ; il leur donnera de l'argent et des vivres pour continuer la guerre contre les Carthagi-

nois. Jusqu'à la fin de sa vie, pendant près de cinquante ans, il sera fidèle à l'alliance de Rome. — Premier cadran solaire apporté de Catane, ville de Sicile, par Valérius Messala.

262.

(OL. CXXIX, 3 ; R. 493.)

Rome et Carthage. — Les deux consuls assiègent pendant cinq mois Agrigente, place carthaginoise en Sicile.

261.

(OL. CXXIX, 4.)

Orient. — Le roi de Syrie, Antiochus Soter, meurt dans un combat contre les Gaulois, établis au milieu de l'Asie Mineure. Son fils Antiochus, Théos, lui succède.

260.

(OL. CXXX, 1 ; R. 494.)

Inde. — Depuis 263, règne Açoka, d'abord cruel, qui se convertira au bouddhisme et favorisera l'extension de cette religion dans son empire.

Rome et Carthage. — Les Romains arment en mer pour la première fois ; ils construisent des bâtiments à proue, appelés *liburnes*, avec lesquels le consul Cornélius Scipion Asina se laisse d'abord surprendre par les Carthaginois. Son collègue Duillius remporte la première victoire navale près de Myles, au nord-est de la Sicile, prend trente et un vaisseaux, en coule quatorze, fait sept mille prisonniers, tue trois mille hommes. À l'aide des crampons de fer, appelés corbeaux, les vaisseaux carthaginois étaient saisis, tenus immobiles ; et les équipages placés bord contre bord combattaient comme sur terre. On éleva à Rome à Duillius une colonne rostrale.

259.

(OL. CXXX, 2 ; R. 496.)

Rome et Carthage. — Le consul L. Cornélius Scipion conduit la flotte romaine sur les côtes de Sardaigne et de Corse qu'il n'enlève pas aux Carthaginois, mais d'où il emmène des milliers de captifs.

258.

(OL. CXXX, 2.)

Grèce. — Mort d'Érasistrate, célèbre médecin grec, le premier, dit-on, qui ait disséqué des corps humains. Il est le chef de l'école des Méthodistes, opposée à celle des Empiriques.

256.

(OL. CXXXI, 1 ; R. 499.)

Égypte. — Le poète Callimaque de Cyrène qui a écrit dans presque tous les genres de littérature, qui même avait composé des ouvrages d'histoire et de grammaire, était, vers ce temps, en grande faveur à la cour d'Alexandrie, à cause de ses hymnes et de ses élégies.

Rome et Carthage. — Le consul M. Atilius Régulus ayant gagné une grande victoire navale sur les Carthaginois, en vue du mont Ecnome, près de la côte sud de la Sicile, porte la guerre en Afrique avec son collègue L. Manlius Vulso. Ils s'avancent jusqu'aux environs de Carthage, trouvent la plupart des villes sans murailles, et peu disposées à soutenir les Carthaginois. Manlius retourne seul à Rome.

255.

(OL. CXXXI, 2 ; R. 500.)

Achéens. — Vingt-cinq ans après la reconstitution de la ligue des Achéens, un magistrat unique, nommé stratège, est placé à la tête du gouvernement fédéral.

Chine. — Fin à cette époque, ou cinq ou six ans plus tard, de la dynastie des Tchéou; avènement de la quatrième dynastie, celle des Tsin, maîtresse, depuis le ix^e siècle, de la province de Chen-si. Chi-Hoang-Ti réunira sous sa domination tout l'empire, auparavant divisé en un grand nombre de principautés, et bâtit la fameuse muraille qui devait en couvrir les frontières contre les barbares de l'ouest et du nord. Elle a deux cent quarante myriamètres de long, de sept à huit mètres de haut, sur

cinq de large; en plusieurs endroits elle est double et triple.

Rome et Carthage. — Le Spartiate Xanthippe reçoit le commandement de l'armée carthaginoise. Défaite et captivité de Régulus en Afrique.

254.

(OL. CXXXI, 3 ; R. 501.)

Rome et Carthage. — Un naufrage ayant presque anéanti leurs forces maritimes, les Romains, en trois mois, forment une nouvelle flotte de deux cent vingt vaisseaux. Les deux consuls forcent, au nord-ouest de la Sicile, Panorme à se rendre.

253.

(OL. CXXXI, 4 ; R. 502.)

Rome et Carthage. — Les consuls avec deux cent cinquante vaisseaux portent encore les hostilités sur les côtes d'Afrique. Prise de quelques villes; naufrages désastreux. — Le sénat renonce pour quelque temps à la guerre maritime.

251.

(OL. CXXXII, 2 ; R. 504.)

Achéens. — Aratus soustrait au gouvernement d'un tyran Sicyone, sa patrie, et l'agrège à la ligue achéenne.

250.

(OL. CXXXII, 3 ; R. 505.)

Bactriane et Parthie. — Le Grec Théodote, gouverneur en Bactriane pour le roi de Syrie, y prend lui-même le titre de roi. L'empire bactrien qui n'aura que des rois grecs, dans sa courte durée (environ cent trente ans), s'étendra jusque dans l'Inde. Les semences de civilisation hellénique, jetées par Alexandre, ont fécondé et enrichi les régions asiatiques placées entre la vallée de l'Yaxarte et celle de l'Indus. — Arsace, d'origine scythique, détache aussi les Parthes de la domination des Séleucides, et forme une monarchie indépendante. Ces deux révolutions ont eu peut-être lieu quel-

ques années plus tôt : la première en 254, la seconde en 255.

Rome et Carthage. — Le proconsul L. Cécilius Métellus bat les Carthaginois sur terre près de Panorme; il montrera, le jour de son triomphe à Rome, cent quatre éléphants pris à l'ennemi.

249.

(OI. CXXXII, 4; R. 506.)

Rome et Carthage. — Le consul P. Claudius Pulcher qui s'est malgré les auspices engagé dans un combat naval avec les Carthaginois, près de Drépane, éprouve par son incapacité et sa présomption un immense désastre. L'autre consul sauve difficilement sa flotte d'un naufrage. Les Romains encore une fois renoncent à la mer.

Rome. — Claudius Pulcher, qui seul comme consul peut nommer un dictateur pour remédier aux maux publics, ose choisir un des derniers du peuple, un scribe, Claudius Glicia.

247.

(OI. CXXXIII, 1; R. 508.)

Carthage et Rome. — Hamilcar Barca est mis à la tête des troupes carthaginoises, en Sicile. Il fait des courses sur la côte de Cumès en Campanie et serre les Romains de près devant Panorme, en occupant la position voisine du mont Eryx. L'épuisement des deux peuples, et aussi l'habileté des généraux qui commandent de part et d'autre prolongeront la guerre pendant six années encore.

Carthage. — Naissance d'Annibal, fils d'Hamilcar.

246.

(OI. CXXXIII, 2; R. 509.)

Égypte et Syrie. — Antiochus Théos, roi de Syrie, qui avait abandonné sa femme Laodice, pour épouser Bérénice, sœur du nouveau roi d'Égypte, Ptolémée Evergète, est assassiné par Laodice, qui tue et Bérénice et l'enfant de Bérénice. Séleucus II Callinicos lui succède. La

vengeance du roi d'Égypte frappe Laodice et les sujets du Séleucide, jusque dans Babylone.

245.

(OI. CXXXIII, 3; R. 510.)

Achéens. — Aratus est nommé pour la première fois stratège des Achéens. L'influence macédonienne domine à Corinthe.

243.

(OI. CXXXIV, 2; R. 512.)

Achéens et Lacédémoniens. — Huit ans après la délivrance de Sicyone, Aratus, stratège des Achéens pour la deuxième fois, rend l'indépendance aux Corinthiens et les fait entrer dans la ligue achéenne. — Les Lacédémoniens, comme si l'indépendance du Péloponnèse était menacée par ces progrès des Achéens, s'emparent de Pellène, à l'ouest de Sicyone, et marchent contre Aratus; leur roi Agis est battu.

Lacédémone. — Agis médite la réforme des institutions de Sparte : il veut les ramener aux principes de Lycurgue. Le nombre des citoyens actifs, d'origine spartiate, était réduit alors à sept cents; cent familles seulement avaient conservé la possession des lots primitifs de terre. Les propriétés territoriales, depuis la loi de l'éphore Épitadès, pouvant passer aux femmes, une partie considérable des richesses étaient réunies entre leurs mains. La mère même et l'aïeule d'Agis avaient d'immenses domaines. Il veut faire revivre les anciennes mœurs, ressusciter la petite propriété par une répartition nouvelle des terres, et admettre de nouveaux citoyens. Agis IV fait déposer son collègue Léonidas II, hostile à tout projet de réforme; le gendre de Léonidas, Cléombrote est élu roi. Violente agitation causée par les propositions révolutionnaires de Lysandre, dévoué à Agis.

Rome. — Outre le préteur de la ville, un second préteur est créé, *prætor peregrinus*, pour régler toutes les affaires judiciaires qui con-

cernaient les étrangers et les procès de ceux-ci avec les citoyens romains. Le sénat ne voulait pas laisser cet arbitrage aux riches de la cité que les étrangers choisissaient pour patrons.

242.

(OL. CXXIV, 3 ; R. 513).

Rome et Carthage. — Les Romains, pour la troisième fois, veulent courir les chances de la guerre sur mer; ils arment deux cents vaisseaux.

241.

(OL. CXXIV, 4 ; R. 514).

Carthage et Rome. — Le consul Lutatius Catulus bat la flotte carthaginoise, près des îles Égates, au nord de Lilybée. Carthage obtient la paix en renonçant à ses possessions de Sicile, et en payant un tribut. La première guerre punique donne les deux tiers de la Sicile aux Romains, qui en font une province; l'autre partie reste à Hérone de Syracuse.

Carthaginois. — Les désastres de la première guerre punique jettent Carthage dans une nouvelle lutte où son existence même est compromise. Ses mercenaires révoltés en Afrique, en Corse, en Sardaigne, engagent contre elle pendant trois ans et demi une guerre *inexpiable*.

Étoliens et Achéens. — Pendant qu'Aratus est stratège des Achéens pour la troisième fois, les brigands de l'Étolie menacent le Péloponnèse d'une invasion. Les Spartiates, alliés de la ligue, viennent à l'isthme sous la conduite d'Agis. Aratus, malgré les conseils d'Agis, ne veut pas remettre la fortune de la Grèce, sans nécessité, aux chances d'une bataille.

Lacédémone. — L'absence d'Agis a laissé dans Sparte une libre carrière aux partisans de la réaction. Le riche Agésilas, quoique parent du roi réformateur, encourage les mécontents. Retour d'Agis; il est jeté en prison; sa mort violente, suivie du meurtre de sa mère et de son aïeule, qui s'étaient faites courageusement les complices de ses réformes.

Pergame. — Attale, neveu et successeur d'Eumène, commence à Pergame un règne de quarante-quatre ans. Il fit d'un domaine précaire un véritable royaume, amassa des trésors, enrichit la bibliothèque de Pergame, composa lui-même, dit-on, des livres d'histoire.

Rome. — Formation de deux nouvelles tribus, ce qui porte définitivement leur nombre à trente-cinq (trente et une de la campagne, quatre de la ville), qui embrassent tous les habitants du territoire romain (*ager Romanus*), jouissant du droit de cité. Le territoire primitif avait été agrandi successivement jusqu'à cent milles au delà des murs de la ville, aux dépens des cités de l'Étrurie méridionale, d'une partie du pays des Latins, des Volques, des Ausones, des Éques et des Sabins. L'enceinte sacrée de la ville ou *pomerium* n'a pas changé. — Une révolte de Faléries, en Étrurie, occupe six jours les deux consuls.

240.

(OL. CXXIV, 1 ; R. 515.)

Rome. — Livius Andronicus commence, un an avant la naissance du poète Ennius, à faire représenter des pièces de théâtre à Rome.

239.

(OL. CXXIV, 2.)

Macédoine. — A Antigone Gonatas succède son fils Démétrius II sur le trône de Macédoine et dans ses prétentions à la suprématie en Grèce. Cependant il n'arrêtera pas les progrès de la ligue achéenne.

238.

(OL. CXXIV, 3 ; R. 517.)

Carthage et Espagne. — Hamilcar Barca, un des généraux qui ont terrassé les mercenaires armés contre Carthage, envoyé en Espagne, y fondera un empire punique. Il y a emmené son fils Annibal âgé de neuf ans.

Rome et Gaulois. — Rome engage la guerre contre les Boies et les

Ligures de la Gaule cisalpine, en deçà du Pô. C'est le commencement d'une lutte longue et meurtrière.

257.

(Ol. cxxxv, 4 ; R. 518.)

Rome et Syracuse. — Le Grec Hléron, roi de Syracuse, vient à Rome et y assiste aux jeux publics.

258.

(Ol. cxxxvi, 1 ; R. 519.)

Lacédémone. — Cléomène III succède à son père Léonidas ; il est marié à la veuve d'Agis, dont il reprendra les généreuses pensées de réforme, malgré l'inimitié qui avait séparé jusqu'à la mort Léonidas et Agis.

Rome, Corse et Sardaigne.

— La Sardaigne et la Corse, anciennes possessions de Carthage qu'une perfidie des Romains lui avait enlevées à la fin de la guerre des mercenaires, sont domptées par deux armées consulaires.

Rome et Gaulois. — Mouvement des Gaulois cisalpins pour envahir l'Italie centrale ; il est sans effet.

258.

(Ol. cxxxvi, 2 ; R. 520.)

Rome. — Les Romains n'étant en guerre avec aucun peuple, le temple de Janus, toujours ouvert pendant la guerre, est fermé pour la seconde fois depuis que Rome existe (la première fois sous Numa). — Soldat dans la première guerre punique, le poète latin Cn. Nævius prend cette guerre pour sujet d'épopée.

254.

(Ol. cxxxvi, 3 ; R. 521.)

Rome, Gaule cisalpine, Corse et Sardaigne. — Prise d'armes de la Sardaigne révoltée à l'instigation des Carthaginois, de la Corse et des Ligures qui habitent dans la chaîne septentrionale des Apennins.

252.

(Ol. cxxxvii, 1 ; R. 522.)

Rome et Gaulois. — Le tribun

C. Flaminius propose par une loi agraire l'établissement de colonies dans le territoire du Picénum qui touche au pays des Gaulois Sénons. Ce sera pour les Gaulois d'Italie un prétexte d'agression.

251.

(Ol. cxxxvii, 2 ; R. 524.)

Rome. — Le divorce de Sp. Carvilius est cité comme le premier exemple de répudiation légale.

250.

(Ol. cxxxvii, 3 ; R. 525.)

Rome. — Les jeux floraux, représentations scéniques, informes et grossières, tiennent lieu aux Romains de comédies.

229.

(Ol. cxxxvii, 4 ; R. 526.)

Achéens. — Pendant quelques années, rapides progrès de la ligue achéenne ; elle embrasse ou rattache à elle par des alliances presque tous les peuples de la Grèce centrale, même du Péloponnèse ; mais Sparte, la Messénie, l'Elide et quelques parties de l'Arcadie, échappent à son influence.

Carthage et Espagne. — A la mort d'Asdrubal Barca, son gendre, Amilcar, lui succède dans le commandement des forces carthaginoises en Espagne.

Épire. — La mort naturelle ou violente de Laodamie, dernier rejeton de la race royale d'Épire, fait substituer à la royauté un gouvernement électif. — L'Épire tombe sous l'influence des Illyriens et des Macédoniens.

Macédoine. — A la mort de Démétrius, son fils Philippe est trop jeune pour régner ; son frère, Antigone Dôson, est fait roi.

Rome et Illyrie. — Le sénat romain, à la demande des États grecs de l'Adriatique, combat les pirates illyriens ; deux consuls leur font la guerre.

228.

(Ol. cxxxviii, 1 ; R. 527.)

Rome, Grèce et Illyrie. —

Après les succès du consul Posthumus en Myrie, la reine Teuta demande la paix. — Rome envoie pour la première fois des députés à la Grèce. Ils sont accueillis avec honneur à Corinthe et assistent aux jeux isthmiques; à Athènes, on les initie aux mystères.

227.

(OL. CCXXVIII, 2; R. 522.)

Achéens et Lacédémone. — Aratus provoque imprudemment les Spartiates auxquels il prétend arracher de vive force la partie de l'Arcadie où ils commandent. — Son incapacité militaire met en relief les qualités brillantes de Cléomène, roi de Sparte.

Carthage, Espagne et Rome.

— Asdrubal Barca est empêché, par un traité avec Rome, de s'étendre au delà de l'Èbre. Le traité protège tous les alliés des Romains sans nommer particulièrement la ville de Sagonte. — Carthagène (Carthage la neuve), fondée par Asdrubal dans une admirable situation maritime et continentale, au sud-est, deviendra la capitale de l'empire des Barca en Espagne. Cadix, ville phénicienne sur l'Océan Atlantique, était trop loin à l'ouest.

Rome. — Outre le préteur urbanus et le préteur peregrinus, chargés à Rome de l'administration de la justice pour les habitants de la ville et pour les étrangers, le sénat crée deux nouveaux préteurs pour gouverner : 1^o la Sicile, première province romaine; 2^o la Corse et la Sardaigne. Ils auront droit de vie et de mort, et lèveront les tributs.

228.

(OL. CCXXVIII, 4; R. 530.)

Lacédémone. — Cléomène, vainqueur des Achéens en Arcadie, revient sur Sparte avec des soldats dévoués, tue ou exile les éphores qui généraient ses projets de réforme, et quand il a fait trembler les lâches Spartiates qui ont tué Agis, il dicte

des lois pour remettre en vigueur tous les principes de Lycurge : nouveau partage des terres, renouvellement de la population spartiate, restauration de la discipline, de l'éducation, du pouvoir royal. — L'espérance de l'affranchissement social gagne tous les pauvres du Péloponnèse; ils attendent Cléomène comme un libérateur. — Jalousie d'Aratus et dangers pour la ligue achéenne.

Rome et Gaulois. — Les Gaulois Insubriens, au nord du Pô, et les Boies appellent de la Gaule Transalpine les Gésates, voisins du Rhône, pour les entraîner contre Rome. Les Gésates entrent dans la vallée du Pô. Mais l'Italie entière prend les armes et s'associe à la cause romaine; près de huit cent mille hommes, selon un historien contemporain, le sénateur Q. Fabius Pictor, qui servait dans cette guerre, sont prêts à repousser les barbares. — L'un des consuls, Atilius Régulus, est tué : l'autre, L. Aemilius Papus, qui avait été posté à Ariminum pour garder les passages du Picenum, bat les Gaulois. La guerre continue.

Rome. — Q. Fabius Pictor, le plus ancien historien romain, a écrit en grec. — Les peintures de Fabius Pictor dans le temple du Salut montrent que l'art était encore exclusivement inspiré par la religion.

Syrie. — Mort du roi Séleucus II, Callinicos; avènement de Séleucus III, Céraunos.

224.

(OL. CCXXIV, 1.)

Achéens et Lacédémone. — Cléomène poursuit ses succès contre les Achéens, dans l'Arcadie, dans l'Élide, jusque dans l'Achate. Il leur offre ensuite la paix et son alliance s'ils veulent l'accepter pour généralissime et lui laisser le commandement du Péloponnèse. Aratus refuse de se dessaisir du pouvoir, ou plutôt de laisser tomber l'ouvrage de sa vie entière, l'indépendance de la ligue achéenne; il fait appeler, contre le

réformateur de Sparte, l'étranger Antigone Dôson, roi de Macédoine, qu'il estime moins dangereux.

Rhodes. — Un tremblement de terre cause de grands désastres dans l'île de Rhodes : le fameux colosse est renversé. Les dons des peuples grecs, animés d'une généreuse sympathie, couvrent toutes les pertes qui étaient réparables. Le commerce maritime rendra bientôt à cette république son ancienne splendeur.

223.

(OL. CXXXIX, 2 ; R. 532.)

Grèce et Macédoine. — Les nouveaux progrès de Cléomène, qui enlève Argos aux confédérés achéens, hâtent l'arrivée d'Antigone Dôson comme allié de la ligue. Malgré Cléomène, les Macédoniens prennent possession de l'isthme de Corinthe. Retraite de Cléomène vers le centre du Péloponnèse.

Rome et Gaulois. — Le consul plébéien C. Flaminius, l'ancien tribun dont la proposition agraire avait provoqué la prise d'armes des Gaulois, au mépris des auspices, porte la guerre chez les Insubriens, au nord du Pô. Il est vainqueur sur l'Adda.

222.

(OL. CXXXIX, 3 ; R. 533.)

Égypte. — L'empire des Lagides est dans toute sa splendeur, à l'époque de la mort du troisième roi Ptolémée Évergète. A l'intérieur, un riche commerce relie l'Égypte à l'Éthiopie, à la Libye, à l'Arabie, aux Indes. Par la Coélesyrie, la Phénicie et l'île de Chypre, les Lagides tiennent en échec le royaume syrien. Les villes, les ports, les places fortes qu'ils ont sur les côtes d'Asie Mineure, depuis la Pamphylie jusqu'à l'Hellespont ; l'occupation de Lysimachie, clef de la Chersonèse de Thrace, d'Oënos et de Maronée sur le littoral thrace de la mer Égée, et de quelques Cyclades, les rendent redoutables même au roi de Macédoine.

Ils se déclarent, contre ce dernier, les protecteurs de l'indépendance hellénique. — L'inscription d'*Adulis*, en Éthiopie, ferait croire que Ptolémée Évergète a soumis la Cilicie, la Pamphylie, l'Ionie, l'Hellespont, la côte de Thrace, qu'il a parcouru la Mésopotamie, la Babylonie, la Susiane, la Perse, la Médie, et toute la haute Asie jusqu'à la Bactriane. — Ératosthène de Cyrène, géomètre, astronome, géographe, philosophe, grammairien et poète, âgé alors de cinquante-deux ans, était une des gloires littéraires du règne de Ptolémée Évergète. Il a créé un système complet de géographie, fondé sur des bases mathématiques, qui resta pendant quatre siècles un ouvrage classique. — La décadence de l'Égypte va commencer avec le règne de Ptolémée Philopator, fils d'Évergète, jeune débauché, entouré d'indignes ministres.

Grèce et Macédoine. — Les Macédoniens se rendent maîtres de l'Arcadie sur les Spartiates, ils occupent Mantinée. Cléomène est réduit, pour recruter son armée, à affranchir des hilotes. La destruction de Mégalopolis, ordonnée par lui, est un crime sans profit : course stérile jusqu'à Argos.

Rome et Gaulois. — Le consul M. Claudius Marcellus ayant tué de sa main, près de Clastidium, au nord-est du pays des Ligures, le chef des Gaulois, Viridomar, rapporte à Rome les troisièmes dépouilles opimes.

Syrie. — Le roi de Syrie, Séleucus Céraunos, meurt assassiné en Phrygie, au début d'une guerre contre Attale, roi de Pergame, qui attaquait ses possessions d'Asie Mineure, à l'ouest du Taurus. Son frère, Antiochus III, est proclamé par l'armée de Syrie. Antiochus donne les principaux gouvernements, l'Asie Mineure à Achéos, la Médie à Molon, la Perse au frère de Molon, Alexandre : tous trois se révolteront. Il épouse la fille du roi de Pont.

224.

(OL. CXXII, 4; R. 534.)

Achéens, Lacédémone et Macédoine. — Les Macédoniens, alliés de la ligue achéenne, entrent en Laconie; leur victoire décisive au nord du pays, à Sellasie, sur Cléomène, met la Grèce à leur merci. Cléomène fuit en Égypte où il mourra. Antigone Dôson vient à Sparte, déclare abolies les lois, c'est-à-dire les réformes de Cléomène; la royauté est suspendue. La ligue achéenne nomme Antigone généralissime de ses forces de terre et de mer. — Il est bientôt rappelé dans son royaume pour combattre les Illyriens.

Carthage et Espagne. — Le fils d'Amilcar Barca, Annibal, succède à Asdrubal, son beau-frère, dans le commandement des forces carthaginoises en Espagne. Pendant deux ans il combat les peuples non soumis, et concentre à l'est de la Péninsule, dans Carthagène, de grandes ressources pour une guerre nouvelle.

Rome et Istrie. — L'Istrie, près des Alpes Juliennes, au nord-est de la Gaule Cisalpine, est conquise par les Romains.

220.

(OL. CXX, 1.)

Macédoine. — Après la mort de son oncle, Antigone Dôson, avènement du jeune Philippe III, âgé de quinze ans, au trône de Macédoine.

Macédoine, Achéens et Étolie. — Les Étoliens qui prétendent à la possession de l'Élide et de la Messénie, rompent ouvertement avec la ligue achéenne. Aratus, stratège des Achéens, est défait à Capoue, en Arcadie, par les Étoliens, et fait alors appeler le roi de Macédoine : imprudence ou lâcheté que lui reproche bien justement l'historien de cette époque, le Grec Phylarque. Commencement de la guerre sociale, ou guerre des alliés, contre les Étoliens, qui durera trois ans :

Philippe est entouré de ministres qui le trahissent.

Thrace et Asie Mineure. — De grands intérêts maritimes mettent aux prises deux puissantes républiques : Byzance, qui veut avoir le monopole du commerce de la mer Noire; Rhodes, dominatrice du bassin oriental de la Méditerranée. Prusias, roi de Bithynie, se déclare contre les Byzantins. — Mithridate IV, roi de Pont, est en guerre avec la république maritime de Sinope, sur la côte de Paphlagonie.

219.

(OL. CXL, 2; R. 536.)

Égypte et Lacédémone. — Cléomène meurt, à Alexandrie, dans un commencement d'émeute qu'il avait fomentée contre son hôte, le roi Ptolémée Philopator.

Espagne et Carthage. — Annibal assiège Sagonte, à l'est du pays des Olcades, près de la mer Méditerranée, ville alliée des Romains. Après huit mois, Sagonte est prise et saccagée. C'est une déclaration de guerre contre Rome.

Illyrie et Rome. — Le sénat charge les deux consuls de la guerre contre les Illyriens, infidèles aux traités. Démétrius de Pharos, vaincu, se retirera auprès du roi de Macédoine, Philippe.

Lacédémone. — Après la mort d'Archidamos V, frère d'Agis IV, dernier descendant des Proclides, Lycurgue, qui n'est pas de la race royale, corrompt les éphores et se fait élire roi. — Cléomène est le dernier descendant des Agides qui ait régné à Sparte. Son pupille, Agésipolis, élu roi à la nouvelle de sa mort, est bientôt privé du trône par l'autre roi Lycurgue, qui reste seul maître du pouvoir. Avec Agésipolis, finit la race des Héraclides. — Lycurgue se déclare pour les Étoliens contre les Achéens et Philippe de Macédoine.

218.

(OI. CXL, 3 ; R. 537.)

Carthage et Italie. — Annibal, après s'être assuré de l'obéissance des Maures d'Afrique et des Espagnols, va porter la guerre en Italie avec une armée de mercenaires toute dévouée à sa fortune. Il ne prend pas la route de mer pour n'avoir pas besoin des vaisseaux de Carthage : il espère, sur son chemin, entraîner les peuples gaulois contre Rome. — Passage des Pyrénées, du Rhône, qu'il remonte jusqu'à l'Isère; des Alpes, au milieu desquelles une marche pénible de quinze jours lui fait perdre une partie de ses troupes. Cinq mois après son départ de Carthage, il est arrivé dans la vallée du Pô. — Journée près du Tésin, affluent septentrional du Pô, où est battu P. Cornélius Scipion. — Annibal franchit le Pô. Bataille de la Trébie, fleuve qui sort des Apennins, gagnée sur l'autre consul Tib. Sempronius.

Égypte et Syrie. — Prétentions rivales des deux rois sur la Coélésyrie ou Syrie creuse. La guerre est heureuse d'abord pour Antiochus III.

Étolle et Macédoine. — Le roi de Macédoine entre dans le pays des Étoliens, ennemis des Achéens.

Pergame. — Le roi Attale se sert des Galates mercenaires pour mettre sous son autorité les villes d'Éolide.

Rome. — L'époque d'Annibal a été racontée aux Romains par un contemporain, L. Cincius Alimentus, qui fut prisonnier du général carthaginois : écrivain perdu, cité par Tite Live.

217.

(OI. CXL, 4 ; R. 538.)

Carthage et Italie. — Après un séjour périlleux chez les Gaulois Cisalpins, Annibal traverse les marais d'Étrurie, le long des Apennins. Il écrase l'armée du consul plébéen C. Flaminius près du lac Trasimène,

livre à ses troupes victorieuses les riches contrées qui sont à l'est des Apennins et passe l'hiver à l'entrée de l'Apulie. — Le prodicteur Fabius Maximus pourvoit à la défense de Rome; politique de temporisation qui lui mérite le surnom de *Cunctator*.

Chine. — La religion de Bouddha pénètre en Chine.

Égypte et Syrie. — Antiochus, vaincu entre Gaza et le torrent d'Égypte, à Raphla, perd la Palestine, la Phénicie et la Coélésyrie qu'il avait un instant reprises aux Égyptiens.

Après sa victoire, Ptolémée Philopator s'abandonne de nouveau à ses vices et à sa cruauté, et laisse régner ses courtisans. Il persécute les Juifs dans toutes les provinces.

Étolle, Grèce et Macédoine. — La nouvelle des grands événements de l'Italie, qui doivent décider du sort de l'Occident pour Rome ou pour Carthage, et donner au parti victorieux, quel qu'il soit, des prétentions sur le reste du monde, hâte la conclusion de la paix entre le roi de Macédoine, ses protégés les Achéens et les Étoliens.

216.

(OI. CXL, 1 ; R. 539.)

Carthage et Italie. — Pendant un an les Romains ont sagement refusé de remettre leur existence aux chances d'un nouveau combat contre Annibal, qui occupe l'Apulie, le Samnium, l'entrée de la Campanie. — Le consul plébéen Térentius Varron est cause de l'immense désastre de Cannes, en Apulie, où se fait tuer son collègue Paul Émile. — Rome ne pouvait, même après Cannes, être surprise par une attaque subite du vainqueur. Annibal passe l'hiver à Capoue. Il restera encore douze ans en Italie.

Rome. — Comme après Trasimène un dictateur est nommé, Junius Péra. Le sénateur Fabius Pictor, historien dont les écrits sont perdus, est envoyé, après Cannes,

pour consulter l'oracle de Delphes sur l'avenir de Rome.

Sicile. — Mort d'Hiéron, roi de la Sicile syracusaine : son petit-fils lui succède.

Syrie. — Antiochus, avec de grandes forces, va attaquer en Asie Minure le rebelle Achéos contre lequel il est soutenu par Attale, le roi de Pergame. Achéos résistera deux ans dans la ville de Sardes.

213.

(OL. CXLII, 2 ; R. 340.)

Bithynie. — Le roi Prusias fait expier une fois aux Galates leurs fréquentes invasions sur ses terres.

Carthage et Macédoine. — Traité d'alliance entre Annibal et le roi de Macédoine, qui engage avec lui ses alliés, les Grecs.

214.

(OL. CXLII, 3 ; R. 341.)

Carthage, Rome et Sicile. — Le consul M. Claudius Marcellus est envoyé en Sicile, contre le parti syracusain, qui s'est prononcé pour Annibal. Siège de Syracuse, bientôt converti en blocus ; il durera deux ans.

Syrie, Bactriens et Parthes. — Antiochus, n'ayant plus à combattre de gouverneurs rebelles, engage la guerre avec le roi des Parthes, Arsace, et le roi des Bactriens, Euthydème ; mais il finira par reconnaître l'indépendance de ces deux États.

215.

(OL. CXLII, 4 ; R. 342.)

Carthage et Italie. — Annibal passe l'été dans le territoire de Tarente, espérant qu'une trahison lui livrera cette place qui le mettrait en communication avec la Sicile et les peuples grecs. — Dans le même été, la guerre commence entre Philippe et les Romains.

Grèce et Macédoine. — Philippe s'allie avec une partie des Grecs

en faisant mourir le vieil Aratus par le poison.

Chine. — L'empereur Chi-Hoang-Ti fait brûler tous les livres que les lettrés ne parvinrent pas à cacher, à l'exception de ceux de sortilège, de médecine et d'agriculture. Les livres de morale et d'histoire furent particulièrement pros crits : l'empereur disait que ces livres donnaient aux peuples quelques leçons utiles, mais aussi leur apprenaient l'esprit de désobéissance et de révolte. Beaucoup même de lettrés périrent : dans la capitale seulement, quatre cent soixante furent envoyés au supplice. Un des ministres de cet empereur inventa cependant l'art de fabriquer le papier et de l'employer pour écrire avec des pinceaux et de l'encre, au lieu des tablettes de bambous sur lesquelles on gravait les caractères.

212.

(OL. CXLII, 1 ; R. 343.)

Rome et Espagne, Sicile. — Mort des deux frères, Publius et Cornélius Scipion, qui depuis quatre ans combattaient ensemble contre les Espagnols et les Carthaginois. L'Espagne semble perdue pour les Romains. — Malgré les nouveaux moyens de défense que le génie d'Archimède, grand géomètre, a donnés à sa patrie, Syracuse est prise par le proconsul Marcellus. Mort d'Archimède, dans le sac de la ville.

211.

(OL. CXLII, 2 ; R. 344.)

Carthage et Italie. — Les proconsuls Q. Fulvius Flaccus, Appius Claudius Pulcher, arrachent enfin Capoue à Annibal.

Rome. — Le jeune Cornélius Scipion, fils de Publius, s'offre à vingt-quatre ans pour le commandement de la guerre d'Espagne, où avaient été tués son père et son oncle.

Rome et Étolle. — Au milieu des hostilités contre le roi de Macédoine, traité de Rome avec les Étoliens, qui

n'ont jamais été que des ennemis pour les peuples grecs.

Syrie. — Expédition d'Antiochus le Grand contre les Parthes, les Bactriens et l'Inde. Cette guerre durera jusqu'en 205.

210.

(Ol. CXLII, 3 ; R. 345.)

Achéens. — Philopœmen, Arcadien de Mégalopolis, reconstitue la cavalerie des Achéens, deux ans avant d'être élu stratège.

Rome et Espagne, Sicile. — Carthagène, la place d'armes des Carthaginois, est surprise par le jeune Scipion. — Reddition d'Agri-gente au consul M. Valérius Lævinus. Soumission complète de la Sicile.

209.

(Ol. CXLII, 4 ; R. 346.)

Carthage et Italie. — Les deux consuls restent en Italie pour surveiller Annibal ; l'un d'eux, Q. Fabius Maximus, recouvre Tarente : c'est son dernier fait d'armes.

208.

(Ol. CXLIII, 1 ; R. 347.)

Carthage et Italie. — M. Claudius Marcellus périt dans une embuscade dressée par Annibal.

Grèce, Macédoine, Orient et Rome. — Les Achéens entre deux ennemis, les Éoliens qui ravagent leur pays par le nord, et Machanidas, successeur de Lycurgue dans la tyrannie que celui-ci a exercée à Lacédémone, ont encore recours à Philippe. Philippe descend en Grèce, mais les Éoliens sont soutenus par le roi de Pergame, Attale, qui redoute l'agrandissement de la Macédoine dans la mer Égée et en Thrace, et par la flotte romaine de Sulpicius. Attale et Sulpicius passent l'hiver à Égine. — Pendant l'absence d'Attale, Prusias de Bithynie envahit son royaume.

207.

(Ol. CXLIII, 2 ; R. 348.)

Carthage et Italie. — Le frère d'Annibal, Asdrubal, qui était par-

venu, comme lui par terre, d'Espagne dans la Gaule cisalpine, trouve la mort dans l'Ombrie, sur les bords du fleuve Métaure, petit affluent de l'Adriatique, où deux armées consulaires se sont réunies pour le combattre.

Égypte et Syrie. — Antiochus III le Grand enlève la Judée à Ptolémée Philopator.

Grèce. — Mort du philosophe stoïcien Chrysippe, de Cilicie, qui avait succédé à Cléanthe, disciple direct de Zénon, dans l'enseignement du Portique.

Rome. — Les Romains frappent de la monnaie d'or.

206.

(Ol. CXLIII, 3 ; R. 349.)

Rome et Numidie. — Cornélius Scipion quitte un instant l'Espagne et s'aventure audacieusement sur la côte d'Afrique pour aller gagner à l'alliance romaine un roi des Numides, Syphax.

205.

(Ol. CXLIII, 4 ; R. 350.)

Égypte. — A la mort de Ptolémée Philopator, qui laisse un enfant de cinq ans, Antiochus le Grand, roi de Syrie, et Philippe, roi de Macédoine, conspirent la ruine des Lagides et le démembrement du royaume. Antiochus convoitait surtout la Co-lésyrie, et la partie du littoral de Cilicie et de Carie, où les rois d'Égypte, depuis Ptolémée Lagos, avaient des possessions.

Rome et Afrique. — Alors qu'Annibal a encore le pied sur le sol de l'Italie, Scipion consul est autorisé, malgré l'opposition des temporiseurs du sénat, à aller préparer en Sicile une grande expédition contre l'Afrique carthaginoise. Il a pour préfet de la flotte son ami Lælius, pour questeur l'austère Caton.

Rome et Grèce, Macédoine. — Le traité de paix, conclu par les Romains avec Philippe, comprend

les Grecs alliés de Rome, Attale, roi de Pergame, et le roi de Bithynie, Prusias.

204.

(OL. CXLIV, 1; R. 551.)

Rome et Afrique. — Expédition de Scipion, proconsul, en Afrique, environ cinquante ans après celle de Régulus.

Rome. — Le poète Ennius, né à Rudia, ville du pays des Salentins, dans la Grande-Grèce, qui devait chanter la gloire des Scipion, est amené de la Sardaigne à Rome par le questeur Caton.

203.

(OL. CXLIV, 2; R. 552.)

Rome et Afrique. — Lælius, lieutenant du proconsul Scipion, et le roi numide Masinissa, ennemi personnel de Syphax qui s'est dévoué à la cause carthaginoise, défont et livrent à Scipion le roi Syphax. — Annibal est arraché enfin à l'Italie, seize ans après avoir commencé la guerre. Les succès de Scipion le rappellent à la défense de Carthage.

Rome. — Q. Fabius Maximus Cunctator meurt à soixante-deux ans.

202.

(OL. CXLIV, 3; R. 553.)

Chine. — Avénement de la cinquième dynastie, celle des Han avec Lieou-Pang, qui encourage les lettres. Elle régnera quatre cent vingt-deux années, jusqu'à l'an 220 après Jésus-Christ. Les rois particuliers sont moins nombreux et moins puissants. — On fabrique de la porcelaine.

Égypte et Syrie. — L'Étolien Scopas, avec des mercenaires grecs, aide Ptolémée V Épiphanes à reprendre la Judée sur les Syriens.

Grèce. — Nabis, tyran de Lacédémone depuis la mort de Machanidas, tente de surprendre Messène. L'Arcadien Philopœmen, qui n'était pas alors en charge, sauve la ville,

sans le concours du stratège des Achéens, Lysippe.

Rome et Afrique. — Le sort de Carthage se décide à Zama, à cent vingt kilomètres à l'ouest de cette ville; les habiles dispositions d'Annibal ne l'empêchent pas d'être battu par Scipion. — Annibal rentre à Carthage, trente-six ans après avoir quitté l'Afrique pour suivre son père en Espagne.

201.

(OL. CXLIV, 4; R. 554.)

Rome et Carthage. — Scipion dicte la paix à Carthage. Les Carthaginois ne gardent rien hors de l'Afrique, livrent leurs vaisseaux, payent un tribut, souffrent le rétablissement de leur ennemi Masinissa dans le royaume de Numidie et ne feront plus la guerre sans le consentement de Rome.

Rome. — Le poète Nævius qui a expié par l'exil les critiques mordantes que, dans ses comédies, il prodiguait aux grands de Rome, surtout aux Métellus, meurt malheureux à Utique, sur la côte carthaginoise.

200.

(OL. CXLV, 1; R. 555.)

Égypte. — Des députés viennent dire au sénat romain, de la part du roi Ptolémée Épiphanes, que les Athéniens ont demandé son appui contre la Macédoine, mais que le roi Ptolémée ne veut envoyer en Grèce ni flotte, ni armée, sans l'assentiment de Rome.

Rome et Gaulois. — Le soulèvement des Gaulois cisalpins contre les Romains commence une rude guerre de plus de quarante ans. Rome ne triomphera que par les divisions intestines des barbares.

Rome et Macédoine. — Peu de mois après la conclusion de la paix avec Carthage, la guerre est déclarée au roi Philippe, qui a secouru Annibal en Afrique. Le consul P. Sulpicius

plus Galba se fait donner le commandement. Il passe l'hiver à Apollonie, sur la côte de l'Illyrie grecque. Le roi de Macédoine renonce à ses projets sur l'Orient, pour défendre son royaume.

Pergame. — Le roi Attale, qui

venait de gagner avec les Rhodiens, sur les flottes de Philippe, les batailles navales de Lada près de Milet, et de Chios, est accueilli par le peuple d'Athènes, qui l'a appelé dans ses murs, comme le bienfaiteur des Grecs.

SECOND SIÈCLE AVANT J. C.

APERÇU GÉNÉRAL.

Rome asservit les nations, s'enrichit de leurs dépouilles, apprend leurs arts et leurs vices.

D'innombrables guerres se succèdent sans interruption : guerre de Macédoine d'abord contre Philippe, qui s'était allié aux Carthaginois durant les succès d'Annibal ; puis contre son fils Persée que défait Paul Émile ; guerre de Syrie contre Antiochus dit le Grand, qui envahissant la Grèce avait voulu recommencer contre Rome la seconde guerre punique, sans Annibal, et qui en fut puni par Scipion l'Africain et par Scipion l'Asiatique. Les Romains font aussi la guerre aux Achéens, aux Espagnols, à la Corse, à la Sardaigne, à Carthage. Carthage est détruite, Corinthe tombe ; Numance a le même sort. Guerre contre les Thraces, contre les Cimbres, contre Jugurtha ; guerre à toutes les contrées alors connues et accessibles. On en excepte ces régions de la haute Asie, de l'Inde et de la Chine, qui avaient aussi alors leurs révolutions politiques et militaires, préludes de bouleversements dont le contre-coup sera ressenti plus tard par le colosse romain, et ces Germains sous la main desquels il devait tomber. Des peuples asiatiques et africains deviennent tributaires de Rome ; d'antiques empires ne sont plus que des provinces gouvernées par des proconsuls.

Les hommes qui ont donné à Rome l'empire du monde menacent déjà sa liberté. Puissants par l'éclat des services et des triomphes par des noms anciens et par une opulence nouvelle dont leur apprend à jouir une éducation plus cultivée, par la gloire de leurs aïeux et même encore par l'imitation de quelques-unes de leurs vertus, ils s'élèvent avec splendeur, au milieu de la multitude des prolétaires et des esclaves ; et s'ils ne se hâtent pas d'envahir l'autorité suprême, ils pourraient déjà se la disputer entre eux. La

lutte ardente qu'engage Caton le Censeur contre les deux Scipion, au sénat et au forum, par ses paroles et par ses actes, a un caractère pacifique et une grandeur toute morale. Mais quand les Gracques osent réclamer des garanties contre l'oppression; quand ils s'effrayent des progrès de la corruption, ils paraissent des ennemis de la tranquillité publique : on les massacre impunément sous les yeux du peuple qu'ils avaient voulu régénérer par le travail, et qui préfère à la vie laborieuse des champs la vie paresseuse et dégradée d'une grande ville où tombent en discrédit les vertus civiques. Marius, le vainqueur de Jugurtha et des Cimbres, par le mépris qu'inspirait son caractère ambitieux, ne réussit qu'à flétrir la cause populaire en paraissant l'embrasser avec de misérables démagogues.

Les mœurs publiques et privées, en tombant si bas, se polissaient du moins : les arts étaient cultivés; pour mesurer le progrès du goût et de la langue, mais non de la verve comique, il suffirait de comparer aux pièces de Plaute celles qu'écrivait Térence au temps du second Scipion. Moins élégant, mais plus austère, plus savant et plus laborieux, Caton l'Ancien, guerrier victorieux en Espagne et censeur incommode à Rome, honore ce siècle par un grand nombre d'écrits utiles, dont la plupart sont perdus.

La littérature grecque a toujours un vaste domaine, tout l'Orient. Les discordes sanglantes d'Alexandrie effrayaient les savants, qui presque tous désertèrent l'Égypte et transportèrent le goût des arts dans l'Asie Mineure et dans les îles voisines. Nicandre, Bion et Moschus sont les poètes grecs de cet âge; on peut citer, entre les prosateurs, le mythologue Apollodore, le grammairien Aristarque, l'astronome Hipparque, et au-dessus de tous, non pour l'élégance de son style, mais pour la force de sa pensée et pour la sagesse de ses jugements politiques, Polybe, chez lequel on ne trouve plus cet accent de liberté qu'avait autrefois en Grèce la muse de l'histoire.

CHRONOLOGIE.

199.

(OL. cclv, 2; A. 546.)

Étolie. — Le stratège des Étoles, Damocrite, les engage à s'unir aux Romains contre Philippe de Macédoine.

Rome et Macédoine. — Le proconsul Sulpicius, chargé de combattre Philippe de Macédoine, tra-

verse l'Illyrie et pénètre par les monts Candaviens dans la Dassariétie, qui touche à la Macédoine; mais l'hiver et la disette le forcent de rétrograder sur Apollonie. — Campagne perdue du consul Villius.

198.

(OL. cclv, 3; A. 547.)

Égypte et Syrie. — Le roi de

Syrie, Antiochus, enlève au roi d'Égypte la Coélesyrie. Les Juifs qui l'ont aidé dans cette conquête retournent volontiers sous sa domination. Il leur laisse leurs lois et les exempte de tribut pour trois ans.

Lacédémone. — Philippe fait alliance avec Nabis, tyran de Lacédémone.

Pergame. — Le roi Attale, allié des Romains, vient prendre position dans l'île d'Égine.

Rome et Macédoine. — Le consul T. Quinctius Flaminius force le passage des défilés d'Antigonie, et pénètre à la suite de l'armée macédonienne dans la Thessalie, où Atrax qui lui résiste est assiégée. Au lieu de retourner à Apollonie, il vient hiverner dans la Grèce centrale, où il s'empare d'Élatée, surprend Thèbes et cherche à détacher les Grecs de l'alliance du roi de Macédoine.

Rome. — Le tribun Porcius Léca fait décréter qu'un citoyen romain ne pourra être battu de verges.

197.

(OI. CLV, 4 ; R. 538.)

Pergame. — Attale, revenu malade de Thèbes, meurt à Pergame, regretté pour sa justice, sa douceur et sa munificence ; Eumène II, l'aîné de ses fils, lui succède.

Rome et Espagne. — Le sénat, croyant l'Espagne soumise, y a envoyé deux préteurs pour organiser le pays en province. Soulèvement des Celtibériens à l'est et des Lusitaniens à l'ouest. La conquête est remise en question : la guerre durera soixante et dix ans, dans un pays de montagnes, sans grandes villes, habité par des races belliqueuses, qui n'avaient jamais réellement subi le joug des Carthaginois.

Rome et Gaulois. — Les deux consuls de l'année sont chargés de la guerre contre les Insubres, les Cénomans, les Ligures et les Boies.

Rome et Macédoine. — Philippe, sortant de la Macédoine, et le proconsul Flaminius, de la Grèce,

livrent en Thessalie la bataille de Cynocéphales, où la phalange fut rompue par les légions. Trêve pour préparer la paix définitive. Le vainqueur passe l'hiver à Athènes.

196.

(OI. CLVI, 1 ; R. 539.)

Bactriane et Inde. — L'Inde est attaquée, mais sans succès, par le roi de Bactriane qui est un prince d'origine grecque.

Carthage. — Annibal, qui par de vigoureuses et sages mesures a rétabli la concorde et ranimé la prospérité nationale, devenu l'objet des poursuites jalouses du sénat romain, va se réfugier en Syrie.

Rome et Grèce. — Aux jeux Isthmiques, le vainqueur de Cynocéphales proclame l'indépendance des cités grecques, en Thessalie, dans la Grèce proprement dite, et en Asie. Rome, par ce décret, songeait moins à atteindre Philippe qu'Antiochus III, qui franchissait l'Hellespont et enveloppait avec toutes ses forces Lysimachie, grande ville grecque de la Chersonèse de Thrace.

Thessalie. — Assujettie depuis Alexandre le Grand aux rois de Macédoine, la Thessalie recouvre sa liberté par un décret du sénat de Rome et se donne un stratège.

195.

(OI. CLVI, 2 ; R. 540.)

Rome et Grèce. — Agésipolis, roi déchu depuis l'an 219, s'adresse à Flaminius pour être rétabli sur son trône. Un sénatus-consulte déclare la guerre au tyran de Sparte, Nabis. Dans l'assemblée des Achéens, à Corinthe, les Grecs offrent leur concours au proconsul, qui cependant entre bientôt en conférence avec le tyran : Argos seule recouvre son indépendance.

Rome. — Consulat de deux auteurs romains, M. Porcius Caton et Valérius Flaccus : émeute de femmes pour l'abrogation de la loi Oppia, qui a été votée pendant la seconde

guerre punique afin de limiter la valeur des ornements d'or ou d'argent qu'elles pouvaient porter.

194.

(OL. CLVI, 3; R. 561.)

Chine. — Avènement de l'empereur Hoi-Ti, qui mettra fin à la proscription des lettrés, les rétablira dans tous leurs honneurs et fera rechercher les livres perdus. Le livre des *Annales* sera ainsi retrouvé et à peu près rétabli dans son intégrité.

Égypte. — A la mort d'Ératosthène, la fameuse bibliothèque d'Alexandrie est dirigée par Apollonius, de Rhodes, Alexandrin de naissance, disciple du poète Callimaque, auteur lui-même de plusieurs ouvrages de poésie, qu'il composa surtout à Rhodes; de là, son surnom. On a de lui un poème des *Argonautes*.

Rome et Gaulois. — Guerre active dans la Gaule cisalpine. Le proconsul Valérius Flaccus tue aux Iasubres et aux Boies, près de Milan, dix mille hommes. Une armée consulaire dévaste le territoire des Boies.

Rome. — Après avoir assisté à l'assemblée des Grecs à Corinthe, T. Quinctius Flaminius quitte la Grèce. Son triomphe à Rome dure trois jours. — Pendant le second consulat de Scipion l'Africain, les édiles curules réservent au sénat des places distinctes de celles du peuple dans les représentations scéniques des grandes fêtes, dites Mégalésia, en l'honneur de la mère des dieux.

193.

(OL. CLVI, 4.)

Égypte. — Le jeune Ptolémée Épiphanes épouse la fille d'Antiochus le Grand. La Coelé Syrie et la Judée sont rendues alors à l'Égypte. L'inscription, trouvée à Rosette en 1799, est rapportée à l'an 193.

192.

(OL. CLVII, 1; R. 562.)

Grèce. — Philopœmen défait Nabis, qui est tué bientôt après par

les Étoliens. Lacédémone est alors agrégée à la ligue achéenne. — Le sénat pour retenir la Grèce dans son alliance, la fait parcourir par plusieurs ambassades. Elle choisit pour cette tâche délicate les plus habiles et les plus insinuants, surtout Titus Quinctius Flaminius.

Rome et Syrie. — Antiochus, qui n'est même pas assuré de l'obéissance des peuples de l'Asie, prétend au rôle de protecteur ou de conquérant de la Grèce. Appelé par les Étoliens, qui n'ont pas trouvé leur compte à l'alliance de Rome, il vient d'abord occuper l'île d'Eubée. Nouveau marié à cinquante ans, il perd des mois au milieu de fêtes à Chalcis. Il vient de donner une de ses filles au roi de Cappadoce, Ariarathe IV, qui sera son allié contre les Romains.

191.

(OL. CLVII, 2; R. 564.)

Grèce. — Le stratège des Achéens, Diophane, entraîné par les perfides conseils de Flaminius, aurait livré à une armée romaine la ville de Sparte, si Philopœmen, quelque simple particulier, n'était accouru avec quelques Grecs dévoués pour protéger son indépendance.

Rome et Gaulois. — Succès du consul P. Cornélius Scipion Nasica contre les Boies : une partie de la peuplade s'expatrie, et va chercher une terre libre sur les bords du Danube.

Rome et Syrie. — Antiochus combat en Acarnanie en faveur des Étoliens. Les armées romaines occupent la Thessalie. Aux Thermopyles, le consul M. Acilius Glabrien, bien servi par le tribun légionnaire Porcius Caton, ancien consul, gagne une facile victoire sur ce ramas de soldats asiatiques. Une bataille perdue par la flotte syrienne, dans une rencontre avec les vaisseaux d'Eumène de Pergame et des Romains, fait fuir Antiochus en Asie. Acilius Glabrien entre en Étolie, où Héracée est assiégée et prise.

190.

(OL. CXLVII, 8 ; R. 565.)

Grèce. — Flaminius, commissaire romain, et le consul Acilius Glabrien veulent d'autorité faire rentrer à Sparte les bannis pour qu'ils en aient de la reconnaissance à Rome; Philopœmen s'y oppose.

Rome et Syrie. — Le nouveau consul, L. Cornélius Scipion, frère de l'Africain, qui le suit comme lieutenant, conclut une trêve de six mois avec les Étolliens, pour pouvoir aller chercher Antiochus en Asie. Avant l'hiver, il gagne sur les Syriens, et sans son frère, la bataille de Magnésie, près du mont Sipyle, en Lydie.

189.

(OL. CXLVII, 4 ; R. 566.)

Grèce. — Philopœmen, stratège des Achéens, ramène lui-même à Sparte les bannis.

Rome, Étolliens et Galates. — Les deux consuls de l'année sont opposés aux alliés d'Antiochus. M. Fulvius Nobilior combat les Étolliens, assiège leur plus importante position, Ambracie; ils sont domptés. Cn. Manlius Vulso remplace L. Cornélius Scipion en Asie Mineure, s'y gorge de dépouilles, attaque les Galates, les seuls auxiliaires belliqueux qu'Antiochus ait trouvés en Asie.

Rome. — Fulvius Nobilior est accompagné en Étolie par le poète Ennius; il consacre aux muses une partie des dépouilles de Mars. Lui-même a écrit des *Fastes*.

188.

(OL. CXLVIII, 1 ; R. 567.)

Grèce. — Pour régler un différend entre la ligue et Sparte, les Achéens députent à Rome Diophane, et Lycortas, père de l'historien Polybe. Philopœmen, réélu stratège, marche contre Sparte, qui ne veut pas se soumettre à la constitution commune de la ligue, dont elle fait partie; il abolit les lois de Lycurgue.

Rome et Syrie. — Antiochus se résigne à un traité de paix avec les

Romains; ils lui enlèvent l'Asie Mineure jusqu'au Taurus, lui imposent un lourd tribut. — L'allié persévérant des Romains, Eumène de Pergame, reçoit une grande étendue de pays, dans la Chersonèse de Thrace et en Asie Mineure; mais non les villes grecques, qui sont comme en Europe rendues à la liberté. — Ariarathe de Cappadoce, l'allié, le gendre d'Antiochus, par l'entremise d'Eumène, qui va épouser sa fille, obtient un traité de paix moyennant soixante talents.

187.

(OL. CXLVIII, 2 ; R. 568.)

Grèce. — Nouvelle députation des Achéens au sénat romain; Philopœmen s'adresse en même temps à la cour d'Égypte, ancienne alliée de la confédération.

Rome et Ligures. — Les consuls M. Æmilius Lepidus, C. Flaminius, sont envoyés contre les Ligures, les plus pauvres, les plus énergiques des habitants de la Cisalpine.

Rome. — Ces consuls ont tracé les grandes voies romaines, qui conduisent dans la Gaule cisalpine: 1^o la voie Flaminienne, de Rome par l'Etrurie, et l'Ombrie, jusqu'au territoire d'Ariminum, près du fleuve Rubicon, limite de l'Italie au nord-est; 2^o la voie Émilienne, d'Ariminum à Bologne, qui sera successivement continuée à travers la Cisalpine jusqu'à Aquilée. — Les deux Scipion, l'Africain et l'Asiatique, constamment en butte aux attaques des tribuns Pétillius, et du haineux Caton, qui leur reproche leur luxe et leur goût pour les arts de la Grèce, sont réduits, l'un à s'exiler, l'autre à payer une amende qui le ruine.

Syrie. — Antiochus III le Grand meurt, tué par ses sujets, dans l'Élymée, contrée limitrophe de la Susiane. Ses deux fils Séleucus et Antiochus régneront successivement.

186.

(OL. CXLVIII, 8 ; R. 569.)

Rome. — Après la découverte

des scandales impies et sanglants auxquels servait de prétexte la célébration des bacchanales, un sénatus-consulte les interdit à Rome et dans toute l'Italie. — Pour la première fois, des combats d'athlètes sont offerts en spectacle aux Romains par Fulvius, le vainqueur des Étoliens.

184.

(OL. CCLIX, 1 ; R. 571.)

Bithynie et Pergame. — La guerre entre Prusias et Eumène fournira encore un motif d'intervention aux Romains.

Rome et Ligures. — Les deux consuls, pendant plusieurs années de suite, sont envoyés contre les Ligures.

Rome. — La censure de Porcius Caton et de son ami, l'austère Valérius Flaccus, utile et glorieuse par de courageuses réformes, suspend à peine les progrès de la corruption qui, née de la conquête, grandira avec elle. La basilique Porcia prouve que le réformateur ne manquait pas d'un goût délicat pour les arts. — Mort de Plaute, le premier grand poète comique qui ait écrit en langue latine. Il était originaire de l'Ombrie et fut longtemps esclave.

183.

(OL. CCLIX, 2 ; R. 572.)

Achéens. — Philopœmen, étant stratège, à soixante-dix ans, devenu prisonnier de guerre d'une faction messénienne, qui voulait livrer la Grèce à l'étranger, boit la ciguë. La mort du dernier des Grecs, hâtée peut-être par la présence de Flamininus en Grèce, est inutilement vengée sur les Messéniens par le nouveau stratège, son ami Lycortas ; le fils de Lycortas, Polybe, au milieu du concours des Grecs, porta l'urne funéraire à Mégalo polis, patrie de Philopœmen.

Orient. — Le roi de Pont, Pharnace I^{er}, enlève de force l'importante place maritime de Sinope ; aussitôt Eumène et les Rhodiens envoient

porter leurs plaintes au sénat de Rome.

Rome. — La peste, pendant trois ans, décime Rome et l'Italie. — Mort de Scipion l'Africain, retiré obscurément en Campanie, à Liternum.

182.

(OL. CCLIX, 3 ; R. 573.)

Carthage. — Retiré auprès du roi de Bithynie Prusias, mais menacé d'être livré à l'envoyé romain Flamininus, Annibal meurt libre par le poison.

181.

(OL. CCLIX, 4 ; R. 574.)

Égypte. — Avènement d'un roi enfant, Ptolémée Philométor.

Rome et Grèce, Orient. — Les ambassades affluent au sénat de la part d'Eumène, d'Ariarathe, roi de Cappadoce ; de Pharnace, roi de Pont, qui se défendait contre ces deux rois ; des bannis de Lacédémone ; des Achéens, à l'occasion de l'affaire de Messène.

Rome. — Une loi consulaire refreine la brigue à laquelle se livraient les candidats aux charges publiques. Une loi tribunitienne, loi *Orchia*, limite le nombre des convives et la dépense des festins.

180.

(OL. CL, 1 ; R. 575.)

Achéens. — Callicrate, député de la ligue achéenne auprès du sénat, vient apprendre aux Romains à asservir promptement la Grèce.

Rome et Cisalpine. — Par ordre du sénat, quarante mille Ligures avec leurs femmes et leurs enfants sont transportés dans le Samnium ; sept mille encore, quelques mois après. Leur territoire est partagé entre des colons. La résistance des Gaulois cisalpins continue.

Rome. — Des ouvrages de Numa, découverts au pied du mont Janicule, sur la déclaration du préfet de la ville qu'ils renfermaient des choses contraires au culte établi, sont brûlés par l'ordre du sénat.

179.

(Ol. cl., 2 ; R. 576.)

Macédoine. — La douleur d'avoir fait mourir son fils Innocent, Démétrius, et de n'avoir d'autre héritier qu'un fils fratricide, hâte la mort de Philippe, roi de Macédoine. Persée lui succédera.

Rome. — Pour mettre une borne à l'arbitraire et modérer l'impatience des ambitieux, la loi *Villia*, ou *Annalis*, règle l'âge où on pouvait arriver aux charges publiques : vingt-sept ans, pour la questure ; trente-sept, pour l'édition curule ; quarante, pour la préture ; quarante-trois, pour le consulat. — Représentation à Rome, vers ce temps, de comédies du poète Cæcilius, né en Gaule chez les Insulbres, esclave comme Plaute, et ami d'Ennius.

178.

(Ol. cl., 3 ; R. 577.)

Macédoine et Thessalie. — La Thessalie cesse d'avoir un stratège indépendant, elle retombe sous l'influence de la Macédoine.

Rome, Espagne et Istrie. — Deux généraux reviennent vainqueurs, l'un du pays des Celtibères, l'autre de celui des Lusitaniens. Tib. Sempronius Gracchus, préteur, sait par de bonnes lois gagner les Celtibères à la paix. — L'Istrie occupe pendant deux ans des armées consulaires.

177.

(Ol. cl., 4 ; R. 578.)

Rome, Ligures et Sardaigne. — Une colonie est établie à Lucques, au nord de l'Étrurie, à l'entrée du pays des Ligures. — Tib. Sempronius Gracchus, qui a reçu comme préteur les honneurs du triomphe pour ses succès en Espagne, emploie son armée consulaire contre les Sardes révoltés.

176.

(Ol. cl., 1 ; R. 579.)

Rome et Ligures. — Les Ligures tuent encore un consul romain.

175.

(Ol. cl., 2 ; R. 580.)

Rome et Ligures. — Les ravages commis par les Ligures sur le territoire de Luna, à l'embouchure de la Macra, et plus au sud jusqu'à Pise, au-dessus de l'embouchure de l'Arno, nécessitent une expédition consulaire. Une partie des Ligures sont désarmés.

Syrie. — Séleucus Philopator est assassiné par son ministre Héliodore, celui qui avait voulu briser les portes du trésor sacré de Jérusalem. Dans ce moment, son fils Démétrius était parti pour l'Italie, où il devait prendre comme otage la place du frère de Séleucus, Antiochus, que leur père y avait envoyé en 186 ; Antiochus, qui est en route pour regagner la Syrie, est mis sur le trône par l'influence des princes de Pergame ; il a été surnommé Épiphane.

174.

(Ol. cl., 3 ; R. 581.)

Carthage. — Des députés romains, envoyés d'abord auprès de Masinissa, vont se rendre compte de l'état de Carthage, qui peut-être conspire secrètement avec le roi de Macédoine.

173.

(Ol. cl., 4 ; R. 582.)

Rome et Syrie. — Antiochus Épiphane renouvelle les traités d'amitié avec les Romains.

172.

(Ol. cl., 1 ; R. 583.)

Rome et Macédoine. — Eumène, traversant la Grèce pour aller révéler au sénat les projets de guerre de Persée contre Rome, est, près de Delphes, enveloppé par des assassins, qui le blessent sans le tuer. Il mettra toutes ses ressources à la disposition des Romains contre la Macédoine. — Commissaires romains envoyés en Grèce pour empêcher la formation d'une ligue nationale, qui pourrait soutenir Persée : ils parcou-

rent l'île de Céphalénie, l'Épire, l'Étolie, la Thessalie; une confédération, qui a essayé de se constituer en Béotie, est dissoute.

171.

(M. CLII, 2; R. 581.)

Égypte, Syrie. — Antiochus Épiphanes profite de la jeunesse de Ptolémée Philométor pour attaquer la *Caldée* égyptienne : cette invasion sera renouvelée pendant trois ans. — La cour d'Alexandrie se déclare pour les Romains, contre le roi de Macédoine.

Judée. — Sanglante anarchie de la Judée, depuis que le vénérable Onias, d'abord dépouillé des fonctions de grand prêtre par un de ses frères, Jason, qui établit dans Jérusalem les exercices et les spectacles profanes de la Grèce, a été assassiné par l'ordre de son jeune frère Ménélas, aussi cupide que cruel.

Rome et Macédoine. — Vingt-six ans après la conclusion de la paix entre Rome et Philippe de Macédoine, les hostilités s'ouvrent avec Persée. Campagne sans résultat, du consul P. Licinius. Il partage ses troupes, pour l'hiver, entre la Béotie et la Thessalie, qui souffrent cruellement de sa violence et de sa cupidité. Impuissance des consuls qui se succèdent pendant deux ans.

170

(OL. CLII, 3; R. 585.)

Rome et Ligures. — Un des consuls prend position en face des Ligures et passe l'hiver en armes près de Luna et de Pise, au nord de l'Étrurie.

169.

(OL. CLII, 4; R. 586.)

Égypte et Syrie. — Pendant que l'Égypte est envahie par le roi de Syrie, les factions obligent le jeune Ptolémée Philométor, qui était d'un caractère doux mais inerte, à partager le trône avec son frère Ptolémée Evergète ou Physcon. Quand Antiochus s'est retiré, les deux jeunes

rois s'adressent aux Achéens, anciens alliés de l'Égypte, et à Rome, dans la crainte d'une nouvelle invasion syrienne.

Judée et Syrie. — Au retour, Antiochus entre dans la ville de Jérusalem en maître irrité, la traite comme une ville conquise : quatre-vingt mille hommes sont égorgés ou vendus, le temple est pillé. Il croit anéantir les lois, les mœurs, la religion du peuple juif, en ordonnant d'atroces persécutions. Des troupes syriennes occupent une citadelle bâtie pour dominer la ville sainte.

Pergame. — Eumène doute un instant de la fortune de Rome, parce que la Macédoine résiste aux armées consulaires. Il négocie avec Persée.

Rome. — La loi *Voconia* qui empêche que les femmes n'accumulent trop de biens entre leurs mains par héritages ou par legs est inspirée et soutenue par Caton, âgé de soixante-cinq ans. — Mort du poète Ennius : il fut enseveli à un mille de la ville sur la voie Appienne, dans le tombeau de Scipion l'Africain, son ami, son protecteur et le héros de son poème.

168.

(OL. CLII, 1; R. 587.)

Rome, Illyrie et Macédoine. — Campagne décisive contre Persée et ses alliés : activité du consul Paul Émile, malgré ses soixante ans. Les Romains avaient pénétré dès l'année précédente en Macédoine, malgré l'obstacle des montagnes et les forces de Persée. Le préteur Octavius va prendre le commandement de la flotte à Orée, en Eubée. Le préteur Anicius tombe sur le roi d'Illyrie, Gentius, qui s'est déclaré tardivement pour Persée, et ne résiste pas plus de trente jours. La phalange a le même sort qu'à Cynocéphales : victoire de Paul Émile sur Persée à Pydna, dans la Piérie. Fuite de Persée à Amphipolis, puis dans l'île de Samothrace, où il se livre au préteur Octavius.

Rome et Syrie. — L'Égypte,

que la médiation des Rhodiens n'avait pas sauvée des coups d'Antiochus Épiphane, doit son salut aux audacieuses menaces du député de Rome, Popilius Lénas, qu'enhardit la nouvelle de la chute de Persée. Antiochus, enfermé dans le cercle que trace la baguette du député romain, promet de ne plus inquiéter les Lagides.

Rome. — Sous la censure de Sempronius Gracchus, les affranchis, qui en se répandant dans toutes les tribus rustiques y avaient acquis de l'importance par leur nombre, sont renfermés dans une des quatre tribus urbaines qui ne votent qu'après les autres. — Mort du poète comique Cæcilius.

Syrie. — Antiochus Épiphane, arraché en frémissant à la conquête de l'Égypte, fait tomber sa colère sur la Judée; il profane le temple de Jérusalem et entre dans le sanctuaire.

167.

(OL. CLIII, 2; R. 588.)

Rome et Bithynie. — Prusias II vient avec son fils Nicomède adorer la majesté romaine et s'avilir aux pieds du sénat.

Rome et Carthage. — Caton est envoyé avec d'autres commissaires pour apprécier les griefs des Carthaginois contre Masinissa. Il trouve cette ville encore trop riche et trop prospère; et depuis il ne cessa de répéter : « Il faut détruire Carthage. » (*Delenda est Carthago*).

Rome, Épire, Grèce, Illyrie et Macédoine. — Paul Émile, proconsul, après être venu jusqu'à Pella et Amphipolis, en attendant les commissaires romains qui doivent régler le sort de la Macédoine, parcourt la Grèce, s'arrête avec respect à toutes les villes qu'ont illustrées le génie militaire, l'amour de la patrie, les beaux-arts, le culte des dieux. — La Macédoine et l'Illyrie perdent leur titre de royaume et sont partagées en districts. — Soixante et dix villes de l'Épire, dont une partie

s'était déclarée pour Persée, sont détruites. — Toutes les dépouilles ont été étalées aux yeux des Grecs. — Le sénat enlève à l'Achaïe mille de ses principaux citoyens, comme suspects d'attachement pour Persée. Le traître Callicrate aide les députés romains à choisir les amis de la liberté, destinés à un exil qui durera dix-sept ans. — Polybe, fils de Lycortas, un des exilés, trouvera à Rome une utile protection et une honorable amitié dans la maison même de Paul Émile, qui le donne pour conseiller politique et pour guide moral à ses fils.

Rome et Pergame. — Le sénat punit Eumène d'avoir, quand les chances de la guerre étaient douteuses, négocié avec Persée. Un décret interdit aux rois de venir à Rome. Son frère Attale, secrètement encouragé par les sénateurs à se saisir de la couronne, a la prudence ou la vertu de résister à la tentation.

Rome et Rhodes. — Les Rhodiens, qui avaient offert au sénat leur médiation lorsque Persée n'était pas abattu, sont traités en ennemis : l'alliance qui durait depuis quatorze ans est brisée.

166.

(OL. CLIII, 3; R. 589.)

Judée. — Un prêtre de Jérusalem, Mathathias, prend les armes pour la défense de sa foi contre le cruel Antiochus. Cet Asmonéen laisse cinq fils : Jean, Simon, Judas (Maccabée), Eléazar, Jonathas.

Rome. — Térance, né à Carthage, quelque temps esclave d'un sénateur de Rome, fait représenter à Rome, aux jeux de la fête des Mégalesia, sa comédie de l'*Andrienne*, imitée des Grecs, qui avait eu déjà l'approbation du poète comique Cæcilius.

165.

(OL. CLIII, 4; R. 590.)

Judée. — Une victoire de Judas Maccabée sur le général d'Antiochus.

Lysias, qui avait le gouvernement des provinces en deçà de l'Euphrate, remet les Juifs fidèles en possession de la ville et du temple de Jérusalem que souillaient depuis quatre ans les troupes de Syrie. — Déjà les éternels ennemis des Juifs, Iduméens, Ammonites, Philistins, renouvellent leurs courses en Palestine.

Rome. — Représentation de l'*Hécyre* de Térence. Les Romains, pressés de courir à un combat de gladiateurs, ne la laissent pas achever. Elle ne fut goûtée qu'à la troisième reprise.

164.

(OL. CLIV, 1 ; R. 591.)

Orient. — Eumène oppose aux prétentions de Prusias, aux invasions des Galates, aux révoltes de peuples asiatiques, l'intervention du sénat romain, auprès duquel il envoie ses deux frères.

Rome. — Marcus Philippus, censeur avec Paul Emile, établit à Rome un cadran solaire, plus exact que celui qui y avait été apporté cent ans auparavant.

Syrie. — Après une expédition contre le roi d'Arménie Artaxias, Antiochus Épiphane vient enlever les richesses sacrées dans le temple de Vénus Elymaïde, près de la Susiane. En mourant, il ne laisse pour héritier qu'un enfant de neuf ans, Antiochus Eupator.

163.

(OL. CLIV, 2 ; R. 592.)

Cappadoce. — Le nouveau roi de Cappadoce, Ariarathes V, reçoit les députés romains et renouvelle l'alliance avec le sénat.

Rome, Corse et Ligures. — Les Ligures et les Corses occupent encore une dernière fois les armes romaines sous les consuls Tib. Sempronius Gracchus et M. Juventius Thalna. — Des colonies militaires, établies à Pise et à Modène, tiennent en respect les Cisalpins.

Rome. — Térence donne à la

scène sa comédie de l'*Heautontimoroumenos*, empruntée au poète grec Ménandre.

162.

(OL. CLIV, 3 ; R. 593.)

Égypte. — Après sept années de gouvernement en commun, rupture entre les deux frères qui règnent sur l'Égypte. L'aîné dépouillé vient en suppliant à Rome. Le sénat les décide à un partage ; le plus jeune, l'ambitieux Evergète ou Physcon, régnera à Cyrène ; l'aîné recouvre l'Égypte proprement dite. Physcon, mécontent de sa part, vient à Rome demander l'île de Chypre, dont il prendra possession malgré son frère, mais avec l'autorisation des Romains.

Rome. — L'élection des consuls ayant paru défectueuse au collège des augures, quoiqu'ils fussent partis déjà pour leurs provinces, ils reviennent et abdiquent. — Les clepsydres ou horloges d'eau, qui indiquaient l'heure par les élévations successives de l'eau qui entraient dans un vase en quantités réglées, ou par le mouvement d'une aiguille que cette eau faisait tourner sur un cadran gradué, sont introduites à Rome par Scipion Nasica. Au moyen de la clepsydre on distinguait les heures de la nuit comme celles du jour. Un esclave était chargé d'observer ces instruments et d'annoncer les heures du jour.

Syrie. — A la mort de son neveu Antiochus Eupator, Démétrius Soter, fils de Séleucus Philopator auquel il aurait dû succéder, s'échappe de Rome où il était comme otage depuis treize ans, se débarrasse du jeune fils d'Antiochus et se fait roi.

161.

(OL. CLIV, 4 ; R. 594.)

Rome. — Après une délibération du sénat, le préteur M. Pomponius, dans l'intérêt de la moralité de l'État, bannit de Rome les philosophes et les rhéteurs qui faussent et amollissent l'esprit de la jeunesse. — Nouvelle loi somptuaire, ou loi *Fannia*, contre

le luxe de la table. — Comédies de Térence données à la scène : l'*Eunuque*, imitée de Ménandre, elle eut un grand succès, dans le même jour elle fut représentée et payée deux sols au prix de huit mille sesterces ; le *Phormion*, empruntée aussi à une comédie grecque.

160.

(OL. CLV, 1 ; R. 595.)

Cappadoce. — Ariarathe V envoie à Rome une couronne d'or.

Judée. — Judas Maccabée adresse une ambassade à Rome, pour mettre sous la protection du sénat la nation juive. — Une bataille livrée contre le général syrien Bacchide coûte la vie au héros d'Israël. — Quelque temps dispersés, les Juifs mettent à leur tête Jonathas, un des frères de Judas, qui, pendant vingt-quatre ans, remplira les fonctions de général et de juge.

Rome. — Mort de Paul Émile. — Térence donne à la représentation sa sixième comédie, les *Adelphes*, imitée de Ménandre, pour les jeux funèbres que les deux fils de Paul Émile, adoptés, l'un par les Fabius, l'autre par les Scipion, célèbrent en l'honneur de leur père. — Il ne paraît pas que les personnages puissants que Térence, dans son prologue, se fait gloire d'avoir pour conseillers ou collaborateurs littéraires, soient Scipion Émilien, âgé seulement alors de vingt-cinq ans, ou Lælius.

159.

(OL. CLV, 2 ; R. 596.)

Pergame. — En revenant de Rome, où son frère le roi Eumène l'avait envoyé querir encore les bonnes grâces du sénat, Attale hérite du royaume de Pergame.

157.

(OL. CLV, 4 ; R. 598.)

Cappadoce. — Le roi Ariarathe dépouillé par une faction que soutenait Démétrius, roi de Syrie, vient à

Rome implorer l'assistance du sénat qui lui fait rendre son trône. Attale II de Pergame aide à son rétablissement.

Judée. — Un traité avec le général syrien Bacchide donne quelques années de repos aux Juifs qui combattent pour l'indépendance sous Jonathas. Ils renouvellent l'alliance avec le peuple romain.

156.

(OL. CLVI, 1 ; R. 599.)

Égypte. — Ptolémée Philométor a confié l'éducation de son fils au grammairien Aristarque, né dans l'île de Samothrace, qui vint de bonne heure à Alexandrie, et se distingua dans l'étude critique des poètes, surtout d'Homère.

Orient. — Attale II Philadelphie, en guerre avec Prusias, ne conservera son royaume, ne sauvera sa capitale que par l'intervention de députés romains et du sénat, qui laisse ces rois impuissants de l'Asie escarmoucher pendant deux ans. — Mithridate V, Evergète, roi de Pont, soutient Prusias.

Rome et Dalmates. — Campagne pénible du consul C. Marcius Figulus contre les Dalmates, qui seront combattus ensuite par P. Cornélius Scipion Nasica.

155.

(OL. CLVI, 2 ; R. 600.)

Grèce et Rome. — Des députés achéens viennent inutilement demander au sénat la liberté pour leurs compatriotes retenus en Italie depuis douze ans. — Les Athéniens ayant une députation à adresser au sénat romain pour régler des intérêts particuliers, envoient trois philosophes : Carnéade, de l'Académie ; Diogène, stoïcien ; Critolaos, péripatéticien, qui scandalisent les vieux Romains par leurs sophismes. Les sectes philosophiques de la Grèce, entrées avec eux dans Rome, n'en sortiront plus.

154.

(OL. CVI, 3 ; R. 601.)

Égypte. — Le roi de Cyrène et de Cypré, Ptolémée Physcon, vient encore à Rome adresser ses plaintes aux sénateurs, comme s'il était persécuté par son frère aîné, l'inoffensif Ptolémée Philométor, roi d'Égypte.

Rome et Balmales. — Les Balmales sont à peu près soumis.

Rome et Gaule. — Le sénat intervient pour la première fois dans la Gaule transalpine à titre d'allié de Marseille; le consul Q. Opimius va protéger cette république contre les attaques des Oxybiens et des Décaètes.

Rome. — Célébrité de Pacuvius, né à Brindes, neveu d'Ennius. Il exerça à Rome la peinture, et y fit représenter des tragédies. Il se retira ensuite à Tarente.

153.

(OL. CVI, 4 ; R. 602.)

Rome et Espagne. — Nouvelle prise d'armes des Espagnols contre lesquels il faut envoyer des consuls.

152.

(OL. CVI, 1 ; R. 603.)

Judée et Syrie. — Le gouvernement romain reconnaît pour roi de Syrie l'usurpateur Alexandre Bala, qui se prétend fils d'Antiochus Épi- phane. — Alexandre attache à son parti le chef des Juifs Jonathas, qui se fait donner par lui l'autorité dans Jérusalem. Les fortifications de la ville sainte sont relevées.

151.

(OL. CVI, 2 ; R. 604.)

Grèce. — A la requête de Scipion Émilien, fils de Paul Émile, ami de l'Achéen Polybe, que soutient même Caton, les exilés grecs retenus en Italie depuis dix-sept ans, obtiennent de rentrer dans leur patrie. Il n'en restait plus qu'environ trois cents. — Polybe retourne en Grèce.

Rome et Espagne. — La guerre

contre les Celtibères, malheureuse pendant deux ans, devient une cause d'effroi pour les Romains. Les consuls procédant avec sévérité à l'enrôlement sont jetés en prison par les tribuns du peuple. P. Cornélius Scipion Émilien, âgé de trente-quatre ans, s'offre à partir comme lieutenant des consuls. — L'un des consuls, L. Licinius Lucullus, opposé aux Vaccéens, aux Cantabres, aux Celtibères, se signale par sa cruauté, son avarice, sa perfidie. Le préteur Serv. Sulpicius Galba est battu par les Lusitaniens.

Rome. — Un des consuls de l'année, A. Posthumius Albinus, a écrit une histoire romaine en grec.

150.

(OL. CVI, 3 ; R. 605.)

Carthage, Numidie. — Les Carthaginois, que Rome ne protège pas contre les empiètements de Masinissa, se défendent eux-mêmes quoique le traité de Zama leur interdise de faire la guerre; ils envoient cinquante mille hommes qui battent les Numides. Ce sera un prétexte de guerre pour le sénat de Rome.

Judée. — Ptolémée Philométor juge le fameux procès que les Samaritains avaient entrepris contre les Juifs, en soutenant que leur temple de Garizim, consacré à Jupiter Hospitalier, devait l'emporter sur celui de Jérusalem. Les représentants des deux parties s'étant engagés, sous peine de la vie, à justifier leurs prétentions par les termes de la loi de Moïse, comme les Juifs gagnèrent leur cause, les Samaritains furent punis de mort selon la convention.

Rome et Espagne. — Lâchéid sanguinaire du préteur Serv. Galba: il fait massacrer des milliers de Lusitaniens qui se sont rendus à lui volontairement et sans armes. Un de ceux qui échappent, Viriathe, commence déjà à punir les Romains de leurs cruautés.

Syrie. — Le Séleucide Démétrius Soter périt dans une révolte de ses

soldats mercenaires. Ils acceptent pour roi Alexandre Bala, qui est soutenu par l'Égypte, par Pergame, par le Juif Jonathas : Jonathas lui-même assiste à Ptolémaïs au mariage d'Alexandre avec la fille du roi d'Égypte.

149.

(OL. CLVII, 4 ; R. 606.)

Achéens. — Diéos, un des bannis rentrés en Grèce, est nommé stratège.

Bithynie. — Attale satisfait son ressentiment contre la Bithynie en favorisant l'usurpation du fils de Prusias, Nicomède, qui devient roi par un meurtre.

Rome. — Serv. Galba, qui pendant sa préture a fait massacrer les Lusitaniens, est poursuivi en justice par le tribun L. Scribonius Libo, comme violateur des traités : Caton, malgré ses quatre-vingt-cinq ans, soutient de sa parole l'accusateur. Le coupable échappe, par ses largesses aux juges, ou par son éloquence. — Mort de Caton. Il avait subi la contagion des vices qui l'entouraient : la pratique de l'usure la plus inique, sa parcimonie et sa cruauté à l'égard des esclaves, même quelques scandales dans sa vie privée ternissent ses dernières années. Les Romains avaient de lui, outre un traité sur l'agriculture, une histoire en sept livres qui résumaient : 1^o l'époque des rois de Rome ; 2^o et 3^o les origines des villes de l'Italie ; 4^o la première guerre punique ; 5^o la deuxième guerre punique ; 6^o et 7^o les autres guerres jusqu'à la préture de Serv. Galba. — Le tribun Calpurnius Pison Frugi fait établir, pour le jugement des crimes de concussion qui étaient toujours portés devant l'assemblée du peuple, un tribunal permanent, *quæstionem perpetuam*. Calpurnius avait composé des *Annales*.

Rome et Carthage. — Commencement de la troisième guerre punique. Les deux consuls L. Marcius Censorinus et M. Manilius sont

envoyés en Afrique. Carthage, dans l'espoir d'échapper à une lutte fatale, consent à livrer trois cents otages, toutes les armes et les machines de guerre ; mais quand les consuls demandent aux Carthaginois d'abandonner leur ville et de vivre loin de la mer, le patriotisme fournit encore des ressources à ce malheureux peuple pour résister pendant trois ans. Les consuls assiègent Carthage sans succès. — Mort de Masinissa, âgé de plus de quatre-vingt-dix ans. Son fils Micipsa lui succède.

Rome et Macédoine. — Un Pseudo-Philippe, Andriscos, s'allie aux Thraces contre les Romains.

148.

(OL. CLVIII, 1 ; R. 607.)

Achéens. — Damocrite, un des bannis rentrés en Grèce, est nommé stratège.

Rome et Carthage. — Le consul Calpurnius Pison dirige sans vigueur le siège de Carthage. Indiscipline de l'armée romaine.

Rome et Macédoine. — Andriscos, après avoir battu un préteur romain, est pris par Q. Cæcilius Métellus. Les Macédoniens deviennent tributaires.

147.

(OL. CLVIII, 2 ; R. 608.)

Achéens. — Diéos est de nouveau nommé stratège.

Rome et Carthage. — P. Cornélius Scipion Émilien, consul, pressé le siège de Carthage, enveloppe la ville, malgré son immense enceinte et son double port, par terre et par mer.

146.

(OL. CLVIII, 3 ; R. 609.)

Égypte et Syrie. — Alexandre Bala, usurpateur du trône de Syrie, et Ptolémée Philométor, défenseur du prince légitime, Démétrius II, fils de Démétrius Soter, meurent en combattant. — Le Séleucide Démétrius I Nicator soutient une guerre de si

ans contre les partisans de la maison Bala, et contre l'ambitieux Diodote Tryphon, Syrien d'Apamée. — Ptolémée Philométor avait épousé sa propre sœur Cléopâtre et en avait eu un fils, Ptolémée Physcon, enfin seul roi par la mort d'un frère, dont il est l'ennemi depuis vingt-deux ans, contrainst Cléopâtre à devenir sa femme ; il tue dans ses bras le fils de Philométor. Il se fait détester de tous par la licence qu'il permet à ses soldats mercenaires.

Rome, Carthage et Grèce. — Scipion Émilien, proconsul, presque au début de la nouvelle campagne, emporte d'assaut Carthage : Hasdrubal qui avait dirigé la défense nationale avec énergie se livre de lui-même aux Romains. Sac épouvantable, destruction complète de l'ancienne rivale de Rome. Formation d'une province romaine d'Afrique. — Les éternels différends entre les Achéens et les Spartiates sont l'occasion d'une nouvelle intervention romaine. Le proconsul Métellus descend de Macédoine avec son armée ; il est vainqueur des Achéens qui ont pour stratège Critolaos, près des Thermopyles, à Scarpée. Critolaos s'empoisonne. Diéas, qui commande après lui, arme jusqu'aux esclaves, perd, contre le consul L. Mummius, la dernière bataille livrée par les Grecs, à Lencopétra près de Corinthe. Destruction de Corinthe. Organisation de la nouvelle province, qui reçoit le nom d'Achaie. Les riches dépouilles de la Grèce, vases, tableaux, statues d'airain et de marbre, sont envoyées à Rome. — Polybe, qui a assisté avec Scipion à la destruction de Carthage, revenu en Grèce a assisté à la ruine de Corinthe : il a contribué par son influence auprès des commissaires romains à adoucir le sort de la Grèce asservie. — Clitomaque, philosophe carthaginois qui était alors à Athènes avec Carnéade, après la ruine de Carthage, envoie comme consolation à ses compatriotes captifs, ses traités de philosophie.

148.

(OL. CLVIII, 4 ; R. 610.)

Rome et Espagne. — Le consul Q. Fabius Maximus Emilianus, frère de Scipion Émilien second Africain, est envoyé contre le Lusitanien Viriath, qui a déjà battu deux préteurs et est maître des régions occidentales de la Péninsule.

144.

(OL. CLIX, 1.)

Judée et Syrie. — Diodote Tryphon, prétendant au trône de Syrie, prend par trahison le chef des Juifs, Jonathas, et le fait égorger avec ses enfants. — Tryphon est roi. — Simon, le seul qui reste des cinq fils de Mathathias, est nommé souverain pontife et général par le peuple juif. Il chasse enfin les Syriens de la citadelle de Jérusalem. Les Juifs commencent à goûter les douceurs de la paix.

143.

(OL. CLIX, 2 ; R. 612.)

Rome. — Trois tribunaux permanents (*questiones perpetuae*), sont créés pour poursuivre les crimes : 1^o de majesté, ou attentat contre le gouvernement ; 2^o de brigues, ou attentat contre la probité des élections ; 3^o de péculat, ou détournement de deniers publics ; ils étalent jusque-là réservés au jugement de l'assemblée du peuple.

Rome et Égypte. — Députation romaine reçue avec la plus grande humilité par Ptolémée Physcon : elle a pour chef le second Africain qui a emmené avec lui le philosophe stoïcien Panétios, digne par son caractère, son esprit, sa science, de l'amitié de Scipion et de Lælius ; il est auteur d'un traité de *Officiis*.

Rome et Espagne. — Campagne du consul Q. Cæcilius Métellus le Macédonique.

Rome et Gaule. — Le consul Appius Claudius Pulcher combat les Salasses, nation indocile des Alpes occidentales.

Rome et Macédoine. — L'armée du nouveau Pseudo-Philippe, est taillée en pièces par les troupes d'un questeur. La Macédoine, enfin pacifiée, devient province romaine.

142.

(OL. CLIX, 3; R. 613.)

Rome et Espagne. — Le proconsul Q. Cæcilius Métellus combat avec succès les Celtibères, pendant que Fabius Maximus Servillianus, consul, est opposé aux Lusitaniens et à Viriathe. — Des congés multipliés désorganisent l'armée du proconsul.

141.

(OL. CLIX, 4; R. 614.)

Rome. — Lorsque des députés de Macédoine viennent se plaindre des exactions de leur préteur D. Junius Silanus, T. Manlius Torquatus, le père du magistrat coupable, demande à le juger lui-même et le condamne; quand Silanus s'est donné la mort il n'assiste même pas à ses funérailles.

Rome et Espagne. — Honte égale de deux généraux romains: le consul Q. Pompéius Rufus, après une grande défaite sur le territoire des Numantins, aux sources du Douro, se fait payer un traité de paix par les barbares; le proconsul Q. Fabius Maximus Servillianus subit les conditions du traité que Viriathe veut bien conclure avec le peuple romain.

140.

(OL. CLX, 1; R. 615.)

Chine. — Avènement de l'empereur Hiao-Wou-Ti, qui régnera jusqu'à l'an 87.

Rome et Espagne. — Q. Servilius Cæpion succède à son frère Fabius Servillianus en Lusitanie. Un assassinat le délivre de Viriathe.

139.

(OL. CLX, 2; R. 616.)

Rome. — La loi *Gabinia* établit

l'usage du scrutin secret pour l'élection des magistrats, afin de rendre plus libre le vote des pauvres, qui n'osaient pas refuser leurs suffrages à de riches citoyens dont l'appui leur était nécessaire. — Un édit du préteur des étrangers bannit de Rome et de l'Italie les astrologues dits Chaldéens. — Le poète tragique Attius, né d'un fils d'affranchi, et Pacuvius, âgés, l'un de trente ans, l'autre de quatre-vingts ans, sont représenter chacun, la même année, une de leurs tragédies sur la scène romaine. Attius, traversant l'Italie pour se rendre en Asie, visite à Tarente le vieux Pacuvius.

Rome et Espagne. — La transaction vénale de Q. Pompéius avec les Numantins est rompue par le consul M. Popilius Lænas; la guerre qui recommence, est conduite sans succès pendant deux ans par M. Popilius.

138.

(OL. CLX, 3; R. 617.)

Parthes, Syrie. — Le roi de Syrie, Démétrius II Nicator, ayant été fait prisonnier par les Parthes, qu'il était allé attaquer sur leur territoire, son frère Antiochus quitte la ville de Sida, en Pamphylie, où il vivait (d'où son surnom de Sidétès), pour prendre le gouvernement royal. — Démétrius sera dix ans captif.

Pergame. — Mort d'Attale II, avènement d'Attale III.

Rome et Espagne. — Le consul D. Junius Brutus envoyé en Lusitanie, donne des terres, mais loin de leur pays, sur la côte de la Méditerranée, aux anciens compagnons de Viriathe qui acceptent la domination romaine; il les établit à Valence. Il restera deux ans utilement en Espagne.

137.

(OL. CLX, 4; R. 618.)

Rome. — D'après la loi *Cassia*, les suffrages pour les jugements publics, dans les affaires de majesté,

brigue, péculation, concussion, seront donnés au scrutin secret.

Rome et Espagne. — Le consul C. Hostilius Mancinus est vaincu et chassé de son camp par les Numantins. Traité de paix ignominieux que ne ratifie pas le sénat. Tibérius Gracchus, questeur du consul, a dû se faire garant du traité auprès des Espagnols, qui avaient gardé un pieux souvenir de son père.

136.

(OL. CLXI, 1; R. 619.)

Rome et Espagne. — Campagne heureuse du proconsul D. Junius Brutus contre les Galléciens au nord-ouest de l'Espagne. — Le proconsul M. Emilius Lépidus éprouve contre les Vaccéens une défaite semblable à celle de Mancinus contre les Numantins. Mancinus, livré aux Numantins, au nom du peuple romain, pour le traité que le sénat désavoue, est renvoyé avec mépris par les vainqueurs, comme les consuls des Fourches caudines furent renvoyés par les Samnites.

135.

(OL. CLXI, 2; R. 620.)

Chine. — Sous l'empereur Hiao-Wou-Ti, pour la première fois, une guerre de frontières est engagée avec des Tartares de race turque, les Hiong-nou qui dominent au nord-est de la Sogdiane, et reçoivent le tribut de trente-six peuplades. Ils diffèrent des autres nations tartares, en ce qu'ils vivent dans des villes et s'adonnent à l'agriculture : on a cru cependant que ce peuple était la souche de la nation des Huns. — Les Hiong-nou, refoulés à l'occident, rejettent les Yuë-ti ou Scythes sur les Parthes et les Bactriens. — L'empereur Wouti fait rassembler tous les débris des anciens livres qui avaient échappé à la destruction ordonnée par Thsin-chi-hoang-Ti ; ils sont la source des recueils plus ou moins authentiques des antiquités chinoises. Il abolira le droit d'aînesse.

Judée. — Simon, comme son frère Jonathas, meurt en trahison. Il est égorgé avec deux de ses fils par son gendre, le gouverneur de Jéricho. Jean Hyrcan succède au pouvoir de son père. Nouvelle guerre avec le roi de Syrie Antiochus Sidètes.

Rome et Illyrie. — Le consul Fulvius Flaccus, envoyé dans l'Illyrie barbare, soumet les Vardéens.

134.

(OL. CLXI, 3; R. 621.)

Rome. — Commencement de la guerre des esclaves en Sicile, contre leurs maîtres les propriétaires romains. Ils auront pour chef un Syrien Eunus, qui s'appellera le roi Antiochus. Enna, au centre de l'île, Agrigente, Tauroménion, à la côte orientale, bientôt Messine, sont saisies par les esclaves.

Rome et Espagne. — Scipion Émilien, élevé pour la seconde fois au consulat sans l'avoir brigué et en dépit de la loi, qui ne permettait plus d'être deux fois consul, est envoyé contre Numance. Au siège de Numance, sous les ordres de Scipion, combattent : le jeune Jugurtha, neveu du roi de Numidie, Micipsa ; l'Italien Marius d'Arpinum, âgé de vingt-trois ans ; Sempronius Asellio, tribun militaire, qui a fait l'histoire des événements auxquels il a pris part ; le poète Lucilius, chevalier, âgé de seize ans.

133.

(OL. CLXI, 4; R. 622.)

Rome. — Le consul Pison, envoyé contre les esclaves, reprend Messine. — Tribunat de Tibérius Sempronius Gracchus, descendant des Scipions par sa mère Cornélie. Loi agraire, portant qu'aucun citoyen ne retiendra plus de cinq cents jugera de terre du domaine public ; l'excédant faisant retour à l'État, devra être partagé entre les citoyens pauvres. Il a contre lui non-seule-

ment le sénat, les chevaliers, les riches propriétaires, mais un de ses collègues, le tribun Octavius; il le fait déposer et brise ainsi lui-même l'inviolabilité tribunitienne. La loi votée, les difficultés de l'exécution confiée à des triumvirs apparaissent. Le tribun demande que les richesses du roi de Pergame, léguées au peuple romain, soient employées à fournir des moyens de culture aux citoyens pauvres que la loi agraire mettra en possession de terres. Issue sanglante de ce tribunal. Le grand pontife Scipion Nasica et les sénateurs provoquent la mort de Tibérius Gracchus. Il n'avait que trente ans.

Rome et Espagne. — Le proconsul Scipion, après un siège de quinze mois, réduit Numance, investit de tous côtés, et appauvrit de défenseurs par la famine plus que par les combats, à se rendre à discrétion. La seconde terreur de Rome est détruite.

Rome et Pergame. — Attale III laisse par testament ses biens aux Romains.

Rome et Syrie. — Antiochus Sédètes, qui voulait se faire confirmer par les Romains dans l'exercice du pouvoir royal, pendant que son frère Démétrius Nicator était captif des Parthes, flatte le peuple et le sénat dans la personne de Scipion Émilien à qui il envoie de riches présents.

132.

(*OL. CLXII, 1 ; R. 622.*)

Rome. — Le consul Rupilius enlève les deux forteresses des esclaves Tauroménion et Enna, et met fin à la guerre servile.

131.

(*OL. CLXII, 2 ; R. 624.*)

Rome et Pergame. — Aristonic, qui se dit issu du sang royal de Pergame, réclame le royaume, que s'attribuent les Romains en vertu du testament d'Attale. — Les Romains pour le combattre sont aidés avec empressement par les villes de l'Asie,

et par les rois de Bithynie, de Cappadoce, de Pont, et de Paphlagonie.

130.

(*OL. CLXII, 3 ; R. 626.*)

Égypte. — Le peuple d'Alexandrie, après avoir enduré quinze ans la tyrannie de Ptolémée Physcon, met le feu au palais et le force à fuir en Cypre. Du lieu de son exil, il révèle encore ses instincts de bête féroce, en tuant le fils qu'il avait eu de sa sœur Cléopâtre, et en envoyant les hideux débris à la malheureuse mère. — Depuis, pendant plus de quarante ans, l'Égypte est déchirée par les dissensions domestiques : Cléopâtre, nièce et seconde femme de Physcon ; et les fils de Cléopâtre, Ptolémée Soter ou Lathyros, et Alexandre, seront les héros de ces guerres civiles. L'histoire des derniers Lagides, comme celle des derniers Séleucides, est un tissu de crimes et de débauches qui révoltent la nature.

Judée. — Jean Hyrcan prend Sichem aux Samaritains, et renverse de fond en comble le temple de Garizim. Les Samaritains continuent cependant leur culte sur cette montagne; les deux peuples demeurent irréconciliables.

Rome et Pergame. — Le consulaire P. Licinius Crassus, savant jurisconsulte, grand pontife, envoyé contre Aristonic, est pris dans une embuscade et se fait tuer.

129.

(*OL. CLXII, 4 ; R. 626.*)

Cappadoce. — Mort d'Ariarathe V qui a combattu comme allié des Romains, dans la guerre contre Aristonic de Pergame. Sa veuve, pour régner seule, tue cinq de ses fils; le sixième qui échappe devient seul roi, sous le nom d'Ariarathe VI.

Parthes et Scythes. — Les Scythes ou Yué-Ti attaquent les Parthes.

Rome. — Rome et l'Italie sont agitées par l'exécution de la loi

agriculteur de Tibérius Gracchus, confiée aux triumvirs : Fulvius Flaccus, Calvus Gracchus et C. Papirius Carbon. Il était difficile de retrouver les titres primitifs de propriété, pour distinguer le domaine de l'État, objet du nouveau partage, des domaines privés qui ne devaient pas être enlevés. Le deuxième Africain prend la défense des propriétaires qu'inquiète la loi ; il est trouvé mort dans son lit. On a soupçonné sa femme, sœur des Gracques.

Rome et Balmates. — Le consul Sempronius Tuditanus, envoyé contre les Japodes, n'est vainqueur qu'avec l'aide de D. Junius Brutus, celui qui a pacifié la Lusitanie.

Rome et Pergame. — Aristonic est vaincu et pris par le consulaire M. Perpenna. La mort de Perpenna laisse au consul M. Aquilius le soin d'amener à Rome Aristonic : Aristonic est égaré dans la prison. — Formation de la province romaine d'Asie. — Mitridate V, roi de Pont, est récompensé du concours qu'il a prêté aux Romains par le don de la Phrygie ; la Lycanie et la Cilicie sont données à la maison royale de Capadoce.

Syrie. — Antiochus Sidétès attaque les Parthes pour délivrer son frère Démétrius II Nicator. Trois combats ; prise de Babylone. Au moment où son frère devient libre, lui-même est sur le point de tomber aux mains des barbares ; il se tue. Démétrius II va recommencer un nouveau règne.

128.

(OL. CLXIII, 1.)

Judée. — Depuis la mort d'Antiochus Sidétès, la Judée n'a plus à craindre la domination syrienne. Le grand pontife Jean Hyrcan soumet les Iduméens à un tribut annuel.

126.

(OL. CLXXI, 2 ; R. 620.)

Bactriane et Scythes. — Les Yü-Ti ou Scythes qui se sont répan-

dus entre l'Yaxarte et l'Oxus, détruisent le royaume de Bactriane, occupent la Drangiane et pénétreront dans l'Inde. Les écrivains grecs et romains les appellèrent Indo-Scythes.

Chine. — Tchhang-Kian, général de l'empereur Wou-Ti, envoyé en ambassade avec quelques officiers, vers les Yü-Ti, ennemis du peuple puissant des Tartares Hiong-Nou, est pris par les Hiong-Nou, reste dix ans captif. Parvenu à s'échapper, il se rend chez les Yü-Ti, et après une mission sans succès, revient par le Tibet. Il rapportera de son voyage, après une absence de treize années, des connaissances géographiques nouvelles pour les Chinois.

Rome. — Le consul L. Aurélius Orestès, envoyé pour réprimer une révolte en Sardaigne, a pour questeur Calus, frère de Tibérius Gracchus.

125.

(OL. CLXXII, 4 ; R. 620.)

Rome et Gamie. — Le consul M. Fulvius Flaccus, chargé de protéger Marseille contre les Salyens, bat le premier les Ligures transalpins.

Syrie. — Le roi Démétrius Nicator, détesté de ses peuples et de ses soldats, vaincu par un prétendant séleucide que lui oppose la cour d'Égypte, est tué par sa femme Cléopâtre, jalouse de Rodogune, qu'il avait épousée chez les Parthes. Cléopâtre, qui d'abord a été mariée au frère de Démétrius Antiochus Sidétès, en a eu un fils, qui sera roi plus tard. Elle tue Séleucus, l'un des enfants qu'elle a donnés à Démétrius ; le second, Antiochus Grypos, ne restera roi qu'après trois ans de lutte contre le prétendant qu'ont suscité les Lagides.

123.

(OL. CLXXIV, 2 ; R. 622.)

Rome. — Premier tribunal de

Calus Gracchus, plus éloquent, plus ambitieux, plus hostile aux riches que son frère Tibérius.

Rome et Baléares.—Le consul Q. Cœcilius Métellus va combattre les Baléares.

122.

(Ol. clxiv, 3 ; R. 632.)

Chine.—Sse-ma-Tshian, l'Hérodote de la Chine, compose un grand ouvrage intitulé *Sse-Ki*, c'est-à-dire *Mémoires historiques*, et divisé en cinq parties dont la première comprend le récit des événements arrivés depuis l'an 2697.

Rome.—Deuxième tribunat de Calus Gracchus. Il exerce une sorte de souveraineté à Rome, s'attache les soldats, le petit peuple, les chevaliers auxquels il transporte l'administration de la justice, rendue jusque-là par les sénateurs. L'aristocratie lui oppose un autre tribun M. Drusus qui présente, au nom des nobles, des lois plus démocratiques encore que les siennes, pour que le peuple soit reconnaissant non à un homme mais au sénat. C. Gracchus se laisse envoyer, par le sénat, en Afrique, pour la fondation d'une colonie à Carthage. Son absence lui fait perdre la popularité.

Rome et Gaule.—Le proconsul C. Sextius Calvinus, vainqueur des Salyens, même des Allobroges, au nord-est, fonde la première colonie romaine de la Gaule transalpine, *Aquæ Sextiæ* (Aix).

121.

(Ol. clxiv, 4 ; R. 634.)

Chine.—Un général de l'empereur Wou-Ti fait une grande expédition contre les Hioung-Nou, et les soumet. Dès lors la domination chinoise cherche à s'étendre vers l'ouest.

Rome.—Calus Gracchus, après son second tribunat, n'espérant pas une troisième élection, laisse ses partisans occuper en armes le mont

Aventin. Le consul L. Opimius, son ennemi personnel, lui oppose la force ; Rome est ensanglantée par la mort de trois mille citoyens. Calus Gracchus se fait tuer. Mort de Fulvius Flaccus, personnage consulaire, un des chefs du peuple. Les lois de Calus Gracchus seront successivement abolies ou modifiées.

Rome et Gaule.—Le proconsul C. Domitius Ahénobarbus combat avec succès les Allobroges. Le consul Q. Fabius Maximus, près de l'Isère affluent du Rhône, écrase, avec les Allobroges, l'armée de leur allié Bituit, roi des Arvernes qui habitent dans les montagnes à l'ouest du Rhône.

120.

(Ol. clxv, 1 ; R. 635.)

Pont.—L'an 120, ou trois ans plus tôt, avènement de Mithridate VI Eupator, surnommé le Grand,

119.

(Ol. clxv, 2 ; R. 636.)

Rome.—Marlus, Italien d'Arpinum, tribun du peuple, ne se déclare pas sans réserve l'ennemi de l'aristocratie. — L. Crassus, à vingt ans, commence sa réputation d'orateur, en se portant pour accusateur de l'habile et éloquent C. Carbon, un des chefs du parti populaire.

118.

(Ol. clxv, 3 ; R. 637.)

Numide.—Mort de Micipsa : dans le partage de son royaume, il associe à ses deux fils, Adherbal et Hiempsal, son neveu Jugurtha qu'il a adopté. Jugurtha tue Hiempsal, dépouille Adherbal, qui va se plaindre au sénat de Rome.

Rome et Gaule.—Le consul Q. Marcius Rex, vainqueur des peuplades gauloises qui touchent aux Alpes maritimes, colonise à l'ouest du Rhône la ville de *Narbo-Marcus* (Narbonne), près de l'embouchure de l'Aude.

417.

(OL. CLXVI, 4 ; R. 638.)

Rome et Numidie. — Des ambassadeurs romains sont envoyés en Numidie pour faire rétablir Adherbal.

418.

(OL. CLXVI, 2 ; R. 640.)

Rome. — Les censeurs L. Cœcilius Méteilus et C. Domitius Ahénobarbus effacent de la liste du sénat trente-deux membres indignes, interdisent à Rome toutes les variétés de jeux, que le mélange des peuples apportait dans la grande cité ; ils ne tolèrent que le joueur de flûte latin avec un seul chanteur, et le jeu de dés.

414.

(OL. CLXVI, 3 ; R. 641.)

Rome et Scordisques. — Le consul C. Porcius Caton est vaincu en Thrace, par les Scordisques, qui sont maîtres du pays jusqu'au Danube.

413.

(OL. CLXVI, 4 ; R. 642.)

Rome, Cimbres et Teutons. — Les Cimbres, venus avec les Teutons des régions septentrionales voisines de la Baltique, rencontrent pour la première fois une armée consulaire en Illyrie ; désastre du consul Papirius Carbon. Ils tournent les Alpes pour passer dans la Gaule transalpine.

412.

(OL. CLXVII, 1 ; R. 643.)

Rome et Numidie. — Jugurtha attaque Adherbal, l'assiège dans Cirta, malgré les injonctions du sénat romain. Adherbal pris est mis à mort. La honte commence à être ressentie à Rome : la Numidie est assignée à un des consuls pour l'année suivante.

Rome et Scordisques. — Les Scordisques sont battus en Thrace par le consul Livius Drusus.

411.

(OL. CLXVII, 2 ; R. 644.)

Rome et Numidie. — Le premier consul envoyé pour combattre Jugurtha, L. Calpurnius Bestia, conclut la paix avec lui, sans être autorisé par le sénat et le peuple romain.

Syrie. — Antiochus Grypos, après une lutte de trois ans, est obligé de partager le trône de Syrie avec son frère utérin, fils d'Antiochus Sidètes, Antiochus le Cyzicénien. — Ils régneront ensemble dix-sept ans.

410.

(OL. CLXVII, 3 ; R. 645.)

Égypte. — Destruction des monuments de Thèbes révoltée.

Rome et Numidie. — Jugurtha, mandé à Rome pour éclairer le peuple sur la conduite des députés et des généraux envoyés en Numidie, ne craint pas d'y venir malgré l'évidence de ses crimes. Son or achète un tribun. A Rome même, il ordonne un meurtre qui reste impuni. — Quand il retourne en Afrique, le nouveau consul S. Posthumus Albinus, chargé de le combattre, abandonne bientôt l'expédition, et en laisse le soin à un frère incapable, le préteur Aulus.

409.

(OL. CLXVII, 4 ; R. 646.)

Judée. — Jean Hyrcan, grand pontife des Juifs, prend et détruit la ville rivale de Jérusalem, Samarie. — La Judée est troublée par les rivalités de deux sectes religieuses qui deviendront bientôt des factions politiques, les Pharisiens ainsi appelés d'un mot hébreu qui veut dire séparés, parce qu'ils affectaient de se distinguer du peuple, et les Saducéens, de Sadoc, leur chef. Les Esséniens vivaient en commun, s'appliquaient en dehors du monde aux vertus pratiques, à la tempérance et au travail.

Rome et Cimbres. — Le consul Silanus est battu en Gaule par les barbares.

Rome et Numidie.—Le préteur Aulus, frère du consulaire Albinus, défait par Jugurtha, conclut une paix honteuse que ne ratifie pas le sénat. Le nouveau consul Q. Cœcilius Métellus donne à la guerre une direction plus honorable et plus efficace.

Rome et Scordisques.—Une armée romaine tient tête en Macédoine aux Scordisques et aux Triballes.

407.

(OL. CLXVIII, 2; R. 648.)

Judée.—A la mort de Jean Hyrcan, son fils aîné Aristobule ne se contente pas du titre de grand prêtre qu'avaient porté depuis soixante ans les libérateurs de la Judée : il prend celui de roi, tombé en désuétude chez les Juifs depuis la captivité de Babylone. La royauté nouvelle qui devient héréditaire, est inaugurée par des cruautés domestiques. Les Maccabées favorisent les saducéens contre les pharisiens.

Rome et Gaule.—Le consul L. Cassius Longinus se perd avec son armée en combattant, à la frontière des Allobroges, les Gaulois Tigurins de l'Helvétie.

Rome et Numidie.—Un lieutenant de Métellus en Numidie, l'Italien Marius, s'est fait donner par le parti démocratique le consulat et le commandement de la guerre contre Jugurtha. Métellus reçoit néanmoins les honneurs bien mérités du triomphe et le titre de *Numidique*. Un jeune noble, Cornélius Sylla, sert comme questeur auprès de Marius.

406.

(OL. CLXVIII, 3; R. 649.)

Rome.—Le consul Q. Servilius Cœpion, assisté du grand orateur L. Crassus, âgé alors de trente-quatre ans, fait partager entre les sénateurs et les chevaliers les fonctions judiciaires qui avaient été transportées tout entières par une proposition de Caius Gracchus à l'ordre équestre.—Naissance de Cicéron (à Arpinum comme Marius) et de Pompée; l'un de

famille nouvelle, l'autre d'une maison déjà illustre, tous deux chevaliers.

Rome et Numidie.—Les succès militaires de Marius décident le roi de Mauritanie, Bocchus, auquel s'est confié Jugurtha, à livrer le roi de Numidie à Sylla, questeur du proconsul. Cette trahison met fin à la guerre. Jugurtha mourra dans la prison de Rome.

405.

(OL. CLXVIII, 4; R. 650.)

Rome, Cimbres et Teutons.—Grands désastres des Romains en Gaule : l'armée proconsulaire de Q. Servilius Cœpion, et celle du consul M. Manlius, perdent à Orange près du Rhône quatre-vingt mille hommes contre les Cimbres. Effroi de l'Italie : Marius qui n'a pas encore quitté la Numidie est élu consul, et chargé de commander en Gaule.—Depuis que le siège de Numance avait fait appeler pour la deuxième fois, à la charge consulaire, le destructeur de Carthage Scipion Émilien, aucun consul n'avait exercé deux fois cette dignité, qui sera conférée six ans de suite à Marius.

403.

(OL. CLXIX, 2; R. 652.)

Rome.—Lorsque Marius, qui attend à l'entrée de la Gaule transalpine les Cimbres et les Teutons, demande des secours à tous les peuples alliés de Rome, le roi de Bithynie lui fait répondre que depuis que les publicains, agents du fisc romain, pratiquent dans ses États la traite des hommes libres, les enlèvent, et les vendent comme esclaves, son royaume ne peut plus fournir de soldats. Le sénat ordonna alors de rechercher parmi les esclaves tous ceux qui pourraient prouver leur origine libre, pour leur rendre la liberté.—Mort du poète satirique Lucillus à Naples.—Une loi du tribun C. Domitius soumet à l'élection par le peuple les fonctions religieuses données jusque-là par cooptation.

102.

(OL. CLIX, 3 ; R. 632.)

Rome. — Seconde guerre des esclaves en Sicile, parce que le préteur romain n'accueille pas à son tribunal tous ceux qui viennent prouver leur origine libre. — Leurs chefs sont Salvius, et Athénion le Cilicien.

Rome et Teutons. — Marius, consul pour la quatrième fois, tient tête en Gaule aux Teutons et aux Ambrons, qui se sont séparés des Cimbres après une course commune en Espagne. Un double combat, près d'Aix, leur coûte deux cent quatre-vingt-dix mille hommes, tués ou pris. — Marius absent est encore élu consul.

101.

(OL. CLIX, 4 ; R. 634.)

Rome et Cimbres. — Les Cimbres, en se séparant des Teutons, ont tourné les Alpes par le nord, forcent les passages mal gardés par le proconsul Q. Lutatius Catulus, et entrent dans la vallée du Pô. Marius,

dans son cinquième consulat, vient se joindre à Catulus. Destruction des Teutons dans la bataille de Verceil, au nord-ouest de la Gaule transpadane. Sylla y a pris part comme lieutenant de Catulus.

100.

(OL. CLIX, 1 ; R. 635.)

Rome. — La guerre des esclaves touche à son terme. — L. Apuléius Saturninus, que la violence a porté au tribunat, agite Rome par une proposition de loi agraire. Opposition de Métellus le Numidique ; il s'exile à Rhodes. Rôle honteux de Marius, consul pour la sixième fois, qui n'ose pas s'avouer le complice du tribun, sa créature. Mort sanglante de Saturninus et d'un autre héros de démagogie, le préteur Glaucia. — Naissance de C. J. César. — Métellus est accompagné dans son exil par Ælius, grammairien, philosophe stoïcien, orateur distingué ; il composait des discours pour les nobles de Rome.

I^{er} SIÈCLE AVANT J. C.

APERÇU GÉNÉRAL.

Que d'hommes et d'événements se pressent dans le court intervalle de cent ans avant l'ère vulgaire et souvent dans l'enceinte d'une seule ville ! Car il n'est plus question que des Romains, chez qui les défaites du roi de Pont, Mithridate, achèvent de fixer la puissance, l'opulence, la corruption, la discorde ; la liberté est devenue inconciliable avec les vices des grands et la dégradation du peuple.

Proscrit après six consulats, Marius, septuagénaire, ne rapporte dans Rome, lorsqu'il y est rappelé, que la soif de la vengeance ; il déshonore par son ambition et par ses violences le parti populaire auquel il feint de s'attacher.

La populace de Rome accueille comme auxiliaires les divers peuples de l'Italie qui forcent les portes de la cité et conquièrent des droits illusoires.

Sylla, tout couvert du sang des proscriptions, abdique impunément une horrible dictature. Il n'est pas mort que sa constitution tout aristocratique est déjà menacée et bientôt détruite par la grandeur précoce de Pompée qui a vaincu en Espagne Perpenna, lieutenant et meurtrier de Sertorius, en Italie les dernières bandes de Spartacus que Crassus avait terrassé, sur les mers les pirates, en Orient Mithridate et l'Arménien Tigrane.

La liberté romaine qui ne couvre plus de son beau nom que la licence des grands et la servilité du peuple, trouve encore, dans Caton d'Utique et dans Cicéron, des défenseurs dignes d'un meilleur siècle et d'une meilleure cause. Elle triomphe au moins de l'audacieux Catilina. La richesse, l'ambition, la gloire, se liguent contre elle dans le triumvirat de Crassus, de Jules César et de Pompée : alliance éphémère, mal assortie, funeste dès sa naissance, funeste même par sa rupture. La guerre civile éclate : César, vainqueur des Gaules, va l'être de Rome. C'est la loi qu'il viole en passant le Rubicon ; c'est la république autant que Pompée qu'il défait à Pharsale. Trop sûr de l'asservissement public, Caton se soustrait à la servitude en mourant : Brutus et Cassius ont conservé plus d'espoir. En vain le dictateur gouverne avec sagesse et les comble eux-mêmes de bienfaits : César règne, ils l'immolent. Inutile attentat : ils n'ont frappé qu'une victime digne encore de leurs regrets ; un ambitieux est tombé aux ides de mars, la tyrannie demeure. Antoine, qu'ils ont épargné, forme avec Lépide et le jeune Octave un sanguinaire triumvirat. De nouvelles proscriptions dévorent ce qui reste de Romains dans Rome. Hors de ses murs, le fer des assassins poursuit de toutes parts les talents et les vertus : la tête de Cicéron tombe, les triumvirs l'ont trouvé digne de ne pas survivre à la liberté, et les derniers débris de la république, rassemblés en Macédoine par Brutus et Cassius, sont ensevelis dans les champs de Philippes. Tandis qu'Antoine, épris des charmes de Cléopâtre, s'endort en Égypte au sein des voluptés, Octave reçoit à Rome les hommages du peuple et du sénat même. Les triumvirs ne sont plus d'accord qu'une fois pour écraser Sextus, fils de Pompée : Lépide est exilé et couvert d'opprobre par Octave qui conquiert sur Antoine, dans la journée d'Actium, le pouvoir suprême. Octave seul maître du monde prend ce magique nom d'Auguste qui, aujourd'hui encore, affaiblit ou même efface le souvenir de ses crimes et ne rappelle que l'éclat pacifique et la gloire littéraire de son principat.

Une vaste part de cette gloire littéraire appartient à l'un des derniers amis de la république, bienfaiteur et victime d'Octave même, à Cicéron, le précepteur et le modèle des grands écrivains, philosophe

illustre, le premier des orateurs, et qui, dans ses lettres à Quintus, son frère, à Brutus et surtout à Atticus, nous a laissé les plus instructifs mémoires sur les événements de ce siècle. L'éloquence, éteinte dans la Grèce asservie, avait dû renaitre au sein de la république romaine : cependant les deux Gracques, les Scipions, Caton le censeur, sont à peu près les seuls noms à citer avant ce siècle qui donna Antoine et Crassus, Sulpicius et Cotta, Brutus et César, Messala, Hortensius et Cicéron ; Cicéron est le seul dont nous ayons les discours ; ils suffisent à la gloire de l'éloquence romaine. La science du Droit est illustrée par deux écoles rivales sous Auguste.

Des historiens célèbres qu'a produits le même siècle, César, Saluste, Varron, Trogue Pompée, Tite Live, il n'y a que les deux derniers qui aient écrit du temps d'Auguste.

Avant ce règne aussi, la poésie latine s'était montrée pittoresque, forte et précise dans les chants philosophiques de Lucrèce ; souvent élégante et à la fois énergique dans les productions de Catulle, de Tibulle et de Propertius ; mais, sous Auguste enfin, il le faut avouer, Ovide la sut rendre plus féconde et plus flexible ; Horace et Virgile plus pure et plus puissante, plus riche d'harmonie, de pensées et d'images.

La littérature grecque ne donne pas un nom illustre pour la poésie : dans la prose, des chroniqueurs, des romanciers, des grammairiens obscurs font ressortir les historiens Denys D'Halicarnasse et Diodore de Sicile qui restent pourtant à un rang secondaire.

A défaut d'autre gloire, la Grèce avait gardé les traditions de l'enseignement littéraire et oratoire ; elle était l'école des conquérants : les Romains les plus distingués allaient encore étudier chez les Athéniens ou à Rhodes la philosophie et la littérature, qui étaient cultivées aussi avec amour par les Grecs d'Alexandrie.

CHRONOLOGIE.

99.

(OL. CLXX, 2 ; R. 656.)

Rome. — La guerre des esclaves est terminée par le proconsul M. Aquilius. — Le retour de Métellus le Numidique est un triomphe pour les bons citoyens, en dépit de Marius.

98.

(OL. CLXX, 3 ; R. 657.)

Rome. — Le vainqueur des esclaves, Aquilius, échappe, par l'habileté

du grand orateur Antoine, à une accusation de concussion.

97.

(OL. CLXX, 4 ; R. 658.)

Judée. — Le roi Alexandre Janée, détesté déjà pour ses cruautés, étouffe dans le sang de six mille pharisiens une insurrection armée de cette secte.

Rome. — Un sénatus-consulte interdit l'immolation de victimes humaines.

96.

(OL. CLXXI, 1 ; R. 659.)

Rome et Cyrène. — Le Lagide Ptolémée Apion, fils illégitime de Ptolémée Physcon, roi de Cyrène, laisse son héritage aux Romains.

95.

(OL. CLXXI, 2 ; R. 660.)

Syrie. — Dans une guerre contre les fils de son frère utérin Antiochus Grypos, mort l'année précédente, Antiochus le Cyzicénien se tue pour n'être pas captif. La lutte entre les fils des deux Antiochus entretient pendant treize ans les causes d'anarchie ; l'empire est mutilé d'autre part par les Romains, par les rois indépendants de l'Asie Mineure, et par les Parthes. — Les monnaies frappées au nom d'Antiochus le Cyzicénien sont les dernières qui portent les années de l'ère des Séleucides, encore suivie aujourd'hui par les chrétiens d'Orient.

93.

(OL. CLXXI, 4 ; R. 662.)

Rome, Cappadoce et Pont. — Après que le roi de Pont a cherché par toutes sortes de perfidies et de crimes à assujettir la Cappadoce, ce peuple, privé des derniers rejetons de la branche royale détruits par Mithridate, s'adresse au sénat romain pour avoir un roi. Le sénat choisit Ariobarzane.

92.

(OL. CLXXII, 1 ; R. 663.)

Rome. — Les censeurs L. Licinius Crassus et C. Domitius Ahenobarbus font fermer à Rome les écoles de rhéteurs, qui pervertissent les mœurs et l'instruction de la jeunesse. — Les publicains dont les exactions avaient été arrêtées en Asie par le vertueux P. Rutillius, lieutenant du proconsul Q. Mucius, le font accuser de concussion devant les tribunaux, composés de chevaliers, leurs partisans. Ce disciple de Panétius, qui atteignit à la perfection de la mo-

rale stoïcienne, ne voulut pas, pour se défendre, avoir recours aux grands orateurs du temps, L. Crassus, Marc Antoine, alors personnages consulaires. Condamné, il se retira en Asie où il vécut dans la compagnie de philosophes. Il écrivit l'histoire de sa vie en langue grecque.

Rome, Arménie, Parthes et Pont. — Sylla, après sa préture, envoyé en Cappadoce pour rétablir l'allié des Romains, Ariobarzane, qu'avait dépouillé Tigrane, roi d'Arménie, allié du roi de Pont, reçoit une ambassade du roi des Parthes Arsace : ce sont les premières relations des Parthes avec Rome.

94.

(OL. CLXXII, 2 ; R. 664.)

Rome. — Tribunal de M. Livius Drusus, imitateur de Calus Gracchus que son père avait combattu : il demande le droit de cité romaine pour les peuples de l'Italie, le partage des terres publiques, des distributions de blé pour le peuple et l'égalité répartition des fonctions judiciaires entre le sénat et l'ordre équestre. — L. dernier discours du grand orateur Crassus est une défense patriotique du sénat contre les invectives du consul L. Marius Philippus, qui est né chevalier.

90.

(OL. CLXXII, 3, R. 665.)

Italie. — Le refus du droit de cité arme les alliés italiens contre Rome. La guerre sociale a son foyer chez les Marses ; elle embrasse toutes les régions sabelliennes. — Désastre et mort du consul Rutillius ; son lieutenant Marius, d'origine italienne, attaque sans vigueur le chef des alliés, Pompédius Silo. Quelques succès permettent au collègue de Rutillius, L. Julius César, de faire donner par la loi Julia le droit de cité aux Latins, et aux alliés restés fidèles.

Rome, Bithynie et Pont. — Après que Tigrane d'Arménie, allié

de Mithridate, a chassé Ariobarzane 1^{er} de la Cappadoce, Mithridate dépouille Nicomède III, le nouveau roi de Bithynie : celui-ci vient en suppliant à Rome. Le sénat décrète que les deux rois seront rétablis.

89.

(OL. CLXXII, 4 ; R. 666.)

Italie. — Les deux consuls romains commandent dans la guerre sociale. L'un L. Porcius Caton, est tué chez les Marses : persévérance heureuse de son collègue C. Pompéius Strabo. Depuis que Marius a renoncé au commandement, brillants succès du patricien Sylla en Campanie et chez les Samnites.

88.

(OL. CLXXIII, 1 ; R. 667.)

Égypte. — Un prétendu testament du Lagide Alexandre, frère de Ptolémée Soter ou Lathyros, fils de Ptolémée Physcon, n'est invoqué par les Romains que pour obtenir quelques sommes d'argent.

Italie. — Le proconsul C. Pompéius et Sylla, élevé au consulat, éteignent les derniers feux apparents de la guerre sociale, excepté en Campanie. Presque tous les alliés obtiennent le droit de cité. — Ils voteront à Rome dans des tribus séparées, après les autres.

Rome et Pont. — Mithridate chasse encore de la Bithynie et de la Cappadoce les rois amis de Rome. Il défait Aquilius commissaire du sénat en Asie, pénètre jusque dans la Phrygie, la Carie, la Lydie, dépendances des provinces romaines. — Il trouve des cœurs et des bras avides de vengeance et de liberté, quand il envoie aux villes grecques d'Asie l'ordre d'immoler les Romains ou Italiens qui les oppriment : quatre-vingt mille sont massacrés.

Rome. — Marius et Sylla se disputent le commandement de la guerre contre Mithridate. Chute sanglante du tribun Sulpicius, partisan de Marius,

lorsque Sylla entre dans Rome à la tête de son armée, récemment victorieuse des Italiens. Fuite de Marius, d'abord sur les côtes de l'Italie à Minturnes, ensuite sur celles d'Afrique à Carthage. Sylla laisse cependant arriver au consulat L. Cornélius Cinna, dévoué à Marius.

87.

(OL. CLXXIII, 2 ; R. 668.)

Rome. — La guerre fait fuir d'Athènes le chef de l'Académie, Philon, qui vint s'établir à Rome. Il fut un des maîtres de Cicéron, avec le Rhodien Molon, célèbre rhéteur. — Photius Gallus est le premier à Rome qui enseigne la rhétorique latine. — Lucullus se fera suivre en Orient par un disciple de Philon, Antiochus et par le poète grec Archias.

Rome, Grèce et Pont. — Sylla va combattre en Grèce le général de Mithridate, Archélaos. Il assiège Athènes révoltée. Il envoie son questeur Lucullus réunir une flotte sur les côtes de l'Égypte et de la Phénicie, pour préparer le passage en Asie.

Rome et Italie. — Le consul marianiste L. Cornélius Cinna promet aux Italiens l'exercice réel du droit de cité romaine et demande qu'ils soient répartis indistinctement dans toutes les tribus, où ils constitueront la majorité par leur nombre. Son collègue Octavius, soutenu par le parti des anciens romains, le chasse de Rome. Le titre de consul lui est enlevé par le sénat. Cinna, avec une armée d'Italiens, rentre en vainqueur à Rome, accompagné de Marius, qu'il a rappelé d'Afrique. Cruautés qui signalent le triomphe de Marius et de ses partisans. Les proscriptions atteignent surtout les nobles, dans leur vie et dans leurs biens. — Le grand orateur Marc Antoine est une des victimes.

86.

(OL. CLXXIII, 3 ; R. 669.)

Rome. — Le vieux Marius, après

avoir pris possession pour la septième fois du consulat avec Cinna, meurt de débauches à Rome; son parti garde le pouvoir. Valérius Flaccus qui lui succède comme consul se fait donner la mission d'aller combattre Mithridate en Asie; il est tué par un de ses officiers, Fimbria, qui saisit le commandement. — Cinna restera au consulat les deux années suivantes.

Rome, Grèce et Pont. — Malgré la présence au Pirée d'Archélaos qui était plus utile aux Athéniens que le philosophe Aristion leur chef, Athènes est prise d'assaut, et inondée de sang par Sylla. Archélaos perd deux batailles en Béotie, à Chéronée et à Orchomène.

85.

(Ol. CLXXIII, 4; R. 670.)

Pont, Rome. — Les succès de Fimbria, général du parti marianiste, en Asie, retardent la marche de Sylla contre Mithridate.

Syrie. — Le roi Antiochus XII est tué dans une bataille contre les Arabes.

84.

(Ol. CLXXIV, 1; R. 671.)

Rome. — Cinna, consul pour la quatrième fois, est tué au milieu de son armée italienne, soulevée. Un général marianiste, C. Papirius Carbon, reste seul consul.

Rome, Grèce et Pont. — Sylla, ayant passé en Asie, se débarrasse de Fimbria, hâte la paix avec Mithridate, le fait renoncer à la province romaine d'Asie, à la Bithynie et à la Cappadoce, dont les rois sont rétablis. L'Asie est rançonnée par le vainqueur. — Sylla, au retour, enlève d'Athènes la bibliothèque d'Apellicon de Téos, qui contenait plusieurs ouvrages d'Aristote et de Théophraste, encore inconnus, et les envoie à Rome.

83.

(Ol. CLXXV, 2; R. 672.)

Arménie, Syrie. — La Syrie,

dernier débris de l'empire séleucide, épuisée par les guerres civiles, toujours renouvelées entre les faibles descendants de ses anciens maîtres, se donne au puissant roi d'Arménie, Tigrane, qui la fait jouir de quelques années de repos.

Italie, Rome. — Le proconsul Carbon et le parti marianiste se préparent à la guerre contre Sylla, qui approche de l'Italie avec ses troupes victorieuses, gorgées du butin de l'Asie et de la Grèce. Pompée, à vingt-trois ans, forme dans les régions italiennes, où avait combattu avec succès son père C. Pompéius Strabon, une armée qu'il met au service de Sylla. Sylla, rentré en Italie, ne trouve pas d'abord de résistance sérieuse; il bat l'un des consuls, L. Norbanus; l'autre, L. Scipion, est abandonné par ses troupes. — Le marianiste Sertorius passe en Espagne. — Incendie du temple du Capitole par la négligence des gardiens.

82.

(Ol. CLXXV, 3; R. 673.)

Italie, Rome. — Sylla assiège dans Préneste, au sud-est de Rome, le jeune C. Marius qui s'est fait nommer consul avec Carbon, élu pour la troisième fois. Il sauve Rome d'une invasion de Samnites par la victoire de la Porte Colline; réduit le jeune Marius à se tuer quand, vainqueur des Italiens, il revient devant Préneste. Carbon, forcé de fuir de l'Italie, meurt en Sicile, par l'ordre de Pompée, lieutenant de Sylla. — Sylla prend le titre de dictateur qui n'avait été donné à aucun citoyen depuis les grands périls de la guerre punique. Par les tables régulières de proscription, il semble faire du meurtre et de la spoliation un système de gouvernement; tant de sang versé épuise les forces du corps social, sans rendre la liberté à ceux qui survivent. Ses lois ne donneront pas une supériorité durable à l'aristocra-

tie. Le scandale de ses mœurs privées et ses crimes publics leur ôtent toute autorité.

81.

(OL. CXXIV, 4; R. 676.)

Égypte. — A la mort de Ptolémée Soter et de son compétiteur Alexandre II qui était son neveu, le fils illégitime de Soter, le jeune Ptolémée Dionysios ou Aulète, n'est pas reconnu dans toute l'Égypte; il passera une partie de son règne en sollicitations auprès du sénat romain pour être affermi sur son trône.

Rome. — Le vaniteux Pompée, qui commandait sans titre légal en Afrique, obtient à vingt-quatre ans, du dictateur Sylla, pour de minces succès, les honneurs du triomphe. — Le rhéteur latin Otacilius Plotus, maître de Pompée, est le premier fils d'affranchi qui ait écrit une histoire. L'histoire, la science du droit, l'éloquence, étaient les seuls arts libéraux (*artes ingenuæ, liberales*) pour les Romains.

80.

(OL. CXXV, 1; R. 675.)

Asie romaine. — Mytilène, la seule ville d'Asie qui restait en hostilité contre Rome après la guerre de Mithridate, est asslégée et éprouve la rigueur des vainqueurs.

Rome. — César fait ses premières armes au siège de Mytilène; il y mérite une couronne civique. — Cicéron, à vingt-sept ans, plaide pour Sex. Roscius, accusé de parricide, contre Chrysogonus, affranchi de Sylla. Il va ensuite visiter Athènes; ne reviendra que dans trois ans à Rome. — Sylla, dictateur et consul en même temps, restitue l'administration entière de la justice au corps du sénat, qui la gardera dix ans, au préjudice de l'ordre équestre; il avilit le tribunat plébéen.

Scythes. — Ils envahissent l'Italie.

79.

(OL. CXXV, 2; R. 676.)

Judée. — La veuve d'Alexandre Jannée, Alexandra, qui aura jusqu'à sa mort, pendant neuf ans, l'autorité au nom de ses jeunes fils, abandonne le gouvernement aux pharisiens, laisse impunies les violences qu'ils commettent contre leurs ennemis, les saducéens.

Rome. — Sylla, en abdiquant la dictature, fait sans danger l'épreuve de sa force : trop de gens à Rome et en Italie étaient intéressés à ce qu'il vécût, pour qu'on osât attenter à sa vie. Il sera redouté jusqu'au dernier jour. — Cicéron, à Athènes, fortifie son esprit dans le commerce d'Antiochus, philosophe distingué de l'ancienne Académie, et de Zénon l'épicurien.

78.

(OL. CXXV, 3; R. 677.)

Rome. — Mort de Sylla « comme un bon citoyen, dans le sein de sa ville. » (Cornellie.) Il avait laissé des mémoires souvent cités par Plutarque. — M. *Æmilius* Lépidus, consul avec Q. Lutatius Catulus, prétend annuler les actes du dictateur; il attend à peine la fin de son année consulaire pour engager la guerre civile. Catulus, assisté de Pompée, qui a une armée à lui depuis les guerres civiles, le chassera de l'Italie. — Le sénat envoie contre Sertorius, en Espagne, Q. *Cæcilius* Métellus, le fils de Métellus le Numidique. — Cicéron parcourt toute l'Asie dans la compagnie de plusieurs orateurs et philosophes; à Rhodes, il jouit de l'intimité d'Apollonius Molon, qu'il avait entendu à Rome; et de Posidonius, Syrien d'Apamée, disciple du stoïcien Panétiüs, versé à la fois dans la philosophie, les mathématiques et l'astronomie. — L'histoire romaine de Salluste dont nous n'avons que des fragments, commençait à la mort de Sylla.

77.

(OL. CLXXV, 4 ; R. 678.)

Rome. — Cicéron quitte l'Asie et revient à Rome.

Rome et Asie. — Le proconsul P. Servilius, envoyé contre les pirates, les combat trois ans sur les côtes de Cilicie et de Pamphylie, dans les montagnes d'Isaurie, d'où lui vient son surnom d'*Isauricus* ; il n'en purge pas l'Orient.

76.

(OL. CLXXVI, 1 ; R. 679.)

Rome et Espagne. — Le sénat adjoint à Métellus pour combattre Sertorius, auquel est venu se réunir un lieutenant de Lépidus Perpenna, Pompée, simple chevalier, qui reçoit des pouvoirs consulaires, quoiqu'il n'ait pas encore exercé de magistrature élective.

75.

(OL. CLXXVI, 2 ; R. 680.)

Rome. — Les trois principaux orateurs de Rome occupent en même temps de grandes fonctions publiques : C. Aurélius Cotta est consul ; Hortensius, qui tenait le premier rang, est édile ; Cicéron exerce la questure en Sicile, à Lilybée, où il ne restera qu'un an. — Le consul C. Aurélius Cotta rend aux tribuns, avilis par Sylla, le droit de haranguer le peuple et d'aspirer aux charges. Nouvelles distributions gratuites de blé au peuple.

Rome, Thrace. — Les invasions des peuples barbares du mont Rhodope, en Macédoine, occupent les armées romaines. Le consulaire Ap. Claudius livre plusieurs combats aux Thraces.

Syrie. — Antiochus l'Asiatique, petit-fils du roi séleucide Antiochus le Cyzicénien, vient à Rome où il reste deux ans pour réclamer la Syrie que gouverne le roi d'Arménie Tigrane.

74.

(OL. CLXXVI, 3 ; R. 681.)

Rome, Bithynie et Pont. — Nicomède, de Bithynie, institué par testament le peuple romain son héritier. Mithridate alors rompt la paix, envahit la Bithynie et l'Asie romaine. — Les deux consuls L. Licinius Lucullus et M. Aurélius Cotta sont chargés de la guerre, l'un avec la province de Cilicie, l'autre avec celle de Bithynie. Mithridate, vainqueur de Cotta, près de Chalcédoine, est enveloppé par Lucullus, à Cyzique, sur la Propontide.

Rome, Espagne et Pont. — Les pirates, maîtres de la Méditerranée, négocient sans effet une alliance de Mithridate avec Sertorius.

73.

(OL. CLXXVI, 4 ; R. 682.)

Rome. — Troisième guerre servile : elle commence en Campanie avec Spartacus, esclave d'origine thrace, qui ne demande d'autre prix de la guerre contre les Romains que le retour dans la patrie : pendant deux ans il tiendra en échec les généraux de Rome.

Rome et Pont. — Le proconsul Lucullus épuise par la famine, en leur refusant le combat, les masses innombrables de mercenaires réunies par Mithridate sous la ville de Cyzique.

72.

(OL. CLXXVII, 1 ; R. 683.)

Chine. — Des Chinois détruisent l'empire formé au nord-est de la Sogdiane par les Hlounge-Nou.

Rome. — Spartacus bat deux consuls et un préteur.

Rome et Espagne. — Après huit ans de résistance aux généraux envoyés de Rome, Sertorius périt de la main de traîtres : Perpenna ne profite pas du crime, il est vaincu, pris, mis à mort par Pompée.

Rome et Pont. — Lucullus, qui

a commencé pendant l'hiver le siège d'Amisus, sur la côte du royaume de Pont, est vainqueur de Mithridate à Cabira, sur le haut Halys, à l'entrée de la Cappadoce. Mithridate fuit vers l'Arménie.

71.

(OL. CLXVII, 2 ; R. 684.)

Rome. — Le préteur Crassus est vainqueur de Spartacus dont la mort ne laisse à Pompée, qui revient alors d'Espagne, que la peine d'arrêter quelques bandes d'esclaves indisciplinées et sans chef. — Métellus Pius, qui a si longtemps dirigé la guerre d'Espagne contre Sertorius, est réduit à partager le triomphe avec Pompée. Crassus, dont Pompée a ravi aussi la gloire dans la guerre des esclaves, n'obtient le consulat pour l'année suivante qu'en le partageant avec Pompée, qui n'a passé par aucune des charges inférieures. — Verrès finit sa troisième année de préture en Sicile ; il a mis le comble à la mesure de tous les abus, de tous les scandales et de tous les crimes que les provinces romaines étaient habituées à subir de leurs cupides et cruels gouverneurs.

Rome, Arménie et Pont. — Lucullus, après avoir montré les armes romaines jusque dans la petite Arménie, envoie son beau-frère Appius Claudius sonder les dispositions du roi Tigrane : le prince, au lieu d'accepter les offres de Rome, se déclare ouvertement pour Mithridate. Lucullus va enlever en personne la place d'Amisus. Il emploie l'hiver à guérir, dans la province d'Asie, les maux faits par la rapacité des publicains.

70.

(OL. CLXVIII, 2 ; R. 685.)

Judée. — La mort d'Alexandra laisse une libre carrière aux rivalités politiques et religieuses des pharisiens et des saducéens, les premiers sous le nom de l'aîné de ses fils, Hyrcan II ; les seconds sous ce-

lui de son second fils, Aristobule II. Lutte sanglante entre les frères, dans laquelle interviendront les Romains.

Rome. — Les consuls M. Crassus et Pompée rendent au tribunat presque anéanti par Sylla son ancienne dignité. — Affaire de Verrès : Cicéron, édile désigné, l'accuse, au nom des provinciaux de la Sicile. Verrès a compté inutilement sur la vénalité des juges, qui appartiennent, comme lui, à l'ordre du sénat ; effet produit par le premier discours de Cicéron : Verrès s'exile avant l'instruction complète du procès, dans lequel il devait être défendu par Hortensius. Cicéron a écrit depuis ses autres *Verrines*. — Bientôt une loi du préteur L. Aurélius Cotta, oncle de César, fait enlever aux sénateurs l'exercice exclusif des fonctions judiciaires, au partage desquelles sont admis les chevaliers et les tribuns du trésor.

69.

(OL. CLXVIII, 4 ; R. 686.)

Rome. — Dédicace du temple du Capitole, reconstruit après l'incendie de 83.

Rome et Arménie. — Lucullus prend l'offensive contre le roi des rois, Tigrane, qui se regardait comme le souverain de la haute Asie ; il passe l'Euphrate, assiège Tigranocerte, entre les sources du Tigre et le lac Aras, et gagne, sous ses murs, une bataille sur Tigrane : les divisions entre les Grecs, colons de Tigranocerte, livrent cette ville à Lucullus.

Rome et Crète. — Le consul Q. Cœcilius Métellus combat les pirates dans la mer de Crète, où a été envoyé déjà M. Antonius le père du triumvir.

Syrie. — Les échecs de Tigrane permettent au dernier Séleucide, Antiochus XIII l'Asiatique, de rentrer en Syrie.

68.

(OL. CLXVIII, 1 ; R. 687.)

Rome et Arménie. — Lucullus

reste sur le territoire de Tigrane, assiège et prend pendant l'hiver la place de Nisibe, près du Mygdonius.

doute les effets de l'alliance des Romains avec les Parthes.

Rome et Crète. — Conquête de la Crète par Métellus.

67.

(OL. CXXVIII, 2, R. 688.)

Rome. — Les convois de blé qu'on envoyait de la Sicile et de l'Afrique à Rome étant interceptés par les pirates, le peuple de Rome, affamé, charge Pompée par la loi *Gabinia* de purger la Méditerranée : il use glorieusement des pouvoirs extraordinaires qui lui sont confiés ; en moins de trois mois il en a fini avec les pirates sur une vaste étendue de mer. La Cilicie, leur principal repaire, explorée en tous sens, est ajoutée aux provinces de l'empire. — César passe obscurément sa questure en Espagne, à l'âge où Alexandre avait conquis le monde.

Rome et Asie. — Le fruit des campagnes de Lucullus est perdu par l'esprit de révolte qui s'empare de son armée : le général est dénigré par les publicains et par les partisans de Pompée qui veulent pour lui le commandement de la guerre. — Lucullus a pour successeur, d'abord, l'inhabile consul M. Acilius Glabrio.

66.

(OL. CXXVIII, 3 ; R. 689.)

Rome. — La loi *Manilia*, soutenue par le préteur Cicéron, bien accueillie du peuple qui ne voit dans l'opposition des nobles que de la jalousie personnelle, envoie Pompée achever l'œuvre de Lucullus en Asie.

Rome, Arménie et Pont. — Mithridate, que l'incapacité d'Acilius Glabrio a laissé rentrer dans son royaume et reprendre la Cappadoce, est battu par Pompée, et forcé de fuir dans le Bosphore cimmérien où règne son fils Pharnace. Pompée s'avance vers l'Arménie, reçoit l'humble soumission de Tigrane qui re-

68.

(OL. CXXVIII, 4 ; R. 690.)

Rome. — La vie des consuls et de plusieurs sénateurs est menacée par une conspiration de jeunes nobles débauchés, criblés de dettes, écartés des charges pour crime de brigue et de concussion, P. Autronius, P. Sylla, Pison, Sergius Catilina, connu déjà par plus d'un crime. Ils ont peut-être pour complices César qui prend possession alors de l'édilité, et le consulaire Crassus. — César sait se rendre populaire, il relève les trophées de Marius aux portes du Capitole ; il tente vainement de se faire envoyer en Égypte, où les rivalités domestiques et l'impuissance des Lagides semblaient donner matière à une facile conquête.

Rome et Asie. — Pompée ne poursuit pas Mithridate au delà des premières chaînes du Caucase, dans le pays des Albaniens et des Ibères.

64.

(OL. CXXIX, 1 ; R. 691.)

Rome. — Cicéron, candidat au consulat, l'emporte sur six compétiteurs, parmi lesquels était Catilina ; il est élu à une grande majorité. Antonius, fils de l'orateur Marc Antoine, qui s'était uni contre Cicéron avec Catilina, obtient à grand'peine la seconde place.

Rome et Syrie. — Pompée, négligeant de poursuivre Mithridate, va prendre pompeusement possession de la Syrie, dernier débris de l'empire des Séleucides qu'Antiochus l'Asiatique ne dispute pas aux Romains. La Syrie et la Phénicie formeront une province.

63.

(OL. CXXIX, 2 ; R. 692.)

Cappadoce. — Ariobarzane ré-

signe le trône en faveur de son fils Ariobarzane II.

Rome. — A la mort de Q. Cæcilius Métellus Pius, la charge de grand pontife est donnée par élection à César, bien connu cependant pour ses débauches, pour la folle dissipation de sa fortune, pour son incrédulité religieuse. — Cicéron, consul, s'oppose à la loi agraire du tribun Rullus, et empêche, dans l'intérêt du repos public, la restitution des biens demandée par les fils de proscrits. — La conjuration de Catilina, qui avait à Rome de nombreux partisans parmi les sénateurs, les chevaliers, les magistrats en charge, et comptait sur une armée italienne, particulièrement en Étrurie, est dévoilée en plein sénat par le consul. Catilinaires de Cicéron ; il sauve sa patrie du massacre, du pillage, de l'incendie. Catilina se rend au camp de Mallius. Ses complices à Rome, convaincus par les témoignages des députés allobroges sont, après une délibération du sénat et malgré l'opposition de César, préteur désigné, mis à mort dans la prison. La guerre n'est pas dangereuse hors de Rome. — Cicéron, dans un intérêt de parti, défend contre une accusation de brigue L. Licinius Murena, consul désigné pour l'année suivante, qui n'était pas innocent. — Naissance d'Auguste.

Rome, Asie, Judée et Pont. — Pendant que Pompée intervient dans les affaires de la Judée, au nom du roi Hyrcan, contre son frère Aristobule et prend Jérusalem après un siège de trois mois, Mithridate, dans le Bosphore Cimmérien, médite d'entraîner vers l'Italie tous les peuples barbares de la vallée du Danube : la trahison de son fils l'oblige à se tuer pour n'être pas livré aux Romains. — Son fils, du consentement du sénat, reste sur le trône du Bosphore Cimmérien. — Pompée règle à son aise le sort de l'Asie : les rois, et les peuples alliés sont à ses pieds comme les sujets de Rome.

62.

(OI. CLXX, 8 ; R. 696.)

Rome. — Une seule bataille, gagnée par les troupes du proconsul Antonius, ruine le parti de Catilina ; il meurt, les armes à la main, à Pistola en Étrurie. — Conflit entre César, préteur, et Caton, tribun du peuple, au sujet des propositions tribunitiennes de Métellus Nepos, ennemi de Cicéron, créature de Pompée. — Tentative de sacrilège et d'adultère du jeune patricien Clodius, dans la maison de César. César répudie sa femme. — Pompée revient triomphalement à travers l'Asie, et la Grèce, en Italie.

61.

(OI. CLXX, 6 ; R. 696.)

Rome. — Pompée qui a déjà eu deux fois les honneurs du triomphe, pour ses succès en Afrique du vivant de Sylla, pour la guerre d'Espagne contre Sertorius et Perpenna, entre à Rome en triomphateur, pour la réduction des pirates, la pacification de l'Asie, et la conquête du Pont ; il se vante d'avoir fait la guerre à vingt-deux rois de l'Orient. — Discours de Cicéron pour le poète Archias.

60.

(OI. CLXX, 1 ; R. 696.)

Rome. — César revient d'Espagne ; formation du premier triumvirat, accord secret entre César, Crassus, Pompée, pour se réserver le pouvoir. César obtient le consulat pour l'année suivante.

Rome et Espagne. — Campagne de César, propréteur, contre les Lusitaniens révoltés.

59.

(OI. CLXX, 2 ; R. 696.)

Rome. — César consul, malgré son collègue Bibulus et une partie de l'aristocratie, s'attache le peuple par une loi agraire ; il gagne les chevaliers par la réduction des fermages de l'Asie. Il se fait donner les provinces des Gaules avec l'Illyrie, c'est-

à-dire les moyens de devenir conquérant. — Le début de la guerre des Gaules, par César, était le terme du grand ouvrage de Diodore de Sicile, *Bibliothèque historique*, qui contenait l'histoire universelle depuis le commencement du monde. Nous ne l'avons pas en entier. — Naissance de l'historien T. Live à Padoue, dans la Gaule transpadane.

58.

(OL. CLXXX, 3; R. 697.)

Rome. — Sous des consuls complaisants, L. Calpurnius Pison et A. Gabinus, les triumvirs se servent du patricien Clodius, à qui une adoption dans une famille plébéienne a permis d'arriver au tribunat, pour éloigner de Rome les sentinelles vigilantes de la liberté et des anciennes institutions républicaines, Cicéron et Caton. Une loi du tribun Clodius atteint Cicéron qui, pendant son consulat, a fait mourir des citoyens romains, les complices de Catilina, sans un jugement du peuple. Cicéron s'exile; il est forcé de sortir de l'Italie. Caton reçoit une mission pour l'île de Chypre. Les consuls se font donner deux provinces lucratives, la Syrie et la Macédoine.

Rome et Gaule. — César n'est parti pour la Gaule que quand Cicéron a quitté Rome. Il se présente d'abord comme défenseur des Gaulois transalpins, contre les Helvètes et contre les Suèves germains; il refoule dans leurs montagnes les Helvètes qui se préparaient à traverser toute la Gaule pour aller s'établir sur la côte de l'Atlantique. A la demande des Édues et des Séquanes, qui habitent dans la vallée de la Saône, il fait la guerre au Suève Arioviste. — Ses troupes sont cantonnées l'hiver au milieu du pays belge; lui-même il réside dans la Gaule cisalpine.

57.

(OL. CLXXX, 4; R. 698.)

Rome. — Le parti des b^{ns} ci-

toyens, d'accord avec Pompée, qui redoute pour lui-même l'influence de Clodius, et avec le tribun Milon, obtient le retour de Cicéron, après seize mois d'exil. — Cicéron fait sa cour à César en demandant au sénat que quinze jours de supplications, ou actions de grâces aux Dieux, soient décrétés pour ses conquêtes des Gaules.

Rome et Gaule. — Rude campagne de César contre les Belges, qui prennent les premiers les armes pour l'indépendance gauloise. Il fait camper ses légions entre la Seine et la Loire dans le pays des Carnutes (Chartres) et des Turons (Tours).

56.

(OL. CLXXXI, 1; R. 699.)

Égypte. — Le roi Ptolémée Aulètes est à Éphèse fugitif, pendant que ses filles, Arsinoé et Cléopâtre, gouvernent à Alexandrie.

Inde et Scythes. — Les Scythes qui avaient soumis l'Inde après la Bactriane, en sont chassés pour Vîcramaditya, roi des rives de l'Indus; bientôt ils se soumettront à l'empereur de Chine.

Rome. — Caton revient de l'île de Chypre. — Le discours de Cicéron, de *provinciis consularibus*, est une plainte nationale autant qu'une vengeance personnelle contre Pison et Gabinus, les consuls de l'an 58, complices de son ennemi Clodius, qui renouvellent les excès de Verrès dans les provinces de Macédoine et de Syrie.

Rome et Gaule. — Après une courte campagne contre les Illyriens, César vient combattre les peuples maritimes de l'Armorique, au nord-ouest de la Gaule; réduction des Vénètes.

55.

(OL. CLXXXI, 2; R. 700.)

Rome. — Crassus et Pompée, dans une conférence avec César, à Lucques, au nord de l'Étrurie, renouvellent l'alliance du triumvirat;

vous deux se font nommer consuls.

— La loi du tribun Trébonius leur donne pour cinq ans, à Pompée la province d'Espagne, qu'il sera gouverner par ses lieutenants, pour rester à Rome; à Crassus la Syrie avec la guerre contre les Parthes; la Gaule et la Germanie sont conservées pour cinq ans à César. — Caton qui s'oppose à la loi est jeté en prison par le tribun. — La composition des tribunaux est rendue plus aristocratique par Pompée : les juges sont toujours pris dans les trois classes du sénat, de l'ordre équestre, des tribuns du trésor, mais seulement parmi les plus riches. — Inauguration du nouveau théâtre construit par Pompée. — Invective de Ciceron contre L. Calpurnius Pison, récemment rappelé de sa province de Macédoine. — Il compose, sous la forme de dialogues, ses trois livres de *Oratoire*. — Virgile, né à Mantoue, dans la Gaule transpadane, prend la robe virile.

Rome, Bretagne et Gaule, Germanie.—César va chercher au delà du Rhin les Germains Usipètes et Tencthères, qui ont envahi la Gaule. — Courte expédition dans l'île de Bretagne, sanctuaire du druidisme qui est la religion nationale des Gaulois. — Ses légions passent l'hiver sur le territoire des Belges.

Rome et Égypte. — Gabinus, avec l'assentiment de Pompée, conduit une armée en Égypte pour rétablir sur son trône Ptolémée Aulète.

54.

(OL. CXXXI, 3; R. 701.)

Rome. — Caton parvient enfin à la préture. — Ciceron ne s'honore pas par la défense de Vatinius, de Scarrus, et de Plancius. — Il compose, en forme de dialogue, son ouvrage de *Republica*, qui ne nous est pas parvenu intact.

Rome, Bretagne et Gaule. — Seconde expédition de César con-

tre les Bretons insulaires, sans effet.

— La révolte des Belges entraîne la dévastation de leur pays par les armées romaines.

Rome et Parthes. — Crassus part pour l'Orient; après une première course contre les Parthes au delà de l'Euphrate, il vient passer l'hiver en Syrie.

55.

(OL. CXXXI, 4; R. 702.)

Rome, Gaule et Germanie. — César avec de nouvelles forces que lui envoie Pompée, combat les Suèves, maintient les Gaulois.

Rome et Parthes. — La présomption, plus que l'incapacité de Crassus, cause sa perte en Mésopotamie, à la bataille de Carrhes; sa mort. Les Parthes, vainqueurs des Romains, envahissent les provinces de Syrie et de Cilicie.

56.

(OL. CXXXII, 1; R. 703.)

Rome. — Clodius est tué par les gens de Milon. Anarchie à Rome; Pompée, est fait seul consul. — Ciceron ne sauve pas Milon de l'accusation de meurtre; sa *Milonienne* fut écrite après le procès. — Mort de son ami Lucrèce, qui a chanté la philosophie d'Épicure, dans le poème de *Rerum natura*.

Rome et Gaule. — César, qui était venu à l'entrée de l'Italie, est rappelé au delà des Alpes par le soulèvement général des populations du midi et du centre, qu'a provoqué l'arverne vercingétorix : il passera l'hiver en Gaule dans le pays des Édues, à Bibracte.

57.

(OL. CXXXII, 2; R. 704.)

Égypte. — Mort de Ptolémée Aulète. Nouvelles discordes dans la maison des Lagides. Cléopâtre, âgée de dix-huit ans, l'aînée de ses enfants, est forcée d'épouser un de

ses frères pour être reine : bientôt privée du pouvoir, elle se retirera en Syrie.

Rome. — Cicéron, proconsul en Cilicie, a de légers avantages sur les Parthes; il demandera en vain le triomphe. — Au retour, il écrit sur les *Lois*.

Rome et Gaule. — César rompt la formidable ligue des peuples gaulois, sévit contre les alliés infidèles, montre partout les aigles victorieuses, enferme le vercingétorix dans Alésia, ville du pays des Mandubiens, près des Édues, et l'oblige à se rendre. — Cette fois encore il passe l'hiver en Gaule, chez les Belges.

50.

(OL. CLXXXII, 3; R. 706.)

Rome. — On redoute le retour de César avec son armée. Déjà depuis un an, le sénat et le consul M. Claudius Marcellus avaient demandé qu'il quittât la province de Gaule. Proposition renouvelée par le consul C. Claudius Marcellus, combattue par le tribun Curion, jeune et brillant orateur, vendu à César. César, qui sollicite le consulat, veut bien renoncer à son commandement si Pompée abandonne le sien. — Les censeurs, Appius Claudius et Pison, font de nombreuses radiations sur les listes du sénat et de l'ordre équestre. — Salluste l'historien est chassé du sénat. — Mort de l'orateur Hortensius.

Rome et Gaule. — César pacifique et organise la Gaule transalpine, définitivement conquise après huit campagnes. La conquête lui donne à la fois le dévouement d'une armée victorieuse, enrichie de gloire et de butin, et l'attachement d'un peuple qui a éprouvé son génie militaire et sa générosité.

49.

(OL. CLXXXIII, 4; R. 706.)

Rome. — Sénatus-consulte contre César qui garde sa province et son armée. Le soin de défendre l'État est

confié aux consuls et à Pompée. — Marche de César à Ravenne, dernière ville de la Gaule cisalpine; il reçoit les tribuns fugitifs Antoine et Q. Cassius Longinus, ainsi que Curion. Il passe le Rubicon, limite de sa province, à la tête d'une armée romaine; prise d'Ariminum; course rapide jusqu'à Corfinium, au nord du pays des Samnites, où l'arrête quelques jours le consul L. Cornélius Lentulus. Pompée a fui avec une partie du sénat et le consulaire Cicéron, en Campanie, puis à Brindes (février), d'où il passe en Épire (mars). César vient un instant à Rome, où il prend l'argent du trésor public. Une marche de soixante jours sans combat lui a livré l'Italie. — Il court en Espagne, combattre la véritable armée pompéienne sous les ordres d'Afranius, de Pétreus, de Téntius Varron, savant grammairien, agronome et bibliographe. — Au retour, il exerce à Rome onze jours de dictature, au profit de l'ordre. Désigné pour le consulat de l'année suivante avec Servilius Isauricus, il va à Brindes (décembre), précipite le débarquement de ses troupes sur la côte d'Épire, où Pompée, depuis dix mois, dans un pays ami, a pu se préparer à la défense ou à l'attaque.

48.

(OL. CLXXXIII, 1; R. 707.)

Rome — Lenteurs et fautes de César, devant Dyrrachium : Pompée n'en profite pas. Il cède aux conseils présomptueux des personnages consulaires, des sénateurs, des chevaliers, de la brillante jeunesse qui n'a jamais vu de combat, et se laisse entraîner en Thessalie, pour livrer une bataille décisive. Victoire de César à Pharsale (août). Cicéron, après la défaite de Pompée, est revenu à Brindes.

Rome et Égypte. — Pompée, fugitif, va chercher un asile sur la côte d'Égypte, y trouve la mort, à cinquante-huit ans, par l'ordre des ministres du jeune roi. — César ar-

rive en Egypte. Guerre d'Alexandrie; le roi lagide meurt noyé dans le Nil. — César est retenu à Alexandrie jusqu'au printemps de l'année suivante, moins par les intérêts de Rome, que par les séductions de Cléopâtre qui partage le trône avec son plus jeune frère.

47.

(OL. CLXXIII, 2; R. 700.)

Judée. — L'Iduméen Antipater, ministre du roi Hyrcan II, est récompensé des secours qu'il a fournis à César dans la guerre d'Alexandrie par le titre de procurateur de la Judée.

Rome. — Nommé de nouveau dictateur par ses partisans à Rome, César revient en Italie (septembre). — Cicéron retourne à Rome, réconcilié avec le vainqueur. — La révolte de la dixième légion est étouffée par un mot : *Ite, quirités*.

Rome et Asie. — César quitte Alexandrie (avril), traverse la Syrie, franchit le Pont-Euxin, tombe sur Pharnace, roi du Bosphore Cimmérien et l'indigne fils de Mithridate. Il écrit à Rome (août) : *Veni, vidi, vici*.

48.

(OL. CLXXIII, 3; R. 700.)

Rome. — César célèbre quatre triomphes, sur les Gaulois, sur l'Égypte, sur le Pont, sur l'Afrique : le vercingétorix est égorgé; Arsinoé, sœur de Cléopâtre et Juba roi de Mauritanie ont la vie sauve. — Le fils de Juba devait vivre heureux sous la loi romaine et écrire en latin une histoire d'Assyrie. — César est nommé par le sénat dictateur pour dix ans, il a en même temps le titre de consul. — Sa clémence reçoit un hommage public de la bouche de Cicéron. Discours de Cicéron pour *Marcellus* et pour *Ligarius*, qui sont rentrés en grâce comme tant d'autres Pompéiens. — Il ordonne la réforme du calendrier : pour mettre l'année de

trois cent soixante-cinq jours d'accord avec le cours du soleil, un jour sera intercalé tous les quatre ans. — Cicéron compose une histoire de l'éloquence romaine, en forme de dialogue : *Brutus, vel de claris oratoribus*.

Rome, Afrique et Numidie.

— Expédition de César en Afrique, où Métellus Scipion, beau-père de Pompée, Caton, qui croit combattre encore pour la cause de la liberté, Afranius, Pétréius, et le roi de Mauritanie, Juba, qui espère ajouter à ses États la Numidie, disposent des ressources des deux provinces. — La bataille de Thapsus (au sud d'Adrumète), gagnée par le dictateur (avril), rompt la ligue. — Sort malheureux des Pompéiens. Caton se tue dans Utique et rend au ciel une âme libre, sur la foi de Platon. — En quittant l'Afrique, César y laisse comme gouverneur Salluste, l'historien, qui se signalera par ses concussions. — César organise la Numidie en province romaine.

48.

(OL. CLXXIII, 4; R. 710.)

Rome. — César, rentré en Italie, triomphe cette fois pour la guerre civile (octobre). — Dans les fêtes données à Rome, le poète mimique Labérius, chevalier romain, est forcé de jouer lui-même sur la scène le mime qu'il avait composé. — Cicéron, dans son *Caton*, défend contre les sarcasmes de César la mémoire de ce sincère ami de la liberté. Il résume dans l'*Orator* les principes de l'art. Autres ouvrages : *De finibus bonorum et malorum*; *Academicae quaestiones*.

Rome et Espagne. — Prise d'armes des Pompéiens en Espagne, sous les fils mêmes de Pompée, Cnéus et Sextus. — En vingt-sept jours, César transporte son armée de Rome aux environs de Cordoue. Victoire à Munda, au sud de la Bétique (avril); mort de Cnéus Pompée. — Asinius Pollion est laissé en Espagne par le vainqueur.

44.

(OL. CXXXIV, 1; R. 711.)

Égypte. — Cléopâtre qui a fait mourir son frère, le dernier Ptolémée, pour régner seule, vient à Rome.

Rome. — César, après la pacification de l'Espagne, est créé dictateur pour la vie, consul pour dix ans; il reçoit le titre héréditaire d'*imperator*. Antoine donne au cinquième mois, Quintilis, où il est né, le nom de Julius (juillet). — Le dictateur projette de relever deux mémorables victimes de la jalousie romaine, Carthage et Corinthe. — Pendant ses préparatifs pour une expédition contre les Daces, au nord du Danube, et contre les Parthes, au delà de l'Euphrate, César, qui pouvait se croire en sûreté au milieu des républicains, comblés de ses faveurs, qu'ils ont sollicités, et prêts à lui consacrer un culte comme à un demi-dieu, périt dans le sénat, à cinquante-cinq ans, frappé de vingt-un coups de poignard (Ides de mars, ou 15 mars): l'ambition plus que l'amour de la liberté a armé la plupart des conjurés. J. Brutus du moins croyait tuer la tyrannie. Cicéron, qui n'a pas connu le complot, se réjouit de la mort du tyran dont il avait cependant ressenti et proclamé les bienfaits. — Indécision des meurtriers: les amis du dictateur, Lépide, son maître de la cavalerie, et Antoine, consul, empêchent l'abrogation de ses actes; célébration publique de ses funérailles. Les conjurés sont réduits à sortir de Rome. Toute-puissance d'Antoine; il abuse du testament de César. — Arrivée du véritable héritier de César, son neveu qu'il a adopté, Octave, âgé de dix-huit ans; il flatte la vanité de Cicéron, s'attache les vétérans césariens. — (Septembre.) Première *Philippique* de Cicéron contre Antoine qui, ne songeant qu'à assurer son autorité personnelle, voulait dépouiller deux des meurtriers de César, des provinces que le dictateur lui-même leur avait données, Junius Brutus, de la Macédoine, Décimus

Brutus, de la Gaule cisalpine. La seconde des quatorze *Philippiques*, la plus virulente de toutes, n'a pas été prononcée en public. — Ouvrages de Cicéron: *Tusculanes*, de *Natura Deorum*, de *Senectute*, de *Officiis*.

43.

(OL. CXXXIV, 2; R. 712.)

Gaule. — Colonie romaine créée par le sénat à Lugdunum, sur la droite de la Saône près du confluent du Rhône. Elle sera établie par Munatius Plancus.

Rome. — Antoine assiège Décimus Brutus dans Modène; le sénat, entraîné par les *Philippiques* de Cicéron, le déclare ennemi public, lui oppose les deux consuls C. Vibius Pansa et A. Hirtius; le jeune Octave, comme propréteur, leur est adjoint pour aller défendre un meurtrier de César. — Antoine, battu, lève le siège; mais la mort des deux consuls, le concours de Lépide, d'Asinius Pollion, de Plancus, qui disposent de l'Espagne et des Gaules, le rendent redoutable encore après ses défaites. — Octave est négligé par le sénat, qui déjà le redoute: une députation de ses soldats exige pour lui le consulat, à dix-neuf ans. Il peut traiter d'égal à égal avec Antoine qu'il a vaincu; leurs intérêts sont les mêmes contre les meurtriers de César, contre les défenseurs de la liberté républicaine. Accord entre eux et Lépide, près de Bologne; ils se donnent publiquement et avec l'assentiment de leurs armées la charge de triumvirs, pour cinq ans, afin de reconstituer l'État (novembre). Ils frappent d'abord leurs ennemis par des proscriptions qui dépassent en cruauté froidement systématique tout ce qu'avait imaginé Sylla. — La mort de Cicéron, sacrifié par Octave à la haine d'Antoine et de Fulvie, fait du grand orateur à son dernier jour un héros de la liberté (décembre).

42.

(OL. CXXXIV, 3; R. 713.)

Rome. — Octave et Antoine

marchent en Orient contre les meurtriers de César. Cassius, gouverneur de Syrie, après avoir fait détester par ses exactions la cause républicaine, se réunit à Brutus ; tous deux s'avancent jusqu'à Philippes, au sud-est de la Macédoine. Cassius, puis Brutus, dans les deux jours de combat, désespèrent de la fortune et se tuent. — Tous ceux qui ne veulent pas du joug des triumvirs vont se joindre en Sicile à Sextus Pompée, le dominateur de la Méditerranée. — Horace, qu'un enthousiasme de jeunesse avait attaché aux paisibles études d'Athènes pour en faire un tribun légionnaire dans l'armée de Brutus, fut, de son propre aveu qui peut-être cache une flatterie, un soldat sans courage au combat de Philippes.

41.

(OL. CXXXIV, 4 ; R. 714.)

Rome et Italie. — Les soldats vainqueurs de Philippes reçoivent de César Octave, au nom des triumvirs, des terres en Italie. — L. Antonius, consul, frère du triumvir, sert les passions honteuses de Fulvie contre César Octave, en prenant partie pour les Italiens. Un coup de main lui livre pour un instant la ville de Rome, mal défendue par Lépide. Il est moins à craindre à la tête de son armée en Étrurie. Les troupes d'Octave l'assiègent dans Pérouse.

Rome et Orient. — Antoine appelle à son tribunal, en Cilicie, la reine d'Égypte suspecte de complicité avec le parti républicain vaincu à Philippes ; il se laisse prendre aux charmes de Cléopâtre, âgée alors de vingt-huit ans.

40.

(OL. CXXXIV, 1 ; R. 715.)

Rome. — Après la mort de Fulvie, qui voulait armer Antoine contre César Octave, les deux triumvirs se réconcilient par le mariage d'Antoine avec Octavie, sœur du jeune César. — Cornélius Népos écrit en

langue latine l'histoire des principaux personnages de la Grèce et de Rome, même de ses contemporains. — L'amitié du chevalier Mécène, conseiller d'Octave, est acquise au poète Horace.

Rome et Italie. — Issue terrible de la guerre de Pérouse, non pour L. Antonius qui, forcé de se rendre, obtient son pardon, mais pour Pérouse elle-même : la population, pendant le siège, a été décimée par la famine ; la ville est détruite.

Rome et Parthes. — Labiénus, ancien lieutenant de César dans les Gaules, sort de guide aux Parthes pour envahir la Syrie.

39.

(OL. CXXXIV, 2 ; R. 715.)

Rome. — Octave et Antoine concluent la paix avec Sextus Pompée, qui affamait Rome en retenant les blés de la Sicile et de l'Afrique.

Rome et Parthes. — P. Ventidius, lieutenant d'Antoine, bat les Parthes, les chasse de la Syrie, tue leur guide Labiénus, pendant qu'Antoine passe l'hiver avec Octavie à Athènes.

Rome et Pont. — Antoine donne tour à tour le vain titre de roi de Pont à un fils de Pharnace et au Syrien Polémon.

38.

(OL. CXXXIV, 3 ; R. 717.)

Judée. — Un lieutenant d'Antoine, Sosius, détruit en Judée le parti d'Antigone, qui est vaincu, assiégé dans Jérusalem, et mis à mort. — Le fils d'Antipater, Hérode l'Iduméen, procureur de la Judée, après avoir défendu la couronne de son maître, le roi Hyrcan II, contre Antigone, neveu d'Hyrcan, et contre les Parthes, obtient pour lui-même du triumvir Antoine et du sénat le titre de roi. Il épouse Mariamne, fille d'Hyrcan, commet d'atroces cruautés quand la victoire lui a ou-

vert les portes de Jérusalem, qui ne voulait pas d'un roi de race étrangère. Il ne se maintiendra sur le trône qu'à force de crimes. Son règne est un fléau qui dure environ quarante ans.

Rome. — César Octave divorce avec Scribonia qui lui a donné Julie, pour enlever à Tibérius Claudius Néron et épouser lui-même Livie, mère de Tibère depuis quatre ans et enceinte de Drusus. — Nouvelle guerre maritime contre Sextus Pompée.

Rome et Parthes. — Campagne victorieuse de Ventidius contre les Parthes qui perdent le fils de leur roi, Pacorus : il s'arrête au milieu de ses succès pour ne pas donner de l'ombrage à Antoine. — Antoine, qui veut en personne enlever la ville de Samosate à Antiochus, le roi rebelle de la Comagène, région euphratéenne, est réduit à se contenter d'un tribut. Il permet à son lieutenant de venir triompher à Rome.

37.

(OL. CXXXV, 4 ; R. 718.)

Rome. — Antoine vient à Tarente, accompagné d'Octavie, qu'il ne ramènera pas en Orient, pour concerter avec Octave les moyens de combattre Sextus Pompée et pour renouveler le triumvirat dont la cinquième année expirait : ils se continuent pour cinq ans dans cette magistrature, le nom de Lépide est conservé dans l'alliance. — Octave fait de grands préparatifs maritimes contre Sextus Pompée. — Térentius Varron, qui avait achevé depuis peu de temps son traité de *Lingua latina*, à quatre-vingts ans travaille encore à son traité de *Re rustica*.

Parthes. — Abdication d'Orodès, qui est inconsolable de la mort de son fils Pacorus ; son autre fils Phraate, qui lui succède, le fait étrangler.

Rome et Germains. — Agrippa,

lieutenant d'Octave, consul, va combattre les Germains au delà du Rhin pour la sûreté de la Gaule.

36.

(OL. CXXXVI, 1 ; R. 719.)

Rome et Cappadoce. — Antoine dépose et fait mourir le roi Ariarathe VII qu'il avait choisi six ans auparavant, pour lui substituer Archélaos, petit-fils du général Archélaos que Mithridate envoya à la tête de ses armées en Grèce contre les Romains.

Rome, Égypte et Parthes. — Antoine commence avec Cléopâtre la vie inimitable en Égypte. — Avide cependant de conquêtes, il attaque les Parthes, mais entre trop tard en Médie, et échoue au siège de Phraata. Forcé de battre en retraite, il déploie les qualités d'un grand général et les vertus d'un héros dans une marche pénible de trois cents milles pendant vingt et un jours, au milieu des attaques continuelles des ennemis. — Mais au lieu de donner à son armée un repos nécessaire en Arménie, il cause la mort de plusieurs milliers d'hommes pour aller passer l'hiver auprès de Cléopâtre.

Rome et Sicile. — Octave doit à Agrippa, après de très-pénibles efforts, la victoire de Nauloches contre Sextus Pompée, qui fuit vers l'Orient où il mourra en aventurier. — Lépide, qui a eu sa part de danger dans la réduction de la Sicile, voit Octave lui débaucher son armée. Son ancien collègue le dépouille de la dignité triumvirale, mais lui laisse jusqu'à sa mort la charge de grand pontife.

35.

(OL. CXXXVI, 2 ; R. 720.)

Rome et Italie. — Pour assurer la tranquillité de l'Italie, les lieutenants d'Octave combattent les Salasses, dans les Alpes occidentales ; lui-même il attaque, à l'est de l'Adriatique, les Japodes et les Dalmates, au nord les Pannoniens. Ces expé-

ditions seront renouvelées l'année suivante.

34.

(OL. CLXXVI, 3 ; R. 721.)

Rome. — Mort de l'historien Salluste.

Rome et Arménie. — Honteuse expédition d'Antoine, alors consul, en Arménie : il prend en trahison le roi Artavasde et le fait charger de chaînes.

33.

(OL. CLXXV, 4 ; R. 722.)

Rome. — Grands travaux sous le second consulat d'Octave, pendant l'édilité d'Agrippa : restauration des aqueducs et de la cloaca maxima ; construction de trois portiques et de la bibliothèque d'Octavie. Le soin de composer la bibliothèque sera donné à C. Mélassus de Spolète, affranchi de Mécène, grammairien et auteur de petits poèmes bouffons.

Rome et Parthes. — Antoine s'avance jusqu'au fleuve Araxe, affluent de la mer Caspienne, comme s'il allait pénétrer au cœur du pays des Parthes. Il ne dépasse pas la Médie.

32.

(OL. CLXXVII, 1 ; R. 723.)

Égypte. — Antoine envoie en Égypte la bibliothèque de Pergame qui contenait deux cent mille volumes.

Rome. — Les amis d'Antoine, particulièrement les consuls de l'année, Cn. Domitius Ahénobarbus et C. Sosius, ne peuvent empêcher qu'il soit déclaré ennemi public. — Octave, au moment où expire le terme des cinq années triumvirales, se fait désigner pour le consulat de l'année suivante avec M. Valérius Messala Corvinus, un de ces vaincus de Philppes qui, désespérant de la liberté, s'attachaient au parti de l'ordre. — Antoine fait craindre d'abord à l'Italie une soudaine invasion. Il vient jusqu'à Corcyre, à

l'entrée de la mer Adriatique, mais l'approche de l'automne et le désir d'attendre Cléopâtre, qui veut avoir part à la lutte, le ramènent sur les côtes du Péloponnèse ; il passe l'hiver à Patras, en Achale.

Rome et Égypte. — Antoine a rompu complètement avec le gouvernement de Rome et avec Octave en célébrant à Alexandrie ses triomphes pour les prétendues victoires sur les Parthes, en partageant aux enfants qu'il a eus de Cléopâtre les provinces romaines de l'Orient, en signifiant à Octavie l'acte officiel de divorce.

31.

(OL. CLXXVII, 2 ; R. 724.)

Rome et Égypte. — La flotte de César Octave, consul, commandée par Agrippa, gagne sur Antoine et sur Cléopâtre, qui ont réuni toutes les forces maritimes de l'Orient, une victoire à Actium, dans le golfe d'Ambracie (septembre). Cette journée pouvait n'être pas décisive si Antoine, même vaincu, s'était mis à la tête de son armée de terre, rangée en bataille sur la rive. Il suit à la suite de Cléopâtre vers l'Égypte. — Activité du vainqueur, moins cruel cette fois qu'après Philppes. En allant passer l'hiver à Samos, il domine la mer Égée où Antoine aurait encore pu songer à redevenir le maître. — Un commencement de révolte dans ses armées le rappelle en Italie. Il ne reste que vingt-sept jours à Brindes pour pacifier la péninsule. — Il se montre encore à la province d'Asie et à la Syrie, et passe en Égypte.

30.

(OL. CLXXVII, 3 ; R. 725.)

Rome et Égypte. — Antoine ne peut fermer l'entrée de l'Égypte à Octave. Trompé par Cléopâtre il se tue, à cinquante-trois ans. Cléopâtre n'espérant pas séduire son vainqueur se donne la mort ; elle n'avait que trente-neuf ans. — La mort de Cléopâtre entraîne la réduction de l'É-

gypte en province. — Le chevalier Cornélius Gallus, poète, né à Fréjus en Gaule, ami de Virgile, en est le premier gouverneur. — Octave passe l'hiver en Asie. — La fondation de Nicopolis, sur le golfe d'Ambracie, et les jeux actiaques rappelleront aux Romains la date de la fondation de la monarchie.

29.

(OL. CLXXVII, 4 ; R. 716.)

Rome. — Octave, revenu en Italie, célèbre trois triomphes : pour la guerre contre les Dalmates ; pour Actium ; pour l'Égypte (août). La guerre est suspendue en même temps dans toutes les parties du monde ; le temple de Janus est fermé. L'empereur (*imperator*) César Octave se continue neuf ans de suite dans le consulat (de l'année 31 à l'année 23). — Denys d'Halicarnasse, futur historien des *Antiquités romaines*, prépare les éléments de son ouvrage qu'il écrira en grec.

28.

(OL. CLXXVIII, 1 ; R. 727.)

Judée. — Le tyran des Juifs, Hérode, dans ses fureurs sanguinaires, ordonne la mort de sa femme Mariamne qui est de la maison des Maccabées, et bientôt celle de sa belle-mère et des deux fils qu'il a eus de Mariamne.

Rome. — César Octave, consul avec Agrippa, fait faire le dénombrement de tous les citoyens de Rome, de tous les sujets de l'empire. Exerçant les pouvoirs de censeurs, ils réforment le sénat, l'ordre équestre, les lois, et, autant que possible, les mœurs. Agrippa donne à son collègue avec l'assentiment des sénateurs le titre de prince du sénat (*princeps senatus*), qui lui conférait le droit d'opiner le premier, c'est-à-dire d'entraîner à son avis l'assemblée.

27.

(OL. CLXXVIII, 2 ; R. 728.)

Rome. — Comme récompense de

la pacification du monde, de l'ordre rétabli dans le gouvernement des provinces et dans l'administration de la justice, de la souveraineté rendue à Rome, qui avait craint un instant la domination de Cléopâtre, l'empereur César Octave reçoit du sénat le titre d'Auguste, différent de celui de roi, et qui, n'étant la désignation d'aucun pouvoir connu, créait un idéal nouveau et laissait le champ ouvert aux prétentions du despotisme, aux exagérations de la flatterie. — Les poètes apprirent à faire d'Auguste un Dieu. — Après une feinte abdication, Auguste, déjà nommé prince du sénat, reçoit le gouvernement de l'empire pour dix ans. Il prend le pouvoir proconsulaire dans les provinces. Il a l'air de partager le gouvernement avec le sénat auquel il laisse le soin des provinces du centre, mais il se réserve celles où il y a des légions, qui donnent la force. — Il visite la Gaule, où quelques mouvements des Aquitains avaient fourni la matière d'un triomphe au consulaire Valérius Messala Corvinus, protecteur du poète élégiaque Tibulle.

26.

(OL. CLXXVIII, 3 ; R. 729.)

Égypte. — Le premier gouverneur de l'Égypte, Cornélius Gallus, par les scandales de son administration, dignes de Térentius Varron en Espagne, de Salluste en Afrique, provoque son rappel ; accusé dans le sénat, condamné, dépouillé de ses biens, il échappe au déshonneur par une mort volontaire.

Rome. — Les muses qui perdent dans Gallus un poète élégiaque, ont alors Properce, qui suit Tibulle et précède Ovide.

25.

(OL. CLXXVIII, 4 ; R. 730.)

Espagne. — Auguste, pendant que ses lieutenants combattent les Salasses dans les Alpes, va en personne frapper les Astures et les Can-

tribus attaqués dès l'année précédente.

Rome. — Après ces campagnes, le temple de Janus est fermé, pour la seconde fois depuis qu'Auguste gouverne.

24.

(OL. CLXXIX, 1 ; R. 731.)

Arabie et Rome. — Le chevalier *Elus Gallus*, gouverneur d'Égypte, par l'ordre de l'empereur, porte le premier la guerre chez les peuples pacifiques de l'Arabie sabéenne, dite *heueruse*, qui voulaient recevoir en échange des produits de leur pays ou de ceux de l'Inde, non les produits de l'Europe civilisée, que leur offraient les Romains, mais seulement les métaux, l'or et l'argent. — Strabon, le géographe, était alors en Égypte.

Espagne. — Quand Auguste a quitté l'Espagne, nouveaux mouvements des Cantabres et des Astures.

Rome. — Virgile, déjà en faveur par ses *Églogues* et par ses *Géorgiques*, commence à écrire l'*Énéide*.

23.

(OL. CLXXIX, 2 ; R. 732.)

Rome. — Le sénat donne à Auguste, pour la vie, la puissance tribunitienne, qui rend sa personne sacrée et lui livre les comices populaires. — Il ne se fait pas élire consul pendant dix-sept ans. — Il perd Marcellus, son neveu et son gendre, jeune homme de vingt ans qu'Octavie avait eu d'un premier mariage avant d'épouser Antoine.

22.

(OL. CLXXIX, 3 ; R. 733.)

Rome. — Conspirations de *Fannius Caepion* et de *Murēna* contre la vie d'Auguste. — *Plancus* et *Paulus Lépidus*, deux anciens proscrits, sont les derniers censeurs.

Rome et Éthiopie. — Les Éthiopiens envahissent le sud de l'Égypte

romaine, sous la conduite de leur reine *Candace*; ils sont repoussés par le gouverneur *Calus Pétronius*.

21.

(OL. CLXXIX, 4 ; R. 734.)

Orient et Rome. — Auguste parcourt la Grèce, passe l'hiver à *Samos* pour régler les affaires de l'Asie. — Tous les peuples de l'Orient sont à ses pieds.

20.

(OL. CLXX, 1 ; R. 735.)

Rome. — La fille d'Auguste, *Julie*, mariée à *Agrippa* après la mort de *Marcellus*, lui donne un petit-fils *Calus*.

Rome et Orient. — Auguste ne quitte pas l'Asie; *Samos* est encore son séjour pendant l'hiver. Il envoie le fils de sa femme *Livie*, *Tibère*, âgé de vingt-deux ans, en Arménie, pour établir dans ce pays un roi dévoué à la cause romaine, *Tigrane*, frère et ennemi d'*Artabaze*. Il agrandit le territoire du roi de *Cappadoce*, *Archélaos*, qui régnera encore trente-cinq ans.

Rome et Parthes. — Auguste reçoit des *Parthes* les aigles et les étendards conquis par eux sur *Crasus* et sur *Antoine*.

19.

(OL. CLXX, 2 ; R. 736.)

Rome. — Auguste, après deux années données à l'Asie, s'achemine vers l'Italie. Il rencontre en Grèce le poète *Virgile*, le décide à revenir avec lui; *Virgile* meurt à *Brindes*; il sera enseveli près de *Naples*. — Auguste prend le titre de préfet des mœurs et de consul à vie.

Rome et Espagne. — *Agrippa*, par la réduction définitive des *Cantabres*, pacifie la péninsule.

18.

(OL. CLXX, 3 ; R. 737.)

Rome. — Auguste se fait renouveler l'exercice du pouvoir pour

cinq ans, après lesquels il le prendra encore pour cinq, puis pour dix encore, de manière à prolonger indéfiniment l'usage de la monarchie. — Il associe Agrippa à la dignité tribunitienne. — Ses lois fiscales contre les célibataires et les veuves ont pour objet de multiplier les mariages. — Mort du poète Tibulle.

17.

(Ol. cxc, 4 ; R. 738.)

Rome. — Auguste et Agrippa font célébrer avec magnificence les jeux séculaires pour lesquels Horace a composé un chant national, *Carmen seculare*. — Le second fils d'Agrippa et de Julie, Lucius, est, dès sa naissance, adopté avec son frère par Auguste.

Rome et Orient. — Auguste visite la Gaule, Agrippa la Syrie et la Judée, où il est reçu par le roi Hérode, dont le principal conseiller Nicolas de Damas, poète tragique, historien, rhéteur, mathématicien, philosophe, lui servira comme de guide dans l'Asie Mineure.

18.

(Ol. cxc, 2 ; R. 740.)

Rome et Germanie. — Pendant qu'Auguste réside en Gaule, les fils de Livie, Tibère et Drusus, combattent les peuples de la Rhétie, au nord des Alpes. — Les Sicambres s'agitent à la frontière rhénane.

14.

(Ol. cxc, 3 ; R. 741.)

Rome et Espagne. — Les grands travaux des voles militaires qui reliaient à l'Italie et à Rome, point central de l'empire, toutes les provinces, sont continués par l'ordre d'Auguste, pendant son voyage d'Occident, jusqu'à l'extrémité sud-ouest de l'Espagne, jusqu'à Cadix.

13.

(Ol. cxc, 4 ; R. 742.)

Rome. — Agrippa et Auguste re-

viennent en Italie, laissant paisibles et prospères les provinces qu'ils ont séparément visitées, l'un en Orient, l'autre en Occident. — Tibère est pour la première fois consul. — Comète qui revient tous les 76 ans.

Rome et Germanie. — Drusus reste à la frontière du Rhin pour combattre les Germains.

12.

(Ol. cxcii, 1 ; R. 743.)

Rome. — Agrippa qui venait d'être continué pour cinq ans dans la dignité tribunitienne, au retour d'une pénible campagne d'hiver contre les Pannoniens, meurt en Campanie entre les bras d'Auguste, son beau-père, à cinquante et un ans, laissant deux fils, Calus et Lucius César. — La mort du vieux Lépidus permet à Auguste de prendre le titre de grand pontife.

Rome, Gaule et Germanie. — Drusus, assuré de l'obéissance des trois provinces gauloises qui se rallient à Lyon, va chercher les Germains Usipètes jusque dans l'île des Bataves, ravage le territoire des Sicambres et revient à Rome.

11.

(Ol. cxcii, 2 ; R. 744.)

Rome. — Auguste fait à Rome la dédicace du temple de Marcellus. — Mort de sa sœur Octavie.

Rome, Dalmatie, Germanie et Pannonie. — Drusus retourne contre les Germains et pousse, presque jusqu'au fleuve Wésér, son frère Tibère, qui vient d'épouser la veuve de Marcellus et d'Agrippa, combat les Dalmates et les Pannoniens.

10.

(Ol. cxciii, 3 ; R. 745.)

Rome. — Célébrité du grammairien Hygin, d'Alexandrie ou d'Espagne, en faveur auprès d'Auguste qui lui confia le soin de la bibliothèque

Palatin; il a écrit d'utiles ouvrages sur la mythologie.

un de ses plus heureux et dévoués favoris.

Rome, Dalmatie, Gaule et Germanie. — Auguste, Tibère, Drusus, sont en Gaule. — Tibère est envoyé contre les Dalmates. — Drusus, alors préteur, tombe sur les Cattes et sur les autres peuples germaniques, voisins du Rhin; Auguste rapporte les dépouilles à Rome. — Drusus reste à Lyon: on consacre en sa présence l'autel élevé par les 60 peuples gaulois au confluent de la Saône et du Rhône, en l'honneur de Rome et d'Auguste. — Un fils de Drusus, Claude, naît le jour de la dédicace à Lyon.

9.

(OL. cxcii, 4; R. 746.)

Rome.—L'*Histoire romaine* de Titus Live, à en juger par la fin des *Épîtres*, s'arrêtait à la mort de Drusus. — Dédicace du temple de la Paix, dans le Champ de Mars.

Rome et Germanie.—L'ardeur infatigable de Drusus, alors consul, l'entraîne contre les Germains au delà du Wésér, jusqu'à l'Elbe. — C'est entre la Saale et le Wésér, au milieu de ses soldats, que la mort l'emporte à trente ans; il laisse une nombreuse postérité.

8.

(OL. cxciii, 1; R. 747.)

Rome. — Auguste feint encore une fois de vouloir renoncer au pouvoir suprême qui lui est remis pour dix ans. — Un sénatus-consulte donne le nom d'Auguste au sixième mois de l'année, Sextilis, dans lequel il est né, et qu'ont rendu mémorable plusieurs actions glorieuses de sa vie. — Dénombrement nouveau dans tout l'empire, fait par Auguste sans qu'il prit le titre de censeur. — Réforme dans les lois; règlements concernant les mœurs. — La mort de Mécène, qui se voyait jamais un autre titre que celui de chevalier, prive les lettres d'un protecteur éclairé qui lui-même essayait d'écrire. — Mort d'Horace,

Rome, Germanie et Pannonie. — Tibère est envoyé, après la mort de son frère Drusus, à la frontière du Rhin, pour tenir en respect les Germains. — Réduction de la Pannonie.

7.

(OL. cxciii, 2; R. 748.)

Rome. — Tibère triomphe pour ses succès en Germanie, et exerce son second consulat. — Après vingt-deux ans de travail à Rome, Denys d'Halicarnasse met au jour son *histoire des Antiquités romaines*.

6.

(OL. cxciii, 3; R. 749.)

Rome. — Tibère qui a déjà été deux fois consul, deux fois honoré du triomphe, qui vient de recevoir la puissance tribunitienne pour cinq ans, voit avec jalousie les deux fils d'Agrippa, désignés d'avance par Auguste à la faveur du sénat, et nommés princes de la jeunesse. — Il cherche un prétexte pour quitter l'Italie; il restera sept ans dans l'île de Rhodes. — Au moment où Auguste appelle l'attention du monde sur ses petits-fils, il se réserve le consulat pour l'année suivante afin de les couvrir de son propre nom.

5.

(OL. cxciii, 4; R. 750.)

Rome. — Douzième consulat d'Auguste, après dix-sept ans d'intervalle; il donne la toge virile à l'aîné de ses petits-fils, Calus César.

2.

(OL. cxcv, 2; R. 752.)

Rome. — Auguste a pour la treizième fois la dignité consulaire, quand son petit-fils Lucius César reçoit la robe virile. — Le sénat et le peuple romain lui décernent le titre de *Père de la Patrie*: il a alors soixante-deux ans. — La dédicace du temple de Mars est célébrée par des

fêtes magnifiques. Combat de gladiateurs, et naumachie au milieu du cirque transformé en lac. — Chagrins domestiques d'Auguste; il bannit sa fille Julie, à cause de ses débauches.

1.

(OL. cxcv, 4; R. 754.)

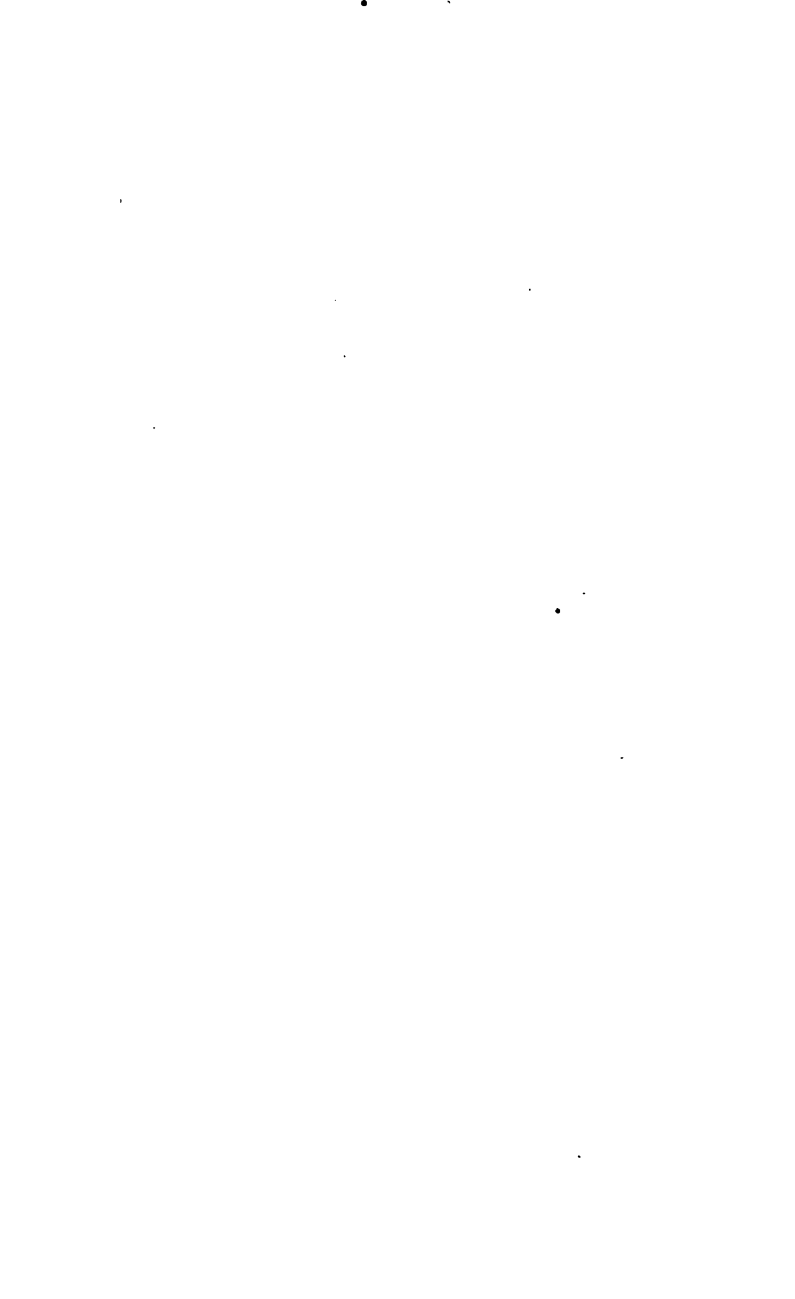
Rome et Orient.—Auguste envoie en Orient son petit-fils Calus César, pour étouffer les factions de l'Arménie; il lui a fait donner la connaissance géographique de ces contrées lointaines, par Denys le Périégète, auteur d'un *Voyage autour du monde* (Périégésis), en vers grecs, et par Juba, le fils du roi de Mauritanie vaincu à Thapsus par César, qui a écrit l'histoire des peuples orientaux.

C'est, suivant les calculs de Denys

le Petit, dans la quatrième année de la cent quatre-vingt-quatorzième olympiade, répondant à la seconde moitié de l'an de Rome 753 et à la première de l'an 754, que Jésus-Christ naquit, le 25 décembre, à Bethléem. L'ère chrétienne qui depuis Charlemagne est devenue d'un usage général chez les chrétiens, excepté dans l'Eglise grecque, commence six jours après, le 1^{er} janvier 754. Nous adoptons, comme une convention établie, cette date de Denys le Petit : bien d'autres sont proposées; huit systèmes principaux s'appuient sur les noms les plus honorables de la science chronologique et de la théologie. Les Bénédictins, auteurs de l'*Art de vérifier les dates*, plaçaient la naissance de Jésus-Christ le 25 décembre 747, l'an 7 avant l'ère vulgaire.

SECONDE PARTIE.

DEPUIS L'ÈRE VULGAIRE JUSQU'A NOS JOURS.



PREMIÈRE PÉRIODE.

DU COMMENCEMENT DE L'ÈRE VULGAIRE AU PARTAGE
DÉFINITIF DE L'EMPIRE (1-395 AP. J. C.).

I^{er} SIÈCLE APRÈS J. C.

APERÇU GÉNÉRAL.

Cette période, qui commence à Auguste et finit à Théodose, est exclusivement romaine ; tout se rattache aux empereurs : la plupart des peuples n'ont plus d'histoire qui leur soit propre.

On peut distinguer, dans le premier siècle de notre ère, d'une part, trente années paisibles, dont quatorze appartiennent au règne d'Auguste, dix à Vespasien, deux à Titus, deux à Nerva, deux à Trajan qui régnera encore dix-sept ans dans le siècle suivant ; de l'autre, si l'on ne regarde qu'à Rome, au sénat, à l'empereur et à la noblesse, soixante et dix années de forfaits et de honte, où les caractères se flétrissent, où les affections naturelles et les habitudes sociales se corrompent, où surtout le sénat romain, se distinguant au milieu de l'abjection universelle par une ignominie plus profonde, sanctionne toutes les iniquités, rend grâces de tous les attentats, de tous les fléaux et aussi des outrages qu'il reçoit lui-même, vil sous les tyrans affermis, plus vil encore lorsque, bien assuré de leur chute, ou prochaine, ou consommée, il proscriit avec une fureur solennelle les objets de ses longues adorations.

Pourtant ces règnes despotiques de Tibère, de Caligula, de Claude, de Néron et de l'ignoble Vitellius, si justement flétris par Tacite et par la postérité, ne sont pas, pour les nations soumises, une époque partout et toujours désastreuse. L'empire est trop vaste pour que la cruauté, les vices ou les folies d'un homme puissent se faire sentir sur tous les points. Hors de Rome et du cercle où luttèrent l'une contre l'autre la noblesse et la tyrannie, celle-là par des conspirations et le poignard, celle-ci par les délateurs et le bourreau, un ordre jusqu'alors inconnu règne dans les provinces, à l'abri de la Paix romaine, et n'est guère sérieusement troublé que par les convulsions qui suivent la mort de Néron.

La civilisation profite de ce calme pour gagner les provinces occidentales et s'y enraciner, et la littérature romaine se signale par de nouveaux chefs-d'œuvre. Moins pure et moins belle que dans l'âge précédent, elle est plus vaste, plus riche de connaissances positives et d'observations morales. S'il y a dans les vers de Perse moins de profondeur que d'obscurité, si Martial est trop loin de Catulle, si rien ne compense assez dans Pétrone l'extrême licence des idées et des images; si les productions de Silius Italicus, de Valérius Flaccus et de Stace, sont trop peu dignes de l'épopée, on doit au moins des éloges à l'énergique véhémence des satires de Juvénal, et il est difficile de ne pas reconnaître dans Lucain, non la perfection du style et du goût de Virgile, mais la pensée et l'âme d'un grand poëte. Toutefois c'est à la prose latine que ce siècle doit sa gloire littéraire; cette prose embrasse presque tous les genres : la géographie dans Pomponius Mëla, l'art militaire dans Frontin, la médecine dans Celsus, l'agriculture dans Columelle, la grammaire et la critique dans Asconius Pédianus, la rhétorique dans Quintilien, la morale entière dans Sénèque; toute la nature alors connue et tous les arts alors cultivés dans Pline l'Ancien. Son neveu Pline le Jeune tient, au-dessous de Cicéron, l'un des premiers rangs parmi les auteurs épistolaires; mais en composant le panégyrique de Trajan, il s'est montré dans l'art de l'adulation directe et verbeuse, plus habile et plus élégant qu'il ne convient à la probité et à la dignité d'un homme de lettres. C'était cependant un citoyen encore estimable que ce Pline le Jeune, puisqu'il fut l'ami de Tacite, celui des historiens de l'antiquité qui a su le mieux juger et peindre les tyrans. Avant Tacite, Tite Live a laissé un magnifique corps d'annales romaines; Velléius Paterculus une simple esquisse qui mériterait aussi des éloges si la tyrannie dont il devait être la victime sous Tibère n'y était lâchement encensée. Après Tacite, et peut-être avant la fin du 1^{er} siècle, Suétone a écrit les vies des douze Césars, depuis Jules jusqu'à Domitien; recueil assez peu estimable d'anecdotes scandaleuses, mais utile par une foule de renseignements qui ne se trouvent que là, et sans lequel nous ne saurions pas à quel degré d'opprobre le pouvoir absolu peut descendre.

La littérature grecque moins brillante donne cependant le moraliste Épictète, l'orateur Dion, les médecins Dioscoride et Arétée, le géographe Strabon, Josèphe l'historien des Juifs, Plutarque, le biographe des grands hommes de la Grèce et de Rome, dont les traités de morale ont bien moins servi que cette galerie de portraits à l'enseignement de l'humanité.

Qu'étaient les plus belles œuvres de l'esprit humain, en regard

de la mission de Jésus-Christ! Les vérités religieuses, autrefois l'héritage d'un peuple élu, vont devenir le domaine de toutes les nations. Le christianisme prend naissance au milieu d'une société corrompue et avilie par la servitude, à laquelle il doit rapprendre la morale et la liberté. Les quatre Evangiles, dont l'autorité a été consacrée par l'Eglise, sont composés; mais les persécutions impériales commencent contre les sectateurs du vrai Dieu, que les Juifs maudissent, même sous les décombres du temple de Jérusalem.

CHRONOLOGIE.

1.

Judée. — Mort du roi Hérode : sa magnificence, les constructions utiles et somptueuses dont il a couvert la Judée, les encouragements qu'il a donnés aux artistes et aux poètes de la Grèce et de Rome, ont fait appeler grand le plus sanguinaire des tyrans. Flatteur d'Auguste, il a changé le nom de Samarie, rebâti, en celui de Sébaste ou Auguste; il a fondé Césarée sur la côte. — Ses fils se partagent la Palestine avec la permission de l'empereur.

2.

Orient et Rome. — Calus César est envoyé en Orient pour maintenir la paix entre les Romains et les Parthes. — Sa conférence avec le roi Phraorte, dans une île de l'Euphrate, est pour témoin le tribun Velléius Paterculus, futur historien de cette époque.

Rome. — Tibère est rappelé de Rhodes par Auguste, avec le consentement de Calus et de Lucius César. — Lucius César, en route pour l'Espagne, meurt à Marseille.

3.

Rome. — Auguste se fait renouveler encore pour dix ans la concession du pouvoir suprême dont il jouit depuis trente années.

4.

Rome. — Calus César, en revenant de l'Arménie, meurt, avant d'avoir quitté l'Asie, dans une ville de

Lycie. Il ne reste plus à Auguste qu'un petit-fils, enfant posthume d'Agrippa, qu'il adopte. Il adopte en même temps Tibère, son beau-fils et son gendre, âgé alors de quarante-six ans, qui reconnaît à son tour pour fils adoptif son neveu Germanicus, fils de Drusus. — Aulus Pollion meurt à quatre-vingts ans, orateur et poète, célébré par Virgile et par Horace : il fut, en politique, du nombre des habiles ou des sages qui, désespérant de la liberté, leur première idole, acceptèrent sans résistance, mais aussi sans servilité, le gouvernement auquel Rome devait l'ordre et la paix civile.

Rome et Germanie. — Tibère César est envoyé contre les Germains. Velléius Paterculus, qui sert sous ses drapeaux, fera huit campagnes de suite en Germanie.

5.

Rome. — Tremblement de terre, inondation du Tibre, éclipse de soleil, famine.

Rome, Dalmatie et Pannonie. — Insurrection contre la domination romaine.

6.

Rome, Dalmatie et Pannonie. — Tibère renonce à une expédition projetée contre les Marcomans, qui habitent entre l'Elbe et le Danube, pour réprimer une révolte générale de la Pannonie et de la Dalmatie. — La guerre contre ces populations indomptées dura trois ans, occupa

quinze légions romaines, sans compter les troupes auxiliaires : c'est la plus rude qu'ont eue les Romains, depuis les guerres puniques. Exploits de Germanicus César.

Rome et Judée. — L'administration despotique d'Archélaos, un des trois fils d'Hérode, qui gouvernaient en Judée avec le titre non de rois, mais d'ethnarques, sert de prétexte à Auguste pour confisquer ses biens et réunir ses États, la Samarie, la Judée et l'Idumée, à la Syrie romaine.

8.

Rome et Pannonie. — Toute la Pannonie se résigne au joug romain, la guerre ne continue qu'en Dalmatie.

9.

Rome. — Exil du poète Ovide ; il est relégué à Tomes, dans la petite Scythie sur le littoral du Pont-Euxin.

Rome et Dalmatie. — La guerre est presque achevée par Tibère et par Germanicus.

Rome et Germanie. — Désastre de Quintillus Varus ; trois légions, trois corps d'auxiliaires, six cohortes, périssent avec le général sous les coups d'Arminius dans la forêt de Teutberg, près de la Lippe, affluent oriental du Rhin.

10.

Rome et Germanie. — Tibère est envoyé en Germanie, où le suit Germanicus.

11.

Rome. — Mort de Messala Corvinus, orateur, personnage consulaire, vieillard de soixante-douze ans, débris de l'ancien parti républicain qui avait combattu à Philippes.

12.

Rome. — Pendant le consulat de Germanicus, Tibère vient recevoir à Rome les honneurs du triomphe pour ses succès en Germanie ; le futur

historien Velléus Paterculus assiste à cette pompe militaire comme lieutenant de César. — Calus Caligula naît de Germanicus et d'Agrippine.

13.

Rome. — Auguste, pour la cinquième fois, se fait conférer le pouvoir pour dix ans ; il associe de nouveau Tibère à la dignité tribunitienne et permet à son fils Drusus d'être désigné pour le consulat de la troisième année à venir, quoiqu'il n'ait pas encore été préteur.

14.

Rome. — Pour la troisième fois Auguste fait faire le dénombrement de l'empire ; il s'associe Tibère pour réformer, comme s'il était censeur, les mœurs et les lois. — Mort d'Auguste, âgé de près de soixante-seize ans, à Nole en Campanie : ses funérailles à Rome ; le sénat lui décerne les honneurs divins. — L'usage de l'apothéose s'établit pour les empereurs : en mourant ils deviennent dieux. — La protection qu'Auguste accorda aux lettres, le goût qu'il eut lui-même pour les travaux de l'esprit, lui ont valu la gloire de donner son nom au plus beau siècle de la littérature romaine. — Tibère, fils de Tibérius Claudius Néron et de Livie, adopté et désigné par Auguste, prend les pouvoirs d'empereur avec le consentement du sénat et du peuple ; révolte des légions en Germanie et en Pannonie.

15.

Cappadoce et Rome. — Le roi de Cappadoce Archélaos, après cinquante ans de règne dans l'amitié des Romains, éprouve le ressentiment de Tibère, auquel il avait déplu pendant le séjour de celui-ci à Rhodes. La honte d'une accusation portée devant le sénat, sur de frivoles prétextes, hâte la fin du vieillard.

Parthes. — Les Parthes ne veulent plus pour leur roi d'un fils de Phraate IV, qui avait vécu comme otage à Rome et qu'ils regardaient

comme un esclave : le roi déchu ne put même pas s'asseoir sur le trône d'Arménie.

16.

Rome et Germanie. — Germanicus extermine une armée de Germains dans les plaines d'Idistavisus, près du Wésér, et tient en respect les barbares frémissants au delà du Rhin.

17.

Rome. — Mort d'Ovide, en exil. — Mort de l'historien Tite Live, de Padoue, qui avait élevé le plus magnifique monument à la mémoire du peuple romain : nous n'en avons qu'une partie, avec un court abrégé pour les livres qui manquent. — Mort du géographe Strabon : il a fait de la géographie une science politique et morale : les origines, les mœurs, les usages des peuples, même en dehors des limites de l'empire romain, trouvent place à côté des descriptions physiques.

18.

Cappadoce et Rome. — Réduction de ce royaume en province romaine.

19.

Rome. — Germanicus, le plus grand général de l'empire qui avait maintenu les légions dans le devoir et vengé Varus sur les Germains, organisait les provinces de l'Orient quand il meurt en Syrie, peut-être empoisonné : Tibère a été cru capable d'un tel crime. — Pison accusé directement se tue dans sa maison avant d'avoir été jugé.

23.

Rome. — Le chevalier Séjan, préfet des prétoriens, fait empoisonner Drusus, fils de Tibère, qui ne le soupçonne pas et laisse cette mort sans vengeance.

25.

Judée. — La onzième année du

règne de Tibère, Ponce Pilate entre dans la charge de procurateur : il est le sixième procurateur romain. En Judée, ces magistrats, qui relevaient du gouverneur de Syrie, respectaient les lois et les coutumes de la nation, partageaient le pouvoir avec les grands sacrificateurs ; ils avaient seuls le droit de rendre une sentence capitale.

26.

Rome. — L'accusation odieuse ordonnée contre Crémutius Cordus, auteur d'une histoire des guerres civiles, qui, après s'être défendu avec courage, se laisse mourir de faim, est le premier crime public de Tibère. — L'empereur âgé de soixante et neuf ans quitte Rome. Il se retirera l'année suivante dans la délicieuse île de Caprée, qui sera l'antre du despote débauché et cruel.

30.

Judée. — Baptême de Jésus-Christ par le précurseur saint Jean-Baptiste. C'est dans la dernière des soixante et dix semaines d'années prédites par Daniel que commencent les prédications de l'homme-Dieu.

31.

Judée. — Jésus-Christ, en choisissant ses apôtres, donne le premier rang et la prééminence à Céphas (Pierre), de Bethsaïde, bourg de la Galilée.

Rome. — L'exil d'Agrippine femme de Germanicus qui se laisse mourir de faim, la mort d'un de ses fils, l'emprisonnement d'un autre, ne profitent pas à Séjan. L'ambition du ministre est dévoilée et punie par Tibère : sa mort sanglante. Tous ceux qui ont été ses amis sont frappés avec cruauté par l'empereur et par le sénat.

33.

Judée. — Mort de Jésus-Christ, la quatrième année de la dernière des soixante et dix semaines d'années annoncées par Daniel ; la quatrième

année de la deux cent deuxième olympiade marquée dans les *Annales* de Phlégon, affranchi d'Adrien. Après trois ans passés au milieu des hommes, Jésus-Christ, qui a apporté pour tous l'Évangile, c'est-à-dire la bonne nouvelle, accepte sur le mont Calvaire près de Jérusalem la Passion en témoignage de la vérité de sa mission : les Juifs sont les meurtriers de l'homme-Dieu. — Les apôtres vont se disperser pour baptiser les nations. Le martyre les attend; leur sang sera une semence de chrétiens plus féconde que leur parole même. — Ils sont persécutés d'abord par les Juifs qui, ayant espéré un Messie puissant et glorieux, ne veulent pas croire à un Dieu mort sur la croix comme un esclave.

34.

Rome et Judée. — Le second des fils d'Hérode, Philippe, qui gouvernait le nord-ouest de la Judée, mourant sans enfant, Tibère réunit ses États à la Syrie, comme Auguste avait fait de ceux de son frère Archélaos. Un seul des héritiers d'Hérode, Antipas, garde la Galilée et la Pérée, au delà du Jourdain : il a fondé, en l'honneur de son protecteur Tibère, sur les bords du lac de Génézareth, à l'ouest, la ville de Tibériade.

36.

Parthes et Rome. — Les Parthes reçoivent de la main de Tibère, et gardent quelque temps, le roi Tiridate, fils de Phraate IV.

Syrie. — Saint Pierre fonde l'église d'Antioche, y trouve un grand nombre de Juifs et de gentils convertis par les fidèles qui étaient venus de Judée. A Antioche les disciples de Jésus-Christ commencent à être appelés *chrétiens*.

37.

Parthes et Rome. — Artaban, le rival de Tiridate que Tibère avait fait accepter pour roi par les Par-

thes, écrit à l'empereur de satisfaire le peuple romain en se donnant la mort.

Rome. — Mort de Tibère qui a été le bourreau de sa famille. Caligula, dernier fils de Germanicus et d'Agrippine, âgé de vingt-cinq ans, lui succède. Débauches, cruautés, folles de ce prince, qui se fait appeler maître (*dominus*).

39.

Rome et Judée. — Agrippa, petit-fils d'Hérode le Grand, reçoit, avec la tétrarchie de l'hérodien Philippe, le titre de roi que n'avaient pas porté les fils d'Hérode. Le dernier fils d'Hérode, Antipas, tétrarque de Galilée, est exilé en Gaule.

41.

Rome. — Quand le tribun des prétoriens, Chéréas, a assassiné Caligula, Claude, frère de Germanicus, élu malgré lui, à cinquante ans, par les soldats prétoriens, leur paye le premier le droit d'avènement : avec lui règnent les affranchis.

42.

Judée et Rome. — Saint Pierre est emprisonné à Jérusalem par les ordres du roi Hérode Agrippa : délivrance miraculeuse de l'apôtre qui, suivant une tradition recueillie par Eusèbe et saint Jérôme, vient à Rome et y établit le siège de l'*Église catholique* ou universelle.

Rome et Mauritanie. — La Mauritanie est réduite en province.

43.

Rome. — Pomponius Mela écrit un ouvrage de géographie, *de situ orbis*, précieux pour nous à cause de détails historiques qu'il a tirés d'ouvrages que nous n'avons plus.

Rome et Grande-Bretagne. — Claude, qui ne fut cruel hors de Rome qu'à l'égard des druides, ministres de la religion nationale chez les Gaulois, fait commencer la conquête de la Grande-Bretagne, foyer du druidisme.

44.

Judée. — Au milieu de jeux solennels qu'il célèbre à Césarée en l'honneur de l'empereur Claude, bienfaiteur des Juifs dans tout l'empire, le roi Hérode Agrippa est atteint d'une maladie mortelle.

Judée et Rome. — Le jeune Agrippa II est le dernier de la race d'Hérode qui porte le titre de roi, sans avoir de pouvoir réel, car la Judée devient tout à fait une province romaine et est cruellement traitée par les procurateurs. — A l'intérieur, discordes religieuses, les zéloteurs ou zéts pharisiens dominent les autres sectes.

45.

Rome et Thrace. — Les troubles intérieurs de la Thrace permettent à Claude d'en faire une province romaine.

46.

Rome. — La plupart des anciennes familles patriciennes étant détruites, la qualité de patricien est donnée aux plus anciens du sénat. Discours impérial et sénat. — consulte en faveur des Gaulois, qu'on retrouvera à Lyon.

49.

Rome. — Après avoir fait tuer sa femme Messaline, mère de Britannicus et d'Octavie, dont la vie a été un long outrage à l'honneur de son sexe, Claude épouse sa nièce Agrippine, qui avait déjà eu un fils de Cn. Domitius Ahénobarbus, Néron.

50.

Judée. — Vif dissentiment entre les principaux chefs de l'Église naissante : plusieurs voulaient que les gentils, ou infidèles, qui embrassaient la foi évangélique, fussent astreints aux usages prescrits par la loi de Moïse. — Premier concile chrétien tenu à Jérusalem où la prédication de l'Évangile avait commencé et où saint Pierre se trouvait alors. Cinq apôtres y assistent : saint Pierre, saint Jean, saint Jacques, saint Paul, saint

Barnabé ; saint Pierre préside. La décision *œcuménique*, c'est-à-dire rendue pour tous les fidèles de la terre habitée, affranchit les convertis des prescriptions mosaïques. (Ce concile n'est pas toujours compté comme concile général.)

52.

Égypte. — Saint Marc, disciple de saint Pierre, est envoyé par son maître pour fonder l'église d'Alexandrie ; il apporte en Égypte l'évangile qu'il avait composé à Rome sous les yeux de saint Pierre.

53.

Rome. — Après qu'Agrippine a empoisonné Claude, Néron, élu par les prétoriens, empoisonne Britannicus.

58.

Chine. — Premier témoignage du Bouddhisme, dans les annales chinoises.

59.

Rome. — Néron fait tuer sa mère.

62.

Égypte. — Les prêtres de Sérapis donnent en Égypte le martyre au fondateur de l'Église d'Alexandrie, saint Marc.

Rome. — Néron ordonne la mort d'Octavie, sa sœur d'adoption et sa femme.

64.

Rome. — Néron se donne le spectacle de l'incendie de Rome ; les chrétiens, accusés d'avoir mis le feu à la ville, sont pour la première fois persécutés par un édit impérial.

68.

Inde et Chine. — Lutte sanglante entre les sectateurs de Bouddha et ceux de Brahma. — Introduction officielle de la religion bouddhique dans l'empire.

Rome. — La conjuration de Pison entraîne la mort du poète épique Lucain, auteur de la *Pharsale*, et du philosophe Sénèque, précepteur de Néron, dont la vertu est justement

suspectée, puisqu'il avait fait l'apologie du meurtre d'Agrippine.

66.

Arménie. — Un frère du roi des Parthes Vologèse, Tiridate, après dix années d'hostilités avec le général de l'empire Corbulon, vient recevoir à Rome la couronne d'Arménie des mains de Néron.

Judée. — Les rapines et les violences des gouverneurs romains poussent à la révolte la nation juive; quoique affaiblie par les rivalités religieuses et politiques de ses chefs, elle soutiendra pendant quatre ans les efforts de Rome.

Rome. — Les sénateurs Pœtus Thraséas et Baréa Soranus, censeurs du gouvernement et des crimes domestiques de Néron, sont condamnés par le sénat à mourir.

67.

Rome. — L'ordre de mourir est envoyé par Néron à Corbulon, le plus grand général de l'empire, qui revenait d'Asie après de glorieuses guerres contre les Parthes. — Il ordonne, à Rome, le supplice de l'apôtre saint Pierre et de saint Paul : saint Paul, citoyen romain, est décapité; saint Pierre, Juif, meurt comme Jésus-Christ, sur la croix (29 juin). Succession non interrompue d'évêques sur le siège de saint Pierre à Rome.

68.

Rome. — Après la révolte des légions de Gaule et d'Espagne, le sénat ose déclarer l'empereur ennemi public. Néron se fait tuer en disant : « Quel grand artiste le monde va perdre ! » Il est le dernier des empereurs appartenant par adoption à la famille de César. — Galba est le premier prince élu par les légions hors de l'Italie. Il a soixante-douze ans.

69.

Gaule, Germanie, Orient, Rome. — Au milieu de l'anarchie dont ne profitent pas longtemps l'empereur Othon, élu à Rome par

les prétoriens contre Galba qui est tué, ni l'empereur Vitellius, proclamé par les légions du Rhin, Vespasien, fils d'un citoyen obscur de Rée, est le premier empereur élu par les légions d'Orient, en Égypte, en Judée et en Syrie. — Révolte des Bataves, qui habitent les îles du Rhin près de son embouchure, sous la conduite de Civilis, de quelques peuples gaulois, tréviens et lingons, avec Sabinus, le mari d'Éponine. Les rivalités des peuplades entre elles feront avorter la guerre d'indépendance.

70.

Judée, Rome. — Titus, lieutenant de son père l'empereur Vespasien, termine la guerre de Judée. — Destruction de Jérusalem par les Romains, après un siège de sept mois qui coûte la vie à six cent mille Juifs; le temple est incendié malgré les ordres de Titus (septembre). Les Juifs ne se relèveront plus comme nation; toutes les prophéties sont accomplies. — Un des généraux juifs qui avait commandé dans cette guerre, Flavius Josèphe, en sera l'historien.

72.

Parthes. — Le peuple asiatique des Alains se jette sur l'empire des Parthes dont il dévaste deux grandes provinces, la Médie et l'Arménie : le roi Vologèse sera même réduit à demander à Vespasien un de ses fils pour le mettre à la tête de ses armées contre les barbares.

73.

Rome. — Supplice odieux de Julius Sabinus ordonné par l'empereur neuf ans après la pacification de la Gaule : Éponine veut partager le sort de son mari. — Vespasien ramène la moralité dans l'administration intérieure, remet l'ordre dans les finances; mais réprime par l'exil et la mort l'audace de langage que de vertueux amis de la liberté hasardent dans le sénat.

79.

Italie. — Pendant le court règne

de Titus, fils aîné et successeur de Vespasien, commence la première éruption connue du mont Vésuve, volcan de Campanie, qui engloutit Herculaneum et Pompéii ; le naturaliste Pline l'Ancien est une des victimes de cette catastrophe.

Même. — L'ouvrage de Pline, une véritable encyclopédie sous le titre d'*Histoire naturelle*, contient de l'histoire, de la géographie et un abrégé des sciences naturelles en un langage souvent élégant mais d'un élat prétentieux.

80.

Chine. — Pan-Tchao, général de l'empereur HO-TI, fait une grande expédition à l'ouest de l'empire.

Même. — Deux fléaux, l'incendie et la peste. L'incendie engloutit le Capitole, endommage le Panthéon, la bibliothèque d'Auguste, le théâtre de Pompée, etc. — Le *Colisée* (on l'a appelé longtemps Colossée), médité par Auguste, commencé par Vespasien, achevé sous Titus, est le plus grand amphithéâtre de Rome et de l'univers ; ses ruines excitent encore l'admiration. Plus de cent mille spectateurs pouvaient y voir à l'aise tour à tour des combats de l'arène et des naumachies. — Le groupe de *Laocoon*, ouvrage des statuaux Agésandre, de Rhodes, Athénodore, son fils, et Polydore, peut-être contemporains de Vespasien, ornaît les bains de Titus, où il a été retrouvé en 1601.

81.

Même. — Domitien, qui régnera quinze ans, fait regretter son frère et son père : toutefois, si les crimes des mauvais princes atteignent surtout les chefs de l'aristocratie, le despotisme ne s'étend pas autant sur la masse des sujets.

Même et Parthes. — Un faux Néron trouve crédit auprès du roi des Parthes, qui se sert de ce nom pour effrayer l'empire romain.

83.

Même et Grande-Bretagne. — Agricola, beau-père de l'historien Tacite, qui est depuis 78 en Bretagne, complète la soumission des Bretons jusqu'aux monts Gramplans.

86.

Même et Daces. — Les Daces quittent leur pays au nord du bas Danube, pour se jeter sur la province romaine de Mésie. Domitien achètera d'eux une paix honteuse.

92.

Huns. — Division des Hiong-Nou ou Huns en deux branches : une partie reste, au nord-est de la Scythie, tributaire de la Chine ; les autres marchent vers l'Occident.

93.

Même. — Sous Domitien, seconde persécution impériale contre les chrétiens, à l'occasion de la capitation établie pour la reconstruction du temple de Jupiter Capitolin, qu'ils ne voulaient pas payer. Domitien n'épargne pas sa femme ni un neveu de Vespasien ; la persécution dure pendant trois ans. — Les philosophes n'étaient pas tolérés plus que les chrétiens ; Dion Chrysostome a fui chez les barbares et le stoïcien Épictète en Épire.

95.

Même. — Supplice de l'apôtre saint Jean ; il ne périt pas dans les tortures. Exilé à l'île de Pathmos, au sud-ouest de Samos, il y écrit son ouvrage mystique intitulé l'*Apocalypse*.

96.

Même. — Le règne de Nerva commence une période heureuse pour l'humanité, l'âge d'or des Romains, qui durera presque un siècle, jusqu'à la mort de Marc Aurèle (180) : on l'appelle le *siècle des Antonins*.

98.

Même. — L'Espagnol Trajan, adopté par Nerva, sera, pendant son

règne de dix-neuf ans, un des meilleurs princes de l'empire. Il laisse le sénat gouverner, et semble n'être lui-même, dans la paix comme dans la guerre, que le premier citoyen d'une république. Il avait entendu à Rome, sous Domitien, les leçons de philosophie du Grec Plutarque, historien et moraliste.

100.

Orient. — Mort de l'apôtre saint Jean à Éphèse, où il est revenu

après la mort de Domitien. C'est là qu'il a composé son *Évangile*, qui contient une exposition complète des dogmes du christianisme. — Les quatre *Évangiles* de saint Mathieu, saint Marc, saint Luc, saint Jean, et les *Épîtres* des apôtres, maintiennent l'unité de la foi, au milieu des dissidences et des hérésies qui naissent du désir d'interprétations philosophiques, et que renouvellent pendant des siècles l'ignorance ou l'orgueil des chefs de sectes.

II^e SIÈCLE APRÈS J. C.

APERÇU GÉNÉRAL.

Les quatre-vingts premières années sont remplies par le règne de quatre bons princes, que l'adoption porte successivement sur le trône : Trajan, Adrien, Antonin et Marc Aurèle. La puissance extérieure de ces princes est affermie par des conquêtes ou par la répression énergique des excursions de barbares qui passent le Danube. Rien encore avant le règne de Commode n'annonce la décomposition prochaine de l'empire romain. Trois mois après Commode, qui rappelle Domitien, les prétoriens mettent à l'encan la pourpre des Césars. La famille syrienne commence avec Septime Sévère, guerrier célèbre, despote odieux.

Le platonisme envahit le siècle des Antonins : on appelait ainsi alors un mélange de la métaphysique et de la morale de Pythagore, de Zénon et de Platon. Cette philosophie devenait une sorte de religion, de superstition même ; car la divination, la magie, l'astrologie, toutes les sciences occultes commençaient à s'y rattacher, entraînaient les imaginations vives et séduisaient quelques-uns des meilleurs esprits. Embrassée, secondée par les Antonins, elle modifiait à certains égards la religion populaire, l'ancien paganisme ; elle abolissait les sacrifices humains et ce qui semblait trop licencieux ou trop immoral dans le culte de quelques divinités.

Le goût pour la littérature grecque fit tort peut-être aux lettres latines. La décadence de l'art d'écrire est sensible. A l'exception du roman d'Apulée, du recueil très-utile d'Aulu-Gelle, des abrégés

de Florus et de Justin, et de la vie d'Alexandre par Quinte Curce, attribuée à cette époque, le II^e siècle ne nous a laissé que des livres grecs, la rhétorique d'Hermogène, les harangues d'Hérode Atticus et d'Ælius Aristide, les écrits philosophiques de Marc Aurèle, de Maxime de Tyr, de Sextus Empiricus, le traité des songes d'Artémidore, les traités de tactique de Polyen et d'Arrien, les ouvrages historiques du même Arrien, ceux d'Appien, le voyage de Pausanias en Grèce, la géographie et l'astronomie de Claude Ptolémée, la médecine de Galien, le recueil mal composé, mais plein de curieux détails, d'Athénée; les divers ouvrages de Lucien de Samosate qui, après avoir été sculpteur, avocat, rhéteur, greffier ou préfet en Égypte, a fini par être le meilleur écrivain et l'un des hommes les plus éclairés de son siècle; savant et sceptique, épicurien et malicieux, il eut ce qu'il faut de raison et d'esprit pour avoir le droit d'être satirique : il n'a ménagé ni les nouveaux philosophes ni les anciens dieux. Plutarque vécut encore de longues années dans ce siècle.

Les égarements du platonisme tentèrent même des chrétiens qui allèrent des rêveries d'imagination aux dogmes de la religion et à l'interprétation des livres sacrés; c'est ce qui donna naissance aux hérésies, surtout à celle des gnostiques. Combattu par les philosophes, par les prêtres païens et par les Juifs, persécuté par les empereurs, le christianisme se répandait cependant dans l'Asie Mineure, en Grèce, à Alexandrie, à Rome, dans les Gaules, s'introduisait dans toutes les classes de la société et jusqu'au sein des écoles et des sectes philosophiques. Les chrétiens n'ont pas encore d'historiens, mais ils ont déjà des écrivains et des apologistes : Athénagore, Justin, Tatien, saint Irénée et même saint Clément d'Alexandrie qui, avant l'an 200, avait commencé sa laborieuse et honorable carrière.

CHRONOLOGIE.

101.

Rome et Dacie.—Trajan, pour pénétrer dans la Dacie, au nord de la Mésie, franchit le Danube et va attaquer leur roi Dercébal sous les murs de sa capitale, Sarmizégéthus.

102 ?

Chine.—Le général Pan-Tchao, qui a soumis toutes les provinces à l'occident de la Chine, veut attaquer l'empire romain; les Parthes l'en détournent.

Rome.—Lettres célèbres de Pline le Jeune, proconsul en Bythynie, et de Trajan, au sujet des chrétiens. Pline ne les croit pas coupables; en même temps il avertit son maître qu'ils deviennent de jour en jour plus nombreux. L'empereur ne veut pas qu'on les recherche pour leur religion, mais qu'on punisse ceux qui se présenteraient; il défend de recevoir des dénonciations anonymes.

104.

Rome et Dacie.—Forcé de reve-

nir contre les Daces, Trajan construit un pont de pierre sur le Danube et assure ainsi les communications entre les terres romaines et la Dacie, dont il fait une province après la mort de Dercébal, 106. — Quoique conservée peu de temps par les Romains, la Dacie gardera des traces impérissables de leur puissance et de leur civilisation; la langue latine est encore le fond de l'idiome moldo-valaque.

108.

Même et Arabie. — Un lieutenant de Trajan, Cornélius Palma, soumet une partie des Arabes voisins de la Palestine, qu'aucun conquérant n'a domptés.

1077

Même. — On place vers cette époque la troisième persécution impériale contre les chrétiens. Si Trajan n'a rendu contre eux aucun édit nouveau, en qualité de souverain pontife et de chef de l'État, il a ordonné ou permis l'exécution des lois contre ceux qui introduisaient de nouvelles religions et tenaient des assemblées secrètes. Il faisait punir ceux qui, accusés, s'avouaient chrétiens devant les tribunaux. Cruauté exercée envers l'évêque d'Antioche, saint Ignace.

114.

Même. — Érection de la *Colonne trajane*, sur l'emplacement d'une montagne haute de cent quarante-quatre pieds, qui est aplanie au niveau du sol. Elle est creuse, construite en marbre blanc, surmontée d'une statue dorée de l'empereur : le fût de la colonne porte un bas-relief continu en spirale qui représente tous les faits de la guerre, avec deux mille cinq cents figures hautes chacune de deux pieds, et fait ainsi connaître les armures, les usages militaires des Romains et des barbares.

Même et Arménie. — Trajan, irrité contre les Parthes qui ont dis-

posé sans son consentement du royaume d'Arménie, fait en personne la conquête de ce pays, qui devient province romaine.

116.

Même et Parthes. — Trajan pénètre dans le royaume des Parthes, prend Nisibe et la capitale nouvelle, Ctésiphon, sur le Tigre, fondée par le prédécesseur du roi Khosroès.

Scythes. — Les Scythes, ou Yue-Ti, établis au nord de l'Oxus, secouent le joug des Chinois. Bientôt ils s'étendent jusqu'à l'Indus.

117.

Même et Parthes. — Vainqueur des Parthes, Trajan navigue sur l'Euphrate et le Tigre, jusqu'au golfe Persique, qu'il parcourt tout entier. Il dépose le roi Khosroès avant de revenir vers l'Asie occidentale.

Même. — Mort de Trajan en Cilicie, à Sélinonte. — Adrien, parent de Trajan qui l'a adopté, vient d'Antioche se faire proclamer par les soldats; le sénat confirme cette nouvelle élection impériale.

118.

Même. — Adrien ne sacrifie pas l'honneur et les vrais intérêts de l'empire; s'il a choisi la paix, il s'est tenu toujours prêt à faire la guerre. Ses voyages, pendant treize ans de son règne, témoignent d'une surveillance active et éclairée portée sur toutes les provinces. Il préside à tous les grands travaux d'utilité ou d'embellissement; mais, dans ses goûts d'artiste, il fut jaloux jusqu'à la cruauté : il bannit, puis fit mourir l'architecte Apollodore, qui avait blâmé un de ses dessins de temple.

Même et Parthes. — Le roi des Parthes, Khosroès, est rétabli par Adrien; l'Euphrate servira de limite aux deux empires. La politique du nouveau prince est de resserrer les frontières trop étendues par Trajan au delà de l'Euphrate comme du côté du Danube.

126.

Rome. — Un rescrit d'Adrien défend de faire mourir les chrétiens sans accusation juridique ; les persécutions cependant continuèrent.

131.

Rome. — Le jurisconsulte Salvius Julianus dresse l'*édit perpétuel* qui doit servir de règle fixe dans l'administration des provinces, au lieu de l'édit du préteur qui variait pour chaque province avec chaque magistrat. — Les esclaves, pour la première fois, sont protégés par les lois : rendus justiciables des tribunaux, ils échappent aux arrêts arbitraires et cruels de leurs maîtres. Les *ergastula* sont fermés.

132?

Rome. — La mort du favori de l'empereur, le bel Antinoüs de Bithynie, tourne indirectement au profit des arts : un temple est élevé en son honneur, des médailles et des statues multiplient son image. — C'était le temps où se montrait avec le plus de fini et de pureté le style gréco-romain qui est cependant une première décadence : les sculpteurs de cette époque donnent à la tête humaine des cheveux très-travaillés, des cils relevés, des pupilles indiquées par un pli profond.

133.

Rome. — Travaux astronomiques et géographiques de Ptolémée. — Sa géographie est un tableau élémentaire, mathématique, où la figure et la grandeur de la terre et la position des lieux sont déterminées, la division des pays n'est qu'indiquée. — En astronomie, dans l'ouvrage intitulé *Almageste*, il a donné son nom au système qui suppose la terre immobile, tandis que le soleil, les planètes, les astres tournent autour d'elle. Il a fallu des siècles pour que la science détruisît une opinion qui était si conforme à l'apparence.

Rome et Judée. — La construction d'*Ælia Capitolina*, ville impériale et palenne, bâtie sur les ruines de l'ancienne Jérusalem, cause un immense soulèvement et une lutte désespérée qui coûte la vie à cinq cent quatre-vingt-deux mille Juifs. La dispersion commence ; elle dure encore.

138.

Judée. — L'Église de Jérusalem, gouvernée jusqu'ici par des Juifs convertis qui joignaient à la profession de foi du christianisme plusieurs pratiques de la loi de Moïse, commence à avoir pour évêques des gentils. — Comme après la répression de la dernière insurrection juive, toute la nation des Juifs, sans excepter ceux qui avaient embrassé le christianisme, a été bannie de la Judée, et que la nouvelle Jérusalem, *Ælia Capitolina*, est interdite aux Juifs, le mosaïsme s'efface, pour laisser en présence l'idolâtrie et la foi chrétienne.

Rome. — Mort d'Adrien. Ses cendres sont placées dans un vaste mausolée de marbre de Paros qu'il avait fait construire de son vivant : on l'appela alors le *môle d'Adrien* ; il est devenu le *château Saint-Ange*, situé à l'est de Rome. — Adopté par Adrien et reconnu pour son successeur, Antonin le Pieux fut le plus sage, le meilleur, le plus aimé des princes. Ses contemporains l'appellent *le Père du genre humain*. On lui reproche d'avoir fait décerner les honneurs divins à son prédécesseur Adrien, à sa femme Faustine, seconde Messaline, et d'avoir persécuté les chrétiens.

Syrie. — C'est sous Antonin le Pieux que fut construit le temple immense du soleil à Héliopolis (Baalbek), en Syrie, dans la vallée qui sépare le Liban de l'Antiliban. Les ruines de Baalbek sont les plus belles ruines connues. La plate-forme sur laquelle a été construit le temple de Baal ou du soleil (*ἥλιος*, d'où Héliopolis) est faite de pierres de vingt mètres de

long, élevées, même aujourd'hui, au-dessus du sol d'environ dix mètres. Il reste encore debout un grand nombre de colonnes : six ont plus de vingt mètres de haut, et sont couronnées de chapiteaux élégants supportant des frises.

160?

Grèce asiatique. — Lucien, né à Samosate en Cappadoce, renonce, vers l'âge de quarante ans, à de frivoles succès de rhétorique déclamatoire pour appliquer à la philosophie son bon sens et la verve de son esprit : ses satires, qui ne ménagent pas les chrétiens, sont plus mordantes contre les systèmes dérisoires des philosophes et les dieux impuissants du paganisme.

161.

Rome. — A la mort d'Antonin, Marc Aurèle et Vérus, frères d'adoption, règnent ensemble, mais sans faire un partage territorial de l'empire, sans avoir deux capitales, ni deux administrations séparées.

162.

Rome et Parthes. — Pour venger les dévastations de l'Arménie, l'empereur Vérus fait attaquer les Parthes par ses généraux, surtout par l'habile Avidius Cassius, pendant cinq ans. — La Mésopotamie restera aux Romains.

163.

Rome. — Malgré les *Apologies* de la foi nouvelle qu'Aristide et Justin ont présentées à Adrien et à Antonin, Marc Aurèle, empereur et philosophe, cédant aux sophistes, rend un édit de persécution. — St Justin sera martyr en 167.

166?

Chine et Rome. — Après quatre années de voyage, arrive en Chine par Jé-nan, c'est-à-dire par le Tonking, au nord-est de la péninsule indo-chinoise, la première ambassade

qui ait été envoyée chez les Chinois par An-thun, roi du Grand-Thsin ou empire romain. Ce roi An-thun ne peut être, d'après M. Abel Rémusat, que l'empereur Antonin. — Jusqu'à cette époque les Asiatiques de la Boukharie, à l'est de la mer Caspienne, qui vendaient leurs propres étoffes aux marchands du Grand-Thsin, interdisaient aux Chinois, par jalousie, les chemins vers l'occident, et leur cachaient les moyens qui pouvaient favoriser les rapports directs entre les deux empires.

168.

Rome et Germanie. — Toute la frontière du nord est ébranlée par le premier déplacement des peuples barbares entre le Danube et la Baltique, les Marcomans, les Sarmates-Roxolans, les Quades, les Jazyges, les Vandales, etc. Le Danube franchi, ils s'avancent par la Pannonie et l'Illyrie jusqu'à Aquilée, et sont difficilement repoussés par les deux empereurs. — Bientôt meurt Vérus; Marc Aurèle règne seul. — Gallien se sauve de Rome pendant une épidémie.

172.

Rome et Marcomans. — Les Marcomans reparaissent sous les murs d'Aquilée. L'empereur est réduit à armer, pour les combattre, des esclaves et des gladiateurs. Il poursuit les barbares jusque dans leur pays.

174.

Rome et Marcomans. — Tradition chrétienne touchant la légion fulminante, composée de chrétiens, qui aurait sauvé par ses prières l'armée de Marc Aurèle engagée sur le territoire des Marcomans.

178.

Grèce. — Le *Voyage en Grèce* de Pausanias est précieux pour le géographe, pour l'historien des temps primitifs du monde grec.

Orient et Rome. — Porté à l'empire par les légions de Syrie qu'il commandait depuis longtemps, Avidius Cassius périt de la main d'un de ses soldats, pendant que Marc Aurèle venait pour le combattre.

177.

Gaulle et Rome. — A Lyon, plusieurs chrétiens témoignent et meurent pour la foi, entre autres le vieil évêque saint Pothin : au milieu des persécutions, ils avalent écrit au pape, évêque de Rome, contre l'hérésie des montanistes, hommes austères et enthousiastes, mais déviant de la droite ligne de l'Eglise.

180.

Bretagne. — Un chef breton, Lucius, envoie, suivant Bède, demander au pape Euthère des missionnaires pour ses sujets.

Ethiopie. — Le prêtre Panténus, cathéchiste d'Alexandrie, porte le catholicisme dans l'Ethiopie, où il trouve, dit-on, déjà connu l'évangile de saint Matthieu.

Rome et Marcomans. — Marc Aurèle, rappelé vers le Danube par les incursions des Marcomans, fait de Carnuntum en Pannonie sa place d'armes. Il meurt au milieu de la guerre ou à Sirmium sur la Save, ou à Vindobona (Vienne) sur le Danube.

Rome. — La philosophie stoïcienne a inspiré à Marc Aurèle les belles maximes de son ouvrage sur lui-même (*εἰς ἑαυτόν*), qui égale le Manuel d'Épictète. — L'empire a pour maître, pendant treize ans, un monstre, Commode, fils de Marc Aurèle, qui tombe dans les derniers excès de la cruauté, de la dépravation et de la folie. Il sera gladiateur, comme Néron a été histrion; il voudrait anéantir jusqu'au nom de Rome. Avec lui finit le siècle des Antonins. — Il commence son règne par une transaction honteuse avec les Marcomans et les Quades, pour n'avoir plus à faire la guerre.

189.

Rome. — Les conspirations irritent la cruauté de Commode. Il ne sait même pas protéger contre une émeute populaire l'affranchi phrygien Cléandre, avare et cruel, élevé par lui à la préfecture du prétoire après que le préfet Pérénnis eut été, en 186, massacré par des soldats mécontents.

193.

Bretagne, Illyrie, Rome et Syrie. — A Commode assassiné (décembre 192) a succédé Pertinax. Les prétoriens tuent Pertinax au bout de trois mois et mettent l'empire à l'encan. L'enchère est emportée par Didius Julianus; mais, de même qu'après Néron, les soldats proclamèrent Galba, Vitellius et Vespasien, les légions de Bretagne, de Syrie et d'Illyrie nomment empereur Albinus, Pescennius Niger et Septime Sévère. Julianus n'a pas, comme Othon, qui était aussi l'élu des prétoriens, l'honneur d'une mort volontaire. Les sénateurs le font égorger à l'approche de Septime Sévère, qui seul des trois prétendants se hâte de se faire reconnaître à Rome.

195.

Orient, Parthes et Rome. — Pescennius Niger, que les légions de Syrie avaient proclamé, vaincu trois fois en Asie par Septime Sévère, est tué dans sa fuite : sa tête est envoyée au sénat de Rome. Ses soldats, redoutant la vengeance de Sévère, se retirent chez les Parthes auxquels ils apprennent l'usage des armes romaines.

196.

Orient et Rome. — Byzance, une des plus grandes et des plus florissantes villes de l'Orient, que défendaient de fortes murailles et des tours, soutient trois ans de siège contre Septime Sévère, même après la mort de Niger, pour qui elle s'était déclarée : elle sera ruinée presque entièrement.

197.

Gaule et Rome.—Albinus, qu'avaient salué empereur la Grande-Bretagne et la Gaule, reconnu même comme César par Septime Sévère, perd ensuite contre ce prince, une grande bataille près de Lyon, après laquelle il se tue.—Sanglantes représailles de Sévère contre les partisans d'Albinus en Gaule, en Grande-Bretagne et à Rome où il fait trembler et décime le sénat.

198.

Parthes et Rome.—Septime Sévère marche contre les Parthes, qui avaient été les alliés de son compétiteur Pescennius Niger; il prend Séleucie, Babylone et Ctésiphon.

199?

Afrique.—Tertullien, docteur de l'Eglise, publie l'*Apologétique*, ou défense du christianisme : on l'a surnommé le Bossuet de l'Afrique.

III^e SIÈCLE APRÈS J. C.

APERÇU GÉNÉRAL.

Le III^e siècle se remplit de catastrophes. On y compte plus de soixante personnages qui ont diversement obtenu, conquis, usurpé, porté enfin, soit successivement, soit simultanément, le nom d'empereurs romains. Depuis Septime Sévère jusque sous Dioclétien, une suite déplorable d'intrigues obscures, d'ambitions viles, d'émeutes populaires, de tumultes militaires, désole Rome, affaiblit l'empire et n'est guère interrompue que par le règne du jeune et courageux Alexandre Sévère. Les formes honteuses du despotisme oriental s'introduisent dans l'Italie avec les dieux syriens : Rome même cesse d'être la résidence des maîtres du monde. La nécessité de la défense contre les barbares envahisseurs, contre les peuples rebelles donne naissance à la tétrarchie de Dioclétien qui prépare le partage territorial de l'empire.

L'une des plus grandes révolutions de cet âge est celle qui met fin à la dynastie des rois parthes ou arsacides et qui rétablit la puissance des Perses. La dynastie des Sassanides défend, agrandit, tyrannise l'empire asiatique, et survivra aux Césars de l'Occident.

Au sein des désordres qui affligent et épuisent l'empire romain, on cultivait une science qui devrait servir à les réprimer, qui souvent les dissimule et les éternise, la jurisprudence. Jules Paul, Modeste, Papinien, Ulpien, comme Gaius, recherchaient les principes des lois anciennes et amassaient les matériaux des législations modernes.

Les autres études languissaient; la littérature grecque, quoi qu'il

plus active, ne se continue que par les médiocres ouvrages d'Élien et des deux Philostrates, par la métaphysique de Plotin si obscur et du pythagoricien Porphyre, par les notices de Diogène de Laërte sur les anciens philosophes, par les élégantes mais peu judicieuses histoires d'Hérodien, par les annales du crédule et partial Dion Cassius. Le traité de Longin, sur le sublime, peut sembler le plus précieux monument de cet âge. En latin, les églogues de Calpurnius et de Némésianus; les froids panégyriques, qu'à l'exemple de Pline le Jeune composèrent Mamertin et Eumène; quelques vies d'empereurs romains, par Lampride ou Spartien (*Histoire Auguste*); l'opuscule de Solin sur la géographie; celui de Censorinus, qui fournit des notions précieuses sur la chronologie technique, attestent la décadence de la langue et l'énervement des esprits. Mais cet âge produit un traité de l'art de la cuisine par Apicius!

Il se formait un nouveau genre de littérature qui devait bientôt absorber tous les autres. Saint Clément d'Alexandrie et Origène, en grec; Tertullien, saint Cyprien et Arnobe, dans la langue latine un peu dure et barbare, mais souvent pleine d'énergie et d'éclat qu'on parlait en Afrique, défendaient ou commentaient les dogmes de l'Évangile, les opposaient à la philosophie d'Athènes, ou s'appliquaient à les concilier avec elle. Saint Clément était un philosophe chrétien, orthodoxe, mais inclinant au platonisme: dans ses ouvrages, surtout dans le recueil qui porte le titre de *Stromates* ou tapisseries, l'histoire des sciences et des traditions de l'antiquité se mêle à celle des premières hérésies. Beaucoup de docteurs, en entreprenant de défendre les vérités évangéliques, par trop de zèle contre l'hérésie, devenaient hérétiques. Les sectes se multipliaient: la Trinité, l'Incarnation étaient faussement interprétées. Le vieux système des deux principes s'introduisait dans plusieurs églises, rajeuni et développé par Manès, de qui les manichéens tiennent leur nom. Au milieu des sectes, des partis, des factions même, le christianisme se propageait, tantôt favorisé ou toléré, tantôt persécuté par les empereurs qui se succédaient rapidement et qui, toujours mal affermis, ne pouvaient avoir, ni en matière religieuse, ni presque en aucune autre, une politique constante et une conduite uniforme. L'ancien paganisme était incapable de se relever du discrédit où il était tombé; les philosophes cherchaient d'autres dogmes, et déjà ils s'attachaient moins à contredire ceux du christianisme qu'à les modifier, à les expliquer, à les concilier avec les doctrines de Pythagore et de Platon: ils s'appelaient *éclectiques* (choisissants); mais ils faisaient effort pour maintenir la mythologie et la liturgie païennes. Le platonisme étant alors la

base de toute philosophie, des chrétiens comme saint Clément et Origène pratiquaient l'éclectisme aussi bien que les païens Plotin et Porphyre.

CHRONOLOGIE.

202.

Rome. — Un édit de Septime Sévère commence la cinquième persécution. Dix-huit mille martyrs avec l'évêque de Lyon, saint Irénée.

204?

Rome. — La préfecture du prétoire est donnée par Septime Sévère au jurisconsulte Papinien qui, avec Paul et Ulpien, aident le prince à la réforme de l'administration.

210.

Bretagne et Rome. — Septime Sévère, après deux années de guerre contre les Bretons rebelles et les barbares qui habitent au nord des monts Gramplans, construit une grande muraille pour séparer ses conquêtes du reste de l'île.

211.

Bretagne et Rome. — Septime Sévère, que ses deux fils accompagnaient dans la Grande-Bretagne, meurt au nord de la province, à York : Caracalla avait voulu hâter sa fin par une tentative de parricide. — Caracalla devient empereur avec son frère Géta.

Rome et Syrie. — L'origine syrienne de la femme de Septime Sévère, Julia Domna, a fait donner le nom de *Syriens* aux princes de sa race.

212.

Rome. — Quand Caracalla a tué son frère Géta dans les bras de leur mère, le jurisconsulte Papinien, préfet du prétoire, refuse de faire l'apologie du meurtre ; il lui en coûte la vie. — Caracalla ordonne l'apothéose de son frère, suivant l'usage

impérial. — L'édit de l'empereur Caracalla qui étend le titre et les privilèges de citoyens romains à tous les sujets de l'empire, n'est qu'une mesure fiscale : les charges qui pesaient sur les citoyens sont ajoutées aux charges des provinciaux.

216.

Égypte. — L'affreux massacre de toute la population d'Alexandrie suffirait pour mériter à Caracalla le surnom de Destructeur des hommes.

Parthes et Rome. — Rapide campagne de Caracalla contre les Parthes jusqu'à Arbelles. Une perfidie lui avait donné l'entrée dans leur pays.

217.

Rome. — Assassinat de Caracalla par Macrin, préfet du prétoire qui lui succède.

Rome et Parthes. — Macrin, après une sanglante bataille, engagée deux jours de suite, fait une paix honteuse avec les Parthes.

218.

Rome et Syrie. — Les légions de Syrie proclament empereur Bassien Élagabal ou Héliogabal, qui était d'origine syrienne, par sa mère Soémias et son aïeule Julia Domna. Prêtre du soleil, il en introduisit le culte à Rome avec toutes les cérémonies et les fêtes dépravées de l'Orient. — Il est le premier qui ait porté un habit tout de soie : profusion d'or et d'argent, de pierreries et de parfums. — Des danseurs et des barbiers ont les charges de l'État ; l'empire est gouverné par un sénat de femmes.

220.

Chine. — Le vingt-cinquième roi de la famille Han, Hien-Ti, est renversé et remplacé par Thao-lie-Wang, qui fonde une dynastie nouvelle, la sixième; cette dynastie, Tchéou-Han, ne donne que deux empereurs. — Dénouement de la Chine en trois royaumes.

222.

Perse. — Le Perse Artaxerxès ou Artachir, fils de Sassan, attaque le roi des Parthes, Artaban V. Après deux batailles gagnées sur lui, il s'emparera, l'an 223, du trône et fondera la dynastie des Perses Sassanides, sur les ruines de celle des Parthes Arsacides; il prendra le titre de grand roi, ou roi des rois, rétablira la religion des mages, et presque toutes les institutions des anciens Perses, dont il espère reconstituer le vaste empire.

Rome. — Alexandre Sévère n'a que quatorze ans, quand la mort d'Héliogabal, son cousin, tué dans une sédition de prétoriens, le porte à l'empire. — Sa mère Mammée, son aïeule Moessa, lui apprennent à gouverner avec sagesse.

223.

Rome. — Pendant trois jours, ténèbres et tremblement de terre à Rome. — Alexandre forme un conseil de jurisconsultes, Ulpien, Paul, Aélius Marcianus, Hermogène, Callistrate, Modestin, et Vénulélius, réformateurs zélés des anciennes lois, mais ennemis du christianisme.

226.

Parthes et Perses. — Troisième et dernière victoire du Perse Artaxerxès sur le Parthe Artaban qui est tué. Fin des Arsacides qui ne régnaient réellement plus depuis trois ans.

Rome. — Le jurisconsulte Ulpien, préfet du prétoire, est tué sous les yeux mêmes de l'empereur par les soldats mutinés, qu'irrite son esprit de justice et d'utile rigueur.

231.

Égypte. — L'évêque d'Alexandrie, alarmé des opinions du célèbre prêtre et docteur Origène, le dépose du sacerdoce et l'excommunique. D'autres Égises prirent la défense du savant chrétien.

232.

Rome. — Alexandre Sévère continue honorablement son règne, occupé de sages réformes et d'études philosophiques; il a composé un ouvrage sur : *Les Règles pour bien vivre*. Tout plein qu'il était, il plaçait dans son *lararium* ou oratoire, les images de ceux qu'il appelait des bienfaiteurs de l'humanité, celles de Jésus-Christ, d'Abraham et d'Orphée.

Rome et Perses. — Trois armées romaines sont dirigées par Alexandre contre Artaxerxès, qui a réclamé tout l'héritage des anciens rois de Perse. — Après une campagne mal conduite et stérile, elles reviennent mutinées à Antioche.

236.

Rome. — Alexandre Sévère périt en Gaule victime de la violence et de la cupidité des soldats; ils font empereur un Goth, né en Thrace, Maximin, surnommé le Cyclope, le Phalaris du monde romain. — Depuis la chute des princes syriens, les armées disposent souverainement de l'empire. — Sixième persécution contre les chrétiens.

237.

Rome. — Le sénat a un instant d'énergie et ose prendre l'initiative de la rébellion contre le tyran Maximin; mais les deux empereurs de son choix, Maxime Puppien et Balbin, sont bientôt tués par les prétoriens qui n'ont pas concouru à l'élection.

241.

Rome. — Le jeune empereur Gordien III doit à son préfet du prétoire Mislthée, habile et désintéressé, ses succès contre les Perses.

et la fermeté et l'éclat de son gouvernement.

Rome et Francs. — Première apparition des Francs, peuple german, sur les terres de l'empire; ils sont vaincus près de Mayence par le tribun légionnaire Aurélien.

244.

Rome. — Un Arabe, préfet du prétoire, Philippe, prend la place de sa victime Gordien III. — S'il n'est pas prouvé qu'il était chrétien, on sait du moins qu'Origène lui a adressé plusieurs écrits.

248.

Rome. — Célébration de jeux magnifiques pour le millième anniversaire de la fondation de Rome.

249.

Rome. — Meurtre de l'empereur Philippe; il est remplacé par Décius. — Le nouveau prince rétablit la censure; il ordonne contre les chrétiens la septième persécution.

251.

Afrique et Rome. — Le pape Corneille, élu après seize mois de vacance au milieu de la persécution, est reconnu par le concile de Carthage, que soutient le zèle de l'évêque Cyprien. — Le concile statue sur les apostats et sur les tombés (*lapsi*) qui ont adoré l'idole pour éviter la mort.

Rome et Goths. — Décius est le premier empereur qui ait à combattre les Goths, venus dans la Mœsie par le Danube. Il meurt dans cette guerre. Gallus lui succède.

252 ?

Afrique et Rome. — Novat, prêtre d'Afrique, devient schismatique. — Novatien, prêtre de l'église de Rome, se met en opposition avec le pape Corneille et se fait consacrer évêque de Rome : c'est le premier antipape.

253 ?

Afrique. — Saint Cyprien, dans

un nombreux concile tenu à Carthage, fait reconnaître la nécessité du baptême pour les enfants, à cause du péché originel.

Rome. — Émilien succède à Gallus et est tué par ses soldats (août). Valérien le remplace.

256.

Afrique. — Une assemblée de soixante-cinq évêques d'Afrique, de Numidie, de Mauritanie, d'un grand nombre de prêtres, et du peuple confirme la doctrine de saint Cyprien, touchant l'invalidité du baptême donné hors de l'Eglise catholique (1^{er} septembre). — Ce débat passionne les Églises d'Afrique et d'Asie; le pape saint Étienne et l'évêque d'Alexandrie y ont pris part.

257.

Rome. — Huitième édit de persécution contre les chrétiens, rendu par Valérien.

258.

Perses et Rome. — La trahison d'un magistrat d'Antioche donne accès dans l'empire au fils d'Artaxerxès, Schahpour I^{er}; il s'empare sur sa route de Carrhes, de Nisibe, surprend Antioche et Césarée de Cappadoce, qu'il saccage et incendie; au retour, il fait subir le même sort à Emèse de Syrie.

260.

Asie et Goths. — Le temple magnifique d'Ephèse, qui depuis l'incendie causé par Érostrate, en 356, avait été rebâti, orné de colonnes de marbre de Paros, décoré de statues et de peintures de Scopas, d'Apelle, de Praxitèle, de Parrhasios, est détruit dans une invasion des Goths.

Perses et Rome. — L'empereur Valérien tombe vivant entre les mains des Perses; il mourra en captivité.

Rome. — Son fils Gallien, indolent, prodigue et cruel, ne peut empêcher les provinces d'élever à l'empire les chefs des armées. —

Époque anarchique des Trente tyrans, de 260 à 268; plusieurs de ceux qui prenaient la pourpre y associaient leurs fils, leur femme, ou leur mère. — Gallien interdit aux sénateurs l'usage de l'épée et les fonctions militaires.

261.

Gaule. — La Gaule profite du désordre général du monde romain, pour s'isoler de l'empire : obéissant tour à tour à Posthumus, 261 à 267; à Victorinus et à sa mère Victorina, 267 à 268; à l'armurier Marius, 268; au sénateur Tétricius, gouverneur d'Aquitaine, 268 à 273; elle ne rentrera qu'après douze ans sous la loi commune de l'empereur Aurélien. — Ses chefs l'ont, pendant ce temps, défendue contre les barbares qui voulaient passer le Rhin.

Orient. — Le général de l'empire, Odenath, qui s'est fait prince de Palmyre dans l'Arabie syrienne, n'ayant pas obtenu par ses présents l'amitié de Schahpour, le repousse au delà de l'Euphrate, reprend Carrhes, Nisibe, la Mésopotamie, et assiège Ctésiphon.

264.

Chine. — Chi-tsou-wou-ti commence la septième dynastie, celle des Tein; il comprime les rébellions, maîtrise la Chine entière; mais en s'abandonnant ensuite au repos et à la mollesse, il prépare les troubles des règnes suivants. Cette dynastie durera plus de cent cinquante ans.

Syrie. — Paul de Samosate, évêque d'Antioche, qui pour complaire à la reine de Palmyre, Zénobie, femme d'Odenath, que l'empereur Gallien vient d'associer au titre d'auguste, avait faussé le sens de la doctrine chrétienne et altéré plusieurs dogmes, surtout celui de la Trinité, est appelé devant un concile tenu à Antioche même. Son faste, ses mœurs déréglées, scandalisent les fidèles autant que sa fausse doctrine.

267.

Orient. — Après l'assassinat d'Odenath, sa femme Zénobie garde le pouvoir en Orient pendant six ans. La possession de l'Égypte mettait à sa merci les populations affamées de l'Occident.

268.

Rome. — Gallien est assassiné au siège de Milan.

269.

Goths et Rome. — Le nouvel empereur Claude II, d'origine illyrienne, refoule les Goths qui étaient venus piller la Thrace, l'Asie Mineure et la Grèce; il mérite le surnom de Gothique, mais meurt l'année suivante de la peste. Aurélien lui succède.

Syrie. — La décision d'un nouveau concile d'Antioche condamne Paul de Samosate, qui nie la divinité de Jésus-Christ, à perdre son siège épiscopal. Il se maintiendra néanmoins dans sa dignité tant que sera puissante la reine de Palmyre, sa protectrice.

271.

Perse. — Schahpour, second roi de la nouvelle dynastie persique, est assassiné par les satrapes. — Il avait adopté pour résidence Gandi-Schahpour, ou ville de Schahpour, sur les ruines de Persépolis, appelée encore Lapetha, ou Elymais. Ctésiphon et Séleucie perdent l'importance qu'elles avaient sous les rois parthes. Les nouveaux rois s'éloignent de la frontière romaine pour se rapprocher des provinces centrales de l'Asie. — Sous ce règne a paru l'hérésiarque Manès, versé dans les sciences naturelles et dans la philosophie; il fit un mélange de la doctrine des mages et de celle des chrétiens.

Rome, Dacie et Goths. — L'empereur Aurélien, Pannonien d'origine, consent à ce que les Goths s'établissent dans la Dacie, autrefois conquise par Trajan. — Le nom de Dacie d'Aurélien est donnée à une partie de la Mosie au sud du Danube.

273.

Perse. — Le Perse Manès, qui s'était réfugié sur la terre romaine pour échapper à la persécution, ayant été convaincu publiquement de mensonge par un évêque de Mésopotamie, rentre en Perse et obtient la faveur du roi Hormisdas; mais il périt par l'ordre de son successeur, Varane ou Bahram I^{er}, qui le fait écorcher vif. — Ses sectaires effrayés se répandirent dans les régions de l'Inde, et dans l'empire romain.

Rome. — Neuvième persécution contre les chrétiens. — Aurélien déplace les limites de l'enceinte sacrée, du *Pomœrium* de Rome, et entoure de fortifications la ville agrandie. Le premier, il ceint en public le diadème, comme les rois de l'Orient.

Rome, Gaule et Orient. — L'unité de gouvernement est rendue à l'empire par la chute de Tétricus en Gaule, par les défaites multipliées et la captivité de Zénobie, reine de Palmyre. Tous deux sauvent honteusement leur vie en livrant à l'empereur Aurélien, l'un son armée qui fut détruite dans les plaines de Châlons, l'autre son conseiller, le philosophe Longin, qui périt au milieu des supplices. — Ruine de Palmyre : ses magnifiques débris.

Rome et Germanie. — Les Alamans, peuple german, pénètrent en Italie jusqu'en Ombrie.

275.

Rome. — Après Aurélien qui était mort assassiné, mais victime d'une haine privée, interrègne de sept mois; le sénat et l'armée se renvoient l'élection. Le vieillard Tacite, personnage consulaire, choisi par le sénat, accepté par les soldats, n'en périra pas moins de leurs mains en 276. — Son court règne a rappelé celui des meilleurs princes.

276.

Rome. — Les soldats, après la mort violente de Tacite, choisissent Probus, né à Sirmium en Pannonie.

Rome et Germanie. — Le nom de Probus est resté à la longue muraille fortifiée, qui, du Rhin au Danube, de Mayence à Neubourg, fermait les terres Décumates à l'invasion germanique. Probus en effet fit achever ces travaux commencés depuis le règne d'Auguste.

277.

Francs. — Les Francs obtiennent de l'empereur Probus des établissements dans les Gaules.

Rome. — L'admission des barbares dans les légions affaiblit l'esprit militaire et ruine la discipline.

279.

Perse et Rome. — L'énergique réponse faite aux députés perses par Probus, qui se dirigeait vers l'Euphrate après la soumission des Blemmyes d'Égypte, décide la paix.

282.

Perse et Rome. — Probus venge la majesté romaine de nouveau outragée, en prenant Ctésiphon.

Rome. — Probus qui dans l'intervalle des guerres employait ses soldats à des ouvrages de culture, particulièrement en Égypte, en Gaule, en Pannonie, périt victime d'une rébellion de l'armée, qui desséchait par son ordre les marais de Sirmium, sa patrie. — Le préfet des gardes, Carus, reçoit l'empire auquel il associe ses deux fils Carin et Numérien, avec le titre de césars.

283.

Perse et Rome. — L'empereur Carus meurt pendant la guerre contre les Perses.

284.

Perse et Rome. — L'empereur Numérien conclut avec les Perses un honteux traité, au retour il est assassiné par son beau-père, Arrius Aper. — Le meurtrier périt de la main du Dalmate Dioclétien, qui s

fait proclamer par l'armée, à Chalcédone, en face de Byzance.

Teutons et des Suèves; ils seront cultivateurs et soldats.

285.

Gaulle. — Insurrection des habitants des campagnes, provoquée par les excès de la fiscalité impériale : ces paysans, les Bagaudes, tiendront tête souvent aux armées romaines.

Rome. — L'empereur Carin, fils aîné de Carus, n'est pas longtemps un obstacle pour Dioclétien : après une défaite, il est assassiné par quelques-uns des siens, en Mésie. Dioclétien est seul empereur.

286.

Rome. — Dioclétien partage volontairement le titre d'auguste avec le Pannonien Maximien, qu'il charge d'abord de réduire les Bagaudes. — Dioclétien a pris le titre de Jupiter; Maximien reçoit celui d'Hercule.

287.

Bretagne et Rome. — Carausius, devenu de pilote chef de la flotte impériale, s'étant fait proclamer dans la Grande-Bretagne, force Dioclétien, qui n'a plus de vaisseaux pour le combattre, à légitimer son usurpation. — Il mourra par une trahison privée en 294.

291.

Gaulle et Germains. — Terres Létiques données en Gaulle à des Francs moyennant la charge du service militaire, à des Bataves, des

292.

Rome. — Dioclétien, impuissant contre les révoltes de la Gaulle, de la Bretagne et de l'Égypte, contre les attaques des barbares sur toutes les frontières, n'a pas assez d'un collègue. Il crée deux césars, Constance Chlore, pour l'Occident, et Galérius, pour l'Orient; tous deux d'origine illyrienne. — Les césars seront de droit les successeurs des augustes. La tétrarchie qui fractionne l'administration impériale et établit un ordre régulier de succession, n'entraîne pas le morcellement du territoire romain.

297.

Bretagne, Égypte, Perses et Rome. — Dioclétien livre l'Égypte aux proscriptions pour extirper le germe de la révolte d'Achilléus, qui a été maître cinq ans d'Alexandrie. Maximien Hercule ramène sous le joug cinq villes de Libye. — Un lieutenant de Constance Chlore finit la guerre avec le meurtrier et le successeur de Carausius, usurpateur en Bretagne. — Dioclétien recueille par le traité de Nisibe le fruit des guerres heureuses de Galérius contre les Perses; les limites d'Orient ne seront jamais portées plus loin, les Perses cédaient outre la Mésopotamie cinq provinces transtigritanes.

IV^e SIÈCLE APRÈS J. C.

APERÇU GÉNÉRAL.

Les peuples barbares ne cessaient d'attaquer l'empire, qui se maintenait cependant, parce qu'on avait étouffé l'une des causes intérieures des révolutions, en détruisant la puissance des préfets du

prétoire et des généraux chargés des grands commandements; parce que les troupes romaines conservaient par leur discipline et leur expérience une grande supériorité sur leurs grossiers adversaires; enfin parce que ceux-ci, attirés seulement par l'espoir du butin, ne songeaient guère à faire des conquêtes et à former des établissements. Le partage de l'administration impériale, opéré depuis Dioclétien, était, sous les princes faibles, favorable à l'invasion: l'unité de puissance, rétablie par Constantin, qui cependant en construisant Constantinople a préparé le démembrement définitif de l'empire, cette unité maintenue encore par Constance, par Julien, par Théodose, fait place aux désordres d'une double cour corrompue. Les Goths pénètrent dans les provinces romaines. Un barbare, né chez les Vandales, des femmes, des ennuques, éclipsent la race dégénérée de Théodose le Grand, sur les trônes d'Orient et d'Occident.

Atteint d'une dernière persécution formidable par Dioclétien (ère des martyrs), adopté par Constantin, qui changea par là le système politique du monde, ébranlé par Julien l'Apostat, affermi par Théodose, le Christianisme occupe au IV^e siècle une plus grande place dans l'histoire. Déjà d'innombrables sectes le divisent: Apollinaire veut que Jésus-Christ ne soit qu'un Dieu; Arius, qu'il ne soit qu'un homme; Macédonius conteste la divinité du Saint-Esprit; les pélagiens nient la nécessité de la Grâce; les donatistes soutiennent que l'efficacité des sacrements dépend de la foi de ceux qui les administrent; les priscilliens mêlent au manichéisme quelques rêveries des astrologues et des gnostiques. Deux conciles, qu'on nomme œcuméniques ou généraux, se tiennent, l'un à Nicée contre les ariens (325), l'autre à Constantinople contre Macédonius et Apollinaire (381).

Pour préparer, soutenir ou contredire les décrets de ces assemblées, on écrit en grec, en latin, des gloses, des sermons, des vers, des invectives, des histoires. On distingue, entre les théologiens latins de ce siècle, Lactance, d'une diction pure et souvent élégante; saint Hilaire de Poitiers; saint Ambroise, évêque de Milan, dont les trois livres sur les devoirs, imités du *de Officiis* de Cicéron, forment le premier traité de morale universelle qui ait paru dans l'Église; Rufin; saint Jérôme, qui a traduit et commenté la Bible, recueilli des histoires, écrit un grand nombre d'épîtres, réfuté les opinions théologiques de ceux qui torturaient les dogmes, sans leur épargner quelquefois les invectives. Le poète Prudence a mis son imagination au service de la cause chrétienne. Mais saint Augustin l'emporte sur les Pères de l'Église latine par l'étendue de ses travaux

par leur importance, par le talent qui embellit plusieurs de ses livres et la science qui les enrichit. Sa *Cité de Dieu* sera le plus grand monument littéraire du V^e siècle dont il parcourt encore vingt-neuf ans.

Parmi les Grecs, Eusèbe, l'auteur d'une *Chronique*, a montré plus d'érudition que de talent et de véritable science, il est suspect d'arianisme. La vie de saint Athanase d'Alexandrie a été fort agitée : tour à tour condamné et absous par des conciles, exilé et rappelé par les empereurs, ses ennemis ne lui ont pas laissé le temps de composer un grand ouvrage. Saint Cyrille de Jérusalem est effacé par saint Basile et par saint Grégoire de Nazianze, que leurs écrits recommandent autant que leur amitié. Saint Jean Chrysostome (bouche d'or) est le plus éloquent des Pères. Son patriotisme apostolique lui mérita les persécutions d'une cour détestée, qui s'appuyait du nom du faible et vicieux Arcadius, indigne héritier de Théodose en Orient.

À côté des imposants monuments de la littérature sacrée, on aperçoit à peine les productions contemporaines de la littérature que les écrivains chrétiens appellent profane. Celle-ci nous présente encore dans la langue latine le poète Ausone, le grammairien Donat, Servius commentateur de Virgile, les mélanges critiques de Macrobe, les lettres de Symmaque, la *Tactique* de Végèce ; Ammien Marcellin historien qui ne manque pas d'habileté ; Aurélius Victor, auquel on attribue un aride abrégé d'histoire ; Eutrope, abrégiateur plus exact et plus méthodique. La littérature grecque redevient féconde et variée mais sans puissance ; on cite les romans de Longus, quelques travaux de grammaire, de rhétorique, de mathématiques et de médecine. Libanius et l'empereur Julien sont des littérateurs philosophes. Jamblique essaye d'éclaircir les doctrines mystérieuses du néoplatonisme. Cependant il n'existait plus de philosophie profane qui dominât généralement les esprits ; le platonisme du I^{er} siècle, devenu éclectique au III^e, se confondait le plus souvent au IV^e avec le christianisme.

Plusieurs de ces écrivains ont habité Constantinople qui devenait, après Athènes et Alexandrie, la troisième métropole de la littérature grecque.

CHRONOLOGIE.

303.

Empire romain. — Dixième et dernier édit impérial de persécution générale contre les chrétiens. Longue

et sanglante, car elle dure de 303 à 313, cette persécution a fait donner à l'époque de Dioclétien, le nom d'*ère des martyrs*. — Constance Chlore, marié à Hélène, femme chrétienne.

et Constantin après lui l'adouciront pour la Gaule. — Les violences commencent à Nicomédie, résidence impériale (23 février).

Rome. — Après le triomphe des deux augustes Dioclétien et Maximien, Rome n'est plus le séjour des empereurs. Elle ne perd cependant pas son titre et ses privilèges de capitale. Maximien réside à Milan, Dioclétien à Nicomédie en Bithynie.

305.

Afrique. — Onze ou douze évêques de Numidie, qui tous étaient coupables d'avoir livré les saintes Écritures pendant la persécution, réunis à Cirta, se donnent réciproquement l'absolution du crime de tradition.

Empire romain. — Abdication, le même jour, de Dioclétien à Nicomédie, de Maximien à Milan; les deux nouveaux augustes, Galérius en Orient et Constance Chlore en Occident, acceptent chacun un César. — Dioclétien acheva sa vie en philosophe dans sa magnifique villa de Salone, sa terre natale, en Dalmatie; Maximien, à deux reprises encore, revêtit la pourpre impériale.

306.

Empire romain. — A la mort de Constance Chlore, son fils Constantin reçoit des légions de Bretagne et de Gaule le titre d'auguste. — Les prétoriens à Rome portent à l'empire Maxence, fils de Maximien, qui prend Maximien, son père, pour collègue. — Mais Sévère, le César d'Italie et d'Afrique est nommé auguste par Galérius; enfin, Maximin Dala, parent de Galérius, est le César d'Orient. — L'empire a six maîtres à la fois.

France. — Deux chefs francs, captifs de Constance Chlore, sont jetés aux bêtes dans l'amphithéâtre de Trèves.

307.

Italie, Orient. — Prompte chute de l'empereur Sévère; enfermé dans Ravenne, il est livré à Maximien qui le fait tuer. — Galérius qui vient de perdre un allié dans Sévère proclame auguste son ami Licinius.

310.

Gaule. — Maximien, vieillard chagrin et ambitieux, est suspect tout à tour à son fils Maxence et à son gendre Constantin. Celui-ci, menacé par lui, le force à se tuer dans Marseille.

311.

Empire romain. — Mort de Galérius, des suites de ses débauches. — Il n'y a plus que quatre empereurs, alliés deux contre deux, Constantin avec Licinius, Maxence avec Maximien Dala.

312.

Afrique. — Donat, évêque des Cases-Noires, en Numidie, s'élève contre l'élection épiscopale de Cécilien, à Carthage, comme ayant été faite par des *traditeurs*; il entraîne soixante et dix évêques, et fait procéder à une nouvelle élection: c'est l'origine du schisme des Donatistes.

Italie. — Apparition, suivant Eusèbe, d'une croix lumineuse avec cette inscription: *Hoc signo vinces* (tu vaincras par ce signe), qui décide Constantin à faire placer la croix de Jésus-Christ sur l'étendard, le *labarum* qu'on portait devant lui dans les combats. — Vainqueur, en Italie, de Maxence, qui meurt après trois combats, il entre dans Rome, mais ne va pas célébrer son triomphe au temple païen du Capitole. — La garde prétorienne qui avait fait si souvent des empereurs est abolie. — L'époque de la victoire de Constantin sur Maxence, qui est aussi celle de l'Église sur le paganisme, commence une nouvelle ère: *ère de l'indiction*.

L'indiction, période de quinze années, est une base très-imparfaite de chronologie; elle n'a été employée que plus tard, et surtout par les auteurs ecclésiastiques.

313.

Empire romain. — Dioclétien meurt obscurément dans sa retraite de Salone, l'année où Constantin et Licinius, son allié en Orient qui a vaincu Maximin, publient à Milan le premier édit en faveur des chrétiens. Mais Constantin conserve le titre et les pouvoirs de souverain pontife; il ne persécute pas les idolâtres. Il ne sera baptisé qu'au moment de mourir.

Rome. — Le pape Melchiade, dans un concile tenu à Rome, condamne l'évêque de Numidie, Donat, et déclare absous l'évêque élu par les trahisseurs à Carthage, Cécilien.

314.

Empire romain. — Les deux empereurs, Constantin et Licinius qui avait épousé la sœur de Constantin, arment l'un contre l'autre. Guerre en Pannonie et en Thrace. Constantin affaiblit mais n'abat pas son rival qui continue à régner. Paix pour neuf ans.

Gaulle. — Concile d'Arles, composé d'évêques gallo-romains par Constantin, pour mettre fin au schisme des donatistes et reconnaître la validité du baptême donné hors de l'Église catholique. Il proclame le droit d'intervention du saint-siège.

316.

Italie. — Les donatistes d'Afrique, frappés dans le concile d'Arles, en appellent à l'empereur qui les fait condamner de nouveau à Milan (octobre).

317.

Empire romain. — Constantin et Licinius, augustes d'Occident et d'Orient, donnent chacun à un de

leurs fils le titre de César; ils continuent ainsi la tétrarchie essayée par Dioclétien, et y ajoutent le principe d'hérédité. — Les deux jeunes princes moururent avant leurs pères.

319.

Égypte. — Arius, prêtre d'Alexandrie, commence à troubler l'Église par son ambition et par ses doctrines hérétiques; il nie l'unité de substance divine entre les trois personnes de la Trinité, et prétend que la nature du Christ est, non de la même substance que Dieu, mais d'une substance analogue.

321.

Rome. — Constantin fonde la puissance civile de l'Église en lui accordant la faculté de recevoir des donations et des legs avec le droit de possession à perpétuité, en transportant aux prêtres chrétiens les privilèges dont jouissaient les pontifes du paganisme, en autorisant la création de tribunaux ecclésiastiques pour juger les différends des chrétiens; les clercs ou ministres de la religion sont exempts de la torture judiciaire. Repos du dimanche prescrit. — Sous l'influence de la foi chrétienne, adoucissement du sort de l'esclave; affranchissements encouragés; maisons d'asile et d'hospitalité pour les pauvres, les enfants, les vieillards; lois sévères sur le mariage; repos du dimanche prescrit.

323.

Empire romain. — Après neuf ans de paix intérieure, employés par Constantin aux soins de l'administration et à la guerre contre les Goths, rupture entre Constantin et Licinius; Licinius est battu en Thrace, près d'Andrinople et de Byzance, forcé de se remettre aux mains du vainqueur et d'abdiquer. — Constantin est seul maître de tout l'empire.

324.

Empire romain. — Licinius, accusé de rébellion, est étranglé.

Perse. — Constantin reçoit à sa cour un prince fugitif de Perse, Hormisdas, frère aîné de Schahpour II, qui se fait chrétien; il rendra de grands services aux Romains dans leurs guerres contre la Perse.

328.

Empire romain et Rome. — Deux cent soixante-quinze ans après le concile de Jérusalem, qui est considéré comme le premier concile œcuménique, l'empereur Constantin fait assembler le second concile général à Nicée, à peu de distance de Nicomédie sa capitale. Le concile présidé, au nom du pape Silvestre, par l'évêque de Cordoue, Osius, assisté de deux prêtres, condamne l'hérésie d'Arius, fixe le dogme catholique par le symbole dit de *Nicée*, et arrête la discipline ecclésiastique dans vingt canons ou règles générales. — Il décide que la célébration de la Pâque aura toujours lieu le dimanche qui suit le quatorzième jour de la lune de l'équinoxe du printemps. — Le siège épiscopal de Jérusalem est déclaré siège apostolique et honoré de la primatie pour l'Orient. — L'empereur menace de la déposition et de l'exil ceux qui n'accepteraient pas le symbole.

328.

Empire romain. — Constantin ordonne la mort de son fils aîné, Crispus, sur les fausses accusations d'une marâtre, Fausta, puis celle de Fausta, reconnue enfin criminelle. Il fait mourir le jeune Licinius.

Perse. — Malgré les instantes prières de Constantin, Schahpour II persécute les chrétiens de la Perse.

329.

Constantinople. — Rome, délaissée déjà par les prédécesseurs de Constantin, ne pouvait convenir, à cause de ses souvenirs républicains et de ses dieux du paganisme, au prince qui fondait l'organisation monarchique et faisait du christia-

nisme la religion privilégiée. Commencement de la construction de la seconde Rome, à Byzance, qui commande l'entrée du Bosphore de Thrace, à l'extrémité de l'Europe, en face de la côte d'Asie : elle retint le nom de son fondateur, Constantinople. Elle aura le titre et les privilèges d'une capitale. Les empereurs y résideront.

330.

Égypte. — A la mort de saint Alexandre, évêque d'Alexandrie, saint Athanase, un des plus influents docteurs du concile de Nicée, lui succède.

331.

Syrie. — Depuis 331, pendant trente ans, le siège de l'importante Église d'Antioche est occupé par des ariens.

334.

Orient. — Dans le concile de Césarée en Palestine, les ariens attaquent ouvertement saint Athanase, évêque d'Alexandrie.

335.

Empire romain. — Constantin, partageant d'avance l'empire entre ses trois fils, et leur associant, comme César, un de ses neveux, dénature le principe de la tétrarchie de Dioclétien. — Les partisans d'Arius obtiennent pour lui la faveur de Constantin, en soumettant au prince une profession de foi équivoque, qu'accepte aussi le concile de Jérusalem. Saint Athanase est banni dans les Gaules.

336.

Orient. — Arius, l'hérésiarque, meurt subitement pendant les délibérations du concile de Constantinople où les eusébiens de Nicomédie et de Césarée, en Cappadoce, voulaient forcer l'évêque saint Alexandre de le recevoir à la communion.

337.

Empire romain. — Constantin meurt, près de Nicomédie, après avoir reçu le baptême des mains d'Eusèbe, évêque de cette ville, qui fut un des principaux défenseurs des ariens. — Il a créé ou complété après Dioclétien la division administrative de l'empire en quatre grandes charges civiles, sous le nom de préfectures du prétoire; nouvelle composition des corps de milice, les légions sont réduites; des titres de noblesse sont conférés en dehors de l'exercice des charges; organisation du système fiscal qui pèse surtout sur la bourgeoisie des villes et des campagnes, sur les curiales. — Constantin dispose de l'empire comme d'un patrimoine entre ses trois fils et deux neveux.

Perses et Romains. — Schahpour II réclame les provinces transoxitanes.

338.

Égypte. — Saint Athanase est rapelé à Alexandrie après la mort de Constantin. Il doit, dans sa longue carrière, être plusieurs fois déposé et rétabli sur son siège, selon les chances qui favorisent ou abaissent les ariens.

340.

Constantinople. — Eusèbe, évêque de Bérée en Phénicie, puis de Nicomédie, chef de la faction arienne, se fait donner par les hérétiques de son parti le siège de Constantinople qui sera souvent disputé entre un évêque catholique et un évêque arien.

Empire romain. — La mort de Constantin II laisse encore à l'empire deux fils de Constantin I^{er}, Constant, et Constance : pendant dix ans, les provinces occidentales ont pour empereur Constant, dévoué à la cause catholique; l'Orient est à l'arien Constance.

Perses. — Commencement d'une

persécution de quarante ans contre les chrétiens.

341.

Orient. — Au concile d'Antioche les évêques ariens fort nombreux font accepter une profession de foi équivoque. — Un canon du concile dit en parlant des clercs schismatiques : « S'ils continuent de troubler l'Eglise qu'ils soient réprimés par la puissance extérieure comme séditeux. » Il fait appel au bras séculier. — Les ariens disposent du trône épiscopal d'Alexandrie, qui appartient à saint Athanase.

342.

Rome. — Le pape Jules, qui a accueilli avec générosité saint Athanase, réunit un concile à Rome où l'évêque d'Alexandrie est complètement justifié des calomnies des ariens, de même que l'évêque d'Ancyre et celui de Gaza. Il adresse, au nom des cinquante évêques présents, une lettre pleine de grands sentiments, et d'éloquente vérité aux Orientaux, qui avaient d'abord demandé le concile, et qui ont ensuite refusé d'y venir.

347.

Orient et Rome. — Le concile de Sardique en Dardanie, au nord de la Macédoine, composé presque en nombre égal d'évêques d'Occident et d'évêques d'Orient, rend encore témoignage des vertus épiscopales de saint Athanase d'Alexandrie. Huit évêques ariens sont déposés et excommuniés. On ne fait pas de nouvelle profession de foi : celle de Nicée suffit. — La minorité du concile, hostile au pape Jules et à Athanase, qui comprend quatre-vingts évêques d'Orient, réunie à Philippopolis, en Thrace, au sud-est de Sardique, les excommunie l'un et l'autre.

348.

Perses et Romains. — Constance, en guerre depuis dix ans avec Schahpour II, perd la bataille de

Singara, dans la Mésopotamie; cependant Nisibe résiste aux Perses.

380.

Gaule. — Quand meurt l'empereur d'Occident Constant, la Gaule se donne pour maître, aux dépens de la famille de Constantin, Magnence qui compromet la sécurité de cette province par ses prétentions sur toutes les provinces occidentales. — Lutte de trois ans contre les partisans du dernier survivant des fils de Constantin, Constance.

384.

Empire romain. — Constance, après la chute de Magnence en Gaule, après la mort violente de Gallus, son neveu qu'il avait créé seul César, est maître de l'empire.

388.

Empire romain, Gaule et Germains. — Un Franc, Sylvanus, maître de la milice, tout-puissant auprès de Constance, ne résiste pas longtemps à la tentation de la pourpre; il est empereur quelques mois en Gaule. — Julien, neveu de Constance, est arraché aux études de l'école d'Athènes, pour exercer les fonctions de César en Gaule; il était alors encore chrétien de nom. Il défendit la province contre les invasions des Germains, surtout contre les Francs.

Italie et Rome. — Trois cents évêques d'Occident et d'Orient, dont beaucoup ariens, sont réunis à Milan par l'empereur Constance, qui y présente vainement une profession de foi arienne. Si le plus grand nombre consent à la condamnation nouvelle de saint Athanase, la résistance de saint Eusèbe de Vercell, de Lucifer de Cagliari en Sardaigne, de Denis de Milan, du diacre envoyé par le pape Libère, de Libère lui-même que Constance a fait venir à Milan, préserve l'Eglise du dernier scandale, de la soumission volontaire en matière de foi et de discipline ecclé-

siastique à l'autorité temporelle. Ils sont exilés et menacés de mort. Pendant l'exil du pape Libère, qui dura au moins deux ans, le peuple de Rome fait un antipape, le diacre Félix.

387.

Orient. — La rivalité de puissance soulève un vif débat entre l'évêque de Jérusalem Cyrille et Acacius de Césarée, en Palestine, justement suspect d'arianisme.

388.

Francs. — Le César Julien autorise les Francs Saliens, qui ont été chassés de la Batavie par les Quades, à rester dans la Toxandrie, partie du Brabant.

Rome. — Les ariens tout-puissants dressent un nouveau symbole dans le concile de Sirmium, et donnent à Constance le titre de roi éternel qu'ils refusent au fils de Dieu. Le pape Libère a la faiblesse de signer cette formule pour obtenir de rentrer dans Rome, et condamne saint Athanase dont la cause était inséparable de celle de la foi.

389.

Italie et Orient. — Les conciles de Rimini en Italie, près de Ravenne, et de Séleucie en Syrie, réunis en même temps, l'un pour l'Occident, l'autre pour l'Orient, donnent le spectacle des rivalités intestines des ennemis de l'Eglise catholique. — L'empereur Constance envoie à Rimini une formule arienne que le pape et quelques évêques refusent d'accepter. — A Séleucie débats des ariens purs et des semi-ariens. — Saint Hilaire, évêque de Poitiers, alors exilé en Orient, défend à Séleucie le dogme catholique; saint Cyrille de Jérusalem est justifié des imputations de l'évêque de Césarée, Acacius.

Perses. — Schahpour II se venge de la résistance de Nisibe, par la destruction d'Amida, de Singara, de Bésabde en Mésopotamie.

360.

Constantinople.—Dédicace de l'église de Sainte-Sophie par l'empereur.

Empire romain.—Le César Julien est proclamé auguste par l'armée des Gaules ; il commence la guerre civile contre Constance.

361.

Empire romain.—Après la mort de son oncle Constance, Julien va solennellement prendre possession de l'empire à Constantinople, il a déjà apostasié : avec lui régnera le paganisme. Édit de tolérance universelle, plus favorable au paganisme qu'à la foi catholique. Comme il rappelle tous les évêques bannis pour leur orthodoxie sous Constance, saint Cyrille rentre à Jérusalem, dont l'évêché lui avait été de nouveau enlevé. Il interdit les écoles profanes aux chrétiens, s'entoure de philosophes, ressuscite les pompes de l'idolâtrie. Dans ses ouvrages il fait la satire de la religion qu'il persécute.

362.

Gaule.—Saint Hilaire, évêque de Poitiers, rendu à son diocèse, dirige plusieurs conciles de Gaule pour préserver l'Occident de l'hérésie arienne. — Concile à Paris.

Orient.—Mélèce, l'évêque catholique d'Antioche, qui avait été exilé par l'empereur arien Constance, étant rendu à son église par l'édit de Julien, trouve en possession de son siège un autre évêque, Paulin, qu'avait ordonné Lucifer de Cagliari. Toute l'église catholique se partage entre les deux compétiteurs, tous deux orthodoxes. Le schisme dura longtemps au delà de la vie de Paulin et de Mélèce, auxquels les partis respectifs donnèrent des successeurs.

363.

Judée.—L'empereur païen entreprend vainement de relever le temple de Jérusalem, qui ne devait jamais être rebâti.

Orient et Perses.—Julien meurt dans une guerre désastreuse contre les Perses : avec lui finit la maison impériale de Constantin. — Son successeur, Jovien, rend aux Perses, par un traité, les provinces transgiritanes réclamées depuis vingt-cinq ans.

Orient.—A Alexandrie, saint Athanase préside un concile de toute l'Église, qui adresse à l'empereur catholique Jovien l'exposition de la vraie foi.

364.

Empires d'Occident et d'Orient.—Le territoire de l'empire romain est pour la première fois partagé en deux empires : Valentinien I^{er}, successeur de Jovien, garde l'Occident, et donne l'Orient à son frère Valens qui protégera les ariens.

365.

Empires d'Occident et d'Orient.—Les deux empereurs instituent les fonctions de *defensor* dans les municipes, pour la protection de tous les intérêts publics et privés.

367.

Orient.—L'évêque arien de Constantinople baptise l'empereur Valens, qui promet solennellement de maintenir la doctrine de l'arianisme. Un édit de Valens renvoie en exil tous les prêtres que Julien avait rendus à leurs églises par son édit de tolérance universelle. — Saint Cyrille de Jérusalem est du nombre des bannis.

375.

Empire d'Occident.—L'empereur d'Occident, Valentinien, fait tuer à Carthage le général Théodose, dont les talents contrastent avec les vices et l'impuissance de la cour de Milan. — Valentinien meurt pendant une expédition contre les Quades venus par le Danube jusqu'en Illyrie. — Son fils aîné Gratien, empereur à dix-sept ans, associe au pouvoir suprême un frère de quatre ans, Valentinien II.

376.

Orient et Visigoths. — Les Goths, chassés de leur pays par les Huns qui venaient des régions les plus orientales de l'Asie, font demander à l'empereur Valens des terres au sud du Danube, par leur évêque arlen, Ulphilas. — Ulphilas a traduit la Bible en langue gothique.

378.

Orient. — Saint Grégoire de Nazianze, élève brillant des écoles d'Alexandrie, de Césarée et d'Athènes, qui avait déjà montré les talents et les vertus d'un grand évêque dans l'administration de deux diocèses, est élu, par l'influence de l'évêque d'Alexandrie, évêque de Constantinople.

Orient et Visigoths. — Valens est rappelé des frontières de la Perse pour venir défendre la province de Thrace contre les Goths, que la rapacité impériale a poussés à la révolte. — La victoire sanglante des Goths, à Andrinople, sur l'empereur d'Orient Valens, inaugure la grande invasion des barbares (août). Valens meurt dans ce combat.

379.

Empire d'Orient. — Après la mort de son oncle Valens, Gratien donne l'empire d'Orient à Théodose, d'origine espagnole, ennemi des païens et des hérétiques chrétiens. Théodose bat, intimide ou gagne les barbares. — Il rappelle par un édit tous les évêques exilés.

380.

Rome. — Le pape saint Damase a le premier institué des vicaires du Saint-Siège dans les provinces éloignées de Rome; le vicaire était comme le chef de tous les évêques de son vicariat.

381.

Orient. — Le troisième concile général convoqué à Constantinople sur la demande de Théodose, présidé au commencement par saint Gré-

goire, condamne tous les hérétiques, surtout Apollinaire qui ne reconnaît pas la nature humaine en Jésus-Christ, et Macédonius qui conteste la divinité du Saint-Esprit. — Saint Grégoire, déchu du trône épiscopal de Constantinople, retourne à Nazianze, sa patrie, dont il gouverne quelque temps l'église; il achève sa vie dans la retraite où il cultive encore pendant dix ans les lettres et même la poésie. A Antioche, les catholiques du parti de Méléce lui donnent pour successeur, après sa mort, le prêtre Flavian.

382.

Rome et saint-Siège. — Saint Jérôme vient à Rome, s'attache au pape saint Damase et lui sert de secrétaire: Damase est un des esprits les plus polis et les plus cultivés du temps, il a écrit en vers et en prose. — L'empereur Gratien, zélé catholique, fait abattre définitivement l'autel de la Victoire qui touchait à la salle du sénat à Rome: la foi païenne des Romains avait attaché le sort de l'empire à la conservation de ce monument. Depuis Gratien les empereurs ne portent plus la robe pontificale.

383.

Empire d'Occident. — Les Gaules sont le théâtre de la guerre entre Gratien et le général Maxime qui, proclamé auguste d'abord dans la Grande-Bretagne, reste maître, après la mort de Gratien, de ces deux provinces et de l'Espagne, sa patrie.

384.

Gaule et Occident. L'empereur Maxime, sans tenir compte de la sentence rendue dans un concile de Bordeaux contre les hérétiques priscillianistes, et malgré la promesse qu'il a faite à saint Martin de Tours, condamne à mort Priscilien avec quelques-uns de ses sectateurs. C'est le premier sang versé par l'autorité impériale au nom de l'orthodoxie. —

IV^e SIÈCLE (388-400).

Impérat à venger Gratien, Théodose fait la paix avec l'empereur Maxime.

Orient. — L'empereur Théodose chasse les hérétiques de Constantinople; il charge le préfet du prétoire d'aller en Égypte et en Syrie fermer les temples des idoles, et d'en remettre les revenus aux églises catholiques.

Perse et Romains. — Renouvellement des traités de paix.

388.

Égypte. — L'évêque d'Alexandrie, Théophile, excite le peuple à détruire le fameux temple de Sérapis, qui contenait une précieuse bibliothèque. Lutte sanglante contre les idolâtres; ils ne peuvent sauver de la profanation l'objet de leur culte.

Occident et Orient. — L'empereur d'Orient, Théodose, vainqueur de Maxime à Aquilée au nom de Valentinien II d'Occident, va triompher à Rome. — Valentinien partage sa confiance entre saint Ambroise, évêque de Milan, et un général barbare, le Franc Arbogast, qu'il a reçu pour ministre des mains de Théodose.

390.

Italie et Orient. — Le massacre des habitants de Thessalonique, en Macédoine, est expié par la pénitence publique, que saint Ambroise, évêque de Milan, impose à Théodose, au nom de Dieu et de l'humanité. Le saint évêque inspire à l'empereur la pensée d'une loi qui met trente jours d'intervalle entre un arrêt de mort et l'exécution.

392.

Occident. — Le Franc Arbogast tue son maître Valentinien II, avant qu'il ait reçu le baptême des mains de saint Ambroise, et fait empereur le rhéteur Eugène, qui sera reconnu en Gaule et en Italie.

393.

Afrique. — A Hippone (Hippo-Regius), au nord-est de la Numidie, tous les évêques d'Afrique réunis décident qu'un concile de la province entière sera tenu tous les ans : ce qui eut lieu quinze ans de suite. Saint Augustin, qui n'est pas encore évêque, combat, par ses prédications, la doctrine des manichéens, dont il avait autrefois partagé les erreurs.

394.

Empires d'Occident et d'Orient. — Vainqueur d'Eugène et d'Arbogast, Théodose est seul maître de tout l'empire. Arbogast s'est tué pour n'être pas pris vivant. — Les jeux olympiques cessent d'être célébrés : on ne compte peut-être plus alors par olympiade. L'ère de l'Indiction prévaut au moins dans l'Église.

395.

Empires d'Occident et d'Orient. — Théodose le Grand meurt à Milan (17 janvier), après avoir partagé le monde romain entre ses deux fils enfants, Honorius à l'Occident, Arcadius l'Orient. Le Vandale Stilicon est le ministre et le général d'Honorius; le Gaulois Rufin, celui d'Arcadius.

395-400.

(Voir page 168.)

— La *carte Théodosienne*, dite de *Peutingen*, est exécutée à Constantinople, ou sous Théodose I vers 393, ou sous Théodose II vers 435.

DEUXIÈME PÉRIODE.

LE MOYEN AGE (395-1453).

V^e SIÈCLE APRÈS J. C.

APERÇU GÉNÉRAL.

Des temps nouveaux commencent ; l'antique société s'écroule : et sur ses débris qui vont cacher pendant des siècles ses lois et sa littérature, la croix seule reste debout. L'Évangile opérera la réconciliation et l'alliance entre les vieilles populations latines et des nations jusqu'alors inconnues qui constituent les États modernes. Cette transformation territoriale, politique et religieuse remplit tout le *moyen âge* qui commence à la première grande invasion par le Visigoth Alaric et finit à la prise de Constantinople par le sultan des Turcs, Mahomet II (395-1453).

Dans le premier siècle du moyen âge, le v^e depuis notre ère, le monde est à la merci des barbares : tout s'ébranle, tout s'écroule en Italie, en Espagne, dans les Gaules, dans les contrées germaniques, dans le nord de l'Europe et de l'Asie.

Les deux empires romains, irrévocablement séparés, ne sont pas gouvernés plus de soixante ans par la famille de Théodose. De ses deux petits-fils, l'un, Théodose II, lâche, dissolu, vacillant au milieu des sectes religieuses, tributaire du Hun Attila, laisse du moins la compilation de lois qui porte le nom de *Code Théodosien* ; l'autre, en Occident, poignarde de sa main le général Aëtius, le seul défenseur qui restât à l'empire depuis la mort de Stilicon. Rome, déjà prise deux fois par Alaric et par Genséric, qui ont dédaigné de la garder, voit à peine les empereurs que lui imposent successivement des chefs de hordes barbares, jusqu'à ce qu'elle devienne le camp des Hérules qui effacent le titre d'empire d'Occident. L'élève des Grecs de Constantinople, Théodoric le Grand, qui commence, en Italie, une courte série de rois ostrogoths, préfère à Rome une ville obscure du nord.

Constantinople n'a pas eu souvent des évêques courageux comme saint Jean Chrysostome, sa mort dans l'exil en fait presque un martyr.

Les vertus apostoliques donnent aux papes le droit de châtier les mauvais princes, leurs paroles valent plus que des armées pour le salut de l'Italie. Saint Léon I^{er}, en parlant au nom de Dieu, a épargné du moins à Rome les fureurs d'Attila, qui venait d'ensanglanter les Gaules et la Vénétie.

L'histoire appelée byzantine s'ouvre véritablement à la mort de Théodose II en Orient. Après son successeur immédiat Marcien, brave et prudent empereur, le trône de Constantinople s'affaïssait de nouveau sous des princes faibles ou pervers, et fougueux arbitres des questions dogmatiques.

C'est du V^e siècle que datent plusieurs établissements des nations barbares en Europe. Les Burgondes ou Bourguignons viennent de la Germanie s'établir sur la Saône et le Rhône, tandis que les Visigoths s'emparent des provinces situées entre les Pyrénées et la Loire, et bientôt d'une partie de l'Espagne, où les ont suivis les Vandales, qui se transportent ensuite avec Genséric en Afrique. En Gaule, les peuples de l'Armorique, voisins de l'Océan, ont secouru le joug des Romains et ont formé une confédération. Le pays au nord de la Loire a subi les courses des Francs qui se fixent autour de Paris avec leur premier roi chrétien Clovis. La Grande-Bretagne a aussi son invasion germanique : les Saxons y viennent de la Chersonèse des Cimbres.

Les grandes catastrophes de l'empire n'interrompent pas le cours des disputes religieuses. Nestorius, qui refuse à la vierge Marie le titre de mère de Dieu, est condamné dans le concile général d'Éphèse, en 431. Celui de Chalcédoine (454) censure Eutychès qui ne reconnaît en Jésus-Christ qu'une seule nature. Les prédestinatis méconnaissent dans l'homme le libre arbitre auquel, au contraire, les disciples de Pélage, combattus par saint Augustin, et les semi-pélagiens accordent trop de puissance.

La littérature ne pouvait prospérer en de pareils temps. Le goût des études se conservait dans les monastères surtout en Gaule dans l'abbaye de l'île de Lérins dont les pieux travaux ont été dépeints par saint Eucher, évêque de Lyon. On n'a à citer pour la langue latine que les vers de saint Paulin de Nole, de Sidoine Apollinaire, noble arverne dont les panégyriques et les lettres révèlent les actions des empereurs et les mœurs des chefs barbares, de Prosper d'Aquitaine, plus connu par sa *Chronique* que par sa lutte poétique contre les semi-pélagiens ingrats envers la grâce divine; ou les ouvrages en prose de Vincent de Lérins, de Salvien, prêtre de Marseille, qui a rudement flagellé les vices des Romains et ne les trouve pas trop expiés par le fléau de l'invasion barbare; d'Hilaire d'Arles et du

pape saint Léon I^{er}. L'histoire dogmatique de l'Espagnol Paul Orose est empreinte de crédulité et de ferveur catholique. Les annales de la latinité classique se fermeront par le nom du poète Claudien, qui est aussi loin de Virgile qu'il imite que Théodose était loin d'Auguste. Dans la langue grecque saint Cyrille d'Alexandrie et Théodoret sont les théologiens les plus fameux. L'histoire ecclésiastique donne Philostorge, Socrate et Sozomène. Dans la même langue et dans les genres tout à fait profanes, on aperçoit l'histoire de l'Arménie de Moïse de Khorène, le lexique d'Hésychius qui explique les mots les moins usités que l'on trouve dans les auteurs grecs, celui d'Étienne de Byzance, véritable dictionnaire de géographie et d'histoire, les extraits de Stobée qui donnent des passages d'écrivains anciens sur la physique et la morale, les commentaires d'Hiéroclès sur les vers dorés de Pythagore; et les nombreux écrits du platonicien Proclus qui fut, comme l'historien Zosime, ennemi de la religion chrétienne. La guerre engagée entre la philosophie et la théologie avait, dès le commencement du siècle, coûté la vie à la fille du mathématicien idolâtre Théon, la savante et belle Hypatia. Bientôt les ténèbres s'épaississent et l'on peut dater de cette époque le moyen âge de la philosophie.

Ne pouvant faire une division particulière pour les cinq dernières années du IV^e siècle, qui commencent le moyen âge, nous les plaçons en tête du V^e.

CHRONOLOGIE.

395.

Orient et Visigoths.—Invasion des barbares. Le Visigoth Alaric se jette sur les provinces européennes de l'Orient, attiré par le traître Rufin. Rufin meurt massacré à la vue de l'empereur. Stilicon sera, seul, le bouclier des deux empires.

397.

Constantinople.—Saint Jean Chrysostome, déjà célèbre comme orateur, après avoir passé quelques années dans la solitude et reçu les ordres des mains de l'évêque d'Antioche Flavian, est élevé par l'empereur Arcadius au siège de Constantinople. Son épiscopat sera rempli par une lutte ardente contre la cour, et surtout contre l'impératrice Eudoxie, fille d'un seigneur franc.

398.

Orient.—Rivalité de puissance de l'eunuque Eutrope, du Goth Galnas, à la cour de Constantinople. L'impératrice Eudoxie et Jean Chrysostome sont mêlés à ces débats. — Eutrope échappe une fois au supplice par l'intervention évangélique de saint Jean Chrysostome.

399.

Orient.—La mort violente d'Eutrope satisfait la haine du peuple de Constantinople, et la jalousie de l'impératrice Eudoxie.

400.

Orient.—Galnas trahit son maître l'empereur Arcadius, et meurt de la main des barbares, les Goths, ses complices.

402.

Chine. — Pendant quinze ans, excursion lointaine de plusieurs *samanéens*, prêtres bouddhistes de Chine, pour étudier dans les différentes régions de l'Asie les ouvrages originaux qui contiennent les préceptes du bouddhisme. Ils admirent dans l'Inde les établissements scientifiques et religieux, les hôpitaux, les académies, l'activité industrielle de Patna sur le Gange et de Bénarès; les temples taillés dans le roc par Gayà, premier successeur du patriarche Çakyamouni ou Bouddha-Gautama, mort peut-être depuis dix siècles, Dieu actuel du Bouddhisme. Ils visitent l'île de Ceylan et Java. Quarante-vingt-deux jours de navigation ramènent Fa-Hian à Canton.

403.

Italie et Visigoths. — Par la victoire de Pollentia, en Ligurie, Stilicon délivre l'Italie de l'invasion d'Alarie. — Honorius quitte Milan pour résider à Ravenne.

Orient. — La jalousie de l'évêque d'Alexandrie sert la haine de l'impératrice Eudoxie, contre saint Jean Chrysostome, qui n'a pas ménagé dans ses prédications le luxe et les vices de la cour. Le conciliabule du clergé, tenu dans un faubourg de Chalcedoine, dépose saint Chrysostome, absent. L'empereur l'envoie en exil; il en est tiré bientôt par l'affection du peuple qui réclame impérieusement son pasteur.

Rome. — Un édit d'Honorius abolit les combats de gladiateurs.

404.

Orient. — Saint Jean Chrysostome élève encore en chaire la voix contre Eudoxie. Un nouveau concile lui donne l'ordre de quitter la ville; il est exilé dans la petite Arménie (juin). Le pape Innocent I^{er} fut pour lui un généreux, mais inutile défenseur. — Mort d'Eudoxie (6 octobre).

408.

Italie et Suèves. — Le Suève Radagaise envahit l'Italie; il est enfermé par Stilicon sur les rochers de Fésules en Toscane. — Des Germains, les Bourguignons, les Vandales et les Suèves, des Scythes, les Alains, forcent le passage du Rhin, malgré les Francs Ripuaires, et se répandent dans la Gaule.

407.

Occident. — Constantin, un simple soldat, nommé empereur dans la Grande-Bretagne, commence la série des usurpateurs qui s'élevèrent contre Honorius, au milieu des invasions des barbares.

Orient. — Saint Jean Chrysostome, après avoir souffert trois ans à Cucus, dans un lieu désert de la petite Arménie, est transféré vers le Pont-Euxin; il meurt en route à Comana, en Cappadoce, par suite des mauvais traitements des soldats qui le conduisaient.

408.

Occident. — Honorius fait tuer Stilicon, qui fut deux fois le sauveur de son empire, et dont il avait épousé successivement les deux filles.

Occident et Visigoths. — Des Goths auxiliaires ayant été massacrés, Alarie marche sur l'Italie.

Orient. — L'empire d'Orient vient de tomber aux mains d'un enfant, Théodose II, fils d'Arcadius, au nom duquel gouvernera sa sœur, Pulchérie, plus âgée que lui de deux ans.

409.

Rome et Visigoths. — Rome, assiégée une première fois par Alarie, paye tribut; après un second siège, elle subit pour empereur, à la place d'Honorius, le préfet Attale, qui est bientôt méprisé des Barbares autant que des Romains.

410.

Gaule. — Fondation du mo-

nastère de l'île de Lérins par saint Honorat; il a formé plusieurs hommes célèbres. Saint Eucher, évêque de Lyon, a dépeint les charmes de cette pieuse solitude.

Rome et Visigoths. — Alaric, pour la troisième fois, assiège Rome, la prend par la trahison des esclaves, la pille, mais ne massacre pas les habitants (24 août).

411.

Espagne. — Les Vandales et les Suèves, peuples germains et ariens, font entre eux un partage de l'Espagne où ils ont pénétré après la dévastation de la Gaule. Les Suèves prennent le nord-ouest. Une partie des Vandales occupe la Bétique. Les Alains qui avaient suivi les deux peuples habiteront quelque temps la Lusitanie.

412.

Gaule. — Ataulf quitte l'Italie avec les Visigoths, après la mort d'Alaric, son beau-frère; il occupe, au delà des Alpes, la première Narbonnaise où l'oppression des magistrats romains favorise son établissement.

413.

Gaule, Bourguignons et Visigoths. — Établissement des Bourguignons avec leur roi Gondicaire dans la grande Séquanaise que leur abandonne l'empereur. — Ataulf, après avoir combattu, au nom d'Honorius dont il se fait l'allié, l'usurpateur Jovin, étend sa puissance jusqu'à Narbonne, même jusqu'à Toulouse; il est reçu à Bordeaux.

414.

Visigoths. — Ataulf célèbre son mariage avec Placidie, sœur de l'empereur, sa captive. Sur les conseils du général romain Constance, il abandonne la Narbonnaise et va chercher fortune en Espagne où les divisions qui règnent entre les barbares, déjà établis, font espérer de faciles conquêtes.

418.

Bretagne et Judée. — L'hérétique breton Pélage est déferé pour sa doctrine sur la grâce et la prédestination au concile de Diospolis, ville de Judée. La faiblesse de l'évêque de Jérusalem, qui ne le condamne pas, est sévèrement réprimandée par saint Augustin, évêque à Hippone depuis vingt ans, et par le pape Innocent.

Égypte. — Saint Cyrille, successeur de son oncle Théophile sur le siège d'Alexandrie, avec une ferveur d'orthodoxie qui sacrifie tous les droits de l'humanité, laisse le peuple mettre en pièces la belle et sage Hypatia, honneur de la philosophie alexandrine.

Visigoths. — Ataulf, ayant commencé la conquête de l'Espagne, meurt assassiné à Barcelone. — Les Visigoths, établis par lui en Gaule et en Espagne, prirent les deux tiers des terres. L'héritage de la terre ne fut pas interdit aux femmes.

416.

Afrique et Rome. — Un concile de Carthage frappe Pélage, et ses principaux sectaires, avec la sanction du pape Innocent I^{er} (juin). Ils sont condamnés encore par soixante et un évêques réunis en concile, en Numidie, à Milève (septembre).

418.

Afrique et Rome. — Les délibérations de deux cents évêques réunis en concile à Carthage, pour examiner les doctrines hérétiques de Pélage, éclairent toute la chrétienté et même le pape Zosime, qui a d'abord été surpris par les artifices des pélagiens. — Le pape chasse les pélagiens de Rome.

419.

Chine. — Liéou-Yu qui, de cor-donnier devenu soldat, est arrivé au commandement des armées, monte sur le trône et commence la huitième

dynastie, celle des Song, qui donne huit empereurs.

Visigoths. — Honorius reconnaît au Visigoth Vallia, qui lui a renvoyé sa sœur Placidie, veuve d'Ataulf, la possession de l'Aquitaine, depuis Toulouse jusqu'à l'Océan. Toulouse devient la résidence des rois visigoths. Leurs conquêtes en Espagne seront faites non sur les Romains, déjà dépouillés, mais sur les Vandales, les Suèves et les Alains.

420.

Visigoths. — Les Goths, après la mort de Vallia, se donnent pour roi Théodoric I^{er}, prince guerrier.

421.

Occident. — Honorius attribue la dignité d'auguste et d'empereur d'Occident, avec la main de sa sœur Placidie, au général Constantius qui l'avait délivré de plusieurs usurpateurs; mais Constantius meurt sept mois après.

Orient. — Théodose II épouse la fille du philosophe Léonce, Athénais, qui prit le nom d'Eudoxie.

Perse. — Pendant un an, guerre entre l'empereur d'Orient et le roi de Perse au sujet des persécutions dont les chrétiens de la Perse étaient victimes.

422.

Occident. — La mort d'Honorius en 423 a provoqué la courte usurpation de Jean le Secrétaire. — Le fils de Constantius et de Placidie, Valentinien III, est reconnu empereur d'Occident. Aëtius, général romain, d'origine scythique, avait reçu des Huns la promesse d'un secours de soixante mille hommes pour Jean le Secrétaire.

Visigoths. — Les Visigoths rompent la paix avec les Romains, et assiègent Arles, qui sera sauvée par la présence d'Aëtius, admis maintenant au service de Valentinien III.

423.

Orient. — Nestorius, prêtre de

l'Église d'Antioche, après avoir été moine, est nommé par Théodose II évêque de Constantinople; presque aussitôt après il prêche une nouvelle hérésie : « Ce n'est pas le Verbe, mais le Christ adopté par le Verbe, qui est né de Marie. » — Théodore, de Syrie, écrivain et évêque, s'arrête à l'an 428 dans le développement de l'histoire ecclésiastique qu'il a commencée avec le concile général de Nicée, en 325.

429.

Afrique et Vandales. — La rivalité des généraux Aëtius et Boniface, à la cour de Placidie, mère de Valentinien III, est la cause de l'invasion des Vandales en Afrique. Genséric, appelé par le gouverneur Boniface, entraîne avec lui non-seulement des Vandales, mais des Alains, des Suèves, des Goths, des barbares de toute race.

Bretagne. — Saint Germain d'Auxerre, et saint Loup de Troyes, envoyés en Bretagne pour combattre l'hérésie de Pélage, aident les Bretons à repousser l'invasion des Pictes et des Scots.

430.

Afrique. — Le comte Boniface, impuissant à repousser les barbares auxquels il a donné entrée dans sa province, assiste à la mort de saint Augustin, pendant le siège d'Hippone.

Huns et Slaves. — On rapporte à Kii, qui est peut-être d'origine hunnique, la première fondation de Kief, sur le Dnieper, un peu au-dessous du confluent de la Desna. Il est moins certain qu'il ait fondé Novogard ou Novogorod, au nord du lac Ilmen, à deux cents kilomètres de la Baltique, ville peuplée originairement par des Slaves.

431.

Orient. — Le quatrième concile général, tenu à Éphèse sous la présidence du patriarche d'Alexandrie saint Cyrille, frappe surtout le patriarche de Constantinople Nestorius qui

nle l'union divine du Verbe avec la nature humaine, et distingue dans Jésus-Christ deux personnes comme deux natures. Nestorius est déposé et banni. Théodose II, qui l'a d'abord favorisé, approuve la condamnation. — Les sentences déjà rendues contre les pélagiens sont renouvelées. — Le concile ne peut faire cesser le schisme auquel a donné naissance la rivalité de saint Cyrille et de Jean patriarche d'Antioche : celui-ci ne veut pas se prononcer contre Nestorius, son ancien compagnon de cloître. — Nestorius se retire dans un monastère d'Antioche. Sa doctrine prend racine en Orient, et ira se répandre aux extrémités de l'Asie.

432.

Huns. — Aëtius, mécontent de Valentinien III, a trouvé un asile chez les Huns en Pannonie : fort de cette amitié, il peut recouvrer la faveur impériale.

433.

Orient. — Réconciliation de saint Cyrille, évêque d'Alexandrie, avec Jean, évêque d'Antioche.

435.

Vandales. — Valentinien III renonce à une partie de l'Afrique par un traité de partage avec les Vandales; ils n'ont pas encore le territoire de Carthage.

437.

Orient. — Exil, et bientôt mort de l'hérésiarque Nestorius en Égypte.

Visigoths. — Théodoric I^{er}, roi des Visigoths, pendant l'absence d'Aëtius, s'empare des places romaines entre Toulouse et Narbonne. Il assiège cette dernière ville qu'un lieutenant d'Aëtius l'empêchera de prendre.

438.

Orient. — Les constitutions impériales depuis 312 sont publiées. Le *Code théodosien* est le premier

corps de lois qu'ait eu l'empire romain, avec la confirmation de l'autorité souveraine. Il sera en vigueur dans les deux empires.

439.

Afrique et Vandales. — Carthage tombe aux mains de Genséric. Il assure le triomphe de la religion arienne, et dépouille les Romains. — L'Afrique devient un foyer de piraterie.

Gaule et Visigoths. — Les Romains ont pris l'offensive contre les Visigoths; Toulouse est assiégée par les Huns auxiliaires de l'empire. Mais Théodoric est vainqueur, et un traité avec Valentinien III laisse aux Visigoths la Novempopulanie, ou troisième Aquitaine.

440.

Rome. — Exaltation pontificale de saint Léon le Grand, dont les lumières, la charité héroïque, et les vertus trouvaient un puissant auxiliaire dans le talent de la parole.

444.

Orient. — L'impératrice d'Orient, Eudoxie, sévèrement jugée pour ses mœurs même par son mari Théodose, va s'ensevelir dans une pieuse retraite à Jérusalem.

446.

Bretagne. — Inutile appel fait par les Bretons au patrice romain, Aëtius, contre les barbares qui viennent du nord de l'île.

448.

Espagne et Suèves. — Mort du premier prince chrétien des Suèves; il a occupé Séville, la Bétique et la province de Carthagène, qui jusque-là était restée sous la domination impériale.

Gaule et Francs. — Lorsque meurt Clodion, chef des Francs saliens idolâtres, roi chevelu, les Francs n'ont pas dépassé le bassin de la

Somme. Mérovée, son parent, est élevé après lui sur le pavois : son nom désigne la première race des rois francs.

449.

Bretagne et Saxons.—Pour la première fois, des Saxons idolâtres viennent de la Chersonèse cimbrique, en Bretagne, à la demande des Bretons du sud-est, pour repousser les Pictes et les Scots ; ils sont conduits par Hengist et Horsa.

Huns et Empire d'Orient.—Attila, chef des Huns, maître d'un vaste empire au nord de la mer Noire, fait expier à Théodose II son projet d'assassinat par un honteux traité de paix.

Orient.—Concile flétri sous le nom de *Brigandage d'Éphèse* : il donne gain de cause à l'hérésiarque Eutychès, moine grec, qui enseigne qu'il n'y a qu'une nature en Jésus-Christ, la nature divine par laquelle a été absorbée la nature humaine (août). Cruels traitements subis par le patriarche de Constantinople Flavien ; il meurt trois jours après. Le pape se hâte de condamner tous les actes de cette misérable assemblée (octobre).

451.

Empire d'Orient.—Après la mort de Théodose II, le Thrace Marcien auquel Pulchérie, sœur de Théodose II, a donné sa main avec l'empire, assiste au cinquième concile général, celui de Chalcédoine, où sont réunis cinq cents évêques. Conformément à la lettre du pape Léon le Grand, l'hérésie d'Eutychès est condamnée ; excommunication du patriarche d'Alexandrie, son complice à Éphèse. L'hérésie d'Eutychès fera cependant de grands progrès en Égypte. — Les fermes paroles de Marcien, refusant le tribut à Attila, préservent l'Orient de l'invasion.

Huns et Gaule.—Invasion d'Attila en Gaule, jusqu'à la Loire ; il est arrêté par le général romain

Aëtius, avec le concours des peuples germains déjà établis dans ce pays. Aëtius délivre Orléans et bat Attila dans sa retraite, aux champs catalauniques, près de Méry-sur-Seine. Célébrité de sainte Geneviève de Nanterre à Paris ; de l'évêque Saint-Aignan à Orléans. — Attila rentre en Pannonie.

Visigoths.—Le roi Théodoric, qui combattait avec Aëtius aux champs catalauniques assisté de deux de ses fils, y a été tué. Avènement de son fils aîné Thorismond ; il obtient d'Aëtius une part des dépouilles. — Les fils de Théodoric avaient eu pour maître de grammaire et d'éloquence le rhéteur gaulois Avitus.

452.

Huns et Italie.—L'Italie du nord, jusqu'au Pô, est ravagée par les barbares d'Attila : le Fiéau de Dieu se retire à la voix du pape saint Léon ; mais Valentinien lui paye tribut.

Venise.—Les peuples de la Vénétie, fuyant devant l'invasion des Huns, se réfugient dans les petites îles formées le long de la côte adriatique dont la principale était Rialto. C'est la première origine de Venise, qui s'éleva depuis sur soixante-douze îlots.

453.

Empire d'Orient.—Avec Pulchérie finit la race de Théodose le Grand en Orient ; Marcien continue à régner.

Huns.—La mort d'Attila met fin à l'empire des Huns.

Visigoths.—Avènement, à Toulouse, de Théodoric II, frère et meurtrier du roi Thorismond.

454.

Occident.—Le général Aëtius est tué de la main de Valentinien III.

455.

Bretagne et Saxons.—Les Saxons se tournent contre les Bretons qui les ont appelés dans leur île.

Ils commencent à s'établir au sud de la Tamise. Le royaume de Kent est fondé par Hengist.

Occident, Vandales et Visigoths. — Valentinien III est tué par le sénateur Maxime dont il a outragé la femme : extinction de la maison de Théodose en Occident. Maxime est empereur. — Le Vandale Genséric est appelé en Italie par la veuve de Valentinien III qui avait été forcée d'épouser son meurtrier. Rome est saccagée pendant quatorze jours ; l'impératrice est emmenée en captivité avec ses deux filles. — Le roi des Visigoths, Théodoric II, fait empereur le rhéteur gaulois Avitus, son ancien maître, que Maxime lui avait envoyé pour solliciter ses secours. Le commandement des armées impériales est au Suève Ricimer.

456.

Espagne. — Au nom de l'empereur Avitus, les Bourguignons et les Visigoths remportent, en Espagne, une grande victoire sur les Suèves.

457.

Occident. — Déposition de l'empereur Avitus ; il a eu pour gendre et pour panégyriste le poète gaulois Sidoine Apollinaire. Majorien, élevé à l'empire par le Suève Ricimer, est digne du rang suprême par ses qualités et ses vertus. Il s'annonce comme un prince guerrier et réformateur. Il réforme la justice dans les provinces.

Orient. — Après la mort de Marcien, le Thrace Léon est le premier empereur qui ait reçu la couronne à Constantinople des mains d'un évêque.

Perse. — Pérozés n'arrive au trône de Perse qu'avec le secours des Euthalites ou Nephthalites (Huns blancs), qui ensuite lui firent la guerre. Ces barbares s'immisceront souvent dans les querelles de dynastie.

459.

Visigoths. — Le roi Théodoric II,

sous prétexte de venger l'empereur Avitus sa créature, a envahi les régions romaines de la Gaule ; il est arrêté devant Arles.

460.

Occident. — Entreprise de l'empereur Majorien contre les Vandales, sur les côtes mêmes d'Afrique ; elle est rendue impossible par la trahison de ses officiers.

461.

Occident. — Le Suève Ricimer fait assassiner Majorien et dispose de la pourpre en faveur de Libius Sévère.

Ostrogoths. — Le fils d'un des trois chefs des Ostrogoths établis en Pannonie, Théodoric, est envoyé en otage à Constantinople à huit ans. Un séjour de dix ans donnera à son éducation, à son caractère, et à ses idées une empreinte toute romaine.

462.

Gaule et Visigoths. — La trahison d'un comte romain livre à Théodoric II la forte place de Narbonne si souvent menacée inutilement par les Visigoths ; une grande partie de la première Narbonnaise suit le sort de la ville : cette province fut bientôt appelée Septimanie, des sept cités ou diocèses qui la composent. — Progrès des vainqueurs, au nord, jusqu'au bassin de la Loire.

463.

Gaule et Visigoths. — Le comte romain Égildius, maître de la milice dans les Gaules, arrête les succès des Visigoths par une grande victoire gagnée près d'Orléans.

464.

Francs. — Les Francs saliens qui avaient, pour quelque temps, accepté le gouvernement d'Égildius, le roi des Romains, dit Grégoire de Tours, rappellent d'exil leur chef national, Childéric, fils de Mérovée. Une partie

des Francs reste sous la loi de Syagrius, fils d'Égidius, qui vient de mourir empoisonné par des Visigoths.

466.

Visigoths. — Le roi Théodoric II meurt assassiné par son frère Euric qui lui succède. — Éclat et habitudes romaines de la cour de Théodoric II, dont portent témoignage les lettres de Sidoine Apollinaire.

467.

Occident. — Pour mettre fin à l'inter règne qui a suivi la mort de l'empereur Sévère III, Léon de Thrace, empereur de Constantinople, envoie Anthémios, gendre de Marcien, pour régner en Occident. Ricimer ne subira pas plus de cinq ans ce nouveau maître.

468.

Occident et Orient. — La trahison de Basiliscus, beau-frère de Léon de Thrace, fait encore avorter un projet de guerre concerté par les deux empereurs contre les Vandales de l'Afrique.

Orient. — Une loi impériale exclut des charges quiconque n'est pas catholique.

Suèves. — Mort du premier roi arien des Suèves, qui avait épousé une princesse des Visigoths.

470.

Gaule et Saxons. — Les Saxons de l'embouchure de l'Elbe viennent ravager les côtes de l'Océan, et remontent la Loire jusqu'à Angers; ils ne sont pas arrêtés par deux chefs romains.

471.

Orient. — En faisant mourir le général Aspar et son fils, Léon de Thrace débarrasse son propre gendre Zénon des rivaux qui auraient pu, après sa mort, aspirer à l'empire avec la faveur du peuple. — La paix de l'Eglise d'Antioche est troublée par les fausses doctrines de Pierre

le Foulon qui interprète le *Trisagion* (trois fois saint) suivant l'hérésie d'Eutychès.

472.

Gaule et Visigoths. — Le roi Euric soumet la première Aquitaine romaine.

Rome. — Rome, pour la troisième fois, est à la merci d'une armée de barbares; le Suève Ricimer y entre en vainqueur après avoir battu son maître, l'empereur Anthémios.

473.

Gaule et Visigoths. — Le roi visigoth pousse ses conquêtes jusqu'au Rhône d'un côté, jusqu'à la Loire de l'autre. Ecditius, fils de l'empereur Avitus, les arrête dans son pays natal, la terre des Arvernes.

474.

Occident. — Après le court passage de deux usurpateurs sur le trône de Ravenne, l'empereur de Constantinople, Léon, dispose encore de l'empire d'Occident, en faveur de Julius Népos, marié à la nièce de sa femme. Le patrice Oreste sera bientôt empereur son propre fils, Romulus Augustule.

Orient. — A la mort de Léon, sa famille ne gardera pas le trône: son fils Léon II ne vit pas un an. Son gendre Zénon l'Isaurien, mari d'Ariadne, arrive à l'empire.

475.

Gaule et Visigoths. — Épiphanes, évêque de Pavie, est le négociateur de la paix entre Julius Népos, et le roi Euric, auquel l'empereur abandonne le pays des Arvernes. Euric y envoie le duc Victorinus qui gouvernera pendant neuf ans l'Aquitaine des Visigoths.

Orient. — Un incendie détruit à Constantinople le Jupiter Olympien de Phidias, et une célèbre Vénus du statuaire Praxitèle. — L'empereur Zénon est, dans quelques provinces, supplanté par Basiliscus.

frère de Vérina, la veuve de Léon de Thrace. L'usurpateur signale sa courte domination par la persécution des catholiques, en faveur de l'hérésie condamnée au concile de Chalcédoine. Cinq cents évêques souscrivent à ses déclarations erronées.

476.

Empire d'Occident, Hérules et Rome. — Vainqueur d'Oreste le père de Romulus Augustule, Odoacre, chef des Hérules et des Rugiens ou Scythes, met fin à l'empire romain d'Occident. Pour la quatrième fois Rome est aux mains d'un peuple barbare. Les Visigoths, les Vandales, les Suèves l'avaient seulement pillée, les Hérules l'habitent. Les ornements impériaux sont renvoyés à l'empereur d'Orient Zénon, qui lui-même alors était à peine raffermi sur son trône, un instant occupé par Basiliscus. L'empire d'Occident ne sera rétabli qu'après plus de trois siècles par Charlemagne.

477.

Espagne. — Euric soumet à l'autorité des Visigoths toute l'Espagne, excepté la Galice qui reste aux Suèves.

Vandales. — Mort de Genséric : l'empire d'Afrique reste à la famille du conquérant vandale.

479.

Chine. — Kao-Ti ou Siao-tao-ching qui a assassiné les deux derniers princes de la dynastie Song, fonde la neuvième dynastie, celle des Tsi qui sera aussi de courte durée.

480.

Gaule et Visigoths. — Euric réunit à son royaume Arles, Marseille, et l'ancienne Provence.

481.

Francs. — Mort de Childéric : il est enterré à Tournai sur l'Escaut,

où son tombeau a été retrouvé en 1655. Clovis son fils, né de la reine de Thuringe Basine, à seize ans, hérite du commandement chez les Francs saliens.

482.

Orient. — Le patriarche de Constantinople, Acacius, engage l'empereur Zénon à publier son *hénoticon*, édit d'union, qui, sous les apparences d'une réconciliation entre les catholiques et les eutychiens, ruine l'autorité du concile général de Chalcédoine. L'hénoticon est une nouvelle cause de confusion dans l'Eglise d'Orient pour trente-cinq ans.

483.

Afrique. — Violente persécution de deux ans que fait souffrir aux catholiques de l'Afrique le roi vandale Huneric, fils de Genséric.

Ostrogoths. — L'empereur Zénon attire à Constantinople et comble de caresses le chef des Ostrogoths Théodoric, qui avait passé sa jeunesse au milieu des Grecs ; il le désigne pour le consulat de l'année suivante.

484.

Afrique. — Huneric appelle tous les évêques d'Afrique à une conférence pour réconcilier les ariens et les catholiques. Ceux qui donnent dans le piège et se rendent à Carthage sont retenus captifs ; quelques-uns même mis à mort.

Orient. — Vérina, sœur de Basiliscus, mort depuis longtemps, soulève contre son gendre, l'empereur Zénon l'Isaurien, la province de Cilicie. Sa mort ne délivre pas des insurrections le faible et odieux Zénon.

485.

Visigoths. — La mort d'Euric est une délivrance pour les catholiques qu'il persécutait ; il a laissé des sièges épiscopaux vacants, et fermé des églises. La nation des Visigoths lui doit ses premières lois écrites.

Son fils **Alaric II**, qui lui succède, est fort jeune.

486.

Francs. — Les Francs s'étendent dans la Gaule centrale par la victoire de Clovis sur le Romain Syagrius, à Soissons; les institutions romaines sont conservées.

487.

Arménie. — L'histoire de l'Arménie et d'une partie de l'Asie est traitée par l'Arménien Moïse de Khorène, fort instruit dans les lettres grecques, qui a visité Antioche, Alexandrie, Rome et Constantinople; il a écrit en grec.

489.

Italie et Ostrogoths. — Théodoric, avec les Ostrogoths ariens, qui étaient cantonnés en Pannonie, fond sur l'Italie; la cour byzantine lui a abandonné ce pays pour détourner le fléau qui menaçait ses provinces d'Orient. Il rencontre les troupes d'Odoacre à Aquilée et à Vérone sur l'Adige; malgré ces deux victoires, il est enfermé par Odoacre dans Pavie.

490.

Ostrogoths et Visigoths. — Le concours des Visigoths, maîtres d'une partie de la Gaule méridionale au delà du Rhône, sauve Théodoric, qui était enveloppé en Ligurie par les Hérules. Odoacre se retire dans Ravenne qu'il défendra pendant trois ans.

491.

Bretagne et Saxons. — Le Saxon Ella, après avoir vaincu le chef des Bretons, Ambrosius, fonde le royaume de Sussex, au sud de celui de Kent.

Francs. — Clovis fait la conquête passagère de la Thuringe sur le mari de Basine.

Orient. — L'hérétique Anastase, qui avait été élu patriarche d'An-

tioclie, devient empereur par la faveur d'Ariadne, veuve de Zénon, qui l'épouse. Le parti catholique arme pour sa défense, et prend pour chef l'ambitieux Vitalien.

493.

Francs. — Clovis idolâtre, comme ses compagnons d'armes, épouse Clotilde, catholique, nièce de Gondebaut, le roi des Bourguignons ariens.

Ostrogoths. — Accord entre Odoacre et Théodoric qui est reçu dans Ravenne (février), et y tue bientôt de sa main le chef hérule (mars). — Il établit sa résidence à Ravenne. — Gouvernement tout romain de Théodoric; il conserve les charges républicaines de Rome et l'administration impériale, sans vouloir pour lui-même du titre d'empereur; mais les Romains sont généralement exclus des emplois militaires. — Rapides progrès de la domination ostrogothique, qui embrassera la Sicile, la Dalmatie, le Norique, la Pannonie et les deux Rhéties. — Ami de la littérature et de la philosophie, protecteur des arts, il ne sut jamais écrire. — Les Ostrogoths ariens comme les Hérules, sont pour soixante ans en Italie.

Visigoths. — Le roi Alaric II épouse une fille naturelle du roi des Ostrogoths Théodoric.

496.

Francs. — Après sa victoire à Tolbiac, entre Bonn et Juliers, ou près de Strasbourg, sur les Alamans, Clovis, du consentement de ses guerriers, reçoit, le jour de Noël, le baptême des mains de saint Remi, évêque de Reims: trois mille de ses compagnons se font catholiques avec lui. Influence de cette conversion sur les peuples catholiques de la Gaule, qu'oppriment des princes ariens.

497.

Francs. — Les cités armor-

caines indépendantes acceptent l'amitié de Clovis. — Une sœur de Clovis épouse le roi des Ostrogoths. Rédaction ou révision de la loi *salique*, présentée à l'assemblée générale des Francs, appelée *mall*.

498.

Visigoths. — Persécution rigoureuse exercée par le roi Alaric II, envers l'évêque de Tours qui a appelé de ses vœux la domination du roi catholique des Francs.

VI^e SIÈCLE APRÈS J. C.

APERÇU GÉNÉRAL.

Depuis la chute, en Italie, de Romulus Augustule, auquel succèdent en quelques années deux barbares, l'Hérule Odoacre et l'Ostrogoth Théodoric, l'empire byzantin, seul reste de la puissance romaine, s'affaiblit de plus en plus par les intrigues de cour, par les crimes des factions, par les vices des princes et par les controverses religieuses.

Justinien doit sa double gloire de conquérant et de jurisconsulte d'une part, à Bélisaire, l'époux d'une courtisane dont les vices égalent ceux de l'impératrice Théodora, et à l'eunuque perse Narsès; de l'autre, à Tribonien, qui, pour avoir été un habile légiste, n'en fut pas moins un magistrat sans conscience. Mais la Perse oppose à l'empereur grec un grand prince, Khosroës, et les Bulgares viennent par le Danube jusqu'à Constantinople. A l'intérieur l'empereur accable son peuple d'impôts pour construire des forteresses que les barbares tournent ou renversent; il bâtit des églises, raisonne théologie, et devient hérétique. Si l'Afrique, enlevée aux Vandales ariens, rentre sous la loi de Constantinople, l'Italie n'est arrachée que pour quinze ans par les généraux byzantins aux successeurs de Théodoric le Grand.

Les Lombards commencent avec Alboin un nouveau royaume d'Italie, qui se perpétuera jusqu'au temps de Charlemagne. Rome n'appartient que de nom aux empereurs d'Orient. Par les progrès du christianisme, par la docilité des barbares qui se font catholiques en Gaule, en Espagne, déjà aussi en Grande-Bretagne, même par les dissensions qui s'élèvent dans le sein de l'Eglise, les évêques de Rome agrandissent leur autorité pastorale, et étendent les prérogatives de leur primauté ecclésiastique. Le pape Grégoire le Grand, *serviteur des serviteurs de Dieu*, qu'un excès de piété a peut-être poussé

à détruire plusieurs monuments de l'ancienne littérature, réforme l'office divin, fonde une école de chant, compose des ouvrages de théologie et reprend énergiquement la tâche de convertir les barbares. Trois papes seulement dans ce siècle ont le surnom de saints.

La race des Goths, qui est comme anéantie en Italie, est seule maîtresse de l'Espagne, depuis l'incorporation des Suèves; ils la gardent, au milieu de discordes que perpétue le mode de succession élective, jusqu'à l'invasion des Arabes au VIII^e siècle.

La Gaule présentait un singulier mélange d'anciens débris de la population gauloise que vinrent renforcer des Celtes chassés de la Bretagne insulaire par les barbares germaniques, de familles romaines, de Visigoths qui vont être refoulés dans la Septimanie, d'Ostrogoths et de Bourguignons qui ne gardent pas longtemps leur indépendance, de Francs enfin à qui restera la possession du pays. Clovis a fait beaucoup de ruines et n'a point fondé un empire régulier comme Théodoric l'avait tenté en Italie. Sa conversion, acte de conviction ou de politique, sert puissamment à ses conquêtes; mais ses mœurs sont toujours celles d'un barbare perfide et cruel. Cinquante ans après lui, sur cette malheureuse terre, morcelée en plusieurs royaumes suivant l'usage germanique, on ne voit qu'un affreux chaos de batailles et d'assassinats que dominent les noms de Frédégonde et de Brunehaut.

La Bretagne, contrairement aux autres pays de l'Occident, a accepté et gardé en même temps dans son sein deux peuples venus des terres germaniques, les Saxons, dont les établissements au commencement du siècle étaient presque complets dans le sud de l'île, les Angles, qui fondent trois royaumes au nord-est et au centre. Le principal fait de l'histoire de l'heptarchie au VI^e siècle, est l'introduction du christianisme catholique dans le royaume saxon de Kent par le moine Augustin, envoyé du pape Grégoire le Grand.

Dans le centre de l'Europe, au nord de la frontière du Danube, que n'avait pas franchi encore la civilisation, un peuple slave commence à se fixer : les Polonais reçoivent quelques institutions de Lok, leur premier duc.

Comme les peuples se transforment et se mêlent, les langues s'altèrent, se corrompent : la beauté littéraire sera le fait de la naïveté ou de la rudesse germanique plus que de l'art. La poésie latine s'honore cependant encore des faibles productions d'Avitus et de Fortunat. Les règles de la grammaire, qui seront bientôt oubliées, sont rappelées par Priscien. Les écrits de Boèce resteront comme de précieux éléments de philosophie chrétienne pour le moyen âge. Le latin est toujours la langue du droit, de l'histoire,

de la théologie : les collections qu'on doit aux jurisconsultes employés par Justinien ; les récits du Goth Jornandès sur les peuples de sa race ; la *Chronique ecclésiastique et civile des Francs*, écrite avec une grande richesse de détails jusqu'en 591 par Grégoire de Tours, que continue sèchement Frédégaire ; les travaux théologiques de Grégoire le Grand et de saint Césaire d'Arles ; les compilations canoniques de Denys le Petit ; les lettres de Cassiodore, secrétaire de Théodoric en Italie, et ses ouvrages divers, sont les seuls monuments importants de l'activité des esprits dans ce siècle.

Dans la langue grecque, des poèmes, des commentaires de philosophie, des traités de médecine, sont moins célèbres que les livres d'histoire de Procope, secrétaire de Bélisaire, que continuera Agathias. Du moins, dans les deux mondes de l'Orient et de l'Occident, quelques-uns des anciens écrits seront conservés par les moines auxquels saint Benoît de Nursia impose le travail de l'esprit comme celui des mains.

CHRONOLOGIE.

500.

Bourguignons et Francs. — La religion sert de prétexte à Clovis pour attaquer le roi des Bourguignons ariens, Gondebaud, qui cependant se prêtait complaisamment aux conférences des ariens et des catholiques ; lui-même, à Lyon, écoutait saint Avitus, évêque de Vienne.

504.

Francs et Visigoths. — Une rupture imminente entre les Francs et les Visigoths est prévenue par la médiation de Théodoric d'Italie, qui a ménagé aux rois une entrevue près d'Amboise, dans une île de la Loire. — Saint Césaire, évêque d'Arles, est exilé à Bordeaux par le roi visigoth qui croit les prélats catholiques disposés à aller au-devant de la domination franque.

506.

Visigoths. — Alaric II fait rédiger par Anianus, pour ses sujets romains, des constitutions impériales, des ouvrages de jurisconsultes romains.

507.

Francs et Visigoths. — Clovis convoite les belles terres méridionales de la Gaule qui appartiennent aux Visigoths ariens : guerre avec Alaric II, qui, avant l'arrivée des secours promis par les Ostrogoths, est vaincu et tué à Vouglé, près de Poitiers. — Clovis pénètre jusqu'à Bordeaux.

Visigoths. — Amalaric, fils d'Alaric II, n'étant âgé que de quatre ans, les Visigoths se donnent d'abord pour roi un fils naturel de ce prince qui a l'âge de régner, Gésalic.

508.

Francs, Visigoths et Ostrogoths. — Clovis entre victorieux dans Toulouse qui est pour toujours enlevée aux Visigoths ; il assiège Gésalic, leur roi, dans Carcassonne. — Malgré leur alliance avec les Bourguignons, les Francs sont arrêtés dans la conquête du bassin méridional du Rhône par les Ostrogoths d'Italie : Ilibas, général de Théodoric, les bat devant Arles. Les Visigoths garderont la Septimanie.

Francs. — En revenant de la guerre d'Aquitaine, à Tours, Clovis reçoit les insignes consulaires et le titre de Patrice que lui envoie l'empereur Anastase, ennemi des Goths. — Paris devient la résidence de Clovis.

509.

Francs. — Perfidies et cruautés de Clovis à l'égard des chefs francs, établis à Téroüanne chez les Morins, à Cologne, à Cambrai, au Mans; il réunit ces petits États au sien.

Visigoths. — Narbonne, depuis la perte de Toulouse, devient le siège de l'empire des Visigoths en Gaule. Au nom du jeune Amalaric, le pouvoir réel est exercé par les créatures de son aïeul Théodoric, qui prend la qualité de roi des Visigoths et des Ostrogoths. Le rival d'Amalaric, Gésalic, s'est retiré en Espagne, à Barcelone; battu par Ibbas, il passe en Afrique.

510.

Francs et Ostrogoths. — Les Francs et les Bourguignons trouvent encore devant Arles une armée d'Ostrogoths: ils sont refoulés à l'ouest et au nord.

511.

Francs. — Concile d'Orléans favorable à l'extension de la puissance du clergé (juillet): les canons sont envoyés par les évêques à Clovis. — Après la mort de Clovis à Paris, ses quatre fils se partagent le territoire franc, de manière à avoir chacun des revenus à peu près égaux. Leurs résidences ordinaires seront Metz, Soissons, Paris, Orléans: Paris est indivisible entre les quatre frères; ils ont chacun une portion de l'Aquitaine, à peine conquise.

Ostrogoths et Visigoths. — Théodoric rétablit à Arles le siège de la préfecture des Gaules, et s'attache ainsi les Romains de la province: Libérius, qu'il nomme à cet emploi, l'exercera dix-huit ans. Théodoric continue à gouverner les Visigoths en souverain jusqu'à sa mort.

Gésalic revenu en Espagne a été défait encore par Ibbas; il s'est retiré chez les Bourguignons, et livré enfin il meurt de la main des soldats de Théodoric.

512.

Orient. — L'empereur hérétique Anastase élève au siège patriarcal d'Antioche le plus zélé des ennemis de la foi catholique, Sévère, qui pendant six ans sera le fléau de l'Eglise d'Orient.

515

Danois et Francs. — Thierry, fils aîné de Clovis, résidant à Metz, affranchit la Gaule des dévastations des Danois, qui remontaient la Meuse.

516.

Bretagne. — Arthur devient roi du sud du pays de Galles.

Bretagne et Saxons. — Le Saxon Cerdic, qui se dit descendant d'Odin, fonde le royaume de Wessex.

518.

Orient. — Mort de l'hérétique Anastase auquel l'empire doit la suppression des spectacles sanglants de l'arène, où des hommes luttèrent contre des bêtes; de la vénalité des charges, et d'impôts onéreux pour l'industrie. Il a construit les murailles fortifiées de Constantinople, qui étaient nécessaires contre les incursions des barbares. — Justin, fils d'un laboureur de Thrace, qui lui succède, est un zélé catholique.

520.

Bretagne et Saxons. — Arthur par la victoire de Badon-Hill arrête pour quarante ans les progrès des Saxons du côté de l'ouest.

522.

Francs. — Fondation pieuse de la reine Clotilde à Paris, en faveur de Saint-Germain l'Auxerrois.

Grecs et Perses. — Kobad, roi des Perses, éprouve une double

Injure de Justin I^{er}, qui refuse d'adopter son fils Khosroës, destiné par lui au trône, et qui accepte le patronage des Lazes chrétiens de la Colchide.

524.

Italie. — Théodoric, irrité des velléités d'indépendance du sénat romain qu'il a conservé, traite le philosophe Boèce et Symmaque, beau-père de Boèce, ses ministres, comme les complices des amis de la liberté. Leur captivité à Pavie; leur mort violente est précédée d'affreux supplices. — L'intolérance de l'empereur Justin, à l'égard des ariens de l'Orient, inspire à Théodoric des lois de rigueur contre les catholiques d'Italie.

526.

Bretagne et Saxons. — Erkenwin fonde en Bretagne le dernier royaume saxon, le royaume d'Essex, au nord du royaume de Kent.

Francs. — Deux ans après la mort sanglante du Franc Clodomir roi d'Orléans, tué dans la guerre contre les Bourguignons, deux de ses frères, Childebert roi de Paris et Clotaire roi de Soissons, égorgent ses fils et se partagent son héritage, dont ne reçoit rien Thierry, leur frère aîné qui n'est pas né, comme eux, de Clotilde.

Ostrogoths et Visigoths. — Mort de Théodoric le Grand. Amalaric, son petit-fils, né d'Alaric II, est reconnu pour roi par les Visigoths. — Un autre petit-fils, Athalaric, a le royaume ostrogoth sous la tutelle de sa mère Amalasonthé et du savant Cassiodore. — Un traité donne le Rhône pour limite aux possessions des deux princes en Gaule. — Mariage d'Amalaric avec une sœur des rois francs, qu'il persécute bientôt pour sa foi catholique.

Syrie. — Tremblement de terre Antioche (mai) : les secousses se renouvellent pendant un an entier.

527.

Lombards. — La peuplade ger-

manique des Lombards vient s'établir en Pannonie, où elle restera près de quarante-deux ans.

Orient. — Le neveu de Justin, Justinien, âgé de quarante-quatre ans, déjà marié à la courtisane Théodora, est déclaré auguste par son oncle et lui succède trois mois après.

528.

Italie. — Saint Benoit, né à Nursia, dans la Sabine, près de Spolète, institue une nouvelle règle monastique, qui se répand bientôt dans tout l'Occident. Elle impose aux moines trois vœux : pauvreté, chasteté, obéissance; le travail des mains et le travail de l'esprit. Les moines bénédictins ont rendu à la culture bien des terres en friche; par la copie patiente des manuscrits, ils ont conservé et propagé le goût des études.

Orient grec et Perses. — Le règne de Justinien commence par une guerre défensive contre les Perses : l'empereur ne paraît pas à la tête des armées, Bélisaire les commande.

Syrie. — Un nouveau tremblement de terre, qui dure une heure, fait écrouler à Antioche le reste des édifices qui avaient résisté à celui de 526 (novembre).

529.

Orient. — Publication du *Code* de Justinien, préparé par les dix légistes, qu'inspire Tribonien. — Tribonien, habile jurisconsulte, manque de probité dans l'administration des affaires publiques; Justinien lui-même vendait la justice.

530.

Francs et Thuringes. — Le roi des Francs austrasiens, Thierry, réduit sous son autorité la Thuringe : il est aussi cruel contre Hermenfried que Clovis, son père, l'a été à l'égard des chefs francs.

Judée. — Le patriarche de Jérusalem demande à Justinien des se

cours contre les Samaritains révoltés, qui mettaient à feu et à sang la Palestine.

Vandales. — Les désastres de l'armée d'Hildéric, roi catholique, dans la guerre contre les Maures, provoquent le mécontentement et la révolte des Vandales. Ils acceptent pour roi Gélimer, qui descend aussi de Genséric.

531.

Francs et Visigoths. — Le roi franc Childébert se fait rendre par les Visigoths sa sœur, femme de leur roi Amalaric, indignement traitée par lui à cause de sa religion. — Narbonne et la Septimanie sont ravagées par les Francs; ils ne font pas de conquête durable.

Orient grec et Perses. — Mort du roi de Perse Kobad. Son successeur Khosroës a besoin de la paix pour s'affermir sur le trône dont sont frustrés ses deux frères aînés.

Visigoths. — Après la mort d'Amalaric, les Visigoths, qui n'ont pas de loi régulière de succession, sont exposés à la guerre civile toutes les fois qu'il faut élire un roi.

532.

Francs. — Dévastation du pays des Bourguignons par Childébert et Clotaire; de l'Aquitaine romaine par Thierry, qui en fait comme une nouvelle conquête.

Orient. — Les rivalités des verts et des bleus, dans les courses du cirque, auxquelles s'associent honneusement Justinien et Théodora, mais surtout l'aggravation des charges publiques et l'excès de la misère, fournissent des aliments à la sédition *Nika*, ou victoire, qui coûte la vie à trente mille personnes à Constantinople : incendie de l'église de Sainte-Sophie (janvier). — Les doctrines passionnées des origénites troublent l'Eglise de Palestine et excitent des insurrections.

533.

Empire d'Orient. — Justinien

fait publier le *Digeste*, recueil de décisions de jurisconsultes; et les *Institutes*, qui contiennent les principes de la science du droit.

Orient grec et Perses. — Par le traité de paix avec Khosroës le Grand, Justinien consent au tribut.

Visigoths. — Le roi élu par les Visigoths, Theudis, ayant transféré sa résidence au sud des Pyrénées, son éloignement encouragea les incursions des Francs.

534.

Bourguignons et Francs. — Les rois francs, Childébert, Clotaire et Théodebert, qui vient de succéder en Austrasie à son père Thierry, réduisent sous leur autorité et se partagent le royaume des Bourguignons dont le dernier roi est Gondemar.

Francs. — Le père de Théodebert, Thierry, a rédigé la loi des Francs ripuaires.

Orient et Vandales. — Bélisaire, général de Justinien, envoyé contre les Vandales, fait facilement la conquête du littoral de l'Afrique : défaites, résistance énergique et captivité du roi Gélimer. L'Afrique est déclarée province de l'empire grec. Les Maures défendent leur indépendance dans les postes fortifiés du mont Atlas.

Ostrogoths. — A la mort du jeune Athalaric, que les Ostrogoths avaient su rendre hostile à sa mère, la sage Amalasonthe est forcée de partager le pouvoir royal avec son cousin Théodat.

535.

Afrique. — Plus de deux cents évêques d'Afrique, réunis à Carthage, demandent à Justinien la restitution des biens et des droits usurpés sur les églises par les Vandales ariens.

Francs. — Jusunien, qui aspire à la conquête de l'Italie, et les Ostrogoths, sollicitent, chacun de son côté, l'alliance des rois francs.

Orient et Ostrogoths. — La

mort violente d'Amalasonthe, ordonnée par Théodat, sert de prétexte à son allié Justinien pour envoyer contre les Ostrogoths, d'abord en Sicile, une armée que commande Bélisaire.

536.

Orient. — Le pape Agapit vient à Constantinople; en sa présence le patriarche de cette ville, Anthime, est convaincu de participation aux erreurs des monophysites qui ne veulent voir dans Jésus-Christ qu'une seule nature; Anthime est déposé.

Orient et Ostrogoths. — Les Grecs entrent en Italie, après l'occupation de la Sicile; Naples et Rome se rendent à Bélisaire, malgré l'élection d'un nouveau roi par les Ostrogoths, Vitigès.

537

Orient. — Solennelle dédicace de la nouvelle église de Sainte-Sophie, à Constantinople (décembre). — C'est une des gloires de l'art byzantin: Justinien l'assimilait au temple de Salomon. Construite pour le culte chrétien, elle a reçu la forme d'une basilique païenne.

538.

Égypte. — Les monophysites commencent à être appelés en Égypte jacobites, du nom de Jacques Zan-zale, dit Baradée, qui se qualifiait parmi eux d'évêque universel.

Orient et Ostrogoths. — Vitigès, après plus d'une année d'efforts pour arracher Rome à Bélisaire, va s'enfermer dans Ravenne.

539.

Francs et Italie. — Théodebert, roi d'Austrasie, conduit une armée en Italie; il frappe aussi bien les Ostrogoths que les Grecs, dévaste la Ligurie et la vallée du Pô, et rapporte au delà des Alpes de riches dépouilles. — Établissement en Narbonaise.

540.

Orient et Ostrogoths. — Viti-

gès, assiégé dans Ravenne, se livre à Bélisaire, qui l'enverra à Constantinople comme autrefois Gélimer. Les Goths d'au delà du Pô nomment aussitôt un nouveau roi pour diriger la défense nationale.

Orient grec et Perses. — La dévastation de la Syrie par Khosroës I^{er}, qui n'épargne pas Antioche, force Justinien à payer un nouveau tribut.

541.

Orient. — Justinien déclare le consulat aboli.

542.

Francs et Visigoths. — Les rois Childebart et Clotaire conduisent une expédition en Espagne contre les Visigoths, dans l'espoir d'un butin aussi riche que celui que Théodebert a rapporté d'Italie. — Ils ne vont pas au delà de Saragosse.

Judée et Perses. — Les Perses envahissent la Palestine, mais Bélisaire la recouvre.

Orient et Ostrogoths. — L'absence de ce général laisse au nouveau roi des Ostrogoths, Totila, l'occasion d'une victoire sur l'armée grecque près du Pô.

543

Orient et Ostrogoths. — Un siège difficile rend Totila maître de Naples sur les Grecs.

544.

Francs. — La captive Radegonde, du sang royal de Thuringe, qui avait été épousée malgré elle par le roi franc Clotaire, se consacre à Dieu dans un monastère de Poitiers sans le consentement de son mari: elle cultiva l'amitié du poète latin Fortunat.

Orient grec et Perses. — Les troupes des Perses sont réduites après de grands désastres à lever le siège de la ville grecque d'Édesse en Mésopotamie. C'est ce qui décide Khosroës à une trêve.

545.

Francs. — Le corps de sainte Clotilde, morte peut-être deux ans plus tôt, est enseveli auprès de celui de Clovis, son mari, dans l'église de Saint-Pierre et Saint-Paul, basilique souterraine de Paris, au-dessus de laquelle s'est élevé le Panthéon.

546.

Francs. — Le roi d'Austrasie Théodebert, après avoir effrayé encore l'Italie, même la Sicile, des dévastations de ses auxiliaires barbares, consent à un traité d'amitié avec le roi des Ostrogoths Totila. — Ennemi des Grecs, il prend le titre d'auguste, se portant pour compétiteur de Justinien, comme faisaient les généraux de l'empire ou les chefs étrangers, avant la chute de l'empire romain d'Occident.

Orient et Ostrogoths. — Rome est reconquise par le Goth Totila; il renverse le tiers des murs et brûle le Capitole. Il eût voulu anéantir cette ville qui n'était capable de dévouement ni pour les Germains ni pour les Grecs.

547.

Angles et Bretagne. — Venu de la Chersonèse cimbrique avec les Angles idolâtres, Idda fonde, au sud du pays des Pictes, un État, le Northumberland, qui s'étendra du nord au sud depuis le Forth jusqu'à l'Humber.

Orient et Ostrogoths. — Bélisaire, renvoyé en Italie par Justinien, fait de nouveau la conquête de Rome, dont il relève les murailles. — Bientôt il demande et obtient son appel.

548.

Orient. — Mort de Théodora, femme de Justinien.

Orient et Francs. — Justinien confirme aux Francs d'Austrasie la possession du bassin du Rhône, autrefois occupé par les Ostrogoths d'Italie.

Visigoths. — Le roi Theudis

meurt assassiné dans son palais à Barcelone.

549.

Ostrogoths. — Depuis le départ de Bélisaire, les succès de Totila ramènent les Goths vers Rome, que cette fois il traite avec ménagement. Il veut en faire la capitale de son empire, comme si la domination des Goths avait encore chance de durée.

550.

Pologne. — Les Slaves polonais regardent comme le fondateur de leur monarchie Lech, dont les descendants gouvernèrent pendant trois cents ans avec le titre de ducs.

551.

Suèves. — Le roi des Suèves, Cariaric, renonce à l'hérésie arienne pour la foi catholique.

552.

Orient et Ostrogoths. — Une grande bataille gagnée par l'eunuque Narsès, habile général grec, sur Totila, est suivie de la mort de Totila et de l'occupation de Rome par l'armée impériale : c'était pour la sixième fois depuis seize ans que Rome était asslégée.

Visigoths. — Le roi Agila se défend péniblement contre un prétendant Athanagilde auquel Justinien vend des secours : les Grecs garderont une partie de la côte orientale.

553.

Orient. — Le sixième concile général tenu à Constantinople ne traite pas de questions de foi ; il règle seulement des débats de personnes, qu'avaient soulevés les trois chapitres, trois ouvrages théologiques empreints des erreurs de Nestorius et d'Eutychès. Les trois chapitres, contre lesquels s'était prononcé Justinien, sont condamnés par le concile. — Le pape Vigile, venu depuis deux ans à Constantinople, où il est comme prisonnier, refuse de se trou-

ver aux conférences ; il accepta ensuite ce qui s'y était fait.

Orient et Ostrogoths. — Le nouveau roi des Goths, Télas, meurt en combattant contre les Grecs en Campanie. — L'Italie est tout entière au pouvoir de Narsès, qui la gouvernera comme exarque, au nom de l'empereur, pendant quinze ans.

554.

Grecs et Perses. — La Colchide, dont une partie de la population est chrétienne, est le théâtre de la guerre entre les Grecs et les Perses, pendant huit ans.

Italie. — Appelées en même temps par les Ostrogoths et par les Grecs, deux armées germaniques sont lancées par Théodebald, fils de Théodebert, le roi d'Austrasie, au delà des Alpes, dans l'espérance d'une conquête durable ou du moins d'un riche butin ; elles tombent sous les coups de Narsès ou sont dévorées par les maladies. — Vérone et Brescia, qui ont tenu les dernières pour les Ostrogoths, font leur soumission à Narsès. — Les lois de Justinien sont mises en vigueur dans la péninsule.

Visigoths. — La défaite et la mort d'Agila permettent à Athanagilde de régner seul sur les Visigoths. Il fixe sa résidence à Tolède sur le Tage, qui devient la capitale du royaume.

555.

Francs. — Clotaire I^{er}, devenu roi de l'Austrasie par la mort du fils de Théodebert, combat malgré lui et sans succès les Saxons qui sont au delà du Rhin. — Il est en guerre avec son fils Chramne, que soutient l'autre roi franc Childebart.

558.

Francs. — La mort de Childebart, qui ne laissait que des filles, donne tous les États francs à son frère Clotaire I^{er}. Clotaire va résider à Paris. — La monnaie d'or, que les pre-

miers des rois francs ont fait battre à leur effigie, était reçue même dans l'empire grec.

559.

Orient. — Les Bulgares entrent par le Danube glacé sur les terres de l'empire ; ils dévastent la Thrace et s'approchent des faubourgs de Constantinople.

560.

Francs. — Clotaire I^{er} est le meurtrier de son fils Chramne, qu'il fait brûler avec sa femme et ses filles dans une ville bretonne.

561.

Francs. — A la mort de Clotaire I^{er}, ses quatre fils ont chacun un royaume comme autrefois les fils de Clovis : mêmes résidences, Metz, Soissons, Paris, Orléans ; mais Gontran, qui a Orléans, règne sur l'ancien royaume des Bourguignons ; la Gaule méridionale est partagée entre les quatre frères. — Dans l'Austrasie, qui appartient toujours à l'aîné avec la résidence royale Metz, le comte ou maire du palais, intendant de la maison royale, est élu par les nobles, les leudes.

562.

Avares et Francs. — Les Avares, horde de Huns, se jettent sur la Gaule austrasienne ; pendant que le roi d'Austrasie, Sigebert, les combat, son frère Chilpéric, roi de Neustrie, qui réside à Soissons, envahit une autre partie de ses États.

Grecs et Perses. — Traité de paix : l'empereur paye tribut ; il obtient le droit de liberté religieuse pour les chrétiens de la Perse.

563.

Orient. — Justinien veut faire admettre, comme article de foi, son opinion sur l'incorruptibilité du corps de Jésus-Christ avant la résurrection, opinion que rejettent le patriarche de Constantinople et celui d'Antioche.

565.

Orient. — Mort de Bélisaire, en disgrâce depuis cinq ans. — Mort de Justinien, sans enfant (novembre). — Il laisse l'empire considérablement agrandi du côté de l'Occident, couvert de fortifications et d'édifices publics, utiles à la défense des frontières, à l'assainissement et à l'embellissement des villes. L'historien de ce règne est Procope, secrétaire de Bélisaire. — Son neveu, Justin II, lui succède.

Suèves. — Le fils de Cariaric, le roi Théodemir, qui a fait abjuration solennelle de l'arianisme dans le premier concile tenu à Braga, au nord de l'embouchure du Douro, ramène son peuple au culte romain.

566.

Franks. — Mariage du roi d'Austrasie, Sigebert, avec Brunehaut, fille d'Athanagilde, roi des Visigoths.

Lombards. — Les Lombards de Pannonie, sous leur chef Alboin, neveu du roi des Ostrogoths Théodoric, avec le concours des Avars, établis alors au nord de la vallée inférieure du Danube, écrasent la nation des Gépides; il prend pour femme Rosamunde, la fille du roi vaincu.

567.

Franks. — La mort de Caribert, roi de Paris, réduit à trois les royaumes franks. — Mariage de Chilpéric, roi de Neustrie, avec Galswinthe, sœur aînée de Brunehaut.

Italie. — L'eunuque Narsès, gouverneur de l'Italie grecque depuis quatorze ans, est disgracié par l'empereur Justin II; il meurt à Rome avant d'avoir pu s'embarquer pour Constantinople.

568.

Franks. — Les Avars et les Thuringiens sont vainqueurs de Sigebert, qui reste quelque temps leur prisonnier. — Après le meurtre

de Galswinthe, Chilpéric épouse Frédégonde. — Guerre avec son frère.

Italie et Lombards. — La nation lombarde, entraînant les Gépides et les Bulgares, quitte la Pannonie sous son chef Alboin, et se met en mouvement vers les Alpes vénétiennes pour entreprendre la conquête de l'Italie grecque. Les compagnons d'Alboin sont encore païens.

Visigoths. — A la mort d'Athanagilde, les Visigoths de la Gaule et ceux d'Espagne sont en désaccord pour l'élection d'un roi. — Le gouverneur de Septimanie, élu par les premiers, fixe sa résidence à Narbonne; il s'associe son frère Léovigilde, qui régnera sur l'Espagne.

569.

Égypte. — L'Égypte se partage en deux camps religieux, les catholiques et les jacobites qui ont chacun leur patriarche. L'Église, pendant des siècles, aura dans ce pays deux chefs rivaux.

Italie et Lombards. — Le Lombard Alboin se rend maître de la Ligurie, et entre à Milan; longue résistance de Pavie.

570.

Arabie. — Invasion de l'Yémen, région du sud-ouest de l'Arabie, par le chef chrétien des Abyssins, Abraham-el-Aschram. Son armée, déjà décimée par une épidémie, est combattue par le chérif Abdolmotalleb qui sauve la Mecque ville de l'Hedjaz, principal foyer de l'idolâtrie puisque le temple de la Caaba contenait trois cents idoles. Origine de l'ère de l'éléphant, en usage chez les Arabes. — Mahomet naît à la Mecque: son père et sa mère étaient de la tribu des Khorechites, et de la famille des Hashémites; il est petit-fils d'Abdolmotalleb.

571.

Angles et Bretagne. — Un des chefs des Angles, Offa, commence à

régner dans l'Est-Angle, au nord du royaume d'Essex.

Grecs et Perses. — Les chrétiens de la Persarménie, en se mettant sous la protection de l'indolent Justin II, entraînent ce prince dans une guerre contre Khosroës, qui sera malheureuse pour l'empire.

572.

Francs et Lombards. — Le patrice Mummole, au nom de Gontran, roi des Francs en Bourgogne, refoule les Lombards qui avaient envahi la Gaule par les Alpes occidentales.

Italie et Lombards. — Les Lombards achèvent la conquête des régions de l'Italie qu'ils doivent le plus longtemps garder, l'Émilie, au sud-est de la Ligurie, la Toscane, l'Ombrie, le territoire de Bénévent. — Pavie, grande cité ligurienne, se rend après un siège de trois ans : elle sera la résidence des rois lombards. — Les principaux compagnons d'Alboin reçoivent chacun une part de la terre conquise, s'en forment des duchés et constituent une aristocratie militaire.

Visigoths. — Léovigilde, par la mort de son frère, réunit toute la monarchie des Visigoths ; il associera ses deux fils à la royauté.

573.

Francs. — Inutile médiation des évêques et de Gontran, entre Sigebert et Chilpéric qu'animent leurs femmes Brunehaut et Frédégonde, auteur de la mort de Galswinthe. La guerre se fait surtout sur le territoire de l'Aquitaine, où les deux rois ont des possessions.

Lombards. — Alboin, au milieu de l'occupation facile de l'Italie grecque, meurt assassiné par sa femme Rosamunde, la fille du roi gépide. — Le droit d'élection exercé par les principaux chefs militaires, les ducs lombards, donne une royauté précaire de dix-huit mois à Cleph, un de leurs égaux.

574.

Orient. — Justin II crée César Tibère, son gendre, général à la fois sage et énergique, qui lui succédera dans quatre ans.

575.

Francs. — Sigebert, reconnu roi par les Neustriens en haine de Chilpéric, était élevé sur le pavois à Vitri, entre Arras et Douai, lorsqu'il est assassiné par des émissaires de Frédégonde. — Brunehaut est retenue captive et envoyée à Rouen, où Mérovée l'épousera à l'insu de son père Chilpéric. Le jeune fils de Sigebert, Childeburt, âgé de cinq ans, sauvé des mains de Chilpéric, est roi d'Austrasie avec un conseil de leudes.

Lombards. — Après la mort violente de Cleph, les chefs militaires ne nomment pas de roi : Cleph laissait un fils enfant.

576.

Francs. — Brunehaut est rendue à la liberté par le roi de Neustrie, sur les menaces des Austrasiens.

Francs et Lombards. — Les Lombards passent encore les Alpes, et sont repoussés par Mummole, patrice de Gontran.

Grecs et Perses. — Victoire du général grec Justinien dans les plaines de Mélitène, près de l'Euphrate, à l'entrée de la Cappadoce : les Grecs pénètrent jusqu'au cœur des provinces perses, sans faire de conquête durable.

577.

Francs. — Chilpéric, encouragé par Frédégonde, fait déposer dans un concile, à Paris, l'archevêque de Rouen Prétextat, qui avait béni le mariage de Mérovée avec Brunehaut. Grégoire, évêque de Tours, le premier chroniqueur des Francs chrétiens, s'oppose vainement aux désirs du roi. — Gontran, qui n'a pas de fils, adopte par les armes son

seven Childeberr; Childeberr cependant s'unira à Chilpéric pour dépouiller Gontran.

579.

Perses. Mort de Khosroës I^{er} le Grand, surnommé le Juste (Noushirwan) : l'éclat de ce règne sera relégué par les fautes et les malheurs du prince suivant.

580.

Francs. — Chilpéric et Frédégonde, pour conjurer la mort qui menace coup sur coup deux de leurs enfants, détruisent par le feu les rôles des impôts dont ils accablaient leurs sujets, serfs et hommes libres.

Visigoths. — Léovigilde fait épouser à son fils Hermenegilde Ingunde, fille de Sigebert d'Austrasie; elle parviendra, avec l'aide de l'évêque de Séville, à convertir son mari à la foi catholique. — Léovigilde persécute, en sectaire, les ennemis de l'arianisme.

582.

Empire d'Orient. — L'empereur Tibère, près de mourir, désigne pour lui succéder le général Maurice, qui s'est signalé dans les guerres contre les Perses. — Le nouvel empereur sera sans force contre les Avars, qui désolent les contrées au sud du Danube avec leur chef Baïan.

Francs. — La noblesse des trois royaumes francs conspire la ruine des princes régnants, en faveur de Gondovald, prétendu fils de Clotaire I^{er}, qui s'est réfugié auprès des empereurs grecs. Gondovald débarque par la Méditerranée dans les États du roi de Bourgogne, Gontran.

Lombards. — Les Lombards, contre lesquels le pape a vainement demandé des secours aux Grecs de Constantinople viennent piller, au sud-est du duché de Rome, le monastère bénédictin du Mont-Cassin.

Visigoths. — Une guerre de deux ans commence entre le roi

Léovigilde, et son fils catholique Hermenegilde qui, pour se soustraire aux persécutions religieuses, s'associe à des rebelles.

584.

Angles et Bretagne. — Un chef angle, Crida, est le premier roi de Mercie; ce royaume touche à la frontière du pays des Cambriens, qui occupent les régions occidentales de la Bretagne.

Francs. — L'assassinat de Chilpéric (par Frédégonde?) laisse la Neustrie à Clotaire II, enfant au berceau; malgré Childeberr, roi d'Austrasie, la régence est partagée entre Gontran et Frédégonde, mère de Clotaire II, qui bientôt gouverne seule.

Francs et Lombards. — Childeberr, comme tant de rois d'Austrasie, conduit une expédition en Italie; cette fois il combat les Lombards à la sollicitation de l'empereur grec, et revient enrichi de l'or des Grecs et des Lombards.

Lombards. — La nation lombarde s'est de nouveau donné un roi : dix ans après la mort de son père Cleph, Autharis est élu. — Les diversions des Francs empêcheront les Lombards d'étendre leur conquête sur le territoire grec.

Visigoths. — Hermenegilde, le fils rebelle du roi, trahi et pris, subit le martyre à Tarragone; sa femme a le même sort. — Ces cruautés fournissent une occasion de guerre contre les Visigoths, à Gontran, oncle paternel de la princesse persécutée.

585.

Francs. — Le complot de Gondovald est étouffé dans le sang, par Gontran et par Childeberr, de nouveau réconciliés. — Deux tentatives d'assassinat de Frédégonde sur Chilpéric. — Mort violente de plusieurs leudes austrasiens complices de Frédégonde, ordonnée par Childeberr et Brunehaut. — Le concile de Mâcon, qui a été confirmé par un

édit du roi Gontran, enjoint, sous peine d'excommunication, de payer la dîme aux prêtres et aux ministres de l'Eglise : c'est le premier concile qui l'impose comme une dette.

Suèves et Visigoths. — Léovigilde, profitant des dissensions de la nation suève, s'empare successivement des diverses parties du royaume, et fait tonsurer le dernier prince. — Tous les peuples germaniques de la péninsule sont sous le même commandement.

Turcs. — Les Turcs, qui habitent à l'est de la mer Caspienne, ravagent, peut-être comme alliés des Grecs, les terres de l'empire perse.

586.

Visigoths. — Mort de Léovigilde. Il est le premier roi des Visigoths qui ait pris le sceptre, la couronne, le manteau royal. — Son deuxième fils, Récarède, lui succède.

587.

Frances. — Tentative d'assassinat de Frédégonde sur Gontran. — Conférence et traité d'Andelot dans le diocèse de Langres, au nord du royaume de Bourgogne, entre Gontran, Brunehaut et Childeberr, qui a déjà deux fils. Pacte d'amitié entre les rois; compensation territoriale donnée à Brunehaut pour le meurtre de sa sœur; confirmation des privilèges bénéficiaires des leudes.

Visigoths. — Récarède, dans un concile de tous les évêques catholiques et ariens, fait discuter la question de dogme, et embrasse ouvertement la foi romaine : les évêques et le peuple imitèrent le roi.

588.

Orient et Rome. — Le patriarche de Constantinople, Jean le Jeuneur, prend le titre de patriarche œcuménique, comme s'il était au moins l'égal de l'évêque de Rome. Plaintes du pape.

589.

Frances. — Recensement fiscal,

suisant la loi romaine, ordonné par Childeberr dans ses États d'Aquitaine. — Un duel judiciaire, suivant les usages germaniques, est poussé par l'ordre de Gontran jusqu'à ses dernières conséquences : le noble, antagoniste du vilain, vaincu dans la personne de son champion, est lapidé.

Perse. — Le général perse Bahram ou Varane, se venge avec cruauté du roi Hormisdas, trop oublieux des services qu'il lui a rendus contre les Turcs. La famille des Sassanides est horriblement mutilée par Bahram, qui place sur le trône ensanglanté le fils d'Hormisdas, Khosroës II.

Visigoths. — Le troisième concile de Tolède, inspiré par le roi Récarède, défend de faire aucun travail le dimanche, sous peine, pour le contrevenant, s'il est libre, de payer six sols d'amende au comté de la cité; s'il est serf, de recevoir cent coups de fouet (mal). — Le concile de Narbonne proscriit un reste de paganisme qui consistait à s'abstenir de travailler le jeudi parce que ce jour était consacré à Jupiter (novembre).

590.

Frances. — Désastre de deux bandes germaniques envoyées par Childeberr en Italie. — Gontran fait sans succès une expédition contre les Bretons de la péninsule armoricaine, qui a pris le nom des fugitifs de la Grande-Bretagne.

Lombards. — Mort du roi Autharis, qui était marié à une femme chrétienne, Théodelinde de Bavière; elle épousera et fera nommer roi le duc lombard de Turin Agilulfe.

Perse. — L'usurpation du trône de la Perse par Bahram tourne à sa honte et à sa ruine. — Le jeune Khosroës sera rétabli dans les États paternels par l'empereur grec Maurice.

Rome. — Exaltation de saint Grégoire le Grand, demandé unanimement par le clergé et par le peuple de Rome. A l'occasion de son élection

il compose le *Pastoral* qui traite des marques de la vocation à l'épiscopat, des obligations et des vertus de la vie épiscopale.

593.

Francs. — La mort de Gontran donne sa succession territoriale à son neveu, son fils d'adoption, Childeberr d'Austrasie, qui tente alors, mais sans succès, de dépouiller Clotaire II.

Lombards et Rome. — Les Lombards viennent assiéger Rome : saint Grégoire conjure le péril.

595.

Constantinople et Rome. — L'humilité de saint Grégoire le Grand assure mieux la suprématie de l'Église de Rome, que l'orgueil du patriarche de Constantinople, Jean le Jeûneur, ne conquiert de suffrages à son Église ; le pape prend dans ses lettres le titre de serviteur des serviteurs de Dieu (*servus servorum Dei*) qui a passé depuis en formule dans les lettres pontificales.

596.

Francs. — Mort de Childeberr II. L'aîné de ses fils, Théodeberr II, a l'Austrasie ; Thierry II a le royaume d'Orléans et de Bourgogne.

597.

Grande-Bretagne. — La mission du moine romain Augustin, envoyé dans la Bretagne par le pape Grégoire le Grand, décide la conversion du roi de Kent, Ethelbert, qui avait épousé une femme chrétienne, Berthe, fille de Caribert, roi des Francs. Augustin fonde l'archevêché de Cantorbéry. — Sebert ou Sigebert, roi saxon d'Essex depuis 597, sera converti par le prêtre Mellitus, qui devient évêque de Londres : fondation de l'église de Saint-Paul et, peu après, de l'église de Saint-Pierre de Westminster. — La conversion des Saxons et des Angles ne sera achevée qu'en 680.

598.

Francs. — En 597 ou en 598, Frédégonde meurt à Paris, toute-puissante après une dernière guerre contre Brunehaut et les fils de Childeberr.

599.

Rome. — Saint Grégoire le Grand réforme l'office de l'Église romaine. L'école de chant, dit *grégorien*, établie par lui, a subsisté pendant des siècles ; ce chant a été imité par presque toutes les nations.

VII^e SIÈCLE APRÈS J. C.

APERÇU GÉNÉRAL.

Pendant que l'empereur Héraclius, qui a vengé sur le cruel et déréglé Phocas la mort de Maurice, est aux prises avec les Perses et avec les Avars, et qu'à la façon de Trajan il pénètre jusque dans les provinces qui sont au delà du Tigre, un Arabe de la Mécque, homme de génie, Mahomet, passionné et enthousiaste ; fanatique et imposteur, tel qu'il convient d'être pour égarer et subjuguier

les peuples, fonde l'an 622 (date de l'hégire) une religion nouvelle, et un nouvel empire. La croyance en un Dieu unique, que proclame le prophète, n'empêche pas ses sectaires de frapper les chrétiens aussi bien que les Perses : l'empire des Sassanides tombe sous le joug des musulmans. L'invasion sortait des flancs de l'Arabie ignorée, comme, deux siècles auparavant, elle avait été vomie des profondeurs du nord également inconnu. La guerre porte le Koran des extrémités orientales de la Perse jusqu'au pays des Maures africains, et les Grecs, en Orient, sont réduits à l'Asie Mineure.

Mais le Bas-Empire, qui présentait un si hideux spectacle sous les Héraclides, est sauvé d'une ruine complète par les discordes que le fanatisme et l'ambition entretiennent chez les musulmans, même après l'avènement des Ommiades au califat héréditaire de Damas : il y a schisme entre les disciples de Mahomet comme il y a des hérésies au milieu des chrétiens.

Le peu que les Grecs ont en Italie appartient à des exarques indépendants. Les progrès des Lombards sont ralentis par les dissensions qu'engendre l'oligarchie militaire. Une heureuse position maritime, un gouvernement libre sous un chef électif et à vie, appelé duc ou doge, placent Venise en dehors des prétentions des Lombards et des Grecs qui ont également besoin de ses vaisseaux et de son industrie.

Les peuples germaniques rédigent ou modifient leurs lois qui dureront plus longtemps que leur puissance militaire. L'Europe a vu surgir presque autant de codes qu'il y a eu de déplacements de peuples barbares. Le droit romain cependant ne périt pas.

Les Francs sont ceux qui ont subi la révolution intérieure la plus décisive. Le pouvoir passe, après Dagobert, des mains des rois faibles aux maires du palais : d'intendants de la maison du roi, ces maires deviennent ministres et généraux d'armées ; ils sont plus que les rois à la fin du siècle. La race des conquérants, dont les chefs mérovingiens ont singulièrement dégénéré, conserve sa sève barbare dans les forêts de l'Austrasie. La grossièreté de ses mœurs, encore presque sauvages, la préserve des causes de ruine qui ont perdu les Ostrogoths, les Visigoths, les Bourguignons ; mais les luttes civiles de la Neustrie et de la Bourgogne font tomber le pouvoir suprême aux mains d'un duc austrasien de la maison d'Héristal. Avant que la dynastie mérovingienne aille finir dans le cloître où Pépin l'enfermera, le moine Marculfe recueille les formules des actes ecclésiastiques et civils, et contribue ainsi à nous faire connaître l'histoire, les lois, les mœurs et la langue de nos aïeux. Le latin est la langue de tous les recueils de lois ou de jurisprudence.

Les progrès de la foi catholique sur l'idolâtrie ou sur l'arianisme, l'accroissement des privilèges de l'Église qui, en Espagne, s'élève même jusqu'à la puissance politique, dominent l'histoire des Anglo-Saxons, des Visigoths et des Lombards. Les moines de l'Irlande auront des émules dans ceux de la Grande-Bretagne; et il ne sera pas rare que des rois germanains préfèrent le couvent au trône. Bède le Vénérable va bientôt écrire l'histoire ecclésiastique de l'Angleterre.

L'hérésie est le point de contact, non le lien, entre l'Occident et l'Orient. Le monothélisme fut la grande affaire ecclésiastique de ce siècle. Il s'agissait de savoir si Jésus-Christ n'étant qu'une personne, mais ayant deux natures, l'une divine, l'autre humaine, il fallait reconnaître en lui une unique ou une double volonté. Un tel sujet occupa, durant plus de cent ans, les moines, les docteurs, les conciles, les papes et les rois. L'*Ecthèse* d'Héraclius, et le *Type* de l'empereur Constant, furent condamnés par les papes. La dispute dura jusqu'après le sixième concile général, troisième de Constantinople, qui, en 681, anathématisa le monothélisme, suivant le vœu du saint-siège.

La médecine, l'histoire, fournissent chez les Grecs quelques noms qui méritent peu de sortir de l'obscurité.

CHRONOLOGIE.

600.

Avares et Grecs. — L'empereur Maurice laisse égorger par les Avares douze mille prisonniers romains qu'il aura le peu racheter.

Francs. — Les deux fils de Chilperic enlèvent à Clotaire II, fils de Frédégonde, la plus grande partie de la Neustrie.

601.

Visigoths. — Mort de Récarède. Il avait rendu héréditaires, mais en les restreignant dans des limites précises, les pouvoirs de ducs, de comtes, de gouverneurs de places fortes. — Après lui, le mode vicieux de succession cause une longue anarchie et fait en peu de temps passer beaucoup d'ambitieux sur le trône.

602.

Empire d'Orient. — L'armée, lassée des fatigues de la guerre contre

les Avares, se fait complice du centurion Phocas, que porte à l'empire une insurrection; il fait mourir les cinq fils, la femme de Maurice, et Maurice lui-même. Le nom de Phocas déshonore les annales de l'empire déjà tant souillées.

Lombards. — Le roi Agilulfe, par les conseils de sa femme catholique, Théodelinde, et du pape Grégoire le Grand, renonce à l'hérésie arienne. L'exemple du prince n'entraîne pas toute la nation.

603.

Grecs et Perses. — L'ancienne rivalité des Grecs et des Perses recommence après la mort de Maurice, bienfaiteur de Khosroës; la guerre sera heureuse pour Khosroës, pendant dix-huit ans.

604.

Francs et Lombards. — Les

deux peuples se jurent une paix inviolable.

Lombards. — Les Lombards permettent à Agilulfe d'associer à la royauté son fils âgé de deux ans.

Rome. — Mort de saint Grégoire le Grand, que ses nombreux écrits, le Pastoral, des homélies, plus de huit cents lettres sur des sujets de politique, de morale, et de dogme, recommandent autant que ses vertus pontificales.

605.

Francs. — Brunehaut, détestée de la noblesse austrasienne qu'elle a réduite à l'obéissance par les rigueurs les plus sanglantes, pousse en vain à la guerre les leudes de Bourgogne contre l'Austrasie. Son favori le maire du palais de Bourgogne, Protadius, est égorgé dans la tente même de Thierry.

608.

Francs, Lombards et Visigoths. — Une ligue formidable entre les rois des Visigoths, des Lombards, des Neustriens ; auxquels se joint le roi d'Austrasie Théodebert, menace Thierry, roi de Bourgogne, au nom duquel gouverne son aïeule Brunehaut. — Thierry et Brunehaut font lapider saint Didier, évêque de Vienne, qui leur reproche leurs crimes.

Rome. — Le temple du Panthéon bâti à Rome, par Agrippa, vingt-cinq ans avant Jésus-Christ, est consacré au culte catholique, avec la permission de l'empereur Phocas.

609.

Francs. — Le moine irlandais saint Colomban, censeur des crimes de Brunehaut et de Thierry, roi de Bourgogne, est arraché par eux à son monastère de Luxeuil dans les Vosges. Le monastère de Bobbio, en Italie, au sud du Pô, sera sa dernière retraite.

610.

Arabie. — A quarante ans, un Arabe d'illustre origine, Mahomet,

qui a longtemps conduit des caravanes, mais qu'un riche mariage a rendu indépendant, se déclare prophète. Il attaque l'idolâtrie, prêche l'idée d'un Dieu unique et se dit inspiré de l'ange Gabriel. Le livre des Juifs et des chrétiens lui fournit les grands principes de sa réforme religieuse ; il prétend continuer la révélation primitive transmise par Dieu, à Adam, à Noé, à Abraham, à Moïse, à Jésus-Christ, le plus grand des prophètes avant lui.

Empire d'Orient. — La haine publique fait justice des crimes du tyran Phocas, que remplace sur le trône le fils de l'exarque d'Afrique, Héraclius.

Orient grec, Avars et Perses. — Pendant douze années du nouveau règne, les provinces orientales seront à la merci des Perses ; celles du nord-ouest, à la merci des Avars. — Antioche est occupée par les Perses, que secondent les Juifs ; dévouement du patriarche d'Antioche, après la mort duquel le siège épiscopal reste vacant pendant dix-neuf ans.

611.

Vascons. — Le roi visigoth arrête un mouvement des Vascons de Gaule qui voulaient faire invasion en Espagne.

612.

Francs. — Les désastres de son petit-fils Théodebert, roi d'Austrasie, vaincu à Toul et à Tolbiac, déposé et tué par Thierry de Bourgogne, qu'elle-même a armé contre son frère, sont comme le dernier triomphe de Brunehaut.

Visigoths. — Sisebut commence un règne brillant de huit ans : l'amour de la justice, des lettres et de l'éloquence, s'unit en lui à la valeur et à la piété ; mais il a été cruel pour les Juifs.

613.

Francs. — La mort de Thierry

laisse la Bourgogne et l'Austrasie sans maître. On ne veut pas reconnaître les quatre fils qu'il a eus de concubines ; son aïeule Brunehaut est détestée. — Les leudes des deux royaumes appellent Clotaire II de Neustrie. Brunehaut, traînée même par le maire Warnachaire, ne peut tenir contre les Neustriens, malgré l'assistance des Germains d'au delà du Rhin ; Clotaire II la fait périr dans les supplices, en lui reprochant ses adultères, et le meurtre de dix rois. Il réunit les trois couronnes, mais chaque royaume a un maire particulier.

Grande-Bretagne. — Les Angles de Northumberland, dans une guerre contre les réfugiés bretons, et contre les Gallois, détruisent le célèbre monastère de Bangor, au nord du pays de Galles, foyer de religion et d'études ; ils y tuent douze cents moines.

614.

Grecs et Perses. — Les Perses sous Satharas, général de Khosroës II, prennent un vainqueur dans Jérusalem, en enlevant la vraie croix et prenant captif le patriarche Zacharie ; une partie de la population est transportée au-delà du Euphrate ; les Juifs sont joints aux Perses pour combattre les chrétiens. — Les habitants fugitifs de la Palestine sont rassemblés par le patriarche d'Alexandrie, Jean l'Aumônier.

615.

Francs. — L'édit de Clotaire II, après le concile de Paris, confirme les privilèges des seigneurs francs, des évêques et des clercs.

616.

Grecs et Perses. — Les armées de Khosroës II se portent jusque sur l'Égypte, tandis qu'un autre corps des troupes perses, lancé à travers l'Asie Mineure, prendra position à Chalcedoine, devant Constantinople.

Le patriarche d'Alexandrie, Jean l'Aumônier, se réfugie dans l'île de Chypre où il meurt.

622.

Arable. — Après la mort de son oncle Abou-Taleb, chef politique et religieux de la Mecque, Mahomet fuit les persécutions des idolâtres en se retirant à Yatreb, ville rivale de la Mecque, au nord-est, qui s'appellera Medinat-Al-Nabi, ville du prophète. A Médine, il commence à exercer une autorité politique ; il attaque les caravanes de ses ennemis de la Mecque. — Sa fuite à Médine, l'hégire, ouvre l'ère musulmane.

Empire d'Orient et Perses. — Héraclius, dont la puissance semblait engloutie sous les flots de l'invasion perse et de l'invasion avar, se résout à porter la guerre au cœur des états de Khosroës : c'est une carrière de conquérant qu'il va parcourir pendant six ans ; il attaque en personne le plus redoutable ennemi de l'empire, ce que n'osa jamais Justinien. — Dans sa première campagne, il contourne l'Asie Mineure et vient livrer une bataille à Issus, vainqueur, il revient par terre à Constantinople. Il traverse la mer Noire, et va prendre à Trabzonde le chemin de la Colchide et de l'Arménie.

Francs. — L'Austrasie demande un roi particulier : Dagobert y est envoyé par son père Clotaire II avec le maire Pépin de Landen et l'évêque de Metz, saint Arnoul, dont les familles, unies par des mariages, formeront la maison d'Héristal.

623.

Orient et Avars, Perses. — Les armées grecques campent dans l'Arménie perse, à Tauris ; Héraclius ira jusqu'à Ispahan, entre la Médie et la Perse proprement dite. Les Perses et les Avars n'en tiennent pas moins les abords de Constantinople, qui sera sous leurs étreintes jusqu'en 626.

Orient et Visigoths. — Le roi visigoth Suintila chasse définitivement les Grecs de l'Espagne; il est le premier qui règne sur toute la péninsule.

625.

Visigoths. — Suintila, en associant son fils au trône, irrite la nation jalouse de son privilège d'élection.

626.

Orient. — Développement de l'hérésie des monothélites qui ne veulent reconnaître qu'une seule volonté dans le fils de Dieu fait homme; elle est favorisée par le patriarche de Constantinople Sergius, par Cyrus, évêque de Phasis en Colchide, et par l'empereur.

627.

Grande-Bretagne. — Edwin, le roi de Northumberland, suivant les conseils de sa femme, fille du roi chrétien de Kent, se fait baptiser par le missionnaire Paulin, qui devient évêque d'York. Équité, sagesse de son gouvernement. Dix mille des Angles reçoivent avec lui le baptême.

Grecs et Avars, Perses. — Le chef des Avars, Bajan, a renoncé à assiéger Constantinople. Héraclius, qui depuis cinq ans n'a pas quitté les frontières ou les provinces de l'empire de Khosroës, livre sur les ruines de Ninive une bataille sanglante pour les Perses; les régions à l'est du Tigre lui sont de nouveau ouvertes.

628.

Francs. — A la mort de Clotaire II, Dagobert ne partage pas, suivant l'usage germanique, le royaume avec son frère Caribert, pourtant il lui cède une partie de l'Aquitaine avec le titre de roi. La résidence ordinaire de Dagobert est en Neustrie, mais il parcourt les trois royaumes.

Grecs et Perses. — Le fils parricide de Khosroës II, Siroës, conclut un traité avec Héraclius qui

est alors aux confins de l'Arménie, à Tauris. Les anciennes frontières sont rétablies, mais avec gloire et avec sécurité pour les Grecs. La vraie croix sera reportée à Jérusalem par Héraclius, après son triomphe à Constantinople.

629.

Grande-Bretagne. — Sigebert, second roi chrétien d'Est-Anglie, institue les premières écoles de la Bretagne anglo-saxonne, sur le modèle de celles qu'il avait vues chez les Francs.

Chine et Inde. — Hiouen-Tsang commence un voyage de seize ans à travers l'Inde, d'où il rapporte des reliques, des statues du Bouddha, et des ouvrages sanscrits sur cette doctrine, qu'il fait passer dans la langue chinoise.

630.

Arabie. — Après huit années de guerre, sans éclat, contre les idolâtres de la Mecque, le prophète Mahomet a combattu et traité avec la dernière rigueur les juifs de l'Arabie. — La Mecque lui ouvre ses portes, et les dissidents, même Abou-Sophian, par cupidité et par point de vue plus que par conviction, acceptent l'*Islam*. La religion qui sauve, et se font *musulmans*; les idoles de la Caaba sont détruites. — L'autorité militaire, civile et religieuse du prophète est reconnue dans une grande partie de l'Arabie; jusque-là l'isolement et l'esprit d'indépendance des tribus, la multiplicité des religions avaient été incompatibles avec l'établissement d'une domination unique.

Francs. — Révision, par le roi Dagobert, des lois des Francs saliens, des Francs ripuaires, des Alamans et des Bavares. Première rédaction de Capitulaires. — Relations de politique et de commerce avec les Grecs de l'Orient.

Orient. — Héraclius donne le siège patriarcal d'Alexandrie à l'é-

vêque de Phasis, Cyrus, que le patriarche de Constantinople, Sergius, avait entraîné dans le monothélisme. Le patriarche des jacobites ou monophysites d'Égypte est réduit à sortir d'Alexandrie, et à mener une vie errante dans la Thébaïde.

631.

Arabie. — Mahomet reçoit les députations de peuplades arabes qui demandent la foi nouvelle et apportent le tribut. Ses armes ont peut-être pénétré jusque dans la Syrie grecque.

France. — Mort de Caribert, qui avait épousé la fille du duc des Vascons. Ses fils Bertrand et Boggis restent ducs de Toulouse ou d'Aquitaine.

France et Slaves. — Les Slaves, qui s'étaient donné pour chef un marchand franc, Samon, inquiétant de leurs brigandages les marchands, sujets de Dagobert, sont attaqués dans leur pays, au nom du roi, par les Alamans et les Saxons, leurs voisins au sud, et au nord.

Wisigoths. — La révolte chasse le Suintila; le chef des consensand, le remplace, avec le roi de Dagobert.

632.

Arabie. — Pèlerinage de Mahomet à la Mecque, suivant l'ancien usage arabe qu'il a conservé. Sa mort à Médine. — Quoique Ali, un de ses premiers prosélytes, soit son cousin germain et ait épousé sa fille Fatime, les chefs arabes donnent à Abou-bekre, père d'une des femmes du prophète, les fonctions de calife ou vicaire du prophète, qui seront électorales pendant vingt-huit ans. — Khaled, surnommé l'Épée de Dieu, soumet des rebelles en Arabie. La guerre sainte contre les ennemis de l'islam est prêchée par Abou-bekre, et faite par Khaled, dans l'Irak (l'ancienne Chaldée), contre les Perses, et par Abou-Obeldah, en Syrie,

contre les Grecs. — Le premier calife rassemble et réunit en un livre les feuilles éparses sur lesquelles Mahomet avait déposé confusément ses pensées. C'est le Koran, loi religieuse et loi civile des musulmans.

France. — L'Austrasie demande encore à se séparer du reste du royaume. Dagobert fait d'avance le partage de la monarchie entre ses deux fils.

Grande-Bretagne. — Sigebert, roi d'Est-Anglie, se retire dans un monastère; il en sera tiré trois ans après pour combattre le roi voisin de Mercie.

Perse. — Une nouvelle ère date de l'avènement d'Isdérgerde III, enfant de douze ans, qui sera le dernier roi de la maison des Sassanides.

633.

Rome. — Le pape Honorius I^{er}, par la réponse ambiguë qu'il adresse au patriarche de Constantinople, Sergius, donne la main à l'hérésie des monothélites.

Wisigoths. — Le cinquième concile de Tolède favorise ouvertement l'usurpation du roi Sisnand, et dépouille la nation de son droit, en remettant l'élection des rois aux évêques et aux grands. Par l'ordre de ce concile, saint Isidore de Séville qui le préside compose l'office catholique de l'Espagne.

634.

Arabes. — A la mort d'Abou-bekre, son testament et le choix des musulmans portent au califat Omar. La guerre continue en Syrie.

Arabes et Grecs. — Le héros arabe Khaled, après la prise de Bosstra, en Syrie, enlève Damas, malgré la résistance énergique des Grecs.

635.

Grande-Bretagne. — Deux frères qui règnent ensemble dans le royaume de Wessex se sont faits chrétiens.

636.

Arabes. — Les musulmans fondent Bassorah, au-dessous du confluent du Tigre et de l'Euphrate, à quatorze kilomètres du golfe Persique, pour ôter aux Perses qu'ils n'ont pas encore soumis toute communication avec les Indes. Bassorah attirera à elle le commerce de l'Orient.

Arabes, Grecs et Perses. — L'Arabe Saïd commence pour l'islamisme la conquête de l'empire perse; à Kadésiah, un peu au sud de l'Euphrate, il est vainqueur de Rustan, général d'Héraclius. — La bataille d'Yermouk, fleuve de Syrie, affluent oriental du Jourdain, perdue par Manuel, général d'Héraclius, livre à Khaled le reste de la Syrie.

Francs. — Guerre de Dagobert contre les Vascons; ils se soumettent. — Le Breton Judaël vient lui rendre hommage. — Éclat de la cour du roi des Francs, activité du commerce, développement des arts. Travaux de l'abbaye de Saint-Denis dans le style des églises lombardes.

Lombards. — Le second mari de la fille d'Agilulfe et de Théodelinde, Rotharis, duc de Brescia, est fait roi.

Visigoths. — Le nouveau roi, élu à la place de Siseraud, est confirmé par une décision du sixième concile de Tolède. Le concile prononce l'excommunication contre quiconque oserait prétendre au trône, s'il n'était pas issu de l'illustre sang des Goths : dorénavant le droit d'élection est exercé par les nobles et par les évêques.

638.

Arabes et Grecs. — Jérusalem, assiégée par le musulman Amrou, capitule. Le patriarche Sophronius remet la ville au calife Omar en personne : Omar laisse aux habitants leur liberté, leurs biens et leurs églises; mais il élève une mosquée pour le culte de l'islam. Jérusalem

est la troisième ville sainte des Arabes, issus de la même race que les Juifs. — Abou-Obeldah, malgré la présence d'Héraclius et de son fils, prend la capitale de la Syrie, Antioche.

Empire d'Orient. — Un concile de Constantinople confirme l'*Écathèse*, de l'empereur Héraclius, composée par le patriarche Sergius; elle reconnaît deux natures en Jésus-Christ, mais défend de dire qu'il y ait aussi deux volontés ou deux opérations. Ces débats des monothélites sont l'occupation principale d'Héraclius qui favorise l'hérésie.

Francs. — Mort de Dagobert. Après lui, la succession des maires est plus importante que celle des rois dits saints. La Gaule franque du nord reste partagée en deux royaumes : 1^o Neustrie et Bourgogne; 2^o Austrasie.

639.

Arabes et Égypte. — Le général musulman Amrou, avec une poignée de soldats fanatisés, lance à la conquête de l'Égypte. De faciles succès le portent de l'Écluse à Babylone, près Memphis; il va assiéger Alexandrie. — Comme les indigènes de l'Égypte, ou coptes, pratiquaient presque tous l'hérésie des monophysites, dits Jacobites, leur patriarche perse, Benjamin, et le gouverneur de la haute Égypte, dévoué à leur cause, Mokawkas, secondent par leurs intrigues l'établissement musulman. — Les Grecs n'étaient même pas unis entre eux; ceux qui suivaient la religion de l'empereur, appelés pour cela melquites, étaient comme lui de la secte des monothélites. Le patriarche Cyrus, leur adhérent, fut cité cependant à la cour impériale, comme coupable d'avoir livré l'Égypte aux Sarrasins.

640.

Arabes et Égypte. — Alexandrie, après un siège de quatorze mois,

serend par capitulation à Amrou (décembre). Destruction par le feu des débris de la riche bibliothèque des Ptolémées. Administration bienveillante et éclairée d'Amrou. L'Égypte a gagné à changer de maître.

Empire d'Orient. — La Syrie étant au pouvoir des musulmans, le nouvel évêque désigné pour le siège patriarcal d'Antioche réside à Constantinople.

641.

Empire d'Orient. — Six semaines après l'occupation d'Alexandrie par les Arabes, mort d'Héraclius. — La gloire conquise sur les Perses est effacée par l'abandon honteux des provinces de l'Orient au glaive musulman, et par les discordes religieuses. — Triste série d'empereurs héraclides pendant soixante et dix ans.

Lombards. — Le roi Rotharis enlève aux Grecs les places qui leur restaient au nord-ouest de l'Italie, vers les Alpes cottiennes jusqu'à Lora, à l'entrée de la Toscane.

642.

Arabes et Perses. — Les musulmans ont éprouver aux Perses un grand désastre à Nehavend, au sud d'Écbatane.

Égypte. — Une grande disette à Médiue est soulagée par les soins vigilants d'Amrou ; il nourrit les Arabes avec les blés de l'Égypte, que leur apporte le canal restauré du Nil à la mer Rouge.

643.

Lombards. — Rotharis fait rédiger en un corps les lois des Lombards ; elles témoignent de l'usage fréquent du duel judiciaire.

644.

Arabes. — Le calife Omar est assassiné dans la mosquée de Médiue par un esclave perse. — Othman lui succède à soixante et dix ans ; la vie

d'Othman est plus fastueuse que celle des premiers califes. — Il révoque Amrou du gouvernement de l'Égypte pour le remplacer par son propre frère Abdallah.

648.

Arabes. — Le gouverneur de la Syrie musulmane, Moaviah, fils d'Abou-Sophian, impose un tribut aux Chypriotes. — Course des Arabes d'Égypte sur les côtes de l'Afrique grecque ; mort de l'exarque Grégoire, quinze mois de dévastation.

Empire d'Orient. — Le patriarche de Constantinople obtient, de l'empereur héraclide Constant II, le Type qui prétend étouffer toute discussion religieuse et imposer silence aux catholiques comme aux monothélites ; c'est un prétexte pour persécuter les orthodoxes qui combattent l'hérésie. — Jérusalem, après la mort du patriarche Sopronius, restera soixante ans sans évêque.

649.

Rome. — Le pape saint Martin, dans un concile tenu à Latran, condamne toutes les hérésies, spécialement celle des monothélites, avec l'hérésie d'Héraclius, et le Type de l'empereur Constant.

Visigoths. — Le roi Chindasvinde, fils de Suintilla, qui a réprimé avec vigueur la turbulence de la noblesse, associe son fils au trône, et lui laisse l'autorité pour passer le reste de sa vie dans la retraite et les œuvres de piété. Il a réformé le code visigothique, auquel sont soumis indistinctement tous les sujets germains et romains.

681.

Arabes. — Moaviah, le gouverneur de Syrie, enlève aux Grecs l'île de Rhodes, et fait mettre en pièces le colosse de bronze, qui date de l'an 280 avant Jésus-Christ.

682.

Arabes et Perses — La mort

VII^e SIÈCLE (652-661).

d'Iesdégérde III, retiré à la frontière de la Chine, assure aux Arabes la possession entière de l'empire des Sassanides.

par la flotte de l'empereur Constant : une bataille navale est gagnée par les musulmans.

653.

Égypte.— Les jacobites ou monophysites, devenant maîtres de toutes les églises de l'Égypte sous la protection des Arabes, le patriarche melquite, qui était de la religion de l'empereur, abandonne son siège et se retire à Constantinople. Pendant soixante-quatorze ans, l'Égypte sera sous l'autorité religieuse des jacobites.

Empire d'Orient et Rome.— Le pape saint Martin commence à éprouver le ressentiment cruel de l'empereur Constant, dont il a anathématisé les erreurs; il est tiré par force de l'église, enlevé de Rome pour être conduit à Constantinople, où l'attendent les humiliations, les souffrances et la captivité, qui hâteront sa mort.

Francs.— L'abbaye de Saint-Denis est exemptée de la juridiction épiscopale.

Lombards.— Les Lombards, après la mort du fils de Rotharis, prennent pour roi un neveu de la reine Théodelinde, qui est, comme elle, de race bavaroise et catholique.

Visigoths.— Le neuvième concile de Tolède ordonne que l'élection du roi ait lieu dans l'endroit où le dernier prince sera mort; qu'elle soit faite par les évêques qui s'y trouveront présents et par les grands du palais. — Le roi régnant, fils de Chindaswinde, s'engage pour lui et pour ses successeurs à ne lever d'impôts que du consentement de la nation; le roi n'exerce plus que le pouvoir exécutif sous le contrôle des conciles nationaux.

655.

Arabes et Grecs.— Moaviah, qui pensait à attaquer Constantinople, est retenu sur les côtes de Lyce

656.

Arabes.— Une révolte, à Médine même, cause la mort violente du calife Othman. — Ali, cousin et gendre du prophète, malgré Ayesha, fille d'Abou-bekre, le remplace dans le califat. Ayesha arme contre Ali Zobeir et Telha, qui sont vaincus et tués, près de Bassorah, à la journée du Chameau; Moaviah et Amrou sont aussi les ennemis d'Ali.

Francs.— Grimoald, maire d'Austrasie, de la maison de Pépin de Landen, entreprend de faire roi son propre fils, après la mort du fils de Dagobert, Sigebert II; son usurpation est punie. La royauté mérovingienne subsiste de nom même en Austrasie. Clovis II, roi de Neustrie et de Bourgogne, meurt peu de temps après son frère; il laisse trois fils.

Visigoths.— Un canon du onzième concile de Tolède porte que les enfants offerts dans les monastères, par leurs parents, jusqu'à l'âge de dix ans, ne pourront plus rentrer dans la vie du siècle.

659.

Grande-Bretagne.— Le roi de Mercie, qui avait épousé une fille du roi de Kent, embrasse la religion chrétienne, dans laquelle il fait élever ses enfants.

Francs.— Le maire Erkinwald a pour successeur Ébroïn.

661.

Arabes.— Après une guerre civile qui partage tous les musulmans entre le calife Ali et les gouverneurs dépossédés Moaviah et Amrou, Ali est assassiné, près de Koufah, par un des trois fanatiques qui voulaient, par un triple meurtre, rendre la paix à l'Arabie. Vénération des musulmans pour le tombeau d'Ali, à Koufah, comme pour celui du prophète

à Médine. — Rivalité sanglante, pendant six mois, entre Hassan, fils aîné d'Ali, et l'ommiade Moaviah, qui décide son compétiteur à abdiquer et reste seul calife. — Moaviah résidera à Damas, dans la Syrie, son ancien gouvernement; sa famille occupera héréditairement le califat pendant quatre-vingt-dix ans.

Empire d'Orient. — L'empereur Constant II, odieux au peuple de Constantinople par ses débauches et par ses crimes, quitte l'Orient pour aller mener une vie d'aventure et de rapine sur les côtes d'Italie et de Sicile.

Grande-Bretagne. — Le roi de Sussex, vaincu par le roi de Mercie, reçoit de lui l'obligation de se faire baptiser.

662.

Lombards. — Le duc lombard de Bénévent, Grimoald, dépouille de la royauté les petits-neveux de Théodelinde : il a assassiné l'un d'eux; l'autre, Pertharit, s'est réfugié en Pannonie, chez les Avars.

663.

Empire d'Orient et Rome. — L'empereur Constant II ne se montre à Rome que pour enlever ce qu'il y trouve de plus précieux; il vole ses propres sujets.

665.

Arabes. — L'Arabe Ben-Hadjidje essaye la conquête de l'Afrique.

666.

Lombards. — Le roi Grimoald porte la désolation dans la Pentapole grecque.

668.

Empire d'Orient. — Depuis l'héraclide Constantin Pogonat, qui commence à régner en 668, les empereurs de Constantinople négligent la formalité, observée encore malgré l'abolition du consulat par Justinien,

de se faire proclamer consuls, aux calendes de janvier qui suivaient leur inauguration impériale.

670.

Arabes et Grecs. — Le musulman Oucha ou Akbé, qui croit l'Afrique conquise à l'islamisme, fonde dans une position magnifique pour le commerce, un peu au sud de Carthage, à quelque distance de la mer, la ville de Kaïroan. Les Grecs ont encore tout le littoral, de Carthage à Tanger. — Oucha sera chassé par les Grecs, unis aux Berbères qui vivent dans les montagnes.

Francs. — Les chefs de l'Austrasie et de la Bourgogne, le duc austrasien Vulfoald, et l'évêque d'Autun, saint Léger, conspirent contre le maire de Neustrie Ebroïn, qui gouverne au nom d'un des petits-fils de Dagobert I^{er}, Thierry III.

671.

Lombards. — Après la mort de Grimoald, la famille bavaroise ressaît, avec Pertharit, la couronne lombarde.

672.

Arabes et Grecs. — Yésid, fils du calife Moaviah, commence une série d'attaques maritimes, qu'il renouvellera pendant sept ans de suite, contre Constantinople; le feu grégeois, récemment inventé par un Syrien, sauve les Grecs.

Visigoths. — Wamba est le premier roi sacré par l'archevêque de Tolède. Quatre années de guerre, pour réduire la Septimanie révoltée.

679.

Bulgares et Grecs. — Les Bulgares, peuple scythie ou sarmate, qui ont pris position dans l'ancienne Mésie, au sud du Danube, reçoivent un tribut de Constantinople; ils seront pendant plusieurs siècles l'effroi de l'empire.

Francs. — Après la mort vio-

lente de Dagobert II, fils de Sigebert II, l'Austrasie n'a plus de rois mérovingiens; elle est gouvernée par ses ducs, Martin, fils de Wulfoald, et Pépin d'Héristal, petit-fils de Pépin de Landen.

680.

Arabes. — Mort de Moaviah. Soulèvement contre les Ommiades: Hossein, fils d'Ali, qui a résisté dans Couffa, est mis à mort; révolte des villes saintes Médine et la Mecque; la Mecque restera douze ans à Abdallah, fils de Zobeir; révolte de l'Égypte et de la Perse. — Les descendants d'Ali vivent retirés à Médine; la secte religieuse des alides forme un schisme chez les musulmans.

Empire d'Orient et Rome. — Un concile tenu à Rome par le pape Agathon, à la demande de l'empereur Constantin Pogonat, prépare le septième concile général, convoqué à Constantinople pour la fin de l'année. — L'Église romaine est affranchie, par l'empereur, du tribut qu'elle payait à l'ordination de chaque pape; mais la cour de Constantinople se réserve toujours le droit de confirmer les papes élus.

Frances. — Les ducs d'Austrasie Martin et Pépin d'Héristal sont vaincus par Ébroïn à Leucofao, près de Laon.

Grande-Bretagne. — Mort du plus ancien poète anglo-saxon, Cædmon; on en a une hymne sur la création.

681

Empire d'Orient. — Le concile général de Constantinople, tenu en présence de l'empereur, de novembre 680 à septembre 681, anathématise les dogmes impies des monothélites, et les monothélites eux-mêmes, sans excepter la mémoire du pape Honorius, qui avait, en 633, protégé leurs doctrines. — Après les délibérations du concile général, les melquites d'Alexandrie et de l'É-

gypte renoncent au monothéisme qui était leur croyance depuis cinquante ans; l'Égypte n'a plus qu'une secte d'hérétiques, celle des jacobites.

Frances. — Le maire de Neustrie, Ébroïn, meurt assassiné.

686.

Arabes et Grecs. — Le dernier empereur héraclide Justinien II, par un traité honteux avec le calife Abdel-Malek, s'engage à interdire la guerre contre les musulmans aux Mardaites ou Maronites, les montagnards de la Syrie qui servaient de rempart à l'empire.

687.

Frances. — La bataille de Testry, dans le Vermandois, décide du sort de la mairie neustrienne et de la race de Mérovée. Le duc austrasien Pépin d'Héristal fonde la puissance de sa maison dans les trois royaumes, sans prendre le titre de roi qui est laissé encore à des Mérovingiens.

688.

Arabes et Grecs. — L'expédition du musulman Zobeir contre les Grecs d'Afrique, d'abord heureuse, lui coûte la vie. Le calife Abdel-Malek, qui ne jouit pas encore de la paix à l'intérieur, suspend la guerre pour près de dix ans.

689.

Grande-Bretagne. — Un roi de Wessex va recevoir le baptême à Rome des mains du pape Sergius; il meurt peu de jours après. Le trône de Wessex est occupé alors par Ina.

690.

Germanie. — Pépin favorise la mission du prêtre Willibrod chez les Frisons, ennemis de la race franque.

691.

Empire d'Orient et Rome. — Le concile tenu à Constantinople in Trullo, dans le dôme du palais, qu'on

regarde comme un supplément des deux derniers conciles généraux, n'a pas autorité en Occident; le pape Sergius ne voulut ni en lire, ni en souscrire les canons. L'un d'eux permet aux sous-diacres, diacres et prêtres, qui étaient mariés avant leur ordination, de garder leurs femmes.

694.

Empire d'Orient et Rome. — L'empereur Justinien II ne réussit pas, comme Constant, à faire enlever de Rome le pape Sergius, qui n'a pas voulu accepter les canons du concile in *Trullo*.

695.

Arabes. — Soixante-seize ans après l'hégire, est frappée la première monnaie arabe. Les Arabes s'étaient servis jusque-là de la monnaie des Grecs et de celle des Perses.

Empire d'Orient. — Au moment de faire massacrer de nuit tout le peuple de Constantinople, Justinien II est une première fois déposé; il trouvera asile chez les Turcs khazars, au nord de la mer Noire, et chez les Bulgares.

697.

Arabes et Grecs. — Le calife Abdel-Malek met au service d'Hassan, gouverneur de l'Égypte, toutes les ressources de sa province pour tenter un vigoureux effort contre les Grecs et les Berbères d'Afrique. Kairoan est promptement reprise; les habitants de Carthage fuient à son approche; Hippozarytos (Biserte), près d'Utique, est forcée de se rendre. Les Grecs n'avaient plus qu'Hippone, quand le patrice Jean, envoyé de Constantinople, vient ressaisir Carthage.

Venise. — Les habitants des îles confédérées de la Vénétie, pour mettre fin aux dissensions qui s'élevaient souvent entre leurs magistrats, suppriment la magistrature des douze tribuns et la remplacent par la charge de doge ou de duc, magistrat unique, suprême et perpétuel, électif. Le premier doge est Paul Anafesto.

698.

Arabes et Grecs. — Hassan attaque par mer les Grecs qui défendent Carthage; la ville est reconquise, les murailles sont rasées et les édifices détruits. Carthage est anéantie à jamais.

VIII^e SIÈCLE APRÈS J. C.

APERÇU GÉNÉRAL.

Depuis l'Indus jusqu'au sein de l'Espagne, qui est enlevée aux Visigoths dans les premières années de ce siècle, vingt peuples plient sous les armes des musulmans. Déjà leur empire a acquis une telle vigueur, qu'il est à peine affaibli par la révolution sanglante qui fait passer le califat de la famille des Ommiades à celle des Abbasides : l'Espagne reste seule aux Ommiades. Ces derniers ne peuvent étouffer la résistance des rois des Asturies; Oviédo sera le berceau de puissantes dynasties chrétiennes.

Les Anglo-Saxons sont en proie aux guerres civiles. La suprématie semble enlevée aux Saxons par les Angles pendant le règne d'Offa.

Les Lombards jettent un assez vif éclat sous leurs rois Luitprand, Astolphe et Didier. Lorsqu'ils ne se contentent pas d'attaquer les Grecs; lorsqu'ils font trembler les pontifes romains, que les hérésies et les violences des empereurs iconoclastes ont placés à la tête de l'Italie orthodoxe et de la république romaine, ces princes attirent contre eux les armes de Pépin le Bref et de Charlemagne qui réalisent la dernière pensée de Charles Martel.

Ce fils de Pépin d'Héristal s'était déjà fait un renom populaire de bravoure par la grande victoire qu'il avait gagnée entre Tours et Poitiers sur les Sarrasins d'Espagne. Pépin le Bref, maire du palais des trois royaumes, après la retraite de Carloman, détrône le dernier roi fainéant. Vainqueur des Saxons, des Bavares, des Musulmans, des Lombards, du duc mérovingien d'Aquitaine, il trace la voie des conquêtes et des améliorations sociales à son fils Charlemagne. La puissance de Charlemagne s'étend sur presque tout l'Occident. La royauté lombarde est détruite. Quoique le maître de l'Italie se réserve la dignité de patrice et reçoive bientôt celle d'empereur, les évêques de Rome trouveront l'affermissement de leur pouvoir temporel dans cette révolution qui semblait devoir l'annuler complètement. Rome, siège de l'Église, ne sera pas la résidence du nouvel auguste; et les papes administreront le territoire romain comme délégués de l'empereur d'Occident, en attendant qu'ils s'affranchissent de toute tutelle étrangère.

Les conquêtes de Charlemagne sont moins admirables et d'un effet moins solide, que le zèle qu'il a mis à civiliser ses peuples par les lois, par la religion, par les lumières. Il fonde et retient dans sa main, avec un peu de despotisme, mais pour le bien de tous, un gouvernement intérieur qui domine tous les éléments confus de la société. Dans un monde où les droits, les privilèges, et la liberté étaient à la merci de la force et des circonstances, où l'on comptait autant de législations particulières qu'il y avait de races diverses, soumises ou tributaires, où l'aristocratie des bénéficiers et le clergé n'avaient pas de pouvoirs circonscrits, il fallait bien qu'il y eût un maître. Les assemblées nationales et les envoyés royaux chargés de veiller à l'exécution des capitulaires contribuent à la centralisation nouvelle.

Les efforts de Charlemagne pour ranimer la littérature sont plutôt marqués par la multiplication des écoles que par d'importantes publications d'ouvrages. L'Anglo-Saxon Alcuin, qui dirigeait l'école du palais, et qui a ranimé le goût des études dans la célèbre abbaye

de Tours, laisse quelques œuvres médiocres en prose et en vers. La muse du Goth Théodulphe est un peu moins barbare. Éginhard est l'historien de ce règne ; nous avons de lui des *Annales* et la *Vie de Charlemagne*. La fameuse chronique latine *De vita et gestis Caroli-magni* n'a pas été composée par le véritable Turpin, archevêque de Reims, un des amis du roi franc. Un Irlandais, Jean le Scot, ou Érigène, cherche à mettre d'accord la théologie chrétienne et le néoplatonisme d'Alexandrie. Des livres d'Aristote, mal traduits, sont la base de l'enseignement scolastique : on y cherche des méthodes, on y recueille des subtilités.

Les Grecs n'offrent pour ce siècle que la chronographie de George le Syncelle, qui manque d'exactitude, et les travaux de Jean Damascène, défenseur ardent de la foi orthodoxe, qui a cultivé toutes les branches de la philosophie.

Les études profanes se sont réfugiées chez les Arabes, surtout depuis Haroun-al-Raschid, calife abbasside de Bagdad, contemporain de Charlemagne, presque son émule. Ils commencèrent par s'approprier, au moyen de traductions, les richesses de la littérature des Grecs, et s'ouvrirent bientôt à eux-mêmes, par le développement des sciences, surtout de l'algèbre et de l'arithmétique, des routes qui pouvaient sembler nouvelles. Aux études pratiques ils allient la poésie ; ils ont des écoles de poètes.

CHRONOLOGIE.

705.

Empire d'Orient. — C'est avec l'aide des Bulgares que Justinien II entre à Constantinople. Il y exerce d'atroces vengeances : Constantinople, Ravenne et Cherson, dans la Crimée, expient par le sang de leurs habitants le désir qu'elles ont montré de la chute d'un tel maître.

707.

Arabes et haute Asie. — Au nom du nouveau calife Walid, fils aîné d'Abdelmalek, Katibah, gouverneur du Khoraçan qui est au nord de l'empire perse, porte le Koran dans le Khowaresme et dans la Transoxiane ; il prend Samarcande. — D'autres armées arabes pénètrent dans le bassin de l'Indus, et, sur les

affluents de l'est, dans le Moultan et le Lahore

708.

Arabes et Visigoths. — La possession de l'Afrique est assurée aux musulmans par la réduction des Berbères ; les Arabes d'Afrique enlèvent aux Visigoths les îles Baléares.

709.

Francs et Germanie. — Commencement d'une lutte opiniâtre qui dure pendant trois années entre les Francs et les Germains idolâtres au delà du Rhin.

710.

Visigoths. — Le roi Vitiza est déposé pour ses cruautés ; Rodrigue,

dont le père avait eu les yeux crevés par son ordre, lui fait subir le même supplice et prend sa place sur le trône. Les fils de Vltiza, l'archevêque de Tolède et le gouverneur de Ceuta, sur la côte d'Afrique, conspirent contre le nouveau roi.

711.

Arabes et Visigoths. — A la demande des ennemis de Rodrigue, Musa, émir d'Afrique pour le calife Walid, fait passer en Espagne Tarik-Abdallah. Sept mille musulmans franchissent le détroit et occupent Calpé, aujourd'hui Algéziras. Le mont Calpé prit le nom de mont de Tarik, Djebel-Tarik (Gibraltar). Le combat livré par Rodrigue, entre l'embouchure du Bétis et le fleuve Léthé (Guadalète), à Xerès de la Frontéra, décide de son sort et de celui de l'Espagne chrétienne. En quinze mois les musulmans la parcoururent jusqu'à l'extrémité du nord. — Les montagnes des Asturies servent de refuge aux plus braves et aux plus zélés disciples du Christ.

Empire d'Orient. — La chute sanglante de Justinien II met fin à la dynastie des Héraclides. — Constantinople aura en six ans quatre empereurs, tour à tour engendrés et dévorés par l'anarchie.

712.

Lombards. — Le Lombard Ansprand, peut-être originaire de Bavière, mais hostile à la maison de Théodelinde, dépouille du trône le dernier représentant de cette famille, et est reconnu roi. A sa mort, peu de mois après, son fils Luitprand lui succède.

713.

Arabes et Espagne. — Les villes qui capitulent, moyennant un tribut, sont maintenues dans leurs privilèges et leurs lois ; mais le droit affreux de la guerre est exercé sur celles que les musulmans emportent d'assaut. Reddition de Tolède, après

un long siège. — Quoique les Arabes soient les véritables et les premiers conquérants mahométans de l'Espagne, on donne le nom de Maures aux nouveaux maîtres de la péninsule, qui recrutèrent leurs armées en Mauritanie. — Les chrétiens, restés sous l'autorité musulmane, furent appelés Muzarabes ou Mosarabes. — Disgrâce de Tarik par Musa, de Musa par le calife. — Le gouverneur d'Espagne est nommé par l'émir d'Afrique qui tient ses pouvoirs du calife.

714.

Francs. — Les Francs ont un roi et un maire qui sont tous deux âgés de six ans, sous la tutelle de Pépin d'Héristal, aïeul du jeune maire ; les deux grandes institutions mérovingiennes sont avilies en même temps. — Mort de Pépin.

715.

Arabes. — Le calife Walid, qui meurt en 715, a aboli l'usage de la langue des Grecs dans les actes publics de tout l'empire musulman ; l'idiome arabe dans lequel est écrit le Koran est la langue sacrée et nationale des fidèles. Plusieurs mosquées datent de son règne, à Damas, à Médine, etc. Il a imaginé le premier les tours appelées minarets, d'où, cinq fois par jour, le peuple musulman est appelé à la prière.

Arabes et Chine. — Des envoyés du calife Walid se sont rendus en Chine en traversant Kachghar, ville du Turkestan oriental, au delà du mont Bolor. Depuis lors, la route de terre, de Samarcande à Kanfou (peut-être Canton) en Chine, fut assez fréquentée par les arabes musulmans.

Arabes et Espagne. — Le fils de Musa, gouverneur de l'Espagne, ayant épousé Égilone, la veuve du roi visigoth Rodrigue, est assassiné par des Sarrasins. — Le siège du gouvernement musulman est établi à Cordoue.

France.— Presque aussitôt après la mort de Pépin, la Neustrie prend pour maire Ragenfroy, qui est capable de la défendre, et l'Austrasie se donne à un fils naturel de Pépin, Charles Martel, alors âgé de trente ans; la lutte des deux pays recommence comme au temps d'Ébroïn.

Rome.— Après une série de sept papes, originaires de la Syrie ou de la Grèce, qui occupe une période de vingt ans, élévation au siège de Saint-Pierre d'un Romain, Grégoire II.

Venise.— Un traité du premier doge de Venise avec le roi des Lombards, Luitprand, règle les limites des deux États.

717.

Arabes et Grecs.— Mousléma, frère du nouveau calife Soliman, traverse avec une armée de terre l'Asie Mineure, prend position dans la Thrace à la pointe du détroit devant Constantinople, qu'une flotte de dix-huit cents voiles vient menacer; les frégéois et la mauvaise saison causent d'immenses désastres qui font mourir de douleur le calife.

Empire d'Orient.— Énergie du nouvel empereur Léon III, l'Isaurien, dont la famille occupera pendant quatre-vingts ans le trône impérial.

718.

Germanie.— L'Anglo-Saxon Wiafrid, célèbre sous le nom de saint Boniface, venu à Rome reçoit du pape sa mission, pour travailler à la conversion des peuples idolâtres de la Germanie.

Rome.— Le pape Grégoire II rétablit le monastère du mont Cassin qui avait été détruit par les Lombards cent quarante ans auparavant.

719.

Espagne.— Pélaçe, le chef des

chrétiens visigoths réfugiés dans les montagnes des Asturies, combat les musulmans.

France.— Charles Martel qui a déjà été vainqueur en 717 du maire de Neustrie, Ragenfroy, à Vincly près de Cambrai, le bat encore à Soissons; il reconnaît pour roi Chilpéric II, qui a défendu ses droits les armes à la main. — Le Mérovingien Eudes, duc d'Aquitaine, leur allié, n'a pas osé livrer une bataille. — Charles récompense ses guerriers en leur donnant les terres et les dignités de l'Église.

720.

Arabes.— Le calife Omar II abolit les malédictions solennelles que ses prédécesseurs omniades faisaient prononcer contre la mémoire d'Ali, afin de la rendre exécration aux peuples. Sa famille le punit d'un acte de justice et d'équité, en le faisant empoisonner.

Arabes et Gaule.— Les Sarrasins s'emparent de la Septimanie et de Narbonne, possessions des Visigoths.

721.

Arabes, Espagne et Gaule.— Zama, gouverneur de l'Espagne, périt dans une grande bataille que lui livre, près de Toulouse, Eudes, duc d'Aquitaine.—Il s'était appliqué à organiser l'Espagne musulmane: il a réglé les impôts et déterminé la paye des soldats; il a envoyé au calife une statistique de la péninsule pour lui en faire connaître exactement les ressources et les produits; il a embelli Cordoue, où sont attirés les savants.

724.

Arabes.— Le calife Yésid II, qui meurt en 724, s'est aliéné les populations chrétiennes, en faisant détruire, d'après les conseils d'un juif, toutes les images qui leur étaient chères, dans les églises, sur les murailles et sur les vases sacrés.

725.

Arabes et Francs. — Les Sarrasins d'Espagne portent leurs ravages à travers la Bourgogne jusqu'à Autun.

Francs et Germanie. — Course dévastatrice de Charles Martel au delà du Rhin; les Bavarois payent tribut.

726.

Grande-Bretagne. — Ina, roi de Wessex et de Sussex, vainqueur des Saxons de Kent, des Angles de Mercie, des Bretons de Cornouailles, législateur de la Bretagne anglo-saxonne, après trente-sept ans de règne, va visiter à Rome le pape Grégoire II; il fonde dans cette ville le collège des Anglais; bientôt il renonce à la couronne et se fait moine.

Italie, Grecs et Rome. — L'empereur Léon III l'Isaurien interdit le culte des images, et montre la résolution de les détruire: de là une révolte dans les îles Cyclades et dans la Grèce, où pullulent les moines; la mer Égée était appelée la mer Sainte. — L'insurrection étant comprimée, Léon III ordonne la destruction des images dans les places publiques et les églises, en Orient et en Italie. Protestation courageuse du patriarche de Constantinople, Germain, pour la défense des saintes images; après quatre ans de lutte, il renonce à sa dignité. — Les Romains chassent le duc grec; le pape commence à exercer dans le duché une sorte d'autorité temporelle.

728.

Grecs et Lombards. — Le roi Luitprand profite de l'agitation que cause en Italie l'édit impérial contre les images, pour se jeter sur l'exarchat de Ravenne, et sur la Pentapole; il entre dans la marche d'Ancone et dans le duché de Rome.

729.

Grecs, Lombards, Rome et

Venise. — Les Vénitiens aident l'exarque grec Eutychius à enlever aux Lombards Ravenne et la Pentapole. L'exarque et le roi lombard, réconciliés, s'entr'aident pour frapper les ducs lombards de Spolète et de Bénévent, hostiles au roi, pour assiéger Rome, foyer de l'insurrection italienne contre l'empereur grec. Le pape vient au-devant de Luitprand et le désarme par ses paroles.

730.

Rome. — Lettres dogmatiques de Grégoire II, à l'empereur, sur le culte des images; elles sont très-énergiques et provoquantes. L'Italie est mise en feu par les rigueurs des briseurs d'images, ou iconoclastes.

731.

Arabes et Francs. — Un gouverneur rebelle de Celtibérie, Abou-Neza, ou Munuza, s'unit contre le gouverneur général de l'Espagne, Abdérame, au duc d'Aquitaine, Eudes, et épouse sa fille.

Grecs et Rome. — Le nouveau pape, Grégoire III, d'origine syrienne, est le dernier dont l'élection soit confirmée par l'exarque, au nom de l'empereur de Constantinople. Il adresse à Léon III l'Isaurien des lettres menaçantes, pendant que les Italiens sont en armes.

732.

Arabes et Francs. — Les Sarrasins, venus jusqu'à Sens, sont repoussés par l'évêque de cette ville, du côté de la Loire. Bataille entre Tours et Poitiers, gagnée par Charles Martel, sur l'émir d'Espagne Abdérame; l'émir est tué (octobre). Cette journée glorieuse n'affranchit pas complètement la Gaule de l'invasion musulmane.

Rome. — Quatre-vingt-treize évêques réunis en concile à Rome rendent une sentence d'excommunication contre les iconoclastes.

733

Grecs et Italie. — Léon l'Isaurien arme une flotte pour réduire le pape, les Romains et les Grecs d'Italie; la tempête la détruit dans l'Adriatique. Les débris de l'armement sont anéantis à Ravenne par le peuple révolté.

737.

Arabes et Francs. — Charles Martel, qui combat depuis quatre ans les musulmans dans la Bourgogne méridionale et dans la Provence, où l'esprit d'indépendance des leudes et des évêques était favorable à l'invasion, s'avance à l'ouest, saccage Avignon et incendie les arènes de Nîmes.

Espagne. — Les dissensions de l'Espagne et surtout les révoltes terribles des Berbères, dans l'Afrique musulmane, profitent aux Francs et aux chrétiens des Asturies. — Mort de Pélage; il est enseveli à Cangas. Son fils lui succède.

Francs. — Charles Martel, à la mort de Thierry IV, laisse pendant cinq ans la nation sans roi.

738.

Francs et Germanie. — Après plusieurs expéditions contre les Saxons et contre les Frisons, Charles Martel en obtient un tribut.

Venise. — A la suite d'une élection tumultueuse, le doge à vie est remplacé par un maître de la milice, magistrat annuel.

740.

Arabes. — Révolte impuissante d'un petit-fils d'Hossein, contre le pouvoir des Ommiades, à Couffa.

Espagne. — L'esprit turbulent des soldats et des capitaines arabes, qui étaient venus d'Espagne en Afrique combattre les Berbères révoltés; les rivalités de race entre les troupes originaires de Syrie et d'Arabie d'une part, celles d'Égypte et de Barca de

l'autre, ensanglantent pendant plusieurs années l'Espagne musulmane. — Les deux chefs des factions saisissent tour à tour la dignité d'émir.

Lombards et Rome. — La protection, que le pape et le peuple de Rome donnent au duc lombard de Spolète révolté, attire les armées du roi Luitprand dans le duché de Rome.

Orient. — Un tremblement de terre couvre de ruines Constantinople, plusieurs villes de Thrace, Nicée, Nicomédie, etc.; ébranlements souterrains en Égypte et dans diverses parties de l'Orient.

741.

Empire d'Orient. — Mort de Léon l'Isaurien; son fils Constantin Copronyme lui succède à vingt-deux ans.

Francs. — Charles Martel, appelé en Italie par Grégoire III contre le roi des Lombards Luitprand, offre sa médiation, mais ne passe pas les Alpes. Avant de mourir il partage le territoire franc et l'autorité, entre ses fils Carloman et Pépin le Bref.

Rome. — Mort de Grégoire III, il a pour successeur Zacharie.

742.

Espagne. — Alphonse I^{er}, dit le Catholique, deuxième successeur de Pélage, son beau-père, enlève aux Sarrasins une partie de la Galice, au moment où leurs dissensions les laissent sans gouvernement.

Francs. — Childéric III, fils de Chilpéric II, est placé sur le trône par les deux frères carlovingiens. — Leur mairie est remplie de guerres contre les Alamans, les Bavarois, les Saxons, les Aquitains et les Vascons. Retour aux institutions germaniques; fréquente convocation des assemblées nationales, les champs de Mars ou de Mai.

Venise. — La dignité de doge

est rétablie et ne sera plus supprimée.

743.

Espagne. — Les chrétiens des Asturies occupent Astorga, Léon et une partie du pays adossé au versant méridional des montagnes.

Francs. — Le maire d'Austrasie, Carloman, laisse au missionnaire de la Germanie, saint Boniface, le soin de présider et de diriger le concile de Leptines, dans le Hainaut. Ce concile réforme la discipline ecclésiastique, reconnaît la règle de saint Benoît pour les moines, et autorise les princes à disposer, à titre de bénéfices précaires, d'une partie des biens de l'Église, pour récompenser les services des guerriers qui combattent les Sarrasins, les Saxons et les Bretons; mais le droit de propriété sur ces terres est réservé à l'Église.

Lombards et Rome. — Le pape Zacharie s'entremet, au nom de l'exarque grec Eutychius, pour sauver Ravenne et la Pentapole de la domination lombarde.

744.

Francs. — Le concile de Soissons, tenu en présence du maire Pépin, applique à la Neustrie les réformes ecclésiastiques de Leptines. — Fondation de l'abbaye de Fulde.

Lombards. — Presque aussitôt après la mort de Luitprand, les Lombards, ne voulant pas de son neveu, font roi le duc de Frioul Ratchis, qui devait son duché à Luitprand.

745.

Espagne. — Un nouvel émir, après la réduction des rebelles de l'Afrique, pour faire cesser les rivalités sanglantes des soldats de l'Espagne, et les intéresser au repos par le travail, leur partage par nation les territoires les plus riches de la péninsule; il donne à chaque cohorte, composée de soldats de même race, le pays qui ressemble le plus à la patrie originaire, par la

situation, le climat et les productions. Il place les Égyptiens et les Arabes à Lisbonne et à Béja, au sud-est, entre les montagnes et la Gibraltara; les Syriens de Damas à Héracle, près de Grenade; ceux d'Héméra à Séville et à Niebla, un peu à l'ouest; ceux de la Palestine à Algéziras et à Sidonia; les musulmans de l'Irak arabi et de l'Irak-adjemi, et ceux de l'Afrique dans des provinces plus éloignées. — Naissance de deux nouvelles factions, la faction des Égyptiens sous l'ardent Samail, et la faction des Arabes de l'Yémen. (On accusait l'émir de protéger ces derniers.)

746.

Arabes. — Le calife omme Merwan II, malgré ses grandes qualités, est impuissant contre les révoltes; un parti puissant se forme autour d'Ibrahim, descendant d'Abbas, l'oncle du prophète.

Empire d'Orient. — Les Slaves voisins du Danube envahissent la Macédoine et le Péloponnèse, où leur race se conserve pendant des siècles.

747.

Arabes. — Après la mort d'Ibrahim, son frère Aboul-Abbas, âgé de vingt-six ans, lui succède à la tête des rebelles.

Espagne. — Au milieu de l'anarchie, perpétuée par les divisions des tribus, l'émir Yousof, de la tribu des Koreichites comme le prophète, est pour quelque temps obéi de tous, même de Samail auquel il a donné le gouvernement de Tolède. Il reprend les grands travaux de ponts, de mosquées et de routes militaires; ordonne un dénombrement de tous les pays de l'émirat, qui forme cinq provinces ayant pour capitales : Cordoue, Tolède, Mérida, Saragosse et Narbonne.

Francs. — La retraite de Carloman qui se fait moine en Italie, au mont Cassin, laisse seul maire des Francs son frère Pépin le Bref.

749.

Lombards. — Le roi Ratchis se fait moine au mont Cassin; son frère Astolphe est élu roi.

750.

Arabes. — Merwan II, battu sur un affluent du Tigre, le Zab, par un oncle d'Aboul-Abbas, ne trouve pas d'asile sûr, même en Egypte; il est tué dans une mosquée; avec lui finit en Orient la dynastie des Ommiades (10 février). Les princes de sa famille seront immolés par Aboul-Abbas qui est reconnu calife à Couffa (18 février), et à Damas cinq mois après. — Les Abbassides ont pour cinq siècles le califat.

751.

Empire d'Orient. — Constantin Copronyme, qui avait épousé la fille d'un prince des Khazares, peuple établi entre la mer Noire et le Palus-Méotide, associe à l'empire son fils Léon, âgé d'un an seulement.

752.

Francs. — Du consentement des seigneurs et des évêques, et avec l'assentiment du pape Zacharie, Pépin le Bref fait déposer Childéric III qui achèvera sa vie dans un monastère en 755; il est proclamé et sacré roi à Soissons; le sacre a lieu par les mains de saint Boniface, archevêque de Mayence, missionnaire de la Germanie. La mairie du palais n'existe plus sous la royauté carlovingienne. — Commencement de la conquête de la Septimanie, que favorise l'inimitié des Visigoths contre les musulmans.

Grecs et Lombards. — L'empereur Constantin Copronyme persécute, comme son père, les défenseurs des images, surtout les moines; beaucoup sont jetés en prison et mutilés. — Le roi lombard, Astolphe, fait la conquête définitive de l'exarchat de Ravenne, et de la Pentapole; l'exarque grec Eutychius se retire à Naples.

753.

Francs. — Les canons du concile de Verberie sur l'Oise concernant le mariage et les délits d'inceste.

754.

Francs. — Le pape Étienne II, qui vient demander assistance aux Francs contre le roi lombard Astolphe, sacre de nouveau Pépin avec ses deux fils, et formule l'anathème contre les ennemis de la nouvelle dynastie.

Lombards. — Le roi Astolphe confirme les lois de Rotharis et de Luitprand.

Orient musulman. — A la mort d'Aboul-Abbas, les dix premières années du califat de son frère Abou-Giafar Almanzor, ou le Victorieux, sont inquiétées par les prétentions au trône de leur oncle Abdallah, dont Almanzor se débarrassera enfin par une cruelle perfidie.

755.

Espagne. — L'Ommeide Abderrame, qui avait échappé au massacre de sa famille ordonné par les Abbassides, est appelé de l'Afrique pour gouverner l'Espagne; il fonde dans la péninsule un pouvoir souverain et héréditaire. — Yousouf et Samall, réunis contre le nouvel élu, ne résisteront ensemble qu'une année.

Francs. — Dans le concile de Vernes, on ordonne que deux conciles soient tenus tous les ans au mois de mars et au mois d'octobre.

Francs, Lombards et Rome. — Expédition des Francs carlovingiens en Italie. Aucun roi, depuis l'Austrasien Childébert II, n'avait porté la guerre au delà des Alpes. Astolphe, enfermé dans Pavie, renonce à l'exarchat de Ravenne et à la Pentapole, que Pépin donne à Étienne II. — Commencement de la puissance temporelle des papes, par la formation d'un domaine ecclésiastique. — Martyre de S. Boniface en Germanie.

756.

Francs et Lombards. — Pépin rentre en Italie, pour faire tenir ses promesses au roi lombard, qui est allé se venger de ses défaites sur le pape, et a assiégé Rome.

Lombards. — Après la mort d'Astolphe, le duc d'Istrie, Didier, est choisi pour roi, par l'influence d'Étienne II.

Venise. — La puissance du doge à vie est limitée par la création de deux tribuns annuels.

757.

Espagne. — Le nouveau roi des Asturies appelle auprès de lui les évêques dispersés par l'invasion musulmane, et fait rendre, dans un concile national, des décrets contre le mariage des prêtres.

Francs. — Les Bavares reconnaissent la suprématie de Pépin. Guerre contre les Saxons.

Francs et Grecs. — L'empereur de Constantinople courtise l'amitié du roi des Francs, sans doute pour recouvrer les possessions italiennes.

Grande-Bretagne. — Avènement d'Offa, roi de Mercie, qui réunira toute l'heptarchie sous ses lois.

759.

Espagne. — Tolède, la dernière ville qui tenait pour Yousouf, envoie sa tête à Abdérame comme gage de soumission. Abdérame établit son siège à Cordoue; il prend le titre simple d'émir, et non celui d'émir Al-Moumenin ou Miramolín (suprême seigneur des croyants); non plus que celui de calife, qu'il laisse aux Abbassides. — Il accorde une trêve de cinquante ans aux chrétiens du nord, moyennant un tribut d'or, d'argent, de chevaux, de mulets, de cuirasses, d'épées et de lances.

Francs. — L'occupation de Narbonne, par les Francs, prive les musulmans de ce qui leur restait en

Gaule. — Pépin commence une guerre à outrance contre le Mérovingien Walfre, duc d'Aquitaine.

760.

Espagne. — En commémoration d'une grande victoire gagnée, en 759, sur les musulmans, le roi chrétien Froila bâtit Oviédo, qui devient bientôt une ville épiscopale et la résidence du roi.

761.

Espagne. — Abdérame fait commencer les beaux jardins de Séville.

762.

Orient musulman. — Le calife Almanzor détruit les villes de Ctésiphon et de Séleucie, sur le Tigre, et élève, sur la rive droite du fleuve, la ville de Bagdad, qui sera le siège de l'empire abbasside. — Le goût des lettres, des sciences et des arts est héréditaire chez les premiers Abbassides.

763.

Empire d'Orient. — Les patriarches de Jérusalem, d'Antioche et d'Alexandrie frappent en commun d'une sentence d'excommunication un évêque iconoclaste de Philadelphie, en Syrie.

Espagne. — Abdérame, auquel les révoltes de Tolède et de toute l'Andalousie ont à peine laissé un instant de repos depuis son avènement, est assailli sur les côtes d'Al-Garb, au sud-ouest de la péninsule, par le wali d'Afrique, que le calife abbasside a chargé de le dépouiller comme usurpateur. Le wali vaincu eut la tête coupée. — Les révoltes, à l'intérieur, et les incursions des Africains se renouvellent.

765.

Bulgares et Grecs. — L'empereur Constantin Copronyme s'engage audacieusement sur les terres des Bulgares qui ont tant de fois dé-

vasté les provinces; il rénétera souvent ces expéditions.

766.

Empire d'Orient.—Constantin Copronyme ordonne à tous ses sujets de promettre par serment, devant les magistrats, de ne jamais rendre aucun culte aux images. Le patriarche de Constantinople est un des plus empressés à obéir.

Espagne.—Réparation des murs de Cordoue; construction d'une citadelle.

767.

Empire d'Orient.—Disgrâce terrible du patriarche de Constantinople; il est déposé, livré aux outrages du peuple, frappé du bâton, jeté dans un cachot et décapité à l'ambithéâtre.

Espagne.—Le roi d'Oviédo poignarde lui-même son frère, dont les vertus rendent le meurtre plus horrible.

768.

Espagne.—Froila est tué par les grands qui craignent d'être victimes de sa cruauté; anarchie du petit royaume d'Oviédo.

Francs.—L'assassinat de Walfre, ordonné peut-être par Pépin, livre à celui-ci l'Aquitaine, qui a souffert pendant huit ans toutes les horreurs de la guerre. Pépin, mourant, partage son royaume entre ses fils Charles et Carloman.

771.

Francs.—Courte guerre des Francs contre le père de Walfre, Hinnald, qui est sorti d'un monastère pour se mettre à la tête des Aquitains. La mort de Carloman laisse tout le royaume à son frère, âgé alors de vingt-neuf ans.—Charlemagne, presque tous les ans, convoquera les assemblées générales dans lesquelles on prépare les capitulaires; point de résidence fixe, le gouvernement siège

là où est l'armée. Il fera tous ses efforts pour régénérer l'Eglise; jusqu'à l'an 800, vingt conciles seront tenus en Gaule.

Lombards.—Grandeur de la royauté lombarde sous Didier: deux de ses filles avaient épousé Charlemagne et Carloman, une autre Tassillon, duc des Bavares; son royaume sert d'asile au Mérovingien Hunald, qui s'est échappé des mains de Charlemagne, ainsi qu'à la veuve et aux fils de Carloman, dépouillés par Charlemagne de leur part d'héritage.

772.

Francs et Saxons.—Charlemagne commence une guerre, qui durera plus de trente ans, contre les Saxons, peuple germanique idolâtre; leur principal chef est Witkind.

773.

Espagne.—Abdérame améliore les ports de Tarragone, de Tortose, de Carthagène, d'Almérie, d'Algéziras, de Cadix, de Séville, et les met en état de défense, pour n'être pas surpris par les walls d'Afrique qu'excitent à la guerre les califes de Bagdad.

774.

Francs, Lombards et Rome.—Après deux campagnes faites à la demande du pape Adrien I^{er}, Charlemagne détruit la domination royale des Lombards, au profit de la maison carlovingienne et de la papauté; les villes de Pavie et de Vérone sont restées les dernières fidèles à Didier et à son fils.—Les donations de Pépin, qui cédaient à l'Eglise de Rome l'exarchat de Ravenne, la Pentapole, le duché de Rome, une partie de la Toscane avec le duché de Pérouse, sont confirmées et étendues; mais le titre de patrice laisse à Charlemagne la suprématie, même sur les terres pontificales.—Amitié d'Adrien I^{er} et de Charles.—Didier est emmené prisonnier.

776.

Bulgares. — Un chef des Bulgares échappe à la haine de ses peuples, en venant se réfugier à Constantinople, où il reçoit la dignité de patrice, se fait chrétien et épouse une princesse byzantine.

Francs. — Charlemagne, dans la même année, frappe les ducs lombards, alliés aux Grecs, et les Saxons. — Achèvement de l'église abbatiale de Saint-Denis, que Pépin le Bref avait fait reconstruire : ce qui subsiste de cette reconstruction est un des rares monuments de l'art carlovingien au VIII^e siècle.

777.

Francs. — Benoît d'Aniane, fils du comte de Maguelonne, réforme les monastères de l'Aquitaine.

Venise. — Les Vénitiens, par attachement pour leur doge, lui associent son fils; l'exemple de partager ainsi le pouvoir ne fit pas loi, mais se renouvela quelquefois.

778.

Francs et Espagne. — Appelé par les émirs de Saragosse et d'Aragon contre leur souverain Abdérame, Charlemagne conduit les Francs dans la Navarre et dans la vallée septentrionale de l'Èbre. — Célébrité épique de la journée de Roncevaux où périt l'arrière-garde des Francs avec le paladin Roland, neveu de Charlemagne.

779.

Francs. — Le concile tenu à Duren, sur le Roër, affluent de la Meuse, oblige les sujets de Charlemagne à payer la dîme à l'Église.

780.

Empire d'Orient. — L'empereur Léon IV, le Khazare, la dernière année de son règne, persécute, comme l'avaient fait son père et son aïeul, les défenseurs des images. Il laisse un enfant de neuf ans, Constantin, dont la tutelle sera exercée

avec une énergie souvent cruelle par Irène sa mère.

Francs et Saxons. — Les terres des Saxons vaincus sont partagées entre les comtes militaires et les évêques. — Décrets de Charlemagne contre ceux qui, une fois baptisés, seront retournés aux idoles : une assemblée moitié ecclésiastique, moitié laïque, décide la fondation de cinq évêchés, à Minden, à Halberstadt, à Verden, à Paderborn, à Munster.

781.

Arabes et Grecs. — Les deux fils du calife envahissent les terres de l'empire grec ; l'un d'eux, Haroun, parcourt la province de Pont, et vient jusqu'au Bosphore. Irène, qui gouverne au nom de Constantin V, achètera honteusement la paix.

Francs. — Charlemagne, rappelé en Italie par les complots des Lombards et des Grecs, fait sacrer par Adrien I^{er} ses deux fils, Pépin et Louis, rois d'Italie et d'Aquitaine; ils sont âgés l'un de quatre ans et l'autre de trois. Sa dynastie prend ainsi possession des plus récentes conquêtes. — Le chef des Bavarois, Tassillon, reconnaît la suprématie des Francs.

783.

Orient musulman. — Le calife étale tout le luxe des anciennes cours d'Asie dans son pèlerinage de Bagdad à la Mecque.

784.

Orient musulman. — Un arrière-petit-fils d'Ali prend à la Mecque le titre de calife; une courte guerre lui coûte la vie.

785.

Francs et Saxons. — Après trois ans de guerre et de sanglantes représailles de part et d'autre, le Saxon Vitikind se rend et reçoit le baptême. Charlemagne, dans une assemblée tenue à Paderborn, met

la dernière main à la constitution civile et ecclésiastique qui régira les Saxons.

786.

Empire d'Orient. — Un concile convoqué à Constantinople, pour rétablir la paix dans l'Eglise d'Orient, est dissous par la violence de la faction iconoclaste que soutient l'armée, malgré la protection que l'impératrice mère et le jeune Constantin, âgé de quinze ans, accordent aux catholiques.

Espagne. — Délivré d'une dernière insurrection qu'un fils d'Yousouf avait allumée dans tout le midi, Abdérame parcourt la Lusitanie et le nord de l'Espagne. Il revient par Astorga, qui est aux confins des possessions chrétiennes; par Zamora, sur le Douro; par Tolède; par Denia, qui est à la côte orientale; par Murcie et Cordoue. — Fondation de mosquées dans plusieurs villes; Abdérame trace lui-même le plan de celle de Cordoue, sur le modèle de la mosquée de Damas. L'hôtel des monnaies de Cordoue frappe des pièces semblables à celles que les califes omniades faisaient faire autrefois à Damas.

Orient musulman. — Avènement d'Haroun-al-Raschid ou le Justicier, au califat. Les alides feront encore une impulsive tentative pour ressaisir le pouvoir.

787.

Empire d'Orient. — Trois cent soixante-dix-sept évêques prennent part aux délibérations du huitième concile général, convoqué à Nicée, sous la direction des légats du pape Adrien I^{er}; les iconoclastes, que ne défend pas l'empereur, sont anathématisés.

France. — Une traduction inexacte des canons du concile, touchant les images, sera cause d'une controverse entre Charlemagne et le pape, dont rend témoignage le recueil des *livres carolins*. — Charle-

magne vient en Italie pour forcer à sa soumission le duc lombard de Bénévent, qui avait conspiré avec son beau-frère le duc des Bavares. — Il agrandit le territoire du saint-siège. — Après la célébration de la Pâque à Rome, il rentre en Gaule, emmenant des grammairiens, des calculateurs, des chantres, pour rétablir les études; lettre aux évêques et aux abbés pour la fondation d'écoles. — L'Anglo-Saxon Alcuin, qu'il avait déjà vu à Parme en 780, a consenti cette fois à le suivre, pour l'aider dans ses réformes ecclésiastiques et littéraires.

Grande-Bretagne. — Eghert, descendant du premier roi de Wessex Cerdic, est banni du royaume par un usurpateur, Brithrik. Mal reçu par le roi de Mercie, il va chercher asile auprès de Charlemagne.

788.

Espagne. — Quelques instants avant de mourir, en présence de tous les grands personnages de l'État, des gouverneurs militaires, des administrateurs des principales villes, des vizirs, des secrétaires et conseillers d'État, Abdérame fait reconnaître pour son successeur son troisième fils, Heschem, ou Issem, ou Hescham, âgé de trente-deux ans, auquel toute l'assemblée prête serment. C'est celui qui ressemble le plus à son père par son goût pour les sciences et les lettres.

France. — Nouvelle édition du code Théodosien ordonnée par Charlemagne.

Francs et Avars, Bavares, Grecs. — Le duc des Bavares, Tassillon, frappé d'une sentence capitale pour avoir violé les traités conclus avec Charlemagne, finit ses jours dans un monastère. La Bavière est réunie aux États francs, mais garde ses lois. — La cour de Constantinople, après avoir vainement négocié une alliance de famille avec la maison carlovingienne qui domine

VIII^e SIÈCLE (789-796).

en Italie, s'unit de nouveau contre elle aux Lombards; le fils de Didier succombe à la tête d'une armée de Grecs. — Les Francs trouvent déjà, derrière les Bavarols domptés, le peuple scythe des Avars, qui est menaçant pour l'Italie.

789.

Francs.—Un capitulaire ordonne l'institution d'écoles sur le territoire de chaque évêché et de chaque abbaye; on y enseignera la grammaire, le calcul et la musique.

Francs et Espagne.—Charlemagne profite de la rivalité qui s'engage entre le souverain de Cordoue et ses deux frères aînés, pour faire envahir le pays qui est au delà de l'Èbre.

790.

Empire d'Orient.—Irène, pour jouir seule du pouvoir, fait enfermer comme un rebelle son propre fils Constantin. Constantin cependant ressaisira l'autorité.

791.

Espagne.—Le roi d'Oviédo, Bermude 1^{er}, ci-devant diacre, tue dans un combat contre le roi de Cordoue soixante mille musulmans.

Francs.—Guerre active contre les Avars établis en Pannonie. — Nouvelle prise d'armes et retour à l'idolâtrie d'une partie des Saxons.

792.

Francs.—Dans un concile tenu à Ratisbonne en Bavière, Charlemagne fait comparaitre Félix d'Urgel, hérésiarque, qui n'admettait Jésus-Christ comme fils de Dieu que par adoption. Après sa condamnation, Félix fut envoyé à Rome auprès du pape. — Charlemagne commence à faire exécuter un projet de jonction de l'océan Germanique avec le Pont-Euxin, par un canal qui unirait un affluent du Mein, qui tombe dans le Rhin, à un affluent du Danube.

793.

Arabes, Francs et Lombards.—Un général du roi de Cordoue dévaste la Gaule narbonnaise, et, de ses courses poussées jusqu'à Carcassonne, rapporte à Cordoue un immense butin. — Expédition, sans résultat, des deux rois carlovingiens d'Aquitaine et d'Italie, contre le duc lombard de Bénévent.

Grande-Bretagne.—Suprématie exercée par le roi de Mercie, Offa, vainqueur des Gallois, meurtrier du roi d'Estanglie, dont il prend la place, allié du roi saxon de Wessex qui domine sur les Saxons de l'ouest et sur ceux du sud. Le Northumberland et Kent sont indépendants.

794.

Francs.—Charlemagne tient en échec les Saxons révoltés.

Grande-Bretagne.—Les terreurs religieuses d'Offa, roi de Mercie, le décident à aller demander à Rome les indulgences du pape. Augmentation du tribut établi par Ina pour l'entretien du collège anglais; on l'a appelé, depuis, denier de Saint-Pierre.

795.

Rome.—Mort d'Adrien 1^{er}, ami et confidant de Charlemagne; Léon III lui succède.

796.

Espagne.—La mosquée de Cordoue, qu'avait commencée le roi Abdérame 1^{er}, a été achevée par son fils, Hescham, qui meurt en 796. Ce prince, ami des arts, de la poésie et de l'agriculture, humain et compatissant, a établi à Cordoue et dans plusieurs villes, des écoles où l'on enseignait l'arabe; les chrétiens sont obligés d'apprendre cette langue et de renoncer à l'usage du latin.

Francs.—Construction de la basilique d'Aix-la-Chapelle, que décorèrent surtout des marbres enle-

vés à des monuments de l'Italie ; près de la basilique, un palais est construit pour Charlemagne, qui aime ce séjour à cause du voisinage des eaux thermales et des forêts. — Pendant que Charlemagne et son fils Louis, le roi d'Aquitaine, sont aux prises avec les Saxons, ses deux autres fils, Charles l'aîné et Pépin le roi d'Italie, emmènent les troupes d'Italie et de Bavière contre les Avars. Ils rapporteront de la Pannonie un riche butin.

797.

Empire d'Orient. — De nouveaux crimes ont livré l'autorité souveraine à l'impératrice mère ; le fils d'Irène, Constantin, a les yeux crevés et meurt à la suite de ces violences.

Espagne et Francs. — Le fils d'Al-Hakam I^{er}, Al-Hakkam I^{er}, est aux prises avec ses oncles ambitieux. La guerre civile facilite les progrès des Francs, qui prendront

position jusqu'à Gironne, Pampelune et Huesca, au nord de Saragosse.

798.

Francs. — Adalhard, abbé de Corbie, un des petits-fils de Charles Martel, est envoyé par Charlemagne pour administrer les affaires de l'Italie, au nom de Pépin, son fils.

Francs et Avars. — Les Avars viennent rendre hommage à Charlemagne, à l'assemblée d'Aix-la-Chapelle.

799.

Francs et Arabes. — Guerre au sujet des îles Baléares.

Francs et Rome. — Léon III, menacé de mort, et dépouillé du pontificat par une faction, vient jusqu'à Paderborn, en Saxe, où étaient assemblés les Francs ; il demande assistance à Charlemagne. Charlemagne le fait accompagner par une armée.

IX^e SIÈCLE APRÈS J. C.

APERÇU GÉNÉRAL.

Quand s'ouvre le ix^e siècle, deux grands règnes continuent, celui d'Haroun-al-Raschid et celui de Charlemagne.

Mamon, un des fils d'Haroun, est le seul digne d'un tel père. Les mouvements des sectes religieuses, les rébellions des soldats turcs qui mettent le pouvoir des Abbassides à la merci de cette milice formée d'esclaves achetés dans le Turkestan, les efforts souvent heureux de gouverneurs de provinces pour se créer des principautés indépendantes, sont des signes sensibles de décadence. La guerre est faite péniblement même contre les empereurs grecs.

Pour Charlemagne, il meurt tout entier en 814. Après lui, l'histoire de la seconde race des rois francs rappelle celle de la première après Clovis. L'empire d'Occident s'affaiblit par des partages dont Louis le Débonnaire est la première cause et la victime. On ne retrouve que de loin en loin des traces du gouvernement central et

de la restauration des études, qui sont les principaux titres de gloire de Charlemagne. Dans chacun des royaumes, que forme le démembrement consacré à Verdun, les entreprises de la noblesse et du clergé sur l'autorité royale favorisent, en France au moins, la diffusion des principes féodaux. Les grands ayant enfin, sous Charles le Chauve, rendu héréditaire la possession des terres et des offices qu'ils avaient reçus du roi, sont autant de petits monarques exerçant tous les pouvoirs régaliens. La féodalité, par l'établissement des arrière-fiefs, couvre le territoire tout entier. Les vassaux ont pour sujets la masse de la population inférieure, propriétaires roturiers, vilains et serfs attachés à la maison ou à la glèbe. Les rois restent sans domaine et sans autorité.

Les pirates scandinaves s'élancent impunément sur les côtes de la Manche et de l'Atlantique, ravagent les provinces, assiègent Paris comme ils font de Nantes, d'Orléans, de Bordeaux. Une famille féodale, issue de Robert le Fort, illustrée par la résistance qu'elle oppose aux Northmans, donne un roi à la France.

En Italie et en Allemagne, les divisions de principautés ou de races que Charlemagne avait eu de la peine à faire rentrer sous le niveau de l'obéissance, imposée à tous, sont des cadres tout faits pour la féodalité : les ducs de Spolète, de Bénévent, de Frioul ; les ducs de Saxe, de Bavière, de Souabe, ne permettront pas au pouvoir royal de s'affermir. Entre le Rhin supérieur, le Jura et les Alpes (Bourgogne transjurane) ; entre les Alpes, le Rhône et la Méditerranée (Bourgogne cisjurane), seigneurs et évêques seront plus indépendants que les deux nouveaux rois leurs suzerains.

Les Sarrasins, qui font de la Sicile leur repaire, tiennent dans l'effroi les côtes de la Gaule et de l'Italie dévastées. Les Hongrois ou Madgyars recommenceront dans l'Allemagne chrétienne les courses des Huns.

Un pays, au nord-ouest, sort de l'anarchie, pendant que les autres s'y plongent. En Angleterre, l'heptarchie a fait place au gouvernement d'un seul roi, celui de Wessex, qui s'impose à toute la Bretagne. Les trente dernières années de ce siècle appartiennent au règne d'Alfred le Grand : les Anglais révèrent en lui le fondateur de leur puissance, de leur marine, de leur liberté, de leurs meilleures institutions ; il a repoussé les Danois, établi l'université d'Oxford, encouragé et cultivé les sciences et les arts, affermi l'usage du jury.

L'empire byzantin, pendant une grande partie du siècle, ne présente rien de nouveau par les scandales, les crimes, les désastres auxquels ses annales ont habitué le lecteur : des empereurs jetés dans le cloître ou aveuglés ; des ministres tirés du cachot pour être

portés sur le trône; les courses impunies des Bulgares qui font un désert des régions du Danube, ou des musulmans qui enlèvent la Sicile et la Crète. Les luttes sanglantes des partis religieux, iconoclastes ou manichéen, tour à tour soutenus et frappés par les princes, intéressent moins que la dissension nouvelle dont est l'objet le patriarche de Constantinople, Photius. Son premier tort est d'avoir pris la place de l'évêque injustement déposé, Ignace. Des disputes théologiques enveniment une question toute personnelle; les papes font sentir leur suprématie en intervenant dans le débat qui, résolu, tour à tour, pour et contre Photius, laisse un germe de haine profonde et irréconciliable entre l'Église grecque et l'Église romaine. Basile le Macédonien, fondateur d'une dynastie qui donna plusieurs princes lettrés, après avoir disgracié Photius, le rappelle. Son fils Léon le jette en prison, plus occupé, comme Basile lui-même, de faire compiler des volumes de lois (*les Basiliques*) que de défendre l'empire contre les Bulgares ou les musulmans: il oppose à ces derniers l'alliance des Turcs.

Photius, auteur de tant de maux comme théologien et comme patriarche, est l'homme de lettres le plus distingué de son temps. La collection qu'il a intitulée *Bibliothèque* est un riche dépôt d'extraits et d'analyses des anciens livres perdus aujourd'hui pour nous: les Grecs n'ont pas alors de nom plus illustre.

Quand il restait si peu de puissance et de sagesse aux maîtres des deux grands empires de l'Occident et de l'Orient, quand les autres royaumes étaient si nouveaux, on n'est pas surpris de l'accroissement de l'autorité pontificale; la cour de Rome humilie Louis le Débonnaire, excommunie un de ses petits-fils et dispose de la couronne impériale d'Occident. Il faut qu'Hincmar, archevêque de Reims, prenne la défense des droits du pouvoir temporel et de l'Église gallicane, et empêche l'institution d'un légat du saint-siège pour la France.

Hincmar est associé, avec Raban Maur, aux discussions théologiques contre Gothescalc au sujet de la prédestination: il s'est rencontré à la cour de Charles le Chauve avec le philosophe Scot Érigène qui achevait alors sa carrière. Paschase Radbert présente au même prince son traité de l'*Eucharistie*, premier grand travail de philosophie chrétienne où le dogme de la présence réelle dans l'Eucharistie soit établi tel que l'Église catholique l'enseigne.

La littérature latine nous offre avec ces noms celui d'Anastase, bibliothécaire et historien des papes, celui d'Éginhard, écrivain dont nous avons parlé déjà avant le sacre de Charlemagne, plus véridique, mais moins brillant que le moine de Saint-Gall, romancier de

cette épopée carlovingienne, qui cependant écrit sous l'impression d'effroi causée par l'ébranlement de l'empire.

Le caractère de ce siècle n'est donc pas l'inertie absolue, l'abandon général de tous les genres d'études. C'est au contraire une ignorance laborieuse, qui se nourrit assidûment de croyances obscures, d'épineuses controverses, et qui ne repousse que les lumières et le bon goût.

On voit naître ou grandir toutes les institutions qui plus ou moins développées, ou affaiblies, ou tempérées, devaient régir si longtemps la plus grande partie de l'Europe : les tournois, les épreuves judiciaires par l'eau, par le feu, par la croix et par le combat, les duels, la scolastique, les thèses, la rime, les jargons ou langues modernes, témoin les deux fameux serments de Strasbourg, en langue tudesque et en langue romane, l'an 842. La chanson de Roland, ou de Roncevaux, la plus ancienne des *chansons de Geste*, qui sont des épopées historiques en langue romane, était peut-être déjà composée au temps de Louis le Débonnaire.

De nouveaux peuples prenaient place en Europe : le christianisme, déjà porté en Danemark, s'introduisait en Suède par les soins de saint Anshaire. En Pologne, un simple paysan devient prince et fondateur d'une dynastie nouvelle : c'est Piast. Rurik, chef des Varègues, descend de la Suède par la Baltique, dans la Moscovie, habitée par les Slaves, aux dépens desquels il commence à fonder l'empire des Russes Northmans.

Les Arabes gardent le premier rang dans la littérature : ils conservent et enrichissent le dépôt des sciences profanes, guidés dans cette voie par leurs califes abbassides. Leur prédilection pour Aristote fait que dès lors la doctrine péripatéticienne est, en Orient comme en Europe, le fond de la philosophie. Ils ont des médecins célèbres, mais qui copient surtout les médecins grecs : l'invention manque. L'originalité des Arabes est dans les arts ; leurs mosquées et leurs palais déploient partout une magnificence de sculpture vraiment féerique. L'Espagne, qui est pour eux comme une seconde patrie, s'embellit de monuments qui seront plus tard un juste sujet d'orgueil pour les princes chrétiens vainqueurs de l'islamisme. Mais alors les progrès des rois des Asturies sont bien lents, malgré les sanglantes discordes qui se renouvellent incessamment dans le royaume de Cordoue.

CHRONOLOGIE.

800.

Afrique. — Le calife Haroun Ibrahim - ben - Aglab qui, après la

nomme au gouvernement de l'Afrique

mort d'Haroun, se formera une souveraineté indépendante, depuis Tunis jusqu'à l'Égypte.

Arabes et Francs. — Pendant le séjour de Charlemagne en Italie, retour d'une ambassade franque qui avait été envoyée en Palestine à l'église du Saint-Sépulcre : elle rapporte de la part du calife Haroun l'étendard de Jérusalem, les clefs du Saint-Sépulcre et de l'église du Calvaire, une horloge sonnante, etc.

Francs et Rème. — En présence de Charlemagne, le pape Léon III repousse les accusations portées contre lui. — Le jour de Noël (25 décembre), Charlemagne reçoit de Léon III la couronne d'auguste : cette restauration de l'empire d'Occident au profit des souverains catholiques de la Germanie est un témoignage éclatant de la suprématie des Francs.

Grande-Bretagne. — Le roi de Wessex, Egbert, était à Rome avec Charlemagne; ses peuples le rappellent au trône.

801.

Arabes et Francs. — Le roi carolingien, Louis d'Aquitaine, arrache aux musulmans Barcelone après sept mois de siège. Les Francs pénétrèrent jusqu'à Tarragone et Tortose que leur enlèvera Hakkam en personne.

802.

Empire d'Orient. — Un soulèvement général à Constantinople emporte le trône d'Irène. Avec elle finit la maison des princes isauriens iconoclastes. — Nicéphore, manichéen et iconoclaste, est fait empereur.

Francs. — L'assemblée d'Aix-la-Chapelle généralise l'usage des *missi dominici*, envoyés royaux qui doivent surveiller toutes les parties de l'empire carolingien. — Le capitulaire de *villis* fait connaître une partie des revenus du prince, qui viennent surtout des produits de ses fermes et de ses métairies.

803.

Empire d'Orient et Arabes. — L'empereur Nicéphore a le courage de refuser le tribut au calife. Mais quand Haroun fond sur l'Asie Mineure et s'avance jusqu'à Héraclée, en Bithynie, il ne sait pas lui tenir tête : guerre de trois années.

Francs. — Un traité avec les Grecs règle les limites des deux empires du côté de la Dalmatie et du sud de l'Italie. — Le roi d'Italie Pépin est toujours aux prises avec le duc lombard de Bénévent. — Les Saxons, une dernière fois vaincus, acceptent les décrets de l'assemblée de Saltz, en Franconie, qui leur impose des prêtres et des juges. Dix mille familles sont arrachées à leur patrie. — Les anciennes lois des Francs saliens et des Francs ripuaires sont revisées par Charlemagne. — Les évêques et les abbés sont exemptés du service militaire.

Orient musulman. — Injustice et cruauté du calife à l'égard de la famille musulmane des Barmécides.

804.

Afrique. — Al-Hakkam, roi de Cordoue, fait alliance avec Edris II, fils de l'Alide Edris, qui a détaché de l'empire des califes abbassides une portion du Magreb, ou Afrique occidentale, pour fonder le royaume de Fex.

806.

Empire d'Orient et Arabes. — Nicéphore est réduit à se faire tributaire d'Haroun; il lui est interdit de relever les forteresses de ses provinces, détruites par les musulmans.

Francs. — Dans l'assemblée de Thionville, Charlemagne partage l'empire carolingien entre ses trois fils, Charles, Pépin et Louis. — Il y reçoit des députés des peuples de la Dalmatie et de Venise, qui lui demandent son arbitrage dans leurs débats particuliers. — Décret de

l'assemblée de Nimègue, pour empêcher la conversion des terres bénéficiaires en terres allodiales, qui était préjudiciable aux intérêts du prince.

Francs et Arabes. — Pépin, roi d'Italie, enlève la Corse aux Sarrasins. — Louis, roi d'Aquitaine, reprend Pampelune. — Pendant plusieurs années les portes des Pyrénées vomissent des armées sur les terres d'Al-Hakkam.

807.

Bulgares et Grecs. — Le roi bulgare Crumne fait irruption sur les terres de l'empire grec, et prend d'assaut Sardique, en Mésie.

808.

Francs et Danois. — Les descendentes des Danois Northmans, sur la côte gauloise de l'empire franc, nécessitent la création d'une marine de défense : importante station de Boulogne.

809.

Francs. — Avec l'assentiment de Charlemagne, le concile d'Aix-la-Chapelle confirme l'addition faite par les églises de France et d'Espagne au symbole de Nicée du mot *filioque* : « Le Saint-Esprit procède du Père et du Fils. » Le pape Léon est obligé de tolérer, hors de l'Italie, ce qui n'est pas admis à Rome.

Orient musulman. — Mort d'Haroun-al-Raschid dans le Khorasân, au sud-est de la mer Caspienne. — La protection qu'il a accordée aux lettres et aux arts, sa bravoure et sa magnificence rachètent les vices d'un esprit perfide et ingrat. — Son fils aîné, qui lui succède, est indolent et livré aux plaisirs.

810.

Francs et Arabes. — Abderrame, fils du roi de Cordoue, soumet Huesca et Saragosse, que leur gouverneur allait livrer à Charlemagne. Traité de paix.

Francs et Venise. — Le roi

d'Italie, Pépin, se rend maître de toutes les îles vénitiennes, excepté de Rialto.

811.

Bulgares et Grecs. — Invasion des Bulgares en Thrace : l'empereur Nicéphore est tué. Les provinces européennes sont pendant deux ans à la merci de Crumne.

Francs et Danois. — Traité de paix : la rivière d'Eyder sert de limite aux possessions carlovingiennes.

Venise. — Le nouveau doge de Venise établit son siège à Rialto, où il bâtit le palais des doges qui dura au moins cinq siècles.

812.

Francs. — Après la mort du roi Pépin, Charlemagne laisse l'Italie à son jeune fils Bernard, au nom duquel gouverne Wala, frère d'Adhalar et petit-fils de Charles Martel.

Francs et Venise. — Charlemagne rend les îles vénitiennes, par un traité avec l'empereur grec, qui est toujours le souverain nominal de la Vénétie, et qui même confère le titre de consuls aux doges.

813.

Francs. — Plusieurs conciles à Mayence, à Châlons, à Reims, à Arles. Le concile de Tours prescrit au clergé de prêcher en langue tudesque, langue nationale des Carlovingiens, aussi bien qu'en latin et en langue romane vulgaire. — Après la mort de son frère aîné Charles, Louis, roi d'Aquitaine, est associé à la dignité impériale, dans l'assemblée d'Aix-la-Chapelle.

Orient musulman. — Le fils aîné d'Haroun est renversé du trône par les troupes de son frère Mamon, prince du Khorasân, qui entre de vive force dans Bagdad.

814.

Bulgares. — Après une nouvelle

course à travers la Thrace, le chef des Bulgares, Cruine, meurt, comme Attila, par une hémorrhagie. Il avait transplanté au nord de ses États les habitants des villes conquises sur les Grecs, et les avait remplacés par des colonies barbares, pour confondre les races soumises au même joug, comme Charlemagne avait fait pour les Saxons.

Empire d'Orient. — Le troisième successeur de Nicéphore, Léon V, l'Arménien, se déclare, après un an de règne, contre les défenseurs des saintes images, surtout contre les moines.

Espagne. — Trêve du souverain de Cordoue avec le roi des Asturies et avec les Francs. La guerre de la part des infidèles n'avait plus pour but de reculer les frontières, mais de les défendre; ils ne pouvaient même pas espérer un riche butin, les habitants des montagnes étant pauvres et ne s'appliquant ni au commerce ni aux beaux-arts.

Francs. — Charlemagne meurt à Aix-la-Chapelle, ville du pays d'Héristal (28 janvier), et y est enseveli. — Il a eu pour historien Éginhard, qui fut peut-être son gendre. — C'est à Aix-la-Chapelle que Louis le Débonnaire (Pius) prend possession de l'empire. Il a tous les États paternels, excepté l'Italie, dont est roi Bernard, fils de son frère Pépin, lequel toutefois reconnaît sa suprématie. — Au début, il est aussi ferme et aussi puissant que Charlemagne : il adoucit la condition civile des Saxons et réforme le palais.

818.

Empire grec. — L'empereur Léon V l'Arménien fait condamner les images dans un concile de Constantinople : les peintures des églises sont effacées et les vases sacrés brisés; persécutions contre les catholiques.

Espagne. — Hakkam fait reconnaître solennellement pour son suc-

cesseur son fils Abdérame, sur lequel reposaient le gouvernement et la gloire de l'État.

Francs et Rome. — Louis le Débonnaire se plaint de ce que Léon III s'est fait justice lui-même contre les auteurs d'une nouvelle conjuration, sans en référer à l'empereur, patrice de Rome.

Venise. — Les Vénitiens enlèvent d'Alexandrie et transportent chez eux les reliques tant vénérées de l'évangéliste saint Marc, que la république adopte pour patron.

816.

Francs et Rome. — Un concile de Rome reconnaît que le pape, élu par les évêques et le clergé, doit être consacré devant les députés de l'empereur. — Louis est sacré à Reims par le pape Étienne IV, que Bernard roi d'Italie accompagne dans son voyage de Gaule.

Orient musulman. — Dans le désir de satisfaire le parti puissant des alides, et de faire cesser le schisme musulman, le calife abbasside Mamon désigne le chef des alides pour lui succéder, au préjudice de son propre frère Motassem.

817.

Francs. — L'assemblée d'Aix-la-Chapelle établit uniformément la règle de saint Benoît pour tous les monastères des États francs. Elle accepte le décret de partage par lequel Louis le Débonnaire associe son fils aîné, Lothaire, à l'empire et désigne les provinces qu'administrera chacun de ses fils. — Révolte du roi d'Italie Bernard, qui est lésé par ce partage.

Francs et Rome. — Le nouveau pape, Pascal I^{er}, se fait ordonner sans attendre le consentement de l'empereur. Celui-ci cependant lui laisse le gouvernement de la ville et du duché de Rome, en se réservant la souveraineté.

Orient musulman. — Soulèvement général contre le calife, qui

s'est montré favorable aux alides : on le dépose pendant qu'il est éloigné de Bagdad. — Deux ans de guerre civile.

818.

Espagne. — Le roi Hakkam, retiré dans son palais avec ses femmes, ses esclaves et ses eunuques, n'exerce la souveraineté que pour assouvir son humeur sanguinaire : une sédition à Cordoue est réprimée par le supplice cruel de trois cents coupables, et par la dévastation de tout un quartier ; une partie de la population s'expatrie. — Noire mélancolie, fièvre dévorante, démence du prince. Il vit encore pendant quatre ans.

Frances. — Louis le Débonnaire supplicie et fait mourir son neveu Bernard d'Italie, âgé de dix-neuf ans.

819.

Grande-Bretagne. — Egbert, déjà roi de Wessex et de Sussex, fait la conquête des deux autres royaumes saxons, Essex et Kent.

Frances. — L'empereur, veuf d'Hermengarde, épouse Judith, fille d'un comte bavarois.

820.

Empire d'Orient. — Après l'assassinat de Léon l'Arménien, un Phrygien d'Amorium, d'obscur condition, Michel le Bègue, a l'audace de s'asseoir sur le trône, qui restera pendant près de cinquante ans à sa famille.

Frances. — Louis le Débonnaire donne le titre de roi d'Italie à son fils aîné Lothaire.

Orient musulman. — Le général Taher transforme en souveraineté indépendante et héréditaire le pouvoir qu'il exerçait comme gouverneur, dans le Khorasân, au nom du calife Mamon : il commence la dynastie des Tahériens.

822.

Espagne. — Mort d'Al-Hakkam. Sous son règne on a commencé à

enseigner à Cordoue la doctrine de l'imam Malek, chef de l'une des quatre sectes réputées orthodoxes par les musulmans sunnites ou traditionnaires. — Avènement d'Abdérame II, âgé de quarante-un ans, qui méritera le surnom de Victorieux, autant par la répression de nombreuses révoltes que par ses guerres contre les chrétiens.

Frances. — Croyant imiter Théodose le Grand, Louis le Débonnaire fait volontairement une pénitence publique à Attigny, dans les Ardennes, pour avoir jeté dans des monastères, malgré eux, ses trois jeunes frères ; pour avoir causé la mort de son neveu Bernard et maltraité l'abbé Adhaldard et Wala, anciens conseillers de Charlemagne.

823.

Frances. — Pascal I couronne empereur Lothaire, associé à la dignité impériale depuis 817 (avril). — Naissance de Charles le Chauve, fils de Louis le Débonnaire et de Judith (mai).

824.

Espagne et Grecs. — L'empereur de Constantinople, Michel le Bègue, propose au roi de Cordoue une alliance contre l'ennemi commun, le calife de Bagdad : Abdérame II dispute vers lui un poète qui lui apporte des présents. — Des pirates d'Espagne enlèvent à l'empire grec l'île de Crète, où ils fondent la ville de Candie, qui donnera son nom à l'île.

825.

Frances. — Capitulaire préparé dans une assemblée d'Aix-la-Chapelle, sur les devoirs des *missi dominici*, les instruments les plus actifs du gouvernement central.

Rome. — Mort du pape Eugène II, à qui l'on attribue l'établissement de l'épreuve par l'eau froide.

826.

Frances et Danols. — Le moine

Anschaire quitte l'abbaye de Corbie, en Neustrie, pour porter la foi chez les Danois idolâtres, dont le principal dieu était Odin.

827.

Afrique. — Les Sarrasins d'Afrique s'emparent de la Sicile par la trahison du patrice grec Euphémios, qui est tué bientôt en prétendant à l'empire. — Palerme et Syracuse ne se rendent pas.

Espagne. — La perception de l'arak, dîme pour Dieu et pour le roi, cause à Mérida une sédition qu'Abdérame II ne veut pas réprimer avec cruauté, comme son père avait fait à Cordoue.

Grande-Bretagne. — Egbert, roi des quatre royaumes saxons, étend sa suprématie sur les trois royaumes des Angles : ils payent tribut mais gardent des rois particuliers.

829.

Espagne. — Abdérame II, pour ne pas exercer de sanglantes rigueurs contre ses sujets rebelles, subit pendant neuf ans les effets de l'insurrection qu'avait provoquée et qu'alimentait dans la grande ville de Tolède la haine des chrétiens et des juifs pour les musulmans.

France. — Sur l'ordre de Louis le Débonnaire plusieurs conciles sont convoqués en même temps pour propager les lumières et étendre les réformes, à Paris, à Mayence, à Worms, à Lyon, à Toulouse : à Paris, des limites sont posées entre les deux puissances, spirituelle et temporelle ; à Worms, l'épreuve judiciaire par l'eau froide est défendue ; à Lyon, on se plaint de la faveur dont jouissent les juifs. — L'empereur viole le premier le traité de partage fait en 817, lorsqu'il veut détacher de l'ensemble des possessions carlovingiennes, distribuées entre les fils de sa première femme, un apanage royal pour Charles le Chauve son dernier fils : ses fils, l'Église, les seigneurs francs se déclarent contre lui.

Venise. — Dotation considérable laissée par le doge pour bâtir une église en l'honneur de saint Marc, patron de Venise.

830.

Arabes et Grecs. — Le refus que fait l'empereur Théophile de laisser partir pour Bagdad le savant archevêque de Thessalonique, appelé par le calife Mamon, est un prétexte de guerre entre les Grecs et les musulmans.

France. — L'empereur Louis le Débonnaire, dépouillé une première fois par ses fils, est relégué à Compiègne ; mais, réhabilité dans l'assemblée germanique de Nimègue, il reprend l'exercice du pouvoir.

831.

Scandinaves. — L'archevêché de Hambourg, vers l'embouchure de l'Elbe, fondé pour le moine saint Anschaire, sert à la propagation de la foi dans les pays scandinaves.

832.

Empire d'Orient. — Dans sa folle inimitié contre les images, l'empereur Théophile va jusqu'à chasser de ses États tous les peintres.

833.

France. — La violation du traité de 817, renouvelée par l'empereur qui donne l'Aquitaine à Charles le Chauve, arme ses fils contre lui : le pape Grégoire IV assiste de sa présence les fils rebelles, qui invoquent pour eux-mêmes le partage primitif. — Abandonné de ses troupes au champ du Mensonge, près du Rhin, l'empereur est honteusement dégradé à Compiègne (octobre), à Soissons (novembre) et à Aix-la-Chapelle : Lothaire reprend le titre d'empereur que lui donnait l'acte de 817.

Orient musulman. — Mort du calife Mamon. Il a fondé des universités, des académies, des collèges, des hôpitaux. Les savants et les ar-

tistes de tous les pays éprouvèrent sa libéralité ; il fit venir de Constantinople et traduire en arabe les livres des philosophes et des poètes grecs. On cite les *Tables astronomiques* de Mamoun. — Le troisième fils d'Harroun, son frère, Motassem, lui succède : comme lui, il persécuta des hérétiques musulmans, les Motazales, qui croyaient l'Al-Koran incréé.

834.

France. — Réconcilié avec l'Église et les grands, dans l'assemblée de Saint-Denis, Louis le Débonnaire est remis en possession du pouvoir impérial.

835.

Espagne. — Le roi d'Oviédo, Alphonse II le Chaste, fait désigner pour son successeur le fils de Bermude I^{er}.

Orient musulman. — Le calife Motassem fonde sur le Tigre, à cinquante kilomètres de Bagdad, la ville de Samarah ou Sermenral, dont il fera sa capitale.

Rome. — Institution de la fête de tous les Saints.

836.

Espagne. — Mort d'Aznar, premier roi de la Navarre : la marche carlovingienne, qui avait Pampelune pour capitale, ne reconnaissait plus la domination de Louis le Débonnaire. — Les descendants d'Aznar gardent le pouvoir.

837.

France. — Course dévastatrice des Danois sur les côtes de Frise. Ils s'établissent dans l'île de Walcheren, d'où ils remontent l'Escaut, la Meuse et le Wahal.

Grande-Bretagne. — Dès le commencement du règne d'Ethelwulf, fils d'Egbert, les invasions des Northmans font trembler les Anglo-Saxons.

838.

France. — Hastings conduit les

Northmans dans le bassin de la Loire, qui est pillé jusqu'à Tours.

839.

Espagne. — Des flottes envoyées de Tarragone et des îles Baléares, qui sont aux musulmans, épouvantent et dévastent la côte de Marseille. — La cour de Constantinople renouvelle à Abdérame II ses offres d'alliance contre le calife de Bagdad.

France. — Après la mort de son fils Pépin, roi d'Aquitaine, qui cependant laisse deux fils, Louis le Débonnaire fait deux grandes parts de l'empire, pour Lothaire et pour Charles, au détriment de Louis le Germanique qui n'a plus que la Bavière : révolte de Louis.

Venise. — Après s'être engagés à ne plus exercer la piraterie contre les Slaves de Dalmatie et contre les îles de Narenta, les Vénitiens mettent leurs vaisseaux au service des Grecs pour combattre les Sarrasins sur les côtes de Tarente. Ils sont repoussés et la flotte musulmane court, à travers l'Adriatique, de la côte de Dalmatie à la terre italienne d'Ancone.

840.

Arabes et Grecs. — L'empereur Théophile se jette sur les terres musulmanes, à l'est de l'Asie Mineure, et y exerce d'horribles cruautés.

Espagne. — Dévotion des chrétiens d'Espagne pour le tombeau de saint Jacques le Majeur, à Compostelle, en Galice : l'église construite en son honneur, faite d'abord en briques, est devenue un temple magnifique.

France. — Mort de Louis le Débonnaire sur la route de la Germanie, où il allait combattre son fils rebelle. — Il a par faiblesse accordé à beaucoup de nobles le droit d'hérédité pour la possession des terres bénéficiaires. — Les trois fils qui lui survivent et ses petits-fils, nés de Pépin, gardent chacun les pays où ils avaient su se faire obéir. Lothaire

851.

Arabes et Chine. — Les commerçants arabes étaient avec nous à Canton, au sud de la Chine, pour un consul, quand les

embouchure
oit où cette
lac Ladoga;
skof, à quel-
même nom;
lanc ou Rielo.
ne ville.

pour assurer le
u, Ordogne l^{er}
ar les seigneurs
nze ans, comme

Mort du roi Char-
ouis II et Lothaire,
aume.

364.

— Un chef de bandits,
filsom, né dans l'Anda-
nt l'effroi des grandes ci-
agne musulmane, prétend
suprême et exerce impu-
pendant dix-huit ans, le plus
origandage : son exemple
ge beaucoup de séditions par-
il aura souvent pour alliés les
chrétiens.

Espagne et France. — Traité
Charles le Chauve avec le roi de
rdoue, auquel est reconnue la
ossession de Barcelone, de Girone,
et d'Urgel, sur la haute Sègre.

France. — Des capitulaires pré-
parés dans l'assemblée de Pistes ou
Pîtres, sur la Seine, un peu au-des-
sus de Rouen, ordonnent aux sei-
gneurs de démolir leurs châteaux-
forts, et promettent un meilleur poids
ainsi qu'un meilleur titre de mon-
naie. Impuissance des décrets royaux.

Italie et Rome. — Les arche-
vêques de Cologne et de Trèves, dé-
posés par le pape Nicolas l^{er} pour
avoir favorisé le divorce de Lothaire,
sont soutenus par l'empereur Louis II,
frère de Lothaire, qui exerce d'in-
dignes violences à Rome.

868.

Bulgares. — Leur chef Bogo-

trice Théodora entreprend la conversion des Pauliciens, hérétiques manichéens cantonnés dans l'Arménie; comme ils ne cèdent pas aux moyens de persuasion, cent mille sont suppliciés : beaucoup se réfugient chez les musulmans.

Espagne. — Les Arabes prennent, pillent et brûlent la ville de Léon. — Séville, la grande cité sur le Guadalquivir, subit la dévastation des Northmans. — Abdérame II organise un service de poste pour les besoins de l'État.

France. — Les Northmans s'enrichissent des dépouilles de l'abbaye de Saint-Germain des Prés, près de Paris. — Le Poitou, la Saintonge et l'Angoumois sont détachés, par Charles le Chauve, du royaume de Pépin II, et donnés à Rainulf, qui devient le premier duc d'Aquitaine, et commence une puissante maison féodale.

846.

Espagne. — Le roi d'Oviédo, Ramire, taille en pièces l'armée d'Abdérame et occupe Calahorra, sur l'Èbre; en mémoire de ce double succès, il fondera deux églises.

France. — Un capitulaire de Charles le Chauve, qui donne aux évêques les fonctions de *missi dominici* dans leur diocèse, est l'occasion d'une protestation des nobles; ils veulent arrêter l'exercice de l'autorité royale, chaque seigneur prétend au droit de justice sur ses terres. — Les Northmans occupent l'île de Noirmoutier, en face de la côte de Vendée.

847.

Allemagne, France et Italie. — Assemblée des trois frères carlovingiens à Mersen, près de Maëstricht sur la Meuse, pour pourvoir à la tranquillité intérieure et à la sûreté extérieure des royaumes. Les rois renoncent à protéger directement les hommes libres, possesseurs de petite propriété, et les mettent

dans la nécessité de se faire les vassaux des seigneurs en changeant leurs alleux en bénéfices ou fiefs. — Les seigneurs ne sont plus obligés au service de guerre envers les rois que pour les expéditions nationales.

Espagne. — Une grande sécheresse et l'invasion de sauterelles venues d'Afrique désolent les terres arabes : beaucoup de musulmans émigrent dans le royaume de Fez. — Ramire I^{er} associe à la royauté d'Oviédo son fils Ordogno I^{er}.

Rome. — L'élection de Léon IV se fait au milieu des préoccupations d'effroi que donne l'apparition de corsaires sarrasins aux environs de Rome.

848.

Allemagne et France. — Un concile de Mayence, présidé par Raban Maur, évêque et savant docteur, condamne la doctrine de Gonthescalp sur la double prédestination des élus et des réprouvés; il est renvoyé à Hincmar, archevêque de Reims.

France. — Noménoë, le duc des Bretons, qui s'est rendu indépendant de la puissance carlovingienne, pour séparer mieux la Bretagne des autres terres de France, la soustrait à la suprématie métropolitaine de l'archevêque de Tours, donne le titre de métropole à Dol et fonde des évêchés à Saint-Brieuc et à Tréguier. Dol garda son titre métropolitain pendant trois cents ans. Presque aussitôt après, Noménoë se fit déclarer roi.

850.

Espagne. — Le roi de Cordoue punit par des supplices les déclamations de quelques chrétiens, ses sujets, contre Mahomet. — Il fait paver les rues de Cordoue.

France. — Pépin II, que les Aquitains préfèrent toujours à Charles le Chauve, s'allie avec les Normands et avec les Sarrasins.

851.

Arabes et Chine. — Les commerçants arabes étaient assez nombreux à Canton, au sud de la Chine, pour y avoir un consul, quand les navigateurs Wahad et Abusald font, pendant vingt-cinq ans, de 850 à 877, un voyage d'exploration dans ces contrées. — Les premiers ils ont écrit sur l'eau-de-vie, le thé, la porcelaine et la mauvaise monnaie de Chine appelée salus. Ils trouvent en Chine des communautés chrétiennes. Les provinces du nord de l'empire chinois sont appelées Cathai et Tcha-Cathai, c'est-à-dire Cathai du thé; celles du midi Tchin ou Sin, dénomination qui s'étend aussi à la presque île au delà du Gange.

Espagne. — Le roi chrétien Ordono 1^{er} est vaincu par les Arabes : il fortifie alors Léon et Astorga.

852.

Espagne. — Abdérame II, un peu avant de mourir, fait reconnaître pour son successeur son fils aîné Monammed 1^{er} : il laisse, de ses différentes femmes, quarante-cinq fils et quarante et une filles. — Il a encouragé les travaux d'agriculture et d'industrie, les arts, la poésie et la musique. Magnifiques armes fabriquées à Cordoue et à Tolède. Progrès de l'art hydraulique pour alimenter les fontaines et les bains publics. Nouvelles mosquées avec des fontaines de marbre et de jaspe. Le célèbre musicien Ali Ben Zériab a été attiré de Bagdad à Cordoue. — Mohammed 1^{er} interdit le palais aux chrétiens et les persécute. Il autorise, après examen, la prédication des doctrines de l'iman Hanbal, chef de l'une des quatre sectes réputées orthodoxes par les musulmans sunnites.

Espagne et France. — Un général d'Abdérame II enlève Barcelone aux Carolingiens : les habitants ne se sont rendus qu'après que leurs murailles eurent été détruites par les Arabes.

France. — Pépin II, Nivé à Charles le Chauve, est tonsuré. — Le droit d'hérédité est accordé par le roi au comte de Toulouse, Raymond.

Rome. — Pour préserver Rome contre les courses des Sarrasins, Léon IV fait entourer de murailles le bourg de Saint-Pierre. Ce quartier a été appelé, de son nom, cité Léonine.

853.

Espagne. — La tentative d'usurpation de Mousa, Goth de naissance, chrétien renégat et gouverneur de Saragosse, menace à la fois le roi d'Oviédo et le roi de Cordoue, depuis Valence sur le Guadalaviar, jusqu'à Tudéla sur l'Ebre. — L'insurrection de Tolède complique les embarras de Mohammed 1^{er}.

854.

France. — Evasion de Pépin ; la guerre recommence en Aquitaine.

855.

Grande-Bretagne. — Après d'éclatantes victoires sur les Danois, Ethelwulf voyage sur le continent, emmenant son plus jeune fils Alfred, âgé de sept ans ; il visite les cours de France et de Rome. Libéralités du roi à l'Eglise. Il étend à tous les pays de sa domination l'obligation du denier de Saint-Pierre. Il fait à Rome un séjour d'un an.

Italie. — L'héritage de Lothaire 1^{er} est partagé entre ses trois fils : 1^o Louis a le titre d'empereur et l'Italie ; 2^o Lothaire la Lotharingie comprise entre les Alpes, le Jura, la Meuse, l'Escant, au sud et à l'ouest, le Rhin à l'est ; 3^o Charles le royaume de Provence, qui comprend les bassins de la Saône et du Rhône. — Louis II résidera non à Rome mais à Pavie.

Rome. — Mort de Léon IV, le premier pape qui ait ajouté un chiffre à son nom en raison du

nombre des papes nommé de même, après lui une tradition absurde, mais qui avait cours dès le x^e siècle, place la papesse Jeanne. — Élection de Benoît III qui prend le titre de *vicaire de saint Pierre*, que les papes ont remplacé au xiii^e siècle par celui de *vicaires de Jésus-Christ*.

856.

France. — Les Northmans, qui ont incendié l'église de Saint-Martin de Tours et brûlé Angers, ravagent le territoire d'Orléans.

Grande-Bretagne. — Le roi Ethelwulf épouse une fille de Charles le Chauve ; il célèbre son mariage en France.

857.

Empire d'Orient. — Après avoir fait enfermer dans un monastère l'impératrice Théodora, mère de l'empereur Michel III l'Ivrogne, le César Bardas, oncle de l'empereur, chasse de Constantinople le patriarche saint Ignace, qui lui a refusé, pour cause d'inceste, la communion, et le remplace dans la première dignité de l'Eglise par Photius, savant distingué, mais d'une ambition insatiable. — La rivalité de Photius et d'Ignace agitera longtemps les églises d'Orient.

France. — Les Northmans reviennent mettre le feu à l'église Sainte-Geneviève de Paris, et rançonnent d'autres églises.

858.

France. — Au milieu des courses des Northmans, une ligue de nobles et d'évêques dépose Charles le Chauve, et appelle au trône son frère Louis le Germanique.

Grande-Bretagne. — Deux fils d'Ethelwulf, qui règnent ensemble, ne protègent pas le pays anglo-saxon contre les invasions des Northmans.

Rome. — L'empereur carlovingien, Louis II, dans une cérémonie,

conduit par la bride le cheval du pape Nicolas I et baise les pieds du pontife. — Entre 836 et 857 ont été publiées les fausses lettres décrétales qui attribuent tant d'autorité au saint-siège, sous le nom d'Isidore Mercator.

859.

France. — Louis le Germanique, dont le royaume est menacé à l'est par les Slaves, renonce au trône de France. Charles le Chauve redevient roi. Il porte plainte dans une assemblée d'évêques contre ceux qui avaient travaillé à sa déposition, surtout contre l'archevêque de Reims Vénillon, et leur reproche de l'avoir expulsé du royaume sans qu'il eût comparu devant les évêques qui l'avaient sacré roi : « Ces prélats, dit-il, sont les trônes de Dieu, par lesquels Dieu prononce ses arrêts. » — Nouvelles ordonnances pour la restauration des études.

860.

Empire d'Orient et Rome. — Nicolas IV interpose vainement son autorité suprême dans le débat des patriarches rivaux de Constantinople. Il condamne Photius.

Espagne. — Soixante vaisseaux northmans s'aventurent jusque dans la Méditerranée, sur les côtes de Malaga et d'Algéziras : ils ravagent même le littoral de l'Afrique.

Scandinaves. — Reconnaissance de la forme insulaire de l'Islande (terre de glace) ; elle n'est colonisée qu'en 874 par le Norvégien Ingolf.

861.

France. — Débat entre Hincmar archevêque de Reims et Rothade évêque de Soissons, son suffragant, au sujet d'un prêtre justement puni par l'évêque, et que le métropolitain voulait faire rétablir. Le pape donnera raison à l'évêque. — Robert le Fort, qui a déjà reçu en 850 la Marche angevine, obtient du roi le duché de France à titre héréditaire.

Orient musulman. — Le calife ayant fait raser les tombeaux d'Ali et d'Hossein, donne un prétexte à la révolte des Alides. Son fils se déclare contre lui, ordonne sa mort et saisit le pouvoir ; le paricide meurt au bout de six mois.

Scandinaves. — Navigation vers l'archipel des îles Féroé, au nord-ouest des îles Shetland et des îles Orcades.

862.

Espagne. — La conquête de Salamaque, un peu au sud du Douro, par Ordogne I^{er}, est l'effet de l'insurrection de Mérida contre le roi de Cordoue.

France. — La France et l'Artois deviennent le domaine héréditaire de Baudouin Bras de Fer, gendre du roi.

Orient musulman. — Les esclaves turcs, qui forment la garde des califes de Bagdad, disposent pour la première fois du trône ; un petit-fils de Motassem, qu'ils ont élevé, tombera aussi par eux. En moins de dix ans ils casseront trois califes. Faiblesse du gouvernement central.

Rome. — Après que le roi de Lotharinge Lothaire a été autorisé par une assemblée ecclésiastique d'Aix-la-Chapelle à divorcer avec Thiéberge pour épouser une autre femme, Valdrade, le pape prend parti pour l'épouse légitime, abandonnée sans motif canonique.

Russes. — Les Varègues ou Varangiens russes, qui ne forment pas un peuple particulier, mais appartiennent à diverses peuplades gothiques, Danois, Anglo-Saxons, Suédois, occupaient la côte de l'Ingrie sur la Baltique, où ils se livraient à la piraterie, lorsque les Slaves de Novogorod, opprimés par leurs voisins de même race qu'eux, les appelèrent à leurs secours. — Trois frères conduisent l'expédition des Varègues, et s'établissent, avec la permission des Slaves de Novogorod-

1^o au nord, près de l'embouchure de Wolkhova, à l'endroit où cette rivière est reçue par le lac Ladoga ; 2^o à l'ouest, près de Pleskof, à quelque distance du lac de même nom ; 3^o à l'est, près du lac Blanc ou Kelo. Ils y fondent chacun une ville.

863.

Espagne. — Pour assurer le trône dans sa maison, Ordogne I^{er} fait prêter serment par les seigneurs à son fils, âgé de quinze ans, comme futur roi.

Provence. — Mort du roi Charles ; ses frères, Louis II et Lothaire, partagent son royaume.

864.

Espagne. — Un chef de bandits, Omar-Ben-Hafsonn, né dans l'Andalousie, devient l'effroi des grandes cités de l'Espagne musulmane, prétend au pouvoir suprême et exerce impunément, pendant dix-huit ans, le plus affreux brigandage : son exemple encourage beaucoup de séditions partielles ; il aura souvent pour alliés les princes chrétiens.

Espagne et France. — Traité de Charles le Chauve avec le roi de Cordoue, auquel est reconnue la possession de Barcelone, de Gironne, et d'Urgel, sur la haute Sègre.

France. — Des capitulaires préparés dans l'assemblée de Pistes ou Pitres, sur la Seine, un peu au-dessus de Rouen, ordonnent aux seigneurs de démolir leurs châteaux-forts, et promettent un meilleur poids ainsi qu'un meilleur titre de monnaie. Impuissance des décrets royaux.

Italie et Rome. — Les archevêques de Cologne et de Trèves, déposés par le pape Nicolas I^{er} pour avoir favorisé le divorce de Lothaire, sont soutenus par l'empereur Louis II, frère de Lothaire, qui exerce d'indignes violences à Rome.

865.

Bulgares. — Leur chef Bogo-

ris demande, par une ambassade solennelle, des évêques et des prêtres au pape Nicolas I^{er}. Des clercs sont envoyés en même temps par le patriarche de Constantinople. Ceux-ci l'emporteront et feront chasser les prêtres romains; les églises bulgares relèveront de Constantinople.

France.—Pépin II tombe encore aux mains de Charles le Chauve; il ne reparaitra plus en Aquitaine.

Rome.— Dans un concile à Attigny, au milieu des Ardennes, le légat du pape oblige le roi de Lotharingie à quitter Valdrade pour reprendre sa première femme Thietberge. — L'innocence de l'évêque de Soissons, Rothade, persécuté par Hincmar, est reconnue par le pape.

Russes.— Rurik, l'un des chefs varègues-russes, opprime le peuple slave de Novogorod qu'il était venu défendre; il dispose en faveur de ses guerriers des terres, des villes, des places fortes, et les leur confère à peu près comme des fiefs amovibles. Novogorod fortifiée devient sa résidence. Ceux qu'il avait conquis perdirent le nom de Slaves et ne furent plus connus que sous celui de Russes. — Ses frères Oskhold et Dir, s'étant détachés de lui, allèrent s'établir à Kiev, emmenant beaucoup de Varègues et de Slaves. C'est de là qu'ils se jetteront sur les terres des Polonais et des Cosaques de l'Ukraine; leurs barques les porteront plusieurs fois, de l'embouchure du Dniéper, jusque dans les parages de Constantinople.

866.

Bulgares.—Bogoris, récemment converti avec sa nation, fait adresser par son fils, à Nicolas I^{er}, des questions de religion auxquelles répond le pape.

Empire d'Orient.— L'empereur Michel III l'Ivrogne fait assassiner son oncle, le César Bardas, par Basile le Macédonien, d'origine arménienne, qu'il associe à l'autorité suprême.

Espagne.— Alphonse III ne règne en paix, après la mort de son père, que lorsqu'il a détruit le parti d'un usurpateur, le comte de Galice.

France.— Le duc de France, Robert le Fort, est tué en combattant les Northmans à Brisserte (pont de la Sarthe) près du Mans. Son fils Eudes lui succède dans le duché de France et dans la marche d'Anjou.

Italie.— L'empereur Louis II défend mal l'Italie méridionale contre les Sarrasins.

867.

Empire d'Orient.— Bassesses, parjures, meurtriers, tous les moyens les plus coupables sont employés par Basile le Macédonien pour parvenir au trône: il fait assassiner l'empereur Michel III l'Ivrogne et prend sa place. Devenu empereur il montrera quelques vertus. Sa famille gardera l'empire pendant plus d'un siècle et demi. — Il se déclare d'abord pour Ignace contre l'intrus Photius.

Empire d'Orient et Rome.— Photius, s'appuyant sur une assemblée qu'il a convoquée et dirigée à son gré, dépose et excommunie le pape Nicolas I^{er}.

Espagne.— Dix ans de sécheresse affreuse commencent pour l'Afrique et pour l'Espagne: des signes célestes extraordinaires, qui se répétèrent plusieurs fois dans cet intervalle, ajoutèrent à la consternation des musulmans.

France.— Après la mort de son fils aîné qui avait gouverné quelque temps en son nom, mais sans docilité, l'Aquitaine, Charles le Chauve y envoie son autre fils, Louis le Bègue.

868.

Empire d'Orient et Rome.— Le successeur de Nicolas I^{er}, Adrien II, renvoie l'anathème à Photius, patriarche de Constantinople.

Italie.— L'empereur Louis II commence devant Bari, que les Sarrasins occupent, un siège de trois ans.

869.

Allemagne et France. — A la mort du roi de Lotharingie Lothaire, ses oncles, les rois d'Allemagne et de France, se disputent son héritage auquel avait seul droit l'empereur Louis II son frère : Charles le Chauve se fait sacrer roi à Metz par l'archevêque de Reims Hincmar.

Empire d'Orient et Rome. — Le neuvième concile général, tenu à Constantinople, avec l'agrément de l'empereur Basile le Macédonien, en présence des légats d'Adrien II, renouvelle l'anathème contre tous les hérétiques, surtout contre les monothélites et les iconoclastes. Photius est anathématisé par les cent deux évêques d'Orient, qui avaient été sacrés avant son intrusion au patriarcat ; S. Ignace est rétabli. — Les légats du pape ne peuvent obtenir que la nouvelle église de Bulgarie relève de la juridiction romaine.

870.

Allemagne et France. — Un traité signé près d'Heristal et de Mersen, sur la Meuse, partage la Lotharingie entre Charles le Chauve et Louis le Germanique.

Bulgares. — Les Bulgares ont chassé les prêtres latins que le pape avait envoyés ; Ignace, patriarche de Constantinople, leur donne un archevêque.

France et Provence. — Les troupes de Charles le Chauve occupent la Provence, dont Lothaire avait eu sa part en 863.

871.

France et Rome. — L'évêque de Laon, Hincmar, qui depuis deux ans était sous le coup de peines ecclésiastiques pour sa conduite violente envers ses diocésains, et pour son infidélité envers le roi, malgré l'appel qu'il interjetait au saint-siège contre la sentence qu'a fait rendre le métropolitain Hincmar, archevêque de Reims, est déposé dans le

concile de Douzi-les-Prés, ville du bassin de la Meuse. Adrien II enjoint à Charles le Chauve d'envoyer les parties à Rome ; la réponse très-firme du roi, inspirée par l'archevêque de Reims, rend le pape plus circonspect.

Grande-Bretagne. — Avènement d'Alfred, quatrième fils d'Ethelwulf ; il ne règne que sur la terre des Saxons proprement dits : tout le pays des Angles est occupé par les Danols.

872.

Italie. — Ayant obtenu de Louis le Germanique qu'il renonce à sa part de la Lotharingie, l'empereur Louis II se fait couronner à Rome roi de Lotharingie, quoique Charles le Chauve retienne toujours la portion de l'héritage de Lothaire, qu'il a usurpée.

873.

Orient musulman. — Les princes tahériens du Khorasan, province indépendante du califat de Bagdad, font place aux Soffarides. Le fils de Soffar, Yacoub, fonde la dynastie.

874.

Espagne. — Les milices musulmanes de Tolède et de Cordoue, qui se jettent sur les terres chrétiennes, sont écrasées par Alphonse III.

875.

France et Italie. — La mort de l'empereur Louis II livre à Charles le Chauve, déjà maître d'une partie de la Lotharingie proprement dite et de la Provence, le royaume d'Italie : il reçoit à Rome, du pape Jean VIII, la couronne impériale. Il a ainsi presque tout l'héritage de son frère aîné Lothaire. — Mais Louis le Germanique reprend sa part de la Lotharingie, et la veuve de Louis II favorisera l'établissement royal de son gendre Boson dans la Provence.

876.

Allemagne. — A la mort de

Louis le Germanique, Charles le Chauve prétend réunir tout l'héritage carlovingien, en dépouillant ses neveux, quoiqu'il ne soit même pas en état de se défendre contre les Northmans, qui prennent Rouen, contre les Sarrasins, qui ravagent les côtes de l'Italie. — La Germanie reste indépendante et forme trois royaumes partagés entre les fils de Louis : 1^o royaume de Bavière, à son fils aîné Carloman, qui l'avait souvent inquiété de ses révoltes ; 2^o royaume de Saxe, à Louis ; 3^o royaume de Souabe, à Charles le Gros. — Charles le Chauve est battu, près d'Andernach, sur le Rhin, par Louis de Saxe.

877.

Empire d'Orient. — L'empereur Basile le Macédonien, à l'exemple de Justinien, publie une compilation de lois en quarante livres. Les *Basiliques* seront continuées par son fils. — La mort du patriarche légitime, Ignace, ouvre une nouvelle carrière à l'ambition de Photius.

France. — Le capitulaire de Kiersy sur Oise, un des derniers actes de Charles le Chauve comme roi de France, consacre le droit d'hérédité des terres bénéficiaires ou fiefs, et des offices royaux sur ces terres pour tous les seigneurs qui le suivaient en Italie. Le roi reconnaît comme duc héréditaire de Bourgogne le comte d'Autun, Richard le Justicier. Mort de Charles le Chauve au pied des Alpes. — Son fils Louis le Bègue ne lui succède qu'en France. La dignité impériale reste vacante pendant trois ans ; la royauté d'Italie est prise par Carloman de Bavière.

France et Italie. — Lambert, qui devait cependant le duché de Spolète à Charles le Chauve, se déclare pour le roi Carloman de Bavière qui dispute l'Italie à Charles, et s'empare de Rome ; par les violences qu'il y commet, il réduira Jean VIII à se sauver en France. — Les Sarrasins se sont fait payer un tribut par le pape.

Grande-Bretagne. — Le roi Alfred, bien des fois vaincu par les Danois, mal secondé par les Anglo-Saxons qu'il gouverne en prince absolu, se dérobe à ses sujets comme aux ennemis ; il reste caché pendant toute une année.

Venise. — Les Sarrasins venus jusqu'à Grado, à l'embouchure de l'Isonzo, dans le fond de l'Adriatique, sont repoussés par une flotte vénitienne.

878.

France et Rome. — Le pape Jean VIII demande aux seigneurs et aux évêques le secours des armes de la France pour protéger l'Eglise romaine contre les Sarrasins. Le concile, qu'il préside à Troyes, interdit de donner la sépulture à ceux qui sont morts dans l'excommunication.

Grande-Bretagne. — Le roi Alfred reparait au milieu de ses peuples. Les Danois, vaincus à Ethandun, sont resserrés dans un territoire limité, et se convertissent en partie à la foi chrétienne. — Pendant un nouveau règne de vingt-deux ans, Alfred le Grand donne ses soins à la religion, au gouvernement central, à la justice, aux sciences, aux arts, au commerce ; les lettres, qu'il cultive lui-même, sont encouragées.

879.

Empire d'Orient. — Photius, redevu patriarche de Constantinople avec la faveur de l'empereur, est reconnu même par le pape Jean VIII. Trois cent huit évêques, réunis en concile, sanctionnent ses volontés et laissent en oubli les canons du neuvième concile général.

France. — Mort du roi Louis le Bègue. Il a laissé prendre par les seigneurs beaucoup de terres royales. Ses fils, Louis III et Carloman défendent l'héritage paternel contre l'usurpation de leur cousin, Louis de Saxe. Ils combattent avec succès les Northmans.

Moraves. — Jean VIII permet à saint Méthodes, apôtre des Moraves et des Slaves, d'employer la langue esclavone pour la célébration de l'office divin.

Orient musulman. — Le gouverneur de l'Égypte, Ahmed, fils de Foulou, se rend indépendant du califat; il fonde la dynastie des Toulounides.

Provence. — Boson prend le titre de roi d'Arles ou de Provence; il est couronné dans une assemblée d'évêques.

880.

Allemagne, France et Italie. — Union parfaite des deux frères qui règnent en France. — Ils luttent vainement pour la conservation de la Provence avec le secours de Charles le Gros, roi de Souabe. — La mort de Carloman de Bavière assure à Charles le Gros, son frère, la couronne d'Italie; la Bavière s'est réunie à la Saxe: un fils hâtard de Carloman a seulement la Carinthie. L'Allemagne est, comme la France, assaillie par les Northmans.

881.

Espagne. — Un tremblement de terre cause de grands désastres et inspire un effroi superstitieux à la population musulmane dans les régions de l'ouest et du sud de l'Espagne.

France. — La victoire de Louis III sur les Northmans à Saucourt en Vimeu, dans le bassin de la Somme, a été célébrée par un chant national.

Italie. — La couronne impériale qui n'était pas portée depuis la mort de Charles le Chauve est prise par Charles le Gros.

Orient. — Le patriarche de Jérusalem écrit à Charles le Gros et aux principaux seigneurs de France, et demande de l'argent pour la réparation des églises ruinées par les Arabes. — Les généraux du calife de Bagdad, battus en Orient et sur les

côtes d'Italie, dévastent le Péloponnèse.

Sicile. — Les musulmans, qui ont pénétré dans l'île depuis cinquante-quatre ans, enlèvent enfin Syracuse aux Grecs.

Venise. — Le doge et le sénat défendent, sous les peines les plus rigoureuses, aux marchands nationaux, de vendre les chrétiens pauvres aux corsaires sarrasins ou aux Esclavons.

882.

Allemagne et Northmans. — Charles le Gros succède à son frère Louis dans le royaume de Saxe. — Il met un terme aux invasions des Northmans sur les côtes de Lotharinge, par un tribut honteux et par la cession de la Frise occidentale à Godefroy qui se fait chrétien.

France. — Conversion du chef northman Hastings; il reçoit le comté de Chartres. — Mort de Louis III; Carloman est seul roi.

883.

Russes. — Les princes varègues de Kiev, Dir et Oskhold, qui avait reçu le baptême, tombent sous les coups perfides d'Oleg, tuteur du fils de Rurik, Igor. Kiev, occupée par Oleg, devient le siège de la domination russe.

884.

France. — Mort du roi Carloman. — Charles le Gros ajoute à toutes ses couronnes celle de France, au détriment du fils posthume de Louis le Bègue, âgé de cinq ans.

Rome. — Exaltation d'Adrien III: il est le premier pape qui ait changé de nom à son avènement.

885.

France et Northmans. — Terrible invasion des Northmans de la Frise, avec Godefroy et Sigefroy. Ils remontent la Seine jusqu'à Rouen Pontoise, Paris. Paris soutient un

long siège ; héroïsme de l'évêque Gozlin et du comte Eudes, le duc de France.

Rome. — L'empereur Charles le Gros fait difficulté de reconnaître le nouveau pape Étienne V, parce qu'on n'a pas attendu son consentement pour la consécration de l'élu.

886.

Empire d'Orient. — Le nouvel empereur, fils de Basile le Macédonien, Léon le Philosophe, chasse Photius du siège patriarcal de Constantinople. — Pendant vingt-cinq ans de règne, il laissera impunies les courses des musulmans, des Lombards d'Italie, des Bulgares, des Russes, et n'empêchera pas les établissements nouveaux des Slaves Serviens et Croates, au nord-ouest des provinces européennes. — Corruption des mœurs de la cour. L'empereur compose un traité de tactique et des sermons.

Espagne. — La mort de Mohammed I^{er} a été le signal d'un vaste ébranlement dans la péninsule ; Tolède, rivale de Cordoue, est toujours un foyer d'insurrection. Les deux fils de Mohammed, qui régneront successivement, seront aux prises pendant quinze ans avec l'audacieux Kaleb-Ibn-Hafoun. Il est plus redoutable que son père : il se fait roi à Tolède.

France. — Paris ne reçoit pas de secours du roi Charles le Gros ; il offre seulement de l'argent aux Normands.

887.

Allemagne, France, Italie, etc. — Déposition de Charles le Gros par les seigneurs de la Germanie, à Tribur en Souabe ; ils donnent le trône au Carlovingien Arnulf, fils de Carloman de Bavière. — Les États carlovingiens sont séparés pour n'être plus jamais réunis. — En France, le comte de Paris et duc de France, Eudes, qui se fait sacrer roi à Com-

piègne, n'est le maître ni de la Bretagne, qui a toujours des ducs indépendants, ni du duché d'Aquitaine, où domine Rainulf comte de Poitiers, ni de la Provence ou Bourgogne cisjurane, qui reste à la famille de Boson, beau-frère de Charles le Chauve. La Bourgogne transjurane aura pour roi Raoul ou Rodolphe Welf, reconnu à Saint-Maurice en Valais. L'Italie se partagera entre Béranger, duc de Frioul, et Guy, duc de Spolète, qui descendent de Charlemagne par les femmes. — Commencement du régime féodal ; partout la possession de la terre féodale est la seule condition de la richesse et de la puissance. Les rois, suzerains suprêmes de tous les possesseurs de terres, qui forment entre eux une société hiérarchique fondée sur la réciprocité des devoirs et des droits, n'ont que les ressources de leurs propres domaines. — Les Slaves, les Northmans et les Sarrazins (ces derniers auront bientôt un poste sur la côte de Provence, à Fraxinet) profitent de la confusion générale.

888.

Allemagne. — Arnulf, roi d'Allemagne, exerce la suprématie sur les princes qui se partagent les États carlovingiens.

Italie. — Béranger rend hommage à Arnulf pour l'Italie, où il reçoit le premier la couronne de fer de Lombardie.

889.

Bulgares et Grecs. — Le roi Siméon, en paix avec ses voisins les Serviens, prétexte les perfidies dont les Bulgares sont victimes dans les marchés grecs de Thessalonique pour se jeter sur les terres de l'empire. — Trois ans de guerre.

France. — Le roi Eudes défend de nouveau Paris contre une expédition normande que conduit Rollon ; mais il sera battu, l'année suivante, dans le bassin de la Meuse.

Italie. — La victoire gagnée, à la Trébie, sur Bérenger, livre à Guy de Spolète l'Italie septentrionale.

891.

Allemagne. — Le roi Arnulf bat les Northmans sur la Dyle, près de Louvain.

Italie. — Guy de Spolète se fait couronner empereur à Rome, et associe son fils, encore enfant, à la dignité impériale.

Rome. — L'élévation de Formose, évêque de Porto, au pontificat, est le premier exemple d'un évêque transféré d'un autre siège sur celui de Rome. Auparavant et souvent depuis, celui qui était élu pape n'était que diacre ou prêtre.

893.

France. — Un parti de seigneurs et d'évêques, à la tête duquel est l'archevêque de Reims, Foulques, proclame roi le fils posthume de Louis le Bègue, Charles le Simple; Eudes le force, presque aussitôt, à fuir après du Carlovingien qui règne en Germanie.

894.

Allemagne et Italie. — Le roi Arnulf vient en personne revendiquer la Lombardie. — Mort de Guy de Spolète; son jeune fils, Lambert, et sa veuve succèdent à ses prétentions.

Bohême. — Le duc des Siaves Tcheques, qui habitent la Bohême, à l'est de la Moravie, Borziwof, se fait chrétien; il est baptisé par l'évêque de Moravie, Méthodius.

Hongrois. — Vers 894, les Hongrois idolâtres, sous la conduite d'Arpad chef des Madgyars, qu'on disait descendant d'Attila, viennent des régions du Volga dans celles de la Theiss et du Danube où habitaient autrefois les Avars; ils combattent les Moraves leurs voisins à l'ouest.

895.

Allemagne et Italie. — Rome et l'Italie centrale restent à Lambert, le pape Formose appelle dans la péninsule l'Allemand Arnulf; il préfère pour maître un étranger qui ne résidera pas en Italie. — Entrevue d'Arnulf avec Bérenger, qui est bientôt à sa merci.

Bohême. — Le duc, récemment baptisé, a été chassé par ses sujets, qui sont attachés à l'idolâtrie; au bout de dix mois il fut rétabli. — Fondation à Prague d'églises et d'écoles.

896.

Allemagne et Italie. — Arnulf prend Rome d'assaut sur les partisans de Lambert; il est couronné empereur par le pape Formose, qui fait réserve de son droit sur la ville de Rome. Un échec devant Spolète et la maladie lui font quitter la Péninsule. — Partage du territoire lombard entre le roi Bérenger et l'empereur Lambert.

France. — Le roi Eudes laisse à son rival, Charles le Simple, les régions qui sont à l'est de la Seine et de la Marne.

Rome. — Le pape Étienne VI prononce, dans une grande assemblée tenue à Rome, contre le cadavre et la mémoire de Formose, accusé d'avoir usurpé le siège de Rome, un arrêt de peine capitale et une sentence de dégradation. Le cadavre du pontife est décapité. La réhabilitation de Formose eut lieu, deux ans après, sous un autre pape. — Pendant un siècle et demi, l'Eglise souffrira de l'ignorance, de la corruption des mœurs et du despotisme des princes; elle-même sera imprégnée des vices qu'elle ne suffit pas à combattre. — Dans un court espace de temps, un grand nombre d'évêques se succèdent sur le trône de Rome, la plupart sans talents et sans vertus, souvent victimes,

quelquefois complices et auteurs de grands scandales.

898.

898.

France.—Mort d'Eudes : Charles le Simple porte seul le titre de roi.

Italie.—Adalbert II, duc-marquis de Toscane, qui a épousé Bertha, la fille du roi de Lotharingie, Lothaire, et de la fameuse Valdrade, prétend à l'empire, mais il tombe entre les mains du roi Lambert.—Lambert meurt d'une chute de cheval et ne laisse pas d'héritier. Bérenger est seul roi en Italie; il rend la liberté au marquis de Toscane.

Allemagne.—Louis IV, âgé de sept ans, succède à son père Arnulf.

Italie.—Louis, le fils de Boson, roi de Provence, vient disputer la couronne d'Italie à Bérenger; celui-ci le force à se retirer.—Invasion des Hongrois dans la péninsule; ils sont vainqueurs de Bérenger.

Orient musulman.—Les généraux du calife abbasside entreprennent sans succès de résister aux karmates, secte de fanatiques qui ravagent l'Arabie et l'Irak-Arabi.

X^e SIÈCLE APRÈS J. C.

APERÇU GÉNÉRAL.

Au commencement du x^e siècle les musulmans craints à Rome et à Constantinople, maîtres de la Perse, de l'Arabie, de la Syrie, de toutes les côtes de l'Afrique jusqu'au mont Atlas, ont une puissance presque égale à celle des Romains sous Auguste. Mais les Romains ne formaient qu'une seule nation : les musulmans sont divisés en plusieurs peuples; tant d'États, presque indépendants les uns des autres, n'ont de lien commun que dans leur croyance religieuse, et encore les sectes ne manquent pas en Orient, en Afrique et en Espagne.

En Orient, la puissance abbasside, ou partagée ou disputée, ne réprime plus les ambitions : les soldats déposent et assassinent les califes. L'Afrique, avec l'Égypte, où est fondé le Caire, même la Syrie et certaines contrées de l'Arabie, forment un empire à part pour les Fatimites, mahadis ou directeurs des fidèles : ils aspireront même au califat universel. La domination musulmane avait plus d'éclat et plus de solidité en Espagne : le génie du calife ommiade Abdérame III et celui du lieutenant des califes, Mohammed Almanzor, neutralisent les effets de la turbulence des émirs. Leur mollesse est réveillée par les guerres incessantes avec les États chrétiens d'Oviédo

ou de Léon, de Navarre, de Castille, d'Aragon, de Barcelone. L'Espagne sera, pendant six siècles encore, partagée entre les chrétiens et les Maures.

Les Arabes continuent de traduire et d'expliquer Aristote : Alfarabi prétend concilier Aristote et Platon et les comprend assez peu pour les trouver d'accord. Tout en se persuadant qu'ils entendent parfaitement la philosophie grecque, tout en s'efforçant de la rallier à la doctrine du Koran, ils se divisent en soixante et dix sectes. Des études plus positives sont cultivées avec succès : Albirouni rédige un traité de géographie, fruit de quarante ans d'observations et de voyages ; Ibn Batrick, que les occidentaux ont appelé Eutychius, compose un corps d'annales orientales ; Rhazès embrasse tout le système de la science de la médecine.

A Constantinople, la faiblesse ou les vices des empereurs, les désordres et les factions de leur cour n'excluent pas toute gloire. La maison macédonienne donne, après Léon le Philosophe, le débonnaire Constantin Porphyrogénète : absorbé dans ses études, jaloux de devenir peintre, architecte, auteur, il laisse l'empire à sa mère, à sa femme, à ses fils. On a beaucoup d'ouvrages sous son nom ; celui qui a pour objet la situation des provinces et des villes soumises aux empereurs grecs, est un monument instructif de la géographie du moyen âge. Son petit-fils, Basile II, marchera sur les traces des deux généraux habiles, que les guerres heureuses contre les Sarrasins et les Russes ont portés à l'empire ; mais l'avarice, la férocité et la débauche forment le fond du gouvernement impérial.

La maison des Carlovingiens s'éteint d'abord en Germanie, où la royauté, d'héréditaire, devient élective ; tandis qu'au contraire les dignités qui n'avaient été que de simples commissions confiées à des ducs, à des comtes, etc., restent là, comme partout, héréditaires. Le chaos de l'Allemagne commence à se débrouiller sous le premier prince saxon porté au trône par élection : on s'affranchit par une victoire du tribut payé aux Hongrois ; Henri l'Oiseleur fortifie les villes, institue des milices et des jeux militaires, qui donnent la première image des tournois ; son fils, Othon le Grand, vainqueur des Danois, des Bavares rebelles, des Bohémiens insoumis, renouvelle l'œuvre de Charlemagne en Italie.

La race carlovingienne avait fini dans la péninsule avec le roi Bérenger I^{er}, qui ne pouvait défendre le territoire contre les Hongrois venus du Nord et contre les Sarrasins venus du Midi. L'anarchie féodale était au comble dans ce malheureux pays : deux courtisanes ambitieuses, Théodora et Marozie, ont été à la tête des

factions et ont disposé même du siège de saint Pierre. Un fils de Marozie a exercé seul l'autorité civile à Rome. Un de ses petits fils s'est emparé du ministère pontifical et l'a uni ainsi au pouvoir civil.

Tour à tour bienfaiteur des papes et leur maître, Othon le Grand détrône le roi Bérenger II d'Ivrée, ceint la couronne des Lombards et se fait sacrer à Rome en qualité de chef de l'empire. La dignité impériale doit être inséparable des royaumes de Germanie et d'Italie. En échange des serments et de l'hommage du pape, Othon fait à l'Église romaine de magnifiques promesses. Les trois premiers Othon laissent poindre en Italie les institutions municipales et quelques germes de liberté publique qui se développeront contre les empereurs. Les privilèges accordés aux évêques allemands, qui sont faits ducs et comtes avec des droits régaliens, sont aussi des semences d'anarchie et de révolutions.

En France, la race carlovingienne se flétrit de plus en plus. La Neustrie est cédée aux Northmans, à titre de vassaux de la couronne; les Hongrois pendant près d'un demi-siècle dévastent notre territoire à l'est, et les Sarrasins au sud. Les chefs de la féodalité se font rois : Hugues Capet, duc de France, le possesseur d'une des sept grandes principautés, subdivisées elles-mêmes, et presque à l'infini, en petites seigneuries, prend la place du dernier carlovingien, et commence une troisième dynastie, en réunissant à son duché le titre de roi et la faible puissance que le système féodal avait laissée à cette dignité.

L'histoire littéraire, dans la langue latine, offre bien peu de noms : les plus remarquables sont ceux des chroniqueurs, Réginon, Flodoard, Luitprand, Aimoin. L'ouvrage de Luitprand, évêque de Crémone, qui a eu part aux affaires publiques qu'il raconte, qui a fait deux voyages à Constantinople, comme ambassadeur du roi d'Italie et empereur d'Occident, est presque le seul monument littéraire de l'Italie septentrionale : il est concis, et énergique, il amuse le lecteur; sa latinité paraît pure, en comparaison de celle des autres écrivains de son temps. C'est l'époque où la langue des anciens Romains s'est le plus altérée. Le tudesque est l'idiome vulgaire d'une grande partie de l'Europe occidentale et septentrionale; on l'écrit déjà en vers et en prose.

Le Danemark, la Norvège, la Suède, commençant à se donner des lois : dans ces deux derniers pays, on a le bonheur d'éviter les principaux abus du régime féodal; point de fiefs héréditaires, point de servitude de la glèbe. Des bandes redoutables de barbares continuent de s'élancer de la Scandinavie. Les Northmans s'éta-

blissent en France. L'Angleterre, en proie aux convulsions religieuses et politiques que domine le nom de saint Dunstan, moine, archevêque de Canterbury et légat du pape, est à la merci des Danois. Les Russes d'origine scandinave commencent à connaître la foi chrétienne, et cessent leurs courses contre les Grecs qui leur envoient l'Évangile. Les Slaves Polonais doivent le christianisme aux Germains catholiques.

Le pape donne à son autorité spirituelle une extension qui devient redoutable même pour les rois : la politique a autant de part que les raisons canoniques à l'excommunication et à l'interdit dont sont frappés Robert le Saint, fils de Hugues Capet, et le royaume de France. Il ne se tient au x^e siècle aucun concile général. Il y a peu d'hérésies nouvelles.

Au milieu de ces peuples, de ces seigneurs, de ces rois qui ne savent ni écrire ni lire, l'instruction livre au clergé l'administration des affaires civiles : la science est appelée clergie, les clercs dictent les testaments, règlent les mariages, les contrats, les actes publics ; ils s'affranchissent de la juridiction séculière, et s'efforcent d'assujettir toutes les personnes et toutes les choses à leur propre juridiction. Les legs et les donations affluent aux églises, et aux monastères, surtout dans les dernières années de ce siècle.

Sous l'empire de tous les vices et des plus scandaleux désordres, on attend avec effroi la fin du monde qu'une ancienne tradition semble fixer à la millième année de l'ère chrétienne. Cette terrible barrière est franchie pendant le pontificat de Sylvestre II, Gerbert d'Aurillac qui a mérité, sous ce nom, une place dans l'histoire des lettres et des sciences, et qui a conçu le premier l'idée des croisades

CHRONOLOGIE.

900.

Allemagne. — La Lorraine, à laquelle Arnulf avait donné pour roi son fils naturel Zwentibold, appelle et reconnaît Louis IV le roi d'Allemagne.

France. — Charles le Simple est reconnu dans l'Aquitaine et dans la Septimanie. — Au concile de Reims, la cérémonie solennelle de l'excommunication, contre les meurtriers de l'archevêque Foulques, s'accomplit avec toutes les formalités ef-

frayantes dont l'Église entoure cet acte de réprobation solennelle.

Italie. — Adalbert, marquis d'Ivrée, au nord de Turin, et le marquis de Toscane appellent une seconde fois en Italie, contre Bérenger, Louis de Provence ; le marquis d'Ivrée est cependant le gendre de Bérenger.

901.

Angleterre. — Mort du roi saxon Alfred. Sa race garde le trône au sud ; les Danois conservent au nord le pays des Angles.

Italie. — Louis de Provence se fait couronner empereur à Rome. — Le roi Bérenger va chercher asile auprès du roi de Germanie.

902.

Empire d'Orient. — Le patriarche de Constantinople, Nicolas, engage courageusement la lutte avec l'empereur Léon VI le Philosophe, au sujet du quatrième mariage de ce prince, qu'il n'a pas consacré, et qu'il ne veut pas reconnaître pour légitime. L'exemple de soumission donné par les évêques d'Orient, la condescendance des légats de Rome, les prières, les menaces, l'exil et les souffrances de la solitude n'ébranleront pas sa constance pendant neuf ans.

Italie. — Le roi Louis retourne en Provence; Bérenger ressaisit l'autorité.

904.

Empire d'Orient, Arabes et Russes. — Quatre-vingt mille Russes, conduits sur deux mille barques par Oleg, qui laisse Igor à Kiev, descendent le Dniéper, en franchissant les cataractes du fleuve, pénètrent par la mer Noire dans le Bosphore, forcent le port de Constantinople et mettent à feu et à sang les environs de la ville. Léon VI le Philosophe achète la paix, et les laisse emporter de riches dépouilles. — Des pirates sarrasins, conduits par un renégat grec de Tripoli, assiègent Thessalonique, la place la plus importante de l'empire grec après Constantinople; elle subit toutes les horreurs d'une ville prise d'assaut.

908.

Espagne. — Fortun 1^{er}, après vingt-cinq ans de règne, abdique solennellement la royauté de Navarre pour se retirer dans un cloître; il laisse le trône à son frère.

Italie. — Pour la troisième fois, Louis de Provence engage la guerre

contre Bérenger; celui-ci le surprend dans Vérone, lui fait crever les yeux et le laisse ensuite retourner dans son royaume.

Orient musulman. — L'Égypte est reconquise sur les Toulonides par les troupes du calife.

908.

Italie. — Invasion des Hongrois en Italie; Bérenger leur paye un tribut régulier. Ils menacent les îles vénitiennes de Malamocco et de Rialto, d'où ils sont repoussés.

907.

Chine. — La dynastie des Tang, qui a occupé la Chine pendant près de trois siècles, fait place à la quatorzième dynastie Héou-li-ang. Succession rapide de cinq dynasties, en cinquante-trois ans, de 907 à 960.

Espagne. — Pendant que le roi de Navarre se jette sur la Gascogne française, Pampelune est assiégée par les Musulmans. Le retour précipité du roi la délivre; guerre continue avec les infidèles. — L'augmentation des impôts, nécessaires pour la guerre contre les Maures, cause dans le royaume d'Oviédo des séditions que favorise le fils aîné d'Alphonse III; le rebelle, vaincu, est enfermé.

Hongrie. — Mort d'Arpad, chef de la dynastie qui régna longtemps sur la Hongrie. — Son fils Soltan envahit la Bavière, et gagne la bataille d'Augsbourg, où le duc Léopold est tué.

Orient. — Le patriarche jacobite d'Alexandrie, qui mourut en 907, ayant aliéné les biens de son église pour satisfaire aux taxes dont les gouverneurs musulmans l'avaient chargé, plusieurs de ses successeurs seront réduits par la pauvreté à ne pas résider dans cette ville.

909.

Afrique. — Les dissensions ci-

villes, qui ont causé à Bagdad la mort du tout-puissant vizir Abbas et la déposition de son maître le calife Moktader, favorisent l'établissement en Afrique de la dynastie indépendante des Fatimites, par Obéïdollah. Obéïdollah prétend descendre d'Ali et de Fatime. Il se fait proclamer sous le titre de mahadi ou directeur des fidèles. C'est sur les ruines des Aglabites, maîtres de la Libye depuis cent douze ans, qu'il jette les fondements de son empire; il occupera toute la côte jusqu'à Tanger, et la Mauritanie.

910.

Afrique. — Abou-Obéïdollah va exiger des Musulmans de Sicile le serment de fidélité.

Espagne. — Alphonse III le Grand renonce au gouvernement, mais commet la faute de partager le petit royaume chrétien d'Oviédo entre ses deux fils; le second eut la Galice avec la portion de la Lusitanie enlevée aux Maures.

France. — La règle monastique de saint Benoît, sagement réformée, fera la célébrité de la nouvelle abbaye de Cluny, en Bourgogne, que fonde Guillaume d'Aquitaine.

911.

Allemagne. — Les seigneurs d'Allemagne désèrent par élection la royauté à Conrad I^{er}, comte de Franconie, petit-fils par sa mère du roi Arnulf. Conrad est roi, mais non empereur.

Allemagne et France. — La mort de Louis l'Enfant, dernier rejeton carlovingien en Germanie, ne donne au roi carlovingien de France, Charles le Simple, qu'une portion de la Lotharingie: acquisition qui devient une cause de guerre entre les deux États.

Empire d'Orient. — L'empereur Léon VI le Philosophe, près de mourir, rappelle le patriarche de Constantinople, Nicolas, et se recom-

mande à ses prières. — Nicolas n'est pas assez vertueux pour épargner les outrages au prêtre qui lui avait été substitué lors de sa déposition en 902. Pendant neuf ans encore, il débatta avec les légats de la cour de Rome la question de la légitimité des quatrièmes noces.

France et Northmans. — Après vingt ans d'incursion sur les terres de la Neustrie, surtout en remontant la Seine, le chef des Northmans Rollon, qui vient tout récemment de pénétrer jusqu'à Chartres, conclut un traité avec Charles le Simple à Saint-Clair sur l'Epte, dans le Vexin. Le roi lui cède la partie de la Neustrie qu'ils occupent, entre la Bresle à l'est et la Couesnon à l'ouest, à la condition qu'il se fera chrétien.

912.

Empire d'Orient. — Un enfant de sept ans, Constantin Porphyrogénète, fils de Léon le Philosophe, commence son règne sous la tutelle de sa mère qui opposera d'habiles généraux aux invasions du Bulgare Siméon.

Espagne. — Les chrétiens s'étendent sur toute la ligne du Douro et la fortifient contre de nouvelles invasions. Le père des deux rois d'Oviédo, malgré son abdication, commande les armées et bat les Maures. — Une éclipse totale de soleil est remarquée chez les Musulmans d'Espagne (17 juin). — Une noire mélancolie conduit au tombeau le roi de Cordoue. Son petit-fils Abdérame III commence une ère meilleure pour les Musulmans.

France et Normands. — Rollon, duc de Neustrie ou Normandie, vassal du roi, reçoit le baptême; les Northmans (*hommes du Nord*), que nous appellerons désormais de leur nom français, Normands, se convertissent et adoptent la langue romane, qui est le dialecte du nord de la France. Rollon établit le régime féodal. Les Bretons qui n'ont jamais été domptés reconnaîtront la suzeraineté des nouveaux ducs.

Russes. — Le varègue Oleg impose de nouvelles conditions de tribut à la cour de Constantinople. Il a donné de sages lois à ses peuples.

913.

Allemagne, Bohême et Hongrois. — Chrétien, mais marié à une femme idolâtre de la Lusace, Vrais-las de Bohême combat avec les Hongrois idolâtres contre la Bavière : les Bohémiens et les Hongrois sont vaincus ensemble.

Orient musulman. — Les armées du fatimite d'Afrique, Abou-Obéidollah, occupent Barca en Cyrénaïque, marchent en Égypte contre Alexandrie que ne sauvent pas les généraux du calife Moktader qui a été rétabli : Alexandrie est un instant aux mains du fatimite ; il ne la garde pas.

Russes. — La mort d'Oleg laisse à Igor un empire vaste, mais sans consistance.

914.

Bulgares et Grecs. — Andrinople est prise par le roi bulgare Siméon.

Espagne. — Abdérame III change le coin des monnaies d'or et d'argent, frappées à Cordoue ; elles porteront désormais le nom du prince d'Espagne avec le titre d'Iman ou chef de la religion, que prend Abdérame à l'exemple du premier fatimite d'Afrique, Obéidollah. Cette ambitieuse innovation assimile le roi de Cordoue aux califes d'Orient, qui seuls autrefois avaient les droits spirituels d'Imans ; il est désigné sous le nom de calife. — Ordogno II, à la mort de son frère aîné, qui était roi d'Oviédo et de la meilleure partie des anciennes possessions d'Alphouse III, réunit tous les États paternels ; il établit sa résidence à Léon. Il pousse ses armes jusqu'à Talavéra sur le Tage ; ne pouvant la garder, il la rase.

Orient musulman. — La mort violente d'Abou-Safu, chef des fatimites karmates qui, depuis quinze

ans, tenait en échec les forces des califes en Arabie et en Irak - Arabie ne met pas fin aux courses dévastatrices de cette puissante secte.

Rome. — Jean X est intronisé pape par le crédit de Théodora, sœur de Marozie, la femme du marquis de Camérino ; elles sont filles d'une courtisane.

915.

Allemagne, France et Hongrois. — Les Hongrois dévastent l'Alsace, la Lorraine, ou Lotharingie mosellane, et la Bourgogne.

Italie. — Bérenger, le roi d'Italie, est couronné empereur à Rome par le pape.

916.

Arabes et Italie. — Jean X conduit en personne les troupes italiennes à l'attaque des positions du Garigliano, d'où les Sarrasins sont chassés.

917.

Afrique et Espagne. — Croisières organisées par Abdérame III pour protéger les côtes et les îles d'Espagne contre les pirateries des Africains.

918.

Allemagne. — Le roi Conrad est blessé mortellement en combattant les Hongrois. — Il désigne au choix de la noblesse, pour lui succéder, le duc de Saxe, Henri, qui avait été son ennemi personnel. Henri 1^{er} l'Oiseleur commence la maison royale de Saxe.

919.

Empire d'Orient. — Déjà marié à quatorze ans avec la fille de l'Arménien Romain-Lécapène, qui est grand amiral, Constantin Porphyrogénète partage le trône avec son beau-père ; il lui laisse le soin des affaires, et se livre sans réserve à son goût pour les lettres et l'histoire pendant quarante ans.

Espagne. — Le fameux Kaleb

ben-Haïson, qui pendant trente-six ans a bravé et affaibli la puissance de quatre souverains, meurt à Huesca; héritier de l'ambition, de la valeur, et de la turbulence obstinée de son père Omar, il les transmet à ses fils qui n'eurent pas les mêmes succès. — Sanche-Garcie, roi de Navarre, à l'exemple de son frère, se retire dans un monastère; mais, en laissant le pouvoir à son fils Garcie, il ne renonce pas au titre de roi.

Petchenègues et Russes. — Déjà menacé par les révoltes des peuples slaves tributaires, le varègue Igor, chef des Russes établis à Novogorod et à Kiev, ne peut résister aux Petchenègues, qui sortent des bois voisins du Jaïck et du Volga; il traite avec eux.

920.

Allemagne et France. — Démonstration militaire de Charles le Simple, pour la conservation de la Lotharingie qui s'est détachée de la France: la plus grande partie du pays reste au roi d'Allemagne.

921.

Espagne. — Garcie de Navarre, et le roi de Léon, Ordogno II, qui plusieurs fois ont été heureux ensemble contre les Musulmans, essuient un échec terrible à la bataille du Val de Jonquéra un peu au nord de Vittoria: deux évêques y sont pris les armes à la main. Le calife Abdérame III, vainqueur en personne, passe les Pyrénées et pénètre jusqu'aux portes de Toulouse; mais au retour, dans les gorges des montagnes, son armée chargée de butin est écrasée par les Navarrais que mène au combat le père de Garcie, Sanche, sorti de son monastère.

Italie. — Rodolphe, roi de la bourgogne transjurane, est appelé au trône d'Italie par l'archevêque de Milan et par le marquis d'Ivrée, toujours hostile au roi Bérenger.

Orient. — Le calife de Bagdad envoie en ambassade auprès du roi des Bulgares, qui habitent sur le Volga, Ibn-Fozlan pour instruire ce prince et ses sujets dans la religion musulmane. — La relation arabe d'Ibn-Fozlan fait connaître les premiers temps historiques de la nation russe.

922.

Espagne. — Les comtes de la Castille, pays récemment conquis sur les Musulmans dans la vallée supérieure du Douro, et que défendent des châteaux forts (*castella*), devenus suspects au roi de Léon, Ordogno II, sont arrêtés et étranglés dans leur prison.

France. — Robert, frère d'Éudes et son héritier dans le comté de Paris et dans le duché de France, est élu roi par les nobles au détriment du Carlovingien Charles le Simple. Sa famille est alliée par des mariages aux seigneurs les plus puissants, le comte de Vermandois, et le duc de Bourgogne.

923.

Bulgares et Grecs. — Le Bulgare Siméon sillonne, avec toutes ses troupes, la Macédoine et la Thrace jusqu'à Constantinople; sous les murs de la capitale, il se laisse toucher par les reproches du patriarche et de l'empereur qui le comble de présents.

Espagne. — Ordogno II se marie pour la troisième fois, et épouse la fille de Garcie, roi de Navarre.

France. — Robert de France est tué à la bataille de Soissons: mais son fils, Hugues le Grand, ne laisse pas régner Charles le Simple; il l'oblige à se retirer au delà du Rhin, auprès du roi d'Allemagne, qui recouvre la portion française de la Lotharingie. Le beau-frère d'Hugues, Raoul, duc de Bourgogne, est fait roi. — Charles le Simple tombera aux mains du comte de Vermandois, qui l'enfermera à Château-Thierry,

puis à Péronne. — Avec son règne cessent les capitulaires.

Italie. — Le roi Bérenger, vaincu par Rodolphe, n'est plus reconnu que dans le territoire de Vérone.

Orient musulman. — Mort du célèbre médecin musulman, Razi, né dans le Khorasān, à Rei ou Razi (ancienne Ragès). Il est auteur de plusieurs ouvrages qui ont servi longtemps de base à l'enseignement même en Europe ; il avait visité les grandes régions de l'Asie, la Syrie, et l'Égypte, même l'Espagne. Plusieurs autres savants ont illustré le califat de Moktader.

924.

Angleterre. — Avènement d'Æthelstan, qui portera le premier le titre de roi d'Angleterre.

Hongrois et Italie. — Bérenger livre l'Italie, qui ne veut plus de lui pour roi, à l'invasion des Hongrois, ses indignes auxiliaires. Il meurt assassiné par ses sujets de Vérone. — Les Hongrois, qu'il a attirés dans la Péninsule, brûlent les églises et immolent la population de Pavie et de Verceil. Ils se répandent même dans la Provence et le Languedoc.

Petchenègues et Russes. — Les Russes, vainqueurs des Petchenègues, les retiennent à la frontière de leur pays.

925.

Italie. — Le duc-marquis de Toscane, Guido, fils d'Adalbert et de Berthe, épouse la fameuse Marozie, qui a eu de son premier mariage, avec le marquis de Camerino, un fils, Albéric. Il espérait par cette alliance se rendre maître de Rome.

926.

Allemagne. — Le roi de Germanie, Henri I^{er}, après avoir vaincu les Slaves et les Vandales, voisins de la Saxe à l'est, établit à la frontière un gouvernement militaire ou margraviat de Brandebourg.

Italie. — Le comte d'Arles, Hugues, né d'un premier mariage de Berthe qui, depuis, avait épousé le duc-marquis de Toscane, est appelé dans la Péninsule contre le roi Rodolphe de la Bourgogne transjurane. Rodolphe lui abandonne sans combat cette royauté d'Italie, si orageuse.

927.

Bulgares. — Le Bulgare Siméon, après une carrière remplie de succès, vaincu par les Croates, en meurt de douleur. Il ne laisse ses états qu'à l'un de ses quatre fils.

Bulgares et Grecs. — L'Auguste Romain-Lécapène impose la paix et donne sa petite-fille au nouveau roi des Bulgares, Pierre.

Espagne. — La ville de Tolède, qui depuis quarante-deux ans était comme inféodée au rebelle et à ses fils Ben-Hafsoun, pressée de près, semble se remettre de bonne grâce entre les mains du calife Abdérame.

928.

Italie et Rome. — Marozie et son époux Guido, marquis de Toscane, emploient la violence contre le pape Jean X, quand il veut se soustraire à la tyrannie qu'ils exercent à Rome ; son frère est tué sous ses yeux, lui-même est jeté en prison, étouffé ou étranglé.

929.

France. — Mort du roi Charles le Simple, captif du comte de Vermandois, à Péronne.

Orient musulman. — Le général des Karmates, Abou-Taher, avec son armée de fanatiques, entre dans la Mecque, pille le temple de la Caaba, et y massacre les pèlerins.

930.

Allemagne. — Henri l'Oiseleur marie son fils Othon, âgé de dix-huit ans, à la fille du roi d'Angleterre, petit-fils d'Alfred le Grand. — La

maison de Gontran le Riche, alors comte de Brisgau, au pied de la Forêt-Noire, sera la souche des puissantes maisons de Zehringen et d'Habsbourg.

Bohême. — Le Bohémien Wenceslas, assiégé dans Prague par le roi d'Allemagne, en reconnaît la suzeraineté.

France. — Raoul de Bourgogne est reconnu pour roi par les Aquitains; il les délivre d'une invasion normande.

Orient musulman. — Le calife Moktader qui a été déjà deux fois déposé et deux fois rétabli sur son trône, ne peut tenir tête aux Karmates même dans le territoire de Bagdad.

931.

Afrique et Espagne. — La faiblesse du roi édrissite de Fez, attaqué par un sujet rebelle, et menacé par le calife fatimite, donne occasion à Abdérame III d'envoyer des troupes pour saisir Ceuta et Tanger, qui pourront lui servir de places d'armes contre les fatimites de l'Afrique, scissionnaires ou schyites.

932.

Afrique et Espagne. — La prière publique, ou kothbah, est faite même à Fez au nom d'Abdérame, calife de Cordoue, mais pour une année seulement; les fatimites reprendront la ville.

Espagne. — Mort du roi de Léon, Alphonse IV le Moine, qui avait quitté et repris tour à tour la couronne. — Les comtes de Castille se sont rendus indépendants. — Le nouveau roi Ramire II, fils, comme Alphonse IV le Moine, d'Ordogno II, enlève aux Musulmans Madrid, au nord-est de Tolède, sur le petit fleuve du Manzanarès.

France. — Le pays du Languedoc, entre l'Aquitaine et la Provence, accepte enfin la domination du roi Raoul de Bourgogne.

Italie et Rome. — Hugues d'Arles, déjà roi d'Italie, aspire à la couronne impériale; mais Rome est occupée par Marozie, veuve de Guido de Toscane, et par Albéric, né du premier mariage de Marozie avec le marquis de Camerino. Le mariage d'Hugues avec Marozie couvre de honte, sans profit, la maison d'Arles. — Albéric qui, de concert avec sa mère, avait élevé à la papauté son frère Jean XI, enferme sa mère et son frère dans la prison du château Saint-Ange.

Orient musulman. — Le général qui, au nom du calife Moktader, a sauvé l'Égypte de la domination des fatimites d'Afrique, marche en rebelle contre Bagdad, défait Moktader, et lui substitue un autre prince cupide et cruel, qui bientôt le fera assassiner lui-même.

933.

Bourgognes. — Menacé en Lombardie par la concurrence de l'ancien roi, Rodolphe de la Bourgogne transjurane, dont les domaines sont voisins des siens, au delà des Alpes, Hugues d'Arles rachète de lui ses prétentions sur le royaume d'Italie, par l'abandon de la Bourgogne cisjurane qui ne lui appartient pas en propre, puisqu'elle est la propriété des descendants de Boson et de Louis l'Aveugle. Les deux royaumes, en deça et au delà du Jura, sont réunis.

Empire d'Orient. — L'Auguste Romain - Lécapène laisse le siège de Constantinople vacant pendant deux ans, pour pouvoir élever à la dignité patriarcale son fils Théophylacte, âgé de seize ans. C'est en présence du pape Jean XI, qu'a lieu la consécration de ce jeune homme, dont le règne épiscopal a été un long sacrilège de vingt-deux ans.

934.

Allemagne et Hongrois. — Grande victoire d'Henri l'Oiseleur sur les Hongrois, à Mersebourg ville

de Saxe sur la Saala. — Institution des tournois, attribuée au roi de Germanie, pendant qu'il était à Goettingue.

935.

Afrique. — Le premier fatimite d'Afrique, Abou-Obéidollah, meurt à Mahadia, ville qu'il a bâtie près de Kalroan au sud de l'ancienne Carthage. Sa dynastie durera pendant plusieurs siècles.

Venise. — Venise réunit définitivement à ses possessions le territoire de Comacchio, entre deux branches importantes du Pô près de son embouchure. Au nord-est, elle ne dépasse pas Grado.

936.

Allemagne. — Henri l'Oiseleur meurt au moment d'entreprendre une expédition en Italie. — Election de son second fils Othon, âgé de vingt-quatre ans, qu'il avait fait agréer aux seigneurs allemands. L'aîné Tanemar se révolte.

Bohême. — Le duc Wenceslas est victime d'une trahison sanglante de sa mère et de son frère Boleslas, qui usurpe l'autorité ducale, et rétablit l'idolâtrie.

France. — Mort du roi Raoul de Bourgogne. Les seigneurs rappellent au trône un Carolingien, qui avait vécu longtemps, comme son père Charles le Simple, réfugié chez les Anglo-Saxons. Louis IV d'Outremer ne possède guère que la ville de Laon. Toute-puissance du duc de France, Hugues le Grand.

Italie et Rome. — Même après le mariage d'une de ses filles avec Albéric, fils de Marozie, Hugues d'Arles ne peut entrer dans Rome.

Orient musulman. — Le calife de Bagdad, Rhadi-Billah, abandonne le peu qui lui reste d'autorité à un nouveau dignitaire, l'Emir-al-Omara, qui sera pour la cour d'Orient ce qu'étaient en Gaule les

maîtres du palais, ce qu'est le duc de France auprès du Carolingien Louis d'Outremer. Cet émir est un Bouide de Perse. — L'empire arabe est partagé en principautés territoriales indépendantes, comme tous les pays du régime féodal en Occident. L'Irak-arabi, la Perse, le nord de la Perse et la Parthie, le Khorasân et la Transoxane, le Tabristan, le Georgian, le Mazandéran, qui entourent la mer Caspienne, la Syrie et l'Égypte ont des dynasties sur lesquelles le calife n'exerce qu'un droit nominal de suzeraineté : il est plus respecté comme chef de la religion. Il ne possède que Bagdad et quelques provinces voisines. L'Afrique et la Sicile sont aux fatimites ; l'Espagne est aux Omniades.

937.

Espagne. — Abdérame III achève la construction d'un palais magnifique, qu'il s'était bâti dans la ville nouvelle de Zahra, à cinq milles au-dessous de Cordoue, séjour délicieux par l'ombrage et la fraîcheur, qu'il appela du nom de son esclave favorite. L'hôtel des monnaies, et une mosquée, moins vaste, mais plus riche et plus élégante que celle de Cordoue, étaient effacés par le palais lui-même ou Alcazar qui réunissait toutes les richesses et toutes les jouissances de l'univers, des colonnes de marbre, des bois de cèdre, une fontaine de jaspe, des tentures d'or et de soie, et un kiosque au milieu des jardins. Il n'y a plus trace aujourd'hui ni du palais, ni même de la ville.

France. — Les Hongrois, qui onze ans auparavant avaient menacé Reims, pénétrèrent dans le Berry ; et bientôt ils se montrèrent en Flandre et dans le Hainaut.

Orient. — Eutychius, patriarche melquite d'Alexandrie, qui est en faveur auprès du souverain musulman de l'Égypte, achève ses *Annales arabiques* ; il était savant aussi en théologie et en médecine.

938.

Allemagne et Bohême. — Le roi Othon I^{er} commence la guerre avec le duc Boleslas, persécuteur des chrétiens.

Angleterre. — Athelstan, digne petit-fils d'Alfred, bat à Brunanburgh les chefs confédérés du Northumbland danois, du pays des Scots, de l'Irlande et du pays de Galles. Il a complété les sages lois de son aïeul.

Espagne. — Ramire II, assisté des Navarrais, gagne sur Abdérame III la bataille de Simancas, au confluent de la Pisuerga et du Douro (6 août); elle coûta quatre-vingt mille hommes aux Musulmans. D'après les écrivains arabes qui placent le combat au mois de juillet 939, les Musulmans auraient été vainqueurs en perdant cinquante mille hommes. — *Saint Jacques*, auquel fut attribuée la victoire, devint le cri de guerre des pieux Espagnols.

939.

Allemagne et France. — Louis d'Outremer épouse une sœur d'Othon le Grand; le duc de France, Hugues le Grand, était marié à une sœur du même prince. — La Lorraine est encore un sujet de guerre.

940.

France — Reims, la ville du sacre, qui appartenait encore au roi, est cédée par lui à l'archevêque avec les pouvoirs féodaux de comte. Les seigneurs arment contre le roi.

Orient musulman. — La dignité d'Émir-al-Omara, à Bagdad, est remplie par un Turc. Désormais les Turcs ne souffriront pas que l'Émir-al-Omara soit pris hors de leur nation : les califes deviennent leurs esclaves.

941.

France. — Louis d'Outremer est vaincu et dépouillé par Hugues le

Grand et par le comte de Vermandois.

Grecs et Russes. — Courses dévastatrices du Russe Igor à travers les provinces grecques de Paphlagonie, de Pont, de Bithynie; enveloppé à la fin, il perdit les deux tiers de son armée. L'Auguste Romain-Lécapène bat les Russes sur le Pont-Euxin.

942.

Arabes et Provence. — Le roi d'Italie, Hugues d'Arles, de concert avec une flotte grecque, combat et chasse pour un temps les Sarrasins, qui étaient établis depuis 888 sur la côte de Provence à Fraxinet, ou la Garde-Fraïnet.

944.

Hongrois et Italie. — Les Hongrois se montrent en Lombardie; le roi Hugues leur paye tribut.

Russes. — Igor, aidé des Petchenègues ses anciens ennemis, lance les hordes russes sur le territoire grec de la Chersonèse taurique; il accepte le tribut que lui offre Constantin Porphyrogénète, et envoie les Petchenègues ravager les terres des Bulgares.

945.

France. — Le roi des Danois vient en France au secours de Richard, duc de Normandie, que le roi Louis d'Outremer voulait dépouiller, le roi prisonnier s'engage à laisser le duché au jeune prince.

Italie. — Bérenger, marquis d'Ivrée, petit-fils par sa mère de l'empereur Bérenger, avec des auxiliaires allemands, enlève la couronne d'Italie à Hugues d'Arles. Le fils d'Hugues, Lothaire, garde le titre de roi sans aucun pouvoir. Hugues a eu recours aux Sarrasins, postés à Fraxinet; il les laisse occuper la ligne des Alpes depuis Fréjus jusqu'à Saint-Maurice en Valais.

Russie. — Mort d'Igor. Son fils

mineur, Swiatoslaw, lui succède; régence de sa veuve Olga.

947.

Allemagne. — Le roi Othon fait désigner par les princes pour lui succéder son fils aîné, Ludolphe âgé de treize ans.

Italie. — Le roi titulaire d'Italie, Lothaire, fils d'Hugues, épouse Adélaïde, fille de Rodolphe II, roi des deux Bourgognes.

Orient musulman. — Mas-soudi surnommé Cothbeddin ou pôle de la religion, d'une famille de Médine, né à Bagdad, meurt au Caire. Il a écrit en arabe les *Prairies d'or* et les *Mines de pierres précieuses*, qui comprennent l'histoire générale des royaumes les plus connus dans les trois parties du monde; il donne des détails curieux sur les Indes et la Chine.

Russie. — La reine Olga visite les différentes contrées du territoire russe, règle les impôts et fait construire des bourgs et des villes: on lui attribue la fondation de Pskof ou Pleskof, au sud du lac du même nom qui continue le lac Peipus.

948.

Danemark. — Un prince de Jutland, qui relevait des rois danols, converti à la foi par l'archevêque de Magdebourg, répare les églises primitives de Slesvig, et de Rypen au nord-ouest de Slesvig; en construit une nouvelle à Aarrhus, au nord-est, sur la côte de la Baltique: ces églises eurent des évêques suffragants d'Hambourg.

France. — En guerre depuis deux ans avec Hugues le Grand, que soutient Richard duc de Normandie, et vainement secouru par le roi de Germanie, Louis d'Outremer se présente avec Othon I^{er} au concile d'Ingelheim; une menace d'excommunication n'arrête pas les rebelles. — Le roi de France, comme le roi d'Allemagne, ne comprenait que la langue

tudesque; il fallut traduire pour eux deux la lettre adressée en latin par le pape aux pères du concile.

949.

Espagne. — Achèvement de grands travaux utiles à l'agriculture, qu'avait ordonnés Abdérame III; canal d'arrosage, et magnifique abreuvoir à Écija, à l'est de Séville, sur le Xénil.

950.

Allemagne. — Othon donne à son fils Ludolphe, âgé de seize ans, le duché de Souabe.

Allemagne et Bohême. — Le duc de Bohême Boleslas I^{er}, vaincu par Othon, paye tribut et se fait chrétien.

Espagne. — Pour montrer l'exemple de la justice à ses sujets, le vieux calife Abdérame a le courage et la douleur d'ordonner la mort d'un de ses fils rebelles, que distinguaient toutes les qualités de l'esprit. — Les dix dernières années d'Abdérame sont occupées surtout par des guerres sur les côtes d'Afrique, où le ramène, malgré de fréquents désastres, la pensée d'un établissement durable.

Italie. — La mort du jeune Lothaire, fils d'Hugues, roi d'Italie, hâtée peut-être par Bérenger, le marquis d'Ivrée, laisse à celui-ci la couronne; il la partage avec son fils Adalbert.

951.

Allemagne et Italie. — Bérenger II d'Ivrée, roi d'Italie, emploie la violence pour forcer la veuve de Lothaire, Adélaïde, à épouser son fils Adalbert (avril). Elle s'enfuit au château de Canossa, sur le territoire de Reggio, d'où elle demande protection à Othon de Germanie (août). Othon descend en Italie, est proclamé roi dans Pavie (octobre), et épouse Adélaïde (décembre).

952.

Allemagne et Italie. — Othon rend à Bérenger la couronne de Lombardie, comme fief germanique.

953.

Afrique et Égypte. — Mort du maladi fatimite d'Afrique, Almanzor, qui, dans ses courses en Égypte, a fondé la ville de Mansourah (Masseura), sur une des branches orientales du Nil inférieur. Son successeur, Moerz, dispute par les armes le commerce de la Méditerranée aux Arabes d'Espagne.

Allemagne. — Le frère du roi qui reçoit le fief de Lorraine le partage en deux duchés, 1^o Lorraine mosellane ou supérieure, 2^o Lothier ou Basse-Lorraine, qui comprend le bassin de l'Escaut, et les vallées inférieures de la Meuse et du Rhin.

Espagne. — L'armée chrétienne de Léon prend sur les infidèles Lisbonne, à l'embouchure du Tage; la ville est démantelée.

954.

Allemagne. — Guerre entre Henri le Querelleur, qui devait au roi son frère le duché de Bavière, et Ludolphe fils du roi, duc de Souabe, que soutient le gendre du roi, duc de France rhénane ou Franconie. Othon prend parti pour son frère; l'archevêque de Cologne Brunon, frère d'Othon et d'Henri, offrira sa médiation.

France. — Après une nouvelle guerre contre Hugues le Grand et Richard de Normandie, Louis d'Outremer meurt à trente-trois ans. La royauté n'est pas partagée entre ses deux fils : Lothaire, l'aîné, lui succède seul, du consentement d'Hugues le Grand, auquel il donne, bientôt après, le duché de Bourgogne.

Hongrois. — Les Hongrois qui depuis quatre ans ont ravagé la comté de Bourgogne ou Franche-Comté, l'Aquitaine, la Flandre, se

montrent encore dans la Lorraine, la Champagne et le duché de Bourgogne. — A la suite d'une invasion jusqu'au cœur de l'Helvétie, où les attiraient les richesses du monastère de Saint-Gall, l'abbé dut fortifier la ville, bâtie auprès du monastère, par des murailles, des tours et des fossés.

955.

Allemagne et Hongrois. — Tous les peuples de l'Allemagne prennent part à la bataille qu'Othon 1^{er} gagne sur les Hongrois en Bavière, à Augsbourg : ces barbares ne feront plus d'invasion.

Angleterre. — Le mariage du roi anglo-saxon Edwi, âgé de quinze ans, avec sa proche parente, est l'occasion des terribles persécutions qu'exercent contre tous deux Odon, archevêque de Canterbury et son neveu Dunstan, abbé de Glastonbury, dans le comté de Somerset, qui avait été chargé sous le dernier roi de l'administration des finances : le vrai zèle n'inspire pas de pareils excès d'inhumanité. La maison royale, le gouvernement et l'Eglise de l'Angleterre sont à la merci de Dunstan, jusqu'à sa mort en 988.

Espagne. — Sanche 1^{er}, dit le Gros, second fils de Ramire III, qui a saisi la couronne de Léon après la mort de son frère aîné, est victime de la haine de la noblesse, qui est favorable à un prétendant; il passe cinq ans hors du royaume.

Russie. — La reine Olga, désirant s'instruire dans la religion chrétienne pour l'embrasser, fait à soixante et dix ans un voyage à Constantinople; l'empereur Constantin Porphyrogénète la présente aux fonts du baptême, elle prend le nom d'Hélène. — Au retour, elle ne put engager son fils, Swiatoslaw, à suivre son exemple.

956.

Allemagne et Italie. — L'administration détestée de Bérenger II

d'Ivrée provoque une nouvelle intervention germanique ; Ludolphe, fils d'Othon, vient dépouiller Bérenger et Adalbert.

France. — Mort d'Hugues le Grand. Il laisse trois fils : l'aîné Hugues Capet a le duché de France, le comté de Paris et les abbayes de Saint-Germain des Prés, de Saint-Denis, de Saint-Martin de Tours.

Rome. — Octavien, fils du patrice Albéric, petit-fils de Marozie, qui avait succédé depuis deux ans à la dignité et à l'autorité de son père dans la ville de Rome, s'empare du saint-siège sous le nom de Jean XII.

957.

Allemagne et Italie. — La mort de Ludolphe rend l'Italie à Bérenger d'Ivrée.

959.

Empire d'Orient. — Mort de Constantin Porphyrogénète, empoisonné par Romain le Jeune, son quatrième fils qui lui succède. Constantin a laissé son nom à une collection de lois, ou *novelles*, à des recueils d'histoire, de morale, d'art vétérinaire, d'agriculture ; on lui attribue un traité théorique sur l'administration de l'empire, une tactique terrestre et navale, deux livres sur les usages et les cérémonies de la cour de Byzance, la division géographique des provinces et des villes de l'empire. — Indolence et ignobles nabitudes du nouvel empereur

960.

Chine. — Commencement de la dix-neuvième dynastie, des Song, qui durera trois cents ans.

Espagne. — Sanche, dit le Gros, est rétabli sur le trône de Léon par Abdérame III de Cordoue, et par le roi de Navarre.

961.

Allemagne et Italie. — Appelé par les Italiens et par le pape

Jean XII, Othon passe les Alpes, et dépose dans la diète de Pavie Bérenger et son fils ; il est de nouveau couronné roi à Milan.

Espagne. — Mort d'Abdérâme III. Il a joui jusqu'à la fin, dans son palais de Zahra, du doux commerce des belles-lettres et des arts ; mais comme tant de princes arabes, il a été en proie à des atteintes de mélancolie qui corrompaient son bonheur. Deux de ses visirs et son fils Al-Hakkam avaient fondé des académies dans leurs palais. — Avènement d'Al-Hakkam, à quarante-huit ans. Le nouveau prince renonce avec peine à la direction de la bibliothèque et des académies qu'il avait établies à Cordoue.

Rome. — Les débauches de Jean XII sont un scandale pour la chrétienté.

962.

Empire d'Allemagne et Rome. — Othon I^{er}, et Adelhalde reçoivent la couronne impériale, à Rome, des mains du pape Jean XII (2 février). Le titre d'empereur d'Occident ne sera plus porté désormais que par des princes allemands. Othon se fait prêter serment de fidélité par le pape. — Après le départ d'Othon I^{er}, Jean XII rappelle le roi Bérenger d'Ivrée.

Italie. — L'empereur Othon I^{er} fait comte sacré du palais, dignité équivalente à celle de vicaire du prince, Obert I^{er}, marquis d'Italie, seigneur de Canossa, au nord-ouest de Modène, qui l'avait appelé en faveur d'Adelhalde contre Bérenger II. C'est la souche primitive, suivant Muratori, de la maison d'Este, qui s'est rendue illustre à Ferrare pendant plusieurs siècles et a produit plusieurs branches dont une, celle de Brunswick, règne aujourd'hui sur l'Angleterre.

963.

Empire d'Allemagne et Ro-

me. — Othon revient à Rome, d'où le pape s'est enfui ; les Romains par un nouveau serment s'engagent à ne plus élire de pape, et à n'en pas laisser consacrer, sans son consentement. Il fait déposer Jean XII dans un concile tenu à Rome, et délivre ainsi l'Église d'une cause de scandales (novembre).

Empire grec. — Un habile général qui s'est signalé dans les guerres contre les Sarrasins et contre les Russes, Nicéphore Phocas, est porté à l'empire par l'armée, de préférence aux enfants mineurs que laisse en mourant le fils de Constantin Porphyrogénète. — Un coup de main ne peut enlever la Sicile aux musulmans. Le général Jean Zimisces combat victorieusement les musulmans en Cilicie.

964.

Danemark. — Pendant l'absence d'Othon, les Danois ravagent la marche allemande de Slesvig.

Empire d'Allemagne et Rome. — Othon assiège et prend Rome qui a rejeté le pape choisi par lui. — Béranger d'Ivrée, pris encore une fois, est enfin emmené en Allemagne où il achèvera sa vie obscurément ; Adalbert ne reparait plus.

Pologne. — Micislas, de la dynastie de Piast, élu duc par les Polonais, reçoit des missionnaires chrétiens, et est baptisé. Il épouse une princesse de Bohême.

Scandinaves. — Les Scandinaves occupent les îles Shetland, au nord des Orcades qui sont elles-mêmes comme une continuation de la côte d'Écosse.

965.

Allemagne et Danemark. — Othon, poursuivant les Danois jusque dans le Jutland, ne leur accorde la paix que sur la promesse que le roi Harold et son fils se feront chrétiens.

Espagne. — Al-Hakkam II, pour refréner l'usage du vin que la fréquentation des étrangers avait introduit, malgré la loi, parmi les musulmans, fait arracher les deux tiers des vignes dans toutes les terres du califat.

Russes. — Les Khozares, maîtres de toute la côte nord-est du Pont Euxin, dominateurs des nations slaves qui habitent les bords du Volga et de l'Oka, sont battus, dispersés et refoulés à l'est par le Russe Swiatoslaw.

966.

Empire grec, Arabes et Russes. — L'empereur Nicéphore Phocas vient en personne chasser les musulmans de la Cilicie, leur enlever l'île de Chypre et la Syrie. Les Russes de Podolie, à la sollicitation de l'empereur grec, ravagent les terres des Bulgares pendant plus d'une année, et se rendent redoutables même à l'empereur.

967.

Bohême. — Boleslas II, nouveau duc, a fondé l'évêché de Prague, et doté vingt églises.

Bulgares et Russes. — Le Russe Swiatoslaw, allié mercenaire de Nicéphore Phocas, prend les villes des Bulgares, voisines du Danube, et forme le dessein d'établir sur les bords de ce fleuve le siège de son empire.

Empire d'Allemagne et Rome. — Othon I^{er} qui a ramené de nouveau les Romains au devoir, fait couronner empereur, par le pape Jean XIII, son fils qui doit lui succéder.

Slaves. — L'empereur propose au pape de fonder, avec l'agrément du métropolitain de Mayence, un archevêché à Magdebourg, sur l'Elbe, pour les nouvelles églises créées chez les Vénètes et les Slaves.

968.

Arabes et Grecs. — L'empereur Nicéphore Phocas, avide de guerre et de butin, porte ses armées jusqu'à Nisibe; il ravage la Mésopotamie et fait trembler le calife dans Bagdad. Mais il repassera l'Euphrate sans avoir rien fait d'utile pour ses provinces.

Pologne. — Le pape Jean XIII envoie de nouveaux missionnaires qui fondent des églises en Pologne; ferveur singulière des Polonais convertis.

Russes. — Swiatoslaw est arraché à ses projets d'établissement sur le Danube, par une incursion des Petchenègues qui menacent de ruine la ville de Kiev, où étaient enfermés sa mère et ses enfants; il arrive à temps pour la sauver et conclure la paix avec eux.

969.

Afrique et Égypte. — Le général du mahadi fatimite d'Afrique, Giauhar, Grec de naissance, ancien esclave, soumet l'Égypte en moins de temps qu'il n'en faut pour la parcourir (du 26 août au 6 septembre). Il fait proclamer son maître, le mahadi Moez, qui prend alors le titre de calife: le nom de Moez est substitué à celui du calife de Bagdad dans les prières publiques, et on y joint celui d'Ali l'époux de Fatime. — Giauhar jette les fondements du Caire (Al-Kahera), dont Moez fera sa capitale. La Syrie sera bientôt, comme l'Égypte, enlevée aux califes abbassides.

Empire grec. — Nicéphore Phocas, détesté de ses sujets qu'il accable d'impôts pour enrichir les soldats, falsificateur des monnaies, spoliateur des églises, tombe sous les coups du général Jean Zimiscès, qui a pour complice la femme de Nicéphore. Zimiscès, proclamé empereur, associe à l'empire les petits-fils de Constantin Porphyrogénète. Guerres Inces-

santes avec les Russes, les Bulgares et les Sarrasins.

Judée. — Les musulmans s'en prennent au patriarche chrétien de Jérusalem des désastres que leur a fait éprouver Nicéphore Phocas; il est pris et brûlé vif.

Russie. — Mort d'Olga, la mère du chef russe Swiatoslaw; l'Église grecque l'honore sous le nom de sainte Hélène.

970.

Grecs et Russes. — Le Russe Swiatoslaw engage la guerre avec l'empereur Zimiscès pour conserver les régions du Danube et le pays des Bulgares, qu'il avait occupés d'abord comme allié des Grecs. Dans ses courses, qui se renouvellent pendant deux ans, il viendra jusqu'à Andrinople; la lutte est acharnée surtout autour des places que baigne le Danube.

972.

Arabes et Provence. — Le comte Guillaume I^{er} mérite le surnom de *Père de la Patrie*, en chassant les Sarrasins du poste de Fraxinet et des côtes de la Provence.

973.

Empire d'Allemagne. — Mort d'Othon I^{er} le Grand. Othon II, âgé de dix-huit ans, marié à une princesse grecque Théophanie, réunit ses couronnes.

Hongrie. — Geisa, dont la femme s'est convertie, souffre l'apostolat de l'évêque de Passau Pilegrin.

Russie. — Au retour de son expédition dans les pays danubiens, Swiatoslaw, obligé de passer l'hiver sans ressources, près des cataractes du Borysthène, est assailli par les Petchenègues, qui le prennent et lui coupent la tête. — Il avait à l'avance partagé ses États entre ses trois fils: l'aîné eut Kiev; le plus jeune, Novogorod; le second, qui a le pays interné-

naire, sera bientôt victime de l'ambition du prince de Kiev.

974.

Afrique et Espagne. — Succès des musulmans d'Espagne : le dernier prince de la dynastie des Edrissides est conduit prisonnier à Cordoue; mais la générosité du calife lui rendra la liberté.

Rome. — Crescentius, fils de la fameuse Théodora, commence son rôle d'agitateur à Rome, et jette en prison le pape Benoît VII, qui est attaché aux princes d'Allemagne.

975.

Afrique et Égypte. — Moez, le premier calife fatimite d'Égypte et d'Afrique, meurt au Caire, après vingt-deux ans de règne. Ses sujets regrettèrent sa modération, sa justice et son gouvernement libéral. Son fils, Aziz ou Alschacid, hérite à vingt et un ans de tous ses États, et garde pour ministre le conquérant de l'Égypte, Giauhar.

Orient musulman. — La science astronomique était assez avancée chez les Arabes pour qu'Aboul-Wéfa constatât à Bagdad l'inégalité lunaire, connue sous le nom de variation, dont la découverte est attribuée à Tycho-Brahé, astronome danois de la fin du xvi^e siècle.

976.

Empire grec. — A la mort de Jean Zimiscès l'empire de Constantinople appartient aux deux petits-fils de Constantin Porphyrogénète, Basile II et Constantin VIII, qui régneront ensemble environ cinquante ans. Constantin est tout occupé de ses plaisirs, Basile du gouvernement et surtout de la défense des provinces contre les Sarrasins et contre les Bulgares, qui, pendant dix années, dévasteront la Thrace, la Macédoine, la Thessalie et la Grèce.

Espagne. — Le calife Al-Hak-

kam II fait reconnaître solennellement pour son successeur, son fils unique, Issem ou Hescham, âgé de onze ans, pour plaire à la sultane Sobéiha, mère du jeune prince. — Son règne qui finit a été l'âge d'or de l'Espagne : l'agriculture, les arts, les lettres, les sciences, la justice ont été également en honneur. — Le nouveau calife a pour tuteur Mohammed Almanzor, nommé Hadjeb par la sultane Sobéiha, qui gouvernera l'Espagne pendant vingt-quatre ans avec un pouvoir absolu. Pour reprendre la guerre avec les chrétiens, Almanzor conclut la paix avec les princes musulmans d'Afrique. Les trente-trois ans de règne du calife Hescham seront une longue minorité : les talents d'un grand ministre lui ont donné un éclat extraordinaire. — Le roi de Léon, âgé de quatorze ans, est depuis neuf ans sous la tutelle de sa mère et d'une tante religieuse.

977.

Bohême. — L'évêque de Ratisbonne, de qui relevaient les églises de Bohême, autorise l'évêque de Prague à passer sous l'autorité métropolitaine de Mayence.

France. — Le frère du roi Lothaire, Charles, accepte le duché de Lorraine, comme fief de la couronne d'Allemagne.

978.

Angleterre. — Le règne d'Ethelred II, descendant d'Alfred, est, dès le début, une époque de désastres pour l'Angleterre qu'envahissent de tous côtés les Danois.

France. — Craignant l'ambition de son frère, Lothaire se hâte d'associer à la royauté, en le faisant sacrer, son fils âgé de dix ans. — La Lorraine est cause de nouvelles guerres avec l'Allemagne : le roi Lothaire combattit en personne pour la reconquérir; les Allemands s'avancent une fois jusqu'à Paris.

Orient musulman. — Les milices turques, qui sont à la solde du gouvernement de Bagdad, s'unissent aux fanatiques Karmates de l'Arabie pour disputer la Syrie aux fatimites d'Égypte.

980.

Allemagne et France. — Un traité avec la France assure la Lorraine au roi d'Allemagne.

Russes. — Le Russe Wladimir, troisième fils de Swiatoslaw, prince de Novogorod, après avoir tué le prince de Poltesk ou Polotsk, sur la Duna, qui lui avait refusé sa fille, attaque son frère aîné, le prince de Kiev. Une trahison sanglante des Varègues cause la mort de ce dernier : Wladimir recueille le fruit du crime, et se trouve seul maître des possessions russes.

981.

Allemagne et Italie. — Les chefs de la noblesse et de la bourgeoisie d'Italie, attirés par Othon II à un repas de réconciliation, pendant son séjour à Rome, sont assassinés par son ordre.

982.

Allemagne et Grecs. — Expédition malheureuse de l'empereur Othon II contre les Grecs de l'Italie méridionale.

Espagne. — Le général du calife, Almanzor, après huit jours de combat et deux assauts, pénètre dans la ville de Léon, massacre ou fait esclaves les habitants. — Les seigneurs de la Galice concourent par leur révolte à la chute du jeune roi de Léon, que remplace son parent Bermude II.

Italie. — L'hospice du mont St-Bernard est fondé par saint Bernard de Menthon, archidiacre d'Aoste.

Scandinaves. — L'Islandais Eric Rauda ou le Rouge est le premier qui se soit fixé dans le Groënland (terre

verte), ayant des bosquets de bou-
leaux, exhalant le parfum des fleurs
qu'amène le mois de juin à l'extré-
mité sud-est. Les Norvégiens d'Is-
lande restèrent maîtres du pays où
pénétrera le christianisme.

983.

Allemagne. — A la mort d'O-
thon II en Italie, son fils Othon III,
âgé de trois ans, est reconnu roi.

Russie. — Le Russe Wladimir I^{er},
qui a déjà frappé les Polonais et les
Jazyges riverains du Bog, se fait
prêter serment de fidélité par les
Bulgares du pays de Kasan.

984.

Allemagne et France. — Un
savant français, d'Aurillac en Auver-
gne, Gerbert, qui avait étudié les
sciences mécaniques et les sciences
occultes chez les Arabes à Cordoue,
et qui est l'inventeur d'une horloge
à balancier, dirige l'éducation du
jeune roi d'Allemagne Othon III.

Orient. — Le calife fatimite
d'Égypte dispose des sièges épisco-
paux d'Alexandrie et de Jérusalem,
en faveur de deux prêtres chrétiens
dont il avait épousé la sœur.

985.

Afrique et Espagne. — Le der-
nier prince de la dynastie des Edris-
sides, qui, depuis son retour en
Afrique, avait tourné ses armes con-
tre les musulmans de Cordoue, pris
une seconde fois, est mis à mort par
l'ordre d'Almanzor. Les troupes es-
pagnoles rentrent dans Fex de vive
force, chassent du Magreb le prince
de Tunis, et rétablissent la khotbah
ou prière publique au nom du calife
de Cordoue.

Espagne. — Le général Alman-
zor enlève pour trois ans, après une
victoire, Barcelone au comte chrétien
Borel.

Scandinaves. — La côte d'un

nouveau continent, au nord-ouest de l'Europe, est découverte pour la première fois par le Scandinave Biarke Herjulfson.

986.

France. — Mort de Lothaire ; il a recommandé son fils à Hugues Capet, l'aîné des fils de Hugues le Grand, duc de France. Louis V est reconnu roi.

987.

France. — La mort de Louis V, appelé le Fainéant à cause de la brièveté de son règne et parce qu'il fut le dernier roi de sa race, permet à Hugues Capet de se faire sacrer roi à Reims, au détriment du Carlovingien Charles, duc de Lorraine, qui en recevant un fief de l'Allemagne devenait étranger à la France. Hugues Capet doit le titre royal à ses vassaux venus dans l'assemblée de Noyon. — La royauté de France a au moins la force d'un grand fief, qui se compose du duché de France, des comtés de Paris et d'Orléans ; Paris sera la résidence ordinaire des Capétiens. Le frère d'Hugues Capet est duc de Bourgogne.

Rome. — Le patrice Crescentius s'empare pour un moment de l'autorité souveraine à Rome en chassant le pape.

988.

Bulgares, Grecs et Russes. — L'empereur Basile va combattre les Bulgares dans leur propre pays, et s'empare de leur capitale Pétravslaw ; les Grecs feront contre ces peuples vingt-six campagnes consécutives. — Le Russe Wladimir I^{er} conduit une nombreuse armée contre Théodosie (Kaffa), dans la Chersonèse taurique, et réduit les Grecs à se rendre après six mois de siège ; il est bientôt maître de toute la Chersonèse.

France. — Hugues Capet associe à la royauté et fait sacrer son fils Robert. — Commencement d'une

guerre de dynastie, qui durera trois ans, avec Charles de Lorraine.

989.

Empire d'Allemagne et Italie. — La mère d'Othon III, Théophanie, d'origine grecque, sœur des empereurs de Constantinople, maintient dans l'obéissance la ville de Rome, tandis que son aïeule Adelhaidé lui conserve la Lombardie.

Russie. — Pour se réconcilier avec les Grecs, Wladimir demande en mariage une sœur des empereurs, la princesse Anne : il l'obtient en se faisant chrétien ; il renvoie ses concubines, et renonce aux territoires conquis sur l'empire. Il emmène à Kiev un grand nombre de prêtres grecs : les vases sacrés, les livres d'église, les images, les reliques, furent les premiers objets de luxe des Russes. Les idoles sont renversées ; en peu de temps la Russie devient chrétienne. Elle adopte l'ère du monde, suivant le calcul de Constantinople.

990.

Espagne. — Le roi de Navarre repousse les infidèles qui ont pénétré jusqu'à Pampelune.

Russie. — Le prince russe établit sa résidence dans une ville nouvelle de son nom, Wladimir, sur le territoire de Suzdal à l'est de Moscou.

991.

France. — Arnoul, archevêque de Reims, qui a trahi Hugues Capet pour Charles de Lorraine, est déposé par un concile à la demande du roi. Gerbert qui, en enseignant dans l'école de Reims, avait eu pour disciple Robert, fils de Hugues Capet, est fait archevêque.

Orient musulman. — Le nouveau calife Kader-Billah, qui régnera quarante ans, fait effort pour ressaisir l'autorité temporelle dont ses prédécesseurs ne jouissaient plus de-

puls longtemps même dans la ville de Bagdad ; il est juste, doux et bien-faisant. — Mahmoud Gazni, gouverneur du Khorasân, s'érige en souverain, et commence la dynastie des Gaznévides.

992.

Bohême et Pologne. — Au moment de la mort de Miecslas I^{er}, la principale ville de Pologne, Cracovie, aux sources de la Vistule, était au pouvoir des Bohémiens. Elle fut reprise par son fils Boleslas I^{er}, dit Chrobri ou l'Intépide, qui régnera trente-trois ans.

993.

Rome. — Le pape dispose seul du droit de canonisation, exercé jusque-là par les évêques et par le peuple ; les évêques seront consultés encore jusqu'à Alexandre III qui règne au XII^e siècle.

Russie. — Dans une des fréquentes incursions des Petchenègues, Vladimir fonde, en souvenir d'une victoire, la ville de Pérciaslawl, à l'est de Kiev.

994.

Angleterre. — Le roi de Danemark Suénon, et le roi de Norvège Olafus, dévastent ensemble les côtes anglo-saxonnes.

Espagne. — Dans une course victorieuse des musulmans, les cloches de l'église de Saint-Jacques, près de Compostelle, sont emportées en triomphe à Cordoue et placées dans la cour de la grande mosquée.

France. — Un concile propose la trêve de Dieu.

Pologne. — Le duc de Bohême repousse une invasion de Polonais, et va à son tour les menacer dans leur capitale, Cracovie.

995.

Bohême. — Guerre défensive

du duc chrétien de Bohême, contre une partie de ses sujets, qui sont païens.

996.

Arabes et Grecs. — Les troupes du second calife fatimite d'Égypte et d'Afrique furent devant l'empereur Basile II, en Syrie, entre Alep et Damas.

Empire d'Allemagne et Italie. — Othon III est couronné empereur à Rome par le pape Grégoire V, son parent, qui lui devait le trône pontifical. Il bannit de la ville l'agitateur Crescentius. — Au retour, il reçoit la couronne de fer à Milan.

Empire grec. — Un médecin habile et revêtu de plusieurs dignités séculières, Sisinnius, est porté au patriarcat de Constantinople, sans avoir passé par les degrés inférieurs de la hiérarchie ecclésiastique.

France. — Mort d'Hugues Capet. Son fils Robert lui succède.

Hongrie. — Le duc des Hongrois, Geisa, est baptisé le jour de la fête de saint Étienne, avec son fils Waïc, qui garda le nom de ce saint.

Orient musulman. — La mort du second calife fatimite laisse un lourd héritage à un enfant de onze ans, Hakem.

997.

Allemagne. — Les troupes impériales reprennent aux Slaves le margraviat de Brandebourg.

France. — En Bretagne, révolte de paysans, opprimés par le régime féodal.

Hongrie. — Étienne I^{er}, prince chrétien, succède dans le duché de Hongrie à son père Geisa. La Hongrie était déjà habituée au gouvernement féodal. Les comtes et barons qui possédaient les grands domaines avaient deux sortes de vassaux nobles : 1^o les chevaliers terriens, *militēs prœdiantes*, 2^o les chevaliers servants, *militēs servientes*.

Prussiens. — En portant la foi chez les Slaves idolâtres de la Prusse au nord-est de la Pologne, saint Adalbert, évêque de Prague, trouve le martyre.

Venise. — Après la mort du roi de Croatie, les Vénitiens s'emparent du littoral dalmate et des îles, depuis Pola en Istrie jusqu'à Raguse : ils avaient déjà Zara. Les pirateries des Narentins sont réprimées. Le doge, Pierre Orséolo, prit au retour de cette expédition le titre de duc de Dalmatie.

998.

Afrique et Espagne. — Le fils aîné d'Almanzor a reporté la guerre en Afrique, et enlevé Fez à un prince usurpateur. — Le roi de Léon, le roi de Navarre, qui est de sang castillan par sa mère, et le comte de Castille, gagnent ensemble un combat décisif sur Almanzor, à Calatagnasor, au sud-ouest de Soria, vers les sources du Douro. Vaincu pour la première fois après plus de cinquante batailles livrées aux chrétiens, Almanzor se laisse mourir de faim. — Abd-el-Mélek, l'aîné de ses fils, hérite de son ascendant auprès du calife et combat avec la même gloire.

Empire d'Allemagne et Italie. — Othon III vient combattre Crescentius qui s'est fait consul de Rome et qui a chassé le pape Grégoire V : il l'assiège dans le môle d'Adrien, ou château Saint-Ange, le reçoit prisonnier volontaire, et ordonne injustement sa mort. — Othon va visiter incognito Venise. — Il donne l'archevêché de Ravenne à son ancien précepteur, Gerbert, qui n'a plus le siège de Reims depuis le rétablissement canonique de l'archevêque Arnoul.

France. — Robert le Pieux, ayant refusé de se conformer à la décision d'un concile qui rompait son mariage avec Berthe, sa parente éloignée, est excommunié par

le pape; le royaume de France est pour la première fois mis en interdit : terrible effet de la sentence pontificale. Robert quitte Berthe et prend pour femme Constance d'Aquitaine. — Il est célèbre par sa charité, par sa piété et par son goût pour la poésie religieuse. Le premier des rois de France, il a touché les écrouelles et lavé les pieds aux pauvres le jeudi saint.

999.

Bohême. — Sous Boleslas II qui meurt en 999, les Bohémiens, dont la langue est un dialecte de l'esclavon, adoptent les lettres latines et la liturgie latine.

Empire d'Allemagne et Pologne. — L'empereur Othon III, qui le premier fit reconnaître la suzeraineté de l'empire aux Polonais, érige en métropole l'église de Gnesne, au nord-ouest de la grande Pologne.

Espagne. — Le royaume de Léon a encore un roi mineur, Alphonse V, fils de Bermude, âgé de cinq ans, sous la tutelle de sa mère.

Orient musulman. — Développement de la puissance du Gaznévide Mahmoud : ses États s'étendent du Gange à la mer Caspienne; il tiendra sa cour à Balkh, et à Gazna. Le premier il a remplacé le titre d'émir par celui de sultan.

Rome. — Othon III fait élever au pontificat l'archevêque de Ravenne, Gerbert, qui prend le nom de Sylvestre II; c'est le premier pape français. — Son ardeur pour l'étude de sciences jusqu'alors inconnues qu'on appelait occultes, l'a fait accuser de commerce familier avec le diable.

Venise. — La cour de Constantinople habituée encore aux témoignages de déférence et de respect de la république vénitienne, qu'elle croyait en retour honorer beaucoup

en conférant aux doges les titres des au fils du doge Pierre Orséolo la principales dignités impériales, donne nièce de l'empereur.

XI^e SIÈCLE APRES J. C.

APERÇU GÉNÉRAL.

La barbarie qui ne consiste que dans l'imperfection des institutions sociales est moins ignoble que celle qui résulte de leur corruption extrême. C'est ce dernier spectacle que présentent les annales de Byzance et celles de l'empire des Abbassides. A Constantinople, la maison macédonienne se continue encore un demi-siècle sous le nom de deux femmes, qui portent au trône un faux monnayeur, et un calfateur de vaisseaux. Les exploits de Romain Diogène suspendent pour bien peu de temps les invasions des barbares de l'Orient. La maison des Comnène sera célèbre seulement par sa longue possession du pouvoir : on ne lui doit pas la restauration de l'honneur militaire et de l'administration intérieure de l'empire. Les califes abbassides ne sont plus chez les musulmans que de vains fantômes, insultés par tous les mécontents, menacés par tous les ambitieux. Les troubles intérieurs se perpétuent. La dynastie des Gaznévides, sortie des régions orientales de la Perse, avait porté la terreur jusqu'à Bagdad. Les Turcs seldjoucides, originaires de la grande Tartarie, se font place en Orient, aux dépens des Gaznévides refoulés jusqu'aux Indes, des califes de Bagdad tenus dans une tutelle qui ressemble à la servitude, des califes fatimites d'Égypte dépouillés des principautés syriennes, enfin des empereurs grecs qui ne peuvent empêcher en Asie Mineure l'établissement de la sultanie turque d'Iconium. Antioche, Laodicée, Nicée même en Bithynie, sont à ces barbares. C'est contre ces ennemis heureusement affaiblis par leurs propres divisions que fut prêchée la première croisade.

De nouvelles révolutions agitent tout le nord de l'Europe : la race scandinave s'abat encore du Danemark et de la Norvège, sur l'île Britannique qui n'échappe à la race du Danois Canut le Grand, récemment converti, que pour subir le joug despotique de la royauté et de la féodalité normandes qu'apporte en 1066 le Français Guillaume le Conquérant. Ce triomphe durable d'un vassal des

Capétiens est le signal des longues rivalités de la France et de l'Angleterre.

À l'est, les Scandinaves Varègues, qui s'étaient fixés au milieu des Slaves sous le nom de Russes, ont déjà reçu le christianisme avec leur chef, saint Wladimir, qui est de la race de Rurik. Mais l'Évangile est venu aux Russes par Constantinople. Le schisme de l'Église grecque consommé par l'obstination du patriarche Michel Cérulaire, qui réprouve le pain azyme, ou sans levain, employé dans l'Eucharistie, et les syllabes *filioque* introduites dans le symbole du concile de Nicée, entraîne la Russie hors des voies de l'Église catholique romaine : elle devient schismatique presque aussitôt que chrétienne, et s'est opiniâtée à méconnaître l'autorité du pape. Le partage que saint Wladimir a fait de son héritage entre ses deux fils est pour ce pays une cause de morcellement, d'anarchie et de faiblesse qui plus encore que la différence de croyance, la tiendront pendant des siècles isolée de l'Europe. Le fils de Wladimir Iaroslav est un législateur.

Les Grecs, ennemis du saint-siège, perdent l'Italie méridionale, dont les nouveaux conquérants, venus de la Normandie française, font hommage au pape qu'ils ont vaincu : les coutumes féodales et la langue de la France prennent possession de l'Italie comme de l'Angleterre. La Sicile, disputée aux Sarrasins par les Normands, est maintenant le poste avancé de la chrétienté contre l'islamisme. L'amour du butin et un chimérique espoir de conquête poussent les maîtres de la Pouille au delà de l'Adriatique contre les sujets schismatiques de l'empire byzantin. Pendant des siècles, les Normands, les Allemands, les Français, qui se succéderont dans la possession de l'Italie du sud, se laisseront aller, avec le même entraînement, à d'ambitieux projets d'agrandissement qui ne se réaliseront pas.

La France, illustrée par les conquérants de l'Angleterre, de la Pouille et de la Sicile, par les fondateurs du comté de Portugal, qui sera ravi aux Maures, ne marque point alors par la vie de ses rois. La maison capétienne est une des moins puissantes entre les grandes maisons féodales : la royauté reste comme un droit sans exercice.

La suprématie politique appartient à l'Allemagne, tant que le saint-siège est occupé par des princes faibles ou indignes. Les désordres et les troubles se renouvellent à Rome comme pendant le x^e siècle, et cependant les empereurs, toujours menacés par une noblesse turbulente en Germanie, ont de la peine à contenir l'Italie du nord, où les seigneurs féodaux, les évêques, les cités qui ressuscitent les anciennes institutions municipales, arment séparément, et

quelquefois s'unissent pour l'indépendance. L'excès de l'anarchie ramène la paix, qu'affermir pour un peu de temps une constitution publiée par Conrad, le premier empereur de la maison franconienne qui donnera quatre princes en cent ans. Le règne de son fils Henri III le Noir est l'une des époques où les Romains et les papes ont été le plus directement assujettis à la puissance impériale.

Mais pendant les dix-sept années qui suivent sa mort, les scandales de simonie, de cupidité, et de violence, qui signalent le gouvernement des ministres de son jeune fils Henri IV, font un étrange contraste avec la grande œuvre de réformation universelle qu'accomplit le moine toscan Hildebrand, pour rendre à l'Église sa moralité et son indépendance, lesquelles serviront à fonder l'autorité temporelle de Rome. Hildebrand, devenu Grégoire VII, suit sans fléchir sa pensée dominante, pour soutenir et étendre les droits du sacerdoce engagés surtout dans la triple question du célibat des prêtres, de la simonie, et de l'investiture laïque; il menace et la France et l'Angleterre, et les États du Nord, mais surtout l'Allemagne. Pour la première fois un empereur est excommunié et déposé, comme si le pape pouvait ôter des couronnes qu'il ne peut pas donner. Telle est la force de ces anathèmes que, même après la mort d'Hildebrand, que l'amitié et les secours de la comtesse Mathilde et du Normand Robert Guiscard n'ont pu maintenir à Rome, l'empereur est incapable de réprimer ni les révoltes de ses sujets, ni les attentats de ses propres fils.

Alors que l'Europe et l'Orient chrétien étaient en proie au schisme ou à l'anarchie féodale; au milieu des passions religieuses et politiques que réveillait la querelle du sacerdoce et du pouvoir temporel; quand des peuples, nouvellement établis sur des terres qu'ils veulent garder, bornent leur horizon au pays conquis, Pierre l'Ermite, un pèlerin qui a vu le triste état des chrétiens de la Palestine, et le pape Urbain II, Français comme lui, appliquent encore une des pensées de Gerbert et de Grégoire VII, en prêchant la croisade. Pierre entraîne vers les lieux saints, contre les Turcs seldjoucides et contre les fatimites, six cent mille hommes, multitude indisciplinée qui essuie de sanglants revers, surtout avant l'arrivée de l'armée des chevaliers venus de la France ou de l'Italie normande. Pour la masse de peuple, il s'agit d'acquérir le ciel en délivrant le tombeau du Christ profané par les infidèles. S'il en est qui pensent à l'avenir de l'Europe, pour ceux-là, ils s'agit de repousser des peuples qui menacent d'envahir toute la chrétienté. Quelques-uns enfin songent seulement à chercher fortune en Orient. Jérusalem prise,

Godefroy de Bouillon, le plus pieux et le plus brave des chevaliers, reçoit malgré lui, par l'élection des seigneurs, une royauté féodale qui repose sur les institutions de la France, comme la royauté normande d'Angleterre, comme les principautés normandes de Pouille et de Sicile. Un ordre de moines guerriers, les Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem, va être fondé, pour veiller assidûment à la défense des terres conquises, pendant que la plupart des chevaliers de la croisade reviennent émerveiller l'Europe de leurs récits de l'Orient. Les principautés nouvelles d'Édesse et d'Antioche sont les remparts de Jérusalem. Les Grecs n'ont rien gagné à la croisade qu'ils ont désirée; les Latins s'habituent à visiter au passage et à convoiter Constantinople. Ces expéditions saintes révèlent l'unité chrétienne de l'Europe sous la suprématie du pape.

La nation la plus fervente de l'Occident ne va pas chercher de croisade en Asie; elle a les musulmans à combattre dans ses propres foyers. Dans les premières années du siècle, la dynastie des Ommyades s'éteint à Cordoue: des émirs arabes s'érigent en souverains, on compte presque autant de royaumes que de villes; mais en même temps les États de Castille, de Léon, de Navarre et d'Aragon forment tantôt deux, tantôt trois ou quatre royaumes distincts, presque toujours en guerre les uns contre les autres. Le roi de Léon et de Castille, Alphonse VI, aidé de la valeur du Cid qui sera immortalisé par notre grand poète Corneille, et des chevaliers français des deux Bourgognes, reporte la puissance chrétienne jusqu'à Tolède et jusqu'à Valence; mais l'Afrique, foyer d'invasions musulmanes, comme le haut Orient pour l'Asie occidentale, verse sur l'Espagne les Almoravides: le XI^e siècle se ferme avec la mort du Cid. La lutte recommence pour longtemps, et plus vive, entre deux principes différents de religion, de civilisation et d'institutions sociales.

Les études profanes n'ont d'activité que chez les Arabes: ils cultivaient la géographie, l'histoire, la philosophie, les sciences physiques et la poésie. Avicenne, qui meurt en 1037, s'appliqua d'abord à la dialectique, puisa dans Aristote la théorie du syllogisme, et versifia même des préceptes de philosophie; la physique d'Aristote lui inspira le goût de la médecine. Dans cette science, à laquelle il n'a cependant pas fait faire de grands progrès, ses livres furent, jusqu'au XV^e siècle, l'oracle des écoles d'Italie et de France. Albucassis, qui meurt en 1106 ou 1107, enseigna la médecine théorique et pratique, la pharmacie, la chirurgie; il a décrit les instruments chirurgicaux. Le Persan Ferdoucy a composé pour Mahmoud, guerrier gaznévide, un grand poème historique sur la Perse; mal

récompensé par le sultan, il se vengea par des invectives, comme tous les poètes qui trouvent des ingrats.

Quelques auteurs grecs s'occupent de médecine par imitation. Constantin l'Africain a le premier fait connaître en Europe la médecine des Arabes ; il l'enseigna peut-être à Salerne, chez les Normands. La littérature ne peut s'enorgueillir des histoires byzantines auxquelles chaque siècle ajoute quelques volumes. L'abrégé de Dion Cassius, composé par Xiphilin, est devenu précieux par la perte de ce grand ouvrage historique.

La langue latine sert aux chroniqueurs et aux théologiens. Les questions de dogmes laissent un peu la place aux questions de philosophie : à part l'hérésie du moine Bérenger de Tours, qui nie la présence réelle au temps de Grégoire VII. Le débat des réalistes et des nominaux commence à passionner l'école. Roscelin de Compiègne est le premier chef célèbre des nominaux ; d'après eux, les idées générales, c'est-à-dire les essences de Platon, les formes substantielles d'Aristote, et généralement les abstractions, n'existant que dans le langage, il faut n'attribuer d'existence réelle qu'aux individus, et reconnaître que les idées particulières, éléments de toutes les autres, naissent immédiatement des sensations. Lanfranc et Anselme, tous deux Italiens, qui furent tour à tour abbés du Bec et archevêques-primats de Canterbury, réalistes déterminés, soutiennent l'existence des idées générales ou universelles. Cette dispute s'est prolongée dans les siècles suivants, au sein des chapitres et des monastères, où les études de l'Europe étaient concentrées et dégradées souvent par une scolastique barbare.

Entre les langues vulgaires, la langue tudesque donne en prose des traductions du Psautier et du Cantique des cantiques ; en vers, une ode en l'honneur d'un archevêque de Cologne mort en 1075. En France la langue romane est assouplie par les troubadours et par les trouvères. Guillaume, comte de Poitiers, duc d'Aquitaine, ouvre la liste des troubadours ; la galanterie et la bravoure inspirent les poètes grands seigneurs, l'art n'est pas alors une profession. Bien qu'on ne connaisse ni Homère ni Virgile, quelque souvenir des sujets antiques perce dans les épopées ; une légende languedocienne a pour héros un seigneur des environs de Toulouse auquel le poète attribue les aventures d'Ulysse. La chanson de Roland ou de Roncevaux prend sous la plume du trouvère normand Turolf la forme que nous lui connaissons. Dans ce siècle brillant de la chevalerie, un moine compose la fameuse chronique latine attribuée faussement à l'archevêque de Reims, Turpin, contemporain de Charlemagne : c'est un véritable poème.

Les éléments matériels manquaient aux travaux de l'intelligence : le papier de chiffon n'était pas inventé, la fabrication du papyrus d'Égypte avait presque cessé par les ravages des Sarrasins, et le prix du parchemin était devenu excessif. On s'avisa d'un triste expédient : on gratta d'anciens manuscrits pour les rendre propres à recevoir une nouvelle écriture ; des livres classiques se transformèrent en psautiers, en missels, en traités de liturgie et de théologie. Que de richesses de l'antiquité ont dû être ainsi perdues pour alimenter le travail quotidien des monastères et des écoles ! L'art gothique commence à élever les nefs hardies des cathédrales que les siècles suivants décoreront de vitraux.

CHRONOLOGIE.

1000.

Dans l'Europe chrétienne, l'approche de l'an 1000, qu'on redoutait comme devant voir finir le monde, décida bien des repentirs, fit un peu trêve aux souffrances des peuples opprimés par le régime féodal, accrut l'influence morale, la puissance et les richesses de l'Église.

Empire d'Allemagne et Pologne. — Pèlerinage d'Othon III au tombeau de saint Adalbert, évêque de Prague. Il fonde pour la Pologne l'archevêché de Gnesne. Il vit entouré de moines et de prêtres. — Il fait ouvrir le tombeau de Charlemagne, à Aix-la-Chapelle.

Espagne. — Avènement de Sanche III le Grand, au trône de Navarre.

Hongrie. — Les Hongrois ayant donné le titre de roi à leur duc Étienne, le pape Sylvestre lui envoie une couronne bénite, lui confère le titre et les pouvoirs d'apôtre de la Hongrie avec le droit de régler les affaires ecclésiastiques du royaume.

Orient musulman. — Le poète persan, Aboul-Cacem-Ferdoucy, a entrepris, à la demande de Mahmoud le Gaznévide, l'histoire des rois de Perse sous le titre de *Shah-Naméh*, *Livre des Rois*, depuis les premiers temps jusqu'à Jessed-

gerde III : cette immense composition contient plus de soixante mille vers ; il y consacra trente ans.

Scandinaves. — Le roi des Danois, Suénon, et Eric, le roi de la Suède, s'unissent contre Olaf, roi de Norvège, le réduisent à se tuer, partagent le pays conquis entre trois comtes qui le gardèrent pendant seize ans.

1001.

Angleterre. — Ethelred II, qui se soumet à payer aux Normands un tribut, établit l'impôt du *danegeld* sur ses sujets.

Espagne. — Le roi de Navarre épouse la petite-fille du comte de Castille.

Scandinaves. — L'Islandais Blorn, cherchant son père au Groenland, est poussé par une tempête fort loin au sud-ouest ; il aperçoit une terre plate couverte de bois. Un second voyage fait avec Leif, fils d'Eric Rauda qui avait fondé les établissements du Groenland, lui fait découvrir une partie de la côte qu'on a appelée depuis l'Amérique septentrionale, et qui alors reçoit d'eux le nom de *Vinland* (pays du vin), à cause des raisins sauvages qu'ils y trouvent.

Suède. — Baptême du roi Olaf ; établissement durable du christianisme.

1002.

Allemagne. — A la mort d'Otthon III, l'élection donne le trône à Henri II, duc de Bavière, descendant du roi Henri l'Oiseleur, qui est âgé de trente ans. Il sera, par piété, encore plus zélé pour l'Eglise que les princes saxons, ses parents.

Angleterre. — Mariage du roi Ethelred II avec Emma, fille de Richard I^{er}, duc de Normandie. Par son ordre, tous les Danois de l'Angleterre sont égorgés le jour de la Saint-Brice (13 novembre). Les invasions danoises, plus dévastatrices que jamais, deviennent annuelles; le roi de Danemark, Suénon, met le pays anglais à feu et à sang.

Bohême et Pologne. — Le duc de Bohême, fils aîné de Boleslas II, privé de la vue par le duc de Pologne dans une conférence perfide à Cracovie, résigne le duché à son frère, qui ne peut pas mieux le défendre.

France. — A la mort de son oncle Henri, frère de Hugues Capet, le roi Robert combat pour la possession de son héritage, le fief de Bourgogne, dont une partie, la Franche-Comté, restera sous la suzeraineté allemande.

Pologne. — Un édit de Boleslas Chrobri, par lequel il ordonne à ses troupes de chanter un hymne religieux avant de livrer bataille, est la plus ancienne loi écrite que l'on connaisse en Pologne.

1004.

Allemagne. — L'évêque de Wurtzbourg en Franconie s'opposant à la fondation de l'évêché de Bamberg, qui devait restreindre l'étendue de son diocèse, le roi Henri II lui accorde en dédommagement cent cinquante manses ou familles de serfs : on spécifiait alors la valeur du domaine, non par l'espace qu'il occupait, mais par le nombre des paysans qui y étaient attachés. Pour confirmer la fondation, le pape ex-

gea une redevance annuelle de cent marcs d'argent avec un beau cheval équipé en guerre.

Allemagne et Italie. — La présence d'Henri II en Lombardie, où il est couronné roi, n'aneantit pas le parti d'Ardouin, marquis d'Ivrée, qui a pris la couronne d'Italie.

Ecosse. — La royauté est rendue héréditaire par Malcolm.

Espagne. — A la mort du fils aîné d'Almanzor, qui avait, comme lui, gouverné avec fermeté au nom du calife Heschem II, le califat est en proie à l'anarchie et aux guerres civiles qui doivent amener sa dissolution.

1005.

Allemagne et Bohême. — L'empereur arrache la Bohême des mains des Polonais; la guerre durera treize ans, en Saxe, en Silésie, en Bohême.

1006.

Allemagne et France. — Le roi Robert défend son vassal, le comte de Flandre, contre Henri II d'Allemagne, qui viendra lui-même à Paris pour négocier la paix.

1008.

Allemagne et Hongrie. — Le roi germain donne sa sœur au roi de Hongrie, Etienne.

1009.

Espagne. — Le chef des gardes africaines, dont les derniers princes de Cordoue avaient imprudemment augmenté le nombre, est assez puissant pour se faire proclamer calife, sans toutefois fonder de dynastie.

1010.

Espagne. — Les comtes chrétiens de Barcelone et d'Urgel prennent parti dans les luttes civiles des musulmans.

1012.

Allemagne et Bohême. — Le

duc de Bohême est renversé par son frère Udalric avec le consentement de l'empereur.

1013.

Allemagne et Italie. — Une nouvelle expédition du roi Henri II en Italie force à la suite le prétendant Ardeoin.

Angleterre et Danemark. — Le Danois Suénon est résolu à s'établir en Angleterre ; il prend Londres, où il se fait proclamer roi. Ethelred II se retire en Normandie.

1014.

Bulgares et Grecs. — Les cruautés commises par l'empereur Basile à l'égard de ses prisonniers bulgares souillent la gloire la plus légitimement acquise pendant vingt-six campagnes consécutives. — Le roi des Bulgares, Samuel, finit tristement un règne de quarante ans. La guerre continue avec ses successeurs.

Empire d'Allemagne et Rome. — Henri II ramène en Italie le pape Benoît VIII, qu'une faction avait dépouillé de son siège. Il est couronné empereur à Rome. — Revenant en Allemagne par la France, Henri II s'arrête à une abbaye de Verdun, avec l'intention de se faire moine ; l'abbé lui ordonne de continuer à gouverner l'empire. — Il se qualifie souvent de roi des Romains. titre nouveau qui passera aussi à ses successeurs.

1015.

Angleterre et Danemark. — Kanut succède à son père Suénon sur les trônes de Danemark et d'Angleterre. — Ethelred II est rentré dans Londres, mais il y meurt bientôt.

Bohême et Pologne. — La guerre, reprise entre les deux peuples, se fera tour à tour en Misnie, en Moravie et en Lusace.

Chine. — Le recensement des contribuables donne le chiffre de

21 976 966 hommes ; en ajoutant les enfants jusqu'à l'âge de vingt ans, les femmes, les magistrats, les lettrés, les bonzes, les eunuques, les soldats, les navigateurs, on aurait pour la population totale au moins un chiffre double.

Espagne. — Il est facile à deux frères, du sang des Edrissites, l'un gouverneur d'Algéziras, en Espagne, l'autre de Ceuta, en Afrique, d'occuper chacun à son tour, par la révolte, de 1015 à 1017, le trône des Ommia des de Cordoue.

Italie. — Ardouin, qui avait aspiré autrefois à la couronne d'Italie, meurt dans un monastère du Piémont.

Russie. — Wladimir, qui avait donné des apanages considérables à sept de ses dix fils, meurt en allant combattre un fils rebelle, fait par lui prince de Novogorod. L'église russe le compte au nombre de ses saints, et le fête le 15 juillet : il avait créé plusieurs évêchés suffragants de l'archevêché de Kiev. La fondation de villes, d'églises, d'édifices publics, avec l'aide d'artistes grecs ; le défrichement de terres désertes ; l'établissement de colonies ; sa charité pour les pauvres et pour les malades, rachètent les atrocités de ses premières années. — Son neveu, Swiatopolk, commet toutes sortes de crimes pour dépouiller ses fils.

1016.

Espagne. — La ville de Léon est relevée de ses ruines par le roi Alphonse V.

Italie et Normands. — Le pape Benoît VIII, avec les secours qu'il a demandés à tous les évêques et aux défenseurs des églises, fait face à l'invasion des Sarrasins en Toscane ; il anime contre eux les Pisans et les Génois. — Des chevaliers normands viennent alors combattre en Italie, attirés par les récits de quarante gentilshommes de leur pays qui avaient visité, comme pèlerins, Saint-Michel

du Mont-Gargano, au nord-est de la Pouille, peut-être au retour d'un voyage en terre sainte. Un citoyen puissant de Bari, Mélo, qui avait soulevé la Pouille contre les Grecs, leur promettait de faciles conquêtes dans un pays beau et fertile, occupé par des peuples rivaux, les Grecs et les Lombards, que menaçaient les Sarrasins de Sicile.

1017.

Angleterre. — La mort d'Edmond Côte de Fer, fils d'Éthelred II, et le mariage de Kanut le Grand avec la veuve d'Éthelred, Emma, assurent aux Danois la possession de l'Angleterre.

Russie. — Le prince de Novogorod, fils de Wladimir, Iaroslav, avec l'appui de Varègues, force son oncle, l'ambitieux Swiatopolk, qui a déjà saisi Kiev, à fuir auprès de son beau-père le roi de Pologne.

1018

Empire d'Allemagne et Pologne. — Le traité de Boleslas-Chrobri avec Henri II affranchit la Pologne de l'hommage féodal envers l'empire.

Pologne et Russie. — Intervention armée de Boleslas-Chrobri dans la rivalité sanglante d'Iaroslav, qui vient de rebâtir Kiev, et de Swiatopolk. Boleslas garde la Russie Rouge, située entre le Bug et le San, pour prix du rétablissement de son gendre Swiatopolk.

1019

Bulgarie et empire grec. — Après la mort de leur roi, neveu de Samuel, les Bulgares sont soumis définitivement par l'empereur Basile II, qui forme de leur pays une province nouvelle. Les Bulgares sont transportés par lui au delà du Danube et remplacés par des Turcs Patzinaces ou Peichenègues. Ils resteront sous le

joug des Grecs pendant plus d'un siècle et demi.

France. — Le roi Robert fait un voyage à Rome.

Russie. — Iaroslav, avec une nouvelle armée de Varègues de Novogorod, met en fuite Swiatopolk qui, après un dernier combat, meurt dans le délire du crime. — Le trône de Kiev reste à Iaroslav; mais il n'y aura de paix pour lui qu'après avoir combattu encore ses neveux et ses frères.

1020.

Italie et Normands? — Des Normands, conduits par Drengot et Osmont, vont rejoindre leurs compatriotes dans la Pouille, et, comme eux, vendent leurs services tour à tour aux Grecs, aux Lombards et aux républiques maritimes indépendantes.

1021.

Allemagne et Grecs. — L'empereur Henri II arrête les envahissements des Grecs dans l'Italie méridionale.

Égypte. — Mort du troisième calife fatimite, Hakem, dont le règne a été signalé par des folies, par des actes de sacrilège et de cruauté: il s'était fait passer pour Dieu.

1022.

France. — En présence du roi Robert et de la reine Constance, le concile d'Orléans condamne au supplice du feu treize manichéens.

Russie. — Un frère d'Iaroslav, qui avait reçu pour apanage la principauté de Tmoutarakan, ancienne ville de l'île de Taman, entre la mer Noire et la mer d'Azof, après s'être rendu maître des régions septentrionales qui le séparaient de Kiev, vient même attaquer cette ville. Il ne peut la prendre, mais il s'établit, à l'est, à Tchernigof, sur la Desna: un traité avec Iaroslav lui laisse ce qu'il avait pris.

1023.

Allemagne et France. — Entrevue amicale des deux rois Henri II et Robert près d'Ivoy, au confluent du Chiers et de la Meuse.

Italie. — Le pape Benoit VIII fait venir à Rome le fameux musicien Gui, moine d'Arezzo, qui a inventé les lignes de la gamme et les six notes : « ut, ré, mi, fa, sol, la, » pour remplacer les points et les lettres dont on se servait ordinairement en musique. La note *si* a été ajoutée à l'octave par un savant du *xvi^e* siècle.

1024.

Allemagne. — Mort de Henri II de Bavière, dit le Saint, dernier roi de la maison de Saxe. Le duc de Franconie, Conrad II, dit le Salique, est élu roi.

Empire grec et Rome. — Le patriarche de Constantinople, de concert avec l'empereur Basile II, envoie des députés à Rome pour tâcher d'obtenir à prix d'argent le titre d'évêque ecuménique en Orient.

France. — En Normandie, révolte de paysans contre l'oppression féodale.

1025.

Allemagne. — Le roi Conrad II met le duc de Souabe, rebelle, au ban de la diète, qui est l'assemblée générale en Allemagne, et le dépouille de son domaine.

Danemark. — Les murmures des Danois, dont le roi, Kanut, habite en Angleterre, forcent celui-ci à revenir passer au moins un hiver en Danemark.

France. — Le concile d'Arras approuve l'usage des peintures dans les églises ; elles sont, dit-il, le livre des illettrés.

Pologne. — Mort du duc Boleslas-Chrohri, qui était sur le point de prendre le titre de roi ; il est enterré dans la cathédrale de Posnanie.

1026.

Empire d'Allemagne et Italie. — Après avoir fait reconnaître à l'avance, comme roi d'Allemagne, son fils qui est âgé de neuf ans, Conrad II passe en Italie, où les ennemis des Allemands ont offert la couronne au fils du roi de France et au duc d'Aquitaine.

1027.

Danemark, empire d'Allemagne et Rome. — La dévotion fait entreprendre à Kanut le Grand, roi d'Angleterre et de Danemark, le pèlerinage de Rome ; il assiste au couronnement de Conrad le Salique.

Espagne. — Alphonse V, roi de Léon, porte la guerre contre les Arabes, au sud-ouest du Douro, jusqu'à Viseu ; il est tué au siège de cette ville.

1028.

Danemark, Norvège et Suède. — Les Danois, révoltés contre le roi Kanut le Grand, à son approche rentrent dans le devoir. Il enlève la Norvège au roi Olaf qui va chercher un asile en Russie. Il punit le chef de la rébellion danoise, son beau-frère le comte Ulph, qu'il fait assassiner dans l'église de Roskild, ville de l'île Seeland. L'acquisition de la péninsule de Scanie par le roi du Danemark lui rend facilement accessibles la Norvège et la Suède.

Empire grec. — Romain-Argyre, d'une famille ancienne et illustre, qui vient d'épouser Zoé, fille du dernier empereur de la maison macédonienne, Constantin VIII, après la mort de celui-ci, est porté au trône. Son règne sera court. Zoé, jusqu'à soixante et douze ans, occupera le monde de ses adultères et de ses crimes ; un changeur de monnaie et un calfateur de vaisseaux seront par elle revêtus de la pourpre.

Espagne. — Bermude III, roi de Léon, épouse une princesse castil-

lane. Sanche III, roi de Navarre, réunit la Castille à ses États, du droit de sa femme, sœur aînée du jeune comte qui vient de mourir; mais c'est au détriment du roi de Léon, qui est le suzerain nominal de la Castille.

1029.

Italie et Normands.—En 1029, si ce n'est en 1025, les Normands d'Italie, qui déjà s'étaient mêlés aux querelles des petits princes lombards de Capoue et de Salerne, et des ducs grecs de Naples, aident le duc de Naples, Sergius IV, à reconquérir la ville que lui avait enlevée le prince de Capoue, Pandulfe. — Leur comte, Rainulfe, obtient en récompense un grand et fertile territoire entre Naples et Capoue, où ils fondent la ville d'Aversa, sur les ruines de l'ancienne Atella.

1030.

Angleterre, Danemark et Norvège. — Le roi Kanut attaque de nouveau la Norvège, dont il reste maître quand le roi Olaf a été blessé mortellement sur un champ de bataille. — Son gouvernement, dans ses trois royaumes, est juste et charitable.

Orient musulman. — Mort de Mahmoud, le premier Gaznévide du Khorasân; son fils Masoud lui succède.

Russes. — Vainqueur des Tchou-des, peuple idolâtre de Livonie, le Russe Iaroslav fonde dans ce pays la ville de Derpt, au sud-ouest du lac Peipus.

1031

Espagne. — Abdication forcée du dernier calife ommiade de Cordoue, Heschem III; il vécut encore, pendant cinq ans, dans une agréable retraite, avec des savants et des poètes, comme aux beaux jours de la royauté. Les rares qualités d'Heschem auraient mérité un meilleur sort et un siècle moins agité. —

Démembrement général du califat: chaque grande cité a son souverain particulier, qui exerce un pouvoir héréditaire. Tolède; Séville; Grenade et Jaën; Malaga et Algéziras; Almería, sur la côte du sud-est; Murcie, sur la Ségura inférieure; Valence, Denia et les Iles Baléares; Saragosse avec Huesca et Tudéla; Badajoz, à l'ouest, dans le pays de l'Al-Garb, avec Lisbonne, forment autant de royaumes. — Le peuple de Cordoue donna le titre de roi au vizir des derniers califes, Djahwar, simple et désintéressé, qui ne voulut pas gouverner sans un conseil des principaux de la ville; ne s'inquiétant que du maintien de la justice et de la prospérité de ceux qui s'étaient faits ses sujets, il évita d'avoir la guerre avec les princes indépendants des autres grandes cités.

France. — Mort de Robert le Pieux; avènement de son fils Henri I^{er}. Révolte des frères d'Henri et de sa mère. — Le concile de Bourges prescrit le célibat aux sous-diacres et l'usage de la tonsure à tous les clercs.

Orient musulman. — Mort du calife Kader-Billah; son fils Kaïem n'est pas plus puissant que lui à Bagdad.

Pologne et Russie. — Iaroslav aidé de son frère qui réside à Tchernigof, reprend sur les Polonais la Russie Rouge, et avec les prisonniers repeuple les parties désertes de ses États.

Russie. — Kïev, menacée par une invasion des Petchenègues, est sauvée par Iaroslav.

1032.

France. — Henri I^{er}, pour avoir la paix avec son frère Robert, lui donne le sief de Bourgogne, qui était depuis si peu de temps réuni à la couronne. Il récompense le zèle de son allié, le duc de Normandie, par la cession du Vexin français. Les comtes de Blois, de Champagne et de

Flandre sont les seigneurs les plus hostiles au roi. — Horrible famine en France.

Russie. — Hardie expédition des peuples de Novogorod jusqu'aux monts Ourals, entre l'Europe et l'Asie, qui protégeaient la Russie contre les attaques des nations de l'Orient. Elle coûta la vie à presque tous ceux qui y prirent part.

1033.

Allemagne et les Bourguognes. — L'empereur Conrad II le Salique recueille l'héritage du roi Rodolphe III : les deux Bourgognes, qui formaient le royaume d'Arles, sont réunies à l'empire.

Espagne. — Pour réconcilier les maisons de Navarre et de Léon, le second fils de Sanche III, Ferdinand, épouse la sœur de Bermude III ; la Castille est érigée en royaume pour Ferdinand.

Rome. — Benoît IX, qui est porté, encore enfant, sur le saint-siège, grâce au crédit et aux largesses de son père le comte de Tusculum, mettra le comble, par ses mœurs scandaleuses, par ses rapines et par ses violences, aux maux et à la honte de l'Eglise de Rome, qui est comme inféodée depuis un siècle à la puissante maison issue de Théodora et de Marozie. Il est le dernier de cette souche viciée des comtes de Tusculum.

1034.

Allemagne et France. — La fille de l'empereur Conrad, fiancée au roi de France, meurt avant le mariage.

Espagne. — Sanche III de Navarre, dit le Grand, un an avant de mourir, fait le partage de ses États entre ses quatre fils : 1^o Garcie sera roi de la Navarre et de la Vieille Castille jusqu'à Burgos ; 2^o Ferdinand, roi de Castille ; 3^o Gonzalez, comte de Sobrarbe et de Ribagorce, pays compris entre la Cinca et la Sègre,

affluents de l'Èbre ; 4^o Ramire, roi d'Aragon.

Savoie. — Le seigneur Humbert, Saxon de naissance, allié aux maisons de Bavière et des derniers rois de Bourgogne, fils du vice-roi du royaume d'Arles, reçoit de l'empereur Conrad le Salique, en récompense de services féodaux, le Chalais qui est au sud du lac de Genève, la terre de Saint-Maurice, sur le haut Rhône, et le Valais formé par le bassin supérieur du Rhône, qui semblent avoir été les domaines primitifs de la maison de Savoie.

1035.

France. — Robert le Magnifique ou le Diable, duc de Normandie depuis sept ans, entreprend un pèlerinage en terre sainte : il meurt à Nicée. Son fils, Guillaume le Bâtard, lui succède.

Orient musulman. — Togrul-Beg et Daoud, petits-fils du Turc Seldgiouk, commencent à s'établir dans le Khorasân malgré le gaznévide Masoud.

1036.

Allemagne et Danemark. — L'empereur Conrad reçoit la main d'une fille de Kanut le Grand pour son fils. Le margraviat allemand de Sleswick est cédé aux Danois : le Brandebourg devient la marche septentrionale du duché de Saxe.

Angleterre, Danemark et Norvège. — Mort de Kanut le Grand. Le premier, il fit frapper de la monnaie dans les États du Nord : les Scandlnaves, avant lui, faisaient le commerce d'échange, ou employaient l'or et l'argent au poids ; ils ne connaissaient que les monnaies étrangères enlevées dans leurs courses. — Ses fils se partagent ses couronnes de Danemark, de Norvège, d'Angleterre. La Norvège secouera promptement le joug danois.

Italie. — Boniface II, dit le Pieux, comte de Modène, de Reggio, de

Mantoue, de Ferrare, de Crémone, terres allodiales qu'il a héritées de son père, duc et marquis de Toscane par le choix de l'empereur Conrad, fête pendant trois mois, avec une magnificence royale, sa nouvelle épouse, Béatrix, fille du duc de Haute-Lorraine.

1037.

Empire d'Allemagne et Italie. — Les grandes villes de Lombardie aspirent à l'indépendance, surtout Milan, soulevée par son archevêque Héribert. — Héribert commença à faire paraître dans les combats le char de l'insurrection, ou *carroccio*, qui portait l'étendard de liberté. — L'empereur Conrad vient en Italie.

Espagne. — Bermude III ayant déclaré la guerre à son beau-frère le roi de Castille, Ferdinand, est accablé à la fois par les Castillans et par les Navarrais ; il périt dans un combat. Ferdinand se porte sur Léon où il est couronné roi ; il réunit ainsi les royaumes de Léon et de Castille. Les Galiciens résistent longtemps à la domination d'un prince d'origine navarraise.

Orient musulman. — Le célèbre philosophe et médecin musulman Avicenne (Abou-Ibn-Sina), né dans la Perse, à Chiraz, élève des écoles de Boukhara, après une vie fort agitée, pleine de vicissitudes, d'ambition, de plaisir, de travail, meurt à Hamadan, ville de l'Irak-Persique. — Ses canons ou *Préceptes de médecine* ont été pendant plusieurs siècles la base de l'enseignement en Asie et en Europe ; il est à la fois l'Hippocrate et l'Aristote des Arabes.

Pologne. — L'empereur donne asile en Saxe à la régente de Pologne, que les révoltes des nobles ont forcée à fuir avec son fils enfant, qui est petit-fils de Boleslas Chrobri.

1038.

Angleterre. — Un peu après la

mort de Kanut le Grand, Emma tente la restauration de la dynastie anglo-saxonne, en présentant au peuple les enfants qu'elle avait eus d'Ethelred II ; le sang de Kanut l'emporte par les trahisons du comte Godwin, comte de Wessex.

Empire d'Allemagne et Italie. — Conrad reçoit à Milan les plaintes des moines du mont Cassin qu'a violemment dépouillés Pandulfe de Naples. Il marche contre lui, le dépouille solennellement de sa principauté, la donne à Gaimar IV, prince de Salerne, et confirme à l'abbaye la possession de ses terres et de ses droits. — Il investit le chef normand, Rainulfe, du comté d'Aversa. — La peste chassant d'Italie l'armée allemande, Conrad fait continuer la guerre contre l'archevêque Héribert par les comtes et les marquis du nord de l'Italie. — Conrad visite son nouveau royaume d'Aries, dont il assure la possession héréditaire à son fils.

Espagne. — La mort violente de Gonzales, comte de Sobrarbe et de Ribagorce, fait tomber ses États dans la main de son frère Ramire 1^{er}, roi d'Aragon.

Hongrie. — A la mort d'Étienne, qui avait ajouté la Transylvanie à la Hongrie, l'élection donne la couronne au fils d'une de ses sœurs, né d'un doge de Venise ; le nouveau prince règne entouré d'Italiens et d'Allemands. L'anarchie commence pour la Hongrie.

Pologne. — Brzétislas, qui vient de succéder en Bohême à son père Udairic, tombe sur la Pologne, qui est sans roi depuis 1032, prend Breslaw, sur l'Oder, Posnan et Gnesne ; il établit beaucoup de Polonais, comme colons, dans ses États.

1039.

Empire d'Allemagne et Italie. — Conrad donne aux villes et aux seigneurs de l'Italie du nord une constitution qui favorise le morcellement

des fiefs et protège les arrière-vassaux contre les grands feudataires. — Conrad est regardé comme l'auteur du droit féodal écrit qui régit les terres d'empire. — Son fils Henri III le Noir lui succède à vingt-deux ans.

1040.

Empire d'Allemagne et Italie. — Le nouveau roi d'Allemagne, Henri III, reçoit à Ingelheim, près de Mayence, la soumission de l'archevêque de Milan.

Italie et Normands. — En 1040, si ce n'est en 1037, la colonie normande, grossie par l'arrivée de nouveaux chevaliers sous la conduite de Guillaume Drogon et d'Umfroy, fils de Tancrede, seigneur de Hauteville, près de Coutances en Normandie, se met au service du capitaine grec Maniacès, pour combattre les Sarrasins de Sicile.

1041.

France. — Plusieurs conciles sont tenus en France pour établir la *trêve de Dieu*, qui défendait toute violence, du mercredi soir au lundi matin, et procurait un peu de repos aux gens taillables et aux débiteurs. Ils prononcent des peines sévères, temporelles et ecclésiastiques, contre les violateurs de la trêve.

Italie et Normands. — Les Normands, revenus de leur course en Sicile, font la guerre pour leur compte dans la Pouille, autour de la ville de Melfi, au détriment des Grecs.

Pologne. — Le roi d'Allemagne aide les Polonais contre les Bohémiens. — Casimir I^{er}, le prince fugitif de Pologne qui, envoyé par sa mère à Paris pour faire ses études, s'était ensuite retiré à l'abbaye de Cluny, et y avait prononcé ses vœux, est rappelé par les Polonais pour les affranchir des guerres intestines des vingt-quatre grands vassaux. Le pape le dispense de ses engagements monastiques, moyennant un tribut appelé le *denier de Saint-Pierre*. — Il re-

couvre plusieurs cantons de Pologne dont un gentilhomme, Mazos, s'était formé un État indépendant, la Mazovie.

1042.

Angleterre. — Après la mort de deux des fils de Kanut, les Anglais prennent pour roi Édouard le Confesseur, fils d'Éthelred II et d'Emma. Le comte Godwin a favorisé son élévation ; il devient son beau-père, et se révoltera plus d'une fois contre lui. — Il n'est plus question de danegeld ni d'invasion cannoise.

Danemark. — Le Danemark accepte pour roi un étranger, le Norvégien Magnus, fils d'Olafs, qui déjà avait reconquis les États paternels sur un fils de Kanut.

Empire grec. — A Constantinople, Zoé, du sang macédonien, malgré ses soixante-trois ans, se remarie avec un de ses anciens amants, Constantin Monomaque, qui reçoit la couronne impériale.

Espagne. — Le roi d'Aragon entreprend de dépouiller son frère, le roi de Navarre, avec l'aide des princes musulmans de Saragosse, d'Huesca et de Tudéla ; il est battu.

1043.

Allemagne. — Le roi Henri III monte lui-même en chaire dans l'assemblée de Constance pour défendre les délits particuliers et publics et pour établir une paix universelle dans toute l'Allemagne.

Danemark. — Tentative d'usurpation du neveu de Kanut le Grand, Suénon, fils du comte Ulph, qui s'aide des Suédois, pendant le séjour de Magnus en Norvège. — Le Sleswick danois est envahi par les Vandales idolâtres, qui habitent la côte germanique en face des îles danoises.

France. — Le mal des ardents, fléau épidémique, commence à sévir en France pour deux siècles : hôpitaux fondés pour les pauvres.

Grecs et Russes. — Des intérêts de commerce provoquent une rupture : guerre maritime ; les Russes s'approchent du détroit de Constantinople. La meilleure construction des vaisseaux grecs, qui étaient aussi mieux dirigés, l'usage du feu grégeois et la tempête, servent d'abord l'empereur ; mais les Russes, qui ont perdu quinze mille des leurs, réparent ce désastre.

Italie. — Les capitaines normands assemblés à Melfi font le partage féodal des terres enlevées aux Grecs ; ils créent comte de Pouille leur chef Guillaume dit Bras de Fer, qui reçoit la seigneurie d'Ascoli, mais ils ne lui donnent aucun droit de suzeraineté : chacun fut souverain dans la terre qui lui échut.

1044.

Angleterre. — Édouard le Confesseur donne à ses peuples les *lois communes*.

Espagne. — Ferdinand I^{er}, roi de Léon et de Castille, emporte d'assaut Viseu et enlève aux Maures Lamégo, sur le bas Douro, qui passait pour imprenable.

Grecs et Russes. — Les Russes qui, après leur expédition maritime, cherchent à regagner leur pays par terre, sont tués par les Grecs dans la Mésie. — Trêve, que suivra un traité de paix en 1047.

Rome. — Benoit IX, que le mépris et l'indignation du clergé et du peuple allaient chasser pour la troisième fois du trône pontifical, vend la papauté à l'archiprêtre Jean Gratien qui prend le nom de Grégoire VI. Le nouveau titulaire du siège de Rome a besoin de recourir à la force pour réprimer le pillage et le meurtre, laissés impunis, autour de la ville et dans la ville même.

1045

Espagne. — Colmbre, au sud-ouest de Viseu, sur le bas Mondégo,

se rend au roi de Léon et de Castille.

1046.

Empire d'Allemagne, Italie et Rome. — Henri III le Noir entreprend le voyage d'Italie que les empereurs allemands devaient faire au moins une fois pendant leur règne. Il réunit dans la plaine de Roncaglia, près de Plaisance, tous les feudataires de la couronne avec leurs arrière-vassaux. — Après avoir fait déposer dans le concile de Sutri le pape simonlaque Grégoire VI, Henri III reçoit la couronne impériale des mains du nouvel élu Clément II, évêque allemand, qu'il a fait désigner. Déjà le sénat et le peuple romain lui avaient conféré la dignité de patrice. Le concile de Sutri a reconnu de nouveau qu'il ne pourra être élu de souverain pontife sans le consentement de l'empereur. En dix ans se succéderont quatre papes d'origine allemande, désignés par le chef de l'empire.

Espagne. — Ferdinand I^{er} porte surtout ses armes vers le centre et vers l'est de l'Espagne musulmane, pour dégager complètement la vieille Castille.

1047.

Danemark et Norvège. — Le roi Magnus, qui déjà avait cédé une partie de la Norvège à un prince national de ce pays, désigne à son lit de mort, pour lui succéder en Danemark, le fils du comte Ulph, neveu de Kanut le Grand, Suénois, qui avait voulu le détrôner.

Empire d'Allemagne et Italie. — L'empereur rend la principauté de Capoue à Pandulfe qui, neuf ans auparavant, en avait été privé par Conrad II ; Gaimar IV reste prince de Salerne et d'Amalfi. — Il confirme à Drogon, seigneur normand, comte de Venouse, frère et successeur de Guillaume, le titre de comte de Pouille, et à Rainulfe, le premier Normand établi en Italie, le titre de comte d'Aversa.

Hongrie. — Le roi de Hongrie, André, de la famille de saint Étienne, qui, pour devenir roi, avait promis aux seigneurs hongrois le rétablissement de l'idolâtrie, signale au contraire son avènement par la protection énergique des chrétiens. — La seconde place dans l'État est celle de duc, qu'André donne à son frère Bela.

1048.

Angleterre et Normandie. — Guillaume le Bâtard, affermi dans le duché de Normandie par la victoire du val des Dunes, entre Caen et Argentan, que le roi de France l'a aidé à gagner contre des seigneurs rebelles, va visiter à Londres le roi Edouard et le trouve entouré de Normands.

Espagne. — Ferdinand I^{er}, roi de Léon et de Castille, rend tributaire le roi musulman de Tolède.

1049.

Allemagne, France et Italie. — Le pape Léon IX préside tour à tour des conciles à Rome (avril), à Reims (octobre), à Mayence (novembre), pour réprimer la simonie et le mariage des prêtres.

Bohême et Pologne. — Nouvelle invasion de la Pologne par les Bohémiens; ils dépouillent surtout la ville de Gnesne.

Espagne. — Le roi musulman de Saragosse est rendu tributaire par le roi de Castille et de Léon.

1050.

France et Italie. — Plusieurs assemblées à Tours, à Rome, à Brionne en Normandie, à Verceil, à Paris, discutent et condamnent l'hérésie de Bérenger de Tours touchant l'eucharistie.

1051.

Allemagne et Rome. — Intimité de Léon IX et d'Henri III; ils passent ensemble à Augsbourg le temps de la fête de la Purification.

France et Russie. — Le roi Henri I^{er} épouse Anne, fille d'Iaroslav, prince de Russie.

Italie et Normandie. — Les Grecs, incapables d'arrêter les progrès des Normands, assassinent leur chef, Drogon. Son frère Umfroy lui succède dans la principauté de Pouille et dans le commandement militaire.

1052

Allemagne et Bohême. — L'empereur, allié des Polonais, assiège Brzétislas dans sa capitale, Prague. Le roi de Bohême, obligé à l'hommage et au tribut, garde son royaume, qui était augmenté alors d'une partie de la Silésie et de la Moravie.

Espagne. — Le roi de Navarre fonde à Najéra, un peu à l'ouest de Logrono, un monastère auquel il s'engage, pour lui et pour ses successeurs, à donner la dîme de toutes les conquêtes faites sur les Sarrasins.

Rome. — L'empereur cède au saint-siège ses droits sur la ville de Bénévent, qui appartenait aux Lombards, en dédommagement d'un tribut annuel que lui devaient les rois de Germanie, au sujet de la fondation de l'évêché de Bamberg faite cinquante ans plus tôt.

1053.

Angleterre. — Le fils aîné de Godwin, Harold, hérite de sa puissance, et mérite la faveur du roi Edouard et du peuple anglo-saxon.

Empire d'Allemagne, Empire grec, Normands et Rome. — Le pape est l'âme de la ligue qui se forme entre les Grecs et les Allemands contre les Normands de la Pouille; il est allé solliciter le secours d'Henri III, et ramène un corps de troupes allemandes, commandé par Godefroi le Barbu, duc de Basse-Lorraine. Les Grecs marchent avec lui au combat de Civitella

ou Civitata, au nord de Lucérie (18 juin). L'armée normande, commandée par Umfrov et par son frère consanguin Robert Guiscard, l'Adroit ou le Rusé, est victorieuse et fait le pape prisonnier.

Empire grec et Rome. — Le patriarche de Constantinople, Michel dit Cérulaire, se déclare contre l'Église romaine; il attaque et refuse de suivre certains usages du rite latin.

1054.

Empire grec. — Constantin Monomaque est renversé par la sœur de Zoé qui l'avait fait empereur, Théodora. Celle-ci s'entoure de sages ministres et de bons généraux.

Empire grec et Rome. — Trois légats de Léon IX, envoyés à Constantinople, sont bien reçus par l'empereur Constantin Monomaque. Mais le patriarche Michel persiste dans son opposition; solennellement excommunié, il entraîne le clergé et le peuple dans son parti (juillet). — C'est l'origine du schisme qui depuis, jusqu'à nos jours, a séparé les Grecs de l'Église latine.

Espagne. — Une perfidie de Ferdinand I^{er}, roi de Léon et de Castille, cause la guerre avec la Navarre; le roi Garcie est tué dans un combat près de Burgos. — Ferdinand I^{er} n'empêche pas les Navarrais de faire roi le fils aîné de Garcie.

France. — Les troupes d'Henri I^{er} sont battues par le duc de Normandie, dont il avait soutenu un vassal rebelle. — Un concile à Narbonne recommande de nouveau la trêve de Dieu, et l'étend aussi du mercredi soir au lundi matin.

Normands et Rome. — Léon IX, prisonnier des Normands, leur accorde, comme fief relevant du saint-siège, tous les pays qu'ils pourront conquérir en Calabre et en Sicile (mars); il devient ainsi, quelques mois après le commencement du grand schisme, le suzerain de pays qui

appartenaient à l'empire d'Orient. Il meurt peu de temps après à Rome (avril).

1055.

Bohême. — Brzétislas en mourant, suivant l'usage tchèque, laisse le duché de Bohême entier à son fils aîné; la Moravie seulement servit à former des apanages pour trois autres de ses fils; et le cinquième n'eut que l'expectative de l'évêché de Prague. D'après le droit de majorat, le plus âgé des princes devait succéder, sans distinction de la branche dont il était issu. — Le nouveau duc chasse tous les Allemands, qui vivaient sur la terre de Bohême comme dans un pays de conquête; il n'excepte pas sa mère, qui est d'origine française.

France. — L'hérésie de Bérenger de Tours occupe les conciles de Tours et d'Angers.

Italie. — Le grand domaine de Toscane, de Modène, de Reggio, etc., qui aurait dû, faute d'héritier mâle, faire retour au suzerain l'empereur, est réservé à la jeune comtesse Mathilde par sa mère Béatrix, qui a épousé, après la mort du marquis de Toscane, Boniface II le Vieux, le duc de Basse-Lorraine, Godefroi le Barbu.

Rome. — Léon IX étant mort dans les derniers jours de l'année 1054, les Romains demandent un pape à l'empereur. L'influence d'un moine toscan, Hildebrand, qui a pratiqué la règle bénédictine à Cluny et qui est alors sous-diacre, fait désigner un évêque de Bavière, Victor II.

Russie. — Mort d'Iaroslav. Il a publié des lois sages et humaines sous le nom de *Vérités russes*; des écoles gratuites et la propagation des meilleurs ouvrages de la Grèce civilisent les peuples. — Celui des cinq fils d'Iaroslav qui a reçu en apanage le territoire de Péreiaslaw,

sur le Dnieper, combat les Turcs, maîtres des régions méridionales.

1056.

Allemagne. — Henri III meurt entre les bras du pape Victor II, à Goslar en Saxe. Il laisse pour lui succéder un enfant de six ans, Henri IV, sous la tutelle de sa veuve, Agnès d'Aquitaine. — Henri III le Noir a le premier abusé du privilège de conférer souverainement les bénéfices et les charges ecclésiastiques, en vertu du droit d'investiture, qui pourtant ne pouvait s'appliquer qu'au domaine temporel : le suzerain remettait au prélat nouvellement élu l'anneau et la crosse.

Allemagne et France. — Dans l'entrevue d'Ivoi, ville du Luxembourg, les rois de France et de Germanie échangent de vifs reproches au sujet de la Lorraine. — Un défi, offert par Henri III, est refusé par Henri I^{er} de France.

Empire grec. — Théodora, qui a survécu au moins deux ans à sa sœur Zoé, meurt à soixante-seize ans. Avec elle s'éteint définitivement la maison Macédonienne qui a commencé en 867 avec Basile.

1057.

Angleterre. — La mort d'un neveu laisse sans héritier Edouard le Confesseur qui n'a pas d'enfant ; Harold, fils de Godwin, est désigné par les vœux du peuple pour lui succéder.

Écosse. — Le roi Malcolm III, fils de Duncan, qu'on dit quatre-vingt-sixième descendant du premier roi Fergus, avec les secours du roi d'Angleterre, triomphe d'un prétendant, Macbeth, le héros du drame de Shakspeare.

Empire grec. — Isaac Comnène, d'une ancienne famille originaire de Rome, est fait empereur par les troupes qu'il commande en Asie. Sagesse de son gouvernement.

Italie. — A la mort d'Umfroy, Robert Guiscard, son frère, prend possession du comté normand de Pouille.

Orient musulman. — Le calife fatimite d'Égypte, qui ambitionne le califat universel, Mostanser-Billah, se fait déferer le titre de calife à Koufah, sur l'Euphrate, et dans une partie de l'Arabie.

Rome. — Le pape Étienne IX arrache à la solitude le vertueux et savant Pierre Damien, qu'il fait, malgré lui, évêque d'Ostie.

1058.

Italie. — Les progrès de Robert Guiscard qui, avec l'aide de son frère Roger, a conquis toute la Calabre et même la capitale, Reggio, lui assurent la suprématie sur les autres seigneurs normands qui le reconnaissent duc de Pouille et de Calabre.

Rome. — L'évêque de Florence est élu pape à Siennese, par l'influence d'Hildebrand, qui est alors archidiacre ; il prend le nom de Nicolas II.

Turcs. — Le Turc seldjoucide Togrul-Beg, déjà maître du Khorasane, de l'Irak-Persique, où il réside, et de la Perse, s'impose au calife de Bagdad, Kaïem, et le force à dépouiller de la dignité d'émir-Al-Omara Bassa-Siri.

1059.

Empire grec. — Isaac Comnène punit l'insolence du patriarche de Constantinople, Michel Cérulaire qui voulait prendre le rang de prince ; il le fait déposer et enlever de la ville. Lui-même bientôt il se retire dans un cloître. — Le prince de l'illustre famille des Ducas, qu'il désigne pour lui succéder, manque des qualités nécessaires au gouvernement, et n'a de goût que pour les lettres. Il n'arrête pas les progrès des Turcs seldjoucides.

France. — Nouvelle famine, pendant sept ans. — Pompeuse cérémonie du sacre du jeune fils de Henri I^{er}, Philippe, qui lui succédera l'année suivante.

Italie. — Robert Guiscard demande au pape Nicolas II, à Florence, la confirmation du titre de duc de Pouille et de Calabre qu'il a reçu de ses compagnons d'armes, et se fait autoriser à conquérir la Sicile. — Le comte normand d'Aversa, Richard, se fait donner par le pape l'investiture de la principauté de Capoue, qu'il a la pensée de conquérir.

Orient musulman. — L'émir Al-Omara, que le calife de Bagdad, Kalem, a sacrifié pour complaire au chef des Turcs seldjocides, le renverse et proclame à sa place Mostanser-Billah, le calife fatimite d'Égypte.

Rome. — Décret de Nicolas II, pour régler l'élection des papes : elle sera faite par les cardinaux-prêtres et par les cardinaux-évêques du territoire romain ; le reste du clergé et le peuple donneront ensuite leur consentement ; le droit de confirmation impériale est conservé ; on élira de préférence un membre du clergé romain. — Un autre décret défend aux clercs de recevoir d'un laïque l'investiture d'aucun bénéfice ecclésiastique.

1060.

Espagne. — Une infâme trahison livre au roi musulman de Séville la ville de Cordoue, qui était menacée en même temps par les troupes de Tolède et par celles de Valence. Le nouveau maître fait oublier le gouvernement sage et paternel du fils de Djahwar, en prodiguant aux grands l'or et les honneurs, au peuple des fêtes et des spectacles.

France. — Avènement de Philippe I^{er}, roi mineur ; régence de son oncle, Baudouin, comte de Flandre.

Orient musulman. — Le Turc seldjocide Togrul - Beg ramène à Bagdad le calife Kalem ; il ne l'affranchit de l'oppression égyptienne que

pour disposer souverainement de l'autorité en son nom.

Russie. — Les trois fils d'Iaroslav, qui règnent sur les Russes, attaquent en commun les Turcs dans le bas Dnieper : la faim, le froid et la peste anéantissent presque cette peuplade, dont les débris passent au service des vainqueurs.

1061.

Bohême. — Wratislas, le second fils de Brzétislas, duc depuis 1061, a fait poursuivre par des inquisiteurs et a livré au glaive et au bûcher les devins et les magiciens ; il chasse les juifs.

Hongrie. — Le roi Béla, qui, avec le secours des Polonais, a renversé son frère André, appelle en assemblée générale, à Albe-Royale, siège ordinaire du gouvernement, deux députés par bourgade, pour aviser à la réformation de l'État. Mais les députés, venus bien plus nombreux qu'on ne les avait convoqués, demandant le rétablissement du paganisme, l'assemblée est dispersée par la force.

Italie et Sicile. — Les deux frères Roger et Robert Guiscard entreprennent la conquête de la Sicile sur les Sarrasins ; ils n'y emploient qu'un petit nombre de cavaliers, et ne sont pas longtemps d'accord, parce que Roger prétend à la moitié de la Calabre. L'occupation de Messine et les courses des Normands jusqu'à Grogenti sont sans effet.

Rome. — L'évêque de Lucques, qu'Hildebrand, cardinal, a fait élever sur le saint-siège, Alexandre II, a un compétiteur dans l'évêque de Parme que lui oppose la cour d'Allemagne : les évêques de la Lombardie étaient, en général, hostiles aux décrets qu'inspirait Hildebrand contre la simonie et contre le mariage des prêtres.

Russie. — Les Tartares sortis des régions du Don et du Jalk, où

ils vivent de brigandage, et prenant la place des Petchenègues qui ne paraissent plus dans l'histoire, se jettent sur la principauté russe de Péretaslavl et détruisent tout ce qu'ils ne peuvent emporter : les Russes les désignent par le surnom de Polovtsi ou chasseurs.

1062.

Allemagne. — Annon, archevêque de Cologne, et Adalbert, archevêque de Brême, enlèvent à la reine mère, Agnès, et s'attribuent la régence de Henri IV ; ils rendent odieuse la maison royale de Francoinie par leur despotisme et par leurs actes de simonie.

Italie. — Le comte normand d'Aversa, Richard, attaque et force à capituler la ville lombarde de Capoue : il s'empare de toutes les villes et de tous les châteaux du prince lombard Pandulfe qui ne reçoit pas de secours de l'empereur allemand, son suzerain. — Le frère du duc de Pouille et de Calabre, Roger, renouvelle la guerre en Sicile contre les Sarrasins.

1063.

Allemagne et Hongrie. — Une armée impériale ayant rétabli en Hongrie le roi Salomon, fils d'André I^{er}, Henri IV, dont Salomon avait épousé la sœur, exige de lui l'hommage comme d'un vassal de l'empire.

Espagne. — Ferdinand I^{er}, roi de Léon et de Castille, se jette sur les états de Mohammed-Ben-Abad, roi de Séville. Son fils aîné, Sanche, combat avec le roi maure de Sagosse contre Ramire I^{er}, roi d'Aragon, qui périt dans un combat. Le fils de Ramire I^{er} lui succède.

Tures. — Le tout-puissant seïd-jouide Togru-Beg meurt dans sa capitale de l'Irak-Persique, à Ray, l'ancienne Rages, au moment d'expulser la fille de son protégé, le calife de Bagdad. Son neveu, Alp-Arslan, lui succède ; il exercera la même influence sur tout le califat.

1064.

Espagne. — Un an avant de mourir, Ferdinand I^{er}, comme avait fait son père Sanche le Grand, partage ses États entre ses trois fils : 1^o Sanche, l'aîné, sera roi de Castille ; 2^o Alphonse, roi de Léon et d'Oviédo ; 3^o Garcie, roi de Galice et des récentes conquêtes en Portugal. Il forme des apanages (infantado) même pour ses filles avec le territoire des villes de Zamora et de Toro, sur le Douro.

France. — Sept mille pèlerins armés entreprennent le voyage de Palestine.

Italie et Sicile. — Les deux frères Robert Guiscard et Roger attaquent pour la première fois la forte place des Sarrasins en Sicile, Palerme, qui résistera huit ans.

1065.

Espagne. — Le roi musulman de Tolède dépouille son gendre, le roi de Valence, et garde l'État conquis, pendant douze ans, jusqu'à sa mort. — Grande expédition du second roi d'Aragon, Sanche-Ramirez, contre les musulmans, avec l'aide du duc d'Aquitaine, du duc de Bourgogne, du comte d'Urgel, qui mourra dans la guerre ; il arrache aux infidèles la place de Balbastro, située sur la Cinca, à l'ouest de la Ribargorce, et en fait une ville épiscopale.

1066.

Allemagne. — Déjà perverti par les conseillers qui entouraient son enfance, Henri IV est jeté dans de nouveaux désordres quand, à l'âge de seize ans, on lui impose un mariage qui lui répugne.

Angleterre et France. — Édouard le Confesseur meurt sans avoir décidé la question de succession : Harold s'appuie sur le vœu national ; Guillaume le Bâlard, duc de Normandie, sur de prétendues promesses d'Édouard. — Le comte

de Flandre, Baudouin, régent de France, ne s'oppose pas à la conquête de l'Angleterre par Guillaume I^{er}. — Le duc de Normandie emporte un étendard béni par le pape. Il a attiré des mercenaires de toutes les parties de la France, même de l'Allemagne. — Harold, déjà épuisé par une campagne dans les comtés du nord contre son frère rebelle et contre les Norvégiens qui le soutenaient, dispute pendant toute une journée la victoire aux Normands, à Hastings, sur la côte de Sussex (14 octobre). Mort d'Harold. — Guillaume entre à Londres, et est couronné à Westminster le jour de Noël, par l'archevêque d'York. — Il commence le partage de la terre anglo-saxonne entre les chevaliers normands, et implante en Angleterre la féodalité française, mais constitue du même coup une royauté puissante, bien autrement capable que celle de France de tenir tête aux barons. Le français devient la langue officielle à la cour anglo-normande.

Russie. — Une lutte domestique, qui durera douze ans, commence entre les princes de la maison de Rurik établis 1^o à Kiev et à Novogorod; 2^o à Polotsk; 3^o à Tchernigof; 4^o à Pérelaslavl. L'aîné, Islaslav, prince de Novogorod et de Kiev, chassé deux fois, sera deux fois ramené par le duc de Pologne. Ces discordes favorisent l'incursion des Tartares Polovtsi.

1067.

Angleterre. — Le prince Edgar, petit-fils du roi Edmond Côte de Fer, prête seulement son nom au parti national des Anglo-Saxons, dont la résistance retarde le triomphe complet des Normands. — Guillaume le Conquérant sera inquiet en même temps par des révoltes sur le continent de la part des Manceaux dont le seigneur est son vassal depuis quatre ans.

1068.

Angleterre et Écosse. — Le roi Malcolm soutient sans succès les

princes Morkar et Edwin, chefs des anglo-saxons, contre Guillaume le Conquérant. — Il lui fait hommage pour la province de Cumberland, au sud-ouest du pays écossais.

Empire grec. — Un an après la mort de son époux Constantin Ducas, Eudoxie, sacrifiant les droits de ses enfants, donne sa main et le trône à Romain-Diogène, fils de Romain-Argyre. Le nouvel empereur l'exclut ensuite elle-même de toute participation aux affaires. — Il combat les Turcs seldjoucides.

Italie et Sicile. — Le Normand Roger tente d'impuissantes attaques contre Palerme, pendant que son frère Robert entreprend le siège de Bari, sur la côte sud-est de la Pouille, qui l'occupera près de quatre ans.

1069.

Allemagne. — Un concile, convoqué à Mayence par Henri IV pour faire casser son mariage, est arrêté dans ses résolutions par le légat du pape, Pierre Damien.

Angleterre et Danemark. — Le roi de Danemark, Suénon, envoie une expédition sur les côtes de l'Angleterre : tous les ennemis de Guillaume, les Anglo-Saxons, les Danois indigènes, les Écossais, aident les envahisseurs à prendre York. Guillaume lui-même les laisse piller une partie des côtes du nord pour n'être pas inquiet dans le cœur du royaume. La dévastation dure jusqu'au printemps suivant, où Guillaume, à son tour, fera exier aux habitants du Northumberland leur complicité avec l'étranger.

1070.

Allemagne. — Guelfe ou Welf, de la maison d'Este, vassal d'Italie au nord du bas Adige, reçoit de l'empereur Henri IV le duché de Bavière.

Écosse. — Le roi Malcolm épouse Marguerite, arrière-petite-fille d'Edmond Côte de Fer, prince anglo-saxon.

Espagne. — Le roi de Tolède,

Al-Mamoun, en apprenant la mort du roi de Séville, tente de dépouiller son successeur, Al-Motamed, qu'on appelle aussi Mohammed-ben-Abad; celui-ci se défendit mieux que le roi de Valence, et garda son trône. — Mohammed-ben-Abad fut un protecteur des lettres, comme son ami, le roi d'Almérie, avec lequel il rivalisait dans l'art des vers. — Le roi d'Almérie, qui avait déjà dix-huit ans de règne, et qui devait fournir encore une carrière de vingt et un ans, Moezz-Eddaulah, surpassa tous les princes de son temps par sa douceur, son humanité et sa justice. Plus ami des avantages de la paix que passionné pour la gloire militaire, si avidement recherchée par Mohammed-ben-Abad, il fut souvent l'arbitre et le médiateur des princes musulmans. — Sanche II, roi de Castille, dépouille son frère Alphonse du royaume de Léon, et le force de prendre l'habit monastique; celui-ci se retire auprès du roi de Tolède.

1071.

Espagne. — Sanche II de Castille s'empare du royaume de Galice sur son autre frère qui va chercher asile auprès du roi musulman de Séville.

France. — Philippe I^{er} est battu en personne, à Cassel au nord de l'Artois, par Robert le Frison, qu'il voulait empêcher de recueillir la succession de Flandre.

Grecs et Turcs. — Après deux campagnes heureuses contre les Turcs seldjoucides, l'empereur Romain-Diogène, qui s'est engagé imprudemment jusque dans la Perse, est fait prisonnier. — Lorsqu'il est rendu à la liberté, il est méconnu par ses sujets, et a les yeux crevés. A sa mort, le trône est occupé par deux frères Ducas, fils de son prédécesseur.

Italie. — Dédicace pompeuse de la nouvelle église du monastère bénédictin du mont Cassin, à laquelle l'abbé Didier convie le pape Alexan-

dre II, dix archevêques, quarante-quatre évêques, le duc grec de Naples, le prince normand de Capoue, les princes lombards de Salerne et de Bénévent. Les matières les plus précieuses en or, en argent, en ivoire, en ébène, en marbre, y avaient été mises en œuvre par les artistes les plus célèbres de l'Italie et de l'Orient. C'était une grande solennité à la fois pour les arts et pour la religion.

Italie et Sicile. — Les flottes unies de Roger et de Robert Guiscard enlèvent Bari aux Grecs (15 avril). Les deux frères vont ensemble conquérir sur les Sarrasins de Sicile la forte place de Catane (juillet) : Palerme est assiégée par terre et par mer.

1072.

Danemark. — Le roi Suénon ayant fait massacrer dans l'église de Roskild quelques seigneurs ses ennemis, l'entrée de l'église lui est interdite par l'évêque; il n'y est admis que lorsqu'il se présente dépouillé des ornements royaux et en suppliant.

Espagne. — Sanche II de Castille, qui a usurpé sur ses frères les royaumes de Léon et de Galice, entreprend aussi de dépouiller ses sœurs. Il prend Toro, mais il est tué en trahison au siège de Zamora. Ses deux frères alors rentrent dans leurs États. Alphonse VI, roi de Léon, est reconnu en Castille.

Sicile. — Les deux frères normands, après une victoire navale sur les infidèles, prennent enfin Palerme (janvier). Roger est réellement alors comte de Sicile, quoique Robert Guiscard se réserve Palerme, la moitié de Messine et la souveraineté sur l'île entière.

1073.

Allemagne. — La guerre civile commence par l'insurrection des Saxons et des Thuringiens, surtout à cause des dîmes qui étaient demandées pour les abbayes.

Allemagne et Danemark. — Les Danois, envoyés par le roi Suédon, à l'instigation d'Adalbert archevêque de Brême, contre les Saxons, refusent de combattre les anciens amis de leur nation.

Angleterre. — Révolte de Robert, fils aîné du roi Guillaume I^{er}.

Espagne. — Alphonse VI, roi de Léon et de Castille, dépouille son frère de la Galice, et l'enferme pour le reste de sa vie. Toute la monarchie castillane est de nouveau réunie.

France. — La ville du Mans, dont le seigneur est vassal du roi anglo-normand, s'érige en commune.

Rome. — Le moine Hildebrand, élu pape (avril), diffère son ordination jusqu'à la confirmation de Henri IV (juin). Grégoire VII est le dernier pape dont le décret d'élection ait été soumis à la sanction impériale. — Il écrit aux rois de France et de Germanie contre le trafic des dignités ecclésiastiques. — Il profite de quelques ouvertures de la cour de Constantinople pour travailler à la réunion des deux Églises.

1074.

Rome. — Dans le premier concile tenu sous Grégoire VII, à Rome, des décrets sont rendus contre les prêtres simoniaques ou mariés; injonction est faite aux prélats de ne pas recevoir l'investiture de la main des laïques, parce que les laïques mettent le prélat, nouvellement élu, en possession du temporel de son église en lui donnant l'anneau et la crosse, signes de la puissance spirituelle; l'excommunication est prononcée contre Robert Guiscard, qui refuse l'hommage à son suzerain. — Henri IV, alors occupé contre les Saxons, promet de faire exécuter les décrets.

Rome et Hongrie. — Grégoire VII écrit au roi Salomon : « Vous avez dû apprendre que la

Hongrie est un domaine de l'Église de Rome. » (28 octobre.)

Rome, Grecs et Turcs. — Le Turc Soliman, arrière-petit-fils de Seldgiouk, envahit l'Asie Mineure, et pousse ses conquêtes jusque dans la Bithynie grecque, à Nicée, où il établit sa résidence. — Grégoire VII, qui espère ramener les Grecs à la suprématie de l'Église romaine, adresse à tous les fidèles une lettre pour les engager à réunir leurs forces contre les Turcs seldjouds en faveur de l'empire d'Orient (1^{er} mars).

1075.

Allemagne. — Henri IV gagne une grande bataille sur les Saxons, près de l'Unstrutt.

Allemagne et Bohême. — Wratislas reçoit de l'empereur, en récompense de secours contre les princes révoltés de l'empire, la haute Lusace.

Perse. — Malek-Schah-Dgéalédin, fils et successeur du Turc seldjoud Alp-Arslan, fait réformer par huit astronomes le calendrier persan. La manière dont les Persans intercalent leur 366^e jour ramène les équinoxes, avec beaucoup d'exactitude, au même point de l'année civile. C'est l'ère persane, dite gélaléenne ou malaléenne : elle est suivie depuis des siècles.

Rome et Russie. — Le prince de Kiev et de Novogorod, dépouillé et chassé pour la seconde fois par ses frères, le prince de Tchernigof et le prince de Pérelaslavl, ne pouvant pas être secouru par le duc de Pologne qui est occupé du côté de la Bohême et de la Hongrie, ni par l'empereur Henri IV, met sa couronne sous la protection du saint-siège. Un bref de Grégoire VII reconnaît le droit héréditaire et transmissible du prince de Kiev à la souveraineté de la Russie, à la condition du serment de fidélité envers le chef de l'Église romaine.

1076.

Allemagne et Rome. — Gré-

goire VII presse Henri IV de faire exécuter les décrets des conciles, et le menace de peines terribles (janvier). Henri IV, dans une assemblée ecclésiastique à Worms, avec le concours des évêques, fait déposer le pape (23 janvier). La première semaine du carême, dans un concile tenu à Rome, Grégoire VII excommunie et dépose Henri IV, et délire ses sujets du serment de fidélité; c'est pour la première fois qu'une pareille sentence est portée contre un souverain. A Oppenheim (septembre), puis à Tribur (octobre), les légats, avec plusieurs seigneurs et évêques d'Allemagne, délibèrent sur l'élection d'un nouveau roi à la place de Henri IV : ils consentent à lui laisser encore la couronne, si, avant l'an expiré de son excommunication, il s'est fait absoudre par le pape.

Espagne. — Le roi de Navarre ayant été tué par son frère, le trône est pris, non par le meurtrier, mais par le roi d'Aragon, au préjudice des enfants de la victime.

Italie. — La comtesse Mathilde, après la mort de sa mère Béatrix, est mise en possession des vastes domaines de son père, Boniface le Pieux : Modène, Reggio, Mantoue, Ferrare, Crémone et Canossa, terres allodiales; marquisat et duché de Toscane, fief d'empire. Elle est déjà veuve à trente ans.

Orient musulman. — Un lieutenant du Turc seldjouide Malek-Shah, au nom du calife de Bagdad, enlève au fatimite d'Égypte Damas, et la basse Syrie; au retour il pille Jérusalem.

1077.

Allemagne et Rome. — L'empereur vient s'humilier à Canossa devant le pape qui ne l'absout qu'aux plus dures conditions (janvier.) Quinze jours après, Henri rompt le traité. Les seigneurs d'Allemagne, réunis à Forcheim en Franconie, élisent à la place de Henri IV le duc

de Souabe, Rodolphe (mars). Le pape s'abstient d'abord, puis envoie des légats en Allemagne pour décider lequel des deux, Henri ou Rodolphe, était le roi légitime. — La grande comtesse Mathilde fait déjà au saint-siège une donation secrète de tous ses biens, sans distinguer des alleux les fiefs qui devaient retourner au suzerain, l'empereur.

Danemark. — L'épreuve par le fer chaud ou par le duel, qu'on employait dans les affaires judiciaires à défaut de témoins, est interdite, et remplacée par le serment.

Espagne. — Le roi de Tolède, Al-Mamoun, qui vient de conquérir Séville, ne jouit pas pendant six mois de sa conquête : sa mort rend aux rois arabes de Séville et de Valence leurs États respectifs. — Sur les réclamations de Grégoire VII, Alphonse VI, roi de Castille et de Léon, consent à payer un tribut annuel au saint-siège. Ses successeurs s'en affranchiront.

France. — Le moine saint Bruno accuse de simonie l'archevêque de Reims, Manassès; le légat du pape, Hugues de Die, dans un concile tenu à Autun, ordonne la suspension du prélat. Ce légat sera pendant cinq ans la terreur des simoniaques.

Italie. — Robert Guiscard enlève Salerne à son beau-frère, le prince lombard Gisulfe. — Les Normands s'enrichissent et se civilisent au contact des Lombards, des Grecs et des Sarrasins d'Orient et d'Afrique, qui fréquentaient le port et les écoles de philosophie et de médecine de Salerne. — Des courses sur les terres de l'Église font excommunier Robert Guiscard et son allié, Richard, comte normand d'Aversa et de Capoue. Richard attaque les Grecs de Naples, Robert les Lombards de Bénévent.

Pologne. — Le duc Boleslas II le Hardi secoue le joug de l'empire et prend le titre de roi.

Pologne et Russie. — Boles-

Isas II oblige les Russes de Kiev et de Novogorod à reprendre leur prince Isiaslaw. Goût de licence et de débauche contracté par les Polonais en Russie.

Russie.—Nestor, moine de Kiev, écrit sa chronique, premier monument de l'histoire russe.

1078.

Allemagne.—Guerre sans résultat entre Henri IV et Rodolphe de Souabe.

Angleterre.—Construction de la tour de Londres, pour tenir en respect les Anglo-Saxons qui sont dépouillés non-seulement de toute charge, mais de toute possession territoriale. — Révolte de Robert : il blesse le roi, son père, au siège de Gerberol.

Angleterre et Écosse.—Le roi Guillaume envoie contre Malcolm qui refusait l'hommage, son fils aîné Robert ; Robert, pour contenir les Écossais, fonde sur la Tyne la ville de Newcastle.

Italie.—La mort de Richard, comte d'Aversa et de Capoue, sauve Naples de la domination normande. Le fils de Richard prend part à une ligue des comtes de la Pouille contre Robert Guiscard.

Russie.—A la mort d'Isiaslaw, prince de Kiev et de Novogorod, la Russie se donne pour souverain, de préférence à ses jeunes fils, son frère le prince de Pérciaslaw, Wsewolod 1^{er}, crée pour eux des apanages.

1079.

Espagne.—Le roi de Séville doit à son vizir Ben-Omar la soumission des royaumes arabes de Murcie et de Malaga, et l'alliance du roi chrétien de Castille, du comte chrétien de Barcelone, du roi musulman de Saragosse.

Pologne.—Insensible aux remontrances de l'évêque de Cracovie,

Boleslas le Hardi est excommunié pour ses mœurs honteuses et pour sa tyrannie. Il tue l'évêque d'un coup de cimeterre, à l'autel.

1080.

Allemagne et Rome.—Rodolphe de Souabe gagne en Saxe une bataille sur Henri IV (27 janvier). Un concile à Rome confirme l'élection de Rodolphe sur laquelle n'avait pas encore prononcé Grégoire VII (7 mars). Une assemblée ecclésiastique, à Brixen dans le Tyrol, dirigée par le cardinal Hugues le Blanc, ennemi de Grégoire VII, composée d'évêques et de seigneurs d'Italie et d'Allemagne, donne la papauté à Guibert, archevêque de Ravenne (25 juin). — Grégoire se rend auprès du Normand Robert Guiscard pour en recevoir l'hommage et lui donner l'investiture, dans l'espoir de l'opposer à Henri IV (29 juin). — Henri IV est vainqueur, à Wolsheim, près de Géra en Thuringe, de Rodolphe de Souabe, qui reçoit une blessure mortelle (octobre). Défaite des troupes de la comtesse Mathilde, alliée du pape, dans le Mantouan.

Angleterre.—Guillaume le Conquérant fait commencer un travail qui dure au moins six ans ; c'est le cadastre général de l'Angleterre proprement dite, sans y comprendre la principauté de Galles, ni les provinces de Northumberland, Cumberland, Westmoreland, et Durham. Ce relevé, qui fut appelé *domesday-book*, indique les districts cultivés, distingue ceux qui sont habités et ceux qui sont déserts, décrit les espèces de services auxquels sont assujettis les habitants non libres, fait connaître l'étendue et le caractère des fiefs, ce que possèdent encore les Anglo-Saxons, quelles propriétés ont les Normands. Dans quelques comtés on précise jusqu'au nombre de têtes de bétail et de ruches. L'original a péri ; le msc. imprimé en 1783 a été formé sur les anc. titres.

Danemark.—Le second fils

naturel de Suénon, Kanut IV le Saint, achève, au commencement de son règne, la conquête du pays idolâtre de Livonie, qu'il avait entreprise du vivant de son frère aîné; il y porte la foi.

Espagne et France. — Le roi de Léon et de Castille épouse Constance, la fille de Robert I^{er}, duc de Bourgogne.

Pologne. — Anathème lancé par Grégoire VII contre Boleslas le Hardi; le royaume est mis en interdit, ses sujets sont déliés du serment de fidélité: le titre de roi est supprimé en Pologne.

1081.

Allemagne et Rome. — Henri IV descend en Italie avec une armée; il ne peut prendre Rome. — Grégoire VII renouvelle la sentence d'excommunication. Les rebelles d'Allemagne opposent à Henri IV un nouveau roi, Hermann de Luxembourg (août).

Empire grec. — Après la chute successive de trois prétendants, Alexis Comnène, neveu d'Isaac qui a régné en 1057, reste seul empereur.

Empire grec et Italie. — Robert Guiscard va combattre les Grecs au delà de l'Adriatique; il enlève Corfou, Butrinto et Valona, sur la terre illyrienne; Durazzo lui résiste quelques mois, défendue par Alexis Comnène en personne.

Espagne. — Les courses du roi de Castille sur les terres de Tolède sont arrêtées par le roi musulman de Badajoz.

Pologne. — Boleslas le Hardi, détesté de ses sujets, agité par ses remords, fuit de la Pologne. — Wladislas, son frère, lui succède, au détriment de son fils; il ne prend que le titre de duc, et reste docile à la cour de Rome.

1082.

Allemagne et Italie. — Craignant une invasion de Henri IV et des Allemands dans la Pouille, Ro-

bert Guiscard, maintenant l'ami du pape, retourne en Italie, et laisse le soin de la guerre d'Orient à son fils Bohémond.

Grecs et Turcs. — Courte suspension des hostilités entre les Grecs et le Turc seldjoucide Soliman. Il ne tarde pas à mettre sous son joug presque toute l'Asie Mineure, excepté Trébizonde. Iconium ou Cogni ville importante de la Lycaonie, deviendra la capitale de sa principauté, et lui donnera son nom.

1084.

Allemagne, Italie et Rome.

— Henri IV est enfin maître de Rome, et s'y fait sacrer empereur par l'anti-pape Guibert. Il assiège Grégoire VII dans le château Saint-Ange; mais le Normand Robert Guiscard vient dégager le pape, et le conduit au palais de Latran, après avoir saccagé Rome. — Grégoire VII, rendu, par les brigandages des Normands, odieux à ses sujets, se retire au mont Cassin, auprès de son fidèle allié, l'abbé Didier, et de là à Salerne, sur la terre normande.

Angleterre. — Nouvelle révolte du fils aîné de Guillaume I^{er}.

France. — Fondation de l'ordre monastique des Chartreux, par saint Bruno.

Grecs et Italie. — Les Vénitiens auxiliaires des Grecs contre les Normands, sont battus avec eux sur mer, et renoncent à leur tentative sur Corfou.

Grecs et Turcs. — Le sultan d'Iconium, Soliman, prend aux Grecs Antioche et Laodicée, en Syrie.

1085.

Afrique et Espagne. — Après quatre ans de guerre, Alphonse VI prend possession de Tolède (25 mai), la repeuple de chrétiens et y établit sa cour. La capitulation souscrite par le dernier roi laisse aux musulmans qui resteront dans la ville leurs mosquées et leurs cadis ou ju-

ges avec la jouissance paisible de leurs biens. Le nouvel archevêque de Tolède s'attribuera bientôt, par un privilège pontifical de l'an 1088, la primatie sur toutes les églises. — Mohammed Ben-Adad, le roi de Séville, invite les princes musulmans de la péninsule, établis à Almería, à Grenade, à Badajoz, à Valence, où règne maintenant le prince qu'Alphonse VI a dépouillé de Tolède, à s'armer pour la foi, contre le roi de Castille, qui assiége Saragosse. Une junte composée des oulémas qui composent le corps des gens de loi, des fakirs ou docteurs, des cadis, attachés aux mosquées métropolitaines de l'Espagne, proclame l'al-djihad, ou guerre sainte, et appelle, pour la diriger, Yousouf, souverain des Almoravides d'Afrique, en Mauritanie, qui cependant reconnaissait la suprématie spirituelle du calife de Bagdad.

Italie. — Grégoire VII meurt à Salerne (mal). Il est le premier qui ait ordonné que le nom de pape ne serait porté que par l'évêque de Rome. L'abbé du mont Cassin, Didier, son ami, lui succède sous le nom de Victor III. — Mort de Robert Guiscard, dans l'île de Céphalénie, pendant la guerre contre les Grecs (17 juillet). — Rivalité entre ses fils qu'il a eus de différents mariages; Bohémond, l'aîné, est réduit à la principauté de Tarente, Otrante et Gallipoli; le second, Roger Borsa, est duc de Calabre et de Pouille. Roger de Sicile, frère de Robert, garde comme auparavant la moitié de la Calabre.

Turcs. — Un frère du grand prince d'Asie Malek-Schah, Touthousch, qu'un meurtre a déjà mis en possession de la sultanie de Damas, attaque, comme allié de l'émir d'Alep en Syrie, le sultan seldjoucide d'Icônium. Soliman pour la première fois est réduit à fuir; de désespoir, il se donne la mort. Son empire est morcelé par les gouverneurs de provinces; sept ans d'anarchie.

1086.

Afrique et Espagne. — L'almoravide d'Afrique, qui a conquis Ceuta et Tanger sur le roi arabe de Malaga, bien accueilli à Algéziras et à Séville, rencontre et bat Alphonse VI entre Badajoz et Mérida, dans la plaine de Zallaka (lieu glissant). Après sa victoire, Yousouf repasse le détroit et laisse aux musulmans d'Espagne le soin d'en recueillir le fruit; une partie des almoravides cependant reste en Espagne.

Allemagne et Bohême. — Dans une diète à Mayence, l'Empereur donne au duc Wratislas le titre de roi de Bohême, avec l'investiture de la Lusace, de la Moravie et de la Silésie; c'est une dignité toute personnelle, qui ne passera pas à ses successeurs.

Danemark. — Kanut IV s'étant obstiné à vouloir établir la dîme en faveur du clergé, périt au milieu d'une révolte, égorgé dans l'église d'Odense (10 juillet); il est honoré comme martyr. Sa veuve, fille de Robert le Frison, comte de Flandre, retourna en Flandre avec son fils.

1087.

Angleterre et France. — Guillaume le Conquérant, outragé par Philippe I^{er}, vient dévaster le Vexin français qui était rentré aux mains du roi depuis 1074, et incendie Mantes. Il meurt peu après en Normandie même, où il sera enseveli. — La Normandie lui doit la fondation de beaucoup d'églises, de monastères et d'écoles. Il lègue l'Angleterre à son second fils, Guillaume II le Roux; l'aîné, Robert Courtois-Heuse, n'obtient que le duché de Normandie. Guillaume le Roux trouvera un précieux conseiller dans son ancien précepteur, l'Italien Lanfranc, devenu primat et archevêque de Cantebury.

Hongrie. — Ladislas I^{er} ajoute à ses États le royaume de Croatie, comme héritier de sa sœur, veuve du dernier roi.

1088.

Afrique et Espagne. — Yousof est rappelé d'Afrique avec ses almoravides contre Alphonse VI de Castille : campagne sans succès ; Yousof quittera l'Espagne.

Allemagne. — La mort de l'anti-roi Hermann de Luxembourg n'afermit pas l'autorité aux mains de Henri IV.

1089.

France. — Beauvais, ville épiscopale, s'érige en commune.

1090.

Afrique et Espagne. — L'almoravide Yousof tente une troisième expédition en Espagne, mais cette fois sans être appelé. Il dévaste le territoire chrétien de Tolède, et va détrôner le roi musulman de Grenade, qui acheva sa vie en Afrique ; il retourne dans sa capitale africaine sans avoir reçu les ambassadeurs des rois de Badajoz et de Séville, qui lui avaient ouvert l'Espagne en 1085.

Espagne. — Alphonse VI, à la persuasion d'un abbé français, légat du saint-siège, substitue, malgré les murmures du clergé et du peuple de Tolède, le rite gallican qui était celui de l'Eglise romaine, au rite toletain ou mosarabique ; vainement les épreuves judiciaires du duel et du feu, appliquées à ce grand débat, avaient donné gain de cause à l'usage national. — Urraque, fille d'Alphonse VI et de Constance qui elle-même est née dans la Bourgogne ducal, est mariée à Raymond, de la maison comitale de Bourgogne.

France. — Le roi soutient le duc de Normandie contre Guillaume II son frère.

Italie et Allemagne. — La comtesse Mathilde, alliée de l'Eglise, qui vient, à quarante-cinq ans, de se remarier avec Welf, le fils du duc de Bavière, petit-fils du marquis d'Este dans l'Italie du nord, est attaquée par Henri IV.

1091.

Afrique et Espagne. — Quatre corps d'armée d'Yousof enlèvent plusieurs royaumes musulmans. Le roi de Séville dont les États sont conquis, emmené captif en Afrique, a pour se consoler l'affection pieuse de ses filles et la culture de la poésie ; le roi d'Almería son ami est mort avant l'occupation de son royaume par les Africains.

Espagne. — Par décision du concile de Léon, Alphonse VI fait renoncer ses sujets à l'usage des caractères gothiques pour les caractères latins, afin de faciliter les rapports de commerce avec les étrangers, les caractères latins étant employés en France et dans les principaux États d'Europe. L'écriture et la langue gothique sont gardées par les Mozarabes.

Orient musulman. — Dans les montagnes de l'Irak-Persique se forme l'abominable secte des Bathéniens ; le nom d'assassins leur vint de leur fondateur Hassan-Sahab, ou mieux du *haschisch*, liqueur enivrante à l'aide de laquelle il fascinait leur imagination et s'assurait leur dévouement absolu : ils font métier d'exécuter à travers tous les périls et quelle que soit la distance, tout commandement de meurtre donné par leur chef, qu'on appellera le Vieux de la montagne. Ils auront une série de princes pendant cent dix-sept ans.

1092.

Afrique et Espagne. — Le royaume de Valence résiste un peu plus longtemps que les autres États musulmans à l'invasion almoravide, avec l'assistance des chrétiens de Castille. Rodrigue Diaz de Bivar, dit le Cid, à la tête des troupes d'Alphonse, défend Valence jusqu'à ce que la trahison ouvre les portes aux Africains : le traître reçoit le gouvernement de la ville.

Empire grec. — L'empereur

Alexis Comnène fait appel aux Occidentaux, et surtout au pape contre les musulmans.

France. — Le roi Philippe I^{er}, marié à Berthe de Hollande, enlève au comte d'Anjou sa femme Bertrade de Montfort, et l'épouse. — Concile de Soissons contre l'hérésie de Roscelin qui soutenait que les universaux, ou idées générales, n'avaient aucune réalité en dehors de notre esprit et n'étaient que des noms ; il appliquait cette doctrine scolastique au mystère de la Trinité. Les *réalistes* tomberont dans l'excès contraire. Cette querelle des *nominaux* et des *réalistes* a passionné tout le moyen âge.

Orient musulman. — L'État seldjoucide d'Iconium, après sept ans d'anarchie, passe dans les mains énergiques de Kilidje-Arslan, fils aîné du sultan Soltan.

Pologne. — Guerre défensive, pendant cinq ans, en même temps contre les Russes, contre les Prussiens idolâtres, et contre les Poméraniens.

1093.

Afrique et Espagne. — Conquête par les almoravides du royaume musulman de Badajoz, qui comprend les places de Silves, de Lisbonne, de Santarem, d'Évora ; Badajoz bien défendue par son roi capitule la dernière. Le roi Ahmeh de Saragosse échappe à la domination africaine.

Allemagne. — Henri IV tient en prison sa seconde femme, princesse de Russie, qu'il a abreuvée d'outrages.

Allemagne et Italie. — Conrad, fils aîné d'Henri IV, se révolte et prend la couronne d'Italie, d'après les conseils de sa tante la comtesse Mathilde ; il aura pour lui le pape, en promettant de renoncer aux investitures ecclésiastiques.

Angleterre. — Après avoir pendant cinq ans rançonné les églises de son royaume, Guillaume le Roux

nomme aux bénéfices vacants ; Anselme, Italien, abbé du Bec en Normandie, est élevé à l'archevêché de Cantorbéry.

Bohême. — Le fils aîné de Wratisslas arrive par la mort de son oncle au trône ducal, dont son père l'avait écarté pour punir ses rébellions. — Un édit sévère contre l'idolâtrie est encore nécessaire.

Écosse. — Le roi Malcolm meurt dans une guerre contre les Anglais. La dignité héréditaire de Steward ou Stuart, qui est analogue à celle de grand général en France, occupée alors par le comte Walter ou Gautier, a commencé l'illustration des Stuarts, qui depuis ont régné en Écosse.

Orient musulman. — Mort du Turc seldjoucide Malek-Schah. Son origine tartare et la férocité de sa tribu contrastent avec son humanité, son gouvernement libéral et éclairé. Bagdad lui doit un magnifique collège où furent réunis tous les savants les plus distingués, surtout en astronomie. — Son fils qui lui succède dans ses immenses états, et dans sa dignité de sultan à Bagdad, n'imité pas ses vertus.

Russie. — La plaine de Kiev est dévastée par les Tartares Polovtsi dont le nouveau duc de Russie, Swiatopolk II, avait outragé les députés.

1094.

Angleterre. — Une assemblée ecclésiastique, tenue par l'ordre du roi, décide que l'archevêque de Cantorbury, saint Anselme, ne peut sans le consentement du roi promettre obéissance ni demander le pallium au pape Urbain II, puisque le prince ne l'a pas encore reconnu.

Espagne. — Le roi d'Aragon et de Navarre, Sanche-Ramirez, est blessé mortellement au siège d'Huesca. Il a fait promettre à son fils Pierre I^{er}, qui lui succède dans les deux royaumes, de continuer le siège ; la ville ne sera prise qu'en

1096. — Valence, prise par le Cid, aidé de toute la noblesse chrétienne, devient sa résidence; un évêché y est fondé.

France. — A Autun, sur les terres du puissant duc de Bourgogne, le légat du saint-siège, Hugues Lyon, tient un concile pour excommunier le roi adultère.

Orient musulman. — Le nouveau calife de Bagdad, Mostadher, pendant un règne d'environ vingt-cinq ans, restera tout à fait étranger aux grandes révolutions qui agitent l'empire des Arabes. — Un frère de Malek-Schah, Toutousch, sultan de Damas, fait la conquête du territoire d'Alep. — Pierre l'Ermite, natif d'Amiens, fait un pèlerinage en Palestine où il est vivement frappé des souffrances des chrétiens.

1095.

Allemagne et Italie. — Welf, le fils du duc de Bavière, divorce d'avec la comtesse Mathilde, et se sépare du parti pontifical.

Danemark. — Les Danois se jettent sur le pays des Vandales idolâtres qui était le repaire des pirates de la Baltique; la principale ville de ces barbares, Wollin, à l'embouchure de l'Oder, est prise et rasée jusqu'aux fondements.

Espagne. — Les Almoravides occupent les îles Baléares qui avaient appartenu aux rois arabes de Valence et de Denia. — Henri, de la maison ducale de Bourgogne, qui est venu avec beaucoup de chevaliers français combattre pour Alphonse VI de Castille, reçoit de lui la main de sa fille naturelle Thérèse, avec la possession des pays entre le bas Minho et le bas Douro, et de tout ce qu'il pourrait conquérir sur les Arabes au sud-ouest.

Hongrie. — Mort du roi Ladislas I^{er} le Saint (juillet): il était célèbre en Europe par ses guerres contre les Valaques, les Russes, les Polonais

et les Bohémiens; il se préparait à aller combattre les Infidèles en Asie.

Rome. — Le concile de Plaisance, où le pape Urbain II réunit deux cents évêques, quatre cents clercs et trente mille laïques, reçoit les plaintes de la reine d'Allemagne contre son mari; renouvelle les sentences rendues contre l'hérésie de Bérenger de Tours, qui est mort depuis 1088; interdit la simonie et le mariage des prêtres; et entend les ambassadeurs grecs qui viennent implorer les peuples de l'Occident contre les Infidèles (mars).

Rome et France. — Urbain II, d'origine française, vient présider le concile de Clermont (novembre): Philippe I^{er} est de nouveau excommunié pour son mariage adultère; Pierre l'Ermite et le pape provoquent l'élan populaire des guerres saintes. — Ceux qui se dévouent à la délivrance du tombeau de Jésus-Christ prennent une croix rouge qu'ils porteront sur l'épaule gauche. La masse du peuple et les chevaliers accueillent la pensée de la première croisade aux cris de: *Dieu le veut*. L'Eglise place les croisés sous la protection de la trêve de Dieu.

Tures. — Toutousch, sultan de Damas et d'Alep, périt dans une bataille contre son neveu Barkiarok, héritier de la vaste puissance de Malek-Schah; ses deux fils se partagent ses principautés.

1096.

Angleterre. — Le duc de Normandie, Robert, qui a pris la croix, engage pour cinq ans son fief, moyennant dix mille marcs, à son frère le roi d'Angleterre.

Allemagne, France, Hongrie et Italie. — Les premières bandes de croisés, composées de masses de peuple indisciplinées, sont conduites séparément par Gauthier sans Avoir, gentilhomme français, par Pierre l'Ermite l'apôtre de la croisade, et par Godescalc, prêtre

du palatinat; elles dévastent sur leur passage la Hongrie, et sont en partie massacrées. L'armée des chevaliers part un peu plus tard, mieux ordonnée, mais sans un chef unique, et partagée au moins en trois corps : aucun des rois de l'Europe n'a pris la croix. Les Français du nord, les Anglais, les Flamands, les Lorrains, traversent l'Allemagne et la Hongrie. Les croisés qui viennent du sud de la France et de l'Italie, surtout les Normands, sous Bohémond, fils de Robert Guiscard, et sous Tancrède, franchissent l'Adriatique, et à travers l'Illyrie, la Thessalie, etc., s'acheminent par terre aussi vers Constantinople, qui est le rendez-vous général. On porte le nombre des croisés à cent mille chevaliers et à six cent mille fantassins. Les Vénitiens équiperont pour la croisade deux cents vaisseaux.

France. — Dans le concile de Nîmes, est confirmé aux moines le droit d'exercer les fonctions de prêtres.

Orient musulman. — Le vizir du calife fatimite d'Égypte enlève aux Turcs ortokides la ville de Jérusalem, qu'ils avaient replacée sous la suzeraineté nominale des califes de Bagdad.

Russie. — Dans la principauté de Tchernigof, les évêques, les abbés, et les principaux bourgeois des villes de Russie, sont réunis en assemblée générale pour rétablir la concorde entre les princes, et, par de nouveaux partages, préciser les droits de chacun. Les guerres recommencent bientôt.

1097

Orient. — Frayeur d'Alexis Comnène à l'approche des croisés : il redoute pour sa capitale leur cupidité et leur ambition; il leur fait promettre, par un serment solennel, de rendre à l'empire d'Orient les terres qu'ils enlèveront aux musulmans. — Leur passage en Asie Mineure : ils attaquent Nicée; deux batailles contre le sultan seïdjouicide d'Iconium, Ki-

lidje-Arsian, et trente-cinq jours de siège. Les Grecs sont remis en possession de cette ville. Les croisés trouvent les armées musulmanes, sur leur route, en Phrygie à Dorylée où ils gagnent une victoire, en Pisidie, en Lycaonie.

1098.

Allemagne. — L'Empereur fait mettre au ban de l'Empire son fils rebelle Conrad, et désigner pour successeur son second fils, Henri, âgé de dix-sept ans.

France. — Le couvent bénédictin de Cîteaux, en Bourgogne, est fondé par saint Robert de Champagne qui avait déjà fondé l'abbaye de Molême.

Italie. — Les marches de Suze et de Turin dont l'Empereur investit Humbert II, seigneur de la Tarentaise, territoire baigné par l'Isère, forment le noyau de la principauté de Savoie-Piémont.

Italie et Sicile. — Roger I^{er}, comte de Sicile, et possesseur de la moitié de la Calabre, aide son cousin Richard, prince de Capoue, à réduire ses sujets lombards révoltés, et en obtient l'hommage. — Le clergé de Sicile détaché, depuis la conquête normande, de la juridiction du patriarche de Constantinople, est replacé par Roger I^{er} sous l'autorité spirituelle de l'Église de Rome. Le pape lui accorde, en retour, pour lui et pour ses successeurs à perpétuité, les pouvoirs de légats apostoliques (juillet).

Orient. — Les croisés emportent d'assaut après sept mois de siège, la grande ville de Syrie, Antioche, qui reste en toute propriété au Normand Bohémond (5 juin). Il ne les suivra pas au siège de Jérusalem. Les troupes envoyées de Bagdad, sous Kerbogath, général du Turc Barkiarok, arrivent trop tard, unies à celles de Damas et d'Alep, elles perdent un grand combat près d'Antioche (28 juin). — Les croisés mettent un an à traverser l'espace qui les sépare de la ville sainte.

—Rivalité et combat, dans le port de Rhodes, des flottes de Venise et de Pise qui faisaient route vers la Palestine.

1099.

Espagne. — Mort du Cid à Valence. — Valence attaquée par les Almoravides a pour défenseurs la veuve du Cid, et Henri de Bourgogne, un des gendres du roi de Castille.

France. — Philippe I^{er} associe son fils Louis à la royauté.

Orient. — Réduits à vingt mille hommes et à quinze cents chevaux, les croisés arrivent devant Jérusalem (7 juin). Trente-neuf jours de siège. Les chrétiens, enfin maîtres de la ville sainte (15 juillet), font expier aux infidèles cette longue résistance. — Les chevaliers élisent un roi qui présidera à la défense et à l'extension de la conquête. Le duc de Basse-Lorraine, Godefroy de Bouillon, préféré à cause de ses vertus héroïques, organise la société féodale de l'Orient : les grands vassaux du baron du Saint-Sépulcre seront le prince d'Antioche, le comte de Tripoli en Phénicie, après la conquête

de 1109, le comte d'Edesse, sur la limite de l'Arménie chrétienne, où est déjà établi Baudouin, frère de Godefroy; avec des arrière-vassaux possesseurs de seigneuries, baronies et marquisats : à mesure que les terres seront enlevées aux musulmans, elles seront converties en fiefs. Les *Assises* de Jérusalem, rédigées en français, sont le code féodal du royaume latin qui durera près de deux siècles. Le roi ne relève que du pape, dont le légat, Daynibert, archevêque de Pise, reçoit le siège patriarcal de Jérusalem. — Deux cent mille musulmans envoyés trop tard par le calife fatimite d'Égypte pour défendre Jérusalem, éprouvent un immense désastre près d'Ascalon au sud-ouest de la ville : exploits de Godefroy de Bouillon et de Robert, duc de Normandie (12 août). La Galilée formera une principauté pour le Normand Tancrede. — Les Vénitiens se montrent dans le port de Jaffa, conquis par les croisés. — La première croisade a été racontée par Anne Comnène, fille de l'empereur Alexis I^{er}. Ses récits ne sont pas plus favorables aux Occidentaux que ne l'a été en tout temps aux croisés la cour de Constantinople.

XII^e SIÈCLE APRÈS J. C.

APERÇU GÉNÉRAL.

L'histoire des croisades et des établissements chrétiens en Orient est liée à celle des chefs musulmans, califes, sultans et émirs, abasides ou turcs; il en est de même des annales byzantines. Quoique les empereurs grecs, séparés de l'Église romaine, et jaloux ou inquiets des conquêtes tentées par les Occidentaux, qu'en Orient on désigne par le nom de Latins, ne prennent pas part directement à ces expéditions, ils se signalent encore par leur perfidie. Les princes catholiques, souverains féodaux d'Antioche, de Jérusalem, de Tripoli, d'Edesse, sont aux prises avec le sultan d'Alep : Edesse tombe

en son pouvoir; Damas résiste aux efforts combinés d'une armée allemande et d'une armée française, conduites chacune par son roi. Le sultan de Damas et d'Alep charge son lieutenant Saladin de la conquête de l'Égypte sur la dynastie des Fatimites, qui a donné en cent soixante-deux ans quatorze califes. Saladin garde l'Égypte pour lui-même, et dépossède aussi la famille de son maître des cantons qu'elle possédait en Syrie. La conquête de Jérusalem, la sagesse de son gouvernement et son humanité lui ont fait une réputation égale à celle des grands rois de l'Occident, Frédéric Barberousse et Philippe-Auguste, qui ont pris les armes pour le combattre. Richard Cœur de Lion, qui fut en Europe un tyran vulgaire, déploie dans sa lutte contre Saladin les qualités brillantes d'un chevalier. La mort de Saladin, signal du démembrement de son empire en trois monarchies, Alep, Damas, Égypte, n'est mise à profit ni par les califes abbassides, qui ont toujours tant de peine à se soutenir, ni par les princes latins, divisés entre eux, qui laissent tout le poids de la guerre aux chevaliers de Saint-Jean et aux nouveaux ordres religieux des Templiers et des Teutons, ni à l'empire grec, incessamment troublé par les factions.

La guerre contre les Turcs seldjoucides de l'Asie Mineure, contre les Turcs patzinacs ou petchenègues au nord-est du Danube, contre les Serviens au nord-ouest, contre les Normands de Sicile dans l'Adriatique et dans la mer Égée, n'empêche pas les luttes sanglantes au sein de la maison impériale des Comnène, qui se perpétue cependant sur le trône de Constantinople.

Les grands États de l'Europe sont moins étrangers les uns aux autres. Les croisades leur créent des intérêts communs. La querelle des investitures, qui se continue sous le nouveau roi d'Allemagne, le parricide Henri V, agite même l'Angleterre : le concile de Reims, tenu en France, prépare la solution que l'Allemagne reçoit de l'assemblée de Worms, que l'Église entière reçoit du premier concile général de Latran, convoqué aux portes de Rome. Le schisme qui naît de la double élection pontificale d'Innocent II et d'Anaclet II partage toute l'Europe : il porte atteinte à la fois à la puissance temporelle et à la puissance spirituelle du saint-siège. Le Normand de Sicile Roger II devient un roi puissant, redoutable même pour son suzerain, l'évêque de Rome, par la réunion de la Pouille et de la Calabre à la Sicile. Arnaud de Brescia, moine austère et éloquent, mais animé de l'esprit révolutionnaire, applique au gouvernement civil de Rome des maximes d'indépendance qu'il tenait peut-être d'Abailard, son maître en théologie et son ami. L'arbitre de la chrétienté, celui dont la sagesse et la fermeté sont invoquées dans toutes

les questions religieuses et politiques, est un moine de France, saint Bernard, issu d'une noble famille de Bourgogne. Pacificateur de l'Italie et de l'Allemagne, défenseur des droits des papes légitimes, mais jamais au détriment des libertés particulières à chaque nation, docteur ardent contre les hérétiques, sermonnaire savant et enthousiaste, habile à manier la langue vulgaire à l'aide de laquelle il fait descendre les vérités de la foi à l'oreille du peuple, prédicateur de la croisade, conseiller des papes et des rois, saint Bernard remplit de son nom trente années du XII^e siècle. Vers le moment où il meurt, les deux grands principes qui sont en rivalité dans le monde, la puissance des rois et celle de l'Église, viennent de se forger de nouvelles armes ; mais ces armes pacifiques ne suffiront pas aux passions avides de combat. La renaissance du droit romain, enseigné par les jurisconsultes de Bologne, avant qu'un manuscrit du *Digeste* de Justinien fût trouvé dans le pillage d'Amalfi, favorisait l'extension de l'autorité des rois, surtout de celle des empereurs. L'Église opposera au droit romain le droit canonique : le recueil du moine Gratien « *Concorde des canons discordants* » devient le texte d'une jurisprudence ecclésiastique fondée sur les maximes de suprématie, que cherchait à appliquer la cour de Rome.

L'honnête et modeste royauté des Capétiens, Louis le Gros et Louis le Jeune, semble bien pâle à côté de la vie turbulente et passionnée des rois d'Angleterre et de Germanie, Henri II Plantagenet et Frédéric de Souabe.

Le pouvoir royal, sous Louis VI, s'est fait aimer en protégeant les faibles : cependant l'établissement des communes, prouvé par les chroniques et les chartes, n'est pas l'œuvre directe du roi ; son intervention, souvent acquise à prix d'argent, se borne à confirmer les privilèges que les transactions avec les seigneurs ou que l'insurrection a valus aux bourgeois. La piété de Louis le Jeune donne une nouvelle force morale à la royauté sans ajouter beaucoup à sa force matérielle.

En Angleterre, la maison de Guillaume le Conquérant se renouvelle : Henri Plantagenet, le fils de Mathilde, qui elle-même n'avait pu garder le trône, possède, au moment où il devient roi, la Normandie, le Maine, l'Anjou, le Poitou et la Guyenne ; il réunit ainsi les droits de son père, de sa mère et de sa femme. La Bretagne, fief de France, et l'Irlande n'auraient sans doute pas été ses seules acquisitions, s'il n'avait entrepris de lutter contre l'Église, si sa force ne s'était brisée contre la résistance inébranlable de l'archevêque Thomas Becket. Thomas, assassiné, devient un martyr : Henri II est réduit à s'humilier devant le tombeau du saint. Ses enfants se ré-

voltent, et il ne laisse en mourant, à l'Angleterre, qu'un fils féroce et un fils lâche : Richard Cœur de Lion et Jean sans Terre. Le jeune roi de France, Philippe Auguste, protège, par politique, les fils contre le père, comme Louis le Jeune a, par piété, protégé l'archevêque contre le roi.

En Allemagne, les commencements de Frédéric Barberousse promettent un heureux règne. Nèveu et successeur de Conrad de Souabe, et par là chef des gibelins, il tient en même temps par les liens du sang à la famille guelfe qui a donné un empereur, Lothaire de Saxe ; il semble destiné à éteindre ou à suspendre les fureurs des deux factions. Lorsqu'il tente de replacer l'Italie sous la domination impériale, il a contre lui le saint-siège, qui n'a plus à craindre Arnaud de Brescia, et les villes lombardes confédérées ; le pape soutient une cause nationale, en se mettant à la tête du parti de l'indépendance italienne. Le règne d'Alexandre III est le plus long et le plus célèbre pontificat du XII^e siècle. Cependant les antipapes, que l'empereur lui oppose pendant vingt-deux ans, affaiblissent l'autorité du chef de l'Église. Les Italiens auraient dû saisir cette occasion de se réunir en un seul corps de nation par les liens d'un gouvernement fédéral : avec une constitution réglée selon les vœux des peuples et l'importance politique de chacun, l'Italie serait demeurée libre. Lorsque Frédéric, après une défaite de ses armées, est forcé de consentir à la paix, la ligue lombarde se dissipe d'elle-même, et les discordes intestines recommencent.

Les papes, les Vénitiens, les Normands n'ont pas les mêmes vues que les autres Italiens. Venise, dont les armes sont victorieuses en Syrie, dans l'archipel, en Calabre, dans le territoire de Padoue, et sur divers points de l'Italie, prétend rester maîtresse de l'Adriatique, au détriment du roi d'Allemagne et des Normands ; elle reçoit dans ses murs Alexandre III, et offre sa médiation pour la paix. Le mariage symbolique de Venise avec la mer est déjà un fait accompli : elle règne sur l'Adriatique et bientôt elle régnera dans l'Archipel ; à l'intérieur, l'aristocratie se constitue, et presque tous les pouvoirs de l'assemblée générale sont donnés à un grand conseil. La race normande, qui règne sur les Deux-Siciles, au milieu des sanglantes intrigues de cour, ne laisse pas convertir en domination réelle la suprématie nominale du saint-siège ; elle persévère dans les traditions chevaleresques qui entraînaient ses princes contre les Grecs d'Orient, aussi bien que contre les Sarrasins de l'Afrique.

Ce beau domaine féodal, peuplé de Normands, de Grecs et de Sarrasins, passe, par un mariage, à la maison de Souabe, qui prétend garder aussi la Toscane, portion de l'héritage de la comtesse

Mathilde au nord des États de l'Église. Le nouveau roi des Deux-Siciles, Henri VI, succède comme empereur à Frédéric Barbe-rousse qui a dépouillé la maison Welf de ses fiefs de Bavière et de Saxe. Ses sept années de règne sont horribles : peu de princes ont été plus durs ; il est surtout le fléau de la Sicile où il fait abhorrer la maison de Souabe. Richard Cœur de Lion, en regard d'un tel contemporain, paraît moins cupide et moins cruel : ses prouesses de Palestine et les lâchetés de son frère Jean sans Terre font ombre à ses vices. Philippe Auguste est le premier prince de l'Europe, à la fin du siècle, en attendant le pape Innocent III. Depuis Alexandre III, qui, pour soustraire l'Église au schisme, a réglé que l'élection d'un pape serait consommée par la réunion des deux tiers des suffrages des cardinaux, la succession de cinq papes en dix-huit ans affaiblit la puissance de la cour de Rome.

Le sud-ouest et le nord-est de l'Europe ne sont plus tout à fait en dehors des destinées communes de la chrétienté. La première partie du siècle est employée, par les chrétiens de l'Espagne, à se constituer à l'intérieur, tout en repoussant les Maures. Saragosse et Lisbonne, enlevées aux infidèles, cette dernière avec le concours d'une armée de croisés, deviennent les capitales des royaumes d'Aragon et de Portugal : ce sont des maisons d'origine bourguignonne qui occupent les trônes de Portugal et de Castille ; les comtes de Barcelone deviennent rois d'Aragon. Le peuple des villes et des campagnes, appelé, comme le clergé et la noblesse, à la guerre sainte sous l'étendard de la foi et de l'indépendance, commence à participer, par ses députés, aux délibérations des cortès, qui forment l'assemblée nationale en Aragon et en Castille. Lorsque les Almohades, fondateurs d'un nouvel empire maure, se jettent sur la péninsule, la création des ordres religieux militaires entretient le zèle des chevaliers : les États chrétiens ne périront pas.

Les peuples du Nord ont de grands rois : la Norvège s'honore du roi Sverre, qui a résisté aux entreprises du clergé, et a peut-être composé quelques écrits ; Valdemar I^{er}, de Danemark, laisse deux codes et acquiert la gloire des combats. La puissance, dans le grand-duché de Russie, se déplace : elle passe de la ville de Kiev à celle de Wladimir, qui est plus loin à l'est, quoique les Russes aient à se défendre contre les Bulgares.

Ce siècle est riche en fondations d'écoles sacrées et profanes ; on compose beaucoup de livres. La théologie n'est plus, autant qu'autrefois, l'élément dominant dans la littérature. Les hérésies de Gilbert de la Porée, qui enseigne que la divinité n'est pas Dieu, mais la forme selon laquelle Dieu est Dieu ; d'Abailard et d'Arnaud de

Brescia, qui attaquent la Trinité; des Vaudois, qui sont à la fois donatistes et iconoclastes; des Albigeois qui y ajoutent le manichéisme, entretiennent l'ardeur des discussions scolastiques. Abailard, si savant, est pourtant bien plus célèbre encore par son amour pour Héloïse et par ses infortunes, que par sa science et ses erreurs. Pierre Lombard, le maître des sentences, est l'auteur du premier traité scolastique de théologie : c'est lui qui a multiplié les divisions et les sous-divisions, étendu l'usage de la synthèse, et propagé l'art syllogistique. Les universaux font fureur dans l'école : la doctrine de Guillaume de Champeaux, réaliste si violemment combattu par Abailard, triomphe. Les entraves de la scolastique ont été secouées par saint Bernard : l'énergie de son âme, la fécondité de son imagination, et l'ardente vivacité de son esprit, eussent été à l'étroit dans les formes du syllogisme.

La littérature profane en langue latine donne les essais philosophiques de Jean de Salisbury, et les livres historiques d'Othon de Freisingen, parent des empereurs de la maison de Souabe. Sous le roi Sverre, le moine Théodrick compose, en latin, une histoire des premiers rois de Norvège, extraite de chroniques islandaises. Hermold et Arnold recueillent, en langue latine, les traditions relatives aux peuples slaves.

Les langues modernes commencent à être employées en vers et en prose : le *Miroir des Rois*, en langue scandinave, attribué au roi norvégien Sverre, est un recueil de maximes et de conseils à l'usage des hommes d'État, des ecclésiastiques et des laboureurs. En Russie, on continue la chronique que le moine Nestor avait écrite en esclavon, peut-être dans le siècle précédent.

Le XII^e siècle fournit de très-riches collections d'épîtres : celles d'Abailard, de Suger, de saint Bernard, de Jean de Salisbury, de Pierre le Vénérable, abbé de Cluny, sont utiles par les documents qu'elles renferment, et la forme littéraire n'en est pas à dédaigner.

Dans les pays occidentaux, l'idiome roman, ou latin rustique, premier élément du français, de l'italien, de l'espagnol et du portugais se perpétue par les chants des troubadours.

Les trouvères essayent de former la poésie française proprement dite; la même langue sert aux poètes de la Normandie et à ceux de la Bretagne insulaire. Le plus célèbre est maître Robert Wace, clerc de Caen, né dans l'île de Jersey : il emprunta à une chronique en prose latine le sujet de son *Roman du Brut* ou *Brutus*, chronique rimée en vers romans de huit syllabes, histoire chevaleresque des rois de la Grande-Bretagne, depuis la guerre de Troie jusqu'en 680 de Jésus-Christ; le principal héros est le Cambrien Arthur qui a in-

situé la Table ronde où sont admis les chevaliers de tous les pays, Ivain, Merlin, Lancelot, etc. Son autre poème, le *Roman de Rou* ou *Rollon*, donne l'histoire des ducs de Normandie depuis Rollon jusqu'à la seizième année de Henri II Plantagenet. Chrétien de Troves, un des plus féconds trouvères, dans son poème du *Chevalier au Lion*, consacré à la gloire d'Ivain ou Owen, imite un barde breton du Clamorgan qui vivait au commencement du siècle ; mais l'énergie et la vérité native du conte gallois disparaissent sous les idées plus raffinées et le langage descriptif du conteur français. A ce siècle appartient la première version en prose française du roman de *Lancelot du Lac*, un des douze chevaliers de la Table ronde, qui avait été primitivement écrit en latin. Peu de gens entendaient le latin, excepté dans les monastères : « Y a plus laïz (laïques) que lettrés » dit un trouvère aussi les poètes pour avoir des auditeurs et des lecteurs écrivaient en roman. Les mœurs féodales sont peintes avec une grande énergie dans une *Chanson de Geste* en langue romane, le *Roman des Loherains*, épopée en trois branches, qui représente la lutte de la race lorraine, c'est-à-dire teutonique, contre la race arlésienne, c'est-à-dire française : dans le poème, la race française est vaincue. On aime à chanter, en les transformant, les temps de Charlemagne ; le héros des Teutons partage la sympathie des poètes avec le Breton Arthur, et avec Alexandre le Grand, dont les romanciers feront aussi un chevalier entouré de douze pairs. Les romans de Charlemagne reposent sur l'hypothèse d'une expédition de ce prince en Palestine : les plus vieux manuscrits de la chronique de Turpin, qui leur sert de base commune, sont du temps de Philippe I^{er} ou de Louis le Gros. Dans les romans de chevalerie, écrits en latin et en français, en vers et en prose, il est difficile de distinguer les textes et les versions, les originaux et les copies. (Voir Demogeot, *Histoire de la Littérature française*.)

Ces romans, si répandus et si multipliés dans le XII^e et dans le XIII^e siècle, ont aidé au mouvement des croisades, expéditions où la réalité est souvent si voisine du roman. Alors s'établissent des liens étroits entre la dévotion, la galanterie et la bravoure, et, de ces trois éléments, se composent les mœurs chevaleresques qui devinrent les mœurs de l'Europe. Plusieurs pays ont eu, comme la France, une littérature à l'usage de cette dévotion galante et guerrière.

La littérature grecque produit encore quelques ouvrages importants : Suidas compile un vocabulaire ; l'archevêque Eustathe des scolies sur l'Iliade et l'Odyssée. Le plus célèbre des monuments d'histoire byzantine, qui finit le dernier siècle et ouvre celui-ci, est la vie d'Alexis Comnène, l'*Alexiade*, racontée par sa fille Anne Com-

nène. Ce livre, écrit avec soin, donne des croisés une opinion moins favorable que les récits des Occidentaux.

La littérature rabbinique se ranime par des travaux savants : l'Israélite Benjamin de Tudéla en Navarre donne une intéressante relation de voyages ; dans ce genre, l'Arabe Edris, qui a vécu à la cour du Normand Roger II de Sicile, est bien supérieur.

Chez les Arabes, l'Espagnol Averrhoès, homme de bien, ami de la vérité, philosophe et médecin, étudie Galien et commente Aristote, qu'il connaissait par une version arabe, faite elle-même sur une traduction syriaque.

Les Scandinaves sont, avec les Arabes, le peuple qui a le plus aimé les récits historiques. Les rois et les héros du Nord se faisaient lire, par des savants islandais, les *Sagas*, biographies de guerriers, qui semblent postérieurs aux Eddas.

CHRONOLOGIE.

1100.

Angleterre. — La mort de Guillaume II le Roux, avant le retour de Robert de Normandie, permet au troisième fils de Guillaume le Conquérant, Henri I^{er} Beau-Clerc ou le Savant, de prendre la couronne. Le nouveau roi s'attache la population anglo-saxonne, rétablit les lois d'Edouard, et rend même aux églises leurs privilèges. Il épouse la fille du roi d'Ecosse, Malcolm III, qui est mort depuis sept ans.

Bohême. — Après la mort du fils aîné de Wratlas, plusieurs règnes sont remplis de troubles et de divisions entre les frères et les cousins des ducs de Bohême. Intervention des empereurs et des ducs de Pologne.

Italie. — L'école de Salerne publie un fameux ouvrage de médecine, recueil d'aphorismes en vers latins, dédié à Robert, fils de Guillaume le Conquérant, que les médecins de l'école avaient soigné d'une blessure empoisonnée, au retour du siège de Jérusalem. La dédicace lui donne le titre de roi d'Angleterre, parce qu'en effet il devait l'être à la mort de son frère Guillaume le Roux. — C'est le travail de toute l'école, sur-

tout de Jean de Milan ; il en reste moins de quatre cents vers.

Orient chrétien. — Mort de Godefroy de Bouillon, à quarante ans ; l'élection fait roi son frère Baudouin I^{er}, qui renonce au comté d'Édesse, pour le trône de Jérusalem. — Les Génois viennent commencer leur fortune commerciale dans le Levant : vingt-huit galères et six vaisseaux abordent au port de Laodicée en Syrie. — Un Français du Hainaut, Gérard d'Avesnes, est le premier prévôt des Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem, qui se chargeaient d'abord de soigner les pèlerins malades, et qui bientôt s'attribuèrent l'office de les défendre contre les musulmans, sur les routes qui menaient à la ville sainte.

1101.

Allemagne. — Mort de Conrad, fils rebelle d'Henri IV.

Orient. — Le sultan seldjoucide d'Iconium, Kilidge-Arslan, arrête à l'entrée de l'Asie Mineure trois armées de croisés français qui venaient défendre le royaume latin de Palestine.

1102.

Angleterre. — Les investitures ecclésiastiques sont cause d'un débat

entre le roi et Anselme, archevêque de Canterbury

Espagne. — Valence, si difficile à garder à cause de la distance qui la sépare des grandes villes chrétiennes de Castille, tombe au pouvoir des Almoravides.

France. — Saint-Quentin devient une ville de commune, après une transaction avec le comte de Vermandois.

Italie. — La comtesse Mathilde fait une donation formelle de tous ses biens au saint-siège (17 novembre).

Pologne. — Mort du duc Wladislas I^{er}. Le partage de la Pologne en gouvernements, qui date de son règne, a été une cause d'anarchie féodale.

1103.

Afrique et Espagne. — L'almoravide Yousouf vient avec ses deux fils visiter ses États d'Espagne, et fait reconnaître pour son successeur son fils Ali.

Danemark. — Le roi Éric III meurt dans l'île de Chypre sur la route de la terre sainte. — Sous Éric III les Églises des trois royaumes du Nord sont soustraites à l'autorité métropolitaine de Brême; avec le consentement du pape Pascal II, qu'Éric était allé solliciter en personne, elles choisissent pour métropole Lunden, ville de Scanie, au sud de la péninsule scandinave.

Orient chrétien. — Le prince latin d'Antioche, Bohémond, est en guerre avec les Grecs de Constantinople, auxquels il ne veut pas rendre les villes de Syrie; il emploiera tout à tour la marine de Pise et celle de Gènes.

Orient musulman. — La mort du Turc seldjouide Barkiarok, à trente-quatre ans, décide le démembrement de ses vastes états, mais ne profite pas au calife de Bagdad.

1104.

Espagne. — Le roi d'Aragon,

Pierre I^{er}, qui meurt en 1104, a aboli la cérémonie du serment que les rois prêtaient, tête nue, aux pieds du grand justicier : pendant qu'ils le prononçaient, une épée nue leur était appliquée contre la poitrine.

France. — Une assemblée ecclésiastique, composée des prélats des trois provinces de Tours, de Sens, et de Reims, avec le consentement du pape, donne l'absolution au roi Philippe I^{er} et à Bertrade, à la condition qu'ils se séparent.

Orient. — Le second roi de Jérusalem, Baudouin I^{er}, avec le concours de soixante et dix vaisseaux génois, enlève Ptolémaïs, ou Saint-Jean d'Acre, aux musulmans de la Palestine.

Orient musulman. — L'importante sultanie de Damas est prise par un général du fils de Toutousch, qui l'occupera pendant vingt-trois ans avec honneur.

1105.

Allemagne. — Le jeune Henri, âgé de vingt-trois ans, prend aussi les armes contre son père avec le concours de la noblesse de la Bavière, et avec l'assentiment du pape Pascal II. Rencontre des deux armées sur la rivière de Regen, près de Ratisbonne; elles ne veulent pas combattre (août). A Coblenz, en treuve du père et du fils (décembre). L'empereur, se rendant vers Mayence pour une conférence, est enfermé dans un château, forcé de rendre les ornements impériaux, et traîné, après Noël, à la diète d'Ingelheim, où il est à la merci à la fois de son fils et du légat.

Angleterre. — Le roi Henri Beau-Clerc, se prévalant des plaintes d'une partie des Normands et encouragé par le pape, entreprend la conquête de la Normandie, apanage de son frère aîné Robert.

Danemark et Slaves. — Le trône de Danemark, après deux ans

d'Interpègne, est donné au frère d'Éric I^{er}, cinquième fils naturel de Suénon II, Nicolas. — Un neveu d'Éric I^{er} règne sur les Vandales; son fils, Pierre Kanut, est duc de Sleswick et roi des Obotrites, ou Slaves occidentaux.

Orient chrétien. — Les Génois se font céder le tiers de quelques-unes des places qu'ils ont aidé les princes de Jérusalem et d'Antioche à conquérir.

1106.

Afrique et Espagne. — L'almoravide Yousouf meurt à l'âge de cent ans, à Maroc. Son successeur, Ali, se fait immédiatement prêter serment par les autorités musulmanes d'Espagne.

Allemagne. — Après avoir échappé aux embûches de son fils, Henri IV cherche asile à Cologne et à Liège; il tente encore la fortune des armes, mais il est battu et reste sans ressources. Une comète, vue en Allemagne, est regardée comme l'annonce de sa mort. Il meurt à Liège dans la misère (7 août). Son corps, inhumé avec pompe dans la cathédrale, en fut tiré par l'ordre de la cour de Rome, et resta sans sépulture à cause de son excommunication; il ne sera porté que plus tard à Spire, où il restera encore près de deux ans avant d'être déposé dans le caveau de ses ancêtres.

Angleterre. — Le roi Henri I^{er}, vainqueur à Tinchebray, à l'est d'Avranches, de son frère Robert, qui est fait prisonnier, réunit le titre de duc de Normandie à celui de roi d'Angleterre, et devient un vassal redoutable pour le roi de France (27 septembre).

France. — Robert d'Arbrisselles obtient la confirmation pontificale pour l'ordre bénédictin de Fontevrault, qu'il a fondé dans l'Anjou en 1099 pour des religieux et pour des religieuses.

Orient chrétien. — Le Normand Bohémond a quitté sa principauté

d'Antioche pour venir solliciter en Occident des secours aussi bien contre les Grecs que contre les musulmans.

1107.

Slaves. — A la mort du roi des Slaves ou Vénètes idolâtres, ses États de Poméranie sont partagés entre ses quatre fils. L'un d'eux commence les travaux de Dantzick, à l'embouchure de la Vistule. Son gendre, maître de l'île de Rugen, est arrêté dans la construction de Lubeck par les vandales du Mecklembourg.

Turcs. — La mort de Kilidge-Arslan livre les États seldjoucides d'Iconium à un prince incapable de les défendre contre l'anarchie et contre l'invasion étrangère.

1108.

Espagne. — Désastre de l'armée castillane contre les almoravides : l'infant, fils d'Alfonse VI, et son gendre, le mari d'Urraque, périssent dans le combat livré près d'Uclés, entre Toïède et Cuença.

France. — Aussitôt après la mort de son père, le roi Louis VI, surnommé tour à tour le Batailleur, l'Éveillé et le Gros, recommence la guerre contre les seigneurs du duché de France, bien des fois déjà attaqués par lui du vivant de Philippe I^{er}.

1109.

Allemagne. — Le mariage du duc Boleslas III avec une fille de l'empereur Henri IV réconcilie l'empire et la Pologne.

Angleterre. — Le roi d'Angleterre donne sa fille Mathilde en fiançailles à l'empereur Henri V; il lui fait une dot, suivant l'usage féodal, par un impôt levé sur tous les possesseurs de terre.

Angleterre et France. — Le château de Gisors, sur la limite du Vexin normand et du Vexin français, est l'occasion de la guerre entre le roi d'Angleterre et Louis le Gros

qui revendique la Normandie pour Guillaume Cliton, fils de Robert. Louis VI a en même temps la guerre avec son frère Philippe de Mantes, avec le seigneur de Montmorency, et celui du Puiset au sud de Paris.

Espagne. — Les Almoravides inquiètent le roi musulman de Saragosse, et occupent son territoire sous prétexte de le protéger contre les chrétiens. — Mort d'Alphonse VI, roi de Léon, de Castille et de Galice; sa fille Urraque lui succède. Elle est mariée à Alphonse le Batailleur, roi d'Aragon et de Navarre, son parent, mais elle prétend être souveraine dans ses États, et elle ne sera pas longtemps fidèle à son second époux.

Orient. — Tripoli, conquise par les chrétiens, forme une principauté pour le fils de Raymond, comte de Saint-Gilles et de Toulouse. Le roi Baudouin I^{er} réunit au royaume de Jérusalem Béryte et bientôt Sidon.

1110.

Empire d'Allemagne, Italie et Rome. — Le pape, soutenu des Normands d'Italie, proteste contre les prétentions de Henri V à garder les investitures. La noblesse romaine promet de le défendre contre les Allemands.

Empire grec. — L'auteur d'une secte nouvelle en Orient, les Bogomites, espèce de manichéens, est brûlé à Constantinople.

Espagne. — Le roi d'Aragon bat les Arabes de Saragosse, près de Tudéla; le roi Ahmed est tué.

1111.

Empire d'Allemagne, Italie et Rome. — L'empereur, venu en Italie avec une armée, impose au pape Pascal II une convention qui résout le débat de l'investiture au détriment du clergé: les membres de l'Église abandonneront les biens et les avantages temporels qu'ils doivent à

l'investiture donnée par les princes, pour que l'Église soit affranchie de toute dépendance à l'égard du pouvoir temporel (février). La présence de Henri V à Rome est la cause de tumultes sanglants; le pape, fait prisonnier, est forcé de lui accorder le droit d'investiture (avril). Quelques jours après, il le couronne empereur. — Les Normands de Capoue viennent trop tard pour protéger le pape.

Espagne. — Alphonse le Batailleur, roi d'Aragon et de Navarre, répudie Urraque, sans vouloir renoncer aux États de Léon, de Castille et de Galice.

France. — Établissement des communes de Laon et d'Amiens; l'évêque de Laon sera assassiné, l'année suivante, dans une sédition.

Italie. — Amédée II reçoit de Henri V, lors de son retour d'Italie, la dignité de comte de l'empire. Il est le premier comte de Savoie.

Orient. — Le Normand Tancrede, prince latin de Galilée, tuteur de son neveu le jeune Bohémond II, prince d'Antioche, ne sauve cette ville d'une attaque de cent mille Turcs qu'avec le secours de Baudouin I^{er}, roi de Jérusalem, et du comte de Tripoli.

1112.

Empire d'Allemagne et Rome. — Les décisions du concile de Latran, qui révoque le privilège accordé à Henri V par Pascal II, renouvellent les querelles entre le sacerdoce et l'empire; des évêques et des seigneurs allemands y prennent part contre Henri.

Espagne. — Guerre entre les époux divorcés, la reine de Castille et le roi d'Aragon. — Le comte de Portugal meurt en conduisant des secours à Urraque, sa belle-sœur.

1113.

Orient chrétien. — Pascal II

confirme les statuts de l'ordre religieux et militaire fondé par Gérard l'an 1100, sous le nom d'Hôpital de Saint-Jean de Jérusalem (février). Les maîtres de l'ordre seront élus par les frères. Les privilèges pontificaux sont étendus à tous les établissements que les hospitaliers pourront créer sous la même règle, même en dehors de la Palestine et de l'Asie. Ils en ont déjà en Italie.

Russie.—Mort de Swiatopolk II à Kiev. Il a maintenu la paix au dedans et au dehors. Sous son règne, les juifs se sont emparés du commerce de la Russie, et par l'usure se sont acquis d'immenses richesses. — Le trône est donné au fils de Wswołod I^{er}, Wladimir, de la branche ducal établie à Pérélaslawl depuis 1066. Réaction sanglante du peuple contre les juifs que le nouveau prince sauve à grand'peine de la mort, en les bannissant à perpétuité. Expéditions fréquentes sous Wladimir contre les Tchoudes de Livonie, et contre les Tartares Polovtsi.

1114.

Allemagne et Angleterre.—Mariage décidé entre l'empereur Henri V et Mathilde, fille très jeune du roi Henri I^{er}.

Espagne. — Un concile casse le mariage d'Urraque et d'Alphonse. Urraque gouverne la Castille au nom d'un fils mineur.

France. — Saint Bernard, d'une famille noble de Bourgogne, a quitté le monastère de Cîteaux pour fonder l'abbaye de Clairvaux dans la vallée d'Absinthe en Champagne.

1115.

Italie. — Mort de la comtesse Mathilde; elle avait fait don de tous ses biens au saint-siège. Henri V prétend à la succession des fiefs comme chef de l'empire, à celle des alleux comme plus proche héritier. Lucques et Pise qui faisaient partie de ces biens vont devenir indépendantes.

1116.

Empire d'Allemagne et Italie. — La guerre au sujet de l'héritage de la comtesse Mathilde appelle encore Henri V en Italie.

Espagne. — Le roi musulman de Saragosse, menacé par Alphonse le Batailleur, aime mieux une transaction honteuse avec les chrétiens que l'intervention perfide des Almoravides; mais les habitants de Saragosse appellent malgré lui le gouverneur almoravide de Valence. La lutte s'engage alors entre les Africains et les Aragonais.

France. — Établissement de la commune de Soissons.

1117.

Empire d'Allemagne et Rome.—Pascal II sort de Rome à l'approche de Henri V, qui reçoit pour la seconde fois, mais d'un prélat schismatique, la couronne impériale.

Turcs.—L'usurpation du second fils de Kilidge-Arslan sur son frère aîné donne un chef intelligent à l'État seldjoucide d'Iconium, qui pourra tenir tête aux Grecs.

1118.

Empire d'Allemagne et Rome.—La mort de Pascal II n'interrompt pas la guerre du sacerdoce et de l'empire.

Espagne. — Alphonse le Batailleur assiège et prend Saragosse, qui n'a pas reçu à temps les secours des Almoravides, et dont il fait sa capitale.

Orient chrétien. — Le Champenois Hugues des Payens fonde, avec d'autres gentilshommes, un nouvel ordre de religieux militaires, consacrés à la défense de la terre sainte; on les appellera Chevaliers du Temple. — La mort de Baudouin I^{er} fait passer le trône de Jérusalem à Baudouin du Bourg, comte d'Edesse.

1119.

Angleterre et France. — Bataille de Brenneville, entre les chevaliers des deux rois; trois seulement sont tués (août). Les chevaliers, couverts de fer de la tête aux pieds, étaient à peu près impénétrables aux traits. Les troupes de quelques-unes des communes nouvelles, que protégeait le roi de France, s'étaient réunies pour ce combat.

France et Rome. — Le concile de Reims, présidé par le pape Calixte II, excommunie l'empereur Henri V, et fait des canons contre la simonie et le mariage des prêtres, et pour la trêve de Dieu. — A Gisors, le pape réconcilie Henri I^{er} Beau-Clerc et Louis VI le Gros; mais il ne peut faire accepter à Henri ses décrets contre les investitures.

Gênes et Pise. — Commencement d'une guerre de treize ans entre les Génois et les Pisans au sujet de la Corse que les Génois avaient depuis le XI^e siècle enlevée aux Sarrasins. Un décret pontifical venait de soumettre les églises de la Corse à l'archevêché de Pise.

Orient. — Les sultans d'Alep et de Damas sont vainqueurs du régent latin d'Antioche, dont la mort sera vengée par le roi de Jérusalem et par le comte de Tripoli.

1120.

Empire grec. — L'empereur Jean Comnène, fils et successeur d'Alexis I^{er}, opposera une résistance glorieuse aux Turcs seldjoucides en Orient; aux Turcs patzinaces ou petchenègues qui sont entrés par le Danube dans la Thrace, et aux Triballes ou Serviens, dans le bassin du Danube.

France. — Premières lettres royales de *committimus* (12 avril): par ces lettres, le roi confère à l'abbé de Tiron le droit de se soustraire à ses juges ordoïnares, et de faire évoquer sa cause par-devant le tribunal royal.

1121.

Afrique, Espagne. — L'indiscipline et les excès des troupes almoravides, en garnison à Cordoue, font éclater une sédition qui exige la présence du roi de Maroc avec une armée formidable. Soumission des rebelles. En Afrique même, dans la province de Soûs, éclate la première révolte d'Al-Mahdy qui doit fonder sur la ruine des Almoravides la dynastie des Almohades.

Orient musulman. — Le calife fatimite d'Égypte a recours à deux sectaires bathéniens, dits assassins, pour faire tuer son ministre qui exerce depuis vingt ans tous les droits de la souveraineté, le vizir Afdhal. Lui-même sera assassiné. — Mort à Bassorah du conteur Hariz.

Scandinaves. — Un évêque, Éric, se rend du Groënland au Vinland, terre découverte depuis vingt ans, dans l'Amérique septentrionale, pour prêcher la foi à ses compatriotes encore païens.

1122.

Empire d'Allemagne et Rome. — Le concordat de Worms suspend la guerre du sacerdoce et de l'empire: Callixte II laisse les investitures à Henri V; seulement le prince ne les conférera plus par la crosse et par l'anneau, qui sont les signes du pouvoir ecclésiastique, mais par le sceptre, symbole de l'autorité temporelle. L'empereur conserve le droit de donner les régales, droits de justice, de monnaie, de péage, etc.

France. — Le philosophe breton Abailard, amant malheureux d'Héloïse, est condamné par le concile de Soissons pour son *Traité hérétique sur la Trinité*.

1123.

Orient chrétien. — A la sollicitation de Baudouin II, roi de Jérusalem, le doge Dominique Michell conduit une flotte considérable en

Palestine : première victoire près de Jaffa.

Rome. — Le dixième concile général, le premier tenu en Occident, à Latran, près de Rome, confirme les principales décisions des autres conciles généraux.

1124.

Allemagne et France. — A l'instigation du roi d'Angleterre, l'empereur Henri V, son gendre, prépare une invasion dans la Champagne. Élan patriotique de la chevalerie et des milices communales, réunies sous l'oriflamme de saint Denis, que les comtes de Vexin portaient comme avoués de l'abbaye, et que le roi porte à ce titre.

Orient et Venise. — Les Vénitiens avec leur doge contribuent à la conquête de Tyr, qui succombe malgré les efforts du sultan de Damas. Le tiers de la ville leur est cédé par le roi de Jérusalem; les privilèges que leur a accordés Baudouin I^{er} sont confirmés. Le commerce du Levant est en leurs mains.

Slaves. — Conversion d'un chef slave de la Poméranie; il fonde un évêché à Julin ou Wollin, qui devint une des grandes villes commerçantes du Nord.

1125.

Allemagne. — Après la mort de Henri V sans enfant, Lothaire II, duc de Saxe, qui lui a été longtemps hostile, est élu; les ducs de Franconie et de Souabe, neveux de Henri V, agitent le royaume par leurs révoltes.

Espagne. — Le roi de Maroc arrache à leur pays les chrétiens des villes qu'il a conquises au nord, et les transplante dans le sud de l'Andalousie, et même en Afrique.

France. — Le comte de Blois, qui possédait déjà le comté de Chartres et de Brié, devient comte de Champagne.

1126.

Bohême. — Sobieslas, cinquième

fils de Wratislas, met fin aux guerres de succession qui durent depuis vingt-six ans; il est reconnu par tous les Bohémiens après la mort d'un dernier prétendant, le prince de Moravie. Le roi de Germanie, Lothaire II, lui donne l'investiture de la Bohême. — Il publie des lois.

Danemark et Slaves. — Le prince des Vandales arme contre son oncle, le roi de Danemark, que soutient le duc de Slesvig, roi des Obotrites. Le prince slave de Rugen détruit Lubeck et fonde une ville de son nom, Ratzebourg.

Espagne. — Le roi d'Aragon Alphonse attaque les Almoravides; appelé par les populations chrétiennes, il s'aventure jusqu'aux environs de Grenade, court le pays pendant quinze mois et gagne le surnom de Batailleur. — Alphonse-Raymond VII à vingt ans commence à régner en Castille, après la mort de sa mère Urraque.

France. — Louis le Gros, qu'on avait aussi appelé le Batailleur, va exercer son droit de suzeraineté contre le comte d'Auvergne qu'il avait déjà combattu en 1121.

1127.

Angleterre. — Le roi, qui a perdu depuis sept ans son fils unique, fait reconnaître pour son héritière Mathilde sa fille, veuve sans enfant de l'empereur Henri V.

France. — Louis le Gros punit les meurtriers du comte de Flandre, Charles le Bon, et dispose du comté en faveur de Guillaume Cliton, qu'il n'a pu faire rentrer dans son héritage de Normandie. Guillaume en jouira à peine pendant un an.

Italie et Sicile. — La mort du duc de Pouille et de Calabre, petit-fils de Robert Guiscard, livre l'État normand d'Italie au neveu de Robert, Roger II, grand comte de Calabre et de Sicile. Pour en prendre possession, Roger II est forcé de combattre pendant un an le pape, suzerain de

la Pouille, qui soulève contre lui le comte normand de Capoue et plusieurs seigneurs.

Orient musulman.—Les lieutenants des sultans turcs, désignés sous le nom d'atabeks, ou pères du peuple, forment des dynasties indépendantes, surtout dans l'Irak-Arabi, dans l'Aderbaidjan ou Médie, dans le Farsistan ou Perse, et dans le Laristan sur les côtes du golfe Persique. Zenghi est mis en possession de la dignité d'atabek à Mossoul; il dépendra du Turc seldjoucide, qui est maître des régions centrales de l'Asie comprises sous le nom d'Iran.

1128.

Empire d'Allemagne et Italie.—Conrad de Franconie, neveu de Henri V, malgré Lothaire II et le pape, se fait couronner roi des Romains en Lombardie.

Espagne.—Le roi de Castille épouse la fille du comte de Barcelone.

Italie et Sicile.—Le pape se décide à donner l'investiture du duché de Pouille et de Calabre, même de celui de Naples qui appartient encore aux Grecs, à Roger II de Sicile.

Orient chrétien.—La règle monastique et militaire des chevaliers du Temple est approuvée par le pape dans un concile tenu à Troyes en présence du fondateur, Hugues des Payens. Les frères de l'ordre portent l'habit blanc et la croix rouge. Les maîtres sont élus par les frères. L'institut acquiert bientôt des établissements hors de la Palestine, surtout dans les Pays-Bas.

Orient musulman.—Zenghi, atabek de Mossoul, s'empare d'Alep.

1129.

Angleterre.—Matthieu de Malibode d'Angleterre l'empereur, avec Geoffroy Plantagenet, comte d'Anjou.

Italie.—Le prince normand de Capoue, Robert II, se fait l'hommelle de Roger II, comte de Sicile, de Pouille et de Calabre.

1130.

Rome.—Le pape Innocent II, chassé de Rome par son rival Anaclet II, trouve asile en France. Assemblée d'Etampes en sa faveur. L'influence de saint Bernard, abbé de Clairvaux, lui conquiert une partie de la chrétienté.

Sicile.—Le Normand Roger se fait donner par son beau-frère, l'antipape Anaclet, le titre de roi de Sicile, avec la suzeraineté sur la principauté de Capoue et sur le duché grec de Naples. Il se fait couronner dans Palerme.

1131.

Danemark.—Le meurtre du duc de Slesvig, roi des Obotrites, commis par le fils du roi danois Nicolas, dont il était le bienfaiteur et le parent, allume une guerre sanglante qui se complique par la rivalité des deux frères du duc et par l'intervention du roi de Germanie.

Espagne.—Alphonse le Battailleur, étant sans enfant, fait un testament pour léguer ses royaumes d'Aragon et de Navarre aux ordres militaires de Saint-Jean de Jérusalem et du Temple; le testament ne s'exécute pas. — A la suite d'une courte guerre, le jeune comte de Portugal, Alphonse, est déclaré indépendant de la couronne de Castille. Le légat du pape, médiateur, obtient du comte un tribut pour le saint-siège.

France.—Le pape, pendant le concile de Reims, couronne à l'avance le fils de Louis le Gros.

Italie et Sicile.—Le duc grec de Naples se soumet à la suzeraineté du roi normand de Sicile; mais beaucoup de villes et de seigneurs de l'Italie méridionale résistent pendant plusieurs années, avec la pro-

tection du prince normand de Capoue, d'Innocent II et de Lothaire II.

Orient chrétien. — Un prince de la maison d'Anjou, Foulques, succède à son beau-père, Baudouin II, dans la royauté périlleuse de Jérusalem. — Le Normand Bohémond II prince latin d'Antioche, périt à vingt-quatre ans, dans une action contre les troupes de l'atabek de Mossoul et d'Alep, Zenghi.

Orient musulman. — Le calife de Bagdad bat Zenghi sur les bords du Tigre.

1132.

Allemagne et Italie. — Lothaire II combat en Italie Conrad de Franconie, son compétiteur, et le force de repasser les Alpes.

Gênes et Pise. — Innocent II concilie le différend ecclésiastique qui s'est élevé en Corse et qui est le prétexte de la longue guerre entre Gênes et Pise. L'église de Gênes, érigée en métropole, aura pour suffragants deux évêques de l'île; les trois autres restent à l'archevêque de Pise.

Orient musulman. — Le calife de Bagdad assiège inutilement Mossoul, place forte de Zenghi.

1133.

Allemagne. — Mort d'Adolphe, premier comte du Holstein, où il avait appelé des Flamands, des Frisons, des Westphaliens et des Vénèdes.

Empire d'Allemagne, Italie et Rome. — Lothaire II, en recevant la couronne impériale des mains d'Innocent II, qu'il a ramené à Rome, promet de défendre l'Eglise et de conserver les biens du saint-siège. La faction d'Anaclet occupe encore une partie de la ville. L'empereur donne au duc de Bavière, de la maison d'Este, Henri le Superbe, son gendre, le comté de Spolète et le duché de Toscane, dont le pape le laisse disposer moyennant un tribut.

1134.

Allemagne. — Albert I^{er} l'Ours obtient de l'empereur Lothaire le margraviat de Brandebourg, qui restera à sa famille jusqu'en 1320.

Danemark. — Le roi Nicolas étant venu chercher asile dans le pays de Slesvig; les habitants qui vénéraient comme un martyr Pierre Kanut, leur prince, tué de la main du fils du roi, le massacrent.

Espagne. — Alphonse le Batailleur perd un grand combat contre les Almoravides à Fraga; il en meurt de douleur (septembre). — L'Aragon et la Navarre, réunis depuis 1076, se séparent: un frère d'Alphonse quitte le cloître pour régner en Aragon; la Navarre prend un roi dans la dynastie nationale d'Aznar. Les deux princes sont protégés contre les Almoravides par le roi de Castille qui, en retour, leur demande l'hommage.

Orient musulman. — Le calife de Bagdad meurt dans une lutte contre Masoud, sultan seldjoukide de l'Irak. Masoud, pendant près de vingt ans, exercera une autorité souveraine sous deux califes.

1135.

Angleterre. — A la mort de Henri I^{er} Beau-Clerc, sa fille Mathilde est frustrée de la couronne par Étienne, comte de Blois et de Boulogne, petit-fils de Guillaume le Conquérant par sa mère. Cette usurpation profite à la noblesse et au clergé, dont les privilèges sont étendus. — David, roi d'Ecosse, combattrait pour sa nièce Mathilde.

Danemark. — Un frère du duc de Slesvig, Eric, s'empare du Danemark: il bat les Vandales, les force de se faire chrétiens et maintient la plus sévère justice.

Espagne. — Alphonse-Raymond VII, roi de Léon et de Castille, suzerain de la Navarre et de l'Aragon, se fait couronner par l'archevêque de Tolède, empereur d'Espagne.

France. — Saint Bernard rédige d'admirables règles de conduite pour l'ordre des chevaliers du Temple.

Pologne. — Le duc de Pologne vient à Mersebourg faire hommage à l'empereur pour la Poméranie orientale et lui payer tribut.

Scandinaves. — Les découvertes faites par les anciens Scandinaves jusqu'en Amérique sont prouvées par une pierre runique trouvée en 1824 sur la côte occidentale du Groënland, par 73° de latitude nord; elle porte cette inscription : « Erling « Sigvalson, Biorne Hordeson et « Endride Addon, le samedi avant « gagnaday (25 avril), ont élevé cet « amas de pierre et nettoyé cette « place en l'année 1135. »

1136.

Empire d'Allemagne et Italie. — L'empereur vient combattre les partisans de l'antipape Anaclet II; ses troupes poursuivent dans la Pouille le roi normand Roger.

Orient chrétien. — Raymond d., fils du comte de Poitiers, succède au Normand Bohémond II dans la principauté latine d'Antioche. Roger, roi de Sicile, la réclame par droit de parenté.

Pologne et Russie. — Le Grand prince russe, qui réside à Kïev, ayant menacé la Pologne, tombe entre les mains de Boleslas III et reste prisonnier pendant un an.

1137.

Allemagne. — Après avoir ramené Innocent II à Rome, Lothaire II s'achemine vers l'Allemagne et meurt dans le Tyrol.

Danemark. — L'assassinat du roi Éric livre de nouveau le royaume à l'anarchie. Pendant sept ans débat sanglant pour la succession entre deux prétendants, dont l'un, Éric, reste maître, mais ne fonde pas de dynastie.

Espagne. — Abdication de Ramire II, dit le Moine, roi d'Aragon.

Il laisse une fille âgée de deux ans, sous le nom de laquelle régnera le comte de Barcelone.

France. — Mariage du fils de Louis le Gros avec Éléonore, héritière du duc d'Aquitaine. Mort du roi. Louis VII le Jeune lui succède.

Italie. — Mort du duc grec de Naples : la principauté est occupée par le roi normand. — La découverte d'un manuscrit du *Digeste*, de Justinien, pendant le sac d'Amalfi par les Normands, n'ajouta rien aux connaissances du droit romain, alors fort répandu par l'enseignement de l'école de Bologne déjà ancienne.

Orient. — L'empereur grec, Jean Comnène, attaque comme usurpateur le nouveau prince latin d'Antioche, Raymond de Poitiers. Maître un instant de la ville, il la perd par une sédition. — L'atabek Zenghi enlève les forteresses du comte de Tripoli, pour qui le roi de Jérusalem combat inutilement; les Syriens du mont Liban le trahissent et le livrent à la mort. Son fils tombera comme lui entre les mains de Zenghi.

1138.

Afrique et Espagne. — Le fils d'Ali, roi de Maroc, rappelé de l'Espagne, qu'il avait gouvernée pendant douze ans, pour aller combattre en Afrique les Almohades rebelles, commet la faute d'emmener l'élite de sa cavalerie qui aurait pu conserver l'Espagne aux Almoravides et servit à peine à retarder leur chute en Afrique.

Allemagne. — Élection de Conrad III, duc de Souabe, seigneur de Wiblingen et fils de Frédéric de Hohenstaufen, un des neveux de l'empereur Henri V. Dépit de son compétiteur le chef de la maison Welf, Henri le Superbe, duc de Bavière et héritier de la Saxe après la mort de son beau-père, Lothaire II. — Commencement de la rivalité des *Gibelins* et des *Guelfes*. Le nouveau roi dépouille Henri le Superbe du duché

de Saxe, et le donne au margrave de Brandebourg, Albert 1^{er} l'Ours.

Pologne et Russie.—La Russie rouge est le théâtre d'une lutte acharnée entre le grand-prince de Kiev et le duc de Pologne Boleslas III, près d'Halicz, sur le haut Dniester. Pour la première fois après quarante-six batailles, Boleslas est vaincu, par trahison; il meurt de chagrin.

Angleterre et Écosse.—Guerre pendant neuf ans entre le parti d'Étienne et celui de Mathilde. — David d'Écosse y prend part, dans l'espoir de conquérir le Northumberland.

Pologne. — Sous Boleslas III, les palatins qui commandent les armées s'appellent *walwodes*. Pour empêcher les divisions dans sa famille, Boleslas avait, avant de mourir, partagé ses États entre les quatre premiers de ses fils en donnant droit de suzeraineté à l'aîné sur les autres; il en résulta au contraire de nouvelles discordes.

Rome. — Mort de l'antipape Anaclet II.

1139.

Bohême. — Vassal de l'empire, le duc Sobieslas ne peut disposer de la succession sans une déclaration formelle de Conrad III.

Espagne. — Alphonse Henri-quez, comte de Portugal, remporte à Ourique, au sud-ouest de Béja, une grande victoire sur cinq princes maures, et prend le titre de roi.

Rome. — Le onzième concile général, qui réunit mille évêques à Latran, raffermît l'autorité pontificale ébranlée par la rivalité des deux papes depuis près de dix ans. Le dogme est défendu contre les erreurs d'Arnaud de Brescia, disciple d'Abailard; le saint-siège s'attribue un droit de suzeraineté féodale sur tous ceux qui reçoivent des dignités ecclésiastiques avec la permission du pontife romain (avril).

Rome et Sicile.—La guerre re-

commence entre Roger et Innocent II qui tombe dans une embuscade près de San Germano. L'auguste prisonnier lève toutes les excommunications, investit le roi par le gonfalon, ou étendard, du royaume de Sicile, de la principauté de Capoue et du duché de Pouille. — Roger a encore à soumettre Troja, dans la Capitanate et Bari.

1140.

Bohême. — A la mort de Sobieslas, le droit de majorat renouvelle les guerres de succession. Un prince de Moravie qui prétend au duché est soutenu par les Hongrois.

France. — Le concile de Sens, inspiré par saint Bernard, condamne pour la seconde fois Abailard qui meurt, deux ans après, au monastère de Cluny.

Russie. — Le petit-fils de Swiatoslaw, prince de Tchernigof, fait descendre du trône de Kiev le petit-fils de Wséwolod, prince de Péréiaslaw. Il cause de grands troubles en voulant dépouiller de leurs apanages tous les princes de cette branche. — La ville de Novogorod, qui se gouvernait en république, ne veut pas se soumettre au nouvel usurpateur.

Slaves.—Dévastée une troisième fois par le prince slave de Rugen, Lubeck se relève; elle fait alors partie de la Wagrie, récemment acquise par Adolphe II, comte de Holstein.

1142.

Allemagne.—L'empereur rend le duché de Saxe à Henri le Lion, fils de Henri le Superbe, chef des Welfs. — Le margrave de Brandebourg, Albert 1^{er} l'Ours, qui renonce à ce duché, obtient en retour que son margraviat soit érigé en mouvance directe de l'empire, sans aucune dépendance du duché de Saxe dont il relevait depuis 926 et 1036. Un roi converti des Slaves et des Vandales idolâtres lui transmet par testament le pays entre le bas Elbe et le bas Oder.

France. — Démélé du roi avec Innocent II au sujet de la nomination à l'archevêché de Bourges; saint Bernard défend les droits de l'Eglise gallicane. Guerre avec le comte de Champagne qui s'est déclaré pour le pape; incendie de Vitry: le roi fait périr treize cents personnes dans une église.

Pologne. — Guerre civile entre les quatre fils de Boleslas III.

1143.

Afrique et Espagne. — Révoltes multipliées en Espagne contre la domination des Almoravides, qu'ont rendue odieuse, par leur avidité et leur despotisme, les cadis et les juifs, fermiers des impôts. — L'Afrique s'agite en faveur des Almohades.

Empire grec. — L'empereur de Constantinople a renouvelé les hostilités contre le prince latin d'Antioche, Raymond de Poitiers, qui ne se soumet pas à sa suzeraineté. Il meurt des suites d'une blessure en ramenant son armée en Cilicie.

Espagne. — Les États de Portugal assemblés à Lamégo, sur le bas Douro, reconnaissent à Alphonse Henriquez le titre de roi.

Hongrie. — Le roi Geisa II établit à l'est de son royaume des colonies de Saxons.

Italie. — Guerre entre Padoue et Venise, au sujet des eaux de la Brenta détournées par les Padouans pour empêcher les vaisseaux vénitiens d'y entrer. Le territoire de Padoue est ravagé.

1144.

Angleterre. — Le droit romain commence à être enseigné dans l'université d'Oxford par Vaccarius.

Orient. — Après vingt-huit jours de siège, l'atabek de Mossoul et d'Alep arrache aux chrétiens la place de Roha ou d'Edesse: pillage et massacre; les fortifications de la

place sont réparées pour servir de défense contre les Latins.

Rome. — Arnaud de Brescia tente à Rome la restauration de la liberté et du gouvernement républicain.

1145.

Afrique et Espagne. — Mort du fils d'Ali, dernier almoravide. Le chef des Almohades, Abd-el-Moumen, favorise les révoltes dans les régions occidentales de l'Espagne musulmane. Les princes almohades, sectaires de Fatime et d'Ali, le cousin du prophète, prennent les titres de califes et d'émirs-al-moumenin, par lesquels ils réunissent la puissance spirituelle et la puissance temporelle.

Orient musulman. — Après l'assassinat de Zenghi par une troupe d'esclaves mutinés, son fils Noured-din lui succède dans la sultanie d'Alep.

Rome. — Organisation républicaine: nouveau sénat, nouveau patrice. Le pape Lucius II, sommé de renoncer aux droits régaliens, quitte la ville.

1146.

Afrique et Espagne. — La trahison ayant mis au pouvoir des Almohades la ville de Fez, une des principales positions des Almoravides, qui toutefois retiennent encore Maroc, Abd-el-Moumen, le chef des Almohades, envoie en Espagne trente mille hommes, dont dix mille cavaliers. Algéziras, Tarifa et Xérès se soumettent sans résistance.

Empire grec et Sicile. — Le roi Roger II répond aux réclamations qu'élève la cour de Constantinople sur l'Italie méridionale et sur la Sicile, par la prise de Corfou, par l'attaque de Céphalonie, de Négrepont, de Corinthe et d'Athènes.

Pologne et Russie. — Le grand-prince de Kiev vient aider le fils aîné de Boleslas III à cerner ses frères

dans la ville de Posen : une sortie des assiégés surprend les Russes dans l'ivresse et le sommeil. Le prince polonais valcu fuit vers l'empereur.

Rome. — Le nouveau pape Eugène III, qui a été disciple de saint Bernard au monastère de Clairvaux, manque d'audace et de force contre le parti républicain qui troublera presque tout son règne. Il sera réduit à fuir en France.

Rome et Allemagne, France. — Saint Bernard, chargé par le pape de prêcher une nouvelle croisade, entraîne le roi de France dans l'assemblée de Vézelay en Bourgogne (31 mars), le roi d'Allemagne dans celle de Spire, (à Noël). Louis VII le Jeune n'est pas retenu par les sages avis de son ancien précepteur et son ministre, Suger, abbé de Saint-Denis. — Les Allemands riverains du Rhin immolent cruellement les Juifs.

Sicile. — La Sicile normande doit à ses rapports avec la Grèce et avec l'Orient la culture des cannes à sucre et ses premières manufactures de soie.

1147

Allemagne. — Avant de partir pour la croisade, Conrad fait élire son fils aîné roi des Romains. — Sainte Hildegarde, abbesse d'un monastère près de Bingen, sur le Rhin, est autorisée par le pape, dans un concile tenu à Trèves, sur le rapport de saint Bernard, à écrire ses visions.

Allemagne, France, Italie et Orient. — Le roi de France, qui laisse l'administration du royaume à l'abbé Suger, part pour la croisade avec sa femme Éléonore. Il traverse l'Allemagne, la Hongrie et Constantinople. Le roi d'Allemagne est parti le premier.

Angleterre. — Mathilde, ne pouvant plus se soutenir contre le roi Étienne, se retire en Normandie.

Espagne. — Succès des Almohades; ils occupent Séville. Cordoue, qui s'était révoltée contre le chef al-

moravide, est ramenée dans le devoir par le secours que celui-ci reçoit des Castillans; les chrétiens attachent leurs chevaux dans la grande mosquée. — Alphonse Henriquez, qui a déjà enlevé aux musulmans Santarem, sur le Tage inférieur, avec le secours d'une flotte de croisés anglais et flamands, prend Lisbonne, à l'embouchure du fleuve, après un siège de cinq mois (octobre). Lisbonne deviendra la capitale du Portugal.

Sicile. — Roger II fait attaquer la côte africaine de Tripoli, repaire de pirates, d'où sont ramenés beaucoup de prisonniers chrétiens. — La constitution ecclésiastique met les églises de Sicile sous la main du roi.

1148.

Angleterre. — L'interdit est jeté sur l'Angleterre, parce que le roi Étienne a refusé de laisser partir pour le concile de Reims cinq prélats anglais que le pape avait arbitrairement choisis.

Espagne. — La place d'Almería est enlevée aux Almohades par les musulmans qui ne veulent pas de leur domination, et par les troupes chrétiennes de Castille, de Navarre, de Galice, d'Urgel, de Montpellier, de Barcelone; les Génois et les Pisans joignent leur flotte à celle des Catalans. Au retour de l'expédition d'Almería, la flotte génoise aide le comte de Barcelone à s'emparer de Tortose, presque à l'embouchure de l'Èbre; il prit ensuite Lérida et Fraga. Mais les Almohades prennent Cordoue et parcourent l'Andalousie.

Orient. — Après un pénible itinéraire, Conrad et Louis le Jeune, qui ont éprouvé chacun la perfidie des Grecs, arrivent séparément au delà de l'Asie Mineure. Le roi de France est reçu à Antioche par l'oncle de sa femme, Raymond de Poitiers. Les deux rois, réunis à Jérusalem, s'adjoignent les chevaliers de Baudouin III d'Anjou, roi de la Palestine

depuis 1142, et assiégent Damas sans succès.

Pologne. — Eugène III frappe d'excommunication Boleslas IV, et jette l'interdit sur le duché, parce que Boleslas garde le trône ravi à son frère aîné.

Suède. — L'église épiscopale d'Upsal est érigée en métropole.

1149.

Afrique. — Pendant que ses généraux soumettent l'Espagne musulmane, Abd-el-Moumen étend sa puissance en Afrique, occupe Alger, Tunis et Mahadiah; il ne s'arrête qu'au pays de Barca.

Espagne. — Le roi de Castille et de Léon fait reconnaître pour ses successeurs ses deux fils, entre lesquels sera partagée la monarchie.

France. — Au retour de sa désastreuse croisade, Louis le Jeune investit du duché de Normandie le fils de Mathilde et de Geoffroy d'Anjou Plantagenet, Henri, âgé de seize ans.

Grecs et Sicile. — L'empereur Manuel, aidé des Vénitiens, a entrepris de conquérir en personne Corfou sur les Normands. L'amiral du roi, Roger II, de son côté, incendie même les faubourgs de Constantinople. Corfou se rend aux Grecs.

Orient. — Après le départ des chefs de la seconde croisade, Noureddin se jette sur les terres d'Antioche et livre bataille au prince Raymond de Poitiers, qui périt.

1150.

Empire grec et Hongrie. — Les secours donnés par le roi Geisa II aux Serbiens, qu'attaquait l'empereur Manuel, servent de prétexte à une invasion de la Hongrie par les Grecs et à leur intervention dans les démêlés de la famille royale. La guerre dure presque sans interruption pendant dix-huit ans.

Slaves. — Zèle pieux du prince

de Poméranie occidentale, Ratibor; il comble de faveurs les moines bénédictins de Cîteaux, qui travaillent à la conversion des Slaves.

Suède. — La Suède, depuis long temps partagée entre deux peuples, les Suéars ou Suédois proprement dits et les Goths, se donnent un roi unique, Eric IX, l'élu des Suédois, auquel devra succéder son compétiteur, Charles, l'élu des Goths; leurs descendants occuperont le trône chacun à leur tour.

Venise. — La côte occidentale de l'Istrie est purgée de corsaires par les Vénitiens, qui y rétablissent leur domination depuis Pola jusqu'à l'entrée du golfe de Trieste.

1151.

Angleterre. — L'archevêque de Canterbury refuse de sacrer d'avance comme roi le fils du roi Étienne.

Espagne. — Raymond-Bérenger, comte de Barcelone, régent d'Aragon, célèbre son mariage avec la reine Pétronille, âgée de seize ans, qui lui est fiancée depuis quatorze ans. Il est alors réellement roi.

France. — Henri Plantagenet succède à son père, Geoffroy, dans le comté d'Anjou, de Maine et de Touraine. — Mort de l'abbé Suger.

Rome. — Le Toscan Gratien, moine de Bologne, publie en latin, sous le titre de : *Concordantia discordantium canonum*, une compilation des textes de l'Écriture sainte, des canons des apôtres, des canons des conciles, des lettres décrétales des papes, des extraits des Pères, favorables à la puissance spirituelle et temporelle de la cour de Rome.

1152.

Allemagne. — Mort de Conrad III. Son neveu, Frédéric de Souabe, ou Frédéric I^{er} Barberousse, lui succède.

Allemagne et Danemark. — Les deux compétiteurs au trône de

Danemark prennent pour arbitre l'empereur Frédéric, qui adjuge la couronne au second, Suénon, et l'île de Seeland au premier, Kanut; celui-ci est bientôt dépouillé par Suénon.

France. — Au concile de Beaugenci, le roi fait prononcer son divorce avec Éléonore de Guyenne, sous prétexte de parenté (mars). Deux mois après, elle épouse Henri Plantagenet, et lui apporte en dot les mêmes provinces qu'avait reçues le roi de France (18 mai).

1153.

Allemagne et Italie. — Frédéric I^{er} Barberousse donne à son oncle, Welf d'Este, frère de Henri le Superbe duc de Bavière, l'investiture de la marche de Toscane, des biens allodiaux de la comtesse Mathilde, et du duché de Spolète.

Angleterre. — Descente en Angleterre de Henri Plantagenet, fils de Mathilde (janvier). Mort du fils aîné du roi Étienne (août). Traité d'Étienne avec Henri, qu'il désigne pour lui succéder au préjudice de son second fils (octobre).

France. — Mort de saint Bernard. Il n'a pu empêcher, par ses prédications, les progrès de la secte des Henriciens, précurseurs des Vaudois, dont le chef Henri est un disciple de Pierre de Bruys.

Orient. — Le roi de Jérusalem Baudouin III enlève Ascalon aux fatimites d'Égypte.

Sicile. — Un descendant de la famille des Édrissites, élève des écoles de Cordoue, né à Ceuta, le schérif Al. Edrisi, compose, à la cour du roi Roger, son hôte, ses *Récérations géographiques* pour donner l'explication d'un globe terrestre en argent, que ce prince avait fait faire et qui pesait huit cents marcs; il traitait dans son ouvrage des plantes de chaque pays. On n'en a qu'un abrégé qui a paru pour la première fois en arabe, à Rome,

en 1592; il a été traduit en latin sous le nom de *Geographia nubensis*.

1154.

Allemagne, Italie, Rome et Sicile. — Mort du roi Roger II (février). — Adrien IV, nouveau pape, d'origine anglaise, ne reconnaît pas son fils, Guillaume I^{er}, avec le titre de roi, et excite Frédéric Barberousse à porter la guerre dans la Pouille. Le prince déchu de Capoue, Robert II, reparait. — Frédéric Barberousse, dans sa première expédition d'Italie, intimide les villes lombardes révoltées.

Angleterre. — A la mort d'Étienne, le nouveau roi Henri II Plantagenet réunit à la couronne les domaines qu'Étienne en avait distraits pour ses partisans. Il réclame l'hommage de Malcolm IV, roi d'Écosse, pour les terres qu'il possède en Angleterre.

Danemark. — Administration cupide et cruelle du roi Suénon III : la rigueur des impôts cause des séditions qu'il étouffe dans le sang.

Norvège. — Les églises de Norvège, soustraites à la juridiction de l'archevêque danois de Lundén, ont une métropole religieuse, Drontheim.

Orient musulman. — Noureddin, atabek d'Alep et de Mossoul, dépouille son voisin, l'atabek de Damas; les deux États sont réunis.

Russie. — Jouri ou George, fils de Wladimir II, maintenant prince de Kiev, fonde sur le territoire de son ancienne principauté de Suzdal, la ville de Wladimir; il commence la dynastie des grands princes de Wladimir. — Moskou, sur la Moskowa, date de son règne. — Guerre défensive contre les Tartares Poloviis.

Suède. — Éric s'empare de la Finlande idolâtre, repaire de pirates appelés sinnois et kyriales, et y envoie des missionnaires avec l'archevêque d'Upsal.

1155.

Allemagne et Italie. — Frédéric I^{er} n'attaque pas les Génois qui se sont mis en état de défense. Il fait arrêter et remet aux mains des cardinaux l'ennemi du saint-siège, Arnaud de Brescia, que le préfet de la ville fait pendre et brûler; ses cendres sont jetées dans le Tibre. — Il est couronné empereur, à Rome, par le pape. Il ne se montre pas dans le sud de l'Italie.

Espagne et France. — Louis le Jeune fait avec sa seconde femme, Constance de Castille, le pèlerinage de Saint-Jacques de Compostelle.

France. — Le roi s'étant fait défrayer dans un de ses voyages par les habitants de Creteil, serfs de l'église de Paris, les chanoines de l'église cessent le service divin, et interdisent au roi l'entrée de la cathédrale jusqu'à ce qu'il ait restitué le montant de la dépense.

Turcs. — L'héritage seldjouicide d'Iconium est partagé par Masoud mourant entre ses trois fils. L'aîné, Kilidge-Arslan II, reçoit la partie de Roum, avec la capitale Iconium; estropié de tous ses membres, il aura cependant l'activité et la vigilance d'un héros.

1156.

Allemagne. — L'empereur épouse l'héritière de la Franche-Comté de Bourgogne.

Danemark et Slaves. — Waldemar I^{er}, fils posthume de saint Kanut, qui avait hérité de son père, assassiné en 1131, le duché de Slesvig et le royaume des Obotrites, étant attaqué par le roi de Danemark, prend le titre de roi.

Espagne. — Le roi de Castille fonde l'ordre religieux militaire de Saint-Julien, appelé depuis ordre d'Alcantara, du nom de la ville où les chevaliers s'établirent à l'extrémité sud-ouest des possessions castillanes.

Irlande. — Une bulle du pape

Adrien IV, qui est anglais, livre l'Irlande à l'ambition du roi d'Angleterre.

Italie. — Adrien IV qui veut résister au nouveau roi normand Guillaume le Mauvais, est assiégé dans Rénévent; il obtient la paix.

1157.

Allemagne, Bourgogne et Rome. — L'empereur resserre les liens de dépendance qui unissent le royaume d'Arles à la couronne de Germanie. — Pendant qu'il tient sa cour à Besançon, le pape, dont il avait limité le droit d'appel, ose lui écrire qu'il a reçu l'empire du saint-siège à titre de *beneficium*, terme ambigu, qui pouvait s'interpréter dans le sens d'un bienfait ou d'une obligation féodale.

Allemagne et Pologne. — Invasion de la Pologne par Frédéric I^{er}, sous prétexte de rétablir le frère aîné de Boleslas IV; malgré la réunion des Prussiens, des Poméraniens et des Russes aux forces polonaises, la grande Pologne est saccagée.

Danemark. — La mort de Suénon livre à Valdemar tout le Danemark.

Espagne arabe. — Les Almohades enlèvent aux Almoravides Almería, après un blocus meurtrier de six ans, et Grenade à la suite d'un assaut. — Les rois chrétiens mettent fin à leurs guerres intestines. — Mort d'Alphonse-Raymond VII; les royaumes de Castille et de Léon sont de nouveau partagés, pour ses deux fils.

Russie. — Un des fils d'Iouri, André, lui succède comme souverain du Suzdal, de la ville de Wladimir et de Rostow. D'autres villes et des princes apanagés reconnurent aussi sa domination, qui s'étendit au sud-ouest jusqu'aux environs de Kiev, au sud-est jusqu'aux Bulgares du Volga qu'il affaiblit par d'heureuses expéditions. Kiev perd de son importance. En quatre ans elle changea

neuf fois de souverain ; elle est menacée par les Polovtsi.

1158.

Allemagne. — Lubeck, incendiée depuis deux ans, est cédée par le comte de Holstein au duc de Saxe son suzerain. Henri le Lion, qui l'a fait rebâtir, y appelle des peuples du nord en leur promettant la liberté du commerce ; il y établit des statuts, empruntés à la ville de Soest en Westphalie, qui ont été adoptés depuis par beaucoup de villes voisines de la Baltique.

Allemagne et Bohême. — Pour récompenser et stimuler le zèle de son allié Vladislav II de Bohême, l'empereur, dans la diète de Ratisbonne, lui donne pour lui personnellement le titre de roi (13 janvier).

Allemagne et Italie. — Deuxième expédition de l'empereur en Italie, contre les villes lombardes. Milan, assiégée pendant un mois, ouvre ses portes (8 septembre) ; il n'ose pas encore en changer le gouvernement. Diète tenue à Roncaglia, entre Plaisance et Crémone : entouré des professeurs de droit romain de Bologne, Frédéric I^{er} y formule les principes du pouvoir impérial.

Espagne. — Un abbé de Clteaux fonde pour les Castillans l'ordre religieux et militaire de Calatrava sur le haut Guadiana. — Le roi de Castille laisse en mourant un enfant de trois ans, Alphonse VIII, qui occupera le trône plus d'un demi-siècle.

1159.

Angleterre et France. — La suzeraineté sur le comté de Toulouse réclamée par Henri II Plantagenet, qui est duc de Guyenne du chef de sa femme Éléonore, est une cause de guerre avec Louis le Jeune. — Le roi d'Écosse est forcé de suivre le roi d'Angleterre, son suzerain, dans la guerre de France.

Empire grec et Orient musulman. — L'approche de l'empe-

reur Manuel avec une armée décide le puissant Nouredin à lui offrir la délivrance de tous les prisonniers chrétiens qu'il avait entre les mains. A son retour, Manuel est assailli par le seldjoucide d'Iconium, Kilidge Arslan II.

Rome. — Mort d'Adrien IV. Le premier, il a mis en usage les mandats, et les lettres apostoliques par lesquelles le pape enjoint à celui qui a des bénéfices à conférer de donner la préférence, pour la première vacance, au nom que contient le mandat. Le premier, il a dispensé les ecclésiastiques de l'obligation de résidence dans le bénéfice, et les a autorisés à avoir plusieurs bénéfices à la fois. — Après quelques mois, élection d'Alexandre III qui sera un protecteur ardent des libertés italiennes ; les antipapes que lui opposera l'empereur seront impopulaires.

1160.

Allemagne et Italie. — Frédéric I^{er} assiège Crème, ville lombarde ; scènes sanglantes.

Angleterre et Écosse. — La noblesse écossaise se soulève contre le roi Malcolm IV, parce qu'il a pris part à la guerre contre la France que les Écossais veulent avoir pour alliée ; cependant il sauve sa couronne. — Le roi d'Angleterre, attribuant à son peu de zèle les échecs de la guerre de France, fait confisquer, dans une assemblée des pairs, les terres qu'il avait dans le royaume. Malcolm par un traité cède le Northumberland, mais recouvre le Cumberland avec le comté de Huntingdon qui est au cœur de l'Angleterre, entre Northampton et Cambridge. La cession du Northumberland est le prétexte de deux nouvelles révoltes, au sud dans le comté de Galloway, au nord dans le comté de Murray ; elles sont difficilement réprimées.

Danemark. — Le roi Valdemar I^{er} réprime les pirateries des Vandales, dont Suénon s'était servi

pour inspirer de la terreur à ses peuples.

Espagne.—Construction par les Almohades d'une ville nouvelle; près de la montagne de Tarik, qu'ils appellent mont de la victoire (Djebal-a-Fethah); le nom de la montagne de Tarik, Djebal-Tarik, est resté Gibraltar).

France.—Louis le Jeune se marie pour la troisième fois avec Alix de Champagne, qui sera la mère de Philippe Auguste.

Orient chrétien.—Le brave Renaud de Châtillon, qui administre la principauté d'Antioche au nom d'un jeune prince normand, dont il a épousé la mère, est fait prisonnier par un lieutenant de Noureddin; il restera seize ans en captivité.

1161.

Espagne.—Pour la première fois Abd-el-Moumen met le pied sur la terre d'Espagne, que ses généraux ont conquise. Des Almoravides tiennent encore dans les régions de Murcie et de Jaen. — Le roi de Léon confirme l'institution récente de l'ordre religieux et militaire de Saint-Jacques, établi sous la règle de saint Augustin.

1162.

Allemagne et Italie.—Un siège de sept mois met enfin Milan à la merci de Frédéric I^{er}; il en démolit les portes et les tours avec l'aide des villes rivales de Milan: soumission de presque toute la Lombardie.—Alexandre III, qui n'est plus en sûreté en Italie où triomphe la cause impériale, se réfugie en France; il passera deux ans et demi hors de Rome.

Bohême.—Vladislas II sert de médiateur entre les Hongrois et les Grecs.

Danemark.—Valdemar I^{er}, attiré, sous prétexte du schisme qui déchirait l'Eglise danoise, à la diète

impériale de Metz, est forcé de se faire vassal de l'empire au moins pour la Vandalie qu'il n'a pas encore conquise.

Espagne.—A la mort de Raymond-Bérenger, son fils, Alphonse II, lui succède dans le comté de Barcelone et sur le trône d'Aragon.—Le roi de Portugal régularise l'institution d'un ordre religieux militaire, établi par des particuliers. Avis, devenu en 1181 siège de l'ordre, lui donnera son nom.

Suède.—Eric IX le Saint meurt assassiné. La Suède lui doit la révision du code d'*Upland*, recueil d'anciennes lois propres à la province dont Upsal était la capitale; il en retrancha tous les souvenirs du paganisme. On disait en Suède: la loi de Dieu et de saint Eric. — Suivant les conventions qui avaient donné le royaume entier à Eric IX, Charles VII, de la race des Goths, lui succède.

1163.

Afrique et Espagne.—Yousouf, second fils d'Abd-el-Moumen, qui pendant neuf ans avait eu en Espagne le gouvernement de Séville et de l'Al-Garb, est proclamé calife, suivant la volonté de son père; il va prendre à Maroc possession de cette dignité. Même activité guerrière contre les Almoravides qui sont encore maîtres des régions de l'est, et contre les chrétiens.

Espagne.—Les chevaliers du Temple reçoivent la ville d'Uclès entre Tolède et Cuença.

France.—Le pape préside un concile à Tours où sont condamnés les manichéens, nommés depuis albigeois. — Il pose la première pierre de l'église Notre-Dame de Paris.

Orient chrétien.—Bohémond III succède à sa mère Constance dans la principauté latine d'Antioche. Quelques mois après, il est fait prisonnier par les troupes de Noureddin, mais sera rendu à la liberté l'année suivante.

Pologne. — Boleslas IV, duc de Pologne, laisse la Silésie aux fils de son frère aîné. Ils la partagent en trois États, bientôt réduits à deux : la Silésie du nord comprenant les cantons de Breslau, Glogau, Sagan, Crossen ; celle du sud, les pays d'Oppelen, de Ratibor, de Teschien, d'Oppau.

1164.

Allemagne et Italie. — Nouvelle révolte des villes lombardes contre l'autorité impériale ; elles seront aidées par Venise. — Les prétentions rivales de Gènes et de Pise s'exercent sur la Sardaigne, livrée à l'anarchie par les jalousies des quatre juges ou chefs souverains qui ont chacun l'autorité absolue dans une partie de l'île. L'un d'eux, voulant porter le titre de roi, s'était adressé à l'empereur, suivant l'opinion de ces temps que le successeur des césars pouvait seul conférer le titre royal. — Pour punir le comte de Savoie, Humbert III le Saint, de s'être déclaré en faveur d'Alexandre III, Frédéric I^{er} accorde aux évêques de Turin, de Tarentaise et de Maurienne la plus grande partie de leurs diocèses en fief, et les déclare princes d'empire.

Angleterre. — Statuts royaux de Clarendon, destructifs des privilèges de l'Eglise : ils sont acceptés (janvier), puis reniés (octobre), par Thomas Becket, que ses complaisances pour le despotisme de Henri II avaient désigné et porté, malgré lui, à l'archevêché de Canterbury. — Persécuté, Thomas Becket, vient chercher un asile en France (novembre).

Danemark. — Commencement d'une guerre de quatre ans entre les Danois et les Vandales.

Orient musulman. — La mort d'un de ses frères, et la défaite de l'autre, réunissent entre les mains de Kilidge-Arslan II tous les États seldjoucides d'Iconium.

1165.

Allemagne et France. — La

canonisation de Charlemagne est prononcée par un antipape que l'empereur opposait à Alexandre III.

1166.

Empire d'Allemagne et empire grec, Rome. — Pendant un court séjour d'Alexandre III à Rome, inutiles négociations entre le pape et l'empereur grec, pour la réunion des empires d'Occident et d'Orient.

Sicile. — A la mort de Guillaume I^{er} le Mauvais, les États normands de Sicile et d'Italie ont pour roi un enfant de douze ans, Guillaume II, sous la tutelle de sa mère, une Navarraise qui s'entoure d'étrangers, surtout de Français. — Jalousie, et bientôt révolte des Siciliens, qui décidera la retraite du principal ministre.

1167.

Allemagne, Italie et Rome. — Troisième expédition de l'empereur en Italie. Il entre dans Rome par capitulation, et y reçoit de nouveau la couronne des mains d'un antipape. Derrière lui, les villes lombardes se révoltent, se confédèrent et relèvent les murs de Milan ; elles tiennent tête à l'empereur, à son retour. De Bénévent, le pape excommunie Frédéric.

Espagne. — Le roi d'Aragon, comte de Barcelone, enlève au comte de Toulouse la Provence sur laquelle il a un droit de famille ; le débat durera dix-huit ans.

Pologne. — Le duc de Pologne, après quatre années de guerre sanglante contre les Prussiens idolâtres, perd dans des marais une armée presque tout entière, et n'échappe lui-même qu'avec peine au désastre.

Rome. — Bulle d'Alexandre III, favorable à l'affranchissement des serfs.

1168.

Danemark. — Enlevée aux Vandales par Valdemar I^{er}, après quatre ans de siège, l'île de Rugen paye tribut et se soumet au christianisme.

Italie. — Les villes considérées de Lombardie fondent au sud-est, sur le Tanaro, une bourgade qu'elles appellent Alexandrie, du nom du pape; elle deviendra une place d'armes formidable contre les impériaux.

Orient. — Entreprise téméraire et perfide du roi de Jérusalem, Amauri, contre l'Égypte, avec le concours des chevaliers de Saint-Jean et de la marine grecque. Belbéis à l'entrée de l'Égypte est horriblement saccagée par les hospitaliers.

Russie. — Kiev est saccagée par le prince de Suzdal; de longtemps elle ne se relèvera de ce désastre.

Suède. — Charles VII est tué par le fils de saint Eric, Kanut, qui le croyait complice des assassins de son père. Depuis, pendant près d'un siècle, s'accomplit régulièrement, même au milieu des guerres civiles, le traité de succession alternative entre la famille d'Eric le Saint et celle de Charles VII.

1169.

Allemagne. — Frédéric I^{er} fait élire roi des Romains son fils Henri, âgé de quatre ans. — Welf d'Este, marquis de Toscane, détenteur des biens allodiaux de la comtesse Mathilde et du duché de Spolète, engage ces domaines à l'empereur, au détriment de son neveu, Henri le Lion.

Angleterre et France. — Par la convention de Montmirail, faite entre les deux rois, les trois fils de Henri II font hommage à Louis VII: l'aîné, Henri, pour l'Anjou et le Maine; Richard pour le duché d'Aquitaine; Geoffroi, qui a épousé l'héritière de la Bretagne, pour ce comté, arrière-fief de la Normandie que se réserve Henri II.

Espagne. — En Castille, les communes commencent à être représentées dans l'assemblée nationale des cortès où siégeaient les évêques et les nobles. Le même droit est déjà acquis aux communes de l'Aragon depuis 1130.

Orient. — L'émir de l'atabek Noureddin, Sirkouk, profite de l'anarchie de l'Égypte fatimite pour y entrer avec une armée: il s'impose au calife comme vizir, et arrête les troupes chrétiennes. — Sa mort laisse le commandement à son neveu Saladin, fils d'Ayoub, Kurde de nation, qui tient tête aux forces réunies du roi latin Amauri et de l'empereur Manuel. Damiette assiégée par eux résiste pendant cinquante jours; retraite honteuse des Latins.

1170.

Allemagne. — Fondation de l'abbaye d'Olliva en Poméranie, à un mille au delà de Dantzick; elle sera la sépulture des princes poméranien. — Mort d'Albert I^{er} l'Ours, auquel le margraviat de Brandebourg doit l'origine de sa grandeur. Il a fixé sa résidence à Brandebourg sur le Havel, affluent oriental de l'Elbe; la population slave de cette ville est en partie remplacée par des colons venus de Hollande et de Zélande, les meilleurs cultivateurs de l'Europe. Il établit de nouvelles églises, des écoles, des juridictions.

Angleterre et France. — Intervention de Louis le Jeune et d'Alexandre III, entre Henri II et Thomas Becket qui se réconcilient à la conférence d'Amboise (12 octobre). Nouvelle rupture; Becket est assassiné dans son église même de Canterbury (29 décembre).

France. — André, chapelain du roi par son « *liber de arte amatoria*, » nous fait connaître le code en trente et un articles, qui était applicable dans les procès entre amants que jugeaient les cours d'amour.

Orient. — Saladin enlève Gaza, une des clefs du royaume de Jérusalem du côté de l'Égypte.

1171.

Angleterre et Irlande. — Henri II est le premier roi anglais qui tente la conquête de l'Irlande.

Espagne. — Le roi almoravide qui possédait une partie de la côte orientale depuis Tarragone jusqu'à Carthagène, perd Valence : il se retire à Majorque ; ses fils continuent la guerre contre les Almohades. Constructions magnifiques de l'Almohade Yousouf à Séville.

Empire grec, Hongrie et Venise. — Les Vénitiens, qui sont de tous les Italiens les plus favorisés à Constantinople, fatiguent par leur arrogance l'empereur Manuel Comnène ; il se décide à la guerre. Étienne III, roi de Hongrie, en profite pour prendre Zara, Trau et Spalatro. Le doge recouvre ces deux dernières places et va combattre les Grecs sur les côtes de Négrepont et dans l'île de Scio (l'ancienne Chios) ; mais il ramène sur sa flotte la peste à Venise. — La cour de Constantinople se venge sur l'ambassadeur, Henri Dandolo, qui subit le supplice du fer chaud sur les yeux. — Fondation de la banque de Venise, la plus ancienne de l'Europe, un peu antérieure à celle de Gènes.

Orient musulman. — Le général de Noureddin, en Égypte, Saladin, substitue dans les prières publiques au nom du calife fatimite celui du calife de Bagdad. — Mort du dernier calife fatimite Ahmed. Saladin commence la maison des Ayoubites qui ne prendront que le titre de sultans ; il obéit encore de nom à Noureddin.

1172.

Angleterre. — Henri II subit volontairement la pénitence canonique pour la mort de Thomas de Canterbury, qu'il a provoquée.

Espagne. — Le roi d'Aragon vient d'emporter Tarragone, au milieu des débats entre les Almoravides et les Almohades ; il poursuit les Almohades jusqu'à Xativa, au sud de Valence. Le roi de Navarre profite de son absence pour envahir ses États. Ligue des rois de Castille et d'Aragon, contre celui de Navarre.

La guerre durera sept ans. — Le roi d'Aragon hérite du Roussillon.

1173.

Angleterre. — Le pape Alexandre canonise saint Thomas de Canterbury (21 février) ; il a attribué exclusivement à la cour de Rome le droit de canonisation.

Angleterre, Écosse et France. — Révolte de la femme et des fils de Henri II. La reine Éléonore est enfermée pour seize ans dans une étroite prison. L'aîné des fils, Henri au Court-Mantel, qu'Henri II avait fait couronner roi depuis trois ans, s'enfuit auprès de Louis le Jeune, son beau-père. Le roi de France et le roi d'Écosse, Guillaume le Lion, arment pour les rebelles. Insurrection des provinces françaises de Henri II. — Mauvaise foi et cruauté de Louis le Jeune : il incendie Verneuil dans le Perche.

Orient musulman. — Mort de l'atabek Noureddin. Ce prince, auquel les musulmans doivent un gouvernement éclairé et bienfaisant, la fondation de villes, de mosquées, de collèges et d'hôpitaux, a été pour les chrétiens injuste et cruel. — L'ayoubite Saladin garde l'Égypte avec le titre de sultan, et s'empare bientôt de Damas sur un enfant de onze ans, fils de Noureddin.

Venise. — A la suite d'une sédition dans laquelle le doge a péri, la constitution est modifiée au profit de l'aristocratie : l'assemblée générale est remplacée par un conseil de quatre cent soixante et dix membres que choisissent douze électeurs tirés des six quartiers ; le grand conseil nommera tous les ans six conseillers assesseurs du doge. Tous les citoyens ne jouissent pas du droit de nommer les douze électeurs.

1174.

Allemagne et Italie. — Venise, qui aspire à la domination de la mer Adriatique, s'unit avec les Allemands

et assiége pendant six mois, inutilement, Ancône qui vit indépendante sous la protection de l'empereur grec. — Quatrième expédition de Frédéric I^{er} en Italie. Il dévaste les terres du comte de Savoie et de Piémont, ami du pape, et commence un siège malheureux de six mois contre la ville nouvelle des Lombards, Alexandrie.

Angleterre, Écosse et France. — Pénitence publique de Henri II au tombeau de saint Thomas de Canterbury (juillet). Le roi d'Écosse, vaincu à Alnwick, dans le Northumberland, est fait prisonnier (juillet), et ne devient libre qu'en déclarant qu'il tient son royaume de la couronne d'Angleterre (décembre). Les fils de Henri, vaincus, font leur soumission. Louis le Jeune consent à la paix (septembre).

France. — Alexandre III canonise saint Bernard (janvier).

1175.

Angleterre. — L'Angleterre est partagée en quatre départements de justice, où des juges vont tenir des assises deux fois par an.

Bohême et Italie. — Le nouveau duc de Bohême, qui a accompagné l'empereur au siège d'Alexandrie, par sa retraite subite, fait manquer l'expédition d'Italie.

Espagne. — L'almo hade Yousof se fait céder, par des princes almoravides vaincus, Dénia, Alicante, Murcie, Carthagène et plusieurs places de l'Espagne orientale. Il unit leur sang au sien par un mariage.

Italie. — Frédéric I^{er}, médiateur entre Gènes et Pise, leur partage l'île de Sardaigne : Gènes reçoit les territoires du sud et du sud-ouest.

Venise. — Sous le doge Sébastiano Ziani sont élevées, à l'extrémité de la Piazzetta, deux colonnes de granit dont l'une porte le lion ailé de Saint-Marc.

1176.

Allemagne et Italie. — Les Lombards gagnent sur Frédéric I^{er} la bataille de Legnano, au nord-ouest de Milan, qui oblige Frédéric à négocier : Henri le Lion avait fait défection.

Orient. — Reprise des hostilités entre Kilidge-Arslan d'Iconium et l'empereur Manuel.

1177.

Allemagne. — Berthold IV, le fils du duc de Zæhringen qui avait fondé Fribourg, en Brisgau, fonde, sur la Saane, une nouvelle ville de Fribourg.

Allemagne, Italie et Rome. — Réconciliation de l'empereur avec Alexandre III, à Venise (août). Paix avec les Lombards.

Angleterre. — Une fille de Henri II épouse le roi normand de Sicile, Guillaume II le Bon.

Espagne. — Pendant que le roi de Castille enlève Cuença aux Almohades, son oncle le roi de Léon envahit ses États.

Orient. — Victoire inutile du roi de Jérusalem, Baudouin IV, sur Saladin, à Ramah.

Pologne. — Insurrection contre le duc Micislas, frère et successeur de Boleslas IV : l'évêque de Cracovie contribue à sa déposition. Le dernier des fils de Boleslas IV, Casimir II le Juste est proclamé. Micislas pendant vingt-cinq ans tentera de redevenir le maître.

Venise. — Fiançailles du doge avec la mer : le pape Alexandre III met au doigt du doge Sébastiano Ziani un anneau d'or, pour signifier que la mer devait être soumise aux Vénitiens comme l'épouse à son époux. Cette cérémonie de l'anneau et du mariage se renouvellera chaque année.

1178.

Allemagne. — Frédéric I^{er} se

fait couronner roi des deux Bourgognes à Arles et à Vienne.

Bohême. — Le duc, qui avait forfait en 1175 à ses devoirs de vassal envers l'empereur, est déposé, et forcé de fuir; le fils de Vladislav II, Frédéric, devient duc.

Russie. — Alliance de la république de Novgorod avec le grand prince de Wladimir.

1179.

Danemark. — Le despotisme d'Absalon, archevêque de Lundén, tout puissant en Scanie, provoque une révolte; le roi Valdemar I^{er} punit les Scaniens rebelles, mais aussi met un frein à l'autorité d'Absalon: la diune ne sera plus exigée.

Empire grec. — L'empereur Manuel marie sa fille à un fils du marquis de Montferrat, déjà célèbre par ses exploits de terre sainte; il le déclare César, et roi de Thessalonique en Macédoine.

France. — Le roi fait le voyage d'Angleterre, pour aller demander sur le tombeau de saint Thomas Becket de Canterbury, la guérison de son fils Philippe. — A l'occasion du sacre de Philippe, qui a lieu deux mois après, un édit assure aux archevêques de Reims le privilège de sacrer les rois de France. Le roi d'Angleterre assiste au sacre, comme duc de Normandie.

Orient chrétien. — Les hospitaliers et les templiers ont recours au pape pour régler leurs différends et pour déterminer le degré d'obéissance qu'ils doivent aux évêques.

Rome. — Douzième concile général, le troisième tenu à Latran, sous la présidence d'Alexandre III (mars). Il traite seulement de questions de discipline ecclésiastique: il confirme aux cardinaux le droit exclusif d'élire le pape, et fixe aux deux tiers des voix du sacré collège la majorité de l'élection; il réclame la restitution des dîmes pour l'E-

glise; il règle l'ordination et la vie des évêques.

1180.

Allemagne. — L'empereur fait solennellement dépouiller de ses fiefs Henri le Lion, qui lui avait refusé ses secours dans la guerre contre les Lombards; il donne le duché de Saxe au frère du margrave de Brandebourg.

Angleterre. — Prédication de la trêve de Dieu.

Empire grec. — La mort de Manuel Comnène livre Constantinople à des mains indignes; en peu d'années, plusieurs princes Comnène se succéderont au milieu de l'anarchie.

Espagne. — Dans l'assemblée ecclésiastique de Tarragone, le calcul de l'ère d'Espagne est supprimé pour la Catalogne et remplacé par l'ère de l'Incarnation.

France. — Louis le Jeune donne une charte d'affranchissement pour les serfs du territoire d'Orléans — Sa mort. Il est le premier roi sur le sceau duquel on voit une véritable fleur de lis. — Avènement de Philippe II Auguste, âgé de quinze ans. — Par son mariage avec Isabelle de Hainaut, qui descend du carlovingien Charles de Lorraine, Philippe confond les prétentions des deux dynasties. Il a l'Artois pour dot. — Résistance du jeune roi à sa mère et à ses quatre oncles qui veulent gouverner en son nom.

1181.

Allemagne. — Frédéric I^{er} décide les deux frères, ducs de la Poméranie occidentale, à reconnaître sa suprématie; ils sont déclarés princes de l'empire. — Le Holstein, qui jusqu'alors avait relevé du duché de Saxe, devient fief immédiat. — Le roi de Danemark aide l'empereur à enlever à Henri le Lion la ville de Lubeck.

Hongrie. — Le roi Béla, peut-être en 1181, établit au-dessous du

comte palatin, officier suprême dont les fonctions embrassaient les affaires civiles et les affaires militaires, des chefs particuliers entre lesquels fut partagée l'administration de la Hongrie divisée en comtés.

Hongrie et Venise. — La ville de Zara, en Dalmatie, s'étant soustraite à la domination des Vénitiens, se donne pour la quatrième fois à la Hongrie, qui sait la conserver.

1182.

Danemark. — Mort de Valdemar I^{er}. Ses vertus, ses exploits, les loix qu'il a données à son peuple lui ont mérité le surnom de Grand. On lui rapporte la fondation de Dantzick, à l'embouchure de la Vistule, et les commencements de Copenhague, sur la côte orientale de l'île de Seeland. — Avènement de son fils Kanut VI.

France. — Édit de Philippe Auguste contre les juifs, odieux comme usuriers et comme sacrilèges; ils sont chassés et dépouillés.

Orient musulman. — Saladin, sultan d'Égypte et de Damas, va faire conquête d'Edesse, mais il ne peut prendre Alep et Mossoul qui sont à la famille de Noureddin.

1183.

Allemagne et Italie. — Le traité de Constance confirme tous les privilèges dont jouissaient les principales villes d'Italie qui relèvent de l'empereur (juin).

Angleterre et France. — Révolte des fils de Henri II, surtout de l'aîné, à l'instigation de Bertrand de Born, seigneur de Haute-fort dans le Limousin, troubadour célèbre.

France. — Philippe Auguste réclame par les armes, au comte de Flandre, les comtés de Vermandois et d'Amiens, comme étant le plus proche héritier de sa femme qui ne lui laissait pas d'enfant. — A Paris, première construction de deux corps de halles couvertes.

Orient chrétien. — Le roi de Jérusalem, Baudouin IV, à vingt-deux ans, devient lépreux. — L'ambition des comtes de Tripoli, d'Edesse et de Gui de Lusignan, époux de la sœur du roi, trouble l'État pendant plusieurs années.

Orient musulman. — Saladin emporte d'assaut Amida, en Mésopotamie, et se fait céder Alep.

1184.

Allemagne et Rome. — Malgré la protection de Frédéric I^{er}, le pape Lucius III est forcé de quitter Rome. Un concile tenu à Vérone, en présence de l'empereur, excommunique les Romains et menace les cathares, les patharins et les vaudois de peines spirituelles et de peines temporelles.

Espagne. — Yousouf perd à Santarem une grande bataille contre le vieux roi de Portugal, Alphonse Henriques, qu'assiste son fils Sanche, âgé de vingt-neuf ans : Yousouf meurt des suites de ses blessures. Le nouveau chef des Almohades, Yacoub, rappellera par ses brillantes qualités et sa libérale administration, autant que par la gloire militaire, les beaux temps du califat de Cordoue.

France. — Le roi combat les routiers ou Brabançons, brigands réunis en corps d'armée qui désolaient les campagnes. — On commence à paver la ville de Paris, et à entourer de murs le parc de Vincennes, fortteresse près de la résidence royale. — Plusieurs communes reçoivent du roi la confirmation de leurs chartes : Autun, Châlon et Beaune, en Bourgogne, Crespy, en Laonnais.

Orient chrétien. — Les grands maîtres des ordres de l'Hôpital et du Temple sont venus solliciter à Vérone les secours du pape et de l'empereur.

Russie. — Expédition formidable du grand prince de Wladimir contre les Bulgares du Volga; il pénétre jusqu'à leur capitale, et conclut la paix avec eux.

1185.

Angleterre et France. — Philippe Auguste ordonne aux prélats rassemblés à Paris d'exhorter tous ses sujets à la guerre sainte (janv.). — L'assemblée ecclésiastique de Londres décide qu'il est plus utile au bien de ses peuples que le roi ne quitte pas son royaume pour la guerre d'Orient (mars).

Empire grec et Sicile. — Les Normands de Sicile font des courses sur les côtes de l'empire grec jusqu'à Thessalonique; ils seront repoussés de devant Constantinople.

Espagne. — Mort d'Alphonse Henriquez, âgé de plus de quatre-vingt-dix ans : il est enseveli à Coïmbre, alors la capitale du Portugal. Avènement de son fils Sanche.

Hongrie. — Mariage du roi avec une sœur de Philippe Auguste. — Les Hongrois mettent un instant la main sur une partie de la Russie Rouge, le duché d'Halicz (Gallicie).

Italie. — Guillaume le Vieux, marquis de Montferrat, entreprend le voyage de la terre sainte, où règne son petit-fils, Baudouin V.

Orient. — Renaud de Châtillon force Saladin à lever le siège de Krac, l'ancienne Pétra de la Palestine. Trêve de quatre ans.

1186.

Allemagne et Sicile. — Le fils de l'empereur, Henri, à vingt et un ans, épouse Constance, fille du roi Roger II, âgée de près de quarante ans; elle est destinée à succéder à son neveu, Guillaume II, qui n'a pas d'enfant.

Angleterre et France. — Mort du duc de Bretagne, Geoffroi.

Bulgares. — Les Bulgares secouent le joug byzantin qu'ils portaient depuis cent soixante-sept ans, et se donnent deux chefs.

Empire grec. — Un troisième fils du marquis de Montferrat, Con-

rad, parti pour la terre sainte, s'arrête à Constantinople, défend l'empereur contre un rebelle, épouse sa sœur et reçoit le titre de César.

Orient chrétien. — Gui de Lusignan, beau-frère de Baudouin IV, devient, par la mort de ce prince, roi de Jérusalem; il a contre lui une partie des Latins.

1187.

Danemark. — Kanut VI force le duc de Poméranie occidentale et les deux ducs de Mecklembourg à se reconnaître ses vassaux.

France. — Le roi favorise la formation des communes d'Arras, de Saint-Omer, d'Hesdin, de Doullens en Artois, de Dijon en Bourgogne; et bientôt de Montreuil et de Pontoise.

Orient. — Saladin gagne sur le roi de Jérusalem la bataille de Tibériade au sud-ouest du lac de ce nom. Le roi Gui de Lusignan, le grand maître du Temple, Guillaume le Vieux, marquis de Montferrat, sont faits prisonniers; Renaud de Châtillon, et grand nombre de chevaliers de l'Hôpital et du Temple sont massacrés après le combat; la sainte croix tombe au pouvoir des infidèles (3 juillet). — Saladin occupe Ptolémaïs (Saint-Jean-d'Acre), assiège l'opulente ville de Tyr que sauve le fils du marquis de Montferrat, Conrad, récemment débarqué; prend Ascalon (4 septembre), et entre par capitulation dans Jérusalem (2 octobre): les vaincus sont, dans la ville sainte, traités avec générosité. Peu après la bataille de Tibériade, mort du comte de Tripoli; il lègue ses États à un fils de Bohémond III, prince d'Antioche. — Les fils de Kilidge-Arslan II n'attendent pas sa mort pour se saisir du gouvernement: l'anarchie, pendant plusieurs années, affaiblira l'État seldjoucide d'Icönium.

Rome. — Urbain III, qui appelait l'Europe à la défense des chré-

tiens d'Orient, et était allé jusqu'à Venise pour y faire équiper une flotte, meurt à Ferrare, après avoir appris la perte de Jérusalem (19 octobre).

1188.

Allemagne, Angleterre et France. — Guillaume, archevêque de Tyr, fait prendre la croix aux trois rois. — Dime saladin en France. La révolte de Richard Cœur de Lion retient le roi d'Angleterre; Philippe Auguste soutient le fils rebelle.

Orient. — Conrad de Montferrat pourvoit à la défense de Tripoli qu'attaque Saladin (janvier). — Rivalité entre Gui de Lusignan, rendu à la liberté, et Conrad au sujet de Tyr. — Saladin prend dans la principauté d'Antioche vingt-cinq villes, mais attaque sans succès la capitale.

Rome. — Le nouveau pape Clément III, d'origine romaine, parvient à se faire agréer du peuple et du sénat de Rome, qui étaient depuis dix ans en lutte ouverte avec les pontifes. Les droits régaliens lui sont rendus, mais il confirme les privilèges du sénat, et il sacrifie à l'inimitié de Rome les villes de Tusculum et de Tivoli, qui avaient souvent servi d'asile à ses prédécesseurs.

1189.

Afrique et Espagne. — Après avoir pacifié l'Afrique, Yacoub dévaste une partie du Portugal. — Pendant que de nouvelles révoltes le rappellent en Afrique, Sanche I^{er}, le roi de Portugal, avec l'aide de croisés anglais, prend Silves et Béja.

Allemagne et Sicile. — La mort de Guillaume II ouvre une lutte sanglante entre le fils de Frédéric Barberousse, marié à Constance, héritière légitime des États de Sicile, et Tancredi, petit-fils de Roger II par une concubine.

Angleterre. — Le chagrin tue Henri II (6 juillet), deux jours après un traité de paix avec Philippe Auguste qui avait soutenu ses fils re-

belles. — Richard, le nouveau roi, laisse massacrer les juifs à Londres, et trafique des biens ecclésiastiques.

Orient. — Croisade de Frédéric Barberousse. — Gui de Lusignan commence le siège de Saint-Jean-d'Acre. Mort de sa femme Sibylle, issue du sang royal de Jérusalem : les droits qu'il avait sur le trône passent, par le mariage de la sœur de Sibylle, dans la maison de Montferrat.

1190.

Allemagne et Sicile. — Frédéric I^{er} meurt en Cilicie (juin). — Avènement de son fils aîné, Henri VI, déjà roi des Deux-Siciles par sa femme Constance. — On a d'Henri des poésies en tête du livre des *Minnesinger*.

Angleterre et Écosse. — Le roi Richard se désiste de l'hommage que son père avait extorqué à Guillaume le Lion pour la couronne d'Écosse; il ne retient que l'hommage qui a été rendu de tout temps par les princes écossais pour les domaines qu'ils avaient en Angleterre.

Mohême. — Le trône ducal est occupé pour un an par le marquis de Moravie, parent et compétiteur du fils aîné du roi Vladislav II.

France. — Le testament que laisse Philippe Auguste au moment de partir pour la guerre sainte contient l'institution des baillis royaux comme juges établis au-dessus des prévôts. — Armoiries de la ville de Paris, déterminées par le roi : nef d'argent, fleur de lis d'or. — Construction des murs de clôture et des portes de Paris.

Gènes. — Changement de constitution : les consuls sont remplacés par un podestat annuel d'origine étrangère. Au bout d'un an on revint à l'ancienne forme de gouvernement.

Orient chrétien. — Le jeune Frédéric de Souabe, arrivé en Palestine avec les débris de l'armée de Barberousse, son père, fonde un ordre de chevalerie religieux et mili-

taire qui n'admettra que des Allemands. La règle de l'ordre teutonique emprunte à celle des frères hospitaliers ce qui regarde le soin des malades, à celle des templiers ce qui a rapport à la milice et à la discipline.

Sicile. — Les croisés de France et d'Angleterre suivent pour la première fois la route de mer. Dissentiment des deux rois en Sicile.

1191.

Allemagne. — Berthold V, administrateur de la Bourgogne transjurane, bâtit en Helvétie la ville de Berne, à laquelle il donne des lois et des libertés municipales que confirme l'empereur Henri VI.

Allemagne et Italie. — Couronnement de Henri VI à Rome par le nouveau pape Célestin III. Expédition contre Tancrede, le chef national des Normands ; il ne peut prendre Naples.

Bohême. — Le duc meurt au siège de Naples, où il a suivi l'empereur.

Espagne. — Les capitaines almohades reprennent les pays conquis par le roi de Portugal Sanche.

France. — Philippe Auguste occupe l'Artois comme dot de sa femme.

Italie. — Le pape livre Tusculum aux Romains. Ils assouvissent en détruisant cette ville une haine plus que séculaire. Les débris de cette cité se retrouvent à Frascati.

Orient. — Richard Cœur de Lion dépouille un Comnène de l'île de Chypre. Richard et Philippe Auguste prennent ensemble Saint-Jean-d'Acre : départ de Philippe ; courses brillantes, mais stériles, de Richard contre Saladin. Contestations entre Conrad de Montferrat et Gui de Lusignan pour le titre de roi de Jérusalem. — L'ordre teutonique est confirmé par Célestin III et mis sous la règle de saint Augustin. Il se compose : 1° de chevaliers tous gentils-

hommes ; 2° de prêtres ; 3° de frères servants ; gens de tout état, dont le nombre sera considérable. L'habit des chevaliers est le manteau blanc avec la croix noire liserée d'argent. — La lèpre, que les croisés rapportent d'Orient, a rendu nécessaire l'institution d'hôpitaux particuliers en France.

1192.

Danemark. — Kanut VI confère le duché de Slesvig à son frère Waldemar. — Révolte de l'évêque de Slesvig, qui élevait des prétentions sur le duché et même sur la couronne de Danemark.

Espagne. — Le roi de Léon est condamné par le concile de Salamanque à abandonner sa femme, fille de Sanche 1^{er} de Portugal, qui était sa cousine germaine. Les royaumes de Léon et de Portugal sont mis en interdit parce que les princes n'ont pas obéi au concile.

France. — En demandant la main d'Ingeburge, princesse danoise, sœur du roi Kanut VI, Philippe Auguste avait en vue de se faire céder les anciens droits que les rois de Danemark avaient sur l'Angleterre, et d'obtenir un secours de vaisseaux pour faire valoir ces droits. Le roi de Danemark aime mieux offrir pour dot une somme d'argent.

Orient. — Gui de Lusignan reçoit de Richard Cœur de Lion le royaume de Chypre : Conrad de Montferrat garde seul alors le titre de roi de Jérusalem. Conrad est assassiné par deux émissaires du Vieux de la Montagne. Le mariage de sa veuve fait passer le titre de roi de Jérusalem à la maison de Champagne Boniface, frère de Conrad, lui succède dans le marquisat de Montferrat. — Trêve conclue par Richard avec Saladin avant son départ ; les Latins ont encore Saint-Jean-d'Acre, Jaffa et Arsouf.

Venise. — Henri Dandolo, déjà vieux, est élu doge.

1193.

Angleterre et France.— Pendant l'absence de Richard, qui, en revenant de la terre sainte, est tombé entre les mains du duc d'Autriche, son ennemi, et a été ensuite livré à l'empereur Henri VI, qui le retient captif, Jean sans Terre, son frère, prétend au trône d'Angleterre, Philippe Auguste à la possession de la Normandie.

France.— Mariage (août) et presque aussitôt divorce (novembre) de Philippe avec Ingeburge de Danemark. Elle forme appel à Rome.

Italie.— Un diplôme impérial fait don d'Alexandrie au marquis de Montferrat.

Orient musulman.— Mort de Saladin à Damas, à cinquante-sept ans (4 mars). La sagesse et l'équité de son gouvernement l'ont fait aimer de ses peuples, comme la terreur à popularisé son nom chez les chrétiens. — Partage de ses États entre ses trois fils : 1^o sultanie de Damas, avec Jérusalem, Balbek et Bostra ; 2^o sultanie d'Égypte ; 3^o sultanie d'Alep.

1194.

Allemagne, Italie et Sicile.— Le parti national des Normands perd son chef Tancrede ; le jeune fils de Tancrede est facilement dépouillé par Henri VI. Couronnement du prince allemand à Palerme (octobre) ; ses cruautés le font détester des Siciliens. Ses auxiliaires, les Génois et les Pisans, livrent bataille les uns contre les autres dans la rade de Messine.

France.— Philippe, pendant la guerre avec les Anglais, ayant perdu près de Blois, avec son bagage, les titres de la couronne, qui en faisaient partie, crée le dépôt des archives à Paris (5 juillet).

1195.

Allemagne et Italie.— A la mort de Welf d'Este, qui a gardé

pendant trente-huit ans le marquisat de Toscane et les biens de la comtesse Mathilde, l'empereur les donne à son propre frère Philippe.

Espagne.— Yacoub entre dans la guerre sainte contre les Castillans les diverses tribus de l'Afrique et du Magreb. Le roi de Castille Alphonse VIII n'attend pas les renforts promis par le roi de Léon et par le nouveau roi de Navarre Sanche VII, et perd un grand combat sur les hauteurs que domine la forteresse d'Al-
Arca (Alarcos). Le vainqueur, contre l'usage, rendit la liberté à vingt mille prisonniers.

1196.

Allemagne.— L'enfant de Henri VI, âgé de deux ans, est élu roi des Romains.

Allemagne et Sicile.— La révolte des Siciliens provoque une nouvelle expédition de Henri VI, et de nouveaux supplices.

Bulgares.— Joannice ou Jean I^{er}, appelé aussi Calo-Jean, règne seul sur les Bulgares affranchis de la domination grecque, au détriment de ses neveux.

Espagne.— Faibles succès des Almohades : Calatrava, Guadalajara et Madrid, sont enlevées ; Tolède est menacée. La mosquée de Séville reçoit le butin.—Le roi de Castille, au lieu de pourvoir au salut des pays chrétiens, attaque son parent le roi de Léon.

France.— Séparé d'Ingeburge malgré les injonctions du pape, Philippe Auguste épouse Agnès, fille du duc de Méranie, pays voisin du Tyrol (juin) ; il la gardera malgré la cour de Rome.

Italie.— Le chef des Torelli, Salinqueria (Saliens in Guerra) et Azzo ou Azzolino d'Este, se font nommer tour à tour podestats de Ferrare. Ces deux factions désolent la ville depuis le x^e siècle. Les d'Este sont Guelfes.

1197.

Allemagne et Sicile. — Henri VI donne le duché de Souabe à son frère Philippe qui a déjà la Toscane. Il essaye de rendre la couronne impériale héréditaire dans sa famille, et d'incorporer le royaume des Deux-Siciles à l'empire germanique. Cinquante-deux princes et le pape donnent leur assentiment à ses projets. Opposition persévérante du duc de Saxe et du margrave de Brandebourg. Henri VI meurt à Messine. — Son fils Frédéric, âgé de trois ans, qui lui succède dans ses domaines héréditaires, a pour tutrice en Sicile la reine Constance; Philippe de Souabe gouverne l'Allemagne.

Bohême. — La mort de Henri VI permet à Prémislas, l'ennemi de la maison de Souabe, qui a été duc en 1192, de rentrer en Bohême.

Espagne. — Des croisés anglais et hollandais aident Sanche I^{er} à reprendre Lisbonne et une partie des Algarves. — Le mariage de Bérengère, fille du roi de Castille, avec le roi de Léon, gage de réconciliation entre les deux États, amène, à cause de la parenté des époux, de nouveaux débats avec la cour de Rome.

France. — Nouvelle guerre avec Richard Cœur de Lion qui s'est ligué avec le comte de Flandre. Elle se fait surtout dans le bassin de l'Epte, autour de Gisors.

Orient chrétien. — Mort du roi titulaire de Jérusalem, Henri de Champagne. Amauri II de Lusignan, roi de Chypre, qui a épousé la veuve de Henri, Isabelle, prend le titre de roi de Jérusalem. — Le prince de l'Arménie chrétienne, Livon, dont la puissance s'étend depuis le Caucase jusqu'à la mer de Cilicie, se fait couronner roi avec le consentement de l'empereur d'Allemagne et du pape.

1198.

Bohême. — Le duc Prémislas est fait roi par Philippe de Souabe

France. — Philippe accorde aux juifs, moyennant des sommes considérables dont il avait besoin pour la guerre avec l'Angleterre, leur retour en France.

Rome. — Mort de Célestin III. Pendant son règne, l'usage s'établit pour toutes les églises d'Occident de ne donner la communion aux laïques que sous la seule espèce du pain, ainsi que cela se pratiquait dans l'église de Jérusalem. — Avènement d'Innocent III, de la famille des comtes de Segnia, âgé de trente-sept ans : il était déjà cardinal, mais il ne fut ordonné prêtre qu'après son élection. Il établit son pouvoir à Rome en exigeant le serment du préfet de la ville, des sénateurs et des autres magistrats qui étaient à la nomination de l'empereur. Il revendique pour le saint-siège la marche d'Ancone, où dominait l'Allemand Markwald, principal conseiller de Henri VI, et le duché de Spolète. Il encourage en Toscane la confédération de Lucques, Florence, Pistoia, etc.; Pise reste fidèle à la famille de Henri VI.

Rome et Empire d'Allemagne. — Quand Philippe de Souabe se fait déléguer la couronne germanique, Othon de Brunswick, fils de Henri le Lion, chef des Welfs, se déclare son compétiteur à l'empire, avec l'assentiment d'Innocent III qui veut amoindrir la maison gibeline, si redoutable déjà en Italie.

Sicile. — Mort de la reine Constance à Palerme; son testament donne la régence à Innocent III. Le pape protège avec énergie son pupille; il oppose à l'ambitieux Markwald un chevalier français, Gauthier de Brienne.

1199.

Afrique et Espagne. — La mort de Yacoub fait passer les Almohades sous le gouvernement d'un prince plus faible, Mohammed-el-Nasr. — Averroès (Abou-Abd-Allah)

ah-Mohammed - ben - Omar - ben-Roschd), natif de Cordoue, meurt à Maroc. L'étude de la médecine, de la philosophie, de la science du droit, des mathématiques, de la poésie, beaucoup d'ouvrages en arabe et en hébreu, surtout une traduction des œuvres d'Aristote, lui ont fait une grande réputation au moyen âge, même parmi les chrétiens.

Angleterre et France. — Trêve entre les deux rois. — Mort de Richard, au siège de Chalus dans le Limousin. Avènement de son frère Jean sans Terre, au détriment du fils de Geoffroi, Arthur qui est reconnu

dans la Bretagne, le Maine, l'Anjou et la Touraine.

Italie. — Une guerre entre Parme et Plaisance met en feu toute la Lombardie.

Orient chrétien. — Guerre civile entre les deux ordres de Saint-Jean et du Temple pour un territoire contesté. La lutte ne finira au bout de trois ans que par l'intervention d'Innocent III.

Orient musulman. — Un frère de Saladin, Saphadin, qui a déjà enlevé Damas à un de ses neveux, s'empare de la sultanie d'Égypte.

XIII^e SIÈCLE APRÈS J. C.

APERÇU GÉNÉRAL.

Le XIII^e siècle est celui où les institutions du moyen âge ont pris le plus de développement et d'activité, en conservant leurs formes si diverses, dans l'ordre de la politique, de la religion, des études ou des lettres : l'état des gouvernements, des mœurs et des opinions se ressent de la variété des faits et des mouvements qui s'accomplissent.

Le siècle s'ouvre par le pontificat d'Innocent III. L'Europe entière éprouve l'influence de ce pontife ; les États d'Italie le reconnaissent pour protecteur ; il excommunie et dépose l'empereur Othon IV, de la maison des Welfs, qu'il avait d'abord reconnu ; il ôte la Grande-Bretagne à Jean sans Terre, la concède à Philippe Auguste, la reprend à Philippe et la déclare un fief du saint-siège. Il ordonne des croisades. Une de ces expéditions ravit, contre son gré et malgré ses anathèmes, l'empire grec aux princes byzantins ; l'usurpation qui fait empereur de Constantinople un comte de Flandre, et qui donne le quart de l'empire aux Vénitiens, rend au saint-siège la suprématie sur les Grecs schismatiques. Une autre croisade verse la noblesse et le clergé du nord de la France sur les riches possessions des Albigeois, les hérétiques du midi : l'hérésie sera extirpée par la destruction des populations, autant que par les prédications ardentes des moines dominicains. Une troisième

guerre sainte arrache, par la victoire de Tolosa, l'Espagne chrétienne aux Almohades d'Afrique. Innocent préside des conciles, établit des monastères, compose des livres mystiques : sa vaste correspondance embrasse toutes les affaires importantes qui ont occupé l'Europe depuis 1198 jusqu'en 1216. Le pape semble digne de cette domination universelle, même par la culture et l'étendue de son esprit. Il ranime dans l'Église le goût de l'étude : s'instruire est l'un des actes d'obéissance qu'il exige de tous les ecclésiastiques, séculiers ou réguliers. Presque tous ses successeurs, jusqu'à la fin du siècle, avec moins de talent et moins d'autorité que lui, suivent pourtant et maintiennent la direction qu'il a imprimée au monde. La suprématie politique ne fléchit guère entre leurs mains ; mais leurs prétentions semblent empreintes d'iniquité, quand ils dépouillent les derniers princes de la maison de Souabe pour leur substituer, dans les Deux-Siciles, les indignes princes de la maison d'Anjou. Boniface VIII, qui ferme le siècle, compromettra la puissance du saint-siège par les efforts téméraires qu'il fera pour l'accroître. La science, arme si nécessaire même à ceux qui ont déjà la force, ne manque pas à la cour de Rome : les *Décrétales*, de Grégoire IX, complétées par un sixième livre, le *Sexte*, de Boniface VIII, contribuent à étendre la juridiction ecclésiastique. Les légats, dans chaque royaume de la chrétienté, font respecter les décisions du saint-siège, comme autrefois les proconsuls romains celles du sénat.

Deux nouveaux ordres monastiques, fondés par l'Espagnol saint Dominique, par l'Italien saint François d'Assise, pour lutter contre l'hérésie par la parole, et pour ramener aux vertus par la mortification et la pauvreté, appartiennent à la fois à l'histoire de la religion et à celle des lettres. Les dominicains se rendent bientôt formidables en se faisant inquisiteurs et en persécutant les hérétiques ; mais ils exercent, comme les franciscains, une action bienfaisante sur les études. On s'étonne peu du crédit et des faveurs qu'obtinrent ces deux ordres, lorsque, dès leur naissance, on voit dans leur sein un si grand nombre d'étudiants, de professeurs, de prédicateurs et d'écrivains laborieux. Ils rendent de l'émulation aux anciens cénobites, chez qui le goût des études commençait à s'affaiblir, et au clergé séculier, qui, menacé dans ses droits et troublé dans l'exercice de ses fonctions par les entreprises de ces nouveaux auxiliaires, sentira le besoin de ne pas leur rester trop inférieur en instruction et en mérite.

Ce siècle vit encore naître d'autres ordres. Les carmes et les augustins, un peu postérieurs aux dominicains et aux franciscains,

sont appelés, comme eux, ordres mendiants. Les célestins sont de la fin du siècle. L'ordre de la Merci a été fondé au début du siècle par Pierre de Nolasque, en vue de racheter les chrétiens esclaves chez les Maures.

Les frères du Christ, ou Porte-Glaive, chevaliers de Livonie, sont créés, non pour la prédication, mais pour la conquête; l'ordre teutonique vint de Palestine les aider, et bientôt se substituer à eux dans cette œuvre de guerre, en Livonie et en Prusse : la croix est plantée dans le sang des idolâtres, sur les rives de la Baltique.

La guerre sainte, prêchée seulement autrefois contre les infidèles de l'Orient, atteint les musulmans d'Espagne, les hérétiques de France, les Slaves idolâtres du nord, même les Grecs schismatiques de Constantinople : bien peu de croisés vont combattre pour la terre sainte. Le nom de roi de Jérusalem n'est plus qu'un vain titre : Jean de Brienne quitte la Palestine pour Constantinople, après une malheureuse tentative sur l'Égypte, Frédéric II, l'empereur d'Allemagne, son gendre, achète des musulmans le droit d'entrer dans Jérusalem, quoique excommunié. Saint Louis, par sa piété et par l'habile direction donnée d'abord à sa croisade, aurait mérité d'être plus heureux en Égypte : les Mameluks, sortis hier esclaves de la Circassie, devenus souverains par la déposition du dernier sultan ayoubite, permettent au moins au roi captif de racheter sa liberté. Il fonde alors quelque espérance sur l'alliance des Mongols, qui ne s'étaient pas encore arrêtés dans cette voie des conquêtes où les avaient lancés Gengis-khan et ses fils, partis de l'extrémité orientale de la Tartarie : mais les Mongols, dans leur ardeur de dévastation, ne distinguaient pas les chrétiens des musulmans; ils s'étaient précipités sur les terres chrétiennes de la Russie, de la Pologne, de la Hongrie, comme sur l'empire musulman du Kharisme, comme sur l'Inde et sur la Chine. L'extermination des Ismaélites ou Assassins dans la Syrie, la catastrophe sanglante du dernier calife abaside et la ruine de Bagdad, ne profitent qu'aux dynasties turques, qui survivent en Asie Mineure, et aux Mameluks d'Égypte. La prise de Constantinople par les Grecs de Nicée, qui reconstituent un empire pour deux siècles, a peu de retentissement en Europe : on ne s'intéresse pas au sort d'une petite maison féodale de France, qui tombe du trône; les Vénitiens seuls en sentent un cruel contre-coup, par la supériorité maritime que prennent leurs rivaux, les Génois. La dernière croisade, pendant que l'Orient est en feu, que les Mameluks se font redouter des Français, des Syriens et des Mongols, va toucher la côte d'Afrique, et n'a d'autre résultat que d'exercer les vertus chrétiennes et de hâter la mort héroïque de saint Louis. Les

Mameluks achèvent de chasser de la Palestine les templiers, les chevaliers teutons et toute la milice des chrétiens de l'Occident dont ils enlèvent les dernières places.

Ne reste-t-il donc rien de ces guerres saintes? Les nations occidentales ont été mises en rapport, non-seulement entre elles, mais avec les Grecs et les Arabes, avec l'Asie et l'Afrique. Tant de voyages en Égypte, en Syrie, à Constantinople, n'ont pas été perdus : ce contact universel a influé sur les langues, sur les idées et sur les arts ; il a rendu plus prompt et plus rapide la communication de toutes les connaissances, et a préparé de loin les progrès de l'intelligence humaine. On rapportait de l'Orient de la misère, des maladies et des vices, mais aussi des lumières qui agrandissaient la sphère des arts et de la littérature.

Les États de l'Europe occidentale subissent de grandes vicissitudes. Les Anglais expient un crime domestique de leur roi Jean sans Terre, par la perte de tout ce qu'ils ont sur le continent, à l'exception de la Guyenne. Le règne de Philippe Auguste est une des époques de l'agrandissement du pouvoir royal en France et de l'affaiblissement de la puissance des seigneurs : la victoire nationale de Bouvines frappe du même coup l'aristocratie rebelle, le roi d'Angleterre et la maison des Welfs dans la personne d'Othon IV de Brunswick. La grande charte, imposée par les barons anglais à Jean sans Terre, n'est pas une constitution générale ; mais le triomphe des nobles préparera celui de toute la nation. En France, après le court règne du fils de Philippe Auguste, qui dans ses expéditions contre les Albigeois consomme la ruine des comtes de Toulouse, la minorité de Louis IX aurait pu exposer la royauté aux mêmes périls que le gouvernement tyrannique des Plantagenets avait attirés sur la royauté anglaise. La régence de Blanche de Castille, et les qualités personnelles de saint Louis, assurent, sans despotisme comme sans usurpation, la suprématie du pouvoir royal contre l'aristocratie, l'indépendance du territoire contre les Anglais alliés de seigneurs qui se sont révoltés. Ce règne, qui n'est que trop plein de la gloire militaire due aux croisades, l'est aussi de toute celle qu'un roi de France peut acquérir par les soins du gouvernement et par la direction suprême des affaires. L'honnêteté naturelle de tous ses penchants, sa bonté, sa justice, sa loyauté magnanime, son intrépidité dans les combats, son courage plus héroïque encore dans l'infortune, ses lumières pour de pareils temps, son dévouement religieux aux intérêts de son peuple, les remèdes salutaires qu'il a apportés à l'anarchie féodale, toutes ses qualités, tous ses actes sont dominés par une piété vive et sincère, qui ajoute au mérite et

à la force de sa résistance quand il combat les prétentions de la cour de Rome. Le roi d'Angleterre, son contemporain Henri III, est aux prises avec l'aristocratie, qui veut réformer elle-même le gouvernement. L'ambition du chef de la rébellion, le comte de Leicester, est cause de la première convocation des députés des communes au parlement. L'enfantement douloureux des libertés constitutionnelles en Angleterre ne fut pas stérile pour la paix et pour la grandeur de la nation. Édouard I^{er}, exalté par ses triomphes dans le pays de Galles et en Écosse, fort de ses alliances sur le continent, s'il n'eût été maintenu par la grande charte jet par les parlements, eût imité le despotisme de Philippe le Bel. Ce petit-fils de saint Louis, roi plus habile, mais moins honnête que son père, Philippe le Hardi, qui a jeté maladroitement la France dans les affaires de l'Espagne et de la Sicile, voit bien les intérêts réels du royaume et de la royauté : il est célèbre par ses guerres avec l'Angleterre et la Flandre, par son alliance avec l'Écosse, par la substitution de la loi royale aux coutumes anarchiques de la féodalité, et des légistes aux pairs-chevaliers. Il se rencontre avec un pape despote comme lui : la lutte commence quand s'ouvre le xiv^e siècle.

L'Allemagne et l'Italie surtout sont remuées bien plus profondément. La maison de Souabe, exclue d'abord du trône impérial par Innocent III, y est rappelée par lui, au détriment du prince welf. Frédéric II est le bienfaiteur de ses sujets héréditaires des Deux-Siciles ; mais le reste de l'Italie combat contre lui. Grégoire IX et Innocent IV l'excommunient, le déposent, ruinent sa puissance et créent des anti-Césars. Affranchis de la domination germanique, les peuples lombards ne savent pas vivre en peuples libres : les factions guelfe et gibeline ont encore leurs drapeaux dans toutes les cités. La maison de Romano est la terreur de la Lombardie orientale : quand elle succombera, les Scaliger et les Carrare exerceront les mêmes cruautés. Milan passe des mains despotiques des Torriani à celles des Visconti ; Venise se sauve de l'anarchie et du despotisme étranger en remettant ses destinées à une formidable oligarchie ; la république de Gènes, agitée par des troubles intérieurs, change perpétuellement les noms, les rapports, le système des magistratures. La Toscane est partagée en plusieurs républiques, quelquefois liguées, plus souvent rivales ; Florence, riche par l'industrie, au milieu des violentes fureurs des guelfes et des gibelins, essaye de constituer son gouvernement démocratique. La terre des Deux-Siciles est le tombeau des fils et du petit-fils de Frédéric II. Charles d'Anjou, appelé contre eux par les papes, rend exécrable le nom de la France, sur-

tout en Sicile : les vèpres siciliennes donnent cette île aux Aragonais ; les deux royaumes subsistent ainsi longtemps séparés et ennemis.

L'anarchie de l'Allemagne, depuis le milieu du siècle, favorable à la puissance des seigneurs et à l'affranchissement des villes, qui forment la ligue du Rhin et l'association commerciale de la Hanse, ne cesse quo par l'élévation au trône impérial de Rodolphe de Habsbourg. Le puissant roi de Bohême est terrassé ; l'Autriche passe aux mains du fils de Rodolphe, qui cependant ne lui succédera pas dans le titre d'empereur. Rodolphe n'a obtenu que par d'importantes concessions la faveur ou l'indulgence de la cour de Rome : il ne vient pas en Italie.

Le XIII^e siècle est glorieux et fécond pour l'Espagne chrétienne. Depuis la défaite des Almohades à Tolosa, plus de cinquante années sont employées par les rois de l'Aragon, par ceux de la Castille et de Léon qui ne forment qu'un royaume depuis 1230, à repousser les Maures vers les montagnes de Grenade. La piété chevaleresque de Ferdinand III le Saint ; le goût des lettres, de l'astronomie et de la science des lois d'Alphonse X le Sage, placent la Castille au premier rang ; l'extension de son territoire arrête dans la péninsule les progrès de deux autres États chrétiens, l'Aragon et le Portugal : mais déjà l'Aragon cherche fortune dans les îles de la Méditerranée. La Navarre, presque réunie à la France par des alliances de famille, est pour ainsi dire en dehors de l'Espagne. L'invasion nouvelle des Mérinides d'Afrique n'entame pas beaucoup le territoire chrétien : c'est à la Castille, le plus puissant des quatre États, à en supporter le poids. L'Aragon et la Castille commencent à éprouver les luttes intestines de l'aristocratie et de la royauté sous des princes dont le règne ne manque cependant ni de force ni d'éclat, sous Alphonse X qui a reçu des électeurs allemands le titre d'empereur, sous Pierre III lui a enlevé la Sicile aux Français.

Les mœurs, au XIII^e siècle, se sentent de l'ignorance, de la fausse science, de l'affaiblissement de l'ancienne discipline ecclésiastique, des cérémonies bizarres ou scandaleuses qui sont maintenues, comme la fête des fous ou la fête des ânes en France. Les mœurs des palais et des châteaux ne sont ni plus pures ni plus nobles que celles des rangs inférieurs.

Les écoles abondent cependant : il y en a auprès de presque tous les monastères, alors si nombreux, et des églises cathédrales. Dans les villes, où l'enseignement se divise en plusieurs branches, et attire un grand concours d'étudiants, comme à Paris, à Angers, à Toulouse, à Montpellier, le nom d'université est appliqué au corps entier des maîtres et des disciples. Les statuts de l'université de

Paris datent de 1245 : on distingue dans cette université quatre facultés, quatre nations d'étudiants, avec leurs syndics et un recteur ; les quatre facultés sont la théologie, la jurisprudence, désignée sous le nom de décrétales, la médecine et les arts, qu'on appelle aussi philosophie et grammaire. La scolastique, avec ses formes pédantesques et ses syllogismes, domine les études et appauvrit l'intelligence : la raison, le goût, l'imagination et même la mémoire en sont altérées ; une dialectique puérile et pointilleuse exempte souvent de penser. Les quatre livres de *Sentences*, de Pierre Lombard, sont commentés par Albert le Grand, saint Bonaventure, saint Thomas d'Aquin, Duns Scott : ils ont composé, sous le nom de *Somme*, d'imposants monuments de métaphysique, de théologie et de morale. Albert le Grand, qui est né en Allemagne, joint l'astrologie et l'étude des secrets de la nature à la politique. L'Italien saint Bonaventure qui ne sait pas, même dans les effusions de son cœur, s'affranchir toujours de la scolastique, entraîne les âmes chrétiennes dans une voie pleine d'attraits et de périls, le mysticisme. Saint Thomas d'Aquin, Italien comme lui et son ami, l'une des gloires de l'ordre des dominicains, a l'esprit inventif et profond ; il a proposé une solution de la fameuse question des universaux. Duns Scott, franciscain écossais, qui contredit saint Thomas, dispute beaucoup, n'invente rien, n'éclaircit aucune doctrine. La jurisprudence comprend le droit canon et le droit civil qui vient d'être enseigné avec éclat en Italie par Azzone et par son disciple Accurse ; en France, plusieurs villes, mais non Paris à cause de la défense expresse d'Honorius III, ont des cours de jurisprudence civile. Le droit écrit est suivi au sud de la Loire ; le droit coutumier, au nord ; mais le droit de Justinien, à force d'être enseigné dans les écoles, acquiert de l'autorité devant les tribunaux : les jugements par les pairs ou jurés deviennent plus rares ; des canonistes et des légistes pénètrent dans le parlement, cour suprême de justice royale. La médecine, la chirurgie, la pharmacie et la chimie s'étendent des Arabes aux chrétiens : les écoles d'Italie commentent les travaux des musulmans. Raymond Lulle voudrait qu'on pût prêcher les infidèles dans leur langue afin de les convertir. On cherche par quelles relations se rattachent les divers genres de connaissances humaines : de là le projet d'en former des systèmes encyclopédiques, comme le *Quadruple miroir*, de Vincent de Beauvais.

Les sciences proprement dites font de précieuses découvertes ou appliquent aux arts des découvertes déjà faites. L'usage de l'algèbre est emprunté aux Arabes d'Afrique. Le cordelier anglais Roger Bacon, qui tenta une rénovation générale des sciences.

décrit la poudre à canon, dont font déjà usage les Orientaux. La boussole commence à être pratiquée en Europe. L'invention des lunettes est peut-être de la fin du siècle. La science des astres reste sujette à beaucoup de superstitions : Roger Bacon admet des prédictions générales ; il ne rejette que les horoscopes personnels.

La géographie doit beaucoup au livre arabe d'Ibn-Al-Ouardi ; aux navigations des Génois, des Pisans, des Vénitiens ; aux relations d'Ascelin, de Plan Carpin, de Rubruquis, de Marco Polo, envoyés chez les Mongols ; aux cartes qu'on commence à dessiner.

L'histoire, qu'on ne fait pas entrer dans le plan d'instruction des écoles, ne produit pas beaucoup de monuments distingués dans la langue latine, dont elle commence à s'affranchir. La chronique de Geoffroy de Villehardouin, qui raconte la conquête de Constantinople par les Français, est écrite en prose vulgaire. Les ouvrages latins de Rigord, de Guillaume le Breton, de Guillaume de Nangis, religieux de Saint-Denis, ont moins d'attrait que la *Vie de saint Louis*, par Joinville, et que les grandes *Chroniques* conservées à Saint-Denis, qui forment comme le premier fond de nos histoires de France.

La langue française, ou langue d'oïl, est préférée, même par des Italiens. Le Florentin Brunetto Latini, un des maîtres de Dante, écrit ou traduit en français son manuel général d'études, intitulé *Trésor*. La langue de l'Italie, dont les poètes avaient écrit jusque-là en vers provençaux, commence à se fixer : la *Divine Comédie*, de Dante, la plus étonnante production de cet âge, est en même temps l'un des plus anciens, comme l'un des plus illustres monuments de la littérature italienne. On n'enseigne dans les plus grandes écoles ni les langues modernes, ni les langues orientales, ni même la langue grecque, quoique le trône de Constantinople soit pendant plus de cinquante ans à des Français.

La langue latine, écrite et parlée d'une façon si incorrecte dans les écoles, règne encore dans la chaire : mais les prédicateurs commencent à entremêler dans leurs phrases latines des mots du langage vulgaire ; en 1262, on rencontre les premiers exemples de ces prédications macaroniques.

La vraie langue française se forme par la poésie et par les romans. Les trouvères du nord sont plus nombreux et plus féconds que les poètes du midi : leur langue, moins élégante, moins douce, moins sonore, se développe davantage, devient plus expressive, quelquefois plus pittoresque ; elle s'essaye dans vingt genres différents, ne brille encore dans aucun, prend cependant possession de la plupart, et se destine à les enrichir tous un jour. On compterait en ce siècle plus de deux cents poètes ou rimeurs français. Ce sont

des romans de chevalerie mis en rimes, des fabliaux, des lais. Les riches et le peuple étaient amusés par les fabliaux du trouvère Rutabœuf, souvent aux dépens de l'Église ; mais le poète y gagnait à peine sa vie. On aimait beaucoup le *Roman du Renard* qui, sous des noms d'animaux, faisait la satire de tout ce qui était craint et vénéré dans la société féodale, surtout la noblesse et le clergé. Le *Roman de la Rose*, commencé par Guillaume de Lorris, qui mourut vers 1260 terminé par Jehan de Meung avant 1305, est un pénible tissu d'allégories froides et fastidieuses, en plus de vingt-deux mille vers, sans mouvement poétique, le plus souvent sans images ni pensées, avec beaucoup de descriptions et d'abstractions personnifiées. Les chants de Thibaut IV, comte de Champagne et roi de Navarre, sont d'un esprit fin et sensible ; il participe des qualités des trouvères et de celles des troubadours. Les troubadours, au midi de la Loire, donnent de la souplesse et de l'harmonie à une langue sonore faite pour la poésie lyrique, pour l'amour, pour la satire, même pour les chants de guerre, comme le prouvent leurs sirventes ; mais ils manquent d'une inspiration profonde et soutenue ; ils ne laisseront aucune grande œuvre et disparaîtront au milieu du choc terrible de la guerre des Albigeois.

Les seigneurs, les rois et les papes encouragent à l'envi les études publiques et tous les talents. Innocent III, Philippe Auguste, saint Louis, Frédéric II, sont imités par des princes italiens et par des seigneurs français qui s'entourent de savants et de poètes : à Florence, le peintre Cimabué reçoit la visite de Charles d'Anjou. La lutte poétique de Wartbourg à la cour d'Hermann de Thuringe, 1206-1207, entre les plus fameux minnesinger, est contemporaine de l'épopée des *Nibelungen* attribuée à l'un de ces joueurs, Henri d'Osterding. Les artistes semblaient moins jaloux que les poètes de leur gloire personnelle : combien de statuaires et d'architectes, dont les œuvres vivent et font l'admiration des siècles, dont les noms sont ignorés ! L'auteur de la Sainte-Chapelle de Paris, un des chefs-d'œuvre de l'art ogival, Pierre de Montereau, est peut-être le même architecte, connu sous le nom d'Eudes de Montreuil, qui fit un voyage en Palestine à la suite de saint Louis, travailla aux fortifications de Jaffa, et vit de près le système d'architecture des Arabes qui put l'inspirer.

CHRONOLOGIE.

1200.

Angleterre et Écosse. — Jean sans Terre reçoit l'hommage du roi

d'Écosse pour les fiefs que les Écossais possèdent sur la terre anglaise.

Danemark. — Le comte de Hol-

stein est forcé de céder aux Danois le Ditmarse, qui est à l'ouest du Holstein, et l'importante place de Rensbourg, sur les confins du Sleswick.

Espagne.— Aventures du roi de Navarre Sanche VII; Il est venu en Afrique dans l'espoir d'épouser la fille du prince almohade et de recevoir en dot ses domaines d'Espagne. Pendant son voyage, qui fut sans résultat, le roi de Castille lui a pris les provinces d'Alava, de Biscaye, et de Guipuscoa. A son retour il devient malade pour le reste de ses jours. Cependant il régnera encore pendant trente-quatre ans.

France et Rome. — Philippe Auguste gardant Agnès de Méranie, le légat du pape, dans une assemblée tenue à Vienne en Dauphiné qui est terre d'empire, jette l'interdit sur le royaume (janvier). Après dix mois d'observation rigoureuse, l'interdit n'est levé que parce que Philippe reprend Ingeburge. — Mariage du fils du roi, Louis, âgé de moins de quatorze ans, avec Blanche de Castille (mai). — Vers 1200, le roman de Guiot de Provins parle de la boussole, nommée *Marinette*, comme étant en usage en France.

1201.

Danemark. — Mort d'Absalon, archevêque de Lunden. Le Danemark lui doit la célébration uniforme de l'office divin. — Il a eu pour secrétaire Saxon le grammairien, qui a composé en latin une *Histoire du Danemark*, en grande partie d'après les traditions populaires, les chants des scaldes, les sagas islandaises.

France. — Agnès de Méranie meurt à Poissy après avoir donné deux enfants à Philippe Auguste. — Ingeburge est comme prisonnière au château d'Etampes.

France et Italie. — Les prédications de Foulques de Neuilly déclenchent une croisade. Boniface, marquis de Montferrat, et le comte de Flandre, Baudouin, s'entendent avec

Venise pour qu'elle fournisse le passage par mer.

Livonie. — Le troisième évêque de Livonie fonde la ville de Riga et, pour hâter la conversion ou la conquête du pays, crée l'ordre religieux et militaire du Christ, ou des chevaliers porte-glaive.

1202.

Angleterre et France. — Arthur, que Philippe Auguste soutenait contre les partisans de son oncle Jean sans Terre, est pris.

Danemark.—Mort de Kanut VI le Pieux qui avait cherché à policer ses peuples. Son frère Valdemar II est couronné à Lunden. Il va à Lubeck même se faire reconnaître roi des Vandales ou Slaves, et seigneur de Nordalbinge : titre qu'ont gardé les rois de Danemark.

Espagne. — Innocent III met en interdit le royaume de Léon, parce que le roi ne renvoie pas la fille du roi de Castille, sa parente, à laquelle il est marié depuis cinq ans et qui lui a donné un fils.

Italie. — Léonard de Pise (Fibonacci) emprunte aux Arabes et donne le premier aux chrétiens d'Occident la connaissance de l'algèbre.

Venise. — Les chevaliers qui ont demandé des vaisseaux à Venise pour la quatrième croisade, ne pouvant acquitter le prix convenu avec la république, prennent pour elle, sur les Hongrois, la ville de Zara après quatorze mois de siège. Les croisés passent l'hiver en Dalmatie. Mécontentement et menaces d'Innocent III.

1203.

Angleterre et France. — Le meurtre d'Arthur, duc de Bretagne (3 avril), est le titre d'accusation invoqué par la cour des pairs de France, contre son oncle, Jean sans Terre, vassal de Philippe Auguste : l'arrêt de la cour le dépouille de toutes ses possessions françaises (30 avril). Philippe Auguste se

charge de l'exécution du jugement. La Guyenne restera aux Anglais.

Danemark. — Waldemar II rend la Norvège tributaire. — Le duc de Holstein, prisonnier depuis deux ans, recouvre la liberté en renonçant à son duché.

Empire grec. — Le jeune fils de l'empereur Isaac l'Ange, que son frère, Alexis Comnène, a dépouillé du trône, vient au camp des croisés, en Dalmatie, demander leur assistance. Le doge Dandolo et Boniface de Montferrat, dont un frère, Conrad, a épousé la fille d'Isaac l'Ange, décident les chevaliers à marcher vers Constantinople. Arrivés le 23 juin, ils emportent la ville d'assaut le 18 juillet, renversent l'usurpateur, et rétablissent Isaac; mais ils se sont détestés des Grecs par leur licence et leur cupidité.

Espagne. — Le roi de Portugal enlève Elvas aux musulmans.

1204.

Angleterre et France. — Philippe Auguste enlève la Normandie aux Anglais.

Bohême. — Prémislas abandonne le parti de Philippe de Souabe et se jette avec chaleur dans celui d'Otthon IV de Bruuswick, d'où lui est venu son surnom d'Ottocar. — Innocent III lui confirme le titre de roi.

Bulgarie. — Un légat d'Innocent III couronne Joannice roi des Bulgares et des Valaques, qui veut se soustraire à la religion des Grecs comme à leur influence.

Empire grec, France et Italie. — Isaac l'Ange est déposé et mis à mort par Murizuphle, qui exploite la haine des Grecs contre les Latins (février). Chassés de la ville, les croisés assiègent et prennent Constantinople (mars) : pillage et sac de la ville; beaucoup de monuments de l'art antique sont détruits. — Élection d'un empereur latin, Baudouin de Flandre. Venise acquiert le quart de l'empire et le droit

d'élire le patriarche latin de Constantinople. La ville de Constantinople est elle-même partagée entre les Français, les Vénitiens et le nouvel empereur. Boniface de Montferrat obtient le royaume de Thessalonique et la Crète qu'il vendra aux Vénitiens. Villehardouin, maréchal de Champagne, l'historien de cette expédition, eut le sief d'Achale. L'organisation féodale de l'Occident est transportée dans l'empire grec; il y eut des ducs d'Athènes et des sires de Thèbes. — Théodore Lascaris I^{er}, gendre d'Alexis l'Ange, s'est fait reconnaître dans l'Anatolie (Asie Mineure). De petites principautés grecques se formeront aussi en Europe.

Espagne. — Don Pèdre II, roi d'Aragon, qui épouse la fille du comte de Montpellier, s'engage par le contrat à ne jamais la répudier et à ne prendre jamais d'autre femme. Il va se faire couronner à Rome des mains d'Innocent III, auquel il promet, pour lui et pour ses successeurs, un tribut annuel. Il est le premier roi d'Aragon qui ait été couronné.

1205.

Angleterre et France. — La Touraine, l'Anjou, le Maine, le Poitou sont conquis sur les Anglais.

Bohême. — Réconciliation de Philippe de Souabe avec Prémislas.

France. — Les légats du saint-siège, Raoul et Pierre de Castelnau, chargés de convertir ou de livrer au glaive séculier les hérétiques du Languedoc, particulièrement les Albigeois, arrachent par leurs menaces, même au puissant comte de Toulouse, Raymond VI, la promesse de chasser de ses États les ennemis de la foi.

Livonie. — Innocent III, qui confirme l'ordre des chevaliers du Christ ou porte-glaive, leur donne la règle des templiers; ils porteront une croix rouge sur un manteau blanc et une épée rouge.

Orient chrétien. — Le roi

chrétien d'Arménie, Livon, concerte avec le patriarche et les bourgeois d'Antioche l'expulsion de Bohémond IV, qui s'est emparé, au détriment du fils de son frère aîné, de la principauté d'Antioche et du comté de Tripoli. Guerre de vingt ans. La principauté restera à Bohémond.

Venise. — Le doge Henri Dandoi meurt à Constantinople, âgé de quatre-vingt-dix ans. Il est remplacé dans l'administration des domaines vénitiens d'Orient par un podestat et quatre provéditeurs. — Sous le nouveau doge Pierre Ziani, seront envoyés, de Constantinople à Venise, les quatre chevaux de bronze doré, chef-d'œuvre du statuaire grec Lysippe. Ils avaient été transportés, sous Néron, de Corinthe à Rome; Constantin en orna sa nouvelle capitale. Ils seront placés au-dessus du portail de l'église Saint-Marc.

1206.

Empire d'Allemagne. — Victoire de Philippe de Souabe sur Othon de Brunswick; sa réconciliation avec le pape.

Empire latin. — Joannice, roi des Bulgares, appelé par les Grecs contre l'empereur latin Baudouin I^{er}, le fait prisonnier près d'Andrinople, et cause sa mort. Le frère de Baudouin, Henri I^{er}, tiendra tête aux Bulgares et au Grec Théodore Lascaris, qui se fait proclamer empereur à Nicée. D'autres princes grecs ont formé des États indépendants, l'un à Trébisonde et dans la Colchide, un autre dans la Paphlagonie. — Les Grecs de l'empire d'Orient continuent à avoir un patriarche de leur nation, qui réside à Nicée. Négociations stériles entre ce patriarche et la cour de Rome pour la réconciliation des deux Églises.

Livonie. — L'évêque de Riga cède un tiers de la Livonie aux chevaliers porte-glaive.

Mongols. — Le Mongol Témoudgin, en présence des chefs de cent tri-

bus nomades qu'il a vaincus, prend le titre de Tchinghiz-Khan (chef des chefs). Il entraîne ces peuplades à la conquête de l'Asie. Leur religion est l'idolâtrie. Le dévastateur mongol n'épargnera pas les monuments de l'islamisme.

1207.

Empire latin et Bulgares. — Boniface, marquis de Montferrat, laisse en mourant la royauté précaire de Thessalonique à son second fils Démétrius. L'aîné, qui lui succède dans le Montferrat, va d'abord affermir le jeune Démétrius sur le trône de Thessalie; au retour il aura besoin de défendre ses propres domaines en Italie. — Mort de Joannice, roi des Bulgares. Les discordes intestines n'interrompent pas la guerre avec les Francs.

Orient. — Les Latins de Palestine, soutenus par une armée de croisés allemands, reprennent sur l'ayoubite Saphadin, Sidon, Laodicée, Giblet et Jaffa, Saphadin aura recours à la trahison; il rompra des templiers.

Venise. — L'île de Candie (la Crète) se révolte fréquemment contre les Vénitiens, ses nouveaux maîtres.

1208.

Allemagne. — La mort de Philippe de Souabe, qui est victime d'une vengeance privée, relève la fortune d'Othon de Brunswick.

Angleterre. — Innocent III jette l'interdit sur l'Angleterre, parce que le roi Jean n'accepte pas le prélat qu'il a désigné pour le siège de Canterbury (mars).

Espagne. — Paiencia, au sud-est de Léon, est la première ville de l'Espagne chrétienne qui ait une université; le roi y attire des savants d'Italie et de France.

France. — Assassinat du légat Pierre de Castelnau, attribué au comte de Toulouse. Innocent III or-

XIII^e SIÈCLE (1209-1210).

donne une croisade contre Raymond VI et contre les Albigeois.

Mongols. — Tchinghiz-Khan ou Gengis-Khan soumet les Turcs orientaux.

Orient chrétien et Rome. — Lettre sévère d'Innocent III au chef de l'ordre des templiers qui désobéissent souvent aux évêques et aux légats. Le Temple possédait dans les différents pays chrétiens neuf cents manoirs ; l'Hôpital de Saint-Jean, dix-neuf mille. — Ordre fondé par saint François d'Assise.

1209.

Empire d'Allemagne, Rome et Sicile. — L'abandon au saint-siège de l'héritage de la comtesse Mathilde met le sceau à l'alliance d'Othon IV de Brunswick avec Innocent III, qui le couronne empereur à Rome.

Espagne. — Les Almohades enlèvent aux Almoravides les Baléares, leur dernier refuge. Mohammed-al-Naser publie la Ghaziah ou guerre sainte pour tous ses États. — La médiation du roi de Castille réconcilie les rois de Navarre et d'Aragon.

France. — Raymond de Toulouse se soumet aux conditions que lui impose le concile de Valence. Il s'associe à la croisade prêchée contre ses sujets hérétiques. — Plusieurs seigneurs du nord, le duc de Bourgogne, le comte de Nevers, le comte de Saint-Pol, le comte de Montfort, Simon, des évêques et des abbés entreprennent la guerre sainte, qui va désoler les riches contrées du midi. Sac de Béziers ; occupation de Carcassonne. — Une assemblée de seigneurs, tenue par le roi à Villeneuve de Sens, modifie la loi féodale au profit du suzerain : lorsqu'un fief est démembré, tous ceux qui en ont une partie sont tenus à l'hommage immédiat envers le suzerain de qui relevait le fief avant le démembrement (mal).

Orient. — Les Francs de la Pales-

tine pénètrent jusqu'en Égypte, pendant que l'ayoubite Saphadin réprime une révolte en Mésopotamie. — Les carmes, un des quatre ordres mendiants, reçoivent leur règle monastique d'un patriarche de Jérusalem : ils étaient réunis d'abord au mont Carmel.

Slaves. — Le prince slave de l'île de Rugen, chrétien depuis peu de temps, fonde sur le continent la ville de Stralsund et la peuple de Saxons.

1210.

Allemagne. — Albert II, margrave de Brandebourg, à la mort du margrave de Lusace son beau-père, commence pour sa famille l'acquisition de ce pays, qui fera partie de la nouvelle Marche.

Danemark. — Valdemar II reçoit l'hommage du duc de la Poméranie orientale et recouvre Dantzick.

Empire d'Allemagne et Rome. — L'empereur Othon IV de Brunswick, qui prétend à la couronne des Deux-Siciles, et qui ne restitue pas au saint-siège les terres allodiales de la comtesse Mathilde, est excommunié. Le roi de Bohême Premislas, et les autres princes allemands, désignent le jeune Frédéric de Souabe pour l'empire.

France. — Raymond VI, que les croisés menacent, va demander au pape l'absolution que lui refusent les légats. — Dans un concile à Paris, présidé par le cardinal Robert de Courçon, on condamne au feu les livres de métaphysique d'Aristote, traduits en latin, avec défense de les transcrire ou de les lire, sous peine d'excommunication.

Italie. — L'empereur Othon IV dispose d'une partie des fiefs de la comtesse Mathilde dans la Romagne en faveur du seigneur de Ferrare, Torelli Salinqueria, et d'une partie des terres allodiales dans le territoire d'Ancône, pour Azzon d'Este.

Orient chrétien. — Un cheva-

lier français, Jean de Brienne, qui épouse une fille de Conrad, l'ancien roi de Jérusalem, se déclare roi. Saint-Jean-d'Acre et Tyr sont les débris du royaume latin.

1211.

Angleterre. — Innocent III déclare les sujets de Jean sans Terre déliés du serment de fidélité.

Empire d'Allemagne. — L'influence du pape fait élire de nouveau, roi des Romains, Frédéric II, âgé de dix-sept ans. Le clergé, dont les immunités avaient été violées par Othon IV, favorise le nouvel élu.

Espagne. — Mohammed-el-Naser perd huit mois au siège de Salvatierra, dans la Sierra Morena. Les armées chrétiennes ont le temps de se réunir pour résister aux troupes immenses des Almohades, des auxiliaires français viennent les rejoindre.

1212.

Angleterre. — Innocent III déclare Jean sans Terre déchu du trône.

Empire d'Allemagne. — Frédéric II conclut à Toul, en Lorraine, un traité d'alliance avec Philippe Auguste contre Othon, neveu de Jean sans Terre.

Espagne. — Mohammed-el-Naser prend enfin Salvatierra (mai). Ses armées sont battues dans les plaines (las navas) de Tolosa, par les rois d'Aragon, de Navarre et de Castille (juillet) : Alphonse de Castille est implorable après le combat. Mohammed retourne mourir à Maroc ; les Almohades ne se relèveront pas de ce désastre.

Russie. — Avant de mourir, le grand-prince de Wladimir désigne pour lui succéder son second fils Jouri II au détriment de l'aîné, et distribue des apanages aux cinq autres. L'aîné se révoltera, aussitôt après la mort du grand-prince.

1213.

Afrique et Espagne. — Mort

de Mohammed-el-Naser (décembre). Il laisse un enfant de dix ans dont la minorité ajoutera aux causes de ruine de l'empire almohade.

Angleterre. — L'archevêque de Canterbury, Etienne Langton, produit, au milieu d'une réunion de barons hostiles au roi, la charte de Henri I^{er}, qu'on veut lui faire renouveler (25 août).

Angleterre et France. — Premier grand armement maritime d'un roi de France, en vue de la conquête de l'Angleterre que provoquait la bulle publiée par Innocent III contre le roi Jean. Jean consentant à tenir son royaume comme un fief de l'Eglise romaine (15 mai), l'expédition est arrêtée par le pape. Philippe Auguste attaque le comte de Flandre allié de l'Anglais.

Empire d'Allemagne. — La constitution d'Egra, signée par Frédéric II, remet le saint-siège en possession des biens allodiaux de la comtesse Mathilde, et rétablit les appels en cour de Rome.

Espagne. — La mort de Pierre II à Muret laissera à l'Aragon un roi de cinq ans, Jayme ou Jacques I^{er}.

France. — Le concile de Lavaur rejette les offres qu'avait faites le roi d'Aragon, avec l'assentiment du pape, pour la réconciliation des comtes de Toulouse, de Comminges, de Foix, et de Béarn avec l'Eglise (janvier). Ardeur des hostilités. Le roi d'Aragon s'unit aux seigneurs du midi pour la défense de leur territoire contre les croisés : grande bataille de Muret sur le territoire de Comminges, au sud de Toulouse ; Simon de Montfort est vainqueur, mort de Pierre II (septembre). — Le mari d'Alix duchesse de Bretagne, Pierre de Dreux, petit-fils de Louis le Gros, fait hommage lige à Philippe Auguste.

Livonie. — Innocent III donne le titre et les droits d'église métropolitaine à l'évêché de Riga, qui ne relèvera plus de l'archevêché de Brême.

1214.

Angleterre et France.—Ligue du roi d'Angleterre, de l'empereur déchu Othon de Brunswick, son neveu, des vassaux rebelles de France, les comtes de Flandre et de Boulogne, contre Philippe Auguste : la chevalerie réunie avec les milices communales, sous la bannière royale de Saint-Denis, gagne la bataille de Bouvines, entre Lille et Tournai (27 juillet). Jean sans Terre, pendant ce combat, est repoussé du Poitou par Louis, fils de Philippe.

Danemark.—Frédéric II accorde à Valdemar II, la confirmation de toutes les conquêtes faites par les Danois depuis l'Elbe jusqu'à la Duna.

Espagne.—Le roi de Léon, cédant aux instances de Rome, se sépare de sa femme qui est sa parente; le pape Innocent III déclare alors légitimes les cinq enfants qu'il a eus de ce mariage. L'aîné, âgé de quatorze ans, Ferdinand, est désigné dans l'assemblée de la nation pour régner après son père. — La Castille perd Alphonse VIII : l'enfant qui lui succède, à dix ans, est d'abord sous la tutelle de sa mère (août), et, après la mort de celle-ci (octobre), sous la tutelle de sa sœur, la femme divorcée du roi de Léon.

Russie.—Les Russes d'Halictz, ou Galicie, dans la Russie rouge, qui se sont donnés au fils du roi de Hongrie, menacés dans leurs libertés et dans leur religion retournent à leur prince russe.

1215.

Allemagne.—Diète d'Aix-la-Chapelle : les nobles s'engageront par serment à ne pas dépouiller les marchands et les voyageurs sur la voie publique.

Angleterre.—Les barons et les évêques arrachent au roi Jean, par l'insurrection, la grande charte des libertés (19 juin). Outre la reconnaissance des droits du clergé et des

possesseurs de fiefs, la charte garantit la liberté des personnes et des propriétés pour les bourgeois, les cultivateurs, les marchands anglais et étrangers. — Elle est déclarée nulle par le pape (9 septembre). — Les barons offrent la couronne au fils de Philippe Auguste. — La charte des forêts a été faussement attribuée à ce règne.

Danemark.—L'empereur déchu Othon IV, le margrave de Brandebourg, le ci-devant évêque de Slesvig, qui prétend depuis dix ans à l'archevêché de Brême, se ligue contre le roi de Danemark, attaquent le Holstein, prennent Hambourg. Hambourg est repris par Valdemar II; le siège métropolitain de Brême est arraché au turbulent évêque.

Espagne.—Décrets du concile de Compostelle pour le rétablissement de la paix publique en Castille.

France.—Le concile de Montpellier, avec le consentement du légat Pierre de Bénévent, donne le comté de Toulouse à Simon de Montfort, qui a déjà pris la vicomté de Béziers. Raymond VI et les comtes de Folx et de Comminges vont porter leurs plaintes légitimes à la cour de Rome. — L'université de Paris reçoit ses premiers statuts du roi Philippe Auguste et d'Innocent III (août). — Consécration de la cathédrale de Reims, une des plus majestueuses de France.

Italie.—Le moine italien François d'Assise constitue un ordre monastique nouveau. — Eccelino, seigneur de Romano, de Vicence et de Trévise, se retire dans un monastère : il a partagé ses États entre ses fils Écelin le Féroce, et Albéric. Celui-ci n'a que Trévise.

Mongols.—Gengis-Khan ravage depuis cinq ans les régions chinoises : il prend d'assaut Pékin, où les monuments des arts et des lettres sont détruits ; il s'avance jusqu'aux montagnes du nord.

Rome. — Treizième concile général, quatrième tenu à Latran, en présence des ambassadeurs de l'empereur, de plusieurs princes catholiques de la chrétienté, et même de l'Orient, qui a été reconquis par les croisés à l'obédience romaine. Pour prévenir toute ambiguïté dans l'interprétation du sacrement de l'eucharistie altéré par les Albigeois et les Vauds, le concile adopte le terme de *transsubstantiation*. La confession sacramentelle est rendue obligatoire au moins à Pâques. Tout seigneur qui, averti par l'Eglise, ne purge pas sa terre d'hérétiques après un an, sera déclaré déchu; ses vassaux ne lui devront plus fidélité. D'après ce principe, le pape consacre les spoliations dont sont victimes les seigneurs du midi de la France; Simon de Montfort est reconnu souverain de l'Albigeois, mais le marquisat de Provence est réservé pour le fils de Raymond VI. Un canon du concile réprime l'usage du mariage qui s'était conservé chez les clercs inférieurs. — La défense qui est faite d'établir de nouveaux ordres religieux ne sera pas tenue.

1216.

Angleterre et France. — Le fils de Philippe Auguste, Louis le Lion, appelé par les Anglais contre Jean sans Terre, passe en Angleterre, malgré l'excommunication dont le frappe le pape. La mort de Jean sans Terre réconcilie les Anglais avec leur dynastie royale (18 octobre): Henri III, son fils, lui succède à l'âge de neuf ans; le régent, Guillaume de Pembroke, confirme la grande charte. — Guerre nationale contre le prétendant français.

Bohême. — Frédéric II, qui a déjà accordé à son allié Prémislas plusieurs privilèges pour lui et pour ses héritiers, avec exemption de toutes redevances, à la charge de prendre l'investiture de l'empire, confirme à Venceslas, fils de Prémislas, la succession éventuelle à la couronne de Bohême

Empire latin. — La sœur des empereurs latins de Constantinople Baudouin et Henri, porte cette royauté précaire à son mari, Pierre de Courtenay, comte d'Auxerre.

Italie. — Il est décrété, à Gènes, pour mettre un frein à l'ambition des principales familles, que l'administration suprême de la justice ne pourra être exercée dans la république que par des étrangers.

Rome. — Innocent III meurt dans la plénitude de sa puissance (juillet). Deux bulles d'Honorius III, qui lui succède, approuvent l'établissement de l'ordre de saint Dominique, moine espagnol, qui a formé surtout des frères prêcheurs, destinés à devenir bientôt des inquisiteurs (décembre).

1217.

Angleterre et France. — Le fils de Philippe Auguste est vaincu à Lincoln, conclut un traité (11 septembre) et quitte l'Angleterre. — Charte dite des Forêts pour prévenir l'extension illégitime des forêts de la couronne d'Angleterre.

Danemark. — Expédition des Danois en Esthonie, au nord de la Livonie, pour aider les chevaliers porte-glaive à soumettre les idolâtres du pays. Valdemar II fonde Revel, sur la côte du golfe de Finlande.

Espagne. — L'aîné des cinq enfants du roi de Léon est, du chef de sa mère, appelé au trône de Castille. Le roi de Léon, jaloux de la préférence donnée à son fils sur lui-même, lui fait quelque temps la guerre.

France. — Raymond VI, rappelé par ses sujets, est reçu en souverain dans Toulouse. Simon de Montfort l'y assiègera vainement.

Mongols. — Gengis-Khan envahit l'empire musulman du Kharisme qui comprenait le Turkestan, la Transoxiane, le Kharisme, le Khorasan, la Perse et s'étendait jusqu'à

l'Irak-Arabi et jusqu'aux Indes. Des ingénieurs et des mécaniciens chinois dirigeront, de 1217 à 1224, le siège des grandes villes : Otrar sur l'ancien Yaxarte ou le Sihoun ; Boukhara, Samarcande, Hérat, Mérou, Nishapour dans le Khoraçan, Balk et Candaliar.

Orient.—Croisade entreprise par André roi de Hongrie, qui est obligé, par les menaces d'Honorius III, d'accomplir un vœu de son père : les ducs de Bavière et d'Autriche, les rois de Jérusalem et de Chypre feront partie de l'expédition. André II demande des vaisseaux à Venise.

Russie. — Jouri II est supplanté par son frère aîné, qui meurt au bout d'un an et le désigne pour lui succéder.

1218.

Allemagne.—Mort d'Othon IV. — Frédéric II renouvelle le vœu d'aller à la terre sainte. — Lorsque s'éteint avec Berthold V la puissante maison de Zähringen, qui possédait les comtés de Zœhringen, de Brisgau et de Rhiinfelden, le rectorat de la petite Bourgogne, la Thurgovie, Zurich, Soleure, Berne, Genève, le Valais et l'Uchtland, ou territoire de Fribourg, presque tous ses droits passent à Frédéric II : les princes de Savoie profiteront des embarras de la maison de Souabe pour prendre une part de cet héritage.

France. — Simon de Montfort est tué au siège de Toulouse (juin). Son fils Amaury et les croisés lèvent le siège, mais continuent la guerre. — Une bulle d'Honorius III défend d'enseigner le droit civil dans l'université de Paris ; le droit canonique est seul autorisé.

Orient.—Le roi de Hongrie est rapelé en Europe par les troubles de son royaume ; la croisade est dirigée par le roi titulaire de Jérusalem, Jean de Brienne, contre l'Égypte. Le phare et le port de Damiette sont pris (26 août). — Le vieil ayoubite Saphadin meurt en Syrie à soixante-treize ans,

laissant ses États partagés entre six fils (31 août). Malek-el-Kamel, l'aîné, a la sultanie d'Égypte, le second a Damas. — Celui-ci démolit les murs de Jérusalem pour que les Latins ne puissent s'y fortifier. Il aide son frère à défendre Damiette.

1219.

Orient. — Les efforts réunis des sultans d'Égypte et de Damas n'empêchent pas les croisés de conquérir enfin Damiette (9 novembre). Des conditions de paix avantageuses sont imprudemment refusées par le légat Pélage et par les templiers. — L'État seldjoucide d'Iconium a, pendant dix-huit ans, un grand-prince Alaeddin-Kaïkobod, qui fait des conquêtes en Géorgie, en Arménie, en Mésopotamie, et qui publie de sages lois.

1220.

Allemagne et Rome. — Frédéric II reçoit à Rome, des mains d'Honorius III, la couronne impériale. Son fils, âgé de sept ans, est élu roi des Romains.

1221.

Espagne. — La quatrième fille d'Alphonse de Castille épouse Jacques I^{er} d'Aragon, âgé de treize ans.

Orient. — Les Latins, forcés de rendre Damiette, évacuent l'Égypte.

Suède. — L'archevêque d'Upsal envoie des missionnaires chez les Esthoniens qui font, par représailles, avec les Caréliens, les Vandales et les Prussiens, une invasion dans la Gothie suédoise.

1222.

Empire latin et Grecs. — Un prince grec d'Épire, Théodore l'Ange, dépouille le jeune Démétrios du trône de Thessalie, pendant qu'il est à Rome. — Le marquis de Montferrat, frère de Démétrios, épuise les forces de son petit État pour rétablir en Orient les affaires de sa famille. Il mourra lui-même en Thessalie. — Jean Ducas Valace, gendre et suc-

cesseur de Théodore Lascaris, empereur grec de Nicée, agrandit sa principauté au détriment des Latins, et même des princes grecs établis à Trébisonde.

France. — Raymond VI en mourant laisse à son fils le comté de Toulouse presque entièrement reconquis sur les croisés (août).

Hongrie. — Les nobles et le clergé obtiennent du roi André II une charte, dite *Bulle d'or*, qui les soustrait à toute taxe établie sans leur consentement, qui assure aux gentilshommes le privilège de n'être saisis que s'ils ont été préalablement cités et juridiquement convaincus; la violation de la constitution par le roi implique pour les seigneurs le droit de résistance armée.

Italie. — Rivalité sanglante entre les Génois et les Pisans, en Orient, dans les parages de Saint-Jean-d'Acre, comme autrefois en 1194 en Sicile. — Sordello Visconti, de Mantoue, troubadour et chevalier errant est auteur de chants conservés en partie, et d'un ouvrage de politique, *le Trésor des trésors*.

1223.

Danemark. — Le duc de Poméranie occidentale cesse de se reconnaître vassal du Danemark.

Espagne. — Le roi de Léon a créé l'université de Salamanque.

France. — Mort de Philippe Auguste, un des rois qui ont fait le plus pour la nation et pour la royauté par l'habileté de sa politique et de son gouvernement, et par le succès de ses armes. — Son fils Louis VIII lui succède.

Russie. — Confédération à Kiev des Russes contre les Mongols; inertie du grand-prince de Wladimir.

1224.

Angleterre et France. — Louis VIII enlève aux Anglais Nîort, Saint-Jean-d'Angely, la Rochelle, le Limousin, et le Périgord. — Mais Amaury de Montfort, à bout de res-

sources, cède au roi de France ses droits sur Toulouse; et Louis VIII suspendra la guerre avec les Anglais pour recueillir cet héritage.

Espagne. — Les Almohades tombent dans la plus profonde anarchie. Le gouverneur de Murcie, et celui de Séville, usurperont tour à tour l'autorité suprême, et auront pour rivaux les princes de Valence et de Cordoue. — Le roi de Navarre, n'ayant pas d'enfants, adopte pour son successeur son neveu le comte de Champagne.

Italie. — Naples qui à cause de son doux climat, de son territoire fertile et des avantages de sa position près de la mer, était devenue une des résidences privilégiées des rois normands, reçoit de Frédéric II, inspiré sans doute par son chancelier le Capouan Pierre des Vignes, une académie pour toutes les sciences qui attirera à elle beaucoup d'étudiants d'Italie, même de Sicile.

Mongols. — Les Mongols qui dévastent la Russie méridionale pendant trois ans sont arrêtés surtout par le prince d'Halicz, dans le bassin du Dniéper.

1225.

Allemagne et Orient. — Frédéric II épouse Yolande, fille de Jean de Brienne, roi de Jérusalem.

Angleterre. — Troisième confirmation de la grande charte.

Danemark. — Le roi Valdemar II, prisonnier depuis deux ans du comte de Schwérin, ne sort de ses mains qu'en renonçant à la possession des États qu'il avait conquis au détriment de la suzeraineté impériale. — Le fils du comte de Holstein, dépouillé en 1202, recouvre ses domaines.

France. — Dans l'assemblée ecclésiastique de Bourges, où le légat est assisté de cent évêques de France, Raymond VII de Toulouse et Amaury de Montfort exposent leurs droits contradictoires. Raymond est condamné : une croisade est résolue; elle sera dirigée par le roi.

1226.

Danemark. — Valdemar II reprend les armes pour recouvrer les pays allemands que lui a enlevés la convention de 1225. Rensbourg sur l'Eyder, à la limite du Sleswick et du Holstein, est reconquise; les Ditmarses à l'ouest du Holstein sont soumis.

Empire d'Allemagne et Italie. — Ligue des villes lombardes contre l'empereur; il emploie contre elles d'abord les foudres de l'Eglise. — Nouveaux privilèges accordés par Frédéric II à l'académie de Naples au détriment de l'école de Bologne; les étudiants de la Pouille et de la Sicile sont obligés d'y venir faire leurs études, et les professeurs de ces pays d'y venir enseigner. L'école de Salerne seule enseigne la médecine. — Mort de saint François d'Assise.

France. — Le concile national de Paris excommunie Raimond VII, confirme les droits que le roi de France a acquis d'Amaury de Montfort. — Expédition de Louis VIII par Avignon, dans le Languedoc; il forme les sénéchaussées de Beaucaire et de Carcassonne et meurt en Alvergne à Moutpensier (nov.). Sa veuve, Blanche de Castille, saisit la régence au nom de son fils Louis IX, âgé de onze ans.

1227.

Allemagne, Rome et Sicile. — Grégoire IX presse l'empereur d'acquiescer son vœu de croisade (mars). — Frédéric II s'embarque (sept.). Presque aussitôt il prend terre et suspend l'expédition; il est excommunié. — Les templiers dévoués au pape contre l'empereur sont dépouillés de leurs biens en Sicile.

Angleterre. — Henri III, âgé de vingt ans, révoque la grande charte et la charte des forêts.

Danemark. — Désastre dans la guerre contre le comte de Schwérin, par la trahison des Ditmarses. Lubeck se soustrait à l'autorité de Valdemar II.

Empire latin. — Démétrios de Montferrat, roi titulaire de Thessalonique, lègue par testament à l'empereur les droits de sa famille sur la Thessalie.

France. — La régente force à la soumission Hugues de Lusignan, comte de la Marche; Thibaut comte de Champagne qui aime Blanche de Castille lui sera désormais dévoué.

Italie. — Le podestat de Gènes soumet Savone et Albenga.

Mongols. — Gengis-Khan meurt après avoir soumis le Tangout, qui est voisin de la muraille de Chine: l'empire mongol s'étend sur un espace immense depuis le Dniéper à l'ouest jusqu'aux régions les plus orientales du pays chinois. Quatre de ses principaux fils se forment des royaumes: la dignité de grand khan, qui donne la suprématie, est à Oktai dont les successeurs résideront en Chine. Les descendants de l'aîné des quatre fils, Touschi, gardent la Russie méridionale et en forment l'empire du Kaptchak (horde d'or). Un autre, Zagataï, eut la Tartarie, la Kalmoukie, le Tibet et l'Inde.

1228.

Bohême. — Agé de près de quatre-vingts ans, Premislas fait couronner son fils Wenceslas par l'archevêque de Mayence, qui sacrera désormais les rois de Bohême.

Empire d'Allemagne, Orient et Rome. — L'empereur, s'embarque de nouveau (août). A Saint-Jean-d'Acre, il trouve des légats pontificaux qui défendent aux chrétiens du Levant de lui obéir. Grégoire IX prêche contre lui une croisade pour lui enlever les Deux-Siciles; il en donne le commandement au beau-père même de Frédéric, Jean de Brienne.

1229.

Afrique et Espagne. — Le roi almohade de Valence, chassé par un prétendant, se réfugie en Aragon. — Al-Mamoun, l'ancien gouverneur de

Séville qui a saisi le pouvoir à Maroc, perd en Espagne Murcie et Grenade, dont s'empare Ben-Houd; Cordoue, Mérida, Séville, sont occupées par Ben-Houd, malgré l'alliance honteuse d'Al-Mamoun avec la Castille. — Progrès simultanés des rois chrétiens de Castille, de Léon, de Portugal.

France. — Raymond VII signe le traité de Paris qui cède au roi le marquisat de Provence et prépare la réunion du comté de Toulouse à la couronne par les fiançailles de sa fille, avec un frère du roi, Alphonse. L'Eglise romaine reçoit au delà du Rhône le comtat Venaissin (12 avril). — Un concile, tenu à Toulouse par le légat, établit l'inquisition pour la recherche des hérétiques; les livres de l'Ancien et du Nouveau Testament sont interdits aux laïques (nov.). — A propos d'une querelle entre les bourgeois et les écoliers de l'université de Paris, les professeurs cessent leurs cours; ils sont remplacés jusqu'en 1231 par des moines dominicains.

Italie. — Mort d'Accurse, disciple d'Azzon, célèbre jurisconsulte qui enseignait le droit civil. — Nice est enlevée aux Génois par le comte de Provence. — A Venise est établi le tribunal de la Quarantie civile, qui juge en matière civile de tous les appels; la Quarantie criminelle existait déjà.

Orient. — Frédéric II achète du sultan d'Egypte la possession de Jérusalem, de Bethléem, de Nazareth et de Sidon (mars); il se couronne roi. — Pendant ce temps, le titulaire, Jean de Brienne, son beau-père, est désigné pour gouverner l'empire latin de Constantinople, au nom d'un enfant de douze ans, Baudouin II de Courtenai. — Frédéric II retourne en Europe pour défendre ses possessions italiennes (mai).

Pologne. — La couronne ducal est conservée à un enfant de neuf ans, petit-fils de Casimir le Juste; son oncle combat le duc de Breslau en Silésie, qui prétend au duché.

Rome. — Grégoire IX, pour la

croisade contre l'empereur Frédéric II, demande le dixième des revenus de l'Angleterre et de l'Irlande: refus unanime des seigneurs laïques; docilité du clergé.

1230.

Allemagne et Rome. — Réconciliation de Frédéric II et de Grégoire IX.

Espagne. — Le roi d'Aragon commence à s'établir dans les Iles Baléares. — Le roi de Castille s'avance sur les terres musulmanes jusqu'à Jaén, au sud du Tage; le roi de Léon emporte Mérida et Badajoz sur la Guadiana. — L'acquisition de Gibraltar et d'Algéziras par Ben-Houd ne compense pas pour lui la perte de ces grandes villes. — Mort du roi de Léon, Alphonse IX, après quarante-deux ans de règne; son fils aîné, déjà roi de Castille depuis 1217, Ferdinand III, réunit les deux royaumes qui ne seront plus séparés.

France. — Le duc de Bretagne, toujours hostile à la régente, appelle les Anglais; l'armée royale assiège Ancenis. — L'université de Paris s'occupe, pendant dix-huit ans, de la condamnation du Talmud, code religieux et civil des juifs qui ne s'en tiennent pas à la lettre de l'Ancien Testament. — Bien peu de docteurs étaient capables d'interpréter les textes hébraïques.

Pologne et Prusse. — Les Prussiens idolâtres se jettent sur les provinces polonaises de Culm et de Mazovie. Le régent de Pologne appelle les chevaliers de l'ordre teutonique qui seront mis en possession du pays de Mazovie, et devront garder tout ce qu'ils auront conquis sur la Prusse. Une croisade est prêchée contre ces peuples idolâtres.

1231.

Angleterre. — Le Poitevin Pierre des Roches supprime Hubert du Bourg dans la faveur de Henri III; le gouvernement est aux mains d'étrangers.

Danemark. — Cadastre, ou tableau topographique de toutes les provinces du royaume.

Espagne. — Traité réciproque de succession, conclu entre les rois d'Aragon et de Navarre. Le dernier sacrifiait ainsi les droits de son neveu le comte de Champagne.

Italie. — La constitution donnée par Frédéric II au royaume de Naples, appelle les députés des villes à l'assemblée des barons, et établit des lois maritimes.

Prusse. — Les chevaliers teutons fondent à l'entrée de la Prusse la ville de Thorn, sur la Vistule, qui n'est d'abord que leur camp fortifié.

Rome. — Deux bulles de Grégoire IX comblent de privilèges les moines dominicains et les frères mineurs de l'ordre de Saint-François.

1232.

Espagne. — Mohammed Ben-al-Ahmar, un des lieutenans de Ben-Houd, maître de Jaën, de Guadix et de Baça, se fait proclamer roi, et devient un compétiteur dangereux pour Ben-Houd; c'est de lui que sortira la dynastie des Naserides. — Mort d'Al-Mamoun, que la rivalité de Ben-Houd avait tant affaibli. — Le royaume de Valence est encore indépendant sous Zéyan.

1233.

Angleterre. — Les étrangers sont exclus du conseil de Henri III.

Empire latin et Grecs. — Venise envoie une flotte pour protéger Constantinople contre Jean Vatace, empereur grec de Nicée que le nouvel empereur latin Jean de Brienne, éloigne par une victoire.

Espagne. — Les Castillans pénètrent jusqu'à Xérès. — Le pape fait prêcher une croisade pour la conquête de Valence; les seigneurs du Languedoc, les prélats, les chevaliers du Temple et de Saint-Jean mirent quatre ans à se réunir.

France. — Création de l'université de Toulouse.

Prusse. — Le grand maître des chevaliers teutons, Hermann de Salza, donne à la Prusse ses premières lois. Culm et Marienwerder, sur la Vistule, sont colonisées par les chevaliers.

Savoie. — Amédée III dompte le Valais malgré la résistance de l'évêque de Sion.

1234.

Allemagne. — Le fils aîné de Frédéric II, Henri, se révolte en Allemagne.

Danemark. — Lubeck résiste à Valdemar II et au comte de Holstein.

Espagne. — Mort du roi de Navarre, Sanche VII : son neveu Thibaut IV, comte de Champagne, avec l'assentiment de Grégoire IX, est proclamé roi par les Navarrais, qui déchirent ainsi le pacte de 1231.

France. — Louis IX épouse Marguerite de Provence; cette union fut celle de toutes les vertus. — Le duc de Bretagne a fait la paix avec le roi. — Thibaut de Champagne en devenant roi de Navarre, a vendu au roi les comtés de Blois, Sancerre, Chartres et la vicomté de Châteaudun. — Ordonnance en faveur des débiteurs des Juifs.

Rome. — Un soulèvement des Romains tient Grégoire IX éloigné pendant trois ans de sa capitale. — Publication de cinq livres de lettres décrétales qui posent les principes les plus favorables à l'omnipotence pontificale. — Canonisation de saint Dominique.

1235.

Allemagne. — A la demande de Frédéric II, la diète de Mayence dégrade son fils rebelle, Henri; il sera relégué jusqu'à sa mort dans un château de la Pouille. — Règlements de paix publique: le droit que s'arrogeaient les seigneurs de se faire justice par la voie des armes est limité; des tribunaux décideront de

toutes les affaires, excepté de celles des princes que jugera l'empereur. — Frédéric II érige en duché immédiat de l'empire le domaine de Brunswick, terre allodiale de la maison des Welfs.

Angleterre. — Henri III substitue dans les armoiries d'Angleterre les léopards aux lions que portait jusque-là l'écusson des Plantagenets.

Empire latin. — Jean de Brienne défend deux fois Constantinople contre Vatace de Nicée, et contre Asan II, roi des Bulgares.

Espagne. — Ferdinand, roi de Castille et de Léon, enlève la forte place d'Ubeda au nord-est de Jaén.

France. — Ordonnance contre les évêques qui troubleraient les juges séculiers dans l'exercice de leurs fonctions ; ils sont menacés de la saisie du temporel. Lettre de Grégoire IX au roi ; Louis IX persiste dans sa résolution. — Beaucoup de juifs sont massacrés, parce qu'on parlait de guerre sainte.

1236.

Empire d'Allemagne et Italie. — Nouvelle insurrection lombarde, incomplètement réprimée par Frédéric II. — Le tyran féroce de Padoue, de Vérone et de Vicence, Eccellino, chef du parti impérial, effraye par ses cruautés et ne pacifie pas l'Italie.

Espagne. — Pendant que les Aragonais occupent le roi musulman de Valence, Ferdinand III de Castille, presse Cordoue ; la ville peuplée de trois cent mille âmes est mal défendue par Ben-Houd, qui s'en éloigne et meurt bientôt par trahison. — Prise de Cordoue, qui depuis cinq cent quarante ans appartenait aux Arabes (29 juin).

France. — A vingt et un ans accomplis, Louis IX est déclaré majeur (25 avril). — L'université d'Orléans renouvelle les scènes violentes dont l'université de Paris a donné le spectacle en 1229.

Mongols et Russie. — Six cent

mille Mongols, sous la conduite de Batou-Khan, neveu du grand khan Oktai, arrivés au nord des sources du Don, enlèvent Rezan, Kolomna, Moscou, sans que Iouri II ait rien fait pour les sauver. Le sac de sa capitale, Wladimir, le décide à tenter un effort tardif dans lequel il trouve la mort. Les Mongols se rassasient de carnage et retournent sur le Volga inférieur, où ils se fixent.

1237.

Allemagne. — Conrad, fils de Frédéric II, est élu roi des Romains.

Angleterre. — Quatrième confirmation de la grande charte.

Bohême. — Le roi Wenceslas s'unit aux Allemands pour faire exécuter un décret impérial contre le duc d'Autriche ; il prend Vienne qui paye une riche rançon.

Empire d'Allemagne et Italie. — Le fils du doge de Venise, Tiepolo, élu podestat par les Milanais, qui ont pris les armes contre Frédéric II, les conduit au combat avec ceux de Novare et de Vercell, à Cortenuova ; vaincu et pris, il sera pendu.

Empire latin. — Mort de Jean de Brienne ; Baudouin II de Courtenai était alors en Flandre, sollicitant des secours contre les Grecs.

Orient musulman. — Malek-el-Kamel, dépouille un de ses frères de la sultanie de Damas et la réunit à celle d'Egypte.

Prusse. — Rapides succès des chevaliers teutons ; ils sont aidés par le duc de Brunswick. Fondation d'Elbing, près de l'embouchure orientale de la Vistule.

Prusse et Livonie. — L'ordre du Christ ou des chevaliers porteglaive, de la Livonie, est incorporé à l'ordre teutonique.

1238.

Espagne. — Développement de la puissance du roi de Jaén, Ben-Ahmar ou Abou-Saïd, il est intro-

duit dans Almería et dans Grenade. — Ni le nouveau roi de Grenade, ni le roi de Murcie, ni les walis de l'Andalousie ne secourent le roi de Valence Zeyan attaqué par Jacques I^{er} d'Aragon, qui a quatre-vingt mille hommes, espagnols et français; bloquée aussi par mer, Valence tombe enfin au pouvoir de Jacques (29 sept.). La plus grande partie des Maures, dépouillée de ses biens, à Valence comme à Cordoue, s'expatrie.

France. — La couronne d'épines de Jésus-Christ, achetée des Vénitiens qui l'avaient enlevée de Constantinople, est reçue solennellement par saint Louis; elle sera placée dans la Sainte-Chapelle, construite de 1244 à 1248, près du palais du roi, à Paris. La Sainte-Chapelle, ouvrage de Pierre de Montreuil, qui est peut-être le même qu'Éudes de Montreuil, est un des chefs-d'œuvre de l'art gothique.

Hollande. — La mer par une irruption déchire le rivage du pays des Bataves, unit ses eaux à celles du lac Flévo, et forme ainsi le bassin maritime du Zuiderzée.

Italie. — Frédéric II érige en duché pour le comte de Savoie le pays de Chablais et d'Aoste. — Les Génois qui veulent bien prêter le serment de fidélité, mais refusent l'hommage à l'empereur, se liguent contre lui avec les Lombards, le pape et Venise.

Orient musulman. — Sous le calife Mostanser-Billah, qui avait fait fleurir les lois, les sciences et les arts, les Mongols dévastent le territoire de Bagdad. — Mort du sultan d'Égypte et de Damas, Malek-el-Kamel, prince doux, équitable, ami des arts. A Damas, après lui, sept années de luttes domestiques.

1239.

Empire d'Allemagne, France, Italie et Rome. — Grégoire IX excommunie l'empereur, qui a disposé, en faveur de son fils naturel

Enzio, de l'île de Sardaigne, sur laquelle le saint-siège élève des prétentions. — Les villes de Toscane, appelées aux armes par le pape, sont réduites par l'empereur; résistance de Florence. — Grégoire IX offre la couronne impériale au roi de France qui refuse de dépouiller le souverain légitime d'Allemagne.

Orient. — Le roi de Navarre Thibaut de Champagne, qui vient de faire mourir près de Vertus, en Champagne, cent quatre-vingt-trois hérétiques, prend part à une expédition de seigneurs français en Syrie: le duc de Bourgogne et Amauri de Montfort sont vaincus devant Gaza; les croisés retournent en Europe. — Les trois fils de Malek-el-Kamel suspendent la guerre civile pour attaquer en commun Jérusalem; elle est emportée en peu de jours.

Prusse. — Les chevaliers teutons sont menacés par le chef des Slaves poméraniens de Dantzick, Suantopelck; les ducs de Cujavie, de Kalisch, et de la grande Pologne, combattent pour l'Ordre.

Russie. — Le Mongol Batou-Khan, établi dans le Kaptshak, au sud-est de la Russie, prend Périaslavl, sur le Dniéper, et Tchernigof, sur la Desna.

1240.

Danemark. — Valdemar II publie le recueil des anciennes lois cimbriques (mars). — A la mort d'Adolphe IV, ses deux fils se partagent le Holstein qui restera morcelé pendant cent cinquante ans.

Empire d'Allemagne et Rome. — Le pape, pressé jusque sous les murs de Rome par Frédéric II, reste maître de la ville en engageant dans une croisade contre l'empereur tous les amis de la liberté en Italie. — Après une course dans le sud, Frédéric va occuper la Romagne; il prend Ravenne et assiège Faenza.

Empire latin. — Baudouin II rentré à Constantinople oblige Ducas Vatace à lever le siège de cette ville,

qu'il faisait pour la troisième fois. — Vatace se tournera contre les Bulgares.

Espagne. — L'infant de Castille, Alphonse, reçoit, au nom de son père, l'hommage des chefs musulmans du royaume de Murcie.

Italie. — Ferrare est disputée au vieux gibelin Torelli Salinguerra, par le marquis d'Este, en faveur duquel se confédèrent Venise, Milan, Mantoue, Vérone, et Bologne, sous l'inspiration du légat du pape. Salinguerra fait prisonnier mourra en captivité à Venise.

Mongols. — Une nouvelle horde de Mongols saccage Kiev et ravage la Pologne.

Orient. — Par jalousie contre son neveu le sultan d'Égypte, le sultan de Damas rend Jérusalem aux chrétiens.

1241.

Allemagne. — Obscurs commencements de la ligue hanséatique ou Hanse teutonique : Lubeck et quelques villes voisines, slaves ou allemandes, se confédèrent pour purger la mer Baltique des pirates.

Danemark. — Mort de Valdemar II (mars) : des conquêtes qui lui ont valu le surnom de Victorieux, il ne conservait plus que l'île de Rugen et Revel en Esthonie. — L'aîné de ses quatre fils, Éric IV, lui succède : les trois autres ont chacun un apanage sous la suzeraineté de la couronne de Danemark : Abel, le Slesvig ; Kanut, la Blékinge ; Christophe, le Halland. Pendant huit ans ils feront la guerre à leur frère aîné.

France. — Louis IX investit son frère Alphonse des comtés de Poitou, d'Auvergne et du pays albigeois.

Italie. — Succès de l'empereur : Faenza, dans la Romagne, et Bénévent, sont enlevées au pape ; la flotte de Sicile et de Pise, ville gibeline, bat à la hauteur de l'île de Méloria, près de Livourne, des vaisseaux génois qui portaient beaucoup de cardinaux et d'évêques français appelés

à Rome pour un concile : Gènes est attaquée par terre et par mer.

Mongols. — L'invasion mongole atteint la Silésie et la Hongrie. Le roi hongrois fuit en Dalmatie ; peste, famine, dépopulation. Incendie de Breslau ; le duc de Silésie meurt en combattant — Ses fils partagent sa principauté : branche Breslau, branche Liegnitz. — Une autre armée de Tartares pénètre par l'Arménie dans la sultanie des Turcs seldjoucides d'Iconium, qui deviennent tributaires du grand khan.

1242.

Angleterre et France. — Le débat entre Alphonse, comte de Poitiers, frère de saint Louis, et son vassal rebelle le comte de la Marche, Hugues de Lusignan, amène la guerre entre saint Louis et Henri III d'Angleterre, dont la mère a épousé le comte de la Marche. Henri III est vaincu par saint Louis à Taillebourg et à Saintes (21 et 22 juillet).

Bohême. — La Moravie, possession du roi de Bohême, est atteinte par l'invasion mongole : repoussés devant Olmutz, les Mongols sont refoulés vers la Hongrie.

Orient. — Les courses des Mongols causent de grands dommages à Bagdad. — Les Kharismes ou Khorasmiens, chassés par les Mongols des rives de la mer Caspienne, dévastent la Syrie.

1243.

France. — Saint Louis, réconcilié avec Henri III, oblige les seigneurs qui possèdent en même temps des fiefs de la couronne de France et des fiefs de la couronne d'Angleterre à opter entre les deux suzerains.

Hongrie. — Les Mongols évacuent la Hongrie ; Béla IV rentre dans son royaume. — Guerre des Hongrois contre l'Autriche.

Italie. — Exaltation d'Innocent IV, le conclave avait duré près de deux ans. — Pise est menacée par la cou-

fédération de Lucques, de Florence et de Gènes.

Orient musulman. — Bagdad perd son calife aimé, Mostanser-Billah; Mostazem, fils de Mostanser, n'hérite pas de ses vertus.

Prusse. — La cour de Rome, qui concède définitivement la Prusse aux chevaliers teutons, en fait quatre diocèses catholiques : Culm, Poméranie, Warmie, Sambie.

1244.

Afrique et Espagne. — Ben-al-Ahmar, le principal soutien de l'islamisme en Espagne, rend par d'utiles et brillants travaux Grenade digne du titre de capitale, recherche l'amitié des rois de Fex, de Tlemcen, et de Tunis, qui fondaient de nouvelles dominations sur les ruines de celle des Almoravides.

Empire d'Allemagne et Rome. — Réconciliation temporaire du pape et de l'empereur.

Empire latin. — Baudouin II, pressé par les princes grecs de Thessalonique, de Trébizonde et surtout de Nicée, vient en Italie solliciter de nouveaux secours. — Jean Ducas Vatace a refoulé les Bulgares au nord.

France. — Pendant une maladie dont il faillit périr, saint Louis promet de prendre la croix (déc.).

Orient. — Les Kharismes imposent tribut à Bohémond V, prince d'Antioche. — Ils aident le sultan d'Égypte, Nodgemeddin, à prendre d'assaut Jérusalem qui est mise à feu et à sang.

1245.

Empire d'Allemagne, France, Italie et Rome. — Innocent IV ne se croyant pas en sûreté à Rome, se retire en France. Il est vainement sollicité à la paix par saint Louis dans les conférences de Cluny. Frédéric II est également inflexible. — A Lyon, ville archiépiscopale qui ne relève de l'empire que de nom, Innocent IV convoque le quatorzième

concile général : Frédéric II est frappé d'anathème et déposé (juillet); Baudouin II et les patriarches latins de Constantinople et d'Antioche obtiennent du concile une promesse de secours; plaintes portées au concile contre les abus de l'administration romaine, surtout contre l'habitude du saint-siège de faire donner dans presque tous les pays les fonctions et les bénéfices ecclésiastiques à des Italiens, et d'imposer, par l'intermédiaire des légats et des nonces, des taxes arbitraires et exorbitantes; ces plaintes viennent particulièrement de l'Angleterre. — Innocent IV passera six ans à Lyon.

Espagne. — Ferdinand III de Castille force le roi de Grenade à lui abandonner Jaën; il ne lui laisse son royaume qu'à titre de vassal. — Les scandales de la vie privée et du gouvernement du roi de Portugal poussent à l'insurrection ses sujets. Innocent IV excommunie le roi et donne la régence à son frère.

Mongols. — Missionnaires envoyés par le pape aux Mongols : Carpini, l'un d'eux, a laissé une relation de son voyage.

Orient musulman. — La sultanie de Damas est réunie à celle d'Égypte.

Prusse. — Les chevaliers teutons reçoivent de la cour de Rome un tiers de la Sémigalle et deux tiers de la Courlande; le reste est attribué aux évêques. Frédéric II leur octroie, comme fiefs de l'empire, la Livonie, la Courlande, la Samogitie, sans songer au droit de suprématie de l'archevêque de Riga.

1246.

Bohême. — L'Autriche, dont le duc a été tué dans une guerre contre les Hongrois, accepte pour un instant un prince de la main du roi de Bohême, Wenceslas.

Empire d'Allemagne. — Henri Raspon, landgrave de Thuringe, accepte la couronne de roi des Ro-

main, dont le pape a dépossédé Frédéric II ; on l'appela le roi des prêtres.

Espagne. — Un acte de violence commis par le roi d'Aragon contre son confesseur, attire sur lui l'excommunication pontificale : après un repentir public, il est amnistié.

France. — Le concile de Béziers complète les règlements qui servent de fondement à la procédure observée dans les tribunaux de l'inquisition (avril). — Mariage de Charles frère du roi avec Béatrix qui doit hériter de la Provence, quoique plus jeune que sa sœur la reine de France : Charles reçoit du roi les comtés d'Anjou et du Maine.

Russie. — Le grand-prince de Vladimir meurt au retour d'un voyage entrepris à travers l'Orient, pour aller rendre hommage au nouveau grand khan des Mongols, son maître.

1247.

Allemagne. — A la mort de l'antécésar Henri Raspon, Guillaume, comte de Hollande, lui succède par l'influence des électeurs ecclésiastiques.

Italie. — Parme, toute dévouée au pape, est assiégée par Frédéric II.

Espagne. — Le roi de Portugal, ramené dans ses États par une armée castillane, ne peut se soutenir contre les bulles du pape et contre le mépris de ses sujets ; il retournera à Tolède.

Prusse. — Les chevaliers teutons sont menacés par Mendog, le grand-duc des Lithuaniens idolâtres, qu'excitent à la guerre les Courlandais mal soumis à la loi catholique.

Russie. — Les Lithuaniens profitent de l'épuisement de la Russie pour attaquer la principauté de Vladimir ; ils sont repoussés par les princes qui possèdent des apanages dans la principauté de Suzdal.

1248.

Allemagne et Italie. — Une sortie des Parmesans coûte cher aux

troupes de Frédéric II ; parmi les morts se trouva Taddée de Sessa, qui avait plaidé la cause de Frédéric II au concile de Lyon. Richesse du butin : Parme gardera la couronne impériale et le carroccio que les Crémonais, alliés de l'empereur, ont laissé prendre.

Allemagne. — Le roi de Bohême, Wenceslas III, arme chevalier l'antécésar Guillaume de Hollande, qui est couronné à Aix-la-Chapelle.

Espagne. — Séville, après un siège de quinze mois, est enlevée par Ferdinand III de Castille à un prince almoravide, contre lequel l'a aidé activement le roi maure de Grenade : la plus belle contrée de la péninsule, dite le jardin d'Hercule, est acquise pour toujours aux Castillans. Les musulmans, qui quittent Séville, se retirent à Grenade, à Xérès et dans l'Al-Garb plutôt qu'en Afrique. — Alphonse III, le frère du roi de Portugal qui meurt en exil à Tolède, devient roi.

France et Orient. — Départ de saint Louis pour la croisade. Il s'embarque au port d'Aigues-Mortes, qu'il a fait creuser ; sa mère gouvernera en son absence. L'expédition est dirigée vers l'Égypte. Il passe l'hiver dans l'île de Chypre.

1249.

Allemagne. — Conrad, fils de Frédéric II, est battu par Guillaume de Hollande.

Allemagne et Italie. — Pierre des Vignes, secrétaire et chancelier de Frédéric II, tombe dans la disgrâce et se tue. Il doit être associé à la gloire qu'a méritée à Frédéric II la réforme intérieure de ses États héréditaires. — Le fils naturel de Frédéric, Enzo, est fait prisonnier par les Bolonais, qui le garderont captif pendant vingt-trois ans, jusqu'à sa mort.

France. — Mort de Raymond VII comte de Toulouse : son gendre Alphonse, comte de Poitiers, lui succède.

France et Orient. — Saint Louis aborde en Égypte, près de Damiette (juin), que le sultan Nodgeddin ne défend pas; celui-ci va mourir au Caire. — Il avait institué pour sa garde la milice des mameluks, esclaves turcs, originaires de la Circassie qui fournissait tous les ans de nouvelles recrues à l'Égypte.

Venise. — A l'abdication du doge Jacques Tiépolo, auteur du Code des lois de Venise, le mode d'élection est encore changé, pour empêcher les intrigues des partis.

1250.

Danemark. — Le roi Éric IV, au milieu d'une guerre avec le comte de Holstein, périt victime de la perfidie de son frère Abel, duc de Slesvig et gendre du comte. Abel devient roi. Il renonce, en faveur de l'évêque de l'île d'Ôesel et des chevaliers teutons, à une partie des possessions danoises de la Livonie.

Empire d'Allemagne et Italie. — Frédéric II meurt dans la Pouille, sans avoir été réconcilié avec l'Église. — La rivalité continue en Allemagne entre son fils Conrad et Guillaume, comte de Hollande. Son fils naturel, Manfred, âgé de dix-huit ans, combattra en Italie. — En Allemagne le pouvoir central est sans vigueur et en ce sens il y a interruption jusqu'à l'avènement de Rodolphe de Habsbourg.

France et Orient. — Marche de saint Louis vers le Caire. Son frère le comte d'Artois livre imprudemment la bataille de la Mansourah où il périt (février). L'armée, prise entre deux bras du Nil qui commençait à déborder, est forcée de se rendre (5 avril); le roi supporte héroïquement cette captivité, que partage le roi de Chypre. Le traité qui lui rend la liberté lui interdit de faire la guerre en Palestine (mai). — Le sultan est assassiné par ses gardes, les mameluks, dont le chef Ibegh laissera encore pour quatre ans le titre de sultan à un enfant de la

maison ayoubite, en se réservant toute l'autorité. — Damas alors se sépare de l'Égypte et se donne au sultan d'Alep.

Italie. — Premières institutions démocratiques de Florence qui se gouverne désormais en république.

Suède. — Mort du roi Éric XI, dit le Bègue, qui est regardé comme le fondateur de l'université d'Upsal.

1251.

Allemagne. — Conrad de Souabe diminue ses chances de succès en Allemagne par une expédition en Italie.

France. — La régente réprime le soulèvement des Pastoureaux.

Lithuanie. — Les chevaliers teutons de la Livonie ayant forcé Mendog, le grand-duc des Lithuaniens idolâtres, à recevoir le baptême, Innocent IV lui octroie le titre de roi.

Mongols. — Le roi chrétien d'Arménie envoie son frère Sembat auprès du nouveau grand khan des Tartares, Mangou, qui se laissera persuader par lui d'embrasser la religion de Jésus-Christ. — Les Tartares mongols dévastent le Tibet.

Russie. — La faveur du grand khan appelle à la principauté de Vladimir Alexandre, le prince de Novogorod, qui remet à la garde de son fils son domaine primitif.

Suède. — Comme il ne reste plus de représentant des deux maisons royales qui ont commencé, l'une en 1150 avec Éric IX, l'autre en 1162 avec Charles VII, et qui devaient alterner sur le trône, la lice est ouverte entre les prétendants à la couronne. Les Folkungs sont abattus et tués en trahison par le comte Birger, qui assure la royauté à son fils.

1252.

Bohême. — Le mariage du fils de Wenceslas III, Prémislas-Otocar, avec la sœur du dernier duc d'Au-

triche et de Styrie, prive de son droit l'héritier légitime, Frédéric de Bade.
— Le roi de Bohême empêche les Hongrois de s'emparer de l'Autriche.

Danemark.— La mort sanglante d'Abel dans une guerre contre les Frisons, donne le trône à son frère Christophe, duc de Blekingie, au détriment de ses fils.

Espagne.— La Castille perd Ferdinand III le Saint (mai). Ce prince a commencé à réunir en un corps toutes les lois royales de Castille; il a fait traduire en langue vulgaire les lois suivies par les Maures à Cordoue. — Alphonse X le Sage et l'Astrolague lui succède.

France. — Mort de Blanche de Castille, mère de saint Louis (1^{er} déc.).

Orient et France.— Saint Louis visite et fortifie les places de la Palestine: il résiste aux conseils du sultan d'Alep et de Damas, qui le pressait de rompre le traité conclu avec l'Égypte. Il essaye de réconcilier les ordres rivaux du Temple et de l'Hôpital. La nouvelle de la mort de sa mère hâtera son retour en Europe. — Le roi chrétien d'Arménie, Aïton, se rend lui-même à la cour du grand khan Mangou, qui reçoit le baptême avec les principaux de la nation et lui promet ses secours contre les musulmans. Houlagou, frère du khan, est chargé de réduire d'abord les Bathéniens ou Assassins de Perse.

Prusse. — Un des chefs de l'ordre teutonique en Livonie bâtit Memel et force les habitants de l'île d'Oesel de renoncer à la pluralité des femmes.

1253.

Angleterre.— Cinquième confirmation de la grande charte; qui-conque la violera doit être excommunié.

Espagne. — Mort de Thibaut, comte de Champagne, et roi de Navarre, un des plus gracieux trouvères.

France. — Robert Sorbon, con-

seiller de saint Louis, fonde la maison de son nom, la Sorbonne, pour servir au logement, à l'entretien et à l'instruction de quelques maîtres et de quelques élèves pauvres.

Mongols. — Saint Louis envoie des moines au grand khan Mangou, pour le gagner à la foi évangélique et en obtenir des secours contre les musulmans de l'Asie. Rubruquis, un d'eux, part de Constantinople (mai): son voyage, inutile pour les intérêts de la chrétienté, durera deux ans. La relation qui en reste étend les connaissances géographiques des Européens et fait connaître la grande ville des Mongols, Kara-Korum. Rubruquis, qui s'est rencontré au camp des Mongols avec des ambassadeurs de la Chine, désigne nettement les caractères de l'écriture chinoise.

Prusse. — Le chef slave de Danzick, Svantopelck, après une lutte de treize ans interrompue par des trêves, souscrit enfin à la paix avec les chevaliers teutons.

1254.

Angleterre. — Le roi convoque le parlement pour avoir une aide extraordinaire; il y appelle, comme représentants de la noblesse inférieure, deux chevaliers élus dans chaque comté.

Danemark. — A la suite d'une guerre à laquelle prennent part plusieurs princes voisins, le roi Christophe 1^{er} est forcé de laisser au moins à l'aîné de ses neveux le duché de Slesvig.

Empire d'Allemagne. — Mort de Conrad de Souabe. — Guillaume de Hollande, seul empereur, propose à la diète de Francfort de sages règlements sur la paix publique. — Les États normands d'Italie sont l'héritage du fils de Conrad, Conradin, enfant de deux ans, que Manfred, fils naturel de Frédéric II, défendra contre les prétentions du pape.

Espagne. — Les Castillans, toujours aidés par le roi de Grenade,

dépouillent les Almohades de Xérès, d'Arcos, de Sidonia. — Les conquêtes des Portugais au delà du Guadiana amenèrent une guerre de frontières entre les deux peuples.

France. — Ordonnance du roi pour la réformation des mœurs et de la justice. — Le Languedoc est autorisé à suivre le droit romain comme droit commun; on distinguera les provinces de droit écrit des provinces de droit coutumier. — Saint Louis ne tolère pas les abus de pouvoir de son frère Charles d'Anjou.

Italie. — Mort d'Innocent IV. Le nouveau pape Alexandre IV, neveu de Grégoire IX, prêche une croisade contre le tyran de Padoue, Eccélino de Romano, depuis trente ans l'effroi de la Lombardie. Venise arme contre lui. — Obert Pallavicini, ancien capitaine de Frédéric II, tente sans succès de s'emparer de Parme, et perd bientôt Plaisance et Crémone.

Livonie. — L'archevêque de Riga étend sa suprématie, avec l'assentiment du pape, sur les évêques de la Livonie, de l'Esthonie et de la Prusse.

Orient musulman. — Le mamluk Ibegh s'empare du trône d'Égypte. Il commence la dynastie des mamluks baharites.

1255.

Bohême. — Premislav-Ottocar II, roi depuis deux ans, tourne ses armes contre les Prussiens idolâtres.

Prusse. — Les chevaliers teutons bâtissent Königsberg pour tenir en respect les Samblens.

Silésie. — Le duc de Breslau embellit et fortifie cette ville, où il attire beaucoup d'Allemands et établit le droit saxon.

1256.

Danemark. — Violent débat entre le roi et l'archevêque de Lunden.

France. — Saint Louis appelle quelques notables de villes avec des nobles pour délibérer sur les impôts.

France et Rome. — Arbitrage de la cour de Rome dans le différend qui s'est élevé depuis 1229 entre l'université de Paris et les moines dominicains. Alexandre IV prend la défense des moines et condamne le livre de Guillaume de Saint-Amour, *Des périls des derniers temps*, écrit contre les franciscains et les dominicains; mais il interdit également un ouvrage de Jean de Parme, général des frères mineurs ou cordeliers de Saint-François, dont l'*Évangile éternel* portait atteinte au dogme catholique. — Alexandre IV sanctionne la règle du nouvel ordre des augustins, le dernier fondé des quatre ordres mendiants : les carmes l'avaient été en 1209, les franciscains en 1215, les dominicains en 1216.

Italie. — Azzon d'Este s'unit aux Lombards contre Eccélino. Les confédérés italiens, commandés par un légat, forcent Padoue à se rendre (20 juin). Atroces représailles du tyran, alors occupé au siège de Mantoue; il fait égorger douze mille Padouans qui servent dans son armée. Il se soutient encore pendant trois ans.

Orient. — Le Mongol Houlagou, frère du grand khan Mangou, met fin à la domination des Assassins de la Perse : le calife de Bagdad, Mostasem, a refusé de prendre part à l'expédition.

1257.

Empire d'Allemagne. — A la mort de Guillaume de Hollande, deux élections rivales sont faites par les princes électeurs : les archevêques de Cologne et de Mayence nomment un cousin d'Othon de Brunswick, Richard de Cornouailles, qui sera couronné à Aix-la-Chapelle; l'archevêque de Trèves, le roi de Bohême, le duc de Saxe, le margrave de Brandebourg, le duc de Bavière, et le comte palatin désignent un petit-fils par les femmes de Philippe de Souabe, Alphonse X, roi de Castille, qui ne parut jamais en Alle-

magne. — Plusieurs villes impériales se mettent sous la protection de Rodolphe, comte de Habsbourg.

Espagne. — Le roi de Castille s'étend dans la plus grande partie de l'Al-Garb, pays riche, fertile, peuplé et facile à défendre, dans les bassins inférieurs du Guadalquivir et du Guadiana. — Au siège de Niebla, les Arabes lancent des projectiles avec du feu, peut-être en se servant de la poudre à canon. — Le roi de Portugal, ayant répudié sans motif sa première femme, et conclu un nouveau mariage, attire sur lui les foudres de Rome : le royaume sera en interdit pendant cinq ans, jusqu'à la mort de la femme répudiée.

France. — Saint Louis réprime l'usage des guerres privées par l'établissement de la *quarantaine-le-roi*.

Italie. — Milan expie ses dissensions par la perte de sa liberté : Martin, chef de la faction della Torre (de la Tour), avec l'aide du peuple, s'empare du pouvoir ; la famille noble des Visconti est abaissée. — A Gènes, l'insurrection fait capitale du peuple Guillaume Boccanegra : son pouvoir est pour dix ans ; le podestat même lui prête serment d'obéissance ; il est assisté d'un conseil démocratique de trente-deux membres.

1258.

Angleterre. — Révolte des barons avec Simon de Montfort, comte de Leicester. Dans la première assemblée, appelée officiellement du nom de parlement, ils imposent au roi les *Statuts* ou *Provisions d'Oxford*, qui remettent en vigueur les libertés de l'Eglise et la grande charte, et excluent des emplois les étrangers.

Danemark. — L'archevêque de Lund en se soustrait par la fuite à la colère du roi ; les évêques partisans du prélat lancent l'interdit, qui sera maintenu pendant dix-sept ans.

Espagne et France. — Traité

entre saint Louis et Jayme I^{er} d'Aragon pour régler des questions de territoire.

Italie. — Manfred se fait couronner roi à Palerme, au détriment de son neveu Conradin.

Mongols et Orient musulman. — Houlagou paraît devant Bagdad qui ne résiste pas, malgré ses seize cent mille âmes (22 janvier). Mostazem, trahi, se remet entre les mains d'Houlagou. Bagdad ouvre ses portes (10 février) ; elle est pillée pendant sept jours et livrée aux flammes. Supplice du dernier calife ; avec Mostazem finit la dynastie des Abbassides et le califat en Asie. — Houlagou porte la guerre en Syrie, où Damas est enlevée, et jusqu'au détroit de Constantinople.

Orient chrétien. — Les Pisans et les Provençaux aident les Vénitiens à battre les Génois près de Saint-Jean d'Acre (juin). Médiation d'Alexandre IV.

Russie. — Le fils d'Alexandre, investi par lui de la principauté de Novogorod, se refuse à laisser faire dans ses États, par les officiers mongols de la horde du kaptchak, le dénombrement des fortunes et la répartition du tribut. Il faut qu'Alexandre punisse lui-même et chasse son fils rebelle.

1259.

Allemagne. — Alexandre IV reconnaît Richard de Cornouailles pour roi légitime des Romains.

Angleterre. — Mort de Mathieu Paris, moine bénédictin de St-Albans ; ses *Chronica majora* sont une des sources les plus importantes pour l'histoire d'Angleterre depuis 1066.

Angleterre et France. — Traité d'Abbeville (28 mars) : saint Louis rend volontairement à Henri III, mais sous la condition de l'hommage lige, la Guienne, l'Agenois, le Quercy, le Limousin, le Périgord, et la Saintonge ; en retour il se fait reconnaître la possession légitime des conquêtes de Philippe Auguste.

Danemark.—Mort du roi Christophe I^{er} (mai). Dangers qui entourent le trône de son fils Éric V, âgé de dix ans, sous la tutelle de sa veuve, princesse de Poméranie. Le clergé soutient deux prétendants : les soudres de Rome aident les rebelles. Le comte de Holstein prend part au débat.

Grèce.—Michel Paléologue prend la pourpre à Nicée, mais respecte les jours du jeune empereur, Lascaris II.

Italie.—Milan, Ferrare, Mantoue, Bologne, Crémone confient leurs armées au marquis Obert Pallavicini et au marquis d'Este. Battu et fait prisonnier au passage de l'Adda, à Soncino, Eccélino meurt des suites des violences exercées contre lui (sept.).—Eccélino, comme beaucoup de princes de ce temps, avait à sa cour des astrologues, des histrions, des bouffons, des conteurs et des poètes. — A Milan, la seigneurie est conférée pour cinq ans à Obert Pallavicini, sur la proposition de Martin della Torre qui s'en repentit bientôt.

Mongols.—Mort du grand khan Mangou (août). Démembrement de l'empire gengiskhanide : un de ses frères, Kublaï, désigné par les principaux de la nation pour lui succéder, commence la dynastie impériale des Tartares orientaux ; un autre, Houlagou, celui qui a détruit le califat de Bagdad, reçoit les régions occidentales. Houlagou est la tige de la dynastie persane des Mongols : il règne depuis le Khorasan, au sud-est de la mer Caspienne, jusqu'au pays de Roum, en Asie Mineure.

Orient chrétien.—Les templiers perdent une bataille sanglante contre les hospitaliers.

1260.

Bohême.—Le roi Premislav-Ottocar II défend contre les Hongrois la Styrie qui touche à l'Autriche.

Espagne.—En Castille, Alphonse X ordonne d'écrire en langue vulgaire tous les actes publics. Plus

sieurs villes forment entre elles des confédérations ou fraternités sous le nom de Sainte-Hermidad, pour se protéger contre les brigandages des nobles ou hidalgos (descendants de Goths).

France.—Le roi fonde à Paris l'hôpital des Quinze-Vingts, d'abord pour trois cents gentilshommes à qui les Sarrazins avaient crevé les yeux en terre sainte. — C'est peut-être en 1260 que meurt Guillaume de Lorris, qui a commencé le roman de la Rose, poème allégorique de vingt-deux mille vers. — Estienne Boileau, prévôt de Paris, fait rédiger les statuts des corporations marchandes de cette ville.

Italie.—Horrible fin de la maison de Romano : Albéric, le frère d'Eccélin, excommunié depuis deux ans, est supplicié par les Trévissans, ses sujets ; ses six enfants sont massacrés, sa seconde femme est brûlée vive avec ses filles.

Orient musulman.—Les Mongols, qui s'emparent d'Alep et mettent fin à la dernière sultanie ayyoubite de Syrie, sont combattus en Syrie même par Bibars-Bondochar. Bibars prend la place de son maître, le sultan d'Égypte, et frappe en même temps les Mongols, les chrétiens et les émirs indépendants.

Prusse.—Les Prussiens, les Lithuaniens, les Samogitiens, soulevés contre les chevaliers teutons, retournent au culte des idoles. Treize ans de dévastation et de carnage.

1261.

Angleterre.—Henri III n'observe plus les statuts d'Oxford ; le pape l'a délié de son serment.

Danemark.—Dans la guerre contre le comte de Holstein le jeune roi est fait prisonnier.

Empire grec et empire latin.—Michel Paléologue, aidé par les Génois, prend Constantinople avec l'armée grecque de Nicée (25 juillet).

Bientôt il prive de la vue, pour régner seul, son pupille âgé de huit ans. Fuite de Baudouin II, dernier empereur latin de Constantinople, et du patriarche.

France. — Une assemblée ecclésiastique, convoquée à Paris par saint Louis pour implorer les secours du ciel en faveur des chrétiens d'Orient, ordonne des processions, décrète des punitions contre les blasphémateurs, réprime le luxe des tables et des habits, et défend les tournois, pour deux ans, ainsi que tous les jeux, hors l'exercice de l'arc et de l'arbalète. — Ordonnance de saint Louis pour interdire dans ses domaines l'usage du duel judiciaire. Les cas d'appel au tribunal royal se multiplient; quatre grands baillis royaux les recevront.

1262.

Bohême. — Le roi Prémislas-Ottocar II, quelque divorcé, se fait donner, au nom de sa femme, l'investiture de l'Autriche et de la Styrie par l'empereur Richard Cornouailles; il y ajouta, par rachat, la Carinthie, la Carniole et l'Istrie.

Empire grec. — Les Génois obtiennent de Michel Paléologue le faubourg de Péra à Constantinople, mais démantelé pour qu'ils ne puissent s'y fortifier contre l'empereur. Excommuniés par Urbain IV, pour avoir servi la cause des Grecs contre les Latins, ils conservent leurs avantages, malgré les courses des Vénitiens dans l'archipel.

Espagne. — Le roi de Grenade, Ben-al-Ahmar, attaque les Castillans, ses anciens alliés. — Don Pèdre, fils aîné du roi d'Aragon, épouse Constance, fille de Manfred, roi des Deux-Siciles. — Le frère de Pèdre, Jayme, est fait par leur père roi de Majorque avec les seigneuries de Roussillon et de Montpellier.

France. — Quelques bourgeois sont, comme en 1256, admis au conseil des barons. — Ordonnance royale

pour que la monnaie de la couronne soit reçue dans tout le royaume, tandis que celle des quatre-vingts seigneurs qui avaient alors le droit de frapper monnaie n'auront pas cours hors de leurs terres.

Italie. — Le comte de Provence, Charles d'Anjou, et le marquis de Montferrat, attaquent le comte de Savoie, beau-frère de Manfred. — Révolte de Turin, soutenue par les Lombards d'Asti. Le comte est fait prisonnier par ses sujets; il mourra bientôt en captivité. — A Gènes, une réaction aristocratique précipite du pouvoir le capitaine du peuple, Boccanegra: la dignité créée pour lui est supprimée, le podestat est rétabli dans son autorité.

1263.

Afrique et Espagne. — Pour la première fois, trois mille cavaliers mérinides sont envoyés par le roi de Fez, Abou-Yousouf-Yacoub, au secours des musulmans d'Espagne.

Angleterre. — Les barons prennent les armes contre leur roi parjure; le comte de Leicester, leur chef, occupe Londres. — Le gendre de Henri, Alexandre III d'Écosse, lui fournit inutilement des secours.

France. — Saint Louis refuse de contraindre, par les officiers de justice, les excommuniés à se faire absoudre dans l'an et le jour, sous peine de la saisie des biens.

Italie. — Un des chefs de la noblesse milanaise, Otton Visconti, a été porté par le pape à l'archevêché de cette ville contre le gré du peuple: Milan sera pendant quatre ans en interdit, parce qu'elle ne reconnaît pas le nouvel élu. — Urbain IV offre à Charles d'Anjou la couronne de Naples et de Sicile: la comtesse de Provence, femme de Charles d'Anjou, voulait être reine comme ses trois sœurs qui étaient mariées au roi de France, au roi d'Angleterre, au roi des Romains. Le pape donne à Charles la charge de sénateur de Rome.

1264.

Allemagne. — Une grande comète cause une terreur panique. — Le comté de Kybourg, au sud-ouest du lac de Constance, est donné par Richard de Cornouailles à son neveu, le comte de Savoie. Eberhard, qui possède le Habsbourg, sur l'Aar inférieur, dispute cette succession.

Angleterre. — Sentence arbitrale de saint Louis dans le débat du roi et des seigneurs (23 janvier) : elle ne satisfait aucun parti. Cependant le roi confirme pour la sixième fois la grande charte (14 mars). Guerre ouverte : Henri III est vaincu et fait prisonnier à Lewes, dans le comté de Sussex (14 mai). Pouvoir despotique de Leicester, qui établit dans tout le royaume des conservateurs de la paix. — L'admission de deux chevaliers par comté et de deux bourgeois des principales villes et bourgs, dans le prochain parlement, qu'il fait convoquer, donne naissance à la chambre des communes (décembre).

Danemark. — Le roi Éric V, prisonnier depuis trois ans du margrave de Brandebourg, en obtient la liberté en promettant d'épouser sa fille.

Empire grec. — Un grand désastre des Génois, près du canal de Malte, décide Michel Paléologue, leur allié, qui ne compte plus sur eux, à se réconcilier avec Venise.

Espagne. — En échange des subsides nécessaires pour la guerre contre les Maures, la noblesse d'Aragon obtient du roi l'exemption de l'impôt sur le bétail, l'extension de l'autorité du grand justicier, magistrat suprême redouté même des rois, et l'exercice exclusif des charges militaires.

France. — Mort du dominicain Vincent de Beauvais, auquel on attribue le *Quadruple miroir*, résumé encyclopédique de toutes les connaissances de l'époque : il contient une histoire universelle, la meilleure, malgré ses défauts, que le moyen âge ait produits.

Russie. — Mort du grand prince de Wladimir, Alexandre, au retour d'un voyage fait à la horde du Kapschak. Un de ses frères lui succède à Novogorod et à Wladimir.

1265.

Angleterre. — L'ambition de Leicester tourne contre lui les amis des libertés anglaises. Ils favorisent le rétablissement du roi : Leicester est tué dans le comté de Worcester, à la bataille d'Evesham, que gagne le fils de Henri III, le prince Édouard.

Italie. — Charles d'Anjou, avec une armée de Français et de Provençaux, est reçu à Rome (juin) : il est déclaré roi en deçà et au delà du Phare par le pape, auquel il prête d'avance le serment de fidélité et d'hommage lige (décembre) ; il s'engage à n'accepter ni l'empire romain, ni le royaume teutonique, ni la couronne de Lombardie, ni la Toscane. — Le marquis d'Este, seigneur de Ferrare, a conclu avec lui un traité d'alliance (août). — Les Génois portent la guerre sur la côte de Candie, possession vénitienne, et détruisent la Canée.

Orient. — En Syrie, les places des chrétiens sont presque les seules qui résistent au sultan d'Égypte Bibars, vainqueur des Mongols et des émirs qui affectent l'indépendance : il échoue en personne devant Saint-Jean d'Acre, mais il détruit Tyr et ravage les terres de Tripoli.

Russie. — Pleskof, dépendance de la principauté de Novogorod, se donne à un chef lithuanien, qui se fait chrétien et qui entreprend des guerres heureuses contre la Livonie.

1266.

Angleterre. — Un parlement rend au roi sa pleine autorité, mais remet en mémoire la grande charte et la charte des forêts.

Écosse et Norvège. — Après une guerre de trois ans avec le roi de Norvège, le roi d'Écosse obtient de

garder, moyennant une redevance annuelle, les îles Hébrides; la Norvège reste en possession des îles Orkades et Schetland.

Danemark.—Un légat du pape au lieu d'apaiser les haines ranime la lutte du sacerdoce et de la royauté: il se retire avec l'archevêque de Lunden à Lubeck, d'où l'excommunication est lancée par trois évêques danois contre Éric V et contre la reine mère.

Espagne.—Le royaume de Murcie est rendu tributaire et vassal par le roi de Castille: ce pays lui est disputé par le roi d'Aragon qui possède Valence au nord de Murcie.

Italie.—Succès de Charles d'Anjou. Malgré le dévouement des Sarrasins, établis à Lucérie et à Manfredonia, dans la Capitanate, Manfred est vaincu et tué près de Bénévent: des actes de cruauté souillent la victoire de l'allié du pape (26 février). Charles prend à Capoue le trésor des gibelins. On regrette bientôt la maison de Souabe; les vœux se portent vers Conradin, enfant de seize ans, qui vit retiré en Bavière.

Orient.—Succès de Bibars sur les chrétiens de Syrie: il leur enlève Césarée et Arsouf; Saphad ne capitule qu'après un long siège, il y massacre six cents habitants qui refusent d'embrasser l'islamisme.

Rome.—Une bulle de Clément IV établit en principe que le pape a le droit, pour tous les pays chrétiens, non-seulement de disposer des bénéfices ecclésiastiques lorsqu'ils sont vacants, mais encore de les assurer à qui bon lui semble avant qu'ils viennent à vaquer; de là les réserves expectatives.

Suède.—Le comte Birger, après quinze ans d'administration, se retire dans un monastère pour laisser régner son fils Valdemar I^{er}. Il a protégé la religion, bâti des églises, fondé en 1254 et fortifié Stockholm, qui devint la capitale du royaume. Il a publié de sages lois, relevé et amé-

lioré la condition des femmes en les admettant à la succession de leurs parents.

1267.

Empire grec.—L'empereur Michel Paléologue, pour ranimer les lettres grecques, fonde deux écoles à Constantinople, l'une pour la grammaire, une autre pour les hautes sciences.—Baudouin II de Courtenai cède ses droits sur l'empire grec à Charles, pour lui et pour ses successeurs les rois de Naples et de Sicile.

France.—Nouveau projet de croisade de saint Louis, désapprouvé par le pape.

Italie.—Florence croit échapper aux rivalités des guelfes et des gibelins, qui ont ensanglanté la liberté, en se donnant pour dix ans au roi de Naples, que le pape nomme vicaire de la Toscane.—Pendant que Charles d'Anjou surveille le parti gibelin en Toscane, les partisans de Conradin soulèvent contre lui la Sicile avec des fugitifs sarrasins et espagnols. Conradin lui-même franchit les Alpes avec dix mille cavaliers allemands. Sa marche pénible à travers la Lombardie, où l'arrêtent les villes dévouées au saint-siège.—Le moine Roger Bacon présente au pape un plan de réformation du calendrier presque le même qu'on a suivi trois cents ans plus tard.

Orient.—Le roi chrétien d'Arménie, qui a envoyé des secours à Antioche, menacée par Bibars le sultan d'Égypte, tremble à son tour pour ses états, que ravagent les bandes musulmanes.

1268.

Italie.—Conradin est vaincu par Charles d'Anjou à Tagliacozzo, au nord-ouest du lac Fucin (23 août). Fait prisonnier, il est condamné à mort et périt sur l'échafaud à Naples avec son ami le jeune Frédéric de Bade, qu'Ottocar II de Bohême a dépouillé de l'héritage d'Autriche (29 oct.). Avec Conradin finit la mal-

son de Souabe. — Les comtes de Maurienne, qui possédaient le Piémont et la Savoie, prennent le titre de comtes de Savoie, qui resta à cette maison.

Orient. — Le sultan d'Égypte enlève aux chrétiens Jaffa (mars), et Antioche (juin). Tripoli, qui reste encore pour quelques années aux Latins. — Nouvelle bataille entre les flottes de Venise et de Gènes devant Saint-Jean d'Acre : le pape, saint Louis, et Charles d'Anjou insistent vainement pour les réconcilier.

1269.

Afrique. — Le chef mérinide de Fez prend Maroc sur le dernier roi de la dynastie des Almohades.

Allemagne. — Dans un de ses courts séjours en Allemagne, Richard de Cornouailles cherche avec la diète les moyens de rétablir la paix publique et la sûreté du commerce.

Danemark. — Éric V accorde à la noblesse et au clergé, sur leurs terres, l'exercice du droit de justice qui était jusqu'alors une prérogative exclusive de la royauté.

France. — La Pragmatique sanction de saint Louis est le formulaire des libertés gallicanes (mars) : elle rétablit les élections ecclésiastiques, réprime les entreprises du clergé sur l'autorité séculière, restreint aux nécessités urgentes les impositions que la cour de Rome pouvait mettre sur les églises de France.

Italie. — Lucera est enfin prise par Charles d'Anjou ; les murs de la ville sont détruits de fond en comble, et les Sarrasins dispersés dans les provinces. — Charles réunit à Crémone les députés des principales villes lombardes, qui l'acceptent pour allié, mais ne veulent pas se donner un maître.

Orient chrétien. — Le nouveau roi de Chypre, Hugues III dit le Grand, prend le titre de roi de Jérusalem, et se fait couronner à Tyr en cette qualité.

Russie. — Après une guerre contre les Livoniens, le prince de Novogorod croit pouvoir étouffer les libertés de son peuple. Il se réconcilie bientôt avec ses sujets par la médiation du métropolite de Kiev. — Les Mongols prennent parti dans toutes les discordes intérieures.

1270.

France. — Saint Louis publie ses *Établissements*, recueil de dispositions législatives mêlées de droit romain et de coutumes féodales pour les domaines de la couronne. Il y est dit que si le roi refuse de rendre bonne justice à ses vassaux, ils pourront poursuivre leur droit contre lui par les armes. — Au règne de saint Louis remonte l'institution de soixante notaires royaux pour la prévôté de Paris.

France et Afrique. — Seconde croisade de saint Louis dirigée vers l'Afrique, foyer de la piraterie qui est si redoutable aux marchands de Naples et de Sicile (juillet). Les Génois, Thibaut II, roi de Navarre, et le prince anglais Édouard, y prennent part. Au bout de deux mois le saint roi est emporté par la peste près de Tunis (25 août). Charles d'Anjou, son frère, conclut avec les musulmans un traité utile aux marchands de la Sicile. La dernière croisade atteint à peine la Palestine, où va combattre le prince Édouard. — Thibaut II de Navarre meurt avant d'avoir regagné ses États.

Hongrie. — La Hongrie est menacée par le roi de Bohême qui vient jusqu'à Presbourg. — Le roi de Hongrie, après une guerre contre les Bulgares, prend le titre de roi de Bulgarie, que porteront aussi ses successeurs.

Italie. — Après la croisade d'Afrique, qu'a rendue plus malheureuse encore un naufrage des vaisseaux génois sur la côte inhospitalière de Sicile, à Trapani, Gènes conclut la paix avec Venise. — Venise com-

mence une guerre de deux ans avec Bologne, qui ne veut pas se soumettre au droit de péage que le sénat vénitien a établi sur tous les navires et sur toutes les marchandises qui entrent dans l'Adriatique. — A Gênes, rivalité sanglante entre le parti gibelin des Doria et des Spinola, qui se font proclamer capitaines de la liberté, et le parti des Grimaldi et des Fieschi. Le nouveau magistrat, l'abbé du peuple, a des honneurs sans le pouvoir.

1271.

Afrique et Espagne. — Le roi de Grenade Ben-al-Ahmar sollicite les secours du roi de Fez et de Maroc contre le roi de Castille et contre des walis rebelles.

Chine et Indes. — Le Vénitien Marco Polo part pour le pays des Mongols orientaux, accompagné de son père, qui avait déjà visité le grand khan: il parcourt l'Asie pendant vingt-quatre ans. Au service du grand khan pendant 17 ans, il fut pendant trois ans gouverneur d'une ville de Chine. Il a écrit ou dicté, seulement au retour, sa relation en latin, en italien, en français. La Chine, l'Inde, et plusieurs îles de l'océan Indien sont pour la première fois décrites par un historien européen. En Chine, il remarque l'usage commun de la soie, la porcelaine, le charbon de terre, le papier-monnaie, toute l'administration impériale, la cour de Cambaluc (Pékin); dans l'Inde, les mines de diamant, les belles mousselines, les tissus de coton, l'indigo, etc.

Allemagne. — Richard de Cornouailles, roi des Romains, meurt en Angleterre. L'Allemagne qui, depuis quinze ans au moins, est en proie à l'anarchie, subit un véritable interrègne de deux ans. Le puissant roi de Bohême, Ottocar II, refuse la couronne que lui offre une députation de princes allemands.

France. — La mort d'Alphonse, comte de Poitiers, et de sa femme,

Jeanne, comtesse de Toulouse, qui n'ont pas d'enfants, donne cette riche succession au nouveau roi de France, Philippe III le Hardi neveu d'Alphonse (août). — L'Agénois est réclamé par l'Angleterre, le comtat Venaissin par la cour pontificale.

Orient. — Le prince Édouard d'Angleterre défend Ptolémaïs contre Bibars-Bondochar et protège Hugues de Lusignan, roi de Chypre et vicaire de Jérusalem.

1272.

Allemagne. — La maison de Brandebourg acquiert pour un temps, du duc slave de la Poméranie, la place importante de Dantzick.

Angleterre. — Mort de Henri III: Édouard I^{er}, absent, est reconnu roi.

France. — Philippe le Hardi confère le premier des lettres d'ennoblissement à son argentier.

Italie. — A Gênes, les Guelfes exilés, les Fieschi et les Grimaldi, ont recours aux armes de Charles de Naples. Guerre de quatre ans. — Une partie de la Bresse, entre l'Ain et la Saône inférieure, est acquise, par un mariage, à la maison de Savoie.

Suède. — Pèlerinage de Valdemar I^{er} à la terre sainte pour expier un inceste: régence de son frère Magnus, prince de Gothie.

1273.

Allemagne. — Élection de Rodolphe, comte de Habsbourg et landgrave d'Alsace, âgé de cinquante-cinq ans. Il n'est pas reconnu par le roi de Bohême, dont il avait été maréchal pendant sa jeunesse.

Empire grec. — Michel Paléologue fait couronner d'avance son fils Andronic II.

Espagne. — Mort du roi de Grenade, Mohammed-ben-al-Ahmar, âgé de quatre-vingts ans (janvier). Il en avait régné trente-six. Il a égalé par ses goûts distingués les grands

princes arabes. Il emprunta aux chrétiens le goût des armoiries. Contrairement à l'habitude et à la loi musulmane, son tombeau reçoit une épitaphe fastueuse. Son fils unique, Mohammed II, lui succède. — Le roi de Navarre, Henri le Gras, peu de temps avant de mourir, fait reconnaître pour son héritière sa fille, âgée de deux ans et demi, malgré l'opposition des états, qui demandaient l'application de la loi salique à la terre royale pour exclure les femmes du droit de succession.

Italie. — Ligue du marquis de Montferrat, de Pavie, d'Asti, de Gènes contre l'ambitieux roi de Naples : les confédérés bravent les foudres pontificales. Le marquis de Montferrat, avec des secours que lui envoie son beau-père le roi de Castille, reprend Alexandrie qui s'était donnée au roi Charles.

1274.

Angleterre. — Le roi Édouard I^{er}, de retour de la Palestine, commence la conquête du pays de Galles.

Empire d'Allemagne et Rome. — Grégoire X reconnaît l'empereur Rodolphe, après que celui-ci a confirmé au saint-siège la possession de l'exarchat de Ravenne, de la marche d'Ancône et du duché de Spolète; l'empereur n'ira pas à Rome se faire couronner. Les Milanais le reconnaissent roi d'Italie.

Empire grec. — Mort du fils de Baudouin II, empereur latin déchu, Philippe, qui a gardé le vain titre d'empereur de Constantinople : le titre passe au roi Charles d'Anjou, qui est allié à sa famille.

France. — *Les Grandes Chroniques de France* ou *Chroniques de Saint-Denis*, sont présentées au roi par un moine de Saint-Denis.

Rome. — Quinzième concile général (de mai à juillet) à Lyon : Grégoire X le préside. Albert le Grand y assiste; saint Thomas d'Aquin, dominicain comme lui, meurt avant

d'arriver au concile. Saint Bonaventure, le docteur séraphique, de l'ordre des franciscains, meurt dans l'intervalle des sessions. — Le concile travaille à la régularisation de la discipline ecclésiastique et à la réforme des mœurs dans l'Église même; il décrète qu'à la mort d'un pape, les cardinaux seront enfermés dans un conclave d'où ils ne sortiront qu'après avoir élu son successeur; il propose qu'il ne soit pas établi de nouveaux ordres religieux. Il s'occupe de la réunion de l'Église grecque qui reconnut en effet, mais pour peu de temps, la primauté de l'Église de Rome. Il reçoit des ambassadeurs du khan des Mongols occidentaux, Abaka, fils d'Houlagou, chargés de faire un traité d'alliance avec le pape et avec les princes chrétiens contre Bibars d'Égypte. — Le roi de France, venu à Lyon, reconnaît au pape la possession du comtat Venaissin; la moitié d'Avignon, ville provençale qui est en dehors du comtat, reste pendant seize ans au roi de France. — Par les soins du concile, le roi de Danemark se réconcilie avec l'archevêque de Lundén et l'interdit est levé après dix-sept ans. — Le roi Jayme I^{er} d'Aragon assiste à l'ouverture du concile de Lyon. Le pape refuse de le couronner, parce qu'il ne veut pas payer au saint-siège le tribut pour lequel s'était engagé son père en 1204. — Vers 1274, l'ordre religieux des Célestins est institué par Pierre Mouron, qui plus tard a été pape sous le nom de Célestin V.

1275.

Afrique et Espagne. — Le roi de Grenade, Mohammed II, pour obtenir les secours du roi mérinide de Fez et de Maroc, Yacoub, contre les chrétiens, lui livre les ports de Tarifa et d'Algeziras. Désastre d'une armée castillane en Andalousie, d'une armée aragonaise dans l'Aragon même. Après la mort de l'infant de Castille Ferdinand, fils aîné d'Alphonse X, Sanche, frère de Ferdinand, âgé de dix-huit ans, repousse les Mérinides.

Allemagne. — L'empereur somme le roi de Bohême de lui rendre hommage, et de renoncer à l'héritage d'Autriche, fief d'empire qu'il a usurpé : sur son refus, un arrêt de proscription est prononcé par la diète d'Augsbourg ; les États contribuent à la guerre contre lui.

Angleterre. — Parlement, où sont présents les députés des comtés et ceux des bourgs : ils accordent un droit sur l'exportation des laines et des cuirs.

Espagne. — En Aragon, les cortès règlent l'ordre de succession royale, en ligne directe et masculine. — En Castille, débat au sujet du droit de représentation qui est invoqué en faveur des fils de Ferdinand de Lacerda, nés d'une fille de saint Louis, contre Sanche, le frère puîné de Ferdinand.

Espagne et France. — En Navarre, intervention armée du roi de France pour conserver le trône à la jeune reine que menace un parti puissant, soutenu par les Aragonais ; elle sera fiancée au fils du roi.

Orient. — Bibars entre en Arménie, où il tue vingt mille hommes. Les Arméniens s'allient avec les Mongols.

Venise. — A la mort du doge, Laurent Tiepolo, qui avait épousé la fille du ban de Serbie et marié son fils avec une Esclavone, le sénat défend par une loi que le doge ou ses enfants épousent des femmes étrangères.

1276.

Espagne. — En Aragon, mort de Jayme I^{er}, qui a régné soixante-trois ans (juillet) ; son fils aîné, Pierre III, lui succède. — En Castille, les cortès de Ségovie reconnaissent les droits de Sanche au trône, au détriment des Infants de Lacerda, nés du fils aîné d'Alphonse X, qui les préférait. L'Aragon est l'asile des Infants ; inutiles réclamations du roi de France en leur faveur : ces que-

relles de succession agiteront longtemps la Castille.

France. — Les nobles font juger et condamner à mort Pierre de La Brosse, chambellan du roi, ancien chirurgien de saint Louis ; on l'accusait d'avoir attribué à la seconde femme du roi, Marie de Brabant, l'empoisonnement du prince royal, né d'un premier mariage.

Italie. — Les bannis de Milan et les nobles assurent par les armes le triomphe d'Othon Visconti sur les Torriani ; il est reçu à Milan comme archevêque et comme seigneur (juillet). L'exil des Torriani ne met pas fin aux guerres civiles. — Le seigneur de Ferrare, marquis d'Este, reçoit de Rodolphe l'investiture impériale.

1277.

Allemagne. — Un traité de paix, appuyé sur un double mariage, entre les maisons de Habsbourg et de Bohême, enlève l'Autriche, la Styrie, la Carniole, à Ottocar II, qui reçoit de l'empereur l'investiture de la Bohême et de la Moravie.

Empire grec et Rome. — L'empereur Michel Paléologue, n'espérant le secours des Occidentaux que s'il opère la réunion des deux Églises, signe l'acte d'union après de longues controverses (avril) : il envoie au pape une profession de foi et le serment d'obéissance. Indignation de ses sujets.

Orient chrétien. — Marie d'Antioche cède au roi de Naples ses prétentions sur le royaume de Jérusalem.

Orient musulman. — Grande victoire de Bibars sur les Mongols en Syrie, entre Émèse et Damas. Sa mort et les discordes qu'elle causera en Égypte laisseront respirer les chrétiens et les Mongols.

1278.

Allemagne et Bohême. — Le roi Ottocar II, dans une bataille contre l'empereur dans le Markfeld,

près de Vienne, meurt couvert de dix-sept blessures (août). Les électeurs allemands empêchent Rodolphe de s'emparer de la Bohême; elle reste au jeune fils d'Ottocar II, sous la tutelle de son oncle le margrave de Brandebourg: mais réserve est faite des droits que la maison de Habsbourg pourrait acquérir à la couronne de Bohême, par le mariage du second fils de l'empereur avec une fille d'Ottocar II.

Espagne. — Alphonse X de Castille assiège inutilement Algeziras, que défend le fils du roi mérinide.

Orient chrétien. — Une flotte française et italienne du roi de Naples dispute la possession de Saint-Jean d'Acre au roi de Chypre, qui a aussi des prétentions au titre de roi de Jérusalem.

1279.

Chine et Mongols. — Kublaï, grand khan des Mongols orientaux depuis dix-neuf ans, achève de soumettre la Chine. La dix-neuvième dynastie chinoise qui a duré trois siècles fait place à la dynastie mongole des Yen.

Pologne. — Après trente-huit années de trouble, un prince de la branche ducale de Mazovie est reconnu duc de Pologne, malgré l'évêque de Cracovie: son règne ne met pas fin à l'anarchie.

Suède. — Valdemar I^{er}, plusieurs fois vaincu par son frère Magnus, est forcé de lui céder le trône. — Magnus I^{er} prend le titre de roi des Suédois et des Goths, que ses successeurs ont toujours conservé. Il se maintient contre toutes les révoltes des seigneurs, même des *Folkungs*.

1280.

Allemagne. — Mort du docteur dominicain, Albert le Grand, né en Souabe, illustré par son enseignement philosophique à Paris et à Cologne, et par sa profonde connaissance de toutes les sciences scolastiques.

Italie. — Le comte de Savoie abandonne sa résidence de Chambéry, en Savoie, et choisit pour capitale Turin, dans le Piémont, sur le Po, où résideront aussi ses successeurs.

Orient musulman. — Le nouveau sultan d'Égypte, Kélaoun, reprend avec succès la guerre contre les Mongols, près d'Emèse.

Prusse. — Les chevaliers teutons commencent la construction de la forteresse de Marienbourg sur une branche de la basse Vistule.

Rome. — Mort du pape Nicolas III, de la famille romaine des Ursins. Il est le premier qui ait pratiqué le népotisme: il avait voulu constituer pour un de ses neveux un royaume de Lombardie, pour un autre un royaume de Toscane. Jaloux des Angevins de Naples, il retira au roi Charles la dignité de sénateur de Rome.

1281.

Empire grec, Rome et Sicile. — Au nom des Siciliens qui gémissent sous le joug français, le médecin de Manfred, Jean de Procida, excite à la guerre contre Charles d'Anjou, le roi d'Aragon, gendre de Manfred et Michel Paléologue, auquel il montre les dangers de l'alliance du roi de Naples avec Venise. — Charles fait arriver à la papauté un Français, Martin IV, qui lui rend la dignité de sénateur de Rome. — L'empereur Michel, qui a cependant donné des gages de soumission à la cour de Rome, est excommunié par Martin IV comme fauteur de schisme et d'hérésie: le roi de Naples veut avoir un prétexte pour combattre les Grecs, avec le concours des Vénitiens.

Italie. — Étant tombé entre les mains du comte de Savoie, Guillaume V, marquis de Montferrat, est obligé de renoncer à ses prétentions sur Turin et sur les autres places du Piémont qu'il a usurpées.

Mongols. — Les vents et les flots

défendent les îles du Japon contre une invasion du grand khan mongol Kublaï. — Le chef mongol soumet du moins les contrées de Corée, de Tonquin, de Cochinchine, de Pégu et de Bengale. — Splendeur de la nouvelle ville de Pékin.

1282.

Allemagne. — L'Autriche, conquise sur le roi de Bohême, est donnée par l'empereur à son fils Albert avec le consentement de la diète d'Augsbourg.

Empire grec. — Andronic II, qui succède à son père Michel Paléologue (décembre), rompt presque aussitôt l'union religieuse avec les Latins. Pendant ce règne, faiblesse et honte au dehors, despotisme et cruauté au dedans.

Espagne. — Le roi de Portugal est excommunié par les évêques de son royaume pour avoir porté atteinte à leurs privilèges, il sera forcé de les leur rendre. — En Castille, Alphonse X, aux prises avec son second fils Sanche, qui veut l'obliger à reconnaître ses droits à la couronne au détriment des infants de Lacerda, fait intervenir l'autorité pontificale, et déshérite Sanche. Le père a recours à l'alliance du roi de Maroc, le fils à celle du roi de Grenade.

Espagne, France et Sicile. — Massacre des Vêpres siciliennes à Palerme (30 mars); soulèvement de l'île contre les Français. Le roi Pierre III d'Aragon, gendre du gibelin Manfred, est reçu comme un libérateur (août); il est couronné roi à Palerme et occupe Messine. Martin IV l'excommunique et offre la couronne d'Aragon au second fils de Philippe le Hardi, Charles de Valois.

Italie. — Constitution de la seigneurie de Florence : les représentants des arts et des métiers les plus influents, appelés majeurs, nomment des prieurs. — Le marquis de Montferrat perd toute autorité à Milan, où l'archevêque Othon Visconti cherche à se réconcilier avec les Torriani.

Mongols. — Mort d'Abaka qui avait succédé à Houlagou à la tête des Mongols de Perse. Le frère d'Abaka, qui s'empare de la dignité de khan, embrasse l'islamisme, se fait appeler Ahmed, et renverse les églises des chrétiens.

1283.

Angleterre. — Parlement divisé en deux assemblées pour fournir au roi des subsides contre les Gallois (janvier). Défaite et mort de leur chef Léolyn.

Espagne. — En Castille, par décision des cortès de Ségovie, l'ère de Jules César fait place à l'ère de Jésus-Christ.

France. — Quatorze ans environ après la rédaction par Pierre Desfontaines du *Conseil à un ami*, ouvrage de jurisprudence mêlé de droit romain et de droit féodal, Philippe de Beaumanoir rédige les *Coutumes et Usages de Beauvaisis*.

Prusse. — Après cinquante-deux ans de combats, les chevaliers teutons achèvent la conquête de tout le territoire prussien par la soumission de la Sudavie. Ils commencent une guerre séculaire contre les Lithuaniens idolâtres.

Venise. — Le territoire de l'Istrie est un sujet de guerre avec le patriarche d'Aquilée : le patriarche, avec l'aide du comte allemand de Goritz, prend Trieste.

1284.

Angleterre. — David, frère de Léolyn, livré par des traîtres à Édouard, est pendu et écartelé par sentence de l'assemblée des barons. Un fils naît au roi au milieu de sa conquête : cet enfant reçoit le titre de prince de Galles qui a toujours été depuis affecté à l'héritier du trône.

Empire grec et Italie. — En mariant sa fille à Andronic Paléologue, le marquis de Montferrat lui donne en dot le royaume de Thessa-

lonique, perdu depuis cinquante ans pour sa famille et déjà cédé à la maison de Souabe en 1227.

Espagne. — Mort d'Alphonse X (avril). — La Castille lui doit un recueil de lois *Siete Partidas*; il a laissé des chants ou cantiques en langue portugaise sur des sujets sacrés; il a fait dresser à grands frais les *Tables alphonssines* qui lui ont acquis une réputation d'astronome. — Son fils, qui s'était réconcilié avec lui, Sanche IV, devient roi de Castille, selon le vœu de la nation. Il confirme son alliance avec le roi de Grenade, refuse celle du roi méridien de Maroc.

Espagne et Italie. — L'amiral aragonais Roger de Loria, à la suite d'une victoire navale vis-à-vis de Naples (juin), fait prisonnier le fils de Charles d'Anjou. — Charles, revenu de Provence, punit cruellement une tentative de rébellion des Napolitains.

France. — Ordonnance de Philippe le Hardi, au sujet des devoirs et des obligations morales des avocats devant les tribunaux royaux.

Italie. — La grande victoire navale gagnée par les Génois sur les Pisans dans les eaux de Meloria, près de Livourne, ne met pas fin à la guerre (6 août). — Elle fortifie à Gènes la faction des Doria et Spinola, dont les chefs étaient à la tête de la flotte.

Mongols. — Ahmed est renversé et remplacé dans la dignité de khan des Mongols de Perse, par un de ses neveux, fils d'Abaka, qui ne voulut prendre ce titre qu'après avoir reçu l'investiture du grand khan de Tartarie dont il se regardait comme vassal.

1285.

Espagne, France, Italie et Sicile. — Mort de Charles d'Anjou (janvier). Son fils, quoique captif en Aragon, est proclamé roi par les Napolitains, sous le nom de Charles II. — Philippe le Hardi conduit cent

mille hommes en Catalogne, par le Roussillon, où Jayme, roi de Majorque depuis 1262, lui livre passage sur les terres de son neveu (mai). Les Français prennent plusieurs places.

Espagne et Sicile. — Mort du roi d'Aragon, Pierre III, relevé récemment des censures pontificales (10 novembre). Partage de ses États: son fils aîné lui succède en Aragon; le second est roi de Sicile.

France. — Philippe le Hardi est mort au retour de l'expédition d'Aragon, à Perpignan dans le Roussillon, âgé seulement de quarante ans (6 octobre). — Le contre-secue, qu'il a laissé quand il est parti pour cette guerre, présente les fleurs de lis seules dans l'écu de France. — Avènement de Philippe IV le Bel, qui est marié à la reine de Navarre. Gilles Romain, moine augustin, son ancien précepteur, a défendu l'indépendance des rois contre les papes.

Hongrie. — Les Cumans idolâtres viennent de l'est jusqu'à Pesth, vis-à-vis de Bude, et obligent même le roi Ladislas à adopter leurs coutumes et leurs mœurs.

Savoie. — Le pays de Vaud, au nord du lac de Genève, et le Bugey entre l'Ain, le Rhône et le Jura, sont acquis par les armes à la maison de Savoie.

1286.

Danemark. — Mort tragique du roi Eric V, victime d'une conspiration de seigneurs secrètement soutenus par le roi de Norvège. Son fils Eric VI, âgé de douze ans, lui succède sous la tutelle du duc de Slesvig.

Écosse. — La mort du roi Alexandre III laisse la couronne à sa petite-fille, Marguerite, née d'Eric, roi de Norvège, dont la tutelle appartient à cinq régentes.

Espagne. — Alphonse III, roi d'Aragon, punit son oncle le roi de Majorque, qui avait donné assistance aux Français. — Il enlève aux musul-

mans l'île de Minorque, où ils gardent encore pendant un an la forte position de Port-Mahon.

France. — Impôt sur le sel.

Orient musulman. — Mort d'Abulfarage, auteur d'une chronique universelle en syriaque, traduite par lui-même en latin.

Rome. — Honorius IV confirme l'ordre religieux des carmes, originaire du mont Carmel en Syrie, qui s'était depuis quelques années répandu en Occident. Le concile général de Lyon ne l'avait pas reconnu.

1287.

Espagne. — Les prétentions des infants de Lacerda au trône de Castille sont de nouveau une cause d'hostilités entre la Castille, la France et l'Aragon.

Mongols. — Le khan des Mongols donne sa confiance à un médecin juif qui fit exclure des charges les musulmans, puissants sous son prédécesseur. Il s'allie avec les chrétiens.

Orient. — Un lieutenant du sultan d'Égypte enlève Laodicée (Ladikla), qui restait seule avec Tripoli au dernier descendant des princes normands d'Antioche, Bohémond VII (avril). Ce prince meurt peu de mois après (octobre). — A la nouvelle de l'occupation du château de Saint-Jean d'Acre par le roi de Chypre Henri II, roi titulaire de Jérusalem, qui dans cette expédition a été soutenu par les templiers et par les hospitaliers, le roi de Naples, qui prétend au titre de Jérusalem depuis dix ans, fait saisir en Italie les biens des deux ordres.

1288.

Danemark. — Commencement d'une guerre de vingt ans entre le Danemark et la Norvège.

Italie et Sicile. — Le roi d'Aragon obtient du roi de Naples Charles II le Boiteux, son prisonnier, la renonciation à la couronne de Sicile, et lui rend la liberté (29 août).

Italie. — Modène demande à être gouvernée par le marquis d'Este, seigneur de Ferrare.

Orient. — Tripoli est enlevée aux chrétiens par le sultan d'Égypte et brûlée : elle sera rebâtie par le vainqueur sous le nom d'Atrabolos ou Tarabolos. — Les Latins n'ont plus en Orient que Saint-Jean d'Acre, Tyr et Sidon.

Rome. — Avènement de Nicolas IV. Il avait été religieux dans l'ordre des frères mineurs, les cordeliers de saint François.

1289.

Bohême. — Après avoir renoncé à ses prétentions sur l'Autriche et sur la Styrie, le roi Wenceslas IV épouse une fille de l'empereur Rodolphe. — Le duc d'Oppelen en Silésie renonce à l'obéissance vassallique envers la Pologne, et se place sous la suzeraineté de la Bohême.

Venise. — Mort du doge Jean Dandolo. Sous son règne on a commencé à fabriquer de nouvelles pièces d'or, les ducats. — Le brave et habile Pierre Gradenigo est élevé à la dignité de doge à l'âge de trente-huit ans. — Établissement du tribunal de l'inquisition par une bulle pontificale (28 août) : les juges appartiendront au clergé, ils seront assistés de sénateurs ; tous les frals, mais aussi les revenus que donneront les amendes et les confiscations, etc., seront pour la seigneurie.

1290.

Allemagne. — Les électeurs refusent d'élire roi des Romains le fils aîné de l'empereur, Albert, duc d'Autriche. — L'empereur, dans la diète d'Erfurt, confère au roi de Bohême, à titre de fief, la principauté silésienne de Breslau, vacante par la mort du dernier duc ; il disposait de la Silésie comme d'un fief de la Pologne qui avait été elle-même sous la suzeraineté de l'empire. Les Silésiens ne veulent pas du roi de Bohême.

Espagne. — Le roi de Portugal établit une université à Lisbonne.

France. — Le comte de Provence, roi de Naples, qui marie sa fille à Charles de Valois frère du roi, lui donne pour dot le Maine et l'Anjou.

Hongrie. — L'assassinat par les Cumans du roi Ladislas, qui ne laisse pas d'enfant, fait arriver au trône André III dit le Vénitien, né d'Étienne, fils posthume du roi André II, et d'une Vénitienne, Morosini. — Il a pour compétiteur le fils d'une sœur du dernier roi Ladislas qui avait été mariée à Charles II de Naples : mais ce jeune homme de dix-huit ans, Charles Martel, que protégeait le pape, ne parut jamais en Hongrie. Vaines prétentions d'Albert d'Autriche.

Italie. — Reggio se donne au marquis d'Este, déjà seigneur de Ferrare et de Modène. — Guillaume V de Montferrat, après trente-six ans d'un règne glorieux, est pris par ses sujets rebelles d'Alexandrie, qui le tiennent enfermé dans une cage de fer pendant cinq mois, jusqu'à sa mort. Son fils Jean I^{er} lui succède à seize ans.

Orient chrétien. — Le nouveau roi d'Arménie renonce au rit grec et, sur les instances des frères mineurs que lui a envoyés Nicolas IV, accepte avec son peuple la communion de l'Église romaine. La cour de Rome sollicite pour lui, mais inutilement, le secours des Occidentaux.

Suède. — Mort du roi Magnus I^{er} Ladislas : il a fait des lois favorables aux paysans. L'aîné de ses enfants, Birger II, lui succède à onze ans, sous un régent despoté.

1291.

Angleterre. — Édouard I^{er} fait faire un tableau général et détaillé des possessions territoriales du clergé en Angleterre et dans le pays de Galles. — Ce travail est, en manuscrit, à la bibliothèque d'Oxford.

Angleterre et Écosse. — Mort

de Marguerite d'Écosse, la vierge de Norvège ; douze compétiteurs à la couronne d'Écosse. Édouard I^{er}, pris pour arbitre entre Jean Baillol et Robert Bruce, les deux principaux prétendants, se fait d'abord reconnaître suzerain du royaume.

Espagne, France et Sicile. — Un traité signé à Tarascon rétablit la paix entre les rois de France, d'Aragon et de Naples : Charles de Valois renonce à ses prétentions sur l'Aragon ; le roi d'Aragon s'engage à ne pas donner de secours contre la maison d'Anjou à son frère, qui est roi de Sicile (février). — Mort du roi d'Aragon, sans enfants. Le roi de Sicile, son frère, Jayme II d'Aragon, lui succède (juin), et n'abandonne que l'administration de la Sicile à son frère Frédéric.

Italie. — A Gènes, après que Spinola et Doria ont exercé pendant vingt et un ans la charge de capitaines de la liberté, il est décrété que le capitaine sera renouvelé tous les ans : le podestat étranger est maintenu, mais subordonné au capitaine.

Orient chrétien et musulman. — La mort du sultan d'Égypte Kélaoun n'a pas empêché son fils Kalil-Asraf de poursuivre activement le siège de Saint-Jean d'Acre. Cette place, défendue par une flotte vénitienne, mais abandonnée lâchement par le roi de Chypre Henri II, est, après cinq semaines d'attaques, emportée d'assaut (mars). Dernière résistance des templiers et des chevaliers teutons dans la maison du Temple ; capitulation violée : les chevaliers sont tués ou retenus captifs. La ville brûlée ne sera pas relevée. Deux années suffiront pour enlever aux Latins le peu qui leur reste en Syrie et en Palestine. Les chrétiens qui ne quittent pas la Palestine seront sous la juridiction d'un patriarche grec résidant à Constantinople. — Les ordres de l'Hôpital et du Temple prennent pour chef-lieu la ville de Limisso, dans l'île de Chypre, d'où ils pensent encore inquiéter les

Infidèles. Le roi de Chypre ne les tolérera que moyennant une capitulation. Le siège de l'ordre teutonique est établi dans la commanderie de Venise. — L'avidité des rois d'Angleterre et de Portugal voit une proie facile dans les biens que ces ordres possédaient en Europe; les biens élevés ne seront rendus que plus tard, par suite de menaces de Boniface VIII.

Perse. — En 1291 ou en 1296, mort du poète arabe Saadi. Il était né à Chiraz dans le Faristan ou l'ancienne Perse. Il est auteur de *Gulistan*, c'est-à-dire le Jardin des Roses, recueil de sentences. La morale et la religion inspirent souvent ses poésies; quelques-unes sont cyniques.

1292.

Allemagne. — Six mois après la mort de Rodolphe de Habsbourg, une intrigue électorale fait empereur Adolphe de Nassau (mai).

Angleterre et Écosse. — Édouard I^{er} désigne pour le trône d'Écosse Jean Baillol, qui lui prête serment de fidélité et aliène ainsi l'indépendance de sa nation.

Angleterre et France. — Une querelle entre un matelot anglais et un matelot français à Bayonne est l'occasion de la nouvelle guerre entre les deux pays.

Espagne. — Sanche IV de Castille enlève au roi de Maroc Yousouf, successeur de Yacoub, la place de Tarifa qu'il défendra contre toutes les forces des Maures (octobre); cette importante conquête le brouille avec le roi de Grenade, son allié, auquel il avait promis de la restituer. — Yacoub encourage sans succès la révolte d'un frère de Sanche IV.

1293.

Allemagne. — Les députés des villes immédiates exercent le droit de suffrage dans la diète générale.

Angleterre et France. — Édouard est cité devant la cour des

pairs de France; Douvres est menacée par une flotte de Philippe le Bel.

Italie. — Modène et Reggio déferent au marquis d'Este la seigneurie perpétuelle. — Commencement d'une guerre entre les Vénitiens et les Gênois, qui sera malheureuse pour les premiers.

1294.

Angleterre. — Mort du cordelier anglais Roger Bacon, l'homme le plus éclairé de son siècle; il entreprit une rénovation générale des sciences: la poudre à canon est décrite dans un de ses livres. L'*Opus majus* de Bacon renferme même des projets de réforme sociale.

Angleterre et France. — Philippe le Bel prétend garder l'Aquitaine anglaise, dont une partie a été remise en séquestre entre ses mains. L'empereur Adolphe de Nassau, à l'instigation d'Édouard I^{er}, réclame au roi de France les dépendances de l'ancien royaume d'Arles. Les Flamands, sous le comte Gui de Dampierre, que le roi de France empêche de marier sa fille au fils d'Édouard I^{er}, seront, pour l'Angleterre, de plus utiles alliés. Philippe le Bel aura l'alliance du roi d'Écosse, Jean Baillol, qui veut s'affranchir de la suprématie anglaise invoquée d'abord par lui contre son compétiteur.

Danemark. — Éric VI fait emprisonner l'archevêque de Lunden, qui a pris possession du siège sans la confirmation royale: nouveau débat avec le sacerdoce.

France. — Loi somptuaire de Philippe le Bel. — Un mariage prépare l'élevation des Montfort au fief ducal de Bretagne.

Mongols. — Mort du grand khan Kublai. La dynastie mongole de Chine n'aura plus qu'une suprématie nominale sur les autres empires mongols: 1^o du Zagatal, dans la haute Asie centrale; 2^o de la Perse, qui comprend l'occident de l'Asie; 3^o du Kaotschak russe.

Mongols et Turcs. — Chute du dernier sultan turc seldjoucide d'Iconium, vaincu par un émir rebelle : les Mongols de Perse, qui depuis près d'un demi-siècle disposaient de cette sultanie, sont les maîtres à Iconium ou Roum. — Les émirs, qui relevaient du sultan, forment dix principautés turques indépendantes; le plus célèbre, Othman, a donné son nom aux Turcs ottomans.

Rome. — Célestin V abdique au bout de cinq mois; le roi de Naples fait élire Benoît Caetani, Boniface VIII.

1295.

Angleterre. — Parlement de Westminster, le plus complet qu'on ait encore vu : le roi y convoque, pour avoir des subsides, quarante-neuf comtes ou barons, deux chevaliers par comté, deux bourgeois par ville ou bourg (octobre); cent vingt villes ou bourgs y seront représentés. Depuis 1295, le parlement sera convoqué onze fois au moins dans les douze dernières années du règne.

Espagne. — Mort du roi de Castille, Sanche IV. Son fils lui succède à dix ans sous la tutelle d'une mère énergique qui écartera les prétendants et repoussera les attaques de l'Aragon, du Portugal, de Grenade.

Espagne et Sicile. — Traité d'Anagni (juin) : le roi d'Aragon épouse une fille de Charles II de Naples, et s'engage à restituer la Sicile; mais son frère Frédéric la défendra même contre lui.

France. — Altération de la monnaie royale; la valeur en est réduite dans la proportion des deux tiers.

Italie. — Mort d'Othon Visconti, âgé de quatre-vingt-dix-sept ans, archevêque et seigneur de Milan, vicair général en Lombardie. Matteo, son neveu, aura comme lui la dignité de seigneur. — Le marquis d'Este, seigneur de Ferrare, Modène et Reggio, est pendant deux ans en guerre avec les Parmesans et les Bo-

lonais. — Mort du Florentin Brunetto Latini. On distingue entre ses ouvrages le *Trésor*, manuel général d'études, qu'il a écrit ou traduit en français, et le *Tesoretto*, en italien, recueil de préceptes moraux, qui est comme le premier germe de la grande composition de Dante, son élève.

Mongols. — Le nouveau khan des Tartares occidentaux, Kasan, est musulman, mais n'est pas hostile aux chrétiens.

Pologne. — La mort des ducs de la Poméranie orientale, qui ne laissent pas d'héritiers directs, ouvre une guerre de succession, qui dure plus de quinze ans, entre le margrave de Brandebourg et le roi de Pologne.

Prusse. — Derniers efforts des Prussiens pour retourner à l'idolâtrie.

1296.

France et Rome. — A l'occasion des taxes dont Philippe le Bel chargeait le clergé de France, Boniface VIII publie la bulle *Clericis laicos*, qui défend aux clercs de payer aucun subside aux princes sans l'autorisation du saint-siège. Ordonnance du roi pour empêcher les espèces de sortir du royaume.

Italie. — A Gènes, le parti gibelin reprend l'avantage, et nomme capitaines du peuple ses chefs Spinola et Doria, sans podestat étranger.

Sicile. — L'Aragonais Frédéric reçoit des Siciliens le titre de roi.

1297.

Allemagne. — Ligue de quatre électeurs contre Adolphe de Nassau au profit d'Albert d'Autriche.

Angleterre et Écosse. — Balliol, qui a pris les armes contre Édouard, est vaincu, il se livre et est enfermé à la Tour de Londres. L'Écosse est à la merci d'Édouard, qui emporte le sceptre et la couronne et brûle les archives nationales.

Angleterre. — Édouard qui a frappé d'impôts, sans le consente-

ment du parlement, les laines et les cuirs, le blé et les bestiaux, après une déclaration des griefs publics que présentent deux des chefs de la noblesse, confirme les chartes.

France. — Robert, comte d'Artois, bat les Flamands; prise de Furnes (13 août). Trêve de deux ans avec la Flandre et l'Angleterre — Louis IX est canonisé.

Livonie. — L'archevêque de Riga, en guerre avec les chevaliers teutons de Livonie, appelle à son secours le grand-duc d'olâtre de Lithuanie.

Rome. — Boniface VIII fait publier une croisade contre la puissante maison romaine des Colonna qui, tout en occupant les principales dignités de l'Église et du gouvernement, ne veut pas obéir au saint-siège.

Venise. — Le gouvernement devient plus aristocratique sous le doge P. Gradenigo : l'entrée au grand conseil, donnée jusque-là par l'élection, est rendue héréditaire pour les familles qui y étaient admises depuis quatre ans; ces familles sont inscrites sur le *Livre d'or*, registre de la noblesse vénitienne; les charges et les conseils publics sont interdits même à l'évêque et aux curés de la ville.

1298.

Angleterre et Écosse. — Édouard bat de nouveau les Écossais à Falkirk.

Empire d'Allemagne et Rome. — Élu empereur, Albert d'Autriche bat et tue son rival à Golsheim, près de Worms (2 juillet). Boniface VIII refuse de reconnaître Albert et prend lui-même la qualité de vicair général de l'empire.

Danemark. — Le légat de Boniface VIII déclare le roi excommunié jusqu'à ce qu'il ait payé une indemnité due à l'archevêque de Lunden.

Espagne. — Le roi d'Aragon restitue, moyennant l'hommage, le royaume de Majorque à son grand-

oncle Jayme, qui possède aussi Montpellier sous la suzeraineté de la France.

Espagne, Italie et Sicile. — Le roi d'Aragon s'unit à son beau-père Charles II de Naples contre son frère Frédéric, le roi de Sicile : Roger de Loria commande la flotte commune.

France. — Les peuples des sénéchaussées de Toulouse et d'Albi obtiennent l'abolition de la servitude de corps, moyennant un cens annuel.

Italie. — Cent galères de Venise perdent un grand combat, dans l'Adriatique, contre quatre-vingt-cinq vaisseaux génois; l'amiral vénitien est tué (8 septembre). — Mort de Jacques de Vorage, dominicain, né à Varaggio, sur la côte de Gènes, auteur de la *Légende dorée*, immense compilation d'histoires miraculeuses.

Orient chrétien. — Le roi d'Arménie, menacé par les Sarrasins, demande les secours des chevaliers

1299.

Allemagne et France. — Conférence d'Albert d'Autriche et de Philippe le Bel à Vaucouleurs, près de la Meuse, pour régler les limites des deux États.

Angleterre. — Après la guerre d'Écosse, Édouard I^{er}, qui a cependant besoin du concours de la nation pour soutenir son allié le comte de Flandre, que menace de nouveau Philippe le Bel, ne confirme les chartes qu'avec cette réserve qui les détruit, « sauf le droit de notre couronne. » Irritation dans la noblesse et dans le peuple. — Les universités d'Oxford et de Cambridge sont représentées au parlement.

Italie. — Par la médiation de Matteo Visconti, seigneur de Milan, Gènes et Venise concluent la paix : les vaisseaux vénitiens ne pourront, pendant treize ans, paraître armés en guerre dans la mer Noire ni dans les parages de Syrie.

Livonie. — Lubeck, pour faci-

liver son commerce en Livonie et en Russie, se fait donner de grands privilèges par les chevaliers teutons.

Orient. — Le khan des Mongols, les rois chrétiens d'Arménie et de Géorgie, les templiers avec leur

grand maître Jacques de Molay, envahissent la Syrie : le sultan d'Égypte, Naser, est battu près d'Emèse ; plusieurs places sont prises, même Jérusalem, qui ne sera pas gardée un an.

XIV^e SIÈCLE APRÈS J. C.

APERÇU GÉNÉRAL.

Le XIV^e siècle ne donne presque aucune invention importante, excepté peut être celle du papier de chiffé : il en a été employé pour certains actes du procès des templiers, qui se conservent en France aux Archives ; l'usage de ce papier, devenu commun, contribuera à multiplier tous les genres de manuscrits. Les cartes à jouer datent des premières années de la démente de Charles VI, à la fin du siècle. La gravure en bois remonte au moins à la même époque. Quelques relations de voyages, entre autres celle de l'Anglais Jean Mandeville, étendent ou précisent les connaissances géographiques des Européens : on s'essaye à dessiner des cartes qui résument et fixent ces notions nouvelles. Parmi les sciences pratiques, la médecine est arrêtée dans ses progrès, parce que l'étude de l'anatomie n'est pas permise : une décrétale de Boniface VIII interdit les dissections et menace d'anathème ceux qui feront bouillir des cadavres pour en faire des squelettes. La chirurgie a de singulières recettes pour traiter les plaies ; elle pratique les enchantements et recommande l'intercession des saints.

Si la littérature produit de grands noms, Aboulféda, Barthole ; Dante, Pétrarque, Boccace, Chaucer, Wicléf, Froissart, beaucoup rappellent de ternes et médiocres productions depuis longtemps flétries. Les controverses théologiques tombent dans l'extravagance. Des moines grecs, dans la ferveur et dans l'aberration de leurs contemplations, aperçoivent à leur nombril des rayons de la lumière béatifique : cinq conciles grecs, malgré l'opposition de Barlaam, décident que la lumière du nombril est celle qui environnait Jésus-Christ sur le Thabor, qu'elle est incréée. Pendant ces querelles, les Turcs ottomans enlèvent les provinces grecques de l'Asie, déjà

même de l'Europe; ils arrivent jusqu'au Danube. Les franciscains raniment les disputes des écoles : il s'agit de savoir s'ils peuvent se dire propriétaires de quelque chose, même de ce qu'ils emploient pour se nourrir; ils se divisent sur la couleur, la forme et la matière de leurs habits. Le saint-siège est mêlé à ces misérables débats, dont l'Anglais Guillaume d'Occam est un des grands acteurs; les membres les plus rebelles à la volonté pontificale sont brûlés. Occam renouvelle la secte des nominaux à laquelle appartient Buridan, recteur de l'université de Paris : celui-ci n'est cité que pour le fameux argument de l'âne irrésolu, lorsqu'il raisonne sur le libre arbitre et sur l'équilibre des motifs déterminants. Le XIII^e siècle, âge d'or de la scolastique, a fait place à un siècle de fer.

L'hérésie devient plus audacieuse à mesure que s'affaiblit l'autorité morale des papes qui consentent à résider à Avignon, captifs pendant soixante et dix ans sous la main des rois de France : l'indigne petit-fils de saint Louis a mérité les malédictions de l'Église. L'Anglais Wiclef répand ses doctrines qui ébranlent la croyance aux dogmes : il nie la présence réelle et l'efficacité des sacrements; il conteste les vertus des papes et leur infaillibilité. Comme il parle de liberté, d'égalité même, les paysans des environs de Londres, égarés par de fougueux sectaires, demandent en vain à l'insurrection une charte d'affranchissement. Wiclef qui vit assez pour voir pendant huit ans l'Église déchirée par le grand schisme, est le précurseur des réformateurs et des schismatiques des siècles suivants. Au milieu des malheurs de l'Église, apparaît le plus beau monument dû à l'inspiration de l'Évangile, c'est l'*Imitation de Jésus-Christ*, l'éternelle consolation des âmes pieuses et tendres, œuvre anonyme attribuée à des moines mystiques, quelquefois à Gerson le grand docteur de l'Église de France, ou à Thomas de Kempen : on n'en sait ni la patrie, ni la date; on n'est même pas sûr du siècle.

Cette cour d'Avignon, cette nouvelle Babylone où l'or si souvent achètera les grâces et les indulgences, ajoute aux recueils de lois pontificales les *Clémentines*, de Clément V; les *Extravagantes* (décrétales en dehors (*extra*) des recueils précédents) de Jean XXII. En France, on réfute les maximes consignées dans ces codes. Le *Songe du Vergier*, ou *disputation du clerc et du chevalier*, est un monument de cette discussion.

La jurisprudence civile a deux noms illustres. L'un, Harménopule, de Constantinople, a écrit en grec un traité de droit civil. On s'est abstenu d'imprimer une grande partie de ses ouvrages. L'Ombrien Barthole, professeur à Pise et à Pérouse, n'a pas été si heureux : dix in-folio pèsent sur sa mémoire; ses leçons sur le Code

le recommandent auprès des jurisconsultes. C'est lui qui a rédigé la fameuse *Bulle d'or* de l'empereur Charles IV.

L'histoire est assez riche dans ce siècle. Chez les Grecs, Nicéphore Grégoras a la précision chronologique; mais il n'est pas impartial. Cantacuzène, qui a été empereur, fait le récit d'événements qu'il a vus, et auxquels il a pris part. Le doge, André Dandolo, compose une histoire de Venise jusqu'en 1342. Malaspina est regardé comme le plus ancien historien de Florence, mais il aime trop les fables : ses récits sont continués par Dino Compagni, gibelin déguisé. Les trois Villani font honneur à Florence; Jean l'aîné est mort de la peste de 1348. Froissart, né dans le Hainaut, est le meilleur écrivain en prose française que le XIV^e siècle ait produit : on reconnaît, à ses fréquentes digressions, un historien qui ne manque pas d'étude et d'expérience, et qui a cultivé les lettres. Mais il plaît surtout comme conteur, il écrit tout ce qu'il voit dans les diverses cours où il reçoit l'hospitalité, sa *Chronique* est le reflet le plus brillant de la société féodale : il a visité la France, l'Angleterre, l'Espagne et l'Italie. Comme beaucoup de clercs-chevaliers qui vivaient auprès des princes, il a cultivé la poésie. L'Orient a aussi un célèbre historien et géographe dans l'Arabe Aboulféda, prince d'Hamath en Syrie.

La grammaire et la rhétorique, et en général les travaux d'érudition, sont encore la gloire des Grecs. Maxime Planude est un compilateur laborieux : il traduit en grec les *Métamorphoses d'Ovide*, et recueille sous le titre d'*Anthologie* d'anciennes poésies grecques; il est plus connu par un recueil des fables d'Ésope. En France, deux conseillers du savant Charles V, Raoul de Presles et Nicolas Oresme, traduisent en français, l'un la *Cité de Dieu* de saint Augustin, l'autre divers traités d'Aristote et de Pétrarque. Un grand prédicateur espagnol, saint Vincent Ferrier, de l'ordre des dominicains, est appelé par plusieurs princes étrangers.

L'exercice de la traduction sert peu à former une langue nouvelle; les romanciers et les poètes lui sont plus utiles, et lui donnent de la fécondité. Cependant, en Italie, les plus grands noms appartiennent en même temps à la littérature nationale et à la restauration de la littérature classique. Dante, Pétrarque, Boccace, ont cultivé les muses latines. Boccace a beaucoup écrit : outre son *Décameron*, qui se sent des mœurs peu sévères de l'époque, il laisse deux romans en prose italienne, et d'autres ouvrages où les vers se mêlent à la prose. Pétrarque contribue à rétablir en Europe la littérature classique, abandonnée et presque ensevelie depuis plus de mille années. Après l'avoir recherchée, et pour ainsi dire exhumée du

fond des bibliothèques, il l'a souvent imitée et quelquefois reproduite ; dans sa jeunesse, il composa un drame latin. Son amour idéal pour Laure, et ses sentiments patriotiques, ont mieux inspiré ses stances et ses canzones. Ami des arts comme un Grec, de la liberté comme un Romain, tendre en un siècle galant, sensible chez des peuples chevaleresques, indépendant et modeste au sein des cours, franc et loyal à travers les perfidies, tout en représentant l'antiquité il marche en avant de son siècle. La France a aussi ses érudits qui s'essayent dans la poésie ou le roman en langue vulgaire. L'Italienne Christine de Pisan, fille de l'astrologue du roi Charles V, dont elle-même elle a été l'historien, compose en français le *Trésor de la cité des dames* et le *Chemin de longue estude*, traités de morale ornés de quelques fictions.

Dans le temps où s'éteint la poésie provençale, un moine des fies d'Or ou d'Hières rédige dans la langue du midi des notices biographiques sur les troubadours. Les trouvères de ce siècle sont effacés par l'Anglais Chaucer : quelques-uns des sujets qu'il traite seront imités par Shakspeare et par Pope, ses *Contes de Canterbury* sont un recueil en vers assez semblable au Décaméron de Boccace ; dans sa *Cour d'Amour*, il y a des bizarreries qui insultent la religion : il avait adopté l'hérésie de Wicléf. Les Anglais le regardent comme l'inventeur de leur vers héroïque.

Les contes galants et chevaleresques continuent d'être un besoin des sociétés. Dans les cours, dans les châteaux et dans les cloîtres, on veut à tout prix des récits et des fictions. Il n'est pas rare que dans les entretiens du foyer chacun soit invité ou même obligé à débiter à son tour une histoire ; les chevaliers ne dédaignent pas de cultiver l'art de raconter : les romans, les nouvelles, et les récits merveilleux avaient comme un fonds inépuisable dans les actions brillantes des preux, dans leurs hauts faits et dans leurs aventures galantes de guerre ou de tournois. Des chevaliers qu'on appelait sires clercs ont l'office de recueillir et de constater ces exploits. Le goût des compositions poétiques, particulièrement des chansons, des tençons ou *jeux-partis*, est entretenu par l'usage des cours d'amour que la France du nord a emprunté à la Provence, peut-être dès le XII^e siècle : ces cours, présidées quelquefois par des princes, plus souvent par des dames, singeaient, dans les procès entre amants, les combats chevaleresques, les procédures des tribunaux, les disputes et les arguties des écoles : on proposait, on traitait en vers, on décidait souverainement d'érotiques et frivoles problèmes, qui dégradaient les talents littéraires en pervertissant les mœurs.

XIV^e SIÈCLE.

Les concours de poésie, que les rimeurs ouvrent entre eux, comme en Normandie, en Picardie, en Flandre, sont bien plus fréquents dans le midi : on rapporte à l'an 1323, à Toulouse, où se tient un collège de la *gaie science*, l'institution des jeux floraux par Clémence Isaure. Les compagnies de troubadours et de trouvères, souvent errantes, amusent le public de leurs déclamations, de leurs chants et de leurs jongleries ; longtemps ils ont tenu lieu de comédiens. Jusque dans la seconde partie du xiv^e siècle, en France et en Italie, il n'y a pas de spectacles proprement dits : on ne voit aucun vestige de compositions théâtrales. Des drames hiératiques, des *miracles* et des *mystères* en l'honneur de Jésus-Christ, de la Vierge et des Saints furent les premières productions de l'art ; ces représentations qui n'eurent d'abord pour acteurs que des clercs étaient souvent précédées ou suivies du sermon en prose qui leur servait de prologue ou d'épilogue : mais des épisodes mythologiques s'alliaient à l'histoire des martyrs, même au tableau de la passion de Jésus-Christ. Bientôt, en France, vont s'établir des confréries laïques d'acteurs de la Passion.

Les arts du dessin, qui ont donné dans le xii^e et le xiii^e siècle tant de beaux travaux d'architecture gothique, brillent surtout en Italie. Les Visconti font construire le pont et le palais de Pavie, commencent la cathédrale de Milan, tandis que les princes d'Este emploient les talents de l'architecte Bertolin, de Novare. Le Florentin Giotto, disciple de Cimabue, qui entreprend en 1334 la tour de Sainte-Marie *del Fiore*, est plus célèbre comme peintre, il a eu pour élève Taddeo Gaddi, qui le surpasse ; Simon de Sienne, leur émule, fait un portrait de Laure que Pétrarque paye de deux sonnets ; Jean de Pise est un habile sculpteur. En 1390 à Bologne est posée la première pierre de l'église de Saint-Pétrone. On cite en France les sculptures de l'église de Notre-Dame, auxquelles travaille encore Jean Ravy ; la magnifique église du monastère de Saint-Ouen, à Rouen, depuis 1348 ; la cathédrale de Bourges, achevée en 1324 ; les travaux de défense ou d'embellissement, ordonnés par Charles V à Paris ; le pont Saint-Michel, le Châtelet, la Bastille, et la résidence royale de l'hôtel Saint-Pol.

Ce siècle, qui sert comme de transition entre le moyen âge et l'âge moderne, voit se produire simultanément en Europe bien des révolutions fécondes, auxquelles les peuples devront leur indépendance ou leur organisation intérieure. L'Écosse, la Flandre, et l'Helvétie combattent pour s'affranchir de leurs maîtres ou de leurs voisins : Rome a son tribun Rienzi, pendant que les papes s'obstinent à résider à Avignon. La grande peste, dite de Florence, suspend

les affaires tumultueuses de l'Europe, car tous les États sont en même temps atteints par le fléau. Paris allume au cœur de la France embrasée déjà par la guerre qui doit durer plus de cent ans avec l'Angleterre, les passions démagogiques : la Jacquerie menace de ruine les châteaux et ébranle la société dans ses fondements. L'empire d'Allemagne présente dans le même temps un frappant contraste : sous la main du rusé et cupide Charles IV, qui fait bon marché des droits sur l'Italie, parce qu'il ne veut pas essayer de les reconquérir par la guerre, l'anarchie féodale s'organise à force de diplômes et de cérémonies (bulle d'or). Le grand schisme met en question la puissance temporelle, et porte atteinte à la puissance spirituelle des papes. L'Angleterre, déjà remuée par l'audacieux Wicléf ; la France, dont les discordes avaient été comprimées par Charles V le Sage ; la Flandre, formidable par ses corps de métiers, sont le théâtre d'un mouvement révolutionnaire qui semble concerté entre les trois pays. L'Italie a comme donné le signal par les troubles sanglants de Florence. La grande lutte entre Venise et Gènes, la dernière qui soit glorieuse pour les Génois, puisqu'ils n'ont pas su constituer un gouvernement qui les mette à l'abri de l'anarchie ; les crimes de la maison Duras, vengeant la maison de Hongrie des forfaits de Jeanne de Naples ; en Lombardie, la chute sanglante des maisons de podestats au profit des Visconti de Milan et des oligarques de Venise, couronnent le XIV^e siècle pour l'Italie. La liberté et la vraie démocratie ne sont nulle part sur cette terre, dont les héros sont maintenant des *condottieri*. A l'est de l'Europe, les couronnes slaves sont données à des princes allemands, ou portées par mariage à des chefs de tribus idolâtres, qui entrent alors dans la grande famille chrétienne. Les États scandinaves du nord s'unissent, et, en se rapprochant les uns des autres, tiennent de plus près à l'Europe.

L'Angleterre, dans ce siècle, renverse deux de ses rois, et retrouve un gouvernement plus ferme sous les princes que le parlement appelle au trône. Les Anglais ont chassé un roi despote, les Allemands un empereur ivrogne et débauché ; la France garde par pitié et par respect un pauvre roi fou. A l'une des extrémités de l'Europe, en Espagne, les libertés constitutionnelles des différents États chrétiens, et l'énergie guerrière des populations, arrêtent le despotisme de rois souvent cruels, et sauvent la péninsule des invasions africaines des Mérinides, mais les Maures garderont Grenade encore pendant près d'un siècle. En Orient, la décrépitude de l'empire byzantin et les progrès des Turcs animés par le fanatisme religieux et militaire, annoncent une révolution prochaine : une croisade de

chevaliers français et allemands ne peut que fournir aux janissaires l'occasion d'une grande victoire sur les bords du Danube.

CHRONOLOGIE.

1300.

Allemagne. — Vers 1300, Roger Manesse de Zurich recueille et met en volume les chants éparés des Minnesinger.

Angleterre, Écosse et Rome. — Le pape veut disposer de l'Écosse.

Angleterre. — Édouard confirme les chartes sans restriction.

France. — Le comte de Flandre, battu par Charles de Valois, frère du roi, se rend volontairement; il est retenu prisonnier par Philippe le Bel.

Hongrie. — Le fils de l'ancien prétendant Charles Martel, Charobert, âgé de huit ans, est amené en Hongrie par un parti hostile à André III le Vénitien, qui n'a pas d'enfant.

Italie. — Dante Alighieri, né à Florence, le premier grand poète qui ait écrit dans la langue italienne, achève son poème de la *Divine comédie*.

Pologne. — Les Polonais dépouillent leur roi Wladislas IV Lokietek, et donnent la couronne au roi de Bohême Wenceslas IV.

Rome. — Une bulle de Boniface VIII a déterminé les indulgences dont jouiront ceux qui prendront part cette année au jubilé de Rome; ce jubilé se renouvellera tous les cent ans. Immense affluence de pèlerins.

1301.

Angleterre. — Nouvelle confirmation des chartes à Lincoln (14 février).

France et Rome. — Bernard de Salsset, qui a été nommé par le pape, sans l'avis de Philippe le Bel, au nouveau siège épiscopal de Pamiers,

s'attire la colère du roi et est jeté en prison. Plaintes de Boniface VIII exprimées dans la bulle *Ausculta fili*, qui est pleine de prétentions excessives et de menaces. — Le pape appelle en Italie Charles de Valois : il le jette dans la guerre de Sicile, et lui fait espérer l'empire byzantin au nom de sa femme, petite-fille de l'empereur déchu de Constantinople, Baudouin II.

Hongrie. — Des seigneurs hongrois, pour ne pas recevoir un roi angevin, Charobert, de la main de l'Église, déferent la couronne au roi de Bohême qui leur envoie son fils, âgé de douze ans.

Italie. — Troubles sanglants à Florence, causés par les deux factions des noirs et des blancs. Le pape envoie, comme médiateur, Charles de Valois qui favorise les noirs; cinq jours de pillage et d'incendie. — Une femme de la maison de Villehardouin porte les principautés d'Achate et de Morée dans la maison de Savoie.

Orient. — Les templiers établis dans l'île d'Arados désolent la côte de Phénicie; ils sont vaincus par les troupes de l'Égypte.

1302.

France. — La bulle du pape est brûlée dans le parlement, où ne siègent que les pairs et les conseillers du roi. — Première convocation des États généraux (10 avril); ils réunissent les trois ordres de la nation : le clergé, la noblesse et des députés des villes. Philippe le Bel s'en sert contre le pape et contre les Flamands. — Le comte d'Artois et une partie de la chevalerie française périssent dans les marais de Courtrai, vaincus par l'infanterie flamande (11 juillet). — Détresse de Philippe le Bel : il a recours à l'im-

position du cinquième sur tous les revenus de ses sujets et à la dépréciation des monnaies. — Les baillis ne pourront avoir de fonctions dans les pays où ils sont nés; ils seront nommés par le grand conseil.

France et Rome. — Assemblée ecclésiastique tenue à Rome par Boniface VIII (octobre). La bulle *Unam sanctam*, sans frapper directement Philippe le Bel, décide qu'en général tout homme est soumis au pape.

Italie. — Flavio Gioia, d'Amalfi, par la connaissance de la propriété de l'aimant, construit le compas de marine ou boussole qui a hâté les progrès de la navigation. — Matteo Visconti est vaincu par le marquis de Montferrat. Les Torriani sont accueillis à Milan, même par la noblesse.

Italie et Sicile. — Charles II de Naples est forcé, malgré l'assistance de Charles de Valois, de reconnaître l'indépendance de la Sicile; il continue cependant à porter le titre de roi de Sicile; Frédéric a celui de roi de Trinacrie (mai).

1303.

Allemagne. — Boniface VIII reconnaît Albert d'Autriche, qu'il aurait voulu armer contre Philippe le Bel.

Angleterre, Écosse et France. — Les armées anglaises sont défaites trois fois aux environs d'Édimbourg. — Édouard, pour recouvrer la Guienne, fait la paix et livre ses alliés, les Flamands, à la vengeance de Philippe le Bel (20 mai).

Empire grec. — Les Catalans, avec leur chef Roger de Flor, combattent au service des Paléologues les Turcs de l'Asie Mineure; ils s'imposent à la cour de Constantinople et s'emparent du monopole du commerce, au détriment des Génois.

France et Rome. — Dans une assemblée des évêques et des barons tenue au Louvre en présence du roi, le légiste Guillaume de Nogaret présente requête contre le pape

comme hérétique et simoniaque, et demande à soutenir l'accusation devant un concile général pour le faire déposer (mars). Nouvelle requête présentée par le légiste Guillaume du Plessis (juin). Les templiers adhèrent aux mesures proposées contre le pape. Boniface VIII lance cinq bulles contre Philippe le Bel et ses adhérents (août). La veille du jour où une dernière bulle devait être publiée pour excommunier et déposer Philippe le Bel, Guillaume de Nogaret et Sciarra Colonna, outragent Boniface VIII dans le palais de sa ville natale, Anagni (7 septembre). Boniface VIII, redevenu libre par le courage des habitants, retourne à Rome où il meurt le 11 octobre.

France. — Une ordonnance pour la réforme des abus règle que deux fois par an, pendant deux mois, le parlement tiendra session de justice à Paris, la cour de l'échiquier à Rouen, l'assemblée des grands jours à Troyes. Dans ces tribunaux, des gens de loi, presque tous clercs, remplissent les fonctions de conseillers-rapporteurs; les nobles jugent. La chambre des comptes sera bientôt séparée du parlement de Paris.

Hongrie. — Boniface VIII a cité à son tribunal les prétendants à la couronne de Hongrie, et s'est déclaré pour le prince napolitain contre le prince de Bohême, sans tenir compte du droit d'élection des Hongrois.

Orient. — Les templiers et les hospitaliers se réunissent à Kasan, roi des Tartares Mongols, pour attaquer les musulmans; vaincus, ils se réfugient à Chypre.

1304.

Bohême, Hongrie et Pologne. — Wenceslas IV renonce à la royauté de Hongrie pour son fils. — Les Polonais, à la mort de Wenceslas IV, qui est leur roi depuis quatre ans, rappellent leur prince national, Wladislas Loketek, duc de Cujavie.

France et Rome. — Le nouveau pape Benoît XI absout Philippe le Bel. Sa mort (juillet). — Les débats de deux factions du sacré collège prolongent pendant onze mois la vacance du saint-siège.

France. — Philippe est vainqueur en personne de l'armée flamande à Mons-en-Puelle (18 août). Un traité honorable pour les vaincus terminera la guerre en 1305. — La reine de France et de Navarre, Jeanne, protectrice des gens de lettres et des gens d'église, fonde à Paris le collège de Navarre et de Champagne.

Mongols. — Le nouveau khan des Mongols occidentaux de Perse, à l'exemple de son frère Kasan, auquel il succède, se fait mahométan.

Russie. — Michel II, reconnu grand prince, réside à Tver.

Suède. — Le roi Birger II punit l'administration cruelle de son tuteur, qui a été régent depuis 1290, en le faisant décapiter; lui-même il est tenu pendant trois ans en prison par ses frères.

1303.

Angleterre. — Édouard se fait relever par le pape des serments qu'il a prêtés à l'égard des chartes.

Angleterre et Écosse. — Wallace, le chef des Écossais depuis sept ans, tombe par trahison entre les mains d'Édouard, qui le fait exécuter comme rebelle.

Espagne. — Une partie du royaume de Murcie est cédée par les Castillans aux Aragonais. — L'Infant de Lacerda renonce à ses prétentions royales en Castille. — A la mort de Jeanne de Navarre, l'aîné des fils qu'elle a eus de Philippe le Bel, Louis, lui succède en Navarre.

France. — Avant 1305, Jean de Meung a achevé le poème allégorique de Guillaume de Lorris, le *Roman de la Rose*.

France et Rome. — Philippe

fait donner la papauté à Bertrand de Goth, archevêque de Bordeaux. L'élu, Clément V, est couronné à Lyon. Il ne résidera pas en Italie. Le séjour des papes en deçà des Alpes est une nouvelle captivité de Babylone.

Hongrie. — La Bavière fournit aussi un prétendant à la couronne de Hongrie.

1306.

Angleterre et Écosse. — La guerre d'indépendance se ranime en Écosse sous Robert Bruce, le fils du prétendant. Nouvelles cruautés d'Édouard, qui fait périr trois frères de Bruce.

Angleterre. — Le roi punit, en les humiliant, les principaux chefs de la noblesse qui avaient défendu contre lui les libertés de la nation.

Bohême. — Wenceslas V, qui ne règne qu'un an, est le dernier mâle de la maison qui, depuis six siècles, gouvernait la Bohême. — Le duc de Carinthie et l'empereur Albert d'Autriche se disputent la Bohême.

France. — L'altération des monnaies par le roi cause une sédition à Paris; le roi se réfugie dans la maison des templiers.

Italie. — Ligue de plusieurs villes contre le marquis d'Este. — Le Montferrat passe au neveu du dernier marquis, Théodore Paléologue, qui, né en Orient, aimera et cultivera les lettres grecques en les associant aux études latines. — Nouvelles discordes à Gènes entre les Doria et les Spinola, chefs du parti gibelin; triomphe momentané des guelfes.

Pologne. — Le prince silésien de Glogau, élu par les seigneurs de la grande Pologne, engage la guerre avec Wladislas Loketek.

1307.

Autriche et Suisse. — Insurrection helvétique provoquée par la tyrannie des agents de la maison de Habsbourg-Autriche, dont les cantons avaient accepté le protectorat

XIV^e SIÈCLE (1308-1309).

mais non la domination. Les chefs des trois cantons de Schwitz, d'Uri et d'Unterwalden, Werner Stauffacher, Walter Furst et Arnold de Melchthal, forment une ligue et prêtent serment pour la défense de la liberté, dans la plaine de Greutli, au canton de Schwitz. Les Suisses chassent leurs tyrans et tuent l'agent autrichien Gessler. Légende de Guillaume Tell.

Angleterre. — Édouard I^{er} meurt près de la terre d'Écosse, au milieu des préparatifs d'une grande expédition. Ses travaux législatifs lui ont fait donner le surnom peu mérité de *Justinien anglais*. Son fils, Édouard II, se rend tout d'abord impopulaire en rappelant Gaveston, gentilhomme gascon, son favori, qui a été récemment banni. Il compromettra sa couronne pour le défendre contre les nobles.

Bohême. — La mort du prétendant autrichien laisse la Bohême au duc de Carinthie.

France. — Philippe le Bel rachète des hauts seigneurs et se réserve pour lui-même le droit de battre monnaie.

France et Rome. — Conférence du roi et du pape à Poitiers. Philippe le Bel fait arrêter, sous prétexte d'hérésie, les templiers dont il convoite les richesses (octobre) : ils sont livrés à un tribunal d'inquisiteurs ; soixante chevaliers sont saisis avec le grand maître, Jacques Molay. Clément V engage tous les souverains de l'Europe à sévir contre les templiers (22 novembre). Le roi d'Angleterre présente leur défense.

Orient chrétien. — Concile national à Sis en Cilicie, convoqué par l'ordre du roi d'Arménie, pour décider la réunion de l'Église arménienne avec l'Église de Rome. — Mort sanglante du roi par la main des Mongols, ses perfides alliés.

Suède. — Birger II est forcé de partager le trône avec ses deux frères.

Venise. — Conspiration du parti démocratique : Marin Bocconio et

ses principaux complices, arrêtés avant que leur projet eût éclaté, sont sur leur aveu, immédiatement condamnés à mort et exécutés.

1308.

Allemagne. — Au début de son expédition contre les Suisses, Albert d'Autriche meurt, victime d'une haine domestique (1^{er} mai). — Les électeurs préfèrent à ses fils et à Charles de Valois, frère de Philippe le Bel, qui proposait le pape, Henri VII de Luxembourg.

Danemark. — Délivré d'une guerre de vingt ans avec la Norvège, Éric VI soutient encore, pendant près de dix ans, avec des États germanais de la Baltique, une lutte que lui suscite l'ambition de son frère.

Espagne. — Le roi de Castille va mettre le siège devant Algeziras ; les Aragonais assiègent tout aussi inutilement Almeria. — Développement de la civilisation du Portugal. Le roi Denis transfère à Coïmbre l'université de Lisbonne et la comble de bienfaits. Il mérite les titres de libéral, de père de la patrie, de roi laboureur. La langue portugaise commence à se former et se dégage du mélange du latin et du vandale ; le premier grand ouvrage en langue nationale est le roman de *l'Amadís des Gaules*, par Vasco Lobeira.

France. — États généraux de Tours, auxquels le roi demande l'approbation de ce qu'il a fait contre les templiers.

Italie. — A la mort d'Azzon VIII, marquis d'Este, la guerre commence entre son fils naturel et ses frères. Ceux-ci implorent l'appui du pape, qui exige la reconnaissance du droit du saint-siège sur Ferrare. Le bâtard d'Azzon s'appuie sur les Vénitiens.

1309.

Allemagne. — La diète de Spire est la première où l'on distingue nettement les trois collèges politiques :

1^o des électeurs, 2^o des princes et 3^o des villes.

Espagne. — Le roi de Castille oblige à capituler la ville de Gibraltar. Il renonce à l'attaque d'Algeziras, mais reçoit un tribut du prince maure. — Ces concessions servent, dans Grenade, de prétexte à une sédition qui renverse le roi au profit de son frère.

France et Rome. — Clément V fixe sa résidence à Avignon, possession du comte de Provence, où se succéderont sept papes français. La cour d'Avignon s'enrichit par le trafic des choses sacrées, par la disposition arbitraire des bénéfices et des évêchés, au gré des rois de France.

France. — Beaucoup de templiers sont suppliciés.

Italie. — A la mort de Charles II de Naples ses sujets acceptent pour roi son troisième fils, Robert, qu'il a institué son héritier, au préjudice de Charobert, né d'un fils aîné mort avant lui. — Les succès de Venise, dans la guerre de Ferrare, sont arrêtés par la prédication d'une croisade. Le pape dispose de Ferrare comme d'une ville de ses États, et en donne le vicariat à Robert, roi de Naples.

Prusse. — Le grand maître des chevaliers teutons établit sa résidence à Marienbourg, qui devient la capitale de la Prusse.

1310.

Bohême. — L'empereur envoie pour roi aux Bohémiens son fils Jean de Luxembourg, qui épouse la veuve de Wenceslas IV et chasse le duc de Carinthie qu'on déteste.

Empire d'Allemagne et Italie. — Henri VII renouvelle les expéditions impériales en Italie. Il est reçu à Genève par l'évêque de la ville; à Chambéry et à Turin par Amédée, comte de Savoie, qu'il investit comme prince d'empire, du comté de Savoie, des duchés de Chalais, d'Aoste et du marquisat d'Italie

(novembre); il reconnaît au prince Paléologue le marquisat de Montferrat. Sa présence à Milan ne permet pas encore aux Visconti d'écarter la faction della Torre (décembre).

France. — L'archevêque de Lyon de la famille comtale de Savoie, ne renonce à ses prétentions d'indépendance qu'à l'arrivée d'une armée de Philippe le Bel.

France et Rome. — L'Allemagne, l'Italie et l'Espagne ne se font pas complices de la France et de la cour d'Avignon dans la persécution des templiers : les assemblées ecclésiastiques de Mayence (mai), de Ravenne (juin), de Salamanque (octobre), se déclarent pour l'ordre. Mais le concile de Paris, sous la présidence de l'archevêque de Sens, rend des sentences de mort (octobre); cinquante-neuf chevaliers sont brûlés comme relaps.

Hongrie. — Le prince angevin de Naples, Charobert, est enfin reconnu unanimement et sacré roi.

Orient. — Les hospitaliers quittent Chypre avec leur grand maître, Foulques de Villaret, et vont prendre d'assaut la capitale de l'île de Rhodes, qu'occupaient des Grecs révoltés et des corsaires musulmans. On les appellera chevaliers de Rhodes.

Prusse. — Le margrave de Brandebourg rend à l'ordre teutonique Dantzick et plusieurs cantons de la Poméranie orientale, qu'il ne peut défendre contre le roi de Pologne.

Rome. — Le pape fonde, pour la ville de Rome, des chaires de grec, d'hébreu, d'arabe, de syriaque.

Venise. — Nouvelle conjuration démocratique; guerre civile. Le doge Gradénigo réprime la sédition; pour informer contre tous les complices, il nomme des inquisiteurs d'état : c'est l'origine du conseil des Dix, arme terrible de l'aristocratie.

1311.

Empire d'Allemagne et Italie. — L'empereur est couronné à

Milan roi d'Italie. Il apaise à Gênes les factions qui se renouvelleront bientôt. Son protégé Mathieu Visconti recouvre la seigneurie de Milan et se fait confirmer le titre de vicaire impérial en Lombardie.

France. — Altération des monnaies. — La liberté est donnée par le roi aux serfs du Valois.

France et Rome. — Selon le vœu de Philippe le Bel, Clément V ouvre le seizième concile général à Vienne en Dauphiné (octobre). La pensée de la guerre sainte, les hérésies des bégards et des béguines dans les Pays-Bas, et le sort des templiers y sont discutés.

1312.

Angleterre. — Les nobles ont fait trancher la tête au favori du roi, Gaveston; ils obtiennent amnistie.

Empire d'Allemagne et Italie. — Après avoir soumis les villes rebelles de la Lombardie, Henri VII rencontre sous les murs de Rome l'armée des guelfes, qui a pour chef Robert de Naples. Au milieu du siège, il se fait couronner, à Saint-Jean-de-Latran, par trois cardinaux, légats de Clément V. — Guerre malheureuse contre les guelfes de Florence.

Espagne. — Mort du roi de Castille. Le pays est encore livré aux orages d'une minorité, le nouveau roi Alphonse XI n'ayant que deux ans. — Discordes civiles à Grenade.

France et Rome. — Clément V déclare aboli pour toute la chrétienté l'ordre des templiers (3 avril). Il avait duré cent quatre-vingt-quatorze ans. — Les Hospitaliers de Rhodes reçoivent une partie de ses biens. En France, les chevaliers ont été dépouillés surtout au profit du roi. — Philippe le Bel renonce à poursuivre le procès engagé contre la mémoire de Boniface VIII.

France. — Nouvelle sédition à Paris contre le roi, faux monnayeur, qui cherche de l'argent pour combattre encore les Flamands. Enguer-

rand de Marigny et deux Florentins l'aident dans ces honteuses et lucratives falsifications. Mais les Flamands ne seront pas soumis. — Le roi défend les guerres privées et bientôt même les tournois qui en entretenaient le goût. — Une université de lois est fondée à Orléans.

1313.

Empire d'Allemagne et Italie. — Florence, qui veut avoir un protecteur contre Henri VII, donne, pour cinq ans, la seigneurie à Robert, roi de Naples, que Henri VII met au ban de l'empire. Pendant qu'il marche pour le combattre, avec l'espoir d'être soutenu par le roi de Sicile, il meurt en Toscane. — Interrègne impérial.

1314.

Allemagne. — Double élection de Frédéric, duc d'Autriche, fils de l'empereur Albert, et de Louis V de Bavière. Leur rivalité dure huit ans.

Écosse. — La victoire de Robert Bruce, à Bannock-Burn, près de Stirling, gagnée sur Édouard II, affermit l'indépendance de l'Écosse.

France. — Supplice de Jacques Moïay, grand-maître des templiers; il est brûlé à Paris (11 mars). — États généraux tenus à Paris (août). — Mort de Philippe le Bel : l'aîné de ses trois fils, Louis X le Hutin, déjà roi de Navarre, lui succède (29 novembre).

Italie et Sicile. — Le roi Robert tourne les forces de Naples, de Provence et du Piémont contre Frédéric de Sicile. La guerre, coupée de trêves, traînera en longueur.

Rome. — Mort de Clément V à Avignon (20 avril). Interrègne pendant près de deux ans et demi.

Russie. — Novogorod se révolte contre Michel II et se donne à son compétiteur, le prince de Moscou.

1315.

France. — Scandales dans la maison royale : Marguerite, femme

du roi Louis le Hutin, et Blanche, femme de son frère Charles le Bel, sont convaincues d'adultère ; leurs complices Philippe et Gautier d'Aunay sont écorchés vifs. — L'édit royal de Vincennes restitue aux villes et aux seigneurs presque tous les privilèges dont les avait dépouillés Philippe le Bel (mai). — La haine de la noblesse et des communes hâte le supplice mérité d'Enguerrand de Marigny, l'administrateur des finances sous Philippe le Bel ; il est pendu aux fourches patibulaires de Montfaucon (juin). — Louis X offre aux serfs du domaine royal de leur vendre la liberté (3 juillet). Il vend aux juifs qu'avait bannis Philippe le Bel le droit de rentrer en France (28 juillet). — Abolition ou du moins restriction du droit d'aubaine, d'après lequel l'État héritait de tous les étrangers qui mouraient en France. — Pour la première fois, depuis Hugues Capet, on aperçoit sur le sceau du roi une main de justice.

Orient chrétien. — L'infant Ferdinand d'Aragon se fait reconnaître à Clarentza, en Arcadie, souverain de la Morée. — Le comte de Savoie, Amédée, conduit une expédition au secours de Rhodes, menacée par les Turcs.

Suisse. — Les hommes d'Uri, de Schwitz et d'Unterwalden détruisent une armée de neuf mille hommes que Léopold, troisième fils d'Albert d'Autriche, a conduits près de Morgarten, montagne de Schwitz (novembre). Les trois cantons forment entre eux une confédération perpétuelle, sans se séparer de l'empire.

1316.

France. — Mort de Louis le Hutin (juin). Jeanne, sa fille, garde seulement la couronne de Navarre, dont peuvent hériter les femmes. Naissance d'un fils posthume, Jean (15 novembre) ; il vit cinq jours. La couronne de France, par une interprétation singulière de la loi salique, qui depuis des siècles n'était plus en vi-

gueur, passe au plus proche héritier mâle, Philippe V le Long, second fils de Philippe le Bel.

Italie. — Castruccio Castracani, noble gibelin de Lucques, est nommé seigneur dans sa patrie pour un an ; mais il se perpétuera dans le pouvoir. — Un médecin de Padoue, Pierre de Apano, qui s'adonnait à l'astrologie et aux sciences occultes, accusé d'hérésie et d'athéisme, meurt avant la fin de son procès : il est brûlé en effigie.

Rome. — Le nouveau pape Jean XXII, né à Cahors, se fait couronner à Lyon.

Slaves. — La révolte de Stralsund contre le prince slave de l'île de Rugen, met en feu tout le nord. Le margrave de Brandebourg et le duc slave de Poméranie, Wratislas, prennent partie pour Stralsund ; le prince de Rugen est soutenu par les rois de Danemark, de Suède, de Pologne et de Hongrie, par le grand prince de Russie, par les ducs de Mecklembourg et de Saxe-Lauenbourg, par les comtes de Holstein et de Schwérin.

1317.

Danemark. — Les services rendus par les comtes de Holstein leur valent la Fionie que le roi leur engage pour trois ans.

France. — Philippe V le Long se fait sacrer à Reims (6 janvier). — Les états généraux déclarent que les lois et la coutume excluent les filles de la couronne (2 février).

France et Rome. — Jean XXII bouleverse la division ecclésiastique de la France du midi, et en multipliant les évêchés, multiplie les faiseurs vénales.

Italie. — Ferrare se soulève contre l'odieux gouvernement de Robert de Naples, vicaire du saint-siège, et reconnaît les princes légitimes de la maison d'Este.

Russie. — Le prince de Moscou,

Jouri, va capter les bonnes grâces du khan, et se fait pardonner sa révolte contre le grand prince de Russie.

Suède. — Le roi Birger II, qui par une perfidie se débarrasse de ses deux frères, est chassé lui-même par le peuple; son beau-frère, le roi de Danemark, ne pourra le rétablir.

1318.

France. — Philippe le Long acquiert la Navarre, la Champagne et la Brie, moyennant une indemnité pour Jeanne, fille de Louis X, et avec la condition qu'elle rentrera en possession de ces États s'il n'a pas d'enfant mâle. Interdiction des guerres privées.

Italie. — Matteo Visconti, seigneur de Milan, est, à cause de son attachement pour l'empereur Louis de Bavière, excommunié par Jean XXII. — Gênes est assiégée par Visconti : Robert de Naples reçoit, du parti guelfe, la seigneurie de la ville pour dix ans.

1319.

Espagne. — Les deux régents de Castille marchent jusque sous les murs de Grenade, où tous deux sont tués dans la journée dite des Infants (juin). Les Maures reprennent plusieurs places. — Le second fils du roi d'Aragon, sur le refus de l'aîné, est reconnu héritier de la couronne. — Avec l'autorisation du pape, les biens que les templiers possédaient en Portugal sont donnés à l'ordre militaire du Christ, qui vient d'être fondé.

France. — Les inquisiteurs du Languedoc frappent cruellement les Albigeois, les Vaudois, les bégards ou fraticelles, les lépreux et les juifs. — Les gens d'église qui ont prélatrice sont exclus du parlement.

Italie. — Brescia, pour échapper à la domination d'un tyran, Cane della Scala, accepte pour prince Robert de Naples (janvier).

Rome. — Les ressources de la trésorerie pontificale sont accrues, sous Jean XXII, par les réserves de

tous les bénéfices des églises collégiales de la chrétienté, par les translations de sièges, par les taxes des dispenses, et par le commerce des indulgences. Jean XXII, après dix-huit ans de règne, laissera dans ses coffres dix-huit millions de florins d'or.

Russie. — Dans un second voyage à la Horde, le prince de Moscou, Jouri, épouse la sœur du khan mongol, et en obtient des secours pour dépouiller Michel II.

1320.

Allemagne. — La mort du dernier descendant direct d'Albert l'Ours, dont la dynastie a rempli près de deux siècles, laisse vacant le fief de Brandebourg.

Danemark. — Mort d'Éric VI sans enfant; son frère Christophe II lui succède. Le nouveau roi, par ses prodigalités qui multiplient les impôts, provoquera des séditions.

Espagne. — Les cinq dernières années du règne de Denis, en Portugal, sont attristées par les révoltes de son fils, qui est jaloux de la faveur dont jouit un fils naturel.

Italie. — En Toscane, guerre entre Florence et le seigneur de Lucques, Castruccio Castracani.

Pologne. — Au milieu de ses guerres avec les chevaliers teutons, Wladislas Loketek prend le titre de roi et se fait sacrer à Cracovie, après en avoir obtenu la permission du pape Jean XXII. Depuis Loketek, les souverains de la Pologne ont toujours eu la dignité royale.

Russie. — Perfidement attiré et retenu à la Horde, le grand prince de Russie, Michel II, sera livré à des juges tartares, comme coupable d'avoir fait périr la femme de son rival; il mourra au milieu des tortures. — Le prince de Moscou, Jouri III ou Georges III, devient grand prince de Vladimir.

1321.

Angleterre. — Hugues Spencer

nouveau favori d'Édouard II, est cause d'une révolte des barons. Le parlement rend une sentence contre lui.

Espagne. — Les Aragonais sont appelés par les nobles de la Sardaigne qui veulent secouer le joug de Pise.

France. — Persécutions contre les lépreux et les juifs. — États généraux tenus à Poitiers (juin).

Italie et Rome. — Jean XXII cite à son tribunal et condamne quelqu'un absent, pour crime d'hérésie et de magie, Matteo Visconti, l'allié de l'empereur. Visconti est privé de ses dignités. L'interdit est jeté sur Milan et sur les villes de sa domination. Pavie, Plaisance, Novare, Côme, Tortone, Alexandrie, Bergame. — Mort de Dante, gibelin de Florence, le plus grand poète de l'Italie.

Orient. — Martin Sanudo, Vénitien, en proposant une nouvelle croisade pour arracher le commerce des Indes aux mains du sultan d'Égypte, accompagne son projet d'une carte de l'Asie orientale.

1322.

Allemagne. — Frédéric d'Autriche est battu et pris à Muhlthorf, en Bavière, par l'empereur Louis V (28 septembre). Le roi de Bohême, Jean, auquel Louis V doit ses succès, reçoit en récompense la haute Lusace.

Angleterre. — Valqueur des seigneurs, Édouard II fait mourir leur chef, le comte de Lancastre. — Il attaque les Écossais, est battu sur leurs terres et poursuivi jusqu'à York.

France. — Mort de Philippe V le Long (janvier) : il ne laisse que des filles contre lesquelles sera appliquée la loi salique. Il avait essayé d'établir dans le royaume l'unité de monnaies, de poids et de mesures. — Son frère Charles IV le Bel, qui lui succède, prend aussi le titre de roi de Navarre, malgré la convention de l'an 1318. — Charles IV persécute les financiers lombards.

Italie. — Matteo Visconti, âgé

de soixante-douze ans, abdique la seigneurie de Milan en faveur de son fils aîné, et meurt. Galéas est menacé par les guelfes, par les partisans du pape, même par une partie des gibelins. — Le légat de Jean XXII décide perfidement les habitants de Plaisance à l'accepter pour seigneur. C'est pour la première fois que cette ville se donne au saint-siège. — Galéas qui a été forcé de sortir de Milan (novembre), y rentre avec l'aide des Allemands (9 décembre), et s'y maintient malgré le légat.

Orient. — Danger de l'Arménie chrétienne ; les populations se retirent dans les montagnes. Le sultan d'Égypte est battu. Le roi de Chypre et le khan des Mongols de Perse contribuent au salut des Arméniens.

Russie. — Les Russes pénètrent dans la Finlande suédoise, mais ne peuvent prendre Wiborg. Une ville est bâtie à l'embouchure du lac Ladoga dans la Néva, pour empêcher les Suédois et les Livoniens de remonter par cette rivière dans la Russie.

1323.

Allemagne. — Louis V de Bavière confère le margraviat de Brandebourg, fief vacant depuis 1320, à son fils aîné, encore enfant. Jean XXII casse l'élection impériale de Louis V.

France. — Charles IV le Bel réprime les exactions de la noblesse : une sentence du parlement condamne à être pendu Jourdain de l'Île, seigneur de Casaubon en Gascogne, neveu du pape Jean XXII ; le supplice a lieu. — Abolition de la commune de Laon. — Nombreux procès d'inquisition contre des auteurs de sortilèges et de maléfices. — Les roturiers qui feront l'acquisition de fiefs donneront finance au roi. — Le collège de la *Gais science*, déjà célèbre et ancien à Toulouse, propose pour la première fois à tous les poètes du Languedoc de venir disputer la violette d'or fin qui doit être décernée le 1^{er} mai de l'année suivante au vain-

queur. On rapporte quelquefois à cette époque l'institution des Jeux Floraux, par Clémence Isaura.

Italie. — Les Vénitiens n'obtiennent qu'en payant un tribut de cent mille florins d'or à la cour d'Avignon, l'absolution des censures lancées contre eux depuis quinze ans au sujet de Ferrare.

Russie. — Élevé à la dignité de grand prince par la faveur des Mongols, Jouri III est tué à la cour même du khan, de la main du fils aîné de Michel II, venu pour solliciter la même protection.

1324.

Allemagne et Rome. — La cause de Louis V, contre lequel a fulminé de nouveau Jean XXII, est défendue par la diète germanique de Ratisbonne, par les universités de Bologne et de Paris, par les plus célèbres jurisconsultes, et surtout par les frères mineurs.

Angleterre et France. — Guerre au sujet de la Guienne, et particulièrement de l'Agenois et de la Saintonge.

Espagne. — Dans l'attaque de Baeça, près d'Ubeda, par les Maures de Grenade, les murs et les tours de la place ont été ébranlés par des machines qui lancent, avec grand bruit, des globes de feu semblables à la foudre. — En Castille, le roi Alphonse XI, à l'âge de quatorze ans, déclare dans les cortès de Valladolid qu'il veut gouverner par lui-même. Fin des troubles. — L'affaire de la Sardaigne est résolue, après un combat, entre les Pisans et les Aragonais : les Pisans consentent à tenir l'île comme un fief de l'Aragon qui partagera le droit de suzeraineté avec le pape.

1325.

Allemagne. — Moyennant une forte rançon, Jean de Bohême, avec le consentement de l'empereur, rend la liberté à Frédéric d'Autriche.

Louis V partage avec Frédéric le titre de roi; Frédéric vit cinq ans encore sans exercer le pouvoir. — Les seigneurs de Bohême, dans une grande assemblée, déclarent nul un traité que leur roi Jean a passé avec l'empereur, pour échanger le royaume de Bohême contre le palatinat du Rhin, voisin du duché patrimonial de Luxembourg. — Des conventions de famille et le droit du sang font passer la succession du prince slave de Rugen et Stralsund, qui n'a pas d'héritier mâle, au duc de Poméranie et de Wolgast.

Angleterre. — Isabelle, fille de Philippe le Bel, femme d'Édouard II depuis dix-sept ans, vient en France sous prétexte de négocier la paix entre son mari et son frère (mai); elle y continue ses liaisons d'adultère avec le jeune Mortimer, comte de la Marche. — Elle a fait donner par Édouard II à son fils le duché de Guienne et le comté de Ponthieu.

Empire grec et Turcs. — L'empereur Andronic II l'Ancien associe au pouvoir son petit-fils Andronic le Jeune, âgé de trente ans. — Peu de temps avant de mourir, Othman, chef d'une tribu turque d'Asie Mineure, reçoit la soumission de Pruse ou Broussa en Bithynie, que son fils n'a prise qu'après une longue résistance des Grecs.

Espagne. — L'assassinat du roi de Grenade donne un trône chancelant à son fils âgé de dix ans, qui sera menacé surtout par les Mérinides d'Afrique. — Les cortès d'Aragon abolissent l'usage de la question.

France. — Solissons demande à renoncer à sa chartre de commune pour être gouvernée par un prévôt du roi.

Orient. — Ibn-Batouta, musulman de Tanger, visite, de 1325 à 1354, les côtes barbaresques, l'Égypte, l'Afrique, la Syrie, la Perse, l'Asie Mineure, Constantinople, la Russie méridionale, la Tartarie, l'Afghanistan, l'Inde au delà de Dehli, la Chine, les îles Maldives, Ceylan, le Zanguebar.

Par l'Afrique, il alla en Espagne; et revenu au sud du mont Atlas, il pénétra au delà du Sahara, jusqu'à Tombouctou et jusqu'au Soudan. On n'a que des abrégés de sa relation.

1326.

Allemagne. — Jean XXII provoque une invasion des Lithuaniens, des Valaques et des Polonais, sur les terres du jeune margrave de Brandebourg, fils de l'empereur.

Angleterre. — Édouard II attire en Angleterre quelques tisserands de Flandre pour travailler les laines abondantes du pays qui jusque-là se vendaient en matière brute aux Flamands. — Isabelle envahit l'Angleterre avec une armée; Roger Mortimer, son amant, et la noblesse révoltée l'aident à mettre le roi en fuite. Le vieux Spencer, âgé de quatre-vingt-dix ans, et son fils, le favori, sont pendus.

France. — Fondation d'une université de lois à Montpellier où était déjà célèbre l'enseignement de la médecine.

Italie. — Les Florentins offrent la seigneurie au fils aîné de Robert, pour qu'il combatte Castruccio Castracani que le légat excommunie. Il leur amène deux mille cavaliers. — Parme se donne au pape. — Le titre de vicaire de l'empire en Italie, que Robert de Naples reçoit du saint-siège, ne compense pas ses échecs contre les Siciliens.

Sardaigne. — De nouvelles révoltes des Sardes contre Pise mettent l'île sous l'autorité immédiate du roi d'Aragon.

1327.

Allemagne et Italie. — Expédition de Louis V en Italie. Il est reçu à Milan par Galéas Visconti, à Lucques par Castruccio Castracani, auquel il donne le titre de duc, avec Pistoia et Prato. Le pape délie ses sujets du serment de fidélité.

Angleterre. — Le parlement

pour la première fois, dépose un roi (Janvier). Édouard II subit, par l'ordre de sa femme, un horrible supplice. — Édouard III, son fils, lui succède, mais Isabelle livre le gouvernement à Mortimer.

Angleterre et Écosse. — Guerre malheureuse faite par Mortimer à Robert Bruce, qui est reconnu roi indépendant.

Bohême. — Le roi Jean commence à faire accepter sa suzeraineté par les ducs entre lesquels est partagée la Silésie; il leur laisse les principaux droits régaliens.

Italie. — Le poète Cecco d'Ascoli est brûlé à Florence, pour les hérésies que les inquisiteurs ont découvertes dans son poème *in sesto rima*, mélange bizarre de physique, d'histoire naturelle, de philosophie morale, de visions astrologiques.

Tures. — Le fils d'Othman, Orkhan, qui en lui succédant a pris le titre de sultan, moins modeste que celui d'émir, enlève aux Grecs Nicomédie, en Bithynie.

1328.

Allemagne, Italie et Rome. — Louis V se fait couronner à Rome par deux évêques et déclare Jean XXII déchu de la papauté. Un moine franciscain, Pierre de Corbière, est nommé pape; mais les guelfes chassent Louis V de Rome (août).

Empire grec. — Andronic III prive de l'autorité impériale et tient renfermé dans un palais son aïeul le vieil Andronic II qui vécut trois ans encore avec l'habit monastique (mai).

France. — Mort de Charles IV le Bel, sans héritier mâle (31 janvier). Application du décret national de 1317 qui exclut les femmes du trône. — Philippe VI, né de Charles, comte de Valois, le troisième fils de Philippe III le Hardi, commence la branche capétienne des Valois (1^{er} avril). Il est sacré le 29 mai. — Il marche au secours du comte de Flandre contre

ses sujets rebelles, et les bat à la journée de Cassel (23 août).

France et Espagne.— Jeanne, fille de Louis le Hutin, et son mari, Philippe d'Évreux, entrent en possession de la Navarre.

Italie.— A Mantoue, la maison de Gonzague, ainsi appelée d'un bourg qui est situé un peu au sud de la ville, au delà du Pô, profite d'une émeute populaire pour dépouiller les Bonacolsi qui depuis un demi-siècle exerçaient l'autorité de podestat; Louis de Gonzague reçoit le titre de capitaine et associe ses fils au gouvernement (août).— Mort prématurée de Castruccio Castracani, duc de Lucques, à quarante-sept ans.

Russie.— Le second fils de Michel II, ayant fait tuer tous les Tartares qui étaient à Tver, quoiqu'il dût au khan la dignité de grand prince, prend la fuite devant une armée que commandent cinq princes tartares guidés par le frère de Jouri III, Ivan: Tver est mise à feu et à sang. Ivan 1^{er} réunit les principautés de Moscou, de Novogorod et de Wladimir. Le prince déchu règne à Pleskof du consentement des habitants. Son frère reçoit des Tartares la principauté de Tver.

1329.

Allemagne.— Le droit de suffrage électoral devra alterner entre les deux branches principales de la maison bavaroise de Wittelsbach.

Angleterre et France.— Édouard III vient rendre hommage au roi pour ses terres de France.

Angleterre.— Édouard fait pendre, par arrêt du parlement, l'amant de sa mère, et relègue Isabelle dans un château où elle resta captive jusqu'à sa mort, pendant vingt-huit ans.— C'est en 1327, 1333, 1344, 1347 ou plus tard, après 1373, mais sous Édouard III, que le parlement prend sa forme définitive et se partage en deux chambres: 1^{re} chambre des hauts barons et des chefs de l'Église;

2^e chambre des communes, où sont réunis les députés des chevaliers de comté et des francs—tenanciers, représentant de l'aristocratie moyenne, et les députés des villes et des bourgs.

Espagne.— Les Mérinides de Fez et Maroc prennent sur les Maures de Grenade Algeziras. — Pacte fondamental juré par Jeanne de France et Philippe d'Évreux avant d'être sacrés rois de Navarre, et souscrit par le roi de France: la garde des forteresses du pays ne sera donnée qu'à des Navarrais; le domaine royal est inaliénable; le fils de Jeanne et de Philippe, à vingt ans, recevra le gouvernement.

France.— Solennel débat de théologiens et de procureurs en présence de Philippe VI, pour fixer les limites des deux juridictions ecclésiastique et séculière: Pierre de Cugnères est l'avocat des gens du roi. La forme d'appel comme d'abus sortit de ces discussions. — Philippe VI nomme Jean de Bohême, qui a combattu avec lui à Cassel, son lieutenant dans le pays de Gascogne, à la frontière des possessions anglaises.

Italie.— A la mort d'Édouard, comte de Savoie, les états décident entre son frère et sa fille, en rappelant l'usage qui exclut les filles de la souveraineté tant qu'il reste des mâles de la maison régnante.

1330.

Allemagne et Italie.— Le roi Jean de Bohême, vicaire de l'empire en Italie, combat les Lombards.

Danemark.— Les Danois, pour ne point acquitter les impôts dont les a chargés Christophe II, l'ont déposé et forcé de fuir; ils donnent le titre de roi à un enfant, le duc de Slesvig. Les chefs de l'insurrection se partagent le duché paternel de ce prince, et s'attribuent les plus beaux domaines de la couronne.

France.— Robert d'Artois, beau-frère du roi, convaincu d'avoir fabriqué de faux titres pour soutenir

sa prétention au comté d'Artois contre sa tante, est banni par arrêt de la cour des pairs.

Livonie et Prusse. — Riga est assiégée et prise par les chevaliers teutons, tandis que l'archevêque de Livonie va porter ses plaintes à la cour d'Avignon. — Invasion des Lithuanien et des Russes en Livonie.

1331.

Allemagne. — Jean XXII détache le roi de Bohême du parti de Louis V par la promesse de la couronne de Lombardie.

Danemark. — Christophe II, qui était remonté sur le trône en se réconciliant avec le comte de Holstein, tuteur de l'enfant qu'on avait fait roi à sa place, est de nouveau vaincu par lui et forcé de lui engager la Scanie et d'autres terres du royaume, même dans le Jutland.

Espagne et Italie. — La Corse est un sujet de guerre entre les Aragonaïs et les Génois. — Un parlement est établi en Navarre par les rois, avec le consentement des cortès, sur le modèle de celui de France.

France. — La confrérie de Saint-Julien des ménestriers, troupe de chanteurs baladins et musiciens, reçoit des statuts enregistrés au Châtelet.

Italie. — Puissance et modération d'Azzon Visconti, fils et successeur de Galéas, à Milan. Pavie, Verceil, Novare, Parme, Reggio lui déferent la seigneurie; chef du parti de l'empereur, uni au marquis d'Este, au seigneur de Vérone, Mastino della Scala, aux Gonzague de Mantoue, il arrête les progrès de Jean de Bohême qui est dévoué au pape contre Louis V (août).

Orient. — Mort de l'Italien Odeïc de Portenan, moine franciscain qui, par zèle pour la religion, a parcouru l'Asie depuis les côtes de la mer Noire jusqu'à la Chine : sa relation, mêlée de fables, est écrite en

latin. — Mort d'Aboul-Feda, prince musulman de Hamah en Syrie, distingué surtout comme historien et comme géographe : ses *Annales moslemici* ont été traduites d'arabe en latin en 1789 ; la *Vraie situation des pays* a été traduite en latin en 1766. Le premier ouvrage est une chronique universelle, concise mais aride ; le second est une géographie détaillée, précédée de notions mathématiques et tenant compte de la différence des climats.

1332.

Allemagne et Suisse. — Lucerne, qui souffrait impatiemment le joug des Autrichiens, chasse l'officier étranger et entre dans la ligue perpétuelle des trois cantons suisses.

Angleterre et Écosse. — Édouard III a suscité à David Bruce un compétiteur, Édouard Baillol, qui, avec le secours des Anglais, est vainqueur et se fait couronner (27 septembre). David passe en France ; mais son parti soutient longtemps la guerre contre Baillol.

Danemark et Suède. — Les Scaniens, opprimés par le comte de Holstein, se donnent à la Suède.

Espagne. — Gibraltar, qui depuis 1309 a plus d'une fois changé de main, se rend au roi mérinide de Maroc.

France. — Un double mariage unit la maison de France à la maison de Bohême.

Italie. — Après un débat de quinze ans, les trois frères marquis d'Este reconnaissent le pape pour souverain de Ferrare et reçoivent de lui le vicariat de la ville et du district.

1333.

Allemagne, Italie et Rome. — Louis V croit rendre la paix à l'empire en offrant d'abdiquer une couronne que la haine de Jean XXII ne veut pas lui laisser porter : la diète d'Allemagne s'oppose elle-même à sa

résolution désespérée. Son nouvel ennemi, Jean de Bohême, n'éprouve que des désastres dans une expédition en Lombardie, malgré le concours de la noblesse française.

Empire grec et Turcs. — Orkhan arrache aux Grecs la place importante de Nicée.

Orient et Rome. — Jean XXII publie une croisade en faveur du roi chrétien d'Arménie. — Les rois de France, de Bohême, de Navarre et d'Aragon prennent la croix mais ne partiront pas.

1334.

Italie. — Mort du Florentin Giotto, peintre, sculpteur et architecte : disciple de Cimabue, il a mieux que lui encore ramené les arts à l'étude de la nature. Il dirigeait au moment de mourir les fortifications de Florence. Il a été l'ami de Dante.

Rome. — Le pontificat de Benoît XII donnera à l'Eglise, bien que le pape reste à Avignon, huit années d'une administration salutaire : il réforme la discipline et les ordres religieux.

1335.

Bohême. — Mort du dernier duc silésien de Breslau, descendant des Piast. Après lui, la principauté passe à la couronne de Bohême. Presque tous les autres ducs acceptent la protection ou la suzeraineté du roi de Bohême.

Italie. — Les Gonzague de Mantoue se font céder Reggio par les Scaligers de Vérone.

Mongols. — Après la mort d'Abou-saïd, khan des Tartares occidentaux de Perse, cet empire est livré, jusqu'à l'époque de Timur-Beg, ou Tamerlan, à une sorte d'anarchie féodale : les grands se rendent indépendants chacun dans son domaine, l'autorité des khans est annulée ; la nation est sans influence au dehors.

Orient. — Après un voyage en

Asie, François Balduin Pegoletti compose un traité de géographie appliquée au commerce, afin d'indiquer la route que peuvent suivre les marchandises d'Azof à la Chine ; il fait mention du papier-monnaie de la Chine qu'il nomme *babisci*.

1336.

Angleterre et France. — Pour soutenir ses prétendus droits au trône de France, qu'il réclamait comme petit-fils de Philippe IV le Bel, par sa mère Isabelle, Édouard III met dans ses intérêts le comte de Hainaut, l'empereur et le duc de Brabant, et cherche à gagner le pape. La guerre commence entre la France et l'Angleterre, d'abord en Flandre, où les grandes villes sont révoltées contre leur seigneur, l'allié de Philippe. — Le commerce des laines rend l'amitié des Anglais nécessaire aux Flamands. Sous Édouard III, l'Angleterre commencera à fabriquer avec ses laines des draps pour l'étranger.

Espagne et France. — Le roi de Navarre, Philippe d'Évreux, voisin des possessions anglaises de Gascogne, combat avec Philippe de Valois, son parent, contre les Anglais.

Espagne. — A la cérémonie de son sacre, le nouveau roi d'Aragon, Pierre IV, se couronne lui-même.

Italie. — Les marquis d'Este, vicaire de Ferrare pour le pape, s'emparent de l'autorité à Modène, où ne peuvent se maintenir les Pii. — Martino della Scala, maître de Brescia, Vérone, Bassano, Vicence, Padoue, Trévise, se brouille avec les Vénitiens en voulant exploiter des salines près des lagunes.

Orient chrétien. — A la demande du roi de France, Naser, sultan d'Égypte, accorde la garde du saint sépulcre à des moines cordeliers : qui l'ont conservée pendant des siècles. — La ligue de Venise, de Constantinople, de Rome, de la France, de Naples, de Chypre et de Rhodes contre les Turcs ottomans, préserve à peine de l'invasion les côtes de la Grèce.

1337.

Angleterre et France. — Le titre ducal, jusqu'alors inconnu en Angleterre, est introduit par Édouard III qui nomme son fils aîné, âgé de six ans, duc de Cornouailles. — Il déclare la guerre à Philippe VI le 21 août, prend le titre de roi de France, au moins dans ses lettres du 7 octobre, où il nomme le duc de Brabant son vicaire en Flandre.

France. — Naissance de Froissart à Valenciennes, dans le Hainaut, au début de ces grandes révolutions de l'Angleterre, de la France, de l'Écosse, de la Flandre et de l'Espagne chrétienne, dont il sera le chroniqueur. — Le comte de Savoie, quoique proche parent du roi d'Angleterre, envoie des troupes et bientôt vient lui-même prendre part à la guerre de Flandre contre les Anglais.

Italie. — Le frère de Mastino della Scala, Albert, est fait prisonnier dans Padoue par le Véronais Pierre Rossi qui l'envoie à Venise; Marsile Carrara profite de ces succès pour saisir l'autorité à Padoue. Les Milanais enlèvent Brescia à Mastino.

Mongols. — Dans la Transoxiane, à quelques milles de Samarcande, naissance de Tamerlan, fils d'un émir mongol, descendant de Gengis-Khan par les femmes.

1338.

Angleterre. — Dans la guerre de France, les Anglais commencent à se servir de bombardes et de canons.

Empire d'Allemagne et Bohême. — Le pape Benoît XII, poursuivant sur Louis V les vengeances de Jean XXII, et le menaçant encore de déchéance au profit du roi de France et de Charles, fils de Jean de Bohême, les princes de l'empire déclarent à Rense, près de Coblenz, puis à Francfort, que la couronne impériale ne relève pas du pape et que les électeurs seuls en disposent.

France. — Assemblée d'états

généraux : le roi s'engage pour lui et pour ses successeurs à ne pas lever de deniers extraordinaires sans le consentement des trois états. Il altérera souvent les monnaies. — Pour la première fois un arrêt du parlement déclare la régale ouverte aux bénéfices d'un prélat français pourvu au cardinalat, comme s'il n'était plus membre du clergé de France. Depuis ce temps, les rois ont exigé des évêques nommés cardinaux un nouveau serment de fidélité.

1339.

Angleterre et France. — Édouard III prend en Flandre le titre de roi de France. Les Anglais se répandent dans le pays de Cambrai et la Picardie.

Bohême et Pologne. — Pour éviter la guerre avec son remuant voisin le roi de Bohême, le roi de Pologne, Casimir III, renouvelle l'abandon de ses prétentions sur la Silésie, et y ajoute un tribut dont le roi de Hongrie, son neveu, donne une part.

Empire grec et Rome. — Le Grec Barlaam est envoyé par Andronic III auprès du pape pour traiter de la réunion des deux Églises : mission sans effet.

Espagne. — Le roi d'Aragon rend hommage au pape pour la Sardaigne.

Italie. — Mastino della Scala finit la guerre avec les Vénitiens par un traité qui leur livre toute la marche Trévise. C'est la première acquisition importante de Venise en terre ferme. — Milan tombe sous la sanginaire autorité de Luchino Visconti, oncle et successeur du vertueux Azzone; elle devra à ses armes et à sa politique perdre un grand accroissement de territoire. — Le nouveau marquis de Montferrat, Jean II Paléologue, se fait le chef du parti gibelin et enlève Asti à Robert, roi de Naples. — Une nouvelle révolution à Gènes fait passer le gouvernement des mains des

nobles au peuple et à la faction gibeline. Au titre d'abbé est substitué celui de doge comme à Venise : Simon Boccanem a le premier cette dignité à vie.

Suisse. — Une ligue de plusieurs comtes d'Helvétie ne peut forcer la résistance de Berne qu'assistent les troupes fédérales d'Uri, de Schwitz et d'Unterwalden, quoiqu'elle ne fasse pas partie de la confédération. Les troupes victorieuses des cantons marchent contre Fribourg, qui s'était mise sous la suzeraineté du duc d'Autriche.

1340.

Afrique et Espagne. — Les rois de Grenade et de Maroc assiègent Tarifa et font usage de canons qui lançaient des boulets de fer. Le roi de Castille, Alphonse XI, et le roi de Portugal, Alphonse IV, viennent leur livrer, sur les bords du Salado, une bataille décisive qui cause des pertes irréparables aux princes musulmans (30 octobre).

Angleterre et France. — Victoire navale des Anglais gagnée sur la côte de Flandre, à l'Écluse (24 juin) : nous n'avions que des vaisseaux et des matelots génois. Tentative des Anglais sur Tournai. Trêve (29 septembre).

Danemark. — Six ans après la mort de son père Christophe II qui avait laissé le royaume dans l'anarchie, Valdemar III est élu roi de Danemark par les états ; il épouse une princesse de Slesvig, et ressaisit une partie des domaines de la couronne qu'avait usurpés la noblesse ; mais la pénurie du trésor l'oblige à laisser encore au comte de Holstein la Fionie et une partie du Jutland, engagées en 1317.

Espagne et France. — Le refus de l'hommage pour la seigneurie de Montpellier brouille le roi de Majorque avec son suzerain Philippe de Valois. Le prince aragonais devra, au bout de deux ans, se soumettre à l'obligation féodale.

1341.

Empire grec. — Mort d'Andronic III au milieu des débats religieux ; son fils Jean, âgé de neuf ans, est sous la tutelle du patriarche de Constantinople et de Cantacuzène, grand domestique, qui prend bientôt les ornements impériaux.

Italie. — L'acquisition de Lucques par les Florentins les met en guerre avec les Pisans. — Couronnement de Pétrarque au Capitole.

Orient musulman. — Mort du sultan d'Égypte et de Damas, Naser, après quarante-huit ans d'un règne deux fois interrompu par des révoltes ; peu favorable aux grands, il s'était appliqué à soulager le peuple et à favoriser l'agriculture et les arts. — En vingt ans, huit de ses fils passeront sur le trône au milieu de discordes civiles.

Russie. — Mort du prince Ivan, qui a embelli Moscou. Siméon, son fils aîné, lui succède, avec l'assentiment du khan des Tartares.

1342.

Angleterre, Écosse et France. — La nation écossaise rappelle de France David Bruce. — Les Français et les Anglais se retrouvent en présence dans la Bretagne où l'héritage du dernier duc est disputé par Jeanne de Penthièvre, sa nièce, mariée à Charles de Blois, parent de Philippe VI, et par Jean de Montfort, son frère cadet. Édouard appuie ce dernier. — Robert d'Artois est blessé mortellement dans les rangs des Anglais à Vannes. Édouard lui-même échoue contre Vannes, Nantes et Rennes.

Espagne. — Les Castillans attaquent Algeziras, que le roi de Grenade défendra deux ans.

Hongrie. — Louis I^{er} est élu pour succéder à son père Charobert qui a rendu tributaires de la Hongrie les souverains de Serbie, de Transylvanie, de Bulgarie, de Bosnie, de Moldavie et de Valachie. Il ramène sous le joug la Transylvanie et la Valachie.

Italie. — A Florence, au milieu des discordes, Gauthier de Brienne, duc d'Athènes, reçoit le titre de capitaine et de conservateur du peuple, et bientôt de seigneur à vie; il se conduit comme le plus cruel et le plus cupide des tyrans.

Rome. — Clément VI déclare se réserver la nomination des grandes prélatures, sans tenir compte des droits des chapitres et des communautés.

1343.

Allemagne et Rome. — Clément VI recommence les procédures contre l'empereur.

Bohême. — Affranchissement ecclésiastique de la Bohême par l'érection de l'église de Prague en archevêché.

Bohême et Pologne. — Casimir, roi de Pologne, se jette sur la Silésie quoiqu'il ait par un traité formel fait abandon de ses prétentions, en faveur du roi de Bohême; il ne garda qu'une ville; Frauenstadt.

Danemark. — Valdemar III vend au roi de Suède la Scanie.

Espagne. — Le roi d'Aragon enlève les Baléares au roi de Majorque, et commence sur le continent la conquête de ses autres domaines, le Roussillon et la Cerdagne.

Italie. — Mort du roi de Naples, Robert le Sage. Il a désigné pour régner ensemble après lui sa petite-fille, Jeanne, âgée de dix-sept ans, et l'époux de Jeanne, son petit-neveu, André de Hongrie, fils de Charobert. — Florence chasse Gauthier de Brienne. Le parti démocratique saisit la direction de la république, et choisit à son gré le gonfalonier.

1344.

Bohême, Hongrie et Pologne. — Louis I^{er} de Hongrie défend son oncle Casimir de Pologne contre Jean de Bohême qui, en représailles de l'attaque de la Silésie par les Polonais, était venu jusqu'à Cracovie. Il

frappe les Tartares en Transylvanie. Lorsqu'ils s'avancent vers la Pologne, Casimir les arrête victorieusement sur les bords de la Vistule.

Espagne. — Algeziras se rend au roi de Castille : trêve de dix ans entre les chrétiens et les Maures de Grenade. — Yousouf s'applique à rendre ses sujets heureux pendant la paix : les écoles, la police, la discipline militaire et l'encouragement des arts recommandent ce règne. — Pierre IV déclare le royaume de Majorque réuni à la couronne d'Aragon et achève de soumettre le Roussillon et la Cerdagne. Le prince dépouillé trouve des amis dévoués mais impuissants dans le comté de Foix et dans Clément VI.

France. — Philippe VI attire perfidement par un tournoi et fait décapiter à Paris, sans forme de procès, Olivier Clisson et quatorze seigneurs bretons ou normands, suspects de complicité avec l'Angleterre (janvier). — Il est le premier roi qui force les peuples à prendre le sel dans les greniers de l'État : avant lui, Philippe le Bel et Philippe le Long avaient mis des impôts sur le sel.

Italie. — Jacques Dondis est l'auteur d'une horloge à roues qui fut placée sur la tour du palais de Padoue. Elle marquait, outre les heures, le cours annuel du soleil et les mouvements des planètes : le nom propre d'Orologus en est resté à cet artiste et à ses descendants.

Orient chrétien. — Le roi d'Arménie est assassiné par ses sujets qui le voyaient préférer, pour les emplois, des gentilshommes latins à la noblesse du pays, et persévérer dans les mœurs et les usages étrangers. Son successeur est un prince de la maison royale de Chypre.

Turcs. — Tout le fruit d'une ligue du roi de Chypre, de Clément VI, des Vénitiens, des chevaliers de Saint-Jean contre les Turcs ottomans, fut l'occupation de Smyrne, qui au bout de deux ans fut perdue.

1345.

Bohême et Pologne. — Jean de Bohême, quoique aveugle, conduit une armée contre Cracovie : il est repoussé avec une grande perte.

Danemark. — Courte expédition de Valdemar III en Esthonie, pour défendre cette province danoise contre les idolâtres.

Espagne. — Le roi de Castille reçoit en don, du roi d'Angleterre, des échantillons de la plus belle race des moutons anglais, qui ont fait depuis une des principales sources de richesses de la péninsule. — Les îles Canaries, récemment découvertes par des navigateurs de Castille, d'Aragon et de Portugal, forment un royaume pour un des infants de Lacerda, sous la suzeraineté du saint-siège. — Pierre, le fils du roi de Portugal Alphonse IV, presque aussitôt après la mort de sa femme qui n'avait pu se résigner à ses scandaleuses amours, épouse une de ses maîtresses, Inès de Castro, à l'insu du roi.

France. — Mort de Jean de Montfort, le prétendant au duché de Bretagne. — Le chef des Flamands révoltés, Jacques Arteveld, est tué à Gand par le peuple.

Hongrie. — Soumission de la Croatie.

Italie. — André de Hongrie, mari de Jeanne de Naples, est étranglé. Sa femme est accusée du crime par la voix publique. Une bulle du pape frappe tardivement les coupables, quels qu'ils soient (janvier).

1346.

Allemagne et Rome. — La cour d'Avignon lance encore une bulle de déposition contre Louis V ; cinq électeurs, gagnés par argent, lui substituent Charles, fils du roi de Bohême, âgé de trente ans. Le nouvel élu s'engage par un pacte honneux avec Clément VI. Guerre civile.

Angleterre, Écosse et France. — États des pays de la langue d'oïl à Paris ; de ceux de la langue d'oc à

Toulouse (février). Le siège d'Aiguillon dans l'Agenois n'est plus qu'un incident sans valeur, quand Édouard III envahit la France par la Normandie où le conduit le transfuge Geoffroy d'Harcourt (juillet). — Édouard court impunément jusqu'auprès de Paris ; après avoir passé la Seine pour retourner dans le Ponthieu qui lui appartient, il est atteint en Picardie, à Crécy, par Philippe VI. Bataille funeste à la France (26 août) : les Anglais sont supérieurs par leur infanterie bien plus que par les six pièces de canon qui parurent dans cette journée. Le prince de Galles, âgé de quinze ans, gagne ses éperons de chevalier ; il adopte les armes noires de Jean l'Aveugle, roi de Bohême, qui se fit tuer à la tête des chevaliers français avec une extravagante témérité. Le fils de Jean, Charles, élu roi des Romains, a pris part au combat. — Siège de Calais par Édouard III. — Le roi d'Écosse, David Bruce, perd à la frontière de l'Angleterre, près de Durham, la bataille de Nevils-Cross, contre Philippe de Hainaut qui va ensuite conduire des secours à Édouard, son mari, devant Calais (17 octobre). David restera onze ans à la Tour de Londres.

Bohême. — Le duc de Schweldnitz-Jauer, maître aussi de la Lusace, est le seul des princes silésiens qui ait refusé à Jean de Bohême l'obéissance féodale.

Danemark. — Le roi de Danemark entreprend un pèlerinage en terre sainte, avec le duc de Saxe, sans la permission de Clément VI. Clément l'excommunie pour un an.

Empire grec. — Jean Cantacuzène, qui a déjà pris la pourpre impériale, engage la guerre avec les partisans de Jean Paléologue.

Hongrie et Venise. — Zara, révoltée depuis dix mois contre Venise pour la septième fois, est mal secourue par Louis, roi de Hongrie ; après sa retraite, elle se défend encore une année.

Italie. — Le roi de Hongrie réclame, au nom du fils posthume de son frère André, qui a été assassiné, l'administration du royaume de Naples, et forme une ligue avec Louis V de Bavière contre la reine Jeanne. Jeanne se donne un protecteur en épousant son parent, Louis de Tarante. — Parme et Plaisance passent sous l'autorité de Visconti; elles resteront cinquante-sept ans aux seigneurs de Milan.

1347.

Allemagne. — Le célèbre philosophe Guillaume d'Occam, cordelier anglais qui a ranimé la querelle des réalistes et des nominalistes, meurt à Munich auprès de l'empereur qu'il défendait contre le saint-siège. — Mort de l'empereur Louis de Bavière. — Le roi des Romains, Charles IV de Bohême, est aux prises pendant une année avec quatre compétiteurs.

Angleterre et France. — Charles de Blois est vaincu et pris à la Roche-Darrien par les Anglais et par Jeanne de Montfort (juin) : sa femme continue la lutte. — Calais, pris par Édouard III, devient tout à fait une ville anglaise (août) : Eustache de Saint-Pierre, qui s'est dévoué pour sa ville, reste sujet d'Édouard. — Trêve par la médiation du pape (septembre).

Bohême. — Prague doit à Charles IV une université, sur le modèle de celle de Paris.

Empire grec. — Jean Cantacuzène entre par surprise dans Constantinople.

Danemark. — Le roi de Danemark vend l'Esthonie au grand maître de l'ordre teutonique. Le prix du rachat lui sert à dégager la Fionie et les places de Seeland, livrées depuis trente ans aux comtes de Holstein.

Hongrie, Naples et Sicile. — La reine Jeanne, menacée par Louis de Hongrie, se réconcilie avec le prince aragonais de Sicile, et reconnaît ses droits.

Italie. — Guerre entre la maison de Savoie et les Visconti.

Orient chrétien. — L'Arménie sollicite vainement les secours du pape, de la France et de l'Angleterre.

Pologne. — Code de Casimir III : il partage entre le roi et la noblesse le pouvoir de faire les lois, et rend moins arbitraire l'autorité royale; il permet aux paysans opprimés par les nobles de quitter leurs terres.

Rome. — Nicolas Rienzi se fait nommer tribun, constitue le gouvernement du *bon État*, et châtie la noblesse turbulente. Il tente de former une confédération de tous les grands États italiens. Bientôt la popularité l'abandonne; chassé de Rome, il tombera aux mains du pape.

Venise. — Venise obtient que ses vaisseaux soient reçus en toute franchise dans les ports de l'Égypte et de Syrie; elle a le droit d'y établir des comptoirs.

1348.

Une peste décime les populations de l'Égypte et s'étend sur les différentes parties de l'Europe pendant deux ans, 1348 et 1349. Elle sévit cruellement en Italie, en France et en Angleterre; mais elle n'interrompt pas les danses, les pompes, les jeux, les tournois. Elle a inspiré le préambule du *Décameron* de Boccace.

Bohême. — Une ordonnance de Charles IV confirme et explique les privilèges des Bohémiens; il fait décider dans l'assemblée de Prague que l'élection du roi n'appartient aux états que quand la famille royale est éteinte.

Espagne. — Le roi d'Aragon, Pierre IV le Cérémonieux, après avoir vaincu les nobles abroge le *privilegio d'union* qui, depuis soixante ans, autorisait les seigneurs à défendre leurs libertés par la force. Des lois nouvelles garantiront les droits de la nation; elles seront mises sous la garde du grand justiza, magistrat suprême de justice dont relève même le roi.

Italie.—Louis de Hongrie prend, presque sans combat, possession du royaume de Naples (janvier). Fuite de Jeanne et de son mari, Louis de Tarente. Louis imite bientôt les violences et les cruautés des Angevins. La peste le force à quitter l'Italie (avril). Les troupes qu'il laisse ne pourront garder sa conquête. — La peste de Florence emporte l'historien Jean de Villani, dont la chronique en langue italienne a été conduite par son frère et par son neveu jusqu'en 1365.—Mort du poète italien Barberino, dont les *Documenti d'Amore* se ressentent de son long séjour en Provence, dans la société des troubadours. — Les Vénitiens obtiennent l'alliance des Gonzague de Mantoue contre les puissants seigneurs de Vérone, les della Scala, qui, de leur côté, unis au seigneur de Milan et au marquis d'Este, entrent dans le Mantouan, mais sont repoussés.

Rome.—Avignon, résidence des papes depuis quarante ans, est vendue par la comtesse de Provence, Jeanne, la reine fugitive de Naples, au pape Clément VI (juin). L'empereur confirmera cette cession d'un fief qui faisait partie de l'ancien royaume d'Arles.

Suède.—Les Suédois opposent au roi Magnus II son propre fils pendant six ans.

1349.

Angleterre.—Édouard III institue l'ordre de chevalerie de la Jarretière, peut-être en souvenir de son amour pour la comtesse de Salisbury.

Espagne et France.—Philippe VI acquiert d'Humbert le Viennois et le Dauphiné, à condition que le titre de dauphin sera porté par celui des enfants de France qui aura le Dauphiné en apanage (mars).—Jayme II, roi déchu de Majorque, vend à Philippe VI la seigneurie de Montpellier et tente un dernier et inutile effort pour recouvrer Majorque, que les rois d'Aragon garderont. — Mort de Jeanne, reine de Navarre; son fils Charles, dit le Mauvais lui succède.

1350.

Espagne.—Alphonse XI, roi de Castille, meurt de la peste. — Pierre le Cruel succède à son père. — Si les Maures d'Afrique ne paraissent plus en Espagne, le royaume maure de Grenade subsiste encore près d'un siècle et demi.

France.—Mort de Philippe VI (août). Son fils Jean le Bon, qui lui succède, fait exécuter, sans forme de procès, le connétable Raoul de Nesle, comte d'Eu et de Guines, qu'il soupçonne de trahison (novembre).

Italie.—Les Génois établis à Caffa, dans la Crimée, voulant interdire aux Vénitiens le commerce de la mer Noire, la guerre recommence entre les deux puissances maritimes. — L'achat de Bologne par le nouveau seigneur de Milan, Jean Visconti, archevêque et cardinal, le met en lutte ouverte avec le saint-siège qui cédera enfin aux menaces. — Seconde invasion du royaume de Naples par Louis de Hongrie.

Rome.—L'indulgence de jubilé que Boniface VIII avait établie pour la centième année de l'ère chrétienne, réduite à la cinquantième par un décret de Clément VI, en 1343, attire à Rome un concours extraordinaire de pèlerins.

1351.

Allemagne.—L'empereur Charles IV achète de l'électeur palatin une partie du haut Palatinat.

Allemagne et Suisse.—Les villes impériales de Zurich et Glaris, pour échapper au joug de la maison d'Autriche, se font agréger à la confédération helvétique. Le puissant abbé de Saint-Gall conclut une alliance défensive avec les cantons de Zurich, Lucerne, Schwitz et Glaris.

Bohême.—Incorporation de la ville et du cercle d'Égra.

Espagne.—Le nouveau roi de Castille, à la sollicitation de sa mère, fait mourir Eléonore de Guzman, maîtresse de son père.

France.—États généraux à Paris (février). Altération des monnaies. Famine. Les hostilités recommencent avec l'Angleterre.—Jean le Bon institue pour la chevalerie l'ordre de l'Étoile (octobre).

Gênes et Venise.— Venise a pour alliés contre Gênes l'Aragon, la Navarre et la France. Le Gênois Doria se montre cependant dans le golfe de Venise (octobre), et livre aux flammes la capitale de Négrepont, colonie vénitienne.

1352.

Allemagne et Suisse.— Les Lucernois s'emparent pour le détruire du château de Habsbourg, berceau primitif de la maison d'Autriche. La ville helvétique de Zug, qui dépend de la maison d'Autriche, est subjuguée par les Suisses et prend rang dans leur confédération.

Danemark.— Le comte de Holstein soutient la noblesse du Jutland révoltée; nouvelle guerre avec le Danemark.

Empire grec, Gênes et Venise.— Les Vénitiens et les Catalans, unis même aux Grecs qui voudraient secouer la tutelle de Gênes, attaquent la flotte génoise dans le détroit de Constantinople; malgré leur nombre, ils se font battre. Jean Cantacuzène est forcé d'interdire les ports de l'empire à ses alliés.

Hongrie et Naples.— Jugement du pape Clément VI accepté par Louis de Hongrie malgré les succès d'une nouvelle expédition: le pape ayant déclaré la reine Jeanne innocente du meurtre de son premier mari, Louis renonce à la conquête.

1353.

Bohême.— Le mariage de l'empereur Charles de Bohême avec une princesse de Schweidnitz prépare l'incorporation des principautés silésiennes de Schweidnitz et de Jauer.

Empire grec.— Jean Paléologue se bat des Turcs ottomans contre

Cantacuzène, qui envoie des députés au pape pour obtenir les secours de l'Occident; il cherche aussi l'amitié du Turc Orkhan en lui donnant sa fille. — Mort du littérateur grec Planude, qui a réuni les fables attribuées à Ésope.

Espagne.— Trois jours après son mariage avec la fille du duc de Bourbon, Pierre le Cruel commence à la persécuter. Plusieurs de ses crimes domestiques lui ont été inspirés par ses maîtresses: l'une d'elles, Padilla, régna sur lui environ pendant huit ans, mais en ayant souvent des rivales plus puissantes qu'elle.

Gênes et Venise.— L'amiral génois Antonio Grimaldi est battu par les Vénitiens et les Catalans à la hauteur de Cagliari, en Sardaigne. — Pour recevoir des denrées du Milanais, Gênes est réduite à se donner à Jean Visconti, seigneur de Milan.

Rome.— Le nouveau pape, Innocent VI, suspend les réserves accordées par Clément VI et révoque toute concession de prélatures, de dignités et de bénéfices séculiers et réguliers. Dans la collation des bénéfices, il favorise les gens de lettres. Il charge de ses pouvoirs en Italie le cardinal Alvarès Albornoz, archevêque de Tolède, qu'avait dépouillé Pierre le Cruel. — L'ancien tribun Nicolas Rienzi, qui depuis deux ans était à Avignon, est envoyé par le pape avec le légat pour l'aider à rétablir son autorité: il jouira encore de quelques mois de dictature et de popularité.

Russie.— La peste emporte le grand prince Siméon, fils aîné d'Ivan I^{er}; le second fils, Ivan II, règne après lui avec l'assentiment du khan mongol.

Suisse.— Berne accède à la confédération helvétique, qui reste pour cent vingt-cinq ans composée de huit cantons: Uri, Schwitz, Unterwalden, réunis depuis 1307; Lucerne, agrégée en 1332; Zurich et Glaris, en 1351; Zug, en 1352; Berne, en 1353.

1354.

Bohême. — Elle reçoit de Charles IV une constitution féodale.

Empire d'Allemagne, Italie et Suisse. — Charles IV entreprend une expédition en Italie avec l'assentiment de la cour d'Avignon. — Louis de Gonzague le reçoit à Mantoue, et en obtient le titre de souverain héréditaire de Mantoue et de Reggio. Albert, duc d'Autriche, ne peut soumettre Zurich.

Espagne. — Assassinat de Yousof. — Discordes parmi les musulmans.

France. — Charles le Mauvais assassine Charles de la Cerda, connétable de France.

Naples et Sicile. — La cour de Naples, profitant de la faiblesse du gouvernement sicilien, reprend ses projets de conquête. Guerre languissante pendant dix-huit ans.

Rome. — Le peuple renverse son idole : Rienzi, assiégé au Capitole, est assassiné dans sa fuite (septembre).

Venise. — Mort d'André Dandolo, qui a écrit la première histoire de Venise. Après lui, aucun doge ne sera enseveli dans l'église Saint-Marc. — Marino Faliéro est élu doge à quatre-vingts ans.

Venise et Gènes. — Paganino Doria bat dans le port de Sapienza, près de Modou, au sud-ouest du Péloponnèse, les vaisseaux vénitiens commandés par Nicolas Pisani (4 novembre).

1355.

Angleterre et France. — États de la langue d'oïl à Paris : ils promettent trente mille gens d'armes et des subsides, moyennant des réformes que le roi s'engage à accomplir ; des élus des états veilleront à l'emploi et à la répartition des produits de l'aide. L'ordonnance du 28 décembre est appelée la grande charte des Français.

Bohême. — Une constitution de Charles IV décrète la réunion des

duchés de Silésie, du marquisat de Lusace et de deux districts de la Pologne à la couronne de Bohême.

Empire d'Allemagne et Italie. — Charles IV reçoit à Milan la couronne de Lombardie ; à Rome, celle d'empereur. Il quitte la ville le jour même de son couronnement, suivant ses engagements secrets avec la cour d'Avignon, et renonce à toute prétention sur Rome, l'État ecclésiastique, Ferrare, Naples, la Sicile, la Sardaigne et la Corse. Il trafique honteusement des droits impériaux dans toute l'Italie.

Empire grec. — Constantinople tombe au pouvoir de Jean Paléologue. Cantacuzène se retire dans un monastère, où il écrit ses mémoires.

Espagne. — Le roi de Portugal fait tuer Inês de Castro, qui est toute-puissante sur l'esprit de son fils Pierre et lui a donné déjà plusieurs enfants.

Hongrie et Pologne. — Casimir III de Pologne, qui n'avait que des filles, fait reconnaître pour son successeur, quinze ans avant sa mort, son neveu Louis roi de Hongrie, au détriment d'un parent éloigné, dernier rejeton de la dynastie des Piast en Pologne, qui se retira l'année suivante en France, dans une abbaye.

Venise. — Le vieux doge, insulté par un noble, n'obtient pas une réparation suffisante ; il conspire avec des hommes du peuple. Le complot est découvert : jugé par le conseil des Dix, Marino Faliéro a la tête tranchée sur le grand escalier du palais ducal (17 avril). — Toute pensée de guerre et de conquête s'efface devant la nécessité de rétablir la concorde à l'intérieur. La paix est conclue avec Gènes par la médiation des Visconti de Milan (1^{er} juin).

1356.

Allemagne. — Charles IV soumet aux diètes de Nuremberg (juin) et de Metz (décembre) la *Bulle d'or*, qui précise les fonctions et les droits des sept électeurs : la dignité électoral, disputée longtemps par la bran-

che palatine et par la branche ducale de Bavière, reste à la première. La bulle a été rédigée en latin par le jurisconsulte italien Barthole.

Espagne. — Commencement d'une longue guerre entre le roi d'Aragon et le roi de Castille.

France.—Jean le Bon, soupçonnant de trahison Charles le Mauvais, son gendre, et des seigneurs normands, va les surprendre à Rouen; cinq seigneurs sont pendus, le roi de Navarre est incarcéré (avril).

France et Angleterre. — Le prince de Galles a envahi la France par Bordeaux; Édouard III est venu par Calais. Après que le prince de Galles a parcouru le pays au sud de la Loire, le roi de France lui livre bataille à deux lieues au nord de Poitiers, à Maupertuis (19 septembre): grand désastre pour la France; le roi, fait prisonnier, sera conduit en Angleterre. Le pays est à la merci des Anglais, des Navarrais et des routiers. Le dauphin Charles, âgé de dix-huit ans, lieutenant général du royaume, ne peut maîtriser les états généraux de la langue d'oïl, qui veulent être un élément nouveau de gouvernement. Influence de Marcel, prévôt des marchands de Paris, de Robert le Coq, évêque de Laon, et bientôt de Charles le Mauvais, quand il sera redevenu libre.

Hongrie et Italie. — Les Vénitiens, refusant de concourir à l'expédition de Louis de Hongrie contre Jeanne de Naples, sont menacés par les Hongrois dans leurs possessions de Dalmatie.

Italie.—Acquisition par le comte de Savoie de la baronnie de Vaud, du Bugy et du Valromey; il garde Gex avec l'assentiment du roi de France, seigneur du Dauphiné. — Asti et Gènes, presque en même temps, s'affranchissent du gouvernement des deux frères Visconti, Galéas et Barnabo, seigneurs de Milan. Asti passe au marquis de Montferrat. A Gènes, nouvelle élection

d'un doge : Simon Boccanera, réélu, rétablit la concorde.

Orient. — Le chevalier anglais Jean Mandeville, de retour dans sa patrie après vingt-neuf ans de courses aventureuses en Asie et en Égypte, où il s'était mis tour à tour au service du sultan du Caire, au service du grand khan du Kathai chinois, commence à écrire ses voyages, en français et en latin; il les dédie à Édouard III. Il a beaucoup emprunté à ces vieilles chroniques et aux romans de chevalerie.

1357.

Angleterre et France.—Trêve de deux ans (23 mars).

Écosse. — Édouard rend la liberté à David Bruce. L'héritier désigné du prince est son neveu Robert Stuart, né de la fille de Robert Bruce et de Walter, grand sénéchal ou Stuart d'Écosse.

Espagne. — En Portugal, devenu roi par la mort d'Alphonse IV, Pierre le Justicier, ou le Sévère, se venge de la mort d'Inès sur ses meurtriers; plus tard, il fit rendre à son corps tous les honneurs dus à la dignité royale.

France.—Les états de la langue d'oïl s'assemblent de nouveau à Paris, sans avoir été convoqués par le dauphin. Ils obtiennent l'ordonnance de réforme du 3 mars. Prétentions de la députation de Paris. Excès de la démagogie. Travaux de défense ordonnés par Ét. Marcel : fossés, murs et portes.

Hongrie et Venise. — Le roi Louis prend aux Vénitiens Zara et toute la Dalmatie.

Pologne.—Casimir III, qui avait pour concubine une juive, accorde aux juifs de Pologne des privilèges qu'ils ont gardés longtemps.

1358.

Espagne. — L'ère vulgaire de l'Incarnation est adoptée par les états de Valence. — Crimes de Pierre le

Cruel en Castille : il sacrifiera à ses soupçons un frère, un cousin et la mère de ce dernier prince.

France. — Crimes de la faction démagogique à Paris : les serviteurs du dauphin, son trésorier, les maréchaux de Normandie et de Champagne, sont assassinés (janv. et fév.). Insurrection de la Jacquerie depuis 1357 : les paysans dépouillent et massacrent les nobles, surtout dans les châteaux autour de Paris, dans l'île de France, dans la Picardie et la Champagne. Désolation des provinces par les compagnies de brigands, ainsi appelés de leur épée brigantine. — La déclaration, à vingt et un ans, de la majorité du dauphin qui avait quitté Paris (14 mars); la translation des états de la langue d'oïl à Compiègne; la désaffection du peuple pour Marcel, qui veut livrer Paris aux Anglais ou au roi de Navarre; sa mort, en flagrant délit de trahison (31 juillet); le retour du dauphin à Paris; l'alliance rendue publique de Charles le Mauvais avec les Anglais distinguent nettement les partis, et préparent le triomphe de la cause de la royauté, qui est celle de la nation.

Hongrie et Venise. — Venise abandonne au roi de Hongrie l'Istrie et la Dalmatie.

1360.

Angleterre et France. — Les dures conditions qu'Édouard met à la paix ayant été rejetées par les états généraux, assemblés à Paris (mai), une nouvelle armée anglaise dévaste le pays, de Calais à Reims et de Reims à Paris.

Danemark et Suède. — Magnus II, roi de Suède, demande la fille de Valdemar III pour son fils Haquin, roi de Norvège. Le roi de Danemark, pour prix de cette alliance, se fait restituer la Scanie, le Halland et la Bleckingue.

Empire grec et Turcs. — Le fils du sultan Soliman passe l'Helléspont, enlève aux Grecs Gallipoli, la clef de l'Europe, et pénètre en Thrace.

Italie. — Pavie, conquise par Barnabo Visconti, recevra une université. Le poète Pétrarque et d'autres amis des lettres inspirent de nobles pensées aux Visconti. Un pont sur le Tessin et un magnifique palais embelliront Pavie.

1360.

Angleterre et France. — Par le traité signé à Brétigny, près de Chartres, Édouard III est affranchi de toute suzeraineté pour ses domaines d'Aquitaine, avec le Poitou, la Saintonge, l'Aunis, le Périgord, l'Agenois, le Limousin, le Quercy, le Rouergue, l'Angoumois; il garde au même titre le Ponthieu, Guines et Calais (8 mai). Moyennant trois millions d'écus d'or, Jean le Bon rentre en France (octobre).

France et Italie. — Le roi de France donne une de ses filles au fils de Galéas Visconti, avec le comté de Vertus, en Champagne; en retour, Galéas l'aide à payer sa rançon.

Italie. — Le cardinal Albornoz prend possession de Bologne pour le pape.

Mongols. — Les Mongols du Kaptchak sont en proie à la discord depuis leur séparation en Tartares du Volga et en Tartares de Sarai : Sarai est à deux journées au nord de la mer Caspienne.

Russie. — La mort du grand prince Ivan II met son fils aux prises avec le prince de Suzdal.

Turcs. — Mort de Soliman, fils d'Orkhan. Mort d'Orkhan à soixante-dix ans; il a créé la milice des janissaires, composée surtout de jeunes chrétiens prisonniers de guerre, élevés dans l'islamisme et soumis à une discipline rigoureuse; cette milice est permanente et soldée. Commencement d'organisation judiciaire : les provinces ont un gouverneur ou pacha, de qui relèvent les cadis dans chaque ville. Son fils Amurat lui succède à quarante et un ans.

Turcs et Grecs. — Amurat prend Ancyre, dans l'Asie Mineure, et Andrinople, en Thrace.

1361.

Angleterre. — Le parlement interdit l'usage de la langue française au barreau et dans les actes publics.

Danemark. — Sous prétexte de ramener l'île de Gothland sous l'autorité du roi de Suède son allié, Valdemar III de Danemark en dévaste la capitale, Wisby, une des villes les plus riches du nord ; il pille aussi l'île d'Oeland. Les villes hanséatiques, lésées dans leur commerce, lui font la guerre avec le comte de Holstein et le duc de Mecklembourg.

Espagne. — Pierre le Cruel fait mourir secrètement sa femme Blanche de Bourbon, captive depuis sept ans. Mort de sa concubine Padilla.

France. — Pillage de la France méridionale par les soldats, qui n'ont plus à combattre contre les Anglais. Les grandes compagnies, les malandrins et les tard-venus menacent même la cour d'Avignon : le pape fait prêcher contre eux une croisade. Une armée royale, sous la conduite de Jacques de Bourbon, est détruite par eux à Brignais, à trois lieues de Lyon (2 avril). — Rareté de l'argent : le roi paye ce qu'il achète pour sa maison avec une monnaie de cuivre qui avait au milieu un petit clou d'argent. — Il déclare incorporés au domaine royal les duchés de Bourgogne et de Normandie, les comtés de Toulouse et de Champagne (novembre). Le premier revenait au roi à la mort de Philippe de Rouvre, son beau-fils, avec lequel s'éteint la maison féodale qui le possédait depuis trois cent trente ans. Les trois autres domaines appartenaient depuis longtemps déjà à la couronne.

Orient. — Le nouveau roi de Chypre, Pierre I^{er}, défend le roi d'Arménie contre des seigneurs rebelles de la Cilicie, et les réquit au tribut avec l'aide des chevaliers de Rhodes et des Catalans. Il enlève aux musulmans de riches dépouilles sur la côte de Syrie.

Vénise. — Les colons vénitiens

de l'île de Candie se révoltent, parce que le sénat ne les admettait pas aux magistratures de la mère patrie. Trois ans de guerre.

1362.

Angleterre et France. — Le prince de Galles reçoit de son père le duché d'Aquitaine : Édouard III donne des titres de duché ou de comté, mais sans propriété ni usufruit des terres, à trois de ses fils ; tandis que Jean le Bon détache tout à fait du domaine royal trois des grands fiefs, pour constituer les apanages héréditaires de ses fils : Anjou, Berri, Bourgogne.

Espagne. — Un prince usurpateur de Grenade, Abou-saïd, que les auteurs chrétiens appellent Mahomet Barberousse ou le Rouge (A.-Ahmar) qui a été l'allié des Aragonais contre Pierre le Cruel, se fie à la parole de ce prince et vient à Séville pour lui rendre hommage. Pierre le perce de sa lance et s'empare des trésors qu'il avait apportés. Le fils d'Yousouf, Mahomet V, recouvre le trône de Grenade.

Italie. — Six mois après la mort de son second mari, Louis de Tarente, Jeanne de Naples, âgée de trente-six ans, se décide à épouser le fils du roi de Majorque, qui a été dépouillé par les Aragonais.

Pologne. — Casimir III fonde l'université de Cracovie, qui reçoit pour professeurs des docteurs de Paris.

Suède. — Les Suédois substituent à leur roi Magnus II son fils Haquin, roi de Norvège.

1363.

Danemark et Suède. — Les Suédois se soulèvent contre Haquin et offrent la couronne au comte de Holstein, qui la refuse.

Espagne. — Charles le Mauvais et Pierre le Cruel s'unissent pour attaquer de nouveau les Aragonais.

Mongols. — Tamerlan, âgé de vingt-six ans, dispose de la dignité

de khan dans le Djuggathal ou Zagataï qui commence au sud-est du Kaptschak, s'étend dans le bassin du Sihoun et va au delà des monts Terk et Belour.

Orient chrétien et Rome. — Le roi de Chypre, Pierre I^{er}, vient en Occident pour ranimer l'ardeur des guerres saintes.

1364.

Allemagne. — La veuve du margrave de Brandebourg cède le comté de Tyrol aux ducs d'Autriche. — Pacte de confraternité entre les maisons de Bohême et d'Autriche, pour leurs successions mutuelles.

Angleterre et France. — Jean le Bon retourne en Angleterre prendre la place du plus jeune de ses fils, le duc d'Anjou, etage fugitif. Il s'y concerte avec le roi de Chypre pour une croisade. Il meurt à Londres (8 avril).

France. — Avènement de Charles V le Sage. — L'armée du roi de Navarre, sous les ordres du capitaine de Buch, est vaincue en Normandie, à Cocherel, par le Breton Bertrand du Guesclin qui commande les armées du roi; le capitaine est pris. — En Bretagne, du Guesclin combat pour Charles de Blois à Auray; il est pris par Jean Chandos, le plus grand homme de guerre des armées anglaises (29 septembre); Charles de Blois meurt dans la bataille. — Une université est instituée à Angers. — Tentative d'établissement en Afrique, à la Guinée et au Sénégal, faite par des Dieppois.

1365.

Allemagne et Rome. — Charles IV, avec le consentement de la cour d'Avignon, va se faire couronner dans le royaume d'Arles.

France. — Charles V, par le traité qu'il signe à Guérande, près de l'embouchure de la Loire, met fin à la guerre de succession de Bretagne: Jean de Montfort est reconnu duc, au détriment de Jeanne de Penthièvre.

— Traité avec le roi de Navarre, comte d'Évreux (mars et mai); il renonce au territoire de Mantes et de Meulan dans le Vexin, et reçoit en dommages la baronnie de Montpeller.

Orient. — Le roi de Chypre attaque avec quelques croisés les musulmans en Égypte; Alexandrie est en partie dévastée et brûlée. Il tire peu de secours de ses auxiliaires, les Anglais et les Vénitiens. Le traité qu'il conclut avec les mameluks lui donne la moitié des droits que les marchandises payent à Tyr, à Béryte, à Sidon, à Alexandrie, à Damiette, à Damas et à Jérusalem.

Suède. — La couronne de Suède est offerte au second fils du duc de Mecklenbourg, Albert, neveu du roi Magnus. — Magnus et son fils Haquin de Norvège, résistent mal, même avec le secours des Danois.

1366.

Danemark et Suède. — Valdemar III vend la paix au nouveau roi de Suède, au prix de l'île de Gothland, et de plusieurs provinces suédoises qu'Albert lui abandonne.

Espagne et France. — Les grandes compagnies de France désolent la Bourgogne, le Lyonnais, le Dauphiné, et font trembler le pape qui leur donne deux cent mille florins; elles sont conduites en Espagne, sous le prétexte de combattre les Sarrasins. Du Guesclin, qui les commande, les met au service de Henri de Transtamare, fils naturel d'Alphonse XI et d'Éléonore de Guzman, qui dispute le trône de Castille à son frère, Pierre le Cruel; Henri veut venger sa mère, lâchement assassinée. Pierre sera soutenu par les Maures.

Empire grec. — Le comte de Savoie entreprend sur des vaisseaux vénitiens une croisade en faveur des Grecs contre Amurat I^{er} et les Bulgares; il enlève aux Turcs Gallipoli sur l'Hellespont et pénètre jusqu'à Varna.

Orient — Nouvelle et inutile expédition du roi de Chypre sur les côtes de Phénicie et de Syrie.

Pologne. — Quatre provinces de Lithuanie sont pour quelque temps conquises par Casimir III.

Venise. — Nouvelle révolte dans l'île de Candie; elle est commune aux colons de Venise et aux Grecs.

1367.

Allemagne et Bohême. — Le duc silésien de Schweidnitz-Jauer vend la Lusace, partie au roi de Bohême, partie au margrave de Brandebourg.

Angleterre. — Par le statut des provisors, le parlement anglais dégage la nation de toute obligation de tribut envers la cour de Rome, défend tout appel au pape et confirme le droit des patrons pour les élections ecclésiastiques.

Angleterre, Espagne et France. — Le prince de Galles rétablit les affaires de Pierre le Cruel : il bat Henri de Transtamare à Najera, entre Burgos et Logrono, et y fait prisonnier son allié, Bertrand du Guesclin (avril).

Rome. — Urbain V, cédant aux vœux des Italiens, vient passer trois ans à Rome; il retournera mourir à Avignon.

1368.

Bohême. — A la mort du dernier duc, les principautés silésiennes de Schweidnitz et Jauer sont réduites en provinces de Bohême.

Chine. — La dynastie mongole, qui a gardé le pouvoir pendant près d'un siècle, est renversée par un Chinois qui soulève toute la population contre les étrangers. Taïsou commence la vingt et unième dynastie, dite des Ming ou Mim.

Danemark. — Guerre avec les villes hanséatiques que soutiennent la Suède, le Mecklembourg et le Holstein. Pour avoir la paix, Valdemar renoncera à plusieurs places de Sca-

nie. — Il va visiter, pendant quatre ans, les différentes cours de l'Europe.

Empire d'Allemagne et Italie. — Honteux voyage de l'empereur en Italie, pendant que le pape Urbain V réside à Rome : il vend en détail les droits impériaux aux villes libres et aux petits tyrans. Les Visconti et les Scaliger de Vérone lui résistent. En Toscane, Pise, Lucques et Sienne reçoivent l'empereur, mais il est forcé de respecter leurs privilèges.

Espagne. — Redevenu libre, du Guesclin retourne en Castille pour Henri de Transtamare; la bataille qu'il gagne à Montiel, au sud-est de Calatrava, coûte la vie à Pierre le Cruel que Henri assassine après le combat (mars).

Italie. — Lionel d'Angleterre, second fils d'Édouard III, épouse la fille de Galéas Visconti, qui lui donne en dot une somme d'argent considérable, avec des places dans le Piémont.

Orient chrétien. — Pierre I^{er} de Chypre retourne en Italie pour chercher des secours. En son absence, les Arméniens lui offrent la couronne.

Pologne. — Les quatre provinces de Lithuanie, révoltées, sont réduites.

Venise. — Révolte de Trieste, avec les secours du duc d'Autriche (juillet). Seize mois de résistance.

1369.

Angleterre. — Mort de Philippe de Hainaut qui a contribué à la gloire militaire de son mari, et a fait aimer son nom en protégeant les lettres : le collège d'Oxford s'appelle encore collège de la Reine.

Angleterre et France. — Charles V, sur les plaintes des barons aquitains, vassaux du roi d'Angleterre, que le traité de Brétigny avait cependant dégagés de toute obligation envers le roi de France, ajourne le prince de Galles, gouverneur de l'Aquitaine, à la cour des pairs (25 janvier). Refus du prince de Galles; la

guerre recommence (mai). Les Anglais perdent presque aussitôt le Ponthieu, et sont attaqués en Aquitaine : mort de Chandos, leur meilleur capitaine. Charles V évitera les grandes batailles.—Docilité des états convoqués à Paris en mai et en décembre.

Empire d'Allemagne et Italie. — A Sienne, l'empereur est assiégé dans son palais, parce qu'il a violé les libertés de la ville. Triste retour en Allemagne.

Empire grec. — Voyage de Jean I^{er} Paléologue en Occident. Urbain V le reçoit à la communion de l'Eglise romaine.

Espagne.—L'élévation de Henri de Transtamare au trône de Castille l'expose pendant plusieurs années aux armées de l'Aragon, de la Navarre et du Portugal; il les battra, et fonde une dynastie durable.

Orient chrétien. — Le roi de Chypre, Pierre I^{er}, désigné pour la royauté d'Arménie, avant d'en avoir pris possession, meurt assassiné à cause de sa cruauté.

1370.

Angleterre et France. — Le sac de Limoges termine honteusement la carrière militaire du prince de Galles en France : la maladie le ramène et le retiendra en Angleterre. Robert Knolles et le duc de Lancastre, frère du prince de Galles, commanderont en France. Du Guesclin, Breton de petite noblesse, reçoit l'épée de connétable (2 octobre); il commandera même aux frères du roi. Il gagne à la cause française son compatriote Olivier Clisson.

France. — Un édit donne la noblesse à tous les bourgeois de Paris. La première pierre de la Bastille est posée par le prévôt de Paris, Aubriot (22 avril); cette forteresse ne fut achevée qu'en 1382. — Horloge à roues et à balancier faites pour Charles V, par l'Allemand Henri de Vic.

Mongols.—Tamerlan prend pour

lui-même la dignité de khan du Zagatai et commence ses grandes conquêtes à l'Orient du Kaptschak, dans la Tartarie proprement dite.

Pologne. — Avec Casimir III le Grand, finit en Pologne la dynastie des Piast qui avait subsisté cinq cent vingt-huit ans. — Son neveu, Louis, roi de Hongrie qu'il avait désigné, lui succède. Il a signé une capitulation qui est le fondement du gouvernement républicain de Pologne; il a surtout renoncé aux droits de créer de nouveaux impôts. Il s'aliène les Polonais en ôtant aux propriétaires les domaines et les palatinats qu'ils tenaient de la munificence de Casimir, et en chargeant du gouvernement sa mère qui abusa du pouvoir.

Rome. — Urbain V, zélé pour la propagation de la foi, envoie douze moines franciscains avec Guillaume de Prato auquel il a imposé les mains, prêcher l'Evangile chez les Tartares du Cathai au nord de la Chine. — Une autre mission est adressée aux Géorgiens du Caucase, qui étaient engagés dans le schisme grec.

1371.

Ecosse. — Robert Stuart, successeur de son oncle maternel, David Bruce, commence une nouvelle dynastie.

Italie. — Barnabo Visconti acquiert, d'un Gonzague, la ville de Reggio, dont celui-ci avait été dépouillé un instant par le seigneur de Ferrare (mai). — A Gènes, la déposition du premier doge de la maison des Adorni, provoquée par une insurrection populaire, fait arriver au pouvoir les Fregosi (août). La rivalité de ces deux familles, que la sédition porte tour à tour au dogat, sera aussi fatale à Gènes que les anciennes querelles des guelfes et des gibelins.

1372.

Angleterre et France. — A la hauteur de la Rochelle, défaite de la flotte anglaise par les Castillans, amis de la France (juin). Occupation de

l'Angoumois, de la Saintonge et de l'Aunis. La Rochelle, rivale politique et commerciale de Bordeaux, qui est ville anglaise, rentre d'elle-même sous la domination de la France.

Espagne. — En Aragon, l'infant Jean est créé par son père duc de Gironne : titre qui depuis fut affecté aux fils aînés des rois. — Le roi de Portugal, Ferdinand, petit-fils d'une princesse castillane, et le duc de Lancastre, frère du prince de Galles, gendre de Pierre le Cruel, unissent leurs prétentions et leurs forces contre Henri de Transtamare.

France. — Substitution d'élus royaux aux commissaires d'états qui représentaient les communes, pour la répartition des tailles.

Italie. — Guerre entre les Visconti, le comte de Savoie, le marquis d'Este, François Carrare, les Florentins et le pape. Grégoire XI, pour fournir aux frais de la guerre, impose des décimes au clergé d'Angleterre et à plusieurs États du nord. Excommunications sans effet. Les Visconti ne céderont pas à la ligue. — Le condottiere anglais, Jean Hawkwood, commande les troupes confédérées.

1373.

Allemagne. — Charles IV acquiert le margraviat de Brandebourg.

Angleterre et France. — Le duc de Bretagne ayant pris ouvertement parti pour les Anglais, est attaqué par le connétable et s'enfuit en Angleterre. Trente mille Anglais, sous le duc de Lancastre, traversent la France de Calais à Bordeaux, sans qu'on leur livre de bataille ; ils sont réduits à six mille.

Empire grec et Turcs. — Un fils de l'empereur et un fils du sultan s'unissent dans un projet de révolte, chacun contre son père.

Espagne. — Menacé par le roi de Portugal, le roi de Castille l'assiège dans Lisbonne, et l'obligera à demander la paix.

Gènes, Hongrie et Venise.

— Le tyran de Padoue, en guerre avec Venise, est soutenu par les Hongrois. Traité de Carrare avec Venise (11 septembre). Nouvelle guerre entre Gènes et Venise en Chypre. Famagouste est la seule ville qui résiste aux Génois.

Naples et Sicile. — Les cours de Naples et de Sicile, par la médiation du saint-siège, se réconcilient (mars) : l'île reste à la maison aragonaise, mais le roi se reconnaît feudataire de la cour de Naples, paye tribut et ne porte que le titre de roi de Trinacrie ; il s'engage par l'hommage lige envers un délégué du pape.

Suède. — Mort de sainte Brigitte, fille d'un prince suédois, Birger : après avoir été mère de huit enfants, elle s'était vouée à la vie monastique ; elle a fondé l'abbaye de Wadstena en Suède. Une vision à l'âge de soixante-neuf ans la décida à aller visiter les saints lieux ; elle est morte à Rome. Ses révélations qui ont paru romanesques au docteur de France, Gerson, ont été plus tard approuvées par le concile de Bâle.

1374.

France. — L'ordonnance de Vincennes (août), qui ne fut enregistrée par le parlement qu'en 1375, fixe à quatorze ans commencés la majorité des rois.

Italie. — Mort du poète d'Arezzo, Pétrarque, qui a écrit dans la langue italienne des *stances* et des *canzones* : il a chanté son amour idéal pour Laure, et regretté en beaux vers la liberté et la paix de l'Italie. Passionné pour la littérature antique, il a écrit beaucoup en latin.

Orient. — Le sultan d'Égypte fait la conquête d'une partie de l'Arménie chrétienne, dont le roi fut amené au Caire. Redevenu libre, il cherchera en Europe des secours qui ne lui rendront pas son trône : ce pays n'aura plus de prince chrétien. — Le roi de Chypre est fait prisonnier par les Génois, qui gar-

dent Pamagouste jusqu'à ce qu'il ait payé un million de ducats.

1378.

Angleterre et France.—Trêve (juin).

Danemark. — Mort de Valdemar III. Il est le premier qui ait joint à ses titres celui de roi des Goths, porté depuis par les rois de Danemark.

Espagne. — Le roi de Grenade, Mohammed V, embellit sa capitale et Cadix. Affluence des marchands étrangers à Grenade. Les noces de son fils avec la fille du roi de Fex furent célébrées par des jeux et des tournois où se distinguèrent des chevaliers d'Afrique, d'Égypte, d'Espagne et de France. — L'atlas catalan, terminé cette année, est un des plus anciens que l'on connaisse : les cartes sont hydro-géographiques. Elles sont ornées de légendes, de figures d'hommes et d'animaux, d'images de villes et de navires.

Italie. — Mort de Boccace, un des grands écrivains en langue italienne.

Naples et Rome. — Soulèvements causés par la tyrannie des agents pontificaux dans les États de l'Église. — Quatrième mariage de la reine Jeanne avec Othon de Brunswick ; elle avait cinquante ans, et elle venait d'adopter Charles de Duras, prince du sang royal, dont le père était mort en prison comme rebelle.

1376.

Allemagne.— Charles IV achète des électeurs la nomination comme roi des Romains de son fils aîné Wenceslas.

Angleterre. — Mort du prince de Galles.

Danemark. — L'habileté de Marguerite, fille de Valdemar III, assure le trône à son fils, âgé de cinq ans, au détriment de l'enfant de sa sœur aînée qui avait épousé un prince de Mecklembourg. Elle dut laisser

impunie l'usurpation du Slesvig par Henri II, comte de Holstein.

France.—Charles V, qui croyait à l'astrologie, fonde pour le savant Gervais Chrétien un collège d'astrologie et de médecine à Paris. Il avait un astrologue en titre, le père de Christine de Pisan, femme érudite qui a écrit sa vie. — Ordonnance sur les forêts.

Italie.—François Carrare excite contre les Vénitiens le duc d'Autriche, qui attaque la marche Trévisane. Dans cette guerre les Vénitiens font usage de la poudre à canon. — Nouvelle rivalité entre Gènes et Venise, au sujet de Ténédos.

Pologne.—Le roi Louis de Hongrie, auquel les Polonais ont déjà opposé l'héritier des Piast qui est retiré dans une abbaye de France, et le duc de Lithuanie Jagellon, a encore une révolte à réprimer.

Rome. — Après soixante et dix ans de captivité des papes à Avignon, Grégoire XI, d'après les conseils de sainte Catherine de Sienne, prend le chemin de Rome (13 septembre).

1377.

Angleterre.—Mort d'Édouard III (21 juin) ; il a été dans ses dernières années l'esclave d'une maîtresse, Alix Perrers. — Il avait fait de grands travaux au château de Windsor et forcé tous les comtés à y contribuer. — Doctrines hérétiques de l'Anglais Wiclef, anathématisées par Grégoire XI. — Avènement du fils du prince de Galles, Richard II, roi mineur ; il est à la merci de ses trois oncles.

Angleterre et France. — Reprise des hostilités ; rapides succès des Français en Guyenne.

Italie. — Grégoire XI rentre à Rome (janvier). Bientôt il s'établira à Anagni.

1378.

Allemagne. — Voyage de l'empereur en France. Il donne au roi, son

neveu, le titre de vicaire général de l'empire dans le royaume d'Arles. — Au retour il partage ses États entre ses enfants : Wenceslas, l'aîné, a la Bohême; Sigismond, le Brandebourg; Jean, la basse Lusace, démembrée du royaume de Bohême, avec une partie de la marche de Brandebourg. — Mort de Charles IV. Il a modifié le sceau impérial, en réduisant à un aigle à deux têtes les deux aigles employées par Louis V de Bavière. — Avènement de Wenceslas, son fils aîné. — Les villes impériales de Souabe et du Rhin, que Wenceslas livrait aux seigneurs, se liguent pour la défense de leur liberté.

Espagne. — Un frère naturel du roi de Portugal égorge sa femme, sœur de la reine, sur un faux soupçon d'infidélité. Il se retire en Castille. Guerre entre les deux États.

France. — Le roi, menacé d'être empoisonné par Charles le Mauvais, le fait dépouiller de ses possessions normandes. — Soulèvement de Nîmes contre le gouvernement tyranique d'un frère du roi. — Le duc de Bretagne, accusé de rébellion, est frappé par la cour des pairs; du Guesclin voudrait ne pas combattre les Bretons.

Milan et Venise. — Mort de Galéas Visconti (août). Il a favorisé les lettres et les arts : il avait été l'ami du poète Pétrarque; fondation d'une bibliothèque, citadelle à Milan, université, palais, beau pont à Pavie. Son fils, Jean Galéas, partage la seigneurie avec son frère Barnabo. — Venise est menacée par une ligue que forme Gênes avec le roi de Hongrie, le seigneur de Padoue, le patriarche d'Aquilée; elle a pour alliés le roi de Chypre et les Visconti.

Rome. — Grégoire XI meurt à Rome (27 mars). Seize cardinaux élisent à Rome, où le peuple demande avec menaces un pape italien, l'archevêque de Bari, Urbain VI (9 avril). Le nouveau pape s'aliène le clergé par ses projets de réforme. Nouvelle élection, à Fondi, par quinze cardinaux, dont plusieurs avaient voté pour

Urbain VI (21 sept.), du Français Robert, Clément VII; il ira établir son siège en France. Naples, la France, l'Espagne, l'Écosse reconnaissent Clément; l'empire, la Bohême, la Hongrie, l'Angleterre restent fidèles au pape de Rome. Le grand schisme d'Occident amène soixante et dix ans de troubles dans l'Eglise.

1379.

Espagne. — Mort du roi de Castille, Henri de Transtamare. Jean I^{er}, son fils, lui succède.

France. — Soulèvement de Montpellier. — Agitation en Flandre.

Venise. — La flotte génoise bat près de Pola les Vénitiens, qui jettent en prison leur amiral, Pisani. Les Génois courent jusqu'aux lagunes, occupent la passe de Chiozza, au sud, et celle de Malamocco, au nord. Venise demande la paix; dur refus de Gênes. Le commandement est rendu à Pisani. Des titres de noblesse sont promis aux familles qui contribueront le plus au salut de la patrie (1^{er} décembre).

1380.

Danemark et Suède. — Marguerite de Danemark, veuve du roi de Norvège Haquin, garde l'administration de ce royaume au nom de son jeune fils. Elle prend même le titre de reine de Suède, au détriment d'Albert de Mecklembourg.

France. — Du Guesclin meurt disputant Randon aux Anglais, à soixante-six ans (13 juillet). Son corps est porté à la sépulture royale de Saint-Denis. — Mort de Charles V au château de Beauté sur Marne (16 sept.). Paris lui doit le commencement de la bibliothèque royale où il rassembla neuf cents volumes. — Avènement de Charles VI, son fils aîné, âgé de douze ans. Il est cependant déclaré majeur (2 oct.) : gouvernement de ses oncles les ducs d'Anjou, de Berri et de Bourgogne. Leur cupidité et leur tyrannie provoquent l'insurrection des grandes villes, même de Paris. Le duc d'Anjou fait

avec le pape d'Avignon un honteux échange de décimes et de bénéfices ecclésiastiques. — Sous Charles VI, les hommes de guerre abandonneront le haubert ou cotte de mailles pour prendre des armes toutes en fer battu, casque, cuirasse, brassarts, cuissarts et grèves. — Le parlement de Paris, qui n'était auparavant assemblé que deux fois l'an, devient permanent.

Naples. — La reine Jeanne a adopté, à la place de Charles de Duras, Louis, duc d'Anjou, le frère du roi Charles V (juin).

Mongols. — Tamerlan s'avance dans le Khorasan, au sud de la Tartarie, et le dévaste pendant trois ans.

Russie. — Après vingt ans, le petit-fils d'Ivan I^{er}, Dimitri III, l'emporte sur son rival et reste grand-prince : il réside à Moscou, qui va devenir la capitale de la Russie. Il attaquera les Tartares avec quatre cent mille hommes au delà du Don. Sa victoire lui valut le surnom de Donski.

Venise. — Charles Zéno revient avec toutes les forces que Venise avait dans le Levant et contribue à sauver Venise. Retraite des Génois affamés. — Deux frères de Zéno parcoururent, au service d'un prince des îles Féroé et Shetland, une partie des contrées du nord, découvertes depuis des siècles par les Scandinaves.

1381.

Angleterre. — La levée d'une capitation injuste, accordée par le parlement aux oncles du roi, occasionne la sédition de Wat-Tyler, le forgeron, qui amène cent mille paysans à Londres. La mort du forgeron, la fermeté et les promesses du jeune roi mettent fin aux troubles.

France. — Réconciliation avec le duc de Bretagne. — Le duc d'Anjou, renouvelant un édit de 1302, fait abolir l'usage de confisquer les biens des juifs qui acceptent l'Évangile.

Italie. — Charles de Duras arrive de Hongrie avec une armée,

fait prisonnier le dernier mari de la reine, et la tient elle-même captive. — Venise livre la marche de Trévis au duc d'Autriche pour ne pas la laisser prendre par les Carrare de Padoue (mai). Paix avec Gènes (8 août) : restitutions réciproques; le château de Ténédos sera démoli. Anoblissement de trente familles citadines, pour récompenser leur dévouement.

1382.

Angleterre. — Condamnation de plusieurs propositions de Wiclef.

Espagne. — Le roi de Portugal a eu recours aux Anglais contre les Castillans : le comte de Cambridge, frère du duc de Lancastre, comme lui gendre de Pierre le Cruel, fait de vains efforts pour dépouiller le fils de Henri de Transtamare. Paix entre la Castille et le Portugal.

France. — Révoltes à Rouen; à Paris sédition des Maillotins; dans le Languedoc, soulèvement des Tuchins. A la sollicitation du duc de Bourgogne, héritier présomptif du comté de Flandre, Charles VI va faire ses premières armes contre les Flamands (octobre) : l'armée royale gagne la victoire de Rosebecque, au nord-est d'Ypres (nov.). Le roi revient sévir contre les Parisiens.

Hongrie et Pologne. — Mort de Louis I^{er} le Grand (sept.). Les Hongrois l'ont regretté pour son gouvernement équitable et pour son amour éclairé des lettres. Mais il a traité la Pologne en pays de conquête. — Une de ses filles, Marie, encore enfant, est élue en Hongrie. L'autre, Hedwige, âgée de douze ans, sera acceptée par les Polonais moyennant des réserves au sujet de son mariage.

Italie. — A l'approche de Louis d'Anjou, adopté par Jeanne de Naples, Charles de Duras la fait étouffer (22 mai). Il prend le titre de Charles III. Louis d'Anjou, couronné à Avignon par Clément VII, entre dans la péninsule (juin). Les Napolitains ne veulent pas de lui pour roi.

1383.

Angleterre. — Urbain VI publie en Angleterre une croisade contre la France et contre les partisans de son rival, Clément VII : il y obtient un décime sur tous les bénéfices de l'église,

Espagne. — Adoption en Castille de l'ère de l'Incarnation. — Mort du roi de Portugal. Les Portugais ne veulent pas de son gendre, le roi de Castille : Jean, grand maître de l'ordre d'Avis, fils naturel de Pierre le Justicier, reçoit le titre de régent du royaume pour repousser les étrangers.

France. — Sanglantes exécutions à Paris par l'ordre du roi (janvier). L'échevinage de Paris est aboli, la prévôté des marchands supprimée. Très-lourdes amendes. Rouen, Amiens, Troyes, Orléans, Reims, Châlons, Sens, sont traités de même.

Scandinaves. — On reçoit en Norvège la première nouvelle de la mort de l'évêque de Groënland décedé depuis six ans.

1384.

France. — La mort du comte de Flandre, qui possède même les comtés de Bourgogne, d'Artois et de Nevers, donne un vaste héritage au duc de Bourgogne, Philippe le Hardi (janv.).

Italie. — Louis d'Anjou meurt près de Bari, dans la pauvreté (oct.). — Urbain VI, qui prétend vivre en souverain dans la ville napolitaine de Nocera, perd l'appui du roi de Naples, Charles de Duras.

Russie. — Le khan des Tartares de Saraj et du Volga s'avance jusqu'au territoire de Moskou, qui est presque détruite.

1385.

Angleterre. — Expédition inutile de Richard II en Écosse.

Danemark et Suède. — La noblesse et le clergé de Suède, dont les privilèges sont atteints par le roi Albert de Mecklembourg, qui veut

améliorer la condition du peuple, conspirent déjà contre lui avec Marguerite de Danemark.

Espagne. — Les états portugais de Coïmbre donnent la couronne au régent D. Juan I^{er}. La victoire qu'il gagne à Aljubarota, au nord-ouest de Santarem, affermit la dynastie d'Avis (14 août). — Le roi de Castille renonce, en faveur de Louis de La Cerda, à tous droits sur les îles Canaries qui forment à ce prince un royaume tributaire de Rome.

France. — Mariage de Charles VI avec Isabelle de Bavière (juillet).

Italie. — Barnabo Visconti, qui avait voulu dépouiller son neveu Jean Galéas, tombe au contraire entre ses mains avec deux de ses fils (mai) : ils meurent bientôt en captivité, peut-être par le poison. Puissance, richesses, honteuses débâcles de Jean Galéas. — François Carrare, maître de la marche Trévisane, prend parti pour le patriarche d'Aquilée contre Venise. Guerre : Venise a pour allié Antoine della Scala, tyran de Vérone ; Jean Galéas soutient Carrare.

Mongols. — Tamerlan dépouille les princes de l'Aderbaldjan, au sud-ouest de la mer Caspienne.

1386.

Angleterre et France. — Gigantesques préparatifs pour une descente en Angleterre. Elle n'a pas lieu par la faute du duc de Berri, qui est occupé à dépouiller le Languedoc. — Dernier duel judiciaire, prescrit par une sentence.

Danemark. — Le comte de Holstein reçoit du jeune roi danois, âgé de quinze ans, l'investiture du duché de Slesvig : mais la reine Marguerite de Danemark ne veut pas consentir à lui donner des lettres d'inféodation qui l'exemptent de tout service féodal.

Espagne. — Les Portugais favorisent les prétentions du duc de Lancastre sur la Castille : le duc vient débarquer en Galice.

Hongrie. — Le margrave de

Brandebourg, Sigismond, épouse la reine Marie.

Italie.—Charles III de Duras, qui a un instant usurpé le trône de Hongrie, meurt assassiné (31 décembre). Ladislas, son fils, âgé de onze ans, lui succède à Naples, sous une mère ambitieuse et cruelle. Guerre entre les partis d'Anjou et de Duras : Urbain VI est pour Louis II d'Anjou.

Mongols.—La conquête de Tauris entraîne Tamerlan dans la Géorgie, où il enlève Tiflis ; il force le roi à abjurer le christianisme.

Pologne.—Mariage de la jeune reine Hedwige avec Jagellon, qui s'est fait baptiser sous le nom de Wladislas ; il devient roi. Lente conversion du peuple lithuanien.

Suisses.—Le duc Léopold d'Autriche est vaincu et tué à Sempach, au nord-ouest de Lucerne, par les Suisses (9 juillet).

1387.

Danemark.—Mort du jeune roi de Danemark et de Norvège ; sa mère, Marguerite, lui succède par élection. Les Norvégiens décident qu'après elle le trône passera à son petit-neveu, Éric le Poméranien.

Espagne.—Mort de Charles le Mauvais, roi de Navarre (1^{er} janv.), et de Pierre le Cérémonieux, roi d'Aragon (5 janv.). Paix entre l'Aragon et la Castille. L'infant de Castille reçoit le titre de prince des Asturies, qu'a toujours porté depuis l'héritier présomptif de la couronne.

Italie.—Jean Galéas Visconti, aidé du tyran de Padoue, dépouille Antoine della Scala, seigneur de Vérone et de Vicence.

Mongols.—Tamerlan est arrêté en Syrie par le sultan d'Égypte : il perd deux batailles. Conquête du Turkestan. Invasion de la Perse : soumission, puis révolte d'Ispahan ; soixante et dix mille habitants sont massacrés. Occupation de Chiraz, dans le Farsistan (12 décembre).

1388.

Allemagne.—Sigismond de

Luxembourg, roi de Hongrie, engage le margraviai de Brandebourg à son neveu Josse.

Danemark et Suède.—La reine de Danemark, Marguerite, est reconnue par la noblesse de Suède et de Gothie (mars).

France.—Triste expédition du roi contre le duc de Gueldre, l'ennemi du nouveau comte de Flandre.

—Charles VI rétablit à Paris la charge de prévôt des marchands et la juridiction de l'hôtel de ville.

Italie.—La maison de Savoie occupe plusieurs dépendances du comté de Provence, Barcelonnette, Nice et Vintimille. —Le partage des dépouilles de la maison della Scala est une cause de guerre entre les tyrans de Milan et de Padoue. Venise, Ferrare, Mantoue prennent parti contre François Carrare : Padoue lui est enlevée ; il est pris dans Trévise. Padoue restera à Jean Galéas, la marche Trévisane aux Vénitiens.

1389.

Angleterre.—Richard II lutte contre ses oncles, contre le parlement et la nation, pour conserver ses favoris.

Espagne et Italie.—Le roi d'Aragon réduit la Sardaigne, que les Génois ont soulevée, et fait trembler la Sicile.

France.—Solennelle entrée de la jeune reine Isabeau de Bavière à Paris. C'est une des plus brillantes fêtes d'une époque qui en a vu de si somptueuses. — Voyage du roi dans le Languedoc ; il réprime les excès commis pendant l'administration cupide et violente de son oncle, le duc de Berri. — Mariage de Louis, duc d'Orléans, frère du roi, avec Valentine Visconti, qui lui apporte en dot le duché d'Asti, dans le Milanais, et des droits éventuels à la seigneurie de Milan.

Russie.—Mort de Dimitri III. Il a fait construire, à Moskou, la forteresse du Kremlin : le reste de la ville n'était bâti qu'en bois. Son fils, Wasili II, lui succède.

Suède. — Albert de Mecklembourg, fait prisonnier par l'armée danoise, est enfermé dans un château de Scanie. Stockholm et quelques places fortes résistent à Marguerite. La guerre durera encore pendant cinq ans.

Bulgarie. — Trêve avec l'Autriche : deux fois renouvelée, elle durera soixante et quatorze ans.

Turcs. — Amurat I^{er} livre bataille à l'armée des Serbiens, des Bulgares et des Hongrois dans la plaine de Cassovie, qu'arrose le Drina supérieur, en Servie. Il est vainqueur, mais meurt assassiné. — Il avait établi pour les soldats l'usage des récompenses en terre, moyennant la continuation du service de guerre : de là les timars ou bénéfices militaires. — Bajazet I^{er} Ildérin ou l'Éclair, lui succède. Il donne l'exemple de ces fratricides qui seront communs à l'avènement des sultans.

1390.

Écosse. — Jean Robert III Stuart, trop faible d'esprit, laisse gouverner son frère le duc d'Albany.

Espagne. — Mort prématurée du roi de Castille ; son fils a onze ans.

Grecs et Turcs. — Jean Paléologue fait fortifier Constantinople contre les Turcs. Mais Bajazet ordonne la démolition des travaux ; il a comme otage le fils de l'empereur.

Italie. — Jean Galdas Visconti est menacé par les Vénitiens, qui favorisent le retour du jeune François Carrare à Padoue, et par les Florentins. — Ladislas de Duras n'a plus que quelques châteaux. Louis II d'Anjou entre à Naples (août).

1391.

Espagne. — Martin, neveu du roi d'Aragon, est marié à sa petite-sœur, la reine de Sicile : Clément VI d'Avignon autorise cette union entre cousins germains. — Grenade perd son roi, Mohammed V, qui est digne de regrets ; son fils lui succède.

Grecs et Turcs. — A la mort de

son père Jean I^{er}, Manuel Paléologue s'échappe des mains des Turcs. Dès son avènement, il est en danger de perdre la Thrace et les environs de Constantinople que Bajazet menace en personne.

1392.

France. — Charles VI, qui veut porter la guerre en Bretagne pour chercher Pierre de Craon, l'assassin d'Olivier Clisson, tombe en démence dans la forêt du Mans (5 août) : la France aura pendant trente ans un roi fou. Ses oncles reprennent le pouvoir. Le duc d'Orléans, frère du roi, et Isabeau de Bavière, réclament leur part dans le gouvernement.

Italie. — François II Carrare achète Padoue de Jean Galdas.

Hongrie. — La mort de la reine Marie laisse Sigismond seul maître de la couronne de Hongrie que lui dispute vainement le roi de Pologne, gendre comme lui de Louis I^{er} le Grand.

Pologne. — Le roi Jagellon cède la Lithuanie à son cousin Vitold, à la condition de l'hommage.

1393.

Bohême. — Les seigneurs de Bohême enferment dans une prison le débauché et cruel Wenceslas, leur roi.

Espagne. — Le jeune roi de Castille commence le recouvrement des domaines de l'État, aliénés pendant sa minorité, et réduit les pensions des seigneurs.

France. — Nicolas de Clémangis écrit, au nom de l'université, contre le scandale du schisme et menace le pape de déposition.

Hongrie. — Victoire gagnée contre les Turcs à Nicopolis, ville de Bulgarie sur le Danube.

Mongols. — Tamerlan porte la guerre sur les bords du Tigre et de l'Euphrate.

Orient chrétien. — Le roi de Chypre et de Jérusalem, Jacques I^{er}, prend le titre de roi d'Arménie.

1394.

Espagne. — Le roi de Portugal rachète les domaines de la couronne, aliénés par ses prédécesseurs.

France. — Édit royal pour le bannissement des juifs à perpétuité.

Rome. — A Avignon, après la mort de Clément VII (18 sept.), élection d'un noble aragonais, Pierre de Luna, Benoît XIII, qui avait témoigné le désir de travailler à la pacification de l'Eglise : il ne tiendra pas ses promesses.

1395.

Allemagne et Italie. — L'empereur Wenceslas vend à son beau-frère, Jean Galéas de Milan, le titre de duc.

Angleterre et France. — Trêve; mariage de Richard II avec une fille de Charles VI.

Danemark et Suède. — Des députés des villes hanséatiques se font garants d'un traité entre la reine Marguerite et le parti d'Albert de Mecklembourg qui recouvre la liberté, mais non la couronne (juin).

Espagne. — Mort du roi d'Aragon, sans enfant mâle : son frère Martin, qui est l'héritier légitime, tarde deux ans à venir ; un gendre du dernier roi, le comte de Foix, prétend sans succès à la couronne.

France. — Concile national à Paris, à l'occasion du schisme.

Mongols. — Les hordes de Tamerlan, en combattant les Tartares de la horde d'or, servent indirectement la cause de l'indépendance russe.

1396.

Allemagne et Italie. — Le duc de Milan, Jean Galéas, achète le titre de vicaire impérial en Lombardie, avec une autorité souveraine.

France. — Un édit royal autorise les magistrats de Montpellier à délivrer tous les ans à l'école de médecine, pour les études de dissection, le corps d'un criminel condamné à mort. Lanfranc de Milan vient professer la chirurgie à Paris.

France, Hongrie et Turcs.

Effrayé des progrès des Turcs, le roi de Hongrie Sigismond a recours aux États de l'Occident : l'élite de la chevalerie française prend part à la désastreuse bataille de Nicopolis sur le Danube, et est écrasée par les janissaires de Bajazet 1^{er} (28 septembre); grandes pertes faites par l'ordre des hospitaliers. — Les Turcs soumettent le pays des Bulgares qui, depuis cent cinquante-cinq ans, livrés aux discordes intestines, avaient cependant échappé à la domination étrangère.

France et Italie. — Gênes, sous le gouvernement du doge Adorno, en proie aux factions, demande la protection de la France (octobre); protectorat français pendant treize ans.

Suède. — Marguerite fait donner par les états du royaume la couronne de Suède à son petit-neveu, Eric le Poméranien.

1397.

Angleterre. — Les princes du sang royal, et les nobles prennent les armes contre leur roi despote : victoire de Richard II ; trois chefs des rebelles sont condamnés à mort, même un oncle du roi.

Danemark, Norvège et Suède. — Union perpétuelle des trois couronnes du nord, signée à Calmar (8 juillet). Le roi sera choisi pour les trois États dans la maison régnante tant qu'elle subsistera ; il résidera tour à tour dans les trois royaumes ; chacun d'eux gardera son sceau, ses lois, ses privilèges. La reine Marguerite fait reconnaître pour unique souverain son petit-neveu Eric.

Empire grec. — Constantinople assiégée par les Turcs paye tribut ; elle aura une mosquée et un cadi ou juge musulman. — La Morée est achetée de Thomas Paléologue, qui en était despote, par l'ordre de Rhodes ; mais l'aversion des Latins pour les Grecs empêchera l'occupation du pays par les chevaliers.

Espagne. — Le titre de prince de Viane sera désormais porté par l'hé-

ritier présomptif de la couronne de Navarre.

Italie. — Guerre entre le duc de Milan et le seigneur de Mantoue, que protège la ligue de Ferrare, de Bologne et de Florence.

1398.

France. — Second concile national à Paris, au sujet du schisme (de mai à juillet) : le patriarche d'Alexandrie, onze archevêques, soixante évêques, une foule d'abbés, de procureurs de chapitres, les représentants des universités de Paris, d'Orléans, d'Angers, de Montpellier, de Toulouse, y sont réunis ; la collation des bénéfices est retirée à Benoît XIII, la France ne le reconnaît plus pour pape : pendant cinq ans la France restera ainsi en dehors de l'obédience pontificale. — Une confrérie de comédiens représentent la passion de Notre-Seigneur Jésus-Christ, avec de singuliers épisodes de la mythologie palenne.

Scandinaves. — Marguerite recouvre Wisby, capitale de l'île de Gothland. Traité entre les trois couronnes du nord et l'ordre teutonique.

1399.

Allemagne. — Les villes de Brandebourg, que le margrave Josse laisse à la merci de tous les perturbateurs du repos public, forment entre elles une confédération pour leur sûreté commune.

Angleterre. — Pendant que Ri-

chard II conduit une armée contre les Irlandais révoltés, son trône est menacé par Henri de Lancastre, fils qu'il avait privé de son héritage paternel. Richard, sans appui, se livre à Henri et est déposé par le parlement qui proclame Henri IV (30 sept.) et reconnaît à sa famille le droit de succession au détriment des descendants du second fils d'Édouard III (13 oct.). Captivité et bientôt mort violente de Richard II.

Empire grec. — Honteuse négociation du prince Jean, neveu de l'empereur Manuel, avec Bajazet, pour qu'il l'aide à chasser son oncle : il lui promet la ville de Constantinople ; Manuel est forcé de partager avec lui le titre d'empereur.

Italie. — Le duc de Milan achète Pise et est proclamé seigneur à Sienne. — Les San Saverini trahissent Louis II d'Anjou : Ladislas de Duras occupe Naples ; le prince angevin d'abord confiné dans Tarente se retire en Provence. — On attribue au pape de Rome, Boniface IX, l'établissement des annates sur les bénéfices ecclésiastiques ; il les étendit aux prélatures, et pour toujours.

Mongols. — Tamerlan qui a pénétré dans l'Indostan, est aux portes de Delhi (janvier). Affreux ravages ; retour à Samarcande (16 mai).

Pologne. — Mort de la reine Hedwige. Jagellon Wladislas, son mari, qui n'était roi que par elle, veut descendre du trône : les Polonais lui laissent le gouvernement.

PREMIÈRE PARTIE DU XV^e SIÈCLE.

APERÇU GÉNÉRAL.

La première partie du XV^e siècle finit en 1453, à la prise de Constantinople par les Turcs ottomans.

Le grand schisme domine l'histoire de tous les états chrétiens. Les conciles de Pise, de Constance et de Bâle nomment chacun à son tour un pape : le premier pour remplacer deux pontifes rivaux ; le second pour appliquer les principes de réformes déjà posés et qui furent encore laissés en oubli ; le troisième pour couvrir les prétentions démocratiques et révolutionnaires d'une fraction de l'Eglise et tenir tête au pape légitime de Rome, qui s'appuie sur un autre concile, le concile de Florence. La condamnation des hérétiques de Bohême est l'œuvre des pères de Constance ; ceux de Florence décrètent la réconciliation des Eglises latine et grecque, sans pouvoir réveiller les sympathies de l'Occident en faveur des Grecs enveloppés par les Turcs ; la supériorité des conciles généraux sur les papes, proclamée à Constance et à Bâle, n'empêche pas Nicolas V, qui triomphe avec le concile de Florence, de raffermir et de propager en Italie la puissance du saint-siège.

L'Allemagne semble avoir fait le sacrifice de ses anciens droits sur la péninsule : l'empereur Robert, choisi par les électeurs ecclésiastiques ; Sigismond, le second fils de Charles IV ; Frédéric III, prince de la maison d'Autriche renouvelée, qui a régné depuis sans interruption, hasardent de courtes apparitions en Italie. Rome pourrait redevenir le centre de la nation italienne, soustraite à la tutelle germanique. Les empereurs songent surtout à agrandir et à faire prospérer leurs États héréditaires. Leur pouvoir impérial est trop limité par la diète, qui fait les lois, les traités, les alliances, les déclarations de guerre, exerce la haute police, et se réserve même des attributions judiciaires ; les membres immédiats du corps germanique sont partagés en quatre classes : le collège des électeurs, celui des princes, le corps des villes libres et impériales, le corps de la noblesse immédiate.

Sous des empereurs faibles, sous des papes rivaux, les factions guelfe et gibeline se sont presque éteintes en Italie. A Milan, les Visconti, après avoir longtemps lutté contre Venise pour empêcher ses conquêtes en terre ferme, laissent aux Sforza, famille d'aventuriers braves et heureux, un duché encore considérable, mais difficile à garder. Les Médicis s'étudient à calmer les agitations des Florentins pour leur faire goûter tous les fruits de la liberté, du culte des lois, de l'industrie et des lettres ; Pise et Livourne, au pouvoir de Florence, lui donnent les avantages des villes maritimes, sans l'exposer aux mêmes périls. Naples, qui a vu se renouveler, sous les princes de la maison de Duras, les anciennes luttes angevines, est enfin conquise par les Aragonais de Sicile : Alphonse, roi d'Aragon et des grandes îles de la Méditerranée, se rend digne

de régner sur des Italiens, par la protection qu'à l'exemple du pape et des Médicis il accorde aux beaux-arts.

Il domine à la fois les deux péninsules. La Navarre passe par un mariage sous l'influence de son fils dont l'ambition cause des luttes parricides. La Castille ne connaît plus que les guerres de la noblesse contre le roi. Les Portugais vont chercher sur la côte atlantique de l'Afrique des expéditions saintes et des courses d'aventures qui leur préparent un siècle de gloire et de prospérité commerciale.

Le siècle s'ouvre en France par un lamentable spectacle : la démente du roi, les intrigues et les perfidies de la reine Isabeau de Bavière, les rivalités sanglantes des deux maisons d'Orléans et de Bourgogne, toutes deux d'origine royale ; des massacres rendus pour des massacres au sein de Paris ; l'assassinat pour l'assassinat ; nos provinces au pouvoir de l'Anglais Henri V de Lancastre qui n'étant pas, comme son père, obligé de donner tous ses soins à s'affermir sur un trône usurpé, avait recommencé la guerre de France. La bataille d'Azincourt est complétée par le traité de Troyes. Le peuple de France, accablé de tous les fléaux, en proie aux soldats, aux seigneurs, aux impôts, à la famine, aux maladies contagieuses, n'abandonne pas le légitime successeur du pauvre roi. Charles VII doit le bonheur de recouvrer le royaume à l'héroïsme inspiré de Jeanne d'Arc, à la bravoure patriotique de la petite noblesse, bientôt même au duc de Bourgogne, chèrement racheté au parti national, et à l'argent de Jacques Cœur, qui fut ensuite exilé et dépouillé. La France sort de ses ruines par la ferme énergie du roi, qui ne fait grâce ni aux seigneurs traîtres ou cupides, ni au dauphin ambitieux. Au moment où les Anglais sont enfin chassés de nos provinces, ils s'agitent dans leur île au sein des factions nées de l'opposition des maisons de Lancastre et d'York qui, toutes deux, descendaient d'Édouard III.

Dans les États du nord, la rivalité de nations arme les Suédois contre le Danemark, auquel ils ne veulent pas rester soumis. Mais les Suédois auraient dû d'abord être unis entre eux pour échapper à la suprématie danoise. C'est plus qu'une question de suprématie qui, depuis près de deux siècles, s'agite entre les Russes et les Mongols de la grande horde ; le joug pèse sur les Slaves, gardiens d'une des portes de l'Europe.

À l'extrémité orientale du monde chrétien, l'existence même des Grecs est en question : les secours des Occidentaux, si souvent implorés, et achetés d'avance par une promesse de réunion des deux Églises, ont été moins utiles aux Paléologues que l'invasion des Mon-

gols conduits par le terrible Tamerlan. Mais après vingt années de désastres ou d'anarchie intérieure, les ottomans reparaissent jusqu'au nord de la Thrace, sur le Danube, et en Albanie ; si le Hongrois Jean Huniade et l'Albanais Scanderberg semblent invincibles, dans le port et sous les murs de Constantinople le nouveau sultan Mahomet II n'a affaire qu'à quelques milliers de Génois, et à des Grecs sans armes ou sans courage : le dernier empereur, Constantin XII, meurt du moins noblement ; Constantinople devient la capitale de la puissance ottomane établie en Europe.

Quelques récits d'histoire militaire ou ecclésiastique, et des travaux d'érudition ou de grammaire ferment l'âge byzantin sous la domination des Paléologues. Gemisthe Pléthon, et surtout Bessarion, son disciple, venus à Florence pour la réconciliation des deux Églises, y apportent le goût des lettres grecques. Dans la langue latine, la théologie s'honore des noms de Pierre d'Ailly, qui a écrit sur la réforme de l'Église, et de Gerson, une des grandes lumières de l'université de Paris et du concile de Constance, défenseur des principes gallicans, l'un des auteurs présumés de l'*Imitation de Jésus-Christ* ; il s'est occupé d'astrologie et a censuré trop sérieusement le *Roman de la Rose*. La littérature profane est cultivée surtout par Léonard Arétin, le Pogge et Guarin de Vérone : leur latinité a de la correction et de l'élégance, et n'est pas indigne quelquefois de celle des anciens ; la recherche, l'interprétation, ou la traduction des manuscrits perdus ou oubliés, des ouvrages historiques, des mémoires sur les événements publics du temps, des discours, des lettres, des satires prouvent leur goût et la fécondité de leur esprit.

La poésie italienne crée le genre fantasque et se plaît à la composition de sonnets. En France, l'historien Enguerrand de Monstrelet, moins habile et moins éclairé que Froissart, pâlit devant Alain Chartier, orateur et poète : cette bouche « de laquelle étaient issus tant de mots dorés » reçut un baiser de la dauphine Marguerite d'Écosse, belle-fille de Charles VII. Les poésies légères de Charles d'Orléans, le prisonnier d'Azincourt, ont du naturel et de la grâce, et sont empreintes d'un sentiment parfait de la mélodie ; mais il paraît étranger aux fortes émotions de l'âme. Les compositions des mystères, jouées par les acteurs de la passion de Jésus-Christ ; les moralités, les farces et les sotties, jouées par les clercs du palais, qui forment le corps de la basoche, entretiennent le goût du théâtre.

En Espagne, beaucoup de poètes de cour, trop érudits et maniérés ; le roi de Castille Jean II, son favori Alvarès de Luna, Mendoce, marquis de Santillane, donnent l'exemple. Déjà, au moyen de planches de bois solides, on était parvenu à

représenter des mots et des lignes d'écriture sur les cartes à jouer ; on avait imprimé des recueils d'images avec de courtes inscriptions, et des livres d'église ou d'école. L'idée des types mobiles, premier germe de la typographie proprement dite, est conçue avant 1440 par Guttemberg ; les caractères mobiles de fonte, inventés enfin soit par Guttemberg, soit par Fust, perfectionnés par Schœffer, sont employés pour la première fois par ces trois artistes à l'impression d'une Bible, commencée à Mayence vers 1450. Les premiers livres imprimés avec une date positive sont les psautiers de Mayence de 1457 et 1459, le traité de Durand sur les offices divins en 1459, le *Catholicon*, ou dictionnaire latin de Jean Balbi en 1460. En moins de vingt ans, Rome, Venise, la France, l'Angleterre et l'Espagne ont des imprimeries ; à la fin du siècle, on imprimera dans deux cents villes de l'Europe. Cette découverte est dans l'histoire de la civilisation humaine et des révolutions politiques et religieuses de l'Europe le véritable point d'arrêt entre le moyen âge et les temps modernes

CHRONOLOGIE.

1400.

Allemagne. — Les trois électeurs ecclésiastiques et le comte palatin du Rhin déposent Wenceslas et lui substituent un autre empereur (mai). Mort du nouvel élu. Le comte palatin Robert reçoit la couronne.

Angleterre. — Mort du premier grand poète anglais, Chaucer : ses productions ressemblent un peu à celles de Boccace. Sectaire de Wiclief, après avoir été persécuté sous Richard II, il était rentré en faveur à l'avènement des Lancastre, ses protecteurs.

Espagne. — En représailles des pirateries des Africains, Henri III de Castille envoie sa flotte occuper la position de Tétouan, sur la côte au sud de Ceuta.

France. — Les chroniques de Froissart s'arrêtent à l'an 1400 : Monstrelet, qui est né en Flandre, les continue de 1400 à 1453.

Grecs, Mongols et Turcs. — Le prince Jean refuse de livrer à Bajazet Constantinople, qu'il lui a

promise : Bajazet s'apprête à la conquérir. Mais les Mongols, à la sollicitation des Grecs et des émirs dépossédés par le sultan, s'élancent, en franchissant l'Euphrate, sur les terres ottomanes. Sivas (l'ancienne Sébaste), récente conquête de Bajazet, au bout de dix-huit jours de siège, est emportée d'assaut et saccagée par Tamerlan. — Les Mongols frappent aussi, en Syrie, les mameluks d'Égypte, affaiblis par les luttes intestines.

Italie. — Malgré le deuil de l'Église en proie au schisme, le jubilé attire à Rome un concours immense de fidèles sans distinction d'obédience.

1401.

Allemagne et Italie. — Expédition de l'empereur Robert pour enlever le Milanais à Jean Galéas Visconti. Venise, où il restera quatre mois, lui fait bon accueil, mais ne lui fournit pas d'armée.

Angleterre. — Incessantes révoltes de la noblesse pendant dix ans ; les Gallois reprennent les armes. —

Le comte de la Marche, Edmond Mortimer, descendant du deuxième fils d'Édouard III, Lionel de Clarence, est opposé à Henri IV.

Empire grec. — L'empereur Manuel Paléologue parcourt l'Europe pour solliciter des secours contre Bajazet.

Espagne. — Henri III de Castille diminue les impôts pour les gens de la campagne; il réprime la cupidité des juges et des agents du fisc.

Hongrie. — Le roi Sigismond est quelque temps prisonnier de ses sujets, les nobles de Hongrie.

Italie. — Le comte de Savoie, Amédée VIII acquiert le Génois. — Boucicaut, maréchal de France, envoyé à Gènes en qualité de gouverneur, y fait cesser le désordre par sa sévérité.

Mongols. — Tamerlan quitte la Syrie pour achever la conquête de l'Irak babylonien. Bagdad est pour la seconde fois détruite (9 août).

1402.

Allemagne. — L'ordre teutonique achète de Sigismond, margrave de Brandebourg, dont Josse n'est que l'engagiste, la partie de la Marche située au delà de l'Oder : l'ordre acquiert ainsi une voie de communication directe avec l'Allemagne.

Bohême et Pologne. — Wladislas Jagellon, roi de Pologne, refuse la couronne que lui offrent les Bohémiens révoltés.

Espagne et Sicile. — Martin le Jeune, fils du roi d'Aragon Martin l'Ancien, marié depuis onze ans à la reine de Sicile, règne seul après la mort de sa femme (mai).

France. — Lettres patentes du roi en faveur de la confrérie de la passion et de la résurrection de Notre-Seigneur : elle pourra donner en spectacle au peuple, les jours de fête religieuse, les drames appelés *mystères*; la représentation en durait souvent pendant plusieurs jours.

Italie. — Puissance de Jean Galéas Visconti. Il repousse les troupes de l'empereur; est accepté pour seigneur par Pérouse; bat, avec le concours de Gonzague de Mantoue, les armées confédérées de Florence et de Bologne. Jean Bentivoglio, seigneur de Bologne, est tué par ses sujets qui acceptent pour protecteur Jean Galéas. Florence est forcée d'accepter son alliance. Il est entouré d'artistes et de savants; il a favorisé l'agriculture et l'art militaire. A sa mort, son fils aîné, âgé de quatorze ans, lui succède à Milan; le second à Pavie, Verceil, Alexandrie, Tortone, Vérone et Vicence.

Mongols et Turcs. — Rencontre furieuse à Ancyre ou Angourri, dans l'Asie Mineure : trois jours de combat, défaite de Bajazet; il est fait prisonnier et traité avec honneur. Sa mort en captivité a donné lieu à la fable de la cage de fer. Les Mongols sont maîtres de l'Anatolie, ils passent à Pruse et à Nicée. — Anarchie dans l'empire ottoman : onze ans de luttes intestines entre les fils de Bajazet; les deux armées d'Europe et d'Asie ont chacune leur prétendant, l'un à Andrinople, l'autre à Pruse.

1403.

France. — La France accepte l'obédience du pape d'Avignon, Benoît XIII, mais en ne lui laissant qu'une autorité nominale sur l'Eglise.

Hongrie. — Le parti pontifical donne pour quelque temps la couronne au roi de Naples, Ladislas Duras.

Italie. — Le Français Boucicaut emploie contre les infidèles, sur les côtes de Phénicie, la flotte que les Génois destinaient à protéger Famagouste, qu'ils ont conquise dans l'île de Chypre : sac de Reyrouit où habitaient des marchands vénitiens; en représailles, le Vénitien Charles Zéno sort du port de Modon pour assaillir au passage des vaisseaux génois. Pendant plusieurs années Bou-

étant continue les incursions sur les côtes musulmanes. — Pertes des Visconti, quoique les jeunes fils du duc Jean Galéas aient pour régeus l'habile condottiere Jacques de Verme et Charles Malatesta, seigneur de Rimini : réveil des factions guelfe et gibeline. Bologne et Pérouse se donnent au pape; Siennne redevient libre; Parme, Plaisance, Reggio, Verceil, Novare le seront bientôt.

Mongols. — Tamerlan, auquel le roi de Castille a envoyé depuis 1393 des députés qui ont assisté au combat d'Ancyre, a répondu par une ambassade à ces propositions d'amitié : parmi les nouveaux députés qui viennent de la Castille, l'un d'eux, Ruy Gonzalès de Clavijo, a laissé un journal de son voyage.

Pologne. — Conquête du territoire russe de Smolensk.

1404.

Allemagne. — Confédération de princes d'Allemagne avec les rois de France et de Pologne pour rétablir l'empereur déchu Wenceslas. — Vigoureuse résistance des Ditmarses contre les comtes de Holstein; ce peuple qui occupe un pays fertile entre les embouchures de l'Elbe et de l'Eider, environné de digues et coupé de canaux pour le défendre des inondations, est cause en deux ans de la mort de deux comtes.

France. — Mort du duc de Bourgogne; Jean sans Peur, son fils, lui succède. — Le duc d'Orléans gouverne au nom du roi son frère. — Le roi de Navarre reçoit le duché de Nemours.

Italie. — Venise achète Vicence que le duc de Milan ne pouvait défendre contre François Carrare II. Celui-ci se fait proclamer seigneur à Vérone. — Le roi de Naples, Ladislas de Duras, s'immisce dans les affaires des Romains soulevés contre le pape.

Mongols. — Tamerlan retourne à Samarcande.

Pologne. — L'ordre teutonique

qui a déjà une partie de la marche de Brandebourg se fait céder par le roi de Pologne le duché de Samogitie; c'est l'époque de la plus grande prospérité de l'ordre; les villes qu'il possède en Prusse rivalisent par leur activité commerciale avec les grandes cités de la Baltique.

1405.

Danemark. — Marguerite se fait céder par la comtesse de Holstein presque tout le Slesvig comme gage de l'argent qu'elle lui prête.

France. — Désordres de la reine; rivalité des ducs d'Orléans et de Bourgogne; feinte réconciliation à Vincennes.

Italie. — Alliance de Venise et de Milan contre les Carrare. Les troupes vénitiennes prennent Vérone et Padoue. Carrare vient implorer la miséricorde du sénat qui le jette dans un cachot. — Amédée VIII de Savoie fonde l'université de Turin.

Mongols. — Tamerlan part pour la conquête de la Chine. Il meurt en route à Otrar, dans le Turkestan, à soixante et onze ans (1^{er} avril). Il a laissé la mémoire du conquérant le plus infatigable et le plus cruel. Richesse agricole et commerciale du pays de Samarcande où il résidait : les produits de toutes les parties du monde y affluaient.

1406.

Angleterre et Écosse. — Le roi d'Écosse, Robert III Stuart, qui redoute l'ambition de son frère, le duc d'Albany, meurtrier de son fils aîné, envoie en France son second fils Jacques : une tempête le jette sur la côte d'Angleterre, où il est retenu prisonnier pendant dix-huit ans. Douleur et mort du roi. Administration du duc d'Albany au nom de Jacques I^{er}.

Espagne. — Mort de Henri III de Castille. Il laisse un fils de moins de deux ans. Son frère Ferdinand refuse la couronne et respecte le droit

de cet enfant dont il administre, défend et agrandit le royaume.

France et Rome. — Le clergé de France, réuni à Paris, demande la convocation d'un concile général pour terminer le schisme. Le nouveau pape de Rome, Grégoire XII, écrit à Benoît XIII, le pape d'Avignon, au roi et à l'université de Paris pour les assurer de son désir de concorde : promesse sans effet.

Italie. — Le jeune duc de Milan, Jean-Marie Visconti, donne à Guido Torelli, le fief comtal de Guastalla que conservera sa maison. — Prise de Pise par les Florentins ; son port est barré par des chaînes : Florence dédaignera de s'en servir. — Atrocités du gouvernement vénitien : le conseil des Dix condamne à mort François II Carrare et ses deux fils ; ils sont étranglés.

1407.

France. — Jean sans Peur fait assassiner à Paris Louis, duc d'Orléans, frère du roi.

Italie. — La république de Gènes fait la conquête de Sarzane, à l'entrée de la Toscane. Le conseil de la république donne à la banque de Saint-George sa forme constitutive, qui en a fait un des solides appuis financiers de l'État. — La ville de Lépante, sur la côte nord-ouest du golfe du même nom (golfe de Corinthe), se livre aux Vénitiens qui dédommagent le prince de Morée.

1408.

Espagne. — C'est autour de Jaén que se concentrent les efforts des Castillans et des Maures de Grenade. Les chrétiens poussent jusqu'à Malaga. Le régent de Castille Ferdinand rend inutile l'intervention des vaisseaux africains de Tlemcen et de Tunis, appelés par le roi musulman d'Espagne.

France. — Valentine Visconti, veuve de Louis d'Orléans, demande justice du meurtre. Le docteur Jean

Petit ose en faire l'apologie au nom du duc de Bourgogne (mars) ; cependant Jean sans Peur est déclaré, par jugement, ennemi du roi et de l'État. Quand il a réduit les Liégeois, ses sujets rebelles, il revient triomphant dans la capitale où n'osent pas rester Charles VI et Isabeau.

France et Rome. — Benoît XIII excommunie tous ceux qui ne sont pas ses adhérents (16 mai) : déclaration de Charles VI et de l'université de Paris (21 mai) ; le maréchal de Boucicaut est chargé de s'assurer de sa personne ; il se sauve dans la Catalogne, sa patrie (juillet). Convocation d'un concile à Pise au nom de plusieurs cardinaux qui veulent rendre la paix à l'Église.

Italie. — Ligue de Milan, de Ferrare, de Mantoue, de Rimini contre Terzi, maître de Parme, et Ottoboni, maître de Reggio (mai) : l'armée confédérée est sous les ordres d'un nouveau condottière, Sforza Attendolo, fils d'un paysan de Cotignola en Romagne, dont les débuts ne sont pas triomphants. — Un traître, Paul des Ursins, livre Rome à l'ambitieux Ladislas de Duras (avril) qui n'y fait qu'un court séjour (juin). — Venise acquiert Patras : avec Patras et Lépante, elle domine le bassin des îles Ioniennes. Cent mille ducats lui donnent Zara, conquête du roi de Naples.

1409.

Angleterre. — L'assemblée ecclésiastique d'Oxford défend de traduire en langue vulgaire aucun texte de l'Écriture sainte.

Bohême. — Progrès de l'hérésie de Jean Huss, qui avait étudié à Oxford et connaissait les doctrines de Wiclef : il attaquait, avec la tolérance de la noblesse, du roi et de la reine, dont il était confesseur, le clergé, le pape, les indulgences et la communion sous une seule espèce. L'université de Prague, qui l'a élu recteur, se divise : quarante mille étudiants allemands et polonais se retirent des cours. Naissance de

l'Université de Leipsick. Il est excommunié; l'interdit est lancé par le pape contre la ville de Prague.

Danemark. — Commencement d'une longue guerre entre le Holstein et le Danemark au sujet du Slesvig, qui ne restera pas aux rois danois.

Espagne et Sicile. — Mort du roi de Sicile, Martin le Jeune : son père le roi d'Aragon, Martin l'Ancien, est accepté pour roi par les Siciliens.

France. — Toute-puissance du duc de Bourgogne, que la convention de Chartres semble avoir réconcilié avec la maison d'Orléans. Il fait juger par des commissaires et décapiter Jean de Montagu, surintendant des finances.

Italie. — Concile de Pise où se rendent, avec les cardinaux, les patriarches latins, les archevêques, évêques et abbés, les quatre généraux des ordres mendiants, les députés de plusieurs universités, surtout de celle de Paris, trois cents docteurs en théologie et en droit, des ambassadeurs de rois et de seigneurs (mars). Déposition des deux papes (5 juin); élection d'Alexandre V (26 juin). Mais Grégoire XII retiendra pendant cinq ans encore le titre de pape; Benoît XIII ne l'abandonnera qu'avec la vie. La réforme de l'Eglise est ajournée à un prochain concile indiqué pour dans trois ans. Le concile reconnaît le titre de roi de Naples à Louis II d'Anjou (27 juillet); le titre d'empereur à Wenceslas, le prince déchu. — La perfidie de Sforza cause la mort violente des seigneurs de Parme et de Reggio (27 mai): les deux villes subissent le marquis de Ferrare pour maître (27 juillet). — Pendant que Boucicaut gouverne Milan, dont les habitants l'ont appelé, Gènes renonce au protectorat de la France et accepte la tutelle du marquis de Montferrat. — Les troupes pontificales chassent de Rome l'armée de Ladislas de Duras.

1410.

Allemagne. — La mort de l'em-

pereur Robert donne lieu à la rivalité des deux frères, Wenceslas et Sigismond, et de leur neveu Josse de Luxembourg, marquis de Moravie, margrave de Brandebourg.

Espagne. — Le roi d'Aragon et de Sicile meurt en Sardaigne, sans laisser d'héritier. Il est le dernier roi issu des anciens comtes de Barcelone, dont la dynastie a commencé en 1137. Deux ans d'anarchie; cinq concurrents. — Le refus du tribut et de l'hommage par le roi maure de Grenade, Yousouf, amène les Castillans sous les murs d'Antéquera, au nord ouest de Malaga, qui capitule au bout de six mois. Yousouf tous les deux ans renouvellera la trêve avec les chrétiens.

France. — Factions armées des Bourguignons et des Armagnacs: le jeune duc d'Orléans a épousé la fille du comte d'Armagnac; Paris et la France se partagent entre eux. La corporation des bouchers à Paris se met au service de Jean sans Peur; les princes du sang se sont ralliés au parti d'Orléans.

Italie. — Louis II d'Anjou, le compétiteur de Ladislas de Duras au trône de Naples, est reçu à Rome.

Pologne. — Les Polonais et les Lithuaniens combattent en Prusse les chevaliers teutons, qui éprouvent un grand désastre.

1411.

Allemagne. — Mort de Josse de Moravie; désistement de Wenceslas: Sigismond est seul empereur. — Sigismond fait gouverner par le burgrave de Nuremberg, Frédéric, prince de la maison de Hohenzollern qui a déjà deux siècles et demi de durée, le margraviat de Brandebourg qu'il lui vendra en 1415. — Comme roi de Hongrie, il revendique Zara aux Vénitiens; guerre de deux ans.

Italie. — Victoire inutile de Louis II d'Anjou à Rocca-Secca ou Ponte-Corvo, près du Garigliano.

Suisse. — Appenzell, menacé par

l'abbé de Saint-Gall qui prétendait à une domination tyrannique sur la cité et par la maison d'Autriche, forme un traité réciproque de bourgeoisie perpétuelle avec sept cantons helvétiques.

1412.

Danemark, Norvège et Suède.—Mort de Marguerite la Grande. Ses qualités héroïques ; sa libéralité envers l'Église ; fautes de sa vie privée. — Eric le Poméranien, qui lui succède, est sans vertu et sans habileté. Il partage ses faveurs dans les trois royaumes entre des Danois et des Allemands.

Espagne.— Neuf juges, chargés de décider souverainement de la question de succession aux trônes d'Aragon et de Sicile qui désormais restent unis, font roi Ferdinand le Juste, né de Jean I^{er}, roi de Castille, et d'une princesse aragonaise (Juin). — Il renonce à la régence de Castille.

France.— Honteuses promesses faites par le parti armagnac aux Anglais dont il reçoit les secours (mai) : il s'aliène ainsi la nation et le roi.

Italie.— Jean-Marie Visconti meurt assassiné (mai) ; il n'est regretté ni de son frère Philippe-Marie, qui réunira toutes les possessions de Milan, ni de ses sujets. — Mort opportune de Facino Cane, qui avait usurpé Vercell, Alexandrie, Novare, Tortone et Pavie. — Fondation d'une université à Parme.

Orient.—Lutte de Chypre et des musulmans de Syrie, que protège mal le gouvernement central de l'Égypte, épuisé par les discordes.

Turcs.— Malgré leurs rivalités intérieures, les Turcs, sous Musa, font éprouver un grand désastre à l'empereur Sigismond, près de Sémeudria, en Serbie, sur le Danube.

1413.

Angleterre.—Mort de Henri IV. Son fils Henri V renonce à la vie de plaisir et saisit énergiquement la direction des affaires.

France.— Horreurs commises à Paris par la faction de Bourgogne avec l'aide des Cabochiens. Ordonnance inutile pour la réforme du royaume, préparée par l'Université.

Italie.— Un concile à Rome condamne les écrits de Wiclef.

Turcs.— Mahomet I^{er}, troisième fils de Bajazet, est reconnu sultan par les Ottomans : il rétablit l'empire ébranlé. Respecté de ses voisins, il vécut en paix avec l'empereur Manuel.

1414.

Angleterre.— Le roi arrête les effets d'une conspiration formée en faveur du comte de March, descendant du second fils d'Édouard III.

Danemark.— Les perfidies du roi du Nord, Eric, raniment pour vingt et un ans la lutte avec le Holstein à propos du Stesvig.

France.— Charles VI marche contre le duc de Bourgogne ; mais il lui accorde la paix devant Arras. — Au siège de cette ville, on fait usage pour la première fois des arquebuses, qu'on appelait canons à main.

Italie.— Le comte de Savoie a réduit à l'obéissance féodale le marquis de Saluces. Il ne peut en obtenir autant du duc de Bourbon, nouveau seigneur de Dombes et de Beaujolais, dans le voisinage de ses possessions de la Bresse et du Bugey. — Expédition infructueuse de l'empereur Sigismond en Lombardie. — Au règne de Ladislas, fort agité par des guerres d'ambition, succèdent les scandales et les intrigues honteuses de la cour de Jeanne II, sa sœur. Louis II d'Anjou ne renouvelle pas la guerre de dynastie.

Rome.—Sur la demande de l'empereur, Jean XXIII se résigne à convoquer le concile de Constance, qui est le dix-septième concile général (nov.). Les pères décident d'abord, malgré le pape, qu'ils opineront par nations et non par têtes ; les députés et les docteurs laïques y auront voix déli-

bérative. L'hérétique Jean Huss est emprisonné malgré un sauf-conduit de l'empereur.

1415.

Angleterre. — Le roi fait mourir Richard I^{er}, comte de Cambridge dont le père était le quatrième fils d'Édouard III.

Angleterre et France. — Descente des Anglais en Normandie, par l'embouchure de la Seine (août). Pendant qu'épuisés ils retournent vers Calais, ils rencontrent à Azincourt, dans le comté de Saint-Pol, l'armée royale de France, qui éprouve un affreux désastre (25 octobre).

Portugal. — Conquête de Ceuta, asile des corsaires d'Afrique. — L'infant don Henri établit dans les Algarves, au village de Sagres, une académie nautique, où sont dressées des cartes planes comme en avaient déjà fait les Catalans.

Rome. — Jean XXIII renonce au pontificat (2 mars). Il s'enfuit furtivement de Constance (23 mars). Le concile se déclare supérieur au pape, même en ce qui concerne la foi (30 mars et 5 avril). Il prononce une sentence contre Jean XXIII comme contumace et le dépose (14 mai). Jean restera quatre ans prisonnier près de Constance. Grégoire XII, l'ancien pape de Rome, envoie son abdication régulière (4 juillet). Sigismond ne peut décider Benoît XIII à abdiquer; du moins il détachera de lui les cours d'Espagne en venant à Perpignan traiter avec leurs députés (nov.). — Les erreurs de Wicel sont condamnées dans la septième session (2 mai). — Dans la quinzième, les livres de Jean Huss sont condamnés au feu; lui-même est dégradé (6 juillet) et livré à des magistrats qui, en violant toutes les lois, le font mourir sur le bûcher. Son supplice est le signal de la guerre religieuse en Bohême. — Gerson, chancelier de l'Église et de l'université de Paris, siège au concile.

Russie. — La nomination d'un

métropolitain de la Russie par Wasili II lui allène Novogorod qui ne veut reconnaître que la juridiction de son archevêque.

Suisse. — La ligue helvétique s'autorise d'un ban prononcé par le concile de Constance et par l'empereur contre le duc Frédéric d'Autriche, qui a favorisé l'évasion de Jean XXIII, pour le dépouiller du territoire fertile de Baden à quatre lieues de Zurich, de l'Argovie et de la Thurgovie. Schaffhouse, ville d'Helvétie, paye à l'empereur six mille florins pour être affranchie de la domination autrichienne.

1416.

Allemagne, Angleterre et France. — Après avoir reçu de grands honneurs à Paris, l'empereur se fait l'allié de l'Angleterre contre la France : il espère recouvrer les provinces du royaume d'Arles.

Bohême. — Jérôme de Prague, disciple de Jean Huss, est brûlé à Constance (30 mai).

Espagne. — Le fils de Ferdinand le Juste, Alphonse, lui succède en Aragon et en Sicile.

1417.

Allemagne et Italie. — Au retour de Paris, l'empereur vient à Chambéry ériger en duché le comté de Savoie et Piémont (février). — A Constance, du consentement des électeurs et des princes de l'empire, il donne à Frédéric de Hohenzollern l'investiture du margraviat électoral de Brandebourg (avril). — Il fait déclarer Benoît XIII contumace, schismatique, hérétique, déposé et privé de toute dignité (26 juillet). Dans la quarante et unième session du concile, on propose l'élection d'un nouveau pape (11 novembre); l'empereur ne peut pas obtenir qu'on réforme d'abord l'Église. Election d'un Romain, Othon Colonna, qui s'appela Martin V.

France. — La rupture ouverte

de Charles VI avec Isabeau qu'il fait enfermer à cause de ses débauches, et l'inimitié déclarée du dauphin Charles pour sa mère, compliquent les désordres de la France.

Portugal.— Deux Portugais, naviguant vers le sud-ouest de l'Afrique, sont jetés à la côte de Porto-Santo, une des îles Madère. Sur l'emplacement des immenses forêts incendiées, l'enfant don Henri fit planter des cannes à sucre de Sicile et des vignes de Chypre.

1418.

France.— Paris est au pouvoir des agents sanguinaires du parti bourguignon; le sang des Armagnacs est versé dans les rues et dans les prisons. Atroce célébrité du bourreau Capeluche. — Progrès des Anglais en Normandie; Rouen est attaquée (26 août). — Le dauphin Charles, qui prend le titre de régent, transfère à Poitiers les membres fidèles du Parlement et de l'Université (2 sept.).

Italie.— Le duc de Milan fait décapiter sa femme sur un faux soupçon d'adultère (août). — Carmagnole, soldat de fortune au service du duc de Milan, soumet Plaisance. — Le duc de Savoie, Amédée VIII, recueille l'héritage de la branche comitale de Pléinont.

Rome.— Après la quarante-cinquième session, la clôture du concile a été prononcée par Martin V (22 avril). Les débats prolongés pendant trois ans ont profondément ébranlé le respect des peuples pour la papauté, sans produire d'utiles réformes.

Sicile.— Alphonse d'Aragon exclut les étrangers, à moins d'une résidence de douze années, de la possession des bénéfices ecclésiastiques en Sicile et en Sardaigne.

1419.

Angleterre et France.— Rouen est prise par Henri V (13 janvier); le vaillant maire Alain Blanchard, trop pauvre pour payer sa rançon, a la tête

tranchée. Conférences du duc de Bourgogne avec le roi d'Angleterre et Isabeau de Bavière (mai). Prise de Pontoise par les Anglais (28 juillet); Henri V renouvelle ses prétentions au trône de France. Le dauphin Charles fait assassiner Jean sans Peur à l'entrevue du pont de Montereau (10 sept.).

Bohême.— Le chef des Hussites, Jean Ziska avec quarante mille hommes pénètre dans Prague où il massacre les sénateurs (août). — Mort de Wenceslas. L'empereur Sigismond, son frère, lui succède, et continue la guerre contre les Hussites.

Italie.— Carmagnole soumet Bergame pour Philippe-Marie Visconti.

1420.

Allemagne et Bohême.— Sigismond, avec une armée de croisés, assiège inutilement Prague; les Hussites lui permettent cependant d'entrer dans la ville pour se faire couronner.

Angleterre et France.— Le traité de Troyes conclu par Charles VI avec Henri V, déshérite le dauphin au profit du roi d'Angleterre qui est déclaré régent et héritier de la couronne de France (21 mai); Henri V doit épouser la fille de Charles VI (2 juin). Il se fait remettre le Louvre, la Bastille, Vincennes. Sens, Montereau et Melun sont occupées par les Anglais.

Espagne.— Les deux infants d'Aragon, beaux-frères du roi de Castille Jean II, disputent la direction des affaires au favori du roi, don Alvarès de Luna; discordes, et bientôt guerre entre la Castille et l'Aragon. — Les Génois défendent la Corse contre les Aragonais.

Italie.— François Carmagnole donne par son épée au duc de Milan Crémone, Parme et Brescia. — Adoption du roi d'Aragon par Jeanne II de Naples; il reçoit le titre de duc de Calabre, affecté à l'héritier présomptif de la couronne; il lui envoie des se-

cours contre Louis III d'Anjou, qui, depuis trois ans, a succédé aux prétentions de son père. Le condottiere Braccio de Montone, seigneur de Pérouse, combat pour Alphonse contre Sforza Attendolo qui s'est mis au service du duc d'Anjou. — Venise enlève, après trois ans de guerre, le Frioul au patriarche d'Aquilée. — A Florence, congrès d'architectes, que Brunelleschi consulte pour la coupole de la cathédrale.

1421.

Angleterre et France. — Sept mille Écossais se mettent à la solde du dauphin. Combat de Baugé en Anjou. Les Anglais prennent Dreu, Beaugenci, et assiègent Meaux.

Bohême. — Une assemblée ecclésiastique, tenue à Prague par les Calixtins, qui veulent communier sous les deux espèces en se servant du calice, autorise ce mode de communion, que réprouvent les usages de l'Eglise romaine.

Italie. — Philippe-Marie Visconti charge Carmagnole d'attaquer Gènes. Pour subvenir aux dépenses publiques, Gènes vend le port toscan de Livourne aux Florentins qui acquièrent ainsi tous les avantages d'un grand état maritime. — Incapable de résister aux forces milanaïses, le doge Th. Frégoso renonce à la dignité ducal (nov.). Gènes se soumet : Carmagnole en a le gouvernement.

Tures. — Après une expédition contre les Valaques, mort du sultan Mahomet I^{er}. Amurat II, son fils, lui succède. Chute d'un prétendant, que soutenait Constantinople.

1422.

Allemagne. — La maison de Misnie obtient la terre électoral de Saxe.

Angleterre et France. — Mort de Henri V (31 août) et de Charles VI (22 oct.). — Henri VI, enfant de dix mois, né de la fille de Charles VI et de Henri V, est proclamé roi d'An-

gleterre et de France. Le dauphin Charles prend la couronne à Poitiers. — Deux oncles de Henri VI gouvernent ; l'un, le duc de Gloucester, l'Angleterre ; l'autre, le duc de Bedford, la France. Bedford continue la conquête de la France avec le duc de Bourgogne.

Bohême. — Les Hussites offrent la couronne à un neveu du duc de Lithuanie ; il troublera cinq ans la Bohême.

Pologne. — Pendant les guerres de l'ordre teutonique contre la Pologne, le grand maître ne peut contenir dans le devoir les chevaliers rebelles.

Portugal. — L'ère chrétienne est substituée à l'ère d'Auguste.

1423.

Angleterre et France. — Les Français et les Écossais sont vaincus à Crevant-sur-Yonne.

Espagne. — La mort d'Yousouf, qui a régné quinze ans en faisant le bonheur de ses peuples, ouvre pour le royaume de Grenade une ère d'anarchie et de désastres.

Grecs et Tures. — Pour punir Manuel des secours fournis au prétendant, Amurat II ravage avec cent cinquante mille hommes la Thrace, la Thessalie et la Macédoine ; il assiège Constantinople, qu'il effraye par l'usage du canon, jusqu'alors inconnu en Orient. — La cour de Constantinople lui suscite un autre rival dans un de ses frères, âgé de neuf ans, qu'une faction proclame à Nicée. Amurat renonce au siège de Constantinople (6 septembre) ; et, pour ne plus craindre de concurrent, fait étrangler tous ses frères.

Italie. — Jeanne II redoute l'ambition de son fils adoptif, le roi d'Aragon, qui avec ses troupes enveloppe Naples et menace de la retenir elle-même prisonnière ; elle adopte à sa place Louis III d'Anjou. — A Venise, mort du doge Thomas Mocénigo ; sous son règne a été commencée la biblio-

thèque de Saint-Marc. Jean Auruspale Sicilien apporte à Venise 230 volumes, dont les œuvres de Platon, Plotin et Proclus. — Désormais, pour l'élection du doge, on ne demande plus l'approbation du peuple.

Orient. — Le roi de Chypre, avec une flotte, insulte le chef mameluk jusque dans le port d'Alexandrie.

1424.

Angleterre et France. — Défaite des Français et des Écossais à Verneuil en Normandie; les Anglais occupent le Maine.

Bohême. — Après la mort de Ziska, les Hussites auront pour chefs les deux Procope.

Écosse. — Jacques I^{er} Stuart, prisonnier à la tour de Londres depuis dix-huit ans, obtient sa liberté, moyennant rançon, du régent d'Angleterre.

Orient. — Le sultan d'Égypte se venge du roi de Chypre par la prise et le pillage de Famagouste.

Rome. — Benoît XIII meurt en Espagne, âgé de près de quatre-vingt-dix ans, ayant jusqu'au bout gardé le titre papal qu'il a reçu en 1394.

1425.

Empire grec. — Mort de l'empereur Manuel. Il a fait fermer l'entrée de la Morée, dans la largeur de l'isthme, par un mur dit hexamille.

Espagne. — Mort de Charles III le Noble; les États de Navarre consentent à partager la royauté entre sa fille Blanche et son gendre Jean II, frère du roi d'Aragon.

France. — Charles VII fait comblable Richemont, le frère du duc de Bretagne (novembre); agitations stériles de la petite cour du roi à Bourges ou à Chinon.

Italie. — Le marquis de Ferrare fait décapiter sa femme et son fils naturel convaincus d'adultère (mars).

Russie. — Mort de Wasili II; son fils Wasili III a dix ans: ambi-

tion du prince d'Hallez, oncle du jeune prince.

1426.

Bohême. — Les Hussites conduits par un prêtre de Moravie, Bodric, se jettent sur les terres catholiques de la Silésie.

Espagne. — Le roi de Castille cède aux instances des grands, et éloigne don Alvarès de Luna qu'il rappellera bientôt.

Italie. — Ligue contre le duc de Milan. Venise, Florence, le marquis de Montferrat, Ferrare, le duc de Savoie, Alphonse d'Aragon, le seigneur de Mantoue, lui opposent François Carmagnole, maintenant à la solde des Vénitiens. Philippe-Marie se défend avec François Sforza, fils de Sforza Attendolo, le comte de Guastalla, brillant condottiere, et Nicolas Piccinino de Pérouse. Défense héroïque de la ville de Guastalla par Orsina Visconti, femme de Gui Torelli. Le duc de Savoie sera détaché de la ligue par la cession du territoire de Vercell.

Orient. — Une grande expédition maritime met à la merci des mameluks l'île de Chypre qui est entièrement dévastée; le roi chrétien est fait prisonnier, et n'obtiendra la liberté l'année suivante qu'en s'engageant à un tribut annuel.

1427.

Allemagne. — Frédéric, électeur de Brandebourg, vend ses droits de burgraviat à la ville de Nuremberg; il lui reste encore des domaines considérables en Franconie.

Angleterre et France. — Trois favoris se succèdent à la cour de Charles VII; l'influence donnée à La Trémouille décide la retraite de Richemont. Dunols, bâtard d'Orléans, et La Hire ont défendu Montargis contre les Anglais.

Italie. — Carmagnole enlève au duc de Milan pour les Vénitiens les territoires de Bergame et de Crémone.

1428.

Angleterre et France. — Les Anglais tentent de forcer la ligne de la Loire et assiègent Orléans (octobre). Belle défense de la population, soutenue par quelques chevaliers qui ne sont pas de haut lignage.

Espagne. — Don Alvarès de Luna aide la Castille à secouer la tutelle de la faction aragonaise : trois ans de guerre contre les trois frères de la reine, l'infant don Henri, le roi d'Aragon, et Jean roi de Navarre; Alvarès s'affermir dans le pouvoir. — Une sœur de ces princes épouse l'héritier du Portugal, âgé alors de trente-sept ans. — La race de Ferdinand le Juste domine tous les États chrétiens de la péninsule.

Italie. — Par la médiation du pape, le duc de Milan traite avec Venise et Florence (avril); les Vénitiens gardent leurs conquêtes. La paix sera de courte durée. — Malgré les services rendus à Philippe-Marie Visconti, François Sforza, accusé de conspirer avec les Génois alors soulevés, échappe avec peine à une sentence de mort. — A Florence, mort de Jean de Médicis, chef d'une famille plébéienne, enrichie par le commerce, aimée de tous, surtout des pauvres, à cause du noble emploi qu'elle faisait de sa fortune, et honorée plusieurs fois des premières charges de la république; il a mérité le surnom de Père des pauvres. Il a fondé sur ses vertus et sur son dévouement à la patrie l'influence de sa maison, qui ne porte pas atteinte aux institutions républicaines.

1429.

Angleterre. — Pour l'élection des chevaliers de comté qui doivent siéger à la chambre des communes, un statut royal limite les droits électoraux aux francs tenanciers qui ont un revenu annuel de quarante schillings.

Angleterre et France. — Livrée à l'étranger par une partie de

la haute noblesse, la France sera sauvée par une enfant du peuple. Jeanne d'Arc, née de pauvres villageois de Domremy, près de Vaucouleurs en Lorraine. Elle obéit aux voix qui lui commandent d'aller vers Charles VII (fév.). Elle fait entrer des troupes dans Orléans (avril), et force les Anglais à lever le siège (mai) et conduit Charles à Reims, où il est sacré (juil.). On la retient malgré elle à l'armée. — Le concile de Paris régle avec plus de sévérité les devoirs et les mœurs des ecclésiastiques, des moines et des chanoines réguliers, la célébration du dimanche, etc., et réprime les impiétés qui se commettent dans les églises, à la fête des fous et à la fête de l'Âne (mars, avril). — Le duc de Bourgogne institue l'ordre de la toison d'or à Bruges.

1430.

Angleterre et France. — La Pucelle d'Orléans, au siège de Compiègne, est prise par le comte de Ligny-Luxembourg, qui la vend honteusement aux Anglais (mai).

Italie. — La tentative de Florence sur Lucques arme de nouveau contre la république le duc de Milan qui attire dans son alliance les Siennois. Florence sera soutenue par les Vénitiens.

1431.

Allemagne, Italie et Rome. — Malheurs de Venise et de ses alliés dans la guerre contre Milan : Carmagnole se laisse tromper et battre Soncino, par François Sforza, général de l'armée milanaise (17 mai); la marine génoise au service de Milan bat les Vénitiens sur le Pô, près de Crémone (23 mai), mais est moins heureuse dans la Méditerranée; le marquis de Montferrat est dépouillé par les généraux de Visconti. — A Rome, lutte sanglante des Ursins et des Colonna : ceux-ci, parents du dernier pape, Martin V, sont persécutés avec cruauté par Eugène IV qui doit le pouvoir aux Ursins. —

Il autorise la réunion du dixième concile général, pour réformer l'Eglise dans son chef et dans ses membres, et travailler à réunir l'Eglise grecque à l'Eglise latine. — L'empereur Sigismond se fait couronner roi à Milan (nov.). — Une assemblée ecclésiastique, tenue par l'archevêque de Mayence, fait un résumé des griefs de l'Eglise d'Allemagne, qui seront présentés au concile général (nov.). — Ouverture du concile général, à Bâle, sous la présidence du cardinal Julien Césarini; première session (14 déc.). Le pape ayant entrepris deux fois de dissoudre le concile, les pères du concile, comme à Constance, se déclarèrent supérieurs au pape.

Angleterre et France. — Les Anglais font juger Jeanne d'Arc (janvier); des Inquisiteurs condamnent la sainte fille au supplice du feu comme hérétique relapse; elle est brûlée à Rouen (30 mai). Sacre du jeune Henri VI, à Notre-Dame de Paris (17 déc.). — Agnès Sorel paraît à la cour de Charles VII. — Création de l'université de Poitiers.

Espagne. — Fin des guerres intestines en Castille. Guerre contre les Maures : journée triomphante des Figuiers, près de Grenade, sur le penchant du mont Elvire; victoire stérile.

1432.

Italie. — Le roi d'Aragon fait de nouveaux efforts pour conquérir le royaume de Naples. — L'héritier présomptif du duc de Savoie épouse Anne de Lusignan, du sang royal de Chypre. — Carmagnole soupçonné de trahison par les Vénitiens, est jeté en prison, soumis à la torture et décapité (5 mai).

Pologne. — La Lithuanie, usurpée pendant deux ans par un frère de Jagellon, après la mort de Vitold son cousin, passe à un autre frère du roi de Pologne; elle reste séparée du territoire polonais.

Portugal. — Découverte des îles

Açores, reconnues successivement de 1432 à 1457.

1433.

Allemagne, Italie et Rome. — Paix entre le duc de Milan, Venise et ses alliés (avril). Le marquis de Montferrat ne rentrera pas dans tous ses domaines. — Couronnement impérial de Sigismond, à Rome, des mains d'Eugène IV (mai). — Il donne la dignité de marquisat à la maison de Gonzague, de Mantoue (sept.). Eugène IV approuve le concile de Bâle; ses légats jurent d'en garder les décrets et d'observer aussi ceux de Constance qui mettent le concile au-dessus du pape (décembre). — Côme l'Ancien, fils de Jean de Médicis, par l'influence des Albizzi et des Strozzi, est exilé pour cinq ans.

Bohême. — Le concile de Bâle accordant la communion sous les deux espèces, la majeure partie des Hussites, les Calixtins, se réconcilièrent avec Sigismond.

Danemark et Suède. — La noblesse suédoise se révolte contre Éric le Poméranien, qui soutient le despotisme des gouverneurs danois.

Portugal. — Le Portugais Gillanez franchit le premier le cap Bojador, qui avait été jusque-là le terme ordinaire des navigations, sur la côte occidentale d'Afrique.

1434.

Bohême. — Grand désastre des Hussites (mai); réduction des sectaires.

Italie. — Mort de Louis III d'Anjou; Jeanne II de Naples est à la merci du roi d'Aragon. — Le duc de Savoie, Amédée VIII, se fait ermite. — Rappel de Côme de Médicis à Florence : l'Industrie, les arts, les sciences, les lettres, l'Eglise se ressentiront de sa libéralité pendant trente ans, jusqu'à sa mort; il ne change rien à la forme du gouvernement.

Pologne. — Trêve de douze ans

entre la Pologne et les chevaliers teutons. — Mort de Wladislas Jagellon à quatre-vingts ans. L'élection de son fils aîné, âgé de dix ans, Wladislas VI, est longtemps débattue.

1436.

Angleterre et France. — Le congrès d'Arras travaille à réconcilier la France avec l'Angleterre, le concile de Bâle avec le pape. — La paix y est signée seulement entre le duc de Bourgogne, et Charles VII (21 sept.). Mort de la reine Isabeau de Bavière (30 sept.). Mort de Bedford à Rouen (14 déc.).

Danemark et Suède. — L'archevêque d'Upsal promet au nom d'Éric le redressement des griefs; l'union de Calmar est encore confirmée par la diète de Stockholm (novembre). — Éric est forcé de renoncer aux prétentions de la couronne danoise sur le Slesvig, pour avoir la paix avec le comte de Holstein.

Espagne. — Le roi de Castille reprend la guerre contre les Maures de Grenade; ils sont attaqués quatre ans au cœur de leur pays.

Italie et Rome. — La vingt et unième session du concile de Bâle abolit les annates, malgré l'opposition des légats du pape (juin). — Mort de Jeanne II de Naples (février) : elle a institué pour son héritier le frère de Louis III, René d'Anjou. Alphonse V d'Aragon continue la conquête : expédition contre Gaète que défendent le duc de Milan et Gènes; bataille navale, où il est pris avec ses frères, le roi de Navarre et l'infant don Henri (5 août). — La générosité du duc de Milan à l'égard de ses captifs, renvoyés sans rançon, fait perdre aux Génois tout le fruit de la victoire due à leur flotte. Ils se soulèvent (12 déc.), et rétablissent le dogat national.

Turcs. — Amurat attaque le despotisme de Servie; et prend sa capitale Sémendria : le vaincu met la forte place de Belgrade sous la protection des Hongrois.

1436.

Angleterre, Écosse et France. — Paris se rend à Charles VII (avril).

Bohême. — Sigismond, après seize ans de guerre contre les Hussites, fait sa rentrée solennelle à Prague (23 août).

Italie et Rome. — Les pères de Bâle, dans la vingt-troisième session, rappellent les termes de la profession de foi d'Eugène IV, qui reconnaît tous les conciles généraux, particulièrement ceux de Constance et de Bâle (24 mars). Ils demandent la réduction du nombre des cardinaux à vingt-quatre; les cardinaux seront pris dans toutes les parties du monde chrétien. Ils abolissent les grâces expectatives, les mandats et les réserves de bénéfices, que s'attribuaient les papes. — Le Vénitien André Bianco dessine sur une carte qui est conservée dans la bibliothèque de Saint-Marc, une terre carrée et longue, Antillia, à l'ouest des îles Canaries; c'étaient peut-être les Açores qu'on prenait pour les îles placées en avant des Indes dans la description de Marco Polo.

1437.

Écosse. — Jacques I^{er} est assassiné par son oncle, qui sera puni par un horrible supplice. La minorité d'un enfant de six ans, Jacques II, renouvelle les discordes civiles.

France. — Établissement d'une cour des aides pour le Languedoc, le Rouergue, le Quercy et la Guyenne (avril). — Pour fêter l'entrée solennelle de Charles VII à Paris, toutes les rues ont des théâtres, où l'on joue les mystères de la religion (nov.); l'un d'eux représentait le combat des sept péchés capitaux contre les trois vertus théologiques et les quatre cardinales. — Famine à Paris, 1437-39.

Italie et Rome. — Débat contradictoire entre les pères du concile de Bâle et les légats du pape, dans la vingt-cinquième session, quand il s'agit de déterminer l'endroit où devra se tenir un nouveau concile en

faveur de la réunion des Grecs (mai). — Dans la vingt-sixième session, la plus grande partie des pères du concile de Bâle somment le pape de venir rendre compte de sa conduite (juillet). Dissous par un décret pontifical, le concile continue de s'assembler. Dans la vingt-neuvième session de Bâle, le pape est déclaré contumace (octobre).

Portugal. — Suite désastreuse d'une expédition contre les Africains de Tanger : le roi de Fez exige la cession de la place de Ceuta ou la remise d'un des fils du roi comme otage.

1438.

Allemagne. — Après la mort de l'empereur Sigismond, son gendre, Albert II d'Autriche, reçoit les couronnes héréditaires de Hongrie (janvier), de Bohême (mai) et la couronne élective d'empire (juin); les Hussites lui opposent encore en Bohême un prince polonais. — Diète impériale de Nuremberg : règlements de paix publique; division de l'Allemagne en cercles; réforme de la procédure inique, suivie par les tribunaux de la Sainte-Vehme, dont les sentences sans appel et exécutées sur le champ rendaient redoutable dans toutes les parties de l'empire, l'autorité des grands-juges (juillet). — Les électeurs, réunis à Francfort, ont déclaré vouloir rester neutres entre les pères de Bâle et le pape : Albert cependant approuve le concile de Bâle.

France. — Pragmatique sanction décrétée dans l'assemblée de Bourges (7 juillet) : conformément aux doctrines du concile de Bâle, elle abolit les droits fiscaux de la cour de Rome, et rétablit les élections canoniques. L'année suivante, elle sera enregistrée par le parlement et acceptée par tous les corps de l'Etat.

Italie. — Dans une nouvelle guerre avec le duc de Milan, Venise s'attache le marquis de Ferrare par la cession de Rovigo et de toute la Poësie entre le bas Adige et le bas

Pô. Elle a encore pour alliés Gènes et Florence. — René d'Anjou est reçu avec acclamations à Naples (mai).

Portugal. — Avènement d'un enfant de six ans, Alphonse V, sous la tutelle de son oncle, second fils de Jean I^{er} d'Avis (septembre).

Rome. — Les pères de Bâle concèdent aux Bohémiens la communion sous les deux espèces (8 janvier). — Première session du concile de Ferrare, réuni malgré les pères de Bâle (10 janvier). — Vingt et un prélats grecs et Jean II Paléologue s'y rendent pour discuter la réunion des deux Églises (février et mars). Le pape préside la deuxième session. — Les pères du concile de Bâle sont excommuniés.

Russie. — Wasili III se tourne contre son bienfaiteur le khan Mahmet; mais les Tartares fortifient leur position de Kasan sur le Volga.

1439.

Allemagne. — Mort d'Albert II, qui marchait contre les Turcs.

Danemark et Suède. — Soulevement contre le roi Éric, qui est entouré d'officiers allemands : les Danois offrent la couronne à son neveu Christophe de Bavière; en Suède Charles Canutson est à la tête de la noblesse. La Norvège seule est dévouée à Éric. Il se retire dans l'île de Gothland.

Espagne. — En Castille, nouvelles cabales contre Alvarès de Luna; le roi le renvoie.

France. — Aux états d'Orléans, est préparée une ordonnance de réforme pour l'armée et les finances.

Rome. — Eugène IV transfère le concile de Ferrare à Florence (10 janvier). Une nombreuse assemblée ecclésiastique, tenue à Mayence par des représentants de l'Allemagne, de la France, de la Castille, de Milan et de divers États qui n'avaient pas de députés à Florence, reçoit les décrets du concile de Bâle, excepté ceux qui ont été faits contre le pape (mars).

Les pères du concile de Bâle déposent Eugène IV (25 juin). — Après de vives disputes entre l'empereur grec et le cardinal Julien Cesarini, principalement touchant la procession du Saint-Esprit, trente prélats grecs signent à Florence le décret d'union de l'Eglise grecque avec l'Eglise latine (6 juillet); le métropolitain russe Isidore y a adhéré aussi, contrairement aux instructions du grand prince Wasili III. Le patriarche de Constantinople Joseph II, mort à Florence avant la réunion, y avait consenti. Le métropolitain de Nicée, Bessarion, qui a exercé une grande influence dans les délibérations, refusera le siège patriarcal de Constantinople, et restera en Italie, où l'attendent les faveurs pontificales. Départ de Jean II Paléologue (août). — Les pères de Bâle sont déclarés par ceux de Florence hérétiques et schismatiques (4 sept.); ils font pape Amédée VIII, duc de Savoie, sous le nom de Félix V (5 nov.). — Eugène IV, par décret, réunit les Arméniens à l'Eglise romaine (22 nov.). — Il recueille beaucoup de Grecs en Italie.

1440.

Allemagne. — Frédéric III, de Styrie, parent d'Albert II, est élu empereur.

Bohême et Hongrie. — Les États de Bohême reconnaissent pour roi le fils posthume d'Albert II; ils nomment deux administrateurs, l'un catholique, l'autre hussite. — En Hongrie, un parti ne veut pas de cet enfant et demande le roi de Pologne, Wladislas, âgé de seize ans. — Progrès des Turcs en Hongrie.

Empire grec. — Au retour de l'empereur Jean II, le zèle schismatique des Grecs se ranime et empêche la réconciliation des deux Eglises, décrétée à Florence.

Espagne. — En Castille, le prince des Asturies entre dans les complots de la noblesse contre son père.

France. — Révolte des nobles, le duc de La Trémouille, les ducs de

Bourbon et d'Alençon, les comtes de Vendôme, et de Dunois; le dauphin Louis, âgé de dix-sept ans, s'associe à cette praguerie. Défaite des rebelles; le bâtard de Bourbon est jugé, condamné à mort et jeté à l'eau dans un sac. — L'assemblée de Bourges témoigne de son respect pour le concile de Bâle, mais demeure attachée au pape Eugène IV.

Orient. — Les flottes d'Amurat II et du sultan d'Égypte attaquent de concert l'île de Rhodes; le mauvais succès de l'entreprise ramène les vaisseaux d'Égypte vers Chypre, qui ne souffre pas beaucoup de leur passage.

Pologne. — L'agitation croît dans les États de l'ordre teutonique; la noblesse et quelques villes se confédèrent pour le maintien de leurs richesses; l'esprit de conciliation du grand maître ne les ramène pas à l'obéissance; il abdique.

1441.

Danemark et Suède. — Christophe le Bavaïois, élu roi en Danemark, n'est couronné en Suède qu'après une transaction avec Charles Canutson. Il accorde au comte de Holstein l'investiture du Slesvig, à perpétuité.

Espagne. — Le roi de Castille, fait prisonnier par les nobles à Médina-del-Campo, s'engage à tenir son ministre éloigné du royaume pendant six ans. Alvarès reviendra avant le terme, avec le consentement du prince des Asturies. — Mort de Blanche, la reine de Navarre. Son mari, Jean, prince d'Aragon, veut être roi au détriment de leur fils, seul héritier légitime, don Carlos, prince de Viane.

Italie. — Hontense acquisition de Ravenne par Venise. — Le duc de Milan croit gagner à sa cause François Sforza en lui donnant en mariage sa fille naturelle Blanche-Marie. Il se réconcille avec Venise. — Nicolas III, marquis de Ferrare, après quarante-huit ans de règne, a pour

successeur l'aîné de ses cinq fils naturels, Lionel.

Russie. — Wasili III punit le métropolite Isidore pour avoir signé le décret d'union de l'Eglise grecque avec l'Eglise latine. Condamné par un concile du clergé russe à être enfermé dans un monastère, Isidore s'échappe et se rend auprès d'Eugène IV qui le fait cardinal. — Invasion des Tartares; Moscou est incendiée, la population emmenée en captivité.

1442.

Allemagne. — Frédéric III ne se fait couronner à Aix-la-Chapelle qu'après avoir obtenu la sanction pontificale.

Danemark et Norvège. — L'archevêque de Lunden couronne Christophe le Bavaïois roi de Norvège, à Opslo (1^{er} janvier). Copenhague, qui jusqu'alors avait appartenu au siège épiscopal de Roskild, est réunie au domaine royal du Danemark; elle sera la résidence du roi, en recevra des lois et des privilèges.

France. — Pendant que Charles VII et le dauphin poussent la guerre activement contre les Anglais dans la Gascogne et le Languedoc, nouvelle cabale des princes avec le duc de Bourgogne et le duc d'Orléans qui sont réconciliés. Le roi dissout habilement la ligue. — Le théâtre des clercs de la basoche, qui jouait des moralités, des sotties et des farces, est suspendu par arrêt du parlement de Paris, comme trop licencieux.

Italie et Rome. — Après la cinquième session, Eugène IV déclare clos le concile de Florence (26 avril); il propose de le transférer à Rome, mais le concile ne sera plus réuni. — Naples, assiégée trois fois en six ans par les Aragonais, est enfin emportée (juin). René d'Anjou, quoique investi du royaume de Naples par le pape, quitte l'Italie. Les deux prétendants au trône napolitain aiment les arts et les lettres : les

libéralités d'Alphonse d'Aragon envers les savants l'ont fait surnommer le Magnanime.

Portugal. — Les Maures d'Afrique donnent, pour rançon de quelques-uns de leurs compatriotes tombés entre les mains des Portugais, non-seulement de la poudre d'or, mais des esclaves noirs.

1443.

Empire grec. — La rivalité des deux frères de l'empereur, Démétrius et Constantin qui a dépouillé le premier de ses domaines, amène encore les Turcs ottomans sous les murs de Constantinople, comme auxiliaires de Démétrius. La ville n'est pas prise. Démétrius obtient une principauté.

France. — Charles VII crée le parlement de Toulouse pour le Languedoc et la Guyenne en partie enlevée aux Anglais : c'est le premier démembrement du parlement de Paris.

Italie et Rome. — Les pères du concile de Bâle se séparent après la quarante-cinquième session (mai); ils ont auparavant déclaré que le concile ne serait pas regardé comme dissous, qu'il se continuerait à Lyon ou à Lausanne : Félix V est toujours pape. — Réconciliation du pape Eugène et d'Alphonse le Magnanime. — Alphonse fait reconnaître pour son successeur, par les états de Naples, son fils naturel, le duc de Calabre Ferdinand. — Eugène IV rentre à Rome, dont il était absent depuis plus de neuf ans.

1444.

Angleterre et France. — Le cardinal de Winchester, ennemi politique de son neveu le duc de Gloucester, fait conclure par le comte de Suffolk une trêve avec la France, à Tours (28 mai). Suffolk négocie aussi le mariage de Henri VI avec Marguerite d'Anjou. Cette alliance coûtera aux Anglais le Maine, qui doit être rendu à l'oncle de la nouvelle reine,

France. — Suppression, par lettres patentes du roi, de la fête des Fous comme indécente et scandaleuse. — Après la trêve, Charles VII, embarrassé des compagnies d'aventure, en conduit une partie au siège de Metz, comme auxiliaire du duc de Lorraine contre ses sujets révoltés; il confie le reste au dauphin qui va dévaster l'Alsace, effrayer les pères de Bâle, et combattre les Suisses à la demande de l'Autrichien Frédéric III : rude journée de Saint-Jacques ou Saint-Jacob près de Bâle, dix heures de lutte acharnée contre douze cents soldats (26 août). — Charles VII organise la milice féodale en quinze compagnies de cent lances, ou gens d'armes à cheval ayant chacun trois archers, un coullier et un page. Il créa, en 1448 (28 avril), l'infanterie nationale des francs archers, pour lesquels les États ont voté une taille qui sera perçue tous les ans et deviendra perpétuelle.

Hongrie et Turcs. — Le roi de Hongrie, Wladislas de Pologne, est enhardi par les succès du waiwode de Transylvanie, Jean Corvin Huniade, sur les Turcs. Une trêve conclue avec le sultan (juin), est presque aussitôt violée; malgré les secours de Venise, de Gènes et de Rome, il est vaincu et tué en Thrace, à Varna, sur la côte de la mer Noire (novembre).

Italie. — Florence perd son grand architecte Brunelleschi, dont le génie a été développé par l'étude des monuments antiques de Rome; il a donné le plan de la coupole de Sainte-Marie des Fleurs et du palais Pitti à Florence, de la citadelle de Milan, des digues de Mantoue, etc.

1448.

Hongrie. — Le fils posthume d'Albert, Ladislas, est reconnu pour roi après la mort de Wladislas de Pologne, mais l'empereur le retient à sa cour et garde même la couronne de Saint-Étienne. Régence de Jean Huniade.

Italie. — Un dernier fils de Fran-

çois Carrare II, cherchant à rentrer dans l'héritage de ses pères, est pris et la tête tranchée à Venise. — Le fils du doge Foscarl, dénoncé au conseil des Dix pour avoir reçu des présents de cours étrangères, est banni à perpétuité.

Pologne. — Élection de Casimir IV, frère de Wladislas, déjà duc de Lithuanie.

Russie. — Deux fils du khan Mahmet sont prisonnier Wasili III. Mahmet, admirant son courage, le renverra libre avec promesse de rançon.

Turcs. — Abdication volontaire d'Amurat II : il fait proclamer sultan son fils Mahomet, âgé de quinze ans. Les ministres du jeune prince mettent l'État dans une telle confusion, qu'après quatre mois Amurat II reprend l'autorité.

1446.

Allemagne. — Eugène IV est reconnu pour pape légitime. — Les Hongrois, dont Frédéric III retient le roi et la couronne, envahissent l'Autriche.

1447.

Angleterre. — Gloucester, le bon duc, accusé de complots contre l'État, est jeté en prison; il y meurt (25 février). Six mois après, mort du cardinal de Winchester, grand-oncle du jeune roi.

Italie. — Eugène IV a pour successeur le savant et vertueux Thomas de Sarzane (mars). Nicolas V est aussitôt reconnu par l'Allemagne et par la France. — Mort du duc de Milan Philippe-Marie Visconti (août) : la seigneurie est réclamée par François Sforza, son gendre, le roi de Naples, le duc de Savoie et Charles d'Orléans, fils de Valentine Visconti. Milan se met en république, mais donne à François Sforza le commandement des troupes pour empêcher les progrès des Vénitiens.

Pologne. — Après son couronnement à Cracovie, Casimir IV con-

tinuera de résider en Lithuanie. Sa conduite arbitraire provoque d'énergiques réclamations de la part des diètes.

Turcs. — Georges Castriot, fils du prince chrétien d'Albanie qu'avait dépouillé l'invasion ottomane, pris enfant par les Turcs, fait musulman, honoré du titre de scanderbeg (général Alexandre), mais revenu à la foi de ses aïeux et ramené par la victoire dans les domaines paternels, se défend en héros contre Amurat II qui enveloppe sa capitale, Croïa, avec cent mille hommes. Les Vénitiens payent ses troupes.

1448.

Allemagne. — Concordat germanique dressé par Frédéric III, approuvé par Nicolas V et par la diète d'Allemagne. Il rétablit l'élection canonique, abolit l'usage des provisions et des expectatives pontificales; détermine les cas où le pape peut disposer des bénéfices d'Allemagne, substitue aux annates une taxe payable en deux ans par les nouveaux bénéficiaires.

Angleterre et France. — Reprise des hostilités (mars). La guerre est heureuse pour la France en Normandie.

Danemark et Suède. — La mort de Christophe le Bavaïrois sans enfant rompt l'union des trois royaumes du nord (janvier). En Suède Charles Canutson, grand maréchal, prend la couronne (juin). Les Danois offrent le trône au comte de Holsstein, l'héritier le plus proche, qui refuse pour lui-même, et leur fait agréer son neveu, Christian I^{er}, comte d'Oldembourg (sept.).

Empire grec. — Constantin XII, troisième fils de l'empereur Manuel, succède à son frère Jean II. Il aura quelque temps pour compétiteur son frère Démétrius.

Italie. — François Sforza se réconcilie avec Venise pour pouvoir faire triompher ses prétentions à la seigneurie de Milan.

Russie. — Wasili III détrôné, privé de la vue par un ambitieux, réduit à se défendre contre plusieurs princes rebelles, après deux ans d'inquiétudes et de malheurs, triomphera de ses ennemis.

1449.

Angleterre. — Suffolk, duc et premier ministre, auquel on attribue les désastres de la guerre de France, est déferé au parlement comme coupable de haute trahison.

Angleterre et France. — Rouen se donne à Charles VII (nov.); résistance de Harfleur jusqu'au 1^{er} janvier.

Italie. — François Sforza bloque et affame Milan qui ne veut pas le recevoir pour duc.

Norvège. — Les états acceptent d'abord pour roi Charles Canutson; en 1450, ils reconnaîtront le roi danois.

Perses. — Le prince persan Ulugh-Begh, auteur d'un catalogue des étoiles fixes et d'un tableau des époques les plus célèbres de l'histoire du monde, meurt assassiné par son fils.

Portugal. — Le jeune roi défend sa couronne contre son oncle qui était en même temps son tuteur et son beau-père.

Rome. — Pacification de l'Église préparée par les rois de France, d'Angleterre, et de Naples. Félix V renonce au pontificat (9 avril); les pères de Bâle, réunis à Lausanne comme en concile général, ratifient cette renonciation (16 avril) et déclarent obéir à Nicolas V comme à l'unique et indubitable pontife; Nicolas efface tout ce qui a été dit et fait contre Félix, les pères de Bâle et leurs adhérents.

Turquie. — Amurat II est aux prises tour à tour avec l'Albanais Scanderbeg et le Hongrois Jean Huniade, qui perd une grande bataille dans les plaines de Cassovie en Serbie; Hongrois, Bohémiens, Allemands, Valaques, sont exterminés

pendant deux jours de la semaine sainte.

1450.

Allemagne. — Assez longtemps après la découverte de la gravure sur bois, les caractères mobiles de fonte inventés soit par Jean Guttemberg, citoyen noble de Strasbourg, qui a déjà trouvé depuis plus de dix ans les procédés de l'imprimerie, soit par Fust, de Mayence, et par Schœffer, servent à l'imp. d'une bible à Mayence.

Angleterre. — Henri VI croit sauver son ministre Suffolk en le condamnant lui-même à l'exil; Suffolk, atteint en mer par ses ennemis, subit de leur main la sentence capitale. Le nouveau ministre, le duc de Somerset, ne peut apaiser les haines de parti. Pendant que l'ambitieux Richard, duc d'York, est occupé à réduire l'Irlande, un de ses soldats, Jean Cade, Irlandais, soulève le comté de Kent.

Angleterre et France. — En Normandie, victoire des Français à Formigny, entre Carentan et Bayeux (avril). Reddition de Caen (juill.). La prise de Cherbourg achève la soumission de la Normandie. — Les troupes de Charles VII passent en Guyenne.

France. — Mort d'Agnès Sorel. — Accusation imméritée d'empoisonnement contre Jacques Cœur, argentier du roi, et dont les richesses avaient contribué à l'entretien de quatre armées.

Italie. — Le peuple de Milan soulève ouvre les portes à François Sforza qui est solennellement proclamé duc (mars). — A Florence, l'orfèvre Maso Finiguerra, habile graveur de nielles sur plaque d'argent, trouve le secret de la gravure en taille-douce.

Portugal. — Les îles du cap Vert, à l'ouest du Sénégal, sont découvertes par Antoine Noll, Génois, au service du Portugal.

1451.

Angleterre et France. — Du-

nois reçoit la soumission de Bordeaux et de Bayonne (juin et août).

Empire grec. — Nouvelles négociations pour la réunion des deux Églises, dans l'espoir d'être secouru par l'Occident. Le légat romain est traité comme un ennemi par le peuple de Constantinople.

Italie. — Une bulle pontificale enlève à Grado, ville presque déserte à l'embouchure de l'Isonzo, le titre patriarcal pour le donner à Venise (octobre). — Nicolas V. infatigable protecteur des lettres et des arts, fait réparer les murs, les portes et les tours de Rome, le Capitole et le château Saint-Ange.

Suède. — L'archevêque d'Upsal appelle déjà les Danois en Suède.

Turquie. — Mort d'Amurat II (février). Mahomet II, son fils, âgé de vingt ans, se montre cette fois digne de lui succéder.

1452.

Allemagne et Italie. — Frédéric III reçoit à Rome, des mains de Nicolas V, la couronne de Lombardie et la couronne d'empire; mais il renonce aux droits impériaux sur Rome (mars). — La réputation d'Alphonse le Magnanime attire Frédéric III jusqu'à Naples. — Il donne, au retour, moyennant un cens annuel, le titre de duc de Modène et de Reggio à Borso d'Este, marquis de Ferrare, successeur de son frère Lionel.

Angleterre. — Richard d'York fait mettre à la Tour Somerset, ministre et favori du roi.

Angleterre et France. — Bordeaux se soulève en faveur des Anglais.

Empire grec. — A la demande de Constantin Paléologue, Gènes lui envoie contre les Turcs cinq gros vaisseaux chargés de provisions.

Espagne. — Don Carlos de Viane, que les révoltantes injustices de son père ont forcé à prendre les armes, est défait et tombe en son pouvoir.

Italie.— Le nouveau duc de Milan, François Sforza, est attaqué par les Vénitiens unis au roi d'Aragon, au marquis de Montferrat, au duc de Savoie (avril); mais il résistera avec l'aide de Gènes, de Florence, et de Mantoue. — Un noble Romain, Étienne Porcario, conspire contre Nicolas V; reconnu coupable il est jugé et pendu (décembre, janv. 1453).

1453.

Allemagne.—Frédéric III érige le duché d'Autriche en archiduché, avec des prérogatives particulières.

Angleterre et France.—L'arrivée de l'Anglais Talbot, en Guyenne, y prolonge les hostilités. Mais il est tué à la bataille de Castillon, en Périgord (17 juillet). Bordeaux est réduite à capituler; elle sera flanquée de deux forts qui répondront de sa fidélité à Charles VII (19 octobre). Les Anglais n'ont plus que Calais, qu'ils garderont cent quinze ans.

Angleterre.— Naissance d'un héritier des Lancastre (23 oct.). Altération des facultés de Henri VI. Espérance nouvelle conçue par le duc d'York, qui était le plus proche prince du sang avant la naissance du prince de Galles.

Bohême et Hongrie.— L'empereur rend enfin aux Hongrois leur roi Ladislas, qui après avoir visité Bude, va se faire couronner en Bohême où il jure une capitulation favorable aux hussites, et laisse la dignité de gouverneur à leur partisan Georges Podiebrad (octobre).

Empire grec et Turcs.— Mahomet II, avec trois cent mille hommes et quatre cents galères, entre-

prend le siège de Constantinople (2 avril): cinquante-huit jours de tranchée ouverte. Huit mille Grecs seulement combattent pour la défense de la ville avec quelques Génois; les vaisseaux de Venise arriveront trop tard. Les galères ottomanes sont introduites dans le port. Assaut (29 mai): le dernier empereur grec Constantin XII meurt sur la brèche; sac et pillage de Constantinople; Sainte-Sophie est convertie en mosquée. Constantinople devient la capitale de l'empire ottoman. Les Grecs qui restent dans la ville obtiennent le libre exercice de leur religion. L'Italie donne asile aux fugitifs et en reçoit les précieux monuments de la littérature ancienne. — Progrès rapides des Turcs dans la Thrace et la Macédoine; des princes grecs ont encore la Morée et la côte septentrionale de l'Asie Mineure.

Espagne.— La prise de Constantinople enhardit les Maures d'Espagne: dévastation du territoire chrétien de Jaén; mais le roi de Grenade se rend odieux à ses peuples, il sera déposé en 1454. — Le prince aragonais Jean II, à la demande du roi de Castille, rend la liberté à son fils don Carlos de Viane. — En Castille, la noblesse et la reine obtiennent enfin du faible Jean II le jugement, la condamnation et l'exécution de don Alvarès de Luna: le roi reste sans appui.

France.— Jacques Cœur condamné à mort, est banni à perpétuité; ses biens sont confisqués. — Traité d'alliance avec la confédération helvétique (nov.). — Le dauphin forme le parlement de Grenoble à la place de la cour delphinale.

TROISIÈME PÉRIODE.

LES TEMPS MODERNES (1453-1789).

SECONDE PARTIE DU XV. SIÈCLE.

APERÇU GÉNÉRAL

DEPUIS LA PRISE DE CONSTANTINOPLE PAR LES TURCS (1453).

Constantinople prise et l'empire grec détruit, les succès de Mahomet II sont rapides : il reste maître de l'Albanie après la mort de Scanderbeg ; possesseur de la Morée et de l'Eubée, il laisse à peine quelques îles aux Vénitiens ; ses armées courent sur le Danube, dans le Frioul, et occupent Otrante, la clef de l'Italie. La terreur des Occidentaux inspire bien des projets de croisade qui avortent, et des tentatives de réconciliation entre les États divisés de la péninsule qui ne mettent pas trêve à leurs rivalités. Heureusement, après Mahomet, les séditions des janissaires et l'ambition jalouse d'un frère du nouveau sultan ralentissent les progrès des Turcs.

L'Italie donne asile aux fugitifs de Constantinople. Les Grecs enseignent leur langue aux Italiens, apportent les riches monuments de leur antique littérature et dirigent les premiers efforts que l'on fait alors pour étudier et imiter ces grands modèles. Les Chalcondyle, les Lascaris, Jean Andronic et Théodore Gaza de Thessalonique, Jean Argyropyle de Constantinople, révèlent à leurs disciples de Milan, de Florence et de Rome, les auteurs classiques de l'antiquité grecque. Ils ont des protecteurs dans le pape Nicolas V qui fonde la bibliothèque du Vatican ; dans Pie II, qui avait déjà illustré comme littérateur le nom d'Æneas Sylvius ; dans les Médicis Cosme et Laurent, auxquels Florence doit son académie et sa précieuse bibliothèque. Les platoniciens grecs prévalent en Italie : le chanoine Marcile Ficin enseigne leur doctrine à Florence, le fameux Pic de La Mirandole essaye de concilier Platon et Aristote. Les travaux littéraires proprement dits, les études de critique, d'histoire, d'éloquence, les traductions servent mieux à polir la langue latine. Lau-

rent Valla ouvrir à Naples et à Rome des cours publics d'éloquence latine et grecque; François Filelfo est un brillant professeur d'éloquence et de philosophie à Bologne, à Florence, à Sienne et à Rome. Ange Politien, dans ses nombreuses productions, semble se rapprocher de l'ancienne langue des Romains.

Ange Politien enrichit aussi la langue nationale, qui reprend dans ses *stances* sa force et ses vives couleurs; le style épique lui doit un grand nombre d'expressions, de comparaisons et de tours. C'est en italien que Bojardo compose, à la cour des princes d'Este, son poème de *Roland amoureux*. Hercule d'Este fait représenter des comédies grecques et latines traduites en italien.

Les arts du dessin touchent à leur plus grande gloire avec Bramante, Michel-Ange, Léonard de Vinci, le jeune Raphaël, disciple du Pérugin, tandis que l'Allemagne a déjà Albert Dürer.

Les beaux-arts ne rendent pas les mœurs publiques meilleures et plus douces; il n'y eut jamais plus de perfidies, de trahisons, de meurtres et d'atroces débauches. Le règne de Ferdinand d'Aragon, fils naturel d'Alphonse, qui l'emporte sur un nouveau prétendant de la maison d'Anjou, est un fléau pour l'Italie méridionale. Jean Galéas Marie Sforza ne sait être qu'un tyran et meurt assassiné dans une église. Les Pazzi et le pape Sixte IV trament une conjuration contre les Médicis : Julien est massacré dans une église; son frère Laurent, seulement blessé, est obligé de soutenir la guerre contre le pape qui ne se trouve pas assez vengé. Alexandre VI épouvante l'Église et le monde par l'audace encore inouïe de ses crimes. Ludovic le More Sforza, qui appelle les Français en Italie, a recours au poison pour succéder plus tôt à son neveu, le duc de Milan.

L'Allemagne aura longtemps un empereur universellement méprisé pour son ineptie, son avarice et sa mauvaise foi; il vit heureux dans l'opprobre, vaincu bien des fois par ses voisins de la Hongrie et de la Bohême, qui pénètrent jusqu'à Vienne. Le mariage de son fils Maximilien avec l'héritière des vastes états de Bourgogne et des Pays-Bas, accroît l'influence de sa maison; mais il néglige d'assurer la paix publique de l'empire. A l'est de l'Allemagne, la Pologne fleurit sous les princes Jagellon et tient tête à l'Ordre teutonique; les Russes, avec Ivan, secouent le joug des Tartares et se civilisent. La Suède remplace le roi par un administrateur élu qui, malgré les trahisons du clergé, défend l'indépendance contre les Danois.

En Castille, le règne de Henri IV n'est qu'un long cours de troubles, de conspirations et de discordes : sa sœur Isabelle se fait déclarer héritière présomptive du trône, dont elle se montre digne

Isabelle et son mari, Ferdinand le Catholique, qui est l'héritier et bientôt le possesseur de l'Aragon, dépouillent les Maures du royaume de Grenade, débris de la puissance musulmane fondée depuis huit siècles, répriment la noblesse, font des *hermandads* ou fraternités des villes un appui pour la royauté, et livrent les hérétiques et les juifs au tribunal sanglant des inquisiteurs.

C'est d'Isabelle que le Génois Christophe Colomb, préoccupé de la pensée de trouver une route vers les Indes à l'ouest de l'océan Atlantique, comme les Portugais en cherchaient une en naviguant à l'est sur les côtes africaines, obtient, non sans peine, les moyens de découvrir et de donner à l'Espagne un nouveau monde. Il touche terre aux Antilles, en 1492, quand les Portugais n'osaient encore franchir le cap des Tourmentes. Le cap des Tourmentes devient le cap de Bonne-Espérance pour Vasco de Gama qui, s'avancant hardiment à l'est, va le premier aux Indes orientales en tournant l'Afrique. Ce voyage change le commerce de l'ancien monde. Alexandrie en avait été le centre sous les Ptolémées, sous les Romains et sous les Arabes; cette ville était l'entrepôt de l'Europe et des Indes : Venise, au xv^e siècle, tirait presque seule d'Alexandrie les denrées de l'Orient et du midi, et par cette industrie s'enrichissait aux dépens de l'Europe. L'expédition de Vasco de Gama détourne le cours de ces richesses : une bulle pontificale, après le premier voyage de Colomb, a partagé les Indes orientales et occidentales entre les Portugais et les Espagnols. Un Portugais, Alvarès de Cabral, touche, sans l'avoir cherchée, la côte du Brésil, et le Florentin Amerigo Vespucci sera le plagiaire presque inconnu de la gloire du Génois Christophe Colomb.

La France et l'Angleterre laissent près d'un siècle d'avance aux Espagnols et aux Portugais dans les terres nouvelles. Sous le nom de rose blanche et de rose rouge, les factions d'York et de Lancastre déchirent la Grande-Bretagne : les batailles et les échafauds appauvrissent le sang de la noblesse; la royauté se retrouve plus forte sur ces ruines, après la chute du dernier roi de la rose blanche, le sanguinaire Gloucester, Richard III. Henri VII Tudor, de la maison de Lancastre, se maintient par sa prudence et sa bravoure sur le trône où la victoire et le parlement l'ont appelé; son avarice et sa dureté n'empêchent pas les Anglais de le compter au nombre de leurs plus habiles rois. En France, sous Louis XI, la lutte est, dès le début, engagée entre le pouvoir monarchique et la noblesse. Ce prince préfère les négociations à la guerre : il aime mieux tromper que vaincre; pourvu qu'il atteigne son but, que les moyens soient injustes ou horribles, il les sait concilier avec une dévotion supersti-

tiouse et avec le titre de roi très-chrétien, qu'il a porté le premier, sans doute parce qu'il abandonna au pape Pie II la pragmatique sanction. L'orgueil des seigneurs reçoit des leçons terribles; on doit à sa fourberie et à sa froide cruauté l'affaiblissement et presque l'extinction de la tyrannie féodale. Charles le Téméraire, déjà vaincu par l'astuce du roi, est brisé par l'audace des Suisses, les alliés de Louis. La puissance royale prévaut enfin, et le bien-être des masses, le véritable bien public, n'est pas oublié. La royauté traverse une phase difficile pendant la jeunesse de Charles VIII : Anne de Beaujeu, la régente, se montre digne de son père, et triomphe de la noblesse par les armes autant que par les intrigues.

Le jeune Charles VIII jette inconsidérément la France dans des guerres de conquête. Enlever les Deux-Siciles et par suite Constantinople, ce n'est pas un rêve trop ambitieux pour un admirateur passionné de César et de Charlemagne : cependant il est heureux, après avoir célébré à Naples de faciles triomphes par des fêtes magnifiques, de s'ouvrir, par la victoire brillante de Fornoue, un retour vers ses États : Venise a noué la première ligue européenne contre la France. Le dominicain Jérôme Savonarole, qui a appelé les Français au nom de Dieu pour punir les crimes de l'Italie; qui a, par ses prédications, entraîné les Florentins à chasser les Médicis, est à la fin sacrifié à la haine d'Alexandre VI et périt dans les flammes. Louis XII cède au même entraînement que Charles VIII : l'amitié indigne des Borgia, l'occupation rapide de Milan ne lui donnent pas une force réelle en face de Ferdinand le Catholique et de Maximilien. La question italienne sera le nœud de la politique des États de l'Occident qui se constituent sous ces trois grands princes.

La France et l'Allemagne ne se ressentaient pas encore du mouvement intellectuel de l'Italie. Rien n'indique une rénovation des sciences, et Copernic, né en 1473, au delà des terres allemandes, à Thorn sur la Vistule, n'a peut-être pas conçu déjà son système du monde. La langue latine, cultivée en France, sert à Robert Gaguin à composer un sommaire de notre histoire; les sermonnaires mêlent des mots et des phrases d'un jargon moderne à du latin barbare, et leur ton simple et trivial rend plus accessibles au peuple leurs paroles souvent audacieuses. Jean Juvénal des Ursins emploie la langue vulgaire à raconter le long règne de Charles VI; les mémoires d'Olivier de la Marche embrassent les règnes de Charles VII et de Louis XI. Le témoin, l'historien de cette époque est Philippe de Comines, vrai continuateur de Froissart et de Monstrelet, quoiqu'il ne leur ressemble pas : c'est l'histoire politique et réfléchie; on sent l'homme élevé aux grandes affaires; mais sa critique man-

que de moralité, et il n'exige pas assez de la conscience des mémorables acteurs qui occupent la scène du monde

Un recueil de *Cent nouvelles nouvelles*, fruit des causeries et des veillées de châteaux, est composé à la cour du duc de Bourgogne peut-être quand Louis XI, encore dauphin, y vivait retiré; on l'a quelquefois attribué à Louis XI qui n'a composé lui-même qu'un *Rosier* ou *Épitome* d'histoire. Le principal rimeur français est Villon, dont la verve souvent licencieuse ramène du moins au naturel : il ouvre notre littérature moderne. Entre les productions auxquelles ont pu donner naissance les représentations des mystères, des moralités et des sotties, rien n'égale la farce de *Patelin*, qui paraît dans sa première forme peut-être vers la fin de ce siècle.

Le souvenir du schisme d'Avignon, le progrès des lumières accéléré par l'imprimerie, par l'émigration des Grecs en Italie et par l'administration des Médicis, enfin les découvertes de Christophe Colomb et de Vasco de Gama, préparent les grands mouvements qui doivent agiter tout le siècle suivant.

CHRONOLOGIE.

1454.

Bohême. — Ladislas de Bohême reçoit, à Breslau, l'hommage des Silésiens qui ne prêtent serment qu'au prince en personne.

France. — Procès en réhabilitation de la mémoire de Jeanne d'Arc. — Le roi ordonne de rédiger toutes les coutumes de France (avril); ce travail durera plus d'un siècle. — Des lettres royales assimilent complètement l'un à l'autre le parlement de Paris et celui de Toulouse.

Italie. — Par la médiation du pape, qui voudrait tourner les forces de l'Italie contre les Turcs, la paix est signée à Lodi entre François Sforza et Venise (9 avril). Mais dans le même temps le bayle ou représentant de la seigneurie vénitienne à Constantinople conclut un traité avec Mahomet II pour les intérêts de son commerce. Le roi de Naples accède à la paix de Lodi (17 juill.).

Pologne. — Casimir IV soutient les Prussiens révoltés contre les chevaliers teutons; douze ans de guerre

avec l'ordre. L'ordre perd la nouvelle Marche au delà de l'Oder, qui se met sous la protection de l'électeur de Brandebourg. — Ambition coupable de l'archevêque de Riga, ennemi constant de l'ordre dont cependant il est membre.

Turquie. — Mahomet II somme vainement les chevaliers de Rhodes de lui payer tribut. Les montagnes de l'Albanie et le courage de Scanderbeg sont d'assurés remparts pour l'indépendance des chrétiens.

1455.

Angleterre. — Premier sang versé dans la guerre civile entre la rose blanche d'York et la rose rouge de Lancastre. Le comte de Warwick et une partie de la noblesse arment pour Richard d'York. Vainqueur à Saint-Albans, à l'ouest de Londres, où Henri VI est fait prisonnier (31 mai), Richard est nommé protecteur du royaume.

Espagne. — En Castille Henri IV qui a, depuis un an, succédé à son père Jean II, épouse Jeanne, sœur

du roi de Portugal. Mœurs dissolues de la cour; de honteuses galanteries, des conjurations, des guerres civiles rempliront ce règne. — Renouvellement des hostilités en Navarre: don Carlos et sa sœur Blanche soulèvent le royaume contre Jean II, leur père, qui les déshérite. Léonore, née, comme Ferdinand le Catholique, d'un second mariage de Jean II, mariée au comte de Foix, se fait l'instrument des vengeances paternelles en acceptant la succession au trône.

Italie. — A la mort de Nicolas V, avènement de l'Espagnol Alphonse Borgia, âgé de soixante-dix-huit ans; il prend le nom de Calixte III (avril). Il est plein d'ardeur pour la guerre contre les Turcs. Mais le soin qu'il mit à avancer ses neveux remplit son règne de scandales.

1456.

Allemagne. — L'université de Gipswaid est fondée en Poméranie.

Espagne. — Battu à Estella, au sud-ouest de Pampelune, don Carlos va chercher sûreté en France. La Navarre est agitée par la rivalité des Beaumont ses partisans, et des Grammont.

France. — Le dauphin, qui a de nouveaux démêlés avec son père, se réfugie auprès du duc de Bourgogne dans le Brabant. — Un prince du sang, le duc d'Alençon, conspire avec les Anglais; son procès devant la cour des pairs dure deux ans.

Hongrie et Turquie. — Mahomet II avec cent cinquante mille hommes assiége Belgrade. Jean Huniade le bat et le force à lever le siège (juillet-août). Le cordelier Jean Capistran prêche en Hongrie la guerre contre les Turcs. Mort de Jean Huniade (10 sept.).

Italie. — Tremblement de terre (5 déc.): il prend depuis Gaëte, Bénévent, Ariano; enveloppe par le sud Avellino, Nocera, Naples, Cumès, s'étend à l'est jusqu'à Brindes: vingt mille victimes.

1457.

Allemagne. — Premier livre qui porte une date imprimée: psautier publié à Mayence la veille de l'Assomption de l'année 1457, par Fusa et Schœffer. — A Nuremberg et à Francfort, les électeurs protestent contre la mauvaise administration de Frédéric III.

Danemark et Suède. — Guerre ouverte entre l'archevêque d'Upsal et Charles Canutson; le roi est forcé de sortir de Stockholm. Christian, appelé en Suède, reçoit la couronne à Upsal; l'union de Calmar est rétablie pour les trois royaumes.

Hongrie. — Les fils de Jean Corvin Huniade ont fait assassiner leur ennemi personnel, le comte de Cillei, oncle du roi. Le roi fait juger et supplicier en place publique l'aîné des Corvin (mars).

Italie. — Le conseil des Dix, prétextant l'âge et les infirmités de François Foscari, qui a été doge pendant plus de trente-quatre ans, lui fait déposer la dignité ducal (23 oct.). Il meurt en apprenant l'élection de son successeur. — Frà Mauro, religieux de l'ordre des camaldules et du monastère de Saint-Michel de Murano près de Venise, dresse une mappemonde qui comprend les découvertes de Marco Polo et celles des Portugais: l'Afrique y est représentée sous une forme assez exacte; la distance entre les côtes de l'Asie et celles de l'Europe est diminuée.

Turcs. — Tentative sur l'île de Cos qui appartient à l'ordre des hospitaliers. Ils dévastent les côtes de Rhodes.

1458.

Bohême et Hongrie. — Mort de Ladislas, âgé de dix-huit ans, sans enfant (janv.). Les Hongrois désignent pour la royauté le second fils de Jean Huniade, Mathias 1^{er} Corvin, âgé de seize ans. En Bohême, Podiebrad devient roi malgré de nombreux prétendants. Impuissantes protestations de l'empereur; il retient

trouvent la couronne de Saint-Étienne.

Espagne et Italie.—Don Carlos de Viane vient en Italie demander protection à Alphonse V, son oncle, contre son père. — Mort d'Alphonse V le Magnanime (juill.) : Jean II, son frère, lui succède dans les royaumes d'Aragon, de Valence, des îles Baléares et de la Sicile ; Ferdinand, son fils naturel, règne à Naples.

France.— Sentence de mort contre le duc d'Alençon, commuée en bannissement perpétuel. — Chaire de grec fondée à l'université de Paris.

Italie.— Le doge de Gênes, Pierre Fregoso, menacé par les Adorni, a persuadé au conseil de la république de se soumettre au roi de France. Le fils de René d'Anjou, Jean, duc de Lorraine, est venu, au nom de Charles VII, prendre possession du gouvernement (mal). Les Adorni se sont adressés à Alphonse d'Aragon. Une flotte aragonaise bloque Gênes ; mais la mort d'Alphonse a fait lever le siège.

Turquie.— Deux frères de l'empereur Constantin sont dépouillés de la Morée par Mahomet II. Les Turcs prennent Corinthe et Athènes.

1459.

Bohême.— Podiébrad, ayant délivré Frédéric III d'une révolte de ses sujets de Vienne, est reconnu par lui roi de Bohême.

Danemark.— Le roi Christian recueille l'héritage de son cousin, le comte de Holstein, duc de Slesvig. L'investiture du Holstein lui est conférée par l'évêque de Lubeck au nom de l'empereur. Il reçoit l'hommage de la ville de Hambourg, comme fief mouvant du Holstein.

Espagne.— Les vices et la faiblesse de Henri IV poussent la noblesse de Castille à la révolte.

Italie.— Æneas Silvius Piccolomini, qui a succédé à Calixte II sous le nom de Pie II, autrefois secrétaire du concile tenu à Bâle, dote

cette ville d'une université. — Il essaye de ranimer l'enthousiasme de l'Europe pour les guerres saintes ; Mantoue est le lieu fixé pour le rendez-vous d'une croisade. Le pape y vient en mal et y reste jusqu'en janvier 1460. — A Gênes, les Fregosi mêmes, qui avaient accueilli Jean, duc de Lorraine, aident contre lui le nouveau roi de Naples, Ferdinand ; Jean de Lorraine quitte Gênes pour tenter de détrôner Ferdinand.

Pologne.— Le maître provincial des chevaliers teutons en Livonie fait incorporer à cette province l'Esthonie, pour prix des secours qu'il fournit à l'ordre dans la guerre contre les Prussiens et les Polonais.

Portugal.— Après une expédition heureuse sur les côtes d'Afrique, Alphonse V institue un ordre nouveau de chevalerie, l'ordre de l'Épée.

1460.

Angleterre.— Henri VI est battu à Northampton et fait prisonnier (19 juill.) ; le parlement décide au détriment du prince de Galles que le duc d'York lui succédera (2 oct.). Mais sa femme, avec des renforts tirés de l'Écosse, qu'elle a achetés par la cession de Berwick, gagne une victoire à Wakefield, dans le comté d'York : le duc d'York y est tué ; le second fils de Richard est égorgé après le combat. Dans les deux partis les représailles sanglantes suivront les victoires et décimeront la noblesse.

Écosse.— Mort de Jacques II Stuart, au commencement de l'expédition dirigée contre l'Angleterre pour assister Marguerite d'Anjou : l'Écosse a encore un roi mineur, Jacques III, âgé de sept ans.

Espagne.— Dans les États d'Aragon, à Fraga, Jean II déclare la Sicile et la Sardaigne incorporées au royaume aragonais. Il prête la main aux révoltes de Castille. Arrestation à Barcelone de son fils don Carlos, qui s'était réconcilié avec lui.

Italie.— Les grandes qualités et

la popularité de Côme de Médicis valent à son fils Pierre la dignité de gonfalonier de Florence, la première de la république, qu'il exerce avec médiocrité, mais qu'on lui laisse jusqu'à la mort de son père. — Le roi de Naples, Ferdinand d'Aragon, est battu à Sarno, près de Nole, par Jean d'Anjou, duc de Calabre et de Lorraine : le général vainqueur, Jacques Piccinino, se jette sur les terres de l'Église pour détacher le saint-siège du parti aragonais.

Orient. — Le sultan d'Égypte, comme suzerain de Chypre, intervient dans la guerre de succession entre la fille et le fils naturel du dernier roi, Charlotte et Jacques II. Celui-ci doit l'emporter avec l'aide des musulmans.

Suisse. — La confédération enlève à la maison d'Autriche le vaste bailliage de Thurgovie : l'Autriche ne possède plus que Winterthur.

1461.

Angleterre. — Marguerite est encore victorieuse du comte de Warwick à Saint-Albans (févr.). Cependant le comte de la Marche, fils du duc d'York, âgé de vingt ans, est proclamé roi à Londres par l'influence de Warwick, et prend le nom d'Edouard IV (mars). Sa victoire à Towton, au sud-ouest d'York (22 mars), hâte le décret du parlement qui approuve son élection (20 juin). Marguerite passe en Écosse, et de là en France.

Espagne. — L'agitation menaçante de la Catalogne, et l'entrée d'une armée de Henri IV en Navarre, obligent Jean II à rendre de nouveau la liberté à son fils qui meurt presque aussitôt, léguant ses droits à sa sœur Blanche. Don Carlos avait cultivé les lettres comme presque tous les princes de ce temps : il reste de lui quelques écrits.

France. — Mort de Charles VII (juill.). Son fils, Louis XI, après le sacre de Reims, destitue les ministres

du dernier règne, et négocie avec la cour de Rome l'abandon de la pragmatique sanction de 1438.

Italie. — Le sultan d'Égypte accorde ou renouvelle aux Vénitiens le droit de commercer librement dans ses ports.

Turcs. — Ils mettent fin à l'empire grec de Trébizonde, que gouvernaient des Comnène depuis 1204 : David Comnène rend la ville après trente jours de siège et se met à la disposition de Mahomet II, qui le fait tuer comme complice de ses ennemis.

1462.

Allemagne, Bohême et Hongrie. — Au lieu de combattre les Turcs, Mathias Corvin tombe sur l'Autriche ; Georges Podiébrad attaque, comme allié du duc de Bavière, le frère de l'électeur de Brandebourg, qui, à la Bohême, restitue la basse Lusace.

Espagne. — Les Castillans enlèvent aux Maures Gibraltar et Ardidouna, au nord-ouest de Malaga, berceau de la maison régnante de Grenade. — Par une criminelle transaction, Jean II fait passer à sa seconde fille, Léonore, comtesse de Foix, les droits que Blanche avait à la couronne de Navarre. Louis XI, moyennant la cession du Roussillon et de la Cerdagne, aide Jean II à se maintenir, malgré les Navarrais que soutient le roi de Castille. Révolte de la Catalogne contre Jean II. Blanche est livrée par Jean à sa sœur, qui l'enferme au château d'Orthès, où elle mourra, peut-être empoisonnée.

France. — Établissement d'un parlement royal à Bordeaux, pour les pays de Guyenne récemment enlevés à la domination anglaise (juin).

Italie. — Au lieu de combattre les Turcs, Scanderbeg, à l'instigation de Pie II, défend le roi pervers de Naples, Ferdinand, et gagne sur le prince angevin une grande victoire à Troia, dans la Capitanate (août). — Le duc de Savoie est chassé par un de ses fils.

Portugal. — Le Portugais Pierre de Cintra, ayant atteint la côte de Guinée, donne à une montagne le nom de Sierra-Leone, et se dirige au sud, jusqu'au cap Mesurado. Déjà la côte d'Afrique, en se repliant vers l'est, semblait ouvrir aux infatigables navigateurs envoyés par l'infant don Henri la route de l'Inde. L'or sera trouvé abondamment en Guinée.

Russie. — Mort de Wasil III; son fils Ivan III lui succède.

Turquie. — Une trahison livre à Mahomet II l'île de Lesbos.

1463.

Angleterre. — Malgré les secours que Marguerite a ramenés de France, Henri VI est pris pour la troisième fois et enfermé pour sept ans à la Tour de Londres. Aventures de Marguerite errant avec le prince de Galles. Elle passe dans les Pays-Bas, et de là chez son père.

Bohême. — Anathème pontifical lancé contre Podlébrad qui soutient la légitimité du pacte fait avec les hussites au concile de Bâle (mars). L'archevêque de Prague, zélé hussite, le pousse à persécuter les catholiques.

Danemark et Suède. — La mésintelligence entre l'archevêque d'Upsal et le roi Christian cause sept années de guerre qui font perdre la Suède à Christian. Charles Canutson sera deux fois remplacé sur le trône.

Espagne. — Entrevue et traité entre les rois de Castille et de Grenade. Louis XI vient, sur la Bidassoa, visiter le roi de Castille, qui a accepté son arbitrage dans le différend avec l'Aragon (avril). Habileté de Louis XI : son or entretiendra les discordes dans la péninsule.

France. — Après ce voyage, Louis XI retire au duc de Bourgogne, moyennant le prix de rachat convenu, les villes de Picardie que lui avaient cédées le traité d'Arras. — Traité renouvelé avec les Suisses.

Hongrie. — Mathias Corvin re-

prend sur les Turcs Jayessa, capitale de la Bosnie : il soumet vingt-sept villes.

Italie. — La défection de Jacques Piccinino ruine complètement le parti angevin dans le royaume de Naples que Jean de Calabre abandonne. — Louis XI attire perfidement en France le fils rebelle de son beau-frère, le duc de Savoie ; il l'y retiendra deux ans : le duc rentre dans ses États.

1464.

Angleterre. — Projet de mariage d'Édouard avec Bonne de Savoie.

Espagne. — Révolte en Castille : la noblesse prend parti pour l'archevêque de Tolède et son neveu, le marquis de Villena, qui sont en disgrâce. Le roi est réduit à sacrifier les droits de l'infante Jeanne comme si elle n'était pas née de lui, et à reconnaître Alphonse, son frère, pour son successeur.

Italie. — Venise, alarmée par les progrès des Turcs, se décide à leur faire la guerre : Louis Loredano part avec une flotte pour la Morée. — Pie II meurt à Ancône, en vue des vaisseaux de Venise qu'il attendait pour une guerre sainte (août). Esprit délié, plume très-féconde, il a honoré les lettres et l'Eglise. Son successeur, Paul II, d'origine vénitienne, étale trop de faste. — Mort de Côme de Médicis, à soixante-quinze ans (1^{er} août) ; il a été appelé par les Florentins Père de la patrie. Son fils Pierre, qui succède à son influence, n'a ni ses talents ni ses vertus. — Gènes et son territoire, sur lesquels le roi de France ne conserve qu'un droit d'hommage, tombent sous l'autorité du duc de Milan : retraite de Paul Fregoso, archevêque et doge.

Suisse. — Alliance avec la petite république démocratique de Mulhausen, dans le Sundgau, sur l'Ill.

Turquie. — Mahomet renonce à disputer aux Hongrois Jayessa de Bosnie. — Soumission de la principauté

seldjoudide de Caramanie ; il l'enlève aux enfants du dernier prince qui se faisaient la guerre.

1465.

Angleterre. — Le roi Édouard IV épouse Elisabeth de Woodville, veuve d'un partisan des Lancastre.

Bohême et Hongrie. — Le pape déclare Podiébrad privé du trône et y appelle Mathias Corvin.

Espagne. — En Castille, les nobles déposent Henri IV à Avila, et font roi son jeune frère, Alphonse (juin). — Les Catalans, en pleine révolte, appellent pour régner sur l'Aragon et la Sicile un Infant de Portugal.

France. — Ligue de la noblesse sous le nom du bien public : le frère du roi s'unit aux rebelles dont le principal chef est le fils du duc de Bourgogne, le comte de Charolais, Charles. Combat indécis de Montlhéry (16 juill.). La capitale reste fidèle. Le roi divise et satisfait les seigneurs par des traités à Conflans, à Saint-Maur, etc. ; il cède la Normandie à son frère.

Italie. — Conspiration contre la vie de Pierre de Médicis : elle est découverte ; les conjurés, exilés, payent des condottieri pour lui faire la guerre. — Le roi de Naples donne au duc de Milan le duché de Bari. — Deux Allemands ont des presses typographiques à Subiaco, près de Rome, et bientôt dans Rome même.

1466.

Espagne. — Les Catalans, après la mort de l'Infant de Portugal qu'ils avaient fait roi, se donnent à René d'Anjou, qui leur enverra son fils Jean, duc de Lorraine. — Jean II, malade et presque aveugle, donne à son fils Ferdinand, âgé de quatorze ans, le titre de vice-roi d'Aragon et de roi de Sicile.

France. — Louis XI, en six semaines, enlève toutes les villes de Normandie à son frère (janv. et févr.).

Italie. — Mort de François Sforza (mars) ; odieux gouvernement de son fils Galéas-Marie, âgé de vingt-deux ans, prodigue, débauché et cruel.

Pologne. — Épuisement de l'ordre teutonique : désastres dans la guerre contre les Prussiens révoltés et contre les Polonais ; peste. Traité de Thorn avec la Pologne (octobre) : cession de la Prusse occidentale, obligation de l'hommage pour la partie orientale qui est gardée ; Marienbourg, siège de l'ordre, devenant ville polonaise, le grand maître transporte sa résidence à Königsberg. — Les diètes polonaises commencent à recevoir les nonces terrestres ou députés de chaque palatinat.

1467.

Allemagne. — A la diète de Nuremberg, les états d'empire sont pour la première fois partagés en trois collèges : 1^o électeurs, 2^o princes, 3^o villes.

France. — Mort du duc de Bourgogne, comte de Flandre ; le comte de Charolais, son fils, Charles le Téméraire, lui succède (juin) : révolte de Gand et de Liège. — Louis XI déclare les offices inamovibles. Il organise militairement les corps de métiers de Paris.

Italie. — A Florence, Paul Toscanella commence, sur le dôme de l'église métropolitaine, un instrument considérable d'astronomie, une méridienne ou guénon solsticial.

Suisse. — Le duc d'Autriche, Sigismond, engage par hypothèque au canton de Zurich la cité de Winterthur, la dernière possession de l'Autriche en Suisse.

Turquie. — Scanderbeg meurt à soixante-treize ans, à Lissa, en Dalmatie (17 févr.) ; il avait gagné sur les Turcs vingt-deux batailles. — Mathias Corvin ramène sous la domination hongroise le walvode de Moldavie et de Valachie, qui s'était soumis aux Turcs.

1468.

Angleterre. — Première publication à Oxford en caractères gravés.

Bohême et Hongrie. — A la sollicitation du pape et de l'empereur, Mathias Corvin prend l'offensive contre Podiébrad, protecteur des Hussites.

Espagne. — En Castille, mort d'Alphonse, frère du roi (juill.). Les rebelles offrent la couronne à sa sœur Isabelle, âgée de dix-sept ans, qui la refuse; mais elle se fait reconnaître même par Henri IV comme héritière du trône.

France. — États généraux à Tours (avril); la Normandie est déclarée province inaliénable, et inséparablement unie à la couronne. — Traité d'Ancenis, imposé au duc de Bretagne (10 sept.). — Entrevue de Péronne avec Charles le Téméraire, le roi est pris au piège qu'il a tendu; désastreux traité: le frère du roi, qui est l'allié du duc, doit recevoir les provinces de Champagne et de Brie qui relient les domaines bourguignons aux domaines flamands; le roi assistera au siège de Liège, dont il a provoqué la révolte (14 oct.). — Sac de Liège (30 oct.).

Italie. — Amédée IX, duc de Savoie, remet l'administration des affaires à sa femme Yolande, sœur du roi de France, qui, pour ne pas succomber sous la rivalité armée de ses trois beaux-frères, a besoin pendant huit ans de l'intervention de Louis XI.

Perse. — Vainqueur des Turcomans du Mouton noir, Ussum-Hassan ou Cassan, fonde dans la Perse, la Chaldée et l'Aderbeïdjan, la dynastie des Turcomans du Mouton blanc.

Russie. — Expédition malheureuse d'Ivan III contre Kasan.

au roi depuis son mariage, et qui a gagné même le duc de Clarence, frère du roi.

Bohême et Hongrie. — Mathias Corvin entre en Moravie et se fait proclamer roi de Bohême. Podiébrad lui oppose Wladislas, fils de Casimir, roi de Pologne, qu'il désigne pour son successeur.

Écosse. — Le mariage de Marguerite, fille de Christian I^{er}, avec le roi d'Écosse, résout un ancien débat au sujet des îles Orcades: ces îles, qui relevaient de la Norvège, sont cédées à l'Écosse.

Espagne. — A l'insu de Henri IV, Isabelle, sa sœur, qu'avaient demandée en mariage le roi de Portugal et le frère du roi de France, épouse l'infant d'Aragon, Ferdinand, âgé de dix-sept ans (oct.). Ce mariage ranime les factions; Henri IV se décide trop tard à déclarer l'infante Jeanne son héritière.

France. — Arrestation du cardinal La Balue. Louis XI fait accepter à son frère la Guyenne, au lieu de la Champagne. — Il institue l'ordre de chevalerie de Saint-Michel, dont le serment engage les seigneurs envers le roi (août). — Le duc d'Autriche, Sigismond, engage au duc de Bourgogne le comté de Ferrette, le Sundgau dans le bassin de l'Ill, l'Alsace et les quatre villes forestières, Rheinfelden, Sacklingen, Laufenbourg et Waldshut (mars). Charles le Téméraire y nomme bailli Pierre de Hagenbach, qui se rendra odieux aux Suisses.

Italie. — Venise reçoit des presses typographiques.

Russie. — Courses sur les terres des Tchérémisses qui relèvent du khan de Kasan.

1470.

1469.

Angleterre. — Révoltes dans le nord contre Édouard IV; elles ont été provoquées secrètement par le comte de Warwick qui est hostile

Angleterre. — Édouard IV, qui tient lui-même Henri VI en prison, devient comme captif de Warwick. Édouard parvient cependant à chasser Warwick. Celui-ci cherche un asile

auprès de Louis XI qui en fait le champion de Marguerite et du prince de Galles. Il revient en Angleterre; fuite d'Édouard auprès du duc de Bourgogne, son beau-frère; rétablissement de Henri VI. Warwick mérite le surnom de faiseur de rois.

Espagne. — Jean, duc de Lorraine, meurt à Barcelone, au moment peut-être de conquérir l'Aragon. Les Catalans résistent encore.

France. — Trois imprimeurs, venus de Mayence à Paris, s'établissent dans la maison de Sorbonne, sous la protection de Louis XI. Le premier livre qui sort de leurs presses a pour titre : *Gasparini Pergamensis epistolæ*. Louis XI compose le *Rosier des guerres*; étant dauphin il avait travaillé aux *Cent nouvelles nouvelles*. — Premières manufactures de soieries, établies à Tours par des ouvriers que Louis XI appela de Venise, de Gènes et de Florence. — Les états de Tours cassent le traité de Péronne. — Naissance du dauphin Charles (30 juin).

Russie. — Siège de Kasan par les frères d'Ivan III; le khan Ibrahim paye tribut. — Insurrection de Novgorod, réprimée par Ivan en personne.

Suède. — A la mort de Charles Canutson, son neveu, Stenon Sture reçoit le titre d'administrateur.

Tures. — Mahomet II enlève aux Vénitiens la capitale de l'île de Négrepont, leur plus importante possession dans la mer Égée : atrocités cruautés commises à la suite de la victoire, et après la capitulation. — Alliance de Rhodes, de Venise, de la Perse contre les Turcs; Ussum-Cassan envahit la Caramanie que défend le fils de Mahomet II.

1471.

Allemagne. — Confédération formée par les Grisons, qui étaient partagés depuis longtemps en trois ligues : 1^{re} ligue haute, ou Grise proprement dite; 2^e ligue Caddée, ou de

la maison de Dieu (*casa Dei*), dans le territoire de laquelle est l'évêché de Coire sur le Rhin; 3^e ligue des dix droitures, juridictions ou communautés.

Angleterre. — Les secours de Charles le Téméraire et la défection nouvelle du duc de Clarence rendent la couronne à Édouard IV. Henri VI est de nouveau enfermé à la Tour. Warwick est vaincu et tué à Barnet, au nord-ouest de Londres (14 avril). Marguerite et le prince de Galles, âgé de dix-huit ans, viennent perdre un dernier combat à Tewkesbury, dans le comté de Gloucester, sur la Saverne (9 mai); ils sont pris tous deux. Le prince de Galles est assassiné après le combat. Henri VI meurt de mort violente à la Tour (21 mai).

Bohême et Hongrie. — Mort de Podiéhrad. La Bohême proprement dite reconnaît pour roi Wladislas, fils aîné de Casimir IV de Pologne; la Moravie et la Silésie préfèrent Mathias Corvin. — En Hongrie même, un parti oppose à Corvin le frère de Wladislas, Casimir.

France. — Guerre de Louis XI avec Charles le Téméraire dans le bassin de la Somme.

Italie. — Borso d'Este, duc de Modène et Reggio, reçoit du pape le même titre pour le marquisat de Ferrare. Protecteur des lettres, il a établi l'imprimerie dans ses États. — Mort de Paul II. Election de Sixte IV (août). — Le roi de Chypre épouse Catherine Cornaro, fille d'un sénateur vénitien.

Portugal. — Alphonse V mérite le surnom d'Africain, en enlevant aux Maures Arzile, et Tanger même (août).

1472.

Espagne. — Enveloppée par terre et par mer, Barcelone enfin se soumet au roi Jean II (octobre); pacification complète de la Catalogne. Jean II alors reprend le Roussillon qu'il avait engagé à Louis XI; résistance de Perpignan.

France. — Mort du frère du roi à Bordeaux, on le croit empoisonné, Louis XI reprend la Guyenne (mai). Nouvelle guerre avec le duc de Bourgogne en Picardie (juin). Beauvais résiste à Charles le Téméraire ; intrépidité de Jeanne Hachette.

Italie. — A la mort d'Amédée IX, les princes de Savoie, qui ne veulent pas laisser la régence à sa veuve Yolande, recherchent l'appui de Charles le Téméraire, l'ennemi de Louis XI ; elle ne reste pas longtemps leur captive.

Portugal. — Découverte des îles de Saint-Thomas, du Prince, et d'Anobon, situées au sud-est de la Guinée sous l'équateur. Dans la première, la culture du sucre se développera par le travail des esclaves nègres.

Turquie. — Les vaisseaux de Venise, de Rome, et de Naples, donnent la chasse aux Turcs dans les Cyclades et sur les côtes d'Anatolie.

1473.

Allemagne. — Pacte de confraternité et de succession réciproque entre les maisons de Brandebourg, de Saxe et de Hesse. — L'électeur de Brandebourg partage d'avance ses Etats entre ses trois fils : 1^o à l'aîné le margraviat électoral ; 2^o au second, Anspach en Franconie ; 3^o au troisième, Bayreuth. — Premier livre imprimé en Hollande avec date.

France. — Arrestation du duc d'Alençon. Assassinat du comte d'Armagnac. Louis XI veut faire excommunier le duc de Bourgogne : opposition formelle du parlement à cette intervention du saint-siège (oct.).

Italie. — Introduction de l'imprimerie à Naples par le roi.

Orient chrétien. — Le roi de Chypre périt victime d'une conspiration ; son fils posthume, Jacques III, fut proclamé, en naissant, roi de Chypre, de Jérusalem et d'Arménie.

1474.

Angleterre. — Premiers livres

imprimés par l'Anglais Guillaume Caxton, artiste, et ambassadeur d'Édouard IV.

Danemark. — Christian obtient de l'empereur l'érection du comté de Holstein en duché d'empire. Dans le duché, sont compris les Ditmarses, qui étaient encore à soumettre.

Espagne. — La mort de Henri IV, qui a été peut-être empoisonné, donne la couronne de Castille à Isabelle, sa sœur, âgée de vingt-trois ans, femme de l'infant d'Aragon Ferdinand (déc.). Ils sont proclamés à Ségovie. — L'imprimerie commence à être introduite en Espagne par un Allemand, Lambert Palmart.

France. — Pendant que le duc de Bourgogne fait la guerre à l'empereur qui n'a pas voulu lui donner le titre de roi, Louis XI prend l'Anjou au vieux René. — Première expérience de l'extraction de la pierre sur un condamné à mort.

Italie. — Le comte d'Urbino, Frédéric, brillant représentant de l'ancienne famille des Montefeltro, qu'ont rendus célèbres leurs luttes héréditaires avec les Malatesta de Rimini, et leurs exploits comme condottieri au service des diverses puissances italiennes, est fait duc par Sixte IV. Protection accordée aux lettres et aux arts ; superbe palais, bibliothèque. — Le neveu de Sixte IV, le cardinal Julien de la Rovère, qui sera le pape Jules II, commande les armées pontificales contre les gibelins rebelles.

Suisse. — Supplice infligé par les Suisses à Hagenbach, lieutenant de Charles le Téméraire ; colère du duc. Alliance perpétuelle, ligue offensive et défensive, conclue par Louis XI avec les huit cantons suisses (juin). Les cantons déclarent la guerre au duc de Bourgogne (9 oct.).

Turquie. — Pendant la minorité de Jean Castriot, fils de Scanderbeg, dont la république de Venise a la tutelle, trente mille Turcs attaquent Scutari que défend le Vénitien Pierre Mocenigo ; ils sont forcés de se retirer (août). Mocenigo est élu doge.

1475.

Bohême. — Conventions entre les prétendants à la couronne de Bohême : le royaume de Bohême et les droits d'électeur resteront à Wladislas de Pologne; Mathias gardera la Lusace, la Moravie et la Silésie qui reviendront à Wladislas si Mathias meurt le premier.

Espagne. — La noblesse de Castille, menacée dans ses privilèges par les premiers actes énergiques de la reine Isabelle, invoque les droits de l'infante, si outrageusement traitée du vivant de Henri IV. L'archevêque de Tolède et son neveu, le marquis de Villena, dirigent le mouvement d'insurrection; ils appellent l'oncle de l'infante, Alphonse V de Portugal, qui, étant veuf alors, lui est fiancé.

France. — Louis XI suspend les violents débats des réalistes et des nominaux, en faisant clouer les écrits de leurs docteurs dans les bibliothèques (mars). — Il enlève Perpignan et le Roussillon au roi d'Aragon (mars). — Pendant que Charles le Téméraire use ses forces au siège de Nuits près de Cologne contre les troupes de l'empereur, Edouard IV débarque à Calais : n'étant pas soutenu par les Bourguignons, il traite à Pecquigny avec Louis XI qui consent à payer un tribut et rachète Marguerite d'Anjou cinquante mille écus (29 août). Le duc de Bourgogne, réconcilié avec le roi, lui abandonne le connétable de Saint-Pol, qui est jugé pour ses trahisons, et décapité (nov.). Pas de connétable jusqu'en 1515.

Orient chrétien. — A la mort de son jeune fils, la reine Catherine Cornaro se maintient à Chypre par la protection de Venise qui l'adopte pour fille de Saint-Marc. Catherine n'a guère que le titre et les honneurs de la royauté; le gouvernement est aux agents de Venise.

Russie. — Une seconde révolte de Novogorod réprimée par le grand

prince conte à cette ville ses privilèges républicains.

Turcs. — Mathias Corvin enlève aux Turcs la place de Savatz, entre Sirmium et Belgrade, qui était réputée pour imprenable. — Désastres des Turcs en Moldavie, qui seront réparés l'année suivante par Mahomet II en personne.

1476.

Allemagne. — Les ducs de Wolgast obtiennent de garder le duché de Stettin, à condition que toute la succession poméranienne reviendra aux électeurs de Brandebourg à l'extinction de la maison de Wolgast.

Danemark. — Jean Scolnus ou de Kolno (Janz Kolna), Polonais au service de Christian II, aperçoit la terre de Labrador au nord-est de l'Amérique.

Espagne et Portugal. — Défaite d'Alphonse V à Toro. Jeanne de Castille prendra le voile à Coimbra.

France. — Les Suisses, animés par les chants de Weber, battent Charles le Téméraire à Granson (mars) et à Morat, où ils sont cruels (juin). Il fait enlever par Olivier de la Marche, son futur historien, la duchesse Yolande avec trois de ses enfants. Louis XI les fait délivrer et reconduire en Savoie par Philippe de Comines, qui a quitté en 1472 le service du duc de Bourgogne pour le sien.

Italie. — Trois gentilshommes milanais tuent le duc de Milan dans l'église de Saint-Étienne (déc.). Son fils, enfant de huit ans, Jean Galéas-Marie, est protégé par le ministre Simonetta contre l'ambition de ses frères. — La grammaire de Constantin Lascaris, fugitif de Constantinople, établi à Milan, est le premier livre grec qu'on ait imprimé. — Une bulle de Sixte IV est le premier décret de l'Eglise romaine touchant la fête de l'immaculée conception de la sainte Vierge (1^{er} mars).

Turquie. — Caffa est reprise

aux Gênois qui perdent ainsi la clef du commerce de la mer Noire et de la mer d'Azof. Les Turcs donnèrent la dignité de khan à Mengeli Gieray, de la race des princes du Kaptchak, dont les descendants ont longtemps administré la Crimée ottomane.

1477.

Allemagne. — Nouvelle guerre de Mathias Corvin avec l'empereur.

France. — Charles le Téméraire est vaincu et tué devant Nancy que les Suisses défendaient pour le duc de Lorraine, René de Vaudemont (janv.). Louis XI prend le duché de Bourgogne, apanage masculin, et établit un parlement à Dijon (mars). Il aspire vainement à la conquête du reste de l'héritage bourguignon. Marie de Bourgogne épouse Maximilien d'Autriche, fils de l'empereur, qui défendra ses droits par cinq ans de guerre (18 août). — Louis XI vient de faire décapiter, comme criminel de lèse-majesté, Jacques d'Armagnac, duc de Nemours et comte de la Marche (4 août).

Italie. — Gènes échappe pour dix années, sans y gagner beaucoup de calme et de prospérité, à la domination milanaise. — Les Turcs dévastent impunément le Frioul, possession de Venise.

Livonie. — L'archevêque de Riga satisfait sa haine contre l'ordre teutonique en invitant les Danois, les Suédois, les Polonais, les Lithuaniens et les Samogites à ravager la Livonie; il jette l'interdit sur la ville de Riga.

Suède. — Stenon Sture fonde l'université d'Upsal.

1478.

Allemagne. — La Poméranie, souvent partagée depuis 1295 en deux et même en trois duchés, est réunie entière entre les mains de Bogislas le Grand qui rétablit partout le bon ordre. Les brigands et les corsaires sont punis avec rigueur. Il abolit sur les côtes le droit de vachec, et stipule seulement une rétri-

bution que les propriétaires d'effets naufragés payeront à ceux qui les ont recueillis.

Angleterre. — Le roi fait mourir son frère le duc de Clarence.

Danemark. — Christian I^{er} fonde l'université de Copenhague.

Espagne. — Le roi de Grenade, Muley Abou'l Haçan Aly, qui était depuis plusieurs années en paix avec la Castille, aime mieux ne pas renouveler la trêve que d'acquitter comme plusieurs de ses ancêtres un tribut annuel.

Italie. — A Florence, conspiration formée par les Pazzi, l'archevêque de Pise François Salviati, le neveu du pape Jérôme Riario, seigneur d'Imola en Romagne, contre les frères Laurent et Julien de Médicis, qui ont depuis six ans succédé à l'influence de leur père Pierre I^{er} : Julien seul périt assassiné dans la cathédrale (26 avril), laissant un fils qui sera pape en 1523. Supplice des Salviati et des Pazzi. Sixte IV et le roi de Naples arment contre Laurent, pour lequel prennent parti Milan, Venise, Ferrare et Rimini. — En Savoie, après la mort d'Yolande sa sœur, Louis XI fait d'inutiles efforts pour se saisir du gouvernement (août).

Suisses. — Fribourg, ville libre d'Helvétie, forme une alliance particulière avec Zurich, Berne, Lucerne et Soleure.

Turquie. — Mahomet II prend Croia; il échoue devant Scutari.

1479.

Ecosse. — Jacques III ordonne la mort de son frère Jean, qui avait blâmé le despotisme de ses favoris, gens de basse naissance. Son autre frère, le duc d'Albany, est enfermé dans un château.

Espagne. — Mort de Jean II. Son fils Ferdinand, l'époux d'Isabelle, lui succède dans les Etats d'Aragon, des Iles Baléares, de Sardaigne, et de Sicile; Léonore, sa fille,

femme du comte de Foix, règne en Navarre (janv.). — Mort de la comtesse de Foix (févr.); elle a pour héritier son petit-fils François Phœbus. — Alphonse de Portugal renonce, par un traité de paix, au titre de roi de Castille et à tout projet de mariage avec l'infante Jeanne (sept.). — Les gouvernements de Castille et d'Aragon restent distincts, quoique Isabelle et Ferdinand suivent les mêmes plans d'administration et de politique.

Italie. — Après quelques échecs, Laurent de Médicis va en personne négocier la paix avec Ferdinand de Naples, ligué contre lui avec le pape.

Livonie. — Le turbulent archevêque de Riga conclut contre l'ordre teutonique un traité avec Stenon Sture; le maître provincial de l'ordre en Livonie le fait arrêter : l'archevêque meurt de chagrin. Le pape fulmine contre le maître de Livonie, et, par le choix imprudent qu'il fait du nouvel archevêque, envenime encore les discordes.

Turquie. — Les Vénitiens, pour avoir la paix avec Mahomet II, lui laissent Scutari en Albanie. — Guerre de cinq années avec Mathias Corvin.

1480.

Espagne. — En Castille les états de Tolède réforment les abus du dernier règne, abolissent les grâces et les pensions indûment accordées; les plaintes du peuple contre les grands seront désormais écoutées. Le tribunal d'inquisition est régulièrement organisé à Séville. Les attributions sont séparées et souvent rivales de celles des tribunaux ecclésiastiques ordinaires. Les inquisiteurs sont à la nomination du prince. On ne confronte pas l'accusé avec les témoins; on ne l'instruit pas de ce qu'ils déposent contre lui; il est soumis à la torture et, s'il est condamné, ses biens sont confisqués. Cette barbare institution couvrira l'Espagne de bûchers. — Conquête des îles Canaries au nom de la Castille.

France. — Établissement des postes sur toutes les grandes routes de France, mais seulement pour le service du roi.

Italie. — Le roi de Naples, que menace encore le prince angevin, le duc de Lorraine, conclut une alliance avec les Florentins (mars). — A Milan, l'ambitieux Ludovic le More chasse les tuteurs du jeune duc son neveu, fait décapiter le ministre Simonetta (30 oct.); et force même la mère du duc, Bonne de Savoie, à s'éloigner (2 nov.).

Turquie. — Après de grands préparatifs d'expédition contre Rhodes (mai) : belle défense du maître de l'ordre, Pierre d'Aubusson; le siège est levé (17 août). — Une flotte ottomane surprend Otrante (21 août). Effroi de l'Europe.

1481.

Angleterre et Écosse. — Louis XI pousse Jacques III à la guerre contre Édouard IV. Ambition du duc d'Albany, récemment échappé de sa prison; il demande le concours des Anglais pour renverser son frère. La noblesse écossaise pend les trois favoris de Jacques; mais le duc d'Albany ne peut se faire roi.

Danemark. — Mort de Christian I^{er}; son fils aîné Jean lui succède.

France. — Louis se fait instituer par Charles, comte de Provence et du Maine, qui est neveu et successeur du roi René, son héritier universel. Charles meurt (11 déc.). La couronne recueille ses États. — Les Suisses à la solde de la couronne jouiront de grands privilèges (sept.).

Mongols et Russes. — Akmet, khan de la horde d'or du Kaptchak, est pris entre deux ennemis, les Russes et les Nogais, qui mettent son pays à feu et à sang. Avec lui finit la horde d'or. Les Russes surtout gagneront à la chute de ces Tartares de Sarai qui occupaient le bassin méridional du Volga.

Livonie. — Riga refuse d'obéir au maître provincial de l'ordre en Livonie. Les Russes en prennent occasion d'attaquer la Livonie et la Lithuanie.

Portugal. — Mort d'Alphonse V. Son fils, Jean II, lui succède.

Suisse. — Fribourg et Soleure sont admises dans la confédération helvétique qui n'avait reçu aucun canton nouveau depuis 1353.

Turquie. — Sixte IV concourt avec le roi de Naples à reprendre Otrante sur les Turcs. — Mort de Mahomet II (juill.). La rivalité de ses deux fils Bajazet II et Jem ou Zizim, soutenu par les troupes d'Asie, laisse du repos aux chrétiens.

1482.

Allemagne. — Guerre entre l'empereur et Mathias Corvin.

Espagne. — Guerre entre les Castillans et les Maures de Grenade. Ces derniers perdent Alhama, boulevard de leur capitale; le roi Aly tente trois fois vainement de la reprendre. Désordres dans le royaume maure : Aly est déposé au profit de son fils, Abou-Abdallah ou Boabdil, parce qu'il avait préféré une femme chrétienne à ses femmes musulmanes.

France. — Les Flamands concluent la paix avec Louis XI à Arras : l'Artois et la Franche-Comté sont promis pour dot de Marguerite, fille de Marie, si elle épouse le dauphin (23 déc.). — Sombre et sanguinaire agonie de Louis XI, enfermé en son château du Plessis-lez-Tours, qui est rendu inaccessible. Son barbier et son médecin sont ses favoris.

Italie. — Charlotte, qui a été dépouillée du trône de Chypre par son frère naturel en 1464, cède ses droits sur Chypre, Jérusalem et l'Arménie, au duc de Savoie, son beau-frère, pour lui et pour ses successeurs. — Le duc de Ferrare, Hercule I^{er}, a la guerre avec Venise, quand il veut établir des salines à

Comacchio, pour se dispenser de prendre du sel dans les greniers de Venise. Les puissances italiennes, intéressées à arracher à Venise ses monopoles de commerce, Naples, Milan, Mantoue, Florence, et les Bentivoglio de Bologne soutiennent le duc (mai). Le pape s'aille à Venise, avec l'espoir de profiter de la ruine de la maison d'Este.

Pologne et Russie. — Succès d'Ivan sur les Polonais.

Portugal. — Le fort Saint-Georges construit sur la côte de Guinée, assure aux Portugais la libre exploitation d'une mine d'or.

Suède. — On commence à imprimer.

Turquie. — Le grand maître Pierre d'Aubusson fait passer en France le prince Zizim, frère et rival de Bajazet II.

1483.

Angleterre. — Mort d'Édouard IV (9 avril); l'aîné de ses deux fils, Édouard V, âgé de treize ans, est proclamé mais non couronné roi. Son frère Richard, duc de Gloucester, se fait nommer protecteur du royaume, ordonne la mort des seigneurs attachés à ces deux enfants, et fait déclarer leur naissance illégitime (22 juin). Il est lui-même proclamé roi, avec la confirmation du parlement, et couronné sous le nom de Richard III (juill.). La mort des enfants d'Édouard reste un mystère. Faveur du duc de Buckingham, qui conspire ensuite et sera décapité.

Danemark et Suède. — Le roi Jean I^{er} malgré Stenon Sture, est reconnu roi de Norvège (janv.) et même roi de Suède (août); mais il doit restituer à la couronne de Suède l'île de Gothland occupée autrefois par les Danois. Il ne peut enlever les fonctions d'administrateur à Stenon Sture qui les garde encore quatorze ans.

Espagne. — Le dominicain Tor-

quemada mérite, par ses rigueurs sanguinaires, la dignité de grand inquisiteur de Castille. Révolte de l'Aragon quand Ferdinand veut constituer des tribunaux d'inquisition; le chef des inquisiteurs est tué.

France. — Mort de Louis XI à Plessis-lez-Tours (30 août); il laisse un fils enfant, Charles VIII, faible de corps et d'esprit, sans éducation quoiqu'il ait déjà treize ans, sous la tutelle de sa fille Anne, mariée au frère du duc de Bourbon, le sire de Beaujeu. — Louis XI a le premier reçu de la cour de Rome le titre de roi très-chrétien.

Italie. — Venise refuse la médiation de Sixte IV dans l'affaire de Ferrare; Sixte IV lance l'interdit sur les terres de la république.

Portugal. — Une commission extraordinaire juge le duc de Bragance, accusé de liaisons coupables avec Ferdinand d'Aragon: le roi fait exécuter la sentence de mort rendue contre lui (juin). La noblesse conspire encore; Jean II poignardera en 1484 le jeune duc de Viseu, son parent.

1484.

Danemark. — Les duchés de Holstein-Slesvig restent indivis entre le roi Jean et son frère Frédéric.

Espagne. — Lutte entre le vieil Aly, roi de Grenade, et son fils Boabdil. Les Maures font roi le frère d'Aly, Abzagal, ou le Brave, gouverneur de Malaga. Guerre civile entre l'oncle et le neveu. — Le Génois Christophe Colomb, qui a déjà parcouru toutes les mers connues, après avoir soumis inutilement ses projets à Gènes, sa patrie, et au Portugal, demande à Ferdinand et à Isabelle les moyens de tenter une expédition; il envoie son frère en Angleterre. Huit ans de sollicitations dans la péninsule. — Catherine, qui vient de succéder en Navarre à son frère François Phébus, épouse Jean d'Alber.

France. — États généraux à Tours; les princes du sang espèrent y faire annuler une partie des actes de Louis XI (15 janv. - 15 mars). Habileté de la régente qui déjoue toutes les oppositions. Discours hardi d'un seigneur, Philippe Pot.

Italie. — Venise est forcée d'abandonner Céphalonie au sultan. — Le duc de Ferrare traite avec les Vénitiens, qui gardent Rovigo et toute la Polésine (7 août). — Mort de Sixte IV.

1485.

Allemagne. — Mathias Corvin attaque de nouveau l'Autriche, dont il reste maître cinq ans.

Angleterre. — Le Gallois Henri Tudor, comte de Richemont, arrière-petit-fils, par sa mère, de Jean de Gaunt, duc de Lancastre, dispute la couronne à Richard III. La victoire de Bosworth dans le comté de Leicester, où Richard est tué, met fin à la dynastie d'York (22 août). Henri VII est reconnu et couronné roi (13 oct.).

Italie. — Innocent VIII lève l'interdit mis sur Venise.

Livonie. — Riga appelle les Suédois contre le maître teutonique de Livonie. — Les Russes ravagent la Livonie et la Finlande.

Russie. — Ivan III épouse Sophie Paléologue, nièce du dernier empereur grec; il espérait par là acquérir de droits sur le trône impérial; il prend pour armoiries l'aigle noire à deux têtes.

1486.

Angleterre. — Henri VII épouse Élisabeth, fille d'Édouard IV, pour confondre les droits des deux maisons et réconcilier les deux partis (18 janv.). Cependant Lambert Simnel, fils d'un boulanger, se dit fils du duc de Clarence; il est pris et enfermé à la Tour. Marguerite d'York, duchesse douairière de Bourgogne, sœur d'Édouard IV, protégera de son nom les imposteurs.

France. — Guerre folle de la noblesse de France, aidée de Maximilien, contre la régente. Philippe de Comines, un des mécontents, est enfermé huit mois dans une cage de fer. Le duc d'Orléans, Louis, est le principal chef de ce mouvement.

Italie. — La rigueur des impôts pousse les Napolitains à la révolte. Traité des chefs avec le roi Ferdinand : deux jours après, il les fait périr dans les supplices (13 août). Les fugitifs invoquent la France.

Livonie. — Les villes hanséatiques de la Vandalle, riveraines de la Baltique, se liguent en faveur de Riga avec les Suédois contre les Teutons de Livonie.

Portugal. — Cinquante-trois ans après que le cap Bojador avait été doublé, le navigateur portugais Barthélemy Diaz reconnaît, sans le franchir, le cap sud de l'Afrique, qu'il appelle le cap des Tempêtes.

1487.

Écosse. — Jacques III est prisonnier de ses sujets.

Espagne. — Une trahison livre Malaga aux Castillans. Les chrétiens serrent Grenade. Impuissance d'Al-Zagal, auquel obéissent encore Cadix, Baza et Almería. Boabdil, qui règne à Grenade, essaye de conjurer sa perte par de basses adulations.

France. — Une charge de maréchal d'armes ou d'armoiries est créée pour connaître de toutes les armoiries de la noblesse.

Italie. — Les Florentins reprennent sur les Génois la position importante de Sarzane (juin). — Nouveau recours de Gènes à l'étranger. Elle rentre sous la domination des Sforza de Milan. Le vieux Paul Fregoso, archevêque, cardinal, doge, le même qui avait dû se retirer devant les Milanais en 1464, subit leur retour. — Jean Pic, prince de la

Mirandola, au nord-est de Modène, qui, à vingt-trois ans, avait, sous le couvert de noms d'auteurs latins, grecs et hébreux, émis neuf cents propositions, trop hardies pour une cour qui ne voulait pas de réformes, est condamné par Innocent VIII. Le pape défend, sous peine d'excommunication, la lecture de ses thèses.

Portugal. — Deux Portugais, Pierre Covilham et Alfonso de Palva, sont envoyés à Alexandrie pour chercher des notions sur le soi-disant prince chrétien, le prêtre Jean, qui demeurait, dit-on, en Afrique, et sur les régions indiennes : ils allèrent jusqu'à Suez, dans la compagnie de marchands maures qui se rendaient à Aden. Pendant que Covilham s'embarquait à Suez pour les Indes, Palva se rendait par terre en Abyssinie, où il mourut.

Russie. — Défaite et captivité du khan de Kasan par les Russes.

1488.

Écosse. — Une bataille livrée par Jacques III à la noblesse lui coûte la vie (11 juin). — Son fils, Jacques IV, âgé de quinze ans, par ses qualités chevaleresques et sa bonne justice, méritera le respect et l'affection des peuples.

Espagne. — Ferdinand le Catholique donne aux Siciliens un vice-roi, qui sera ordinairement renouvelé tous les trois ans.

France. — La bataille de Saint-Aubin du Cormier, en Bretagne, (28 juill.), coûte la liberté au duc d'Orléans, et force à un honteux traité le duc de Bretagne, François II, chef de la noblesse rebelle.

Livonie. — Réconciliation de Stenon Sture de Suède avec le maître provincial des Teutons en Livonie. Ils s'unissent contre les Russes.

Turquie. — Cause de rupture avec les maîtres de l'Égypte et de la Syrie : les mameluks qui sont originaires de Circassie envoient des se-

urs à leurs compatriotes du Caucase que menaçait l'ambition d'un petit prince d'Asie, protégé de la porte ottomane.

1489.

Espagne. — Prise de Baça, une des fortes places du pays de Grenade.

Italie. — Catherine Cornaro, étant laissé attirer à Venise, fait donation du royaume de Chypre à la république. — Le cens annuel, que les rois de Naples devaient à la cour de Rome, est l'occasion d'un conflit de trois ans entre Ferdinand et Innocent VIII (juin).

Turquie. — Zizim devient le pacha de la cour de Rome. Expédition de Bajazet II contre le sultan d'Egypte, Ascrif-Kaïtbai : bataille de deux jours en Cilicie. Bajazet se hâte de faire la paix pour fonder sur la Créte; il la parcourt en conquérant, et ferme ce pays par des châteaux forts construits aux gorges des montagnes.

1490.

Danemark. — Le roi et son frère partagent le Holstein-Slesvig.

Espagne. — Al-Zagal livre à Isabelle et à Ferdinand Almeria, l'île de l'ouest et la partie maritime des Alpujarras. Boabdil se décide à combattre les chrétiens.

Hongrie. — Mathias Corvin meurt à Vienne, sa résidence depuis cinq ans. Il était distingué par son goût pour les lettres, les sciences et les arts. À sa cour, grand nombre de savants, et les meilleurs peintres de l'époque; fondation de la bibliothèque de Bude. — La veuve de Mathias désigne pour le trône, avec l'assentiment des Hongrois, le Polonais Wladislas, roi de Bohême, qui s'est déjà mis en possession, d'après les conventions de 1475, de la Lusace, de la Moravie, et de la Silésie. Il est attaqué par son frère Jean-Albert et par Maximilien d'Autriche.

Italie. — A Florence, prédications fougueuses du dominicain Jérôme Savonarole au peuple de Florence; il appelle Charles VIII de France, pour punir les crimes de l'Italie et les scandales des princes. — Venise achète du sultan d'Egypte l'investiture du royaume de Chypre.

Turquie. — Bajazet II et Kaïtbai d'Egypte se disputent l'Aderbaldjan pendant six années.

1491.

Espagne. — Siège de Grenade pendant huit mois. Le camp des rois Ferdinand et Isabelle deviendra une ville, Santa Fé. Boabdil s'engage à capituler dans deux mois s'il n'est pas secouru (25 nov.).

France. — Anne, l'héritière de Bretagne, est obligée d'épouser Charles VIII, qui renonce ainsi à la main et à la dot de Marguerite, fille de Marie et de Maximilien (déc.).

1492.

Allemagne, Bohême et Hongrie. — Maximilien fait avec Wladislas un traité de succession éventuelle pour la Hongrie. — Le duché silésien d'Oels, Wohlau, et Kosel, fait retour à Wladislas, à la mort du dernier duc.

Angleterre et France. — Henri VII reçoit des subsides de son parlement pour faire la guerre à la France. Charles VIII prévient l'invasion en renouvelant à Étampes le tribut payé par son père (3 nov.).

Angleterre. — Un nouveau prétendant, Perkin Warbeck, fils d'un juif de Tournai, se dit le second fils d'Édouard IV : le royaume est troublé pendant sept ans.

Espagne. — Boabdil, dernier prince de la dynastie des Nasérides, rend Grenade avant l'expiration des deux mois (5 janv.). Une capitulation laisse aux Maures leur liberté, leurs biens, leurs armes, leurs lois, leur

religion et leur langue; ils ne payeront que le tribut acquitté ordinairement à leur souverain. Le pape honore alors Ferdinand du titre de Catholique. — Édit des deux rois pour forcer les juifs à se convertir, ou à sortir de leurs États dans les quatre mois; ils émigreront en grand nombre. — Devant Grenade, traité entre les rois d'Espagne et Christophe Colomb : armement de trois petits bâtiments montés par quatre-vingt-dix hommes, qui coûte à la Castille quatre-vingt-dix mille livres. Départ du port de Palos (3 août). Navigation persévérante à l'ouest dans l'océan Atlantique. Révolte de l'équipage (14 sept.). Trente-trois jours après qu'il a quitté les Canaries, il aborde à Guanahani, une des îles Lucayes ou Bahama, qu'il appelle San Salvador (12 oct.). Il croit avoir touché les régions les plus orientales des contrées indiennes; le nom d'Indes est resté au quatrième continent que Colomb a découvert. Dispositions pacifiques des caciques, qui sont les chefs des Caraïbes indigènes, à San Salvador, dans l'île de Cuba, et dans l'île d'Haïti qu'il appelle Hispaniola; l'or y est en abondance.

Italie. — A Florence, mort prématurée de Laurent le Magnifique, à quarante-quatre ans. La république s'est, pour lui, résignée à faire banqueroute. La création de la bibliothèque Laurentine, la fondation de l'université de Pise, les jardins de l'Académie de Florence ouverts comme asile aux chefs-d'œuvre de la statuaire antique, lui ont mérité le titre de Père des Muses. — Mort d'Innocent VIII. L'avènement d'Alexandre VI Borgia est l'opprobre de l'Église (août).

Pologne. — Mort du roi Casimir IV, en Lithuanie (juin). Le peuple, sans le sénat et les nonces, nomme roi son second fils, Jean-Albert.

Portugal. — Un Vénitien, Cane, conduit des navigateurs portugais à la découverte des royaumes africains

de Congo et de Bénin; les missionnaires y seront envoyés.

Russie. — Ivan III, vainqueur des Livoniens près de Pleskof, s'avance au nord du lac Pelpus, et fonde dans leur pays, sur une montagne escarpée, une ville forte, de son nom, Ivanogorod, vis-à-vis de Narva.

1493.

Allemagne. — Maximilien succède par élection au trône impérial de son père, Frédéric III (août); il est âgé de trente-quatre ans.

Espagne et Portugal. — Retour de Christophe Colomb : réception à Lisbonne par le roi de Portugal qui l'avait autrefois dédaigné (4 mars); à Barcelone, par Ferdinand et Isabelle (15 avril). Les promesses faites avant le départ sont tenues à celui qui a donné un nouveau monde à la Castille. — Une ligne de démarcation, tracée par le pape sur le globe, règle les contestations entre l'Espagne et le Portugal au sujet de leurs découvertes maritimes (juin). Le point de partage est placé au méridien qui est à deux cent soixante et dix lieues à l'ouest des îles Açores : tous les pays situés à l'ouest de ce méridien, découverts ou à découvrir, appartiendront à l'Espagne; tous ceux qui sont à l'est, au Portugal, pourvu qu'ils ne soient pas déjà occupés par un prince chrétien. — Second voyage de Christophe Colomb (25 sept.). Découverte de plusieurs îles Antilles, Saint-Dominique, Marie Galante, Sainte-Marie de Guadeloupe, Montserrat, Sainte-Marie la Rotonde, Sainte-Marie Antique, Saint-Christophe, Saint-Jean de Porto-Rico (du 3 au 22 nov.). Sa première colonie d'Hispaniola avait été détruite par les indigènes qu'avaient opprimés les Espagnols; il y fonde la ville d'Isabelle.

France. — Désastreux traité à Barcelone avec Ferdinand le Catholique, auquel il rend le Roussillon et la Cerdagne (18 janv.); à Senlis avec

Maximilien d'Autriche, qui recouvre l'Artois et la Franche-Comté, promis au roi de France s'il avait épousé sa fille (23 mai) : Charles VIII veut être libre de donner carrière à ses projets de conquête en Italie, comme héritier, par Louis XI, des droits de la maison d'Anjou sur le trône de Naples.

Italie. — Le jeune duc de Milan épouse la petite-fille du roi de Naples. Dépit de Ludovic le More, son oncle ; il encourage Charles VIII à passer en Italie.

Turquie. — Rupture avec la Hongrie.

1494.

Allemagne. — L'empereur épouse la nièce de Ludovic le More, qui lui apporte en dot cinq cent mille ducats ; il l'investit du duché de Milan, qui appartient au jeune Jean Galéas (mars).

France et Italie. — Mort du roi de Naples (25 janv.). — Charles VIII est appelé par le marquis de Saluces, par Ludovic le More, par Savonarolo, par les cardinaux qui voudraient que le monde fût délivré d'Alexandre VI, et par les nobles de Naples. — Il part avec peu de troupes et presque sans argent (sept.). Supériorité de l'artillerie française. La duchesse de Savoie, tutrice d'un enfant de six ans, lui ouvre l'entrée de la péninsule. Il traverse sans combat le Milanais, où bientôt la mort précipitée de Jean-Galéas-Marie livre la dignité ducal à Ludovic le More (22 oct.). L'entrée des Français en Toscane décide le soulèvement des Florentins contre Pierre de Médicis qui est banni avec sa famille. Mais la république subit les conditions qu'on avait reproché à Pierre d'accepter (nov.). Pise s'affranchit. Charles VIII n'ose pas faire déposer le pape. Entrée solennelle à Rome (31 déc.).

Livonie. — La ville de Riga fait sa paix avec les chevaliers teutons qui la tiendront en échec par la reconstruction de Dunamonde, à l'embouchure de la Duna.

1495.

Allemagne. — La diète de Worms, convoquée pour obtenir des secours contre les Français et contre les Turcs, dresse la constitution de la paix publique et établit une chambre impériale qui décidera dans tous les débats civils entre les États d'empire, et jugera les causes criminelles liées au maintien de la paix.

Angleterre et Écosse. — Jacques IV, dupe de l'imposteur Perkin Warbeck, lui donne en mariage une de ses parentes et lui fournit une armée pour pénétrer en Angleterre.

France et Italie. — Abdication du nouveau roi de Naples (23 janv.). Charles VIII se laisse tromper par le pape, qui lui remet Zizim, le prétendant à l'empire d'Orient, mais le livre empoisonné. Ferdinand II de Naples, après deux combats, menacé d'être livré par ses sujets, fuit dans l'île d'Ischia. Charles VIII arrive à Naples (22 févr.), où il entre avec les insignes de l'empire d'Orient (13 mars). Une ligue est conclue contre lui à Venise, par le pape, l'empereur, les Vénitiens, Ferdinand le Catholique, le nouveau duc de Milan. Ludovic le More craint les prétentions du duc d'Orléans, petit-fils de Valentine Visconti, alors à Asti avec des troupes, et Jean-François II de Gonzague, qui sera le général des confédérés (31 mars). Charles quitte Naples : au nord des Apennins, à Fornoue, près de Plaisance, il écrase les confédérés (6 juill.) : il rentre dans son royaume, mais ne gardera rien de l'Italie.

Italie. — A Venise, les Aides impriment la première édition grecque des œuvres d'Aristote.

Portugal. — Mort de Jean II le Parfait : il a été l'ami sévère de la justice, censeur rigoureux des mœurs et ennemi du luxe, tout en encourageant ces grandes expéditions maritimes, dont on devait attendre le développement du commerce et de l'industrie de l'Europe. Son cousin,

de la branche de Viséu, Emmanuel le Fortuné, lui succède.

1496.

Allemagne et Espagne. — Mariage de Philippe le Beau, fils de Maximilien et de Marie de Bourgogne, avec Jeanne (la folle), fille de Ferdinand et d'Isabelle (oct.).

Angleterre. — Henri VII envoie les Vénitiens Jean et Sébastien Cabot, rechercher un passage par le nord-ouest pour se rendre à la Chine et aux Indes. Sébastien trouvera le détroit au nord de Terre-Neuve.

Angleterre et Écosse. — Jacques IV envahit l'Angleterre au nom du prétendant Perkin.

Égypte. — La honte et les pertes qui résultent pour Kaïthal de la guerre contre les Turcs dans l'Aderbaidjan, et de nouveaux désastres de ses partisans en Circassie, précipitent sa mort. Après lui, sept sultans se succéderont en cinq ans au milieu des discordes civiles.

Espagne. — Christophe Colomb éprouve déjà la jalousie de la cour d'Espagne à son retour de son second voyage; il est cependant reçu avec honneur. Pensée d'un établissement régulier à Hispaniola; deux ans de retard. Barthélemy, frère de Christophe Colomb, jette dans l'île d'Haïti les fondements de la ville de Saint-Domingue.

France. — Création d'une compagnie de Cent-Suisses.

Pologne. — Pendant trois ans, guerre ruineuse contre les Valaques.

Portugal. — Édit contre les juifs. Ceux qui restent, quoique baptisés, toujours distingués par le nom de nouveaux chrétiens, sont exclus de toutes charges ecclésiastiques et civiles.

1497.

Danemark et Suède. — Le roi

Jean I^{er} vient assiéger Stockholm que défend en personne Stenon Sture. L'administrateur abdique son pouvoir et rend la ville à la condition de posséder, sa vie durant, la Finlande et les deux Bothnies. Jean I^{er} fait reconnaître pour son successeur en Suède son fils aîné, Christian, déjà agréé dans les deux autres royaumes.

Espagne. — Mort du fils unique de Ferdinand et d'Isabelle, Jean, qui laisse veuve sans enfant Marguerite, fille de Maximilien (oct.). Leur fille aînée épouse le roi de Portugal. — Le Florentin Amerigo Vespucci, avec une flotte espagnole, entreprend des voyages de découverte sur les traces de Christophe Colomb; il côtoie le nouveau continent, après avoir visité le golfe de Paria et l'île Sainte-Marguerite.

France. — Charles VIII constitue et rend sédentaire à Paris le grand conseil, composé de conseillers et de maîtres des requêtes, sous la présidence du chancelier (2 août). — Nouvelle ordonnance pour la rédaction des coutumes, qui avait été décrétée sous Charles VII. — Le titre de grand aumônier date du règne de Charles VIII.

Italie. — Alexandre VI distrait des domaines de l'Église le territoire de Bénévent, dont il fait un apanage ducal pour un de ses fils, Jean, qui meurt bientôt assassiné par César Borgia. César, déjà cardinal, renonce à l'habit de l'Église.

Russie. — Ivan III désigne pour lui succéder, au détriment du petit-fils de sa première femme, l'enfant de Sophie Paléologue, Wasili.

Suisse. — Les Grisons de la ligue grise et de la ligue caddée forment une alliance avec six cantons suisses.

1498.

Bohême. — Wladislas, roi de Bohême, établit en Silésie une cour souveraine des ducs et des états, afin

de préparer la fusion des duchés particuliers en une seule administration centrale au profit de la royauté.

Danemark. — Alliance défensive conclue par Jean I^{er} avec le nouveau roi de France et avec Jacques IV d'Écosse.

Espagne. — Troisième voyage de Christophe Colomb : il reconnaît l'île de la Trinité, une des îles sous le Vent, et parcourt la côte de terre ferme depuis Paria jusqu'au cap de Vela. Anarchie de la colonie d'Hispaniola où Christophe Colomb ne sera pas mieux obéi que son frère.

France. — A Amboise, mort de Charles VIII, sans enfant (avril). Le duc d'Orléans, petit-fils d'un frère de Charles V, lui succède. L'avènement de la branche d'Orléans réunit au domaine royal le duché d'Orléans et les comtés de Valois, de Blois, de Dunois. — Louis XII diminue les impôts : il exige des baillis et des sénéchaux, chargés de l'administration des provinces, des grades d'université, des garanties de capacité. — Il répudie la fille de Louis XI pour épouser Anne de Bretagne. La bulle de divorce vaut au fils du pape, César Borgia, les territoires de Valence et de Die en Provence avec le titre ducal.

Italie. — Alexandre VIII ruine la popularité de Savonarole en lui opposant comme prédicateurs des moines cordeliers : le peuple le laisse condamner au supplice du feu, qu'il subit sur la place de Florence (23 mai). — Le pape n'écoute pas les rois d'Espagne, de Portugal et de France, pour la réforme de l'Église. — Aristote est imprimé pour la première fois.

Portugal. — La relation de deux juifs portugais, qui avaient séjourné longtemps à Ormuz sur la côte septentrionale du golfe Persique et à Calicut, dans l'Indostan, invitait le gouvernement de Lisbonne à chercher un chemin vers les Indes. L'expédition de Vasco de Gama, no-

ble portugais, qui est parti en juillet 1497 avec cent soixante hommes, ouvre d'abord le passage du cap des Tempêtes, appelé déjà cap de Bonne-Espérance. Il parcourt la côte orientale d'Afrique, peuplée par des Arabes mahométans civilisés et par des banians ou marchands indiens. Son arrivée sur la côte indienne de Malabar (ou Al-Mabar, du poivre), Calicut, capitale des États du Zamorin (22 mai) ; Cochin, Cranganore, etc., sont reconnus : il trouve le même mélange de population et la même activité de commerce. Révolution dans le commerce de l'ancien monde : Alexandrie et Venise, qui allaient chercher en Égypte les produits des Indes, seront déshéritées au profit des peuples occidentaux de l'Europe qui iront par le cap aux Indes orientales. — Mort de la reine de Portugal, fille d'Isabelle et de Ferdinand, en mettant au monde un fils qui ne vivra que deux ans (août).

1499.

Allemagne. — L'empereur déclare la guerre aux Suisses qui l'ont mal servi dans une expédition contre la Bourgogne française. Après huit défaites de ses armées, il signe la paix de Bâle.

Angleterre. — Condamnation à mort de Perkin Warbeck et du véritable comte de Warwick, fils du duc de Clarence.

France. — La cour de l'échiquier de Rouen est transformée en parlement de Normandie (20 mars).

France et Italie. — Pour faciliter la conquête du Milanais, auquel il prétendait comme héritier de son aïeule Valentine Visconti, Louis XII s'attache les Vénitiens par la promesse de Crémone et de la Ghiara d'Adda (mars). Conquête du Milanais en vingt jours par les troupes de France et les Suisses auxiliaires (oct.). Les Génois se mettent sous la domination de Louis XII, et le marquis de Mantoue passe à son service.

Turquie. — A l'instigation de le Frioul vénitien. Guerre nouvelle
 Ludovic le More, les Turcs ravagent entre Venise et la Porte.

XVI^e SIÈCLE APRÈS J. C.

APERÇU GÉNÉRAL.

Le caractère de la plupart des révolutions qui ont agité ce siècle est déterminé par les entreprises de Luther et de Calvin et par la propagation de leurs doctrines. Sur presque tous les trônes s'élèvent des souverains célèbres par leurs vertus, par leurs talents ou par leurs passions énergiques. L'ambition, l'ardeur de prosélytisme et la cupidité inondent de sang l'un et l'autre hémisphère. Au milieu de tant d'orages et de catastrophes, en Europe et surtout en Italie, les arts, la littérature, les sciences brillent d'un vif éclat.

On peut distinguer trois périodes : 1^o jusqu'à l'asservissement de l'Italie à la maison d'Autriche, 1530 ; 2^o jusqu'à la clôture du concile de Trente, 1563 ; 3^o jusqu'à la fin du siècle.

4^o 1500-1530. — Louis XII ouvre ce siècle entre Alexandre Borgia et Ferdinand le Catholique, entre Henri VII Tudor et Maximilien d'Autriche. Ses guerres en Italie pour conquérir Milan et Naples ou pour affaiblir les Vénitiens ne tournent qu'au profit de l'Espagne et du saint-siège ; il porte dans les négociations plus de franchise que d'habileté. La valeur de la chevalerie française, heureuse d'abord contre les Vénitiens, est impuissante contre une coalition générale formée par la cour de Rome : Jules II, entreprenant et intrépide, a écrasé César Borgia ; la marche d'Ancône, le duché d'Urbain, Pérouse, Bologne, tant de domaines qui n'étaient que de nom sujets de l'Eglise, une fois soumis, servent au pape pour affaiblir Venise, chasser les Français et rétablir les Médicis à Florence. Vainqueur de la France par les armes de ses alliés, il ne peut faire fléchir le parlement de Paris, gardien jaloux de la pragmatique sanction qu'avait abandonnée le roi Louis XI, mais que conservent comme une égide de liberté les grands corps de l'État. Malgré ses désastres, jamais roi ne fut plus regretté que Louis XII, on l'appelle le Père du peuple : sa gloire est dans sa bonté, dans son économie, dans la sagesse de son gouvernement intérieur ; il a été bien secondé par son ministre, le cardinal d'Amboise.

La royauté, tempérée en France par les états généraux, est maintenant sans contrôle en Angleterre : le parlement est habitué depuis l'avènement des Tudors à la plus abjecte docilité.

Les alliances des maisons d'Espagne et d'Autriche, les perfidies triomphantes de Ferdinand le Catholique, servi par des généraux comme le grand capitaine Gonzalve de Cordoue, préparent la puissance de Charles-Quint, qui est petit-fils de Maximilien, par son père Philippe le Beau, et petit-fils d'Isabelle et de Ferdinand le Catholique, par sa mère Jeanne la Folle. Il réunit à tous les domaines de la maison d'Autriche les royaumes de Castille et d'Aragon, même la Navarre, qu'un décret de Jules II et une armée d'Aragonais avaient enlevée à Jean d'Albret l'allié de la France, Naples, tout l'héritage de Charles le Téméraire, c'est-à-dire la Bourgogne, les Pays-Bas et la Franche-Comté, enfin les contrées découvertes et conquises en Amérique. Les électeurs d'Allemagne ajoutent à tant de couronnes celle de l'empire, et il acquerra encore la Lombardie.

A la mort de Maximilien, François I^{er}, successeur de Louis XII, tient l'Europe en trop grande admiration par les coups qu'il a portés aux Suisses à Marignan et par la conquête rapide du Milanais, il est entré trop audacieusement dans les voies du despotisme par la vente des charges de judicature, par l'accroissement des impôts, par la substitution du fameux concordat à la pragmatique sanction, pour que les électeurs d'Allemagne ne donnent pas sur lui la préférence à un jeune prince qui paraît disposé à se laisser gouverner et que ses vastes domaines allemands intéressent à la défense de l'empire contre les Turcs.

Le génie supérieur de Charles V se révèle par son habileté à renouer la coalition contre François I^{er} qui va perdre le Milanais. Cependant la durée du règne, l'éclat et la solidité des actions de l'empereur n'ont pas prévalu sur la gloire de son rival et sur celle de Léon X. Ce pape, qui passe huit ans seulement sur le trône, a laissé son nom à son siècle : il doit en grande partie cet honneur aux gens de lettres et aux artistes qu'il a encouragés. Ce n'était pas que Rome fût mieux gouvernée. A cause de la dépense qu'exigeait la construction de l'église de Saint-Pierre, Léon X se décida à recourir au commerce des indulgences : un moine allemand, Luther, s'élève contre ce négoce ; c'est le prélude d'une vaste révolution dans la chrétienté : des réformes faites à temps auraient peut-être prévenu les hérésies et les schismes de ce siècle, et sauvé à la fois la puissance du pape et les dogmes de la défection d'une partie de l'Europe.

L'Allemagne, l'Italie, l'Angleterre, au milieu de la rivalité de François I^{er} et de Charles V, sont le théâtre d'ardentes controverses

religieuses et de luttes politiques. Charles V, le plus ferme appui de la catholicité, après la journée de Pavie qui met à sa merci le roi de France, est en guerre avec le chef de l'Église. Clément VII arme l'Italie pour la cause de l'indépendance : mais Rome est saccagée par une armée allemande, en partie luthérienne, qu'anime encore la mort de son chef, un transfuge de France, le connétable de Bourbon. Le pape, prisonnier au château Saint-Ange, n'en sort que pour livrer aux impériaux plusieurs de ses places : il sacre de sa main le dominateur de l'Italie, qui fera subir un an de siège à la ville de Florence pour qu'Alexandre de Médicis devienne le premier duc de cette cité. Charles V, le destructeur des libertés italiennes, que n'a pas su défendre François I^{er}, se croit alors assez fort pour rejeter la confession d'Augsbourg des protestants luthériens.

Il n'y a de danger pour lui que sur le Danube. Moins cruel et aussi heureux que son père Sélim, ce sultan qui avait soumis l'Arménie, défait les Perses, détruit l'empire des soudans d'Égypte et la puissance des Mameluks, Soliman II vient d'ouvrir un long règne par la prise de Rhodes, dont les héroïques défenseurs seront transportés par Charles-Quint sur le rocher stérile de Malte, en sentinelle dans la Méditerranée. Maître du bassin oriental de cette mer, Soliman a voulu l'être de la vallée du Danube. Il a vaincu les Hongrois et pénétré jusqu'à Vienne où l'Allemagne l'arrête. Le frère de Charles V, Ferdinand, a hérité par la mort de Louis II, roi de Hongrie, d'un royaume à reconquérir : ainsi sont complétées les possessions autrichiennes.

Le nord de l'Europe est tout bouleversé : après avoir joui de l'administration bienfaisante du roi Jean, qu'acceptèrent même les Suédois, le Danemark a trouvé dans Christian II, beau-frère de Charles V, un tyran odieux aux nobles et même au peuple, dont il se dit le vengeur. Les excès de Christian amènent l'indépendance de la Suède, que Gustave Vasa détache du Danemark mais qu'il entraîne pour toujours dans le luthéranisme.

En Angleterre, la passion de Henri VIII pour Anne de Boleyn le décide à rompre son mariage avec Catherine d'Aragon et à vaincre les obstacles qu'oppose au divorce la cour de Rome : une scission éclatante est prochaine.

La littérature et les arts portent les fruits dont la deuxième partie du xv^e siècle avait préparé la maturité. Michel-Ange, qui a continué l'église de Saint-Pierre commencée par Bramante, agrandit tous les arts du dessin ; il vit assez longtemps pour voir les chefs-d'œuvre de Raphaël, les beaux ouvrages du Corrège et les travaux

de Jules Romain. La poésie italienne s'enrichit de la grande composition de l'Arioste; la prose et l'histoire doivent à Machiavel des observations profondes, sinon la science morale qui est le seul couronnement légitime de la politique. En France, Clément Marot trouve le vrai tour de l'épigramme, des épîtres naïves, et l'art du badinage élégant; Pierre Gringoire est resté célèbre par la singularité du *jeu du prince des sots et de mère sotte*, qu'il a fait représenter aux halles de Paris. Le latin est employé pour la discussion et la satire, par Érasme, Budé, Ulric de Hutten et Luther qui a aussi restauré la prose allemande.

2^e 1530-1563. — Le double mouvement qu'impriment aux lettres et aux sciences la lutte religieuse et la restauration des anciennes études ajoute à la gloire des peuples, désolés par la guerre civile ou avilis par la servitude. C'est le temps des principaux ouvrages théologiques de Calvin et de Mélanchthon. Mélanchthon, par l'étendue de ses connaissances, par la douceur de son caractère et de son style, sert mieux que Luther la cause de la réforme. Calvin, qui nie la présence réelle, qui rend à chaque chrétien le droit d'interpréter les livres saints, tout-puissant à Genève, ordonne de brûler Michel Servet pour avoir usé de cette liberté. Ses écrits font faire de solides progrès à la langue française, dans laquelle il a traduit son principal ouvrage écrit d'abord en latin. L'astronomie entre dans la voie de la vérité avec Copernic; son livre, qui dévoile le système des corps célestes, était dédié à un pape. L'anatomie donne à la médecine une base pratique, plus large et plus sûre. Les belles-lettres assurent une place distinguée au poète latin Vida : les écrits, en prose latine, de Paul Jove, de Jules César Scalliger et de Bembo, secrétaire de Léon X, sont consacrés à l'histoire et à la critique. Des traductions en vers et des poèmes, où la verve semble s'écarter à dessein de la morale, comme ceux de l'Arétin, font moins d'honneur à la langue italienne que la prose historique de Guichardin. L'Italie se couvre d'académies. En France, à la demande de Guillaume Budé, le collège royal est ouvert par François I^{er} à un enseignement plus littéraire et moins routinier que celui des universités. La sœur du roi, Marguerite de Valois, reine de Navarre, protectrice des lettres, les cultive elle-même avec succès; des contes en prose, des poésies et des mystères lui donnent un nom à côté de Marot. Rabelais, notre immortel prosateur, qui ne suivit pas de modèle et ne put servir de modèle à personne, « allant jusqu'à l'exquis lorsqu'il est bon, passant au delà du pire quand il est mauvais, » (La Bruyère) est le plus facétieux des écrivains au milieu du siècle le plus tragique de toute l'histoire.

Illuminé par le bon sens, qui chez lui ressemble souvent à de l'ivresse, il rit de tous les travers et de toutes les sottises qu'il voit dans les universités, dans les affaires du monde, dans les couvents, dans l'Église, et cependant il sait éviter le bûcher. L'influence de la renaissance italienne se fait moins sentir dans les lettres que dans les arts : les architectes et les sculpteurs, qui élèvent et décorent les palais de François I^{er} et de Henri II, s'inspirent des grands travaux de Florence, de Venise et de Rome. Un Italien cependant, André Alciat, appelé à Bourges par François I^{er}, fonde en France la science du droit : c'est le maître et le précurseur de Cujas. Mais la nouvelle école littéraire, fondée après François I^{er}, par Joachim Dubellay et par Ronsard, illustrée par les autres poètes de la Pléiade, Baïf, Belleau, etc., ne procède pas de l'Italie moderne : elle emprunte ses hardiesses de langage et ses sujets de composition aux Latins et aux Grecs.

La lutte religieuse devient plus vive et tourne en persécutions sanglantes et en guerre civile dans presque tous les États de l'Europe. Le Danemark et la Suède se préservent presque seuls des maux violents qu'entraîne à sa suite un brusque changement de religion, parce que la révolution qui renverse les dogmes catholiques et dépouille les églises, vient non du peuple ou du clergé réformateur, mais d'un roi guerrier et d'une noblesse toute-puissante : Gustave Vasa ne trouve pas beaucoup d'obstacles à tourner ou à rompre ; les seigneurs danois, qui font roi Frédéric de Holstein à la place de l'impitoyable Christian II, l'aident à établir le luthéranisme : la nouvelle doctrine pousse des racines profondes dans les deux pays. En Angleterre, l'esprit de servitude rend la nation malgré elle complice de Henri VIII, qui aime mieux se séparer de l'Église romaine que de renoncer à sa passion pour Anne de Boleyn : le schisme est à peine consommé que la femme, cause de tant de scandales, périt par l'ordre du roi sur l'échafaud. Ce terrible époux, qui doit en dix ans célébrer encore quatre mariages, poursuit avec la même tyrannie les partisans du pape et ceux de Luther : d'innombrables victimes expient par le sang leurs opinions religieuses sous un monarque schismatique et excommunié, qui ne veut d'innovation que pour s'attribuer les biens des monastères et la puissance du clergé. La noblesse et le peuple d'Allemagne prennent goût aux applications politiques des doctrines luthériennes : la sécularisation des biens ecclésiastiques à leur profit est comme le dernier mot de la réforme pour les seigneurs ; l'avènement à la liberté et à la richesse est promis aux masses populaires par des prédicateurs égarés ou criminels : la secte des ana-

baptistes, dont on n'entrevoit les principes qu'au milieu des crimes les plus atroces, arme contre elle les luthériens et les catholiques.

La double contagion de l'hérésie et du zèle persécuteur gagne la France, que les mœurs peu sévères de François I^{er} et la frivolité même de sa cour auraient dû en préserver : la politique a autant de part que la religion aux actes de rigueur ordonnés par le roi. François I^{er} et Charles V se font la guerre avec moins d'ardeur ; les derniers traités laissent intacts les provinces de France. Aux portes des Alpes, le duché de Savoie ; en Italie, Gènes, relevée par les Doria, et Venise, qui est assez forte pour lutter contre les Turcs, ont encore une existence indépendante.

Après 1545, le massacre des Vaudois au nom de François I^{er} ; l'ouverture du dernier concile général, à Trente, où le plus ferme disciple de l'Espagnol Ignace de Loyola représente la société nouvelle des jésuites, si dévouée à la défense du dogme et au service des intérêts pontificaux ; l'*intérim*, espèce de transaction imposée par Charles V, vainqueur des protestants, et mal reçue des deux partis ; enfin l'établissement du luthéranisme en Angleterre sous Édouard VI : tous ces faits ouvrent des perspectives nouvelles de persécutions, de discussions ardentes et de guerres civiles. La puissance toujours croissante de Charles V ramène dans la lice le fils de François I^{er}, Henri II, allié à la fois des protestants d'Allemagne, qui se sont de nouveau armés contre l'empereur, et du pape Paul IV, qui voudrait chasser les Autrichiens de l'Italie. La communauté de foi décide le mariage de Marie Tudor avec le fils de Charles V, que l'abdication volontaire de l'empereur, vaincu par Guise et Maurice de Saxe, laisse maître de l'Espagne, de Naples, de Milan, des Pays-Bas et des possessions du nouveau monde. Le frère de Charles, Ferdinand, joint la couronne impériale aux États héréditaires d'Allemagne, à la Bohême et à la Hongrie.

Les généraux de Philippe II sont vainqueurs des troupes de Henri II à Saint-Quentin. Le roi de France, comme le roi d'Espagne et comme Marie la reine d'Angleterre, punit de mort l'hérésie : sa fin prématurée laisse le gouvernement à Catherine de Médicis et aux Guise, oncles de Marie Stuart qui a épousé le jeune roi François II. Les prétentions rivales des seigneurs catholiques et protestants, pendant la minorité de Charles IX, arment les partis pour la guerre civile que n'arrête pas le colloque de Poissy. L'Europe est alors partagée en deux camps prêts à se jeter l'un sur l'autre : les protestants dominant en Écosse où le presbytérianisme a pris naissance au milieu des scènes les plus violentes qui menacent déjà d'em-

porter le trône des Stuarts; en Angleterre, où Élisabeth règle le dogme et le culte en souveraine, comme les affaires politiques; dans les pays bataves qui ont adopté le calvinisme de Strasbourg et de Genève; en Allemagne, où s'observent en ennemis au lieu de s'unir en frères, les calvinistes et les luthériens. Le saint-siège, avec autant d'habileté que d'énergie, sait faire accepter aux princes catholiques les derniers décrets du concile de Trente, qui condamnent sans transaction les doctrines de Luther, de Calvin et de Zwingle, mais qui en même temps préparent dans l'Église de solides et salutaires réformes.

Pour la lutte qui va s'engager, Philippe II, le chef du parti catholique, a les ressources nouvelles tirées du nouveau monde. Le Mexique, enlevé rapidement par Fernand Cortez; le Pérou, occupé et dévasté par François Pizarre, malgré les maux que causèrent aux Indiens, surtout dans ce dernier pays, les guerres civiles et la cupidité barbare des conquérants, versent sur l'Europe des quantités énormes de numéraire. Quant aux Portugais, ils étaient un trop petit peuple pour pouvoir exploiter avec avantage et garder longtemps leurs colonies des Indes orientales : les succès d'Albuquerque ont été continués, mais sa bonne et libérale administration n'a pas d'imitateurs. Aux deux Indes, la cupidité et le zèle religieux font persécuter les malheureux indigènes idolâtres : Barthélemy de Las Casas a osé dénoncer ces brigandages à Charles V et accuser son siècle et sa nation devant la postérité. Lorsque, dans une pensée d'humanité, il proposa d'associer des nègres africains aux travaux des Indiens, il ouvrit à l'Europe une nouvelle voie d'iniquités. Le voyage de Magellan autour du monde a appris quelles mers immenses il restait encore à explorer et à asservir après les découvertes des Portugais et des Espagnols.

3^e 1563-1600. — Depuis Charles V et Soliman, les deux empires d'Allemagne et de Constantinople s'affaiblissent sensiblement : l'un, parce qu'il est impossible de faire vivre d'accord les orthodoxes et les hérétiques; l'autre, à cause du gouvernement corrompu, perfide et sanguinaire du sérail, à cause des séditions des janissaires et de la guerre éternelle contre les Perses schismatiques. La glorieuse mais stérile journée de Lépante appartient à Venise, au saint-siège, à l'Espagne, non à l'empire.

Sans les dissensions religieuses qui embrasent le monde, il est probable que l'immense étendue des États de Philippe II, dans l'un et l'autre hémisphère, la force qu'acquiert l'Angleterre sous Élisabeth, celle qu'ont rendue les Jagellons aux Polonais et Gustave Vasa à la Suède, auraient amené quelque grande révolution dans

le système européen. Philippe II, qui veut faire triompher partout le concile de Trente et l'inquisition, pousse par ses excès mêmes les provinces belges, où domine la religion catholique, à réagir contre les proscriptions et les supplices. L'insurrection devient formidable chez les Bataves, peuple marin et marchand, plus enclin à se séparer de l'Église et de l'Espagne contre laquelle ils obtiennent l'assistance des Anglais et des Allemands. Avant que leur chef, le prince de Nassau Guillaume d'Orange, périsse sous les coups d'un fanatique, la république des sept Provinces-Unies, que les provinces belges ne suivent pas dans leur résistance, est fondée. Philippe II a cependant ajouté à ses immenses ressources le Portugal avec ses colonies, et il espère un moment y joindre aussi l'Angleterre. Il travaille d'abord à restaurer un parti catholique dans ce pays et à empêcher les protestants de dominer en France, tandis qu'Élisabeth soutient les protestants de France, d'Écosse et des Pays-Bas : les fautes de Marie Stuart avaient déjà subi une cruelle expiation par la longue captivité de cette malheureuse reine. L'anarchie de la France donne plus beau jeu aux intrigues de Philippe II : la guerre religieuse n'y est interrompue que par des pacifications éphémères. Le caractère tolérant et libéral du chancelier de L'Hôpital ne peut réconcilier les ambitions et les consciences ; l'aristocratie d'abord et bientôt les villes voient ici, comme en Allemagne, dans les Pays-Bas et en Écosse, les avantages que l'insurrection au nom de la foi donne contre la royauté. Les seigneurs du parti catholique tendent au même but, en se couvrant du nom du roi, surtout après les affreux et stériles massacres de la Saint-Barthélemy. La Ligue, dont tous les membres s'engagent à procéder contre l'hérésie par la voie de la justice et des armes, obéit moins à Henri III, chef nominal, qu'au puissant duc de Guise, qui ne voit plus qu'une barrière entre lui et le trône, quand la mort du duc d'Anjou, frère et héritier du roi, laisse pour unique prétendant à la couronne le roi protestant de Navarre.

L'Espagne, qui perd les pays bataves, essaye d'acquérir la France : Henri de Navarre, excommunié par Sixte-Quint, a contre lui à la fois Henri III, son parent, qui est poussé par les chefs de la Ligue, les ligueurs et Philippe II. La mort de Marie Stuart, ordonnée par Élisabeth, distrait encore Philippe II, qui veut venger la reine catholique ; la fureur des éléments, plus que l'habileté des marins anglais, ruine la flotte prétendue invincible des Espagnols. En France, la guerre des trois Henri, Henri III, Henri de Navarre, Henri de Guise le Balafré, aboutit, moins à cause des défaites de l'armée royale qu'à cause des succès et de l'orgueil du chef des

ligueurs, à l'assassinat du duc de Guise par l'ordre du roi, et à l'alliance tardive de Henri III avec le véritable défenseur de la nationalité française, le roi de Navarre. Un fanatique tue Henri III par religion, comme celui-ci, par politique, avait fait tuer le duc de Guise : le véritable péril de la France, sorte d'agonie qui met le corps social bien près de sa fin, dure quatre ans, alors que les consciences peuvent hésiter à se déclarer pour un roi hérétique qui cependant se montre déjà le plus habile et le plus fort. La vénalité trop flagrante et les propositions antinationales des états généraux de 1593, que la *Satire ménippée* acheva de perdre dans l'opinion publique; la déclaration patriotique du parlement de Paris, qui exclut du trône, sans la nommer, la fille de Philippe II; la conversion de Henri IV, que Clément VIII a la sagesse d'absoudre un an après son entrée dans Paris, ne laissent plus en présence du véritable roi de France que des factieux, les ligueurs; des étrangers, les Espagnols. Le courage de Henri IV, l'élan national, les conseils et la sage économie de Sully suffisent à compléter la victoire; elle coûte des millions abandonnés à des Français qui veulent se vendre et non se donner au roi, mais pas une province n'est cédée à l'étranger. En même temps l'édit de Nantes garantit la liberté des consciences et l'égalité des droits civils aux protestants qui gardent même des pouvoirs politiques indépendants.

Le spectacle de la liberté hollandaise, de la prospérité continue de l'Angleterre, de la prospérité renaissante de la France est un tourment pour les derniers jours de Philippe II, auquel survivent Elisabeth et Henri IV. Il avait interdit aux Hollandais les ports du Portugal où ils venaient chercher les produits des Indes orientales: les Hollandais, aux dépens du Portugal, visitent et vont coloniser les côtes et les îles de l'océan Indien, depuis le cap de Bonne-Espérance jusqu'à la Chine; Cornélius Houtman, leur plus célèbre navigateur, fonde la première compagnie des Indes pour concentrer les forces et diriger les exploitations des particuliers. Les Anglais commencent à se montrer en maîtres dans les mers de l'Amérique; Drake entreprend le tour du monde, et sur son chemin rançonne les établissements espagnols.

A l'est de l'Europe, deux États sont agités par des dissensions. Celles de la Pologne vont devenir éternelles : le trône est électif depuis l'extinction de la maison de Jagellon; le roi, élu par la noblesse, quelle que soit son origine, Français, Transylvain ou Suédois, sera l'esclave d'une diète toujours orageuse : la guerre avec les Russes entretient l'esprit militaire, mais ne fortifie pas la puissance des Polonais. La Russie perd à la fin du siècle son dernier roi de la maison

de Rurik : quelques années de discorde la livreront à l'influence de la Suède, qui est maîtresse des provinces baltiques, et de la Pologne qui l'enveloppe par le sud-ouest.

Les sectes se multiplient de toutes parts. Outre les luthériens, les zwingliens, les calvinistes et, en Pologne, les disciples de Socin qui rejette presque tout mystère, on distingue jusqu'à treize espèces d'anabaptistes, vingt-quatre de confessionnistes, neuf de sacramentaires, etc. Chaque secte a ses écrivains et ses antagonistes. Entre les théologiens catholiques, les principaux sont le cardinal Baronius, qui produit un immense corps d'*Annales ecclésiastiques*, le cardinal Bellarmin, jésuite, qui réfute tous les hérétiques et soutient les prétentions de la cour de Rome. Deux autres jésuites nés en Espagne, Sanchez et Molina, écrivent, l'un sur le sacrement de mariage, l'autre sur la grâce et sur le libre arbitre qu'il n'entend pas comme saint Augustin et saint Thomas. La science du droit doit beaucoup à trois Français, Cujas qui éclaire la jurisprudence par la littérature et l'histoire, François Hotman et Pierre Pithou, tous deux protestants : ce dernier, après son abjuration, défend encore énergiquement les libertés de l'Eglise gallicane. La chirurgie produit un grand ouvrage en langue française d'Ambroise Paré, calviniste au service de Charles IX. Mais les meilleurs médecins sont alors en Italie. Les sciences proprement dites illustrent le Norvégien Tycho-Brahé, contradicteur du système de Copernic, qui a donné de la précision aux procédés, aux instruments et aux détails de l'astronomie; le jésuite allemand Clavius, qui prend part à la réforme grégorienne du calendrier; l'algébriste français Viète. Ramus, professeur au collège de France, l'une des victimes de la Saint-Barthélemy, a élargi la science philosophique et a osé se faire l'adversaire d'Aristote : il s'est occupé d'arithmétique, de géométrie et de grammaire. Joseph Scaliger, né à Agen d'un père italien, Sigonius en Italie, Buchanan en Écosse, Juste Lipse dans les Pays-Bas, le secrétaire du cardinal Granvelle, Isaac Casaubon à Genève, écrivent en latin sur la chronologie, l'histoire et la littérature.

L'Italie a encore un grand poète, le Tasse; le Portugais Camoëns donne par ses *Lusiades* une nouvelle gloire littéraire à son ingrate patrie; Shakspeare commence à faire naître en Angleterre un théâtre informe et sublime. L'art dramatique chez les Français est déjà sorti du cercle des moralités et des mystères : le poète Jodelle a essayé de ressusciter le théâtre des anciens. Si la pléiade poétique ne brille pas d'un éclat solide, le nom de Ronsard a survécu avec honneur à cause de ses *Odes* et surtout de ses *Discours*. Malherbe s'annonce déjà; il retrouve le genre lyrique, ne parle ni

grec ni latin, en français, comme Ronsard, mais crée une nouvelle langue pour la poésie. Mathurin Régnier sera novateur, surtout dans ses *Satires* où il prend à parti les travers et les vices de ses contemporains. Les *Tragiques* d'Agrippa d'Aubigné portent l'empreinte de la fureur guerrière et de la passion calviniste. La prose française nous offre les traductions d'Amyot, le précepteur des enfants de Henri II, qui a communiqué à Plutarque la naïveté gauloise; le traité ou plutôt l'utopie politique de Ramus, qui dans ce genre a été précédé par l'Anglais Thomas More, ministre malheureux du sanguinaire Henri VIII; les *Recherches* d'Étienne Pasquier, dont le nom peut être associé aux L'Hôpital, aux Séguier, aux Molé, aux de Thou; et les *Essais* de Montaigne, recueil admirable d'idées justes, de traits ingénieux, d'expressions naïvement énergiques : mais sa devise : « Que sais-je ? » est trop sceptique pour satisfaire la morale religieuse et pour servir de guide à l'homme. Ce siècle, fécond en tant d'événements, n'a pas un seul grand historien en langue française : de Thou rédigea en latin son *Histoire du Temps*. Mais les mémoires abondent, et leurs auteurs ont presque tous pris part aux affaires qu'ils racontent, comme hommes de guerre ou comme négociateurs : la langue et la science de la politique se forment ensemble.

L'art typographique, qui fournit d'inépuisables aliments à l'instruction et aux controverses, illustre plusieurs familles : les Aldes et les Junte en Italie, les Gryphes à Lyon, les Estienne à Paris. La plupart de ces imprimeurs célèbres sont en même temps des hommes de lettres distingués : Henri Estienne compose un riche dictionnaire de la langue grecque, mais son *Apologie pour Hérodote*, satire française des mœurs et des opinions de son siècle, lui vaut des persécutions, et il meurt dans la misère.

CHRONOLOGIE.

1500.

Allemagne. — A la diète d'Augsbourg, changement dans le nombre et dans l'organisation des cercles de l'Allemagne. — Naissance de Charles-Quint, fils de Philippe le Beau et de Jeanne la Folle, à Gand (24 févr.)

Danemark. — Rude et désastreuse campagne du roi Jean et de son frère Frédéric contre les Ditmarses qui, pour se sauver, ouvrirent les écluses et inondèrent le pays. La

perte de leur ville de Meldorp ne les empêche pas de tuer et de noyer dix mille hommes du Holstein et du Danemark. La médiation des villes hanséatiques, surtout de Hambourg, suspend la guerre : les princes gardent leurs prétentions, et les Ditmarses restent indépendants. — Le duc Frédéric épouse une fille de l'électeur de Brandebourg.

Espagne. — Ingratitude de la cour à l'égard de Christophe Colomb.

Il est ramené en Espagne chargé de fers avec son frère et son fils Diego (25 nov.). Bovadilla, qui l'a supplanté dans la vice-royauté, maltraite les Espagnols de la colonie et réduit les Indiens à un dur esclavage.

France et Italie. — Faute de Louis XII : il a donné le gouvernement de Milan à un transfuge milanais, Trivulce, qui opprime ses compatriotes. Révolte; retour de Ludovic le More (févr.). Les Suisses de l'armée de Ludovic ne veulent pas combattre ceux de l'armée française; il est vaincu et pris par la Trémouille, et finira ses jours en France, dans une douce captivité. Le Milanais reste quelques années à la France.

Italie. — Le jubilé centennal donne à la maison Borgia des deniers pour déshonorer l'Eglise par ses scandales et pour fortifier sa puissance dans les Etats romains. César Borgia fait étrangler le prince aragonais qui est le troisième mari de sa sœur Lucrèce.

Portugal. — Le Portugais Alvarès Cabral, porté par les vents beaucoup trop à l'ouest dans une navigation vers le sud de l'Afrique, touche sans la chercher une terre qu'il appelle Sainte-Croix, sur la côte méridionale du pays qui a gardé le nom de Brésil, d'un bois de teinture rouge, couleur de feu, qu'on appelait brazil. — Le cap franchi, il visite sur la côte orientale d'Afrique Quilloa, capitale d'un royaume arabe très-puissant. — Navigation du Portugais Corte-Real, au nord-ouest du nouveau continent : il reconnaît Terre-Neuve, le bassin du fleuve Saint-Laurent, la terre de Labrador, c'est-à-dire terre des agriculteurs, jusqu'au détroit d'Anian (aujourd'hui détroit d'Hudson), qui semblait devoir ouvrir une route nouvelle vers les Indes.

1501.

Allemagne. — L'empereur établit pour ses Etats héréditaires un conseil permanent, le conseil aulique,

qui cherchera à étendre son autorité sur l'empire.

Danemark et Suède. — Retour de Stenon Sture en Suède.

Espagne, France et Italie. — Louis XII et Ferdinand le Catholique s'unissent pour dépouiller le roi de Naples Frédéric; leurs généraux sont le duc de Nemours et Gonzalve de Cordoue : Frédéric finira ses jours en France.

France. — Création d'un parlement à Aix pour la Provence.

Italie. — César Borgia se forme une principauté indépendante dans la Romagne; il fait mourir les Manfredi de Faenza. — Le grand conseil de Venise constitue le tribunal des trois inquisiteurs d'Etat, qui ont pouvoir absolu pour veiller à la conservation de la république.

Perse. — Schah Ismaël Sophi, arrière-petit-fils de Sophi le restaurateur de la secte d'Ali en Perse, se met à quatorze ans à la tête d'une armée composée de sectaires alides, s'empare de Tauris sur le quatrième et dernier successeur d'Ussum Cassan, khan des Turcomans du Mouton noir, et le force à fuir dans le Diarbekr.

Pologne. — Mort de Jean-Albert; son frère le grand-duc de Lithuanie, Alexandre, lui succède, et confirme la réunion de la Lithuanie à la couronne. Traité avec les Livoniens contre les Russes.

Portugal. — Americo Vespucci, au service du Portugal, reconnaît les côtes du Brésil, qu'il suit jusqu'à celles de Patagonie : il cherchait par l'extrémité méridionale du nouveau continent un chemin vers l'Asie. Son nom est resté au continent découvert par Christophe Colomb, à cause des relations séduisantes de ses voyages. — Des Portugais découvrent l'île de Sainte-Hélène, au milieu de l'Atlantique.

Suisse. — Bâle et Schaffhouse, villes libres, entrent dans la confédération.

Turquie. — Les Turcs ont enlevé

aux Vénitiens Modon, Corfou, Durazzo; Gonzalve de Cordoue, général de la république, prend EGINE et Céphalénie; l'île de Sainte-Maure, conquise par un général vénitien, est rendue à la paix. Venise obtient d'avoir un consul à Constantinople.

1502.

Espagne. — Ovando, second successeur de Christophe Colomb dans le gouvernement des pays découverts, déclare les indigènes sujets libres de l'Espagne. Quatrième voyage de Christophe Colomb (9 mai); il découvre l'île Martinique (15 juin); forcé de relâcher à Hispaniola, il se voit refuser l'entrée du port de San Domingo par le gouverneur Ovando. Il navigue au delà de la Jamaïque, à l'ouest, dans les parages d'Honduras, découvre le cap de Gracias à Dios, et entre dans la belle rade de Porto-Rico sur la côte de l'isthme: il passe près de deux ans dans le nouveau monde.

Italie. — Les Florentins donnent à perpétuité à Pierre Soderini la charge de gonfalonier de justice, qui n'était ordinairement conférée que pour deux mois. — Perfidies et cruautés de César Borgia: il dépouille le seigneur de Piombino en Toscane, le duc d'Urbain Gui Ubald de Montefeltro, le seigneur de Camerino qui est étranglé avec deux de ses fils; il prend Sinigaglia dont les principaux défenseurs subissent le dernier supplice. Lucrece Borgia, sœur de César, se marie pour la quatrième fois avec le fils du duc de Ferrare.

Italie et Espagne, France. — Ferdinand le Catholique veut enlever à Louis XII sa part du royaume de Naples. Gonzalve de Cordoue et Antoine de Lève combattent les Français dans la Capitanate, la terre de Bari, et la Calabre.

1503.

Angleterre. — Mariage de Marguerite, fille de Henri VII, avec Jacques IV d'Ecosse. — Catherine d'Ara-

gon, veuve du prince de Galles, après six mois de mariage, est fiancée, moyennant une dispense pontificale, au second fils de Henri VII, âgé de douze ans.

Espagne, France et Italie.

— Désastres des Français dans le royaume de Naples: à Seminara, au nord-est de Reggio, d'Aubigni est battu et fait prisonnier par Hugues de Cardonne (21 avril); le duc de Nemours est blessé mortellement à la bataille décisive de Cérignoles, au sud-est de Foggia (28 avril); perte de Capoue, d'Aversa, et de Naples (mai). Les châteaux de Naples, où se défendent encore les Français, sautent par la mine, dont on fait pour la première fois usage. — Au moment où César Borgia dépouille la famille des Ursins, mort de son père, Alexandre VI (18 août). Impuissantes intrigues de Georges d'Amboise, ministre de Louis XII, pour devenir pape. Pie III règne vingt-sept jours. Élection d'un neveu de Sixte IV, Julien de la Rovere, à soixante-deux ans. — Jules II commencera par enlever à César Borgia tous les domaines que celui-ci a détachés des États de l'Église: le duc d'Urbain est rétabli. Venise prend sur César Borgia Faenza, Rimini, etc. — La délaite des Français près du Garigliano (27 déc.), suivie de la soumission de Gaète (1^{er} janv.), ne laisse plus rien à Louis XII dans le royaume de Naples.

Portugal. — Albuquerque découvre près de la côte orientale d'Afrique, l'île de Zanzibar, et impose un tribut à son souverain.

Russie. — L'ordre teutonique, trois fois vainqueur des Russes, leur impose par le traité de Pleskof une paix de cinquante ans.

Suède. — Mort de l'administrateur Stenon Sture; Swante Nilson Sture lui succède avec le même titre, et rend impossible toute restauration danoise.

1504.

Espagne. — Retour de Christo-

plie Colomb après son quatrième et dernier voyage. — Mort d'Isabelle (26 nov.). Elle a partagé avec son mari la gloire d'affranchir la péninsule de la domination musulmane, et d'affermir le pouvoir royal : elle s'est distinguée de lui par la douceur et la probité. Le trône de Castille appartient à sa fille Jeanne, et à son gendre Philippe le Beau, le souverain des Pays-Bas ; mais l'administration du royaume a été réservée par elle-même à son mari Ferdinand.

France. — A Blois, fiançailles de la fille du roi avec Charles d'Autriche, projet de confédération contre Venise, mariage de la nièce du roi avec le roi d'Aragon.

Italie. — Quand Jules II a enlevé la Romagne à César Borgia, Bologne aux Bentivoglio, Pérouse aux Baglioni, comme Venise ne lui rend pas Ravenne, Faenza, Rimini, le pape adhère à la ligue formée secrètement à Blois par Maximilien et Louis XII contre la république (sept.). — Les Florentins entreprennent le siège de Pise qui défendra cinq ans encore son indépendance. — A Naples, un soulèvement de la population repousse l'établissement de l'inquisition.

Portugal. — Ligue des Vénitiens et des mameluks d'Égypte, dont les intérêts de commerce sont menacés par l'arrivée des Portugais aux Indes. Le sultan d'Égypte fait alliance même avec le roi de Calicut qui redoute leur domination.

1505.

France. — Le roi est investi du Milanais par Maximilien. — On commence à publier des Coutumes.

Russie. — Mort d'Ivan III après un règne glorieux de quarante-trois ans, durant lequel il a travaillé avec succès à affranchir la Russie de la dépendance des étrangers et entrete nu des relations diplomatiques avec la cour de Rome, avec les Turcs de Constantinople, avec le Danemark, avec Venise. Libéral envers les ar-

tistes et les ouvriers italiens, il a été dur pour ses peuples et les a tenus dans la servitude. — Wasili IV lui succède sans contestation. Il conclut des alliances avec le roi de Pologne et le khan tartare de Crimée.

1506.

Allemagne. — Joachim Nestor, le fils de Jean Cicéron, électeur de Brandebourg, fonde l'université de Francfort sur l'Oder.

Espagne. — Ferdinand le Catholique épouse Germaine de Foix, nièce du roi de France, par dépit contre son gendre Philippe le Beau. Celui-ci meurt le 25 septembre et sa veuve Jeanne devient folle. Ferdinand reprend le gouvernement pendant la minorité de l'aîné de ses petits-fils, Charles. — Mort de Christophe Colomb (20 mai).

France. — Les états généraux de Tours annulent le traité de Blois : la fille de Louis XII est fiancée au cousin du roi, héritier du trône, le jeune comte d'Angoulême, François. Louis XII reçoit le titre de Père du peuple, surtout à cause de la diminution des impôts.

Italie. — Jules II pose la première pierre de la nouvelle église de Saint-Pierre, qui est commencée sur les dessins du Bramante (18 avril). — Il se déclare souverain des Bolognais ; il leur accorde toutefois un sénat pour déguiser l'esclavage. — A Gènes, soulèvement démagogique contre l'autorité française (oct.). La populace reste maîtresse du gouvernement et, favorisée secrètement par Jules II, abat la bannière de France : un teinturier en soie est fait doge.

Russie. — Cent mille hommes, envoyés contre les Tartares de Kasan, sont presque complètement exterminés.

1507.

Allemagne. — Marguerite d'Autriche, fille de Maximilien, est régente des Pays-Bas, au nom du prince Charles.

Bohême et Hongrie. — Wladislas fait couronner roi son fils Louis, âgé de moins d'un an.

Espagne. — L'archevêque de Tolède, Ximènes, principal ministre de Ferdinand en Castille, est nommé cardinal.

France et Italie. — Louis XII en personne réprime la révolte de Gênes.

Pologne. — Mort d'Alexandre, après une victoire sur les Tartares. Avènement de son frère Sigismond I^{er}. Révolte de Glinski, gouverneur de Lithuanie, qui appelle les Russes, et attire à lui beaucoup de Lithuanais.

Portugal. — Après des troubles sanglants, les juifs convertis ou nouveaux chrétiens obtiennent du roi Emmanuel le droit de parvenir aux charges et aux emplois de l'Église et de l'État. — Lorenzo d'Almeida, fils du vice-roi des Indes, a pris possession des îles Maldives et de Ceylan, partagées alors en neuf royaumes : tribut annuel en cannelle, en bagues garnies de perles et de rubis, et en éléphants. Conquête de l'île d'Ormus, dans le golfe Persique, par Alphonse d'Albuquerque. L'île de Madagascar a été visitée par Lorenzo et par Tristan d'Acunha, qui n'y trouva que du gingembre, des nègres farouches et quelques Arabes répandus le long des côtes.

1508.

Allemagne, France et Italie. — Maximilien, allant se faire couronner à Rome, demande passage aux Vénitiens sur leurs terres pour son armée. Ils refusent : guerre avec Venise, désastreuse pour Maximilien. Il renonce au voyage d'Italie, et prend le titre d'empereur romain élu. — Marguerite, fille de Maximilien, gouvernante des Pays-Bas, négocie avec Georges d'Amboise la ligue de Cambrai contre Venise : Louis XII, Jules II, Ferdinand le Catholique, Maximilien, intéressés chacun à la conservation de Venise, s'associent pour détruire sa puissance.

Italie. — Gui Ubald de Montefeltro laisse par testament son duché d'Urbino au neveu de Jules II. — Le Bramante attire Raphaël à Rome.

1509.

Angleterre. — Henri VII laisse en mourant un trésor de un million huit cent mille livres sterling, fruit d'une administration cupide. Sous son règne a été construit le premier vaisseau de la marine royale. — Couronnement de Henri VIII, âgé de dix-sept ans, et de Catherine d'Aragon.

Espagne. — Ximènes entreprend à ses dépens la conquête d'Oran, un des repaires des corsaires d'Afrique. Il s'embarque lui-même pour l'expédition, dont il confie le commandement à Pierre de Navarre (mai). — Au retour, il fonde l'université d'Alicala, au nord-est de Tolède. — L'Espagnol Solis découvre le Rio de la Plata, au sud-est de l'Amérique méridionale.

France. — Mort de Philippe de Comines, l'historien de Louis XI et de Charles VIII.

France et Italie. — L'armée vénitienne, commandée par l'Alviane, est vaincue à Agnadello, dans la Ghilara d'Adda, par Louis XII en personne (14 mai) : chacun des confédérés saisit ce qu'il réclamait de Venise, même le duc de Ferrare et le marquis de Mantoue. — Bientôt les Vénitiens reprennent Padoue mal défendue par les Impériaux (juill.). Maximilien venu lui-même est forcé de lever le siège (août). La république, sauvée par la fidélité de ses sujets de terre ferme, ressaisit Vicence et plusieurs places qu'avaient occupées les Allemands. — Les Florentins ont ramené Pise sous leur autorité (juin).

1510.

Allemagne. — Les juifs sont chassés du Brandebourg.

Espagne. — Ferdinand le Catholique envoie à son tour Pierre de Navarre en Afrique. Bougie est oc-

cupée, en Algérie (janv.); les rois d'Alger, de Tunis et de Tremecen, se rendent tributaires.

France. — Mort de Georges d'Amboise, ami et conseiller du roi. Il a dirigé les réformes judiciaires et ecclésiastiques du royaume; son amour pour le peuple lui mérite de plus solides éloges que sa participation aux affaires de la politique étrangère. — Louis XII convoque à Tours une assemblée ecclésiastique, pour lever les scrupules de sa conscience au sujet de la guerre qu'il faut engager contre le pape. — Rédaction de la coutume de Paris.

France et Italie. — Venise se réconcilie avec Jules II (févr.), et entre dans un projet de confédération contre les Français que le pape veut chasser de l'Italie. Le duc de Ferrare, allié de la France, est entre deux ennemis, l'État vénitien et le territoire de l'Église. Les Allemands continuent la guerre contre les Vénitiens dans le Frioul. Les Suisses, mécontents de Louis XII, qui est trop économe, sont prêts à se jeter sur le Milanais à la voix du pape. Jules II casse et annule le traité de Blois, comme fait sans la participation du saint-siège (3 juill.), et déclare Louis XII déchu de toute prétention au royaume de Naples dont la propriété entière est transportée à Ferdinand et à ses successeurs. Il fait soulever Gênes. — Marc-Ant. Raimondl grave d'après Raphaël.

Perse. — Ismaël Sophi prend Bagdad sur les partisans du Mouton blanc.

Portugal. — Alliance avec plusieurs princes indiens dans la partie occidentale de l'île de Sumatra, une des plus riches terres à épices. Albuquerque surprend au nord de la côte de Malabar, Goa, une des villes les plus importantes du Dekhan, empire très-puissant alors, qui s'étendait jusqu'à la côte de Coromandel et était partagé en plusieurs royaumes.

Suisse. — La ville libre de Con-

stance demande à être admise dans le corps helvétique : les cantons démocratiques s'y opposent parce qu'elle avait offert de livrer à la confédération le territoire de Thurgovie.

Turquie. — Le sultan ordonne la mort de deux de ses fils, suspects de désobéissance; il manque d'être assassiné.

1511.

Allemagne. — Maximilien, pendant une maladie de Jules II, a la pensée de se faire élever à la papauté. — Albert, de la branche franconienne de Brandebourg, est élu grand maître de l'ordre teutonique.

France et Italie. — La sainte ligue, formée contre la France, n'est publiée qu'après que le pape est entré par la brèche, malgré ses soixante et dix ans, à la Mirandole (21 janv.); que les Bentivoglio ont enlevé Bologne, leur ancienne possession, aux troupes pontificales (mai); que Louis XII et Maximilien ont projeté la convocation du concile de Pise pour déposer le pape. Ouverture du concile de Pise qui eut peu d'adhérents (1^{er} nov.). Henri VIII se joint aux confédérés (20 déc.).

France. — Une sottie de Pierre Gringoire est dirigée contre Jules II : *le jeu du prince des sots et la mère sotte*.

Perse. — Ismaël Sophi se substitue aux princes de la famille de Tamerlan, dans le Khuisistan ou Sussiane, dans le Khorasan ou Bactriane. Il forme une nouvelle dynastie de Perse.

Portugal. — Malacca, bâtie depuis deux cent cinquante ans environ, capitale d'un royaume particulier qui s'était séparé de celui de Siam, marché principal pour les denrées de la Chine et les épices, pour les négociants de l'Arabie et de la Perse, et pour les navires du Malabar, du Bengale, de Siam, de Java, de la Chine, des Moluques et des îles Philippines, est conquise

par Albuquerque. On donnait le nom de Moluques ou Iles aux épices, particulièrement à cinq petites Iles qui sont entre l'Ile Célèbes et l'Ile Gilolo, parce qu'elles produisaient le girofle et la muscade. Antoine Abreu alla plus au sud jusqu'aux Iles de Banda et d'Amboine : à Banda, croissait le muscadier; Amboine fournissait tous les ans deux mille quintaux de girofle. — Deux Portugais découvrent, peut-être alors, la nouvelle Guinée ou terre des Papous, à l'est des Moluques.

Turquie. — Guerre entre Bajazet et son fils Sélîm.

1512.

Angleterre, Espagne, France et Italie. — Gaston de Foix, duc de Nemours, neveu de Louis XII, héros de vingt-deux ans, repousse de Bologne les Espagnols et les pontificaux (7 févr.); enlève de force Brescia aux Vénitiens (19 févr.); meurt dans la journée triomphante de Ravenne (11 avril). — Le concile de Pise transféré à Milan déclare le pape suspendu de ses fonctions (21 avril). — Désastres des Français par l'irruption des Suisses en Italie, par l'adjonction de Maximilien à la ligue; bulles fulminatoires de Jules II contre Louis XII (juill.). — Henri VIII, dans l'espoir de recouvrer la Guyenne, soutient son beau-père, Ferdinand le Catholique, qui voulait de son côté se servir des Anglais pour conquérir la Navarre. Le roi de Navarre, Jean d'Albret, ne peut empêcher le duc d'Albe d'occuper sa capitale, Pampeleune (juill.).

Espagne. — L'Espagnol Juan Ponce de Léon, ancien compagnon de Christophe Colomb, avec deux navires équipés à ses frais, découvre la péninsule située au nord de Cuba, et l'appelle Floride, soit à cause de sa beauté et de sa verdure, soit parce qu'il y débarqua le jour de Pâques fleuries (avril).

Italie. — Raymond de Cardonne, vice-roi de Naples, encouragé par

Jules II qui veut punir les Florentins d'avoir laissé convoquer un concile à Pise contre lui, ramène triomphalement à Florence les Médicis Julien II et le cardinal Jean, frères de Pierre II (31 août). — Maximilien Sforza, fils de Ludovic le More, âgé de vingt et un ans, est reçu dans Milan (déc.); le château seul résiste. — Platon est imprimé à Venise.

Suède. — A la mort de Swante Nilson, la majorité des états donne la dignité d'administrateur à son fils Stenon Sture II, de préférence à Eric Troll (janv.).

Suisse. — La confédération reçoit de Maximilien Sforza plusieurs baillages au sud de l'Helvétie, le Valmadia sur le haut Tésin, Locarno au nord-est du lac Majeur, Lugano et Mendrisio sur le lac Lugano. Les Suisses avaient depuis un siècle Bellinzona. — Les Grisons occupent, au sud-est de leur pays, l'étroite vallée de l'Adda supérieur qui forme le comté de Bormio, et une partie de la Valteline, cédée par le duc de Milan, avec le comté de Chiavenna au nord du lac de Côme.

Turquie. — Sélîm, avec l'aide des janissaires, renverse son père Bajazet II, sultan voluptueux, faible, superstitieux et cruel (mal). Sélîm I^{er}, sultan à quarante-six ans, fait périr ses deux frères.

1513.

Danemark. — Mort de Jean I^{er}; son fils Christian II, âgé de trente-deux ans, lui succède : une partie du Holstein-Slesvig est à son oncle Frédéric.

Ecosse. — Jacques IV, l'allié de la France, perd contre les Anglais la bataille de Flodden, dans le Northumberland (9 sept.); il y périt avec une partie de sa noblesse. — On rapporte à son règne l'institution de l'ordre de chevalerie de Saint-André ou du Chardon. — Son fils Jacques V n'ayant que deux ans, la régence appartient à sa veuve Marguerite qui

la perd peu de temps après en se remariant. Désordres de la minorité.

Espagne. — Palerme reçoit de Ferdinand le Catholique le titre de capitale du royaume de Sicile; le conseil du roi y résidera. Un tribunal d'inquisition y est établi. — L'Espagnol Vasco Nunès de Balboa traverse le premier l'isthme de Darien (Panama) et aperçoit le grand Océan.

France. — Louis XII est réduit à vendre des offices de judicature pour suffire aux besoins de l'État.

France et Italie. — Alliance des Vénitiens avec Louis XII (13 mars). L'Alvane, général de la république, qui avait été fait prisonnier à Agnadol, agit de concert avec les Français qui rentrent dans le Milanais. Les Français sont battus par les Suisses à Novare (6 juin): le Milanais est perdu. — Venise, alliée de la France, a sur les bras les forces de l'Espagne et de l'Autriche. — Gènes se détache de la France et choisit un doge (18 juin). — La Picardie est envahie par les Anglais: leur victoire à Guinegate leur donne Tournai dans la journée des Éperons (sept.). — Les Suisses entrent dans la Franche-Comté et arrivent devant Dijon (7 sept.): la Trémoille traite avec eux. — Louis XII, qui désire la paix, renonce au concile de Pise et adhère à celui que Jules II a convoqué à Latran (17 déc.).

Italie. — Jules II était mort le 11 mars. L'habitude qu'il prit de laisser croître sa barbe fut imitée depuis par François I^{er}, par Charles-Quint, par les autres rois, les cardinaux et bientôt par les courtisans et par le peuple. — Parme et Plaisance, dépendances du Milanais, ont été cédées au pape par Maximilien Sforza. — Avènement du cardinal Jean de Médicis, Léon X, qui prendra pour secrétaires, Bembo et Sadolet, deux cicéroniens. — Mausolée de Jules II par Michel-Ange.

Portugal. — Albuquerque chasse les Arabes d'Aden et ouvre la mer Rouge aux Portugais. — Reconnaiss-

sance de l'île de Bornéo qui produit du camphre, de l'île de Java riche en riz, en poivre, etc., à l'est de la grande île de Sumatra qui contenait vingt-neuf royaumes malais.

Suisse. — Le pays d'Appenzell est admis dans la confédération, comme le treizième canton. Il n'en sera pas admis d'autres jusqu'en 1798.

1514.

France. — Mort d'Anne de Bretagne (9 janv.). Célébration du mariage, auquel elle avait toujours mis opposition, de sa fille Claude de France avec François d'Angoulême, l'héritier du trône (18 mai). — Louis XII se réconcilie avec le roi d'Angleterre, dont il épouse la sœur (sept.), et avec les autres confédérés. Les censures ont été levées par la cour de Rome (mai). La France ne garde rien en Italie.

Hongrie. — Au moment d'une nouvelle prise d'armes contre les Turcs, les paysans hongrois se révoltent contre leurs seigneurs, et en massacrent un grand nombre.

Italie. — Léon X prétend, contre la maison d'Este, à la possession de Modène, mise en dépôt par Jules II entre les mains de l'empereur, quand ses troupes l'ont enlevée au duc de Ferrare. — Mort du Bramante. Il a été l'architecte du Belvédère, pavillon du Vatican, où sont conservées des statues antiques, entre autres l'Apollon, dit du *Belvédère*. Après lui, les plans de la construction de l'église Saint-Pierre seront changés par Raphaël d'Urbain, puis par Michel-Ange Buonarroti.

Pologne et Russie. — La Pologne perd Smolensk, le boulevard de la Lithuanie.

Suisse. — La république de Mulhausen est reconnue comme l'alliée des cantons.

Turquie. — Guerre pendant deux ans avec Ismaël de Perse. Les Turcs vainqueurs prennent, mais ne gardent pas Tauris.

1515.

Danemark. — Christian II épouse Isabelle d'Autriche, sœur de Charles le prince des Pays-Bas.

Espagne. — Ferdinand le Catholique déclare la Navarre pour toujours réunie à ses États. Le Portugal est la seule terre de la péninsule en dehors de sa domination. — Gonzalve de Cordoue, disgracié, meurt retiré à Grenade à soixante-douze ans.

France. — Mort de Louis XII sans enfant (1^{er} janv.). Avènement de François I^{er}, comte d'Angoulême, son cousin et son gendre. François I^{er} est encouragé par le chancelier Duprat à vendre les offices de judicature.

France, Italie et Suisse. — Le Milanais est enlevé aux Suisses par la sanglante victoire de François I^{er} à Marignan (13 et 14 sept.) : Parme et Plaisance suivent le sort de Milan. — Léon X et François I^{er} s'entendent à Bologne pour substituer le concordat à la pragmatique sanction (14 déc.) : les annates sont rendues au pape, le roi disposera des dignités ecclésiastiques. Vive opposition du clergé, des parlements et des universités. — Traité à Genève entre le roi et huit cantons suisses (25 oct.). — François I^{er} décide le doge Frégose à lui remettre Gênes, dont il le fait gouverneur en son nom.

Italie. — La dixième session du concile de Latran approuve les monts-de-piété comme établissements de charité, à la condition que l'intérêt prélevé sur les engagistes ne dépassera pas les frais de régie; décrets sur la réforme du clergé et contre l'impression des livres dangereux (mai).

Portugal. — Albuquerque, privé de la vice-royauté des Indes, meurt dans la disgrâce à Goa, regretté de ses compatriotes et surtout des Indiens pour lesquels il avait été doux et humain.

1516.

Allemagne. — Le Saxon Martin

Luther, de l'ordre des moines augustins, docteur de l'université de Wittenberg, professe avec éclat dans cette ville.

Bohême et Hongrie. — Mort du roi Wladislas (mars) : il a publié le *Droit des coutumes de Hongrie*. Son fils Louis II, âgé de dix ans, lui succède dans les deux royaumes.

Espagne. — Mort de Ferdinand le Catholique (janv.). — Charles I^{er} d'Autriche qu'il a nommé son héritier, reste en Flandre : il est reconnu par les états de Castille; résistance des états d'Aragon. — Administration vigoureuse de Ximènes malgré ses quatre-vingts ans; il oppose aux seigneurs rebelles de Castille les milices des villes; il persécutera, à l'aide de l'Inquisition, les Juifs et les Maures. — Sages règlements en faveur des Indiens qu'il protégera contre la cruauté et la cupidité des Espagnols: des noirs d'Afrique leur sont substitués pour le travail, surtout à Saint-Domingue. — Révolte de la Sicile (7 mars). — Jean d'Albret tente de recouvrer la Navarre; les Français, ses auxiliaires, ne sont pas plus heureux que lui; sa mort (juin). Henri II, son fils, lui succède.

France. — Traité de Noyon avec Charles d'Autriche qui a besoin de la paix pour prendre possession de ses nouveaux États (août); il promet à Henri II d'Albret la restitution de la Navarre. — Paix perpétuelle avec les cantons suisses (29 nov.). Ils n'ont pas cessé, depuis ce temps, d'être fidèles à la France et de lui fournir des soldats. — La onzième session du concile de Latran déclare solennellement abolie la pragmatique sanction (19 déc.). — Fondation du Havre. — Le roi attire Léonard de Vinci.

Italie. — Avec l'aide des Florentins, Léon X dépouille injustement du duché d'Urbin le neveu de Jules II et le donne à son propre neveu, Laurent II de Médicis (mai). Cette principauté reviendra à la maison de Rovere, à la mort du pape. — François I^{er}, en signant le traité

avec Maximilien à Bruxelles, fait restituer Vérone aux Vénitiens ses alliés.

Suède. — Stenon Sture II donne l'archevêché d'Upsal au fils de son compétiteur, Gustave Troll. Celui-ci cependant se ligue avec le Danemark et résistera dans son château de Steke à l'administrateur.

Suisse. — Ulric Zwingle, curé de Zurich, prêche la réforme religieuse.

Turquie. — Les gouverneurs de Damas et d'Alep ouvrent par leur trahison la Syrie à Sélim I^{er}. Les mameluks perdent une grande bataille près d'Alep, malgré la bravoure de Kansou-Algouri, leur sultan, qui est tué (24 août).

1517.

Allemagne. — Une bulle pontificale a autorisé la vente des indulgences, pour subvenir aux frais de la construction de Saint-Pierre. Luther s'élève avec violence contre ce trafic.

Danemark et Suède. — La bulle fulminatoire qui frappe l'administrateur de Suède, appuyée par une flotte danoise devant Stockholm, ne sauve pas Gustave Troll; il est forcé de se soumettre.

Espagne. — La Sicile rentre sous le joug espagnol (sept.). — Le cardinal Ximenes perd le gouvernement dès que Charles d'Autriche arrive en Espagne (sept.); sa mort (8 nov.). Il laisse la réputation d'un moine austère, d'un grand homme d'État, et d'un ami des lettres. — Reconnaissance de la côte d'Yucatan au sud de Cuba.

Italie. — La douzième et dernière session du concile de Latran décrète une imposition de décimes pour être employée contre les Turcs (16 mars). Ce concile n'est pas reconnu universellement comme concile général. — Pour donner plus d'éclat à sa cour, Léon X nomme trente et un cardinaux (juill.). — André del Sarto vient en France.

Portugal. — Le Portugais Ferdinand Perez, parti de Malacca,

aborde à l'île de Taman, à trois milles de Canton. — Rigueurs du gouvernement chinois : un ambassadeur adressé à l'empereur est retenu prisonnier à Canton. Les Portugais seront cependant admis à Macao. La Chine se composait alors de quinze royaumes différents, et avait deux cent quarante-quatre villes de premier rang. L'imprimerie y était en usage depuis des siècles.

Turquie. — Dernière lutte des mameluks contre Sélim I^{er}. Bataille près du Caire, perdue par Toumanbat ou Tomonbey leur chef (24 janv.). Le Caire est pris d'assaut, trente mille mameluks sont égorgés sur les bords du Nil. Nouvelle défaite de Toumanbat, il est pris et pendu (13 avril). L'Égypte et la Syrie sont provinces ottomanes.

1518.

Allemagne. — Diète d'Augsbourg : Luther défend sa doctrine et ne se rétracte pas. Il est condamné par le pape (9 déc.).

Danemark et Suède. — Stérile victoire gagnée par Stenon Sture sur Christian II (juill.). Le roi vaincu emmène prisonniers en Danemark les plus illustres Suédois, qu'on lui a remis comme otages.

Portugal. — Perez découvre les îles de Lieou-Khleou dans la mer de Corée, au nord-ouest de l'île Formose; elles étaient riches en or, et les habitants naviguaient jusqu'à Malacca. — Jean de Silveira arrive au Bengale, qui faisait un grand commerce d'esclaves avec la Perse, fabriquait de fins tissus de coton, exportait du sucre en poudre, du gingembre, et de la soie. Les Européens y sont mal reçus.

Turquie. — Sélim marche contre les Perses et leur enlève le Diarbekr, partie supérieure du bassin du Tigre et de l'Euphrate. — Horouk Barberousse, fils d'un potier de Mitylène, devenu pirate, s'est emparé de la ville d'Alger, bientôt de Tlemcen et a infesté toute la Méditerranée.

Son frère Châlrouddin, le grand Barberousse, qui lui succède, sera la terreur des Maures et des chrétiens.

1519.

Afrique. — La famille des Mérinides, qui régnait à Maroc depuis deux siècles et demi, en est dépouillée par Ahmet et Méhémed, de la famille sacrée des Schérifs qui se prétendaient issus de Mahomet.

Allemagne. — Mort de Maximilien (janv.). Interrègne; vicariat de Frédéric le Sage, électeur de Saxe. Charles d'Autriche, petit-fils de Maximilien, François I^{er} et Henri VIII briguent l'empire. Élection de Charles V. Il déclare formellement ses États espagnols exempts de toute dépendance de l'empire, afin que ses sujets lui permettent de recevoir la couronne impériale. — L'interrègne a été favorable à Luther, que protégeait l'électeur de Saxe. Ses idées de réforme se sont étendues dans la lutte : il aborde toutes les grandes questions, de la grâce et du libre arbitre, des sacrements, de l'autorité des papes, des vœux monastiques, etc. — Le meistersinger Jean Sachs, de Nuremberg, compose, à vingt-cinq ans, des chants de maîtrise, drames, hymnes relig.

Espagne. — La nation mexicaine, qui pratiquait depuis des siècles l'agriculture, les métiers, et les arts, et constituait un grand empire civilisé et florissant, ne tiendra pas contre sept cents soldats conduits par Fernand Cortez, avec de la poudre, des balles, des arquebusiers, et du canon. Parti de Cuba, Cortez entre dans le port de Saint-Jean d'Ulloa, à la Vera-Cruz (avril) ; combat la république de Tlascala (sept.), marche vers Mexico qui sera prise, perdue, et reprise. Cupidité, fanatisme, et cruauté des Espagnols dans un pays si abondant en or.

France. — Le grand peintre de l'école florentine, Léonard de Vinci, l'hôte du roi, meurt à Amboise.

Pologne. — Le grand maître de l'ordre teutonique, Albert de Brandebourg, par son refus d'hommage à la Pologne, s'attire une guerre de deux ans.

Suisse. — Lutte de Genève contre son évêque, et contre le duc de Savoie, prince suzerain. Alliance de la bourgeoisie avec le canton suisse de Fribourg (avril). Bientôt les partisans du duc seront flétris du nom de mameluks; les défenseurs de la liberté s'appellent eidgenossen ou confédérés, d'où le mot de huguenots.

1520.

Allemagne. — Bulle de Léon X contre Luther (15 juill.). Celui-ci en appelle au futur concile, et, à Wittenberg, brûle la bulle du pape (déc.).

Allemagne, Angleterre et France. — Visite de Charles V à Henri VIII; il gagne par ses promesses le premier ministre, Wolsey. Entrevue des rois de France et d'Angleterre au camp du Drap d'Or, entre Ardres et Guines, où François I^{er} éclipse imprudemment Henri VIII par sa magnificence (juin). — Couronnement de Charles V à Aix-la-Chapelle, comme empereur (oct.).

Danemark et Suède. — L'empire, la France, et l'Écosse aident Christian II contre la Suède. Stenon Sture II est blessé mortellement au combat de Bogesund, en Westrogothie (janv.). Gustave Troll fait reconnaître Christian par les états à Upsal (mars). Résistance de la veuve de Stenon dans Stockholm qui cependant capitule et reçoit l'usurpateur. Son couronnement par Gustave Troll (nov.). Quatre-vingt-quatorze sénateurs périssent sur l'échafaud (8 nov.); des gibets sont élevés dans toutes les villes; exactions sanglantes pendant deux ans. — Gustave Wasa, un des otages suédois enlevés par Christian II, s'échappe et est accueilli, après bien des dangers, par les Dalécarliens.

Espagne. — Insurrection des

villes de Castille que blesse le despotisme des Flamands, conseillers de Charles V. Influence de la Sainte-Hermeland ou fraternité de villes. Tolède dirige la rébellion. — En Valence, la révolte est une protestation sanglante des arts et métiers contre la noblesse, de la population chrétienne contre les Maures, auxquels leur habileté et leurs richesses ont conservé l'industrie et le commerce. — Premier voyage autour du monde commencé par Magellan, qui passe le premier le détroit terrible auquel est resté son nom, au sud du nouveau continent. Il découvre dans l'océan Pacifique les îles des Larons et les îles Philippines, où il trouve la mort. Son équipage parcourt les Moluques et revient par le cap de Bonne-Espérance, mille cent vingt-quatre jours après le départ.

France. — Premier traité d'allégeance écrit en français et imprimé en France. — Des houilles anglaises sont importées à Paris.

Italie. — Mort de Raphaël d'Urbain à trente-sept ans; le plus grand peintre des temps modernes, immortel surtout par ses peintures à fresque qui décorent les salles du Vatican, par son *École d'Athènes*, et par son dernier tableau, la *Transfiguration de Jésus-Christ*.

Portugal. — Lopez Segueira parcourt la côte d'Abyssinie. Antoine Corrêa reconnaît la côte orientale du Bengale. Alliance avec le souverain du Pégu que traverse l'Iraouaddy, pays abondant en or, en pierres précieuses, en bois de senteur, et en graines de toute espèce.

Turquie. — Mort de Sélim I^{er} à cinquante-quatre ans, à Andrinople (sept.). Ce prince inhumain avait du goût et du talent pour les lettres. Avènement de son fils Soliman II à trente ans. Révolte en Syrie réprimée.

1521.

Allemagne. — Léon X frappe d'anathème Luther et ses adhérents (janv.). La faculté de théologie de

Paris le condamne. — La diète de Worms et Charles V lui sont hostiles. — Séjour mystérieux à Wartbourg; pamphlets, et traduction de la Bible.

Autriche, France et Italie. — Commencement des hostilités de François I^{er} avec l'empire, dans les Pays-Bas. La Champagne est envahie par les impériaux: Mézières doit son salut au chevalier Bayard. On emploie à l'attaque de cette place, peut-être pour la première fois, des mortiers et des bombes. François s'avance en personne jusqu'au delà de l'Escaut, tandis que Lesparre pénètre en Navarre jusqu'à Pampelune. — Défaite de Lesparre (juin). — Ligue de Léon X de Médicis avec Charles V. Milan est prise sur Lautrec (19 nov.): les alliés la rendent à François Marie, frère de Maximilien Sforza; Parme et Plaisance sont de nouveau réunies aux États de l'Eglise. Le cardinal Wolsey conclut à Bruges une alliance entre l'empereur et son maître Henri VIII (21 nov.).

Bohême et Hongrie. — La sœur de Louis II épouse Ferdinand, frère de Charles V, âgé de dix-huit ans; Louis II, âgé de seize ans, épouse une sœur de Ferdinand (mai).

Danemark. — Voyage de Christian II en Flandre, où son beau-frère, Charles V, lui donne le droit d'investir les ducs de Holstein.

France. — François I^{er} introduit l'usage de porter les cheveux courts et la barbe longue. L'usage contraire prévalait depuis Louis le Jeune.

Italie. — Mort de Léon X (1^{er} déc.). Son règne est une époque de renouvellement des lettres et des arts; lui-même a protégé avec une magnificence souvent ruineuse les plus beaux talents: son siècle s'appelle le siècle de Léon X ou des Médicis. — Charles V ne tient pas sa promesse à Wolsey et fait nommer pape son précepteur, Adrien d'Utrecht. — Le duc de Savoie épouse une belle-sœur de Charles V.

Pologne. — Walter de Plettemberg, maître provincial de l'ordre

teutonique en Livonie, se rend indépendant dans cette province, à la suite d'un traité avec le grand maître de l'ordre, Albert de Brandebourg. Il se fait luthérien.

Portugal. — Une maladie épidémique emporte Emmanuel le Fortuné (déc.). — Son fils Jean III lui succède à dix-neuf ans.

Turquie. — Soliman venge un outrage fait à ses députés par l'invasion de la Hongrie. Il prend Belgrade (août). Les Turcs se répandent en Croatie.

1522.

Autriche, France et Italie. — Le Milanais est encore une fois perdu après la défaite de Lautrec, à la Bicoque, entre Monza et Milan (22 avril) : l'argent manquait pour la guerre par la faute de la mère du roi. Gènes est forcée d'entrer dans l'alliance de l'empereur.

Angleterre. — Henri VIII déclare la guerre à la France.

Danemark. — Disgrâce et supplice de Slagheck, archevêque de Lunden, ministre des cruautés de Christian II. — Une ordonnance royale défend de piller les effets des vaisseaux naufragés : le peuple s'en irrite contre le roi (juin). — Le duc de Holstein, Frédéric, refuse de venir rendre hommage au roi son neveu.

Danemark et Suède. — Les succès de Gustave Wasa et l'horreur qu'inspire la domination danoise lui font donner le titre d'administrateur de Suède. — Lubeck lui fournit des vaisseaux.

Espagne. — Charles confirme sa tante Marguerite dans le gouvernement des Pays-Bas. — C'est seulement à son retour que sont étouffés les derniers germes de la sédition en Valence.

France. — Première création de rentes perpétuelles sur l'hôtel de ville portant intérêt de huit pour cent.

Turquie. — Rhodes, dernier

boulevard des chrétiens, est menacée par une flotte ottomane et cent cinquante mille hommes (mai). Soliman II vient diriger le siège qui dure cinq mois (août). Héroïque défense du grand maître, Philippe de Villiers de l'Isle-Adam ; il est forcé de céder (déc.). Les hospitaliers avaient possédé Rhodes deux cent vingt ans. Ils cherchent pendant huit ans un nouvel établissement.

1523.

Allemagne. — Mort de Bogeslas le Grand, qui a régné pendant quarante-cinq ans sur toute la Poméranie ; partage du duché entre ses deux fils. — La petite république démocratique de Mulhausen, voisine de l'Allemagne où se répand le luthéranisme, et de la Suisse, qui a son prédicateur Zwingle, adopte la réforme religieuse.

Autriche, France et Italie. — Les armées françaises en Italie sont mal commandées par Bonnivet. — Les Vénitiens, depuis le 28 juin, ont fait alliance avec Charles V. — Savante et utile campagne de La Trémouille contre les Anglais en Picardie.

Danemark et Suède. — Christian II, qui s'est rendu odieux à la noblesse danoise en prenant en main les intérêts du peuple, est déposé par les états du Jutland réunis à Viborg (20 janv.). Ils offrent la couronne à son oncle, le duc de Holstein, Frédéric. Frédéric I^{er} accorde aux nobles le droit de vie et de mort sur leurs paysans. — Les états de Suède donnent la couronne à Gustave Wasa, qui presse alors le siège de Stockholm (juin). La ville lui est livrée. Déjà secrètement attaché à la doctrine de Luther, Gustave frappe de rudes taxes sur les églises et réprime la puissance du clergé.

Espagne. — Adrien VI a accordé à Charles V, à titre perpétuel, l'administration des grandes maîtrises des ordres militaires et le droit de présentation aux évêchés d'Espagne.

Il lui a remis le tribut que la couronne de Naples doit au saint-siège depuis l'établissement des Normands en Italie.

France. — Le connétable Charles de Bourbon-Montpensier, persécuté par Louise de Savoie, fuit auprès de l'empereur et le sert contre la France.

Italie. — Mort d'Adrien VI d'Utrecht. Avènement du cardinal Julien de Médicis (nov.). Clément VII garde la direction du gouvernement de Florence qu'il avait depuis quatre ans.

Perse. — Ismaël Sophi meurt à trente-huit ans. — Il a établi dans ses États la doctrine des Shrites ou Alides, opposée à celle des Sunnites ou Traditionnaires suivie par les Turcs. Son fils Thamas lui succède.

Pologne et Russie. — Trêve entre les Polonais et les Russes, nécessaire à Wasili IV pour agir contre le khan de Kasan.

1524.

Autriche et France. — Désastres des Français en Italie ; retraite dans laquelle meurt Bayard (avril). Les impériaux envahissent la Provence ; Marseille les arrête, ils se retirent (août). François I^{er}, à leur suite, rentre dans le Milanais et assiège Pavie (oct.).

Danemark. — Copenhague et Malmö, dans la Scanie, se rendent au roi Frédéric que soutient la marine de Lubeck (févr.). Il est couronné à Copenhague par Gustave Troll l'archevêque d'Upsal (août). — Le roi de Suède lui rend la Bleckinie, à l'est de la Scanie.

France. — Le Florentin Verazan, au service de François I^{er}, parcourt la côte nord-est de l'Amérique septentrionale, et lui donne le nom de Nouvelle-France.

Italie. — Tyrannie du duc de Savoie, Charles III, à Genève. Il fait trancher la tête à un magistrat qui a défendu avec énergie les droits de l'Eglise épiscopale, qui sont comme

la garantie de l'Indépendance de la cité (mars). — Clément VII approuve l'ordre religieux des Théatins.

Portugal. — Les sauvages de l'île de Célèbes, à l'est de Bornéo, fameuse pour ses mines d'or, ne laissent pas venir à terre le Portugais Garcia Henriquez. — Les Moluques, objet de contestation entre l'Espagne et le Portugal qui ne peuvent préciser la ligne de démarcation de leurs possessions, restent aux Portugais moyennant un million de ducats donné à Charles V.

Russie. — L'expédition des Russes contre Kasan ne réussit pas.

1525.

Autriche, France et Italie. — François I^{er} perd la bataille de Pavie (24 fév.) : mort de Bonnavet et de La Trémouille ; le roi est pris et conduit à Madrid. — Régence de sa mère Louise de Savoie ; elle détache Henri VIII du parti de Charles V (30 août). — Les impériaux occupent Milan, dont le duc leur est suspect.

Danemark et Suède. — Frédéric I^{er} embrasse le luthéranisme et autorise la liberté de conscience. — Trois édits de Gustave Wasa limitent la puissance du clergé.

France. — Négociations secrètes avec Sollman contre l'Autriche. Le sultan dispense les Français, établis dans ses états, du tribut que payait tout chrétien pour avoir le libre exercice de sa religion.

Pologne et Prusse. — Albert, grand maître des chevaliers teutons, s'étant fait luthérien, sécularise la Prusse domaine de l'ordre, et forme pour sa maison, la branche franconienne de Brandebourg, un duché héréditaire sous la suzeraineté du roi de Pologne (avril). — Les domaines de l'ordre teutonique, en Livonie, rachetés par le maître provincial, Walter Plettemberg, servent à reconstituer l'ordre des Porte-glaive qui depuis trois siècles avait

été fondu dans l'ordre teutonique de la Prusse. Plettemberg est élevé à la dignité de prince de l'empire. Il favorisera le luthéranisme.

Portugal. — Le gouvernement, pour encourager la culture des terres au Brésil, concède des terres aux colons.

1526.

Allemagne. — Guerre contre les anabaptistes, qui, au nom de la réforme religieuse, revendiquent l'égalité sociale. Ils menacent les biens et la vie des seigneurs.

Autriche, France et Italie. — Traité de Madrid, par lequel François I^{er} renonce à toute prétention sur l'Italie et cède même le duché de Bourgogne (14 janv.); il est échangé contre ses deux fils à la frontière des Pyrénées (21 mars). Il conclut à Cognac une ligue avec les députés du pape, de Venise, de Florence, des Suisses, de l'Angleterre, pour la sûreté et la liberté de l'Italie (22 mai): Sforza sera rétabli à Milan, le royaume de Naples pourra être conquis par les Français.

Bohême, Hongrie et Turquie. — Le roi Louis II, âgé de vingt ans, est tué par les Turcs à la bataille de Mohacz, sur le Danube (août). Soliman vient jusqu'à Bude (sept.), où il incendie la bibliothèque de Mathias Corvin. — Les états de Hongrie élisent roi Jean Zapoly, waïvode de Transylvanie, au détriment du beau-frère de Louis II, Ferdinand d'Autriche, frère de l'empereur (nov.). — Les états de Bohême proclament roi Ferdinand, mais en l'obligeant à reconnaître qu'il a été par eux volontairement élu (déc.).

Espagne et Portugal. — Charles V épouse une sœur du roi de Portugal (janv.). — Édit contre les Mauresques ou Maures convertis: ils sont mis dans l'alternative d'exercer réellement le culte chrétien ou d'émigrer (déc.). — Jean III établit à Lisbonne l'inquisition: elle se répandra dans les colonies.

France. — Henri d'Albret épouse Marguerite, sœur de François I^{er}. La nouvelle reine de Navarre, spirituelle et savante, protège les gens de lettres, et est auteur elle-même de compositions dramatiques, de mystères, de farces et de contes fort licencieux réunis dans l'*Heptaméron*. — François I^{er} fait commencer le château de Chambord par le Breton le Primatice.

Italie. — Genève, opprimée par le duc de Savoie, conclut un traité de bourgeoisie réciproque avec deux cantons suisses, Berne et Fribourg (fév.). L'évêque Pierre de La Baume quitte Genève où pénètre bientôt la réforme religieuse. — La ligue formée contre Charles V perd un de ses chefs, Jean de Médicis dit l'Invincible. Marche rapide des Allemands, en partie luthériens, contre Rome.

Prusse. — Albert de Brandebourg, duc de Prusse, quitte l'habit de l'ordre teutonique, chasse les catholiques et épouse une fille du roi de Danemark (juin).

Suède. — Gustave se fait donner par le sénat les deux tiers des dîmes, l'argenterie et les cloches des églises. — Insurrection de paysans.

1527.

Angleterre. — Henri VIII, qui veut épouser Anne de Boleyn, fille d'honneur de la reine, commence à négocier avec la cour de Rome pour obtenir le divorce.

Autriche et Italie. — Bourbon est frappé mortellement au premier assaut de Rome. Ses soldats prennent et saccagent la ville qui est pendant neuf mois à leur merci (6 mai). Le pape est prisonnier au château Saint-Ange. — Venise fait occuper ses anciennes possessions, Ravenne et Cervia, villes pontificales de la Romagne, sous prétexte de les défendre contre les Impériaux.

Bohême et Hongrie. — Le frère de l'empereur, Ferdinand, 126

de vingt-quatre ans, est couronné roi de Bohême à Prague (fév.). Bude, capitale de Hongrie, se rend à lui (août); il se fait couronner à Albe-Royale (oct.). La maison d'Autriche gardera toujours ces deux couronnes.

Danemark et Suède. — Gustave Wasa demande aux évêques de renoncer à leurs châteaux forts : ceux qui refusent sont réduits à fuir. La Dalécarlie est encore le foyer de la résistance. Le roi fait ouvertement profession de luthéranisme : les frères Olaus et Laurent Petri sont nommés l'un pasteur de Stockholm l'autre archevêque d'Upsal. — Les états danois d'Odense confirment les édits de liberté de conscience, autorisent la rupture des vœux monastiques, le mariage des prêtres, et soumettent les prélats au tribunal du roi.

France. — Le surintendant des finances, Semblançay, poursuivi par la haine de la mère du roi, est pendu sur la fausse accusation de péculat (avril). — Réunion du duché de Bourbon à la couronne.

Italie. — Les Florentins décrètent l'expulsion des Médicis; le gouvernement démocratique est rétabli comme avant 1512. — Le duc de Ferrare, qui a repris récemment Reggio et Modène, entre dans l'alliance de Rome trop tard pour la sauver (15 nov.). — Le Génois André Doria, engagé au service de François I^{er}, chasse les Adorni, et met sa patrie à la merci de la France.

1528.

Angleterre et Autriche. — Émeute à Londres à cause de la rupture des transactions commerciales avec les Pays-Bas espagnols. Marguerite d'Autriche commence à détacher Henri VIII de l'alliance française.

Autriche, France et Italie. — Expédition française pour enlever Naples. La ville, assaillie par terre et par mer, est sauvée par la défection d'André Doria, irrité de ce que la France favorisait Savone au détriment

de Gènes, sa patrie (juill.). — Lautrec meurt d'une maladie contagieuse (15 août). — Son successeur, le marquis de Saluces, rend aux impériaux toutes les places du royaume occupées par les Français et par les Vénitiens, leurs alliés (30 août). — Venise renonce en outre aux places de la Romagne qu'elle avait conquises (déc.).

France. — Des assemblées ecclésiastiques tenues à Paris par le cardinal Duprat, archevêque de Sens; à Bourges, par l'archevêque François de Tournon; à Lyon, par l'évêque de Mâcon, condamnent les doctrines de Luther et des autres hérétiques.

Italie. — Clément VII confirme l'institut récent des moines capucins. — André Doria chasse les Français de Gènes, leur reprend Savone (sept.), et refuse le pouvoir que sa patrie reconnaissante lui offre: il est seulement nommé censeur pour sa vie. Une nouvelle forme de gouvernement est établie : pour mettre d'accord les nobles et les plébéiens, toutes les familles, sans distinction d'origine, qui avaient été admises jusqu'alors aux magistratures, seront réunies pour former un nouveau corps de noblesse et auront droit à la participation du pouvoir; n'en sont exclus que les Adorni et les Fregosi auteurs des dernières discordes. Un doge sera élu tous les deux ans avec huit gouverneurs; le conseil est de quatre cents membres. Ces institutions aristocratiques ont longtemps régi la république génoise, qui leur doit enfin le repos.

Suède. — Gustave est sacré à Upsal par l'archevêque luthérien (12 janv.).

1529.

Allemagne. — La diète de Spire accorde à Charles V des secours contre les ottomans qui dévastent la Hongrie comme alliés de Jean Zapoly, compétiteur de Ferdinand; déclare ennemis publics les anabaptistes; accorde la liberté de conscience, jusqu'à la tenue du concile général, à

la réserve des dogmes de Luther sur la Cène qu'on défendit d'enseigner (avril). Les luthériens protestent contre cette exception (19 avril). Le nom de protestants leur est resté.

Angleterre.— Clément VII évoque à Rome l'affaire du divorce (15 juill.). Le cardinal Wolsey, qui ne sert pas le roi dans ses coupables caprices, est disgracié (oct.) et meurt (nov.) : il avait protégé les lettres, et fondé à l'université d'Oxford une chaire de grec. Sa maison de Londres est devenue le palais de Whitehall. — Henri VIII consulte sur son divorce les universités de France et d'Italie qui lui sont favorables comme celles d'Angleterre; celles d'Allemagne donnent un avis contraire ou s'abstiennent.

Allemagne et Angleterre.— Le nouveau chancelier d'Angleterre, Thomas More, est le protecteur du grand peintre de Bâle, Jean Holbein, l'ami d'Érasme, qui sera en faveur à la cour d'Henri VIII, et mourra à Londres en 1554.

Autriche, France et Italie.— Traité de Barcelone entre l'empereur et Clément VII (juin). Charles V se charge de ramener les Médicis dans Florence : elle défendra pendant dix mois son indépendance. — Paix des Dames, négociée par Marguerite d'Autriche et Louise de Savoie à Cambrai (3 août) : Charles V renonce à la Bourgogne; mais le royaume de Naples lui est assuré. Il donne à François-Marie Sforza l'investiture du duché de Milan moyennant un tribut, et fait avec lui et le marquis de Mantoue, le duc de Savoie, le marquis de Montferrat et les Vénitiens, une alliance pour la sûreté de l'Italie, que lui seul menaçait (23 déc.).

Espagne.— Fr. Pizarre entreprend la conquête du Pérou dans l'Amérique du sud.

France.— François I^{er}, pour couper court aux protestations si souvent renouvelées du parlement en faveur de la pragmatique sanction, qui a été selon son bon plaisir

remplacée par le concordat, attribue à son grand conseil la connaissance de tous les procès relatifs aux évêchés, abbayes et bénéfices.

Hongrie et Turquie.— Soliman II, maître de Bude, assège Vienne (26 sept.) : vingt assauts : perte de quatre-vingt mille hommes; retraite (14 oct.). Au retour il couronne à Bude Jean Zapoly roi de Hongrie.

Suède.— Une assemblée tenue à Oërebro, sorte de concile national, accepte la confession des luthériens d'Allemagne et abolit la religion catholique. Gustave réunit au domaine royal les biens du clergé.

Suisse.— Par l'influence d'Œcolampade, disciple de Zwingli, le sénat de Bâle accepte la réforme religieuse accomplie déjà dans une grande partie de la Suisse (avril).

1530.

Allemagne et Italie.— Charles V se fait sacrer à Bologne roi de Lombardie (22 fév.), puis empereur (le 24) ; il réunit ainsi, par dispense pontificale, les couronnes de l'empire, des Deux-Siciles et d'Italie. — L'île de Malte, rocher stérile au sud de la Sicile, et la ville de Tripoli, en Afrique, sont cédées par Charles V à l'ordre des hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem que les Turcs ont dépouillés de Rhodes (24 mars). Ils seront la sentinelle de la chrétienté dans la Méditerranée. — Charles V ouvre la diète d'Augsbourg (13 juin). Les protestants lui présentent leur confession rédigée par Mélancthon, disciple de Luther (25 juin). Il la repousse (22 sept.). Les princes qui l'avaient adoptée se confédéreront à Smalkalde (fév. 1531).

France.— Le roi fonde à la demande du savant helléniste Guillaume Budé, malgré l'opposition de la Sorbonne, deux chaires pour l'enseignement libre de l'hébreu et du grec; c'est l'origine du collège royal de France. — Établissement de l'imprimerie royale; travaux de Geoffroy Torv.

Italie. — Chute de Florence (12 août); un décret impérial accorde le gouvernement héréditaire de la république à Alexandre de Médicis, âgé de vingt ans (28 oct.). Les citadelles de Florence et de Livourne resteront treize ans aux troupes impériales.

Pologne. — Sigismond I^{er} fait désigner roi son fils, à peine âgé de onze ans. — Le nouvel archevêque de Riga, quoique catholique, se laisse persuader de prendre pour coadjuteur Guillaume de Brandebourg, frère du duc luthérien de la Prusse, dans l'espérance d'être protégé par la maison de Brandebourg. Malgré un rescrit de Charles V, les habitants de Riga n'abandonneront pas le luthéranisme.

Russie. — Troisième tentative impuissante contre Kasan.

1531.

Allemagne et Autriche. — L'archiduc Ferdinand, roi de Hongrie et de Bohême, frère de l'empereur, est élu roi des Romains (janv.).

Angleterre. — Le roi, cité à comparaître devant le pape au sujet du divorce, fait déclarer par le parlement que le roi est le protecteur et le chef suprême de l'Eglise et du clergé d'Angleterre.

Danemark. — Tentative de Christian II pour ressaisir la Norvège, qui est fidèle à l'Eglise romaine; il fait une descente avec des Hollandais, sujets de Charles V, son beau-frère.

France. — Mort de Louise de Savoie : François I^{er} recueille le riche héritage de sa mère. — Utile sévérité des juges royaux qui tiennent les grands jours à Poitiers : plusieurs gentilshommes sont condamnés.

Pologne. — Une invasion des Valaques dans le bassin du haut Danèster est victorieusement repoussée par l'armée polonaise.

Suède. — Gustave Wasa épouse une princesse de Saxe-Lauenbourg, dont la sœur sera mariée au fils du roi de Danemark Frédéric I^{er}.

Suisse. — Zwingli, en combattant à la tête de ses sectaires, est vaincu et tué à Cappel.

1532.

Allemagne. — La chambre impériale proscrit Albert, comme injuste détenteur de la Prusse : les troubles de l'empire ne permettent pas de mettre la sentence à exécution. — La loi pénale est fixée pour longtemps en Allemagne par un code que fait rédiger Charles V, sous le nom de *Carolina*.

Angleterre. — Le chancelier Thomas More remet les sceaux au roi, pour n'être pas complice de son divorce et de l'altération de la religion. Henri VIII nomme Cranmer archevêque de Cantorbery (sept.). En prévision d'une rupture avec Charles V, neveu de Catherine d'Aragon, il recherche l'amitié de François I^{er} dans des conférences entre Calais et Boulogne, auxquelles assiste Anne de Boleyn (oct.). Un prêtre célèbre secrètement le mariage de Henri VIII avec Anne (14 nov.).

Autriche, Hongrie et Turquie. — La paix de Nuremberg avec les protestants (23 juillet) permet à l'empereur d'aller à la rencontre des Turcs, en Hongrie; point de combat.

Bohême. — Il n'y a plus que deux duchés de Silésie indépendants.

Danemark. — Christian assiégé dans Opslo, ville de Norvège, par ses anciens sujets les Danois, tombe par une perfidie entre les mains de son neveu le roi Frédéric; il sera prisonnier le reste de sa vie.

France. — La Bretagne est réunie à la couronne avec le consentement des états de la province. — Alliance avec les confédérés protestants de Smalkalde, quoique le roi persécute les protestants en France.

Italie. — Les magistrats de Florence, dont l'un est François Guicciardin l'historien, à la sollicitation de Clément VII, donnent le titre ducal et le pouvoir absolu à Alexandre

de Médicis (1^{er} mai). Il s'en montre indigne par ses débauches et ses cruautés.

1533.

Angleterre. — L'arrêt du parlement défend tout appel à la cour de Rome (fév.). Le nouvel archevêque de Cantorbery déclare nul le mariage de Catherine d'Aragon (23 mai), et confirme celui d'Anne de Boleyn (28 mai). Couronnement de la nouvelle reine (1^{er} juin).

Danemark. — Le roi Frédéric meurt à Gottorp (avril). Son fils Christian, âgé de trente ans, lui succède dans les duchés de Slesvig-Holstein. Les Danois, pendant quinze mois, ne s'entendent pas sur le choix d'un roi : l'élection du prince est subordonnée à la question religieuse : le sénat en attendant est maître du gouvernement. — Lubeck profite de ces divisions pour tenter de fermer la Baltique aux Hollandais. Les Danois s'y refusant, elle leur déclare la guerre sous prétexte de rétablir Christian II, et envoie contre eux Christophe d'Oldenbourg.

Espagne. — Conquête du Pérou par Pizarre et Almagro.

France. — Clément VII vient à Marseille négocier le mariage de sa nièce Catherine de Médicis avec un fils de François I^{er} (28 octobre). — Marguerite de Navarre, que des protestants réfugiés dans le Béarn avaient initiée aux nouvelles doctrines, publie le *Miroir de l'âme pécheresse*, que censurèrent, comme hérétique, les docteurs de Paris. — Rabelais publie à Lyon *Gargantua*.

Italie. — Clément VII confirme l'ordre religieux des Barnabites, clercs réguliers, prêtres soumis à la loi monastique (fév.). — La mort du marquis de Montferrat, Jean-Georges Paléologue, évêque de Casal, qui ne laisse pas d'héritier, ouvre un débat de succession entre le duc de Mantoue, marié à la nièce du prince, le marquis de Saluces qui est allié aussi à

la famille, et le duc de Savoie, qui invoque un droit suranné de suzeraineté (avril). Le séquestre est mis par l'empereur sur le territoire contesté.

— Pierre de la Baume passe quinze jours à Genève, sa ville épiscopale (juillet); il la quitte pour toujours. — André Dorla a pris sur les Turcs, pour Charles V, Coron et Patras. — Jugement dernier de Michel-Ange.

Russie. — Mort de Wasili IV (déc.). Avènement d'un enfant de quatre ans, Ivan IV; régence de sa mère Hélène, nièce de Glinski. Hélène sacrifie son oncle et fait mourir dans les supplices deux prétendants.

Suède. — Gustave frappe cruellement les Dalécarliens révoltés.

Turquie. — Guerre avec la Perse.

1534.

Allemagne. — La paix de Cadan, en Bohême, retarde la guerre qui était imminente entre les catholiques et les protestants (juillet).

Angleterre. — Le parlement confirme les jugements de Thomas Cranmer (15 janv.). Le pape déclare le roi excommunié s'il persiste dans le divorce (23 mars). Séparé de l'Eglise, Henri VIII fait confirmer par le parlement la suprématie ecclésiastique qu'il s'est attribuée (23 nov.). Persécutions contre ceux qui sont fidèles à l'Eglise romaine.

Danemark. — Le duc de Holstein, Christian, qui a pénétré jusque dans le port de Lubeck, est proclamé roi (4 juill.). Le Jutland est délivré de l'invasion; les paysans qui avaient soutenu l'étranger sont privés de leurs droits.

Espagne. — Un gentilhomme castillan, Ignace de Loyola, qui depuis treize ans a renoncé au monde, pose les bases de la compagnie de Jésus : il était alors à Paris.

France. — Organisation d'une infanterie nationale divisée en légions, chacune de six mille hommes, portant les noms des provinces. L'institution ne durera pas. — Fran-

çois I^{er} ose enfin rendre public un traité d'alliance défensive et de commerce avec les Turcs. — Cartier, de Saint-Malo, visite les côtes du Canada, et reconnaît le bassin du fleuve Saint-Laurent, depuis le golfe jusque fort avant dans les terres.

Italie. — Mort de Clément VII (26 sept.). Élection d'Alexandre Farnèse, d'une ancienne maison de Toscane, Paul III (13 oct.). — Antoine Allegri, dit le Corrège, de Correggio sa patrie, ville du Modénais, le plus grand peintre de l'école lombarde, meurt à quarante ans. — Les Gênois maintiennent, malgré le duc de Savoie, leur alliance de bourgeoisie avec Fribourg. La plupart embrassent la réforme, et dans leur révolte contre l'évêque, qui est leur seigneur, sont soutenus par François I^{er}.

Turquie. — Soliman enlève Tauris et Bagdad aux Perses. — Barberousse, au service de Soliman, parcourt la Méditerranée avec cent vaisseaux, chasse Muley-Hassan de son royaume de Tunis ; une colonie militaire de Turcs s'établit sur la côte d'Afrique.

1535.

Allemagne. — Les anabaptistes de Westphalie sont assiégés dans Munster : défense désespérée ; leur chef, Jean de Leyde, périt dans d'affreux supplices le 2 janvier 1536.

Angleterre. — Persécutions sanglantes contre ceux qui n'adhèrent pas au schisme. Mort violente de l'ancien chancelier Thomas More, auteur de l'*Utopie* (6 juill.).

Autriche. — Pour purger la Méditerranée des pirates, Charles V entreprend, avec quatre cents bâtiments que commande le Génois André Doria, une expédition contre la Goulette et Tunis, que défend Barberousse. Vingt-deux mille esclaves chrétiens sont rendus par Charles V à la liberté. Muley-Hassan est rétabli dans ses États, mais en payant tribut aux vainqueurs (mai-août). Les Siciliens

gagnent à cette expédition la sécurité de leur commerce maritime.

Autriche, France et Italie. — François I^{er}, qui a un outrage à venger sur le duc de Milan, demande au duc de Savoie passage par ses États. Sur son refus, la Bresse, la Savoie, une partie du Piémont, même Turin, sont occupées par les troupes françaises. — Profitant de la guerre entre la France et le duc de Savoie, le grand conseil de Genève, composé en majorité de réformés, proscriit la religion catholique avec ordre, pour tous les citoyens, d'adhérer au culte protestant (27 août). Le chapitre de la cathédrale se retire à Annecy. Genève s'érige en république. — A la mort du duc de Milan François Sforza (24 octobre), Antoine de Leyva prend possession du Milanais au nom de Charles V que Sforza a fait son héritier. Cette occupation est une nouvelle cause de rupture entre l'Autriche et la France.

Danemark. — Gustave Wasa aide Christian III à réduire la Scanie. Longue résistance de la Fionie : elle n'est conquise qu'après la victoire de Christian III près d'Assens. Commencement du siège de Copenhague et de Malmö, qui soumettent Christian II. Traité d'alliance avec le roi de Suède.

Espagne. — Les Espagnols fondent Buenos-Aires sur la côte occidentale de l'embouchure de la Plata : ils s'établissent à l'ouest de la Plata et du Paraguay. — Découverte du Chili. — Fondation de Lima au Pérou.

France. — François I^{er} fait supplicier sous ses yeux des luthériens (19 janv.). — Calvin, né en Picardie, à Noyon, publie à vingt-six ans son livre de l'*Institution chrétienne*, qui devient le formulaire d'une nouvelle réforme religieuse, distincte de celle de Luther ; il l'a écrit en latin et en français ; une épître dédicatoire est adressée à François I^{er} (1^{er} août).

Turquie. — Une bataille gagnée sur les ottomans par le schah Tha-

mas fait perdre à Soliman ses conquêtes en Orient. Au retour il sacrifie à la haine d'une de ses femmes, Roxelane, le meilleur de ses conseillers et de ses généraux, le vizir Ibrahim.

1536.

Angleterre. — Mort de Catherine d'Aragon (8 janv.) ; elle laisse de Henri VIII une fille, Marie. Sentence de mort rendue par vingt-six pairs contre Anne de Boleyn pour prétendu crime d'inceste et d'adultère. Elle est exécutée (19 mai), et laisse une fille, Elisabeth. Henri VIII épouse Jeanne Seymour (20 mai). Le parlement supprime tous les petits monastères, et leurs biens sont vendus au profit du roi (8 juin) : c'est une cause de révoltes.

Autriche et Hongrie. — Transaction entre Ferdinand et Zapoly, qui assure au premier toute la Hongrie à la mort du second.

Autriche, France et Italie. — Invasion du Piémont par les Français. L'empereur s'attache les Médicis en mariant sa fille naturelle Marguerite avec le duc de Florence, Alexandre I^{er}. Ses inconvenantes déclamations contre François I^{er} dans le consistoire de Rome (5 avril). Il envahit la Provence : Montmorency la dévaste ; retraite désastreuse de l'empereur (sept.).

Danemark. — Paix avec Lubeck (févr.). Malmö se rend à Christian III le 6 avril, Copenhague le 29 juillet. Abolition de la religion catholique par une assemblée d'états (30 oct.) ; les évêques sont remplacés par des surintendants, suivant l'avis de Luther.

Écosse. — Jacques V épouse la fille aînée de François I^{er}.

France. — La défense d'imprimer sous peine de mort est révoquée.

Genève. — Calvin passe pour la première fois à Genève (oct.) ; il y présente en 1537 avec Guillaume Farel une confession de foi. Ils seront bannis en 1538.

Italie. — Bulle *In cœna domini* : défense d'appeler des décrets des papes au concile général ; d'enseigner la doctrine qui met le concile général au-dessus du pape ; de restreindre, au moyen de l'autorité civile, la juridiction ecclésiastique ; d'exiger du clergé, sans le consentement du pape, des contributions pour les besoins de l'État. La bulle doit être renouvelée tous les ans, le jeudi saint. — Paul III qui a déjà fait cardinal le célèbre Vénitien Contarini, donne cette dignité à Sadolet, un des beaux esprits de ce temps. Il l'a offerte même au Hollandais Érasme qui, après avoir écrit contre les moines surtout dans son *Éloge de la folie*, avait défendu la foi contre Luther. Érasme meurt la même année, à Bâle.

Suisse. — Les Bernois réformés répandent les idées nouvelles dans le pays de Vaud, le Gex et le Chablais. — L'évêque de Lausanne vient résider à Fribourg, qui est restée catholique.

1537.

Allemagne. — Le duc silésien de Lignitz-Brieg conclut un pacte de famille avec l'électeur de Brandebourg, pour assurer sa succession à cette maison.

Angleterre. — Jeanne Seymour meurt après avoir donné à Henri VIII un fils, Édouard (12 oct.).

Danemark et Norvège. — Un pasteur luthérien de Wittemberg, Jean Bugenhag, dresse un formulaire de foi et de discipline pour le royaume. — Une diète décrète l'incorporation de la Norvège au Danemark.

Italie. — Le parti républicain, inspiré par Philippe Strozzi, assassine Alexandre de Médicis au milieu d'une partie de débauche (janv.). Cependant Côme, fils de Jean de Médicis l'Invincible, se fait reconnaître par le peuple et triomphe des partisans de la liberté.

Russie et Suède. — La paix est conclue pour soixante et dix ans.

1538.

Autriche et France. — Trêve de Nice (12 juin), et entrevue d'Aigues-Mortes entre François I^{er} et Charles V.

Écosse. — Jacques V épouse en secondes nocces Marie de Lorraine, fille de Claude, duc de Guise, chef de cette maison.

Espagne. — Aux cortès de Castille, la noblesse et le clergé refusent de concourir pour leur part à un impôt du revenu, l'assise, que Charles V demande aux trois ordres. Il n'appellera plus aux états que les députés des villes; l'assemblée nationale sera réduite à un comité de finances.

Russie. — La mort d'Hélène livre son jeune fils, Ivan IV, encore pour cinq ans à la tutelle d'ambitieux incapables et cruels.

Turquie. — Après une formidable invasion de Soliman, en Hongrie, en 1537, formation d'une ligue entre Paul III, Charles V, Ferdinand son frère et les Vénitiens (fév.). Le Génois André Doria commande la flotte des alliés. Il semble exposer à dessein aux coups de l'ennemi la flotte de Venise, l'ancienne rivale de sa patrie (sept.). — Barberousse, comme amiral de Soliman, conduit une flotte sur la cote d'Arabie, et soumet à sa puissance le riche pays de l'Yemen.

1539.

Allemagne. — Joachim II, électeur margrave de Brandebourg, introduit dans ses États la religion luthérienne que son père en avait écartée, et s'empare des évêchés de Brandebourg, de Havelberg et de Lélus.

Angleterre. — Toutes les abbayes sont supprimées par résignation forcée des abbés et des moines; leurs biens sont accordés au roi par le parlement. Bill des *six articles* contre les luthériens, qui l'appellent bill du sang à cause des peines qui menacent les violateurs de la loi.

Autriche. — Les taxes nouvelles provoquent la révolte de Gand.

Écosse. — Sept protestants meurent sur le bûcher.

Espagne. — L'Espagnol Fernand de Soto, l'un des premiers conquérants du Pérou, entreprend la conquête de la Floride, déjà tentée plusieurs fois : trois ans de lutte malheureuse.

France. — Le roi autorise l'établissement des loteries, impôt déguisé, le plus immoral de tous, qui pèse principalement sur les pauvres. — Ordonnance de Villers-Cotterets, préparée par le chancelier Guillaume Poyet : 1^o elle rend général dans tout le royaume pour les actes de la procédure, l'usage de la langue française, mais laisse subsister bien des abus de l'instruction criminelle; 2^o elle limite la juridiction ecclésiastique; 3^o elle crée les registres de baptêmes dans les paroisses (10 août). — Projets de canaux.

Italie. — Le saint-siège, cédant enfin aux instances de Charles V, renouvelle à la maison d'Este l'investiture de Ferrare, longtemps refusée à cause des prétentions de la cour de Rome sur Modène et Reggio.

1540.

Angleterre. — Mariage de Henri VIII avec Anne de Clèves (6 janv.). Bientôt le roi, qui se repent de cette union, fait condamner à mort par le parlement, sous prétexte de haute trahison, Cromwell, qui l'a négociée (8 juill.). Le roi divorce pour épouser Catherine Howard (8 août).

Autriche et France. — Charles-Quint traversant la France pour aller réduire les Gantois (déc. 1539 et janv. 1540), éprouve la bonne foi de François I^{er}, auquel il promet le Milanais pour un de ses enfants : en Flandre il rétracte sa parole. La guerre est imminente. — Gand perd une partie de ses franchises municipales.

Espagne. — Orellana reconnaît le plus grand fleuve de l'Amérique

du Sud, le Maragnon ou fleuve des Amazones.

Hongrie. — Jean Zapoly laisse en mourant un fils au berceau, Etienne que son parti oppose à Ferdinand pour la royauté de Hongrie (juill.).

Italie. — Charles-Quint donne l'investiture du Milanais à son propre fils Philippe, âgé de treize ans : il en dispose comme d'un fief dévolu à l'empire (oct.). — Paul III approuve les statuts des jésuites, fondés par Ignace de Loyola. Cet ordre, qui voue une absolue obéissance aux ordres de Rome, luttera avec habileté et succès contre les innovations religieuses à l'aide de la prédication, de la confession et de l'enseignement.

1541.

Allemagne. — Conférences de Ratisbonne pour tenter la conciliation des doctrines catholique et protestante : le Vénitien Contarini représente le pape, Bucer représente Luther. Le saint-siège a raison de ne pas adhérer aux concessions proposées. — Le duc poméranien de Stettin fait rédiger un formulaire de doctrines luthériennes. — Mort du Suisse Paracelse, médecin et alchimiste.

Espagne. — Les corsaires d'Afrique infestent les côtes d'Italie et d'Espagne, ainsi que les îles. L'un d'eux, Dragut, qui est déjà fameux, est pris dans une descente en Corse. Charles V, contre l'avis d'André Doria, entreprend le siège d'Alger. L'expédition est désastreuse : la flotte est dispersée par une tempête, l'armée battue par les Turcs, auxiliaires de Barberousse (oct., nov.). — Après avoir occupé et dévasté le Pérou, dont les habitants étaient plus doux, et presque aussi civilisés que leurs atroces conquérants, François Pizarre périt, victime des trahisons d'Almagro, son compagnon de brigandage. La guerre civile continue entre les Espagnols. — Les Espagnols pénètrent de nouveau dans le Chili.

France. — Première alliance politique avec le Danemark (nov.).

Alliance avec le duc de Clèves, qui épouse une nièce de François I^{er}. — Procès, pour malversations, de l'amiral Philippe Chabot, qui est l'ennemi du chancelier Poyet et du connétable de Montmorency. — Les dessins pour la reconstruction du Louvre sont donnés par Pierre Lescot. — Benvenuto Cellini vient travailler en France.

Genève. — Retour de Calvin (13 sept.). Il établit la constitution religieuse.

Hongrie. — Nouvelle occupation de Bude par les Ottomans (juill.). Soliman renvoie Etienne en Transylvanie : ses prétentions sur la Hongrie ; à Bude les églises sont converties en mosquées.

Italie. — Charles V, malgré la résistance du sénat de Milan, sépare à jamais du Milanais le comté de Guastalla, qui était dévolu depuis deux ans à Ferdinand de Gonzague, pour le mettre sous la mouvance directe de l'empire.

Portugal. — Jean III fait venir de Rome les jésuites François Xavier et Simon Rodriguez, et favorise les progrès de la compagnie.

1542.

Angleterre. — Catherine Howard, accusée comme Anne de Boleyn, meurt, comme elle, sur l'échafaud.

Autriche et France. — La guerre entre François I^{er} et Charles V a pour théâtre le Luxembourg, le Brabant, la Picardie, le Piémont et les Pyrénées.

Danemark. — Christian III fait couronner à l'avance son fils Frédéric, suivant le rit réformé.

Écosse. — Jacques V, allié de François I^{er}, menacé par Henri VIII qui n'avait pu le faire adhérer au schisme, envahit l'Angleterre. Beaucoup de nobles écossais, qui avaient adopté la réforme de Calvin, abandonnent le roi au moment de combattre. Il meurt quelques jours après

(14 déc.) et laisse, de Marie de Lorraine, une fille qui vient de naître, Marie Stuart : sa veuve est régente.

Espagne. — Charles V, souvent pressé par les plaintes éloquentes de Barthélemy Las Casas, évêque du nouveau monde, publie des règlements en faveur des indigènes ; il établit dans la métropole le conseil des Indes. — L'Espagnol Cabrillo, pour chercher le détroit d'Anian, aujourd'hui détroit d'Hudson, navigue dans le grand Océan, le long des côtes occidentales du nouveau continent : au delà de la mer Vermeille et de la partie de la Californie qui avait été reconnue par le conquérant du Mexique, il s'avance jusqu'aux régions qu'on appelle Nouvelle-Californie, vers le 43^e de latitude ; il découvre aussi le cap Mendocino, mais ne trouva aucun indice de détroit.

France. — Première alliance de la France avec la Suède.

Italie. — Paul III décide la convocation d'un concile général à Trente (mai). Le concile ne se réunira que dans trois ans.

Portugal. — Le Portugais Antoine de Mota, en se hasardant dans les parages de la Chine, est jeté par la tempête sur les côtes du Japon ou Nipongi, dont les habitants le reçurent avec amitié et payèrent ses marchandises en argent. Le jésuite François Xavier, revêtu par le pape du titre de légat *a latere*, ira, à la demande du roi Jean III, prêcher l'Évangile au Japon. — Simon Rodriguez reste en Portugal pour fonder plusieurs maisons de l'ordre. Jean III fait les vœux de jésuite.

1543.

Angleterre. — Dernier mariage de Henri VIII avec une veuve, Catherine Parr. Elle sera aussi en péril de mort, à cause de ses opinions religieuses.

Autriche, France et Turquie. — Alliance offensive de Henri VIII avec Charles V contre François I^{er}

(8 avril). — Courses de Barberousse au delà du phare de Messine jusqu'à Reggio et à l'embouchure du Tibre. Nice, la seule place qui reste au duc de Savoie, l'allié de l'empereur, est bombardée par l'amiral de Soliman Barberousse, et par le comte d'Enghien. Barberousse à son retour ravage les îles voisines de l'Italie et de la Sicile ; il ramène à Constantinople sept mille prisonniers.

Autriche et Espagne. — L'infant don Philippe, fils de Charles V, épouse une princesse de Portugal. — Ferdinand d'Autriche, vingt ans avant sa mort, appelle par son testament ses filles à la succession des royaumes de Hongrie et de Bohême, si ses fils étaient sans héritiers. — Vesale de Bruxelles, créateur de l'anatomie humaine, un des premiers qui aient osé disséquer des cadavres, publie à Bâle un grand traité : *de Corporis humani fabrica* ; douze ans plus tard, il en donnera une autre édition plus complète. Le titre de médecin de Charles V et ensuite de Philippe II ne le sauvera pas des accusations qui se fondent sur des préventions invétérées.

Écosse. — Réconciliation avec l'Angleterre ; mariage projeté (1^{er} juillet). Alliance avec la France (15 déc.).

Italie. — Côme de Médicis reconstitue l'université de Pise, qui attire un grand nombre d'étudiants, surtout par ses cours nouveaux de botanique et d'astronomie.

Pologne. — Le système régulier des corps célestes est dévoilé par le livre de Copernic, né à Thorn sur la Vistule : il prouve que toutes les planètes tournent d'occident en orient, et que la terre accomplit deux mouvements, l'un de rotation sur elle-même, l'autre de circonvolution autour du soleil. Craignant les contradictions ou les persécutions, parce que la science n'est pas conforme à la tradition biblique au sujet du soleil, il ne publie son livre qu'au moment même de mourir, en le dédiant au pape.

Russie. — Ivan IV, à quatorze ans, prend en main le pouvoir et punit justement de mort ceux qui ont fait détester les dix premières années de son règne; mais il est en proie, pendant deux ans, à une sorte de rage sanguinaire.

1544.

Allemagne. — Après une diète tenue à Spire, des luthériens obtiennent de séder dans la chambre impériale.

Autriche, France et Turquie. — La grande victoire du comte d'Enghien sur les impériaux, à Cérisoles dans le Piémont (14 avril), n'a pas de résultat décisif, parce qu'une partie des troupes françaises est rappelée pour tenir tête à une invasion anglaise dans le Boulonnais (août). Charles V envahit la Champagne et vient jusqu'à Château-Thierry. Le traité de Crépy, en Laonnais, met fin à la guerre avec l'empereur, sans profit pour la France (17 sept.). — La guerre avec l'Angleterre continue. — Maîtres d'une partie de la Hongrie, les ottomans ravagent l'Autriche, la Silésie, et la Moravie.

Danemark. — Le roi Christian III, qui jusqu'alors avait gouverné les duchés de Slesvig et de Holstein en commun avec ses frères, nés d'une autre mère, fait avec eux le partage de ce domaine, malgré les protestations des états de Danemark. Le roi soutient qu'il doit y avoir union perpétuelle des duchés avec le Danemark, et que le Slesvig demeurera en fief à la couronne. — L'un des frères du roi, Adolphe, est la tige de la branche ducale de Holstein Gottorp.

Suède. — Les états assemblés à Westeras, déclarent, à la demande de Gustave Vasa, la couronne héréditaire dans sa maison. Le sénat s'oblige par serment à ne souffrir dans le pays que la religion luthérienne. En Suède, elle n'exclut pas les évêques, et conserve même une partie de la liturgie romaine.

1548.

Angleterre. — Le parlement donne à Henri VIII les biens des hôpitaux, même des universités, excepté celles de Cambridge et d'Oxford; il lui reconnaît le droit divin et l'autorité sur l'Église (23 nov.).

Danemark. — Christian III charge les professeurs de l'académie de Copenhague de traduire en danois la version allemande que Luther avait faite de l'Écriture sainte.

Espagne. — Au Pérou, exploitation de mines d'argent du mont Potosi. — Sagesse de Pedro de la Gasca.

France. — Exécution barbare d'un arrêt rendu en novembre 1540 par le parlement d'Aix, contre les Vaudois : une partie de cette population hérétique, qui vivait dans les Alpes de Provence à Cabrières et à Mérindol, fut anéantie. — Le chancelier Poyet, après un procès qui a duré trois ans, est condamné pour malversation à une forte amende.

Hongrie. — Soliman prend en Hongrie Strigonie, sur le bas Danube, et Albe Royale.

Italie. — Paul III Farnèse détache du domaine du saint-siège Parme et Plaisance, anciennes dépendances du Milanais, et en forme un duché héréditaire pour son fils naturel, Pierre-Louis Farnèse. L'investiture pontificale ne suffit pas au nouveau duc que ne reconnaît pas Charles V, seigneur de Milan. — Le concile de Trente, le dernier concile général, s'ouvre enfin (13 déc.). Dix-huit années s'écouleront entre la première et la dernière session; il sera souvent interrompu. Les premières sessions, en anathématisant les luthériens et en posant rigoureusement le dogme, conserveront l'orthodoxie de l'Église et laisseront en dehors tous les dissidents, auxquels n'est faite aucune concession de doctrine.

Russie. — Ivan IV est couronné par le métropolite : il prend le titre de tsar ou czar qu'on donnait déjà quelquefois à son père. Le mariage

adoucît son caractère. Il fait préparer la réforme de la législation russe.

1546.

Allemagne. — Mort de Luther (16 févr.).

Angleterre et France. — Traité d'Ardres (17 juin).

Écosse. — Mort sur le bûcher du protestant Georges Wishart, un des maîtres de Jean Knox (28 mars). Le cardinal Beaton est assassiné (mai).

Italie. — Paul III fait reprendre les travaux de l'église de Saint-Pierre par Michel-Ange Buonarrotti, qui modifie le plan primitif de Bramante. — N'osant pas établir ouvertement l'inquisition dans le royaume de Naples, Charles V autorise cependant le pape à envoyer de Rome à Naples des commissaires pour rechercher les luthériens, mais le vice-roi promet au peuple que ce n'est qu'une commission passagère de la cour de Rome et qu'il n'y aura pas d'innovation.

Turquie. — Mort de l'amiral de Soliman, Barberousse, le souverain des pirates d'Afrique (4 juill.).

1547.

Allemagne. — Victoire de Charles V sur les troupes de la ligue de Smalkalde à Muhlberg, près de l'Elbe, en Saxe (24 avril); l'électeur de Saxe Jean-Frédéric, fait prisonnier, est dépouillé de l'électorat.

Angleterre. — Mort de Henri VIII (29 janv.). Le nouveau roi Édouard VI, âgé de dix ans, est élevé dans les idées des luthériens, par son oncle le duc de Somerset qui se sert de Cranmer, archevêque de Cantorbéry, pour introniser en Angleterre la réforme allemande. — Campagne brillante contre l'Écosse, sans résultat.

France. — Mort de François I^{er} (31 mars). Il avait pour devise une salamandre dans le feu, qu'on retrouve comme ornement de sculpture dans les châteaux royaux. Les bas-reliefs de son tombeau ont été

sculptés par Pierre Bontenps. Deux portraits célèbres de lui, l'un par le Titien (au Louvre), l'autre par le Français Jean Clouet (à Versailles). — Avènement de son fils Henri II, qui a pour maîtresse Diane de Poitiers. — Création d'un secrétaire d'Etat de la marine. — Duel de Jarnac en présence du roi.

Italie. — A Gènes, la conspiration des trois frères Fieschi avorte : le neveu d'André Doria est seul assassiné, pendant la nuit, par les conjurés (2 janv.). Plusieurs des chefs sont pris et condamnés au dernier supplice. Les anciens nobles se font accorder quelques prérogatives au-dessus de ceux que leur a assimilés la constitution de 1528. — Le duc de Parme, Pierre-Louis Farnèse, déjà détesté de ses sujets pour ses débauches, ses perfidies et ses cruautés, s'est fait honteusement le complice des ennemis de Doria. Ses ennemis encouragés par Ferdinand de Gonzague, comte de Guastalla, qui est gouverneur de Milan pour Charles V, l'assassinent ouvertement à Plaisance (10 sept.). Cette ville est occupée par les troupes impériales. Le fils de Pierre, Louis-Octave Farnèse, n'est reconnu qu'à Parme. — L'inquisition commence à paraître plus ostensiblement à Naples : des bulles du pape sont affichées en carême avec l'édit qui en ordonne l'exécution. Le vice-roi promet encore qu'il ne sera pas fait d'innovation. Nouvel édit (11 mai). Révolte de la population : elle sera en effervescence jusqu'à la fin du règne de Charles V.

Pologne et Russie. — Le maître de l'ordre en Livonie refuse le passage par son territoire à trois cents ingénieurs et ouvriers allemands qu'Ivan IV avait obtenus de l'empereur : toute entrave mise au développement de la civilisation russe prolongeait les jours d'indépendance de la Livonie.

1548.

Allemagne. — Diète d'Angs-

bourg : l'*interim*, formulaire de foi et de discipline, rédigé au nom de Charles V, ne satisfait ni les catholiques ni les protestants (15 mai).

Écosse et France. — Intervention de la France dans les affaires de l'Écosse : la jeune Marie Stuart, née d'une princesse française sœur des Guise, que le gouvernement d'Angleterre voulait marier à Edouard VI, est conduite en France pour être fiancée au dauphin (7 août).

France. — L'imposition de la gabelle dans la province de Guyenne (7 juill.), cause une révolte que réprime avec cruauté le connétable de Montmorency (oct.). — Ces atrocités inspirent à Etienne de La Boétie, âgé de dix-huit ans, l'amalgame de Montaigne, une éloquente invective contre la tyrannie, *Discours de la servitude volontaire, ou Contre un*. — Le parlement défend à la confrérie de la Passion, autorisée depuis 1402, de représenter des mystères : elle pourra jouer des sujets profanes (15 nov.). — Le vieux Louvre (pavillon de l'Horloge) est terminé. — L'effigie du roi sera désormais empreinte sur la monnaie, au lieu de la croix trop facile à contrefaire. — Jeanne d'Albret, fille du roi de basse Navarre Henri, épouse Antoine de Bourbon, duc de Vendôme, descendant de Robert de Clermont, 5^e fils de saint Louis. — Première édition de la *Loi salique*.

Italie. — Côme de Médicis fait de Livourne un port franc, ce qui y attire les étrangers. — Il livre au public la riche bibliothèque qui date de Côme 1^{er} Père de la patrie.

Pologne. — Mort de Sigismond I^{er} à quatre-vingt-deux ans. Il a cherché à polir les mœurs de ses sujets et à leur inspirer le goût des sciences et des arts ; il a fortifié les places de guerre, et embelli les principales villes. Son fils Sigismond-Auguste lui succède.

Portugal. — Des marchands portugais apportent de la Chine, dans leur patrie, une espèce d'oran-

ger dont la culture devint une des richesses du pays, et s'est répandue de là en Europe.

Turquie. — Victoire sur les Perses près de Van, en Arménie.

1549.

Angleterre. — Le duc de Somerset fait condamner à mort par arrêt du parlement son frère Thomas Seymour qui lui disputait l'autorité (mars). Lui-même est supplanté par le comte de Warwick, qui est pour lui d'abord un vainqueur plus généreux.

Autriche. — Un édit de Charles V réunit en un seul corps de nation les dix-sept provinces des Pays-Bas.

Espagne. — Le conseil des Indes en Espagne donne à quatre religieux la direction d'une expédition pour la Floride ; il espère parvenir plus facilement à la conquête en convertissant les indigènes au christianisme. Pas de résultat : les Indiens mangeaient les Espagnols qu'ils pouvaient prendre.

France. — Peu après son entrée solennelle à Paris, fêtée par des tournois, le roi assiste au supplice de plusieurs calvinistes condamnés au bûcher (juill.). — *Défense et illustration de la langue française*, par Joachim Dubellay, qui a vingt-cinq ans. Les nouveaux réformateurs veulent ennoblir la langue par des emprunts faits aux Grecs et aux Latins : Ronsard sera leur chef.

Italie. — Paul III, craignant que l'empereur ne se rende maître de Parme, comme il a fait de Plaisance, la retire à son petit-fils Octave Farnèse, et la déclare de nouveau incorporée au domaine ecclésiastique. Octave réclame et garde la ville malgré le pape. Paul III meurt au milieu du débat à quatre-vingt-deux ans (10 nov.). — Côme rétablit à Florence l'université : les lettres grecques et latines, la philosophie, les sciences, y sont enseignées ; les auteurs grecs surtout sont étudiés et traduits. Des imprimeurs de Flandre et de Hollande

sont attirés par les libéralités du prince.

Pologne. — Malgré les instances et les menaces de la diète, Sigismond-Auguste ne rompt pas le mariage qu'il a récemment conclu avec la fille du Castellau de Vilna en Lithuanie, que les sénateurs ne trouvaient pas assez noble pour un roi.

1550.

Afrique. — Fez et les autres positions importantes de la Mauritanie sont enlevées par les nouveaux possesseurs de Maroc, dont les descendants règnent encore aujourd'hui.

Angleterre. — Le culte luthérien imposé par les régents reçoit la sanction du parlement (fév.). — Paix avec l'Ecosse (24 mars).

Bohême. — Le roi Ferdinand fait déchirer le pacte de famille fait par le duc silésien de Lignitz-Brieg avec la maison de Brandebourg en 1537.

France. — Ordonnance sur la discipline militaire. L'artillerie est perfectionnée par J. d'Estrées. — *Almanach* de Nostradamus; ses prédictions.

Italie. — *Les Vies des plus excellents peintres, sculpteurs et architectes, jusqu'au milieu du xvi^e siècle*, écrites en italien par le Toscan Vasari qui était lui-même peintre et architecte, sont une source précieuse pour l'histoire des arts.

1551.

Allemagne. — Maurice de Saxe, auquel Charles V a dû ses victoires sur les protestants, devenu électeur, se déclare pour eux. Danger que court l'empereur.

Autriche. — La mère de Jean Sigismond, ou Etienne de Transylvanie, renonce en son nom à cette province, en échange de laquelle Ferdinand d'Autriche lui promet deux principautés de Silésie. Soliman continue cependant la guerre. — Ferdinand laisse à Martinuzzi le gouvernement de la Transylvanie, le fait cardinal et archevêque de Strigonie (oct.); mais

croyant son ambition insatiable, il ordonne ou permet la mort violente du prélat (déc.).

Autriche, France et Italie. — Renouvellement de la guerre. Henri II envoie une armée dans le Piémont. Le maréchal de Brissac qui la commande, par une exacte discipline, empêche qu'elle ne soit à charge au pays. — Octave Farnèse menacé d'être dépouillé de Parme par le comte de Guastalla, obtient la protection du roi de France (27 mai). Jules III excommunie Octave et menace même le royaume de France d'interdit. Henri II détache vers Parme une partie des troupes du Piémont, et met à profit le courage de Pierre Strozzi, exilé de Florence. — Il fait défense à ses sujets de porter de l'argent à Rome, rappelle les prélats français du concile de Trente, contre lequel écrit Jacques Amyot, et menace d'assembler en France un concile national. — Ligue de Henri II avec les protestants d'Allemagne contre l'empereur (oct.), malgré l'édit de Châteaubriand contre les protestants de France.

Italie. — Le concile de Trente a repris ses sessions par l'ordre du pape (1^{er} mai).

Suisse. — Le naturaliste Conrad Gesner commence à Zurich, sa patrie, la publication d'une *Histoire des animaux*, qui réunit tout ce que les anciens avaient laissé de matériaux sur la zoologie, et y ajoute ses propres observations.

Turquie. — Les musulmans sous le pacha Dragut font une descente à Malte : forcés de lever le siège de la capitale, ils se dédommagent en prenant Tripoli, possession de l'ordre sur la côte d'Afrique.

1552.

Allemagne, Autriche, France et Italie. — Henri II déclare la guerre à l'empereur, et se dit le vengeur de la liberté germanique, qui est mise en danger par l'oppression du parti luthérien (janv.) : il enlève

les trois évêchés de Metz, Toul et Verdun, villes d'empire (mars). — Trêve de deux ans entre le pape, Henri II et Octave Farnèse qui garde le duché de Parme (29 avril). — En Toscane, les Siennois, maltraités par la garnison espagnole, la chassent et se mettent sous la protection de la France. — La transaction de Passau par laquelle Charles abolit l'interim et accorde la liberté de conscience jusqu'à la prochaine diète, lui permet de se tourner contre Henri II (15 août). Il met le siège devant Metz (31 oct.). — D'autres troupes impériales ravagent les frontières de la Picardie.

Angleterre. — Pour conserver son pouvoir menacé, Warwick, duc de Northumberland, fait tomber sur l'échafaud la tête de Somerset (22 janv.).

France. — Édits de Henri II pour l'établissement des sièges présidiaux (janv.); pour l'érection de la chambre des monnaies en cour souveraine. — Un arrêt du parlement de Paris défend les écoles buissonnières que les protestants tenaient dans la campagne (6 août). — Représentation de la première tragédie française, *Cléopâtre*, de Jodelle, imitée des anciens. — Ambroise Paré est nommé chirurgien ordinaire du roi.

Russie. — Après la réforme de la discipline militaire, et l'établissement du corps réglé et permanent des strelitz, archers qu'il arme bientôt du fusil, Ivan marche contre le khan de Kasan, Iediguer, fils du souverain tartare d'Astrakan. Le siège de Kasan commence au printemps. La ville prise est inondée du sang des Tartares (oct.). Iediguer ne survit à la ruine de son empire que parce qu'Ivan veut l'avoir pour ami et pour conseiller; il se fait chrétien sous le nom de Siméon.

Turquie. — André Doria est battu par le corsaire Dragut devant Naples. — Les généraux de Soliman prennent en Hongrie la forte place de Temesvar au sud-est, mais ne peuvent

enlever Agria (Eger), au nord-est de Bude.

1883.

Angleterre. — Mort d'Édouard VI à seize ans (6 juill.). Le duc de Northumberland fait proclamer reine au préjudice des filles de Henri VIII, sa belle-fille, l'infortunée Jeanne Grey, qui descendait de Henri VII par son aïeule. La nation reconnaît les droits de Marie, fille de Catherine d'Aragon, âgée de trente-sept ans (19 juill.). Northumberland meurt sur l'échafaud (août). Captivité de Jeanne Grey et de son mari Dudley. — Zélee catholique, Marie se fait couronner par Gardiner, évêque de Winchester, qui a été persécuté sous le dernier règne (4 oct.). — Richard Chancelour cherche une route plus courte aux Indes, par le nord-est de l'Europe; il parvient dans la mer Blanche à Arkangel; on fera le commerce de la Russie par Kholmogory, un peu au sud-est de l'embouchure de la Duna.

Autriche, France et Turquie. — Le duc de Gulse force Charles V à lever le siège de Metz (janv.). La destruction de Téroüanne, à l'entrée de la Picardie et de l'Artois, est un acte de vandalisme de la part de Charles V (20 juin). — La Corse, île génoise, est attaquée par les Français et les Turcs. Deux villes seulement refusent de se rendre, Calvi au nord-ouest, et Bastia au nord-est; mais les Turcs étant rappelés par le sultan, les Français sont trop peu nombreux pour garder l'île longtemps. Gènes donne le commandement de la guerre avec des forces considérables à André Doria, âgé de quatre-vingt-quatre ans.

France. — Naissance de Henri IV à Pau. — Le savant Oronce Finé, professeur de mathématiques au collège royal de France, fabrique pour le cardinal de Lorraine une curieuse horloge. — L'usage du semestre est établi pour le parlement de Paris.

Genève. — Calvin fait brûler Michel Servet pour ses idées hérétiques.

ques sur la Trinité. Il est approuvé par Farel, Mélanchthon, Théodore de Bèze.

Livonie. — L'archevêque de Riga trouble la paix de la Livonie, en appelant à la dignité de coadjuteur un jeune prince étranger, malgré des engagements contraires pris en 1546.

Portugal. — Les Portugais établissent au Brésil s'étendant jusqu'à la rivière de La Plata.

1554.

Angleterre. — Marie Tudor conclut son mariage avec le fils de Charles V, Philippe, veuf depuis neuf ans d'une princesse portugaise (12 janv.). Mouvement de révolte. Exécution capitale de Dudley et de sa femme Jeanne Grey (12 févr.), du père de Jeanne Grey le 17. L'ancienne liturgie de l'Eglise est rétablie. Elisabeth, fille d'Anne de Boleyn, est emprisonnée. Philippe vient épouser la reine (juill.). Le cardinal anglais Reynald Pole arrive en Angleterre comme légat du saint-siège pour réunir ce pays à l'Eglise romaine (nov.); il aura la sanction du parlement.

Autriche, France et Italie. — Sienne est défendue contre les troupes impériales et florentines par le maréchal de France, Pierre Strozzi, exilé florentin. — Brillant coup de main des troupes françaises devant Renti, à l'entrée de l'Artois. — En Corse, Spinola, lieutenant d'André Doria, fait lever le siège de Calvi aux Français. San Fiorenzo, place importante sur la côte du nord, résiste longtemps avec deux mille Français. San Pietro, le chef national des Corses, ne pose pas les armes.

Autriche. — Charles V cède à Philippe, son fils, la Sicile et le royaume de Naples, dont le nouveau roi reçoit l'investiture pontificale (28 oct.). — La Transylvanie, en haine des Autrichiens, rappelle le prince Jean Sigismond avec sa mère.

Ecosse. — Marie de Lorraine est régente à la place du comte d'Arran.

France. — Un parlement est créé à Rennes (mars).

Portugal. — Les Portugais se font donner par le pape la possession exclusive de toute la côte de Guinée, riche en or, en ivoire, en esclaves, et excluent de ces parages le commerce de toutes les autres nations.

Russie. — Le czar sans aucun droit exige de l'évêque de Berpt, en Livonie, un tribut : le maître de l'ordre se résigne à le payer; l'assemblée des états décide même une trêve de quinze ans avec les Russes. — Soumission de la principauté tartare d'Astrakan.

1555.

Allemagne. — La diète d'Augsbourg donne la liberté de conscience à tous ceux qui professent le luthéranisme, mais non aux autres sectaires : le culte n'est libre que pour les seigneurs et pour leurs coreligionnaires sur leurs terres; la clause du *réserve* ecclésiastique atteint tout bénéficié catholique qui embrasse la nouvelle religion (août-sept.).

Angleterre. — Persécutions sanglantes ordonnées par Marie Tudor contre les réformés. Cranmer meurt sur le bûcher. Le cardinal Pole est fait archevêque de Cantorbéry.

Autriche. — Dans une assemblée à Bruxelles, Charles V cède à son fils les Pays-Bas (25 oct.). Philippe en remet le gouvernement au duc de Savoie, Emmanuel-Philibert, que les Français ont dépouillé de ses États.

Autriche, France et Italie. — Sienne, habilement défendue par le Français Blaise de Montluc, obtient une capitulation honorable : elle doit être libre sous la protection de l'empereur (avril). Mais Charles V en donnera l'investiture à son fils, au détriment des Médicis qui ont aidé les impériaux à la soumettre.

Ecosse. — Jean Knox revient du continent, disciple de Calvin.

France. — Première église du culte prétendu réformé, établie à Paris. — La mort de Henri II d'Albret donne à sa fille, Jeanne d'Albret, et à son gendre Antoine de Bourbon, la couronne de la basse Navarre (mal). — Bernard Palissy, potier de terre, mé dans l'Agénois, après seize ans d'efforts et de grandes dépenses, trouve le secret de l'émail dont on se servait alors en Italie pour faire de beaux ouvrages de faïence. Il a fabriqué de très-belles poteries.

Italie. — Le nouveau pape, Paul IV Caraffa, conclut avec la France une ligue offensive et défensive contre les Espagnols pour leur enlever le royaume de Naples (15 déc.).

Russie et Suède. — Rupture et guerre de deux ans.

1556.

Autriche. — Trêve signée à Vaucelles, au sud de Cambrai, entre Charles V et Henri II (5 févr.). — Charles V s'est démis de ses États d'Italie et d'Espagne en faveur de son fils Philippe II (16 janv.). Il renonce à l'empire et à ses États allemands en faveur de son frère Ferdinand I^{er} (sept.).

Espagne, France et Italie. — La guerre recommence entre Philippe II et Henri II. Philippe II, pour détacher le duc de Parme de l'alliance française, lui rend la ville de Plaisance, mais en gardant le château (15 sept.). Henri II renouvelle la ligue avec le pape, et y fait accéder le duc de Ferrare, gendre de Louis XII, beau-père du duc de Guise (13 novembre).

Indes. — Mohammed Akbar, petit-fils de Babour, issu lui-même du Mongol Tamerlan, commence à Dehli, dans l'Inde, à l'âge de quatorze ans, un règne qui doit durer près de cinquante années.

— Grande comète qui reparait à peu près tous les trois cents ans. On l'a appelée comète de Charles-Quint.

1557.

Angleterre, Espagne, France et Italie. — Campagne stérile du duc de Guise contre le royaume de Naples. — Le duc Côme de Médicis obtient de Philippe II la ville de Sienne, la seule république qui fût encore indépendante en Toscane : mais plusieurs places comprises dans le territoire de cette ville, qu'on appelle *Degli presidii*, ou les forteresses, restent au roi d'Espagne (juill.). — Philippe II va en Angleterre décider Marie Tudor à prendre les armes contre la France (20 mai). — Invasion de la Picardie par les Anglais et par les Espagnols sous la conduite d'Emmanuel-Philibert de Savoie. Leur victoire de Saint-Quentin sur le connétable de Montmorency qui est fait prisonnier (10 août). Siège de Saint-Quentin. Philippe pour la seule fois de son règne, paraît en costume de guerre. — Guise, rappelé, est lieutenant général.

Écosse. — Covenant des nobles protestants (3 déc.). Ils gouvernent.

Espagne. — Charles V vit retiré au monastère de Saint-Just, dans l'Estremadure.

France. — Nouvelle organisation des légions provinciales. Création de quatre régiments de Picardie, Champagne, Navarre et Piémont.

Livonie, Pologne et Russie. — Le roi de Pologne vient avec cent mille hommes sur les frontières de Livonie réclamer la mise en liberté de l'archevêque de Riga, son parent. Alliance contre le czar entre le maître de l'ordre de Livonie et le roi de Pologne (14 sept.). Ivan IV déclare la guerre à la Livonie (nov.).

Portugal. — Don Sébastien, petit-fils de Jean III, lui succède. Sa minorité sera tranquille.

1558.

Allemagne. — Paul IV ne veut pas reconnaître Ferdinand I^{er} comme empereur parce qu'il n'a pas demandé le consentement du saint-siège : depuis ce temps, les empereurs

ont cessé de demander la confirmation du pape. Charles V a fait de vains efforts pour reprendre à son frère la couronne impériale qu'il aurait voulu donner à son fils Philippe II. — La ville de Constance, où depuis trente ans dominait le culte réformé, est occupée par les troupes de Ferdinand et réunie à ses domaines ; il y rétablit la religion catholique.

Angleterre. — La mort de Marie Tudor, sans enfant, donne le trône à sa sœur Élisabeth, fille d'Anne de Boleyn, âgée de vingt-cinq ans (17 nov.). — Mort du cardinal Pole le 18. — L'Angleterre est entre les mains d'une ennemie de l'Église romaine. Marie Stuart, qui descendait par son père d'une fille de Henri VII, est exclue comme autrefois Jeanne Grey. Commencement de sa rivalité avec Élisabeth, envenimée par des jalousies féminines, entretenue par la différence de religion et d'intérêts politiques.

Angleterre, Espagne et France. — Le duc de Guise attaque Calais (1^{er} janv.) : la citadelle est emportée d'assaut ; en huit jours la ville capitule : les Anglais n'ont plus rien en France. Le dauphin épouse Marie Stuart, qui fait donation secrète de l'Écosse à la France (avril). Courses impuissantes des Anglais sur les côtes de Bretagne (juin). — Guise enlève aux impériaux Thionville, sur la Moselle, après dix-sept jours de siège (23 juin). Mais le maréchal de Termes perd contre le comte d'Égmont la bataille de Gravelines, près de la côte de Flandre (13 juill.). — Des négociations pour la paix sont ouvertes à Cateau-Cambrésis (15 oct.).

Espagne. — Peu de jours après la célébration simulée de ses propres funérailles, mort de Charles V (21 sept.).

France. — Aux États généraux qui furent convoqués après la bataille de Saint-Quentin, l'élite de la magistrature forme un ordre distinct de la noblesse, du clergé et du tiers état, pour cette fois seulement. — Procès public des protestants ou huguenots à Paris.

Pologne et Russie. — Quarante mille Russes dévastent la Livonie

1559.

Angleterre. — Élisabeth, après s'être fait couronner suivant le rit catholique (15 janv.), reçoit du parlement le titre de chef suprême de l'Église anglicane le 25. Les opposants sont dépouillés de leurs sièges et de leurs bénéfices ecclésiastiques.

Angleterre, Espagne et France. — La paix de Cateau-Cambrésis termine une guerre qui, après avoir menacé l'existence de la France, semblait devoir lui donner d'autres conquêtes (25 avril) : la France ne garde que Calais, les trois évêchés de Lorraine et quelques places du Piémont, Pignerol, Turin, Chièvres, Villeneuve d'Asti et Chivas ; Philippe II épousera la fille de Henri II, Élisabeth, qui était déjà promise à son fils don Carlos, âgé de quatorze ans (juin).

Autriche. — Depuis la mort de sa mère, Jean Sigismond, âgé de dix-neuf ans, obtient difficilement l'obéissance de ses sujets de Transylvanie, surtout des Széklers, débris des anciennes populations hunniques, voisins de la Moldavie.

Danemark. — Mort de Christian III (1^{er} janv.). Il a développé l'agriculture et le commerce, a protégé les arts et les sciences, a amélioré les lois et abrégé la procédure. Avènement de son fils Frédéric II. — Aidé par son oncle le duc de Holstein, Frédéric II réduit le premier à l'obéissance les Dithmarses, auxquels il enlève d'assaut la ville de Meldorp, et gagne sur eux une sanglante bataille.

Écosse. — Marie Stuart irrite Élisabeth en prenant le titre de reine d'Angleterre par ordre de son beau-père Henri II. — Retour de Knox après un second séjour à Genève (mai). Guerre entre la régente et les réformés.

Espagne. — Mesures maladroites et odieuses de Philippe II dans les Pays-Bas. Il en donne le gouverne-

ment à sa sœur naturelle, Marguerite, veuve du duc de Parme, qui aura Granvelle, l'évêque d'Arras, pour ministre. Mécontentement du comte d'Égmont et du prince d'Orange, Guillaume de Nassau, stathouder ou gouverneur général de la Hollande et de la Zélande. Il renouvelle les édits sanglants de Charles V contre les protestants. Aux cinq évêchés existants en sont ajoutés douze nouveaux, sous l'autorité métropolitaine de Cambrai, d'Utrecht et de Malines. — Retour de Philippe II en Espagne (août) : il ne quittera plus la péninsule. Nombreuses victimes livrées à l'inquisition : Philippe II assiste à la cérémonie du bûcher, à l'auto-da-fé. Persécution contre l'archevêque de Tolède, dominicain qui est devenu suspect.

France. — Édit d'Écouen, qui menace de mort les protestants (juin) ; il est enregistré par les parlements. Solennelle discussion sur le droit de la liberté de conscience, en plein parlement, avec la permission et en présence du roi : le roi fait saisir cinq conseillers suspects d'hérésie. — Pendant les fêtes données pour le mariage de Philibert-Emmanuel, duc de Savoie, avec la sœur de Henri II, tournoi où Henri II est blessé mortellement (juill.). Il laisse l'État endetté de quarante-deux millions. — Avènement de son fils aîné, François II, âgé de quinze ans, au nom duquel gouvernent les oncles de sa femme, les chefs de la maison de Guise. — Anne Dubourg, un des cinq conseillers, est, après sentence, pendu et brûlé en place de Grève (23 déc.). — Influence de la reine mère, Catherine de Médicis. Isolement des princes du sang, le roi de Navarre et son frère, le prince de Condé. Le premier est engagé ouvertement, par l'influence de sa femme, dans les idées de la réforme. — Amyot, précepteur des enfants de Henri II, traduit les *Hommes illustres* de Plutarque et les *Amours de Daphnis et Chloé*.

Italie. — Mort de Paul IV (août). Il avait organisé l'inquisition à Rome

avec la dernière rigueur, et établi la congrégation de l'Index pour la censure de tous les ouvrages non orthodoxes.

Livonie et Russie. — Cent trente mille Russes ravagent la Courlande, qui conduit à la Prusse (févr.). L'abdication du maître de l'Ordre en Livonie livre ces périlleuses fonctions à Gothard Kettler. Kettler et bientôt l'archevêque de Riga croient trouver protection contre les Russes en se jetant dans les bras du roi de Pologne, qui reçoit d'eux plusieurs places et de l'argent et ne les défendra pas.

1560.

Allemagne. — L'électeur palatin se fait calviniste.

Écosse. — Influence de Jean Knox, disciple de Calvin. Des troupes anglaises qui assistent les protestants tiennent enfermés dans Leith, près d'Édimbourg, les Français venus pour défendre le gouvernement de Marie de Lorraine. Elle meurt (10 juin). Traité d'Édimbourg (6 juill.) : les Français évacueront l'Écosse ; Marie Stuart renoncera au titre et aux armes d'Angleterre ; les charges seront toutes données à des Écossais ; un conseil de douze membres, dont cinq nommés par les états, administrera le royaume ; on convoquera immédiatement les états. Le parlement établit la religion presbytérienne (août). Il est désavoué par Marie Stuart. La reine perd son époux (5 déc.).

Espagne. — Philippe II transfère sa cour, de Tolède, à Madrid qui devient alors la capitale de l'Espagne : ville mal choisie, nature triste, pays inculte traversé par un ruissseau, le Manzanarès, qui est souvent desséché. — Le gouverneur espagnol du Milanais exécute l'ordre barbare de Philippe II, de tuer tous les hérétiques réfugiés dans une vallée du Piémont.

France. — Conjuraison d'Amboise : les calvinistes et les princes du sang se sont réunis contre les Guises ; elle est découverte et cruellement punie (mars). — Le nouveau

chancelier, Michel de L'Hôpital, par l'édit de Romorantin qui attribue aux évêques la connaissance du crime d'hérésie, sauve la France de l'inquisition (mai). Assemblée de Fontainebleau : doléances des protestants et même des chefs du clergé contre le gouvernement ; les états généraux sont promis (août). Le prince de Condé, qui depuis peu s'est fait huguenot, et son frère, le roi de Navarre, viennent à Orléans pour les états généraux : Condé est arrêté (31 oct.), jugé par une commission et condamné à mort. — Mort du roi François II (5 déc.). — Avènement de son frère Charles IX, âgé de dix ans. Catherine de Médicis saisit la régence et s'attache les princes du sang. États d'Orléans. — Mort du poète Joachim DuBellay, à trente-cinq ans.

Italie. — André Doria meurt à Gènes à quatre-vingt-douze ans (25 nov.) : grand capitaine, un des meilleurs hommes de mer, excellent citoyen, restaurateur de l'indépendance de sa patrie, à laquelle il a donné avec la liberté le repos. — Un Vénitien, ambassadeur à Rome, ayant contre la loi de l'État, qui défend à tout ministre de recevoir aucune dignité étrangère, accepté le chapeau de cardinal, est banni du sénat. — Pie IV traite sans justice et sans humanité la famille de son prédécesseur, Paul IV Caraffa, qui était ennemi de l'Espagne. — Sur la demande des États catholiques, il décrète la reprise du concile général (déc.).

Russie. — Succès, aux dépens des chevaliers teutons de la Prusse et des Livoniens.

Suède. — Au moment où des députés livoniens viennent lui demander de les secourir contre les Russes, meurt Gustave Vasa (29 sept.). Il laisse l'État florissant par les alliances étrangères et le commerce ; le domaine royal augmenté, des trésors, des arsenaux, des flottes, des places fortes, qui sont des garanties de paix et de grandeur. — Son fils aîné, Éric XIV, âgé de vingt-sept ans, élevé tour à

tour par un luthérien et par un calviniste, apporte sur le trône un caractère mêlé de folie et de cruauté. Les trois frères du roi ont en apanage la Finlande, la Gothie, et la Sudermanie.

1561.

Allemagne. — A l'exemple de l'électeur de Saxe et de concert avec lui, Joachim II, électeur de Brandebourg, luthérien, sécularise tous les évêchés de ses États.

Écosse. — Marie Stuart, passant de France en Écosse, échappe difficilement aux vaisseaux d'Élisabeth. Elle arrive à Édimbourg (21 août). Elle ne peut défendre sa religion et son autorité royale contre les prédications révolutionnaires des calvinistes, surtout de Jean Knox.

Espagne. — Granvelle, déjà cardinal, reçoit l'archevêché de Malines ; il sert avec dévouement, mais sans humanité, le zèle catholique et le despotisme de Philippe II dans les Pays-Bas. — Les inquisiteurs d'Espagne sévissent contre les protestants du royaume de Naples.

France. — Édit de juillet contre les huguenots. Premier synode national des huguenots à Sainte-Foi, dans l'Agénois. Le colloque de Poissy, où le cardinal de Lorraine et Lainez, disciple d'Ignace de Loyola, soutiennent la doctrine catholique contre Théodore de Bèze, disciple de Calvin, envenime les haines religieuses (sept.). Pas d'unité dans le parti protestant : le prince de Condé et le roi de Navarre manquent de foi comme huguenots ; ils n'ont pas la résolution de chefs de parti ; la réforme est pour eux une question féodale. Antoine de Navarre, qui a assisté au colloque de Poissy, incline depuis lors pour la foi catholique, à laquelle des vues d'intérêt le rattacheront tout à fait. — Ordonnance d'Orléans, utile surtout à la réforme de la justice.

Italie. — Pie IV invite inutilement les princes protestants à prendre part aux travaux du concile de

Trente, annoncé pour cette année, mais qui ne sera ouvert de nouveau qu'en 1562.

Pologne. — La ville de Revel et la noblesse du duché d'Esthonie renoucent à l'obéissance qu'elles avaient jurée au maître de l'Ordre de Livonie, peut-être par crainte des Russes (juin). Gothard Kettler se déclare luthérien, se marie, s'attribue des domaines de l'Ordre, la Courlande et la Sémigalle, qu'il fait ériger en duché héréditaire sous la mouvance de la Pologne; il livre la Livonie, désolée par les Russes, à la domination polonaise (26 nov.). L'Ordre cesse d'exister en Livonie. L'archevêque de Riga fait aussi serment de fidélité au roi.

Suède. — Eric XIV crée le premier des comtes et des barons.

1562.

Espagne. — Sainte Thérèse réforme les carmélites. Maison à Avila.

France. — Les représentants de toutes les cours du royaume, réunis à Saint-Germain, ont préparé l'édit de janvier, qui permet aux calvinistes l'exercice public de leur religion hors de l'enceinte des villes; le parlement n'enregistra qu'après trois jussions. Massacre de protestants à Vassy, en Champagne, par les gens du duc de Guise (1^{er} mars). — Commencement des guerres de religion. Les huguenots achètent les secours de l'Angleterre par la cession du Havre (20 sept.) et reçoivent des renforts d'Allemagne. Ils perdent Rouen (oct.), où a été blessé mortellement le général de l'armée royale, Antoine de Navarre, qui s'est séparé du prince de Condé, son frère, et de l'amiral de Coligny. Ils sont battus près de Dreux (déc.). — Coligny, pour ménager un asile à des protestants français, a fait l'essai d'une colonisation dans la Floride, au nord-ouest des Antilles. Malheureuse issue de l'expédition, qu'a conduite d'abord le capitaine Jean Ribault de Dieppe. — Jeanne d'Albret, veuve, gouverne seule la Navarre; elle élève

dans la doctrine calviniste son fils Henri, âgé de neuf ans.

Italie. — Réouverture du concile de Trente, l'évêque de Modène, Movone, triomphe habilement des exigences des cours catholiques, et les ramène aux idées du saint-siège. — Pie IV, protecteur éclairé des lettres, confie au savant Vénitien Paul Manuce, fils d'Alde, la direction d'une imprimerie placée au Capitole, qui doit reproduire les monuments des langues de l'Orient.

Turquie. — Trêve de huit ans avec l'Autriche.

1563.

Autriche. — Ferdinand fait couronner roi de Hongrie son fils Maximilien, en se prévalant du pacte conclu avec Ladislas (septembre). Les Hongrois réclament vainement la liberté d'élection.

Espagne. — Philippe II charge le plus habile architecte d'Espagne, B. Monnegro, de construire à l'Escorial, un peu au nord-ouest de Madrid, un palais monastique qu'il a promis de dédier à saint Laurent le jour de la fête de ce saint (10 août), où la bataille de Saint-Quentin a été gagnée. Ce sombre édifice, dont la forme rappelle le supplice du martyr mort sur un gril, sera à la fois un monastère, une résidence royale, et un tombeau des rois. Il fut achevé au bout de vingt ans. — Les plaintes de ses sujets des Pays-Bas, les instances même de sa sœur Marguerite, qui les gouverne, décident Philippe II à enlever tout pouvoir officiel à Granvelle, qui n'en reste pas moins son conseiller intime.

France. — Au siège d'Orléans, ville calviniste, le duc François de Guise est assassiné par un gentilhomme huguenot, Poltrot de Méré (18 fév.). Catherine de Médicis conclut avec les protestants la paix d'Amboise, qui rend Orléans au roi (19 mars). L'armée royale reprend le Havre aux Anglais (28 juill.). Déclaration de la majorité de Charles IX dans un lit de justice (17 août). —

Établissement de la juridiction des juges-consuls pour les marchands de Paris (nov.). — Création du corps des gardes françaises. — Pie IV cite Jeanne d'Albret à comparaitre devant le saint-siège, dans six mois, pour répondre de ses croyances hérétiques sous peine d'excommunication (29 sept.). La cour de France elle-même croit devoir protester contre les menaces de Rome (déc.). La reine de Navarre se laisse excommunier.

Italie. — Clôture de la vingt-cinquième et dernière session du concile de Trente (4 déc.). Les décrets sont confirmés aussitôt par une bulle de Pie IV (janv. 1564). La lumière répandue sur les dogmes, la voie ouverte aux réformes de la discipline et des mœurs, le maintien de la suprématie du saint-siège sont les avantages incontestés que l'Église doit au concile de Trente.

Pologne. — Abolition de la loi qui excluait des dignités en Lithuanie les dissidents et les excommuniés.

Russie. — Renouveau de la guerre entre la Russie et la Pologne. Le czar emporte d'assaut Polock, sur la Duna, au nord de la Lithuanie. — La mort de la femme du czar est une perte incomparable pour lui et pour la Russie : il revint à son caractère féroce, dont elle avait pendant dix-huit ans tempéré la rigueur.

Suède. — Violences sanglantes exercées par Éric XIV contre les partisans de son frère qui est marié à une princesse catholique : il l'a fait prisonnier dans Abo, en Finlande. — Commencement d'une guerre de sept ans entre la Suède et le Danemark.

1564.

Allemagne. — Maximilien II succède à l'empereur son père, Ferdinand I^{er}. Il est tolérant, même pour les protestants des États héréditaires d'Autriche.

Espagne. — Conquête de Penon de Velez, sur la côte maure de la Méditerranée.

France. — Charles IX visite ses

provinces avec Catherine de Médicis. — A Roussillon, château sur le Rhône, un peu au sud de Vienne, est rendu un édit qui réforme l'administration de la justice, et fixe le commencement de l'année au 1^{er} janvier au lieu de la veille de Pâques (août). Restrictions apportées à la convention d'Amboise. — Vif débat engagé devant le parlement entre l'université de Paris et les jésuites au sujet de l'enseignement : Étienne Pasquier commence sa réputation par la défense de l'Université. — Catherine de Médicis pose la première pierre du palais des Tuileries, qui fut construit sur les plans de Philibert de Lorme et de Jean Bullant.

Genève. — Mort de Calvin (27 mai).

Italie. — Un traité du duc de Savoie avec le canton de Berne consacre la conquête du pays de Vaud qu'avaient faite les Bernois en 1536; le Gex revient au duc. — San Pietro, sorti de Corse après la paix de Cateau-Cambrésis qui assurait la possession de l'île aux Gênois, renonce au séjour de France pour appeler de nouveau ses compatriotes à la guerre de l'indépendance. — Mort de Michel-Ange, à quatre-vingt-dix ans. Il occupe le premier rang comme sculpteur; sa statue de Moïse orne le mausolée de Jules II. Comme peintre, il égale Raphaël avec des mérites différents; son *Jugement dernier* est dans la chapelle Sixtine. Il est sans égal comme architecte; la coupole de Saint-Pierre de Rome, merveille de l'art moderne, couronne dignement la capitale du monde chrétien. — Vignole succède à son maître, Michel-Ange, comme architecte de Saint-Pierre de Rome. Il est le premier parmi les modernes qui ait fixé les règles de l'architecture.

1565.

Écosse. — Marie Stuart épouse Henri Darnley, son cousin, qui n'a d'autres qualités que les avantages extérieurs (29 juill.).

Espagne. — Le fanatisme inspire à Philippe II des édits injustes et impolitiques contre les Mauresques qui font fleurir l'agriculture, le commerce et les arts. — Dans les Pays-Bas, résistance des protestants aux édits royaux. — Craignant les empiètements de la cour pontificale, qui faisait traîner à Rome et juger par la congrégation du saint-office les hérétiques de Naples, Philippe II ordonne que les évêques seuls, sans délégation du saint-siège, connaissent des délits en matière de foi : Il ne veut pas qu'il y ait d'inquisition à Naples (10 mars). — En Floride, l'Espagnol Menendez de Avilès tue Ribault de Dieppe et ses compagnons protestants. On plaça sur le dos des Français, qui furent pendus, cette inscription : « Pendus, non comme Français, mais comme luthériens. » — Philippe II fait occuper aux Indes orientales les îles Manilles qui prennent le nom de Philippines.

France. — À Bayonne, conférences de Charles IX et de Catherine de Médicis avec le duc d'Albe, ministre d'Espagne (avril).

Italie. — Mort de Pie IV (déc.). Rome et les terres de l'Eglise lui doivent de magnifiques constructions. Les vertus de son neveu, le cardinal saint Charles Borromée qui rédige en 1566 le célèbre *Catéchisme de Trente*, et qui organise l'enseignement des séminaires, ont illustré son règne et sa famille.

Turquie. — Le pacha Mustapha vient attaquer Malte (mai). Siège de quatre mois, soutenu vigoureusement par le grand maître Jean de La Valette, qui réduit les Ottomans à se retirer avec des pertes considérables.

1566.

Allemagne. — La diète refuse d'accorder aux calvinistes le bénéfice de la paix d'Augsbourg de 1555.

Ecosse. — Jaloux de la confiance que Marie Stuart accordait au musicien piémontais David Rizzio, Henri Darnley l'assassine sous les yeux de

la reine (9 mars). Marie Stuart met au monde son fils Jacques (juin).

Espagne. — Dans les Pays-Bas, la publication des décrets du concile de Trente est l'occasion du compromis de Bréda, qui commence l'insurrection.

France. — Assemblée de notables et édit de Moulins pour la réforme de la justice et la pacification du royaume (fév.) : ordonnance en quatre-vingt-six articles ; le domaine royal est déclaré inaliénable ; restriction de la compétence des justices de privilège — Mort du jurisconsulte Ch. Du-moulin, auteur du *Commentaire sur la coutume de Paris*.

Genève. — *Apologie pour Hérodote*, satire de H. Estienne.

Pologne. — Le roi sécularise l'archevêché de Riga, dans la Livonie protestante. Il déclare la partie de la Livonie qui est au delà de la Duna unie héréditairement à la Lithuanie et promet d'y maintenir la confession d'Augsbourg.

Turquie. — Soliman II assiège Ziget, en Hongrie, à l'ouest de Mohacz. Il meurt devant cette ville, à soixante-seize ans (août). — Sélim II, l'un des fils de sa femme légitime Roxelane, lui succède à quarante-trois ans. Ziget est emportée d'assaut (sept.).

1567.

Autriche. — Les états de Prague abrogent les pactes favorables aux hussites.

Ecosse. — La mort de Darnley, (9 fév.) attribuée à Marie, est reprochée surtout au comte de Bothwell qui avait la confiance de la reine. Le parlement d'Ecosse le décharge de l'accusation : des nobles l'offrent pour époux à Marie Stuart (19 avril) qui après un enlèvement concerté, le 24, l'accepte (15 mai). Indignation et révolte de la nation. Bothwell est mis en fuite ; Marie, prisonnière de ses sujets, résigne la couronne à son fils, âgé d'un an (25 juill.). L'Ecosse, sous

un gouvernement de régence asservi à Élisabeth, est en proie aux discordes.

Espagne. — Les nobles sont à la tête de l'insurrection des Pays-Bas. L'un d'eux, Guillaume, prince d'Orange, fait déclaration publique de calvinisme (5 avril); les comtes d'Egmont et de Horn restent catholiques. Philippe II y envoie le duc d'Albe, qui, dès son arrivée à Bruxelles, établit le tribunal des troubles, appelé par les Brabançons le conseil de sang (16 août). Le fils aîné de Guillaume, âgé de treize ans, est enlevé de l'école de Louvain et envoyé en Espagne, où il sera prisonnier vingt-huit ans. Egmont et Horn sont perfidement arrêtés et conduits au château de Gand. La gouvernante, Marguerite, se voyant annulée par la présence du général espagnol et impuissante à rétablir la concorde, part pour l'Italie (30 déc.). — La Floride est le théâtre de nouvelles luttes entre les Français qui ont pour chef le chevalier Dominique de Gourgues, gentilhomme gascon, et les Espagnols. Le concours des Indiens ne suffit pas aux protestants de France pour s'établir.

France. — Jeanne d'Albret, à la demande des états de Béarn, donne un édit pour l'établissement du calvinisme dans son royaume (juill.). — Dans une assemblée générale du clergé de France, tenue à Paris, on règle pour la première fois qu'il s'en tiendra une semblable tous les cinq ans. — Les défiances des deux partis font recommencer la guerre civile. Les huguenots, sous la conduite de Condé et de Coligny, tentent d'enlever le roi. Ils surprennent Orléans (sept.), et font une attaque sur Paris. Ils sont battus près de Saint-Denis (10 nov.); mais le chef de l'armée royale, le connétable de Montmorency, meurt de ses blessures. — Le duc d'Anjou, Henri, frère du roi, est fait lieutenant général du royaume.

Suède. — Éric XIV se venge de ses désastres dans la guerre de Danemark sur la personne d'un des principaux nobles, Nilson-Sture.

1568.

Autriche. — Les Tartares appelés par les Transylvanins contre l'Autriche, à cause de leurs cruautés, sont repoussés avec acharnement.

Écosse. — Évasion de Marie (2 mai). Sa défaite, le 13. Elle passe en Angleterre le 16; y restera prisonnière.

Espagne. — L'infant don Carlos, âgé de vingt-trois ans, soupçonné d'hérésie ou de complicité avec les rebelles des Pays-Bas, ou d'attachement trop vif pour la femme de son père, Élisabeth, qui lui avait été promise à lui-même, est jeté en prison par l'ordre de Philippe II qui le livre à des inquisiteurs (18 janv.) et y meurt bientôt (24 juill.). Mort de la reine Élisabeth (oct.). — Dans les Pays-Bas, condamnation capitale prononcée par le tribunal des troubles contre Egmont et Horn (4 juin), et exécutée le 5. Beaucoup d'exécutions sanglantes. Déjà la guerre a commencé, elle durera quarante ans. Les gueux de mer et les gueux de bois aident Guillaume d'Orange dans la lutte contre l'Espagne. Des milliers d'artisans des Pays-Bas menacés, comme hérétiques, des vengeances du duc d'Albe, vont porter en Angleterre l'art de manufacturer les draps de laine. — L'Espagnol Mendana de Neyra découvre dans l'Océan Pacifique l'archipel qu'il nomme Iles de Salomon, à l'est de la Nouvelle-Guinée. Il en fit une description séduisante, mais avec des observations de longitude méconnaissables. — Saint-Jean de La Croix réforme les carmes déchaussés.

France. — Paix de Lonjumeau (23 mars); elle est de courte durée. La Rochelle devient la place d'armes des protestants. — L'hôpital sort du ministère (mai). — Un édit du roi n'autorise qu'une seule religion et classe tous les ministres protestants (25 sept.).

Italie. — La bulle *In cœna Domini*, qui établit les droits du saint-siège et de la juridiction ecclésiastique.

tique, doit être, par l'ordre de Pie V, publiée dans toute la chrétienté.

Russie. — Abdication apparente d'Ivan IV; il donne le titre de czar au Tartare Jédiguer, mais du fond de son palais, qui est voisin de Moscou, il continue à faire trembler la Russie.

Suède. — Éric XIV qui a médité la ruine de ses frères, est assiégé par eux dans Stockholm; il s'y défend quelques jours (sept.). Il est déposé et retenu prisonnier. Supplice de son favori. Son frère Jean III de Finlande, âgé de trente et un ans, est élevé à la royauté, malgré ses tendances au catholicisme.

Turquie. — Trêve de huit ans avec l'Autriche (janvier).

1569.

Allemagne. — Les États poméraniens sont de nouveau réunis pour n'être plus séparés.

Angleterre. — Complot du duc de Norfolk en faveur de Marie Stuart qu'il voulait délivrer de sa prison et épouser. Il obtient sa grâce de la reine.

Espagne. — Révolte ouverte des Mauresques. — Le Belge Gérard Mercator publie la première carte hydrographique, où les parallèles coupent les méridiens à angle droit, et où les uns et les autres sont des lignes droites. On a donné son nom à ce genre de projection employée dans les cartes marines.

France. — Bataille de Jarnac, près de la Charente, gagnée sur les protestants par Henri d'Anjou, frère du roi; Condé est assassiné après la bataille (13 mars). Henri, prince de Béarn, fils de Jeanne d'Albret, est reconnu chef nominal du parti que l'amiral de Coligny dirige. Après avoir été forcé de lever le siège de Poitiers, Coligny perd la bataille de Moncontour, dans le Poitou, contre Henri d'Anjou (3 oct.).

Italie. — Pie V s'arroge le droit de conférer la dignité de grand-duc à Côme de Médicis, sans l'avis de

l'empereur qui se prétend suzerain de Florence, ni du roi d'Espagne qui a été seigneur de Sienna (1^{er} sept.).

Pologne. — Réunion définitive (12 août) de la Lithuanie à la Pologne; Sigismond II Auguste renonce à tous les droits que la famille des Jagellons avait eus jusqu'alors sur la Lithuanie. Une parfaite égalité de droits (*coæquatio jurium*) entre les deux gouvernements qui restent différents sous un même chef; les grands officiers de Lithuanie prennent rang au sénat de Pologne. — L'électeur de Brandebourg, Joachim II, obtient de son beau-frère le roi de Pologne, le droit de succéder à Albert-Frédéric, son parent, dans le duché de Prusse, au cas où celui-ci mourrait sans enfants; mais Joachim n'a plus que deux ans à vivre; Albert-Frédéric commence un règne de cinquante ans.

Portugal. — Camoëns, après des vicissitudes en Portugal, en Afrique, à Goa et à Macao, revient à Lisbonne, où il publie son poème épique des *Lusiades*, composé à la gloire de Vasco de Gama. Il mourra pauvre à l'hôpital.

Russie. — Cruelles représailles exercées par Ivan IV contre Novogorod qu'il croit disposée à se donner aux Polonais. Atrocités commises à Tver et dans d'autres villes, même à Moscou.

1570.

Angleterre et Écosse. — Assassinat du régent Murray, frère naturel et ennemi de Marie (30 janv.). Elisabeth est excommuniée par Pie V (25 févr.).

Autriche. — Traité de paix entre Jean-Sigismond et Maximilien, conclu à l'insu des Turcs: le prince de Transylvanie renonce au titre de roi; après sa mort, la partie occidentale fera retour à l'empereur et, s'il n'a pas de postérité, le reste appartiendra, sous la suzeraineté de l'Autriche, à un prince élu par les états du pays.

Espagne. — Établissement de

Inquisition dans les colonies. — Philippe II épouse une Autrichienne. — *Theatrum orbis terrarum*, premier atlas connu, par Ortelius d'Anvers.

France. — Troisième édit de pacification à Saint-Germain en Laye; il donne aux huguenots l'entrée à toutes les charges et quatre places de sûreté : la Rochelle, Montauban sur le Tarn, Cognac sur la Charente, la Charité sur la Loire (15 août).

Turquie. — Venise, menacée par les Turcs pour la possession de Chypre, obtient des secours maritimes du pape et de l'Espagne. Désaccord entre les chefs. Nicosie est emportée d'assaut; toutes les places de l'île se rendent, excepté Famagouste, dont le siège commencé pendant l'hiver est converti en blocus.

1571.

Allemagne. — Mort de l'électeur de Brandebourg, Joachim II, éloquent, amateur des lettres, habile diplomate, d'un goût délicat pour les arts qu'il a lui-même cultivés. Jean-Georges qui lui succède protégera les sciences avec une sorte de despotisme, et se déclarera lui-même recteur de l'université de Francfort; il bannira le luxe.

Autriche. — A la mort de Jean-Sigismond, qui n'a pas de postérité, les états de Transylvanie élisent Étienne Bathori, seigneur puissant du pays, qui rend hommage à la cour de Vienne, et paye tribut aux Turcs (mai).

Espagne. — Après de rudes campagnes de don Juan d'Autriche, fils naturel de Charles V, les Maures d'Espagne qui ne veulent pas se soumettre émigrent en Afrique. — Philippe II défend contre la cour de Rome les privilèges que constituait pour la royauté le tribunal ecclésiastique de la monarchie sicilienne, établi depuis cinq siècles.

Espagne, Italie et Turquie. — Sélim II renouvelle l'attaque con-

tre Famagouste, capitale des possessions vénitienes en Chypre. Trois mois de siège; elle est prise par Mustapha qui sera cruel dans la victoire, même après une capitulation (août). Chypre est tout entière aux Turcs. — La flotte chrétienne de Venise, du pape, et de l'Espagne, commandée par l'Espagnol don Juan d'Autriche, héros de vingt-quatre ans, gagne sur les Turcs une grande victoire dans le golfe de Lépante (7 oct.). Perte immense des Ottomans en vaisseaux et en hommes. Les confédérés résistent aux conseils de don Juan qui voulait qu'on allât droit à Constantinople. — Le général des galères romaines fait une entrée triomphale dans Rome.

France. — La reine de Navarre et Colligny sont attirés à la cour par les négociations du mariage du prince de Béarn avec la sœur de Charles IX, et par le projet d'une guerre en Flandre contre les Espagnols, dont l'exécution serait confiée à l'amiral.

Russie et Suède. — Ivan IV, pour arracher la Livonie aux Suédois qui viennent de s'en emparer, propose aux Livoniens de se donner pour roi l'évêque luthérien de Derpt de la maison de Holstein. — Pendant que les Russes sont en Livonie, les Tartares de Crimée, à l'instigation de la Pologne, se jettent sur les régions centrales et viennent incendier les faubourgs de Moscou. — Trêve conclue par Ivan avec les Tartares et avec les Polonais pour continuer la guerre contre les Suédois.

1572.

Angleterre. — Le duc de Norfolk conspire de nouveau pour Marie Stuart : son procès; il meurt sur l'échafaud (2 juin).

Écosse. — Mort de Knox (24 nov.). Le comte de Morton, un Douglas, devient régent.

France. — Mort de Jeanne d'Albret (10 juin). Son fils Henri, maintenant roi de Navarre, n'en célèbre pas moins son mariage avec Marguerite

de Valois, sœur du roi (18 août). Influence de Coligny sur l'esprit de Charles IX : jalouse de Catherine de Médicis, du duc d'Anjou, et du jeune duc de Guise ; il est blessé d'un coup d'arquebuse par Maurevers (22 août). Charles IX donne son consentement au massacre des protestants (23 août) ; nuit de la Saint-Barthélemy (24 août), un dimanche : mort de Coligny à Paris ; le massacre dure deux jours ; les protestants sont tués aussi dans beaucoup de provinces. Le roi de Navarre et le prince de Condé, qui étaient à la cour, sont épargnés parce qu'ils abjurent. Mort du philosophe Ramus, et du sculpteur Jean Goujon. — Révolte des protestants à Sancerre, Montauban, la Rochelle. — *Œuvres morales* de Plutarque, traduites par Amyot.

Italie. — Une bulle de Pie V confirme l'institution des sœurs de charité (1^{re} janv.).

Pologne. — La dynastie des Jagellons s'éteint avec Sigismond II Auguste (juill.). Son goût pour les lettres et les savants. Il a favorisé secrètement la doctrine de Luther. — La diète polonaise dorénavant donnera toujours le trône par élection.

1573.

Espagne. — Les cruautés impolitiques du duc d'Albe, et surtout les désastres des dernières campagnes, le font rappeler des Pays-Bas par Philippe II. Il a pour successeur le grand commandeur de Castille, don Louis de Requesens, dont la douceur est un encouragement pour les rebelles.

France. — Mort de l'ex-chancelier Michel de L'Hôpital (13 mars). — La Rochelle et Sancerre résistent aux armées royales (juin-juill.) ; quatrième édit de pacification (juill.).

Pologne. — Henri, duc d'Anjou frère de Charles IX, l'emporte sur un fils de l'empereur ; les suffrages de la diète le font roi (9 mai). Il signe à Paris les *Pacta conventa* qui sont les conditions de la royauté (10 sept.) : si le prince manque aux engagements

qu'il jure, les sujets sont déliés du serment de fidélité ; un des articles l'oblige à maintenir dans l'exercice de leur culte les dissidents.

1574.

France. — Formation du parti des politiques qui réunit bientôt des catholiques et des protestants. — Mort de Charles IX (30 mai). Avènement de son frère, le duc d'Anjou, roi de Pologne : Henri III quitte furtivement ce royaume (juin). — Mort du cardinal de Lorraine, frère du duc François de Guise, qui a été visité encore par le nouveau roi à Avignon. — Le jurisconsulte François Hotman publie un livre sur les origines de la France : *Franco-Gallia*.

Italie. — Le marquisat de Montferrat, annexé depuis 1536 au duché de Mantoue, est érigé par l'empereur en duché pour la maison régnante de Gonzague.

Portugal. — Le roi Sébastien, à vingt ans, plein de l'esprit de la chevalerie recommence ces imprudentes guerres contre les Maures d'Afrique qui, même heureuses, auraient épuisé le Portugal. Quelques succès lui donnent la pensée d'une grande expédition qu'il prépare pendant quatre ans.

Turquie. — Les Turcs chassent les Espagnols de la Goulette et de Tunis. Les Etats du nord de l'Afrique sont gouvernés, au nom de la Porte, par des pachas. — Amurath III succédant à son père Sélim II, commence par faire tuer ses cinq frères sous les yeux de leurs mères (déc.).

1575.

France. — Bernard Palissy, le célèbre potier de l'Agénois qui a su appliquer l'émail à la terre pour fabriquer de belles poteries, fait des cours publics sur la nature des terres, des pierres et des métaux : ses observations commencent la science géologique. — Henri de Guise est balafré en combattant les protestants à Dormans.

Espagne. — Mort de Diego Hurtado de Mendoza, diplomate, historien, poète, auteur du *Lazarillo de Tormes*, roman de mœurs, le père des Figaros et des Gil Blas.

Italie. — Torquato Tasso, de Sorrente dans le royaume de Naples, achève à trente et un ans, pendant son séjour à Ferrare, son poème épique : la *Jérusalem délivrée*, qui ne reçut pas d'abord l'accueil qu'il méritait. — Grégoire XIII confirme l'établissement de la congrégation de l'Oratoire, fondée par saint Philippe de Neri, à Rome (15 juill.). Elle s'est répandue utilement dans toute la chrétienté.

Perse. — Le schah de Perse meurt empoisonné par une de ses femmes. Son second fils, que depuis vingt-trois ans il tenait en prison, s'empare du pouvoir et tue le troisième désigné pour l'empire. Il est en horreur aux grands de l'État. Discordes intérieures. — Quatre princes se succéderont en onze ans.

Pologne. — Les Polonais, après avoir attendu treize mois le retour de Henri de Valois, déclarent le trône vacant (15 juill.) et élisent Étienne Bathori, le prince de Transylvanie, qui épouse la sœur de Sigismond II Auguste (15 déc.).

1576.

Allemagne. — Avènement de Rodolphe II au trône impérial : prince nul qui n'aura que les vertus de la vie privée.

Espagne. — Philippe II parcourt les provinces de l'Espagne pour voir et corriger par lui-même les vices et les abus de son gouvernement. — Impuissance du gouverneur espagnol Requesens dans les Pays-Bas. Sa mort (mars). Irritation des Flamands à cause de la suppression de leurs privilèges et des dévastations commises par les soldats espagnols mal payés. Progrès du prince d'Orange, qui est reconnu surtout en Hollande et en Zélande. Don Juan d'Autriche, frère naturel du roi, succède à Requesens.

Le sac d'Anvers par les Espagnols (4 nov.) décide les Belges et les Bataves, sans distinction, à s'unir avec Guillaume d'Orange par la pacification de Gand (8 nov.). Don Juan essaye vainement de négocier. — Publication, à Séville, du *Comte Lucanor*, recueil d'apologues et de fabliaux composé au commencement du xiv^e siècle par l'infant don Juan Manuel, neveu d'Alphonse X le Sage. Il sera réimprimé à Madrid en 1642.

France. — Henri de Navarre s'évade et abjure la religion catholique (févr.) : le prince de Condé et Monsieur, le frère du roi, duc d'Alençon, sont avec lui à la tête du parti des huguenots unis aux politiques ; les reîtres allemands et les lansquenets du prince palatin combattent pour eux. Cinquième édit de pacification de Loches ou de Beaulieu, qui leur donne de grands avantages (mai) ; le frère du roi reçoit le duché d'Anjou. Les catholiques organisent la sainte ligue, dont le premier formulaire est signé à Péronne. Les états généraux de Blois provoquent la rupture avec les protestants et le roi se met à la tête de la ligue, dont le chef réel est le duc de Guise Henri le Balafré. Débauches et prodigalités de la cour ; le peuple est accablé d'impôts.

Italie. — A Gènes, pour terminer les débats entre les anciens et les nouveaux nobles, quelques familles plébéiennes sont admises dans le corps de la noblesse. — Le Titien meurt, à quatre-vingt-dix-neuf ans, de la peste. Il est le véritable chef de l'école vénitienne, qui se distingue surtout par le coloris.

Pologne. — Les états de Transylvanie permettent à Étienne Bathori, qui devient roi de Pologne, de transmettre la couronne de Transylvanie à son frère. — Les Russes s'étant emparés de la Livonie et d'une partie de la Lithuanie, Étienne Bathori leur enlève Polock, et se ligue avec les Suédois pour reprendre la Livonie.

1577.

Angleterre. — L'Anglais Fr. Drake entreprend le tour du monde qu'il achèvera en mille cinquante et un jours. Sur la route, il attaque et dépouille les établissements espagnols dans les Indes. — Il découvre, sous le nom d'îles Elisabéthides, la partie occidentale de l'archipel, appelée Terre de Feu, au sud du détroit de Magellan; il atteint même l'extrémité australe de l'Amérique, à laquelle des navigateurs hollandais ont ensuite donné le nom de cap Horn. Au nord de l'Amérique septentrionale, il a dépassé la Californie et suivi la côte jusqu'au 43^e de latitude.

Espagne. — Dans les provinces méridionales des Pays-Bas où la religion catholique domine, les nobles, inquiets de l'influence qu'exerce le calviniste Guillaume d'Orange, appellent pour diriger la guerre contre l'Espagne, un Autrichien, parent de Philippe II, l'archiduc Mathias, frère de l'empereur. — Ercilla commence à publier son poème l'*Araucana*, dont les héros sont les Araucans du Chili, qu'il avait lui-même combattus.

France. — Sixième édit de pacification, dit de Bergerac ou de Politiers. — Publication de la *République* de Jean Bodin. — Le protestant d'Aubigné commence son poème des *Tragiques*.

Persie. — Au moment de commencer une campagne contre les Turcs, le schah des Perses est étranglé par les grands, qui lui substituent son frère aîné.

Portugal. — Le roi donne asile et promet appui au roi de Fez et de Maroc, Muley-Mohammed, dépouillé par son oncle.

1578.

Espagne. — Traité d'Élisabeth avec les confédérés des Pays-Bas (7 janv.). Don Juan, de son côté, reçoit des volontaires de l'Espagne, de la France, et de l'Italie; arrivés de son neveu, Alexandre Farnèse, prince

de Parme. Victoire à Gembloux, au nord-ouest de Namur (31 janvier). Il meurt à trente-trois ans (1^{er} octobre); Alexandre Farnèse lui succède. Le duc d'Anjou est appelé par les Belges, qui ne veulent se livrer ni à l'Espagne ni à Guillaume d'Orange.

France. — Création de l'ordre des chevaliers de Saint-Esprit. — Les *Semaines*, poème de la *Création*, par Dubartas. — Henri III pose la première pierre du Pont-Neuf à Paris. — Dernier combat en champ clos, autorisé par le roi.

Portugal. — Le roi Sébastien, avec la piété d'un croisé, porte la guerre en Afrique, malgré les conseils du roi d'Espagne, qui cependant lui fournit cinquante vaisseaux et cinq mille hommes. Au sud de Tanger, près Alcaçar-Quivir, grande bataille où meurt le roi avec une partie de sa noblesse (4 août). — Avènement d'un vieillard infirme, le cardinal don Henri, son oncle, âgé de soixante-sept ans.

Russie. — Une nouvelle incursion des Tartares de Crimée en Russie interrompt les progrès d'Ivan IV en Livonie.

Turquie. — Onze ans de guerre avec les Perses.

1579.

Espagne et Hollande. — Les sept provinces bataves forment entre elles une union particulière à Utrecht, et constituent une république des provinces-unies avec un stathouder ou gouverneur général, et une assemblée d'États généraux (23 janv.): ce sont les comtés de Hollande et de Zélande, le duché de Gueldre, les seigneuries d'Utrecht, de Frise, d'Over-Yssel, et de Groningue. Ces provinces avaient entre elles une grande affinité de lois, de mœurs, de religion et d'intérêt commercial, et ressemblaient peu aux Belges, dont elles se séparent. Chacune garde son administration distincte. Le stathouder Guillaume d'Orange est en même temps capitaine et amiral général. — Continuation de la guerre avec le

général de l'Espagne; Alexandre Farnèse qui ramènera les dix provinces du sud à l'obéissance.

France. — Ordonnance, dite de Blois, qui résulte des cahiers qui furent présentés par les députés des états de Blois en 1576 (mai): plus de trois cents articles de réforme judiciaire et de discipline ecclésiastique. — Par l'ordonnance de Blois, la possession d'un fief cesse d'être un titre de noblesse.

Italie. — Alphonse II, duc de Ferrare, Modène et Reggio, fait enfermer, sous prétexte de folie, dans l'hôpital de Sainte-Anne de Ferrare, le poète Torquato Tasso, coupable d'amour romanesque pour sa sœur Léonore. L'auteur de la *Jérusalem délivrée* fut sept ans détenu avec des fous.

Russie. — Ivan IV a à combattre à la fois les Polonais, les Suédois et les Tartares de Crimée.

Turquie. — Hostilités avec l'Autriche en Hongrie.

1680.

Allemagne. — Formule de concorde seulement pour les luthériens.

Angleterre. — Robert Browne forme la secte des séparatistes ou indépendants.

Écosse. — L'ex-régent Morton, arrêté le 31 décembre, sera décapité en juin 1581.

Espagne et Portugal. — Mort du roi don Henri (31 janv.): le fils naturel d'un de ses frères, don Antoine, grand prieur de Crato, se fait nommer roi (juin). Mais le duc d'Albe, vainqueur à Alcantara, fait en deux mois la conquête du Portugal. Philippe II est proclamé (2 sept.).

France. — Le Languedoc est le théâtre de la guerre dite des Amoureux, entre les catholiques et les protestants. — Le duc d'Anjou prétend à la main d'Élisabeth d'Angleterre. — Montaigne publie les deux premiers livres des *Essais*.

Hollande. — La tête du prince

d'Orange est mise à prix par Philippe II (15 mars).

Russie. — Iermak, hetman ou chef des Cosaques, pénètre le premier, au nom du czar, en Sibérie.

1581.

Espagne, Hollande et Portugal. — Les états généraux de Portugal reconnaissent Philippe II roi de Portugal, à la condition que le royaume restera séparé et indépendant avec ses tribunaux, sa capitale, etc. (avril). Des vengeances politiques sont exercées au nom du nouveau roi, avant qu'il fasse son entrée à Lisbonne (juin). — Les états généraux de la Haye, capitale fédérale des provinces unies, se séparent solennellement de la couronne d'Espagne, rompent le sceau de Philippe II, le déclarent déchû de toute autorité dans les Pays-Bas: cette déclaration est le titre fondamental de la république de Hollande (2 juillet). — Le duc d'Anjou est appelé au protectorat des Pays-Bas, par Guillaume d'Orange lui-même, qui songe à l'opposer aux Espagnols dans les dix provinces du sud. Il contribue à la délivrance de Cambrai, qu'assiégeait le prince de Parme; de là il passe en Angleterre pour les négociations de son mariage avec la reine.

France. — Faveur d'Anne de Joyeuse; il est créé duc et pair.

Transylvanie. — Les états nomment prince le neveu d'Étienne, Sigismond Bathori.

1582.

Angleterre et Écosse. — Intrigues du favori de Jacques VI, d'Aubigny, duc de Lennox, avec le parti catholique du continent et avec Marie Stuart. Faction anglaise auprès du roi (août).

Espagne et Portugal. — Mort du duc d'Albe entre les bras du roi d'Espagne (12 janvier). — Mort de sainte Thérèse. — Le duc d'Anjou reçoit le titre de duc de Brabant à Anvers, et de comte de Flandre à Bruges. — Antoine de Crato, réfugié

France. — reçoit de Catherine de Médicis le Florentin Philippe Strozzi, qui livre pour lui la bataille navale des Açores, près de l'île Saint-Michel et Strozzi est blessé mortellement et fait prisonnier (26 juill.). Antoine retournera en France.

Italie. — Fondation, à Florence, de l'académie de la Crusca, qui composera le grand dictionnaire de la langue italienne. — Grégoire XIII étend son nom à la réforme du calendrier, qui fut dirigée par le médecin romain Louis Lilio. Le calendrier grégorien sera successivement adopté par les Etats catholiques et même par les peuples protestants. — Le pape donne une édition, curieusement annotée, du décret de Gratien, antique palladium de l'autorité pontificale.

Pologne et Russie. — Pendant que le roi de Pologne assiège et prend Pskof au sud-est du lac Peipus, le czar, effrayé des progrès des Polonais, a recours à la médiation pontificale. Le jésuite Possevin, envoyé de Rome à Moscou, vient au camp du roi Bathori négocier une trêve de dix ans pour les Russes. La Courlande reste à la Pologne. — La guerre continue entre la Russie et la Suède.

Russie. — Ivan ne se décide pas à accepter le rite de l'Eglise romaine. — Soupçonnant son fils de trahison, il le tue de sa main.

Suède. — Jean III fait sanctionner par les Etats une nouvelle liturgie mixte contraire aux principes luthériens : la peine de mort est décrétée contre les opposants. Charles de Sudermanie, frère du roi, réclame la liberté de religion.

1583.

Angleterre. — Mort de sir Humphrey Gilbert, allant coloniser l'île de Terre-Neuve, que fréquentaient à cause de la pêche les Espagnols, les Portugais et les Français.

Autriche. — Guerre avec les Turcs : la Transylvanie sera cause commune avec l'Autriche.

Espagne. — Pendant son séjour à Lisbonne, Philippe II échappe à deux tentatives de meurtre. — Le duc d'Anjou, qui a vainement essayé de se rendre maître absolu à Anvers, retourne en France couvert de honte (juin). Les provinces belges n'ont pour les protéger contre le despotisme espagnol que les forces des Bataves. Progrès du prince de Parme. — *Guzman d'Alfarache*, roman de Mathieu Aleman, dans le même genre que le *Lazarillo de Tormès*; il annonce *Figaro*.

Italie. — Le Véronais Joseph Scaliger, par son ouvrage de *Emendatione temporum*, donne à la chronologie le caractère d'une science rigoureuse. Il n'admet pas le calendrier grégorien. — *Ratio studiorum*, plan d'études pour toutes les maisons des Jésuites.

Russie. — Les comptoirs du commerce russe pour la mer Blanche sont transportés de Kholmogory à Arkhangel.

1584.

Espagne. — L'Espagnol Gali découvre, au nord-ouest de l'Amérique septentrionale, les côtes que les Anglais ont appelées, depuis, Nouvelle-Géorgie et Nouveau-Cornouailles. F. Drake les avait appelées Nouvelle-Albion. — Walter Raleigh est fait lord-proprétaire de la Virginie.

Espagne et Hollande. — Succès croissants du prince de Parme sur les Hollandais : il prend Ypres (8 avril) et Bruges (26 mai). Le prince d'Orange est assassiné à Delft par le Franc-Comtois Balthazar Gérard (10 juill.). Comme l'aîné de ses fils est prisonnier en Espagne depuis dix-sept ans, le second, âgé de dix-huit ans, lui succède dans la confiance des états généraux, mais sans aucun titre ni pouvoir déterminé : le parti de l'indépendance manque de direction. Gand se rend au prince de Parme, qui soumet toute la Flandre excepté Ostende et l'Escluse, villes maritimes. Il com-

mence les travaux d'attaque contre Anvers.

France. — La mort du duc d'Anjou, héritier de Henri III qui n'avait pas d'enfant (10 juin), fait du premier prince du sang, Henri de Navarre, l'héritier direct de la couronne : il descendait par son père d'un fils de saint Louis, Robert, comte de Clermont. Les ligueurs et les Guises, qui prétendent l'éloigner du trône à cause de sa religion, par le traité de Joinville, se placent déjà sous la protection du roi d'Espagne : le cardinal de Bourbon les laisse se servir de son nom contre lui. — *Bibliothèque française de La Croix du Maine.*

Italie. — Le pape fonde à Rome pour les catholiques du mont Liban, les Maronites, un collège qui a donné quelques noms illustres.

Russie. — Mort d'Ivan IV (mars). Il a été le plus cruel, et le plus follement sanguinaire des princes russes, avec un esprit distingué et même délicat. Réformes législatives ; soins donnés à l'instruction ; admission de nouveaux arts ; importation de l'imprimerie. — Son fils, Fédor I^{er}, âgé de trente-cinq ans, faible de corps et d'esprit, ne gouvernera pas par lui-même : toute-puissance de son beau-frère Boris Godunow.

1585.

Angleterre. — Dévastation par Fr. Drake et Martin Forbisher, de Saint-Domingue, de Carthagène et des côtes de la Floride. — Seconde expédition en Virginie : on en rapporte le tabac.

Espagne. — Pendant le blocus d'Anvers, Bruxelles, Malines, etc., rentrent sous l'autorité de l'Espagne. Malgré les machines infernales de l'italien Gianbelli, qui détruisent les travaux d'attaque d'Alexandre Farnèse, reddition d'Anvers après un siège d'un an (17 août). — Le comte de Leicester, favori d'Élisabeth, général sans capacité, vient trop tard

pour diriger la défense des Pays-Bas (19 déc.).

France. — Manifeste du roi de Navarre (10 juin). Henri III se laisse dicter par les ligueurs le traité de Nemours, à la suite duquel il révoque tous les privilèges des protestants (18 juill.). Le pape Sixte-Quint fulmine contre Henri de Navarre et le déclare incapable de succéder au trône de France (10 sept.). La protestation du roi de Navarre et du prince de Condé, rédigée par Pierre L'Etoile, est affichée sur les portes du Vatican. — Le conseil des Seize se forme à Paris, au sein de la Ligue. Résurrection de l'esprit féodal et de l'esprit municipal dans les provinces : l'autorité royale est menacée par les huguenots, les ligueurs, les royalistes. — Mort de Ronsard. — *Bibliothèque d'Antoine Duverdier.*

Italie. — Grégoire XIII, quelque temps avant de mourir, a reçu une ambassade du Japon. — Le gardeur de pourceaux de Montalte, devenu général de l'ordre des cordeliers, est élu sous le nom de Sixte V (avril).

Portugal. — Un imposteur se donne pour le roi don Sébastien. Trois autres tentatives du même genre en neuf ans.

Turquie. — Les Perses reprennent Tauris sur les Ottomans : la citadelle résiste à soixante assauts.

1586.

Angleterre et Écosse. — Jacques VI, âgé de vingt ans, consent, pour n'être pas privé de ses droits à la couronne d'Angleterre, à conclure une ligue offensive et défensive avec Élisabeth, qui tient toujours sa mère dans la plus cruelle captivité. — Marie Stuart est rendue responsable d'une nouvelle conjuration formée contre Élisabeth par les catholiques. Une commission, composée au gré d'Élisabeth, l'accuse, la juge et la condamne à mort, comme si elle avait attenté à la puissance et à la vie de la reine d'Angleterre (25 oct.).

Espagne et Hollande. — Le

comte de Leicester reçoit à la Haye le titre de gouverneur pour les états de Hollande, de Zélande, de Frise et de Gueldre (fév.). Il ne pousse pas activement la guerre.

France. — Guerre des trois Henri : la Ligue sépare ouvertement ses intérêts de ceux de la dynastie des Valois ; alliance coupable des Guise avec l'Espagne.

Italie. — Sixte V confirme l'ordre des feuillants qui réforme la règle bénédictine de Cîteaux (mai). — A Rome, où beaucoup de monuments datent de ce règne, achèvement d'un aqueduc qui rivalise avec les belles constructions des anciens Romains.

Perse. — Abbas, dont le règne devait être long et glorieux, débute par la guerre contre les Usbecks : il leur reprend le Khorasân, qu'ils avaient enlevé à ses prédécesseurs.

Pologne. — Mort du roi Étienne Bathori, sans postérité, à Grodno. — Sous ce règne, les Cosaques disciplinés ont formé une cavalerie redoutable aux Tartares ; l'Ukraine, dont les dévastations des Tartares avaient fait une solitude, a été repeuplée ; un grand tribunal de la couronne a été établi pour juger les causes des nobles ; la diète seule peut permettre qu'un roturier soit anobli.

Russie. — Le séjour à Moscou du patriarche de Constantinople, que le vizir avait chassé de son siège, donne à Boris la pensée de créer un patriarcat en Russie : le métropolitte Job est fait patriarche.

Suisse. — Les cantons catholiques rompent l'alliance, qui a duré plus d'un siècle, avec la république de Mulhausen, maintenant protestante.

1587.

Allemagne. — Le margrave de Brandebourg, Jean George, renouvelle les traités de succession réciproque avec les maisons de Saxe et de Hesse.

Angleterre. — Après un délai

de quatre mois, Elisabeth fait exécuter la sentence rendue contre Marie Stuart (18 fév.) : mort pleine de royale noblesse et de résignation catholique de la reine d'Ecosse ; elle ne sera pas vengée par son fils. — Walter Raleigh fait un nouvel essai malheureux de colonisation dans la Virginie, sous la direction de John Withe ; l'île de Roanoke est encore le point de relâche.

Espagne et Hollande. — Progrès des Espagnols : ils prennent Deventer sur l'Yssel (29 janv.), et l'Ecluse (4 août). Leicester retourne honteusement en Angleterre (déc.). Maurice de Nassau dirige la guerre.

France. — La royauté des Valois est mise en péril par les succès du roi de Navarre et par ceux du duc de Guise. Le roi de Navarre est vainqueur en Guyenne, à Coutras, des troupes de Henri III que commande le duc de Joyeuse (20 oct.). Des Suisses et des Allemands qui devaient rejoindre le roi de Navarre, sont battus par Guise à Vimori près de Montargis (29 oct.). La réputation du duc de Guise grandit par les désastres de l'armée royale qu'il ne commandait pas. Les passions religieuses sont entretenues par les prédicateurs de la Ligue. — Chaire d'arabe au Collège royal.

Italie. — Mort du grand-duc de Toscane, François-Marie de Médicis. Il faisait une véritable concurrence mercantile à ses propres sujets ; il trafiquait à Florence, faisait la banque à Rome et à Venise. Mœurs dissolues à la façon de l'Orient. Son frère, Ferdinand I^{er}, qui est cardinal, lui succède ; il se mariera à une nièce de Catherine de Médicis.

Pologne. — Au czar Fédor est préféré Sigismond III, né d'une fille de Sigismond I^{er} et de Jean III le roi de Suède : il a été élevé dans la foi catholique.

Turquie. — Le général ottoman, vaincu par la guerre de Hongrie,

prévient, en s'empoisonnant, l'envoi du fatal cordon qui lui était préparé.

1588.

Angleterre. — Le journal *English Mercury*, qui raconte le désastre de l'armada est l'œuvre d'un faussaire du XVIII^e siècle.

Angleterre et Espagne. — Malgré son peu d'affection pour Philippe II, Sixte V est obligé de lancer des bulles contre Elisabeth, qui lui répond par une sentence d'excommunication. La grande armada de Philippe II, destinée à faire expier à l'Angleterre la mort de Marie-Stuart, appelée d'avance l'invincible, est détruite par les tempêtes et par la marine anglaise (juill.). Depuis ce désastre, les flottes d'Elisabeth vont jusqu'en Autriche insulter les possessions d'Espagne.

Danemark. — Mort de Frédéric II. Minorité de Christian IV : huit ans de régence paisible.

France. — Le manifeste des partisans des Guises donné, à Nancy, est une menace pour Henri III et pour les protestants (févr.). Malgré la défense du roi, le duc de Guise vient à Paris (9 mai). Journée des barricades le 12 : il était roi s'il eût osé avouer son ambition. Henri III, qui a abandonné la capitale, accorde cependant au duc l'éclat d'un lion (21 juill.). — Aux États généraux de Blois, Henri III, qui craint d'être détrôné, fait assassiner le duc et le cardinal de Guise (23 déc.); mais leur frère, le duc de Mayenne, leur survit. Fureur séditieuse des ligueurs à Paris, et surtout des prédicateurs. Le mouvement se propage dans tout le royaume. — Le duc de Savoie, Charles-Emmanuel, sous prétexte d'arrêter les progrès de Lesdiguières, chef du parti huguenot en Dauphiné, a occupé Château-Dauphin, au pied du mont Viso, place frontière de Savoie et de France; s'est emparé du marquisat de Saluces, qui relève de la France. Henri III a armé contre lui les Suisses et les Gênois.

1589.

Ecosse. — Jacques VI épouse la fille du roi de Danemark.

France. — Catherine de Médicis, retirée à Blois, finit sa vie dans l'obscurité, à soixante et dix ans (5 janv.). — Les seize font une épuration du parlement et le tournent contre le roi. Ils nomment Mayenne lieutenant général (fév.). Henri III transfère à Tours sa cour et les parlementaires restés fidèles. Il se décide à faire cause commune avec le roi de Navarre, qui est menacé comme lui dans ses droits (26 avr.); leurs armées sont réunies contre Paris. Un fanatique, Jacques Clément, assassine Henri III à Saint-Cloud (31 juill.). Henri de Navarre devient Henri IV de France : mais beaucoup de seigneurs catholiques l'abandonnant, il ne peut continuer le siège de Paris. En Normandie, Henri IV est vainqueur à Arques, au sud de Dieppe, sur Mayenne (16 sept.-6 oct.). Les ligueurs lui opposent, sous le nom de Charles X, son oncle le cardinal de Bourbon, qui était alors prisonnier des huguenots.

Italie. — Sixte V commence à réparer pour la bibliothèque du Vatican les désastres que lui a causés le sac de Rome par les Allemands en 1527; il y joint une imprimerie. Sa munificence, qui le recommande à la postérité, le faisait détester de ses sujets à cause des impôts.

Perse. — Par un traité de paix, le schah Abbas cède aux Ottomans trois provinces conquises par eux. L'Arménie, l'une d'elles, avant d'être cédée est dépeuplée d'une partie de sa population; vingt-deux mille familles sont divisées en plusieurs colonies et dispersées dans les diverses régions de ses États. L'industrie et l'activité de ces colons firent la richesse commerciale de la Perse. Ils se bâtirent une ville considérable, Sulfa ou Julfa, près d'Ispahan.

Portugal. — Nouvelle et inutile tentative d'Antoine de Crato avec les marins anglais J. Norris et Fr. Drake.

1590.

Espagne. — Loya de Vega, à vingt-huit ans, quitte le service militaire et compose pour le théâtre. Il écrit pendant plus de quarante ans; il fait dix-huit cents pièces.

France. — Victoire de Henri IV sur Mayenne à Ivry, dans le pays d'Évreux (14 mars); il sert de plus près Paris. Mort du cardinal de Bourbon, soi-disant roi (8 mai). Philippe II propose plus ouvertement aux ligueurs de prendre pour reine sa fille, l'infante Isabelle-Claire-Eugénie, née d'Elisabeth de France, sa troisième femme. Appareil militaire et ecclésiastique de la procession des ligueurs à Paris (sept.). Affreuse famine, soulagée par Alexandre Farnèse, duc de Parme; il délivre Paris, mais son séjour en France laisse libre carrière à Maurice de Nassau dans les Pays-Bas. — Lesdiguères arrête le duc de Savoie en Dauphiné. — Mort du sculpteur Germain Pilon, de Jean Cousin, de Cujas, d'Ambroise Paré, de Bernard Palissy.

Persie. — Le schah Abbas fixe sa résidence à Ispahan, au sud de l'Irak-persique ou Adjemil; elle lui doit ses premiers embellissements. Il commence, dans le meidan ou marché, qui est une des plus belles places de l'univers, un superbe palais.

1591.

Espagne. — L'affaire d'Antonio Perez, ministre disgracié de Philippe II, est l'occasion d'une révolte en Aragon; elle est réprimée par le supplice des chefs, même du grand justiza qui a défendu la loi contre le roi. Perez trouve asile en France.

France. — Grégoire XIV, dévoué aux Espagnols, fulmine contre Henri IV (mars). Le roi prend Chartres pour couper les communications de Paris avec la Beauce qui nourrit les Parisiens. L'investit Rouen (nov.). Les plus forcenés des seize font des épurations sanglantes dans le parlement; ils ont rompu avec Mayenne,

qui les châtie sans les ramener à lui (nov. - déc.). — Henri IV reçoit des secours de l'électeur Jean Georges de Brandebourg. — Guy Coquille compose le plus ancien traité des *Libertés de l'Église de France*.

Hollande. — Nimègue, qui avait été occupée jusque-là par les Espagnols, est réduite à capituler, et annexée aux Provinces-Unies.

Italie. — Grégoire XIV régularise l'usage de la calotte rouge pour les cardinaux.

1592.

Allemagne. — Pour la première fois, Leipsick a une foire aux livres.

Autriche et Turquie. — Pour satisfaire la milice inquiète des janissaires, le sultan rompt tout à fait avec l'Autriche. Le pacha de Bosnie se rend maître de Wichts ou Bihacz, ville forte de la Croatie hongroise, sur l'Unna, affluent de la Save. Matthias est envoyé par l'empereur son frère contre les Turcs.

Espagne. — De 1592 à 1595, le jésuite Mariana compose en latin son *Histoire d'Espagne*, qu'il a mise lui-même en espagnol.

Espagne et France. — Rouen est délivré par Alexandre Farnèse (avril). — Mort de Farnèse à Arras (3 déc.). Il laisse la réputation d'un des plus grands capitaines de son siècle.

Italie. — Clément VIII, qui arrive au pontificat, publie la première édition authentique et officielle de la *Vulgate*, ou version latine de la Bible; il supprime, comme fautive, celle que Sixte-Quint avait publiée deux ans auparavant. — On achève à Venise les bâtiments de la place de Saint-Marc. On commence, sur le grand canal, le pont Rialto, remarquable par la hardiesse de sa construction.

Suède. — Mort de Jean III (nov.). Son fils, le roi de Pologne, Sigismond, auquel est destinée la couronne n'ar-

rivera que dans un an. Gouvernement du frère de Jean III Charles de Sudermanie.

1593.

Autriche et Turquie. — Le pacha de Bosnie assiège Sissek, boulevard de la Croatie. Grande victoire des troupes autrichiennes, due surtout à Montécuculli. Mais Sissek se rend aux Ottomans (24 août). Les Turcs viennent jusqu'à Albe-Royale; ils sont battus (oct.).

France. — A Paris, ouverture des états généraux de la Ligue (26 janv.). Le catholicon, c'est-à-dire l'argent de l'Espagne, ne parvient pas à assurer la couronne de France à la fille de Philippe II : la maison de Guise elle-même, qui aurait été frustrée, ne favorise pas ces prétentions. Aux conférences de Surène, Henri IV fait annoncer son projet de conversion (avril). Arrêt du parlement contre toute prétention d'une femme ou d'un étranger au trône de France (28 juin). Abjuration solennelle de Henri IV à Saint-Denis (25 juill.). — La *Satire Ménippée*, qu'on commence à imprimer à Tours, est à la fois un monument de bon sens et d'esprit français, et une protestation nationale contre les étrangers qui soutiennent la Ligue.

Hollande. — Les États généraux de la Haye, après être restés six mois séparés, deviennent sédentaires et permanents (24 juin).

Russie. — Un édit attache les paysans à la glèbe en leur ôtant le droit de changer de seigneur et de domicile au détriment des paysans et des gentilshommes propriétaires.

1594.

Allemagne. — Ligue formée entre les protestants.

Autriche et Turquie. — Les Turcs forcent à se rendre, après plusieurs assauts, la forte place de Raab ou Javarin, près du confluent du Raab et du Danube (sept.).

Espagne et Hollande. — Le

roi d'Espagne nommé au gouvernement des Pays-Bas l'archiduc Ernest, frère de l'empereur Rodolphe, qui croit pouvoir, comme Alexandre Farnèse, tenir tête en même temps aux rebelles des Pays-Bas et à Henri IV. Il essaye vainement de faire assassiner le prince Maurice et les principaux chefs des confédérés. Maurice échoue dans ses attaques contre Bois-le-Duc et contre Maestricht; mais il entre victorieux dans Groningue, après trois mois d'investissement (24 juill.) : cette conquête complète le territoire des sept Provinces-Unies.

France. — Lorsque déjà plusieurs villes importantes, Meaux, Lyon, Orléans, Bourges se sont séparées de la Ligue, Henri IV se fait sacrer à Chartres (27 fév.). Paris lui est vendu par le gouverneur Brissac (22 mars). Le parlement de Tours est réintégré à Paris. Reddition de Rouen et du Havre dont le gouverneur est aussi chèrement acheté. — Suite du procès de l'Université et des curés de Paris contre les Jésuites : Antoine Arnaud parle pour l'Université (juill.). — Mort de François d'O, surintendant des finances, insigne déprédateur (oct.) : il est remplacé par huit conseillers, qui continuent à dissiper le trésor. — Le duc de Guise se réconcilie avec le roi (29 nov.). — Attentat de Jean Chatel contre le roi (27 déc.); les Jésuites sont chassés du royaume, par arrêt du parlement de Paris. — Pierre Pithou publie, avec dédicace à Henri IV, les *Libertés de l'Église gallicane*, rédigées en quatre-vingt-trois articles.

Italie. — Mort de Palestrina, surnommé le prince de la musique. Il a introduit dans la musique sacrée un style large et majestueux.

Suède. — Sigismond, prince catholique, est forcé, à son sacre, de promettre le maintien de la confession d'Augsbourg (févr.) : la religion catholique ne sera exercée que dans la chapelle du prince. Commencement des discordes que le zèle lu-

thérien et l'ambition de Charles de Sudermanie suscitent entre l'oncle et le neveu.

1595.

Autriche. — Dans un traité d'alliance contre les Turcs, Sigismond Bathori fait reconnaître formellement l'indépendance de la Transylvanie. Il épouse une princesse autrichienne.

Espagne, France et Hollande. — Henri IV déclare la guerre à Philippe II (17 janv.). Il va chercher les Espagnols et les ligueurs dans la Bourgogne, gouvernement du duc de Mayenne, les bat à Fontaine-Française (5 juin), parcourt la Bourgogne et le Lyonnais. — Clément VIII, après les négociations de d'Ossat et de du Perron, prononce solennellement à Rome l'absolution de Henri IV (17 sept.). — Le comte de Fuentes, qui succède à l'archiduc Ernest dans le gouvernement des Pays-Bas espagnols, emploie ses forces contre la France, et entre en Picardie où il occupe quelques villes. Il force à capituler Cambrai, une des places flamandes rebelles, qu'encourageaient dans la résistance les armées françaises (9 oct.); mais il indispose les Flamands en les excluant de son conseil, où ne sont admis que des Espagnols.

Hollande. — Le navigateur Cornélius Houtman suggère à ses compatriotes, qui commencent à aller chercher directement les produits des Indes orientales dont les Portugais s'étaient réservé pendant près d'un siècle le monopole, la première idée des associations appelées compagnies des Indes.

Italie. — Le poète Torquato Tasso meurt en arrivant à Rome, où Clément VIII l'avait appelé pour le couronner solennellement au Capitole (26 avril). — Le différend qui s'était élevé depuis quelques années entre les dominicains et les jésuites, au sujet de la grâce et du libre arbitre, est porté devant la cour de Rome

qui, après onze ans d'examen, laisse la question sans solution.

Turquie. — Mort d'Amurath III, épuisé à cinquante ans par la débauche et le vin. Son avarice. Dans les nombreuses guerres qui ont eu lieu pendant son règne, il n'a pas paru en personne. Il a réprimé des mouvements séditieux des janissaires. — Le nouveau sultan, Mahomet III, commence par faire étrangler dix-neuf de ses frères et jeter à la mer dix des femmes de son père. Il a vingt-sept ans.

1596.

Angleterre. — Mort de Fr. Drake (janv.). — Le comte d'Essex, beau-fils de Leicester, qui lui-même est le favori de la reine, âgé alors de soixante-deux ans, surprend et pille l'opulente ville de Cadix (juill.). — Walter Raleigh découvre la Guyane, au nord-est de l'Amérique méridionale. — Shakspeare, qui est déjà célèbre depuis six ans par ses compositions dramatiques, donne *Hamlet*.

Autriche et Turquie. — Le sultan dirige en personne la guerre de Hongrie. Il attaque Agria qui se rend (oct.); la garnison, en sortant de la ville, est massacrée par les janissaires.

Espagne. — L'Espagnol Mendana retourne pour la troisième fois vers les îles Salomon qu'il n'avait pu retrouver dans son second voyage; il emmenait des prêtres et des soldats pour fonder une colonie. Sur la route, il découvre l'archipel des îles Marquises de Mendoza : c'est de tous les groupes d'îles du grand Océan celui qui se rapproche le plus de l'Amérique méridionale. Il meurt au milieu de son nouvel établissement qui ne lui survit pas.

France. — Rachat coûteux des provinces. Accommodement de Henri IV avec le duc de Mayenne, gouverneur de la Bourgogne; avec Joyeuse, gouverneur du Languedoc (janv.); avec le duc d'Épernon, gouverneur de la Provence. Marseille se rend au roi en février. — Progrès

des Espagnols : ils enlèvent Calais (25 avril), et Ardres (23 mai). — Détresse du roi, malgré l'habileté de Maximilien de Béthune, marquis de Rosny, plus tard duc de Sully, qui devient surintendant des finances. Il convoque sans profit l'assemblée des notables à Rouen (nov.).

1597.

Autriche. — Sigismond Bathori renonce honteusement à la Transylvanie, qui est constamment menacée par les Turcs, pour recevoir de l'empereur, en échange, deux principautés de Silésie. Plusieurs fois, depuis, il tentera de rentrer en Transylvanie.

Espagne. — L'algébriste Van Rœmen, de Louvain (Adrianus Romanus), essaye de créer au moyen des lettres, symboles abstraits, une science mathématique universelle qui embrasserait les quantités de toute nature.

France. — Amlens, prise par les Espagnols (21 mars), est recouvrée par le roi et par Biron (25 sept.). — Pour la première fois, à ce siège, les soldats furent employés aux travaux de la tranchée qu'ils regardaient auparavant comme indignes d'eux.

Hollande. — Deux Hollandais, Barentz et Hemskerk, qui avaient déjà tenté deux fois ensemble, en 1595, de trouver par le nord-est de l'Europe le chemin de la Chine, osent essayer un troisième voyage qui fut aussi malheureux que les autres. Ils pénètrent au nord de la Sibirie et luttent en vain contre les glaces. L'expédition de Barentz tourne l'extrémité nord de la Nouvelle-Zemble, où avaient déjà abordé des Anglais. Vers ce temps, les Hollandais arrivent au Spitzberg, dernière terre connue au nord, dans l'Océan Glacial.

Italie. — Mort d'Alphonse II d'Este, sans enfant (oct.). Le persécuteur du Tasse avait été cependant un Mécène pour les gens de lettres et les artistes : peintres, sculpteurs, et architectes avaient embelli

Ferrare et Modène. — Clément VIII déclare dévolu au saint-siège le duché de Ferrare, et intimide par l'excommunication et l'approche des troupes pontificales César I^{er}, petit-fils d'Alphonse II, que le dernier prince a déclaré par testament son héritier universel (2 nov.).

1598.

Autriche et Turquie. — La nouvelle de la perte de Raab, que les impériaux viennent d'enlever aux Turcs, cause une sédition à Constantinople (mars). Le sultan fait étrangler un de ses frères.

Espagne. — Philippe II transporte à sa fille Claire-Isabelle-Eugénie, âgée de trente-deux ans, la souveraineté des Pays-Bas, du comté de Charolais et de la Franche-Comté, en annonçant son prochain mariage avec Albert d'Autriche qui a quitté la robe d'église (6 mai); mais il a soin de réserver aux rois d'Espagne la suzeraineté sur les pays qu'il abandonne. — Mort de Philippe II (13 sept.). On l'a surnommé le Démon du Midi. Ses prétentions à la monarchie universelle ont épuisé l'Espagne. Il a fixé la majorité des rois à quatorze ans. — Son fils Philippe III, né de son quatrième mariage, laisse l'autorité au ministre Sandoval, duc de Lerme.

Espagne et France. — Henri IV va recevoir la soumission du duc de Mercœur qui avait prétendu à la souveraineté de la Bretagne (18 fév.). La Ligue n'a plus de chef. — Edit de Nantes accordé par le roi aux protestants : il leur laisse les moyens de former encore un parti politique dans l'État (13 avril). Vaines remontrances du parlement. Le roi fonde deux nouvelles chaires de théologie à la Sorbonne. — Le traité de Vervins met fin à la guerre avec les Espagnols, sans que Philippe II garde rien du territoire français (2 mai).

France. — Lesdiguières enlève le fort Barraux, que le duc de Savoie avait fait construire, en 1597, pour protéger Montmélan. — Le marquis

de Rosny devient grand voyer de France. — Le célèbre imprimeur Henri Estienne, l'auteur, depuis 1572, du *Thesaurus Græcæ linguæ*, après bien des courses d'érudit à travers l'Europe, bien des agitations littéraires et religieuses, meurt ruiné à l'hôpital de Lyon.

Italie. — Une convention subie par César I^{er} laisse la ville de Ferrare au pape (19 janv.); une bulle la réunit au saint-siège (11 fév.). Négligée par les papes, elle perdra de sa prospérité. — Les princes de la maison d'Este établissent leur cour à Modène qui deviendra une des plus brillantes résidences de l'Europe.

Russie. — Le czar Fédor, sept ans après la mort violente de son frère Dimitri, meurt sans enfants; il est le dernier prince de la maison de Rurik. Boris Godunow, qui a fait tuer Dimitri, avec l'assentiment du clergé, de la noblesse et du peuple, se fait nommer czar. Les premières années du nouveau règne furent douces et heureuses. Paix au dehors. Protection accordée aux savants, aux artistes étrangers et aux marchands de la Hanse.

1899.

Angleterre. — Après une première disgrâce, le comte d'Essex est chargé par Elisabeth du gouvernement de l'Irlande. Ses fautes. Son rappel. — Compagnie privilégiée des Indes.

Espagne et Hollande. — Le général Mendoza essaye de pénétrer dans les Provinces-Unies par le pays de Clèves, au-dessus de l'endroit où le Rhin se sépare en plusieurs branches. Il marque son passage par des actes de barbarie. Le prince Maurice l'arrête.

France. — Edits pour le dessèchement des marais (avril), dû à Rosny. — Mort de la maîtresse du roi, Gabrielle d'Estrées, qu'il avait faite marquise de Monceaux et duchesse de Beaufort (avril). — Une sentence pontificale consacre le divorce de Henri IV avec Marguerite de Valois, dont il s'était séparé depuis quatre ans (17 déc.).

Italie. — Ranuce I^{er}, fils et successeur d'Alexandre Farnèse, reconstruit l'université de Parme.

XVII^e SIÈCLE APRES J. C.

APERÇU GÉNÉRAL.

Le XVII^e siècle, qui doit enfanter de si mémorables événements dans l'histoire de la politique, de la religion, des lettres et des sciences, qui doit transporter aux Indes orientales et en Amérique des populations et des institutions nouvelles, se divise naturellement en deux parties. Le moment où Louis XIV commence à gouverner sa personne, attirant à lui toute la gloire, mais faisant aussi retomber sur son nom toutes les fautes de cette grande époque, est le point qui sépare la première partie de la seconde.

4^e 1600-1661. — Au début comme à la fin du siècle, deux États de l'Europe occidentale ont de grands souverains. L'Angleterre s'honore également d'Élisabeth Tudor, reine despote, qui ne survit pas longtemps au supplice de son imprudent et coupable favori, le comte d'Essex, et de Guillaume d'Orange, monarque constitutionnel qui, après l'an 1700, n'aura plus que le temps de préparer une nouvelle guerre européenne contre Louis XIV. Élisabeth avait été plus heureuse, elle avait vu descendre dans la tombe son ennemi Philippe II, qui emportait avec lui la gloire et la puissance de l'Espagne. La France, l'an 1600, a encore dix années du règne prospère de Henri IV. Les quinze dernières années de Louis XIV, qui ne sont cependant pas vides de gloire au début du XVIII^e siècle, ne sont que la fin déplorable d'un grand règne.

Biron, qui conspire avec l'Espagne et la Savoie, est puni comme le comte d'Essex : les prétentions de la noblesse et les rancunes du parti protestant pouvaient enfanter de nouveau la guerre civile et la guerre étrangère. Médiateur entre le pape et la république de Venise, qui chasse alors les jésuites tandis qu'ils rentrent en France après un court exil ; entre l'Espagne et les Provinces-Unies, pour qui la trêve de douze ans est comme une reconnaissance implicite de leur indépendance, Henri IV aspire à un rôle encore plus grand en Europe : il veut fonder la paix perpétuelle en abaissant la maison d'Autriche. Le coup de poignard que lui porte Ravaillac est la vengeance des ligueurs ; la France retombe sous une régente italienne, à côté d'un roi enfant, presque dans la même condition qu'après la mort de Henri II.

En Espagne Philippe III porte le titre de roi, le duc de Lerme gouverne ; le faste de la cour contraste avec la misère du peuple et la dépopulation des provinces, surtout depuis l'expulsion définitive des Maures. La branche allemande d'Autriche est sur le point d'être séparée en deux par l'ambition de Mathias, qui s'irrite du long règne de son frère, l'impuissant Rodolphe II ; les états héréditaires sont ouverts, par les révoltes de la Hongrie et de la Transylvanie, à l'invasion ottomane. La Suède protestante rejette son roi légitime qui prétend rester catholique, et qui, à ce titre, avait été appelé à la couronne de Pologne. Le Danemark est plus heureux et plus sage sous Christian IV, qui n'a passé encore que douze années d'un règne de soixante ans ; des établissements littéraires et des essais de colonisation aux Indes orientales donnent à ce peuple la prospérité et la civilisation. Les Polonais, les Suédois et les Danois ravagent à plaisir les provinces russes qui, depuis 1598, subissent tout imposteur qui veut se donner pour héritier du trône,

Michel Romanow commence enfin une nouvelle dynastie nationale : c'est celle qui règne encore aujourd'hui.

L'empire ottoman, qui profite de la faiblesse militaire et des divisions intestines de l'Autriche, a un plus redoutable voisin à l'est dans le schah de Perse, Abbas le Grand, qui avait refoulé les Mongols : Abbas est cruel, comme tant de princes illustres de l'Orient.

L'attention du monde, après la mort d'Élisabeth et de Henri IV, se détourne de la France et de l'Angleterre pour se porter sur l'Allemagne. Jacques I^{er} Stuart, zélé anglican quoique fils de Marie Stuart, compromet la paix religieuse en Écosse comme en Angleterre, par son goût pour les controverses ; catholiques et puritains s'enhardissent contre un prince qui aime à formuler le droit divin des rois et qui laisse cependant le parlement attaquer la prérogative royale qui avait été sacrée sous les Tudors : les griefs de la nation sont légitimés par les intrigues et les folies du favori Buckingham, qui est cause d'une rupture avec l'Espagne. La défense du parti protestant sur le continent, une des gloires d'Élisabeth, est abandonnée par son successeur.

La France s'éloigne aussi des voies que lui a tracées Henri IV ; au milieu des nouveaux orages civils que soulève l'administration faible et détestée du Florentin Concini, une infante d'Espagne est demandée pour le jeune roi. Les États généraux de 1644, les derniers jusqu'en 1789, discutent toutes les questions qui touchent au pouvoir des rois, aux prétentions du saint-siège sur les couronnes, aux privilèges et aux intérêts de l'église nationale, aux besoins du tiers état ; la justice, les finances, le commerce, sont l'objet de beaux plans de réforme, qu'on était impuissant alors à accomplir : le bon sens pratique, une éloquence solide et nerveuse distinguent le prévôt des marchands, Miron, qui tient tête aux orateurs de la noblesse et du clergé. De Luynes, le favori personnel de Louis XIII, ne vaut pas mieux que le favori de Marie de Médicis, qui tombe elle-même du pouvoir et ne saura pas le reconquérir par des révoltes : le nouveau ministre ne peut assouvir les ambitions féodales ; connétable, il portera mal l'épée de la royauté catholique contre les huguenots. Après une sorte d'inter règne, le gouvernement de la France passe enfin aux mains de l'évêque de Luçon, qui ne sera pas longtemps reconnaissant envers Marie de Médicis ; à dater de 1624 Richelieu devient le maître du roi et du royaume. En Espagne aussi un nouveau ministre entre au pouvoir : le comte d'Olivarès est contemporain de Richelieu. On remarque à peine que l'indolent Philippe III vient de mourir pour faire place à son fils ; Philippe IV a le mérite d'avoir choisi Olivarès.

L'intérêt, qui s'attachait à la Hollande quand on doutait encore du succès de sa résistance au gouvernement de l'Espagne, n'est pas entretenu par les querelles sanglantes des arminiens et des gomariistes : sous prétexte d'hérésie, Maurice, qui de stathouder veut se faire prince souverain, livre à la mort le grand pensionnaire Barneveldt ; ce vertueux citoyen, à qui l'on devait la trêve et la liberté, n'aurait pas supporté un usurpateur. Même après cette inique vengeance, Maurice n'ose pas dévoiler son ambition, et, quand il meurt, son frère n'est comme lui que stathouder : la guerre a cependant recommencé avec l'Espagne.

Ce n'est plus la branche espagnole de la maison de Habsbourg mais la branche autrichienne qui va avoir à défendre le principe catholique contre les protestants : du reste la guerre de Trente ans ne sera pas exclusivement une lutte religieuse. Le désir de l'affranchissement politique arme les Bohémiens et les Hongrois, sur lesquels veulent régner l'électeur palatin et le prince de Transylvanie, le désir de conquête les rois de Danemark et de Suède ; et ce n'est pas pour ruiner la religion catholique, mais pour affaiblir une maison rivale de la France, que le cardinal de Richelieu fait la guerre aux Autrichiens dans l'empire, en Italie, en Alsace ; aux Espagnols dans les Pays-Bas, dans le Roussillon et sur les mers. Frédéric V, comte palatin, Christian de Danemark, Gustave-Adolphe de Suède, la France avec Richelieu et Mazarin, sont tour à tour les héros de ce grand drame : il se compose comme de quatre drames distincts, qui ne se ressemblent ni par les motifs de la guerre, ni par le théâtre des hostilités, ni par les résultats des luttes partielles. Le Bavaois Tilly, le Bohémien Waldstein, sont les généraux de Ferdinand II ; le second mérita d'être assassiné par l'ordre d'un prince faible qui craignait son ambition, comme le chef des ligueurs par Henri III.

Ces quatre guerres séparées n'ont un dénouement commun que six ans après la mort de Richelieu : les succès militaires de Condé et de Turenne, ceux des généraux suédois Banner, Torstenson, Wrangel, font conclure la paix de Westphalie, qui règle les droits des puissances européennes, détermine ceux des membres du corps germanique, et garantit aux protestants d'Allemagne, calvinistes et luthériens, la liberté de leur culte. Malgré les protestations bien légitimes d'Innocent X, qui voit les riches domaines épiscopaux de l'Allemagne abandonnés comme indemnité de guerre à des princes ennemis de l'Eglise, ce traité de 1648 devient l'une des bases du droit public de l'Europe. La science de la diplomatie date de cette époque.

Le traité de Westphalie reconnaît solennellement l'existence indépendante de la confédération helvétique, fait accompli au moins depuis un siècle et demi; et celle des Provinces-Unies, dont le territoire a été non-seulement affranchi pendant une nouvelle guerre de vingt-sept ans, mais s'est étendu par des conquêtes : Maëstricht, le Brabant septentrional et les bouches de l'Escaut sont aux Hollandais; avec leurs flottes, ils dépouillent aux Indes orientales, au Brésil, et sur les côtes d'Afrique, les Portugais qui sont encore, jusqu'en 1640, les sujets de l'Espagne.

La révolution de 1640 place sur le trône de Portugal Jean de Bragance, que le comte-duc d'Olivarès combat vainement, même avec le concours des armes spirituelles de Rome. Richelieu soutient les Portugais et les Catalans révoltés. Il conduit Louis XIII à la conquête du Roussillon. Dans les Deux-Siciles, la sédition de Masaniello à Naples; la tentative du duc de Guise, issu des princes d'Anjou, que le pape a invité à soutenir ses droits sur ce royaume; des conspirations à Palerme attestent la décadence de la puissance espagnole. Olivarès a livré le fardeau des affaires, dans des circonstances bien critiques, à son neveu don Louis de Haro, qui cependant a une administration plus facile et plus paisible que l'Italien Mazarin, successeur du triomphant Richelieu.

Un complot tramé contre Richelieu au début de son ministère lui a fourni l'occasion de réprimer les manœuvres des grands, d'intimider Gaston d'Orléans, frère du roi, de supprimer les dignités de connétable et de grand amiral, qui étaient sans profit pour la nation. Vainqueur des protestants de la Rochelle après un siège mémorable, il a eu la sagesse de conserver aux réformés le libre exercice de leur religion. La noblesse fut épouvantée par les supplices de Marillac et de Montmorency; Louis XIII ne put sauver de la disgrâce ni sa mère, ni sa femme. Les seigneurs qui entreprennent encore la guerre civile avec le pusillanime Gaston d'Orléans laissent condamner à mort Cinq-Mars, le favori de Louis XIII, qui allait vendre la France à l'Espagne. Ce ministre inflexible, qui jusqu'au jour de la mort dans son Palais-Cardinal disait n'avoir eu d'autres ennemis que ceux de l'État, imposa le même niveau à tous; il courba devant lui les parlements, il se rendit plus odieux encore en ne remettant qu'à des commissions extraordinaires le soin de ses vengeances politiques. Sa mort permet à la France de respirer plus à l'aise. L'Italien Mazarin, ministre de la reine mère Anne d'Autriche, pendant que Louis XIV n'est qu'un enfant, paraît faible parce qu'il n'opprime pas violemment. Les grands et le parlement ligüés forment la faction mutine de la Fronde qui, dans ses mouvements capricieux,

semble n'avoir qu'un but bien constant, c'est d'éloigner Mazarin des affaires. Gaston d'Orléans ne sait trop à quel parti s'arrêter; Turenne et Condé sont quelquefois réunis, plus souvent opposés, pour ou contre la cour; la galanterie ajoute à la frivolité d'une guerre déjà ridicule dans son principe: le coadjuteur de l'archevêque de Paris, qui devient le cardinal de Retz, génie fait pour les temps de troubles, heureusement n'engage pas avec lui l'honneur de l'Eglise. Mazarin s'enfuit, revient, se retire encore; il laisse enfin la Fronde, et, lorsqu'il rentre pour rester le maître jusqu'à sa mort, il s'interdit toute vengeance et gouverne nonchalamment un peuple frivole. La dernière tentative de la féodalité a avorté, et le parlement ne s'occupera plus que des affaires de la justice; il est réduit au silence jusqu'à la fin du long règne de Louis XIV.

La guerre, continuée avec l'Espagne depuis 1648, était prolongée par les troubles civils qui vont opposer Turenne, chef de l'armée française, à Condé, général des troupes espagnoles dans les Pays-Bas. Le traité des Pyrénées, dernière œuvre de Mazarin, assure la conservation des conquêtes faites sous Richelieu rend Condé à la France et marie Louis XIV à l'infante Marie-Thérèse. Louis XIV, à vingt-deux ans, se fait le successeur de son ministre, depuis 1661 il entend régner par lui-même.

L'agitation parlementaire, ridicule en France, enfante en Angleterre une révolution. Le parti de la liberté publique, qui se forme dans la chambre des communes à la fin du règne de Jacques I^{er}, résiste à Charles I^{er} et veut dominer. Occupé de guerres avec la France, avec l'Espagne, avec les Écossais révoltés, Charles I^{er} est encore plus menacé par la lutte qui se déclare entre lui et les communes. Il offense les parlements, il les casse, il les ménage. Irritée de ses hauteurs, encouragée par sa faiblesse, la chambre des communes obtient de lui la condamnation de Strafford, serviteur fidèle qu'il ne devait pas abandonner; elle s'empare du pouvoir exécutif et lève une armée: des manifestes proclament la guerre civile, elle éclate quand le roi a quitté Londres. De nouvelles sectes religieuses et politiques se sont formées, celles des épiscopaux et des presbytériens, celle des puritains, celle des indépendants celle des niveleurs; Olivier Cromwell est à la tête des indépendants qui ne veulent pas seulement, comme une partie des presbytériens, des libertés constitutionnelles, mais affichent déjà une ardeur hypocrite pour la démocratie: et ce sont ces révolutionnaires qui laisseront prendre ou qui offriront la dictature à Cromwell. Les généraux du parlement, Fairfax et Cromwell, remportent des avantages décisifs sur le malheureux roi, qui se livre aux Écossais, comptant sur leur attachement

traditionnel à la maison des Stuarts, et est vendu par eux à ses ennemis. Cromwell, qui règne en maître dans l'armée, intimide la partie encore saine du parlement; il fait juger et condamner à mort le roi son prisonnier : quelques commissaires, qui ne représentent pas tout le peuple, se chargent des fonctions de régicides. Cet épouvantable arrêt, l'étrange apologie qu'en publia Milton, les discours de Cromwell et tous les détails de ces horribles scènes portent l'empreinte du plus cruel fanatisme. On se battait avec fureur pour des intérêts de sectes religieuses : enveloppé dans les ténèbres des opinions théologiques et mystiques, le sentiment de la liberté se montrait à peine et ne s'éclairait encore d'aucune idée d'équité publique, et d'aucune notion de sûreté personnelle. L'ambitieux Cromwell, après avoir fait proclamer la république, s'empresse de dissoudre le long parlement, qui ne consistait plus que dans la chambre des communes. La répression sanguinaire de la résistance catholique en Irlande, et du parti de l'indépendance et de la royauté en Écosse, lui donne un titre à l'autorité souveraine. Le protecteur sait du moins rendre puissante la prétendue république anglaise; il obtient pour elle et pour lui-même les hommages de la Hollande, de la Suède et de la France; Mazarin le courtise et brigue son alliance. Mais à la mort de Cromwell, son fils Richard trouve trop pesant le fardeau des affaires. Le parti républicain ne peut se soutenir avec les débris du long parlement, qui est flétri du nom de *rump* ou croupion : la défection du général Monk rétablit presque sans coup férir la royauté. Au nom du roi Charles II Stuart, on condamne à mort les juges de Charles I^{er}, on dissout l'armée, on relève l'épiscopat; les pouvoirs publics sont replacés dans la condition où ils étaient avant la révolution.

Le nom de république qui n'a jamais convenu au gouvernement de l'Angleterre, même avant le protectorat d'Olivier Cromwell, est porté glorieusement par les Hollandais. La rivalité commerciale a armé contre eux la Grande-Bretagne. Ils abolissent le stathoudérat et se confient au patriotisme des deux frères de Witt chargés des fonctions de grand pensionnaire et d'amiral.

La Suède et le Danemark, que la guerre de Trente ans a associés aux grands mouvements de la politique européenne, enfantent encore l'une un héros, l'autre un prince réformateur. La fille de Gustave-Adolphe, Christine, pendant que ses armées continuaient glorieusement la guerre de Trente ans, au sein de ses États paisibles; encourageait et cultivait les sciences : Grotius et Descartes ornaient sa cour. Le goût de la philosophie et des lettres, peut-être aussi celui des aventures, lui inspire le dessein d'abdiquer. Son cousin,

Charles-Gustave, à qui elle laisse le trône, ne règne que six ans, mais il remue tout le nord par sa passion désordonnée des conquêtes : les Russes, les Polonais, les Danois subissent ses menaces ou ses atteintes, mais de pareils exploits épuisent l'État, et son fils Charles XI, monarque plus habile, doit souscrire trois traités qui rendent au moins le repos à la Suède. Le roi de Danemark, délivré de l'invasion suédoise, met à profit l'antipathie de la bourgeoisie contre la noblesse et le clergé, et, du même coup, rend le pouvoir royal absolu et héréditaire. La Pologne s'affaiblit de plus en plus, à cause du pouvoir exorbitant de la noblesse qui multiplie les entraves autour du trône électif, quoique depuis 1587 elle soit fidèle à une même famille de rois, d'origine suédoise. Jean-Casimir, le dernier roi de cette famille, ci-devant jésuite et cardinal, est pressé par les Cosaques et par les Russes; la mort de Charles-Gustave lui épargne une nouvelle invasion. Ces Cosaques sont redoutables aussi à l'empire ottoman; les guerres des Turcs sont fréquentes contre ces barbares, contre les Persans et contre les Vénitiens, qui ne doivent pas conserver longtemps leurs possessions de l'île de Candie. Les sultans ont moins de pouvoir que leurs vizirs : depuis le commencement du siècle, les intrigues du sérail, les révoltes des janissaires exposent les maîtres de Constantinople à la réclusion perpétuelle dans le château des Sept-Tours, et même au fatal cordon.

La paix règne à peu près partout dans le monde; les idées du droit divin et du pouvoir absolu des rois sont comme une doctrine admise par plusieurs peuples de l'Europe, lorsque paraît Louis XIV, qui doit entourer de tant de gloire, par les armes et par les beaux-arts, le despotisme le moins contesté.

Le grand siècle, qu'on appelle de son nom, avait déjà produit d'utiles et de brillants travaux dans tous les genres d'études qui concourent à la prospérité et à la civilisation des nations, avant que ce roi pût influencer sur les opinions et sur les idées de ses contemporains. Shakspeare et Bacon composent, du temps de Jacques I^{er}, une grande partie de leurs immortels ouvrages; mais ce roi n'inspire ni ne seconde leur génie. Bacon, dont la conduite politique fut malheureusement tachée par de honteux abus, ose tracer un plan pour la réédification des connaissances humaines; l'observation, l'expérience et la réflexion sont les instruments que nous offre la nature pour l'étudier elle-même : Bacon esquisse un tableau provisoire de toutes les sciences, même de celles qui n'existaient pas encore. Le calcul acquiert alors un instrument qui allait le rendre plus rapide et plus puissant : l'Écossais Neper invente les logarithmes, dont il publie le premier essai en 1644. La médecine doit à

l'Anglais Guillaume Harvey la grande découverte de la circulation du sang qui subit un mouvement continu par le cœur, les artères et les veines. En France, la poésie, moins riche et moins téméraire qu'en Angleterre, continue à fixer sa langue : Malherbe est à ce titre un grand poète. Mais l'Espagne et l'Italie avaient trop d'influence sur notre littérature ; et le cavalier Marin, Napolitain trop célèbre, devait à son *Adone* les faveurs de Marie de Médicis. L'hôtel Pisani, bien plus connu sous le nom d'hôtel de Rambouillet, donne le ton à la conversation du grand monde ; c'est une école d'esprit et de beau langage, tendre et un peu maniéré : la fille d'Artenice, M^{lle} de Rambouillet, deviendra la femme de l'austère Montausier. L'*Astrée*, d'Honoré d'Urfé, annonce un nouveau genre de romans, qui depuis a été trop fécond. Le conseiller de Henri IV, Olivier de Serres, a déjà publié son *Théâtre d'agriculture* ; Pierre de L'Étoile rédige ses journaux ; du Perron, d'Ossat, Jeannin, Mornay, Sully, écrivent des mémoires historiques ; le véridique et judicieux de Thou achève la rédaction latine de son corps d'Annales, qui s'étend de 4543 à 4607. La Hollande produit le grand publiciste Grotius, ami de Barneveldt. On connaît moins Cluvier, né à Dantzick, qui a étudié la géographie ancienne de la Germanie, de l'Italie et de la Sicile. Le nom de Kepler, Saxon de Wittemberg, fait époque dans l'histoire de l'astronomie ; il a trouvé les lois mathématiques qui régissent les mouvements des corps célestes : il meurt dans la misère à Ratisbonne, où il était venu solliciter auprès de la diète les arrérages d'une pension mal payée. L'Espagne a encore son historien national, le jésuite Mariana, qui a traduit lui-même son texte latin en castillan ; les romans de chevalerie de la littérature espagnole sont tous dépassés par l'admirable *Don Quichotte*, de Cervantes, qui a laissé en outre des contes ou nouvelles et des pièces de théâtre. La fécondité dramatique de Lope de Vega trouvera un émule dans Calderon, qui perpétuera le genre des mystères, quoique des sujets profanes soient déjà souvent mis en scène. L'Italie s'honore du poète Guarini et du prosateur Davila, historien partial des guerres civiles de France. Le Vénitien fra Paolo Sarpi est injuste contre l'Église dans son *Histoire du concile de Trente* ; le jésuite Pallavicini, cardinal, a repris le même sujet vers le milieu du xviii^e siècle. Le Pisan Galilée, né avant Kepler, et qui doit vivre plus vieux que lui et plus malheureux, ose développer et confirmer par de nouvelles expériences la doctrine de Copernic, qui parut une hérésie aux inquisiteurs de Rome : on lui doit d'autres découvertes, des observations sur la pesanteur de l'air et sur la chute des corps graves ; c'est à lui que remonte la physique moderne. Torricelli, son disciple et Toscan comme lui, invente

le baromètre. L'académie *del Cimento*, fondée à Florence en 1657, est utile au développement des études naturelles.

Descartes commence une nouvelle ère pour la philosophie : il recommande à l'homme de douter, c'est-à-dire de ne croire qu'après examen, de ne pas se laisser imposer par l'autorité, de ne céder qu'à la lumière de la vérité ; son *Discours sur la méthode* est le premier grand monument de la langue philosophique en France. Ses travaux mathématiques suffiraient à sa gloire ; il a perfectionné le calcul algébrique, appliqué l'algèbre à la géométrie, l'une et l'autre à la mécanique et à l'optique, toutes à l'astronomie. Gassendi, contemporain de Descartes, rajeunit, en l'étayant de preuves nouvelles, la doctrine bien ancienne qui fait venir des sens toutes les idées.

L'érudition s'enrichit dans tous les pays : la chronologie doit beaucoup aux travaux du jésuite français Petau, de l'Irlandais Usserius ; la critique historique et littéraire au Hollandais Meursius, à l'Allemand Gérard-Jean Vossius, aux Français André Duchesne et Saumaise. La Hollande, la Suède, l'Angleterre, terres protestantes, se disputent l'honneur de servir d'asile aux philosophes et aux savants persécutés : cette munificence est la principale gloire de la fille de Gustave-Adolphe.

Le cardinal Richelieu avait protégé les lettres, mais quand sa conscience de prêtre et sa vanité d'auteur n'étaient pas blessées. L'Académie française lui doit ses statuts : Voiture, Balzac, Vaugelas, qui en furent membres, ont leur part de gloire dans les progrès de notre langue. L'art dramatique moderne est créé par Pierre Corneille : dès 1636, il avait fait le *Cid*, un an avant la publication du *Discours sur la méthode*, et, dans les années suivantes, s'avancant dans la carrière où il s'est annoncé par un chef-d'œuvre, il donne les *Horaces*, *Cinna*, *Polyeucte*, la *Mort de Pompée*, le *Menteur*, *Rodogune*, *Héraclius*. Après 1661 il ne produit plus rien d'aussi grand : Sertorius sera suivi d'*Othon*, d'*Agésilas* et d'*Attila*. La comédie peut espérer déjà dans Molière, qui s'est fixé à Paris en 1658 ; les *Précieuses ridicules* sont de 1659. Racine et Boileau sont à peu près de l'âge du roi, et leur illustration commencera en même temps : ils vont, avec des titres différents, marcher ensemble à l'immortalité. Bossuet et Bourdaloue sont bien jeunes encore dans la carrière de l'Église. L'affaire du jansénisme inspire à Pascal, en 1656, les *Provinciales*, qui ont d'un coup élevé notre langue presque au niveau des anciennes. Arnaud et Nicole ont fondé à Port-Royal une école de cartésianisme et de littérature, dont les erreurs sont rachetées par les lumières et les vertus de cette docte société. Pour sa vie austère, le grand peintre Lesueur peut être placé à côté de pareils

noms. Nicolas Poussin, son émule, assistera à la naissance de l'école française de Rome dont il est le plus illustre chef.

Ils sont devancés de quelques années par les plus célèbres artistes de la Flandre, Rubens, les deux Teniers, et van Dyck, auxquels la Hollande va opposer Rembrandt; ils ont pour contemporains les chefs de l'école de Séville, Zurbaran et Velasquez, un des maîtres de Murillo.

Les Hollandais, les Anglais et les Français paraissent dans les mers nouvelles. De 1607 à 1616, les Anglais Hudson et Baffin découvrent au nord-ouest de l'Amérique les deux grandes baies qui portent leurs noms : les Hollandais Lemaire et Schouten traversent, près du détroit de Magellan, le long de la Terre de Feu, le détroit qui a reçu le nom du premier, et doublent le cap qui prit le nom de Horn, emprunté à la patrie du second. Une vaste région apparaît au sud de l'Asie, elle est appelée Nouvelle-Hollande : c'est la portion la plus considérable du monde océanique. Les Hollandais vont surtout chercher les épices dans les Indes orientales; leurs colonies ne sont que des comptoirs de commerce. Les terres de l'Amérique du nord, entre la Floride espagnole et le Canada, où s'étaient montrés les Français pour le commerce des pelleteries et l'exploitation de la pêche, servent de refuge à toutes les sectes religieuses successivement persécutées en Angleterre : la foi et la liberté animent ces populations nouvelles que le travail des grandes plantations ou le commerce maritime élèveront à la richesse. Elles restent unies à la métropole, mais subissent peu les effets des révolutions du continent. Les plus importantes des treize colonies, berceau primitif de la grande nation américaine, sont fondées et constituent autant de petites républiques indépendantes; la Caroline et la Pensylvanie appartiennent à la seconde partie du siècle.

2^e 1664-1700. — Louis XIV gouverne : pendant cinquante-quatre ans, l'Europe subira l'influence de sa volonté, de son ambition, de ses succès, ou de ses fautes, punies par de cruels revers. Ministres, généraux, hommes distingués en tout genre, forment comme un cortège au grand roi qui sait choisir les instruments de sa gloire. L'établissement monarchique de Louis XIV peut être défini une royauté absolue et dispendieuse, sévère pour le peuple, hostile envers l'étranger, appuyée sur l'armée, sur la police et sur la gloire du roi, tempérée cependant par le besoin de ménager pour la guerre et pour l'impôt le nombre et la fortune des sujets.

Il commence par disgracier et livrer aux juges le surintendant Fouquet qui doit à ses malversations une magnificence plus que royale. Colbert devient contrôleur général des finances, et bientôt ad-

ministre de la marine, du commerce, des bâtimens, et, à ce titre, des beaux-arts et des lettres : son ministère est la plus belle partie du règne de Louis le Grand. Grâce à lui, la France accroît ses colonies aux Indes orientales et occidentales, et sur les côtes d'Afrique. Louvois, ministre de la guerre, est moins important parce qu'il est dominé par le roi. La jeunesse du prince ne suffit pas à expliquer la conduite arrogante qu'il tient à l'égard de la cour de Rome, pour l'insulte faite au duc de Créquy, son ambassadeur; entiché de sa qualité de roi, il fit plus d'une fois plier devant lui même le vicaire de Jésus-Christ. Le gouvernement acquiert Dunkerque du roi Charles II qui vend la conquête de Cromwell; entreprend le canal du Languedoc; crée une marine qu'on oppose aux pirates d'Afrique, qu'on utilise pour le commerce des colonies; publie de nouveaux codes, et améliore toutes les administrations, sans oublier celle de la justice. Vauban fortifie les frontières. Des manufactures naissent dans les provinces. La capitale s'embellit; la police sait en rendre le séjour plus sûr et plus salubre; l'hôtel des Invalides s'élève; la colonnade dessinée par Perrault complète le Louvre. Versailles devient digne du roi qui l'habitera : Mansart construit la façade du palais qui regarde le parc et les jardins dessinés par Le Nôtre; des eaux amenées de Marly, un nombre infini de statues de marbre et de bronze, réunissent les merveilles de la nature et de l'art. Ch. Lebrun préside à la décoration des maisons royales; il inspire même les statuaires, les Anguier, Pierre Puget, Fr. Girardon, Ant. Coysevox, Nicol. Coustou, et les célèbres fondateurs, les frères Keller. Le Napolitain L. Bernini, dit le chevalier Bernin, exerce une moins heureuse influence.

La guerre n'amène longtemps que des succès. Les Français contribuent à la victoire de Saint-Gothard, gagnée par les Allemands sur les Turcs; il ne tient pas à eux que Candie, la précieuse colonie de Venise ne soit sauvée des coups de la Porte. A la mort de Philippe IV, qui ne laisse qu'un roi enfant, Charles II, l'Espagne continue une guerre malheureuse avec les Portugais; Louis XIV prend la Flandre : Condé, Turenne, Louvois ont préparé la gloire du roi. Il ne craint pas d'envahir la Hollande, qui a prouvé sa force sur les mers dans une guerre récente avec les Anglais, mais que les frères de Witt, préoccupés surtout de la marine et du commerce, n'ont pas mise en état de se défendre sur terre. La république menacée de périr se sauve en inondant ses foyers; les deux frères de Witt, massacrés malgré leur attachement sincère à la liberté publique, font place au jeune Guillaume d'Orange, de la maison des stathouders, dont il reprend le titre : la délivrance

de la patrie justifie son ambition ; il réunit l'Europe à notre Louis XIV. Les terres d'empire, surtout le Palatinat, la Franche-Comté espagnole et les Pays-Bas, payent pour la Hollande. Une partie de la Sicile, agitée par des factions, se donne au roi de France ; l'Espagne a recours aux Hollandais, dont la flotte commandée par Ruyter se mesure avec celle de Duquesne dans les parages mêmes de la Sicile. La guerre s'étend à l'électeur de Brandebourg, duc de Prusse, qui a des domaines près du Rhin ; et, par contre-coup, à la Suède, notre alliée qui peut menacer les possessions de l'électeur sur la Baltique. C'est Louis XIV, malgré la mort de Turenne, et la retraite de Condé, qui dicte à l'Europe les conditions de la paix de Nimègue, désastreuse surtout pour l'Espagne, honorable pour la Hollande qui reste intacte.

Lorsque le titre de Grand lui est solennellement décerné à l'hôtel de ville (1680), il cesse déjà de le mériter : la France est au point culminant de la gloire, le despotisme de Louis XIV ne pourra que la faire décliner. La contagion de l'absolutisme se fait sentir de bien loin, chez les Suédois, nos alliés : il semble que Charles XI ait cherché à égaler Louis XIV, lorsqu'en 1680, il a étendu l'autorité royale bien au delà des limites qui l'avaient jusqu'alors resserrée.

Conquêtes injustes en pleine paix, qui nous donnent près du Rhin l'importante place de Strasbourg, jusqu'alors ville impériale ; ardent débat au sujet de la régale avec le pape Innocent XI, qui provoque en 1682 la fameuse déclaration de l'Eglise gallicane rédigée en quatre articles par le clergé assemblé et défendue par Bossuet ; c'est par de tels faits que s'annonce la seconde partie du gouvernement de Louis XIV. La mort de Colbert le laisse entre les mains du chancelier Le Tellier, de Louvois, fils de ce chancelier et ministre de la guerre, du jésuite Lachaise, de M^{me} de Maintenon, toute-puissante surtout après la mort de la reine Marie-Thérèse : Louis XIV, qui n'a encore que quarante-cinq ans, cherche dans cette nouvelle affection, profonde et sérieuse, le bonheur de la vie privée. Le bombardement d'Alger, le bombardement de Gènes, la condition humiliante faite au doge de venir implorer la clémence du roi de France dans son palais de Versailles, dépassent les droits ordinaires de la guerre. Le roi de France était moins généreux que le héros de la Pologne, le roi Jean Sobieski : quoiqu'il eût à se plaindre de la maison d'Autriche, Sobieski délivrait Vienne que les Turcs assiégeaient en 1683 ; malgré l'ingratitude de ses concitoyens, il a été chez eux le fidèle et le dernier garant de la liberté, de l'ordre, et de la prospérité publique. La révocation de l'édit de Nantes, contraire à la justice et à l'humanité, en obligeant les protestants par cent mille à

sortir du royaume, est contraire aussi à la saine politique. Les puissances protestantes, surtout la Hollande et la Prusse, profitent de ces fautes. Le saint-siège ne lui sait pas gré de tant de rigueur parce qu'il soutient trop insolemment le droit de franchise, dont jouissait son ambassadeur à Rome. Pour arrêter Louis XIV dans ses prétentions de despotisme européen, le stathouder Guillaume d'Orange commence à former la nouvelle ligue d'Augsbourg; de part et d'autre, on s'apprête. Le stathouder double ses forces en devenant roi d'Angleterre.

La révolution qui a coûté la vie à Charles I^{er} avait été un enseignement perdu pour les Stuarts; ils n'avaient pas compris que le pays qui leur rendait la royauté voulait des institutions libérales, la tolérance religieuse pour tous les cultes, excepté pour le papisme ainsi qu'on appelait le catholicisme en Angleterre, et au dehors une politique vraiment nationale qui assurât la prospérité de la Grande-Bretagne. Les fils de Charles I^{er} ne négligèrent pas la marine qui d'ailleurs se développait d'elle-même et qui donna à l'Angleterre de nouvelles colonies importantes aux Indes orientales, aux Indes occidentales et en Afrique. Mais Londres éprouve en deux ans les horreurs des deux plus terribles fléaux, la peste et l'incendie. La disgrâce du chancelier Clarendon inaugure de nouveaux malheurs, dont le roi est responsable. Le parlement s'en prend aux catholiques, aux jésuites, même au duc d'York, frère du roi. Du sein de la lutte parlementaire, sort une loi, célèbre sous le nom d'*habeas corpus*, qui garantit la liberté individuelle. Les deux partis de la cour et de la patrie se distinguent par les noms de torys et de whigs: les torys dominent; une conspiration est étouffée dans le sang de Russel, et du philosophe Sidney. Le duc d'York, que plusieurs parlements ont déclaré inhabile à régner, succède alors sans opposition à Charles II: Jacques II n'épargne pas le supplice des traîtres au fils naturel de Charles II qui essaye de le détrôner; se croyant fort des actes de cruauté ordonnés par l'horrible chef de la justice, Jeffreys, il s'avoue franchement catholique, s'entoure de moines, et méprise la colère du peuple. Son gendre Guillaume d'Orange n'a qu'à se montrer avec une armée: Jacques II n'essaye pas de combattre; il fuit de Londres. Le trône, d'abord déclaré vacant, est donné à la famille du stathouder, après qu'on a déterminé les droits des citoyens et les pouvoirs de leurs représentants, raffermi les garanties publiques et assuré la prérogative royale en la circonscrivant par la déclaration des droits de 1688.

L'Angleterre, et la Hollande qui continue de laisser des pouvoirs presque absolus à son stathouder, maintenant roi de la Grande-Breta-

gne, l'empire, l'Espagne, bientôt même le duc de Savoie, et la Suède, ordinairement alliée à la France, sont conjurés contre Louis XIV. Jacques II ne sait pas reconquérir sa couronne, quoique l'Écosse et l'Irlande arment pour lui, et que les flottes de la France combattent au service des Stuarts. L'incendie du Palatinat, ordonné une seconde fois par Louvois, est une tache à la mémoire de ce grand ministre, dont la perte qui arriva alors fut sensible : son fils Barbezieux ne valait pas le brillant fils de Colbert, Seignelay, dont s'honore notre marine. Le maréchal de Luxembourg gagne en Flandre des victoires sur Guillaume d'Orange en personne ; Guillaume ne se lasse pas de courir de la Flandre en Irlande, de revenir de l'Irlande sur le continent, pour défendre sa couronne, protéger les Hollandais ou les Espagnols. Les Anglais, vainqueurs sur mer dans la journée de la Hogue, bombardent Dieppe et plusieurs de nos ports de mer. Malgré les succès de Luxembourg, « le tapissier de Notre-Dame, » que la France perd vers la fin de la guerre, malgré les campagnes glorieuses de Catinat en Italie, Louis XIV sacrifie ce qui a été conquis ou confisqué, et signe les articles de Ryswick qui sont loin de valoir ceux de Nimègue : le prince d'Orange était reconnu pour roi légitime d'Angleterre. Louis XIV, qui a eu la sagesse de vouloir la paix, accepte le testament de Charles II, roi d'Espagne, qui lègue tout son héritage au duc d'Anjou, petit-fils du roi de France : cette acceptation, contraire aux intérêts de l'Autriche, et aux engagements que Louis XIV venait de contracter avec l'Angleterre et la Hollande, entraînera une nouvelle guerre européenne.

La maison d'Autriche n'a pas pu prendre une part bien active à la lutte contre Louis XIV, la guerre étant incessante avec les Turcs, et avec la Hongrie révoltée, contre laquelle l'empereur Léopold exerça de cruelles vengeances. Le prince Eugène s'illustre sur le Danube ; la paix de Carlowitz humilie et affaiblit la Porte.

La paix, ainsi rétablie aux deux extrémités du monde en Occident et en Orient, n'était pas encore gravement troublée au nord. Sur le sol inculte de la Russie, apparaît pour la première fois un grand homme, c'est le czar Pierre. Il n'a pas supporté longtemps un collègue impuissant, son frère Ivan ; une conseillère ambitieuse, sa sœur Sophie. Le Gênois Lefort lui apprend à avoir une armée et une flotte ; ses voyages en Hollande et en Angleterre doivent doter la Russie à la fois des arts de la guerre et de ceux de la paix ; la milice des strélitz, brisée violemment à son retour, enseigne à tous qu'il faut obéir, et trouver bonnes les réformes par lesquelles il veut régénérer la nation. Il conspire déjà avec le Danemark et la Pologne, qui vient de passer à un prince saxon, contre le jeune roi de

Suède, le fils de Charles XI, dont le génie entreprenant n'était pas encore dévoilé. Entre les noms de deux grands princes absolus, Pierre I^{er} et Louis XIV, l'un dans toute la plénitude de sa force, l'autre touchant à son déclin, se place le roi constitutionnel de la Grande-Bretagne qui ne survit pas longtemps à l'élévation d'un prince Bourbon sur le trône espagnol.

La seconde partie du XVII^e siècle, remplie de tant d'agitations extérieures, est en même temps féconde en travaux pacifiques, en productions littéraires : œuvres d'imagination et de raisonnement, éloquence de la chaire, histoire, critique, genre épistolaire, revêtent en France la forme de langage la plus pure et la plus brillante. Si Pierre Corneille est presque épuisé quoiqu'il doive vivre encore vingt-trois ans, nous avons le théâtre entier de Racine; après quelques années de pieuse retraite, il ajoute à ses chefs-d'œuvre, inspirés surtout par l'antiquité grecque ou latine, *Esther* et *Athalie*, émules de *Polyeucte*. Les comédies de Molière suffiraient à la gloire d'un siècle; elles sont classiques, comme toutes les grandes compositions du genre humain qui, sans être imitées des anciens, empruntent à leur beauté naturelle un vernis d'antiquité. La critique des mœurs du temps et la critique de l'art recommandent Boileau. Le théâtre lyrique de Quinault, qui partagea ses succès avec Lulli, le musicien du roi, et les ouvrages de La Fontaine qui n'eut de naïveté dans ses fables qu'à force d'étude, montraient la variété de l'esprit français. Un nouvel auteur dramatique, Regnard, s'annonce par *le Joueur*, que suivra *le Distrait*. Les *Caractères* de La Bruyère, postérieurs aux *Maximes* de La Rochefoucauld, sont placés par Boileau à côté des *Provinciales*. Les romans de M^{me} de La Fayette et les lettres de M^{me} de Sévigné, parente de Bussy-Rabutin, peignent une grande époque, dans laquelle tant de femmes furent célèbres, M^{me} de Motteville, M^{lle} de Montpensier, M^{me} de Maintenon; sa grâce et son esprit permettent de citer Ninon de l'Enclos. Les *Mémoires* du cardinal de Retz vivent encore à côté des œuvres historiques de Bossuet qu'inspira surtout la religion. Le *Discours sur l'histoire universelle*, l'*Histoire des variations du protestantisme*, la *Politique tirée de l'Écriture sainte*, composés pendant l'éducation du dauphin, furent écrits à la gloire du peuple juif précurseur des chrétiens, pour la défense des dogmes, et au profit du pouvoir absolu des rois, ministres de Dieu sur la terre. Si Bossuet défend la déclaration gallicane, il continue, en même temps que le savant Arnaud, contre Claude et Jurieu, la guerre du catholicisme contre la religion réformée. Il égale Bourdaloue dans le sermon; il surpasse Fléchier dans l'oraison funèbre : la mort du grand Condé lui fournit l'occasion de son dernier triomphe dans la chaire. Les

débuts de Massillon annonçaient moins de vigueur ; mais il a répandu toutes les grâces de la diction sur une morale douce, sensible et pénétrante. L'esprit de polémique emporta trop loin l'évêque de Meaux dans sa lutte contre les *Maximes des saints* : Fénelon se soumit humblement à la condamnation pontificale. *Télémaque* vaudra des persécutions d'un autre genre au précepteur du duc de Bourgogne.

La fin du siècle a produit des ouvrages moins distingués, mais qui ont joui d'une sorte de popularité, les travaux demi-historiques et demi-romanesques de Saint-Réal, les *Révolutions de Portugal et de Suède* de Vertot, les *Oracles* et les *Mondes* de Fontenelle. L'Académie française venait d'achever, en 1694, son *Dictionnaire* commencé en 1635, et avait pu profiter, pour fixer la langue, des grandes productions du siècle. Bayle publia en 1697, à Rotterdam, son *Dictionnaire historique et critique*, savant recueil où une érudition, riche et profonde, est souvent au service d'une critique partielle et d'une philosophie trop audacieuse. L'école de Port-Royal s'était bornée à recueillir les leçons les plus immédiates de Descartes ; elle les appliquait à la grammaire, à la logique, à la morale, à la direction des études. Malebranche, en creusant le cartésianisme, y avait retrouvé la philosophie de Platon, et il y rallia la théologie des premiers siècles chrétiens : il est le meilleur écrivain de tous les métaphysiciens modernes, surtout dans son ouvrage de la *Recherche de la vérité* ; son art, son talent, son savoir sont dans son enthousiasme.

Plus active que l'académie des inscriptions, qui n'a presque rien produit jusqu'en 1700, l'académie des sciences, instituée aussi par Colbert en 1666, s'est livrée aussitôt à des travaux utiles. On remarque dans son sein deux étrangers, l'astronome Cassini et le physicien Huyghens qui, par ses calculs, détruisait les tourbillons et le monde de Descartes, perfectionnait les horloges et pressentait l'attraction universelle.

L'Académie de Londres, née sous Cromwell, appelée Société royale par Charles II, s'occupe surtout de physique et de mathématiques. Toutes les connaissances humaines sont cultivées alors chez les Anglais : c'est le temps de l'audacieuse philosophie d'Hobbes, des méditations politiques et de la proscription de Sidney ; des travaux historiques de Clarendon, des satires de Rochester, courtisan sans honneur, que les débauches ont enlevé à trente-trois ans ; des poésies de Denham qui se distingua surtout dans le genre descriptif ; de Roscommon, habile traducteur et d'un goût pur ; de Waller qui a loué en aussi beaux vers Charles II et Cromwell ; des productions dramatiques d'Otway, d'abord acteur, auquel les Anglais donnent le premier rang après Shakspeare. Milton n'a guère été célèbre de

son vivant que comme pamphlétaire et publiciste; ses premiers essais poétiques avaient plus d'agrément que de force. La postérité a presque oublié en lui le courageux et persévérant défenseur des idées de liberté, qui l'ont exalté jusqu'au fanatisme; sa prose toute brillante d'imagination et souvent de saine raison est à peine connue. *Le Paradis perdu*, dicté par le poète aveugle à sa femme et à ses deux filles qui partageaient sa pauvreté et sa solitude, vendu seulement quelques livres sterling, est une des plus grandes gloires de l'Angleterre. La poésie s'est soutenue après lui. Dryden, qui approche de Milton pour le talent, mérite les reproches de versatilité politique et de vénalité qu'ont attirés sur eux la plupart des poètes contemporains de Charles I^{er}, de Cromwell, de Charles II et de Guillaume d'Orange. Cependant il ne sut pas plaire jusqu'au bout au maître du jour et mourut dans l'indigence. Guillaume ne pardonna pas au poète, qui avait débuté par des stances à la louange de Cromwell, de s'être fait catholique sous Jacques II. Addison commence sa réputation par un poème que paya le roi Guillaume. L'immoralité plaît dans les livres comme au théâtre.

L'Anglais Locke, de 1686 à 1690, analyse l'Entendement humain, recherche les éléments des idées générales, explique le système entier des facultés de l'intelligence et des divers genres de connaissances par la sensation; il expose les principes constitutionnels de 1688, Newton publie, en 1687, ses *Principes mathématiques*; il revête aux hommes la plus grande loi de l'univers, la loi de l'attraction universelle. L'invention du calcul différentiel est attribuée à la fois à Newton et à Leibnitz; les frères Bernouilli, Jean et Jacques, nés à Bâle et associés à la fin du siècle à l'académie des sciences de Paris, ont perfectionné cette nouvelle analyse. Les études de Leibnitz ont une immense étendue; il est en métaphysique le fondateur de l'école allemande; son nom se retrouve dans les listes des théologiens, des publicistes, des jurisconsultes, des érudits, même des compilateurs de chroniques et d'antiquités: c'est l'écrivain qui honore le plus la littérature germanique, quoiqu'il ait aussi écrit en français.

L'Italie a moins de noms célèbres, excepté pour les sciences exactes et les sciences naturelles: les résultats des études de plusieurs savants ont été publiés, en 1667, par le secrétaire de l'académie florentine *del Cimento*. Les annales de Venise sont continuées, depuis 1613 jusqu'en 1674, par Nani, qui ne manque pas de lumières politiques.

En Espagne, Solis abandonne sans dommage la poésie et le théâtre pour l'histoire; *la Conquête du Mexique*, partielle pour les conquérants, est écrite avec talent.

La Hollande, patrie littéraire de tous les écrivains persécutés dans leur pays, sorte de tour de Babel où s'impriment les ouvrages de toute langue, a alors son penseur original, l'auteur de la doctrine du panthéisme, le juif Spinoza, disciple de Descartes, comme l'étaient Malebranche et Leibnitz, qui ne tiraient pas des mêmes principes de pareilles conséquences.

L'art typographique illustre plusieurs familles de Leyde, de la Haye, d'Utrecht, de Rotterdam, d'Amsterdam; les Elzéviros sont les plus célèbres, ils ont publié diverses collections classiques. L'Angleterre a la belle imprimerie dont l'archevêque Sheldon a enrichi l'université d'Oxford; les presses du Louvre ont donné avant 1700 la collection des historiens byzantins; la typographie du Vatican rend peu de services; les Aldes n'ont pas de successeurs en Italie.

CHRONOLOGIE.

1600.

Espagne et Hollande. — Les villes maritimes de Flandre, que ruinaient les hostilités continuelles dans les Pays-Bas, prennent l'offensive contre les Provinces-Unies. Les côtes bataves sont ravagées par les marins de Nieuport et de Dunkerque. Maurice de Nassau entreprend, avec deux mille huit cents bâtiments, l'investissement de Nieuport, que l'archiduc Albert vient défendre. Deux combats dans la même journée. Le premier est gagné par les Espagnols qui ensuite perdent six mille hommes et leur artillerie (juill.). Mais Maurice ne peut forcer la ville.

France. — Conjuraison du maréchal de Biron. — Le duc de Savoie, par un traité conclu à Paris, doit restituer à la France le marquisat de Saluces (févr.). Sur son refus de restitution, Henri IV fait envahir ses États. — Il épouse Marie de Médicis (déc.). — *Théâtre d'agriculture et du ménage des champs*, d'Olivier de Serres.

France et Turquie. — Des volontaires français, sous le duc de Mercœur, défendent quelque temps, au nom de Rodolphe II, Canisza, au sud du lac Balaton, contre les Turcs.

Italie. — Le Campanien Giordano

Bruno, calviniste et néoplatonicien, est brûlé à Rome comme panthéiste.

1601.

Angleterre. — Tentative d'insurrection du comte d'Essex, à Londres même. Il est exécuté (19 févr.). — Factoreries, pour le commerce des épices, sur la côte indienne de Malabar.

Danemark. — Mort de l'astronome danois Tycho-Brahé à Prague, dans la faveur de l'empereur Rodolphe II. Il a rédigé avec son disciple Kepler, qui est né en Saxe, les *Tables rodolphines*.

Espagne. — A la sollicitation des Flamands, Albert d'Autriche commence le siège d'Ostende, la seule grande ville maritime de Flandre, qui, depuis le début de la guerre d'indépendance, s'est restée en armes contre les Espagnols (5 juill.). Il durera plus de trois ans. Toutes les puissances de l'Europe s'intéresseront à cette grande lutte: les Italiens, les Espagnols, les Flamands, contribueront à l'attaque; les Français, les Anglais, les Allemands et les Hollandais, à la défense.

France. — Le duc de Savoie, par un nouveau traité à Lyon, cède

Bresse, le Bugey, le Val-Romey, pour garder le marquisat de Saluces. C'est la seule conquête territoriale du règne de Henri IV, et encore par échange. — Le marquis de Rosny, (Sully) est fait grand maître de l'artillerie.

1602.

Autriche. — Une dernière renonciation de Sigismond Bathori livre la Transylvanie à l'empereur Rodolphe, qui ne sait pas se faire aimer de ses nouveaux sujets.

Ecosse. — Jacques VI interdit aux nobles le droit de vengeance : ils poursuivront la réparation des injures par les voies ordinaires de la justice, au lieu de se venger eux-mêmes.

France. — Conspirations de plusieurs seigneurs, encouragées par l'Espagne. Le maréchal de Biron est condamné à mort et exécuté (juill.). — Organisation de l'exploitation des mines.

Hollande. — Une compagnie nationale est créée. dite des Indes orientales, qui reçoit un privilège exclusif de vingt ans. Au retour de chaque vingtième année, le privilège sera renouvelé.

Italie. — Inutile tentative du duc de Savoie sur Genève (déc.).

Suisse. — Les Grisons forment un traité d'alliance perpétuelle avec Berne, comme en 1600 avec la république du Valais.

Turquie. — Les galères de Malte reprennent pendant dix-huit ans la lutte agressive contre les musulmans sur les côtes d'Afrique, d'Asie Mineure, de Grèce et de Morée.

1603.

Allemagne. — Renouveau de la ligue entre les protestants.

Angleterre. — Mort de la reine Elisabeth (3 avril). — Le grand poète anglais Shakspeare est alors au milieu de sa carrière : il a déjà donné au théâtre plus d'ars de ses chefs-d'œuvre. — Avènement du roi d'Ecosse Jacques VI fils de Marie Stuart,

alors âgé de trente-sept ans, qui prend le titre de Jacques I^{er}. Il tient à conserver le culte anglican. Les couronnes d'Angleterre et d'Ecosse sont unies, mais l'Ecosse est gouvernée comme un royaume particulier. — *Hamlet* de Shakspeare.

Autriche. — Moïse, chef des Szeklers, se met à la tête des Transylvains révoltés contre Rodolphe, et occupe la ville principale, Albe-Julle, ou Weissembourg, sur le Maros. Il meurt en combattant les impériaux.

France. — Le roi rappelle les Jésuites (sept.) : le parlement retarde pendant quatre mois l'enregistrement de l'édit. Un jésuite sera toujours à la suite de la cour pour répondre de la conduite de ses confrères : le premier désigné, le P. Cotton, devient le confesseur du roi. — Le Pont-Neuf, qui ne sera achevé qu'en 1604, commence à recevoir la pompe, dite la Samaritaine, qui doit amener les eaux de la Seine dans les bâtiments du Louvre et des Tuilleries. — Mort du Français Viète, qui est comme le créateur de l'algèbre moderne.

Italie. — Le sénat de Venise défend de bâtir de nouvelles églises sans sa permission expresse.

Turquie. — Les infirmités précoces, fruit d'une vie corrompue, hâtent la mort du sultan (déc.). Il laisse pour héritier un jeune homme de quinze ans, qui a en germe toutes les qualités d'un grand prince, Achmet I^{er}.

1604.

Angleterre. — Le roi, que Henri IV appelait maître Jacques, discute théologie avec les puritains dans les conférences d'Hampton-Court. — Paix avec l'Espagne (août).

Autriche. — Les Transylvains, soutenus par une partie de la Hongrie, se donnent pour chef, contre Rodolphe, un noble Hongrois, Etienne Botskai, protestant.

Espagne. — Michel de Cervantes

Saavedra commence à publier son immortel roman, *Don Quichotte de la Manche*, qui devait désespérer et faire tomber sous les coups de la plaisanterie la plus fine et la plus railleuse les faux chevaliers de son temps. La seconde partie fut publiée dix ans plus tard.

Espagne. — Enfin, après trois ans, quand des deux parts ont été faites des pertes immenses d'hommes et d'argent, Ostende est prise par l'Espagnol Spinola (21 sept.). Peu après, les troupes espagnoles se révoltent faute de paye. L'archiduc Albert est forcé de leur livrer des otages, une place et de l'argent. — Le gouvernement d'Espagne n'empêche pas les Hollandais de pénétrer dans les Moluques, un des plus précieux établissements du Portugal.

France. — Complot de la maison d'Entraques et du comte d'Auvergne. — Les offices de judicature et de finances peuvent devenir héréditaires, moyennant un droit annuel affermé d'abord à Paulet.

Italie. — Le grand-duc Ferdinand I^{er} commence à Florence la chapelle royale des tombeaux.

Mogols. — L'empereur mogol de l'Inde, Akbar, qui régnait depuis quarante-huit ans sur les pays qui s'étendent entre l'Indus, les monts Himalaya, le golfe de Bengale et le Dekkan, perd, par un assassinat, son grand vizir Aboul-Fazel, auquel il avait fait rédiger en persan une histoire de son règne. Il perd aussi sa mère.

Russie. — Les défiances et les cruautés de Boris Godunow qui atteignent toutes les classes de la nation, favorisent les vues ambitieuses d'un moine, Otrepief-Gregori qui soutient un faux Dimitri, ou frère de Fédor. Les Polonais, dans l'espérance que le rite latin sera étendu en Russie, et les Cosaques du Don fournissent une armée contre

solennellement déposer, et reçoit le trône à cinquante-quatre ans (fév.-mars). Sigismond ne règne plus que sur la Pologne. — Guerre entre les deux pays.

1603.

Angleterre. — La faiblesse et le zèle anglican de Jacques I^{er} inspirent à des catholiques le projet de la conspiration des poudres (nov.) : le roi et la famille royale devaient sauter par une mine, et le parlement. Le complot est révélé; les coupables sont suppliciés et les jésuites chassés.

Autriche. — Etienne Botskai obtient de la cour ottomane la confirmation du titre de prince de Transylvanie que lui ont donné les états, et celle du titre de prince de Moldavie et de Valachie qu'il doit au succès de ses armes (nov.).

France. — Travaux du canal de Briare pour faire communiquer, au moyen du Loing, la Seine et la Loire, Paris et Orléans. — Création d'un journal qui n'est pas quotidien, le *Mercur français*.

Italie. — Causes du démêlé engagé entre le nouveau pape Paul V et la république de Venise : 1^o défense a été faite par le sénat de bâtir des églises sans sa permission; 2^o le droit d'acheter des biens-fonds est interdit aux ecclésiastiques; 3^o le conseil des Dix a fait emprisonner deux prêtres accusés de crimes.

Mogols. — Mort d'Akbar; il a encouragé les arts, les sciences, l'industrie et l'agriculture. Les Mogols de l'Inde n'auront pas un chef aussi illustre pendant cinquante ans.

Russie. — Boris ne résiste pas à l'attaque du faux Dimitri. Il meurt (13 avril). Son fils et sa veuve sont tués (juin). Le nouveau czar entre à Moscou et est couronné (juill.). Il a forcé la mère du vrai Dimitri à le reconnaître pour son fils.

1606.

Suède. — Charles de Suède, manie, exploitant la haine des protestants contre Sigismond, le fait

Angleterre. — Paul V défend aux catholiques d'Angleterre de pré-

ter le serment d'allégeance, qui entraîne la condamnation de la doctrine, d'après laquelle un prince excommunié par le pape peut être déposé par ses sujets (sept.). — Deux compagnies maritimes de Londres et de Plymouth obtiennent de Jacques I^{er} des privilèges extraordinaires pour le défrichement et la colonisation des terres de l'Amérique, entre 34° et 45° lat. n., que Raleigh a appelées Virginie. Les seigneurs et les négociants qui se sont associés peuvent découvrir des mines d'or, d'argent et de cuivre, et doivent en payer redevance à la couronne. Pas de résultat.

Autriche. — Rodolphe se réconcilie par un double traité avec ses sujets de Hongrie et avec Etienne Botskai (23 juin). La pacification de Vienne confirme les droits de la nation hongroise, les privilèges des villes sont rétablis, les étrangers sont exclus des emplois; Etienne Botskai est reconnu prince de Transylvanie, comte des Szeklers et palatin de Hongrie; ces dignités sont transmissibles dans sa race masculine; après l'extinction de cette race, la Transylvanie devra retourner à la maison d'Autriche. — Trêve pour vingt ans avec les Turcs (9 nov.). — L'ordre teutonique, qui a pris part à la guerre de Hongrie sous le grand maître Maximilien d'Autriche, renouvelle ses statuts.

France. — Les Français, déjà établis dans l'Acadie (depuis Nouvelle-Ecosse), où est fondée la ville de Port-Royal, prennent possession du Canada, où Champlain fondera Québec en 1608.

Hollande. — Des Hollandais reconnaissent la terre Australe, au sud de la Nouvelle-Guinée, dans l'Océanie.

Italie. — Sentence monitoriale de Paul V, qui excommunie le sénat de Venise et le doge Léonard Donato, et menace de l'interdit si la république n'a pas fait droit dans vingt-quatre jours sur les trois points en litige (17 avril). Venise n'en tient compte. L'interdit est décrété.

sénat ordonne de continuer la célébration du service divin. Refus des jésuites, des théatins et des capucins; ils sortent du territoire de la république. Guerre de plume: le cardinal Bellarmin, jésuite toscan, et le cardinal Baronius, oratorien de Naples, auteur des *Annales ecclésiastiques*, écrivent pour le pape; Paul Sarpi (frà Paolo), historien du concile de Trente, écrit pour Venise. Paul V menace d'employer les armes temporelles.

Russie. — Le mariage du faux Dimitri avec une Polonaise, fille du palatin de Sandomir, qui l'avait aidé à renverser Boris (3 mai); son inclination connue à accepter le rite latin, précipitent sa ruine. Une double conspiration dirigée par le boyard Chouiski lui coûte le trône et la vie (17 mai). Chouiski est proclamé czar.

Suède. — Charles IX est couronné à Upsal.

1607.

Angleterre. — Le serment d'allégeance est un texte de discussion entre Jacques I^{er} et le cardinal Bellarmin. — L'Anglais Davis découvre, au nord-est de l'Amérique septentrionale, en cherchant un passage vers les Indes, le détroit qui porte son nom, et une partie du Groënland. — Une première colonie anglaise est fondée, au nom de la compagnie privilégiée de Londres, sur les bords de la rivière de James, dans la Virginie proprement dite. Rôle du capitaine Smith.

Autriche. — Quoique Etienne Botskai soit mort sans enfant, les Transylvains, réunis à Clausembourg, se choisissent, au détriment de l'Autriche, un prince indépendant qui vit un an (fév.). — L'archiduc Mathias se fait élire roi par les seigneurs hongrois, au détriment de l'empereur son gendre (14 oct.).

France. — Le Béarn, patrimoine de Henri IV, est réuni à la couronne (juill.). — A l'an 1607, le grand corps d'annales, *Historia temporis*, du véridique et

judicieux de Thou : il commence à 1543. — *Institutes coutumières* de Loisel, jurisconsulte né à Beauvais.

Italie. — Au nom de Henri IV le cardinal de Joyeuse, allant tour à tour de Venise à Rome et de Rome à Venise, réconcilie le pape avec la république à l'honneur des deux parties (avril); seulement les jésuites, bannis en 1606, ne furent pas rétablis.

1608.

Afrique. — Les pirateries des corsaires barbaresques menacent l'Italie et Chypre. On arme en Toscane.

Allemagne. — L'Union protestante a pour chef l'électeur palatin.

Autriche. — Rodolphe II est forcé de sanctionner l'élection de son frère en Hongrie (juin). Mathias n'est couronné qu'après avoir accordé aux Hongrois, outre les anciens privilèges, l'élection d'un palatin pour gouverner en l'absence du roi, le libre exercice de la religion prétendue réformée, et l'expulsion des jésuites (nov.). — Le nouveau prince Gabriel, frère de Sigismond Bathori, élu par les Transylvains, est reconnu waldé par Rodolphe, à condition de recevoir une garnison allemande dans les villes de sa domination. De là, la guerre entre la Transylvanie et la Porte.

Espagne et Hollande. — Négociation d'un traité de paix par Ambroise Spinola pour l'Espagne, et par le président Jeannin, ministre de Henri IV, pour les Provinces-Unies. Maurice de Nassau aurait voulu la continuation de la guerre. Le grand pensionnaire Barneveldt est pour la paix.

France. — *Introduction à la vie dévote*, par saint François de Sales.

Hollande. — Des Hollandais sont conduits dans l'Amérique par l'Anglais H. Hudson, vers la rivière qui porte son nom; ils fonderont les nouveaux Pays-Bas, en s'établissant dans les îles, en face de l'embouchure de

la rivière, là où furent plus tard New-York et New-Jersey.

Italie. — Paul V confirme l'ordre militaire de Mont-Carmel et de Saint-Lazare, renouvelé par Henri IV. — Il reçoit une ambassade du roi de Congo nouvellement converti à la foi par les soins des Portugais.

1609.

Angleterre et Amérique. — Prise de possession des îles Bermudes.

Allemagne. — Ligue catholique sous l'influence de la Bavière.

Autriche. — L'empereur donne à ses sujets de Bohême le libre exercice de la religion protestante (10 juill.). Il signe les *Lettres de majesté*, grande charte des Bohémiens.

Espagne et Hollande. — Conclusion d'une trêve de douze ans (9 avril) : Philippe III et l'archiduc Albert, gouverneur des Pays-Bas, reconnaissent l'indépendance des Provinces-Unies, et la liberté de commercer dans les deux Indes.

Espagne. — Un édit royal ordonne à tous les Maures du royaume de Valence (9 déc.) et bientôt aux Maures de toute l'Espagne (10 janv.) de sortir de la péninsule. Les Maures emporteront avec eux les traditions de l'agriculture, du commerce et de l'industrie; leur traite laisse sans population des provinces entières. Ils émigrent en Afrique, en Asie, même en France. — Les jésuites constituent un gouvernement théocratique dans le Paraguay espagnol.

France. — Les jésuites obtiennent par lettres patentes permission d'enseigner. — Loi sur le duel (juin).

Hollande. — Mort du théologien protestant Arminius, qui combattait à Leyde la doctrine excessive de Calvin sur la prédestination des élus et des réprouvés. Son adversaire Gomar, ennemi du libre arbitre, entraîne la majorité de la nation. — *Traité de la liberté des mers*, en latin, par Hug. Grotius.

Russie. — A la faveur des trou-

bles, Sigismond III de Pologne vient soutenir un rival de Chouiski, menace Smolensk (sept.). Le czar Chouiski a pour appui contre un pseudo Démétrius des auxiliaires suédois ; succès de son frère Michel Skopine.

Suède. — L'assemblée des états refuse au roi les secours nécessaires à la guerre contre la Pologne. Le Danemark et la Russie sont mêlés incidemment à la lutte.

1610.

Allemagne. — La succession du duché de Clèves, et de Juliers réclamée par des princes catholiques et par des princes protestants, est mise en séquestre par l'empereur. Les protestants renouvellent l'Union évangélique (févr.).

Angleterre. — L'Anglais Hudson, cherchant par le nord-est de l'Amérique un passage vers les Indes, voit la côte orientale du Groënland, à 73° de latitude, et est arrêté à 82° par les glaces. Plus tard il découvre le détroit et la baie qui portent son nom et où il trouva la mort.

France. — Préparatifs de Henri IV pour une guerre contre la maison d'Autriche : traité avec le duc de Savoie pour avoir le passage des Alpes (25 avril). Il faut couronner à Saint-Denis la reine qui doit avoir le gouvernement en son absence (13 mai). Assassinat du roi dans son carrosse, à l'entrée de la rue de la Feronnerie, par François Ravallac (14 mai). — Avènement de Louis XIII, âgé de neuf ans. Le parlement confère la régence à sa mère, Marie de Médicis, qui suit les conseils des amis de l'Espagne et du pape. Faveur de l'Italien Concini et de sa femme Léonore Galigaï. Sully, qui sous Henri IV a fait revivre l'agriculture et l'industrie, payé les dettes et augmenté les ressources du trésor, reste étranger aux intrigues de la nouvelle cour, et n'a plus d'autorité.

Hollande. — Les arminiens exposent leur doctrine religieuse dans

un mémoire intitulé *Remontrances*, et l'adressent aux États. — Rencontre hostile avec les Anglais qui avaient des établissements dans l'île de Java, aux Indes orientales. Les Hollandais y fonderont, à la place de Jakatra, la ville de Batavia, qui sera la métropole de leur commerce dans les Indes.

Italie. — Paul V complète la bulle *in cœna Domini*, qui est le formulaire des prétentions du saint-siège (avril). — Canonisation du cardinal saint Charles Borromée, dont les vertus et les travaux avaient ramené les peuples d'Italie à la vénération pour l'Eglise (novembre). — L'ordre des religieuses de la Visitation, fondé par saint François de Sales, reçoit l'approbation du pape.

Russie. — Un parti offre la couronne au fils du roi de Pologne. Livré perfidement à Sigismond, après avoir été fait moine, Chouiski meurt en captivité à Varsovie. Le pseudo Démétrius, qui menace Moscou, est assassiné près de Kalouga par ses Tartares (11 déc.). — Deux candidats à la royauté, le fils de Sigismond et le second fils du roi de Suède.

1611.

Autriche. — Rodolphe II perd encore la couronne de Bohême que lui arrache son frère Mathias. Mathias ratifie par serment les accords faits entre les catholiques et les protestants.

France. — L'assemblée des huguenots, à Saumur, prend des mesures de défense contre le gouvernement. — Marie de Médicis obtient de Paul V la reconnaissance de la nouvelle congrégation de l'Oratoire de France, dont est établi général le cardinal Pierre de Bérulle (mars) : elle se voue surtout aux travaux d'érudition et à l'enseignement. L'institut des Ursulines, fondé à Paris pour l'éducation des jeunes filles, est confirmé aussi par le pape (sept.). — Les mémoires de Pierre de L'Estoile s'arrêtent à l'année 1611.

Hollande. — Les Hollandais, qui déjà sont en rivalité avec les Portu-

gais sur la côte de Coromandel, parviennent au Japon.

Rome. — *De la puissance du pape dans les choses temporelles*, ouvrage ultramontain d'un jésuite, le cardinal Bellarmin.

Suède. — Quelque temps avant de mourir, en présence des états, Charles IX déclare majeur son fils, Gustave-Adolphe, âgé de moins de quinze ans, qui déjà s'était signalé dans la guerre nouvelle avec les Danois. Mort de Charles IX (nov.). Gustave-Adolphe continue les trois guerres que lui lègue son père. Il rend à la noblesse, par les conseils du chancelier Axel-Oxenstiern, les droits et les privilèges que Charles IX lui avait ôtés.

Turquie. — Traité avec les Perses: Is schah Abbas garde Tauris et d'autres places. La paix ne durera que cinq ans.

1612.

Allemagne. — Mort de Rodolphe II. Mathias, déjà roi de Bohême et de Hongrie, est élu empereur.

France. — Déclaration de la régente contre les assemblées des huguenots (15 déc.).

Italie. — A Parme, le duc Ranuce Farnèse punit avec cruauté une conspiration tramée contre sa puissance et sa vie : les plus illustres têtes des maisons Torelli et San Vitali tombent sur l'échafaud.

Portugal. — Etablissement au nord d'Ormuz, à Bender-Ahassi, dans la province persane de Laristan.

1613.

Angleterre. — Mariage de la fille de Jacques I^{er} avec l'électeur palatin Frédéric V, prince calviniste.

Autriche. — Bethlem Gabor, noble hongrois et calviniste, se sert des Ottomans pour renverser le prince élu de Transylvanie; après l'avoir forcé à se tuer, il se fait lui-même déclarer prince (oct.).

Danemark et Suède. — Traité de paix, par la médiation du roi Jacques, beau-frère de Christian IV : (janv.) : les Danois rendent Calmar.

Espagne. — Le navigateur Quiros adresse un mémoire à Philippe III sur ses voyages. Il a découvert beaucoup d'îles de l'Océanie, entre autres Otaiti.

France. — Conclini est fait maréchal d'Ancre. — Reconstruction de l'aqueduc romain d'Arcueil, pour fournir d'eau le sud de Paris. — Mort du poète satyrique Régnier.

Hollande. — Occupation, dans le bassin des îles de la Sonde, de Timor qui produit des épices.

Italie. — Un décret du saint-office atteint l'ouvrage d'un jésuite trop ultra-montain : *De la puissance du roi et du souverain pontife*. — Le duc de Savoie élève des prétentions à la tutelle de sa nièce, fille du dernier duc de Montferrat et de Mantoue. Il entre en armes dans le Montferrat, où quatre années de guerre avec les Espagnols ne lui donneront pas de nouvelle conquête. — L'émir Fackardin, qui avait soulevé la Syrie contre le sultan, trouve asile à la cour du grand-duc de Florence : il ne peut rien pour rendre Jérusalem aux chrétiens.

Russie. — L'assemblée nationale appelle au trône Michel, âgé de quinze ans, fils d'un noble, Fédor Romanow qui descend de Rurick par sa mère (3 mars). Son couronnement à Moscou (avril). Lutte contre les Suédois et les Polonais.

1614.

Angleterre. — Remontrances du parlement que Jacques avait convoqué pour obtenir de l'argent : il est dissous; arrestation de quelques-uns de ses membres.

France. — Révolte de la noblesse : les traités de Sainte-Menehould promettent la convocation des états généraux (15 mai). Déclaration de la majorité de Louis XIII (2 oct.). Ouverture des états généraux de

Paris, les derniers avant ceux de 1789 (27 oct.). Ils sont féconds en projets de réforme; on y débat la question de l'inviolabilité des rois, et de l'indépendance de la couronne. à l'égard du saint-siège. — La statue équestre de Henri IV, envoyée par le grand-duc de Toscane, est placée au milieu du Pont-Neuf (1608).

Portugal. — Les Persans et les Anglais chassent les Portugais de la position de Bender-Abassi, acquise par eux depuis deux ans.

1618.

Allemagne. — Une nouvelle organisation des postes impériales engage les États de Saxe, de Brandebourg et de Hesse, à établir pour leurs terres des postes particulières.

Autriche. — Guerre entre l'Autriche et Venise, parce que l'Autriche protégeait les Uscoques, association d'aventuriers qui faisaient la piraterie sur la côte vénitienne de Dalmatie : l'archiduc appelle à son aide les Espagnols du Milanais; Venise se ligue avec le duc de Savoie, leur voisin à l'ouest de Milan. — Un nouveau traité de Mathias avec les Turcs, alors inquiétés par des révoltes d'Arabie et de Géorgie, rend à la couronne de Hongrie presque toutes les villes perdues dans les dernières guerres.

Espagne et France. — Au milieu des cabales des huguenots, et malgré la prise d'armes du prince de Condé, Louis XIII est conduit à Bordeaux pour célébrer son mariage avec Anne d'Autriche, fille du roi d'Espagne (oct.). Une de ses sœurs est promise à l'infant, depuis Philippe IV, âgé de dix ans (nov.).

France. — Marie de Médicis fait commencer le palais du Luxembourg à Paris, sur les dessins de Jacques de Brosse. — Une charge de juge général d'armes est créée pour remédier aux nombreux abus qui provenaient de l'usurpation des armoiries et des titres de noblesse. Elle sera héréditaire dans la famille d'Hoslier.

Hollande. — La connaissance

de l'Amérique méridionale est complétée lorsque les Hollandais Schouten et Lemaire découvrent le détroit qui porte le nom de ce dernier, à l'est de la Terre de Feu: ils démontrèrent que les deux océans, le Pacifique ou le Grand océan, et l'Atlantique se joignent au sud de l'Amérique par une vaste mer australe. Lemaire découvrit dans l'Océanie, au sud-ouest des Iles Marquises, la mer mêlée d'îlots et d'écueils, si justement nommée la mer Mauvaise.

1616.

Angleterre. — En 1615 ou en 1616, mort de Shakspeare, à cinquante-deux ans. — Bylot et Baffin, marins anglais, entrent dans la baie qui porte le nom de ce dernier au delà du détroit de Davis, au nord de l'Amérique; ils en font le tour, sans trouver le passage cherché vers les Indes.

Autriche. — L'empereur, qui n'a pas d'enfant, adopte son cousin Ferdinand, de la branche de Styrie, alors âgé de trente-huit ans.

Espagne. — Michel de Cervantes, un an après la publication complète de son *Don Quichotte*, meurt dans la misère.

France. — Jalousie, lutte de la noblesse contre Marie de Médicis et Concini. Ils croient satisfaire tous les intérêts par la paix de Loudun (mai). Elle est violée par le prince de Condé; la reine mère le fait arrêter (sept.). — On publie les *Tragiques* de d'Aubigné.

Russie et Suède. — Michel Romanow, pour avoir la paix avec la Suède, renonce formellement à la Livonie et à l'Esthonie; il abandonne la Carélie et l'Ingrie (26 janv.).

1617.

Allemagne. — Célébration du premier jubilé protestant, la dernière année du premier siècle de la réforme.

Angleterre. — Vaine tentative de Jacques pour établir en Écosse la religion anglicane. — Le parlement

proteste encore contre les abus de la prérogative royale, et combat les théories de droit divin. La charge de garde des sceaux est alors donnée à François Bacon dont le *Novum organum* a commencé la restauration de la philosophie. — Dissolution du parlement.

Autriche. — L'empereur se démet de la couronne de Bohême en faveur de Ferdinand, qu'il a adopté (juin). — Par la médiation de la France, Venise se réconcilie avec l'archiduc d'Autriche (sept.).

France. — Louis XIII, pour élever son favori Albert de Luynes, fait tuer le favori de sa mère, Concini (avril). — Disgrâce de Marie de Médicis, que suit dans sa retraite Armand Duplessis de Richelieu, évêque de Luçon (mai). — Odieux procès de la femme de Concini, Léonore Galigai; elle mourra sur le bûcher, par arrêt du parlement, pour sortilèges (juill.).

Suède. — Couronnement du roi Gustave-Adolphe, à Upsal (oct.).

Turquie. — Mort d'Achmet I^{er}; son frère lui succède. — Le nouveau sultan croit le baron de Sanci, l'ambassadeur de France, complice d'un chef des rebelles en Moldavie, et le fait mettre en prison.

1618.

Allemagne et Autriche. — La destruction des temples des protestants sur les terres ecclésiastiques de Prague et de Braunau, cause les troubles de Bohême. Les insurgés avec le comte de Thurn se vengent des gouverneurs catholiques par la défenestration de Prague (23 mai). C'est l'occasion de la guerre de Trente ans. — Ferdinand, déjà roi de Bohême, oblige l'empereur Mathias à lui céder encore la couronne de Hongrie (juin) : il est couronné à Presbourg (1^{er} juill.).

Angleterre. — Au retour d'un voyage dans la Guyane d'où il ne rapporte pas les trésors qu'il avait promis au roi, Walter Raleigh est mis

à mort, sur les accusations du gouvernement espagnol dont il avait dévasté les colonies et en vertu d'une sentence capitale prononcée contre lui quinze ans auparavant (29 oct.). — Le pauvre peuple lui doit l'importation de la pomme de terre. — Jacques partage sa confiance entre Bacon, qui va devenir, en 1619, lord grand chancelier, baron de Verulam, vicomte de St-Albans, et Georges Villiers, qui, depuis 1615, remplace le favori écossais Robert Carr, duc de Somerset, et est fait marquis de Buckingham. — Les non-conformistes persécutés depuis dix ans prennent le chemin de la Hollande avec leurs femmes et leurs enfants.

Danemark. — Christian IV envoie aux Indes la première escadre danoise; elle prit terre à la côte de Coromandel, où furent bâties Tranquebar et Danebourg.

Espagne. — Chute du favori de Philippe III, le duc de Lerme, après vingt ans de domination (oct.). Le ministre déchu se fait nommer cardinal, et son fils, le duc d'Uzeda, qui l'a renversé, prend sa place.

France. — La France est agitée par les factions des seigneurs, de la reine mère et du favori.

Hollande. — La lutte théologique est résolue par le synode général de Dordrecht contre les remontrants ou arminiens, en faveur de Gomarus qui est présent. Le grand pensionnaire Barneveldt, malgré ses soixante-neuf ans et les services qu'il a rendus, est emprisonné, comme arminien, par l'ordre de Maurice de Nassau, son ennemi politique.

Italie. — Célèbre conspiration espagnole contre Venise, attribuée à l'ambassadeur Bedmar, ou au viceroy de Naples, le duc d'Ossuna. — A l'occasion de ce complot, peut-être imaginaire, plusieurs étrangers, espagnols ou français, qu'a fait arrêter le sénat, perdent la liberté et la vie.

Pologne. — A la mort d'Albert-

Frédéric, son gendre l'électeur de Brandebourg, Jean-Sigismond, se met en possession du duché de Prusse, qui est réuni alors pour toujours à l'électorat.

Pologne et Russie. — Trêve de quatorze ans.

Turquie. — Les grands vizirs déposent le sultan (mars). Ils mettent à sa place son jeune neveu Othman II. — Réparation est accordée pour l'outrage fait à l'ambassadeur de France.

1619.

Allemagne. — Mort de Mathias. Ferdinand II est élu et couronné empereur (août, sept.). — Opposition des états de Bohême : ils appellent pour régner sur leur pays l'électeur palatin, Frédéric V, calviniste. Commencement de la période palatine de la guerre de Trente ans. — Tandis que Ferdinand est occupé de l'insurrection de Bohême, Bethlem Gabor, allié des rebelles, entre dans la haute Hongrie (sept.), et reçoit le titre de prince à Presbourg (21 oct.). La Silésie et la Lusace ne reconnaissent plus Ferdinand. — Inaction du nouvel électeur de Brandebourg, duc de Prusse, Georges-Guillaume, qui est beau-frère de l'électeur palatin.

France. — Lutte ouverte entre le roi et sa mère que soutient le duc d'Épernon. Richelieu se fait médiateur. Le prince de Condé sort de prison (20 oct.). De Luynes est fait duc et pair (14 nov.). — Lucilio Vanini, philosophe néo-platonicien, est brûlé à Toulouse comme athée.

Hollande. — Les désordres commis par les arminiens sont attribués au grand pensionnaire Barneveldt, qui ne voulait que la liberté religieuse. Une commission de vingt-quatre membres le condamne à mort ; il est exécuté (13 mai). Persécution de ses partisans : l'historien et jurisconsulte Grotius (Hugo de Groot), né à Delft, membre des États généraux, déjà célèbre à trente-six ans, est condamné à une prison perpétuelle ; il s'échappe. Maurice ne peut cependant pas arri-

ver au pouvoir absolu. — Fondation dans l'île de Java, de la ville de Batavia, qui est destinée à une grande prospérité commerciale.

Turcs. — Guerre active avec les Perses, jusque devant Tauris.

1620.

Allemagne. — Les troupes de l'empereur, commandées par Maximilien, duc de Bavière, battent à la montagne Blanche, près de Prague, l'armée du prince palatin (nov.). Il fuit en Silésie, en Danemark, en Hollande.

Angleterre. — Des familles de puritains, amenés de Hollande, vont en Amérique fonder la première colonie libre de la Nouvelle-Angleterre.

France. — Réunion de la Navarre à la couronne ; parlement à Pau ; les huguenots sont forcés de restituer les biens d'église. — Guerre et traité dans l'Anjou entre Marie de Médicis et le roi.

Hollande. — Conquête de l'île d'Amboine dans les Moluques.

Italie. — La Valteline, étroite vallée de l'Adda supérieure, qui sépare le Milanais espagnol du Tyrol autrichien, est agitée par les intrigues du duc de Ferla, gouverneur du Milanais. Elle se soulève contre les Grisons ses protecteurs naturels et nécessaires. Les catholiques égorgent cinq cents protestants, et forcent les autres à fuir ou à apostasier.

1621.

Allemagne. — Actes de vigueur de l'Autriche : Presbourg est enlevée à Bethlem Gabor par le comte de Buquoi, général de l'empereur (mai). Ferdinand ordonne en Bohême l'exécution de quarante-trois chefs de l'insurrection. — Des Allemands, généraux d'aventure, combattent seuls pour l'électeur palatin.

Danemark. — Le duc de Holstein-Gottorp accueille les remontrants de Hollande, poursuivis par les gomaristes, et fait bâtir pour eux la ville de Stadt Frédéric, sur l'Eyder.

Espagne.— Mort de Philippe III (mars). L'aîné de ses enfants nés d'une princesse autrichienne, Philippe IV, lui succède à seize ans; majeur de droit, il ne gouvernera pas plus que son père : puissance du comte d'Olivarès.

Espagne et Hollande.— Expiration de la trêve de douze ans (10 avril) : les États généraux refusent de la proroger. Au milieu des préparatifs de guerre, meurt l'archiduc Albert, qui gouverne les Pays-Bas espagnols depuis vingt-cinq ans (13 juill.). Ambroise Spinola seconde sa veuve, l'infante Claire-Eugénie.

France.— De Luynes, qui n'a jamais combattu, est nommé connétable (2 avril); il marche avec le roi contre les protestants révoltés (9 avril). — L'assemblée de la Rochelle donne une base républicaine à la constitution des pays réformés (10 mai). Le duc de Rohan et le duc de Soubise, son frère, sont à la tête des protestants. — Guerre en Guyenne et en Gascogne. Le roi ne peut prendre Montauban (août-nov.). — Mort du connétable de Luynes (15 déc.). — La congrégation bénédictine de Saint-Maur reçoit ses statuts de Grégoire XV (mai) : elle s'adonnera aux travaux d'érudition et d'histoire. — Impôt sur le tabac.

Italie.— Mort de Paul V (janv.). Il a beaucoup embelli Rome; les précoces talents du Napolitain Bernini, statuaire et architecte, ont été employés à l'achèvement de l'église de Saint-Pierre; réunion de beaux ouvrages de peinture et de sculpture au Vatican. — L'empereur érige Guastalla en duché pour Fernand II de Gonzague et pour sa postérité (juill.).

Pologne.— Courte guerre entre la Pologne et la Turquie, à cause des brigandages des Cosaques de la mer Noire. Choczim, sur le haut Dniester, est attaquée par les Turcs.

Portugal.— Découverte de mines d'or au Brésil.

1622.

Angleterre.— Premier numéro du premier journal régulier qui ait paru en Angleterre : *Nouvelles de la semaine*, d'abord traduites du hollandais, rédigées par Nathaniel Butter.

Espagne et Hollande.— Habile stratégie de Spinola et de Maurice de Nassau devant Berg-op-Zoom, au nord-ouest du Brabant. L'armée espagnole après plusieurs assauts, de juin à octobre, abandonne l'attaque.

France.— Apostasie de plusieurs chefs protestants. Le duc de Lesdiguières, qui se convertit à quatre-vingts ans, est fait connétable (juill.). L'édit de Montpellier laisse aux religieux leur importance politique (oct.). — Richelieu, à la recommandation de la reine mère, qui rentre au conseil, est nommé cardinal (5 sept.). — L'église de Paris est érigée en archevêché (20 oct.). — Mort du président Jeannin qui a toujours uni dans les affaires publiques, dans les finances, et dans la diplomatie, la droiture à l'habileté.

Italie.— Grégoire XV, zélé pour la conversion des infidèles, fonde le collège de la propagande. Il canonise saint Ignace de Loyola, saint François Xavier, saint Philippe de Neri et l'Espagnole sainte Thérèse, célèbre par la réforme des carmélites et par ses écrits (mars).

Perse.— Les Persans et les Anglais chassent les Portugais de l'île d'Ormuz. Les Anglais se font donner le monopole du commerce de la soie en Perse.

Turquie.— Othman II est le premier sultan que les janissaires, menacés d'être cassés, déposent, livrent aux outrages de la multitude, et font étrangler au château des Sept-Tours.

1623.

Allemagne.— La dignité électorale du comte palatin calviniste est donnée par la diète au duc de Bavière, prince catholique qui l'a vaincu au nom de l'empereur.

Angleterre.—Après de longues négociations pour le mariage du prince de Galles, Charles, âgé de vingt-trois ans, avec la fille de Philippe IV, le jeune prince est conduit à la cour de Madrid par George Villiers, duc de Buckingham, le favori de son père : conduite imprudente de Buckingham, l'alliance est rompue.

Danemark. — Christian IV fonde à Sorø, dans l'île de Seeland, une académie pour la noblesse, et la dote de grands revenus.

Espagne. — Plusieurs ordonnances d'Olivares ont pour objet de favoriser l'accroissement de la population, en accordant une diminution ou une suppression d'impôts à ceux qui se marient jeunes, ou qui ont beaucoup d'enfants.

France et Italie. — Ligue de la France avec Venise et le duc de Savoie, pour soustraire la Valteline à l'ambition de l'Espagne (Janv.).

Hollande. — Conspiration contre la vie du stathouder : un des fils de Barneveldt, et les principaux conjurés sont décapités à la Haye (29 mars).

Italie. — L'électeur de Bavière, le vainqueur de Frédéric V le prince palatin, a cédé aux bibliothèques de Rome une partie des manuscrits de la riche bibliothèque palatine. — Mort de Grégoire XV. Il aimait à s'entretenir avec les académies qu'il avait établies dans son palais. Le Florentin Barberini qui lui succède, Urbain VIII, cultive aussi les lettres, et est lui-même poète (août).

Turquie.—Un oncle d'Othman, qui l'avait précédé sur le trône, et qu'on avait tiré de prison pour lui rendre la dignité de sultan, mérite une seconde fois par ses folies et par ses cruautés d'être déposé (sept.) : il sera étranglé en prison. Avènement d'un frère d'Othman, Amurat IV, âgé de quinze ans. — IncurSIONS des Cosaques qui sont maîtres de l'embouchure du Don. Révoltes de plusieurs pachas en Asie.

1624.

Angleterre. — Avec l'agrément de son parlement, le roi demande pour son fils Henriette de France, sœur de Louis XIII.

Autriche. — Bethlem Gabor se réconcilie avec l'empereur (mai) : il renonce au titre de roi de Hongrie, mais reçoit, outre la principauté de Transylvanie, les deux duchés de Silésie Oppelen et Ratibor, qui n'avaient été offerts à deux de ses prédécesseurs que comme dédommagement de la principauté.

Espagne. — Un projet d'organisation qui réduirait tous les impôts en un seul est vainement présenté par un magistrat de Tolède.

Espagne et Hollande. — Succès maritime des Espagnols près de Calais. Spinola assiège Bréda, sous les yeux du prince Maurice (août). Maurice ne réussit pas dans un coup de main contre Anvers. — Les Hollandais battent la flotte espagnole sur la côte du Pérou, près de Lima. Ils s'emparent, dans le Brésil portugais, que défendent mal les Espagnols, de la baie de Tous-les-Saints et de la ville de San Salvador.

France. — Richelieu entre au conseil (avril) et renonce à son évêché de Luçon. — La Valteline est remplacée par les troupes françaises sous la souveraineté des ligues Grises. — *Lettres de Balzac.* — *Des horloges solaires* par Sal. de Caus, huguenot, aut. des *Raisons des forces mouvantes*.

Turquie. — Lutte acharnée avec les Perses dans l'Irak-Arabi : Bagdad attaquée pendant cinq mois résiste aux Turcs.

1625.

Allemagne et Danemark. — Christian IV, comme duc du Slesvig-Holstein, qui est terre germanique, répond à l'appel des protestants de la basse Saxe, et des amis de l'électeur palatin. Commencement de la période danoise, de la guerre de Trente ans. — Ferdinand II cède à son fils la couronne de Hongrie (déc.).

Angleterre. — Mort du roi Jacques I^{er} (avril). Charles I^{er}, son fils, lui succède; il épouse Henriette de France (mai) : Buckingham, qui garde sous Charles I^{er} son pouvoir de favori, a fait déclarer la guerre à l'Espagne. Vaine tentative contre Cadix (oct.). — Dans les Antilles espagnoles, occupation de la Barbade.

France. — Richelieu recommence la lutte contre les protestants. Chambre de justice contre les fermiers généraux. — *Du droit de la paix et de la guerre*, ouvr. latin de Grotius.

Hollande. — Maurice de Nassau meurt à la Haye (avril). Il avait mis à profit toute la science militaire des anciens : le premier, il s'est servi dans les sièges de lunettes à longue-vue, et a ouvert des galeries. On lui reproche son ambition et les dérèglements de sa vie privée. — Son frère, Frédéric-Henri, reçoit des États généraux les charges de capitaine et d'amiral-général; chacune des provinces successivement le nomme stathouder, sauf Groningue et Frise qui choisissent un autre Nassau. — Bréda est prise par Spinola après dix mois de siège (juin). — Alliance avec l'Angleterre et le Danemark contre l'Espagne (août).

Italie. — Le sénat de Gènes institue le tribunal des inquisiteurs d'État, sur le modèle de celui de Venise.

1626.

Allemagne. — Le comte de Walenstein ou Walstein, noble de Bohême, qui a formé une armée pour l'empereur en s'en réservant la disposition presque exclusive, bat sur l'Elbe près de Dessau, et poursuit jusqu'en Silésie et en Hongrie le comte Ernest de Mansfeld, un des héros d'aventure qui soutiennent le roi de Danemark. Le général bavarois Tilly bat Christian IV à Lutter, dans le duché de Brunswick, et le rejette sur le Jutland (août). Walstein interdit au roi le Brandebourg et le Mecklembourg.

Angleterre. — Esprit hostile du parlement : il répond à une demande

de subsides pour la guerre d'Espagne par une exposition de griefs. Il est dissous (15 juin). Les emprunts forcés suppléent aux impôts, refusés par la nation. — Mort du philosophe Bacon.

France. — Richelieu accorde encore aux protestants un édit de pacification (févr.). — Édit contre les duels. — Le maréchal d'Ornano qui conspire contre le ministre avec Monsieur, frère du roi, est arrêté (mai) et meurt à Vincennes (sept.). Le comte de Chalais pour le même crime est décapité à Nantes (19 août). — Mariage de Monsieur avec Mlle de Montpensier. — Assemblée des notables (du 2 déc. au 24 fév.). Plan de réforme. — Établissement au Sénégal et à la Guyane. — Mort de l'ingénieur Salomon de Caus.

Italie. — Une donation faite par le dernier duc de la maison de la Rovere réunit au saint-siège le duché d'Urbain.

1627.

Allemagne et Danemark. — Walstein bat le marquis de Bade-Dourlach qui commande une armée danoise (sept.) : le Holstein presque tout entier devient le prix de cette victoire. La Poméranie protestante est à la merci de Walstein. — L'empereur fait proclamer roi de Bohême son fils, qui est déjà roi de Hongrie.

Angleterre. — Des puritains anglais, s'exilant pour vivre libres, obtiennent de la compagnie de Plymouth la cession de la baie de Massachusetts, au nord des vastes territoires de l'Amérique septentrionale appelés Virginie. Le gouvernement y sera moins démocratique que dans la colonie établie au pied du cap Cod en 1620; église intolérante. — Les marbres de Paros, monument de chronologie grecque, vont être appelés marbres d'Arundel ou d'Oxford.

France. — Richelieu supprime la charge de connétable qu'a laissée vacante la mort de Lesdiguières (janv.), et bientôt celle de grand amiral; il se fait nommer surintendant général

du commerce et de la navigation. — Bouteville-Montmorency et le comte de Chapelles sont exécutés en place de Grève comme duellistes (juin). — La guerre est recommencée avec les huguenots; le duc de Buckingham, ennemi de Richelieu, les soutient sans succès. Louis XIII et Richelieu viennent assiéger la Rochelle; le port est barré par une digue. — *De doctrinâ temporum*, p. le P. Petau.

Hollande. — Pierre Nuyts découvre la côte sud-ouest de la Nouvelle-Hollande. — Les Hollandais fondent en Guyane Essequibo.

Italie. — Mort du duc de Mantoue. Il a désigné, pour lui succéder, son cousin Charles de Gonzague, l'époux de sa nièce Marie, qui possède en France le comté de Rethel et Nevers. La succession sera disputée à ce prince, ami de la France, par César de Gonzague, fils du duc de Guastalla, protégé de l'empereur. Le duc de Savoie saisit l'occasion pour redemander le Montferrat. — A Gènes, conspiration démagogique du riche plébéen Vachero à qui le duc de Savoie a promis son concours : le sénat frappe avec vigueur Vachero et ses principaux adhérents.

Suède. — Gustave-Adolphe défend le duel sous peine de mort, et tiendra à l'exécution rigoureuse de la loi.

1628.

Angleterre. — Le parlement accorde des subsides au roi, à la condition qu'il secourra la Rochelle. — Buckingham, qui doit conduire l'expédition, est assassiné (23 août). — L'Anglais Guillaume Harvey démontre la circulation du sang, qui est en mouvement perpétuel par le cœur, les artères et les veines.

Hollande. — Capture à la hauteur de Cuba, dans les Antilles, d'une flotte espagnole avec tout son chargement évalué douze millions de florins. — Spinola qui n'a plus de succès, parce qu'il ne reçoit pas d'argent de l'Espagne, est rappelé. — Frédéric-

Henri de Nassau assiège Bois-le-Duc, une des plus fortes places du Brabant septentrional. Claire-Isabelle-Eugénie, soutenue par les Impériaux et même par un prince de la maison de Nassau, ne peut empêcher la place de capituler (14 sept.). Les Hollandais prennent Wesel, sur le Rhin, au sud-est de Clèves.

France. — La Rochelle, privée du secours des Anglais qui ne peuvent forcer la digue, est affamée, et forcée de se rendre (29 oct.). Elle perd ses fortifications, et ses privilèges politiques, et reçoit le culte catholique. — Turenne âgé de vingt ans, fait son apprentissage des sièges dans les Pays-Bas, à l'armée de son oncle Frédéric-Henri.

Perse. — Mort du schah Abbas le Grand dans l'Irak-Adjemi, à Casbin, au nord-ouest de Teheran. — Il a enlevé aux Mongols de l'est plusieurs provinces que son successeur perdra, entre autres le Candahar qui touche au Khorasan. Pour détourner ses sujets du pèlerinage de la Mecque, et les empêcher ainsi de porter à un temple étranger l'argent de l'empire, il leur a inspiré de la dévotion pour Reza, l'un des douze saints ou imans de Perse, dont le tombeau est à Mesched, dans le Khorasan, un peu à l'est de Nichapour. Protecteur des arts et du commerce, il a été cependant cupide et cruel, et quatre de ses fils ont été immolés à d'injustes soupçons. — Un de ses petits-fils lui succède à quinze ans : c'est le Néron des Persans.

1629.

Allemagne. — Édît impérial pour la restitution des biens de l'Eglise, usurpés par les protestants depuis l'an 1555 (6 mars). Résistance des princes et des villes de Brandebourg et de Saxe. — Réconciliation de l'empereur avec Christian IV à Lubeck (27 mai). — Les protestants alors s'adressent au roi de Suède, Gustave-Adolphe, que la France aussi sollicite à la guerre contre l'Autriche.

Angleterre. — Le parlement formule la *pétition des droits* de la nation. Le débat est encore tout constitutionnel entre la nation et le roi. — Paix avec la France (24 avril).

France. — Louis XIII marche contre le duc de Savoie, pour soutenir le parti français de Mantoue; il force vaillamment le pas de Suze (mars). — Campagne dans le Languedoc, au milieu des Cévennes, pour réduire le duc de Rohan, chef des calvinistes; il fait sa paix particulière à Alais (27 juin). L'édit de pacification de Nîmes (14 juill.) respecte la liberté de religion, et maintient l'égalité civile entre les catholiques et les protestants. Montauban résiste la dernière au ministre qui vient la menacer en personne (20 août). — Richelieu est déclaré principal ministre (21 nov.). — Il part pour la guerre d'Italie (29 déc.). — Mort du poète Malherbe. — *Mélite*, première comédie de P. Corneille, âgé de vingt-six ans. — Code *Machau* (janv.).

Pologne et Suède. — Trêve de six ans, par la médiation de la France : Gustave avait enlevé les possessions prussiennes de la Pologne (15 sept.).

1630.

Allemagne. — Le débat, que depuis vingt ans la succession de Clèves et de Juliers a soulevé entre la maison de Brandebourg et la maison de Neubourg, est suspendu par un accord qui laisse à l'électeur Georges-Guillaume le duché de Clèves, un peu à l'est de Nimègue entre la Meuse et le Rhin, et le comté de la Mark, dans la vallée centrale de la Lippe et de la Ruhr, au nord-est du duché de Berg. — L'archevêché de Magdebourg est l'occasion d'un conflit entre la maison de Brandebourg et l'empereur. — L'association de la hanse teutonique est dissoute.

Allemagne et Suède. — La diète de Ratisbonne, par l'influence de l'électeur de Bavière, obtient le renvoi de Walstein, dont les soldats

se sont livrés à d'affreux brigandages même sur les terres catholiques : elle n'élit pas roi des Romains le fils de l'empereur. — Laisant en Suède sous la protection des états une fille âgée de quatre ans, Gustave-Adolphe passe de l'île de Rugen sur la terre allemande pour combattre l'empereur au nom des protestants (juin). Commencement de la période suédoise, de la guerre de Trente ans. — Les Suédois sont bien accueillis dans la Poméranie, qui avait beaucoup souffert du séjour des impériaux en 1627 (21 juill.) : Stettin, Stargard et Wolgast reçoivent garnison suédoise. — Magdebourg reçoit de nouveau l'archevêque luthérien de la maison de Brandebourg, qui est assuré de la protection de Gustave-Adolphe (1^{er} août).

Angleterre. — Les colonies de New-Hampshire et du Maine sont fondées par les agents de la compagnie de Plymouth, dans la partie de l'Amérique septentrionale qu'on commence à appeler Nouvelle-Angleterre. Gouvernement libéral, comme à Massachusetts. — Les concessionnaires de la terre de la Caroline, au sud de la Virginie, n'y font pas d'établissement durable.

Autriche, France et Italie. — Lutte devant Mantoue entre les généraux de l'empereur et le maréchal d'Estrées : les impériaux prennent Mantoue au nom de la maison de Guastalla (18 juin), et la pillent pendant trois jours; ils transportèrent à Prague les plus belles peintures du palais. — Le duc de Savoie est menacé par Richelieu et par Louis XIII (janv.). Pres de perdre ses Etats, il meurt de chagrin, après cinquante ans de règne (26 juill.). Victor-Amédée, son fils, âgé de quarante-trois ans, lui succède. — Dans le duché de Guastalla, César de Gonzague succède à son père (5 août). — A la diète de Ratisbonne, l'empereur se décide à reconnaître le duc de Nevers Charles de Gonzague, comme duc de Mantoue et de Montferrat (13 oct.) : le capucin Joseph, en-

voqué de Richelieu, a conduit les négociations.

France. — Louis XIII après la campagne d'Italie, revenu à Lyon, tombe malade (22 sept.). Disgrâce imminente du cardinal : la journée des dupes, à Versailles, est fatale à ses ennemis (11 oct.) ; il fait commencer le procès du maréchal de Marillac, un des complices de la reine mère. — L'usage des postes, étendu au service des particuliers, devient une branche des revenus de la couronne. — A l'aide des filibustiers, les Français menacent la colonie espagnole de Saint-Domingue. — Mort du poète dramatique Hardy qui a imité ou pillé les auteurs espagnols. — Mort de d'Aubigné.

Hollande. — Commerce sur la côte africaine d'Arguin, près du cap Blanc. Établissements sur la côte de la Guinée supérieure, aux dépens des Portugais; conquête moins fructueuse du pays d'Angola, entre le Congo et le Benguela.

1631.

Allemagne et Suède. — Traité d'alliance de la France avec Gustave-Adolphe (janv.). — Siège de Magdebourg, dont l'archevêque est l'allié des Suédois (30 mars) : quatre assauts par Tilly et Pappenheim; sac, massacre et incendie (10 mai). — Le roi de Suède, qu'ont retardé les hésitations calculées des électeurs de Brandebourg et de Saxe, arrive enfin sur les terres de l'archevêché (juin), et s'empare de Halle. Il défend l'électorat saxon, menacé par les impériaux; sa victoire à Leipsick, où Tilly est fait prisonnier (7 sept.). — Pendant que l'électeur de Saxe s'avance entre l'Elbe et l'Oder jusqu'à la Bohême autrichienne, Gustave traverse la vallée du Mein sur les terres des évêques catholiques de Thuringe et de Franconie, jusqu'à Mayence; il parcourt, en conquérant, l'Alsace et la Souabe, et s'approche de la Bavière, alliée de l'Autriche. — La Transylvanie se donne pour prince

Georges Ragotzky qui veut être indépendant de l'empire et de la Turquie; il s'allie aux Suédois. — Le fils de Ferdinand, roi couronné de Hongrie et de Bohême, âgé de vingt-deux ans, épouse Marie-Anne, fille de Philippe III d'Espagne, sœur de la reine de France. — Kepler meurt indigent à Ratisbonne; il a trouvé les lois mathématiques qui régissent les mouvements des corps célestes.

Espagne et Hollande. — Claire-Isabelle-Eugénie fait envahir la Zélande, par terre et par mer. Frédéric-Henri obtient alors pour son fils Guillaume, enfant de cinq ans, la survivance du stathoudérat dans les provinces de Zélande et de Hollande. Désastre de la flotte espagnole (12 sept.). Les Hollandais s'étendent à l'est, dans le Limbourg jusqu'à Venloo et Ruremonde sur la Meuse. — Ils concluent une alliance avec Gustave-Adolphe.

France. — Richelieu écarte ou abat ses ennemis intérieurs, Marie de Médicis, Gaston frère du roi, le duc de Lorraine. La reine mère se retire à Bruxelles. Les partisans de Gaston sont livrés à une chambre de justice établie à l'Arsenal (14 juin). Le duc de Lorraine qui a donné un asile et a promis sa sœur à Gaston, est combattu sur ses terres. — Premier journal politique, depuis le 1^{er} avril, la *Gazette*, sous la direction de Théophraste Renaudot, médecin du roi. Il ne paraît d'abord qu'une fois par semaine.

France et Italie. — Le traité, négocié au nom de la France par l'Italien Mazarin, et signé à Cherasque, au sud de Turin, confirme au duc Charles de Gonzague de Nevers la possession de Mantoue et de Montferrat; rend à Victor-Amédée 1^{er} tous ses États moins Pignerol et trois autres places que gardent les Français; quelques villes du Montferrat lui sont données (6 avril).

Hollande. — Grotius essaye de rentrer dans sa patrie. Conditions inacceptables. Sa tête y est mise à prix. Il

reprend la route de l'exil; il sera bientôt attiré en Suède.

Italie. — Mort de François-Marie II de la Rovère, qui ne laisse pas d'héritier direct (avril). Urbain VIII fait prendre possession par son neveu, le cardinal Barberini, du duché d'Urbino, fief dévolu au saint-siège. — Le grand-duc de Toscane, Ferdinand II, ne recueillit que les biens allodiaux de la maison d'Urbino à laquelle il est allié par mariage.

1632.

Allemagne et Suède. — Gustave, arrivé à l'entrée de la Bavière, force le passage du Lech, affluent du Danube; Tilly est mortellement blessé (avril). Gustave entre à Munich (17 mai). — L'empereur, qui a rendu le commandement de ses armées à Walstein, sauve d'abord la Bavière. L'électeur de Saxe est de nouveau menacé par les Impériaux. Gustave vient le défendre; il meurt vainqueur dans les champs de Lutzen, au sud-ouest de Leipsick (16 nov.). Les Suédois ont encore plusieurs généraux illustres, surtout le duc Bernard de Saxe-Weimar.

Angleterre. — Édits royaux pour arrêter les progrès de l'émigration en Amérique : ne pourront émigrer que ceux qui auront prêté le serment d'allégeance ou de foi anglicane et de suprématie épiscopale. — Dans l'Amérique du nord, la colonie de Maryland est formée par un démembrement de la Virginie proprement dite, sous le nom de lord Baltimore, protégé de la cour de Londres. Son gouvernement dépend de la métropole, plus directement que celui des colonies puritaines du nord-est. Les esclaves sont admis pour la culture de la terre. — Depuis quatre ans, les Anglais s'avancent dans les petites Antilles; ils occupent, au nord de la Guadeloupe, les îles de Mont-Serrat et d'Antigua; plus à l'est, dans les îles Bahama, la Providence, au nord-ouest de San Salvador.

Espagne et Hollande. — Maes-

tricht, défendue par des travaux de fortifications et par trois armées espagnoles, ne peut résister plus de deux mois. Elle se rend aux Hollandais (22 août).

France. — Richelieu ne consent au mariage du duc d'Orléans Gaston avec la sœur du duc de Lorraine qu'après une convention onéreuse pour le duc (janv.). Gaston va rejoindre sa mère à Bruxelles, chez les Espagnols. — Le traité de Saint-Germain confirme celui de Cherasque, en ce qui regarde la cession de Pignerol à la France (5 mai). — Le maréchal de Marillac, condamné par une commission sous prétexte de concussions, subit la sentence capitale (10 mai). Prise d'armes de Monsieur, du duc de Lorraine et du maréchal de Montmorency dans le Languedoc (juin). A l'approche de Louis XIII, le duc se soumet. Montmorency, vaincu et pris au combat de Castelnaudary (sept.), est livré au parlement de Toulouse, condamné à mort et exécuté (30 oct.).

Pologne. — Mort du roi Sigismond III. — Son fils Wladislas VII est élu (nov.). Il défend énergiquement Smolensk contre les Russes, qui ont recommencé les hostilités après l'expiration de la trêve.

1633.

Allemagne et Suède. — Les princes protestants de l'empire laissent la direction de la guerre contre l'Autriche au chancelier suédois Oxenstiern. Progrès vers le bas Rhin, en Franconie et dans le Palatinat. — La France, représentée par le marquis de Feuquières à Heilbronn, renouvelle l'alliance avec la Suède (mars).

Angleterre. — Charles I^{er}, après son couronnement à Edimbourg, assemble le parlement écossais pour y faire décréter l'acceptation du culte anglican : docilité du parlement (juin). Laud, qui a préparé cette réforme est élevé à l'archevêché de Canterbury.

France. — Création d'un dixième

parlement à Metz pour les trois évêchés (janv.). — Constants efforts de Richelieu pour détacher le duc de Lorraine de Gaston et rompre le mariage de ce dernier. — Saint Vincent de Paul constitue en communauté les sœurs de la Charité, qu'il a fondées en 1617 pour le service des malades pauvres.

Italie. — Galilée de Pise, qui a confirmé par de nouvelles expériences la doctrine astronomique de Copernic, est contraint de l'abjurer à genoux devant les inquisiteurs de Rome (22 juin).

Suède. — Les états ont donné la couronne à Christine, fille de Gustave-Adolphe, âgée de six ans (mars).

1634.

Allemagne. — Walstein, qui était sur le point d'usurper la couronne de Bohême, est assassiné à Égrar par l'ordre de l'empereur (févr.).

Allemagne et Suède. — La victoire remportée à Nordlingue, en Bavière, par le fils de l'empereur, roi de Bohême et de Hongrie, sur Horn le général suédois, relève la cause catholique et impériale (6 sept.).

Angleterre. — Établissement de la taxe de vaisseaux (*ship-money*).

France. — Louis XIII confisque une partie des domaines du duc de Lorraine : le mariage de la sœur du duc est déclaré nul par le parlement de Paris et par le clergé de France (sept.). — Réconciliation momentanée de Gaston avec le cardinal (oct.). — Extension des intendants de finances, de police et de justice. — Les grands jours, tenus à Poitiers, condamnent, pour exactions et violences, plus de deux cents nobles. — Supplice d'Urbain Grandier, accusé de sorcellerie; il était curé de Loudun.

Hollande. — Curaçao, dans les Iles sous-le-Vent, près de la côte nord de l'Amérique méridionale, est enlevée aux Espagnols.

Pologne et Russie. — Smolensk est assiégée depuis deux ans par les Russes avec l'aide d'officiers français et allemands : ils se brouillent, Smolensk est sauvée.

Turquie. — Amurat IV ose permettre la vente publique et l'usage libre du vin. Retrait de l'édit au bout de deux ans.

1635.

Allemagne, Espagne, France, Hollande et Suède. — Les Espagnols ont pris Trèves et enlevé l'archevêque qui s'était mis sous la protection de la France. Richelieu saisit ce prétexte pour faire déclarer la guerre à l'Espagne, alliée de l'Autriche (janv.). Traité de la France avec les Provinces-Unies, pour la conquête en commun et le partage des Pays-Bas espagnols (8 févr.). Victoire d'Avein, dans le Luxembourg, gagnée par les troupes françaises (20 mai) : la jalousie des Hollandais empêchera d'en profiter. — L'empereur se réconcilie à Prague avec l'électeur de Saxe et l'électeur de Brandebourg (30 mai). Les États de l'électeur de Brandebourg n'en seront pas moins foulés tour à tour par les impériaux, et par les Suédois qui continuent la guerre avec l'alliance de la France. Le fils de l'électeur de Saxe, qui est catholique, reçoit l'archevêché de Magdebourg, au détriment du prince de Brandebourg, luthérien, qui a été si cruellement frappé en 1631. — Commencement de la période française de la guerre de Trente ans : la guerre, engagée en 1618 au nom de la religion, se transforme en une lutte politique entre la France et les deux branches de la maison d'Autriche. — Ligue offensive et défensive de la France avec le duc de Savoie et le duc de Parme (11 juil.). — Le duc de Rohan, après avoir été occupé longtemps à réconcilier entre eux divers cantons de la Suisse, entre dans la Valteline comme allié des Grisons contre les Espagnols. Il est trois fois vainqueur (juin-oct.) : mais les Grisons craignent pour leur indépendance et ne favorisent pas ses progrès.

France. — Une société de gens de lettres, qui s'assemblait à Paris chez Conrart, reçoit des lettres pa-

tentes comme Académie française. Voiture, Balzac, Vaugelas, en font partie. Le Dictionnaire de la langue française est commencé.—Fondation du Muséum d'histoire naturelle (Jardin des Plantes) : Guy de La Brosse, médecin ordinaire du roi, en est l'intendant. — Mort du graveur Callot à Nancy (24 mars).

Suède. — Le Hollandais Grotius, hôte de la Suède, est chargé de représenter les Suédois à la cour de France; il y passera dix ans.

1636.

Allemagne, Espagne, France et Italie. — L'Etat de Parme, allié de la France, est dévasté par les troupes d'Espagne et de Modène (févr.). Le duc de Savoie, beau-frère de Louis XIII, résiste mieux. — Tentative inutile du prince de Condé sur Dôle, dans la Franche-Comté. — Les Espagnols viennent par la Picardie jusqu'à Corbie (août) : effroi à Paris; la présence de Louis XIII contribue au salut de la province (nov.). Danger du côté des Pyrénées et de la Bourgogne; le duc de Lorraine combat à la tête des impériaux. — Dans le Brandebourg, les impériaux et les Saxons, leurs alliés, sont battus par le Suédois Banner (oct.). — Ferdinand II fait élire son fils roi des Romains (déc.).

Angleterre. — Procès de Hampden qui a refusé de payer la taxe des vaisseaux : discussion sur la légalité de la taxe.

Espagne. — Un an après la mort de Lope de Vega, Calderon est attiré à la cour de Philippe IV, qui fournira aux dépenses de la représentation de ses pièces. — Premier *almanach de Liège*; prophéties dites de Matthieu Laensberg.

France. — Pendant le siège de Corbie, Richelieu échappe à un projet d'assassinat formé entre Monsieur, le comte de Soissons, et Paul de Gondy, depuis coadjuteur de Paris et cardinal de Retz. — Corneille donne *le Cid* : le théâtre français est créé. Des savants et de pieux solitaires se retirent à Port-Royal-des-Champs.

Turquie. — Le schah a arraché Erivan, place forte d'Arménie, à une garnison de vingt-deux mille Turcs. Efforts d'Amurat IV pour la reprendre.

1637.

Allemagne. — Mort de Ferdinand II; avènement du roi des Romains, Ferdinand III (févr.). — La Hongrie se soulève pour la défense de ses privilèges et pour la liberté de religion.

Allemagne et Suède. — Le dernier duc de Poméranie, Bogislas, meurt sans enfant (mars). Les Suédois, qui maintenant sont les ennemis de l'électeur de Brandebourg, retiennent ce pays dont il était héritier.

Angleterre. — Lorsque la liturgie anglicane est imposée au peuple d'Édimbourg, l'insurrection éclate en Écosse. Le Covenant unira les défenseurs de la religion et des droits politiques de la nation. — De 1636 à 1638, des Anglais, persécutés par les puritains intolérants du Massachusetts, fondent dans la Nouvelle-Angleterre, les colonies de Connecticut, de Rhode-Island et de la Providence. Établissement d'une colonie de puritains à New-Haven. — Le gouvernement renouvelle les édits contre l'émigration. — Une commission des colonies établie en Angleterre veut modifier la charte démocratique de l'État de Massachusetts, et étendre le pouvoir royal sur les colonies de New-Hampshire et du Maine.

Espagne et Hollande. — Bréda, après trois mois de siège, est enlevée aux Espagnols (7 oct.).

France. — Descartes publie en français son *Discours de la méthode*, qui fera une révolution dans la philosophie.

Italie. — Le duc de Parme se réconcilie avec les Espagnols. — Mort du duc de Mantoue, allié de la France (sept.); son héritier est son petit-fils, Charles II, âgé de huit ans. — Mort du duc de Savoie Victor-Amédée 1^{er} (oct.). Il laisse un fils mi-

neur. La régente, sœur de Louis XIII, a pour compétiteurs les frères de Victor, le cardinal Maurice et le priace Thomas qui commande en Flandre pour l'Espagne.

Pologne. — Les Cosaques de l'Ukraine, qui donnaient retraite aux paysans polonais accablés d'impôts et de corvées par les seigneurs, sont attaqués par le roi de Pologne; ils auront pour alliés les Tartares.

Portugal. — Les Portugais sont chassés du Japon, à cause des troubles attribués à la présence des jésuites.

1638.

France. — Naissance du dauphin (5 sept.). — Mort du P. Joseph, conseiller intime de Richelieu. — *Preuves des libertés de l'Eglise gallicane*, par P. Dupuy. — L'abbé de St-Cyran, janséniste, est mis à la Bastille (14 mai).

Perse et Turquie. — Amurat IV reprend la Babylonie et Bagdad essuie cinquante jours d'assaut. Cruauté du vainqueur.

1639.

Allemagne, Espagne, France et Italie. — Importante campagne du duc de Saxe-Weimar avec les Suédois sur le territoire des villes forestières du Brisgau, en Alsace, et dans la vallée du Rhin, entre Constance et Bâle: il a en tête le général de l'empereur, Jean de Werth. — Le Suédois Banner désole la Saxe, le Brandebourg et la Poméranie. — La France a six armées sur pied. — L'archevêque de Bordeaux Sourdis commande la flotte contre les Espagnols. — Le cardinal de La Valette force la régente de Savole, qui voulait rester neutre entre l'Espagne et la France, à signer avec la France un traité d'alliance offensive et défensive (3 juin). Mais les Grisons ont fait alliance avec les Espagnols. — Mort du duc de Saxe-Weimar (juill.): Richelieu achète son armée suédoise et ses conquêtes en Alsace.

Angleterre. — Suspension de la guerre avec les Écossais rebelles (oct.).

Danemark. — Découverte de la célèbre corne d'or de Tondern, qui pèse plus de sept livres: des figures sont tracées entre les sept cercles qui la garnissent. — Le duc de Holstein-Gottorp cherche à établir des rapports de commerce avec l'Orient, et même avec la Perse.

Espagne et Hollande. — Martin Trompest deux fois vainqueur des flottes d'Espagne dans les batailles des Dunes, entre Nieuport et Dunckerque (16 sept., 31 oct.).

France. — Richelieu fait élever une statue équestre à Louis XIII sur la nouvelle place Royale à Paris (27 sept.). — *Horace et Cinna* de P. Corneille. — Bourse de commerce à Paris.

Italie. — Commencement d'un débat qui durera cinq ans entre le duc de Parme et le saint-siège au sujet du duché de Castro.

Suède. — Établissement, de courte durée, sur les côtes de l'Amérique du nord, à l'embouchure de la Delaware, un peu à l'est du Maryland.

1640

Allemagne, Espagne et France. — Le Suédois Banner tente un coup de main jusque sur Ratisbonne où l'empereur a convoqué la diète; il manque d'enlever les députés allemands. — Les Français assiègent avec succès Arras (du 13 juin au 10 août); Turin (du 16 mai au 24 sept.).

Allemagne. — Mort de Georges-Guillaume; avènement de son fils, Frédéric-Guillaume I^{er} dit le Grand. Les terres de Brandebourg sont en partie occupées par les armées de la Suède.

Angleterre. — La révolte recommençant en Écosse, Charles I^{er} convoque pour la quatrième fois le parlement, après dix ans d'intervalle. Le parlement censure les excès de la prérogative royale. Victoire des Écossais; ils demandent la paix. — Charles I^{er} convoque le cinquième parlement (le long parlement). Réunion inutile du grand conseil des pairs à

York (sept.). Le parlement prend déjà des mesures hostiles à la royauté.

Autriche. — Mort de Rubens à Anvers. — *Augustinus*, traité posthume de l'évêque d'Ypres Jansénius.

Espagne et Portugal. — Révolte de la Catalogne, dont les privilèges avaient été violés : le vice-roi a été égorgé. — Révolution en Portugal, préparée et accomplie par les amis de Jean, duc de Bragance et descendant de l'ancienne race royale : le lieutenant civil et le secrétaire d'État, agents de l'Espagne, sont tués à Lisbonne. Jean IV de Bragance est proclamé roi (8 déc.). Deux prétendants lui disputent le trône. Plus de vingt ans de guerre avec l'Espagne.

France. — Le parlement de Rouen est interdit de ses fonctions, pour n'avoir pas réprimé assez sévèrement une rébellion de Normandie (janv.). — Premiers louis d'or renommés à cause des coins gravés par Varin. — *Polyeucte*, de Cornille. N. Poussin est fait premier peintre ordinaire du roi.

Hollande. — Occupation des comptoirs de Malacca, si importants pour le commerce des épices et des drogueries. — Rembrandt de Leyde est célèbre.

Turquie. — Amurat IV meurt des suites de l'ivresse (fév.). Il donnait accès à tous auprès de lui : les sultans prennent l'habitude d'aller tous les vendredis à la mosquée, pour se faire voir au peuple. — Un de ses frères, Ibrahim, captif depuis quatre ans, lui succède.

1641.

Allemagne et Suède. — Le général suédois Banner meurt à quarante ans (mai). Génie militaire de son successeur Torstenson.

Angleterre. — La chambre des communes met en accusation le comte de Strafford, ministre du roi et lord lieutenant d'Irlande : la cour des pairs le condamne à mort, il est exécuté (12 mai). Arrestation de l'archevêque de Canterbury, Laud. — La paix est conclue avec les rebelles d'Ecosse (août). Le massacre des protestants

d'Irlande par les catholiques est rapproché au roi (oct.). — Van Dyck meurt à Londres.

Espagne. — Olivares punit cruellement la rébellion de Tortose, en Catalogne. Les Catalans se mettent sous la protection de la France (20 févr.).

France. — Révolte du comte de Soissons, prince du sang, soutenue par Olivares. Il meurt, vainqueur, dans le combat de la Marfée, près de Sedan (6 juill.). — Le roi, en lit de justice, défend au parlement de s'occuper des affaires de l'État ; il enregistrera les édits sans délibération.

Portugal. — Les cortès confirment la royauté héréditaire à Jean IV de Bragance (20 janv.). Il est reconnu dans les colonies, partout où ne dominent pas les Hollandais. — Alliance avec la France.

1642.

Allemagne et Suède. — Torstenson défait l'armée de l'archiduc Léopold et du général Piccolomini (oct.), et prend Leipsick.

Angleterre. — Le parlement, par des décrets successifs, usurpe le pouvoir exécutif. Charles I^{er} quitte Londres (10 janv.). Il commence la guerre civile (août). L'armée du parlement, qui est sous les ordres du comte d'Essex, sera d'abord inférieure en cavalerie ; les comtés les plus peuplés du sud et du sud-est, Londres, une partie de l'armée et de la flotte se déclarent pour le parlement. Combats de Worcester et d'Edge-Hill. — Le philosophe Hobbes, royaliste, réfugié en France dès 1640, publie son ouvrage de *Cive*.

Espagne. — Olivares offre vainement à la Catalogne une amnistie et la restitution de ses privilèges.

France. — Louis XIII, que Richelieu malade ne peut accompagner au delà de Narbonne, va prendre possession du Roussillon espagnol, conquis par ses armées. Révélation du complot que Gaston et le duc de Bouillon ont tramé avec l'Espagne par les conseils de Cinq-Mars, mar-

quils d'Emat, favori du roi (mars). Gaston est humilié; Bouillon est dépouillé de Sedan; Cinq-Mars meurt sur l'échafaud, avec son ami de Thou qui, ayant su son projet, ne l'avait pas révélé (12 sept.). Retour triomphal de Richelieu mourant. Marie de Médicis est morte dans la misère à Cologne (3 juill.). Mort de Richelieu à Paris au Palais-Cardinal (Palais-Royal) (4 déc.) : il est enseveli dans l'église de la Sorbonne qu'il a restaurée; son tombeau sera sculpté par Girardon. — L'Italien Mazarin, aussi cardinal, lui succède. — Établissement à Madagascar. — Achèvement de l'église Saint-Eustache à Paris, partie en style gothique, partie en style grec, commencée en 1532.

Hollande. — Le Hollandais Abel Janssen Tasman découvre une île à laquelle il donne le nom du gouverneur général des Indes orientales : Van Diemen. Il a reconnu aussi une partie de la Nouvelle-Zélande.

Italie. — Les princes de Savoie se réconcilient avec leur belle-sœur, et la France. — M. de Galilée (8 janv.).

Perse. — Avènement d'un enfant de treize ans : il aura les qualités de son bisafeul Abbas.

Turquie. — La prise d'Azof, à l'embouchure du Don, d'où partaient les incursions maritimes des Cosaques, assure contre toute surprise la navigation de Constantinople.

1643.

Allemagne, Espagne, France et Suède. — Au début du règne de Louis XIV, les meilleures bandes de l'infanterie espagnole, sous les ordres du gouverneur des Pays-Bas, don Francisco de Mello, envahissent la Champagne : elles sont terrassées à Rocroy, par le fils du prince de Condé, le duc d'Enghien, âgé de vingt et un ans (19 mai). — En Allemagne, après la mort du maréchal de Guébriant, désastres de l'armée française (nov.) : le commandement en est donné au vicomte de Turenne, âgé de trente-six ans,

qui vient d'être nommé maréchal. — Le Suédois Torstenson ravage la Silésie et la Moravie. — Trêve de vingt ans entre la Suède et le Brandebourg. — Commencement des négociations, en Westphalie, pour la paix définitive qui tardera encore cinq ans (10 juillet). Les députés de l'Autriche, de l'Espagne et de leurs alliés se partagent entre les conférences de Munster pour les puissances protestantes, et celles d'Osnabruck pour les puissances catholiques.

Angleterre. — La guerre civile s'étend à toute l'Angleterre. Actions importantes de Newbury, dans le comté de Berks (26-29 sept.). Succès d'Olivier Cromwell à la tête des troupes du parlement. L'assemblée d'Oxford, opposée par Charles I^{er} au parlement de Londres, est sans effet. — Le *Mercure britannique* fondé par Nedham, a pour rival le *Mercure de la cour*. — Massachussets, Connecticut, New-Haven, New-Plymouth, forment un pacte fédéral pour se défendre contre les Indiens, les Hollandais et les Suédois : mais le tribunal de l'Union sera peu respecté même par les États qui se sont unis.

Danemark et Suède. — Christian IV, malgré les états du royaume, déclare la guerre à la Suède, avec l'espoir d'être soutenu par l'empereur. La France empêche la Pologne de se joindre à lui. Les Suédois se jettent sur le Jutland et le Holstein.

Espagne. — Disgrâce du duc d'Olivarès, qui a surnommé Philippe IV le Grand, quoique, sous son ministère, aient été perdus le Portugal, le Roussillon, la Catalogne et l'Artois. Don Louis de Haro lui succède. — *Actes des saints* par le P. Bolland.

France. — Mort de Louis XIII (14 mai). Avènement de Louis XIV, âgé de moins de cinq ans. Le parlement casse le testament du roi, qui instituait un conseil de régence, et nomme régente Anne d'Autriche (18 mai). Mazarin devient premier ministre (déc.). — Mort de l'abbé de Saint-Cyran (oct.).

Hollande. — Les découvertes de de Vries donnent une idée de l'île d'Yedo et des Kouriles, qui sont au nord du Japon; mais on croyait que ces îles ne faisaient qu'une péninsule de la Tartarie chinoise.

1644.

Allemagne, Espagne et France. — Victoire du duc d'Enghien, et de Turenne à Fribourg, dans le Brisgau (3, 4 et 5 août), sur les impériaux commandés par Mercy. Prise de Philipsbourg et de Mayence. — Le duc d'Orléans, oncle du roi, commande dans les Pays-Bas. — Le prince de Transylvanie, Georges Ragotzky, envahit la Hongrie au nom des Hongrois rebelles.

Angleterre. — La reine, assiégée dans Exeter, ville du comté de Devon, se sauve en France (juin). La défaite du prince palatin Robert, neveu de Charles I^{er}, à Marston-Moor, livre aux parlementaires commandés par le comte de Manchester, Fairfax et Cromwell, la ville d'York (3 juill.). Les communes obtiennent contre l'archevêque de Canterbury, Laud, un *bill d'attainder* qui le déclare convaincu du crime de haute trahison (nov.). En Écosse, le comte de Montrose combat, au nom du roi, les troupes du Covenant.

Chine. — La dynastie Ming, qui durait depuis le xiv^e siècle, est renversée par la race des Tartares orientaux, qui forme la dynastie manchoue des Tsim ou Tay-Tsing, la vingt-deuxième dynastie depuis les Hia, encore aujourd'hui régnante : son chef est Chun-Tchl.

Danemark. — Désastres maritimes dans la guerre avec la Suède.

France. — Édît du toisé. Emprunt forcé. Irritation du parlement.

Hollande. — Conquête sur les Espagnols du Sas de Gand, près de l'embouchure du canal de Gand, au sud de la Zélande (5 sept.). — Les États-Généraux refusent à Frédéric-Henri une augmentation de troupes, dont il aurait pu se servir contre

les libertés de la république. — Conquête d'Hulst, place importante au sud-est de la Zélande (4 nov.).

Turquie. — Une capture faite par les galères de Malte et amenée dans le port vénitien de Céphalonie est l'occasion de la guerre entre Venise et la Porte.

1645.

Allemagne, France et Suède. — En Bohême, victoire de Torstenson, à Janowitz, près de Tab (6 mars). Siège de Brunn, en Moravie : l'empereur craint une attaque sur Vienne. La goutte force Torstenson à quitter le commandement de l'armée à trente-neuf ans; il est remplacé par Wrangel. — Le duc d'Enghien secourt Turenne, surpris par Mercy (mal), et bat avec lui les impériaux à Nordlingue, à l'entrée de la Bavière, où Mercy est tué (3 août). — Mort de Grotius à Rostock.

Angleterre. — La chambre des lords donne son assentiment à la poursuite des communes contre l'archevêque Laud (4 janv.); il meurt décapité le 10. — L'acte du renoncement à soi-même, proposé dans le parlement par Cromwell, exclut des fonctions civiles et militaires la première génération parlementaire de la révolution, qui était constitutionnelle et modérée; le commandement en chef de l'armée est donné à Fairfax, dont Cromwell devient conseiller absolu : avec Cromwell, secte fanatique et républicaine d'indépendants domine la révolution. Charles I^{er} est vaincu à Naseby, dans le comté de Northampton (14 juil.); il perd l'importante place de Bristol.

Danemark et Suède. — Paix de Bromsebro par la médiation de France (23 août); cession aux Suédois de Wisby et du Halland.

Espagne. — Murillo se fixe à Séville.

France. — La reine mère fait commencer le Val-de-Grâce, par Mansart.

Russie. — Alexis, âgé de quinze

ans, succède à son père, Michel Romanow (juill.) ; il laisse le pouvoir aux mains indignes de son ancien précepteur, le boyard Morozow, qui devient son beau-frère ; sérieuse révolte à Moscou.

Turquie. — Les Turcs attaquent l'île vénitienne de Candie (juin). Insuffisance des secours fournis par le pape, la France, l'Espagne et Florence. La Canée, au nord-ouest de l'île, se rend (août) ; longue résistance de la capitale. Plusieurs années de guerre.

1646.

Angleterre. — N'espérant pas de transaction avec les parlementaires, qui devenaient les plus forts, Charles I^{er} se confie à ses compatriotes les Écossais (mai). Ils le traitent en prisonnier, et négocient avec les Anglais pour le leur vendre.

Espagne et France. — Le duc d'Orléans prend Courtrai (juin) et Mardick (août) ; le duc d'Enghien force Dunkerque (10 oct.) ; le maréchal de Gassion ferme avec succès la campagne de Flandre.

France. — Le duc d'Enghien, Louis, succède au titre de son père Henri II, le prince de Condé (26 déc.).

1647.

Angleterre. — Les Écossais livrent le roi aux commissaires du parlement, moyennant quatre cent mille livres sterling (30 janv.). Par les artifices de Cromwell il tombera des mains du parlement dans celles des chefs de l'armée. — George Fox, cordonnier de Leicester, fonde la nouvelle secte des quakers.

Autriche. — La Hongrie reconnaît pour roi le fils aîné de Ferdinand III, qui n'a que treize ans : libre exercice de la religion pour les protestants, confirmation des privilèges nationaux.

Espagne et France. — Lérida, en Catalogne, qui en 1646 a résisté au comte d'Harcourt, ne peut être prise par le prince de Condé (17 juin).

— Mort du maréchal de Gassion (2 oct.) : le maréchal de Turenne commande quelque temps dans les Pays-Bas.

Espagne. — La disette et la taxation du blé causent une révolte à Palerme (19 mai) : court passage au pouvoir d'un tireur d'or, Joseph d'Alesi ; il est assassiné par la corporation des pêcheurs (22 août). Rigueurs du gouvernement espagnol. Un nouveau chef d'insurrection est mis à mort. Conspirations et révoltes à Palerme, à Girgenti (nov.) et à Naples (7 juill.), où un pêcheur de vingt-quatre ans, Thomas Aniello, dit Masaniello, est pendant six jours, après l'expulsion du vice-roi espagnol, le maître du gouvernement et l'idole du peuple. Ses violences. Il est assassiné par des agents du vice-roi (16 juill.). Nouveau soulèvement (5 oct.) ; rigueurs du jeune don Juan d'Autriche, fils naturel de Philippe IV. Henri de Lorraine, duc de Guise, alors à Rome, est proclamé généralissime par le peuple (15 nov.) ; il ne sera pas soutenu.

France. — *Artamène ou le grand Cyrus*, roman héroïque de M^{lle} de Scudéry. — *Remarques sur la langue française*, par Vaugelas.

Hollande. — Huyghens fait une révolution dans l'horlogerie, en appliquant le pendule aux horloges pour en régler le mouvement. Son mémoire *Horologium* est de 1657. — Mort de Frédéric-Henri ; Guillaume II, son fils lui succède comme stathouder.

Italie. — Le duc de Modène, François I^{er} d'Este, accepte le commandement des armées françaises en Italie ; mais il sera enchaîné dans ses mouvements par les volontés des généraux et du ministre de la France.

1648.

Allemagne, Espagne, France, Hollande et Suède. — Après une guerre de quatre-vingts ans, l'Espagne, par le traité de Munster, renonce à tout droit sur les Provinces-Unies, qu'elle reconnaît pour

États souverains (30 janv.). — La victoire de Turenne et de Wrangel, à Sommershausen, en Bavière, force l'électeur à se séparer de l'Autriche (mai). — Victoire décisive de Condé près de Lens, en Artois (20 août). — Le traité de Westphalie, signé à Osnabruck et à Munster, met fin à la guerre de Trente ans (24 oct.) ; l'Espagne seule reste en guerre avec la France et avec le Portugal. Les trois religions catholique, luthérienne, calviniste, sont admises dans l'empire avec égalité de droits. Organisation définitive de la diète germanique ; les villes impériales obtiennent l'exercice sérieux du droit de suffrage. Une huitième dignité électoral est créée pour le fils de Frédéric V, comte palatin, qui a été dépouillé de l'électorat au profit du duc catholique de Bavière en 1623 : le collège se compose ainsi de cinq catholiques et de trois protestants. Pour indemniser les puissances protestantes, beaucoup de terres d'évêchés et d'abbayes sont sécularisées. La France obtient la souveraineté de l'Alsace ; Strasbourg reste ville impériale, en dehors de la nouvelle province française. La Suède reçoit l'archevêché de Brême et l'évêché de Verden, la Poméranie ciliérienne avec Stettin, les îles de Rugen et Wollin, les embouchures de l'Oder, et le droit de représentation à la diète. L'électeur de Brandebourg garde la plus grande partie de la Poméranie ultérieure, avec l'évêché de Cammin sécularisé ; il reçoit l'évêché de Minden, au nord-est du comté de la Marck qu'il possède depuis 1630, l'évêché d'Halberstadt, et l'expectative de celui de Magdebourg. Le traité reconnaît l'indépendance des Suisses et celle des Grisons.

Angleterre. — Charles I^{er}, qui s'est enfui dans l'île de Wight, tombe à la disposition de Cromwell, qui le fait conduire à Windsor. — Les colonies d'origine royale, la Virginie et le Maryland, sont restées attachées au parti de Charles I^{er} ; les plus septentrionales, nées de la

résistance au pouvoir royal et au culte anglican, se sont déclarées pour le parlement. Plusieurs, surtout les Massachusetts et le Connecticut, de 1648 à 1650, se donnent des lois qui consacrent l'indépendance du gouvernement, les droits de la commune, et les grands principes d'éducation, mais aussi l'intolérance religieuse.

Danemark. — Mort de Christian IV (9 mars). Il avait confisqué toutes les libertés de la nation. La noblesse ne consent qu'avec peine à l'élection de son fils Frédéric III, et restreint l'autorité royale.

Espagne. — Naples a tenu cinq mois contre les Espagnols. Le duc de Guise est pris (6 avril) ; il passera quatre ans en Espagne. — La Sicile est pacifiée par le nouveau vice-roi, don Juan d'Autriche (avril).

France. — Les exactions des intendants dans les provinces et les édits bursaux, multipliés par le surintendant des finances, l'Italien Émery, créature de Mazarin, et imposés en lit de justice, irritent le parlement contre le gouvernement ; il s'unit aux trois autres cours souveraines, le grand conseil, la chambre des comptes et la cour des aides, pour proposer des réformes, limiter l'autorité royale et faire tomber Mazarin (mai-juin). Le jour du *Te Deum* pour la victoire de Lens, la cour fait enlever le conseiller Broussel, un des opposants les plus opiniâtres (24 août) ; colère du peuple, intrigues de Gondî, coadjuteur de l'archevêque de Paris, son oncle. Journée des barricades (26 août). Le parlement, même abandonné des autres cours souveraines, reste en hostilité avec le gouvernement : commencement de la guerre de la Fronde, renaissance des factions féodales et princières. — Naissance de l'Académie de peinture et de sculpture. — Mort du P. Mersenne, correspondant de tous les savants. — E. Le Sueur achève pour le couvent des Chartreux la série de tableaux représentant la vie de saint Bruno. — Mort de Voiture.

Pologne.—Mort de Wladislas VII. Les suffrages de la diète sont brigüés par le czar Alexis et le prince de Transylvanie, Georges Ragotzky, qui meurt bientôt. Election du frère de Wladislas, Jean-Casimir V, jésuite et cardinal (nov.). La guerre est continuée avec les Cosaques.

Portugal. — Une partie de ses colonies sont recouvrées, surtout en Afrique.

1649.

Angleterre.—Amené à Londres, Charles I^{er} est jugé au nom du peuple par une commission de soixante et dix membres qu'inspire Cromwell (janv.). Condamné à mort, il a la tête tranchée devant le palais de Whitehall (9 févr.). La France et la Hollande servent de refuge à sa femme et à ses enfants; une de ses filles, âgée de treize ans, reléguée dans l'île de Wight, y meurt bientôt. La chambre des communes abolit la royauté et supprime la chambre des lords. La république remplace la monarchie, au profit des indépendants et de Cromwell, nommé généralissime. Charles II, âgé de vingt-neuf ans, est proclamé en Écosse par le comte de Montrose.

Espagne et France. — Le duc de Modène est forcé de quitter l'alliance et le service de la France (févr.). — Succès des Espagnols dans les Pays-Bas.

Espagne. — Philippe IV, à quarante-quatre ans, épouse, en secondes noces, une fille de Ferdinand III.

France. — La cour abandonne Paris, où dominent les frondeurs (janvier). Bouffonneries militaires de la Fronde, auxquelles se mêle la galanterie. Condé, général de la cour, fait peur aux Parisiens. Paix de Ruel, acceptée par le parlement pour ne pas traiter avec l'Espagne (mars-avril). — L'ambition du prince de Condé suscite bientôt une nouvelle Fronde, plus féodale que parlementaire.

Italie. — Le duc de Parme expie le meurtre commis par son principal

ministre, Gaufredi, sur le nouvel évêque de Castro : la ville de Castro est rasée par les troupes pontificales.

Portugal. — Innocent X, cédant à l'influence espagnole, refuse quelque temps de reconnaître les évêques désignés par le roi Jean de Bragance.

Suède. — Christine, qu'entourent déjà beaucoup de savants et d'artistes étrangers, attire Descartes.

Turquie. — Les débauches et les cruautés d'Ibrahim le font déposer; il meurt étranglé (28 juill.). Minorité turbulente de Mahomet IV.

1650.

Angleterre. — Le comte de Montrose est, par sentence du parlement d'Édimbourg, pendu et écartelé (mars). Cromwell dévaste l'Irlande catholique, qui a reconnu Charles II. Il est vainqueur des Écosais royalistes à Dumbbar, à l'est d'Édimbourg (13 sept.).

France. — Anne d'Autriche fait enlever les princes de Condé et de Conti, et leur beau-frère le duc de Longueville (17 janv.). Prise d'armes des seigneurs dans la Normandie, dans la Bourgogne, et dans la Guyenne, gouvernement de Condé. — Progrès des Espagnols. — Le concours de Turenne, ennemi de Mazarin, ne les empêche point d'être vaincus à Rethel par le maréchal Duplessis-Praslin (14 et 15 déc.). — Descartes meurt en Suède à cinquante-quatre ans (11 févr.). — Mort de Vaugelas.

Hollande. — Les États-Généraux craignant l'ambition de Guillaume II, réduisent l'armée (juin). Tentative infructueuse du stathouder contre Amsterdam. Il meurt (6 nov.). Naissance d'un fils posthume (14 nov.). Les États-Généraux, à l'instigation de Cromwell, laissent vacantes les charges de capitaine, d'amiral général et de stathouder. — Occupation du cap de Bonne-Espérance, où les Portugais n'avaient pas fondé d'établissement.

Suède. — Christine, qui veut ab-

diquer et se livrer dans la vie privée à son goût pour l'étude, fait reconnaître les droits de Charles-Gustave, son cousin, qui est né d'une fille de Charles IX et du duc de Deux-Ponts.

1651.

Angleterre. — Charles II, couronné roi d'Écosse à Scone (1^{er} janv.), est vaincu par Cromwell près de Worcester, à la limite de la principauté de Galles (13 sept.). Il court les plus grands dangers avant d'arriver en France (nov.). — Le parlement de Londres propose vainement un projet d'union à la Hollande. — Acte de navigation, défense d'introduire en Angleterre sur navires étrangers d'autres denrées ou marchandises que celles qui sont le produit du sol, ou de l'industrie de la nation qui les apporte : cette loi prohibitive, si favorable à la marine anglaise, a été en vigueur jusqu'au 1^{er} janvier 1850. — Droit sur la pêche au hareng, que les Hollandais venaient chercher près des côtes britanniques. — La guerre est imminente entre les deux républiques. — Occupation de Sainte-Hélène, au milieu de l'océan Atlantique.

France. — Alliance du duc d'Orléans et du parlement avec les seigneurs rebelles. Mazarin s'exile à Cologne, d'où il continue à conseiller la cour. Condé, Conti et Longueville, auxquels il avait lui-même rendu la liberté, s'emparent du gouvernement à Paris et dominent le parlement. Mais Turenne s'est réconcilié avec la cour (2 mai) ; le roi est déclaré majeur (7 sept.) : la guerre contre les frondeurs est engagée plus résolument dans les provinces. — Nouvelle édition des *Preuves des libertés de l'Eglise gallicane*, par P. Dupuy, avec privilège du roi (11 sept.).

1652.

Angleterre et Hollande. — L'Anglais Blake combat l'amiral hollandais Martin Tromp dans le pas de Calais et dans les eaux de Douvres

(mai-déc.). Succès du Hollandais Ruyter.

Espagne. — Don Juan d'Autriche prend Barcelone (13 oct.) : les Catalans se soumettent.

Espagne et France. — Succès des Espagnols : ils reprennent Gravelines (mai) et Dunkerque (sept.).

France. — Retour de Mazarin malgré le parlement et le peuple de Paris (févr.). Condé est vainqueur à Gien, dans l'Orléanais (avril), et aux portes de Paris, près du faubourg Saint-Antoine (2 juill.) ; mais Louis XIV transfère à Pontoise les membres fidèles du parlement (6 août), et pour donner satisfaction à l'opinion publique renvoie Mazarin le 9 : le cardinal ne va pas plus loin que Sédan. Condé sort de Paris (18 oct.) : le roi y rentre le 21 ; défense au parlement de s'occuper des affaires générales de l'État (24 oct.) ; disgrâce du duc d'Orléans et de sa fille Mademoiselle ; exil du coadjuteur de Retz, alors cardinal. Condé passe dans les Pays-Bas espagnols.

Pologne. — Pour la première fois à la diète, un nonce fait usage de ce droit de veto qui arrêtera trop souvent les délibérations de l'assemblée.

1653.

Angleterre. — Cromwell dissout violemment le parlement (30 avril) ; il compose une assemblée de gens sans naissance et sans mérite, qu'il fait dépositaires de l'autorité souveraine en son nom et au nom des officiers de l'armée. Le nouveau parlement remet le pouvoir aux officiers (22 déc.), qui défèrent le protectorat à Cromwell (26 déc.). — Hobbes, qui rentre en Angleterre, établit dans ses *Éléments de philosophie* qu'il n'y a d'autre droit que la force.

Espagne et France. — Défaite des Français devant Gironne par don Juan d'Autriche.

France. — Mazarin rentre triom-

phant à Paris, accompagné par Turenne (3 févr.). Soumission des seigneurs et des villes rebelles, surtout en Guyenne. — Les intendants de justice, de police et de finance sont rétablis dans les provinces. — Innocent X condamne les cinq propositions de Jansénius, évêque d'Ypres, sur la grâce et le libre arbitre (mai).

Hollande. — Jean de Witt est nommé grand pensionnaire (févr.). Martin Tromp meurt dans un combat naval contre les Anglais (10 août) : son fils, Corneille Tromp, âgé de vingt-quatre ans, est déjà un habile marin.

Portugal. — Conspiration tramée par l'évêque de Colmbre pour livrer le roi à Philippe IV d'Espagne. Elle avorte.

1654.

Angleterre et Hollande. — Traité de paix (20 févr.) entre les deux républiques qui redoutent l'influence de la maison d'Orange.

Angleterre. — Cromwell compose un parlement (sept.).

Espagne et France. — Turenne, opposé aux Espagnols et à Condé, force leurs lignes devant Arras : Turenne et Condé seront en présence pendant quatre ans dans les Pays-Bas. Première campagne du roi au siège de Stenay-sur-Meuse.

France. — La colonie de Madagascar est transportée à l'île Bourbon. — 1^{er} volume du roman de *Clélie*. — Une nièce de Mazarin épouse le prince de Conti.

Hollande. — Ennemi de la maison d'Orange, Jean de Witt demande aux États-Généraux de lui interdire l'accès au stathoudérat : ils refusent. La province de Hollande, en particulier, abolit cette charge.

Portugal. — Les Hollandais sont chassés du Brésil.

Russie. — Le czar prend sous sa protection les Cosaques, sujets rebelles de la Pologne, qui ont même origine, même religion, même langue que les Russes.

Suède. — Abdication de Christine, en faveur de son cousin Charles X Gustave, gendre du duc de Holstein-Gottorp (juin). A Inspruck, elle abjure le luthéranisme ; elle ira à Rome. Retraite et mort du chancelier Oxenstiern.

1655.

Angleterre. — Cromwell brise encore une fois le parlement (janv.).

Angleterre, Espagne et France. — Tentative inutile des Anglais sur Saint-Domingue (mars) ; avec l'aide des boucaniers français, ils prennent la Jamaïque (mai). Blake attaque même les Espagnols dans la Méditerranée et les corsaires d'Afrique. — Traité d'alliance de Cromwell avec Mazarin contre les Espagnols, à la condition que les fils de Charles 1^{er} sortiront de France (2 nov.) ; ils se retirent à Bruxelles. L'Espagne déclare la guerre à l'Angleterre.

Autriche. — Mort du fils aîné de Ferdinand III ; son second fils, Léopold, âgé de quinze ans, devient roi de Hongrie (juin).

France. — Le roi parle en maître au parlement, en habit de chasse et le fouet à la main (?). — Mort de Gassendi, de Lesueur, de Balzac. — Réforme de l'Acad. de peint. et de sculpt.

Hollande et Suède. — En Amérique, la colonie suédoise de la Delaware est occupée par les Hollandais, déjà établis près de de l'Hudson.

Italie. — Massacre des Vaudois hérétiques du Piémont (avril). — Le duc de Modène prend de nouveau une part active à la guerre contre les Espagnols, avec le concours des troupes de Savoie et de France. Son fils épouse une nièce de Mazarin (mai). — Le Toscan Chigi est élu pape sous le nom d'Alexandre VII.

Pologne, Russie et Suède. — Invasion de Charles X Gustave en Pologne ; Jean-Casimir fuit en Silésie. — Les Russes envahissent la Lithuanie polonaise, et par leur diversion favorisent la conquête suédoise.

1656.

Angleterre et Espagne. — Près de Cadix, Blake enlève une flotte qui revenait de l'Amérique. — Les Anglais sur la côte des Mosquitos.

France. — *Lettres provinciales* de Pascal, à l'occasion de la condamnation en Sorbonne du docteur Antoine Arnauld, janséniste, une des gloires de Port-Royal. — *La Pucelle* de Chapelain. — *La Gallia christiana* des Frères Sainte-Marthe. — Première manuf. de bas au métier. — Christine de Suède est reçue à Paris (8 sept.).

Hollande. — Conquête de Ceylan. — Naissance du journal actuel *Harlem* courant.

Pologne, Russie et Suède. — Traité de l'électeur de Brandebourg, Frédéric-Guillaume, avec Charles-Gustave de Suède, contre le roi de Pologne, qui est le suzerain de la Prusse (janv.) : il contribue au gain des trois combats devant Varsovie (28, 29, 30 juill.). Le traité de Vilna rend au czar, Smolensk et les autres villes conquises en Russie par les Polonais sous Wladislas VII. Le czar combat alors les Suédois en Livonie. Mais bientôt il se réconcilie avec Charles-Gustave.

Portugal. — Mort de Jean IV (nov.). Avènement de son fils âgé de douze ans ; sage tutelle de sa veuve.

1657.

Angleterre. — Cromwell refuse la couronne que lui offre le parlement ; il se fait confirmer la dignité de protecteur.

Danemark, Pologne, Suède et Transylvanie. — Georges Ragotzky II de Transylvanie se joint au roi de Suède contre les Polonais qui n'ont pas voulu de lui pour roi (janv.). Il est vaincu par les Polonais et les Impériaux. — Déclaration de guerre du Danemark à la Suède (juin).

France. — Dans un second voyage en France, Christine de Suède fait assassiner à Fontainebleau son grand écuyer, Monaldeschi (8 nov.).

Italie. — Venise, dans l'espoir que Rome et la France l'alderont à terminer la guerre pénible de Candie qui dure depuis douze ans, consent, sur la demande des deux cours, au rappel des jésuites. — Le cardinal Léopold de Médicis fonde à Florence l'académie *del Cimento*, pour la physique expériment. ; libéralités du grand-duc Ferdinand II, son frère, à Viviani, Torricelli.

Prusse. — Frédéric-Guillaume, électeur de Brandebourg, fait reconnaître par le roi de Pologne l'indépendance de la Prusse ducale, qui était depuis 1525 un fief de la couronne polonaise (19 sept.). Il obtient la cession d'Elbing, près de l'embouchure de la Vistule.

1658.

Allemagne. — Ferdinand III étant mort, son fils Léopold lui succède (juill.), malgré les intrigues de Mazarin. Il ne règne que par ses ministres qu'il choisit bien. — Ligue du Rhin sous le protectorat de la France.

Angleterre, Espagne et France. — Turenne assiégeant Dunkerque, gagne, avec l'aide des Anglais, sur Condé et don Juan d'Autriche, la bataille des Dunes (14 juin). — Dunkerque enlevée par Turenne aux Espagnols est livrée, d'après les traités, à l'Angleterre (3 sept.). — La Flandre est parcourue victorieusement par les Français.

Angleterre. — Cromwell meurt tout-puissant à Whitehall, à cinquante-cinq ans, et est enseveli comme les rois (13 sept.). Richard, son fils, lui succède comme protecteur (14 sept.).

Danemark et Suède. — Charles-Gustave campe jusque devant Copenhague, et impose à Frédéric III l'onéreux traité de Roskild (3 janv.) : le roi de Danemark cède au duc de Holstein-Gottorp, beau-père de Charles-Gustave, ses droits de suzeraineté sur le duché de Slesvig, renonce à Drontheim en Norvège, et à l'île de Bornholm. Bientôt le traité est rom-

pu : les Suédois assiègent Copenhague ; belle défense des bourgeois (août).

Italie. — Mort de François I^{er} d'Este au milieu de ses succès sur les Espagnols et leur allié, le duc de Mantoue (oct.). Les lettres et les arts lui doivent beaucoup à Modène ; il y a commencé le beau palais ducal. — Retour de Christine de Suède à Rome où elle continue à cultiver les beaux-arts.

Mogols. — Dans l'Inde, Aureng-Zeyb, descendant de l'empereur Mogol Akbar, qui a tué son père et ses frères pour régner plus tôt et seul, se fait couronner empereur à Dehli : ses conquêtes et son gouvernement, bien qu'entaché d'hypocrisie et de cruauté, en font un grand prince.

Pologne et Russie. — Renouvellement des hostilités entre la Russie et la Pologne, en Lithuanie. Vilna, occupée quelque temps par les Russes, leur est enlevée, quand Jean-Casimir s'est réconcilié avec la Suède.

1659.

Angleterre. — Richard Cromwell dissout le parlement qui l'a nommé protecteur (22 avril). Les officiers de l'armée se saisissent de l'autorité et rappellent les derniers débris du long parlement dissous par Cromwell en 1653 (8 mai). Ce parlement *rump* (croupion) est mal accueilli par la nation.

Danemark et Suède. — Obligés de quitter Copenhague (févr.), les Suédois restent maîtres de Helsingborg, sur la côte de Scanie, et de Kronembourg sur la côte de Seeland, qui commandent l'entrée du Sund.

Espagne et France. — Après de longues négociations, la paix des Pyrénées est conclue par Mazarin et don Louis de Haro, dans l'île des Faisans, au milieu de la Bidassoa (7 nov.) : l'Espagne adhère au traité de Westphalie pour les clauses qui regardent la France ; elle lui laisse le Roussillon, la Cerdagne, et une partie des conquêtes dans les Pays-Bas ; l'infante Marie-Thérèse

épousera Louis XIV, en renonçant à la couronne d'Espagne ; Condé est rétabli dans ses dignités en France ; Charles-Emmanuel de Savoie recouvre ses domaines ; le nouveau duc de Modène fait sa paix avec l'Espagne. — L'Espagne n'est plus en guerre qu'avec le Portugal.

France. — Molière, qui a pendant douze ans parcouru les provinces avec une troupe d'acteurs, fait représenter à Paris les *Précieuses ridicules*.

Italie. — A Rome, l'inquisition en présence d'Alexandre VII condamne l'ouvrage d'un jésuite : *Apologie des casuistes*, publié en réponse aux *Provinciales* de Pascal (août).

Russie. — Le czar, pour faire rentrer dans le trésor les véritables espèces d'or et d'argent, fait frapper des kopecks ou pièces de cuivre, et les met en circulation avec la valeur des pièces d'argent de même forme.

1660.

Angleterre. — Le général Monk, qui, après avoir servi Charles I^{er}, puis la république et Cromwell, a relevé le parti royaliste en Écosse, entre en Angleterre avec son armée. Une autre assemblée, substituée au parlement *rump* (avril), proclame roi Charles II (8 mai). Entrée du roi à Londres (29 mai). Procès et supplice de dix régicides ; le cadavre d'Olivier Cromwell est traîné sur la claie et pendu. Rétablissement de la chambre des lords, où reviennent siéger les évêques. Le chevalier Hyde, comte de Clarendon, un des auteurs de la restauration des Stuarts auxquels il avait été fidèle dans la disgrâce, devenu chancelier, sert la dynastie par son renom de probité et de vertu. — L'académie fondée, au temps de Cromwell, pour les études de physique et de mathématiques, protégée par Charles II, s'appelle Société royale de Londres. — Culture de la canne à sucre à la Jamaïque.

Danemark, Pologne et Suède.

de. — La mort du roi de Suède qui laisse pour successeur un enfant de quinze ans (févr.), décide la conclusion de la paix avec la Pologne, et bientôt avec le Danemark. Traité, d'Oliva près de Dantzick, avec la Pologne (23 mai) ; le duc de Prusse est compris dans le traité. Traité de Copenhague avec le Danemark (6 juin) : le Danemark recouvre Drontheim, Bornholm, mais cède la Scanie, le Halland, la Bleckingie, l'île de Rugen. — Le nouveau duc de Holstein-Gottorp fait confirmer le traité de Roskild qui lui donnait les droits de suzeraineté du Danemark sur le duché de Slesvig. — Le duché de Holstein est soumis à deux maîtres, le roi de Danemark et le duc de Holstein-Gottorp qui, ayant un pouvoir égal, composent d'un commun accord la régence chargée de l'administration du duché.

Danemark. — Le clergé et le peuple aident Frédéric III à dépouiller la noblesse : les états de Copenhague (*lex regia*) lui déferent l'autorité absolue, déclarent le trône héréditaire même pour les femmes (23 oct.). Le despotisme assura au moins le repos.

Espagne. — Mort du peintre Velasquez ; Zurbaran mourra en 1662.

France. — Le duc d'Orléans, Gaston, meurt à Blois, ne laissant que des filles (2 fév.). — Turenne est fait maréchal général (avril). — Louis XIV va, à la frontière de la Bidassoa, recevoir l'infante Marie-Thérèse des mains de son père (9 juin) : il a vingt-deux ans. — Boileau à vingt-quatre ans commence à écrire des *satires*. — Mort de saint Vincent de Paul.

Hollande. — En Zélande, le jeune Guillaume d'Orange, parent du roi d'Angleterre, est désigné (7 août) pour les charges de capitaine général et de stathouder, qu'il exercera quand il aura dix-huit ans.

Perse. — Abbas II recouvre habilement le Candahar sur les Mogols.

Suède. — La reine mère gouverne avec un conseil au nom de Charles XI, âgé de quinze ans.

Turquie. — Succès du vizir Méhémet Koprulli sur les Vénitiens, qui perdent Metelin (Mitilène) et Lemnos ; les Autrichiens sont battus en Hongrie.

1661.

Angleterre. — Couronnement solennel de Charles II (avril) ; il gouvernera pendant dix-huit ans avec le même parlement, qui lui sera souvent hostile. — La publication des débats du parlement est interdite. Cependant, jusqu'en 1688, apparition de soixante et dix nouveaux journaux.

Autriche. — La protection des Turcs donne la Transylvanie à Michel Abaffi.

Espagne. — Mort du ministre don Louis de Haro. Le roi est effacé par son fils naturel, don Juan d'Autriche.

France. — Mazarin meurt tout-puissant, laissant des biens immenses, acquis par l'administration frauduleuse du trésor public (9 mars). — Louis XIV gouverne. — Monsieur, frère unique du roi, épouse Henriette d'Angleterre, sœur de Charles II (1^{er} avril). — La charge de colonel-général de l'infanterie, qui mettait presque toutes les forces militaires du royaume entre les mains d'un seul, est supprimée après la mort d'Épernon (25 juill.). — Procès du surintendant des finances, Fouquet, pour malversations (sept.) ; il sera défendu par Pellisson, et regretté noblement par La Fontaine et par M^{me} de Sévigné. Colbert le remplace, seulement avec le titre et les fonctions de contrôleur général : Louis XIV signera lui-même. — Bossuet prêche pour la première fois devant Louis XIV, dans la chapelle du Louvre. — Saint-Evremond est forcé de s'exiler en Angleterre. — Faveur du musicien Lulli. — Hardouin-Mansart et Le Nôtre travaillent à l'embellissement de Versailles.

Italie. — Alexandre VII fait commencer la colonnade de la place de Saint-Pierre ; Rome lui doit l'achèvement du collège de la Sapience,

commencé par Léon X sur les des-
sins de Michel-Ange.

Pologne. — L'empereur négocie
la paix entre la Russie et la Pologne.
— Premier journal à Varsovie en
polonais (20 mai).

1662.

Angleterre. — Défenseur des
principes et des intérêts de l'Eglise
anglicane qui était le meilleur appui
de la monarchie, Charles II fait ac-
cepter par le parlement le bill d'un-
iformité, qui réduit toutes les litur-
gies au mode anglican (mai) : mais
deux mille ministres presbytériens
refusent leur adhésion. — Mariage
de Charles II avec la sœur du roi de
Portugal (31 mai) : il reçoit en dot
Tanger et Bombay. — Etablissements
de commerce sur la côte de Coroman-
del, à Masulipatam et à Madras, en
concurrence avec les Hollandais.

France. — Conflit avec Rome à
l'occasion d'une insulte faite à l'am-
bassadeur le duc de Créqui. — Le
pas est pris sur l'ambassadeur d'Es-
pagne à Londres. — Achat de Dun-
kerque et Mardick (27 nov. - 17 déc.).
— Mort de Pascal à trente-neuf ans
(19 août). Ses *Pensées* ne sont pas
encore publiées. Il est l'auteur de
plusieurs découvertes mathémati-
ques. La science du calcul des pro-
babilités a été créée par Pascal et
par Fermat, conseiller au parlement
de Toulouse. — *Ecole des femmes*
de Molière. — Manufacture des Gobe-
lins.

Portugal. — La France et l'An-
gleterre ne restent pas ses alliées
contre les Espagnols. — La reine mère
laisse le gouvernement à son fils,
Alphonse VI, vicieux et incapable.

1663.

Allemagne. — La diète de Ratis-
bonne devient perpétuelle, et limite
la puissance de l'empereur.

Angleterre. — Massachussets ré-
siste au duc d'York, frère du roi,
nommé gouverneur de toutes les co-
lonies, et brave les nouveaux règle-
ments de commerce. — Création de la

colonie de la Caroline, au sud de la
Virginie; le roi en vend la propriété
et le gouvernement à huit person-
nes, parmi lesquelles Monck, duc
d'Albemarle, Clarendon et lord Ash-
ley; la charte, tout aristocratique,
imitée de celle de Maryland, réserve
aux lords propriétaires le monopole
du commerce. Des esclaves cultive-
ront la terre.

Espagne et Portugal. — Don
Juan d'Autriche, qui a conquis Evora,
marche sur Lisbonne (22 mai). Il est
arrêté en route et vaincu par le gé-
néral français Schomberg.

Espagne. — Le monopole de
l'exportation de soies de Sicile, pro-
mis au port de Messine qui était resté
fidèle en 1647, cause une grande ir-
ritation dans les villes maritimes. La
promesse n'est pas accomplie; Mes-
sine réclame et est prête à se révolter.

France. — La marine, restaurée
par Colbert, s'essaye sous la conduite
du duc de Beaufort contre les pirates
d'Algérie, et protège le commerce.
— Le nouveau secrétaire d'Etat de la
guerre, Louvois, fils de Michel Le-
tellier, organise l'armée de terre. —
Etablissement des missions étran-
gères. — Création de l'Académie des
inscriptions et belles-lettres, sous le
nom de petite académie.

Portugal. — Alphonse VI in-
terdit aux jésuites et aux religieux de
tout ordre d'exercer aucune juridic-
tion temporelle dans le gouverne-
ment des Indiens de l'Amérique mé-
ridionale (sept.). — Les Portugais
sont dépouillés par les Hollandais de
leurs comptoirs de Cananore et de
Cochin sur la côte de Malabar; ils
ont encore Goa et Diu.

Prusse. — Frédéric-Guillaume I^{er}
se fait solennellement reconnaître
souverain de la Prusse par les états
de Königsberg.

Turquie. — Le fils du vizir Mé-
hémet Koprolli, Ahmed, s'avance en
Hongrie jusqu'à Neuhausel, à l'est
de Presbourg, et s'en empare après
trente-six jours de siège (sept.).

1664.

Angleterre et Hollande. — En Amérique, les nouveaux Pays-Bas, d'où les Anglais chassent les Hollandais, deviennent les colonies de New-York et de New-Jersey. — Guerre entre les deux gouvernements (nov.).

Autriche, France et Turquie. — Six mille Français vont soutenir les impériaux en Hongrie, et y contribuent à la victoire de Saint-Gothard, gagnée par Montecuculi (1^{er} août). La trêve conclue à Temesvar est commune à la Hongrie, à la Transylvanie et aux Turcs (17 sept.).

Espagne. — Par l'influence de la reine, princesse autrichienne, disgrâce de don Juan, fils naturel de Philippe IV.

France. — Le pape accorde satisfaction à Louis XIV (juill.). — Nouveau tarif de douanes. — Colbert fait racheter par le gouvernement, et concéder à une compagnie privilégiée les établissements fondés par des particuliers dans les Antilles, aux îles de la Guadeloupe, Marie-Galante, la Martinique, la Grenade, les Grenadines, Saint-Barthélemy, Sainte-Croix. Il envoie des colonies dans la Guyane à Cayenne, au Canada et en Guinée. Acquisition de Saint-Domingue, au moyen des flibustiers. — Coutumes de Paris introduites au Canada. — Ch. Le Brun est nommé premier peintre du roi. — Selon un projet de Charles IX, le canal de Languedoc, qui doit faire communiquer les deux mers, est commencé par l'ingénieur Riquet. — Carte géologique de France par l'abbé Coulon. — M. de Rancé commence la réforme de la Trappe. — Est reconstituée l'Acad. de peint. et de sculp.

1665.

Angleterre et Hollande. — Victoire navale gagnée par le duc d'York, en vue des côtes de Suffolk (13 juin). — Peste de Londres (mai-déc.).

Espagne et Portugal. — Victoire signalée des Portugais à Villaviciosa, au nord-est d'Evora (17 juin).

Espagne. — Mort de Philippe IV, à soixante ans (17 sept.). Avènement de Charles II, âgé de quatre ans : cet enfant chétif est né de sa seconde femme, Marie-Anne d'Autriche. Gouvernement de la reine mère et de six conseillers, bientôt effacés par le P. Nithard, jésuite, son confesseur : don Juan d'Autriche est tenu à l'écart.

France. — Le duc de Beaufort bat les Algériens près de Tunis et près d'Alger. — Justes rigueurs exercées contre les traitants. — Projet d'une révision générale des lois (10 oct.). — Le *Journal des sçavants* est fondé (5 janv.). — Des ouvriers vénitiens obtiennent un privilège de vingt ans pour fonder une manufacture de glaces : c'est l'origine de l'établissement de Saint-Gobain, dans la forêt de Coucy. — Cl. Perrault commence la colonnade du Louvre. — Satire de Boileau sur la noblesse. — *Maximes* du duc de La Rochefoucauld. — Mort du Poussin.

Pologne. — Jean Casimir pense à abdiquer. Il désigne, pour lui succéder, un prince français, le duc d'Enghien, fils du grand Condé. Résistance de la diète par l'organe du grand maréchal Lubormiski, qui est mis en jugement et condamné par le sénat.

Russie. — L'altération des monnaies, la hausse des marchandises et des denrées, causent de nombreuses séditions, que le czar étouffe dans le sang.

1666.

Angleterre, France et Hollande. — La France se joint aux Hollandais contre les Anglais (26 janv.). — Glorieuse action de Ruyter et de Corneille Tromp; quatre jours de combat (juin).

Angleterre. — Une grande partie de la cité de Londres est presque détruite par un incendie qui dure trois jours (12-16 sept.). Plan général de reconstruction par l'architecte Wren, adopté en partie. — Publication d'une feuille officielle, sous le nom de *Gazette de Londres* (7 nov.). — Les Anglais en-

lèvent aux Hollandais, dans les Antilles, la plupart des îles Vierges, à l'est de Porto-Rico.

Autriche. — L'empereur épouse une sœur du roi d'Espagne et de la reine de France (déc.).

France. — Mort d'Anne d'Autriche (20 janv.). — Etablissement de l'Académie des sciences. — Huyghens, savant Hollandais, est appelé à Paris. — Construction du port de Cette, dans le bas Languedoc. — Félibien, ami du grand peintre Nicolas Poussin, compose le plus estimé de ses ouvrages : *Entretiens sur les plus excellents peintres anciens et modernes*. — *Le Misanthrope* de Molière. — Publication des mémoires de Brantôme, qui est mort depuis 1615.

Perse. — Mort du schah Abbas, usé avant l'âge par la volupté, par l'ivresse et par les accès de colère qui le rendaient cruel. Il aimait les arts et les artistes; il était favorable aux chrétiens. Il a reçu avec courtoisie le voyageur français Tavernier. — Après lui, les eunuques gouvernent sous le nom des schahs.

Pologne. — Un parti puissant ramène Lubormiski et force le roi à renoncer au dessein de se donner un successeur.

Prusse. — La succession de Juliers, qui était en litige depuis près de soixante ans entre la maison de Brandebourg et celle de Neubourg, est irrévocablement partagée : l'électeur, duc de Prusse, garde le duché de Clèves, le comté de la Marck et le comté de Ravensberg, entre Minden et Munster; le duc de Neubourg a le duché de Juliers et le duché de Berg. — Par ces nouveaux domaines sur le Rhin, le duc de Prusse sera mêlé aux intérêts et à la politique des Etats de l'Europe occidentale.

Russie. — Les Cosaques du Don, tributaires du czar, sont soulevés par un de leurs chefs, qui voulait former dans le territoire d'Astrakan une principauté indépendante : quatre années de guerre, signalées par des atrocités. — Le patriarche Nicou, la

lumière de l'Eglise, qui avait corrigé la version moscovite de la Bible, établit une école pour enseigner le grec et le latin, introduit le chant grec et abolit des usages de superstition, est traduit par des envieux devant un concile national qui, avec l'assentiment du czar, le dépose et le relègue dans un monastère, où il passera quatorze ans, occupé à recueillir les vieilles chroniques, base de l'ancienne histoire de Russie.

1667.

Angleterre, France et Hollande. — Ruyter remonte la Tamise (8 juin); prise du fort de Sherness; les Hollandais pénètrent jusqu'à Chatham. Paix de Bréda (21 juill.): les Anglais gardent New-York; rendent l'Acadie à la France.

Angleterre. — Disgrâce de Clarendon (10 août). Ministres corrompus de la *Cabal*. surtout Ahsley, comte de Shaftesbury; ils sont ennemis de Will. Temple. — Publication du *Paradis perdu*, par Milton, aveugle.

Espagne et France. — Malgré les avis de Colbert et de Lionne, Louis XIV, en vertu du droit de dévolution suivi en Brabant, réclame la Flandre au nom de sa femme, née du premier mariage du roi Philippe IV. Brillante campagne; rapide conquête, faite par Louis XIV avec le concours de Turenne, et du secrétaire d'Etat de la guerre, Louvois (juin-août). Lille sera le chef-lieu de la Flandre française.

France. — On commence à construire l'Observatoire de Paris. — Création d'un lieutenant général de police (mars) : le premier, de La Reynie, a imaginé d'éclairer les rues de Paris avec des lanternes. — Rédaction de l'*ordonnance civile* (avril); elle est l'œuvre du conseiller d'Etat Pussort, oncle de Colbert, trop zélé pour le despotisme royal, et des Lamignon, Talon, Bignon. — Le corps de Descartes est ramené de Suède à Paris: point d'éloge public. — Exposition publique de tableaux et sculpt.

— Persécutions contre les jansénistes de Port-Royal. — Le *Tartufe* de Molière. — *Andromaque* de Racine. — Mort de l'orientaliste Bochart; du géographe N. Sanson.

Hollande. — Le grand pensionnaire Jean de Witt, qui a négocié la paix de Bréda, pour garantir la république contre l'ambition de la maison d'Orange, fait statuer par les états généraux, sous forme d'édit perpétuel, que la charge de capitaine-général ne sera jamais conférée à quiconque aurait le stathoudérat dans une ou plusieurs provinces : mécontentement de la Zélande.

Pologne. — Les débats entre le roi et la noblesse laissent la Pologne sans défense contre les invasions des Tartares et des Cosaques, dans la Podolie et la Volhynie. Le grand maréchal Sobieski, fils d'un Castellan de Cracovie, lève à ses dépens vingt mille hommes et combat victorieusement pendant dix-sept jours les Tartares.

Portugal. — Les cortès ôtent les pouvoirs, mais non le titre de roi à Alphonse VI qui est souillé de vices; sa femme même, Marie de Savoie, duchesse de Nemours, est leur complice (23 sept.). Son frère Pierre, âgé de dix-huit ans, est déclaré régent.

Turquie. — Le grand vizir Achmet Koproll conduit trente-six mille hommes contre la capitale de Candie : il donne sans succès trente-deux assauts, mais ne lève pas le siège, malgré l'assistance que les Français et les Toscans prêtent aux Vénitiens.

1668.

Espagne, France et Portugal. — Triple alliance de l'Angleterre, de la Hollande, de la Suède, pour contraindre la France à faire la paix avec l'Espagne (28 janv.). En dix-sept jours, Louis XIV et le prince de Condé font la conquête de la Franche-Comté espagnole (fév.). Traité de Lisbonne (13 fév.) : l'Espagne reconnaît l'indépendance des Portugais, et la dynastie de Bragança. — Traité d'Aix-la-Chapelle : Louis XIV ne garde que la Flandre (2 mai). — Projet de par-

tage de l'Espagne, signé à Vienne entre la France et l'Autriche (19 jan.).

France. — Conversion de Turanne par Bossuet, qui écrit alors son *Exposition de la Foi*. — La Fontaine donne un premier recueil de *Fables* en six livres; Molière l'*Amphitryon* et l'*Avare*, imités de Plaute; Racine les *Plaideurs*. — Création d'un parlement à Besançon. — *Acta sanctorum ord. s. Benedicti*, par Mabillon, 1668-1702.

Pologne. — Abdication du roi Jean-Casimir (sept.) Il se retire en France où il devient abbé de Saint-Germain des Prés.

Portugal. — La reine Marie de Savoie, avec dispense du pape, épouse, du vivant de son mari, son beau-frère, Pierre, âgé de vingt ans, qui est régent (avril).

1669.

Angleterre. — Constitution de Locke donnée à la colonie américaine de la Caroline : noblesse héréditaire; servage d'une partie des colons; aucune liberté politique. Elle sera pendant vingt-quatre ans une cause de troubles et d'affaiblissement commercial. — Comp. de la baie d'Hudson.

Espagne. — Don Juan d'Autriche, avec le concours de la noblesse, oblige la reine mère à éloigner le P. Nithard : il sera ambassadeur à Rome et deviendra cardinal.

France. — Suppression des chambres mi-parties, où siégeaient des magistrats protestants. — Ordonnance de Colbert sur les eaux et forêts. — Déclaration par édit, que le commerce de mer ne déroge pas à la noblesse. — L'astronome Cassini est attiré de Bologne par Colbert. — Mort d'Henriette de France, reine d'Angleterre (10 sept.) : son oraison funèbre par Bossuet, évêque de Condom. — Le jésuite Bourdaloue commence à prêcher à Paris : il prêchera dix carêmes de suite devant Louis XIV. — Eptres de Boileau au roi sur les *Avantages de la Paix*. De 1667 à 1674, il publie l'*Art poétique* en quatre chants. — *Britannicus* de Racine.

Pologne. — Triste choix de Wicnowiecki, pour la royauté.

Turquie. — Candie, mal secourue par six mille Français que conduit le duc de Beaufort (juin), est enfin prise par le vizir Ahmed Koproll, après un siège de vingt-neuf mois (sept.) : le blocus durait depuis vingt ans. Venise n'a plus dans l'île que deux places sans importance.

1670.

Autriche. — François Ragotzky est à la tête d'une insurrection hongroise.

Espagne. — Les colonies du nord de l'Amérique méridionale sont saccagées par les filibustiers ; ils occupent Porto-Bello à l'Isthme de Panama.

France. — Voyage de la duchesse d'Orléans, auprès de son frère Charles II ; elle le décide à un traité secret contre la Hollande. Elle meurt inopinément au retour (30 juin). — Le duc de Lorraine, Charles IV, qui intrigue contre le roi, est dépourillé de ses États (sept.). — Les pirates d'Alger s'engagent à mettre en liberté tous les esclaves français. — Uniforme donné aux troupes. — Publication de l'ordonnance criminelle (août). — Création de l'académie d'architecture. — L'hôtel des Invalides est commencé à Paris (30 nov.). — *Capitularia R. Francorum* par Baluze. — Oraison funèbre de la duch. d'Orléans par Bossuet. — Il est nommé précepteur du dauphin. — *Bérénice* de Racine. — *Le Bourgeois gentilhomme* de Molière. — *Les Pensées* de Pascal.

Hollande. — La charge de capitaine-général est donnée par les États au prince d'Orange, Guillaume, âgé de vingt ans. — *Traité théologico-politique*, du philosophe panthéiste Spinoza, en latin.

Italie. — Le duc de Parme fait mourir Gaufredi, son principal ministre, qui depuis plus de vingt ans tyrannisait impunément ses sujets (janv.). — Charles-Emmanuel II ouvre au milieu des Alpes le chemin des

Écheltes, à deux lieues de la Grande-Chartreuse dans le Dauphiné.

1671.

Angleterre. — Abjuration d'Anne Hyde, fille du comte de Clarendon, femme du duc d'York. Peu de temps après la mort d'Anne, qui lui laisse deux filles, abjuration du duc d'York lui-même.

Autriche. — Chefs d'une conspiration contre l'empereur, quatre nobles hongrois périssent sur l'échafaud (d'avril à déc.). Léopold traite la Hongrie en pays de conquête. supprime la charge de palatin, y substitue celle de vice-roi.

Danemark. — Établissement dans l'île encore inhabitée de Saint-Thomas, à l'est de Porto-Rico dans les Antilles.

France. — Louis XIV visite les Pays-Bas français, fait fortifier Dunkerque et plusieurs places : travaux de l'ingénieur Vauban. — Usage du fusil à pierre, armé de la baïonnette. — Mort de de Lionne, secrétaire d'État des affaires étrangères ; il est remplacé par Pomponne. — Bossuet publie l'*Exposition de la foi*. — Fr. de Harlay devient arch. de Paris.

Pologne. — Les Cosaques ne pouvant obtenir l'égalité de droits, recommencent la guerre, à l'instigation des Russes, et avec l'assistance de Mahomet IV, dont ils se rendent tributaires. Jean Sobieski leur arrache le pays entre le Bog et le Dniester ; il établit ses troupes à Bar, en Pologne, et à Bracław sur le Bog.

1672.

Angleterre. — Le roi rend une déclaration d'indulgence, surtout au profit des catholiques (mars).

Danemark. — Construction du palais de Charlottenbourg à Copenhague.

France et Hollande. — Louis XIV et l'Angleterre déclarent la guerre aux Provinces-Unies qui tiennent le premier rang parmi les

marines marchandes de l'Europe (mars) : le roi conduit avec Condé, Turenne, Luxembourg et le duc d'Orléans, son frère, cent mille hommes à la conquête de la Hollande. Passage du Rhin (12 juin). Rapides succès jusqu'à Utrecht, même jusqu'à Amsterdam, qui se sauve par l'ouverture des écluses. L'ouvrier perd le temps à occuper des places fortes et refuse d'avantageuses conditions de paix. Les états généraux ont nommé Guillaume d'Orange capitaine-général des forces de terre (fév.). Fait statthouder par plusieurs provinces, il dirige la défense nationale même avant la mort du grand pensionnaire Jean de Witt, et de son frère Corneille assassinés par le peuple (août) ; il sauve les abords de Leyde et de la Haye, que la glace des marais avait rendues accessibles aux Français (oct.-déc.). — L'empereur (25 juill.), le duc de Clèves, l'électeur de Brandebourg, l'Espagne (déc.), se liguent contre Louis XIV.

France. — Épître de Boileau au roi sur le *Passage du Rhin*. De 1672 à 1674, il publie le *Lutrin* d'abord en quatre chants. *Les Femmes savantes* de Molière. — L'Académie royale de musique est fondée par Lulli.

Italie. — Le duc de Savoie prend parti pour des conjurés de Gènes qui n'ont pas réussi à bouleverser le gouvernement de la république. Guerre sans succès : elle finira par la médiation du pape, de la France et de l'Espagne.

Pologne. — Au milieu des discordes civiles, invasion de cent cinquante mille Cosaques, Tartares et Turcs. La faction de Sobieski a contre elle la basse noblesse qui est fidèle au roi. Sobieski repousse les Tartares. Mais Mahomet IV entre par trahison, après douze jours de siège, dans Kamienleck, capitale de la Podolie (26 sept.). Un de ces corps d'armée arrive jusque devant Léopol, aujourd'hui Lemberg, capitale de la Russie rouge ou Gallicie ; le roi ter-

mine la guerre par un honteux traité dont s'est fait médiateur le khan des Tartares : il abandonne aux Turcs la Podolie et l'Ukraine, il payera un tribut annuel (18 oct.).

Russie. — Dans la crainte d'une guerre avec les Turcs, le czar Alexis sollicite l'alliance de plusieurs princes chrétiens, et s'adresse même au pape en lui offrant des conditions pour la réunion des deux Églises.

1673.

Angleterre. — Les presbytériens des communes font révoquer la déclaration de tolérance, rendue en 1672 en faveur des catholiques (mars). Ils imposent au roi le bill du *test*, qui crée pour toute personne occupant un office dans l'État l'obligation de désavouer la croyance romaine : le duc d'York, frère du roi, qui professait ouvertement la foi catholique, doit se démettre des fonctions de grand amiral.

Angleterre, Espagne, France et Hollande. — Les Anglais sont encore associés à la France dans la guerre de Hollande : Ruyter et Tromp leur tiennent tête (juin-août). Louis XIV rappelle ses troupes de la Hollande, après la conquête de Maestricht (juill.) ; guerre avec l'Espagne et l'empire (oct.). La Suède lui reste fidèle.

France. — Louis XIV étend la régle à tous les diocèses du royaume (fév.) : deux évêques du Languedoc résistent à la volonté du roi. — Défense aux cours souveraines d'adresser des remontrances avant l'enregistrement (mars). — Ordonnance sur la législation commerciale. — *Mithridate* de Racine (17 fév.). — Première exposition publique, avec livret, dans la cour du Palais Royal ; elle ne comprend que les ouvrages des artistes vivants, membres de l'Académie royale de peinture, de sculpture et de gravure : cinquante exposants, cent quarante ouvrages. Noms restés célèbres : Charles Lebrun, Stella, Philippe de Champagne et Boullogne, peintres d'histoire ; Vander

Meulen et Bourguignon, peintres de batailles; Baptiste, peintre de fleurs; Girardon, sculpteur; Leclerc et Bernard Picard, graveurs. La France, qui a perdu Nicolas Poussin en 1665, a encore Claude le Lorrain, Mignard, Jouvenet, pour la peinture; Audran, Nanteuil, Edelinck, né à Anvers, fixé en France, pour la gravure; Coustou, Coysevox, Le Pujet. — Construction de la porte Saint-Denis à Paris, par Blondel. — *Dictionnaire historique* de Moréri.

Pologne. — La diète de Varsovie, inspirée par Sobieski, déclare nul le traité conclu par le roi avec les Turcs. Victoire de Sobieski devant la place de Choczim, sur le Dniester, au sud-ouest de Kaminieck, qui est enlevée aux Ottomans. Le même jour meurt le roi de Pologne (10 nov.).

1674.

Allemagne, Angleterre, Espagne, France et Hollande. — Paix entre l'Angleterre et la Hollande (19 fév.). Louis XIV conquiert en personne la Franche-Comté espagnole (mai-juin). — Condé, dans les Pays-Bas, a en tête Guillaume d'Orange : deux sanglantes journées à Senef, au nord-ouest de Charleroy. Course des armées entre le haut Escaut et la Meuse. — Campagne de Turenne dans les États rhénans de l'électeur de Brandebourg et de l'électeur palatin, ami de l'empereur. Dévastation du Palatinat. Pendant l'hiver, ses marches savantes et victorieuses à travers les montagnes de la Lorraine, toujours ennemie, et de l'Alsace française qu'il faut défendre contre soixante et dix mille hommes (d'oct. à janv. 1675).

Angleterre. — Mort de Clarendon; de Milton.

Espagne. — Agitation de la Sicile; Messine se met sous la protection de la France.

France. — Dernière convocation de l'arrière-ban. — La ferme du tabac est donnée à bail, pour la première fois, à raison de cinq cent mille li-

vres. — Mort de Chapelain. — *Histoire généalogique et chronologique* de la maison de France et des grands officiers, par le P. Anselme. — *De la recherche de la vérité*, par Malebranche. — *Iphigénie* de Racine. — Construction de la porte Saint-Martin par Bullel.

Pologne. — Le héros de la Pologne, Jean Sobieski, candidat à la royauté, l'emporte avec peine sur dix compétiteurs (21 mai). Dans les nouvelles hostilités contre le grand vizir Koproli, il est entravé par la jalousie du grand-duc de Lithuanie.

1675.

Allemagne, Espagne, France et Hollande. — Succès des Français dans les Pays-Bas et dans la Catalogne. — Turenne, qui repasse le Rhin malgré le général de l'empereur Montécuculli, est emporté par un boulet de canon à Salzbach, au nord-est de Strasbourg (27 juill.). Retraite de l'armée sous de Lorges. Condé et le maréchal de Créquy sont envoyés sur le Rhin. C'est la dernière campagne de Condé qui se retire à Chantilly. Désastre de Créquy (août-sept.). — Le duc de Vivonne, envoyé à Messine, reçoit la déclaration des habitants qui proclament Louis XIV roi (28 avril). Le Hollandais Ruyter vient croiser dans les parages de Messine (déc.); il servira pendant six mois pour l'Espagne. — A Nimègue, sur le Wahal, conférences pour la paix par la médiation du roi d'Angleterre (août) : lentes négociations.

Angleterre. — A Londres, commencent les travaux de l'église Saint-Paul sur les dessins de Christophe Wren architecte du roi depuis 1668.

Danemark, Prusse et Suède. — Le roi de Suède Charles XI, allié de la France, envoie une armée avec Wrangel dans le Brandebourg. Les Hollandais et les Danois unissent leurs flottes contre les Suédois (janv.) et les battent au sud de l'île d'Öland (11 juin). L'armée continentale de

Charles XI est vaincue dans le Brandebourg à Fehrbellin par l'électeur (18 juin). Le roi de Suède est mis au ban de l'empire. — Son ami secret, le duc de Holstein-Gottorp, attiré à Rensbourg par le roi de Danemark, est forcé de consentir à ce que ses places soient occupées par des Danois, et de renoncer aux droits de souveraineté qu'il devait aux traités de Roskild et de Copenhague (10 juill.). Les Danois occupent surtout Tonningen, à l'embouchure de l'Eyder. — Charles XI est vainqueur des Danois en personne, à Lundén, en Scanie; fuite du roi de Danemark (14 déc.). La guerre continue pendant trois ans.

France. — Louis XIV prend pour confesseur un jésuite, le père François de La Chaise, qui gardera ses fonctions jusqu'à sa mort, pendant trente-quatre ans. — La duchesse de La Vallière, qui s'est retirée volontairement aux Carmélites de Chaillot, prend le voile de religieuse. — Oraison funèbre de Turenne par Mascaron. — Commencement de la machine de Marly, pour conduire l'eau à Versailles. — Mort de Conrart.

Hollande. — Guillaume d'Orange déjà stathouder héréditaire, refuse d'être duc souverain de Gueldre.

Russie. — Le czar fait reconnaître pour son successeur le fils aîné de sa première femme, Fédor, âgé de dix-huit ans.

1676.

Autriche. — L'empereur, qui n'a encore qu'une fille, épouse en troisième noces une princesse de la maison palatine de Neubourg (déc.).

Espagne, France et Hollande. — Lutte terrible et indécise entre Ruyter et Duquesne qui ne peut s'ouvrir l'entrée du port de Messine pour y jeter des vivres (8 janv.). Palerme, rivale de Messine, proteste contre les promesses libérales de Louis XIV qui a été proclamé à Messine en 1675 (18 mars). Sur l'ordre du duc maréchal de Vivonne, Duquesne

livre combat à Ruyter près d'Agousta, au nord de Syracuse : Ruyter est blessé mortellement (22 avril). — Succès des Français dans les Pays-Bas espagnols.

France. — Exécution de la Brinvilliers, célèbre empoisonneuse. — Or. funèbre de Turenne par Fléchier *Projet de l'H. des plantes*, p. Dodart.

Italie. — A Venise, le peuple refuse d'accepter le doge élu par l'aristocratie (août); le grand conseil fait une nouvelle élection.

Pologne. — Couronnement solennel de Jean Sobieski (2 fév.) Deux cent mille Turcs pénètrent dans le bassin du haut Dniester. Traité (27 oct.) : la Pologne garde les deux tiers de l'Ukraine et une partie de la Podolie; Kamienieck reste aux Turcs.

Russie. — Mort du czar Alexis. Il laisse inachevée l'œuvre de l'émancipation intellectuelle, de l'organisation militaire et administrative, et de la constitution politique de la Russie. La Russie lui doit un recueil de lois, la traduction en langue nationale d'ouvrages scientifiques, l'agrandissement de Moscou, la formation de bourgades dans les régions désertes du Volga et de la Kama qu'il peupla de prisonniers, l'établissement de manufactures, la création de troupes régulières composées d'étrangers.

1677.

Allemagne, Espagne, France et Hollande. — Louis XIV, avant la fin de l'hiver, reprend en personne la guerre de Flandre (20 fév.). Conquête de Valenciennes et de Cambrai sur l'Escaut. Victoire du duc d'Orléans sur le prince d'Orange au mont Cassel (11 avril); reddition de Saint-Omer le 20. — Le danger de l'invasion est toujours du côté du Rhin et de la Moselle, où le duc de Lorraine sert de guide aux impériaux. Belle campagne du maréchal de Créqui : il prend Fribourg, à l'est de Brisach. — Les Français chassent les Hollandais de la côte africaine d'Arguin et du Sénégal.

Angleterre. — La fille aînée du duc d'York épouse le stathouder. — Méthode des fluxions de Newton, en même temps que le calcul différentiel de Leibnitz.

Autriche. — Après la défection de François Ragotzky, qui s'est donné à l'empereur, la Hongrie a recours aux Polonais : division entre les chefs de l'insurrection.

Espagne. — Agé de seize ans, le roi, qui depuis deux ans s'est fait déclarer majeur, relègue sa mère dans un couvent, et prend pour premier ministre son oncle don Juan d'Autriche. Essais de réforme dans l'administration.

France. — *Phèdre* de Racine.

Hollande. — *L'Éthique* de Spinoza. Il meurt.

Russie. — Les Turcs et les Tartares de Crimée s'unissent pour enlever au nouveau czar, Fédor II, le pays des Cosaques zaporogues, dans le bassin du Dniéper, acquis récemment par les Russes.

1678.

Allemagne, Espagne, France et Hollande. — Louis XIV ouvre encore en personne la campagne de Flandre (févr.), et s'empare de Gand. — Désastres du maréchal de La Feuillade en Sicile; Louis XIV renonce à défendre l'île (avril). — Créqui s'étend sur la ligne du Bas Rhin : rencontre sanglante au pont de Rhinfeld, à l'est de Bâle (juill.). — Paix de Nimègue entre la France et la Hollande (10 août) : la Hollande garde tout son territoire et même Maestricht sur la Meuse; entre la France et l'Espagne (17 sept.) : Louis XIV obtient la Franche-Comté, Valenciennes, Cambrai, Ypres, Saint-Omer.

Angleterre. — La conspiration papiste, découverte ou imaginée par le jésuite anglais Titus Oates, sème d'horribles défiances dans la nation, dans le parlement et à la cour : plusieurs catholiques sont mis à mort.

France. — Conférence de Bos-suet avec le ministre protestant Claude. — *Glossarium medicæ et infirmæ latininitatis* de du Cange. — Roman de M^{me} de La Fayette, *la Princesse de Clèves*. — Second recueil de *Fables* de la Fontaine. — *Histoire critique du vieux Testament* par Richard Simon.

Turquie. — Mort du vizir Ahmed Koproli, grand ministre et grand général. Infériorité de son successeur Kara Mustapha.

1679.

Allemagne, Danemark, France, Prusse et Suède. — L'empereur (5 févr.) et les autres princes de l'Allemagne accèdent à la paix de Nimègue : Fribourg reste à Louis XIV. Traité de Saint-Germain en Laye, par la médiation de la France, entre la Suède, le Danemark, le Holstein-Gottorp et le Brandebourg (2 sept.) : la Suède recouvre les places de Poméranie qu'elle avait perdues par les succès de l'électeur; le duc de Holstein-Gottorp fait admettre le traité de Copenhague comme base des négociations, et rentre dans ses droits.

Angleterre. — Dissolution du parlement, qui entrave la royauté depuis dix-huit ans (24 févr.). La nouvelle assemblée, plus hostile encore, déclare inhabile à régner le duc d'York, soupçonné de papisme; elle fait accepter le fameux bill d'*Habeas corpus*, qui soustrait les citoyens à tout emprisonnement arbitraire (mai). — Dénomination nouvelle des partis : les torys dévoués à royauté, les whigs aux idées constitutionnelles. — Insurrection des covenantaires.

Espagne. — Rigueurs exercées contre Messine (janv.). — Mariage de Charles II avec une fille de Monsieur, frère de Louis XIV (août) : il n'aura pas d'enfant. — Mort de don Juan d'Autriche, dernière gloire et dernier appui de la dynastie (17 déc.).

France. — Le ministre de Pomponne est disgracié comme janséniste, et remplacé par de Croissy.

frère de Colbert. — Le droit français doit être enseigné. — Dernière année de l'éducation du Dauphin, pour laquelle Bossuet a composé le *Discours sur l'Histoire universelle*; la *Connaissance de Dieu et de soi-même* et la *Politique de l'Écriture sainte*. — Institution de la congrégation des frères des écoles chrétiennes par de La Salle, chanoine de Reims, prêtre.

Hollande. — Inutiles représailles exercées par les Anglais et par les Hollandais contre les corsaires d'Alger; les Hollandais consentent à un accommodement durable, moyennant un tribut.

1680.

Angleterre. — Charles II, malgré la faction du duc de Montmouth, son fils naturel, et de lord Shaftesbury, rappelle son frère le duc d'York.

France. — Mariage du Dauphin avec la fille de l'électeur de Bavière (7 mars). — Louis XIV reçoit le titre de Grand à l'hôtel de ville de Paris. — Il établit à Brisach et à Metz des chambres dites de réunion, pour créer l'adjonction au territoire français des lieux qui avaient fait partie des trois évêchés et de l'Alsace. — Édits contre les calvinistes, qui seront bientôt suivis de missions. — Établissement à la Louisiane de colons du Canada. — Fusion de la troupe de Molière avec celle de l'hôtel de Bourgogne : la nouvelle société forme la Comédie française.

Prusse. — A la mort du prince saxon, archevêque de Magdebourg, l'électeur de Brandebourg, duc de Prusse, prend possession de l'archevêché à titre de duché séculier; il l'incorpore à son électorat (juin).

Suède. — Charles XI accroît son pouvoir aux dépens du sénat. Il épouse une sœur du roi de Danemark (16 mai).

1681.

Angleterre. — Le duc d'York,

commissaire du roi en Écosse, y établit un nouveau bill du *Test* en faveur de la suprématie royale et de l'obéissance passive (juil.) ; il le met en vigueur avec une sévérité sanguinaire.

France. — Duquesne poursuit jusque dans le port ottoman de Chio les corsaires de Tripoli; il bombarde Alger, repaire de pirates (juil.). — Conquêtes injustes en pleine paix : Strasbourg, ville libre d'empire réclamée par la chambre de réunion, se soumet (30 sept.) ; le duc de Mantoue, Charles IV, est forcé de vendre à Louis XIV Casal, place forte du Montferrat. — Mort de la duchesse de Fontanges, dans un couvent. — Ordonnance sur la marine et le commerce maritime. — Le canal du Languedoc est ouvert à la navigation (19 mai). — L'assemblée générale du clergé, à laquelle Louis XIV soumettra l'affaire de la régale, est ouverte par un sermon de Bossuet, nouvellement nommé évêque de Meaux, sur l'*unité de l'Église* (nov.). Il vient de publier son *Discours sur l'Histoire universelle*. — L'ouvrage du savant Mabillon, bénédictin de la congrégation de Saint-Maur, *De Re diplomatica*, fonde la science de la paléographie.

Russie. — Traité de paix avec le sultan. — Le czar Fédor réhabilite et rappelle à Moscou le patriarche Nikon, qui meurt en route.

1682.

Angleterre. — Tribut payé aux corsaires d'Alger, pour arrêter leurs pirateries. — La lutte recommence entre la couronne et les colonies de l'Amérique du nord dont les chartes sont menacées. — La secte des quakers est installée (oct.) au nord de la Virginie et du Maryland, entre le fleuve de la Delaware à l'est, et le lac Érié à l'ouest : Guillaume Penn, leur chef, est le principal propriétaire; liberté entière de conscience et de religion, transactions pacifiques avec les Indiens. La Pensylvanie aura pour capitale Philadelphie. — Comète de Halley.

Autriche. — L'empereur, pour prévenir l'alliance de la Hongrie rebelle avec les Turcs, accorde à la diète d'Oedenbourg le rétablissement de la dignité palatine et de toutes les institutions nationales. — Le chef de l'insurrection, le comte Émeric Tekeli, dont le père est mort en combattant contre l'Autriche en 1672, continue la guerre avec l'aide des Turcs. Son mariage avec la veuve de François Ragotzky lui a donné la forte place de Munkatz, au nord-est de Tokai, qu'elle a elle-même défendue.

France. — Édit de janvier pour terminer l'affaire de la régale, à la satisfaction du roi et de l'assemblée du clergé. Opposition du pape (13 avril). Déclaration du clergé de France formulée par Bossuet en quatre articles, qui sont presque littéralement tirés de l'ouvrage de P. Pithou, publié en 1594 : 1^o le pape n'a aucune autorité sur le temporel des rois, 2^o le concile général est au-dessus du pape, 3^o l'usage de la puissance apostolique doit être réglé par les canons, sauf les libertés de l'Eglise gallicane, 4^o les décisions du pape ne sont irréformables qu'autant qu'elles sont acceptées par l'Eglise. Elle est enregistrée par le parlement le 23 mars. — La machine de Marly est achevée. Louis XIV s'établit tout à fait à Versailles. — A la mort de Jacques de Courlande, les Français s'attribuent la colonie fondée par lui à Tabago en 1642. — Compagnie de cadets pour la noblesse. — Ecoles d'artillerie.

Prusse. — La compagnie des Indes orientales, formée par Frédéric-Guillaume, établit trois comptoirs sur la côte d'Or de Guinée; elle ne se soutient pas quarante ans.

Russie. — Le czar Fédor II détruit les chartes et les privilèges de la noblesse : le mérite personnel établira seul des distinctions (12 janv.). — Il meurt à vingt-cinq ans, sans laisser d'enfant de ses deux mariages (avril). Il a créé des haras et fait venir des écuyers étrangers. — Ri-

vallité de ses frères Ivan, âgé de dix-neuf ans, né comme lui de la première femme d'Alexis, et Pierre, âgé de dix ans, né d'un second mariage. Influence de Sophie, sœur d'Ivan, et des gardes strélitz. Partage de l'autorité entre les deux frères (juin). Éducation corruptrice donnée à Pierre. Galitzin, Lithuanien de la maison des Jagellons, est le ministre de Sophie.

Suède. — Diète de Stockholm. le clergé, les bourgeois et les paysans rendent l'autorité royale absolue. Charles XI régnera en tyran ; il altera les monnaies.

1683.

Angleterre. — Conspiration pour exclure du trône le duc d'York : elle coûte la vie au républicain Sidney. Ses complices, le duc de Montmouth et l'ambitieux lord Shaftesbury, se dérobent aux poursuites. La fin du règne n'est pas troublée. — Anne, seconde fille du duc d'York, épouse George, prince de Danemark. — Les Anglais, pour faire concurrence aux Hollandais, établissent des factoreries de commerce dans l'île de Sumatra, sur la côte occidentale, à Bencoulen, où abondent la muscade et le girofle.

Autriche, Pologne et Turquie. — La Porte ne veut pas renouveler les trêves avec l'Autriche. Le roi de Pologne se ligue avec Léopold contre les Turcs (31 mars). Le grand vizir Kara Mustapha s'avance jusqu'à Vienne (juill.) que sauvent Sobleski, Charles, duc de Lorraine, et les chevaliers teutoniques (12 sept.). Combat près de Strigonie (7 et 9 oct.); les Polonais, tour à tour vaincus et vainqueurs, n'obtiennent même pas de l'empereur d'hiverner en Hongrie, et reviennent à Cracovie au milieu des glaces et des neiges (fin de déc.). — Kara Mustapha est étranglé à Belgrade par ordre du sultan (25 déc.).

France. — Duquesne bombarde deux fois Alger et se fait rendre les

chrétiens français (26 et 27 juin).

— Mort de la reine Marie-Thérèse (30 juin). Son oraison funèbre, par Bossuet. — Mort de Colbert (6 sept.). Il avait administré les finances, la marine, l'industrie et le commerce, les bâtiments, les arts et les lettres. Sa sévère économie était un frein au despotisme et à l'ambition de Louis XIV. Le peuple qui ne l'aimait pas, troubla ses funérailles. Son fils Seignelay est secrétaire d'État de la marine. — La guerre recommence avec l'Espagne et l'empire. — Acquisition de Pondichéry.

Portugal. — Mort d'Alphonse, le roi déchu. Pierre II, le régent, souverain du Portugal depuis seize ans, reçoit le titre de roi (sept.).

1684.

Autriche, Pologne, Russie, Turquie et Venise. — Succès du duc de Lorraine et des impériaux contre les Turcs et Tekeli (juin-sept.). Le czar et Venise qui entrent dans la ligue de l'empereur et du roi de Pologne contre les Turcs, attaquent l'île de Sainte-Maure et la province de Carnia (Acarmanie). La nation polonaise presse Sobieski de reconquérir sur les Turcs l'importante place de Kamienieck.

Espagne. — Solis écrit avec talent mais partialité l'histoire de la conquête du Mexique.

France. — Louis XIV, se prétendant outragé, envoie Seignelay et Duquesne contre Gènes : bombardement de dix jours (10-20 mai); cette ville de marbre est presque détruite : médiation du pape. Louis XIV fait saisir la ville impériale de Luxembourg (juin). — L'empereur signe cependant à Ratisbonne une trêve de vingt ans, pour combattre les Turcs (août). — Dragonnades dans le Béarn. — Ambassadeurs du roi de Siam à Versailles. — Mort de P. Corneille (17 févr.). — *Nouvelles de la République des lettres*, journal littéraire, fondé par Rayle, protestant français, qui vit en Hollande.

1685.

Angleterre. — Jacques II, âgé de cinquante-deux ans, succède à Charles II (16 févr.) et assiste publiquement à la messe (18 févr.). Révoltes du comte d'Argyle en Écosse, du duc de Montmouth en Angleterre : ils sont pris et exécutés (juill.). Autres représailles sanglantes. — Le parlement refuse d'abolir le bill du *Test* de 1673 (nov.).

Autriche, Turquie et Venise. — Prise par les impériaux en Hongrie d'Éperies, une des places d'armes de Tekeli (11 août), de Neuhausel (19 août) et de Cassovie. Le Vénitien Morosini prend d'assaut Moron, sur la côte de Morée (août).

France. — Peut-être en 1685, mariage secret de Louis XIV avec M^{lle} de Maintenon. — Le doge de Gènes fait réparation à Louis XIV à Versailles; la république s'engage à congédier les troupes espagnoles de son territoire, et à ne pas augmenter sa marine (mai). — D'Estrées bombarde Tripoli et intimide Tunis (juin-août). — Révocation de l'édit de Nantes, acte impolitique et fatal à la France (22 oct.) : les protestants, qui veulent garder leur religion, sont forcés de s'exiler. — *Code noir*, pour régler la condition des esclaves aux colonies. — Mort du chanc. le Tellier.

Prusse. — Vingt mille Français, chassés par la révocation de l'édit de Nantes, s'établissent dans les différents États de l'électeur et y font renaitre l'agriculture et l'industrie.

Russie. — Sophie fait tuer, sans procès, le chef des strelitz. Ils se révoltent. Danger que courent les princes Ivan et Pierre; les bolards et les gentilshommes les protègent.

1686.

Allemagne, Espagne, France et Hollande. — Ligue d'Augsbourg contre Louis XIV (juillet), formée par le stathouder avec l'empereur, l'Espagne, la Suède, les électeurs de Saxe et de Bavière, les cercles de Souabe et de Franconie.

Angleterre. — Jacques II envoie une ambassade à Rome : zèle imprudent condamné par le pape. — Les chartes des colonies de l'Amérique du nord sont supprimées.

Autriche, Pologne, Turquie et Venise. — En Hongrie, le duc de Lorraine arrache Bude aux rebelles (2 sept.). Retraite de l'armée turque qui les soutenait. Au lieu de conclure la paix avec la Porte qui lui offre Kamlnieck, Jean Sobieski continue la guerre pour l'empereur, qui lui fait espérer une principauté héréditaire en Moldavie et en Valachie. — Succès des Vénitiens en Morée.

France. — Création du parlement de Douai : c'est le douzième. — Institut des Dames de Saint-Louis à Saint-Cyr, pour les filles de noblesse pauvre, sous la direction de madame de Maintenon. — Mort du prince de Condé (11 déc.).

Italie. — Victor-Amédée II, à la sollicitation de Louis XIV, chasse les Vaudois barbets de plusieurs vallées des Alpes piémontaises. — Le général de Venise, Cornaro, purge la côte dalmate des pirateries des Uscoques.

Pologne et Russie. — Sophie signe avec Sobieski un traité, par lequel il renonce à toute prétention sur Smolensk, Tchernigof, Kief et le duché de Severie, moyennant deux millions de livres (nov.) : les Russes attaquent les Turcs vers la Crimée, dans l'espoir de s'établir sur les bords de la mer Noire.

Portugal. — Le roi prend parti pour les jésuites contre les gouverneurs des colonies dans l'Amérique méridionale, et leur accorde l'autorité politique et temporelle dans les villes et les villages où ils sont établis au milieu des populations indiennes.

1687.

Angleterre. — Réception faite par Jacques II au nonce du pape (juill.) ; abolition du test et des lois qui protègent la religion nationale : des évêques qui refusent d'obéir sont

envoyés à la Tour. Le stathouder de Hollande se prépare à renverser son beau-père qu'avertit vainement Louis XIV. — Après cinq ans de résistance de la part de chaque colonie américaine, et surtout de Massachusetts, tous les gouvernements cessent d'être libres : la couronne se réserve la nomination aux principales charges, et réglemeute souverainement le commerce et la navigation. — Newton publie ses principes mathématiques ; il trouve la plus grande loi physique de l'univers, la loi de l'attraction universelle.

Autriche et Turquie. — L'Autriche étouffe l'insurrection de la Hongrie : échafaud dressé à Epéries depuis le 5 mars. — Course du duc de Lorraine en Transylvanie (mai) : le prince Michel Abassi est forcé d'aller abjurer aux pieds de l'empereur son alliance avec les Turcs. L'empereur l'autorise à transmettre sa principauté à son fils. — Revenu contre les Turcs, le duc de Lorraine bat à Mohacz les quatre-vingt mille hommes du grand vizir (12 août) : réduction de l'Esclavonie. — Les états de Presbourg déclarent la couronne de Hongrie héréditaire dans la maison d'Autriche (31 oct.). Léopold cède cette couronne à son fils aîné Joseph, âgé de neuf ans (9 déc.).

France. — Rupture avec le saint-siège, à l'occasion du droit de franchise que Louis XIV veut réserver à l'hôtel de son ambassadeur à Rome. — Le château de Versailles est achevé. — Les *Caractères* de La Bruyère. — L'Oraison funèbre du grand Condé est la dernière prononcée par Bossuet. — Mort de Lully.

Grèce. — Pendant le siège d'Athènes par Morosini et Koenigsmark, le Parthénon, transformé en magasin à poudre par les Turcs, est coupé en deux par une bombe vénitienne.

Italie. — A Rome, le prêtre espagnol Molinos, auteur d'une doctrine dangereuse sur le quietisme, est condamné par l'Inquisition (août).

Russie. — La guerre contre les

Tartares de Crimée est mal conduite par les Galltzin ; avantages stériles.

Turquie. — Les désastres irritent le peuple et l'armée. Disgrâce des ministres. Mahomet IV est déposé (9 nov.) ; il vivra encore quatre ans. En seize ans, quatre de ses fils passeront sur le trône.

1688.

Allemagne et France. — Louis XIV prend l'avance sur les confédérés d'Augsbourg (sept.) ; occupation du Palatinat.

Angleterre et Hollande. — Naissance d'un prince de Galles (21 juin). Guillaume d'Orange hâte l'exécution de son projet d'usurpation : armement maritime avec l'assentiment des États-Généraux, sous prétexte de rétablir la concorde entre Jacques II et ses sujets (manifeste du 28 oct.). Descente de Guillaume dans le Devonshire (5 nov.). Il est reçu à Londres comme un libérateur (27 nov.). Attaqué par un de ses gendres, abandonné par l'autre, George de Danemark, méconnu de ses filles, Jacques II ne défend pas sa couronne. Louis XIV déclare la guerre à la Hollande (3 déc.). Jacques débarque en France (2 déc.).

Autriche et Turquie. — Après plusieurs années de blocus, la princesse Tekeli capitule honorablement dans Munkacz (17 janv.). Albe-Royale est reconquise par les Impériaux sur les Turcs (19 mai). L'électeur de Bavière leur enlève Belgrade après quinze jours de siège (6 sept.).

France. — Fondation de Chandernagor. — *Histoire des variations des églises protestantes*, par Bossuet. — Mort de Duquesne ; de Quinault.

Prusse. — Mort de Frédéric-Guillaume (avril). Il laisse des États florissants à son fils Frédéric III, né d'une princesse d'Orange.

1689.

Allemagne. — La secte mystique des piétistes commence à Leipsick : conférences chez l'Alsacien Spener,

prédicateur luthérien de la cour de Dresde. L'université de Halle devient un foyer de piétisme.

Allemagne et France. — Louis XIV, sur les conseils de Louvois, fait incendier le Palatinat (fév.). Mais Mayence (sept.) et Bonn (oct.) se rendent au prince de Lorraine et à l'électeur de Brandebourg : la ligne du Rhin est perdue pour les Français.

Angleterre. — Les deux chambres, réunies en convention, déclarent le trône vacant, y appellent Guillaume III d'Orange et sa femme, Marie, et leur font signer la *déclaration des droits* qui limite la prérogative royale (févr.) Leur sacre (11 avril). Influence de deux Hollandais, W. Bentinck et Keppel. — La déclaration des droits servira de base à la charte de Massachussets. Guillaume III laissera l'assemblée générale de cette colonie proclamer le principe qu'elle ne peut être taxée sans son consentement. L'accord sera rétabli entre la couronne, qui nomme ses gouverneurs, et les colonies de la Nouvelle-Angleterre, qui gardent encore des institutions démocratiques. — Daniel Foë crée la première *Revue*. — Le gouvernement est soutenu par l'*Orange intelligence*.

Angleterre et France. — Jacques II a sa cour à Saint-Germain ; Louis XIV lui donne une flotte pour envahir l'Irlande : il ne peut prendre Londonderry. Louis XIV déclare la guerre à l'Angleterre (25 juin). — Lutte entre les colons des deux pays : l'Acadie est conquise par les seules forces des Anglo-Américains de Massachussets, Connecticut, New-York et le concours de quelques tribus indiennes.

Autriche, Turquie et Venise. — Succès du nouveau vizir Mustapha-Koprili : il prend Widdin, Semendria et Essek, aux dépens de nouveau de l'Autriche — La maladie forte le doge Morosini à quitter la direction du siège de Malvoisie, la seule place qui restait aux Turcs en Morée.

France. — Fénelon est chargé de l'éducation du duc de Bourgogne. — *L'Esther* de Racine, composée pour Saint-Cyr, est jouée par les demoiselles.

Hollande. — Guillaume III garde le stathoudérat et son influence par le grand pensionnaire Fagel, puis Heinsius.

Russie. — Le czar Pierre, à dix-sept ans, arrache le pouvoir au ministre Galitzin et à sa sœur Sophie. Son frère aîné, Ivan, n'a plus que le titre de czar. Faveur d'officiers étrangers, surtout du Genevois Lefort. — Traité avec la Chine (18 sept.).

1690.

Allemagne, Angleterre, Espagne, France, Hollande et Italie. — Louvois, jaloux du secrétaire d'Etat de la marine, Seignelay, active plus la guerre continentale que la guerre maritime. — Le duc de Savoie s'allie avec l'Espagne et l'empereur (3-4 juin). — Dans les Pays-Bas, le maréchal de Luxembourg bat les impériaux à Fleurus (1^{er} juill.). — Stérile victoire de Tourville sur les flottes d'Angleterre et de Hollande, le 10. — Jacques II perd en personne la bataille de la Boyne, en Irlande, contre Guillaume, le 11. — Catinat bat le duc de Savoie à Staffarde, prend Saluces le lendemain 19 août et Suze le 12 novembre. — Les Anglais et les Français se font la guerre dans les Antilles et au Canada.

Angleterre. — Etablissement à Calcutta—*Du gouvernement civil*, par Locke.

Autriche, Turquie et Venise. — A la mort de Michel Abaffi, les Turcs imposent pour quelque temps à la Transylvanie le comte Tekeli, dont la cause est perdue en Hongrie, et qui est bientôt forcé de se retirer à Constantinople. — Malvoisie se rend aux Vénitiens qui prennent encore la Morée, et sur la côte d'Albanie Valona et Canina.

France. — Négociation de Bos-

suet avec Leibnitz pour la réunion des Eglises. — *Soupirs de la France esclave*, pamphlet étranger. — Mignard, après Lebrun, est premier peintre du roi. — Œuvre posthume de la Quintinie, célèbre agronome, qui a dessiné les jardins de Versailles.

Hollande. — Pendant vingt ans, plusieurs voyages de découverte au nom de la compagnie des Indes orientales, sur les côtes de la Nouvelle-Hollande en Océanie.

Italie. — Le duc de Savoie promet aux Provinces-Unies de rétablir les Vaudois dans leurs biens et de leur rendre la liberté du culte (oct.).

Russie. — Pierre se forme avec de jeunes Russes instruits par des officiers étrangers, une garde disciplinée, et plus fidèle que les strélitz ; il continue sa propre éducation militaire.

1691.

Allemagne, Espagne et France. — Succès des Français en Italie et dans les Pays-Bas. — Catinat prend au duc de Savoie Villefranche (mars), Nice (2 avril), Montunélian (21 déc.). — Reddition de Mons à Louis XIV (9 avril). Victoire de Luxembourg à Leuze, au nord de Condé, sur le prince de Waldeck.

Angleterre. — Linérick et toute l'Irlande se soumettent à Guillaume.

Autriche et Turquie. — A Salenkemen, au nord-ouest de Belgrade, bataille sanglante et indécise entre le prince de Bade et les Turcs : Mustapha Koproï y est tué (19 août).

Danemark et Suède. — Traité de commerce avec la France.

France. — Mort de Louvois (16 juill.). — *Athalie*, jouée d'abord à Saint-Cyr.

Russie. — Le Danois Ilbrand-Jde est envoyé en ambassade à la Chine pour préparer des relations durables de commerce. L'empereur Mantchou Hang-hi, qui règne depuis trente ans, est favorable aux chrétiens : il a livré presque tout le commerce du sud aux Portugais.

1692.

Allemagne, Angleterre, Espagne et France. — Désastre de la marine française à la Hogue, près de Cherbourg : Tourville n'avait que quarante-quatre vaisseaux contre quatre-vingt dix (29 mai). — Aux Pays-Bas, Louis XIV prend Namur (5 juin). Luxembourg bat Guillaume à Steinkerque, au nord de Mons (3 août). — Catinat est forcé à la défensive par le duc de Savoie, qui vient jusqu'à Embrun et jusqu'à Gap en Dauphiné. — Le maréchal de Lorges occupe et dépasse quelquefois la ligne du Rhin.

Allemagne. — Neuvième électoral créé en faveur d'Ernest-Auguste, duc de Hanovre.

Italie. — Un décret d'Innocent XII, auquel adhèrent les cardinaux, interdit le népotisme.

Russie. — Le czar fait construire par un Hollandais, au port d'Arkhangel, monte et conduit à travers la mer Blanche un vaisseau de grande dimension : c'est l'origine de la marine russe.

Suède. — Plaintes légitimes des Livoniens dont les privilèges nationaux ont été violés. Patkul, qui a parlé en leur nom, est obligé de fuir en Pologne, pour se soustraire au supplice.

1693.

Angleterre, Espagne, France et Hollande. — Tourville capture des vaisseaux anglais et hollandais qui rapportaient du Levant une riche cargaison (17 juin). — Tentative de Louis XIV sur Liège. Luxembourg à Nerwinde, à l'est de Louvain, bat le prince d'Orange (29 juill.); prise de Charleroi (11 oct.). — En Italie, la victoire de la Marsaille, près de Pignerol (3 oct.), donne à Catinat les abords de Turin. — Machine infernale employée par les Anglais contre Saint-Malo (nov.).

Angleterre. — A la Caroline, abandon de la constitution de Locke.

France. — Ordre de Saint-Louis

(10 mai). — Mort de Mme de La Sablière, chez laquelle La Fontaine vécut vingt ans (8 janv.); de Pélisson (7 fév.); de la grande mademoiselle de Montpensier qui fait le frère du roi son héritier universel (5 avril); de Bussy-Rabutin (14 avril); de Mme de Lafayette (mai).

Hollande. — Bantam, à l'extrémité nord-ouest de l'île de Java, est enlevée aux Anglais : l'île entière sera bientôt occupée.

Prusse. — L'électeur de Brandebourg, Frédéric III, fonde l'université de Halle.

Sielle. — Un grand tremblement de terre ébranle soixante villes et bourgades et coûte la vie à plus de cinquante mille personnes (9, 11 janv.).

1694.

Afrique. — Tunis passe aux Algér.

Angleterre. — Création de la banque.

Angleterre, Espagne, France et Hollande. — En Catalogne, belle campagne du maréchal de Noailles qui est d'abord vainqueur sur le Ter, à la frontière des Pyrénées (27 mai). — Activité de la guerre maritime. Les Anglais échouent contre Brest (19 juin). Un convoi de blé français, qu'avaient enlevé les Hollandais, leur est arraché, à la hauteur du Texel, par Jean Bart (19 juin). Les Anglais bombardent Dieppe qui est presque détruite (22 juill.); le Havre (22 juill.); Dunkerque (21 sept.) — Campagne stérile du dauphin dans les Pays-Bas.

Autriche. — Le fils de Michel Abaffi, âgé de dix-sept ans, est forcé par l'Autriche de renoncer à la Transylvanie. — Le nom de Léopold Ragouzy sert de drapeau aux Hongrois et aux Transylvains mécontents.

France. — L'Académie française achève son *Dictionnaire*, commencé depuis 1635. — Tournefort publie ses *Éléments de botanique*; il est l'auteur d'une classification méthodique des genres et des espèces. — Débat

au sujet des ouvrages de M^{me} Guyon, sur la vie mystique; Il devient personnel entre Bossuet et Fénelon qui va être nommé archevêque de Cambrai. Conférences d'Isis sur le quiétisme. — Mort d'Arnauld à Bruxelles.

Italie. — Mort du duc de Modène, François II; il a enrichi sa capitale de la belle bibliothèque d'Este, de l'Académie des Dissonanti, d'une université et de beaux travaux d'architecture.

1695.

Angleterre, Espagne, France et Hollande. — Mort de Luxembourg (4 janv.). — Les Français prennent Dixmude (juin), mais Guillaume d'Orange enlève Namur (4 août). — Les Anglais bombardent Saint-Malo (15-16 juill.), Dunkerque et Calais (août). Villeroy, par représailles, bombarde Bruxelles (15 août).

France. — La juridiction ecclésiastique et les appels comme d'abus sont précisés par un édit. — Établissement de la capitation, dont personne n'est exempt. — Bossuet publie la *Défense de la déclaration de l'Église de France*. — Mort de La Fontaine (13 avril); du peintre Mignard (29 mai); du moraliste Nicole, une des gloires de P.-Roi (16 nov.). — L. A. de Noailles dev. arch. de Paris.

Russie. — Pierre assiège en vain Azof. — Il répudie Euxodie Lapoukin, mère du prince Alexis.

Turquie. — Avènement de Mustapha II (janv.); moins indolent que ses deux frères qui l'ont précédé, il veut régner par lui-même et commande ses troupes en personne.

1696.

Angleterre. — Dernière tentative de Jacques II pour ressaisir le trône.

Espagne. — Fondation de Pensacola qui deviendra le chef-lieu de la Floride occidentale.

France et Italie. — Le duc de Savoie se détache de la ligue (4 juill.); sa fille aînée, âgée de onze ans, est fiancée au duc de Bourgogne, âgé de

quatorze ans; toutes ses places lui seront rendues, même Pignerol que la France a gardée soixante-huit ans.

France. — Nombreux anoblissements moyennant finances. — Mort de M^{me} de Sévigné dont la correspondance embrasse vingt-cinq années du règne de Louis XIV (21 avril). — *Le Joueur*, comédie de Regnard.

Pologne. — Mort de Sobieski (juin). La diète, qui ne veut pas de son fils pour roi, se partage entre le prince de Conti et l'électeur de Saxe, Frédéric-Auguste, qui l'emporte, mais n'est couronné qu'après avoir abjuré le luthéranisme (15 sept.).

Russie. — Pierre oblige Azof à capituler (28 juill.). — On commence à connaître le Kamitchatka, à l'extrémité orientale de la Russie d'Asie.

1697.

Allemagne, Angleterre, Espagne, France et Hollande. — La guerre n'est fructueuse pour les Français que sur mer. Duguay-Trouin enlève une flotte hollandaise. De Pointis fait une riche proie à Carthagène, dans l'Amérique méridionale, sur les Espagnols. — Catinat sert quelque temps dans les Pays-Bas. — Par la médiation de la Suède, paix de Ryswick, près de la Haye, avec l'Espagne, l'Angleterre, la Hollande (20 sept.) et l'empereur (3^e oct.): Louis XIV restitue ce qu'il a conquis sur l'Espagne et la Savoie; il reconnaît Guillaume d'Orange comme roi légitime de la Grande-Bretagne.

Autriche et Turquie. — Victoire du prince Eugène à Zenta, au nord de Péterwaradein: les Turcs perdent leur grand vizir, dix-sept pachas, trente mille hommes et trois mille prisonniers (11 sept.).

France. — A Rotterdam, première édition du *Dictionnaire historique et critique* de Bayle. — Ouvrage posthume de d'Herbelot, *Bibliothèque orientale*. — Les *Maximes des Saints* de Fénelon prolongent la querelle du quiétisme. — Mort de Santeuil, célèbre par des poésies latines.

Russie. — A l'exemple du fils de Christian V qui a parcouru les cours de l'Europe et a passé un an à Paris, le czar voyage (avril) par la Livonie suédoise et la Prusse; il se rend en Hollande, où il se fait ouvrier charpentier, à Saardam, près d'Amsterdam : il étudie la marine et les sciences.

Suède. — Mort de Charles XI (avril); son fils, âgé de quinze ans, Charles XII, ne veut pas de régence, et se fait déclarer majeur par les états (27 nov.). Son couronnement (27 déc.).

1698.

Danemark. — Guerre avec le duc de Holstein-Gottorp et de Slesvig.

Espagne. — La Hollande, l'Angleterre et la France arrêtent à la Haye un projet de partage de la monarchie espagnole, comme si Charles II était mort (11 oct.): le jeune prince électoral de Bavière, le plus proche descendant des rois d'Espagne doit avoir l'Espagne proprement dite et les Indes; deux autres descendants, un prince de France et un archiduc d'Autriche, doivent avoir chacun une partie de l'Italie. Testament de Charles II en faveur du prince de Bavière, qu'il fait son héritier.

France. — Le roi paraît au camp de Compiègne avec Mme de Maintenon. — Les intendants de chaque province sont chargés de préparer un état précis des ressources, des besoins, de l'organisation sociale des pays qu'ils régissent. — Mort du savant historien Le Nain de Tillemont, de Port-Royal.

Russie. — Pierre visite Londres (fév., mai); il enrôle beaucoup d'Anglais pour Arkhangel et Moscou. — Au retour, il passe à Vienne (26 juin). La nouvelle de la révolte des Strélitz, que de son couvent la princesse Sophie a soulevés, le fait revenir précipitamment à Moscou (4 sept.); punition sanglante tirée des Strélitz : la milice est cassée. — Institution de l'ordre de chevalerie de Saint-André. — Commencement du travail de jonction du Don au Volga par un canal.

1699.

Angleterre. — Dampier, qui avait déjà fait un voyage autour du monde, de 1673 à 1691, découvre dans l'Océanie la Nouvelle-Bretagne, et le détroit qui sépare cet archipel de la Nouvelle-Guinée.

Autriche, Pologne, Russie, Turquie et Venise. — Les Turcs, par le traité de Carlowitz (26 janv.), reconnaissent à l'Autriche toute la Hongrie en deçà de la Save, la Transylvanie et l'Esclavonie, mais gardent Temesvar et le pays hongrois au delà de la Save; ils reconnaissent à la Pologne Kaminieck et la Podolie, mais gardent la Moldavie; ils laissent aux Vénitiens la Morée, les îles d'Égine et de Sainte-Maure, et des places en Dalmatie; aux Russes Azof.

Danemark. — Mort de Christian V (4 sept.). Il a établi une jurisprudence uniforme, et créé un code. Avènement de son fils Frédéric IV, âgé de vingt-huit ans.

Danemark, Pologne, Russie et Suède. — Frédéric IV s'entend avec le roi de Pologne et le czar contre Charles XII, protecteur naturel du duc de Holstein, son beau-frère, qui est en guerre avec les Danois à l'occasion de l'évêché de Lubeck.

Espagne. — La mort du prince de Bavière remet en question le partage de la monarchie (6 févr.).

France. — Chamillart, honnête homme, mais incapable, devient contrôleur général des finances. — Mort de Racine à Paris (22 avril). — Innocent XII condamne les *Maximes des saints* de Fénelon. Louis XIV fait accepter la bulle comme loi d'État (août). — En Hollande, première publication du *Télémaque* qui enrichit la littérature française d'un nouveau genre de chef-d'œuvre. — Massillon, oratorien, prêche à Versailles devant Louis XIV. — Papin, de Blois, mérite le titre de correspondant de l'Académie des sciences de Paris par ses travaux sur la vapeur, qu'il a le premier appliquée aux machines.

Russie. — Pierre change le calendrier russe qui comptait par les années du monde suivant l'ère des Grecs et faisait commencer l'année au 1^{er} septembre : l'année commencera au 1^{er} janvier et datera de l'ère de l'Incarnation suivant le calcul Julien non réformé.

XVIII^e SIÈCLE.

APERÇU GÉNÉRAL.

JUSQU'À LA RÉVOLUTION FRANÇAISE.

Le XVIII^e siècle, dont l'empreinte est sensible encore dans tout ce qui existe ou se passe autour de nous, est un âge intermédiaire entre le pouvoir absolu du règne de Louis XIV et l'ère nouvelle des libertés civiles et politiques, que la révolution française a inaugurée en Europe. Les conquêtes pacifiques des idées qui détrônent les préjugés enfantés par l'ignorance, entretenus par le despotisme, préparant de loin la destruction des abus, la régénération ou la chute des anciens gouvernements. Le goût des réformes, inspiré par les philosophes et les économistes, gagne déjà les ministres et les princes : ils se mettent à l'œuvre pour accorder au bien-être matériel des peuples, à leur amélioration civile, au commerce, à l'industrie, à l'agriculture, aux arts, tous les encouragements compatibles avec le maintien du pouvoir absolu. Dans la seconde partie du siècle, les abus commencent à être battus en brèche à peu près dans tous les États, et même en France, avant 1789. L'initiative du progrès, venant bien moins des conseils des rois que du cabinet des écrivains, vaut aux coryphées de la philosophie une gloire plus brillante et plus étendue qu'aux souverains leurs amis ou leurs persécuteurs : Pierre le Grand, Frédéric II, Joseph II, ne sont pas placés par la postérité plus haut que Voltaire.

Nous n'avons pas ici, comme au milieu du XVII^e siècle, un grand nom de roi qui domine presque exclusivement la scène politique : mais, à défaut d'un nom, des faits caractéristiques de l'ordre politique, intellectuel et moral tracent une ligne de démarcation profonde entre les deux moitiés du XVIII^e siècle, que nous fermons en 1789.

4^e 1700-1748.

Pendant que l'installation de Philippe V, petit-fils de Louis XIV, sur le trône d'Espagne, irrite et effraye les grandes puissances, et

altère en Occident l'équilibre européen, un nouveau trône s'élève entre l'empire germanique, la Suède et la Russie : Frédéric, duc de Prusse, électeur de Brandebourg, se couronne de ses mains à Königsberg. Ce prince, quoique dénué d'instruction, révère Leibnitz et fonde l'académie de Berlin. Le jeune roi de Suède, Charles XII, menacé par l'ambition de ses voisins, commence sa carrière en héros : il frappe le roi de Danemark, le roi de Pologne, Auguste de Saxe, et fait roi à Varsovie le Polonais Stanislas Leckzinski. La bataille de Narva, perdue, ne décourage pas le réformateur de la Russie : le czar s'installe près de la Baltique, dans les marais de la Néva ; son génie dompte la nature, son despotisme ne recule pas devant des pertes immenses d'hommes et d'argent, pour faire sortir de ce sol fangeux, pestilentiel, menacé de continuelles inondations, une capitale, Saint-Pétersbourg.

Il parut bien, à la mort de Guillaume d'Orange, l'ennemi persévérant de la France, que l'ébranlement causé par l'élévation d'un Bourbon sur le trône de Madrid était profond. La ligue contre Louis XIV ne perd rien de ses forces ni de ses prétentions. Comme roi d'Angleterre, Guillaume I^{er} a pour successeur Anne, fille de Jacques II Stuart qui vient de mourir, et mariée à un prince danois. Liée par le pacte constitutionnel, elle ne peut rien pour les siens, elle continue la politique anglaise sur le continent et sur les mers, le général Marlborough gagne pour elle des victoires en même temps que le prince Eugène de Savoie pour l'empereur : la réunion définitive de l'Écosse à l'Angleterre par la fusion des parlements est la réalisation d'une pensée nationale des Stuarts. Comme stathouder de Hollande, Guillaume n'a pas de successeur : les républicains des Provinces-Unies craignent que cette dignité ne se transforme en royaume ; le grand pensionnaire Heinsius leur suffit.

Louis XIV est cruellement éprouvé dans les dernières années de son règne : la sagesse dans les conseils, l'habileté dans l'administration, le génie dans le commandement militaire, tout manque à la fois ; les favoris gouvernent mal et perdent les batailles ; le roi commet tour à tour la faute de ne pas se fier assez ou de se fier trop aux princes de son sang. L'Espagne, unie alors à notre destinée, perd Gibraltar, où les Anglais posent un pied solide. Le Portugal, en haine du monarque français des Espagnols, se jette dans les bras de l'Angleterre, dont l'influence sera plus durable et plus oppressive à Lisbonne que celle de la France à Madrid, car le mot prêté à Louis XIV : « Il n'y a plus de Pyrénées » sera mis à néant par les susceptibilités légitimes du peuple espagnol. L'année 1709 est fameuse par le désastre de Malplaquet, par un rigoureux hiver,

par la famine, triple malheur qui réduit Louis XIV à la dernière détresse ; par l'avènement du P. Letellier, après le P. Lachaise, aux fonctions de confesseur du monarque septuagénaire. La diplomatie hollandaise refuse une paix humiliante pour la France.

A l'autre extrémité de l'Europe, le héros d'aventure, Charles XII, succombe à Pultava : sa retraite chez les Turcs lui donne un instant l'espoir de tourner contre les Russes vainqueurs les forces de la Porte, mais le czar Pierre échappe au danger par le traité du Pruth, œuvre hardie de sa femme Catherine.

La mort de l'empereur Joseph I^{er}, dont le successeur, l'archiduc Charles, prétendant depuis dix ans à la couronne d'Espagne, est trop puissant maintenant aux yeux de l'Europe ; la disgrâce de Marlborough, les dispositions équitables des nouveaux ministres tori-ens ; la brillante victoire remportée à Denain par Villars, donnent à la France la paix tolérable d'Utrecht. Le négociateur Torcy, dernier ministre des affaires étrangères sous Louis XIV, de l'illustre maison des Pomponne et des Arnould qui sont mêlés à l'histoire du jansénisme, peut prendre rang à côté des de Lionne, des Colbert, des Louvois, qui ont ouvert le grand règne. Le traité d'Utrecht reconnaît Philippe V roi d'Espagne, mais sans les Pays-Bas et l'Italie, qui demeurent à l'Autriche ; sans la Sicile, qui doit former un royaume pour la maison ducale de Savoie. Cette royauté nouvelle gardera l'entrée des Alpes et les passages de la Méditerranée contre l'ambition des Bourbons de France et d'Espagne. A Utrecht, on allait reconnaître le premier roi de Prusse, qui avait été aussi un des ennemis de Louis XIV. Le second, qui n'a pas le goût des lettres, par ses réformes militaires, se met en état de soutenir la guerre et même d'entreprendre des conquêtes : il prépare ainsi, à son insu, la gloire d'un fils qu'il déteste.

Lorsque les hostilités cessent en Occident, la bulle *Unigenitus*, dont les ministres de Louis XIV imposent l'acceptation, ranime pour un demi-siècle les dissensions religieuses. Jansénistes et molinistes, évêques, parlements, universités, congrégations ecclésiastiques, se jettent dans la mêlée : le scandale de pareilles querelles nuit à la foi. Ces tristes débats, une dette publique énorme, une administration livrée au favoritisme, des mœurs en décadence, tels sont les maux de la France, lorsque la mort de Louis XIV fait roi un enfant de cinq ans, son arrière-petit-fils, seul survivant d'une nombreuse et brillante lignée royale. La reine d'Angleterre est morte un an auparavant : un prince allemand protestant, électeur de Hanovre, commence une nouvelle dynastie qui subordonnera souvent la politique britannique à ses intérêts sur le continent.

En Orient, les folies de Charles XII profitent à tous les ennemis de la Suède : l'aventurier redevient roi depuis le siège de Stralsund qu'il ne peut cependant pas sauver.

Le traité d'Utrecht n'est qu'une trêve pour les Bourbons d'Espagne qui ne renoncent pas à l'espoir de régner sur l'Italie comme autrefois les descendants de Charles-Quint : c'est un but qu'ils poursuivront pendant trente-cinq ans.

Diverses causes peuvent encore renouveler la guerre en Occident. En France, l'annulation du testament de Louis XIV par le parlement a donné la régence à Philippe, duc d'Orléans : Philippe V d'Espagne, dominé par l'orgueil de sa seconde femme, Élisabeth de Parme, par les intrigues de son ministre le cardinal Albéroni, prétend au titre de régent ou même de roi de France; le duc du Maine, l'aîné des fils de Mme de Montespan, prince légitimé, seconde la conspiration espagnole. Les prétentions de la famille Stuart au trône d'Angleterre; l'alliance secrète, mais dévoilée, d'Albéroni avec Charles XII, pour renverser la maison de Hanovre, n'auront pas un résultat meilleur. George I^{er} se fortifie en Angleterre par la suspension de l'*habeas corpus*, par l'empire qu'il prend sur le parlement déclaré septennal; au dehors il s'allie avec le régent de France, qui assume sur sa mémoire la responsabilité des honteuses négociations de Dubois.

La mort de Charles XII, qui sauve l'Europe de nouvelles craintes de guerre, délivre la Suède d'un roi qui l'a réduite au dernier degré d'épuisement et de servitude. Les nobles se vengent sur le baron de Goertz, principal ministre de Charles; ils sentent la nécessité de tempérer la puissance souveraine et ne défont la couronne à la sœur de Charles XII que par une élection libre et en modifiant la forme du gouvernement; mais ils transportent tous les pouvoirs dans le sénat, et par là préparent de longs troubles.

La France et l'Angleterre attirent à elles, contre l'Espagne, la Hollande et l'Autriche; le traité de Passarowitz termine à propos la guerre de l'empereur, uni aux Vénitiens, contre les Turcs : le prince Eugène perd un théâtre de gloire. Philippe V ne désarme les puissances alliées qu'en renvoyant Albéroni.

A l'intérieur, la régence du duc d'Orléans est fameuse par les honteuses débauches de la cour; par l'insolence du parvenu Dubois, le plus pervers des ministres, le plus scandaleux des prélats : par le dérèglement général des mœurs, la subversion des fortunes, les fureurs de l'agiotage, résultat de la confiance accordée au système de Law; mais aussi, à quelques égards, par le progrès des lumières, par les encouragements donnés aux lettres, à l'industrie et au com-

merce. La déclaration de la majorité de Louis XV; le court ministère d'abord de Dubois puis du duc d'Orléans; le gouvernement également honteux du duc de Bourbon, qui amène une rupture avec l'Espagne; le mariage du jeune roi avec la fille d'un roi détrôné, Stanislas Leckzinski, remplissent l'intervalle de la régence au ministère du cardinal Fleury. Dans les États où la royauté est absolue, lorsque les ministres sont les rois, c'est que les peuples vieillissent ou s'affaissent.

La Russie est le seul pays où le pouvoir réel soit alors exercé par le véritable souverain. Pierre le Grand n'a rien négligé pour transporter dans son inculte patrie l'industrie et les lumières de l'Occident : mais ses voyages en Europe ne lui ont appris à être ni moins despote, ni moins cruel; les mœurs sont plus difficiles à modifier que les lois : le réformateur asservit le clergé et se fait le bourreau de son propre fils. Sa femme Catherine I^{re} est digne de lui succéder. Elle ne règne que deux ans.

Deux longs ministères commencent presque en même temps. Dans un pays constitutionnel, en Angleterre, Walpole fonde la politique intérieure sur la corruption; mais des guerres heureuses dans le nouveau monde, les progrès toujours croissants de la marine illustrent même alors le règne de George II. En France, Fleury, premier ministre à soixante-treize ans, suivra pendant dix-sept ans, jusqu'à sa mort, ses immuables routines, opprimant avec modération, persécutant avec politesse les ennemis de la bulle *Unigenitus*; son amour de la paix, sainte vertu du prêtre, ne tient pas contre les provocations des courtisans ou des négociateurs étrangers qui flattent la vanité du ministre.

Les efforts tentés pour rendre la couronne de Pologne au beau-père de Louis XV mettent la France en guerre avec l'empire. Les Bourbons d'Espagne gagnent seuls à cette lutte nouvelle; le royaume des Deux-Siciles reste à l'infant D. Carlos; la maison de Savoie qui a dû, depuis quinze ans, échanger la Sicile contre la Sardaigne, s'arrondit dans le Milanais; la Lorraine et la Toscane changent de maisons princières. L'empereur Charles VI ne meurt en paix avec les Turcs qu'en leur rendant la Valachie, la Servie et Belgrade.

Le grand nom de l'époque est en Orient : Thamas Kouli-khan, la terreur de l'Asie pendant vingt-neuf ans, après avoir disposé du trône de Perse, saisit pour lui-même la dignité suprême sous le nom de Nadir-schah. Vainqueur des Tartares, des Turcs, du grand Mogol, il pille les trésors de Delhi, démembre l'Indostan, épouvante par son despotisme ses propres sujets, ses officiers, ses parents, qu'à la fin l'assassinent.

En Occident, paraît Frédéric II : ce prince, qui sera le plus célèbre monarque du XVIII^e siècle par les armes et par la politique, qui aspire au double renom de conquérant et de philosophe, malgré son sincère amour des lettres, pratiquera les maximes du despotisme et ne dédaignera pas toujours les doctrines de Machiavel, qu'il a réfutées. La tolérance n'est pas difficile à pratiquer pour un déiste, mais on l'admire sur le trône de saint Pierre. L'esprit aimable, et les mœurs douces, qui n'excluent pas les vertus austères, concilieront à Benoît XIV les hommages même de la Prusse, de la Russie, de l'Angleterre. La mort de l'empereur Charles VI est le signal d'une guerre de succession pour Marie-Thérèse sa fille, les électeurs de Saxe et de Bavière, gendres de son frère aîné Joseph I^{er} ; guerre d'ambition pour le roi de Prusse, qui convoite la Silésie ; pour les rois de Sardaigne et d'Espagne, qui voudraient se substituer aux Autrichiens dans l'Italie : la France poursuit contre l'Autriche, mais avec des ressources insuffisantes, la politique de Richelieu. La chute de Robert Walpole et la mort de Fleury n'influent pas sur la politique générale de l'Europe. Mais la France est réduite à regretter le vieux cardinal, parce que le règne des maîtresses commence aussitôt après sa mort : l'avènement de la marquise de Pompadour est de 1746. Marie-Thérèse perd la Silésie qui restera à la Prusse, mais le duc de Bavière, qui s'est fait proclamer empereur sous le nom de Charles VII, conserve à peine sa terre électorale, et meurt épuisé par le chagrin : son jeune fils renonce à toute prétention sur la succession autrichienne. La brillante journée de Fontenoy, et l'occupation d'une partie des Pays-Bas par les Français vainqueurs, n'empêchent pas Marie-Thérèse de faire élire et couronner empereur à Francfort son époux, François I^{er}, qui est grand-duc de Toscane depuis la paix de Vienne. Le traité d'Aix-la-Chapelle affermit la maison d'Autriche, ou ne sert qu'à agrandir les possessions des Bourbons d'Espagne : la marine française est tombée bien au-dessous de celle de l'Angleterre. La Hollande, menacée d'une invasion par Louis XV, est revenue au stathoudérat, en en faisant pour la maison d'Orange une sorte de monarchie héréditaire tempérée par quelques restes d'institutions républicaines ; toutes les espérances de la maison des Stuarts, dont la France était complice, ont été ruinées dans la journée de Culloden. Le long règne de Philippe V d'Espagne, qui a commencé avec le siècle, avait fini deux ans avant cette paix, si favorable à sa maison ; son fils Ferdinand IV saura placer sa confiance dans d'habiles ministres, amis du bien des peuples. La plupart des gouvernements entrent dans la voie des réformes, ardemment provoquées par les esprits spéculatifs. La Russie attendra près

de quinze ans le véritable successeur de Pierre le Grand, Catherine II : elle est déjà mariée à l'héritier présomptif d'une couronne qui a été placée sur tant de têtes de 1725 à 1763.

L'influence littéraire du grand siècle auquel est attaché le nom de Louis XIV se continue à peine dans les dernières années de sa vie. La chaire et la littérature ecclésiastiques ont encore Fénelon, qui survit onze ans à Bossuet, et meurt la même année que le grand roi. Massillon, déjà célèbre par ses prédications, ajoute à nos chefs-d'œuvre le *Petit carême* de 1717, prêché devant le jeune Louis XV. La littérature profane est variée, mais sans éclat : les recherches diplomatiques de Mabillon, les travaux d'érudition de Montfaucon, des comédies de Regnard, des tragédies de Crébillon, des odes et des épigrammes de J. B. Rousseau, des éloges académiques de Fontenelle, même l'*Œdipe* de Voltaire, essai d'un poète de vingt-quatre ans, caractérisent moins l'époque que les *Lettres persanes* de Montesquieu, données en 1724.

Le Véronais Maffei, par sa tragédie de *Mérope* (1743) commence une réforme dans l'art dramatique en Italie. Le Napolitain Gravina compose une poétique, et recherche, en habile jurisconsulte, l'origine et le sens des lois anciennes. Un poète lyrique, Métastase, qui est né à Rome d'une famille pauvre, par sa *Didon abandonnée*, excite à Naples un universel enthousiasme, quelques mois après l'apparition de la *Henriade* de Voltaire en France : il ira chercher fortune à la cour d'Autriche. Écrire contre l'autorité temporelle du saint-siège, en Italie même, était une chose trop hardie pour que l'Apulien Giannone, auteur d'une histoire civile du royaume de Naples, ne fût pas persécuté.

Les ouvrages de l'Allemand Stahl, écrits en latin, élèvent la chimie au rang des sciences. Leibnitz, auquel Leipsick sa patrie, Berlin, Saint-Pétersbourg, même Dresde et Vienne, doivent de puissants encouragements donnés aux études, ne meurt qu'en 1716. Newton lui survit de quelques années. L'Angleterre a son siècle d'Auguste depuis la reine Anne : c'est le temps des poètes Pope, Prior, Gay, Congrève; après Shaftesbury, la plume rend puissants Swift, Addison, de Foë, et Steele. Bolingbroke, ancien ministre d'Anne Stuart et négociateur de la paix d'Utrecht, tour à tour proscrit et réhabilité, avide d'agitation politique, ennemi de la révélation chrétienne, passionné pour l'étude des lettres, est le précurseur de Voltaire. La secte des méthodistes commence avec John Wesley.

En France, les déplorables controverses du jansénisme, qui enfantent tant de libelles et de scandales, sont cause de la disgrâce de Rollin. Privé de toute fonction dans l'Université de Paris, il consa-

cro aux lettres les dernières années de sa vie : la science morale et pratique de l'éducation, l'histoire des peuples de l'antiquité, exposée avec les monuments littéraires de la Grèce et de Rome, sont ses titres de gloire. Montesquieu fait une révolution dans l'art historique par son livre sur la *Grandeur et la Décadence des Romains* (1734). Voltaire étonne, excelle dans tous les genres. *Brutus*, *César*, *Mahomet*, mis sur la scène, aussi bien que des personnages de l'époque des croisades ou des héros du nouveau monde; *l'Histoire de Charles XII*; les *Lettres philosophiques*; l'esquisse du *Siècle de Louis XIV*, *l'Essai sur les mœurs et l'esprit des nations*; l'étude des sciences dans la retraite; son voyage à Berlin auprès de Frédéric II, roi despote et bel esprit, pour lequel la philosophie et les lettres étaient un passe-temps mais non un enseignement, disent l'activité merveilleuse, la tolérance, le bon sens, mais aussi les tendances déistes, la haine de l'Église, le caractère adulateur du grand écrivain. Il n'a plus guère à concevoir de pensées nouvelles, utiles pour l'humanité, glorieuses pour sa mémoire: tant il a exploré déjà le champ des idées. Il continuera de marcher dans les carrières qu'il s'est ouvertes.

Les progrès des sciences exactes sont attestés par l'invention du thermomètre de Réaumur, et par les résultats des voyages qu'entreprennent, dans le nord de l'Europe, quatre savants français pour déterminer la mesure et la figure de la terre. La Hollande possède, dans Boërhaave, le plus célèbre médecin de l'Europe, qui renferme en un seul système général l'histoire, les causes, les symptômes, et le traitement de toutes les maladies.

2° 1748-1789.

Le milieu du XVIII^e siècle est un moment de crise pour la France. La dignité royale se dégrade avec Louis XV. La royauté de l'esprit se partage entre Montesquieu qui publie *l'Esprit des lois*; Buffon qui donne les premiers volumes de son *Histoire naturelle*; J. J. Rousseau qu'un premier succès de rhéteur et de sophiste enhardit à rechercher l'origine de l'inégalité sociale parmi les hommes, à réformer à la fois l'homme et l'État; Voltaire enfin qui domine tout le siècle. Voltaire, après avoir joui tour à tour de la protection de M^{me} de Pompadour, de la duchesse du Maine, du bon duc de Lorraine, Stanislas Leckzinski, et du roi de Prusse, trouvera la liberté et l'aisance du grand seigneur dans le pays de Gex; il deviendra le patriarche de Ferney. Il enrichit à la fois les deux scènes de la tragédie et de la comédie; il crée un nouveau genre de romans, tout en achevant ses grands travaux d'histoire; mais quelques-uns de ses ouvrages souillent sa mémoire et son talent : l'un d'eux est une

mauvaise action. Diderot et d'Alembert fondent l'*Encyclopédie* qui est comme une tribune offerte aux orateurs de la raison en guerre avec la religion révélée. L'Italie perd Muratori, érudit infatigable qui a rendu de grands services à l'histoire nationale. L'Écossais David Hume, historien et philosophe, est impunément sceptique. Lessing crée la littérature de l'Allemagne; par la critique et l'analyse, il pose les lois de l'art et de la poésie. L'Angleterre et bientôt l'Europe se passionnent pour la brillante production de Richardson, *Clarisse Harlowe*. Rousseau donne coup sur coup le *Contrat social*, qui sera le symbole de foi de la démocratie révolutionnaire; la *Nouvelle Héloïse*, qui pervertit les cœurs faibles et ardents; l'*Émile*, code hardi et impraticable d'éducation privée et de croyances déistes : ce dernier ouvrage vaut des persécutions à son auteur. Le parlement de Paris ne ménage pas plus les philosophes que les protestants et les jésuites; le jansénisme, devenu une faction odieuse et ridicule, obtient cependant l'expulsion des jésuites, qui est un triomphe pour les philosophes.

La France, dont le génie littéraire éclairait le monde, n'a ni un gouvernement moral ni une politique habile. Elle se laisse séduire à l'alliance de l'Autriche, qui veut disputer à la Prusse le premier rang sur le continent. La guerre de Sept ans ruine sa marine; les Anglais ravissent ses dernières possessions du continent américain et fondent un empire durable dans l'Indostan. Ils sont peu sensibles aux dévastations du Hanovre par les armées françaises; ils comptent sur les ressources et sur l'ambition du roi de Prusse, qui ne s'effraye pas de l'apparition des Russes, alliés des Autrichiens, aux frontières de ses États slaves. L'acte le mieux conçu du ministère de Choiseul, l'union de toutes les branches des Bourbons, n'est pas fécond alors : l'Espagne, notre alliée, perd la Floride et est indemnisée par la Louisiane. Ces passes d'armes, ces joutes savantes où se déployaient toutes les inventions de la tactique épuisent d'hommes et d'argent les grands États de l'Europe. Mais la Prusse sort entière de la lutte méditée pour sa ruine : l'agriculture, le commerce, l'industrie, réparent pour elle les maux de la guerre. En Angleterre aussi, les intérêts matériels, puissamment encouragés, profitent de la suprématie maritime que William Pitt a assurée à sa patrie.

Les pays qui avaient subi le plus longtemps, et avec le plus de patience, le despotisme du clergé et de l'aristocratie, secouent violemment le joug. La haine pour les ordres monastiques est fatale aux jésuites en Portugal, en Espagne, en France, à Parme, etc.; presque partout les classes privilégiées s'applaudissent de la chute de cette compagnie, dont les institutions

sont un objet de défiance même pour des catholiques sincères. Les cours de Madrid et de Lisbonne remettent le pouvoir aux mains de ministres réformateurs : les lettres et les arts ont leur part de protection royale, comme tout ce qui touche au bien-être matériel, et à l'amélioration morale des peuples, l'instruction, la justice, l'industrie, l'agriculture. La science s'empare de toutes les grandes questions d'économie sociale et politique ; les sectes d'économistes ont des maîtres illustres en France et en Angleterre : c'est une mode maintenant de vouloir le bien des masses. Les théories philanthropiques abondent, même à la cour du roi de France qui est l'esclave, depuis la mort de M^{me} de Pompadour, d'une éhontée courtisane ; même à la cour de Catherine II, la Messaline du nord, qui ne recule ni devant le meurtre de son mari, ni devant le démembrement de la Pologne : victorieuse il est vrai de tous ses ennemis sur terre et sur mer, bienfaitrice du commerce, des arts et des sciences, mais trop vantée par les philosophes. La France, qui alors s'agrandissait de l'île de Corse, juste à temps pour que Napoléon naquit français, assistait au supplice de Lally-Tollendal, à Paris ; au procès de La Chalotais en Bretagne, en repréailles de la chute des jésuites ; à la disgrâce du duc de Choiseul qui pouvait être fier de son exil ; au triumvirat ministériel de l'abbé Terray qui accrut à force d'infidélités le désordre des finances, du chancelier Maupeou, le créateur de ces cours de justice serviles qui, avec moins de dignité que les parlements dissous, n'avaient ni plus de tolérance ni plus de lumières, du duc d'Aiguillon qui laisse, en 1772, partager les provinces polonaises entre les cours de Russie, de Prusse et d'Autriche. La malheureuse Pologne avait pour roi un ancien favori de la czarine, Stanislas Poniatowski qui pendant tout son règne trahit par faiblesse la cause nationale. Une noblesse toujours anarchique, des dissidents religieux provoquaient l'intervention étrangère. Les troubles de ce pays sont l'occasion d'une guerre de la Porte contre la Russie. En Suède les factions servent d'instrument à l'asservissement de la patrie : le roi Gustave III renverse les lois et rétablit le despotisme. La reine de Danemark est exilée pour adultère, le premier ministre expie sa complicité par des tortures et une mort violente. L'Allemagne, toujours aux mains de Marie-Thérèse, quoique son fils aîné Joseph ait le titre d'empereur depuis la mort de François I^{er}, peut envier à la Toscane l'administration la plus sage qu'on ait vue jusqu'alors en Europe, celle du frère de Joseph, Léopold. A Parme, règne un Bourbon d'Espagne, élève du philosophe français Condillac : la doctrine anglaise de la sensation doit à Condillac les curieuses applications qu'il a

faites de la théorie de la pensée à l'art du langage, aux connaissances morales et politiques, même à l'histoire. A Rome, soit tolérance, soit faiblesse, Clément XIV abroge la bulle *in cœna Domini*, attentatoire aux droits des couronnes temporelles, et supprime l'ordre des jésuites, aboli de fait dans la plupart des États.

Si l'audace philosophique est condamnable dans ses excès, si la piété chrétienne s'indigne que Dieu lui-même devienne la proie de la science, les secrets, les lois de la nature physique doivent tomber dans le domaine de la raison commune. « Le XVIII^e siècle avait pénétré jusqu'aux profondeurs de l'espace pour y découvrir la forme elliptique des astres, mesurer leur grandeur, assigner la force respective de leurs attractions. Les observations du XVIII^e se portent sur notre globe, sur la matière qui le compose, l'atmosphère qui l'entoure, les fluides mystérieux qui l'agitent, les êtres variés qui l'animent. A la fondation véritable de l'astronomie succède celle de la physique, de la chimie, de l'histoire naturelle positive; à Galilée, à Képler, à Huyghens, à Newton, à Leibnitz succèdent Franklin, Priestley, Lavoisier, Berthollet, Laplace, Volta, Linné, Buffon et Cuvier. » (Mignet, *Vie de Franklin*.) Le mathématicien Euler, que la France peut revendiquer à cause de ses *Lettres à une princesse d'Allemagne*, expose avec clarté les vérités les plus importantes de la mécanique, de l'astronomie, de l'optique, de la théorie des sons; Condorcet compose ses premiers ouvrages de mathématiques; l'Américain Franklin publie sa théorie de l'électricité, et apprend à éviter les effets terribles de la foudre. La Suède a un grand naturaliste, Linné; le Français Bernard de Jussieu forme une nouvelle classification botanique, et bientôt Lavoisier renouvellera la science de la chimie; l'Anglais Jenner découvrira la vaccine. L'ardeur des voyages maritimes, qui étendent les limites du monde connu, se communique de l'Angleterre à la France, à la Hollande, même à la Russie : les terres océaniques, les régions polaires sont explorées, les missions chrétiennes y suivront bientôt les navigateurs. La vérité est un tissu de merveilles sous la plume des navigateurs Bougainville et Cook. *L'Histoire des deux Indes* du Français Raynal, *L'Histoire de l'Amérique* de l'Anglais Robertson, déjà célèbre comme historien de Charles-Quint, paraissent à quelques années l'une de l'autre : la première surtout est empreinte profondément de l'esprit philosophique. Dans ce moment même, les colonies anglaises de l'Amérique septentrionale deviennent le théâtre d'une révolution.

L'Angleterre, le seul pays d'Europe qui eut une tribune politique, illustrée alors par de grands orateurs, subit les conséquences de son

ambition et de sa trop grande puissance : la crise financière est permanente, le déficit ne peut être arrêté que par l'augmentation des impôts ; les chambres autorisent le gouvernement à faire participer les colonies aux charges de la métropole. Les colons américains qui n'ont pas de représentants dans le parlement britannique, où se votent les taxes, s'affranchissent, par l'insurrection, des prétentions de l'Angleterre. Deux grandes luttes mettent à l'épreuve en même temps le gouvernement anglais : il se défend péniblement contre les Américains qui publient en 1776 leur acte d'indépendance ; il est engagé dans une longue guerre avec Haïder-Ali, roi de Mysore, qui veut l'empêcher de compléter son empire des Indes. La question américaine devient presque une question européenne : tous les grands États s'y trouveront indirectement associés. La seule guerre qui occupait le vieux continent finissait alors : la Porte ottomane a fait des sacrifices de territoire et d'honneur pour obtenir (1774) la paix de Catherine II ; l'ambition de la maison d'Autriche en provoqua une nouvelle de courte durée, à la mort de l'électeur de Bavière, en 1777. Le gouvernement de Louis XVI, inauguré par des réformes, dues à la volonté libérale du roi, et à l'influence de ses ministres Turgot et Malesherbes, les hommes les plus vertueux et les plus éclairés du siècle, s'intéresse avec ardeur et sincérité à la cause des Américains : on saisit cette occasion de réparer les malheurs de la guerre de Sept ans et d'effacer le traité de 1763, désastreux pour les colonies de la France. Au début de la guerre d'Amérique, beaucoup d'illustrations s'éteignent à la fois : William Pitt, qui est devenu lord Chatham, le naturaliste Linné, le Suisse Haller savant, médecin et auteur de poésies allemandes ; J. J. Rousseau, cinq semaines après Voltaire, dont la correspondance embrasse plus d'un demi-siècle et en retrace presque toute l'histoire politique et littéraire. La mort du roi de Portugal Joseph a eu du retentissement en Europe, parce qu'elle a entraîné la disgrâce du ministre Pombal que son excessive sévérité avait fait détester de tous ceux qu'atteignaient ses réformes : c'est lui cependant qui a régénéré l'administration portugaise. La guerre d'Amérique s'étend sur toutes les mers, quand l'Espagne et la Hollande s'allient contre les Anglais à la France : le plan de la neutralité armée proposé à l'Europe par Catherine II restreint les prétentions de suprématie maritime de la Grande-Bretagne. La mort de Marie-Thérèse ne change rien à la politique de l'Europe. Mais son fils, l'empereur Joseph II, prétend à la même gloire, montre le même despotisme, et recueille autant de haines que le ministre de Portugal, le comte de Pombal ; même avec des lumières et de l'humanité, il ne réussit pas, à cause

de la violence de son caractère, dans ses entreprises de réformes : il faut plus que des intentions généreuses, il faut du tact et des circonstances heureuses pour accomplir le bien. Toutes les puissances engagées dans la guerre d'Amérique y trouvaient de la gloire, mais sans profit. La chute du cabinet de lord North est suivie de la paix avec les Américains, dont l'indépendance est reconnue : les Hollandais, les moins favorisés des alliés des États-Unis, fournissent quelques indemnités à la Grande-Bretagne; Tippoo-Saeb continue, comme son père Haïder-Ali, la guerre défensive dans l'Indostan.

La France et la Hollande sont agitées à l'intérieur : les patriotes voudraient chasser les princes d'Orange, qui sont rois de fait avec le titre de stathouders; le parlement est insatiable de réformes, et provoque, à son insu, une révolution. Ces privilégiés, qui parlent de régénérer et de sauver l'État, refusent de sanctionner les impôts nécessaires pour combler le déficit et conjurer la banqueroute, dès que la taxe ne respecte plus leurs privilèges. Le banquier genevois Necker n'est pas plus heureux que Turgot au contrôle général des finances : il se retire sans attendre la mort du vieux Maurepas, bel esprit de cour jusqu'à quatre-vingts ans, et insouciant des maux de l'État. M. de Calonne entretient un crédit factice à force d'emprunts. Les finances sont en Angleterre aussi un objet d'inquiétudes et de scandales : le procès de Warren Hastings, gouverneur général de la compagnie des Indes, qui commence à s'instruire devant le parlement, dévoile des exactions inouïes.

Les cinq années qui précèdent 1789 sont marquées par le dissentiment élevé au sujet de l'Escaut entre l'empereur, souverain des Pays-Bas autrichiens, et les Hollandais, dissentiment qu'apaise la médiation de la France; par la nouvelle tentative de l'empereur Joseph II pour joindre la Bavière à l'Autriche, réunion qu'empêche le vieux roi de Prusse; après la mort de Frédéric II, par le concours armé que prête son fils au stathouder de Hollande, Guillaume V d'Orange, contre les patriotes; par le voyage triomphal de Catherine II à travers les provinces méridionales de son empire jusqu'à la Crimée, devenue récemment province russe; par la guerre nouvelle de la Porte contre la Russie et l'Autriche qui convoitent les bouches et le bassin inférieur du Danube; enfin par l'insurrection du Brabant et des Pays-Bas, et par la révolte imminente de la Hongrie contre le gouvernement despotiquement réformateur de Joseph II.

Les ministres de Louis XVI se risquent à convoquer une assemblée de notables, représentation des classes privilégiées et non de la nation entière, pour chercher des remèdes à la crise financière :

le gouffre du déficit est seulement mis à découvert, et se creuse de plus en plus. Des courtisans parlent en secret de faire un appel aux cours plénières : le projet est éventé. L'ouverture des états généraux consentie par une royauté confiante, et animée encore d'intentions généreuses, puisqu'elle rappelle Necker aux finances, commencera la révolution française, au moment où la constitution fédérale de la république américaine met un terme à la grande révolution du nouveau monde : Washington, le héros de la guerre d'indépendance, est le premier président élu par les États-Unis en 1789.

CHRONOLOGIE.

1700.

Danemark, Pologne, Russie et Suède. — Un général polonais envahit la Livonie suédoise (fév.), et assiège Riga : la seule approche des Suédois suffit pour la délivrer (mai). — Charles XII vient lui-même battre les Saxons du roi Auguste, près de Riga (juill.). — Ses armées ont sauvé le duc de Holstein. — Après avoir pénétré dans le cœur du Danemark, il impose à Frédéric IV, par le traité de Traventhal à l'ouest de Lubeck, l'obligation de restituer toutes les places qu'il avait prises au duc (18 août). — Quelques instants de repos en Suède; victoire à Narva, dans l'Ingrie, sur les troupes très-nombreuses du czar qui ne les commande pas.

Espagne et France. — Nouveau traité de partage de la monarchie espagnole, signé à Londres par la France et l'Angleterre (13 mars) : à la Haye par les États-Généraux (29 mars). — Le testament de Charles II, rappelant les droits de Marie-Thérèse qu'avait cependant annulés une renonciation formelle en 1659, institue pour héritier unique Philippe d'Anjou, âgé de dix-sept ans, second fils du dauphin, né d'une princesse de Bavière (2 oct.). — Mort de Charles II (1^{er} nov.). Son testament est accepté par Louis XIV (6 nov.). Philippe V est proclamé à Madrid (24 nov.).

Prusse. — Frédéric III veut être l'égal de l'électeur de Saxe, devenu

roi de Pologne : le traité de Vienne l'autorise à prendre le titre de roi de Prusse; il promet à l'Autriche un secours de dix mille hommes contre la France.

1701.

Allemagne, Angleterre, Autriche, Espagne, France, Hollande, Italie et Portugal. — Toutes les puissances, moins l'Autriche, reconnaissent le nouveau roi d'Espagne. Louis XIV a eu le tort (déc.) de conserver à Philippe V ses droits de successibilité à la couronne de France; il fait enregistrer par le parlement de Paris des lettres patentes à ce sujet (3 fév.). — L'Autriche commence la guerre dite de la succession d'Espagne. Hostilités en Italie; la Savoie est pour les Bourbons, Venise reste neutre. L'empereur oppose en Italie d'abord au maréchal de Catinat, puis à Villeroi, le prince Eugène de Savoie, dont Louis XIV avait dédaigné les services : les Français sont battus à Carpi (9 juill.) et à Chiari (1^{er} sept.). — Grande alliance conclue à la Haye entre l'empereur, l'Angleterre et la Hollande (7 sept.). — Louis XIV a pour lui le roi de Portugal et le duc de Bavière dont le frère est électeur de Cologne : le duc de Savoie devient le beau-père de Philippe V (11 sept.).

Angleterre. — Bill qui règle l'ordre de succession au trône : après Guillaume, la princesse Anne Stuart,

sa belle-sœur, et leurs descendants respectifs en ligne protestante; puis la princesse Sophie, duchesse douairière de Hanovre, fille de l'électeur palatin Frédéric V et petite-fille de Jacques I^{er}, et sa descendance (juin). Embarras causés à Guillaume III par les défiances continuelles du parlement.

Angleterre et France. — Jacques II meurt à Saint-Germain (16 sept.). Contrairement aux traités et malgré ses ministres, Louis XIV donne le titre de roi d'Angleterre au fils de Jacques.

Autriche. — Arrestation de Léopold Ragotzky; il fuit en Russie.

Danemark. — Création d'une milice nationale, où les paysans sont admis (21 févr.).

France. — L'incapable Chamillart ajoute aux finances l'administration de la guerre.

Pologne, Russie et Suède. — Charles XII bat les Saxons de Frédéric-Auguste en Courlande, emporte Mittau, la capitale, entre en Lithuanie et touche aux frontières de la Pologne. — Sept mille Suédois sont cependant vaincus par le czar en Livonie, près de Derpt (sept.).

Prusse. — Frédéric III de Brandebourg prend solennellement la couronne de Prusse à Königsberg, avec le titre de Frédéric I^{er} (18 janv.). Vaines réclamations de l'ordre teutonique appuyées par Clément XI. La magnificence de sa cour, qui voudrait rivaliser avec celle de Louis XIV, n'est pas en proportion avec ses ressources. Ordre de chevalerie de l'Aigle noir; Académie des sciences sous la direction de l'Allemand Leibnitz, qui est déjà célèbre comme mathématicien, théologien et publiciste.

1702.

Allemagne, Angleterre, Autriche, Espagne, France, Hollande et Italie. — Suite de la guerre de la succession. Déclaration de guerre à la France et à l'Espagne

par la Hollande (8 mai), par l'Angleterre (15 mai), par l'Autriche (3 juill.), par la diète impériale de Ratisbonne (sept.). Marlborough est mis à la tête des forces anglaises. — La cour de Madrid donne le gouvernement des Pays-Bas à l'électeur de Bavière (10 sept.). — En Italie, les hostilités ont pour théâtre surtout le duché de Guastalla, point central dans la vallée du Pô, entre le Milanais et le Mantouan, dévoués à la France, et les duchés de Parme et de Modène, alliés de l'Autriche. Le prince Eugène surprend Crémone sur Villeroi (1^{er} févr.), mais le duc de Vendôme bat les impériaux à Santa Vittoria (26 juill.) et dégage Mantoue (1^{er} août). Victoire de Vendôme à Luzzara, au nord-ouest de Guastalla (15 août); Luzzara et Guastalla sont prises. Le roi d'Espagne, seigneur du Milanais, déclare le duché de Guastalla propriété du duc Charles IV de Mantoue (nov.). Le duc de Modène, qui avait reçu garnison des impériaux, à l'approche des troupes françaises s'est retiré à Bologne (juill.). Le duc de Parme s'abstient comme vassal de l'Église. — Aux Pays-Bas, les ennemis de l'Espagne prennent Venloo (23 sept.), Ruremonde (7 oct.), Liège (23 oct.), malgré le duc de Bourgogne. — En Allemagne, efforts de l'armée bavaroise pour se rallier à l'armée française du Rhin. Prise d'Ulm par le duc de Bavière (8 sept.). Le marquis de Villars, qui commande pour la première fois en chef, remporte à Friedlingen, à l'entrée de la forêt Noire, une brillante victoire sur le prince de Bade (14 oct.); il est fait maréchal. Tallard prend Trèves (25 oct.). Les impériaux menacent la Lorraine; les Français occupent Nancy (3 déc.). — Une flotte espagnole, qui revenait des Indes richement chargée et escortée par le Français Château-Renaud, éprouve un grand désastre dans le port de Vigo (22 oct.). — La guerre s'étend jusque dans l'Amérique du nord. Tentative des colons anglais sur l'Acadie française; ils ne font pas

de progrès faite d'artillerie et de marine. Hostilités entre les Anglais de la Caroline et les Espagnols de la Floride.

Angleterre. — Mort de Guillaume III (9 mars). Avènement d'Anne Stuart, fille protestante de Jacques II. Elle n'associe pas son mari, le roi de Danemark, au gouvernement. L'autorité est aux whigs.

Danemark. — Frédéric IV déclare que les hommes ne seront plus attachés à la glèbe (21 févr.) : mais il prend ses précautions pour que les paysans ne désertent pas la culture des terres. — Il oblige tous les Danois à être inscrits sur les rôles de la milice de quatorze à trente-cinq ans.

France. — Mort de Jean Bart. — Persécution contre les protestants ; ils se soulèvent dans le Languedoc (30 déc.) — A la mort de Guillaume III, réunion de la principauté d'Orange à la couronne.

Hollande. — A la mort de Guillaume III, vacance du stathoudérat.

Pologne, Russie et Suède. — Charles XII envahit la Pologne pour détrôner le prince saxon, dont une faction soutenue par le cardinal primate désire la chute. Facile entrée à Varsovie (mai) ; Frédéric-Auguste, avec ses Saxons, est vaincu à quelques lieues de Cracovie, à Clissen : les Polonais ne l'ont pas soutenu (19 juill.). — Les Russes, vainqueurs à Pernof, occupent par capitulation Marienbourg (20 août), s'établissent en Ingrie, sur la Néva (14 oct.). Pour être maître du lac Ladoga, le czar fortifie Notembourg, aujourd'hui Schlussembourg.

Russie. — Le czar fonde à Moscou des écoles de mathématiques et d'astronomie et un vaste hôpital.

1703.

Allemagne, Espagne, France, Italie et Portugal. — Succès des Français sur le Rhin. Villars prend Kehl (mars), le duc de Bourgogne Brisach (7 sept.). Villars et le duc de Bavière battent les Impériaux à

Hochstedt, près de Donawert, en Bavière (20 sept.). Tallard, vainqueur à Spire, prend Landau (nov.). — Le roi de Portugal se déclare contre Philippe V (6 mai). — Le duc de Savoie se tourne contre les Bourbons, auxquels il a donné ses deux filles : l'Autriche lui promet le Montferrat (juin).

Angleterre et Portugal. — Le Portugal, par le traité de Méthuen, s'engage à recevoir les produits manufacturés des Anglais en échange de ses vins : le labourage et l'industrie nationale seront abandonnés pour la culture exclusive de la vigne.

Autriche. — Règlement de la succession autrichienne en prévision de la conquête de l'héritage espagnol. L'empereur réserve cette succession à son fils aîné et à sa descendance même féminine ; le second, Charles, âgé de dix-huit ans, reçoit le titre de roi d'Espagne (12 sept.).

France. — Dans les Cévennes, prise d'armes des calvinistes camisards. Il faudra envoyer contre eux Villars. — Le fusil à balonnette remplace les piques dans toute l'infanterie.

Pologne, Russie et Suède. — Charles XII convoque une diète à Varsovie pour faire déposer Frédéric-Auguste. Il bat les Saxons à Pultusk, sur la Narew (1^{er} mai). Siège de Thorn pendant trois mois ; elle est prise (14 oct.). — Pierre et son général Schemeretof, après six jours d'attaque, enlèvent Nientchantz ou Kantzi qui donne aux Russes un port sur la Baltique (1^{er} mai).

Russie. — Le czar laisse vacante la dignité de patriarche de Russie : il s'en attribuera les pouvoirs. — Commencement de la fortune de Menzikof. — Pierre jette les fondements de Saint-Petersbourg sur les bords de la Néva (16 mai). Pour la défendre contre les attaques des Suédois du côté de la mer, il fait construire dans une île, le fort de Cronschlot.

Turquie. — Les troupes révolutionnées massacrent le grand mufti, ou

chef de la religion, et déposent le sultan Mustapha III (20 sept.), qui mourra en 1704. — Son frère, Achmet III, est tiré de la solitude pour être placé sur le trône.

1704.

Allemagne, Angleterre, Espagne, France et Portugal. — L'archiduc Charles se rend à Lisbonne sur une flotte anglaise. — L'amiral Rook donne à l'Angleterre l'importante position de Gibraltar qui commande l'entrée de la Méditerranée (4 août). — En Allemagne, désastreuse journée d'Hochstaedt (13 août) : Tallard et Marsin avec l'électeur de Bavière sont battus par Eugène et Marlborough ; les Français perdent quatre-vingts lieues de pays, et des bords du Danube sont rejetés sur le Rhin. Landau est repris par les impériaux (nov.). — Succès du duc de La Feuillade, et du duc de Vendôme en Italie contre le duc de Savoie.

France. — Mort de Bossuet (12 avril), le plus grand écrivain du xviii^e siècle, la lumière et la gloire de l'Église. — Mort du P. Bourdaloue, célèbre prédicateur (13 mai). — De 1704 à 1708, Galland traduit de l'arabe les *Mille et une Nuits*.

Pologne, Russie et Suède. — La diète de Varsovie dépose Frédéric-Auguste (12 févr.). Alexandre Sobieski refuse la couronne. Charles XII présente aux suffrages de la diète le palatin de Posnanie, Stanislas Leckzinski, qui se recommande par ses vertus civiques. Leckzinski est élu (12 juill.). Une surprise rend Frédéric-Auguste maître de Varsovie, dont le nouveau roi a à peine le temps de se sauver (31 août). Pressé par Charles XII et par Stanislas, Frédéric-Auguste fuit à travers la Silésie et la Bohême jusqu'à Dresde (13 déc.). — Le czar, en dix jours, prend Derpt, à la limite nord-est de la Livonie et de l'Esthonie (13 juill.) ; bombardement de Narva qu'un assaut lui livre (9 août) : il ne la laisse pas saccager par ses soldats.

1705.

Allemagne, Angleterre, Espagne, France et Italie. — Mort de Léopold ; les électeurs lui donnent pour successeur son fils aîné, Joseph I^{er} (mai). — Villars arrête Marlborough qui voulait pénétrer en Champagne. — Vendôme est vainqueur du prince Eugène en Italie (août). — En Espagne, l'archiduc prend Barcelone.

Angleterre. — Déjà six cents navires sont affectés au commerce du charbon de terre par des marchands de Londres formés en association.

Autriche. — Ragotzky se fait proclamer, à Albe-Julie ou Weissenbourg, prince de Transylvanie (août) et bientôt duc de Hongrie (sept.) ; il reçoit le titre de père de la patrie. La France le secourra.

Pologne, Russie et Suède. — Échec de Scheméretof en Courlande, devant le général suédois Levenhaupt (janv.). Il est réparé par le czar en personne qui prend la ville et la citadelle de Mittau (sept.). — Couronnement de Stanislas à Varsovie : Charles XII y assiste incognito (4 oct.).

1706.

Allemagne, Angleterre, Autriche, Espagne, France, Hollande et Italie. — Berwick, fait maréchal, puis Vendôme, battent le duc de Savoie (janv.-avril). — Les électeurs de Cologne et de Bavière, alliés de la France, sont mis au ban de l'empire et dépouillés en vertu d'un simple décret de conseil aulique (20 avril). Villars fait lever le blocus du fort Louis sur le Rhin (1^{er} mai), et tient en échec le prince de Bade — Philippe V et le maréchal de Tessé lèvent le siège de Barcelone (12 mai). — Le désastre du maréchal de Villeroi à Ramillies, au nord de Namur (?3 mai), livre à Marlborough le Brabant et les Pays-Bas jusqu'à Lille. Le commandement est donné à Vendôme. — Philippe V perd Carthagène. Les généraux de l'archiduc entrent à Madrid (16 juin) et l'y

sont proclamer ; mais ils n'occupent pas deux mois cette capitale. — Désastres du parti français, même en Italie. Le duc de Savoie et le prince Eugène battent à Turin le duc d'Orléans et le maréchal de Marsin (7 sept.). Les Français et les Espagnols sont chassés de Modène qui est emportée d'assaut (20 nov.), et de Guastalla (5 déc.). Ces deux villes dévastées sont rendues à leurs princes légitimes. — Philippe V recouvre Madrid et Carthagène. — Louis XIV propose la paix.

Angleterre. — L'Angleterre et l'Écosse sont enfin unies en une seule monarchie et auront, à partir de 1707, un seul parlement (août).

Pologne et Suède. — Défaite des Saxons à Fraustadt, en Posnanie, par le Suédois Renschild (13 févr.). Frédéric-Auguste, poursuivi par Charles XII jusqu'en Saxe, renonce, par le traité d'Altranstadt (24 sept.), à la couronne de Pologne et à l'alliance des Russes ; il livre les transfuges et le Livonien Patkul, alors auprès de lui comme ambassadeur du czar. Il est même forcé d'écrire une lettre de félicitations au roi Stanislas.

Portugal. — Mort de Pierre II (déc.). Jean V, né de sa seconde femme, a dix-sept ans.

1707.

Allemagne, Espagne, France, Italie et Portugal. — La victoire de Berwick à Almanza, à l'extrémité sud-est de la nouvelle Castille, enlève aux alliés les royaumes de Valence et d'Aragon (25 avril). — Villars force les lignes de Stollhofen, au nord-est de Strasbourg, regardées comme le rempart de l'Allemagne (22 mai), et lève des contributions dans le Wurtemberg et la Franconie. — Le duc de Savoie perce au delà du Var (juin) ; vaine tentative sur Toulon. — Les Français et les Espagnols, qui ont évacué la Lombardie par capitulation (mars), ne peuvent empêcher la conquête du

royaume de Naples par l'armée impériale (juill.-sept.).

Autriche. — Ragotzky, avec soixante-quinze mille hommes, porte la terreur jusqu'à Vienne. Il est reconnu comme prince de Transylvanie par Louis XIV et fait déclarer vacant le trône de Hongrie.

Espagne. — Une trahison, favorisée par les Anglais, attire les Maures contre la place espagnole d'Oran, en Afrique ; ils la prendront en 1708.

France. — Moride Vauban (30 mars). Outre des traités sur l'art des fortifications, il laisse des mémoires sur la *Dîme royale* et sur l'*édit de Nantes*.

Mogols. — L'empereur Aurang-Zeyb meurt presque centenaire, après avoir joui quarante-sept ans de ses vastes conquêtes : il avait réuni à la domination mogole les royaumes de Dekkan, de Visapour ou Bedjapour, au sud-ouest, de Golconde à l'est du Dekkan, presque toute la presqu'île que bornent les côtes de Coromandel et de Malabar. Guerres fréquentes avec les Mahrattes, au nord-ouest du Dekkan. — Depuis sa mort, décadence rapide de l'empire mogol des Indes.

Prusse. — La principauté de Neuchâtel, à l'ouest de la Suisse, que plusieurs maisons réclamaient depuis la mort de la duchesse de Nemours, est adjugée au roi de Prusse qui la réclamait du chef de sa mère, comme partie de l'héritage de la maison d'Orange (3 nov.).

Russie et Suède. — Le czar épouse secrètement sa maîtresse Catherine, une des captives de Marienbourg en 1702, et offre inutilement la paix à Charles XII.

Suisse. — Alliance perpétuelle des Grisons avec le canton de Zurich.

1708.

Angleterre et France. — Une flotte française, destinée à porter en Écosse le prétendant Jacques III Stuart, battue par les vents, est ramenée avec peine par le chevalier de

Forbin (mars). Le prétendant se montre seulement au peuple d'Édimbourg (avril).

Angleterre. — Un bill du parlement donne droit de naturalisation aux protestants réfugiés (27 nov.).

Autriche. — Les États de l'empire consentent à rendre à la couronne de Bohême tous les droits dont les anciens rois avaient joui dans les diètes. — La trahison affaiblit le le chef des Hongrois rebelles.

Autriche, Espagne, France et Italie. — Villars arrête l'invasion du duc de Savoie dans le Dauphiné. — Dans les Pays-Bas, les Français perdent la bataille d'Oudenarde, sur l'Escaut, contre Marlborough et le prince Eugène (11 juill.); désastreuse retraite. — La ville (23 oct.) et la citadelle de Lille (8 déc.) sont forcées de capituler, malgré la belle défense du maréchal de Boufflers.

France. — Les cris du public font destituer Chamillart du contrôle général des finances. — Le livre janséniste du père Quésnel, *Réflexions morales sur le Nouveau Testament*, est pros crit par un décret de Clément XI, qu'annule le parlement de Paris. — Regnard donne le *Légataire universel*; Lesage Turcaret.

Italie. — Joseph I^{er} revendique les droits de l'empire sur les grands fiefs qui en ont autrefois relevé. Résistance armée du pape Clément XI qui est menacé dans ses possessions du nord de la péninsule; forcé de céder, il reconnaît l'archiduc pour roi d'Espagne. — Prétentions des maisons de Guastalla, de Savoie, de Lorraine à la succession de Mantoue. L'empereur s'adju ge le fief. Le duc de Savoie reçoit le Montferrat, Alexandrie, Valence et le Val de la Sessia.

Russie et Suède. — Charles XII classe les Russes du territoire polonais (janv.); mais Scheméretof, en reculant devant lui, détruit les fourrages et les magasins, dévaste les campagnes pour affamer l'ennemi. — Charles XII, au lieu d'entrer en

Russie par la Livonie, prend la route de l'Ukraine. Il est assailli, dans des régions inconnues et peu praticables, par des Cosaques et des Kalmouks, et court danger de la vie. — Le czar le prive des renforts et des munitions que son général Levenhaupt amenait de la Livonie, en battant ce dernier près de la Soja, affluent oriental du Dniéper (28 sept.).

1709.

— Rigoureux hiver, surtout en France et même en Italie où gèlent les lagunes de Venise.

Angleterre. — Débat fameux au sujet de l'obéissance passive envers les souverains. Les wighs font brûler les sermons du docteur Sackwerel. — Premier journal quotidien *Daily Courant*. — Le *Tattler* ou le *Babillard* fondé par Steele, bientôt avec Swift et Addison.

Autriche. — La défense faite par le pape au clergé de Transylvanie de reconnaître d'autre souverain que l'empereur achève la ruine de Ragotski.

Autriche, Espagne et France. — En Espagne, la campagne est encore heureuse pour Philippe V. — Aux Pays-Bas, le maréchal de Villars, opposé à Marlborough et au prince Eugène, ne peut sauver Tournai (juill.-sept.). Pour empêcher l'investissement de Mons, il livre, à Malplaquet, une bataille longue, meurtrière et désastreuse. Reddition de Mons (20 oct.).

Danemark. — Frédéric IV revient dans son royaume après quatorze mois de voyage en Italie.

Danemark, Pologne, Prusse, Russie, Suède et Turquie. — Charles XII s'enfonce dans l'Ukraine, où le guide le Cosaque Mazeppa. Il arrive avec une armée épuisée devant Pultava, en forme le siège, est blessé dans une rencontre avec les troupes du czar (27 mai), prend part cependant à une bataille sanglante et désastreuse (8 et 9 juill.), qui coûte à la Suède neuf mille morts

et six mille prisonniers. Il fuit devant le czar, descend le Dniéper, va chercher asile chez les Turcs, à Bender, en Bessarabie. — Frédéric-Auguste rentre aussitôt en Pologne (août). Stanislas se retire dans la Poméranie suédoise, mais ses partisans entretiennent l'anarchie en Pologne. Le roi de Danemark s'unit aux ennemis de Charles XII, pour recouvrer la Scanie (sept.); il prend en personne Helsingborg, au passage du Sund (nov.). Le roi de Prusse attaquera la Poméranie suédoise.

France. — Année néfaste par le froid, la famine et les désastres des armées. Épuisement des finances, altération des monnaies. Chamillart se démet du secrétariat d'État de la guerre. — Mort du père Lachaise, confesseur du roi (20 janv.). Le père Letellier, jésuite aussi, lui succède. — Un décret du cardinal de Noailles, archevêque de Paris, ordonne la destruction de Port-Royal-des-Champs, foyer du jansénisme (11 juill.).

Portugal. — Contestations commerciales avec l'Angleterre.

1710.

Angleterre, Autriche, Espagne, France, Hollande et Portugal. — Ouverture des conférences de Gertruydenberg, près de Breda, dans le Brabant hollandais; le maréchal d'Uxelles et l'abbé de Polignac sollicitent la paix aux conditions les plus onéreuses et les plus humiliantes pour Louis XIV: il renonçait à soutenir son petit-fils en Espagne (mars). Animosité du prince Eugène de Marlborough et du grand pensionnaire de Hollande, Heinsius. Refus des propositions. — Nouveaux succès des alliés. Le prince Eugène passe la Scarpe, malgré la présence de Villars (20 avril). Investissement et prise de Douai le 22. Les prétentions s'accroissent à Gertruydenberg: les alliés demandent que Louis XIV combatte lui-même Philippe V et s'engage à le chasser d'Espagne en deux mois. Rupture des conférences (juill.). — La France

perd encore Béthune (26 août), Saint-Venant et Aire sur la Lys (sept.-nov.). Les Anglais ont paru dans le port de Cette, en Languedoc (25 juill.); le duc de Noailles vient du Roussillon pour les chasser. En Espagne, deux victoires, l'une de lord Stanhope (27 juill.), l'autre du comte de Staremberg (20 août), forcent encore une fois Philippe V à quitter Madrid (5 sept.), mais le marquis de Bay empêche l'armée portugaise de venir renforcer l'archiduc. — Le duc de Vendôme ramène Philippe dans sa capitale (3 déc.); il atteint successivement Stanhope à Brihuega, un peu à l'est de Madrid le 9, et Staremberg à Villaviciosa tout près de Brihuega le 10. Philippe V a pris une part glorieuse à ce dernier combat, qui anéantit les espérances de l'archiduc. — Dans l'Amérique du nord, les colons anglais, avec le secours d'une flotte européenne, enlèvent aux Français de l'Acadie leur capitale, Port-Royal, qui est appelée alors Annapolis.

Angleterre. — Le pouvoir passe des whigs aux torys, qui sont moins ardents pour la guerre. Disgrâce de la duchesse de Marlborough. Son mari reste à la tête des armées. Les ministres sont Harley (comte d'Oxford), le duc d'Ormond, H. St-John (lord Bolingbroke), appuyés par l'*Examiner*.

Autriche. — Ragotzky renonce à la guerre (févr.): il passe tour à tour en Pologne, en Russie, en France.

France. — Les protestants se sont révoltés dans le Vivarais. — D'après un projet de Vauban, établissement de la dîme sur les revenus de toutes les terres, même des classes privilégiées.

Russie, Suède et Turquie. — Charles XII, de sa retraite de Bender, décide la Porte à déclarer la guerre à la Russie, dont les progrès pourraient menacer les Turcs (20 nov.).

Turquie. — Achmet III nomme prince de Moldavie Démétrius Cantemir, fils du gouverneur de ce pays, qui, presque aussitôt, abandonne les

intérêts de la Porte pour s'attacher aux Moscovites : il a écrit l'*Histoire de l'agrandissement et de la décadence de l'empire ottoman*.

1711.

Allemagne et Autriche. — Mort de Joseph I^{er} (17 avril). L'archiduc Charles, son frère, est élu empereur et réunit tout l'héritage autrichien. — Réconciliation avec les mécontents de Hongrie et de Transylvanie (29 avril). — Deux jours après son couronnement à Francfort, Charles VI signe une capitulation rédigée par les électeurs (24 déc.).

Angleterre, Autriche, Espagne, France et Portugal. — En Espagne, avant d'être élu empereur, l'archiduc Charles a perdu la Catalogne et l'Aragon, les seules provinces qui lui étaient fidèles (janv.-févr.). — La reine d'Angleterre est disposée à la paix. — Dans les Pays-Bas, où commande Villars, la prise de Bouchain, entre Cambrai et Valenciennes, est le dernier fait d'armes de Marlborough, que remplace le duc d'Ormond (13 sept.). — Au Brésil, Duguay-Trouin, après onze jours de siège, prend Rio-Janeiro (23 sept.). — Négociations avec l'Angleterre (sept.). Articles préliminaires (8 oct.).

Angleterre. — Le *Spectateur* d'Addison.

France. — Mort du dauphin (avr.). — *Rhadamiste et Zénobie* tragédie de Crébillon.

Russie. — Pierre fait reconnaître pour czarine Catherine, dont il a déjà deux filles (6 mars).

Russie et Turquie. — L'armée russe, qui s'avancait en Moldavie, réduite par les maladies et la disette à dix-sept mille hommes, est enveloppée par cent cinquante mille Turcs, sur les bords du Pruth. Le traité de Pruth négocié par Catherine avec le vizir Baltagi-Mehemet, au grand regret de Charles XII, laisse la liberté à Pierre, qui abandonne Azof (23 juill.).

1712.

Angleterre, Autriche, Es-

pagne, France et Hollande. — Ouverture de conférences pour la paix générale, à Utrecht (29 janv.). — Les hostilités continuent. Dans les Pays-Bas, les Anglais se séparent du prince Eugène (17 juill.); les troupes de l'empire et de la Hollande sont vaincues à Denain par Villars (24 juill.), qui prend Mortagne, Saint-Amand, Landrecies, Douai, le Quesnoi, Bouchain (juill.-oct.).

Angleterre. — Droit de timbre sur les journaux, et les annonces qu'ils contiennent.

Espagne et France. — Mort de la nouvelle dauphine (12 févr.). Mort du dauphin, le duc de Bourgogne, le 18. Mort de leur fils aîné, le duc de Bretagne, âgé de cinq ans (8 mars). Il reste à Louis XIV un petit-fils au berceau. Philippe V, dans l'intérêt de la paix générale, signe un acte de renonciation à la couronne de France pour lui et ses descendants (5 nov.). Le duc du Maine et le comte de Toulouse, fils de Mme de Montespan, princes légitimés, sont déclarés princes du sang.

Suisse. — Les protestants étant opprimés dans le comté de Toggenbourg, par l'abbé de Saint-Gall, leur seigneur territorial, arment pour leur cause les cantons de Zurich et de Berne; l'abbé de Saint-Gall est soutenu par les catholiques des cantons de Zug, d'Uri et de Schwitz; cent cinquante mille hommes combattent de part et d'autre. — Renouveau de la confédération générale avec les trois ligues grisonnes.

1713.

Angleterre. — Louis XIV renvoie le fils de Jacques II, qui trouvera asile chez le duc de Lorraine. — Tragédie d'Addison, *Caton*.

Angleterre, Espagne, France, Hollande, Portugal, Prusse et Savoie. — Les traités d'Utrecht, depuis le 11 avril, mettent fin à la guerre de succession, excepté avec l'empereur et quelques princes de l'empire, qui continuent les hos-

tilités. Philippe V garde l'Espagne et les colonies ; mais Louis XIV est forcé de combler le port de Dunkerque et d'en raser les fortifications ; les Anglais gardent, au détriment de la France l'Acadie, le bassin de la Gambie au sud du fleuve Sénégal ; au détriment de l'Espagne, Gibraltar et Minorque : ils pourront, tous les ans, envoyer dans les possessions espagnoles d'Amérique un vaisseau chargé de marchandises, et y faire le commerce des nègres d'après le traité d'Asiento (29 mars) qui leur accorde un privilège de trente ans. La nation anglaise trouve cependant les traités d'Utrecht sans gloire et sans profit. Le duc de Savoie, Victor-Amédée, qui garde le comté de Nice, prend rang parmi les têtes couronnées comme roi héréditaire de Sicile ; sa race héritera du trône d'Espagne à défaut de la postérité de Philippe V. Le roi de Prusse obtient la confirmation du titre de roi : il acquiert la ville de Gueldre et une partie du duché du même nom, au sud de Clèves, qu'il possède déjà ; il est reconnu pour souverain légitime de Neuschâtel.

Autriche, Espagne et France. — Villars prend Landau (20 août) et Fribourg (nov.). — Plus de troupes allemandes en Espagne. Philippe V a encore à combattre pendant un an Barcelone révoltée.

Danemark, Pologne, Suède et Turquie. — Le duc de Slesvig, toujours révolté contre le Danemark, est mal soutenu par une armée suédoise qui est réduite à se rendre prisonnière près de Tonningen, à l'embouchure de l'Eider (16 mai). — Charles XII refuse de quitter Bender ; ses intrigues forcent le sultan à le faire enlever violemment et conduire comme prisonnier à Andrinople et de là à Dimotica.

Espagne et Italie. — Les prérogatives du tribunal de la monarchie de Sicile causent un conflit entre Philippe V et la cour de Rome (22 mars). Les évêques de Catane, de Messine, de Girgenti prennent parti pour le

pape et sont bannis : bulle de Clément XI en leur faveur (17 juin).

France. — La bulle *Unigenitus* qui condamne les *Réflexions morales* du P. Quesnel, janséniste, est soumise par Louis XIV à la délibération de quarante évêques (oct.). Huit se déclarent contre elle, entre autres l'archevêque de Paris, cardinal de Noailles. — *Traité de l'existence de Dieu*, par Fénelon. — *Projet de paix perpétuelle* de l'abbé de Saint-Pierre.

Italie. — Gènes acquiert de l'empereur le marquisat de Final (août) : cause de dissentiment avec la cour de Turin. — Découverte de l'emplacement d'Herculanum, une des villes ensevelies par l'éruption du Vésuve, en 79. Commencement des fouilles. Des peintures, des monuments d'architecture et de sculpture, des instruments de musique, des objets de toutes sortes utiles au culte religieux ou aux besoins ordinaires de la vie domestique des Romains, formeront un précieux musée d'antiquités.

Persie. — Sous le schah Hussein, qui laisse le pouvoir aux eunuques, les Afghans du Candahar, révoltés, proclament souverain leur chef Mir-Wéis.

Prusse. — Mort de Frédéric I^{er}. Frédéric-Guillaume I^{er}, son fils, lui succède, à vingt-cinq ans.

Savoie. — Victor-Amédée, roi de Sicile, est couronné à Palermo (déc.). Comme Philippe V, il défend contre le pape les droits du tribunal de la monarchie sicilienne.

1714.

Allemagne, Autriche et France. — Villars et le prince Eugène signent la paix à Rastadt, dans le pays de Bade (6 mars). Les princes de l'empire confirmeront le traité à Baden en Suisse. Fin de la guerre de succession : Charles VI garde les Pays-Bas espagnols, le Milanais, les côtes de Toscane, la Sardaigne et le royaume de Naples.

Angleterre. — Nouveaux im-

pôts; symptômes de soulèvement. L'Écosse est près de rompre l'union. — Un acte du parlement appelle à la couronne, après Anne, qui n'a plus d'enfant, le fils de la princesse Sophie, George-Louis, électeur de Hanovre, qui est protestant (mars). Mort de la princesse Sophie à quatre-vingt-quatre ans (28 mai). Mouvement des Jacobites; proclamation de la reine contre le prétendant son frère. Elle meurt le 1^{er} août. — Avènement de George 1^{er} à cinquante-quatre ans: il rend la direction des affaires aux whigs, Somers, Townshend, soutenus par Robert Walpole et Pulteney. Déjà les ministres torles, Bolingbroke, d'Ormond, d'Oxford, sont menacés d'un jugement, comme auteurs de la paix d'Utrecht qu'on ne trouve pas assez avantageuse au pays. — Manifeste du chevalier de Saint-George, fils de Jacques II, pour soutenir les droits des Stuarts.

Espagne. — Mort de la reine, elle laisse plusieurs enfants (févr.). M^{re} des Ursins, sa favorite, d'accord avec l'abbé Alberoni, fait choisir, par Philippe V, Isabelle de Parme, âgée de vingt-deux ans, qui avant d'arriver à Madrid, la fait expulser du royaume. Célébration du mariage (24 déc.). Toute-puissance d'Alberoni.

France. — Lettres patentes du roi pour l'acceptation de la bulle *Unigenitus* dans tout le royaume (févr.). — Mort du duc de Berry, second fils du duc de Bourgogne (4 mai). Un édit royal, enregistré au parlement, appelle le duc du Maine et le comte de Toulouse à la couronne, en cas que toute la descendance légitime soit éteinte (2 août). Le testament de Louis XIV, qui est défavorable au duc d'Orléans, son neveu, est déposé au greffe du parlement (29 août).

Pologne, Russie, Suède et Turquie. — L'amiral des Russes, Apraxin, enlève aux Suédois la Finlande. — Stanislas Leszcynski se retire avec sa famille à Deux-Ponts, à l'ouest du Palatinat, qui lui a été assigné pour demeure. — Charles XII

s'échappe de Démotica avec trois compagnons seulement (nov.); en vingt et un jours il arrive à Stralsund en Poméranie (22 nov.).

Russie. — Le czar établit à Saint-Petersbourg une fonderie de canons, une amirauté, des magasins de port. Il transporte dans sa nouvelle capitale le sénat de Moscou. — Défense, sous peine de mort, à toute personne en place, de vendre la justice.

Turquie et Venise. — La Porte déclare la guerre aux Vénitiens, dans le dessein de reprendre la Morée. Corinthe capitule, après cinq jours de tranchée ouverte (juin); la garnison et la population sont massacrées. Reddition de Naples de Romanie. Impuissance des Vénitiens.

1718.

Angleterre. — D'Ormond et Bolingbroke, poursuivis par les communes, sont frappés d'un bill d'attainder, rayés de la liste des pairs et privés de leurs biens (sept.). Révolte jacobite en Ecosse et dans le nord de l'Angleterre (sept.-nov.). Bolingbroke sert le prétendant.

Autriche et Hollande. — Traité des Barrières, conclu à Anvers avec la médiation de l'Angleterre: dans les Pays-Bas, ci-devant espagnols, maintenant autrichiens, des villes situées à la frontière des possessions hollandaises recevront garnison des Provinces-Unies; l'indépendance et les conquêtes des Provinces-Unies sont garanties (15 nov.).

Danemark, Pologne, Prusse et Suède. — Les armées de Danemark, de Prusse et de Saxe, s'approchent de Stralsund (13 juill.), et enlèvent aux Suédois l'île de Rugen (17 nov.). Charles XII, ne pouvant sauver Stralsund, passe en Suède. Reddition de Stralsund (22 déc.). — Le roi de Pologne lutte avec sa noblesse qui s'indigne de payer des impôts pour solder des troupes étrangères; troubles pendant deux ans.

Espagne. — Alberoni devient le

principal ministre : réformes dans les finances et l'administration militaire.

Espagne et Portugal.—Traité de réconciliation (13 févr.).

France. — Louis XIV reçoit un ambassadeur du roi de Perse (19 févr.). — Mort de Louis XIV à Versailles (1^{er} sept.). Il laisse une dette de deux milliards soixante-deux millions. — Avènement de son arrière-petit-fils, Louis XV, âgé de cinq ans, né du duc de Bourgogne. Le parlement casse son testament qui établissait un conseil de régence (2 sept.) et nomme régent son neveu, Philippe d'Orléans; il recouvre le pouvoir de faire des remontrances (15 sept.). Pendant six ans et demi, Paris sera la résidence du jeune roi. — Mort de Malebranche. — Mort de Fénelon. — Première partie de *Gil Blas*, roman de mœurs par Lesage.

Italie. — Une bulle de Clément IX interdit les pratiques superstitieuses et idolâtres que des missionnaires permettaient aux convertis de Chine.

Perse. — Le souverain du Candahar révolté, Mir-Wéis, meurt au moment où ses conquêtes allaient lui permettre de détrôner le schah de Perse Hussein. Les Afghans déferent le commandement à son frère Abdallah, qui est doux et pacifique.

1716.

Angleterre. — Le prétendant se montre en Écosse (janv.-mars). Beaucoup de ses partisans qui, depuis 1715, avaient été pris sont condamnés à mort et exécutés (mars-avril). — Le parlement, qui se renouvelait tous les trois ans, est rendu septennal au profit de la royauté.

Autriche, Turquie et Venise. — Quarante mille Turcs attaquent Corfou, que défend un étranger, le comte saxon de Schullenbourg; le pape, le roi de Portugal, le grand-duc de Toscane et le grand maître de Malte viennent en aide à Venise. — Charles VI, maintenant roi de Naples, conclut avec elle une ligue offensive

et défensive (25 mai), et déclare la guerre aux Turcs (juin). Le prince Eugène les bat près du Danube, entre Peterwaradein et Salankemen (5 août), emporte Temesvar, la dernière place qu'ils avaient en Hongrie (13 oct.). — Le siège de Corfou est levé.

France. — Les ministres et se créataires d'État sont remplacés par des conseils de gouvernement, composés chacun de dix membres : ce régime durera deux ans. — Création, par édit royal, d'une chambre de justice pour la recherche des malversations commises par les financiers sous le dernier règne (12 mars). — L'Écossais Law obtient la création d'une banque où le numéraire est échangé contre du papier (2, 20 mai) : il espère une riche exploitation des terres et des mines du Mississippi, du Sénégal et des Indes; engouement fatal de la nation.

Russie. — Second voyage du czar pour étudier la politique et la législation de l'Europe (26 janv.); Catherine l'accompagne dans le nord de l'Allemagne, le Danemark et la Hollande.

1717.

Angleterre, Espagne, France et Hollande. — Abandonnant la politique de Louis XIV, le régent laisse conclure par Duhois la triple alliance avec l'Angleterre et la Hollande contre l'Espagne (4 janv.). — Alberoni, fait cardinal, veut, de concert avec Isabelle de Parme, rendre à l'Espagne la puissance en Italie, et dominer le gouvernement de la France. La Sardaigne est enlevée à l'Autriche.

Autriche et Turquie. — Les Turcs sont défaits devant Belgrade (16 août). Les impériaux s'en emparent le 18. — Ragotzky, retiré en France, malgré le régent et le czar, se rend inutilement à Andrinople dans l'espoir de recommencer la lutte contre l'Autriche.

France. — D'Aguesseau, grand orateur et jurisconsulte, est fait chan-

celier (févr.). — La bulle *Unigenitus* est combattue par quatre évêques, qui en appellent au futur concile général (mars); ils sont soutenus par les facultés de théologie, des arts, de droit, de médecine et par plusieurs membres influents du clergé. — La banque de Law devient banque générale (10 avril). — Louis XV, à sept ans, reçoit pour précepteur l'ancien évêque de Fréjus, Fleury, et pour confesseur l'abbé Fleury, auteur de l'*Histoire ecclésiastique*. — Sermons du *Petit carême* prêchés par Massillon devant le roi. — Publications des *Mémoires* du cardinal de Retz. — Le botaniste Tournefort publie son *Voyage au Levant*, résultat des recherches qu'il avait faites depuis 1700 par ordre de Louis XIV. — Nouveaux règlements en faveur de la liberté de commerce dans les Antilles.

Persé. — Abdallah est poignardé par son frère Mahmoud qui, à dix-huit ans, élu chef par les Afghans, reprend la guerre contre les Perses.

Prusse. — Abolition du droit féodal et conversion de tous les fiefs en biens allodiaux.

Russie. — Le czar, laissant Catherine en Hollande, vient en France; il étudie à Paris les merveilles des arts, des sciences et du génie de la civilisation moderne. Retour à Amsterdam (2 août). Il revient par Berlin (18 sept.) à Saint-Petersbourg (21 nov.).

1718.

Angleterre, Autriche, Espagne, France et Sardaigne. — Descente des Espagnols en Sicile. L'Autriche, qui vient de terminer la guerre avec les Turcs, signe le traité de la Quadruple Alliance, à Londres (2 août). Sans déclaration de guerre l'amiral anglais Bing attaque et bat, sur la côte de Sicile, la flotte espagnole (10 août): le parlement blâme l'expédition, la cour obtiendra cependant une déclaration de guerre contre l'Espagne.

Autriche, Turquie et Venise.

Le traité signé à Passarowitz, à l'est de Sémeendria, donne à l'Autriche le bannat de Temesvar, Belgrade et la Serbie; à la Porte, la Morée; il ne laisse aux Vénitiens que l'île de Cérigo (Cythère), et quelques places maritimes du continent, entre Corfou et Sainte-Maure (21 juill.).

Autriche. — Compagnie de commerce établie à Ostende par le gouvernement pour mettre en communication directe les Pays-Bas et les Indes. Jalousie des puissances maritimes.

Danemark. — Frédéric IV est le premier roi de Danemark qui obtienne en France d'être traité de Majesté.

France. — Refonte générale et augmentation considérable du taux des monnaies, malgré les remontrances du parlement, de la chambre des comptes, et de la cour des aides (31 mai). Law dirige une compagnie de commerce d'occident. Sa banque devient banque royale (4 décembre). Les billets de la banque, par un arrêt du conseil, qui défend de faire des paiements en argent au-dessus de six cents livres, obtiennent cours forcé (27 décembre). — Fondation de la Nouvelle-Orléans, pour devenir la capitale de la colonie de la Louisiane. — Prospérité de notre colonie de l'île Bourbon, à l'est de Madagascar. — Les conseils de gouvernement, créés en 1716, sont supprimés; chaque branche de service est rendue à la direction d'un secrétaire d'État. — Intrigues des princes légitimés, qu'un édit royal du 2 juin 1717 a privés des prérogatives que leur avait accordées Louis XIV. Le duc du Maine conspire en vain avec l'ambassadeur espagnol Cellamare (déc.). — *OEdipe*, première tragédie de Voltaire.

Russie. — Le czar se fait le bourreau de son fils Alexis, né d'Eudoxie, sa première femme, qui se montra adonné à l'indolence et à la volupté, et hostile aux réformes qui détruisent les anciennes coutumes de la Russie (févr.-juin). — Organisation d'un service général de police pour tout l'em-

pire, avec un tribunal spécial et un lieutenant général, siégeant à Saint-Petersbourg. — Cette ville est pavée et éclairée la nuit à l'instar de Paris.

Suède. — Charles XII entreprend la conquête de la Norvège. Négociations avec plusieurs cours de l'Europe, par l'adresse du baron de Goertz, qui travaille même à réconcilier Charles XII et Pierre. — Au siège de Frédéricshall, à l'entrée sud-est de la Norvège, il est blessé à mort (11 déc.).

Suisse. — L'abbé de Saint-Gall, qui depuis six ans est en guerre avec les cantons protestants de Zurich et de Berne, n'étant plus soutenu par les cantons catholiques, conclut la paix pour recouvrer ses domaines; les précieux manuscrits de l'abbaye lui seront aussi rendus.

1719

Angleterre, Autriche, Espagne, France et Hollande. — La cour de France déclare la guerre à l'Espagne (2 janv.). Berwick prend Fontarable (16 juin) et Urgel (11 oct.). Les Anglais s'emparent du port de Vigo, au sud-ouest de la Galice. Alberoni traite en roi le chevalier de Saint-George qu'il attire à Madrid, et dirige pour lui, vers l'Ecosse, une flotte qui a le sort de l'invincible armada de Philippe II. Le prétendant retourne en Italie (sept.).

Angleterre. — *Robinson Crusoe* de Daniel de Foe.

Autriche. — Démêlés avec la Hollande au sujet de la compagnie de commerce établie à Ostende.

Danemark. — Établissement dans les Antilles à Saint-Jean, une des îles vierges, à l'est de Porto-Rico.

Espagne. — Disgrâce d'Alberoni (5 déc.), favorable à la pacification de l'Europe. Il avait embrassé des plans trop vastes pour pouvoir les exécuter tous; mais il a animé l'agriculture, l'industrie, le commerce et les arts.

France. — M^{me} de Maintenon, qui a quitté la cour au moment de la

mort de Louis XIV, meurt à Saint-Cyr (15 avril). — La confiance du public dans le papier substitué au numéraire, les espérances que donnaient deux prétendues mines d'or à la Louisiane, ont déjà produit une émission de six cent quarante millions de billets de banque (1^{er} déc.). La dépréciation des espèces monnayées au profit des billets de banque rendra plus désastreuse l'application du système de Law. — Stanislas Leckzinski quittant le duché des Deux-Ponts, va s'établir à Weissembourg, à l'entrée de l'Alsace française.

Suède. — Ulrique-Éléonore, sœur de Charles XII, mariée au prince de Hesse-Cassel, devient reine par le choix des états (31 janv.); elle renonce au pouvoir absolu exercé par les rois depuis 1682 (21 févr.). Le sénat fait instruire le procès du baron de Goertz, ministre de Charles XII, il a la tête tranchée (2 mars). Couronnement d'Ulrique à Upsal (28 mars).

1720.

Angleterre, Autriche, Espagne, France, Hollande et Savoie. — Philippe V souscrit aux termes de la quadruple alliance (25 janv.): le duc de Savoie reçoit le titre de roi de Sardaigne en échange de la Sicile qui reste à l'empereur; la reine d'Espagne obtient pour l'aîné de ses enfants l'expectative du duché de Parme et Plaisance, et du duché de Toscane, déclarés fiefs masculins de l'empire et qui ne manquaient cependant pas d'héritiers directs.

Angleterre. — Banque du chevalier Blunt, à la façon de celle de Law en France: le roi et le parlement conjurent la ruine du crédit public. — Dans la colonie de Massachusetts, lutte de quinze ans, engagé entre le gouverneur que soutiennent ordinairement les conseillers nommés par le roi, et l'assemblée générale élue par tous les hommes libres: débats sur la banque, sur le traitement du gouverneur, sur les impôts, sur la paix ou la guerre à faire avec les In-

diens, et sur les prerogatives de l'assemblée.

Autriche. — L'empereur fait accepter par les états de Silésie sa pragmatique sanction, qui appelle à la succession, d'abord sa fille aînée, âgée de trois ans, puis ses autres filles, au détriment des filles de son frère aîné, Joseph (25 oct.).

Danemark, Pologne, Prusse et Suède. — La Suède traite 1^o avec la Pologne : Frédéric-Auguste est reconnu roi ; Stanislas n'en gardera que le titre ; mais ses biens héréditaires lui seront rendus, et un revenu lui sera assuré par l'État ; ses partisans rentreront dans leurs droits ; 2^o avec la Prusse à Stockholm (1^{er} févr.) : elle obtient, outre les îles d'Usedom et de Wollin, la partie de la Poméranie comprise entre l'Oder et la Penne ; les Suédois ne gardent que ce qui est à l'ouest de ce petit fleuve ; 3^o avec le Danemark (14 juin) : le duché de Slesvig est laissé au roi de Danemark. Le traité avec la Russie ne sera conclu qu'en 1721.

Espagne. — Défense de Ceuta, assiégée depuis vingt ans par les Maures.

France. — Law est nommé contrôleur général des finances, après avoir abjuré la religion protestante (5 janv.). L'édit qui ordonne la réduction, de mois en mois, des billets de banque et des actions de la compagnie des Indes, commence la chute du système de Law (21 mai). Les espèces d'or et d'argent sont remises en circulation (29 mai). Le parlement qui a condamné certaines mesures du régent au sujet du système, est transféré à Pontoise (21 juill.). Law sort de Paris, et bientôt de France, poursuivi par la haine de la nation (10 déc.) ; il achèvera sa vie presque pauvre à Bruxelles, puis à Venise. — Avec l'approbation de quarante évêques, une déclaration royale ordonne l'observation de la bulle *Unigenitus* (4 août), et défend d'en appeler. Elle est enregistrée par le grand conseil (23 sept.), et par le

parlement (4 déc.). — Le parlement est rappelé à Paris (16 déc.). — Peste à Marseille ; zèle de l'évêque Belzunce. — Les Français, déjà maîtres de l'île de Bourbon, vont s'établir plus à l'est, dans l'île Maurice délaissée par les Hollandais ; elle prend le nom d'île de France. Premier pied de café porté à la Martinique.

Russie. — Des colons arméniens y sont attirés par des privilèges.

Suède. — Alliance défensive avec l'Angleterre, par la médiation de la France (1^{er} févr.). — Les états autorisent Ulrique à associer au trône son mari Frédéric 1^{er}, de Hesse-Cassel (4 avril).

1721.

France. — L'abbé Dubois est fait archevêque de Cambrai et cardinal : c'est une honte pour l'Église. — Publication anonyme des *Lettres persanes* de Montesquieu, président au parlement de Bordeaux.

Perse et Turquie. — Un tremblement de terre engloutit une partie de Tauris avec deux cent cinquante mille habitants (9 avril). — Le sultan Achmet III prend Hamadan, mais est battu devant Tauris. — Le chef des Afghans, Mahmoud, après quatre victoires (avril), bloque Ispahan (juin). Le schah Hussein lui remet l'autorité et lui donne sa fille (23 nov.). Mahmoud prend le titre de sultan de Perse. Mais le troisième fils d'Hussein, Thamas est reconnu dans plusieurs provinces.

Russie. — Abolition de la dignité de patriarche, vacante depuis 1703 (21 janv.) : le czar se fait lui-même le chef suprême de la religion ; les évêques et les archimandrites qui composent le saint synode sont choisis par lui et lui prêtent serment de fidélité. — Protection accordée aux étrangers dans l'intérêt de l'industrie et du commerce : à Saint-Petersbourg manufacture de glaces, de tapisseries de haute lisse sur le modèle de celles des Gobelins,

fileries d'or et d'argent, manufactures de draps et de soie, fabrication de toiles aussi belles qu'en Hollande.

Russie et Suède. — Le czar dicte la paix de Nystadt (30 août) : il garde tout ce qu'il a conquis depuis les frontières de Courlande jusqu'au fond du golfe de Finlande, et, par delà encore, le long du pays de Kexholm sur le lac Ladoga, c'est-à-dire la Livonie, l'Esthonie, l'Ingrie, une partie de la Carélie, du pays de Viborg et de la Finlande et plusieurs îles ; la Suède garde le duché de Finlande. — Fêtes dans l'empire russe, surtout à Saint-Pétersbourg ; le sénat et le clergé décernent à Pierre I^{er} les titres de Grand, d'Empereur, de Père de la patrie.

Suède. — Vingt années de repos répareront les maux qu'une guerre de vingt-deux ans avait causés.

1722.

Angleterre et France. — Différends, qui traînent pendant onze ans, au sujet des îles neutres dans les Antilles, la Dominique, Saint-Vincent, Sainte-Lucie.

France. — L'infante, âgée de quatre ans, destinée à Louis XV, est amenée en France (janv.). — Le cardinal Dubois, est fait premier ministre (22 août). Sacre du roi (23 oct.).

Russie. — Pierre I^{er} décrète que le souverain de la Russie sera maître en tout temps de nommer son successeur, de révoquer son choix et d'en faire un nouveau (16 févr.). — Entreprise du côté de la mer Caspienne pour faciliter le commerce avec la Perse : le czar, Catherine et l'amiral Apraxin viennent à Astrakan (8 juill.), la mer Caspienne est parcourue ; victoire sur les Persans, reddition de Derbent dans le Daghestan (sept.). Rentrée triomphale à Moscou (déc.).

1723.

Angleterre. — La sentence de dégradation, rendue en 1715 par le parlement contre Bolingbroke, est levée par le roi (mai).

Autriche. — Charles VI fait accepter par les Pays-Bas sa pragmatique sanction en faveur de Marie-Thérèse, sa fille aînée (7 avril).

France. — Déclaration de la majorité du roi (22 févr.). Mort de Dubois (10 août). Le duc d'Orléans devient premier ministre. Sa mort (2 déc.). Le duc de Bourbon, le plus proche des princes du sang, gouverne. — La culture du café, importée de la Guyane, à la Martinique sera, avec la canne à sucre, une source de richesses pour nos Antilles. Grands privilèges accordés à la Louisiane, entre autres le monopole du tabac. — *La Henriade* de Voltaire, publiée sous le nom de *Poème de la Ligue*. — Premier volume de la collection des *Ordonnances des rois de France* publiée au Louvre.

Russie. — Rudes châtiments corporels infligés par le czar à son favori Menzikoff, et à une favorite de l'impératrice, coupables de concussions et de vénalité.

1724.

Espagne. — Philippe V, à quarante et un ans, résigne la royauté à son fils aîné, Louis, âgé de dix-sept ans (10 janv.). Mort du nouveau roi (31 août). Philippe V remonte sur le trône.

France. — Les Hollandais sont écartés du Sénégal. — Déclaration de mort civile contre les protestants (14 mai). — Bourse de comm. à Paris.

Prusse. — Travaux à Postdam : palais, hôpitaux, manufactures.

Russie. — Couronn. de Catherine désignée pour régner (7 mai) ; elle pourra désigner son successeur.

1725.

Angleterre. — Procès du chancelier Macclesfield pour malversations. — Premier ouvrage d'esthétique et de morale d'Hutcheson, qui donnera en 1728 l'*Essai sur les Passions*.

Autriche, Espagne et France. — Rupture entre les deux branches

de Bourbon par le renvoi de l'Infante en Espagne. La fille du roi de Pologne déchu, Marie Leckzinska est destinée à Louis XV, qui l'épouse (4 sept.). Rapprochement entre l'Espagne et l'Autriche, par l'intermédiaire du baron hollandais de Ripperda. Traité de Vienne (30 avril), accepté à Madrid (sept.) : Philippe V fait renouveler les promesses au sujet des duchés de Parme et Plaisance et de Toscane. — Alliance de l'Angleterre, de la France et de la Prusse (3 sept.).

France. — Est introd. la franc-maçonnerie.

Perse. — Les Turcs forcent Tauris. Maladie frénétique du sultan de Perse, Mahmoud. Il est déposé par les Afghans (22 avril), et mis à mort par le nouveau souverain, le fils de son frère qu'il a assassiné en 1721.

Portugal. — Benoît XIII, à la demande de Jean V, accorde aux prisonniers du saint office des avocats pour défendre leur cause : les inquisiteurs communiqueront leurs arrêts au conseil du roi avant de les faire exécuter.

Russie. — Mort de Pierre le Grand à Saint-Petersbourg (janv.). Avènement de Catherine I^{re} qui garde pour ministre le prince Menzikoff ; elle a le génie de son mari avec plus de clémence. Mariage de sa fille aînée avec le duc de Holstein-Gottorp, Charles-Frédéric (1^{er} juin). — Elle établira à Saint-Petersbourg l'Académie des sciences qui reçut beaucoup d'illustres étrangers. — Le Danois Behring, chargé par Pierre le Grand d'un voyage de découverte sur les côtes du Kamtchatka, a déterminé la forme de l'extrémité orient. de l'Asie.

1726.

Angleterre. — Poème des Saisons de Thomson. — Le *Craftsman*, l'*Ouvrier*, journal fondé par Pulteney contre Walpole, avec le concours de Bolingbroke.

Espagne. — Le monopole du commerce colonial est transféré de Séville à Cadix, et reste toujours aux mains du gouvernement.

France. — Nouvelle fixation de la monnaie, qui pendant longtemps ne sera pas changée : le louis d'or est porté de vingt livres à vingt-quatre, l'écu de cinq livres à six ; le prix du marc d'or fin est fixé à sept cent quarante livres neuf sous onze deniers, celui du marc d'argent fin à cinquante et une livres trois sous trois deniers (mai, juin). — Chute du premier ministre, le duc de Bourbon. Suppression du titre de premier ministre. Les pouvoirs nouveaux de principal ministre d'État sont donnés à Fleury, l'ancien précepteur du roi. Fleury est fait cardinal (11 sept.). — Cinq ans après avoir été arraché à l'éducation de la jeunesse comme suspect de jansénisme, Rollin publie son *Traité des études*. — Exil de Voltaire ; il se retire en Angleterre. — *Corps universel diplomatique du droit des gens*, recueil des traités de paix, d'alliances, de trêves, faits en Europe depuis Charlemagne, par Dumont : il sera continué par Rousset et Martens. *Lettres de Mme de Sévigné* publ. pour la 1^{re} fois.

Pologne. — Les états de Courlande, de peur que la Pologne n'exerce son droit de réunion sur un fief sans héritier, appellent à la dignité ducale Maurice de Saxe, fils naturel du roi Auguste II et de la comtesse de Koenigsmark, âgé de trente ans, qui est alors au service de la France (juin). Il est soutenu par la veuve du dernier duc mort en 1711, Anne, nièce de Pierre le Grand.

1727.

Angleterre, Autriche, Espagne et France. — Vaine tentative des Espagnols sur Gibraltar. — Préliminaires de paix générale, signés à Paris, entre l'Espagne, l'empire, la Russie, la France, l'Angleterre, la Hollande et la Prusse (mai).

Angleterre. — Mort d'Isaac Newton, le père de la physique expérimentale, à quatre-vingt-cinq ans (20 mars). — George I^{er} meurt : Osnabruck, près du Hanovre, à

soixante-huit ans (juin) : il est peu regretté des Anglais. George II, son fils, lui succède à quarante ans. — Toute-puissance de Robert Walpole pendant quinze ans. La corruption lui assure la majorité dans les deux chambres : la prérogative royale et la politique de la paix n'ont pas eu de plus tenaces défenseurs.

France. — L'affaire de l'évêque de Senes, Jean Soanen, qui depuis dix ans combat la bulle *Unigenitus*, n'est pas résolue par la condamnation que porte contre lui le concile d'Embrun, sous la présidence de l'archevêque de Tencin (sept.). — Prétendus miracles sur la tombe du diacre janséniste Paris; folles des convulsionnaires. — Ouvrage du comte de Boulainvilliers de *L'Ancien gouvernement de la France*.

Perse et Turquie. — Traité de paix (oct.) : les Turcs gardent tout le pays depuis Erivan en Géorgie jusqu'à Tauris et Hamadan; le sultan de Constantinople est reconnu pour légitime successeur des califes.

Perse. — Le prince Thamas, fils d'Husseln, qui depuis 1721 régnait sur une partie de la Perse, prend à son service Kouli-Khan, né dans le Khorasân, qui a commencé en brigand une vie de héros : il aide Thamas contre l'afghan qui règne par le droit de la guerre à Ispahan.

Pologne. — En Courlande, Anne oppose à son ancien favori, Maurice de Saxe, le favori de Catherine de Russie, Menzikoff; guerre entre les Russes et les Saxons de Pologne : le duché restera à un oncle du dernier duc.

Russie. — Mort de Catherine I^{re} (mai). — Pierre II, fils d'Alexis (que Pierre le Grand a fait mourir en 1718), désigné par elle, est, à douze ans, czar et empereur. — Menzikoff, qui a chassé du conseil de régence la fille de Catherine et son époux le duc de Holstein, est lui-même supplanté par le jeune Dolgorouki (sept.), jugé et envoyé en Sibérie (nov.)

1728.

Angleterre. — *Gulliver de Swift*.

Autriche. — Le pape résout en faveur de l'empereur, roi de Sicile, la querelle pour la monarchie sicilienne (août). — Charles VI visite l'Istrie : il en fera l'entrepôt du commerce avec le Levant; grandes routes pour faciliter le transport des marchandises en Autriche et en Hongrie; le port d'Istrie est déclaré franc. Une compagnie du Levant est établie à Vienne. Développement des manufactures dans tous les États autrichiens.

Danemark. — Un incendie nuit à Copenhague un grand nombre d'édifices, entre autres la bibliothèque publique, qui était très-riche en manuscrits et en imprimés (10 oct.).

France. — L'évêque de Senes est soutenu par le cardinal de Noailles, archevêque de Paris, et par onze évêques (mars). — Tripoli, qui n'accorde pas satisfaction pour les courses de ses pirates, est bombardée (19 juill.).

Russie. — Second voyage du Danois Behring au service de la Russie : il franchit le détroit qui porte son nom. — Traité avec la Chine (14 juin).

1729.

Angleterre, Autriche, Espagne et France. — Le traité de Séville, entre l'Espagne, la France et l'Angleterre, garantit à la maison d'Espagne le duché de Toscane, et celui de Parme et Plaisance, à la mort des possesseurs qui sont sans héritiers directs (9 nov.). La cour d'Espagne, à cette condition, retire sa protection à la compagnie d'Ostende, établie par l'empereur pour faire concurrence aux Hollandais et aux Anglais.

France. — Naissance du dauphin (4 sept.). — Fleury enjoint à tous les docteurs de signer la constitution *Unigenitus* (24 oct.). — Montesquieu visite l'Angleterre.

Italie. — La canonisation du pape Grégoire VII est renouvelée par Benoît XIII. La fête du saint est célé-

brée surtout en Italie : en France, un arrêt du parlement est rendu contre la légende de Grégoire VII.

1730.

Danemark. — Mort de Frédéric IV (oct.) : aucun prince n'a été servi avec plus d'économie et n'a fait rentrer avec moins de frais ses revenus. Avénement de son fils Christian VI, âgé de trente et un ans.

France. — Une déclaration royale ordonne que la constitution *Unigenitus* soit regardée comme loi de l'Eglise et de l'Etat (24 mars) : le parlement l'enregistre en présence du roi (3 avril). — La marine est abandonnée. — Réaumur, physicien et naturaliste de la Rochelle, fait connaître le thermomètre qui porte son nom.

Italie. — Commencement de l'insurrection de la Corse contre les Génois, qui la chargeaient d'impôts (avril). — Abdication de Victor-Amédée II, roi de Sardaigne, après un règne de cinquante-cinq ans (sept.). Avénement de son fils Charles-Emmanuel III.

Perse. — Le schah est tué en combattant contre les troupes de Kouli-Khan, général de Thamas qui est reconnu alors souverain de toute la Perse (janv.) ; mais l'autorité est réellement exercée par Kouli-Khan.

Prusse. — Le fils du roi, Charles-Frédéric, âgé de dix-huit ans, que ses goûts portaient vers les lettres et les idées réformatrices des philosophes, essaye de passer en pays étranger : il est jeté en prison à Custrin (août) ; son procès ; supplice de son confident le lieutenant Kat, âgé de vingt-deux ans (nov.). Il sera quinze mois loin de la cour.

Russie. — Mort de Pierre II à quinze ans (juin). — La faction des Dolgorouki croit se perpétuer dans le pouvoir en faisant appeler au trône Anne, la seconde fille du prince Ivan, frère de Pierre le Grand, et veuve du duc de Courlande. La czarine, encouragée par le chancelier Osterman,

fils d'un pasteur luthérien du comté de Mark, les envoie en Sibérie. Elle continue sa faveur à Biren, fils d'un paysan courlandais, qui affermit son pouvoir par des supplices, et par des décrets d'exil en Sibérie.

Turquie. — Achmet III, au moment d'aller combattre les Perses, est renversé par une conspiration (oct.). On lui substitue son neveu Mahmoud I^{er}, qui le laisse vivre.

1731.

Angleterre. — Poème philosophique de Pope : *Essai sur l'homme*. — Un bill du parlement ordonne de n'employer dans les tribunaux que la langue nationale, au lieu de la langue latine. — La corruption est partout ; deux agents de la corporation charitable vont disparaître emportant 12 millions et demi ; le procès prouvera qu'ils ont eu pour complices plusieurs directeurs de la société, des membres du parlement, trois avocats de la couronne. — Dans la Caroline, partagée en deux gouvernements, Caroline du nord, Caroline du sud, accroissement dangereux des nègres employés au travail des plantations ; ils sont souvent excités à la révolte par les Espagnols, voisins des Anglais au sud, dans leur colonie de la Floride.

Autriche, Espagne et Italie. — La maison ducale de Farnèse s'éteint avec Antoine, duc de Parme et de Plaisance (janv.). Don Carlos, fils aîné de la reine d'Espagne, âgé de quinze ans, est reconnu dans les duchés, en vertu des contrats acceptés par l'empereur en 1720, 1725, 1729. Le saint-siège ne renonce pas à ses prétentions sur Parme et Plaisance ; pendant plus de cinquante-cinq ans, il renouvellera tous les ans sa protestation. — La pragmatique sanction de Charles VI est acceptée par l'Angleterre et la Hollande (16 mars), et par l'Espagne (22 juill.).

Italie. — Rupture entre Rome et la Sardaigne au sujet de quelques privilèges ecclésiastiques dont jouis-

sont les sujets du roi et que le pape veut supprimer : Charles-Emmanuel fait arrêter les revenus du pape en Piémont ; il défend à ses sujets de reconnaître la juridiction temporelle du saint-siège, et d'obéir au pape.

Perse et Turquie. — Guerre active : Hamadan, Tauris, le territoire d'Erivan, sont le théâtre des hostilités dirigées par Kouli-Khan pour le schah Thamas, par Koproli et le pacha Rustan pour le sultan.

Suède. — Compagnie des Indes orientales fondée à Gothembourg.

1732.

Angleterre. — Pour soustraire les nègres des deux Carolines aux suggestions des Espagnols de la Floride, Oglethorpe fait créer une colonie, composée seulement de fiefs militaires, dans lesquels les nègres ne sont pas admis : ces colons, dits Géorgiens, soutiennent une guerre continuelle contre les Espagnols.

Danemark. — Christian VI pose les fondements du magnifique palais de Copenhague. — Il établit, pour faire concurrence aux Hollandais et aux Anglais une compagnie des Indes, avec privilège exclusif de faire le négoce depuis le cap de Bonne-Espérance jusqu'à la Chine.

Espagne. — Heureses expéditions sur les côtes d'Afrique : Oran est enlevée aux Maures (juill.).

France. — Déclaration royale, enregistrée dans un lit de justice à Versailles, pour régler la manière dont seront traitées désormais au parlement les affaires publiques (18 août, 3 sept.) : les appels comme d'abus ne seront plus portés à toutes les chambres assemblées, mais à la grande chambre seule. Protestation au parlement contre l'enregistrement extorqué (4 sept.) ; plusieurs magistrats sont exilés pour un mois et demi. — *Zaïre*, tragédie de Voltaire.

Perse et Turquie. — Traité de paix à Casbin : les Persans gardent Tauris ; la Géorgie du Caucase est

cédée aux Turcs (janv.). — Ce traité est désavoué par Kouli-Khan, que n'a pas consulté le schah Thamas. Kouli-Khan substitue à Thamas son fils né depuis six semaines, au nom duquel il gouverne et recommence la guerre (août).

Prusse. — Dureté du roi envers les soldats, les juges, même envers son fils Charles-Frédéric pour le décider à épouser une princesse de Brunswick-Wolfenbützel (juin).

1733.

Autriche, Espagne, France, Pologne, Russie et Savoie. — Mort de Frédéric-Auguste 1^{er}, plus regretté des Saxons qu'il avait ruinés pour acquérir le royaume de Pologne ou pour s'y maintenir, que des Polonais dont il avait acheté les suffrages et payé les autres services par de grands bienfaits (1^{er} févr.). Stanislas Leckzinski quitte aussitôt la France ; il se fait couronner roi par la diète à Varsovie (sept.). Les efforts du parti saxon, l'influence de l'empereur et l'approche d'une armée russe sont élimés le fils du dernier roi, Frédéric-Auguste II (5 oct.). — Guerre à l'occasion de la succession de Pologne, entre la France et l'Autriche (12 oct.). Les Français attaquent les impériaux au delà du Rhin, du côté de Kehl et de Huningue, et au delà des Alpes ; Villars commandera en Italie. Le roi de Sardaigne, Charles-Emmanuel III, âgé de trente-deux ans, allié de la France, prend Pavie, Lodi, la Ghiarra d'Adda, Milan même (30 déc.). Le roi d'Espagne a déclaré la guerre à l'empereur.

Danemark. — Achat de Sainte-Croix, une des Antilles françaises.

France. — *Histoire littéraire de la France*, par les béd. de St-Maur.

Perse et Turquie. — Kouli-Khan est trois fois battu dans le bassin du Tigre par le pacha turc de Tiflis.

1734.

Autriche, Espagne, France, Pologne et Savoie. — Excepté en

Pologne, où l'emporte le prince saxon, succès des ennemis de l'Autriche. Dernière campagne 1^o du maréchal de Villars qui voit ses lieutenants enlever Tortone aux Autrichiens (févr.), et meurt à Turin, à quatre-vingt-trois ans (27 juin); 2^o du maréchal de Berwick, tué au siège de Philipsbourg sur le Rhin (12 juin); 3^o du prince Eugène qui, n'ayant pu empêcher la prise de Philipsbourg par les Français, quitte le commandement (18 juill.). — Victoires de Parme (29 juin) et de Guastalla (19 sept.) gagnées, avec la participation du roi de Sardaigne, par les maréchaux de Coigny et de Broglie. — L'infant don Carlos, duc de Parme et de Plaisance, entre dans le royaume de Naples (mars); il est proclamé roi dans la capitale (15 mai). Le comte de Montemar s'empare du camp des impériaux à Bitonto (25 mai). La Sicile se donne à lui pour échapper au joug de l'Autriche (août): reddition de Messine (30 août) et de Palerme (2 sept.). L'occupation de Capoue complète la conquête du royaume de Naples (21 nov.).

Espagne. — Un incendie à Madrid détruit en partie les archives de la couronne et des Indes (24-25 déc.).

France. — Mahé de Labourdonnais devient gouverneur général des Iles de France et de Bourbon, où il organisera la police et la justice, et donnera de l'activité à l'industrie et au commerce. — Montesquieu applique la philosophie à l'histoire, en lui donnant un caractère pratique, dans *la Grandeur et la Décadence des Romains*. — *Histoire critique de l'établissement de la monarchie française dans les Gaules*, par l'abbé Dubos. — Ordonnance de d'Aguesseau sur les testaments.

Pologne et Russie. — Couronnement de Frédéric-Auguste II à Cracovie (janv.). Stanislas Leckzinski, assiégé par une armée russe dans Dantzick (févr.), s'y défend héroïquement six mois; la France ne le soutient pas.

1735.

Autriche, Espagne, France, Pologne et Savole. — La capitulation de Syracuse (juin), et la prise de Trapani (juill.) donnent la Sicile entière à don Carlos. — Préliminaires de paix signés à Vienne par l'Autriche, la France et ses alliés (3 oct.): Stanislas renonce au trône de Pologne, garde seulement le titre et les honneurs royaux; les duchés de Bar et de Lorraine lui seront cédés avec droit de réversion à la couronne de France; la maison de Lorraine recevra en échange le grand-duché de Toscane; don Carlos reçoit les royaumes de Naples et de Sicile, avec quelques places de Toscane, les Présides; le roi de Sardaigne une partie du Milanais, le territoire d'Alba, de Tortone et de Novare; l'empereur qui perd ainsi en Italie les avantages du traité d'Utrecht, recouvre Parme et Plaisance; sa pragmatique sanction est reconnue par la France. — Protestation, contre cette pragmatique, de l'électeur de Bavière, mari d'une des filles de Joseph I^{er}, frère et prédécesseur de Charles.

France. — *Lettres philosophiques* de Voltaire; le parlement les fait brûler par la main du bourreau.

Italie. — La Corse, pour rompre tout à fait avec la domination génoise, s'érige en république (janv.): trois des principaux citoyens, et parmi eux Paoli, sont reconnus primats avec le titre d'Altesse Royale.

Suède. — Linné, à vingt-huit ans, dans son *Systema naturæ*, pose les bases d'une distribution méthodique des trois règnes de la nature.

1736.

Autriche. — Marie-Thérèse, fille de l'empereur, épouse le duc François I^{er}, que le traité de Vienne prive du duché de Lorraine pour lui donner l'expectative du grand-duché de Toscane (févr.). — Mort du prince Eugène de Savole, à Vienne (20 avril).

Danemark. — Christian VI établit une banque à Copenhague (oct.) : les billets qu'elle créera seront admis dans les recettes royales, et auront un cours facultatif pour les particuliers. La banque prêtant à quatre pour cent, ce taux deviendra celui du prêt de l'argent dans tout le royaume.

France. — Bouguer, Godin, La Condamine sont envoyés au Pérou en 1735 ; de Clairaut, Camus, Lemonnier et Maupertuis, en Laponie en 1736 pour opérer des mesures de méridien. — *Alzire* de Voltaire.

Italie. — Les Corses, toujours en révolte contre Gènes, sont roi, sous le nom de Théodore I^{er}, un aventurier, le baron de Neuhoft, Allemand de nation, élevé en France, venu sur un vaisseau anglais avec des armes et des munitions de Tunis (avril). Il va chercher des ressources en Hollande (nov.). — Comme l'empereur a déclaré franc le port de Trieste et le pape celui d'Ancône, les marchands vénitiens demandent à leur gouvernement le droit de franchise pour le port de Venise.

Perse. — La guerre continue entre les Turcs et les Persans. Mort du fils de Thamas. Kouli-Khan s'élève lui-même au trône de Perse ; il prend le titre de schah-Nadir (janv.).

Perse, Russie et Turquie. — La protection que les Tartares de Crimée, qui ont envahi le territoire russe, trouvent à Azof, décide une nouvelle guerre. L'Irlandais Pierre, comte de Lascy, qui commande les Russes, enlève Azof en six semaines (15 mai-30 juin). — Pour n'avoir pas deux guerres en même temps, le sultan fait la paix avec les Persans : il leur rend Tauris, Erivan, la Géorgie et l'Arménie persane (29 sept.). — Kouli-Khan tournera ses armes contre les Mogols de l'Indostan.

Russie. — Le Danois Spandenberg, au service de la Russie, visite avec soin les îles Kourilles et l'archipel d'Iso. au nord du Japon.

1737.

Allemagne. — Univ. de Götting.

Angleterre. — Discorde dans la famille royale : le pr. de Galles, banni.

Autriche, Russie et Turquie.

— L'Autriche s'unit aux Russes contre les Turcs. Le comte de Munnich, Allemand qui commande les Russes, emporte d'assaut en onze jours la place d'Oczakow, entre Odessa et Kherson, sur la mer Noire (juill.). — Les impériaux, par le Danube et la Morava, entrent dans la Serbie, et prennent Nissa (28 juill.), mais ils la perdent trois mois après.

Italie. — La mort de Jean-Gaston de Médicis, qui n'a pas d'héritier direct, fait retourner à l'empire le fief de Toscane, dont est mis en possession, suivant les traités, le duc François, gendre de Charles VI (juill.).

Pologne et Russie. — La czarine, Anne Ivanovna, présente aux états de Courlande pour l'élection ducale son favori Biren (juill.). — L'élection dictée à la noblesse est forcément confirmée par le roi de Pologne, suzerain du duché ; administration despotique du nouveau duc.

1738.

Autriche, Espagne, France, Pologne et Savoie. — Signature définitive du traité de Vienne dont les préliminaires étaient arrêtés depuis trois ans (18 nov.) : Il termine la guerre dite de succession de Pologne, après la prise d'Orsova par les Turcs.

France. — Le premier volume du *Recueil des historiens de la France et des Gaules* est publié (en latin). — *Histoire Romaine* de Rollin. — *Métromanie* de Piron.

Hollande. — Mort du grand médecin Boerhaave, natif des environs de Leyde : il a essayé d'appliquer à la médecine toutes les connaissances physiques et morales ; la botanique et la chimie lui doivent de véritables progrès.

Italie. — Les Génois ont recours aux Français contre la Corse révoltée

(févr.). Les rebelles se montrent bientôt mieux disposés pour le gouvernement de la France que pour celui de leur roi Théodore I^{er} (mai): presque aussitôt après son retour de Hollande, il est réduit à fuir (nov.), mais son parti tient tête aux Français.

Suède. — Dans la diète, depuis longtemps divisée en parti français ou des chapeaux, et parti russe ou des bonnets, le parti français l'emporte; guerre imminente avec la Russie.

1739.

Angleterre et Espagne. — L'Espagne voulant réprimer l'active contrebande des Anglais avec ses colonies; plaintes de la cour de Londres; traité du Prado, près de Madrid (janv.), qui n'empêche pas les déclarations de guerre échangées par les deux puissances (oct.- nov.). L'amiral anglais Vernon enlève aux Espagnols Porto Bello, sur la côte de l'isthme de Panama (1^{er} déc.).

Autriche et Italie. — Unique voyage fait en Toscane par le nouveau grand-duc François de Lorraine: avec sa femme, Marie-Thérèse d'Autriche, il passe trois mois à Florence, à Pise, à Livourne, à Sienne (janv.-avril).

Autriche, Russie et Turquie. — Les Autrichiens, sous le comte de Wallis, sont battus par les Turcs à Krotzka, entre Belgrade et Semendria (22 juill.). Le grand vizir va assiéger Belgrade. — Les Russes, après deux victoires gagnées par le comte de Munnich, entrent à Choczim, sur le Dniester, au nord de la Moldavie (29 août). Jassy, capitale de la Moldavie, se donne à lui (14 sept.). — Hon-teux traité à Belgrade (22 sept.): les impériaux cèdent aux Turcs Belgrade, Orsova, la Serbie et la Valachie, seulement la cour de Constantinople renonce à ses prétentions sur la Hongrie et sur le bannat de Temesvar; le Danube et la Save forment la frontière des deux empires. Les Russes accèdent à la paix: ils rendent Azof conquise en 1736 et Ocra-

kow conquise en 1737; la Moldavie reste aux Turcs. — L'empereur fait arrêter et soumet au jugement d'une commission les négociateurs d'un traité, fatal à l'Autriche, auquel cependant il souscrit (nov.).

Espagne. — La nouvelle Grenade et le territoire de Quito, séparés de la vice-royauté du Pérou, forment une vice-royauté nouvelle.

France. — Nouveaux débats de la bulle *Unigenitus*.

Mogols et Perse. — Kouli-Khan se rend maître de l'empire Mogol (févr.). Il laisse régner l'empereur, moyennant un tribut de soixante-dix millions et l'abandon des provinces les plus voisines de la Perse (avril). — Les soubabs ou vice-rois et les nababs ou gouverneurs de provinces profitent de l'affaiblissement du grand Mogol pour se rendre indépendants, dans le Dekkan, au centre de l'Indostan; dans l'Arcat, à l'ouest de Madras; dans le Carnatic, territoire qui s'étend au sud-est, jusqu'à la côte de Coromandel; dans le Bengale, au nord-est; dans l'Aoude, bassin central du Gange, au nord-ouest de Bénarès. Les Mahrattes, au nord-ouest du Dekkan, les Selks, entre le Sedjedje, et le Sind, et d'autres peuples indiens cessent d'obéir.

1740.

Angleterre et Espagne. — Échec des Anglais devant Carthagène (mars).

Autriche. — Charles VI meurt avant d'avoir fait élire roi des Romains son gendre François, grand-duc de Toscane (20 oct.). Avec lui s'éteint la race masculine d'Autriche. Il laisse deux filles, Marie-Thérèse, l'aînée, âgée de vingt-trois ans, se porte pour son héritière universelle. Prétentions des deux gendres de l'empereur Joseph I^{er}, l'électeur de Bavière, et l'électeur de Saxe, du roi de Prusse qui convoite la Silésie; du roi de Sardaigne qui convoite le Milanais.

France. — *Essai sur les mœurs et l'esprit des nations*, commencé par Voltaire.

Hollande. — Les Hollandais massacrent les Chinois dans l'île de Java, sous prétexte d'une conspiration.

Italie. — Le nouveau pape, Lambertini de Bologne, Benoît XIV, d'un esprit aimable et cultivé, d'un caractère tolérant et conciliateur, cherchera à apaiser les discordes causées par la bulle *Unigenitus*. — Après le comte de Boissieux, le marquis de Maillebois amène des troupes françaises en Corse, et pacifie l'île.

Prusse. — Frédéric-Guillaume meurt le 31 mai. État florissant de l'administration des provinces, des finances, de l'armée : la Prusse doit à sa sévérité et à son économie les éléments de sa puissance militaire. Avènement de Frédéric II : bel esprit, auteur d'un *Anti-Machiavel* et de petits vers français, mais surtout grand homme de guerre et administrateur éclairé.

Russie. — Mort de la czarine (28 oct.) ; Biren est nommé régent d'Ivan VI, enfant de deux mois. Sa mère, Anne de Brunswick, de concert avec le maréchal de Munnich, fait lustrer le procès de Biren (20 nov.).

1741.

Allemagne, Autriche, France et Prusse. — Guerre de la succession d'Autriche contre Marie-Thérèse. — Le roi de Prusse envahit la Silésie (4 avril) ; sa victoire à Molwitz, au sud-est de Breslau. Il se confédère avec les électeurs de Saxe et de Bavière (15 mai), et obtient l'adhésion de la France qui espère le démembrement des possessions autrichiennes. — Marie-Thérèse qui a été reconnue en Autriche va à Presbourg recevoir la couronne de Hongrie (25 juin) ; dévouement des Hongrois. — Louis XV, qui se déclare pour l'électeur de Bavière prétendant à l'empire, lui envoie quarante mille hommes ; l'électeur Charles-

Albert est entré en Autriche à Passau (31 août). Français et Bavares marchent vers Prague qu'ils attaquent de concert avec le roi de Prusse qui vient d'achever la conquête de la Silésie (25 nov.). Chevert, la nuit, enlève Prague. Charles-Albert y est proclamé roi de Bohême (19 déc.). Bientôt les Autrichiens serrent de près les Français en Bavière et en Bohême. — Convention du roi de Sardaigne avec Marie-Thérèse pour défendre en commun le Milanais contre les Espagnols (déc.).

Danemark. — Les progrès de l'industrie nationale engagent Christian IV à interdire les draps étrangers.

France. — Mort de Rollin.

Russie. — Biren est condamné à mort par le sénat (févr.). Une intrigue de palais et un complot militaire renversent Ivan VI ; son père et sa mère sont enfermés (déc.). La seconde fille de Pierre le Grand et de Catherine, Élisabeth, proclamée czarine, envoie en Sibirie les ministres Munnich, Osterman et Golowkin.

Russie et Suède. — A l'instigation de la France, la Suède déclare la guerre à la Russie (août). Mauvais début.

Suède. — Mort d'Ulrique-Éléonore, sans enfant : son mari, le prince de Hesse-Cassel, Frédéric I^{er}, reste roi (déc.). — Liberté de religion accordée aux calvinistes et aux anglicans dans les places maritimes, excepté à Landskron en Scanie.

1742.

Allemagne, Autriche, Espagne, France, Prusse et Italie. — Succès de Frédéric II : il s'empare du comté de Glatz (janv.). — L'électeur de Bavière se fait couronner empereur, à Francfort, sous le nom de Charles VII (12 févr.). Pendant ce temps, les Autrichiens entrent à Lintz, à Passau et à Braunau sur l'Inn, ville bavarole, même à Munich, résidence ordinaire des électeurs (27 janv.). — Frédéric II se montre au nord de la Moravie et en

Bohême, où il est vainqueur, à Czaslau, au sud-est de Prague (17 mai). Il traite séparément avec Marie-Thérèse, qui lui confirme la possession de la Silésie et du comté de Glatz (juin-juill.). — Marie-Thérèse s'assure de la neutralité de l'Angleterre, du Danemark, de la Russie, de la Hollande. L'électeur de Saxe, roi de Pologne, se retire de la guerre, dont le poids tombe tout entier sur les Français, à cause de l'impuissance des Bavares. — Le roi de Sardaigne, qui s'est joint aux Autrichiens, occupe Regglo et Modène (mai-juin). Une armée espagnole, venue par la France, envahit la Savoie, où Chambéry et plusieurs places sont prises (sept.); mais Charles-Emmanuel les rejette dans le Dauphiné. — Triste et glorieuse campagne de Bohême: les maréchaux de Broglio et de Belle-Isle ne peuvent que sauver une partie de l'armée française, qui parvient à sortir de Prague, malgré la rigueur de l'hiver et les attaques continuelles des ennemis (août-déc.); une garnison de soldats français reste encore dans Prague, qu'elle quittera avec les honneurs de la guerre en janvier 1743.

Angleterre. — Robert Walpole, au moment où l'Angleterre veut prendre une part active aux luttes armées de l'Europe, est forcé de quitter le pouvoir (févr.). Il a donné la corruption pour appui à la royauté. Le célèbre orateur William Pitt, âgé alors de trente-quatre ans, a contribué puissamment à sa chute.

Angleterre, Espagne et France. — L'amiral anglais Vernon n'est pas plus heureux contre la Havane, dans l'île espagnole de Cuba, que contre Carthagène. — Pendant que la guerre se fait entre les Espagnols de la Floride et les Anglo-Américains des colonies méridionales, ceux des colonies septentrionales attaquent les possessions françaises, surtout l'île du cap Breton.

France. — *Mahomet* de Voltaire.

Pologne et Russie. — Biren,

quoique rappelé de Sibérie par la czarine Élisabeth, ne recouvre pas le duché de Courlande qui, pendant seize ans, sera gouverné par les états.

Portugal. — Jean V tombe à cinquante-trois ans dans un état de langueur qui livre le royaume, pendant les huit dernières années de sa vie, à une administration incapable et prodigue: les heureux fruits de son règne sont perdus.

Russie et Suède. — Frédéric I^{er} de Suède n'ayant pas d'enfant, le jeune duc de Holstein-Gottorp, Charles-Pierre Ulric, âgé de quatorze ans, est désigné pour lui succéder (5 nov.). — La czarine désigne le même prince pour le trône de Russie, parce qu'il est né de sa sœur aînée (18 nov.). Il embrasse la religion grecque et reçoit le titre de grand-duc de Russie.

1743.

Allemagne, Angleterre, Autriche, Espagne, France et Savoie. — Les Autrichiens rentrent dans Munich (juin). — Le roi d'Angleterre, George II, avec quarante mille Anglais et Autrichiens, échappe au maréchal de Noailles, qui l'avait enfermé entre Aschaffembourg et Dettlingen, sur la rive droite du bas Mein (27 juin). — Une suspension d'armes ramène en deçà du Rhin les armées françaises, mais Marie-Thérèse rejette la médiation de la diète d'empire pour la paix générale (juill.); ses armées ne font pas de progrès sur le Rhin. — L'impératrice en vendant au roi de Sardaigne le marquisat de Final, que Gènes avait acquis en 1713 de l'empereur Charles VI, fait de cette république une alliée de la France et de l'Espagne (sept.).

France. — Mort du cardinal Fleury à quatre-vingt-neuf ans (29 janv.). Sa politique timide, qui le portait à la paix, l'a jeté, par des fautes faciles à éviter, dans des guerres dont il n'a pas su faire profiter

la France; il a abandonné la marine dans un temps où l'Angleterre couvrait de ses flottes la Méditerranée et l'Océan. — Après sa mort, commence l'ère scandaleuse des maîtresses titrées et des ministres leurs créatures. Nouveau ministre de la guerre, d'Argenson; son frère, René-Louis, sera pendant trois ans ministre des affaires étrangères. — *Méropé* de Voltaire. Sa mission du gouvernement en Prusse.

Perse. — Guerre sans succès, pendant trois ans, dans les provinces turques d'Arménie et de Diarbekir. Révolte des provinces cédées par le grand Mogol de l'Indostan. Les forces de Koull-Khan s'épuisent déjà à cinquante-cinq ans.

Russie et Suède. — Le sénat de Stockholm punit de mort les deux généraux malheureux dans la guerre contre la Russie, Levenhaupt et Budenbrock (27 juill.-5 août). — Paix signée à Abo par la médiation de l'Angleterre : les Russes renoncent à la Finlande, qu'ils venaient de conquérir (17 août).

Suède. — A défaut du duc de Holstein-Gottorp, qui vient d'être appelé à l'héritage présomptif de l'empire russe, la diète déclare prince héréditaire le chef de la maison de Holstein-Eutin, l'évêque de Lubeck, Adolphe-Frédéric, âgé de trente-trois ans (juin).

1744.

Allemagne, Angleterre, Autriche, Espagne, France, Prusse et Savoie. — Invasion du Piémont par le prince de Conti et par l'infant don Philippe (1^{er} avril). Victoire du roi de Naples à Velletri (10 août). — Invasion des Pays-Bas autrichiens par Louis XV (mai); occupation facile de Menin, d'Ypres et de Furnes (juin-juill.). Le roi de Prusse accède à un nouveau traité d'union conclu à Francfort contre Marie-Thérèse (22 mai), et recommence la guerre. — Charles de Lorraine, général de Marie-Thérèse, menace l'Alsace; une

partie de l'armée de Flandre est envoyée contre lui (juin-août). — Frédéric II enlève Prague (16 sept.). Le prince Charles quitte le Rhin pour lui faire évacuer la Bohême. — Charles VII a profité de ces mouvements pour reconquérir la Bavière; il rentre à Munich (22 nov.). Louis XV prend Fribourg (19 sept.-nov.). — Dans le Piémont, inutile victoire de l'infant don Philippe et du prince de Conti, à Coni (30 sept.).

France. — Pendant la maladie qui retient le roi un mois et demi à Metz, le peuple lui témoigne les plus vives sympathies; il reçoit le surnom de Bien-Aimé. Le premier aumônier du roi et le duc d'Orléans, pieux reclus de l'abbaye de Sainte-Geneviève, le font renoncer alors à sa favorite M^{lle} de Châteauroux (août-sept.) pour peu de temps.

Italie. — Benoît XIV condamne les pratiques superstitieuses que les jésuites autorisaient à la Chine et dans les Indes.

1745.

Allemagne, Angleterre, Autriche, Espagne, France, Hollande, Pologne, Prusse et Savoie. — A Varsovie, ligue de Marie-Thérèse avec le roi d'Angleterre, l'électeur de Saxe, roi de Pologne, et la Hollande contre la France et la Prusse (janv.). — Mort de Charles VII (20 janv.) âgé de moins de cinquante ans. Son fils, Maximilien-Joseph, âgé de dix-huit ans, ne lui succède que dans l'électorat de Bavière. Pour jouir paisiblement de ses États héréditaires il renonce, par le traité de Fuessen, à toute prétention sur la succession d'Autriche (18 avr.). — En Flandre, le maréchal de Saxe et Louis XV gagnent une victoire sanglante à Fontenoy, au sud-ouest de Tournai, sur le second fils de George II, le duc de Cumberland, (11 mai). Tournai, Gand, Bruges, Oudenarde, Dendermonde, Ostende, Nieuport, se rendent (juin-sept.). — En Italie, avec le concours des Gé-

nois et du duc de Modène, le maréchal de Maillebois et l'infant don Philippe occupent les Apennins piémontais, le sud-ouest du Milanais, Plaisance et Parme (mai-nov.). Reddition de Casal, d'Asti, même de Milan (16 déc.). — Le roi de Prusse paraît dans la Silésie contre les Autrichiens et les troupes saxonnes du roi de Pologne : il les bat à Striegau ou Friedberg, entre Liegnitz et Schweidnitz (4 juin) ; il déclare la guerre à Frédéric-Auguste II et envahit son territoire (août). — Cependant Marie-Thérèse fait élire empereur son mari François I^{er} (13 juin). Soixante mille hommes campés près d'Heidelberg, au sud de Francfort, lui permettent d'entrer triomphalement avec lui à Francfort, où il est couronné (4 oct.). — Le roi de Prusse entre en Saxe, bat les troupes de l'électeur à la vue de Dresde (15 déc.), prend Leipsick, puis Dresde, et y signe la paix avec Frédéric-Auguste II et Marie-Thérèse (25 déc.) : la cession de la Silésie et du comté de Glatz est renouvelée, il reconnaît pour empereur l'époux de Marie-Thérèse. — Les Anglais s'établissent au cap Breton.

Angleterre. — Le fils du chevalier de Saint-George, Charles-Édouard, parti de Nantes, est allé relever en Écosse l'étendard des Stuarts ; beaucoup de chefs de clans arment pour lui : sa tête est mise à prix (14 sept.). Il entre à Perth (15 sept.), à Édimbourg, où il est proclamé régent pour son père Jacques III (19 sept.). Il est vainqueur du général Cope (oct.). Ses succès l'enhardissent à entrer en Angleterre. Il prend Carlisle, court jusqu'à Derby, à trente lieues de Londres (nov.), mais il est rejeté vers Carlisle, par l'activité du duc de Cumberland.

Italie. — Guerre civile en Corse : les chefs de l'insurrection sont soutenus par des troupes autrichiennes et piémontaises contre les Gênois.

Russie. — L'héritier présomptif, le grand-duc Pierre, épouse à dix-sept ans Catherine, princesse d'Anhalt-Zerbst, sa cous.-germ. (21 août).

1740.

Angleterre. — Le prétendant est enfermé en Écosse, quand le duc Cumberland a pris Carlisle (janv.). Des renforts de troupes françaises, commandées par le comte de Lally-Tollendal, Irlandais, aident le prétendant à occuper Stirling, dont le château résiste, et à battre trois fois les Anglais ; au nord, Inverness se soumet à lui. Tous les fruits de cette campagne d'hiver sont perdus par la journée de Culloden, à l'est du comté d'Inverness (27 avril) : l'artillerie anglaise donne la victoire au duc de Cumberland. Fuite du prétendant, semée de dangers, jusqu'à ce qu'il s'embarque pour la France (17 sept.). Persécutions sanglantes en Angleterre contre ses partisans.

Angleterre et France. — Aux Indes, Madras, colonie anglaise, est occupée par le gouverneur français de l'île Bourbon, La Bourdonnais (sept.). Dupriex, gouverneur de Pondichéry, et directeur général de nos comptoirs, viole les capitulations que La Bourdonnais avait conclues avec les Anglais. Triste conflit entre eux. — Débarquement tenté par les Anglais sur les côtes de la Bretagne française. Attaque contre Lorient.

Autriche, Espagne, France et Italie. — Louis XV est reçu dans Bruxelles et dans Anvers (mai-juin). Mons et Charleroi sont occupées par le prince de Conti. Les Français, à Hui et à Namur, sur la Meuse (août). Le maréchal de Saxe bat les Anglais, les Hanovriens, les Hessois, les Hollandais, les Bavares même, sous le prince de Lorraine, à Raucoux, un peu au nord de Liège (11 oct.). — En Italie, Gènes se rend aux Autrichiens vainqueurs à Plaisance. Les troupes de Savoie entrent en Provence (nov.) ; mais elles sont arrêtées par le maréchal de Belle-Isle (déc.). — Soulèvement de Gènes contre les Autrichiens (5 déc.). Cinq mille Impériaux sont tués, le reste rétrograde vers la Lombardie. Gènes devient un foyer de résistance.

Danemark. — Mort de Christian VI (août). Il laisse un royaume florissant par le calme intérieur, par le développement de l'industrie et du commerce. Son fils, Frédéric V, a treize ans.

Espagne. — Mort de Philippe V (9 juill.). Infirmités et mélancolie de ses dernières années. Il a fait passer dans les institutions et les mœurs de l'Espagne quelques-unes des bonnes traditions françaises; réforme de la justice, des finances, de l'industrie, de la marine. Encouragement du commerce, des sciences et des arts. Avènement de Ferdinand VI, âgé de trente-trois ans, né de son premier mariage avec Louise-Marie de Savoie. — Lima, capitale du Pérou, est presque détruite par un tremblement de terre (26 oct.).

France. — La nouvelle favorite sera faite marquise de Pompadour. — Vauvenargues publie *l'Introduction à la connaissance de l'esprit humain avec des réflexions et Maximes*. — *Essai sur l'origine des connaissances humaines*, par Condillac. — Table de mortalité de Deparcieux.

Italie. — Extinction de la maison ducale de Guastalla, branche des Gonzague, avec le duc Joseph (août). Marie-Thérèse déclare la principauté partie intégrante du Milanais (sept.).

Perse. — Paix avec les Turcs (janv.). Kouli-Khan fait enfermer dans la citadelle de Kars, en Arménie, le prince Thamas, dernier schah de la maison des Sophis, qu'il avait déposé en 1732. Ses défiances et ses cruautés.

Prusse. — Le chancelier Coccéi travaille deux ans à la rédaction du *Code Frédéric*, qui abrège les formalités de la jurisprudence.

1747.

Angleterre, Autriche, Espagne, France, Hollande, Italie et Russie. — Les Français enlèvent tout le pays entre l'Escaut et la mer, le fort de l'Écluse, le Sas de Gand, le fort Philippine, Hulst et Axel

(avril-mai). — Le maréchal de Saxe et Louis XV gagnent une bataille meurtrière à Lawfeld, près de Maestricht (2 juill.). Siège et prise de Berg-op-Zoom, le chef-d'œuvre de Cohorn (15 sept.). — Lutte pénible des armées françaises et espagnoles pour contenir les Autrichiens et les Piémontais sur les crêtes du mont Genève, entre Briançon et Exilles. — Gènes se défend contre les Autrichiens avec le concours des troupes françaises, commandées par le duc de Richelieu (sept.). Deux combats perdus à l'entrée de la Manche, contre les amiraux Anson et Hawke, nous enlèvent plusieurs vaisseaux et détruisent notre réputation (juin-sept.). — Alliance défensive de l'Autriche et de la Russie (12 juin); de la Russie et de l'Angleterre (30 nov.). Les Russes paraissent sur le Rhin.

Angleterre. — Début de l'*English Chronicle*, le plus ancien des journaux de Londres encore existant.

Hollande. — A la demande des états de Zélande, comme en 1672, on rétablit le stathoudérat en faveur du prince d'Orange, Guillaume IV. Cette fois les États-Généraux déclarent la dignité de stathouder héréditaire même pour les femmes (4 mai). — Établissement colonial à Bornéo, au nord de l'île de Java.

Perse. — Kouli-Khan, après vingt ans de gloire et de puissance, est réduit, par les conspirations qui se forment contre lui, à abandonner Ispahan pour se réfugier au milieu de ses soldats du Khoraçan, sa terre natale, près de Mechehed. Il est assassiné par les chefs de l'armée (juin).

1748

Allemagne. — *La Messiade*, épopée de Klopstock.

Angleterre. — Richardson publie le roman de *Clarisse Harlowe*.

Angleterre, Autriche, Espagne, France, Hollande, Italie et Prusse. — Les Français investissent Maestricht (12 avril). Inquiets pour Maestricht, pour Breda,

pour Luxembourg, les États-Généraux, d'accord avec leurs alliés, demandent la paix. — Préliminaires signés à Aix-la-Chapelle (30 avril). Capitulation de Maestricht (10 mai). Cessation des hostilités (11 mai). — Le traité d'Aix-la-Chapelle met fin à la guerre, dite de la succession d'Autriche (18 oct.). La maison d'Autriche garde le trône impérial. La Prusse conserve la Silésie, conquise dès le début de la guerre. Les duchés de Parme, Plaisance, Guastalla, sont donnés à l'infant don Philippe, second fils d'Isabelle de Parme, dont l'aîné don Carlos est roi des Deux-Siciles. Le roi de Sardaigne étend sa frontière du côté du Milanais, par l'occupation du territoire de Vigevano, et d'une partie du Pavésan sur la ligne du Tessin, que lui laisse Marie-Thérèse, son alliée. Le duc de Modène, allié de la France, est rétabli dans ses États qu'occupaient les troupes autrichiennes. La république de Gènes est déclarée indépendante, et recouvre toutes les possessions qu'elle avait avant la guerre. La France ne garde rien pour elle-même sur le continent; elle a contribué à l'agrandissement de la Prusse; elle laisse la suprématie sur mer aux Anglais qui recouvrent Madras en rendant le cap Breton; nous ne perdons pas encore le Canada. L'Espagne règle la traite des nègres en faveur de l'Angleterre; elle accorde encore aux Anglais le vaisseau de permission aux Indes espagnoles qui avait été la cause de la guerre en 1739. La France s'engage envers la maison de Hanovre à ne pas donner asile à Charles-Édouard Stuart. — Les hostilités suspendues en Europe continuent dans les Indes orientales: deux amiraux anglais assiègent Pondichéry (28 août), que l'énergique et intelligente défense de Dupleix les force à abandonner (17 oct.).

France. — Les galères ne sont plus employées comme navires de guerre. — Manufacture royale de porcelaine dans le château de Vincennes,

plus tard à Sèvres. — Arrêt du parlement (23 juillet) pour ordonner la rédaction d'un *Code* de médecine. — Publication de *l'Esprit des lois* de Montesquieu. — *Droit public de l'Europe, fondé sur les traités*, par Mahly. — *Carte de France* de F. Cassini. — *Pandectes*, édit. de Pothier.

Italie. — Le commandant des troupes françaises dans l'île de Corse négocie, avec les chefs des rebelles et ceux des troupes auxiliaires, la suspension de la guerre civile (sept.).

Persie. — Prétentions au pouvoir suprême de Kérim-Khan, chef de bandits, qui s'appuie sur les provinces du sud, et de Mohammed-Haçan-Khan, fils d'un gouverneur du Mazandéran, de la tribu turcomane des Kadjars ou fugitifs. Tous deux avaient servi dans l'armée de Kouli-Khan.

Suède. — Exemption de taxes, pour vingt-quatre ans, accordée aux membres du clergé, aux officiers de la couronne et à tous ceux qui ont des seigneuries annexées à leurs charges, pour le défrichement de terres incultes.

1749.

Angleterre et France. — La rivalité recommence au sujet de l'Acadie et du Canada dont les limites ne sont pas fixées.

France. — Aux Indes, progrès de Dupleix: le prince indigène d'Arcate, au sud-ouest de Madras, vaincu est forcé de céder de nouvelles terres (août). — M. de Machault, contrôleur général des finances, fonde la caisse d'amortissement pour diminuer la dette publique. — Un édit royal diminue, dans l'intérêt de tous, les degrés de juridiction, par la réunion des prévôtés et des vicomtes aux bailliages et aux sénéchaussées (avril). — Par un édit de d'Aguesseau, les gens de mainmorte ne peuvent acquérir ou recevoir aucuns fonds, rentes ou maisons, même sous prétexte d'hospices, de congrégations, de confréries, d'hôpitaux ou de toute autre fondation ecclésiastique

ou laïque, sans lettres patentes enregistrées dans le parlement (août). — Buffon commence à publier son *Histoire naturelle*. — Premier ouvrage de J. J. Rousseau : *Discours contre les sciences et les arts*, couronné par l'académie de Dijon. — Le *Catilina* de Crébillon inspire à Voltaire *Rome saurée*.

Italie. — Le pape, Venise, Gènes, les Deux-Siciles, forment une ligue contre les corsaires d'Alger et de Tunis.

1780.

France. — Les droits et privilèges de la noblesse sont accordés, pour eux et pour leurs descendants, à tous ceux qui auront servi dans les troupes, au moins comme capitaines (nov.). — D'Aguesseau résigne ses fonctions (27 nov.). M. de Lamoignon, premier président de la cour des aides, devient chancelier; les sceaux passent au contrôleur général des finances Machault. — Mort du maréchal de Saxe au château de Chambord (30 nov.); il aura un magnifique tombeau, ouvrage de Pigalle, dans le temple luthérien de Strasbourg. — Livre sur les *Fiefs* de Brunsell.

Italie. — Après un vif débat, au sujet du patriarcat d'Aquilée, entre Venise et l'Autriche, le diocèse d'Aquilée sera partagé en deux archevêchés : l'un siégeant à Udine pour le Frioul vénitien, à la nomination du sénat; l'autre siégeant à Goritz, à la nomination des archiducs.

Portugal. — Mort de Jean V (juill.). Avènement de son fils aîné Joseph, âgé de trente-six ans. Il prend le titre de roi Très-Fidèle, que Benoit XIV avait donné depuis un an à Jean V. Causes permanentes de décadence : désordre dans les finances; point d'esprit militaire; une armée mal pourvue; une marine appauvrie; les sciences et la littérature comprimées par la routine et la superstition. — Ministère de don Sébastien Joseph Carvalho, nommé plus tard marquis de Pombal. Tout-

puissant pendant vingt-cinq ans, il affaiblit la noblesse, favorise le commerce, diminue le pouvoir de l'inquisition, sécularise le gouvernement, l'éducation et la jurisprudence; il usera trop souvent de violence.

1781.

Angleterre. — Mort du prince de Galles : son fils a treize ans (mars). — Le départ d'Oglethorpe est fatal à la colonie de Géorgie, qu'il avait organisée : les nègres commencent à être admis, et deviennent bientôt très-nombreux comme dans la Caroline et le Maryland.

Angleterre et France. — En Amérique, dangers des colonies anglaises : les Français, maîtres du Canada, ont des forts sur toute la ligne des grands lacs, et dominent le cours du Mississipi, jusqu'à son embouchure, par la Louisiane; leurs troupes sont échelonnées jusqu'au sud du lac Champlain et sur les bords de l'Ohio. Création de la compagnie anglaise de l'Ohio. Plaintes des Français. Premiers actes d'hostilité.

Espagne. — Le ministre marquis de la Ensenada fait du Ferrol, village de la côte de Galice, le premier arsenal de la marine royale.

Espagne et Portugal. — Traité de limites pour leurs possessions dans l'Amérique du sud (avril) : les Indiens du Paraguay, du Parana et de l'Uruguay, soumis à l'influence des jésuites, ne veulent pas se laisser enclaver.

France. — École militaire fondée pour les nobles sans fortune; les bâtiments seront construits sur les plans de Gabriel. — Création des ingénieurs des ponts et chaussées. — De Machault propose au conseil l'établissement d'une imposition territoriale remplaçant la taille, et qui atteindrait les privilégiés non taillables. Clameurs, pamphlets. Le projet est abandonné. — Premier volume de l'*Encyclopédie*, dirigée par Diderot et d'Alembert : préface de d'Alembert, déjà connu comme mathématicien. —

Siècle de Louis XIV, de Voltaire. — Mort de d'Aguesseau ; il a laissé des Discours, des Mémoires judiciaires et des *Instructions à son fils* (févr.).

Hollande. — Mort de Guillaume IV (22 oct.). La tutelle de Guillaume V, enfant de trois ans, est partagée entre sa mère, fille du roi George II, et le duc Louis-Ernest de Brunswick.

Suède. — Mort du roi Frédéric I^{er} (avril). Avènement d'Adolphe-Frédéric de Holstein-Eutin. — *Philosophia botanica* de Linné, ouvrage qui résume et coordonne les travaux précédents, surtout pour la classification savante de toutes les richesses du règne végétal.

1752.

Angleterre. — Adoption du calendrier grégorien de 1582. — Fondation du *Britisch museum*. — Benj. Franklin, Américain de Boston, établi à Philadelphie, acquiert la preuve de l'identité de la matière électrique et de la foudre par l'expérience du cerf-volant (juin). Il imagine les paratonnerres.

France. — Mort du duc d'Orléans, retiré depuis dix ans à l'abbaye de Sainte-Geneviève, pieux janséniste (févr.). — Un arrêt du parlement défend de refuser, comme il arrivait souvent, les sacrements à ceux qui ne présentaient pas de billets de confession, et ne déclaraient pas accepter la bulle *Unigenitus* (18 avril). — Représentation du *Devin de village*, opéra de J. J. Rousseau.

Italie. — Pose de la première pierre du fameux palais de Caserta, à cinq lieues de Naples. Il sera construit sur les plans de Van Vitelli.

1753.

Allemagne. — Lessing, né en Lusace, publié à Berlin, à vingt-quatre ans, des *Fables* qui sont devenues classiques.

Angleterre. — *Analyse de la Beauté*, par le peintre Hogarth qui a créé le genre de la caricature morale.

Autriche et Italie. — Marie Thérèse nomme l'archiduc Pierre-Léopold, son second fils, gouverneur de tous les pays qu'elle possède en Lombardie, et en donne le gouvernement au duc de Modène. François III, récemment réconcilié avec la maison d'Autriche (déc.).

Espagne. — Concordat pour régler la collation des bénéfices, dont la cour de Rome ne disposera plus pendant les deux tiers de l'année.

France. — Le roi, par lettres patentes, enjoint au parlement de ne pas poursuivre ceux qui contreviennent à l'arrêt du 18 avril 1752 (22 févr.). Désobéissance des chambres (7 mai); lettres d'exil (9 mai); translation du parlement d'abord à Pontoise, puis à Solssons (mai-nov.). Le parlement est remplacé par une chambre royale à Paris. — *Lettre de J. J. Rousseau sur la musique française* à l'occasion de l'arrivée à Paris des bouffes italiens. — Son *Discours sur l'origine de l'inégalité parmi les hommes*. — La *Correspondance littéraire* de Grimm s'étend de 1753 à 1790.

Italie. — Traité humiliant et sans garantie consenti par Venise avec les barbaresques de Maroc, d'Alger, de Tunis, de Tripoli.

Suède. — Académie de belles-lettres. — Usage du nouveau style de calendrier : l'année sera comptée au 1^{er} janvier.

1754.

Angleterre et France. — Les Anglais de l'Acadie assassinent M. de Jumonville, que le commandant français du Canada avait député près d'eux (24 mai). Les Français prennent le fort de la Nécéssité. La guerre va recommencer.

Danemark. — Le ministre Bernstorff importe l'usage de l'inoculation qui doit préserver les peuples des ravages de la petite vérole : la première expérience est faite sur sa femme.

France. — Naissance du troi-

sième fils du dauphin, le duc de Berri, depuis Louis XVI (23 août).

— Déclaration du roi, qui impose un silence absolu sur les disputes religieuses (2 sept.). Le parlement de Paris est rétabli; il enregistre la déclaration (4, 5 sept.). — Edit pour la liberté du commerce des grains. — Disgrâce du contrôleur général de Machault. — Rappel de Dupleix. — Traité de Madras tout à l'avantage des Anglais (31 déc.). — Le journal de Fréron prend le titre d'*Année littéraire*. — Séjour de Rousseau à Genève.

Italie.—Les Corses, de nouveau soulevés contre Gènes, prennent pour chef le général Pascal Paoli, âgé de vingt-huit ans. — Nouveau recueil de lois des Deux-Siciles, le *Code Carolin*.

Portugal.—Une compagnie reçoit le monopole du commerce de la Chine et des Indes.

Turquie.—Mort de Mahmoud I^{er}; Othman III, son frère, lui succède à cinquante-six ans. Puissance de trois favoris. — Le vin est interdit aux musulmans, sous des peines très-sévères (déc.).

1755.

Angleterre.— Au moment de la guerre avec les Français du Canada, projet de confédération entre les colonies anglaises de l'Amérique du nord : le plan proposé par la couronne fut rejeté, parce que les colonies ne veulent ni d'un président-général nommé par le roi, ni d'une taxe qu'on devait lever pour les frais de la guerre. Les gouverneurs des colonies se réunissent cependant pour organiser la lutte contre les Français.

Angleterre et France.— Les Anglais commencent la guerre à la façon des pirates : leur amiral enlève deux vaisseaux français sur le banc de Terre-Neuve (juin); trois cents navires marchands sont capturés. Hostilités dans l'Ohio et le Canada, d'abord favorables à la France.

Espagne.— Au Pérou, à Quito, tremblement de terre (28 avril).

France.— Mort de Montesquieu à soixante-six ans (10 févr.). — *L'Ami des hommes*, du marquis de Mirabeau, le père de l'orateur, aborde les grandes questions d'économie politique et sociale. — *L'Histoire du peuple de Dieu*, écrite dans un esprit hostile à l'Eglise, est condamnée, du vivant de l'auteur, le jésuite Berruyer, par Benoît XIV qui renouvellera, trois ans après, la sentence (avril). — Mandrin, contrebandier et brigand qui a quelquefois tenu tête à des troupes du roi, est jugé et exécuté à Valence, en Dauphiné.

Italie.— On retrouve l'emplacement de Pompéi qui a été engloutie, comme Herculaneum, sous les cendres du Vésuve. — Les fouilles ne seront poursuivies activement qu'à la fin du siècle.

Portugal.— A Lisbonne, un tremblement de terre détruit des églises et des maisons, et coûte la vie à quinze mille personnes (1^{er} nov.). Effet de la commotion à Cadix, à Tolède, à Madrid. — Émancipation complète des indigènes du Brésil, favorable à la colonie.

1756.

Allemagne, Angleterre, Autriche, France et Prusse.— Commencement de la guerre de Sept ans. — La guerre maritime est engagée entre la France et l'Angleterre; les hostilités ont déjà commencé en Amérique. Alliance de l'Angleterre avec la Prusse (16 janv.), de la France avec l'Autriche, par l'influence de M. de Kaunitz, qui sera ministre des affaires étrangères en Autriche, aussi longtemps que durera cette alliance, jusqu'à la révolution française (1^{er} mai). Avec l'escadre de Toulon, le maréchal de Richelieu va attaquer l'Ile de Minorque, sentinelle des Anglais dans la Méditerranée (avril); tentative contre le fort Saint-Philippe, réputé imprenable (8 mai); victoire navale à la hauteur de Port-Mahon, sur l'amiral anglais Bingley qui fuit jusqu'à Gibraltar (20 mai); as-

saut de nuit; capitulation du fort (28 juil.). — Déclarations solennelles de guerre, échangées par les deux couronnes (mai-juin). — Au Canada, glorieuse campagne du marquis de Montcalm, qui enlève aux Anglais le fort Ontario et le voisinage des grands lacs. — Dans l'Indostan, un nabab, allié de la France, chasse les Anglais de Calcutta. Il enferme ses prisonniers au trou-noir où ils périssent. — Frédéric II, sans déclaration de guerre, lance le prince Ferdinand de Brunswick avec soixante mille hommes sur la Saxe, qu'il suppose complice de l'Autriche et de la Russie, ses ennemies (août). Brunswick prend Leipsick. Frédéric II, lui-même, entre à Dresde, presque sur les pas de l'électeur qui l'a quittée pour rejoindre ses soldats à Pirna (10 sept.), et force l'armée saxonne à capituler (15 oct.). L'électeur se retire à Varsovie. La Saxe sera pendant sept ans à la merci du roi de Prusse qui l'épouse d'argent, d'armes, de munitions, et laisse ses officiers y commettre toutes sortes d'excès. — Les armées prussiennes franchissent les frontières de la Bohême (oct.). Marie-Thérèse réclame et obtient de la France les secours promis par le traité : le prince de Soubise conduit vingt-quatre mille hommes en Allemagne.

Angleterre. — L'amiral Bingley, le vaincu de Port-Mahon, saisi à Gibraltar par deux amiraux, est livré à une cour martiale qui s'établit sur un de ses vaisseaux à Portsmouth (22 déc.). — Peu d'accord entre les troupes anglaises et les troupes anglo-américaines réunies sous un même général. — L'Irlandais Edm. Burke est déjà célèbre; ses liaisons avec Garrick, Sam. Johnson et Reynolds.

France. — Bref de Benoît XIV dans la question des sacrements et de la bulle *Unigenitus* (oct.). Il n'est pas accepté par le parlement (nov.). Déclaration du roi (10 déc.), imposée dans un lit de justice (13 déc.). Un édit royal supprime deux chambres des enquêtes; cent quatre-vingts

membres du parlement renoncent à siéger. — J. J. Rousseau à Montmorency.

Portugal. — Nommé secrétaire d'État pour les affaires du royaume, Carvalho est à la tête du ministère (mal). Encouragement de l'industrie nationale : les marchandises venant de l'étranger sont frappées d'un droit. Indolence des Portugais. Réclamations de l'Angleterre.

Suède. — La diète punit des nobles qui voulaient préparer une restauration du despotisme. Elle veut même disposer de l'éducation de l'enfant destiné au trône.

Suisse. — *Idylles* de Salomon Gessner, poète de Zurich.

1787.

Angleterre. — Sentence de mort contre Bingley : ses juges cependant déclarent qu'il n'a manqué ni de cœur ni de fidélité, et demandent sa grâce (27 janv.). Les ministres font exécuter la sentence (14 mars). — William Pitt qui, depuis quinze ans, doit à son éloquence une grande influence politique, et qui a su conserver son indépendance et ses principes, même en exerçant des charges de l'État, devient le chef du ministère de coalition dans lequel entre Henri Fox (lord Holland), le père du célèbre Fox. Active direction donnée à la guerre contre la France dans les colonies; alliance avec Frédéric II; réforme de l'administration des finances.

Angleterre, Autriche, France, Prusse, Russie et Suède. — Suite de la guerre de Sept ans. — Dans l'Indostan, succès des Anglais : leur colonel Clive enlève à la compagnie française Chandernagor sur le Gange (mars); il pourra soumettre le Bahar au nord-ouest, et l'Orissa au sud-ouest du Bengale, et donner à la Grande-Bretagne dix millions de sujets. — La France oppose à la Prusse cent mille hommes en Westphalie (avril), et prend l'Os-
Frise entre le bas Ems et le bas Weser (3 juill.). Le duc de Cumberland repasse le Weser pour couvrir l'élec-

torat de Hanovre : il est battu à Hastenbeck, près d'Hameln, au sud-ouest de la ville de Hanovre (26 juill.); le maréchal d'Estrées, vainqueur, reste maître de l'électorat et de tous les États de la maison de Brunswick. Richelieu, qui commandait sur le Rhin, se porte contre le duc de Cumberland, l'enferme entre les bouches de l'Elbe et du Weser, et lui fait signer la honteuse convention de Closter-Severn (10 sept.). La sanglante victoire de Prague (6 mai) coûte à Frédéric II le général Schwéin, l'un des créateurs de la discipline militaire. La victoire du général autrichien Daun, à Kollin, force les Prussiens à lever le siège de Prague et à sortir de la Bohême (juill.). — La diète de Stockholm déclare la guerre à la Prusse malgré le roi, beau-frère de Frédéric II (mars) : les hostilités seront sans résultat. — Alliance de la Russie et de l'Autriche (12 juin). Le feld-maréchal Apraxin, envoyé par la czarine, prend Memel, sur la Baltique (5 juill.), est vainqueur près de Gross-Jägerndorff, au sud-est de Königsberg (30 août), mais se replie vers la Pologne et la Courlande. — Frédéric II, qui est rentré de Bohême en Saxe, y trouve l'armée impériale sous le prince de Saxe-Hildbourghausen, et l'armée française, venue de Westphalie avec le prince de Soubise : il les bat à Rosbach, sur la Saala, entre Mersebourg et Naumbourg (nov.), chasse de Saxe les Autrichiens, bat le prince Charles à Lissa ou Leuthen, en Silésie, au nord-ouest de Breslau (5 déc.).

France. — Tentative de régicide par Damiens (5 janv.). Il est exécuté (28 mars). — Réconciliation du parlement avec le roi (sept.).

Italie. — En Corse la France envoie des troupes à la prière des Génois; le parti de l'insurrection offre en vain de se donner au roi de Prusse.

Portugal. — Soulèvement au sujet des abus commis par la compagnie générale des vignes du haut Douro; il est réprimé avec vigueur

(févr.). — La résistance des Indiens du Paraguay à l'exécution du traité de limites de 1750, imputée aux jésuites, fait retirer à cette Société l'administration temporelle sur les Indiens; plusieurs sont jetés en prison comme coupables de commerce illicite (août). — Les jésuites sont chassés du palais et remplacés comme confesseurs par des franciscains.

Russie. — Le feld-maréchal Apraxin, accusé de trahison pour sa conduite dans la guerre contre les Prussiens, meurt avant son jugement. — Les blés de la Russie nourrissent la Suède pendant une disette.

Turquie. — Avénement de Mustapha III. Il renouvelle les lois somptuaires portées contre le luxe des Grecs et des Arméniens. — Son ministre, le grand vizir Raghib-Pacha, est enclin à la paix.

1758.

Allemagne, Angleterre, Autriche, Prusse et Russie. — Frédéric II décide les Anglais à rompre le traité de Closter-Severn, pour que les armées françaises, occupées du côté du Hanovre, ne pénètrent pas, comme en 1757, au cœur de l'Allemagne. Les Français conservent d'abord Brême (janv.); mais ils perdent Minden (mars). Défaite d'un corps d'armée du comte de Clermont, entre Rhin et Meuse, à Crevelt, au nord-ouest de Dusseldorf (juin). Les Français cependant, sous le duc de Broglie et le prince de Soubise, deux fois vainqueurs des Anglais, des Hanovriens et des Hessois, se maintiennent au pays de Cassel dans la vallée supérieure du Weser (juill.-oct.). — Descente des Anglais à Saint-Malo (5 juin), à Cherbourg (7 août), à Saint-Brieuc (4 sept.); le duc d'Anguillon les bat en Bretagne. — Le général russe Fermor prend Königsberg (22 janv.) et livre les bat. indécises de Cuistrin et Zorndorff (25, 26 août). Frédéric II prend aux Autrichiens Schweidnitz, leur dernière place en Silésie, et oblige le maréchal Daun à

renoncer au siège d'Olmütz (juin). Il est poursuivi en Lusace et est battu par Daun à Hochkirch, où il perd deux cent quatorze canons (11 oct.). Deux généraux prussiens forcent Daun à lever le siège de Dresde, et à se retirer en Bohême (nov.). La Saxe reste encore à Frédéric II. — Au Canada, malgré la brillante victoire du marquis de Montcalm qui avec trois mille cinq cents hommes bat seize mille Anglais (6 juill.), les Anglais s'emparent de l'île Royale ou cap Breton, avec le fort Louisbourg (27 juill.). Ils enlèvent à la France, sur les côtes d'Afrique, le Sénégal, et l'île de Gorée, au sud du cap Vert. — Dans l'Indostan, le gouverneur français, Lally-Tollendal, assiège la grande colonie anglaise de Madras (déc.).

France. — Par l'édit du 29 mars, aucun officier ne sera pourvu d'un régiment qu'il n'ait servi pendant sept ans, dont cinq comme capitaine; on ne sera pas reçu capitaine sans avoir occupé deux ans l'un des grades inférieurs. — Quesnay, par son *Tableau économique* et ses *Maximes générales du gouvernement économique*, ramène l'attention vers l'agriculture. — Beaux travaux de botanique de Bernard de Jussieu, à l'occasion de la plantation du jardin de Trianon à Versailles. — *De l'Esprit*, ouvrage d'Helvétius, doctrine de l'athéisme et de l'intérêt personnel.

Italie. — Mort de Benoît XIV (mai). Ses qualités aimables et son esprit tolérant lui ont valu d'utiles relations même avec la Prusse et la Russie. Il a fondé à Rome une académie pour l'histoire ecclésiastique; il a enrichi la bibliothèque du Vatican et consacré le musée, dans les bâtiments du Capitole, à recevoir les produits des fouilles faites à Rome et aux environs. — Avènement de Clément XIII, plus dévoué aux corporations religieuses.

Persie. — Toute-puissance de Kérim-Khan après la mort violente de Mohamed-Haçan. Il se contente

du titre de régent, ou *veilk*. Il résidera à Chiraz, qui lui doit le palais fortifié ou Ark, et les sépultures de ses deux grands poètes, Saadi et Hafiz.

Portugal. — Benoît XIV a permis de rechercher les désordres commis par les jésuites (1^{er} avril).

Suisse. — Poème de *la Mort d'Abel*, par Gessner.

1759.

Angleterre, Autriche, Prusse et Russie. — Suite de la guerre de Sept ans. — Dans les Antilles, les Anglais attaquent vainement la Martinique (janv.); mais ils prennent la Gadeloupe. — Au Canada, le marquis de Montcalm meurt en héros près de Québec, qui est prise quatre jours après sa mort (sept.). — Infériorité numérique des vaisseaux français : bataille perdue près de la côte espagnole de Lagos (17 août); et fuite honteuse de M. de Conflans à la hauteur de Belle-Ile (20 nov.). — Dans les Indes, victoire disputée, sur la côte de Coromandel (10 sept.). — Les Français ne quittent pas les régions voisines de la Westphalie. Le prince Ferdinand de Brunswick, pour les couper du Mein et du Rhin, attaque les troupes du duc de Broglie, à Berghen, à deux lieues de Francfort, et perd dix mille hommes (avril). De Broglie enlève Minden, sur le Weser (9 juill.); Ferdinand de Brunswick bat à Minden le maréchal de Conzades et le fait fuir jusqu'à Cassel (1^{er} août). — Le général russe Soltikof, vainqueur du général prussien Vedel à Zulichau, arrive à Crossen, sur l'Oder (juill.), suit le fleuve jusqu'à Francfort, et envoie des détachements aux portes de Berlin. — Frédéric II vient en personne combattre les Russes, auxquels s'est réunie l'armée autrichienne de Laudon : entre Francfort et Berlin, à Cunersdorf, lutte acharnée pendant huit heures; défaite des Prussiens (12 août). — Par contre-coup, les Prussiens perdent Dresde (5 sept.), et

sont enveloppés par le maréchal Daun, près du fameux camp de Pirna (10 nov.).

Espagne et Italie. — Mort de Ferdinand VI d'Espagne sans postérité (août). Son frère don Carlos, l'aîné des enfants d'Isabelle de Parme, est proclamé à Madrid. — Don Carlos, pendant vingt-quatre ans de règne dans les Deux-Siciles, a réformé les abus, encouragé les lettres et les arts. L'aîné de ses trois fils étant imbécile et incapable, il désigne le second pour l'héritage présomptif de la couronne d'Espagne, et donne au troisième, Ferdinand I^{er}, enfant de huit ans, le trône des Deux-Siciles, sous la tutelle du ministre Tanucci, qui l'avait lui-même guidé dans la voie des réformes : mais le nouveau roi, passionné pour les exercices physiques, ne gouvernera jamais lui-même.

France. — Le duc de Choiseul, qui a quitté l'ambassade de Vienne pour le secrétariat des affaires étrangères en 1758, se soutient malgré son esprit frondeur, par la faveur de la cour d'Autriche et de M^{me} de Pompadour. Le maréchal de Belle-Isle est secrétaire d'État de la guerre. Silhouette, pendant quelques mois contrôleur général des finances, réforme l'administration des fermes. — Le livre d'Helvétius, condamné par Clément XIII, est brûlé par ordre du parlement. — Voltaire, retiré à Ferney, dans le pays de Gex, près du lac de Genève, met la dernière main à *l'Essai sur les mœurs des nations*. — *La Nouvelle Héloïse* de J. J. Rousseau, écrite dans son ermitage de Montmorency. — *Eloge du maréchal de Saxe*, par Thomas.

Pologne. — A la demande des États de Courlande et de Sémigalle, le roi de Pologne investit de ce duché son troisième fils, qui s'engage à maintenir la confession d'Augsbourg et à ne pas permettre l'exercice du culte catholique (janv.).

Portugal. — La tentative d'assassinat dont le roi a failli être vic-

time en septembre 1758 coûte la vie à plusieurs nobles accusés de complicité, le duc d'Avelro, le marquis de Tavora avec sa femme et son fils (janv.). Malagrida et deux autres jésuites, enveloppés dans le complot, ne peuvent être jugés sans la permission de Rome, qui se fait attendre pendant un an. — Carvalho est fait comte d'Oeyras (juin). — Un édit royal chasse les jésuites (3 sept.) : la plupart sont transportés en Italie. Leurs collèges étant supprimés, les études sont confiées au principal d'Almeida, et à des prêtres non congréganistes.

1760.

Angleterre, Autriche, France, Prusse et Russie. — Succès des Anglais. En Indostan, ils triomphent de Lally par la complicité des indigènes, les Mahrattes (janv.) : la ville de Pondichéry va être bloquée. Au Canada, les efforts héroïques de M. de Vaudreuil n'aboutissent qu'à une capitulation honorable qui remet Montréal aux conquérants de Québec (sept.) : le pays est perdu par l'incurie du gouvernement français. — Les colonies anglaises ont fait d'énormes sacrifices d'hommes et d'argent pour chasser les Français de tous les forts du territoire de l'Ohio, du lac Champlain et du lac Ontario, limitrophes du Canada. — Le maréchal de Brogile bat à Corbach, à l'ouest de Cassel, trente mille hommes du prince héréditaire de Brunswick (juill.) ; mais il est battu sur le bas Rhin à Rhinberg (16 oct.). Le combat de Clostercamp est célèbre par le dévouement du chevalier d'Assas. Le territoire entre le Rhin et le haut Weser reste ouvert aux armées françaises. — Malheurs de Frédéric II. Un de ses généraux, battu par le général autrichien Laudon, près de Glatz, perd cette place importante au sud-ouest de la Silésie (mai). Une division russe s'empare de Berlin, qui est mise à contribution (8 oct.). Frédéric II en personne n'a qu'une victoire sanglante sur le maré-

chal Daun, à Torgau sur l'Elbe (2 n.); la Saxe est entamée par les Autrich.

Angleterre. — Mort de George III (25 oct.). — Son petit-fils George III voudra un gouvernement personnel sans les whigs. — Poésies gaeliques d'*Ossian*, par Macpherson.

France. — A cause de la guerre, troisième vingtième et doublement de la capitulation. Ils seront maintenus jusqu'en 1787. — Petite poste à Paris. — Mémoire sur les *Défrichements* du marquis de Turbilly. — *Tancrède* tragédie de Voltaire.

Italie. — En Corse, Paoli fait de Corte sa place d'armes contre les Génois.

Portugal. — Création d'une intendance générale de police (25 juill.). — Rupture ouverte avec Rome à cause des jésuites (août). — Carvalho frappe les nobles : beaucoup sont jetés en prison ou exilés, même des frères naturels du roi. — Pour donner aux rues et aux maisons nouvelles un aspect plus régulier, un édit royal ordonne la démolition de tous les édifices qui ont échappé au tremblement de terre de 1755 (15 oct.).

1761.

Angleterre, Autriche, Espagne, France, Italie, Prusse et Russie. — Désastres maritimes de la France, surtout dans l'Indostan. Capitulation de Pondichéry, après neuf mois de blocus (15 janv.). — Le comptoir de Mahé, sur la côte de Malabar, est pris par les Anglais (févr.). Mais ils ont dans le Mysore, au sud de la péninsule de l'Indostan, un ennemi nouveau, Haider-Ali, qui dépouille son souverain et prend sa place. — Aux Antilles, la France perd la Dominique. Sur la côte de Bretagne, la citadelle de Belle-Isle est occupée par les Anglais (juin). — Dans la Hesse-Cassel, succès balancés entre le prince Ferdinand de Brunswick et le maréchal de Broglio, auquel s'est joint le prince de Soubise, général de l'armée du bas Rhin (mars-juill.). — M. de Choiseul réunit par le pacte de

famille les quatre souverains de la maison de Bourbon : France, Espagne, Naples et Sicile, Parme et Plaisance; ils promettent de se garantir mutuellement leurs États (15 août). — Sur le continent, l'armée française dite du Bas-Rhin occupe Embsen et Meppen sur l'Ems, et le comté de Diepholz, au nord-ouest de Minden (sept.-oct.). — En Silésie le général autrichien Laudon, sous les yeux de Frédéric II, entre en vainqueur dans Schweidnitz; au nord-est de la Poméranie, les Russes enlèvent Colberg, après un siège de six mois (déc.).

Angleterre. — William Pitt quitte le ministère sur le refus des autres membres du cabinet de déclarer la guerre aux signataires du pacte de famille (oct.). Le comte de Bute, secrétaire d'État de l'intérieur, mis à la tête du ministère, sera obligé de faire ce qui a été refusé à Pitt. — *Histoire d'Angleterre* du philosophe écossais David Hume : elle n'est bien reçue d'abord ni des torys, ni des whigs, ni des catholiques, ni des protestants.

France. — A la mort du maréchal de Belle-Isle, le duc de Choiseul réunit aux affaires étrangères le ministère de la guerre (25 janv.). — A l'occasion du procès du jésuite Lavalette, négociant à la Martinique, un conseiller-clerc du parlement de Paris, l'abbé Chauvelin, provoque l'examen par le parlement et par des commissaires royaux des constitutions de la Société, de sa morale, de son enseignement, de ses doctrines politiques (avril). Un arrêt du parlement reçoit appel comme d'abus de bulles ou de brefs concernant la Société (août), et ordonne de brûler plusieurs de ses ouvrages. Une assemblée d'évêques se déclare pour le maintien de la Société (oct.-déc.). — Élan patriotique pour concourir à la guerre maritime : les états de plusieurs provinces, des compagnies de finances, la ville de Paris, la chambre de commerce de Marseille, le clergé,

des corporations religieuses offrent au roi des vaisseaux (nov.).— Société royale d'agriculture (1^{er} mars).

Italie. — Clément XIII fait reconstruire le port de Civita Vecchia.

Portugal. — Les biens des jésuites sont réunis à la couronne (fevr.). — L'infortuné jésuite Malagrida, livré au tribunal de l'inquisition pour les pensées hérétiques et folles que contiennent deux livres composés par lui en prison, est étranglé et brûlé (sept.).— Fondation d'un collège royal pour cent jeunes nobles (avril).

1762.

Angleterre, Autriche, Espagne, France, Italie, Portugal, Prusse et Russie. — Déclarations de guerre échangées entre l'Angleterre et l'Espagne, alliée de la France (janv.).— Le Portugal dévoué à l'Angleterre subit une invasion espagnole (juin). Des hommes de guerre expérimentés lui sont envoyés par la cour de Londres : l'un d'eux, le comte de la Lippe Schauenbourg, nommé maréchal général, constitue une nouvelle armée portugaise, et restaure les fortifications des places frontières, surtout Elvas, sur la Guadiana, en face de Badajoz, ville espagnole. — La participation de l'Espagne à la guerre donne aux Anglais de nouvelles conquêtes maritimes. Dans les Antilles, ils prennent aux Français la Martinique, la Grenade, Saint-Vincent, Sainte-Lucie, Tabago (janv., fevr.); aux Espagnols la Havane, capitale de l'île de Cuba, et bientôt l'île entière (juin-août). Dans les Indes, l'Espagne perd les îles Philippines et leur capitale, Manille (oct.). — Sur le continent, dès son avènement, le nouveau czar Pierre III a cessé la guerre contre la Prusse (janv.). — Cessation des hostilités entre la Prusse et la Suède, par la volonté de la diète de Stockholm (mai). — En Allemagne, les maréchaux d'Estrées et de Soubise battent à Johannisberg, à l'ouest de

Mayence, le prince héréditaire de Brunswick (30 août). Ils perdent Cassel (1^{er} nov.).— Frédéric II, malgré le maréchal autrichien Daun, rentre, après une attaque de plus de deux mois, dans Schweidnitz, en Silésie (oct.).— L'Angleterre désire la paix : les conquêtes mêmes ont épuisé le trésor ; recrutements difficiles. Le comte de Bute, devenu principal ministre (mai), hâtera la fin des hostilités. — Six semaines de négociations. Préliminaires de paix signés à Fontainebleau (3 nov.) : l'Angleterre gardera l'Acadie, le Canada, le cap Breton, la Grenade et les Grenadines, Saint-Vincent, Saint-Dominique et Tabago, toutes trois contestées depuis 1722, et le Sénégal. La France conserve le droit de pêche sur les côtes de Terre-Neuve et dans le golfe Saint-Laurent, avec les îles de Saint-Pierre et de Miquelon, situées dans ce golfe; elle recouvre la Guadeloupe, Marie-Galante, la Désirade, la Martinique, et obtient Sainte-Lucie; l'île de Gorée lui reste au Sénégal; Belle-Isle, sur la côte de Bretagne, lui est rendue. L'électeur de Hanovre et le landgrave de Hesse rentrent dans toutes leurs places. Aux Indes orientales, restitution mutuelle : la France garde Pondichéry, Mahé et trois petits comptoirs au Bengale; mais sa marine est ruinée. L'Espagne recouvre Cuba et Manille, mais elle cède à l'Angleterre la Floride et la baie de Pensacola, au sud de la Caroline anglaise : la France la dédommagera par la cession de la Louisiane, à l'est des contrées mexicaines.

Angleterre. — Dans le parlement, opposition contre la paix si fructueuse cependant : Pitt s'en fait l'organe. L'opinion publique est favorable à lord Bute; disgrâce des whigs.

France. — Calas, accusé sans preuve de la mort de son fils, condamné par le parlement de Toulouse, meurt du supplice de la roue (mars). Voltaire, plus tard, fera reviser cet inique procès. — L'*Émile* de J. J. Rousseau, traité philosophique sur

l'éducation. — Le parlement de Paris, jugeant comme d'abus, dissout la Société des jésuites (8 août) : arrêts analogues rendus par plusieurs parlements. — Censure de la Sorbonne contre l'*Émile* (20 août). — Réunion au domaine royal, par cession volontaire, de la principauté de Dombes, au nord du Lyonnais, apanage du duc du Maine, fils légitimé de Louis XIV (mars-août).

Italie. — Affranchissement des serfs du duché de Savoie (20 janv.).

Russie. — Mort de la czarine Élisabeth (janv.). Sous son règne, pas une seule exécution à mort; diminution de l'impôt du sel; liberté rendue à vingt-cinq mille débiteurs; elle acquitte une partie de leurs dettes. — Avènement de Pierre III, son neveu, né d'une fille aînée de Pierre le Grand et du duc de Holstein-Gottorp. — Admirateur de Frédéric II, il cesse de lui faire la guerre et lui renvoie ses prisonniers. Projet d'alliance avec les deux autres branches souveraines de la maison de Holstein, qui règnent en Suède depuis 1751, en Danemark depuis 1523 : réunies à l'Angleterre et à la Prusse, elles contre-balanceraient le pacte de famille des Bourbons. Protection accordée au commerce, affranchissement de la noblesse des entraves qui la liaient au souverain, suppression de la question dans les procès criminels, lois répressives du luxe. Mais il a des mœurs ignobles et menace la puissance du clergé. Conspiration au profit de sa femme Catherine qu'il voulait répudier : il meurt neuf jours après sa renonciation à l'empire (juill.). — Catherine II règne : son fils Paul, âgé de huit ans, duc de Holstein-Gottorp par droit paternel, est déclaré grand-duc et héritier présomptif. — Biren, rappelé d'exil par Pierre III, rentre même, par la faveur de Catherine, dans son duché de Courlande.

1763.

Angleterre, Autriche, Espa-

gne, France, Pologne, Portugal et Prusse. — Traité de Paris, entre la France, l'Espagne, l'Angleterre et le Portugal, qui recouvre ce qu'il a perdu (10 févr.). Traité d'Hubertsbourg, en Saxe, près de Dresde, entre Marie-Thérèse, le roi de Prusse et l'électeur de Saxe, roi de Pologne : la Saxe reste à l'électeur; Frédéric II, pour la troisième fois, se fait céder par Marie-Thérèse la Silésie (15 févr.). Résultats de la guerre de Sept ans : grandeur continentale de la Prusse et suprématie maritime de l'Angleterre, au détriment de l'Autriche et de la France.

Angleterre. — Le compte final des dépenses de la guerre fait voir un déficit immense; nécessité de nouveaux impôts. Discussion ardente dans les deux chambres, au sujet de l'impôt du cidre. Le comte de Bute se retire (avril) : la direction passe à George Grenville, un des membres de son cabinet, qui a les mêmes principes. — Affaire de M. Wilkes, éditeur de la feuille périodique *North Briton* : le numéro du 23 avril paraît attentatoire à la dignité royale, séditieux et criminel. Quoique membre du parlement, il est envoyé à la Tour, mais il en sort, grâce à son inviolabilité parlementaire. Le papier inculpé est brûlé de la main du bourreau; vive agitation à Londres : mais les deux chambres approuvent la conduite du pouvoir (nov.), les communes laissant autoriser les poursuites : Wilkes passe en France (déc.). — En Amérique, lutte avec les Indiens, que menacent les forts construits au sud-ouest des grands lacs et sur leurs territoires de chasse : ils se jettent même sur la Pensylvanie, le Maryland et la Virginie. — Envoi de colons dans la Floride nouvellement acquise, pour la culture du coton, de la vigne, de l'olivier, de l'indigo, de la cochenille et pour la production de la soie; privilèges accordés à des protestants de France, du Palatinat et de Lubeck : lente prospérité. — La permission d'abattre du bois de Campéche dans

la baie de Honduras, colonie espagnole, aux portes du Mexique, sera l'occasion d'une contrebande active et ruineuse pour l'Espagne. — Aux Indes, la compagnie brise Cossim-Alli-Khan, soubab du Bengale, et s'empare deux fois en quatre mois de sa résidence, Patna, sur le Gange, qui reste aux Anglais (nov.). Au sud, résistance du souverain de Mysore, Haider-Alli. — *Recherches sur l'entendement humain* de l'Ecosais Th. Reid.

France. — Édit royal portant règlement pour les collèges qui ne dépendent pas des universités (févr.). — Les Facultés de théologie et de médecine doivent donner leur avis sur l'inoculation de la petite vérole, avant que l'usage en soit permis (8 juin). — Circulation des grains autorisée à l'intérieur. — Les folies des jansénistes, qui durent depuis vingt ans, sont dévoilées dans leur assemblée d'Utrecht (13 sept.). — Tentative de colonisation dans la Guyane, à Cayenne : douze mille colons y périront. — *Famille des plantes* d'Adanson.

Pologne et Russie. — En Courlande, rivalité entre les partisans de Biren qu'appuient les Russes, et ceux du jeune fils du roi de Pologne, mal secouru par son père : il retourne à Varsovie (avril) ; l'influence russe est prépondérante.

Pologne. — Frédéric-Auguste II meurt à Dresde (5 oct.).

Prusse. — Depuis la paix, soins donnés à l'agriculture et à l'industrie : l'établissement de la régie des douanes et des impôts est un malheureux emprunt aux institutions françaises.

1764.

Allemagne. — *L'Histoire de l'art chez les anciens*, admirable traité de Winckelmann ; qui, traduit en français en 1781, contribuera à amener une révolution dans la peinture. — Début de l'*Almanach de Gotha*.

Allemagne et Autriche. — Le fils aîné de l'empereur et de Marie-

Thérèse, l'archiduc Joseph, est élu roi des Romains à Francfort (27 mars).

Angleterre. — Suite de l'affaire de Wilkes : les communes autorisant les poursuites des tribunaux (janv.), la cour du banc du roi déclare Wilkes coupable (févr.). Question de principe, discutée et ajournée, sur le droit d'appréhender au corps les auteurs, imprimeurs et éditeurs d'un libelle séditieux. — Tendance à imposer les colonies : les marchandises étrangères qui y sont importées sont soumises à des droits (mars). Projet d'un impôt sur le timbre. — Extinction d'une partie de la dette contractée pendant la guerre, sans emprunts, sans loterie, sans impôts nouveaux. — Renouvellement de la charte de la Banque pour vingt ans. — Commencement des voyages de découvertes qui ont illustré ce règne : le commodore Jean Byron part pour faire le tour du monde (juin). — Aux Indes, le soubab fugitif du Bengale, Cossim, entraîne à la guerre contre les Anglais le nabab d'Aoude, au nord-ouest de Patna, et même le grand mogol : les Indiens, vaincus malgré leur nombre, traitent avec la compagnie (oct.).

France. — Mort de M^{re} de Pompadour à Versailles, à quarante-deux ans (15 avril). — Un édit du roi, enregistré par le parlement, améliore la gestion et l'emploi des revenus des communes ; suppression des offices vénaux et héréditaires, les magistrats seront élus par des notables (août). — Création d'une école vétérinaire à Alfort, près de Charenton. — Première pierre du dôme de la nouvelle église de Ste-Geneviève, comm. en 1757 par Soufflot : elle est imitée de Saint-Pierre de Rome et de Saint-Paul de Londres (6 sept.). — Par édit royal, suppression de la Société des jésuites ; ils pourront continuer à résider individuellement dans le royaume en se conformant aux lois (26 nov.). — *Traité d'astronomie* de Lalande, professeur au collège de France.

Italie. — Le *Traité des délits et des peines* du Milanais Beccaria établit les bases et les limites du

droit de punir : il demande que la peine soit proportionnée au délit, qu'on supprime les supplices barbares, qu'on s'applique à prévenir plutôt qu'à punir le crime. Traduit en français en 1766, il sera commenté par Voltaire et Diderot. — A Parme, les communautés religieuses ne pourront recevoir des legs de plus de trois cents écus; ceux qui veulent faire des vœux monastiques renonceraient à tout droit de succession (oct.).

Pologne. — Après onze mois d'interrègne, Stanislas-Auguste, comte de Poniatowski, grand panetier de Lithuanie, est élu par l'influence de la Russie et de la Prusse (6 sept.) : c'est un prince incapable.

Rome. — Clément XIII proteste contre l'arrêt du parlement de Paris rendu en 1762 sur les jésuites (3 sept.).

Suède. — Le sénat, pour la première fois, admet un ministre briannique (avril).

1768.

Allemagne. — Lessing publie à Berlin *Laocoon* ou *Traité des limites de la peinture et de la poésie*, ouvrage supérieur de critique.

Allemagne et Autriche. — Mort de l'empereur François I^{er} (août). Marie-Thérèse continue de gouverner, quoique Joseph II, roi des Romains, reçoive le titre d'empereur. Le frère de Joseph, Pierre-Léopold, gouvernera le grand-duché de Toscane (sept.).

Angleterre. — James Watt perfectionne la machine à vapeur de Newcomen. — Quoique les colonies se refusent à l'impôt parce qu'elles n'ont pas de représentant dans le parlement qui le vote, le bill du timbre, voté dans les deux chambres, reçoit la sanction royale (mars). Ces débats irritants ont réagi sur le commerce et sur l'industrie : à Londres, insurrection des ouvriers en soie. Ministère plus conciliant de Rockingham; Burke le soutient. — Les colonies de l'Amérique du nord ne veulent plus recevoir de papier timbré. Con-

grès à New-York; exposé des droits et des griefs des colonies, Boston est un foyer d'opposition : mais on ne se sépare pas encore de la métropole. — Dans l'Indostan, arrivée de lord Clive, investi des pleins pouvoirs de la compagnie. Il traite avec le grand mogol qui accorde à la compagnie la perception des revenus de la province de Bahar, capitale Patna; de la province d'Oriza, qui s'étend au sud-ouest et va jusqu'à la mer, et du Bengale : il se réserve seulement un tribut annuel.

Espagne. — Mariage du prince des Asturies, âgé de dix-sept ans, avec Louise-Marie, infante de Parme, sa cousine-germaine, qui le dominera complètement. — Le commerce, dans les deux Indes, est déclaré libre pour tous les sujets du roi.

France. — Un arrêt des maîtres de requêtes de l'hôtel, à Paris, réhabilite la mémoire de Jean Calas, exécuté à Toulouse en 1762 (9 mars). — Règlement pour l'administration municipale (31 mai) : les villes et les bourgs qui comprennent plus de quatre mille cinq cents habitants auront un maire, quatre échevins, six conseillers municipaux, un syndic et un greffier. — Le parlement défend d'inhumier dans les cimetières établis dans l'intérieur des villes (7 juin). — La Chalotais, procureur général près du parlement de Bretagne, auteur, en 1761, d'un compte rendu des constitutions des jésuites, défenseur des droits du parlement et des états de Bretagne contre le duc d'Aiguillon, le gouverneur de la province, est arrêté par ordre du roi (11 nov.). — Mort du dauphin prince pleux (20 déc.). — *Observations sur l'histoire de France*, de Mably, ouvrage favorable à l'émancipation du tiers état. — De 1765 à 1767, *Salons* de Diderot, à l'occasion des ouvrages des artistes vivants. — *Les Saisons*, poème de Saint-Lambert. — *Siège de Calais*, trag. de Belloy. — *Le Philosophe sans le savoir*, drame bourgeois de Sedaine.

Italie. — A Parme, un édit sou-

met les biens qui sont passés de mains laïques à des membres de l'Église aux mêmes impositions qu'ils payaient auparavant (janv.). Mort du duc don Philippe, au nom duquel gouvernait le Français M. du Tillot, administrateur intègre et dévoué (18 juill.). Avènement de son fils don Ferdinand, l'élève de Condillac; il garde le même ministère. — En Corse, Pascal Paoli, que la trahison a rendu maître de l'île de Ciraglia, à la pointe de l'île, échoue devant la Bastie, au nord-est (nov.).

Portugal. — Par ordre du ministre, dans les contrées les plus fertiles les vignes sont remplacées par des semences de céréales.

Turquie. — Réformes à la Turquie : le grand vizir Mustapha et le pacha de Valachie, convaincus d'exactions, sont étranglés.

1766.

Angleterre. — Pétitions des grandes villes manufacturières et des ports, menacés de ruine par la suspension du commerce avec les colonies d'Amérique : la chambre des communes fait céder la chambre haute, révocation solennelle de l'acte du timbre (mars). — Révocation de l'impôt sur le cidre, établi en 1763. — Plusieurs lois dans l'intérêt du commerce et des colonies. — Réduction de l'impôt sur les fenêtres pour la partie la moins riche de la population. — Traité de commerce avantageux avec la Russie. — Solution libérale du débat, engagé au sujet du droit d'appréhender au corps les auteurs, éditeurs et imprimeurs d'un libelle séditieux. — Le roi renvoie le ministère qui a provoqué ou accepté toutes ces mesures agréables à la nation (juill.) Il reprend William Pitt, qu'il crée comte de Chatham, et dont les principes étaient cependant ceux des ministres congédiés. Le haut prix des subsistances occasionne des émeutes sanglantes. — Départ des navigateurs Wallis et Carteret pour un voyage d'exploration dans l'Océanie.

Danemark. — Mort de Frédéric V (14 janv.). — Avènement de son fils Christian VII à dix-sept ans. Il fait don de la propriété de leurs fermes aux paysans du bailliage de Copenhague : plusieurs seigneurs l'imitent.

Espagne. — Désordres à Madrid, la ville sera éclairée par des lanternes comme Paris et Saint-Petersbourg. — Renvoi opportun du marquis de Squilaci, ancien directeur des douanes de Naples, alors ministre des finances et de la guerre : l'établissement de nouveaux impôts et leur perception vexatoire avaient provoqué un commencement de révolte. — Le comte d'Aranda, diplomate habile, alors capitaine général du royaume de Valence, est fait capitaine général et président du conseil de Castille pour réprimer les séditions de Madrid. — Mort d'Isabelle de Parme, la mère du roi, à soixante-quatorze ans (juill.).

France. — Mort du duc de Lorraine, Stanislas Leckzinski, à quatre-vingt-neuf ans (23 févr.) : la sagesse de son administration pendant vingt-neuf ans lui a mérité le surnom de Bienfaisant. La Lorraine est réunie à la couronne. — Arrêt du conseil, en faveur des maximes gallicanes de 1682 (24 mai). — Après une longue détention, le plus inique des jugements conduit à l'échafaud Lally-Tollendal, auquel la France doit sa gloire et sa puissance éphémère dans l'Indostan (mai). — Supplice du chevalier de La Barre, pour sacrilège ; il avait dix-huit ans. — École gratuite de dessin à Paris. — Bougainville entreprend un voyage autour du monde. — Berthollet invente le blanchiment au chlorure.

Pologne. — Les rigueurs de la diète contre les dissidents serviront de prétexte à l'intervention étrangère.

Turquie. — En Égypte, Ali-Bey, né chez les Abazes du Caucase, esclave mameluk, prend le pouvoir suprême.

1767.

Allemagne.— *Dramaturgie de Hambourg*, par Lessing, seconde pour la réforme du théâtre.

Angleterre.— A défaut de l'augmentation de l'impôt territorial, qui date de la guerre de Sept ans, et que la chambre des communes refuse de continuer, elle vote des taxes sur le verre, le papier, les couleurs et le thé importés d'Angleterre dans les colonies (juin). — En Amérique, Boston donne encore le signal de l'opposition (oct.). — Le parlement examine toutes les affaires de la compagnie des Indes orientales, ses statuts, ses traités avec les princes Indiens, l'état de ses revenus et de ses dépenses; discussion sur le droit que s'est attribué la compagnie de posséder des territoires; le parlement prétend régler les dividendes à partager entre les propriétaires d'actions. — Dans l'Indostan, les troupes de la compagnie battent l'allié du souverain de Mysore, le nizam du Dekkan : il cède la soubabie de Balagat, à l'ouest du Carnatic qui s'étend jusqu'à la côte de Coromandel (sept.). — Dans le *Public Advertiser*, lettres pamphlétaires contre le gouvernement, du pseudonyme Poplicola; plus de cent suivront, sous les noms de Poplicola, Messala, Mnémon, Atticus, Vindex, Domitien. — Inertie de Chatham, malade et dégoûté du pouvoir qui ne lui donne pas la popularité. Cabinet reconstitué sous le duc de Grafton, avec lord North, chancelier de l'échiquier (déc.).

Danemark et Russie.— Convention au sujet du Holstein (avril); Paul, fils de Pierre III et de Catherine II renonce à la portion du duché de Sleswick-Holstein qui appartenait à sa branche avant le traité de 1720, et à sa part du duché de Holstein, en échange du comté d'Oldenbourg, à l'ouest de Brême, près du Hanovre. Catherine s'engage à faire renoncer les autres princes de la maison de Holstein-Gottorp.

Espagne.— Charles III et son

premier ministre, le comte d'Aranda, préparent en secret la ruine des Jésuites : en quatre jours ils sont enlevés de force de Madrid et de toutes les provinces, et embarqués pour l'état ecclésiastique (31 mars-3 avril); leurs biens, confisqués, passent au trésor; défense de parler, d'écrire, de réclamer en leur faveur; les évêques mêmes ne sont pas écoutés. Mêmes mesures dans les deux Indes. — L'intendant général de l'Andalousie, Paul Olavide, attire en Espagne des colonies d'Allemands, de Suisses, de Français, de Belges. Il assure de grands avantages aux étrangers qui voudront former des établissements dans les déserts de la Sierra Morena et de l'Andalousie : il n'y aura dans les nouvelles colonies ni couvents, ni confréries (25 juin).

France.— Un arrêt du conseil établit à Paris une caisse d'escompte pour faciliter les opérations du commerce (1^{er} janv.) : c'est un essai de banque nationale.

Hollande.— Le stathouder Guillaume V, né d'une fille de George II, un an après la déclaration de sa majorité, à dix-neuf ans, épouse une nièce de Frédéric II (oct.) : il est placé entre deux puissants alliés. — Il laisse la direction des affaires à son tuteur, de la maison de Brunswick.

Italie.— A Venise, le grand conseil défend d'alléner aucun fonds en faveur du clergé séculier ou régulier (10 oct.). Les communautés régulières ne recevront plus de novices jusqu'à nouvel ordre (20 nov.). — A Naples, à l'instigation de l'Espagne, abolition des Jésuites (3 nov.) : pendant la nuit, ils sont enlevés pour être transportés hors du royaume (20 nov.).

1768.

Angleterre.— La durée des parlements d'Irlande, qui n'étaient jamais renouvelés pendant tout le temps de la vie du roi, est fixée à huit années (févr.). — Le parlement de Londres ayant été dissous, crise

des élections. Wilkes, candidat à la cité de Londres, élu par le comté de Middlesex, est mis hors de cour pour son premier procès. Le gouvernement veut l'arrêter de nouveau : meeting à Londres (avril); il se constitue prisonnier. La cour du banc du roi le condamne, pour ses premiers libelles, à l'amende et à l'emprisonnement. — Création d'un secrétariat d'État pour les colonies (janv.). — Dans l'Amérique du nord, grande fermentation au sujet des impôts. L'assemblée de l'État de Massachusetts invite les autres à former une union générale pour soutenir leurs droits (févr.). Convention des États à Boston : exposé des vœux et de la condition des colons (sept.). Deux régiments de ligne, deux régiments irlandais avec de l'artillerie arrivent d'Europe sous le général Gage. — Prise de Mangalore sur Halder-Ali, dans la région du Kanara, côte de Malabar (févr.). Mais il ravage les États du nabab d'Arcate, fidèle allié de la compagnie; sa cavalerie harcèle partout les amis des Anglais et leur enlève leurs convois. — Résultats des voyages de Wallis et de Carteret dans l'Océanie. Wallis a découvert la chaîne méridionale de l'archipel Dangereux, au sud de l'archipel de la mer Mauvaise : il retrouve Otattli, découverte en 1606. Carteret, après avoir touché à l'île de Santa Cruz, passe le premier par le canal Saint-George, entre la Nouvelle-Bretagne et la Nouvelle-Irlande. — Départ du capitaine Cook pour son premier voyage autour du monde, entrepris par ordre du gouvernement (août) : il est accompagné du naturaliste Banks et du Suédois Solander. Il reconnaît les côtes de la Nouvelle-Irlande, et le détroit qui la partage en deux îles, détroit de Cook; exploration des îles de la Société et des îles des Amis. — L'ingénieur Williams Reynolds emploie des rails de fonte au lieu de rails de bois aux mines du comté d'York et à une fonderie du Shropshire : origine des chemins de fer. — Création d'une académie des beaux-arts (déc.).

Espagne. — Création d'une académie des beaux-arts à Valence, sous le nom de Saint-Charles. — Population : neuf millions cent quatre-vingt mille âmes.

France. — Gènes cède à la France l'île de Corse en nantissement des dépenses que la France a faites pour la réduire (15 mai). Elle est réunie le 15 août. — Mort de la vertueuse reine Marie Leckzinska à Versailles (24 juin). Ses vertus et sa résignation au milieu des effroyables scandales de la cour de Louis XV. Louis XV s'attache à M^{me} du Barry. — Maupeou devient chancelier (sept.). — Rareté et cherté des grains : les ministres et les serviteurs du roi se font accapareurs. Vive irritation. — Le chimiste Macquer introduit à Sévres la fabrication de la porcelaine dure, connue en Saxe depuis 60 ans. — Plan d'éducation nationale, contenu dans le rapport du président Rolland (13 mai) : Paris doit être le chef-lieu de l'enseignement public et le centre de communication des universités entre elles; elles auront des mœurs semblables, une coutume générale, une législation commune, un esprit et un caractère national; une école normale, pépinière de professeurs, sera formée au chef-lieu de chaque université; l'institution des agrégés créée en 1766 pour l'université de Paris, sera étendue à toute la France; concession de bourses dans les collèges aux jeunes gens pauvres qui auront réussi dans les écoles; à côté d'un enseignement exclusivement littéraire, et le même pour tous, un enseignement spécial préparera aux diverses professions.

Italie. — A Parme, une pragmatique sanction défend de porter aucune affaire contentieuse à des tribunaux étrangers, pas même à celui de Rome; elle déclare nuls tous brefs, bulles, décrets venant de Rome, qui n'auraient pas le visa ducal (janv.). Bulle fulminatoire du pape (1^{er} févr.). Dans une nuit, tous les jésuites sont expulsés (7-8 févr.). Monitoire de Clé-

ment XII^e, qui s'appuie sur la bulle *In cœna Domini*. Il est supprimé par les cours de Parme (3 mars), d'Espagne (16 mars), de France (26 mars), de Portugal (5 mai), de Naples (4 juin). Le pape ne retire pas le monitoire. Louis XV fait saisir Avignon et le comtat Venaissin (11 juin), le roi de Naples le territoire de Bénévent, domaine du saint-siège. — Le jeune roi de Naples, Ferdinand, épouse une fille de Marie-Thérèse, Marie-Caroline (mai). — A Venise, le clergé régulier est soustrait à la juridiction des supérieurs généraux, et soumis à celle des évêques diocésains. Défense des prises d'habit dans l'ordre des religieux mendiants; pour les autres ordres, elles ne sont autorisées qu'à vingt et un ans. Opposition du pape sans effet (oct.).

Pologne. — Les dissidents sont protégés, presque malgré eux, par la Russie, la Prusse, la Grande-Bretagne, le Danemark; ils doivent être rétablis dans leurs droits et pourront parvenir à toutes les charges comme les catholiques. Des soldats russes arrachent de son siège l'évêque de Cracovie. Les amis de l'indépendance protestent contre l'intervention des étrangers; ils forment en Podolie, au sud-est de la Pologne, la confédération de Bar (1^{er} mars). Le ministre de France, Choiseul, leur enverra des officiers, des ingénieurs et des artilleurs.

Pologne, Russie et Turquie. — Des confédérés de Bar, poursuivis par les Russes, se réfugient sur le territoire ottoman; les Russes les y saisissent. Déclaration de guerre de la Porte à la Russie, par l'influence de M. de Vergennes, ambassadeur de France à Constantinople (30 oct.).

Portugal. — Suppression de la bulle *In cœna Domini* comme contraire aux intérêts de la couronne et aux droits des évêques nationaux; suppression de l'Index expurgatoire (avril). La surveillance de l'impression des livres, confiée jusque-là aux inquisiteurs, est donnée à un tribu-

nal royal de censure composé de magistrats et d'ecclésiastiques. — Abolition des rôles qui rappelaient les sommes que, sous le règne de don Sébastien, les nouveaux chrétiens acquittaient pour n'être pas poursuivis (mai).

Suède. — Le roi offre au sénat d'abdiquer, à moins qu'on ne convoque une diète extraordinaire qui choisisse enfin entre les deux politiques, celle de France, les Chapeaux, celle d'Angleterre, les Bonnets (déc.).

Turquie. — Au moment d'une nouvelle guerre avec la Russie, mort du grand vizir, le pacifique Raghib-Pacha. Utiles réformes militaires et moyens de défense dus au baron de Tott, né en France, d'origine hongroise.

1769.

Allemagne. — *La Messiade*, poème épique de Klopstock, dont la publication a commencé en 1748, est enfin complète en vingt chants.

Angleterre. — Wilkes, expulsé de la chambre des communes, est trois fois successivement réélu par le comté de Middlesex, et expulsé encore (févr.-avril). Grande agitation; adresses aux chambres. La cour des plaids généraux semble donner gain de cause à Wilkes (nov.). — Début parlementaire de Ch. Fox à 19 ans (avril). — En Irlande, à cause des insurrections, on demande au parlement l'augmentation de l'armée; il cède avec peine (nov.) et rejette un bill de finance. — *Le Journal the Public Advertiser* donne depuis le 21 janvier, sous le pseudonyme de *Junius*, des lettres politiques acerbes contre le ministère: soixante-neuf se succéderont en trois ans. — Accord entre la compagnie des Indes orientales et le gouvernement au sujet des dividendes à partager entre les propriétaires d'actions, et des indemnités que réclame le trésor pour la diminution des droits sur le thé (avril). — Haider-Ali, qui a lancé ses cavaliers jusqu'aux environs de Madras,

signe la paix (avril). — James Watt obtient un brevet pour la construction des machines à vapeur (avec les capitaux de Roebuck); Arhwright pour les métiers à filature continue. — Robertson, auteur d'une *Histoire d'Ecosse*, publie l'*Histoire de Charles-Quint*. — Naissance du *Morning-Chronicle*.

Espagne. — Extension des Sociétés d'amis de la patrie, formées d'abord en Biscaye, pour la protection de l'agriculture, de l'industrie et des arts : le roi leur livre une partie des biens d'Eglise dont il pouvait disposer pendant la vacance des évêchés. Réforme des troupes suivant la tactique prussienne. Soins donnés à la marine. — Des colons de la Louisiane ont la pensée de constituer une république.

France. — L'abbé Terray devient contrôleur des finances. — En Corse, réduction du parti de l'indépendance par le marquis de Chauvelin, le comte de Marboëuf et le comte de Vaux. — Suspension du privilège exclusif de la compagnie des Indes : tous les Français commerceront librement dans l'Indostan et la Chine (13 août).

— Occupation des Iles Seychelles, au nord-est de Madagascar. — Résultats du voyage de Bougainville dans l'Océanie : il a parcouru l'archipel Dangereux, visité l'île d'Otaïti et rencontré l'archipel des Navigateurs; après s'être dirigé vers les terres australes du Saint-Esprit, la famine le ramène au nord; découverte de l'archipel de la Louisiane, au sud-est de la Nouvelle-Guinée. — *Lettres de quelques juifs* à M. de Voltaire, solide et spirituelle défense de la religion, par l'abbé Guénée. — *Hamlet* trag. de Ducis, imitée de Shakespeare. — Naissance de Napoléon, de George Cuvier, de Chateaubriand, de Soult et aussi de Wellington, Canning, Walter Scott, Mehemet-Ali, Alex. de Humboldt.

Italie. — Mort de Clément XIII (2 févr.). Conclave tumultueux pendant près de trois mois. Voyage des deux fils de Marie-Thérèse à Rome.

Élection de Ganganelli, de l'ordre de Saint-François, Clément XIV, qui sera modéré, sage et sans passion monastique. — A Parme, disgrâce du ministre, M. du Tillot, récemment créé marquis de Felino, qui s'était opposé au mariage de l'infant D. Ferdinand avec une fille de Marie-Thérèse, plus âgée que lui de cinq ans (27 juin).

Pologne. — Le duc de Courlande, de Biren, octogénaire, se démet en faveur de son fils aîné, âgé déjà de quarante-cinq ans. — Les Polonais de la confédération de Bar sont battus par les troupes russes.

Portugal. — L'inquisition devient un tribunal purement royal qui ne peut exercer d'autre autorité que celle que lui attribue le souverain (mai). Réforme de la jurisprudence (18 août) : on ne conserve du droit romain que les lois conformes au droit naturel; le droit canonique cesse d'être en vigueur pour les affaires civiles et purement temporelles. — L'exportation des laines est restreinte dans l'intérêt des manufactures nationales (4 sept.).

Russie et Turquie. — Les Russes prennent Azof et Choczim sur le Dniester, pénètrent en Moldavie et en Valachie. Le maréchal de Romanov assiège Bender (2 sept.). Escadre russe dans la Méditerranée contre les côtes de la Grèce. — Un roi de la Géorgie, près du Caucase, allié infidèle des Russes, sera chassé par eux.

Suède. — La diète extraordinaire de Stockholm se décide pour l'alliance française contre le parti anglais (avril).

1770.

Angleterre. — Après six ministères en dix ans, lord North devient le chef d'un cabinet qui durera 12 ans. (janv.). — Wilkes sort de prison (avril). — L'éditeur du *Public Advertiser* et des lettres de Junius, le libraire Woodfall, est acquitté par la cour du banc du roi. — Abolition des impôts dont avaient été frappées

les colonies d'Amérique (avril) : un seul droit est maintenu, sur le thé.

Danemark. — Faveur honteuse du médecin Struensee. Retraite de Bernstorff, l'utile conseiller du dernier roi.

Espagne. — Politique agressive contre les colonies de l'Angleterre, dans laquelle Charles III et le marquis de Grimaldi, son ministre, ne peuvent entraîner Louis XV. — L'inquisition ne jugera plus que les crimes d'hérésie contumace et d'apostasie, et n'appliquera la peine de la prison que pour des crimes prouvés. — Le canal d'Aragon ou canal impérial, commencé par Charles V, est continué; il ne sera pas encore achevé sous ce règne. — Statuts donnés à l'Académie royale latine de Madrid.

France. — Mariage du dauphin, avec Marie-Antoinette, fille de Marie-Thérèse d'Autriche (16 mai). — Cherté des grains; exportation interdite (14 juill.). — Le parlement de Bretagne met en jugement le gouverneur, le duc d'Aiguillon; le roi réclame le procès pour la cour des pairs (avril). Conflit, à ce sujet, entre le parlement de Paris et la cour; lit de justice à Versailles. Défense est faite au parlement de Paris de se liguier avec les autres parlements. Après les vacances, il suspend ses fonctions. — Arrêt du parlement contre sept ouvrages convaincus d'irréligion; le plus audacieux, le *Système de la nature*, du baron d'Holbach, attaquait Dieu, les rois et les prêtres (18 août). — Raynal, ex-jésuite, déclare contre la royauté dans son *Histoire philosophique des établissements et du commerce des Européens dans les Deux-Indes*, réédité à Amsterdam. — Disgrâce et exil de Choiseul (24 déc.), par l'influence de la nouvelle favorite du Barry. — Chariot à vapeur par Joseph Cugnot.

Italie. — A Venise, suppression et vente de biens de communautés de bénédictins au profit de l'Etat. — Condescendance de Clément XIV : la bulle *In cœna Domini*, si mal vue

des princes, n'est pas publiée le Jeudi saint (12 avril).

Portugal. — Réconciliation avec le saint-siège; le frère du ministre Carvalho est fait cardinal (août). Carvalho reçoit le titre héréditaire de marquis de Pombal qui le met au rang de la haute noblesse (17 sept.). — Les offices de judicature cesseront de passer des pères aux enfants (nov.).

Russie et Turquie. — Alexis Orloff et un amiral anglais brûlent une flotte turque dans la baie de Tchesmé, en Anatolie, au sud-ouest de Smyrne (7 juill.). Le maréchal de Romanzov bat les Turcs près d'Ismaïl, à l'est du confluent du Pruth et du Danube (18 juill.).

Suède. — Voyage en France du prince royal Gustave, âgé de vingt-quatre ans.

1771.

Allemagne. — Premiers fragments de *Faust* par Goethe âgé de 22 ans. *Mithridate*, opéra de Mozart âgé de 14 ans.

Autriche, Pologne, Prusse et Russie. — Poniatowski hostile aux confédérés de Bar est un instant leur prisonnier (sept.-oct.). La France fait peu pour eux. Les armées de Prusse et d'Autriche entrent sur le territoire polonais. — La peste venant de Turquie exerce ses ravages en Russie et en Pologne.

Espagne. — Création de l'ordre de Charles III pour ceux qui ne portent pas l'épée.

France. — Triumvirat du duc d'Aiguillon aux aff. étrangères, de l'abbé Terray aux finances, de Maupeou chancelier. — Maupeou remplace le parlement de Paris (janv.) par une nouvelle compagnie (parlement Maupeou) qui doit rendre la justice gratuitement; des conseils supérieurs, distincts du parlement de Paris, siégeront à Arras, à Blois, à Châlons-sur-Marne, à Lyon et à Poitiers (mars). Remontrances de la cour des aides : elle est cassée dans un lit de justice (13 avril). Protestation des

princes d'Orléans, de Condé, de Conti. Suppression, puis reconstitution des différents parlements. — Édit pour la prorogation des impôts, le sou pour livre, et les deux vingtièmes (14 déc.). — Agiotage sur le commerce des grains. — Banqueroute partielle. — Le *Traité des droits du citoyen*, de l'abbé Mably, invite le parlement à refuser l'enregistrement des édits bursaux et à demander la convocation des états généraux qui seuls peuvent créer des impôts.

Portugal. — Défense d'importer des étoffes de laine étrangère.

Suède. — Mort du roi (févr.). Avènement de Gustave III qui, en revenant de France, s'arrête à Berlin chez son oncle Frédéric II. — La formule de serment que lui impose le sénat restreint encore la prérogative royale.

1772.

Angleterre. — Le ministère et les deux chambres dévoilent les abus commis par la compagnie des Indes orientales (déc.). — Départ de Cook pour son second voyage (juin). Il veut vérifier l'existence des terres australes, et s'avancera jusqu'à 71° degré de latitude méridionale. Découverte de la Nouvelle-Calédonie. — Début du *Morning-Post*.

Autriche, Pologne, Prusse, Russie et Turquie. — Convention secrète entre la Russie et la Prusse pour le partage de la Pologne (17 févr.). L'Autriche y accède (avril). — Pour n'être pas inquiétée par les Turcs, Catherine II conclut un armistice (2 mai). — Les trois cours adressent leurs manifestes au roi Poniatowski et au sénat de Varsovie, rappelant leurs prétendus droits sur certains domaines de la Pologne qu'ils déterminent (sept.). Protestation impuissante du sénat et du roi (oct.).

Danemark. — Disgrâce, jugement, supplice de Struensee, favori de la reine (janv.). Divorce du roi. Rappel de Bernstorff; il meurt avant d'arriver. Son neveu est à la tête des affaires.

Espagne. — Refonte générale de la monnaie (mai); elle portera l'effigie du souverain; suppression des monnaies particulières à chaque province.

Portugal. — Les terres défrichées sont exemptées de toute redevance (mars). — Réforme complète de l'université de Coïmbre, d'où disparaissent les traditions des jésuites. — Propagation de l'instruction élémentaire (10 nov.).

Suède. — Coup d'État contre le sénat qui enchaînait le roi Gustave à la politique russe et étouffait la prérogative royale (19 août): Gustave a pour lui le peuple et l'armée. Cette révolution, qui se fait sans effusion de sang, a été conseillée par le ministre de France, M. de Vergennes. Changement de constitution au profit de la royauté (21 août): comme avant 1680, le consentement des états est nécessaire pour faire des lois, établir des impôts, entreprendre la guerre offensive; le sénat a voix consultative; le roi décide. Gustave encouragera l'agriculture, le commerce, les arts et les sciences.

1773.

Angleterre. — Nouveaux règlements imposés à la compagnie des Indes orientales: les directeurs ne sont élus que pour quatre ans par les plus riches actionnaires, un gouverneur général à Calcutta, cour de justice à la nomination du roi. — Actes de malversation et d'iniquité de lord Olive, examinés par la chambre des communes; il se donnera la mort en 1774. — Explosion des colonies américaines à l'occasion de l'impôt du thé. Pour ne pas acquitter le droit, elles s'interdisent la consommation. La population de Boston, dans le Massachussets, jette à la mer le thé de trois navires appartenant à la compagnie anglaise (18 déc.). Commencement de la révolution.

Autriche, Pologne, Prusse et Russie. — Premier partage de la Pologne, accompli à force ouverte.

l'infâme traité est ratifié par la diète de Varsovie (août-sept.). La Russie obtient le pays à droite de la Dwina, à gauche du Dniéper; la Prusse, la Poméranie jusqu'au delà de la Netze, affluent oriental de l'Oder, et toutes les dépendances de la Pologne éparses dans le royaume prussien, excepté Thorn et Dantzick, sur la Vistule, qui restent polonaises; l'Autriche, toute la droite de la Vistule jusqu'à Sandomir, la droite du Dniéper supérieur et les palatinats de Belz et de Léopold (Lemberg).

Danemark et Russie.—Transaction entre le grand-duc de Russie, Paul, et la couronne de Danemark; il échange ses domaines paternels de Holstein contre le territoire d'Oldembourg, à l'ouest du bas Weser (1^{er} juin). Il cède ensuite ce territoire à la ligne cadette de Holstein-Gottorp qui devient grand-ducale. — Alliance secrète entre les deux cour.

Espagne. — Activité d'armements maritimes. — Adoucissement de la loi du recrutement. — Retraite du comte d'Aranda après sept années d'utile administration, il va ambassadeur en France. Le marquis de Grimaldi, déjà depuis dix ans minist. des aff. étrang., est à la tête du cabinet.

France. — *Mémoires de Beaumarchais* contre Goezman. *Essai* de Mercier contre les classiques.

Italie. — Mort de Charles-Emmanuel III (20 janv.) après quarante-trois ans de règne. Il a embelli des villes, fortifié des places, acquitté une partie de la dette publique, donné un nouveau code. Son fils Victor-Amédée II a quarante-sept ans. — Clément XIV, sollicité surtout par les cours de France, d'Espagne, des Deux-Siciles, supprime pour toute la chrétienté la compagnie de Jésus (21 juin). Le général des jésuites, Laurent Ricci, est détenu au château Saint-Ange.

Portugal. — Loi en faveur des esclaves nègres, mulâtres, ou blancs: l'affranchissement est rendu possible à la troisième génération (janv.). — Abolition de l'odieuse distinction en-

tre les anciens et les nouveaux chrétiens (mai): ces derniers pourront parvenir aux charges ecclésiastiques et civiles. —

Russie et Turquie.—La guerre a recommencé, à l'avantage des Turcs, sur le Danube et à Varna.

Russie. — La France excite Gustave III contre les Russes. Un prétendu Pierre III réclame l'empire et fait trembler Moscou.

Turquie. — En Égypte, mort d'Ali-Bey par la perfidie d'un fils adoptif; la Porte a de la peine cependant à ressaisir son pouvoir.

1774.

Allemagne. — *Werther*, roman de Goethe, qui bientôt sera protégé par le duc de Saxe-Weimar, Charles-Auguste.

Angleterre. — En Amérique, l'insurrection n'est pas étouffée quand le gouvernement a jeté l'interdit sur le port de Boston et fait occuper la ville par des troupes. Toutes les colonies soutiennent le Massachusetts. Leurs députés forment un congrès à Philadelphie, en Pensylvanie (5 sept.). Les échanges de commerce avec l'Angleterre sont suspendus. — Aux Indes lutte avec les Mahrattes. Warren Hastings, déjà gouvern. du Bengale, devient gouverneur général. — Priestley découvre l'oxygène (expérience du 10 août). — Mort d'Olivier Goldsmith romancier et poète.

France. — Mort de Louis XV (10 mai). — Avènement de Louis XVI, son petit-fils, âgé de vingt ans. Le cabinet est dirigé par le vieux comte de Maurepas, esprit frivole et routinier. — Le roi remet au peuple le droit de joyeux avènement, réforme la loi qui rendait les taillables solidaires du paiement de l'impôt. — Renvoi du chancelier Maupeou (26 août). De Vergennes, ancien ambassadeur, devient ministre des affaires étrangères. L'économiste Turgot, ancien intendant de Limoges, est fait contrôleur des finances. — Arrêt pour la liberté

du commerce des grains et farines dans l'intérieur du royaume (25 sept.). — Lit de justice : rétablissement des anciens parlements, et de la cour des aides, suppression des conseils supérieurs créés par Maupeou (12 nov.). — Le roi pose la première pierre du nouvel amphithéâtre de l'école de chirurgie, rue des Cordeliers, à Paris (14 déc.). — Essai stérile de colonisation à Madagascar. — Lavoisier, jeune fermier général, rassemble dans un premier ouvrage les résultats de ses expériences en physique et en chimie. — Nouvelle classification naturelle des plantes par L. de Jussieu. — Le compositeur allemand Gluck vient à Paris.

Italie. — Clément XIV meurt (22 sept.). Cinq mois après est élu Pie VI. — Guerre de Venise pendant trois ans avec Tunis.

Portugal. — Réforme de l'administration des colonies en Asie (janv.). — Les débiteurs reconnus insolvables sont exemptés des poursuites rigoureuses et de la prison (juin). — Suppression des droits de douane intérieure et des sauf-conduits exigés jusque-là pour le passage des marchandises d'une province dans une autre (déc.).

Russie et Turquie. — Romanov, que soutiennent quatre régiments anglais, bat le grand vizir près de Kainardgi, en Bulgarie (20 juin). La paix de Kainardgi donne aux Russes le pays entre le Bog et le bas Dniéper, et la libre navigation sur la mer Noire; le sultan reconnaît l'indépendance des Tartares de la Crimée et du Kouban qui seront bientôt accessibles à l'influence russe, et garantit le partage de la Pologne (31 juill.). — Le roi de Géorgie recouvre ses États que lui avaient enlevés les Russes, de 1769 à 1771.

Turquie. — Mort de Mustapha III, avare et sanguinaire (janv.). Avènement de son frère Abdul-Hamid.

veau privilège de vingt-cinq ans, James Watt s'associe avec Matthew Boulton, de Birmingham, pour construire des machines à vapeur : leur immense établissement de Soho, près de cette ville. — Propositions de réconciliation, inutilement soumises par Franklin, parce que lord North veut maintenir le droit de taxation. Discours pour la paix de Chatam (20 janv. - 2 fév.), de Burke (22 mars), après l'adresse du parlement contre les rebelles (9 févr.). — Guerre d'Indépendance d'Amérique. — Défaite à Lexington, près de Boston, du général anglais Gage par les miliciens (19 avril). Le commandement est déferé à George Washington, planteur de la Virginie : attaque offensive sur le Canada pour obliger les Anglais à partager leurs forces. — Dans l'Indostan, le nabab d'Aoude devient vassal, et cède la ville sacrée de l'Inde, Bénarès, sur le Gange.

France. — Émeute à Paris au sujet de la liberté du commerce des grains (mai) : campagnes dévastées par des bandits, boulangers pillés; répression sévère. — Le comte de Saint-Germain, ministre de la guerre, se fait détester en imposant aux soldats la discipline allemande. — Suppression, par économie, de deux compagnies de la maison du roi (15 déc.). Création du parlement de Nancy. — On commence le canal de Bourgogne entre la Saône et la Loire. — *Le Barbier de Séville* de Beaumarchais. — *Essai sur le despotisme* de Mirabeau.

Suisse. — Institut pédagogique fondé par Pestalozzi, d'abord dans l'Argovie, pour les enfants pauvres et abandonnés : enseignement simultané des langues, du calcul, de la géométrie, de l'industrie, de l'agriculture; exercice du raisonnement, éducation morale. Peu de durée. — Lavater, de Zurich, commence à publier en allemand des *Essais physiognomoniques*.

1776.

Angleterre. — Muni d'un nou- **Allemagne.** — La secte des illuminés, société secrète fondée sur le

modèle de celle des francs-maçons, par Weishaupt, professeur de droit canonique à Ingolstadt (1^{er} mai), abjure toute croyance religieuse et toute dépendance sociale.

Angleterre. — Le médecin Edward Jenner découvre la vaccine : il en multiplie les expériences pendant près de vingt ans avant d'oser rendre sa découverte publique. — *Hist. de la decad. et de la chute de l'empire romain*, par Gibbon (1776-1778). — *Recherches sur la richesse des nations* par l'Ecos. Adam Smith.

Angleterre et États-Unis. — Suite de la guerre d'indépendance. — Les Américains sont repoussés devant Québec par le général Carleton (mai), et bientôt chassés de tout le Canada par le général Burgoyne. Mais Washington a repris Boston sur le général Howe qui succède au général Gage. — Le congrès de Philadelphie déclare l'indépendance des treize États unis de l'Amérique du nord : New-Hampshire, Massachusetts, Rhode-Island, Connecticut, New-York, New-Jersey, Pensylvanie, Delaware, Maryland, Virginie, les deux Carolines, la Géorgie (4 juill.). Établissement d'un gouvernement fédératif qui laisse à chaque État ses institutions politiques, religieuses et sociales. Franklin envoyé en France comme ambassadeur.

Autriche. — La Bukowine cédée par la Porte comme ancienne dépendance de la Transylvanie (mai).

Espagne. — Inutile tentative contre Alger. — L'administration des colonies est modifiée : le pays de Rio de la Plata, avec Buenos Aires, forme une vice-royauté détachée du Pérou, comme la Nouvelle-Grenade avec Quito qui a un vice-roi depuis 1739; dans l'Amérique du nord, il n'y a toujours qu'une vice-royauté, le Mexique. Création de huit capitaineries générales indépendantes des vice-royautés : 1^o le Nouveau-Mexique avec Santa Fé; 2^o Guatemala; 3^o le Chili; 4^o Caracas; 5^o Cuba et la Havane; 6^o Porto Rico;

7^o Saint-Domingue; 8^o la Louisiane et la Floride.

France. — Ordonnance de Turgot qui abolit la corvée ou travail gratuit exigé chaque année des habitants de la campagne pour la confection des routes (lév.). Refus d'enregistrement par le parlement (mars). L'édit passe en lit de justice. La corvée doit être remplacée par un impôt mis sur tous les ordres. Clameurs des privilégiés, nobles, clercs, gens de cour et parlements. Retraite de Malesherbes, ministre de la maison du roi, ami de Turgot. Louis XVI retire l'édit qui abolissait la corvée (11 août). — Un arrêt du conseil a rétabli la caisse d'escompte dans l'intérêt du commerce (10 mai). — Création de la loterie royale (30 juin); les autres loteries existantes sont supprimées. — Ordonnance royale pour l'armement de vingt vaisseaux de ligne à Brest et à Rochefort (10 juin). — Le banquier genevois et protestant Necker est nommé directeur général des finances. Necker essaye, par des réductions de frais de perception et par des emprunts, de suffire aux besoins de l'État sans accroître les impôts et sans diminuer les dépenses de la cour. — Société royale de médecine. — Piccini vient à Paris.

Russie. — Puissance de Potemkin, favori de Catherine II.

1777.

Allemagne. — Quand meurt l'électeur de Bavière, Maximilien-Joseph (30 déc.), l'héritier légitime est l'électeur palatin Charles-Théodore, chef de la branche aînée de Wittelsbach : prétentions de l'Autriche et de l'électrice douairière de Saxe.

Angleterre et États-Unis. — Howe a enlevé aux Américains New-York et Rhode-Island, mais l'Américain Gates force Burgoyne à capituler à Saratoga (17 oct.).

Autriche. — Joseph II visite la France (avril).

Espagne et Portugal.—Guerre dans l'Amérique méridionale. San Sacramento, colonie portugaise sur le golfe de Rio de la Plata, livrée aux Espagnols de Buenos Aires, est rasée. Montevideo commence à prospérer.—En Afrique, le Portugal cède à l'Espagne les îles d'Annobon et de Fernando Po, importantes pour le commerce des nègres.

France. — Renouveau de l'alliance avec les cantons suisses (18 mai). — Établissement du Mont-de-Piété, prêtant sur gages mobiliers (9 sept.). — Premier numéro du *Journal de Paris*, feuille quotidienne (janv.). — Mort de Bern. de Jussieu.

Italie.—Venise s'engage à payer tribut aux Tunisiens, et à leur fournir des matériaux de construction et des armes.

Portugal. — Mort de Joseph I^{er} (févr.). Sa fille Marie lui succède. Retraite de Pombal; réaction contre les actes de son ministère. Le clergé recouvre son influence. La reine partage le pouvoir avec son mari Pierre. — Peut-être, en 1777, partage du Brésil en neuf gouvernements, six sur la côte, trois dans les terres.

Russie. — Catherine II envahit la Crimée (mars). Le khan de Crimée lui vend sa souveraineté, moyennant une pension qu'on refusera bientôt de lui payer.

Suisse. — Mort d'Albert Haller, médecin, botaniste et poète.

1778.

Allemagne.—Tableau des sciences, arts et métiers par Adelung.

Allemagne, Autriche et Prusse. — Les Autrichiens étant entrés en Bavière, le roi de Prusse, avec cent mille hommes, soutient les droits de l'électeur palatin (avril).

Angleterre, États-Unis et France. — Succès de l'ambassade de Franklin en France : enthousiasme pour la cause américaine depuis 1776, enrôlements volontaires

dans la noblesse et départ du marquis de La Fayette. Traité d'amitié et de commerce avec les États-Unis (6 févr.). Déclaration de guerre à l'Angleterre (24 mai). — Bills conciliatoires du parlement anglais, rejetés par le congrès qui demande avant tout la reconnaissance de l'indépendance et le rappel des armées (avril). — Philadelphie est abandonnée par le général anglais Clinton (août). — Les hostilités s'étendent dans les Antilles et aux Indes orientales, où la France perd Pondichéry (16 oct.). Bataille navale Indécise d'Ouessant, en face de la côte de Bretagne, entre l'Anglais Keppel et le Français d'Orville (27 juill.).

Angleterre.—Mort de Chatham (14 mai). — Bill en faveur des catholiques (25 mai).

Espagne. — Olavide, qui avait entrepris de défricher les terres de la Sierra Morena, persécuté comme déiste et philosophe, est condamné par l'inquisition à huit ans de réclusion dans un couvent.

États-Unis. — Est préparée la constitution fédérale; elle ne sera adoptée par tous les États qu'en 1781.

France. — L'abbé de L'Épée fonde l'Institution des sourds et muets. — Dernier voyage de Voltaire à Paris à quatre-vingt-quatre ans; son triomphe à la représentation d'*Irène*. Sa mort (30 mai). — Mort de J. J. Rousseau, à Ermenonville (3 juil.); il laisse manuscrites ses *Confessions*. — *Époques de la nature*, de Buffon.

Suède. — Mort de Linné, à soixante-dix ans.

1779.

Allemagne.—*Nathan le Sage*, drame de Lessing.

Allemagne, Autriche et Prusse. — Fin de la guerre de succession de Bavière par la médiation de la France et de la Russie (13 mai). Traité de Teschen : l'Autriche ne garde que quelques districts entre le Danube, l'Inn, et la Salza, af-

fluenta de l'Inn; la Bavière reste à l'électeur palatin.

Angleterre, Espagne, États-Unis, France et Hollande. — L'Espagne se déclare pour les États-Unis (16 juin); ils reçoivent aussi des munitions de guerre des Hollandais. — Vaine tentative de débarquement des Français et des Espagnols à Plymouth, sous d'Orvilliers. Gibraltar, attaqué par les Espagnols, est ravitaillé par l'amiral Rodney.

Angleterre. — Cook est assassiné dans une des Sandwich, l'île d'Owhihée. — *Vie des poètes anglais* par Samuel Johnson.

Autriche et Russie. — Visite de Joseph II à Catherine II pour la détacher de la Prusse (mai).

France. — *Examen critique de la pomme de terre*, par Parmentier. — Mesmer, médecin allemand, arrivé récemment à Paris, y publie son *Mémoire sur la découverte du magnétisme animal*.

Italie. — Terrible éruption du Vésuve (8 août), qui détruit la ville d'Ottoiano.

Persie. — A la mort de Kerim-Velik, guerre civile de quinze ans.

Suède. — La diète établit le libre exercice de toutes les religions.

1780.

Allemagne et Autriche. — Mort de Marie-Thérèse, après un règne glorieux de quarante ans. Son fils Joseph II, empereur de nom depuis quinze ans, lui succède (29 nov.).

Angleterre. — Émeutes contre les catholiques à Londres, à Bristol, à Hull; incendie et pillage de chapelles (juin). Lord Gordon, fanatique extravagant qui a dirigé la masse armée des pétitionnaires protestants contre la chambre des communes, est arrêté. Dix-huit exécutions capitales. La chambre des pairs s'oppose au bill présenté contre les catholiques sous une forme déguisée. — Première machine à feu établie à Birmingham. Début du *Morning Herald*.

Angleterre, Espagne, États-Unis, France, Hollande et Russie. — Question des neutres. L'Angleterre, pour empêcher les Espagnols et les Français de recevoir des régions du nord des munitions navales saisisait les bâtiments neutres. Catherine II (août) proclame la liberté du commerce neutre et la franchise des pavillons. Plan de neutralité armée, accepté par la Suède et le Danemark, la Prusse et l'Autriche, le Portugal, les Deux-Siciles et la Hollande : les munitions de guerre, poudre, boulets, canons, etc., seront seuls prohibées. — En Amérique l'Anglais Clinton réduit cinq mille hommes à capituler. — Aux Antilles Rodney tient tête au comte de Guichen. — Déclaration de guerre de l'Angleterre à la Hollande (20 déc.): Rodney en attaque les possessions dans les Antilles et en Guyane. — L'Indien Halder-Ali, avec le secours de la France, a rendu tributaires les côtes de Malabar et de Calicut.

France. — Louis XVI, qui a aboli le servage et la mainmorte dans ses domaines en 1779, abolit pour tous les tribunaux la question préparatoire. — Mort de Gilbert, à l'hôpital.

Italie. — *De la science de la législation*, par le Napolitain Filangieri.

Suisse. — *Histoire de la Confédération helvétique*, par J. Muller.

1781.

Allemagne. — Herschell, astronome de Hanovre, découvre une 6^e planète *Uranus* (13 mars). — Mort de Lessing. — Kant, de Königsberg, commence à publier la *Critique de la raison pure*. — *Homère*, traduit en allemand par Henri Voss.

Allemagne et Autriche. — Joseph II, plein de vastes projets de réforme, rend des édits sur les matières ecclésiastiques, même sur les usages et la discipline, sur les fêtes, les cérémonies et les offices de l'Église (avril): il trouble ainsi les consciences sans profit pour la liberté. Il demande au clergé un état de ses revenus, sou-

à la nécessité de la sanction impériale les bulles, brefs, rescrits venant de Rome. Il ne veut pas que les religieux de ses États obéissent à des supérieurs ecclésiastiques étrangers : plaintes de Pie VI. Par l'édit de tolérance du 13 oct., libre exercice accordé pour tout culte qui est chrétien ; égalité des droits civils, quelle que soit la différence de religion. — Négociations sans effet avec la Hollande, pour l'abolition du traité de la Barrière de 1715, qui restreignait la puissance militaire et le commerce de l'Autriche. — Son nouveau voyage à Paris.

Angleterre, Espagne, États-Unis et France. — Supériorité des Américains et de leurs alliés. Occupation en Floride de Pensacola par les Espagnols, de Tabago dans les Antilles par les Français. En Virginie, Washington et le général français Rochambeau, aidés par les succès maritimes du comte de Grasse, obligent le général anglais Cornwallis à capituler avec huit mille hommes dans Yorktown (19 oct.). A la fin de la campagne les Anglais n'ont plus que Savannah, entre la Géorgie et la Floride, Charlestown dans la Caroline du sud, et New-York.

Angleterre. — Un imprimeur de Gloucester, Robert Ralke, fonde la première école du dimanche.

France. — Pour la première fois un compte rendu, qui établit les recettes et les dépenses, est publié par Necker et livré à l'examen de la nation (janv.). Clameurs des privilégiés que soutient Maurepas. Retraite de Necker (21 mai). — M. Joly de Fleury le remplace. — Edit impolitique (22 mai) : on ne peut devenir capitaliste, si on n'est noble de quatre générations. — Mort de Maurepas (oct.). La reine et la cour dominent toujours le gouvernement. — *Le tableau de Paris* par Mercier.

1782.

Allemagne. — Premier drame de Schiller les *Brigands*.

Angleterre. — Chute de lord

North (20 mars) ; cabinet du marquis de Rockingham avec Fox, lord Shelburne, Burke ; mort de Rockingham, retraite de Fox et de Burke ; le jeune V. Pitt est chancelier de l'échiquier. Dispositions favorables à la paix avec les États-Unis, dût-on reconnaître leur indépendance.

Angleterre, Espagne, États-Unis et France. — Les Espagnols enlèvent aux Anglais l'île de Minorque (janv.). Aux Antilles, Rodney bat le comte de Grasse près des Saintes (12 avril). — Gibraltar est assiégé par vingt mille Français et Espagnols (15 août). Épreuve de batteries flottantes (13 sept.). Défense valeureuse de l'Anglais Elliot. L'amiral Howe ravitaille la place qui est sauvée (18 oct.). — Dans la mer des Indes, quatre victoires du bailli de Suffren (févr.-sept.). — Mort du prince de Mysore, Haider-Ali (9 déc.). Son fils, Tippoo-Saeb, fait aussitôt la guerre aux Anglais. — Des conférences s'ouvrent à Paris pour la paix, sous la médiation de Joseph II et de Catherine (30 nov.).

Autriche. — Voyage de Pie VI à Vienne (mars) : il est reçu avec honneur, mais n'obtient pas le retrait des édits de 1781, défavorables à la puissance romaine. — Abolition de la peine de mort et de la servitude.

France. — Guyton de Morveau, avocat général à Dijon, a le premier l'idée d'une nouvelle nomenclature chimique.

Italie. — Plus de trib. de l'inquis. dans les Deux-Siciles et en Toscane (mars). — Mort du poète Métastase.

Russie. — Le prince Paul visite la France (mai). — Les Jésuites renouvellent leur constitution. — Révolte des Tartares de la Crimée contre leur khan dévoué à la Russie.

1783.

Angleterre et Indostan. — Le général Anglais Matthews dévaste le Carnate et le territoire de Bednor, qui capitule, mais que Tippoo-

Saëb et les Français reprennent (avril).

Angleterre, Espagne, États-Unis, France et Hollande. — Traité de Paris et de Versailles : l'indépendance des treize États-Unis est reconnue par l'Angleterre, le Mississippi forme leur frontière occidentale ; la France garde le Sénégal, Tabago et Sainte-Lucie, aux Antilles, Saint-Pierre et Miquelon, dans le golfe Saint-Laurent, avec la liberté de la pêche à Terre-Neuve ; l'Espagne conserve Minorque et recouvre les Florides, que les Anglais ont depuis vingt ans ; la Hollande cède aux Anglais Négapatnam, au sud de Pondichéry, et leur assure la libre navigation dans les mers de l'Inde. Le traité avec la Hollande n'est signé qu'au 20 mai 1784.

Angleterre. — Ministère de coalition : Fox et Burke avec lord North.

Autriche. — Joseph II à Rome (23 déc.) ; conférences avec Pie VI.

États-Unis. — Après la paix de Versailles, l'armée, licenciée par Washington, se sépare sans trouble ; il dépose ses pouvoirs de généralissime et rentre dans la vie privée.

France. — Après la démission de Joly de Fleury, d'Ormesson est huit mois contrôleur général des finances (mars). — Établissement des paquebots pour aller de la France aux États-Unis (juin). — Résultat de la guerre d'Amérique : nouvelles dettes de sept cent trente-trois millions : M. Necker avait emprunté quatre cent soixante millions ; M. de Fleury deux cents ; M. d'Ormesson en emprunte soixante-treize. — M. de Calonne aux finances (nov.), en voulant complaire à la cour, augmentera encore les embarras du trésor. — Travaux de la digue de Cherbourg 1783-1853. — Le bénédictin Fr. Clément commence la publication de *l'Art de vérifier les dates après Jésus-Christ*, monument imposant de chronologie et d'histoire jusqu'en 1770, auquel ont travaillé avant lui les bénédictins Fr. d'Antine, mort en 1746, et Clément

cet, mort en 1778 : trois vol. in-f° 1783-1787. — Mallet Du Pan réd. la partie politique du *Mercur de France* 1783-1789. — Expér. d'aérostats à Annonay et à Versailles par les frères Montgolfier, à Paris par Pilâtre du Rosier et d'Arlande. Bat. à vapeur du C^{te} Joffroy à Lyon. — *Galatée* de Florian.

Hollande. — Agitation intérieure depuis deux ans. Humiliation de la nation et pertes maritimes dans la guerre d'Amérique. Les patriotes, ennemis du pouvoir du stathouder, forment des corps de volontaires.

Italie et Sicile. — Un tremblement de terre détruit une partie de Messine et cause de grands désastres en Sicile et dans la Calabre (5 mars).

Russie. — Catherine II prend possession de la Crimée que lui a aliénée le khan tartare, et du pays du Kouban, le long de la côte orientale de la mer Noire (avril). — Le roi de Géorgie, Héraclius, se met sous la protection des Russes. — Déclin de l'influence ottomane.

1784.

Angleterre. — Nouveau cabinet de W. Pitt. Il dissout le parlement ; les élections lui sont favorables. — Importation à Liverpool de 71 balles de coton américain. — Traité avec Tippoo-Saëb à Mangalore, au nord de la côte de Malabar (mars) ; il est reconnu souverain indép. de Mysore ; il se déclare sultan et empereur. — J. Watt perfectionne la machine à vapeur à double effet.

Autriche et Hollande. — Rupture à propos d'un bât. autrichien chargé à Anvers, qui cherche à sortir par l'embouchure de l'Escaut ; il est canonné par les Hollandais (oct.). Les troupes autrichiennes se mettent en marche ; la France semble prête à soutenir les Provinces-Unies, que la Russie menace.

Danemark. — Régence du prince royal Frédéric ; il a d'hab. conseillers.

France. — Un rude hiver qui a commencé en octobre 1783 aggrave les charges du trésor et multiplie

la misère. — Calonne emprunte cent vingt-cinq millions. — Population, 24 000 000 d'âmes. — Haüy fonde l'Institut des aveugles. — *Études de la nature* de Bernardin-de-St-Pierre. — *Macbeth* de Ducis. — *Mariage de Figaro* de Beaumarchais (27 av.). — De 1784 à 1787, *les Horaces*, *la mort de Socrate*, *Paris et Hélène*, et le *Brutus* de David font dominer dans la peinture le goût de l'antique. — *Richard Cœur de lion*, opéra comique de Grétry.

Hollande. — Le parti des patriotes oblige le duc de Brunswick, depuis trente-trois ans tuteur puis ministre de Guillaume V, à donner sa démission (oct.).

Suède. — Gustave III vient à Paris sous le nom de comte de Haga (juin). — La France lui cède Saint-Barthélemy dans les petites Antilles, en échange de privilèges qu'il donne au commerce français dans le port de Goetheborg, à l'entrée du Cattégat. 1788.

Allemagne. — *Lettres sur la doctrine de Spinoza* par Jacobi phil. mystique. — En Bavière, où sont interdites les sociétés secrètes, le chef des illuminés, Weishaupt, perd sa chaire de droit et est chassé d'Ingolstadt (févr.). — Les prélats de Mayence, de Trèves, de Cologne, de Salzbourg, réunis en congrès à Ems, rédigent une protestation contre les empiétements de la cour de Rome (25 août).

Allemagne, Autriche, Prusse, Hollande et Russie. — Négociations de Joseph II avec l'électeur de Bavière, Charles-Théodore, qui n'a pas d'enfant, pour qu'il échange toutes ses principautés contre la Belgique, qui serait érigée pour lui en royaume d'Austrasie. Traité signé à Munich (janv.). Protestation de l'héritier présomptif de l'électeur, le duc des Deux-Ponts; la France le soutient faiblement; mais Frédéric II réunit contre l'Autriche les électeurs de Saxe, de Mayence et de Hanovre, le prince de Brunswick-Lunebourg le margrave d'Anspach, etc. (22 juill.)

Joseph II est forcé de renoncer à ses projets d'agrandissement; le traité de Munich n'est pas exécuté. — Insurrection de Bruxelles, de concert avec les Hollandais qui, de leur côté, ne veulent plus de leur stathouder. — La France aplanit les différends entre Joseph II et les Provinces-Unies (nov.).

Angleterre. — Projet de mise en accusation devant le parlement du gouverneur général de la compagnie des Indes, Warren Hastings, à cause de ses exactions et de ses cruautés. Fox, Sheridan, Burke élèvent la voix contre lui. Neuf ans de débats. — Population du Royaume-Uni: 12 336 932 âmes. — Dette: 257 000 000 de livres sterling; en 1739, elle était de 54 000 000. — La machine à filer le coton, pour laquelle Arkwright avait eu un brevet en 1769, tombe dans le domaine public. — *Essais sur les facultés intellectuelles* par Th. Reid.

Espagne. — La paix est achetée d'Alger, vainement bombardée en 1784.

France. — Le contrôleur général, M. de Calonne, emprunte encore quatre-vingts millions. — Affaire du collier de la reine. Arrestation du cardinal de Rohan. — Ascension heureuse de Nicolas Blanchard de Douvres à Calais (7 janv.). Mort déplorable de l'aéronaute Pilâtre du Rosier (15 juin). — *Œuvres complètes de Voltaire*, édition de Kehl, préparée par Beaumarchais: un arrêt du conseil l'interdit (juin) lorsqu'elle a déjà circulé. — *Essai de Condorcet sur l'application de l'analyse à la probabilité des décisions rendues à la pluralité des voix.* — *Discours de Rivarol sur l'universalité de la langue française*; il partage le prix proposé par l'Académie de Berlin. — Pendant qu'à Yedo, dans l'île japonaise de Nippon, se publie un atlas de cinq cartes qui décrit Yeso, la Corée, les îles Lieou-Khieou, etc., La Pérouse, dans un voyage qu'il entreprend en 1785, pénétrera jusqu'au détroit ensablé qui sépare les terres d'Yeso

de la Mantchourie, et traversera le détroit qui porte son nom, entre l'île d'Yesso et les îles Tarakhal et Kourilles.

Hollande. — A la Haye, soulèvement des patriotes contre le stadthouder (sept.). — Traité d'alliance avec la France, qui s'est faite médiatrice entre les Provinces-Unies et l'Autriche.

Italie. — Venise fait une entreprise inutile contre Tunis.

1786.

Allemagne. — Mort du philosophe Moïse Mendelssohn, à Berlin. Il cherche, dans ses ouvrages, à rapprocher les juifs des chrétiens. Schiller, à Weimar, rencontre le philosophe Herder, le poète Wieland.

Angleterre. — Colonie de nègres libres sur la côte ouest d'Afrique à Sierra Leone.

France. — Accroissement des forces maritimes; organisation du service de mer; règlement d'avancement des officiers de vaisseaux. — Louis XVI visite Cherbourg (21 juin). — Nouvel emprunt de M. de Calonne: déjà, depuis Necker, près de 950 millions ont été empruntés. — Traité de commerce et de navigation avec l'Angleterre (26 sept.), plus favorable aux Anglais qu'aux Français. — Troupeaux de mérinos espagnols à la ferme de Rambouillet. — P. Lebon invente l'éclairage au gaz hydrogène.

Prusse. — Mort du grand Frédéric, à Potsdam (17 août). Avènement de son neveu Frédéric-Guillaume II, âgé de 42 ans. — Abolition du système de régie établi en 1763 pour les douanes et divers impôts. — Lettre de Mirabeau au nouveau roi.

Suède. — La diète résiste aux volontés absolues du roi.

1787.

Angleterre. — Wilberforce réclame avec insistance au parlement l'abolition de la traite. — Déportation des criminels dans la partie orientale

de la Nouvelle-Hollande, appelée Nouvelle-Galles: c'est l'origine de la colonie de Sydney et de Botany-Bay. — L'agronome Arthur Young en France.

Autriche. — Pendant que Joseph II visite Catherine II en Crimée, insurrection des Pays-Bas à cause des réformes qui portent atteinte aux privilèges provinciaux, aux institutions civiles, aux usages et aux mœurs, et établissent de nouveaux impôts sans donner de nouveaux droits politiques (juin). Quelques hostilités. Fin des troubles (sept.): Joseph II révoque les nouvelles ordonnances et rétablit la charte du Brabant.

Autriche, Russie et Turquie. — Voyage triomphal de Catherine II avec Potemkin, à travers les provinces méridionales, dans les régions du Volga, à Kherson, à l'embouchure du Dniéper, et dans la Crimée. — A Kherson, elle est visitée par Joseph II qui espère, avec son alliance, occuper les bouches du Danube (18 mai): arc de triomphe sur le chemin de Byzance que convoitent les Russes. — La Porte prévient les dessein de la Russie et lui déclare la guerre (24 août). Deux cent mille Autrichiens se réunissent sur les frontières de la Turquie: ils passent la Save (déc.), mais ne peuvent surprendre Belgrade.

États-Unis. — Le congrès, seul pouvoir fédéral depuis le commencement de la guerre, se retire devant les embarras de la situation: indocilité de chaque Etat, lutte contre les nations indiennes, dettes contractées pendant la guerre, peu d'estime témoigné par les grands peuples de l'Europe (21 févr.). Pendant deux ans, pas de pouvoir fédéral. — La commission de constitution finit son travail; elle ne se composait que de cinquante-cinq membres: Washington, président; Madison, Hamilton, les deux Morris, etc. (17 sept.). Examinée et discutée dans chaque Etat, la constitution sera successivement approuvée par tous de

1787 à 1789 : le pouvoir législatif est à un congrès, composé d'un sénat et d'une chambre de représentants; le pouvoir exécutif à un président élu tous les quatre ans, rééligible et responsable; un veto seulement suspensif; cour suprême de justice fédérale; la Constitution peut être révisée. Le premier président élu n'entrera en charge qu'en 1789.

France. — Assemblée de notables, dans l'espoir qu'une répartition plus égale des charges publiques augmentera les revenus (22 févr.). La proposition d'un impôt territorial levé sur toutes les propriétés, même celles du clergé, est rejetée par les privilégiés. Retraite de Calonne (20 avril). L'archevêque de Toulouse, Loménie de Brienne, mis à la tête d'un nouveau conseil de finances (1^{er} mai), présente à l'assemblée les mêmes plans qu'il avait blâmés. Clôture de l'assemblée le 26. Les édits sur l'impôt du timbre et sur la subvention territoriale, portés au parlement, y sont refusés. Des états généraux sont demandés. Lit de justice à Versailles : le roi impose les édits (6 août). Protestation du parlement : il est exilé à Troyes le 15; agitation à Paris et dans la Franche-Comté. Loménie de Brienne devient principal ministre (19 sept.). Rappel du parlement le 20. Le roi vient au parlement pour l'enregistrement de deux édits : 1^o création d'emprunts jusqu'à concurrence de quatre cent vingt millions; 2^o concession de tous les droits civils et politiques aux protestants, demandée avec insistance par M. de Malesherbes (19 nov.). Sur le premier édit, en présence du roi, opposition violente du duc d'Orléans. — M. de Montmorin est le dernier ministre des affaires étrangères choisi par Louis XVI. — Nouvelle nomenclature chimique par Lavoisier et Guyton de Morveau, avec le concours de Berthollet et de Fourcroy.

Hollande. — Guerre civile à Amsterdam (28 mai). Les Prussiens soutiennent Guillaume V vien-

nent jusqu'à Amsterdam (20 sept.), la puissance du stadthouderat est rétablie (9 oct.) : réaction sanglante contre les partisans de la révolution.

Russie. — Traité de commerce avec la France (11 janv.) : les Anglais n'ont plus le monopole de la navigation dans les mers du nord. — Convention de commerce avec la Chine.

1788.

Angleterre. — Début du *Times*. ✓

Autriche, Danemark, Russie, Suède et Turquie. — Manifeste de Joseph II contre la Turquie (10 févr.). — Les Russes perdent contre les Turcs une bataille navale à Sébastopol, au sud-ouest de la Crimée. Le roi de Suède attaque la Russie à l'improviste (juin); malgré une défaite de sa flotte à Hogland, ille du golfe de Finlande (17 juill.), il avance jusqu'à Frédérikshamm; mais plusieurs officiers refusent le service : il retourne à Stockholm (août). Les Danois, alliés de Catherine II, envahissent la Suède et assiègent Goetheborg (sept). Mais l'intervention de l'Angleterre et de la Prusse arrête les Danois; suspension d'armes (9 oct.). — Les Autrichiens qui attaquent Belgrade (mars-avril) sont rejetés au delà de la Save. Joseph II a à craindre, en Hongrie, un mouvement national, parce qu'il a arraché à la noblesse les prérogatives féodales et irrité le peuple par des innovations religieuses. — Le général Laudon parcourt la Bosnie turque et enlève Novi-Bazar (août). Le prince de Cobourg, soutenu par le Russe Soltkof, investit Choczim, sur le Dniester. — En Hongrie, les Turcs battent Joseph II à Temesvar (8 déc.). — Le Russe Potemkin prend d'assaut Ochakow, sur la mer Noire, entre Odessa et Kherson (17 déc.).

Danemark. — L'abolition complète de la servitude est décrétée pour l'an 1800; déjà des affranchissements.

Espagne. — Mort de Charles III (14 déc.). Esprit bienveillant et libéral de son gouvernement, peu-

dant vingt-cinq ans dans les Deux-Siciles, pendant vingt-neuf en Espagne. A la fin de son règne, il a eu pour ministre et a nommé gouverneur du conseil de Castille Campomanès, auteur d'excellents ouvrages sur l'économie politique et sur l'administration de l'Espagne, qui a contribué au développement du commerce et de l'industrie.—Avènement de Charles IV, son fils.

France.—Loménie de Brienne et Lamoignon, garde des sceaux, veulent réduire les parlements au jugement des affaires privées, et établir des cours plénières composées seulement de l'élite des privilégiés. Le conseiller Duval d'Épréménil qui dénonce le projet est arrêté (3 mai); assemblée du parlement violemment rompue le 5. Lit de justice à Versailles pour l'enregistrement des nouveaux édits le 8. Cependant la crainte d'une insurrection fait suspendre l'établissement de la cour plénière (8 août). Édit du 8 pour l'ouverture des états généraux au 1^{er} mai 1789. Retraite de M. Loménie de Brienne le 25; M. Necker est rappelé aux finances le 27. Graves désordres à Paris. Retraite du garde des sceaux (14 sept.). — L'édit de convocation des états généraux est enregistré au parlement (27 sept.): ils doivent être assemblés selon la forme observée pour les états de 1614, distribués en trois ordres ayant chacun même nombre de députés élus par les bailliages, formant trois chambres par-

ticulières, avec le système de vote par ordre. — Après une seconde assemblée des notables à Versailles (6 nov.), Necker obtient, le 27, du Conseil qu'il y aura mille députés et que le tiers état aura un nombre de représentants égal à celui des deux ordres réunis; l'assemblée se tiendra à Versailles. — Une société d'hommes de lettres publie, de 1788 à 1789, une collection de *Documents sur l'histoire des états généraux* et des autres assemblées nationales de France. — Mort de Buffon (16 avril). — *Voyage du jeune Anacharsis en Grèce*, par l'abbé Barthélemy. — *Paul et Virginie*, de Bernardin de Saint-Pierre. — *Lettres de M^{me} Necker* (depuis M^{me} de Staël), âgée de vingt-deux ans, sur le caractère et les écrits de J. J. Rousseau, dont elle accepte la philosophie. — Après que La Pérouse a visité la Nouvelle-Hollande, on cesse d'avoir de ses nouvelles depuis le 7 février: il a péri sans doute sur les récifs qui entourent l'île de Vanikoro, au sud de l'archipel de la reine Charlotte. — Population: 25 millions.

Hollande. — Traité d'alliance avec l'Angleterre, moyennant le maintien du stathoudérat (15 avril). Toutes les provinces, par un concordat que ratifient les États Généraux, s'engagent à conserver la constitution actuelle (10 juin). Triple alliance de la Hollande, de l'Angleterre, de la Prusse, qui a retiré ses troupes (août-sept.). La France n'a plus d'influence dans les Provinces-Unies.

PARIS. — IMPRIMERIE A. LAHURE
Rue de Fleurus, 9

HISTOIRE UNIVERSELLE

publiée par une société

DE PROFESSEURS ET DE SAVANTS

sous la direction

DE M. V. DURUY

7347. — PARIS, IMPRIMERIE A. LAHURE
9, Rue de Fleurus, 9

CHRONOLOGIE

UNIVERSELLE

SUIVIE

DE LISTES CHRONOLOGIQUES ET DE TABLEAUX GÉNÉALOGIQUES

PAR CH. DREYSS

Ancien Recteur d'Académie, Inspecteur général honoraire

CINQUIÈME ÉDITION

corrigée et continuée jusqu'au 1^{er} janvier 1883

SECONDE PARTIE

PARIS

LIBRAIRIE HACHETTE ET C^{ie}

79, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 79

—
1883

... ..

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

CHRONOLOGIE UNIVERSELLE

SECONDE PARTIE.

CINQUIÈME PÉRIODE.

1789-1882.

DIVISION GÉNÉRALE.

L'histoire contemporaine ne sera pas, comme les périodes précédentes, l'objet d'un aperçu général. Un cours résumé n'y suffirait pas ; il faudrait des jugements suivis, une appréciation morale et politique étendue en raison de l'intérêt qui s'attache aux événements et de l'importance des personnes qui y tiennent la place principale. Nous ne pouvons que distinguer dans cette période de quatre-vingt-douze ans, qui, à elle seule, emporte plus de développements que toutes les autres, les principales phases du mouvement européen. De 1789 à 1799, c'est l'époque de la révolution française dont les principes féconds mériteront de survivre à l'œuvre de violence accomplie au dedans et au dehors. Napoléon domine l'époque suivante, 1799-1815, disposant des trônes, des territoires, mais ne pouvant étouffer chez les peuples l'esprit d'indépendance. De 1815 à 1848, on assiste aux efforts intérieurs des peuples pour se constituer avec des libertés nécessaires ; le gouvernement représentatif est en vigueur dans les États de l'Occident ; la Grèce et la Belgique s'affranchissent, les anciennes colonies espagnoles deviennent des républiques. La révolution de février 1848 ouvre une nouvelle époque d'agitation : les tentatives de la démocratie et du socialisme sont étouffées, la restauration du principe de l'autorité a lieu non seulement en France, mais au centre de l'Europe. La France redevient, pour un temps, sous Napoléon III, la première puissance militaire : avec le concours de l'Angleterre elle arrête la Russie sur le chemin de Constantinople. Mais quand en combattant pour l'affranchissement de l'Italie elle veut réserver Rome au Pape, elle ne peut plus compter sur l'alliance des

Italiens; quand elle fait des vœux pour l'affranchissement de la Pologne, elle s'aliène de nouveau la Russie. Le principe des nationalités triomphe en Italie. Il est invoqué avec succès par un petit peuple de la région du Danube, par les Roumains. Mais la Russie étouffe ce qui restait de la nationalité polonaise. La Prusse et l'Autriche la laissent faire, alors qu'elles sont unies pour démembrer le Danemark. L'intervention de la France au Mexique est une faute bientôt cruellement expiée: la Prusse peut vaincre l'Autriche et l'exclure de l'Allemagne.

La France aurait besoin de paix pour fonder un régime de liberté que l'Empire, à cause des embarras et des échecs de sa politique extérieure et du déchaînement des partis révolutionnaires, ne peut plus refuser, dans son intérêt même. Le succès d'un nouveau plébiscite l'enhardit à provoquer la Prusse. Les Allemands sont prêts: conduits par la Prusse, ils brisent la puissance militaire de la France, en inondent de soldats et en démembrent le territoire, et, après la capitulation de Paris qu'honore du moins sa résistance prolongée, espèrent mettre le comble à la ruine d'un grand État en exigeant une énorme rançon. La reconstitution de l'Empire allemand pour la Prusse qui a agrandi l'Allemagne est la conséquence immédiate de cette guerre. La dénonciation du traité de Paris de 1856 concernant la neutralisation de la mer Noire, en est la conséquence indirecte, au profit de la Russie, alliée secrète de la Prusse contre la France. L'Angleterre, toujours neutre, quelque secousse qui agite l'Europe, ayant laissé écraser la France, est forcée d'abandonner la Turquie à elle-même. Le Pape, dont l'infaillibilité a été proclamée par un Concile œcuménique réuni au Vatican, par suite de la catastrophe de la France, subit les Italiens dans Rome. Le jour même où Rome reçoit le roi d'Italie, un de ses fils prend la route de Madrid: il a accepté la couronne arrachée deux ans auparavant par une révolution aux derniers des Bourbons qui occupaient un trône européen.

La France, depuis ses désastres, est redevenue une république d'abord ensanglantée et avilie par les fureurs de la Commune de Paris, puis lente à se constituer par le mauvais vouloir des partis monarchiques, résolument démocratique, prudente et timorée dans sa politique extérieure, laissant les autres grandes puissances détacher de la Turquie, vaincue par les Russes, la Roumanie et la Serbie, lui enlever presque toute action sur la Bulgarie, sur la Bosnie et l'Herzégovine, sur l'Égypte; elle a établi seulement son protectorat à Tunis pour la conservation

de l'Algérie. L'Espagne, après un essai de régime républicain qui n'est pour elle qu'une nouvelle crise douloureuse, revient à la monarchie constitutionnelle des Bourbons. Les cantons de la Suisse se trouvent bien de n'avoir entre eux qu'un léger lien fédéral. Si l'Angleterre échappe aux orages révolutionnaires par sa fidélité aux principes de 1688 et par son esprit sagement réformateur, elle a à ses flancs une plaie sociale qu'elle ne parvient pas à guérir, quelque remède qu'elle y applique, lois d'exception, lois agraires pour les fermiers de l'île-sœur. Là, les ennemis de toute société pratiquent la politique de la dynamite comme en Russie où les nihilistes finissent par avoir raison de la vie d'Alexandre II qui avait été cependant le bienfaiteur de ses peuples. Il a le sort de deux présidents des États-Unis.

Depuis 1789, la jeune république fondée par Washington est, pendant 70 ans, un exemple de stabilité démocratique mal suivi par les autres républiques de l'Amérique. Divisée sur la question de l'esclavage, elle a pendant cinq ans une terrible guerre de sécession qui laisse des traces profondes. Cependant elle ne cesse de grandir, de croître en population ; elle atteint des limites territoriales qu'elle ne peut guère dépasser. L'esclavage tend à disparaître de toute terre américaine, même de toute terre africaine où peuvent pénétrer les voyageurs et les missionnaires européens : et il y a peu de parties de l'Afrique qu'ils n'atteignent pas. Les rivages de l'Océanie deviennent des colonies européennes. L'ancien Orient n'est plus inconnu et fermé à l'Europe : l'Inde est une province britannique, les Russes occupent presque tout le Turkestan ; les Anglais et les Français forcent l'entrée de Pékin pour que la Chine ouvre ses ports au commerce de toutes les nations : le sud de l'Indo-Chine est terre française ; le Japon lui-même n'est plus isolé du reste du monde.

Les Parlements de presque tous les États, grands ou petits, monarchies ou républiques, agitent les mêmes questions sociales et économiques : on veut l'amélioration du sort matériel et de la condition légale des ouvriers, l'extension et la sécularisation complète de l'enseignement, la limitation étroite du domaine de l'église en face de l'autorité laïque et de la libre pensée ; la réduction du service militaire en l'étendant à tous sans distinction : la cause de la liberté du commerce est débattue partout, mais n'est pas partout gagnée. Avec les merveilleux effets de la vapeur et de l'électricité, il n'y a plus de barrières entre les peuples : de nouvelles routes sont hardiment frayées

à travers les montagnes, à travers les isthmes. A côté de la masse des métaux précieux, récemment découverts, les valeurs mobilières se multiplient à l'infini. Par des conférences et des conventions internationales, par des expositions universelles, les forces vives de chaque nation, industrie, sciences, beaux-arts, concourent à l'éducation et au progrès de toutes les autres.

CHRONOLOGIE.

1789.

Angleterre. — Nouvelle guerre contre Tippou-Saëb, avec l'alliance des Mahrattes.

Autriche. — L'exécution des décrets de réforme cause une révolution dans le Brabant et le Hainaut (2 janv.). Les Autrichiens ferment l'université de Louvain et les collèges d'Anvers et de Malines; suppression de la charte de Joyeuse entrée du Brabant (18 juin). Défaite des Autrichiens (27 oct.). Joseph II révoque en vain l'édit du 18 juin (22 nov.). Bruxelles est au pouvoir des rebelles (déc.); ils convoquent pour le 11 janvier un congrès national.

Autriche, Danemark, Russie, Suède et Turquie. — Après le coup d'État d'avril, qui rend son pouvoir absolu, Gustave III recommence les hostilités contre les Russes, mais sa flotte est battue à Swenka-Sund, dans le Skager-Rak (24 août). Le Danemark est obligé de se déclarer neutre (9 juill.). — Souvarov gagne sur les Turcs la bataille de Fokschany, au nord-est de la Valachie (31 juill.). Journée plus décisive à Martinestie, près du Rinnik (22 sept.). L'Autrichien Laudon prend Belgrade, conquête qui lui ouvre la Serbie (9 oct.). Potemkin prend Bender, sur le bas Dniester (15 nov.).

États-Unis. — La constitution présentée en 1787 à l'adoption de tous les États, est enfin sanctionnée par tous. George Washington est président. — Population totale : 3 980 000 âmes.

France. — A l'approche des états généraux, formation de réunions politiques du nom anglais de clubs : le club Breton, à Versailles, berceau de la société des Jacobins. Désignation des partis à l'occasion des élections : démocrates, aristocrates. — Troubles à Paris : une populace furieuse dévaste la maison et la manufacture de papiers peints de Réveillon, au faubourg Saint-Antoine (29 avril). Révolte à Marseille le 30. — Ouverture des états généraux à Versailles par le roi, après une procession solennelle (4, 5 mai); 291 membres du clergé; 270 de la noblesse; 584 du tiers état, qui a vingt-trois voix de plus que les deux autres ordres réunis. Discours de Louis XVI; rapport de Necker sur l'état des revenus et des dépenses : il propose divers moyens pour combler le déficit, surtout la voie des emprunts. — Le tiers état siège dans la salle commune. Les débats au sujet de la vérification des pouvoirs révèlent nettement la pensée du tiers de concentrer en une seule assemblée les trois ordres; il demande la vérification en commun (du 6 mai au 17 juin) : les députés dont les pouvoirs sont vérifiés se forment, sur la motion de Sieyès, en assemblée nationale (17 juin). Serment du Jeu de Paume : tous les membres présents jurent avec le président Bailly de ne se séparer qu'après avoir donné une nouvelle Constitution à la France (20 juin). Séance royale (23 juin) : après le départ du roi, Mirabeau, un des députés du tiers, quoique noble, décide le tiers à ne pas se retirer : « Nous sommes ici par la volonté du peuple.

nous n'en sortirons que par la force des baïonnettes. » La personne des députés est déclarée inviolable (493 voix contre 34). A la demande du roi, le clergé et la noblesse se réunissent au tiers état (27 juin). L'assemblée nationale se déclare constituante (9 juill.). — Disgrâce de Necker, ordre royal d'exil (11 juill.). Fermentation dans la capitale. Atroces excès commis par quelques milliers de forcenés (12, 13 juill.). Prise de la Bastille par le peuple parisien (14 juill.); il commence aussitôt à la démolir. Le roi consent au renvoi des troupes allemandes, qu'avait demandé l'assemblée (15 juill.). — Commencement de l'émigration : fuite du comte d'Artois, dernier frère du roi, du prince de Condé et de sa famille (16 juill.), et bientôt de beaucoup de gens de la cour. — Bailly est nommé maire de Paris; le héros de la guerre d'Amérique, La Fayette, commandant de la milice parisienne. Adoption de la cocarde tricolore. — Le roi vient à Paris pour calmer l'effervescence du peuple, dont il recueille encore les acclamations (17 juill.); il retourne à Versailles où il sera dominé par la reine et les courtisans. — Nouveaux troubles à Paris; vengeance à troc de la populace sur le septuagénaire Foulon et son gendre Berthier (22 juill.). — Rappel de Necker; il est fait premier ministre (28 juill.), reconstitution du cabinet. Nuit du 4 août : l'assemblée, avec un élan sublime de patriotisme dont l'exemple est donné par les privilégiés, abolit tous les privilèges; ces résolutions, formulées en dix-neuf articles, sont présentées au roi. L'assemblée décerne à Louis XVI le titre de restaurateur de la liberté française (13 août). Elle décrète la liberté des opinions religieuses et de la presse les 23 et 24. — Ardente discussion au sujet du veto que le roi pouvait mettre aux décrets de l'assemblée : Mirabeau combat avec une grande éloquence, mais sans succès, la proposition du veto suspensif qui permettait, quand une loi avait été

refusée par le roi, de la représenter dans la législature qui suivait immédiatement celle où le roi aurait apposé son veto (11 sept.). Repas offert par les gardes du corps aux officiers du régiment de Flandre arrivé à Versailles (1^{er} oct.). Le même jour on présente au roi le premier chapitre de la nouvelle constitution et la Déclaration des Droits de l'homme. — Émeute mise en branle à Paris, surtout par des femmes du peuple qui se plaignent de la cherté et de la rareté du pain (5 oct.); portée jusqu'à Versailles, où sont massacrés les gardes du corps dans le palais même (6 oct.). — Le roi est forcé de revenir à Paris : il est reçu à l'hôtel de ville entre deux haies de piques; il se rend aux Tuilleries. L'assemblée nationale vient siéger à Paris (12 oct.); elle s'installera dans le manège, près des Tuilleries, du côté de la rue Saint-Honoré. — Décrets de l'assemblée; les biens ecclésiastiques sont mis à la disposition de la nation (2 nov.); les parlements resteront en vacance jusqu'à nouvel ordre, le 3 : création des assignats, hypothéqués sur le produit des biens ecclésiastiques dont la vente est ordonnée jusqu'à concurrence de quatre cents millions (17 décembre). — Loi sur les municipalités et sur la division en départements (22 déc.). — Le premier numéro du *Moniteur* officiel paraît le 5 mai. — Journaux issus de la révolution. A l'ouverture des états généraux, Mirabeau fait le *Courrier de Provence*, Gorsas le *Courrier de Versailles*, Brissot le *Patriote français*, Barrère le *Point du jour*. La veille du 14 juillet apparaît le plus populaire, les *Révolutions de Paris*, rédigé par Loustalot-Prudhomme; la veille des 5 et 6 octobre, *l'Ami du peuple*, par Marat; les *Annales patriotiques*, par Carra et Mercier. Bientôt après, le *Courrier du Brabant*, de Camille Desmoulins, le plus spirituel de tous; puis, l'un des plus violents, *l'Orateur du peuple*, par Fréron, fils du célèbre ennemi de Voltaire. Deux hommes vont

prêcher la république, Brissot et C. Desmoulins. — Création de la *société des Amis des arts* (juill.). — Mort de Joseph Vernet, paysagiste de marine. — *Charles IX*, tragédie de J. Chénier.

Suède. — Gustave III s'est fait donner, malgré la noblesse, par les trois ordres du clergé, des bourgeois et des paysans, un pouvoir presque illimité, et surtout le droit de faire la guerre ou la paix en vertu de l'acte de réunion et de sûreté (avril). Il casse le sénat.

Turquie. — Mort d'Abdul-Hamid. — Avènement de son neveu Sélim III, âgé de vingt-huit ans (avril).

1790.

Angleterre. — Burke, dans ses *Réflexions sur la révolution française*, s'en déclare l'adversaire acharné

Autriche. — Toutes les provinces belges, excepté le Luxembourg, proclament leur indépendance (4 janv.). Congrès national à Bruxelles. L'empereur s'adresse au saint-siège, à l'Angleterre, à la France, à la Prusse pour faire rentrer ses peuples dans le devoir. — Symptôme d'insurrection en Hongrie. L'empereur rétablit la constitution hongroise (janv.), renvoie à Bude la couronne de saint Étienne, maintient seulement l'édit de tolérance et l'abolition de la servitude. — Sa mort à quarante-neuf ans (20 févr.). Son épitaphe par lui-même : « Ci-gît Joseph II qui fut malheureux dans toutes ses entreprises. » Son frère, Léopold II, âgé de quarante-trois ans, grand-duc de Toscane, lui succède d'abord comme roi de Bohême et de Hongrie, et souverain des Pays-Bas. Il ne garde des réformes de Joseph II que celles qui sont compatibles avec les constitutions des États. La révolte du Brabant continue.

Autriche, Pologne, Prusse, Russie, Suède et Turquie. — La défiance de la Prusse à l'égard de l'Autriche et de la Russie l'engage à

contracter alliance avec la Porte : une armée est envoyée en Silésie (16 janv.). Espoir de la Pologne : Frédéric-Guillaume promet aux Polonais de les défendre, s'ils sont attaqués pour cause de réforme de leur Constitution (29 mars). — Succès des Autrichiens contre les Turcs, dans les régions du Danube, sous le prince de Cobourg : à la suite d'un tremblement de terre, les Turcs, superstitieux, évacuent Orsova, à la limite de la Transylvanie, de la Valachie, de la Serbie (16 avril). Les Autrichiens arrivent à Widdin et à Giurgevo, qu'ils ne peuvent prendre. — Succès des Suédois contre les Russes, sur mer, à Swenska-Sund, où ils avaient été battus dix mois auparavant (9 juill.). — Au congrès de Reichenbach, en Silésie (du 27 juin au 27 juill.), la Prusse, la Hollande et l'Angleterre promettent d'aider l'Autriche à soumettre les Belges, si elle veut conclure la paix avec la Porte séparément de la Russie et ne prétendre par le traité à aucun agrandissement de territoire ; Léopold s'engage à rétablir l'ancienne Constitution des Pays-Bas. — Léopold renonce au grand-duché de Toscane, en faveur de son second fils l'archiduc Ferdinand (21 juill.). — Paix de la Suède avec la Russie, sans profit pour la Suède (14 août) ; ses finances sont appauvries. Trêve de neuf mois entre l'Autriche et la Porte (19 sept.). Les hostilités ne continuent qu'entre les Turcs et Catherine II. — Léopold est élu empereur d'Allemagne (30 sept.). Il s'engage par sa capitulation impériale à réclamer auprès de la France en faveur des princes allemands qui viennent d'être dépouillés de leurs anciens droits dans les provinces de Lorraine, de Franche-Comté, d'Alsace. — Répression de l'insurrection belge : les Autrichiens partout vainqueurs occupent Limbourg, Verviers à l'est de Liège (sept.), Namur (25 nov.), Bruxelles (3 déc.) et bientôt Ostende. La convention de la Haye entre l'Angleterre, la Prusse et la Hollande, garantit les Pays-Bas à

l'empereur (10 déc.). — Progrès des Russes : Souvarov prend d'assaut la ville d'Ismaël, tête de défense de la frontière ottomane, sur la branche la plus septentrionale du bas Danube : il y fait un horrible carnage (22 déc.). — Ouverture du congrès de Szistowa, entre Nicopolis et Giurgevo, pour décider de la paix entre l'Autriche et la Porte (30 déc.). Catherine II ne veut pas encore poser les armes.

États-Unis. — Mort de Franklin (17 avril) ; deuil public de deux mois.

France. — Fermentation révolutionnaire. Exécution du marquis de Favras, accusé de conspiration contre l'assemblée (18 janv.). Troubles à Marseille, à Bordeaux, à Béziers, difficilement réprimés (févr.). — L'assemblée pose les bases d'une nouvelle organisation administrative, civile et judiciaire ; elle proclame l'égalité de tous devant la loi (21 janv.), et fonde l'unité territoriale de la France ; elle absorbe les pouvoirs de la royauté et enchaîne l'Église. La division en provinces, qui rappelle des différences locales d'intérêts et d'usages, fait place à quatre-vingt-trois départements qui tirent leurs noms de distinctions toutes physiques, de fleuves et de montagnes (15 janv.) : subdivision des départements en districts, cantons et municipalités. Le roi, au sein de l'assemblée, s'engage à défendre et à maintenir la constitution. Tous les députés prêtent serment de fidélité à la nation, à la loi et au roi (4 févr.). Suppression des vœux monastiques (13 févr.). Égalité des partages dans les successions, suppression des substitutions et des droits des aînés, abolition des droits seigneuriaux (24 févr.). Création de la municipalité de Paris, divisée en quarante-huit sections (6 mai). Sur la proposition de M. de Talleyrand, évêque d'Autun, décret au sujet de l'établissement de l'uniformité des poids et mesures ; des académiciens français devront s'entendre avec la Société royale de

Londres pour déterminer l'unité des mesures nouvelles (8 mai). A l'occasion de l'équipement de quatorze vaisseaux, ordonné par le roi, l'assemblée discute à qui appartient le droit de proposer et de décider la guerre, et ne garde, après un discours de Mirabeau, que le droit de décision (22 mai). La liste civile du roi est fixée à 25 millions (9 juin). Avignon renonce à obéir au pape et décrète sa réunion à la France (11 juin). Suppression de tous les titres de noblesse, des ordres militaires, des livrées, des armoiries, de toute espèce de distinction entre les Français (19 juin). L'assemblée fixe le nombre des métropoles ecclésiastiques et des évêchés (7 juin), et décrète la constitution civile du clergé (12 juill.) : quatre-vingt-trois évêchés, autant que de départements, au lieu de cent trente-cinq ; suppression des chapitres, abbayes, prieurés, chapelles et bénéfices ; les évêques et les curés seront nommés par les mêmes collèges électoraux qui disposeront des administrations civiles ; les vicaires formeront un conseil permanent auprès des évêques ; les curés choisiront leurs vicaires. Cette Constitution rendait les curés presque indépendants des évêques, et les évêques du pape. Le roi ne se prononcera que le 24 août sur un décret qui troublait sa conscience. — Fête nationale de la Fédération au Champ de Mars (14 juill.) : des députés de tous les corps de l'armée, des quatre-vingt-trois départements, la garde nationale de Paris, le roi, sont unis dans un même serment pour la défense de la constitution ; la messe est célébrée par l'évêque Talleyrand. — Création des juges de paix et des tribunaux de conciliation (5 août). Abolition du droit d'aubaine le 6. L'institution du jury est posée en principe pour le jugement des affaires criminelles le 16. Les ecclésiastiques sont exclus de toutes fonctions publiques comme incompatibles avec leur ministère le 25. — Insurrection militaire à Nancy ;

trois régiments se mettent en révolte contre leurs officiers (août). Nouveaux troubles dans le midi, surtout à Nîmes. — Démission du ministre Necker (4 sept.) ; il sort de France, sans être regretté, et se retire à l'entrée de la Suisse, dans sa terre de Coppet. — L'assemblée constituante, après sa retraite, s'empare de la direction du trésor public. Suppression des parlements et des cours de justice : nouvelle organisation judiciaire (7 sept.) ; le tribunal de cassation sera constitué le 10 nov. Émission de huit cents millions d'assignats pour acquitter la dette publique ; quatre cents millions étaient déjà en circulation (29 sept.). — Le roi change ses ministres de la guerre, de la marine, des sceaux (oct et nov.). — L'assemblée décrète que les évêques, les curés, tous les ecclésiastiques, tous les fonctionnaires publics doivent jurer serment de fidélité à la nation, à la loi et au roi, maintenir la constitution, suivre les décrets relatifs à la constitution civile du clergé (27 nov.) ; il y eut beaucoup de réfractaires. — Le roi donne enfin sa sanction au décret du 27 nov. sur ce serment (26 déc.) : 58 ecclés. au sein de l'Assemblée, le curé Grégoire le premier, prêtent serment à cette constitution (27 déc.). — La maréchaussée devient la gendarmerie (21 déc.). — Leblanc invente la soude artificielle.

1791.

Allemagne. — Mort de Mozart, l'auteur de *Don Juan*, de la *Flûte enchantée*, d'une messe de *Requiem*.

Angleterre. — Débats au parlement sur le Canada ; c'est l'occasion de la rupture entre Burke et Fox. — Le haut et bas Canada auront chacun un gouverneur et un conseil exécutif nommé par le roi, un conseil sur le modèle de la chambre des lords, et une assemblée législative dont les membres seront élus par les colons.

Autriche et Turquie. — Traité de paix signé à Szistowa (4 août) : l'Autriche ne garde que le territoire

de l'Unna, affluent à droite de la Save, frontière de la Croatie autrichienne et de la Croatie turque, et Vieux-Orsova, sur la rive gauche du Danube, entre la Transylvanie autrichienne et les provinces turques de Valachie et de Servie.

États-Unis. — Le territoire de Vermont, détaché de New-York, forme un nouvel État.

France. — Menace de l'Autriche : l'empereur porte plainte au nom des princes allemands qui avaient des possessions en Alsace ; l'assemblée constituante décrète une augmentation de troupes (28 janv.). Bientôt les chefs des émigrés, le comte d'Artois, le prince de Condé et le prince de Rohan, lèvent des soldats à Coblenz et à Worms. — Le serment civique est refusé par la plupart des membres ecclésiastiques de l'assemblée, par les curés de Paris et par les évêques (janv.) : serment prêté par l'archevêque de Sens, Loménie de Brienne, ancien ministre, par les évêques d'Autun et d'Orléans qui se sont jetés dans les fonctions civiles et ont fini par se marier ; par l'évêque de Viviers, le Jean-Jacques du clergé. Sacre des premiers évêques constitutionnels à Paris, par les mains de M. de Talleyrand (25 fév.). Des brefs de Pie VI (10 mars, 13 avril), menacent des peines de l'Église les ecclésiastiques qui se soumettront à la constitution civile. — Violences de la révolution. Le peuple de Paris se porte à Vincennes (28 févr.) ; il ne peut démolir que les parapets du donjon. Quelques centaines de jeunes gens, dévoués à la personne du roi qui paraît menacée au milieu des excès des partis, échappent avec peine à la fureur populaire : on les a appelés les Chevaliers du poignard. — Décrets constitutifs : établissement des tribunaux de commerce dans les principales villes du royaume (4 janv.) ; abolition du privilège de la compagnie du Sénégal, le commerce de cette colonie devient libre pour tous les Français ;

abolition du monopole pour la culture du tabac (12 févr.); suppression des jurandes, des maîtrises et des corporations, qui affranchit toutes les industries le 13; création des patentes qui serviront de base à un impôt productif sans oppression le 13; abolition des droits d'entrée perçus aux barrières de Paris; tarif de douanes qui laisse entrer franchises de droits les matières premières et les substances (15 mars). — Mort de Mirabeau, le plus grand orateur de l'assemblée constituante, qui dans ses derniers jours s'était fait le défenseur de la monarchie (2 avril). Deuil public; funérailles nationales: il est le premier déposé à l'église Sainte-Geneviève qui devient, par un décret de l'assemblée (4 avril), le Panthéon, et sera le tombeau des grands hommes. — Le roi n'est pas même libre de se rendre à Saint-Cloud (18 avril). — Reconstitution des ministères (27 avril): la charge de ministre de la maison du roi est supprimée et remplacée par le ministère de l'intérieur; celle de contrôleur général des finances devient le ministère des contributions et des revenus publics; les titres de chancelier et de garde des sceaux font place à celui de ministre de la justice, chargé du sceau de l'État. — Institution de la haute cour de justice, chargée de connaître de tous les crimes et délits des grands fonctionnaires publics, et des crimes contre la sûreté de l'État; elle est composée d'un haut jury et de quatre grands juges, pris parmi les membres du tribunal de cassation (10 mai). — Concession des droits civils aux mulâtres des colonies (15 mai); ce sera une cause de luttes terribles entre les mulâtres et les blancs à Saint-Domingue. — M. Guillotin, docteur en médecine, fait adopter la machine inventée par lui pour l'exécution des sentences capitales (31 mai). — Un décret de l'assemblée ôte au roi le droit de faire grâce (5 juin). — Fuite du roi avec la reine, ses enfants et sa sœur, par la route de Montmédy, tandis que Monsieur se dirige

vers Mons (21 juin). Reconnu à Varennes, au nord-ouest de Verdun, il est ramené à Paris, accompagné par trois députés (25 juin), et sera comme prisonnier de la nation dans son palais. — L'assemblée qui ne songe pas à renverser la monarchie ordonne qu'un gouverneur sera désigné pour l'héritier du trône (28 juin). — Ordre aux émigrés de rentrer en France sous deux mois (9 juill.). — Translation au Panthéon des cendres de Voltaire (11 juill.); celle des cendres de J.J. Rousseau sera décrétée le 27 août. — Secondo féderation (14 juill.). — M. de Bouillé, le général des troupes de Lorraine, qui devait favoriser la fuite du roi, est renvoyé pour être jugé devant la haute cour qui siégera à Orléans (15 juill.). — Un décret maintient la suspension pron. contre le roi jusqu'à ce qu'on lui ait présenté la constitution. Des pétitionnaires, qui demandent la déchéance du roi, se rassemblent au Champ de Mars; proclamation de la loi martiale; le maire Bailly et le chef de la garde nationale La Fayette, dissipent les rassemblements par la force (17 juill.). Imposition triple sur les biens des émigrés qui ne sont pas rentrés (1^{er} août.). — Germes de guerre civile. Agitation de la Vendée par suite du serment demandé aux ecclésiastiques; les ministres y envoient deux commissaires (juill.). — Danger extérieur de la révolution. Congrès de Pillnitz, en Saxe, au sud-est de Dresde; l'empereur et le roi de Prusse promettent aux émigrés français et offrent à Louis XVI l'appui des souverains allemands; le comte d'Artois y assiste: la déclaration de Pillnitz est publiée le 27 août. — Le mariage est déclaré n'être aux yeux de la loi qu'un simple contrat civil (août.). — La Constitution est terminée (3 sept.); elle est présentée au roi par soixante membres de l'assemblée. Le roi envoie sa sanction (13 sept.). La Constitution, qui porte en tête la déclaration des droits de l'homme, déclare la France une monarchie héréditaire; le pouvoir lé-

gislatif appartient à une assemblée de députés élus par la nation, le pouvoir exécutif au roi dont la personne est déclarée inviolable et sacrée. Louis XVI vient à l'assemblée, il signe la constitution et jure de la maintenir (14 sept.). — Avignon et le comtat Venaissin sont déclarés partie intégr. de la France (14 sept.); les réclamations des princes allemands possessionnés en Alsace sont mises à néant (23 sept.). — Dernière séance de l'assemblée constituante; le roi y vient annoncer la clôture des travaux de l'assemblée (30 sept.). L'œuvre immortelle de la constitution, dans ses dispositions fondamentales, étrangères à la forme du gouvernement, régit encore la France.

— Ouverture de l'assemblée législative (1^{er} oct.); elle est plus hostile à la royauté que la constituante: les clubs ont décidé des élections, dont ont été écartés, par un décret du 20 mai, tous les membres de la première assemblée. Un décret proposé par Couthon le montagnard, soutenu par Vergniaud, abolit les mots *Sire* et *Majesté* (4 oct.): le décret fut rapporté le lendemain. — Mouvements d'insurrection plus vifs en Vendée et en Bretagne; des troupes sont envoyées contre les chouans. Massacres dirigés par l'atrocité Jourdan, à Avignon; à Marseille, à Aix, troubles sanglants. — Sur la demande de Louis XVI qui déclare avoir accepté la Constitution, le roi de Prusse et l'empereur d'Allemagne retirent leur offre de protection armée (16 oct.). — Convention entre la Suède et la Russie (19 oct.): Gustave III veut se mettre à la tête d'une sorte de croisade monarchique contre les révolutionnaires de France. — Le roi oppose son *veto* aux décrets de l'assemblée qui menacent de mort les émigrés s'ils ne rentrent pas en France au 1^{er} janvier, et privent de leur traitement les prêtres s'ils ne prêtent pas le serment civique (nov.). — Pétion, ennemi déclaré de la royauté, est nommé maire de Paris, à la place de Bailly (17 nov.). —

Léopold II proteste contre le décret du 23 septembre qui anéantit les réclamations des princes allemands en Alsace (3 déc.). Le roi vient annoncer à l'assemblée qu'il est prêt à traiter en ennemis les princes allemands qui favoriseront les rassemblements d'émigrés dans leurs États (14 déc.). Rochambeau et Luckner, sont nommés au command. des arm. du Nord et du Rhin (16 déc.). — Émission considérable d'assignats en nov. et déc. — Traité sur l'*altération mentale*, de Pinel.

Italie. — Mémoire de Galvani sur les forces de l'électricité dans le mouvement musculaire.

Pologne. — Nouvelle constitution, après une longue discussion, décrétée par acclamation (3 mai): royauté héréditaire destinée à la maison électorale de Saxe, après la mort du roi régnant; abolition du *liberum veto* et de la loi d'unanimité; pouvoir législatif exercé par la diète qui se compose du roi, du sénat, des nonces, et se réunit tous les deux ans; pouvoir exécutif par le roi et par six ministres responsables; les habitants des villes libres éliront leurs juges et auront des députés à la diète; protection de la loi et du gouvernement promise aux paysans; mais les nobles gardent leurs droits entiers sur la terre. Déclaration solennelle de la diète contre les fauteurs de désordres intérieurs et d'oppression étrangère. Enthousiasme dans toute la Pologne. — Offre honteuse du roi de Prusse: il soutiendra la nouvelle constitution, si la Pologne veut lui céder Thorn et Dantzic, sur la basse Vistule (23 mai); refus de la Pologne. La maison de Saxe refuse l'expectative de la couronne polonaise.

Prusse. — Nouveau code, œuvre de Cramer, grand chancelier (20 mars).

Russie et Turquie. — Préliminaires de paix, signés à Galatz, sur le bas Danube (11 août). — Dépit de Potemkin qu'un nouveau favori.

Platon-Zouboff, remplace auprès de Catherine II. Sa mort presque subite (15 oct.).

1792.

Allemagne, Autriche et Prusse. — Alliance de l'Autriche et de la Prusse contre les révolutionnaires de la France (7 févr.). — Mort de l'empereur Léopold II (1^{er} mars). Son fils aîné François II, âgé de vingt-quatre ans, lui succède aussitôt en Bohême et en Hongrie; il est couronné empereur (14 juill.).

Angleterre. — Les Anglais s'avancent jusqu'à la capitale de Tippou-Saëb, Seringapatam, et l'obligent à leur abandonner la moitié de ses États, à payer une forte contribution de guerre (18 mars). — Premier volume de la *Philosophie de l'esprit humain*, par l'Écossais Dugald-Stewart, élève de Reid, dont les *Recherches sur l'entendement humain* datent de 1763. — Mort du peintre Reynolds.

Danemark. — Refus de se joindre à l'Autriche et à la Prusse contre la France (avril). — Décret pour faire cesser à la fin de l'année la traite des nègres dans les colonies (16 mai).

Espagne. — Disgrâce, exil du premier ministre, le comte Florida Blanca, que remplace le comte d'Aranda, autrefois ambassadeur et ministre sous Charles III (9 janv.).

États-Unis. — Décret pour la fondation d'une capitale fédérale, du nom de Washington, sur le Potomak entre la Virginie et le Maryland : elle ne sera le siège du gouvernement qu'en 1800, après la mort du président sous la présid. de John Adams.

France et Autriche, Prusse, Savoie. — Des ministres et des fonctionnaires publics sont, par la volonté de l'assemblée, décrétés d'accusation et renvoyés devant la haute cour d'Orléans (janv.); même le chef de la garde dite constitutionnelle, donnée à Louis XVI. — Le roi choisit ses ministres parmi les plus modérés du parti révolutionnaire, les

Girondins dont l'éloquence, rarement prévoyante, est appuyée, chez quelques-uns, sur de solides vertus : Joseph Servan, à la guerre; Roland, à l'intérieur; Clavières, banquier de Genève, aux finances (mars). — Prohibition de tout costume ecclésiastique et religieux (5 avril). — La peine de la déportation sera décrétée contre les ecclésiastiques qui ne se soumettront pas à la constitution civile du clergé (27 mai). — L'assemblée n'attend pas l'invasion imminente des Autrichiens : elle fait déclarer la guerre à François II par Louis XVI (20 avril). Premières hostilités à la frontière de Flandre et de Hainaut, malheureuses pour les Français. Assassination du général Théobald Dillon, accusé de trahison. Création nouvelle de trois cents millions d'assignats. Succès de La Fayette devant Maubeuge; le vieux Luckner, maréchal, prend Menin, Ypres et Courtrai (20 juin). — Projet de formation d'un camp de vingt mille hommes sous Paris, à l'occasion de la guerre étrangère; présenté par le ministre de la guerre à l'insu du roi, il est accepté par l'assemblée (8 juin). — Opposition du roi aux décrets du 27 mai et du 8 juin; il renvoie, le 12, ses ministres girondins qui emportent les regrets de la nation et de l'assemblée. Journée des clubs et des faubourgs contre la royauté constitutionnelle (20 juin) : les Amis de la Révolution, siégeant dans le couvent des Jacobins de la rue Saint-Honoré, et la Société des droits de l'homme, inspirée par les passions ardentes de Robespierre, de Danton et de Marat, siégeant dans la maison de l'Observance des Cordeliers, en face de l'école de chirurgie, lancent les sans-culottes des faubourgs Saint-Marceau et Saint-Antoine contre le château des Tuileries; ni la garde nationale, ni le maire Pétion ne défendent la famille royale, la vie même du roi est menacée : le peuple se retire, Louis XVI garde le titre de roi. La Fayette quitte l'armée du Nord comme pour menacer les factieux qui ont

brisé la constitution ; il retourne au camp, sans avoir rien fait (30 juin). Pétion et Manuel, le procureur général de la commune, sont protégés par l'assemblée contre le directoire du département de Paris (juill.). — Violation du territoire français par les Prussiens (juill.). Ils s'avancent par la Moselle vers la Meuse. Décret pour une levée de quatre cent cinquante mille hommes ; la patrie est proclamée en danger (11 juill.), enrôlements volontaires. Nouvelle fédération au Champ de Mars (14 juill.). Ardeur des clubs et des fédérés ; pétitions pour la suspension du pouvoir exécutif et le jugement du roi. Arrivée à Paris des volontaires marseillais qui ont rendu populaire le chant de guerre de la révolution, *la Marseillaise*, composé par Rouget de l'Isle, natif de Lons-le-Saunier. L'empereur et le roi de Prusse arrivent à Mayence ; le roi de Sardaigne se déclare contre nous (23 juill.). Manifeste des puissances, signé par le duc de Brunswick, général en chef des armées coalisées (25 juill.). Déclaration des princes français, datée de Bingen, dans la Hesse-Darmstadt (2 août). Les Prussiens approchent de Thionville, dans le département de la Moselle (5 août). — Sanglante journée du 10 août, préparée par les clubs, accomplie, sans que la commune s'y oppose, par les Marseillais et le faubourg Saint-Marceau, par les meneurs de l'hôtel de ville et le faubourg Saint-Antoine. Attaque furieuse des Tuileries : assassinat de Mandat, commandant de la garde du château ; usurpation des fonctions municipales par Danton, Tallien, Billaud-Varennes et Collot-d'Herbois, sous le nom de commissaires de la Commune ; les gardes nationaux, les gentilshommes et les Suisses qui veulent défendre le roi, reçoivent des ordres contradictoires ; massacre des Suisses ; le roi ne sauve sa vie et celle de sa famille qu'en se rendant au sein de l'assemblée. Le château des Tuileries est la proie de bandes féroces. Dans la soirée, l'as-

semblée décrète qu'une Convention nationale sera formée, que le chef du pouvoir exécutif est provisoirement suspendu de ses fonctions. Nouveau ministère, où rentrent Servan, Roland, Clavière ; Monge à la marine, Danton, la justice ; Lebrun, les affaires étrangères. La famille royale et Louis XVI sont bientôt enfermés dans la tour du Temple. Le brasseur Santerre, un des auteurs du 10 août, est fait commandant de la garde nationale parisienne. Beaucoup d'arrestations. Tribunal extraordinaire pour juger ce qu'on appelle les crimes du 10 août, c'est-à-dire tout ce qui a été fait pour la défense du roi (18 août). La Fayette passe à l'étranger avec une partie de son état-major (20 août) : on les arrête, ils seront enfermés à Wesel, puis à Magdebourg, enfin à Olmütz, en Moravie. — Le maréchal Luckner est remplacé par le général Kellermann (23 août). Les Prussiens prennent Longwy, au nord-ouest du département de la Moselle (23 août), Verdun se rend, Frédéric-Guillaume marche vers Paris. Beaucoup de royalistes sont arrêtés à Paris. — Massacres dans les prisons de Paris, à la Force, à la Conciergerie, à l'Abbaye-Saint-Germain, aux Carmes (2, 3, 4, 5 sept.) : après des jugements dérisoires, femmes, prêtres, ministres, soldats, périssent par la hache et la massue des septembriseurs. Les prisonniers d'Orléans, transférés à Paris pour y être jugés, sont massacrés dans la rue de l'Orangerie à Versailles (9 sept.). — Un décret ordonne l'envoi à la Monnaie de tous les objets d'or et d'argent appartenant aux églises (9 sept.). — Les assemblées primaires nomment les électeurs qui doivent former la Convention nationale. — Derniers actes constitutifs de l'assemblée législative : le divorce est autorisé (20 sept.) ; suppression de l'ordre de Malte pour la France (sept.). — Les Prussiens dans la Champagne (14 sept.). Première victoire des troupes de la révolution, près de Sainte-Menehould, à Valmy (20 sept.) : Dumouriez, avec

vingt-quatre mille hommes, y bat le maréchal Clairfait et quatre-vingt mille Prussiens; habiles manœuvres du général Kellermann.

— Ouverture de la troisième assemblée (21 sept.) : la Convention siège aussi dans la salle du Manège. Dès la première séance, sur la proposition de Collot d'Herbols, Pétion étant président, la Convention décrète à l'unanimité que la royauté est abolie. Depuis le 22 septembre tous les actes sont datés de l'an 1^{er} de la république française. Le sceau de l'État porte un faisceau surmonté du bonnet de la liberté, ayant pour exergue : *République française*. Les cordeliers et les jacobins exaltés occupent les bancs les plus élevés de la Convention et forment la Montagne; les girondins dirigent le côté droit et chercheront à retenir la révolution; le centre forme la Plaine.

— Après une séance pleine de violence, où Marat est accusé par le plus éloquent des girondins, Vergniaud, où Danton et Robespierre reprochent aux girondins de vouloir morceler la France en petits États et d'encourager le fédéralisme, un décret, sur la proposition de Tallien, proclame la république une et indivisible (25 sept.). — Suppression de la haute cour de justice, instituée en mai 1791 (25 sept.); activité du tribunal criminel extraordinaire. — Pendant le règne de la Convention, le pouvoir exécutif appartient en fait, quoiqu'il y ait toujours des ministres, aux vingt-quatre comités, successivement créés au sein de l'assemblée. Le comité de la constitution qui date du 29 sept., se compose des philosophes Sieyès et Condorcet, de Thomas Payne, Américain, récemment nommé citoyen français, des girondins Gensonné, Vergniaud, Pétion, Brissot, Barrère, membres du centre, de Danton, qui a été préféré à Robespierre. Importance du comité des assignats, des comités de sûreté générale et de défense générale, et plus tard du comité de salut public. — Faciles succès contre le roi

de Sardaigne; nos armées enlèvent la Savoie et Nice (24, 28 sept.). Ingratitude de la république envers le général Montesquiou, qui avait conduit l'expédition. — Retraite des Prussiens hors de la Champagne et du territoire français, du 30 sept. au 21 oct. — Mais les Autrichiens bombardent Lille, à boulets rouges, pendant plusieurs jours (23 sept.) : héroïque défense des habitants; levée du siège (7 oct.). — Le général français Custine prend Spire et Worms (30 sept.), et bientôt Mayence et Francfort-sur-le-Mein (21 oct.). — Peine de mort décrétée contre les émigrés qui seront pris les armes à la main ou qui rentreront en France (9 oct.). — Succès rapides dans la Belgique autrichienne. Victoire de Dumouriez, à Jemmapes (6 nov.), suivie de la prise de Mons; d'autres généraux enlèvent Tournai, Gand, Charleroi; Dumouriez entre à Bruxelles le 13; conquête de toutes les places importantes depuis Ostende, Ypres, Furnes, Bruges, à l'ouest, jusqu'à Liège, sur la Meuse où se porte Dumouriez. — Mais Francfort est livré aux Prussiens par un corps de Hessols qui est resté dans la place : la garnison française est massacrée (28 nov.). — La Savoie a demandé l'incorporation à la France (21 nov.) : elle forme le nouveau département du Mont-Blanc, chef-lieu Chambéry; Nice sera le chef-lieu d'un autre département, des Alpes maritimes. — Les dénominations de citoyen et de citoyenne deviennent de rigueur dans les actes publics et dans les relations sociales. — Sur la demande de Merlin de Thionville, une commission de vingt-quatre membres formée par la Convention, commence à rechercher les éléments du procès qu'on veut tenter au roi (16 oct.). Accusation formidable lancée en vain par Louvet, orateur des girondins, et par Lanjuinais, contre Robespierre, le chef de la Montagne (29 oct., 5 nov.). Le comité de législation, à la Convention, demande la mise en accusation de Louis XVI (7 nov.).

Commencement de la discussion le 15. La Convention décrète que Louis XVI sera jugé par elle (3 déc.). Il est interrogé par le président le 11. Il écrit son testament dans la prison du Temple le 25. Sa défense est préparée par l'avocat Tronchet, membre de l'assemblée constituante, et, sur le refus de M. Target, par son ancien ministre, M. de Malesherbes.

Pologne. — L'ancienne constitution, dont les vices étaient favorables au despotisme des seigneurs et à l'intervention étrangère, est réclamée par la noblesse. Confédération des seigneurs à Targovitz, au sud-est de la province de Kief (14 mai), avec l'appui de l'ambassadeur russe le 18. La Prusse laisse les Polonais lutter seuls contre les armes et les intrigues de la Russie, réconciliée avec la Porte; leur chef, Kosciuszko, tient tête avec huit mille hommes à vingt mille hommes à Dubienka, près de Lublin (17 juill.). Faiblesse ou trahison du roi Poniatowski; il accède à la confédération de Targovitz le 23; les défenseurs de la patrie sont abandonnés; abolition de tous les décrets de la diète de Varsovie de mai 1791.

Portugal. — Aliénation mentale de la reine Marie: son fils, le prince de Brésil, est nommé régent (16 févr.).

Russie et Turquie. — La France, l'Angleterre et la Prusse, puissances médiatrices, obtiennent pour l'empire ottoman le traité d'Iassy (9 janv.): la Russie ne garde de ses conquêtes que le pays situé entre l'embouchure du Boug et celle du Dniester, où se trouve la forteresse d'Oczakoff, où s'élèvera bientôt Odesa; la cession de la Crimée et du Kouban lui est confirmée; la Porte garantit la tranquillité de la Géorgie.

Suède. — Clôture de la diète tenue à Gêfle, au nord-est du fleuve Dal (23 janv.). — Assassinat de Gustave III, dans un bal masqué, par un noble, Anckarström (16 mars). Le roi meurt le 29, de sa blessure. Le

nouveau roi, Gustave IV, enfant, a pour régent son oncle, le duc de Sudermanie, qui change le ministère et abandonne quelques-unes des réformes du dernier règne.

1793.

Allemagne. — Senefelder découvre la lithographie à Munich. — Ouvr. de Fichte sur la *Rév. fr.*

Angleterre. — Résultat du voyage de Vancouver, qui a cherché vainement une communication entre l'Atlantique et le Pacifique en passant au nord de l'Amérique septentrionale; il visite les comptoirs russes, l'archipel du roi George et du prince de Galles, près duquel une grande Ile reçoit son nom et celui de Quadra, Espagnol qu'il rencontre dans ces parages. — Mackenzie a parcouru les pays qui séparent le grand Océan de la baie d'Hudson.

États-Unis. — Washington, réélu président en nov. 1792, rentre en fonctions le 4 mars. Principe de neutralité dans la guerre entre la France et l'Angleterre. Efforts pour sauver les Américains de l'esprit révolutionnaire.

France. — Issue du procès de Louis XVI. Moins d'un mois après le premier interrogatoire, la discussion est close (7 janv.): plaidoirie de M. de Sèze, jeune avocat, pour le roi. Mouvements populaires à Marseille et à Rouen. — Quatre questions soumises successivement au vote de la Convention (du 15 au 19 janv.): 1° Louis est-il coupable de conspiration contre la liberté publique et d'attentat contre la sûreté générale? Unanimité. 2° Y aura-t-il appel au peuple? 745 membres, 286 seulement pour l'appel. 3° Quelle peine sera infligée? 749 membres; 387 pour la mort sans condition, 334 pour la détention et la mort avec condition, 28 absents ou non votants. Philippe-Égalité (le duc d'Orléans) a voté pour la mort; les girondins ont, par leur vote, donné la majorité aux montagnards leurs ennemis: Vergniaud,

président, prononce le décret fatal. Louis, par l'organe de ses défenseurs, interjette appel à la nation. Robespierre obtient que l'assemblée passe à l'ordre du jour, c'est-à-dire rejette l'appel. 4^e Y aura-t-il sursis à l'exécution ? 890 votans, 310 seulement pour le sursis. Décret de la Convention pour l'exécution dans les vingt-quatre heures; Louis XVI fait demander vainement un sursis de trois jours pour se préparer à mourir. On lui accorde le confesseur qu'il désigne; il peut voir sa famille, dont il est séparé depuis le 16 déc. — Exécution sur la place Louis XV après ces paroles attribuées à son confesseur : « Fils de saint Louis, montez au ciel. » (21 janv.) Victime sanglante d'une révolution qu'il n'a pas provoquée, qu'il n'a pas su prévenir, qu'il n'était pas assez fort pour diriger, il laissait en face les uns des autres, prêts à s'entre-détruire, des partis qui n'avaient été un instant d'accord que pour le perdre. — Le dauphin, qui est à la tour du Temple avec sa mère et sa sœur, est déclaré roi de France, sous le nom de Louis XVII, par son oncle Monsieur, retiré en Westphalie, qui prend le titre de régent (28 janv.). — Régime de la terreur jusqu'au 9 thermidor (27 juillet 1794).

France et Allemagne, Angleterre, Autriche, Espagne. — Dangers extérieurs de la république : l'Angleterre est l'âme de la première coalition, qui réunira successivement toutes les puissances, excepté le Danemark et la Suède. A Rome, assassinat d'un secrétaire de légation française (13 janv.). A Londres, renvoi de notre ambassadeur le 24. La Convention déclare la guerre à l'Angleterre (1^{er} févr.), au stathouder de Hollande, à l'Espagne (7 mars) : elle a décrété une levée de trois cent mille hommes (24 févr.). Elle annule tous les traités de commerce et prohibe l'entrée de beaucoup de produits étrangers (1^{er} mars). Déclaration de guerre de l'empire d'Allemagne à la France le 22. Al-

liance, sans effet alors, de la Russie avec l'Angleterre le 25 : la Russie et la Prusse sont occupées de la Pologne. — Les Anglais profitent de la guerre déclarée pour enlever aux Français dans les Antilles Tabago, dans les Indes Pondichéry (avril). — L'évêché de Bâle conquis est réuni à la France sous le nom de département du Mont-Terrible, chef-lieu Porrentruy (23 mars); il sera plus tard agrégé au Haut-Rhin. — Dangers intérieurs. En Vendée, commencement de la guerre civile au nom du trône et de l'autel (févr.). Le général Dumouriez, après la bataille de Nerwinde, à l'ouest de Louvain, à la suite de laquelle il a été forcé de battre en retraite (18 mars), se déclare ouvertement contre la Convention le 25. Il livre à l'ennemi quatre commissaires de l'assemblée qui étaient venus pour s'assurer de sa personne (1^{er} avril) : mais son armée reste fidèle à la république, il se réfugie dans le camp autrichien le 3. Puissance terrible du comité de sûreté générale, créé au sein de l'assemblée pour rechercher non-seulement les criminels mais les suspects; du tribunal révolutionnaire, installé sur la proposition de Danton, pour les punir; du comité de salut public, décrété après la trahison connue de Dumouriez. Ce comité, composé de neuf membres, disposera souverainement des moyens de défense intérieure et extérieure (8 avril). Un de ses membres, Cambon, portera une main hardie sur le système financier; Danton donne au comité l'influence de son parti. Les Jacobins font décréter d'arrestation le duc d'Orléans et sa famille (6 avril) : l'un de ses fils, le duc de Chartres, a passé la frontière avec Dumouriez. — Journées révolutionnaires contre les girondins (31 mai, 2 juin) : soutenus par le peuple des faubourgs et des sections qui entourent la Convention, les jacobins font décréter d'accusation d'abord vingt-deux députés de la Gironde, et presque tous les députés qui ne siègent pas à la Montagne.

ou dans la Plaine. Révolte de la Gironde et du Calvados; insurrection à Marseille, à Lyon, contre la tyrannie de la Montagne, qui, par les ramifications du club des jacobins, étend son influence sur toute la France. La guerre de Vendée, qui est marquée moins par des batailles en règle que par des escarmouches continuelles, des sièges de villes et des massacres, est portée dans une partie de la Bretagne, de l'Anjou et du Poitou : un des chefs vendéens, Cathelineau, ancien tisserand, est tué dans une attaque contre Nantes (juin). — Constitution de 1793 (24 juin) : elle a pour base la souveraineté du peuple, à la sanction duquel elle est présentée. Avant le vote populaire, assassinat de Marat par Charlotte Corday, jeune fille de vingt-quatre ans (13 juill.). Le tribunal révolutionnaire venge le monstre : Charlotte Corday meurt sur l'échafaud le 17. Par un décret de la Convention, au nom du comité de salut public, Marie-Antoinette est enfermée dans un cachot de la Conciergerie (2 août). Sanction de la constitution de 1793 par le peuple (10 août) : 1 801 918 votent pour, 11 610 contre. — Les dangers croissent aux frontières. Les Espagnols envahissent le Roussillon (juin-août). Le roi de Naples est entré dans la coalition (12 juill.). Les Autrichiens avec des Anglais et des Hanovriens, conduits par Clairfait, prennent Valenciennes et Condé, sur l'Escaut (juill.). Mayence et Landau sont menacées. La Convention décrète la levée en masse pour la défense de la liberté (16 août). Carnot est chargé d'organiser la guerre. La réquisition générale et permanente a fourni plus d'un million d'hommes. Toulon est livré par ses habitants aux Anglais le 27. Le général Custine, pour n'avoir pas bien défendu Mayence, est condamné à mort et exécuté le 28. — Emprunt forcé d'un milliard sur toutes les propriétés. — Progrès de la coalition. Si le duc d'York attaque sans succès Dunkerque et est battu un peu au sud-est,

à Hondschoote, par le général Houchard (8 sept.), l'Autrichien Clairfait prend le Quesnoy, entre Valenciennes et Cambrai le 10, et le duc de Brunswick gagne dans la Bavière rhénane, la bataille de Pirmasens, entre les Deux-Ponts et Landau le 14. Les Autrichiens, sous le prince de Cobourg, perdent contre le général Jourdan la bataille de Wattignies, près de Lille (15, 16 oct.); mais avec Wurmsér ils ont forcé les lignes de Weissembourg, sur la Lauter, au nord de l'Alsace (13 oct.), et le duc de Brunswick gagne au nord-est des Deux-Ponts la bataille de Kaiserslautern (30 nov.). Nouveaux alliés de l'Angleterre, le grand-duc de Toscane, frère de l'empereur (8 oct.) et le Portugal. — Délire de la révolution aux abois. La guillotiné s'élève dans presque tous les départ. Pour l'application de la loi des suspects du 17 sept., plus de quarante mille comités révolutionnaires furent installés. Loi du maximum (27 sept.) : toutes les denrées de première nécessité sont taxées. Insurrection de Lyon, réprimée avec cruauté après un siège de soixante-dix jours (oct.). Horrible profanation des cercueils à l'abbaye de Saint-Denis, d'où les rois sont exhumés par décret de la Convention. Le tribunal révolutionnaire présidé par Herman, sur les paroles de l'accusateur public Fouquier-Tinville, condamne à mort Marie-Antoinette; elle meurt avec courage sur l'échafaud (16 oct.). Exécution des vingt et un girondins, Brissot, Vergniaud, etc. (31 oct.); du duc d'Orléans (6 nov.); de M^{me} Roland, qui avait été l'âme des conseils des girondins le 8 (son mari, alors fugitif, se tua en apprenant sa mort); de Bailly le 11; du général Houchard, condamné pour n'avoir pas profité de ses avantages sur les Anglais et sur les Autrichiens le 17; de la comtesse du Barry, qui n'eut pas la résignation de tant de femmes vertueuses, victimes de la terreur (8 déc.). — Culte de la déesse Raison, établi par décret de la Convention (10 nov.) sur la demande de la

Commune, à l'église de N.-D. Faction des athées; l'évêque constitutionnel de Paris n'est plus chrétien. Immondes saturnales sur les places publiques et dans les églises. L'astronome Lalande prononce un discours contre l'existence de Dieu. — Inauguration du calendrier républicain (24 nov.). Douze mois égaux, chacun de trente jours; les mois sont divisés en trois décades. Nouvelle dénomination des mois, conforme à l'état des saisons: 1^o mois d'automne: vendémiaire, brumaire, frimaire; 2^o d'hiver: nivôse, pluviôse, ventôse; 3^o de printemps: germinal, floréal, prairial; 4^o d'été: messidor, thermidor, fructidor. L'année commence le 22 septembre: l'ère nouvelle date du jour de la fondation de la république, 22 sept. 1792. Le 24 nov. 1793 représente le 4 *frimaire* de l'AN II de la république. — Fin heureuse du siège de Toulon; Napoléon Bonaparte, qui commandait l'artillerie sous le général Dugommier, décide la retraite des Anglais (19 déc.). — La grande guerre finit contre les Vendéens au Mans et à Savenay (déc.). Les lignes de Welssembourg et de Lauterbourg sont reprises à l'ennemi le 27. — Dans les Antilles, des Français de Saint-Domingue livrent plusieurs points de l'île aux Anglais par jalousie contre les mulâtres, par crainte des nègres. — Le Jardin du Roi, à Paris, devient le Muséum d'histoire naturelle (10 juin). — Expériences du télégraphe aérien de l'abbé Chappe (12 juillet).

Pologne, Prusse et Russie.

— Manifeste du roi de Prusse adressé à l'Europe (mars). Second démembrement de la Pologne opéré par les armées de Prusse et de Russie. La meilleure partie de la grande Pologne, moins la Masovie, avec Dantzick et Thorn sur la basse Vistule, et Czenstokowa, dans la petite Pologne, à l'est de la Silésie, formeront la Prusse méridionale (25 mars). La plus grande partie de la Lithuanie et de la province méridionale

de Volhynie, qui comprennent les affluents de la rive droite du Dniéper, et, plus au sud, de la Podolie, vallée supérieure du Boug jusqu'au Dniéper, est occupée par les Russes (9 avril). La diète polon., réunie à Grodno sous la pression de vingt mille Russes, se résigne à un traité de part. avec la Russie (13 juill.) et la Prusse (25 sept.): ce qui reste est garanti à la république et au roi.

1794.

Allemagne. — Hahnemann de Saxe pratique l'homéopathie. — *Idee de la doctrine de la science*, par Fichte.

Allemagne, Angleterre, Autriche, Espagne, France, Hollande, Italie, Prusse et Savoie. Les Anglais enlèvent la Martinique, la Guadeloupe, Sainte-Lucie, la Dominique. La Corse est soulevée par le général Paoli qui veut la livrer aux Anglais. L'amiral Hood amène des troupes (28 févr.); Bastia, au nord-est, Calvi, au nord-ouest, sont occupées. L'île prête serment à George III (18 juin). — Les Espagnols sont chassés du territoire (mars). — Hoche, commandant de l'armée de Moselle et Rhin, et Pichegru sauvent Landau, au nord de l'Alsace, d'où sont repoussés les ennemis. — Pichegru, envoyé à l'armée du Nord, commence une nouvelle invasion de la Belgique autrichienne (26 avril). — Le même jour l'empereur François II gagne sur la Sambre une victoire près de Landrecies qui se rend, mais Jourdan délivre Maubeuge, et gagne la bataille de Fleurus, au nord de Charleroi (26 juin). — Agression française au delà des Alpes: Masséna traverse la Savoie pour tomber sur le Piémont (7 avril). Victor-Amédée III et les Autrichiens le font rétrograder jusqu'aux côtes de Gènes. — Le parti français opère une révolution à Genève (19 juill.). Agitation dans le pays des Grisons et dans la Valteline. — Course de l'armée française au delà des Pyrénées à la poursuite des Espagnols (nov.).

— Pendant que Pichegru achève la conquête de la Belgique, Daendels franchit sur la glace le Wahal, bras du Rhin inférieur, et entre en Hollande (25 déc.).—La Prusse, engagée dans la question de Pologne, et l'empire germanique, qui n'a rien à gagner à la continuation de la guerre, négocient avec la France (8, 27 déc.).

Angleterre. — Propagande révolutionnaire. Le parlement vote la suspension de l'acte de l'*habeas corpus*. — Warren Hasting est acquitté. Mort du sanscritiste W. Jones.

Danemark et Suède. — Convention pour le maintien du droit des neutres qui doivent jouir de la liberté de navigation (27 mars).

Espagne. — Faveur scandaleuse de don Manuel Godoy, qui a déjà été fait duc d'Alcudia. La reine, qui est ouvertement hostile à la révolution française, lui donne les pouvoirs de premier ministre (9 avril).

France. — Décret pour l'affranchissement des nègres dans les colonies (5 févr., 16 plu.). A Saint-Domingue les Nègres armeront contre les blancs, avec Toussaint-Louverture à leur tête. — Horreurs de la guerre de Vendée. Les royalistes perdent un chef habile, Henri de La Rochejaquelein, tué peu de temps après l'affaire du Mans (mars). D'Elbée, généralissime depuis la mort de Cathelineau, vaincu en 1793, pris dans l'île de Nolrmoutier, a été fusillé (janv.) Stoffet, sorti des derniers rangs de la milice et du peuple, après la mort de La Rochejaquelein; s'empare du commandement de l'armée dite catholique et royale. Charette, ancien lieutenant de vaisseau, n'est que peu de temps d'accord avec Stoffet. Tous les habitants du pays sont mis hors la loi, et la Convention ordonne la destruction des villages, l'enlèvement des femmes et des enfants.—Défense de faire aucun prisonnier (26 mai). — Les missions des principaux montagnards et jacobins dans les provinces sont marquées par des atro-

cités révoltantes : Carrier à Nantes, les noyades; Tallien à Bordeaux; Barras et Fréron à Marseille et à Toulon; Maignet dans le comtat Venaissin; Collot d'Herbois à Lyon; Fouché à Nantes, à Nevers, à Moulins, à Lyon; Lebon dans le Pas-de-Calais, son pays natal, etc. — Le tribunal révolutionnaire satisfait les vengeances des jacobins contre leurs rivaux les cordeliers : exécution d'Hébert, dit le père Duchesne, de Ronsin, d'Anacharsis Clootz, etc. (24 mars, 4 germ.). de Danton, de Lacroix, de Chabot, de Camille Desmoulins, le plus célèbre pamphlétaire de la révolution, de Hérault de Séchelles (5 avril, 16 germ.); de Chaumette, ancien procureur de la commune, qui a inventé les fêtes dites de la Raison (13 avril, 24 germ.). — Les ministères sont remplacés par des commissions exécutives (1^{er} avril). Excès croissant de la terreur : pendant trois mois des charretées de victimes sans distinction d'âge, de sexe, de condition, de parti, se succèdent tous les jours à l'échafaud établi à la place Louis XV, dite de la Révolution, et au rond-point de la barrière du Trône. Le chimiste Lavoisier meurt avec les autres fermiers généraux dont on convoitait les richesses (8 mai, 19 flor.). Mme Elisabeth, sœur de Louis XVI, est condamnée à mort (10 mai, 21 flor.). — Un décret de la Convention, sur la proposition de Robespierre, déclare que le peuple français reconnaît l'existence d'un Être suprême et l'immortalité de l'âme (7 mai, 18 flor.). Fête de l'Être suprême : journée triomphante de Robespierre (8 juin, 20 prair.). — Les exécutions ne cessent pas. Mort du maréchal duc de Mouchy, âgé de soixante-dix-neuf ans, et de sa femme, âgée de soixante-six ans (13 juill., 25 mess.). Mort du poète André Chénier (25 juill.). — Journée du 9 thermidor (27 juill.). Sur la dénonciation de Tallien, Robespierre est décrété d'accusation. Il se réfugie au sein de la commune. Comme il ne soulève pas le peuple

contre la Convention, il est arrêté le même jour à l'hôtel de ville avec Couthon, Saint-Just et Henriot ; Lebas et Robespierre le jeune ont demandé à partager son sort. Robespierre, qui s'est brisé la mâchoire en essayant de se bruler la cervelle, est conduit à la guillotine (10 therm., 28 juill.) Le lendemain meurent 71 de ses partisans. — Fin du règne de la terreur : suspension des exécutions. Réorganisation des comités de salut public et de sûreté générale avec un pouvoir restreint (24 août, 7 fruct.). Liberté rendue aux personnes arrêtées comme suspectes. La Convention s'attribue les fonctions de la Commune de Paris, qui avait si souvent imposé ses volontés à l'assemblée : ces fonctions seront remplies par des commissions exécutives (2 sept., 16 fruct.). Le club des jacobins est fermé (11 nov., 21 brum. an III). Les soixante-treize députés arrêtés à la suite du mouvement du 31 mai 1793, sont rétablis dans leurs fonctions à la Convention (déc.). Le représentant Carrier est puni de mort pour tous les crimes commis à Nantes pendant sa mission (15 déc.). Abolition de la loi du *maximum* (24 déc., 4 niv.). Le commerce ne se relèvera pas de longtemps. Affreuse disette. — Création de l'École centrale des travaux publics, ou École polytechnique (11 mars). — Geoffroy-Saint-Hilaire ouvre le premier cours de zoologie qui ait été fait en France (6 mai). — Le télégraphe aérien de l'abbé Chappe, organisé de Paris à Lille, est inauguré par la nouvelle de la prise de Condé sur les Autrichiens (30 nov., 10 frim.). — Fondation d'un musée des monuments français, par Albert Lenoir.

Italie. — Volta de Côme découvre la pile électrique. Une éruption du Vésuve détruit la ville de Torre del Greco.

Perse. — La dynastie des Kadjars, d'origine turcomane, natifs du Mazandéran, s'établit définitivement,

après quarante-cinq ans d'efforts, avec Aga-Mohammed.

Pologne et Autriche, Prusse, Russie. — Vaste mouvement patriotique organisé en Pologne dans l'armée : Kosciusko en est le chef. A Cracovie, siège antique de la puissance des rois, dont elle garde les tombeaux, est renouvelé le serment à la constitution du 3 mai 1791 (24 mars). Au nord de cette ville, à Raslavice, Kosciusko, qui a des pouvoirs de dictateur, bat douze mille Russes (4 avril). A Varsovie, massacre d'une partie de la garnison russe le 17. Progrès du mouvement dans les provinces ; mais les bourgeois et les paysans ne soutiennent pas avec ardeur les nobles qui n'abandonnent pas leurs privilèges. Excès de démagogie à Varsovie, à Vilna : les vrais amis de la constitution sont effrayés. — Prussiens et Autrichiens viennent à la curée avec les Russes. Bataille gagnée par le roi de Prusse (8 juin) : une trahison lui livre Cracovie (15 juin). Les Autrichiens s'avancent jusque dans le palatinat de Lublin. Les Russes se jettent sur la Lithuanie avec Souvarov. — Défaite de Kosciusko à Macejovice, sur le San (10 oct.). Souvarov renouvelle à Praga les horreurs qu'il a commises à Ismail, en 1790 (4 nov.). Reddition de Varsovie. Stanislas Poniatowski reçoit de Catherine l'ordre d'abdiquer. Le partage définitif est débattu pendant près d'un an entre les trois puissances.

1795.

Allemagne. — Premier ouvrage de Schelling, élève de Fichte, à Tubingue : *sur la possibilité d'une forme générale de la philosophie*. — *Prolégomènes* de Wolf sur Homère. Ouvrages de Jean-Paul Richter, romancier et philosophe. — *Almanach des muses*, par Schiller et Goethe.

Allemagne, Angleterre, Autriche, Espagne, France, Hollande, Italie, Prusse et Rus-

ais. — Pichegru achève la conquête de la Hollande. Prise d'Amsterdam, après un combat livré sur la glace au milieu des marais qui l'entourent (19 janv.). Le stathouder se retire en Angleterre. — Les Français prennent la place forte de Roses, au sud-est des Pyrénées orientales (3 févr.). L'Espagne négocie pour la paix. — Paix signée à Paris entre la république et le grand-duc de Toscane, frère de l'empereur (9 févr.). — Paix de Bâle conclue par la Prusse avec la France (5 avril, 16 germ.). L'Allemagne septentrionale, la Saxe et la Franconie sont déclarées neutres; les Français garderont Clèves jusqu'à la paix générale. L'Autriche et les États méridionaux de l'Allemagne continuent la guerre. — Traité de paix entre la France et la Hollande (16 mai) : le stathoudérat est aboli; la France garde la Flandre hollandaise; alliance offensive et défensive entre les deux républiques. — Les Français occupent en Espagne Bilbao et Vitoria (17 juill.). Agitation révolutionnaire dans les pays qu'ils parcourent. Traité de paix à Bâle (22 juill., 4 therm.) : l'Espagne renonce à sa part de la colonie de Saint-Domingue. — Catherine II envoie des vaisseaux aux Anglais contre la France (22 juill.). — Déclaration de guerre de l'Angleterre à la Hollande notre alliée (19 sept.). Attaque des colonies hollandaises du cap de Bonne-Espérance, de Ceylan, et de Malacca. — En Allemagne, la guerre continue en dehors des possessions prussiennes. Les Français prennent Dusseldorf (6 sept.) et Mannheim le 20, que Wurmser reprend; l'Autrichien Clairfait bat Jourdan à Hochst, à l'ouest de Francfort (11 oct.), et force nos lignes fortifiées devant Mayence le 29. — En Italie, les Autrichiens sont battus par Schérer à Loano, entre Albinga et Finale (23 nov.). — Suspension d'armes entre les Français et les Autrichiens.

Chine. — Abdication de l'empereur

manchou Khlun-Loung après un long règne de cinquante-neuf ans : ami des arts et des lettres, auteur de plusieurs ouvrages dont un traduit en français dès 1770, l'*Éloge de la ville de Moukden*, conquérant de toute la Tartarie jusqu'à la Perse, persécuteur des chrétiens. Son fils Kia-Kin régnera vingt-cinq ans.

Espagne. — L'agitation révolutionnaire des provinces du nord a décidé de la paix avec la France (22 juill.). — Le principal ministre, don Manuel Godoy, duc d'Alcudia, reçoit, après le traité, le titre de prince de la Paix.

France. — Division de Paris pour les reg. d'état civil en douze arrondissements (23 févr.). — Pacification momentanée de la Vendée par les traités séparés des principaux chefs des chouans, Charette (17 févr., 29 plu.) et Stoffet (20 avril, 1^{er} flor.) qui n'avaient pu s'accorder. — L'ancien parti des jacobins tente une insurrection, avec les faubourgs de Paris, contre la majorité de la Convention (1^{er} avril, 12 germ.). L'accusateur public du tribunal révolutionnaire, Fouquier-Tinville, meurt sur l'échafaud (6 mai). Nouvel effort du parti des jacobins (1^{er} prair., 20 mai) : du pain et la constitution de 93 sont le cri des masses qui assiégent et sont sur le point d'emporter la Convention; mort déplorable du député Ferraud, fermeté du président Bolssy d'Anglas; la garde nationale des sections voisines des Tuileries dégage l'assemblée et décide le triomphe des modérés. Décret renouvelé contre Collot-d'Herbois, Barrère, Billaud-Varennes, Vadier. (25 mai, 6 prair.); ils ne sont que déportés. Abolition du tribunal révolutionnaire (31 mai, 12 prair.). — Mort de Louis XVII, âgé de dix ans, dans la prison du Temple (8 juin, 20 prair.); Monsieur, l'aîné de ses oncles, alors à Vérone, prend le titre de Louis XVIII, roi de France et de Navarre. L'échange de la fille

de Louis XVI contre les représentants du peuple que Dumouriez avait livrés aux Autrichiens en avril 1793, est autorisé (30 juin). Les Anglais débarquent et abandonnent, sur la côte de Quiberon, en Bretagne, un corps d'émigrés (21 juill., 3 therm.); il est écrasé par le général Hoche. — Constitution de l'AN III décrétée par la Convention (22 août, 5 fruct.): dans le préambule, déclaration non-seulement des droits, mais des devoirs de l'homme et du citoyen; le pouvoir exécutif sera à un directoire de cinq membres; le pouvoir législatif à deux conseils électifs, les Anciens et les Cinq-Cents. Elle est soumise à la sanction du peuple. Vote des assemblées primaires; 1 057 380 votent pour, 49 975 contre (23 sept., 1^{er} vend., 1^{er} jour de l'AN IV). Un décret de la Convention ordonne la dissolution de tous les clubs (29 sept.). Quelques sections de Paris veulent empêcher l'établissement de la nouvelle constitution, journées du 12 et du 13 vendémiaire (4, 5 oct.): habiles mesures de défense prises par Napoléon Bonaparte, lieutenant de Barras; il emploie le canon contre les rebelles. — La haute cour de justice, supprimée en 1792, est rétablie (sept.). Condamnation de Joseph Lebon (9 oct., 17 vend.). — Par décret de la Convention, les Pays-Bas autrichiens réunis à la France forment neuf départements (1^{er} oct., 9 vend.): les Deux-Nethes, chef-lieu Anvers; la Dyle, chef-lieu Bruxelles; la Lys, chef-lieu Bruges; l'Escaut, chef-lieu Gand; Jemmapes, chef-lieu Mons; Sambre-et-Meuse, chef-lieu Namur; les Forêts, chef-lieu Luxembourg; l'Ourthe, chef-lieu Liège; la Meuse-Inférieure, chef-lieu Maestricht. — Avant-dernière séance de la Convention (25 oct., 3 brum.): décret pour la création de l'Institut national. Par différents décrets la Convention avait établi des écoles primaires; des écoles centrales, devenues depuis les lycées; les écoles spéciales de médecine et de droit; l'école normale, pépinière de

professeurs pour les sciences et les lettres; l'école vétérinaire. La Convention a établi le système métrique (7 avril 1795): le mètre, qui représente la dix-millionième partie de la distance de l'équateur au pôle, est pris pour unité; l'unité se multiplie en décamètre, hectomètre, myriamètre, se subdivise en décimètres, centimètres, millimètres. — Dernier décret de la Convention (26 oct., 4 brum.): amnistie pour tous les délits purement révolutionnaires, à l'exclusion de ceux qui se rattachent aux menées royalistes. Clôture de la Convention. — Installation des nouveaux pouvoirs: le Directoire, qui réside au Luxembourg, le conseil des Anciens, qui siège aux Tuileries, le conseil des Cinq-Cents, qui siège dans la salle du Manège, occupée tour à tour par la Constituante, la Législative et la Convention. Ils dureront quatre ans, jusqu'au 19 brumaire an VIII (10 nov. 1799). Les directeurs nommés par les deux conseils sont Rewbell, Barras, le plus influent malgré son cynisme et sa paresse, La Réveillère-Lepeaux, Letourneur, Carnot à la place de Sieyès, qui n'a pas accepté. Les commissions exécutives établies le 1^{er} avril 1794 sont placées à des ministres (5 nov.). Un ministère de la police générale va être créé. — Décret pour un emprunt de 600 millions (10 déc.). — La fille de Louis XVI est échangée (31 déc.).

Hollande. — Abolition du *sta thoudérat* (mai).

Pologne et Autriche, Prusse, Russie. — Accord entre la Russie et l'Autriche pour le partage de la Pologne (3 janv.). — La Courlande, qui était de la mouvance de la Pologne, se soumet volontairement à la Russie (18 mars); le fils de Biren, Pierre, renonce à la souveraineté le 28. — Troisième et dernier partage de la Pologne (24 oct.). La Prusse obtient les districts situés entre le Niémen jusqu'à Grodno exclusivement et le Bog, affluent oriental de la Vistule, avec les terri-

toires de Bialistok et de Plock, la province de Varsovie jusqu'à la Pilica, affluent occidental de la Vistule, et un petit district du palatinat de Cracovie; l'Autriche, la plus grande partie du palatinat de Cracovie et tout le pays de la Pilica au Bog; la Russie, le pays à la droite du Niémen et du Bog, le reste de la Lithuanie et de la Volhynie. La Pologne est rayée de la liste des États européens. Stanislas Poniatowski continue à vivre avec une pension que lui font les trois puissances spoliatrices.

Prusse. — Grand zèle pour améliorer la condition des paysans et répandre la civilisation allemande par la justice et l'instruction publique dans les provinces polonaises que lui attribue le partage.

1796.

Allemagne, Angleterre, Autriche, France, Italie et Sardaigne. — L'Irlande, sous l'influence des idées françaises, cherche à se détacher du royaume uni. Vagues propositions de paix de l'Angleterre à la France (11 mars). — En Italie, merveilleuse campagne de Bonaparte, âgé alors de vingt-sept ans. Première victoire sur les Autrichiens à Montenotte (11 avril, 22 germ.); elle les coupe des Piémontais. Nouvelles rencontres à Millesimo, sur la Bormida (14 avril); à Dego, sur le même fleuve le 15. Victoire sur les Piémontais à Mondovì, le 22; armistice accordé au roi de Sardaigne. Course rapide de Bonaparte au nord du Pô; il bat Beaulieu au pont de Lodi sur l'Adda (11 mai), et est maître du Milanais. La Sardaigne conclut la paix en cédant à la France la Savoie et les comtés de Nice et de Tende, dans les Alpes maritimes. Le général français Masséna occupe Vérone, possession vénitienne (3 juin); le sénat de Venise intime à Louis XVIII, qui résidait alors à Vérone, l'ordre de quitter le territoire. Occupation de Bologne, de Ferrare (19 juin) et bientôt d'Ancone. Le

saint-siège paye une contribution en argent, en vivres, en objets d'art. Réception magnifique faite au général Bonaparte par le grand-duc à Florence. Masséna prend possession des lignes du Tyrol (6 juill.). Le siège de Mantoue est commencé (18 juill.). — Mais en Allemagne l'armée française, qui devait venir du Rhin sur le Danube rejoindre l'armée d'Italie, est partagée en deux corps sous Moreau et Jourdan, ce qui empêche l'unité d'action et le succès. Kléber et Lefebvre, aux ordres de Jourdan, ayant passé le Rhin à Dusseldorf, battent les Autrichiens à Altenkirchen (4 juin, 16 prair.). Passage du Rhin par Moreau près de Strasbourg (24 juin); il prend le fort de Kehl, (1^{er} juill.). Plusieurs combats; l'archiduc Charles se retire sur le Danube (août). — Au milieu des hostilités, utiles traités, signés à Berlin, avec le roi de Prusse, pour une nouvelle démarcation de territoire; à Paris, avec le duc de Wurtemberg, qui renonce à Monthéliard, dans la Franche-Comté; traité avec le margrave de Bade, dont les États longent le Rhin (5, 7, 22 août). — L'archiduc Charles est vaincu par Moreau à Neresheim (10 août); mais il bat Bernadotte, lieutenant de Jourdan, à Neumark le 23, atteint Jourdan lui-même à Amberg, l'oblige à se replier sur le Mein et bientôt même, après la bataille de Wurtzbourg (3 sept.), derrière la Lahn (19 sept., troisième jour complémentaire de l'an IV) : perte regrettable du jeune général Moreau. La retraite de Jourdan oblige Moreau à rétrograder. Savante retraite de Moreau (oct.) : il remonte la vallée du Danube pour aller rejoindre directement celle du Rhin par la route des villes forestières; plusieurs engagements; il repasse le Rhin à Huningue (26 oct.). L'archiduc Charles perdra trois mois à l'attaque du fort de Kehl, en avant de Strasbourg. Jourdan est provisoirement remplacé par Beurnonville. — En Italie, éblouissante campagne de Bonaparte contre

le général autrichien Wurmser qui vient de l'armée du Rhin. Victoire à Lonato, au sud-ouest du lac Garda (3 août), et à Castiglione, au sud de Lonato le 5, où se distingue surtout Augereau. Une campagne de six jours a valu vingt mille prisonniers et cinquante pièces de canon. Les Autrichiens sont bloqués dans Mantoue. Les Français remontent la vallée étroite et profonde de l'Adige (4 sept.) : journée de Roveredo, au-dessous de Trente, qui est occupée. Bonaparte poursuit Wurmser dans les gorges de la Brenta, et gagne encore près de la Brenta la bataille de Bassano le 8. Wurmser se fraye péniblement un chemin jusqu'à Mantoue où il est entièrement renfermé après avoir perdu un nouveau combat entre le faubourg Saint-George et la citadelle le 19. — Traité de paix signé à Paris avec le roi de Naples (10 oct.). Le duc de Modène est déclaré déchu. Formation de la république cispadane par la réunion de Modène, Reggio, Bologne et Ferrare (16 oct.). Les Lombards sont aussi disposés à se donner un gouvernement républicain. — Nouveaux efforts de l'Autriche : le maréchal Alvinzi s'avance de la Piave sur la Brenta, et bientôt prend position sur les hauteurs de Caldiero, près de Vérone. Dangers de l'armée française : Bonaparte choisit son champ de bataille au milieu de marais dominés par des chaussées qu'il occupe ; journées d'Arcole (15, 16, 17 nov.), éclatante victoire. Retraite des Autrichiens dans le Tyrol. — Conférences de lord Malmesbury à Paris depuis le 23 oct. ; ses exigences. Tentative malheureuse du général Hoche et de l'amiral Truguet sur l'Irlande qu'on voulait soulever. Rupture des conférences (19 déc.). — Dans l'Indostan, alliance de Tippoo-Saeb avec les Français contre l'Angleterre.

Espagne. — Traité d'alliance offensive et défensive avec la France (19 août) ; déclaration de guerre de l'Angleterre (7 oct.).

États-Unis. — État nouveau admis dans l'Union, le Tennessec, qui depuis six ans avait été détaché de la Caroline du nord.

France. — Bonaparte qui venait d'être nommé commandant en chef de l'armée d'Italie (23 février) épouse Joséphine Tascher de La Pagerie, veuve du vicomte Alexandre de Beauharnais, dont elle a eu deux enfants, Eugène et Hortense (8 mars). — Fin de la guerre de Vendée. Stofflet qui a reçu de Louis XVIII le titre de lieutenant général, livré à l'armée républicaine, est conduit à Nantes et fusillé (févr.). Charette a le même sort (29 mars). Le général Hoche, par sa modération à l'égard des populations, mérite le titre de pacificateur de la Vendée. — Abolition des assignats dont l'émission s'est élevée à quarante-quatre milliards ; trente-deux milliards qui étaient encore en circulation sont déclarés hors de cours. Les mandats territoriaux forment un nouveau papier-monnaie (18 mars). — Projet d'insurrection du journaliste Gracchus Babeuf, rédacteur du *Tribun du Peuple*, qui proposait le partage des terres et des richesses entre les citoyens pauvres et attaquait avec violence le Directoire et les deux conseils (10 mai, 21 flor.). Il est traduit devant la haute cour nationale qui siégera à Vendôme ; un an de procédure. — Les mandats territoriaux sont retirés de la circulation (16 juill., 28 mess.). Embarras des finances. — Conspiration des Jacobins : attaque de nuit sur le camp de Grenelle (9 sept., 23 fruct.), on les reçoit à coups de balonnette ; plusieurs ex-conventionnels, parmi les prisonniers qui passeront devant une commission militaire. — Les Cinq-Cents font décider qu'il sera payé un quart en numéraire des arrérages du dernier semestre de cette année aux rentiers et aux pensionnaires de l'État (sept.). — Le traité avec le duc de Wurtemberg réunit à la France Montbéliard, dans la Franche-Comté (7 août). — Bona-

partie envoie une expédition en Corse pour en chasser les Anglais (22 oct., 1^{er} brum. AN V). — Nouveaux tarifs de douanes, prohibitifs des produits étrangers (10 brumaire, 31 octobre), excepté pour les articles alimentaires; droits modérés sur les denrées coloniales. — *De l'influence des passions sur le bonheur des individus et des nations*, par Mme de Staël. — *Exposition du système du monde*, de Laplace.

Hollande. — Une Convention nationale décrète l'abolition des États-Généraux (1^{er} mars). Proclamation de la république batave. — Les Hollandais alliés de la France perdront plusieurs de leurs colonies dans les deux Indes. Leur flotte est battue et prise par les Anglais devant le cap de Bonne-Espérance (15 août).

Italie. — Résultat des victoires de la France : formation de la république cispadane par la réunion de Modène et Reggio, Bologne et Ferrare (16 oct.). — Mort du roi de Sardaigne, Victor-Amédée III, après vingt-trois ans de règne (16 oct.). Avènement de son fils, Charles-Emmanuel IV.

Persé. — Mort d'Aga-Mohammed, premier prince Kadjar. Avènement de son neveu Feth-Ali-Châh.

Portugal. — Neutralité déclarée entre la France et l'Angleterre (17 sept.).

Russie. — Le roi de Géorgie, Héraclius, ayant imploré contre les Perses l'appui de la Russie, le comte Zouboff, frère du favori de Catherine II, prend sur la mer Caspienne, dans le Daghestan, la ville de Derbent (11 juin). Progrès jusqu'au fleuve Kour (l'ancien Cyrus). — Mort de Catherine II d'une attaque d'apoplexie, à soixante-sept ans, après trente-cinq ans de règne (17 nov.). Avén. de son fils, Paul I^{er}, à quarante-deux ans. Il est ouvert, hostile aux principes de la révolution française. Il veut réformer la discipline militaire et l'imposer aux nobles.

1797.

Allemagne. — Poème d'*Hermann et Dorothee* de Goethe.

Allemagne, Angleterre, Autriche, Espagne, France et Italie. — Les Espagnols, alliés de la France sont battus par les Anglais au cap Saint-Vincent, au sud-ouest du Portugal (14 févr.); ils perdent dans les Antilles l'île de la Trinité le 18. — En Allemagne, l'archiduc Charles couronne heureusement la campagne de 1796 par la prise du fort de Kehl (9 janv.); cinquante et un jours de tranchée ouverte, belle défense de Desaix. Le Directoire donne à Hoche le commandement de l'armée de Sambre-et-Meuse; à Beurnonville, celui de l'armée du Nord; à Morcau, celui de l'armée de Rhin et Moselle. — Suite de la campagne d'Italie: la guerre est décisive, quoique Bonaparte n'ait que vingt mille hommes. Triple victoire (14, 15, 16 janv.): la première journée est à Rivoli où se signale Masséna; la seconde au faubourg de Saint-George devant Mantoue; la troisième devant le palais de la Favorite, entre Saint-George et la citadelle de Mantoue. Wurmser est forcé de capituler (2 févr.): les Autrichiens évacuent l'Italie. Dans cette mémorable campagne, en dix mois, moins de cinquante mille Français ont détruit, outre l'armée piémontaise, trois armées formidables d'Autrichiens, trois fois renforcées. — Bonaparte envahit les États de l'Église qu'il sait favorables à l'Autriche. En quinze jours, occupation d'Imola, de Forlì, de Césène, de toute la Romagne, d'Urbino, d'Ancone (du 1^{er} au 17 févr.). Il arrive à Tolentino entre Macerata et Camerino (17 févr.); y conclut un traité qui, outre une contribution de trente millions, cède à la France Avignon, le comtat Venaissin, les trois légations de Ferrare, Bologne et Ravenne (19 févr.). Prétentions des patriotes hostiles au pape. — Nouvelle campa-

gne de Bonaparte, nécessaire contre les Autrichiens que vient commander l'archiduc Charles, le sauveur de l'Allemagne. Il les bat près du Tagliamento (16 mars), et les rejette au nord des Alpes dans le Tyrol, la Styrie et la Carinthie : occupation de Klagenfurt, au nord de la Drave supérieure (29 mars). Il court sur la route de Vienne, malgré le soulèvement des provinces vénitiennes et les Pâques véronaises pendant lesquelles trois cents Français malades sont massacrés dans les hôpitaux (9 avril). A Léoben, sur la Muhr, à trente lieues de Vienne, Bonaparte consent prématurément à des préliminaires de paix (18 avril, 29 germ.) : l'Autriche cède à la France les provinces belges, renonce à la Lombardie, où Bonaparte veut fonder une république alliée de la France; elle obtient en dédommagement les États vénitiens de la terre ferme, l'Illyrie, l'Istrie et la haute Italie jusqu'à l'Oglio; Venise, traitée comme une ennemie qui se préparait à nous trahir, restera cependant indépendante et doit être dédommée avec les pays qui sont à la disposition de la France. — Ces préliminaires arrêtent les débuts heureux sur le Rhin que Hoche a franchi à Neuwied (17 avril), où une victoire lui ouvrait la route de Francfort, et Moreau au-dessous de Strasbourg le 20. — En Italie, Bonaparte, pour venger le massacre des Français à Vérone, fait décider la chute du sénat de Venise (12 mai); une division française est introduite dans la ville le 20. A Gènes, un mouvement démocratique donne naissance à la république ligurienne (22 mai et 14 juin). Bonaparte crée la république cisalpine par la réunion de la Lombardie autrichienne, des territoires de Bergame, Brescia, Crème, etc., autrefois possédés par Venise, de Mantoue, Modène, Massa et Carrara (9 juill.) : fédération à Milan. — Inutiles conférences de Lille entre la France et l'Angleterre (du 6 juill. au 17 sept.). — Bonaparte dicte à l'Autriche le traité signé à Campo

Formio, près d'Udine, dans le Frioul (17 oct., 26 vend. an vi). L'empereur reconnaît à la France sa frontière naturelle, la ligne du Rhin et livre Mayence; mais l'Autriche n'est pas chassée complètement de l'Italie, elle garde le pays à l'est de l'Adige et de Mantoue; Venise et les possessions vénitiennes, Frioul, Istrie, Dalmatie, bouches du Cattaro, lui sont abandonnées; les îles Ioniennes, autrefois à Venise, passent à la France; la république cisalpine renferme au sud les légations de Bologne, de Ferrare et la Romagne, au nord la Valteline et Bormio, sur le haut Adda; le duc de Modène doit être indemnisé par le Brisgaw, terre d'empire voisine du Rhin. M. de La Fayette, captif à Olmutz depuis cinq ans, est mis en liberté. Le Directoire se hâte de ratifier le traité qui n'était cependant pas conforme à ses instructions. Retour de Bonaparte en France (déc.). — Un congrès s'ouvre à Rastadt, au nord du pays de Bade, pour traiter de la paix entre la France et l'empire germanique, et désintéresser les petits princes allemands des bords du Rhin (9 déc.); il traînera en longueur. — Les Français prennent possession de Mayence et du fort de Cassel le 29. — Violente émeute à Rome, où les républicains prétendent s'imposer à l'ambassadeur français, Joseph Bonaparte, frère aîné de Napoléon, le 28 : un général français est assassiné; la France demandera réparation par les armes.

Angleterre. — La Banque pendant vingt-deux ans ne paye plus en espèces.

États-Unis. — Washington n'est plus candidat à la présidence. L'élu est John Adams, né dans le Massachusetts, célèbre jurisconsulte; il a été pendant huit ans vice-président de l'Union; opinions très-modérées.

France. — Les théophilanthropes, dont Laréveillère Lepeaux, un des Directeurs est le protecteur, remplacent le culte de la déesse Raison par des cérémonies de pur déisme.

— Intrigues des royalistes (31 janv.). La société de Clichypousse à la chute du Directoire. Le renouvellement d'un tiers des membres du corps législatif introduit même des royalistes dans les deux conseils (20 mai). Letourneur, membre sortant du Directoire, est remplacé par François Barthélemy, favorable aux clichyens. — Exécution de Babeuf, le communiste (25 mai). — La majorité du Directoire sévit, avec l'aide des troupes d'Augereau, contre les partis hostiles à la république. Journée du 18 fructidor (4 sept.). Envahissement des deux conseils par la force armée; arrêt de déportation à Cayenne, contre deux directeurs, Barthélemy, et Carnot, qui s'enfuit, contre cinquante-trois députés, onze des anciens, quarante-deux des cinquents, contre plusieurs journalistes, Suard, Sicard, La Harpe, Fontanes, etc.; les journaux sont mis pour un an sous l'inspection de la police: nouvel arrêt de bannissement contre les émigrés et les Bourbons restés en France. Une lettre du général Moreau prouve les liaisons du général Pichegru avec le parti royaliste. Les directeurs déportés sont remplacés par Merlin de Douai et par François de Neufchâteau (10 sept., 24 fruct.). — Disgrâce de Moreau à cause de ses révélations tardives au sujet de Pichegru. Son armée est réunie à celle de Hoche, Hoche est emporté en quelques jours par une maladie à Wetzlar (18 sept.): il laisse à vingt-neuf ans une pure et glorieuse mémoire. Soupçons d'empoisonnement, sans preuve. Funérailles magnifiques au Champ de Mars. Augereau reçoit le commandement de l'armée d'Allemagne. — Retour de Bonaparte (15 frim. AN VI). Réception triomphale le jour où il remet aux mains des directeurs, au palais du Luxembourg, le traité de Campo Formio. — *Essai sur les Révolutions*, par Chateaubriand, publié à Londres.

Prusse. — Mort de Frédéric-Guillaume II, à 53 ans (16 nov.). Avènement de son fils, Frédéric-Guil-

laume III, à 27 ans. Il réforme l'administration de la cour fort corrompue sous le dernier règne, et les impôts.

Turquie. — Depuis trois ans, Sélim III applique à ses peuples les institutions européennes; des officiers français exercent ses troupes; imprimerie à Constantinople. — Révolte du pacha Pazvantoglou; maître quelque temps de Belgrade, il extermine une armée du grand seigneur, près de Widdin, sur le Danube. Il ne se soumettra qu'à des conditions avantageuses.

1798.

Angleterre, France, Hollande, Italie, Russie, Suisse et Turquie. — Influence des idées françaises s'appuyant sur la force. Révolution en Hollande, provoquée par l'envoyé français Delacroix, ardent démocrate; plusieurs membres du corps législatif de la Haye sont exclus ou arrêtés (22 janv.); l'assemblée s'organise en Convention, et forme une constitution à peu près semblable à celle de la France. Réaction du parti modéré (12 juin); le chef du nouveau mouvement, le général Daendels, est venu s'entendre à Paris avec le Directoire. — Révolution à Rome, quand le général français Berthier arrive avec une armée. Les patriotes abolissent le gouvernement pontifical et forment une république (15 févr., 27 plur.). Pie VI, âgé de quatre-vingts ans, enlevé de son palais, est transporté en Toscane, les biens des cardinaux bannis ne sont pas épargnés; déprédations, surtout de la part de Masséna qui a remplacé Berthier. Le pape sera traité d'exil en exil jusqu'en France. La république ligurienne a son corps législatif installé à Gènes (17 janv.), comme la république cisalpine a le sien à Milan. — Révolution en Suisse, où six cantons seulement, sur treize, étaient démocratiques. Le pays de Vaud veut s'affranchir de la domina-

tion du canton aristocratique de Berne (janv.) : refus du sénat bernois ; médiation et bientôt intervention armée de la France en faveur du pays de Vaud, dont les députés se constituent en gouvernement démocratique, à Lausanne, sous le nom de république lémanique. Les Vaudois envahissent le canton de Berne. Le général français, Brune, enlève Fribourg d'assaut et force Berne à une capitulation. L'ancienne ligue suisse est abolie (12 avril). Proclamation de la république helvétique une et indivisible ; peu goûtée dans les cantons démocratiques, qui préfèrent leur ancien gouvernement. La constitution de la nouvelle république est rédigée dans l'assemblée nationale de Bâle. La première législature helvétique siège à Arau. Les Français ont saisi les caisses publiques dans les cantons aristocratiques. Les Grisons n'adhérant pas aux nouvelles idées politiques, leur pays est envahi par les Français. — Mulhausen, ville d'Alsace, alliée de l'ancienne ligue helvétique, est réunie à la France (févr.), ainsi que Genève, république libre (26 avril). — Le Directoire après avoir pensé, en oct. 1797, à une descente en Angleterre s'arrête, sur la demande de Bonaparte, à une expédition en Égypte, avec l'espoir de ruiner ainsi le commerce des Anglais dans les Indes : l'Angleterre reste seule maintenant de la première coalition contre la république. Le gouvernement français ne croit pas s'alléner la Porte en portant la guerre contre les mameluks, sujets souvent rebelles : Talleyrand ministre des affaires étrangères, doit être envoyé à Constantinople. Préparatifs de Bonaparte (mars, avril) : il associe à l'entreprise des savants, des artistes, des ingénieurs, des dessinateurs, des géographes, Monge, Berthollet, Fourier, etc. C'est l'ancienne armée d'Italie qu'il emmène en Égypte. Départ de Toulon (19 mai). Sur la route, l'amiral anglais, Nelson, est évité. Prise facile de l'île de Malte

(12 juin). Débarquement en Égypte (1^{er} juill.). Alexandrie est enlevée. Marche sur le Caire, bataille des Pyramides le 21 : nos divisions, formées en carrés, triomphent des meilleurs cavaliers du monde, commandés par le bey Mourad. Le Caire, de l'autre côté du fleuve, est occupé. Soins donnés à l'organisation du pays, au bien-être des soldats. Création de l'Institut d'Égypte. L'escadre qui reste dans la rade d'Aboukir, à l'est d'Alexandrie, contrairement aux ordres de Bonaparte, y est attaquée par Nelson (1^{er} août) : immense désastre. — La Porte, à l'instigation de l'Angleterre, déclare la guerre à la France (12 sept.). — Bonaparte reste le maître de l'Égypte. Insurrection au Caire, durement réprimée (21 oct. 30 vend.) Desaix fait la conquête de la haute Égypte. — Le Directoire, encouragé par une insurrection des Irlandais qui sont cependant battus à Vexford (5 juin), tente un débarquement à Killala, au nord-ouest de l'Irlande (23 août) : nos troupes sont forcées de se rendre prisonnières. — Seconde coalition contre la France. — L'Autriche conclut une nouvelle alliance avec Naples (18 mai), et demande le concours d'une armée russe (26 oct.). Le roi de Naples, séduit par les promesses de l'Angleterre, rompt la paix (24 nov.). Rome, attaquée par les Napolitains, est évacuée par le général français, Championnet (26 nov.) ; mais Macdonald est vainqueur des Napolitains à Civita Castellana (l'ancienne Véies) (4 déc.). Le Directoire déclare la guerre aux rois de Naples et de Sardaigne le 6. Charles-Emmanuel, surpris dans Turin, est forcé de renoncer à la souveraineté du Piémont le 9. Il se retire en Sardaigne avec sa famille. Championnet rentre à Rome le 15. L'armée française marche sur Naples. — Alliance de la Porte avec la Russie le 23. Le czar envoie une armée contre les Français vers l'Italie. Les plénipotentiaires français à Rastadt menacent de la guerre si les gouverne-

ments allemands laissent passer les Russes (2 janv. 1799).

Angleterre. — Révolte de l'Irlande; on y proclame et applique la loi martiale. — *Expérience sur l'éducation, faite à l'école des garçons à Madras*, par l'Écoss. André Bell qui y a été chapelain; publié à Londres. Lancaster ouvre à Londres la première école d'enseignement mutuel connue en Europe et dispute à Bell la priorité de la découverte. — Essai sur le principe de la population par l'économiste Malthus.

Haïti. — Les nègres, avec Toussaint-Louverture, chassent les blancs de la colonie française, et les Anglais, qui les soutenaient, s'emparent même de la partie espagnole de l'île. Proclamation d'indépendance. Mais les Espagnols garderont toujours une partie de l'est.

France. — Mesures insuffisantes pour combler le déficit dans les recettes de l'année (26 mai); elles engagent plus étroitement aux mains des acquéreurs les domaines nationaux, aliénés dès les premiers temps de la république. La chasse et la pêche sont affermées. — Conscription militaire, comprenant tous les Français en état de porter les armes, de vingt à vingt-cinq ans (21 août, 4 fruct.). — Établissement à Paris du Conservatoire des arts et métiers, (15 mai), où sont réunis les machines, outils, dessins, instruments des arts, qui étaient disséminés dans trois dépôts. — Paris reçoit les monuments et les objets d'art enlevés des villes d'Italie, entre autres les *Chevaux de Corinthe* (18 juill.). — Première exposition des produits de l'industrie (sept.).

Russie. — Avènement du dernier roi de Géorgie, Georges XI, fils d'Héraclius qui avait régné trente-huit ans; mêmes conditions de tutelle imposée par la Russie.

1799.

Angleterre, Autriche, France, Hollande, Italie, Russie,

Suisse et Turquie. — Championnet met en fuite les lazaroni qu'avait armés le roi, et occupe la ville de Naples (23 janv.). Établissement de la république parthénopéenne. Le roi de Naples est réduit à la Sicile comme le roi de Piémont à la Sardaigne. — La flotte combinée des Russes et des Turcs enlève aux Français Corfou (1^{er} mars) et les autres îles vénitiennes de la mer Ionienne. — Difficulté pour le Directoire d'administrer, outre la France, la Hollande, la Suisse et l'Italie, partagées en républiques. Les généraux donnent l'exemple du pillage. Le Directoire charge alors des commissions de l'administration civile et financière des pays occupés : résistance de quelques généraux, Championnet est destitué, Joubert donne sa démission. — Prévision d'une nouvelle guerre générale. Faute du Directoire, qui nomme général en chef de l'armée d'Italie, au lieu de Moreau, Schérer, usé par l'âge et les infirmités; Macdonald commandera l'armée de Naples, Masséna celle d'Helvétie, Jourdan celle du Danube, qui n'est pas assez forte, Bernadotte celle du Rhin, Brune celle de Hollande. Moyens insuffisants remis aux généraux. L'archiduc Charles passe le Lech. Déclaration de guerre du Directoire à l'Autriche (12 mars, 22 vent.), un an et demi après la paix de Campo Formio. La seconde coalition réunit l'Angleterre, l'Autriche, une partie de l'empire germanique, Naples, le Portugal, la Russie, la Turquie, les États barbaresques. — En Allemagne, première rencontre à Stockach, au nord-ouest du lac de Constance (22 mars). Jourdan vaincu se replie à l'entrée des défilés de la forêt Noire. Heureusement pour nous le conseil aulique défend à l'archiduc de pousser vers le Rhin. — En Italie, l'Autrichien Kray bat les Français sur l'Adige (30 mars) et au sud-est de Vérone, à Magnano (5 avril). Mouvement rétrograde de Schérer sur le Mincio, sur l'Oglio, sur l'Adda. Le Russe Souvarov, qu'on appelait l'in-

vaincu, vient commander l'armée combinée des Russes et des Autrichiens en Italie. Schérer remet le commandement en chef à Moreau, qui sert dans son armée (27 avril). Fatale journée de Cassano, sur l'Adda, le 28. Moreau, n'ayant plus que vingt mille hommes, se retire au delà du Pô, puis au confluent du Pô et du Tanaro, puis aux environs de Gènes, pour faire sa jonction avec Macdonald, qui, arrivant de Naples par la Toscane, débouche trop tard dans les plaines de Plaisance (juin), soutient trois combats contre Souvarov sur la Trébie (17, 18, 19 juin) et, vaincu, se retire sur Gènes où il retrouve Moreau. La Lombardie et l'Italie sont perdues. — La concentration des armées du Rhin et de Suisse, depuis Dusseldorf sur le bas Rhin, jusqu'au Saint-Gothard, entre les mains de Masséna, est jusqu'ici sans profit. — A Rastadt a été commis le plus odieux attentat contre le droit des gens : assassinat des plénipotentiaires français (28 avril). — En Italie Joubert, nommé général en chef à trente ans, est forcé de livrer la bataille de Novi (15 août) : il est tué au début de l'action. Moreau, qui prend le commandement, ne peut que guider la retraite. — En Suisse, admirable campagne de Masséna. Il prévient l'arrivée de Souvarov, passe la Limmat, pour écraser, à Zurich, le corps russe de Korsakov et l'armée autrichienne qui le soutient (25, 26 sept., AN VIII, 3, 4 vend.). Les Russes sont culbutés dans Zurich. Lorsque Souvarov arrive, il est réduit lui-même à une retraite désastreuse ; le czar rappelle les troupes qu'il commande. Si l'Italie reste au pouvoir des Autrichiens, les armées prêtes à envahir la France sont chassées de la Suisse et rejetées en Allemagne. — En Hollande, des Russes et des Anglais débarquent sous le commandement du duc d'York, au Helder (27 août). La flotte hollandaise du Texel se rend aux Anglais. Mais Brune bat les Anglo-Russes (19 sept.) : ils capitulent à Alkmaar, neuf mille

Russes sont faits prisonniers (6 oct.). Le reste évacue la Hollande le 18. — En Orient marche de Bonaparte sur la Syrie (févr.). Prise d'El-Arisch, de Gaza, de Jaffa. Les prisonniers sont passés au fil de l'épée. Long siège de Saint-Jean d'Acre ou Ptolémaïs, au pied du mont Carmel ; soixante jours de tranchée ouverte, pertes considérables, plusieurs assauts ; habileté de l'amiral anglais Sidney-Smith. Arrivée de la grande armée turque : victoire de Bonaparte au mont Thabor, au sud-est de Saint-Jean d'Acre (16 avril). Le siège continue, mais l'armée est décimée par la guerre et par la peste. Bonaparte la ramène en Égypte (20 mai). Une armée turque, débarquée devant Aboukir, est complètement détruite (24 juill.). Bonaparte est décidé, par les nouvelles qu'il reçoit du continent, à abandonner l'Égypte, il laisse son armée victorieuse sous le commandement de Kléber (22 août, 5 fruct.). — Dans l'Indostan, chute de notre allié Tippoo-Saëb : il a recherché l'amitié de Bonaparte, maître de l'Égypte, mais n'a pu être soutenu par la France. Deux fois battu par les Anglais, il soutient un siège d'un mois dans sa capitale Seringapatam, qui est prise d'assaut ; il meurt les armes à la main après un règne de dix-sept ans (4 mai). L'État de Mysore est partagé par les Anglais avec les petits nababs indiens.

États-Unis. — Mort de George Washington, retiré depuis deux ans dans la vie privée.

France. — Le duc d'Angoulême, fils aîné du comte d'Artois, épouse à Mittau, en Courlande, la fille de Louis XVI (10 juin). — Discordes dans le gouvernement. Le sort exclut du Directoire Rewbell, administrateur honnête et éclairé, détesté de Barras, et y fait entrer Sieyès, qui a été ambassadeur à Berlin (16 mai). Les élections de l'an VII, pour le renouvellement des conseils, sont favorables aux jacobins. Déchaînement contre le Directoire : après un an

d'exercice, Treillard en est éliminé comme illégalement élu (16 juil.); il est remplacé par Gohier, homme sans mérite. Monteuze alliance de Barras et de Sieyès contre leurs collègues Laréveillère Lepeaux et Merlin de Douai, qui, accusés d'incapacité et de trahison, donnent leur démission (18 juin, 30 prair.); Roger-Ducos et le général Moulins entrent au Directoire, qui n'en devient pas plus homogène. Changements dans le ministère: aux finances, retraite de Ramel, qui a rendu de grands services; il est remplacé par Robert Lindet, cher aux patriotes, respectable à tous les partis; aux affaires étrangères, retraite de Talleyrand; à la justice, nomination de Cambacérès; Bernadotte à la guerre. — Ressources extraordinaires: levée des hommes de toutes les classes, emprunt forcé de cent millions. — Loi des otages contre les parents des émigrés ou ci-devant nobles (12 juill.). — Le nouveau ministre de la police, Fouché, sur lequel les jacobins auraient dû pouvoir compter à cause de ses antécédents, aide le Directoire contre eux: clôture du club du Manège; arrestation des auteurs de onze journaux hostiles au Directoire, surtout à Sieyès (août, sept.). Désorganisation générale; guerre civile imminente, dangers au dehors. Sieyès disait qu'il fallait, pour sauver la France, une tête et une épée. — Retour soudain de Bonaparte. Son débarquement à Fréjus (8 oct., 17 vend. an VIII). Enthousiasme qu'il inspire. Il arrive à Paris; les mécontents de tous les partis le recherchent. Sieyès se rapproche de lui; Fouché est plein de zèle. Sieyès, assuré de Roger-Ducos, et Bonaparte préparent la journée du 18 brumaire, qui doit emporter le Directoire et les conseils et créer un autre gouvernement. Décret pour la translation du Directoire et des conseils à Saint-Cloud, et la remise du commandement général à Bonaparte. Ce décret préparé pendant la nuit par la commission des Anciens

est voté le matin par le conseil (18 brumaire, 9 nov.). Bonaparte s'est assuré du concours des généraux présents à Paris, excepté Bernadotte, ex-ministre de la guerre, et Augereau. Bonaparte, à la barre des Anciens, parle de la république, mais non de la constitution. Démissions de Sieyès et de Roger-Ducos, depuis longtemps prêtes; suspension des municipalités de Paris; démission lâchement cédée par Barras; vains efforts de paroles tentés par les deux autres directeurs, Moulins et Gohier, pour défendre la constitution. Le lendemain, à Saint-Cloud, grand péril en face des conseils: aux Cinq-Cents Bonaparte, menacé d'être mis hors la loi, en danger pour sa vie, se décide à faire évacuer la salle par la force. Les Anciens et une fraction des cinq-cents instituent un consulat provisoire, qu'on défère à Bonaparte, Roger-Ducos et Sieyès. Les conseils ajournés sont remplacés par deux commissions qui devront rédiger une nouvelle constitution de concert avec les consuls. On pouvait croire alors que l'armée n'était, comme au 13 vendémiaire an IV et au 18 fructidor an V, qu'un auxiliaire de la révolution: mais l'avènement du pouvoir absolu était proche. — Derniers travaux du Directoire: organisation de l'école Polytechnique, et perfectionnement du système métrique (nov.). — Le consulat provisoire et les deux commissions de constitution entrent en charge (11 nov.). Mesures réparatrices (13 nov.): abolition de la loi du 12 juill. sur les otages; rappel des prêtres insermentés et des victimes du 18 fructidor; adoucissement des décrets contre les émigrés. Création d'une caisse d'amortissement pour opérer successivement le rachat de la dette publique (27 nov., 6 frim.). — Constitution de l'an VIII, inspirée par Bonaparte, peu conforme au plan qu'avait tracé l'utopiste Sieyès (24 déc., 3 niv.): un premier consul, assisté de deux consuls à voix consultative. le gouvernement a seul

l'initiative des lois; un sénat conservateur de soixante membres, chargés de veiller au maintien de la conslité, choisis pour la première fois par les consuls, il siégera au Luxembourg; un tribunal de cent membres pour discuter les lois présentées par les consuls, il siégera au Palais-Royal; un corps législatif de trois cents membres, chargé de sanctionner ou de rejeter les propositions discutées, il siégera comme les cinq-cents depuis 1798 au palais Bourbon; les tribuns et les législateurs seront choisis par le sénat sur une liste de candidats nationaux formée elle-même sans le concours réel du peuple; importance du conseil d'État. Bonaparte, premier consul, s'adjoit Cambacérès, ancien membre de la plaine à la Convention, et Lebrun, ancien coopérateur du chancelier Maupeou : les consuls résident aux Tuileries. — Laplace commence à publier sa *Mécanique céleste*; Georges Cuvier, ses *Leçons d'anatomie comparée*. — Le comte Joseph de Maistre, d'origine française, né à Chambéry, ennemi de la révolution et de la philosophie, publie à Lausanne ses *Considérations sur la France*. — *De la littérature, considérée dans ses rapports avec les institutions sociales*, par M^{me} de Staël. — Début du *Journal des Débats*. — Inscription trilingue de Rosette découverte par un officier français.

Italie. — Dans le roy. de Naples, après le départ des Français, la capitale est en proie à une réaction royale qui égale les plus épouvantables scènes de notre révolution. Mouvement contre les patriotes, dirigé par le cardinal Ruffo (12 juin) : capitulation violée; intercession de l'Angleterre implorée vainement. Listes sanglantes de proscriptions, confiscations et meurtres. Rentrée de Ferdinand IV à Naples (13 juill.). — Mort de Pie VI à Valence, en Dauphiné, comme en captivité : il a été pape vingt-cinq ans (29 août).

Russie. — Mort du roi de Géorgie Georges XI. Il laisse ce royaume

au czar, mais le peuple défend son indépendance dans les montagnes.

1800.

Allemagne. — Haydn est âgé de cinquante-huit ans, et Beethoven en a vingt-huit, lorsque Weber, à quatorze ans, écrit déjà un opéra. — Achard, chimiste de Berlin, fait connaître sa découverte du sucre de betterave.

Allemagne, Angleterre, Autriche, France, Italie et Turquie. — En Égypte, triste situation de l'armée française depuis le départ de Bonaparte. Traité d'El-Arisch, conclu par Kléber avec le grand vizir et l'Anglais Sidney-Smith pour l'évacuation (janv.), désavoué par le gouvernement de Londres. Les hostilités recommencent. Victoire de Kléber près des ruines d'Héliopolis, entre le Nil et le désert, au sud-est du Caire (20 mars); il poursuit les Turcs jusqu'à la frontière de Syrie, reprend la ville du Caire qui s'était insurgée derrière lui. En trente-cinq jours, il a reconquis l'Égypte sur les Turcs et sur les Égyptiens révoltés. Le chef des mameluks, Mourad-Bey, fait sa soumission. Kléber est assassiné au Caire par un fanatique musulman parti de la Palestine; il meurt le même jour que Desaix à Marengo (14 juin). Le commandement passe aux mains moins habiles du général Menou. — Après des offres de paix faites inutilement à l'Angleterre par le premier consul, Moreau franchit le Rhin (mars), pénètre en Souabe, bat les Autrichiens à Engen au nord-ouest du lac de Constance, à Moskirch au sud de Sigmaringen, à Biberach à l'est du lac Federsée (avril); les impériaux se retirent sur Ulm. Bonaparte se porte contre le feld-maréchal Mélas qui, avec cent trente mille hommes, maître de toute l'Italie, était entré dans Nice, et se disposait à passer le Var pour pénétrer en Provence. Brillante campagne de quarante jours avec une armée de réserve de qua-

rante mille hommes, réunis en quelques mois sous les murs de Dijon. Son départ (6 mai) : le grand Saint-Bernard franchi le 23, il descend dans la vallée d'Aoste, sur les derrières de Mélas; entre à Milan (2 juin) : nouvelle proclamation de la république cisalpine le 4. Les Autrichiens sont entre le premier consul et le général Suchet, posté à l'ouest des Alpes. La ligne d'opérations de Mélas est coupée; il revient sur Nice, sur Turin, sur Alexandrie. Au nord-est d'Alexandrie, près de Montebello, victoire d'avant-garde, due surtout au général Launes (9 juin), prélude d'une grande journée. A Marongo, au sud-est d'Alexandrie, quarante mille Autrichiens, soutenus par une nombreuse cavalerie, sont écrasés par vingt-deux mille hommes, dont deux mille cinq cents cavaliers; arrivée presque inattendue de Desaix, il est blessé mortellement sur ce champ de victoire; vigueur du jeune général Kellermann, fils du vainqueur de Valmy (14 juin, 25 flor.). Marengo décide du sort de l'Italie; convention de Mélas avec Suchet pour remettre toutes les places du Piémont, de la Lombardie, des légations (16 juin). Les Autrichiens se retirent au delà de l'Oglio. Retour de Bonaparte à Paris (2 juill.).—Nouveau traité de l'Autriche et de l'Angleterre à Vienne (20 juin) : l'Angleterre fournira des subsides.— Les succès de Moreau qui s'avance en Bavière, ceux de Lecourbe dans le pays des Grisons, décident l'armistice de Parsdorf, ville de Bavière, dont profiteront les Autrichiens (15 juill.). Les députés de l'Autriche signent des préliminaires de paix le 28; la cour de Vienne, qui reçoit des subsides de l'Angleterre, ne les ratifie pas. Elle demande cependant une prolongation d'armistice de quarante-cinq jours, l'obtient en cédant Philippsbourg sur le Rhin, Ulm et Ingolstadt sur le Danube (20 sept., 3^e jour complémentaire de l'an viii). Conférences pour la paix à Lunéville, au sud-est de

Nancy, sans résultat. — En Italie témérités provoquantes des Napolitains et des Toscans. L'insurrection de la Toscane donne un prétexte aux Français pour prendre possession de Florence et des principales villes du grand-duché (15 oct.). — L'Autriche ne négociant pas sérieusement, Bonaparte fait ouvrir la campagne d'hiver par Moreau (28 nov.). Moreau doit franchir l'Inn et marcher sur Vienne, pendant que Macdonald passera du pays des Grisons dans le Tyrol, que Brune forcera l'Adige au delà du Mincio. En Allemagne, bataille mémorable perdue par l'archiduc Jean près de la forêt de Hohenlinden, à l'est de Munich : utile concours des généraux Ney, Grouchy, Grenier, Drouet, surtout Richepanse (3 déc.). Moreau passe l'Inn le 10, s'avance dans l'Autriche, occupe Salzbourg le 15; bat les Autrichiens sur la Traun le 18, prend Linz sur le Danube, Steyer sur l'Enns, s'approche de Vienne. Par l'armistice de Steyer, l'empereur promet de signer immédiatement la paix, quelle que soit la détermination de ses alliés le 25. Macdonald, bravant les horreurs de l'hiver, a pénétré dans le Tyrol italien; Brune a passé le Mincio et l'Adige. — Après vingt-six mois de blocus, les Anglais ont forcé les Français de leur remettre Malte (25 sept.). Le premier consul en fait cession au czar; les Anglais la refusent à Paul I^{er}, qui se détache alors de la coalition et renouvelle contre l'Angleterre la ligue armée des neutres de 1780 avec la Suède, le Danemark et la Prusse (16 déc.). Il envoie un ambassadeur à Paris.

Angleterre. — Incorporation de l'Irlande à l'Angleterre et à l'Écosse; un seul parlement pour les trois royaumes (2 juill.). L'acte d'union prive les catholiques, si nombreux en Irlande, du droit d'élection et de représentation. — George III renonce au titre de roi de France porté par tous les princes anglais depuis Édouard III en 1336. — Dans

l'Indostan, la compagnie acquiert tout le pays de Karnatic, à l'est du royaume de Mysore, devenu son domaine. — James Grant, le premier, traverse le détroit de Bass, entre la Nouvelle-Hollande et l'île de Diemen, pour entrer à Port-Jackson, sur la côte sud-ouest de ce continent. — John Turnbull entreprend un voyage autour du monde; il visitera la Nouvelle-Galles, les îles de la Société et de l'archipel Sandwich.

Danemark. — Les Anglais qui, depuis la fin de 1799, entravaient le commerce maritime des puissances neutres et visitaient les vaisseaux, même lorsqu'ils étaient convoyés, ont capturé une flottille danoise avec son convoi (25 juill.).

France. — Menaces du gouvernement consulaire contre les républicains extrêmes, anciens députés, journalistes ou anciens jacobins (5 janv., 15 niv.); cent trois devaient être déportés : menace sans exécution. — A Luçon, traité de Bonaparte avec les derniers chefs de la Vendée, Bernier, curé de Saint-Lô, qui avait assisté à toute l'insurrection, Châtillon, d'Autichamp, Suzanet (17 janv.). Soumission des chefs des bandes bretonnes, La Prévalaye et Bourmont; Frotté, pris, est fusillé. Georges Cadoudal, fils d'un meunier du Morbihan, battu à Grandchamp, dans le Morbihan, par Brune, capitule et passe en Angleterre. Le culte catholique est protégé en Vendée et en Bretagne. — Une sœur de Bonaparte épouse le général Joachim Murat, âgé de vingt-neuf ans, fils d'un aubergiste gascon (20 janv.). — La constitution de l'an viii est acceptée par 3 011 007 suffrages contre 1562 (7 févr., 18 plu.).; celle de 93 en avait eu 1 801 918; celle de l'an iii 1 057 380. — Division de la France en préfetures et sous-préfetures (17 févr., 28 plu.). — Etablissement de la banque de France (janv.-mars). — Traité d'amitié et de commerce avec les États-Unis (30 sept., 8 vend.

AN IX). — **Heureuses mesures financières** : les rentiers commencent à être payés en argent. Projets de réparation de routes. — Complot d'Arena et de Ceracchi pour assassiner Bonaparte à l'Opéra; découvert (10 oct.). Complot de la machine infernale : explosion dans la rue Saint-Nicolas lorsque la voiture du premier consul le conduisait à l'Opéra (24 déc., 3 niv.). Plusieurs personnes sont tuées, Bonaparte est sauvé par la vitesse de ses chevaux. La police accuse les démocrates plutôt que les chouans; plusieurs arrestations; mise en jugement des prévenus du complot du 10 oct. — Le Gênois Mallet, journaliste français, défenseur, même avant 1789, et conseiller sévère de la royauté, meurt en Angleterre dans la pauvreté (10 mai). — La Tour d'Auvergne, nommé par Bonaparte premier grenadier des armées de la république (mai), a été tué en Allemagne, près de Neubourg (juin). — *Recherches physiologiques sur la vie et la mort*, de Bichat, médecin à dix-neuf ans.

Mali. — Toussaint-Louverture se fait donner, par les nègres, le titre de président à vie.

Italie. — Élection tardive de Pie VII, né en Romagne (14 mars); le conclave était réuni à Venise depuis décembre.

Russie et Turquie. — Les sept îles Ioniennes, enlevées par la France à Venise en 1797, et aux Français par la flotte russo-turque en 1799, sont constituées en république par un traité entre la Russie et la Turquie (21 mars); elles payent tribut à la Porte. La Porte obtient Prevesa, au nord de l'île de Sainte-Maure, Parga, en face de l'île de Paxo, et d'autres points de la côte. Le gouvernement de Céphalonie, de Sainte-Maure et de Téakl (ancienne Ithaque) est organisé par Capo d'Istria, fils d'un boucher de Corfou, âgé alors de vingt-quatre ans.

Turquie. — Toute la côte d'Al-

banlieue est occupée par Ali, pacha de Janina, qui règne en despote depuis dix-huit ans.

1801.

Allemagne. — La différence de Fichte et de Schelling, par Hegel, élève de Fichte, alors professeur à Iéna.

Allemagne, Angleterre, Autriche, Danemark, Espagne, France, Italie, Portugal, Russie et Turquie. — L'Autriche signe encore un armistice en Italie, à Trévise (16 janv.). Signature du traité de Lunéville par Joseph Bonaparte, frère du premier consul, et par M. de Cobentzel, au nom de l'empire et de l'Autriche (9 févr., 20 pluvi.) : l'empire ratifie le traité de Campo Formio et reconnaît les républiques batave, helvétique, ligurienne, cisalpine ; l'Autriche reconnaît la formation d'un royaume d'Etrurie pour la branche espagnole de Parme, au détriment de Ferdinand III, frère de l'empereur ; le principe de la sécularisation des domaines ecclésiastiques en Allemagne comme moyen d'indemnité est accepté. — L'Espagne, sur les menaces de la France, déclare la guerre au Portugal, allié de l'Angleterre ; le prince de la Paix conduira les troupes d'invasion (22 févr.). — Menacée par une armée que conduit Murat, la cour de Naples signe le traité de Florence (18 mars) : elle abandonne à la France son droit sur l'île d'Elbe ; elle fermera les ports des Deux-Siciles aux Anglais. — Traité de la France avec l'Espagne (21 mars) : Louis I^{er}, fils de l'infant don Ferdinand qui règne à Parme, a reçu de Bonaparte la Toscane et le titre de roi d'Etrurie, mais l'Espagne reconnaît qu'à la mort de son père don Ferdinand, le duché de Parme, Plaisance et Guastalla, passera à la France. — Exaspération de l'Angleterre contre les neutres auxquels s'adjoint la Prusse (12 févr.). L'embargo est mis sur tous les vaisseaux russes, danois, suédois, dans les

ports du royaume-uni. Les amiraux Nelson et Parker forcent le passage du Sund dans la Baltique (21 mars), le franchissent presque sans difficulté parce que la côte suédoise n'est pas défendue, se portent devant Copenhague : bataille navale très-méritoire (2 avril) ; suspension d'armes le 9 ; le Danemark se retire du traité de la neutralité armée qu'annule la mort de Paul I^{er}. Le nouvel empereur de Russie, Alexandre I^{er}, fait accepter à l'Angleterre et aux puissances du nord une convention qui repose sur le principe invoqué par les neutres « le pavillon couvre la marchandise » : la contrebande de guerre est exceptée. Elle nécessite la visite des bâtiments ; les îles danoises et suédoises seront restituées par les Anglais (17 juill.). — L'Égypte est perdue pour les Français. Dix-huit mille Anglais avec le général Abercrombie, débarqués à Aboukir, battent Menou (8, 28 mars, 9 avril) ; abandon du Caire et même d'Alexandrie aux Anglo-Turcs (27 juin). L'Égypte est évacuée après trois ans d'occupation (2 sept.) ; une bien petite partie de l'armée revoit la France : les troupes anglaises restent dans le pays. — Sur le continent se complète l'œuvre de pacification générale. L'électeur de Bavière accède au traité de Lunéville qui le dépouille au profit de la France de ses possessions sur la rive gauche du Rhin. Après l'attaque d'Olivenza et de la province portugaise d'Alentejo par le prince de la Paix, le Portugal signe le traité de Badajoz, dicté par la France et l'Espagne (29 sept., 7 vend. AN X). Traité de Saint-Ildefonso, par lequel l'Espagne cède à la France la Louisiane (1^{er} oct.). Même l'Angleterre signe à Londres des préliminaires de paix avec la France (1^{er} oct.). A Paris est signée la paix entre la Russie et l'Espagne le 4 ; entre la Russie et la France qui garantissent toutes deux la république des Sept-Îles le 8. Préliminaires de paix entre la France et la Porte le 9. Congrès ouvert à

Amlens pour la paix définitive avec l'Angleterre.

Angleterre. — Dangers intérieurs, résultats de la lutte acharnée contre la France pendant huit ans; accroissement formidable de la dette portée à douze milliards cent neuf millions de francs; affreuse disette. Soulèvement du peuple; il dévaste les villes et les campagnes. Ardeur de l'opposition parlementaire contre Pitt qui cependant avait doublé le commerce, les revenus et la marine de l'Angleterre. Première convocation du parlement-uni des trois royaumes : Pitt demande l'émancipation pour les catholiques irlandais auxquels il l'avait fait espérer en obtenant l'acte d'union. Refus du roi, qui est protestant dévot. Démission de Pitt après dix-sept ans de ministère (8 févr.). — Cabinet formé par Addington; lord Hawkesbury remplace M. Grenville aux affaires étrangères : tous deux amis et créatures de Pitt. Nouvel accès de démence du roi (févr.-mars). — Dans l'Indostan, acquisition des territoires du nabab d'Arcate, à l'ouest de Madras. — Flinders complète la reconnaissance de la côte méridionale de la Nouvelle-Hollande. — Premier acte du parlement pour la construction d'un chem. de fer. — Recens. de popul. pour l'Angleterre et pays de Galles : 8 872 980; avec l'Ecosse, 11 millions.

États-Unis. — Thomas Jefferson, né comme Washington en Virginie, est le nouveau président (4 mars), dévoué depuis 1773 à la cause de l'indépendance et de la démocratie, célèbre par ses écrits philosophiques et politiques, habile financier et diplomate, vice-président de l'Union depuis 1797.

France. — A l'occasion de la machine infernale, cent trente républicains sont déportés par un simple sénatus-consulte, demandé et obtenu dans une séance de nuit (4 janv.). Les vrais auteurs du complot, enfin découverts, sont livrés à des tribunaux militaires spéciaux dont la formation

soulève les plaintes du parti constitutionnel, surtout dans le tribunal. Condamnation à mort et exécution de quelques-uns des conspirateurs du 10 octobre (9 janv.). — Aussitôt après le traité de Lunéville, organisation de l'administration française dans les pays de la rive gauche du Rhin que nous reconnait l'empire (mars) : 4 départements, du Roer, chef-lieu Aix-la-Chapelle; de Rhin-et-Moselle, chef-lieu Coblenz; du Mont-Tonnerre, chef-lieu Mayence; de la Sarre, chef-lieu Trèves. — Restauration de la religion catholique, œuvre du premier consul. Il n'est pas aidé par le concile d'évêq. constitut. tenu à Paris (29 juin). Le cardinal Consalvi signe le nouveau concordat au nom de Pie VII (15 juill.); ratification par le pape. Bonaparte a obtenu la déposition des évêques anciens titulaires; une nouvelle circonscription épiscopale en soixante sièges au lieu de cent cinquante-huit; l'attribution à l'État de la police des cultes; la substitution d'un salaire pour les prêtres à une dotation territoriale; la consécration par l'Église de la vente des biens nationaux; les archevêques et évêques doivent être nommés par le gouvernement et recevoir du saint-siège l'institution canonique. — Le culte catholique redevient public. — Pour célébrer la paix générale, grande fête le 18 brum. AN X; lord Cornwallis, plénipotentiaire au congrès d'Amlens, reçoit du peuple de Paris un accueil sympathique. — Traités renouvelés avec la régence d'Alger, qui reçoit encore un tribut (27 déc.). — *Atala* de Chateaubriand, publié dans le *Mercur de France*. — *Idéologie* de Destutt de Tracy. *Traité de minéralogie* de Haüy. — Le journaliste Rivarol meurt à Berlin. — Métier inventé par Jacquart, fils d'un tisserand lyonnais. — Exposit. de l'industrie à Paris. Première machine à vapeur. Recensement : 27 349 003 âmes.

Hollande. — Nouv. constit. (oct.).

Russie. — Les nobles s'irritent des

Réformes milit. : Paul 1^{er}, plein d'estime et d'admiration pour le premier consul, était odieux à l'ambassadeur anglais. Complot tramé par le comte de Palten, gouverneur militaire de Saint-Petersbourg; projet d'assassinat, caché sous un projet d'abdication forcée, accompli au palais Michel dans la nuit du 23 mars (12 en style russe). Avènement de son fils aîné, Alexandre 1^{er}. — Premiers actes d'Alexandre 1^{er} : il abolit la chancellerie secrète d'Inquisition, la confiscation, la torture; il réduit les impôts, rappelle les bannis. Il accorde la liberté de l'imprimerie, laisse introduire des livres français. — Annexion de la Géorgie (25 sept.). Guerre dans le Caucase.

Suisse. — Const. fédérale unitaire par l'influence de Bonaparte.

1802.

Angleterre. — *Revue d'Édimbourg*, fondée par les Whigs (oct.).

Angleterre, France et Turquie. — Paix signée à Amiens par lord Cornwallis et Joseph Bonaparte, le plénipotentiaire de Lunéville (25 mars, 4 germ.). L'Angleterre consent à toutes les acquisitions continentales de la république française, reconnaît l'existence des républiques secondaires, restitue nos colonies; mais elle obtient dans les Antilles l'île espagnole de la Trinité et l'île de Ceylan, possession hollandaise qui complète la domination britannique dans les Indes; elle doit évacuer le cap de Bonne-Espérance et Malte, réservée pour l'ordre déchû. — Traité entre la France et la Porte (25 juin). La paix est rétablie sur toutes les mers comme sur le continent.

États-Unis. — École militaire, créée à Westpoint, au nord de New-York. — Fulton, né en Pensylvanie, qui cherchait à intéresser à ses découvertes la France et l'Angleterre, particulièrement pour ses appareils de guerre sous-marine, construit à Paris avec le concours de Livingston, l'ambassadeur de sa nation, un grand

bateau à vapeur. — Le pays d'Ohio, à l'ouest de la Pensylvanie, que les Européens n'ont commencé à habiter qu'en 1763, est admis au rang d'État.

France. — La prospérité renaît; encouragement des travaux : industrie, commerce extérieur, canaux, ports, ponts, routes, monuments. Brillant hiver, affluence d'étrangers, cour du premier consul. Mariage de son frère Louis Bonaparte avec Hortense de Beauharnais, fille de sa femme (9 janv.). Ordre et réformes dans l'administration. Les premiers livres du code civil, préparés en 1801 par le conseil d'État, mal accueillis par le tribunal, sont retirés par le premier consul. Le nouveau président élu du Corps législatif, Dupuis, l'auteur de *l'Origine de tous les cultes*, est hostile au concordat comme Grégoire et Daunou, qui ont été, malgré le premier consul, proposés pour des places vacantes au sénat. Court voyage à Lyon où une diète d'Italiens le proclame président de la république italienne (26 janv.); grande revue des armées d'Italie et d'Égypte. Retour à Paris : renouvellement légal d'un cinquième du corps législatif et du tribunal par le scrutin du sénat, favorable au gouvernement. — Session extraordinaire pour faire convertir en lois le concordat, le traité d'Amiens, et différents projets sur l'instruction publique et la création de la Légion d'honneur, etc. (du 5 avril au 20 mai). Adoption par le corps législatif et le tribunal du concordat et de la loi réglementaire des cultes sous le nom de *lois organiques* (8 avril, 18 germ.). C'est le sujet d'un discours mémorable de M. Portalis devant le corps législatif, le même jour où l'Institut met au concours cette question : *De l'esprit et de l'influence de la réformation de Luther*, sur laquelle Charles de Villers remportera le prix en 1804. Le concordat est inauguré en grande pompe par le premier consul, avec l'éclat de l'ancienne cour, dans l'église Notre-Dame, le jour de Pâques (18 avril, 28 germ.).

Le dimanche et les quatre grandes fêtes religieuses sont rétablis. Abandon du système décadaire, bien qu'on conserve le calendrier républicain. Sénatus-consulte pour donner amnistie pleine et entière à tous les émigrés qui rentreront avant le 1^{er} vend. AN XI (26 avril). Adoption, à une grande majorité, du projet de loi qui réorganise l'enseignement (1^{er} mai) : fondation de quarante lycées avec cinq mille cent vingt bourses et un fonds annuel de trois millions cinq cent quatre-vingt-quatre mille francs, restauration de l'étude des langues mortes ; éducation tout à fait militaire. La création de la Légion d'honneur est votée au Conseil d'Etat par 14 voix contre 10 ; au tribunal par 58 contre 38 ; au corps législatif par 170 contre 110 (19 mai). — Le sénat n'ayant prolongé le consulat que pour dix ans (6 mai), le peuple vote le consulat à vie : 3,568,885 sur 3,577,259 votants. Au tribunal, Carnot seul a voté contre. Le sénat proclame Napoléon Bonaparte premier consul à vie (2 août, 14 therm.). Remaniement de la constitution, favorable à l'autorité monarchique (4 août) : tous les collèges électoraux d'arrondissement et de département seront élus à vie par les assemblées de canton, qui représenteront seules le peuple ; le sénat, qui est porté à cent vingt membres, peut modifier la constitution et la suspendre, dissoudre le corps législatif, et casser les décisions des tribunaux ; le tribunal, réduit à cinquante membres, est comme une section du conseil d'Etat ; l'assemblée législative ne sert qu'à voter les décrets. Le premier consul peut désigner son successeur. Il a, outre les Tuileries, Saint-Cloud. Suppression du ministère de la police, que remplace une direction générale attachée au ministère de la justice. — Le Piémont, dont la possession nous a été reconnue par les traités, est réuni au territoire français et forme six départements (11 sept.) : la Doire, chef-lieu Ivree ; la Sécia, chef-lieu Vercelli ; le Pô, chef-lieu Turin ;

la Stura, ch.-l. Coni ; Marengo, ch.-l. Alexandrie ; le Tanaro, ch.-l. Asti. A la mort du duc de Parme et Plaisance, ses États selon la convention du 21 mars 1801, sont occupés (9 oct., 17 vend. AN XI). — Travaux intérieurs. Canaux de l'Ourcq et de Saint-Quentin, canal de Nantes à Brest ; digue de Cherbourg. Grand chemin du Simplon, dans les Alpes du Valais. Route du mont Genève, entre les sources de la Durance et celles de la Doire ripaire. Projets de colonies militaires en Italie et dans les départements du Rhin. Réorganisation de l'Institut qui sera partagé en quatre classes. Largesses au clergé. — Sensation produite par le *Génie du Christianisme*, de Chateaubriand, il relève les beautés morales et poétiques de la religion. — *Delphine* : de Mme de Staël. — Début de Charles Nodier : *Stella ou les Proscrits*. — Travaux philosophiques de Cabanis, de Maine de Biran, de Bonald. — *Lettres d'un habitant de Genève à ses contemporains*, ouvr. socialiste du comte de Saint-Simon. — L'esclavage est rétabli aux colonies (20 mai).

Maliti. — Le général français Leclerc, venu avec vingt mille hommes, se rend maître par surprise de Toussaint-Louverture, qui, envoyé en France y mourra. Soumission d'un autre général des noirs, Jacques Des-salines. La fièvre jaune autant que la guerre décime l'armée française. Mort de Leclerc (2 nov.). L'insurrection recommence de tous côtés.

Illes Ioniennes. — Guerre civile depuis la naissance de la république ; un plénipotentiaire russe vient apaiser les troubles. La Russie garantit la constitution. Le secrétaire d'Etat Capo d'Istria, ranime l'esprit grec : écoles, enseignement de la langue et de la littérature de la Grèce ancienne.

Italie et Suisse. — La république cisalpine n'existe plus que de nom depuis qu'elle a accepté pour président le premier consul (26 janv.), surtout après l'incorporation du Pié-

mont à la France (11 sept.). — Le Valais forme une république particulière (3 avril). — En Sardaigne, abdication de Charles-Emmanuel IV (4 juin); son frère Victor-Emmanuel I lui succède. — Troubles en Suisse. Médiation du premier consul; il fait entrer une armée de trente mille hommes (21 oct.).

Russie. — Nouvelle organisation du service administratif: un ministre à la tête de chaque département (20 sept.). Création des ministères de l'intérieur et de l'instruction publique. — Le sénat devient un corps intermédiaire entre le prince et la noblesse. — Taganrog, au fond de la mer d'Azof, prend rang parmi les premiers ports de commerce.

1803.

Allemagne. — Mort de Herder, l'auteur des *Idées sur l'histoire de l'humanité*.

Allemagne, Autriche, France, Prusse et Russie. — La ferme volonté du premier consul qui met à profit tour à tour l'ambition de la Prusse et l'orgueil de la Russie, puissance médiatrice, fait résoudre, après un an de laborieux efforts, la question si compliquée du remaniement du territoire, au moyen de la sécularisation des principautés ecclésiastiques. Part faite à la Prusse dans la Westphalie et la Hesse. L'archev. de Salzbourg est donné à l'ancien grand-duc de Toscane, l'archiduc Ferdinand, qui est fait électeur. Des anciens électeurs ecclésiastiques, un seul est conservé, celui de Mayence qui est chancelier de l'empire, mais son siège est transporté à Ratisbonne. Trois nouveaux électeurs protestants, Bade, Wurtemberg, Hesse. Le collège des villes libres est réduit à huit membres: Augsbourg, Nuremberg, Ratisbonne, où siège la diète, Wetzlar, où siège depuis 1688 la chambre impériale, Francfort, Lubeck, auxquelles on adjoint Hambourg et Brême, qui dépendaient du Hanovre. Un octroi est établi sur le Rhin

pour trouver les sommes nécessaires au complément de toutes les indemnités. Ces résolutions sont acceptées par la diète de Ratisbonne (24 mars). Mais bien des questions ne sont pas encore résolues.

Angleterre et France. — Les Anglais refusent d'évacuer Malte (1^{er} mars). Les Français entrent en Hollande et dans le Hanovre; Bonaparte ferme aux Anglais les ports de France, de Hollande et d'Espagne; il arrête même les sujets de la Grande-Bretagne. Nouveau projet de descente en Angleterre: grands préparatifs à Boulogne. Bonaparte exige l'alliance du roi de Naples, occupe les Abruzzes et la Pouille, ainsi qu'Ancône et Civita-Vecchia dans les États de l'Église. — Les Anglais enlèvent aux Hollandais nos alliés, Surinam, Démérari et Esséquiibo dans la Guyane (19 sept.). — Neutralité imposée par Bonaparte au Portugal et à l'Espagne qui donneront des subsides à la France (30 nov., AN XII).

Angleterre. — Troubles en Irlande (25 juill.). — Dans l'Indostan, lutte contre Holkar, chef d'un État du même nom au milieu des Mahattes.

États-Unis. — La France leur cède (30 avril), moyennant soixante millions, la Louisiane. Elle prend rang d'État presque aussitôt.

France. — École militaire spéciale à Fontainebleau (janv.). École d'arts et métiers à Compiègne (févr.). — Restriction de la liberté de la presse par la censure (27 sept.). — *Traité d'économie politique* de J. B. Say. La réimpression en sera interdite. — Essai du bateau à vapeur de l'Amérique. Fulton à Paris (9 août). Mais le premier consul, pour le projet de descente en Angleterre, ne s'y fierait pas.

Haïti. — Les Français sont refoulés jusqu'au Cap par les noirs Jacques Dessalines et Christophe, et par le mulâtre Pétion. Grand désas-

tre de Rochambeau (nov.). Vengeances des noirs sur les blancs et sur les mulâtres.

Illes Ioniennes. — Nouvelle constitution plus précise (6 déc.) ; influence de la Russie.

Italie. — Mort de Louis I^{er}, roi d'Étrurie (27 mai). Son fils, âgé de quatre ans, est sous la tutelle de sa veuve.

Prusse. — Elle reste neutre en-
e l'Angleterre et la France.

Russie. — Accroissement des forces de terre et de mer. — Ukase pour l'amélioration de l'instruction publique (5 févr.) : subvention donnée aux universités de Dorpat, en Livonie, et de Vilna. Projet de création d'universités à Saint-Petersbourg, à Kharkov, à Kasan. — Ukase pour favoriser l'affranchissement des paysans (20 févr.). — Odessa, ville qui date de vingt ans, reçoit pour gouverneur un Français émigré, le duc de Richelieu, auquel elle devra sa prospérité commerciale (mars). — Voyage autour du monde, de Kru-
senstern.

Suisse. — Acte de médiation du premier consul (19 févr.). La confédération comprendra dix-neuf cantons ; on ajoute aux treize anciens l'Argovie, la Thurgovie, Saint-Gall, les Grisons, le pays de Vaud, le Tessin. La diète fédérale se tiendra alternativement dans les grandes villes. Chaque canton a sa constitution particulière. Le landamman est le premier magistrat de la république. Abolition de tous les privilèges de naissance et de localités.

Turquie. — Les Wahabites, sectaires musulmans qui ont pris la Mecque, menacent le Caire que sauvent les mameluks ; ils enlèvent Médine (30 juill.).

1804.

Angleterre. — Nouveau ministère Pitt (15 mai). — Brevet pris par l'Allemand Winsor pour l'éclairage

au gaz, invention due presque en même temps à l'ingén. franç. Lebon et à l'ingén. angl. Murdoch. — Première caisse d'épargne établie à Tottenham, dans le Middlesex, par Mrs. Priscilla Wakefield. Fondation de la société Biblique.

Autriche. — Impr. d'État à Vienne.

France. — Le parti des chouans émigrés ourdit à Londres une conspiration contre le premier consul ; George Cadoudal a pour complice Pichegru. Arrivés à Paris, ils entraînent le général Moreau. Leur arrestation (15 févr., 25 plu-
v.). — Acte odieux de violence et de colère : le premier consul fait enlever, dans le grand-duché de Bade, au château d'Ettelnheim, à trois lieues au delà du Rhin, le duc d'Enghien, petit-fils du prince de Condé (15 mars) ; translation à Vincennes, condamnation à mort par une commission militaire, exécution dans les fossés du château (20 mars). Le général Pichegru est trouvé étranglé dans sa prison du Temple (5 avril). Le czar et le roi de Suède, beaux-frères du grand-duc de Bade, invitent la diète germanique à demander à la France satisfaction pour la violation du territoire allemand (7 mai). — Le *Code civil*, en trois livres et en 2281 articles, est adopté par le corps législatif. — L'empire héréditaire est voté par le tribunal, le corps législatif et le sénat. Napoléon I^{er} est proclamé empereur à Saint-Cloud (18 mai, 28 flor.). Un sénatus-consulte modifie la constitution : toute publicité est détruite, les séances du sénat deviennent secrètes comme celles du conseil d'État ; monarchie militaire avec des princes, les frères de l'empereur, Joseph et Louis ; avec des grands dignitaires, un archichancelier et un architresorier, Cambacérès et Lebrun ex-consuls, et avec des maréchaux, des chambellans, des pages. Aigle des Césars. Le décret impérial du 29 floréal (19 mai) nomme dix-huit maréchaux : Berthier, Murat, Moncey, Jourdan, Masséna, Augereau, Bernadotte, Soult, Brune, Lan-

nes, Mortier, Ney, Davoust, Bessières, Kellermann, Lefebvre, Pérignon, Sérurier. Pendant ses dix ans de règne, Napoléon n'a nommé que huit maréchaux nouveaux. Issue du procès instruit contre George Cadoudal : vingt condamnations à mort (10 juin); douze exécutions; Moreau, condamné à deux ans de détention, est banni; il passera aux États-Unis. Les suffrages du peuple, exprimés sur des registres, accordent l'hérédité de la couronne impériale à la famille de Bonaparte : 3,572,329 contre 2,569 (6 nov., 15 brum. AN XIII). Pie VII vient sacrer Napoléon à Paris dans l'église Notre-Dame (2 déc., 11 frim.). — Sept cents millions de dépenses, cinq cent soixante millions de revenus ordinaires. Nouvelles ressources financières : vingt-deux millions du subside italien, quarante-huit du subside espagnol, vingt des cautionnements, et quelques millions en blens nationaux. Rétablissement des contributions indirectes sur les objets de consommation, surtout les boissons, vins, eaux-de-vie, bière, cidre; création d'un personnel de la perception, sous le titre de régie des droits réunis; la perception se fait au moyen de l'exercice, les matières imposables sont taxées sur les lieux où elles sont récoltées et fabriquées. Le sel n'est imposé qu'en Piémont. — Les savants Gay-Lussac et Blot font un voyage aérostatique. — Sous le titre d'*Oupnekhat*, traduction en extraits, des Védas, les plus anciens livres sacrés des Indous écrits en langue sanscrite, par l'orientaliste Anquetil Duperron. Il meurt en 1805.

France et Angleterre, Autriche, Espagne, Russie, Suède, Turquie. — L'empereur Alexandre demande que le royaume de Naples et l'Allemagne septentrionale soient évacués par nos troupes, et que la maison de Sardaigne soit indemnisée de ses pertes (21 juill.). — L'empereur d'Allemagne, quand Napoléon a reçu le titre d'empereur,

prend le titre d'empereur d'Autriche, avec le nom de François I^{er} (11 août). — Napoléon au camp de Boulogne, d'où il espère lancer sa flotte contre l'Angleterre. Le lendemain de la Saint-Napoléon (16 août, 28 therm.), distribution des croix d'honneur à l'armée, en présence de cent cinquante mille hommes. La mort de l'amiral Latouche-Tréville, qui commandait l'escadre de Toulon, fait ajourner la descente à l'hiver. — L'empereur Alexandre cesse toute relation avec la France (28 août). — Le roi de Prusse veut rester neutre (26 sept.). Alliance étroite de la Suède avec l'Angleterre (3 déc.). — L'Espagne, alliée de la France, perd trois gallions d'Amérique chargés d'argent, qui sont enlevés par les Anglais (5 oct.). Elle déclare la guerre à l'Angleterre (12 déc.). — L'ambassadeur ottoman quitte Paris le 13.

Haïti. — Le noir Jacques Dessalines chasse les Anglais, et se fait proclamer empereur sous le nom de Jacques I^{er} (8 oct.); il règne en tyran.

Italie. — Pie VII rétablit l'ordre des jésuites à Naples et en Sicile (3 juill.). — Napoléon exige le renvoi du ministre de Naples, Acton.

Turquie. — Révolte des populations chrétiennes de Serbie, opprimées par le pacha de Belgrade Pasvan-Oglou et par les beys turcs; elles auront pour chef le fils d'un pâtre de Bosnie, Czerni-Georges.

1805.

Allemagne. — Mort de Schiller, à quarante-six ans : poète dramatique, et historien de la *Révolution des Pays-Bas*, de la *guerre de Trente ans* (9 mai). Il était ami de Goëthe, et vivait comme lui à Weimar.

Angleterre. — Progrès de la consommation du charbon de terre à Londres : cette année, quatre mille huit cent cinquante-six cargaisons, contenant un million trois cent cinquante mille tonnes. — Walter Scott

est déjà célèbre par des poésies empruntées aux légendes gauliques et par des ballades.

États-Unis. — Réélection de Thomas Jefferson à la présidence.

France et Allemagne, Angleterre, Autriche, Hollande, Italie, Prusse, Russie. — Napoléon veut constituer sur le modèle de l'empire tous les États voisins de la France dont le Directoire avait fait des républiques. Il accepte la monarchie héréditaire d'Italie que lui offre la consulte d'État de la république cisalpine (18 mars). La principauté de Piombino, en Toscane, est donnée à la princesse Elisa, sœur de Napoléon, mariée au sénateur Bacciochi. — Constitution plus monarchique de la Hollande (15 mars) : le pouvoir exécutif est remis à un pensionnaire d'État, Schimmelpenninck. — L'Angleterre organise la troisième coalition. Traité d'alliance avec la Russie (11 avril). — L'empereur reçoit à Milan la couronne de fer des Lombards (26 mai) ; il nomme vice-roi son fils adoptif Eugène de Beauharnais. Le sénat de Gènes demande l'incorporation à la France (4 juin). La petite république de Lucques est convertie en principauté pour être donnée au prince et à la princesse de Piombino le 23. — Napoléon revient à Boulogne (3 août) : il a cent trente-deux mille hommes, quinze mille chevaux, deux mille petits bâtiments de transport ; il attend que ses flottes ouvrent la mer. « Si nous sommes maîtres douze heures de la traversée, écrit-il le 4 août, l'Angleterre a vécu. » — L'Autriche accède à la coalition (9 août). — La fuite de Villeneuve, commandant de l'escadre de Toulon, qui, après avoir combattu l'amiral Calder pour débloquer le Ferrol, au nord-ouest de l'Espagne, rebrousse vers Cadix au lieu de marcher sur Brest, où est bloqué notre amiral Ganteaume ; la connaissance positive des projets de l'Autriche, décident la levée du camp de Boulogne

(27 août). — **Pian de l'immortelle** campagne de 1805. — Quatre-vingt mille Autrichiens, sous l'archiduc Ferdinand et le général Mack, ont passé l'Inn, envahi Munich et chassé l'électeur allié de la France (8 sept.) ; trente mille, sous l'archiduc Jean, occupent le Tyrol ; cent mille, sous l'archiduc Charles, s'avancent sur l'Adige. Deux armées russes doivent se joindre aux Autrichiens. — Le roi de Naples signe une convention de neutralité avec la France (21 sept.). — **Activité de Napoléon** : en un mois, cent cinquante mille hommes sont transportés du camp de Boulogne à la frontière de l'Alsace avec quatre cents pièces de canon (27 août-25 sept.). Décret du sénat pour une levée de quatre-vingt mille hommes (23 sept., 1^{re} vend. AN XIV). Départ de Napoléon (24 sept.). Organisation de la grande armée en sept corps ; réserve de cavalerie sous Murat ; garde impériale, corps d'élite de sept cents hommes, avec de l'artillerie ; grenadiers d'Oudinot. — L'empereur se porte vers la Bavière, le long des Alpes de Souabe, pour tourner le général Mack. Violation de la neutralité prussienne par nos troupes qui traversent le territoire neutre d'Ansbach en Franconie (3 oct.). Passage du Danube (6 oct.) : l'empereur veut prendre position au delà, entre les Autrichiens et les Russes. Une campagne en quinze jours. Des corps d'armée du général Mack, qui s'est établi à Ulm, sont battus à Wertingen (8 oct.) ; à Gunzburg (9 oct.) ; le 10, occupation d'Augsbourg ; le 12, de Munich. Elchingen, au nord-est d'Ulm, sur la gauche du fleuve, est emportée par Ney (14 oct.). Mack capitule avec trente mille hommes (20 oct.). — En Italie, Masséna arrête le prince Charles et passe l'Adige, la Plave, le Tagliamento (oct.). — Mais l'amiral Villeneuve perd, malgré le concours dévoué de l'amiral espagnol Gravina, la bataille de Trafalgar contre Nelson, qui est tué (21 oct.). — Napoléon, après Ulm, précipite son mouvement sur Vienne, où il

arrive le 13 nov. — Il marche contre les Autrichiens et les Russes qui se sont réunis en Moravie. Mémorable victoire d'Austerlitz, le jour anniversaire du couronnement de l'empereur (2 déc., 11 *frim.*) : armistice avec les Autrichiens (6 déc.) ; les Russes obtiennent de se retirer immédiatement. — Pendant les négociations pour la paix avec l'Autriche, Napoléon signe des traités particuliers avec Bade, le Wurtemberg, la Bavière (10, 12, 20 déc.). Traité avec la Prusse (15 déc.) : le Hanovre est cédé à la Prusse, qui livre à la France le marquisat d'Anspach, destiné à la Bavière, la principauté de Neuchâtel, et le duché de Clèves entre Meuse et Rhin, contenant la place de Wesel sur le Rhin. — Traité de Presbourg avec l'Autriche (26 déc.) : Napoléon se réserve l'Italie entière, l'Istrie et la Dalmatie ; il donne à la Bavière les évêchés d'Eichstett et de Passau, la Souabe autrichienne, la ville et l'évêché d'Augsbourg, le Tyrol ; au Wurtemberg, une partie de la Souabe et du Brisgau ; à Bade, une partie du Brisgau et de l'Ortenau ; les électeurs de Wurtemberg et de Bavière sont reconnus rois par l'Autriche, le souverain de Bade se contente de son titre d'électeur ; tous trois, affranchis des droits d'origine féodale qu'exerçait sur eux l'empereur, auront les mêmes prérogatives que lui sur la noblesse immédiate de leurs États : ainsi, dans une partie considérable de l'Allemagne, le pouvoir est centralisé au profit des souverains territoriaux. Faible indemnité pour l'Autriche : blens de l'Ordre teutonique sécularisés à titre héréditaire pour un des archiducs. Ce traité, dans les limites duquel Napoléon aurait dû se maintenir, bien conçu pour le repos de l'Italie et de l'Allemagne, complète l'abaissement de l'Autriche, commencé par le traité de Campo-Formio, continué par celui de Lunéville. Il consacre l'empire comme la paix de Lunéville, après Marengo,

a sanctionné le consulat. — Napoléon déclare que Ferdinand IV de Naples a cessé de régner (27 déc.) : ce prince, après Trafalgar, avait violé le traité de neutralité en recevant d'une escadre anglo-russe dix-huit mille hommes (19 nov.).

France. — Nouveau tarif de douanes (6 févr., 17 *pluv.*). Aggravation des droits sur le café, le sucre, le cacao, le thé, les objets de luxe, le coton, le fer, etc. — Le territoire génois, incorporé à la France (4 juin), formera trois départements : Gènes, chef-lieu Gènes ; Montenotte, chef-lieu Savone ; Apennin, chef-lieu Chiavari. — La suppression du calendrier républicain est décidée (9 sept., 22 *fruct.*) : l'AN XIV ne dépassera pas le 1^{er} janvier 1806, où sera repris le calendrier grégorien. — M^{re} de Staël en Italie écrit *Corinne*.

Russie et Turquie. — La Russie obtient la liberté de navig. sur le Phase, Neuve d'Arménie (22 févr.). Elle y bâtit deux forts. Traité d'alliance renouvelé pour neuf ans (30 déc.).

1806.

Allemagne. — *Nitridate*, ou tabl. de toutes les langues par Adelung.

Angleterre. — Mort de William Pitt à quarante-sept ans (23 janv.). Ministère plus enclin à la paix : Fox aux affaires étrangères ; Grenville, premier lord de la trésorerie, est principal ministre ; M. Windham à la guerre ; M. Gray à l'amirauté. — Congrève, officier d'artillerie, invente les fusées qui portent son nom (janv.) : elles seront essayées contre les ports de France. — La mort de Fox (sept.) sera favorable au parti de la guerre. — La comp. des Indes hérite du dernier rejeton du Mogol.

États-Unis. — Fulton navigue en bateau à vapeur sur l'Hudson.

France. — 1806 est la plus belle année de l'empire, comme 1802 fut la plus belle du consulat. Paris reçoit les drapeaux pris sur l'ennemi (1^{er} janv.). Napoléon assiste à Munich au

mariage d'Eugène Beauharnais avec la princesse Auguste de Bavière, le 14. Accueil triomphal à Paris le 26. On lui donne le titre de Grand. Le sénat consacre un monument à sa gloire et à celle de l'armée. — Par décret impérial, l'église de Saint-Denis est consacrée à la sépulture des empereurs; celle de Sainte-Geneviève (le Panthéon) est rendue au culte (20 févr.). — Rétablissement du crédit public et privé, le trésor est réformé avec les contributions levées en pays conquis. Le ministère des finances sera pendant huit ans, de 1806 à 1814, aux mains habiles et intègres de M. Mollien. Avec un effectif militaire de quatre cent cinquante mille hommes et des besoins de service considérables, le budget ne dépasse pas sept cents millions, et, en ajoutant les frais de perception, huit cent vingt. Extension des droits des contributions indirectes, rétablissement de l'impôt sur le sel; nouvelle organisation de la trésorerie et de la banque de France; liquidation des arriérés. Projets de travaux d'art : à Paris, colonne de la place Vendôme faite avec le bronze des canons enlevés à l'ennemi, sur le modèle de la colonne Trajane de Rome; arc de triomphe sur la place du Carrousel, achèvement du Louvre et des Tuileries, arc de l'Étoile, fontaines; canaux du Rhône au Rhin, du Rhin à l'Escaut; routes de Tarrare, de Metz à Mayence. — Création de l'université impériale, avec un corps enseignant, sur le projet de l'administrateur de l'instruction publique, M. Fourcroy (6 mai). — Adoption du code de procédure civile (9 mai). — Adjonction au conseil d'État de maîtres de requêtes; il connaîtra de tous les marchés passés avec le gouvernement (juin). — Organisation du conseil des prud'hommes à Lyon (18 mars). — Exposition de l'industrie à Paris (sept.-oct.). — *Les Pestiférés de Jaffa*, de Gros, commencent une réaction contre l'école académique de David. — Population : 29 107 425 âmes.

France et Allemagne, Autriche, Hollande, Italie. — Ferdinand IV se retire en Sicile (15 janv.); Masséna entre à Naples avec Joseph Bonaparte, frère aîné de l'empereur, alors âgé de trente-huit ans (15 févr.); organisation nouvelle du royaume. Le prince Eugène, vice-roi d'Italie, occupe les États vénitiens cédés par le traité de Presbourg; le général Molitor, la Dalmatie. Au sud de ce pays, les bouches du Cattaro sont prises, malgré le traité, par les Russes qui, depuis deux ans, ont garnison à Corfou (4 mars). — Système d'empire avec des royaumes vassaux, des grands-duchés et des duchés, comme dans l'empire germanique; les rois et ducs conserveront leur qualité de grands dignitaires de l'empire français : résolutions présentées au sénat pour être converties en articles des constitutions de l'empire (mars, avril-juin). Statut constitutionnel de la famille Bonaparte (30 mars) : Joseph Bonaparte est créé roi de Naples et de Sicile, Gaëte seule lui résiste avec le secours des Anglais. Louis Bonaparte est donné pour roi à la Hollande (5 juin). Massa-Carrara a été réunie au duché de Lucques, donné à Elisa, sœur de l'empereur, le duché de Guastalla à son autre sœur, la belle Pauline, mariée au prince Borghèse, qui le vendit bientôt au royaume d'Italie pour quelques millions. Murat, époux de Caroline Bonaparte, a le grand-duché de Berg et de Clèves (15 mars). La principauté souveraine de Neuchâtel est attribuée au maréchal Berthier (mars); celle de Bénévent à Talleyrand, celle de Ponte-Corvo à Bernadotte, beau-frère de Joseph (juin). Napoléon réserve dans les États vénitiens douze fiefs sous titre de duchés, quatre dans le royaume de Naples, un dans la principauté de Massa, trois dans les pays de Parme et Plaisance, qu'il donnera successivement à d'illustres serviteurs, sans aucun pouvoir féodal, mais avec une part dans le quinzième des revenus et une por-

tion des domaines nationaux. L'archi-trésorier Lebrun est fait duc de Plaisance; l'archichancelier Cambacérès refuse toute terre ducal. Des dotations, des titres de comtes et de barons seront affectés aux différents services militaires et civils. — Napoléon achève l'organisation de son empire et d'un nouveau système européen en créant sous la protection de la France la confédération du Rhin (12 juill.). Le siège de la nouvelle diète est à Francfort. La Prusse et l'Autriche sont laissées en dehors. Deux collèges : I. Collège de rois, comprenant : 1° le prince primat, ex-électeur de Mayence; 2° le roi de Bavière, auquel sont données les villes libres de Nuremberg et de Ratisbonne; 3° le roi de Wurtemberg; 4° le grand-duc de Bade; 5° le grand-duc de Berg, Murat; 6° le grand-duc de Hesse-Darmstadt. II. Collège des princes : ducs de Nassau-Usingen-Wellbourg; princes de Hohenzollern-Hechingen-Sigmaringen; princes de Salm-Salm; Salm-Kirbourg; Isambourg; Aremberg; Lichtenstein; Leyen. La noblesse immédiate, enclavée dans les territoires de ces différents États, est définitivement incorporée; elle perd les droits souverains de législation, de juridiction suprême, de haute police, d'impôt, de recrutement. Les princes, réunis en confédération du Rhin, notifient à la diète de Ratisbonne leur séparation du corps germanique (1^{er} août) : l'empire d'Allemagne, après mille six ans, cesse d'exister. François II en abdique le titre (6 août). — La Prusse avec l'assentiment de Napoléon a pris possession du Hanovre (28 janv.)

France et Angleterre, États-Unis, Prusse, Russie. — Le roi de Prusse, Frédéric-Guillaume, demande que les troupes françaises repassent le Rhin (août) et, excité par l'entourage de la jeune reine, Louise-Amélie, part pour l'armée (21 sept.). — La Prusse est le principal élément de la quatrième coalition. —

Napoléon part de Paris le 26 sept. Premiers succès à Schleitz, entre la Saale supérieure et le haut Elster (9 oct.); à Saalsfeld (10 oct.). Les deux armées prussiennes sont défaites le même jour, l'une à Iéna, sur la Saale, entre Weimar et Gera, par Napoléon en personne; l'autre à Auerstaedt, à quatre lieues au nord, par le maréchal Davoust (14 oct.); mort du duc de Brunswick, neveu et élève du grand Frédéric; complète désorganisation. Napoléon ménage la maison de Saxe, bernadotte est vainqueur des Prussiens à Halle (16, 17 oct.). Napoléon à Potsdam (25 oct.). à Berlin (28 oct.). Capitulation du prince de Hohenlohe; puis de Blücher à Lubeck (6 nov.). Reddition de Lubeck (7 nov.), de Custrin, de Magdebourg sur l'Elbe (8 nov.). Il ne reste de la monarchie prussienne que la Silésie et la Prusse orientale. — L'Angleterre défendant (mai) commerce aux neutres sur les côtes de France et d'Allemagne, depuis Brest jusqu'aux bouches de l'Elbe, Napoléon établit, par un décret daté de Berlin, le blocus continental (21 nov.); tout commerce avec l'Angleterre est interdit à la France, à ses alliés, aux pays qu'occupent ses armées; prohibition de toutes marchandises anglaises. — Inutiles négociations d'armistice dans les conférences de Charlottenbourg, à l'ouest de Berlin (nov.); le baron de Stein pousse le roi de Prusse à la guerre. — Entrée des Français en Pologne. Enthousiasme des Polonais : Murat et Davoust à Varsovie (28 nov.). Napoléon signe à Posen le traité qui fait roi l'électeur de Saxe. Napoléon à Varsovie (15 déc.). — Arrivée de cent vingt mille Russes sur la Narew, affluent oriental de la Vistule. Napoléon les coupe de la mer, et les jette dans l'intérieur boisé, marécageux et inculte de la Pologne; combats de Czarnowo, Pultusk, Golymin, Soldau (26 déc.). Il ne peut les poursuivre à cause du mauvais état des routes. Quartier d'hiver de Napoléon sur la Vistule, entre le Bog, la Narew, l'Ukra. — Dans l'espoir de compen-

ser les effets du blocus continental, l'Angleterre fait un traité d'amitié, de navigation et de commerce avec les États-Unis (31 déc.).

Mali. — Le noir Henri Christophe, le mulâtre Pétion, assassinent l'empereur Jacques I^{er} Dessalines. Après sa mort, leur rivalité sanglante.

Russie et Turquie. — Dans le Daghestan, sur la mer Caspienne, les Russes occupent Derbent (3 juill.); elle sera plusieurs fois conquise et perdue; ils prennent au sud la province de Chirvan. — Dissentiment entre les deux cours au sujet de la Valachie et de la Moldavie, dont les hospodars, Constantin Ypsilanti et Morousis, dévoués à l'Angleterre et la Russie, ont été déposés par la Porte. Napoléon envoie au sultan, pour l'affermir, le général Sébastiani. Quoique Sélim rétablisse les hospodars, les Russes prennent Jassy (29 nov.) et Bukarest (27 déc.).

Turquie. — Guerre d'Indépendance de Servie : Czerni-Georges, chef des Serviens, prend Belgrade d'assaut (13 déc.). — En Égypte, puissance du gouverneur ou vice-roi, le pacha Mehemet-Ali, qui se dit du même âge que Napoléon : originaire de la Roumélle, sans éducation, d'abord marchand, puis corsaire, chef de bande, il s'est élevé, à force d'astuce, de courage et de cruauté, au gouvernement d'un pays livré à l'anarchie.

1807.

Angleterre. — Le cabinet Grenville, qui s'était maintenu après la mort de Fox, se retire parce que George III refuse les concessions promises aux Irlandais (mars). Ministère Canning. Dissolution du parlement, nouvelles élections aux cris de : à bas les papistes; majorité considérable pour le cabinet (juin). — Il n'a pas secondé à temps la coalition sur le continent.

Angleterre et Danemark, France, Pologne, Portugal,

Prusse, Russie, Suède. — Un ordre du cabinet britannique décrète la confiscation de tous les bâtiments se rendant en France ou dans les pays alliés de la France (7 janv.). — Campagne d'hiver en Silésie. Prise de Glogau et de Breslau par les Français (7 janv.). — Siège de Dantzick. — Les Français, menacés d'être surpris par les Russes dans leurs quartiers d'hiver de la Vistule, sont d'abord vainqueurs à Mohrungen (25 janv.), deux fois encore entre la Passarge et l'Alle, et près de l'Alle, à Hoff (5, 7 févr.). Enfin, Napoléon gagne à Eylau, avec 54 000 hommes contre 72 000, la plus sanglante de ses victoires (8 févr.) : les Russes sont poursuivis jusqu'aux bords de la Prégel. — Merveilleuse activité de Napoléon à Osterode et à Finkenstein, pour nourrir l'armée, la recruter, et administrer l'empire. Armée de réserve de cent mille hommes créée en Allemagne, contre l'Autriche, qui refuse son concours : elle sera composée de quarante mille Français avec des Allemands, des Italiens, des Hollandais, des Espagnols, sous le maréchal Brune. Encouragements aux manufactures, au commerce. Surveillance des journaux de Paris, de l'Académie, de l'Opéra; ordre d'expulsion de M^{me} de Staël, qui publie *Corinne*. — Neutralité absolue imposée aux Suédois (18 avril). Capitulation de Dantzick, après avoir résisté au maréchal Lefebvre du 19 mars au 26 mai. — Les Russes qui ont repris l'offensive, battus à Heilsberg (10 juin), sont écrasés à Friedland le jour anniversaire de Marengo (14 juin). Soult occupe Königsberg (16 juin). Quartier général de Napoléon, sur le Niémen, à Tilsitt. Il accorde un armistice au roi de Prusse et à l'empereur de Russie (22 juin). Célèbre entrevue des deux empereurs, sur un radeau, au milieu du Niémen. Traités de Tilsitt (8 juill.) : Napoléon rend au roi de Prusse la vieille Prusse, la Poméranie, le Brandebourg, la Silésie; Dantzick est réservé pour devenir ville libre;

la Prusse n'a plus Magdebourg, sur l'Elbe; les provinces à la gauche de ce fleuve et le grand-duché de Hesse-Cassel forment un royaume de Westphalie pour Jérôme Bonaparte, qui a conquis la Silésie; reconstitution d'un État polonais avec les duchés de Posen et de Varsovie, sous le titre de grand-duché de Varsovie, pour le roi de Saxe qui est admis dans la confédération du Rhin; reconnaissance par Alexandre 1^{er} de toutes les créations européennes de Napoléon; les princes d'Oldenbourg et de Mecklembourg doivent être rétablis dans leurs souverainetés; la Russie sera médiatrice entre la France et l'Angleterre, la France entre la Porte et la Russie. Articles secrets au sujet des bouches du Cattaro que doit restituer la Russie, de Joseph Bonaparte qui doit être reconnu comme roi des Deux-Siciles; de Magdebourg, qui sera rendue à la Prusse si le Hanovre reste au roi de Westphalie. Conventions occultes contre l'Angleterre et la Turquie que Napoléon n'espère plus diriger depuis la chute de Sélim (9 juill.). — Les opérations militaires ont été admirables; mais, depuis 1805, en construisant un édifice immense, trop vite, avec des fondements mal assis, Napoléon s'est fait des ennemis irréconciliables, et n'a que des amis impuissants ou douteux. — Effets du blocus continental. La Suède restant fidèle à l'Angleterre, Brune est chargé d'occuper la Poméranie suédoise et de se tenir prêt à assiéger Stralsund (13 juill.). Le Danemark est entraîné dans la coalition continentale contre les Anglais. Développement maritime de la France: occupation des bouches du Cattaro, des Iles Ioniennes, de Raguse, dont prend possession le général Marmont (14 août); constructions navales au Texel, à Brest, à Lorient, à Rochefort, à Cadix, à Toulon. — Affreuses représailles exercées par l'Angleterre sur le Danemark, puissance pacifique, comme elle a fait déjà sur la Turquie (févr., mars); attentat au droit des nations. Entrée

d'une flotte dans le Cattégat (1^{er} août), dans le Sund le 3; arrivée devant Copenhague le 16; trois jours et trois nuits de bombardement parce qu'on refuse aux Anglais la flotte et un arsenal réputé très-riche (2, 3, 4 sept.). Indignation de l'Europe. — La politique continentale de Napoléon contre l'Angleterre est adoptée par l'Autriche (traité de Fontainebleau, 10 oct.), le Danemark, la Prusse. Il encourage Alexandre 1^{er} à enlever aux Suédois la Finlande et lui fait espérer les provinces turques du Danube. Il réorganise la flottille de Boulogne; envoie le général Junot, avec 23 000 hommes, prendre possession du Portugal, faible allié de l'Angleterre (17 oct.). La famille de Bragance s'embarque pour le Brésil (27 nov.). Junot à Lisbonne le 30. — L'Angleterre complète le blocus maritime par de nouveaux ordres du cabinet (11 oct.): tous les bâtiments, destinés pour les ports de l'empire français, doivent d'abord se rendre en Angleterre et y payer une taxe. Déclaration de guerre à la Russie qui demande satisfaction pour le Danemark et la paix avec la France (déc.). Dans les Antilles, occupation des colonies danoises de Saint-Thomas, de Saint-Jean, de Sainte-Croix (27 déc.). — Napoléon déclare dénationalisé et de bonne prise tout bâtiment qui aura abordé en Angleterre ou dans ses colonies (17 déc.).

Espagne et France. — En Espagne, un roi imbécile, une reine adultère, un indigne favori, le prince de la Paix. Par le traité secret de Fontainebleau, Napoléon partage le Portugal avec l'Espagne (27 oct.). Arrestation du prince des Asturies, scènes honteuses; dégradation de la maison royale.

États-Unis. — Puissance de la vapeur éprouvée par Fulton: en quatre jours un bateau fait le double trajet de New-York à Albany sur l'Hudson, aller et retour.

France. — Après la courte ses-

sion du 16 août au 21 sept., suppression du tribunal; épuration de la magistrature; institution de la cour des comptes; nouveau code de commerce; création de titres de noblesse héréditaire pour récompenser les services civils et militaires, principautés, duchés, comtés, baronnies; des majorats pourront être constitués pour les fils aînés des nouveaux nobles; augmentation du nombre des cures dans les campagnes. Napoléon demande à chaque classe de l'Institut des rapports approfondis sur la marche des lettres, des sciences et des arts depuis 1789. Rétablissement du cérémonial de l'ancienne cour. — Napoléon part pour l'Italie (16 nov.). Il ordonne partout où il passe des travaux d'utilité publique, à Milan, à Venise, à Udine, à Palma-Nova, à Mantoue. — La régente d'Etrurie abdique et ce pays est réuni à la France (12 déc.). — Le décret qui déclare dénationalisé tout bâtiment qui aura abordé en Angleterre ou dans les colonies, est daté de Milan (17 déc.). — Eugène de Beauharnais reçoit le titre de prince de Venise. Travaux pour lier Gènes au Piémont, le Piémont à la France. Retour à Paris (1^{re} janv. 1808). — *Histoire des républiques italiennes*, par de Sismondi. — L'académie des sciences couronne les travaux de Davy sur l'électricité — Chateaubriand publie *René*.

Haïti. — Le mulâtre Pétion se fait, à Port-au-Prince, président de la répub. des mulâtres. Henri-Christophe est toujours le chef des nègres.

Turquie et Angleterre, Russie. — Attaque audacieuse des Russes et des Anglais contre l'empire ottoman: trois corps russes ont passé le Danube; l'amiral anglais Duckworth force les Dardanelles (19 fév.). Terreur à Constantinople; l'ambassadeur de France, général Sébastiani, des officiers français d'artillerie et du génie soutiennent Sélim III. Impuissante démonstration de Duckworth devant Constantinople (2 mars). — En Égypte, les Anglais enlèvent

Alexandrie (20 mars). — Les Serviens ont pris Sabacz et Nissa (fév.); ils se réunissent aux Russes. — Déposition de Sélim III, odieux aux ulémas et aux janissaires qu'il voulait réformer et rendre moins puissants (29 mai); il est relégué dans le sérail. Avènement de Mustapha son cousin. — Les Anglais sont chassés d'Alexandrie (22 sept.).

1808.

Autriche. — Armements considérables: usage de la conscription; réorganisation de la landwehr; landsturm ou levée en masse.

Danemark. — Mort de Christian VII, à soixante ans, après quarante-deux ans de règne (13 mars). Son fils, Frédéric VI, lui succède.

France. — Organisation de la nouvelle noblesse par décret impérial (1^{er} mars): dix-huit titres de duchés. Neuf sont des noms de terres vénitiennes: Dalmatie, Soult; Istrie, Bessières; Frioul, Duroc; Bellune, Victor; Conéglano, Moncey; Trévise, Mortier; Vicence, Caulincourt; Padoue, Arrighi; Rovigo, Savary. Neuf sont des souvenirs de gloire personnelle: Valmy 1792, Kellermann; Castiglione 1796, Augereau; Rivoli 1797, Masséna; Montébelllo 1800, Lannes; Elchingen 1805, Ney; Auerstedt 1806, Davoust; Dantzig 1807, Lefebvre; Raguse 1807, Marmont; Abrantes 1807, Junot. — Fondation de l'université impériale (17 mars, 17 sept.). M. de Fontanes est le premier grand maître. — Résolution fatale de Napoléon au sujet des Bourbons d'Espagne et du gouvernement pontifical: il veut changer la dynastie en Espagne et s'emparer des États romains, dont les légations étaient déjà réunies au royaume italien. Il aura un million de soldats. — Ayant besoin de l'alliance russe, il laisse Alexandre enlever la Finlande au roi de Suède (févr.). — Premier ouvrage, longtemps obscur, du réformateur socialiste Charles Fourier, fils d'un marchand de draps de

Besançon : la *Théorie des quatre mouvements* pose déjà le principe de l'association des hommes en capital, en travail et en talent, par groupes, séries, phalanges, au moyen de l'attraction passionnée, dont il fait un principe social.

France et Angleterre, Espagne, Italie, Portugal, Russie.—Napoléon emploie odieusement la ruse à l'égard de l'Espagne. Il cherche à décider la fuite de Charles IV en Amérique (févr.). Entrée de Murat, avec une armée, en Espagne (10 mars). Insurrection à Aranjuez pour empêcher la fuite du roi, dans la nuit du 17 au 18 mars; elle décide, le 19, la chute du prince de la Paix, Manuel Godoy, et l'abdication du roi en faveur du prince des Asturies, Ferdinand VII. Murat diffère de reconnaître le nouveau roi; les Français entrent à Madrid le 23. Napoléon, sous prétexte de prononcer comme arbitre entre les deux rois, les attire à Bayonne (avril). — En Italie, il fait occuper Rome sur une menace d'excommunication de Pie VII (2 avril), s'empare des légations, d'Urbino, d'Ancone, de Macerata, de Camerino. Un sénatus-consulte réunit à l'empire les duchés de Parme et Plaisance et le ci-devant royaume d'Étrurie (24 mai). Quatre nouveaux départements : Ombrone, chef-lieu Sienna; Arno, chef-lieu Florence; Méditerranée, chef-lieu Livourne; Taro, chef-lieu Parme. — Arrivée à Bayonne de Ferdinand VII et de Charles IV (20, 30 avril). Charles abandonne la couronne moyennant une riche retraite en France; Ferdinand ne cède ses droits à la famille Bonaparte que lorsqu'il apprend qu'une insurrection des Espagnols à Madrid a été victorieusement réprimée par les Français (2 mai). Choix malheureux de Joseph Bonaparte pour la couronne d'Espagne. L'insurrection et les assassinats menacent déjà de toutes parts les Français; la Junte de Séville organise la résistance au nom de Ferdinand VII (27

mai). Joseph Bonaparte entre en Espagne avec de nouvelles forces (9 juill.). L'Angleterre, alliée de la Junte de Séville, lui a envoyé des troupes sous Wellesley et Moore (4 juill.). — Murat reçoit la couronne de Naples à laquelle renonce le nouveau roi d'Espagne, et abandonne à Napoléon son grand-duché de Berg (juill.). — Victoire du maréchal Bessières à Medina del Rio Seco, au nord-ouest de Valladolid (14 juill.). Humiliante capitulation du général Dupont à Baylen, au nord-est d'Andujar (20 juill.). Joseph est forcé de se retirer à Burgos (1^{re} août). En Aragon, résistance opiniâtre de Saragosse, sous Palafox; les Français lèvent le siège (15 août). — En Portugal, quatorze mille auxiliaires anglais arrivent avec Wellesley (31 juill.). Combat sans résultat de Vimeiro (21 août). Junot cerné dans Lisbonne signe la capitulation de Cintra, et évacue le Portugal le 30. Napoléon rappelle soixante mille hommes cantonnés en Prusse (3 juill.), et aplanit par un traité les différends qui existent encore entre les deux États (6 sept.). Levée de cent soixante mille conscrits (4 sept.). — Napoléon à Erfurth (27 sept., 14 oct.): il se montre aux souverains des États de la confédération du Rhin, visite la cour de Weimar illustrée encore par Wieland, et par Goëthe qui reçoit de lui à Erfurth la décoration de la Légion d'honneur. Entrevue avec Alexandre. Les deux maîtres de l'Occident et du Nord se garantissent la soumission de l'Europe. Napoléon marchera en Espagne, Alexandre attaquera la Suède. — Napoléon emmène en Espagne quatre-vingt mille vieux soldats venus d'Allemagne (7 nov.). Victoires à Burgos, le 10; à Espinosa dans la chaîne des Cantabres, le 12; à Tudela au sud-est de la Navarre, le 23, à Sommo-Sierra, dans des défilés inexpugnables entre la vieille et la nouvelle Castille, le 13. Entrée de Napoléon à Madrid (4 déc.). Pardon général. Décrets pour l'abolition de l'inquisition, la réduc-

tion des deux tiers des couvents, l'augmentation des traitements des curés; la garantie de la dette publique, la restitution aux provinces des dépenses que leur coûtent le séjour des Français et l'insurrection; l'abolition des droits féodaux, la suppression des barrières de province à province, que remplaceront des douanes aux frontières; l'organisation de la cour de cassation qui sera suivie de l'abolition de toutes les justices seigneuriales et particulières (4 déc.). Malgré ces bienfaits, Napoléon aura toujours contre lui le parti de l'indépendance nationale et celui de la religion, la junte de Séville et les moines. Capitulation de Roses le 6 et de Barcelone le 17. — Les Anglais débarquent à la Corogne et marchent sur Saldagna au nord-ouest de Burgos (15 déc.). — Napoléon quitte Madrid le 22. — Le roi de Prusse doit aux sollicitations d'Alexandre l'évacuation de son territoire par les Français (déc.).

Italie.— Joachim Murat a fait son entrée royale à Naples (6 sept.).

Prusse. — Nouvelle organisation de l'armée. Abolition des privilèges accordés à la naissance dans la collation des grades (6 août); déjà, depuis le 10 octobre 1807, les places du gouvernement ne doivent être conférées qu'au mérite sans égard aux titres de noblesse.

Russie et Suède.— Alexandre, avec l'assentiment de Napoléon, dépouille de la Finlande (18 mars) son beau-frère, Gustave IV, qui renonce, par une convention, à tout le pays à l'est du fleuve Kémi (19 nov.). — Gustave IV, mécontent des gardes suédoises, les dégrade.

Turquie. — Un pacha dévoué à Sélim III, Barayctar, provoque une révolution; déposition de Mustapha IV (28 juill.). Mais Sélim III est égorgé dans le sérail. Barayctar fait proclamer Mahmoud II; il se rend odieux aux janissaires en favorisant, comme sous Sélim, un corps rival, les

seymens. Les janissaires font un horrible carnage des seymens (14 nov.); incendie de plusieurs quartiers de Constantinople, le sérail est forcé. Barayctar, avant de périr dans son palais embrasé, a ordonné la mort de Mustapha le 16. Mahmoud promet d'abolir le corps des seymens.

1809.

Allemagne, Angleterre, Autriche, Espagne, France, Italie, Portugal et Russie.— Soult bat vingt mille Anglais près de la Corogne, qui capitule (19 janv.). Saint-Cyr prend Tarragone après avoir enlevé le camp retranché de Llobregat; Victor fait mettre bas les armes devant Tarragone au corps de Venegas, hardi guerilla. Joseph rentre à Madrid le 22. L'empereur arrive à Paris le 23. Soult entre au Ferrol le 27, puis à Vigo, et marche en Portugal, sur Oporto, qu'il prendra le 29 mars. Siège mémorable de Saragosse, qui a recommencé après la bataille de Tudela en nov. 1808: huit mois d'attaque, vingt-huit jours de tranchée ouverte, vingt-trois jours de combat dans les rues, les maisons, les monastères, les églises; capitulation accordée à Palafox (21 févr.). Victoire de Gouvion-Saint-Cyr près de Tarragone (25 févr.); de Sébastiani à Ciudad-Real (27 mars); de Victor à Medelin, sur la route de Badajoz le 28. Les Portugais et les Espagnols attaquent la Guyane, aidés par les Anglais depuis le 12 janv. — Dans les Antilles, les Anglais enlèvent la Martinique (24 févr.). — Guerre imminente avec l'Autriche depuis févr. Napoléon forme de la Toscane un grand-duché pour sa sœur Élisa, princesse de Lucques et de Piombino (2 mars), et donne le grand-duché de Berg au fils mineur du roi de Hollande, Louis Bonaparte, en se réservant l'administration. Création d'une école de cavalerie à Saint-Germain en Laye (8 mars). — Les hostilités sont dénoncées par l'archiduc Charles (9 avril). Guerre de la cinquième

coalition : les dynasties, les peuples, le sacerdoce, le commerce réagissent contre l'empire français. — Les brûlots du colonel Congrève détruisent douze vaisseaux français devant l'île d'Aix, à l'embouchure de la Charente (12 avril). — L'archiduc Charles passe l'Inn (9 avril) et enlève Munich. Napoléon est le 18 à Ingolstadt. Victoire d'Abensberg à l'est d'Ingolstadt le 20; le 21, prise de Landshut sur l'Isar; combat héroïque soutenu à Eckmühl, par Davoust; le 22; le 23, prise de Ratisbonne, blessure de Napoléon au talon. Victoire d'Ebersberg au confluent de la Traun. Napoléon est devant Vienne (10 mai); commencement de bombardement; l'archiduc Maximilien capitule le 13. — Insurrection nationale du Tyrol, depuis le 8 avril, sous André Hofer; Lefebvre entre dans Inspruck (19 mai). — Dans le nord de l'Allemagne, des associations dites Tugend-bund (liens de vertu) provoquent l'insurrection au nom de la patrie allemande; courses armées des majors prussiens Katt et Schill, de Doernberg, et du duc de Brunswick-Oels (du 3 avril au 31 mai). — De Vienne, Napoléon décrète la réunion des États romains à l'empire (17 mai). — La grande armée autrichienne étant en Moravie, Napoléon passe le Danube. Sanglantes journées d'Aspern et d'Essling, où est tué le maréchal Lannes (21, 22 mai). La rupture des ponts n'a permis qu'à une partie de l'armée de combattre. Quarante jours d'admirables travaux feront de l'île Lobau une place d'armes formidable. — Les Polonais n'étant pas soutenus par les Russes, alliés perfides de Napoléon, ne peuvent empêcher Varsovie de tomber au pouvoir de l'archiduc Ferdinand (fin d'avril). — Les troupes d'Italie aux ordres du prince Eugène, arrêtées quelque temps par l'archiduc Jean à Sacile, à l'est de la Piave (10 avril), le battent à Caldiero, le 29, le poursuivent sur la Piave (8 mai), sur le Tagliamento le 10; occupation de Trieste le 18; retranchements

forcés à Malborghetto et à Tarvis, dans les Alpes Juliennes; quartier général au delà des Alpes, sur la Drave, à Villach le 20. Eugène est à Laybach, sur la Save le 22; vainqueur de Jellachich le 25, il est sur la Muhr, à Léoben le 26, et, pendant que l'archiduc Jean se jette en Hongrie, fait sa jonction avec la grande armée en Styrie, près du Sommering, sur la Muhr le 27. — Marmont, qui gardait la Dalmatie, va rejoindre aussi la grande armée par Laybach (3 juin), et Grätz en Styrie le 24. — En Italie, le pape oppose aux violences de Napoléon l'excommunication (10 juin). — Quinze mille Siciliens et Anglais menacent Naples (12 juin). Enlèvement du pape (6 juill.), qui est conduit à Savone. — En Allemagne, répression des insurrections du Tyrol, du Vorarlberg et de l'Allemagne centrale (juin). — Victoire d'Eugène à Raab sur l'archiduc Jean (14 juin); prise de Raab; siège de Presbourg par Davoust le 27. — La grande armée passe le Danube (4 juill.). Méorable journée de Wagram le 6. Armistice de Znaim en Moravie (11 juill.); les conférences pour la paix dureront plus de deux mois. — L'Angleterre, qui, en Afrique, nous enlève le Sénégal, prend Flessingue (15 août), qu'elle gardera quatre mois. — En Espagne, Suchet bat l'Espagnol Blake, près de Saragosse (15 juin), et, au sud-est, à Belchite le 18. Lutte péniblement soutenue par le roi Joseph à Talavera-la-Reina sur le Tage, contre Wellesley, qui sera nommé vicomte de Wellington (28 juill.). Jourdan, Victor, Soult, Ney, Mortier, sont peu d'accord. Venegas est vaincu par Sébastiani à Almonacid au sud-est de Madrid (21 août). Rien de décisif : la présence de Napoléon serait nécessaire. — Attentat de l'Allemand Stars à Schœnbrunn sur Napoléon; le traité de Vienne est signé au nom de l'Autriche par le prince de Lichtenstein (14 oct.). La confédération du Rhin s'agrandit du pays de Salzbourg et d'une partie de la haute Autriche la

Saxe des enclaves de la Bohême, le grand-duché de Varsovie de la nouvelle Gallicie et de Cracovie, la Russie d'une partie de l'ancienne Gallicie; l'empire français garde, sous le nom de provinces Illyriennes, les pays de Goritz sur l'Isonzo, de Trieste, de Carniole, de Villach, une partie de la Croatie, le littoral hongrois, l'Autriche autrichienne, la rive droite de la Save qui sera la limite entre les deux États; l'Autriche adhère au système continental contre l'Angleterre. — Victoire de Soult à Ocana au sud-est d'Aranjuez (19 nov.). L'Andalousie est ouverte aux Français. Beau fait d'armes à Albuja du Tormès, au sud-est de Salamanque le 25. Occupation de Gironne (10 déc.).

Espagne.— Décrets du roi Joseph contraires à l'esprit espagnol: abolition de tous les couvents (18 août); suppression de la grandesse et de tous les titres non renouvelés par lui le 20; suppression de tous les ordres de chevalerie, excepté l'ordre royal d'Espagne, créé en 1808, et l'ordre de la Toison d'or (18 sept.).

États-Unis.— Le congrès, pour garder une stricte neutralité entre la France et l'Angleterre, exclut des ports des États les vaisseaux des deux nations (1^{er} mars). — Election présidentielle: Jefferson a refusé une troisième candidature. Presque unanimité en faveur de James Madison, né dans la Virginie.

France.— A Schoenbrunn même, Berthier est nommé prince de Wagram; Davoust, prince d'Eckmühl; Masséna, prince d'Essling, avec des châteaux et des dotations considérables (15 août); dotations aux amputés; pensions aux veuves, adoption des orphelins. — M. Régnier, ministre de la justice, est fait duc de Massa-Carrara; Champagny, ministre des affaires étrangères, duc de Cadore; Gaudin, ministre des finances, duc de Gaète; Fouché, ministre de la police, duc d'Ortante; Clarke, ministre de la guerre, duc de

Feltre; Maret, ministre secrétaire d'État, duc de Bassano (19 nov.). — Divorce de Napoléon et de Joséphine (16 déc.). — Publication de Chateaubriand, *les Martyrs*; de Joseph de Maistre, *le Pape*.

Malt.— Le général français Ferand, après s'être maintenu pendant cinq ans contre les noirs, ne peut tenir contre les Espagnols et les Anglais. Convention pour évacuer l'île (7 juill.).

Iles Ioniennes.— Deux seulement, Corfou et Sainte-Maure, échappent aux mains des Anglais (oct.).

Italie.— Murat supprime à Naples tous les ordres religieux (9 sept.).

Russie, Suède et Turquie.— Alexandre déclare la guerre à la Porte. Les Russes prennent Giurgevo, au sud de la Valachie (1^{er} avril), passent le Danube; mais la bataille de Tartariza, à l'est de Silistrie, est indécise (22 oct.). Tormassov prend, à l'embouchure du Rouni (ancien Phase), le fort de Poti (14 nov.). — Succès contre la Suède troublée à l'intérieur: les Russes à Tornéa (26 mai); ils occupent la Bothnie occidentale jusqu'à Umeå. Le traité signé à Frédérikshamm, à l'ouest de Viborg, leur laisse la Finlande et la Bothnie jusqu'à la Tornéa avec les îles d'Åland (17 sept.).

Suède.— Révolution (13 mars). Le conseil, l'armée, le peuple sont d'accord contre Gustave IV parce qu'il persévère dans l'alliance anglaise, politique désastreuse pour la Suède. Il est retenu prisonnier dans un château. Conseil de régence sous la présid. du vieux duc de Sudermannie, Charles son oncle. Abdic. de Gustave IV le 29. Son oncle, par décision de la diète, devient roi (5 juin). La Constit. est remaniée. Charles XIII n'a pas d'héritier direct. — Traité de paix avec le Danemark (11 déc.).

Turquie.— Nouvelle révolte de la Serbie (juill.). — Les Wahabites,

qui ont menacé la Syrie et pris Damas, détruisent le commerce des Anglais dans le nord du golfe Persique.

1810.

Allemagne. — Imitation des principes d'organisation française : division du royaume de Bavière en neuf cercles, de celui de Wurtemberg en douze départements (1^{er} oct. ; 12 nov.).

Angleterre. — Agitation réformiste. Troubles à Londres au sujet de Francis Burdett (avril).

Angleterre, Autriche, Espagne, France, Hollande, Italie, Portugal, Sicile et Suède.

— La Suède accède au blocus continental contre l'Angleterre (6 janv.). En retour, Napoléon lui restitue la Poméranie. — Les Anglais nous enlèvent la Guadeloupe (3 févr.). — Succès des Français en Espagne (janv.). Ils prennent Jaen, Cordoue, Carmona, de Grenade. Séville se rend à Soult (1^{er} févr.); la junte se réfugie dans l'île de Léon, et bientôt à Cadix. — Un sénatus-consulte réunit à l'empire français l'État de Rome qui formera 2 départements, Rome et Trasmène (17 févr.); le pape est réduit à la souveraineté spirituelle avec une dotation; Rome reçoit le titre de seconde ville de l'empire. Le royaume d'Italie est agrandi du Tyrol méridional que cède le roi de Bavière (28 févr.); le roi sera indemnisé par la cession de Ratisbonne. — Napoléon oblige son frère, le roi de Hollande, à observer le blocus continental et à interdire à ses sujets tout commerce avec l'Angleterre (16 mars). Napoléon se fait céder, comme gage, le Brabant hollandais et la Zélande. — Second mariage de Napoléon avec l'archiduchesse Marie-Louise à Saint-Cloud (1^{er} avril). — Réunion à l'empire du Brabant hollandais qui forme le département des Bouches-du-Rhin, chef-lieu Bois-le-Duc (27 avril); les îles de la Zélande forment le département des Bouches-de-l'Escaut, chef-lieu Middelbourg (15 mai). La frontière

française du Rhin est alors complète. Louis Napoléon ne veut pas rester roi sans indépendance; il abdique (3 juill.). L'empereur réunit la Hollande à l'empire (9 juill.); Amsterdam sera la troisième ville de l'empire. — Blocus continental poursuivi à outrance : ordre de brûler toutes les marchandises anglaises dans la France et dans les États alliés (18 et 19 août). — Inutile tentative de Murat pour débarquer en Sicile où domine encore l'influence anglaise (oct.), la flotte de Toulon ne sort pas pour appuyer Murat. — Masséna est chargé de réduire le Portugal (mai). Junot enlève Astorga; Ney Ciudad-Rodrigo (10 juill.); Masséna Almeida (28 août), mais il perd contre Wellington la bataille de Busaco à quelque distance de Coïmbre (15 sept). Wellington occupe une triple enceinte de défense dans les lignes inexpugnables de Torres-Vedras au nord-ouest de Lisbonne. Retraite forcée des Français. — En Espagne, Victor assiège la junte dans Cadix; Suchet prend Lérida (14 mai) et Mequinenza, au confluent de l'Èbre et de la Sègre. — Réunion du Valais à l'empire (12 nov.) : il forme le département du Simplon, chef-lieu Sion. — Organisation de la Hollande en départements (13 déc.) : Bouches-de-la-Meuse, chef-lieu la Haye; Zuyderzée, chef-lieu Amsterdam; Yssel supérieur, chef-lieu Arnheim; Bouches de l'Yssel, chef-lieu Zwolle; Frise, chef-lieu Leuwarden; Ems occidental, chef-lieu Groningue. Réunion des territoires maritimes qui s'étendent jusqu'au delà des bouches de l'Elbe, avec les villes hanséatiques et l'importante ville de Lubeck, qui ne formera cependant qu'un chef-lieu d'arrondissement; départements : d'Ems - supérieur, chef-lieu Osnabrück; Ems-oriental, chef-lieu Aurich; Bouches-du-Weser, chef-lieu Brême; Bouches-de-l'Elbe, chef-lieu Hambourg. Une partie de la Westphalie composera, le 27 avril 1811, le département de la Lippe, chef-lieu Munster : c'est un démembre-

ment du grand-duché de Berg. L'annonce du Danemark et de la Suède assure l'exécution du blocus continental. Le même jour, décret pour une levée de cent soixante mille hommes de terre et de mer (13 déc.). — Les Anglais nous enlèvent l'île de France (3 déc.).

Espagne. — Agitations de ses colonies. Dans l'Amérique du sud, la province de Caracas refuse obéissance à la junte de Séville (19 avril). Révoltes du Mexique, du Chili, de Buenos-Aires, du Paraguay, qui dépend de Buenos-Aires. Dans la Floride occidentale demande d'admission dans la confédération des États-Unis.

France. — Berthier, prince de Wagram, fait à la cour de Vienne la demande de la main de Marie-Louise (3 mars). Mariage civil à Saint-Cloud (1^{er} avril); mariage religieux au Louvre (2 avril). — Napoléon et Marie-Louise visitent la Belgique et tout le bassin de l'Escaut du 27 avril au 1^{er} juin. Institution de l'école de Brest. — Au retour, disgrâce de Fouché (3 juin). Le duc de Rovigo, Savary, le remplace à la police générale. — L'empire français comprend maintenant cent trente départements, peuplés de quarante-deux millions d'hommes, parlant quatre idiomes, français, italien, flamand ou hollandais, allemand, ayant avec bien des diversités autant de religions. La vice-roy. de l'Italie, les prov. Illyriennes, l'île d'Elbe ont leur gouvern. particulier. — Régie des tabacs (29 déc.). — Code pénal. — L'institut décerne trente-cinq prix decennaux pour les meilleurs ouvrages de lettres, de sciences et d'art. — L'abbé Maury, cardinal, accepte, malgré la défense de Pie VII, et gardera jusqu'en 1814, l'archevêché de Paris (14 oct.). — Travaux scientifiques de Cuvier, Al. Brongniart, Delambre, l'Allemand Gall venu à Paris depuis 1807, Gay-Lussac, Thenard. — Exposition brillante au Louvre des ouvrages des artistes vivants, particulièrement de David, Gros, Guérin, Gé-

rard émules de Girodet et Prudhon. — *L'Édipe* de Ingres. — *Traité de la défense des places*, par Carnot.

Prusse. — Mort de la reine Louise-Amélie à Strélitz à trente-quatre ans (21 août). — Université ouverte à Berlin (15 oct.). — Nouvelle organisation de toutes les fonctions publiques; toute l'administration est soumise au contrôle du chancelier (27 oct.). Abolition des communautés et des corporations.

Russie. — Organisation du conseil suprême, qui discutera tous les projets de lois (1^{er} janvier). — Création du corps des voies de communication. — L'extension du territoire de l'empire français, les exigences du système continental, dont souffrait la Russie, sans profiter de la guerre de la France contre l'Angleterre, indisposent Alexandre. Il prépare ses armées, ouvre ses ports aux marchandises anglaises et prohibe celles de la France (31 déc.).

Russie et Turquie. — Les Russes, sous Kaminski et Langeron, émigré français, passent le Danube près d'Hirchova; siège et capitulation de l'importante place de Silistrie; le grand vizir est bloqué dans Schumla (mai-juillet), après qu'un corps russe a menacé Varna. — Les Russes sont reçus en amis sur le territoire des Serbiens (oct.).

Suède. — Charles XIII, qui n'a pas d'enfant, adopte, comme héritier présomptif, Charles-Auguste de Holstein-Augustembourg, d'une branche cadette de sa maison et de la maison de Danemark (10 janv.). Ce prince, âgé de quarante-deux ans, meurt d'une attaque d'apoplexie (29 mai). On le croit empoisonné. La populace massacre, le jour de ses funérailles, le comte de Fersen, accusé de ce prétendu crime (21 juin). Un parti national se forme pour le maréchal français Bernadotte, beau-frère de Joseph-Napoléon, qui, en 1807, avait bien traité des Suédois pris à Stralsund; Bernadotte accepte l'offre de

la succession au trône, assentiment de Napoléon. Les états généraux d'Orébro, sur la proposition du roi, le proclament prince royal (21 août). Charles XIII l'adopte pour fils. Bernadotte se fait protestant, il prête serment (1^{er} nov.). Agé de quarante-six ans, il a déjà un fils de onze ans. — La Suède déclare la guerre à l'Angleterre (17 nov.).

1811.

Amérique du sud et Espagne. — En Amérique, le Paraguay se détache tout à fait de la métropole, proclame son indépendance, et se donne un directeur, le docteur Francia, avocat né à l'Assomption, âgé de cinquante-trois ans. — Au Mexique, défaite du chef des rebelles, Hidalgo.

Angleterre. — Démence du roi ; le parlement nomme régent le prince de Galles, mais il ne pourra ni conférer la pairie ni accorder des offices en survivance (8 janv.). — Prem. école d'adultes dans le pays de Galles. — Soc. anglicane pour l'inst. primaire à Londres. — Premier bateau à vapeur anglais sur la Clyde, d'une force de trois chevaux. — Loi contre la traite. — Population : 13 millions.

Angleterre, Espagne et France. — L'Espagne est l'unique théâtre, en Europe, de la guerre entre Napoléon et l'Angleterre. Suchet prend Tortose (2 janv.), l'Aragon (28 juil.), Sagonte (30 oct.) et attaque Valence, dépôt général des ressources du parti national (26 déc.) : il est fait maréchal. — A l'ouest et au sud de l'Espagne, progrès de Soult. Une bataille lui livre Olivenza (22 janv.), une autre Badajoz, capitale de l'Estremadure (11 mars). Bataille meurtrière et indécise d'Albuera (16 mai). Cependant les Anglais rentrent en Portugal (17 juil.). Vaine tentative de Wellington sur Ciudad-Rodrigo, au sud-ouest du royaume de Léon, que ravitaillaient les troupes françaises (sept.).

Autriche. — Sorte de banqueroute par la patente impér. du 20 fév.

États-Unis. — La Floride qui, en se séparant de l'Espagne, avait demandé à entrer dans l'Union, est l'occasion de dissensions avec l'Angleterre. Rupture prochaine, surtout à cause du droit de visite vexatoire exercé par les croiseurs anglais sur les navires de commerce (oct.) : combat entre une frégate américaine et une corvette anglaise.

France et Russie. — Le duché d'Oldenbourg, enclavant des possessions françaises entre l'Ems et le Weser, est réuni à l'empire quoique son souverain soit beau-frère d'Alexandre I^{er} (18 févr.). Dépit de la Russie.

France. — Naissance d'un héritier de l'empire (20 mars) ; il reçoit le titre de roi de Rome. — Chateaubriand, qui a été élu à l'Académie française à la place de Joseph Chénier, n'est pas admis à prononcer son discours de réception où il juge les actes de la révolution et la mort de Louis XVI (24 avril). — Captif de l'empereur, Pie VII refuse l'institution catholique des évêques de l'empire. Réunion inutile d'un concile national à Paris (juin-juil.) Cependant les quatre-vingt-quinze évêques assemblés décident que, six mois après la notification faite au pape, si l'institution canonique des évêques nommés n'est pas donnée, l'institution par le métropolitain sera suffisante ; le métropolitain lui-même sera institué par le plus ancien évêque de la province (5 août). Le décret est confirmé par une bulle pontificale datée de Savone (20 sept.). — Régie des tabacs. Un ministère des manufactures et du commerce (22 juil.). — Voyage de deux mois dans le nord de la France et en Hollande (19 sept.-11 nov.). Immenses travaux à Anvers, où un bassin ayant vingt-six pieds d'eau peut contenir quatre-vingt-dix vaisseaux de ligne. — Décret contre la liberté de la presse, daté des bords de l'Escaut (26 sept.). La censure sera pratiquée par les autorités locales ; dans quatre-vingts villes de

l'empire, pourra être publiée une feuille périodique d'affiches, d'annonces et d'avis divers. — Organisation définitive de l'Université impériale (15 nov.). — Appel sous les drapeaux, comme à la fin de 1810, de cent vingt mille hommes (déc.).

Haïti. — Le noir Henri-Christophe, malgré l'opposition du chef des mulâtres, Pétion, reste maître de la plus grande partie de l'île. A quarante-quatre ans, il reçoit des nègres le titre de roi (3 avril). Sa cour au Cap, au nord-ouest. Organisation européenne : noblesse héréditaire de ducs et de comtes, formée parmi les nègres, création d'évêchés, d'églises, d'écoles, d'établissements scientifiques. Pétion garde le sud avec Port-au-Prince.

Hollande. — Les Anglais lui enlèvent le riche comptoir de Batavia (26 août).

Prusse. — Améliorations intérieures. — Inauguration de l'université de Breslau, dans laquelle a été fondue celle de Francfort (19 oct.).

Russie et Turquie. — Les Russes, unis aux Serviens, prennent Belgrade (10 févr.). Un nouveau grand vizir les arrête. Retraite de Koutousoff, mais il rase toutes les forteresses au sud du Danube. Combat au sud de Roustchouk (4 juill.); les Turcs reprennent Glurgevo, mais cerné à Slobovia, le grand vizir est obligé de se rendre prisonnier (14 oct.). Suspension d'armes.

Turquie. — En Égypte, le pacha Méhémet - Ali fait massacrer tous les beys mameluks qu'il a attirés au Caire (1^{er} mars). Il confisque leurs terres : tous les fellahs qui les cultivaient deviennent ses serviteurs et ses fermiers en même temps qu'ils sont ses sujets.

— Célèbre comète de 1811, vue en septembre et octobre.

1812.

Allemagne. De la Science

Symbolique et de la Mythologie, par le docteur Fréd. Creuzer, 1^{er} volume.

Angleterre. — Système socialiste exposé par Robert Owen. Dans ses nouvelles vues de société, ou *Essais sur la formation du caractère humain*, il prétend fonder le règne de la bienveillance sur l'irresponsabilité humaine, sur la communauté des intérêts, combinée avec l'égalité de droits.

Angleterre, Espagne, France et Sicile. — Prise de Valence, par le maréchal Suchet qui est nommé duc d'Albufera (9 janv.). Mais Wellington prend Ciudad-Rodrigo (19 janv.) et Badajoz (7 avril). — Les cortès publient à Cadix la constitution de 1812 (19 mars) : la souveraineté réside dans la nation ; le pouvoir exécutif appartient au roi ; il partage la puissance législative avec les cortès ; responsabilité des ministres ; liberté de la presse excepté pour tout ce qui a rapport à la religion ; point de privilèges pour les impôts. — En Sicile, par l'influence du chef anglais lord Bentinck, le roi Ferdinand abdique (12 janv.) ; son fils, François, reçoit le titre de vicaire général, et la reine Marie-Caroline d'Autriche est renvoyée (7 mai). Constitution libérale sur le modèle de la constit. anglaise (juin) : la féodalité est abolie ; la puissance législative est exercée, en partage avec le roi, par un parlement composé de deux chambres. — Wellington gagne sur Marmont la bataille décisive de Salamanque ou des Arapiles (22 juill.). Le vainqueur entre dans Madrid (11 août). Soult lève le siège de Cadix le 25, pour rejoindre Marmont. Wellington, arrêté pendant trente jours devant le château de Burgos, se retire vers le Portugal. Joseph rentre dans sa capitale ; la moitié de la péninsule lui reste. Mais les deux cent soixante-dix mille hommes occupés au sud des Pyrénées feront faute à Napoléon au centre de l'Europe en 1813. — Les Portugais du Brésil enlèvent aux Espagnols Montevideo, sur le golfe de Rio de la Plata.

États-Unis. — Guerre déclarée par le congrès à l'Angleterre conformément à la proposition de son président M. Clay (18 juin) : elle durera plus de deux ans. — Admission, au rang d'État, de la Louisiane, achetée à la France depuis neuf ans.

France et Russie. — Napoléon se préparant à attaquer la Russie, la Prusse lui promet vingt mille hommes (24 févr.) et l'Autriche un contingent (24 mars). En stipulant avec l'Autriche l'échange de la Gallicie contre les provinces Illyriennes, Napoléon paraît vouloir créer un royaume de Pologne qui serait équilibré à la Russie comme les royaumes de Bavière et de Wurtemberg font équilibre à l'Autriche et ceux de Saxe et de Westphalie à la Prusse. Ultimatum de l'Angleterre : elle veut que la dynastie de Ferdinand soit reconnue en Espagne (23 avril) ; ultimatum de la Russie le 24 : que les Français se retirent derrière le Rhin. Ces deux puissances ont gagné la Suède (21 mars) à qui Napoléon a refusé la Norvège. — Napoléon est aux prises avec la sixième coalition. Capitulation renouvelée avec la Suisse pour en tirer des régiments, le 28. — Napoléon à Dresde, où il tient une cour de rois. Alexandre I^{er} met fin à la guerre avec la Porte par l'avantageux traité de Bucharest (28 mai). — Déclaration de guerre (22 juin). Forces de Napoléon : cinq cent soixante-dix mille hommes, soixante mille chevaux, onze cent quatre-vingts pièces de canon ; dix corps d'armée. Forces des Russes supérieures en nombre. — Passage du Niémen, aux environs de Kowno (24 juin) ; les Russes se retirent sur la Duna, le laissent occuper Vilna, capitale de la Lithuanie, le 28. Il y reste dix-sept jours et n'accorde pas aux Polonais le rétablissement du royaume de Pologne. Les Français remontent le long de la Duna. Au delà de Polotsk, rude rencontre d'Ostrowno (25 juill.) qui précède l'occupation de Vittepsk le 28. Le

prince Bagration a été battu à Mohilev, sur le Dniéper le 23. Prise de Dunabourg, entre la Courlande et la Livonie (2 août). A Smolensk, Barclay et Bagration évitent une bataille générale le 17 : la ville est enlevée de vive force avec de grandes pertes ; les Russes, en se retirant, incendient les villes et dévastent les provinces : ce système de défense sera suivi partout. Une faute de Junot empêche la destruction de l'armée de Barclay sur les hauteurs de Valoutina, près du Dniéper (20 août). Saint-Cyr est vainqueur à Polotsk et est fait maréchal. Entrée des Français à Viasma le 30 : cette ville était déjà incendiée. Enfin, près de la Moskowa, dans la position de Borodino, à vingt lieues de Moscou, une bataille est livrée par le feld-maréchal Kutusov (7 sept.) : elle coûte aux Russes cinquante mille hommes. Le lendemain, encore un combat à Mojaisk. Entrée de Murat à Moscou le 14, de Napoléon le 15. Le gouverneur Rostopchin incendie la ville. Napoléon, malgré l'approche de l'hiver, perd quatre semaines à Moscou, en attendant la paix. Première neige (13 oct.). — Retraite le 18. Il faut déjà combattre, à Winkowo, près de la Nara. Napoléon sort de Moscou le 19. Évacuation complète de cette ville le 23. Victoire du prince Eugène à Malo-Jaroslavetz, le 24. Kutusov veut nous devancer dans Smolensk ; un de ses corps d'armée, près de Viasma, est culbuté par Davoust et le prince Eugène (2 nov.). La retraite devient désastreuse quand le froid s'élève le 7. Toute l'armée est réunie à Smolensk le 9 ; effroyables désordres, avec une multitude affamée. Nécessité d'arriver à la Bérésina avant l'ennemi : marche dans cette direction (13 nov.). Accroissement subit du froid, les 14, 15 et 16, seize et dix-huit degrés au-dessous de zéro ; pertes considérables d'hommes et de chevaux ; les trainards sont la proie des Cosaques. Les troupes sont après le combat de Krasnoï, à Orcha, sur le Dniéper, au nord de Mohilev, le 19. Le Polonais Dombrowski défend la

tête du pont de Borisov sur la Bérésina contre l'avant-garde de l'armée de Volhynie que commande Tchichakov, le 23. Cette rivière, large de quarante toises, charriant des glaces, est presque inabordable à cause des marais, le 24. Napoléon préside aux travaux du passage les 26 et 27. Double combat sur les deux rives de la Bérésina contre l'armée de Volhynie, et contre l'armée de la Duna que commande Wittgenstein, le 28. Victor recueille les blessés, les bagages, l'artillerie et les traîneurs qui sont encore à la rive gauche le 29 : les ponts enfin sont brûlés. — L'armée se dirige sur la route de Vilna. Napoléon date de Malodeozeno le vingt-neuvième bulletin de la grande armée, qui répandit tant d'effroi et de douleur en France (3 déc.). Napoléon part inconnu en laissant le commandement à Murat, le 5 ; et rentre aux Tuileries la nuit du 18 au 19. — Après le départ de Napoléon, cruel état de l'armée. Vingt-huit degrés de froid. Les quarante mille hommes qui peuvent encore marcher et combattre arrivent à Vilna, dénués de tout. Trois armées russes les poursuivent : mouvement rétrograde jusqu'à Kowno, sur le Niémen, et successivement jusqu'à Kœnigsberg, Varsovie, Posen ; Murat ne garde même pas la ligne de la Vistule. Les Prussiens ne sont pas des allés plus utiles ou plus fidèles que les Autrichiens ; leur général, York, capitule le 31 : ce qui réduit Macdonald, qui avait eu des succès au n. du Niémen, à la retraite. — Le bar. de Stein anime les Prussiens.

France. — Napoléon a supprimé toutes les corporations religieuses dans les départements réunis à la France en 1810 (8 janv.). — Le pape est conduit de Savone à Fontainebleau (20 juin) : la présence de prélats italiens et français ne déguise pas une captivité réelle. Actes arbitraires et persécutions contre les membres du clergé qui n'acceptent pas les dernières décisions au sujet de l'institution canonique des évê-

ques. — Le jour de l'évacuation de Moscou, conspiration du général Mallet, à Paris ; elle est près de réussir (23 oct.). Une commission militaire juge les coupables le 29, douze conjurés sont exécutés. — Le lendemain de la publication du vingt-neuvième bulletin, arrivée imprévue de Napoléon (18 déc.). Tous les corps de l'État montrent encore une obéissance sans bornes. — La désastreuse campagne de Russie commence la ruine de l'empire : la nation est accablée par les conscriptions, les impôts, le blocus, les cours prévoyantes, les droits réunis : les peuples et les dynasties aspirent à se relever.

Norvège. — Université créée à Christiania (10 avril) ; elle ne sera ouverte qu'en 1813.

Russie et Turquie. — La guerre, suspendue par l'armistice du 14 octobre 1811, a recommencé le 19 janvier : passage du Danube par les Russes (fév.). Traité secret pour une paix définitive, à Bucharest, en Valachie (28 mai) : la frontière russe est reculée du Dniester au Pruth, et comprend la Bessarabie ; cession aux Russes d'une branche du bas Danube jusqu'à l'embouchure ; la Serbie reste soumise à la Porte, mais elle sera gouvernée équitablement avec un conseil national sans pachas. L'armée russe du Danube sert contre Napoléon à la Bérésina.

1813.

Allemagne, Angleterre, Autriche, Espagne, France, Prusse, Russie et Suède. — Fin de la campagne de Russie. Murat abandonne le commandement que prend le prince Eugène (16 janv.). Un mois de séjour à Posen, bien utile aux héroïques débris de la grande armée. Les ponts de Crozen et de Francfort, sur l'Oder, sont brûlés. Berlin est le dernier terme de la retraite (21 févr.). — Le sénat accorde à Napoléon trois cent cinquante mille hommes (11 janv.). Le budget des dépenses pour 1813 est

fixé à un milliard cent cinquante millions (rapport du 25 févr.). Napoléon réserve, en cas de minorité, la régence à l'impératrice (5 févr.). Formation de la garde d'honneur à cheval (3 avril) : elle sera composée de jeunes gens riches qu'il oblige au service quoiqu'ils aient satisfait à la loi de la conscription. — Frédéric-Guillaume appelle aux armes toute la population virile de la Prusse (3, 9, 10 févr.); et bientôt s'adresse au patriotisme de tous les Allemands le 19. Kutusov, à Kalich, déclare la confédération du Rhin dissoute. Discours de Fichte; pamphlets de Kotzebue; chants patriotiques de Körner et de Fr. Schlegel. L'Autriche se concerta déjà secrètement avec la Russie et l'Angleterre (29 mars). Alliance de la Suède avec l'Angleterre, moyennant des subsides et la promesse de la Norvège danoise (3 mars). — Septième coalition. — Napoléon est forcé de laisser en Espagne deux cent mille hommes qui ne pourront que se tenir sur la défensive. — Départ de Napoléon pour Mayence (15 avril). Il fera la campagne avec une armée de conscrits et presque sans cavalerie. Journée de Weissenfels, sur la Saale (1^{er} mai); le 2, journée de Lutzen, contre soixante mille Russes et quarante-cinq mille Prussiens; Napoléon ne peut poursuivre les vaincus faute de cavalerie. A Dresde, il raffermit son alliance avec le vieux roi de Saxe. Quatre jours de combat avec les troupes russes et prussiennes en Lusace à Bautzen, Wurtchen, Hochkirchen (19, 20, 21, 22 mai). Les Français vainqueurs arrivent jusqu'à l'Oder près de Breslau. — Renouvellement de l'alliance du Danemark avec Napoléon (29 mai). — Napoléon se décide à accepter la médiation de l'Autriche; armistice de quarante jours (3 juin). Congrès ouvert à Prague (5 juill.). Convention particulière de l'Autriche avec les alliés (9 juill.); elle complète ses armements. — Désastreux effet des nouvelles de l'Espagne. Joseph, qui a abandonné Madrid (28 mai), est battu à Vitoria au nord de

l'Èbre (21 juin); fulte précipitée, jusqu'à Tolosa, où le général Foy contient l'armée. Soult est envoyé par Napoléon pour organiser l'armée de défense (21 juill.). Les Anglais assiègent Pampelune et Saint-Sébastien. — Au congrès de Prague, propositions de l'Autriche : partage du grand-duché de Varsovie, entre la Russie, l'Autriche et la Prusse; indépendance des villes hanséatiques; reconstruction de la Prusse avec une frontière sur l'Elbe; cession à l'Autriche de toutes les provinces Illyriennes avec Trieste. Elles sont soumises tardivement à Napoléon, qui est à Dresde (8 août). Son adhésion presque complète; mais elle arrive après la dissolution du congrès (10 août); l'armistice est dénoncé. Déclaration de guerre de l'Autriche à la France (15 août). — Seconde campagne contre la septième coalition. Les confédérés ont cinq cent mille hommes en trois armées : 1^{re} de Bohême, sous Schwartzemberg; 2^e de Silésie, sous le Prussien Blücher; 3^e du nord sous Bernadotte; outre cent mille hommes sur l'Elbe inférieur et en Pologne, et des forces autrichiennes considérables en Italie. Moreau est dans le camp des alliés depuis le 16 août. Napoléon a trois cent mille hommes en onze corps. — Ney est forcé d'abandonner ses positions en Silésie (21 août). Attaque de Schwartzemberg sur Dresde; grande bataille (27 août); Moreau est tué, Napoléon ne peut achever sa victoire faute de cavalerie. Oudinot est repoussé par Bernadotte à Gross-Beeren au nord de Witttemberg, Ney à Dennewitz, au nord-est, où deux divisions saxonnes passent à Bernadotte (5 sept.). Macdonald vaincu en Silésie par Blücher, sur la Katzbach (26 août), est ramené au delà de Gornitz, en Lusace. Vandamme se heurte avec dix-huit mille hommes contre soixante-dix mille Russes et Autrichiens, entre Kulin et Tœplitz, au nord de la Bohême; il est pris avec une partie de l'armée (31 août). — A Tœplitz, triple alliance signée par les souverains d'Autriche, de Prusse, de

Russie (2, 9 sept.) ; elle rétablit le *statu quo* de 1803 pour l'Autriche, de 1805 pour la Prusse. — La retraite de Macdonald sur Dresde permet la jonction en Saxe des armées alliées. Napoléon se concentre sur Leipsick. Malgré la défection de la Bavière (8 oct.), position prise pour combattre en avant de Leipsick. Schwartzenberg et Blücher livrent trois combats en un même jour à Wachau (16 oct.) : Poniatowski est fait maréchal. Journée de Leipsick, à laquelle prend part la nouvelle armée russe amenée de Bohême par Benningsen ; horrible ravage de l'artillerie de part et d'autre ; cent trente mille hommes sont vaincus par trois cent mille, les troupes de Saxe et de Wurtemberg ont tourné leurs armes contre nous, le 18. Napoléon ordonne la retraite par Lindenau sur Lutzen : le pont de l'Elster, entre Leipsick et Lindenau, est détruit trop tôt, vingt mille hommes de l'arrière-garde restent sur la rive droite séparés de Napoléon ; beaucoup trouvent la mort dans les flots ; triste fin de Poniatowski. — Retraite avec confusion sur le Rhin par Erfurth, Gotha, la Fulde, et la Kintzig ; hordes de Cosaques sur nos flancs, Blücher à notre poursuite. Nos nouveaux ennemis les Bavaïois, sous Wrède, après l'horrible bombardement de Wurtzbourg, se font écraser à Hanau en voulant nous fermer le passage (30 oct.). Napoléon et son armée à Mayence (2-8 nov.). — Le dernier combat de la campagne est livré par le général Bertrand sur la rive droite du Mein, près de son confluent avec le Rhin, à Hochelm, avant de rentrer en deçà de la frontière. Danger pour notre territoire comme en 1799. — Davoust est enfermé dans Hambourg ; Dantzick est investie. Les Russes bloquent Magdebourg et Torgau, sur l'Elbe (28 oct.) et occupent Cassel, sur la Fulde ; Saint-Cyr capitule dans Dresde (11 nov.). Reddition de Stettin le 21. Le Prussien Bulow entre à Amsterdam le 24, y proclame le rétablissement de la maison d'Orange ; reddition d'U-

trecht (2 déc.) et bientôt de Bréda. Les Suédois à Lubeck le 4. Armistice du Danemark avec les Russes le 15. — Violation de la neutralité de la Suisse (21 déc.) : Schwartzenberg entre en France par le pont de Bâle. Genève ouvre passage aux Autrichiens. — En Italie, inutile victoire d'Eugène à Caldiero (15 nov.). Ferrare, Ravenna sont prises par les Autrichiens. — En Espagne, défensive sur les Pyrénées. — Déclaration des alliés, à Francfort ; ils séparent la cause de Napoléon de celle de la nation française (4 déc.). — Napoléon, par le traité de Valençay, rend l'Espagne à Ferdinand VII (11 déc.).

Angleterre. — Depuis 1793, l'Etat a emprunté 433 millions de livres sterl. et payé 261 millions d'intérêt.

Danemark et Suède. — Le roi de Danemark, notre allié, ayant déclaré la guerre à la Suède (3 sept.) et à la Russie (22 oct.), après la bataille de Leipsick, Bernadotte marche contre le Holstein avec une partie de l'armée du nord : les Danois sont rejetés au delà de l'Eider.

France. — Napoléon obtient du pape à Fontainebleau des articles qui doivent servir de base à un concordat. Rétractation du pape (23 mars). Napoléon n'en prescrit pas moins l'obéissance au nouveau concordat, et même substitue, pour l'institution canonique, le métropolitain au souverain pontife. — Au centre de la France s'organise une association royaliste pour préparer une restauration des Bourbons (mars). — Après les désastreuses journées de Leipsick, le sénat accorde une levée de trois cent mille hommes (déc.). Un décret de l'empereur mobilise cent quatre-vingt mille hommes de garde nationale pour la défense intérieure. Lorsqu'il ordonne la perception d'un supplément d'impôt, résistance du corps législatif : la session, ouverte le 15 déc., est ajournée et, dans l'allocution aux députés, le 1^{er} janvier 1814, Napoléon traite les oppo-

sants de factieux et de traitres vendus à l'Angleterre. Les défections intérieures coïncident avec l'invasion étrangère. — *L'Allemagne*, ouvrage de M^{re} de Staël, publié à Londres. *Tibère*, trag. de Mar.-Jos. Chénier. *Hist. des littératures du midi de l'Europe*, par le Gênois Sismondi.

Pays-Bas. — Guillaume-Frédéric, âgé de quarante et un ans, est proclamé souverain des Pays-Bas (1^{er} déc.).

Prusse. — Au moment de commencer la guerre contre la France, le roi a fondé l'ordre de la croix de fer (10 mars.) — Comme c'est au nom des principes libéraux invoqués par les rois que l'Allemagne s'est levée contre Napoléon, dans un édit de finances, il promet de donner à ses peuples une part légitime de pouvoir par l'établissement d'une assemblée représentative (27 oct.).

Russie. — Traité de frontière avec la Perse (12 oct.).

Turquie. — En Serbie, ouverture du conseil national, à Kragojévast (janv.). La guerre est recommencée avec les Turcs (juill.). Les Serviens perdent Sabatz, sur la Save, et Belgrade (5-14 oct.), et font leur soumission : leur chef, Czerni Georges, se retire en Russie.

1814.

Amérique du sud. — Au Paraguay Francia, consul depuis 1813, se fait dictateur. Administration très-cruelle, mais vigoureuse; prospérité de l'Etat. Comme sous le gouvernement des jésuites, l'entrée du pays est interdite aux étrangers. Le pouvoir du clergé catholique est aboli.

Angleterre, Autriche, France, Prusse, Russie, etc. — Invasion du territoire français. Schwartzemberg a franchi le Rhin à Bâle (31 déc.), et s'avance par l'Alsace et la Franche-Comté. Passage du Rhin, au confluent du Neckar, à Mannheim, par l'armée prussienne sous Blücher (1^{er} janv.); elle s'avance par la Lorraine. L'armée du nord sous Bernadotte a déjà envahi la Hollande et

pénètre dans la Belgique. Réunion des trois souverains de Russie, Prusse, Autriche à Vesoul, le 23; quartier général à Langres, où Schwartzemberg arrivera, où il sera rejoint par Blücher le 25. — Du côté des Pyrénées, les Anglais passent la Bidassoa sous Wellington. En Italie, Murat accède à la coalition dans l'espoir de garder la couronne de Naples, le 11. Le Danemark a été forcé de conclure le traité de Kiel avec la Suède et l'Angleterre le 14. — Napoléon n'a que soixante mille hommes contre des forces six fois plus nombreuses; Châlons-sur-Marne est le point de rendez-vous. — Il laisse partir Pie VII de Fontainebleau pour retourner à Rome, le 23. — Campagne de France. Napoléon va se poster (25 janv.) à Vitry-le-Français, entre Blücher, qui veut descendre la Marne, et Schwartzemberg, qui veut descendre la Seine pour tomber sur Paris; il court de l'une de ces deux armées à l'autre et les bat tour à tour, mais les victoires en se multipliant l'épuisent. — Premier engagement heureux à Saint-Dizier contre Blücher, le 27. Victoire de Brienne, le 29. Mais la pénible bataille de la Rothière (1^{er} févr.) le force à se replier jusqu'à Troyes, et ensuite jusqu'à Nogent-sur-Seine. Lorsque Blücher s'avance sur Paris, Napoléon l'écrase dans les combats de Champ-Aubert, le 10, de Montmirail, le 11, de Château-Thierry, le 13, et de Champ-Aubert encore, près de Vauchamps, le 14 : Blücher se retire sur Châlons. — Schwartzemberg, à son tour, menace Paris. Napoléon quitte Blücher pour arrêter la marche des Autrichiens; les combats de Guignes, Mormans, Nangis le 17, font reculer l'ennemi jusqu'à Montereau, où il essuie de grandes pertes le 18. Les Autrichiens sont battus encore à Méry-sur-Seine : les Français rentrent dans Troyes le 24. Napoléon y fait punir une manifestation royaliste qui y avait eu lieu le 11. — Mais Soult se replie des Pyrénées sur Toulouse, Augereau des

Alpes sur Lyon; Maison, de la Belgique sur les places fortes du département du Nord. — L'armée de Bernadotte se réunit aux corps de Bucher, qui va de nouveau pouvoir s'avancer sur Paris. — Napoléon n'a pu se résoudre à accepter les limites de 1789 que pose comme ultimatum le congrès de Châtillon-sur-Seine. Les puissances ont signé entre elles le traité de Chaumont pour poursuivre de concert la guerre contre la France, si elle n'accepte pas ces conditions (1^{er} mars). Elles ne paraissent pas songer encore à la restauration des Bourbons, quoique le duc de Berry soit venu d'Angleterre et ait débarqué à l'île de Jersey (12-14 janv.), le duc d'Angoulême à Saint-Jean-de-Luz (2 févr.), et que le comte d'Artois leur père soit à Vesoul depuis le 21 février. — Napoléon marche sur la Marne pour arrêter le second mouvement de Blücher vers Paris (3 mars). Blücher, qui lui échappe près de la Ferté-sous-Jouarre et près de Soissons, se retire sur Laon. Bataille indécise de Craonne le 7. Napoléon se replie sur l'Aisne, occupe Soissons, enlève Reims aux Russes le 13, entre à Épernay le 17. — Le second mouvement de Schwarzenberg sur Paris ramène Napoléon dans le bassin de la Seine. Il manœuvre pour opérer sur les derrières de l'ennemi, pour le couper du Rhin et ramasser les garnisons des places fortes. En route, il livre le combat d'Arcis-sur-Aube le 20, et fait une pointe jusque sur Saint-Dizier. Mais toutes les forces alliées, réunies à Châlons-sur-Marne le 23 mars, courent sur Paris, dont la route est ouverte. Napoléon a décrété trop tard une levée en masse le 5. — Deux cent mille hommes partent de Châlons (25 mars). Lyon a été occupée par les Autrichiens le 21. Alexandre a reçu à Troyes par M. de Vitrolles les premières ouvertures pour le rétablissement des Bourbons. Bordeaux est la première ville qui se soit déclarée pour eux en accueillant le duc d'Angoulême le 12. Les alliés descendent la Marne

sur les deux rives, combattent Mortier et Marmont à Fère-Champenoise, et à la Ferté-Gaucher le 27; arrivent à Meaux le 29, et bientôt devant Paris. Fautes du conseil de régence; incurie du roi Joseph: l'impératrice-régente et le roi de Rome ont été emmenés à Biols. Fatales journées du 29 et du 30 mars; impuissante défense sur la butte Chaumont. Capitulation de Paris (31 mars). Napoléon, qui n'a quitté Saint-Dizier que le 28, arrive trop tard à cinq lieues de Paris, à Fromenteau, le 30 au soir; il se concentre sur Fontainebleau. — Entrée des alliés dans Paris (31 mars). Le sénat nomme un gouvernement provisoire de cinq membres où l'abbé de Montesquiou représente les royalistes (1^{er} avril), et prononce la déchéance de Napoléon et l'abolition du droit d'hérédité dans sa famille le 3. A Fontainebleau, où les maréchaux refusent de marcher sur Paris, abdication de Napoléon en faveur de sa femme et de son fils. La défection, à Essonne, de Marmont décide Alexandre à rejeter le projet de régence du roi de Rome le 3. Napoléon se résigne à une abdication absolue (6 avril). Le sénat déclare que le peuple français appelle librement au trône Louis-Stanislas-Xavier de France, frère du dernier roi (6 avril). La cocarde blanche est prise par la garde nationale de Paris, le jour où Soult gagnait contre Wellington la bataille de Toulouse, stérile victoire, dernier événement de cette héroïque campagne de 1814 (10 avril). Napoléon ne doit garder que la principauté de l'île d'Elbe, le 11. Marie-Louise aura les duchés de Parme et Plaisance. Il essaye de s'empoisonner. Le comte d'Artois vient aux Tuileries comme lieutenant général du royaume (12 avril). Touchants adieux de Napoléon à ses vieux soldats; il part pour l'île d'Elbe où l'accompagneront quelques centaines de braves le 20 avril. Le même jour Louis XVIII quitte sa retraite d'Hartwell, à quarante-trois milles de Londres, et, comme roi

de France, fait une entrée solennelle à Londres. Désastreuse convention d'armistice négociée par M. de Talleyrand, le 23 avril : elle réduit la France à ses frontières du 1^{er} janvier 1792, et livre aux alliés cinquante-trois places fortes, douze cents bouches à feu, trente et un vaisseaux, douze frégates, perte équivalant à deux cent soixante millions. Louis XVIII débarque à Calais le 24 avril ; la fille de Louis XVI, duchesse d'Angoulême, le prince de Condé, le duc de Bourbon l'accompagnent. Marie-Louise quitte la France le 26 avril. Un mois après, l'ex-impératrice Joséphine Beauharnais meurt à la Malmaison (29 mai). — Louis XVIII s'arrête à Compiègne (29 avril), où viennent le visiter les trois souverains (1^{er} mai) ; Alexandre l'engage à donner à ses peuples des institutions libérales. A Saint-Ouen, près de Saint-Denis, le roi publie une déclaration qui jette les bases du gouvernement représentatif (2 mai). Entrée de Louis XVIII à Paris (3 mai). — Premier ministère de la Restauration (13 mai) : M. de Barntin aux sceaux qu'il avait eus sous Louis XVI, M. de Talleyrand aux affaires étrangères, l'abbé de Montesquiou à l'intérieur, le comte Dupont à la guerre, l'abbé Louis aux finances, M. Malouet à la marine et aux colonies, M. de Blacas à la maison du roi ; point de ministre de la police, mais un directeur général, M. Beugnot, qui succédera à M. Malouet, mort en septembre. — Essais de reconstruction de l'ancien régime. Tous les princes reçoivent des titres de colonels généraux des gardes nationales, des Suisses, de l'infanterie de ligne, etc., le 13 et le 15. Le duc d'Angoulême, grand amiral, le 18. Maison militaire du roi sur le pied d'autrefois, le 23 : Berthier et Marmont deviennent capitaines des gardes du corps. Le roi aura des gardes de la Porte et des Cent-Suisses (15 juill.). — Traité de Paris (30 mai) : on nous rend un tiers de l'immense matériel livré par l'armistice ; la Gua-

deloupe, la Martinique, la Guyane ; l'Angleterre garde les îles Sainte-Lucie et Tabago aux Antilles, l'île de France et Malte ; l'Espagne obtient la partie de Saint-Domingue acquise à la France par le traité de Bâle en 1795. — Louis, par la grâce de Dieu, roi de France et de Navarre, octroie la charte constitutionnelle : séance royale au palais Bourbon (4 juin) ; Louis XVIII y réunit le sénat et le corps législatif qui devient, sans élection nouvelle, la chambre des députés des départements. Principes de la charte : royauté héréditaire, deux chambres, une élue, l'autre composée par le roi ; vote de l'impôt ; liberté publique et individuelle ; liberté de la presse et des cultes ; inviolabilité des propriétés, même des biens nationaux vendus ; ministres responsables ; juges inamovibles ; pouvoir judiciaire indépendant ; dette publique garantie ; maintien des pensions, grades, honneurs militaires de l'ancienne et de la nouvelle noblesse, de la Légion d'honneur (avec l'effigie de Henri IV au lieu de celle de Napoléon) ; les emplois civils et militaires accessibles à tous les Français ; nul ne sera poursuivi pour des opinions et des votes. La chambre des pairs est composée de cent cinquante-quatre membres, dont quatorze maréchaux de l'empire et quatre-vingt-onze illustrations de la révolution ; elle siégera au palais du Luxembourg. Les membres des deux chambres prêtent serment de fidélité au roi. — Les grandes institutions, Conseil d'État, Cour de cassation, Cour des comptes, Université, sont conservées. — Ouverture du congrès de Vienne, sous la présidence de Metternich, 1^{er} nov. Auparavant, les plénipotentiaires de la Russie, de la Prusse, de l'Autriche, de l'Angleterre avaient décidé qu'ils régleraient sans le concours de la France la distribution des territoires disponibles. Ils compteront non par étendue de terrain, mais par tête d'homme. Les faits accomplis ont résolu la question pour la Belgique et la Hollande, la

Norvège, le Hanovre, la Lombardie, la Savoie et le Piémont. Après la décision du congrès, le roi de Sardaigne joindra Gènes à ses États (30 déc.). Questions à débattre surtout pour la Pologne, la Saxe, dont le roi est resté jusqu'au dernier moment l'allié de Napoléon, et pour Venise. Quoique la coalition se soit formée au nom de l'indépendance des nations et de la légitimité des souverains, le roi de Prusse veut s'approprier la Saxe; l'Autriche veut Venise; et le czar la Pologne. M. de Talleyrand demande la restauration des Bourbons de Sicile à Naples (déc.).

Angleterre, Danemark, Norvège et Suède. — Le traité de Kiel, signé par le Danemark avec la Suède et l'Angleterre, livre à la Suède, en échange de la Poméranie et de Rugen, et comme compensation de la Finlande abandonnée à la Russie, la Norvège danoise; il laisse à l'Angleterre l'île d'Heligoland au nord des embouchures de l'Elbe et du Weser conquise en 1807; l'Angleterre stipule l'abolition de la traite des nègres (14 janv.): elle ajoutera cette clause à tous ses traités. — Résistance de la Norvège à la domination suédoise. Elle prend pour régent le pr. royal de Danemark Christian Frédéric (19 févr.), qui est fait roi. Constitution votée à Elidsvold, au n. de Christiana (17 mai); peu modifiée après la convention de Moss par laquelle la Norvège accepte le roi de Suède (14 août). Le storting de Christiana prononce la réunion (4 nov.); mais la Norvège garde sa constitution nouvelle; plus de privilèges héréd.

Angleterre et Hanovre. — Le Hanovre est érigé en royaume pour la maison régn. d'Angleterre (26 oct.).

Angleterre. — La première locomotive à vapeur sur des rails de fer est due à George Stephenson. — Restriction du monopole commercial de la compagnie des Indes.

Autriche et Italie. — Un soulèvement du peuple de Milan facilite

le rétablissement de l'autorité autrichienne en Lombardie (20 avril): beaucoup de patriotes auraient voulu conserver la nationalité italienne avec le prince Eugène pour roi. — Restauration du grand-duché de Toscane, et du duché de Modène. — Parme, Plaisance et Guastalla sont réservés à l'impératrice déchuë, Marie-Louise. — Le pape rentre à Rome (24 mai). Il recouvre toutes ses possessions, excepté Avignon, le comtat Venaissin et une partie du district de Ferrare. — Il rétablit l'ordre des jésuites (7 août) et l'inquisition le 15. — Naples est encore aux mains de Murat. — Le roi de Sardaigne Victor-Emmanuel a déjà recouvré la Savoie et le Piémont. Rétablissement de l'ancien régime et des jésuites.

Espagne. — Ferdinand VII, auquel Napoléon a rendu la liberté et la couronne en déc. 1813, reçoit des cortès l'invitation de jurer la constitution avant de monter sur le trône (8 janv.). Il dissout les cortès (10 mai); rétablit l'inquisition et les jésuites. Ceux qui ont pris part au mouvement constitutionnel sont recherchés; sentences d'emprisonnement, d'exil, et de mort. — Insurrection au Mexique, dirigée par Morelos ou Morales; proclamation d'indépendance. Répression par le général espagnol Murillo en 1815. — Le Chili, révolté depuis quatre ans, est soumis par le général Osorio dont les sanglantes représailles décident de nombreuses émigrations à Buenos-Aires. — Au nord, les révoltés de Venezuela et de la Nouvelle-Grenade sont combattus par Murillo.

États-Unis. — Les Anglais prennent Washington, la capitale fédérale (24 août); le Capitole, où siège le congrès, et plusieurs édifices publics sont incendiés. Mais les Anglais sont défaits au lac Champlain. Traité de paix signé à Gand sans ratification. L'un des cinq négociateurs américains, M. Clay, du Kentucky, fait écarter la clause qui devait accorder aux Anglais le droit de navi-

guer sur le Mississippi depuis son embouchure jusqu'à sa source (24 déc.).

France. — Louis XVIII gouverne avec les deux chambres. Session législative du 4 juin au 30 déc. — Ordonnance royale sur la marine (22 juin). Projet de loi sur la censure pour limiter la liberté de penser et d'écrire, présenté le 5 juill., discuté en août et sept., publié le 21 oct. : vingt censeurs royaux. — Présentation du budget (12 juill.) : 805 469 000 francs d'anticipations, ou de fonds détournés et dévorés à l'avance par le gouvernement impérial; l'ensemble des dettes monte à 1 645 469 000 fr. Loi pour le paiement des dettes (40 millions) contractées par la famille royale à l'étranger (sept.). Loi pour la restitution des biens nationaux non vendus (4 nov.). — Suppression des écoles milit. de Saint-Cyr et de Saint-Germain (30 juill.); reconstit. du Prytanée milit. de la Flèche qui devient école royale; rétabliiss. de l'école milit. de Paris sur les bases de la création en 1761. — Une ordonn. permet aux archev. et évêq. d'établir dans chaque départ. une école ecclésiastique (5 oct.). — Responsabilité des imprimeurs dans les délits de presse (loi du 21 oct.). — Soult est ministre de la guerre (3 déc.). — Prorogation des chambres au 1^{er} mal 1815 (30 déc.). — Trav. d'Abel de Rémusat sur la Chine. — *L'Egypte sous les Pharaons*, de J.-F. Champollion d'après les hiéroglyphes. — *Le Censeur journal* de Dunoyer et Comte.

Pays-Bas. — Les puissances alliées décident la réunion de la Belgique aux Pays-Bas hollandais pour le nouveau roi de la maison d'Orange (21 juill.). M. de Capellen l'administre.

Suisse. — Changement de la constitution fédérale. Nouvel acte (8 sept.) : la diète siégera alternativement dans les cantons de Zurich, de Berne et de Lucerne; aucun canton n'aura de sujets, en dépit des prétentions élevées par Berne sur les pays qui lui avaient autrefois appar-

tenu. Trois nouveaux cantons ajoutés aux dix-neuf anciens, Genève, le Valais, Neuchâtel (14 sept.).

1815.

Angleterre. — A la fin de la lutte avec Napoléon, dette consolidée et non consolidée de vingt et un milliards. — Le bill des céréales pour l'admission des grains étrangers sera débattu bien des années. — Lord Elgin vend les marbres du Parthénon au British Museum.

Angleterre, Autriche, France, Prusse, Russie, etc. — Suite du congrès de Vienne. Traité secret entre l'Autriche, la France et l'Angleterre, contre la Russie à laquelle cependant les Bourbons doivent leur restauration (3 janv.). L'Autriche fait conserver les deux tiers de la Saxe au vieux roi Frédéric-Auguste avec Lelpsick que réclamait cependant la Prusse (28 janv.). La Prusse acquiert sept cent mille Saxons, le duché polonais de Posen et beaucoup de pays sur le Rhin et la Moselle, qui constitueront le grand duché prussien du Bas-Rhin, rempart nouveau contre l'ambition de la France. Plus de nation polonaise. Alexandre cependant n'obtient pas la Pologne entière : la Prusse garde le duché de Posen ; deux villes sont indépendantes, Thorn sur la basse Vistule, que protégeront la Prusse et la Russie, Cracovie sur la haute Vistule, que protégeront la Russie et l'Autriche : le reste sera à la Russie comme royaume constitutionnel (janvier). Le nouvel acte fédéral de Suisse est confirmé par le congrès (19 mars) : vingt-deux cantons; les territoires de Bâle, de Berne et de Genève sont agrandis. Par décision du congrès, Guillaume d'Orange qui a la Hollande et la Belgique prend le titre de Guillaume I^{er}, roi des Pays-Bas (16 mars).

En France, cérémonie expiatoire pour Louis XVI et Marie-Antoinette (21 janv.). — Amoindrissement de l'Université impériale par l'ordonnance qui fait des arrondissements

d'instruction publique autant d'universités (17 févr.). — Intrigues du duc d'Utrante, Fouché. — Napoléon repartait en France. Départ de l'île d'Elbe, avec sept cents hommes de vieille garde, trois cents Corses, cent quarante Polonais, les généraux Bertrand, Drouot, Cambronne, etc. (26 févr.). Il débarque au golfe Juan, près de Cannes (1^{er} mars). A Digne, proclamation au peuple français, il parle en citoyen, promet des libertés constitutionnelles le 4. Louis XVIII convoque immédiatement les chambres, déclare Napoléon Bonaparte traître et rebelle, et enjoint de lui courir sus le 6. Napoléon passe à Gap, à la Mure; entre Vizille et Grenoble, le colonel Labédoyère lui amène le 7^e régiment de ligne; Grenoble ne se défend pas. Marche sur Lyon le 8. Les troupes l'accueillent aux cris de : Vive l'empereur; maître de la seconde ville de France, il agit dès lors en souverain dix jours après son débarquement (10 mars). — Décrets du 11 au 13 mars : amnistie pour les fonctionnaires; confiscation des biens des princes de la maison de Bourbon, suppression des titres de noblesse féodale, renvoi des émigrés à l'étranger, abolition de la cocarde blanche, dissolution des deux chambres; réunion des collèges électoraux à Paris en assemblée extraordinaire du champ de mai pour modifier les constitutions de l'empire et assister au couronnement de l'impératrice Marie-Louise et de son fils. — Ney, parti de Paris le 6 tout dévoué au roi, subit en route l'influence commune; et à Lons-le-Saulnier, dans le Jura, avant d'avoir vu Napoléon, déclare à ses soldats « que la cause des Bourbons est à jamais perdue » (13 mars). — Proclamations de Louis XVIII aux Français, à l'armée (11, 12 mars). La chambre des députés déclare nationale la guerre contre Napoléon Bonaparte, le 18 mars. Napoléon a quitté Lyon le 13; passe à Macon, à Chalon-sur-Saône, à Autun le 15, à Auxerre ou le rejoint Ney le 17.

Louis XVIII quitte Paris le 19. Napoléon entre aux Tuileries le soir du 20 mars. — Époque dite des *Cent-Jours*, du 10 mars au 22 juin. Louis XVIII réside à Gand, dans les Pays-Bas, gardant ses titres et faisant acte d'autorité, rendant des ordonnances, etc., comme s'il eût été sur le trône, et conservant son ministère au congrès de Vienne. — Pendant les Cent-Jours, le gouvernement de l'empereur a des tendances plus libérales; la nation semble aussi plus jalouse de ses libertés. Ministère formé avec Caulaincourt, Maret, Cambacérès, Gaudin, Decrès, Davoust, le comte Mollien; l'adjonction de Carnot, républicain sincère, qui accepte le ministère de l'intérieur, est un gage de liberté donné à la nation; l'intrigant Fouché a malheureusement encore le ministère de la police (21 mars). Liberté la plus absolue rendue à la presse le 24. Les lois faites par les assemblées nationales contre les émigrés sont appliquées à la famille royale le 25. Adresse du conseil d'État (25 mars) : elle reconnaît que la souveraineté réside dans le peuple; que l'empereur est appelé à garantir par des institutions tous les principes libéraux. Réponse favorable de l'empereur. Il prend le commandement en chef de la garde nationale de Paris, le 26. Décret pour l'abolition de la traite des nègres le 28. Rétablissement de l'Université d'après le décret du 17 mars 1808, le 30. Direction générale des cultes donnée à M. Bigot, ancien ministre, le 31. Suppression, par décret, à partir du 1^{er} juin, du droit de circulation sur les boissons et du droit de consommation générale sur l'eau-de-vie (8 avril). — La cause royaliste n'est pas soutenue dans les départements. Le duc de Bourbon qui était à Angers le 20 mars n'entraîne pas les populations de la Vendée. La duchesse et le duc d'Angoulême s'embarquent successivement (1^{er}, 11 avril); M. de Vitrolles un des plus ardents royalistes a été arrêté à Toulouse le 5. Le duc d'Orléans est passé

en Angleterre, il ne va pas à Gand auprès de Louis XVIII.

Jours par les généraux Lamarque et Travot.

Dès le 13 mars, les députés des quatre grandes puissances à Vienne, Angleterre, Prusse, Autriche, Russie, déclarent Napoléon ennemi et perturbateur du monde ; le 25, ils s'engagent à armer chacune cent cinquante mille hommes pour maintenir les dispositions du traité de Paris et du congrès. Adhésion de Ferdinand VII d'Espagne (2 mai). La Suède n'y adhère pas. Convention militaire pour la formation de trois armées : 1° sous Schwartzemberg ; 2° sous Blücher et Wellington ; 3° sous Alexandre (31 mars). Napoléon a fait cependant des ouvertures pacifiques (30 mars). Mais aucune puissance ne veut le reconnaître comme empereur des Français. Une proclamation de Gand annonce que l'Europe ne reconnaît comme roi de France que Louis XVIII (14 avril). Les troupes anglaises se réunissent en Belgique où Wellington arrive (5 avril). Traité de subsides entre l'Angleterre et ses trois alliés le 30. — Napoléon organise la défense de la France et prépare la rédaction de la constitution qui doit être substituée à la charte. Formation de trois mille cent trente bataillons de gardes nationales, chacun de sept cent vingt hommes (10 avril). Création de corps francs le 22 : ils seront peu utiles. Fédération bretonne le 24 ; l'exemple est imité à Paris et dans plusieurs départements. — La nouvelle constitution n'est présentée que comme un acte additionnel aux constitutions de l'empire (22 avril). Soumis à la sanction du peuple, cet acte réunit la presque unanimité des votes, 4206 opposants. Solennité du champ de mai (1^{er} juin) ; serment de l'empereur. Ouverture de la session des deux chambres des pairs et des représentants (3 juin). — L'insurrection royaliste agite la Vendée depuis mai. M. Louis de La Rochejaquelein est tué près des sables d'Olonne (4 juin) : la rébellion sera étouffée en vingt

L'acte final du congrès de Vienne est signé par les plénipotentiaires des huit puissances : Autriche, Angleterre, Russie, Prusse, France, Espagne, Portugal, Suède (9 juin). Ce traité qui fixe l'état de l'Europe est en cent vingt articles.

Campagne de Belgique : elle dure huit jours. — Napoléon qui veut surprendre l'ennemi arrive à Avesnes (14 juin). Il a quatre armées : cent mille hommes, seize mille chevaux et la garde impériale. — En Belgique sont réunis les Prussiens et les Anglais sous Blücher et Wellington, avec des Belges, des Hollandais et des Hanovriens. — Désertion fatale du général Bourmont lorsque Napoléon franchit la frontière le 15 juin. L'empereur débouche par Charleroy pour séparer les Prussiens des Anglais, le 16. Affaire de Ney aux Quatre-Bras contre les Anglais, mal conduite ; sanglante bataille de Ligny contre les Prussiens qui sont rejetés sur la Meuse et semblent coupés des Anglais (16 juin). Napoléon marche aussitôt contre les Anglais le 17 ; il s'arrête en avant du mont Saint-Jean, non loin de Waterloo, et charge Grouchy d'empêcher Blücher de se réunir à l'armée anglaise. Nuit affreuse, pluie par torrents ; les soldats sans feu et sans repos. Journée du 18 juin : Wellington livre bataille parce qu'il espère le concours de Blücher sur sa gauche ; Grouchy, en effet, laisse l'espace libre aux Prussiens. Dès le début du combat, arrivée d'une première armée prussienne, sous Bulow. Cependant Napoléon était vainqueur quand survient le général Ziethen du corps de Blücher. Désordre dans nos troupes, défaite, retraite confuse, pertes immenses. Napoléon est de retour au palais de l'Élysée le soir du 20 juin. — Les Vendéens sont vaincus à la Roche-Servièrre au nord de Bourbon-Vendée par Lamarque et Travot (20 juin) ; un de leurs chefs, Auguste

de La Rochejaquelein, propose une suspension d'armes (22 juin). — La chambre des représentants, déjà hostile à Napoléon avant la campagne de Belgique, se déclare en permanence sur la proposition de La Fayette (21 juin). On parle de déchéance (22 juin). L'empereur abdique, mais proclame son fils, Napoléon II, empereur des Français. La chambre ne tient pas compte de cette réserve. Elle nomme une commission exécutive de gouvernement, composée de Fouché, Carnot, général Grenier, auxquels la chambre des pairs adjoint Caulaincourt et le baron Quinette. Le 5 pour 100, qui le jour de Waterloo était à 53, le 22 est à 55, le 23 à 60. — La commission exécutive s'installe aux Tuilleries et désigne des plénipotentiaires pour traiter avec les alliés. Relations de Fouché avec le royaliste de Vitrolles. Retour de Louis XVIII. Sorti de Gand le 22 juin; à Bavai, en France, le 24; à Cambrai le 28. Marche forcée des Prussiens et des Anglais sur Paris. Nos troupes, ralliées, pouvaient leur infliger quelque désastre imprévu. Napoléon, retiré à Malmaison, demande le commandement, seulement pour quelques jours. Carnot y consent; ses collègues refusent. Napoléon part pour Rochefort (29 juin). — L'armée campée à la Villette, entre Saint-Denis et Paris, s'indigne des lenteurs du gouvernement, qui ne met pas Paris en état de défense; adresse énergique de dix-sept généraux (30 juin). Un corps prussien est taillé en pièces près de Versailles par Exelmans. Seconde capitulation de Paris (3 juill.); l'armée française se retire derrière la Loire. Douleur des soldats et du peuple. Entrée des Prussiens dans Paris (7 juill.): ils chassent des Tuilleries la commission exécutive; chambre des pairs et chambre des représentants fermées. Rentrée solennelle de Louis XVIII avec le drapeau blanc et la cocarde blanche (8 juill.). La seconde restauration est due à Fouché comme la première à Talleyrand,

tous deux renégats de la république et dociles instruments du gouvernement impérial. Ils seront réunis dans le premier ministère de Louis XVIII. — Les troupes alliées de toute nation affluent à Paris; les trois souverains de Russie, d'Autriche et de Prusse y arrivent (10 juill.). Les départements sont couverts de soldats étrangers, plus d'un million d'hommes; réquisitions, excès de toute sorte, misère des habitants; ils résistent en Alsace, dans les Vosges, la Lorraine, la Champagne. Les troupes françaises de quelques places fortes ne veulent pas se rendre: siège soutenu à Longwy; héroïque conduite de cent trente-cinq hommes à Huningue, du 25 juin au 27 août; réduits à cinquante, ils sortent avec les honneurs de la guerre; Auxonne ne capitule que le 27 août. — Les alliés exigent la dissolution de l'armée retirée derrière la Loire. Elle est licenciée le 16 juillet. Le licenciement et la réorganisation se poursuivent jusqu'en novembre. — Embarqué sur le *Saale* depuis le 8 juillet, Napoléon se trouve en face d'une croisière anglaise, dont le capitaine, Maitland, lui propose de le conduire en Angleterre auprès du prince régent. Napoléon se rend à bord du vaisseau anglais le *Bellerophon* le 15, écrit au prince régent qu'il vient, comme Thémistocle, s'asseoir au foyer britannique. Convention signée à Paris par lord Castlereagh, Wellington et Metternich (2 août): les puissances regardent Napoléon comme leur prisonnier, et sa garde est confiée au gouvernement anglais. Le cabinet de Londres choisit pour sa résidence l'île de Sainte-Hélène, rocher nu, insalubre, au milieu de l'Océan Atlantique. Il passe sur le *Northumberland*, qui le conduira à Sainte-Hélène: MM. Bertrand et de Montholon avec leurs femmes, Gourgaud, Las Cases l'accompagnent (7 août). — Les souverains de Russie, de Prusse et d'Autriche signent le traité de la sainte alliance (14 sept.): manifeste religieux plus que politique.

déclaration de charité et de fraternité universelle, imaginée par Alexandre et par une illuminée allemande, la baronne de Krüdner. Wellington n'y accède pas à cause de ses termes vagues. Adhésion de la France et des puissances de second ordre. — **Traité de paix avec les alliés (20 nov.).** La France garde les frontières de 1790, moins Philippeville, Marienbourg, Bouillon, Sarrelouis et Landau; destruction des fortifications de la ville d'Huningue; indemnité pécuniaire de sept cents millions aux alliés; occupation de nos places fortes par cent cinquante mille hommes pendant cinq ans; restitution réciproque des prisonniers; confirmation du traité de Paris du 30 mai 1814 et de l'acte final du congrès de Vienne du 9 juin. Conventions annexées au traité pour le paiement de l'indemnité, l'occupation de la ligne militaire par les alliés, les réclamations des gouvernements étrangers et de leurs sujets contre la France, les réclamations des sujets du roi d'Angleterre contre le gouvernement français. La paix de 1815 coûtera à la France 1 994 800 000 francs. La guerre lui a coûté pendant vingt-trois ans, de 1790 à 1814, en appels, levées, conscriptions, 4 556 000 hommes. — Le jour du traité avec la France, les quatre grandes puissances concluent entre elles un traité qui confirme celui de Chaumont 1^{er} mars 1814, celui de Vienne 25 mars 1815 contre Napoléon et sa famille, et pour le maintien de la paix en France; elles conviennent de tenir à des époques déterminées des congrès pour discuter les grands intérêts communs, en vue du repos et de la prospérité des peuples.

Autriche et Italie. — Le roi de Naples, Murat, quand Napoléon a quitté l'île d'Elbe, déclare d'abord qu'il reste fidèle aux puissances alliées (5 mars); il assure ensuite Napoléon de son concours. Il fait occuper Rome que quitte Pie VII le 22; appelle toute la péninsule à l'indépendance le 31, entre à Modène

après un combat contre les Autrichiens (4 avril). D'après la résolution prise par le congrès de Vienne, une proclamation de l'empereur d'Autriche a annoncé la formation du royaume lombard-vénitien et sa réunion à la monarchie autrichienne le 7. Les Autrichiens battent Murat près de Modène, à Carpi, et dans les environs de Ferrare, à Occhiobello: le 14 ils sont à Florence; le 22 à Rome; le 2 mai à Aquila dans les Abruzzes. Vainqueurs à Macerata le 3, ils s'avancent jusqu'à Ponte Corvo et San Germano le 9. Pie VII quitte Gènes pour retourner à Rome le 16. Murat s'enfuit le 19. A Naples, les lazaroni massacrent les Français et leurs partisans le 21; entrée des Autrichiens le 22; de Ferdinand IV, le 3 juin: il venait de régler la constitution de la Sicile sur les bases des institutions de 1812 (16 mai). — Restauration du pape; les trois légations, la Romagne, Bologne et Ferrare, sont rendues à Pie VII (18 juill.). — Tentative de restauration de Murat. Il part d'Ajaccio avec deux cents hommes (28 sept.); aborde à Pizzo sur la côte de la Calabre ultérieure (8 oct.); il est arrêté par les habitants, livré à un tribunal de guerre, condamné à mort et fusillé une demi-heure après, le 13. Privilèges accordés à la commune de Pizzo le 18.

Confédération germanique.

— L'acte fédératif est arrêté par le congrès de Vienne, dans le même esprit qui avait présidé à l'établissement de la confédération du Rhin en 1806 (8 juin). L'Allemagne forme une confédération composée de principautés souveraines et de quatre villes libres, tous les États de la confédération sont égaux en droits. Une diète à Francfort, sous la présidence de l'empereur d'Autriche, doit maintenir l'indépendance des États fédéraux et assurer la paix intérieure entre les États; elle a le droit d'intervenir dans les différends entre les sujets et le souverain d'un État. Trente-huit États: empire d'Autri-

che, royaume de Prusse, de Saxe, de Hanovre, de Wurtemberg, de Bavière, etc. Deux modes de réunion de la diète : en assemblée générale, 70 voix ; en assemblée ordinaire, 17. — L'article 13 de l'acte fédéral est un engagement contracté par tous les princes de la Confédération de donner chacun une constitution à leurs peuples. Le prince de Nassau a le premier appliqué cet article. — Protestation des princes qui avaient les droits de princes immédiats avant le remaniement opéré par Napoléon en 1806, et qui ne les recouvrent pas par l'acte fédéral du 8 juin (14 juin).

Espagne. — Dans l'Amérique du nord les rebelles s'étendent, conduits par Mina, jusqu'au nouveau Mexique ; ils prennent Acapulco, le port le plus important du Mexique, sur l'océan Pacifique. Mina fait prisonnier par le vice-roi Apodaca est exécuté (11 déc.). — Dans la province de Venezuela, nouvelle révolte, d'abord à l'île Margarita au nord-est (15 nov.). Son chef est Bolívar, natif de Caracas. Il combat le général espagnol Morillo.

États-Unis. — Victoire éclatante du général Jackson sur les Anglais à la Nouvelle-Orléans (8 janv.). Signature définitive de la paix. Le congrès travaille à restaurer le crédit public et le commerce ; délibération sur la banque ; défrichements ; construction de routes ; question douanière.

France. — Dans l'époque dite des *Cent-Jours*, gouvernement impérial de Napoléon du 10 mars au 22 juin. Son abdication le 22. — Retour de Louis XVIII, le 8 juillet. Ministère dans lequel entrent Talleyrand et Fouché. Le gouvernement de la seconde restauration est fatalement entraîné à des actes de vengeance ; excès affreux de la réaction royaliste, surtout dans les départements. — A Nîmes, 17 juillet, la garnison est en partie massacrée ; horreurs commises par Trestaffillon. —

Convocation des collèges électoraux pour former une nouvelle chambre des députés : elle doit se composer de 402 membres (13 juill.) ; les présidents des collèges électoraux seront nommés par ordonnance royale le 28. Une ordonnance retranche de la liste des pairs vingt-neuf membres qui ont siégé pendant les Cent-Jours, le 24. Ordonnance de proscription (24 juill.) : 19 personnes qui ont trahi le roi avant le 23 mars seront livrées aux conseils de guerre ; ceux qui ont servi le gouvernement de Napoléon depuis le 23 mars seront exilés. — Le maréchal Brune est assassiné à Avignon (2 août). Arrestation du maréchal Ney le 5. — Révocation de toutes les autorisations accordées précédemment aux journaux, le 8 ; une commission de censure pour l'examen de tous les écrits périodiques. — Le général Ramel est massacré à Toulouse le 15. — Le colonel de Labédoyère est fusillé à Paris le 19. — Scènes sanglantes à Nîmes et aux environs, à la veille de l'ouverture des collèges électoraux les 19, 20 et 21 : des Autrichiens viennent y rétablir l'ordre. — Renouvellement de la chambre des pairs par des nominations royales, le 17 ; la pairie est déclarée héréditaire, de mâle en mâle, par ordre de primogéniture le 19. — Le maréchal Moncey, qui a refusé de siéger comme juge de Ney, est destitué et condamné à trois mois de prison le 29. — A Bordeaux, exécution des frères Faucher le 27. — Organisation d'une garde royale (1^{er} sept.). — Disgrâce de Fouché (19 sept.), de Talleyrand le 24. — Cabinet sous la présidence du duc de Richelieu, caractère digne et loyal, qui profitera de l'amitié personnelle de l'empereur Alexandre pour alléger nos charges. M. Decazes est ministre de la police. — Le gouvernement persévère dans la voie de réaction. Création d'une commission pour rechercher la conduite des officiers de tout grade qui ont servi pendant les Cent-Jours (12 oct.). — Loi pour la suspension de la

liberté individuelle (18-23-27 oct.). Loi relative aux cris, aux actes et aux écrits séditieux (16 et 28 oct.-7 nov.). — Procès du maréchal Ney par un conseil de guerre composé des maréchaux Jourdan, Masséna, Augereau, Mortier, et des généraux de division Gazan, Villate, Claparède (9 nov.). Le conseil se déclare incompétent le 10. Le jugement est renvoyé à la cour des pairs les 11 et 17. — Nouvelles violences à Nîmes, le jour où, avec l'autorisation du gouvernement, les églises protestantes doivent se rouvrir le 12; le général Lagarde, commandant le département, est grièvement blessé. — Proposition pour l'établissement de cours prévôtales (17 nov.); elle sera votée le 20 déc. — Condamnation capitale de M. de Lavalette qui s'est emparé de la direction des postes au 20 mars (21 nov.). — Communication aux deux chambres par le duc de Richelieu, du traité du 20 novembre avec les alliés, le 25. Procès du maréchal Ney. Ouverture des débats devant la chambre des pairs (4 déc.): il est défendu par MM. Berryer et Dupin. Sentence de mort: 139 voix sur 181 votants (6 déc.). Il est fusillé à Paris le 7. — Lavalette, qui devait être exécuté le 21, s'évade grâce au dévouement de sa femme (20 déc.). — Projet de loi établissant deux degrés d'élection parlementaire, l'élection cantonale ou du premier degré, et l'élection de département à laquelle ne sont admis que ceux qui payent trois cents francs d'impôts, outre soixante propriétaires les plus imposés, les archevêques et évêques et les hauts fonctionnaires; mille francs d'impôt pour être éligible (18 déc.): environ 17 200 électeurs. — Le jour anniversaire de la mort de Louis XVI devient un jour de deuil général (28 déc.). — Révision du tarif des douanes (17 déc.). — Première édition des *Chansons* de Béranger. — Première chaire de sanscrit créée en Europe pour M. de Chézy, chaire de chinois pour Abel Rémusat au Collège de France.

Pays-Bas. — Les notables convoqués par le roi rédigent une constitution (8 août); sanction donnée par le roi malgré l'opposition du clergé catholique belge le 24. Le roi jure de la maintenir (21 sept.).

Portugal. — Le prince régent qui habite toujours le Brésil, fait brûler à Goa, dans l'Indostan, les actes de l'inquisition (25-27 mai). — Il proclame la réunion du Portugal, du Brésil et des Algarves en un seul royaume (16 déc.).

Prusse. — Déjà, le 3 juin 1814, a été créé un ministère d'État, sous la présidence du chancelier. Promesses libérales (22 mai): une représentation nationale doit être établie à Berlin; au 1^{er} septembre doit se réunir une commission de fonctionnaires publics et d'habitants des provinces pour préparer l'organisation des états provinciaux, de la représentation du pays, et rédiger l'acte constitutionnel. — Accroissement territorial: l'ancienne Poméranie suédoise et l'île de Rugen sont reconnues à la Prusse par le Danemark, que la Suède a déjà dépourvu de la Norvège (4 juin). — Nouvelle organisation de la landwehr pour tenir la nation sous les armes (21 nov.).

Russie. — Alexandre prend le titre de roi de Pologne (30 avril). — Constitution donnée à ce royaume (27 nov.). — Voyage de découvertes, entrepris de Behring dans l'Océanie, par le capitaine Kotzebue, sous le patronage du comte de Romanzof, avec Chamisso, l'aut. de *P. Schlemihl*.

1816.

Allemagne, Autriche et Prusse. — La diète germanique, constituée par le congrès de Vienne, tient sa première séance à Francfort (1^{er} oct.), sous la présidence de l'Autriche. — Lippe-Schauembourg, Schwartzbourg-Rudolstadt, Saxe-Weimar, Waldeck, obtiennent de leurs princes une constitution représentative. — Le roi de Bavière

accepte le pacte fédéral de l'Allemagne (18 juin), et adhère à la sainte alliance (8 août). — Mort du roi de Wurtemberg, Frédéric; son fils Frédéric-Guillaume I^{er} a trente-cinq ans. — En Autriche, emprunt qui devient le point de départ des métalliques 5 0/0. Le Tyrol obtient une représent. nationale (13 avril). Les prov. Illyriennes avec l'Istrie et une partie du Frioul, sont érigées en royaume; comme les prov. lombardes réunies au territoire vénitien, elles reçoivent des institutions spéciales (3 août). — En Prusse, les corvées sont rendues susceptibles de rachat en faveur des paysans. Uniformité de poids et mesures (16 mai). Fr. Bopp crée la science de la philologie comparée.

Amérique du sud et Espagne. — Bolivar recommence la guerre d'indépendance dans le Venezuela avec 3500 hommes ramenés d'Italie. Il bat une flotte espagnole près de l'île Margarita (9 mai), et établit à Barcelone, à l'ouest de Cumaná, un gouvernement provisoire. — L'indépendance des provinces unies de la Plata est proclamée à Tuzuman; la constitution établit deux chambres et un président, une haute cour de justice, des juntas électives et électORALES. Discordes entre les unitaires et les fédéralistes.

Angleterre. — Mariage de Charlotte, fille du prince régent, avec le prince Léopold de Saxe-Cobourg (2 mai). Elle mourra au bout d'un an et demi de mariage. — Expédition de lord Exmouth contre les pirates d'Alger (27 août). Un traité imposé au dey rend la liberté à tous les esclaves chrétiens, le 30. Le dey est massacré par la soldatesque turque (3 oct.): le nouveau dey terminera les fortifications redoutables d'Alger. — Premier roman de Walter Scott, *Waverley*.

Danemark. — En compensation de tout ce que lui a fait perdre son alliance avec Napoléon, il obtient le duché de Saxe-Lauenbourg, sur

le bas Elbe, qui fait partie de la confédération germanique.

États-Unis. — Le territoire d'Indiana qui s'étend du fleuve Ohio au lac Michigan, occupé en partie encore par des tribus Indiennes, entre dans l'Union comme État.

France. — Organisation de l'Institut royal: quatre académies, académie française, académie des inscriptions et belles-lettres, académie des sciences, académie des beaux-arts (21 mars). — La loi électorale est rejetée par les pairs (3 avril). Dissentiment entre le gouvernement et les chambres. — Mouvement insurrectionnel aux environs de Grenoble, dirigé par Didier, aux cris de: Vive l'empereur (5 mai). Répression rigoureuse par le général Donnadieu. — Nouveau tarif de douanes (28 avril). Réduet. de l'impôt du sel. On augmente les contribut. directes. — Abolition du divorce (8 mai). — Le duc de Berry, second fils du comte d'Artois, épouse Marie-Caroline, petite-fille du roi de Naples Ferdinand IV (17 juin). — Promotion de maréchaux: Clarke, duc de Feltre, cadet en 1781; le duc de Coigny, mousquetaire en 1752; le comte de Vioménil, lieutenant en 1747; le comte de Beurnonville, volontaire en 1774 (3 juill.). — Le général Mouton-Duvernét est fusillé le 26. — Dissolution de la chambre dite Introuvable (5 sept.). Nouvelle législation (4 nov.): seulement 258 députés payant mille francs de contributions directes, choisis, en vertu d'une ordonnance royale, par une élection à deux degrés d'arrondissement et de département. — Chateaubriand, à cause de son écrit: *La monarchie selon la charte*, est destitué de son titre de ministre d'Etat (20 sept.). — Missions dans les départem. pour ranimer la foi catholique; persécutions. — Première compagnie de bateaux à vapeur.

Haiti. — Pétion, mulâtre, chef de la partie du sud-ouest, se fait donner la présidence à vie, il réside à Port-au-Prince.

Italie. — Ferdinand IV, roi de Naples et de Sicile, se fait appeler Ferdinand I^{er} roi des Deux-Siciles (22 déc.).

Pays-Bas. — Guillaume I^{er} entre dans la sainte alliance (21 juin).

Portugal. — Mort de la reine Marie. Son fils, le prince régent, déjà roi du Brésil, prend le titre de roi de Portugal (20 mars). Jean VI continue à résider à Rio-Janeiro, la régence en Portugal est laissée à la merci des Anglais.

Russie. — Un ukase abolit la servitude personnelle des paysans de l'Esthonie russe (8 juin). — Moscou est reconstruite. — Dans le voisinage de Novogorod, premier essai de colonies militaires, d'après le système des colonies moraves de l'Allemagne; une portion de terre est attachée à chaque maison des villages colonisés, qui appartiennent à la couronne; les colons cultivent la terre et sont exercés aux manœuvres militaires.

Turquie. — L'Hétérie, ou société formée à la fin de 1814 à Odessa pour préparer l'affranchissement du peuple hellénique, est persécutée même par les Russes. L'un des sept premiers adeptes, découvert à Saint-Petersbourg, passe en Morée où il est tué : l'association se disperse, mais ne périt pas. — En Servie, les Turcs brûlent les villages, empaient les hommes, outragent les femmes; nouvelle révolte des chrétiens. Le fils d'un pâtre, comme Czerny Georges, Milosch Obrénovitch, devient chef des insurgés.

1817.

Allemagne, Autriche et Prusse. — Dans le Wurtemberg, Frédéric-Guillaume I^{er} ouvre l'assemblée des États promis par son père (23 mars). Il propose une constitution; les chambres la rejettent; il les dissout (4 juin). — L'admission du prince de Hesse-Hombourg, avec les droits de souveraineté immédiate,

porte le nombre des États à trente-neuf (7 juill.). — A la fête du jubilé pour le troisième siècle de la réformation, le roi de Prusse invite les deux grandes Eglises protestantes à se réunir. — La célébration de la fête de la Wartbourg, en souvenir de la retraite de Luther, est signalée par des discours séditieux contre les gouvernements qui n'ont pas encore donné de constitution à leurs peuples (18 oct.). — En Autriche, les pays polonais de Gallicie et de Lodomerie reçoivent de l'empereur une représentation nationale qui ne se réunira que sur la demande du prince (13 avril) : une constitution est préparée. — En Prusse, création d'un conseil d'État (20 mars). L'université de Wittenberg, berceau de la réforme luthérienne, est réunie à l'université célèbre de Halle, sur la Saale (12 avril) : les étudiants de la Saxe prussienne sont ainsi concentrés sur un seul point, plus près de la grande ville littéraire de Leipsick qui est restée au roi de Saxe. L'université d'Erfurt sera de même supprimée en 1818.

Amérique du sud et Espagne. — La république de Buenos-Aires envoie le général Saint-Martin pour révolutionner de nouveau le Chili contre les Espagnols. Après une grande victoire du parti national, le congrès du Chili est assemblé à Santiago (12 févr.); gouvernement républicain, O'Higgins directeur. — Le congrès du Paraguay nomme le docteur Francia dictateur à vie. — Le congrès national de Venezuela organise les moyens de défense contre les Espagnols (8 mai). Bolivar brûle une partie de la flotte ennemie près de Barcelone et s'empare de la Guyane espagnole avec la capitale Angostura sur l'Orénoque. L'île de Margarita est enlevée à Morillo (juill.). Installation du gouvernement de Venezuela (10 nov.).

Angleterre. — Troubles causés par le manque de travail. Suspension de l'acte d'*habeas corpus* (3

mai. — Rejet de la pétition des cathol. irlandais pour obtenir l'émancipation. les 10 et 16. — Le prince régent, par la mort de sa fille Charlotte, n'a plus que ses frères pour héritiers (6 nov.). — Loi sur les caisses d'épargne. — Guerres heureuses contre les Maharrates. Influence anglaise étendue jusqu'à l'Indus; Molhar-Raou, fils d'Holkar, est battu.

Espagne et Portugal. — L'Espagne refuse de rendre aux Portugais Olivença, située à l'est du Guadiana. Par représailles, ils enlèvent à l'Espagne, en Amérique, la province de la Banda orientale ou Montevideo (20 janv.).

Espagne. — Les puissances alliées donnent d'inutiles conseils à Ferdinand VII, livré à l'influence des jésuites; la persécution ne cesse pas contre les constitutionnels. — Conspiration des généraux Lascy et Porter (avril, juill.); elle leur coûte la vie.

Etats-Unis. — Règlement avec l'Angleterre pour la navigation et la défense du côté du Canada (1^{er} mars). — Le territoire appelé Mississipi entre dans l'Union avec le rang d'Etat. — Le nouveau président est J. Monroe, de la Virginie, qui avait commandé contre les Anglais en 1814. — Colonie de nègres libres en Afrique (Liberia).

France. — Pendant la disette de 1816-1817, la France est nourrie par les blés de la Russie méridionale, achetés à grands frais. — Lutte constante entre les ultra-royalistes et les constitutionnels. — Nouvelle loi électorale (5 févr.): tout Français payant trois cents francs de contributions directes est électeur à trente ans; une seule assemblée électorale par département; le cens de l'éligibilité est fixé à mille francs; l'assemblée se renouvelle annuellement par cinquième. — Loi contre la liberté individuelle, le 12. — Loi sur la presse le 28: les journaux ne paraîtront qu'avec l'autorisation du roi. — Le ministre Richelieu obtient qu'à partir du 7 avril le territoire soit

évacué par un cinquième de l'armée d'occupation (10 févr.). — Un attentat contre le gouvernement en faveur de Napoléon ou de son fils est puni par vingt-huit condamnations capitales que prononce la cour d'assises de Bordeaux (6 mai). — Nouveau concordat conclu avec Pie VII (juin-juill.): il ne sera pas mis à exécution. 42 nouveaux sièges épiscopaux (27 juill.). — Restitution de la Guyane à la France par les Portugais (28 août, 8 nov.). — En ouvrant la session des chambres, le roi annonce qu'il n'y aura plus de cours prévôtales (5 nov.). — Voyage d'exploration scientifique dans l'hémisphère austral par M. Louis de Freycinet. — Le général Lallemand, condamné à mort par contumace à la rentrée des Bourbons, essaye d'établir au Texas dans le Mexique une colonie régie par des lois spartiates, sous le nom de Champ d'asile. — Premier volume de l'Essai sur l'indifférence en matière de religion, de l'abbé de Lamennais. — Examen des doctrines médicales par Broussais, méd. matérialiste. — Premier éclairage au gaz à Paris. — Mort de M^{me} de Staël à Paris.

Iles Ionniennes. — Nouvelle constitution qui les place sous le protectorat plus direct de l'Angleterre: le pouvoir exécutif est aux mains d'un sénat de cinq membres dont le président est nommé par l'Angleterre; les sénateurs, élus par les députés qu'envoie chacune des sept îles, doivent être agréés par le roi (29 déc.).

Italie. — Marie-Louise d'Espagne, sœur de Ferdinand VII, est reconnue princesse héréditaire de Lucques, avec l'expectative de Parme, que Marie-Louise, ex-impératrice des Français, gardera sa vie durant (24 nov.).

Pays-Bas. — Guillaume 1^{er} met un droit sur la navigation du Rhin que le congrès de Vienne avait voulu rendre libre. — Traité de commerce avec le Danemark et l'Amérique du nord. — Rétablissement de l'univer-

sité de Louvain (6 oct.); ouverture de celle de Gand le 9. — L'archevêque de Gand ne voulant pas prêter serment à la constitution, est déposé.

Portugal. — Le général Freyre d'Andrade conspire contre la régence, ou plutôt contre l'influence de l'Anglais Beresford; sa mort et celle de douze complices (18 oct.).

Russie. — L'empereur institue un sénat en Pologne (26 févr.). — La diète de Courlande décrète l'affranchissement des paysans (14 avril). — Principes de tolérance religieuse exprimés dans un rescrit de l'empereur (fév.). — Avantages promis aux juifs qui embrasseront le christianisme (avril). — Les privilèges de port franc sont accordés pour trente ans à Odessa (juin). — Un traité fixe les frontières entre la Russie et la Prusse (11 nov.) Mariage du grand-duc Nicolas avec une fille du roi de Prusse.

Suède. — Un parti essaye d'agir contre le prince royal de Suède, Bernadotte; répression (mars). La Suède adhère à la sainte-alliance (mai).

Turquie. — La ville d'Albanie, Parga, après une héroïque résistance contre Ali, pacha de Janina, se confie aux Anglais.

1818.

Allemagne. — La servitude est abolie dans le royaume de Wurtemberg (1^{er} janv.). — D'après l'acte fédéral, Saxe-Cobourg-Saalfeld (19 mars), Bavière (26 mai), Bade (22 août), reçoivent des constitutions de leurs princes. — Organisation militaire de l'État fédéral. — Le fils de Napoléon et de Marie-Louise est nommé par son aïeul duc de Reichstadt, petite seigneurie enclavée dans le cercle de Bunzlau, au nord-est de la Bohême (22 juill.). — Le roi de Prusse, qui a supprimé les universités peu florissantes de Paderborn, de Munster, de Duisbourg, fonde pour ses États du Rhin celle de Bonn (18 oct.). — Musée national de Bohême

Amérique du sud et Espagne. — Déclaration de l'indépendance du Chili (1^{er} janv.); une défection du directeur de la république O'Higgins, est compensée par la victoire du général de Buenos-Aires, Saint-Martin, qui détruit l'armée espagnole à la bataille de Maypo, dans le Chili même, au sud de Santiago (5 avril). — Bolivar, le chef militaire de la république de Venezuela, obtient des troupes auxiliaires de l'Angleterre, qui admet son envoyé. Les États-Unis de l'Amérique du nord lui envoient un ambassadeur (1^{er} juill.).

Angleterre. — Traité avec les Pays-Bas (4 mai), avec l'Espagne (23 sept.), pour l'abolition de la traite des nègres. — Premier établissement d'école d'enfants à Westminster. — L'Indien Molhar-Raou abandonne une partie de son territoire, et se reconnaît vassal des Anglais, qui pourront lever sur ses terres trois mille hommes de troupes auxiliaires (6 janv.). — Singapour est acheté.

Danemark. — Création d'une banque nationale (6 avril). — Traité de commerce avec la Prusse (17 juin).

Égypte. — Destruction de la puissance des Wahabites qui, depuis six ans, étaient poursuivis en Arabie même par Méhémet-Ali, pacha d'Égypte, et par son fils Ibrahim. Leur chef Abdallah, conduit à Constantinople par Méhémet-Ali, y est mis à mort. — Méhémet-Ali, avec des Français à son service, donne à son armée une organisation européenne; l'agriculture, l'industrie, le commerce, la marine, les entreprises dans l'intérieur de l'Afrique, et les voyages scientifiques, sont favorisés. Le canal de Mahmoudie, qui doit joindre le Nil à l'ancien port d'Alexandrie, a coûté, sans profit, beaucoup d'hommes et d'argent.

Espagne. — Pour lutter contre le mouvement d'indépendance qui a gagné toutes les colonies américaines, le gouvernement est réduit à

acheter à la Russie quelques vaisseaux. — Manque de travail ; misère affreuse ; fièvre jaune. Irritation nationale.

Etats-Unis. — Admission au rang d'Etats de l'Illinois et de l'Alabama. L'Alabama contient plusieurs peuplades indiennes, les Alabamas, les Chérokis, les Criks, les Chactas. — Le traité de comm. avec l'Angleterre est renouvelé pour dix ans (2 oct.).

France. — Première loi de conscription qui règle le recrutement et l'avancement (10 mars). — Congrès des souverains alliés, à Aix-la-Chapelle, pour statuer sur l'évacuation du territoire français par les troupes étrangères (29 sept.). Traité du 9 oct. : l'armée d'occupation se retirera le 30 novembre ; la France payera deux cent soixante-cinq millions pour compléter l'exécution de l'article 4 du traité du 20 nov. 1815. Visite des souverains de Prusse et de Russie à Louis XVIII (28 oct.). Déclaration du congrès avant de se dissoudre (22 nov.). Les troupes d'Autriche, de Russie, d'Angleterre, de Prusse ont quitté leurs quartiers généraux de Colmar, Maubeuge, Valenciennes, Sedan, du 11 au 22 nov., après trois ans d'occupation. — Des officiers français et belges conspirent en faveur de Napoléon II (16 nov.). — En ouvrant les chambres, Louis XVIII annonce la libération complète du territoire (10 déc.). — Retraite du ministère Richelieu (29 déc.). — Le minist. de la police est supprimé ; M. Decazes devient ministre de l'intérieur, le général Dessolles ministre des affaires étrangères ; M. de Serre, président de la chambre des députés en 1817, à la justice ; M. Portal, la marine ; le baron Louis, les finances. — Création de la caisse d'épargne. — L'état-major commence la nouv. carte de France. — L'enseignement de l'histoire est introduit dans les collèges royaux. — *Philosophie anatomique* de Geoffroy Saint-Hilaire : il tient pour l'unité de composition. — Fondation de la société biblique protes-

tante de Paris. — *Considérations sur la révolution française*, ouvrage posthume de M^{re} de Staël. — Les *Messéniennes* de Casimir Delavigne.

Haïti. — Mort du mulâtre Pétion, président dans la partie de l'île où ne régnait pas le noir Henri-Christophe (27 mars) : il laisse l'État prospère. Le général Boyer lui succède avec le même titre.

Italie. — Concordat conclu par Pie VII avec le royaume des Deux-Siciles, qui avait été régi longtemps, pour la partie italienne, par les principes du concordat de Napoléon (16 févr.). — Tremblement de terre en Sicile dans les régions voisines de l'Etna ; il est ressenti dans la Calabre, et même sur les côtes de Provence le 20.

Pays-Bas. — Premières colonies agricoles en faveur des pauvres, fondées par la Société néerlandaise de bienfaisance, sous la présidence du prince Frédéric, d'après le projet du général Van der Bosch. — Pour rendre au royaume-uni sa nationalité, l'emploi de la langue française est interdit dans les actes judiciaires (18 juill.).

Portugal. — Les associations secrètes des francs-maçons, auxquelles on attribue des tendances révolutionnaires, sont interdites sous peine de mort. Joug honteux de la tutelle anglaise.

Russie. — La noblesse de la Livonie manifeste le vœu que la liberté soit rendue aux paysans. — L'empereur ouvre la diète de Pologne par un discours en français (mai) : l'assemblée discute et adopte un code pénal uniforme pour tout le royaume de Pologne ; un code de procédure criminelle est annoncé. — *Histoire de Russie*, par Karamsin.

Suède. — Mort de Charles XIII (5 févr.). Avènement du prince royal Bernadotte Charles-Jean, âgé de cinquante-trois ans, qui prend le nom de Charles XIV. Son couronnement

en Suède (11 mai); en Norvège, à Drontheim (7 sept.). — Traité de commerce avec les États-Unis (4 sept.). — La diète de Norvège, ouverte depuis la mort du dernier roi, assure les principes de l'indépendance nationale.

Suisse. — A Fribourg, par décision du conseil souverain, rentrée des jésuites (15 sept.).

1819.

Allemagne. — Fermentation démagogique et révolutionnaire, entretenue par les associations secrètes et surtout par la *burgenschaft*, association qui s'était formée depuis plusieurs années au sein des universités. L'ardeur d'indépendance, exploitée par les gouvernements contre la France jusqu'en 1814, se retourne contre eux. Les champs d'exercices gymnastiques, qui donnaient le goût des armes, sont fermés à Berlin (15 mars), et peu après ils le sont presque partout. — L'auteur dramatique Kotzebue, qui était depuis des années au service de la Russie, est assassiné à Manheim par un étudiant, Sand, affilié aux sociétés secrètes (23 mars). Le meurtrier essaye de se tuer; sa blessure retarde son procès pendant un an. — Congrès de ministres allemands à Carlsbad, en Bohême, pour établir une police plus rigoureuse dans les universités et combattre les tendances démocratiques (août). — La diète fédérale de Francfort vote un édit de censure qui doit pendant cinq ans s'appliquer dans tous les États allemands. Les universités sont mises sous la surveillance de procureurs généraux investis des pleins pouvoirs des gouvernements (20 sept.). La commission d'enquête établie à Mayence poursuit les ennemis de l'ordre établi. — Le Wurtemberg reçoit de son roi une nouvelle constitution (29 sept.). — Le gouverneur général du royaume de Hanovre, le duc de Cambridge, septième fils de George III d'Angleterre, se conforme aussi à l'art. 13 de l'acte fédéral et donne

une constitution. — Négociations sans effet avec la cour de Rome pour la rédaction d'un concordat du 19 mars au 10 oct. — Congrès à Vienne pour aviser aux moyens d'étouffer ou de punir les menées du libéralisme (du 25 nov. au 15 mai 1820). — Le Zollverein prussien commence. — Exil de Goerres, le patriote de 1814.

Amérique du sud. — Lord Cochrane, nommé amiral du Chili, ravage les possessions espagnoles. — La république fédérative de Buenos-Aires remanie pour la seconde fois en trois ans sa constitution (24 mai). — Les peuples de la Banda orientale, à l'est du fleuve Uruguay, qui se sont détachés de la province de Buenos-Aires, nomment protecteur le démocrate Artigas. — A Montevideo, qui ne fait pas partie de la Banda, conspiration des Espagnols contre la garnison portugaise (26 nov.); elle est réprimée. — La guerre d'indépendance est portée par Bolivar avec succès dans la Nouvelle-Grenade. Victoire à Boyaca, à vingt lieues au nord-est de Santa-Fé de Bogota (7 août); ses troupes entrent à Santa-Fé le 10; les Espagnols y sont massacrés (11 sept.). La Nouvelle-Grenade forme, avec l'alliance de Venezuela, une république indépendante sous le président Santander. Le congrès souverain des républiques de Venezuela et de la Nouvelle-Grenade, assemblée à Angostura, sur le bas Orénoque, proclame la réunion des deux républiques en un seul État sous le nom de république de Colombie: la province de Quito, au sud-ouest, est comprise dans l'État (17 sept.).

Angleterre. — La popularité du réformateur socialiste Robert Owen diminue; il a mis contre lui l'opinion religieuse en accusant ouvertement toutes les religions de mensonge et d'impuissance, et l'opinion radicale en contestant l'efficacité des projets de réforme électorale: il échoue comme candidat à la députa-

tion. — Ses idées sont combattues par Henri Hunt, riche fermier du comté de Wilts, qui prêche la réforme universelle. — Meetings tumultueux où le peuple des manufactures s'encourage à la sédition. Révolte sanglante à Manchester (16 août). Hunt, arrêté, sera condamné à un an de prison. — Le bill des céréales de 1815, qui ruine l'agriculture nationale, est l'objet de vives attaques : une association s'est formée pour en obtenir l'abolition. — Troubles en Irlande. — Mort de James Watt, véritable inventeur de la machine à vapeur (25 août). — Entreprises hardies de Parry, Liddon, Franklin dans la mer polaire, jusqu'à 74° 44' latitude nord. — Smith prend possession, au pôle méridional, du nouveau Shetland austral.

Espagne. — A Valence, conspiration du colonel Vidal, étouffée par le général Ello (2 janv.). — Sédition parmi les troupes à Port Sainte-Marie, au nord-est de Cadix.

États-Unis. — Acquisition des deux Florides espagnoles (févr.). — Création de banques, de canaux, de routes. — Développement de la navigation à vapeur.

France. — Sur la proposition du nouveau ministère, les chambres votent à M. de Richelieu, comme récompense nationale, une dotation de cinquante mille livres de rente ; il en consacre tout le produit à la fondation d'un hospice dans la ville de Bordeaux. — Opposition à la chambre des pairs. Création de soixante et un pairs, la plupart anciens membres exclus après la sec. Restaur. — Loi plus libérale sur la presse (17 et 26 mai). — Loi qui assujettit les journaux et les écrits périodiques au dépôt d'un cautionnement (9 juin). — Troubles à l'école de droit, au cours de M. Bavoux (29 juin-3 juill.) : le professeur, envoyé devant la cour d'assises, est acquitté (1^{er} août) ; la commission de l'instruction publique lui inflige la censure (8 sept.). — Le ministre des affaires étrangères re-

connait une créance de sept millions, réclamée par les deys d'Alger depuis vingt ans, et repoussée par tous les gouvernements précédents (10 nov.). — Le cabinet est recomposé par M. De caze, ministre de l'intérieur dans un sens moins libéral ; le baron Pasquier est aux affaires étrangères ; le marquis de La Tour-Maubourg, à la guerre ; M. Roy, aux finances (19 nov.). — Tous les exilés politiques sont rappelés, à l'exception des conventionnels qui ont voté la mort de Louis XVI (1^{er} déc.). — La chambre des députés annule l'élection de M. Grégoire, ancien évêque de Blois et régicide (6 déc.). — Publication de précieux fragments d'André Chénier. — Saint-Simon, dont les doctrines socialistes encore informes étaient connues seulement de quelques adeptes, trouve difficilement des éditeurs pour ses travaux : la Réorganisation de la société européenne, l'Industrie, l'Organisateur, le Politique, le Système industriel, le Catéchisme des industriels, etc. La Parabole lui valut un procès en Cour d'assises : il fut acquitté malgré la vivacité de ses critiques contre la noblesse et les princes du sang. — Exposition des produits de l'industrie fr. au Louvre (25 août) : depuis, elles se renouvellent tous les quatre ou cinq ans. — Mort de Mme Blanchard, à la suite d'une ascension au jardin de Tivoli (5 juillet). — Le radeau de la Méduse : école nouvelle de peinture.

Haïti. — Le roi des nègres, Henri-Christophe, tente vainement de dépouiller Boyer, le président des républicains de Port-au-Prince. Conspiration républicaine contre lui.

Pays-Bas. — Les États-Généraux rejettent le budget du gouvernement parce que les impôts directs y sont fixés à l'avance pour dix ans (24 déc.).

Russie. — Le droit d'établir des fabriques et des manufactures, qui jusque-là avait été réservé à la noblesse et aux négociants des deux premières classes, est accordé à tous

les paysans (9 janv.). — Création d'écoles d'enseignement mutuel auprès de chaque régiment, sur le modèle de celle de l'état-major des gardes : les officiers inférieurs et les soldats, formés à l'école normale de l'état-major, rempliront les fonctions de maîtres et de moniteurs (juill.). — Les écoles de Saint-Petersbourg sont réunies en université (13 nov.). — Abolition de la taxe de guerre acquittée depuis 1812 par les revenus des propriétés foncières, par les loyers de maison, les bénéfices sur les fabriques, les manufactures et autres établissements d'industrie (22 déc.). — Censure pour tout ce qui est imprimé dans le royaume de Pologne (20 sept.). — Travaux de Finlande, à la suite d'un voyage de l'empereur (oct.). Helsingford, située sur le golfe entre Abo et Viborg, reçoit le titre de capitale; on y commence des constructions et des établissements considérables : un peu à l'ouest du port, est la forteresse de Sweaborg, dont il veut faire un Gibraltar. — Le capitaine russe Billingshausen reconnaît l'île Macquarie, qui est très-loin au sud-sud-ouest de la Nouvelle-Zélande.

Turquie. — Indigne manque de foi du gouvernement britannique à l'égard de Parga, après qu'il a obtenu de la Porte la reconnaissance de l'indépendance des îles Ioniennes (24 avril) : Parga est abandonnée aux Turcs. Les habitants, plutôt que de vivre esclaves, quittent leur ville après avoir brûlé les ossements de leurs ancêtres.

1820.

Allemagne et Autriche. — Conformément à l'acte fédéral de 1815, le duc de Brunswick donne une constitution à ses peuples (25 avril). — Condamnation et exécution de Sand, le meurtrier de Kotzebue en 1819 (20 mai). — Le grand-duc de Hesse-Darmstadt donne une constitution à son peuple (17 déc.). — Création d'une faculté de théologie protestante à

Vienne, pour que les protestants de l'Autriche ne fréquentent pas les universités étrangères.

Amérique du sud et Espagne. — Un armistice de six mois est conclu à Truxillo, au sud-est du lac Maracaibo, entre les troupes espagnoles et celles de la Colombie (25 nov.). — Pendant les négociations, les territoires de Maracaibo et du bassin de la Hacha s'affranchissent et se réunissent à la Colombie. — Le Pérou est arraché à la domination espagnole par la protection que le parti de l'indépendance reçoit en même temps de lord Cochrane, du général de Buenos-Aires Saint-Martin, et de Sucre, adjudant de Bolivar, envoyé pour délivrer Quito.

Angleterre. — George III meurt peu de jours après son quatrième fils, le duc de Kent, qui laisse une fille au berceau, Victoria (29 janv.). Avènement de George IV, âgé de cinquante-huit ans, qui exerce depuis dix ans la régence (31 janv.). — Conspiration contre la vie des ministres, et dans un but révolutionnaire : cinq des conjurés, du parti radical, condamnés à mort, sont exécutés (1^{er} mai). — Scandales domestiques. Le roi renouvelle contre sa femme, Caroline, princesse de Brunswick, âgée alors de cinquante-deux ans, une accusation d'adultère portée déjà en 1806. Procès devant la cour des pairs pendant six mois (du 5 juin au 10 nov.) : la reine est acquittée.

Danemark. — Le physicien danois Oerstedt découvre la propriété qu'ont les courants électriques, produits par la pile de Volta, d'agir sur l'aiguille aimantée et de la détourner de sa position naturelle; c'est l'origine de l'électro-magnétisme.

Espagne. — Dans l'île de Léon, à l'extrémité de laquelle se trouvent la ville et le port de Cadix, des troupes qui doivent être embarquées pour aller combattre les indépendants en Amérique, se révoltent sous

Quiroga et Riego (5 janv.); elles réclament la constitution de 1812 : le mouvement d'insurrection gagne les provinces. Le roi cède (3 mars), convoque les cortès le 6, prête serment à la nouvelle constitution et abolit l'inquisition le 9; il bannit les jésuites, rétablit la liberté de la presse le 10. Les biens de l'inquisition serviront à amortir la dette publique. — Le czar se déclare prêt à combattre de tout son pouvoir cette révolution (2 mai). — Les anciennes cortès s'assemblent à Madrid (9 juill.). L'archevêque de Séville est nommé président, le général Quiroga vice-président; le roi vient dans l'assemblée renouveler le serment de fidélité à la constitution. Mais bientôt se forme une junte catholique, hostile au gouvernement constitutionnel. — Au Mexique Iturbide, un créole, se tourne contre le vice-roi Apodaca.

États-Unis. — Ratification du traité conclu avec l'Espagne au sujet des Florides (24 oct.). — Le Maine, détaché du Massachusetts, est admis comme Etat indépendant. — Missions protestantes aux îles Sandwich.

France. — Assassinat du duc de Berry, second fils du comte d'Artois, par Louvel; ce prince laisse sa veuve enceinte (13 févr.). — Nouveau projet de loi électorale, qui rétablit l'élection à deux degrés; proposition restrictive de la liberté individuelle; demande du rétablissement de la censure contre la presse le 15. Nouveau ministère, à la tête duquel est placé, malgré lui, le duc de Richelieu (20 févr.). Pendant qu'on discute la loi électorale, rassemblements séditieux à Paris (2, 3, 5, 6 juin). Exécution de Louvel le 7. Les rassemblements sont réprimés (9 juin). Vote de la loi électorale par 154 députés contre 93, le 12, par 141 pairs contre 56, le 28. Clôture de la session (22 juill.). — Découverte d'une conspiration militaire dans la garnison de Paris (20 août). — Naissance d'un héritier du trône, fils de la duchesse de Berry (20 sept.); Henri-Dieudonné reçoit

le titre de duc de Bordeaux, la première ville qui s'était déclarée pour les Bourbons le 12 mars 1814. — Le roi nomme ministres secrétaires d'Etat et membres du conseil des ministres, MM. Lainé, ancien président de la chambre des députés, de Villèle, de Corbière, qui a la présidence du conseil royal de l'instruction publique (19 déc.). — Mort des maréchaux Kellermann et Lefebvre (13, 14 sept.). — Déclaration comme d'abus contre l'évêque de Poitiers (13 déc.). — Marine royale : 76 navires 8 750 hommes d'équipage. — Mort du baron de Montyon, riche philanthrope. — Fr. Ampère conçoit la possibilité d'appliquer à la télégraphie les notions électro-magnétiques découvertes par le Danois Oerstedt. Il constate l'alimentation temporaire du fer par des courants d'électricité, principe essentiel de la télégraphie électrique. — Premières Méditations de Lamartine. — *La Vénus de Milo* en France.

Haïti. — Inutile attaque des Français. — Menacé par une insurrection militaire, le roi des nègres Henri 1^{er} Christophe, se brûle la cervelle (6 oct.). La population accepte pour chef Boyer, le président de Port-au-Prince (21, 23 oct.). Les Espagnols se maintiennent dans la partie orientale.

Italie. — Insurrection dans les Deux-Siciles comme en Espagne; elle est faite aussi par l'armée, gagnée aux principes des sociétés secrètes des carbonari. Révolte de la garnison à Nole, Ponte-Corvo, Bénévent (1^{er}, 4, 5 juill.). Le général Pepe, à Avelino, comme le général Quiroga en Espagne, demande une constitution le 6. Le duc de Calabre proclame la constitution même de l'Espagne le 7. Le roi prête serment à la constitution le 13 après la nouvelle d'une émeute à Palerme le 7.

Pays-Bas. — Le budget n'est accepté par les États-Généraux qu'avec une grande diminution dans les impôts (18 févr.). — Guerre des Hollandais, dans l'île de Sumatra, avec

le sultan de Palembang, au sud-est de l'île, qui avait été installé par les Anglais. Palembang deviendra tributaire en 1821, malgré les Anglais.

Portugal. — Comme en Espagne, des troubles éclatent lorsqu'on veut faire embarquer six mille hommes pour le Brésil. Le mouvement libéral d'Oporto, auquel s'associe une partie de l'armée, a pour objet la convocation des cortès (24 août). Le royaume est proclamé monarchie constitutionnelle sous la maison de Bragance. La régence de Lisbonne, soumise à l'influence anglaise, est abolie; Junte provisoire (2 sept.). Une nouvelle constitution est faite sur le modèle de celle de l'Espagne. Le roi se déclare pour les cortès.

Russie. — Bannissement des jésuites (25 mars) : ils trouvent asile dans la province autrichienne de Gallicie. — Plusieurs projets de loi du gouvernement sont rejetés par la diète de Pologne (sept.). L'empereur la déclare close, ses dernières paroles sont sévères (23 oct.). Formation de confédérations secrètes en Pologne.

Russie et Autriche, France, Prusse. — Le prince de Metternich a provoqué la réunion des conf. de Troppau, dans la Silésie autrichienne, pour étouffer les révolutions qui surgissent en Europe (31 août). Les souverains de Russie, d'Autriche et de Prusse s'y rendent. On y invoque les principes de la sainte-alliance et la nécessité d'affermir les trônes légitimes. Adhésion de la France, neutralité de l'Angleterre. Le congrès se transporte à Laybach, dans le royaume d'Illyrie (déc.).

Suède. — Le roi s'occupe d'abolir les corporations et de rendre les professions libres.

Turquie. — Ali, pacha de Janina, se révolte contre la Porte. Il appelle les Grecs à l'indépendance pour s'en faire des auxiliaires. — La société de l'Hétérie, formée depuis cinq ans pour la délivrance de

la Grèce, prend pour chef Alexandre Ypsilanti, âgé de vingt-huit ans, fils de l'ancien hospodar de Moldavie, enclui comme son père à la politique russe : sa famille était Fanariote.

1821.

Allemagne et Prusse. — Conformément à l'acte fédéral, un gouvernement constitutionnel est établi à Saxe-Cobourg (8 août). — La libre navigation de l'Elbe est l'objet d'un traité entre diverses puissances commerçantes de l'Allemagne (23 juin). — Création d'une compagnie rhénane prussienne pour les Indes occidentales. — Un concordat conclu avec le pape règle la condition de l'Eglise catholique dans les Etats prussiens (16 juill.) : il y aura deux archevêques, à Gnesne dans le duché de Posen, et à Cologne, et six évêques; à partir du 1^{er} janv. 1833, la dotation de l'Eglise doit être établie en rentes foncières. — Dans le grand-duché de Bade, fusion des deux Eglises luthérienne et calviniste (29 juill.). — Inauguration de la statue de Martin Luther à Wittemberg (1^{er} nov.).

Amérique du sud. — Après une victoire décisive de Bolivar sur Murillo, le général espagnol (24 juin), la Colombie donne une forme définitive à sa constitution, qu'elle modèle sur celle des Etats-Unis (20 août) : Bolivar, le libérateur, est nommé président pour quatre ans. Carthagène est prise par capitulation le 30. Les Espagnols ont encore des positions dans la Nouvelle-Grenade. — Le vice-roi espagnol du Pérou est défait par Saint-Martin, qui prend possession de la capitale, Lima (12 juill.). Saint-Martin est proclamé protecteur du Pérou (8 août); il donne une constitution à la république péruvienne (8 oct.). — O'Higgins reste directeur du Chili. — Le docteur Francia, dictateur du Paraguay, qui n'a rien à craindre pour son pouvoir avec une armée de trente mille hommes bien disciplinés, ne prend

aucune part à l'affranchissement du reste de l'Amérique. — Montevideo, qui redoute le despotisme du démocrate Artigas, protecteur de la Banda orientale, déclare vouloir être réunie au Brésil (15 juill.).

Angleterre. — La demande d'émancipation pour les catholiques d'Irlande est rejetée à la chambre haute (18 avril). — Couronnement solennel de George IV à Westminster (19 juill.). La femme du roi, quoique déclarée innocente par la chambre des pairs, n'y est pas admise. Elle meurt (7 août). — Population de l'Angleterre, du pays de Galles et de l'Écosse : 14 391 601 âmes; de l'Irlande : 6 801 827. — Le second voyage du capitaine Parry, au nord de l'Amérique septentrionale, a pour résultat la détermination de la presqu'île de Melville, entre la baie d'Hudson et le détroit du Prince-Régent.

Autriche, Deux-Siciles, Piémont, Prusse et Russie. — Congrès de Laybach. L'empereur Alexandre vient assister aux conférences, où est appelé le roi des Deux-Siciles, Ferdinand 1^{er} (18 janv.). Ce prince qui, avant de quitter l'Italie, a juré la constitution napolitaine, annonce de Laybach à son fils, le prince régent, que les grandes puissances veulent rétablir par la force l'ancien état de choses le 28. L'armée autrichienne passe le Pô, bat le chef de l'armée nationale, le général Pèpé, à la frontière des Abruzzes, près de Rieti (8 mars), entre à Naples après la dissolution du parlement le 24. — Dans le même temps, révolution du Piémont, où Santa-Rosa demande la constitution espagnole de 1812. Victor-Emmanuel, pour ne pas céder, abdique en faveur de son frère, Charles-Félix (13 mars) : celui-ci déclare conserver l'ancienne forme de gouvernement le 23. Les Autrichiens viendront en aide au parti royal. — Avant la clôture du congrès, déclaration où sont flétries « les fausses doctrines et les criminelles associations qui ont appelé sur les peuples

rebelles le glaive de la justice » (12 mai). — Le roi des Deux-Siciles rentre à Naples, abolit la constitution, rétablit les jésuites (15 mai). Les troupes de l'Autriche occuperont l'Italie pendant trois ans. — L'Angleterre persiste à rester neutre dans les affaires de la péninsule.

Brésil et Portugal. — Plusieurs provinces du Brésil, entre autres Para et Bahia, se déclarent pour la constitution promulguée en Portugal (1^{er} janv.); elle est proclamée et acceptée par le roi à Rio-Janeiro (févr.). Contre le vœu des Brésiliens, le roi Jean s'embarque avec de grandes richesses pour l'Europe, laissant la régence à son fils don Pedro, mais avec un ministère portugais; arrivé en Portugal (28 avril), il prête serment à la constitution (4 juill.).

Espagne. — La nation est partagée en libéraux ou constitutionnels, et en serviles ou ultra-royalistes. Le clergé, qui regrette la suppression des couvents et l'abolition des ordres religieux, encourage la formation d'une armée de la foi. Dissentiments entre le roi et les cortès. Révolte en Navarre contre la constitution (déc.). L'armée demande le renvoi des ministres. Des troubles sur plusieurs points. — Au Mexique Iturbide proclame (24 février) un plan de garanties favorable au clergé; il l'impose, à la suite de la convention de Cordova au nouveau vice-roi O'Donoju, se fait appeler généraliss. de l'empire (24 août). Il entre à Mexico (27 sept.), y établit un gouvern. provisoire et une junte réservant le titre d'empereur à Ferdinand VII ou au prince de sa race qui régnerait sur le Mexique affranchi.

États-Unis. — Le territoire de Missouri est détaché du nord de la Louisiane, et forme un État indépendant, membre de l'Union. Sa constitution admet l'esclavage : débat dans le congrès à ce sujet entre les États du nord et les États du sud, États à esclaves, qui gagnaient par cette admission une voix fédérale. Com-

promis présenté par M. Clay, adopté par le congrès; une ligne de démarcation est tirée entre les États libres et les États à esclaves. — Reconnaissance des nouvelles républiques de l'Amérique du sud (févr.).

France. — Plus de quatre ans après l'assassinat du maréchal Brune, un des coupables, livré à la cour d'assises de Riom (département du Puy-de-Dôme), subit la peine capitale (25 févr.). — Le domaine de Chambord, acheté par une souscription nationale sous le nom du comte de Calonne, est offert au duc de Bordeaux (5 mars). — Mort de Napoléon à Sainte-Hélène, âgé de moins de cinquante-deux ans. Les iniques procédés du gouverneur sir Hudson Lowe avaient aggravé les conditions rigoureuses réglées par le gouvernement de Londres (5 mai). Son corps enseveli à Sainte-Hélène reste aux mains des Anglais jusqu'en 1840, où il sera rapporté en France. — Une loi établit la censure des journaux (26-28 juill.). — A la chambre des députés, les deux oppositions de droite et de gauche discutant l'adresse votent d'accord cette phrase ambiguë : « Nous nous félicitons, sire, de vos relations constamment amicales avec les puissances étrangères, dans la juste confiance qu'une paix si précieuse n'est pas achetée par des sacrifices incompatibles avec l'honneur de la nation et la dignité de la couronne » (26 nov.). Triomphe du côté droit : MM. de Villèle aux finances, de Montmorency aux affaires étrangères, de Peyronnet à la justice, Corbière à l'intérieur (15 déc.). Procès de Béranger pour un second recueil de chansons (déc.). — *Simple discours* de P. L. Courier. — *De l'Église gallicane*, et *Soirées de Saint-Petersbourg*, ouvrage posthume de Joseph de Maistre. — *Histoire des Français* de Sismondi, de 1821 à 1843; 31 volumes. — J. de Champollion déchiffre l'écriture hiéroglyphique des Égyptiens; le zodiaque de Dendérah est à Paris. — Créa-

tion de l'éc. des Chartes; de l'acad. de médecine; de la Soci. de géographie. — Popul. : 30 461 875 âmes.

Haïti. — La partie orientale, qui relevait de l'Espagne, se détache de la métropole, et se proclame en république (1^{re} déc.). Le nom de la ville de Domingo sert à désigner le nouvel État dominicain.

Russie. — Tout commerce est interdit aux nations étrangères avec les îles Aleutiennes, situées entre le Kamtchatka et l'Amérique russe, dont les limites maritimes sont déterminées (oct.). L'empereur attire par des privilèges tous les négociants russes ou étrangers qui voudront, dans l'espace de dix ans, établir une maison de commerce en Géorgie et dans les provinces russes du Caucase (oct.). — Le capitaine Billingshausen dépasse la position de l'île Macquarie et découvre deux îles très-petites, Pierre I^{er} et Alexandre I^{er}, qui sont les plus reculées vers le pôle austral.

Suède et Norvège. — Le storting de Norvège supprime la noblesse héréditaire (9 mai). Le roi Charles-Jean réclame du moins une indemnité en faveur des nobles dont les privilèges sont abolis, et propose la création d'une noblesse nouvelle, qui sera donnée comme récompense des services rendus au pays.

Turquie. — Début de l'insurrection hellénique. Le chef de l'Hétérie grecque, Alexandre Ypsilanti, vient de Russie, mais sans le concours du czar, appeler à l'indépendance les Moldaves, les Valaques et les Grecs (mars) : ses soldats sont surtout des Arnauts, barbares indisciplinés issus des montagnes d'Albanie et d'illyrie. — Les Grecs de Morée massacrent ou chassent les Turcs et prennent pour chef son frère Démétrius. Vengeances exercées par la Porte : elle fait mourir le patriarche de Constantinople et quatre évêques (22 avril), et persécute les populations chrétiennes en Thrace, en Macédoine, en Asie Mineure. Les insulaires de Psara, au nord-ouest de Chio, de

Spelzia et d'Hydra, au sud de l'Argolide, arment pour la guerre d'indépendance. Pas d'unité de commandement, pas de système politique. Un sénat est convoqué à Calamata, en Messénie, par Mavromicallis, qui ne peut rattacher à lui les autres chefs (mai). — Alexandre Ypsilanti, qui combat dans les provinces danubiennes, est défait (10 juin) et fuit chez les Autrichiens qui le gardent prisonnier. — Son frère Démétrius, venu à Hydra, reconnu stratège (19 juin), perd bientôt le commandement. Succès des Grecs à Nauplie de Malvoisie, au sud-est de la Laconie; à Navarin, à Cassandra (l'ancienne Potidée), aux Thermopyles (août, sept.). Tripolitza, au cœur de la Morée, enlevée d'assaut (17 oct.), devient le siège d'un gouvernement provisoire. Constitutions rédigées à Missolonghi (1^{er} nov.), à Salona le 11. Un congrès ouvert à Épidaure, en Argolide, par Démétrius Ypsilanti et Mavrocordato (15 déc.), prépare la rédaction de l'acte d'indépendance. — Les troupes de Kourschid pacha étaient occupées alors à bloquer Ali dans Janina.

1822.

Allemagne. — Réunions plus fréquentes, mais sans danger pour les gouvernements, des piétistes luthériens qui affectent une austère piété et des mœurs sévères. — Cures miraculeuses du prince allemand Alexandre de Hohenlohe, chanoine à Grosswardein en Hongrie, qui a des imitateurs.

Amérique du sud. — Le président de la république de Colombie, Bolivar, gouverne avec modération et désintéressement. La guerre continue contre l'Espagnol Murillo, qui reprend Maracaibo (sept.). — Au Pérou, Saint-Martin remet à un congrès le pouvoir qu'il exerçait avec le titre de protecteur (20 sept.). Il se retire en France, où il mourra en 1850, âgé de soixante-douze ans. Le général colombien Sucre dirige presque souverainement cette république. — Au Chili, abdication d'O'Higgins :

le pouvoir exécutif passe à une junte provisoire. — Le dictateur du Paraguay, Francia, négocie secrètement une alliance avec l'Espagne contre les autres colonies révoltées, et s'engage à les combattre si on veut reconnaître ses pouvoirs. Organisation européenne; il divise le territoire en six départements.

Angleterre. — Le parlement rejette encore le bill d'émancipation des catholiques d'Irlande (19 juin.). La disette ajoute à l'irritation des Irlandais. Troubles. Suspension de l'acte d'*habeas corpus*. — Suicide du principal ministre Castlereagh, Irlandais, et marquis de Londonderry, si dur pour ses compatriotes (12 août). Canning devient principal ministre. — Invention de la stéréotypie. — Mort du poète Shelley en Italie.

Bésil et Portugal. — Le prince régent du Brésil, don Pedro, que son père a rappelé au Portugal, déclare aux Brésiliens qu'il ne les abandonnera pas (15 janv.). La nation demande à se séparer du Portugal. Assemblée des députés brésiliens (23 févr.) : l'indépendance du Brésil est proclamée (1^{er} août). Nouvelle constitution (30 août). L'assemblée nationale, à Rio-Janeiro, nomme don Pedro empereur héréditaire et constitutionnel du Brésil (12 oct.). Son couronnement (1^{er} déc.). — L'infant de Portugal, don Miguel, second fils de Jean VI, par les conseils de sa mère, sœur du roi d'Espagne, aspire au pouvoir royal. Il entreprend sans succès de détrôner le roi et de chasser les cortès (2 juin).

Espagne. — Les cortès divisent le royaume en cinquante-deux départements (29 janv.). Elles veulent traiter avec les colonies révoltées. — Les rétrogrades espèrent déjà l'intervention de la France : des royalistes et des moines passent au nord des Pyrénées. Complot de la garde royale contre la constitution; dans le palais de Madrid elle proclame roi absolu Ferdinand VII (1^{er} juill.). Beaucoup de gardes royaux sont massés

crés par la milice nationale le 7. Changement de ministère (6 août). Formation d'une jeune royaliste et d'une régence suprême à Urgel, le 16. Un trappiste qui commande les troupes anticonstitutionnelles est battu le 20.

États-Unis. — Le message présidentiel annonce que l'Union regardera comme attaque personnelle toute entreprise d'une puissance européenne pour rétablir en Amérique le régime colonial.

France. — Dangers, fautes, et rigueurs du gouvernement. La faveur dont abusent les ultra-royalistes, les jésuites et les missionnaires provoque les conspirations et les émeutes, suivies bientôt de lois de répression et de condamnations capitales : les non-révélateurs sont punis comme les complices. Développement des sociétés secrètes, affiliées à la secte des carbonari; elles se proposent le renversement du gouvernement à main armée. — Affaires de Béfort, et de l'école de Saumur. Trois sentences de mort (20 févr.); tentative du général Berton sur Saumur le 24. — Troubles sanglants à l'école de droit le 5 mars; suspension des cours le 6. — Découverte d'un complot à la Rochelle parmi les sous-officiers du 45^e régiment de ligne le 17. Nouvelles lois sur la presse (17, 18, 25 mars). — Exécution capitale par suite de la conspiration de Toulon, le 10 juin. Arrestation du général Berton le 17. La cour d'assises de Colmar condamne à cinq ans de prison quatre non-révélateurs (13 août). — M. de Villèle, ministre des finances, devient président du conseil (4 sept.). — Exécution des quatre sergents de la Rochelle sur la place de Grève le 21. Six condamnations capitales prononcées par la cour d'assises de Poitiers dans l'affaire du général Berton (12 sept.). Sentence capitale à Strasbourg contre le lieutenant-colonel Caron pour tentative d'embauchage (1^{er} oct.). Exécution de Berton (5 oct.). Troubles à l'école de médecine; la Faculté est supprimée (18, 21 nov.). — Suspen-

sion du cours d'histoire de M. Guizot à la Sorbonne (12 oct.). — Suppression de l'école normale. — *Odes et Ballades* de M. Victor Hugo. — Société Asiatique, due à Sylvestre de Sacy. — L'ingén. Fresnel crée les phares à feu et à réflecteur. — Étud. hiéroglyphiques de Champollion le jeune.

France et Angleterre, Autriche, Espagne, Prusse, Russie. — Congrès de Vérone où vient le roi de Prusse (20 sept.), les empereurs d'Autriche et de Russie (15, 17 oct.). L'Angleterre, qui y est représentée par le duc de Wellington, ne veut pas d'une intervention armée en Espagne; elle ne paraît s'intéresser qu'aux affaires d'Orient et d'Italie, et poursuit l'abolition de la traite des nègres, pour laquelle se mettront d'accord les cinq puissances le 1^{er} déc. Les diplomates français MM. de Montmorency et de Chateaubriand proposent d'intervenir contre les constitutionnels d'Espagne, la France se charge de la guerre (20 oct.): adhésion de l'Autriche, de la Prusse, de la Russie le 30; l'Angleterre restera neutre. Une note circulaire des cours continentales considère les révolutions de Grèce, d'Espagne, de Naples, de Turin, comme étant toutes de même origine et dignes du même sort; mais on ne prend pas de mesures répressives contre les Grecs, que la Russie et l'Angleterre aiment mieux laisser aux prises avec les Turcs (14 déc.). — M. de Chateaubriand devient ministre des affaires étrangères le 28.

Haiti. — La partie espagnole de l'île reconnaît pour président Boyer, qui réunit ainsi l'île entière (2 févr.).

Italie. — Pendant l'occupation autrichienne, les amis de la liberté sont recherchés pour être mis à mort ou bannis. — Conspiration découverte et punie à Palerme (9 janv.): ordonnance royale d'amnistie pour les affiliés des sociétés secrètes. — Les Autrichiens évacuent le Piémont (31 déc.), sauf cinq mille hommes qui resteront encore neuf mois.

Mexique. — Les cortès proclament l'indépendance de la nation (févr.) : elle est reconnue par les États-Unis (févr.) et par la république du Pérou (avril). Les troupes proclament empereur Iturbide sous le nom d'Augustin I^{er} (18 mai) : une partie des Mexicains veut la république.

Pays-Bas. — Création d'une banque néerlandaise à Bruxelles. — La langue hollandaise doit être introduite dans toutes les écoles et à partir du 1^{er} janv. dans tous les tribunaux (26 oct.) : les avocats belges pourront se servir encore du français jusqu'en 1825.

Russie. — Le grand-duc Constantin, à cause de son mariage illégal, transfère son droit d'héritage à son frère le grand-duc Nicolas. — La franc-maçonnerie est interdite. — Les Russes qui habitent les cercles d'Irkoustk, d'Ockhotsk, de Kamtchatka, en Sibérie, sont exemptés de la conscription militaire (août).

Suède. — Travaux d'utilité publique. Canaux. Routes. Jonction opérée entre le lac Wener et le lac Wetter. Navigation organisée entre la mer Baltique et la mer du Nord.

Suisse. — Dans les cantons de l'est, troubles religieux.

Turquie. — Le congrès d'Éplandre rédige et promulgue l'acte d'indépendance de la Grèce (1^{er}, 27 janv.). L'état sera gouverné par un sénat de cinquante-neuf membres, sous la présidence d'Ypsilanti, et par cinq conseillers que préside Mavrocordato : ce conseil a le pouvoir exécutif. Mécontentement des chefs militaires qui ne reçoivent pas de fonctions publiques. — Chute sanglante d'Ali-Pacha : il est lâchement assassiné dans une conférence que lui propose Kourschid-Pacha devant Janina (5 févr.). — Suite de la guerre d'indépendance. Corinthe a été prise par Démétrius Ypsilanti. Mais Chio est saccagée par le capitán-pacha (11 avril). Le Grec Canaris fait sauter

le vaisseau amiral du capitán-pacha (19 juin). Dissentiment entre les Grecs Colocotroni et Mavrocordato. Mavrocordato a entrepris de protéger les Souliotes, que chasseront encore les Turcs (24 déc.) : vaincu à Arta (ancienne Ambracie), il s'est fortifié dans Missolonghi, près du golfe de Patras ; dans l'intervalle les Grecs ont perdu Corinthe (20 juill.). En Morée, Napoli de Romanie (ancienne Nauplie de l'Argolide), est vivement attaquée par les Grecs, qui la forceront à capituler le 11 janvier 1823. — Le vice-roi d'Égypte envoie des vaisseaux contre les Grecs : les tempêtes et les brûlots lui causent de grandes pertes. — Conduite oblique de l'empereur Alexandre : il ne veut pas secourir ouvertement un peuple qui combat pour l'indépendance, ses troupes quittent même les frontières de Moldavie et de Valachie. L'Angleterre et l'Autriche invitent la Porte à chercher des moyens d'accommodement. La cause grecque trouve des sympathies en Allemagne.

1823.

Allemagne et Prusse. — Arrêté de la diète sur l'organisation définitive de l'Allemagne (3 août). — En Prusse les états provinciaux sont organisés en états généraux (5 juin) : c'est l'exécution incomplète de la promesse d'un gouvernement représentatif, qui remonte au 22 mai 1815.

Amérique centrale. — La vice-royauté espagnole de Guatemala, au sud du Mexique, proclame tardivement son indépendance et se constitue en États-Unis de l'Amérique centrale (1^{er} juill.) : président, don Manuel Jose d'Arco. Elle est reconnue par le Mexique.

Amérique du sud. — Traité d'alliance défensive de la Colombie avec la république de la Plata (8 mars). Après une victoire à Quito sur Murillo, Bolivar ouvre le sénat colombien (8 mai). — Il donne des secours aux Péruviens attaqués encore par

un vice-roi espagnol, prend pour eux la ville de Lima (1^{er} sept.), et mérite du congrès péruvien le titre de Libérateur. — Au nom de ses concitoyens de la Colombie, il chasse les Espagnols de la dernière place qu'ils possédaient au nord, Puerto Cabello, à l'ouest de Caracas (8 nov.). — La constitution du Chili est modifiée. Freyre est nommé dictateur (19 juill.). Nouveaux troubles.

Angleterre. — Émigration d'Irlandais au Canada favorisée par le parlement. Le Canada a 900 000 colons européens, en grande partie catholiques; cette colonie coûte annuellement à l'Angleterre 709 000 livres sterling. — Les prohibitions en matière de commerce sont combattues au parlement et dans la presse par Huskisson; le ministre Canning lui donne la présidence du bureau du commerce. — Les capitaines Powel et Weddel terminent un voyage de deux ans au sud du cap Horn. Découverte des îles Powel ou Orcades australes, stériles et tristes, entourées de glaces; de l'archipel Sandwich; de la Géorgie; de la terre de la Trinité.

Brésil. — L'empereur don Pedro, pour compléter la séparation avec le Portugal, rappelle tous les Brésiliens, et renvoie en Europe les soldats portugais (8 janv.). — Le congrès limite ses pouvoirs (28 juill.); il le dissout. Une nouvelle assemblée fait une constitution plus favorable à l'autorité du prince (11 déc.). — L'Anglais Cochrane est nommé amiral.

Espagne et France. — L'Autriche, la Prusse et la Russie rappellent de Madrid leurs ambassadeurs en signe de rupture avec le gouvernement constitutionnel et les cortès (9 janv.). Proclamation de la régence royaliste d'Espagne, siégeant à Toulouse. Louis XVIII, en ouvrant la session législative, annonce la guerre d'Espagne: cent mille hommes seront conduits par le duc d'Angoulême, fils aîné du comte d'Artois (28

janv.). — Départ du prince (15 mars). Les cortès se transportent à Séville où Ferdinand VII est forcé de les suivre le 20. De Bayonne, proclamation du prince français au peuple espagnol (2 avril). Cinq corps d'armée sous deux maréchaux, Oudinot et Moncey, et trois lieutenants généraux (ci-devant généraux de division), Molitor, prince de Hohenlohe, Bordesoulle: réserve sous le général Lauriston; une division est composée exclusivement d'Espagnols. — Passage brillant de la Bidassoa (7 avril). Course facile et heureuse jusqu'à Madrid (24 mai): les généraux constitutionnels, même Mina, en Aragon, n'ont pas pu arrêter la marche des Français. Le duc d'Angoulême reconnaît à Madrid, où déjà a eu lieu une réaction sanglante, la régence proposée par les conseils de Castille et des Indes, le 25: le duc de l'Infantado la préside. Deux colonnes mobiles marchent sur l'Andalousie et l'Estrémadure, tandis que le second et le quatrième corps s'étendent de Barcelone à Sagonte et à Valence. — Les cortès emmènent Ferdinand VII de Séville à Cadix, le déclarent en état d'empêchement moral et nomment une régence provisoire (12 juin). Le corps de Bordesoulle arrive à Port-Sainte-Marie, au nord-est de Cadix, et la bloque le 24. La régence royaliste reçoit la soumission de deux généraux constitutionnels, Morillo à l'entrée de la Galice (10 juill.), Ballesteros repoussé de Sagonte et vaincu à Guadix, à l'est de Grenade (4 août). Ordonnance, rendue à Andujar, à l'est de Cordoue, par le duc d'Angoulême pour empêcher les arrestations arbitraires et les exécutions sanglantes ordonnées par le parti royaliste (8 août). Les officiers français ouvrent les prisons: protestation de la régence d'Espagne. Succès du duc d'Angoulême au Trocadero, position entre Cadix et l'île de Léon, bien fortifiée et défendue par mille sept cents hommes d'élite et cinquante bouches à feu le 31. Fin de la guerre en Galice le 27. Capitulation

lation de Pampelune (17 sept.). Le général Riégo, auteur du soulèvement militaire de l'île de Léon en janv. 1820, est pris le 27. Les cortès rendent la liberté à Ferdinand VII qui quitte Cadix (1^{er} oct.); il est reçu à Port-Sainte-Marie par le duc d'Angoulême. Cadix est bientôt occupée par les Français. Les cortès disparaissent. Le duc d'Angoulême a déjà repris la route de France. Le général Riégo, jugé par une cour civile, est exécuté à Madrid (7 nov.). Ferdinand VII rentre dans sa capitale le 13.

États-Unis. — Le gouvernement, pendant l'intervention armée de la France en Espagne, déclare qu'il considérera comme attentatoire à son indépendance toute tentative des puissances européennes contre les états de l'Amérique du sud (29 nov.). Il approuve les efforts faits par les Grecs et les Portugais pour s'affranchir (déc.).

France. — L'école de médecine de Paris est réorganisée (2 févr.). — Manuel, pour une appréciation du jugement de Louis XVI par la Convention (26 févr.), est déclaré exclu de la chambre des députés (3 mars), et enlevé de la salle le 4. Agitation même dans la rue. — Travaux historiques de MM. de Barante, Guizot, Thiers. — Le capitaine Duperrey achève un voyage scientifique dans l'Océanie : vingt-cinq mille lieues en trente et un mois et demi, sans la perte d'un seul homme, sans maladies, sans avaries. — La chambre est dissoute (24 déc.). — Carnot meurt en exil à Magdebourg.

Malte. — Boyer prévient ou punit avec fermeté les troubles que provoquent les anciens colons français, dépouillés de leurs possessions depuis trente ans. — Organisation européenne.

Iles Ioniennes. — Le commissaire anglais, lord Guilford, institue à Corfou une université qui s'ouvrira en mai 1824.

Italie. — Mort de Pie VII (20 août). Léon XII est élu (27 sept.). Les jésuites recouvrent leurs collèges et l'éducation de la jeunesse. Il annonce un jubilé général pour 1825.

Mexique. — Iturbide, sentant que le pouvoir va lui échapper, le dépose aux mains d'un congrès (19 avril). Il s'embarque pour l'Italie : l'ambition le ramènera vers l'Amérique. Le président du congrès, Victoria, organise les États-Unis mexicains sur le modèle des États-Unis du nord (16 déc.).

Portugal. — Le parti hostile à la constitution compte sur l'intervention française, mais l'Angleterre annonce qu'elle repoussera toute attaque. Au moment où l'armée française s'approche de la frontière, nouvelle révolte impuissante de don Miguel qui déclarait la constitution abolie (27 mai) : il est envoyé à Vienne. Le jour anniversaire d'une tentative de réaction en 1822, un nouveau mouvement rend l'influence à la reine, sœur du roi d'Espagne (1^{er} juin) : le roi abolit la constitution, tout en promettant une charte, le 5. Quand le duc d'Angoulême a quitté l'Espagne, l'assemblée nationale qui ne craint plus d'intervention armée, présente au roi Jean VI une constitution qu'il accepte (17 nov.). Les Anglais ressaisissent leur influence (11 déc.).

Russie. — Interdiction des livres étrangers qui traitent de la politique dans un sens contraire aux principes de la sainte-alliance (avril). — Par suite de la renonciation de son frère pulné Constantin, l'empereur reconnaît publiquement pour son successeur son second frère, le grand-duc Nicolas, âgé de vingt-sept ans (16 août). — Jardin botanique à Saint-Petersbourg. Travaux de routes et de canaux, dirigés par le duc de Wurtemberg. — Délimitation de frontières avec la Perse : l'Aras au sud du Kour coule presque tout entier dans l'empire russe qui comprend encore, au delà, la ville de Gomeri au sud d'Erivan.

Suède. — Ouverture de la diète (23 janv.) : la session durera onze mois. Les trois états ne veulent pas de la publicité des débats. — Adoucissement de la condition des paysans. — Une conspiration contre la vie du roi est découverte. — Un parti évoque en vain le souvenir de Gustave IV, le roi banni en 1809 qui est retiré en Suisse (déc.).

Suisse. — Les exhortations de M^{re} de Krudner ont entraîné les âmes enthousiastes à une dévotion exaltée. L'association mystique des nommiers se détache complètement de l'Eglise dominante (déc.).

Turquie. — Un incendie détruit à Constantinople plusieurs milliers de maisons (1^{er} mars). — Guerre hellénique. Marcos Botzaris, Albanais, de Souli, se dévoue et meurt à Missolonghi, comme Léonidas (juill.). Corinthe est reprise par les Grecs (2 oct.). Ambition rivale des chefs grecs : Colocotroni renverse Conduriotis et Mavrocordato, il met de son côté le conseil exécutif : Intervention énergique du corps législatif. — Le grand poète d'Angleterre, lord Byron, après s'être associé aux projets d'émancipation de l'Italie, se rend au milieu des Grecs à trente-cinq ans, leur prodigue sa fortune, les aide à établir des presses et des postes, négocie pour eux un emprunt en Angleterre, fait des efforts pour rallier les partis.

1824.

Allemagne. — Mesures préventives contre les tendances révolutionnaires, arrêtées à Jolannisberg (duché de Nassau), par les ambassadeurs d'Autriche, de France, de Prusse, d'Angleterre et par des ministres des états allemands (juin). La diète fortifie le principe monarchique et ordonne la prorogation de la loi provisoire sur la presse (26 juill.). Une commission examinera les vices de l'enseignement. — Constitution dans la Saxe-Meiningen (4 sept.). —

Douane supprimée entre la Hesse-Darmstadt et Bade (8 sept.). — Contestations entre le royaume des Pays-Bas et les états allemands du Rhin, au sujet de la libre navigation du fleuve. — *Les Doriens*, ouvrage historique capital d'Otfried Müller.

Amérique du sud. — A Buenos-Aires, traité de commerce avec la Colombie. De Las Heras reçoit les pouvoirs de capitaine général (3 mars) et de directeur (mai). Suspension d'armes de quatorze mois avec les Espagnols (juill.). Buenos-Aires reçoit des ambassadeurs de l'Angleterre et des Etats-Unis. — Le libérateur du Pérou, Bolivar, ne peut empêcher les troupes espagnoles de prendre Callao, place importante près de Lima (5 févr.), d'attaquer même Lima, devant laquelle il est vaincu par Canterac, Arequipa au sud-ouest de Cuzco, et Potosi, presque à l'extrémité sud du Pérou. Les rivalités des généraux espagnols sont favorables à la cause de l'indépendance. Bolivar, qui a été nommé dictateur, a le temps de réorganiser son armée. Sucre, avec des troupes auxiliaires que lui amène du Chili O'Higgins, bat Canterac à Junin, au nord-est de Lima (6 oct.), et reprend Lima, le 26 ; dans le haut Pérou, il est vainqueur des généraux La Serna et Valdès à La Paz Ayacucho, au sud-est du lac Titicaca : le général Canterac capitule et retourne en Europe. Les Espagnols gardent cependant encore Callao, et occupent, avec leur chef Olaneta, le sud-est du Pérou. — Au milieu de la guerre, Bolivar invite tous les états américains et même le dictateur du Paraguay, Francia, à un congrès, à Panama, pour ne former qu'une seule confédération (déc.). — Congrès général à Buenos-Aires pour l'établissement d'un gouvernement central qui s'applique aux provinces de l'ancienne vice-royauté espagnole de Buenos-Aires (22 déc.). — Constitution vicieuse au Chili, trop grande influence du clergé ; embarras des

finances. Démission du dictateur Freyre, une assemblée de notables le rappelle au pouvoir; il prépare la révision de la constitution. — **Francia** crée un conseil d'état de vingt-deux députés qui prend part aux affaires. Bonplan, retenu malgré lui au Paraguay, construit une route. Les armes seules peuvent y être importées.

Angleterre. — Abrogation des lois sur les coalitions d'ouvriers. — Différends avec Alger (31 janv.) : transaction (26 juill.). — Au nord de la côte d'Or et de la côte des Esclaves en Guinée, où veulent pénétrer les Anglais, vive résistance des Achantis qui habitent un pays fertile et riche en mines (janv.-juill.). — Convention avec les Pays-Bas pour l'abolition de la piraterie dans la mer des Indes (17 mars). Les établissements des Pays-Bas sur le continent indien sont cédés à l'Angleterre qui, en retour, renonce à ses possessions de l'île de Sumatra. — Guerre avec les Indiens birmans, à l'est du Bengale (janv.) : le chef anglais Campbell s'empare de l'ancienne capitale Pégou (déc.). — L'ingénieur français, Brunel, commence le tunnel de Londres au-dessous de la Tamise (juill.). — On forme une galerie nationale de tableaux et statues.

Brésil. — L'empereur accepte la nouvelle constitution (9 janv.), et prête serment (25 mars). Tentative de révolte dans la régence de Fernambouc, réprimée par l'amiral lord Cochrane. — L'indépendance est reconnue par les États-Unis (26 avril). — Découverte de quatre riches mines d'or.

Espagne. — Réactions sanglantes encouragées par la présence de l'armée française. Acte d'amnistie illusoire (1^{er} mai). Nouveaux troubles. Les constitutionnels cherchent un asile en Afrique et à Gibraltar; mais même sur la côte de Tarifa, ils sont atteints par les royalistes espagnols

et par les Français (août). Corps de volontaires royaux, organisé et payé par les moines. Il est décidé que les troupes françaises resteront au delà du 1^{er} janv. (10 déc.). Zéa Bermudez est le plus modéré dans le ministère.

États-Unis. — L'Union maintient son principe de réciprocité pour la liberté du commerce, et négocie avec toutes les nations pour le faire reconnaître (8 janv.). — Règlement de frontières maritimes avec la Russie (avril) : elles sont fixées au 54° latitude nord. — Réception brillante faite au général La Fayette à New-York (16 août). Le congrès lui décerne une récompense nationale en argent et en terres (9 déc.). — Le réformateur socialiste anglais, Robert Owen, fonde dans le district d'Indiana, sur les bords de la Wabash, un établissement industriel, New-Harmony, où les principes de la communauté ne réussissent pas comme à New-Lanark en Écosse. Beaucoup d'imitateurs cependant aux États-Unis.

France. — Ouverture de la session (23 mars) : annonce d'un projet de conversion des rentes. — Adoption de la loi qui rend la chambre septennale (juin). — Chateaubriand, qui n'approuve pas le projet de conversion des rentes, est remplacé aux affaires étrangères par le baron de Damas (4 août). Reconstitution du cabinet : l'évêque d'Hermopolis est nommé ministre des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique. — La censure est rétablie, par ordonnance (15 août), pour les journaux et les écrits périodiques. — Projet d'indemnité en faveur des émigrés. — Fondation de l'école forestière de Nancy. — Mort du roi (16 sept.). — Son frère le comte d'Artois, Charles X, lui succède à soixante-sept ans. — Charles X déclare vouloir maintenir la charte. Ouverture de la session (22 déc.) : le roi annonce le projet d'indemnité qui sera soumis aux chambres en faveur des propriétaires dépouillés pendant la révolution. On peut craindre une réaction. —

Fondation du journal *le Globe*. — Le *Massacre de Chio* d'Eug. Delacroix est le triomphe du romantisme dans la peinture; esprit différent de Gros, Léopold Robert, Ingres, Heim.

Mexiq. — Boyer demande au pape et à la France la reconnaissance de l'indépendance de l'île. Il l'obtient du saint-siège (24 juill.), mais les archevêques et évêques américains ne sont pas autorisés à se soumettre. Mauvais accueil en France: Boyer se prépare à résister (oct.).

Italie. — Le roi de Piémont, Charles-Félix, rétablit la corvée; les Vaudois sont persécutés. — Dans le duché de Lucques, Charles-Louis, âgé de vingt-cinq ans, marié à une princesse de Sardaigne, succède à sa mère, sœur du roi d'Espagne Ferdinand VII (13 mars). — Mort de Ferdinand III, frère de l'empereur François I^{er}, grand-duc de Toscane dès 1790 (18 juil.): son fils Léopold a vingt-sept ans. — Léon XII encourage tous les gouvernements à la propagation de la foi (3 mai); il favorise les prédications des missionnaires en plein air (24 sept.). — Dans les Deux-Siciles, la secte révolutionnaire des barabistes est réprimée par des condamnations capitales (mai): beaucoup sont bannis à Tunis. Réduction, par économie, de l'armée autrichienne; enrôlement de Suisses.

Mexique. — Insurrection au nom d'Iturbide avant son retour d'Europe. Iturbide est mis hors la loi, arrêté dès son arrivée, et fusillé (10 juill.) à Tampico.

Portugal. — Toujours excité par sa mère et espérant le concours du parti du clergé, don Miguel se révolte contre son père, qui cette fois n'est sauvé que par la fermeté des ambassadeurs étrangers (30 avril). Le prince est envoyé de nouveau à Vienne: il passe par Paris; la reine est surveillée (18 juin). — Rétablissement des anciennes cortès. Amnistie générale. — Conspiration pour

don Miguel, à Lisbonne; elle avorta, est punie (25 oct.).

Russie. — Projet de grande route entre les deux capitales de l'empire, de communication entre la mer Noire et la mer Baltique par des canaux dérivés du Dniéper et du Niémen. — L'empereur visite les mines d'or de l'Oural, au delà d'Orembourg: il est reçu par la grande tribu indépendante des Kirghiz, alliée de l'empire (oct.). — Terrible inondation à Saint-Petersbourg (19 nov.).

Suède et Norvège. — En Norvège résistance à l'incorporation; le storthing refuse au roi le veto absolu et l'établissement d'une nouvelle noblesse. — Université à Christiania (21 juill.).

Suisse. — Anarchie religieuse et politique. Les cours de France et de Rome encouragent les catholiques. Puissance des jésuites dans le Valais. Mesures répressives prises par les protestants de Berne contre les catholiques. Désordres des momiers dans le pays de Vaud. Genève est un foyer des sociétés secrètes qui agitent l'Italie, surtout Naples.

Turquie. — Question grecque. Politique protectrice de l'Angleterre et de la Russie: le ministre Canning, malgré Wellington, soutient les Grecs par des négociations: il est favorable à un emprunt du gouvernement grec (21 févr.). Un conseiller d'état russe négocie à Constantinople en faveur des Grecs, de concert avec l'Angleterre. — Mort de lord Byron à Missolonghi (19 avril). — Ardeur de la guerre maritime. Les Turcs massacrent les Grecs dans l'île de Psara, au nord-ouest de Chio (juill.). La flotte de Miaulis et de Canaris leur donne la chasse, sauve Samos, bat une partie de la marine ottomane dans les eaux de Chio (oct.), va chercher l'autre jusque dans la mer de Candie (nov.). — La lutte sur terre est sans résultat. — Colocotroni se révolte ouvertement contre le

président Mavrocordato que soutient Conduriotis (déc.).

1825.

Allemagne et Prusse. — Débordements de la mer sur la côte hollandaise et allemande. — Le commerce du Rhin souffre de l'établissement de plusieurs douanes par les états allemands que traverse le fleuve, et des prétentions des Pays-Bas sur le transit du bassin inférieur. — L'agitation révolutionnaire a pour foyer le Wurtemberg, où plusieurs condamnations sont décrétées : on enferme les condamnés dans des forteresses. — En Bavière, Louis I^{er} succède à son père Maximilien-Joseph (13 oct.). — Diète provinciale de Silésie, (2 sept.). — Mort de Jean-Paul Richter.

Amérique du sud et Brésil. — Tentative malheureuse des Chiliens sur la grande Ile espagnole de Chiloé (31 janv.) : le gouverneur de l'Ile compte sur l'appui des Russes et des Français. — Traité de la Colombie avec Buenos-Aires, Guatemala, les États-Unis, le Mexique. Traité de commerce avec l'Angleterre qui l'a reconnue le 12 janvier. — Après de nouvelles défaites des Espagnols dans le Pérou supérieur, le congrès du Pérou nomme de nouveau Bolivar dictateur avec des pouvoirs très-étendus (10 mai). Bolivar forme une assemblée de représentants pour le haut Pérou, le 16 : les provinces de la Paz, de Potosi, de Charkas ou Chiquisaca, à l'est du Potosi, de Cochabamba, au nord du Potosi, de Santa-Cruz, à l'est de Cochabamba, se déclarent indépendantes du Pérou inférieur, se constituent en État sous le nom de Bolivia, en prenant Bolivar pour protecteur : la future capitale devra s'appeler de son nom ; le général Sucre reçoit le titre de vice-président. Cette séparation du Pérou en deux états sera cause de longues et sanglantes rivalités nationales et d'inimitiés violentes contre Bolivar. — Le congrès général de

Buenos-Aires publie une première loi fondamentale, et établit un gouvernement sous de Las Heras. La chambre des représentants donne à l'état le nom de Provinces-Unies de Rio de la Plata, ou république argentine (18 mars). — Les dévastations commises sur le territoire brésilien par les habitants de la Banda, à l'instigation de Buenos-Aires, mettent aux prises Buenos-Aires et le Brésil. Le chef de la Banda, Artigas, est forcé de fuir et meurt dans le Paraguay. La Colombie et le Pérou se déclarent contre le Brésil ; Bolivar forme un camp d'observation dans le haut Pérou. — La Banda se donne un gouvernement provisoire (14 juin). Ses troupes battent celles du Brésil (12 oct.), pendant que l'armée de Buenos-Aires assiège la grande ville de Montevideo, qui relève du Brésil. Incorporation de la Banda orientale à la république de la Plata (27 oct.) ; déclaration de guerre du Brésil à Buenos-Aires (10 déc.) : l'empereur du Brésil déclare les ports de Rio de la Plata en état de blocus. — Abolition des ordres monastiques au Paraguay. — France se prononce ouvertement pour le roi d'Espagne ; il déclare la guerre à Bolivar, mais ne commence pas les hostilités. Il ne prend pas part au congrès universel de Panama, qu'avait provoqué Bolivar : Buenos-Aires s'est aussi déclaré contre ce congrès.

Angleterre. — Malgré l'accord des catholiques de l'Angleterre et de l'Irlande, le bill d'émancipation des catholiques est encore rejeté (25 avril). — Traité de commerce avec les villes libres d'Allemagne (2 déc.). — Progrès aux Indes orientales : Campbell poursuit ses succès dans l'empire des Birmans ; il fait alliance avec le prince de Siam. Un traité cède à la compagnie des Indes le territoire maritime d'Arakan, qui commence un peu au sud de l'embouchure du Gange, d'Yé, au sud-est du golfe de Martaban, de Taval, plus au sud, et de l'archipel de

Merghi, qui s'étend par l'extrémité méridionale jusqu'à la péninsule de Malacca (30 déc.). Le roi d'Ava, qui ne ratifie pas le traité, souffre deux mois de guerre. — Le capitaine Franklin navigue de nouveau dans l'océan Glacial arctique, pour compléter les recherches que fait encore le capitaine Parry dans une troisième expédition maritime; il va des bouches du Mackensie au cap de Glace. — On rétablit les lois contre les coalitions d'ouvriers. Crise commerciale et monétaire.

Danemark. — Protection donnée à la marine. Concession de privilèges à une compagnie de commerce de la Baltique (7 juin).

États-Unis. — Nouveau président, Quincy Adams, fils de l'ancien président, John Adams, encore vivant. — Intervention auprès des cours d'Espagne, de France et de Russie pour faire reconnaître les états qui se briment dans l'Amérique du sud. — Différends maritimes avec l'Angleterre : médiation de la Russie.

France. — Vote de la loi d'indemnité pour les émigrés (24 mars) : un milliard sera réparti entre eux. — Vote de la loi du sacrilège (15 avril). — Vote de la loi de la conversion des rentes : la rente 5 pour 100 est réduite en inscriptions de rente 3 pour 100, au taux de 75 francs (1^{er} mai). — Sacre de Charles X, à Reims; il prête serment à la charte (29 mai). — Le général La Fayette débarque au Havre, de retour de son voyage d'Amérique (5 oct.). — Mort du général Foy, orateur renommé du parti libéral (28 nov.). — Flotte royale : 158 bâtiments, 15 000 hommes d'équipage. — Un bâtiment baleinier, capitaine Guédon, pénètre pour la première fois dans le détroit de Lancaster, au delà de la baie de Baffin. — *Histoire de la conquête de l'Angleterre par les Normands*, de M. Augustin Thierry. — Premier volume de la traduction de la *Symbolique*, de l'Allemand Creuzer, sous le titre de

Religions de l'antiquité, par M. Guigniaut; elle sera achevée en 1851.

Haïti. — La France accorde l'acte d'émancipation et reconnaît l'indépendance de l'île, moyennant une indemnité de cent cinquante millions à payer en cinq ans aux anciens colons français et l'exemption de la moitié des droits de douane pour ses vaisseaux (17 avril). Ratification par le sénat d'Haïti (11 juill.). Le chargé d'affaires français prétend que la liberté de gouvernement n'entraîne pas la liberté de territoire.

Italie. — Le roi de Piémont ne permet d'apprendre à lire et à écrire qu'à ceux qui possèdent quinze cents livres. — Ouverture du dix-neuvième jubilé général : affluence à Rome. — Nouvelle prison de l'Inquisition, bientôt remplie d'hérétiques. Répression rigoureuse de toute tentative de mouvement libéral. — Mort du roi des Deux-Siciles, Ferdinand I^{er}, après soixante-cinq ans de règne (3 janv.). François I^{er}, son fils, a quarante-six ans. Les troupes autrichiennes qui occupent encore le royaume sont utiles surtout contre les brigands des montagnes. Réduction de ces troupes (28 mai). — Instit. archéol. à Rome.

Mexique. — Première session du congrès de la république fédérative (janv.-mai). Différents états se constituent. Augmentation de la marine et de l'armée. Alliance avec la Colombie, avec l'Angleterre et les États-Unis, qui ne peuvent obtenir la reconnaissance du Mexique par l'Espagne. Le pape reconnaît le président de la république, Victoria (juin). Avec l'aide des marins transfuges de deux vaisseaux de guerre espagnols, prise de Saint-Jean d'Ulloa, fort qui commande la Vera-Cruz (18 nov.) : le pays est tout à fait affranchi.

Pays-Bas. — La religion divise les deux parties du royaume-unifié. Les missionnaires, qui excitent le clergé à se tenir en dehors de la constitution, sont exclus (août). Défense de fréquenter des écoles étran-

gères. — A propos de l'élection d'un évêque d'Utrecht, censure et excommunication pontificale (18 août).

Portugal. — Les biens de l'inquisition sont consacrés à amortir les dettes de l'état. — L'Angleterre décide Jean VI à reconnaître l'indépendance du Brésil (15 mai, 29 août). Ratification solennelle : Jean conserve seulement le titre d'empereur (15 nov.).

Russie. — L'empereur ouvre la diète de Pologne (13 mai). Il cherche à améliorer la condition des juifs. La diète vote l'institution du crédit foncier. L'empereur venu avec l'impératrice à Taganrog, y meurt. Le grand-duc Constantin, rappelant sa lettre du 14 janv. 1822 et le manifeste impérial du 16 août 1823, laisse le trône à son frère puîné, Nicolas I^{er} ; il garde le gouvernement de la Pologne qu'il exerce depuis 1815. Conscription dans l'armée au nom de la république slavone (26 déc.) : la haute cour de justice frappera trente-six coupables.

Suède et Norvège. — Canaux de jonction entre les fleuves des deux pays. Musée d'antiquités norvégiennes, formé dans la vieille ville de Bergen. Des missionnaires sont encore nécessaires en Laponie.

Turquie. — Guerre hellénique. Ibrahim, fils de Méhémet-Ali, prête un puissant concours au sultan ; il prend Candie, touche à Modon (mars), et à Navarin (18 mai), sur la côte sud-ouest de Morée, pendant qu'une armée de Reschid-Pacha parcourt l'Acarnanie et l'Étolie, arrive jusqu'à Salone, au sud du mont Parnasse, qui est enlevée aux Grecs ; Missolonghi subit un nouveau siège. Ibrahim pénètre au cœur de la Morée, prend Tripolitza (23 juin). Colocotroni, auquel un commandement a été rendu, et Démétrius Ypsilanti, sont battus (juill.). Résistance de Missolonghi : deux assauts (28 juill., 29 août). Trois jours après une tentative de Canaris pour brûler la flotte égyptienne dans

le port d'Alexandrie (10 août), le capitain-pacha va prendre en Égypte une nouvelle armée pour envelopper Missolonghi que vient attaquer aussi Ibrahim.

1826.

Allemagne, Autriche et Prusse. — Le roi de Prusse convoque des états provinciaux dans le grand-duché de Posen (12 mai) et dans ses possessions rhénanes (29 juin). — Les Pays-Bas, menacés par la Prusse, accordent la liberté de transit par le Leck, branche peu navigable du Rhin inférieur (10 sept). — L'empereur interdit dans ses états le commerce des esclaves (7 août). — Par suite de la mort du duc de Saxe-Gotha sans héritier direct (févr. 1825), les quatre duchés de Saxe sont réduits à trois ; partage du territoire entre les princes survivants (15 nov.) ; ils exerceront ensemble à la diète les mêmes droits qu'avaient les quatre ducs. — Mort du compositeur Weber.

Amérique du sud et Brésil. — La guerre est désastreuse également pour le Brésil et pour Buenos-Aires. Le Brésil est réduit à enrôler des Irlandais et des Allemands ; il ne veut pas de la médiation de l'Angleterre. — Révolution dans la république argentine : les chefs de l'armée ne veulent plus du gouvernement fédératif, mais les provinces prennent les armes contre Buenos-Aires et chassent les partisans du système central. Nouvelle constitution. — Au Chili, incorporation des îles Chiloé. Organisation fédérative : l'amiral Blanca président. Troubles excités par le général O'Higgins, qui s'empare des îles Chiloé : Blanca abdique (sept.). — Bolivar revient dans le Pérou, à Lima, où ses pouvoirs lui sont confirmés (4 mars). Dans la Colombie il a pour rival son ancien compagnon d'armes, le général Paéz, qui se révolte au nord (avril). Bolivar vient jusqu'à Santa-Fé-de-Bogota, dans la Nouvelle Grenade, convoque une assemblée nationale extraordi-

taire, force Paez à s'avouer vaincu. — La place de Callao, près de Lima, investie par terre et par mer (10 juin), est arrachée enfin aux Espagnols; elle capitule le 15. Bolivar est nommé président à vie du Pérou, il pourra désigner son successeur (18 août). La constitution de Bolivar est proclamée dans le Pérou pendant qu'il retourne dans la Colombie (7 déc.). — Le congrès universel de Panama a arrêté un traité d'alliance offensive et défensive entre les républiques américaines (juin-juill.). — Au Paraguay, abdication du dictateur Francia pour deux mois (août-oct.); il reprend le pouvoir sans aucun trouble.

Angleterre, France, Grèce, Russie et Turquie. — Dans la question grecque, diplomatie anglo-russe : le duc de Wellington et le comte de Nesselrode arrêtent dans un protocole, qui est d'abord gardé secret, que la Grèce doit être pacifiée; ces deux puissances s'interdisent à l'avance toute conquête (4 avril). L'ambassadeur russe demande à la Porte que toutes les réclamations de la Russie, qui s'accumulent depuis le traité de Bucharest en 1812, soient résolues par des commissaires le 5. — Suite de la guerre : Missolonghi succombe le 22; cruautés des Égyptiens. Dévastation de la Morée par Ibrahim. Cependant les principaux éléments du gouvernement grec, la députation exécutive et le comité de l'assemblée nationale, siègent à Nauplie en Argolide. Les Maïnotes, au sud de la péninsule, repoussent Ibrahim de leurs côtes et de leurs montagnes. A Samos, désastre du capitán-pacha. Mais l'Eubée est aux Turcs qui ont refoulé le colonel français Fabvier, volontaire au service des Grecs. — L'Angleterre offre à la France de prendre part au projet de pacification de la Grèce : M. Canning vient conférer à Paris (18 sept.); lord Cochrane part pour la Grèce. — La Russie, occupée d'une nouvelle guerre avec les Perses, que repous-

sera le général Paskewitz (sept.), hâte la conclusion d'un traité particulier avec la Porte : le traité signé à Ackerman, au sud de l'embouchure du Dniester, ajoute au traité de Bucharest, en faveur des Russes, la libre navigation sur la mer Noire; un divan, ou conseil d'État national, régira les principautés ottomanes de Moldavie et de Valachie; les armées turques sortiront de la Serbie, à laquelle tous ses privilèges seront rendus; les Turcs auront garnison seulement dans les forteresses (6 oct.). Les Russes resteront néanmoins d'accord avec la diplomatie anglo-française. — Désunion des Grecs favorable à la Porte. Les marins d'Hydra et de Spetzia, au sud de l'Argolide, n'acceptent pas la décision de l'assemblée nationale qui siège en nombre incomplet à Égine (nov.). Ils feront la guerre séparément et exerceront la piraterie même contre des Grecs. Une nouvelle assemblée nationale, rivale de celle d'Égine, siège à Castri au sud-est, dans l'Argolide. — Dans les Pays-Bas, dans les états prussiens, dans toute l'Allemagne, excepté en Autriche, des souscriptions s'ouvrent en faveur des Grecs. De jeunes Grecs sont reçus dans les universités allemandes, surtout en Bavière. Une frégate donnée par les États-Unis arrive en Grèce (6 déc.).

Angleterre. — Poids énorme de la dette nationale. Disette. Le manque de travail multiplie les banqueroutes. Canning, en dépit de l'aristocratie qui ne voulait pas laisser ouvrir les ports aux denrées étrangères, achète du blé au dehors. — Aux Indes orientales, heureux traité avec le roi d'Ava (févr.) : l'état d'Assam, au nord-ouest, dans le bassin supérieur de Bramapoutra, est déclaré indépendant des Birmanes, ce qui le met réellement sous la tutelle de la compagnie anglaise. — Le gouvernement ordonne l'exploration de toutes les côtes de l'Amérique méridionale pour l'utilité de la navigation générale; le travail durera dix ans.

Espagne. — Soixante mille volontaires royaux. Le roi ne garde plus que quinze mille Français, surtout à Pampelune et à Cadix (juin). L'enseignement est confié aux jésuites.

États-Unis. — Les Anglais n'acceptent pas le droit d'égalité en matière de commerce que proposent les États-Unis; ils serment aux vaisseaux de l'Union les ports de toutes leurs colonies (27 juill.). Le principe de la réciprocité commerciale est suivi par les États-Unis avec la France, les Pays-Bas, le Danemark, la Prusse, l'Espagne et le Portugal. — La tribu indienne des Chérokis, au nord des États de Georgie et d'Alabama, obtient d'avoir un représentant dans le congrès. — Mort de Jefferson et de John Adams.

France. — Notre marine demande raison des insultes faites au pavillon pontifical par les infidèles de Tunis et de Tripoli (févr.). — Exercices du jubilé (févr.). — Mémoire du comte de Montlosier contre les jésuites, combattu par M. de Bonald et par le ministre des affaires ecclésiastiques à la chambre des députés (24 mai). La cour royale se déclarera incompétente pour prononcer sur la dénonciation de M. de Montlosier, qui sera renouvelée sous forme de pétitions à la chambre en 1827 (18 août). — L'abbé de Lamennais est traduit en police correctionnelle pour son ouvrage : *De la religion considérée dans ses rapports avec l'ordre politique et civil* (22 avril). — A l'occasion des exercices des missionnaires, troubles à Rouen (18 mai), à Brest (14, 17 oct.), à Lyon le 31. — Dans la loi sur les substitutions, la partie du projet, qui établit le droit d'aînesse, est rejetée (mai). — Dernier ouvrage de Saint-Simon, *le Nouveau christianisme* : il demande l'amélioration la plus rapide possible de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre. Sa doctrine sociale aboutit à cette formule révolutionnaire : *A chacun selon sa capacité, à*

chaque capacité suivant ses œuvres. Sa mort à soixante-quatre ans (19 mai). — Projet de loi sur la police de la presse, destructif de la presse, de toutes les libertés publiques, désastreux pour le commerce, attentatoire aux droits de la propriété (29 déc.) : loi d'amour selon les uns, loi vandale selon Chateaubriand. — Prospérité de l'industrie et du commerce. Les impôts directs sont réduits de dix-neuf millions. — Première salle d'asile ouverte à Paris. — *Essai sur le pali*, ou langue sacrée des bouddhistes de la presqu'île au delà du Gange, par E. Burnouf et Lassen.

Haïti. — Le président proteste contre les prétentions de la France (mars). — Il encourage la culture, mais est trop sévère contre les planteurs.

Italie. — Le roi de Piémont livre l'enseignement aux jésuites et aux frères ignorants. — Le pape prolonge l'année du jubilé. Ses états sont agités par quelques tentatives des sectes politiques et par les prédications des missionnaires. Utiles réformes dans l'administration. — Les Autrichiens évacuent successivement la Sicile et tout le royaume de Naples (d'avril à déc.).

Mexique. — Traités de commerce avec la France, la Prusse, le Wurtemberg. — Flotte espagnole détruite par la tempête (4 sept.). — Le congrès abolit tous les titres de noblesse et défend d'admettre dans le pays aucune famille espagnole. — L'état du Texas s'attache plusieurs tribus indiennes établies sur son territoire.

Pays-Bas. — Établissement de consulats à Guatemala, à Lima, à Mexico, comme déjà à la fin de 1825 à Buenos-Aires.

Portugal. — Mort de Jean VI (10 mars) : don Pedro son fils, l'empereur du Brésil, est reconnu roi le 26. Il reste au Brésil, envoie une nou-

velle constitution (19 avril). Il sera reconnu par sa mère, par don Miguel, son frère, qui est toujours à Vienne, par le clergé, la noblesse et le peuple. — Le Brésil et le Portugal ne devant pas obéir au même prince, il renonce à la couronne de Portugal en faveur de sa fille, doña Maria da Gloria, âgée de moins de sept ans, qui doit épouser don Miguel, son frère (2 mai). Leur sœur est régente en Portugal. — Les absolutistes prennent les armes pour faire roi don Miguel, qui cependant jure fidélité à la constitution et accepte par procuration la main de sa nièce (oct.) : vaincus, ils fuient en Espagne. L'Angleterre envoie le maréchal Beresford se mettre à la tête des troupes de la régence : cette intervention irrite la nation. Pendant que les cortès sont réunies, les miguélistes rentrent en vainqueurs dans la province de Tras-os-Montes, et proclament don Miguel roi absolu (26 nov.).

Russie. — Révolte à Kief, punie par cinq exécutions capitales (janv.). Couronnement de Nicolas I^{er} à Moscou (3 août).

Turquie. — A Constantinople, révolte des janissaires, jaloux de la formation d'une nouvelle milice par le sultan (29 mai); ils sont massacrés : destruction de ce corps formidable par Hussein-Pacha.

1827.

Allemagne, Autriche et Prusse. — Le roi de Bavière qui a déjà transporté à Munich l'université de Landshut y réorganise l'Académie des sciences, commence un nouveau château et un musée. Il permet à beaucoup d'officiers de passer en Grèce et leur conserve leur solde entière. — Mort du vieux roi de Saxe, Frédéric-Auguste, qui avait commencé son règne comme électeur en 1763 (mal) : son frère Antoine lui succède. — Fondation de quatre nouveaux collèges de jésuites

dans la Gallicie autrichienne. — En Prusse, le rituel doit être pratiqué avec zèle par les théologiens protestants qui aspirent aux emplois ecclésiastiques : résistance de quelques prédicateurs de Berlin.

Amérique centrale. — Révolte de l'état de San-Salvador, au sud du golfe Honduras.

Amérique du sud. — Désastre des Brésiliens dans la guerre avec la république argentine : leur territoire est envahi par la Valleja, capitaine général de la Banda orientale, auquel se réunissent des troupes étrangères qui avaient accepté la solde de don Pedro. Le dictateur du Paraguay menace aussi le Brésil, mais en même temps est en contestation avec Buenos-Aires au sujet de transfuges. — Au centre de la république argentine, la province de Cordova se sépare et prétend à l'indépendance (5 juill.). — Le directeur du Chili, Freyre, ne garde ses pouvoirs que deux mois (janv.-mars). Bonne administration du nouveau directeur Pinto : on s'occupe d'une constitution nouvelle. — Jalousie des généraux Santander, Santa-Cruz, Paz contre Bolivar qui a cherché à introduire dans la Colombie la constitution de la Bolivie. Les troupes colombiennes, dans le Pérou, se révoltent, abolissent la constitution bolivienne (janv.) ; le général Santa-Cruz est élu président du Pérou. Dans la Colombie, abdication de Bolivar (7 févr.). Le congrès de Colombie lui rend le pouvoir ; sa douceur et sa sagesse dans la répression des révoltes. Le congrès tenu à Bogota, dans la Nouvelle-Grenade (3 août), convoque à huit mois de là une grande assemblée nationale pour réformer la constitution de la Colombie : Santander est toujours le chef d'un parti qui veut la détruire.

Angleterre, France, Grèce, Russie et Turquie. — Lord Cochrane engage les assemblées nationales d'Égine et de Castri à se concentrer à Damala au sud de l'Ar

golide (8 avril). Les commandements sont partagés entre lord Cochrane comme grand amiral et Church comme généralissime des troupes de terre contre les Turcs. La Grèce essaye de se constituer, en se donnant un président auquel sont associés trois membres de la régence : Jean Capo d'Istria, le Grec de Corfou qui, vingt-cinq ans auparavant, a contribué à l'organisation des sept îles lonniennes, toujours dévoué à la cause hellénique quoique au service des Russes, est nommé président (17 avril). — Défaite de Cochrane et de Church devant Athènes (6 mai), qui sera forcée de capituler le 5 juin. Décrets pour l'établissement d'une commission de gouvernement qui siégera à Napoli de Romanie ; pour une enquête sur l'emploi des deniers de l'État, dont sont très-avides et prodigues beaucoup de prétendus défenseurs de la cause grecque ; pour l'exclusion des prêtres des fonctions publiques ; pour la liberté de la presse (17 mai). — Après d'inutiles négociations pour obtenir de la Porte la pacification de la Grèce (avril), les trois grandes puissances, par une convention à Londres, s'engagent à demander que les Grecs n'aient plus que des autorités choisies par eux ; ils payeront au sultan un tribut annuel, les Turcs quitteront la Grèce mais seront indemnisés : par un article secret, elles résolvent de prendre les armes en cas de refus (6 juill.). — Les Turcs ne veulent pas suspendre les hostilités. Les trois escadres de l'amiral français de Rigny, du vice-amiral anglais sir Éd. Codrington, du Russe Hyden, gagnent sur la flotte égypto-turque que commande Tahir-pacha, après trois heures et demie de combat, la victoire de Navarin (20 oct.). — Le sultan appelle tous ses sujets à une guerre nationale et religieuse, surtout contre les Russes (déc.). — Le Français Fabvier attaque Chio ; Church et Hastings, compagnons de Cochrane, Missolonghi ; les chefs grecs, la Thessalie. Mais Ibrahim-pacha ravage la Morée. Les

trois puissances ont renouvelé leur traité (20 déc.). — La Prusse et même l'Autriche paraissent disposées à s'entremettre pour les Grecs.

Angleterre. — Mort du duc d'York, frère puîné de George IV, son héritier présomptif : le droit de succession passe à son second frère, le duc de Clarence, âgé de soixante-deux ans (5 janv.). — Mort du premier ministre George Canning (8 août). Ses efforts pour abaisser le prix du blé l'avaient fait détester des grands possesseurs de terres. Il a pour succ. comme premier lord commissaire du trésor, lord Goderich que lui-même avait recommandé. Mais Wellington, plus agréable à l'aristocratie, obtient le commandement en chef de l'armée ; il devient bientôt principal ministre (22 déc.). — Mort du plus éminent disciple du réformateur socialiste Robert Owen, M. Abram Combe, auquel la colonie communiste d'Orbiston près d'Édimbourg devait sa prospérité. Robert Owen continue la propagande de ses doctrines inapplicables. — *Histoire constitutionnelle de l'Angleterre* par Hallam.

Espagne. — En Catalogne, révolte des absolutistes, sous le nom d'apostoliques, contre un roi qui est cependant tout dévoué aux jésuites : une junte instituée à Manresa, près du mont Serrat, proclame roi le frère de Ferdinand, don Carlos (28 août) ; les rebelles sont battus.

France. — Discussions sur les jésuites, à la chambre des pairs, à l'occasion de la pétition hostile de M. de Montlosier, à la chambre des députés à l'occasion d'une pétition toute contraire (janv.). — Le projet de loi sur la police de la presse, contre lequel a protesté même l'Académie française (25 janv.), modifié dans ses dispositions les plus vexatoires, est voté par les députés (12 mars). Le ministère craint qu'il ne passe pas à la chambre des pairs, et le retire (17 avril). Joie des libéraux, tentative

d'émeutes. Cris contre les ministres, à la revue de la garde nationale passée par le roi au Champ de Mars (29 avril); ordonnance immédiate de licenciement. Langage d'opposition de Chateaubriand à la chambre des pairs (18 juin). — Clôture de la session le 22. — Ordonnance, contre-signée Corbière, Villèle et Peyronnet, pour le rétablissement de la censure le 24. — Dissolution de la chambre des députés (5 nov.) : les collèges électoraux sont convoqués pour le 17 à l'arrondissement, pour le 24 au département. Création de soixante-seize pairs. Les élections paraissent favorables aux libéraux. Troubles graves à Paris; tentatives de barricades dans les quartiers Saint-Martin et Saint-Denis les 19 et 20. — Rupture avec Alger, pour l'offense faite au consul général par le dey Hussein-pacha qui règne depuis 1818 (avril). Le blocus des ports de la Régence est déclaré. Commencement des hostilités (4 oct.). — *Histoire de la Révolution d'Angleterre*, par M. Guizot. — *Cromwell*, drame de M. Victor Hugo; la préface est le manifeste des romantiques. — René Caillé arrive à Tombouctou. — Champollion trouve l'alphabet hiéroglyphique. Travaux analogues de l'Anglais Young. — Chemin de fer de St-Etienne

Haïti. — Papier-monnaie. Suppression de tous les droits pour l'exportation des produits du sol (févr.). — Application des principes de l'administration française. Augmentation de l'armée et de la flotte.

Italie. — Léon XII négocie des concordats avec la Suisse et les Pays-Bas. — Nouvel évêché à Bâle. — Quatre évêchés fondés dans les Pays-Bas, à Amsterdam, à Bruges, à Bois-le-Duc, à Limbourg; un archevêché à Malines. — Archevêché fondé à Fribourg, en Brisgau, dans le grand-duché de Bade; évêché à Rothenbourg, dans le royaume de Wurtemberg; à Mayence, dans la Hesse-Darmstadt; à Fulde, dans la Hesse-Cassel.

Mexique. — Répression de la ré-

volte du moine Avenas. Deux partis, les royalistes et aristocrates, les démocrates ou yorkinos. Ceux-ci obtiennent le bannissement des ecclésiastiques et une nouvelle constitution fédérative (4 oct.), ainsi que le bannissement de tous les Espagnols (4 déc.).

Portugal. — Des troupes anglaises, commandées par Clinton, viennent soutenir les constitutionnels à Lisbonne; cependant la cour de Londres déclare ne pas vouloir se mêler des débats intérieurs (janv.). — Divisions dans le parti de la régence qui a disgracié le ministre de la guerre Saldanha. — Mouvement militaire des absolutistes. — Don Pedro, dans l'espoir de conserver la couronne de Portugal à sa fille, nomme régent son frère, don Miguel, avec l'obligation de maintenir la charte (3 juill.). Don Miguel qui est toujours à Vienne est proclamé roi par les partisans de la monarchie absolue: la régence qui n'a pas remis ses pouvoirs s'élève contre eux (2 nov.). — Don Miguel quitte Vienne; il passe par Londres pour se rendre à Lisbonne et exercer la régence (6 déc.).

Russie. — Succès contre les Perses: prise d'Erivan près de l'Aras (13 oct.). Négociation pour la paix.

Suède. — Elle obtient de la Porte le passage de ses vaisseaux par les Dardanelles et toute protection dans les ports de l'empire (28 août).

Suisse. — Nouveau noviciat de jésuites à Estavayer, à l'est du lac de Neuchâtel, près du canton de Vaud où est nombreuse la secte mystique des momiers.

1828.

Allemagne. — Le roi de Prusse protège tous les intérêts nationaux, commerce, sciences, arts, industrie. Traités de commerce avec la Hesse-Darmstadt (8 mars), le Brésil (6 avril), les villes hanséatiques (4 oct.). — Forteresse prussienne d'Ehrenbreitstein, en face de Coblenz, pour commander la Moselle et le Rhin (août). — Comme

les douanes multipliées entravent le commerce, les objets même de subsistance manquent dans une partie de l'Allemagne centrale. Plusieurs petits états s'entendent à Cassel pour demander la liberté du commerce (24 sept.) — Quoique la commission de recherches établie à Mayenne depuis 1819 ne dénonce aucun complot révolutionnaire, les universités sont surveillées. — 5^e édition de l'*Histoire de la médecine* du professeur Sprengel. — *Les Etrusques* par Otf. Muller. — *Mon. Germaniæ historica* par Periz.

Amérique centrale. — Les rebelles de San Salvador battent José Arcos, le président de la république de Guatemala; il renonce au commandement de l'armée (sept.).

Amérique du sud et Brésil. — La nouvelle Convention nationale de la Colombie se déclare pour le maintien de la constitution bolivienne (mars). Les Péruviens se jettent sur la Bolivie pour réunir ce pays au leur, et obligent le président Sucre à abdiquer et à se retirer en Colombie; ils envahissent aussi la Colombie. Les Colombiens alors ont recours à Bolívar qui est nommé Libérateur et président avec des pouvoirs souverains (27 août) : quand le général Santander conspire, il laisse un tribunal militaire le condamner à mort, mais se contente de le bannir. Sucre va punir les Péruviens de leur tentative sur Bolivia (déc.). — Guerre sans activité entre le Brésil et Buenos-Aires. — Utiles travaux du président de Buenos-Aires, Dorego : organisation des milices des villes et des campagnes; colonisation de la côte de la baie Blanche, au sud-ouest; écoles; mais il restreint la liberté de la presse, et augmente les impôts. — Préliminaires de paix entre Buenos-Aires et le Brésil (27 août) : la Banda orientale et Montevideo doivent être libres et former la république cisplatine sous la protection des deux états et de l'Angleterre pendant cinq ans. — Mais la nouvelle république se déclare indépendante, et se donne

un chef provisoire, Suarès (13 déc.). — Le président de Buenos-Aires, Dorego, ayant reçu de l'argent du Brésil pour hâter la conclusion de la paix, est déposé. Présidence de Ribadavia (déc.). Soulèvement excité par Dorego; il est pris et fusillé. — Au Chili, nouvelle constitution : deux chambres (6 août). Administration éclairée de Pinto. Insurrection sans effet à Santiago.

Angleterre. — Ministère Wellington (25 janv.), exclusion des whigs, Palmerston et quelques autres membres de l'ancien cabinet restent au pouvoir; adjonction du comte d'Aberdeen et de sir Robert Peel. Tendances aristocratiques, peu de sympathie pour les Grecs et pour les libéraux du Portugal. — Le parlement entrave l'importation des grains étrangers. Il refuse l'émancipation des catholiques au nom de laquelle s'agite l'Irlande : troubles sanglants, l'orateur O'Connell remue les masses.

Angleterre, France, Grèce, Russie et Turquie. — La Grèce se constitue sous l'influence russe : le gouvernement provisoire dit Panhellénion, composé de vingt-sept membres, qui administrera les finances, l'intérieur et la guerre; il a pour chef Jean Capo d'Istria (24 janv.). Répression courageuse des brigandages des pirates grecs. On reprochera à d'Istria sa préférence pour les familles fanariotes qui avaient exercé des fonctions sous le gouvernement ottoman. L'administration commence à devenir régulière; écoles, hôpitaux. — Subside mensuel de la Russie, de l'Angleterre, de la France. — La Russie a demandé à l'empereur d'Autriche de mettre en liberté Alexandre Ypsilanti qui est comme prisonnier à Vienne depuis 1821; Alexandre meurt avant de quitter cette ville (31 janv.). — Fabvier battu à Chio, Cochrane repoussé de Candie, quittent la Grèce. Démétrius Ypsilanti et Church commandent l'un dans la Grèce orientale, l'autre

dans la Grèce occidentale. Mavrocordato fait partie du Panhellénion. — Ibrahim-pacha est toujours redoutable en Morée. — Les Russes, délivrés de la guerre de Perse par un traité qui leur livre la province d'Arménie jusqu'au mont Ararat (22 févr.), déclarent la guerre à la Porte pour violation prétendue du traité d'Ackerman (26 avril). Le Pruth (7 mai), le Danube (8 juin), sont franchis; Varna, près du littoral de la mer Noire, assiégée le 20 juill. ne sera prise que le 11 oct. Résistance de Schoumla, devant laquelle sera perdu un matériel considérable. Retraite derrière le Danube. — D'un autre côté Paskevitch, le vainqueur des Perses, attaque la frontière ottomane d'Asie Mineure; il s'étend de Kars à Poti, sur la mer Noire (juin, août), prend Bayazid au nord-ouest du mont Ararat (8 sept.). Des débris du corps des janissaires accueillent les Russes. — L'intervention anglo-française décide l'évacuation de la Morée par les Égyptiens : le traité signé par sir Ed. Codrington à Alexandrie même (6 août), est appuyé par l'arrivée de quinze mille Français en vue de Navarin, le 29. Cependant l'évacuation est lente (du 16 sept. au 5 oct.). Les Français se retirent (29 déc.). — Les chefs grecs occupent la côte d'Arta, Salone et la Livadie (ancienne Béotie) : les Turcs sont encore maîtres à Candie. — On songe à fixer les limites de la Grèce qui veut être indépendante. Conférences à Poros au sud d'Égine; la Porte n'y prend pas part.

Espagne. — La retraite définitive des troupes françaises, après plus de cinq ans d'occupation, encourage les volontaires royaux, les apostoliques et les carlistes, à se venger des constitutionnels que Ferdinand VII ne frappe pas assez à leur gré : les carlistes ne veulent plus le reconnaître (oct.). — Embarras financier du gouvernement, endetté envers l'Angleterre et la France. — Tentative contre les colonies affranchies. — Mort à Paris, en exil, du poète D. Moratin.

États-Unis. — Comme les exigences britanniques enveniment la rivalité commerciale, les élections présidentielles sont favorables à André Jackson, qui il y a quinze ans a pris part à la guerre contre les Anglais (déc.). Il est préféré au président actuel, John Quincy-Adams.

France. — Chute du ministère Villèle qui a duré six ans (4 janv.). Cabinet Martignac : MM. Martignac à l'Intérieur, Roy aux finances, Portalis à la justice, comte de la Ferronnays aux affaires étrangères, de Caux à la guerre, dont l'administration est sous la haute main du duc d'Angoulême; le commerce et les manufactures forment un ministère séparé; l'instruction publique est enlevée à M. Frayssinous qui reste encore ministre des affaires ecclésiastiques. M. de Chabrol garde la marine. MM. de Villèle, Corbière, Peyronnet, sont faits pairs de France. — Une commission est chargée de rechercher les mesures que peut nécessiter l'exécution des lois, dans l'enseignement des écoles ecclésiastiques secondaires ou petits séminaires (20 janv.). M. de Vatissinot est nommé grand maître de l'Université (1^{er} févr.), et ministre de l'instruction publique le 10. La chambre a été ouverte le 5 : elle est recomposée dans un esprit libéral. Retraite de MM. de Frayssinous, et de Chabrol (3 mars). — M. de Villèle, accusé dans les chambres pour un déficit de 415 millions et pour violation de la charte, est défendu par M. de Martignac lui-même (14 juin). — Ordonnances du roi sur les petits séminaires, le 16. Protestation de l'épiscopat par un mémoire au roi (1^{er} août). Les jésuites, auxquels l'enseignement est interdit, trouveront accueil en Piémont. — Lois libérales sur la révision annuelle des listes du jury (2 juill.); sur les journaux et écrits périodiques, le 18 : tout Français majeur jouissant des droits civils pourra sans autorisation préalable publier un journal. — Crédit de 1 200 000 fr.,

affecté à l'instruction ecclésiastique secondaire (20 août). — Réorganisation de l'Université. — Les cours de MM. Guizot, Cousin, Villemain ont été rouverts à la Sorbonne. — *Les Orientales* de M. Victor Hugo.

Haïti. — Célébration enthousiaste de l'anniversaire de la fondation de la république (1^{er} janv.). — Sédition à l'est, réprimée par le président en personne (mars); après l'exécution des chefs, amnistie accordée aux autres. — Abolition d'impôts onéreux; emprunts en France.

Italie. — Les carbonari sont frappés par le gouvernement pontifical. — Les brigands de la principauté citérieure occupent une armée du maréchal napolitain Caretto : plusieurs sont exécutés.

Mexique. — Discordes sanglantes des partis. Le général Bravo, vice-président, se met à la tête d'un soulèvement des aristocrates ou escoscos; il est battu. Le président Pedraza donne trop d'espoir de retour aux Espagnols bannis; les démocrates font main basse sur la capitale (déc.). Abdication de Pedraza. Guerro, qui lui succède sur la recommandation de Victoria, rétablit le calme.

Pays-Bas. — Le clergé catholique, dans ses différends avec le gouvernement, n'est pas appuyé par les États-Généraux. Difficulté d'application du concordat au sujet de l'évêché d'Amsterdam. — Réorganisation de l'armée. Formation des gardes communales dans le sud. — Les tendances absolutistes du gouvernement provoquent la violence de la presse.

Portugal. — Don Miguel passe de Londres à Lisbonne, prête serment dans la forme constitutionnelle comme régent (22 févr.). Sa mère le pousse à dissoudre les cortès. Les troupes anglaises, dont la présence était encore un encouragement pour le parti libéral, sont rappelées par

Wellington (11 mars). A Lisbonne la municipalité et la garnison veulent le faire roi (25 avril). Des cortès extraordinaires convoquées à cet effet (3 mai), le proclament (29 juin), malgré la révolte de plusieurs villes importantes, surtout Oporto; il accepte la couronne. Défaite des généraux constitutionnels, Palmella et Villafior, Oporto est prise par les absolutistes (3 juill.). Fuite des constitutionnels en Espagne, en France, en Angleterre. — Don Pedro veut bloquer les ports du Portugal, comme il avait fait de ceux de Rio de la Plata, mais ses ressources maritimes sont insuffisantes. Il se décide à envoyer sa fille en Europe. Dona Maria conduite en Angleterre (sept.) y est reçue comme reine légitime (déc.); mais Wellington qui veut entretenir la discorde dans la péninsule, ne reconnaît pas l'ambassadeur des constitutionnels et il ne consent à l'embarquement de 4000 réfugiés portugais, allemands, irlandais, que si en sortant des ports britanniques, il ne sont pas conduits direct. en Portugal : ils doivent se rendre à Terceira, à 500 lieues à l'ouest de Lisbonne.

Russie. — *Conrad Wallenrod*, poème du polonais Adam Mickiewicz contre les Russes.

Suisse. — Discordes religieuses. Défiances politiques. La résistance de quelques cantons empêche l'adoption des mesures les plus favorables au bien-être général et à la défense extérieure, comme l'unité des poids et mesures, la suppression des douanes intérieures, la réunion d'un camp d'exercice commun.

1829

Allemagne. — Langueur du commerce à cause des droits onéreux qu'acquittent tous les produits de l'agriculture et de l'industrie en traversant les différents états; émigration d'ouvriers en Pologne, en Russie, en Amérique. — Le traité de commerce conclu par la Prusse, sur les bases d'une entière liberté, avec

la Hesse-Darmstadt, la Bavière, le Wurtemberg, est le fondement du Zollverein, union douanière (*Zoll*, douane) (24 avril) : l'union commerciale de l'Allemagne centrale conclue déjà le 24 sept. 1828 est constituée (1^{er} juin). — La navigation du Rhin est l'objet de nouveaux règlements entre la Prusse et les Pays-Bas. — Contestation déjà ancienne des états de Brunswick contre leur duc, portée devant la diète : le duc Charles, détesté de ses peuples, s'en va vivre à Paris, sans renoncer au pouvoir. — Seconde partie de *Faust*, publiée par Goëthe, âgé de quatre-vingts ans.

Angleterre. — Politique de Wellington : empêcher la force militaire et l'influence de la Russie de grandir en Orient, empêcher les principes libéraux de prendre possession du gouvernement en Portugal et en France. L'ambassadeur de France à Londres, M. de Polignac, est regardé déjà comme le champion de l'absolutisme. — Wellington et Robert Peel sont présenter au parlement le bill pour l'émancipation des catholiques dont ne voulaient ni le gouvernement ni les chambres depuis vingt-cinq ans (5 mars) : ils seront affranchis de toutes les incapacités, des impôts et des peines qui pesaient sur eux à cause de leur religion ; ils jouiront de l'égalité politique. Vote des chambres, sanction du roi (30 mars, 10 et 13 avril). — M. O'Connell, premier membre catholique du parlement, demande l'abolition ou rappel (*recall*) de l'Union qui a rivé l'Irlande à l'Angleterre, et la formation d'un parlement Irlandais distinct (23 avril). — Le capitaine Ross entreprend un voyage d'exploration au nord de l'Amérique septentrionale, au delà du détroit de Lancaster.

Angleterre, France, Grèce, Russie et Turquie. — Progrès des Grecs : le président Capo d'Istria fait occuper Prevesa qui ferme le sud-ouest du golfe d'Arta (ancien

golfe d'Ambracie) et le passage des Thermopyles ; il fortifie l'isthme (janv.). Le Français Fabvier reçoit de nouveau le commandement des troupes régulières. — Convention de Londres arrêtée entre les trois puissances : la Grèce aura pour frontière, au nord, une ligne tirée du golfe d'Arta au golfe Volo (ancien golfe de Magnésie) (22 mars). Elle est mal accueillie par les Grecs au congrès d'Argos. Capo d'Istria rend compte au congrès de son administration (juill.). Les côtes de la Turquie asiatique sont ravagées par Miaulis et Canaris. Prise de Missolonghi et de Thèbes ; siège d'Athènes par les Grecs. — Les Turcs sont occupés surtout de la lutte directe à soutenir contre les Russes : Reschid-pacha commande les armées de terre en Europe contre Dieblitch ; le Russe Paskewitz reste en Asie où on évite une guerre nouvelle avec la Perse, malgré l'assassinat de l'ambassadeur russe à Téhéran (12 févr.). — Succès éclatants des Russes sur la route de Constantinople, par terre et par mer. L'amiral Hyden bat une flotte égyptienne près de Candie (18 févr.) ; la flotte russe de la mer Noire prend en Thrace Sizéboli, sur le golfe de Bourgas, au sud de Varna, le 28. Dieblitch bat Reschid-pacha, près de Sillistri, sur le Danube (11 juin), prend Sillistri le 30. — L'empereur Nicolas, qui s'est fait couronner à Varsovie et a juré de régner pour le bien de la nation polonaise conformément à la charte d'Alexandre I^{er} (24 mai), va visiter le roi de Prusse à Berlin alors que la France et l'Angleterre sont prêtes à intervenir par la diplomatie pour arrêter les succès des Russes. — Passage du mont Balkan, par Dieblitch ; il reçoit le surnom de Zabalkanski et la dignité de feld-maréchal. Il peut se diriger vers Sizéboli ou vers Andrinople. D'autres corps d'armée russe soutenus par la flotte de Greich, prennent Missérvia, Bourgas au nord de Sizéboli, Ateboli au sud, et, successivement le long de la

côte, Aïnada et Midiah (juill.-août). Sur le continent les progrès de Diebitch le mènent jusqu'à Andrinople (20 août). Une division de son armée perce au sud, en descendant la Maritza, jusqu'à Enos pour se concerter avec la flotte de la mer Égée; une autre court dans la direction de Constantinople. Paskewitz de son côté a pris en Arménie Erzeroum (8 juill.), et menacé Trébizonde, dont le pacha est vaincu (24 août). — L'Intervention des grandes puissances arrête la marche triomphante des Russes sur Constantinople, par le traité d'Andrinople (14 sept.) : la Russie renonce à toutes ses conquêtes en Europe, le Pruth et le bas Danube continuent à servir de limites; mais les bouches du Danube sont cédées aux Russes, la rive droite turque dans le delta que forme le fleuve restera inhabitée sur une lieue de profondeur, cependant les Autrichiens sont établis à Galatz; libre navigation pour les Russes de la mer Noire, dans la Méditerranée; en Asie la Russie rend la plus grande partie du pays d'Akhalsikhé, de Kars, de Bayazid, d'Erzeroum; la Moldavie et la Valachie seront gouvernées par des hospodars à vie, sous la suzeraineté de la Turquie qui perd son droit de possession; la Serbie sera indépendante avec un chef héréditaire qui portera le titre de prince : ces pays sont sous la protection de la Russie; l'Indépend. polit. de la Grèce est reconnue par la Porte. — Règl. organique pour les Roumains.

Espagne. — Ferdinand VII, âgé de quarante-cinq ans, perd sa troisième femme (mal). Quatrième mariage avec une fille du roi de Naples, Marie-Christine, âgée de vingt-trois ans (11 déc.). — Nouveaux efforts contre le Mexique; l'expédition ne tient pas deux mois (juill.-sept.).

France. — Dès le début de la session des députés, alliance, contre le ministère, entre le côté gauche, le centre gauche et une fraction du

côté droit. Ayant à choisir pour la présidence de la chambre entre les cinq membres qui ont eu la majorité des suffrages, le roi préfère à Casimir Périer Royer-Collard, libéral austère et inflexible (1^{er} févr.). Le côté droit tout entier s'abstient dans le vote des paragraphes de l'adresse, rédigée en réponse au discours royal; il n'y a que 221 votants. Le ministère ne peut concilier les partis. Les deux projets de loi sur l'organisation départementale, et l'organisation municipale, paraissent au côté gauche trop aristocratiques, trop démocratiques au côté droit. Les projets sont retirés (8 avril). Clôture de la session (31 juill.). — Nouveau ministère moins libéral avec le prince de Polignac, ambassadeur à Londres, et le général comte de Bourmont (8 août). Les ministères de la marine et de l'intérieur, refusés par MM. de Rigny et de La Bourdonnaye, sont donnés au baron d'Haussez et à M. de Montbel, le 23. M. de Polignac, ministre des affaires étrangères, a la présidence du conseil (17 nov.). M. Guérnon-Ranville est nommé ministre des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique, le 18. Influence de l'aristocratie et des congrégations religieuses. — Nouvelle insulte reçue des Algériens. Un vaisseau parlementaire est criblé de boulets par l'artillerie du port d'Alger (3 août). — *Le Nouveau monde industriel et sociétaire*, du réformateur socialiste Fourier, a pour objet de régler dans le détail et de montrer à l'œuvre l'association agricole des phalanstériens. Edition complète des *Mémoires du duc de Saint-Simon*, 1829-31. — *Vendidad-Sadé*, le livre liturgique le plus intéressant de Zoroastre, qui fait partie du Zend-Avesta, publié par l'orientaliste E. Burnouf, de 1829 à 1843. — Le capitaine Dumont d'Urville, commandant l'*Astrolabe*, termine après trois ans un voyage scientifique de circumnavigation en Océanie. — Voyage de Champollion le jeune en Egypte et en Nubie 1828 et 1829.

Italie. — Mort de Léon XII (10 févr.); élection de Pie VIII (30 mars). L'encyclique du 24 mai ne défend pas seulement les sociétés secrètes; elle atteint la liberté des cultes et de l'enseignement et le mariage civil. — Les jésuites et les inquisiteurs sont ouvertement protégés.

Pays-Bas. — Réunion de toutes les oppositions contre le roi, accusé d'abuser de son autorité. Comme les États-Généraux peuvent seuls renouveler l'impôt accordé pour dix ans en 1819, les catholiques s'allient aux libéraux dans la seconde chambre et refusent d'accorder les impôts si la cour ne fait pas de concessions. Le gouvernement et le ministre de Maanen sont forcés de céder. — Violence de la presse. — Antipathie de plus en plus marquée entre la Hollande et la Belgique.

Portugal. — L'expédition des réfugiés portugais, destinée pour l'île de Terceira au nom de la reine, est repoussée de ces rivages par une escadre anglaise (16 janv.). Mais les partisans de don Miguel ne peuvent enlever l'île à ceux de dona Maria (11 août). — L'Angleterre reconnaît don Miguel comme roi de fait. Dona Maria quitte l'Angleterre pour retourner au Brésil (29 août); don Miguel déclare ne pas vouloir l'épouser. — Affreux régime royal de don Miguel: dans cette année, onze cent vingt-cinq personnes exécutées ou assassinées, quarante mille sept cent quarante bannies, vingt-huit mille cent quatre-vingt-dix emprisonnées.

Suisse. — Anarchie et faiblesse.

1830.

Allemagne, Autriche et Prusse. — Influence des révolutions française et belge de juillet et d'août. — Le peuple de Brunswick chasse le duc et met à sa place (6 et 28 sept.) son frère Guillaume, qui donnera un statut avec l'assentiment de la diète. — Dans la Saxe royale,

troubles à Leipsick; elle reçoit de meilleures institutions municipales et une garde communale (2, 4 sept.). Courte révolution à Dresde, le 9. Le roi Antoine partage le pouvoir avec son neveu Frédéric, le 13; une nouvelle constitution promise est donnée. — Mouvements dans les duchés saxons, à Altenbourg, Iéna, Weimar (12, 18, 21 sept.). — Dans la Hesse électorale, mouvement populaire (6 sept.); le grand-duc accorde une garde civique (2 oct.) et réunit des états qui délibéreront sur une constitution, le 16. Les bâtiments de la douane sont détruits à Hanau, sur le Mein, à la frontière de la Hesse-Darmstadt. — Dans le grand-duché de Bade, troubles à Mannheim (2 oct.). — Une insurrection est prévenue à Milan par des arrestations; des troupes sont répandues dans la haute Italie (sept.). L'archiduc Ferdinand, héritier du trône, âgé de trente-sept ans, est couronné roi de Hongrie (28 sept.). — En Prusse, seulement une tentative d'ouvriers à Elberfeld, au sud-est de Dusseldorf (1^{er} sept.), et un mouvement à Berlin. Le roi nomme son frère Guillaume gouverneur des provinces rhénanes. — Décision de la diète de Francfort: en cas de troubles les états s'engagent à se secourir mutuellement et à réprimer la presse (21 oct.).

Amérique du sud. — Dans les provinces de la Plata, la guerre continue entre les fédéralistes et les unitaires. Les fédéralistes dominent à Buenos-Aires; toute-puissance de Rosas. — Message du président Bolívar au congrès colombien de Bogota (20 janv.): il manifeste l'intention de se retirer parce qu'on le soupçonne d'aspirer à la tyrannie. Révision de la constitution; elle devient à peu près semblable à celle des États-Unis: seulement le président sera pour la première fois élu par le congrès, ses fonctions pour huit ans, rééligibilité après huit autres années; la religion catholique est seule reco-

nue comme culte public. Bolívar déclare qu'il n'acceptera pas la présidence (27 avril); son départ est un triomphe (9 mai). L'anarchie recommence, impuissance du président élu par le congrès, malgré ses talents et ses vertus, Mosquera. Ambition du général Florès dans la province de Quito. Mort violente du général Sucre. La mort de Bolívar, quelques mois après sa retraite, est un deuil public (17 déc.).

Angleterre. — Misère publique toujours croissante; budget en déficit de 560 000 liv. sterl. On demande la réduction des traitements. — Proposition de réforme parlementaire, pour proportionner la représentation à l'importance numérique des localités; elle est appuyée par l'économiste Huskinson. — Mort de George IV (26 juin). Son frère, le duc de Clarence, Guillaume IV, lui succède à soixante-cinq ans. Il conserve le ministère Wellington, mais les whigs, qui avaient jusque-là soutenu le cabinet, se rangent dans l'opposition. — Influence de la révolution française de juillet. Le parlement recomposé par de nouvelles élections, renverse le ministère sur une question de liste civile. Cabinet whig: lord Grey, lord Brougham, lord John Russell; Palmerston est secrétaire d'État (2 nov.). — Entre Liverpool et Manchester, premier chemin de fer pour le transport des voyageurs (sept.); emploi de la locomotive Stephenson.

Danemark et Suède. — Après la révolution parisienne, troubles à Copenhague, facilement apaisés. Demande de réformes dans le Slesvig danois, à Kiel et à Flensburg; commencement de sédition (oct.-nov.). — Le roi de Suède ne permet pas aux Norvégiens de célébrer la fête du 17 mai, anniversaire de la constitution d'Eidsvold de 1814 (14 sept.).

Espagne — Décret royal pour l'abolition de la loi salique: les filles sont déclarées habiles à succéder

(29 mars). Naissance de l'infante Isabelle (11 oct.). Le roi la désigne pour son héritière. Protestation de don Carlos et des Bourbons de Naples et de Lucques, issus d'une sœur de Ferdinand VII. Révolte de carlistes. Mouvement organisé à Paris par des réfugiés du parti constitutionnel, sous les ordres de Mina. Pendant neuf ans les christinos et les carlistes vont ensanglanter l'Espagne.

France. — Un hiver rude et prolongé, la cessation des travaux, la cherté du pain ont accru la misère. — Ouverture de la session (2 mars): à la chambre des députés, 221 constituent la majorité pour une adresse hostile au ministère (15, 16 mars). Les chambres sont prorogées au 1^{er} septembre, le 19. Ovation et encouragements adressés aux 221. Dissolution de la chambre des députés (16 mai): les collèges d'arrondissement sont convoqués pour le 23 juin, ceux de département pour le 3 juillet; la chambre pour le 3 août. — Modification du cabinet: M. de Chantelauze, premier président de la cour royale de Grenoble, est nommé garde des sceaux; M. de Montbel passe aux finances, laisse l'intérieur à M. de Peyronnet, l'ancien collègue de MM. Villele et Corbière; le baron Capelle aux travaux publics (19 mai). — Fête au Palais-Royal (31 mai): Charles X assiste à cette fête; agitation populaire. — Pendant que l'Autriche accorde la paix au Maroc qui l'a insultée (19 févr.), que le roi de Piémont envoie une expédition inutile contre le bey de Tunis (21 mai), la France fait la conquête d'Alger. Départ de l'expédition sous le comte de Bourmont, le vice-amiral Duperré conduit la flotte (25 mai). Débarquement à l'ouest d'Alger, près du cap de Sidi-Ferruch (13 juin); combat heureux de Staouéli le 19. Quartier général sur le plateau qui domine le fort l'Empereur (29 juin); le fort est pris (4 juill.). Capitulation d'Alger, le 5. M. de Bourmont est fait maréchal le 18.

L'ex-déy d'Alger, Hussein-pacha, se rendra d'abord en Italie. Expédition sur Bldah, au sud-ouest d'Alger; sur Oran, dont le bey fait sa soumission pour un instant; sur Bone, où se porte le général Damremont. — Les élections sont hostiles au ministère. Présentation au roi d'ordonnances contraires à la charte (21 juillet). Il les signe, le 25: suspension de la liberté de la presse périodique, et restrictions de toute publication, qui équivalent à l'abolition; abolition de la loi d'élection; dissolution de la chambre des députés; convocation fixée au 28 sept. Le roi reste à Saint-Cloud. Le tribunal de première instance les déclare illégales. Protestation des journalistes, rédigée dans les bureaux du *National*, le 26; ses presses sont saisies ainsi que celles du *Temps*. — Révolution des 27, 28, 29 juillet (mardi, mercredi, jeudi); lutte du peuple de Paris contre les troupes du roi, surtout la garde royale et les Suisses; l'uniforme de la garde nationale reparait au milieu des barricades, on se bat aux cris de : vive la charte. Un parti peu nombreux veut substituer la république à la monarchie. Une commission municipale s'établit à l'hôtel de ville. Charles X retire trop tard les ordonnances. La garde nationale est rétablie sous le commandant en chef La Fayette (30 juill.). Diverses réunions de députés présents à Paris. Proposition de déférer au duc d'Orléans la lieutenance générale avec le rétablissement de la cocarde et du drapeau tricolores; il accepte (31 juill.), est reçu à l'hôtel de ville entre La Fayette et le banquier Laffitte. Il convoque le 1^{er} août les chambres pour le 3. L'abdication de Charles X et du dauphin en faveur du duc de Bordeaux le 2, mentionnée à l'ouverture de la session le 3, est sans effet. Charles X, qui de Saint-Cloud s'était retiré à Rambouillet, prend déjà avec sa famille la route de Cherbourg, protégé par des commissaires du gouvernement provisoire, le 4. — A la cham-

bre des députés, proposition Bérard, pour que la charte soit modifiée, et la couronne offerte au duc d'Orléans avec le titre de roi des Français, le 6; rapide discussion, elle est votée par 219 sur 252 présents (7 août). Le soir même, adhésion des pairs : 89 contre 15. — Louis-Philippe I^{er}, âgé de cinquante-sept ans, prête, en présence des deux chambres, le serment exigé par la nouvelle charte (9 août). L'aîné de ses huit enfants nés de Marie-Amélie, princesse de Sicile, est âgé de vingt ans. Son avènement est le triomphe de la bourgeoisie et de la classe moyenne. — Premier ministère : les départements sont à MM. le général Sébastiani, de Broglie, Guizot, Dupont de l'Eure, baron Louis, général Gérard; MM. Casimir Périer, Bignon, Dupin, Laffitte, sont ministres sans portefeuille (11 août). — Charles X passe de Cherbourg, avec sa famille, en Angleterre (16 août). — Manifeste saint-simonien signé Bazard-Enfantin, affiché à Paris le 30 juill.; il est signalé à la chambre des députés comme prêchant la communauté des biens et la communauté des femmes. *Le Globe* se ralliera au saint-simonisme (11 nov.). — Mort du duc de Bourbon (27 août). Le jeune duc d'Aumale, quatrième fils du roi, est son légitime. — Ministère Laffitte (2 nov.), composé d'une partie du premier cabinet, MM. Dupont, Gérard, Sébastiani, avec l'adjonction de MM. le général Maison, Montalivet à l'Intérieur, Mérilhou; retraites des doctrinaires MM. Guizot et de Broglie : M. Laffitte désirait que la royauté, entourée d'institutions républicaines, aidât la France à effacer les honteux traités de 1815. — Mort de Benjamin Constant (8 déc.). — Procès des ministres de Charles X devant la cour des pairs, décidé par la chambre des députés le 27 sept., quatre sont présents; vive agitation, tentative de soulèvement à Paris. Sentence de détention perpétuelle (21 déc.). — *L'Avenir*, journal fondé par l'abbé de Lamennais et M. de Montalembert.

nerit. — La Fayette quitte le commandement de la garde nationale (26 déc.); Dupont de l'Éure le ministère. — Le général Clauzel, commandant en chef en Algérie, réforme l'administration, crée le corps auxiliaire des zouaves, essaye la colonisation dans la plaine de Métidja, au sud d'Alger. Expédition nouvelle de Blida (17 nov.); occupation dans l'Atlas du col de Ténia, malgré le bey Titterie, dont la capitale, Médéah, à vingt-cinq lieues d'Alger, reçoit garnison, le 22. Réclamation de la Turquie, défiance de l'Angleterre. — Débat zoologique entre Cuvier et Geoffroy-Saint-Hilaire : le second écrit sur les *Principes philosophiques de l'unité de composition*; Cuvier sur *la variété de composition dans les animaux*.

Grèce. — Étroites limites fixées conformément à la convention de Londres du 22 mars 1829. Wellington reconnaît sa complète indépendance (4 janv.). — Léopold de Saxe-Cobourg, veuf d'une fille du roi George IV depuis 1817, choisi par les puissances protectrices pour être roi (3 févr.), résigne la couronne (21 mai). — La conférence ouverte à Londres, en nov., propose d'étendre la frontière du nord. — Révolte à Syra, une des Cyclades, et dans le Malna ou Magne en Morée. — Pénurie du trésor public, insuffisance des souscriptions envoyées de l'Occident. — Samos, qui s'affranchit, veut se réunir à la Grèce.

Italie. — Après la révolution parisienne, troubles en Savole, à Anagni, réprimés par le roi. — Mort du roi de Naples, François I^{er} (8 nov.). Ferdinand II lui succède à vingt ans et demi. — A Rome, mort de Pie VIII (30 nov.); vacance jusqu'en févr. Tentative de soulèvement pour changer le gouvernement.

Mexique. — Après la déposition du général Guérero, guerre civile : il veut ressaisir le pouvoir; il sera fusillé en 1831 à Acapulco.

Pays-Bas, Belgique et Hollande. — De Potter, qui a déjà été incarcéré pour ses écrits contre le roi, est accusé de nouveau de haute trahison et exilé pour huit ans. Il vient à Paris (30 avril). — Le roi permet le libre usage de la langue française dans les tribunaux (4 juin). — Après les journées parisiennes, révolution à Bruxelles (25 août): les troupes royales sont chassées. Cependant les Belges, tout en négociant leur séparation de la Hollande, songent à prendre un roi dans la maison d'Orange. Le prince Frédéric, second fils du roi Guillaume, marche avec des troupes sur Bruxelles : bataille dans les rues, victoire du peuple (25 sept.). Insurrection de toute la Belgique, défaite des troupes hollandaises. Le roi déclare qu'il restreint son autorité aux provinces du nord (20 oct.): Luxembourg et Anvers bombardé le 26 oct. ne veulent plus le reconnaître. Les puissances qui avaient contribué à la formation du royaume-un, Prusse, Angleterre, Autriche, Russie, France se réunissent en conférence à Londres. Armistice (4 nov.). Le nouveau gouvernement français réunit cinquante mille hommes à la frontière belge pour empêcher toute intervention armée des puissances. — Suspension d'armes favorable aux Belges; ils gardent leur territoire comme en 1814 (17 nov.), mais le Luxembourg doit rester à la Hollande. — Les Belges adoptent la monarchie constitutionnelle, mais excluent la maison d'Orange; incertitude sur le choix d'un roi. L'autorité ecclésiastique est déclarée indépendante du pouvoir civil en récompense du concours que le clergé a prêté à la cause de l'indépendance.

Portugal. — Mort de la reine mère (6 janv.). État déplorable des finances et de l'armée. Le roi don Miguel est sur le point de livrer à l'Angleterre, pour s'acquitter de ses dettes, les deux tiers des droits d'entrée sur les objets de commerce. — Une régence s'établit, au nom de la

reine dona Maria, dans l'île de Terceira, sous la direction de Palmella (15 mars). — Dona Maria est allée rejoindre son père au Brésil.

Russie. — Mortalité causée par le choléra-morbus, qui a traversé la Perse, a éclaté à Tiflis (juin), à Astrakhan (juill.), à Saratov (août), à Kazan (sept.), à Moscou (oct.). — Soulèvement de la Pologne, au moment où l'empereur prépare une expédition contre le gouvernement français de juillet. Révolution à Varsovie (29 nov.); le grand-duc Constantin est forcé de quitter la Pologne. Formation d'un gouvernement provisoire. Dictature donnée à Clopicki, ancien soldat de Napoléon (5 déc.). Les Polonais voudraient la réunion de toutes les anciennes provinces et l'invasion immédiate de la Lithuanie; mais Clopicki restreint la révolution dans les huit palatinats de la Pologne russe, et négocie avant de combattre. Diète à Varsovie (19 déc.); elle confirme à Clopicki la dictature qu'il avait déposée; Czartorski, Radzivil, Ostrovski participent au gouvernement. Armée de cent cinquante mille hommes. Proclamation de l'empereur contre les Polonais (24 déc.). Ils combattront sans alliés.

Suisse. — Agitation démocratique à Bâle, à Fribourg (oct., déc.). Dans plusieurs cantons, révision de la constitution. La France et l'Autriche qui, après juillet, défendent des principes différents, sont sur le point de violer la neutralité de la Suisse. La neutralité est consacrée par une diète extraordinaire de Berne (25 déc.).

Turquie. — Milosch, chef des Serbes dans la guerre d'indépendance, est déclaré par les Serviens prince héréditaire.

États-Unis. — Réconcilié avec l'Angleterre. Entente commerciale. — Concile des Mormons, présidé par Jos. Smith. — Les Chactas et les Chisakaws, dont les terres sont couvertes

de colons chrétiens, se retirent au delà du territoire de l'Union à l'ouest du Mississipi. — Prétentions sur une partie du territoire mexicain du Texas. — Le président Jackson, dans son message, annonce un projet de modification à la constitution touchant l'élection présidentielle (7 décembre): projet sans résultat.

1831.

Allemagne. — Le grand-duc de Hesse-Cassel accepte la constitution (janv.). Il sera forcé de nommer régent son fils, Frédéric-Guillaume (30 sept.). — Troubles dans le Hanovre: le duc de Cambridge, nommé vice-roi par le roi d'Angleterre (22 févr.), donnera une constitution. — Le choléra-morbus éclate à Dantzick, et se répand dans le nord. — Acte de navig. du Rhin avec les Pays-Bas (31 mars).

Amérique du sud. — Début de la première assemblée législative de la Bolivie (24 juin). La république est reconnue par la France. Paix avec le Pérou. — Depuis la mort de Bolivar, supériorité du parti fédéraliste à la Colombie; rappel du général Santander, qui avait été banni à perpétuité par Bolivar en 1828. Les représentants des provinces centrales, réunis en convention à Bogota, brisent l'indivisibilité de la république colombienne (20 oct.), et, par une loi fondamentale, proclament la séparation de Venezuela d'avec la Nouvelle-Grenade: la décision est ajournée pour les peuples de l'Équateur (17 nov.). On réserve aussi d'établir un lien fédéral entre les diverses parties de la Colombie démembrée.

Angleterre. — Agitation causée par les demandes de réforme parlementaire pendant que l'Irlande a la guerre des dîmes contre l'église établie; on veut l'abolir, de la pairie et de tous les privilèges héréditaires; on propose de refuser les subsides à la couronne. — Bill de réforme, présenté par le ministre lord John Russell le 1^{er} mars, rejeté par les Communes le 19 avril; dissolution; la nouvelle

chambre vote le bill, les pairs le rejettent. — Soulèvement à Bristol. — Invasion du choléra (oct.). — Popul. 16 500 000 âmes. — *Recherch. expérim. sur l'électricité*, de Faraday L'association pour l'avancement des sciences est créée

Angleterre, Belgique, France et Hollande. — Indécision du congrès de Belgique: il présente, pour le trône, le duc de Nemours, second fils du roi des Français, et le duc de Leuchtenberg, fils d'Eugène Beauharnais. Le duc de Nemours est choisi (3 fév.); son père refuse, le 17. Léopold de Saxe-Cobourg, élu alors, est accepté par la conférence de Londres (4 juin); il est convenu que le Luxembourg et le Limbourg appartiendront à la Belgique. Léopold I^{er} prête serment à la constitution et jure de maintenir l'intégrité du territoire. — Invasion de la Belgique par les fils du roi de Hollande et par le prince de Saxe-Weimar (5 août); faciles succès. Intervention armée de la France; cinquante mille hommes sous le maréchal Gérard; retraite des Hollandais. Suspension d'armes; nouvelles négociations. — La conférence de Londres formule le traité des vingt-quatre articles qui laisse à la Hollande une partie des territoires du Luxembourg et du Limbourg avec Maestricht, partage la dette publique des pays belges entre la Belgique et la Hollande, déclare libre la navigation du Rhin et de l'Escaut, restitue Anvers à la Belgique (15 oct.). La Hollande n'y adhère pas. L'Angleterre et la France veulent le lui imposer (30 oct.) et, en le plaçant sous la garantie des cinq puissances signataires, elles en prescrivent la ratification par la Hollande dans les deux mois (15 nov.). La conférence décide la démolition de cinq forteresses de Belgique qui sont entretenues contre la France depuis les traités de 1815, Menin, Ath, Mons, Philippeville, Mariembourg (14 déc.). L'armée française reste aux frontières.

Angleterre et France. — Traité

pour la répression de la traite noirs (30 nov.): un droit de réciprocité pourra être exercé à des navires de l'une et de l'autre nation, les bâtiments de guerre excepté le long de la côte occidentale d'Afrique, autour de Madagascar, de Cuba, Porto-Rico, près des côtes du Br

Autriche et Italie. — Élection de Grégoire XVI (2 fév.). — Le 3, soulèvement insurrectionnel à Modène; le duc s'enfuit à Mantoue. Le 4, révolution à Bologne, dans les États de l'Église; établissement d'un gouvernement provisoire, formation de la garde nationale; l'archevêque, le pape et les troupes du pape se retirent; insurrection à Ferrare. Le 14, l'archiduchesse Marie-Louise est chassée de Parme. Plusieurs villes des États pontificaux, Urbino, Pesaro, Pérouse, Spolète, Terni, Narni, adhèrent au gouvernement des provinces unies de l'Italie, dont le siège est établi à Bologne (25 fév.): Vicini est nommé président, Zucchi généralissime. — Malgré la protestation de l'ambassadeur de France à Rome, treize mille Autrichiens, sous le général Frimont, envahissent l'Italie centrale. Rétablissement des souverains de Parme et de Modène. Les Autrichiens à Ferrare et à Bologne (21 mars). Le pape promet une convention d'Ancône d'amnistie envers les insurgés (27 mars). Avènement de Charles-Albert, de la branche de Sardaigne (27 avril). — Memorandum des grandes puissances au Pape (21 mai).

Brésil et Portugal. — Don Pedro, ennemi des Anglais, les Français; il les croit complaisants des défenseurs de Terceira, il est voué à dona Maria. Demande de réparation de la cour de Londres (mai). L'amiral français Roussin prend les vaisseaux portugais de l'embouchure du Tage (11 juillet). Don Pedro est revenu en Europe pour défendre les droits de sa fille avant de quitter le Brésil il a abdiqué la couronne impériale en faveur de son fils, Pedro II, âgé de cinq ans

est reçu en Angleterre, et en France où il passe les derniers jours de juillet; une expédition à laquelle doivent prendre part des réfugiés portugais, des volontaires français, anglais, irlandais, est favorisée sous main par l'Angleterre (août); la France empêche l'Espagne de soutenir don Miguel. Il réprime cruellement de nouvelles révoltes à Lisbonne. Occupation des îles Açores, voisines de Terceira, par Villafior, au nom de don Pedro. — Au Brésil, malheureux effets d'une minorité. Institution d'une garde civique, mal accueillie par les nègres et les mulâtres, et par les troupes régulières (juill.). Insurrection sanglante à Fernambouc, à Rio-Janeiro (sept.-oct.); exaspération des gens de couleur. — La traite des noirs est abolie au Brésil (7 nov.).

Danemark. — Effet tardif des promesses de 1815 (28 mai): quatre assemblées provinciales doivent être établies: 1° pour les îles danoises; 2° le Jutland; 3° le duché de Slesvig; 4° le duché de Holstein; elles seront composées de membres élus directement par les propriétaires. Dans le Holstein et le Slesvig, demande de la noblesse et des prélats pour une constitution et une diète communes.

Espagne. — Influence prédominante du parti apostolique auprès de Ferdinand VII. — Tentative de Torrijos; il débarque à Algésiras; répression cruelle.

États-Unis. — Proposition de reviser le tarif des droits de douanes qui doublent le prix des marchandises européennes pour le planteur du sud, et exposent par réciprocité les produits américains à acquitter des droits considérables en Europe.

France. — Éléments d'agitation religieuse et politique: les saint-simoniens; les républicains démocrates; les apôtres d'une Église française; M. Lamennais, dans le journal *l'Avenir*, propose la réforme de l'É-

glise. — Il donnera bientôt les *Paroles d'un croyant*. — Manifestation légitimiste dans l'église de Saint-Germain l'Auxerrois (14 févr.): le peuple saccage l'archevêché de Paris; les croix sont arrachées des dômes des églises. — Retraite de M. Laffitte. Cabinet du 13 mars sous Casimir Périer: Sébastiani à les aff. étrang.; Soult, la guerre; le baron Louis, les finances; Barthe, la justice; Montalivet, l'instr. publiq. et les cultes; d'Arroux, le commerce et les travaux publics; de Rigny, la marine (15 mars). Vigueur et habileté de Casimir Périer. — Loi municipale libérale (21 mars). — Une loi bannit à perpétuité les Bourbons de la branche aînée (24 mars). — Premier procès du parti républicain devant la cour d'assises de Paris (avril): acquittement par le jury. — La chambre d'abord prorogée est dissoute (3 mai). — La France reconnaît devoir aux États-Unis vingt-cinq millions, en indemnité des dommages que les décrets de confiscation de Napoléon, dans sa lutte contre l'Angleterre (1806-1807), avaient causés au commerce américain. — Nouvelle législature (23 juill.) l'opposition recrute le général Lamarque, Fr. Arago, Duvergier de Hauranne, Thiers, Garnier-Pagès. — Casimir Périer tient tête aux républicains dans la rue, et dans la presse; il arrête les mouvements des carlistes au sud et à l'ouest de la France. — Après la prise de Varsovie par les Russes, troubles à Paris (20 sept.). — La loi qui abolit l'hérédité de la pairie est votée par les deux chambres (18 oct., 28 déc.). — Sanglante insurrection à Lyon (22 nov.): les ouvriers en soierie avaient demandé l'établissement d'un tarif. — Lois sur les pensions des armées de terre et de mer, votées le 11 et le 18 avril. — En Algérie, nouveau commandant en chef, le général Berthezène, qui avait contribué à la conquête en 1830. Expédition de Médéah contre les Arabes et les Kabyles, redoutables habitants des montagnes (juin). — Population, 32 569 223 âmes. —

Notre-Dame de Paris de V. Hugo. — *Robert le Diable*, opéra de Meyerbeer.

Grèce. — Discordes sanglantes. Capo d'Istria, toujours suspect de dévouement à la Russie, est aux prises avec la famille des Mavromicali, chefs des Malnotes, avec Miaulis, Mavrocordato, Conduriotis. Ces derniers soulèvent les îles d'Hydra et de Spetzia. Le gouvernement fait arrêter Pierre Mavromicali. Miaulis surprend l'île de Poros, au sud d'Égine (23 août). Assassinat de Capo d'Istria dans une église (9 oct.); les coupables, le frère et le fils de Pierre Mavromicali, perdent la vie. Le frère de Capo, Augustin, lui succède : il est d'abord d'accord avec Colocotroni et Coletti; il préside l'assemblée nationale ouverte à Argos (10 déc.). Contre-gouvernement établi à Hydra.

Pologne et Russie. — La Pologne, après d'inutiles négociations, se décide à la guerre; noble conduite de Lelevel, Clopicki dépose la dictature, Radzivil est nommé généralissime, mais pour trop peu de temps (18 janv.). La régence nationale, sous la présidence de Czartoryski, prononce la déchéance de la maison de Romanov. — Marche des Russes sous Dieblitch, le vainqueur des Turcs en 1829 (5 févr.). Faciles succès jusqu'à Praga, aux portes de Varsovie, le 25; le dégel ne permet pas de franchir la Vistule. Invasion du choléra; médecins français en Pologne. Le Polonais Dwernicki se jette au sud-est dans la Volhynie, et excite un soulèvement qui se propage en Lithuanie et en Samogitie, derrière les Russes; mais battu, il se réfugie en Gallicie (21 avril); il sera désarmé par les Autrichiens malgré le principe de non-intervention admis par l'Autriche et la Prusse. Dieblitch vainqueur du nouveau généralissime Skrzynecki, à Ostrolenka, près de la Narev (26 mai), marche à Pultusk, au nord de Varsovie. Il y meurt peut-être du choléra (10 juin), comme le grand-duc Constantin en Lithuanie, à Minsk, le 27. — Nouveau

généralissime russe, Paskewitch. Scènes anarchiques à Varsovie entre les chefs polonais; Dembinski est fait généralissime. Après la nuit du 15 août, Krukowiecki est fait dictateur. Paskewitch, qui a passé la Vistule, livre l'assaut à Varsovie (6 et 7 sept.). Abdication de Krukowiecki. Capitulation de Praga (8 sept.); elle est consentie par Malachowski. La Pologne est réduite à Cracovie. Émigration de Polonais en Allemagne, surtout en Prusse. — Palmerston n'a pas voulu intervenir avec la France.

Suède. — Pour éviter le choléra, interruption de toutes relations avec les états voisins; établissement de sociétés de tempérance.

Suisse. — La liberté de la presse, l'égalité des droits politiques, la publicité des délibérations sont admises dans la plupart des cantons. — Sur le territoire de Bâle, beaucoup de communes de la campagne qui ne peuvent pas faire reconnaître leurs droits, forment un conseil séparé à Leichstall, au sud-est de la ville (août). — A Neuschâtel, tentative sans succès contre la souveraineté prussienne (oct.).

Turquie. — Les réformes de Mahmoud sont mal accueillies; le peuple y répond par des incendies; embrasement du quartier de Péra, à Constantinople; révolte en Macédoine, à Scutari, ville de Bosnie; à Bagdad. Peste et choléra. — Le pacha d'Égypte fait attaquer la Syrie par son fils Ibrahim sous prétexte de venger une insulte personnelle contre le pacha de Saint-Jean d'Acre (oct.-déc.).

1832.

Allemagne. — Beaucoup d'associations patriotiques. Célébration bruyante de la fête anniversaire de la constitution bavaroise de 1818, à Hambach, dans la Bavière rhénane (27 mai). — Après les journées insurrectionnelles des 5 et 6 juin à Paris, décret sévère de la diète en faveur des droits des souverains (28 juin). Décret pour limiter la liberté de la

presse, interdire les réunions politiques, les associations et fêtes populaires (5 juill.); les princes sont invités à se réunir pour la défense commune.—Mort de Goëthe; sa sépulture à Weimar auprès de Schiller et de leur protecteur le prince Charles-Auguste.

Amérique du sud. — Le parti des fédéralistes l'emporte dans les provinces argentines de Cordova, de Corrientes, de Mendoza, de Santiago de l'Estero.—Courses des tribus indiennes dans la Cisplatine : la tribu des Charruas est détruite. Factions vaincues par le président Rivera (juin-août). — Les trois républiques distinctes de la Colombie ont chacune leur président; Venezuela le général Paz, la Nouvelle-Grenade le général Santander, l'Équateur, qui comprend le pays du sud, le général Florès (mars). Projet d'alliance fédérale (10 mars), admis par le congrès de Venezuela à Caracas (29 avril), et, après une courte guerre pour des questions de territoire, par la Nouvelle-Grenade et l'Équateur (8 déc.).

Angleterre, Autriche, Belgique, France, Grèce, Hollande, Italie, Prusse et Russie.

— Complication des questions belge et italienne. Le traité de Londres du 15 nov. 1831 est ratifié sans condition par la France et l'Angleterre (31 janv.); les trois autres puissances qui ont contribué à la formation du royaume de Belgique, la Prusse, l'Autriche et la Russie, n'y accèdent que sous réserve (18 avril, 4 mai).— La France, pour ne pas laisser les habitants des légations à la merci des troupes autrichiennes et des vengeances pontificales, a occupé Ancône de vive force (22 févr.). — Influence de la France en Grèce, par le parti constitutionnel de Coletti. Les trois puissances protectrices, Russie, Angleterre et France, dans la conférence de Londres, désignent au choix des Grecs un prince allemand, le second fils du roi de Bavière, Othon,

âgé de 17 ans (févr.). Les Grecs l'acceptent pour roi (mars) : une régence gouvernera jusqu'à l'époque de sa majorité fixée au 1^{er} juin 1835. La frontière du royaume est étendue au nord, avec le consentement de la Porte; elle sera formée par une ligne tirée de l'ouest à l'est, du golfe d'Arta au golfe Volo, en renfermant Zeltoun et l'île de Négrepont. Rivalité entre Augustin Capo d'Istria qui est le président d'un congrès tenu à Napoli di Romanie (Nauplie) et Coletti, qui installe une nouvelle régence constitutionnelle et fait occuper des forteresses par les Français. — La dynastie de juillet est moins jalouse de son influence en Italie qu'en Belgique. Les Français admettent dans Ancône des troupes pontificales (1^{er} août); ils ne peuvent plus s'opposer à de nombreuses prescriptions. — Mariage du roi des Belges avec la fille aînée du roi Louis-Philippe, la princesse Louise (8 août). La Hollande n'accédant pas au traité du 15 nov., une flotte anglo-française sous Malcolm, malgré les protestations de l'Autriche, de la Prusse et de la Russie, va bloquer l'Escaut (8 nov.); une armée française sous Gérard et Haxo investit la citadelle d'Anvers (15 nov.), qui est prise malgré la défense du général Chassé (23 déc.). — En Grèce, après de nouvelles luttes de parti, le congrès de Nauplie reconnaît le roi Othon (8 août), mais, contre la volonté des trois puissances, rédige une constitution que le roi doit adopter. Le roi ne viendra qu'en 1833. Le parti anglais a pour chef Mavrocordato. — En Italie, découverte d'une conspiration qui devait appeler aux armes toute la péninsule (22 nov.).

Angleterre. — Le bill de réforme parlementaire est encore arrêté par les chambres. Retraite du ministère whig (9 mai); Wellington essaye vainement de former un cabinet. Retour de lord Grey (18 mai); John Russel fait enfin adopter le bill

même par les pairs (4 juin). Le droit d'élection est donné à quiconque, domicilié en Angleterre, paye un loyer de 1250 francs dans les comtés, de 250 dans les bourgs; et, même, pour les bourgs, sans considération de loyer, aux citoyens admis aux franchises d'une ville, aux membres des corporations municipales, aux personnes taxées pour les pauvres; pour les comtés, aux clercs de paroisse, aux maîtres d'école, aux ministres dissidents, à certains officiers publics. Tout bourg au-dessous de mille habitants perd le droit de représentation, ce qui fait disparaître 60 bourgs pourris, en réduit 47 à un seul représentant; au contraire vingt-sept villes, Liverpool, Manchester, etc., et de nouveaux quartiers de Londres élisent des députés en raison de leur population. Le nombre des députés à élire est proportionné à l'impôt des terres et surtout à celui des maisons. En tout, 658 députés, dont 105 pour l'Irlande, 54 pour l'Ecosse. Il n'est question ni de suffrage universel, ni de scrutin secret, ni de l'abréviation de la durée des parlements.—Fin du voyage d'exploration du capitaine Ross: il a reconnu en entier, au nord de l'Amérique septentrionale, le détroit du Prince-Régent, qui est à l'ouest de la terre de Baffin.

B Brésil.—La régence de don Pedro II se défend contre les fédéralistes (mars) et contre les partisans de l'ex-empereur (avril, oct.).

Espagne.—Grave maladie de Ferdinand VII (20 sept.); il confie le pouvoir à sa femme qui gouverne avec Zea Bermudez (6 oct.). Les carlistes pris les armes à la main sont fusillés.

États-Unis.—Choléra très-violent depuis juin.—Questions financières irritantes. Le président Jackson, en haine de l'aristocratie commerciale, refuse sa sanction au renouvellement de la charte de la banque fédérale (10 juill.). L'Union

est sur le point de se dissoudre à l'occasion du bill de réduction des droits de douanes, qui ne satisfait pas les États agricoles du sud, le 14: la législature de la Caroline du sud rejette ce tarif. A l'ouverture du congrès, message modéré et ferme du président, qui était assuré alors d'être réélu (5 déc.).—Les Mormons au Missouri.

France.—Réforme du code pénal; introduction des circonstances atténuantes (28 avril).—Ravages du choléra, de mars à sept. Il emporte Casimir Périer (16 mai) et 18 400 victimes.—La duchesse de Berri, venue d'Italie, a traversé la France pour soulever la Vendée au nom de son fils Henri V (mai); l'insurrection est étouffée. La duchesse se réfugie à Nantes.—A Paris, prise d'armes des républicains le jour du convoi du général Lamarque, journées des 5 et 6 juin, mise en état de siège.—Mort du duc de Reichstadt, fils de Napoléon à Schœnbrunn, en Autriche (22 juill.).—Procès des saint-simoniens qui pratiquaient la vie commune à Ménilmontant, près de Paris, sous la direction de M. Enfantin (27 août). Condamnation, emprisonnement, dispersion de la famille.—Activité de l'école de Fourier; les sectaires rédigent un recueil périodique: *la Réforme industrielle ou le Phalanstère*.—Cabinet du 11 octobre qui dure jusqu'au 22 février 1836: MM. Soult, président, à la guerre; de Broglie, aux affaires étrangères; Thiers à l'intérieur; Guizot, à l'instruction publique; Humann, aux finances; Barthe, Rigny, d'Argout restent.—Arrestation de la duchesse de Berri à Nantes (7 nov.): elle sera retenue prisonnière au château de Blaye, au nord de Bordeaux.—Ouverture des chambres, coup de pistolet tiré sur le roi (19 nov.).—En Algérie, nouveau commandant en chef, le duc de Rovigo, Savary. Prise de Bone (mars). Oran est bien défendue (mai); les approches d'Alger sont protégées contre les pillages des Arabes (sept.-oct.)

Travaux intérieurs.—Mort de Champollion (4 mars); de G. Cuvier (13 mai).

Mexique.—Insurrection du général Santa-Anna à la Vera-Cruz (janv.). Il reconnaît cependant pour président constitutionnel le général Gomès Pedraza qui doit rester président jusqu'au 1^{er} avril 1833 (nov.-déc.); les élections nouvelles se présentent en faveur de Santa-Anna.

Portugal.—Premiers succès de don Pedro; conquête d'Oporto, (8 juill.). Don Miguel l'assiège inutilement. Charte constitutionnelle au nom de dona Maria II. Palmella va négocier en Angleterre pour la reine, que soutiennent l'amiral Sartorius et le comte de Villafior. Don Miguel, pour s'attacher le parti clérical, rétablit les jésuites (30 août). — Violence du choléra.

Russie.—La Pologne est réunie à l'empire avec un statut (25 févr.). Paskewitz est fait prince de Varsovie.

Suède.—Achèvement du canal de Gotha qui unit la mer du Nord et la Baltique.

Suisse.—Les communes de la campagne de Bâle protégées par la diète (12 mai) forment un canton distinct, Bâle-Campagne (22 août). Cette séparation n'est pas approuvée par Lucerne, Uri, Schwitz, Unterwalden, Valais, Neuchâtel. Les trois cantons primitifs, Uri, Schwitz, Unterwalden ne se sont pas fait représenter à la réunion du Rutil, destinée à rétablir la concorde (12 août).—Projet de réforme fédérale présenté à la diète constituante qui se tient à Lucerne (18 déc.): rapport de M. Rossi, citoyen de Genève, natif d'Italie, pour l'extension des pouvoirs de la diète; l'établissement d'une cour fédérale; l'élection pour quatre ans d'un magistrat suprême, landamman, assisté d'un conseil; l'uniformité des poids, mesures et monnaies; l'égalité de traitement entre les citoyens; la suppression des douanes intérieures; le choix d'une capitale fixe. Il n'a pas de suite.

Turquie.—Invasion triomphante des provinces de Syrie et d'Asie Mineure par Ibrahim, le fils du vice-roi d'Égypte. Prise de Saint-Jean d'Acre (21 mai), de Damas (13 juin); victoire à Hems sur Hussein-Pacha, l'exterminateur des janissaires; prise d'Antakieh (ancienne Antioche) (1^{er} août). L'émir Beschir, chef des Druses du Liban, n'a pu l'arrêter. Au delà du mont Taurus, à l'ouest de la province de Caramanie, à Konleh, victoire sur le grand vizir Reschid-Pacha, célèbre dans les guerres contre les Grecs et les Russes, qui est fait prisonnier (21 déc.). Il est sur la route de Constantinople.

1833.

Allemagne, Autriche et Prusse.—L'agitation révolutionnaire, entretenue par les associations patriotiques, fait tort à l'opposition constitutionnelle qui combat les décrets de la diète de juin et juillet 1832 dans les chambres de Wurtemberg et de Bade (mars).—Mouvement tenté à Francfort par les associations arminienne et germanique (3, 4 avril). Les étudiants, la presse, les réfugiés polonais sont l'objet de mesures sévères de la part de la Prusse, de Bade, de Wurtemberg, de Bavière. Une association générale des burschenschaft, ou sociétés secrètes, est découverte à Tubingue, dans le Wurtemberg (22 juin); arrestations et hannissements en Wurtemberg, en Bavière, en Autriche. La diète établit un tribunal central, composé par l'Autriche, la Prusse et la Bavière, pour arrêter les essais de révolution (8 août). Congrès de diplomates, représentant les souverains, à Teplitz, au nord-ouest de la Bohême; congrès des souverains de Prusse, d'Autriche et de Russie à Mûnchengratz, au nord-est de Prague (août-sept.). Les réfugiés polonais, à la demande du czar, doivent quitter la Prusse et l'Autriche pour passer en Amérique (27 oct., 2 nov.): — L'union commerciale ou souverain, essayée par

les traités de 1829, est reconstituée et étendue par de nouveaux traités entre la Prusse, la Bavière, le Wurtemberg, le royaume et les duchés de Saxe (22-30 mars). Les chambres du royaume de Saxe adoptent le traité de douane avec la Prusse (17 sept.).

Amérique du sud.—A la Plata, guerre contre les tribus indiennes de l'ouest, qui menaçaient surtout les états fédérés de Cordova et de Santa-Fé.

Angleterre.—En Irlande, provocations ardentes d'O'Connell pour demander le rappel (*repeal*) de l'acte d'union du 1^{er} janvier 1801, et la convocation d'un parlement irlandais séparé (janv.). Ouverture du parlement—uni, reconstitué sur les bases de la réforme (29 janv.). O'Connell y réclame la séparation, et menace l'Angleterre d'une révolte de l'Irlande. — Bill du parlement, plus sévère contre les Irlandais (5 mars). — Occup. des îles Falkland ou Malouines, près de la Terre de Feu. — On supprime l'école d'architect. navale.

Angleterre et France. Convention supplémentaire, conclue à Paris, pour préciser les cas où peut s'exercer le droit de visite réciproque et les caractères propres à faire reconnaître les bâtimens de commerce qui se livrent à la traite des noirs ou qui sont armés pour ce trafic (22 mars).

Angleterre, Belgique, France et Hollande.—La solution de la question hollando-belge est toujours différée. La Hollande entrave la libre navigation de l'Escaut. Attaque combinée des flottes de France et d'Angleterre, empêchée par une tempête (27 mars). La Russie, la Prusse et l'Autriche se font médiatrices pour la Hollande. L'embargo mis sur les vaisseaux hollandais est levé (21 mai). Préliminaires de paix entre la Hollande et la Belgique (5 juin). Nouveaux dissentiments au sujet de Maëstricht et du partage du Luxembourg : menaces de guerre (oct.-nov.).

B Brésil.—Au nord-ouest, à Para, horribles massacres commis pendant trois jours contre les Portugais par les gens de couleur. Intervention courageuse des consuls de France et des États-Unis.

Espagne.—La cause dynastique et constitutionnelle des christinos n'est pas soutenue franchement par le ministre Zea Bermudès (mars). Don Carlos, banni par le roi son frère en Portugal, prend le titre de légitime héritier du trône (18 avril). Décret de bannissement perpétuel à Rome. Ferdinand VII renouvelle la déclaration faite en faveur de sa fille, enfant de quatre ans (20 juin). Il meurt (29 sept.). Avènement d'Isabelle II; régence de Marie-Christine, sa mère, avec un conseil composé, en majorité, de ministres libéraux, auxquels est adjoint Zea Bermudès. La reine est reconnue par la France et l'Angleterre. Les carlistes proclament Charles V et se révoltent (oct.), surtout dans les provinces basques et la Navarre : les Bourbons de Naples et de Lucques, d'origine espagnole, protestent contre l'avènement d'Isabelle. Don Carlos est poursuivi jusqu'aux confins du Portugal (14 déc.).—Population : 12 386 841 âmes.

États-Unis.—Loi de compromis, dite loi de Clay, qui l'a proposée le 12 févr., pour réconcilier la Caroline du sud ; elle est votée par les deux chambres (févr.-mars), signée par le président le 2 mars. Le nouveau tarif de douanes est décroissant. Jackson prend possession pour la seconde fois du pouvoir présidentiel. — Sur la question de la banque fédérale, l'Union se partage en deux camps. Le président, qui est hostile à la banque, en fait enlever, sans l'avis et en l'absence du congrès, les dépôts du gouvernement.

France.—Irritante question des forts détachés, que le gouvernement veut faire construire autour de la capitale comme moyen de défense. Les rédacteurs de la *Tribune* sont appelés devant les pairs pour répo-

dre d'articles offensants (avril). — Les réfugiés polonais, qui paraissent dangereux à tous les gouvernements, inquiétés en France, se retirent sur le territoire suisse (30 avril). L'Autriche n'en veut pas à la frontière du canton du Tessin (12 mai). Ils sont invités à retourner en France pour être envoyés de là en Amérique, à Alger, en Angleterre, en Portugal, en Égypte (8 nov.); on veut les y obliger, ils refusent (11 déc.). — Au château de Blaye, la duchesse de Berri qui a déclaré (22 févr.) être mariée secrètement au comte Lucchesi Palli met au monde une fille (10 mai). Le gouvernement lui permet de partir pour la Sicile (juin). — Travaux des chambres. Loi pour l'établissement, aux colonies, de conseils auxquels peuvent être admis les hommes de couleur (24 avril). Organisation départementale. Loi sur l'instruction primaire présentée le 28 juin. Étude des grandes lignes de chemins de fer qui peuvent être établies en France. — Le gouvernement suspend la construction des forts détachés, considérés comme menaçants pour la liberté (juill.). — Danger social. Coalitions d'ouvriers, au sujet des questions de tarif et pour la demande de réformes radicales (oct.-nov.). Manifeste de la société des Droits de l'homme, dont les principes auraient eu l'adhésion de Robespierre; elle n'est pas éloignée de la loi agraire et du partage des biens. *La Phalange* remplace le *Phalanstère* comme organe de la doctrine des fouriéristes. — En Algérie, Abd-el-Kader, émir de Mascara, au sud-est d'Oran, depuis la fin de 1832, étend son autorité sur toute la province; considéré comme un envoyé de Dieu, il combattra avec succès pendant quinze ans. Les Français prennent à l'est d'Oran la position maritime d'Arzew (5 juin), et s'établissent définitivement à Mostaganem, entre Arzew et l'embouchure du Chéiff (juill.-août). Dans la division de Bone, lutte avec le bey de Constantine; prise du port de Bougie (oct.). Nouveau com-

mandant en chef, le général Voirol.

Grèce. — Arrivée du roi Othon (6 févr.). Il est reçu avec enthousiasme. Trois régents l'accompagnent. Amnistie générale. Défense de porter des armes. Formation d'un ministère. Organisation du royaume. Division en trois provinces : Morée, Livadie, les îles (1^{er} mars); cour de justice à Nauplie, Missolonghi, Thèbes (6 mars); un conseil d'État; division en dix départements ou nomes, quarante-sept provinces ou éparchies; Athènes sera le siège du gouvernement. Dissolution de toutes les troupes grecques, régulières et irrégulières (1^{er} mai). Les Palicaires jouissant de l'amnistie sont admis dans la gendarmerie (1^{er} juin). — Ordre de chevalerie du Sauveur (1^{er} juin). — Influence des jésuites déjà établis à Négrepont, en Attique, en Livadie. — Les percepteurs ont de la peine à recouvrer l'impôt. — Renouveau des factions. Disgrâce de Colocotroni. — Un parti hostile à la régence veut déclarer Othon majeur et lui imposer une constitution. — Les troupes françaises quittent la Grèce, après cinq ans d'occupation (11 août). — L'Église grecque est déclarée indépendante (13 août); elle s'organise dans un synode convoqué à Nauplie. — Après de nouveaux troubles, Mavrocordato et Coletti entrent dans le même ministère. Suppression des journaux politiques (déc.). — Acquiescement à la Porte de l'indemnité promise pour l'extension des frontières. — La régence demande des soldats à la Bavière et à la Suisse plutôt qu'à la Grèce.

Italie. — Menées révolutionnaires contre les gouvernements. A Gènes et dans le Piémont, arrestations et condamnations capitales (13, 17 juin). La conspiration de la Jeune Italie est organisée par Mazzini et par le réfugié polonais Ramorino, dont la famille est originaire de Savoie. Tentative contre Parme, réprimée par les Autrichiens (27 oct.). La présence des Français à Ancône rassure

ies populations contre l'absolutisme pontifical.

Mexique. — Présidence de Santa-Anna, le candidat des démocrates. Nouvelles Insurrections (mai) : un parti veut le faire dictateur ; d'autres combattent pour le renverser, Santa-Anna réprime les rébellions (oct.). — Ravages du choléra. — Le congrès réhabilite la mémoire d'Augustin Iturbide, un des principaux auteurs de l'indépendance, supprime l'obligation de payer les dîmes ecclésiastiques, rompt les vœux monastiques. — Nouvelle menace d'insurrection du général Bravo.

Portugal. — La guerre continue entre les deux frères. L'Angleterre prête plus que la France un concours actif à don Pedro. Oporto souffre des attaques incessamment renouvelées de don Miguel, de la famine, du choléra. Villafior, duc de Terceira, et Palmella soumettent en courant les Algarves (juin) ; le capitaine anglais Napier, qui a remplacé Sartorius, détruit la flotte miguéliste à la hauteur du cap Saint-Vincent au sud-ouest de cette province (5 juill.) ; marche du duc de Terceira sur Lisbonne, il y est reçu avec enthousiasme le 24 : dona Maria et la charte constitutionnelle sont proclamées. Oporto est vainement attaquée au nom de don Miguel, par le général français Bourmont, qui ne reconnaît pas la dynastie de juillet (26 juill.). Don Pedro à Lisbonne (28 juill.). Il s'aliène le clergé en renvoyant le nonce, en supprimant des couvents ; le pape l'excommunie. Don Miguel et Bourmont menacent Lisbonne, mais Palmella amène des renforts d'Angleterre. Arrivée à Lisbonne de dona Maria, âgée de quatorze ans et demi (11 sept.). Nouvel effort de Bourmont contre Lisbonne, empêché par Saldanha ; don Miguel est repoussé au nord-est jusqu'à Santarém (10 oct.), il ne quitte pas encore le Portugal. Funeste rivalité de Palmella et de l'Anglais Napier.

Russie, Serbie et Turquie. —

La Russie offre ses secours au sultan contre les troupes de l'Égypte qui, victorieuses à Konieh, ont été lancées par Ibrahim jusqu'à Brousa. Flotte russe dans le Bosphore (20 févr.) : bientôt quinze mille Russes débarquent à Scutari. Quarante-cinq mille se rendent par terre sur la route de Constantinople (avril). Vains efforts de la diplomatie française pour soustraire la Porte à ces terribles protecteurs ; notre ambassadeur, l'amiral Roussin, n'a que le vaisseau qui le porte. M. de Varennes fait cependant accepter, à Kutahieh (dans l'Anatolie), par le sultan et Ibrahim, une convention qui a été préparée à Alexandrie avec le concours de l'Angleterre (4 mai). Mais le comte Orloff déclare que l'armée russe restera en Turquie jusqu'à ce que l'armée égyptienne se soit retirée derrière le Taurus, le 5. Ibrahim se décide à se retirer, le 24. Traité d'alliance offensive et défensive pour huit ans entre la Russie et la Porte, signé à Unkiar-Skelessi (échelles des officiers du grand seigneur), sur la côte asiatique du Bosphore, au nord-est de Constantinople (26 juin) : une clause secrète ferme le détroit des Dardanelles à tous bâtiments de guerre étrangers. Progrès des Russes, en soixante ans, marqués par les traités de Kainardji 1774, Bucharest 1812, Andrinople 1829, Unkiar-Skelessi 1833. — Protestation de la France et d'Angleterre quand elles connaissent la clause secrète (sept.) ; elles augmentent leurs forces maritimes. Méhémet-Ali, d'accord avec elles, semble prêt à recommencer la guerre et refuse le tribut promis (11 oct.). Le sultan resserre son alliance avec Nicolas, le 17. Méhémet-Ali se décide à payer le tribut (4 nov.). — Déchirements intérieurs de l'empire turc. Révolte de Bosnie et d'Albanie. Tentative d'insurrection à Constantinople. Fréquents incendies. — La Serbie obtient du sultan que ses limites soient fixées, que l'impôt annuel soit remplacé par un tribut de cinquante-deux mille ducats (26 août) : le prince

Milosch est confirmé comme prince indépendant pour cinq ans : les Turcs occuperont toujours la citadelle de Belgrade. Utiles réformes de Milosch pendant ses cinq ans de gouvernement : registres de l'état civil rendus aux prêtres partout où habitent des chrétiens ; fabriques, ponts, hôpitaux, postes, lycée, imprimerie ; école pour enseigner la langue nationale ; nouveau mode de prisons pénitentiaires.

Suisse. — Danger de scission. Concordat formé à Sarnen, ville d'Unterwalden, par les cantons aristocratiques de Schwitz, Unterwalden, Neuschâtel, Bâle-Ville (11 avril). La révision du pacte fédéral, d'après le projet Rossi, votée par la diète de Lucerne mais rejetée par les confédérés de Sarnen et par les communes rurales de Lucerne, est ajournée. — Nouvelle diète à Zurich, canton du parti démocratique, où vient de s'ouvrir une université ; elle défend le droit de Bâle-Campagne contre Bâle-Ville, de Kusunach contre Schwitz (19 juin). Guerre fédérale : les confédérés de Sarnen sont battus, dissolution de leur ligue. Neuschâtel fait de vains efforts pour se séparer de la Suisse. Les unitaires proposent, à Zurich, la formation d'un conseil fédéral (25 déc.) ; le parti aristocratique réclame, au nom des libertés particulières des cantons,

1834.

Allemagne, Autriche et Prusse. — Le congrès, tenu à Vienne par les ministres des principaux souverains de l'Allemagne, porte atteinte aux droits de la diète et de la confédération (du 13 janv. à juin) ; il traite du commerce, de la presse, des universités, de la révision de la constitution germanique, de l'institution d'une chambre de justice dite tribunal arbitral pour décider en première instance, sans l'intervention de la diète, des différends qui s'élèveront entre le gouvernement et l'assemblée représentative

d'un État. La France et l'Angleterre réclament au nom des principes constitutionnels. La France n'est pas admise au congrès, où elle voulait défendre les droits de la Belgique sur une partie du Luxembourg. La diète de Francfort, conformément aux délibérations de Vienne, décrète l'établissement du tribunal arbitral, qui se compose de deux membres choisis tous les trois ans dans les États que représente chacune des dix-sept voix du conseil ordinaire de la diète (30 oct.) : la Prusse et l'Autriche, gouvernements absolus, sont ainsi appelés à juger des États constitutionnels. — Dans la Hesse-Darmstadt, l'opposition domine à la chambre des députés, influence de M. de Gagern. De nouvelles élections n'ont pas donné la majorité au grand-duc (mai) ; nouvelle dissolution de la chambre (25 oct.), cette fois le gouvernement l'emportera. — En Autriche, la diète de Transylvanie, ouverte à Clausembourg (20 juin), demande la réforme des abus de l'Église, la diminution des traitements ecclésiastiques. — En Prusse, l'assemblée provinciale de Posen réclame une charte constitutionnelle et des garanties de nationalité ; celle des provinces rhénanes une représentation générale du royaume et le maintien de la législation française. — En Bavière, une loi présentée à la chambre des députés (30 mai) pour la construction d'un canal destiné à unir le Rhin et le Danube par leurs affluents, est votée ; l'entreprise sera faite par actions. — Bade, Nassau, Francfort refusent d'adhérer au Zollverein, ou union douanière avec la Prusse.

Amérique du sud. — Misérable état des finances à Buenos-Aires. Démission du gouverneur (juin). Le général Rosas refuse le pouvoir. — Dans le Venezuela le congrès décrète l'établissement de la liberté des cultes (18 févr.). — Dans la Nouvelle-Grenade le clergé s'y oppose. Un outrage fait au consul français à Carthagène

en 1833, est réparé (21 oct.). — Soulèvement à Lima (4 janv.). Guerre civile engagée par l'ancien président du Pérou, Gamarra, contre le nouvel élu, le général Obregoso; défaite des rebelles.

Angleterre. — Les chambres écartent toute pensée du rappel de l'Union (avril). Mais pour diminuer les troubles et la misère de l'Irlande, une motion a pour objet de retirer dans ce pays, à l'Eglise protestante, une part de ses revenus qui sont constitués surtout en dîmes que payaient les catholiques (27 mai); dissensiment dans le ministère, et dans les chambres. Le gouvernement demande le renouvellement de l'acte de coercition accordé en mars 1833, contre les troubles et les crimes communs en Irlande (1^{er} juill.). Retraite de lord Grey (9 juill.); lord Melbourne, président du conseil. — Réclamation de droits par les dissidents de l'Angleterre et par les juifs. — Motions, sans résultat, pour amender les lois sur les pauvres, diminuer la détresse des classes agricoles, abolir la taxe sur la boisson commune, la bière, favoriser l'importation des grains étrangers. — Emeute manufacturière à Manchester et à Londres. — Clôture de la session. Nouveau cabinet (9 déc.) sous la direction de sir Robert Peel; malgré son désir de réforme il s'adjoind encore des partisans de la haute Eglise et de l'ultra-torysme comme Wellington. Dissolution de la chambre des communes (30 déc.).

Belgique. — Adoption, par les deux chambres, d'un projet de chemins de fer ayant Malines pour point central, se dirigeant à l'est vers la frontière prussienne par Louvain, Liège, Verviers; au nord sur Anvers; à l'ouest sur Ostende, par Gand et Bruges; au midi sur Bruxelles et la frontière française, par le Hainaut: ils seront construits par l'Etat (mars-avril).

Danemark. — Les quatre assemblées d'états, instituées en 1831,

doivent enfin se réunir (mai); elles pourront présenter des propositions et examiner les propositions du roi. — Adhésion aux conventions de la France et de l'Angleterre du 31 nov. 1831, du 22 mars 1833 pour assurer la répression de la traite des noirs (26 juill.).

Espagne et Portugal. — Ressemblance de situation des deux jeunes reines; leurs oncles qui prétendent au trône représentent le principe absolutiste; supériorité militaire du parti constitutionnel dans les deux pays. — Le général Saldanha, le duc de Terceira, l'Anglais Napier combattent avec succès pour dona Maria (janv.-avril). — En Espagne, chute de Zea Bermudez; cabinet Martinez de la Rosa, plus favorable au gouvernement représentatif (16 janv.). Il mécontente cependant par un décret d'amnistie avec réserves (7 févr.), par la formation de milices urbaines sur des bases trop étroites le 16. L'insurrection carliste est toujours forte dans le nord: habileté de Zumalacarrégui en Navarre, il use les généraux et les armées christinos. Six décrets royaux suppriment les anciens conseils qui entravaient la marche de l'administration et entretenaient des juridictions abusives (24 mars). Statut royal pour le rétablissement des cortès (15 avril): deux chambres ou ordres (*estamentos*), l'ordre des grands (*proceres*), l'ordre des mandataires du royaume (*procuradores*); les proceres sont nommés à vie par le roi, les procuradores sont élus pour trois ans; pour être procurador, il faut avoir un revenu propre de douze mille réaux (trois mille francs). — Une armée espagnole sous le général Rodil entre en Portugal pour soutenir la cause de dona Maria contre don Miguel, qui a accueilli don Carlos comme roi d'Espagne (16 avril): opération combinée des troupes d'Espagne et de don Pedro. — A Londres, signature du traité de la quadruple alliance (22

avril) : les cours de Madrid et de Lisbonne s'unissent contre don Carlos et don Miguel, avec la coopération armée de l'Angleterre et la promesse de celle de la France, si elle était jugée nécessaire par les parties contractantes. — Don Carlos est bientôt réduit à sortir du Portugal où les miguélistes sont partout repoussés; il s'embarque pour l'Angleterre (fin de mai). Don Miguel, par une capitulation signée à Evora, doit aussi sortir du royaume. — L'Espagne s'avance dans la voie constitutionnelle : décret sur les élections des procuradores (20 mai), elles se feront à deux degrés par des juntas d'arrondissement et par des juntas de province. Nouvelle amnistie plus étendue. Défense de recevoir des novices dans les couvents. — En Portugal, suppression des couvents, sécularisation des moines (28 mai). Convocation des cortès pour le 15 août (28 mai). — Les ambassadeurs des gouvernements absolus, Prusse, Rome, Autriche, Russie, quittent l'Espagne (mai-juin). — Mais l'Espagne n'est pas pacifiée. Les carlistes sont toujours en armes; lutte implacable, les prisonniers sont fusillés des deux côtés. Le général Rodil, après l'heureuse expédition de Portugal, revient contre eux (juin). Don Carlos s'échappe de Londres et reparait en Navarre (10 juill.). Suppression de l'inquisition, le 15. Invasion subite du choléra à Madrid, le 16 : égarement frénétique du peuple qui croit les fontaines empoisonnées : il massacre les moines le 17. Le gouvernement publie la loi martiale. — Ouverture des cortès par la régente le 24. Par un article additionnel au traité de la quadruple alliance, la France s'engage à ne pas laisser passer de secours au prétendant par les Pyrénées (18 août). On n'est d'accord dans les cortès que pour déclarer exclus du trône don Carlos et ses descendants : vote des proceres (3 sept.), des procuradores (8 oct.). Longues discussions dans la seconde chambre sur la dette étrangère. — Les carlistes, dans le nord, fatiguent Rodil

que remplace, sans plus de succès, le général Mina. — Le Portugal se reconstitue. Don Pedro abolit le papier-monnaie (24 juill.); il organise la garde nationale; ouvre les cortès (15 août). Les pouvoirs de régent lui sont continués. Mais la reine, âgée de quinze ans, est déclarée majeure, et on lui propose un époux. Don Pedro renonce à la régence; il meurt à trente-six ans (24 sept.). Ministère sous la présidence du duc de Palmella, le 24. Nouvelle amnistie (20 oct.); mais don Miguel est déclaré banni à perpétuité. Mariage, par procuration, de la reine avec le duc de Leuchtenberg, fils du prince Eugène de Beauharnais (1^{er} déc.).

États-Unis. — Ton insolent du message présidentiel de Jackson, au sujet de la créance française des 25 millions. — Jos. Smith dans l'Illinois; Nauvoo sera la cap. des Mormons.

France. — Vifs débats à la chambre des députés au sujet de la loi contre les associations, qui étaient une des forces du parti républicain (depuis le 11 mars); au sujet des vingt-cinq millions que le gouvernement demandait à acquitter aux États-Unis (avril). Adoption de la loi contre les associations (26 mars). Le projet de crédit est rejeté par la chambre, démission du ministre des affaires étrangères, de Broglie (4 avril). — Insurrections républicaines depuis le 7 avril, surtout à Lyon, où la victoire est chèrement achetée (12 avril), à Saint-Étienne; mouvement à Grenoble, Clermont-Ferrand, Vienne, Châlons-sur-Saône, Marseille; insurrection à Paris (13 avril). Une ordonnance royale charge la cour des pairs du jugement. Suppression de la Tribune. — Mort de La Fayette (20 mai); on lui rendra aux États-Unis les mêmes honneurs qu'à Washington. — A la suite de nouvelles élections favorables au gouvernement, Soult est remplacé dans la présidence du conseil et le ministère de la guerre par le maréchal Gérard, qui espère faire décréter une amnistie générale

(18 juill.). La chambre, à peine ouverte le 31, est prorogée (16 août) : question d'amnistie abandonnée. Retraite de Gérard (29 oct.). Un ministère de trois jours (10, 11, 12 nov.). Rentrée de l'ancien cabinet, moins Gérard, que remplace Mortier au ministère de la guerre : MM. de Rigny aux affaires étrangères, Thiers à l'intérieur, Guizot à l'instruction publique, Humann aux finances, Duchâtel au commerce, Persil à la justice. — Premières opérations de la cour des pairs dans le procès d'avril. Violentes attaques du journal *le National*, rédigé par Armand Carrel ; il est frappé par la cour des pairs d'une forte condamnation (déc.). — En Algérie, le gouverneur, général Desmichels, négocie avec le bey de Mascara, Abd-el-Kader (janv.). A l'est, les Français venus de Bougie repoussent six mille Kabyles (oct.), le bey de Constantine maltraite les tribus amies de la France. Nouvelle organisation (13 août) : un gouverneur général, un intendant civil, un commandant de la marine ; maintien des magistrats indigènes, maures et Israélites. Premier gouverneur général, le comte d'Erlon. — Mort de Jacquart. Mort de Champollion le Jeune.

Grèce. — Les Malnotes s'agitent ; soulèvements en Messénie et en Arcadie. La condamnation à mort portée contre Colocotroni, qui avait conspiré en sept. 1833, est changée en une détention de vingt ans. — Dissentiments entre les régents. — Athènes devient le siège des ministères, du saint synode, de la cour des comptes, de la direction générale des postes.

Italie et Suisse. — L'armée révolutionnaire de la Jeune Italie, composée d'un millier de Polonais, Allemands et Italiens, sous la conduite du général Ramorino, sort de Suisse où est Mazzini, attaque la Savoie (2 févr.). Échauffourée sans résultat. Toutes les puissances qui ont intérêt à ce que la haute Italie ne soit pas troublée, Sardaigne, Autriche, Bade, Bavière, Wurtemberg, confédération

germanique, même Prusse et Russie, demandent au Vorort ou directoire fédéral de la Suisse, qui est alors exercé par Zurich, la dissolution des comités révolutionnaires formés par les réfugiés. Le Vorort y consent. Ouverture de la diète à Zurich (7 juill.), longs débats entre les cantons ; la majorité approuve la conduite du vorort, protestations des députés de Berne et de Lucerne.

Mexique. — Force du président le général Santa-Anna : son rival, le général Bravo, a été vaincu (janv.) ; l'armée, le clergé, l'aristocratie le favorisent.

Perse. — Mort de Feth-Ali-Chah, après un règne de 38 ans qui a affermi la dynastie des Kadjars. Son petit-fils, le fils d'Abbas-Mirza, Mohammed-Mirza, lui succède.

Russie. — L'empereur défend d'envoyer les jeunes Russes à l'étranger ; il limite le droit de voyager et de vivre hors de l'empire (avril). — Jugements rigoureux contre les principaux auteurs de la révolution polonaise. Tous les Polonais fugitifs sont déclarés bannis à perpétuité (16 oct.). — Shamyl est à la tête des Caucasiens.

Suède. — Pétitions et propositions, mal accueillies par la diète, pour la réforme de la constitution. — Le choléra sévit avec violence (juill.-oct.).

Turquie. — La Syrie, cédée par la Porte à Méhémet-Ali, se révolte contre lui (mai). Autre soulèvement en Arabie, dans l'Yemen. — Troubles sur plusieurs points de la Turquie. — Le sultan établit une milice régulière et permanente, rédimman-souré, recrutée dans chaque arrondissement militaire (6 août)

1835.

Allemagne, Autriche et Prusse. — La diète restreint le droit des ouvriers de voyager à l'étranger (16 janv.). — Mort de François II après quarante-trois ans de règne (2 mars). Son fils Ferdinand I^{er}, qui lui suc-

cède à quarante-deux ans, laisse au prince Metternich les fonctions de chancelier de la maison impériale, de la cour et de l'état. — Décret de la diète contre la Jeune Allemagne, qui semble menacer la religion, la morale, et l'ordre social (avril). — En Prusse, établissement, par ordonnance, d'un tribunal unique pour juger les crimes de haute trahison, bien que chaque province ait sa juridiction particulière (25 avril). — En Bavière, les franchises des trois universités sont réduites (juin). — La diète de Hongrie impose à tous, même aux seigneurs, le droit de péage sur le pont de Bude à Pesth, soumet les nobles aux mêmes charges que les autres propriétaires pour les biens-fonds roturiers qu'ils possèdent. — Traité de commerce et de navigation entre l'Autriche et la Grèce sur la base d'une liberté réciproque (4 mars, 9 sept.). Déjà est établie une ligne de paquebots entre Trieste et Patras, et le service de poste est organisé de Vienne à la frontière grecque. — Dans le grand-duché de Bade projet de réforme judiciaire (21 juill.). — Bade (12 mai), Nassau et Francfort (29 déc.), adhèrent au Zollverein prussien. — Association d'impôts, ou steuerverein, formée entre le Brunswick et le Hanovre.

Amérique du sud. — Au Chili, effroyable tremblement de terre (20 févr.); trois provinces couvertes de ruines entre Valparaiso et Valdivia. — Dans le Venezuela, insurrection à Caracas contre le président élu, le jurisconsulte Joseph Vargas (8 juill.); réprimée par l'ancien président, le général Paez. — Dans l'Équateur, guerre civile permanente. — La Nouvelle-Grenade est reconnue par le saint-siège. Panama et Porto-Bello sont déclarées ports libres pendant vingt ans; l'importation des esclaves y est interdite. — Rébellion du général Salaverry au Pérou (févr.); le gouvernement a recours à Santa-Cruz, le président de la Bolivie (août).

— Dans la Plata, les ennemis du système unitaire donnent pour cinq ans le pouvoir de gouverneur et de capitaine général à Rosas (8 mars, 13 avril); il a pour lui le clergé et les gens de la campagne, les gauchos.

Angleterre. — Graves désordres pendant les élections générales. Majorité contre le ministère de Robert Peel. Il se retire (8 avril). Rentrée de lord Melbourne, avec John Russell et Palmerston. — Bill de réforme municipale (7 sept.): les corporations qui gouvernent les villes en représenteront plus justement la propriété, l'intelligence et la population. — La chambre haute rejette un bill, relatif à l'Irlande, qu'avaient adopté les communes: une partie des fonds de l'Eglise devait y être appliquée à l'éducation morale et religieuse de toutes les classes sans distinction de croyance. Prédications ardentes d'O'Connell dans des réunions d'ouvriers à Manchester, à Newcastle, à Edimbourg, à Glasgow.

Belgique. — Institution d'une banque, siégeant à Bruxelles (12 févr.). — Inauguration du chemin de fer de Bruxelles à Malines, première section de la ligne de Cologne à Anvers (5 mai). — La loi sur l'enseignement, votée par les chambres, accorde une liberté absolue (sept.): point de certificats d'études; composition politique des jurys d'examen; maintien des universités de Liège et de Gand, suppression de celle de Louvain. — Loi restrictive de la liberté des étrangers qui troublaient la tranquillité publique. — Importantes questions de douanes au sujet de l'industrie des tissus de coton et de fil.

Brésil. — Atrocités commises par les Indiens à Para (7 janv.); par les noirs à Bahia, le 25. / ٢٥, reconquise le 26 juin, est de nouveau saccagée par les Indiens (14 et 21). Expédition préparée par le nouveau régent (9 oct.).

Danemark. — Les états pro-

vinciaux des Illes et du Jutland demandant la publicité des débats (oct.).

Espagne. — Divisions dans le parti constitutionnel; le ministère de Martinez de la Rosa a obtenu avec peine la majorité à la seconde chambre. Émeute militaire à Madrid (18 janv.); troubles à Malaga, à Saragosse, à Murcie (mars-avril). — Le général Valdez commande contre les carlistes (17 avril); la France et l'Angleterre ne veulent pas intervenir directement (17 mai). — Démission de Martinez de la Rosa (7 juin). Cabinet Toreno. Le chef carliste Zumalacarrgui est blessé mortellement à Bilbao (16 juin); le commandement des christinos passe au général Cordova. Le gouvernement, pour satisfaire les libéraux, supprime l'ordre des jésuites (4 juill.) et fait préparer une loi sur la liberté de la presse, mais la constitution de 1812 et les fueros ou chartes provinciales sont réclamées par l'insurrection à Saragosse (5 juill.), à Barcelone, où des moines sont massacrés, le 25, dans plusieurs villes de la Catalogne, à Valence, etc. Formation de juntas; les municipalités demandent et s'attribuent de nouveaux pouvoirs; accord des miliciens et des bourgeois. Même à Madrid, tentative d'insurrection (15 août): mise en état de siège et dissolution de la milice urbaine par le gouvernement. Soulèvement de Cadix le 21 et d'autres villes du midi. Proclamation de la régente à la nation (2 sept.); le 3, décret contre les juntas provinciales. Juntas insurrectionnelles de gouvernement à Barcelone et à Saragosse; junta centrale dans l'Andalousie; usurpation de tous les pouvoirs, établissement ou abolition des impôts, emprunts, levées de troupes, disposition des emplois. Les carlistes pénètrent jusqu'en Catalogne. — Cabinet Mendizabal (14 sept.): il promet une liberté sage et progressive. Décrets pour l'établissement de députations provinciales; révocation du décret

du 3 sept.; transformation de la milice urbaine en garde nationale (28 sept.); convocation des cortès; suppression de la censure préalable en matière de presse (9 oct.); réforme du clergé. Adhésion des juntas provinciales, excepté en Catalogne, où prend racine le parti carliste. Décret pour une levée de cent mille hommes contre les carlistes, le 24. Réhabilitation du général Riégo, un des premiers auteurs de la révolution de janvier 1820, le 31. Ouverture des cortès (16 nov.): présentation de plusieurs projets de loi touchant les élections, la liberté de la presse, la responsabilité ministérielle. — La Catalogne est mise en état de siège (29 nov.): Mina y commande contre les carlistes. Les généraux Cordova et Espartero se maintiennent contre les carlistes de la Biscaye. Cabrera, chef de bandes de rebelles, n'a pas de succès en Aragon. — Loi de confiance et de finance demandée aux cortès (21 déc.); discutée du 28 au 31: le principe en est admis, elle sera votée en janvier.

États-Unis. — Les partisans du maintien de l'esclavage exercent d'indignes violences sur les abolitionnistes et sur les nègres. Application fréquente de la loi de Lynch, juge célèbre de la Caroline du nord au xvi^e siècle, qui permettait de se faire justice soi-même.

France. — Démission du maréchal Mortier (20 févr.). Crise ministérielle. Reconstitution de l'ancien cabinet sous la présidence du duc de Broglie (12 mars). Les députés (18 avril) et les pairs (juin) reconnaissent la dette de 25 millions envers les États-Unis, si des explications sont données pour le message du prés. Jackson de déc. 1834. — Abolition des majorats (12 mai). — Le procès des insurgés d'avril 1834 commence devant la cour des pairs (15 mai). Attentat de Fieschi contre la vie du roi (28 juillet); plusieurs victimes, dont le mar. Mortier. Lois de répression demandées aux députés 1^{er} sur

les cours d'assises; 2° le jury et la peine de la déportation; 3° la presse. Arrêt de la cour des pairs contre les insurgés de Lyon, le 13. Vote des projets de lois présentés le 4 : ce sont les lois dites de septembre (9 sept.). Arrêt des pairs (déc.) contre les insurgés d'avril, excepté ceux de Paris, qui ne sont condamnés que le 24 janv. Beaucoup de contumaces. — Lois pour l'établissement d'un service à vapeur par Marseille avec Constantinople et Alexandrie (mai); pour un chemin de fer de Paris à Saint-Germain (juin). — En Algérie, Abdel-Kader, vaincu par le général Trezel près de la Sig, entre Mascara et Oran (26 juin), le bat à la Macta, petit fleuve à l'est d'Oran, le 28. Nouveau gouverneur général, le maréchal Clauzel (8 juill.). Heureuse expédition contre Mascara avec le duc d'Orléans (nov.); la ville n'est occupée qu'un instant (6 déc.). Bougie est constamment menacée par les Kabyles. — Mort de M. Lalné.

Grèce. — Rivalités des partits; impuissance contre les brigands; impopularité des troupes allemandes et de l'archisecrétaire d'État, le Bava-rois Arman-sparg. — Majorité du roi; son couronnement (juin); amnistie; distribution des terres nationales entre les familles grecques (juill.); formation d'une phalange grecque d'é-lite (sept.); un conseil d'État tien-dra lieu de représentation nationale (nov.). Le roi de Bavière vient visi-ter son fils (7 déc.).

Hollande. — Une échelle mo-bile de droits d'importation sur les grains étrangers est proposée en fa-veur de l'agriculture nationale.

Italie. — Choléra au nord et à l'ouest. — Dans le duché de Modène, nombreuses condamnations politi-ques.

Mexique. — Guerre civile entre les défenseurs du système fédéral et les partisans de la république uni-taire auxquels est favorable le pré-sident Santa-Anna. Congrès à Mexico

(29 juill.). Adoption de la république unitaire (23 oct.) : chaque départe-ment aura un gouverneur et une junta départementale soumise au congrès général de la nation. — Re-fus d'adhésion et révolte de l'état du Texas.

Portugal. — Mort du mari de la reine, deux mois après son arrivée (28 mars). — Plusieurs crises mi-nistérielles. — Nouveau mariage dé-cidé avec Ferdinand - Auguste de Saxe-Cobourg-Gotha, neveu du roi des Belges (7 déc.).

Russie. — Confiscation et mise en séquestre des biens des réfugiés polonais (14 avril); 2340 sont dé-pouillés au profit du trésor impérial et des fonctionnaires russes (juill.). — L'empereur et le roi de Prusse se voient à Kalisch (12 sept.); ils se ren-contrent avec l'empereur d'Autriche à Toplitz, le 26. Nicolas va jusqu'à Vienne, revient par Varsovie (22 oct.).

Servie. — Imitation malheureuse des institutions européennes chez un peuple composé surtout de bû-cherons et de bergers : le prince Mi-losch est forcé d'accorder une charte en quatorze articles; conseil d'État; départements ministériels; code Na-poléon.

Suisse. — A la diète fédérale de Berne, inutiles propositions pour la révision du pacte. — Dans le canton d'Argovie, le grand conseil ordonne aux ecclésiastiques de jurer fidélité à la constitution et aux lois du can-ton; résistance des ultra-catholiques : le décret est modifié (nov.)

Turquie. — La régence de Tri-poli est remise sous la domination de la Porte (mai). — Travaux inté-rieurs; routes, postes, théâtres; réorganisation de l'armée; des offi-ciers sont envoyés dans les princi-pales villes de l'Europe, pour y étu-dier les sciences et la littérature. Ambassadeurs à poste fixe, à Vienne, à Londres, à Paris. — En Egypte, peste et choléra; des médecins eu-ro-péens, surtout des Français, le

docteur Clot-Bey. Défense d'exporter des objets d'antiquité; fondation d'un musée national au Caire (15 août). Établissements d'instruction publique. Rappel des Jeunes Égyptiens qui ont étudié en France les sciences et les arts. — Les armées de Méhémet-Ali ne réussissent pas en Arabie. En Syrie, les Druses du Liban, que ne soutient pas l'émir Beschir, se soumettent à son fils Ibrahim (sept.).

— Comète dite de Halley; elle revient tous les 76 ans, c'est sa 25^e apparition depuis l'an xiii avant Jésus-Christ.

1836.

Allemagne, Autriche et Prusse. — Le choléra en Autriche, Hongrie, Bohême, Bavière. — En Autriche, compagnie de navig. à vapeur sur le Danube, pour relier Vienne à Constantinople, Smyrne et Trébizonde. À Trieste, autre compagnie du Levant, le Lloyd (18 février). — En Hongrie, la diète décide que ses actes seront rédigés en langue hongroise (4 mars); le sort des paysans est adouci; canaux; chemins de fer; musée national et théâtre à Pesth. Clôture de la diète après trois ans et demi de session (2 mai). — Les jésuites sont rétablis en Autriche (29 mars). — Congrès des états du Zollverein à Munich (juill.) : établissement d'un nouveau tarif pour les années 1837-38-39, avec un tableau comparatif des poids et mesures des états associés : l'union est prolongée jusqu'au 1^{er} janv. 1841. — Le steuerverein (association d'impôts) est formé pour jusqu'à la fin de 1841 entre le duché d'Oldenbourg, le Hanovre et le Brunswick (1^{er} août). — En Saxe, mort du roi Antoine, âgé de quatre-vingt et un ans. Avènement de son neveu, Frédéric-Auguste II, régent depuis six ans (6 juin). — Dans le Wurtemberg, loi adoptée par les chambres pour le rachat des corvées, des prestations personnelles et des prestations en nature.

Amérique du sud. — Fin de la

guerre civile au Pérou, avec le concours des armées de Santa-Cruz, président de la Bolivie; le rebelle Salaverry est pris et fusillé (18 févr.). Séparation du Pérou en deux états indépendants : Sud-Péruvien; Nord-Péruvien (17 mars, 6 août). Ils se confédèrent avec la Bolivie (28 oct.). — Guerre avec le Chili qui accusait les Péruviens d'avoir favorisé une tentative d'insurrection (août). — Dans l'Équateur, fin de la guerre civile (10 juill.); nouvelle loi fondamentale. — Dans la Nouvelle Grenade, le président Santander fait admettre par le congrès le système métrique des poids et mesures.

Angleterre. — Crise monétaire et commerciale qui résulte des extravagances des spéculateurs, de l'engouement pour les chemins de fer, de la multiplicité des banques en participation par actions, de la hausse générale dans le prix des marchandises. — Résistance des lords aux lois proposées dans l'intérêt de l'Irlande pour la réforme des corporations municipales, et l'emploi du surplus des revenus ecclésiastiques ou dîmes à l'éducation morale et religieuse de toutes les classes du peuple (février à juin). Nombreux meetings. O'Connell trace le plan d'une association générale pour obtenir la solution de ces deux questions (4 juill.). — Adoption par les deux chambres d'un bill de réforme ecclésiastique pour l'Angleterre (11 août); nouvelle circonscription des diocèses, nouvelle répartition des revenus ecclésiastiques; suppression de beaucoup de bénéfices inutiles et de sinécures; nécessité de six ans d'exercice dans les ordres pour ceux qui prétendent aux dignités; obligation de la résidence; interdiction du cumul. Robert Peel, ministre déchu, a soutenu la loi. — Bills pour l'établissement de registres où seront inscrits les naissances, les mariages et les décès; pour l'amendement des lois qui concernent la célébration du mariage (15 août).

Autriche, Prusse et Russie. — Elles font occuper le territoire libre de Cracovie pour en chasser les réfugiés polonais (17 févr.); ne reconnaissent pas le président de la diète cracovienne, et ajournent la diète indéfiniment (déc.).

Espagne. — Des prisonniers carlistes sont massacrés sans pitié à Barcelone (4 janv.). — Le projet de loi électorale, le rachat des redevances appartenant aux anciennes communautés religieuses, la suppression des couvents amènent la chute du ministre Mendizabal (14 mai). Dissolution de la chambre des procuradores et changement de cabinet tour à tour. Troubles à Madrid (17 juill.). — Proclamation de la constitution de 1812 à Malaga, le 26; mouvement à Saragosse, à Madrid, qui est mise en état de siège. Révolution militaire à la Granja, près de Saint-Ildephonse où résidait la reine régente (12 août); nouvelle insurrection à Madrid. La régente accepte provisoirement, le 14, la constitution de 1812, qui sera proclamée jusqu'à ce que les cortès aient manifesté leur volonté. L'état de siège est levé à Madrid, mais le général Quesada qui avait voulu réprimer l'insurrection est massacré par le peuple. — Ministère Calatrava : mesures libérales, les passions s'apaisent; M. Mendizabal reçoit le ministère des finances (11 sept.). — Des chefs de bandes carlistes parcourent le pays de Valence et l'Aragon; audace de Cabrera (fin d'août et sept.). Gomez pénétre jusque dans l'Andalousie et arrive devant Cordoue (31 sept.), et en revenant au nord, occupe un instant Almaden, la clef de la Manche, de l'Estrémadure et des montagnes de Tolède (24 oct.): l'impuissance du général Rodil, alors ministre; au nord, les carlistes assiègent Bilbao, quelque Espartero commande en chef l'armée constitutionnelle, le 25. — Ouverture des cortès constituantes (24 oct.). Elles déclarent encore don Carlos exclu de tout droit

au trône et confirment la régence à la reine mère (26 nov.). Une loi d'exception restreint la liberté individuelle (13 déc.). Discussions modérées sur les réformes à apporter à la constitution, du 14 au 27. — Les carlistes ne sont pas chassés du centre de l'Espagne, mais le général Espartero délivre Bilbao le 24. — Avec l'autorisation des cortès, le gouvernement reconnaît l'indépendance du Mexique (déc.): avantages réciproques de commerce, accordés par les deux nations.

États-Unis. — Après une violente discussion sur la question de l'esclavage, les représentants décident que le congrès ne doit sur cette question intervenir en aucune manière dans les affaires des états (8 févr.). — Violences exercées contre les abolitionnistes à Saint-Louis, dans le Missouri; à Cincinnati, dans l'Ohio. — Admission de deux nouveaux états dans l'Union: l'Arkansas au nord de la Louisiane, pays à esclaves; le Michigan entre les lacs Michigan, Huron, Érié, sans esclaves. Le Wisconsin, district des Hurons ou du nord-ouest, dont la constitution n'admet pas d'esclaves, reçoit un gouvernement territorial — Élections présidentielles favorables au candidat démocrate, Martin van Buren, de New-York, qu'a soutenu le président sortant Jackson (déc.).

France. — Proposition de la réduction de la rente 5 pour 100, discutée, non résolue. Le ministère est en dissolution (5 févr.); M. Thiers se sépare de MM. de Broglie et Guizot. — Exécution de l'assassin Fieschi et de deux complices (16 févr.). — Cabinet Thiers, avec MM. Sauzet à la justice et aux cultes, Montalivet à l'intérieur, Passy au commerce, Pellet de la Lozère à l'instruction publique: restent Malson à la guerre, l'amiral Duperré à la marine, d'Argout aux finances (22 févr.). — Ajournement de la réduction de la rente. — Refus de coopération à une intervention armée en Espagne, que

préparait l'Angleterre (mars). — Voyages des fils aînés du roi, duc d'Orléans et duc de Nemours, à Berlin et à Vienne (mai-juin). — Attentat d'Alibaud contre le roi (25 juin); il est exécuté (11 juill.). — Duel fatal à A. Carrel, rédacteur du *National*, le 22. — Les chambres autorisent l'industrie privée à ouvrir des chemins de fer de Montpellier à Cette, de Paris à Versailles (juill.). — Inauguration de l'arc de triomphe de l'Étoile à Paris, dont la première pierre avait été posée le 15 août 1806 (28 juill.). — Affaire des réfugiés de la Suisse, poursuivie avec trop de vivacité auprès du directoire fédéral de Berne, avec l'adhésion des autres puissances (18 juill.). — Désaccord entre le cabinet et le roi sur la question d'Espagne: le roi veut le licenciement des corps organisés en faveur de la reine. — Cabinet Molé (6 sept.), avec MM. Persil à la Justice, Gasparin à l'Intérieur, l'amiral Rosamel, Guizot à l'Instruction publique, Duchâtel aux finances, le lieutenant général Bernard, Martin du Nord au commerce, les 6 et 19. — Le gouvernement fédéral de Suisse décide la diète à satisfaire la France, qui a renouvelé ses notes menaçantes (sept.-nov.). — Après la mort de Charles X à Goritz, mise en liberté de deux de ses ministres (17 oct.). Louis-Napoléon, neveu de l'empereur, fils de l'ancien roi de Hollande, essaye de soulever la garnison de Strasbourg le 30; il est pris, mis en liberté sans jugement, et envoyé aux États-Unis (13 nov.). — Nouvel attentat contre le roi, le jour où il ouvre la session (27 déc.). — En Algérie, dans la province d'Oran, expédition contre Tlemcen (13 janv.). Malheurs au camp retranché de la Tafna. Le général Bugeaud, qui amène de nouvelles forces, bat Abd-el-Kader à la Sickack, petit fleuve voisin de la Tafna (6 juill.), et ravitaillie Tlemcen. Dans la province d'Alger, lutte contre les tribus des Hadjoutes et des Mouzalas, et contre les Kabyles. Tentative malheureuse du gouverneur général

Clausel contre Constantine (nov.); retraite pleine de périls pour ramener l'armée à Bone: le duc de Nemours a pris part à cette campagne. — Population: 33 540 910 âmes. — Tarif des douanes moins prohibitif. — *Les Huguenots*, op. de Meyerbeer.

Grèce. — Troubles en Acarnanie, réprimés par des soldats grecs. — Le jeune roi, laissant le gouvernement à l'Allemand d'Armanberg, part pour l'Allemagne avec son père (mars). Il épouse une princesse d'Oldenbourg, alliée à l'empereur de Russie (22 nov.). — Institutions des conseils de district pour contrôler toutes les affaires provinciales, surveiller les autorités civiles, militaires, judiciaires, ecclésiastiques, et communiquer avec le gouvernement au moyen de députations (déc.). — Athènes aura une université avec quatre facultés (31 déc.).

Hollande. — Le gouvernement dissout l'Eglise des dissidents qui s'appelaient vrais réformés (5 juill.).

Italie. — Abolition pour l'île de Sardaigne de toute juridiction féodale au civil et au criminel (21 mai); de la corvée personnelle exigée des paysans pour les salines royales. — Le pape rend, dans les légations de Bologne, Ferrare, Ravenne, Forlì, toutes les charges à des prélats (30 juin).

Mexique. — L'état du Texas, qui ne veut pas de république unitaire, tient tête au président Santa-Anna: celui-ci est vaincu et pris (12 avril). Sa mise en liberté et son retour causent des troubles. Les États-Unis soutiennent le Texas.

Portugal. — La reine nomme son mari maréchal général de l'armée, et dissout la chambre des députés à peine ouverte (4 juin). Les nouvelles élections sont favorables aux ultra-libéraux. Révolution à Lisbonne (9 sept.): on y proclame la constitution de 1822, à peu près calquée sur celle de l'Espagne de 1812 que venait d'accepter, après la révolution de la Granja, la mère d'Isabelle II.

La reine est forcée de la jurer. L'opposition du mari de la reine, la protestation de la pairie qui, suivant la constitution de 1822, cesserait d'exister, l'attitude de la flotte anglaise encourageant une tentative de contre-révolution à Lisbonne même pour rétablir la charte de don Pedro : journées des 3, 4 et 5 nov. La garde nationale réunie au camp d'Ourique fait avorter la réaction. Les partisans de la constitution de 1822, renouvelée le 9 sept. 1836, s'appellent septembristes; leurs rivaux les chartistes veulent le retour à la charte de 1832. Nouveau ministère sous la présidence de Sa da Bandeira; les cortès doivent être convoquées. — Tentatives de mouvements miguélistes, excitées par l'apparition du carliste Gomez sur les frontières du sud-est. — Nouvelles divis. administratives. — Abolition de la traite des noirs (10 nov.).

Russie. — Lutte contre les montagnards de Circassie. — Chambre héraldique pour rechercher les titres de noblesse en Pologne.

Suède. — Convention avec la France pour la répression de la traite des noirs (21 mai). — Lutte du roi contre le storthing de Norvège; il en ordonne la dissolution (8 juill.). Le storthing met en jugement et condamne le conseiller d'état norvégien qui n'a pas protesté contre la dissolution (23 août).

Turquie. — Guerre heureusement conduite par Reschid-Pacha contre les montagnards du Kurdistan, soumis à des chefs héréditaires qui ne sont vassaux que de nom (août-sept.). — Insurrections réprimées en Bosnie et en Albanie. — Pour prévenir la peste, établissement de quarantaines, qui n'a rien de commun avec les lois sanitaires prescrites par le Coran.

1837.

Allemagne, Autriche et Prusse. — Le gouvernement de l'Autriche lutte contre les efforts du parti libéral en Hongrie; il rend aux Jé-

suites l'instruction publique en Gallicie. — Service de bateaux à vapeur par la compagnie du Lloyd autrichien qu'a fondée le baron de Bruck, entre Trieste et l'Orient, par Ancône, Corfou, Patras, Candie et de là à Constantinople et à Alexandrie (16 mai). — La constitution du Hanovre excluant les femmes du gouvernement, à la mort du roi d'Angleterre, Guillaume IV, auquel succède sa nièce Victoria, le duc de Cumberland, cinquième fils de George III, Ernest-Auguste 1^{er}, règne en Hanovre (20 juil.). Il refuse de reconnaître la constitution de 1833 (5 juill.) la déclare abolie (1^{er} nov.), forme un autre ministère. Sept professeurs de l'université de Göttingue protestent contre la suppression des libertés; ils sont destitués (11 déc.). Réclamations des états allemands de second ordre, en faveur de la constitution abolie. — Le roi de Prusse, qui veut imposer son opinion sur les mariages mixtes entre les catholiques et les protestants, fait arracher l'archevêque de Cologne de sa ville épiscopale (20 nov.). Soulèv. des cathol. à Munster et à Cologne. Protest. énergique du pape (10 déc.). — En Saxe, inaug. du chemin de fer de Leipsick à Dresde (24 avril). — Conv. entre la Bavière, le Wurtemberg, Bade, les deux Hesses, Nassau et Francfort, pour préparer l'établissement d'un syst. unif. de monnaie (nov.). — Premiers jardins d'enfants de Fred. Fröbel.

Amérique du sud. — Dans la Nouvelle-Grenade, au général Santander succède régulièrement le docteur Marquez (mars). — Continuation de la guerre du Pérou avec le Chili. — Congrès des députés de la Bolivie, du haut Pérou et du bas Pérou; constitution de la nouvelle confédération péru-bolivienne (1^{er} mai); tous les deux ans sera convoqué un congrès général composé d'une chambre de sénateurs et d'une chambre de représentants; tous les dix ans, sera élu un chef de la confédération entre six candidats proposés par les

trois républiques. Ce pouvoir décennal est donné au général Santa-Cruz. — Le dictateur de Buenos-Aires, Rosas, déclare la guerre à la confédération, à cause de l'intervention de Santa-Cruz dans les affaires du Pérou. — Guerre civile dans l'Uruguay entre le président actuel Oribe et l'ancien président Ribera.

Angleterre. — Les lords refusent les réformes qui concernent les corporations municipales et les dîmes ecclésiastiques de l'Irlande. — Déclaration de la majorité de l'héritière du trône, la nièce du roi, fille du duc de Kent, Victoria, âgée de dix-huit ans (24 mai). Mort de Guillaume IV (20 juin). Avènement de Victoria I^{re}; son oncle paternel, le duc de Cumberland, devient roi en Hanovre. — Dissolution du parlement (17 juill.). Nouvelles élections. Pour préparer un meilleur accueil aux questions irlandaises, avant l'ouverture de la session (20 nov.), O'Connell propose, dans une réunion à Dublin, la dissolution de l'association générale de l'Irlande (31 oct.). — Effets de la crise commerciale : suspensions de crédits et banqueroutes; chômage des ouvriers dans les villes manufacturières de Liverpool, Birmingham, Manchester; accroissement de la misère. — Au bas Canada, révolution, excitée par le parti réformiste ou patriote, appelé aussi parti français (août, nov.). — Thomas Spencer découvre les principes de la métallurgie électro-chimique ou galvanoplastie.

Belgique. — Ouverture de plusieurs chemins de fer. — Nouvelle société de Bollandistes.

Brazil. — Révoltes des provinces de Para, de Rio-Grande au nord-est, et de Bahia depuis le 7 nov.

Danemark. — Abolition définitive de la torture (déc.).

Espagne. — Force des carlistes en Catalogne, Valence, Murcie, même dans la Manche. — Les cortès discutent le projet de constitution sur le rapport de M. Olozaga (de

mars à juin), suppr. les établis. monastiques, votent une loi électorale. La constitution est promulguée (18 juin): elle restreint le pouvoir royal, mais conserve le sénat, pour lequel les électeurs présenteront des candidats au gouvern. — Des lois spéciales sont promises aux Antilles. Amnistie. Les cortès suppr. la dîme ecclésiastique et adjugent tous les biens du clergé à la nation. — Don Carlos et Cabrera s'avancent au centre; Zarriateguy prend Ségovie et se montre aux environs de Madrid. — Honteuses intrigues de la minorité des cortès, et du général Espartero qui, venu pour protéger Madrid, se fait l'âme d'une émeute militaire pour décider la chute du ministère Calatrava (17 août). Nouveau cabinet où cependant il n'entre pas. — Émeutes militaires à Pampelune et dans plusieurs villes. — Marche de don Carlos sur Madrid (12 sept.). Il est repoussé, passe l'Èbre, et rentre en Biscaye. Les carlistes tiennent encore l'Aragon, Valence, la Catalogne. — Nouvelle crise ministérielle (1^{re} oct.). — Clôture de la session des cortès constituantes (4 nov.). Elections pour la formation des deux chambres; troubles. Ouverture des cortès le 19. — Nouveau ministère, le quatrième de l'année; Espartero est désigné pour le département de la guerre, qu'il n'acceptera pas, M. Mon pour les finances (16 déc.).

États-Unis et Mexique. — Le congrès des États-Unis reconnaît l'indépendance du Texas (févr.). Il n'est pas question de l'adjoindre à l'Union.

États-Unis. — Installation du nouveau président Martin van Buren (4 mars). — Crise commerciale et financière. Les banques suspendent tout paiement en espèces. — Nouveaux crimes contre les abolitionnistes, qui cependant ont 1006 sociétés répandues sur tout le territoire de l'Union. — Au congrès, débats très-orageux sur la même question (déc.). — Vain essai de relations avec le Japon.

France. — Procès des complices

du prince Louis à Strasbourg, presque tous militaires; ils sont acquittés par le jury (janv.). Les députés rejettent le projet de loi pour la disjonction de juridiction dans les causes politiques où des militaires sont impliqués avec des citoyens. — Projet de loi d'apanage. Crise ministérielle; retraite des représentants du parti doctrinaire, MM. Gasparin, Gulzot, Duchâtel, qui remplacent MM. Montalivet, Salvandy, et Lacave-Laplagne (15 avril). — Les deux chambres votent la dotation pour la fille aînée du roi et le prince royal, mais non pour le second fils, le 22. — Amnistie politique (8 mai). — Mariage du prince royal avec la princesse Hélène de Mecklembourg-Schwerin (30 mai). — Inauguration du musée historique de Versailles (11 juin). — La question des grandes lignes de chemins de fer est discutée mais ajournée. — En Algérie, le général Bugeaud conclut un traité avec Abd-el-Kader sur la Tafna: l'émir reconnaît la souveraineté de la France, mais notre territoire est délimité (30 mai). Le nouveau gouverneur général Damrémont attaque avec le duc de Nemours le bey de Constantine, Achmet (1^{er} oct.); il est tué au siège de Constantine, que le général Valée emporte d'assaut le 13. — Voyage aux terres australes du capitaine Dumont-d'Urville avec les corvettes *l'Astrolabe* et *la Zélée*, de 1837 à 1840. — Premier télégraphe électrique.

Grèce. — Retour du roi (févr.). D'Armansperg, détesté des Grecs, est remplacé par un autre Bavaïrois, M. de Rudhart. Loi restrictive sur la presse. Projet de retenir les troupes allemandes en Grèce. — Démission de M. de Rudhart (19 déc.). Un ministère composé exclusivement de Grecs.

Hollande. — Traité de commerce avec la Prusse sur le pied de l'égalité (3 juin), et avec l'Angleterre (27 oct.).

Italie. — Le roi de Sardaigne promulgue un nouveau code civil (20 juin). — En Sicile choléra très-vio-

lent. Le peuple croit à des empoisonnements, se livre à des violences à Palerme et à Syracuse. Révolte sur plusieurs points; à Catane, on proclame l'indépendance. Répression vigoureuse et sangulaire par le général del Caretto; la Sicile perd ses privilèges politiques; elle n'aura plus de représentation nationale, ni de commission représentative à Naples auprès du ministère (31 oct.).

Mexique. — Le général Bustamente est élu président (mars). — Insurrections militaires à Saint-Louis de Potosi, dans le Nouveau-Mexique, et à Santa-Fé.

Portugal. — Ouverture des cortès constituantes par la reine (26 janv.). — Insurrection des miguélistes dans les Algarves et même aux environs de Lisbonne (févr.). — Prise d'armes des chartistes dans les provinces du nord, sous le maréchal Saldanha qui a pour adhérent le duc de Terceira (12 juill.); la cour est obligée de les combattre malgré son peu de goût pour la constitution de 1822 ressuscitée en sept. 1836. — Naissance d'un héritier du trône (16 sept.). Défaite des chartistes, le 18. La reine refuse de sanctionner une résolution prise par les cortès contre leurs chefs. Cependant les libertés constitutionnelles, un instant suspendues, sont rétablies; le vicomte Sa da Bandeira reste à la tête du cabinet; discussion des articles de la constitution reprise par les cortès. — Les miguélistes sont encore en armes.

Russie. — Le czar change les divisions administratives de la Pologne (7 mars); il y favorise l'introduction du culte gréco-russe. — Le professeur Jacobi, à Dorpat, fuit, en même temps que l'Anglais Th. Spencer, la découverte de la galvanoplastie. — Mort du poète Pouchkine.

Suisse. — Plusieurs cantons revisent leur constitution.

Turquie. — Contrairement aux anciens usages, à l'imitation des princes chrétiens. Mahmoud visite ses

provinces (avril), d'abord le nord de la Turquie d'Europe.

1838.

Allemagne, Autriche et Prusse. — Le roi de Hanovre convoque les états selon les décisions royales de 1819 et 1832 (7 janv.). Ils sont ouverts le 20 févr. : nouveau projet de constitution, combattu par la seconde chambre; elle est prorogée (27 juin). Réclamations inutiles adressées à la diète fédérale (6 sept.). — L'empereur reçoit à Inspruck les hommages des états du Tyrol (12 août), à Milan la couronne lombardo-vénitienne (1^{er} sept.); il fait grâce à quelques prisonniers politiques de 1831 (6 sept.). — Le roi de Prusse ne se réconcilie pas encore avec l'archevêque de Cologne malgré la médiation de l'Autriche; débat avec l'archevêque de Posen au sujet de la même question des mariages mixtes; troubles à Paderborn et à Coblenz. Reprise des travaux de la cathédrale gothique de Cologne, commencée en 1248. La loi du 3 nov. établit tous les principes de la législation en matière de chemins de fer. — La diète et le grand-duc de Bade décident l'exécution d'un chemin de fer de Kehl à Mannheim, d'un autre de Mannheim à la frontière suisse par Heidelberg, Carlsruhe, Rastadt, Ofsenburg, Fribourg. — Dans la Bavière rhénane, à Mutterstadt, inauguration d'une synagogue, avec l'assistance du clergé catholique (24 nov.). — *Annales de Halle* par des Régelliens.

Amérique du Sud. — Rupture de la confédération péru-bolivienne; le Pérou septentrional se détache le premier. — Une trahison livre à l'armée du Chili la grande ville péruvienne de Lima (21 août). — Guerre civile dans l'Uruguay. Oribe perd la présidence.

Angleterre. — En Irlande les dîmes ecclésiastiques devront être perçues au même temps que les fermages par le propriétaire foncier. Débats sur la loi des pauvres, sur les

corporations municipales, sur la loi des céréales, sur le vote au scrutin secret et la corruption en matière électorale. — Le bas Canada se soulève : le gouvernement présente un bill pour en suspendre la constitution; deux campagnes contre les rebelles. — Couronnement de la reine (28 juin) : brillant accueil fait au maréchal Soult. — Préoccupations de la classe industrielle : salaires et associations des filatures de Glasgow; police des manufactures; travail des enfants. — Clôture de la session (16 août). — O'Connell, dans un meeting à Dublin, propose de reconsulter l'association catholique afin d'obtenir pour l'Irlande une plus grande part dans la représentation du royaume-unl. — Au bas Canada second soulèvement (nov.); défaite des rebelles, exécutions sanglantes. — En Asie, rivalité d'influence avec la Russie : le schah de Perse Mohammed-Mirza, encouragé peut-être par la Russie, assiège Hérat de nov. 1837 à sept. 1838; une diversion maritime des Anglais le force à lever le siège.

Autriche, France et Italie. — Le saint-siège demande à ses alliés à retirer leurs troupes. Évacuation d'Ancone par les Français, qui l'occupaient depuis févr. 1832 (25 oct.). Les Autrichiens ne laissent garnison que dans la citadelle de Ferrare.

Belgique et Hollande. — Le Luxembourg, dont une partie est réclamée par la Hollande, paraît vouloir rester aux Belges tout entier. Les cinq puissances arrêtent le traité des 34 articles; elles sont d'accord pour maintenir la division territoriale établie par le traité des 24 articles en 1811 (11 déc.).

Bresil. — Bahia, révoltée, est en partie incendiée par les nègres affranchis qui combattent contre le gouvernement, et subit les horreurs d'un assaut (mars).

Espagne. — La guerre contre les carlistes accroît l'importation de

général Espartero; il a refusé le ministère de la guerre, mais il est nommé capitaine général des armées de la reine. Don Carlos défend contre lui Estella, au sud-ouest de Pampelune; Morella, place d'armes de Cabrera, au nord de Valence, résistera pendant deux ans. — Nouveau cabinet (août). — Troublés à Valence; tentative d'insurrection à Madrid. — La reine régente ouvre la session extraordinaire des cortès (8 nov.). Les royaumes d'Aragon, de Valence, de Murcie, de Saragosse, sont mis en état de siège. — Encore un changement de ministère. — Les généraux Cordova et Narvaez, qui font ombrage à Espartero, sont accusés de trahison. Espartero reçoit le commandement des gardes nationales.

Etats-Unis. — Elections parlem., en opposition aux idées démocratiques du président Van Buren. — Réforme du régime des banques à New-York. — Iowa, district des Sioux, a un gouvernement territorial; il n'admet pas d'esclaves.

France. — Le ministère Molé, menacé par la coalition des doctrinaires et du centre gauche, l'emporte cependant sur la question des fonds secrets (12 mars). — Lois sur l'organisation départementale, l'état-major de l'armée, les justices de paix, les aliénés. — Débats sans solution sur la conversion des rentes et les chemins de fer. — Convention avec la Sardaigne pour l'extradition réciproque des malfaiteurs (23 mai). — Mort du diplomate Talleyrand à Paris (mai). — Naissance du comte de Paris, fils aîné du duc d'Orléans (24 août). — Louis-Napoléon, nationalisé dans le canton de Thurgovie, pour épargner des embarras à la Suisse passe à Londres (20 sept.). — Rosas, en haine de Santa-Cruz, le président de la Bolivie ami de la France, a persécuté les résidents français: le contre-amiral Leblanc bloque les ports de la république argentine (29 mai). La chambre des représentants de la Plata approuve Rosas, le même jour. Occupation de l'île Martin-

Garcia qui domine l'embouchure de l'Uruguay (11 oct.). — Préjudice fait à nos nationaux au Mexique: plaintes inutiles; une escadre française, présente notre ultimatum (21 mars). Le président et le congrès du Mexique sont disposés à résister. Le contre-amiral Baudin et le prince de Joinville, troisième fils du roi, bombardent et emportent en quatre heures le fort de Saint-Jean d'Ulloa, qui défend la Vera-Cruz (27 nov.). La Vera-Cruz capitule. Négociations.

Italie. — Naples adhère aux conventions de la France et de l'Angleterre pour la répression de la traite (1^{er} févr.).

Portugal. — Insurrection armée d'ouvriers et de gardes nationaux à Lisbonne, vaincue par la troupe de ligne (1^{er} mars). — Constitution achevée par les cortès, sanctionnée par la reine; clôture des cortès constituantes (4 avril). Amnistie pour tous les délits politiques depuis sept. 1836, le 10. — L'établissement de taxes et de tarifs municipaux cause des troubles à Braga, à Lisbonne. — Naissance du duc d'Oporto, prince royal (31 oct.).

Russie. — Canalisations du Volga et du Don. Chantier maritime à Odessa. Amélioration de la navigation du Dniéper. Chemin de fer de Saint-Petersbourg à Moscou. — L'empereur visite les cours de Stockholm, Berlin, Munich, Dresde, Weimar.

Suède. — Pavillon spécial pour le commerce norvégien, demandé par le conseil de Christiania, accordé par le roi (avril). — La fabrication du fer, une des grandes richesses de la Suède, est déclarée libre (nov.).

Turquie. — Méhémet-Ali réclame l'hérédité pour le gouvernement de l'Égypte et celui de la Syrie: la Porte prétend se réserver le second. Préparatifs de guerre. Sur les représentations de la France et de l'Angleterre (juin), Méhémet-Ali se décide à envoyer le tribut. — Suppression de la dignité de grand vizir et

de la cour de justice qu'il présidait. Création d'un conseil délibérant. — Reschid-Pacha est accueilli avec distinction à Rome (26 sept.). — Il va conclure à Londres un traité de commerce, qui détruira, pour les Anglais, l'effet du traité d'Unkiar-Skélessi trop favorable aux Russes.

1839.

Amérique du sud. — Le Chili demande, comme condition de la paix avec le Pérou, la dissolution de la confédération péru-bolivienne. Défaite de Santa-Cruz par les Chiliens; révolte de son armée; il abdique la dignité de chef de la confédération. Gamarra n'est chef que de la république péruvienne. Paix du Pérou avec le Chili.

Angleterre. — Débats du parlement sur l'organisation du Canada, la question irlandaise, la proposition de suspendre la constitution de la Jamaïque, qui s'est révoltée. Opposition systématique faite au ministère. Il se retire à la suite d'un échec sur la Jamaïque (7 mai). Sir Robert Peel ne peut former un cabinet. Retour du cabinet Melbourne. — Les chartistes demandent l'admission au parlement des représentants des classes laborieuses pour faire réformer les lois dont se plaint le peuple : la loi des céréales, surtout en prohibant les grains étrangers, tient à un prix élevé les denrées de première nécessité au profit de l'aristocratie qui possède les terres. Insurrections chartistes dans plusieurs villes manufacturières, à Birmingham, etc. — Motion contre la corruption et l'intimidation employées dans les élections. Motion pour réformer l'éducation. — Réforme postale d'après les idées de Rowland-Hill, 10 c. pour les lettres. — Abrogation définitive des lois sur les associat. d'ouvriers. — La banque emprunte cinquante millions de numéraire à la banque de France (21 juill.). — Pour le service des malles avec les Indes occidentales, projet de bat. à vapeur transatlantique.

— Traité de commerce et de navigation avec l'Autriche, la Porte, la France (juill.-août). — Expédition du gouverneur général de l'Inde sous prétexte de châtier des alliés infidèles, les princes de Candahar et de Caboul. Sur la route, occupation du Scind, à l'embouchure du fleuve; prise de Candahar (24 avril), de Ghizni (d'où est venu le nom d'Afghans) (21 juill.), de Caboul, au nord-est (7 août). Conquête d'une partie de l'Asie centrale, bien près de la Perse, où domine l'influence russe. — Rupture avec la Chine parce que l'empereur interdit le commerce de l'opium : 20 000 caisses de ce poison sont jetées à la mer, à Canton (7 juin). — En Arabie, à l'entrée de la mer Rouge, prise d'Aden, en représailles d'une prétendue injure reçue du cheik. — Une seule province au Canada.

Autriche. — L'empereur ouvre la diète de Hongrie (6 juin); conflit législatif; agitation sanglante hors des états, propositions faites aux chambres sur l'institution d'une banque nationale, la liberté de la presse, la liberté de la parole dans la diète, le droit de propriété des paysans.

Autriche, Prusse et Russie. — La chambre des représentants de Cracovie ne se réunira plus que quand le sénat le trouvera bon avec l'assentiment des puissances (24 juin).

Belgique et Hollande. — Solution du différend au sujet du Luxembourg et du Limbourg qui restent partagés; la partie Holland. du Luxembourg seule est reconnue membre de la confédération german. Le traité conclu par la Hollande et la Belgique (19 avril) devient commun à l'Angleterre, la France, l'Autriche, la Prusse, la Russie, et la conf. germ. (5 sept.). Neutralité de la Belgique. Droit de péage sur l'Escaut pour les Hollandais.

Danemark. — Mort de Frédéric VI (3 déc.). — Christian VIII.

Espagne. — Don Carlos cédant à son premier ministre, l'absolutiste Texeiro, destitue son commandant

général, le modéré Maroto, que les soldats vengent par des exécutions sanglantes à Estella (17, 19 févr.). Il le met hors la loi; retire ensuite cette déclaration. Espartero, qui s'est emparé de la ligne de Vitoria au fleuve Durango, près de Bilbao, et a reçu de la reine le titre de duc de la Victoire, accueille les ouvertures de Maroto. Maroto trahit don Carlos, entraîne les troupes sous ses ordres et signe le traité de Bergara, au nord de Vitoria (31 août): ce traité met fin à la guerre avec don Carlos qui, en effet, passe en France (14 sept.); il doit résider à Bourges, le 16. La Navarre et les provinces basques sont affranchies de la guerre. Comme l'a promis le duc de la Victoire à Maroto, les cortès adoptent la loi qui confirme les fueros des provinces basques et de la Navarre, en attendant qu'ils puissent être modifiés (7 oct.). — Dissolution des cortès, le 31. De nouvelles élections vont mettre en présence les exaltés et les modérés de tous les partis. — Fin tragique de l'un des plus sanguinaires des carlistes, le comte d'Espagne (7 nov.). L'Aragon et la Catalogne sont agités par la présence de Cabrera.

États-Unis. — Partout, excepté à Boston et à New-York, les banques suspendent leurs paiements en espèces.

France. — Horrible tremblement de terre à la Martinique (11 janv.). — Effet de la coalition parlementaire; crise ministérielle. Prorogation, le 31, puis dissolution de la chambre (2 févr.). Retraite du cabinet Molé (8 mars). — Ministère intérimaire (31 mars). Essai de combinaisons ministérielles. Après de nouvelles élections, ouverture des chambres (4 avril). — Prise d'armes du parti républicain à Paris (12 mai), la dernière jusqu'en 1848. — Cabinet Soult, avec MM. Teste à la justice, Schneider à la guerre, Duperré à la marine, Duchâtel à l'intérieur, Cunin-Gridaune au commerce, Dufaure aux

travaux publics, Villemain à l'instruction publique, Passy aux finances. — Procès des accusés du 12 mai devant la cour des pairs (27 juin); arrêt (12 juill.): une seule sentence de mort qui n'est pas exécutée. Discussions des chambres sur les tribunaux de commerce, la propriété littéraire, les chemins de fer de Lille à Dunkerque, de Paris à Orléans, de Paris à Rouen, etc., les routes en Corse, les canaux, l'amélioration des ports. — Colonie agricole, pour les jeunes détenus, à Mettray, près de Tours. — En Algérie, sous le gouverneur général le maréchal Valée, progrès pacifiques de la domination française; institutions d'hospitalité, d'éducation, de finances, de culte. Il reconnaît avec le duc d'Orléans la contrée entre Constantine et Alger, par Djimilah, Sétif, les Portes de Fer, hautes murailles calcaires que les Arabes n'empêchent pas de franchir (28 oct.), le fort d'Hamza, Alger (2 nov.). Hostilités d'Abd-el-Kader, dans la plaine de la Métidja, au sud d'Alger, et dans la province d'Oran, entre Mostaganem et Mazagan — Paix avec le Mexique, qui nous donne une indemnité de guerre (9 mars, 6 août). — Les hostilités continuent dans la Plata. Le contre-amiral Leblanc laisse des marins à Montevideo pour la défense commune (12 oct.); tous les Français de ces parages sont appelés à combattre contre Rosas. — Daguerre, perfectionnant les essais de Niepce, qui remontent à 1814, invente la photographie, ou moyen de fixer presque instantanément sur une plaque de métal la lumière du soleil: elle sert surtout pour faire des portraits. — Affre devient archévêque de Paris.

Italie. — Premier chemin de fer, de Naples à Castellamare, aux deux points opposés du golfe de Naples (4 oct.).

Mexique. — Santa-Anna redevient président. Il veut envoyer l'ex-président, Bustamante, contre les Texiens; mais il tombe du pouvoir.

Retour de Bustamente à la présidence.

Prusse. — Condamnation par le roi, et déchéance de l'archevêque de Posen, qui n'a pas accepté sa décision touchant les mariages mixtes : il est détenu à Colberg ; protestation du pape en consistoire secret (8 juill.).

Russie. — Réunion à l'Église gréco-russe des grecs-latins des provinces occidentales. Protestation du pape (22 nov.). — Les généraux Radetzky et Grabbe sont occupés contre les peuples du Caucase, les Abases et les Tchétchens. — Déclaration de guerre au khan de Khiva, en Tartarie, voisin des étapes des brigands kirghis ; le général Péroski part d'Orenbourg, sur l'Oural, pour aller les combattre (1^{er} déc.). — Un ukase consolide, avec une réduction déterminée, les assignats, papier-monnaie qui date de Catherine II, alors fort déprécié.

Servie. — Abdication du prince Milosch, amenée par une faction militaire Instrument de la Russie et de la Porte. Son gouvernement était actif, réformateur, mais violent. Son fils aîné Milan, nature Inerte, meurt bientôt. Le second, Michel, règne.

Suisse. — Agitation du Valais au sujet de la révision de la constitution cantonale. — A Zurich, révolution au profit du parti populaire et antireligieux (1-6 sept.) ; le docteur allemand Strauss y a répandu ses doctrines hostiles à l'Église. — Dans le Tessin, révolution (4 déc.) : conservation du statut ancien, de la religion, des corporations religieuses.

Turquie. — Hostilités avec l'Égypte : Ibrahim défait le général du sultan Hafiz-Pacha, à Nezib (ancienne Nisibe), au nord-est d'Alep (24 juin). Il est arrêté par l'intervention de la diplomatie française. — Mort de Mahmoud II (30 juin). — Avènement de son fils Abdul-Medjid, âgé de seize ans. — La flotte turque, livrée à Méhémet-Ali par celui qui la commande (14 juill.), est conduite

dans les eaux d'Alexandrie. — Note des cinq grandes puissances à la Porte pour l'inviter à ne faire aucune concession définitive à Méhémet-Ali sans leur intervention (27 juill.). — Hatti-schérif, ou ordonnance signée de la main du sultan, lu solennellement dans la plaine de Gulhané, près de Constantinople (3 nov.) : sorte de charte, qui établit la taxation de chacun suivant sa fortune, l'assiette et la perception des impôts sans arbitraire ; plus d'inégalité dans le service militaire ; suppression de la justice secrète, plus de confiscation et de poursuites contre les héritiers des criminels punis. — Réformes dans l'instruction, dans l'administration des subsistances.

1840.

Allemagne. — Dans le Hanovre, nouvelle loi d'élection, et constitution peu libérales votées par l'assemblée d'états où plusieurs corporations municipales n'ont pas envoyé de députés ; promulgation (août). — Réformes du code pénal dans les pays de Bade, Wurtemberg, Hesse-Darmstadt, Brunswick ; dans le Brunswick, peine de mort seulement pour les crimes de haute trahison et de meurtre.

Amérique du sud. — La république de l'Équateur est reconnue par l'Espagne (16 févr.). — Le dictateur Francia meurt d'une attaque d'apoplexie à quatre-vingt-cinq ans, après vingt-six ans d'un pouvoir terrible et sans limites, qui a fait régner l'ordre et ramené l'abondance au Paraguay (sept.). Quelques mois d'anarchie : on reviendra d'abord au gouvernement consulaire.

Angleterre. — Débats au parlement sur l'Irlande, les chartistes et les socialistes. — Mariage de la reine avec le prince Albert de Saxe-Cobourg-Gotha (10 févr.). — Discussion, sans solution, touchant l'enregistrement des électeurs et la réforme des corporations municipales en Irlande ; les droits existant sur les céréales que défend encore sir Robert Peel

comme représentant des tories ; l'abolition de la peine de mort, dans certains cas ; la condition des jeunes détenus. — Tentative d'assassinat sur la reine (10 juil.). — Première campagne dans les mers de Chine : le capitaine Elliot occupe l'île de Chousan, au sud-est de Nanking (5 juil.). — Débat au sujet des soufres de la Sicile dont l'exploitation était monopolisée par une compagnie française ; le roi de Naples menacé de la guerre se prépare à résister. Négociations par la médiation de la France ; abolition du monopole ; la compagnie est indemnisée (26 avril-21 juil.).

Angleterre, Autriche, France, Prusse, Russie et Turquie. — Question d'Orient. Lord Palmerston craint l'ambition de Méhémet-Ali pour l'influence anglaise en Orient ; il se rapproche de la Russie qui est favorable à la Porte, tient à l'écart la France où M. Thiers, ministre depuis le 1^{er} mars, s'est déclaré pour le vice-roi. M. Guizot est depuis février ambassadeur à Londres. Les quatre puissances, Angleterre, Russie, Autriche, Prusse, décident entre elles, par le traité de Londres, sans demander la participation de la France, qu'on offrira à Méhémet-Ali l'administration héréditaire de l'Égypte avec une partie de la Syrie, de la mer Rouge au lac de Tibériade, et Saint-Jean d'Acre, mais seulement comme gouverneur à vie (15 juil.). Armements de la France, qui était mise en dehors du concert européen (29 juil.). — Le traité du 15 juillet est notifié à Méhémet (17 août). Il proteste ; laisse écouler les délais fixés pour l'acceptation, et est déclaré déchu par la Porte. Bombardement de Beyrouth, sur la côte de Syrie, par le commodore anglais sir Charles Napier (11 sept.) ; elle est occupée par les Turcs ; les Égyptiens évacuent Sidon, le 21 : la flotte française n'a pas paru. Note de M. Thiers (8 oct.) ; tandis que les puissances refusent à Méhémet-Ali l'hérédité de la Syrie, il met comme condition à

la conservation de la paix son maintien dans la souveraineté de l'Égypte, qu'elles ne songent pas à lui enlever. — Peu après la chute du cabinet Thiers le 29, Saint-Jean d'Acre, bombardée, se rend (4 nov.) ; retraite d'Ibrahim ; l'émir Beschir abandonne la cause du pacha ; nouvelle révolte des populations syriennes. Convention provisoire de Méhémet-Ali avec le commodore Napier, le 27.

Bresil. — L'empereur Pedro II est déclaré majeur (23 juil.). Il fait le serment de maintenir l'intégrité et l'indivisibilité de l'empire. Amnistie. Nouveau ministère.

Espagne. — Les cortès ne paraissent pas assez libérales : émeute à Madrid (24 févr.), la ville est mise en état de siège. Le pouvoir des députations provinciales et des autorités de commune est restreint par de nouvelles lois. — Extinction de la guerre carliste : les chefs Cabrera et Balmaseda sont forcés, par les généraux Espartero et Concha, de passer en France (juin-juil.). — Nouveaux troubles à Madrid pendant que la reine régente est à Barcelone avec ses enfants (14 juil.) ; et bientôt à Barcelone, le 18. La reine régente se retire à Valence. Junte provisoire de gouvernement à Madrid (1^{er} sept.). La régente nomme, le 16, Espartero président d'un cabinet qu'il composera à son gré. Elle est obligée d'abdiquer la régence (12 oct.) et bientôt arrive en France le 19. Le ministère formé par Espartero constitue avec lui une régence provisoire. La jeune reine est ramenée à Madrid ; la junte formée le 1^{er} septembre se dissout. — Abolition de la police secrète.

États-Unis. — Les élections présidentielles sont favorables au général Harrison qui défend le système des banques contre son compétiteur le président actuel (déc.). — Le parti de l'abolition, ou du sol libre (*free-soil*), commence à avoir la supériorité numérique sur ses adversaires : 13 états sans esclaves avec 9 millions de population contre 12 à esclaves

qui en ont 7 millions, sans compter le Delaware dont la position est indéfinie; dans la chambre des représentants, sur 223 membres, abstraction faite du Delaware, le nord en avait 135, le sud 87. — Traité de commerce avec le Hanovre, la Belgique, le Portugal. — Le président reçoit des présents du sultan de Mascate, sur la côte sud-est de l'Arabie.

France. — Manifestation en faveur d'une réforme qui élargirait le cadre des électeurs parlementaires (12 janv.). A la chambre, pour la dixième fois, l'opposition réclame contre le nombre toujours croissant des députés fonctionnaires; discussion sans effet (7 févr.). — Projet de dotation pour le duc de Nemours; pamphlet de M. de Cormenin; rejet par la chambre (20 févr.). Chute du ministère Soult. — Ministère Thiers, avec MM. de Rémusat, Jaubert, Pelet, Cousin, Vivien, Cabières, Gouin, Roussin (1^{er} mars). — Discussions dans les chambres sur le travail des enfants dans les manufactures. La conversion des rentes, adoptée par les députés, est rejetée par les pairs. Prorogation du privilège de la banque. Loi sur la translation des restes de Napoléon, qui aura lieu avec l'assentiment de l'Angleterre (mai). — Déclaration de la majorité des députés et du président du conseil contre la réforme électorale (16 juin). Clôture de la session (15 juill.). — Triste rôle dans la question d'Orient. Armements, quand on apprend le traité de Londres du 15 juillet. — Seconde tentative de Louis-Napoléon : il vient d'Angleterre à Boulogne (6 août); arrêté, traduit devant la cour des pairs (28 sept.), il est condamné à l'emprisonnement perpétuel (6 oct.). — Au milieu des préparatifs de guerre, ordonnance royale relative aux fortifications de Paris (13 sept.). La note du 8 octobre est comme la désertion de la cause de Méhémet-Ali. — Nouvel attentat contre la vie du roi (15 oct.). — Chute du ministère Thiers

(29 oct.). Cabinet du 29 octobre sous la présidence de Soult, ministre de la guerre, sous l'influence prépondérante de M. Guizot, ministre des affaires étrangères; M. Duchâtel a le ministère de l'intérieur : MM. Teste, Humann, Duperré, Villemain. Il durera, en se transformant, jusqu'au 24 février 1848. — Nouvelle session (5 nov.). Ardent discussions sur la politique extérieure. — Dans les eaux de la Plata commandent tour à tour contre Rosas MM. Leblanc, Baudin, Mackau. Traité de l'amiral Mackau avec Arana, l'envoyé de Rosas (29 oct.) : le principe des indemnités dues aux Français est reconnu; le traitement de la nation la plus favorisée sera accordé à la France en matière de commerce; restitution par les Français de l'île Martin-Garcia. Nos alliés de l'Uruguay protestent contre le traité. — En Algérie, résistance héroïque de 123 Français avec le capitaine Lelièvre contre 12 000 Arabes, à Mazagan, au sud de Mostaganem (3-6 févr.). Occupation de Cherchell sur la côte, à l'ouest d'Alger (15 mars); de Médéah au delà du col de Mouzala franchi le 12 mai; de Miliana qui est aussi en avant du cours du Chélif (8 juin) : le duc d'Orléans et le duc d'Aumale, quatrième fils du roi, prennent part à l'expédition. Courses rapides et fructueuses contre plusieurs tribus. Nouveau gouverneur général, le général Bugeaud pendant sept ans (29 déc.). — Flotte : 228 navires, 35 000 marins. — Translation des restes mortels de Napoléon, amenés par le prince de Joinville. Réception magnifique à Paris par l'arc de triomphe de l'Étoile (15 déc.). Funérailles aux Invalides.

Grèce. — Conspiration d'une société secrète dite orthodoxe, au profit de la faction russe; un des chefs, le ministre de l'intérieur Glarakis, est destitué (5 janv.). — Négociations pour un traité de commerce avec la Porte; la nation y est contraire.

Hollande.—Abdication de Guillaume I^{er} (7 oct.). Guillaume II, son fils. Les ministres sont déclarés responsables; leur contre-seing sera nécessaire pour tout arrêté royal, le 10.

Mexique.—Guerre civile entre les centralistes ou unitaires et les fédéralistes.

Portugal.—Dissolution des cortès. Nouvelle session. Émeute à Lisbonne (16 août) : mesures répressives; suspension de la liberté individuelle, de la liberté de la presse; tribunal de guerre. — Conflit avec l'Espagne au sujet de la navigation et du commerce du Douro.

Prusse.—Mort de Frédéric-Guillaume III (7 juin). Frédéric-Guillaume IV son fils. À l'occasion du couronnement, suppliques des états de Koenigsberg : ils rappellent les déclarations du 22 mai 1815 et l'acte fédéral du 8 juin de la même année qui promettaient une représentation nationale (5 et 7 sept.). — L'archevêque de Posen est rendu à son église.

Russie.—Persécution religieuse en Pologne; l'évêque de Podlaquie, qui a réclamé auprès de l'empereur en faveur de son église, est arrêté et enfermé à Mohilev dans un couvent de dominicains. — Échecs en Circassie. — Après l'expédition peu heureuse contre le khan de Khiva, une convention donne la liberté aux captifs russes (31 oct.); l'ambassadeur du khan vient à Orembourg.

Suède.—Succès des idées libérales : nouvelle organisation du conseil d'état; les ministres sont déclarés responsables; la composition des deux chambres est rendue élective; l'ordre de la noblesse perd ses droits d'hérédité : on conserve cependant la distinction des classes et des ordres. — Extension de l'instr. primaire.

Texas.—République indépendante. Traité de limites avec les États-Unis. Elle est reconnue par la France. Traités de commerce avec l'Angleterre, la Hollande, la Belgique.

1841.

Allemagne.—Progrès des chemins de fer : dix déjà terminés sur un espace de 600 kilomètres dans les états de l'union douanière, cinq sur un espace de 300 dans les domaines autrichiens. Ouverture de la ligne de Berlin à Coethen, qui se relie à la ligne de Magdebourg sur l'Elbe et à Lelpsick (10 sept.). Projet de ligne sur la rive droite de l'Elbe entre la Prusse, le Mecklembourg, le Danemark, Brème, Hambourg. — Accèsions au Zollverein de Brunswick, Lippe-Detmold, Hesse-Hombourg. — *Le Système national d'économie politique* du docteur List du Wurtemberg montre tous les avantages du Zollverein. — Dans le Hanovre, esprit rétrograde de la seconde chambre, récemment constituée. Nouveau code pénal militaire : châtimens corporels pour les soldats et sous-officiers.

Amérique centrale.—La confédération s'est dissoute : Guatemala, Nicaragua, Honduras sont séparés. Dans le Guatemala, dictature de l'Indien Carrera.

Amérique du sud.—Rosas, toujours président de la république argentine, délivré des hostilités avec la France par le traité du 29 oct. 1840, opprime ses ennemis de l'Uruguay, le président Ribera et Lavalle. Exactions et cruautés. — L'Uruguay, menacé d'une invasion, demande la médiation de l'Angleterre. A ce sujet, singulier message de Rosas à la chambre des représentants de Buenos-Aires (27 déc.). — Au Pérou, le général Santa-Cruz revient de son exil les armes à la main; il rentre à Lima.

Angleterre, Autriche, France, Prusse, Russie et Turquie.—Solution de la question d'Orient. Hatti-schérif du sultan (13 févr.) : la position de Méhémet-Ali est déterminée à l'égard de la Porte; il n'a que l'Égypte à titre héréditaire, et le droit d'hérédité ne lui donne aucun

rang supérieur à celui des autres vizirs; restriction apportée à sa puissance militaire; gouvernement seulement viager des dépendances indirectes de l'Égypte, Nubie, Darfour, Cordofan, Sennaar, etc. La flotte turque, qui avait été livrée à Méhémet-Ali le 14 juillet 1839, sort du port d'Alexandrie et rentre dans le Bosphore de Thrace (16 mars). La France prend part, avec les quatre grandes puissances, au traité des détroits, par lequel le sultan s'engage à fermer à toutes les nations indistinctement le Bosphore et les Dardanelles, et les puissances prennent sous leur garantie le principe de la clôture des détroits (13 juill.): c'est l'abolition de la clause secrète du traité d'Unkiar-Skélessi de 1839, favorable aux Russes.

Angleterre et France.—Procédé de MM. de Ruolz et Elkington pour la dorure et l'argenture des métaux par la voie galvanique, qui donnera aussi des dépôts de platine, de cuivre, de plomb, de cobalt, de nickel, de zinc, etc.

Angleterre.—Échec du ministère whig, quand il propose la réduction de droits sur les bois de construction, sur les sucres étrangers. Motion de non-confiance, présentée par le chef des tories, sir Robert Peel; majorité d'une voix dans les communes (5 juin). Prorogation, puis dissolution du parlement, le 22 et le 23. Nouvelles élections, favorables aux tories. Ouverture du parlement (24 août); l'adresse des chambres est hostile au ministère, il se retire le 30. Cabinet formé par Robert Peel avec lord Lyndhurst, lord Stanley, sir James Graham, le duc de Buckingham, lord Wellington, ministre sans portefeuille (3 sept.). Prorogation du parlement jusqu'à la nouvelle année. — Naissance du prince de Galles (9 nov.). — Fin des premières hostilités avec la Chine. Capitulation de Canton (mai). Négociations déloyales de l'empereur. Il fait mourir ses offi-

ciers vaincus (juill.). Seconde campagne dirigée par le plénipotentiaire sir Henri Pottinger (août): en deux mois, nouvelle occupation de l'île de Chousan; prise d'Amoy, Chin-haë. Ning-Pô défendue par une forte citadelle, au nord-est de la province de Tché-Kiang (13 oct.).—Dans l'Afghanistan, où l'armée d'invasion avait détrôné le shah Dost Mohammed, les troupes anglaises de la citadelle de Caboul sont massacrées (21 nov.); parlementaire tué en trahison (25 déc.). Retraite désastreuse le 5 janv.: les soldats sont tués ou pris en sortant de leur camp fortifié près de Caboul; sur quinze mille hommes, trois cents qui survivent sont faits prisonniers. — Avantageux traité de comm. avec la Perse par l'interv. de la Russie, à la condition de quitter Therreh, ville au sud de la Perse. — Sir James de Brooke devient rajah de Sarawak sous le sultan de Borneo. — Population: 27 millions.

Belgique.—Un pr. d'assoc. douanière avec la France est entravé par la jalousie des Anglais. — Conspir. orangiste, découverte et déjouée (29 oct.).

Espagne.—Tentatives partielles de résistance. — Mesures touchant l'agriculture, les haras, la marine, les finances. Tarifs de douanes protecteurs. — Session des cortès (mars-août). Les deux chambres donnent la régence à Espartero, duc de la Victoire et de Morella; il prête serment (8 juill.). Celui qui a eu le plus de voix après lui, M. Augustin Arguelles, est nommé tuteur le 10. Protestation de la reine Marie-Christine et du général Narvaëz le 19. — Les cortès décident que le clergé sera doté avec les revenus des anciennes propriétés de l'Église, devenues biens nationaux. — Insurrections à Pampelune, sous le général O'Donnell (oct.). Mouvement à Madrid en faveur de la reine mère, par les généraux Diégo Léon et Concha. Espartero se porte dans le nord; les juntes de Barcelone et de Valence sont dissoutes; les provinces basques sont me-

nacées de perdre leurs fueros qui du moins seront modifiés.—L'ordre est rétabli quand s'ouvrent les cortès (26 déc.).

États-Unis.—Le général Harrison, président depuis mars, meurt le 4 avril. Le vice-président Tyler, d'après la constitution, lui succède. — Discussions avec l'Angleterre au sujet des frontières de l'état du Maine. — L'institution d'une banque nationale est acceptée dans deux projets différents par le congrès : double veto du président.—Neutralité dans la question du droit de visite : insinuations inutiles de l'Angleterre pour obtenir une décision contre la traite (sept.-oct.).

France.—Irritation causée par la solution donnée à la question de la Plata, et à la question d'Orient. Plusieurs procès de presse. — Loi sur les fortifications de Paris (avril). — Loi sur le travail des enfants dans les manufactures, du 22 mars. — Troubles à Toulouse (5 juill.) ; à Lille (20 août) ; à Clermont (9 sept.) et à Mâcon. — Attentat sur la personne du duc d'Aumale (13 sept.). Jugement et condamnation par la cour des pairs (nov.-déc.) ; un journaliste est frappé pour complicité morale. — Concurrence croissante faite aux sucres de canne par les sucres indigènes de betterave. — Ouverture du chemin de fer de Strasbourg à Bâle (sept.). — Population : 34 230 178 âmes.

Grèce.—Banque nationale (11 avril). — Nouveau cabinet ; M. Mavrocordato est rappelé de l'ambassade de Londres pour le diriger (6 juill.) ; mais le roi s'entoure encore de Bavares. Mavrocordato se retire (22 août).

Hollande.—Guillaume II prépare une charte constitutionnelle pour le Luxembourg qu'il vient visiter (juin). — Un tr. de commerce avec la France conclu en juillet 1840, est promulgué le 30 juin.

Mexique.—Santa-Anna rede-

vient président. — L'Yucatan se sépare comme le Texas, et forme une république indépendante.

Portugal.—Solution des difficultés avec l'Espagne au sujet de la navigation du Douro (janv.).—Amélioration du commerce et des finances. Réorganisation de la garde nationale. Contre-coup ressenti des événements d'octobre en Espagne.

Prusse.—Plusieurs assemblées provinciales réclament la liberté de la presse, la publicité des débats, une représentation nationale (9 avril). Vœu exprimé par les municipalités de Breslau, de Königsberg. — Le roi rend la presse plus libre ; il établit une commission permanente des états, composée de douze membres par province. — Un nouveau code pénal est préparé. — Entrevue à Varsovie avec son beau-frère Nicolas (16 sept.). — Bienveillance exercée à l'égard de ses sujets polonais. — Négociation avec Rome pour arranger le différend de l'archevêque de Pologne. — Le philosophe Schelling est appelé à Berlin dans une chaire de professeur, et au conseil de l'instruction publique.

Russie.—La Pologne sera administrée comme une province russe (6 et 18 sept.) ; déjà, depuis 1832, plus de conseil d'état ni de cour de justice supérieure. Toute propagande catholique y est empêchée.

Suède.—Force croissante de l'opposition dans l'ordre des paysans, même dans la chambre des nobles. — Réforme du conseil d'état. Projet de réforme de la constitution. — Projet d'union entre les trois royaumes scandinaves.

Suisse.—Dans le canton d'Argovie qui est morcelé entre les deux communions, les catholiques prennent les armes pour défendre leurs libertés : ils sont vaincus ; le grand conseil supprime tous les couvents (13 janv.). La diplomatie intervient en faveur des catholiques. Une diète extraordinaire convoquée à Berne (15 mars, accorde le rétablisse-

ment des couvents. Résistance du canton d'Argovie où dominent les protestants (5 avril). La question des couvents devient une question fédérale (12 mai) : la diète ordinaire obtient d'Argovie quelques concessions ; elle se proroge sans rien terminer ; seconde session (25 oct.), pas de majorité dessinée ; l'affaire est ajournée (3 nov.). — A Genève révolution démocratique (22 nov.). — Elections générales pour la formation d'une assemblée qui doit reviser le pacte fédéral (déc.) ; la majorité est favorable à la réforme.

Turquie.—Retraite du ministre des affaires étrangères, Reschid-Pacha (15 mars) ; les réformes qu'il avait commencées continuent néanmoins. — Soulèvement des populations chrétiennes opprimées, en Syrie, en Macédoine, en Bulgarie, en Crète. En Syrie les Druses et les Maronites se déchirent. Le gouverneur de Bulgarie, Mustapha-Pacha, oppose aux rebelles les féroces Arnauts, brigands d'Albanie. En Crète, des Grecs prennent part à l'insurrection. — Installation d'un évêque protestant à Jérusalem sous la protection de l'Angleterre et de la Prusse : la nomination a été faite la première fois par l'Angleterre.

1842.

Allemagne.—Incendie terrible à Hambourg (5 mai) : il dure plusieurs jours. — En Bavière, à peu de distance de Ratisbonne, inauguration du Walhalla, sorte de Panthéon qui renfermera les statues de tous les grands hommes de l'Allemagne (19 oct.) : le discours du roi respire la pensée de l'unité allemande.

Amérique du sud.—Le congrès du Paraguay nomme deux consuls.

Angleterre.—Misère du peuple et déficit. — Après la retraite du duc de Buckingham, Robert Peel est plus à l'aise pour présenter, quoique tory, des plans de réforme (févr.). Sans demander la révocation ab-

solue des lois des céréales, il fait adopter un bill qui les modifie. Établissement d'une échelle mobile de droits, de manière que le blé importé coûte moins cher à la masse du peuple. La discussion est plus vive sur le bill qui crée l'income-tax, ou taxe du revenu : tous les revenus au-dessus de 150 liv. sterl. sont imposés ; le gouvernement en espère cent dix millions : le bill remanie à fond le tarif des revenus, diminue les droits sur la viande, le poisson, le houblon, les pommes de terre, le riz, les graines, les bois de construction. — Discussions sur la corruption électorale. — Troubles dans les districts manufacturiers. Déclamations et menées des chartistes. Deux attentats contre la reine. — En Irlande, agitations toujours renouvelées pour le rappel de l'union. — Troisième expédition contre la Chine sous l'amiral Parker. Soixante-dix bâtiments, dont deux de 74, et huit frégates, viennent jusqu'à l'embouchure du grand fleuve Yang-tsé-Kiang. Dévastation sur la rive gauche, de Tchou-Kiang-Fou, à quarante milles de Nanking, près du canal impérial qui porte aux provinces du nord et à Péking le riz, le thé et les soieries des provinces du midi (du 20 au 22 juill.). Nanking est menacée. Traité de Nanking négocié par trois mandarins (29 août) : vingt et un millions de dollars (120 millions de francs) accordés comme indemnité ; les ports de Canton, Amoy, Fou-Tchou-Fou, Shang-hai, Ning-Po seront ouverts au commerce anglais ; cession de l'île de Hong-Hong, dans la baie de Canton ; restitution des prisonniers ; traitement sur le pied d'égalité des officiers des deux nations. Retraite des Anglais, le 20 sept. — Dans l'Afghanistan, après les désastres de 1841, mouvement rétrograde des garnisons anglaises de Ghizni, de Djellalabab, au sud-ouest de Kandahar. Le général Pollock tient cependant les Afghans en échec. Il bat quatorze mille hommes et entre dans Caboul (13 sept.). Le traité avec Ukhban-Khan rend les

prisonniers anglais, mais décide l'évacuation. Retraite sur le Sutledje, l'affluent le plus oriental du Sind; atrocités commises par les Anglais en se retirant, dévastation des villes et des campagnes, ils détruisent Caboul et Djellalabah. — En Perse, établissement d'un consul à Tabriz (ancienne Tauris), et d'un résident commercial à Téhéran la capitale; la Perse aura des agents de commerce à Bombay et à Londres.

Angleterre, États-Unis et France. — L'Angleterre, qui a fait accepter, le 20 déc. 1841, à la Russie, à l'Autriche et à la Prusse, un traité général qui modifie le droit européen au sujet de la répression de la traite des nègres et étend les zones maritimes déjà soumises au droit de visite, n'obtient l'adhésion ni de la France ni des États-Unis. — Les quatre puissances ratifient à Londres (20 févr.). — En France les chambres verraient dans l'adhésion à ce traité une honte et un danger pour notre marine. Le protocole est fermé le 7 nov. sans que la France ait signé. — Les États-Unis, par leur traité particulier avec l'Angleterre, se réservent le droit de faire eux-mêmes la police de leurs vaisseaux en ce qui concerne la traite, et ne reconnaissent pas le droit de visite réciproque (9 août).

Autriche. — En Hongrie refus d'adhérer au zollverein prussien; création d'une banque nationale (févr.). — Des chemins de fer doivent être exécutés de Vienne à Prague; à Trieste (18 mai); de Prague à Dresde (11 déc.).

Belgique. — Conspiration : quatre sentences capitales rendues par la cour d'assises du Brabant (25 mars). — La France, dans l'espoir d'attirer la Belgique à une union douanière, conserve pour elle seule l'ancien tarif sur les toiles et les fils de lin étrangers, qu'elle avait élevés dans l'intérêt de la fabrication nationale (16 juill.). La Belgique réduit ses droits sur nos vins et sur nos soie-

ries, mais accorde les mêmes avantages à l'Angleterre (28 août), à l'Espagne (25 oct.). — Loi organique sur l'instruction publique (23 sept.) : l'éducation sera jointe à l'instruction; l'enseignement moral et religieux aura la première place dans les écoles primaires; libre concurrence, pas d'intervention de l'état. Le clergé surtout gagne à la loi.

Espagne. — Souffrance de l'industrie et du commerce en Catalogne; Espartero projette avec l'Angleterre une union commerciale dont ne veut pas la nation. Révolte à Barcelone (13 nov.); établissement d'une junte provisoire. Les cortès sont prorogées. Le régent va combattre l'insurrection; bombardement (3 déc.) et mise en état de siège de Barcelone; mesures barbares, contribution extraordinaire : noble conduite du consul de France, M. Ferdinand de Lesseps. — Symptômes de la chute d'Espartero.

France. — La majorité de la chambre rejette une proposition relative à l'extension du cercle des incompatibilités et à la réduction du nombre des députés fonctionnaires (7 févr.), et le 14, une autre proposition pour l'adjonction des capacités aux listes d'électorat politique. — Mort du ministre des finances, M. Humann (25 avril); M. Lacave-Laplagne lui succède. — Pendant la discussion de la loi des chemins de fer, accident terrible sur le chemin de fer de Versailles, rive gauche; près de cinquante victimes, et dans ce nombre le contre-amiral Dumont-d'Urville (8 mai). — Vote de la loi : elle a l'importance de celle de 1811 pour les routes (11 juil.). Système de neuf grandes lignes : sept partant de Paris, sur la frontière belge par Lille et Valenciennes; sur l'Angleterre par un point du littoral de la Manche; sur la frontière de l'Allemagne par Nancy et Strasbourg; sur la Méditerranée par Lyon, Marseille et Cette; sur la frontière d'Espagne par Toulon, Poitiers, Angou-

l'océan, Bordeaux, Bayonne; sur l'Océan par Tours et Nantes; sur le centre par Bourges; deux autres grandes lignes relieront la Méditerranée au Rhin par Lyon, Dijon, Mulhouse; l'Océan à la Méditerranée par Bordeaux, Toulouse, Marseille. Les dépenses de construction seront partagées entre l'état, les localités et l'industrie privée; crédits affectés à plusieurs lignes. — Dissolution de la chambre (12 juin). — La dernière session s'est préoccupée des souffrances de plusieurs industries: les sucres, les vins, les toiles et fils de lin. Une ordonnance, dans l'intérêt de la fabrication nationale, élève les tarifs sur les toiles et les fils de lin (26 juin): exception pour la Belgique (16 juill.), afin d'obtenir une réduction de droits pour nos vins et nos soieries. — Mort déplorable du duc d'Orléans par une chute de voiture (13 juill.): son fils aîné, le comte de Paris, n'a pas quatre ans. Convocation extraordinaire des chambres le 26. Loi organique de régence (30 août): majorité fixée à dix-huit ans; le régent sera l'héritier le plus proche dans l'ordre de succession au trône. — En Algérie, soumission de beaucoup de tribus. Plus de sécurité; les colons se multiplient; activité commerciale. — Dans l'Océanie, prise de possession des îles Marquises par le contre-amiral Dupetit-Thouars (1^{er} mai).

Portugal. — Insurrection charliste à Lisbonne (26 janv.); mollement combattue par le gouvernement qui subit avec contrainte la constit. de 1838. La charte de don Pedro de 1826 est rétablie; ministère Costa Cabral (10 févr.). — Traité avec l'Angleterre pour la répression de la traite des nègres (juin). — Nouvelles élections à deux degrés d'après la charte. Ouverture des cortès (10 juill.); la majorité semble favorable aux chartistes.

Prusse. — Le roi crée des comités des états provinciaux (21 juin): la diète de chaque province élira des

commissaires qui séjourneront à Berlin, et que le gouvernement consultera quand il le jugera à propos. Première session des comités, ouverte le 19 oct.; elle durera moins d'un mois: discussion sur la diminution de l'impôt et sur l'établissement d'un grand réseau de chemins de fer qui seront exécutés avec les ressources de l'état. — Ordonnance libérale sur l'enseignement dans les provinces polonaises; la langue polonaise sera seule employée (11 juill.). — Le roi pose la première pierre des nouveaux travaux de la cathédrale de Cologne: « La patrie, dit-il, ne distingue pas les catholiques des protestants, mais les confond dans l'unité allemande. » (4 sept.)

Russie. — Le pape fait appel à l'opinion publique sur les souffrances de l'Eglise catholique en Russie et en Pologne (22 juill.). — Ukase relatif à l'émancipation des serfs: mal accueilli par les nobles, propriétaires fonciers. — Succès de Shamyl (mai).

Servie. — Révolution populaire, sans l'interv. des grandes puissances, contre le pr. Michel Obrenovitch; il est déposé (14 sept.). Election d'Alexandre, petit-fils de Czerny Georges, âgé de dix-huit ans; il a été élevé à Odessa: cependant Nicolas lui sera moins favorable que les cours de Vienne et de Londres. — Le sultan le confirme.

Turquie et Valachie. — Déposition du valvode Alexandre Ghika, sollicitée peut-être par la Russie, confirmée par la Porte (26 oct.).

1843.

Allemagne. — Le Zollverein compte plus de vingt-deux états, et embrasse une population de vingt-sept millions. Négociations d'alliance avec les États-Unis.

Amérique du sud. — Guerre de Rosas contre le président de l'Uruguay, Rivera, avec l'aide d'Ortiz, ancien président. Intervention ligue de la France et de l'Angleterre.

Oribe bloque Montevideo où le commerce français a de grands intérêts.

Angleterre. — Crise sociale et politique, ressentie même dans l'Écosse et dans le pays de Galles. — En Irlande, formation d'un corps de délégués du rappel, adhésion des évêques catholiques, ressources financières du parti; O'Connell repousse les avances des chartistes; son adresse au peuple irlandais. Les meetings semblent préparer une insurrection. Le gouvernement fait adopter le bill des armes: sa proclamation de défense est moins puissante que la parole d'O'Connell pour empêcher le meeting de Clontarf où arrivaient déjà les députés de Liverpool et de Manchester (8 oct.). Devenu l'objet de poursuites judiciaires le 14, O'Connell félicite cependant les Irlandais de leur attitude pacifique, le 20; il est décrété de mise en accusation par la cour d'assises de Dublin (8 nov.). Procès différé jusqu'au 6 janvier. — Ligue contre les lois de la couronne sur les céréales (*anticorn-law league*), formée par M. Cobden pour faire triompher le principe de la liberté de commerce, ou libre échange, contre le système qui prohibe les denrées et les productions étrangères; journaux, brochures, meetings dans vingt-six comtés. — Invasion de l'état Scind, à l'embouchure de l'Indus (fév.-mars); résistance des Béloutchis musulmans. Troubles du royaume de Lahore, favorables aux Anglais. — La Chine est ouverte au commerce européen (27 juillet). — Les Boërs du Natal vont occuper le Transvaal.

Autriche. — En Hongrie, ouverture de la diète de Presbourg par un discours de l'empereur en latin (20 mai). Elle discute une nouvelle législation criminelle, l'organisation des municipalités et de la censure. Première exposition de l'industrie nationale à Pesth (20 sept.). — La diète provinciale de la basse Autriche réclame la communication des comptes, la suppression des cor-

vées, et plus de liberté dans les dé-libérations.

Belgique. — Achèvement du chemin de fer d'Anvers à Cologne (13 oct.).

Espagne. — Despotisme militaire d'Espartero. Il dissout les cortès (3 janv.). Prompte succession de deux cabinets qui ne peuvent s'entendre avec la seconde chambre. Nouvelle dissolution des cortès (26 mai). Révoltes sur plusieurs points. Il assiège et bombarde Séville, qui lui résiste (21-28 juill.). Il quitte l'Espagne sur un bâtiment anglais. Déjà un des premiers chefs de l'insurrection, le général Narvaez, a été fait lieutenant général des armées de la nation (24 juill.). Ministère Lopez. Les cortès sont invitées à déclarer la reine majeure par anticipation (oct.). Vote de la loi de majorité (8 nov.): Isabelle II n'a que treize ans; elle prête serment (10 nov.). — Ministère Olózaga. Dissentiment personnel d'Olózaga avec les généraux Serrano et Narvaez; il veut faire signer de force, à la reine, un décret de dissolution des cortès; résistance de la reine; destitution d'Olózaga, chute du cabinet. Discussion dans la seconde chambre au sujet de la conduite d'Olózaga; il fuit sur la route du Portugal (17 déc.). — Ministère Gonzales Bravo. Suspension des cortès (27 déc.). On est disposé à recevoir la mère de la reine.

États-Unis. — Projet de mise en accusation du président Tyler pour actes de corruption, malversations, crimes de haute trahison; rejeté au congrès seulement par 127 voix contre 83. — Conflit avec l'Angleterre au sujet du vaste et riche territoire de l'Orégon, qui touche à l'Océan Pacifique. Le bill pour l'incorporation est sanctionné par le sénat. — Le prophète Miller, qui a formé depuis dix ans la secte des millénaires, a encore des disciples même après le 23 avril 1843, où il avait fixé irrévocablement et sans remise la fin du monde. Il vit jusqu'en 1849.

France. — Désastreux tremblement de terre à la Guadeloupe (3 févr.). — Ouverture des chemins de Paris à Rouen (2 mai); et à Orléans, le 3. — Vote de la loi sur les sucres, qui intéresse l'industrie indigène et la production coloniale. Ajournement des lois sur le recrutement, le conseil d'état, les patentes, la réforme des prisons, la pension de retraite des magistrats et des fonctionnaires civils, le rachat des canaux, les ministres d'état, le chemin de fer du Nord. On écarte les propositions sur l'exclusion de la chambre des fonctionnaires publics et des députés intéressés dans les compagnies financières; la réforme des lois de septembre 1835, l'abolition du scrutin secret pour le vote à la chambre; l'instruction secondaire. — Mariage de la princesse Clémentine, fille du roi, avec le prince Auguste de Saxe-Cobourg (20 avril); du prince de Joinville avec une sœur de l'empereur du Brésil (7 mai). — La reine Victoria vient visiter la famille royale au château d'Eu (2 sept.). — Voyage du duc de Bordeaux en Angleterre (nov.): des légitimistes, même cinq députés, viennent le saluer à Belgrave-square; il n'est pas reçu par la reine. — Voyage du duc de Montpensier, cinquième fils du roi, dans le midi de la France; du duc de Nemours dans l'ouest. — Ardent débat entre l'Eglise et l'Université: déclaration comme d'abus contre l'évêque de Châlons (2 nov.). — *La Phalange*, revue périodique des fouriéristes, est remplacée par un journal quotidien, *la Démocratie pacifique*. — Incursions d'Abd-el-Kader jusqu'aux portes d'Alger. Sa smala, qui comprend sa famille, ses tentes et ses troupeaux, lui est enlevée par le duc d'Aumale (16 mai). Son lieutenant, Sidi-Euibarek, est tué (11 nov.). Développement de la colonisation civile et militaire. Ordonnance de navigation et de douanes pour faciliter l'écoulement des produits algériens et l'introduction en Algérie des produits français (16

déc.). Le gouverneur général Bugeaud est fait maréchal de France. — Dans l'Océanie, établissement du protectorat français sur les îles de la Société: résistance de la reine de Taïti, Pomaré, dominée par des missionnaires anglais; le contre-amiral Dupetit-Thouars occupe le pays, que le gouvernement ne gardera pas (5 nov.). — Acquisition de Mayotte, une des îles Comores, à l'ouest de Madagascar.

Grèce. — Révolution du 3 septembre, accomplie surtout par les chefs du parti russe, MM. Kallergi et Metaxa. Le roi promet une constitution; nouveau ministère; élections. L'assemblée nationale est ouverte (8 nov.): discours du roi. Vérification des pouvoirs; projet d'adresse en réponse au discours du roi. Elaboration d'une constitution.

Haïti. — Boyer, président depuis vingt-cinq ans, odieux comme maître à la race des noirs, est renversé par une insurrection. Démission, abdication (mars); il passe à Cuba, plus tard résidera en France. — La partie orientale avec Domingo reste à la population espagn. indépend.

Italie. — Tentative d'insurrection à Bologne (août). Le parti de la Jeune Italie tend à la révolution.

Persé. — Nouvelle religion prêchée par Mirza-Aly-Mohammed le Bâb, doctrine panthéiste qui aura beaucoup de partisans et de martyrs.

Russie. — BILLETS de crédit à cours forcé, remboursables pour une partie en numéraire.

Russie et Turquie. — En Valachie, élection d'un hospodar, M. Bibesco (janv.): bien accueillie par la Porte, et même d'abord par la Russie. Son administration sera ferme et nationale. — En Serbie, la Russie, hostile au prince Alexandre, demande une nouvelle élection par l'assemblée nationale (27 juin). Alexandre est réélu à l'unanimité. La Porte confirme (14 sept.).

Suisse. — Agitation entretenue par l'affaire des couvents d'Argovie, par une tentative révolutionnaire à Genève, par la propagation des doctrines des communistes, par les troubles du Tessin et du Valais.

1844.

Allemagne, Autriche et Prusse. — Exposition de l'industrie germanique à Berlin. En Prusse, association centrale pour le bien-être des classes ouvrières. Troubles graves dans la Silésie prussienne et autrichienne, dans la Bohême, au sujet d'une question de salaire et de la misère des ouvriers des manufactures (juin). Projet d'exposition de l'industrie autrichienne à Vienne pour 1845. — Le Zollverein, en dehors duquel restent Hambourg, Brême, Lubeck, et le Hanovre, est encore restreint par le traité de commerce et de navigation de ces quatre états avec la Grande-Bretagne. Compensation, par le traité de la Prusse avec la Belgique (1^{er} sept.), qui est préjudiciable au commerce de la Hollande, de l'Angleterre et de la France.

Amérique du sud. — Les volontaires français de Montevideo, qui prennent part à la guerre contre Rosas et Oribe, refusent de poser les armes quand la France, de concert avec l'Angleterre, offre sa médiation; ils se font dénaturer. Siège de Montevideo continué par Oribe. — Le congrès du Paraguay remplace le consulat, partagé entre Alonzo et Lopez, par la présidence décennale qui est donnée à Lopez (mai): c'était un docteur en droit comme Francia, d'une famille de fermier estancier.

Angleterre. — Embarras du ministère, entre la ligue d'abolition contre les lois sur les céréales, et une nouvelle association agricole qui veut les maintenir complètement. — Loi qui limite le droit d'initiative de la banque. — Bill sur les chemins de fer: il décide, à l'avantage de l'état et du public, le transport des trou-

pes, le service des postes, le règlement des tarifs; concessions accordées à la population pauvre. — Motion sur la durée du travail dans les ateliers. — Protestation des Communes en faveur des libertés de l'Irlande. — O'Connell est condamné par le jury de Dublin (févr.). — John Russel propose une enquête sur l'état de l'Irlande. — Début de l'association des équitables pionniers de Rochdale.

Espagne. — Essais d'organisation intérieure; marine, finances, vente des biens nationaux, exploitation des tabacs; dispositions plus favorables au clergé. — Révolte d'Alicante réprimée (mars). — Retour de la mère de la reine: elle retrouve au pouvoir ceux qui étaient tombés avec elle. — Projets de décret sur la garde nationale et sur la presse, mal accueillis. — Cabinet Narvaez (8 mai). Réformes financières. Les cortès, recomposées par des élections, sont ouvertes par la reine (10 oct.). Projet de réforme de la constitution. Exécution sanglante à l'occasion de la révolte du général Zurbano. La conversion des rentes est décidée; projets pour la constit. civile du clergé; pour l'abolition de l'esclavage. — Dissentiment avec le Maroc.

États-Unis. — Question de l'Orégon toujours pendante avec l'Angleterre. — Le dissentiment s'accroît avec le Mexique, parce que l'annexion du Texas à l'Union paraît inévitable. — Traité de commerce avec la Chine, avec les privilèges dont jouit la Grande-Bretagne. — Election présidentielle (déc.): le candidat démocratique, M. Polk, l'emporte sur celui des whigs conservateurs, M. Clay. Des treize états à esclaves, cinq seulement, Delaware, Maryland, Caroline du nord, Kentucky, Tennessee, soutiennent M. Clay. Candidat séparé des abolitionnistes. — Télégraphe élect. de Washington à Baltimore. — Jos. Smith, le chef des Mormons est tué (17 juin) à Nauvoo.

France. — Les députés légitimistes, qui en 1843 ont visité le duc

de Bordeaux en Angleterre, déclarés fétrés dans l'adresse en réponse au discours du roi, donnent leur dmission et se font réélire. — Étude d'un nouveau système pénitentiaire, pas de loi. — Discussion sur la liberté de l'enseignement, projet ministériel, rapport de M. Thiers. — Lois sur la chasse, les patentes, les brevets d'invention. — On ne résout pas les questions de la réforme postale, du domicile politique, de la réduction du timbre des journaux, des incompatibilités parlementaires. — Dès février, affaire Pritchard : ce missionnaire anglais avait excité les indigènes et la reine de Talti contre les Français ; ils l'arrêtent et le chassent quoique consul. Robert Peel demande pour lui une réparation (31 juill.). — L'empereur du Maroc Muley-Abder-Rhaman a envahi l'Algérie française (30 mai). Ses cavaliers sont châtiés (15 juin). Ouchda est prise à l'entrée du Maroc, le 19. Bombardement de Tanger par le prince de Joinville, avec une faible escadre (6 août). Brillante victoire du maréchal Bugeaud sur le petit fleuve de l'Isty, voisin de la frontière, le 14. Le 15, bombardement de Mogador, à l'ouest de la ville de Maroc, par le prince de Joinville. — La rupture avec Londres est conjurée par le vote de l'indemnité Pritchard. — Peu après, convention de Tanger (20 sept.) : le Maroc accorde à la France peu d'avantages réels ; la mise hors la loi d'Abd-el-Kader semble alors illusoire. — Visite solennelle du roi à la reine Victoria (12 sept.). — A l'est de la plaine d'Alger, résistance des Kabyles, voisins du fleuve laser, malgré une heureuse campagne du duc d'Aumale au printemps. Le maréchal vient décider la soumission de deux grandes tribus (27 oct.). — Lutte de l'Eglise et de l'Université, et, par contre-coup, de l'Eglise et de l'état. — Exposition brillante de l'industrie à Paris. État florissant du commerce et du crédit public. Cependant les spéculations aventureuses, le jeu de l'agiotage au sujet des chemins de

fer, les excès d'une concurrence limitée qui tue les petites industries au profit des grands capitalistes, font craindre une crise. — Discussion passionnée de la question de l'émancipation des noirs dans nos colonies : le gouvernement cherche un régime de transition. — Première crèche, à Chaillot (nov.). — Traité de commerce avec la Chine, conclu par l'ambassadeur de Lagrené (24 oct.). — *Introduction à l'histoire du Bouddhisme indien*, par E. Burnouf. — Mort de Geoffroy-Saint-Hilaire, célèbre zoologue et anatomiste (19 juin).

Grèce. — Discussion, vote par l'assemblée nationale, promulgation de la constitution (mars) : la foi grecque est une condition de l'hérédité de la couronne ; deux chambres ; la pairie est conférée par le roi et à vie. — Ministère Mavrocordato (30 mars). Elections parlementaires entachées de corruption ; désordres et révoltes. — Cabinet composé par MM. Coletti et Metaxas, qui représentent, l'un l'influence française, l'autre l'influence russe (15 août). Le roi ouvre la session (19 sept.).

Haïti. — Guerrier est président des noirs pendant onze mois.

Italie. — La Romagne demande vainement au saint-siège des codes, une administration régulière. — *Les Espér. de l'Italie*, par le Cte Balbo.

Mexique. — Mouvement dirigé par le général Paredès. Protestation des députés, à Mexico, contre Santa-Anna (1^{er} déc.). En son absence, un de ses lieutenants dissout le congrès. Les députés se mettent en communication avec le peuple : le palais est attaqué ; nouveau gouvernement le 7, le général Herrera est président par intérim. Le peuple se déclare partout contre Santa-Anna, ses troupes l'abandonnent : déclaré traître à la patrie, mis hors la loi, fait prisonnier, il implore le congrès pour qu'on lui laisse la vie.

Portugal. — Prise d'armes du

parti libéral à Torres-Novas, à Almeida (28 avril). Capitulation. — Concordat avec le saint-siège, favorable à la cour de Rome.

Russie. — En Pologne, projet d'instruction élémentaire; nouvelle circonscription administrative; huit gouvernements de l'ancien royaume sont réduits à cinq : Radom, Lublin, Varsovie, Plozk, Augustowo, chef-lieu Suwalki (5 août); suppression de la société de tempérance, utile cependant aux classes pauvres.

Suède. — Mort du roi Bernadotte (27 janv.). Son fils, Oscar I^{er}, lui succède. Le parti libéral présente à la diète un projet de réforme de la constitution; il est rejeté. Lois sur l'administration civile et politique.

Suisse. — L'affaire des couvents d'Argovie, qui reste sans solution, a provoqué le manifeste des sept cantons catholiques, qui jettent les fondements d'une alliance séparée ou sonderbund : Lucerne, Uri, Schwitz, Unterwalden, Zug, Fribourg, Valais. — Troubles du Valais. Les libéraux du bas Valais, qui ont formé l'association de la Jeune Suisse, sont vaincus par les hauts Valaisiens, auxquels est favorable le vorort ou gouvernement directorial de Lucerne : inter-diction du protestantisme (mal). — Division sur les questions de l'Argovie et du Valais, entre la diète et le vorort. — Le canton de Lucerne, sur la demande de l'évêque diocésain, a appelé les jésuites pour leur confier l'éducation; cause de troubles. Agitation dans les cantons radicaux. — *Cours éducatif de langue maternelle* écrit en français et publié à Paris, du P. Girard, célèbre instituteur de l'ordre des cordeliers du canton de Fribourg.

Turquie. — En Albanie, révolte à l'occasion du recrutement ordonné par le sultan; les Albanais massacrent les chrétiens : affreux brigandages réprimés par Reschid-Pacha. — Tendance des gouvernements de

Moldavie et de Valachie à émanciper les serfs et à éloigner les juifs.

1848.

Allemagne et Prusse. — Mouvement religieux : nouvelle Église catholique, formée dans la Prusse rhénane par le prêtre silés. J. Ronge; Église catholique apostolique, prêchée dans la Pologne prussienne, par Czerky. Le concile de Leipsick met à nu leurs dissensions. La Société des amis des lumières professe des principes de communisme et de fraternité, redoutables pour les gouvernements. — Troubles de Leipsick, où la religion sert de prétexte (12 août). Le roi de Saxe se déclare contre les novateurs (14 sept.). Le roi de Wurtemberg ne peut les empêcher de tenir un nouveau concile à Stuttgart. — En Prusse, mesures de répression contre les dissidents catholiques. Adresse des magistrats municipaux de Berlin contre les dissidents protestants, les piétistes, qui datent de 1679, et auxquels le roi est favorable. — Tendances libérales des états de Silésie, Posen, Prusse proprement dite. Le roi ne veut accorder ni la liberté de la presse, ni la publicité des débats, ni un code pénal ayant pour base la législation française.

Amérique du sud. — Dans l'Équateur, le général Florès est contraint d'abdiquer la présidence (18 juin); il est exilé pour deux ans. — Au Paraguay, un décret ouvre enfin ce pays aux Européens (20 mai).

Angleterre. — Robert Peel fait passer un bill pour la dotation du séminaire catholique romain de Maynooth en Irlande (3 avril). — Lois répressives autant contre les manifestations des orangistes protestants en Irlande que contre celles des repealers. — Dissidence dans le parti d'O'Connell : des prélats catholiques ne veulent pas de lutte et espèrent des concessions du gouvernement. Le saint-siège blâme les membres de l'Église qui prennent part à l'agita-

tion. — Robert Peel veut modifier les lois sur les céréales, opposition des ministres; démission du cabinet (10 déc.). Vains efforts de lord John Russel pour constituer un ministère whig; Robert Peel rentre au pouvoir. — Dans les Indes orientales, les possessions danoises sont achetées (2 févr.). Les Anglais profiteront des révolutions accomplies dans le Pundjab, bassin supérieur de l'Indus: le seul chef qui pouvait contenir les Seikhs est mort le 21 décembre 1844. — Consommation du charbon de terre à Londres: 2695 navires employés au transport de 11 987 cargaisons contenant 3 403 320 t. — Départ de J. Franklin pour les mers pol. du N.

Autriche. — Prospérité des finances: recettes ordinaires, 160 566 000 florins; dépenses, 152 755 000.

Belgique. — Crise des subsistances par la maladie des pommes de terre. Loi sur l'enseignement primaire. Enquête sur le travail des enfants. Caisse de secours ou de retraite en faveur des ouvriers. Convention commerciale avec la France (13 déc.).

Espagne. — Vigueur du ministère Narvaez. Il châtie cruellement ceux qui se sont associés à l'insurrection du général Zurbano: pris dans les montagnes, Zurbano est fusillé (janv.). Les délits de presse seront jugés par un tribunal spécial. Constitution du 23 mai, plus monarchique que celle de 1837. — Don Carlos à Bourges abdique en faveur de son fils aîné, le comte de Montémolin (4 juin). Manifeste du nouveau prétendant. Menées carlistes dans les provinces basques. — Concordat avec le saint-siège (7 juin): la reine, qui a fait suspendre la vente des biens de l'Eglise, est reconnue par le pape; projet de dotation du culte et du clergé. — La quinta, réquisition qui prend pour l'armée un homme sur cinq, cause des troubles dans le cercle de Barcelone. — Loi pénale contre la traite des nègres. Répression du vagabondage.

États-Unis. — Les représentants adoptent un bill pour l'annexion du Texas (27 janv.). — La Floride, admise comme état, commence à avoir des députés au congrès (3 mars). — Le nouveau président, Polk, se prononce pour l'occupation de l'Oregon. — Le sénat de l'Union, 27 voix contre 25, consent à l'incorporation du Texas (1^{er} mai). Au Texas, le sénat et le congrès votent l'annexion (18, 19 juin et 4 juill.). Déclaration de guerre par le Mexique. Le consul américain, à Mexico, amène une solution pacifique; l'annexion est admise. — Importance croissante de la secte socialiste des mormons, après la mort de Joseph Smith: au nom de la Bible, ils réclament la communauté des biens et annoncent le paradis sur la terre; fanatiques et braves, ils ont parcouru toutes les régions de l'ouest, souvent alliés avec les sauvages pour ruiner la démocratie américaine; ils émigrent de Nauvoo et de l'Illinois, vers les Mont. Roch. avec leur nouv. chef Brigham Young.

France. — Lutte ardente de l'opposition parlementaire pendant deux mois. — Satisfaction donnée à l'opinion publique dans la question de la répression de la traite, sans avoir recours au droit de visite: nouveau traité avec l'Angleterre (29 mai). — Le pape fait rappeler les jésuites de France. — Les chambres admettent le principe de l'émancipation des esclaves. Loi sur les caisses d'épargne, trésor collectif des petites fortunes, gardé par l'état. Loi sur le conseil d'état. Le vote public, à la chambre, est substitué au vote secret. Lois sur les chemins de fer, du Nord. de Paris à Strasbourg, de Paris à Lyon, de Lyon à Avignon, de Tours à Nantes. — En Algérie, insurrection générale des Kabyles, excités par Abdel-Kader. Courses menaçantes d'un autre chef, Bou-Maza. Aux grottes du Dahra 530 Arabes périssent par le feu (20 juin). — Ratification d'un traité avec le Maroc (6 août). — Massacre des 450 compagnons du colo-

nel Montagnac dans une embuscade, à Sidi-Brahim, près de Djemmâ-Ghazaouat, au nord-ouest de la province d'Oran (22 sept.). Défaite des Kabyles par les généraux Lamoricière et E. Cavaignac. Abd-el-Kader tente un mouvement vers l'est; à Alger on mobilise trois bataillons de la milice urbaine. L'émir retourne vers les montagnes du sud. — Rupture avec le Mexique, pour une insulte faite au représentant de la France (mai). — Dans la Plata, impuissance de la médiation, tentée en commun avec l'Angleterre, pour le maintien absolu de l'indépendance de l'Uruguay, pour la protection de nos résidents et de notre commerce. Brillant combat des escadres combinées contre Rosas à la pointe d'Obligado, au delà de Buenos-Aires, déjà bloquée (20 nov.). — D'après les conventions du 7 novembre 1844, traité de commerce avec l'iman de Mascate, qui réside à Zanzibar dans l'île de Zanguebar. — Expédition entreprise en commun avec l'Angleterre contre les indigènes de Madagascar d'où notre colonie de Bourbon tire ses vivres; malheureuse attaque contre Tamatave (15 juin). — En Chine, l'empereur qui vient d'accorder à tous ses sujets la libre pratique de la religion chrétienne, permet aux Français et aux autres étrangers d'élever des églises dans les cinq ports ouverts au commerce par le traité avec l'Angleterre. — Importance agricole donnée au sésame.

Grèce. — Soulèvement en Achale, Messénie, Acarnanie. — L'association secrète des frères adoptifs prépare des conspirations dans la garnison de Nauplie, dans le corps de la marine à Hydra.

Haïti. — Mort de Guerrier, le président du Cap. Pierrot, de la race noire, proclamé président par l'armée, s'établit au Cap. Il attaque la région espagnole du sud-est, et est vaincu sur terre et sur mer. — Mesures arbitraires prises contre les étrangers (oct.).

Italie. — Essai de réforme douanière, abaissement des tarifs dans les états romains. Insurrection de Rimini (23 sept.).

Mexique. — Élection du général Herrera à la présidence (15 août).

Russie. — Révision de la législation de la Pologne, mal accueillie des habitants. — Courte visite faite par le czar au pape, pendant qu'il persécute les catholiques en Pologne (déc.).

Suisse. — Dans le canton de Vaud, mouvement radical à Lausanne. — Les corps francs, organisés par le parti démocratique pour lutter contre les cantons catholiques, sortent du territoire d'Argovie, se jettent sur celui de Lucerne (30 mars). Ils sont défaits. — Notes des puissances étrangères au sujet des corps francs. — Ouverture de la diète ordinaire à Zurich qui est canton directorial (7 juill.) : on discute, sans rien résoudre, sur l'introduction des Jésuites dans le canton de Lucerne, sur les couvents d'Argovie, sur la révision du pacte fédéral. — Assassinat de M. Leu d'Ebersol, chef du parti catholique à Lucerne (19 juill.). — Ramifications en Suisse de la Jeune Allemagne, association révolutionnaire.

Turquie. — Insurrections dans l'Albanie (juill.). Dans le Liban, les Druses commettent d'atroces cruautés contre les chrétiens maronites; désarmement des rebelles demandé par les représentants des états chrétiens. — Décrets pour l'organisation de l'instruction publique.

1846.

Allemagne et Prusse. — L'opposition lutte pour obtenir la liberté de conscience; synode à Berlin (5 janv.). Tous les ans la diète provinciale de la Prusse rhénane réclame des libertés politiques et une constitution. — Dans le Wurtemberg, les assemblées des sectaires néo-catholiques sont placées sous la surveillance de la police. — Le gouverne-

ment de Bade permet aux dissidents de célébrer un culte privé, sous le titre d'association des partisans de la confession de Leipsick. — Le gouvernement de Saxe-Weimar reconnaît provisoirement la communauté des catholiques allemands. — Rupture des négociations du Hanovre avec le Zollverein (6 mai).

Allemagne et Danemark. —

Le roi de Danemark veut unir plus étroitement à son royaume les duchés allemands du Holstein, du Slesvig et de Saxe-Lauenbourg : lettre patente du 8 juillet. Les états du Holstein protestent, le 24 ; ils sont dissous, ainsi que ceux du Slesvig. A Francfort, protestation en faveur de la nationalité allemande des duchés, et de l'intégrité du territoire germanique.

Angleterre. — Le ministère tory reconstitué par Robert Peel, le 2 janvier, propose aux chambres, le 22, l'abolition complète des *corn-laws*, ou lois sur les céréales, et de toutes les prohibitions qui entravaient les importations étrangères pour les denrées alimentaires de première nécessité et pour les matières premières de l'industrie : c'est le triomphe du libre échange. L'ensemble de la loi pour la réforme des tarifs est adopté par les communes, et bientôt même par les lords (25 juin). Mais les communes rejetant un bill de coercition pour l'Irlande, où la misère multiplie les assassinats et les incendies, le ministère se retire, le 29. — Le cabinet whig, formé par lord John Russell, continue la réforme commerciale de Robert Peel et conserve la taxe du revenu, *income-tax*, établie en 1842 par Robert Peel. — Les désordres croissent en Irlande. Scission dans le parti du rappel ; parti de la Jeune Irlande, sous M. Smith O'Brien. — Dans les Indes orientales, prétextant une attaque de l'armée sikhe, sur la frontière anglaise, en décembre 1845, le gouverneur général de l'Inde, sir Henri Hardinge, marche sur le

royaume de Lahore, bat les Sikhes à Sohraon près du Sutledje (10 févr.) ; arrive sous Lahore, et par un traité, le 22, obtient une contribution d'un million et demi de livres sterling avec le territoire fertile, situé entre le Sutledje et le Beyah (ancien Hydraote) qui contient un million d'hommes ; le prince ou maharajat de Lahore est placé sous la surveillance d'un résident anglais ; son ministre Gholab-Singh, un des négociateurs du traité, reçoit la souveraineté d'une partie du pays des montagnes, et devient son égal. — Mort du peintre Haydon (juin).

Autriche, Prusse et Russie.

— Insurrection polonaise. L'agitation commence dans la Posnanie prussienne (14 févr.) ; elle est aussitôt étouffée. Dans la Gallicie autrichienne, tentative à Tarnow le 17 ; mais les paysans, que rien n'attache à la cause des nobles polonais, se tournent bientôt contre eux, à l'instigation des fonctionnaires autrichiens. Inaction de la Lithuanie et de la Pologne russe. — A Cracovie, gouvernement provisoire (22 févr.) ; il est renversé par les Autrichiens qu'aident la Prusse et la Russie (3 mars). — Dans la Gallicie, pendant plusieurs mois, affreuse jacquerie des paysans contre les nobles polonais. L'Autriche accorde aux paysans l'abolition des corvées (13 avril). — Incorporation de la république de Cracovie à l'empire d'Autriche avec l'assentiment de la Prusse et de la Russie (11 nov.). Protestation de l'Angleterre et de la France.

Belgique. — Triomphe du parti catholique pur ; cabinet formé par M. de Theux. — Traité de commerce avec la Hollande (29 juill.).

Danemark. — Le gouvernement donne aux paysans de la couronne les moyens de passer de l'état de fermiers à celui de propriétaires (juill.).

Espagne. — Le projet de mariage de la reine occupe toute l'Europe ; surtout l'Angleterre et la France. — Ministère Isturitz. — Insurrection en Galice. — La reine annonce que les cortès seront con-

voquées à l'occasion de son mariage avec l'infant don François, duc de Cadix, son cousin (29 août); sa sœur doña Louisa doit épouser le duc de Montpensier, cinquième fils du roi des Français : déplaisir de l'Angleterre. Les cortès, ouvertes le 14 septembre, approuvent. Attitude hostile de l'ambassadeur anglais. Célébration des deux mariages (10 oct.).

États-Unis. — Vote conciliant du sénat sur la question de l'Orégon (15 avr.). Les Anglais auront le nord jusqu'au 40° lat. — L'annexion du Texas, pays à esclaves, est consommée (15 fév.). Les territoires d'Iowa et de Wisconsin sont admis comme États (4 et 6 août). Les Mormons vont, au delà des montagnes rocheuses, occuper le pays d'Utah. — Nouv. tarif de douanes. — Pratique de l'éthérisation pour faciliter les opérations chirurgicales, inventée par Horace Wels et Jackson, exploitée avec brevet par Morton. — Machine à coudre d'Élias Howe junior.

États-Unis et Mexique. — Guerre, après l'annexion du Texas (févr.). Près de Matamoras, vers l'embouchure de Rio-Grande-del-Norte (9 mai), le général Taylor avec 2500 hommes, bat 6000 Mexicains. Le président Polk déclare la guerre engagée (11 mai). Vaines négociations pour la paix. Occupation par les Américains (juill.) de Monterey, port principal de la Nouvelle-Californie, qui est annexée à l'Union. — Au Mexique, révolution faite par les fédéralistes : retour de Santa-Anna; les départements reprennent le rang d'états confédérés (22 août). — Conquête par les Américains (22 août) de Santa-Fé, capitale du Nouveau-Mexique, qui est aussi annexée. Taylor marche avec sept mille hommes sur Monterey, capitale de la province du Nouveau-Léon.

France. — Vive opposition à la chambre des députés pendant la session du 27 déc. au 3 juillet. Débats sur l'instruction secondaire, sur le trop grand nombre de fonctionnaires admis à la chambre. — On réduit

l'impôt du sel, le droit d'octroi sur les bestiaux, la taxe des lettres. — Crédit extraord. de 93 millions, et crédit supplémentaire annuel de 13 millions pour la marine militaire. Crédits pour les chemins de fer, les canaux, etc. — Projet de loi sur les livrets des ouvriers, adopté par les pairs. — Deux attentats contre la vie du roi (16 avril, 29 juill.). — Évasion du prince Louis-Napoléon du fort de Ham (25 mai). — Mariage du duc de Bordeaux avec la sœur aînée du duc de Modène, François V. — Les élections générales fortifient le parti conservateur : session provisoire (17 août). — Inauguration des chemins de fer de Tours (25 mars) et du Nord (14 juin). — Crise des finances et des subsistances. Mauvaise récolte de l'année précédente; maladie des pommes de terre. Situation critique de la banque. Diminution du revenu public. Troubles dans les grands centres de population ouvrière, aux bassins houillers de la Loire (mars) et de Valenciennes, dans le faubourg Saint-Antoine à Paris (oct.). Inondation de la vallée de la Loire (18 oct.). — En Algérie, Abd-el-Kader sort des déserts, fond sur le territoire de Titteri et se montre chez les Kabyles du cercle de Dellys. La déira de l'émir qui contient ses réserves en argent, en provisions et ses prisonniers, est poursuivie sur le territoire marocain par le général E. Cavagnac; les tribus marocaines restent neutres. L'émir fait décapiter trois cents des prisonniers de Sidi-Brahim, dont il n'espère pas une forte rançon (mai). Ordonnance du roi relative à la propriété des colons (21 juill.). — Traité de commerce et de navigation avec le Chili (15 sept.). — Résultat des voyages des frères Antoine et Arnaud d'Abbadie, depuis 1843. Ils reconnaissent au sud de l'Abyssinie, à la frontière méridionale de l'Inaria, au milieu des tribus gallas, la source principale du fleuve Blanc ou vrai Nil, vers le 4° degré de latitude (19 janv.). — M. Leverrier, en cherchant les raisons des perturbations de la

planète Uranus, découvre par le calcul l'existence et la position d'une nouvelle planète soupçonnée déjà par Lalande (1^{er} juin et 31 août). La planète annoncée, le *Neptune*, est vue à Berlin par l'astronome Galle (23 sept.). — La découverte du fulmi-coton ou coton-poudre d'un chimiste de Bâle, M. Schœnbein, est produite à l'Académie des sciences de Paris (5 oct.). — Population : 35 400 486 âmes.

Grèce. — Embarras financiers.

Haiti. — Le général Pierrot est renversé (mars); le général Riché devient président des noirs. Nouveau pacte constitutionnel.

Hollande. — Révision de la loi fondamentale par les états généraux avec l'agrément du roi.

Italie. — A Modène avènement de François V (21 janv.), qui devient beau-frère du duc de Bordeaux. — En Sardaigne et en Toscane, réforme de l'instruction publique. — Mort de Grégoire XVI (1^{er} juin.). Il s'était opposé à toute réforme. Élection de Pie IX, né à Sinigaglia, âgé de cinquante-quatre ans (16 juin). Décret d'amnistie politique (16 juill.) : enthousiasme populaire. Choix libéral du secrétaire d'état, le cardinal Gizzi. La réforme de l'administration, de la justice civile et criminelle est préparée. — Manifestation contre l'Autriche le jour anniversaire de la défaite des Autrichiens à Gènes en 1746 (5 déc.). — Entraîné par l'exemple, le roi de Naples abolit les commiss. militaires créées depuis vingt ans pour juger les délits politiques.

Portugal. — Les septembristes se révoltent encore dans la province du Minho. Chute du ministère Cabral à l'occasion d'un projet de réforme des impôts. — Les chartistes font nommer un ministre Saldanha (6 oct.). — Junte à Colmbre; elle déclare la reine déchuë et proclame une régence. Mais Bonfim, un de ses chefs, est défait et pris (23 déc.).

Russie. — Traité de commerce avec la Porte (30 avril) : la Russie

n'obtient que des avantages égaux à ceux dont jouissent la France et l'Angleterre. — Inauguration d'un nouveau code pénal (13 mai) : la peine du knout est abolie. — Ukase en faveur des paysans-fermiers en Pologne. — Choléra à Saint-Petersbourg (26 nov.) : il dure trois ans.

Suisse. — Extension du parti radical, à Berne, où la constitution cantonale est révisée, et à Zurich, canton directorial. — Les sept cantons catholiques, Lucerne, Uri, Schwitz, Unterwalden, Zug, Fribourg, Valais, forment un sonderbund, ou alliance séparée. — A Genève, révolution au profit des radicaux (6 oct.). — A Berne, désordres causés par le parti des corps francs; leur ancien chef, M. Ochsenbein, paraît déjà trop modéré.

Turquie. — Inauguration d'une école polytechnique par le sultan et Reschid-Pacha (15 oct.).

1847.

Allemagne et Prusse. — Lettres patentes du roi de Prusse pour la convocation d'une diète générale des états (3 févr.). Les princes, comtes et seigneurs y auront 80 voix, l'ordre équestre 231, les villes 182, les communes rurales 124. En dehors des états siégera la curie des seigneurs. Ouverture des états (mai). L'assemblée réclame le droit de recevoir le compte annuel de l'administration de la dette publique, de garantir tous les emprunts; de délibérer sur toutes les lois générales y compris les impôts; de n'être suppléée dans l'accomplissement de ses fonctions par aucune autre assemblée, même sortie de son sein. Clôture de la session (24 juin). Recès royal en réponse aux vœux de l'assemblée (24 juill.). — Condamnations sévères contre les insurgés polonais de 1846 (déc.). — Le nouvel électeur de Hesse-Cassel (29 nov.), Frédéric-Guillaume, régent depuis 1831, refuse de prêter serment à la constitution.

Angleterre. — Cherté des cé-

réales comme dans toute l'Europe; disette de coton en Amérique; rareté des capitaux. Cependant les réformes continuent en matière d'enseignement; au sujet des catholiques et des juifs; pour le système pénal; pour l'armée. Adoucissement apporté aux maux de l'Irlande. — Mort d'O'Connell (16 mai). — Elections générales; minorité des protectionnistes. — Progrès de l'influence anglaise dans l'Afghanistan et le royaume de Lahore. — En Chine, les Anglais, à cause de la mauvaise foi du gouvernement impérial, menacent Canton (1^{er} avril) et obtiennent de nouveaux avantages de commerce.

Autriche. — État des finances: recettes, 167 738 000 florins: dépenses, 168 798 000.

Autriche et Italie. — Pie IX reçoit le premier ambassadeur adressé par la Porte à Rome (20 févr.). Institutions de charité, création de salles d'asile, d'écoles primaires; organisation nouvelle des tribunaux, de l'administration civile et de l'enseignement, avec le concours des prélats les plus capables et de quelques laïques. Soins donnés aux chemins de fer, à l'armée, à l'agriculture. Édît favorable à la presse (15 mars). Institution d'une assemblée de notables, choisis par le prince, mais ayant voix consultative (19 avril). Garde civique. Conseil d'état (12 mai). Institutions municipales données à Rome. Publication pour la première fois du budget pontifical. Organisation du conseil des ministres (29 déc.). Dans toute la péninsule, cris de reconnaissance, d'amour et de dévouement. — En Toscane, décret assez libéral de Léopold II sur la presse (6 mai). Un code est préparé. Organisation de la garde nationale. — Le roi de Sardaigne, Charles-Albert, réforme la procédure criminelle et les institutions communales. — L'empereur d'Autriche fait occuper Ferrare malgré les énergiques protestations du cardinal-légit

(16 août). Manifestation à Turin contre l'Autriche et contre les jésuites (30 sept.). — Symptômes d'agitation dans les autres états de l'Autriche, en Styrie, en Carinthie. L'empereur retire aux états de Bohême le droit de voter les impôts (14 oct.) En Hongrie, force croissante d'un parti constitutionnel. — Abdication du duc de Lucques, en faveur du grand-duc de Toscane (5 oct.). Il devient, par la mort de Marie-Louise, duc de Parme et de Plaisance (déc.).

Belgique. — Elections favorables au parti libéral. Nouveau cabinet dans ce sens (12 août): MM. Ch. Rogier, Frère-Orban, etc.

Espagne. — Intrigues domestiques. Deux ministères en peu de temps. Nouveau cabinet du général Narvaez (4 oct.).

États-Unis et Mexique. — Bataille acharnée entre Taylor et Santa-Anna près de Saltillo, à l'ouest de Monterey (22 févr.). Le général Scott prend la Vera-Cruz, après sept jours de siège (29 mars). Santa-Anna est vaincu par lui près de Jalapa, au nord-ouest (18 avril). Les Américains occupent Puebla; deux combats acharnés aux approches de Mexico (août). Santa-Anna fait transférer le congrès, le siège du gouvernement à Queretaro et est investi de la dictature. Mexico est prise (15 sept.).

France. — Crise des subsistances. Rareté du numéraire. Émeute dans l'Indre, à Buzançais (13 janv.). La banque émet des billets de deux cents francs. Les blés de la Russie nous viennent en aide. — Force apparente du ministère qui a dans la chambre la majorité la plus considérable que l'on ait vue depuis dix-sept ans. Toute proposition de réforme est rejetée: 98 voix de majorité (mars) contre le projet Duvergier de Hauranne qui demandait l'abaissement du cens, l'élévation du nombre minimum des électeurs, l'admission des capacités, l'accroissement du nombre des députés. — Remaniement ministériel, 14 mars et 8 mai: M. Hébert est à la

Justice.—Des procès de malversations et de corruption portent une atteinte morale à l'administration, surtout celui qui est jugé par la cour des pairs (17 juill.) : un général et un ancien ministre sont condamnés. — Propagande réformiste par des banquets ; à Paris au Château-Rouge (9 juill.) ; à Mâcon le 18 ; à Lille le 7 nov. Le discours de M. Ledru-Rollin, à Lille, marque des tendances radicales dont sont bien éloignés les chefs de l'opposition dynastique qui demandent la réforme. — Retraite du maréchal Soult ; il reçoit le titre de maréchal général. M. Guizot devient président du cabinet qu'il dirige réellement depuis sept ans (19 sept.). — Mort de la princesse Adélaïde, sœur du roi (déc.). — En Algérie, le schérif Bou-Maza se rend (12 avril) ; Abd-el-Kader est dans le Maroc. Expédition du maréchal gouverneur Bugeaud contre la grande Kabylie (6 mai). Il quitte l'Algérie pacifiée. Le duc d'Aumale est nommé gouverneur général (20 août). Abd-el-Kader, qui intrigue contre l'empereur du Maroc, Muley-Abd-er-Rhaman, est cerné et se rend au général Lamoricière (23 nov.). Comptoir de la banque de France à Alger (16 déc.). Régime municipal établi par ordonnance (28 sept.). — En Cochinchine, le commandant Lapière, avec une frégate et une corvette, venge les persécutions exercées contre des missionnaires (15 avril). — Traité de commerce avec la Perse (24 juill.). — Nouveaux désastres, en commun avec les Anglais, dans l'expédition contre les Howas de Madagascar. — Comptes généraux de l'année 1847, réglés en janvier 1850 : ressources, 1 383 750 685 francs ; dépenses, 1 605 302 685 francs. — Ouverture du chemin de fer d'Amiens à Boulogne (13 mars) ; de Rouen au Havre, le 20 ; du chemin de fer atmosphérique de Saint-Germain (24 avril) ; du chemin d'Orléans à Vierzon et à Bourges (27 juill.) ; de Creil à Compiègne (21 oct.). — Les Girondins de M. de Lamartine.

Grèce. — Mort du président du conseil, M. Coletti, représentant de l'influence française (6 sept.).

Haïti. — Mort du président Riché, après un règne orageux. Présidence du noir Soulouque, âgé de quarante-huit ans, brave, mais très-cruel et de talent médiocre (1^{er} mars).

Portugal. — Impuissance du gouvernement contre les septembristes. Intervention armée de l'Angleterre ; son escadre prend, près d'Oporto, celle de la junte (31 mai). Vengeances sanglinales et déloyales exercées par le gouvernement ; protestation des trois puissances alliées, France, Espagne et Angleterre (5 juill.).

Russie. — La disette et la crise commerciale de l'Europe l'enrichissent. Ses grains s'écoulent par Odessa dans toutes les parties du monde. Prêt à la banque de France ; achat de rentes anglaises et hollandaises ; énormes produits des mines d'or, surtout dans les monts Oural.

Suisse. — La diète fédérale, qui se tient à Berne, canton radical, vote la dissolution du sonderbund et l'expulsion des jésuites (20 juill.). L'arrêté du 20 juillet sera exécuté par les armes (4 nov.). Cinquante mille hommes sont mis sous le commandement du général Dufour, de Genève. Campagne de dix-neuf jours, du 10 au 29 nov. : les sept cantons, d'abord Fribourg, puis Lucerne, etc., quelques favoris sous main par l'Autriche et par la France, ne peuvent tenir ; anéantissement du sonderbund.

Turquie. — En Valachie, l'assemblée et le prince Bibesco sont d'accord pour affranchir quatorze mille familles, plus de soixante mille Bohémiens esclaves. — Union douanière avec la Moldavie ; les douanes des deux pays sont affermées pour six ans (nov.). — Nouvelles écoles.

1848.

Allemagne, Autriche, Italie et Prusse. — Troubles à Pavie, à

Padoue (8 févr.), à Bergame le 15; loi martiale proclamée à Milan le 22. — Après la révolution de février en France, le roi de Prusse, par M. de Radowitz, propose à l'Autriche la réforme du pouvoir central. La diète germanique invite les gouvernements à envoyer à Francfort des hommes de confiance pour reviser la constitution fédérale (10 mars). — Une réunion de quelques libéraux à Manheim prépare la formation d'une représentation nationale (27 févr.). Nouvelle assemblée de cinquante et un membres à Heidelberg (5 mars); comité des sept : tous les membres des diètes et des chambres législatives allemandes sont invités à se réunir le 30 à Francfort pour discuter ce projet (12 mars). — Abolition de la censure dans le Wurtemberg, dans Bade (1^{er} mars). En Bavière, la seconde chambre doit être remplacée par une autre, élue sur des bases plus larges, le 3. — Concessions faites par tous les gouvernements de second ordre. Dispositions moins conciliantes du Hanovre, le 7. Une commission populaire force l'électeur de Hesse à céder aussi, le 9 et le 11. Concessions du roi de Prusse, le 5 : la diète réunie jouira du droit de périodicité. La table des états de la diète hongroise, sur la proposition de L. Kossuth, demande à Vienne un ministère responsable, purement hongrois et une réforme constitutionnelle, le 3. Assemblée des étudiants à Vienne et pétition pour l'abolition de la censure, le 11. Réunion de bourgeois à Prague pour obtenir l'égalité des nationalités et les libertés de la Bohême, le 12.

Révolution à Vienne : chute de M. de Metternich (13 mars). — Manifeste des gouvernements de Prusse et d'Autriche pour l'institution, auprès de la diète, d'une chambre d'états, dont les membres seront nommés par les députés mêmes dans tous les pays constitutionnels, le 15. — Décrets de réforme donnés par le roi de Saxe, le 16. Le roi de Prusse abolit la censure le 17. — Révolu-

tion à Berlin, le 18. — La diète hongroise abolit toutes les corvées et redevances des paysans, sans rachat qui indemnise les nobles, le 18. Insurrection à Milan, le 18. Un gouvernement provisoire se forme à Venise; les Autrichiens évacuent la ville, le 22. Nomination d'un ministère hongrois sous la présidence du comte Louis de Batthyany, le 23. — En Bavière, le roi Louis a abdiqué en faveur de son fils Maximilien II, le 20. Nouvelles concessions du roi de Hanovre, le 20 et le 22. Ouverture des états de Bavière, le 22. — Une insurrection à Parme et à Plaisance force le duc à quitter le pays, le 20. Le roi de Sardaigne fait appel aux Lombards et aux Vénitiens pour la guerre d'indépendance contre l'Autriche, le 23. — Le roi de Prusse promet la réorganisation nationale du grand-duché de Posen, le 24, et s'offre à soutenir les duchés de Slesvig et de Holstein, révoltés contre leur souverain, le 24. — Nouvelles concessions de l'Autriche à la Hongrie (31 mars). — La diète germanique, qui s'est adjoind des hommes de confiance, décide que les gouvernements feront procéder à l'élection de représentants nationaux, 1 sur 70 000 âmes.

Une assemblée préparatoire (*Vor-Parlament*) de cinq cents membres se réunit à Francfort dans la salle de couronnement des empereurs (31 mars). Le comité des sept demande un chef fédéral avec des ministres responsables; un sénat, composé des représentants de tous les états; une chambre du peuple, à l'élection de laquelle concourraient tous les citoyens allemands, et qui aurait un député sur 50 000 âmes; le Slesvig et la Prusse orientale seront représentés; l'Allemagne s'intéressera au rétablissement de la Pologne. Un comité de cinquante membres doit travailler, avec l'ancienne diète germanique, à préparer une nouvelle constitution fédérale et la convocation d'une assemblée constituante (1^{er} avril). — Le comité des cinquante

condamne le mouvement républicain et armé de Hecker et Struve à Donauschingen, le 12. — L'ouverture de l'assemblée constituante est fixée au 18 mai, le 22. — Ouverture de la seconde diète de Berlin (2 avril) : on y préparera la formation de l'assemblée où les représentants du peuple doivent discuter la nouv. constit. représentat. de la Prusse. Le roi abolit les peines corporelles dans l'armée. Il faut admettre dans le territ. de la conféd. plusieurs distr. du grand-duché de Posen, le 22 avril. Prise d'armes dans cette province; capture d'un des chefs Microlawski (11 mai). — Dans le grand-duché de Bade, guerre contre les bandes républicaines de Hecker et de Struve (20 avril). Mise en état de siège de Mannheim le 29, jusqu'au 11 mai. — Acte de constitution des états autrichiens, octroyé par l'empereur, d'après le modèle de la constitution belge (25 avril). Révolte à Cracovie; bombardement, capitulation le 26 et le 27. Les comtes de Thun et Deym proposent la réunion d'un congrès slave à Prague (1^{er} mai). La concession faite à la Hongrie d'un ministère des finances et d'un ministère de la guerre, séparés et indépendants de l'administration centrale, n'est utile qu'à la classe noble des magyars : les Valaques de Transylvanie, qui en craignent le joug, veulent l'égalité et l'union (15 mai). Émeute à Vienne, des étudiants et des gardes nationaux, contre la constitution du 25 avril, qui n'a pas été délibérée par les représentants du pays, le 15 : une constituante est promise pour le mois de juillet. Fuite de l'empereur à Inspruck (17 mai); ministère provisoire.

Réunion de l'assemblée constituante germanique à Francfort dans l'église Saint-Paul (18 mai). Président : H. Gagern. Les constitutions des états particuliers devront se conformer aux principes de la constitution générale, le 27. Elle est favorable à la résistance des duchés danois (5 juin). Décrets pour l'établissement d'un pouvoir central

provisoire, qui sera conféré par l'assemblée à un vicair de l'empire, le 27. L'archiduc d'Autriche Jean est élu le 29. Assentiment de la Prusse (4 juill.). Protestation du Hanovre le 7. L'archiduc prend possession de sa charge à Francfort, le 12 juillet; abdication officielle de l'ancienne diète germanique entre ses mains.

Réunion de l'assemblée constituante prussienne à Berlin (27 mai); émeute (14 juin). — A Vienne, barricades, esprit révolutionnaire des étudiants composant la légion académique (25, 26 mai).

En Italie, énergie du maréchal Radetzky et du prince Félix de Schwarzenberg, ex-ambassadeur à Naples. Marche du maréchal, de Vérone à Mantoue; victoire à Curtatone contre des Toscans et Napolitains (29 mai) : mais Peschiera capitule le 30; une inutile tentative est faite sur la tête de pont du Mincio à Goito, que gardent les Piémontais. Le gouvernement provisoire de Lombardie proclame le vote des communes pour la réunion à la Sardaigne (8 juin), dont les troupes sont victorieuses à Rivoli le 10. Les auxiliaires romains sont cependant réduits à repasser le Pô par capitulation le 10; Trévise bombardée et Padoue se rendent aux Autrichiens le 14; ils rentrent dans la forteresse de Palma-Nova le 25.

Gouvernement provisoire de Bohême (29 mai). — La diète de Klausenbourg vote la réunion de la Transylvanie à la Hongrie, moyennant l'égalité des nationalités, le 30. — Ouverture du congrès slave de Prague, où se réunissent, pour traiter de l'égalité, des Slaves d'Autriche, de Russie, de Turquie (2 juin); Palacky est staroste. A Prague, barricades, la princesse de Windisgratz est tuée, le 12; soumission le 17. — Ouverture de l'assemblée nationale de Hongrie, à Pesth, par l'archiduc Étienne, qui représente le roi (5 juill.).

Composition du ministère germanique : MM. Schmerling, Hecksher, de Peucker (14 juill.). Les couleurs

fédérales, noire, rouge et jaune, placées du haut en bas horizontalement, doivent être adoptées par toutes les forces militaires de l'empire, le 16. Le pouvoir central autorise la Prusse à conclure, au nom de la confédération, un armistice avec le Danemark (7 août). Irritation du parti révolutionnaire qui veut la continuation de la guerre; scènes tumult. à Francfort le 16 sept.; des troupes autrichiennes et prussiennes viennent de Mayence protéger le parlement. Barricades le 18; deux députés sont assassinés. Répression, désarmement des habitants le 19.—Nouvelle prise d'armes de Struve à la frontière badoise (22 sept.); combat le 24, Struve est pris.—Sédition à Cologne.

En Italie, Ferrare, ville romaine, est occupée par les Autrichiens (14 juill.); protestation du saint-siège le 18. Bataille de Custozza entre les Piémontais et les Autrichiens, le 25. Ceux-ci passent le Chiese et l'Oglio le 30; occupation de Crémone le 31; passage de l'Adda (1^{re} août); ils arrivent à Lodi le 3. Les républicains de Milan, qui ont pour chef Mazzini, s'isolent de Charles-Albert (28 juill.). Aux environs de Milan, Radetzky est vainqueur des Piémontais, à San Donato (4 août). Le 5, capitulation de Milan à laquelle consent Charles-Albert. Modène est occupée par les Autrichiens, le 7. Bombardement de Bologne, où ont été assassinés des officiers autrichiens, le 8. Armistice entre l'Autriche et la Sardaigne, dont toutes les troupes quitteront le territoire lombard et le territoire vénétien. Résistance de Venise, qui se proclame en républicain le 10. Reddition de Brescia, Bergame, Peschiera, du 13 au 14.—L'empereur a quitté Inspruck pour retourner à Vienne le 8, où l'assemblée constituante a été ouverte le 22 juill. Troubles à Vienne (23 août, 12 sept.).—L'Autriche accepte la médiation anglo-française pour les affaires d'Italie (3 sept.). Menaces de Radetzky au canton du Tessin, refuge de Lombards rebelles, le 15.

La révolte de la nation croato-esclavone contre le gouvernement séparatiste de la Hongrie est une diversion utile pour l'Autriche, qui encourage sous main le ban de Croatie Jellachich (juill.): manifeste de la nation croate (30 juill.), du ban Jellachich (6 août). L'empereur déclare (4 sept.) ses sympathies pour le ban, qui part de Warasdin, passe la Drave et entre en Hongrie le 11. Le comte Batthyany, président du conseil des ministres en Hongrie, fait un appel au peuple pour une levée en masse, le 14. L'empereur nomme le comte Lamberg commandant des troupes hongroises, le 25. Protestations des représentants de la Hongrie le 27. Assassinat de Lamberg à Pesth le 28; formation d'une commission des six, investis de pouvoirs illimités pour résister à l'Autriche.—En Autriche, création de billets du trésor donnant intérêt cinq pour cent (30 août). L'assemblée constituante de Vienne supprime toutes les sujétions des paysans à l'égard des seigneurs et affranchit leurs propriétés foncières, le 31; sanction donnée par l'empereur (7 sept.).

Nouvelle révolution à Vienne quand l'empereur veut faire partir des troupes pour l'armée croate contre les Hongrois (6 oct.). Le ministre de la guerre, comte de Latour, est assassiné. Complicité entre les partis révolutionnaires d'Autriche et de Hongrie; cependant les députés de la diète autrichienne, qui se trouvent à Vienne, protestent contre la révolution le 12. Une offre de congrès de tous les états héréditaires n'est pas acceptée par l'empereur, alors retiré à Olmutz, qui investit du commandement suprême le prince de Windisgratz, le 18. Le ban empêche les Hongrois d'entrer en Autriche. Vienne est mise en état de siège le 20. L'empereur annonce, le 22, la translation de la diète, de Vienne à Krenschier, en Moravie, pour le 15 nov. Vienne, bombardée depuis le 28, est prise le 31.—Insurrection à Lemberg (Léopol.) en Gallicie; bou-

bardement, mise en état de siège (2 nov.).—Robert Blum, membre du parlement de Francfort, est fusillé à Vienne comme complice de la dernière insurrection, le 9. Nouveau cabinet, sous la présidence du prince Félix de Schwarzenberg, le 21. — Première séance de la diète de Kremsier (22 nov.); promesses constitutionnelles du ministère, le 27. Abdication de l'empereur Ferdinand I^{er}, qui se retirera à Prague. Avènement de son neveu, François-Joseph, âgé de dix-huit ans (2 déc.). — Le 7, commencement des hostilités contre la Hongrie, qui ne reconnaît pas pour roi François-Joseph : Kossuth a constitué un ministère le 24 nov. Elle est attaquée au nord par le comte Schlik, qui occupe Éperies, enlève Kachau (10 déc.); à l'ouest par le ban Jellachich. Occupation, le 18, de Presbourg; Windisgratz prend Wieselbourg le 27.

En Prusse, ouverture d'un congrès démocratique à Berlin (26 oct.). Le comte de Brandebourg, oncle du roi, qu'on sait peu libéral, est chargé de former un cabinet (1^{er} nov.). Mécontentement de l'assemblée nationale. Elle est transférée de Berlin à Brandebourg le 8. Essai de résistance. Berlin est mise en état de siège. Mesures de rigueur. La diète est dissoute (5 déc.): Frédéric-Guillaume octroie une nouvelle constitution qui établit deux chambres; tout citoyen de trente ans, domicilié depuis un an, est électeur pour la seconde chambre. Les chambres sont convoquées pour le 26 février.

Le parlement de Francfort décide qu'aucune partie de l'empire allemand ne pourra être réunie en un seul état avec des pays non allemands; il n'y aura qu'une union personnelle pure entre les pays de diverses origines (27 oct.). Mécontentement exprimé par la Carinthie (13 nov.).—Stérile réclamation contre la translation du parlement de Berlin à Brandebourg, le 14; et, le 16, contre la condamnation de Robert Blum, député du parlement, fusillé à Vienne.

H. Gagern devient président du conseil des ministres de l'empire (18 déc.). La publication des lois fondamentales du peuple allemand est décrétée par le ministère de l'empire, le 21. Ces lois suppriment la noblesse, abolissent les fideicommiss, sans indemnité: on proteste (28 déc.).

Angleterre.—Procession révolutionnaire des chartistes à Londres (10 avril).—Agitation en Irlande. Arrestation de Smith O'Brien (3 août); les autres chefs sont Mitchell et Meagher. Prise d'armes dans plusieurs comtés (12 sept.). — Le gouvernement est favorable à la cause de la révol. dans les pays étrangers, en Italie, en Sicile, en Hongrie; l'Angleterre est l'asile des démocrates français, fugitifs, surtout depuis les journées de juin. — La Cafrerie anglaise, capitale Kings-William-Town, est organisée dans le genre de l'Algérie française: agents politiques, postes fortifiés, stations militaires avec garnisons. Elle est peuplée seulement de noirs. — Mort de lord G. Bentinck, chef du parti protectionniste (21 sept.).

Belgique. — Elle reste calme et confiante sous un gouvernement constitutionnel, sagement libéral.

Danemark. — Mort de Christian VIII (28 janv.). Avènement de son fils Frédéric VII. Rescrit royal le 28, pour l'établissement d'une constitution représentative, commune au royaume et aux duchés. — A Kiel, les électeurs du Slesvig-Holstein, réunis pour nommer des députés à l'assemblée constituante danoise, déclarent s'opposer à l'idée d'un état danois uni, qui incorporerait les duchés (8 févr.).—Abolition de la censure dans les duchés (10 mars). — Révolution en faveur de l'unité des duchés; gouvernement provisoire à Rensbourg le 24. Une diète vote, à 74 voix contre 2, la réunion du Slesvig à la confédération germanique (3 avril). Des troupes prussiennes arrivent à Rensbourg, au nom de la diète, le 7. Un envoyé du

Slesvig est reçu par la diète germanique, le 22. Le général prussien de Wrangel enlève la ville de Slesvig le 23 avril jour de Pâques; prise de Flensburg le 25. Il avance dans le Jutland. La France, l'Angleterre et la Russie interviennent. Armistice de Malmö pour sept mois, entre le Danemark et la confédération germanique (26 août); les deux puissances nommeront un gouvernement commun pour les duchés. La constitution, votée par la constituante des duchés, est sanctionnée par le gouvernement provisoire (9 sept.). Installation d'un nouveau gouvern. mixte. — Ouverture de la diète constituante de Danemark (24 oct.).

Espagne. — Troubles à Madrid (26 mars). Mise en état de siège; suspension des garanties constitutionnelles. Arrestation d'Orozaga (30 mars). — Rupture diplomatique avec l'Angleterre, dont le ministre, sir Henry Bulwer, a donné d'importuns avis (12 juin). — Premier chemin de fer, de Barcelone à Mataro, 27 kilom. (28 oct.).

États-Unis et Mexique. — Convention de paix (2 févr.). La frontière entre les deux états est marquée par le Rio Grande del Norte depuis son embouchure jusqu'à la frontière méridionale du Nouveau-Mexique qui est cédé à l'Union ainsi que la Nouvelle-Californie; les États-Unis donneront au Mexique quinze millions de dollars (81 millions de francs), la même somme qu'ils avaient payée autrefois pour la Louisiane.

États-Unis. — Un ingénieur américain découvre, en Californie, des mines d'or le long des fleuves, surtout du Sacramento et du San Joaquin. — Élection du général Taylor à la présidence (7 nov.).

France. — Ouverture du chemin de fer de Marseille à Avignon (janv.). — Le discours de la couronne, au début de la session, a accusé « les passions aveugles ou ennemies. » (28 déc. 1847.) Ardeur de

propositions de réformes surexcitée par les événements d'Italie. Vive discussion à la chambre des députés touchant le droit de réunion. Organisation du banquet du 12^e arrondissement par quatre-vingt-douze membres de l'opposition pour le 22 (18 févr.). Les députés se désistent le 21. Vote d'accusation contre le ministère, présenté par l'opposition (mardi 22 févr.). Commencement des troubles; nouvelle révolution de trois jours. Le maréchal Bugeaud, qui commande la 1^{re} division militaire, ne reçoit pas l'ordre de repousser l'émeute par la force. La convocation tardive de la garde nationale, qui se réunit aux cris de : Vive la réforme!; la nouvelle d'un ministère Molé, puis d'un ministère Odilon Barrot et Thiers le 23; l'abdication du roi en faveur de son petit-fils; la proposition de la régence de la duchesse d'Orléans faite dans une séance orageuse de la chambre des députés, n'empêchent pas la chute de la dynastie, le 24. Combat sanglant devant le Palais-Royal; pillage des Tuileries après la fuite précipitée du roi. Gouvernement provisoire (24 févr.): Dupont de l'Eure, Lamartine, Crémieux, F. Arago, Ledru-Rollin, Garnier-Pagès, Marie; secrétaires: Arm. Marrast, rédacteur du *National*; L. Blanc, auteur de l'*Organisation du travail* et historien de la première révolution; Ferd. Flocon, rédacteur du journal *la Réforme*; Albert, ouvrier. Ministère sous la présidence de Dupont; MM. Lamartine aux affaires étrangères, Crémieux à la justice, Ledru-Rollin à l'intérieur, Mich. Goudchaux aux finances, Fr. Arago à la marine, le général Bedeau à la guerre, Carnot à l'instruction publique et aux cultes, Bethmont au commerce, Marie aux travaux publics. Le général E. Cavaignac est nommé au gouvernement de l'Algérie. M. Garnier-Pagès à la mairie de Paris. — Proclamation de la république le 25. Abolition de la peine de mort pour crimes politiques, le 25. Création des ateliers nationaux, qui

désorganiseront le travail, et coûteront près de quinze millions en moins de deux mois. Commission de gouvernement pour les travailleurs; elle siège au palais du Luxembourg, sous la présidence de L. Blanc et Albert, partisans du socialisme. — Adhésions au gouvernement. Députations de toutes sortes. — Abolition des titres de noblesse, le 29. Suppression du serment politique (1^{er} mars). — Manifeste pacifique de M. de Lamartine pour les puissances étrangères, le 2. — Abolition du marchandage; la journée de travail est fixée à dix heures, le 2. — Paris a un maire. — Décret pour la form. d'une ass. constituante de neuf cents membres élus au suffrage universel sur scrutin. de liste, au chef-lieu de canton; ils auront une indemnité de vingt-cinq francs par jour; l'Algérie et les colonies éliront les représentants, le 5. Commissaires départementaux et circulaires de M. Ledru-Rollin. — La bourse, fermée depuis le 23 février (le cinq pour cent à 116,26; le trois à 73,75), rouvre le 7 (le cinq à 93,25, le trois à 57). Les clubs s'ouvrent de toutes parts; le cinq tombe à 73, puis à 68. Atteinte portée aux livrets de la caisse d'épargne, le 9. Décret pour autoriser la banque à suspendre ses paiements en espèces et à émettre des billets de cent francs, le 15. Levée sur les quatre contributions directes d'un impôt de quarante-cinq centimes, le 16. Manifestation imprudente de la partie modérée de la garde nationale (16 mars). Manifestation contraire des clubs et des ouvriers des ateliers nationaux, le 17; ils demandent l'éloignement des troupes de Paris. — Le remboursement des bons du trésor est suspendu, le 17. — Tentatives d'ouvriers belges et français pour envahir le territoire belge le 25 et le 29; et de Savoyards pour l'établissement à Chambéry d'un gouvernement provisoire (3 avril). — Elections pour l'assemblée constituante sous l'influence des commissaires et des circulaires. Le cinq pour cent descend à 50 francs, le 5 il se re-

lèvera péniblement. *Seizième bulletin de la république*, menaçant pour le parti modéré; manifestation socialiste, refoulée par les forces de la garde nationale (16 avril). L'inamovibilité est enlevée à la magistrature, le 17. Décret d'abolition de l'esclavage aux colonies, le 27. Réunion des banques départementales à la banque de France. Insurrection socialiste à Rouen, réprimée par la garde nationale le 27; une autre à Limoges le 30. — Ouverture de l'assemblée constituante: elle proclame de nouveau la république (4 mai). Le gouvernement provisoire résigne ses pouvoirs, le 6. L'assemblée, sur les instances imprudentes de M. de Lamartine, qui n'ose pas se charger seul du gouvernement, forme une commission exécutive de cinq membres: MM. Arago, Garnier-Pagès, Marie, Lamartine, Ledru-Rollin (10 mai). Sous prétexte d'une pétition à présenter en faveur de la Pologne, envahissement de l'assemblée; sa dissolution prononcée par Huber: cet attentat est aussitôt réprimé par la garde nationale (15 mai). Suppression de plusieurs clubs. Arrestation de Barbès le 15; de Blanqui, le 26. Le général Cavaignac devient ministre de la guerre (18 mai). Fête de la Concorde, le 21. — Agitation et discussions ardentes dans l'assemblée, au sujet des ateliers nationaux, dès les premiers jours de juin. — L'élection de Louis Napoléon Bonaparte dans trois départements est validée par l'assemblée, le 13. Présentation du projet de loi de la nouvelle constitution, le 19. — Les ateliers nationaux sont dissous (23 juin). L'insurrection éclate; batailles sanglantes dans Paris (23, 24, 25, 26 juin). Démission de la commission exécutive; l'assemblée, présidée par Senard, déclare Paris en état de siège, confère tous les pouvoirs au général Cavaignac qui ne dispose que d'une armée peu nombreuse. Les gardes nationales des départements, appelées par l'assemblée le 24, accourent à Paris; l'archevêque de Paris, M. Affre,

plusieurs généraux et deux représentants sont tués. Décret de transportation contre les insurgés, le 27. Cavaignac est nommé chef du pouvoir exécutif, le 28; il compose un cabinet où entrent MM. Senard, général Lamoricière, Goudchaux. Cérémonie funèbre pour les victimes de juin (6 juill.). — Le gouvern. nomme à Paris une commission municipale (3 juill.). — Arm. Marrast élu prés. de l'assemblée le 19 sera réélu de mois en mois. — Décret de l'assemblée contre les clubs et les sociétés secrètes, le 28. Rapport de la commission d'enquête sur les journées de juin et sur leur corrélation avec l'attentat du 15 mai (3 août). Les Insurgés de juin sont transportés à Belle-Ile-en-mer, depuis le 5; beaucoup sont traduits devant les conseils de guerre. Loi contre les crimes et délits de la presse, le 9; le cautionnement des journaux, qui avait été aboli par le gouvernement provisoire, est rétabli. Autorisation de poursuites accordée par l'assemblée, le 25, contre Louis Blanc et Caussidière qui était préfet de police au 15 mai; ils se réfugient en Angleterre. — Loi sur la colonisation de l'Algérie (19 sept.); seize transports de colons jusqu'en décembre. L'état leur fournira pendant trois ans les moyens de vivre et de travailler; au bout de ce temps, ils seront propriétaires de la terre qu'ils auront cultivée. — Nouvelle élection de Louis Bonaparte par le département de l'Yonne (26 sept.). — L'état de siège est levé à Paris (19 oct.). — Fin du vote des articles de la constitution le 24. L'élection présidentielle est fixée par l'assemblée, le 26, au 10 déc. Clôture du vote sur les amendements apportés à la constitution par le comité constituant (4 nov.). Fête pour la proclamation de la constitution (12 nov.): elle établit une république démocratique avec un président pour quatre ans, élu au suffrage universel, rééligible seulement au bout de quatre ans; une assemblée législative de 750 membres élus pour trois ans au suffrage universel et direct par scru-

tin de liste, sans condition de cens, la révision de la constitution est possible dans la dernière année d'une législature si le vœu exprimé par l'assemblée réunit les trois quarts des suffrages; elle ne peut être faite que par une assemblée nouvelle de révision. — Offres de protection faites au pape par le gouvernement, quand l'assassinat de M. de Rossi, son ministre, et la révolte du peuple l'ont décidé à fuir de Rome, le 27. — Élection pour la présidence (10 déc.). Le général Cavaignac, qui était l'un des candidats, dépose ses pouvoirs; les ministres donnent leur démission. Louis-Napoléon Bonaparte, qui a la majorité des suffrages (cinq millions six cent mille sur sept millions de votants), est proclamé président de la république par l'assemblée, et prête serment de fidélité à la constitution (20 déc.). Il résidera à l'Élysée. Premier ministère présidentiel (25 et 29 déc.): MM. Odilon Barrot, Drouyn de Lhuys, Falloux, général Rulhières, Pasty, Tracy, L. Faucher, Lacrosse et Buffet. — Dépenses publiques de 1848: 1 746 660 000 francs; l'excédant des dépenses sur les recettes fournies par les contributions de toute nature est de 404 millions. — Inauguration du chemin de fer de Dieppe (juill.). — Mort de Chateaubriand à quatre-vingts ans (4 juill.).

Hollande. — Une commission, nommée par le roi, rédigera une nouvelle loi fondamentale (17 mars). — Réforme promise au grand-duché de Luxembourg le 23. — Le roi sanctionne la nouvelle constitution (15 oct.); liberté, égalité pour les cultes.

Italie. — Révolte à Messine (6 janv.), puis à Palerme, et bientôt dans toute l'île. Bombardement de Palerme. Les concessions offertes par le roi (18, 19 janv.), sont refusées; les Siciliens demandent un parlement national à Palerme et constituent un gouvernement provisoire. La révolution est conduite par le prince de Pantellaria, les marquis de Rudini et de Spedalotto, le major-

général don Ruggiero Settimo. Révolte à Naples le 27. — Le roi promet une constitution sur les bases de la charte française, le 29. Amnistie pour tous les délits politiques depuis 1830 (1^{er} févr.). La constitution promise pour les Deux-Siciles est publiée le 10. — Le roi de Sardaigne, Charles-Albert, promet aussi une loi constitutionnelle (8 févr.). Il admet les Albigeois à la jouissance de tous les droits civils et politiques, le 17. — En Toscane, émeute à Livourne (6 janv.). Le grand-duc accorde une représentation nationale avec deux chambres (11 et 15 févr.). — Charles-Albert publie la constitution promise (4 mars), ministère sous le comte de Balbo de mars à juillet : deux chambres; liberté de la presse; liberté des personnes; inamovibilité des juges; garde civique. — Constitution parlementaire donnée par le pape : deux chambres avec voix consultative; le cens d'électeur est de douze scudi (15 mars). — Un mois après la révolution de France, ouverture du parlement insurrectionnel de Palerme le 25. Il décrète la déchéance du roi de Naples et de sa dynastie (13 avril). — Gouvernement provisoire à Modène et Reggio (9 avril); à Parme, le 11. — La guerre est engagée par les Sardes et les Lombards contre l'Autriche; succès de Charles-Albert à Pastrengo, près de l'Adige (30 avril). Pie IX condamne ceux qui prêchent une république italienne dont on veut que le pape soit le chef, le 29. — Mouvement à Rome, parce qu'il ne veut pas combattre l'Autriche (1^{er} mai). Le comte Mamiani est à la tête d'un nouveau ministère, le 3 : les affaires de politique étrangère forment un secrétariat distinct de celles de l'Église. — Ouverture du parlement des états sardes à Turin, le 6. — Le duché de Plaisance vote son incorporation au royaume de Sardaigne, le 10. — Insurrection à Naples; victoire des troupes royales pour lesquelles se déclarent les *lazzaroni* (15 mai); le roi ne retire aucune concession; ses vais-

seaux sont avec ceux de Sardaigne et de Venise, en rade de Trieste, contre l'Autriche; le général Pépé combat avec les Piémontais. — Ouverture de l'assemblée constituante à Rome (3 juin). Les Romains ont fourni un corps d'auxiliaires contre l'Autriche sous le général Durando. — Le roi Charles-Albert signe l'acte de réunion de la Lombardie à la Sardaigne (10 juin). — Ouverture du parlement de Naples (1^{er} juill.). — L'assemblée de Venise, ouverte le 3, vote le 4 l'incorporation de Venise à la Sardaigne. — Le gouvernement sicilien est reconnu par la France (8 juill.). Il appelle, le 11, le duc de Gènes, fils puîné du roi Charles-Albert, au trône constitutionnel de Sicile. — Le parlement de Turin confère au roi pleins pouvoirs pendant la guerre, le 29. Mais les républicains avec Mazzini dominent à Milan : composition d'un comité de défense qui s'isole du roi, le 28. La capitulation de Milan (5 août) rend aux Autrichiens la Lombardie, ramène le duc François V à Modène le 5, et décide Venise, qui résiste malgré l'armistice conclu par Charles-Albert le 9, à se proclamer en république le 10 : Manin est à la tête du gouvernement. — Les chambres de Rome sont prorogées, le 27, jusqu'au 16 nov. — Le roi de Naples envoie des troupes contre Messine (2 sept.); elle est bombardée jusqu'au 7. — Soulèvement à Livourne contre le grand-duc (4 oct.). — Première séance des états-réunis de l'Italie, à Turin, sous la présidence de Vincent Gioberti, Romeo, Mamiani (10 oct.). — Prolongation de l'armistice avec l'Autriche, votée le 21 par les députés de Sardaigne : 77 contre 58. — En Toscane, dissolution de la chambre des députés (3 nov.). — A Rome, assassinat de M. de Rossi, ministre du pape (15 nov.). Le peuple révolté demande la reconnaissance de la nationalité italienne, une constituante et la guerre d'indépendance, le 16; ses chefs usurpent le pouvoir. Ministère Galletti, le 21. Le pape quitte Rome

pour se réfugier dans les états de Naples, le 24. Une constituante sera convoquée pour tous les états de l'Italie, afin de préparer un acte fédératif (18 déc.). — En Sardaigne, ministère Gioberti (16 déc.); dissolution du parlement, nouvelles élections. — Initiative prise par l'Espagne auprès des cours catholiques en faveur du pape, le 21.

Persie. — Mort de Mohammed-shah (6 sept.). Son fils aîné, Nasr-ed-Din, lui succède à dix-huit ans. Le premier ministre Mirza-Agassi, exilé à Bagdad, est remplacé par Mirza-Tagui.

Portugal. — Clôture des cortès (15 août) : la reine se félicite que la paix intérieure n'ait pas été troublée.

Russie. — Manifeste impérial, à l'occasion du mouvement révolutionnaire de l'Europe (26 mars) : l'empereur ne menace pas de la guerre; mais il ne veut pas de propagande dans ses états. — Choléra et grande sécheresse.

Suède. — Concours prêté au Danemark contre les duchés révoltés. Entrevue des deux rois à Malmö (7 juin). — Mort du chimiste Berzélius (7 août).

Suisse. — Dans le canton du Valais, la réunion des biens ecclésiastiques au domaine national est admise en principe par un décret du peuple (11 janv.). On ne demandera aux ordres que l'excédant de leur revenu, le 29. La congrégation du grand Saint-Bernard ne veut pas en faire connaître l'état. — Dans le canton de Fribourg, la séquestration des biens des couvents est décrétée (29 mars). — Nouvelle constitution fédérale projetée le 8 : une diète composée d'un conseil national et d'un conseil d'État; un conseil fédéral ou pouvoir exécutif; un tribunal fédéral. Adoptée le 27 juin par la majorité des états, elle est votée par les cantons (1^{er} sept.) et déclarée loi fondamen-

tale, le 12. Ouverture du conseil national à Berne (6 nov.) : cette ville est reconnue comme siège unique de la confédération, le 28.

Turquie. — Reschid-pacha, le ministre réformateur, est subitement disgracié, et remplacé par Sarim-pacha (27 avril); il redevient grand vizir le 11 août. — En Valachie, révolution à Bucharest (23 juin); chute du prince Bibesco. Essai de reconstitution de la nation roumaine. Les Russes, sous prétexte de prévenir tout mouvement révolutionnaire, passent le Pruth (9 juill.), et campent près d'Iassy. Les troupes turques entrent aussi dans la Valachie le 30. Les deux gouvernements semblent d'intelligence pour rétablir les anciennes autorités. Le commissaire de la Porte, Fuad-effendi, supprime la lieutenance princière, qui a remplacé en Valachie le gouvernement provisoire (25 sept.); il nomme seul calmacan. Constantin Cantacuzène. Une armée russe, qui entre en Valachie (27 sept.) est bientôt à Bucharest (12 oct.). — A cause de la maladie de Mehemet-Ali, Ibrahim-pacha son fils est investi de la vice-royauté d'Égypte, et nommé vizir (1^{er} sept.). Mort d'Ibrahim (10 nov.). Ses pouvoirs passent à son neveu, Abbas-pacha, le 25.

1849.

Allemagne, Autriche et Prusse. — Le parlement excluant l'Autriche décide que la dign. de chef de l'empire sera conférée à un pr. régnant de l'Allemagne (19 janv.), et qu'elle sera héréditaire (27 mars) : il vote la constit. avec les lois fondam., le suffrage universel est établi, 12 avril. Malgré les succès de l'Autriche en Italie, il confère l'empire au roi de Prusse (28 mars). Réponses équivoques de Frédéric Guillaume IV (3 avril). L'Autriche déclare que l'assemblée de Francfort a outre-passé ses pouvoirs, et rappelle ses députés, le 5 et le 8. — Les gouvernements de Wurtemberg et de Bavière ne sont pas non

plus favorables à la constitution fédérale, le 19 et le 23; mais la chambre du Wurtemberg l'accepte, le 22. Le roi de Prusse, pour n'être pas à la merci de la démocratie qui dépouille l'Autriche, refuse définitivement l'empire tant souhaité pour lui par M. de Radowitz (28 avril), le lendemain de la résolution annoncée par l'empereur de Russie d'intervenir en Hongrie. — Dans le Hanovre, la Bavière rhénane (Palatinat), la Prusse rhénane, le Wurtemberg, la Saxe royale, irritation du parti révolutionnaire, parce que les gouvernements ne veulent pas reconnaître la constitution et les lois fondamentales faites à Francfort. Insurrection à Dresde en faveur de la constitution allemande (3 mai): intervention de troupes prussiennes pour le roi, le 5; la révolte est réprimée le 9. Le ministère de l'empire donne sa démission au vicair l'archiduc Jean, parce qu'il ne s'est pas opposé à cette intervention de la Prusse, le 10. Insurrection dans le grand-duché de Bade, à Rastadt (11 mai), à Offenbourg, à Carlsruhe; alliance avec les révolutionnaires du Palatinat bava-rois qui sont aussi en armes, le 17. L'esprit de révolte gagne la Hesse-Darmstadt le 24. — Le roi de Prusse rappelle de Francfort les députés prussiens (14 mai): déclaration analogue des gouvernements de Saxe le 21, et de Hanovre le 23. Démission de beaucoup de députés, et même de M. H. Gagern. — Le roi de Prusse essaye de reconstituer à son profit l'unité allemande, au moyen du traité, dit des trois rois, conclu avec les rois de Saxe et de Hanovre pour maintenir la sûreté intérieure et extérieure de l'Allemagne (26 mai), et d'un nouveau projet de constitution le 28. Le parlement de Francfort, pour être plus près des pays qui se sont soulevés au nom de la constitution, alors que les troupes prussiennes combattent l'insurrection dans le grand-duché de Bade, s'établit à Stuttgart: cent cinq membres viennent y siéger et remplacent le pou-

voir central par une régence (6 juin). Le gouvernement de Wurtemberg fait arrêter beaucoup de membres, le 18; l'assemblée n'est plus possible. Une fraction des centres du parlement de Francfort se réunit encore à Gotha le 25; ils sont cent quarante-sept le 27; puis à Hornau (17 juill.). — Longue et pénible lutte du général prussien Peucker contre les insurgés de Bade, du Palatinat rhénan, et d'une partie du Wurtemberg, qui se sont donné un gouvernement provisoire (juin-juill.); Mieroslawski commande les Badois. Les Prussiens prennent Offenbourg (2 juill.), Fribourg le 7. Rastadt le 23. Le grand-duc de Bade rentre dans ses états le 18 août, accompagné du prince de Prusse. Cette insurrection est étouffée en même temps que se termine la guerre de Hongrie. — Le conseil d'administration, décrété par le traité des trois rois le 26 mai, se réunit le 19 juin à Berlin: cinq membres. — Entrevue des souverains d'Autriche, de Prusse et de Saxe, à Pilitz (7 sept.). — La Prusse et l'Autriche conviennent de la formation d'une commission d'empire, composée de deux membres prussiens et deux autrichiens pour remplacer le pouvoir central actuel (30 sept.). L'archiduc Jean, vicair de l'empire, remet le pouvoir à ces commissaires (20 déc.). — La Prusse fait fixer au 31 janvier par le conseil d'administration fédéral, siégeant à Berlin, les élections du parlement allemand, et décide qu'il se tiendra à Erfurt, ville prussienne (17 nov.). Opposition du Hanovre, de la Saxe, de la Russie et de l'Autriche; mais vingt-sept gouvernements allemands ont adhéré au traité du 26 mai. — L'opposition parlementaire, qui rattache ses espérances à la constitution fédérale de Francfort, est en majorité dans le Wurtemberg, où le vieux roi Guillaume dissout l'assemblée (22 déc.); dans la Saxe royale où une intervention armée de l'Autriche paraît imminente (déc.); dans le Hanovre où la seconde chambre menace les biens des couvents et les

privileges des seigneurs (30 nov.); dans la Hesse-Darmstadt où les élections sont favorables à la démocratie (déc.). Dans le grand-duché de Bade, prolongation de l'état de siège et de la loi martiale (23 déc.). A Francfort, coup d'état du sénat contre la constituante (31 déc.). — En Prusse, où la seconde chambre a été dissoute le 27 avril, le roi donne une nouvelle loi électorale pour la composition de cette chambre d'après le principe de l'impôt et de la capacité combiné avec le principe du suffrage universel indirect (30 mai). Ordonnance contre le droit de réunion (29 juin); contre la vente des imprimés le 30. Levée de l'état de siège à Berlin (28 juill.) Les chambres discutent la constitution octroyée par le roi. Le gr.-d. de Posen restera, comme avant mars 1848, en dehors de la conféd. (16 nov.). Le prince de Hohenz.-Sigmaringen cède sa principauté (7 déc.).

Amérique du sud. — A Buenos-Aires, feinte abdication du général Rosas (oct.); il se fait charger par les représentants du peuple de tout le pouvoir exécutif. — Traité avec l'Angleterre (24 nov.), semblable à celui qu'a signé l'amiral français Le Prédour.

Angleterre. — Nouvelle loi de navigation, qui permet aux navires construits à l'étranger d'être enregistrés en Angleterre comme navires anglais, sans payer de droits. — Le port d'Aden (Arabie), à partir du 1^{er} janvier, sera ouvert au commerce de toutes les nations. — Acquisition des comptoirs danois en Guinée. — Lutte contre les Afghans, et contre les Indiens de Lahore ou Sikhs. Prise de Moltan, à l'est du Sind sur le Tchénab. Les Afghans menacent Peshawar (déc. 1848-janv. 1849). Plusieurs chefs des Sikhs, entre autres Schir Singh, se rendent (14 mars). Le Pendjab est incorporé à l'empire anglais; la souveraineté des Sikhs n'existe plus, le 29. — Mort du fameux forgeron de Gretna-Green, à la frontière sud-ouest de l'Ecosse

(janv.), qui, pendant vingt-trois ans, jusqu'à l'abolition de l'ancienne loi écossaise sur les mariages, a célébré tant de mariages, souvent contre le gré des parents. — Nouvelle bourse au charbon à Londres, inaugurée le 30 oct. — Robert Stephenson exécute un chemin de fer suspendu, qui traverse le détroit de Menai et joint l'île d'Anglesey à la terre ferme de Carnarvon; le pont tunnel est achevé le 20 juin. — Popul. 29 millions.

Autriche, Hongrie et Italie. — Réouverture de la diète autrichienne, à Kremsier (3 janv.). Le ministère n'accepte pas ce principe des lois fondamentales formulées à Francfort, que tous les pouvoirs de l'état émanent du peuple, le 4. La diète alors rejette le premier paragraphe du projet de constitution autrichienne, le 10. Les succès momentanés en Hongrie décident l'empereur à dissoudre la diète de Kremsier; il octroie d'Olmütz une constitution qui embrasse tous les peuples de la monarchie, et en promettant le respect des diverses nationalités, les réunit par les liens d'une centralisation puissante (4 mars). — Guerre de Hongrie. Windisgratz entre à Bude (5 janv.). Le général Bem, réfugié polonais, bat les Autrichiens aux environs d'Hermanstadt en Transylvanie. Les Russes, qui stationnent en Valachie, entrent à Kronstadt (1^{er} févr.), à Hermanstadt le 4; mais sont rejetés en Valachie (20 mars). Gœrgey, avec une autre armée hongroise, refoule Windisgratz sur Pesth (6 avril); les Hongrois prennent Waltzen au nord de cette ville, le 11. Weiden remplace Windisgratz le 12. La diète magyare proclame l'indépendance de la Hongrie et la déchéance de la maison de Hapsbourg; Kossuth est président provisoire (14 avril). La forteresse hongroise de Comorn reste à Gœrgey, le 20. Pesth est aux Hongrois le 24. Le quartier général de l'armée autrichienne, dont le jeune empereur se déclare le commandant

en chef, est à Presbourg (6 mai). La Russie, qui conclut une convention avec la Turquie au sujet des principautés danubiennes (30 avril), est libre de concourir, comme elle l'a annoncé le 27, à la répression de l'insurrection hongroise qui pouvait s'étendre à ses provinces polonaises. — Courte et heureuse campagne des Autrichiens en Italie. Dénonciation de l'armistice (12 mars) : manifestation de Charles-Albert, adressé à l'Europe le 13. Abdication du duc de Parme, l'infant Charles II, en faveur de son fils, le 14. Retraite du duc de Modène le 19 ; les Autrichiens occupent la citadelle de Modène. Radetzky passe le Tessin le 20. Il bat le roi sarde à Novare (23 mars). Abdication de Charles-Albert en faveur de l'aîné de ses fils. Armistice le 26 : occupation par les Autrichiens de la citadelle d'Alexandrie, Brescia, révoltée contre les Autrichiens depuis le 25, est prise d'assaut (1^{er} avril). Seize mille Autrichiens occupent le duché de Parme, le 5 ; ils entrent à Livourne, après deux jours de résistance (11 mai) ; à Bologne le 16 ; à Florence le 21 ; à Ancône, après un bombardement (18 juin). Les révolutionnaires de Rome vont avoir à se défendre contre une armée française débarquée à Civita Vecchia le 25 avril. — La guerre de Hongrie est plus facile, après les succès de Radetzky en Italie, et avec le concours des Russes dont plus de cent mille viennent par Cracovie (6 mai), et par la Bukovine le 16. Kossuth est cependant reconnu par le parlement de Debreczin comme gouverneur de Hongrie, le 14. Bude subit trois assauts du 17 au 21. Haynau remplace Welden dans la direction de la guerre, le 30. — Jellachich qui attaque par le sud-ouest, prend Neusatz en face de Peterwardein (11 juin). Efforts des Hongrois contre les Autrichiens, stationnés dans l'île de Schutt entre Presbourg, Raab et Comorn, le 16. L'empereur de Russie vient lui-même à Cracovie le 14, et lance de nouvelles armées au nord et au nord-ouest ; elles re-

prennent Eperies et Kaschau le 23 et le 24. Le gouvernement magyar est transféré de Pesth à Szegedin (2 juill.). Les Russes prennent Debreczin, le 3, les Autrichiens Bude, le 11. Le corps russe de Paskewitz enlève Waitzen le 17 ; mais les Szeklers de Transylvanie entrent en Moldavie le 23, et Gœrgey reporte la guerre au nord, du côté du Sajo sur la Theiss le 26. Les Russes prennent de nouveau Debreczin, tandis que Haynau porte son quartier général à Szegedin (1^{er} août). — Un de leurs chefs, Luders, contient Bem en Transylvanie le 6. Ils occupent Grosswardein le 8. Haynau est vainqueur près de Temesvar. Dernière résistance de Bem et de Dembinski entre Temesvar et Arad, sur le Maros, le 9. Kossuth remet les pouvoirs à Gœrgey, le 11. Celui-ci capitule, près d'Arad, à Vilagos ; il somme vainement le général Klapka, commandant de Comorn, de l'imiter (14 août). Bem, Dembinski, Preczel, Kossuth, se réfugient sur le territoire ottoman. Les réfugiés sont bientôt l'objet d'une demande d'extradition, adressée à la Porte par l'Autriche le 24, et par la Russie le 26, parce que beaucoup d'entre eux étaient polonais. La guerre de Hongrie se termine enfin, après un an de luttes héroïques pour l'indépendance, par la reddition de Comorn (27 sept.). — Après la capitulation de l'armée hongroise, Venise se soumet aux Autrichiens (22 août). — Plan d'une réorganisation administrative de l'empire (26 juin). — Établissement d'une taxe sur le revenu (oct.). Le papier-monnaie impérial est sans crédit, tout en étant en circulation. Excédant considérable des dépenses sur les recettes. — Vengeances exercées sur les Hongrois : beaucoup d'exécutions, depuis le 6 oct. ; mort du comte Louis de Batthlany, qui présidait, avant l'insurrection, le conseil des ministres en Hongrie. Réorganisation de l'administration de la Hongrie (12 et 17 oct.) ; on y publie la constitution autri-

chienne du 4 mars, base des futures constitutions provinciales (2 déc.). — Nouvelle organisation civile et militaire des provinces italiennes. — L'Autriche commence à avoir un *Bulletin des lois de l'empire* (1^{er} nov.).

Danemark. — Les hostilités recommencent de la part des Danois contre les Allemands auxiliaires des Insurgés du Slesvig et du Holstein (3 avril). Perte de deux vaisseaux danois au port d'Eckernförde au sud-est du Slesvig, le 5. Les troupes slesvico-holsteinoises prennent Kolding, dans le Jutland, le 20, et bombardent Fridericia (16 mai). Victoire des Danois près de cette ville sur les Prussiens auxiliaires (6 juill.). Armistice pour six mois et protocole de paix, sous la médiation de l'Angleterre, entre la Prusse et le Danemark (10 juill.); protestation des États du Slesvig, le 19. Une commission administrative s'établit dans le Slesvig, à Flensbourg, au nom du roi (25 août). — Vote de la constit. libérale promise par le roi en janv. 1848 (25 mai). Elle sera sanctionnée par le roi le 5 juin. Il se réserve le droit de lever les impôts jusqu'au 31 mars 1850. Élections pour la prochaine assemblée législative, favorables au ministère (déc.).

Espagne. — Cabrera est aux prises avec les troupes royales, en Catalogne (7 janv.). Il est arrêté à la frontière de France (23 avril). — Réforme des tarifs de douanes (17 juillet) un peu plus libérale qu'en 1841; encore des prohibitions. — Trois jours de crise ministérielle: le cabinet Narvaez est rétabli (21 oct.). Réforme administrative (28 déc.).

États-Unis. — Agitation permanente au sujet de la question de l'esclavage. M. Clay, retiré depuis sept ans du congrès, rentre au sénat (déc.). — Le district des Mandanes, à l'ouest du fleuve Missouri, où l'esclavage n'est pas admis, prend rang, comme territoire de l'Union,

sous le nom de la rivière Minnesota (déc.). — Rapide développement de la Californie. Assemblée constituante à Monterey; vote d'une constitution qui exclut les esclaves (nov.). — Les Mormons du grand Salé font reconnaître territoire de l'Union leur pays d'Utah ou Deseret. — Première caisse de thé, venue directement de la Chine par l'isthme de Panama (oct.). On commence à cultiver le thé dans la Caroline du sud. — Mort du prophète Miller, auteur de la secte des millénaires. — Tentative d'aventuriers sur Cuba (sept.).

France. — L'impôt du sel est réduit depuis le 1^{er} janv. — Projet de loi contre les clubs, prés. le 27; l'ass. refuse de voter l'urgence. — La réduction de la garde mobile est le prétexte de quelq. désordres, le 29. — Les accusés du 15 mai 1848 sont jugés par la haute cour siég. à Bourges (7 mars). — Lois sur le conseil d'État (3 mars). On réglem. le suffr. univers. (15 mars). — M. Proudhon, écrivain socialiste, qui a essayé de constituer la banque du peuple, est condamné, pour délit de presse, à trois ans de prison, le 28. — Le procès de Bourges se termine par des condamnations contre Barbès, Blanqui, Sobrier, Raspail, etc. (2 avril). — Premier vote favorable à une expédition d'Italie, en vue seulement de garantir le territoire piémontais, à la suite du désastre de Novare (31 mars). Départ d'un corps d'armée sous le général Oudinot (22 avril); il débarque à Civita Vecchia, et se dirigera contre la république romaine, après d'inutiles offres de pacification. — Pétitionnement contre l'assemblée constituante, qui consent à convoquer une assemblée législative; élections (13 mai). Un des derniers actes de la constituante est l'abolition de l'impôt sur les boissons, à partir du 1^{er} janvier 1850, le 18. Elle se dissout le 26. — Le 28, s'installe l'assemblée législative. M. Dupin, est nommé président de l'assemblée (1^{er} juin); l'élection sera renouvelée tous

les trois mois, jusqu'à la fin de 1851 (1^{er} juin). — MM. Dufaure, de Tocqueville et Lanjuinais entrent dans le cabinet (1^{er} juin). Message du président le 6. — Ravages faits par le choléra depuis deux mois; il emporte le maréchal Bugeaud, le 10. — L'expédition contre Rome, regardée comme une violation de l'article de la constitution qui défend d'attenter à la liberté des peuples, est l'occasion de violents débats à l'assemblée, et de la tentative d'insurrection du 13 juin: habiles mesures du général Changarnier; poursuites contre M. Ledru-Rollin et d'autres représentants. Insurrection sanglante à Lyon, le 15. — Suppression des clubs pour une année, le 19. — Le siège de Rome, conduit par les généraux Oudinot et Vaillant, se termine par l'occupation le 3 juillet. — Loi sur la presse (9 et 27 juill.). — L'assemblée décide, le 28, qu'elle se prorogera du 13 août au 30 sept. — Loi sur l'état de siège (9 août). — Message du président à l'assemblée; changement de ministère, malgré l'accord qui existait entre le cabinet et la majorité (31 oct.): plus de président du conseil. MM. Ferd. Barrot, Ach. Fould, Rouher, Dumas, Bineau, Parieu, contre-amiral Romain-Desfossez, Lahitte. — Fin des débats de la haute cour de Versailles, jugeant l'attentat du 13 juin (13 nov.); dix-sept sentences de déportation. — Le gouvernement demande le rétablissement de l'impôt sur les boissons (11 déc.); adoption du projet, le 20. Projet de loi relatif aux instituteurs communaux, pour en donner la nomination aux préfets, le 13. — Déficit de deux cent quinze millions, dans la balance entre les dépenses et les recettes. — En Algérie, un faux Bou-Maza, dans les tribus du Jurjura, est tué (2 oct.). Siège du village rebelle de l'oasis de Zaatcha près de Biskara (prov. de Constantine), défendu par les Zibans et les Ouled-Nails; il dure 51 jours. Zaatcha est rasée (26 nov.). — Un différend avec le Maroc a été aplani le 8 nov. — Mort du général Molitor (28 juillet.).

Haiti. — Victoire des Dominicains, sous Santana, sur les Haïtiens que commande Soulouque (22 avril). — Cruautés de Soulouque. Il se fait nommer empereur sous le nom de Faustin (25 août) et fonde deux ordres de chevalerie. — Seconde expédition contre les Dominicains (nov.).

Hollande. — Mort de Guillaume II (17 mars); son fils Guillaume III lui succède. — Minist. Thorbecke (oct.).

Italie. — Ouverture de la constituante romaine (5 févr.). — Le grand-duc Léopold II quitte Florence et déclare qu'il ne consent pas à une constituante italienne, dont les adhérents ont été frappés d'excommunication, par Pie IX, le 1^{er} janvier (7 févr.). Gouvernement provisoire à Florence, le 8. — Proclamation de la république à Rome le 9 par l'assemblée constituante; les biens ecclésiastiques sont déclarés biens nationaux, le 13. — Proclamation de la république à Florence, le 18. — Ferrare est occupée un jour par les Autrichiens, pour obtenir satisfaction de violences commises contre des soldats de l'empereur le 19. — Vente d'objets d'art par le gouvernement romain. — Projet de réunion des républiques de Florence et de Rome; des subsides seront accordés à Venise qui résiste toujours, le 27. — Le roi de Naples offre aux Siciliens un gouvernement séparé avec un vice-roi (28 févr.). Il dissout les chambres napolitaines, et les ajourne indéfiniment (12 mars). — Charles II, duc de Parme, abdique en faveur de son fils Charles III, le 14. — Défait à Novare par les Autrichiens qu'il a provoqués, Charles-Albert abdique le 23. — Avénement de son fils, Victor-Emmanuel, qui conclut aussitôt un armistice. Insurrection de Gènes contre le nouveau roi (du 30 mars au 4 avril). — Les Autrichiens rétablissent le gouvernement de Parme, au nom du duc Charles III (6 avril). — A Florence, rétablissement du gouvernement du grand-duc, le 12. — Succès des Napolitains en Sicile (avril); prise de Catane, Syra-

cuse, Agosta, Noto; soumission de Palerme, le 23. — Pie IX invoque le secours de l'Autriche, de la France, de l'Espagne, de Naples (20 avril). Un corps d'armée française part pour Civita Vecchia le 22, y débarque le 25, sous le général Oudinot. Tentative sur Rome qui ne veut pas rendre au pape ses pouvoirs, 30. Le roi des Deux-Siciles entre aussi avec une armée sur le territoire romain, le 30; mais il est repoussé par Garibaldi (9 mai). Quatre mille Espagnols viennent avec le général Cordova (27 mai). L'assemblée romaine refuse de recevoir les Français comme alliés et amis (19 mai). Les négociations de M. de Lesseps, envoyé français, sont encore un retard utile aux Romains, le 31. Le général Oudinot prend la villa Panfilii à l'entrée de Rome (3 juin); siège de Rome; attaque difficile des bastions. La constituante renonce à la défense, le 30 juin. Occupation de Rome par les Français (3 juill.); cessation du triumvirat révolutionnaire de Mazzini, de Garibaldi, d'Avezzana; l'assemblée constituante se dissout. Les Français, qui proclament la restauration de la souveraineté pontificale (15 juill.), occupent Rome, encore en 1863, même après la rentrée du pape. — Traité de l'Autriche avec Parme (3 juill.), et bientôt avec Modène, pour convenir des bases d'un tarif de douane commun. — Charles-Albert, l'ex-roi de Sardaigne, meurt à Oporto en Portugal (28 juill.). Ouverture des chambres à Turin, le 30. Traité de paix avec l'Autriche, à Milan (6 août). — Neuf jours après la capitulation de l'armée magyare de Gœrgey, soumission de Venise aux Autrichiens (22 août). — Le président de la république française, dans sa lettre du 18 août, désirent pour les Romains une amnistie générale, la sécularisation du pouvoir administratif, le code Napoléon et un gouvernement libéral. Venu de Gaëte à Portici le 4 sept., le pape promet, par un *motu proprio*, un conseil d'état avec voix consultative, une représentation municipale, des ré-

formes judiciaires et administratives (12 sept.). — A Naples, mesures de rigueur, décrets d'exil et d'arrestation contre le parti libéral (sept. et oct.). — Dans le grand-duché de Toscane, comme à Rome le 12 sept., le décret d'amnistie fait beaucoup d'exceptions (21 nov.). — En Piémont, de nouvelles élections préparées par un manifeste pacifique et constitutionnel du roi (20 n.), donnent une assemblée conservatrice et favorable au ministère Azeglio. Ouverture des chambres par le roi (20 déc.).

Russie. — Les dépenses de la guerre de Hongrie amènent un déficit de trente millions de roubles d'argent. Émission de la 22^e et de la 23^e série des billets du trésor de l'empire, pour six millions de roubles (nov.). — Conformément à l'ukase de 1845, les juifs devront, à partir du 1^{er} janvier, prendre le costume national russe ou le costume français, ou payer un impôt annuel. — Population dans les quarante-neuf provinces : 54 092 300 âmes. — Sentence d'une commission militaire contre les auteurs d'un complot (déc.) : vingt et une condamnations à mort, commuées par l'empereur.

Suisse. — Adoption, par le conseil des États, du système monétaire, et du système des poids et mesures de France (nov.). — Embarras diplomatiques à cause des réfugiés démocrates.

Turquie. — Convention de Baltaliman avec la Russie, au sujet des principautés danubiennes (30 avril) : les hospodars de Moldavie et de Valachie seront nommés pour sept ans par le sultan; le règlement organique de 1831 reste en vigueur; suspension momentanée des assemblées de boyards que remplacera un divan; jusqu'à la pacification des pays voisins, la Russie peut, comme la Turquie, y laisser dix mille hommes. — La Porte destitue l'hospodar de Moldavie, Michel Stourdza (25 mai). Stirbey, nommé hospodar de Vala-

chie le 29 juin, est investi le 14 juill. En Moldavie, est nommé le prince Gr. Ghika. — Mort de Méhémet-Ali, à Alexandrie, à quatre-vingts ans (1^{er} août). — Différend avec l'Autriche et la Russie, à cause des réfugiés hongrois et polonais, dont la Porte refuse l'extradition (17 sept.). Intervention officieuse de l'Angleterre et de la France; l'amiral anglais Parker paraît même dans les Dardanelles. La Russie se contente de demander l'internement (31 déc.).

1850.

Allemagne, Autriche et Prusse. — La démocratie est encore puissante dans plusieurs états (janv.). — Réformes intérieures en Autriche. Publication successive des constitutions provinciales, décrétées en déc. 1849 (janv. - févr.). Réorganisation judiciaire de la Hongrie (11 janv.). Autorité maritime centrale établie à Trieste (30 janv.). — En Prusse, après le vote des chambres, promulgation de la constitution révisée (1^{er} févr.). Loi sur l'administration communale et provinciale (11 mars); elle restera sans exécution. Acquisition des principautés de Hohenzollern (20 mars).

La Prusse active les élections pour la formation du parlement fédéral d'Erfurth, convoqué pour le 20 mars au nom des états qui font partie de l'Union restreinte (13 févr.). — Convention de Munich, entre la Bavière, la Saxe et le Wurtemberg, pour la reconstitution de l'état fédératif, avec une assemblée représentative de trois cents députés, dont cent pour l'Autriche, cent pour la Prusse, cent pour les autres membres de la confédération (27 févr.): projet accepté par le Hanovre et l'Autriche. L'Autriche songe à établir une union douanière austro-allemande, pour absorber le Zollverein dirigé par la Prusse. — Ouverture de la diète d'Erfurth (20 mars): deux chambres, celle des États, celle du peuple. Fluctuations du roi de Prusse, qui n'ose pas se déclarer ouvertement contre l'Autriche; attitude menaçante du

ministre autrichien Schwartzberg; conseils modérateurs du ministre de Prusse, M. de Manteuffel. La chambre du peuple, 125 voix contre 89, adopte la constitution allemande du 28 mai 1849 (13 avril). Clôture de la session le 29; le collège des princes de cette diète d'empire doit se réunir à Berlin pour représenter l'Union restreinte. Vigueur de l'Autriche: le prince de Schwartzberg adresse un appel à tous les états allemands pour reconstituer la diète de 1815 à Francfort (26 avril). Cependant la commission fédérale provisoire, instituée le 30 sept. 1849, est continuée le 30. — Ouverture à Berlin du congrès des princes alliés de la Prusse, représentant vingt états secondaires (10 mai.) Le même jour, ouverture de l'ancienne diète germanique de Francfort par le plénipotentiaire de l'Autriche, le comte de Thun (10 mai): y sont représentés les royaumes de Saxe, Hanovre, Wurtemberg, Bavière, le Luxembourg et la Hesse-Hombourg. Dernière séance du congrès des princes et des représentants des villes libres à Berlin; le conseil d'administration doit être remplacé par un conseil princier (16 mai). La Prusse refuse de reconnaître à l'assemblée de Francfort, où elle envoie des députés pour des conférences libres, le caractère de congrès traditionnel. A Varsovie, conférences sur les affaires d'Allemagne entre l'empereur de Russie, le ministre Schwartzberg et les princes de Prusse (27 mai). — L'assemblée de Francfort proclame le retour au conseil fédéral restreint des dix-sept, selon le mode de 1815 (15 juill.). L'Autriche réclame pour l'assemblée de Francfort la ratification du traité conclu, le 2 juill., par la Prusse avec le Danemark au nom de la confédération. Elle convoque à Francfort le conseil restreint des dix-sept, pour remettre en activité la diète fédérale (10 juill. et 14 août). La Prusse refuse d'envoyer des députés à Francfort (25 août). Installation du conseil restreint de Francfort

(2 sept.). — Ordonnances inconstitutionnelles de l'électeur de Hesse (4 et 7 sept.). L'électeur fuit de Cassel le 13, est à Francfort le 15. Décision du conseil restreint de Francfort, en sa faveur, le 21; la Prusse, d'accord avec le conseil princier de Berlin, proteste contre les résolutions de la prétendue diète de Francfort. La rupture entre l'Autriche et la Prusse est imminente. La Prusse recule: l'Union restreinte se dissout; la constitution votée à Erfurth est annulée (8 oct.). Cependant, quand les troupes fédérales entrent dans la Hesse, les troupes prussiennes y accourent (1^{er} nov.); et, si la retraite de M. de Radovitz, le 5, paraît un gage de paix, le 6 le roi de Prusse mobilise l'armée et la landwehr. — Conférences de M. de Manteuffel, principal ministre depuis la mort récente du comte de Brandebourg, et de M. de Schwarzenberg, à Olmütz (29 nov.): la Prusse et la diète de Francfort doivent agir en commun dans les questions de Hesse et de Holstein; des conférences libres de plénipotentiaires de tous les états allemands s'ouvriront à Dresde pour délibérer sur la question fédérale. Ouverture des conférences de Dresde (23 déc.); elles dureront jusqu'au 23 février 1851.

Dans tous les états, efforts de restauration de l'autorité monarchique. Ordonnances rigoureuses contre la presse, dans la Saxe royale (3 juin); dans la Prusse, le 5. L'état de guerre et la loi martiale, décrétés le 27 oct. 1849, se perpétuent dans le grand-duché de Bade. Dans la Hesse-Darmstadt, comme dans la Hesse électorale, refus du vote de l'impôt (21 sept.); dissolution des chambres, le 27; convocation extraordinaire (9 oct.). Dans le Mecklenbourg-Schwerin, une sentence arbitrale du Hanovre, de la Saxe et de la Prusse, condamne la constitution du 10 oct. 1849; les députés ne peuvent plus se réunir (22, 24 sept. et 16 oct.). Ministère moins libéral dans le Hanovre (28 oct.). Dans le Wurtemberg, depuis le 2 juillet, lutte entre le gouverne-

ment et les chambres qui voient une violation de la constitution dans l'adhésion au traité de Munich du 27 février, et à la formation de l'assemblée plénière et du conseil restreint de Francfort; la troisième assemblée de révision de la constitution, ouverte le 4 oct., est prorogée le 11. — En Prusse, ouverture tardive des chambres (22 nov.): leur esprit, comme celui du peuple, est enclin à la guerre avec l'Autriche. Irritation causée par la nouvelle des conventions arrêtées à Olmütz du 29 nov. au 1^{er} déc.; prorogation. Population au 30 juin: 16 330 186 âmes. — En Autriche, la langue slave est reconnue langue officielle de la Croatie (26 juin). Tribunal suprême de justice organisé à Vienne (août): le sénat de Vérone y sera transféré. Organisation politique de la Hongrie (sept.). Constitution provinciale de la Gallicie (oct.). Économie pour le trésor, par le renvoi de quatre-vingt mille hommes (juill.). Restriction fiscale mise à la liberté de la presse (19 sept.). — Congrès universel des amis de la Paix, à Francfort sur le Mein (22 août). — Prem. banque populaire de Schulze-Delitsch (Saxe).

Amérique centrale. — Démission du président de Costa-Rica, le général Castro, qui a fondé la république (juin).

Amérique du sud et Brésil. — Convention entre les États-Unis et l'Angleterre pour la construction d'un canal à travers l'isthme de Panama (19 avril). — A la Nouvelle-Grenade, sur la demande du parti libéral, le président, le général Lopez, expulse les jésuites, qui avaient été appelés sous la présidence du général Herran (20 mai). — Dans l'Équateur, confusion, prise d'armes des partis, danger de démembrement. — Au Brésil, loi qui assimile la traite des nègres à la plraterie (juill.). — Au Chili, la franchise des ports est promise aux navires de toutes les nations qui accorderont le même privilège (août). — Le général San-Martin, un des libé-

rateurs du Chili et du Pérou, meurt en France (août).

Angleterre. — L'acte prohibitif de navigation de 1651 cesse d'être en vigueur (1^{er} janv.). — Réclamations exercées par le ministre des affaires étrangères, lord Palmerston, contre le gouvernement grec pour des intérêts très-secondaires; arrivée d'une flotte anglaise au Pirée le 15, ultimatum de vingt-quatre heures signifié le 16, violences exercées par l'amiral William Parker dès le 18; la Grèce reste calme et dévouée à son gouvernement, qui est forcé, parce que l'Angleterre ne tient pas compte de la médiation française, acceptée le 4 févr., de céder à l'ultimatum (26 avril). La France rappelle son ambassadeur de Londres (14 mai). Solution du différend, honorable pour la France (20 juin). — Bills proposés par le gouvernement pour l'amélioration de l'administration commerciale et politique des colonies: elles jouiront du système représentatif (8 févr.). — Mort de sir Robert Peel, deuil public (2 juill.). — M. Rothschild, élu par la cité de Londres, est exclu du parlement parce qu'il ne peut pas prêter le serment des chrétiens (26 juill. - 1^{er} août). — Un édit de Pie IX rétablit la hiérarchie catholique en Angleterre: un métropolitain, le cardinal de Westminster, M. Wiseman, et douze évêques (24 et 29 sept.); agitation et meetings anglicans. — Le trajet entre Plymouth et Lisbonne (trois cent vingt et une lieues de France) est fait en soixante-cinq heures (juill.). — Établissement de télégraphe sous-marin, essayé de Calais à Douvres (29 août). — Depuis septembre, construction par souscription, sous le patronage du prince Albert, d'un palais, tout en fer et en verre, dans Hyde-Park, à Londres, pour l'exposition universelle de l'industrie. — Stéréoscope de David Brewster. — Expédition à la recherche de J. Franklin, sous le capitaine Macclure, par le détroit de Behring.

Belgique. — Ratification du

traité de navigation du 17 nov. 1849 avec la France (7 févr.); réciprocité de conditions pour les transports d'un pays à l'autre et sous les deux pavillons. — Progrès croissants du commerce extérieur. — Reconstitution du ministère libéral du 12 août 1847 (11 août). — Mort de la reine Louise-Marie, princesse d'Orléans, à trente-huit ans (11 oct.).

Chine. — Mort de l'empereur Tao-Kwang (25 févr.); avènement de son quatrième fils, Y-Ching, âgé de dix-neuf ans.

Danemark. — Pénibles négociations à Berlin, avec la médiation de l'Angleterre, pour résoudre la question des duchés de Slesvig et de Holstein. La Prusse et les insurgés des duchés violant l'armistice, le ministère et la seconde chambre de Danemark sont décidés à recommencer la guerre (juin). Paix de Berlin (2 juill.), quinze jours après qu'une flotte russe a paru dans les parages des îles danoises, pour appuyer le droit du Danemark. A Londres, ouverture d'un protocole, que les grandes puissances sont appelées à signer pour la paix. L'armée du Slesvig-Holstein, composée en grande partie d'Allemands, n'en veut pas moins envahir le Slesvig. Elle est vaincue près des hauteurs d'Idstedt (25 juill.). Le protocole de Londres est signé par la France, la Russie, l'Angleterre, la Suède, le Danemark (2 août); par l'Autriche le 23; abstention de la Prusse, qui est toujours favorable à la cause insurrectionnelle des duchés. Décrets du roi en faveur du Slesvig reconquis (août). La diète des duchés s'ouvre à Kiel (9 sept.); les hostilités, que la lieutenance insurrectionnelle recommence, rendent à son armée Eckørnsøer, vaste port du Slesvig sur la Baltique (12 sept.), et Tonningen, à l'ouest de l'embouchure de l'Eider, le 29: Friederikstadt est pendant six jours bombardée par les Holsteinois (29 sept. - 5 oct.). Ils sont repoussés. Détresse de la diète de Kiel (oct.). La

ministre de Prusse, M. de Radovitz, invite enfin la régence de Kiel à s'accorder avec son souverain (23 oct.).

Espagne. — Loi de comptabilité générale pour l'administration des finances publiques (janv.). — Les relations diplomatiques, rompues avec l'Angleterre depuis le 17 mai 1848, sont reprises à la demande de l'Espagne (30 mars, 23 avril). — Tentative, sans succès, d'aventuriers américains, partis de la Nouvelle-Orléans avec le général Lopez, contre l'île de Cuba (18 mai). — Naissance d'un prince des Asturies; il meurt aussitôt (12 juin). — Nouvelles élections favorables au ministère Narvaex (31 août).

États-Unis. — Convention Clayton-Bulwer avec l'Angleterre au sujet de l'influence des deux nations dans l'Amérique centrale, et du canal qui doit traverser l'isthme (19 avril). — Les Mormons établis à Hesperet (ruche d'abeilles) accueillent tous les ennemis des institutions démocratiques et des religions reconnues. — Mort de John C. Calhoun, de la Caroline du sud, qui était depuis 1832 le champion de l'esclavage (31 mars). — Mort du président Taylor (9 juill.). D'après la constitution, le vice-président, Fillmore, succède à Taylor. — Compromis touchant la question de l'esclavage, proposé par M. Clay (janv.); il demande que l'esclavage ne puisse s'établir dans les contrées qui jusqu'ici en étaient exemptes. Le sénat vote l'admission, comme état, de la Californie, dont la constitution n'admet pas d'esclaves, et le bill qui fixe le gouvernement territorial du Nouveau-Mexique; mais il rejette le bill de compromis (15 août). La chambre des représentants vote les bills pour la Californie et le Nouveau-Mexique (6 sept.). La Californie forme le trente et unième état. Déjà l'Oregon, pays sans esclaves, a été au commencement de cette année érigé en territoire. Le même rang est donné au pays de l'Utah, où les Mormons n'admettent pas d'esclaves

(sept.). L'esclavage est exclu du district fédéral de Colombia (sept.). Dans l'intérêt des états à esclaves, un bill ordonne l'extradition des esclaves fugitifs, qui se retirent dans les états sans esclaves (13 sept.); agitation des abolitionnistes dans le nord. — Incessantes découvertes d'or dans la Californie. — Mort de Marguerite Feller, qui a exercé une grande influence sur le développement philosophique de l'esprit américain (15 juill.). — Au 1^{er} juin 1850, population : 23 246 301 âmes, six millions de plus qu'en 1840, accroissement plus rapide dans les états libres que dans les états à esclaves.

France. — Jérôme Bonaparte est nommé maréchal de France (2 janv.). — Vote d'une loi temporaire sur les instituteurs communaux, dont la nomination et la révocation dépendront des préfets (12 janv.). Adoption de la loi organique sur l'enseignement (15 mars) : nouveau conseil supérieur; chaque département a une académie; part faite au clergé et à l'enseignement libre. — Création, sur plusieurs points du territoire, de grands commandements militaires (12 févr.). — Elections partielles pour l'assemblée législative, favorables au parti socialiste, à Paris (15 mars, 29 avril). La majorité de l'assemblée et le ministère y répondent par une loi qui restreint le suffrage universel (31 mai) : 433 voix contre 241. — Loi sur la déportation pour crimes politiques (8 juin); la vallée du Valthau dans les îles Marquises, et l'île de Noukahiva, sont les lieux désignés. Belle-en-mer recevra aussi des déportés (décret du 23 juill.). — Crédit de deux millions cent soixante mille francs, voté par l'assemblée pour les frais de la présidence de la république (24 juin). — Loi rigoureuse sur la presse : obligation du timbre, d'un cautionnement plus élevé, de la signature des articles politiques (amendement Tinguay) (16 juill.). Elle sera appliquée le 26 sept. L'assemblée décide qu'elle se prorogera du 11

août au 11 nov. (17 juill.); nomination d'une commission de permanence. — Plusieurs lois d'assistance publique ont déjà été votées, pour la caisse des retraites, pour les sociétés de secours mutuels, pour les logements insalubres, pour l'éducation et le patronage des jeunes détenus. Adoption de la loi sur la caisse de secours mutuels (15 juill.). — Une loi abroge le cours forcé des billets de banque décrété en févr. 1848 (6 août). — Pendant les trois mois de prorogation de l'assemblée, agitation de tous les partis. Deux manifestes des montagnards. Voyage du président dans les départements de l'est, les moins favorables à la cause de l'ordre (du 12 au 28 août); dans la Normandie (du 3 au 13 sept.). — Mort du roi Louis-Philippe à soixante-dix-sept ans, au château de Claremont, dans le comté de Surrey (26 août). — Le comte de Chambord, à Wiesbaden (duché de Nassau), reçoit les légitimistes; lettre circulaire du 30 août contre la doctrine de l'appel au peuple. Essai de fusion des deux branches. Soixante-quatre conseils généraux sur quatre-vingt-cinq discutent la question de la révision de la constitution. Revues de Satory (fin de sept. et oct.). Complot socialiste puni par le tribunal d'Oran (13 oct.). Arrestations, à Lyon, à Avignon, pour un autre complot qui embrassait plusieurs départements du midi (fin d'oct.). — L'assemblée, revenue le 11 nov., engage d'ardentes discussions; désaccord entre une partie de la majorité et le pouvoir exécutif. — Peu d'opérations militaires en Algérie. — Arrivée du premier steamer transatlantique. *le Franklin*, direct. de New-York au Havre (oct.). — Fréquents voyages en aérostats. — Loi sur l'usage des télégraphes électr. (8 déc.). — Mort du physicien Gay-Lussac (9 mai); du romancier Balzac (août).

Grèce. — Pendant que se résout aux dépens de la Grèce, malgré l'intervention de la France, le triste conflit avec l'Angleterre, traité de

commerce avec la Russie (24 juin). — Assassinat du ministre des cultes (1^{er} sept.).

Haïti. — La guerre entre l'empereur Soulouque et la république dominicaine traîne sans résultat. — Traité de navigation et de commerce entre Soulouque et l'Angleterre (6 mai). — Mort du président Boyer à Paris (10 juill.).

Hollande. — Abolition de tous les droits de navigation sur le Rhin néerlandais en faveur de tous les états riverains de ce fleuve, qui accorderont au pavillon hollandais les mêmes avantages qu'à leur pavillon national (15 sept.).

Italie. — A Turin, les chambres adoptent le traité de Milan conclu avec l'Autriche le 6 août 1849 (9-18 janv.). Emprunt de quatre-vingts millions (26 janv.). La loi présentée par le ministre des cultes, Siccardi, abolit les juridictions ecclésiastiques en matière civile et criminelle, et supprime le droit d'asile des églises, malgré une protestation du cardinal Antonelli, secrétaire d'État du saint-siège (9 avril). L'archevêque de Turin, Franzoni, qui défend au clergé d'obéir à cette loi le 18, est arrêté et conduit prisonnier à la citadelle (4 mai). Protestation nouvelle du cardinal Antonelli, le 14. Lettre de l'archevêque, portant refus de sacrement et de sépulture au chevalier de Santa-Rosa, membre du cabinet qui a présenté la loi. Scènes de désordre à ses funérailles (7 août). L'archevêque refuse de renoncer à son siège, et est transféré à Fenes-trelles (août). L'archevêque de Cagliari résiste à un édit royal de 1836 (sept.). Sentences d'appel comme d'abus, rendues contre ces deux archevêques, à Cagliari le 21, à Turin le 25 sept. Le Piémont entre dans la voie du libre échange, par la loi de douane et de navigation promulguée le 12 juillet. Le comte Cavour, journaliste distingué, entre au ministère en oct. — En Toscane, le

grand-duc décrète d'office le budget des recettes et des dépenses pour l'année 1850 (févr.). Convention avec l'Autriche pour l'entretien des dix mille Autrichiens qui gardent le pays (22 avril). Voyage du grand-duc à Vienne (août). Au retour, suspension du statut constitutionnel, dissolution de l'assemblée des députés, suppression de la liberté de la presse (21 sept.). — Le pape rentre à Rome, le 12 avril. La France y a toujours une armée. Les promesses du *motu proprio* du 12 septembre 1849 sont tenues en partie le 10 sept. : formation de cinq départements ministériels, et d'un conseil d'État; attributions étendues du principal secrétaire d'État. Utiles mesures financières pour éteindre le papier-monnaie, créé par le gouvernement républicain (30 août, 14 oct.). Rétablissement de la hiérarchie catholique en Angleterre (24 sept.). Promotion de quatorze cardinaux, le 30. — Agitation à Palerme, au nom de la constitution de 1812 (27 janv.) : six exécutions militaires. Nouvelle tentative de soulèvement (18 mai). Décret royal pour réprimer la presse dans les Deux-Siciles (13 août).

Mexique. — Dix-huit candidats à la présidence; élection du général Arista (29 sept.). — Le choléra à Mexico.

Portugal. — Attaques très-vives contre le premier ministre, le comte de Thomar (janv. et févr.). — Loi très-sévère contre la presse. — Deux bâtiments de guerre américains entrent dans le Tage pour faire valoir une ancienne réclamation de l'Union (28 juin); le roi de Suède sera pris pour arbitre (juill.).

Russie. — Lutte toujours difficile contre les Circassiens qui ont pour chef Shamil-bey; ses succès du 23 avril au 26 mai. Il est repoussé au delà de la ligne des Lesghiens (juin-juill.). — Mouvements de paysans contre la noblesse, dans plusieurs provinces, réprimés (août). — Nouveaux tarifs moins prohibitifs.

Suède. — Le choléra, pour la première fois, en Suède, dans la Scanie (août), même à Christiania (oct.).

Suisse. — Assemblée des vaincus du parti démocratique d'Allemagne, d'Italie, de France, elle est menacée d'une occupation militaire, par la Prusse et l'Autriche d'abord, à cause des menées démagogiques qu'on attribue aux réfugiés (janv.). Circulaire du conseil fédéral (4 févr.), pour l'expulsion de certains réfugiés allemands. Les réfugiés seront internés (12 août). — Le conseil national, ouvert le 5 avril, accède à la résolution prise par le conseil des États, d'adopter le système monétaire de France (25 avril). — Au Valais, la congrégation du grand Saint-Bernard ne voulant pas faire connaître l'état de sa fortune, pour que le trésor prenne l'excédant du revenu conformément au décret du grand conseil cantonal du 29 janv. 1848; quelques-uns de ses immeubles sont mis en vente (9 nov.). L'intervention amiable de la France continue, avec l'autorisation du grand conseil. — Tentative du parti ultra-moderé pour enlever la ville de Fribourg (4-5 oct.). — Première ascension du mont Bernina, dans le canton des Grisons, qui a 4052 mètres au-dessus du niveau de la mer (oct.). — Population totale : 2 393 931 âmes.

Turquie. — Les relations diplomatiques, interrompues avec l'Autriche au sujet des réfugiés hongrois, sont rétablies (6 avril). — Un firman du grand seigneur crée au Caire et à Alexandrie des tribunaux de commerce mixtes, comme il en existe à Constantinople (30 mars). — Choléra en Égypte, à Malte, à Tunis, à Tripoli. — Curage des bouches du Danube, commencé le 1^{er} octobre.

1851.

Allemagne, Autriche et Prusse. — Question fédérale. Conférences de Dresde (déc. 1850 au 15 mai); divers essais de la Prusse pour former un conseil exécutif fédéral.

L'Autriche demandant l'incorporation de tous ses états indistinctement dans la confédération, la Prusse refuse, et est réduite à demander pour elle et pour ses alliés de siéger de nouveau à l'ancienne diète de Francfort. — Décisions de la diète restaurée (23 août) : répression de la liberté de la presse recommandée à tous les gouvernements ; abolition des droits fondamentaux, promulgués en 1848 et renouvelés en mars 1849, dans tous les états de la confédération. La Prusse et l'Autriche renoncent à l'entretien d'une flotte fédérale (23 août). Les provinces de Prusse et de Posen, entrées dans la confédération depuis 1848, doivent en sortir (3 oct.). — En Prusse, les chambres évitent tout débat irritant en passant à l'ordre du jour sur la discussion de l'adresse (7, 8 janv.). Session jusqu'au 9 mai ; vote de trente-quatre projets de loi, nouveau code pénal, loi sur l'impôt du revenu à répartir par classes d'imposables, fixation du budget de 1851. — Circulaires qui suspendent, au profit des anciennes classes privilégiées, l'application de la loi organique du 11 mars 1850 (15, 17 et 28 mai) : création d'un administrateur par commune rurale, rétablissement des assemblées d'États pour les cercles, et des assemblées d'Ordres pour les provinces. Inauguration à Berlin de la statue de Frédéric le Grand (31 mai). Le roi va prendre possession de Hohenzollern - Hechingen et Sigmaringen (23 août). Session nouvelle (27 nov.). — Important traité de la Prusse, au nom du Zollverein, avec le Hanovre, l'Oldenbourg et Brême, membres du steuerverein (association d'impôts), formé en 1835, (7 sept.) : mais Hambourg, les deux Mecklenbourg et les duchés danois restent en dehors de l'alliance douanière. — En Autriche, lettres de cabinet du 20 août, et dépêches circulaires du 26, qui équivalent à l'abolition de la constitution du 4 mars 1849. Le Hongrois Kossuth, dont l'internement à Ku-

taya (Asie Mineure), a cessé le 1^{er} sept., passe par Marseille, Lisbonne, Southampton, où il s'embarque pour les États-Unis (20 nov.). Loi sur l'organisation des arts et métiers, qui restent divisés en corporations (déc.). Progrès des recettes publiques ; réduction de la dette du trésor envers la banque, et de la circulation du papier-monnaie. — Convocation à Vienne, pour le 2 janvier 1852, d'une conférence douanière de tous les gouvernements, afin de délibérer sur une union austro-allemande ; inquiétude de la Prusse, membre prépondérant du Zollverein. La Saxe, la Bavière et le Wurtemberg sont favorables au projet de conférence (déc.). — En Bavière, égalité civile accordée aux juifs par une loi (29 juin). — Restriction de la liberté de la presse dans le Mecklenbourg-Schwerin (12 juill.). — Dissolution de la diète réunie d'Anhalt-Dessau-Kœthen ; des diètes séparées d'Anhalt-Dessau, et d'Anhalt-Kœthen (21 juill.). — Dans le Wurtemberg, l'armée est relevée du serment prêté à la constitution (3 sept.). — En Bavière, les députés rejettent une proposition individuelle qui portait qu'à l'avenir les budgets ne seraient votés que pour un an (24 oct.). — A Brême, débat engagé entre le sénat et l'assemblée des bourgeois, au sujet de la révision de la constitution (27 sept., 8 oct., 29 déc.). — A Nassau, abolition de la constitution par le grand-duc (nov.) ; ordonnances grand-ducales (31 déc.). — Dans Saxe-Cobourg-Gotha, opposition parlementaire au veto absolu du duc (16 déc.). — A Oldenbourg, vote sur la révision de la constitution (29 déc.). — Mort du roi de Hanovre, Ernest-Auguste, à quatre-vingt et un ans (18 nov.). Son fils, George, qui lui succède quoique aveugle de naissance, a trente-deux ans. Nouveau ministère. Tendance à l'ajournement des réformes judiciaires qui étaient défavorables aux nobles et aux privilégiés, et que les deux chambres réclament (déc.). — Mort de Priesnitz, le fondateur de

la méthode curative par l'hydrothérapie (déc.).

Amérique centrale. — Nouvelle révolution à Nicaragua (4 août); le président don Joseph Lacano Pineda est enlevé par le général rebelle Muñoz, ex-ministre de la guerre. Rivalité entre le sénat et la faction de Muñoz.

Amérique du sud et Brésil. — Calme du Pérou : au président, le général Castilla, succède pacifiquement le général Echenique (20 avril). Utiles travaux du congrès. — Au Chili, avènement pacifique du nouveau président don Manuel Montt (19 sept.). Insurrection dans le nord, contre laquelle agit le général Bulnes. — Dans l'Équateur, élection présidentielle du général Urbina. — Dans la Plata, révolte, contre le président Rosas, du général Urquiza, gouverneur d'Entre-Ríos. Avec cinq mille hommes, il marche contre la Banda orientale, pour renverser Oribe, qui assiège toujours Montevideo; il est soutenu par quinze mille Brésiliens. Capitulation d'Oribe; Urquiza à Montevideo (8 oct.); traités entre Montevideo et le Brésil. Urquiza passe le Parana pour attaquer directement Rosas (déc.).

Angleterre. — Débat (dès févr.) sur le projet de bill du ministre John Russel, pour empêcher les évêques catholiques de prendre des titres diocésains de villes ou de provinces; vote par les communes (4 juill.), par les lords le 30. Le projet de bill, pour l'admission des juifs au parlement, adopté par les communes le 3 juillet, est rejeté par les lords le 17. Position difficile du ministère qui est presque en minorité. Clôture de la session (8 août); prorogation jusqu'au 4 nov. — Exposition universelle de l'industrie, à Londres, dans le palais de cristal, construit à Hyde-Park (du 1^{er} mai au 11 oct.). Récompenses décernées par un jury international de toutes les nations qui ont exposé : 172 grandes

médailles, dont 80 à l'Angleterre, 56 à la France qui ne comptait que pour un onzième dans le nombre total des exposants; 2792 médailles ordinaires ou de seconde classe. — Retraite du ministre des affaires étrangères, lord Palmerston, qui paraissait trop favorable aux réfugiés républicains (22 déc.). — Différend entre les unions ouvrières, et les maîtres, auxquels l'*amalgamated society* des machinistes et mécaniciens veut imposer des conditions pour le règlement et le prix du travail (24 déc.). Les principaux maîtres décident que si une seule de leurs maisons est mise en interdit par la société réunie, elles fermeront toutes ensemble leurs ateliers le 10 janvier. — Fondation d'une association dite de défense catholique, qui réunit Anglais et Irlandais. — En Irlande, système d'assassinats organisé par les ribbonistes. — Au nord du cap de Bonne-Espérance, lutte pénible du gouverneur sir Harry Smith avec les Cafres. — Sept missionnaires anglais, perdus sur la côte de Patagonie, y meurent de faim. — Traité avec les îles Sandwich, signé à Honolulu (10 juill.). — Découverte de gisements dans les mont. d'or de l'est de l'Australie. — Première communication, sous-marine et presque instantanée, entre l'Angleterre et la France, par le télégraphe électrique, dont le fil est tendu de Douvres à Calais (29 sep.); le service de la correspondance est organisé en novembre. — Mort de l'historien Lingard (18 juill.). — Population de l'ensemble du royaume uni : 27 738 94 âmes; l'Irlande compte pour 6 515 794. L'Angleterre et le pays des Galles n'avaient en 1750 que 6 517 035 âmes. A Londres, 2 359 640 âmes. L'Irlande a 65 000 maisons inhabitées; désertion effrayante vers l'Amérique.

Belgique. — Le projet ministériel du rétablissement de l'impôt sur la succession en ligne directe trouve de la résistance dans le parti de la grande propriété. Démission du mi-

nistère (mal) ; le roi le conserve. Le sénat rejette la loi (2 sept.). Ajournement des chambres le 3, dissolution du sénat le 5. Elections sénatoriales, le 27. Nouvelle session (4 nov.). Vote par le sénat, 46 contre 6, d'un amendement conciliatoire touchant la loi, auquel s'est rallié le cabinet (22 nov.) : l'impôt sera moins productif, n'atteignant ni les biens meubles, ni les immeubles hérités à l'étranger. — Révision des deux premiers livres du code pénal (nov.) ; suppression de peines infamantes ; adoption du système cellulaire pour les travaux forcés à temps et la réclusion ; la peine de mort est maintenue.

Danemark. — Plus de résistance armée dans les duchés : l'assemblée du Slesvig-Holstein approuve les propositions de la lieutenance, qui tendent à toute cessation d'hostilités (11 janv.). — Plusieurs crises ministérielles au sujet de la conduite à suivre à l'égard des duchés et de la désignation définitive d'une ligne de succession royale, sur laquelle est consultée la Prusse. La majorité de la diète danoise, réunie depuis le 4 nov., voudrait la participation des duchés aux principes libéraux de la loi fondamentale (18 nov.). Opposition du nouveau cabinet à cette union constitutionnelle entre le Slesvig et le Danemark ; le roi ne veut rendre au Slesvig que les Etats provinciaux consultatifs de 1831 et 1834. La seconde chambre combat le programme ministériel (26 et 27 nov.). — Constitution et représentation nationale, accordées à l'Islande (21 mai). L'assemblée, ouverte le 7 juillet, rejette le projet de constit. ; elle est dissoute. — Mort du physicien Oersted.

Espagne. — Retraite du cabinet Narvaez (11 janv.). Ministère Bravo Murillo, pris aussi dans le parti conservateur, mais moins capable d'en tenir unis tous les éléments. Débat parlementaire sur le règlement de la dette étrangère. Dissolution des cortès (7 avril). Elections favorables. Nouvelle session (1^{er} juin). Le ré-

glement de la dette étrangère est enfin voté (juin-août). Loi du règlement de la dette publique (1^{er} août). — Naissance d'une fille de l'infante Luisa Fernanda, sœur de la reine, duchesse de Montpensier (28 août). — Nouvelle expédition du général Lopez, partie de la Nouvelle-Orléans, contre Cuba (août). Il est pris et pendu à la Havane (1^{er} sept.). Ordonnances de réforme pour l'administration de Cuba (1^{er} oct.). — Concordat avec le saint-siège, publié le 19 oct. — La proposition Olozaga sur l'inviolabilité des députés est soustraite à la discussion parlementaire, comme intempestive (1^{er} déc.). Suspension de la session le 9. — Naissance d'une princesse des Asturies, le 20. — L'ancien ministre de Charles IV, don Manuel Godoy, prince de la Paix, meurt à Paris à quatre-vingt-trois ans (oct.).

États-Unis. — Court différend avec l'Espagne au sujet de l'expédition de Lopez contre Cuba (août-sept.). — Un chemin de fer unit le Canada à Boston (sept.). — Accueil cordial, mais sans caractère officiel, fait à Kossuth, l'ex-chef de la république hongroise (déc.). — M. Clay renonce définitivement à la vie politique (déc.). — Incendie de la bibliothèque du congrès (24 déc.). — État du commerce extérieur : importations pour 223 405 272 dollars ; exportations, 217 523 201. — Mort de Fenimore Cooper, l'auteur du *Dernier des Mohicans*, de *la Prairie*, de tant de romans qui ont fait connaître à l'Europe les Indiens de l'ouest (14 sept.).

France. — Le commandement en chef de l'armée de Paris est retiré au général Changarnier (10 janv.). Remaniement ministériel, le même jour. Vote de blâme de l'assemblée contre le cabinet, le 18. Message présidentiel ; cabinet de transition, le 24. Nouveau ministère parlementaire, dont les éléments sont empruntés en partie aux cabinets de décembre 1848 et du 30 octobre 1849 : MM Baroche, Fould,

Léon Faucher, Buffet, Rouher, Chasseloup-Laubat, Crouseilles, général Randon, Magne, tous décidés au maintien de la loi du 31 mai 1850; pas de président du conseil (10 avril). Vote favorable de l'assemblée, le 11. Loi organique de la garde nationale, discutée en mai. — L'assemblée entre dans la troisième année de sa législature (28 mai); la question de révision de la constitution, peut, d'après l'art. 111, être discutée; mais les trois quarts des voix de l'assemblée actuelle sont nécessaires pour qu'il y ait convocation d'une constituante. Pétitions diverses pour la révision totale, pour la révision partielle, et la prorogation de la présidence. Discussion d'une proposition collective de représentants, du 14 au 19 juillet; elle est votée par 446 contre 278, mais la minorité a cent voix en sus du quart. L'assemblée se proroge du 10 août au 4 nov. — Pendant la vacance parlementaire, vœux de révision, émis par quatre-vingts conseils généraux. Procès politique devant le conseil de guerre de Lyon; trois sentences de déportation (fin août). Arrestation d'affiliés des réfugiés de Londres (1-3 sept.). Plusieurs procès de presse (août-sept.). Troubles dans l'Ardèche mis en état de siège le 12 sept.; dans l'Ailier; le Cher et la Nièvre mis tous deux en état de siège le 21 oct. — Démiss. du cabinet (14 oct.). Ministère du 26 oct.: MM. Casabianca, Lacrosse, Fortoul, Ch. Giraud, Thoriguy, Daviel, général Sainet-Arnaud, le comte Turgot, Lefebvre-Duruel; M. de Maupas, préfet de police. — Retour de l'assemblée (4 nov.). Message du président; il propose l'abrogation de la loi du 31 mai, qui est un obstacle à la révision légale, et annonce l'intention de persister dans la politique d'ordre et de résistance à l'anarchie. Projet ministériel de loi électorale sur les bases de l'abrogation; l'assemblée refuse l'urgence; elle décide à la majorité de sept voix, 355 contre 348, qu'elle ne passera pas à une seconde délibération, le 13. Rejet

d'une proposition des questeurs pour déterminer le droit de réquisition directe de troupes que la constitution donne au président de l'assemblée, le 17. La loi du 31 mai est battue en brèche dans la discussion sur le titre II de la loi organique d'administration municipale, titre qui traite de l'électorat; mais la majorité d'une voix, 321 contre 320, refuse de réduire à un an, au lieu de trois, le domicile électoral le 29. Le projet de loi organique, élaboré par le conseil d'état, sur la responsabilité du président et des agents du pouvoir exécutif, est l'objet d'irritantes discussions au sein d'une commission, depuis le 22. Application de la loi du 31 mai dans l'élection isolée d'un représentant à Paris (1^{er} déc.). — Événements du 2 décembre. Dans la nuit du 1^{er} au 2, arrestation d'un grand nombre de représentants. Décret présidentiel, contre-signé du nouveau ministre de l'intérieur, de Morny: dissolution de l'assemblée; rétablissement du suffrage universel; abrogation de la loi du 31 mai; convocation du peuple dans ses comices du 14 au 21; mise en état de siège des départements compris dans la première division militaire; dissolution du conseil d'État. Proclamations du président au peuple et à l'armée; il annonce qu'il va soumettre aux suffrages de tous les citoyens les bases d'une constitution, renouvelée du système du premier consul. Ministère: MM. de Morny, général de Saint-Arnaud, Fould, Rouher, Magne, Casabianca, Fortoul, Turgot, Th. Ducos. Commission consultative où sont inscrits beaucoup de membres de l'ancienne assemblée dont quelques-uns protestent. A la bourse, le cinq pour cent hausse de 2 fr. 10 c. Suppression temporaire de plusieurs journaux. Magnan commande à Paris où il y a quelque résistance armée; le représentant Baudin est tué sur une barricade le 3. Pas de mouvement à Lyon, où commande en chef le général Castellane. Dans plusieurs départements émotion vive, et lutte

sanglante, du 3 au 16; 'décrets de mise en état de siège; arrestations très-nombreuses; envoi de commissaires extraordinaires : les désordres les plus graves sont à l'est, dans l'Allier, la Nièvre, la Drôme, les Basses-Alpes, le Var; sur quelques points, essai de jacquerie. Décret qui rend au culte l'église Sainte-Genièvre, le 6. Décret de transportation à Cayenne ou en Algérie des malfaiteurs coupables de rupture de ban, et des membres de sociétés secrètes, le 8. Décret pour l'établissement d'un chemin de fer de ceinture à Paris, le 11. Crédit pour secours annuels et viagers, aux anciens militaires de la république et de l'empire, le 14. Interdiction du travail sur les chantiers de l'État le dimanche et les jours fériés, le 15. — Hausse de toutes les valeurs et reprise des affaires, du 2 au 20 déc. — Vote sur le plébiscite du 2 décembre (20 et 21 déc.); recensement général et présentation du procès-verbal au prince-président, le 31, par la commission consultative, dont M. Baroche est vice-président : sept millions cinq cent mille suffrages donnent au prince Louis-Napoléon, élu président pour dix ans, tous les pouvoirs pour faire une constitution conforme au plébiscite. — Le cadre d'activité des officiers généraux, et le cadre d'état-major, sont rétablis comme avant les décrets du 28 avril et du 3 mai 1848 (20 déc.). Modification apportée à l'organisation de la gendarmerie, et promotions dans les cadres d'activité et d'état-major, le 22. Répartition du territoire en vingt et une divisions militaires, supprimée après le 24 février 1848, rétablie le 26. Dissolution et reconstitution de la commission municipale et départementale de la Seine, le 27. — En Algérie, expédition contre la petite Kabylie, dans le triangle de Milah à Djijelli et à Philippeville, votée par l'Assemblée, accomplie par le général de brigade, Saint-Arnaud, du 8 mai au 17 juillet; il est fait général de division. Loi du 17 juin pour sou-

mettre à un ensemble de règles générales les propriétés des indigènes et celles des Européens. Progrès du faux chérif Bou-Baghia, d'abord dans le cercle de Dellys au delà de l'Isser, puis au centre du pays kabyle chez les Maatka, les Guechtoulas, les Fillass (sept.-oct.) : ces tribus de la grande Kabylie sont trappées, mais il n'est pas poursuivi chez les Zouaouas (nov.). — Sur les côtes du Maroc, à cause d'actes de piraterie, dont satisfaction n'a pas été obtenue, bombardement de Rabat et de Salé par le contre-amiral Dubourdieu (26 nov.); accommodement le 29, que ne ratifie pas l'empereur du Maroc. — Décret réglementaire sur le service à bord des bâtiments de la flotte (15 août); il sera complété par le règlement du 28 août 1852. — Mort des maréchaux Dode de La Brunerie, Sébastiani (20 juill.), Soult (26 nov.). Harispe, âgé de quatre-vingt-trois ans, qui a servi surtout en Espagne; Vaillant, général du génie, qui a dirigé le siège de Rome en 1849, sont faits maréchaux (11 déc.). Mort de la duchesse d'Angoulême, à Froshdorf, résidence ordinaire du comte de Chambord, à soixante-treize ans (19 oct.). — Le principe de la concession des chemins de fer aux compagnies prévaut dans la loi qui concerne la continuation de celui de l'ouest (13 mai). Inauguration par le président de la section de la ligne de Lyon, entre Tonnerre et Dijon (1^{er} juin); de la section de la ligne de Bordeaux, entre Tours et Poitiers (1^{er} juill.). Ouverture de la section d'Angers à Nantes (17 août) : plus de lacune entre Nantes et Paris. Mise en exploitation d'une partie de la ligne de Strasbourg, entre Bar-le-Duc et Commercy (18 nov.). Loi qui autorise le gouvernement à concéder le chemin de fer de Lyon à Avignon (1^{er} déc.). — Pose de la première pierre des nouveaux bâtiments de la halle centrale à Paris (sept.). — Réception faite à Paris au lord maire de Londres, venu avec la commission royale du jury de l'Exposition

universelle (2 août). — Conventions littéraires avec le Hanovre (20 oct.) et l'Angleterre (2 nov.). — Le capital de la dette inscrite, qui était au 24 février 1848 de 3 954 085 910 francs, est au 31 déc. de 5 709 671 728. En quatre années 1848-51, en dehors des recettes et des produits ordinaires, 946 millions de ressources extraordinaires ont été épuisés. — Population : 35 781 821 âmes.

Grèce. — La répression de la piraterie est accomplie par des marins français (sept.).

Haïti. — Armistice pour douze mois, entre la république dominicaine et le gouvernement de Port-au-Prince, par la médiation de la France et de l'Angleterre (22 oct.).

Iles-Ioniennes. — Dissolution du parlement, par le lord haut-commissaire, en vertu d'une proclamation de la reine Victoria du 14 nov. (22 déc.) : le parlement doit se réunir tous les ans au lieu de tous les deux ans.

Italie. — Dans le grand-duché de Toscane, décret de dissolution générale de la garde nationale (24 oct.). Suppression de plusieurs chaires d'enseignement à Pise, pour la théologie, la jurisprudence, l'agriculture. — A Turin, débat porté par les chefs de l'opposition parlementaire, Brofferio et Valerio, sur les affaires ecclésiastiques et les difficultés du gouvernement avec Rome (nov.).

Mexique. — Malheureux état du pays, sous la présidence d'Arista. Révolution de Sierra-Madre, nom d'un lac et d'une montagne au sud de l'embouchure de Rio-Grande, dans l'état de Tamauilpas : les chefs des rebelles, les généraux Cavales et Carvajal, prennent Camargo, et attaquent Matamoras (sept.-oct.). Le trésor est vide. Les Anglais réclament avec menace l'acquittement de la dette. Le président propose au sénat de traiter avec eux de la concession d'un passage par l'isthme de Tehuantepec, que sollicitaient dans le même temps les États-Unis.

Persé. — Le schah Nasr-ed-din destitué (18 nov.) et fait mourir son premier ministre, Mirza-Tagui-Khan, partisan des réformes et mal vu des Anglais. Il n'est pas sauvé par la protection russe.

Portugal. — Mouvement militaire accompli aux portes de Lisbonne, à Cintra, par le maréchal Saldanha, avec le comte des Antas et plusieurs chefs septembristes, contre le ministre Cabral, comte de Thomar (8 avril). Le 9, prorogation des cortès au 2 juin. Oporto se donne à Saldanha. Il recolt la présidence du conseil avec les départements de la guerre et de l'intérieur, et le commandement en chef de l'armée. Son entrée à Lisbonne (15 mai) ; un ministère, le 23, convocation de nouvelles cortès pour le 15 sept., à l'effet de modifier la constitution. Décret électoral très-démocratique (20 juin), désapprouvé par le parti chartiste modéré. Remaniement ministériel (juill.). Ouverture des cortès par la reine (15 déc.).

Russie. — Suppression de la barrière des douanes entre la Russie et la Pologne (juill.). — Dans le Caucase, soumission de l'audacieux nabé Hadji-Mourad, qui était sur la rive droite de l'Argoun (20 nov.). — Projet d'expédition contre Khiva, en traversant le pays des Kirghiz, couvert de forts russes, d'Orembourg au lac Aral, dans le temps où la compagnie anglaise des Indes songe à faire de Lahore une capitale de présidence.

Suède et Norvège. — Mouvement communiste en Norvège, dans la province de Drontheim à Levanger (mars), même à Drontheim. Cinquante et un accusés ; condamnation en déc. : le principal chef, directeur d'une société politique, dite ouvrière, est condamné à vingt-sept ans d'esclavage, c'est-à-dire de travaux forcés. — Les Israélites sont admis par une loi sur le territoire norvégien (sept.).

Suisse. — Mouvement d'insur-

rection dans le canton de Fribourg (mars). — Expulsion par le gouvernement de quelques réfugiés français (24 mars, 23 juill.). — Elections générales pour le renouvellement de l'assemblée fédérale qui se compose du conseil national et du conseil des États (fin d'oct.). Elle se réunit le 1^{er} déc. Quoique le président élu par le conseil national, le 2, ne soit pas du parti radical, les anciens membres du conseil fédéral ou pouvoir exécutif, qui appartiennent tous à ce parti, sont réélus pour quatre ans par les deux conseils législatifs, le 4; le docteur Furrer, député de Zurich, est nommé encore président du conseil fédéral. Partage des départements ministériels comme l'année précédente : MM. Furrer, politique; Druey, justice et police; Munzinger, finances; Ochsenbein, militaire; Francini, intérieur; Frel, commerce et péages; Noël, postes. — Vote de la loi sur les poids et mesures, calquée sur le système métrique de France (12 déc.). — Expulsion de réfugiés français, le 26. — Le gouvernement du Valais ratifie les ventes, faites le 17 nov. 1850, d'une partie des biens de la congrégation du grand Saint-Bernard; elle proteste (5 oct.).

Turquie. — Débat diplomatique avec la France, au sujet de la possession des lieux saints, que les Grecs réclament pour leur culte avec la protection de la Russie. — Les relations avec l'Autriche sont compromises par la mise en liberté de Kossuth (1^{er} sept.). — Différend avec l'Égypte, au sujet du tanziimat, c'est-à-dire de l'exercice du droit de vie et de mort. — Essai de réforme financière. — En Égypte, tracé définitivement arrêté pour le chemin de fer d'Alexandrie au Caire, que construiront des Anglais; il passera à travers le Delta (déc.). — Mort de l'émir Beschir, prince du Liban.

— Éclipse de soleil, totale et centrale (28 juill.), attendue encore, comme au moyen âge, avec crainte dans certains pays, quoique détermi-

née d'avance par la science astronomique.

1852.

Afrique. — La colonie américaine des noirs libres, à Libéria, constituée en État en 1847 sur le modèle des États-Unis, est reconnue successivement (1847-54) par les États-Unis, l'Angleterre, la Belgique, la Prusse, le Brésil; un traité avec la France, conclu en 1852, est ratifié en 1856.

Allemagne, Autriche et Prusse. — La diète renonce à la flotte fédérale, créée en 1848; malgré les efforts du congrès hanovrien, elle doit être dissoute (3 avril), elle cesse d'exister le 3 mai. Les six vaisseaux restants sont vendus à la compagnie anglaise du Lloyd (déc.). — Pour préparer les bases d'un traité de douanes qui puisse être soumis à tous les États allemands, congrès à Vienne, ouvert le 5 janvier, clos le 10 avril; protocole final le 22. La Bavière, la Saxe, le Wurtemberg, Bade, les trois Hesses et Nassau se rallient aux principes de l'Autriche, et s'engagent à les appuyer dans le congrès douanier de Berlin : le Brunswick, l'Oldenbourg, Francfort et les villes hanséatiques, qui sont représentées, n'y adhèrent pas. La Prusse n'y a pas eu de députés. Le congrès du Zollverein s'est ouvert à Berlin sans plénipotentiaire autrichien, le 19 avril. Les adhérents de l'Autriche, qui forment la coalition dite de Darmstadt, voudraient amener la Prusse à des concessions : elle s'y refuse le 7 juin. Déclaration des États de la coalition, le 10 juillet; déclaration prussienne du 20; les coalisés veulent tout d'abord un traité de douanes et de commerce (21 août); la Prusse propose, avec l'accession du Steuerverein, le renouvellement du Zollverein pour douze ans, le 31. Une conférence douanière de la coalition à Munich (17 sept.) trouve les offres de la Prusse insuffisantes. Rupture des conférences

douanières de Berlin (28 sept.). Nouvelle conférence des coalisés à Vienne (30 oct.). Traité qui prolonge l'union de douanes et de commerce entre la Prusse et les États de Thuringe (26 nov.). — Toutes les propositions concernant le Holstein et la question danoise sont acceptées par la diète dans la séance restreinte du 29 juillet : 15 voix contre 2. — En Autriche, décrets destinés à remplacer définitivement la constitution du 4 mars 1849, signés le 31 déc. 1851, publiés le 1^{er} janvier : l'empereur reprend l'ancien titre de majesté apostolique, impériale et royale. Il visite Venise, Vérone, Trieste, la baie de Muggia (28 févr.). Mort du prince de Schwartzemberg, d'apoplexie, à cinquante-deux ans (5 avril) : il n'y a plus de ministre-président, l'empereur se réserve la direction suprême; les affaires étrangères sont données à M. de Buol Schauenstein, beau-frère du baron de Meyendorff qui est ministre de l'empereur de Russie à Vienne. L'empereur visite la Hongrie (juin-juill.). Introduction dans les provinces hongroises du code pénal composé en 1803, remanié en 1848 (27 mai); le code civil allemand, refondu en 1811, est déclaré applicable dans la Hongrie, la Transylvanie et la Croatie (déc.). Traité de douanes avec la Porte (mai). Nouveau code pénal et lois sur la presse : pas de journaux sans privilège du gouvernement (2 juin). Accroissement des revenus publics par les chemins de fer, par la navigation des fleuves; économies dans le service administratif; facile emprunt de trente-cinq millions de florins sur la place de Londres (juin). Nouvel emprunt de quatre-vingt millions de florins (9 sept.). Loi sur les brevets, s'étendant à toute la monarchie (10 oct.). Traité d'union douanière avec Parme et Modène (août). Extension de l'étude de l'allemand dans le royaume lombard-vénitien (nov.). L'empereur va par Dresde à Berlin; y rencontre le roi de Hanovre et le duc de Brunswick

(déc.). — En Prusse, débats législatifs sur la révision de la constitution, du 5 janv. au 28 avril, surtout en ce qui concerne la division en ordres, les fiefs et les fideicommiss dont le rétablissement est demandé, et la composition de la première chambre, que le roi veut transformer en pairie héréditaire. Message royal (28 avril) : à partir du 7 août, l'article de la constitution relatif à l'organisation de la première chambre sera aboli; cette organisation dépendra du roi. La proposition du message est rejetée par la seconde chambre : 181 contre 113 (6 mai). Clôture de la session, le 17. Application rigoureuse de la loi sur la presse. Le rétablissement du timbre, qui affecte surtout les journaux étrangers, sera en vigueur le 1^{er} juillet. Un seul tribunal suprême pour toute la monarchie, même pour les provinces rhénanes (mars). La première chambre est maintenue, par ordonnance royale, dans sa composition actuelle jusqu'au 7 août 1853; la nouvelle chambre devra être, comme la précédente, le produit de l'élection (sept.). Procès des communistes à Cologne (oct.-nov.). Nouvelles élections parlementaires, favorables au ministère. Ouverture des chambres (29 nov.); le président du conseil déclare que la voie légale sera suivie dans le développement de la constitution, mais que la royauté ne veut pas être entravée. Projet de loi relatif à la première chambre (7 déc.); proposition de ne convoquer les chambres que tous les six ans et pour deux ans, d'abroger l'ordonnance communale, et de revenir aux vieilles coutumes communales des provinces. Le choléra dans la Pologne russe et dans la Prusse propre. Population : 16 355 011 âmes. — A Cassel, abolition de la constitution du 5 janvier 1831 et de la loi électorale de 1849, par une résolution de la diète (27 mars). Nouvelle constitution octroyée par l'électeur (13 avril); ouverture des chambres (6 juill.). Dans le Hanovre et l'Oldenbourg, discussions

sur la constitution. A Brême, elle est supprimée par le sénat, d'accord avec un commissaire fédéral (29 mars). Dans le Wurtemberg, ordonnance royale pour l'abrogation des droits fondamentaux (2 avril); le 17, retrait du projet de constitution révisée, présenté en juin 1851; prorogation des chambres après le vote des budgets de 1852 à 1855 (6 sept.). Dans la Hesse-Hombourg, abolition, par ordonnance, de la constitution promulguée le 3 janvier 1850 (23 avril). En Bavière, un nouveau serment sera prêté par l'armée (9 juin). — Mort du grand-duc de Bade, Charles-Léopold-Frédéric, à soixante et un ans (24 avril); avènement de son fils aîné Louis, atteint de maladie mentale; son second fils Frédéric est corégent. Prorogation de l'état de siège jusqu'au 1^{er} sept. (26 juill.); il est supprimé le 1^{er} sept. — Une résolution de l'assemblée plénière de la diète détruit, dans la ville libre de Francfort, ce qui reste des institutions de 1848 (5 oct.). — Mort des peintres Cornélius et Waechter, du pédagogue Fr. Frœbel. — *Agnès Bernauer*, tragédie de Fr. Hebbel.

Amérique du sud et Brésil.

— Défaite de Rosas à Santos-Lugares ou Caseros, par Urquiza, commandant avec Mitre les troupes du Brésil, de l'Uruguay et de l'Entre-Rios (3 févr.). Rosas s'enfuit sur un bâtiment anglais et arrivera bientôt en Europe. Entrée des vainqueurs à Buenos-Aires, le 18; gouvernement provisoire dans cette ville sous la présidence de don Vincent Lopez. Traité conclu à Montevideo, entre le Brésil, l'Uruguay, et les États d'Entre-Rios et de Corrientes (avril). — Conférences de San-Nicolas-de-los-Arroyos, sur la frontière du nord de Buenos-Aires, entre les gouverneurs des treize provinces de la république argentine (mai); Urquiza est élu directeur provisoire jusqu'à la réunion en août d'un congrès général qui doit poser les bases d'une constitution fédérative. Opposition de la

chambre des représentants de Buenos-Aires, Urquiza la dissout, suspend les journaux: quelques décrets d'exil, sans actes de violence (23 juin). Il admet le principe de la libre navigation pour les pavillons étrangers, dans les eaux de la Plata, du Panama et de l'Uruguay, à partir du 1^{er} oct. (31 août). Révolution contre lui pendant qu'il est absent de Buenos-Aires (11 sept.); un gouvernement militaire s'y établit. Urquiza a pour lui tous les autres États. — Déclaration de guerre de la Nouvelle-Grenade contre le Pérou et l'Équateur. — A l'Équateur, expédition avortée du général Flores (juil.). — A la Bolivie, améliorations dues au président, le général Belzu. — Au Brésil, projet de navig. à vapeur sur le fleuve des Amazones. La traite des noirs est supprimée par une convention avec l'Angleter.

Angleterre. — Projet de loi du ministre John Russell pour l'organisation d'un corps de cent vingt mille hommes de milice locale, sorte de garde nationale non mobile (16 févr.). Un amendement de lord Palmerston, son ancien collègue, pour rendre le service de la milice général, c'est-à-dire pour que les miliciens puissent être employés sur tout le territoire du royaume-uni, à onze voix de majorité, le 20. Démission du cabinet. Malgré les antécédents protectionnistes des nouveaux ministres, le comte Derby (lord Stanley), premier lord de la trésorerie, et M. d'Israeli, chancelier de l'Échiquier, leur programme ne menace pas les réformes de Robert Peel, n^o 27. Cependant l'ancienne ligue contre la loi des céréales ressuscite à Manchester (2 mars). Vote du bill de la milice dans le sens de Palmerston (avril). La taxe du revenu est renouvelée pour une année (mai). — Loi sur les sociétés coopératives, qui sera complétée en 1854 et 1862. — Le parlement, qui datait du 18 nov. 1841, est prorogé pour les élections générales (1^{er} juillet). Les élections, qui ne sont pas favorables au rétablissement de la pro-

tection commerciale, donnent une majorité indécise au cabinet. — Une proclamation royale, qui défend la célébration, en public, avec cérémonies extérieures, du culte catholique (15 juil.), est l'occasion d'une lutte sanglante en Irlande, à Stockport. — A la mort du docteur Murray, le pape fait passer à son siège archiépiscopal de Dublin le docteur Cullen, ancien chef du séminaire irlandais à Rome, qu'il avait déjà porté à l'archevêché primatial d'Armagh; installation en juillet. — Fin de la querelle entre les ouvriers mécaniciens et leurs patrons (5 avril) : le conseil exécutif de la société des ouvriers annule sa circulaire du 24 déc. 1851. — La chambre des lords n'étant pas favorable au traité conclu par le gouvernement avec la France au sujet de l'extradition mutuelle des criminels, en modification de celui de 1843, le projet de ratification est retiré (15 juin). — Mort de Wellington à 83 ans (15 sept.); deuil public, il est enseveli à l'église Saint-Paul (18 nov.). Le parlement, ouvert le 4 nov., se déclare contre le ministère, à l'occasion du budget, par la coalition des lords Aberdeen, Russell, et sir J. Graham. Ils forment avec Palmerston, lord Grauville, Gladstone, le marquis de Lansdowne, un brillant cabinet (déc.). — La guerre continue avec les Cafres sous le nouveau major général Cathcart (mars). — Guerre déclarée aux Birmanes (janv.) : envoi rapide de troupes, de Calcutta et de Madras, par bateaux à vapeur (27 et 31 mars). Conquête de Rangoun et d'Artaban (avril); l'Irawaldi est remonté, prise de Prome (9 oct.). — En Australie, les colons abandonnent le travail de la terre pour la recherche de l'or; 87 000 émigrants britanniques s'abattent sur ce pays. — Premier télégraphe sous-marin entre Holy-Head, île voisine d'Anglesey, et Kingstown, près de Dublin (juin). Télégraphe électrique de Calcutta à Kidjeri. — Marine militaire en janv. : à flot, 70 vaisseaux, 63 frégates; en chantier, 13 vaisseaux, 8 frégates; 150 bâ-

timents à vapeur, dont 4 vaisseaux, 5 frégates et 6 corvettes à hélice prêts à armer. — Pour les trois royaumes, 11 105 kilomètres de chemins de fer. — Balance financière de l'année qui finit le 5 juillet 1852 : l'excédant des recettes sur les dépenses est de 1 745 442 livres sterl. (43 636 050 fr.). — De sept. 1851 à août 1852, importation de deux cent millions d'or australien. — Mort de l'illustre poète irlandais Thomas Moore, l'ami de lord Byron (26 févr.).

Belgique. — Elections pour le renouvellement d'une partie du sénat et de la chambre des députés (8 juin) : sur 54 élus, 33 libéraux, 21 cléricaux. Démission du ministère du 12 août 1847, qui ne se sent pas une majorité assez forte (juil.); il reste (août), sauf M. Frère-Orban, qui quitte les finances. — Pénibles négociations commerciales avec la France qui demande un traitement de faveur pour ses vins et ses soieries, et l'interdiction des réimpressions en Belgique d'ouvrages français; elle intimide en augmentant les droits sur les houilles et fontes belges (14 sept.). Démission du cabinet (29 sept.) : ajournement des chambres au 26 oct. Un cabinet libéral modéré n'est reconstitué que le 31 oct. par M. Henri de Brouckère. Un projet de loi sur la presse, pour réprimer les offenses envers la personne ou l'autorité des souverains étrangers, sollicité par la France, est vivement débattu (nov.-déc.); adoption dans les deux chambres, le gouvernement français se montre plus facile sur les conventions commerciale et littéraire (9 déc.). — Conversion en quatre et demi pour cent des emprunts de 1840, 42, 48 (nov.).

Danemark. — Ordonnance royale du 28 janvier, conforme aux désirs de la Prusse et de l'Autriche : le Slesvig et le Holstein ne participeront pas à la constitution parlementaire de la monarchie; ils n'auront que des États provinciaux distincts et des ministres spéciaux,

responsables uniquement devant le roi; plus de ligne douanière sur l'Eider. Dans les deux chambres du Danemark, projet d'adresse contre la résolution du gouvernement (6 et 12 mars), retiré dans chacune par un ordre du jour motivé, le 13 et le 16. Clôture de la session le 20. — Conférence de Londres entre les signat. du premier protocole, Angleterre, France, Russie, Suède, Prusse et Autriche, pour régler la succession au trône (28 avril); désignation de Christian de Slesvig-Holstein-Glücksbourg et des héritiers mâles légitimes (il a quatre enfants) de sa femme actuelle, princesse de Cassel, petite-fille du roi Frédéric VI (8 mai): le principe d'intégrité de la monarchie est reconnu comme permanent. Echange des ratific. le 19 juin. La diète germ. adhère à l'ordonn. du 28 janvier (29 juill.); mais n'est pas invitée à ratifier le traité du 8 mai. — Dissol. de la sec. chambre (4 août). — Présentation d'un projet de loi au sujet du changement à apporter dans l'ordre de succession au trône (8 oct.). Publication à la fin de nov. du protocole de Varsovie, arrêté le 5 juin, à ce sujet, avec l'empereur de Russie, qui est le chef de la branche aînée de Holstein-Gottorp. — Les liens de fraternité se resserrent entre les Scandinaves: une exposition des beaux-arts et de l'industrie doit avoir lieu tous les ans, alternativement dans chacune des trois capitales (janv.); elle s'ouvre à Copenhague (6 août).

Espagne. — Dissolution de la législature (7 janv.). Ordonnance contre la presse, le 10. — Attentat contre la reine: elle est blessée (2 févr.); exécution de l'assassin, le 7. — Modification du tarif de douanes (2 avril). — Décret très-sévère sur la police de la presse, surtout à l'égard des éditeurs responsables, le 5: plusieurs journaux cessent de paraître le 5 mai. Le gouvernement conserve cependant la constitution. — La construction du chemin de fer de l'Èbre à la Bidassoa est concédée à une compa-

gnie (août). — Création d'une caisse centrale des dépôts volontaires et de comptes courants (1 oct.). Les détenteurs de la dette différée peuvent obtenir des titres de la dette consolidée du trois pour cent (3 oct.). Conversion des bons de prime de l'emprunt Lafitte de 1820 (5 nov.). — Mort de Castanos duc de Baylen, le contemporain de Wellington (sept.). — Les étrangers ne pourront professer en Espagne que la religion catholique (25 nov.). — Les cortès, ouvertes le 1^{er} déc., sont dissoutes le lendemain, à cause du choix d'un président constitutionnel par les députés. Le nouveau projet de constitution est publié, mais ne pourra être discuté par la presse; publication des budgets pour 1853; rétablissement des majorats pour les grands d'Espagne. Fusion des oppositions modérées des deux chambres (6 déc.), Narvaez est du comité directeur. Interdiction des réunions électorales, le 8; le 9, mission pour Vienne imposée à Narvaez; manifeste du comité le 10. Nouveau cabinet, le 14, sous le général Roncali, et M. Liorente à l'intérieur; il promet de soumettre aux cortès la révision de la constitution (17 déc.). — Tremblement de terre à Cuba (20 et 28 août, et le 26 nov.); à Manille (16-19 sept.).

États-Unis. — Vitesse prodigieuse de la navigation transatlantique dans la saison d'hiver: l'*Arctic*, parti de New-York le 7 févr. à midi, arrive à Liverpool en neuf jours trois quarts. — Expédition projetée contre le Japon, encore fermé au commerce de toutes les nations. Publication des instructions données le 10 juin 1851 au commodore Perry; il part le 28 nov. — Des Chinois viennent par milliers travailler et s'enrichir aux mines d'or de la Californie; ils ont un temple à San-Francisco (nov.). — Candidats à la prochaine élection présidentielle: le président actuel Fillmore; surtout le général Scott, désigné par la convention whig de Baltimore, dont une partie est pour le

ministre Daniel Webster; le général honoraire Franklin Pierce du New-Hampshire, adopté par la convention démocratique (juin). — Mort de M. H. Clay, le plus grand citoyen de la seconde génération américaine (29 juin); du ministre Daniel Webster, grand orateur aussi, comme Clay et Calhoun (24 oct.). — La majorité présidentielle est pour Fr. Pierce (déc.). — La France et l'Angleterre ne peuvent obtenir des États-Unis qu'ils se joignent à elles pour garantir à l'Espagne la possession de Cuba (2 déc.). — Projet présenté au sénat, pour un chemin de fer, de la vallée du Mississipi à San-Francisco, en Californie (22 déc.). — Marine militaire : 11 vaisseaux, 15 frégates, 10 bâtiments à vapeur. — *L'Oncle Tom*, ou la vie des nègres en Amérique, roman contre l'esclavage, par M^{me} Henriette Beecher Stowe; immense succès dans les deux mondes.

France. — Te Deum à l'occasion du vote du 20 déc.; réceptions aux Tuileries; rétablissement de l'aigle de Napoléon (1^{er} janv.). Les délits de presse seront déferés à la police correctionnelle (1^{er} janv.). La monnaie sera frappée à l'effigie du président, le 3. Décrets de transportation, d'expulsion définitive, ou de bannissement temporaire contre soixante-dix-neuf ex-représentants, dont plusieurs étaient prisonniers depuis le 2 décembre, le 9 : beaucoup se retirent en Belgique. Décrets de dissolution et de réorganisation de toutes les gardes nationales, le 11. — Constitution du 14 janvier, donnée en vertu des pouvoirs que lui a délégués le vote populaire, par le prince Louis-Napoléon, président pour dix ans : 8 titres, 58 articles. Elle organise les grands corps de l'État : un sénat, gardien et interprète de la constitution, composé de membres à vie, à la nomination du président; un corps législatif, élu par le suffrage universel pour six ans, que le président convoque tous les ans en session trimestrielle, qu'il peut ajourner, proroger, dissoudre,

qui discute et vote les lois sans le droit d'initiative, ni d'amendement; un conseil d'État, à la nomination du président, qui rédige les projets de loi et les soutient devant le corps législatif; une haute cour de justice; les maires sont à la nomination du pouvoir exécutif; serment politique. — Création d'un ministère de la police, et d'un ministère d'État (22 janv.); MM. de Maupas et de Casablanca; modifications ministérielles : MM. Abbattucci aux sceaux, Fialin de Persigny à l'Intérieur, Bineau aux finances. Décrets pour que les biens personnels de la maison d'Orléans soient vendus dans le délai d'un an; pour que ceux qui devaient être réunis au domaine de la couronne à l'avènement du roi Louis-Philippe et dont il a fait donation à ses enfants le 7 août 1830, retournent à l'État, le 22. Rétablissement des titres de noblesse, le 24. Réunion du ministère de l'agriculture et du commerce à celui de l'Intérieur, le 25. Nomination du conseil d'État, sous la vice-présidence de M. Baroche, et du sénat, sous la présidence du prince Jérôme, le 25 et le 26. Décret organique pour l'élection des députés au corps législatif : un député pour trente-cinq mille électeurs, en tout 261; l'Algérie et les colonies ne seront pas représentées; convocation des collèges pour le 29 (2 févr.). Décret sur la presse, le 17. Les candidats présentés par le gouvernement passent partout, à cinq ou six exceptions près. Le sénat et les députés sont convoqués, le 6 mars, pour le 29 : M. Billault est nommé, le 9, président du corps législatif. Un décret règle à l'avance les rapports du président avec le conseil d'État, le sénat, le corps législatif, le 23. — Concession à l'industrie privée des chemins de fer de Lyon à Avignon, de Paris à Lyon (3 et 5 janv.). Décret pour l'établissement d'un réseau complet de télégraphie électrique, le 6. Modifications apportées aux commandements et directions d'artillerie, le 15. Ra-

chat des droits attribués à trois compagnies de canaux, le 21. Augmentation des corps militaires permanents en Algérie (14 févr.). Décret sur l'immigration des travailleurs libres dans les colonies (13 févr. et 30 mars). Réorganisation du travail dans les prisons (26 févr.). Décret relatif à l'organisation du crédit foncier le 28. Limite d'âge fixée pour la retraite des magistrats (2 mars). Il y aura au Louvre un musée des souverains. La banque réduit le taux de ses escomptes de 4 à 3 pour 100, le 3 mars; son traité avec l'État, le 4, est avantageux pour tous deux. Décret sur le corps enseignant le 10. Remboursement de la rente cinq pour cent dans vingt jours, le 5 avril, ou conversion en quatre et demi (14 mars) : le cinq était presque stationnaire depuis huit jours à cent cinq environ; par la conversion, l'État bénéficie de dix-huit millions. Décret organique de la Légion d'honneur le 17. Fixation, par décret du 18, du budget général, recettes et dépenses, pour 1852. Décret pour l'achèvement du Louvre, le 18. Réunion à la commune de Lyon des trois groupes de population formant l'agglomération lyonnaise, la Croix-Rousse, Vaise et la Guillotière, le 25. Décret sur la décentralisation, le 25: beaucoup d'attributions sont enlevées à l'autorité centrale et aux bureaux ministériels, pour être données aux préfets. Un grand nombre de décrets, les 26, 27, 28, 29 mars : le code civil reprend son nom de code Napoléon; organis. des soci. de secours mutuels; un conseil central est accordé aux églises réformées, etc. — L'état de siège, décrété le 2 déc., est levé le 27 mars. La session est ouverte par le président aux Tuileries (29 mars) : mise en vigueur de la consult. Absence et refus de serment de trois députés dont E. Cavaignac, le 30. Dotation du président, fixée par le sénat, à douze millions (1^{er} avril). — Travaux du corps législatif, du 29 mars au 28 juin : des 93 projets de loi qui lui sont présentés, 2 seule-

ment, faute de temps, ne sont pas votés; 25 d'intérêt général, 56 d'intérêt départemental ou communal. Lois sur la refonte des monnaies de cuivre (19 avril); sur la réhabilitation des condamnés (18 mai); sur le règlement des comptes des années 1848 et 49; sur la prorogation du monopole des tabacs; sur le renouvellement intégral des conseils généraux, communaux et d'arrondissement, etc.; sur les interdictions de séjour dans le département de la Seine et dans les communes de l'agglomération lyonnaise (26 juin); sur les chemins de fer de Paris à Cherbourg, de Lyon à la Méditerranée, de Bordeaux à Cette, le 27. Le budget pour 1853, discuté du 22 au 28, est voté par 214 voix sur 215 présents. Il fixe les dépenses à 1 489 341 358 fr. Clôture de la session par un message présidentiel. Sénatus-consulte sur l'organisation de la haute cour de justice, voté le 5 juillet, jour où la session du sénat est close. — Nouveau plan d'études pour les lycées (10 avril); programmes d'enseignement (30 août), une part plus grande est faite aux sciences, amoindrissement de l'enseignement de l'histoire et de la philosophie. — Pour terminer les opérations de la conversion des rentes, 4 403 436 francs de rentes trois pour cent ont été inscrits au grand-livre de la dette, le 27. — A Paris, au Champ de Mars, cérémonie de la distribution des aigles à l'armée (10 mai). — La protestation de la maison d'Orléans contre l'exécution du décret du 22 janvier, qui ordonne le retour à l'État des biens dont Louis-Philippe a fait donation à ses enfants le 7 août 1830, est l'objet d'un débat devant le tribunal de première instance de la Seine, qui se déclare compétent (23 avril). Le gouvernement élève le conflit, le 28. Arrêt du conseil d'État, qui déclare que l'exécution et les effets du décret, acte politique et de gouvernement, ne peuvent être soumis à l'appréciation de l'autorité judiciaire (19 juin). — Nomination des maires dans toutes

les communes ; élection par le suffrage universel des conseils généraux, municipaux et d'arrondissement, décrétée le 7 juillet. — Modification du cabinet (28 et 30 juill.) : MM. Drouyn de Lhuys aux affaires étrangères, Magne aux travaux publics, Fould au ministère d'État ; M. Baroche, vice-président du conseil d'État, prend rang au conseil des ministres. — Évacuation complète du bagne de Rochefort, tous les forçats ayant été déportés à Cayenne (juillet). — Pose de la première pierre pour l'achèvement du Louvre (25 juillet). — Rentrée en France, permise à quinze des personnes frappées par les décrets du 9 janvier (7 août). — Fête de l'anniversaire de la naissance de Napoléon, le 15. — Inauguration des deux dernières sections du chemin de fer de Paris à Strasbourg, entre Commercy et Nancy le 17 juin, entre Nancy et Sarrebourg, pour compléter la ligne jusqu'à Strasbourg, où vient le président à cette occasion, le 17 juillet. Concession à une compagnie du chemin de fer à construire de Bordeaux à Cette, avec embranchements sur Bayonne et sur Perpignan (22 août). Nouvelle section ouverte à l'ouest de Chartres (7 sept.) ; ouverture de Bordeaux à Angoulême (20 sept.) ; de Forbach à Saarbruck (14 nov.). — L'institut agronomique de Versailles est supprimé le 17 sept. — Une conv. de commerce avec la Belgique conclue le 28 nov., fait quelques dégrèvements de tarif, et consacre la garantie réciproque de la propriété littéraire : ratification seulement le 10 déc. après d'irritants débats, dont la politique internationale est l'objet. — Vœux émis par des conseils d'arrondissement et des conseils généraux pour que les pouvoirs soient perpétués entre les mains du président ; même par quelques-uns pour le rétablissement de l'Empire. Voyage du président dans le midi, par Bourges, Lyon, Bordeaux, Tours, du 14 sept. au 16 oct. ; il est accueilli par les cris de : Vive l'Empereur ! Il dit à Bordeaux, le 9 : « L'Empire c'est la

paix. » Passant par Amboise, il rend la liberté à Abd-el-Kader, qui devra séjourner à Brousse, en Asie. Rentrée triomphale à Paris. Projet de sénatus-consulte relatif à l'Empire (4 nov.) ; M. Troplong, premier président de la cour d'appel, est rapporteur ; vote à l'unanimité moins un. Le sénatus-consulte est présenté au président à Saint-Cloud, comme en 1804 au consul à vie (7 nov.). Manifestes du parti révolutionnaire des réfugiés de Londres, et protestation du comte de Chambord. Votes du peuple, le 20 et le 21, recensés par le corps législatif : 7 839 552 oui ; 254 501 non ; 63 609 bulletins annulés ; 2 062 798 abstentions. La déclaration du corps législatif est portée au président le 1 déc. Le 2, Napoléon III est proclamé Empereur par la grâce de Dieu et la volonté nationale ; sont faits maréchaux, Leroy de Saint-Arnaud, Magnan, et de Castellane. Sénatus-consulte pour constituer la liste civile et la dotation de la couronne. Décret organique adressé au sénat pour régler l'ordre de succession au trône (18 déc.) ; droits réservés à la descendance masculine de son oncle Jérôme. Le pouvoir monarchique est encore fortifié par le sénatus-consulte du 23, qui interprète et modifie la constitution du 14 janvier 1852, d'après la constitution de 1804 et les décrets de l'Empire. Trente-sept nouveaux sénateurs, dont le marquis de Pastoret, et de La Rochejacquelein, anciens légitimistes (31 déc.). Nomination à plusieurs charges de la maison impériale, pour les maréchaux Vaillant, Saint-Arnaud, Magnan. — *Le Pays*, dès le 15 oct. a passé acte devant notaire pour prendre le titre de *Journal de l'Empire*. — Suppression de l'institut agronomique de Versailles, créé après 1848 (24 oct.). — Société de crédit mobilier, autorisée (nov.) ; de crédit foncier (10 déc.). — La rue de Rivoli à Paris est ouverte jusqu'à l'hôtel de Ville (14 déc.) — Achèvement du canal de la Marne au Rhin, commencé en 1841 (nov.). — Traité d'association télégraphique avec la

Belgique, la Hollande, la Prusse (4 oct.). — Contrat entre la compagnie maritime des messageries nationales qui fait le service de la Méditerranée et la société du Lloyd autrichien. — Difficultés commerciales avec les îles Sandwich, comme l'atteste le discours du roi des îles à l'ouverture de son parlement (13 avril). — Accroissement des recettes de douanes, d'impôts et de revenus indirects. — Marine militaire au 1^{er} janv. : à flot, 25 vaisseaux et 38 frégates; en chantier, 21 vaisseaux et 18 frégates; 108 bâtiments à vapeur, dont 3 vaisseaux, 1 frégate, 2 corvettes à hélice prêts à armer. — En Algérie, soumission de quatre-vingt-douze délégués des dix-sept fractions des Zouaouas, tribu du Djurjura, dans la grande Kabylie (avril). Travaux de route, par les troupes, dans la Kabylie centrale. Agitation, à l'est et au sud, toujours entretenue par de prétendus chérifs, Bou-Barghila, Bou-Séba. — Le chérif d'Ourgla est forcé dans Laghouat, ville des oasis, à 120 lieues au sud d'Alger, prise d'assaut par le général Pélissier (4 déc.). — Mort du maréchal Marmont à Venise (mars). — Mort des maréch. Gérard (17 avril), Excelmans (juill.); des érudits Walckenaër (27 avril) et E. Burnouf, qui laisse une trad. du *Lotus de la bonne foi*. ouvrage sanscrit sur le bouddhisme (28 mai); du sculpt. Pradier (5 juin). — Fouilles heureuses d'un Français à l'Acropole d'Athènes. — Nouvelle congrégat. de l'oratoire. — Fond. de la société de l'hist. du protestant. franç.

Grèce. — Agitation religieuse, parce que le gouvernement reconnaît, par un traité récent, la suprématie du patriarche de Constantinople, répudiée depuis la proclamation de l'indépendance. Le moine fanatique Christophoros Papoulaki soulève le Magne (pays des Maïnotes), dans la Morée. Les députés adoptent à l'unanimité le projet de loi sur l'organisation et les attributions du saint synode, présenté le 16 juill. Le moine est pris (juill.). Le synode est institué

(9 août). — Ouragan terrible sur toutes les côtes (26 sept.). — Protocole de Londres du 20 nov., publié le 27 déc., ratifié le 1^{er} févr. par la France, la Grèce, la Bavière, la Grande-Bretagne, la Russie, pour régler l'ordre de succession; tout successeur de la couronne devra professer la religion de l'Eglise orthodoxe orientale. — Mort de L. Conduriotis, Hydriote fameux dans la guerre d'indépendance.

Hollande. — La seconde chambre discute l'impôt sur les rentes et les capitaux (mars); combattu, il est retiré par le gouvernement. — Traité sur la contrefaçon littéraire avec la France, rejeté par les États. — Adoption de la loi sur la conversion du quatre pour cent. — Marine militaire : 7 vaisseaux, 7 frégates, 26 bâtiments à vapeur.

Îles Romiennes. — La langue grecque est déclarée, au lieu de l'italien, la langue officielle (janv.).

Italie. — A Naples, retraite du président du conseil, le vieux marquis Fortunato (20 janv.); la présidence passe à M. Ferdinand Tola. Heureuse administration de la Sicile sous le général Filangieri, depuis 1849; percement de routes; règlement favorable à l'acquisition de biens de mainmorte par des particuliers. Abolition du conseil d'État créé en 1848; à la place, la consulte d'État avec ses anciennes attributions. — A Turin, vote du traité de commerce avec l'Autriche (11, 27 janv.). Le budget de recettes et de dépenses est pour la première fois fixé par les chambres (janv.). Loi sur la presse (25 févr.). Clôture de la session, le 28. Modifications ministérielles : MM. Galvagno au sceau et aux cultes, Cavour aux finances avec la marine, qu'il avait déjà; il n'y a plus de ministère d'agriculture et de commerce. Troubles en Sardaigne, à Sassari, état de siège (févr.-mars). Nouvelle session, 4 mars. Le roi est autorisé à exécuter le traité de commerce et de navigation conclu le 14 février

avec la France (9 avril). Mort de M. Pinehi, président de la chambre des députés, le 23. M. Ratazzi, candidat des libéraux avancés, est élu à sa place (12 mai). Crise ministérielle, re-composition du cabinet, toujours sous la présidence de M. d'Azeglio, sans M. Cavour le représentant de la gauche, le 22. A la chambre des députés, vote de l'impôt personnel et mobilier, 11 mai; de l'impôt foncier en Sardaigne, 22 juin; de la loi qui concerne le contrat civil de mariage, 5 juillet. — Nouveau cabinet (3 nov.), sous la présidence du comte Cavour, ministre des finances; le général Dabormida, aux affaires étrangères; restent trois anciens ministres, le général La Marmora, Paleocapa aux travaux publics, Buoncompagni à la justice. La fraction, droite de MM. Revel et Balbo, vote avec le ministère. Encyclique de prélats contre la loi sur le mariage civil. La discussion en commence au sénat le 15 déc.; mal accueilli, le projet est retiré le 21. — En Toscane, abolition du statut fondamental et de la garde civique (6 mai): le conseil d'État est maintenu, mais séparé du conseil des ministres. Cependant le marquis Boccella, chef du parti absolutiste, est écarté du ministère (juill.). Attentat à la liberté de conscience dans la personne de Madiai et de sa femme, protestants, qui ont cherché à opérer des conversions (juin). Tentative d'assassinat, en plein jour, sur le président du conseil Baldasseroni (21 oct.). Rétablissement de la peine de mort; diverses aggravations de peines (16 nov.). — A Rome, première convocation de la consulte d'État, qui doit s'occuper des besoins des provinces et des finances (19 nov.). — Mort à Paris, à 51 ans, de l'abbé Vincent Globert, penseur, publiciste, écrivain, qui depuis 1843 a tenté l'union des États de l'Italie, mêlé surtout aux affaires du Piémont depuis 1848 (26 oct.). — En Italie, 725 kilomètres de chemins de fer. — Eruption de l'Etna (sept.-nov.).

Mexique. — Extension, perma-

nence, impunité de l'insurrection. Le congrès décrète la mise en accusation de deux ministres (16 oct.).

Perse. — Ravages faits par le choléra. — Tentative d'assassinat sur le shah, par des sectaires Babis, dont il avait fait mourir le chef (août). Supplice de quatre cents Babis.

Portugal. — La discussion sur le projet de réforme de la constitution ne commence aux cortès que le 10 mars. Crise ministérielle; les cortès, quelque temps suspendues, votent enfin l'acte additionnel de la charte constitutionnelle; le prince royal prête serment à la constitution (8 juill.). Les députés n'approuvent pas tous les décrets rendus par le ministère Saldanha pendant sa dictature, le 20. — Dissolution du parlement; budget des recettes et des dépenses pour 1852-53, publié par ordonnance royale (août). — Concession à une compagnie de la construction du chemin de fer de Lisbonne à la frontière d'Espagne (11 août). — Décret du 30, défavorable à la Banque, qui était en hostilité avec le ministère. — Nouvelle loi électorale: un cens élevé est exigé des électeurs; élections à un degré. Les cortès ne doivent s'ouvrir que le 2 janvier. Les ministériels, alliés aux septembristes, l'emportent dans les élections (déc.). — Plus de monopole pour la compagnie des vins d'Oporto (13 oct.); réduction de droits. — Syst. métrique franç. pour les poids et mesures. Création d'écoles agricoles (29 déc.). — Un impôt foncier unique (le 31 déc.).

Russie. — Les fils de propriétaires nobles, dans les gouvernements de la Lithuanie autrefois polonaise, sont obligés de prendre du service dès l'âge de dix-huit ans (mai). — Le czar voit l'empereur d'Autriche à Vienne, le roi de Prusse son beau-frère à Postdam (mai). — Mort du prince de Leuchtenberg, gendre du czar (5 nov.). — Choléra à Saint-Petersbourg (nov.-déc.). — 320 kilomètres de chemins de fer. — Marine mili-

taire : 43 vaisseaux, 48 frégates, 24 bâtiments à vapeur.

Suède et Norvège. — Sectes étrangères au christianisme dans le Finmark norvégien (janv.). — Banque de crédit foncier à Christiania, à l'instar de celles de Prusse (janv.).

Suisse. — Nouvelles ventes des immeubles de l'hospices du grand Saint-Bernard, ordonnées par le gouvernement du Valais (7 mars et 28 nov.). — Une loi du grand conseil du Tessin supprime les corporations religieuses et confisque leurs biens (juin); expulsion des capucins (19 nov.). — Votes, ou manifestations politiques, qui mettent en minorité le parti démocratique, à Berne le 18 avril, à Fribourg le 24 mai, le 22 août et le 30 sept., dans le Valais le 20 juin. — Les plus modérés des sept membres du conseil fédéral, MM. Naef et Frei, sont élus, par les deux chambres réunies, président et vice-président de la confédération pour 1853 (23 juill.). — A Genève, réélection des membres du conseil d'Etat (nov.) : James Fazy et le général Dufour passent ensemble par une transaction entre les révolutionnaires et les conservateurs, avec l'appui du parti catholique. — Difficultés avec la Prusse, qui revendique la souveraineté du canton de Neuchâtel; protocole de Londres, signé par l'Angleterre, l'Autriche, la Russie, la Prusse, la France (24 mai) : menaces de la Prusse (nov.); la Russie et l'Autriche ne sont pas favorables à la confédération. — Réseau du télégraphe électrique reliant Genève, Lausanne, Berne, Bâle, Zurich, Saint-Gall, Colre (2 août).

Turquie. — Du 26 janvier au 6 mars, disgrâce momentanée de Reschid-Pacha; il redevient grand vizir. — Solution de la question des lieux saints, engagée depuis quelque temps avec la France (janv.); de l'affaire du tanzimat, engagée avec le vice-roi d'Égypte, au sujet de l'exécution des sentences capitales

(avril-mai) : heureuse mission de Fuad-Effendi. — L'impôt sur le revenu et le recrutement deviennent des occasions de désordres. Brigandages impunis dans la Syrie (mai-juin). — Restriction mise à la liberté presque illimitée dont jouissent les imprimeurs étrangers à Constantinople (mai). — A la suite de nouveaux différends avec la France, changement de ministère; Aaly-pacha devient grand vizir, Fuad-Effendi lui succède aux affaires étrangères (5 août). — Satisfaction donnée à la France sur l'incident de Tripoli. — Pour la première fois, recours au crédit européen par le gouvernement, sous le nom de la banque de Constantinople, pour obtenir 50 millions des places de France et d'Angleterre (7 sept.); résistance politique de la Russie et de l'Autriche, et du vieux parti turc, le marché est annulé (16 oct.). Difficulté de se procurer de l'argent, l'Égypte est autorisée à emprunter en Angleterre; interdictions des monnaies étrangères, et même des monnaies turques qui ne seraient pas de ce règne ou du précédent (nov.). — Défense de la navigation étrangère dans le Bosphore et sur le littoral turc. — Le pacha d'Égypte essaye d'interdire la descente du Nil aux barques de blé qui viennent du haut pays (16 sept.); les consuls étrangers protestent. — En Syrie, révolte des Druses, à cause du recrutement. — Soulèvement des Monténégrins; l'Herzegovine refuse l'impôt; Omer-Pacha marche avec 25 000 hommes vers l'Albanie (déc.).

— Dans tous les pays, développement de la télégraphie électrique.

1853.

Allemagne, Autriche et Prusse. — Traité de commerce, de navigation, des douanes, des monnaies, pour douze ans, entre la Prusse et l'Autriche (janv.-févr.); adhésion des États du zollverein. Mise en vigueur du traité conclu entre l'association du Steuerverein, et les États

du Zollverein (5 avril), sanction législative donnée en Prusse à ces traités, et modifications de tarifs (9 avril). — En Prusse, la seconde chambre rejette une motion présentée en faveur des missions et des établissements des prêtres catholiques (janv.); bref pontifical concernant les mariages mixtes; rescrit du ministre de l'intérieur contre la secte des mormons. Réorganisation, par le roi, de l'ordre des chevaliers de Saint-Jean de Malte, dont son frère, le prince Charles, est fait grand maître (17 mai). Des arrestations à Berlin (mars); dissolution des associations de secours hygiéniques; suppression du dernier journal démocratique, la *Gazette du Peuple*; la seconde chambre ne veut pas prohiber la vente des imprimés étrangers (23 avril). Vote d'un impôt sur les chemins de fer (7 mai). Consentement des chambres à la nomination, par le roi, des membres héréditaires ou à vie de la première chambre. La première chambre ne veut pas, contrairement au vote de la seconde, que la période parlementaire soit de six ans au lieu de trois (18 avril). Ordonnance pour l'organisation municipale des provinces orientales de la monarchie (30 mai). La session, close le 31 mai, reprend le 28 nov. Mort du général Radowitz (25 déc.). — En Autriche, commencement d'insurrection à Milan (6 fév.), avec des proclamations de Mazzini et de Kossuth; les gouvernements helvétique et sarde s'efforcent de ne pas paraître complices; exécutions et confiscations, contribution hebdomadaire exigée de la ville de Milan; le séquestre est mis (13 fév.) sur les biens de tous les sujets lombardo-vénitiens, émigrés depuis 1848 et même depuis 1820; le Piémont, assisté de l'Angleterre, essaye de conjurer l'exécution de ce décret. Attentat d'un Hongrois contre l'empereur (18 fév.); il est exécuté le 26; à Pesth, comme en Lombardie, condamnations et exécutions militaires (mars). La Suisse est sommée d'expulser tous les émigrés indistinctement, et de

rappeler les capucins chassés du Tessin. Memorandum du Piémont, du 16 avril, véritable manifeste adressé à toutes les cours de l'Europe; vote à Turin, sur la proposition du roi, d'un prêt à faire aux émigrés lombards naturalisés sardes, dont les biens ont été séquestrés par l'Autriche (12 mai); rupture des relations diplomatiques de l'Autriche avec la Suisse (21 mai). La couronne de Hongrie, le manteau de saint Etienne, cachés par les Hongrois en 1848, sont retrouvés dans le Banat (sept.), et reportés à Vienne; l'usage de l'allemand est imposé dans les collèges de l'État, en Hongrie (nov.). Chemin de fer de Vérone à Brescia (19 nov.). — Dans le Wurtemberg, les députés veulent bien rétablir la peine de mort en matière politique, mais non la bastonnade (mars). — Dans le grand-duché de Bade, le professeur Gervinus, accusé d'abord de haute trahison pour son *Introduction à l'histoire du XIX^e siècle*, est condamné à dix mois de prison (mars), et destitué par l'intervention de la diète. Lutte du gouvernement contre l'archevêque catholique de Fribourg, au sujet de l'expulsion des jésuites, et d'un droit de contrôle exercé par le grand duc depuis 1803: l'archevêque a recours à l'excommunication (nov.). — A Cassel, abolition, par ordonnance, du mariage civil institué le 28 oct. 1848 (16 avril). — En Saxe, mariage du prince Albert avec la princesse Carola Wasa (18 juin). — En Hanovre, l'article du projet de révision de la constitution, concernant le cens électoral pour la première chambre, étant rejeté par la seconde chambre (21 juin), le projet est retiré. — École de librairie, fondée à Leipzig, (janv.). — Mort à Berlin du géologue Léopold de Buch (4 mars); de L. Thieck, un des chefs de l'école romantique allemande (28 avril).

Amérique du Sud. — Une escadre d'Urquiza, venue pour bloquer Buenos-Ayres (avril), passe à l'ennemi

(28 juin; une partie de ses troupes se donne au gén. Florès. Troubles à Montévidéo; Oribe s'enfuit (18 juill.). — Leprés. de la Bolivie, le gén. Belzu (27 janv.), celui du Pérou, le gén. Echenique (15 avril), décrètent la libre navig. des eaux de leur pays. Démêlé et guerre entre ces répub. — Dans la Nouvelle-Grenade, séparation des pouv. civils et religieux, validité des mariages civils; système décimal franç. — Tr. de navig. fluviale entre le Paraguay et la Répub. Argent. sans Buenos-Ayres. Constitution fédérale votée pour la Républ. Argentine.

Angleterre, Autriche, France, Russie et Turquie. — Pendant la guerre des Turcs contre les Monténégrins, corps d'observation autrichien à la frontière, sous le ban Jellachich (janv.). Le comte de Leiningen porte, au nom de l'Autriche, un ultimatum que la Porte accepte (fin de fév.); il ne concerne pas seulement le Montenegro, mais les réfugiés hongrois et polonais qui servent dans l'armée turque, les chrétiens de Bosnie et d'Herzégovine. — La Russie réclame le droit de protéger les chrétiens du rite oriental dans la Turquie d'Europe; ils sont onze millions sur quinze millions d'habitants: mission du prince Mentschikoff, ministre de la marine, qui inspecte une flotte de vingt-sept bâtiments de guerre, à Sébastopol, et trente mille hommes en Bessarabie, avant d'arriver à Constantinople (28 fév.). Ses exigences et ses formes blessantes (2 mars). — La France et l'Angleterre tiennent prêtes leurs flottes, dans les eaux de Salamine et à Malte, pour protéger la Turquie; c'est surtout le retrait, ou la réduction des concessions accordées pour les Latins dans les lieux saints en 1852, au marquis de Lavalette, que veut la Russie; un firman du 5 mai les renouvelle. Ultimatum Mentschikoff, rejeté; épuisement de tous les délais. Le sultan confirme à tous ses sujets non mahométants, leurs droits religieux (6 juin). Le dernier ultimatum

apporté le 9, est rejeté le 17. Les flottes d'Angleterre et de France, sont venues à Besika, d'où, en trente-six heures, on peut arriver à Constantinople. D'après l'ordre du czar du 27, le général prince Gortschakoff passe le Pruth avec son armée (juill.). Conférence de Vienne, note diplomatique des grandes puissances; la Russie l'accepte (3 août), la Porte y fait quelques modifications (29 août), dont le czar ne veut pas. Agitation nationale et religieuse, à Constantinople, pour la guerre. Conférences particulières des souverains de Russie, Autriche et Prusse, à Olmutz, Varsovie, Potsdam (sept.-oct.). La Porte veut l'évacuation des principautés, par les Russes, ou la guerre (9 oct.). Inutile projet présenté par l'Autriche et la Prusse (20 oct.). Les flottes combinées, de France et d'Angleterre franchissent les Dardanelles, jusqu'à Constantinople, du 22 au 28. Le général Baraguay-d'Hilliers y est nommé ambassadeur le 30. Le Danube est franchi par une division de l'armée turque d'Omer-Pacha (28 oct.); premiers combats près d'Olténitza et de Turtukal désavantageux aux Russes (4 nov.). Les hostilités commencent aussi en Asie Mineure, du côté de Batoun, et au nord-est de Kars. Les Turcs, à cause des pluies, reprennent position derrière le Danube sans être inquiétés (14 nov.); ils gardent Kalafat en face de Widdin. Une note autrichienne du 11 nov., nouvel essai de conciliation, est refusée par la Porte le 25. La surprise et la destruction par les Russes d'une partie de la flotte turque dans la rade de Sinope (30 nov.), des échecs des Turcs en Asie (nov.-déc.), donnent plus de chance de succès aux propositions des quatre puissances, rédigées à Vienne, le 5 déc.; le divan y adhère le 31.

Angleterre. — Des évêques et ministres de l'Eglise demandent le rétablissement d'une assemblée ecclésiastique délibérante, comme avant 1728 (fév.); opposition des métro-

politains de Cantorbéry et d'York. — Lord J. Russell reste ministre sans portefeuille; le comte de Clarendon a les affaires étrangères (21 fév.) Une motion de J. Russell, tendant à faire cesser certaines incapacités civiles pesant sur les juifs, votée par les communes (24 fév.), est rejetée par les lords (29 avril). Le chancelier de l'Échiquier, M. Gladstone, fait adopter, en principe, douze résolutions qui ont pour objet la diminution de la dette (8 avril); il voudrait éteindre peu à peu l'income-tax, réduire quelques tarifs, établir l'impôt sur les successions et sur la transmission de la terre. — Le droit fiscal sur les annonces des journaux est aboli. — Bill relatif au gouvernement de l'Inde (24 août). — Communication par télégraphe sous-marin avec la Belgique (mai); avec la Hollande (juin). — Une exposition universelle à Dublin (12 mai). — Un vaisseau à vapeur, à hélice, de cent-trente canons, le duc de Wellington. — Les Cafres consentent à la paix (fév.). — La guerre continue contre les Birmans, qui ne veulent pas reconnaître l'annexion de la province de Pégou au territoire anglais; le général Godwin meurt près de Rangoun (oct.). — Ouverture à Bombay du premier chemin de fer de l'Inde (16 avril). Accaparement de la succession du rajah de Nagpour. — Mort de G. Cockburne, qui a accompagné Napoléon à Saint-Hélène; de Ch. Napier, le conquérant du Sind. — L'expédition du capitaine Mac-Cliure, partie en janv. 1850, se fraye un passage, tant sur mer que par les glaces, du détroit de Behring au détroit de Davis, par lequel son lieutenant Creswell rentre en Europe (nov.).

Belgique. — Majorité du duc de rabat déclarée à dix-huit ans (9 avril). Il parcourt l'Allemagne avec son père, de Berlin à Vienne, à Dresde, à Gotha. Il épouse à Bruxelles l'archiduchesse Marie, fille du palatin de Hongrie Joseph, qui est mort en 1847 (22 août). Le roi et les époux

vont en Angleterre. — Loi sur les subsistances (30 nov.) : admission des denrées étrangères, prohibition de la sortie de la pomme de terre.

Chine. — Progrès des rebelles, s'avancant toujours du midi vers le nord. Ils occupent Nankin (20 mars), et le point de jonction du grand canal impérial, avec le Yang-Tsé-Kiang. Les consuls européens, à Shang-Hai, conviennent de rester neutres (12 avril). L'usurpateur le plus important, Tien-Te, se dit descendant de la dynastie des Ming, à la neuvième génération. Déjà maîtres de Canton, ils entrent à Amoy (18 juin), que les impériaux, d'abord battus près de cette ville (12 sept.), leur reprennent (11 nov.). Depuis le 7 sept., une bande est à Sang-Hai; ils dépassent l'importante ville de Tien-Hlu, qui sert de port à Peking. On prête à tort aux insurgés un certain penchant pour le christianisme.

Danemark. — Télégraphe électrique d'Elseneur à Copenhague (janv.). — Le Volksting ne veut pas de la translation de la barrière des douanes, de l'Eider à l'Elbe (13 janv.). — Le nouvel ordre de succession au trône, qui exclut la ligne féminine, et laisse ainsi une chance éventuelle à la maison de Russie, présenté à la diète le 17 mars, ne réunit pas les trois quarts de voix qui constituent la majorité légale (18 avril). Dissolution des deux assemblées, le 19. Note singulière du comte de Nesselrode (11 mai). Le projet de succession au trône est voté par les deux chambres réunies (24 juin). Publication de cette loi (31 juil.) : le trône est destiné à la descendance masculine du cousin du roi, Chrétien de Slesvig-Holstein-Sonderbourg-Glücksbourg. — Un projet de modifications à apporter à la loi fondamentale, annoncé la veille de la clôture de la session (20 juill.), menace encore la diète ouverte le 3 oct.

Espagne. — Décret sur la presse,

emprunté en partie au décret de 1845; la discussion ne sera interdite que 1^o sur le principe de la monarchie, et sur la légitimité d'Isabelle, qui en est le symbole; 2^o sur le régime représentatif (2 janv.). — Le comité électoral de l'opposition modérée est toujours en dissentiment avec le ministère : de Bayonne, Narvaez sollicite en vain le droit de rentrer. Martinez de la Rosa, candidat du gouvernement, est élu président des députés (1^{er} mars), mais les quatre secrétaires du bureau sont de l'opposition. Le sénat, malgré une promotion nouvelle du 12 fév., n'accueille pas les mesures adoptées contre la presse (5 mars). Lecture d'un projet royal de réforme constitutionnelle (29 mars). Des sénateurs, membres des cours de justice, sont destitués comme opposants, par M. Llorente, qui a été tour à tour ministre de l'intérieur, des finances, de la justice. Discussions orageuses sur les concessions de chemin de fer, attribuées à des influences extra-légales (7 avril). Cloture des Cortès, le 9, sans le vote du budget. — Nouveau cabinet du 15 avril au 19 sept., sous la présidence du général Lersundi, ministre de la guerre; il promet conciliation, tolérance, moralité, mais manque d'énergie. Suppression de droits de douanes pour 456 articles. Décret pour l'émission par le trésor de 300 millions de réaux (75 millions de fr.), en bons du Trésor, qui doivent remplacer la dette flottante. — M. Sartorius, comte de San-Luis, qui était du dernier ministère présidé par Narvaez, est à la tête d'une nouvelle administration. Narvaez est autorisé à rentrer (24 sept.). Réunion des cortès (19 nov.). Au sénat, la discussion sur les chemins de fer est favorable à l'opposition; suspension de la session (12 déc.); des sénateurs sont destitués. — Mort de Donoso Cortès, marquis de Valdegamas, orateur et publiciste, alors ambassadeur à Paris (3 mai). On ramène en même temps de cette ville le corps de Moratin, auteur dramatique. — Ouverture du chemin de

fer d'Aranjuez à Tembleque, dans la direction de Valence (30 juin).

États-Unis. — Le nouveau président le général Pierce, installé le 4 mars, paraît favorable aux idées de conquête et d'agrandissement, comme le général Polk. W. Marcy, du Massachussets, est secrétaire d'État, et a les affaires étrangères. Ratification du traité avec le Mexique, pour qu'une voie de communication puisse s'établir par l'Isthme de Tehuantepec neutralisé (14 avril). Le commodore Perry, reçu par les autorités japonaises à Ouraga, près de l'entrée sud de la baie d'Yédo (14 juillet), obtient une station et un dépôt de charbon de terre, dans les îles Leotchou. — M. Soulé, de la Louisiane, désigné ministre plénipotentiaire pour l'Espagne (août), s'est déclaré ouvertement pour la conquête de Cuba. — Différend, avec l'Autriche à cause de l'arrestation à Smyrne, d'un Hongrois naturalisé Américain (juin-sept.). — Exposition universelle à New-York (14 juillet). — Négociations pour obtenir l'abolition, sans condition, de l'impôt danais du Sund. — La machine calorifique du suédois Ericson fait marcher un navire, dans la baie de New-York, avec une vitesse de neuf à quatorze milles à l'heure (janv.).

France. — Le mariage de l'empereur avec M^{lle} Eugénie Montijo, comtesse de Teba, fille d'un général grand d'Espagne, est annoncé le 22 janv., et célébré le 29 aux Tuileries, le 30 à Notre-Dame. Des grâces politiques. Un statut règle la condition et les obligations des membres de la famille impériale (21 juin). — Session du 14 fév. au 28 mai. Avertissements donnés à trois journaux de Paris (mars-avril). La loi sur les conseils de prud'hommes confère au gouvernement la nomination des présidents, et permet de les choisir en dehors des éligibles et des électeurs. D'après la loi sur les pensions civiles, toutes doivent être inscrites au grand-livre de la dette publique. La com-

position et la déclaration du jury, en matière criminelle, sont modifiées. Budget voté pour 1854 : pour les recettes, 1 520 millions, les dépenses 1 516. Au lieu de la peine de mort pour les crimes politiques, demandée dans un projet de loi du 11 mai, on vote la déportation dans une enceinte fortifiée. — Jugement, en cour d'assises, de deux complots politiques de juin et juill. (nov.). — Suppression du ministère spécial de la police (21 juin). — Le journal *l'Univers*, frappé par une ordonnance de l'archevêque de Paris (17 fév.), est soutenu par le pape (31 mars); l'ordonnance est rétirée (8 avril). Le gouvernement déclare ne pas vouloir porter atteinte au mariage civil (8 avril). — Décrets pour une exposition universelle à Paris, en 1855, de l'industrie et des beaux-arts (mars-juin). — Ligne de fer complète entre Paris et Bordeaux (juill.). — Faveurs douanières accordées à la houille et aux fers étrangers (22 nov.); et au coton brut de la Grande-Bretagne (28 déc.). La culture du coton est encouragée en Algérie. — Les impôts et revenus indirects donnent beaucoup plus qu'en 1852, année déjà bien supérieure à 1851. — Grâce au télégraphe électrique depuis le 30 oct. les fonds anglais du matin sont cotés officiellement, chaque jour, à la Bourse de Paris. — A cause de la mauv. récolte, importat. considér. de grains (juillet-nov.). — La digue de Cherbourg est achevée après soixante-dix ans. — En Océanie, prise de possession de la Nouvelle-Calédonie (24 sept.). — En Algérie, le gouverneur-général Randon, avec les généraux Bosquet et Mac-Mahon, frappe les kabyles des monts Babors, entre Sétif, Bougie et Djidjelli (du 18 mai au 6 juin); travaux de route. — Mort d'Adrien de Jussieu, le dernier d'une grande famille de botanistes (29 juin); de Fr. Arago (2 oct.).

Grèce. — Tremblement de terre à Thèbes (18 août).

Haïti. — Le général Santana, devenu président de la république

Dominicaine (fév.), soutient brutalement l'institution du mariage civil contre l'archevêque (mars). Il fait expulser l'ancien président Baes.

Hollande. — Le pape croit pouvoir, sous le ministère Thorbecke, né en 1848 de l'alliance des protestants radicaux et des catholiques, rétablir une province catholique dans le consistoire secret du 4 mars: Utrecht sera métropole, avec des suffragants à Harlem, Bois-le-Duc, Breda, Ruremonde. Le gouvernement qui n'a pas été averti, le roi, plus encore que le ministère, s'associe au mécontentement des journaux et des chambres (avril). Le cabinet se retire. Nouvelles élections. La hiérarchie catholique est mise en vigueur. Session extraordinaire (14 juin): projet de loi soumis à la seconde chambre, relatif à la surveillance à exercer sur les différentes communions religieuses, tout en laissant les cultes libres (1^{er} juillet). L'union des protestants et des libéraux modérés le fait passer à la seconde chambre (août), et à la première (8 sept.). En application de la loi, le gouvernement reçoit la communication officielle du pape (oct.). — Le ministère maintenu dans le grand-duché du Luxembourg depuis 1848 est changé (sept.). — Les îles Moluques sont ouvertes par une loi au commerce de toutes les nations (sept.).

Italie. — En Sardaigne, aliénation par une loi votée dans les deux chambres (janv.-févr.), d'une rente de deux millions. Trois ans de détention infligés par le tribunal d'appel de Gènes pour prédication protestante et distribution de Bibles (janv.). Télégraphe électrique entre Turin et Chambéry, Chambéry et Gènes (janv.); Turin et Milan (déc.). Chemin de fer, de Turin à Savigliano (mars), de Turin à Gènes (6 déc. et 21 fév. 1854). Vote du prêt demandé pour les émigrés lombards, devenus sujets sardes (mai). Le frère du roi, Ferdinand, duc de Gènes, va à Pa-

ris et à Londres (mai). Mort du comte de Balbo, ancien président du conseil (3 juin). Modifications apportées par une loi au code de commerce (avril); les députés votent l'adoption provisoire du code de procédure civile (10 juin). Quelques troubles à Turin (18 oct.), à Aoste (déc.). Une loi votée par les députés pour le transport à la Banque nationale de la trésorerie générale de l'État, et pour l'établissement d'une banque d'escompte et de circulation en Sardaigne, est rejetée par le sénat (18 nov.). Clôture de la session le 20; nouvelles élections en vue d'entraîner le sénat par l'opinion publique. Elles sont favorables au ministère. Le roi ouvre la session par un discours patriotique (19 déc.). — En Toscane, les époux Medici, à la demande de leurs coreligionnaires anglais, sont mis en liberté, hors de l'Italie (16 mars). Guerrazzi, ancien ministre de l'époque révolutionnaire 1848-1849, est condamné à un exil perpétuel (juill.). Plus d'élection pour la formation des représentations municipales (14 juill.). — A Rome, arrestations, après une tentative de débarquement d'émigrés (août). — A Naples, décret royal contre les blasphèmes proférés par les militaires (mai).

Mexique. — Le président Arista, vaincu par l'anarchie, résigne ses pouvoirs et quitte Mexico (6 janv.). Court passage aux affaires de Cevallos, qui violente le congrès. Le général Uruga se prononce pour le rappel de Santa-Anna; élu président le 17 mars, il arrive de Cuba à la Vera-Cruz (1^{er} avril), à Mexico le 6; le 9, Arista s'embarque pour l'Angleterre. Santa-Anna proclame une loi de censure, interdit les monnaies étrangères, réorganise l'armée, fait un nouveau règlement de douanes plus libéral. Rappel des jésuites. Beaucoup d'ordres d'exil. Il se fait donner la dictature, avec le droit de désigner son successeur (déc.).

Perses. — Toutes sortes de

fléaux : inondation, choléra, typhus, surtout à Téhéran; tremblements de terre et sauterelles, surtout à Shiraz et à Caschan (avril-mai). — Convention avec l'Angleterre; les Persans n'enverront pas de troupes à Hérat, à moins que cette place ne soit attaquée et ne leur demande des secours.

Portugal. — Le bill d'indemnité demandé par le duc de Saldanha pour les actes de sa dictature après l'insurrection de 1851, est voté par les pairs, à la suite d'une fournée de vingt membres, et même par les députés (avril). — La reine meurt, en couches de son huitième enfant (15 nov.). L'aîné, D. Pedro V, âgé de 16 ans, est roi sous la régence de son père Ferdinand, qui prête serment à la constitution dans les cortès (19 déc.).

Russie. — Confiscation des biens des réfugiés polonais qui n'ont pas cru devoir profiter de l'amnistie accordée par le czar (avril). — Ouverture d'une section du chemin de fer entre Pétersbourg et Varsovie (31 oct.). — Extension dans le Turkestan, sous la conduite du général Perewski, gouverneur d'Orenbourg, qui n'avait pas été heureux contre le khan de Khiva en 1840. Malgré la réunion des khans de Khiva et de Boukhara, Khiva est prise (11 déc.); le khan se retire à Boukhara. — Exposition des beaux-arts à Helsingfors en Finlande (avril). — Mort de d'Oettinger, écrivain distingué (avril), et du tragédien Karatigon.

Suède. — Première exposition des beaux-arts à Drontheim (juin). Choléra en Norvège, surtout à Christiania (juill.-août).

Suisse. — Délibération sur le projet de code pénal fédéral; on hésite à adopter l'article concernant les outrages publics faits à une nation étrangère, à un souverain ou à un gouvernement étranger (janv.). — Lors de la rupture des négociations avec l'Autriche (21 mai), le conseil

fédéral ordonne la mise sur pied de guerre du contingent au complet, le 28; la direction du différend lui est attribuée par le conseil national (28 juill.). — Dans le canton de Fribourg, tentative d'insurrection démocratique (22 avril); troubles sanglants au sujet d'élections à Bulle, de la part des radicaux (1 mai et 28 juin). Le candidat du parti radical, qui est le parti du gouvernement, à la députation du conseil national, est vaincu par le candidat des conservateurs (juin). — A Neuschâtel, le grand conseil révoque le conseil d'Etat (23 mai). — A Genève, la liste des candidats du parti fusionné, pour le conseil d'Etat, l'emporte sur la liste du gouvernement, du parti radical de M. Fazy (nov.).

Turquie. — En Serbie, la propagande des moines slaves est soutenue par la Russie, malgré le prince Alexandre (janv.). En Moldavie, l'hospodar prince Ghika, malade, abdique (4 fév.), reprend la direction des affaires, y renonce enfin à cause du séjour des Russes (2 nov.). — A Smyrne, brigandages et pirateries impunis, de la bande d'Yannî Catergi, il n'est arrêté qu'en oct. — En Egypte, Abbas-Pacha se montre dévoué contre la Russie. — Il veut interdire l'exportation des céréales; plaintes de gouvernements européens, la mesure est retirée (15 nov.).

1854.

Allemagne, Angleterre, Autriche, France, Grèce, Prusse, Russie et Turquie. — Question et guerre d'Orient. Les flottes française et anglaise entrent dans la mer noire (4 janv.). Mouvement offensif des Turcs sur le Danube en avant de Kalafat, des Russes plus à l'est contre Matchin en face de Braillov (janv.) Sommation faite par l'Angleterre et la France aux Russes, pour qu'ils évacuent les principautés avant le 30 avril (27 fév.). Manifeste tendant à la guerre, de l'empereur russe. — Neutralité reconnue de la Perse, de

la Suède et du Danemark. — On publie en Angleterre des notes diplomatiques, secrètes et confidentielles, échangées de janv. à avril 1853 entre la Russie et l'Angleterre, à propos d'un projet éventuel de partage de l'empire ottoman. — Convention qui lie la Turquie envers ses deux alliés, avec des promesses de réforme en faveur de tous les chrétiens (12 mars): ils annoncent, le 27, leur déclar. de guerre. Ils se concertent le 10 avril pour maintenir l'intégrité de l'emp. Ottoman. La Turquie rompt avec la Grèce; bientôt des troupes franç. au Pirée. Shamyl, le chef des Caucasiens, envoie une députation au sultan, mais ne fera pas de diversion utile. Un protocole, qui doit servir de base à la paix future, n'est signé par la Prusse que le 6 avril: l'Autriche est plus intéressée dans la question d'Orient, par le voisinage des principautés et de la Serbie, elle forme une alliance militaire conditionnelle avec la Prusse (20 avril). L'adhésion de la confédération germanique à cette convention, après bien des conférences, sera sans effet (24 juill.). La Russie agit en Valachie comme en pays conquis. Siège de Silistrie, désastreux pour les Russes (avril-juin): la garnison suffit pour faire lever le siège; le prince Gortschakoff succède, dans le commandement sur le Danube, à Paskiewitz. Dès le 31 mars, l'armée française commence à arriver à Gallipoli: Varna est la place d'armes des alliés; ils y sont décimés par le choléra. Lord Raglan et le maréchal Leroy de Saint-Arnaud sont commandants en chef: le prince Napoléon est à la tête d'une division. Une convention du 14 juin, autorise un corps autrichien à occuper la Valachie abandonnée par les Russes. — Dans la Baltique, la plus grande des îles Aland, Bomarsund, place fortifiée si voisine de Stockholm, est bombardée par les Anglais (21, 26, 27 juin); l'armée française, sous Baraguay-d'Hilliers, contribue à l'enlever (18, 16 août), avec le concours des flottes de sir Napier et de Parseval-

Deschènes. — Echecs des Turcs en Asie, à Bayazid (29 juill.), et à Kars (7 août). — La Russie rejette de nouvelles propositions conciliantes de l'Autriche (26 août). — Les Français partis de Varna (5 sept.), et les Anglais de Balchick le 7, débarquent, au nombre de 50 000, en Crimée à Eupatoria, avec un corps turc, le 14. Victoire près de la rivière de l'Alma, sur cinquante mille Russes, le 20. On tourne Sébastopol qu'on ne peut pas encore attaquer : établissement au sud, des Français au cap Chersonèse et plus tard à Kamiesch, des Anglais à Balaklava, le 28, le prince Menschikoff tient la campagne. L. de Saint-Arnaud, déjà malade avant de commander dans la journée de l'Alma, meurt à bord, le 29; Canrobert a le commandement en chef. — Travaux de tranchée devant Sébastopol. La tranchée est ouverte (9 oct.); feu des alliés, par terre et par mer, le 17; la flotte russe est paralysée dans le port; on bombarde les forts extérieurs. Combat de Balaklava : les Turcs attaqués sont soutenus par la cavalerie anglaise, qui perd beaucoup de monde par ses charges téméraires (25 oct.). — Menschikoff et le général Liprandi, avec des renforts venus du Danube, et des réserves des provinces méridionales, sous les yeux des grands-ducs Michel et Nicolas, tentent d'enlever la droite des Anglais devant la place; combat obscur d'Inkermann, victoire anglo-française (5 nov.). Le siège se prolonge, intempéries fatales, quelques sorties des assiégés; ouragan terrible pour les escadres alliées. — L'Autriche et la Prusse semblent s'engager davantage contre la Russie, par un article additionnel au traité du 20 avril (26 nov.); auquel adhère la diète (9 déc.). — Traité séparé de l'Autriche avec la France et l'Angleterre (2 déc.). — Les vice-amiraux sir Edmund Lyons et Bruat remplacent dans la mer noire Dundas, et Hamelin qui est fait amiral en même temps que Parseval-Deschènes.

Allemagne, Autriche et Prusse. — Loi fédérale contre les réunions politiq. d'associat. ouvrières. — L'empereur épouse Elisabeth, de la branche ducale de Bavière (24 avril). Il lève l'état de siège en Italie et en Hongrie. L'émission de papier-monnaie avec valeur et cours forcés, est interdite (23 fév.). Décret pour un emprunt de 350 millions de florins au moins, de 500 millions au plus (26 juin); il s'en présente 506 m. — En Prusse, le gouvernement, tout en voulant rester neutre dans la question d'Orient, demande aux chambres un emprunt de 30 millions de thalers, (18 mars); le ministère de la guerre lui-même se déclare contre l'alliance russe, qui serait pour l'Allemagne, dit-il, un parricide; sa démission (mal). La première chambre doit se composer de membres héréditaires, et de membres nommés à vie par le roi; loi et ordonnance (oct.). Dans la nouvelle session, M. de Wincke demande encore vainement qu'on prenne un parti entre les puissances occidentales et la Russie (15 déc.). — Dans le grand-duché de Bade, la lutte continue entre le gouvernement et l'archevêque de Fribourg. — En Saxe, mort du roi Frédéric-Auguste IV, par une chute (9 août); son frère Jean lui succède. — Exposition de l'Industrie à Munich. — Chemin de fer sur les rampes du Sommering. — Mort de Eickhorn historien du droit (juill.); du philos. Schelling (août). — Le *Gladiateur de Ravenne*, tragédie anonyme, jouée d'abord à Vienne, fait grande sensation; elle est de Fred. Halm, pseudonyme du comte Munch Bellinghausen.

Amérique centrale. — Carra se fait proclamer empereur. — San-Salvador est presque détruite par un tremblement de terre (18 avril).

Amérique du Sud et Brésil. — Dans les troubles de Montevideo, à la demande du gouverneur provisoire, le colonel Flores, intervention diplomatique, puis armée du Brésil;

José Amaral amène quatre mille hommes (mars). Après la paix, Flores est élu président. — Buénos-Ayres reste toujours en dehors de la confédération argentine, dont les douze provinces nomment Urquiza président (mars); la ville de Parana, dans l'Entre-Rios, est déclarée territoire fédéral. Traité avec Buénos-Ayres (20 déc.). — Au Paraguay, réélection à la présidence de don Carlos-Antonio Lopez (mars). — Au Brésil, mort de D. José Clemente Pereira, d'une active et inépuisable charité (mars). Premier chemin de fer (mai). — Au Pérou, exportation considérable de guano, excellent engrais tiré des petites îles Chinchas devant Lima.

Angleterre. — Le prince Albert est l'objet de démonstrations blessantes de la part de la foule; à l'ouverture du parlement (31 janv.) : lords Aberdeen et John Russell revendiquent pour lui la part qu'il a le droit de prendre dans les conseils de la reine. — A cause de la guerre, la taxe sur le revenu sera doublée d'abord pour six mois (mars). — Belle flotte dans la Baltique de vaisseaux de ligne, à hélice et à voile, sous le vice-amiral Ch. Napier. — Ordre en conseil, favorable au commerce des neutres pendant la guerre (15 avril). — Le projet de réforme électorale de J. Russell est ajourné (11 avril). — Les Communes mêmes rejettent le bill pour l'admission des juifs dans le parlement (25 mai). — Dans cette session, close le 12 août, modification de la loi fondamentale sur la marine marchande; établissement du contrôle direct des Communes, sur les frais attachés à la perception des revenus publics; mesures pour améliorer la direction de l'université d'Oxford; loi contre la corruption électorale. — Nouvelle session (12 déc.). Bill de la milice, et bill de l'enrôlement des étrangers. La guerre a révélé la mauvaise organisation militaire : pas de conscription, pas de landwehr, ni approvisionnements, ni service hospi-

talier; on a de la peine à avoir des soldats. — Retour du capitaine McClure, qui a découvert le passage du N.-O. de l'Amérique. — Mort du Dr. Barth, et de H. Waddington, intrépides voyageurs au centre de l'Afrique. — Mort du duc de Portland, débris de la génération politique des Burke, Wyndham, Fox (27 mars). — Ouverture du palais de cristal de Sydenham, près de Londres, sorte de musée de tous les âges (10 juin). — Nouvelle université catholique. — Mort de l'artiste dramatique, Ch. Kemble. — L'état libre d'Orange est détaché de la colonie du Cap.

Belgique. — Loi libérale sur les brevets d'invention. — Démission du ministère (25 août), retirée le 17 sept. — Troubles à l'occasion de la cherté des grains, même à Bruxelles, au commencement de sept. — Le duc et la duchesse de Brabant vont à Vienne (25 déc.).

Danemark. — Le ministère Oersted prétend octroyer la constitution de toutes les parties de la monarchie sans communication préalable à la diète; opposition des chambres (fév.). Coup d'État (30 mai) : arrestation de plusieurs rédacteurs de journaux. Coup d'État (29 juil.), en vertu d'une ordonnance signée en conseil le 26 : promulgation de la constitution projetée. Elle établit un conseil du royaume, dont trente membres seulement, sur cinquante, seront élus par les diverses parties de la monarchie; ils auront voix consultative sur les questions de finances, voix délibérative sur l'établissement d'impôts nouveaux : protestation de la société constitutionnelle (29 août). Les élections pour le Folksting, à Copenhague, sont favorables à l'opposition. Dans le nouveau conseil du royaume, une minorité assez considérable voudrait une chambre constitutionnelle de l'ensemble de la monarchie (oct.). La chambre du peuple du Danemark est dissoute (21 oct.); de nouvelles élections (1 déc.) sont contre le ministère, auquel ne donnent pas raison

non plus les tribunaux, dans vingt-deux procès de presse. Chute du cabinet. Le programme du nouveau ministère Rang (13 déc.) est conforme aux vœux émis, que le parlement ait le pouvoir législatif dans les questions financières, et le droit de faire les lois. — Le commerce avec l'Islande est rendu libre pour toutes les nations.

Espagne. — Défense de laisser circuler un manifeste d'opposition de la presse (3 janv.). Naissance d'une princesse le 5; elle meurt le 8. Plusieurs généraux, qui ont adhéré à ce manifeste, reçoivent un ordre d'exil (17 janv.), et sont rayés des cadres de l'armée. Insurrection militaire à Saragosse (20 fév.; soulèvement d'ouvriers à Barcelone (29 mars). Embarras financier : décret royal pour l'emprunt forcé de semestre de contribution (19 mai); la banque de St-Ferdinand doit se charger de payer à l'étranger le prochain semestre de la dette publique (7 juin). Révolution militaire (28 juin) : deux mille cavaliers de la garnison de Madrid rejoignent hors de la capitale un des généraux condamnés à l'exil, Léopold O'Donnell, qui devient le chef de l'armée constitutionnelle. Le brigadier Echague, les généraux Dulce, Ros de Olano, Serrano servent le mouvement; un combat est gagné à Vicalvaro, le nom en restera au parti vainqueur. La plupart des grandes villes se déclarent avant Madrid, où on se bat les 17, 18, 19 juill. Espartero se montre assez tard à Saragosse; il est appelé pour former un ministère. Le parti républicain est en minorité. Juntas et clubs partout; irritation contre la reine Marie-Christine. Les décrets de janvier contre les généraux sont révoqués (24 juill.); promesses libérales de la reine, le 26. Ministère Espartero; L. O'Donnell, à la guerre. Il est fait maréchal, ainsi qu'Evariste San Miguel, qui a été nommé capitaine général à Madrid. Retour à la loi de la presse du 17 oct. 1837; rétablissement des députations provinciales,

d'avril 1843; les Cortès constituantes sont convoquées pour le 8 nov. : il n'y aura qu'une chambre; la question dynastique est mise hors de discussion (12 août). Le jour du départ de Marie-Christine exilée, barricades à Madrid, le 28. La reine ouvre les Cortès, et se confie dans la nation. Le ministère se reconstitue (30 nov.). Difficultés de la situation : dette flottante énorme, beaucoup d'impôts ont été abolis par les Juntas, emprunt de 54 millions de réaux péniblement contracté par le ministre des finances, Collado; désorganisation de l'armée; le communisme dans beaucoup de villes; l'abolition des droits d'octroi est réclamée. Le ministère a besoin d'un vote de confiance (4 déc.). L'abolition des droits d'octroi, à laquelle est contraire O'Donnell, n'est repoussée par les Cortès, qu'à une majorité de douze voix, le 27, dans une séance très agitée : Espartero n'y assiste pas. Démission de M. Collado, le 28; son successeur, le duc de Sevillano, appartient à la haute banque et est grand propriétaire. Quelques troubles dans les provinces. — Le choléra, une partie de l'année.

États-Unis. — Traité avec le Mexique, qui vend une partie de ses provinces de Chihuahua et de Sonora (janv.). — Deux nouveaux territoires sont formés, le Nebraska, et le Kansas; liberté leur est laissée d'admettre ou non l'esclavage, qui n'est considéré au congrès, que comme « une institution particulière. » — Conflit avec l'Espagne, pour la saisie à la Havane, d'un bâtiment de commerce de l'Union (15 mars). — Traité avec le Japon, qui ouvrira deux ports au commerce américain, Hakodade dans l'Yéso, Pimoda dans l'Asu (31 mars); il est communiqué au sénat (14 juill.). — Pour une injure diplomatique, bombardement de San Juan de Nicaragua ou Greytown (juill.). — Nouvelle échauffourée de Raousset-Boulbon, par la Californie, dans le Sonora; il est pris et fusillé par les Mexicains (12 août).

— **Projet de médiation dans la guerre d'Orient** (déc.). — **Mort du patriarche des Mormons, J. Smith**, à Deseret (23 juin).

France. — A Paris, la taxation du pain est au-dessous du prix du blé; caisse de service de la boulangerie (16 janv.). Malaise des affaires; mauvais compte-rendu de la Banque à la fin de janvier. Le taux de l'escompte de la banque est porté à 5 pour 100. — Ouverture de la session (2 mars). A l'occasion de la guerre, projet d'un emprunt de 250 millions, voté à l'unanimité par les députés le 6, par le sénat le 9. Il est l'objet d'une souscription nationale : plus de 99 000 souscripteurs pour 467 millions. Loi, pour que le contingent militaire de 1855, au lieu d'être de 80 000 hommes, soit de 140 000 (avril). — Abolition de la mort civile par une loi votée le 2 mai. — Établiss. de pénitenciers pour les forçats dans les colonies (loi du 30 mai). — Par la loi votée le 27 mai il n'y a plus que 16 académies, et les préfets auront la haute direction de l'instr. primaire. — Loi sur le libre écoulement des eaux provenant du drainage. Loi sur le livret des ouvriers. — Le budget pour 1855 est fixé à 1566 millions pour les recettes, 1564 pour les dépenses. — Une division de garde impériale (5 mai). — Huit millions sont affectés, par décret, à l'exéc. des dispos. testam. de Napoléon I^{er} (5 août; on en publiera la corresp. — Le maréchal Vallant succède au ministère de la guerre, à Leroy de St-Arnaud, nommé général en chef de l'armée d'Orient (11 mars; M. Billaut, au ministère de l'Intérieur, à M. de Persigny (23 juin). Après Bomarsund, Baraguay d'Hilliers est fait maréchal (28 août). — Grâce de Barbès (3 oct.). — Session annoncée (28 nov.) pour le 26 déc. Le discours impérial mentionne, comme une espérance d'alliance offensive, le traité du 2 déc. avec l'Autriche. Projet de loi pour un emprunt national de 500 millions,

voté par les députés le 28, par le sénat le 30; un décret du 31 ouvre la souscription publique. — En Algérie, courses militaires jusque dans les oasis d'Ouargla, de Metlili et chez les Beni-Mzab; utile concours du kalifat Si-Hamza (janv.-fév.). Travaux de la route carrossable de Boghar à Laghouat, par Djelfa. Le gouverneur général Randon opère contre les Kabyles Zouaous du haut Djurdjura, dans la vallée du Sebaou, surtout les Beni-Hidjer, qu'excite le faux chérif Bou-Bargla (juin-juill.). Réorganisation du service des bureaux arabes départementaux (8 août). Tuggurt où était venu se réfugier l'ancien chérif d'Ourgla, est emportée (2 déc.). Bou-Bargla est tué par un caïd qu'il avait attaqué (26 déc.). — Les trois colonies à sucre perdent tout droit électoral (30 mai). La justice est réorganisée dans les colonies (juill.-août). — Nouveau traité de commerce avec la Belgique, concessions réciproques (27 fév.); on ratifie en même temps les conventions littéraires et commerciales du 22 août 1852 (avril). — Sections nouvelles de chemins de fer : à l'ouest jusqu'au Mans (28 mai); d'Épernay à Reims (4 mai); de Châlons à Lyon, de Valence à Avignon (juin); lacune entre Lyon et Valence. — Intensité du choléra à Paris, depuis nov. 1853; dans les départ. du centre, de l'est et à Marseille. — Mort de Peyronnet (janv.), et de Villèle (mars), ministres de Charles X, du baron de Vitrolles (1^{er} août), du comte Théodore de Lameth (19 oct.); de l'abbé de Lamennais (27 fév.); des amiraux Roussin et Ch. Baudin; du savant archéologue Raoul-Rochette (5 juill.), du poète Baour-Lormian (déc.); de Léon Faucher non réconcilié avec l'empire (15 déc.).

Hollande. — Nouveau règlement pour l'administration coloniale des Indes (sept.) : l'abolition de l'esclavage est admise en principe.

Italie. — En Sardaigne, dans la session du 19 déc. 1853 au 16

juillet, soixante projets de loi d'intérêt général discutés. Pour la première fois, la loi sur le bilan de l'Etat est votée avant la fin de l'année à laquelle il est destiné. Prise de possession de l'administration des biens qui appartiennent au séminaire de Turin (10 mars). Les modifications et additions du code pénal, attaquées par les partisans des privilèges et de l'autorité du clergé, sont votées par les députés (14 mars) et par le sénat (21 juin). Les droits de succession et d'insinuation ou de transcription sont réglés, par les chambres, avec augmentation au profit du trésor. Projet de loi pour supprimer les communautés et corporations religieuses, si nombreuses, riches et puissantes (28 nov.). — A Parme, assassinat du duc (27 mars); régence de sa veuve, sœur du comte de Chambord, au nom d'un enfant de six ans, Robert. Des décrets impopulaires sont retirés. Tentative d'insurrection (22 juill.). Reconstitution de l'université (25 nov.). — A Rome, procès des meurtriers du ministre Rossi assassiné en nov. 1848 (mai); une exécution capitale (22 juill.). Mort du savant cardinal Angelo-Mai (9 sept.). Bulle promulguée en présence de deux cents évêques, pour mettre au nombre des dogmes l'opinion de l'Immaculée Conception de la Sainte-Vierge (10 déc.). — Chovéra, de Gènes à Messine (juill.).

Mexique. — Mort de l'ancien président Herrera, à Mexico (mars).

Perse. — Guerre avec le sultan de Mascate, auquel est enlevée la place de Bender-Abassi (déc.). — Intervention militaire dans les troubles du Caboul et du Candahar.

Portugal. — Le régent ouvre les cortès (2 janv.). Le système décimal doit être appliqué aux monnaies d'or et d'argent (29 juill.). — Mort du poète, le vicomte d'Almeida Garreth (déc.).

Russie. — Pour la guerre, papier-monnaie et appel aux dons patriotiques.

Suède. — Le projet du gouvernement, au sujet d'un tarif de douanes plus libérales, est rejeté par la diète (5 fév.). — L'ordre de la bourgeoisie ne veut pas du projet de réforme parlementaire. — Atteinte à la liberté de conscience : sept femmes qui se sont faites catholiques, sont poursuivies comme des criminels d'après la loi de 1686 (fév.). — Mort à Trieste du sculpteur Fogelberg, élève de Canova et de Thorwaldsen (20 déc.).

Suisse. — Le conseil national abroge la loi du canton de Berne sur la presse, comme contraire aux principes de la constitution fédérale (13 janv.). On vote la création d'une université et d'une école polytechnique fédérale. M. Ochsenbein, un des membres importants du conseil fédéral, n'est pas réélu aux élections du conseil national (nov.). L'assemblée fédérale s'ouvre le 4 déc. Election des conseillers fédéraux, le 6 : MM. Furrer, Frel, Hérosé, Druey, Staempfli, Naef, Munzinger, Frasnini.

Turquie. — Le vice-roi d'Egypte, Abbas Pacha, sensuel, avare et cruel, est étranglé par deux de ses mamlouks (14 juill.). L'oncle d'Abbas, Said, l'aîné des fils survivants de Méhémet-Ali, lui succède comme le plus âgé de la famille. Il a eu une éducation européenne. Ses premières mesures sont favorables au commerce des céréales et à la condition des fellahs.

1855.

Allemagne, Angleterre, Autriche, France, Prusse, Russie, Sardaigne, Suède, Turquie. — Le siège de Sébastopol se continue sans progrès marqué (janv.-mars); attaques réciproques. Admirables travaux de défense de l'ingénieur russe Totleben. Osten-Sacken essaye d'enlever Eupatoria à l'armée récemment débarquée d'Omer-Pacha. L'armée française, sous Canrobert, est réorganisée en deux corps : Péllissier, Bosquet. On y envoie de

la garde impériale. Nouvelle conférence à Vienne. La Prusse, qui refuse de mobiliser ses troupes comme le réclame l'Autriche (3 janv.), demande cependant à y être admise, le 21. La diète germanique n'est pas plus portée que la Prusse à la mobilisation; la Bavière voudrait seulement qu'on se mit sur le pied de guerre. La Sardaigne se fait l'alliée de la France et de l'Angleterre; elle fournira 20 000 hommes (janv. et mars). La mort de l'empereur Nicolas (2 mars) ne change rien à la situation. Inutile bombardement sur la gauche de Sébastopol, du 9 au 22 avril; Omer-Pacha est venu au siège. Dans les conférences de Vienne (mars-avril), la Russie refuse de réduire sa flotte dans la mer Noire, et d'accepter l'exclusion de tous les bâtiments de guerre à quelque nation qu'ils appartiennent. L'Autriche licencie 100 000 hommes (mai-juin); elle paraît s'éloigner de la politique occidentale. Péliissier succède à Canrobert qui reste à la tête d'une division jusqu'en août (16 mai). On enlève le cimetière de Sébastopol, et les ouvrages entre le bastion central et la baie de la Quarantaine (22-24 mai); on occupe la ligne de la Tchernala, le 25. Expédition anglo-française dans la mer d'Azof, le 24; plein succès, on coupe la route de la flèche d'Arabat. Prise du mamelon Vert devant Sébastopol (7 juin); le 18, assaut infructueux, et avec des pertes considérables par les Français contre la tour Malakoff, par les Anglais contre le Grand Redan. Lord Raglan meurt, le 28, du choléra qui est encore très-violent. Sorties et attaques très-vives des Russes en juill. Victoire contre l'armée extérieure de Liprandi qui attaque nos lignes de la Tchernala, au pont de Traktir; bravoure des Sardes (16 août). Un feu très-vif contre la place est recommencé le 5 sept.; le 8, assaut donné au bastion Malakoff, ou Korniloff, qui a reçu des réserves considérables, il est enfin emporté par les divisions Bosquet et Mac-Mahon. Les ruines sanglantes de Sébastopol sont abandonnées, le 9,

par le prince Gortschakoff qui coule bas ses vaisseaux et garde tout le nord de la baie et le fort du Nord. Le 12, Péliissier est nommé maréchal; le commandant dans la mer Noire, Bruat, est nommé amiral le 15. On fait sauter tous les travaux de fortifications des Russes. — Au Kamtchatka, une flotte alliée détruit Pétropaulowski (17 avril), et menace les Russes aux bouches du fleuve Amour. — Dans la Baltique, bombardement de Nystadt en Finlande (2 juillet); de Lovisa, le 5; des magasins extérieurs de Sweaborg (8-11 août). — Une armée est encore jetée à Eupatoria pour agir sur les derrières des Russes de Crimée, et les couper de Pérékop; on prend aussi les hauteurs de Baïdar à l'est de Sébastopol (sept.); la flotte enlève Taman et Fanagoria, places voisines de Kertch. L'empereur de Russie, Alexandre II, visite Nicolaïef, arsenal à l'embouchure du Boug, Odessa et la Crimée. Une expédition anglo-française, à l'aide de batteries flottantes, prend Kinburn, en face d'Otchakof, à l'entrée du Liman où se réunissent le Boug et le Dniéper. — Rude hiver 1855-56 pour l'armée alliée qui reste en Orient. — L'amiral Bruat meurt en mer du choléra en revenant en France (19 nov.). — En Asie, succès des Russes : Mouravief assiège Kars défendue, pour les Turcs, par l'Anglais Williams et le colonel de Schwartzenberg; divers combats (juin-sept.). Omer-Pacha, envoyé tardivement par mer au N. E. de l'Asie Mineure, force le passage de la rivière d'Ingour (5 nov.), marche sur Kutais; entreprise inutile pour Kars. Kars, en proie à la famine et au typhus, capitule le 28. — Canrobert, envoyé à Stockholm, où il arrive le 6 nov., obtient un traité (21 nov.) qui lie la Suède envers la France et l'Angleterre contre la Russie. Le traité est publié le 19 déc.

Allemagne, Autriche et Prusse. — L'empereur a une fille (5 mars). — En Autriche, le baron

de Bruch devient ministre des finances (janv.). Nouveau code pénal (fév.). Nouvelle loi sur le mariage : la cérémonie religieuse prime et au besoin rend inutile l'acte civil. Concordat signé avec la cour de Rome le 18 août, ratifié le 25 sept., communiqué par le pape en consistoire secret (3 nov.). Il rend libres les rapports des évêques avec Rome ; il abolit les lois de Joseph II, en ce qui concerne les personnes et les choses ecclésiastiques. Des articles séparés ou complémentaires, datés aussi du 18 août, ne sont publiés qu'en fév. 1856. Les archevêques de Milan et de Venise usent bientôt (déc.) de leur nouveau droit de censure ecclésiastique sur les livres. Des congrégations centrales, sortes d'assemblées de notables, instituées en 1815, réorganisées en 1848, sont convoquées pour Milan et Venise (15 juill.). — Cession à une compagnie austro-française des chemins de fer de Bohême et de Hongrie. — En Prusse, l'enseignement du polonais est rétabli dans les collèges de la province de Posen (juin). Le roi restitue aux princes et comtes médiatisés les droits dont ils jouissaient au 1^{er} janv. 1848, notamment la juridiction privilégiée (nov.). — Dans le grand-duché de Cobourg-Gotha, loi de succession, au profit de la descendance du prince Albert, marié à la reine Victoria (avril), lui et son fils aîné exceptés. — Dans le Hanovre, les familles nobilitaires instituées en corps équestre se sont fait rendre, par la diète de Francfort, leurs privilèges enlevés par la constitution du 5 sept. 1848 (12 avr.). Les autorités municipales, les corporations, les chambres se déclarent pour la constitution de 1848. Les chambres sont closes avant que la discussion se soit engagée (13 juill.). Le président du conseil, alors absent, est en dissentiment avec le gouvernement. Nouveau cabinet. Dissolution définitive de la seconde chambre (1^{er} août). — Dans le Wurtemberg, dissolution de la diète (17 août) ; nouvelles élections. — La seigneurie de

Kniphäusen est incorporée, par convention, au grand-duché d'Oldenbourg (29 mai).

Amérique du Sud. — Ouverture du chemin de fer de Chagres à Panama, après cinq ans de travail (28 janv.) : 25 millions de dépenses, 80 kilom. — A Montevideo, le président Flores veut restreindre la liberté de la presse qui combat sa réélection (10 août). Révolution ; fuite de Flores. Le docteur Bustamante est président temporaire. Nouvelle révolution très-sanglante (24-27 nov.) ; elle est dirigée par Munoz, de la couleur rouge foncée. Oribe chef du parti blanc, Flores du parti rouge, se mettent d'accord pour soutenir Bustamante.

Angleterre. — Souffrances de toutes sortes de l'armée de Crimée. — A la chambre des Communes, M. Roebuck propose une enquête sur la conduite administrative de la guerre d'Orient. Lord J. Russell déserte à l'avance le cabinet dont il est président (21 janv.). La proposition d'enquête est votée le 29 ; le cabinet, taxé d'ignorance, d'incapacité, d'impuissance, se retire le 30. Nouveau ministère Palmerston. Les budgets de la marine, de l'armée et de l'artillerie sont plus que redoublés. Motion contre la vénalité des grades ; meetings pour la réf. des abus administratifs. Abolition du timbre des journaux. Vote d'un emprunt nécessité par la guerre. La motion Roebuck contre le ministère est rejetée (20 juill.). Une faible majorité, le 21, consent à garantir avec la France 5 mille Mv. st. de l'emprunt turc. Prorogation du Parlement (14 août). — La reine en France, reçue avec enthousiasme à Paris (18-27) ; le roi de Sardaigne visite la reine (déc.). — Le nouveau lord maire de Londres est pour la première fois un Israélite. — Ressources considérables offertes à miss Nightingale, si dévouée en Crimée, pour organiser des institutions hospitalières. — Télégraphe électrique de Bombay (1^{er} fév.), en

communication avec Lahore, Agra, Calcutta, Madras. — Traité avec Dost-Mohamed (30 mars). — Traité avec le Japon, du 14 oct. 1854, ratifié le 9 oct. Nangasaki et Hakodade sont ouverts aux navires anglais. — Mort de l'auteur des romans de *Jane Eyre*, *Shirley*, *Villette*, Currer Bell, pseudonyme de Charlotte Brontë, fille d'un vicar de campagne de l'Yorkshire.

Belgique. — Crise ministérielle (du 2 au 29 mars). Politique modérée et libérale du nouveau cabinet sous la présidence du vicomte Vilain XIV; M. Dedecker à l'intérieur. Elections pour le sénat favorables au ministère. Le duc de Brabant visite l'Europe et l'Egypte. Troubles d'ouvriers près de Namur (19 août).

Brésil. — Réforme électorale dans le sens libéral acceptée par le chef du cabinet, le marquis de Pavana, votée par les députés.

Chine. — Le consulat français à Shanghai, étant menacé par les rebelles, les Français aident les troupes de l'empereur à reprendre cette ville (18 fév.). Les impériaux reprennent Canton.

Danemark. — Le projet tendant à modifier la loi fondamentale de 1849 est adopté dans les chambres. On veut, dans la seconde chambre, mettre en accusation le dernier ministre Oersted, sous prétexte de violation de la loi des finances. Le roi approuve le projet de constitution générale de la monarchie; elle est promulguée (29 juin) dans le conseil suprême de la monarchie qui l'adopte le 23 juill.; les représentants des duchés de Holstein et de Slesvig font des réserves. Session extraordinaire des deux chambres danoises (11 août) : le ministère leur demande en les menaçant, si elles refusent, d'un coup d'Etat, de voter la mise en vigueur simultanée des modifications à faire à la loi fondamentale danoise et du projet de constitution générale de la monarchie. Discussions orageuses, surtout

dans la seconde chambre, parce que le principe de la constitution générale restreint beaucoup le nombre des électeurs. On vote enfin (14 et 26 sept.). Le roi sanctionne la grande charte adoptée par les chambres, et la loi électorale (2 oct.); la 1^{re} chambre ne relève plus du suffr. universel. — Disgrâce du pr. Ferdinand, oncle du roi et hér. présomptif, qui les désapprouve. — Création d'un ministère spécial de l'intérieur (oct.). — Plus de monopole de commerce pour le gouvernement dans les îles Féroë, à partir du 1^{er} janv. 1856 (avril). — L'abolition des droits du Sund est demandée par les États-Unis et par la seconde chambre de Prusse (avril).

Espagne. — Session des Cortès constituantes du 8 nov. 1854 au 17 juill. 1855, sans intervalle. La discussion sur les bases à donner à la constitution et sur les projets de finances, des agitations, des révoltes carlistes ou démocratiques incessamment renouvelées sur plusieurs points, occupent les Cortès et le pays. Le nouveau ministre des finances, Madoz, fait approuver le projet de mise en vente des biens, redevances et droits appartenant à l'Etat, aux communes ou au clergé, aux établissements et corporations de bienfaisance et d'instruction publique (fév.). Suppression des droits d'octroi par une loi (fév.). Expédients de finances : essai d'emprunt et émission de titres. Pour les bases de la constitution, une seule religion, mais on ne sera pas poursuivi à raison de ses opinions et croyances; une chambre unique, mais point de sénat mixte. Émeute à Madrid (10 avril), quand on discute la loi qui interdit à la garde nationale de délibérer. La loi sur la vente des biens de mainmorte est sanctionnée par la reine (1^{er} mai). Espartero a de la peine à gouverner; il est réduit à demander aux Cortès la suspension des garanties constitutionnelles (30 mai). Lui et O'Donnell rompent de plus en plus avec les révolutionnaires de l'assemblée, aux-

quels se rattache Madoz, ministre déchu. Brull, qui le remplace aux finances, cherche une augmentation d'impôts. Les Cortès repoussent le projet d'emprunt forcé (4 juill.) : les souscriptions volontaires sont insuffisantes. Après le vote du budget, où on prévoit un déficit de 20 millions de francs, les Cortès s'ajournent jusqu'au 1^{er} oct. (17 juill.). Le nonce du pape quitte Madrid. — Le choléra sévit, surtout dans le midi. — Au retour des Cortès, O'Donnell est l'objet d'interpellations violentes, à cause de sa modération ; il obtient un vote de confiance (3 déc.). Les débats sur la constitution sont terminés le 14 déc. — Mort de l'infant don Carlos à Trieste, à 67 ans (10 mars). — A Cuba, découverte d'une conspiration et d'un projet d'expédition américaine, rigueurs exercées par le gouverneur Concha (fév.-mars).

Etats-Unis. — Ravages de la fièvre jaune à la Virginie (juill.-août). — Différend avec l'Angleterre, au sujet de l'interprétation du traité Clayton-Bulwer de 1850 en ce qui concerne le Nicaragua, de l'occupation séculaire de Balise par les Anglais, des enrôlements pratiqués par l'Angleterre, en Amérique, pour la guerre d'Orient. — Vives discussions au congrès au sujet du Kansas où des planteurs du Missouri et de l'Arkansas ont amené des esclaves ; des colons abolitionnistes, venus du nord, leur résistent (déc.). — Le coton produit près de 3 millions de balles.

France. — La souscription nationale de l'emprunt de 500 millions donne plus de deux milliards, avec 179 000 souscripteurs (3-14 janv.). Réduction de l'intérêt des bons du Trésor (20 janv.). — Dans la session, close le 11 avril, loi sur la création d'une caisse de dotation de l'armée pour les rengagements, les remplacements dont se chargera l'État, et pour les pensions militaires ; loi d'organisation municipale qui met Paris et Lyon sous des commissions administratives. Le

budget atteint 1 600 millions. — Explication donnée par le *Moniteur* sur l'expédition d'Orient qui se prolonge : partie militaire (11 avril), partie politique le 16. L'empereur et l'impératrice à Londres, du 16 au 22 ; réception enthousiaste. Attentat sur l'empereur à Paris, par un Italien, le 28 ; le coupable est exécuté (mai). Persigny va ambassadeur à Londres à la place de Walewski qui sera ministre des affaires étrangères jusqu'en janvier 1860. — Courte session extraordinaire, annoncée le 20 juin, du 2 au 13 juill. Mécontentement contre l'Autriche exprimé dans le discours de l'empereur. Encore un emprunt national de 750 millions, voté le 5 ; le contingent pour 1856 est fixé à 140 000 hommes, le 6. Loi pour la garantie par le gouvernement, en commun avec l'Angleterre, d'un emprunt turc de 125 millions. Vote de nouveaux impôts sur les alcools, sur le transport des chemins de fer ; second décime de guerre sur les contributions indirectes. — Pour l'emprunt, 316 864 souscripteurs offrent 3,652 millions. — La reine d'Angleterre à Paris avec son ministre Clarendon, du 18 au 27 août ; elle rend même hommage au tombeau de Napoléon I^{er}. — Au moment de la prise de Sébastopol, retour inaperçu à Paris d'Abd el-Kader, qui va prendre la route de Damas (11 sept.). — Le duc et la duchesse de Brabant sont reçus aux Tuileries (12 oct.). Le roi de Sardaigne en France avec son ministre, le comte de Cavour ; au retour de Londres, il revient encore par Paris (22 nov. 8 déc.). — Augmentation de la garde impériale (déc.). Fête militaire pour la rentrée à Paris d'une partie des troupes de Crimée (29 déc.). — Restriction des libertés des cinq classes de l'Institut (14 avril). — L'Exposition universelle de l'industrie et des beaux-arts, à Paris, dure du 15 mai au 15 nov. — Saint-Étienne devient chef-lieu de département (25 juill.). Un évêché est créé à Laval (30 août). — Sections nouvelles de chemins de fer : de Valence à

Lyon (15 avril), de Mantes à Lisieux (juin), de Lisieux à Caen (déc.), du Mans à Laval (14 août); de Strasbourg à Haguenau (18 juill.), à Mayence (23 oct.); de Saint-Quentin à Erquelines sur la route belge de Cologne (15 oct.). — A Paris, se constitue une commission européenne pour le percement de l'isthme de Suez; une association internationale pour l'établissement de poids, de mesures, de monnaies uniformes. — Mort de Dupont de l'Eure, de Ch. Lacretelle, du peintre en miniature Isabey, tous trois octogénaires (mars-avril); du physiologiste Magendie, du sculpteur Rude (oct.), de M. Molé, dernier du nom (24 nov.).

Grèce. — Beaucoup de brigandages et de pirateries impunis. — Le ministre de la guerre, général Kalergi, qui est ennemi du parti russe, insulte personnellement le roi; nouveau cabinet (3 oct.). Manifestations de ce parti à Athènes.

Haïti. — Soulouque, qui attaque les Dominicains, est battu encore et mis en fuite.

Hollande. — On vote l'abolition du droit de mouture et du droit de tonnage; un plan de réorganisation de l'établissement naval du royaume; une convention littéraire avec la France. — Traité avec le Japon pour l'extension des privilèges de commerce (29 nov.).

Italie. — A Turin, pendant la discussion du projet de suppression des communautés et corporations religieuses, mort de la mère du roi (10 janv.), de sa femme le 20, de son frère le duc de Gênes (fév.) et, plus tard, d'un fils au berceau. Monitoire du pape, à l'occasion de ce projet. Il est voté par les députés (2 mars). Au sénat, la discussion est suspendue par l'offre des évêques de se charger eux-mêmes d'une partie des frais du culte (26 avril). Crise ministérielle; l'ancien cabinet revient avec M. Cavour. Un amendement qui ménage les droits acquis fait

passer la loi au sénat (22 mai); les députés la votent ainsi amendée le 28. Un décret royal supprime presque aussitôt 834 maisons de religieux ou religieuses. — L'alliance avec la France et l'Angleterre a été discutée dans les chambres (fév.-mars); une convention financière avec ces puissances facilite un emprunt de 25 millions. Le général Alexandre de La Marmora meurt du choléra en Orient (juin). Les Sardes y sont sous la direction suprême des Anglais. Le roi va visiter (nov.-déc.) les deux souverains ses alliés, à Paris, à Londres. — En Toscane, l'état de siège qui durait à Livourne depuis le 11 mai 1849 est levé (2 janv.). Plus de troupes autrichiennes ni en Toscane, ni dans le duché de Modène (mai). Entière franchise rendue aux villes et ports d'Ancône et de Civita-Vecchia, qui l'avaient perdue le 1^{er} fév. 1850 (1^{er} mars). Plus d'état de siège dans le duché de Parme (17 juin). Dans le royaume de Naples, rigueurs odieuses du gouvernement, arrestations nombreuses et usage de la bastonnade (juin-juill.). — Fléaux de toute sorte : choléra, misère, brigandage organisé, surtout dans les Etats Romains. — A Rome, tentative d'assassinat sur le cardinal Antonelli (12 juin); sur le général des Jésuites Beckx (9 juill.). — Manifeste de Mazzini pour pousser le peuple à l'insurrection, publié à Gênes (30 juin). Tentative dirigée contre le duché de Modène, arrêtée par la police sarda à la Spezzia. Deux agents de Mazzini sont pris à Rome (13 nov.). — Funérailles à Turin (11 août) du général G. Pepe dont la carrière militaire avait commencé dans son pays à Naples, en 1799, et fini à Venise en 1849. — Le roi de Naples se tient dans une stricte neutralité entre les puissances occidentales et la Russie vers laquelle il incline. Causes particulières de mécontentement données à l'Angleterre et à la France (août); elles obtiennent la disgrâce du directeur de la police Mazza, et du prince d'Ischitella, ministre de la

guerre depuis le 15 mai 1848. — A Modène, par décision ducale, le mariage aura tous ses effets civils sur la déclaration du curé (7 nov.).

Japon. — Tremblement de terre à Jeddo; il détruit cent mille maisons.

Mexique. — Insurrection militaire près de Matamoras et de San-Luis Potosi. Santa - Anna quitte Mexico (9 août), et, par la Vera-Cruz, s'enfuit à la Havane. — Président et assemblées provisoires. — L'ex-président Arista vient de mourir aux États-Unis.

Persse. — Guerre avec le Khan de Khiva, qui est poignardé par la trahison de ses alliés les Turcomans. — Surprise d'Hérat, dont le souverain, Mohamed-Said, est livré à l'ivrognerie et détesté de son peuple. — Traité de commerce avec la France (juillet).

Portugal. — Le jeune roi visite l'Europe (avril-août). — Au retour, devenu majeur, il prête serment de fidélité à la constitution, dans les Cortès (20 sept.), et commence à gouverner.

Russie. — Mort de l'empereur Nicolas I^{er}, après une courte maladie (2 mars). Alexandre II, son fils, manifeste l'intention d'accomplir les vœux et les projets de Pierre I^{er}, de Catherine II, d'Alexandre I^{er} et de Nicolas. Règlement de la succession au trône (2 juin), les enfants de l'empereur étant encore jeunes. — Levées considérables ordonnées pour la guerre : douze hommes sur mille (mai); dix (nov.). On a de la peine à maintenir le papier-monnaie en circulation. — Mort du philol. comte Berg. d'Ouwaroff. — Mort en Orient du poète polon. Adam Mickiewicz l'hôte de la France. — Il n'y a encore que 1 045 kil. de chem. de fer.

Suisse. — Réconciliation du canton du Tessin avec l'Autriche, moyennant une indemnité aux capucins (18 mars). — Les conseils s'oppo-

sent à tout enrôlement pour le service militaire étranger (juill.). — A Genève, les socialistes, unis aux conservateurs, sont battus dans les élections du conseil d'État cantonal.

Turquie. — Influence du conseil du Tanzimat; il règle la pénalité contre la concussion, et l'application des nouveaux décrets sur l'admission des chrétiens dans l'armée. — Traité de commerce avec la Grèce. — La commission scientifique européenne, formée par l'initiative d'un Français, Ferd. de Lesseps, pour étudier le projet de percement de l'isthme de Suez, réunie à Paris en octobre, part le 8 novembre de Marseille, arrive le 18 à Alexandrie. — Le bey de Tunis, Ahmed, mort le 31 mai, était favorable à la civilisation européenne, Révolte militaire dans le pays de Tripoli (juill.).

1856.

Afrique. — Mort du sultan de Mascate et de Zanzibar, Said, après un règne de cinquante ans (18 oct.): il a maintenu en Arabie l'indépendance du royaume d'Oman contre les Wahabites, et consolidé en Afrique le pouvoir contesté de sa famille; il a conclu des alliances commerciales et politiques avec l'Angleterre (1822, 1829, 1845), les États-Unis (1833), la France (1844).

Allemagne, Angleterre, France, Grèce, Naples, Prusse, Russie, Sardaigne, Turquie. — De grands préparatifs maritimes en Angleterre, en vue de l'attaque de Cronstadt. — Conseil de guerre des trois puissances alliées, aux Tuileries (10 janv.). On achève de faire sauter les docks, bassins et forts de Sébastopol; l'hiver y est très-rigoureux jusqu'à la fin de mars, ravages du typhus. — L'Autriche, très-active pour la paix, décide la Russie à accepter des propositions qui doivent servir de préliminaires (16 janv.). Congrès à Paris : princi-

paux membres, le comte Waleski, ministre des affaires étrangères de France, qui sera président, le comte de Buol et le baron de Hübner d'Autriche : lord Clarendon, et lord Cowley ; le comte Orloff et le baron de Brunnow, de Russie ; le comte de Cavour, de la Sardaigne ; et Ali-Pacha. Le jour où il s'ouvrira, conclusion d'un armistice jusqu'au 31 mars (25 fév.). La Prusse n'y est admise (12 mars), que parce qu'au sujet des détroits, on modifie les traités de 1840 et 1841, qu'elle a signés. Signature de la paix le 30 mars ; les conférences continuent pour achever les protocoles, jusqu'au 16 avril ; le traité, ratifié le 27 avril, est accompagné de 24 protocoles : évacuation des territoires occupés de part et d'autre, la Turquie est placée sous la garantie générale des puissances européennes ; le sultan leur communique le firman qu'il a octroyé à ses sujets chrétiens ; la mer Noire est neutralisée, interdite aux bâtiments de guerre de toutes les puissances, et ouverte au commerce libre ; les deux puissances riveraines admettent des consuls dans leurs ports, et ne conservent sur le littoral (il s'agit de Nicolaïef) aucun arsenal militaire maritime, le Danube sera accessible à toutes les marines, la frontière russe de Bessarabie sera rectifiée ; les principautés danubiennes, Moldavie et Valachie, que la France, l'Angleterre et la Russie, voudraient voir réunies en un seul État, restent sous la suzeraineté de la Porte, elles garderont leurs privilèges sous la garantie des puissances, qui concourront à leur réforme intérieure. La Russie s'engage à ne maintenir aucun établissement fortifié dans les îles d'Aland. Une déclaration du 16 avril, annexée au traité, pose ces principes : la course maritime est abolie ; à l'exception de la contrebande de guerre, le pavillon neutre couvre la marchandise ennemie, la marchandise neutre n'est pas saisissable sous pavillon ennemi ; les blocus, pour être obligatoires, doivent être effectifs, c'est-à-dire maintenus

par une force suffisante, pour interdire réellement l'accès du littoral à l'ennemi. Dans les conférences, la Sardaigne insiste sur la nécessité de réformes politiques en Italie, de sécularisation à Rome. Un traité particulier du 15 avril, ratifié le 29, connu en mai par la communication qui en est faite au parlement de Londres, est une sauvegarde de plus accordée à la Turquie, par la France, l'Angleterre et l'Autriche. — L'évacuation de la Crimée est complète le 5 juill. Kars est rendue le 7 août. Ismail n'est livrée par les Russes que démantelée. Contestation au sujet de Belgrad, petite ville de Bessarabie, de l'île des Serpents, dans la mer Noire, que la Russie retient. L'occupation des principautés par les troupes de l'Autriche, la présence d'une flotte anglaise dans la mer Noire se prolongent au delà du 28 oct., délai fixé. A ce sujet, crise ministérielle en Turquie (oct.) : le cabinet d'Aali-Pacha fait place à un cabinet Reschid-Pacha. — Le roi de Naples est pressé par la France et l'Angleterre de rendre son gouvernement plus juste et plus libéral ; elles menacent d'envoyer une escadre (juin-sept.). La Russie se plaint de cette intervention, et de notre occupation prolongée en Grèce (2 sept.).

Allemagne, Autriche et Prusse.

— En Autriche, une conférence ecclésiastique est annoncée par le ministre des cultes, M. de Thun, pour décider de certaines applications du concordat (25 janv.). Ordonnance relative à la sanctification du dimanche (mars). Cette conférence a lieu à Vienne, sous la direction des archevêques de Vienne, Prague et Graetz ; influence du nonce, le cardinal Viale-Prela ; usage de la langue latine, grand secret (avril). Patente impériale au sujet du mariage des catholiques (8 oct.). Une école d'enseignement supérieur à Feldkirch, dans le Tyrol, est confiée aux jésuites. — On songe à prévenir, par une loi, le morcellement de la propriété fon-

cière. Les statuts d'une banque hypothécaire sont sanctionnés par l'empereur (16 mars). — Il a une seconde fille (12 juill.). — Voyage en Italie avec l'impératrice (17 nov.) : à Trieste, à Venise. Décret qui lève les séquestres mis sur les biens des émigrés lombards, amnisties politiques (2 déc.). — En Prusse, dans la chambre des seigneurs, pétitions pour le rétablissement des peines corporelles (fév.); les députés rejettent le projet (28 avril). Nouvelle loi, fatale aux libertés commerciales des villes rhénanes. Rescrit concernant les affaires de bourse. Le prince Adalbert, grand amiral, est assailli sur les côtes du Maroc par les pirates du Riff (10 août). — En Hanovre, la mise en vigueur de la constitution de 1840 à la place de celle de 1849, cause une crise ministérielle (fév.); la seconde chambre ne vote le budget que d'après les principes de 1849 : dissolution des chambres (9 nov.). — Dans le grand-duché de Bade, le régent Frédéric devient grand-duc, son frère aîné Louis étant incapable (6 sept.). Son mariage avec la nièce du roi de Prusse, Louise, le 21; amnisties. — Arrestation, à Leipsik du Grec Constantin Simonides, faussaire en manuscrits. — Mort du philologue Frédéric Hermann (janv.); du poète H. Heine, à Paris (17 fév.); du baron de Hammer, historien et orientaliste, à Vienne (26 nov.).

Amérique centrale. — Walker, filibustier américain, du parti démocratique, s'empare du Nicaragua; s'y fait élire président (juill.). Guerre avec la république de Costa-Rica.

Amérique du sud et Brésil. — Dans l'Uruguay, Flores et Oribe sont élus comme président définitif, D. Gabriel Pereira, qui est riche et probe. — Traités de commerce du Brésil avec le Paraguay (avril), avec la Confédération argentine (juill.). — Au Chili, réélection régulière du président en fonctions, M. Monti (juill.). — Au Brésil, mort d'un ministre

éminent, le marquis de Parana. Recensement : 7 677 800.

Angleterre. — A l'ouverture du parlement, le discours de la couronne est ferme et pacifique (31 janv.). On annonce l'émission d'un emprunt de 5 mille liv. st. et la consolidation de 3 mill. liv. st. de bons de l'Echiquier (15 fév.). — La chambre des lords, où il n'y a que des titres héréditaires, proteste contre la pairie viagère, donnée par le gouvernement au juriste sir James Parke, sous le nom de lord Wensleydale (fév.). Après de longs débats, lords et communes adoptent le bill relatif aux paires à vie, et la juridiction d'appel des lords (juill.). La suppression du serment d'abjuration; la suppression de la donation accordée il y a douze ans au collège catholique de Maynooth, occupent les communes (avril). — La paix de Paris est acceptée sans enthousiasme, mais sans opposition; on blâme la mauvaise direction de la campagne de Kars, l'abandon du droit de visite et de saisie sur les neutres. Magnifique revue navale à Spithead, par la reine (23 avril). Le duc de Cambridge, qui a pris part à la guerre de Crimée, est nommé commandant en chef de l'armée (13 juill.). — Visite, à la cour, du prince Frédéric de Prusse (mai); projet de mariage avec la fille aînée de la reine. — Petite démonstration chartiste à Londres (15 sept.). — Aux Indes, le roi d'Oude, capitale Lucknow, est déclaré déchu; le résident général, Outram, prend possession de ce vaste pays, qui a plus de quatre millions d'habitants (fév.). Lord Dalhousie fait place comme gouverneur général, à lord Canning (1^{er} mars). — Une partie de la famille royale d'Oude vient en Angleterre (juin). — La Perse, ayant envoyé des troupes contre Hérat, la guerre lui est déclarée par les Anglais (1^{er} nov.); ils prennent le fort de Bender-Bushire (10 déc.), et l'île de Karrak. — Pas de solution du différend avec les États-Unis; ils ren-

volent le représentant britannique Crampton (29 mai). L'Angleterre renonce, en faveur de la république de Honduras, à l'île de Roatan, et aux îles de la baie de Honduras, que réclament aussi les États-Unis. — En Chine, divers griefs, sans réparation. Pour un nouvel outrage, le contre-amiral Seymour bombarde les forts à l'entrée de Canton (24-28 oct.). Les Américains se joignent aux Anglais. — En Australie, ouverture solennelle du parlement à Melbourne, par le gouverneur de la colonie (25 nov.). — Après d'heureuses explorations dans le centre de l'Afrique, le Dr. David Livingston revient sain et sauf à l'île Maurice (13 août).

Belgique. — Les modifications demandées par la France à la loi relative à l'extradition politique, soulèvent des débats dans les chambres, mais sont votées (fév.-mars). Malgré des plaintes exprimées dans les conférences de Paris, les lois constitutionnelles sont déclarées suffisantes pour réglementer et contenir la presse (mai). — Les évêques de Gand et de Bruges attaquent violemment l'enseignement libéral des universités de Gand et de Liège; réponse de professeurs de Bruxelles et de Gand (oct.). Esprit de conciliation du ministre de l'Intérieur, M. Dedecker, à ce sujet, devant les représentants (nov.). — Congrès économique européen, à Bruxelles (oct.).

Chine. — Tremblement de terre à Yoo-Tching, à 30 kil. de Pékin. Un des fils de l'empereur y périt.

Danemark. — La diète du Holstein porte plainte contre le ministre du duché, Scheele; le roi refuse la demande de mise en accusation (16 fév.). — Le procès des ministres du cabinet Oersted, de 1853, a commencé devant la haute cour, le 30 janv.); ils sont tous acquittés (24 fév.). Le conseil du royaume est ouvert par le roi (1^{er} mars); les onze députés du Holstein, à ce conseil, demandent en vain que la constitution

générale et la loi électorale soient soumises aux diètes des trois duchés (avril). — La diète du Holstein envoie devant la haute cour d'appel de Kiel le ministre Scheele; mais la cour se déclare incompétente (1^{er} sept.). — Un nouveau ministère, plus libéral (oct.).

Espagne. — Tentative démocratique pour soulever la milice qui garde le palais des cortès (7 janv.). — O'Donnell est le chef avoué du parti progressiste modéré: modification du ministère dans ce sens, le 15. — L'état de siège est levé dans les provinces d'Aragon, de Burgos, de Navarre (7 fév.). Adjudication, aux enchères publiques, du chemin de fer à construire de Madrid à Saragosse (7 mars). Le gouvernement demande une contribution indirecte de 60 millions, équivalente au produit des impôts de consommation qui ont été supprimés. — O'Donnell tient bon contre les émeutes démocratiques ou socialistes de Valence (6 avril), de Valladolid (22 juin), et contre les propositions de censure d'une fraction des cortès. Espartero, qui s'est montré pour l'inauguration de travaux de chemins de fer, à Valladolid, Burgos, Logrono, Saragosse (24 avril-10 mai), parle en monarchiste constitutionnel. — Le rapport contre la reine mère, lu le 7 juin, surexcite l'assemblée et les masses. Célébration de l'anniversaire du 7 juill. 1854. — La reine se sert d'O'Donnell pour opérer une contre-révolution. Nouveau cabinet conservateur sous sa présidence, sans Espartero; Rios Rosas est ministre de l'intérieur (14 juill.). Une partie des cortès et de la garde nationale se déclarent contre ce ministère; deux jours de combat à Madrid, 14 et 15; à O'Donnell se rattachent les généraux Concha, Ros de Olano, Dulce et Serrano. Lutte sanglante à Barcelone, à Saragosse qui capitule le 1^{er} août; le 4 seulement, Espartero quitte Madrid. Décrets pour la dissolution et la réorganisation des municipalités et

députations provinciales, la dissolution de la milice nationale dans toute l'Espagne, la suspension indéfinie des élections municipales, la dissolution des cortès constituantes (du 26 juill. au 2 sept.). La constitution de 1845 est rétablie (16 sept.), avec un acte additionnel assez libéral. O'Donnel et Rios Rosas consentent à la suspension de la vente des biens ecclésiastiques; elle est décrétée le 24; une ordonnance royale lève le séquestre mis sur les biens de Marie-Christine, le 27. Narvaez, à peine revenu de Paris, décide la démission du cabinet O'Donnel (12 oct.): il est président d'un nouveau ministère. Suspension de la vente même des biens de l'État, des communes, des établissements publics; révocation, le 14, de l'acte additionnel du 16 sept; le concordat de 1851 est remis en pleine vigueur; amnistie pour la dernière insurrection de juillet, et confirmation des fonctions et grades conférés en juill. 1854 (19 oct.) La presse est replacée sous la législation du 6 juill. 1845 (2 nov.). Troubles à Malaga, le 11. L'élection générale des municipalités est fixée au 5 fév. (3 déc.). On remédie à la crise alimentaire, par des achats à l'étranger. Rétablissement des contributions indirectes, supprimées depuis deux ans (15 déc.). Un emprunt de 75 millions de francs est adjugé le 17 à une maison française. — École centrale d'agriculture (sept.). Une école des chartes (oct.). — Rétablissement des rapports diplomatiques avec la Russie (14 déc.).

États-Unis. — La question de l'admission comme Etat du Kansas, territoire à esclaves, passionne le congrès; l'admission est votée par le sénat, où dominent les démocrates, partisans de l'esclavage (3 juill.). A la chambre des représentants, même débat sur l'esclavage, à l'occasion du budget de l'armée; les républicains abolitionnistes refusent d'abord de le voter. Le président n'obtient le vote que dans une session extra-

ordinaire (21 août). Démocrate lui-même, il met hors la loi les abolitionnistes du Kansas, vaincus par les colons venus du Missouri. — Les élections présidentielles sont favorables encore à un démocrate partisan de l'esclavage, M. Buchanan, contre M. Fremont (déc.). — L'usurpation de Walker, au Nicaragua, a été reconnue par le président Pierce (15 mai).

France. — A l'ouverture de la session qui dure du 3 mars au 2 juill., le discours de l'empereur fait espérer la paix. Cependant les 140 000 hommes de la classe de 1855 sont appelés à l'activité (6 mars). Naissance d'un prince impérial (16 mars). Le 18, sont faits maréchaux, Canrobert, Bosquet, et Randon, gouverneur général de l'Algérie. Le traité de Paris et les protocoles, communiqués au sénat et au corps législatif (28 avril), sont publiés le 29. Le comte Orloff, le 29, notifie à l'empereur l'avènement au trône d'Alexandre II; le comte de Morny ira ambassadeur en Russie. Une loi élève les pensions des veuves des militaires et des marins de la dernière guerre (3 mai). Elle a coûté la vie en Crimée à 95 000 Français, par les blessures ou les maladies. — Le droit de distribution de bulletins électoraux est diversement interprété par les tribunaux; arrêt de la cour de cassation (26 mars), et circulaire ministérielle (24 avril), qui le limitent. Par un sénatus-consulte, de grands pouvoirs sont attribués à l'administration de la dotation de la couronne (avril). Rétablissement de la loi de 1807, qui attribue une pension de 20 000 fr. aux grands fonctionnaires, à leurs veuves et enfants. — Cent millions sont destinés à encourager le drainage. — Loi sur les sociétés commerciales (17 juill.). — Budget pour 1857: dépenses, 1 698 millions; recettes, 1 709. — Inondations terribles dans les bassins du Rhône et de la Loire (mai-juin): l'empereur visite les départs, les plus maltraités, souscript.

très-abondantes en France et chez nos alliés, dix millions sont votés par le corps législatif. — Cérémonie du baptême à Paris; un cardinal représente le pape qui est parrain (14 juin). Le pr. Napoléon part pour un voyage d'exploration dans les mers du nord, le 16. Projet de sénat. cons. pour la régence, qui est attribuée à la mère du prince mineur; présenté le 17 juin, adopté le 8 juill., promulgué le 17. Des rentes de 200 000 francs sont votées pour chacune des trois filles du roi Louis-Philippe, ou pour leurs héritiers (2 juill.). — Evacuation complète de l'Orient, du 11 avril au 12 août. Depuis le début de la guerre, plus de 300 000 hommes y ont été transportés; on en a perdu 70 000. Le maréchal Pélissier est fait duc de Malakoff, avec dotation de cent mille francs (22 juill.-14 août). — Le ministre Fortoul, mort le 7 juill., est remplacé à l'instruction publique par un chef de la magistrature, M. Rouland (13 août). — Sections nouvelles de chemins de fer: de Dôle à Besançon (avril); de Poitiers à Niort (juill.); de Bordeaux à Toulouse; de Marseille à Aix (30 août). — En Algérie, secousse de tremblement de terre, surtout à Philippeville (21 août). Expéditions des divisions Renault et Yusuf, contre les kabyles Gueichoulas, du Djurjura (sept.); ils sont rejoints par le maréchal Randon (oct.). On commence à pratiquer la vente des terres, à titre définitif, au lieu de concessions temporaires et conditionnelles. — Le capitaine Magnan, avec le vapeur *le Lyonnais*, explore le Danube depuis ses bouches jusqu'à Belgrade, et en parcourt plusieurs affluents, le Sereih, le Pruth, la Save. — Traité avec le roi de Siam, signé à Bangkok (15 août). — Les *Contemplations*, de V. Hugo, sont publiées à Paris. — Projet d'un recueil des anciens poètes français, par les soins du gouvernement (12 fév.). — Mort du statuaire David d'Angers (6 janv.), du compositeur Ad. Adam (3 mal); d'Aug. Thierry (22 mai), du peintre

Paul Delaroche (4 nov.), de M. de Salvandy (15 déc.).

Grèce. — Efforts pour réprimer le brigandage.

Haïti. — A San-Domingo, démission forcée du président Santana. Son prédécesseur B. Baex exilé par lui en 1853 est reporté, sans guerre civile, à la présidence (sept. oct.).

Hollande. — Sur le lit de l'ancienne mer d'Harlem, entièrement desséchée par la puissance de la vapeur, installation d'une commune (avril). — Nouveau ministère, plus exclusivement protestant; mais il déclare qu'il respectera toute conviction religieuse (5 juill.). La seconde chambre choisit un catholique parmi les candidats à la présidence (17 sept.). — Dans le grand-duché de Luxembourg, le projet de modifier la constitution pour la mettre en harmonie avec le régime de la confédération germanique, soulève une vive opposition des députés (28 oct.); le budget ne peut être voté (20 nov.); la constit. modifiée est promulg. par ordonn., et la chambre dissoute, le 27. — Projet de réforme pénitentiaire.

Italie. — En Sardaigne, emprunt de 30 millions voté à l'occasion de la guerre de Crimée (jan.-fév.); approbation donnée aux efforts de M. de Cavour dans le congrès de Paris pour l'amélioration du sort politique des Italiens (7 mai). Pour les travaux de fortification d'Alexandrie, un million du gouvernement et une souscription nationale. — A Parme, rétablissement de la censure (11 fév.), état de siège et appui des Autrichiens. — Dans les Etats du pape, les Autrichiens ne sont plus qu'à Ancône et à Bologne (oct.). Exposition de l'industrie indigène à Rome. — Insurrection à l'est de Palerme, à Cefalu (22 nov.), et sur quelques autres points; tentatives d'assassinat sur le roi à Naples (8 déc.). Le promoteur du mou-

vement sicilien, baron Bentivegna, est fusillé le 20

Portugal. — Projet d'emprunt pour la construction de chemins de fer, accueilli par les députés, non soutenu à la chambre des pairs par le roi ; le ministère Saldanha se retire (juin). Troubles à Lisbonne sous prétexte de la cherté du pain (8 et 10 août). Inauguration du chemin de fer de Lisbonne au Carregado (28 nov.) ; il doit être prolongé jusqu'à la frontière d'Espagne.

Russie. — Nouvelle organisation des colonies militaires de la frontière asiatique, composées de Cosaques et de Baskirs. — Mort du prince Paskewitch à Varsovie (1^{er} fév.) ; le prince Gortschakoff lui succède dans ce gouvernement. Le comte Orloff, un des signataires de la paix de Paris, est fait président du conseil de l'empire, prince de Berg et gouverneur de Finlande. Le comte de Nesselrode a pour succ., au ministère des aff. étrang., le prince Alexandre Gortschakoff (mai). Fêtes du couronn. impérial à Moscou (7 sept.) ; des grâces politiques, surtout en Pologne, pour les faits de 1825 et de 1830. — Inauguration, après douze ans de travail, du grand canal de Wiborg à Saïma (7 sept.). — Concession à une compagnie étrangère de quatre grandes lignes de chemins de fer à construire en dix ans : 1^o de Varsovie à Saint-Petersbourg avec embranch. vers la frontière de Prusse ; 2^o de Moscou à Nijni-Novgorod ; 3^o de Moscou à Théodosie (Cassa) ; 4^o de Koursk ou Orel à Libau (côte de Courlande).

Suède. — Premier chemin de fer, à locomotives, de Nora à Orebro (5 mars). — Projet de loi sur la liberté religieuse (déc.).

Suisse. — Insurrection royaliste à Neuchâtel (3 sept.), aussitôt réprimée. La Prusse réclame l'élargissement des prisonniers, avec la médiation de la France ; la confédération demande du roi la reconnaissance légale de l'indépendance du canton,

qui est un fait depuis 1848. On se prépare à la guerre, ardeur militaire de la confédération ; le Wurtemberg et l'Autriche paraissent disposés à entraver le passage des troupes prussiennes.

Turquie. — Décret, ou Hatt-Humayoun, contenant vingt et un points de réforme, surtout en faveur des chrétiens de toutes sectes (21 fév.). L'égalité des cultes, la tolérance religieuse irritent la population turque ; violences, particulièrement en Asie, contre les chrétiens (mars-avril). — Loi d'expropriation au profit de tous les travaux d'utilité publique (avril). — En Moldavie, sous le valvode Grég. Ghika, le divan général vote l'abolition de l'esclavage (janv.). Vœu exprimé par les Moldo-Valaques d'être réunis en un seul État. Sont nommés, par la Porte, calmacans provisoires, en Moldavie, Thed. Balsch, qui appartient à l'ancien parti russe ; en Valachie, à la place du prince Styrbey, l'ex-prince Alex. Ghika (juill.). — En Egypte, ouverture du chemin de fer d'Alexandrie au Caire (1^{er} janv.). La commission internationale adopte pour le percement de l'isthme de Suez le projet d'un canal, avec tracé direct de Suez à Peluse, de préférence au tracé indirect de Suez sur Alexandrie (2 janv.). — Dans Candie, ravages d'un tremblement de terre à la Canée (12 oct.).

1857.

Allemagne, Autriche et Prusse. — Un code de commerce est préparé pour toute l'Allemagne, dans des conférences à Nuremberg (janv.). Convention monétaire entre l'Autriche et les Etats du Zollverein pour les monnaies d'or et d'argent. — Pendant le séjour de l'empereur en Italie, le vieux Radetzky quitte toutes ses charges ; le frère de l'empereur Maximilien le remplace comme gouverneur. Amnistie universelle décrétée à Milan (25 janv.). Mêmes faveurs aux Hongrois pen-

dant que l'empereur est à Bude (mai). — En Prusse, les députés réclament contre les exemptions en matière d'impôt foncier, contre l'instabilité de l'époque de convocation des chambres (fév.), contre les projets de modifications intempestives de la constitution; ils refusent d'imposer les maisons des particuliers; votent (28 mars) une augmentation de l'impôt du sel, que rejette la chambre des seigneurs (23 avril). Prohibition, par une loi, des billets de banque étrangers pour le paiement des créances (mai). Le mariage des individus divorcés dépendra des consistoires et du conseil supérieur ecclésiastique (8 juill.). Les juifs ne seront plus admis aux examens de droit (juill.). — Dans le grand-duché de Bade, et dans le Wurtemberg (4 juin), convention ecclésiastique avec Rome. — Ouverture du chemin de fer, de Milan à Venise (oct.). — Le roi de Prusse, malade, délègue, pour trois mois, le gouvernement à son frère Guillaume, plus jeune que lui seulement de deux ans (23 oct.), héritier du trône et marié. Cette délégation sera incessamment renouvelée. — La crise financière, dont souffrent les États-Unis et l'Angleterre est conjurée, en Prusse par la suspension des lois sur le taux de l'intérêt (27 nov.), et à Hambourg par la formation, au moyen de souscriptions, d'un fonds de garantie qui payera tous les effets réguliers de commerce. — Mort à Dresde (nov.), funérailles à Berlin du statuaire Berlinois Rauck.

Amérique centrale. — Le flibustier Walker, vaincu par le général Mora, président de Costa-Rica, est obligé de renoncer au Nicaragua; capitulation de la ville de Rivas (mai); il passe à la Nouvelle-Orléans, s'en échappe pour retourner au Nicaragua, est pris par un commodore des États-Unis, et envoyé à New-York avec ses cent cinquante compagnons (déc.). Il va attendre, en liberté à Washington, qu'on décide sur la validité de son arrestation.

Amérique du Sud. — Au Paraguay, le président se fait donner pour successeur son fils le général Solano Lopès par de singulières élections (14-17 mars). — A Montevideo, fièvre jaune (mars-avril). Oribe meurt à 70 ans, après avoir loyalement aidé le président Pereira, dans la dernière lutte électorale (12 nov.). — Au Pérou, tentative pour expulser la convention nationale, à cause de l'opposition qu'elle fait au dictateur Castilla chef de la révolution de 1854, et président provisoire (2 nov.).

Angleterre, Autriche, France, Prusse, Russie, Sardaigne, Turquie. — Encore un protocole signé à Paris pour l'annexion à la Moldavie de Bolgrad et de l'île des Serpents, à la Turquie du Delta du Danube, pour l'évacuation, au 30 mars, de la mer Noire par les Anglais, des Principautés par les Autrichiens (6 janv.). On apprend, par les débats du parlement de Londres (fév.), l'existence d'une convention signée au temps de la guerre par la France, pour garantir à l'Autriche, temporairement, ses possessions italiennes si elle prenait part à la lutte active contre la Russie. Les troupes françaises quittent le Pirée (28 fév.). Un traité, signé à Paris, consacre la délimitation des frontières turco-russes en Bessarabie (18 juin). — En Moldavie, le nouveau caïmacan Vogoridès emploie tous les moyens de corruption et de violence pour empêcher l'élection au divan national de candidats favorables à l'union des Principautés. Le ministre de Belgique à C. P. est accusé par la Porte de provoquer les Moldo-Valaques à faire roi le second fils de son souverain. Les élections faites à Jassy (19 juill.) sont l'objet de protestations de la France, de la Russie, de la Sardaigne et de la Prusse; de là la chute de Reschid-Pacha qui ne voulait pas de l'union (31 juill.); nouveau cabinet d'Aali-Pacha. Le sultan maintenant cependant la validité des élections, les quatre puis-

sances rompent les relations diplomatiques à Constantinople (6 août). L'Angleterre et l'Autriche que lie un traité secret (juin) sont contre l'union. Visite de l'empereur des Français à la reine d'Angleterre, à Osborne dans l'île de Wight (6-9 août) : compromis, auquel adhère l'Autriche pour l'annulation des élections. La Porte la décrète. Les relations diplomatiques sont reprises le 20. — Les nouvelles élections dans les deux Principautés sont plus favorables à l'union (sept.) : dans toutes deux, le Divan se prononce pour l'autonomie avec réserve des droits de la Porte, pour l'union sous un prince de dynastie occidentale, pour un gouvernement représentatif, pour la neutralité de l'Etat (oct.) Le Divan est déclaré dissous par la Porte que soutiennent l'Autriche et l'Angleterre (déc.). — Entrevue des empereurs de France et de Russie, à Stuttgart, chez le vieux roi de Wurtemberg, uni par mariage aux deux familles (25-28 sep.); des empereurs de Russie et d'Autriche à Welmar (1^{er} oct.). — Traité de navigation entre tous les Etats riverains du Danube, signé à Vienne (6 nov.) — L'ambassadeur lord Stratford de Redcliffe quitte Constantinople, en congé (12 déc.).

Angleterre, Inde et Perse.

— La discussion sur les affaires de Chine met le ministère Palmerston en minorité, aux Communes, par la coalition des conservateurs et des peelistes, de Disraeli et Gladstone, sur une motion de Cobden (4 mars). Dissolution du parlement; le ministère a la majorité dans les nouvelles élections; il annonce des motions pour la réforme parlementaire, qui cependant sera ajournée, et pour la formule du serment politique (mai). — A la chambre des lords, le projet de bill pour la réforme de la législation sur le divorce, avec substitution de la juridiction civile à celle des cours ecclésiastiques et de la chambre des lords, est combattu

surtout par les évêques de Cantorbéry et de Loudres (mai) : il subit les trois lectures. Il est discuté par les Communes, qui accordent à tout ministre de l'Eglise le droit de se refuser à bénir l'union d'une personne dont l'adultère a été la cause du divorce. Ainsi amendé, il retourne aux lords, qui le votent (24 août). Sir Creswell-Creswell est le premier juge de la Cour des divorces (1857-1863). — L'admission des juifs au parlement, par la suppression de certains termes du serment, est votée par les Communes, mais rejetée encore par les lords (20 juill.). — Par lettres patentes royales, lues en conseil, le prince Albert obtient le titre et la dignité de prince-époux (25 juin). — Négociations pour la paix avec la Perse à Paris, entre lord Cowley et Ferruk-Khan; le traité signé le 4 mars est ratifié à Teheran (le 14 avril). La Perse s'interdit de chercher jamais à s'emparer d'Hérat qui forme, comme Candahar, comme Caboul, un Etat indépendant. Ces trois Etats afghans doivent rester séparés. Le 8 fév. les Persans ont été battus près de Bushire par le général anglais Outram; il a pris Mahommerah le 26 mars. — Révolte des troupes indiennes au Bengale parce qu'on porte atteinte à leurs idées religieuses (mai); c'est en même temps une vaste conspiration politique et militaire. Pillage, massacre de familles européennes. Les insurgés d'abord vaincus et dispersés à Merrut, occupent Delhi, y proclament roi le fils du grand mogul. Quelques régiments se laissent désarmer à Calcutta. Désorganisation générale dans cette province. Le général Barnard meurt du choléra devant Delhi; le général sir H. Lawrence de ses blessures dans Lucknow. L'armée d'Oude et le contingent de Gwalior se révoltent. Cruautés affreuses dans Cawnpore, surtout par Nanajee-Saïb, le fils adoptif d'un peishwa déchu. Bataille acharnée des insurgés de Keemuch contre la garnison d'Agra. Même dans la pré-

sidence de Bombay, révolte d'un régiment. Le général anglais Havelock rentre dans Cawnpore (17 juillet), détruit Bithoor, livre un combat le 29. Les Sikhs restent dévoués à l'armée anglaise. — Malgré la gravité des affaires de l'Inde, le parlement est prorogé (28 août). — Dehli n'est pris qu'après une attaque acharnée du 14 au 20 sept. : pertes nombreuses des Anglais; ils se trouvent comme enfermés dans la ville conquise. Le roi de Dehli, âgé de 90 ans, pendant sa fuite se rend; ses deux fils, pris, sont tués. Le général Havelock, venant de Cawnpore, ravaille (sept.) Lucknow où est enfermé et enveloppé le général Outram. Le général en chef, sir Colin Campbell, parti de Calcutta le 27 oct., après plusieurs sanglants combats, délivre Lucknow le 17 nov., fait exécuter par sentence militaire (20 nov.) des membres de la famille royale de Dehli. Le général Havelock meurt de dysenterie le 25. Campbell, après le général Windham, est aux prises avec le contingent indien de Gwallor; Lucknow ne peut être gardé. — Contre-coup de la crise financière des Etats-Unis; le taux d'escompte de la banque monte à 8 % (oct.); à 9 %, même à 10 % (9 nov.). Elle est autorisée à émettre de nouvelles banknotes pour prêter à ce taux (12 nov.). Session extraordinaire ouverte par la reine (3 déc.), à l'occasion de cette mesure de finances, qui doit être légalisée. Malgré l'opposition de MM. Disraeli et Gladstone, qui invoquent la charte de la banque de 1844, la motion est adoptée par les Communes (11 déc.). — Occupation, par la compagnie des Indes, de l'île de Périm, à l'entrée de la mer Rouge, entre Moka et Aden. — Un traité du 9 déc. 1856 avec le Maroc, exécutoire depuis le 11 avril, donne le droit d'avoir des consuls dans les villes de l'intérieur, et la faculté, pour les Anglais, de voyager et de résider dans le pays. — Les recettes publiques, pour l'année qui a fini en juin, ont été de 71 067 82 liv. st.; les dépenses de 71 756 710. L'impôt

du revenu, pour l'année qui a fini le 5 avril, a donné 16 millions et demi liv. st. Dans les Indes, les recettes totales des présidences ont été, dans l'année 1856-57, de 28 891 299 liv. st.; les dépenses de 26 599 461. Une augmentation de budget est demandée pour la marine. La flotte de guerre anglaise comprend 42 vaisseaux de lignes, 42 frégates; la flotte française 40 vaisseaux de ligne, 37 frégates. — Un congrès d'éducation populaire à Londres (juin). — A Manchester, une exposition d'objets d'arts du Royaume-Uni, à laquelle envoient d'autres nations (mai). — Un des explorateurs de l'Afrique centrale, le docteur Vogel, est retenu par l'ordre du sultan du Wadai, à Wara. — Arrivent au British Museum d'admirables débris du tombeau de Mausole, trouvés à Budrun, près d'Halicarnasse.

Belgique. — Ardente discussion, à la chambre des représentants, sur un projet de loi relatif à l'administration des établissements et des fondations de bienfaisance, qui favoriserait l'exploitation exclusive de la charité par le clergé et les couvents, et l'extension illimitée de leurs richesses. Principaux opposants : Rogier, Frère, Verhaegen; défenseurs : Malou, de Theux. Le principe essentiel en est voté le 27 mai. Manifestations violentes, à Bruxelles et dans plusieurs villes, contre les gens d'église et leurs maisons. Le roi ajourne les chambres. Des adresses témoignent de l'opinion de la bourgeoisie contre la loi. Le roi déclare la session close, et ajourne le projet (13 juin). — Mariage de la fille du roi, la princesse Charlotte, avec le frère de l'empereur d'Autriche Ferdinand Maximilien (27 juill.). — Les élections municipales, qui donnent une majorité hostile à la loi sur les institutions de charité, entraînent la démission du ministère (2 nov.). Nouveau cabinet : Ch. Rogier à l'intérieur, Frère-Orban aux finances (9 nov.). Dissolution des chambres;

élections pour le 10 déc. Trois membres de l'ancien cabinet ne sont pas réélus. La session s'ouvre le 15.

Brésil. — Nouveau cabinet sous la présidence du marquis d'Olinde, qui a été régent pendant la minorité de l'empereur (4 mai). Même politique de concorde que sous M. de Parana. — Nouveau tarif de douanes moins élevé. Il sera en vigueur le 1^{er} juillet.

Chine. — Une flotte de jonques est détruite par les Anglais, non sans pertes, dans divers combats près de Canton, 25-29 mai, et 8 juin. Le plénipotentiaire lord Elgin arrive à Hong-Kong (3 juillet). Elgin et l'amiral Seymour, comme le baron Gros, plénipotentiaire français, et l'amiral Rigault de Genouilly, déclarent la rivière de Canton en état de blocus. Ils occupent sans résistance (15 déc.) l'île de Honan, en face de Canton. Canton est bombardé depuis le 22 par 4600 Anglais et 900 Français ; on occupe les remparts et la partie haute (28-29 déc.)

Danemark. — Le mouvement du scandinavisme, ou union des trois royaumes, favorable à la Suède, effraye le Danemark ; circulaire du ministre des affaires étrangères M. de Scheele (20 fév.). — La diète du Slesvig demande des réformes dans le sens allemand, et l'égalité de représentation des divers peuples de la monarchie au parlement général ; refus de l'impôt. Le commissaire du roi dissout l'assemblée ; l'impôt sera perçu en vertu d'une ordonnance royale (mars). La Prusse et l'Autriche prétendent toujours déférer à la diète germanique la position des duchés. Démission des ministres (avril). Ils rentrent, faute d'autre combinaison, excepté M. de Scheele (14 mai). — La diète du Holstein n'est pas favorable au projet de constitution soumis par le gouvernement ; ton modéré cependant des chefs de l'opposition le baron de

Blohm et le baron de Scheele-Plessen (août) ; la commission en propose le rejet (2 sept.), que vote la Diète le 9. La Prusse et l'Autriche défèrent à la diète germanique l'affaire des duchés (31 oct.). Le président du conseil en Russie, le prince Gortschakoff n'appuie leurs réclamations qu'avec une certaine réserve (1^{er} déc.). — Convention à Copenhague, avec toutes les puissances, pour le rachat des péages du Sund et des Belts à partir du 1^{er} avril (14 mars.)

Espagne. — Les cortès sont convoquées pour le 1^{er} mai (16 janv.) ; les élections auront lieu conformément à la loi de mars 1846. Très-peu de progressistes sont élus, ni Espartero, ni Olozaga, ni Madoz. Troubles à Malaga ; état de siège, à l'occasion d'une vaste conspiration qui devait éclater le 10 mai. — Au sénat, les généraux vicalvaristes de 1854, mis en cause par une interpellation inopportune, sont défendus vivement par O'Donnell, Manuel de la Concha. Le ton conciliant de Narvaez n'est pas imité par d'autres ministres, le marquis de Pidal et M. de Nocedal (mai-juin). Le gouvernement demande aux députés la mise en vigueur provisoire d'un projet de loisur la presse du 16 mai, qui ne sera qu'ultérieurement discuté (22 juin). Dans la province de Séville, mouvement révolutionnaire (30 juin) ; état de siège et rigueurs militaires. La concession pour la presse est faite par les députés le 4 juill., par le sénat le 10. — L'emprunt contracté en déc. est approuvé par les députés (2 juill.). — La réforme constitutionnelle est votée par les deux chambres selon le vœu du gouvernement, le 13. Clôture de la session le 16. — Des intrigues de palais décident la retraitte du cabinet Narvaez (4 oct.). L'amiral Armero est chargé de former un cabinet. Les Cortès qui devaient être convoquées pour le 30 oct. le sont pour le 30 déc. (20 oct.). Entrent dans le

cabinet Martinez de la Rosa aux affaires étrangères, Mon aux finances, Bermudez de Castro à l'intérieur. — Naissance d'un prince des Asturies 28 nov. ; il reçoit au baptême le nom d'Alphonse (9 déc.). — Inauguration de la canalisation de l'Ebre, le 19 juillet. — Population : 16 340 000 âmes.

États-Unis. — Exclusion de quatre représentants qui ont vendu leur vote (fév.). — Le général Cass du Michigan, est secrétaire d'Etat sous le nouveau président Buchanan. — Affreuse misère dans le Michigan. — A New-York, conflit sanglant entre la police du gouverneur et celle de l'administration municipale (juin-juill.). — Le gouverneur du territoire d'Utah, chez les Mormons, Brigham Young, se met en opposition avec les lois fédérales. — Crise financière, surtout par suite de la dette flottante des chemins de fer. Panique sur la place de New-York comme en 1837 ; suspensions des paiements de toutes les banques de New-York et de Boston.

France. — L'archevêque de Paris est assassiné par un prêtre, dans une église (3 janv.) ; exécution du coupable, le 30. — Nouvel arrêt peu libéral de la cour de cassation, au sujet des bulletins électoraux (30 janv.). — Un appel comme d'abus, demandé au conseil d'Etat, par le gouvernement, contre l'évêque de Moulins (fév.), est prononcé (6 avril). — Session du 16 fév. au 28 mai. Impôt sur les valeurs mobilières ; suppression du second décime de guerre, établi en 1855, sur les droits d'enregistrement, et du droit de timbre sur les avis imprimés ; mesures pour la transform. success. de la flotte ; subvent. de 14 millions pour trois lignes de paquebots transatlantiques ; nouveau code de justice militaire ; on demande désormais, en temps de paix, 100 000 hommes au lieu de 80 000 ; prorogation du privilège de la Banque, le nombre de

ses actions est doublé, elle accepte un traité avantageux pour le trésor public ; le budget est porté pour les dépenses de 1858, à 1717 millions, les recettes à 1737. — La législature de 1851 à 1857 a produit 240 lois d'intérêt général, 730 d'intérêt départemental ou communal. — Modification, par un sénatus-consulte, de l'article de la constitution, qui règle le nombre des députés (27 mai) : la population de quelques départements ayant diminué, on accorde, outre un député par 35 000 électeurs, un député de plus, à raison de 17 500 électeurs, au lieu du chiffre de 25 000 exigible jusqu'ici. Il y aura ainsi, pour la prochaine législature, 1857-62 267 députés. — Les coll. électoraux sont convoqués (30 mai) pour le 21 juin ; le gouvernement présente des candidats. Il n'y a en tout que sept élections d'opposition radicale, à Paris, Lille et Lyon. — Un complot, ourdi à Londres auprès de Mazzini, contre la vie de l'empereur, entraîne la condamnation, en cour d'assises, de trois Italiens, l'un à la déportation, deux à la détention (7 août). — A l'occasion du différend de la Prusse avec la Suisse, le prince Napoléon va à Berlin (8 mai). Visite en France du frère du czar, Constantin, et du roi de Bavière (mai). — Nomination d'un grand aumônier de la cour, le nouvel archevêque de Paris cardinal Morlot (14 août) ; le bref du pape est du 31 mars. — Inauguration des constructions qui réunissent le Louvre aux Tuilleries, après cinq ans de travail (14 août). — Camp de Châlons, grande école de manœuvres d'où l'empereur se rend (sept.) par Strasbourg et Carlsruhe à Stuttgart, pour voir l'empereur de Russie. Il y revient par Heidelberg, Forbach, Metz. — Mort subite du général E. Cavaignac, ancien chef du pouvoir exécutif en 1848 (28 oct.). Mort de la duchesse de Nemours à Claremont (10 nov.). — La Banque de France, suivant celle d'Angleterre, porte l'escompte à 7 %, puis à 8 % pour trente jours, même à 10 pour

soixante jours (10 nov.). Une lettre de l'Empereur au Ministre des Finances éloigne la perspective de tout moyen empirique pour remédier à la crise. — Nouveau ministre de la justice, M. Royer, que remplace, comme procureur général à la cour de cassation, M. Dupin qui a occupé ces fonctions de 1830 à 1852 (16 nov.). — Le corps législatif est ouvert pour la vérification des pouvoirs (28 nov.); refus de serment de MM. Goudchaux et Carnot, trois autres opposants prêtent serment. — La *Presse* est suspendue pour deux mois (4 déc.). — En Algérie, extension des attributions du gouverneur général, des préfets, des chefs militaires, par un décret du 30 déc., publié le 4 janv. Décret pour un collège arabe-français à Alger (14 mars). Prix impérial de 20 000 francs, pour encourager la culture du coton. L'établissement de lignes de chemins de fer est décrété (8 avril). Campagne du gouverneur général, avec 25 000 hommes sous les généraux Renault, Yusuf, Mac-Mahon, pour soumettre enfin, dans la grande Kabylie du Djurjura, les Zouaouas (24 mai-15 juill.); les Beni-Raten, à l'est du fort de Tizi-Ouzou, dans la vallée du Sebaou, sont frappés les premiers; route de 25 kil. ouverte au milieu des montagnes, en dix-sept jour, pour relier Tizi-Ouzou à Souk-el-Arbâ, point culminant; fort Napoléon. Les derniers réduits sont les Beni-Yeni, et les Illiten. Décret pour une école préparatoire de médecine et de pharmacie, à Alger (4 août. — Communication par télégraphie électrique, entre Marseille et l'Algérie (nov.) Recensement de la population européenne de l'Algérie: 167 670 âmes. — Au Sénégal, échange de quelques petits points de territoire avec les Anglais (mars). Guerre avec les Maures de la rive gauche du fleuve, contre lesquels la race noire, jusqu'à asservie, est de peu de secours. L'arachide, plante oléagineuse, est l'élément principal du commerce. —

A Madagascar, les Français sont chassés, comme tous les étrangers, de la capitale des Hovas, Tananarive. — Traité de commerce avec la Russie, plus favorable que celui de 1846, à cause du nouveau tarif des douanes russes (14 juin). — Difficile question d'extradition avec les Etats-Unis, au sujet d'employés qui ont emporté des millions à une compagnie de chemin de fer; procédure pendant trois mois, à New-York, avant que l'extradition demandée par le gouvernement français soit accordée (29 mai). — Promulgation (28 déc.) d'un traité conclu le 15 août 1856 ratifié le 24 août 1857 avec le royaume de Siam; il est utile à la religion et au commerce. — Une loi a fait passer sous l'autorité directe du gouvernement l'École centrale des arts et manufactures de Paris, fondation particulière qui date de 1829. — Nouvelles sections de chemins de fer: de Toulouse à Cette (avril); de Laval à Rennes (mai); de Niort à la Rochelle (6 sept.), à Rochefort le 7. — Inauguration du canal de Caen à la mer (24 août). — Projet de tunnel sous-marin entre la France et l'Angleterre, par l'ingénieur Thomé de Gamond, en utilisant le banc de Varne, au centre même du détroit. — Le journal *l'Assemblée Nationale*, fondé le 29 févr. 1848, après une suspension de deux mois, devient le *Spectateur* (8 sept.). — Les *Mémoires* de Marmont, duc de Raguse, donnent lieu à un procès au nom des filles du prince Eugène Beauharnais calomnié (juin-juill.). — Mort du poète Alfred de Musset (mai); de Béranger (16 juill.); de l'helléniste Boissonade (sept.); d'Aug. Comte, fondateur depuis 1822 de la doctrine matérialiste et athée du positivisme (7 sept.). — Recensement au 1^{er} janv.: 36 039 364 âmes.

MARTI. — Armistice de deux ans, entre Souloouqua et les Dominicains, sur les instances de la France et de l'Angleterre (fév.). — Dans la répu-

blique de San-Domingo, soulèvements sur plusieurs points contre des mesures financières du président Baez (juill.). Il est vaincu, et réduit à fuir (août).

Italie. — En Sardaigne, échange de reproches avec l'Autriche, pour la conduite de la presse dans les deux pays (fév.-mars). Le vote des députés pour les fortifications d'Alexandrie (16 mars) ajoute aux griefs. Le projet de transférer la marine militaire, de Gênes à la Spezzia, a aussi un sens politique; il est voté (8 mai). — Parme n'a plus de troupes autrichiennes, après huit ans d'occupation (5 fév.). — Levée de l'état de siège dans la province d'Ancône (19 mai). — Le concordat de 1818 avec Rome est complété, pour les Deux-Siciles, par huit décrets qui le rapprochent du nouveau concordat autrichien, au profit de la puissance spirituelle et temporelle de l'Eglise. — Une conspiration mazzinienne est découverte à Gênes (29 juin). Insurrection à Livourne (30 juin et 1^{er} juill.) réprimée. Des insurgés du même complot débarqués à Sapri, près de Policastro, ayant pour chef un mazzinien Ch. Pisacane, sont vaincus. — Le pape va jusqu'à Florence, Pise et Lucques (août). — Début des travaux de mine, pour le chem. de fer du mont Cenis, sous les yeux du roi de Sardaigne et du prince Napoléon (31 août). — Manin, l'ancien président du gouvernement de Venise en 1849, meurt à Paris (22 sept.). — Mort à Turin du comte Siccardi, jurisconsulte et homme d'Etat (29 oct.). — En Sardaigne, nouvelles élections générales, favorables à la droite. Sur la proposition du président du conseil, les députés votent une enquête pour rechercher l'abus des influences religieuses dans les dernières élections (31 déc.). — Tremblements de terre dans les territoires de Salerne et Potenza (17 déc.)

Mexique. — Troubles continuels contre le président Comonfort. Désordres religieux à la Vera-Cruz et à

Puebla. — Le filibustier Crabbe, qui a envahi le Sonora par la Californie, est fusillé (avril). — Coup d'Etat annoncé depuis longtemps : les troupes de Comonfort marchent sur Mexico; le congrès est dissous; arrestations; il est proclamé dictateur (17 déc.).

Portugal. — Pedro V ouvre pour la première fois les cortes (janv.). — Suppression de la ferme des tabacs, admise en principe par les députés. — A Lisbonne, épidémie de fièvre jaune et de fièvre typhoïde très-meurtrière (6 000 décès, d'août à déc.); belle conduite du roi.

Prusse et Suisse. — La guerre au sujet de Neuchâtel est empêchée par les propositions conciliantes de la France. La Suisse consent à élargir les prisonniers de sept., pour faciliter la conclusion (janv.). Conférences à Paris, ouvertes le 5 mars : les grandes puissances règlent les conditions, qui sont ensuite soumises aux représentants de la Prusse et de la Suisse : le roi renonce à ses droits de souveraineté, il ne garde que le titre de prince de Neuchâtel; il renonce même à une indemnité pécuniaire, d'abord réclamée. Le traité signé à Paris (26 mai) est accepté par le conseil national et le conseil des états de la Suisse (11, 12 juin); échange des ratifications à Paris le 16.

Russie. — L'arif de douanes plus libéral. — Première décision pour l'affranchissement des paysans, par la noblesse lithuanienne à Grodno (7 mars); et bientôt aussi dans les gouvernements de Vilna et de Kowno. Le servage doit être aboli progressivement en douze ans (2 déc.). — Le grand-duc Constantin, frère de l'empereur, parcourt l'Europe, étudie surtout, à titre d'amiral, les institutions et les travaux militaires et maritimes de la France à Toulon, Paris, Cherbourg; courte visite à la reine d'Angleterre (30 mai). — Pro-

mulgation (avril) d'un traité qui ouvre au commerce trois ports, du Japon, Simoda, Chakodade, Nangasaki. Il a été conclu le 20 janv. 1855 et ratifié à Simoda le 7 déc. 1856. — Mariage du dernier frère de l'empereur, Michel avec Cécile de Bade (28 août). — Inauguration du chemin de fer, de Saint-Petersbourg à la route de Varsovie : 128 verstes ou 137 kilom. (31 août).

Suède. — Pour la première fois on pratiqua la délibération commune des quatre états de la diète, au sujet du grand réseau des chemins de fer suédois (4 juin) ; une partie seulement pourra s'exécuter avec les sommes votées. — Le tribunal suprême et le comité de législation ne veulent pas du projet de loi qui aurait donné un peu plus de liberté religieuse (août). — Le roi malade ne peut gouverner. Il faut dans les deux royaumes qu'un article de la constitution soit modifié par les États pour que le prince royal puisse être régent (sept.). — Le projet de loi sur la liberté religieuse est rejeté, après sept jours de débat, même par l'ordre des paysans (oct.). L'ordre de la bourgeoisie seul y est favorable.

Suisse. — Conflit du canton de Vaud avec le gouvernement fédéral, au sujet du projet de chemin de fer qui doit relier Genève et le lac à Berne par le canton de Fribourg (août-sept.).

Turquie. — Le prince Danilo, du Montenegro, s'agit beaucoup de Vienne à Paris, de Paris à Vienne (avril-mai). Il paraît disposé à être plus docile envers la Porte. — En Egypte, meilleur mode d'assiette et de perception de l'impôt, même dans le Soudan, que visite le vice-roi. Détermination d'une liste civile. Il dissout l'expédition, formée de savants de France, d'Angleterre, d'Allemagne, pour la recherche des sources du Nil. — A Tunis, jugement reli-

gieux et supplice d'un juif, accusé d'avoir blasphémé Mahomet (juin) ; lois pour l'égalité civile, l'abolition des monopoles, la liberté de commerce et le droit complet de propriété accordé aux Européens. — L'ex-prince de Moldavie, Grég. Ghika, se suicide à Paris (24 août). — Mouvements insurrectionnels de chrétiens, maltraités par les fermiers d'impôts, dans le midi de l'Herzégovine, dans la Bosnie et l'Albanie.

1858.

Afrique. — Au nord du cap de Bonne-Espérance, les Anglais reconnaissent comme état indépendant, après une lutte qui dure depuis 1835 les Boërs, population blanche, mélange de diverses races d'Europe, qui habitent depuis le 25° lat. sud jusqu'à 35 milles à l'ouest de la rivière de Natal. C'est la république de Transvaal, nom de la rivière qui traverse le territoire : un président est élu pour sept ans, le Hollandais Boshoff.

Allemagne, Autriche et Prusse. — Mort du vieux maréchal Radetzky à Milan (5 janv.). — Une patente impériale du 27 avril qui doit être mise en vigueur le 1^{er} novembre modifie le régime monétaire ; il y aura perte de quinze pour cent sur les monnaies de cuivre, et de près de cinq pour cent sur les petites monnaies d'argent : fermentation dans les classes inférieures. Conformément à une convention du 24 janvier 1857, une ordonnance du 30 août limite, mais pas assez encore, l'émission du papier-monnaie qui depuis 1848 est presque le seul moyen d'échange ; la conservation de valeurs anciennes et la création de nouvelles laissent régner la confusion et l'arbitraire. La dette publique est de deux milliards 400 millions de florins, ou de six milliards de francs. — Conspiration panslaviste à Lemberg (Galicie), parmi des étudiants, des professeurs, des ecclésiastiques (juin). En Lombardie, quelques

réformes au sujet de l'impôt foncier, du contingent militaire, des beaux-arts (16 juill.). — L'empereur a un fils (22 août). — Nouvelle loi sur le recrutement de l'armée autrichienne (oct.), à peu près comme en France. L'Université de Pavie est fermée. Agitation à Milan, aux cris de : Vive l'Italie, vive le roi Victor Emmanuel (fin de déc.). — Le fils de Guillaume le prince de Prusse, Frédéric épouse la fille aînée de la reine Victoria (25 janv.). La chambre des députés à Berlin fait plus d'opposition que la chambre des seigneurs à l'augmentation de l'impôt sur le sucre de betterave (avril). Elle vote la construction du chemin de fer de Königsberg à la frontière russe. Le prince Guillaume, par décret royal du 7 octobre, devient régent. Les deux chambres, réunies, reconnaissent sans discussion qu'un régent est nécessaire, évitant de décider si c'est l'invitation royale ou l'article 56 de la constitution qui est le motif déterminant de l'institution de la régence (25 oct.). Il prête serment le 26. Nouveau ministère sous la présidence du prince de Hohenzollern-Sigmaringen : il reste trois ministres de l'ancien cabinet. Dans les élections, le parti féodal est battu ; il y a beaucoup moins de grands propriétaires élus. — En Bavière, le gouvernement a contre lui la majorité des chambres. Un nouveau mode d'élections ne lui est pas plus favorable. L'opposition se manifestant même dans les séances préparatoires de la seconde chambre, elle est dissoute (3 oct.). — Mort de Frédéric Creuzer, né à Marbourg dans la Hesse-Electorale, longtemps professeur à Heidelberg, auteur de la *Symbolique* (16 févr.). Mort de Varnhagen-Ense à Berlin (11 oct.).

Amérique du sud. — A Montevideo, le président Pereira réprime cruellement une insurrection (janv.-févr.). — Au Pérou, le président Castilla bat des rebelles à Arequipa (13 janv.), emporte cette ville d'as-

saut (7, 8 mars). Il est réélu (oct.). — Au Vénézuéla, le général Monagas, cédant aux révoltes, donne sa démission de président (15 mars). Il se met sous la protection du corps diplomatique. Le nouveau président, Castro, entre d'abord en lutte avec les représentants de la France et de l'Angleterre (août).

Amérique et Angleterre. — Communication, par télégraphe sous-marin, après deux tentatives infructueuses, entre Valentia, ville d'Irlande, à 12° 30' de longitude occid. de Paris, et Saint-Jean-de-Terre-Neuve, à 55°. L'horloge de Saint-Jean-de-Terre-Neuve est, de 2 heures 45 minutes, en retard sur l'horloge de Valentia. Première dépêche le 16 août. Echange de compliments, par télégramme, entre le président des Etats-Unis et la reine Victoria (22 août). Mais bientôt le câble sous-marin se brise.

Angleterre, Belgique, France, Italie et Suisse. — Effets de l'attentat commis, le 14 janvier à Paris, sur la personne de l'Empereur, par des réfugiés Italiens venus d'Angleterre ou de Jersey. En Belgique, un journal le *Drapeau*, qui l'approuve (17 janv.), est déferé aux tribunaux ; un projet de loi, concernant la police des étrangers, est présenté le 19, c'est la prorogation d'une loi du 22 sept. 1835 : il est voté à l'unanimité, sans discussion, par les députés, le 3 février. Le 25, est votée une loi, au sujet des poursuites à exercer contre les offenses commises envers les souverains étrangers (80 voix contre 14). — Après une note française assez menaçante, du 20 janvier, le conseil fédéral de Berne provoque, auprès du gouvernement de Genève, une enquête sur la conduite des réfugiés Italiens ; plusieurs sont internés (12 févr.) ; le gouvernement de Genève dissout la société italienne de secours mutuels. Par ordre fédéral sont expulsés douze réfugiés

français, dix-sept Italiens (mars). — En Angleterre, sur une dépêche du ministre de France du 30 janvier, lord Palmerston annonce la présentation d'un bill au sujet des réfugiés reconnus auteurs ou complices d'assassinat à l'étranger; on les traitera comme criminels de haute trahison. Des adresses de militaires français, qui provoquaient l'Angleterre, suscitent le discours violent de M. Roebuck aux communes (5 févr.); une dépêche française atténue l'effet de ces adresses le 6; le 10, la présentation du bill est autorisée par 299 voix contre 99: lord John Russell est parmi les opposants. L'amendement Gibson, impliquant un blâme contre le gouvernement pour n'avoir pas riposté à la dépêche française du 30 janvier, est adopté le 20 par 224 voix, dont MM. Gladstone et Disraeli, contre 215. Démission du cabinet; ministère Derby-Disraeli. Il se déclare aussi favorable au maintien de l'alliance française. La chambre reçoit avis, 12 mars, d'une réponse française, honorable pour les deux pays. Un Anglais, complice de l'attentat du 14 janvier, a été taxé, dès le 10 février, par la police, à 200 livres sterl. pour qui le livrera. Un Français, complice aussi, arrêté en Angleterre le 14 février, passe devant divers tribunaux selon les lois anglaises; le 17 avril, il est acquitté sur le chef de félonie ou de complicité du crime. Les formalités de passeport, nécessaires maintenant pour venir en France, sont très-impopulaires. Au sujet de la question des réfugiés, brochure en France du 11 mars: *Napoléon III et l'Angleterre*. — Un manifeste de Mazzini paraît à Gènes le 9 janvier, cinq jours avant l'attentat qui avorte à Paris. A Turin, la France suscite un projet de loi sur les conspirations contre les souverains étrangers et sur la manière de les punir (févr.). La commission de la chambre des députés le rejette, même après des modifications, le 13 mars (5 voix contre 2). A la discussion publique (12-23 avril),

opposition de M. Brofferio. Le ministre Cavour insiste sur la nécessité de l'alliance française; le principe de la loi est adopté le 23 par 100 voix de majorité, malgré l'opinion contraire de la commission. Un amendement adoucit la pénalité.

Angleterre, Autriche, France, Prusse, Russie et Turquie. — Le divan de Moldavie, au moment où il clôt ses séances (janvier) se justifie, par un acte public, des accusations portées contre lui à Constantinople. Le projet d'union des deux principautés est répudié, comme trop favorable à l'influence russe, par un vote de la chambre des communes, le 4 mai (292 voix contre 114); le nouveau ministre Disraeli, l'ancien ministre Palmerston combattent la motion d'union présentée par M. Gladstone, que défendent lord Cecil, Roeburk, L. John Russell. Disraeli allègue que la France et l'Angleterre sont d'accord sur cette question. Une nouvelle conférence des grandes puissances à Paris à ce sujet (mai-août): les Principautés sont réorganisées sous le nom de Provinces-Unies; elles auront, chacune, une assemblée législative, un hospodar choisi parmi les nationaux par l'assemblée, et, en commun, siégeant à Fokschany, une commission centrale, une haute cour de justice et un tribunal de cassation. Cette convention est ratifiée le 2 octobre. — Au sujet du Montenegro, où la guerre a recommencé (22 févr.) entre les habitants et les Turcs, pour la possession de la vallée de Grahovo, située à l'ouest sur la route de Trébigne, la Turquie est invitée (mai) à accepter un règlement de frontières, la France et l'Angleterre étant décidées à agir pacifiquement et de concert. Après une nouvelle collision, 11 mai, la Porte fait suspendre les hostilités le 14. Une commission des grandes puissances, réunie à Constantinople, attribue aux Monténégrins le territoire de Grahovo, sans aucun droit de suze-

raineté pour les Turcs (25 oct.). — Sir Henri Bulwer a succédé à lord Stratford de Redcliffe dans l'ambassade de Constantinople; mais Stratford est retourné auprès du sultan avec une mission spéciale; il a été reçu solennellement le 25 sept. — Milner Gibson, Gladstone, L. John Russell, amènent la chambre des communes à déclarer sur la motion de M. Roebuck que l'honneur et l'intérêt de l'Angleterre ne sont pas incompatibles avec l'exécution du canal de l'isthme de Suez (1^{er} juin); mais le vote est défavorable à l'entreprise : 290 voix contre 62.

Angleterre et Inde. — Meurent à un mois l'une de l'autre, la reine du royaume d'Oude, dont un fils est alors prisonnier des Anglais à Calcutta (janvier), et son second fils le prince Mirza (février). Le vieux roi, proclamé par les rebelles de Dehli, condamné par une commission militaire (février), sera déporté aux îles Andamans. — Bill pour l'abolition du gouvernement de la Compagnie des Indes, présenté par le ministre lord Palmerston (12 févr.). Il est lu une première fois. Le cabinet étant tombé à propos du bill relatif aux réfugiés politiques, le cabinet Derby-Disraeli présente un nouveau bill pour l'Inde (26 mars) : la cour actuelle des directeurs serait remplacée par un conseil que présiderait un ministre de la couronne. Pendant ce temps, sir Colin Campbell, aidé du prince indien du Népal, avec ses lieutenants Outram et Francks, ayant 50 000 hommes, emporte enfin la ville de Lucknow tout entière (19 mars); mais 25 000 insurgés lui échappent dans le Rohilcund au nord et dans les districts situés à l'est de Benarès. Campbell engage contre eux une campagne d'été. Aux Communes, de la fin de mars à la fin de mai, sont l'objet de vives discussions qui entraînent la démission d'un membre du cabinet, le comte d'Ellenborough, président du bureau de contrôle (affaires des Indes),

et compromettent le cabinet tout entier : 1^o la dépêche du comité secret de la cour des directeurs de la Compagnie traçant au gouverneur général Canning la conduite à suivre à l'égard des provinces reconquises; 2^o la proclamation de Canning, datée du 14 mars, qui menaçait de spoliation presque tous les propriétaires indiens. Se sont réunis contre le ministère lord Palmerston, lord John Russell et les peelistes; il est soutenu aux Communes par Roebuck et Bright; la motion de censure, présentée contre le gouvernement parce qu'il avait publiquement blâmé la proclamation de Canning qui agréait à la majorité des Communes, est retirée (21 mai), surtout quand on apprend qu'aux Indes même sir James Outram, à Lucknow, trouve excessive une condamnation générale des propriétaires indiens. Au sud du Gange et de la Djemnah, dans le bassin de ses affluents du sud-ouest, le Chumbal et le Belwa, sont reprises Kotah, Ithansi, villes du Rajpoutana (30 mars, 3 avril); mais la garnison de Kotah s'échappe comme à Lucknow, et le prince indien de Scindia, fidèle aux Anglais, est vaincu par les rebelles de Calpee sur le Djemnah, au nord-est de Ithansi (juin). Gwalior, tombé au pouvoir des fugitifs de Calpee et de Ithansi, est repris après un combat de quatre heures, par sir Hughes Rose (26 juin); la Ranee de Ithansi est tuée à Gwalior. Campbell, le général en chef dans l'Inde, est récompensé par le titre de lord Clyde. Même à l'ouest du Sutledje vont se soulever et seront massacrés deux régiments de cipayes, désarmés et internés à Moultan (31 août). Aux Communes se poursuit la discussion sur le nouveau bill de l'Inde; lord Palmerston adhère à ce projet ministériel dont le principe est le même que le sien : la métropole se substitue à la compagnie dans le gouvernement indien. Après les trois lectures aux Communes, le bill est admis par les lords; sanction royale le 2 août; il est mis en vi-

gueur le 2 sept. Lord Stanley entre le premier dans le cabinet comme secrétaire d'Etat pour l'Inde. Canning, l'ex-gouverneur général, est vice-roi (1^{er} nov.).

Angleterre. — Le taux des escomptes de la Banque est réduit à 4 pour 100, et bientôt (4 février) à 3 pour 100. — Au Canada, par désignation royale, après de longues hésitations, Ottawa, ville récente, est préférée, comme capitale administrative, à des villes plus anciennes ou plus illustres, Québec, Montréal, Kingston, Toronto, à cause de sa position plus centrale (février). Opposition du parlement canadien. — Dans l'île de Nouvelle-Calédonie, à peu de distance de la frontière nord-ouest des États-Unis, sont reconnus (mars) et exploités de riches dépôts d'or. — Traité de commerce et de navigation avec la république de Nicaragua : les forces britanniques assureront la protection et la sécurité des propriétés et des personnes à travers l'isthme. — Les lords consentent enfin, après sept ans de résistance, sur la motion du comte de Lucan, à l'admission des Israélites à la chambre des communes, avec le serment usité devant les cours de justice (143 voix contre 97), le 2 juillet. Le 26, siège alors aux Communes M. de Rothschild. — Le 2 août est prorogé le parlement. — Court démelé avec la France, à cause de la capture, par des navires anglais, du *Regina-Cæli*, dont les passagers, nègres libres, ont massacré l'équipage français. — Mort de l'économiste Thomas Tooke, auteur de *l'Histoire des Prix*, 6 vol., 1838-1857 (26 févr.). — Mort de Robert Owen, qui a appliqué si longtemps, sur les ouvriers de New-Lanark, ses idées de réforme sociale (novembre). — Tendance au retour vers la confession auriculaire, reprochée à quelques ministres anglicans. — Mise à flot, après deux mois d'effort, d'un bâtiment gigantesque, le *Leviathan*

(31 janv.). — Agence de nouvelles télégraph. organisée par l'Allem. Reuter.

Belgique. — Un projet de loi du gouvernement relatif aux fortifications d'Anvers, longuement débattu par les représentants, est rejeté par 53 voix contre 39 (4 août). Le projet est retiré, la session close. A la nouvelle session, certains termes du projet d'adresse sur la loi touchant l'assistance publique irritent la droite; elle se refuse à la discussion, se retire de la chambre. — Bruxelles est le siège du congrès de la propriété littéraire et artistique (27 sept.); il se prononce contre le principe de perpétuité, réclamé pour cette propriété. — Inauguration, par le roi, du chemin de fer qui relie Bruxelles à Arlon, ch. l. de Luxembourg (27 oct.).

Brésil. — Ouverture d'une première section du chemin de fer Pedro II (mars).

Chine. — Le gouverneur de la province de Canton, Yeh et le général tartare sont faits prisonniers par les Anglais (5 janv.). Le premier est envoyé à Calcutta. Il avoue avoir fait mourir, depuis 1853, pendant la grande révolte, 60 000 personnes dans les supplices. Lord Elgin et le baron Gros envoient à Sou-Tchou-Fou, capitale de la province de Kiang-Sou, à 36 heures au nord de Shanghai, dans l'espoir de négociations directes avec la cour de Pékin. Négociations inutiles. Français et Anglais entrent alors dans le golfe de Peiheek ou Petchéli, pour attaquer les forces chinoises dominant l'entrée de la rivière de Peiho, dont un affluent passe à Pékin; des forts défendus par 138 canons sont pris (20 mai); les alliés remontent le Peiho jusqu'à Tien-Tsin, qui est pris (4 juin). Arrivent les plénipotentiaires des trois puissances, France, Angleterre, Russie, dont le général Mouraviev n'a pas agi avec les chefs militaires d'Angleterre et de France. Le négoc-

clateur russe est le comte Poutiatine. Traité du 28 mai pour les Russes : ouverture des ports de la Chine, cession définitive des territoires situés à la gauche du fleuve Amour, distants de 500 milles de l'ancienne frontière de Sibérie. Traité de Tien-Tsin pour l'Angleterre le 26 juin, pour la France le 27 : un ambassadeur chinois sera reçu à Londres et à Paris, un ambassadeur anglais et un Français à Pékin; il y aura à Pékin un collège anglais, comme il y a un collège russe; cinquante millions d'indemnités pour l'Angleterre, quinze pour la France; la Chine sera ouverte aux étrangers munis de passeports : le christianisme sera toléré. L'empereur de Chine ratifie le 3 juill. Le commerce de l'opium est régularisé (9 nov.). Les Européens ne peuvent se soutenir à Canton sans combat.

Cochinchine. — Expédition franco-espagnole pour punir des attentats contre des missionnaires et des prêtres. Débarquement à Tourane (31 août); on commence à occuper les forts. Ressources longtemps insuffisantes contre une défense bien organisée. Attaque du Camlé (6 oct.); combat de Mi-Thi (20 déc.); prise du fort de Don-Nai le 21. Climat destructeur, inaction forcée.

Danemark. — L'assemblée générale, ou Rigsraad rejette une proposition du Holstein, tendant à modifier pour lui la constitution commune du 2 oct. 1855 (3 fév.); cependant, sur les instances de la Conf. germ., cette constitution est abrogée pour le Holstein et le Lauenbourg (6 nov.).

Espagne. — Le ministère se retire (14 janv.), parce que la reine ne veut pas dissoudre les cortès, auxquelles elle a promis et promettra encore (26 avril) la réparation du préjudice qu'a causé à l'Eglise la vente de ses biens. Cabinet Isturitz, avec la constitution de 1845 pour programme. Discours de M. Bravo-Murillo, accusé d'intentions réactionnaires (26 janv.). Projet de loi

sur la presse plus libéral (27 mars). Un projet de fusion dynastique avec les carlistes est nié par le gouvernement (avril). Dures paroles adressées au gouvernement par l'Angleterre sur la traite des noirs. Léopold O'Donnell est encore appelé aux affaires (1^{er} juillet). Décret relatif à la rectification des listes électorales. — La ligne de chemin de fer de Madrid à Alicante, par Aranjuez, Albacète, Almanza, ouverte le 9 février, est inaugurée par la reine (mai) : la reine va par mer à Valence, parcourt la Vieille-Castille et les Asturies. — La chambre des députés, dissoute le 15 septembre, doit revenir le 1^{er} déc. — Un décret rétablit (2 oct.) le désamortissement pour les propriétés civiles, moins les biens ecclésiastiques, ordonné par la loi du 1^{er} mai 1855. — Démonstration armée contre le Mexique, au sujet de vexations fiscales contre les sujets espagnols; accord en décembre.

Etats-Unis. — Longs débats au congrès, au sujet du Kansas. Ce territoire, qui demande à devenir État, s'est donné à Lecompton une constitution qui admet l'esclavage; mais la majorité des habitants y est contraire : elle avait été violente par une véritable invasion de Missouriens. Le vote du congrès est un échec pour la politique présidentielle qui favorise l'extension de l'esclavage : les deux chambres décident (avril) que le Kansas deviendra État moyennant la ratification de la constitution Lecompton par la population territoriale. Si elle est rejetée, le territoire ne pourra plus demander son admission au rang d'État qu'après avoir atteint le chiffre de 95 000 âmes. Le peuple du Kansas, comme on s'y attendait, rejette une constitution odieuse. L'admission est ajournée. — Admission de nouveaux États à constitution libre, le Minnesota, l'Orégon. — Le bill des crédits supplémentaires pour deux exercices 1858-1859, demandé par le gouvernement, est rejeté par les représentants (avril). — Chez les Mormons,

à la cité du lac Salé, est reçu sans résistance le gouverneur envoyé à la place de Brigham-Young. Ils paraissent disposés à émigrer au sud, vers la Sonora (juin). — Différend avec l'Angleterre, au sujet du droit de visite (depuis avril). — Au sénat, le congrès écarte la proposition d'abroger le traité Clayton-Bulwer, d'après lequel les deux puissances s'engagent à ne prendre pied ni l'une ni l'autre dans l'Amérique centrale. — Les puissances de l'Europe, l'Angleterre exceptée, attribuent au docteur Morse, inventeur d'un appareil télégraphique qui porte son nom, une récompense personnelle de 400 000 francs (23 août). — Une malle, avec des lettres et six voyageurs, va de San-Francisco (Californie) à Saint-Louis en 23 jours et 4 heures, du 16 sept. au 9 oct.

France. — Attentat qui avorte contre la personne de l'Empereur aux portes de l'Opéra (14 janvier). Trois bombes fulminantes blessent 156 personnes, en tuent 8. Les coupables arrêtés sont des Italiens qui avaient vécu réfugiés en Angleterre ou à Jersey, Pierri de Florence, Rudlo, dit Da Silva, de Venise, Orsini des Etats-Romains, et son domestique Gomez. Le 18, le discours de l'Empereur, ouvrant la session, annonce un projet de modification à la loi électorale. Le 20, suppression, par décret, du *Spectateur*, journal bourbonien; de la *Revue de Paris*, périodique républicain. Le 27, sont créés cinq grands commandements pour les troupes de l'intérieur, à Paris, Nancy, Lyon, Toulouse, Tours, sous des maréchaux qui sont désignés le 13 février: Magnan, Canrobert, Castellane, Bosquet, Baraguey-d'Hilliers. Un décret 1^{er} février désigne l'Impératrice pour la régence, et, à son défaut, les princes français suivant l'ordre d'hérédité; est institué un conseil privé destiné à devenir conseil de régence: deux princes français, l'archevêque de Paris, le maréchal Pélissier, le

ministre d'Etat, les présidents du sénat, du corps législatif, du conseil d'Etat, et le comte de Persigny; est présenté au corps législatif un projet de loi relatif à des mesures de sûreté générale. Nouveau ministre de l'intérieur, le général Espinasse, le 7. Le 8, un sénatus-consulte, voté à l'unanimité, exige le serment de fidélité à l'Empereur de tout candidat à la députation. Le 19 est adopté le projet de loi de sûreté générale par 227 voix contre 24; cette loi sera transitoire jusqu'au 31 mars 1865; les mesures ne pourront être prises par le ministre de l'intérieur que sur l'avis des autorités administrative, militaire, judiciaire du département; vote par le sénat le 25, la loi est publiée le 27. Le procès des assassins du 14 janvier commence le 23 févr.; le 26, ils sont condamnés à mort, excepté le domestique d'Orsini; le 14 mars, supplice de Pierri et d'Orsini. Les généraux Changarnier et Bedeau, exclus de France depuis le 2 déc. 1851, sont autorisés à y rentrer, le 28 févr. Echauffourée républicaine à Châlons-sur-Saône (6 mars). Nouveau préfet de police (16 mars), Boltelle à la place de Pietri. Le 23, nouvel ambassadeur de France en Angleterre, le duc de Malakoff à la place de Persigny. — Un projet de loi, soumis au corps législatif, pour le rétablissement des titres de noblesse et la mise en vigueur de l'art. 259 du Code pénal de 1810, appuyé d'un article du *Moniteur* du 6 avril, est voté le 7 mai, avec 23 voix de minorité. — Le projet de loi, relatif à la convention passée entre l'Etat et la ville de Paris, pour de grands travaux à accomplir dans la capitale (en dix ans on doit dépenser 180 millions, dont 50 ou 60 à la charge de l'Etat), présenté le 6 avril, est voté le 8 mai, avec 45 voix de minorité; c'est le dernier jour de la session. — Il y a eu trois réélections à Paris le 26 avril; deux sont pour l'opposition. — Le budget de 1859 est fixé à 1766 millions pour les dépenses,

1773 pour les recettes. — La duchesse d'Orléans, mère du comte de Paris, meurt en Angleterre, à Richmond (18 mai); elle est ensevelie auprès du roi Louis-Philippe. — Du 29 avril au 25 mai, l'entrée de l'*Indépendance belge* est suspendue. — Une circulaire du ministre de l'intérieur, publiée le 21 mai, recommande aux préfets d'amener les commissions administratives des établissements charitables, hôpitaux, hospices, bureaux de bienfaisance, à vendre leurs propriétés foncières pour les transformer en rentes sur l'Etat, et d'employer tous les moyens pour vaincre les refus de concours. Nouveau ministre de l'intérieur, le 14 juin, M. Delangle. — Un sénatus-consulte règle la compétence de la cour de justice, destinée à juger, pour crimes d'Etat, les ministres, ambassadeurs, sénateurs, conseillers d'Etat (juin). — Algérie et colonies sont réunies en un seul ministère, donné au prince Napoléon (24 juin). En Algérie, au lieu d'un gouverneur-général, un commandant supérieur des forces de terre et de mer, le général Mac-Mahon (2 sept.). Institution de six nouvelles sous-préfectures : Médéah et Milianah, Mascara et Tlemcen, Guelma et Sétif; de cinq commissariats civils à Aumale, Nemours, Djidjelly, Souk-Arras et Batna (17 oct.). Décrets de décentralisation : les attributions des préfets et des commandants militaires sont étendues; création de conseils généraux, dont les membres sont à la nomination de l'Empereur; dans chaque province, le budget sera préparé par le préfet et le commandant militaire, et présenté par le préfet au conseil général (28 oct.). La presse en Algérie ne sera plus soumise aux restrictions ajoutées en 1855 au décret organique du 17 février 1852 (30 oct.). Un conseil supérieur et permanent de l'Algérie et des colonies est créé le 5 déc. — Au Sénégal, traité après une guerre de trois ans, avec le roi des Trarzas (20 mai); le commerce entre

les Français et ce peuple se fera par Dagana sur le fleuve. — A Bangkok (Siam), pour la première fois, est reçu un consul français par le roi lui-même. — Conflit avec le Portugal, au sujet du navire *Charles et Georges*, chargé d'émigrants noirs, engagés sur les côtes d'Afrique pour être travailleurs libres dans les colonies françaises. Il a été pris le 29 nov. 1857 par un vaisseau portugais, qui le soupçonnait de se livrer à la traite. Le Portugal, ne recevant que des conseils officieux et timides de l'Angleterre, comme la France refuse toute médiation, rend le navire, met en liberté le capitaine, accorde une indemnité (oct.). Bientôt après (30 oct.), une lettre de l'Empereur au ministre des colonies a pour objet de rechercher le meilleur mode de recrutement de travailleurs libres pour les colonies. — Souscription publique universelle, ayant son siège à Paris, pour le canal maritime de Suez, travail européen qu'a autorisé le vice-roi d'Egypte (nov.); le Français, Ferdinand de Lesseps, est le concessionnaire. — Inauguration du chemin de fer et du bassin à flot de Cherbourg (4 août). L'Empereur y reçoit la reine Victoria. Il parcourt la Normandie, la Bretagne. — Progrès de toutes les lignes de chemins de fer : Culoz est le point de jonction entre les lignes de Lyon et Genève, et avec la ligne Victor-Emmanuel, qui porte sur Aix et Chambéry (août); dernières sections ouvertes de Paris à Mulhouse (avril, mai); ligne transversale dans le chemin du nord, de Busigny à Somain (juill.); section des Ardennes, de Rethel à Charleville, devant Mézières (sept.); sections en Normandie, d'Alençon à Argentan (février); de Lizieux à Pont-l'Évêque (juillet); dans le midi, de Narbonne à Vernet, près de Perpignan (févr.); de Montauban à Saint-Christophe, près des mines d'Aveyron (août). — Liberté du commerce de la boucherie à Paris, décrétée le 24 février, en vigueur le 1^{er} mars; suppression de la caisse

de Poissy. — Nouvelle organisation du comité des travaux historiques et des sociétés savantes de provinces, surveillance et protection par le gouvernement (22 févr.). — Miracle de Lourdes (Hautes-Pyrénées), depuis le 21 février; une commission d'examen est nommée par l'évêque de Tarbes (août). — 1^{er} volume de la *Correspondance de Napoléon I^{er}*, publ. par une commission qui sera modifiée en 1864. — 1^{er} volume des *Mémoires de M. Guizot pour servir à l'histoire de mon temps* (avril). — Procès, et condamnation suivie de grâce, dont sont l'objet l'ouvrage de Proudhon : *De la Justice dans la Révolution et dans l'Eglise*, et un article de Montalembert : *Un Débat sur l'Inde au Parlement anglais* (oct.-déc.). — Mort de la grande tragédienne Rachel (3 janvier); du P. jésuite Félix Ravignan, prédicateur (février); du naturaliste Bonpland à 85 ans, dans la province de Corrientes (Plata), le 4 mai; du peintre Ary-Scheffer (juin); du comte Portalis à 81 ans (5 août).

Grèce. — Ouverture de la navigation du détroit de l'Eubée (6 janv.). — Décret pour l'établissement d'un musée à Athènes (12 juillet), pour le rétablissement à Athènes des anciens jeux olympiques (sept.). — Tremblement de terre, ressenti dans l'Attique (21 fév.); il détruit la ville de Corinthe qui datait de 1833. — Mort, à 85 ans, de Georges Conduriotti, hydriote célèbre dans la guerre d'indépendance.

Malte. — Baez abandonne à Santana, par un accord, la présidence de la république dominicaine (12 juin). — Soulèvement républicain contre Soulouque.

Iles-Ioniennes. — Le projet anglais au sujet de Corfou, qui deviendrait comme Malte et Gibraltar possession britannique, est l'objet (déc.) d'une protestation de Corfou, dont le vœu est l'annexion à la Grèce libre. Mission de M. Glastone.

Italie. — En Sardaigne démission du ministre de l'intérieur Ratazzi (janv.). Il est décidé par les députés, que l'enquête qui a été votée en principe sur les abus d'influence, attribués au clergé dans les élections, sera faite au sein de la chambre, non par les tribunaux (19 janv.). Les élections complémentaires sont favorables au gouvernement. Débats au sujet d'un projet d'emprunt de 40 millions : depuis dix ans, la dette a monté de 145 à 680 millions : en 1848, il y avait un excédant de recettes de deux millions, en 1858 déficit de huit, mais les revenus du trésor ont augmenté de 56 millions. Nouveau ministre des finances, M. Lanza (18 oct.). — Conflit avec Naples au sujet de la capture en pleine mer, *in nullius territorio*, à la fin de 1857, d'un bâtiment à vapeur sarde, le *Cagliari*, suspect d'avoir porté des insurgés sur le côté des Deux-Siciles, à Ponza; comme deux mécaniciens sont anglais, Naples accorde satisfaction à l'Angleterre, et par suite à la Sardaigne (juin). — En Toscane, dix-huit condamnations, dont huit à mort, contre les insurgés de Livourne, du 30 juin 1857 (mars). — A Rome, le marquis de Campana, qui s'est formé un riche musée, précieux surtout par les antiquités romaines et italiennes, après un long procès, est condamné pour péculat à vingt ans de galères. L'enfant d'un juif de Bologne, Mortara, baptisé à l'insu de ses parents (23 juin), est enlevé à sa famille et élevé à Rome sous le patronage du pape dans la maison des catéchumènes : émotion en Europe.

Japon. — Traités de commerce : 1^o avec un envoyé des Etats-Unis, Harris; 2^o lord Elgin (août), 3^o l'amiral russe Putiatine, 4^o le baron Gros, qui viennent tous trois des côtes de Chine (9 oct.). Les Anglais auront un ambassadeur à Yeddo. Seront ouverts au commerce, en 1859 Nangasaki (dans l'île de Kiu-Siu), Kanagawa port d'Yeddo à 15 milles,

Hakodaddo (au sud de l'île Yezo près de Matsmai); **Yeddo** en 1862, **Osaka** en 1663. Les exportations ne payeront qu'un droit de 5 %, les importations de 20 %.

Mexique. — Les ennemis du dictateur Comonfort bombardent Mexico (11-20 janv.); organisent un gouvernement modéré, conservateur, sous la présidence intérimaire de Zuloaga, qui retire les lois spoliatrices du clergé, rétablit les fueros des prêtres et de l'armée, et ordonne la restitution des biens vendus. Les puros (rouges purs), parti qui gouvernait avec Comonfort, ont encore pour chef Juarez à Queretaro; plusieurs Etats se déclarent contre Zuloaga. Luis Osollo, ancien élève de l'Ecole Saint-Cyr, qui s'est distingué dans le combat des rues de Mexico en janv., nommé commandant général des forces armées, prend aux puros Queretaro, Guadalupe, avec toute l'administration de Juarez; mais il meurt de maladie à trente ans, à San Luis de Potosi. — Tremblement de terre sur un espace de 300 lieues, surtout à Mexico (19 juin). — Passent au pouvoir en peu de temps, Zuloaga, Baer et un des généraux de Zuloaga, Robles (déc.)

Perse. — Des révoltes de provinces. — Mirza Akakhan, premier ministre depuis sept ans, est arrêté lui et ses fils restituent des millions.

Portugal. — Le roi épouse Stéphanie de Hohenzollern. — Projet d'abolition de l'esclavage aux Colonies pour dans vingt ans.

Russie. — Comité central établi par l'empereur, pour la question de l'émancipation des paysans (15 janv.). L'académie des sciences de Saint-Petersbourg met au concours : de l'abolition du servage. Il y a en Russie 109,000 propriétés : sur 70,000 familles de propriétaires, 1400 possèdent de mille à dix mille

paysans; il y a, en tout, 20,750,000 paysans. Les nobles se montrent favorables à l'émancipation dans le gouvernement de Nowgorod, même dans ceux de Moscou et de Charkow. — Institution d'un conseil de ministres, délibérant en commun sur les affaires d'intérêt général, sous la présidence de l'empereur, comme dans les autres Etats européens : les ministres des affaires étrangères, de la guerre, des finances, conservent leurs audiences impériales séparées. — Traité de commerce et de navigation avec la Belgique (9 juin). Ligne de navigation commerciale, établie entre Saint-Petersbourg et le Havre. Villefranche, sur la côte de Nice, sert d'entrepôt aux paquebots russes de la Méditerranée.

Suède. — Nouveau projet de loi, sur la liberté de conscience, rejeté encore par les ordres des nobles et du clergé (fév.). Dans la chambre des nobles, la majorité opposante n'est que de deux voix; la chambre des paysans, parce qu'elle ne trouve pas le projet assez libéral, ne l'accepte qu'à quatre voix de majorité, la bourgeoisie qu'à trois. Un arrêt de la cour royale de Stockholm condamne à l'exil, à la privation de tout héritage, de tout droit civil, six femmes converties au catholicisme (19 mai). — Bourgeoisie et paysans rejettent un projet de fortifier Stockholm (fév.). — Un incendie détruit une partie de Christiania (13 avril). — Beaucoup d'actes du régent, mal accueillis par la noblesse (avril-mai). — Assemblée scandinave près de Helsingborg à Ramlosa (4 juillet).

Suisse. — Chemin de fer de Genève à Lausanne.

Turquie. — Mort subite de Reschid-Pacha (6 janv.). — Progrès de l'insurrection dans l'Herzégovine (juin), en même temps que dans le Montenegro. — En Bosnie pécurie,

exactions causées surtout par l'impôt. Les rayas ne connaissent pas encore le Hattî-Houmayoun de 1856.

— Succès de l'expédition d'Omer Pacha jusqu'à Bagdad, contre les Arabes nomades (mars). — Pluies désastreuses en Syrie (mars). — En Candie, plusieurs districts, surtout la Canée, à l'occasion des impôts et des corvées établies pour les routes, demandent les privilèges dont jouit Samos. On leur accorde surtout l'égalité du service militaire (juin) : le gouverneur est remplacé. A la Canée, nouvelle agitation sanglante des Musulmans contre les Grecs (3 juill.). — Après une tentative d'assassinat sur le consul anglais à Belgrade, des Européens sont massacrés à Djedda près de la Mecque, notamment le vice-consul d'Angleterre et le consul de France (15 juin). Les vaisseaux des deux puissances bombardent Djedda (25 juillet). Par ordre du commissaire que le sultan a envoyé à Djedda, dix sur quinze des principaux coupables sont pendus (4 août). Deux des fauteurs seront exécutés le 12 janvier. — Projet d'économie et d'amélioration financière, déclaré par le sultan (26 août); il exclut du ministère un beau frère et quatre gendres. — En Bosnie, prise d'armes des rayas, réprimée (oct.). Cependant Kianî-Pacha est rappelé à Constantinople. — En Serbie, est demandée et accordée la convocation de la Skuptchina (oct.) : il y aura un député par 350 contribuables et deux députés du clergé par chaque cercle : l'ouverture en est fixée à Belgrade au 12 déc. Le 20 déc., la Skuptchina demande l'abdication du prince Alexandre Karageorgewich; il se retire le 22, dans la forteresse turque; le 23, il est déposé. L'assemblée veut le remplacer par Milosch Obrenovitch qui a été détrôné en 1839. — L'héritier présomptif du pacha d'Égypte, Ahmed fils d'Ibrahim, meurt par accident, noyé dans le Nil (mai). — A Tunis, une municipalité est établie par le bey (20 août). Il autorise l'institution

d'une banque mixte anglo-tunisienne (11 oct.). — Tronçon du premier chemin de fer turc, de Smyrne à Aidin (oct.).

1859.

Afrique. — Mort de l'empereur du Maroc, Muley-Abderaman, à 80 ans, après 37 ans de règne (août). Quatre prétendants; guerre civile.

Allemagne, Angleterre, Autriche, France, Italie, Prusse, Russie, Sardaigne, Turquie. — Campagne diplomatique, prélude de la guerre d'Italie. — Les mouvements de troupes autrichiennes vers la Serbie et les principautés, et la situation tendue de l'Italie où luttent d'influence occulte ou publique l'Autriche et la Sardaigne, dirigée par le comte de Cavour, fournissent à la France l'occasion de se déclarer contre l'Autriche. Les paroles de Napoléon III à l'ambassadeur autrichien le 1 janv., de François-Joseph I à l'ambassadeur de France le 4, le discours de Victor-Emmanuel ouvrant les chambres avec ces mots : « Je ne puis être insensible aux cris de douleur de l'Italie » (10 janv.), le mariage de sa fille Clotilde avec le prince Napoléon (30 janv.), un peu après le mariage du duc de Calabre avec une sœur de l'impératrice d'Autriche, la brochure gouvernementale : *Napoléon III et l'Italie*, ont leur effet malgré le désir de l'Angleterre (discours de la reine, ouvrant la session 3 fév.), qu'on maintienne pure la foi des traités publics. Le discours de Napoléon III, devant les chambres (7 fév.) n'atteste encore qu'une situation anormale; des notes du *Moniteur*, 5 et 15 mars, calment les espérances ou les appréhensions de guerre. L'Autriche armant autour de la frontière piémontaise, les chambres de Turin acceptent le 4 fév. et votent le 9 un projet d'emprunt de 50 millions pour armements; l'emprunt est amplement couvert. Le 2

février, il est question aux chambres de Londres d'un projet d'évacuation simultanée des états du pape, sur sa demande, par les Français et les Autrichiens; mission à Vienne de lord Cowley, ambassadeur en France. Le 18 mars, la Russie propose un congrès; adhésion conditionnelle de l'Angleterre, tardive de l'Autriche. Plaintes du ministre des affaires étrangères d'Autriche, le comte de Buol, auxquelles répond une dépêche du comte de Cavour adressée (27 mars) à l'ambassadeur sarde en Angleterre; irritation diplomatique, et armements des deux parts. Dès le 1 mars, ont leurs instructions secrètes les chefs de la société nationale italienne, inspirée par Garibaldi. Le comte de Cavour est appelé par l'empereur à Paris (24 mars). L'Autriche, comme condition d'un congrès, demande (avril) le désarmement préalable de la Sardaigne, puis le désarmement général. L'Angleterre veut bien le désarmement si le Piémont et les autres états italiens sont admis au congrès; note favorable à cette idée, du *Moniteur* français du 19 avril. La Russie et la Prusse, d'accord avec la France et l'Angleterre qui l'a proposé, consent à ce que les états italiens soient admis, comme au congrès de Laybach, pour présenter leurs vœux et leurs opinions; le désarmement aurait lieu préalablement par une commission de six membres dont un sarde (note du *Moniteur* français du 21 avril). L'Autriche refuse et somme la Sardaigne de désarmer et de licencier ses corps francs; elle lui donne trois jours pour répondre (23 avril). Le *Moniteur* français du 23 avril annonce, en même temps que cette sommation, la formation de plusieurs corps d'armée: outre Pellissier à Nancy et Castellane à Lyon, quatre corps actifs formeront l'armée des Alpes, sous les maréchaux Baraguey-d'Hilliers, Canrobert, les généraux Niel et Mac-Mahou; le prince Napoléon a un commandement séparé (5^e corps); le maréchal

Randon, nommé d'abord major-général, deviendra ministre de la guerre (5 mai) par échange avec le maréchal Vaillant. Le roi de Sardaigne, 23 avril, demande aux chambres pleins pouvoirs exécutifs et législatifs au moment de se mettre à la tête de ses troupes; ils lui sont accordés le 24 par les députés (110 voix contre 24), le 25 par le sénat à l'unanimité. M. de Cavour répond le 26 à l'ultimatum autrichien. La Prusse propose des mesures militaires à la Confédération, en cas d'éventualité (23 avril), sans avoir l'intention d'assister l'Autriche. — Quant à la vieille question de l'union des Moldo-Valaques, la conférence européenne rouverte le 7 avril, malgré l'appui que prête l'Autriche aux Turcs qui voudraient annuler la double élection de Couza comme Hospodar, confirme cette double élection (19 avril). — Guerre d'Italie, avril-juillet. — Le roi de Naples qui a accordé, le 10 janvier, des grâces ou des mutations de peines politiques pour des procès de 1848-1849, mais qui renvoie les procès de presse devant les conseils de guerre, s'abstient dans la lutte. La duchesse de Parme voudrait rester neutre. Zèle impuissant de l'archiduc François d'Este, duc de Modène, pour l'Autriche. Le grand duc de Toscane qui a aboli (mars) la loi sur la liberté de la presse, est sourd aux conseils de M. Matteucci (25 avril); invité (27 avril) par ses officiers ou à s'unir au Piémont, ou à abdiquer, il ira avec sa famille se retirer à Bologne; son peuple fera cause commune avec la Sardaigne et la France (25 mai). La neutralité de Rome est admise. — Armements de la Prusse et de la Russie, mais sans agir. Immobilité de la Confédération germanique. Neutralité déclarée de l'Angleterre. — La médiation de l'Angleterre, offerte au dernier moment, retient un instant les Autrichiens à la frontière du Tessin, avec leur général en chef, Guilay. Le Tessin franchi, 29 avril, ils sont sans coup férir à Novare, à Verceil;

ils couvrent les territoires de Plaisance, Modène et Reggio. Ils se forment surtout sur la Sesia. Les Français, venus par Gênes, occupent le bassin de la Scrivia à l'est d'Alexandrie. La proclamation de Napoléon III marque le but de la guerre et la circonscrit : affranchir l'Italie jusqu'à l'Adriatique (2 mai) ; il part le 10 de Paris pour Gênes et pour Alexandrie, où il prend le commandement en chef ; Victor-Emmanuel qui se fait son lieutenant est à Casal ; Garibaldi, commandant des chasseurs des Alpes, manœuvre vers le lac Majeur. Le chef du 15^e corps, le prince Napoléon, est envoyé à Livourne pour organiser l'armée Toscane qui a reçu déjà de la Sardaigne le général Ulloa. Le 18, les Autrichiens sont délogés en face de Valenza (sur le Pô, au nord d'Alexandrie), par le canon Napoléon III qui porte à 2600 m. Le 19, ils évacuent Vercell et font sauter le pont sur la Sesia ; leur quartier-général est à Mortara à l'est, ils occupent encore jusqu'à Bielle au nord, à Tortone au sud. Le 20, premier engagement important de 7000 alliés, attaqués par 13 000 Autrichiens du comte de Stadion, à Montebello entre Voghera et Casteggio. Victoire de la division Forez du corps Baraguey-d'Hilliers, et de Sonnaz, général de cavalerie sarde. Les agresseurs sont repoussés sur la route de Casteggio à Stradalla, et se retirent derrière le Pô. Inutiles atrocités commises par le général autrichien Urban près de Casteggio. La division sarde Cialdini franchit la Sesia à Vercell. Garibaldi, d'Arona au S. O. du lac Majeur, entre dans la Lombardie Autrichienne à Varèse, favorisé par l'insurrection ; il force l'entrée de Côme, occupe Lecco, la Valteline se soulève ; l'Autriche, de son côté, fait appel aux Tyroliens. Le quartier général des Autrichiens est porté de Mortara à Garlasco pour se rapprocher de la frontière Lombarde et de Pavie. Mais ils ont encore des forces considérables à

l'est de Vercell, à Robbio dont ils s'emparent, 29 mai. Trois fois en deux jours, à Palestro, entre Robbio et Mortara, ils attaquent Victor-Emmanuel, disputent la victoire à Cialdini, et au 3^e régiment de zouaves de la division Trochu (corps de Canrobert) : 21 000 hommes de chaque côté. Pour tourner l'ennemi qui est encore en force entre Valenza et Mortara, Napoléon III se porte, 30 mai, d'Alexandrie sur Vercell, avec le corps Niel (1 juin) entre dans Novare, commence à opérer le passage du Tessin, le 3, qu'assure l'engagement de Turbigo. Le 4, il gagne une grande bataille à Magenta, à l'est de Buffalora, près d'une station de chemin de fer, en perdant 5000 hommes des corps Mac-Mahon et Canrobert, contre quatre corps de Gullay : 20 000 ennemis hors de combat, 7000 prisonniers, 4 canons, 2 drapeaux ; le premier choc a été soutenu pendant deux heures dans des débouchés étroits, par la garde impériale : Mac-Mahon est fait maréchal de France et duc de Magenta ; Regnaud de St-Jean d'Angely le commandant de la garde, maréchal. Les Lombards, comme en 1848, demandent l'annexion au Piémont. Napoléon et Victor-Emmanuel, le 8 juin, entrent à Milan ; le même jour victoire à Melegnano (Marignan, au S. E. de Milan), de 16 000 hommes du corps Baraguey-d'Hilliers contre 18 000 hommes du corps de Benedeck, qui a attaqué. Le 8 encore, Garibaldi, auquel est opposé Urban, de Monza va occuper Bergame. Le 8, proclamation de Napoléon aux Italiens : « Mon armée ne mettra aucun obstacle à la manifestation de vos vœux légitimes. Unissez-vous pour l'affranchissement de votre pays. Organisez-vous militairement sous les drapeaux de Victor-Emmanuel ; ne soyez aujourd'hui que soldats, demain vous serez citoyens libres d'un grand pays. » Prompte retraite des Autrichiens à l'est ; ils se replient et de la Lombardie et des États romains, au delà de Bres-

cia où entrent Garibaldi, et bientôt l'Empereur et Victor-Emmanuel le 18 juin. Les alliés occupent, même au delà de la Chièse, Lonato, Montechiarli, Castiglione, le 21. — L'empereur d'Autriche, parti de Vienne pour l'Italie le 29 mai avec le général Hess, arrivé à Vérone le 31, se décide à tenter un grand effort. Il vient de remplacer le vaincu de Magenta, Guilly, par le général Schlick comme commandant en chef (17 juin). Si la Russie lui est hostile (une circulaire russe du 27 mai, publiée au milieu de juin, regrette que l'Autriche ait attaqué le Piémont et que quelques états de l'Allemagne cherchent à étendre la guerre en dehors de la Péninsule), en Prusse est décrétée la mobilisation de six corps sur neuf, environ 250 000 h.; deux doivent être dirigés sur le Rhin au commencement de juillet, trois sont réservés contre la Russie qui a 120 000 h. à la frontière. De Villafranca, qui est sur la ligne du chemin de fer de Vérone à Mantoue, il vient à Valleggio plus près du Mincio, franchit la rivière dont il a laissé approcher les Français. Il espère, en occupant les hauteurs de Cavriana et de Solferino entre Castiglione et Volta, rejeter par une attaque vigoureuse les Français et les Sardes au delà de la Chièse. Son quartier général à Cavriana; il a 170 000 h. contre 145 000. Grande bataille de Solferino (24 juin), dans un espace de cinq lieues, de quatre heures du matin à huit heures du soir : chaleur étouffante, orage. Napoléon III empêche les Autrichiens de le tourner, de les couper de Victor Emmanuel qui a de la peine à garder ses positions, à la gauche, plus près du lac de Garda, à Dezenzano; le corps de Canrobert surveille le côté de Mantoue. La victoire donne aux Français 3 drapeaux, 30 canons, 6000 prisonniers; les pertes sont de 15 000 h. pour les Français, de 5 500 pour les Sardes. Le général Niel est fait maréchal. Napoléon III s'établit à Cavriana; François-Joseph

repassa le Mincio, revient à Valleggio puis à Villafranca, il laisse le commandement en chef au général Hess. Les alliés ont bientôt, après le passage non disputé du Mincio, leur quartier général à Valleggio. Ils sont dans le quadrilatère, que gardent Peschiera (au sud du lac de Garda) et Mantoue, Vérone et Legnago placé à douze lieues plus bas sur l'Adige. Ils reçoivent le 5^e corps du prince Napoléon qui a amené par Pontremoli (21 juin), Fornovo (24) et Parme (25), 30 000 Français et 10 000 Toscans. Les Sardes commencent l'investissement de Peschiera; un corps français observe les débouchés du Tyrol, un autre Mantoue. L'amiral Romain-Desfossés conduit l'escadre, de la côte Albanaise d'Antivari, à l'extrémité nord de l'archipel Illyrien qui ne fait pas partie de la Confédération germanique, à l'île Lossini, où il prépare, avec des canonnières, le siège de Venise. — Emotion en Allemagne, par les victoires des Français et par l'extension politique des Sardes dans toute la haute Italie, dans les Romagnes, en Toscane où la consulte d'état sera ouverte, le 7 juillet, par un commissaire piémontais. Agitation en Hongrie. Le 25 juin, la Prusse propose à la Diète d'envoyer un corps d'armée sur le Rhin. Le 4 juillet, elle demande le commandement en chef des corps fédéraux mobilisés et le commandement de toutes les troupes fédérales qui pourront être levées; elle fait des propositions de médiation à l'Angleterre et à la Russie. Le 7, l'Autriche propose à la Diète (l'attaque de Venise par la flotte française devait avoir lieu le 10) de mobiliser tous les contingents fédéraux sous le commandement du prince régent de Prusse. — Le 8 juillet, à la demande de Napoléon III, suspension d'armes jusqu'au 15 août, signé à Villafranca, quartier-général de François-Joseph. M. de Cavour vient inutilement de Turin au quartier-général des alliés. Entrevue des deux empereurs à

Villafranca, le 11. Ils arrêtent entre eux les bases de la paix, plus avantageuses pour l'Autriche que la France ne l'avait projeté d'abord quand les grandes puissances offraient leur médiation : « Il y aura une confédération italienne sous la présidence honoraire du pape; l'empereur d'Autriche cède ses droits sur la Lombardie à l'empereur des Français qui les remet au roi de Sardaigne. Il conserve la Vénétie, partie intégrante de la confédération italienne. Les princes dépossédés seront rappelés. Amnistie générale. » Étonnement de la France et de l'Europe. « La lutte, dit le 12 Napoléon III à ses soldats, allait prendre des proportions qui n'étaient plus en rapport avec les intérêts que la France avait dans cette guerre formidable. » Il ne voulait pas non plus, dit-il aux grands corps de l'État à son retour à St-Cloud, accepter pour auxiliaire, en Italie, la révolution. Autres causes pour la France de ces préliminaires de paix précipités : climat brûlant, maladies, insuffisance des préparatifs pour le siège des places du quadrilatère. Causes pour l'Autriche, d'après le manifeste de François-Joseph daté de Luxembourg, près de Vienne : ses alliés naturels l'ont abandonné; défiance qu'inspirait leur médiation tardive. L'Europe, dira encore Napoléon III au nonce du pape, a été en général si injuste envers moi au début de la guerre, que j'ai été heureux de conclure la paix dès que l'honneur et les intérêts de la France ont été satisfaits. — Premier effet de ces préliminaires : démission de M. de Cavour qui a poussé vivement à faire sortir de la guerre toutes les conséquences territoriales et politiques favorables à l'affranchissement général, au Piémont et à la liberté (13 juillet). Inquiétude de l'Angleterre, comme si la paix avec l'Autriche était une menace de guerre contre elle. 50 000 Français restent en Italie sous le maréchal Vaillant. — France, Au-

triche et Sardaigne décident, le 18, que des conférences pour la paix auront lieu à Zurich. Les plénipotentiaires s'y rendent le 6 août; la paix est signée entre la France et l'Autriche le 17 oct., avec la Sardaigne le 10 nov.; ratification le 22. En septembre, les préliminaires de Villa-Franca sont annulés, en fait par les demandes d'annexion au Piémont, de la Toscane, de Modène, de Parme, des Légations : Victor Emmanuel répond à leurs députés qu'il soutiendra leurs vœux dans les conseils de l'Europe. Cependant le traité ratifié le 23 nov. réserve les droits des princes dépossédés. Napoléon III, dès le 9 sept., a annoncé qu'il n'y aurait pas d'intervention armée en faveur des accroissements de la Sardaigne : « La France, la seule puissance en Europe qui fasse la guerre pour une idée, a accompli sa tâche. » Une lettre du 20 oct. à Victor Emmanuel contient ses vues sur le règlement de la question italienne; il désapprouve, après le 10 nov., le choix fait par les quatre assemblées de l'Italie centrale, du prince de Carignan comme régent. Par le traité de Zurich, la Sardaigne prend à sa charge les 3/5 de la dette du Mont-de-piété Lombard-Vénitien, et pour 40 millions de florins de l'emprunt national autrichien de 1854; la France en avance une partie à la Sardaigne. François-Joseph qui garde Peschiera et Mantoue accorde une amnistie politique pour la Vénétie (23 nov.). Il est convenu qu'un congrès réunira à Paris les puissances signataires du traité de Vienne. — La brochure française *le Pape et le Congrès* exprime l'opinion du gouvernement contre le pouvoir temporel du pape, et sur le sacrifice inévitable des Romagnes. Le journal de Rome proteste contre cette brochure (30 déc.). L'effet qu'elle produit paraît ajourner indéfiniment le congrès annoncé pour le 5, puis pour le 10 janvier. — L'affaire des principautés a été l'objet d'une nouvelle conférence à Paris (6

sept.) : l'envoyé turc y annonce que le sultan concède exceptionnellement, et pour cette fois seulement, la double investiture à l'Hospodar Couza. — Peu après la visite de l'envoyé autrichien, fils du célèbre diplomate, le prince de Metternich, à Napoléon III aux bains de St-Sauveur dans les Pyrénées, le roi des Belges, dont deux enfants sont mariés en Autriche, va jusqu'à Biarritz conférer avec l'Empereur au sujet des affaires de l'Europe (17 sept.) — L'empereur de Russie vient par Varsovie à Breslau, pour une entrevue avec le prince-régent de Prusse, son oncle (23 oct.). L'entente est rétablie secrètement. — Napoléon III fait connaître ses intentions pacifiques à l'égard de l'Angleterre, par une lettre à des négociants de Liverpool (30 nov.).

Allemagne, Autriche et Prusse. — L'Autriche, pendant la guerre avec la Sardaigne et la France, n'est pas assistée par la Confédération. Quelques petits princes prennent avec éclat du service dans ses troupes. Le Hanovre propose, le 13 mai, à la Confédération, la formation d'une armée sur le haut Rhin; le 25 le roi de Saxe ouvrant les chambres parle des traités du droit Européen, qui sont menacés. La Prusse prétend se réserver d'apprécier le moment opportun pour l'action. — Dès que les hostilités commencent, à Vienne le ministre des affaires étrangères, comte de Buol, est remplacé par le comte de Rechberg (mai). Triste état des finances: abondance et dépréciation du papier monnaie; un nouvel emprunt de 75 millions de florins, soit 150 millions de francs, payables en espèces métalliques (7 mai) est mis, pour les 3/5 à la charge des provinces Lombardo-Vénitennes. Mort, à Peterwardein, à 58 ans, du ban de Croatie, Jellachich, qui a joué un rôle considérable en 1848-49 (20 mai). Mort à Vienne du vieux diplomate le prince de Metternich (11 juin). On espère

des réformes, par la retraite du ministère du comte Grünne; mais le cardinal Rauscher reste influent. Entre les préliminaires de Villafranca et la paix de Zurich, en Vénétie quelques grâces politiques; l'état de siège est levé (sept.) Réglemeut plus libéral de l'église protestante en Hongrie, Croatie et Slavonie (sept.) Démission (oct.) du ministre de la police, M. de Hubner, qui était assez clémeut envers la presse. Concessions aux juifs pour la validité des mariages (29 nov.) Une loi règle l'exercice de l'industrie (27 déc.). Nouvelle patente impériale sur l'amortissement de la dette (23 déc.). — En Prusse, le fils du régent a un héritier (janv.). Est nommé ministre de l'intérieur, le comte de Schwerin, assez libéral. Démission du ministre de la guerre de Bonin, après l'entrevue de Breslau qui rétablit l'entente entre le prince régent et son neveu le czar. — Pendant la guerre d'Italie, mais surtout depuis la paix résolue à Villafranca, divers projets, émanant de petits États (conférences d'Eisenach et de Hanovre) sont favorables à l'hégémonie de la Prusse, et à l'établissement d'une constitution unitaire allemande; la Prusse, qui cependant n'a pas agi contre la France, semble appelée à sauvegarder l'indépendance et l'unité nationale. Déclaration d'Eisenach (14 août), association pour la formation d'un parti national ayant son siège à Francfort (16 sept.). L'Autriche s'étant plainte (4 sept.) de la participation du duc Ernest de Cobourg-Gotha à ce mouvement, il argue de son titre de souverain indépendant. Les partis se retrouvent en présence dans la question fédérale de Hesse-Cassel: deux camps, l'un avec la Prusse, veut le rétablissement pur et simple de la constitution abolie de 1831, réclamée par la majorité des Hessols; l'autre, avec l'Autriche, demande le maintien de la constitution révisée en 1852 d'un commun accord entre la Diète et le souverain

régnant. Vote du 12 nov. à la Diète de Francfort : se déclarent dans le sens prussien la Hesse électorale, les états de Thuringe, Oldenbourg, les villes Hanséatiques ; deux abstentions, le reste dans le sens autrichien. La Diète, pour ne pas blesser la minorité, renvoie une seconde fois la question à la commission. La Bavière, alliée de l'Autriche, convoque à son tour les petits et les moyens États (conférence de Wurtzbourg, 22 nov.) pour qu'ils manifestent leur souveraineté vraiment indépendante, au lieu de se courber sous l'hégémonie prussienne. — Dans le grand duché de Bade, concordat avec le pape, presque semblable à ceux de Wurtemberg et d'Autriche, très-favorable au clergé (déc.). Il est mal accueilli par la bourgeoisie et les chambres. — Mort à Berlin d'Alexandre de Humboldt (6 mai), du géographe Karl Kitter (sept.).

Amérique centrale. — Dans le Costa Rica, le président Mora est enlevé, de surprise, par des soldats (14 août) et transporté par mer au Guatemala.

Amérique du Sud. — Quito est presque détruite par un tremblement de terre (23 mars). — Révolution au Venezuela. — Au Chili, pendant la fête de l'anniversaire de l'indépendance à Valparaiso, insurrection qui coûte la vie au général Vidauroi (18 sept.). — Dans la Plata, guerre entre Buénos-Ayres et Urquiza, chef de l'armée fédérale de la république argentine. Urquiza force le passage de Martín-García et est vainqueur à Cepada (nov.). Traité de paix par la médiation du Paraguay, préférée aux offres combinées de la France, de l'Angleterre et du Brésil ; démission préalable du président de Buénos-Ayres, Alsina. La paix négociée promptement au village de San José de Flores, près de Buénos-Ayres, est ratifiée par les deux gouvernements (11 déc.). Ce

pacte d'union consacre le retour de Buénos-Ayres dans la confédération.

Angleterre. — Le prince de Galles fait son tour d'Europe : en Italie, même à Rome, en Espagne et à Gibraltar, à Malte. — Aux Indes, érection du Punjab en quatrième présidence, comprenant les États au-delà et en deçà du Sutledj, et le territoire de Dehli ; 22 millions d'habitans (1 janv.). Le chef Tantia-Topee, brahmane, allié de Nana-Sah à Cawnpore, qui a combattu à la Jumma contre le général Wyndham, longtemps poursuivi par les Anglais, pris enfin, jugé par une cour martiale, est pendu (18 avril). Mécontentement et commencement de révolte des troupes européennes de l'ancienne Compagnie, qu'on a fait passer, sans leur aveu, sous l'autorité directe de la couronne. Le vice-roi, lord Canning, rend aux chefs Indiens, qui ont été fidèles pendant la révolte, le droit d'adoption d'après les anciens usages de leurs familles, qui leur avait été refusé depuis douze ans. Dans un durbar tenu à Cawnpore, il reçoit leurs tributs et leur fait des présents (3 nov.). — Accueil fait, même dans la plus haute société, aux exilés napolitains (mars). Cependant peu de sympathies effectives pour l'Italie dans la guerre d'indépendance. Le ministère Derby, déjà ébranlé par la discussion de son projet de réforme électorale que modifie sensiblement L. John Russell, quand revient la chambre que des élections ont renouvelée (7 juin) est blâmé pour ses tendances autrichiennes (11 juin). Russell, un de ses principaux adversaires, compose, avec lord Palmerston, comme lui partisan de l'indépendance italienne, le nouveau cabinet (16 juin) ; Gladstone est chancelier de l'Echiquier. Lord Lyndhurst, lord Elcho, à la chambre haute, regrettent le rôle passif de leur pays dans les affaires d'Italie. — Coalition d'ouvriers à Londres ; elle se prolonge (août,

sept.) — Quand l'Espagne entre en guerre avec le Maroc, engagements qu'on lui impose : 1° ne pas occuper Tanger au-delà de la ratification d'un traité de paix (6 oct.) 2° ne prendre, pour le garder, aucun point sur les détroits, le 21. — Abolition de la peine du fouet dans l'armée (9 nov.). Depuis, elle a été rétablie. — Conflit avec les États-Unis qui ont occupé (juillet) l'île San-Juan, entre l'île Vancouver et la terre-ferme, presque à l'embouchure de la rivière Fraser, précieuse aujourd'hui à la colonie aurifère de Nouvelle-Columbia anglaise. — L'expédition du capitaine Mac-Clintock trouve sur la côte de l'île du Roi William (mer polaire) un journal de l'expédition de sir J. Franklin, allant jusqu'au 25 avril 1848, et signé par les capitaines Crozier et Fitz-James : on y apprend que les bâtiments *Erebus* et *Terror* ont été abandonnés le 22 avril 1848 au milieu des glaces, et que J. Franklin était mort le 11 juin 1847. — Mort de l'historien Hallam (janv.); de l'ing. Brunel, constructeur du vaisseau *Great-Eastern*, et du chemin de fer *Great-Western* (sept.); de Macaulay, écriv. polit. (déc.). — *Origine des Espèces par voie de sélection naturelle* de Darwin.

Belgique — Institution, au ministère de l'intérieur, de trois divisions générales : 1° instruction publique. 2° beaux-arts, lettres et sciences. 3° agriculture et industrie. — L'héritier du trône, le prince de Brabant, a un fils appelé comte de Hainaut (12 juin). — Débats parlementaires au sujet des fortifications d'Anvers que veut pousser le général Chazal, ministre de la guerre. Les représentants rejettent une proposition d'ajournement (19 août). Le principe de la loi est voté aussi par le Sénat (6 sept.).

B Brésil. — Le projet de loi ministériel, pour obliger les Banques à payer leurs billets en monnaie métallique dans un délai de trois ans,

n'ayant à la seconde chambre qu'une faible majorité, démission du cabinet (août). Nouveau ministère, formé par M. Ferraz, sénateur, ancien président de la province de Rio-Grande-du-Sud. — L'Empereur entreprend un voyage de plusieurs mois dans six des provinces du Nord (1 oct.).

Chine. — L'ancien gouverneur de Canton, Yeh, meurt à Calcutta. — Les plénipotentiaires de France et d'Angleterre, remontant au-delà de Tientsin vers Pékin, où ils devaient être reçus, trouvent le Pei-ho barré par une triple estacade. Ils tentent de la forcer, sans succès. Le ministre américain Ward n'est reçu à Pékin qu'à des conditions humiliantes (9 août); le traité de Tientsin est ratifié à Pei-Lang (ou Piet-Lang) sans qu'il ait vu l'empereur.

Cochinchine. — L'expédition franco-espagnole, qui a reçu des renforts, se porte tour à tour dans la rivière de Tourane, voisine des lignes de défense de la capitale Hué, et plus au sud dans la rivière de Saïgon, où a lieu l'affaire brillante de Kin-hoa (20 avril). Négociations sans effet. Succès dans la baie de Tourane (18 nov.).

Danemark. — Résolution royale au sujet des duchés, notamment pour le budget (23 sept.).

Espagne. — Procès de l'ancien ministre Collantès. — Inauguration d'une section du chemin de fer de Madrid à Saragosse, jusqu'à Guadalajara, 60 kil., par Vicalvaro, Alcala de Henarès, etc. — Accord et enthousiasme de la nation pour la guerre contre les Marocains, qui menacent constamment les Présides. L'ultimatum expire le 15 oct. Le président du conseil, O'Donnell, part pour l'Afrique comme général en chef (8 nov.) Lutte d'abord très-pénible et de peu de succès contre les Marocains, qui prennent incessamment l'offensive, près de Ceuta, et sur la route de Té-

ian ; pertes considérables par les maladies. Victoire importante des Espagnols le 30 déc. — Division générale du royaume, y compris les Baléares, en cinq grands districts militaires, comme en France (3 nov.) — Convention avec le Saint-Siège, due à M. Rios-Rosas, pour lui faire accepter les faits accomplis au sujet du désamortissement des biens du lergé (25 nov.)

États-Unis. — Insurrection d'esclaves à Harpers-Ferry, à 80 milles de Washington, dans l'État de Virginie, au milieu des solitudes des Alleghany (oct.) Leur chef, le capitaine Brown, abolitionniste fervent, pris, est condamné à mort et exécuté à Charlestown. A ce sujet, manifestations abolitionnistes dans presque toutes les villes des États libres, surtout à New-York (déc.) Quatre compagnons de Brown, dont deux nègres, ont le même sort. Encore une révolte, toute de noirs, à Bolivar, près de Saint-Louis (déc.) Dans le Maryland, État à esclaves comme la Virginie, proposition faite à la législature de réduire en esclavage et de distribuer aux habitants de l'État les hommes de couleur libres, environ 90,000. Le message du président Buchanan (27 déc.) approuve les rigueurs déployées contre Brown et les siens ; il rappelle pour favoriser l'invasion de l'esclavage au Kansas, cette décision de la cour suprême « que tout citoyen a le droit de transporter ses biens de toute sorte, y compris ses esclaves, sur les territoires communs appartenant à tous les États de la confédération et d'y être protégé par la Constitution fédérale. »

France. — Rétablissement du conseil du sceau des titres (pour la noblesse), qui avait été créé le 1^{er} mars 1808 (8 janv.) Après le mariage du Prince Napoléon avec la Princesse Clotilde de Sardaigne (30 janv.), un sénatus-consulte élève à 2,200,000 fr. la dotation de la famille impériale. Le prince Napoléon

cesse d'être ministre de l'Algérie et des colonies (7 mars) ; il a pour successeur le comte de Chasseloup-Laubat. — Pour la guerre d'Italie, sont demandés au Corps-Législatif un contingent de 140,000 hommes au lieu de 100,000 sur la classe de 1858, et un emprunt de 500 millions. L'emprunt est souscrit jusqu'à 2 milliards 307 millions. L'Empereur, partant pour l'Italie, laisse sa femme comme régente (10 mai), avec les conseils du prince Jérôme. Persigny remplace à Londres le duc de Malakoff. — Dans cette session, close le 28 mai, est votée une loi très-favorable à la plupart des compagnies de chemins de fer ; est votée, après une enquête préparatoire décrétée le 9 fév., l'extension des limites de Paris jusqu'aux fortifications. — Fête nationale pour la rentrée à Paris des troupes d'Italie (14 août) ; beaucoup de grâces politiques le 16 ; suppression, le 17, des avertissements donnés aux journaux ; mais la législation de févr. 1852 sur la presse est maintenue (note du *Moniteur*, 18 sept.) — Sont créés sept grands arrondissements militaires, six en France sous des maréchaux, dont Mac-Mahon à Lille, Niel à Toulouse ; un en Algérie, sous le général de division Martimprey. — Lettres pastorales, souvent vives, de beaucoup d'évêques, en faveur du pouvoir temporel du Pape, menacé dans les Romagnes ; vues nettes et calmes de l'Empereur dans un discours prononcé à Bordeaux le 11 oct. Brochure violente de Montalembert, qui vaut un avertissement au *Correspondant*, le 30. Le 2 nov. M. Billaut remplace le duc de Padoue au ministère de l'intérieur. A la fin de l'année, plusieurs avertissements à des journaux, et saisies de brochures politiques. Le préfet de police est chargé de la sûreté générale pour toute la France sous le ministre de l'intérieur (30 nov.) Vive émotion produite partout, par la brochure gouvernementale *le Pape et le Congrès* ; réclamations des familles et des écrivains du parti catholique

(déc.) — Exécution de la loi portant les limites de Paris jusqu'à l'enceinte fortifiée ; il y aura vingt arrondissements municipaux ; soixante membres du conseil municipal nommés par l'Empereur (1^{er} nov.) ; le régime de l'octroi de Paris sera étendu jusqu'aux nouvelles limites à partir du 1^{er} janv. 1860. La superficie de Paris est ainsi, au lieu de 3,288 hectares, de 7.802. — Malgré la guerre, les recettes du budget, indirectes et directes, sont en progrès sur 1858. — Courte et brillante campagne d'un mois (6 oct.-10 nov.) ; par le général Martimprey contre les Marocains qui s'agitent à la frontière de l'Algérie depuis la mort de l'empereur Abderraman, et qu'il a fallu déjà combattre le 11 sept. Un de leurs schérifs vaincus est Mohammed-ben-Abdallah ; ascension chez les Beni-Snassen : prise du col de Ain-Tacouralt ; on tombe sur les Zekkoava ; le caïd d'Ouchda est puni. — Dans l'affaire de Sidl-Sadok, jugée par le conseil de guerre de Constantine, seize condamnations capitales (fin d'août). — Tout recrutement d'émigrants noirs pour nos colonies est interdit à la côte orientale d'Afrique et à Madagascar (6 janv.) pour échapper même au soupçon de traite. — La station navale de la Réunion descend à Bali (Madagascar), malgré les Sakalavas (fév.) — Dans la Nouvelle-Calédonie, répression d'une révolte d'indigènes : trois Anglais, leurs complices, sont fusillés après un jugement militaire. — Le traité avec le Japon est ratifié à Yeddo (22 sept.), un abbé servant d'interprète. — Sections de chemins de fer ouvertes de Sedan à Donchery, (mai), de Moulins à Montluçon (nov.) — Inauguration de l'archevêché de Rennes, métropole restituée à la Bretagne (5 juin). — Mort d'Alexis de Tocqueville, écrivain publiciste (16 avril) ; du géomètre Poinso (déc.) ; de l'archéologue Ch. Lenormant à Athènes (24 déc.) — *Légende des Siècles*, de Victor Hugo.

Malte. — Le général Geffard,

chef du parti républicain, ayant battu deux fois Soulouque, Soulouque se retire sur Port-au-Prince (10 janv.), reprend un instant l'avantage, puis est réduit à s'enfuir. Geffard est fait président. Complot contre Geffard, qui coûte la vie à sa fille (3 sept.)

Hollande. — Inauguration du chemin de fer Guillaume-Luxembourg tourné vers la France (4 oct.)

Îles Ioniques. — M. de Gladstone ne peut que promettre des réformes au nom de la reine d'Angleterre. Le parlement de Corfou exprime le vœu de la réunion à la Grèce (25 janv.) Refus positif du gouvernement britannique.

Italie. — Victor-Emmanuel, qui a reçu des Chambres pour la cause italienne à laquelle il s'est dévoué le 10 janvier, un emprunt de cinquante millions le 9 avril, de pleins pouvoirs exécutifs et législatifs pendant la guerre (23-24 avril), en prenant le commandement de ses troupes contre l'Autriche, confie l'administration à son cousin Eugène de Savoie-Carignan (26 avril), sous le ministère libéral du comte de Cavour. La guerre dure du 29 avril au 8 juillet. La société nationale Italienne, animée de passions révolutionnaires, donne un chef aux corps francs, Garibaldi. La duchesse de Parme, mère du jeune duc Robert, quitte deux fois son territoire et se retire enfin par Vérone en Suisse, terre neutre ; elle proteste dignement le 9 juin, et encore le 26, de Saint-Gall, contre l'usurpation et l'incorporation Piémontaise. Protestation violente le 11, du duc de Modène François dont les Etats reçoivent pour gouverneur extraordinaire au nom du Piémont le docteur Farini, bien des fois renouvelée lorsqu'il s'est fait le soldat de l'Autriche. La Toscane, Massa et Carrare se placent sous la dictature du roi de Sardaigne (fin d'avril). Mort du Roi de Naples, longtemps malade, Ferdinand II. âgé de 49 ans (22 mai). Son fils François II, né de

Christine de Savoie, marié à une sœur de l'impératrice d'Autriche, a 23 ans : il accorde une amnistie politique. Beaucoup de villes de la Romagne, après Magenta et Melegnano, se prononcent pour la cause italienne, mais Victor Emmanuel déclare ne pas vouloir de la dictature dans les villes du Pape. Pérouse, qui s'est révoltée pour l'indépendance est replacée sous le joug après un combat de plusieurs heures avec 2,000 Suisses (21 juin). A la veille de Solferino, le *Monsieur* français (24 juin) justifie cette dictature momentanée, sollicitée par les populations délivrées ou abandonnées. Des circulaires de M. de Cavour font pressentir des changements de territoires. La Toscane qui a un commissaire piémontais, M. Buoncompagni, incline vers l'autonomie plutôt que vers l'annexion. M. d'Azeglio est nommé commissaire militaire du gouvernement Piémontais à Bologne; un Piémontais va commander les troupes des légations. Ravenne et Ancône offrent leur clefs à l'amiral français : il les refuse. — Solferino étant suivi brusquement des préliminaires de Villafranca, une partie des espérances du ministère Cavour pour son pays et pour la liberté sont brisées : sa démission, deux jours après (13 juillet). Il était ministre depuis quatre ans. Le comte d'Arèse, seigneur lombard, sénateur du Piémont depuis 1849, ami particulier de Napoléon III, chargé de former un cabinet, fait bientôt place à M. Ratazzi, président de la Chambre des députés (19 juillet) : Ratazzi à l'intérieur; le général de la Marimora est ministre de la guerre, président du Conseil; Dabormida à les affaires étrangères. En Savoie des pétitions isolées pour l'annexion à la France. Rigueurs exercées envers quelques journaux de Savoie et de Lombardie. Visite solennelle du roi à Milan (7 août). — Août et septembre, les peuples de la haute Italie et de l'Italie centrale convergent vers Victor-Emmanuel. En Toscane, dès le 15 juillet, sur l'avis d'une

consulte d'Etat, est décidée la convocation d'une assemblée constituante, pour laquelle on appliquera la loi électorale du 3 mai 1848. Le Grand-Duc abdique vainement en faveur de son fils (21 juillet); celui-ci vient même à Paris solliciter la protection de Napoléon. L'université de Pise est reconstituée le 31 juillet. Après le départ (2 août) du commissaire Piémontais Buoncompagni, le toscan Ricasoli ministre de l'intérieur, président du Conseil, est animé du même esprit. Les collèges électoraux se réunissent le 7 août; le 16, l'assemblée vote la déchéance de la dynastie de Lorraine, le 20 l'annexion à la Sardaigne. Le docteur Farini, devenu dictateur à Modène et à Parme, fait voter pour l'annexion le 21 août à Modène, le 12 septembre à Parme. Au milieu d'août se forme une ligue défensive des États de l'Italie centrale, y compris les Légations dont le prince Ercolani est le délégué. Garibaldi est nommé général en chef de l'armée toscane, appelée 11^e division de l'armée d'Italie. Il se montre à Modène, à Parme un peu avant leur vote d'annexion. Les Légations et les Romagnes ont aussi leurs élections (26 août); une assemblée, ouverte le 2 septembre, décrète, le 6, l'abolition du pouvoir temporel du pape, le 7 l'annexion. Chaque État annexé adopte les armes, le drapeau, le système de monnaie du Roi élu; on prépare la suppression des lignes de douane, qui aura lieu le 11 octobre. Toutes les réponses de Victor-Emmanuel, le 3 septembre pour la Toscane, le 15 pour Modène et Parme, le 24 pour les Romagnes, sont provisoires, subordonnées à la ratification par l'Europe « qui a affranchi la Grèce, la Belgique et les Principautés Danubiennes. » — Le cardinal Antonelli reste à la tête du gouvernement pontifical : seulement il cesse (11 août) d'être président du Conseil d'Etat. Le représentant de la Sardaigne à Rome reçoit ses passeports (1^{er} octobre) à cause de l'adhésion du roi (24 septembre) aux

vœux des Romagnes. — Désordres intérieurs. A Parme, est massacré par la populace un ancien officier du duc père du jeune prince Robert, le colonel Anviti (6 octobre); pas de répression immédiate. — Mesures de surveillance contre le clergé toscan; de là les protestations de quatre prélats. — Victor-Emmanuel cherche surtout à s'assimiler la Lombardie: la Cour de cast. du roy. est transportée à Milan; création de 17 centres adminis., 10 pour les anc. prov., 7 pour le territoire Lombard, il y a un gouverneur et un sous-gouv., les intérêts locaux sont confiés à un conseil choisi parmi les électeurs de la province. — Loi sur l'instruct. publique due au ministre Casati (13 nov.). — Malaise, impatience des peuples qui, après avoir voté l'annexion, sont sans souverain. Les assemblées de Bologne et de Parme votent à l'unanimité (7 oct.), celle de Toscane à l'unanimité moins une voix, le 9, la régence du prince Eugène de Savoie-Carignan. Les Romagnes, en l'attendant, confèrent pleins pouvoirs au dictateur de Parme et Modène (8 novembre). Cette élection d'un régent Piémontais étant désapprouvée par Napoléon III et Victor-Emmanuel, le prince Eugène délègue ses pouvoirs au commandeur Buoncompagni, qui devient une sorte de président honoraire des provinces de l'Italie centrale: il est accepté comme tel par le gouvernement toscan de Ricasoli, et par les trois autres provinces qui restent unies sous le nom d'Emilie, Farini étant leur dictateur avec un ministère unique siégeant à Modène (8 décembre). Garibaldi a donné sa démission des fonctions de général en chef de l'Italie centrale, quand le roi de Sardaigne a refusé de faire régent le prince Eugène son cousin (19 novembre). — A Naples, révolte de régim. Suisses (juill.), cruelle, réprimée. Le direct. gén. de la police, à Palerme, est poignardé en plein jour (nov.). — Le dier de St-Pierre produit beaucoup.

Japon. — Les Européens ne sont

reçus encore qu'à Yoku-hama, ville nouvelle à quatre milles de Kanagawa, à 20 de Yeddo. A la suite de violences qu'ils commettent (26 novembre), plus de transactions commerciales.

Mexique. — Le président Juarez déclare propriété nationale tous les biens de l'église (13 juin), Miramon lui tient tête. Guerre civile perpétuelle.

Perse. — L'ancien ambassadeur en France et en Angleterre, Ferruck-Kkan, devenu premier ministre, a une heureuse influence. Une ambassade est envoyée pour séjourner à Paris ou à Londres. — Premier télégraphe électrique, entre la capitale et le camp royal de Sultanié, à 60 lieues.

Portugal. — Mort de la jeune reine (16 juillet).

Russie. — Nouveau traité avec la Chine (13 juin). — Schamyl, qui s'est renfermé avec 400 murides dans le fort de Gounib est fait prisonnier par le prince Bariatinaki. Il est envoyé à Saint-Petersbourg.

Suède. — Mort du roi Oscar (8 juillet). L'aîné de ses quatre enfants, Charles XV, âgé de 33 ans, n'a encore qu'une fille.

Suisse. — Neutralité maintenue pendant la guerre d'Italie. — A la suite des événements de Pérouse (juin) et de Naples (juillet) l'assemblée fédérale interdit tout enrôlement de nationaux dans les troupes étrangères (30 juillet).

Turquie. — Les principautés s'entendent pour élever à l'unanimité le même prince, Alexandre Cousa colonel, qui prend le nom de Jean I; l'élection a lieu par les députés de Moldavie le 17 janvier; par ceux de Valachie le 5 février. Il promet de gouverner conformément à la constitution délibérée par la commission Européenne le 19 août 1858. Il forme un ministère pour chaque principauté sous la présidence d'anciens caïmacans. L'assemblée de Moldavie demande que les deux assemblées se réunissent à Fokschan; celle de Va-

achie laisse au prince à juger de l'opportunité de cette réunion, et seulement pour des circonstances extraordinaires et urgentes. Ouverture de la commission centrale à Fokschany (10 mai); suppression de tous privilèges et monopoles (20 juillet. Le Sultan ratifie, conformément à la décision du Congrès de Paris de 1856, que les Principautés ont si ingénieusement interprétée, la double élection de Couza. L'assemblée nationale à Jassy, à Bucharest est convoquée, mais est dissoute le même jour (18 déc.), parce qu'elle n'est pas législative. — En Serbie, la Skuptchina, avant l'arrivée du prince Milosch, décrète la reconstitution du Sénat, la destitution de tous les ministres (31 janvier). A son arrivée il se proclame prince héréditaire. La Skuptchina, ouverte le 22 septembre à Kraguyewatz, accorde à l'héritier présomptif Michel, fils de Milosch, le commandement des armées. — Le vice roi d'Egypte interdit un instant la continuation de travaux commencés sans son autorisation, pour le percement de l'isthme de Suez (9 juin). Le sultan ne promet lui-même l'approbation que si l'Angleterre se met d'accord, sur cette question, avec les autres puissances de l'Europe. — Mort du bey de Tunis Sidi-Mohammed (22 sept.); Sidi-Sadok lui succède. — Conspiration contre la vie du Sultan, découverte (17 septembre); il change en exil les sentences de mort, promet des réformes intérieures (15 oct.). Omer-Pacha reçoit un ordre d'exil. Destitution soudaine du visir Kebrislil qui voulait qu'on réglât les dettes du harem et du sérail (fin de décembre.)

1860.

Afrique. — En Éthiopie, au milieu des guerres civiles du royaume de Tigré entre le jeune Négoussié, prince légitime, depuis quatre ans, favorable aux chrétiens et à leur évêque, M. de Jacobis, et l'usurpateur Theodoros, aborde une nouvelle mission française (janv.). Le capitaine de vaisseau Russel pénètre, avec

grand péril, au cœur du royaume et retourne ensuite au poste français de Massouad. L'usurpateur Theodoros lâche prise pour aller défendre ses possessions au delà du Taccasé, envahies par les Gallas musulmans et l'armée Choa. — M. de Jacobis, après vingt ans d'apostolat, meurt de maladie (31 juillet) à peu de distance de la mer Rouge, près d'Emcoullon, voisin de Massouad. — Les Anglais convoient, en face de Massouad, d'Adouls et de l'île Dissie, l'archipel madréporique de Dhalac, habité par des pêcheurs de perles, qui a un port accessible à de grands navires.

Allemagne, Angleterre, Autriche, Espagne, France, Italie, Prusse, Russie, Sardaigne, Suisse, Turquie. —

Sortie violente du pape contre la brochure *Le Pape et le Congrès*, qui, en l'engageant à renoncer aux Romagnes, lui fait cependant espérer la garantie de ses autres possessions par le congrès (1^{er} janv.). Cette garantie offerte par la France n'est pas promise par l'Angleterre. Dans l'encyclique du 19 janvier, Pie IX déclare « qu'il ne peut renoncer à un territoire qui appartient à tous les catholiques, et affaiblir les droits, non-seulement des princes de l'Italie qui ont été dépouillés injustement de leurs domaines, mais encore de tous les princes qui ne pourraient voir avec indifférence l'introduction de certains principes pernicieux. » En Angleterre, on s'élève dans les chambres du projet d'annexion de la Savoie et de Nice à la France, résolu secrètement, même avant la guerre, entre Paris et Turin; proposition d'adresse de lord Normandy; vivacité de ton des lords Grey, Schrewsbury, Derby (7 février). A la fin de janvier, l'Angleterre a proposé, au sujet de l'Italie, 1^o qu'il n'y ait pas d'intervention étrangère; 2^o que rien ne soit tenté sur la Vénétie; 3^o que l'Italie centrale recommence le vote pour l'annexion; 4^o que jusqu'au vote, le Piémont s'abstienne de toute action; 5^o que les troupes françaises

soient retirées prochainement de Rome. Le discours de l'Empereur ouvrant les chambres (1^{er} mars) annonce le projet sur la Savoie, et conseille le maintien de l'autonomie en Toscane, de la souveraineté du pape dans les Romagnes avec le vicariat exercé par Victor-Emmanuel. Le 3, le cardinal Antonelli repousse ce vicariat : « La question est politique et religieuse à la fois, le pape ne transigera jamais. Quant aux réformes, il les promulguera quand les provinces insurgées seront revenues sous son autorité. » Le 10 et le 11, l'Émilie et la Toscane se donnent, par le suffrage universel, à la Sardaigne. — L'annexion de la Savoie et de Nice irrite les Anglais et les Prussiens; indifférence apparente de l'Autriche et de la Russie aux propositions de protestation de l'Angleterre. La Suisse, qui a espéré la cession par la France des territoires de Faucigny et de Chalais, neutralisés comme la Suisse par les traités de 1815, proteste vivement le 15, s'adresse, le 19, aux puissances signataires de ces traités. Elle n'aura pour elle, avec l'Angleterre et la Prusse, que la Suède (27 mars). Le 21, Napoléon III déclare ne pas songer à revendiquer sur d'autres points nos frontières naturelles. Le traité avec Victor-Emmanuel, signé le 24, est ratifié le 27; troupes françaises à Chambéry le 29. L'Autriche paraissant disposée à garder seulement sa frontière de Vénétie, mouvement de retraite des troupes françaises qui étaient encore en Lombardie. — Le pape ayant une armée sous Lamoricière, on croit (1^{er} mai) que l'occupation française va pouvoir cesser; Antonelli (11 mai) recule seulement au mois d'août le départ des dernières troupes de Civita-Vecchia, mais la Sicile est envahie par Garibaldi : l'occupation française sera indéfinie. Toute souscription pour l'expédition de Garibaldi est interdite en France (15 mai). Pendant cette invasion, l'Autriche et la France déclinent les demandes

d'intervention de François II (juin). — La France ayant demandé l'admission de l'Espagne, qui vient de se signaler contre les Marocains, au rang des grandes puissances (30 mai), l'Autriche refuse (12 juin) dans la crainte que la même demande ne soit faite pour le Piémont. — Le prince régent de Prusse, à la clôture des chambres (23 mai), à Saarbruck, où est inauguré le chemin de fer (le 26), à Dantzig, déclare que jamais ne sera perdu un pouce de terre allemande. Une note du *Moniteur* français (1^{er} juin) rejette toute pensée de troubler la paix de l'Europe. — La Russie essaie de ressaisir son influence, en réclamant, par l'envoi de 50,000 hommes sur le Pruth, les promesses faites en 1856 par le sultan aux chrétiens de ses États. Omer-Pacha, par contre, repartit en Roumélie. Le 5 mai, le ministre des affaires étrangères de Russie, le prince Gortschakoff, le prend de haut, dans une conférence à Saint-Petersbourg, avec les représentants des puissances; émotion dans la chambre des Communes, le 15. Une circulaire russe du 20 explique la démarche du 5, en adoucissant l'effet. La France et la Russie acceptent qu'une enquête sur la condition des chrétiens soit faite par le gouvernement ottoman (mai); le grand visir s'en charge lui-même. — Après la prise de possession de la Savoie et de Nice (1^{er} juin), Napoléon III, pour témoigner de ses intentions pacifiques, va à Bade conférer avec le prince régent de Prusse et avec les souverains de Bavière, de Wurtemberg, de Bade, de Darmstadt, de Saxe-Cobourg, de Saxe-Weimar, même les rois de Hanovre et de Saxe, le premier, décidé par la visite qu'il a faite quelques jours auparavant à Berlin, le second, cédant à l'exemple donné par les autres rois (16, 17 juin). — Nouvelle protestation de la Suisse contre l'annexion. — Le massacre des chrétiens de Syrie est vivement ressenti en France. Le sultan exprime à Napoléon III sa douleur de

pareils événements et le désir d'y remédier énergiquement (16 juill.). La France provoque pour une prompt répression l'entente des puissances, en manifestant le désir de vivre en bonne intelligence avec tous ses voisins surtout avec l'Angleterre (27 juillet). Convention européenne signée à Paris (3 août) : un secours de 6,000 hommes sera fourni à la Porte par la France; il y aura 12,000 hommes au plus pour le contingent des autres Etats; la Syrie sera occupée six mois au plus, sans agrandissement de territoire pour personne. — En septembre, est résolue une entrevue des souverains de Prusse, Russie, Autriche. Le prince régent de Prusse voit d'abord, le 24, à Aix-la-Chapelle, la reine Victoria, belle-mère de son fils; un peu après, entrevue à Coblenz du ministre lord John Russell et du baron de Schleinitz, ministre des affaires étrangères de Prusse. — En présence des nouveaux événements de l'Italie (Garibaldi court sur Naples), la France renforce seulement les troupes qui protègent le pape à Rome; une note anglaise du 31 août, publiée à la fin de septembre, interdit à la Sardaigne toute pensée sur la Vénétie, et toute idée de nouvelle cession à la France. Encore des discours pacifiques de Napoléon III, à Marseille et à Alger (10 et 19 sept.). Le memorandum qu'il adresse au czar sur sa demande (24 sept.) porte surtout que dans le cas où la Vénétie serait attaquée par le Piémont la France n'interviendra pas si les Allemands n'interviennent pas non plus. Représentations de la Prusse à la Sardaigne, qui envahit Naples (13 oct.); le 19, l'ambassadeur russe est rappelé de Turin. Le lendemain du plébiscite des Deux-Siciles en faveur de Victor-Emmanuel (21 oct.) et de la promulgation de la nouvelle constitution autrichienne, entrevue à Varsovie des trois souverains du Nord avec leurs ministres (22-24 oct.). Elle est de peu d'effet. — Le blâme dont l'Autriche, la Russie, la Prusse frap-

pent les actes du roi de Sardaigne est réprouvé, le 27, par lord John Russell, qui rappelle à l'appui des Italiens la date anglaise de 1688 et rejette la responsabilité sur ceux qui, en 1820 et en 1843, ont provoqué, accompli, sanctionné la ruine des institutions libres à Naples. — M. de Cavour répond (9 nov.) à la note de blâme du gouvernement prussien du 13 oct. — La Bavière, alliée par mariage aux maisons de Naples et d'Autriche, rompt avec le Piémont (déc.). — La brochure française : *L'empereur François-Joseph devant l'Europe*, qui lui recommande la cession de la Vénétie, est mal accueillie en Autriche.

Allemagne, Autriche et Prusse. — En Prusse, où les chambres sont réunies du 12 janvier au 23 mai, on se préoccupe de l'état de l'Europe, d'une alliance soupçonnée entre la France et la Russie, du danger que peuvent courir les provinces rhénanes. Discussion importante par les députés, de la réorganisation de l'armée; le budget est voté sans difficulté, quoique le parti féodal opposant soit soutenu maintenant par les catholiques. Le discours de clôture du prince-régent éloigne toute idée de pactiser avec la France pour la frontière du Rhin. La proposition faite par le gouvernement à la chambre des seigneurs de consentir au mariage civil est rejetée (févr.). Le 3 octobre seront créés 18 pairs à vie, pour tâcher de déplacer la majorité au profit des idées de réforme. — Accord, en Prusse, du ministre des affaires étrangères, le baron de Schleinitz, et des députés sur les questions fédérales de la Hesse et du Slesvig (avril, mai). Le 21 avril, est adoptée, à Berlin, la motion du député de Vincke, qui propose de faire rétablir légalement dans la Hesse-Cassel la constitution de 1831, arbitrairement remplacée par une constitution octroyée, que la Diète de Francfort, le 26 mars 1852, a garantie. — L'électeur se fondant sur une résolution de la Diète du 24 mars octroie, 30 mai,

une nouvelle constitution, qu'il adresse à la Diète le 14 juin; protestations dans toutes les classes de la société hessoise; réserve en faveur de la constitution de 1831 par les députés de Cassel élisant leur président en nov. (43 voix contre 5). — A Carlsruhe, la chambre des députés rejette le concordat conclu avec le Saint-Siège; 45 voix contre 15. Changement dans le ministère (avril). Le ministre Stebel présente aux députés (22 mai) six projets de loi destinés à régler la question ecclésiastique dans un sens libéral favorable à la tolérance et au pouvoir civil. — Concordat conclu entre le grand duc de Hesse-Darmstadt, protestant, et l'évêque de Mayence pour fixer les rapports de l'Eglise catholique et de l'Etat; il est favorable à l'indépendance de l'Eglise. — L'association nationale allemande (comité de Cobourg, déclaration de Heidelberg) a pour ennemis les gouvernements des royaumes secondaires, qui craignent de devenir vassalles de la Prusse; opposition déclarée à cette association par le ministre de l'intérieur du Hanovre, M. de Borries, qui insinue qu'on pourrait trouver des alliances au dehors (5 mai); sa faveur grandit auprès du roi. Le roi de Bavière visite plusieurs petites cours allemandes dans une pensée de conciliation (juin); il va d'abord à Stuttgart. Le roi de Hanovre visite à Berlin le prince-régent qui, après cette visite reçue, se rend à Bade. A Bade, avant et après l'entrevue de Napoléon III qui calme leurs inquiétudes extérieures (16, 17 juin), les princes allemands confèrent entre eux sur la réorganisation des rapports fédéraux: l'empereur d'Autriche n'est pas venu à Bade. A Tœplitz (26 juillet), entrevue de François-Joseph I et du régent de Prusse; l'empereur visite ensuite séparément les rois de Saxe et de Bavière. Le 30, réunion à Wurtzbourg des ministres de la guerre des principaux Etats secondaires pour préparer la révision de l'organisation militaire fédérale. A l'occasion de

l'inauguration du chemin de fer de Salzbourg à Munich, manifestations d'union entre l'Autriche et la Bavière (12 août); le 15, la ligne est ouverte de Vienne à Munich. L'assemblée générale de l'association nationale se tient à Cobourg (4-6 sept.) sous la présidence de M. de Benningsen, chef de l'opposition dans la seconde chambre hanovrienne. Elle témoigne peu de sympathie pour le mouvement italien qui menace d'arracher la Vénétie à l'Autriche. — En Autriche, sont levées beaucoup d'interdictions qui frappaient les juifs (janv.); ils obtiennent le droit d'acquérir des propriétés immobilières dans presque toutes les provinces (18 fév.). Des protestants de Hongrie, réunis à Debreczim (11 janv.) réclament contre la patente impériale du 13 sept. 1859 attentatoire à leurs privilèges; l'empereur ne reçoit à Vienne que les deux présidents de leur députation. Deuil national en Hongrie à la mort du comte Etienne Széchenyi, écrivain patriote, habile économiste (8 mars). Réforme politique entreprise par l'empereur. Le 5 mars, il donne une plus grande extension au conseil de l'empire: à côté des archiducs, des hauts dignitaires ecclésiastiques, civils et militaires, siégeront extraordinairement 38 conseillers, choisis sur une liste de candidats dressée par les états provinciaux. Ce conseil examinera le budget, les mesures financières, les projets de législation générale, les objets soumis aux représentations provinciales. Un emprunt de 200 millions de florins, décrété pour toute la monarchie le 18 mars, n'a de souscriptions en dix jours (7-16 avril) que pour 60 millions. La situation critique des finances n'est pas la cause unique de la disgrâce du ministre des finances, le baron de Bruck (22 avril); son nom est mêlé à un procès de malversations (détournement de vivres pendant la campagne d'Italie), il se tue le lendemain; un des prévenus du procès Eynatten, M. Richter, directeur du crédit mobilier, condamné le 13 déc.

à un mois de prison et à deux jours de jeûne, mourra le 3 janv. 1861. Le gouvernement militaire de la Hongrie est donné à un hongrois, le général Benedek (19 avril). Le 31 mai, s'ouvre à Vienne le conseil de l'empire institué le 5 mars; on ne publiera qu'un extrait de procès-verbal des délibérations. Par ordonnance du 31 mai, publiée le 13 juin, la congrégation centrale du royaume lombard-vénitien qui n'avait que voix consultative obtient voix délibérative. Le conseil de l'empire reçoit quelques révélations importantes, surtout au sujet des finances, des dépenses de l'armée de terre et de mer. Son consentement préalable sera désormais nécessaire pour asseoir de nouveaux impôts (17 juillet). Beaucoup de membres demandent une constitution générale, des libertés politiques pour les nations de la monarchie réunies sous un sceptre unique, et la révision du concordat. Les discussions en assemblée générale commencent le 12 sept., d'abord sur les finances : la dette publique est déclarée de 2331 millions de florins, soit 5 milliards 590 millions de francs, le déficit de 1858 est de 60 millions de florins, celui de 1859 de 246. Le concordat, et la situation de la presse inspirent surtout M. Maager, de la Transylvanie (15, 23 sept.). On débat la question de l'autonomie hongroise. Pour la constitution politique de la monarchie deux projets en présence : la majorité (35 voix fournies par l'élément hongrois ou aristocratique), demande autant de représentations partielles qu'il y a de nationalités réunies sous le sceptre de l'Autriche; la minorité (16 voix, dont M. Maager, qui représentent l'élément allemand) ne voudrait qu'une seule monarchie. Les archiducs Guillaume et Léopold et le cardinal-archevêque Rauscher votent contre les deux propositions dans la séance de clôture (27 sept.). Diplôme impérial du 20 oct., véritable constitution due au comte Goluchowski, ministre d'État : liberté des cultes, égalité de tous devant la lo.

et devant l'impôt, admissibilité de tous aux fonctions publiques; deux ordres de représentation : le conseil de l'empire sera composé de cent membres nommés par l'Empereur sur la présentation des diètes provinciales, il aura dans ses attributions les finances, les routes, le commerce, le vote du budget de l'empire et l'organisation militaire; la Hongrie qui reçoit des institutions conformes à la fois à ses traditions et aux idées de progrès aura un chancelier de cour faisant partie du ministère, et enverra des députés au conseil d'empire pour régler sa part dans le contingent annuel et dans le budget général; la composition et les attributions des diètes provinciales seront en rapport avec leurs habitudes et traditions, chaque nation réglera chez elle l'enseignement, la justice et l'administration locale, puisqu'on supprime à Vienne les trois ministères de l'intérieur, de la justice et des cultes; des statuts provinciaux sont promis. Ces statuts sont successivement publiés : ils ne donnent aux diverses classes qu'une représentation distincte avec le vote par ordre, mais en satisfaisant chaque nationalité. Les sectes dissidentes et les juifs n'obtiennent pas une équitable représentation; adresses des protestants de la Carinthie (nov.). Tous les conseils communaux de l'empire, qui doivent concourir à nommer les représentants dans les Diètes vont être soumis à la réélection (nov.). Agitation de la Hongrie : un parti nombreux veut le retour absolu aux institutions de 1848, qui la séparaient du gouvernement central de l'empire. A la fin d'octobre, le général Benedek en quitte le gouvernement militaire pour celui de la Vénétie. Impopularité du baron de Vay, nommé chancelier de cour de Hongrie. Dans plusieurs comitats, à Pesth, à Gran, protestation en faveur de ces institutions. — Le comte Goluchowski impopulaire à Vienne à cause de ses statuts provinciaux, est remplacé comme ministre d'État

par M. de Schmerling (Antoine), avocat et premier président de cour, qui, député au parlement de Francfort en 1848, avait proposé avec ardeur le rétablissement de la dignité impériale (13 déc.). Le comte hongrois, Ladislas Teleky, exilé qui est arrivé à Dresde avec un faux passeport anglais, est arrêté et livré à l'Autriche qui le remet en liberté (déc.) : il se trouve ainsi lié moralement envers l'Autriche. Une circulaire de M. de Schmerling, de ton libéral, a pour objet l'exécution pure et simple du diplôme constitutif du 20 oct. (23 déc.). Il n'y est pas question de la révision du concordat. Les billets de banque reçoivent un cours forcé, le 26, en Vénétie comme ailleurs; les intérêts de l'emprunt national seront payés en billets de banque avec un agio proportionné. Le 27, sont déclarés incorporés à la Hongrie le banat de Temesver et la voyvodine de Serbie (Carlovitz) qui en avaient été détachés en 1849. Cette satisfaction accordée aux Hongrois est l'objet de réclamation des Serbes et des Roumains du banat pour le maintien de leur langue et de leur nationalité. Les chefs du parti progressiste en Hongrie, MM. Deak et Coetvos, appelés à Vienne par l'empereur, ont conféré avec M. de Schmerling et le baron de Vay. — Mort de l'orientaliste Bernstein, professeur à l'Université de Breslau (5 avril). Mort à Bonn du chevalier de Bunsen, à 79 ans; diplomate prussien, érudit, égyptologue, un des fondateurs avec Gerhard de l'Institut archéologique de Rome.

Amérique centrale et Angleterre. — Traité Dallas-Clarendon, entre les États Unis et l'Angleterre, pour la cession à la république de Honduras de la colonie anglaise de Balize et des îles de la Baie, moyennant le maintien de toutes les libertés dont les habitants jouissaient sous ce protectorat; il s'applique le 20 mai. — Walker attaque Truxillo (août); pris par le gouvernement de

Honduras, il est fusillé (12 sept.). — A Costa-Rica, le président Morante tente une révolution, il est vaincu, pris et fusillé (oct.).

Amérique du Sud. — A Montevideo, élection calme d'un président par le Sénat et la chambre des députés formant assemblée générale (1^{er} mars): c'est un ami de la paix, de l'ancien parti blanc, don Bernardo Berro. — Dans la Plata, Urquiza fait élire président son protégé M. Derqui, qui le nomme (5 mars) commandant en chef de l'armée et de la flotte. Serment de toutes les autorités à la constitution nouvelle (21 oct.): grandes fêtes de réconciliation, surtout à Buenos-Ayres. — Au Venezuela, condamnation de l'ex-président, le général Castro, pour trahison; il a son pardon, il quitte le pays (août). — Du Chili se détache l'Araucanie où se fait roi un Français obscur, Antoine de Tonnens, sous le nom d'Orélie-Antoine I. — Au Pérou, tentative d'assassinat sur le président Castilla (25 juill.; 23 nov.).

Angleterre. — Le discours d'ouverture de la reine (23 janv.) fait allusion au traité de commerce avec la France, comme négocié seulement; il est signé le jour même. Richard Cobden est un des négociateurs. Ratifié le 4 février, il est communiqué le 11 aux Chambres. Ce traité repose sur de larges concessions réciproques. Quelque opposition dans les Communes, parce qu'en principe les questions de tarif ne doivent pas être subordonnées à des conventions étrangères; on regrette l'article qui autorise l'exportation de la houille anglaise avec une liberté indéfinie. Par l'effet du traité et par quelques autres suppressions de droits, le tarif anglais se trouve réduit et simplifié: il n'y a plus que 44 articles imposés; les principaux sont le tabac, le sucre, le café, le thé, le vin, les bois de construction. Comme par les concessions

le douanes le Trésor va perdre 3,400,000 livr. sterling, il faut maintenir et augmenter l'income-tax. — Vives discussions (fév.-mars) au sujet du projet d'annexion de la Savoie à la France, sans que l'opposition soit plus disposée que le ministère à rompre avec la France. Aux Communes, lord John Manners s'élève ardemment contre la politique française : M. Bright, ami de Rich. Cobden, qui défend le traité de commerce pour les avantages matériels qu'il peut donner ne voit que les intérêts étroits de son pays. L'adresse des Communes, qui approuve le traité de commerce n'est votée que le 10 mars; le 29 mars, adoption de la motion Lindsay pour obtenir de la France l'abrogation mutuelle des droits de navigation et l'assimilation complète du pavillon des deux pays. Le ministre lord John Russell, qui tente de donner à la question de la Savoie un caractère européen en s'appuyant sur la protestation de la Suisse (26 mars), et qui voudrait que l'Angleterre cherchât des alliés en Europe, revient à un ton modéré (19 avril). Aux Communes, les plus violents contre la France sont MM. Kinglake, Robert Peel, Horsmann; à la Chambre des lords, lord Normamby qui accuse (23 avril) l'ambassadeur en France lord Cowley de n'avoir pas révélé des projets, connus de lui officieusement depuis juill. 1859; lord Cowley vient lui répondre. Mouvement militaire : la reine reçoit (8 mars) les officiers de tous les corps de volontaires qui sont près de 70,000; expériences du canon Whitworth, de portée supérieure au canon Armstrong; publication du rapport sur l'état actuel des défenses nationales, 16 juin, deux jours après la prise de possession de la Savoie, pendant que Napoléon III visite les souverains allemands à Bade; revue des volontaires par la reine dans Hyde-Park le 23; sir Robert Peel, même jour, se plaint encore aux Communes que l'Europe, sur la question de la Sa-

voie, n'ait pas été consultée. — Le Bill de réforme électorale et politique qui passe à la seconde lecture le 3 mai, est retiré par le ministère le 11 juin. — Parmi les taxes indirectes qu'a fait supprimer le chancelier de l'échiquier Gladstone, mais en élevant l'income-tax jusqu'à 10 pences, la taxe sur le papier, qui rapportait 1 million et demi de livr. st. et dont l'abolition n'a passé que difficilement aux Communes, est maintenue par les lords, à 98 voix de majorité (21 mai). Conflit entre les deux chambres, les Communes étant blessées du refus de sanction d'un bill voté par elles, quoique la Chambre des lords ait bien le droit de ne pas sanctionner; moyen de conciliation trouvé par les Communes elles-mêmes. — Une association s'est formée à Liverpool dans le but de faire remplacer les impôts indirects par une taxe directe sur le revenu ou la fortune. Le parti manufacturier ou de Manchester, qu'on appelle le parti démocratique, avec Cobden et Bright, est favorable à la France, qui entre dans la voie du libre échange. — Le parlement si souvent entretenu de la Savoie, des affaires d'Italie et de Syrie est prorogé le 28 août. — Le prince de Galles, qui a parcouru toute la Méditerranée achève son long voyage par le Canada et les États-Unis où il est cordialement reçu (sept.-oct.). — Aux Indes, projet de budget soumis au conseil par M. Wilson pour l'exercice 1860-61; il propose, pour stimuler la consommation, des réductions de taxes; l'augmentation de l'impôt sur le sel et un impôt sur le tabac lui étant refusés, il demande l'établissement de l'impôt des patentes et de l'impôt du revenu; le déficit ayant été, dans le dernier exercice, de plus de 230 millions de francs, il en prévoit encore un de plus de 160 millions. — De la colonie du Cap, est séparée administrativement la Cafrerie anglaise (30 oct.). — Premier voyage du vaisseau géant, *Great-Eastern*, de Southampton à New-York

(17-28 juin). — Mort de l'ingénieur Joseph Lock, qui avait perfectionné la locomotive Stephenson (sept.); de l'amiral lord Cochrane comte de Dundonald, à 85 ans (oct.); de l'amiral sir Charles Napier, fameux en Syrie en 1840, à 65 ans (nov.); de lord Aberdeen (Georges Gordon), âgé de 77 ans (déc.); de lord Dalhousie, âgé de 48 ans, qui a été gouverneur de l'Inde du commencement de 1848 à mars 1856.

Belgique. — Mort du bourgmestre de Bruxelles, Charles de Brouckere (avril). — Projet de loi du ministre des finances, Frère-Orban, pour l'abolition des octrois que remplaceraient d'autres ressources; voté par les représentants (juin), amendé par le sénat, il est de nouveau voté par les représentants (18 juill.). Satisfaction de la nation; adresses des chambres et des provinces au roi; on fête, avec enthousiasme, l'anniversaire de son avènement (21 juill.).

Brésil. — L'empereur rentre dans sa capitale après un voyage de quatre mois au Nord (11 fév.). Lois sur les banques et sur la réforme électorale. Projets de loi discutés, par la seconde chambre sur les mariages mixtes, sur la réforme du Conseil d'État; par la première, sur le statut personnel des fils d'étrangers nés au Brésil.

Chine. — Le gouvernement chinois rejetant l'ultimatum anglo-français, douze mille anglais, sous l'amiral Hope et le général Grant, un corps français sous le général Montauban commencent la campagne (avril), pendant que les rebelles Taïpings saccagent Soutchéou, et s'approchent de Shang-Hai, que les Européens défendront contre eux. Occupation, sans coup férir, de l'île de Chusan, où s'établit une commission anglo-française; les Français sont à Woo-Sung et dans la rade de Chou-Fou sur le golfe de Petchéll. Prise des forts et de la ville de Pélang-ho, sur un bras

de rivière parallèle au Peïho, au n.-n.-ouest (1^{er} août); attaque des positions fortifiées du Peïho: les Chinois ont là deux camps fortifiés, et cinquante pièces de canon de gros calibre; le 21 août, est emporté d'assaut le plus important des cinq forts, celui de Takou; capitulation qui livre tout le pays du Peïho jusqu'à Tien-tsin, qui est à 38 milles anglais des forts de Takou, à 68 de Pékin. Tien-tsin est une ville de 300,000 âmes. Les plénipotentiaires européens, lord Elgin et le baron Gros, y arrivent le 26; les plénipotentiaires chinois n'ayant pas de pouvoirs suffisants pour traiter, les alliés marchent sur Pékin, battent le général tartare San-ko-lin dans le guet-à-pens où il espérait les prendre, à Chang-kia-Wang (18 sept.), et, le 21, à Palikao, à trois lieues en avant de Pékin, près du canal qui relie le Peïho à Pékin: 40,000 Chinois ou Tartares, soutenus de cavalerie et de forte artillerie, sont dispersés. L'empereur s'enfuit sur le chemin de Moukden. En représailles de violences exercées contre des Français et Anglais qui s'étaient aventurés jusqu'à Tong-tchou, ville de 400,000 âmes, on pille un des palais d'été de l'empereur (7 oct.); le 13 octobre, entrée des alliés à Pékin. Traités de Pékin, signés avec les Anglais le 24, avec les Français le 25 octobre. Ambassadeurs et commandants d'armée sont réunis. Les ratifications du traité de Tien-tsin de 1858 sont échangées; le port de Tien-tsin est le plus important des ports ouverts au commerce européen, les deux puissances auront un ambassadeur à Pékin; une forte indemnité pécuniaire; restitution des églises et des cimetières destinés aux Européens. — Le 17 novembre les alliés sont de retour de Pékin à Tien-tsin. — Le général Ignatieff obtient aussi du prince Kong, frère de l'empereur, un nouveau traité (14 nov.), qui étend les privilèges du commerce russe, et porte la frontière au sud des bouches du

Saghalien, du 53° de lat. nord au 42° dans un pays maritime très-riche.

Danemark. — Nouveau ministère composé par l'évêque Mourad, constitutionnel modéré (24 fév.) — Mort à 82 ans, du jurisconsulte Oestedt, ancien ministre (1 mai); de l'auteur dramatique Jean-Louis Helberg, à 69 ans (25 août). — Recensement : 2,605,000 âmes dont 1,600,000 pour le royaume de Danemark ; 400,900 pour le Sleswig ; 544,419 pour le Holstein ; 50,146 pour le Lauenbourg.

Espagne. — Rude campagne contre les Marocains qui, pour se défendre, prennent plusieurs fois l'offensive. Sous O'Donnell, commandent les généraux Echague, Zavala, Prim, Rios de Olano. Combat aux Castillejos, à six lieues de Tétuan, vivement disputé (1 janv.) ; autres combats le 4 et le 11 sur la route de cette ville, à laquelle ne mène qu'une route non carrossable. Tout près de Tétuan, combat sur les hauteurs du cap Negro, où débarque la division Rios. Attaques des Marocains, repoussées le 23, le 31, et le 4 février. Tétuan se rend le 6. O'Donnell est fait duc de Tétuan, Prim marq. de Castillejos. Une entrevue d'O'Donnell et d'un frère de l'empereur n'amène pas la paix le 23. La flotte espagnole bombarde Larache le 25, et Ercilla, le 26. Le combat de Gualterras, à une lieue de Tétuan (23 mars) permet de marcher sur Tanger. Le 25, préliminaires de paix ; armistice ; un traité le 26 avril. La principale condition est une indemnité de guerre de 20 millions de piastres (100 millions de francs), dont répond aux Espagnols la conservation provisoire de Tétuan : un représentant de l'Espagne résidera à Fez, où sera fondée une maison de missionnaires. O'Donnell revient à Madrid. — Est publiée le 14 janvier la convention du 25 août 1859 convenue par M. Rios-Rosas avec le

Pape, qui suspend la vente des biens de l'Eglise et qui reconnaît au clergé le droit d'acquérir encore, de conserver et de tenir des biens en usufruit. — Règlement d'une créance de l'Angleterre pour fournitures pendant la guerre civile contre les carlistes (15 janv.) : elle est arrêtée à douze millions et payée aussitôt. — Tentative carliste, près des bouches de l'Èbre, par le général Ortega, capitaine-général des îles Baléares (2 avril) ; le comte de Montemolin, Carlos-Louis, est présent au coup de main. Les soldats ne suivent pas leur général ; il est arrêté dans sa fuite le 6, et fusillé. Autres exécutions, pour le même complot, à Palencia et à Bilbao. Le comte de Montemolin et son frère Ferdinand sont arrêtés le 21, à Amposta, près de Tortose ; ils renoncent à leurs prétentions sur la couronne par lettres datées de Tortose le 23. Un décret royal du 1^{er} mai accorde amnistie à ceux qui, expatriés, voudront rentrer, moyennant serment de fidélité à la Reine et à la Constitution. Le frère de Montemolin, Jean, adresse de Londres aux Cortès une déclaration qui maintient ses prétendus droits (2 juin). Le sénat à l'unanimité, le 18, déclare qu'il ne recevra pas le manifeste carliste de Jean, daté de Londres le 16. Les deux infants, Montemolin et Ferdinand, à Cologne, le 15 juin, ont rétracté l'acte de renonciation du 23 avril. — Le budget pour 1861 voté en juin établit les recettes ordinaires à 1,934 millions de réaux, les dépenses ordinaires à 1,926 millions de réaux : les recettes et dépenses extraordinaires sont à un chiffre égal : 418 millions de réaux, dont 245 millions pour le produit des ventes des biens nationaux. — Les biens de l'Eglise, acquis par l'État, d'après une convention avec le Saint-Siège du 25 avril continueront à être vendus (13 juin) — Quinze arrestations pour propagande de protestantisme (sept.) : restent en prison MM. Alhama et Matamoros —

Voyage de la Reine dans les provinces de l'Est, dans les îles Baléares et à Barcelone, à son retour de Madrid (17 oct.), tentative de régicide. — Discussion orageuse à l'occasion de la dotation d'une Infante (21 nov.), surtout de la part de M. Olozaga ; elle est votée cependant à une grande majorité : 132 voix contre 15. — Protestation impuissante en faveur des Bourbons de Naples (oct. ; nov.) — Ouverture du chemin de fer de Valladolid à Burgos (25 oct.). — Inondations désastreuses. — Population : 15 673 536 habitants.

États-Unis. — Après une lutte de deux mois, est élu enfin un Président de la Chambre des Représentants, William Pennington (1 fév.) — Conflit entre le Président de l'Union et les Représentants, quand la Chambre vote la nomination (5 mars) d'un comité de cinq membres pour rechercher des abus d'autorité et d'influence reprochés au pouvoir exécutif. — Une ambassade du Japon arrive à Washington (14 mai). — Sous la présidence de Buchanan, qui touche à son terme, le droit de visite des bâtiments négriers portant pavillon américain n'a presque jamais été exercé par les Anglais ; à New-York se sont construits impunément beaucoup de bâtiments négriers qui allaient s'approvisionner à la côte d'Afrique et de là à Cuba vendre les nègres, surtout en 1859 et 1860. — Après de longs débats préparatoires pour l'élection présidentielle, l'emporte (6 nov.), par la voix de tous les États libres, excepté New-Jersey, le représentant du parti abolitionniste, M. Abraham Lincoln, de Springfield, dans l'Illinois, petit-fils de pionnier, pionnier lui-même, puis avocat et député. C'est le triomphe du parti républicain contre le parti démocrate qui est composé des 15 États à esclaves, dans le Centre et le Sud. M. Lincoln n'a pas eu une seule voix dans les États à esclaves, et il avait dans le

Nord trois compétiteurs, dont Stephen Douglas, sénateur de l'Illinois, partisan modéré de l'esclavage. Un des griefs des États à esclaves du Sud est le tarif ultra-protecteur des douanes fédérales, qui les force à se pourvoir dans les manufactures des États du Nord d'articles qu'ils trouveraient à meilleur marché en Europe. Déjà à Charles-Town et dans la Géorgie, on menace de se séparer de l'Union. Le dernier message du Président Buchanan (4 déc.) maintient les droits acquis des propriétaires d'esclaves, et manifeste le désir qu'ils soient confirmés expressément. Deux secrétaires d'État, celui de la trésorerie, Cobb de l'État de Géorgie, celui des affaires étrangères, le général Cass, qui appartient au Nord, mais qui a été, en 1848, candidat du parti de l'esclavage, quittent le cabinet pour se réunir au parti séparatiste (15 déc.) La Caroline du Sud se sépare la première de l'Union par le vote unanime des 169 membres de sa législature (20 déc.) : la déclaration d'indépendance de cet État porte sur ce que les lois constitutionnelles qui doivent protéger les propriétaires d'esclaves ne sont pas respectées dans les États du Nord. Les troupes de cet État s'emparent du fort Moultrie, de la douane, de l'hôtel des Postes, de l'arsenal. Au milieu de déc. au Congrès, propositions de conciliation de MM. Crittenden et H. Douglas, sénateurs influents du parti démocrate ; elles sont trop favorables au parti de l'esclavage.

France. — M. Walewski est remplacé au ministère des affaires étrangères par M. Thouvenel, ambassadeur à Constantinople (4 janv.). — Le 15 janvier paraît au *Moniteur* une lettre, adressée le 5 au ministre d'État par l'Empereur, qui contient le programme de réformes économiques très libérales pour l'agriculture, l'industrie et le commerce ; le système de prohibition doit être abandonné ; les matières premières, la laine et le

coton, seront affranchies de tout droit; la houille sera rendue transportable à moins de frais. Approbation éclatante de la nation anglaise, libre échangiste. Le 21 janvier les Chambres sont convoquées pour le 23 février : le 14 février, l'ouverture en sera remise au 1^{er} mars. On apprend par le discours de la reine Victoria (le 23 janvier) le traité de commerce pour dix ans, signé ce jour même avec les Anglais, avant l'enquête promise aux industriels français, et qui est réclamée par une pétition couverte de signatures de manufacturiers du Nord et de l'Est. Les négociateurs français ont été Baroche et le ministre Rouher. Il n'est publié qu'après l'Adresse approbative des Communes à la Reine, le 11 mars. Suppression de droits de navigation sur plusieurs rivières. — La brochure : *Le Pape et le Congrès* en a suscité beaucoup d'autres. L'*Univers*, principal organe du parti pontifical, et qui publie une nouvelle encyclique du Pape, est supprimé le 30 janvier. Second avertissement au *Correspondant* pour un article d'Albert de Broglie. L'évêque d'Orléans, Dupanloup, défend ardemment le Pape. La *Bretagne*, journal de Saint-Brieuc, est supprimé (15 février). Des pétitions en faveur du Pape sont soutenues au Sénat par tous les cardinaux, et par quelques membres laïques (29 mars). Le *Moniteur* publie par exception ces délibérations. A cause de l'communication majeure, lancée le 26 mars, par Pie IX, contre ses spoliateurs en Romagne, il est interdit, suivant le concordat, de publier en France aucun bref ni bulle ou rescrit sans le consentement du gouvernement (1^{er} avril). Second avertissement à l'*Ami de la religion*. Au Corps législatif, à l'occasion du contingent des 100 000 hommes, discussion sur les affaires d'Italie (11 et 12 avril). La loi concernant le tarif nouveau des laines, des cotons et autres matières premières, objet d'une assez longue discussion au Corps législatif, qui la vote le 2 mai (4 voix con-

tre) passe au Sénat le 4. La loi du 23 mai réduit les droits sur le sucre, le café, le cacao, le thé. — Le 30 mai, la session qui a duré trois mois, est prorogée jusqu'au 30 juin. — La Savoie et Nice ayant voté leur annexion en avril (pour l'arrondissement de Nice, sur 30 706 inscrits, 25 743 oui), sénatus-consulte du 12 juin pour l'acceptation. Le 14, prise de possession et fête publique en France; à Paris, une revue où pour la première fois depuis 1851 la garde nationale est appelée à côté de l'armée : les derniers restes de l'armée française d'Italie ont quitté la Lombardie avec le maréchal Vaillant. On établit dans les deux pays annexés une ligne de douanes, avec régime exceptionnel comme dans le pays de Gex pour le territoire de l'extrême frontière. Trois départements nouveaux : Savoie : chef-lieu Chambéry; Haute-Savoie, chef-lieu Annecy; Alpes-Maritimes, chef-lieu Nice, département auquel on ajoute l'arrondissement de Grasse; une cour impériale à Chambéry; on forme une 22^e division à Grenoble (détachée de Lyon) pour y comprendre la Savoie (12 juin). — Avertissements donnés à la *Presse* (15 mai), au *Courrier de Paris* (10 et 20 juin), à l'*Opinion nationale*, le 20. La brochure : *Les anciens partis* est saisie le 1^{er} juin, et condamnée le 22. La *France d'outre-mer*, journal de la Martinique, est suspendu pour un mois (26 mai) pour s'être plaint du nouveau régime de douanes comme défavorable aux colonies. La publicité est donnée : 1^o après le 14 juin, à une discussion du 30 mai, au Sénat, sur une pétition concernant les associations ou congrégations religieuses; 2^o le 21 juin à une discussion des 21, 22, 23 mai, sur des pétitions relatives au traité de commerce : le traité et le principe du libre échange sont défendus par MM. Michel Chevalier et Baroche. — L'Empereur, qui a perdu (29 janvier) la grande duchesse Stéphanie, nièce du général Beaumarnais, fille adoptive de Napoléon I^{er}.

perd (24 juin) son oncle, le prince Jérôme, âgé de 76 ans. — Le gouvernement dément le bruit d'un nouvel emprunt (26 juin). — Un avertissement à la *Gazette de Lyon* pour avoir publié sans autorisation un ordre souverain du Pape (29 juin). — Même au Corps législatif, les diverses questions sont plus étudiées et il en est révélé davantage au public. La session se prolonge jusqu'au 21 juillet. — Dans le budget, les dépenses pour 1861 sont fixées à 1840 millions. L'application des nouvelles lois de douanes a pour résultat, dans le budget de 1860, une diminution de recettes de 90 millions ; on y supplée par l'emploi de sommes affectées à l'amortissement pour 26 millions, par l'augmentation de l'impôt sur les alcools, sur les tabacs. — Formation de la réserve de l'armée sur de nouvelles bases, sans diminuer l'effectif ; on ne retiendra pas les soldats aussi longtemps sous les drapeaux. — Un tir national à Vincennes (oct.). — A Paris, concours général (juin) des animaux reproducteurs, des procédés et des machines agricoles. Pour la reproduction chevaline, encourag. donnés à l'industrie privée. — A cause des craintes qu'inspirent les récoltes, les droits d'importation des grains et farines sont réduits (22 août), on établit un droit uniforme ; suspension de l'échelle mobile jusqu'au 30 septembre 1861. — Le 23 août, l'Empereur commence un voyage d'un mois en Savoie, à Nice, en Corse, en Algérie, où le Bey de Tunis vient lui rendre visite ; à Mahon (15 septembre) il ne rencontre pas la Reine d'Espagne. — En Algérie, réforme de la justice musulmane, avec faculté pour les musulmans de contracter sous l'empire de la loi française (décret du 31 décembre 1859, publié le 11 janvier.). Est autorisée l'entrée en franchise de toutes les productions du Soudan et du Sahara (25 juin). Dans la subdivision de Batna, on a réduit (mars) les tribus soulevées du Hodna. — Au Sénégal, l'assassinat du souverain des Maures, Trarzas,

qui régnait depuis trente ans (septembre) ne rompt pas la paix avec la France, les assassins, ses neveux, étant écartés ou mis à mort par son fils aîné. — Traité de commerce avec les Birmans par l'influence du général Maha d'Orgoni : il est publié en octobre. — Succès à Saïgon, au sud de la Cochinchine (novembre). — Suppression de la *Gazette de Lyon* comme journal trop ultramontain (20 octobre) ; au même titre, la *France centrale* de Blois est suspendue pour deux mois (20 novembre). — M. Walewski devient ministre d'État (23 nov.). — Décret du 24 novembre pour donner aux grands corps de l'État une participation plus directe à la politique générale du gouvernement, et un témoignage éclatant de confiance : le Sénat et le Corps législatif voteront chaque année une Adresse en réponse au discours de l'Empereur ; le règlement du Corps législatif est modifié pour favoriser les amendements ; la publicité des séances du Sénat et du Corps législatif sera immédiate et complète ; il y aura des ministres sans portefeuille, qui défendront devant les Chambres les projets de loi. Ce décret comprend en même temps la suppression du ministère de la maison de l'Empereur, du ministère de l'Algérie, le remaniement du ministère d'État, qui reçoit les haras et plusieurs services dépendant jusque là du ministère de l'instruction publique, la nomination de Chasseloup-Laubat à la marine et aux colonies, de Péligier au gouvernement général de l'Algérie. — Le 26, sont nommés, à l'intérieur, M. Persigny ; aux finances, M. de Forcade la Roquette ; Billault et Magne deviennent ministres sans portefeuille. Le 3 décembre mêmes fonctions données à Baroche, qui reste président du conseil d'État. Le 4, le grand maréchal du palais, Vaillant, prend le titre de ministre de la maison de l'Empereur. Le 5, est publiée une circulaire libérale du nouveau ministre de l'intérieur aux préfets,

au sujet du pouvoir discrétionnaire que donne à l'administration la loi de février 1852 sur la presse. Le 10, sont retirés tous les avertissements dont ont été frappés les journaux; et le 19 sont supprimées les poursuites judiciaires encourues pour faits de presse. — L'Impératrice, dont la sœur, la duchesse d'Albe, est morte le 16 septembre, voyage incognito en Angleterre et en Écosse (fin de novembre); elle est reçue à Windsor le 4 décembre; son retour le 13. — Le 30 novembre est publiée la dernière convention complémentaire du traité de commerce avec les Anglais. On n'exige plus des Anglais de passeport pour la France (décembre). — Suppression de la *France d'outre-mer*, journal de la Martinique, qui réclame contre la position que le nouveau régime de douanes fait aux colonies. — Le budget du nouveau Paris a été porté en janvier pour 1860, à 103 millions et demi, recettes et dépenses se compensant. — Mort du maréchal comte Reille, le dernier des promotions antérieures au règne actuel (mars). A la mort de l'amiral Parseval-Deschênes (juin) est fait amiral Romain-Desfossés (9 juillet). Mort de M. de Vatimesnil, ministre libéral de 1828 (novembre).

Grèce. — La Chambre des députés ayant choisi son président dans l'opposition est dissoute. Le général Kalergis est rappelé de l'ambassade à Paris pour former un cabinet (3 décembre).

Haïti. — Nouvelle conspiration contre le président Geffrard; trois coupables, condamnés, sont fusillés (27 octobre).

Hollande. — Dans la seconde Chambre, débats sur le régime territorial dans les colonies océaniques. On propose de substituer au système nahométan, qui suppose l'Etat propriétaire unique et absolu du sol et qui régleme le travail des fermiers dans les moindres détails, le régime

de la propriété privée et le travail libre. Nouveau ministère où entrent pour les colonies, à la place de M. Rochussen, M. Loudon, partisan déclaré de ces réformes, et pour les affaires étrangères M. Van Zuylen Nievelt, quoique beau-fils de M. Rochussen.

Italie. — M. de Cavour, désigné pour prendre place au congrès projeté à la fin de 1859, et qui avait obtenu de Victor-Emmanuel la convocation prochain d'un parlement commun aux Piémontais et aux Lombards, forme un nouveau cabinet de bon augure pour l'Italie (21 janv.): dans ce ministère, la guerre est donnée au général Fanti qui avait partagé avec Garibaldi le commandement de l'armée de l'Italie centrale; l'instruction publique à Mamiani. — A Rome, après une adresse des nobles en faveur du pape, manifestation du peuple en faveur de l'union, contenue par le général français (22 janv.). — En Toscane, est proclamé le statut constitutionnel du royaume Sarde, avec la loi électorale du royaume du 20 nov. 1859 (20 janv.). Comme le projet de la cession de la Savoie et de Nice (la patrie de Garibaldi) à la France est révélé à l'Europe par les débats des chambres anglaises (janv.) et par un discours de Napoléon III (1 mars), l'annexion des provinces de l'Émilie et l'union de la Toscane au trône constitutionnel du Piémont s'accomplissent par le suffrage universel (10 et 11 mars); dans l'Émilie, sur une population totale de 2 127 000 âmes, 427 512 votans, dont 426 006 pour l'annexion; en Toscane, sur 1 806 940 âmes, 386 445 votans, dont 366 511 pour l'union, 14 925 pour un royaume séparé. Le 10, décret royal d'annexion de l'Émilie; le 22 de la Toscane, qui conserve l'autonomie administrative. Le 23, est nommé lieutenant du roi pour la Toscane le prince de Carignan avec M. Ricasoli comme gouverneur-général. M. Farini devient

ministre de l'Intérieur dans le cabinet Cavour; il n'y a plus de ministère des provinces de l'Emilie. Le 18, le roi a convoqué pour le 25 les collèges électoraux des provinces de Bologne, Ferrare, Forlì, Ravenne, Massa et Carrare, Modène, Reggio, Parme, Plaisance, comme de la Toscane, pour envoyer des députés au parlement national de Turin. Le 24, Victor Emmanuel signe l'acte de cession de la Savoie à la France. — A Naples, agitations secrètes, soupçons du gouvernement, mesures illégales d'arrestation ou d'exil (mars); le général Fiangieri est remplacé, dans la présidence du conseil, par le prince Cassarò. — A Rome, quelques troubles, le jour de la St-Joseph, fête de Joseph Garibaldi (19 mars). Excommunication majeure prononcée par le pape contre les envahisseurs des États de l'Eglise: l'acte daté du 26, est publié le 28 mars. Il proteste aussi auprès du corps diplomatique. Protestations analogues des ducs de Modène et de Toscane, et de l'Autriche et de la duchesse de Parme, toujours retirée à Zurich (24, 25, 28 mars). — Victor Emmanuel ouvre à Turin les chambres italiennes (2 avril); la disposition particulière à la Toscane, qui garde ses lois et son organisation propre, est indiquée comme momentanée. M. Lanza, candidat du gouvernement, est élu président de la chambre des députés par 129 voix sur 219 (10 avril). Garibaldi, irrité de la cession de Nice et de la Savoie, demande, par un ordre du jour motivé, bien avant que les chambres aient à ratifier la cession, la liberté du vote dans l'acte de suffrage universel auquel ont été appelées la Savoie et Nice pour s'annexer à la France: les ministres Cavour et Farini promettent le maintien de toutes les garanties constitutionnelles (12 avril). Les décrets royaux, relatifs à l'annexion de la Toscane et de l'Emilie, ont à la chambre des députés l'unanimité, moins une voix; le 14 ils sont votés par le sénat. Le

roi sarde a ainsi 11 millions de sujets. — Le 14 avril, le parlement est renvoyé jusqu'au 1 mai, à cause du voyage du roi dans les nouvelles provinces, et sans doute aussi à cause du vote qui a lieu alors à Nice et en Savoie. Les votes y sont presque unanimes (15 et 22 avril) pour l'annexion à la France. Le roi est reçu (16 avril) à Florence; il visite Pistoia, Lucques; le clergé l'accueille comme le reste de la population; il va de Bologne à Modène le 4 mai. — C'est alors qu'à Bologne paraît le réquisitoire du procureur fiscal au tribunal de première instance, contre le rapt de l'enfant juif Mortara. — Le général français Lamoricière, qui vit hors de France depuis le 2 déc. 1851, est nommé (7 avril) au commandement des troupes pontificales; son premier ordre du jour est un manifeste contre l'esprit de révolution; il organise cette armée avec un colonel français, le marquis de Pimodan. Les troupes sont échelonnées du côté des territoires annexés à la Sardaigne. Le pape espère pouvoir se passer de la protection armée de Napoléon III. — En Sicile, insurrections réprimées; à Palerme (4 avril), à Carini (au N. O.), à Messine, où le corps consulaire proteste contre de graves excès commis par les soldats (13 avril), à Trapani. Le 10 mai, manifestation nouvelle à Palerme. — Gènes, patrie de Mazzini, dont l'action souterraine est redoutée par les annexionnistes modérés, monarchistes constitutionnels, est le foyer secret où se prépare l'invasion de la Sicile par les compagnons de Garibaldi. Le docteur Bertani, ancien médecin lombard, qui habite Gènes depuis 1848, va présider aux enrôlements successifs qui se jeteront sur la Sicile et plus tard sur les provinces napolitaines. Garibaldi veut venir en aide à l'insurrection Sicilienne qu'il n'a pas provoquée, mais dont la persistance lui fait espérer le succès. Son départ de Gènes, le 6 mai, sur des bâtiments d'une compagnie de

commerce : 1300 volontaires, beaucoup de fils de famille de Lombardie et de Venise; George Manin, et Vino Bixio, etc., aux cris de : Italie et Victor-Emmanuel; souscriptions dans toute l'Italie du nord; des volontaires hongrois, particulièrement Furr et Tuckery qui sera tué en Sicile, des volontaires polonais. Il touche la côte pontificale à Talamone, fait appel aux Romains. Le territoire du pape sera violé, quelques jours après, par la bande des volontaires de Zambianchi, Orsini, etc. partie de Toscane (19 mai). Les mille de Garibaldi débarquent à Marsala, au S. O. de Trapani sous les yeux de deux bâtiments anglais (11 mai); rude combat, le 16, contre les troupes de Palerme que commande le général Landi, à Calatufimi, entre Marsala et Alcamo, près de cette dernière ville. Le gouvernement de Naples accuse de complicité Victor-Emmanuel au nom duquel, sans l'avoir consulté, Garibaldi se proclame dictateur. Le 22, Garibaldi occupe les hauteurs qui entourent Palerme. Le général Lanza, octogénaire, envoyé de Naples à Palerme, fait inutilement des promesses d'amnistie et de constitution aux Siciliens. Partout des comités insurrectionnels; cependant Messine, Catane, Syracuse, Girgenti sont encore tranquilles. Garibaldi décide la formation de huit régiments d'infanterie sicilienne pour prendre rang à la suite des 52 régiments du nouvel État italien. Son élan, dans une lutte très-sanglante, ne lui donne, le 27, que la ville neuve de Palerme. Lanza est maître encore des forts et s'appuie sur la flotte; il bombarde la partie de la ville prise par Garibaldi. Garibaldi nomme un secrétaire d'État et des ministres, pendant l'armistice accordé à la demande du général Lanza (1 juin). Le roi François II sollicite vainement de la diplomatie européenne la garantie de ses États, moyennant des institutions libérales. Le 6, convention d'évacuation : Lanza livre Palerme

entière, mais ses 18 000 hommes des forts obtiennent de se retirer sur Naples et sur Messine, où se concentrent les garnisons de Girgenti qui s'est soulevée et de Catane; un camp retranché est formé à Reggio. Des volontaires pour la Sicile partent incessamment de Gênes; 3000 sont amenés par le colonel de Medici; le comte Amari, exilé Sicilien, réfugié à Gênes; est nommé représentant à Turin du gouvernement de Garibaldi; il fait président du conseil et dictateur substitut à Palerme, le prince Torrearsa. — Alors se consume le sacrifice de la Savoie et de Nice. Les députés à Turin, depuis le 21 mai, discutent le projet de loi pour la cession à la France; émotion de tous les orateurs; le ministre Cavour déclare que même pour Venise il ne céderait pas une palme de terre italienne; Farini, Buoncompagni parlent en faveur de cette cession, qui est la fin du Piémont pour l'affranchissement de l'Italie; Rattazzi combat le projet, voyant dans la politique de Cavour plus de disposition à l'envahissement qu'à l'affranchissement. Vote le 29 mai : 33 voix contre, 23 abstentions. Vote du sénat le 11 juin : 10 voix contre. Le roi signe immédiatement. La France prend possession le 14 juin. — A Rome s'organise une compagnie franco-belge, de volontaires pontificaux. — Le roi de Naples, d'après les conseils du prince Petrulla, son ambassadeur à Vienne, et du commandeur Martino, chargé récemment d'une mission auprès de Napoléon III, paraît disposé à accorder une amnistie générale, une constitution, l'alliance avec le Piémont, le drapeau tricolore italien, une vice-royauté en Sicile (25 juin). Le 26, nouveau cabinet formé dans ce sens par le commandeur Spinelli, ancien exilé, avec M. de Martino aux affaires étrangères; le drapeau constitutionnel est arboré à Naples par le gouvernement. Mais le 27, scènes de désordre, le ministre de France est insulté gravement; l'état de siège,

déclaré le 28. n'empêche pas de nouveaux troubles. L'état de siège est levé le 2 juillet, la constitution de 1848 proclamée et remise en vigueur, comme si elle n'avait jamais été abolie; les lois sur la presse de 1848 et 1849 sont rétablies, les chambres convoquées pour le mois de septembre; rétablissement provisoire de la garde nationale, mais le 15 et le 20, à Naples, désordres et mouvement réactionnaire par des soldats de la garde royale. — Garibaldi, circonvenu par des partisans de Mazzini, fait arrêter et embarquer de force de Palerme M. Lafarina, dévoué à M. de Cavour (7 juillet). — Le colonel garibaldien Medici, parti de Gênes le 3 juillet avec des volontaires, attaque Melazzo sur le chemin de Messine, que défend le général Bosco; le 20, Garibaldi contribue à enlever cette place, dont le château-fort se rend le 21. Par une convention du général napolitain Clary, le 28, Messine sans les forts est livrée à Garibaldi. — Nombreuses défections autour de François II; démission du général Nunziata, qui ne se donnera qu'un mois après à Victor-Emmanuel. Le général Ulloa, exilé de 1849, qui a combattu contre l'Autriche en 1859, hostile en 1860 à l'union avec la Sardaigne, est un des derniers conseillers de François II. L'oncle du roi, le comte de Syracuse, se livre au parti piémontais. — Victor-Emmanuel écrit en vain au dictateur-soldat pour le dissuader d'envahir la terre-ferme. Mazzini se montrant à Gênes, on craint son influence dans le mouvement qui pousse l'Italie vers l'unité. — Le prodictateur de Sicile proclame le statut sarde, avec obligation de serment à Victor-Emmanuel (5 août). Le cabinet sicilien, remanié par Garibaldi, reçoit M. Crispi chargé de l'intérieur et de la sûreté publique, qui est plus Mazzinien que monarchiste; M. Amari à les affaires étrangères. — Circulaire de Farini, ministre de l'intérieur à Turin, contre les sectes anti-

monarchistes (13 août); il tente d'arrêter les désertions qui affaiblissent l'armée du roi au profit des bandes de Garibaldi, il n'autorise les enrôlements de volontaires que pour la Sicile, parce que l'on craint quelque tentative contre les villes pontificales. — A Naples, inertie et incertitude. Le comte d'Aquila, oncle du roi, est éloigné (13 août), comme ennemi du roi ou comme ennemi du parti de la liberté. — Un navire garibaldien entre dans le port napolitain de Castellamare (14 août). Invasion et insurrection en Calabre. Garibaldi lui-même débarque le 19 au cap dell'Armi, au sud de Reggio; des gouvernements provisoires s'organisent dans tout le midi. Prise de Reggio, même du fort. François II, auquel le général Bosco reste seul fidèle, rejette au dernier jour de sept. les élections pour le parlement (21 août). Garibaldi s'avance par Pizzo, Monteleone, Salerne où il débarque le 5 sept. François II, n'ayant plus auprès de lui qu'un ministre Spinelli, le 6, quitte Naples par mer: l'armée napolitaine est concentrée à Capoue. Le 7, Garibaldi entre à Naples, devançant son armée; il proclame la souveraineté de Victor-Emmanuel; ministère où l réunit Cosenz, un de ses lieutenants, chargé de la guerre, M. Libori Romano, la veille ministre de François II, chargé de l'intérieur, un autre ministre de François II, le général Pianelli, chargé de la justice; est nommé par Garibaldi directeur de la guerre Dusauguet qui avait été, sous François II, commandant de la garde nationale de Naples. En même temps il dissout des comités formés sous l'influence de M. de Cavour. Le ministre Farini et le général Cialdini visitent Napoléon III à Chambéry (28 août); les espérances dynastiques du prince Murat ont été contenues par une note du *Moniteur* français du 31 août. — Anxiété de M. de Cavour: pour soustraire à Garibaldi la direction exclusive et l'extension indé-

finie du mouvement révolutionnaire, il faut que les Sardes occupent les États pontificaux, sans cependant toucher à Rome où est le drapeau français. Il demande, le 7 sept., au cardinal Antonelli, l'expulsion des troupes étrangères, et, n'attendant pas la réponse qui vient le 11, menace les États de l'Église. Le ministre de la guerre Fanti ayant un commandement dans l'armée, Cavour prend l'intérim de ce ministère. L'insurrection s'étend dans les Marches et dans l'Ombrie; Urbino et d'autres villes proclament l'annexion; le roi reçoit leurs députations à Turin (11 sept.); il annonce aux troupes qu'elles vont restaurer les principes d'ordre moral. Garibaldi, dans une proclamation au peuple de Palerme, datée de Naples (10 sept.), vient de déclarer que la question italienne ne peut être résolue qu'au Quirinal; Rome et Venise sont dans toutes ses proclamations; à cette passion pour l'unité se joignent sa rancune de la cession de Nice, et sa haine du pouvoir temporel du pape. La France envoie deux nouveaux régiments à Rome (12 sept.), et rappelle son ambassadeur de Turin, le général piémontais Cialdini ayant franchi la frontière des Marches à cause du danger que courait Fossombrone (au sud d'Urbino) révoltée contre le pape. Cialdini entre à Urbino sans résistance, attaque et prend Pesaro, qu'abandonnent 1200 allemands soldats pontificaux (le 12). Le 11, le général Fanti, en venant par la frontière pontificale, a occupé Citta di Castello, presque aux sources du Tibre, au nord de Pérouse; insurrection d'Orvieto qui force la garnison allemande à capituler; le général suisse Schmidt est pris en défendant Pérouse, le 14; Foligno, Todi sur le chemin de Spolète se donnent à Fanti; Jesi et Osimo, à peu de distance d'Ancone, se donnent à Cialdini. Le général du pape, Lamoricière, est à Spolète, entre Ancone qui a une forte garnison, et Gaète où se tient toujours Fran-

çois II avec de nouveaux ministres et 50 000 hommes derrière le Vulturne, auxquels, le 8, il a promis de résister. François II engage, le 14, le commandant de la garnison de Messine à tenir bon dans les forts. Tous les corps garibaldiens sont arrivés à Naples le 15; Garibaldi nomme Bertani secrétaire-général de la dictature. Un instant sont présents à Naples en même temps Crispi, Mazzini, Ledru-Rollin; le parti annexionniste est délaissé par le gouvernement du dictateur. Il va à Palerme installer un nouveau prodictateur, Mordini, né Toscan, plus dévoué que Depretis à sa politique d'action (le 17). Il est en hostilité marquée avec la politique de Cavour. Il exile de Naples le général Bosco et le cardinal-archevêque Sforza. Courte crise, décisive pour les Piémontais : Lamoricière avec le général Pimodan arrive à marches forcées à Macerata contre Cialdini; pendant ce temps les Piémontais prennent Spolète; Lamoricière attaque Cialdini en se portant sur Ancône avec 11 000 hommes le 18; de là le combat de Castel-Fidardo, entre Ancône et Loreto, auquel prennent part 4000 hommes de la garnison pontificale d'Ancone, pertes considérables pour un bataillon de volontaires français dévoués au pape près de Loreto; Pimodan est blessé à mort. Lamoricière vaincu est enfermé et bloqué dans Ancône; il avait eu quelque espérance vague qui ne s'est pas réalisée, du concours de l'armée française de Rome. Fanti et Cialdini se joignent à Macerata. Le 21, Viterbe est occupée. Lamoricière, serré en même temps par la flotte sarde, se rend prisonnier de guerre à Fanti, le 29. — Pendant ces rapides succès des généraux de Victor-Emmanuel, l'armée propre de Garibaldi avec le hongrois Türr échoue (19-23 sept.) dans l'attaque sur Capoue et sur les lignes de Cajazzo, plus à l'est. Au nord du Vulturne, acharnement de part et d'autre; Cajazzo reste aux troupes

de François II. Le commandant de Bala, où est le dépôt général des poudres, Livrea, reste fidèle à François II. L'influence prépondérante de Bertani décide à Naples la démission du ministre Romano; nouveau cabinet. Décret inouï du gouvernement de Garibaldi, qui accorde une pension à la famille d'un assassin de Ferdinand II en 1857 (25 sept.)—L'avant-garde des Piémontais arrive à Tivoli, à six kilomètres de Rome; la présence des Français à Rome protège le patrimoine de Saint-Pierre. — Victor-Emmanuel part de Turin pour Bologne et Rimini, à la limite des pays déjà annexés (29 septembre). Le Parlement de Turin s'assemble le 2 octobre afin d'autoriser le gouvernement à accepter et à établir par décrets royaux l'annexion à l'État des provinces de l'Italie centrale et méridionale dans lesquelles il y aura un vote libre. M. de Cavour exprime l'espoir que bientôt l'Italie sera une, moins Rome et Venise. Le 4, Victor-Emmanuel, à Ancône, annonce sa pensée d'aller en avant. Il est heureux pour l'avenir du Piémont et de l'Italie que les Garibaldiens aient de la peine à repousser (1 octobre) l'attaque des troupes royales de François II, près de Caserte au sud de Capoue. Dans la bataille dite du Vulturne, François II est à la tête de 20 000 hommes, contre Garibaldi, assisté de deux bataillons sardes, débarqués à Naples par l'escadre de l'amiral Persano. Les troupes piémontaises entrent par trois points, le 9 sur le territoire napolitain. Depuis le 6, y est prodictateur M. Pallavicino Trivulcio, représentant du parti modéré, qui invite Mazzini à quitter Naples, et en fera sortir même M. Crispi. Elles n'auront que huit jours après, le 17, leur premier engagement, à Isernia, dans la province de Molise, avec les troupes napolitaines : c'est l'avant-garde de Cialdini. Dans l'inter valle, à Turin, les Chambres discutent le projet de loi relatif aux nouvelles annexions. A la Chambre

des députés, le rapporteur est un Toscan, M. Andreucci; M. Ferrar se prononce ardemment pour le fédéralisme (8 octobre); il attaque M. de Cavour. Bertani, accusé personnellement comme trop Garibaldien, est plus modéré que M. Lafarina qui a été si maltraité en Sicile par Garibaldi. Le 11, M. de Cavour accueille l'appel à la conciliation fait par M. Bertani; il est prêt à tendre la main à Garibaldi; un ordre du jour particulier rend hommage au soldat de la nationalité italienne. La loi n'a contre elle que six voix. Au sénat, où est rapporteur M. Matteucci (13 octobre), douze voix d'opposition; discours hostile du marquis de Brignole. La session sera close le 19. Le 11, à Naples, il a été décidé que le vote pour l'annexion des provinces continentales aurait lieu le 21; cette décision est étendue à la Sicile, qui, d'après le vœu de Garibaldi et de Mordini, son prodictateur, se devait borner alors à élire des députés pour un Parlement national. Le vote des Deux-Siciles pour Victor-Emmanuel est de 1310 266 voix; ce résultat sera proclamé le 3 novembre. Un décret de Garibaldi du 23 octobre indemnise aux dépens des Bourbons ceux qui ont souffert pour la liberté en 1848. Le prodictateur incorpore Bénévent au royaume d'Italie, le 27. M. Farini est nommé de Turin commissaire extraordinaire à Naples; le marquis Montezemolo en Sicile. M. Minghetti, un des chefs du mouvement des Romagnes, succède à Farini comme ministre à Turin. L'Ombrie et les Marches, qu'administre le marquis Pepoli (de la branche Napoléon Murat), votent l'annexion en Ombrie, 97 040 voix; dans les Marches 133 783. Protestation du cardinal Antonelli le 4 novembre. — Courte campagne de Victor-Emmanuel au sud, malgré la présence de l'escadre française (Le Barlier de Tinan), qui empêche l'escadrille piémontaise de canonner le camp des Napolitains à l'embouchure du Garigliano. Il s'approche de Capoue par Teano et

Sessa (26 octobre). Le 29, Cialdini tente de forcer le passage du Garigliano. Le général Della Rocca (1^{er} novembre) ouvre le feu contre Capoue. La capitulation du 2 livre Capoue avec de grands dépôts d'armes; mais les 8000 hommes de garnison sortent honorablement. Le général piémontais Sonnaz passe le Garigliano. Les troupes de François II se replient sur Gaëte où François II a auprès de lui sa femme, ses frères encore jeunes, ses sœurs. L'escadre française, qui ne reconnaît pas le blocus décrété par le Piémont, le protège de ce côté. Les ambassadeurs qui étaient accrédités auprès de François II vont à Rome où est sa mère. Le 7 novembre, deux mois après Garibaldi, Victor-Emmanuel fait son entrée à Naples : alors cesse la dictature de Garibaldi. Au moment de partir pour Caprera, petite île près de l'île d'Elbe, dans sa proclamation d'adieu, le 8, il n'oublie pas Venise, de même que le 31 octobre, dans une distribution de drapeaux à Naples, il a témoigné sa sympathie pour la Hongrie : il ajourne la guerre au printemps. — Il faut réprimer à Naples des agitateurs garibaldiens et des lazzaroni. Des colonnes mobiles piémontaises sont envoyées contre les populations déjà révoltées dans beaucoup de provinces, qui ne veulent pas du gouvernement de Turin : ce brigandage organisé, qu'encourage la royauté déchue, dure près de deux ans. Les ordres barbares décrétés par le général piémontais Pinelli contre tout rebelle dans les Abruzzes seront révoqués par le lieutenant général Farini, le 5 décembre. Des commissions mixtes d'officiers de l'armée régulière et de généraux de Garibaldi sont chargées (12 novembre) de réorganiser les corps garibaldiens. François II continue à s'adresser aux princes de l'Europe pour le maintien de ses droits : sa circulaire diplomatique du 12 novembre constate que Napoléon III a donné seul aux autres, mais en vain, l'exemple de sortir de l'apathie à son égard. Les

Français de Rome occupent Terracine, dernière ville pontificale sur la route de Gaëte. Cialdini assège Gaëte où le général Bosco est venu, le 13 novembre, rejoindre François II; les travaux de siège sont dirigés par un habile ingénieur savoisien, le général Menebrea; on emploie les pièces Cavalli, qui portent à 4000 mètres. — C'est pendant que Victor-Emmanuel est à Naples, qu'il accepte l'union au royaume italien des Marches et de l'Ombrie (22 novembre); les Jésuites y sont abolis, le mariage civil y est décrété. Il est à Palerme le 1 décembre; ses proclamations sont toutes dans le sens de l'union et de la concorde; il y reste cinq jours. Un décret daté du 23 décembre supprime toutes les condamnations politiques qui ont été prononcées du 15 mai 1848 au 25 juin 1860, dans le royaume des Deux-Siciles. Des décrets datés de Naples, le 26, annexent définitivement la Sicile, Naples, les Marches et l'Ombrie. Le 28, est close la session du Parlement de Turin; dissolution de la Chambre, nouvelles élections décrétées pour former le nouveau Parlement italien. — Le 11 déc., a été remise à François II, par l'amiral français qui est devant Gaëte, une lettre de Napoléon III, qui déclare injuste l'agression du Piémont mais qui engage le Roi à ne pas résister plus longtemps et lui annonce le départ prochain de la flotte française; François II ne cède pas. — Le denier de Saint-Pierre est réclamé dans tous les États catholiques pour le Pape. L'allocation de Pie IX, le 17 décembre, déplore avec véhémence tous les malheurs arrivés cette année à l'Eglise en Italie et dans les autres parties du monde, et les progrès de la propagande protestante. — Le comte de Syracuse, oncle de François II, est mort inopinément à Pise, à 47 ans (4 décembre). — Mort du chevalier Bartolommeo Borghesi, illustre archéologue, près de Saint-Marin, à 80 ans (avril); ses manuscrits sont achetés par Napoléon III.

Japon.—Assassinat en plein jour à Yeddo, d'un sous-interprète du consulat général anglais : c'est le quatrième meurtre tenté contre des européens depuis quatre mois (29 janvier). — Le Régent est blessé par dix-sept assassins (24 mars.)

Mexique.— Miramon longtemps soutenu par l'argent des prêtres, détesté à cause de ses violences, a contre lui les deux chefs militaires du parti libéral Degollado et Gonzalez Ortega. Vaincu le 22 décembre, il rentre à Mexico presque seul ; il ne peut se défendre avec 2,000 hommes de garnison. Le jour de Noël, Ortega prend possession de la capitale ; le 27, le garnison de Puebla se déclare pour le vainqueur.

Portugal.— Mort du duc de Terceira, président du Conseil (avril). Nouveau cabinet, présidé par M. de Loulé. M. d'Avila, économiste, un des chefs de l'opposition devient ministre des finances et des affaires étrangères. Il fait passer un projet de loi présenté par ses adversaires pour le remaniement de l'assiette de l'impôt, et l'amélioration du système de perception.

Russie.— La langue polonaise doit être employée pour l'enseignement, dans les gouvernements de Kief, de Podolie, de Volhynie (septembre). C'est à Varsovie qu'a lieu l'entrevue des souverains de Russie, Prusse, Autriche (22, 23 octobre). A Varsovie, démonstration nationale à l'occasion de l'anniversaire de la révolution polonaise (25 novembre). — Chemin de fer de Saint-Petersbourg à Dunabourg (novembre); 700 kilomètres. — Mort de la mère de l'Empereur, âgée de 62 ans, à Saint-Petersbourg (1^{er} novembre).

Suède et Norvège.— Sacre de Charles XV et de la reine à Stockholm (3 mai). — Dans le storting norvégien est supprimé l'article de la Constitution qui permettait au roi de nommer gouverneur général ou

lieutenant du roi en Norvège un suédois ou un norvégien (mai). Surtout de démonstrations populaires à Christiania, dans la fête anniversaire de la constitution démocratique de 1815 (18 mai). — Abolition de l'usage des passeports (octobre).

Turquie.— Sur les représentations des grandes puissances (mai), enquête faite par le grand vizir Mehemet-Kiprisli sur la condition des chrétiens dans les provinces d'Europe. Il reçoit de nombreuses plaintes et réprime des abus, surtout à Silistri et Roustchouch, entre Schumla et Varna. — Dans le Liban, guerre civile entre les Druses et les Maronites (juin). Les Druses brûlent des villages maronites, massacrent des chrétiens, quelquefois avec l'aide des soldats turcs surtout à Safda (Sidon) à Hasbeya, à Beyrouth, à Zabli, à Damas, à Der-el-Kamar signé au centre des districts mixtes. Violation des consulats Européens, sans respect pour les personnes ; massacres et incendies. A Damas du 9 au 14 juillet, la population fanatique se rue sur les chrétiens : innombrables victimes ; assassinat du consul hollandais, le consul américain est blessé ; inaction, fuite ou complicité des autorités turques ; des chrétiens trouvent un refuge et une protection énergique auprès d'Abdel-Kader. Le sultan, étranger à ces crimes, envoie en Syrie Fuad-Pacha ministre des affaires étrangères. La France prend l'initiative auprès des puissances de l'Europe de mesures rigoureuses de répression. Fuad-Pacha arrive à Beyrouth le 16 juillet ; nombreuses arrestations et exécutions sommaires, par son ordre. Kurchid-Pacha gouverneur de Syrie paraît être un des coupables. Sont fusillés le muchir Ahmed, ancien général en chef de l'armée de l'Arabistan, gouverneur de Damas ; Ali Bey un de ses complices ; Osman-Bey, qui a trahi les chrétiens de Hasbeya (8 septembre) ; cent soixante-sept exécutions. Le

corps français débarquent à Beyrouth au commencement de septembre; une colonne entre à Der-el-Kamar. A la fin d'octobre, l'expédition française revient de l'intérieur à Beyrouth. Fuad-Pacha déclare le kaïmakanat des Druzes, qui jusqu'ici était régi par une commission spéciale, incorporé à l'empire. Des commissaires européens parcourent tout le pays, fixent l'indemnité à trente millions, dont deux tiers à la charge du gouvernement turc; le reste doit être acquitté par les Druzes. Sur 30 000 Druzes, Musulmans et Mutualis qui ont pris part à cette levée sanglante contre les chrétiens, en sont désignés 4000, et sur ce chiffre 1200 plus particulièrement coupables et passibles de l'indemnité. — Troubles dans l'Albanie. — Le prince de Montenegro, Danilo, meurt assassiné (13 août). Son neveu, Nikizza Petrovich Niegosch, lui succède à dix-neuf ans. — Mort du prince de Serbie Milosch (26 septembre). Son fils Michel Obrenovich prend le pouvoir comme prince héréditaire. — Le bey de Tunis donne une constitution libérale (décembre). — Ouverture du chemin de fer de Tchernavoda qui est au coude du bas Danube, à Kustendjé qui touche à la mer (4 octobre). — Emprunt international (fin de novembre); un comité sera chargé de surveiller la rentrée des revenus donnés en garantie, le service régulier des intérêts, et l'amortissement. — Éclipse entière de soleil (18 juill.).

1861.

Afrique. — En Abyssinie est défait par l'usurpateur Théodore et mis à mort le jeune roi Négoussié qui était allié de la France (mars). — Dans l'île de Madagascar, meurt à Tananarive, après trente-trois ans d'un règne sanguinaire, la vieille reine des Hovas, Ranavalô (16 août). Son fils Ra-Koto se débarrasse d'un cousin qui lui dispute le trône et du chef du parti malgache; il devient le

roi Radama II, favorable aux Français et aux chrétiens. Des commissaires anglais, venus de l'île Maurice, luttent d'influence auprès de lui avec le Français Laborde. — Au Maroc, le pacha de Tanger, Sidi-Mohammed-el-Khabit, chargé depuis 1850 des relations avec les représentants des puissances chrétiennes, hostile à la France en 1851, en 1860 à l'Espagne, est remplacé.

Allemagne, Autriche et Prusse. — Mort du roi de Prusse, Frédéric-Guillaume IV, âgé de 65 ans (2 janv.), suivie presque aussitôt de celle de deux de ses dévoués serviteurs, Henri d'Arnim, ancien ministre d'État, le 5, le général de Gerlach, le 10. Le nouveau roi, son frère, Guillaume I, accorde une amnistie politique le 12 : il ouvre les Chambres le 14. M. de Schleinitz reste ministre dirigeant. Les députés votent comme amendement à l'Adresse cette proposition de M. de Vincke, qu'il n'est de l'intérêt ni de la Prusse ni de l'Allemagne de s'opposer à la consolidation progressive de l'Italie (6 fév.); mais rejettent une motion qui voudrait pousser les États allemands vers l'unité nationale en mettant la Prusse en opposition avec l'Autriche. L'adresse, de ton assez libéral, votée le 8, a contre elle une grande partie de la fraction catholique et toute la fraction polonaise. Le 2 mars, MM. de Waldeck et de Vincke parlent encore de l'utilité d'un parlement central et d'un empereur purement allemand. La Chambre des seigneurs rejette le projet de loi sur le mariage civil, et est hostile au projet du ministre des finances, M. de Patow, sur la péréquation de l'impôt foncier; elle se rallie plus volontiers à la proposition du comte d'Arnim pour l'accroissement d'impôts payés par les classes non privilégiées; elle vote la péréquation de l'impôt seulement en mai : les anciens princes médiatisés contribuent à faire la majorité. Le ministre de l'agriculture, comte

Pöckler, qui depuis la première diète tenue en 1847 est l'ami du roi, se charge du portefeuille de la maison royale (juin). Coup de pistolet tiré contre le roi à Bade par un jeune étudiant de Leipsick, fougueux partisan de l'unité germanique (14 juillet); il est condamné par la cour d'assises de Bruchsal à vingt ans de détention (24 sept.) Le parti féodal et piétiste, dont est l'organe la *Gazette de la Croix*, dans un programme électoral prend la défense du mariage ecclésiastique, de la Chambre des seigneurs et de l'autorité du roi; il est favorable au gouvernement des communes et des corporations par elles-mêmes. Ce parti perd le docteur Stahl, professeur et publiciste, juif converti au protestantisme. Fêtes du couronnement, cérémonie politique dont les détails ont été longtemps concertés par les ministres, du 14 au 31 oct.; la veille du sacre à Königsberg, le 17, le roi parle aux deux Chambres de la royauté comme de droit divin. Modifications apportées à la Chambre des seigneurs par décret (7 nov.): le nombre des représentants de la propriété foncière est réduit de 90 à 41. Il y en a sept pour la Silésie, quatre pour la Westphalie, cinq pour chacune des autres provinces. Les élections du 6 déc. sont favorables au parti progressiste. — Pendant toute cette année, en Autriche, le gouvernement est aux prises avec les prétentions et les rivalités des provinces ou royaumes et des diètes particulières. La députation de Gallicie et Cracovie demande l'indivisibilité du pays, une diète spéciale pour les affaires de la province, l'emploi de la langue polonaise dans l'administration et les écoles; elle demande à ne pas être représentée dans le conseil de l'Empire, qui doit se réunir à Vienne d'après la patente du 20 oct. 1860 (3 janv.). Le 5, décret électoral commun à tous les pays de la monarchie, excepté pour la Hongrie, la Transylvanie, la Croatie, la Vénétie qui doivent avoir des règle-

ments électoraux distincts. Le 8, la diète hongroise est convoquée à Bude. Presque tous les comitats hongrois veulent le retour à l'état légal de 1848, qui, entre autres choses, établit la diète non à Bude, mais à Pesth. Dans ce royaume, il y a un arriéré d'impôts de plus de quinze millions de florins; le gouvernement annonce, le 16, qu'il les fera rentrer rigoureusement. Le même jour, 16 janvier, le cardinal prince-primat de Hongrie recommande la modération aux comitats dans l'intérêt de leur patrie. Le chancelier de Hongrie, le baron de Vay, cherche à s'entendre, le 14 février, à Bude, avec les palatins du royaume. Le 12, troubles à Fiume que se disputent les Slaves de Croatie et les Magyars; état de siège. Le 4 fév. la présidence du conseil passe du comte de Rechberg, qui reste ministre des affaires étrangères, à l'archiduc Régnier. — Nouveaux statuts pour toute la monarchie, datés du 13 fév., publiés le 26. Cette constitution organise et le conseil ou représentation de l'Empire et les diètes. La représentation se compose de deux Chambres: 1^{re} une Chambre des députés, 343 membres, élus par les diètes provinciales de telle manière que les différentes espèces de représentations que renferme chaque diète y soient en proportion égale; 85 députés sont destinés à la Hongrie, 115 aux régions où il n'y a presque pas d'Allemands, Gallicie, Dalmatie, Croatie, Vénétie; 76 aux pays moitié allemands, moitié slaves, Bohême, Moravie, où s'agitent beaucoup les Tchèques, 67 aux pays où les Allemands dominent, Autriche, Salzbourg, Tyrol, etc. 2^e une Chambre haute dont les membres sont les uns à titre héréditaire, les autres à vie, désignés parmi les grands propriétaires, les hauts dignitaires, les chefs du clergé, les notabilités des lettres, sciences et des arts. Budgets, lois concernant les impôts, emprunts, contrôle des dettes publiques, examen des recettes et des dépenses de l'État sont du

essor des deux Chambres. Extension des droits des diètes provinciales, rendues toutes fort nombreuses; partout encore y est maintenue la coutume de représentation par ordes : clergé, grands propriétaires, chambres de commerce, villes et communes rurales; les privilèges des diètes ne varient plus, comme dans le plan du 20 octobre 1860, selon l'étendue du pays, l'état de sa législation civile et la teneur de ses chartes originelles. Le Conseil et les Diètes auront droit d'initiative, mais sans intervenir dans la conduite du gouvernement et dans le contrôle de la politique étrangère. Il n'est pas fait mention, dans cette constitution, de la liberté de la presse. Toutes les Diètes particulières destinées à faire les élections pour le Reichsrath ou conseil de l'Empire doivent s'ouvrir le 6 avril. Il est question du couronnement de l'empereur comme roi de Hongrie, et de l'élection d'un palatin pour ce royaume : projet sans effet. La Croatie et la Transylvanie, qui réclament les bases de l'organisation de 1790, prétendent rester séparées de la Hongrie, comme la Dalmatie s'isole de la Croatie, comme la vayvodie de Carlovitz s'isole de la Slavonie, de la Croatie, de la Dalmatie et des frontières militaires, comme la Hongrie de l'Autriche. En Hongrie, le parti libéral, dirigé par M. Deak, journaliste, se prononce contre l'acceptation du diplôme impérial du 20 oct. 1860, ne veut pas de députés hongrois dans le Reichsrath qui siégera à Vienne. L'empereur rejette le programme séparatiste de M. Deak. Les débats des conseils municipaux sont de nouveau déclarés publics (27 mars) d'après la loi communale du 17 mars 1849 abolie le 15 janvier 1852. Le culte protestant de la confession d'Augsbourg et de la confession helvétique est l'objet d'une patente libérale (avril) : ce qui suscitera des réclamations violentes du clergé du Tyrol. La diète de Galicie, ouverte sous la présidence du

prince Léon Sapieha (15 avril), dans son adresse, réclame l'autonomie. A Prague, discussion orageuse : MM. Riegers, Palacki, Brauner protestent en langue tchèque au nom du parti slave contre le règlement octroyé et contre la loi électorale; la diète cependant (18 avril) procède à l'élection des députés pour le Reichsrath. En Vénétie, les élections des députés, réglées par une ordonnance séparée du 24 mars ne peuvent avoir lieu faute du nombre légal de conseillers dans la réunion des conseils communaux de Vérone, Venise, Vicence, Padoue : quelque agitation à Venise en faveur d'un député libéral, M. Schuselka (16 avril). La diète d'Istrie, refusant comme celles de Croatie, d'Esclavonie, de Hongrie, de Transylvanie, de nommer des députés, est prorogée (16 avril). L'empereur nomme pour la chambre haute du Reichsrath 56 membres à titre héréditaire, 30 à vie, dont MM. de Thun, de Rechberg, de Prokesch, les généraux de Hess, Nugent, Benedek, Degenfeld, le poète dramatique Grilspartzer, l'historien slave Palacki, le juif Rothschild; point de désignations, à la chambre haute, pour les provinces dont les diètes n'ont pas nommé de députés. — Le 29 avril, s'ouvre à Vienne le Reichsrath, encore bien incomplet; il manque pour la chambre des députés 144 membres. Le discours de l'empereur parle d'institutions libres et de liberté. La chambre des députés presse le ministre d'État, M. de Schmerling, d'agir contre les diètes récalcitrantes; elle désire vivement l'unité et l'indivisibilité de l'empire. Suicide à Pesth (8 mai) du comte Ladislas Teleki, chef du parti démocratique hongrois, placé douloureusement entre ses devoirs de patriote et ses promesses à l'empereur qui l'a renvoyé libre. En Hongrie, le parti légal ne veut toujours, *more majorem*, que l'union personnelle envers le roi de Hongrie, et non la fusion dans la monarchie au-

trichienne ; projet d'adresse dans ce sens, discuté par la diète à Pesth ; et les plus avancés ne voudraient même admettre François-Joseph comme roi qu'après un acte d'abdication formelle de la couronne de Hongrie par son père et par son oncle Ferdinand V, qui, en déc. 1848, lui ont cédé leurs droits sur l'empire. M. de Schmerling avoue (10 juin) aux chambres du Reichsrath qu'il n'est encore qu'une représentation restreinte et partielle de l'empire ; aussi le 11, M. Rieger, le comte de Clam et quarante-neuf députés expriment le vœu que les délibérations soient suspendues jusqu'à ce qu'il soit complété. Autres propositions : que le Reichsrath se réunisse tous les ans, et, en cas de dissolution, au bout de trois mois ; qu'il ait le droit d'initiative en ce qui concerne les lois ; que les ministres soient déclarés responsables. La loi votée par les députés sur l'inviolabilité des membres du Reichsrath sort restreinte des délibérations de la chambre haute, le 21. Les deux chambres protestent de leur dévouement à l'empereur contre l'opposition de la Hongrie (3 juillet). — L'empereur et son conseil se déclarant contre l'adresse hongroise, démission du chancelier de Hongrie, M. Vay ; il est remplacé par le baron de Forbach, gouverneur de Bohême (15 juillet). Un rescrit impérial du 21 qui rejette les propositions de l'adresse, œuvre du parti de M. Deak, est lu à la diète de Pesth le 22. — Au Reichsrath, pendant la discussion de la loi féodale par les députés, violent orage, le 26, à l'occasion d'un discours du député Brauner défendant les droits historiques de la Bohême. Le 30, dans une commission des députés, vote favorable à la liberté de l'industrie et des associations industrielles. — Depuis le 31 juillet, à Prague, scènes de désordre ; les étudiants tchèques se séparent des étudiants allemands ; outrages et violences contre les juifs dans leurs maisons et leurs synagogues. — La

diète d'Agram (Croatie) refuse d'envoyer des députés à Vienne comme elle a refusé d'en envoyer à Pesth (3 août) ; elle propose, le 4, l'abolition de l'institution des confins militaires, elle demande qu'on y organise les comitats, et que les communautés militaires libres actuelles soient érigées en villes libres royales ; le 5, elle rejette les propositions du Ban concernant le règlement des objets d'intérêt commun avec les autres peuples de la monarchie. — En Hongrie se continue, d'après l'ordre du gouvernement, la perception forcée des impôts que quelques comitats voulaient refuser, puisqu'ils n'avaient pas été votés par la diète hongroise depuis 1848. Les députés de Pesth et les magnats acceptent le 9 et le 10 août le projet Deak en réponse au rescrit impérial du 22 juillet ; l'empereur décrète la dissolution de la diète. Cette dissolution est déclarée illégale par les députés de Pesth et les magnats, mais ne s'en accomplit pas moins, par un commissaire royal, le 22. Le gouvernement proteste auprès des obergespans, chefs des administrations provinciales du royaume de Hongrie, de l'intention de respecter l'indépendance et l'autonomie garantie à la nation en 1790 ; la diète est ajournée à six mois au lieu de trois (terme prescrit par les lois de 1848), pour donner le temps d'une conciliation pacifique. Mais bientôt presque tous les comitats et même les obergespans sont suspendus à cause de leur opposition persistante ; à Pesth, à Gran où le cardinal-primat Jean Scitowsky condamne la levée des recrues non ordonnée par la diète, à Arad, à Bacs, à Comorn (août-nov.). — Même au Reichsrath, quelques députés demandent pour la Hongrie le retour aux lois de 1848 (28 août). Élaboration par les commissaires du Reichsrath de plusieurs projets de loi sur la liberté religieuse, la liberté individuelle, la liberté du foyer domestique (sept.-oct.). M. de Schmerling présente aux

députés (4 oct.) un projet de loi, assez libéral, sur la presse. — Par patente impériale du 12 oct., publiée le 16, est ordonnée la perception des impôts directs pour 1862, dans la forme et suivant les proportions de la patente du 8 oct. 1860, parce que le Reichsrath n'a pas eu le temps de voter le budget de 1862; le ministre de la justice, M. Plener, s'excuse auprès du Reichsrath (4 nov.) de cette mesure exceptionnelle. — Le 5 nov., un rescrit impérial suspend provisoirement en Hongrie la lieutenance de Bude, les comitats, même les municipaux, et établit un régime militaire sous le comte Pallfy, feld-maréchal. La Croatie est approuvée de se tenir à l'écart de la Hongrie (20 nov.); mais la diète d'Agram est close, et on ne lui promet pas la suppression des charges exceptionnelles très-anciennes imposées aux confins militaires. — A Stuttgart, le concordat catholique du 8 avril 1857, sanctionné par l'ordonnance royale du 21 déc. 1857, est combattu par les députés; sur leur demande (16 mars); le roi l'abolit 13 juin; une loi (nov.) en tient lieu. — A Heidelberg, pour la première fois, est nommé professeur ordinaire un juif, M. Weil, auteur de l'histoire de *Mahomet et des califes* (août). A Stuttgart, la seconde chambre, à l'unanimité moins un, vote la loi qui accorde aux juifs et autres dissidents tous les droits politiques (17 sept.). Le Mecklembourg seul maintient l'inégalité légale. Pour la première fois, un député juif dans la chambre de Carlsruhe (nov.). — La chambre des députés de Bavière vote à l'unanimité, moins une voix; la suppression de la loterie (22 oct.). — A Cassel, la constit. de 1831 est réclamée par le comité de la Chambre des députés (juin). Elle est dissoute (1^{er} juillet). Les élections du 20 nov. ramènent les partisans de la Constit. de 1831. — Conv. milit. des duch. de Cobourg et Gotha avec la Prusse (1^{er} juillet.) — Loi sur la liberté de l'industrie, en Saxe (22 oct.). —

Le code de commerce allemand, adopté en Prusse le 1^{er} juin, est voté en Bavière le 23 oct., le 30 dans le royaume de Saxe, le 31 dans le duché de Nassau. — Le péage de Stade (sur le bas Elbe) est l'objet d'un traité de rachat entre les États riverains et limitrophes (21 juin); Oldenbourg seul réserve ses droits particuliers. Le 22 avril, résolution signée à Hanovre, pour l'abolition, moyennant un dédommagement (2857 000 thalers allemands), pour le roi de Hanovre, auquel concourent proportionnellement toutes les puissances commerçantes. — Projet prussien d'une flottille de canonnières sur la mer du Nord, que la Prusse commanderait sous pavillon hanséatique; assentiment de Brême, Hambourg, Oldenbourg; résistance du Hanovre. — Les États secondaires, par leurs délégués réunis à Wurtzbourg, sur le rapport du Bavarois von Pfordten, demandent que les corps de l'armée fédérale qui ne sont pas composés de Prussiens ou d'Autrichiens soient commandés par un chef distinct (juill.). — *Le Duc de Gotha et son peuple*, brochure publiée à Leipzig par le prince Ernest de Gotha, où il traite de son gouvernement et de la reconstitution de l'Allemagne. Le National-Verein, le parti de l'unité nationale, se réunit le 26 juillet à Dantzig; 320 membres sous la présidence d'un membre de la chambre des députés de Berlin, M. H. Behrend, discutent et votent sur ces questions : que la Prusse ait la direction militaire et diplomatique de l'Allemagne, que le parlement national allemand soit convoqué, que la Prusse devienne un État constitutionnel offrant toute garantie à la liberté, que pour cela y soit transformée radicalement la chambre des seigneurs, qu'elle forme en s'entendant avec les États du littoral une flotte allemande qui serait sous son commandement. Le 5 août, le roi de Prusse se rencontre à Bade chez le grand-duc, avec le roi de Saxe. Le frère de l'Empe-

reur, l'archiduc Maximilien, gendre du roi des Belges, se félicite dans un banquet municipal, à Southampton, aux applaudissements du député anglais Roebuck, de ce que l'Autriche est devenue une monarchie constitutionnelle (14 août). Dans la réunion du National-Verein à Heidelberg sous la présidence de Benningsen de Hanovre, discours et motion favorable à la rénovation constitutionnelle de l'Autriche (22 août). On y résout, le 24, d'y former, par souscriptions, une flotte nationale de chaloupes canonnières à vapeur. — La diète (août) commande 520 canons rayés pour les places fédérales, et vote pour leur armement cinq millions et demi de florins. L'armée fédérale, dont le contingent obligatoire n'est que de 452 000 hommes, est à l'effectif de 643 000; l'Autriche qui ne doit que 142 000 hommes, en a, à l'effectif, 182 000; la Prusse qui ne doit que 120 000, en fournit le double. Le Hanovre propose à la diète la construction et l'armement de cinquante chaloupes canonnières (31 oct.). — Saxe-Cobourg propose la réforme de la constitution de 1815 (31 octobre). Autre plan de réforme, du baron de Beust, ministre d'État du roi de Saxe, daté du 15 oct., adressé le 10 nov. à l'Autriche, 11 déc. à la Prusse. Il est réfuté par le ministre des affaires étrangères de Prusse, le comte de Bernstorff, le 20. — Congrès catholique de Munich (sept.), où le théologien Dollinger rétracte ses opinions contre le pouvoir temporel des papes. — Congrès d'économistes à Stuttgart. — Une mission envoyée de Prusse en Perse, 1860-1861, dans un but scientifique, autant que politique et commercial. — Traité de commerce négocié par la Prusse pour elle, pour les États du Zollverein, les deux Mecklembourg et les villes hanséatiques avec la Chine à Tien-tsin (2 sept.). — Mort (sept.) de l'historien Fr. Christophe Schlosser, né en 1776, professeur à Heidelberg dès 1817 (25 oct.); du ju-

risconsulte Ch. de Savigny, âgé de 83 ans, chef de l'école historique, né à Francfort-sur-le-Mein, il a enseigné le droit à Marbourg, à Landsbut, et depuis 1810 à Berlin où il est mort : il a été ministre de la justice en Prusse, en 1842.

Amérique, Angleterre, Espagne, France, Italie, Pologne et Turquie. — Au parlement britannique, attaque injuste de lord Palmerston contre l'Espagne à propos de la traite des noirs à Cuba; riposte (4 mars) du général O'Donnell, premier ministre, devant le sénat espagnol. — Nouvelle conférence à Paris des représentants des cinq grandes puissances (5-19 mars) pour décider que les troupes françaises resteront en Syrie jusqu'au 5 juin. La tribune anglaise, d'après les lettres et rapports du commissaire de Syrie, lord Dufferin, est trop clémente pour les Druses. Dès le mois de mai, motion à demi provocatrice de lord Stratford de Redcliffe à la chambre haute dans le cas où les Français n'évacueraient pas la Syrie au terme fixé. — L'Angleterre reconnaît (30 mars) à Victor-Emmanuel II le nouveau titre de roi d'Italie, que lui a conféré le parlement italien de Turin; la Suisse en fait autant. Une note du *Moniteur* français du 4 avril répudie toute solidarité avec le programme dynastique de Joachim Murat, adressé le 27 mars aux Napolitains. — Les déclarations de l'Angleterre semblent mettre sur le même pied le gouvernement de l'Union américaine et les séparatistes du Sud; la France, moins explicite, se borne à être neutre (juin). — L'Autriche et l'Espagne proposent collectivement à la France (28 mai) un accord entre les puissances catholiques, relativement au pouvoir temporel du pape; refus de la France (6 juin), qu'imitent l'Angleterre, la Prusse et la Suède, signataires aussi des traités de Vienne. M. de Cavour étant mort le 6 juin, le 25 la France reconnaît Victor-Emmanuel roi d'Ita-

He et renoue à Turin les relations diplomatiques, avec des réserves sur la question romaine : les troupes françaises restent à Rome. L'ambassadeur d'Italie arrive à Paris le 30 juillet. — A la chambre des Communes, une motion relative à la Pologne (3 juillet); il ne s'agit d'aucune intervention, même morale. — Inquiétudes en Angleterre, même en Italie, au sujet de la Sardaigne, que la France, suppose-t-on, voudrait obtenir du roi d'Italie : exprimées par M. Ricasoli le 1^{er} juillet, par lord Russell aux Communes le 20 juillet et par le député Roebuck; calmées par une note de la France le 26 août. — Lord Palmerston se plaint encore du mode de travail obligatoire, pratiqué en Égypte pour le canal de l'Isthme de Suez (1^{er} août). — Napoléon est visité (6 août) par le nouveau roi de Suède, Charles XV, accompagné de son frère Oscar, qui de Cherbourg va en Angleterre et retourne de là en Norvège; par le nouveau roi de Prusse et le roi des Pays-Bas (oct.); par les deux frères du roi de Portugal (1^{er} nov.). — Convention entre la France, l'Angleterre et l'Espagne (31 oct.) pour une action en commun contre le président du Mexique, Juarez, qui ne tient pas compte de leurs réclamations commerciales ou politiques; elles s'engagent à n'occuper d'une manière permanente aucun point du territoire, à n'obtenir aucun avantage exclusif, à laisser les Mexicains libres de choisir la forme de leur gouvernement, à n'intervenir au profit d'aucun prince en particulier. Les Espagnols doivent envoyer 3000 hommes, les Français 2500, les Anglais seulement des forces maritimes.

Amérique du Sud et Brésil.

— Dans la république argentine, profonde anarchie : assassinat impuni du gouverneur de l'État de San-Juan. Le général Urquiza, comme gouverneur particulier de l'État d'Entre-rios, paraît menacer l'indépendance de la République Orientale.

Commandant en chef des forces de la confédération, il pousse le président Derqui à des mesures extrêmes contre Buenos-Ayres, dont les députés et les sénateurs ne sont pas reçus avec équité au congrès fédéral de Parana (juin). Le général de Buenos-Ayres, Mitre, prépare la guerre; Cordova, Jujuy, Tucuman, Santiago lui sont favorables. Derqui ayant, avec une armée, intimidé Cordova, le gouvernement fédéral menace de conditions encore plus rigoureuses Buenos-Ayres : il se réserve le droit absolu de régler par des lois les taxes de douane, il occupe militairement l'île Martin-García, il ne laisse des troupes à l'État de Buenos-Ayres que contre les Indiens. Inutile médiation de la France, de l'Angleterre, du Pérou. En juillet, Urquiza avec quinze mille hommes, Mitre avec dix mille entrent en campagne : victoire du général Mitre (17 sept); Urquiza se retire dans son État d'Entre-Rios. Victoire (22 nov.) d'un autre général de Buenos-Ayres, Flores; la plupart des États se déclarent pour cette ville. — Dans la Bolivie, est renversé, sans effusion de sang (janv.), le président Linarès; gouvernement provisoire jusqu'à l'ouverture des chambres, fixée au 1^{er} mai. — Au Brésil, le ministre Ferraz, qui a rendu un grand service en reconstituant les banques et les autres institutions de crédit, accomplit avec impartialité les nouvelles élections quadriennales. Nouveau cabinet avec le marquis de Caxias, doyen de l'armée; aux finances, M. Paranhos. Publication d'une loi sur la validité des mariages entre non-catholiques. — Dans la Nouvelle-Grenade, usurpations de Mosquera; il s'empare de la capitale Bogota (18 juillet); met en fuite le président Calvo, en fait fusiller les défenseurs, menace de mort l'ancien président, le docteur Mariani Ospina; il fait reconstituer par le congrès les États-Unis (20 sept.), mais plusieurs chefs tiennent contre lui, à Panama, à Popayan, dans l'État d'Antioquia. — Au Venezuela,

est fait président, avec pouvoir dictatorial, le général Paex (sept.). — Tremblement de terre (20 mars) qui détruit la ville de Mendoza, sur la grande route, ouverte, à travers les Pampas, de Buenos-Ayres à Valparaiso au pied des Andes, entre deux volcans éteints, au centre d'un double courant électrique. — Au Paraguay, chemin de fer de l'Assomption. Traité de comm. avec le Zollverein.

Angleterre. — Souffrances cruelles des classes ouvrières, par l'insuffisance des arrivages du coton américain, la guerre civile ayant commencé aux États-Unis. Le *Morning-Post* se montre favorable aux révoltés du Sud, à cause de leur tarif libéral concernant le coton. Aux Indes, de Calcutta à Lahore, crise de subsistance. Le Parlement, ouvert le 5 février, vote des sommes considérables pour l'armement maritime. D'après l'exposé du budget de Gladstone, chancelier de l'Échiquier, pour 1862 (15 avril), l'armée de terre et de mer absorbera 28 285 000 liv. st.; l'intérêt de la dette 26 180 000 liv. st.; le chiffre total des dépenses sera de 69 900 000 liv. st. Dans les présumptions du revenu, portées à 71 823 000 liv. st., l'income-tax figure pour plus de 11 millions de l. st.; dans l'année 1860-61, l'excise est resté au-dessous de l'évaluation pour le houblon, la drêche, les spiritueux. L'abolition des droits sur le papier, demandée par la France, ne passe qu'à une faible majorité aux Communes, à la seconde lecture le 2 mai, le 31 mai à la troisième, parce que la France n'accordait pas, par réciprocité, la libre exportation de ses chiffons: concession qu'elle fait quand son traité de commerce avec la Belgique lui en livre les tissus. — Les armements maritimes de la France lui sont vivement reprochés à la tribune par le ministre lord Palmerston, Lindsay, lord Clarence Paget, Parkington, le capitaine Jervis. — Le Parlement est prorogé le 6 août. —

Dans l'intervalle de la session, violences de la presse, quand on croit que la France songe aux provinces prussiennes du Rhin (oct.). — Lord John Russell passe de la chambre des Communes, où il a siégé pour la première fois en 1813, à la chambre Haute. Aux Communes, il a inauguré le grand bill de réforme de 1832, concouru à l'établissement de la liberté du commerce, et à l'abolition des lois qui excluaient les Israélites du Parlement. Il était depuis vingt ans député de la cité de Londres. — Le 30 juillet, est élu à sa place, dans la cité, le candidat libéral du gouvernement, M. Wood, contre le lord-maire Cobbitt, qui, un peu après, est réélu, par exception, à ces fonctions. — Dans le district méridional de Lancashire, où est Manchester, centre et foyer du parti radical qui veut, avec M. Bright, les doctrines de la Ligue, la séparation de l'Église et de l'État, et les parlements triennaux, une élection aux Communes est vivement disputée entre le candidat tory, qui l'emporte, et le candidat radical, que M. Cobden est venu en vain soutenir de sa présence (17 août). — Mort du lord chancelier Campbell, âgé de quatre-vingts ans (23 juin); pair depuis 1841, il était président de la chambre des Lords. — Mort du ministre de la guerre démissionnaire, lord Herbert (2 août). — Mort du chef des peellistes, sir James Graham, qui avait été ministre en Sicile auprès des Bourbons dépouillés de Naples par Napoléon 1^{er}. — Mort du prince Albert, le mari de la reine (14 déc.). — Premier vaisseau de guerre cuirassé, le *Warrior*; ses machines ont une force de 1250 chevaux-vapeur. — L'association pour l'avancement des sciences sociales, dont le président est lord Brougham, très-active depuis sa fondation en 1859, est exceptionnellement présidée par un Français, Michel Chevallier, un des inspirateurs du traité de commerce. Elle comprend six sections: 1^o législation; 2^o éducation:

3° lois pénales envisagées au point de vue du redressement des condamnés; 4° hygiène publique; 5° économie sociale, et 6°, depuis 1860, commerce et législation internationale. Elle a tenu ses séances en 1859, à Bradford, centre métallurgique pour les forges et fonderies dans l'Yorkshire, en 1860 à Glasgow, en 1861 à Dublin. — Recens. décennal (avril): 29 031 164 âmes, un million et demi de plus qu'en 1851, malgré le chiff. de l'émigration: 2 249 350 âmes, dont 1 231 000 sortis de l'Irlande. En Irlande 5 798 957 âmes, dont 693 000 seulement de l'église établie. — Loi rigoureuse votée contre les immigrants chinois par la chambre basse de la Nouvelles-Galles du Sud. — Création de l'ordre de l'Étoile de l'Inde, comprenant, outre la souveraine et le grand maître, qui est le gouv. gén. de l'Inde, 25 cheval. nommés par la reine, dont le nizam de Hyderabad, les maharajah de Gwalior, de Cachemire, le nahab de Rampore. — Traité avec le roi de Lagos, voisin du Dahomey et de Benin, pour mettre fin à la traite, et avoir une nouvelle Echelle de commerce. — Institution des caisses d'épargne postales (17 mai).

Belgique. — Importantes discussions (fév.-avril) dans les deux chambres sur la proposition de Dumortier, député de la droite, qui a pour objet de donner cours légal à la monnaie d'or française. Elle est vivement combattue par le ministre des finances, Frère-Orban, qui s'appuie sur ce que l'argent ne manque pas et qu'il est, d'après les lois belges, l'étalon monétaire. Les députés la votent le 5 mars, le sénat le 13 avril; retraite du ministre. — A Gand, grève d'ouvriers tisserands depuis le 30 avril. A Mons, grève des ouvriers charbonniers du Borinage (juillet); désordres, intervention de la force armée et du ministre de l'intérieur, Ch. Rogier. — Recomposition du cabinet (26 oct.): Ch. Rogier a les affaires étrangères,

Frère-Orban rentre aux finances. Entrevue du roi avec le roi des Pays-Bas à Liège (19 octobre); chemin de fer de Liège à Maëstricht; traité de commerce, autre signe de réconciliation entre les deux nations. Projets de loi soumis aux chambres sur la conscription et la révision de la contribution personnelle. Débats de l'adresse: le ministère est accusé vivement par la droite pour avoir reconnu le royaume d'Italie.

Chine. — L'empereur Hien-Foung reste toujours à Jehol, au nord de Pékin que les Anglo-Français ont quittée pour passer l'hiver à Tien-tsin. A Pékin, s'est installé l'archimandrite Goury, à la tête du collège russe. L'empereur a nommé chef du bureau des affaires étrangères, son frère, le prince Kong, le négociateur des conventions de Pékin, qu'assistent Houen-siang et Kouei-liang, le négociateur du traité de Tien-tsin de 1858. Entrée solennelle à Pékin, des ambassadeurs français et anglais, Bourbonnol le 25 mars, le 26, Bruce, frère de lord Elgin. L'exploration du fleuve Bleu, l'Yang-tse-kiang, par l'escadrille anglaise, sous l'amiral Hope, est poussée jusqu'à plus de deux cents lieues, bien au delà de Nankin dont les insurgés, depuis huit ans, occupent et ruinent le territoire; les Anglais tentent vainement de rentrer dans l'Inde par le Thibet; les insurgés les forcent à se replier. Une compagnie anglaise s'organise pour le cabotage et l'exploitation de tous les grands cours d'eau de la Chine et du Japon. — Quelques succès des troupes impériales contre les insurgés, dans la province de Petchéli et dans la province de Kiang-sou, dont une ville importante, Tching-kiang, à 65 kil. est de Nankin, est abandonnée par eux. L'insurrection sévit toujours dans les provinces du sud-ouest voisines du Thibet, et autour de Shang-haï où les Anglo-Fran-

cals ont encore des troupes comme à Takou, comme à Tien-tsin — L'empereur meurt à Jehol (22 août). Il laisse un fils de sept ans confié à huit conseillers, dont n'est pas son frère Kong. Kong devient le conseiller de la mère de l'empereur, régente.

Cochinchine. — Une partie des troupes françaises de Chine renforce, près de Saïgon, l'expédition franco-espagnole (janv.). Combats acharnés des 24 et 25 février contre les Annamites armés de six mille fusils de fabrique française. Trois mille Européens, sous le vice-amiral Charner, attaquent les positions retranchées de Kí-hoa, avec le concours de huit bâtiments du contre-amiral Page qui remonte la rivière de Saïgon. Prise de Mytho près du fleuve Cambodge; les passes fanageuses en sont franchies sous une chaleur de 45° (avril). Le vice-amiral est maître de Saïgon et de toute la basse Cochinchine, moins Bien-hoa dont la forter. est prise par le contre-amiral Bonard. On n'est pas en mesure d'attaquer Hué, capitale de l'empereur Tu-Duc. Les Indigènes se refusent à servir comme auxiliaires des Européens.

Danemark. — Résistance du gouvernement aux menaces des États allemands, qui veulent soustraire le Slesvig comme le Holstein à l'administration commune de la monarchie (janv.). La France, l'Angleterre, la Russie, invitent la couronne à chercher des moyens de conciliation (janv.). La diète de Francfort n'accorde (12 fév.) qu'un délai de six semaines, avant l'exécution, par les armes, de la résolution fédérale. Le roi fait présenter aux États du Holstein, réunis à Itzehoe, un plan de constitution commun à tous les territoires de la monarchie (mars); les États n'en veulent pas. Le gouvernement ne leur permet pas de s'occuper, en matière de finances, d'autre chose que du budget spécial au duché de Holstein; dernière

séance, sans transaction (11 avril). — Est nommé ministre de l'intérieur, M. Orla Lehmann, qui veut l'autonomie du Holstein pour mieux assurer l'indépendance des autres territoires danois à l'égard de la diète germanique.

Espagne. — Meurent, inopinément, à quelques jours de distance, deux des trois fils de D. Carlos, Ferdinand, le 27 déc. 1860, le comte de Montemolin, le 13 janvier, et le lendemain, sa femme, à Trieste. Reste l'enfant Jean, marié à une sœur du duc de Modène, qui est à Londres. Meurt une fille de la reine, tout enfant (oct.). — Aux Cortès, le principe de la souveraineté nationale est invoqué par un orateur progressiste comme la base principale de l'autorité de la reine; répliques du président du conseil O'Donnell et du président de la chambre des députés, Martinez de la Rosa, en faveur d'un autre principe, la tradition et l'hérédité. (7 mars.) Un mouvement républicain et protestant à Lorca; les rebelles (7 juillet) sont cernés, en Murcie, à Loja, qui est repris le 5 par les troupes. Circulaire vigoureuse du ministre de l'intérieur, Posado Herrera, contre les publications religieuses et les sociétés publiques (9 juillet). Forte amende prononcée contre un journal qui demande une chambre unique et le droit d'association (août). Tentative de sédition républicaine à Medina-Celi (4 nov.). M. Martinez de la Rosa est réélu président des députés contre M. Rios-Rosas auquel les oppositions réunies donnent 89 voix (8 nov.). — Les négociations traînent avec le Maroc qui ne trouve pas l'indemnité promise, 200 millions de réaux; (28 oct.), quelques jours après la réception faite, à Madrid, à l'ambassadeur marocain, frère de l'empereur, nouvelle convention pour que 60 millions de réaux, au moins, soient payés avant l'évacuation de Tétuan par les Espagnols. — Projet du gou-

vernement pour l'immigration à la Havane de soixante mille noirs libres de l'Afrique. — Est reprise (18 mars) la partie antrefois espagnole de Haïti, avec la connivence du président de la république dominicaine, le général Santana, à peine affermi depuis ses luttes contre Baez et Valverde, qui y reste gouverneur au nom de l'Espagne ; l'égalité est proclamée entre les blancs et les hommes de couleur. On reçoit à Madrid, l'ex-président du Mexique, Miramon, sans doute en haine de Juarez, son successeur (9 oct.). — Chemin de fer de Séville à Cadix (13 mars); de Madrid à l'Escorial (9 août); de Barcelone à Saragosse (16 sept.); de Saragosse à Pampelune.

États-Unis. — La grande majorité des dix-sept États, territoires ou districts qui contiennent, à côté d'une population libre de huit millions et demi, quatre millions d'esclaves, par le vote de conventions, non par le suffrage direct des masses, se déclarent pour la séparation avant le 4 mars, date de la prise de possession du nouveau président, Abraham Lincoln. Les 9 et 19 février, à Montgomery (Alabama) une Convention des États à esclaves, la Caroline du Nord, le Mississippi, la Floride, l'Alabama, la Géorgie, la Louisiane, le Texas, l'Arkansas, la Caroline du Sud, le Tennessee, la Virginie, le Kentucky, le Missouri, dont une partie reste fidèle à l'Union, organise un gouvernement provisoire, avec un président élu pour six ans, le général Jefferson Davis, élève de l'école militaire de Westpoint, où se sont formés presque tous les officiers qui serviront la cause des États confédérés; il s'était distingué dans la guerre du Mexique. Le 13 janvier, au sénat de Washington, vaine tentative de conciliation par M. Seward, du parti républicain, par le président Buchanan et des Virginien (fév.). Le Congrès de Washington fait quelques remanements au tarif de douanes, mais le laisse encore trop pro-

tectionniste, au profit du Nord; il reconnaît comme État le Kansas, dont la constitution, qui n'admet pas l'esclavage, a été tant discutée depuis 1854 (30 janvier). Le nouveau président, que les démocrates tentent d'assassiner à Baltimore, ville du Maryland, État à esclaves, mais non révolté, choisit pour ministre des affaires étrangères, M. Seward; il refuse d'entrer en négociations avec les commissaires du Sud : franchise de ses déclarations contre l'esclavage, mais pas de mesures efficaces contre les rebelles. Ce n'est qu'au bout de quarante jours (15 avril) qu'il appelle sous les armes 75 000 miliciens. Il convoque le congrès pour le 4 juillet. Le congrès du Sud qui a voté tout d'abord une constitution protectrice des droits que s'attribuent les propriétaires d'esclaves dans tous les États et sur tous les territoires de la confédération, qui a décrété l'armement de 50 000 hommes et désigné des commissaires pour le représenter en France et en Angleterre, établit un nouveau tarif de douanes avec des droits fort réduits, et laisse le président Davis lever 150 000 hommes et autoriser des lettres de marque (17 avril). Les côtes de la Caroline du Sud sont dégagées par le général de Beauregard, d'origine française, officier du génie, qui enlève aux fédéraux du Nord, devant Charlestown, le fort Moultrie et le fort Sumter (13 avril). Les confédérés séparatistes du Sud excluent leurs ennemis des ports et arsenaux maritimes de la Virginie, État à esclaves, qui devient bientôt le principal champ de bataille des deux partis : Richmond, capitale de la Virginie, s'érige en rivale de Washington, à laquelle est hostile aussi le Maryland. Destruction des ponts de chemins de fer qui conduisent d'une ville à l'autre. Le président Lincoln ordonne le blocus des ports de la Virginie et de la Caroline du Nord. Mauvais état des corps fédéraux composés purement

d'Yankees ; armements, et service d'intendance insuffisants ; peu d'ardeur de cette population d'industriels et de marchands ; indiscipline, et jalousies locales. Le Sud est mieux monté en artillerie, en munitions, en officiers ; plus d'esprit militaire chez les planteurs qui deviennent soldats. Le recrutement des volontaires s'y fait plus facilement qu'au Nord. Le message de Lincoln au Congrès réuni extraordinairement le 4 juillet, justifie l'appel de l'armée, la suspension de l'*Habeas corpus*, la demande de 400 000 hommes et de 400 millions de dollars (deux milliards de francs). — Premier engagement considérable près du petit cours d'eau de Bull-Run, voisin de Manassas, point de jonction du chemin de fer d'Alexandrie, qui est si proche de Washington, et du chemin de fer de la Virginie occidentale qui se dirige de là sur Richmond ; défaite du général des fédéraux, Mac-Dowell (18 juillet). Échec plus grave, le 21, à Manassas-Jonction : combat de neuf heures, gagné par le général sécessioniste Beauregard, renforcé du corps de Johnston, tandis que le corps Patterson n'est pas venu en aide à Dowell ; Dowell, qui a éprouvé de grandes pertes, recule jusqu'à Fairfax sur la route d'Alexandrie ; il n'est pas poursuivi au delà. Mac-Clellan, général de 35 ans, qui a appris la guerre en Crimée, remarqué parmi les fédéraux par ses succès dans la Virginie occidentale, restée sympathique à l'Union, est appelé au commandement de l'armée du Potomac. — Congrès des États séparatistes à Richmond ; message belliqueux de J. Davis. — A Washington, session d'un mois (juillet-août) : bills qui autorisent le blocus des ports des insurgés, la confiscation des biens des rebelles, y compris les esclaves employés à des travaux de guerre ; qui autorisent la construction de navires cuirassés et de batteries flottantes ; toute liberté d'action est laissée au président pour réprimer la rébellion, il pourra émettre cinquante

millions de bons du Trésor, emprunter, au besoin, deux cents millions. Ces bons du Trésor, émis à 7,30 pour cent d'intérêt, sont pris par les banques de New-York, Boston, Philadelphie. Un jour d'humiliation et de prières est décrété par le Président, le 12 août, pour le dernier jeudi de septembre. Il sanctionne, avec hésitation, la résolution du Congrès, pour la mise en liberté des esclaves appartenant aux rebelles. Le 11 sept., il réprouvera, comme trop radicale, une proclamation du général Fremont, commandant dans le Missouri, qui offre (30 août) la liberté à la population servile. — Dans le Missouri, dont le Nord est resté fidèle à l'Union, les fédéraux ont perdu (10 août), sous le général Lyon, un combat au S. O. de Springfield ; Lexington, qui leur est vivement disputé (12-17 sept.), ne reste pas aux confédérés, que commande le général Price. La Virginie occidentale, par le vote d'une convention populaire, forme un État nouveau sous le nom de la rivière de Kanawka (août-nov.). Fremont occupe dans le Kentucky, où la majorité est pour l'Union, le poste de Cairo, voisin du confluent de l'Ohio et du Mississippi, et dans le Missouri, Saint-Louis. — Un autre général des fédéraux, Butler, bombarde et prend (28 août) les forts du cap Hatteras, à la côte de la Caroline du Nord ; sur ce point, un mouvement unioniste. Les fédéraux occupent une petite île qui intercepte les communications entre Mobile, port de l'Alabama, et la Nouvelle-Orléans (sept.). Les territoires de Nebraska, de Dacotah (pays des Sioux), de Washington se déclarent pour l'Union. Le territoire indien, à l'est du Nouveau-Mexique, et l'Arizona, au sud du Rio-Gila, sont pour le Sud. La tribu des Cherokees lui offre son concours dans l'Arkansas. Les lignes télégraphiques de Washington à la ville du Lac-Salé, dans l'Utah (20 oct.), à Sacramento, dans la Californie, le 24, sont inaugurées par des paroles

de fraternité et de dévouement à l'Union. — Le commissaire destiné par le Sud à la France est John Slidell; à l'Angleterre, James Mason. M. Seward, ministre des aff. étr. de l'Union, répudie comme acte d'intervention inqualifiable toute interprétation de la constitution fédérale par l'Angleterre. — Echec pour les fédéraux sur le Potomac (fin d'oct.). — Les deux envoyés, Mason, Slidell, sont arrêtés sur un paquebot anglais, le *Trent*, par un navire des fédéraux (8 nov.). L'Angleterre menace l'Union, avant de savoir qu'ils ont été remis en liberté, l'arrestation ayant eu lieu sans l'ordre du gouvernement fédéral (déc.). — Les banques, dans le Nord, suspendent les paiements en numéraire (31 déc.). — La flotte unioniste, sous Burnside, doit attaquer les côtes de la Caroline du Nord (déc.).

France. — Décret pour l'affranchissement d'un grand nombre de matières premières utiles à l'industrie; comme on a déjà supprimé les droits de douane sur les laines et le coton, on exempte de tout droit les peaux brutes, les graines oléagineuses, les fruits oléagineux, les graisses, le chanvre, le lin, les minerais, le cuivre pur, le plomb (5 janv.); on diminue les surtaxes de navigation sur ces matières amenées sous pavillon étranger; on abolit le drawback, on la restitution des droits à la sortie des produits fabriqués avec ces matières premières. Suppression des droits de surtaxe (3 fr. par 100 kil.) établis sur les sucres étrangers import. par nav. français (16 janv.): cette faveur douanière est préjudiciable aux colonies françaises. Une pétition des colons de la Réunion vient demander au sénat l'égalité des droits de toute sorte avec la métropole. — Par arrêt du tribunal civil de la Seine (fév.), et par arrêt de la cour d'appel (juillet), d'après les décisions du conseil de la famille impériale de juillet 1856 et de juillet 1860, sont rejetées les prétentions des Paterson à l'héritage du prince

Jérôme, oncle de l'Empereur. — Premier avertissement au *Courrier du Dimanche* pour un article sur le suffrage universel; expulsion du rédacteur en chef, qui est un étranger (29 janv.). — Vote du sénatus-consulte qui donne plus de publicité aux séances du sénat et du corps législatif (2 fév.). — Ouverture des chambres le 4 février: l'Empereur proclame le principe de non-intervention en Italie; la garnison française reste à Rome pour la sécurité du saint-père. On commence à publier l'exposé annuel de la situation de l'empire. — Une brochure, *la France, Rome et l'Italie*, qui reproche au Pape de ne faire aucune concession, sera l'objet d'une réponse du cardinal Antonelli le 26 février. Un mandement de l'évêque de Poitiers, touchant la question pontificale, est délégué comme d'abus, en conseil d'Etat le 28 février; il sera condamné le 30 mars. — Au sénat, assez vive discussion sur le projet d'adresse; le prince Napoléon combat avec ardeur toute pensée de restauration du pouvoir temporel (1^{er} mars); 61 voix demandent en vain contre 79 le maintien à Rome de la souveraineté temporelle du pape, comme garantie de l'indépendance de son autorité spirituelle. Au corps législatif, l'adresse est débattue pendant dix jours, 11-21 mars. Outre les ministres sans portefeuille, Granier de Cassagnac se porte le défenseur du gouvernement. Un député alsacien, Keller, voudrait l'intervention des armes françaises pour le pape. Outre les cinq de l'opposition qui se partagent l'examen de toutes les questions de politique étrangère et intérieure, parlent le plus souvent Pouyer-Quertier sur les conséquences pour l'industrie française du traité de commerce avec l'Angleterre, Devinck sur la faculté de virements de fonds concédés aux ministres par le Sénatus-consulte du 25 décembre 1852 et sur l'accumulation des crédits supplémentaires, Gouin sur les impôts qui augmentent et sur

les emprunts déguisés sous le nom d'obligations et d'annuités trentenaires destinés aux travaux publics; le vicomte Anatole Lemercier, très-zélé catholique, sur la situation du pape. Le président de Morny, après les ministres sans portefeuille, Billault et Baroche, demande pour l'Empereur un vote de confiance. L'amendement qui voulait retirer de l'adresse ces mots : «... la résistance du pape à de sages conseils.... », obtient 90 voix contre 161. — La session dure au corps législatif jusqu'au 27 juin; au sénat jusqu'au 29. Le projet de loi relatif aux droits de douanes concernant les grains, farines et autres denrées alimentaires, amène l'abolition de l'échelle mobile qui faisait varier le prix du blé dans les départements, suivant l'abondance relative de l'entrée ou de la sortie des grains; il n'y a que 12 voix contre (29 mai). Le projet présenté le 30 mai modifie en quelques parties le décret organ. du 17 février 1852 sur la presse : deux condamn. n'enlèveront plus de plein droit la suppression d'un journal (loi du 12 juill.). Le 6 juin, commence la discussion du budget par les députés. M. Magne, ministre sans portefeuille, ancien ministre des finances, soutient le débat. L'abus des crédits supplémentaires est critiqué dans les deux chambres. Une pétition a été déferée au sénat comme inconstitutionnel le décret du 9 janvier 1861, qui étend au département de la Seine l'application du décret du 24 mars 1852 si favorable à l'omnipotence des préfets; le département de la Seine avait été formellement exclu (art. 7) : la pétition, discutée depuis le 6 juin, est renvoyée, le 29, jour de la clôture, à une commission spéciale. Le retrait des lois d'exception et de sûreté générale est vainement demandé par les cinq; les ministres sans portefeuille déclarent tout aussi nécessaire le patronage exercé par le gouvernement dans les élections. Les lois qui amèneront les pensions de l'armée de

terre et de l'armée de mer sont votées le 15 et le 17 juin. Une loi augmentant de 1325 kilom. les réseaux de chemins de fer à exécuter; pour la part d'exécution qui revient à l'État, un décret du 4 juillet autorisera l'émission de 300 000 obligations trentenaires, il se présentera des souscriptions pour 4 690 000. Est discuté, le 26 juin, le projet de loi qui affranchit le commerce de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion des entraves résultant du vieux pacte colonial du dix-septième siècle : ces colonies seront ouvertes aux étrangers, pourront vendre et s'approvisionner au dehors. Les défenseurs de notre marine marchande voudraient, pour qu'elle pût se préparer à une concurrence nouvelle, que cette loi du 3 juillet ne fût exécutoire qu'au 1^{er} juin 1862; l'exécution en est fixée au 1^{er} sept. — Le sénat s'occupe d'une pétition demandant que les titres de noblesse accordés par Napoléon 1^{er} soient déclarés héréditaires, alors même que la condition attachée par le décret organique à la transmission de ces titres, c'est-à-dire l'institution d'un majorat, n'a pas été remplie (avril). — Une note du *Moniteur* (23 avril) invite la presse à ne pas encourager en Pologne des espérances auxquelles l'Empereur ne pourrait donner satisfaction. — A l'occasion d'une pétition relative aux affaires de Syrie, le sénat examine si, d'après l'article 45 de la Constitution, on peut, par pétition, appeler l'attention du sénat sur la politique étrangère du gouvernement (7 mai). — Dans les chambres, aucun témoignage public de sympathie pour M. de Cavour, mort le 6 juin. Le 26 juin, le royaume d'Italie est reconnu par l'Empereur. — Saisie d'une brochure du duc d'Aumale (14 avril); condamnation en police correctionnelle de l'éditeur et de l'imprimeur (4 mai). Une circulaire du ministre de l'intérieur Persigny menace de saisie administrative toutes publications faites au nom de personnes bannies ou exi-

les du territoire (13 mai). Saisie administrative (5 juin) d'un ouvrage du duc de Broglie, non encore mis en vente. — Condamnation de L.-Aug. Blanqui pour société secrète (14 juin). — Suppression, dans le département du Nord, de plusieurs congrégations religieuses non autorisées (avril). Circulaire du ministre de la justice, Delangle (8 avril), pour rappeler les articles 201, 204, du Code pénal, aux ministres du culte qui transgressent ses lois. — Décret sur la décentralisation (12 avril), qui complète le décret du 25 mars 1852 : il y aura moins d'ajournements et moins de formalités pour les affaires essentielles et urgentes des communes et les arrondissements; le ministre de l'intérieur laisse plus de pouvoirs et aux préfets et aux sous-préfets. Institution (27 juin) de conférences périodiques entre les préfets de départements liés les uns aux autres par la similitude des intérêts et des habitudes. — Sont signés avec la Belgique (1^{er} mai) un traité de commerce favorable aux échanges de toute nature, une convention de navigation, une convention pour la garantie réciproque de la propriété littéraire, artistique, industrielle; un acte additionnel à la convention postale du 3 déc. 1857. — Grève d'ouvriers de la compagnie des forges et chantiers de la Méditerranée, depuis le 28 juin. — Plusieurs journaux de province sont poursuivis pour reproduction incomplète des séances du sénat (juillet). Avertissements à la Gironde pour un article sur le budget et le Corps législatif (11 juillet); à l'*Ami du Peuple* d'Angers, comme trop ultramontain (juillet-août). — Une lettre de l'Empereur datée du camp de Châlons (18 août) promet 25 millions, à partager entre sept exercices, pour les chemins vicinaux. — L'insuffisance de la récolte nécessite depuis oct. des achats au dehors très-coûteux. Suppression de tous droits de navigation extérieure pour les chargements des grains, farines, riz, etc. — Premier avertissement à la

Revue des Deux-Mondes pour un article sur l'état alarmant des finances (16 oct.). — Le comité supérieur siégeant à Paris et les comités provinciaux de la société de Saint-Vincent-de-Paul sont dissous. — Lettres de l'Empereur du 12, publiées le 14 novembre, pour annoncer un prochain sénatus-consulte qui limitera la prérogative du souverain en matière de finances et augmentera le droit de contrôle du Corps législatif; l'Empereur renonce à la faculté des crédits supplémentaires ou extraordinaires décrétés dans l'intervalle des sessions. D'après le mém. de Fould qui devient (14 nov.) ministre des finances, ces crédits ont monté, de 1851 à 1858, à deux milliards 400 millions; à près de trois milliards jusqu'en 1861. De là le chiffre énorme des découverts, 963 millions, et l'augmentation incessante de la dette flottante. Le ministre des finances devra être consulté pour tous travaux ou mesures qui ajouteront aux charges budgétaires. Le sénat. cons. du 31 déc. voté en deux séances établit qu'on pourvoira aux besoins imprévus ou insuffis. dotés à l'aide de virements et qu'il n'y aura de crédits suppl. et extraord. qu'en vertu d'une loi. — Sont acquises du pr. de Monaco les comm. de Menton et de Roquebrune (2 fév.). — Achat du musée Campana de Rome, précieux en vases, médailles, marbres antiques. Inauguration du pont de Kehl, pont fixe avec une partie mobile, qui relie les chemins de fer français et allemands (6 avril). Convention pour un canal international des houillères de la Sarre (avril-juillet). Organisation, par décret, de la direction générale des services civils en Algérie, sous le gouverneur maréchal duc de Malakoff (15 avril). Au Sénégal, soumission de la côte de Cayor et expédition de la Cazamance, assez loin au sud du fleuve : le colonel de génie Faldherbe est remplacé (oct.), pour un an et demi, par un capitaine de vaisseau. Réception solennelle à Fontainebleau des ambassadeurs siamois, les premiers qui soient venus

en France depuis 1685. Traité du 1^{er} juillet, promulgué le 10 août, qui autorise la France à tirer des provinces anglaises de l'Inde des travailleurs libres destinés aux colonies : on avait déjà obtenu, le 25 juillet 1860, une immigration de six mille coolies. Augmentation (14 août) du corps d'état-major de la marine, qui avait été réglé en 1846. — Prix bien-nal de 20 000 fr. dont dispose l'Institut pour la 1^{re} fois, attribué à M. Thiers comme historien. — Mort du maréchal Bosquet à 50 ans (fév.) ; est fait maréchal d'Ornano, général de division depuis 1842. Mort de Scribe, romancier et auteur dramatique ; du P. Lacordaire, restaurateur en France, depuis 20 ans, de l'ordre des fr. Prêcheurs, qui avait succ. à l'Acad. française à Alexis de Tocqueville ; il y avait été reçu le 24 janv. par M. Guizot. Mort du naturaliste Isidore Geoffroy Saint-Hilaire (10 nov.). — Arrestation, procès, condamnation en 1^{re} instance, acquittement en appel du brinquier Mirès (fév. 1861-avril 1862) ; prison préventive de quatorze mois. — Recensement : 37 382 225 âmes, dont 669 059 des territoires nouvellement réunis ; population de Paris : 1 667 841, dont 90 000 indigents. En tout, 375 arrondissements, 2938 cantons, 37 510 communes.

Grèce. Conspiration militaire ; quelques arrestations (28 mai) ; les principaux conjurés sont le journaliste Palamidas et Bulgaris. — Attentat de l'étudiant Drousios contre la reine (18 sept.) pendant que le roi est en Allemagne (18 sept.). — Encore le jour de son retour est découverte une conspiration militaire (30 oct.).

Haïti. — Les Haïtiens menacent un instant les Espagnols dans la partie dominicaine réoccupée. Le président Geffrard donne satisfaction à l'Espagne (6 juillet). — Concordat de Geffrard avec le pape : le pape a la nomination du haut clergé ; il y a un archevêque, quatre évêques, lesquels pourront être de race blanche.

Hollande. — Retraite du ministre des affaires étrangères van Zuylen Nievelt, peu favorable à la politique libérale inaugurée par M. Loudon, que la seconde chambre veut pratiquer à l'égard des colonies et qu'applique le nouveau gouverneur général des Indes, le baron Sloed-économiste distingué (11 nov.). — Projet d'émancipation des esclaves de Surinam. — Longs débats à la seconde chambre, sur le budget, dont est rejeté le chapitre des dépenses imprévues ou extraordinaires (déc.).

Illes Ioniennes. — Nouveaux projets d'annexion à la Grèce, au moyen du suffrage universel, dans la session ouverte le 13 mars. Le 24, le gouverneur général l'ajourne à six mois. A Zante, conflit sanglant entre le peuple et la garnison anglaise.

Italie. — Le ministre Cavour prépare la composition du nouveau parlement italien, tente d'organiser l'administration du Midi, contient les exaltés du parti garibaldien, en même temps qu'il travaille à enlever au Bourbon des Deux-Siciles ses dernières positions militaires. — Les collèges électoraux sont convoqués le 2 janvier pour le 27 ; le parlement pour le 18 février. — Le prince Eugène de Carignan va comme lieutenant du roi à Naples, avec le chevalier Constantin Nigra, diplomate très-jeune, pour ministre responsable ; le général della Rocca est nommé au commandement de l'armée du Midi. En Sicile, Lafarina et Cordova, ce dernier économiste et écrivain, tous deux cavouriens, ministres de la lieutenance, sont en désaccord avec Crispi ; la garde nationale se partage entre eux : la lieutenance reste à Montezemolo, dont le principal conseiller est le marquis de Torrearsa. Quelques arrestations à Naples, à Palerme, dans le parti d'action mazzinien ou dans le parti muratiste. Le prince de Carignan organise, d'après les avis de M. Poerio un nouveau

conseil de lieutenant : Liborio Romano, l'ex-ministre bourbonien, est ministre de l'intérieur ; aussi est-il élu dans huit collèges pour le parlement italien. Le ministre de l'intérieur à Turin, M. Minghetti (3 déc.-1 janv.), rappelle les lois contre les enrôlements illégitimes et les émissions d'emprunts non autorisés, pour couvrir court aux projets des garibaldiens ou mazziniens contre Venise ou contre le gouvernement. Aux élections, ont de la peine à passer Brofferio, Crispi, Guerrazzi, Mordini ; ne passeront que plus tard, dans les élections partielles, Bertani, l'organisateur à Gènes des expéditions de Garibaldi, Aurelio Saffi, ancien collègue de Mazzini à Rome, Philippe de Boni, autre mazzinien, rédacteur du journal *il Popolo d'Italia*. Sont élus 58 exilés, 42 anciens députés de l'opposition de 1848, 7 lieutenants de Garibaldi, élu lui-même à Naples ; beaucoup de nobles, princes, comtes, barons, commandeurs, chevaliers, beaucoup d'avocats, docteurs et professeurs. Progrès de la réaction bourbonienne dans les Abruzzes et les Calabres, réprimés avec trop de violence par le général Pinelli autour d'Ascoli : il perd un instant son commandement. Opposition au gouvernement de Turin d'évêques napolitains, notamment du cardinal-archevêque de Naples, Sisto Riario Sforza. La garde nationale compte déjà dans le royaume de Naples 257 000 hommes. — Le siège de Gaète, suspendu pendant dix jours par la médiation de la France du 8 au 19 janvier, est repris par le général Cialdini ; départ de la flotte française, dont la présence protégeait François II ; l'amiral italien Persano bombarde par mer depuis le 22 ; la jeune femme de François II, princesse de Bavière, sœur de l'impératrice d'Autriche, partage tous les périls du siège. Un armistice de quinze jours demandé par les assiégés que décime le typhus est refusé le 12 février. Le 13, capitulation, après quatre-vingt-dix jours de résistance ; la garnison, composée

de 11 000 hommes, sortira avec les honneurs de la guerre ; mais restera prisonnière jusqu'à la reddition de la citadelle de Messine. On y trouve des munitions considérables, plus de 700 pièces de canon, 60 000 fusils. Rome devient l'asile de la maison de Bourbon ; elle sera le foyer des conspirations et tentatives de restaurations, du brigandage organisé pour troubler dans les provinces du Midi le gouvernement nouveau. Un mois après la capitulation de Gaète, le vieux général bourbonien Fergola, enveloppé par Cialdini et Persano, obtient des conditions honorables en rendant la citadelle de Messine (13 mars). Le 20, la dernière place qui tenait pour François II, Civitella del Tronto, près d'Ascoli, bombardée quatre jours, se rend au général italien Mezzacapo. Depuis le 20 février, l'Angleterre a cessé toutes relations politiques avec François II. Il reste, des 70 000 hommes de l'armée de François II, environ 15 000, qui, ne prenant pas de service dans la nouvelle armée italienne, seront dangereux pour la paix publique. — Un décret royal (17 février) fait cesser en Toscane l'autonomie administrative, le régime des lieutenances n'est maintenu que provisoirement à Naples et en Sicile. — A Naples, où déjà ont été rendus exécutoires (déc. 1860) le Code pénal, le Code de procédure pénale, réformés à Turin en 1859, avec la loi sur l'organisation judiciaire actuellement en vigueur dans le reste de l'Italie, décrets du 17 février, préparés par l'avocat Mancini, conseiller des affaires ecclésiastiques, pour l'abolition du concordat du 16 février 1818, l'abolition des commissions diocésaines qui administraient les bénéfices vacants, la suppression des couvents non reconnus utiles pour l'éducation ou pour l'assistance publique, l'administration des biens monastiques par la caisse ecclésiastique de l'État qui pensionnera les moines supprimés, pourvoira à l'instruction populaire et aux études ecclésiastiques,

lorera la condition du clergé in-
ur, l'exclusion des évêques et
prêtres de l'administration des
ations pieuses. Il y aura quel-
troubles à l'occasion de la sup-
sion des couvents. Spaventa pour
dice, Imbriani pour l'instruction
ique, font aussi d'utiles réfor-

— Ouverture du nouveau par-
nt italien à Turin par le roi
évrier). Il rappelle ce que l'Italie,
et une presque tout entière,
à sa vaillante jeunesse conduite
Garibaldi, aux armes de la Fran-
aux bons offices de l'Angleterre,
statut constitutionnel du 4 mars
. Il conseille la prudence, mais
ntinuation des armements. Le 21,
présenté au sénat le projet de loi
accorde le titre de roi d'Italie à
or-Emmanuel II et à ses succes-
s; il est voté, le 26, par 129 voix
re 2. Le président du sénat,
né le 4 février, est Ruggiero
mo, comte de Fitalia, descen-
des anciens rois de Sicile. Les
tés, qui ont élu président Ra-
(219 voix sur 242 votants) le
rs, après une courte discussion
l, où M. Brofferio reproche à
ur d'avoir enlevé l'initiative de
rojet de loi aux représentants
nation, le votent, à l'unanimité
s une voix. Le 14 mars, jour an-
saire de la naissance de Victor-
manuel, fête nationale, tentée
e dans la Vénétie autrichienne.
0 mars, reconstitution du cabi-
pour y fondre tous les éléments
ns, sous la présidence du comte
lle Benso de Cavour, qui garde
Maires étrangères et la marine;
nt Fanti à la guerre, Minghetti
intérieur, Cassini à la justice,
zzi aux travaux publics; Denec-
, ancien professeur napolitain
emps exilé, reçoit l'instruction
que; Natoli, baron sicilien, l'a-
lture et le commerce; Bastogi,
té et banquier de Livourne, les
ces; Niutta, premier président
cour de cassation de Naples, est
stre sans portefeuille. Inaugu-
n à Turin (23 mars) d'une statue

de Manin. A la chambre des député
où Garibaldi ne viendra siéger que
le 18 avril, fréquentes interpellations
au sujet de son armée de volontaires
et de ses lieutenants. La pensée de
M. de Cavour se produit souvent à
la tribune: L'Église libre dans l'État
libre, avec Rome pour capitale, mais
en n'entrant à Rome que si est con-
sentante la France, qui sera priée de
retirer ses troupes. Tout autre est le
programme de Mazzini, dans l'*Unità
Italiana* de Milan, qui veut forcer
le gouvernement et l'armée régu-
lière à suivre Garibaldi contre les
Français et les Autrichiens. Une
lettre du prince Lucien Murat,
en posant sa candidature, soutient
l'idée de l'unité fédérale comme con-
forme au développement historique
et au génie de l'Italie (27 mars); le
général Ulloa favorise une pétition
muratiste. Le député Ferrari réclame
l'autonomie napolitaine et le gouver-
nement des provinces du Midi pour
Garibaldi. Vaste conspiration réac-
tionnaire découverte à Naples (6-7
avril); arrestation d'un duc et d'un
comte, cinq évêques compromis;
énergie de M. Spaventa; mesures de
M. Imbriani pour la réforme et
l'extension de l'enseignement. Gardes
nationales et troupes régulières sont
aux prises avec les bourbonniens et
les brigands dans la province de
Chieti, à Venouse, Melfi, Foggia. —
Garibaldi, en répondant, dans sa
retraite de Caprera, à des députa-
tions des sociétés ouvrières et de
l'association unitaire de Milan, accuse
l'ingratitude du gouvernement en-
vers ses volontaires; il voudrait un
vaste armement national par la mo-
bilisation et la mise en activité immé-
diate dans les Deux-Siciles des cadres
de l'armée des volontaires, pour
frapper la réaction et même la France
à Rome. Le décret du 11 avril pour
la formation d'un corps de volon-
taires en trois divisions dont feraient
partie les officiers garibaldiens est
l'occasion des récriminations violentes
de Garibaldi, siégeant pour la
première fois à la chambre des dé-

putés, le 18 avril, côté gauche. Il attaque en particulier le ministre de la guerre, le général Fanti; les généraux garibaldiens membres de l'assemblée, Bixio, Cosenz, Medici, etc., le 19, donnent la démission de leurs grades; le ministre Cavour les décide le 20 à la retirer; l'ordre du jour proposé par M. le baron de Ricasoli, sorte de compromis plus favorable au gouvernement qu'à Garibaldi, réunit à l'appel nominal 194 voix contre 77. La conduite parlementaire de Garibaldi, étant traitée de factieuse par une lettre de Cialdini, le 21, il faut l'intervention du roi pour réconcilier Cialdini et Garibaldi, Garibaldi et Cavour. Par décret du roi (6 mai) prennent rang dans l'armée Cosenz comme major général; Bixio, Medici, Türr le Hongrois, Sirtori et Sacchi comme lieutenants généraux. — Projets du gouvernement, présentés aux députés le 29 avril, pour la fusion en une seule dette publique de toutes les dettes des divers États, et pour un emprunt de 500 millions, le déficit étant déclaré de 314 millions. — Kossuth passe à Turin; la question hongroise paraît en faveur. — A Naples, à la fin d'avril, encore une conspiration de bourboniens, venus par les États romains, même par Civita-Vecchia. Chiavonne est un des principaux chefs. Loi martiale et rude guerre contre le brigandage dans les Abruzzes, la Capitanate et la Basilicate. Le prince de Carignan quitte la lieutenance de Naples; il est remplacé (20 mai) par le comte Pouza San Martino qui, après la défaite de Novare (1849), avait fait partie du premier ministère de Victor-Emmanuel; il a été gouverneur de Gènes. San Martino gouvernera deux mois. Le député napolitain Ricciardi demande (18 mai) la confiscation pour l'État et les communes des biens du clergé. Le clergé est défendu par le Sicilien Emeric Amari; Cavour fait rejeter la proposition. Dans toutes les provinces napolitaines les élections des conseillers municipaux et provinciaux

se font avec calme et pour le parti de l'ordre. — La commission de la chambre des députés (17 voix contre 6) rejette le système des régions pour l'administration générale des provinces italiennes, comme étant une ombre de fédéralisme. — Le projet de Garibaldi pour l'armement de 220 bataillons de garde nationale est accepté à l'unanimité par la commission. — Après une courte maladie (30 mai-6 juin), l'Italie perd son grand citoyen le ministre Cavour: deuil national, sépulture royale. — Le 11 juin, le baron toscan Ricasoli, riche seigneur protestant, associé depuis 1847 au mouvement italien, qui depuis 1859 a poussé la Toscane à l'annexion, l'Italie à l'unité, devient président d'un cabinet où restent MM. Minghetti, Bastogi, Peruzzi; M. Miglietti, avocat de Turin, a la justice; Scialoja, économiste napolitain, a le commerce; le général du génie Menabrea, la marine; même politique que sous M. de Cavour, avec des formes plus roides et plus d'impatience de ne pouvoir atteindre à Rome. — Les députés votent le 20 l'unification de toutes les dettes publiques (229 voix contre 9); le 24, le projet d'armement de Garibaldi (218 contre 30). Le royaume d'Italie étant déjà reconnu par l'Angleterre, la Suède, le Danemark, la Suisse, le Portugal, est reconnu le 25 par la France, avec des réserves, non avec des conditions, et bientôt par la Belgique. Vote d'urgence pour autoriser le gouvernement à continuer la levée des impôts au delà du 1^{er} juillet, le budget n'étant pas voté. Vive discussion sur le projet d'emprunt; il est voté le 1^{er} juillet (242 voix contre 14). M. Farini défend l'alliance française; M. Ricasoli fait repousser une pétition qui réclame le rappel de Mazzini. Le projet de loi provisoire pour l'administration des provinces par régions, après deux jours de lutte, est voté, tel que l'a conçu M. Minghetti, le 6 juillet (150 voix contre 66). Le général Cialdini reçoit le commande-

ment des provinces du Midi où le brigandage sévit toujours, avec des pouvoirs qui équivalent à une lieutenance: il arrive à Naples le 9 juillet; le comte Pouza San Martino se démet bientôt de ses fonctions; démission de M. Spaventa comme s'était déjà retiré, après la mort de Cavour, M. Mancini. Le sénat vote, le 8, la loi sur l'unification des dettes publiques, le 13 l'emprunt, le 20 la loi d'armement de Garibaldi avec une minorité de 23 voix. Le 23 juillet clôture de la session. Le 24 juillet, est publié le décret qui institue le grand-livre de la dette publique. La rente est à 70 fr. 90 c. L'emprunt de 500 millions se couvre et au delà. — Cialdini, contre les brigands des montagnes, surtout dans le Matese entre Campo-basso, Isernia, Benevent, contre les soldats et officiers pontificaux qui entretiennent l'agitation du Midi, se sert des gardes nationales autant que des troupes régulières; il fait appel à tous les libéraux, même à des chefs du parti de l'action. Des partisans de François II tentent un débarquement près d'Ascoli (21 août). Une circulaire de Ricasoli (24 août) dénonce Rome comme foyer incessant des troubles napolitains. L'espagnol Borgès, ancien lieutenant du Carlisle Cabrera, débarqué sur les côtes de Calabre au nom de François II (15 septembre), ne tient que deux mois et demi; il sera pris et fusillé à Tagliacozzo le 8 décembre. — Inauguration du chemin de fer de Forlì à Bologne (1^{er} septembre); de Rimini à Forlì le 4 octobre par les fils du roi. Le roi est allé lui-même (14 septembre) à Florence pour l'inauguration d'une Exposition de l'industrie et des arts; pendant cette exposition, un congrès d'ouvriers (21-29 septembre) est livré à l'influence des mazziniens. Le roi revient à Turin (8 octobre) par Bologne. Activité des travaux publics entre Naples et Ancône. — Mariage, au Vatican, de Charles frère de l'ex-grand-duc de Toscane avec une sœur de François II (20 sept.).

— Popularité du P. Passaglia, ex-jésuite, auteur d'une brochure contre le pouvoir temporel des papes. — Ricasoli, qui s'est attribué (2 sept.) le ministère de l'intérieur, réorganise (10 oct.) toute l'administration centrale et l'administration des provinces, en vue de l'unité; pouvoirs importants, donnés aux préfets et aux communes; plus de lieutenance à Naples, ni en Sicile, où le général Della Rovere, devenu ministre de la guerre, avait eu pour successeur le général Pettinengo; ni de gouvernement particulier en Toscane (23 oct.). Les cultes sont adjoints au ministère de la justice, par décret publié le 22. Le 31 arrive à Naples, que quitte Cialdini, comme chef du gouvernement militaire et comme préfet, le général Alph. de la Marmora, en même temps que le ministre de la justice et des cultes Miglietti y va réorganiser les tribunaux suivant la nouvelle loi pour le 1^{er} janvier. Dans le midi, tous les ordres monastiques, excepté ceux qui s'occupent de l'instruction publique et des hôpitaux, et le Mont-Cassin, sont sécularisés. — Naples et Palerme ont été déclarées ports libres (1^{er} oct.). — Le roi inaugure (9 nov.) le chemin de fer de Milan à Plaisance, le 10 de Bologne à Ancône. — La question italienne n'avance plus, la solution ne pouvant venir que des Français maîtres de Rome. — Mort du P. Ventura en France (août); du poète national Nicolini à Florence (20 sept.). — Éruption du Vésuve (8 déc.).

Japon. — Assassinat à Yedo d'un Hollandais qui avait servi d'interprète pour les traités négociés par l'Amérique, l'Angleterre et la Prusse (15 janv.). — Toutes les légations étrangères se retirent quelques jours. Tentative d'assassinat sur la légation anglaise, encore à Yedo (5 juillet).

Mexique. — L'ex-président Miramon s'échappe, arrive à la Havane. — Le colonel Benito Juarez

est élu président dans le congrès par 61 voix contre 55 (juin). État de siège : dictature sans limites, établie par une loi spéciale. La guerre civile continue; violences réciproques de Juarez et du général Marquez, chef des réactionnaires, qui menace Mexico même. Juarez dilapide les biens du clergé, et, par une loi du 17 juillet, est autorisé à suspendre pour deux ans les assignations destinées à la dette contractée à Londres et aux conventions étrangères. — Attentat, à Mexico (14 août), sur la personne du ministre de France et sur trois sujets anglais, après l'expulsion brutale de l'ambassadeur d'Espagne. Comme il y a, au Mexique, 25 000 étrangers, surtout espagnols et français, ces trois nations, blessées dans leur honneur ou leurs intérêts, forment, pour agir en commun, la convention de Londres (31 oct.), à laquelle refusent de se joindre les États-Unis (4 déc.). Ultimatum des représentants de France et d'Angleterre à Juarez (24 nov.). Le 15 déc. le congrès s'ajourne en lui donnant pleins pouvoirs. Le corps espagnol, sous le général Prim, débarqué le 17 à Vera Cruz, occupe la ville et le fort de St-Jeand'Ulloa sans résistance.

Portugal. — Projet de loi de douanes, très-libéral, présenté aux députés par M. d'Avila, ministre des finances et des affaires étrangères (janv.). — Au sujet de la réorganisation des sœurs de charité; rassemblements populaires. L'agitation publique s'étend à d'autres questions : la réforme du sénat, la réorganisation de l'armée, l'importation libre des céréales, la liberté de l'enseignement, un gouvernement progressiste, l'union péninsulaire à laquelle est favorable le maréchal Saldanha. Un décret royal supprime l'ordre des sœurs de charité, qui était le prétexte des troubles. — Deux frères du roi, D. Luis, duc d'Oporto, et D. Juan, duc de Béja, à Paris, et à Compiègne, auprès de

Napoléon III (1^{er} nov.). — Meurent d'une fièvre paludéenne, coup sur coup, le 6 nov., D. Fernando, troisième frère du roi, âgé de 15 ans; le 11, le roi lui-même, âgé de 24 ans, regretté de ses peuples. Avénement du duc d'Oporto, Luis I^{er}. Son frère puîné le duc de Béja meurt en déc.

Russie et Pologne. — Fermentation des esprits en Pologne, où on soupçonne que des mesures militaires sont prises en commun par la Russie et l'Autriche. A Varsovie et à Lublin grande manifestation populaire avec le costume et le drapeau national, pour le 25 février, jour anniversaire de la bataille de Grochow, village tout près de la ville et du faubourg de Praga (1831); quelques blessés. Tumulte sanglant, bien plus grave, le 27, jour de séance publique de la Société agromique, fondée depuis trois ans, véritable représentation du pays, très-nombreuse (4600 membres), qui, dès le 24, sous la présidence du comte André Zamoyiski, avait émis le vœu qu'on constituât propriétaires du sol les paysans que le gouvernement voulait maintenir dans la condition de fermiers. L'ordre est rétabli par un comité de bourgeois; le 2 mars, funérailles solennelles des victimes: cent mille personnes en habits de deuil, sans armes. Impuissance du gouverneur-lieutenant, le prince Michel Gortschakoff. En Pologne, en Lithuanie, partout se signe une adresse à l'empereur, pour réclamer la constitution de 1815, suspendue en 1831, et l'autonomie. L'empereur, très-irrité contre les rebelles, promet cependant un conseil d'État, qui doit remplacer l'assemblée générale des départements du sénat dirigeant, institué le 18 septembre 1841, la réforme des écoles, une municipalité élue par les citoyens dans les principales villes. — Un manif. impérial du 19 février décrète l'émancipation du paysan russe; ou il aura l'usufruit perpétuel de la terre, à charge

de redevances déterminées et avec le titre d'obligé, ou il sera entièrement libre, ayant racheté ses fermes et acquis des terres avec l'autorisation du seigneur ; il jouira des droits civils. Le 18 fév., le gouverneur civil de la Pologne, Muchanoff, invite les paysans à dénoncer leurs seigneurs rebelles et à les livrer. Il est obligé de quitter Varsovie. Son successeur désigné, le Russe Platonoff, partage l'impopularité du ministre secrétaire d'État Karnicki et du gouverneur lieutenant Michel Gortschakoff. Est chargé de l'administration des cultes et de l'instruction publique un Polonais catholique, le marquis Wielopolski, compromis en 1831, mais qui incline vers la Russie, parce qu'elle est slave comme la Pologne, et qui ne désire aucun changement violent dans les droits de l'empereur. A Varsovie, le gouvernement laisse se constituer un gouvernement municipal provisoire ; la garde civique, pour le maintien de l'ordre, est augmentée. Adresse sympathique de la Société agricole de Gallicie à celle de Pologne, le 27 mars. Le 31, mouvement tumultueux à Kalisch. A Varsovie, toujours mêmes signes de deuil, théâtres fermés, réunions, sans armes, dans les églises. Après l'arrêté (6 avril) qui supprime la Société agronomique, démonstration immense devant le château ; les soldats russes, dont dix sont blessés, deux sont tués, tuent ou blessent cent dix-sept personnes ; nombreuses arrestations. Lublin s'agite aussi. A Cracovie, cérémonie religieuse pour les victimes. L'armée de Pologne est portée de 40 000 hommes à 85 000 ; contribution infligée à Varsovie pour l'entretien des troupes. Trois des six corps qui composent l'armée active de l'empire sont mis sur le pied de guerre ; deux sont destinés à occuper la Pologne. — Fermentation même en Volhynie, et à Kaminiéc, dans la Podolie, autre province ruthène, autrefois polonaise. — Une insurrection à Kasan. Les paysans

s'agitent dans les gouvernements de l'est ; à Penza, une véritable bataille. — Ukase pour l'abolition des corvées dans le royaume de Pologne à partir du 1^{er} octobre (16 mai ; elles seront rachetées d'après un taux déterminé ; c'est toujours le système de baux à perpétuité, au lieu du droit immédiat et absolu de propriété que la Société agronomique de Varsovie voulait assurer aux paysans sur une certaine portion des biens qu'ils cultivaient. — La Pologne perd, le 14 mars, à Posen, le comte Titus de Dzialynski, si dévoué depuis 1831 ; à Paris, le 29 mai, Joachim Lelevel, et, le 15 juillet, le vétéran de l'émigration, le prince Adam Czartoryski, pour lequel eut lieu, le 22, un service funèbre dans toutes les églises de Varsovie. — Le prince Michel Gortschakoff étant mort à Varsovie le 30 mai, le général Sukhazanett, gouverneur de Pologne par intérim, installe (18 juillet) le nouveau conseil d'État polonais, qui n'est guère composé que de fonctionnaires, au quel doivent passer les attributions de la chambre héraldique instituée en juillet 1836 : la tenue des registres généalogiques et l'immatriculation des gentilshommes dans ces registres sont confiées, par règlement impérial du 5 juin, aux conseils de gouvernement. Est désigné pour la lieutenance de Pologne le général comte Lambert, catholique, d'une famille originaire de France, qui avait réorganisé les colonies militaires de la Russie méridionale. Avant son arrivée, effort national pour célébrer dans toutes les églises l'anniversaire (12 août) de la réunion de la Pologne à la Lithuanie ; à Varsovie, à Lublin, à Cracovie, à Kowno, à Vilna, manifestations analogues ; arrestations, déportations. A Vilna, le 18, collision entre la population et la troupe ; l'état de siège est proclamé dans toute la province de Lithuanie. Il est question de célébrer le 12 septembre, jour anniversaire de la délivrance de Vienne par

J. Sobieski, comme un souvenir de l'ingratitude de l'Autriche. Toutes les provinces de l'ancienne Pologne sont invitées à concourir à la célébration de l'anniversaire de la première assemblée tenue il y a quatre cent quarante-huit ans, en 1413, le 2 octobre, entre les Polonais, les Lithuaniens et les Ruthènes, à Haroldo, sur le Bug, dans le district de Chelm, palatinat de Lublin. Le 10 octobre, jour correspondant au 2 avec les différences de calendrier, affluence de plusieurs milliers que l'évêque de Lublin devait bénir; la manifestation n'a pas lieu, aucune violence des Russes. Les élections pour la formation du conseil municipal à Varsovie, commencées le 23 septembre, donnent le comte André Zamoyski, le général Jacques Levinski, le chanoine Wyszynski, et un artisan. Requête, le 25, des évêques de Pologne contre les restrictions apportées aux droits de l'Eglise et au libre exercice de la religion catholique. Manifestation aux obsèques de l'archevêque de Varsovie. Autre manifestation annoncée pour le 15 octobre, jour anniversaire de la naissance de Kosciusko; malgré la proclamation de l'état de siège à Varsovie le 14, elle a lieu; affluence dans les églises, et, après les arrestations et les profanations par les troupes, devant les églises fermées. Les 15 et 16, arrestation de seize cent soixante-dix-huit personnes; beaucoup jetées dans les forteresses ou dans les régiments cantonnés en Sibérie; prêtres, vieillards et femmes éprouvent les représailles des Russes. Les signes de deuil sont toujours conservés. Le 14, à Cracovie, visites à la colline Kosciusko. — Suicide du gouverneur militaire de Varsovie, le général Gerstenzweig, qui était en même temps directeur général de la commission administrative. Le général comte Lambert, malade ou trop rigoureux est remplacé dans la lieuten. du roy. par le général Luders. Le conseil d'Etat de Varsovie est

suspendu par décret (fin d'oct.). — Troubles dans les universités de Saint-Petersbourg, Moscou, Kasan. — Etat de siège en Volhynie, Ukraine et Podolie. — L'île de Tsu-sima entre Nangasaki et Shang-hai est occupée. — Chem. de fer de Moscou à Vladimir; de Pétersbourg à Varsovie.

Suisse. — Dernière section du chemin de fer qui contourne le nord du lac de Genève, entre Lausanne et Villeneuve (avril). — Conflit avec la France: 1° dans le village français de Ville-la-Grand, limitrophe du canton de Genève (août, oct.); 2° au sujet de la vallée des Dappes, entre les forts français des Rousses et de l'Écluse, dont le droit de propriété est incertain depuis 1815 (oct.).

Turquie. — Troubles sanglants perpétuels dans l'Herzégovine; les rebelles sont aidés par les Monténégrins; le blocus de la côte par les vaisseaux turcs, les menaces ou les promesses de libertés locales par Omer-Pacha, sont sans effet. Les Turcs bombardent Spizza de la côte du Monténégro (28 juin). Guerre entre les Monténégrins et la garnison turque près du lac de Scutari. Expédition des Monténégrins contre la ville de Niksik, à l'entrée de l'Herzégovine (19 sept.); le 27, dans les défilés de Douga, bientôt sur Trebigne, capitale de cette province, dont ils coupent les communications du côté de Raguse (fin d'oct.). — En Serbie, mécontentement causé par le voisinage des Tartares de Crimée, implantés en Bulgarie; des familles bulgares, persécutées comme chrétiennes, émigrent en Serbie (avril). — Le pape sacre à Rome (14 avril) l'archimandrite Joseph Jocolski, créé, sans titre spécial, archevêque et vicaire apostolique pour les Bulgares, qui, tout en conservant leur rite, quittent l'Eglise grecque. Le 27 avril, il est de retour à Constantinople. Il abjure bientôt et revient au schisme (juin). — Le prince des Provinces-Unies Couza pratique le

principe de neutralité envers l'Autriche et la Russie, en décidant le départ de réfugiés hongrois et polonais (janvier). Elles sont partagées en quatre circonscriptions militaires. Les deux assemblées séparées d'Iassy, de Bukarest émettent le vœu de délibérations communes sur la question concernant les rapports entre les paysans et les propriétaires (avril). Dans chaque principauté, un nouveau ministère (mai). A Bukarest, imposante manifestation de quarante mille personnes (23 juin) pour l'union moldo-valaque, dans une fête anniversaire du mouvement national de 1848. La chambre de Bukarest reproche au ministère (4 juillet) d'avoir toléré la pétition en faveur de l'union et de la réforme électorale; d'avoir refusé des comptes, justifiant de l'emploi de plusieurs millions. Le 6, démission du cabinet; le 31, nouveau ministère sous la présidence de Jean Cantacuzène, de la droite modérée, qui avait pris, en avril, l'initiative du projet d'union législative: la chambre est prorogée. Nouveau cabinet en Moldavie (17 oct.). Une commission centrale présente au Prince, à Bukarest, l'adresse relative à la réunion des chambres des deux principautés (oct.). La Porte reconnaît cette union temporaire (nov.); elle est proclamée le 23 déc. — Un édit de 1849 qui interdit aux Juifs certaines professions est renouvelé à Bukarest (17 juin). — Le bey de Tunis, Si-Sadok, prête serment à la nouvelle constitution qu'il a donnée à ses peuples (avril). Il n'a qu'une femme. — La commission internationale, réunie à Beyrouth, où meurt en prison le chef druse Saïd-Bey, cherchant les moyens de punir les auteurs du massacre des chrétiens en Syrie, dont 250 sont envoyés en exil à la côte barbaresque de Tripoli, de réparer les désastres, de reconstituer l'administration de la montagne, prépare la convention, signée à Constantinople, le 9 juin, par Aali-Pacha, avec les représentants des grandes puissances: Henry L. Bulwer pour l'Angle-

terre, la Valette pour la France, Prokesch-Osten pour l'Autriche, Goltz pour la Prusse, Lobanow pour la Russie. Comme il y a 200 000 chrétiens contre 28 000 Druses et 17 000 musulmans, on établit à Deir-el-Kamar un gouverneur unique et chrétien, ayant rang de *muchir*, qui, nommé par le sultan, en relèvera directement: il est amovible, mais ne peut être révoqué qu'à la suite d'un jugement; il nommera, sous sa responsabilité, les agents administratifs, instituera les juges, percevra les impôts: une milice locale, point de troupes turques, excepté sur la réquisition du gouverneur; deux conseils (*medjlis*), l'un judiciaire, l'autre administratif, chacun de douze membres, représentant toutes les croyances; égalité de tous devant la loi; plus de privilèges féodaux. Le sultan nomme gouverneur du Liban le général arménien Daoud-Effendi, qui arrivera à Beyrouth le 6 juillet. — A Constantinople, difficultés financières; soldats et fonctionnaires civils sont mal payés; émission de nouveaux *calmés*, d'abord pour trois cents millions de piastres (10 avril); on doit en émettre un milliard deux cent cinquante millions, et établir une banque d'échange. Mort du sultan, à 38 ans (25 juin). Son successeur n'est pas l'un de ses treize enfants, dont l'aîné a vingt ans, mais son frère Abdul-Azis, né le 9 février 1830, plus énergique et désireux de réformes. Il est fidèle aux conventions faites avec l'Europe. Le ministère des affaires étrangères, d'abord retiré à Fuad-Pacha, qui est en Syrie, lui est rendu; Aali-Pacha, un instant ministre des affaires étrangères, est fait grand vizir (6 août); en nov. ils échangent leurs fonctions. Kiamil-Pacha est présid. du conseil de justice. — Plusieurs traités de commerce, sur des bases libérales avec la France (29 avril), la Belgique (10 oct.), l'Angleterre, l'Italie; protection douanière accordée au sel et au tabac indigène, principaux éléments de revenus. — En Serbie, la

Skuptchina, réunie à Krayujevatz (19 août-1^{er} sept.), réforme l'organisation de cette assemblée, qui doit n'être convoquée, en temps ordinaire, que tous les trois ans, et celle du sénat; vote l'établissement d'une garde nationale de 80 000 hommes, d'une armée permanente de 6000, dont sont exclus les juifs; invite le prince Michel à adopter un successeur. — En Egypte, plus de bastonnade dans l'armée et la marine (juillet). Crue démesurée du Nil, désastreuse dans le moyen et bas pays (sept.-oct.).

— Essai de télégr. transatlantique.

1862.

Afrique. — Dans Madagascar, Radama II, qui échappe à une tentative d'assassinat, est couronné (22 sept.) à Tananarive, en présence des envoyés de France et d'Angleterre : ils négocient des traités de commerce. — Dans le Soudan central, le marabout noir El-hadj-Omar, chassé du Sénégal par les Français, qui l'ont combattu de 1854 à 1859, occupe avec ses fils les royaumes de Tombouctou, Djenni, Kaarta sur le Niger supérieur. — Guerre entre le roi de Dahomey, qui est le vassal des Anglais et un roi puissant de l'intérieur, leur ennemi, le roi d'Abekouta.

Allemagne, Autriche et Prusse. — Affaires fédérales : l'éternelle question de Schleswig-Holstein, le débat de l'électeur de Hesse avec ses sujets réclamant la constitution de 1831, le tr. de commerce, de la Prusse avec la France, la défense marit. de la conféd., les projets de réforme de la constit. de 1815. — La Prusse, avec laquelle l'Autriche ne veut pas partager l'hégémonie, reconnaît le roy. d'Italie (18 févr.). — Le Danemark dénonce à l'Europe (25 mars) la prétention nouvelle de la diète à disputer sur l'état civil et polit. des communes allemandes du Schleswig, pays qui ne relève pas comme le Holstein de la Confédér. —

A Cassel (5 janv.) est encore dissoute la seconde chambre, déjà dissoute le 8 déc. 1860 et le 1^{er} juillet 1861, parce qu'elle a le 2 janv. maintenu sa réserve en faveur de la constitut. du 5 mars 1831; le prince demande (26 avril), à ceux qui voudront exercer leur droit d'électeurs une adhésion par écrit à la loi électorale de 1860, qui n'est pas dans l'esprit de la constitution de 1831. La diète de Francfort, et surtout la Prusse menacent l'électeur; il rompt avec la Prusse (20 mai), puis cède aux injonctions de la diète (21 juin); à la fin de novembre, il reprend ses ministres et convoque de nouveau les chambres. — Le traité de commerce conclu (29 mars) entre la France et la Prusse, qui croyait s'être assurée à l'avance du consentement des États du Zollverein, trouve une résistance prolongée, non-seulement en Autriche, Bavière, Wurtemberg, mais en Hanovre et dans quelques petits États; accepté à Berlin par la chambre des députés le 25 juillet, par les seigneurs à l'unanimité, le 1^{er} août, il devient définitif le 2. — Projet, arrêté à Hambourg (mai) de construire quatre forteresses fédérales maritimes, et d'armer des canonnières et des corvettes cuirassées. — Le parti réformiste représenté par d'anciens membres ou des membres actuels des chambres des divers États, dans des réunions à Francfort, à Eisenach, à Cobourg, à Weimar, discute des projets de constitution fédérale. La Prusse avec les duchés de Saxe et de Hesse, a son plan d'union restreinte, qui la rendrait l'égale de l'Autriche. L'Autriche, d'accord avec les États du midi coalisés à Wurzburg, propose de remettre le soin des réformes organiques à une assemblée de délégués des divers parlements allemands, qui siégerait à côté de la diète de Francfort. — A Anhalt-Cöthen, la constitution de 1848 remplacée en 1859 est invoquée par un député comme seule légitime (26 juin). — A Hanovre, ajournement indéfini des chambres

(3 juillet). Cependant, démission (21 août) du ministre de Borries; un nouveau cabinet de nuance libérale (déc.). — A Carlsruhe, les députés votent l'égalité civile pour les Israélites (25 avril). En Bavière, un médecin juif ne peut prendre rang à l'université d'Erlangen (déc.). — En Prusse, dissentiment entre le roi et la chambre des députés, à propos de l'extension donnée par le gouvernement depuis 1859 à l'armée régulière, en concurrence avec la landwehr, dont l'organisation vieillie, qui date de 1814, aurait besoin d'un remaniement absolu; les dépenses supplémentaires, faites pour l'armée à titre provisoire, sont l'objet de violentes critiques. Dans la session ouverte le 14 janvier, les députés demandent à voter le budget par chapitres spéciaux (mars). Dissolution. Quelques changements dans le cabinet. Les élections sont favorables au parti progressiste. La nouvelle session étant ouverte (19 mai) non par le roi, mais par le président du conseil, quelques députés proposent qu'il n'y ait pas d'adresse au roi; langage constitutionnel et conciliateur de M. de Vincke; l'historien Sybel est un des organes du centre gauche. L'adresse qui est votée est reçue sèchement par le roi; il renvoie les progressistes à son programme de 1858. Le ministre des finances, Von der Heydt, défend habilement devant les chambres le traité de commerce avec la France. Il demande (10 sept.) que les députés votent les dépenses faites pour l'armée, toujours à titre provisoire, sans rien préjuger de la future loi d'organisation militaire. Les chefs des diverses fractions progressistes, Sybel, de Vincke, etc., sont près de consentir; mot malheureux du ministre de la guerre; rupture violente. Le projet du budget militaire de 1862 est rejeté (23 sept.). M. Bismark-Schönhausen, ministre plénipotentiaire du roi à Paris et auparavant à Saint-Petersbourg et à Francfort, entre dans le cabinet, d'où sor-

tent le ministre des finances Von der Heydt, et bientôt, le 9 octobre, le ministre des affaires étrangères Bernstorff. Il devient président du conseil. Le 11 oct. la chambre des seigneurs se déclare contre les amendements apportés par les députés au budget. Le 13, à la chambre des députés, la commission du budget décide que le gouvernement en autorisant une dépense rejetée par la chambre agirait contre la constitution. Prorogation des chambres. Adresses de quelques provinces favorables à la politique royale, manifestations plus nombreuses et souscriptions pour les députés libéraux. Entrent dans le cabinet (déc.) les comtes d'Eulenburg et d'Itzempitz. — En Autriche, formation d'un ministère spécial de la marine (26 janvier). Il y a en tout 129 bâtiments, ayant une force de 11 758 chevaux, et 996 canons; l'effectif est de 18 185 hommes. Projet de loi sur la responsabilité des ministres devant le Reichsrath, présenté (1^{er} mai) aux députés; sur l'accroissement de l'effectif de l'armée, au-dessus du pied de paix (24 mars); sur le budget de 1863 (17 juillet). Les dépenses prévues sont de 362 millions et demi de florins, outre 35 pour les besoins extraordinaires de l'armée; le déficit sera de 93 millions qu'on couvrira par une augmentation d'impôts, par la rente d'une partie des obligations de l'emprunt de 1860, déposées à la banque nationale, par un emprunt. Le déficit général de 1862 a été de 58 millions pour les dépenses ordinaires, de 52 pour les dépenses extraordinaires de l'armée et de la marine. Un dissentiment entre les deux chambres est résolu au moyen d'une commission parlementaire mixte. Le 13 déc., les seigneurs votent la loi financière et le budget pour 1863, dans les termes adoptés par les députés. Clôture (18 déc.) de cette session qui a produit des lois sur la presse individuelle, sur le code pénal, sur l'abolition partielle des obligations féodales, sur le contrôle de la dette publique, sur la constitution

de la banque, dont les rapports avec le trésor sont fixés. En Hongrie, quelques mesures de compression, mais non sanglantes. Projet de statut pour la Vénétie (déc.); la diète qui sera constituée aura le droit de le réviser. — Mort du pr. Autr. Windischgraetz (mars); de l'ancien min. de Hesse-Cassel Hassenflug (oct.). — Mort à Tubingen, du poète Uhland, âgé de 76 ans, célèbre par ses *lieder*, ses drames, ses chants patriotiques (nov.). — Un pont sur le Rhin à Mayence pour le passage des chemins de fer (déc.).

Amérique du sud. — Dans la Plata, le général Mitre n'abuse pas de la victoire remportée au nom de Buenos-Ayres. Le congrès fédéral, qui se réunit dans cette ville (26 mai), décide que la capitale permanente de la confédération ne sera choisie qu'en 1863; qu'en attendant, Buenos-Ayres continuera d'être, et pour trois ans, le siège des autorités nationales; il reconnaît les dettes de l'ancien gouvernement fédéral. Mitre est reconnu comme président. Le congrès se sépare le 20 oct. — A Montevideo, conflit avec la France et l'Angleterre, pour des indemnités inutilement réclamées au sénat en faveur de leurs nationaux. — Au Paraguay, le fils de l'ancien président, feu D. Carlos Antonio Lopez, D. Francisco Solano Lopez, est élu à la présidence par le congrès (nov.).

Angleterre. — Le *Morning Chronicle* cesse de paraître (mars) après 92 ans. — Détresse du Lancashire, par l'insuffis. du coton américain. Les chefs d'industrie suffisent par des sacrifices personnels et par d'abondantes souscriptions, sans les secours directs du trésor public, à soulager les ouvriers qui s'entraident eux-mêmes au moyen de leurs associations. Il n'est exporté en 1862 que 31 millions 500 000 livres de coton filé, au lieu de 178 millions en 1861, 197 millions en 1860. Projets de médiation anglo-française entre les combattants des États-

Unis, imaginés au moins par les journaux. Motion de M. Lindsay aux communes (18 juillet) pour que, par médiation ou autrement, on fasse cesser, de concert avec les autres puissances, cette guerre civile américaine. — En Irlande, sont assassinés beaucoup de propriétaires qui ont augmenté leurs fermages ou qui réclament d'anciens arrérages. — Exposition universelle d'industrie et d'arts, à South-Kensington, près de Londres, ouverte le 1^{er} mai; distribution des récompenses le 11 juillet. — Le projet de l'adoption du système métrique français, débattu d'abord par un comité de quinze membres formé (avril) dans le parlement, est l'objet d'une enquête pendant laquelle sont entendus même des étrangers venus pour l'exposition; zèle réformateur de MM. Ewart, Cobden, Benjamin Smith, Pollart-Urquhart, Finlay: le vieux système anglais est défendu par l'astronome royal Georges Airy. — Meetings à Londres en faveur de Garibaldi blessé en combattant l'armée de Victor-Emmanuel, et protestation contre l'occupation de l'armée française à Rome, surtout le 28 sept. — Le déficit de l'année budgétaire 1861-62 est de 2 millions 400 000 liv. st., quoique le revenu ordinaire soit accru d'un income-tax de 10 à 11 millions. Dépenses toujours très-considérables pour l'armée et la marine: en 1861, elles ont emporté 29 millions et demi de liv. st. sur 72 millions; 4 millions de plus qu'en 1858. — Lord Elgin (mars) est le nouveau gouvern. général de l'Inde. La dépense pour l'armée dans l'Inde, qui était en 1859 de 20 millions de liv. st., est fixée à 12, le tiers du budget, pour 1862. Au lieu de 350 000 soldats indigènes, 125 000; au lieu de 90 000 soldats européens, 70 000. Mort à cinquante ans, en Angleterre (juin), de lord Canning revenu récemment de l'Inde, où il avait été gouverneur général depuis juillet 1855. Le roi de Delhi meurt à Rangoun, sur la côte anglaise du

pays des Birmans (11 nov.). Au Canada, l'assemblée législative, par l'influence des représentants du Bas-Canada d'origine française, rejette le bill qui devait augmenter les moyens de défense militaire (mai). En Afrique, prise de possession d'un port de la côte de Lagos, dont le souverain, ennemi du roi de Dahomey, obtient en retour une pension de mille liv. st. : nouveau moyen d'empêcher la traite des nègres dans ces parages d'où on peut tirer de l'huile de palme, du coton, de l'indigo, des Arachides. — Le prince de Galles va à Constantin., à Athènes, à Malte (mai-juin). — Mariage de sa seconde sœur, Alice, avec le pr. Louis de Hesse Darmstadt (1^{er} juillet). — Mort de sir Jam. Ross, le navigat. des mers arctiques.

Belgique. — Traité de commerce et de navigation avec la Grande-Bretagne (23 juillet); avec la Chine (8 août); avec la Suisse (11 déc.). Conventions avec la Russie (30 juillet) pour la protection réciproque de la propriété littéraire, avec la Grande-Bretagne (13 nov.) pour la reconnaissance réciproque des sociétés par actions. — Mort de M. Verhaegen, ancien prés^t de la chambre des représentants (déc.), un des fondateurs de l'Université libre de Bruxelles.

Brazil. — Conflit avec l'Angleterre au sujet de nègres pris sur des navires faisant la traite et qui n'ont pas été mis aussitôt en liberté, de naufragés d'un bâtiment anglais pillés sur une côte à demi déserte, de l'arrestation de trois officiers d'une frégate anglaise. L'envoyé anglais, M. Christie, exerce des représailles sur des bâtiments brésiliens, à six milles du port de Rio-Janeiro (déc.). — Au milieu de la discussion de l'adresse, l'alliance d'une fraction du parti conservateur et du parti libéral entraîne la chute du cabinet Caxias (21 mai). Zacarias, chef de l'opposition, forme un ministère qui dure cinq jours (24-30 mai); n'obtenant pas de l'empereur la dissolution des chambres, il se

retire. Nouveau cabinet, composé en partie d'anciens ministres, sous la présidence du marquis d'Olinde, qui a été régent pendant la minorité et plusieurs fois président du conseil : le marquis d'Abrantes a les affaires étrangères.

Chine. — Autour de Shang-Hai, lutte ardente entre les rebelles Taëpings et la division navale anglo-française, sous les ordres de Hope et Protet, contre-amiral français, qui veut protéger l'établissement européen de Wou-Sung. Les Taëpings sont vaincus (13 mars) à Soo-King et perdent Tsingpoo; mais à la prise de Najor ou Nexio, Protet est blessé mortellement (17 mai). Les Anglo-Français occupent encore Kahding (24 oct.) ; un rayon de trente lieues reste libre autour de Shang-Hai.

Cochinchine. — Succès des Franco-Espagnols dans la Basse-Cochinchine ; de Mytho, déjà occupée, ils vont, sous le contre-amiral Bonnard, prendre la citadelle de Vinh-long, résidence d'un vice-roi ennemi (20-23 mars), où sont enlevés soixante-huit canons et des approvisionnements considérables de riz; ils protègent contre l'armée vaincue la place de commerce de Cho-Len, peuplée en partie de Chinois, et la ville de Phuoc-Loc. Le traité signé à Saigon le 5 juin cède à la France les trois petites provinces de Bien-Hoa, Saigon, ou Gia-Dinh, Mytho, ou Dinh-Tuong et l'île de Poulo-Condor. Il ne sera promulgué en France que le 1^{er} juillet 1863.

Danemark. — Liberté générale de l'industrie (1^{er} janvier). — Armements multipliés à cause des menaces de la Conféd. germ. — Le conseil suprême est ouvert le 25 janv. Le paragr. 37 de la constit. du 2 oct. 1855 est modifié : la majorité absolue dans le conseil du royaume, au lieu d'être de 41 voix sera de 31, 35 voix contre 3 votent cette modification (8 février); le roi la sanctionne le 12. La

diète de Francfort s'émeut de cette disposition qui peut favoriser des changements préjudiciables au Holstein. Le Danemark proteste auprès de la France, de l'Angleterre, de la Russie et de la Suède contre les prétentions germaniques (8 mai). Deux dépêches anglaises (24 sept., 15 nov.) prennent la défense non-seulement du Holstein, mais du Schleswig; dépêche russe aussi vive (déc.): elles demandent l'abolition de la Constitution commune et générale du 2 octobre 1855.

Espagne. — Le cabinet sort victorieux de l'épreuve de l'adresse, combattue par Rios-Rosas, un de ses anciens adhérents, Olozaga, un progressiste, Gonzalès Bravo, chef des modérés, Rivero, un démocrate (janvier.) — La convention du 15 février avec la France pour le règlement définitif de la dette contractée en 1823 est l'objet de vifs débats à la chambre des députés (5 et 6 mai), à cause du projet du ministre des finances Salaverría, de ne pas tenir compte du contrat de 1850, et d'enlever à la dette française une partie de ses garanties en Espagne; le paiement de cette dette est voté (6 mai) par 121 contre 12; au sénat, elle est approuvée sans discussion. La convention est promulguée à la fin de juin. — Débats sur l'expédition mexicaine abandonnée (juin); la conduite du gouvernement est attaquée. — Trois protestants, Matamoros, Trigo, Alhama, à Grenade, sont condamnés pour pratique et propagande relig. à sept ans de galères (avril). — La reine est bien accueillie dans les provinces du Midi (7 oct.). — Les cortès, ouvertes en décemb. 1861, discutent d'abord sur le désaccord qui s'est élevé avec la France dans la question mexicaine. Le général Prim, comte de Reuss, commandant du corps expéditionnaire, est accusé, dans le sénat, de trop de condescendance envers Juárez, par le marquis de Miraflores, par Bermudes de Castro, par le général José

de la Concha, marquis de la Habana. Le président du conseil, O'Donnell, et le ministre des affaires étrangères M. Calderon-Collantes couvrent le général Prim (29 déc.).

États-Unis. — Le théâtre de la guerre civile s'élargit: il s'étend à tout le bassin du Mississipi central et inférieur, aux affluents que ce fleuve reçoit de l'est; lutte constante sur les côtes de l'Atlantique, dans la Caroline du nord, et dans la Virginie. — En janv. et fév. progrès des unionistes dans le Kentucky, le Tennessee et au nord-ouest de l'Arkansas, pendant que leur flotte, sous Burnside, ravage les côtes de la Caroline du Nord. A l'emb. de la riv. de James, dans la rade de Hampton, en vue du fort Monroe, rencontre furieuse de deux bâtiments cuirassés, le *Merrimac* des confédérés ou séparatistes, le *Monitor* des fédéraux ou unionistes (8 et 9 mars). Mac-Clellan déchargé (11 mars) du command. général des fédéraux conserve le command. dans la Virginie et la Caroline du Nord. — L'avis émis par le président Lincoln (6 mars) de proposer aux États à esclaves restés fidèles à l'Union d'abolir l'esclavage avec l'assistance du gouvernement fédéral qui fournirait des indemnités pécuniaires est l'objet d'un premier vote, d'abord par les représentants (88 contre 31) et bientôt par le sénat (31 voix contre 10) le 2 avril: trois sénateurs du Kentucky, de la Virginie, du Missouri, sont favorables au projet. Le 8, le sénat vote l'abolition immédiate de l'esclavage, moyennant indemnité, dans le district fédéral de Colombia où est Washington (29 voix contre 14); après le vote des représentants (93 contre 29), sanction par le président, le 16. Bientôt, à la fin d'avril, le sénat vote la reconnaissance par l'Union des républiques d'Haïti et de Liberia; les représentants, à la fin de mai, ratifieront ce vote du sénat. — Traité pour dix ans, avec l'Angleterre (7 avril) qui établit le droit de visite réciproque par les croiseurs

Anglais et les croiseurs de l'Union sur les navires suspects de se livrer à la traite. — Deux jours de combat très-sanglants, sur le territoire de l'État d'Alabama, à la frontière de l'État de Mississippi (6 et 7 avril). Cette bataille, dite de Corinth, ou Pittsburg, ou Shiloh, d'abord gagnée par les généraux confédérés qui sont les assaillants, Beauregard et Johnstone, leur permet seulement de se retirer dans les fortifications de Corinth. Ils perdent l'île n° 10, important arsenal tout près de la rive tennesseienne du Mississippi. Le bassin central du grand fleuve est ainsi ouvert aux fédéraux. Une autre de leurs armées, le 12, prend Huntsville sur le chemin de fer qui relie Memphis, que baigne le Mississippi, et Charlestown. Le 14, leur général Hunter, avec des canonniers, a bombardé et pris le fort Pulaski, sur le Savannah; il va déclarer émancipés tous les esclaves du Sud qui ont été enrôlés malgré eux par les confédérés. Si le président Lincoln n'adhère pas à cette grande mesure, du moins Hunter organise un régiment d'esclaves fugitifs. Depuis le 13, la flotte fédérale attaque les forts Jackson et Phillips, qui protègent les approches de la Nouvelle-Orléans, foyer ardent du parti séparatiste; le 23, belle action de mer qui ne sauve pas cette ville; sa reddition le 28 avril, trois jours avant celle des forts; Bâton-Rouge a le même sort. Les confédérés détruisent pour des millions de francs, du coton et du sucre, à la Nouvelle-Orléans et sur la route de la Nouvelle-Orléans à Memphis. — Burnside bombarde et prend le fort Macon, un des arsenaux de la Caroline du nord. — Yorktown, si voisine de Richmond, le chef-lieu du gouvernement sudiste, depuis le 5 avril, est menacée par le général Mac-Clellan. But inconnu du voyage fait à Richmond par le ministre de France qui est en résidence à Washington. Dès le 17, Frédéricshourg, qui est à soixante milles au nord de Richmond, est attaqué par

le général des fédéraux Mac-Dowell: Banks serre de près Richmond du côté du Rappahannock. Richmond est déserté, le 26, par le congrès sudiste. Les confédérés qui évacuent Yorktown sans combat le 3 mai, le 6 se retirent de Williamsbourg sur Richmond; un autre corps des fédéraux est débarqué à Westpoint à vingt milles de Williamsbourg. Norfolk, Portsmouth, et l'arsenal que les séparatistes occupent depuis plus d'un an sont aux fédéraux; les confédérés sont sauter (11 mai) leur vaisseau cuirassé le *Merrimac*. Mais les vaisseaux blindés de l'Union, même le *Monitor*, ne peuvent servir à enlever Richmond; échec de cette flotte le 20. Le 24 les abords de Richmond sont dégagés par l'insuccès du général Banks qui, battu par Jackson à Winchester, se replie sur Williamsbourg, et sur le Potomac; Mac-Dowell est en péril sur le Rappahannock; Mac-Clellan se bat, deux jours, 30 et 31 mai, à cinq milles de Richmond, à Chickahominy sans succès décisif. Le général de l'Union, Fremont, bat le général Jackson, sur la route de Winchester à Strasbourg, mais sans résultat. Quatre semaines après, Richmond est sauvé par les combats qui durent cinq jours, du 25 juin au 1^{er} juillet: Mac-Clellan vaincu ne s'éloigne pas beaucoup de ce théâtre d'opérations militaires. Il peut se joindre à l'armée que commande Burnside. Le président Lincoln vient visiter et encourager l'armée qui a tant lutté depuis trois mois sans atteindre son but. — A l'ouest, la position de Corinth, importante pour les confédérés, est défendue par leur général Beauregard; le 9 mai, il gagne une victoire près de là, au village de Farmington, sur John Pope; mais le 28, il est obligé d'abandonner Corinth au général Halleck. Les fédéraux prennent encore: 1^o après un combat des flottes sur le Mississippi (6 juin), la place de Memphis; 2^o Chattanooga, dans l'est du Tennessee. De Corinth, Halleck administre mili-

tairement tout l'ouest. — Rigueurs exercées dans la Nouvelle-Orléans, même contre les femmes ardentes séparatistes, par le général unioniste Butler; il ne ménage pas les étrangers, Hollandais, Anglais, Français. — Les ports de la Nouvelle-Orléans, de Beaufort (Caroline du nord), de Port-Royal (Caroline du sud), qui sont en état de blocus depuis le 19 avril, d'après la déclaration du 12 mai du président Lincoln, devraient être ouverts au commerce à partir du 1^{er} juin. — Échec des fédéraux devant Charlestown, en attaquant James Island (14 juin). — Au congrès de Washington, il est constaté (en avril) que la guerre aura coûté un milliard cent vingt-cinq millions depuis juin 1861. Les taxes sont reconstituées. Plainte des chambres de commerce de New-York, Boston, Philadelphie. On vote la mise en vente d'immenses espaces inoccupés entre le Mississipi et l'Océan Pacifique, en les réservant au travail libre; on reconnaît (9 mai) la constitution de l'Arizona, territoire sans esclaves; on autorise la construction d'un chemin de fer entre San-Francisco de Californie et Saint-Joseph du Missouri, à travers des pays fermés à l'esclavage. Est votée l'abolition de l'esclavage, dans tous les Territoires de l'Union, par les représentants (85 voix contre 50) le 12 mai, par le sénat le 9 juin. La confiscation des biens des fonctionnaires du gouvernement confédéré qui ne poseront pas les armes d'ici à soixante jours est votée par les représentants (82 voix contre 68) le 26 mai, mais ils ne veulent pas d'un projet de confiscation des esclaves. — Après l'échec des fédéraux devant Richmond (25 juin-1^{er} juillet), dans le Nord, énergiques résolutions et nouveaux armements. Le président Lincoln autorise la saisie de toute propriété de confédérés, employée dans un but militaire, et permet l'emploi des nègres pour les besoins de la guerre. Il décrète, à défaut de volontaires, la conscription : cause

de vives agitations, surtout de la part des citoyens seulement naturalisés; résistances à l'enrôlement dans le Missouri, à l'impôt dans l'Indiana. — Le président du Sud, Jefferson Davis, menace de mort les officiers fédéraux faits prisonniers, si des citoyens du Sud pris sans armes sont mis à mort. Les confédérés ont recours aussi à la conscription. — Suite d'échecs pour les fédéraux (août), par l'habileté des généraux Jackson et Lee, opposés dans la Virginie à Burnside, Pope, Banks, Mac-Dowell, et Mac-Clellan général en chef de l'armée du Potomac. Le corps de Pope est celui qui a le plus à souffrir, 1^o près de la rivière du Rapidan (9 août) contre Jackson; 2^o à Manassas-Jonction, où la guerre avait commencé en 1861, le 30, contre Lee. Le 31, Burnside évacue Frédériksbourg, placée à égale distance de Washington et de Richmond. Les confédérés menacent la capitale de l'Union et songent à passer par le haut Potomac dans le Maryland, État à esclaves, pour y réveiller l'esprit séparatiste. Ils sont rejetés au delà de cette rivière, par une victoire de Mac-Clellan sur Lee (15 sept.). — Mac-Clellan, accusé de tiédeur pour la cause de l'abolition, perd le commandement de l'armée du Potomac, comme en 1861 on avait reproché trop de zèle pour la même cause au général Fremont. Une proclamation du président Lincoln (22 sept.) pose le principe de l'émancipation des esclaves à partir du 1^{er} janvier 1863, au moyen d'indemnités; vote approbatif des représentants en décembre (80 contre 150). Démarche inutile de la France (30 oct.) auprès de l'Angleterre et de la Russie pour amener une suspension d'armes de six mois entre le gouvernement de Washington et le Sud. — Burnside, devenu général en chef de l'armée du Potomac, combat trois jours (13-15 déc.), d'abord pour se porter au sud du Rappahannock; puis, quand ce mouvement a échoué, pour dérober sa retraite au général Lee. Combats

heureux pour les confédérés dans le Kentucky et le Tennessee (fin de déc.). Banks, qui a remplacé Butler à la Nouvelle-Orléans et à la tête de l'armée du golfe, réoccupe Bâton-Rouge que les confédérés, le 6 août, avaient pris, mais dispute vainement aux confédérés (27-29 déc.) Wicksbourg, point important plus au nord sur le Mississipi. — Le corsaire confédéré l'*Alabama*, de construction anglaise, commet beaucoup de ravages. — Les Indiens Sioux profitent de la guerre civile pour porter le fer et le feu dans le Minnesota (août). — En juin, époque où se ferme l'année financière, les recettes de l'Union sont de 854 millions de dollars, dont 530 fournis par l'emprunt, 49 par les douanes, 1 800 000 par les impôts directs; les dépenses ont été de 570 millions; les forces de terre ont monté à 800 000 hommes; les forces de mer consistent en 323 steamers et 104 navires à voiles. — Le sénat vote (déc.) pour les dépenses de l'armée jusqu'en juin 1864, 731 millions de dollars.

France. — Ouverture de la session le 27 janvier. Les découverts montent à 963 millions; une réforme sérieuse dans les finances est résolue; il y aura désormais deux budgets: dans le budget extraordinaire figurent les dépenses accidentelles, temporaires, qui doivent s'ajuster à un revenu déterminé, temporairement de même, pour cet objet. La conversion facultative des rentes 4 et demi %, des rentes 4 %, et des obligations trentenaires, est annoncée. Au sénat, à propos de l'adresse, débats sur la question romaine, sur la société de Saint-Vincent-de-Paul, sur la liberté de la presse et la liberté électorale. Le projet d'une dotation de 50 000 fr. de rente à attribuer au général Montauban, comte de Palikao, qui serait réversible sur ses descendants, mal accueilli dans les bureaux du Corps législatif et par l'opinion (févr.), est retiré par le gouvernement (4 mars). Succès de la conversion facultative,

résultant de la loi du 12 fév.; la soulté, somme complètement déboursée par le rentier, produit au trésor 755 millions. Le supplém. de taxes, de 112 millions, proposé pour le budget de 1863, dans le projet primitif atteint beaucoup le sel et le sucre. Après le renvoi de 32 000 soldats dans leurs foyers, on demande comme en 1860 et 1861 un contingent de 100 000 hommes; le taux d'exonération est de 2 500 fr. Dans le budget tel que le vote le corps législatif le 25 juin, on renonce à la surtaxe du sel, on rétablit temporairement le double décime sur l'enregistrement, on augmente le prix des papiers timbrés, on crée l'impôt des chevaux et voitures. Les dépenses ordinaires pour 1863 sont fixées à 1 721 581 077 fr.; les voies et moyens à 1 729 941 118 fr.; l'excédent de recettes doit donc être de 8 360 041 fr. Pendant la discussion générale du budget, principales questions débattues: la spécialité du vote budgétaire, la loi de sûreté générale, la diminution du nombre des électeurs à Paris malgré l'augmentation du nombre d'habitants depuis 1857, la situation de la presse en province et à Paris, les charges qui grèvent la propriété foncière, l'impôt du revenu. Le monopole des tabacs est prorogé à l'État jusqu'au 1^{er} janvier 1873. Les ministres ne doivent pas dépenser au delà des crédits ouverts à chacun d'eux (décret du 31 mai). Les suppléments de crédits de l'exercice de 1862, qui dépassent les crédits ouverts par la loi des finances du 28 juin 1861 et par diverses lois spéciales, de 177 795 382 fr., dont 43 pour la guerre, 67 pour la marine, font l'objet d'une loi spéciale votée par le corps législatif: à cette occasion, le ministre sans portefeuille, Billault, fait espérer que l'expédition du Mexique ne sera pas détournée de son objet, qui est d'obtenir réparation pour l'honneur national et les intérêts lésés (26 juin). Parmi les pétitions examinées par le sénat, celle de l'archevêque de Rennes au sujet

d'une nomination d'instituteur est écartée par la question préalable (7 mai); longs débats sur le décret du 4 mars 1862, dont l'objet est d'autoriser les travaux relatifs à la dérivation de la Dhuis vers Paris, que des pétitions dénoncent comme inconstitutionnel (mai et juin). Le nombre des pétitions déposées au sénat va toujours croissant : en 1858, 178; en 1860, 301; en 1861, 551; en 1862, 719. La session est close le 2 juillet. — Le 8, de Morny est fait duc. — Le 18, le prince Napoléon a un fils. — Des délégués des ouvriers vont à l'Exposition de Londres (mai-juillet). — Avertissem. au *Progrès de Lyon* (24 juin); suppress., après deux avertissem. en janvier, de *l'Orléanais* (25 juillet); procès civil du *Courrier du Dimanche*, à cause du changement de propriétaires; avertissement à la *Guyenne* de Bordeaux (17 août), à *l'Opinion nationale* (8 déc.). — Procès politique de Miot et Greppo, ancien représentant de 1848 (juillet). — Drouyn de Lhuys remplace Thouvenel aux affaires étrangères (15 oct.): il est moins favorable à l'Italie. — Traité pour la délimitation avec l'Espagne (14 avril); avec la Suisse au sujet de la vallée des Dappes (8 déc.). — Constitution de la société du Prince Impérial, pour prêts et secours aux familles laborieuses (avril). — Règlement général de comptabilité publique (31 mai), travail d'une commission nommée en 1859 pour réviser et compléter l'ordonnance du 31 mai 1838. — Le principe de l'adjudication par la voie de publicité et de concurrence est appliquée à des concessions de chemins de fer (mai). Convention avec l'Italie pour le chemin de fer du Mont-Cenis (mai). Ouverture du chemin direct de Lyon à Grenoble (14 juin), de Pont-l'Évêque à Honfleur (7 juillet), d'Alger à Blidah (15 août). — Inauguration à Saint-Nazaire (14 avril) de la ligne de vapeurs transatlantiques qui dessert les Antilles et le golfe du Mexique. — Pour le service postal de l'Indo-Chine, des stipulations financières

ont été votées par le Corps législatif. Inaugur. à Marseille (19 oct.) du premier bateau qui dessert cette ligne; communic. régulières avec l'Égypte, Aden, les Indes, Saigon, récemment cédée par les Annamites, la Chine. Un point de ravitail. pour cette ligne est acquis à l'entrée de la mer Rouge, le port d'Oboch. — Prem. ambassade du Japon à Paris (avril). — Le cheikh Othman, des Thouaregs-Azguer, venu avec deux autres chefs de sa tribu à Biskra, à Alger, est reçu à Paris (fin de mai); une convention de commerce est signée avec cette tribu (26 nov.) à Ghadamès, à la frontière du pays de Tripoli, pour faciliter les relations à travers le grand désert et le Soudan. — Traité d'amitié et de commerce (12 sept.) avec le nouveau souverain de Madagascar, Radama II: la France aura un agent consulaire à Émyrne; un Français obtient l'exploitation de mines et la mise en culture de vastes terrains. — Une agence consulaire est instituée en Guinée, sur la côte du royaume de Dahomey, à Whydad (déc.). — Crise produite dans quarante départements par la disette du coton américain; souffrances surtout dans la Seine-Inférieure, où on prend l'initiative d'une souscription générale en faveur des ouvriers; la fin de l'année est particulièrement douloureuse. — Le conseil d'État, réuni en présence de l'Empereur, adopte à une très-forte majorité (fin de nov.) le système de la liberté de la boulangerie à Paris: la taxe du pain serait supprimée, la caisse de la boulangerie abolie, le nombre des boulangers cesserait d'être limité. — Honneur rendu par l'Empereur à la mémoire de Richard Lenoir, un ouvrier devenu, sous le premier Empire, un des plus grands manufacturiers, à propos de l'inauguration du boulevard du prince Eugène à Paris (7 déc.). — Un rapport du ministre des finances à l'Empereur (27 déc.) constate pour l'exercice de 1862 un découvert de 35 millions, résultant surtout de la guerre de

Mexique et du remboursement de primes à l'exportation de sucres. — Par décret du 29 déc., pour le renouvellement du corps législatif en 1863, le nombre total des députés à élire, en raison de la population électorale de chaque département, est de 283. — Mort du compositeur Halévy (avril); de l'ancien chancelier duc Pasquier, à 96 ans (5 juill.); de l'archevêque de Paris, le cardinal Morlot, grand aumônier de l'Empereur, primicier de Saint-Denis (29 déc.). — Expos. à Paris (1^{er} mai) des richesses du musée Campana: statues, sarcophages, vases, bijoux étrusques, grecs, romains, byzantins; et du spécimen du *Testament d'Auguste*, retrouvé à Ancyre. — Deux prem. vol. de l'*Inventaire sommaire des archives départem. antérieures à 1790*.

Grèce et Iles Ioniennes. —

Le ministère présidé par Miaoulis, dont font partie Botzaris, Christopoulos, André Condouriotis, donne sa démission le 24 janvier. L'amiral Canaris, plus populaire, essaye de former un cabinet. Le 1^{er} février, l'ancien ministère se reconstitue au moment où éclate une insurrection militaire à Nauplie, arsenal du royaume. Une autorité révolutionnaire s'organise à Nauplie le 13; au bout d'un mois seulement, les troupes royales s'emparent, le 12 mars, des fortifications extérieures, le 13 de tous les retranchements de Nauplie. Insurrection dans l'île de Syra (Hermopolis) le 12 mars, réprimée le lendemain. Le 20 mars, un décret d'amnistie, dont est excepté notamment D. Grivas. Le 20 avril, Nauplie est entièrement recouvrée. L'établissement d'une garde nationale est décrété. Dissolution des conseils municipaux de Nauplie et de Syra. Les chambres promises pour le 7 mai, sont ouvertes le 17, au nom du roi, par le président du conseil, qui le 10 avait encore offert sa démission. Projets de loi pour l'établissement d'une garde nationale comme en Italie, pour l'application du suf-

frage universel à l'élection des députés: il doit y avoir 80 députés au lieu de 146; l'élection aura lieu par province; nul ne pourra être nommé que dans l'arrondissement où il aura été inscrit. Nouveau cabinet (7 juil.), sous le général Colcotroni, qui s'attribue le département de l'intérieur. Par l'influence des hétaires, ou sociétés secrètes, animées des passions qui ont fait agir Garibaldi, révolution des 19-24 octobre, qui emporte rapidement la dynastie bavaroise. Le mouvement s'est communiqué des provinces occidentales, de Missolonghi à la capitale; accord entre le peuple et l'armée. Aucune résistance du roi Othon; son abdication. Un gouvernement provisoire de trois membres: Demitri Bulgaris, président; Constantin Canaris, Benizelos Roufos. Théodore Grivas, l'instigateur de la révolution, chef du parti républicain en Acarnanie, meurt à propos pour la cause de la monarchie constitutionnelle. Quelque velléité de revendiquer sur la Turquie les terres peuplées de Grecs. Une assemblée nationale est décrétée: elle aura 280 membres indigènes, c'est-à-dire le double du nombre des députés qui étaient élus sous le roi Othon. L'élection avait lieu sur la base de un député par 10 000 âmes, il y aura un constituant pour 5000 âmes. Embarras pour le choix d'un roi, le protocole de Londres (1830) excluant les membres des dynasties des trois Etats protecteurs. Candidature improvisée du prince Alfred, second fils de la reine Victoria, très-jeune officier de marine alors en station à Naples: elle est déclinée par Alexandre II et Napoléon III, qui ne veulent pas présenter le duc de Leuchtenberg allié à leur famille (19 nov.). Ce qui annule le vote émis en sa faveur par le peuple grec (4-14 déc.). Le père du roi de Portugal, Ferdinand de Saxe-Gotha, refuse les offres des Anglais. Ils annoncent la cession à la Grèce des Iles Ioniennes, si elle se donne un gouvernement monarchique constitutionnel qui soit à

leur gré. — L'assemblée législative de Corfou a présenté (4 avril) une adresse au lord haut-commissaire pour l'union à la Grèce. — Le trésor est vide. Brigandage. Armée sans discipline.

Malte. — Tentative d'insurrection (mai) réprimée. Le chef du mouvement est Salomon aîné, ancien ministre de Souloque. Condamné à mort (10 juin) par la cour martiale des Cayes, il est exécuté avec treize complices. Quatre exécutions sont suspendues à cause de révélations qui décident de nouvelles arrestations.

Hollande. — Retraite du ministère van Heemstra, parce que sont rejetés plusieurs chapitres du budget. Les autres représentants du parti modéré, van Hall, Rochussen, van Reenem, ne voulant pas ou ne pouvant pas former un cabinet, le pouvoir revient aux mains de M. Thorbecke, chef des progressistes, qui l'avaient perdu en 1853 à cause de l'irritation causée à la majorité protestante par l'établissement de la hiérarchie catholique. Il est près de six semaines (1^{er} fév.-12 mars) à constituer le cabinet. Ouverture des chambres le 23 avril. — Au sud de Bornéo, dans le Banjermassin, succès contre les rebelles qui, en 1860, lors de l'incorporation, avaient massacré les blancs. — Abolition de l'esclavage en Guyane, voté par la seconde chambre, en juillet (49 voix contre 4), moyennant 300 florins (640 fr.) d'indemnité que le gouvernement payera par tête, sans distinction d'âge ni de sexe.

Italie. — La France ne peut pas obtenir du pape (dépêche de Thouvenel le 11 janvier; réponse d'Antonelli le 18) qu'il transige de fait avec le nouveau gouvernement de l'Italie. Le cabinet Ricasoli, à cause du vote du 25 février où il a trop cherché les

suffrages des députés de la gauche se retire le 1^{er} mars. Ministère Rattazzi du 3 mars, complété en avril par la nomination du général Durando aux affaires étrangères, de Conforti à la justice, de Matteucci à l'instruction publique; A. Pettiti à la guerre, Fersano la marine, Sella les finances. Ce cabinet va durer neuf mois. Nouvelle période d'attente et d'incertitude, la solution de la question romaine ne pouvant pas être arrachée à la France. — Mort du prince de Capoue, oncle de François II, à Turin (21 avril). Fiançailles à Munich (avril), et bientôt (12 mai) mariage du grand duc de Toscane, Ferdinand, avec une sœur du roi François II. — Des détachements français de Rome concourent, avec les troupes italiennes, à donner la chasse aux brigands à l'entrée du royaume de Naples, surtout à Chiavone. — La session à Turin est interrompue, pendant six semaines, jusqu'au 3 juin. Voyage d'un mois de Victor-Emmanuel, par Livourne, à Naples et à Messine; il revient par Gènes (22 avril-20 mai), il est rejoint à Naples, où il se rencontre avec le vice-roi d'Égypte, par les ambassadeurs de France, d'Angleterre, de Suède, de Belgique; il y reçoit la visite de son gendre, le prince Napoléon, qui sera le 25 mai à Palerme. Tous les ministres viennent successivement de Turin à Naples. Inauguration dans les Deux-Siciles du nouveau règlement judiciaire (1^{er} mai). Première pierre du nouveau port de Naples, posée par le roi le 18. Hausse de l'emprunt italien de 70 à 72, parce qu'on espère un prochain arrangement de l'État avec la maison Rothschild, pour la construction du grand réseau des chemins de fer napolitains. Le 15 mai est découvert un complot formé par d'anciens compagnons de Garibaldi, dont le colonel Nullo, pour envahir le Tyrol autrichien par le mont Stelvio; arrestation à Sarnico, à l'ouest du lac Iseo, où sont saisies des armes et munitions de guerre; troubles san-

glants à Brescia, à Bergame; démonstration populaire en faveur des prisonniers. Garibaldi se fait garant pour eux; il s'irrite de la conduite du gouvernement, conforme cependant au droit international. Le parti Mazzinien se renue à Naples, à Salerne, à Gênes, où sont saisis les papiers de la société émancipatrice. Le tir national est suspendu dans la province de Lombardie. — Les amis de la cause italienne s'inquiètent et sont offensés des manifestations qui se produisent à Rome, depuis la fin de mai, en faveur du pouvoir temporel, sous le prétexte de la canonisation des vingt-sept martyrs du Japon en 1597; grande affluence de cardinaux, d'évêques, de prêtres, venant de toutes les parties de la catholicité. Nouvelle proposition française au pape (30 mai): « Maintien du *statu quo*; l'Italie renoncerait à ses prétentions sur Rome. » Le 8 juin, dimanche de la Pentecôte, cérémonie de la canonisation; allocution du pape contre la révolution italienne; adresse, dans le même sens, de 21 cardinaux et 244 évêques. — Dans le parlement de Turin, débats au sujet de l'affaire de Sarnico; le gouvernement accusé d'avoir eu connaissance de quelque projet d'expédition, obtient un ordre du jour motivé, le 6 juin. Il présente une loi contre les associations politiques, laquelle irrite l'extrême gauche et les amis de Garibaldi, en même temps qu'il met en liberté les détenus de Sarnico. En réponse à l'allocution du pape et à l'adresse des évêques, une adresse au roi, votée le 18 par les députés, « proclame la volonté de la nation et ses droits sur Rome. » Dans les votes, les partisans et collègues de l'ancien ministre Ricasoli se partagent entre le gouvernement et l'opposition: le comte Bastogi et Minghetti soutiennent le cabinet Rattazzi; il est combattu par Peruzzi, Spaventa, Lanza, ancien président de la chambre. — Activité du ministre du commerce, le marquis de Pepoli; projets de loi pour la législation uniforme des so-

ciétés anonymes; pour l'installation d'une société italienne de crédit foncier; pour l'unification des monnaies, pour le complément du système d'irrigation de la province de Lomellina dont les canaux seraient concédés à une compagnie; projet de code forestier; projet de concession à la compagnie Talabot et Rothschild des chemins de fer des provinces méridionales et d'autres chemins en Lombardie (16 juin). Pour les six derniers douzièmes du budget de 1862, encore un vote provisoire, le 29 juin (215 voix contre 81): il n'y aura de régularité financière que pour le prochain exercice. — Le 25 juin est votée la levée annuelle de 45 000 hommes pour l'Italie entière, d'après la loi sarde de 1854: on doit avoir en temps de paix 200 000 hommes, en temps de guerre 388 000. — La loi Casati de 1859 sur l'instruction publique est complétée par la loi Mattucci (31 juillet). — Effervescence entretenue dans les associations démocratiques par la commission de la société émancipatrice de Gênes, dont Garibaldi est le président; manifeste violent du 25 juin. Garibaldi se porte à l'improviste à Palerme, à Termini, à Palerme encore, à Trapani; son langage passionné contre le gouvernement présent de Rome et contre l'influence française qui en écarte les Italiens, tandis qu'est annoncée au Parlement de Turin la reconnaissance du royaume d'Italie par la Russie et par la Prusse (juillet). Le 3 août, proclamation royale « contre ceux qui violent les lois, portent atteinte à la liberté, à la sécurité de la patrie, en se constituant juges de ses destinées. » « Rome ou la mort, » est le cri des partisans de Garibaldi à Catane, où il se proclame dictateur au nom de la nation (19 août), constitue un gouvernement provisoire, et abolit l'impôt impopulaire du timbre et de l'enregistrement. De la Calabre, de la Basilicate, des Abruzzes, de jeunes volontaires courent vers Garibaldi; à Turin, où la session est prorogée, il est déclaré en

état de rébellion : état de siège déclaré pour la Sicile où se portent Cialdini et l'amiral Persano, ministre de la marine, et bientôt pour les provinces napolitaines, où le général de La Marmora éprouve le dévouement de la garde nationale au roi et au plébiscite de 1860; dissolution de la société émancipatrice de Gènes. Au Vatican, mesures de défense concertées entre l'ambassadeur de France et le commandant du corps d'occupation (20 août). A Messine, à Avellino, tentative de démonstration en faveur de Garibaldi. Le 25, il s'échappe de Catane, débarque la nuit en Calabre près du cap Spardivento. Mais il succombe bientôt en se heurtant aux 1800 bersagliers du colonel italien Pallavicini, est vaincu, blessé, pris à Aspromonte, le 29. Transporté à la Spezzia, il y souffre quatre mois d'une balle restée dans la jambe, et n'est rendu qu'à la fin de décembre à sa retraite de Caprera. Cette secousse a mis à l'épreuve le gouvernement national de Victor-Emmanuel. — Décret royal d'amnistie pour ceux qui ont pris part à l'expédition de Garibaldi, les soldats déserteurs exceptés (5 oct.). — Le mariage de la seconde fille du roi, la princesse Pie, avec le roi de Portugal D. Luis I^{er}, annoncé aux chambres le 11 juillet, a lieu par procuration à Turin le 26 sept. — La France ayant demandé au cabinet de Turin de garantir Rome de toute agression de forces régulières ou irrégulières, il se retranche dans ses droits de puissance indépendante. — En nov., débats dans le parlement au sujet de la conduite du ministère, de l'arrestation illégale de députés considérés comme les complices de Garibaldi, de la position du gouvernement en face de la France toujours maîtresse de Rome. Sans attendre le résultat de la discussion, le cabinet Ratazzi se retire (1^{er} déc.). Tentative pour former un cabinet, tour à tour de M. Pasolini, préfet de Turin, de M. Cassinis, de Cialdini, de Farini, membre du dernier cabinet Cavour.

Cabinet forme le 8 décembre sous la présidence de Farini, ministre sans portefeuille : Pasolini aux affaires étrangères; Peruzzi, Minghetti, Menabrea, tous trois anciens membres du cabinet Ricasoli, le premier à l'intérieur, le second aux finances, le troisième aux travaux publics; Pisanelli, un Napolitain, à la justice; della Rovere à la guerre; Ricci, de Gènes, à la marine; Manna, économiste napolitain, ancien ministre de François II, à l'agriculture; Amari, de Sicile, à l'instruction publique. Le budget provisoire est voté pour le premier trimestre de 1863. Sur un rapport du général de La Marmora, gouverneur général des provinces napolitaines, la chambre décide (16 déc.) qu'un comité de neuf membres pris dans son sein étudiera la question du brigandage, avisera aux moyens d'y remédier. La Marmora emploie des détachements mixtes de troupes et de gardes nationaux. Le 22, prorogation des chambres. — Les comités réactionnaires qui subventionnent et dirigent les brigands relèvent d'un comité central siégeant à Rome auprès de François II. — Le déficit pour 1862 est évalué à 418 millions; pour 1863, à 353, dont 127 de dépenses extraordinaires. — Ouverture du chemin de fer de Naples à Rome (1^{er} décembre). De 1860 à 1862, ont été mis en exploitation 753 kil. de chemins de fer. — Rapides progrès de l'instruction publique, secondaire et primaire, dans les provinces du midi. — A Rome, est décrétée (déc.) la mise à exécution de la loi communale, conformément à l'édit du 24 novembre 1850 pour l'élection de nouveaux conseils municipaux, le municipe de Rome sera l'objet d'une ordonnance spéciale.

Japon. — Attentat contre des Anglais, 25, 26, 28 juin, 14 septembre. Les ambassadeurs étrangers transfèrent leur résidence de Yeddo à Yokohama. Demandes de réparations sans effet. — Le souverain temporel,

ou tycoon, laisse plus d'indépendance aux chefs de l'aristocratie, les daimios.

Mexique. — Les troupes de France et d'Espagne, déjà débarquées pour agir contre le président Juarez, sont arrêtées quelque temps dans leur marche par la convention de la Soledad (10 février), que les représentants des trois puissances, France, Espagne, Angleterre, concluent avec le représentant de Juarez, son ministre des affaires étrangères, le général Doblado. D'après cette convention, on doit entrer immédiatement en négociations pour le règlement des réclamations des alliés et pour la conclusion d'un traité : ils occuperont, dans l'intervalle, Cordova, Orizaba, Tehuacan ; si les négociations sont rompues, ils reprendront leur position près de la Vera-Cruz. Avant qu'on sache que cette convention est reprouvée par Napoléon III, les Espagnols, avec le général Prim, comte de Reuss, marquis de Los Castillejos, arrivent à Orizaba ; les Français, que commande le général Lorencez, à Tehuacan, à l'ouest des montagnes, les uns et les autres évitant le plus possible le séjour dans les parages de la Vera-Cruz, où sévit la fièvre jaune. Les troupes anglaises (1^{er} mars) s'embarquent sur la flotte stationnée devant la Vera-Cruz. Grièfs que donne encore contre lui Juarez : il décrète un emprunt forcé de 10 millions sur les marchands espagnols ; il réclame l'arrestation ou l'éloignement du général Almonte, un de ses ennemis, qui accompagne l'expédition française ; il fait fusiller un autre partisan de l'intervention européenne, le général Robles (20 mars). Les conférences d'Orizaba (9 avril) entre les commandants et les plénipotentiaires alliés décident leur rupture : Anglais et Espagnols ne veulent pas combattre pour changer la forme de gouvernement, et notamment pour élever un trône où puisse s'asseoir l'archiduc Maximilien, un frère de l'empereur

d'Autriche ; ils sont décidés à laisser les Français agir seuls. Le ministre de France au Mexique, M. de Saligny, et le vice-amiral Jurien de la Gravière, le 16, déclarent formellement la guerre au gouvernement de Juarez, et datent ce même jour de Cordova un manifeste au peuple mexicain, auquel s'adresse aussi le général Almonte. Marquez, Cobos, divers chefs de bandes, arment contre Juarez. Le 18, le corps expéditionnaire français (7000 hommes) part de Cordova, arrive le 20 à Orizaba après un engagement heureux de cavalerie ; on y apprend, le 26, la résolution de Napoléon III de pousser en avant ; le 28, il ne traverse la montagne des Cumbres, au delà de laquelle, à l'ouest, est la Puebla, que par un combat acharné, livré, au-dessus du village d'Aculcingo, au corps juariste du général Zarragosa. Juarez, ce même jour 27 avril, signe un traité avec le ministre des États-Unis pour un emprunt de 25 millions de dollars, en garantie desquels il promet des provinces : ce traité n'aura pas son effet. — Cette expédition d'Européens au Mexique, qui est un défi à la doctrine Monroe, ne peut être empêchée par les États-Unis, que déchire la guerre civile. — Lorencez, en s'avancant sur Puebla où l'on espérait un mouvement contre Juarez, à trois lieues en deçà, se heurte aux retranchements de Guadalupe (5 mai). Cette position forte, disputée par les zouaves, reste aux Mexicains. Toutefois, est gardé le campement d'Amazoc ; on retourne d'Amazoc à Orizaba, où l'on rentre par un combat brillant, commun aux Français et au corps de Marquez, qu'attaquait une portion de la garnison de Puebla sous Zarragosa. Un renfort est déjà arrivé de France, avec le général Douay, à la Vera-Cruz. Une autre armée est préparée, le corps législatif votant à l'unanimité (17 juin) 7 millions pour le ministère de la guerre, 8 pour celui de la marine. Malgré les bandes mexicaines, il n'y a jamais interruption

de communication entre la petite armée postée à Orizaba et la Vera-Cruz, où les maladies font de terribles ravages (mai-oct.). Toutes les troupes embarquées de France, sur 15 vaisseaux et 17 transports, font monter l'effectif à 27 000 hommes et 5000 chevaux, formant deux divisions d'infanterie et une brigade de cavalerie sous le général de division Forez, auquel une lettre de Napoléon III (3 juillet) marque le but politique, monarchique même, autant que militaire et commercial, de l'expédition. — Juarez, qui est à la merci de ses chefs de corps, essaye de se donner l'appui du congrès de Mexico; les députés, à l'unanimité (27 oct.), adoptent son manifeste de défense nationale. — Pour la nouvelle armée française, qui touche la Vera-Cruz à la fin d'octobre, difficulté d'avancer, à cause des pluies et des mauvaises routes; transports et vivres insuffisants. Occupation, le 8 nov., de Jalapa; le 23, des positions de la côte, Medelin, Alvarado, même de Tampico. Les ressources se concentrent à Orizaba pour marcher contre Puebla.

Perse. — Haines violentes entre les populations schittes de l'Iran (Perse) et les hordes sunnites du Touran (Turkistan) : des Turcomans, pris en attaquant Mesched, ville de Perse, sont fusillés sans pitié (fév.). Ils sacagent encore la province persane de Maganderan. — Guerre continuelle entre les souverains d'Hérat et de Caboul. Le souverain de Caboul, Dost-Mohammed, attaquant Hérat, l'armée persane sous le général Mourad-Mirza, longtemps retenue sur la frontière du Caboul par les obligations du traité de 1857 avec les Anglais, s'apprête de son côté à assiéger Hérat (nov.). Un agent anglais est installé publiquement à Caboul.

Portugal. — Émeutes fréquentes par suite de nouvelles taxes; sur plusieurs points, on brûle les registres et les rôles de contributions

(avril-mai). L'enseignement que donnent les sœurs de charité est reconnu par une loi que votent les députés le 26 mai (53 voix contre 8).

Russie et Pologne. — Mort du chancelier d'État, le comte de Nesselrode (22 mars). — Après l'emprunt de 375 millions de francs en 5 %, que l'État vient de négocier avec les Rotschild, la Banque, par décret du 9 mai, est tenue d'échanger ses billets contre de l'or et de l'argent à partir du 13 mai; le change des métaux contre du papier diminuera success. jusqu'au taux normal. Projet d'organisation judiciaire (mai) : nul ne sera puni que par un tribun compétent; la procéd. sera publique; établis. du jury. — Télégraphe entre Londres et la ville de Sibérie Tiunmen, à l'ouest de Tobolsk (24 juin). — Par chemin de fer, Pétersbourg est à 42 heures de Berlin. — Chemin de fer complet de Moscou à Nijni Novogorod. — Nombreux incendies, particulièrement à St-Petersbourg (9 juin); mesures sévères de répression — Toutes les écoles militaires du dimanche sont fermées. — Une université est instituée à Odessa pour la Nouvelle Russie (28 juin). — En Pologne (29 avril), à l'occasion de l'anniversaire de la naissance de l'empereur, dégrèvement d'impôts en faveur de la classe ouvrière; remise ou adoucissement de peines à Varsovie. Premier. réunion (27 mai) du conseil municipal; André Zamoyiski y est présent. Première séance du conseil d'État (10 juin). Le marquis Wielopolski, nommé chef du gouvernement civil, ministre *ad latus* du grand-duc Constantin, frère de l'empereur, fait depuis le 8 juin lieutenant-général du royaume, annonce le 30 au conseil d'État que les correspondances du clergé catholique avec le saint-siège passeront toujours, comme c'était autrefois jusqu'en 1845, par l'intermédiaire du lieutenant de l'empereur. Le 20 juin est publié un ukase du 5 concernant l'égalité civile

des juifs dans le royaume. Divers attentats, produits par les passions qui fermentent en Pologne, le 27 juin, contre le général Luders, qui, blessé grièvement, retourne à Saint-Petersbourg, le 3 juillet contre le grand-duc Constantin, arrivé depuis deux jours à Varsovie, le 7 et 15 août contre le marquis de Wielopolski. — Un procès-verbal daté du 19 juillet constate que depuis le commencement de l'année ont été arrêtées à Varsovie 14 833 personnes, soit un dixième de la population totale de la ville. Une adresse de nobles de Podolie, assemblés à Kaminiek, demande à l'empereur, conformément aux promesses de 1815, la réunion administrative de la province au royaume de Pologne; aussitôt un ukase (31 oct.) prive de leurs fonctions et défère devant le sénat de Saint-Petersbourg le maréchal de la province et les maréchaux de districts : ils sont amenés à Saint-Petersbourg, le sénat ne reconnaît pas dans leur conduite un crime de lèse-majesté (23 déc.). Adresse analogue rédigée par la noblesse de Lithuanie, à Minsk (déc.). A Varsovie, commence (11 déc.) le procès public, devant le tribunal militaire, de soixante-six personnes accusées de société secrète et de projet d'insurrection générale. — Le grand-duc Michel est nommé lieutenant de l'empereur dans le Caucase (déc.).

Suède. — Accueil enthousiaste fait par la population de Copenhague à la jeunesse des universités suédoises de Lund, Christiania, Upsal (mai). On célèbre avec pompe à Stockholm l'anniversaire de la bataille de Pultava (9 juillet). L'entrevue demandée par Charles XV à Frédéric VII a lieu le 17, près de Frédériksholm et d'Elseneur, sans leurs ministres. — La part de responsabilité que doivent avoir les ministres dans la conclusion des traités est l'objet d'un projet de loi discuté par la diète de Stockholm. Le retour annuel des sessions

demandé par l'ordre des bourgeois et par l'ordre des paysans n'est pas consenti par l'ordre des nobles. Autorisation des mariages entre chrétiens et juifs.

Suisse. — A Genève, l'assemblée constituante élue pour la révision de la constitution de 1847 ne donne que peu de voix au parti radical de James Fazy (juin). Cependant le projet de constitution du parti modéré est rejeté par les électeurs à une majorité de 459 voix sur 12 000 votants (7 déc.). — Dans l'Argovie, le grand conseil, qui a par une loi attribué aux juifs l'égalité politique, est révoqué par le suffrage direct de peuple : 29 000 voix contre 9 000.

Turquie. — Foad-Pacha devient grand-vizir, Aali-Pacha ministre des affaires étrangères. Emprunt souscrit à Londres (mars); projet de rétablir la circulation monétaire, en retirant successivement les caïmés, qui sont un papier-monnaie. — Troubles à Alep (mai), dangereux pour les chrétiens. — Le chef des Druses du Hauran, Khaltar-Bey, refuse seul de payer l'impôt; il attaque les convois de troupes aux portes même de Damas. — Appel au monde catholique en faveur des Églises bulgare et grecque, qui se rallient à Rome par le légat apostolique de Constantinople, primat arménien, archevêque grec-uni, chef spirituel des Bulgares unis (avril). — Le prince Jean Couza ouvre (5 fév.) l'assemblée législative commune de Moldavie et Valachie; un seul ministère. Le président du conseil, Barbo-Catardji, est assassiné à la sortie de l'assemblée (20 juin). Les députés donnent pour six mois des pouvoirs de dictature au prince (56 voix contre 36). — La guerre contre les Monténégrins, qui ne cessent d'assaillir le territoire turc tandis que les Turcs, retenus par des traités, s'interdisaient de franchir leur frontière, est poussée plus vigoureusement par Omer-Pacha, assisté de Dervisch-Pacha,

l'Abdi-Pacha, de Husseln-Pacha. Les rebelles sont pris entre les troupes venant d'Albanie sous Abdi, et celles de l'Herzégovine sous Dervisch : la forteresse de Niksick, vivement disputée (mai) reste aux Turcs, qui ne gardent pas (juin) celle d'Ostrog. Des sujets de l'Autriche viennent, contrairement aux traités, des districts de Castel-Nuovo et de Cattaro, combattre avec les Monténégrins. Au milieu de juillet, Dervisch, Abdi, Husseln-Pacha font leur jonction. Le prince Nicolas de Monténégro demande un armistice; Omer-Pacha n'accorde commencement d'août l'ouverture des négociations à Scutari qu'à la condition d'une prompte issue. Les conseils de la Russie portent à la paix le prince Nicolas; son beau-père, chef des montagnards, proteste au nom de l'armée. Lutte acharnée encore du 18 au 25 août, surtout aux défilés de la Douga : défaite des Monténégrins; les Turcs, le 26, occupent Cetigne. Le soin de la pacification est confié à la conférence des puissances européennes à Constantinople, qui a déjà à régler le débat serbe. — En Serbie, après des rixes fréquentes entre les chrétiens et les Turcs, et le meurtre d'un enfant serbe, les Turcs, cernés dans la forteresse de Belgrade, bombardent la ville (17-18 juin). Armistice le 18 au soir. La Porte veut que, préalablement à toute négociation, les Serbes suspendent leurs armements; ils refusent : elle ne veut pas être replacée sur le terrain du traité de Belgrade. La conférence européenne à Constantinople décide (4 sept.) qu'il n'y aura plus dans la principauté d'autre juridiction que la juridiction serbe (la population musulmane devant quitter la principauté); sur les six forteresses que les Turcs avaient jusqu'ici occupées, ils ne conservent garnison que dans quatre : Belgrade, en rendant le faubourg qui entoure la forteresse, Feth-Islam, Schabat et Semendria. — Traité pour le Monténégro établi par la même conférence, accepté par les Monténégrins (8-9 sept.) : on stipule

la reconnaissance par le Monténégro de la suzeraineté de la Porte, la construction à travers le pays d'une route militaire, que protégeront des fortins; les Monténégrins obtiennent libre importation et exportation dans tous les ports turcs, particulièrement Antivari. — Des armes et des munitions destinées pour la Serbie sont envoyées, contre la foi des traités, de la Russie à travers les Principautés-Unies; elles sont saisies par les Turcs (déc.) Fréquents transports d'armes de Valachie en Bulgarie. — Traité de commerce de la Porte avec la Russie le 28 fév., en mars avec la Hollande le 4, avec la Suède le 11, l'Espagne le 19, la Prusse et le Zollverein le 20, avec l'Autriche le 22 mai. — Le pacha d'Égypte, Saïd, visite l'Europe; de la Sicile à Naples, à Rome (mai), à Toulon, Paris, Londres. — Progrès des travaux de l'isthme de Suez; les travailleurs indigènes, les fellahs se renouvellent par contingents mensuels de vingt mille.

1863.

Afghanistan — Mort (29 mai) de Dost-Mohammed, schah depuis 1829, qui vient de prendre Hérat. Il a désigné pour lui succéder un de ses fils, Shir-Ali; un autre, Mohammed-Schérif-Schan, prend les armes. Intervention des Persans. Guerre civile à Hérat et à Caboul.

Afrique. — A Madagascar, Radama II autorise une comp. française pour l'expl. agric., indust. commerc. de vastes terrains concédés (2 mai). Dans la capitale, Tananarive, révolution de quatre jours (8-12 mai) : les anciens officiers et grands du peuple sont mourir les ministres et favoris (menamaso) de Radama II; il est étranglé. Sa veuve, Rabodo, est proclamée par le vieux parti des Hovas, sous le nom de Rasoahehy; elle accepte un conseil qui limite son pouvoir; liberté de conscience maintenue; abolition du *tanguin*, ou épreuve judiciaire par le poison. On

n'inquiète pas les Européens; mais les traités récemment conclus sont suspendus.

Allemagne, Autriche et Prusse. — Le projet autrichien de réforme fédérale consistant dans la formation, à Francfort, à côté de la diète, d'une chambre de délégués des diverses chambres allemandes, est rejeté dans la diète par 9 voix contre 7 (22 janv.). La Prusse se montre favorable à une représentation nationale issue d'élections directes, mais déclare que pour une pareille réforme il faut l'unanimité de la diète. — Convention à Hambourg entre les États riverains de l'Elbe, pour la modération ou la suppression, par degrés, des droits de péage sur ce fleuve. — Le duc de Saxe-Cobourg-Gotha, Ernest, chef du parti du Nationalverein, qui poursuit l'idée d'un empire allemand sous la dynastie des Hohenzollern, va à Vienne en conciliateur (juin). — Les deux questions de la réforme de la constitution fédérale et de l'acceptation par les divers États du traité de commerce franco-prussien du 2 août 1862, préoccupent tous les gouvernements et tous les parlements de chaque État. Conférences douanières rivales à Munich, à Berlin (juin-nov.). La Bavière surtout proteste contre l'article 31 du traité qui exclut l'Autriche de l'union commerciale avec les autres États. Presque partout est désiré un véritable parlement central. Congrès de journalistes allemands, fondé à Francfort (juillet). Au Hanovre, élections parlementaires en faveur des progressistes. A Hesse-Cassel, session active de sept mois, jusqu'à la fin de juillet; une autre session, close le 1^{er} nov., manifeste un désaccord nouveau entre les députés et l'électeur. Entrevue de l'empereur et du roi de Prusse à Gastein, sur le territoire autrichien (2-3 août). L'empereur projette la réunion d'un congrès de princes à Francfort, pour se concerter sur la réforme de la constitution fédérale;

le roi de Prusse refuse de s'y rendre. Ce congrès s'ouvre le 17 août. La plupart des princes sont accompagnés de leurs ministres des affaires étrangères. L'empereur y propose notamment l'établissement, au lieu d'une diète unique, d'un directoire fédéral composé de cinq membres; d'un conseil fédéral remplaçant le conseil étroit (17 voix) de la diète actuelle; d'une chambre des princes composée de tous les États souverains, princes ou villes, auxquels s'ajouteraient deux chargés de pouvoirs des anciens princes médiatisés en 1806; d'une chambre des députés, élus par les chambres des divers États. Concurrément à lieu, à Francfort, depuis le 21 août, la réunion annuelle de l'association centrale des députés des divers parlements allemands; elle adopte à l'unanimité le principe de l'élection directe pour la composition de la chambre des députés fédéraux: ce que demandent aussi trois membres du congrès des princes, le grand-duc de Bade, les ducs de Saxe-Cobourg-Gotha et Weimar. Au congrès des princes, dans le vote final (1^{er} sept.), pas d'unanimité: votent contre l'ensemble du projet Bade, Weimar, Mecklembourg, Waldeck. — La mort du duc d'Anhalt-Bernbourg sans héritier mâle (19 août) fait duc d'Anhalt unique (le 30) le duc d'Anhalt-Dessau-Coethen, prince âgé déjà, qui a un fils et des petits-fils. — En Prusse, où beaucoup de députés fonctionnaires ont été punis de leurs votes d'opposition à la fin de 1862, les chambres ouvertes (14 janv.) par M. de Bismark qui lit le discours du trône, ne se prêtent pas à des avances de conciliation; le discours du président provisoire de la chambre des députés, Grabow, et le projet d'adresse des libéraux, dû à M. de Virchow, combattu vainement par M. de Vincke, voté le 29, reprochent également aux ministres la violation de l'article 99 de la constitution, et les dépenses non comprises dans les budgets de 1861 et 1862, qu'ils ont

faites pour l'organisation de l'armée projetée par le roi, dont ne veulent pas les députés, défenseurs de la loi surannée du 3 sept. 1814 sur le service militaire. On célèbre avec enthousiasme l'anniversaire de l'organisation de la landwehr et de la proclamation du roi Frédéric-Guillaume « A mon peuple », en 1813 (17 mars). Le rescrit royal du 3 février est sans effet. Discussions irritantes sur la politique étrangère, surtout à l'occasion de la Pologne, à laquelle est ouvertement hostile le ministère Bismark. Conflit dans la chambre des députés, relativement au droit d'interrompre les ministres, réclamé par le président (11 mai). Les ministres refusent de paraître désormais à la chambre. Le 22, adresse des députés au roi, au sujet de cette nouvelle crise constitutionnelle. Le 27, la session est déclarée close. Le 28, les conseils municipaux sont invités à ne pas voter des adresses au roi ou à la chambre des députés, comme beaucoup ont fait pendant cette session. Le 1^{er} juin, est établi, en vertu de l'article 63 de la constitution du 31 janvier 1850, le régime des avertissements et de la suppression par décision administrative, pour les journaux et écrits périodiques. La légalité de cette ordonnance est contestée par six journaux de Berlin; ils sont les premiers frappés d'avertissements : conseils municipaux, et assemblées d'électeurs, protestent en vain. Le prince royal, à Dantzick, publiquement, désapprouve, le 5, la conduite du ministère. Réception significative faite dans plusieurs villes aux députés du parti libéral. Des députations de villes envoyées au roi n'obtiennent pas audience. Association à Berlin, 27 juin, pour la défense de la liberté de la presse. La chambre est dissoute le 4 sept. Les nouvelles élections, dans tous les grands centres, sont favorables au parti progressiste et aussi au parti féodal et réactionnaire; les vieux libéraux et les cléricaux sont ceux qui perdent le plus

de voix. Quatre Polonais, accusés du crime de haute trahison, comme complices de l'insurrection contre les Russes, sont élus par le duché de Posen. Les chambres sont ouvertes par le roi en personne (9 nov.). Grabow est élu président des députés. Le 19, la chambre des seigneurs, en votant l'adresse, ne condamne pas l'ordonnance du 1^{er} juin. Le débat constitutionnel intérieur est comme suspendu par les discussions ardentes auxquelles donnent lieu les questions de constitution et de succession des duchés de Schleswig-Holstein. Le régime des avertissements pour les journaux est aboli le 21 novembre. Projet d'emprunt (9 déc.) de 11 millions de thalers, pour les armements extraordinaires contre le Danemark. Le 18 les députés déclarent, contrairement à la politique du cabinet (207 voix contre 107), que les fonds de cet emprunt seront employés non-seulement pour la cause fédérale des duchés, mais en faveur du prétendant Frédéric d'Augustenbourg. La réponse royale maintient les prérogatives de la couronne pour la direction des affaires étrangères. — En Autriche, les diètes provinciales s'ouvrent pour tout l'empire, Hongrie et Venise exceptées, le 8 janvier. Dans les discussions du Reichsrath, ouvert au nom de l'empereur, une fois par l'archiduc Renier son cousin, une autre fois par son plus jeune frère Charles-Louis, ton libéral et constitutionnel des ministres comme des députés; le comte de Rechberg, ministre des affaires étrangères, Antoine de Schmerling, ministre d'État, sont les principaux organes du gouvernement. On touche avec calme et netteté toutes les questions : situation de Hongrie et Pologne, réforme fédérale, égalité des confessions religieuses; principaux orateurs, Giskra, Kuranda, Rechbauer, Grocnolski. Dans le projet de budget pour 1864, 52 millions de florins sont demandés, aux dépenses extraordinaires, pour l'amortissement de la dette :

le déficit de 49 millions, des recettes sur les dépenses, devra être couvert, pour 16 millions par de nouveaux impôts, pour le reste par des opérations de crédit. L'ensemble de la dette de l'État envers la banque nationale commence à se réduire. Le projet de loi ministériel sur l'impôt des classes est retiré. — Le Polonais Langlewicz, entré sans armes le 19 mars sur le territoire autrichien après avoir combattu les Russes, est arrêté, enfermé à Josephstadt; il demande vainement (8 avril et 24 oct.) à se rendre en Suisse; il adresse sans succès à la chambre des députés (6 juillet) une pétition pour être mis en liberté. Le général polonais Wysocki, pris en Gallicie, est interné. Un conseiller de tribunal à Lemberg (Gallicie), de nationalité polonaise, est assassiné (oct.). — Comité général d'indépendance en Hongrie, révélé par une proclamation de Kossuth du 26 nov.. — La chambre des députés en Autriche, comme en Prusse, se passionne (nov., déc.) contre le Danemark, dans la question du Schleswig-Holstein; vif débat du Reichsrath (4 déc.), à propos du budget des affaires étrangères : les deux gouvernements retiennent l'ardeur belliqueuse des chambres et du peuple. — L'archiduc Maximilien, parent éloigné de l'empereur, grand maître de l'ordre Teutonique, qui meurt le 1^{er} juin à 81 ans, laisse son immense fortune à sa nièce, fille de l'ancien duc de Modène François IV d'Este, femme du duc de Bordeaux. — Mort du philosophe Jacob Grimm. — Traités de la Prusse avec la Belgique, pour la navigat., la protect. réciproq. de la propriété littér. et artistiq., le rachat des droits de l'Escaut, les postes (28 mars, 8 mai). — Congrès à Munich (sept.) de théolog. et savants catholiques.

Allemagne et Danemark. — La question du Holstein, même celle du Schleswig qui est étranger à la Confédération germanique, est toute l'année l'objet de notes diplomati-

ques, et même de préoccupations militaires. Le 5 janvier, le Danemark répond à une note anglaise du 20 novembre, intervenant au profit du Holstein. — Le 30 mars, patente royale qui règle l'autonomie et la position constitutionnelle du Holstein dans la monarchie. Aussitôt protestent l'Autriche et la Prusse, l'une par une note du 13, l'autre par une note du 15 avril, revendiquant pour elles et pour la Confédération tous les droits et titres de nature fédérale ou internationale favorables à l'indépendance constitutionnelle du Schleswig comme du Holstein, reposant sur les arrangements de 1852 ou sur n'importe quelle autre base. Le ministre des affaires étrangères de Danemark M. Hall répond le 16 mai. La Prusse le 23, l'Autriche le 26, insistent. Le 18 juin, à Francfort, la commission de la diète propose de sommer le Danemark de retirer l'ordonnance du 30 mars; la diète adopte (9 juill.) cette proposition. Une prochaine exécution fédérale est résolue le 1^{er} oct. — En Danemark, le prince héréditaire, Frédéric-Ferdinand, oncle du roi, meurt sans enfants (29 juin). — La diète du Schleswig, à peine ouverte, est ajournée par le commissaire royal (17 juillet), vingt-quatre membres du parti allemand refusant de voter dans une question de vérification de pouvoir. — A Copenhague est discutée une nouvelle constitution pour les intérêts généraux et communs du Danemark et du Schleswig. Elle laisse au Schleswig ses États, son ministère, ses privilèges de province. Les efforts du premier ministre Hall entraînent le vote de la chambre ou Rigsraad en troisième lecture (41 voix contre 16). Le roi Frédéric VII, malade depuis quelques jours, meurt le 15 nov. à 55 ans. Son successeur légitime est Christian IX, de la branche de Schleswig-Holstein-Sonderbourg-Glücksbourg, reconnu héritier de la couronne de Danemark et des duchés par le traité de Londres du 8 mai 1852, auquel ont souscrit la Suède, la Russie, la

Prusse et l'Autriche, mais non la Confédération. Le nouveau roi, âgé de 45 ans, beau-père du prince de Galles, père du roi de Grèce Georges I^{er}, a pour compétiteur dans les duchés (16 novembre) Frédéric, de la branche d'Augustenbourg, laquelle avait renoncé à tous droits en 1852. Christian IX conserve le ministère Hall, confirme le 18 la constitution votée le 13. Agitation dans le Holstein, mais sans prise d'armes, pour se séparer du royaume uni en reconnaissant le prince d'Augustenbourg : vingt-quatre membres des États de Holstein s'adressent à la diète de Francfort. Dans presque tous les États allemands, princes, parlements et peuple se déclarent pour le prétendant aux duchés, que soutient le Nationalverein, en vue de l'union indivisible du Schleswig et du Holstein sous le drapeau fédéral. La Suède proteste (29 nov.) contre l'intervention allemande dans les destinées du Schleswig. Le grand-duc de Bade et le ministre du roi de Saxe M. de Beust, sont très-violents contre le Danemark. Les gouvernements de Prusse et d'Autriche, qui protestent contre la sanction donnée par Christian IX à la constitution générale votée deux jours avant son avènement, déclarent, de concert, à la diète, le 28, qu'ils reconnaissent le droit de succession réglé en 1852; communication dans ce sens à leurs parlements respectifs, le 1^{er} déc. A Berlin, néanmoins, le 2, 23 députés contre 63 adoptent la motion Virchow pour la séparation des duchés sous Frédéric d'Augustenbourg : la politique du ministre Bismark est reprouvée. A Francfort, dans la diète, où le droit de présence est retiré au plénipotentiaire danois, la majorité, qui paraissait vouloir l'occupation militaire des duchés par les troupes fédérales, se range à la proposition austro-prussienne pour l'exécution fédérale pure et simple, telle qu'elle a été résolue le 1^{er} octobre (7 déc.): sept jours seulement sont donnés au Danemark

pour retirer ses troupes des duchés. Le 4, Christian IX a annulé, par patente royale, l'ordonnance du 30 mars concernant la situation constitutionnelle du Holstein. Le 9, les cabinets de Vienne et de Berlin déclarent aux autres puissances signataires du traité de succession de 1852 qu'ils ne s'y conformeront que si le Danemark respecte les droits des duchés auxquels porte atteinte la constitution du 18 nov. — Gotha est le quartier général du prétendant. C'est de là qu'il écrit, le 2 déc., à Napoléon III; la réponse impériale du 10, sympathique pour la nationalité holsteinoise, ne préjuge rien de la question de succession. — Les quatre puissances chargées de l'exécution fédérale, Autriche, Prusse, Saxe royale, Hanovre, le 15 notifient au Danemark leur entrée prochaine dans les duchés. Le 21, à Francfort, réunion de neuf cents membres de diverses chambres allemandes; ils se prononcent pour le droit du duc Frédéric et pour l'indépendance des duchés unis Schleswig-Holstein; ils forment un comité de trente-six membres. Ils émettent le vœu de la convocation prochaine d'un parlement allemand. Le 24 arrive à Altona (Holstein), le contingent saxon, et successivement les autres : les Danois se sont retirés au nord de l'Eider. A Altona, le 24, à Elmshorn, le 27, des milliers de Holsteinois se prononcent avec enthousiasme pour duc Frédéric, qui a déclaré rétablie la constitution du 15 sept. 1848. A Copenhague, où la session du Rigsraad a été close le 21, démission, le 25, du ministère Hall, auquel le roi proposait de suspendre la constitution du 18 nov., son ouvrage. Il ne se forme un nouveau cabinet que le 31, sous la présidence de l'évêque Monrad, qui faisait partie du ministère Hall. Une motion austro-prussienne à Francfort, le 28, requiert la Diète de sommer le Danemark de retirer la constitution du 18 nov., ou, en cas de refus, d'occuper le Schleswig. Le 30, le duc

Frédéric arrive inopinément à Kiel; il fait acte de souverain. Les Danois paraissent décidés à se défendre au nord de l'Eider dans le Schleswig. L'Angleterre propose une conférence européenne spéciale pour régler le débat. (31 déc.)

Amérique centrale. — L'indien Carrera, président du Guatemala, fait la guerre à San-Salvador : cette république, qui est soutenue par celle de Honduras, à son tour déclare la guerre au Nicaragua (Janv.-mars). Succès de Carrera; il prend après un siège de 25 jours (25 oct.) et pille la ville de San-Salvador, en poursuit le président Barrios, lequel trouve asile à Panama. Duenas est installé comme président provisoire.

Amérique au Sud. — Constitution des États-Unis de la Colombie (8 mai). — Au Venezuela, le président général Paez est vaincu par les fédéralistes, le général Falcon leur chef devient président provisoire (17 juin) et convoque (juillet) une assemblée constituante qui doit établir (déc.) un gouvernement légal. La garnison de Porto-Cabello s'est déclarée contre lui. — Le prés. de l'Équateur Florès attaque le prés. Mosquera de la Nouvelle Grenade; vaincu, il fait la paix. — Au Pérou, nouvelle loi monétaire due au ministre des finances, Gales; elle est calquée sur celle de la France, seulement l'unité est cinq fois plus forte : c'est le soleil qui pèse 25 grammes, et vaut 5 francs. Don Ramon, grand maréchal, élu président en avril 1862, meurt (avril); le premier vice-président, le général Pezet, devient président provisoire. — Dans l'État oriental, invasion du général Florès, il ne triomphe pas du président Berro. — Le congrès Argentin reconnaît les dettes qui résultent de la guerre civile fédérale depuis 1858. Chute sanglante d'un chef des fédéralistes, el Chacho.

Angleterre. — Session du 5 février au 28 juillet. L'adresse est votée en une séance. Le projet de

budget réduit de cinq millions de liv. st. les dépenses militaires. Abandon du système de sir William Armstrong pour la construction des canons; on modifie aussi le mode de construction des vaisseaux cuirassés. Aux Communes, fréquentes interpellations au sujet de la Pologne, pour laquelle les ministres Palmerston et Russell, dont le langage est sévère contre la Russie, ne veulent pas rompre la paix européenne; M. Roebuck pousse à la reconnaissance de l'État des confédérés esclavagistes, révoltés contre l'Union américaine. — Dans le Lancashire, moins de chômage, moins de souffrances pour les manufactures de coton. — En six mois, du 1^{er} av. il au 31 oct., pour l'import. de 4 226 027 quintaux de coton, on doit 37 millions 675 165 liv. st., dont 22 millions à l'Inde, 6 à l'Égypte. — Le bill des fortifications voté le 9 juillet comprend, outre les travaux des villes des côtes, un projet d'arsenal central. — L'exercice de l'année financière, juillet 1862-juin 1863, se solde après le vote du crédit des fortifications (900 000 liv. st.) par un excédant de recettes de 1 159 263 liv. st. — Le revenu total de l'année 1863 jusqu'au 31 décembre présente sur l'année précédente une diminution de 562 809 liv. st., les droits sur le thé étant réduits et l'impôt de l'influence anglaise par l'avènement en juin du beau-frère du prince de Galles en Grèce, en nov. de son beau-père en Danemark. — Le projet de l'adoption du système métrique français, dans la discussion de la seconde lecture aux Communes (juillet), est combattu notamment par deux ministres, Glastone, chanc. de l'Échiquier, Milner Gibson président du bureau du commerce. — Les territoires de la baie d'Hudson passent à une compagnie financière qui achète avec toutes les valeurs de la société fondée sous le roi Charles II, le droit d'exploitation et de colonisation. — En Australie, dans la colonie de Vic-

toria, réforme électorale qui apporte quelques restrictions au suffrage universel. — Guerre dans la Nouvelle-Zélande contre les Maories. — L'exposé annuel des finances de l'Inde porte une augmentation de recettes sur l'opium et le sel: les dépenses militaires sont de 14 millions et demi de liv. st. La récolte aux Indes, surtout pour le sucre et le coton, souffre d'une invasion de sauterelles s'abattant des déserts du Sind ou de l'Arabie sur tout le bassin du Gange. — Guerre contre les tribus de montagne du pays de Lahore. Un nouveau gouverneur général, sir John Lawrence. — Mort du gouverneur lord Elgin (20 nov.), qui était, comme lord Aberdeen, sir James Graham, le marquis de Dalhousie, le comte Canning, lord Herbert, morts récemment, du grand parti libéral formé par sir Robert Peel. — A Londres, chemin de fer souterrain de la station de Paddington aux portes de la Cité (janv.). — Le septième grand bâtiment cuirassé, le *Minotaure*, est lancé en décembre; il jauge 6812 tonneaux; sa machine est de 1350 chevaux. — Mort (24 déc.) du romancier Thackeray, âgé de cinquante-deux ans, d'une abondante veine satirique, auteur dès 1847 de *la Foire aux vanités*.

Angleterre et Brésil. — Suite du différend entre ces deux États. Les Anglais n'ayant pas obtenu réparation pour le pillage de leur navire *le Prince de Galles*, naufragé sur la côte brésilienne et pour l'arrestation de trois officiers d'une frégate près de Rio Janeiro, exercent des représailles sur des vaisseaux marchands brésiliens (2 et 3 janv.). L'indemnité qu'ils exigent pour leur navire pillé, est payée le 26 février; mais d'Abrantès, ministre des affaires étrangères du Brésil, proteste. L'envoyé anglais, M. Christie, réclame la mise en liberté, sans condition, de noirs pris sur des navires accusés de faire la traite, qu'une commission mixte a

déclarés libres (12 févr.). Le Brésil, à cause des représailles exercées, rompt toute relation diplomatique (28 mai). Le roi des Belges, Léopold, pris pour arbitre, ne donne pas tort au Brésil pour l'affaire des trois officiers (18 juin). L'Angleterre n'accorde aucune réparation. — La Chambre des députés au Brésil est dissoute le 12 mai; les assemblées primaires se réuniront le 9 août pour que la Chambre s'ouvre le 1^{er} janv. — Choléra dans plusieurs provinces, surtout à Lagoas, Ser-gype, Ceara.

Belgique. — Traité à la Haye (12 mai) obtenu par le ministre des affaires étrangères Ch. Rogier, pour le rachat du péage que prélève la Hollande sur la navigation de l'Escaut depuis le traité du 15 avril 1839. Comme la Belgique, dans l'intérêt du commerce d'Anvers, avait pris à sa charge le péage de tous les autres pavillons, elle négocie en même temps, avec les 26 puissances qui avaient pavillon dans l'Escaut, pour régler leur part proportionnelle de rachat: elle se charge elle-même de payer le tiers de la somme totale qui est fixée par la Hollande à 17 141 540 florins, ou un peu plus de 36 millions de francs. La Suède adhère une des dernières le 26 juin. — Dans les élections qui renouvellent la chambre Belge (juin), à Anvers, passent les cinq candidats de l'opposition locale, dite commission des servitudes, hostile au projet du gouvernement de fortifier Anvers. Le traité du 12 mai est voté à l'unanimité en Belgique, sans opposition en Hollande. Conférence internationale, à ce sujet, à Bruxelles, le 15 juillet. Le 16 traité, qui est mis en vigueur le 1^{er} août. La Belgique paye aussitôt le premier des quatre termes du rachat. Des fêtes nationales célèbrent cette libération de l'Escaut, si utile aux Belges. Par suite, traités de navigation et de commerce entre la Belgique, la Hollande, les villes Hanséatiques, etc.

Chine. — Le général Chen-pao, vaincu par les rebelles, accusé de trahison malgré ses services depuis 1854, reçoit l'ordre de s'étrangler dans sa prison, et obéit (oct.). Le major anglais Gordon concourt à leur reprendre Sou-tchéou. — Le prince Kong-ne dirige plus seul les relations avec les étrangers. — On commence une église cathol. à Canton (8 déc.).

Cochinchine. — Tu-Duc ayant refusé (déc. 1862) de ratifier le traité avec la France, le vice-amiral Bonard, soutient énergiquement la guerre. Le traité est ratifié le 14 avril. — Épidémie très-violente à Hué.

Espagne. — Le dernier survivant des fils de D. Carlos, Jean, par une note datée de Londres, reconnaît Isabelle II comme reine et renonce à ses prétentions au trône (8 janv.). — Dans la discussion de l'adresse, la conduite politique et militaire de l'affaire du Mexique est vivement reprochée au cabinet, notamment par un des chefs du parti modéré, Mon, ancien ambassadeur à Paris : la majorité rejette son amendement (150 v. contre 72), ne voulant ni renverser le ministère O'Donnell ni recommencer la campagne du Mexique. Vive attaque par Olozaga. Quoique le vote de l'Adresse (166 voix contre 77) paraisse donner raison au cabinet, le 15 janvier il se disloque; retraite du ministre des affaires étrangères, Calderon-Collantes qui avait la principale responsabilité, des ministres de l'intérieur et de la justice. O'Donnell le reconstitue, mais d'une façon peu homogène : le maréchal Serrano, duc de la Torre, qui avait blâmé, comme gouverneur de la Havane, les actes du général Prim au Mexique, devient ministre des affaires étrangères; Salaverría reste aux finances, le marquis de la Vega de Armijo passe des travaux publics à l'intérieur; Pastor Paz, un des membres de la faction Rios-Rosas, reçoit la justice. Ce dernier bientôt donne sa démission. Les Cortès sont suspendues.

O'Donnell n'obtenant pas de la reine la dissolution de la Chambre quitte le pouvoir qu'il exerçait depuis cinq ans au nom de l'union libérale avec une majorité peu solide, composée d'éléments trop divers (26 février). Sont appelés tour à tour pour tenter de former un ministère, le général Manuel de la Concha, marquis del Duero, président du Sénat, le général Armero, Mon, Narvaez. Le cabinet du 4 mars est formé par le marquis de Miraflores, il a les affaires étrangères; à l'intérieur Vaamonde; à la guerre, Concha, marquis de la Havane. Il n'est complété qu'au mois d'août pour les finances, le commerce, les colonies; le ministre des finances, nommé en mars, donnant sa démission, est remplacé, 4 août, par le ministre des travaux publics Lopez. Le 13 août, dissolution des Chambres. Nouvelles élections; les députés réunis le 4 nov. donnent pour la présidence plus de voix à Rios-Rosas qu'à M. Mon. — Rigueurs contre les protestants de Malaga, comme en 1862 contre ceux de Grenade; condamnés d'abord à la prison, ils sont autorisés à passer en France (mai). Réclamations des délégués des protestants de tous les pays, même de l'alliance israélite universelle. — Premier train de la compagnie du chemin de fer du Nord à travers le Guadarrama (1 juill.). — Tremblement de terre à Manille (3 juin) désastreux comme en 1645. — Insurrection dans Haïti, guerre de race des nègres contre les blancs, combattus par le gouverneur général Santana, plus de 15 000 hommes sont nécessaires; violents incendies; les insurgés brûlent Porto-Plata. A la fin de novembre, la rébellion tient encore surtout dans Cibao. — Convention avec le Maroc pour les limites du préside de Melilla (14 nov.).

États-Unis. — Conformément à ce qui a été annoncé le 22 sept. 1862, est proclamé l'affranchissement des esclaves noirs dans les dix États qui,

u 1^{er} janvier, sont en guerre avec l'Union : Arkansas, Texas, Mississippi, Alabama, Floride, Géorgie, Caroline du nord, Caroline du Sud, partie de la Louisiane, partie de la Virginie ; la mesure est suspendue pour les États mixtes. Le président Lincoln signe la loi qui fait un État de la Virginie occidentale ou Kanawaka, favorable à l'Union. — La guerre contre les confédérés de plus en plus disséminée, atteint toutes leurs positions fortes dans tous leurs États, mais sans résultat décisif. — Les combats livrés par le général des fédéraux Rosencranz devant Murfreesborough près de Nashville (Tennessee), du 26 déc. au 3 janv., n'amènent que le dernier jour la retraite des confédérés. — Les fédéraux, pendant bien longtemps, attaquent sans succès, malgré le concours de canonnières, Vicksbourg, à l'ouest de Jackson, capitale du Mississippi. Leur général Grant, depuis le 1^{er} mai, avec l'armée de Tennessee, marche sur Vicksbourg, il emploie au siège des régiments composés de noirs ; après un rude combat livré à Joe Johnston, il prend (14 mai) Jackson, qui sera reprise, et perdue encore par ce même chef des confédérés Johnston. Vicksbourg soutient contre Grant quarante-sept jours de siège en règle ; 20 000 hommes qui y manquent de vivres se rendent enfin (4 juillet). Grant enlève aussi aux confédérés la forteresse improvisée de Port-Hudson près du Mississippi, que le général Banks, vainqueur dans la Louisiane occidentale (fin d'avril), avait vainement attaquée à la fin de mai et en juin, également avec des régiments de noirs. — L'attaque malheureuse des confédérés contre Helena est suivie de l'invasion de l'Arkansas par les fédéraux ; ils occupent Little-Rock. — De la fin d'avril au commencement de juillet, le général des confédérés Lee est aux prises en Virginie avec le général en chef de l'armée du Potomac, Hooker d'abord, puis Meade ; bien des com-

bats livrés près de la ligne du Rappabannock ; dans l'une de ces rencontres est blessé mortellement (6 mai) le général des confédérés Jefferson Jackson. Les manœuvres depuis le 13 juin pour menacer, près du confluent de la Shenandoa et du Potomac, les routes de Baltimore (Maryland), d'Harrisbourg et de Pittsburg (Pennsylvanie) comme de Washington. Il réussit d'abord. Emoi dans ces États et à Washington. Lincoln ordonne de lever 120 000 hommes de la milice. Les confédérés ont un instant leur quartier général à Hagerstown dans le Maryland. Meade inaugure son commandement par les combats de Carlisle et de Gettysbourg, en Pennsylvanie, contre Lee (1, 2, 3 juillet), où est tué un des généraux confédérés Reynolds, journées très-sanglantes qui décident du moins les confédérés à se replier au sud de la Shenandoa : les crues du Potomac leur rendent les gués impraticables. — Charlestown, incessamment menacée par les fédéraux, perd presque l'usage d'une de ses défenses, le fort Sumter, en ruine depuis la fin d'août ; il tient encore — La seconde note de la France au gouvernement de Washington (9 janvier) cherchant les voies d'un accommodement amiable entre le Nord et le Sud, est écartée (6 février) par le secrétaire d'État de l'Union, Seward, lequel décline toute intervention étrangère (9 mars). Le blocus maintenu par l'Union sur les côtes du Sud est une des causes de la sympathie qu'en Angleterre témoignent au Sud des lords (lord Clanricade), des députés (Roebuck), des ministres (Palmerston). Le premier ministre anglais (23 juillet), à propos du corsaire des confédérés l'*Alabama* qui a été acheté en Angleterre, déclare que cet achat est licite, des neutres (Angleterre) pouvant vendre à des belligérants (les confédérés) vaisseaux, armes et munitions. — Lincoln ne reconnaît pas qualité à un envoyé du président du Sud Davis pour traiter de l'échange

des prisonniers et de l'application des règles qui sont en usage entre belligérants. — Troubles sanglants à New-York à propos de la conscription (15-17 juillet); incendies et meurtres. On s'en prend particulièrement aux noirs, pour lesquels la guerre est faite contre le Sud. — Le général des fédéraux Burnside proclame l'état de siège dans le Kentucky. Lee vient jusqu'à Manassas, à l'ouest de Washington, puis recule dans la direction du Tennessee, que la reddition de Cumberland-Gap a ouvert aux fédéraux, pour se porter contre Burnside que combat déjà Longstreet. Lutte entre Longstreet et Burnside dans l'est de cet État, autour de Knoxville, forte position précieuse pour les fédéraux; combats le 16 et le 19 nov. Grant bat le général Baxton-Bragg à Chattanooga, au S. O. de Knoxville, sur la frontière du Tennessee et de la Géorgie où on poursuit les vaincus, et garde ainsi ses communications avec Burnside (23, 24, 25 nov.). Foster succède à Burnside dans le Tennessee. — Engagements fréquents, sans résultats, contre Charlestown. — Expédition de Dana et de Banks dans le Texas, du côté du Rio-Grande et de la frontière mexicaine; une partie de la population est unioniste. — Meade, avec l'armée du Potomac, a de nouveau en tête, près du Rapidan, l'armée considérable de Lee. — Dans la Caroline du Sud, des élections pour le congrès de Richmond indiquent quelques dispositions à revenir à l'Union. Dans l'Ohio, conspiration pour délivrer les prisonniers confédérés et renverser le gouvernement de l'Union. — Le général Butler décrète (5 déc.) l'organisation et l'enrôlement des noirs pour une campagne d'hiver dans la Caroline du Nord. — Les Messages de Davis et Lincoln (7, 8 déc.) donnent la situation comparée des partis. Davis énumère les pertes de l'année et avoue le peu de sympathie des nations européennes pour le Sud, le désastreux effet du pa-

plier-monnaie dont il propose la conversion par un emprunt d'un milliard de dollars, la dette est d'un milliard. Lincoln maintient la proclamation relative à l'émancipation des esclaves; il y a déjà sous les drapeaux cent mille esclaves libérés; dans les recettes de l'année (900 millions de dollars), l'emprunt compte pour 776; un emprunt de 460 millions est jugé nécessaire pour les dépenses jusqu'en juillet 1864; développement des forces navales, 588 bâtiments, 34 000 marins, tandis qu'il n'y en avait que 7500 au commencement de 1861. Amnistie est promise (8 déc.) à ceux qui s'engageront par serment à être fidèles à l'Union.

France. — Avertissements à l'Opinion du Midi, journal de Nîmes, le 5 janvier; le 8, au *Courrier du Dimanche*. Le 12, ouverture de la session, qui durera jusqu'au 8 mai. Le discours de l'Empereur récapitule ce qu'a fait la législature qui va terminer sa période de six ans, de 1858-63, pour la prospérité matérielle, la grandeur politique et morale de la France. Avertissements, le 14, au *Ten ps*; le 15, à la *Revue nationale*; le 16, au *Journal de la Côte-d'Or*. Le 25, l'Empereur, distribuant les récompenses aux exposants français qui ont pris part à l'Exposition universelle de Londres, parle de cette invasion pacifique sur le sol britannique et des libertés dont l'Angleterre offre le spectacle. — Pour venir en aide aux populations ouvrières si cruellement éprouvées par l'insuffisance du coton, souscriptions privées, centralisées par un comité national de bienfaisance à Rouen, et un crédit extraordinaire de cinq millions. Dans les deux Chambres, les sympathies témoignées par plusieurs orateurs à l'insurrection de la Pologne, revendiquant son indépendance, sont contenues par l'orateur du gouvernement, Billault, ministre sans portefeuille. *L'Insurrection Polonoise*, brochure de Mor-

alembert. Au Sénat, M. Thouvenel défend la politique qu'il a pratiquée en Italie, au nom du souverain, lorsqu'il était ministre des affaires étrangères. Crédit supplémentaire pour couvrir 24 millions de traites du Mexique. Sénatus-consulte du 22 avril, pour régler la propriété en Algérie, dans les territoires occupés par les Arabes. Trois degrés : la propriété collective de la tribu ; la propriété du douar, subdivision de la tribu ; la propriété individuelle. Un règlement d'administration publique, deux mois après, en prépare l'application. — Les élections générales pour 283 dép. sont l'occasion d'un vif mouvement politique. Une circulaire de Persigny, ministre de l'intérieur (28 mai), accuse de coalition les anciens partis, de 1815, de 1830, de 1848. Les candidatures officielles ont encore une immense majorité dans les scrutins du 31 mai et 1^{er} juin, 8 et 9 juin : en tout, 34 élections en dehors de l'action du gouvernement ; tous les candidats non officiels, parmi lesquels M. Thiers, passent à Paris ; une candidature ouvrière à Paris (Iolain) n'a pas réussi. Il a été donné aux candidats de l'opposit. un million 900.000 voix, contre 571 858 en 1857. — Sont déferés au conseil d'Etat pour cause d'abus un écrit collectif de sept prélats au sujet des élections qui étaient à faire, et une lettre de l'archevêque de Tours du 4 juin. — Le *Phare de la Loire* est suspendu pour deux mois (6 juin). — Un décret du 15, publié le 24, établit que l'exposition des travaux des artistes vivants aura lieu annuellement, à partir du 1^{er} mai 1864. — Décrets du 23 juin avec une note interprétative mise au *Moniteur* : le ministre d'Etat qui remplace Walewski, Billault, dégagé de toutes attributions administratives, et le nouveau ministre président le conseil d'Etat, Rouher, avec le concours des membres de ce conseil, sont désormais chargés d'expliquer et de défendre les questions portées devant le Sénat et le Corps législatif ; les attributions administratives

du ministère d'Etat sont partagées entre le ministère de la maison de l'Empereur auquel sont adjoints les beaux-arts, et le ministère de l'instruction publique ; les cultes sont réunis à la justice. Sont nommés : Baroche à la justice et aux cultes, Boudet à l'intérieur, Béhic au commerce et aux travaux publics, Duruy à l'instruction publique. Une lettre de l'Empereur au nouveau président du conseil d'Etat, datée du 24, publiée le 28, le presse de chercher les moyens de remédier aux abus de la centralisation. — Deux décrets du 22 juin, préparés par Rouher comme ministre du commerce, publiés, l'un le 30 juin, l'autre le 1^{er} juillet, ont pour objet, le premier l'établissement de la liberté de la boulangerie à Paris à partir du 1^{er} septembre, le second l'annonce d'une exposition universelle des produits agricoles et industriels pour le 1^{er} mai 1867. Un rapport du même ministre, du 22 juin, publié le 2 juillet, nomme une commission pour l'organisation de l'enseignement professionnel dont s'était occupé aussi le ministre de l'instruction publique, Rouland. — Le nouveau ministre de l'instruction publique supprime pour l'enseignement secondaire le nom de logique substitué depuis 1852 au nom de philosophie, rétablit l'agrégation spéciale de philosophie (29 juin), restitue des garanties de justice aux professeurs titulaires (11 juillet), fortifie l'enseignement des lettres et organise l'enseignement de l'histoire contemporaine dans les lycées, travaille à l'organisation de l'enseignement professionnel ou spécial, donne de l'extension à l'enseignement des langues vivantes, autorise, avec l'assentiment du conseil impérial, des cours publics libres (août-nov.). — *Avertissement au Siècle*, qui demande un plébiscite pour la Pologne, comme « compromettant les intérêts de la grande cause que l'on prétend servir » (23 juillet) ; au *Sémaphore de Marseille* et au *Mémorial de l'Allier* le

10 août; le 29 août, suspension pour deux mois de la *France centrale de Blois*. — Mort de Billault (13 oct.); Rouher devient ministre d'État; le conseil d'État dont Rouland devient président a trois vice-présidents qui seront orateurs du gouvern. devant les chambres. — Décret du 25 octobre qui fait disparaître les rigueurs de l'inscription maritime: le marin ne sera plus levé après l'âge de vingt-six ans; après trois ans d'embarquement, il recevra un congé renouvelable pour les trois dernières années; des exemptions légales sont admises comme pour l'armée de terre; le remplacement est permis; système de primes et de hautes payes pour attirer les engagements volontaires; la Caisse des invalides de la marine est conservée. — Des ambassadeurs annamites sont reçus par l'Empereur (5 nov.). — Ouverture des Chambres le 5 novembre. Le discours de l'Empereur, très-sympathique à l'insurrection polonaise, « à laquelle sa durée imprime un caractère national, » propose à tous les États de l'Europe un congrès pour la solution de toutes les questions pendantes au nord et au midi, les traités de 1815 ayant été renversés presque partout. — La vérification des pouvoirs des députés remplit un mois, jusqu'au 3 décembre; six élections sont annulées; l'opposition dite des cinq sous la précédente législature, s'est renforcée de quelques membres de l'ancienne majorité ou de députés nouveaux qui ont appartenu à d'autres assemblées. Elle est combattue surtout par le président de section du conseil d'État, Thullier. Pendant ces discussions, nombreux avertissements ou communiqués, adressés par l'administration aux journaux à l'occasion des comptes rendus de la Chambre; de là, une pétition adressée au Sénat par un député de la Seine, Darimon (2 déc.). Le 24 novembre est présenté au Corps législatif un projet de loi sur les suppléments de crédits de l'exercice de 1863, dépassant de

93 millions les crédits votés; le projet signale les ressources qu'on y peut affecter; le découvert de 1863 s'en va de 43 millions. Le projet comprend une demande de sanction pour le décret du 6 septembre 1863 qui autorise à porter de 250 à 300 millions la somme des bons du trésor en circulation. Le rapport du ministre des finances à l'Empereur (1^{er} décembre), signalant un découvert total de 972 millions, y compris les frais des guerres récentes du Mexique et de Cochinchine (270 millions), propose un emprunt de 300 millions. — L'Angleterre seule refuse positivement (25 novembre) l'offre du congrès, adressée à tous les souverains par lettres personnelles de l'Empereur, datées du 4 nov.; la Russie et l'Autriche désirent savoir sur quelles questions et d'après quelles bases auraient lieu ces délibérations de souverains et de ministres européens. Une note française du 8 déc. invite tous les États à des conférences ministérielles préliminaires. — Le projet d'emprunt est l'objet d'un amendement Thiers, pour limiter, dès 1864, l'émission des bons du Trésor. Il n'est soutenu que par quarante voix le jour du vote (24 déc.). Un article au sujet du vote de l'emprunt vaut au *Courrier du Dimanche* une suspension de deux mois (31 déc.). Le *Courrier de Saint-Étienne* a eu, le 15, un second avertissement. — Épreuves de vitesse auxquelles sont soumis les vaisseaux cuirassés, de Brest aux Canaries du 27 sept. au 27 nov. — Mort des généraux Oudinot duc de Reggio (juillet) et Bedeau (novembre) retirés de la vie publique depuis le 2 décembre 1851; du maréchal d'Ornano (octobre). — Mort des peintres Horace Vernet, le troisième et le plus grand du nom (17 janvier); d'Eugène Delacroix (août). Réorganisation de l'École des Beaux-Arts par décret du 13 nov.; l'Académie des Beaux-Arts proteste parce qu'elle n'est plus rien dans la direction de l'enseignement et dans le jugement des concours; le décret

est maintenu, 26 et 28 déc. et 6 janvier 1864. — Décret pour la reconstitution administr. du Muséum d'histoire naturelle (29 déc.). — La question de la propr. littéraire, tant de fois débattue, est élaborée dans une commission dont le travail sert de base à un projet de loi. — Le prix biennal de 20 000 fr. dont dispose l'Institut est donné à M. Jul. Oppert, assyriologue. — *Vie de Jésus*, destructive de la tradition de l'Eglise, par E. Renan. — Le Caire doit au Franç. Mariette un musée d'antiq. pharaoniques et ptolémaïques. — A Paris, se forme la Société de crédit au travail, à la fois caisse d'épargne, banque de dépôt et d'escompte pour les classes laborieuses (sept.). — Le cons. municipal de Paris arrête le budget de 1864 à 151 millions, la dette fondée est de 268 millions (22 déc.). — Abondance exceptionnelle de la récolte en céréales. — Progrès de presque toutes les lignes de chemin de fer; la section de Périgueux à Agen (3 août) complète une import. ligne centrale. — *Tableau de la puiss. comparée des Etats de l'Europe*, par Maur. Block.

France et Mexique. — Le corps d'expédition se porte d'Orizaba contre Puebla (24 février). Le 18 mars, on arrive devant Puebla où sont accumulées les ressources militaires des partisans du président Juarez. La tranchée est ouverte le 23; les défenseurs de la place combattent dans des forts, dans les îlots de maisons unis aux églises formant des massifs fortifiés, des retdans ou quâdres, ils tiennent avec la plus grande énergie, se retirant d'un poste dans l'autre pendant un mois; la cathédrale n'est enlevée que le 7 avril; jusqu'au 29, huit assauts qui ne donnent pas la place entière; les renforts amenés aux assiégés par le général Comonfort sont repoussés, à San Lorenzo, par le général Bazaine (8 mai). Le 17, le défenseur de Puebla, Ortega, faute de vivres, se rend sans condition avec 13000

hommes et tout le matériel de la place. 9000 hommes avec Bazaine, que rejoignent 6000 auxiliaires du général mexicain Marquez marchent sur Mexico. En France où la nouvelle du 17 mai arrive le 10 juin, le général en chef Forez est fait maréchal (2 juillet). Le 10 juin, il était entré dans Mexico avec les généraux Marquez et Almonte et le ministre plénipotentiaire français outragé en 1861 par Juarez, deux jours après que les chefs du parti conservateur avaient rendu la ville à Bazaine. Juarez, avec une armée de 6000 hommes se retire à San Luis de Potosi. Presque aussitôt, le 16 juin, est formée une junte supérieure de gouvernement, de trente-cinq membres, choisis entre les notables par le général Forez. Cette junte, le 23, confie le pouvoir exécutif provisoire au général Almonte, à l'archevêque de Mexico alors en France, au général Salas, et avise à former une assemblée de notables constituants. Dans beaucoup de provinces on se déclare contre Juarez. Forez fait sauvegarder l'établissement important des mines d'argent de Real del Monte, au nord de Mexico. Le 10 juillet, l'assemblée proclame empereur, moyennant ratification par le suffrage universel, l'archiduc Maximilien, frère de l'empereur d'Autriche, ou à son défaut celui que choisira Napoléon III. Maximilien donne de Vienne une acceptation conditionnelle: il voudrait un plébiscite. Au milieu de sept. Forez, qui retourne en France en passant par Washington, laisse le commandement en chef à Bazaine. Occupation, le 23 octobre, de Jalapa; travaux de défense entre Mexico et la Vera-Cruz; précautions en vue de la prochaine campagne, Juarez n'étant pas tombé encore. A Mexico, pas de solution politique; deux membres de la régence donnent leur démission, le général Almonte reste seul (nov.); aucune indemnité de guerre n'est encore fixée. Douze mille Français, avec six mille alliés mexicains occupent Queretaro sans

coup féroce; Comonfort, entre Celaya et San-Louis (12 nov.), est tué par des partisans mexicains. Negrete min. de la guerre de Juarez, Doblado, Uruga sont ses principaux lieutenants.

Grèce. — L'assemblée nationale se déclare constituée le 24 janv.; le 29, est élu président un avocat du parti de la montagne, Balbis. Le 2 février, elle continue les pouvoirs du gouvernement provisoire: le 3, est proclamé le vote, déjà frappé d'incapacité par la décision des trois puissances protectrices, qui, à la fin de 1862, avait attribué la couronne au prince anglais Alfred. Le 20, l'amiral Canaris se retire du gouvernement provisoire; nouveau ministère formé par les deux membres restants, Bulgaris et Roufos; mais contre eux, le lendemain, est dirigée une révolte militaire par Leotzaros; ils se démettent; l'assemblée prend possession du pouvoir exécutif et le délègue, le 23, à sept ministres dont Balbis. — La diplomatie européenne cherche un roi pour les Hellènes. Le duc régnant de Saxe-Cobourg-Gotha refuse (fin de janv.). Enfin est choisi le second fils du prince héréditaire de Danemark, Guillaume Georges, âgé de 17 ans, dont la sœur est mariée au prince de Galles. Adhésion de l'assemblée nationale, le 30 mars. Des protocoles du 16 et 27 mai, du 5 juin, admettent la vacance du trône, et le donnent au prince danois sous le nom de Georges I, que le roi de Danemark, le 6 juin, reconnaît roi devant trois délégués de la nation grecque: ses successeurs légitimes devront professer la foi de l'Eglise orthodoxe d'Orient. Le 27 il est déclaré majeur par l'assemblée constituante. — Troubles intérieurs incessants, changements de ministère, le 8 avril, le 12 mai; le pouvoir passe des mains du violent Kyriakos au modéré Christidès; révolte militaire et sanglante à Athènes, le 30 juin, 1 et 2 juillet par des partisans de la faction Bulgari; ministère, dit de conciliation,

sous la présidence de Roufos; brigandages impunis dans la Laconie et la Messénie, lutte entre les paysans et les soldats. L'assemblée réhabilite les condamnés politiques du règne précédent, même le régicide Aristide Dousios. Elle déclare déchu de leurs droits politiques pour dix ans les membres du ministère Mavlis, dit ministère de sang, contre lequel a eu lieu l'insurrection de Nauplie en février 1862 (17 oct.). — L'Angleterre a promis la cession des îles Ioniennes. Le lord haut-commissaire à Corfou proroge l'assemblée à six mois; elle proteste le 28 août. Traité de cession signé à Londres 14 nov., moyennant la neutralité perpétuelle de ces îles et la démolition préalable des fortifications de Corfou. Cette dernière clause est mal accueillie à Corfou et en Grèce. — Georges I, qui passe par Londres, Paris et Vienne, arrive à Athènes le 31 octobre, accompagné d'un diplomate danois, le comte de Sponneck; il forme un ministère Bulgari, cette faction étant la plus puissante. L'assemblée est toujours systémat. hostile aux modérés. Démission du min. de la guerre à l'occasion de la nouv. organisation de l'armée et de la garde nat.

Haïti. — Le président Geffrard, dans son discours d'ouverture, aux Chambres (27 avril) touche la question de l'admission des blancs aux droits de propriété que leur refuse l'article 7 de la constitution. — Parmi les conspirateurs de l'arrondissement de Dessalines, que juge la cour martiale (juin), dix-sept condamnations à mort dont huit par contumace; le général Legros, son frère et six autres sont exécutés.

Hollande. — Le ministre des colonies change encore (janv.). — Tous les chemins de fer de l'État sont livrés en exploitation à une société placée sous le patronage du crédit mobilier néerlandais.

Italie. — Le ministre de l'intérieur, Paruzzi, provoque (1^{er} janv.)

une souscription nationale pour indemniser les victimes du brigandage dans les Deux-Siciles, et récompenser les citoyens qui se distinguent dans la répression de ce mal politique et social. A Naples, le général de la Marmora ne garde que l'autorité militaire et la haute direction politique : il y a un préfet civil, de même à Palerme. Les sept grands départements militaires ont pour h.-l. : Turin, Milan, Parme, Bologne, Florence, Naples; Cagliari est une division militaire territoriale. — L'emprunt de 700 millions, discuté par des députés à la fin de février, ne sera pas réalisé immédiatement tout entier. — Le 24 mars, par la retraite du président du conseil Farini, malade, et du ministre des affaires étrangères Pasolini, le cabinet passe sous la présidence de Minghetti, qui garde les finances; Visconti-Venosta les affaires étrangères. Restent les anciens ministres du cabinet Farini : Peruzzi, général della Rovere, Cugia à la marine, Menabrea aux travaux publics, Michel Amari à l'instruction publique, Pisanelli à la justice et aux cultes, Jos. Manna au commerce. — Section nouvelle du chemin de fer de Naples à Eboli, dénie à Pastena par l'évêque de Cava, Sicilien octogénaire (8 juin). — En votant les articles généraux du budget de 1863, les députés (10 juin) les déclarent applicables, avec une réduction de 5 millions, au budget de 1864. — Modération du ministre des affaires étrangères, répondant à des interpellations sur la question de Rome, sur la question de Pologne. — M. Ratazzi attaque vivement la politique du cabinet; Minghetti riposte en accusant la conduite suivie en 1862 par le cabinet Ratazzi envers la France au sujet de la question romaine : récriminations personnelles; vote de confiance pour le cabinet le 20 juin (202 voix contre 52); duel le lendemain. — Le 6 juillet commence la discussion sur l'impôt mobilier; la Chambre adopte, le 9, le principe, posé par Minghetti, de l'impôt uni-

que comme en Angleterre, et de la répartition par contingent provincial; la déclaration du contribuable est la base de la répartition; la répartition entre les provinces est laissée au gouvernement et au conseil d'État. La loi est votée le 21 juillet (130 voix contre 70). — Projet d'un impôt sur les consommations : il y aurait un droit d'entrée dans les villes, un droit de détail dans les campagnes. — Dans le Midi, persistance du brigandage et conspirations bourbonniennes : Pilone, Chiavone, Tristany, Cipriano Gala, etc. Fréquents procès. Tristany est arrêté par la police française à Rome (fin de juin). Le général Bosco et trois autres généraux de la petite cour de François II (juillet) sont obligés de quitter Rome. Cipriano Gala est un des cinq, munis de passe-ports délivrés par le cardinal Antonelli, que le préfet de Gênes arrête sur un vapeur français : de là un conflit promptement vidé. Loi temporaire désignée du nom du député Pica, un peu draconienne contre le brigandage. — Concession du chemin de fer calabro-sicilien à la compagnie Laffitte, votée par les députés le 1^{er} août, le 7 par le sénat; le gouvernement acquiert, en retour, le chemin Victor-Emmanuel. A Naples, une association pour l'encouragement des beaux-arts; une association unitaire constitutionnelle; une société philanthropique; une caisse d'épargne; une subvention du gouvernement aux écoles primaires, dont les frais sont à la charge des communes. Les officiers de l'état civil sont obligés de recevoir les notifications de mariages entre personnes non catholiques (juillet). Le 1^{er} août, mise en vigueur dans les Deux-Siciles de la nouvelle loi sur les poids et mesures, les mêmes pour tout le royaume. — Une session laborieuse de neuf mois a fini pour les députés le 1^{er} août, quelques jours après pour le sénat. — Un journal protestant, *la Conscience*. — Mort de M. Lafarina, un des fauteurs modérés, constitutionnels, de l'unité

Italienne (sept.); du marquis de Brignole-Sale, Génois, qui avait servi comme diplomate sa seconde patrie le Piémont, hostile aux annexions et contraire à la suppression des ordres religieux (oct.) — Traité de commerce et de navigation conclus avec la France le 17 juin; avec l'Angleterre le 6 août; avec la Hollande (nov.). — Le roi, avec ses fils, visite les provinces du Midi (nov.); il va de Foggia à Naples par une nouvelle section de chemin de fer; son retour par Livourne. — Cette année ont été ouverts, jusqu'au 1^{er} nov., 493 kilom. de chemins de fer; doivent être ouverts jusqu'au 31 déc., 272 kilom. — A Naples, l'université restaurée suivant les plans de l'ancien ministre de l'instruction publique Matteucci, a quatre facultés en activité (nov.). Création d'une société nationale d'industries mécaniques. — Nouvelle protestation collective des évêques napolitains contre le régime imposé aux séminaires. — A Rome, procès politique du chevalier Fausti, principal secrétaire du cardinal Antonelli, arrêté en février comme partisan de l'unité italienne; condamné à vingt ans de galères. Réforme postale. Réduction des tarifs de douanes, surtout sur les matières de première nécessité (oct.). Suppression de tribunaux et de juridictions exceptionnelles, conservées dans le règlement législatif et judiciaire du 10 nov. 1834 (28 nov.). — A Turin, la nouvelle session (nov.) discute et vote les traités de commerce avec la France et l'Angleterre; vifs débats sur les désordres de la Sicile, où la résistance à la conscription, jusqu'à l'inconnue, a nécessité des mesures extraordinaires contre les déserteurs et les réfractaires; interpellations de M. Dondos-Reggio, appuyées violemment par Crispi, mises à néant par l'ordre du jour du 10 déc., que demande le président du conseil : 206 voix contre 52. Démission, au sujet de cette discussion, de quelques députés, notamment de Garibaldi, le

22 décembre. Loi pour permettre à tous possesseurs de biens immeubles qui doivent à l'État ou à des corps moraux, couvents, hôpitaux, etc., une rente perpétuelle ou emphytéotique, de se libérer en remettant un titre de rente sur l'État, égal en revenu à la rente dont ils sont débiteurs. — Exposé de l'état des finances au début de la discussion du budget, le 12 déc. : on a couvert le déficit des années 1861-62-63 par les 500 millions déjà réalisés de l'emprunt et par les bons du trésor; les recettes de 1863 ont dépassé de 30 millions celles de 1862. Le projet de budget pour 1864 est adopté (17 déc.) par 177 voix contre 49; le total des recettes ordinaires et extraordinaires est fixé à 672 millions; 124 doivent être tirés de la vente des biens nationaux. — Fête patriotique à Naples pour la translation (11 déc.) du corps de G. Pepe, mort près de Turin le 8 août 1855. — Le brigand Caruso pris près de Bénévent le 10, jugé militairement, est exécuté le 12. — Un vote des députés (159 voix contre 51) proroge jusqu'à la fin de février la loi Pica contre le brigandage. — La loterie est l'impôt qui progresse le plus.

Japon. — L'ultimatum britannique du 6 avril pour les attentats commis en 1862 contre des Anglais, étant sans effet, l'amiral anglais Kieper bombarde Kagosima, une des villes du prince de Satsuma, ennemi déclaré des Anglais, dont le tycoon, ou souverain temporel, n'a pas pu obtenir lui-même les réparations demandées. Il les promet. — Un décret d'expulsion des étrangers est retiré (nov.). — Le prince de Satsuma accorde l'indemnité demandée (déc.). — Des troupes européennes restent à Kanagawa qu'il que les étrangers ne doivent être admis qu'à Nangasaki et à Hakodadi.

Portugal. — Abolition de la peine de mort pour les crimes civils et politiques. Abolition des majorats. Le crédit foncier est organisé. Mise en pratique complète du système métrique.

Russie et Pologne. — Le sénat de Saint-Petersbourg condamne un an d'emprisonnement les maréchaux de Podolie qui, en oct. 1862, ont demandé la réunion administrative à la Pologne (janv.). — Le 15 janvier, à Varsovie, se pratique entre une heure et huit heures du matin l'enlèvement des jeunes gens par les soldats russes, sous forme de recrutement, nouveau mode odieux de persécution, décrété pour les populations des villes; les paysans sont exemptés, le gouvernement choisit lui-même les conscrits: pas de tirage au sort, pas d'exemptions légales. L'insurrection nationale commence, non-seulement à Varsovie, mais à Plock, Radzin, Siedce, attroupements considérables, interruption des lignes télégraphiques et des chemins de fer. L'état de siège et la loi martiale sont proclamés, et pour le royaume, et pour les districts de Lithuanie et de Volhynie, qui en sont voisins. Première proclamation du comité d'insurrection nationale, datée de Varsovie le 2 février. Le 17, manifeste et prise d'armes de Louis Mierolawski; sa bande, le 23, est dispersée à Radziejewo. — Le 8, convention entre la Prusse et la Russie pour faciliter aux Russes la poursuite des bandes polonaises sur la terre prussienne, et leur offrir à eux-mêmes un refuge. — Note de la France à la Prusse, le 17, au sujet de cette convention si utile aux Russes; note à la Russie elle-même, le 18, l'invitant à être moins dure pour les Polonais; note à l'Angleterre, le 21, pour préparer un concert de réclamations diplomatiques. L'Angleterre refuse toute action collective. — Langiewicz, du duché de Posen, se déclare dictateur le 10 mars, en vertu d'un décret du comité central révolutionnaire; Mierolawski proteste, le 11, contre ce décret. Le 12, Langiewicz, du quartier général de Sosnowka, organise un gouvernement. Il lutte quelques jours; sa bande est vaincue, dispersée; le 19, il passe sur le territoire autrichien;

reconnu, arrêté à Tarnow (Gallicie), le 20, il est interné; il réclamera en vain pour être mis en liberté. Le comité central à Varsovie reprend la direction de la guerre. Du 15 mars est datée la lettre de Felinski, archevêque de Varsovie, annonçant qu'il se démet de ses fonctions de conseiller d'État. — Le 12 avril, publication d'une amnistie impériale pour les insurgés qui poseront les armes d'ici au 1^{er} mai: concession insuffisante, sans effet. — Toutes les puissances, Espagne, Suède, France, Angleterre, Autriche, Hollande, Danemark (mars-mai), adressent isolément des notes à la Russie au sujet de l'insurrection. — La perception des impôts établis par le gouvernement national en Pologne s'opère sans obstacle. Ce gouvernement secret, anonyme, est obéi partout, pour les réquisitions, pour les armes et munitions à fournir, pour la protection des blessés et des fugitifs. De toutes les parties de l'Europe, surtout de la France et de l'Italie, les réfugiés polonais vont combattre pour leur patrie. L'insurrection éclate le 23 avril dans les provinces lithuaniennes de Mohilev et de Wilepsk; le 8 mai, dans la Ruthénie ou petite Russie, comprenant la Volhynie, la Podolie, l'Ukraine, autrefois polonaises; les forêts y sont favorables à la guerre de partisans. Dans le sud de la Podolie, où le terrain est plat, les garnisons russes empêchent le mouvement. Nobles, propriétaires, bourgeois, évêques et prêtres, jeunes gens des universités et des écoles supérieures, se font martyrs de la même cause. Les paysans sont sollicités par les promesses du gouvernement à livrer les rebelles. — Le général de Berg, instrument de toutes les mesures tyranniques de Nicolas I^{er} (1831-1838) en Pologne, y est renvoyé. Sanglantes vengeances ordonnées par le gouverneur général de Lithuanie, Mouravieff, bien plus dur que Nazimoff, auquel il succède en mai. Beaucoup de prisonniers sont fusillés ou pendus en Lithuanie et à

Varsovie; des étudiants, des prêtres, des nobles, entre autres le comte Léon Plater (juin). Des milliers d'insurgés et d'employés catholiques suspects sont déportés dans le centre de l'empire ou en Sibérie; l'archevêque de Varsovie, Felinski, conduit d'abord à Saint-Petersbourg, est interné à Jaroslaw; l'évêque de Vilna, Krasinski, à Viatka. Spoliations en règle au profit des Cosaques et des paysans, ordonnées par le commandant de la circonscription de Kieff, Annienkoff (24 mai). — Expédition avortée du colonel Lepinski, parti de Malmö (Scanie) pour Polangen, poste douanier du gouvernement de Vilna (14 juin). Le 18 juin est tué Bogdan Boncza, dont le vrai nom est Conrad Blaszyński, redoutable pendant deux mois pour les Russes dans le gouvernement polonais de Radom. Le 21 juin, l'insurrection éclate dans le gouvernement de Smolensk sous la direction d'un riche seigneur. Le 27 juin est pendu à Vilna le comte Sierakowski (Dolenga), comme Boncza ancien officier dans l'armée russe; des rigueurs horribles seront exercées par Mourawieff même envers la mère et la femme de ce noble Lithuanien. Le 1^{er} juillet, presque simultanément, deux attaques, mais qui, mal concertées, ont échoué, en Volhynie, à la frontière de la Gallicie, par les chefs polonais Horodinski et Wysocki: le premier est tué, le second se retire dans les forêts. Le gouvernement autrichien arrête, comme complice de Wysocki, le prince Adam Sapieha, fils du président de la Diète de Gallicie. La Prusse, de son côté, réprime les mouvements des Polonais sur la route du palatinat de Kalisch au duché de Posen. Milcowski, avec une colonne de volontaires polonais, formée sur le territoire turc, est forcé de violer la neutralité du territoire roumain (12 juillet) pour tenter de pénétrer en Podolie; le prince Courza le fait attaquer, le 15, par 5000 hommes et désarmer; il

est ramené à Bukarest. — Les cabinets de Paris, Londres et Vienne, après bien des efforts pour combiner leur action diplomatique en se plaçant sur le terrain de 1815, adressent, les deux premiers, le 17 juin, le troisième, le 18, des notes à peu près identiques, conformes au programme autrichien, portant six points qui seraient la base d'un arrangement de la question polonaise: 1° amnistie complète et générale; 2° une représentation nationale en Pologne avec des attributions analogues à celle de la Diète de Gallicie; 3° admission des Polonais aux fonctions publiques, autonomie administrative; 4° liberté de conscience pleine et entière; plus de restrictions légales contre le clergé catholique; 5° emploi de la langue polonaise dans l'administration, la justice, l'enseignement; 6° un système de recrutement régulier et légal. Cet arrangement que devrait précéder la cessation des hostilités serait confirmé dans une conférence spéciale par les huit puissances signataires du traité de Vienne. Ces notes sont remises le 27 juin au ministre des affaires étrangères, le prince Gortschakoff. Le marquis Wielopolski, consulté, approuve les six propositions. De là, sans doute, le congé qui lui est accordé ou imposé le 7 juillet, de ses fonctions de président du conseil administratif du royaume de Pologne. Cette présidence du conseil administratif est attribuée au chef militaire le général de Berg pendant l'absence du lieutenant de roi le grand-duc Constantin. Dans un conseil de l'empire tenu le 11 juillet, Alexandre II prépare la réponse aux trois puissances. Cette réponse, datée du 14, arrive aux trois cours le 17. La Russie repousse la proposition d'armistice et la conférence spéciale; elle n'admet qu'une transaction particulière avec les deux puissances copartageantes; elle veut avant tout le rétablissement de l'ordre et de l'autorité; se plaint que les insur-

gés trouvent des dispositions trop favorables dans l'occident, foyer des passions révolutionnaires. — Un manifeste du comité polonais siégeant à Paris (26 juin), un autre du gouvernement national de Varsovie (31 juillet) ne s'en tiennent pas aux promesses de 1815 tant de fois violées; ils réclament pour la Pologne l'indépendance dans les limites de 1772. Le 14 juillet à Varsovie, où les Russes sont toujours maîtres par la force, paraît le premier n° de *l'Indépendance*. Le gouvernement national décrète un emprunt de 21 millions de florins à 5 0/0. Il déclare propriétés nationales les biens confisqués par Nicolas I et Alexandre II, et attribués à des généraux et fonctionnaires russes. Assassinat (21 juillet) d'un colonel membre de la commission d'enquête à Varsovie. — Alexandre II ordonne (juillet) une levée de dix hommes par mille pour le mois de novembre, excepté dans les gouvernements insurgés de Lithuanie et Ruthénie, pour avoir 300 000 hommes de plus. — En Lithuanie, les biens de beaucoup de familles insurgées ou seulement suspects, même parmi les Odnodwortzi (petite noblesse non reconnue par l'État) sont séquestrés, ou donnés à usufruit aux journaliers et aux paysans. Comme on se défie même des paysans, des villages sont repeuplés avec des paysans russes. En Pologne, toutes les autorités urbaines et toutes les autorités locales, par décisions du 15 août, du 21 sept., relèvent de l'administration militaire. Défense pour les femmes (27 oct.) d'être vêtues de deuil, excepté pour la perte de leur père, leur mère, leur mari. Les arrestations et les exécutions continuent. Une école primaire russe est instituée à Varsovie (nov.). — C'est surtout à cause de la durée et du caractère national de l'insurrection polonaise que Napoléon III propose un congrès européen (5 nov.). — L'hiver n'interrompt pas la guerre. — Elle n'a pas produit jusqu'ici chez les Polonais d'homme

supérieur pour la direction militaire ou politique. — Le grand-duc Constantin est déchargé de la lieutenance de Pologne (9 nov.) qui reste au général de Berg. Institut. d'une charge de maître gén. de police (27 déc.); elle est donnée à un général. Procès de Stanislas, fils d'André Zamoycki, exilé lui-même depuis un an; incertitudes sur son sort. — Dans le Caucase dégarni de troupes à cause de l'insurrection de Pologne, insurrection entre Tiflis, le Karatach et les provinces Lesghiennes (juin). — En Finlande, dispositions peu favorables de l'université d'Helsingfors et de plusieurs municipalités (mai). L'empereur avec ses fils Alexandre et Vladimir, et le prince Nicolas de Leuchtenberg visite (fin de juillet) les travaux de fortification d'Helsingfors et de Tawatchus, point central au milieu des lacs. — On prépare des institutions représentatives de province et de district avec des assemblées territoriales pour tout l'empire (loi du 1^{er} janvier 1864). — Troubles parmi les paysans dans les gouvernements de Penza, Toulà, Saratov; ils refusent ici de se soumettre aux travaux ou aux redevances, là d'accepter le partage territorial. — Les forces maritimes réparties entre la Baltique, la mer Noire, la mer Blanche, la mer Caspienne, le fleuve Aral, le fleuve Amour, sont de 122 bâtiments, 2246 canons, 20 500 matelots.

Suède. — Un projet ministériel est communiqué aux États à Stockholm (14 janv.) pour la suppression de la représentation par États, ou ordres, du clergé, de la noblesse, de la bourgeoisie, des paysans; il y aurait deux Chambres, la première élue par les représentations provinciales avec un cens d'éligibilité assez élevé, la seconde élue par le peuple avec un cens électoral peu considérable. — Le pacifique mouvement d'union scandinave se poursuit. A Gothenborg, un congrès d'économistes, délégués des trois royaumes scandinaves, les 18, 19 et 20 mai:

en juillet, à Stockholm, un congrès mixte aussi de naturalistes, auquel viennent même des Finlandais; à Helsingborg, près du Sund, des comtes agricoles. Visites toutes personnelles échangées entre les deux rois Charles XV et Frédéric VII de Danemark (juillet), le premier reçu avec ses frères au château de Skodsborg, sur les bords du Sund, le second au château de Bachaskog, près de Malmö. — Le commerce maritime est affranchi des droits de timbre (22 juin). — Meurt à Rome (25 mai) André Munch, professeur d'histoire à Christiania, célèbre par ses recherches d'histoire et d'antiquités scandinaves.

Turquie. — Le sultan, mécontent de l'issue des affaires du Monténégro et de la Serbie, accomplit (4 janvier) beaucoup de changements dans la haute administration. Fuad-Pacha n'est plus premier ministre; il est nommé président du grand conseil et à la direction effective des finances; il redeviendra grand-vizir le 2 mai. — Mort du vice-roi d'Égypte, qui régnait depuis 1854, Saïd (18 janvier); son frère Ismaïl lui succède. — Nouvelles intrigues, à l'occasion des travaux du canal de l'isthme de Suez, visités cette année par l'ambassadeur anglais à Constantinople sir Henri Bulwer, par l'ingénieur anglais Hawkshaw, par Abdel-Kader, par le prince Napoléon, ce dernier du 18 au 23 mai. Le sultan vient en Égypte le 7 avril. La dépêche expédiée le 6 avril de Constantinople par le ministre des affaires étrangères Aali-Pacha, compromet les conventions des 18 et 20 mars, qui ont réglé toutes les questions d'exécution, conformément aux engagements contractés par le gouvernement égyptien envers la compagnie. Le consentement de la Porte, vainement demandé depuis 1854, est lié à la solution préalable de trois questions : la stipulation de la neutralité du canal; l'abolition du travail forcé, la réduction du nombre des

ouvriers de 20 000 à 6000, avec un salaire plus élevé; l'abandon par la compagnie des terrains qui bordent les canaux d'eau douce. Ces propositions, transmises par le vice-roi (18 août) sont rejetées (29 oct.) par le Conseil d'administration de la compagnie. Le canal d'eau douce arrive à la mer Rouge le 29 décembre. — Dans les Principautés-Unies, une ligne de chemins de fer est concédée à des Anglais; une autre à des Autrichiens; le crédit mobilier français prend l'entreprise de la banque nationale (juillet). Nouveau ministère (16 oct.) Division entre le prince Couza et la Chambre des députés : son discours à l'ouverture de la session (15 nov.). Il attribue ce désaccord aux passions extrêmes et aux haines intestines. Le projet d'adresse du 3 déc. lui renvoie le blâme. Vote unanime des députés (25 déc.) pour la sécularisation des monastères dédiés, du culte grec. — Le sultan se forme une garde de cent jeunes gens musulmans et chrétiens, choisis dans les diverses provinces d'Europe et d'Asie (déc.). Au moyen de deux emprunts de 1862 et 1863, suppression du papier-monnaie pour 230 millions de francs, et des 24 des dettes exigibles pour 399 millions de francs. Premier budget régulier, pour l'exercice commençant le 1 mars 1863, finissant au 28 février 1864 : revenus, 346 millions; dépenses, 342 millions 600 000.

Questions internationales. — Commission internationale à Paris du 11 mai au 9 juin pour aviser à un système simple et uniforme de relations postales; y sont représentés outre les États de l'Europe, les États-Unis, Costa-Rica, Sandwich. — La création d'un observatoire météorologique à Lisbonne complète l'ensemble du service météorologique pour toutes les parties de l'Europe qui font face à l'Atlantique ou à la mer du Nord jusqu'à la Norvège; la prévision du temps est notée et publiée chaque jour.

1864.

Afrique. — Au Maroc, malgré le bon vouloir témoigné par le sultan Sidi-Mohammed à Sir Moses Montefiore, le fanatisme des populations musulmanes éclate contre les juifs dans plusieurs villes, à Fex et Mequinez. Il accorde la liberté de commerce aux Européens. — A Madagascar, suites sanglantes de l'assassinat du roi Radama, tué en mai 1863 (18-19 mai et 18 juillet). Pour insultes envers la reine, le premier ministre, frappé d'une sentence de mort, est exilé et dégradé.

Allemagne, Autriche et Prusse.

— Mort du roi de Bavière Maximilien II, à 52 ans (10 mars), un des plus ardents adversaires des prétentions de l'Autriche et de la Prusse. Un parti voudrait son père Louis I^{er}, qui a abdiqué en mars 1848. Son fils Louis II, âgé de 18 ans, qui lui succède, s'occupe peu des affaires. — Mort du roi de Wurtemberg Guillaume I^{er}. Son fils Charles lui succède, marié à une princesse russe sans enfant. L'héritier présomptif est un neveu de Guillaume I^{er}, Frédéric. L'adresse des députés exprime le vœu de la révision de la Constitution (23 juillet). La proposition d'un vote de défiance contre le ministère Linden est rejetée par 78 voix contre 13. — A Cassel, dans les Chambres, opposition au rétablissement du mariage civil, projet d'abolition des maîtrises industrielles et commerciales; conflit avec le gouvernement sur un projet de loi de la presse; la diète est prorogée (2 juillet), pour un temps indéterminé; l'électeur refuse toute signature; une commission de la Chambre qui tient bon (26 octobre), est soutenue par le conseil municipal et le comité de bourgeoisie de Cassel (5 décembre). Les députés (27 contre 17) avisent à mettre le ministère en accusation. — En Saxe-Royale, vœux favorables à la liberté de la presse, dans la Chambre des députés (13 août). —

Dans le Wurtemberg, où le ministère est changé le 23 septembre, sont rapportées (décembre) les lois exceptionnelles dont avaient été l'objet depuis neuf ans la presse et le droit d'association. — Dans le grand-duché de Bade, conflit entre le gouvernement et l'archevêque de Fribourg, depuis juillet, parce que les écoles primaires laïques ne relèvent plus exclusivement du clergé, d'après une loi du 29 juin. — Conférences douanières à Munich (juillet), entre la Bavière, le Wurtemberg, Nassau et l'Autriche; à Prague (depuis septembre), entre la Prusse et l'Autriche, unles alors contre le Danemark: sans solution probable. — Traité signé à Berlin (28 juin) pour le Zollverein avec la Russie. — Protocole final du traité de commerce de 1862 avec la France, signé à Berlin le 14 décembre. — A Eisenach, un congrès de journalistes allemands (juin); une assemblée générale du Nationalverein sous la présidence du Hanovrien Benningsen (31 octobre): on incline vers la Prusse. — A Mayence, ass. générale des associations de crédit, présidée par Schultze-Delitsch (août). — Ass. générale des associations catholiques à Wurtzbourg (septembre). — David Strauss vient de donner au bout de 30 ans une édition remaniée de sa *Vie de Jésus*. — En Prusse, la diversion aux débats constitutionnels, à la fois glorieuse et profitable, cherchée aux dépens du Danemark, ne met pas fin à toute opposition parlementaire. La 2^e Chambre ayant refusé le 13 janvier le crédit pour les frais de réorganisation militaire, le 19 le projet de loi qui doit modifier l'article 99 de la Constitution relatif au vote du budget, le 22 le projet d'emprunt pour la campagne dans les duchés, la session est close le 25. Dans cette campagne, même devant l'ennemi, point de promotions de sous-officiers au grade d'officier, il faut pour être officier sortir des cadets et des enseignes. La nouvelle organisation militaire,

l'artillerie réformée et le fusil à aiguille Dreyse contribuent à la gloire des armes Prussiennes « inactives depuis près d'un demi-siècle » (ordre du jour du roi, au retour des troupes à Berlin, le 7 décembre). L'excédant budgétaire de 20 millions de thalers est entamé par les frais de cette guerre. Nouvelles acquisitions sur les côtes du Jahde (Oldenbourg). L'affaire dite de Posen où 403 Polonais sont accusés de haute trahison et 47 de complicité, se déroule à Berlin, devant une commission spéciale tirée du tribunal suprême (juillet-décembre). Il n'y a de condamnation à mort que pour les contumaces; 100 sont acquittés; l'habile plaidoyer du professeur Gneist montre les prévenus coupables non contre la Prusse mais envers la Russie. — La convocation des Chambres n'étant pas annoncée, démission de quelques députés dont le professeur Sybel. Un décret du 29 décembre fixe leur réunion au 14 janvier, limite constitutionnelle extrême. Pétitions d'ouvriers pour l'abrogation de la loi de 1845, qui les empêche de se concerter librement et de coopérer à la fixation des salaires (novembre). — En Autriche où la 2^e Chambre du Reichsrath n'a pas plus de goût qu'en Prusse pour l'exécution fédérale contre les Danois (janvier), le ministre d'Etat de Schmerling et le ministre des affaires étrangères, le comte de Rechberg, paraissent favoriser, de concert, la liberté de la presse et la liberté de la tribune; leurs discours du 2 février entraînent la majorité des députés. A la Chambre des seigneurs l'archevêque de Vienne cardinal Rauscher et le comte de Thun sont les orateurs réactionnaires. Motion libérale, à la seconde Chambre, pour que les Israélites puissent acquérir des immeubles en Gallicie et en Bukowine; on n'y veut pas d'un projet de législation civile et pénale uniforme pour tout l'Empire. Entre la clôture du Reichsrath restreint du 15 février, et l'ouverture, 12 novembre,

du Reichsrath plénier qui est possible depuis que les députés de la Transylvanie consentent d'y siéger, le ministre de la guerre est changé (1^{er} février). De même le chancelier d'Hongrie. Désordres et arrestations en Hongrie, à Padoue, en Vénétie, dans le Tyrol italien, à Cracovie, en Gallicie. Vienne a le Journal la *Nouvelle presse libre* dep. le 2 sept. L'Empereur avec trois archiducs et le ministre de la guerre se montre en Hongrie. Remplacement (27 oct.) du comte de Rechberg dont la conduite en face de la Diète de la Prusse et des autres puissances a été sans solidité et sans bon résultat, par le général comte de Mendsdorff-Pouilly, gouverneur de Gallicie, dont on espère la réconciliation avec les Polonais de ce pays et les Hongrois. Le Reichsrath dit plénier, ouvert le 22 novembre, n'a ni Hongrois, ni Italiens, la représentation des Polonais n'est qu'à moitié; les députés tchèques de Bohême et de Moravie manquent. A la Chambre des seigneurs, où l'adresse est enlevée en une séance (22 novembre), l'ex-ministre de Rechberg insiste sur l'utilité de l'alliance de l'Autriche et de la Prusse. Les députés discutent la leur du 29 novembre au 6 décembre; le rapporteur est un opposant modéré, le Dr Giskra; presque tous les ministres prennent part aux débats; le ministre Schmerling appuie l'amendement Kaisersfeld qui déclare d'urgence la nécessité de la convocation des Diètes, notamment de celle de la Hongrie, qui reste en dehors de la constitution; il ne peut empêcher un article de blâme contre le décret qui a établi le 24 février l'état de siège en Gallicie sans le concours du pouvoir législatif. On condamne l'inconsistance de la politique extérieure et les complaisances envers la Prusse, avide d'agrandissements.

Allemagne et Danemark. — Dans la question du Schleswig-Holstein, les gouvernements allemands sont très-partagés : la plupart des

petits États voudraient que les duchés fussent au prince Frédéric d'Augustenbourg ; la Bavière et la Saxe s'inquiètent de la prétention de l'Autriche et surtout de la Prusse, de leur résolution formulée à la Diète (14 janvier) de se charger seules de l'exécution fédérale contre le Danemark. Avant aucune entente des puissances pour la conférence à Londres que l'Angleterre a proposée, non-seulement l'armée fédérale composée de Saxons et de Hanovriens, sous le général saxon Hake, mais l'armée austro-prussienne, qui sera souvent en conflit avec elle, sous le feld-maréchal prussien, le prince Frédéric-Charles, neveu du roi Guillaume, le prince royal de Prusse, en une campagne de huit jours, depuis le 1^{er} février, occupent les duchés presque sans résistance, pas même au Dannewirk ; les Danois sont 40 000, mal armés, contre 70 000. Même la proposition anglaise d'armistice n'aboutit pas. La Suède ne tente absolument rien pour le Danemark. La Russie qu'on laisse libre, du côté de la Pologne, ne gêne pas diplomatiquement, l'action combinée de la Prusse et de l'Autriche. Pour la conférence de Londres, l'envoyé de la Diète de Francfort (baron de Beust, Saxon), hostile cependant à la Prusse, n'arrive que le 20 avril, deux jours après que les Prussiens ont pris d'assaut (18 avril), les redoutes de Duppel, à l'est de la presqu'île de Sundewit, en face de l'île d'Alsén. Le 29, ils occupent Frédéricia dans le Jutland, qu'ils inondent de leurs troupes. L'armistice est accepté trop tard par le Danemark (9 mai). De Beust va vainement de Londres à Paris (21 mai). Dès le 1^{er} juin, le duc d'Augustenbourg, à Berlin, reçoit avis secret des prétentions de la Prusse sur le canal de la mer du Nord, et sur les territoires situés aux extrémités du canal. Pendant l'armistice prolongé jusqu'au 26 juin, impuissance à Londres, pendant treize séances jusqu'au 25 juin, des diplomates anglais et

français qui ne veulent pas, pour le Danemark, rompre la paix de l'Europe, qui sollicitent seulement un appel aux populations des duchés ; la Russie fait quelque effort en apparence pour les conserver au roi Christian IX, sous le régime de l'union personnelle ; entente des souverains et des ministres d'Autriche, de Prusse et de Russie, aux eaux de Kissingen à l'est de Wurtzbourg, puis de Carlsbad, au N. O. de la Bohême (juin, et début de juillet). Ils refusent ce que propose l'Angleterre, l'arbitrage de la France, pour le partage territorial du Schleswig, entre le Danemark et l'Allemagne ; même la Saxe, qui craint quelque annexion prussienne, est pour que le Schleswig ne soit pas partagé, qu'il fasse retour en entier à l'Allemagne. A l'expiration de l'armistice, 26 juin, les fortifications de l'île d'Alsén sont conquises sur les Danois, du 26 au 29. Christian change de ministres (8 juillet), s'adresse pour une transaction définitive qui est inévitable, non à la Diète, dont l'armée est à peine supportée à Rendsbourg par les Austro-Prussiens, mais à ces deux puissances. Rapides négociations à Vienne, du 18 juillet au 1^{er} août : aucun représentant de la Diète ; M. de Bismark y vient poser les préliminaires de la paix. Le Danemark ne garde que le Jutland, pas même l'île d'Alsén. Il perd un million de sujets sur deux millions et demi. Le roi de Prusse venant des eaux de Gastein (Tyrol), se rend à Vienne (20 août), de là à Munich (le 25), avec son ministre Bismark. Bavière, Saxe, etc., très-irritées ne peuvent rien ; à Weimar, inutile déclaration du comité des 36, formé par le congrès des membres des chambres allemandes, pour sauvegarder l'indépendance du Schleswig, comme membre de la confédération. M. de Bismark voit Napoléon III à Paris le 5 octobre, à Biarritz le 25 : Napoléon III voit Alexandre II, à Nice, le 28. Le traité draconien de Vienne est signé le 30 octobre : tout ce qui est au sud du

Jutland, est abandonné exclusivement à l'Autriche et à la Prusse. Les deux chambres danoises votent le traité (9-11 nov.) Les ratifications sont échangées à Vienne, le 16. La Diète sur une proposition austro-prussienne renonce à son droit, c'est-à-dire à l'occupation et à l'administration fédérale des duchés, Holstein, Schleswig, Saxe-Lauenbourg, jusqu'à ce qu'on ait décidé de leur sort (5 déc.). Déjà s'accroît la convulsion prussienne, d'abord dans le petit duché de Saxe-Lauenbourg. Une dépêche de Berlin du 13 décembre, adressée à Vienne, conteste une partie des droits territoriaux du duc Frédéric d'Augustenbourg sur les duchés. Une circulaire du 24 aux gouvernements allemands, annonce que les syndics de la couronne de Prusse seront consultés sur l'ensemble des questions juridiques qui se rattachent à cette succession.

Amérique du sud. — Au Chili (11 janv.), la ville de Copiapo, au nord, est engloutie par un tremblement de terre. Un nouveau volcan s'ouvre entre le Chili et la Bolivie. — Conflit entre l'Espagne et le Pérou, par suite des réclamations anciennes auxquelles celui-ci refuse de faire droit. Une escadre espagnole, sous l'amiral Pinzon, enlève (14 avril), à titre de représailles temporaires, les îles Chincha, abondantes en guano, le plus précieux engrais, principal élément d'exportation. Dans toute l'Amérique, vive émotion comme si l'Espagne prétendait reprendre possession de la terre américaine : ce que nie (21 juin) le ministre des affaires étrangères à Madrid. Le président du Pérou, Antonio Peret, est violemment attaqué par le nouveau président du sénat, le général Castilla (28 juillet), comme étant au-dessous de cette tâche nationale; préparatifs et démonstrations militaires. Un congrès à Lima des représentants de toutes les anciennes colonies espagnoles (sept.), somme l'Espagne d'évacuer les îles Chincha;

ce que fait aussi le congrès péruvien (déc.), où la démission du président est demandée. — Le Chili ouvre ses ports aux navires de toutes les nations (nov.). — Autre conflit, entre l'Uruguay, où la présidence vient de passer de Berro à Anastasio Aguirre (mars) et le Brésil, dont la riche province limitrophe, de Rio Grande du Sud, souffre des troubles incessants de l'État oriental. L'ambitieux Flores, auquel le Brésil est favorable, recommence la guerre contre le nouveau président, menace les abords de Montevideo; un armistice (25 juin) ne décide rien. L'entrée des Brésiliens sur la terre de l'Uruguay donne lieu à une protestation du Paraguay (30 août), qui leur attribue aussi des idées de conquêtes; deux provinces argentines, Corrientes et Entre-Rios se déclarent contre le Brésil (sept.). Flores n'est pas heureux dans sa nouvelle prise d'armes. Les hostilités sont engagées (déc.) par le Paraguay contre le Brésil qui est en guerre avec l'Uruguay. — Dans la République argentine, les élections amènent une lutte sanglante (mars-avril). Le président les ajourne. Il a pour adversaire un ancien adversaire de Rosas, à Montevideo, le général Penaloza. — Dans l'Équateur, le président Garcia Moreno, menacé de révoltes de tous côtés, se déclare dictateur (avril); condamnation et exécution capitale du général Maldonado, qui avait tenté de l'assassiner.

Angleterre. — Naissance du premier fils du prince de Galles (9 janvier). — Session du 4 février au 29 juillet. L'adresse dans les deux Chambres, est votée en une séance. Palmerston répond aux critiques de M. Disraeli, qu'aux États-Unis on pratique le principe britannique de la plus stricte neutralité, qu'en Chine les relations sont bonnes, que la Russie ne veut rien entendre au sujet de la Pologne avant que l'insurrection ne soit étouffée; que la réponse à la proposition française pour un

congrès a été conforme aux habitudes anglaises plus franches et plus simples que celles des États du continent : un congrès n'aurait pu être avantageux que dans des circonstances analogues à celles de 1815. — Le projet de budget porte quelque réduction sur la marine ; ouvre un crédit pour la restauration de l'école d'architecture navale, supprimée en 1833 ; il doit y avoir, à la fin de l'année, 17 navires cuirassés, armés ou à flot, et l'année suivante, 25 ; nouvelle critique des canons Armstrong pour l'armement des vaisseaux. — Interpellations incessantes dans les deux Chambres au sujet de la question danoise. — Un membre du parlement, M. Stanfeld, qui a un poste dans l'amirauté, impliqué par la justice à Paris dans le complot de l'Italien Greco, s'avoue l'ami de Mazzini, autant que de Garibaldi. Plusieurs députés l'attaquent ; il se démet de son poste administratif (4 avril). — Prodigieuses ovations faites à Garibaldi depuis qu'il a débarqué à Southampton, le 2 avril, jusqu'à son départ de Londres, le 22 ; il vient remercier le gouvernement et le peuple anglais des services rendus à la cause de l'Italie ; empressement des plus grands noms de tous les partis, des ministres Gladstone et Russell ; il a la visite du prince de Galles comme celles des corporations ouvrières. — Lord Clarendon qui accepte un poste modeste dans le cabinet, va à Paris (milieu d'avril), préparer une entente au sujet des duchés. Pendant la conférence de Londres, qui ne sauve pas le Danemark du démembrement (25 avril-25 juin), le ministère est sans cesse interrogé ; il est mis à l'épreuve à la Chambre des Communes sur des questions d'ordre secondaire : le bill pour la perception des taxes est en minorité de 4 voix (20 juin) ; le bill pour l'abolition des déclarations religieuses qu'on exige encore à l'université d'Oxford, est en minorité de 2 voix (2 juillet). Violente attaque de l'opposition du 1^{er} au 8 juillet ;

mais le plus ardent des opposants, Disraeli, n'aurait pas voulu plus que les ministres la guerre avec l'Allemagne pour les duchés danois ; d'après Cobden, il ne faut pas intervenir dans les affaires du continent ; les ministres déclarent que la France et la Russie ont refusé de s'unir par les armes à l'Angleterre ; le refus de la France, M. Disraeli l'explique par le mauvais accueil que l'Angleterre avait fait à l'offre d'un congrès pour la Pologne. Il n'y a de majorité contre le cabinet qu'à la Chambre des Lords (177 voix, dont plusieurs données par procuration, contre 168). Tous les journaux sont favorables à la politique peu vaillante du ministère et au vote des Communes (313-295) qui le soutient. — Le chancelier de l'échiquier Gladstone, dans un meeting, se montre très-favorable à l'extension du droit électoral (mai). Une proposition en faveur du scrutin secret est rejetée aux Communes (21 juin) par 212, contre 123. — Les cinq sous-secrétaires d'État que l'on prétendait avoir siégé illégalement dans la Chambre des Communes, y obtiennent un bill d'indemnité (5 mai). — Le projet de bill pour l'usage du système métrique des poids et mesures a été repris (mars), avec cette modification qu'il sera non obligatoire mais facultatif. Les ministres Palmerston et Milner Gibson y étaient hostiles. Il passe enfin en seconde lecture à la Chambre des Communes le 21 juillet ; à la Chambre des Lords, il est soutenu par les ministres le duc d'Argyll, le duc de Somerset et par lord Brougham. — La peine du fouet est maintenue dans l'armée par un vote du 10 mars (45 contre 42). — Flagellation pour la première fois appliquée à des criminels condamnés à la détention perpétuelle ou à temps (21 juillet). — Lois votées : pour réserver dans les workhouses métropolitaines de quoi abriter et nourrir à la nuit la partie flottante de la population la plus misérable ; pour étendre aux femmes et aux en-

sants employés dans les diverses manufactures les règlements applicables aux usines; pour autoriser la création d'annuités sur l'État, vers lesquelles se porteront surtout les économies des classes ouvrières; pour activer, par des avances de fonds, les travaux d'utilité publique dans certains districts manufacturiers; pour faciliter la construction de chemins de fer.

— Les achats de coton à l'étranger, croissant encore dans l'Inde, en Chine, en Égypte, au Brésil, la vogue des établissements de crédit à responsabilité limitée, véritables banques particulières qui attirent à eux beaucoup de numéraires et de valeurs de banque, font baisser l'encaisse métallique de la banque en même temps que diminue la réserve de ses billets; il y a disproportion entre le numéraire de la banque et la quotité de tous les engagements de banque du pays; dès le 5 mai, l'escompte est élevée à 9 0/0; elle est à 8 en août, à 9 en septembre; elle redescend à 7 0/0 le 24 novembre.

— Les associations ouvrières (trad's unions) prétendent intervenir dans les conflits entre les patrons et les ouvriers des manufactures du nord. Les manufacturiers de papier se plaignent d'avoir le chiffon plus cher depuis le traité de commerce de 1860. Il y a incessamment plus d'ouvriers cotonniers ou dépourvus de tout travail (100 000 en juillet, 150 000 en septembre) ou n'ayant qu'un travail partiel (67 000 en juillet, 102 000 en septembre). L'abaissement du prix des fers ayant amené une réduction dans le salaire des ouvriers qui extrayent le charbon, grève de 20 000 ouvriers dans le sud du comté de Stafford. Le Lancashire souffre de la crise du coton et du fer. Après sept semaines de privations par la grève, les charbonniers à Coseley (district de Manchester), vont reprendre le travail à prix réduit (fin d'octobre). Suspension de paiements, d'abord à Leeds (18 sept.) d'une compagnie de banque, fondée depuis 32 ans, d'une

grande maison de courtage de Liverpool, le 28; et de bien d'autres banquiers, négociants, agents de commission à Londres et dans les comtés.

— En Irlande, le clergé catholique se plaint des progrès de la société des missions protestantes, qui célèbre en mai le 15^e anniversaire de sa fondation; grande fête orangiste célébrée avec désordre dans toute la province d'Ulster (juillet); une solennité à Dublin (8 août), pour l'érection d'un monument à la mémoire d'O'Connell, mort il y a dix-sept ans, est l'occasion, dans plusieurs villes, et pendant plusieurs jours, à Belfast surtout, de contre-manifestations souvent sanglantes. L'émigration, à cause des mauvaises récoltes de 1861, 1862, 1863, est toujours plus considérable; les États-Unis, en 1863, ont reçu 94 447 Irlandais.

— Mort de William Smith O'Brien (juin).

— Mort du duc de Newcastle, connu aux Communes sous le nom de Henri Clinton jusqu'en 1851, membre de la Chambre des Lords à la mort de son père. Il est un des derniers parmi les célèbres Peelites; lui survivent Gladstone, Cardwell, et sir Roundell Palmer.

— Catastrophe à 7 milles de Sheffield: dans la nuit du 10 au 11 mars, la rupture d'un immense réservoir, barrage en terre et en maçonnerie sur la rivière de Don, entraîne la mort de plus de 250 personnes et une perte de 14 millions.

— Dans l'Amérique du Nord, s'organise le projet de la confédération des provinces britanniques, moins la Colombie. Vancouver et le territoire du nord-ouest, non contre la métropole, mais pour se garantir des projets d'agression des États-Unis; il y aurait un parlement fédéral composé de deux chambres: les membres de la chambre haute seraient nommés à vie par la Couronne; dans la seconde, la représentation des provinces serait proportionnée à leur population; quelques garanties spéciales seraient accordées aux Bas-Canadiens, d'origine française.

l'projet particulier aux provinces de Nouvelle-Ecosse, Nouveau-Brunswick, Ile du Prince-Édouard, de se réunir en une seule sous le nom d'Acadie; l'Acadie ainsi faite serait égale au Bas-Canada et au Haut-Canada. — En Australe, à Melbourne, est prorogée l'assemblée qui approche de la fin de sa période triennale (juin); elle est moins ultra-démocratique depuis la mort du chef du parti Heeles; on paye 1 shilling pour être électeur, les femmes votent. — A la Nouvelle-Zélande (août), les rebelles, en gage de soumission, livrent leurs propriétés; l'agitation se développe à la fin de l'année. — Aux Indes, abominables saturnales autour du char de Jagernaut, près de Calcutta, pour les deux grandes fêtes des Hindous, du 18 juin au 6 juillet. Près de Calcutta, 5 octobre, à la venue de la mousson du nord, cyclone, le plus terrible depuis 1708, qui cause la mort de 50 000 personnes et une perte matérielle de 400 millions de fr. Réduction de peuplades sauvages dans le Boutan; on surveille leurs forêts, des districts seront gouvernés par des officiers de l'armée. Brillant durbar tenu à Lahore par le gouverneur général, sir J. Lawrence, où viennent plus de 600 princes ou chefs indiens, même des ambassadeurs du Kokan (18 oct.). Railway de Bombay à l'Inde centrale ouvert le 1^{er} mars. Câble sous-marin du golfe Persique pour relier la côte indienne à la côte arabe. Communication télégraphique entre Bombay et Bagdad (29 déc.). — Les importations de coton, pour toute l'année, dépassent d'un tiers la quantité de 1863; en 1863, 5 978 442 quintaux; en 1864, 7 975 935 quintaux. Les articles de coton exportés ont monté aussi en valeur; en 1863 pour 34 524 000 liv. sterl.; en 1864 pour 45 760 080 liv. sterl. — Quelque les impôts aient été réduits de 2 millions 332 000 liv. sterl., le revenu total de l'année atteint presque le chiffre de 1863; en 1863 jusqu'au 31 décembre, 70 428 liv. sterl.; au 31 décembre

1864, 70 125 374 liv. sterl. — Meurt d'accident, à Bath, Speke qui a découvert en 1862 les sources du Nil (sept.). Mort de l'économiste Mac. Culloch (nov.), de John Powler, l'inventeur de la charrue à vapeur (déc.).

Belgique. — Le ministère Rogier ne reste (en janvier) qu'après que le roi s'est adressé en vain à M. de Brouckère membre du centre gauche, à MM. de Theux et Dechamps de la droite à laquelle des élections à Bruges ont été favorables, à M. Nothomb, ministre à Berlin, à d'autres; on a même songé au prince de Ligne. Les élections pour le renouvellement de la moitié des conseils provinciaux relèvent un peu le parti libéral. Sur un ordre du jour présenté par M. Nothomb à la Chambre des représentants, le cabinet n'a qu'une voix de majorité (18 juin); il a un échec dans la discussion du budget. Quand il se raille à la proposition Orts, du 28 juin, tendant à l'augmentation immédiate du nombre des députés à élire dans les districts dont on a constaté l'accroissement de la population depuis le recensement de 1856 sans attendre le prochain recensement décennal, la droite pendant dix jours ne paraît plus à la Chambre. Il obtient un vote de confiance au sénat le 8 juillet. La Chambre s'ajourne le 12; le 13, la session est déclarée close. Dissolution le 16. Aux élections générales du 11 août, le parti libéral gagne quelques voix. Le 23, s'ouvre une courte session. Le crédit de 5 millions et demi pour fortifier Anvers sur la droite, combattu par la droite et l'extrême gauche, toujours à cause des servitudes intérieures, est voté par 54 v. contre 48, le 3 sept. Le 4 octobre, à Anvers, on commence à démolir les vieux remparts. Une nouvelle session commence le 8 nov.

Brésil. — L'Empereur ouvre (9 janv.) la session qui tient lieu de celle de 1863, supprimée de fait

puisque'il y a eu dissolution et élections nouvelles. Il annonce que les revenus publics n'ont pas atteint le chiffre de l'exercice antérieur. Le 15, nouveau cabinet sous la direction de Zacarias de Goes e Vasconcellos : il appartient à l'opinion libérale et progressiste qui a la majorité dans la Chambre des députés dont il était le président. Ce ministère promet la réforme de la loi sur la garde nationale, des modifications au régime hypothécaire exigées par le développement de l'agriculture, le développement des voies de communication. Un décret du dernier cabinet (30 déc. 1863) qui avait mis à la retraite sept magistrats inamovibles est un objet d'irritantes discussions. Le 3 mai est close la première session ; et aussitôt est ouverte la seconde où sera voté le budget de l'exercice 1865-1866 et qui se terminera le 3 septembre. Le ministre de la justice, Furtado, devient président d'un nouveau cabinet (sept.) Crise financière et monétaire : aucune proportion entre le taux, relativement modéré, des prêts consentis par la Banque et celui qu'elle paye pour recevoir des souverains (d'or) d'Angleterre ; la monnaie d'argent, le milrel, tombe de la valeur de 5 sheillings 7 pence 1/2 à 2 sh. 3 pence et est frappée à ce taux réduit. Enormes banqueroutes de banquiers (sept.) Le cours forcé du papier est décrété, et l'échéance de tous les paiements est prorogée au 10 novembre : mesure arbitrale qui réussit.

Chine. — Les ports de l'Empire sont interdits aux vaisseaux des sudistes des Etats-Unis. — La souveraineté de Macao que réclament les Portugais n'est pas reconnue. — Un corps anglo-chinois sous le lieutenant colonel Gordon, un corps franco-chinois sous le lieutenant de vaisseau d'Aiguebelle sont utiles contre les rebelles taépings (mars-avril). Gordon retourne dans l'Inde. Le contre-amiral français Jaurès va à Pékin conférer avec le prince. Kong. C'est

une grande armée de Chinois sous deux vice-rois qui emporte enfin au mois d'août Nankin (province de Kiang-Sou), occupée par l'insurrection depuis 1853, et Hou-Tchéou, de Tche-Kiang, plus au sud ; mort violente de plusieurs chefs des rebelles, surtout Tchong-wang pris en fuyant. Ils sont redoutables encore dans la province de Kiang-Si. — Une troupe de 700 chrétiens chinois commandée par un P. jésuite sauve des mains des rebelles un établissement de jésuites à 200 kil. de Pékin. Les missions des provinces de Houpe et de Kian-Si obtiennent restitution de propriétés qu'on leur avait confisquées. Un commissaire impérial de province est arrêté pour le meurtre d'un homme d'église.

Danemark. — Pendant la crise des Duchés, Christian IX visite plusieurs fois ses troupes, ne les commande pas ; convocation impuissante tour à tour du Rigsdag, assemblée particulière du royaume sans les Duchés, du Rigsgaad assemblée commune même aux Duchés avec laquelle le gouvernement voudrait s'entendre sur l'abolition de la Constitution du 18 novembre sans intervention étrangère ; les deux Chambres du Rigsgaad sont en désaccord. Le ministre des affaires étrangères de Quaade est plénipotentiaire successivement à Londres et à Vienne. Après la seconde période des désastres militaires (8 juillet), tombe le cabinet Monrad ; choix malheureux du nouveau chef de cabinet, âgé de 70 ans, M. Bluhme, qui avait travaillé en 1852-1854 à édifier une Constitution commune. Un nouveau Rigsgaad est ouvert le 6 août, six jours après les préliminaires de Vienne ; à la suite de quelques séances agitées, ajournement (1^{er} sept.) jusqu'au 3 octobre. Un parti, dans la presse plus que dans les Chambres, soutient les prétentions au trône du prince Frédéric de Hesse-Cassel, alléguant que la loi du 31 juillet 1853, qui était liée au maintien de l'intégrité de la monar-

chie, devient caduque par le fait de la cession des Duchés. Le traité de Vienne du 30 octobre enlève à la monarchie, que nul Etat n'a soutenue, presque la moitié de son territoire, et un million d'habitants sur deux et demi. Au Rigsraad réuni le 5 nov. pour donner la sanction constitutionnelle à ce démembrement, votent contre dans le *Folkething* l'ancien ministre Monrad, M. Hage et les députés du Schleswig et des enclaves Jutlandaises (9 nov.); dans le *Landsting*, ou Chambre haute (11 nov.), les membres Schleswicois s'abstiennent; on discute les modifications à la Constitution proposées par la Couronne par suite de la perte des Duchés, et une nouvelle loi électorale. — Fiançailles de la princesse Dagmar, fille aînée du roi avec le grand-duc héritier Nicolas (28 sept.).

Espagne. — Au Sénat, est discutée (janvier) « la réforme de la réforme, » c'est le projet du cabinet Miraflores pour modifier la loi de réforme du 17 juillet 1857 en ce qui concerne l'organisation même du Sénat: d'après le projet ministériel le droit attribué aux grands d'Espagne en 1857 par dérogation à la Constitution de 1845 de créer des majorats pour perpétuer dans leurs familles la dignité sénatoriale leur serait retiré, cette dignité cependant serait héréditaire. Un des opposants le marquis de Novaliches, après la démission du cabinet qui est en minorité (14 janvier) et le court passage d'un ministère de transition que préside M. Arrasola, forme avec M. Mon (28 février), un nouveau cabinet qui fait voter par le Sénat (22 mars), sur cette question, le retour pur et simple à la Constitution de 1845; la loi votée par les députés le 15 avril, reçoit le 20 la sanction royale. Les députés votent à une grande majorité, le 27 mai, l'abolition de l'hérédité de la pairie. Une nouvelle loi sur la presse rend vigueur à la censure du diocé-

sain et au pouvoir discrétionnaire du ministre de l'intérieur. — Un sénateur ayant proposé la suppression des fueros (mal), vive agitation dans les provinces Basques. Le général Prim, un chef des mécontents, reçoit l'ordre de quitter Madrid. — La guerre contre les rebelles de Saint-Domingue n'avance pas, coûte beaucoup d'hommes et d'argent. L'ex-président de la République dominicaine, Santana, qui les combattait, meurt des suites d'une blessure. C'est en vain que Gandara, capitaine-général depuis février, enlève (mal) les retranchements de Montecristi défendus par 3000 hommes; les vainqueurs manquent de renforts, sont épuisés par les maladies; les détachements ne peuvent être laissés même sur les points reconquis. — Le roi assiste à l'inauguration des 44 kilom. de chemin de fer qui complètent la coupure des Pyrénées occidentales et joignent Paris à Madrid en 36 heures (15 août). — Nouvelle crise ministérielle (14 sept.). Après M. Mon et O'Donnell, Narvaez est chargé de former un cabinet; c'est le cabinet des anciens présidents du Conseil, Narvaez, Llorente, Armero, Arrazola, Cordova, Lersundi, Gonzalez Bravo à l'intérieur, qui se propose d'être à la fois conservateur et libéral. La presse est mieux traitée. Le général Prim peut rentrer à Madrid. Les Cortès, dissoutes le 23 sept., doivent se renouveler par des élections le 22 nov. et s'ouvrir le 22 déc. Un meeting progressiste (16 oct.) nomme un comité central dont font partie Espartero, Olózaga, le général Prim et Madoz. On augmente la solde des sous-officiers et des soldats. Pénurie métallique du Trésor. Après les élections, on ne laisse plus de liberté à la presse, parce qu'elle a attaqué la monarchie, la reine, la dynastie, la religion (circul. ministérielle du 26 nov.). Double souci: la rébellion des Dominicains auxquels l'Angleterre reconnaît le caractère de belligérants, le différend et la guerre avec

le Pérou. Narvaez qui sent la nécessité de renoncer à Saint-Domingue, donne sa démission le 15 décembre, rentre aux affaires le 17 ; dans le discours de la Couronne le 22, il annonce vaguement un projet de grande importance. Il s'agit d'évacuer, sans grandes pertes, ce qu'on occupe encore dans l'île entre San Domingo, Azua et Bani.

Etats-Unis. — En janvier, la Chambre législative du Maryland, où le gouverneur recommande l'émancipation graduelle des esclaves, nomme Lincoln son président. — A Washington, motion adoptée par les représentants (88 contre 21) pour que toute proposition de négociation avec les confédérés soit rejetée (janvier). Un député de l'Ohio qui proposera la reconnaissance du Sud sera l'objet d'un vote de censure (avril). Comme la dernière levée de 300 000 hommes n'a pas été remplie, le président Lincoln (1^{er} février) ordonne pour le 10 mars un tirage au sort, afin d'avoir 500 000 hommes qui serviront trois ans ou au moins la durée de la guerre. Une majorité de 21 voix, à la Chambre des représentants (fév.), une majorité de plus de 2/3 (6 avril) adoptent le projet d'un amendement à la Constitution, qui abolira moyennant l'assentiment des Etats l'esclavage. Le Congrès adopte la loi de conscription pour les esclaves sujets au service militaire ; les propriétaires fidèles à l'union seront indemnisés (février). Ont été votés (janvier) un droit de 2 cents sur le coton, et une surtaxe de 40 cents par chaque gallon de spiritueux importé. Le paiement anticipé de la dette publique est autorisé (mars). Ordre du général fédéral Banks à la Nouvelle-Orléans pour régler le travail des ouvriers agricoles (février). Le parti de l'Etat libre fait des progrès à la Louisiane. — Dans les Etats du Sud, loi du 17 février qui réduit subitement d'un tiers le chiffre nominal des billets émis, réduction et dé-

préciation dont souffrent surtout les moins aisés ; loi de douanes qui défend l'exportation du tabac, du riz, de la mélasse et du sucre à moins d'autorisation spéciale, et fixe le maximum des droits d'entrée pour articles manufacturés de soie, de laine, de coton. — A Washington, on vote une augmentation de 50 0/0 sur tous les droits d'entrée pour deux mois jusqu'au 1^{er} juillet. — La Virginie Occidentale, dans sa Constitution, déclare l'esclavage aboli (10 mars). Les territoires de Nevada, Colorado, Nebraska, s'ils veulent devenir Etats, ne sont pas autorisés par le Congrès à introduire l'esclavage dans leur Constitution (mars). — Le général des confédérés Lee tient toujours, près du Rapidan à l'Ouest de Fredricksbourg. Butler tente de reprendre les confédérés autour de Richmond, en venant par la voie d'Yorktown. Sherman parti de Wicksbourg (Mississippi) se porte dans la direction de Mobile (Alabama), mais d'abord attaque Selma à l'ouest de Montgomery. Le commodore Farragut tente d'enlever le fort Powell à l'entrée de la rade de Mobile, le bombarde depuis le 25 février sans résultat, se retire le 17 mars. Sherman au sud-est de Wicksbourg détruit les chemins de fer, les ponts, les magasins de grains et de provisions des confédérés ; il y ramène ses 25 000 hommes chargés de dépouilles, il a délivré 10 000 esclaves. Il passe au commandement des armées de l'Ohio, du Tennessee, de l'Arkansas. Pas de succès pour les fédérés en Floride. — Dans la Caroline du Nord, à Kingston, meurent pendus, victimes héroïques de leurs sentiments unionistes, 23 soldats qui ont déserté l'armée des confédérés où on les avait enrôlés de force (mars). — En Louisiane défaite de deux lieutenants de Banks partis de Natchitoch, ville située sur la rivière Rouge, et de Banks lui-même (8-10 avril). Les canonniers des deux partis approvisionnent les armées. — En Virginie, très-important mouvement de Grant as-

sisté de Burnside, rejoint par Hancock, avec 120 000 hommes contre Lee qui en a 100 000, commencé dès le 22 avril; bataille de six jours 5, 6, 7, 9, 12 mai. Un petit affluent du Rapidan, le Vilderness, le village de Spottsylvania sont des théâtres d'action sanglante. Lee, malgré son opiniâtreté, est forcé d'abandonner ses fortifications du Rapidan; pertes énormes de tués et de prisonniers de part et d'autre, les fédéraux vainqueurs ont en mains 8000 prisonniers; mais Grant ne peut marcher, comme il l'avait résolu, en droite ligne sur Richmond, dont Sheridan ne peut que dévaster les abords. Les pluies suspendent les opérations. La diversion de Butler, venu de la Caroline du Nord au sud-est de Richmond par les rivières James et York, n'a pas complètement réussi; le fort de Darling à 10 milles sud de Richmond lui a résisté; il voudrait occuper le chemin de fer de Pétersbourg à Richmond. Lee reçoit une partie des troupes du général Beauregard qui a échappé à la vigilance de Butler. De Washington, des renforts sont envoyés à Grant. Grant, trouvant la position de Lee à Spottsylvania imprenable, cherche depuis le 20 mai un passage vers Richmond, par les rivières North-Anna et Sud-Anna; de là de nouveaux combats supportés surtout par Longstreet et Ewell, généraux des confédérés et par Warren, de l'armée de Grant, que Burnside rejoint. Grant est à 12, puis à 7 milles de Richmond; Lee l'attaque surtout près du Chikalominy, lui fait éprouver de grandes pertes les 2, 3, 4 juin. Butler tient bon de l'autre côté, à l'est de Richmond, à Bermuda-Hundred, aux bouches du James, et fait une démonstration contre Petersbourg. Grant transporte la base de ses opérations sur la rivière James, passe même sur la rive méridionale. La première ligne de défense de Petersbourg est emportée les 16 et 17 juin; Grant et Butler ont fait leur jonction. L'attaque de Grant sur Peters-

bourg le 17 et le 18 ne réussit pas. Son second corps subit un très-grand désastre le 22. Il ne peut ni couper Richmond de Petersbourg ni tenir le chemin de fer au sud de Petersbourg. Autres échecs des fédéraux, avec Sheridan près de la rivière James, avec Hunter au centre de la Virginie, près de Lynchbourg. — Pour faire lâcher prise aux fédéraux qui cherchent à enlever Richmond, les confédérés opèrent un mouvement offensif au Nord (juillet). Ewell, avec 30 000 hommes, entre dans la vallée de la Shenandoah, au nord-ouest de la Virginie, prend Harper's Ferry et Hagerstown dans le Maryland; des maraudeurs confédérés en Pensylvanie; grande agitation sur cette frontière. Le président appelle sous les armes des milices de New-York, de Pensylvanie, de Massachusetts. Au 1^{er} juillet une nouvelle conscription avait été levée dans le Nord pour remplacer ceux qui ont servi pendant cent jours; le 21, seront demandés 500 000 volontaires. L'*Hæbens corpus* est suspendu dans le Kentucky. Les confédérés détruisent et brûlent; ils coupent les chemins de fer et les télégraphes entre Baltimore et l'Ohio, Baltimore et Philadelphie; leur général Breekenridge livre combat le 9 juillet, près de Baltimore. Ils pillent autour de Washington. Hunter qui était autour de Lynchbourg suffit à les contenir. Grant ne quitte pas les approches de Petersbourg. — Les fédéraux n'ont pas ailleurs de succès qui compensent l'effet militaire et moral de cette invasion des Etats du Nord. Sherman, par le Tennessee oriental se dirige vers Atlanta (Georgie), le point de jonction des chemins de fer qui relie Charleston, Savannah et la région du Mississipi, arsenal et centre d'approvisionnements des confédérés. Des combats sont livrés en mai au général Johnstone avant la prise de Rome enlevée le 20. Un autre chef des confédérés qui a réussi dans le Tennessee occidental, Forrest lui est aussi opposé en juin. En juillet le suc-

cesseur de Johnstone, Hood, est plus heureux que lui, contre Sherman, devant Atlanta même (19-22 juillet). Brillant épisode sur mer : le corsaire confédéré l'*Alabama*, capitaine Semmes, qui depuis trois ans a dépouillé plus de 65 bâtiments de commerce du Nord, à sa sortie de Cherbourg, est coulé, après combat, par le navire de guerre fédéral de *Kearsage* (19 juin). — Le projet d'amendement à la Constitution pour l'abolition de l'esclavage ne réunit pas la majorité constitutionnelle nécessaire, les 2/3, dans la Ch. des représentants (juin). — Deux représentants semi-officiels du Sud (18 juillet), confèrent au Canada, près des chutes du Niagara, avec le secrétaire du président Lincoln et un autre personnage; on leur répond que le maintien de l'union et l'abandon de l'esclavage seront les bases premières de toute proposition tendant à la paix. — On se prépare aux élections présidentielles de novembre. Lincoln est le candidat des unionistes qui ne veulent plus de l'esclavage (convention de Baltimore). Le secrétaire du Trésor, M. Chase n'est pas longtemps son concurrent; il quitte les finances (juin), y est remplacé par M. Fessenden du New-Hampshire, membre du Sénat depuis dix ans. Le général Fremont a donné sa démission du commandement qu'il occupe dans l'armée du Nord, pour se mettre sur les rangs. La Convention démocratique de Chicago (Illinois), qui voudrait la réconciliation avec le Sud, adopte pour candidat le général Mac-Clellan; le parti formé dans le Nord pour la paix à tout prix en donnant satisfaction aux esclavagistes prend le nom de Hor. Seymour, gouverneur de New-York. Mac-Clellan est avant tout et à tout prix pour l'union. Fremont n'est pas pour le programme de Chicago. Quelque agitation, dans la presse et dans la population, en faveur de la paix (juillet-août). — La guerre continue très-active en Virginie, suivant les plans offensifs des deux généraux en

chef, Grant et Lee; en Géorgie avec Sherman; contre Mobile par l'escadre fédérale de Farragut. — Grant échoue, 30 juillet, dans une attaque contre Petersburg, qu'il avait habilement dissimulée; après des conférences avec le président Lincoln, il recommence le même mouvement, réussit le 5 août, et bat le 13 aux abords de Richmond; un de ses corps, du général Hancock, après de très-sanglants combats, 19 et 21 août, se maintient dans une position fortifiée. Lee, pendant ce temps, envahit la vallée de la Shenandoah. Un de ses corps, du général Early, qui sort du Maryland, est écrasé, le 19 septembre, près de Winchester, à l'ouest de cette rivière, à Bunker-Hill ou Berryville, par Sheridan: le vainqueur est fait brigadier-général. Grant lutte encore sans résultat au nord de la rivière James et au sud-ouest de Petersburg, les 29 et 30 sept. et 1^{er} octobre. Un de ses corps est à 3 milles de Richmond. Encore un échec du corps Butler, dans une reconnaissance à 4 milles de Richmond (27 octobre). — Farragut réussit à enlever au port de Mobile (Alabama) après le glorieux combat naval du 5 août, où le monitor à éperon des confédérés, le *Tennessee*, luit à lui seul pendant une heure contre toute la flotte fédérale, ses principales défenses, le fort Powell, les forts Gaines et Morgan. L'armée fédérale vient encore du côté de Pensacola serrer Mobile. — Sherman par la victoire d'Eastpoint, près du railway qu'il conduit à Macon (1^{er} septembre), enlève enfin, le 2, Atlanta qu'il traite avec rigueur, dont il expulse les habitants. Le président Lincoln, pour cette conquête, ordonne un jour de prières et d'actions de grâces. — Dans la Géorgie et dans la Caroline du nord, sur quelques points, désaffection pour la cause du sud et refus d'obéissance. Le président Davis appelle aux armes tous les hommes de 16 à 50 ans. Il est question (17 octobre)

d'armer les hommes de couleur, mais sans leur accorder tout d'abord l'affranchissement; tout au moins de les employer aux travaux de guerre, avec promesse d'affranchissement à la fin de la lutte. Le vice-président Stephens paraît moins ardent pour cette guerre fratricide. — 30 000 confédérés sous le général Hood menacent, surprennent presque la conquête de Sherman. Puis Beauregard est lancé contre Sherman. Sherman (fin de novembre) se porte à marches forcées d'Atlanta contre Savannah. Trois corps sous ses ordres, aidés par la flottille, l'enlèvent au bout d'un mois (21 déc.) Il y prend 150 canons, 30 000 balles de coton, mais laisse s'échapper l'armée du général Hardee, 12 000 hommes. Les ports de Wilmington déjà attaqué (déc.) (Caroline du nord), et de Mobile (Alabama) sont encore précieux pour les confédérés. — Au nord, Sheridan, dans le bassin de la Shenandoah, est menacé d'être coupé de ses communications avec l'ouest, par le général Forrest. Ce général, maître du chemin de fer de Nashville (Tennessee), n'entre pas en Virginie. C'est au successeur d'Early, au général Longstreet qu'il inflige, 19 octobre, la défaite de Cedar-Creek, tout près du théâtre de sa victoire du 19 septembre. Breckenridge qui refoule un corps des fédéraux dans Knowlton (Tennessee), s'avance vers le nord (21 nov.) jusqu'auprès de Cumberland-Gap. Hood tient sur la rivière Tennessee contre le corps des fédéraux du général Thomas non loin de Nashville. — Aux approches de l'élection présidentielle, le Nevada est proclamé Etat, avec une Constitution qui interdit l'esclavage (31 oct.). Indécision dans les Etats les plus importants, la Pensylvanie, New-York, l'Ohio, l'Indiana. A Philadelphie, procession des démocrates, ennemis de la candidature Lincoln; dans le tumulte, l'un d'eux est tué. Au Maryland, grande fête (1^{er} nov.) pour la mise en vigueur de la nouvelle Con-

stitution; il n'y a plus d'esclaves. Le général Butler a le commandement militaire à New-York, à la veille des élections. Le ministre Seward déclare qu'il y aura guerre jusqu'à épuisement de l'un des deux partis. — Au congrès de Richmond, le président Davis dans son message, 7 nov., déclare qu'il n'y aura de paix qu'avec la reconnaissance de l'indépendance du Sud; il désapprouve la conscription générale et l'armement des esclaves, excepté dans les cas de dernière nécessité. — Le 8, élections présidentielles, calmes partout: Lincoln est réélu à une très-forte majorité, même dans l'Etat de New-York (non dans la ville); New-Jersey, Delaware, Kentucky, sont contre. André Johnson, de la Caroline du nord, est élu vice-président. La démission donnée le 8 par Mac-Clellan, un des candidats, de ses fonctions de major-général, est acceptée le 14; le jeune Philippe Sheridan, le vainqueur des journées du 19 sept. et du 19 oct., est fait major-général. On attribue à des sécessionnistes une tentative d'incendie à New-York. — Message du président (4 déc.) et rapports ministériels: le Sud ne peut obtenir la paix que par sa soumission à l'autorité nationale; un amendement à la Constitution pour la suppression de l'esclavage dans tous les Etats est nécessaire; le Nord a assez de ressources pour continuer la guerre. Les dépenses pendant l'année dernière ont été de 865 millions de dollars; pour l'année courante, elles sont évaluées à 1400 millions de doll., avec 788 millions de recettes. A la fin de l'année financière fermée en juillet, la dette était de 1 milliard 740 millions de dollars: on estime qu'en juillet 1865 elle sera de 2 milliards 233 millions de dollars (11 milliards 78 millions de francs). Sur un total de recettes de 884 millions de dollars pour l'année fermée en juillet, l'emprunt en a donné 623. Le ministre Chase avait négocié un emprunt à 6%, avec libre concurrence sans intermédiaire de banquiers;

il y a eu un emprunt de 100 millions de dollars négocié à la Haye en sept. Un emprunt de 40 millions a été annoncé en octobre; tendance à transformer les banques d'Etat en banques Nationales, pour qu'il n'y ait pas de banknote en circulation, qui ne soit garantie par le gouvernement. Le 5 nov. il y a 584 banques nationales, dont plusieurs étaient des banques d'Etat. Les dépenses pour la flotte du 4 mars 1860 au 1^{er} nov. 1864, ont été de 238 millions de dollars; il y a, au 1^{er} déc. 671 vaisseaux, en comptant ceux en chantier, 51 000 hommes employés au service de la marine; il y a 22 000 pensions données à des invalides de l'armée, autant à des orphelins, veuves et mères de soldats. Le président décrète une conscription de 300 000 hommes (déc.). — Rapports au Congrès de Richmond (nov.): au 1^{er} oct., 25 dollars en papier en valent 1 en métal; la dépense étant de 1 milliard 400 millions de francs, la recette en impôts de 225 millions, la différence est comblée par des billets; la dette consolidée est de 2 milliards 700 millions de francs, la dette non consolidée de 3 milliards; les appropriations non effectuées montent à 3 milliards 750 millions. — Le message de Lincoln indique une attitude de neutralité dans le Mexique. Les représentants, en avril, ont été unanimes pour une motion contre l'établissement de la monarchie de Maximilien; ils désapprouvent (fin de décembre) les explications données à ce sujet à la France, par le ministre Seward. — Lincoln désapprouve (nov.) l'ordre donné par un général des fédéraux Dix, de poursuivre par delà les frontières Canadiennes des maraudeurs confédérés; il évite de mécontenter les Anglais. — Un navire confédéré, *Florida*, ayant été capturé dans le port de Bahia, par le vaisseau fédéral, *Wachussetts* (7 octobre), satisfaction a été promise au Brésil. — Une exposition de l'Industrie à San-Francisco (septembre). — Mort de John Adams,

un des fondateurs de la République. à 93 ans.

France. — Arrestation (3 jan.) de quatre Italiens, pour complot contre la vie de l'empereur au moyen de bombes, Greco, Trabucco, etc.; ils sont condamnés aux assises (26 fév.) à la déportation: même peine prononcée contre Mazzini comme leur complice (mars). — Conformément à la loi du 30 décembre 1863, décret du 12 janvier pour réaliser, par voie de souscription publique, l'emprunt de 300 millions en rentes 3 0/0, au taux de 66 fr. 30 c., jouissance du 1^{er} janvier; seront irréductibles les souscriptions de 6 fr. de rente. Le capital serait représenté par 14 253 393 fr. de rente. Du 18 au 25 janvier, il se présente des demandes pour 219 321 536 fr. de rente. — La session législative dure près de sept mois, du 5 novembre 1863 au 28 mai 1864; pour le Sénat jusqu'au 1^{er} juin; la plus longue depuis 1852; peu remplie cependant: au Corps législatif, la vérification des pouvoirs et la discussion de l'adresse mènent jusqu'à la fin de janvier; le travail des bureaux et des commissions, période de silence, prolonge deux mois et demi, jusqu'au milieu d'avril; il n'y a de discussion sur les questions législatives et les lois de finances que pendant un mois. Les questions extérieures tiennent peu de place, la Chambre n'ayant pas le droit d'interpellation, alors que la guerre de la Prusse et de l'Autriche contre le Danemark, peut avoir de si graves conséquences. A défaut des ministres, sont envoyés au Corps législatif comme commissaires du gouvernement, non-seulement des conseillers d'Etat et leurs trois vice-présidents, mais des secrétaires-généraux et des chefs de service, conseillers d'Etat en service extraordinaire. Le président de Morny intervient quelquefois. — Le projet d'adresse, lu le 4 janvier, est plus pacifique que le discours de l'empereur, et insiste moins sur la Po-

logne; ne dit rien non plus de Rome; beaucoup d'amendements sont présentés sur les divers paragraphes; celui qui demande la rupture diplomatique avec la Russie à propos de la Pologne, rappelle la question romaine et condamne l'affaire du Mexique, ne réunit que 11 signatures; 12, 17, 19 au plus signent les amendements. Les débats durent du 11 au 29 janvier; au vote de l'adresse, 12 voix seulement, contre. M. Thiers a ouvert l'attaque, réclamant la liberté individuelle, la liberté de la presse, la liberté des élections, la liberté de la représentation nationale, l'irresponsabilité du souverain. Principaux orateurs : Berryer, J. Favre, J. Simon, Ern. Picard, Émile Ollivier; quelques opposants modérés, comme Segris (de Maine-et-Loire), le marquis d'Andelarre, d'autres membres de la majorité, Pouyer-Quertier, Jules Brame, etc., qui réclament avec M. Thiers contre les effets du traité de commerce de 1860. Rouher a pour auxiliaires surtout les trois vice-présidents du conseil d'État, Vuitry, tenant tête à Berryer et à Thiers, sur les questions de finances; Forcade de la Roquette, de Parien, et des députés Nogent Saint-Laurens, Granier de Cassagnac, baron de Beauverger, Jérôme David. L'amendement contre les candidatures officielles réunit 44 voix; sur le droit d'association, 54; pour l'extension des libertés départementales et municipales, 61; contre la loi de sûreté générale et les lois d'exception, seulement 35; contre l'expédition du Mexique, 47. L'amendement sur la presse n'est même pas l'objet d'un scrutin; 16 voix seulement pour l'instruction primaire plus complète et gratuite. Sur la question Polonaise, déclaration finale du ministre d'État : « La France ne fait pas, sans concert préalable, la guerre à l'étranger, à moins que ses frontières et son honneur ne soient en péril. » Un amendement sur Rome n'a que les 12 voix radicales. — Au Sénat, sont

écartées par la question préalable, 1^o, 5 février, la pétition Darimon du 2^e décembre, concernant les avertissements ou communiqués adressés par l'administration aux journaux à l'occasion des comptes rendus de la chambre; 2^o, 12 février, une pétition demandant pour les deux chambres un bureau élu, pour le Corps Législatif la mise en délibération des amendements sans l'examen préalable par le Conseil d'État, la publicité des séances du Sénat; est discutée (18, 19 mars) une pétition qui signale les progrès de la démoralisation et demande des lois plus sévères contre les publications anti-religieuses; elle est soutenue surtout par le nouveau cardinal, de Bonnechose, archevêque de Rouen. — Réélections : à Nîmes (19 janvier), passe le candidat officiel (Bravay), dont l'élection est cassée de nouveau le 19 février; à Épinal, un candidat indépendant (Buffet), de même à Cambrai; à Paris, 20 mars, deux candidats de l'opposition radicale, dans le 1^{er} arrondissement Carnot, dans le 5^e Garnier-Pagès, qui avait pour concurrent un ouvrier ciseleur, Tolain, l'un des 60 signataires d'un manifeste de démocratie sociale, présenté au nom de la classe ouvrière; aucune réunion électorale n'a été permise. — La presse radicale se plaint de l'insuffisance du projet de loi portant modification des articles 414, 415, 416 du Code pénal, touchant le délit de coalition. — Avant qu'il soit discuté, sont votés (avril) : 1^o Le projet qui modifie la loi de 1861 sur la caisse de retraite pour la vieillesse; il élève le maximum de ces rentes viagères de 1000 fr. à 1500 fr.; 2^o la loi sur le contingent de 100 000 hommes. On se plaint de la dispense accordée aux frères des militaires engagés ou rengagés avec prime. Cette dispense est précisée, confirmée par une loi spéciale; 3^o la loi sur les sucres; c'est la huitième modification depuis trois ans et demi; les représentants de l'industrie indigène font mettre le sucre

indigène au privilège du drawback, que le décret du 24 juin 1861 donnait au sucre étranger comme au sucre colonial (c'est le remboursement pour 79 kilos de sucre raffiné du droit payé à l'entrée pour 100 kilos de sucre brut); le sucre colonial, de son côté, obtient une détaxe plus forte et pour un temps plus long. — La loi sur les coalitions est l'occasion d'une rupture ouverte entre Émile Ollivier qui a accepté d'être rapporteur de la loi, la trouvant comme Darimon suffisamment libérale, et les orateurs de l'opposition Jules Favre et Jules Simon. Elle reconnaît aux ouvriers le droit de se concerter pour débattre les questions du salaire, de main d'œuvre, mais les délits auxquels il donnera lieu sont encore l'objet d'une pénalité spéciale; l'article 415 du Code pénal est seulement modifié. Elle est votée le 2 mai; abstention de Thiers, Berryer, etc. — Loi sur le régime disciplinaire des conseils de prud'hommes, votée le 28 mai. — Loi, votée sans discussion, qui affranchit des dernières servitudes de l'inscription maritime les ouvriers des professions maritimes, charpentiers, calfats et autres ouvriers des ports. — Avant la discussion des lois de finances, une lettre de l'empereur au ministre Fould (15 avr.) montre les espérances de paix de jour en jour plus certaines dans le nord de l'Europe, et fait entrevoir une solution heureuse pour le trésor public de l'affaire du Mexique. — Cette discussion est ouverte (6 mai) par un discours de Thiers, d'intérêt politique autant que financier; à l'occasion des diverses sections du budget, les critiques atteignent même la constitution; colloque d'Ernest Picard, et du président de Morny qui est aux prises aussi avec E. Pelletan; Garnier-Pagès se plaint d'une descente à son domicile et de saisie de lettres sous prétexte de réunions électorales non autorisées. — Un décret du 30 avril modifié dans un sens restrictif l'exercice du

droit de pétition auprès du Sénat. — Au Sénat, deux pétitions de 1861 dénonçant comme inconstitutionnel un décret du 9 janvier 1861, qui étendait les pouvoirs du préfet de la Seine, restent toujours sans réponse. A propos d'une pétition, qui demande 1° qu'on réduise et qu'on fixe le taux d'escompte des banques privilégiées, 2° qu'on reconnaisse les droits de la banque de Savoie, doctrines sur les banques, exposées par Michel Chevalier, contraires au privilège d'émission de la banque de France, et par le ministre d'État favorable aux banques d'escomptes mais qui ne veut pas de nouvelle banque d'émission. La Banque de Savoie, quoique soutenue par les Perelre, sera placée sous sequestre par décret du 24 décembre. — Depuis le 10 juin, est publiée par semaine, et non plus par mois la situation de la banque de France. Elle émet des billets de 50 fr. depuis le 21 mars. — On discute au Sénat sur les marchés à terme passés à la Bourse (5 mars); au Corps législatif (25 mai) sur les chèques. — Depuis le 1^{er} mai paraît un *Motivateur du soir*, privilégié comme celui du matin; il se vend 5 c. — Pendant la session, ont reçu des avertissements, l'*Écho du Nord*, le 19 janvier; la *Nation*, le 12 mars; l'*Indépendant de la Charente-Inférieure*, le 3 avril; le *Temps*, le 22 avril. — Dans la question danoise, la France n'a qu'un rôle d'abstention; l'empereur serait d'avis que les populations au sud d'Apenrade (Schlesvig-Holstein) fussent consultées sur le choix d'un souverain, le traité de 1852 étant considéré comme caduc. Après les conférences de Londres fermées le 25 juin, des journaux accusent l'impuissance du gouvernement; l'*Opinion nationale* reçoit un second avertissement le 2 juillet; le 28, la *Gironde* est suspendue pour deux mois, de même, le *Courrier du dimanche*, le 24 août. — Visites faites à l'empereur; en juin, à Fontaine-

bleau par le prince d'Orange et le comte de Flandre; en juillet, à Vichy par le roi des Belges; 27-30 août, au camp de Châlons par le prince Humbert d'Italie, par le ministre de la guerre prussien, M. de Roon. — Les élections pour le renouvellement partiel des conseils généraux et des conseils d'arrondissement (juin) sont assez vivement disputées. — Affaire du duc d'Aumale et de Michel Lévy, éditeur de son *Histoire des Condé*, contre le préfet de police, qui a fait saisir à Paris le 1^{er} volume avant qu'il fût publié; d'après l'arrêt de la Cour impériale (16 juillet), il n'y a pas lieu à ce que la poursuite soit autorisée par le conseil d'État, le préfet ayant agi d'après les instructions de son supérieur dans un intérêt exclusivement public. — Affaire des 13, appelés en justice pour participation à une association non autorisée de plus de vingt personnes à l'occasion des élections générales de 1863, et encore au delà. Le 15 juin, a été faite saisie de papiers et de lettres chez plusieurs d'entre eux à Paris. Ces 13, la plupart membres du barreau de Paris, choisis entre 25 et plus qui faisaient partie de cette association, sont : Garnier-Pagès, Carnot, Dréo gendre de Garnier-Pagès, Héroid, J. Floquet, Clamageran, J. Ferry, Em. Durier, Corbon, Joxon, Hérisson, Meisheim avoué de Schelestadt, Bory, avocat de Marseille. J. Favre, Marie, Grévy, Ern. Picard, Berryer, Crémieux, Dufaure, Desmarests, alors bâtonnier, etc., doivent plaider pour chacun d'eux; plaidoirie unique de J. Favre; ils sont condamnés par le tribunal correctionnel à 500 fr. d'amende (6 août). L'arrêt est confirmé en appel le 7 décembre. — A Londres, toutes les classes de la société font fête à Berryer (nov.). — Dans la session des conseils généraux (dernière semaine d'août), les préfets ou les présidents écartent l'expression de tout vœu politique; Persigny, le théoricien doctrinaire de l'empire,

qui, dans le concours régional de Roanne, le 8 mai, opposait aux électeurs des villes les électeurs des campagnes mieux pensants, au banquet du conseil général de la Loire, reprend le parallèle entre les institutions actuelles de la France et celles de l'Angleterre, et prétend que Napoléon III est le fondateur de la liberté en France; mais il ne la désire que pour une génération nouvelle. — La France fait accepter par l'Italie la Convention du 15 septembre, qui lui barre le chemin de Rome. M. de Bismark, après la solution de l'affaire danoise, traverse Paris, se rendant à Biarritz (5 oct.); il a audience de l'empereur le 25. L'empereur rend visite à l'empereur de Russie, à Nice (28 oct.). — Avertissements à l'*Espérance du peuple* de Nantes, 23 oct.; à l'*Union de l'Ouest* d'Angers, le 24 nov.; au *Journal de l'Aveyron*, le 27. — Vuitry reçoit la présidence du conseil d'État à la place de Rouland qui devient gouverneur de la Banque de France (5 octobre). — Deux présidents de section deviennent sénateurs, en même temps que le duc de Montebello, l'archevêque de Paris, et le surintendant des Beaux-Arts, Nieuwerkerke. — Le titre de duc de Montmorency a été conféré par décret (14 mai) à un neveu du dernier du nom, mort en 1862; de là un procès que lui intentent tous les alliés de la maison de Montmorency, et qu'ils perdent. — Reconstitution quinquennale du conseil municipal de Paris et de la commission départementale de la Seine, par décret du 15 novembre. Dans son discours d'installation, le 28, Haussmann justifie ce mode de nomination à Paris, les citoyens venus de tous les coins de la France n'ayant pas, pour ainsi dire, entre eux de liens d'intérêt municipal, et la politique y devant trop influer sur les décisions du suffrage universel. Dans son rapport budgétaire, perçoit le désir d'aliéner une partie des revenus de la Ville pour avoir un capital considérable qui permette de

faire en cinq années ce qui en demanderait dix. Les excédants de recettes ordinaires, fournis surtout par l'octroi, dont le public voudrait la réduction, alimentent en partie les dépenses extraordinaires; on a recours à des compagnies pour de grands travaux de voirie. — Un décret du 18 déc. nomme les maires et adjoints des 20 arrondissements. — Un décret du 24 décembre, publié le 3 janvier, nomme membre et vice-président du conseil privé le prince Napoléon. — Lettre de l'empereur du 31 juillet, pour qu'on rebâtisse et complète l'Hôtel-Dieu, à Paris. — Les sociétés coopératives se multiplient. — En Algérie, où on vient de décréter (avril) la mise en vente aux enchères de terrains domaniaux dans les plaines de l'Habra, depuis le printemps mouvement de révolte provoqué par les associations religieuses ou Khouan parmi les tribus du sud de la province d'Oran, et qui gagne les deux autres provinces; il est grave surtout dans les cercles de Gélyville (Oran) et de Tiaret, et autour du centre européen de Relizane à 14 lieues de Mostaganem, où le général de division Deligny est assisté des généraux Martineau et Rose et du colonel Lapasset; le feu est en plein Tell. Une proclamation du gouverneur général Pélissier (21 avril) a rappelé en vain les promesses que l'empereur, 6 février 1863, a faites aux Arabes. Il meurt le 22 mai; le général Martimprey est gouverneur général par intérim. Mac-Mahon, duc de Magenta, ne sera nommé à sa place que le 1^{er} septembre. Plusieurs journaux algériens reçoivent des avertissements; défense leur est faite de parler des mouvements du sud. Un des chefs de la rébellion de la province d'Oran, Si-el-Azerey, est tué le 5 juin. A la fin de juin, la résistance est étouffée au sud de la province. Le général Yusuf contient avec le général Liébert le sud de la province d'Alger, le général Desvaux de la province de Constantine.

Un décret de juillet subordonne dans les provinces les préfets aux généraux, donne à ceux-ci autorité sur la presse, rend aux indigènes sur plusieurs points leurs lois et coutumes, augmente le nombre de leurs représentants dans les conseils généraux de la colonie. Dès le milieu de juillet, nouvelle insurrection surtout au sud de la province d'Alger, dans le Tell, entre Tiaret, Baghar et Laghouat, et débordant sur les deux autres provinces, notamment à Ain-Madhi à l'ouest de Laghouat; et jusqu'à l'entrée du Sahara, à l'ouest de Tuggurt, par l'influence du marabout Si-Mohammed-ben-Hamza et de son oncle Si-LaLa : beaucoup de pillages, d'incendies, de meurtres isolés. Action énergique des mêmes généraux qui concentrent habilement leurs forces peu nombreuses. Les généraux Jollivet et Ducrot, les colonels Guimard, Margueritte, Siroka marquent aussi. En novembre les soldats souffrent, en outre, des pluies et des neiges. Un décret du 31 décembre publié le 10 janvier 1865, établit comme règle universelle et permanente, le système de ventes à bureau ouvert pour l'aliénation des terres du domaine de l'État affectées à la colonisation. — Au milieu de cette insurrection, le Maroc accorde des satisfactions demandées (mai-octobre). — Au Sénégal, des troupes parties de Gorée punissent un chef indigène, Lat-Dior (janvier); disette, épidémie, invasion de sauterelles (nov.). Installation d'un phare sur la pointe occidentale du Cap-Vert. — A Saigon, travaux administratifs, activité de la colonisation, progrès de l'instruction et de la religion chrétienne; traités de paix et de commerce signés à Hué (15 juillet). — La Nouvelle-Calédonie reçoit en même temps un convoi de forçats, et des émigrants libres de la Réunion; à l'est, occupation militaire des îles Loyalty où sont depuis vingt ans des missionnaires anglais. — Nouvelle am-

bassade japonaise à Paris (avril). — Les questions en litige entre la Compagnie de l'Isthme de Suez et le vice-roi, sont résolues, avec l'assentiment de celui-ci, par une décision arbitrale de l'empereur du 6 juillet. — Règlement qui a pour but d'établir des signaux compris de toutes les marines, convenu de concert avec l'Angleterre (juillet). — Protocole final pour le traité de commerce avec la Prusse, signé à Berlin le 14 décembre. — Premier départ, du Havre, de la ligne postale de la Compagnie générale Transatlantique (15 juin). Ligne postale de Suez à la Réunion et à Maurice. — Extension des lignes de chemin de fer, notamment de Rennes à Saint-Malo (27 juin); de Bayonne à Saint-Sébastien par les Pyrénées occidentales à Irun, première station espagnole (15 août); de Grenoble à Chambéry (15 septembre); de Vence-Cagne à Nice, et des Arcs à Draguignan (18 oct.). — A Mulhouse, une école de filature. — La liturgie romaine prend possession du diocèse de Lyon malgré l'opposition de son chef et sans l'autorisation préalable du gouvernement (février-mai). L'auteur de la *Vie de Jésus*, Ernest Renan, dont le cours au Collège de France avait été suspendu par le ministre Rouland, à cause des désordres qui s'y produisaient, est révoqué par décret (11 juin). L'Encyclopédie du 8 décembre et le *Syllabus*, qui, en condamnant, comme des erreurs, 80 opinions, porte atteinte à des principes de notre droit civil et de notre droit politique, reçoivent mauvais accueil en France. — Le gouvernement tolère, au début de l'année, des conférences littéraires, libres, à la salle Barthélemy, en faveur des blessés polonais : y parlent Legouvé, Saint-Marc Girardin, J. Simon, Wolowski, Odilon Barrot, etc. — Il organise, à la fin de l'année, des soirées littéraires et scientifiques à la Sorbonne, qui se renouvelleront annuellement. Une commission (par décret

du 27 février) doit préparer l'organisation d'une expédition scientifique au Mexique. Une Faculté de droit est instituée à Nancy (décret du 9 janvier). Des concours académiques et un concours général sont institués pour les lycées et collèges des départements (28 mai). Une chaire d'économie politique et de droit public est créée à la Faculté de droit de Paris (17 septembre). Les programmes du baccalauréat ès lettres et es sciences sont modifiés par décret du 27 novembre. Un décret du 4 décembre supprime le régime de bifurcation introduit par le ministre Fortoul dans l'enseignement secondaire. — Le prix de 50 000 fr. pour les applications les plus utiles de la pile de Volta, institué par décret du 23 février 1852, est décerné, après concours, aux appareils d'induction de M. Ruhmkorff (Rapport Dumas, du 4 juillet). — L'empereur crée un prix de 100 000 fr. sur sa liste civile pour récompenser tous les cinq ans une grande œuvre de peinture (août). La liberté des théâtres est décrétée (6 janvier). Le recours de l'Académie des Beaux-Arts contre le décret du 13 novembre 1863 qui lui a ôté le jugement des concours n'est pas admis par le conseil d'État (8-21 juillet). — Les pièces divisionnaires n'auront plus que 835 millèmes de fin, au lieu de 900 (loi du 3 mai). — Mort du maréchal Pélissier, duc de Malakoff (mai); Bazaine qui commande au Mexique est fait maréchal (sept.). — Mort de l'amiral Hamelin (16 janv.); des vice-amiraux Dupetit-Thouars et Penaud (mars); de l'amiral Romain-Desfossés (25 octobre); Charner est fait amiral (15 novembre). — Mort des peintres Alaux, Hippolyte Flandrin, le meilleur des élèves d'Ingres, sincèrement religieux (mars), Dubufe père; du compositeur Meyerbeer, l'auteur des *Huguenots*, de *Robert le Diable*, du *Prophète*, dont il reste l'*Africaine* (2 mai): son corps est porté de Paris à Berlin. — Mort du philologue Hase, né aussi en Allemagne.

— Mort d'Ampère (27 mars), s'occupant encore de César; — des postes populaires du Midi. Reboul de Nismes boulanger (mai); Jasmin d'Angen coiffeur (octobre); du P. Enfantin, l'un des fondateurs en 1830 du Saint-Simonisme. — *Nouvel Œdipe*, par Ingres octogénaire. Les *Destinées*, poème philosophique, œuvre posthume d'Alfred de Vigny. — *Méditations sur l'essence de la religion chrétienne*, par M. Guizot.

France et Mexique. — La guerre continue indéfiniment : les partisans de Juarez et les chefs isolés du parti national, dont beaucoup ne sont que d'obscurs guérillas, luttent contre les partisans de l'archiduc ou de l'intervention française. L'ancienne organisation de la République en petits États souverains a donné à chaque groupe du territoire un arsenal, des approvisionnements de guerre, des canons : on se bat sur toute la surface de ce vaste pays. L'occupation de Guadalajara par Bazaine (4 janvier), de Zatacetas (6 février), par le général Douay; la lettre d'adhésion à l'empire de l'éternel prétendant Santa-Anna (29 février) et son embarquement pour la Havane (19 mars); l'abandon de Juarez par ses lieutenants Uruga et Doblado ne décident rien. L'archevêque de Mexico n'est plus zélé pour les Français, qui ne défendent pas les immunités de l'Église. L'archiduc, après être allé de Bruxelles à Paris (4 mars), puis en Angleterre, revenu par Bruxelles à son château de Miramar, près de Trieste, ayant renoncé, contre son gré, à tous droits éventuels sur la succession d'Autriche, y accepte solennellement la couronne à laquelle semblent l'appeler des adresses envoyées de toutes les parties du Mexique (11 avril). Décrets du même jour, du nouvel empereur, pour constituer une commission des finances, régler les conditions de souscription d'un emprunt de 8 mill. de liv. st. (201,600,000 fr.) en rentes 6 0/0, au taux de 63 fr.

La veille, 10 avril, à Miramar, a été signée une convention avec la France, pour une réduction la plus prompte possible de l'armée française, pour le remboursement des frais de guerre, pour les indemnités dues à des Français, qui ont été l'occasion de l'expédition, pour la remise immédiate à la France de titres de l'emprunt au taux d'émission. Cet emprunt qui paraît si avantageux, que doivent négocier la maison Glyn à Londres, en France le Crédit mobilier, ne sera jamais couvert : de là, défaut de ressources pour le nouveau gouvernement, tiraillements avec la France, impopularité croissante en Europe de l'affaire Mexicaine. Joaquín Velasquez de León est ministre d'État. Gutierrez de Estrada accompagne Maximilien et l'impératrice Charlotte à Rome, où ils n'obtiennent pas l'adhésion du Pape à la solution libérale des questions qui touchent aux biens et aux privilèges de l'Église. M. Costa est envoyé de France au Mexique, pour y réorganiser les finances. A Guadalajara, à Mexico, conspirations, placards incendiaires contre les Français. Maximilien arrive à la Vera-Cruz le 29 mai : le 12 juin à Mexico. La population indienne lui est généralement favorable. Il s'identifie tant qu'il peut avec les traditions nationales. Il laisse trop d'influence au général Almonte. Il visite une partie des États du nord où les troupes françaises agissent activement (juillet-sept.) sous les généraux Castagny, l'Herillier, Aymar, Mejía et le colonel Dupin. Les Français occupent Bagdad, port de Matamoros aux bouches du Rio del Norte, et même cette ville. Les Juaristes Vidauri, Cortina font leur soumission, Juarez est en fuite sur Chihuahua (27 sept.). Mais Porfirio Díaz est puissant dans l'Oaxaca, au sud-est de Mexico, où cherche à l'étreindre le général Courtois d'Hurbal, avec le concours du général Douay. L'Empereur se regardant comme le seul maître légitime, dé-

claire « bandits et criminels dignes des rigueurs inflexibles de la loi » ceux qui restent en armes, menacent les personnes et les propriétés (oct.). Il essaye d'organiser les forces rurales du pays. Acôté des commissions de gouvernement qui tiennent lieu de ministres, il établit un conseil d'Etat de neuf membres sous la présidence du jurisconsulte Maria Lacunza (déc.). Malgré l'arrivée inopinée du nonce du Pape, un décret (26 déc.) pose les bases d'un concordat libéral, qui laisse à l'Etat les biens du clergé nationalisés. Adoption du système métrique; une école d'agriculture; une école du commerce; académie des Beaux-Arts; actif monnayage d'argent.

Grèce. — Esprit d'indiscipline et mutinerie des troupes, à Tripolizza, à Lamia, puis à Missolonghi. L'assemblée vote une amnistie qui rendrait la liberté à des malfaiteurs dangereux. — Troubles à Athènes (9 février), où un journaliste a été maltraité par le fils du maréchal de la Cour; la révocation du maréchal, demandée, n'est pas accordée par le roi; discussion à ce sujet dans l'assemblée; désordres commis par la phalange universitaire; dans le bourg de Ménidi (anc. Acharnes) aux portes d'Athènes, vote de mort, exécuté par la population, avec approbation du conseil municipal du bourg, contre le maire et cinq de ses enfants (26 février). A la suite d'une démonstration populaire, le cabinet Bulgars dont trois membres viennent d'être changés, se retire tout entier. L'amiral Canaris n'est pas longtemps président d'un nouveau cabinet; il tombe sur une motion présentée à l'assemblée pour le renvoi du conseiller intime du roi le comte de Sponneck; il a fait adopter (avril) la loi électorale pour les Iles Ioniennes avec droit de vote pour les Juifs. La citadelle de Corfou étant rasée, les troupes grecques y remplacent les troupes britanniques (2 juin). Le roi part le

24 mai pour Syra, visite Nauplie, Calamata, Navarin, les Iles Ioniennes, avec les chargés d'affaires des trois puissances protectrices; il rentre inopinément à Athènes le 4 juillet. La Prusse et l'Autriche viennent de le reconnaître. Les députés Ioniens parmi lesquels domine l'élément rural, sont reçus à l'assemblée le 2 août. Le 6, nouveau ministère Canaris. Le trésor est toujours à peu près vide; le brigandage n'est pas réprimé; les vols et les assassinats sont fréquents. On discute d'août à octobre les 108 articles de la Constitution, beaucoup de séances très-orageuses; des députés portent pistolets et poignards; une tentative d'assassinat en dehors de l'assemblée sur le ministre de l'intérieur: Le droit de réunion et d'association sera illimité et sans contrôle, la liberté de la presse absolue; abolition de la peine de mort en matière politique; il n'y aura qu'une Chambre; le roi, s'il n'a pas d'enfant, désignera un héritier avec l'accord de la Chambre. Violents débats sur la question de savoir si les Iles Ioniennes seront, pour les lois et les impôts, assimilées à la Grèce immédiatement ou peu à peu et dans un temps déterminé; Bulgars et les Bulgaristes avec quelques députés de Corfou et de Céphalonie réclament l'assimilation immédiate. Le suffrage universel est adopté; la période législative sera de quatre ans. Par message, le roi (16 oct.) insiste pour qu'il y ait un conseil d'Etat, ce qui n'est voté qu'à une majorité de 12 voix; il se plaint, le 18, des lenteurs des Constituants, ne leur donne que dix jours pour achever. L'assemblée, sur ce second message que 166 voix contre 112 accueillent bien, discute sans désespérer; les deux derniers articles sont votés le 28. Grande majorité pour le vote d'ensemble le 29. Le lendemain est fêté l'anniversaire de l'arrivée du roi à Athènes. La discussion du budget est un nouvel aliment pour l'opposition. Le 28 nov. le roi prête serment à la Constitution

et dissout l'assemblée. Le 15 décembre, crise ministérielle; le 21, le président du nouveau cabinet est le professeur Kuriaku du parti modéré. Le 28, est décidée la création de nouveaux bataillons de gendarmerie, pour réprimer le brigandage.

Haïti. — Exécution (13 fév.) de huit individus, gens de la campagne qui, le 30 déc., près de la capitale, ont égorgé et mangé suivant les traditions africaines du culte vaudou, un enfant de huit ans. — Révoltes et conspirations contre le président Geffrard sont étouffées dans le sang; exécution du général Ogé Longuefosse.

Hollande. — Aux Indes orientales, assez mauvaises récoltes en sucre, café, tabac; dans Batavia, choléra violent (mal-juillet), tentative de complot par un jeune métis Portugais.

Italie. — La session ouverte en novembre 1863 dure jusqu'au 22 juillet. En janvier, les deux chambres votent la loi pour la répression du brigandage, l'impôt sur la richesse mobilière. Les réélections du 24 janvier ne sont pas favorables à tous les démissionnaires de décembre; Garibaldi lui-même n'est réélu qu'à Palerme et après ballottage; le *Diritto* qui a publié son manifeste pour la formation d'un comité en vue de travailler à l'unité de l'Italie, a été déferé aux tribunaux. Longtemps sont discutés par les députés le projet de péréquation de l'impôt foncier entre les diverses provinces avec accroissement de cet impôt, par le sénat le projet sur la Banque. Le principe d'une Banque unique est admis comme une nécessité politique, mais le gouvernement veut se réserver le droit d'établir de nouvelles Banques; la Banque nationale et la Banque de Toscane ont leurs partisans: pas de solution législative. Le ministre des finances Minghetti président du conseil, Ratazzi,

Lanza qui ne font qu'une opposition modérée sont entendus sur le projet de péréquation de l'impôt foncier que les députés votent le 20 mars, le sénat le 21 juin. Nouveaux projets ministériels: 1° Sur les biens ecclésiastiques, particulièrement ceux des couvents dont on supprimerait le plus grand nombre; on transformerait aussi ceux des évêchés, des fabriques, des prébendes; 2° pour l'extension des pouvoirs administratifs des conseils provinciaux; 3° pour le renvoi aux tribunaux ordinaires de toutes les affaires dont décide le contentieux administratif. — Le comité Garibaldien pour l'union de l'Italie, qui a son siège à Turin, est l'objet de mesures de police le 26 mars. Garibaldi, le 21, est parti pour l'Angleterre avec ses deux fils par Malte et Gibraltar; pendant son voyage triomphal à Londres (avril), il fraternise trop cordialement avec Mazzini chez le réfugié russe Alexandre Herzen, démocrate socialiste. — Pendant son séjour dans l'île d'Ischia (juin-juillet), où se rendent quelques-uns de ses fidèles, on craint un mouvement à Naples; il retourne à Caprera le 19 juillet. — A Turin, à Pavie, troubles peu graves dans les universités quand on y applique le règlement Mattenci pour les études et les examens (avril-mai). — Sur le bruit de certains faits de corruption attribués à des députés dans les actes de la Société italienne des chemins de fer méridionaux, une enquête parlementaire est décidée (fin de mai). Pendant la discussion des lois annuelles de finances, Ratazzi reproche au gouvernement de n'avoir, au dehors, qu'une politique d'attente. Mordini présente le programme de la gauche: extension du droit électoral, changement de la capitale, séparation absolue de l'Eglise et de l'Etat, guerre révolutionnaire immédiate. Le vote, après un discours de Minghetti, donne une majorité considérable à son cabinet. — Une loi retire aux membres du clergé l'exemption de la conscription; 40 évêques

napolitains et siciliens réclameront au roi lui-même. — Quoique le rapport de la commission d'enquête sur les chemins de fer méridionaux disculpe de tout soupçon de corruption les députés qui sont membres du conseil d'administration (15 juillet), les débats sont très-vifs et passionnés; plusieurs députés qui sont en cause donnent leur démission ou s'abstiennent de voter. — La vente des biens domaniaux s'opérant lentement et produisant peu, l'emprunt de 700 millions de 1863 étant presque absorbé, on cherche des ressources par la cession des chemins de fer que négocie le ministre des travaux publics Menabrea (30 juin) avec la compagnie Rothschild qui a déjà les chemins de fer Lombards; la compagnie des chemins de fer Romains aurait de nouvelles lignes par la Convention du 27 mai. — Aussitôt après la session, à Naples les associations démocratiques des électeurs présidées par le député comte Ricciardi, adversaire de Turin comme capitale, mais unitaire par principe, demandent compte à leurs élus de leur conduite et de leurs votes à la Chambre; le marquis Avitabile du parti libéral modéré, ayant été destitué de la direction du Banco di Popolo chargé du paiement des intérêts de la Dette, est porté aux élections municipales de Naples avec Ricciardi et le duc de Donato. — Emotion très-violente produite dans toute l'Italie, par la première nouvelle du traité du 15 septembre, entre Napoléon et Victor-Emmanuel : le chevalier Nigra, ambassadeur à Paris, en a été le négociateur officiel : elle est l'œuvre surtout de Pepoli, ambassadeur de Turin en Russie, allié à la maison Napoléonienne; le ministre des travaux publics Menabrea était parti, 25 juillet, pour Vichy, où était l'Empereur. Par la convention, à laquelle le Pape ne participe en rien, la France s'engage à retirer ses troupes de Rome d'ici à deux ans; l'Italie à respecter, à ne pas laisser attaquer le territoire ponti-

fical, à ne pas faire obstacle à la formation d'une armée défensive du Pape qui peut y appeler des étrangers, à entrer en négociation pour prendre à sa charge la portion de la dette Romaine, afférente aux provinces pontificales déjà annexées : comme garantie de la sécurité du Pape, un protocole établit que d'ici à six mois Florence deviendra la capitale de l'Italie. La convocation des Chambres est annoncée pour le 5 octobre. Le ministère ne prend pas des précautions suffisantes pour prévenir tout désordre à Turin, qui va cesser d'être capitale, et dont la Junte municipale partage l'irritation commune; émeute sanglante le soir du 20, et dans la journée du 21 septembre. Quand elle est réprimée, nouveau cabinet où le roi fait dominer à dessein l'élément Piémontais, que représentent La Marmora, président du conseil et aux affaires étrangères, Lanza à l'intérieur, Sella aux finances, Pettiti à la guerre. Les radicaux extrêmes, surtout Mazzini (3 octobre), Garibaldi (10 oct.), protestent violemment contre l'abandon de Rome. La convention paraît bien contredire le vote du 29 mars 1861. Le rapport officiel des ministres qui l'ont conclu, publié aussitôt après leur chute, tend à faire disparaître cette contradiction. D'après les dépêches de Drouyn de Lhuys à M. Malaret à Turin, à M. de Sartiges à Rome, la France cherche à lier dans leur intérêt commun la réconciliation du Saint-Siège et de l'Italie. Son intervention à Rome est en désaccord avec l'objet de la guerre d'Italie de 1859, l'affranchissement de l'Italie de toute intervention étrangère. Manifestations sous toutes les formes des opinions les plus diverses : articles de journaux, brochures, meetings. On est plus calme quand les Chambres s'ouvrent le 24 octobre; toute la correspondance diplomatique échangée à ce sujet est publiée. Une dépêche Nigra du 30 octobre, une autre du président du conseil, La Marmora, du 7 nov. en

réponse à une note de Drouyn de Lhuys à Malaret, du 30 oct., réservent les aspirations du peuple « qui appartiennent à la conscience nationale et ne peuvent être l'objet d'un débat international »; l'Italie ne devra faire son unité que par les moyens moraux, les forces de la civilisation et du progrès. La physiologie des négociations qui ont produit la convention n'est pas la même dans les dépêches françaises et dans les dépêches italiennes. La plupart des députés Piémontais se résignent au sacrifice de Turin. L'animosité contre Turin fait accepter le transfert de la capitale par beaucoup d'autres. La discussion sur la loi pour le transfert de la capitale dure à la Chambre des députés du 7 au 19 nov., au Sénat du 29 nov. au 9 déc. La Convention est défendue tout d'abord (8 nov.) par l'ancien ministre des affaires étrangères Visconti-Venosta qui en explique l'origine, les avantages, les sacrifices inévitables. Parlent pour le transfert à Florence D'Ondes-Reggio du parti catholique, le président du conseil, Pepoli, Rattazzi, Mordini, avec des raisons très-différentes les unes des autres. Parlent contre, Bertl, Boggio, Tecchio un Vénitien, Crispi, le général Pinelli, de Boni et Cairoli. Boggio surtout accuse Pepoli d'avoir travaillé pour Napoléon III, à qui pèse l'occupation de Rome, plus que pour l'Italie. Bruit, non confirmé, de dépêches Drouyn de Lhuys, postérieures à la dépêche de la Marc-mora du 7 nov., qui garantiraient le pouvoir temporel du Pape dans les limites actuelles sous la garantie collective des puissances catholiques. Au Sénat, M. Massimo d'Azeglio, parle pour, dans l'espoir d'une conciliation entre Rome et l'Italie, si à Rome le Pape voulait bien régner sans gouverner. Le vote donne dans une Chambre 317 voix contre 70, dans l'autre 134 contre 47. Sanction royale, le 12 déc., quand est votée déjà par les deux Chambres l'indemnité demandée pour Turin,

1 million 67,000 fr. de rente. La Cour de cassation y sera transférée. L'archevêque cardinal d'Andrea à Naples rend visite au prince Humbert qui y vient prendre le commandement de la division territoriale (23 déc.) — Pendant la discussion, il est bien souvent question de Venise et de l'Autriche. De petites bandes agitent constamment le Frioul; le gouvernement désavoue toute participation, désarme même des bandes à la frontière du Tyrol. surveille les meetings organisés en faveur des victimes. Circulaire du ministre de l'intérieur contre toutes menées dangereuses (9 déc.). — Le nouveau ministre des finances, Sella, embarrassé pour finir l'année, exerce une sorte de pression pour faire voter vite par les députés avant le 25 novembre une convention, fructueuse pour le moment, avec le Crédit mobilier Italien qui prête 150 millions sur les biens nationaux; il obtient une anticipation de l'impôt foncier, à laquelle concourent patriotiquement les Communes, une augmentation des impôts sur le tabac et le sel, une retenue plus forte sur le traitement des employés; on réduit les dépenses budgétaires de l'armée, des arsenaux, de la marine; le gouvernement perçoit 3/12 provisions sur le budget de 1865; une société anonyme est approuvée par décret royal (21 déc.) pour la vente des biens domaniaux du royaume. Aucune mesure nouvelle contre les biens de l'Église. — Par un vote du 15 déc., la loi pour la répression du brigandage est prorogée jusqu'à la fin de 1866. Amélioration évidente; il y a eu moins de brigands arrêtés et fusillés qu'en 1863, ils ont moins de complices; ils commettent moins d'assassinats: la bande de Nino Nanco et Crocco est cernée dans la Capitanate. Des quatre brigands napolitains, dits de l'Aunis parce qu'ils ont été arrêtés à Gènes sur un navire français de ce nom, autour desquels s'étaient groupés des centaines de gens suspects et de réfractaires, deux,

les frères La Gala, sont condamnés à mort par la Cour d'assises de Santa-Maria (l'ancienne Capoue) 13 mars; mais ils ne sont pas exécutés. Un chef, Crocco Donatelli, trouve un refuge sur la terre Romaine. La bande de Pilone, dans les montagnes, est à peu près détruite. Des brigands d'Isernia, du parti Bourbonnien en 1860, sont l'objet d'un long procès en Cour d'assises (mars-août); il y a 20 condamnations aux travaux à perpétuité et d'autres. Des gendarmes pontificaux escortés par un détachement français, sont attaqués près de Veroli, par la bande napolitaine de Fuoco (fin de déc.). — Progrès des chemins de fer de Livourne à Orbitello (mai); de Foggia à Trani (10 août); de Braccia à Pistoia, qui à travers l'Apennin réunit Bologne à Florence (30 nov.). — Nouveau service de vapeur, faisant huit voyages par mois entre Ancône et Alexandrie (avril). — Télégraphe sous-marin entre Otrante et Vailona, (Albanie) d'où on communique avec tout l'Orient (10 sept.). — Société pour l'organisation de l'enseignement libre à Turin, analogue au « Royal Institution » de Londres, sous les auspices les plus autorisés. A Naples, œuvre dirigée par M. Léopold Rodino pour combattre la mendicité; établissement de travail pour les jeunes filles par association; cimetière particulier pour les Juifs, chapelles protestantes. — Mort du directeur de l'observatoire de Turin Plana (janv.); de Pasini, né à Vienne, auxiliaire utile de Manin et de Tommaseo même avant 1848, membre éminent de la Ch. des députés (mai); de l'ancien ministre de la guerre della Rovere (nov.). — A Rome, application (avril) de la loi électorale promulguée le 25 janvier 1851 pour la formation du conseil municipal; nommé pour six ans, il est renouvelable par moitié tous les trois ans; sur 72 élus, le gouvernement a à choisir 36 nouveaux conseillers municipaux, moitié nobles, moitié bourgeois; le conseil est, en

tout, de 80 membres. — L'encyclique du 8 décembre et le *Syllabus*, relevé d'erreurs condamnées par le Pape, au nombre desquelles sont comptées des opinions qui sont admises comme le fondement du droit civil et du droit politique de tous les peuples, publiés alors par l'Eglise romaine, étaient préparés depuis trois ans.

Japon. — Les traités avec les puissances de l'Europe et les Etats-Unis ne sont toujours pas confirmés par le Mikado ou Daïri, sans la sanction duquel ils ne comptent pas pour la nation. quelques promesses que fasse le Talcoun. Or la Constitution interdit au Mikado toute relation avec l'étranger. — Le Talcoun fait demander au nom du grand conseil, qui assiste le Mikado, qu'Yokohama soit évacuée par les ministres et les commerçants étrangers. Beaucoup de nobles se retirent à Miako ou Kioto, résidence ordinaire du Mikado; le Talcoun, ordinairement fixé à Yeddo, y vient aussi. Par suite, le commerce maritime languit. Les Anglais réclament la liberté du commerce des soies. Les envoyés du Talcoun sollicitent vainement l'adhésion du gouvernement français à la fermeture du port de Kanogawa. Après la nouvelle ambassade Japonaise à Paris, par un traité du 20 juin doivent être réglées les difficultés élevées entre les deux gouvernements depuis 1862: indemnités pécuniaires et réduction de tarifs sont promises, ainsi que le concours contre le prince de Nagato, au S.-O. de l'île de Nippon, qui ne laisse pas passer les navires français par le détroit de Simonosaki. Ce passage est forcé (8-10 sept.) par les vaisseaux réunis de l'Angleterre, de la France (contre-amiral Jaurès), de la Hollande; assez grande résistance des Japonais bien retranchés, qui ont des pièces en bronze de gros calibre; le prince de Nagato cède avant qu'on bombarde la ville même de Simonosaki. Les représentants de ces trois puis-

sances et des Etats-Unis sont reçus à Yeddo (6 oct.). Le Taïcoun payera pour Nagato, 18 millions; il n'est plus question d'écarter les étrangers d'Yokohama.

Océanie. — Monarchie constitutionnelle organisée aux Iles Hawaï ou Sandwich par le roi Kaméhameha V (20 août).

Persé. — Revanche prise des défaites de 1862 sur les tribus turcomanes de Ghaï (août). — Télégraphe de Téhéran à Bombay, par Bouschir.

Portugal. — Modifications dans le cabinet (janv.). — Mort (2 avril) du duc de Palmella, auteur de la Constitution, plusieurs fois président du conseil. — Nouvelles élections parlementaires favorables au gouvernement, particulièrement à Lisbonne (11 sept.). — Abaissement du tarif postal avec la France. — Traité de délimitation avec l'Espagne après douze ans de travail.

Russie et Pologne. — En Pologne, l'insurrection continue tout l'hiver sans action importante, par bandes isolées, surtout sous Dombrowski dans le gouvernement de Radom, sous Bossak pseudonyme du colonel Hauke dans les palatinats de Kalisch, Cracovie, Sandomir. Les Russes profitent de la mise en état de siège de la Gallicie autrichienne, le 24 février. En Autriche, en Prusse, expulsion, extradition, exécution d'insurgés polonais. Le gouvernement national de l'insurrection rend encore quelques décrets (mars) : impôt du centième de revenu; translation des pouvoirs administratifs aux chefs militaires. A cause des sympathies que le gouvernement français avait témoignées à l'insurrection, à Saint-Petersbourg on célèbre le 50^e anniversaire de l'entrée des alliés à Paris (30 mars). Les mesures de rigueur, contributions extraordinaires, séquestre mis sur les biens, amendes excessives, déportation au fond de la Russie ou en Si-

bérie, exécutions capitales, tiennent dans la terreur et sous le joug la population polonaise. Garibaldi dans ses harangues à Londres (12 avril). Pie IX dans un consistoire auquel assiste l'archiduc Maximilien, et dans une Encyclique du 30 juillet, sécrètent les mêmes persécutions. Beaucoup d'évêques renoncent à leurs décrets prescrivant le deuil des églises, même l'archevêque de Varsovie Felinski (24 avril). Sous prétexte d'émanciper les paysans polonais, loi agraire du 22 mars, qui doit avilir la propriété et dépouiller les nobles; la langue polonaise est interdite pour les actes officiels en Pologne (4 avril); offre est faite à la noblesse pauvre de Pologne, de terres pour rien dans les provinces d'Orenbourg et de Samara; défense aux propriétés polonaises de transférer leurs biens à d'autres Polons, même pour l'acquittement d'une dette. En Lithuanie et en Ruthénie Blanche, comme en Pologne, on s'applique à ruiner, à évincer la noblesse grande et petite; circulaire secrète du général Mourawieff, à ce sujet, 19 juillet; on veut organiser des colonies de paysans russes, et faire passer les propriétés foncières à des Russes de toutes conditions ou à des Allemands, ou à des Finlandais qui ne soient pas catholiques; non à des Juifs qui pourraient les revendre aux Polonais. Décrets du 11 sept. pour réorganiser en Pologne l'instruction publique et la soustraire à l'influence du clergé catholique; quelques mesures d'apparence libérale, mais anti-polonaises. Décret du 8 novembre s'appliquant dans tout le royaume de Pologne à 110 couvents; on en supprimera 71 qui ont moins de huit membres, moines ou religieuses; 39 sont atteints pour avoir participé à l'insurrection; les propriétés de tous les couvents sont confisquées; leurs propriétés seront administrées par les agents du fisc russe; il y aura désormais des couvents d'Etat, 25 d'hommes, 10 de femmes, dont les membres seront rétribués comme

des fonctionnaires publics. Un même comité constituant, composé des chefs du jeune parti russe, est chargé de la mise à exécution des décrets du 2 mars, du 11 sept., du 8 nov. Des moines sont enlevés de Varsovie, dans la nuit des 27-28 novembre, et transférés en Russie. L'éducation russe et « orthodoxe » s'étend partout. Meurt déporté dans le gouvernement de Penza, l'ancien gouverneur général du royaume de Pologne Wolowski. — Meurent en France (juin), l'ancien chef des Polonais en 1831, chef des Hongrois en 1849, H. Demblinski; la veuve du prince Adam Czartoryski, née Sapieha. — Des complots d'étudiants et d'officiers, dans le gouvernement de Kasan en juin et en novembre, sont punis de mort. — On attribue à la société secrète des nihilistes, socialistes russes plus que polonais, l'incendie prolongé qui détruit la ville de Nimbirsk (août-sept.). Il y a beaucoup d'incendies dans le gouvernement de ce nom toute l'année, causés peut-être seulement par l'extrême sécheresse. — Les Circassiens, décimés par les combats livrés aux Russes et par la famine, émigrent en masse, par milliers de familles, sur le territoire turc, moins en Asie qu'en Europe, en partie sur navires russes; affreuse mortalité pendant cette innombrable émigration. Un des chefs circassiens, Mechall Beg, qui essaye un mouvement, est transporté en Crimée puis à Vilna. L'Abasie est occupée militairement et traitée avec rigueur. — Progrès dans le Turkestan, où le Khan de Khokand perd la ville de ce nom et Teshend. — La franchise est accordée (5 avril) au transit des marchandises pour la région du Caucase et de la Perse, par terre et par mer. — Plusieurs séries de papier monnaie sont émises successivement. — Le 5 avril a été contracté un emprunt de 5 millions de liv. st. 5 0/0 que prennent les maisons Hope et Baring. Emprunt de 100 millions de roubles, à 5 0/0, avec lots, par souscription ouverte du 15 au 24 décem-

bre; il est souscrit pour un peu plus. Lois relatives aux écoles populaires. Promulgation d'un code pénal, d'un code de procédure civile, d'un code de procédure criminelle pour les juges de paix (16 déc.). — Meurt à Saint-Petersbourg l'astronome Struve, directeur de l'observatoire de Poulkora (nov.). — Fiançailles du grand-duc héritier avec une princesse danoise (sept.). — L'abstention russe a aidé à la spoliation du Danemark par la Prusse et l'Autriche (janvier-oct.).

Suisse. — Série de conventions avec la France conclues le 30 juin : traité de commerce, garantie de la propriété littéraire et industrielle, protection de la propriété des marques et dessins de fabrique, admission des Israélites sur le territoire de la confédération, surveillance des forêts limitrophes. — Autre convention spéciale pour faire disparaître une taxe de séjour exigée des résidents étrangers notamment dans le canton de Genève, où il y a beaucoup d'ouvriers français. La compétence du conseil fédéral pour le traité de commerce, pour la garantie de la propriété littéraire, est contestée par le gouvernement cantonal de Lucerne et celui d'Uri. Le conseil national ratifie, le 24 sept. — Les élections à Genève (21 août) pour la nomination d'un membre du conseil d'Etat local aboutissent, le lendemain, à une journée sanglante, reprochée aux radicaux, dont le candidat ne passe pas James Fazy. Le 16 oct., il sera élu pour le conseil national. Les avocats les plus célèbres de la Suisse défendent aux assises, le 13 décembre, les accusés du 22 août, ils sont tous acquittés le 30. — Le grand conseil du canton de Zurich substitue à la peine de mort la peine des travaux forcés à perpétuité (10 oct.).

Turquie. — Les événements les plus considérables ont lieu dans les Principautés Danubiennes, et dans la régence de Tunis. — Dans les

Principautés, le procédé de sécularisation des monastères dédiés au culte grec est l'objet de protestations de toutes les puissances garantes du traité de 1856, et de la convention de 1858 (janvier). La Chambre de Bucharest n'en vote pas moins, le 27 janvier, l'emprunt destiné à indemniser les communautés. La Porte et la Russie se plaignent d'armements et de dépenses militaires qui sont en désaccord avec le règlement organique de 1858. La Chambre se prononce pour l'institution de la garde nationale dans les villes (4 février). Elle vote l'établissement d'un conseil d'Etat. La Porte ne permet aucun emprunt auprès de la Banque Ottomane, sans son autorisation. La Russie se plaint de la connivence du cabinet avec l'insurrection polonaise. Le conflit de la Chambre avec le ministère Cogolniceano se précipite 24-26 avril : elle décide le 24, que les fonctionnaires ne prêteront plus serment au prince, mais au peuple; elle refuse le crédit pour l'établissement d'un camp sur les bords du Sereth; elle blâme le ministère, le 26, pour la présentation d'une loi rurale qui tend à faire passer aux paysans la propriété des terres. Le peuple est pour le prince, qui mécontente encore la Chambre par un projet de loi électoral. Le 27, elle est prorogée au 14 mai. Le 14, elle refuse de discuter ce projet. Elle est dissoute. Le prince agit en dictateur, proclame une loi électorale d'esprit démocratique, et un acte additionnel à la Constitution que consacre le plébiscite des 22-24 mai (713 285 oui, 57 non; 70 000 abstentions). Avant le coup d'Etat du 14 mai, il a visité la Moldavie; quand le résultat du plébiscite est officiel le 2 juin, il va le 5 à Constantinople, flatte les représentants des puissances garantes, obtient surtout l'assentiment du gouvernement issu du coup d'Etat du 2 décembre 1851 qu'il paraît prendre pour modèle; le protocole du 27 juin modifie à son profit le statut addi-

tionnel à la Convention de 1858, surtout en ce qui concerne le budget; l'institution d'un sénat et une nouvelle loi électorale, et satisfait l'esprit national, puisque désormais les Principautés pourront modifier et changer les lois qui regardent leur administration intérieure par le concours légal de tous les pouvoirs établis et sans aucune intervention diplomatique étrangère : ce que fait ressortir sa proclamation du 14 juillet. A coups de décrets élaborés plus ou moins par le conseil d'Etat, créé lui-même par décret, et qui est bientôt en conflit avec la Cour de cassation, les institutions, les réformes se multiplient, de juillet à décembre, avant la réunion des Chambres : loi rurale des 14-28 août que faisait espérer la Convention de 1858, pour abolir la corvée, rendre le paysan propriétaire moyennant une indemnité qu'il payera en 15 ans, non en argent, mais en obligations; système décimal des poids et mesures; loi d'expropriation pour cause d'utilité publique; institution des actes de l'état civil et du mariage civil; création des conseils communaux, des conseils de district; instruction publique obligatoire; code pénal; procédure pénale; code civil calqué sur le code Napoléon, suppression de la peine de mort, introduction du jury en matière criminelle; fondation d'un séminaire catholique à Jassy, droits politiques reconnus aux Juifs; nouvelle loi de recrutement; plusieurs établissements militaires; comices agricoles, haras; une école des beaux arts. Aux élections municipales de Bucharest, malgré la pression exercée par le gouvernement, passent trois ennemis du prince, Bratiano, Galesco, Rosetti. Les conseils généraux (nov.) exaltent les services rendus par le prince. Les élections parlementaires (déc.) lui sont favorables. En ouvrant la session, le 18 déc. dans un long message, il compare ce travail de 7 mois avec les 5 années agitées de la première partie de son règne;

prêtent serment des députés de tout rite, catholique, arménien, protestant. Il annonce le succès de l'emprunt de 48 millions effectué à Londres par suite du vote de déc. 1863, pour indemniser les communautés religieuses. Tous les chefs de l'église grecque, réunis à Constantinople, 2 septembre, ont protesté contre l'expropriation de l'église. Le prince, avec l'assentiment du gouvernement turc a pu (sept.) contracter à la Banque Ottomane un emprunt de 37 millions de francs. Embarras graves des finances. Travaux de ponts concédés à une compagnie anglaise. — En Serbie, la Skuptchina s'associe au vœu exprimé dans le discours du prince Michel (18 août-1^{er} sept.) pour que les Turcs n'occupent même plus Sakhar et le petit Zvornik. — Dans la régence de Tunis, depuis avril, tentative de révolution, et guerre civile prolongée, dans les îles, dans les campagnes, surtout cause du doublement de la capitation déjà très-lourde. La réduction des impôts, le retrait même de la constitution ne suffisent pas aux Arabes rebelles, exaspérés contre le ministre Kasnadar; 12 000 hommes les troupes régulières, mal payés, assent à l'insurrection. Dès le mois de mai, sous prétexte de protéger leurs nationaux, se montrent les escadrons de la France, de l'Italie, de l'Angleterre, seule favorable à une intervention de Constantinople dans les débats intérieurs du beylick. Alternative de succès, de revers jusqu'à la fin de l'année pour le bey Isid - Mohammed; désorganisation. Immigration des Européens. — En Egypte, affermissement du crédit et les finances publiques. Inauguration le courses de chevaux à Gabari près de la mer (2 mai). Défense d'exporter le blé, l'inondation du Nil ayant fait tort à la récolte du maïs. Exécution de mesures rigoureuses contre le traite des nègres que pratiquent les armateurs à Khartoun sur le Nil blanc. La médiation du gouvernement français termine le différend

avec la compagnie du canal de Suez. — Est achevée la ligne télégraphique entre la frontière d'Egypte et Beyrouth. Deux lignes d'El-Arisch à Constantinople, l'une pour la correspondance turque, l'autre pour la correspondance internationale (avril). Télégraphie sous-marin de Valona (Albanie) à Otrante (10 sept.); télégraphe de Bagdad à Bombay (29 déc.). La ligne de Bagdad à Constantinople se relie à Sivas à celle de Trébizonde, depuis mai. — En Bulgarie, une imprimerie à Rustuck. Irritation légitime, causée par l'arrivée de milliers de Circassiens, en ce pays qui a déjà reçu, après la guerre de Crimée, des musulmans des provinces méridionales de la Russie. — Près de Bagdad, insurrection d'Arabes; insurrection en Syrie (août). Dans le Liban, repaît Jos. Karam un des anciens chefs maronites, échappé de Smyrne (nov.). — Sur les réclamations de l'Angleterre et des Etats-Unis, on pourra publier dans l'Empire des ouvrages de controverse religieuse et des livres protestants (août). Loi sévère contre la presse (déc.). — A Constantinople, crise financière (oct.); l'argent est rare, même à 14 0/0.

Questions internationales.

— La société de l'Internationale des travailleurs se constitue, notamment dans les grands centres d'industrie. Elle a son siège à Londres. — A Malines, comme en 1863, congrès catholique, où viennent de France des évêques (Dupanloup), des moines (le P. Félix) et même des laïcs (de Riancey, comme en 1863 Montalembert). Les catholiques libéraux voulant la liberté pour tous et non pas seulement pour l'Eglise, sont en petit nombre; ils sont mal vus en Cour de Rome où on a dissuadé d'organiser à Munich un congrès analogue. — A Amsterdam, se tient le congrès des sciences sociales, tandis que siège à Malines le congrès catholique (sept.-oct.). — A Genève (9 août), s'ouvre le congrès interna-

l'ional de la société de secours aux soldats blessés sur le champ de bataille; Suisse et France sont seules représentées, le général Dufour préside.

1865

Afrique. — Au Maroc, nouvelle menace de persécution contre les Juifs; dans la nuit du 2 avril, douze chefs de leur communauté, à Tétuan, sont emprisonnés, mis aux fers, par ordre du pacha. Les consuls interviennent. — Guerre continue entre les Bassoutos et l'État libre hollandais des Boers, qui ont pour président Braund. Le chef des Bassoutos Moheish paraît disposé à céder leur territoire aux Anglais de Natal et du Cap. — A Madagascar, les amis du feu roi Radama II conspirent; un ministre, leur complice est banni (février). Émeute à l'occasion du paiement de l'indemnité de 900 000 fr. à la station française (1^{er} sept.). — En Abyssinie, l'empereur Théodore, du Tigré, qui est aux prises dans plusieurs provinces avec des prétendants dont un petit-fils de l'ancien souverain Oublé, retient captifs aux fers le capitaine Cameron consul anglais, des missionnaires Stern et Rosenthal, refuse de les rendre à M. Rassam, premier conseiller anglais à Aden, envoyé depuis un an vers lui à ce sujet; maltraite M. Flad qui ne lui a pas ramené d'Angleterre des artisans, des ouvriers mécaniciens, des constructeurs de navires.

Allemagne, Autriche et Prusse. — La question des duchés de l'Elbe, à laquelle le Danemark dépouillé devient étranger, est une cause de traitements violents entre les spoliateurs: la Prusse veut se les attribuer; l'Autriche a intérêt, ne pouvant pas les posséder, à en faire un État germanique indépendant. Elle voudrait que les duchés fussent divisés. La Prusse (14 janvier) obtient qu'ils ne

le seront pas; l'unique gouvernement provisoire des duchés est établi à Schlesvig (14 janvier). Le vainqueur de Duppel le prince Frédéric-Charles et le chef d'état-major prussien et Moltke vont conférer à Vienne (14 janvier). La Prusse tient à ce que ses rapports avec les duchés soient fixés par une convention avant qu'on règle la question de succession: ses demandes, formulées le 22 février, sont rejetées par l'Autriche le 5 mars. A Stuttgart. 13 mars, les députés (27 contre 5) demandent au roi de défendre par des actes les droits des duchés et ceux de la Diète dans les duchés. Le 27 mars la Diète décide (9 voix contre 6, le Luxembourg s'abstient) qu'on votera, le 6 avril, sur la proposition de la Bavière, de la Saxe et de Hesse-Darmstadt ayant pour objet de régler la question de succession et d'attribuer au prince d'Augustenbourg l'administration du Holstein. Le 3 avril, ordre est donné de Berlin de transférer à Kiel la station navale de Dantzick. Le 6, à la Diète, la majorité est la même que le 27 mars: les 6 voix de minorité sont la Prusse, le Hanovre, la Hesse-Electorale, le Mecklembourg, la 15^e curie (Oldenbourg, Anhalt, Schwartzbourg), et la 17^e composée des villes libres. Mépris de la Prusse pour ce vote; elle déclare persister dans l'examen des questions de droit et de ses propres prétentions. Des délégués de 117 associations schleswigo-holsteinoises, à Rensbourg (19 avril), réclament vainement une constitution et leur duc légitime Frédéric VII d'Augustenbourg. Répression violente par l'autorité prussienne, dans les villes des duchés, de toute manifestation de sympathies collective ou individuelle, en faveur de ce prince (avril-juillet). A Berlin, dans la chambre des députés, à plusieurs reprises (avril-juin), M. de Bismark et le ministre de la guerre de Roon déclarent que la Prusse seule doit posséder Kiel et protéger l'Allemagne; la commission des syndics de

a Couronne arrive à ce résultat (27 juin), que les prétendants à la succession des duchés n'ont aucun droit, pas plus les uns que les autres; on élude la proposition autrichienne de convoquer les États des duchés. Depuis que la session est close à Berlin (17 juin), les négociations particulières avec l'Autriche, poursuivies depuis six mois pour qu'elle laisse à la Prusse tout le bénéfice de la guerre faite en commun, se continuent dans les villes de bains où se rend le roi Guillaume, d'abord à Carlsbad, puis à Gastein; en quittant Carlsbad, il s'est arrêté (21 juillet) à Ratsbonne. Le 27, la Diète formule encore ses vœux impuissants. A la fin de ce mois, la Prusse paraît résolue à faire la guerre à l'Autriche plutôt que de renoncer à ses prétentions d'agrandissement; elle n'a pas les embarras financiers et les complications de politique intérieure qui paralysent l'Autriche. Allées et venues des diplomates en Allemagne, M. de Beust, de Saxe; M. Von der Pfordten, de Bavière; M. Warnbüler, de Wurtemberg; le comte Bloome, ministre d'Autriche à Munich; l'ambassadeur de France, à Berlin: pendant lesquelles l'escadre cuirassée de la Russie se montre à Kiel comme à Stockholm et à Copenhague. La solution est la convention de Gastein (14 août), confirmée le 20 à Salzbourg après l'entrevue des souverains et princes d'Autriche, de Prusse, Saxe, Bavière, Hesse-Darmstadt, Oldenbourg, et des ministres qui ont conduit les négociations: la Prusse obtient ce qu'elle demandait le 22 février, le condominium des deux puissances est maintenu à peu près dans les duchés; la Prusse gouvernera dans le Schleswig, l'Autriche dans le Holstein; la Prusse acquerra le Lauenbourg en payant à l'Autriche une indemnité pécuniaire qui sera prise sur les deux duchés. L'Autriche reste donc complice, sans profit, d'un acte de spoliation dont tous les

avantages réels sont pour sa rivale; l'établissement (sept.) d'un gouvernement autrichien, civil et militaire sous M. de Gablentz, dans le Holstein, dont la Prusse convoite la possession, sera une nouvelle cause de complications. M. de Bismark visite les cours des États secondaires d'Allemagne (août), plus utilement que M. de Beust un peu après. Impulsion de circulaires diplomatiques de la France (29 août), de l'Angleterre (14 sept.). Dès le 13 septembre la Prusse prend possession du Lauenbourg; le min. Bismark, qui doit l'administrer est élevé à la dignité de comte, le 16. Il visite Napoléon III à Biarritz et à Paris. Quelques protestations contre la convention de Gastein, dans la Diète, le 31 août; elle s'ajourne pour huit semaines; le 18 novembre non-seulement la Prusse, mais l'Autriche refusent d'y discuter la question de l'entrée du Schleswig dans la Confédération. Les membres des États du Holstein et les délégués des associations schleswico-holsteinoises ne cessent de pétitionner auprès de la Diète pour le maintien de leurs droits et de la liberté de l'Allemagne. A Francfort, le nationalverein, dans un congrès où sont venus 275 membres des assemblées électives, convoqués par le comité des 36 (1^{er} octobre), maintient énergiquement le droit d'initiative des populations des duchés; peu de Prussiens y assistent; le comité réuni le 28 reconnaît qu'il est nécessaire, dans l'intérêt de l'Allemagne, que la Prusse ait la haute main dans les affaires militaires et maritimes des duchés; la prétention de la Prusse à devenir pouvoir central y a des défenseurs. La Prusse le 4, l'Autriche le 8, ont menacé le Sénat de l'État de Francfort si on y continue des réunions de ce genre. La réception faite à Eckernförde (Schleswig) au duc Frédéric d'Augustenbourg, le 16, est suivie, le 18, de menaces violentes du général prussien Mansteuffel. Par ordre prussien la direc-

tion supérieure des associations schleswigo-holsteinoises est dissoute (nov.). Il est question d'appliquer au comité des 36, aux réunions du nationalverein, la loi fédérale de 1854 sur les associations. — En Prusse, la session ouverte par le roi, le 14 janvier, dure jusqu'au 17 juin. Fort des résultats militaires obtenus en 1864, bien accueillis par la nation mieux que par la majorité des députés, il espère imposer la solution du conflit constitutionnel engagé depuis 1862 avec les chambres au sujet des dépenses d'organisation militaire indûment faites depuis 1860. M. Grabow, du centre gauche, est réélu président. Le projet de loi militaire présenté (8 février) par le ministre de la guerre de Roon est le même que les députés repoussent depuis cinq ans : il y aurait pour tous 7 années de service dans l'armée, dont 3 en service actif, 4 dans la réserve, et en outre 9 années en 2 bans de landwehr; au delà de ces 16 ans, on passe dans la landsturm. Schultze-Delitsch qui présente et défend une proposition en faveur des associations d'ouvriers (11-15 février), n'est pas partisan de la théorie du Dr Lassalle, tué en duel en 1864, qui réclamait pour ces associations l'assistance de l'État. — Longues et ardentes discussions sur les propositions ministérielles du budget et de la loi militaire, dans les commissions et à la tribune (mars-mai). Le ministre de la guerre exige impérieusement 3 années de service actif dans l'armée permanente, vu l'insuffisance de l'organisation qui remonte au 3 septembre 1814, et le maintien de l'effectif actuel de l'armée permanente (212 000 hommes). A la fin de mai, dans la chambre des seigneurs très-favorable au ministère, le gouvernement est porté à sévir contre les députés opposants, en s'armant de l'article 84 de la Constitution du 31 janvier 1850, sous prétexte d'injures personnelles, de calomnies et autres propos criminels qui se mêlent aux discussions parle-

mentales. Les députés rejettent le 2 juin les crédits extraordinaires demandés pour la marine, travaux de ports, construction de navires, traie-fert de la flotte à Kiel (2 juin); exaspération du ministre Bismark, il voudrait un duel avec M. Tirchow rapporteur de la commission de la marine; 2° le 8, toutes les propositions sur la réorganisation de l'armée; 3° le 13, le projet de loi sur les faits de guerre dans les duchés. Dès le 1^{er} avril a été rejetée la rédaction ministérielle d'un projet pour l'institution de succursales de la Banque hors du territoire prussien. Le jour de la clôture, 17 juin, la Chambre est rudoyée par le ministre Bismark : une ordonnance royale datée de Carlsbad (5 juillet) décrète comme règle d'administration le budget de 1865 arrêté par le ministre, où les frais de réorganisation militaire figurent pour 6 892 752 thalers; et met 500 000 thalers à la disposition du ministre de la marine pour l'artillerie. Manifestation, à Cologne (22 juillet) en faveur des députés opposants; occasion de procès. Poursuites judiciaires contre trois d'entre eux, Twesten, Greist, Virchow, pour paroles outrageantes dans leurs discours à la Chambre. Est supprimée comme politique après décision du tribunal de Berlin, l'association ouvrière des Lassaliens (31 octobre). Propagande tolérée d'une association populaire, du parti réactionnaire et féodal que préside le député Wagener, conseiller de justice, un des inspirateurs de la *Gazette de la Croix*. Il est question (nov.) d'adjoindre à la Chambre des Seigneurs des représentants de la vieille propriété foncière. Les conventions de 1855, qui accordent des privilèges à d'anciens princes immédiats domiciliés en Prusse, sont l'objet d'un examen législatif (7 mai). Le procès des Polonais s'est terminé le 28 avril; dans cette seconde série diverses peines de réclusion, d'emprisonnement, une sentence de mort par contumace. Mort (13 mars), du général Bonnin, qui a

commandé ou a été ministre de 1848 à 1859. — En Autriche, la session ouverte le 12 novembre dure jusqu'au 27 juillet. La discussion des finances en remplit une partie; les députés se plaignent du non-amortissement des dettes, de virements arbitraires, du défaut de précision dans les réductions promises sur les dépenses, de la présentation du budget de 1866 quand celui de 1865 n'est pas encore voté; esprit de conciliation dans les deux Chambres. Un emprunt de 11 millions et demi de florins contracté en février ne suffit pas; en juin il faut en demander un autre au Reichsrath. Déficit budgétaire considérable. Le budget de 1866 est ajourné. Dans la seconde Chambre, discussion sur le paragraphe 13 de la Constitution au sujet de l'état de siège en Gallicie, au lendemain de la décision prise le 6 mars par le gouvernement pour qu'il soit levé le 18 avril : la sanction des Chambres était-elle nécessaire (mars-juin)? Issue (6 février) de procès politiques en Hongrie : pas d'exécutions à mort. L'Empereur se rend à Pesth le 6 juin, voit un des chefs du parti national Deak, nomme chancelier aulique M. de Mallath; projets de réconciliation. Le cabinet qui est en dissolution depuis le 27 juin est reconstitué le jour de la clôture de la session le 27 juillet : M. de Schmerling, comme ministre d'État, a pour successeur le comte de Belcredi; le comte de Mensdorff reste ministre des affaires étrangères; de Plener n'est plus aux finances. L'Autriche en face de la Prusse si envahissante essaye de s'attacher ses états non allemands. La patente du 1^{er} septembre, pour la convocation de la Diète de Transylvanie, promet beaucoup aux Roumains, les plus nombreux en ce pays. Le reserit du 20 sept. suspend provisoirement l'action du Reichsrath restreint jusqu'à ce que le gouvernement ait présenté aux diètes de Hongrie et de Croatie le diplôme d'octobre 1860 et la patente de février 1861. Inquiétudes, plaintes du parti constitutionnel. Elles se

manifestent dans les diètes provinciales de pays non Hongrois ouvertes le 22 nov. Celle de Croatie à Agram s'est ouverte le 12, celle de Transylvanie à Clausenbourg le 19. Amnistie politique générale pour la Gallicie le 18. La diète de la couronne Hongroise est ouverte le 14 déc. à Bude par François-Joseph en personne, bien accueilli des Hongrois, qui déclare se placer sur le terrain légal reconnu de tous, et vouloir, en même temps que l'organisation autonome de la Hongrie, l'union indissoluble de tous les pays de la monarchie. La diète de Croatie paraît être bien moins disposée que celle de Transylvanie à cause des souvenirs sanglants de 1848 à accepter la fusion avec la Hongrie. — Le 24 nov. par simple décret, a été résolu un emprunt de 90 millions de florins pour remplir les obligations de l'État en 1865-1866. — Mort (oct.) du comte de Buol-Schauenstein, diplomate et ancien ministre autrichien. — Traité de commerce de l'Autriche : 1^o avec les États du Zollverein, à Berlin le 11 avril, moins bien accueilli par la Chambre de Berlin que par le Reichsrath de Vienne (mai); 2^o avec l'Angleterre (déc.). — Traité de commerce du Zollverein avec l'Angleterre et la Belgique, acceptés par les députés de Berlin (17 juin). Traité de commerce des États du Zollverein avec le royaume d'Italie, signé enfin le 31 décembre à Berlin, retardé par la répugnance de plusieurs États à reconnaître ce royaume — Vote par les Chambres de Stuttgart (mars-juillet); de Munich (mai), des traités qui renouvellent le Zollverein. — A Hambourg abolition des octrois (mars). — Dans la Hesse-Darmstadt, le grand-duc d'après le droit que lui donne la Constitution § 75, comme un projet de loi (sur la réorganisation des tribunaux) voté à l'unanimité par la première Chambre n'a qu'un tiers des voix dans l'autre, combine les voix des deux Chambres, fait ainsi la majorité (janv.). En Bavière, la période financière qui était de 6 ans

est réduite à 2 par un vote de la première Chambre (mai). Dans le Wurtemberg, les députés votent (mai) l'abolition de la peine de la bastonnade (juillet), l'abolition de toutes les restrictions mises à la conclusion des mariages. Dans le grand-duché de Bade, heureuse application de la loi, qui compose de pères de famille les conseils locaux des écoles; amnistie complète (27 mai) pour tous les actes de l'insurrection de mai 1849. — Le second fils de la reine Victoria, Alfred, âgé de 21 ans, est reconnu l'héritier présomptif du duc de Saxe-Cobourg son oncle qui n'a pas d'enfant (6 août). — Une commission fédérale à Francfort (août) cherche les bases d'un règlement allemand des poids et mesures. — En septembre plusieurs congrès d'associations ouvrières; d'économistes à Nuremberg; d'associations catholiques à Trèves. — Mort à Berlin (25 nov.) de l'explorateur de l'Afrique, le docteur Barth.

Amérique centrale. — Insurrections dans le San-Salvador et dans le Honduras. Dans le Honduras, la bande du chef rebelle est dispersée (15 juin), et la paix est rétablie. Dans le San-Salvador, le chef rebelle, don Gérard Barrios, qui n'a pas trouvé un asile sûr au Nicaragua, condamné par un conseil de guerre le 18 août, est fusillé le lendemain. Au Guatemala, la mort du président don Rafael Carrera, après 25 ans de gouvernement modéré (4 avril) n'amène pas de révolution, malgré les vellétés d'usurpation d'un ancien président de San-Salvador, Carrios.

Amérique du Sud et Brésil. — L'alliance contre le président du Paraguay Lopez se noue entre le Brésil, l'Uruguay, où devient président provisoire le partisan du Brésil Flores (avril) et la République Argentine. C'est le commencement d'une guerre qui dure cinq ans. Elle atteint surtout les places riveraines des fleuves qui sont communs aux Etats

belligérants. Le président Lopez prend presque partout l'offensive. Des forces considérables sont déployées de part et d'autre; au Brésil on fait appel à la garde nationale, aux volontaires, outre l'armée de ligne. Les flottilles Brésiliennes rendent de grands services pour ravitailler les troupes alliées le long des cours d'eau et tenter de pénétrer dans le Paraguay. L'empereur du Brésil, quand ses provinces sont attaquées (Matto-Grosso, Rio grande de sud) commande quelquefois, ou met à la tête de l'armée ses gendres le comte d'Eu fils du duc de Nemours et le duc de Saxe. C'est après une défaite éprouvée à l'angle que forment l'Uruguay et l'Yantang, près d'Uruguayana (19 août), que les Paraguayens perdent leur conquête de Corrientes, ville et province Argentine (oct.). La province Argentine d'Entre-Rios avec son chef le général Urquiza, sert avec peu de zèle le président de la République Argentine le général Mitre. — Malgré la guerre, activité commerciale et industrielle, et progrès des chemins de fer dans les trois Etats qui combattent le Paraguay. Au Brésil il y a un nouveau cabinet, depuis le mois de mai, sous le marquis d'Olinda; propositions de deux sénateurs contre l'esclavage (mai). Les Chambres votent les subsides pour la guerre. — Au Pérou, le président Pexet est impopulaire pour avoir négocié avec l'amiral espagnol Pareja (janvier). Conspirations politiques et militaires depuis février; elles enlèvent le pouvoir non-seulement à Pexet, mais au vice-président Canseco qui était son ennemi, et le livrant un instant au général Castillo puis au colonel Prado (nov.). — La guerre entre le Pérou et l'Espagne a recommencé depuis février; depuis sept., le Chili, président Perez, se joint au Pérou. Vaste propagande des idées de fraternité américaine contre l'Espagne jusqu'à Panama (nov.). Une corvette espagnole *Coradonga* étant prise par une corvette Chilienne l'*Esmeralda*, le 26 nov.,

l'amiral espagnol Pareja se tue; Mendez le remplace. — Il y a eu dans la nouvelle Grenade, à Panama (mars) une révolution non sanglante; guerre entre Panama et l'État de Cauca (août); Mosquera est élu président de la Confédération (nov.). — Dans l'Equateur, le président Garcia Moreno réprime l'opposition à coups de fusil. — Dans la Bolivie, Belzu qui se fait proclamer président est tué (avril); Malgarejo s'empare du pouvoir; guerre civile. — Au Chili, mise en vigueur du système métrique depuis le 1^{er} janvier.

Angleterre. — Avant l'ouverture de la session qui sera la dernière de la législature (7 février), quelques-uns des promoteurs de la réforme électorale et parlementaire, partisans de la liberté de commerce, de la réduction des taxes, de la non intervention dans les affaires d'Europe ou d'Amérique, les députés Bright, démocrate étranger au gouvernement, Frédéric Peel, sous-secrétaire d'État aux finances, Milner Gibson, président du bureau du commerce, manifestent leurs opinions devant leurs électeurs (janvier); l'abolition des droits sur la drèche est réclamée par beaucoup d'associations; grève prolongée des ouvriers de forges (puddleurs) dans le Staffordshire; les ouvriers en rubans souffrent beaucoup à Coventry par suite du traité de commerce avec la France. — Le 15 février meurt l'archevêque de Westminster, le cardinal Wiseman; le jour des funérailles, à Londres, le peuple témoigne de son respect. Il aura pour successeur Manning, ancien professeur de l'université protestante d'Oxford. — Le discours de la Couronne (7 février) est tout d'affaires, il ne soulève aucune question délicate. Les Communes votent en seconde lecture (23 février) le bill qui diminue les restrictions imposées pour l'émission du papier aux banques locales, mais sans porter atteinte aux principes des lois de 1844 et 1845. Une banque locale très-ancienne de

Birmingham, qui date de 1791, suspend ses paiements le 10 mars. On vote une nouvelle réduction dans le port des lettres à l'intérieur. Le budget de la marine sera réduit, mais la flotte cuirassée continue à s'accroître. La question de la peine de mort est mise à l'étude sur la motion du député Ewart. — Mort de Richard Cobden, député de Rochdale, à 60 ans (2 avril). Regrets unanimes, deuil public, hommages rendus par les ministres et par tous les organes de la presse, en Angleterre et en France, à ses efforts incessants depuis tant de législatures dans l'intérêt de la paix européenne, de la liberté du commerce et de l'industrie, et pour de sages réformes politiques. L'accroissement de la richesse publique depuis dix ans est due en partie à l'application de ses doctrines économiques, celles de l'école de Manchester; dans les droits de douanes il ne reste plus que de faibles traces du régime de protection en faveur du blé, du tabac, du sucre. — L'année financière qui vient de finir le 31 mars présente un accroissement de revenu sur l'année précédente de 105 000 liv. sterl., malgré de nombreuses réductions d'impôts; les dépenses effectuées dans cette année sont restées de 611 000 liv. sterl. au-dessous du chiffre voté. On emploiera une partie de l'excédant à réduire la dette nationale. L'exposé financier du ministre Gladstone pour l'année à venir (27 avril) annonce des réductions, demandées par les Chambres, sur le thé, l'income-tax réduit déjà depuis qu'il est ministre de 9 à 4 pences, les assurances contre l'incendie, mais ne satisfait pas aux demandes de réduction considérable du droit sur la drèche. — L'assassinat du président Lincoln est l'objet de manifestations très-sympathiques pour la cause de l'Union dans toutes les classes, et surtout de la part des ministres (fin d'avril), quoiqu'on ait pendant la guerre pour l'esclavage incliné vers le sud. — A la chambre des Communes est reprise (3, 8, 9 mai) la

discussion du bill de réforme électorale proposée par M. Baines pour faire électeurs dans les bourgs ceux qui payent un loyer de 6 liv. sterl. (150 fr.), tandis qu'aujourd'hui il faut payer un loyer de 10 liv. sterl. (250 fr.); un membre du cabinet, secrétaire d'État des affaires étrangères, sir G. Grey, appuie la seconde lecture; le projet est repoussé par 288 contre 214 voix. Une enquête est demandée pour l'extension des franchises parlementaires par un député conservateur, lord Elcho. On vote, en seconde lecture, la suppression du serment spécial exigé des catholiques membres du Parlement (17 mai) : ce qu'avaient inutilement demandé lord Russell en 1854, M.-J. Fitzgerald en 1859. 44 voix de majorité repoussent la motion Berkeley pour le vote au scrutin public (16 juin). — Démission du lord chancelier après un vote de défiance des Communes (4 juillet). Le 6 juillet, la session est close; c'est l'expiration légale de la législature qui date de 1859 et qui a rempli pleinement ses six années. Pendant cette période, accroissement de la prospérité matérielle, développement inouï du crédit, abstention dans les affaires de l'Europe; pas de solution donnée à la demande de réforme électorale, objet des élections générales de 1859. — Dans les élections nouvelles (juillet), les libéraux l'emportent à Londres, élection du publiciste Stuart Mill, les élections des comtés ne sont pas aussi favorables au ministère Palmerston-Russell-Gladstone que celle des bourgs; en Irlande, où il y a des troubles, le parti conservateur est battu; des membres secondaires du cabinet ne sont pas réélus. M. Gladstone, l'élue de l'université d'Oxford depuis 1847, est répudié parce qu'il ne veut plus des vieilles routines dans les rapports de la religion et de l'instruction avec l'État; regrets que témoigne de cet échec le Rév. Pusey; Gladstone passe dans son pays natal, le Lancashire. Les 658 élus se décomposent à peu près en 371 libéraux, 287 conservateurs.

— Épidémie meurtrière et contagieuse sur le bétail de boucherie amené du port de Revel aux docks de Londres, qui vient de la Russie ou de la Hongrie (juillet, décembre). On en interdit, pour éviter la contagion, l'importation en Irlande, d'où l'Angleterre tire annuellement 420 000 têtes de bétail. Mauvaise récolte des céréales. — Visites qu'échange à Cherbourg, à Brest, à Portsmouth, les flottes cuirassées (août). — On commence à sévir en Irlande (sept.), contre les Fenians, organisés secrètement en ce pays, au Canada, aux États-Unis, avec la prétention de constituer une république, ennemie de l'union Américaine autant que de la couronne Britannique. Les évêques en condamnent les doctrines et les cérémonies. La masse des affiliés se compose d'employés, de boutiquiers, d'ouvriers, de soldats ou colons d'Amérique. Beaucoup d'arrestations, surtout à Dublin et à Cork; on saisit tout le personnel du journal *Irish People* (le Peuple Irlandais). Un des chefs, Stephens, s'échappe le 24 novembre des prisons de Dublin. Plusieurs sont condamnés, à la fin de déc., à la servitude pénale pour 20 ans, pour la vie. Il y a des milliers de fenians en Angleterre, en relations avec ceux de l'Irlande. — Les fluctuations du marché du coton brut ou travaillé influent sur l'encaisse de la Banque, et par suite sur le taux de l'escompte qui varie trois fois en dix jours, monte de 6 à 7 pour cent (fin de sept., début d'octobre). — Lord Palmerston meurt à 81 ans (18 oct.) dans l'exercice du pouvoir; mêlé presque constamment depuis plus de cinquante ans à toutes les grandes affaires, sans théories ni doctrines arrêtées, suivant le courant de l'opinion au dedans et au dehors. On l'ensevelit le 27, à l'abbaye de Westminster. Le poste de premier ministre passe à Lord Russell, âgé de 73 ans; Lord Clarendon devient ministre des affaires étrangères; Gladstone, qui reste chancelier de l'échi-

queler, devient le *leader* de la Chambre des Communes; quelques remaniements dans le cabinet, où entrent, comme sous-secrétaire d'Etat des colonies William Forster membre de l'association réformiste de Bradford (à l'O. de Leeds), comme vice-président du bureau de commerce un autre réformiste plus jeune, Goschen l'auteur d'un traité sur la *théorie des échanges*. — Nombreux meetings réformistes. Gladstone, dont on attend une loi de réforme électorale, en parlant à Glasgow de ce siècle comme du « siècle des ouvriers », ne leur laisse pas espérer le vote pour tous; encore moins lord Russell; pas même Bright qui accuse trop violemment le luxe, la mollesse, l'égoïsme des riches partout où il parle, le 30 nov. au banquet de Blackburn, bourg au nord de Manchester, le 13 déc. au meeting de Birmingham. — Le projet de confédération des provinces Britanniques dans l'Amérique du nord ne s'achève pas. — On craint pour le Canada l'ambition de la grande République américaine. — A la Jamaïque, une révolte de noirs, la quatrième depuis un siècle. Dans l'est (7-12 octobre) sont massacrés des fonctionnaires et magistrats, des planteurs durs et injustes pour les noirs affranchis dont les familles vivent sur leurs terres; il y a 13000 blancs au milieu de 450 000 noirs; les lois faites par deux chambres locales ne sont appliquées que dans l'intérêt des blancs. Garnison très-peu nombreuse. Le gouverneur qui est en charge depuis 14 mois, Eyre, s'était signalé en Australie. Les marons, noirs aussi, aident à découvrir et saisir les principaux conjurés. Répression très-rigoureuse au moyen d'une Cour martiale; beaucoup de noirs sont fouettés, fusillés, pendus sans jugement. La première victime de ces rigueurs, peut-être innocente du massacre des blancs, est Gordon, membre de l'opposition dans l'assemblée élective depuis 1862, propriétaire d'un journal, enlevé persidement et livré à la Cour martiale,

pendu (23 oct.) sur la place même où souvent il haranguait le peuple. Un des chefs de l'insurrection Paul Bogles est supplicié le lendemain; puis 16 autres. L'opinion en Angleterre s'émeut; une enquête est décidée. Avant qu'il ne soit suspendu de ses fonctions, le gouverneur Eyre fait modifier la Constitution par une législature nouvelle (nov.-déc.) — Aux Indes, l'exposé budgétaire, envoyé de Bombay par le télégraphe, en quarante heures, est transmis à Londres (4-5 avril). Bombay est éclairée au gaz depuis le 7 oct. Encore la guerre dans le Boutan. — A la Nouvelle-Zélande, guerre continuelle; le général anglais Cameron est rappelé en Angleterre; les Maoris envoient à la reine l'exposé de leurs griefs. Le gouverneur Grey confisque des terres des tribus rebelles. Elles ne se résignent pas à la perte du territoire de Waikato. La motion tendant à séparer la Nouvelle-Zélande des colonies Australiennes est rejetée par le Parlement Australien de Melbourne. — Des questions de budget et de tarif mettent en conflit, à Melbourne, les deux assemblées de ce parlement Australien (sept.); pour la même cause, à Sidney, changement de ministère (déc.). — La reine des îles Sandwich Emma visite l'Angleterre (août-sept.).

Belgique. — A la suite d'incidents parlementaires, duel entre le ministre de la guerre, baron Chazal et un député (avril); un jugement de la Cour de cassation les condamne tous deux à la prison et à une amende. — Dans la seconde chambre l'amendement Orts, voulant faire de l'instruction une condition pour être électeur, n'est pas admis (15 juillet). Est adoptée une loi émanant de l'initiative de la droite du sénat pour obliger les électeurs à fournir la preuve du paiement effectif du cens (août). — Nouvelle session ouverte le 14 nov. — Le roi Léopold dont la mauvaise santé avait décidé, en mai, son fils aîné à revenir brus-

quement de l'Orient où il visitait l'Égypte et l'Inde anglaise, meurt le 10 déc. à 75 ans. Unanimes regrets en Europe, à cause de sa haute intelligence et de sa sagesse. Presque tous les souverains se sont représentés à ses funérailles. Son fils Léopold II, âgé de 30 ans, marié à une princesse autrichienne dont il a deux fils, lui succède. Il déclare continuer la mission constitutionnelle de Léopold I. — Le typhus contagieux passe de la Hollande en Belgique.

Chine. — Le prince Kong, d'avril à novembre, est en disgrâce ou a peu d'autorité; la mère du jeune empereur ne lui rend tous ses pouvoirs que quelques jours avant les funérailles solennelles du dernier souverain, célébrées à Jehol le 20 nov. — Les Nienfel, rebelles puissants dans le nord, n'ont aucun rapport avec les insurgés mahométans ni avec les Taépings autres insurgés, de la secte du Nénuphar blanc. — Les populations à cause de ces dangers continuels affluent vers les villes voisines de la mer ou des grands fleuves. — Réclamation du consul des États-Unis pour la mort violente d'un de ses nationaux, Burgewine. — Français et Anglais évacuent les forts de Takou, à l'embouchure du Peïho, qu'ils occupaient depuis cinq ans comme garantie de l'indemnité; elle est payée régulièrement.

Danemark. — Très longs débats dans les deux chambres du Rigsraad traitant des affaires communes du Danemark et des duchés, au sujet de modifications à la Constitution proposées par le gouvernement qui voudrait fondre ensemble le Rigsraad, devenu inutile par le fait de la séparation des duchés, et le Rigsdag qui a, lui aussi, deux chambres seulement pour les îles et le Jutland. Les amis des paysans, dans la seconde chambre, ou Folkething, du Rigsraad, ayant pour chef M. Hansen, réclament la constitution du 5

juin 1849 d'après laquelle le cens électoral pour les élections au Landsthing, ou chambre haute, est moins élevé. Le roi veut désigner 12 des 67 membres du Landsthing. C'est après l'avènement du cabinet du comte Frys Frysemboig (5 novembre) que l'accord s'établit, que les deux chambres votent le projet du gouvernement peu modifié le 7 : la session est close le 8. Le Rigsdag qui avait été convoqué (24 sept.) pour le 2 octobre, à peine ouvert, a été ajourné au 20 nov. Il discute, à son tour, le projet de Constitution. Les principaux opposants sont les députés du Folkething Tscherning et Winther. — Copenhague reçoit le premier navire portant le pavillon Schleswico-Holsteinois (1^{er} mai). — Les rois Scandinaves échangent des visites : le roi de Danemark à Malmoë, à la fin de juillet; le roi de Suède à Copenhague, 3 août. Le public Danois lui est peu sympathique à cause de son inaction en 1863.

Espagne. — Le projet de l'abandon de Santo-Domingo adopté le 5 janvier par le comité de la guerre, présenté le 7 par le président du conseil Narvaez aux députés, est voté par eux le 1^{er} avril; le 29, par le sénat; et, après le décret royal du 5 mai, mis à exécution en juin. — 76 nouveaux sénateurs par décret du 30 décembre 1864 publié le 7 janvier. — Crise financière résultant surtout de l'extension de la dette flottante; la caisse des dépôts ne peut suffire à payer. Un projet présenté aux députés (18 janvier) pour l'avance forcée de impôts irrite toutes les classes, même modifié; la Reine annonce le 20 février qu'elle abandonne les trois quarts de son domaine privé pour qu'on le vende au profit de la nation. Le 24, un nouveau ministre des finances, Alexandre Castro président de la seconde chambre. — Nouveau projet restrictif de la liberté de la presse, daté du 28 février, lu au sénat le 4 mars. — Le 6 mars est autorisée la

circulation de toute l'Encyclique et du *Syllabus* du 8 décembre dont avaient déjà parlé tous les évêques. — Émeute à Madrid, d'étudiants surtout (8 10 avril), à l'occasion de mesures de rigueur contre un professeur, journaliste démocrate, Castellar, dont le cours est suspendu : c'est un thème pour l'opposition, dans les deux Chambres. — Un emprunt de 500 millions de réaux (environ 100 millions de francs) par souscription publique, réussit (juin). Une conspiration militaire est découverte et réprimée à Valence. On se défie du général Prim; autorisé à voyager à l'étranger le 28 mai, il est rappelé le 11 juin. — Nouvelles rigueurs demandées au sénat (17 juin) contre la presse. — Le 22 juin au cabinet Narvaez succède un cabinet O'Donnell, de l'union libérale; beaucoup de promesses, tenues au moins à l'égard des délits de presse qui seront déferés au jury (24 juillet); et du régime des élections parlementaires. On négocie pour la reconnaissance du royaume d'Italie, contre laquelle protestent des députés (Nocedal), des évêques (l'archevêque de Burgos), et qui a lieu en août. — La reine parcourt les provinces du Nord; elle est impopulaire à cause de la trop grande influence de la camarilla. — Elle est visitée par Amédée de Savoie, duc d'Aoste, qui vient de Portugal où sa sœur est reine (sept.). Le roi Louiz, en rentrant dans son royaume d'un grand voyage en Europe, ne reste que quelques heures à Madrid (28 déc.), pour éviter les manifestations du parti de l'union ibérique. — Choléra au sud, dans les îles Baléares et à Madrid. — Troubles sanglants à Saragosse à l'occasion du tarif d'octrois (2 oct.). — Conflit avec le Chili, comme déjà on est en guerre avec le Pérou (oct.). — Des élections générales sont décidées (oct.) pour le 1^{er} décembre; le manifeste progressiste à Madrid (26 nov.) réclame la Constitution de 1856. — La reine rentre à Madrid le 14 déc., ouvre en

personne les cortès le 27. — Le conseil d'Etat condamne les évêques qui ont protesté contre la reconnaissance du royaume d'Italie. — Mort de l'infant François de Paule, père du roi (août). — Le chemin de fer est ouvert de Malaga à Cordoue (15 août).

États-Unis. — Mort de l'abolitioniste Everett, du Massachussets, ancien ambassadeur et secrétaire d'Etat (janvier). — Les représentants de l'Union (31 janvier) adoptent, aux deux tiers des voix, le projet voté par le Sénat le 8 avril 1864 pour qu'un amendement à la Constitution abolisse l'esclavage, avec réserve de la ratification par les trois quarts des législatures des États. Votent les premières législatures de l'Illinois, du Rhode-Island, du Maryland, du Michigan, de New-York. Les négociations tentées au fort Monroe, par le vice-président et deux autres délégués du sud (3 février) n'aboutissent pas, le président Lincoln ne voulant suspendre les hostilités qu'après le licenciement des forces des rebelles et le rétablissement de l'autorité nationale dans tous les états, avec la reconnaissance de l'abolition de l'esclavage. Nouvel emprunt par l'Union, de 600 millions de dollars; on déclare que la dette du sud ne sera jamais reconnue. Organisation du travail des noirs en Louisiane, suivant les modifications apportées au plan du général Banks, par le secrétaire du Trésor; effort pour leur émancipation sociale et intellectuelle (février). Rapides et décisifs succès des fédéraux. — Avec le concours de l'amiral Porter, Sherman enlève Wilmington (22 fév.), qui a perdu en janvier deux forts, ses abris; Columbia, capitale de la Caroline du sud, et Charlestown, à moitié incendiée par les confédérés, sont déjà prises. — Inauguration de la nouvelle présidence de Lincoln (4 mars). Son vœu est pour une paix juste et durable « chez nous, et entre nous et toutes les nations » Crainte de brouille

avec l'Angleterre : des pillards confédérés trouvent asile au Canada où on leur accorde le privilège de belligérants. — En quatre semaines les dernières forces du sud sont brisées par les efforts concertés de Grant général en chef, de Sheridan, qui a l'armée du haut-Potomac (vallée de Shenandoah), et Sherman. Victoire (4, 5 mai), de Sheridan, à Charlottesville qui est à 70 milles à l'ouest de Richmond : riches captures faites par la flottille le 6, autour de Fredericksbourg. L'appel sous les armes d'une partie des esclaves du sud, décidé *in extremis* par le congrès de Richmond, ne leur confère pas la liberté; la suspension de l'*habeas corpus* est en vain demandée par le président Davis. Sherman et son lieutenant Shofield venant du sud, de leur côté, approchent de Richmond; marches pénibles et sanglants combats du 14 au 22, où ils se réunissent après la prise de Goldsborough, sur la route ferrée qui mène de Wilmington à Petersbourg et à Fredericksbourg. Un corps de Grant est attaqué avec fureur devant Petersbourg toute la journée du 25. Le 29, Lee général en chef et ministre de la guerre des sudites fait décider l'évacuation de Richmond; il engage l'action suprême, le 31, devant Petersbourg, écrase un des corps de Sheridan. Mais celui-ci, en personne, ressaisit la victoire le lendemain aux Cinq-Fourches : et le 2 avril Grant enlève Petersbourg. Cette conquête lui donne aussitôt Richmond incendiée par les confédérés qui ne la défendent plus. Pertes énormes de part et d'autre; immense butin. Sheridan s'attache à la poursuite de Lee, dont un lieutenant Ewell se fait écraser le 5, pour sauver les débris de l'armée de Virginie, qui est réduite cependant à capituler tout entière aux mains de Grant le 9 avril. Chute de Raleigh capitale de la Caroline du nord, que Johnston lieutenant de Lee ne défend pas, réservant la dernière armée du sud. Mobile est pris le 12 avril. Le président Lincoln se montre

un instant à Richmond : son dernier discours où il exprime ses incertitudes pleines d'honnêteté et ses espérances généreuses pour la reconstitution de l'Union. — Deux jours après, à Washington, au théâtre de Ford, il est assassiné (14 avril) par John Wilkes Booth d'une famille de Maryland, ancien acteur, qui veut venger le sud. Ses complices devaient atteindre Grant et Seward; celui-ci seul est blessé. Perte irréparable pour l'Union, qui aurait eu besoin longtemps encore de son second Washington. — Le meurtrier, qui échappe alors, sera tué, près d'être pris (25 avril); quelques-uns de ses complices seront exécutés (7 juillet). — Le nouveau président est le vice-président Andrew Johnson, né dans le Tennessee, ancien ouvrier tailleur, devenu, par le travail, un personnage riche et influent, d'abord démocrate exalté, puis converti à la cause de l'abolition de l'esclavage, strictement juste et sévère, sans bonté, n'inspirant pas la même confiance, n'ayant pas droit aux mêmes sympathies que Lincoln. Il conserve ses ministres, paraît suivre sa politique au dedans et au dehors. — L'amendement de la Constitution concernant l'abolition de l'esclavage est déjà ratifié par les législatures de 20 États; le Tennessee est le 20^e; on approche des 3/4 des voix. — L'armée de Johnston, lieutenant de Lee, a le même sort, après que le gouvernement de Washington a rompu un arrangement que Sherman était près de conclure le 18 avril pour accorder aux défenseurs et gouvernants du sud un armistice et une amnistie générale. La lutte recommencée, au bout de huit jours, livre à Sherman lui-même, le 26 avril, grâce au concours de Grant, Meade, Sheridan et Wright quatre corps d'armée, 27 000 hommes, etc. Restent au sud deux armées bien moindres, qui capitulent, l'une au nord de Mobile le 4 mai, l'autre à Bâton-Rouge le 23. Le Texas seul n'est pas reconquis. — Jefferson Davis, depuis qu'il a fui de Richmond,

Le 2 avril, poursuivi, traqué, est pris près de Mâcon, le 12 mai, et amené avec l'ancien vice-président Stephens et le directeur des postes du sud, pour être jugés. — Dure et étroite captivité. Il est exposé à être victime de l'exaspération nationale à cause de l'assassinat de Lincoln. — On ne veut pas intervenir au Mexique, mais on n'y reconnaît pas Maximilien. — On commence à licencier des troupes inutiles de terre et de mer après qu'elles ont été reçues en triomphe à Washington. Au 1^{er} juin, la dette fédérale est de 2 milliards 635 millions de dollars; le papier légal en circulation monte à 659 millions de dollars; le nord seul a perdu par les maladies et les blessures, pendant cette guerre, 325 000 soldats. — Le décret d'amnistie, rendu par le président, le 30 mai, contient trop de catégories d'exceptions, qui atteignent tous ceux qui ont concouru avec quelque importance à la rébellion, et notamment les propriétaires riches du sud. Il ne facilite pas la réconciliation. — Dans presque tous les États qui ont tenu pour le sud, fonctionnent difficilement les règlements rendus en faveur des noirs; le bureau des affranchis, fondé à Washington en mars, que dirige le général Howard, a partout des ramifications, des agences locales, pour encourager, rendre obligatoire, moyennant des contrats libres, la reprise du travail auquel souvent le noir se refuse, pour constituer, protéger la famille du noir, l'aider à devenir propriétaire, à s'instruire, à avoir l'usage des droits civils, comme de prêter serment et d'ester en justice. Les radicaux du parti républicain, Wendell Phillips, Charles Sumner, Thaddeus Stevens, etc., irritent les vaincus du sud en demandant pour les noirs tous les droits politiques. Rixes sanglantes, sur plusieurs points où des troupes de couleur sont en garnison avec des blancs. Même dans des États du nord, l'égalité qu'on veut imposer dans le sud n'est pas pratiquée; l'antipathie de races de couleur survit

aux promesses les plus généreuses; des conventions réunies en vue des prochaines élections locales de l'État sont animées de l'esprit démocratique, c'est-à-dire contraires aux concessions demandées pour les noirs (Pennsylvanie, Ohio, New-York, Connecticut). Des gouverneurs provisoires, désignés par l'autorité présidentielle, dans chacun des États du sud, doivent travailler à y rétablir l'ordre matériel, à y préparer la formation de conventions d'État qui auront à délibérer sur la réadmission de l'État dans l'Union selon les lois et institutions fédérales modifiées; la loi martiale est encore partout en vigueur. Vives réclamations, opposition des cours locales. Conflits fréquents, quelquefois sanglants entre les autorités civiles qui défendent le régime ancien, et les autorités militaires qui protègent la transformation sociale. Le Code noir Kentuckien est encore invoqué par la Cour supérieure de cet État. Le parti esclavagiste l'emporte dans les élections de beaucoup d'États du sud, pour la formation des conventions d'État, pour la nomination du gouverneur auquel doit faire place le gouverneur provisoire. Dans quelques-uns de ces États, est réclamé le droit de vote immédiat pour des rebelles amnistiés auxquels ce droit a été temporairement retiré. Le président promet trop (sept.) à des délégués des neuf États du sud; la législature du Tennessee le trouve trop favorable aux anciens ennemis de l'Union. Cependant, par une lettre du 24 octobre, il déclare qu'aucun État ne sera réadmis dans l'Union, qu'il n'ait voté l'amendement à la Constitution, et qu'on répudiera jusqu'au dernier dollar de la dette confédérée. Le gouvernement paraît abandonner les procès en confiscation contre les principaux fauteurs de l'insurrection. Captivité moins étroite mais pas encore jugement de l'ex-président Davis; l'ex-vice-président Stephens et bien d'autres chefs sont graciés (oct.). — Par les votes des législatures de la Géorgie, de l'Alaba-

ma, des deux Carolines, l'amendement à la Constitution qui abolit l'esclavage et la servitude involontaire réunit les 3/4 de voix exigés par la Constitution (27 sur 36 États). — Le message du président Johnson (4 déc.) annonce une politique conciliante envers les États du sud; mais leurs députés ne seront pas admis au Congrès à moins d'une décision d'une commission spéciale : ce sera un comité mixte des deux Chambres qui statuera. Il croit que la question du droit électoral pour les noirs doit être soumise à chaque État en particulier. Tout en blâmant la conduite de l'Angleterre en faveur des corsaires des confédérés, qui est l'objet depuis le 7 avril d'une active correspondance diplomatique, il ne pousse pas le Congrès à réclamer une réparation. Au sujet du Mexique dont la frontière de Rio Grande est surveillée, il insinue, à l'adresse de la France, que, l'Union ne faisant pas de propagande républicaine, ce système de non-intervention doit être réciproque. — L'armée qui était le 1^{er} mai de 1 million d'hommes, n'est plus que de 200 000 dont 85 000 de couleur. Le budget de la guerre est descendu de 516 millions de dollars à 33. Il y avait, en janvier, 530 bâtiments portant 3000 canons, ayant 50 000 marins; il n'y en a plus que 117, avec 830 canons, 12 128 marins. Il n'y a plus d'escadres du Mississippi, du Potomac; on en conserve cinq qui assurent l'ascendant de l'Union au dehors sur toutes les mers. — Il y a en circulation pour plus de 800 millions de dollars en papier, soit du gouvernement soit des banques nationales. Le secrétaire du trésor McCulloch propose de consolider le papier-monnaie de l'État au moyen d'un emprunt contracté en rentes temporaires (obligations remboursables portant intérêt), et de prélever sur le revenu national, qui s'accroît par l'élévation des impôts, une somme annuelle destinée à racheter la dette publique. Cette dette est de 2 714 000 dollars, soit 13 milliards

987 millions de francs. Le déficit de l'année sera de 112 millions de dollars. — Accueil sympathique fait à Paris, où l'Union a pour ministre M. de Bigelow, à un lieutenant de Sherman dans la dernière campagne. Schofield (7 déc.). — Dans le congrès, dès les premières séances, on répand l'idée de reconnaître un gouvernement imposé à une nation américaine (le Mexique) par les armes européennes. — Une proclamation du secrétaire d'État Seward donne sanction à l'amendement à la Constitution qui abolit l'esclavage (18 déc.). Les abolitionnistes radicaux opposent aux bonnes dispositions que prête aux sudistes le rapport du général Grant, celui d'un autre général (Schurz), qui a fait un séjour plus prolongé dans le sud. Il n'y a plus de gouverneurs provisoires que dans la Floride et le Texas; mais la loi martiale subsiste. Des émeutes d'affranchis (fin de décembre), dans plusieurs États du sud. — Les Fenians, presque tous des Irlandais qui ont pris part à la guerre depuis 1861, prétendent s'organiser dans le nord de l'Union en république Irlandaise (oct. déc.); leur congrès se tient à Philadelphie, à Baltimore; à New-York, siège leur président, le colonel O'Mahoney, qui a bientôt un rival, Roberts. Leurs prétentions et leur turbulence deviennent un embarras pour bien des années.

France. — Le conseil d'État décide que la dernière partie de l'Encyclique, du 8 déc., qui annonce un jubilé universel, sera seule reçue et publiée; il n'admet ni la première partie de l'Encyclique ni le *Syllabus*, qui contiennent des propositions contraires aux principes sur lesquels repose la Constitution (5 janvier). La presse s'en empare néanmoins, non sans s'exposer aux rigueurs administratives (l'*Union de l'Ouest*, de Maine-et-Loire, est suspendue pour deux mois, 8 janvier), et les évêques sont les seuls à ne pouvoir en traiter librement en chaire ou dans

leurs mandements; beaucoup protestent; quelques-uns sont déferés pour abus au conseil d'État : l'évêque de Moulins, l'archevêque de Besançon; ardeur de l'évêque de Nîmes; esprit conciliateur de l'archevêque de Paris. — Rapport sur les finances du ministre Fould (9 janvier). Le même jour il présente l'état de la banque de France, qui sera prochainement l'objet d'une enquête. L'escompte, le 9 février, est à 4 0/0; il sera, le 9 mars, à 3 1/2; l'encaisse métallique est considérable; cependant la rente 3 0/0 ne monte pas, les affaires sont lourdes et difficiles. — Il n'est pas question de proroger la loi de sûreté générale qui ne devait être en vigueur que jusqu'au 31 mars. — Le pourvoi des Treize (Garnier-Pagès, Carnot, Herold, etc.) est rejeté en cassation (11 février). — La session, ouverte le 15 février, durera jusqu'au 4-7 juillet. Le discours du trône signale le besoin généralement senti de plus de liberté, soit pour l'initiative individuelle, soit pour l'entente et la coalition entre les gens de même industrie, mentionne l'attitude expectante gardée dans la question danolse et la convention du 15 septembre; parle du temple de la guerre comme pouvant être fermé, quoiqu'on ne soit pas revenu du Mexique. La préface du premier volume de l'*Histoire de Jules César*, œuvre de l'empereur, publiée le 25 février, exalte le rôle providentiel de certains hommes, condamne ceux qui, épris de libertés parlementaires, ont renié, en 1815, le premier empereur, et justifie le second empire. — Au début de la session, meurt (10 mars) le président du Corps législatif, le duc de Morny, le principal auteur du 2 décembre; l'interim de la présidence pendant toute la session sera fait par le vice-président Schneider, un des propriétaires de l'usine du Creuzot. — La plupart des amendements présentés au projet d'adresse n'ont que huit, neuf, quinze signatures; les

quinze de l'opposition radicale, où domine la députation de la Seine, sont Carnot, J. Favre, Garnier-Pagès, Guérault, Havin, E. Pelletan, J. Simon, E. Picard, Dorian, Glais-Bizoin, Lanjuinais, Marie, Magnin, Hénou, Paul Bethmont, élu le 24 janvier dans la Charente-Inférieure. Les attaques de tous les organes du gouvernement et des membres ardents de la majorité font de M. Thiers le chef de l'opposition. — Le Sénat discute son adresse (du 9 au 18 mars) avant que le Corps législatif ait des séances publiques; intempérances habituelles du marquis de Boissy; l'*Encyclique* et le *Syllabus* ont pour défenseurs les archevêques-cardinaux de Besançon et de Rouen; Rouland et Bonjean soutiennent les doctrines de l'Église gallicane et le droit de l'État; l'archevêque de Paris signale l'esprit d'indépendance des congrégations religieuses à l'égard de l'autorité diocésaine. La convention du 15 septembre est attaquée par le général Gêmeau, ancien commandant des troupes d'intervention à Rome, le marquis de la Rochejacquelein, les archevêques-cardinaux de Bordeaux et de Rouen: le ministre d'État demande et obtient un vote de confiance. Thuillier et Chaux-d'Est-Ange, du conseil d'État, ont été avant lui les orateurs du gouvernement. Au scrutin, deux voix contre, l'archevêque de Besançon et le comte de Segur-Aguesseau, très-hostile à l'Italie. Pendant ces discussions au Sénat, reçoivent des avertissements le *Journal des Villes et des Campagnes*, le *Courrier du Dimanche*, l'*Indépendant de l'Ouest*, et, bientôt après, l'*Union de l'Ouest*, de nouveau (26 mars), le *Monde* et le *Phare de la Loire*. — Deviennent sénateurs (15 mars), le nouveau préfet du Rhône, H. Chevreau, chargé à Lyon de grands travaux annoncés par une lettre de l'empereur du 20 février, le premier écuyer de l'empereur Fleury, le commandant de la garde nationale de Paris Melinet, le premier président de la

Cour impériale de Paris; 29 avril, Sainte-Beuve. — Au Corps législatif, il y a eu tout soixante-treize séances publiques, dix-huit consacrées à la discussion de l'adresse, vingt-trois à la discussion de lois de finances, trente-deux à d'autres projets de loi; le reste du temps est rempli par le travail des commissions. Le coup d'État du 2 déc., de quelque côté qu'il soit rappelé, et il l'est le plus souvent par les défenseurs de la politique actuelle, soulève toujours des tempêtes. — Au début de la discussion générale de l'adresse (27 mars), Émile Olivier se sépare de l'opposition parce que le gouvernement paraît faire des avances au parti de la liberté; Thiers réclame les libertés politiques; Thuillier, du conseil d'État, ne donne pas d'espérances. La Constitution ne paraît plus immuable même à des membres de la majorité (Latour-du-Moulin, Josseau, Martel). J. Favre irrite la majorité en invoquant les promesses démocratiques du prince Louis-Napoléon. Le projet d'amendement sur la presse a 73 voix. A propos de l'affaire des treize, Émile Olivier demandent quelque liberté électorale, mais il est mal accueilli. Des députés de la majorité, Gouin, Buffet, Louvet, Segris, qui ont fait inscrire dans l'adresse qu'on ne compromettra pas « la bonne économie des finances » par le développement donné aux travaux publics, ne votent pas l'amendement de l'opposition sur le paragraphe consacré aux finances. La proposition du baron de Veauce, déjà présentée en 1864, pour étendre le droit de tester, de manière que le père de famille puisse laisser à qui il voudra, entre ses enfants, tel immeuble ou telle usine, présentée par 56 signataires, combattue surtout par Marie, qui craint le retour à l'inégalité dans la famille et au droit d'aînesse, n'a que 42 voix. La gratuité absolue de l'instruction primaire, dont le vœu a été émis dans un rapport du ministre Duruy du 1^{er} janvier, mais n'exprimant qu'une opinion

personnelle, a dit le 2 janvier une note du *Moniteur*, est réclamée par Havin, Carnot, J. Simon, qui la veulent gratuite et obligatoire. Sur le Mexique, thème d'opposition, de précieux renseignements sont fournis par le député Corta, qui vient d'y remplir une mission financière. Sur la convention du 15 septembre, lutte violente entre Thiers, qui a toujours condamné la politique suivie en Italie, et le ministre d'État. Les partisans du pouvoir temporel du pape demandent en vain qu'on garantisse, outre son indépendance, sa souveraineté temporelle; au scrutin, ils sont 84. Les 15 de l'opposition constante ne peuvent faire introduire quelques mots de sympathie pour les héroïques efforts des États-Unis contre l'esclavage. Ils restent 15 au scrutin sur l'ensemble de l'adresse (15 avril). — Depuis le 28 mars, un nouveau ministre de l'intérieur, le marquis de La Vilette, ancien ambassadeur. — L'Union de l'Ouest, qui prête au gouvernement le projet d'ajourner la Chambre, a été suspendue pour deux mois (8 avril). — Quand est assassiné le président Lincoln, le Corps législatif n'ayant pas de séance publique, les regrets de la France et l'horreur du crime ont leur expression officielle dans une dépêche de Drouyn de Lhuys, du 23 avril; aucune manifestation publique n'est permise. — La loi du contingent de cent mille hommes a contre elle 64 voix (4 mai). 35 voix seulement (5 mai) soutiennent la réclamation Lanjuinais pour que les procès-verbaux des commissions, surtout de celle du budget, et les documents qui leur sont remis soient communiqués à tous les membres de la chambre. — Au Sénat (12 mai), Dupin, le procureur-général, fait écarter par la question préalable une pétition qui demandait l'hérédité pour les sénateurs; le 27, discussion de pétitions auxquelles l'opinion publique est favorable, contre le projet d'aliénation de quatre-vingt

mille hectares de forêts de l'État qui aurait fourni 100 millions, une partie des 360 millions que le gouvernement voudrait demander pour les travaux publics : il y renoncera. — Lois d'affaires votées en mai : 1° pour encourager l'usage et la circulation des chèques et en assurer le remboursement immédiat (Darimon, de l'opposition, rapporteur) ; 2° pour rendre plus faciles certains travaux agricoles ayant un intérêt collectif, au moyen des associations syndicales ; 3° sur la composition et les attributions des conseils de préfecture dont l'opposition (Bethmont) voudrait la suppression pour renvoyer aux tribunaux ordinaires les affaires judiciaires dont ils décident ; 72 voix voudraient en retirer la présidence aux préfets. La loi sur l'enseignement secondaire spécial est seule votée à l'unanimité (31 mai). La loi sur la mise en liberté provisoire, qui sera de droit pour les délits entraînant au plus deux ans de prison, notamment les délits de presse, combattue par les partisans exagérés de la liberté individuelle, qui la trouvent insuffisante, par les partisans exagérés des intérêts de la société, discutée déjà en mai, ajournée à cause de la question de la surveillance des prisons, n'est votée que le 28 juin (Mathieu rapporteur). — La presse a discuté, la Chambre n'a pas eu le temps de voter divers projets de loi qui lui ont été soumis sur la marine marchande, en vue de supprimer tout droit de pavillon et de douane ; sur l'organisation, surtout sur les attributions des conseils généraux et communaux ; sur une somme de 360 millions à affecter aux travaux publics ; sur l'enseignement primaire, pour faciliter aux communes l'entretien d'écoles gratuites ; sur les sociétés qui ont pour objet les entreprises industrielles et commerciales. Quant aux associations coopératives, qui se multiplient ainsi que les sociétés de crédit au travail, elles ont, depuis janvier, donné lieu à un projet

de réforme administrative élaboré par des hommes compétents de tous les partis, la plupart étrangers à la Chambre. — La discussion des lois de finances remplit presque le mois de juin (O'Quin, rapporteur). Il y a un déficit de 35 millions sur les recettes des sucres ; 54 millions de rentes mexicaines n'étant pas négociés figurent à tort aux recettes. Le projet d'annuler les rentes de l'amortissement, lequel depuis des années est purement fictif, prête à la critique. Pourquoi compter dans le budget extraordinaire des dépenses annuellement obligatoires, comme des garanties d'intérêts qu'on va payer à des compagnies de chemins de fer ? La proposition de l'impôt du revenu, par Garnier-Pagès, ne trouve pas de partisans. Vuitry président du conseil d'État, et le ministre d'État se réunissent contre Thiers, le plus habile de tous les opposants à porter la lumière au milieu des cinq budgets qu'on a chaque année à examiner. 50 voix protestent au scrutin contre les 22 millions qu'on va enlever à la Caisse de dotation de l'armée sous prétexte qu'elle doit rembourser un surcroît de dépense annuelle résultant de l'application de la loi de 1855 qui l'a constituée ; Magnin, Ernest Picard, Berryer, le marquis d'Andelarre, se sont élevés contre l'interprétation donnée à la loi de 1855, et contre la mesure de rétroactivité qui frappe la Caisse. Elle est déjà trop riche, et cependant le prix de l'exonération est très-élevé (2 300 fr. pour 1865). D'après le général Allard, l'acte de rétroactivité sera légal si la Chambre le sanctionne. Ces 22 millions seront destinés aux travaux publics. — Les dépenses à la charge de l'État et de la ville pour l'installation d'une Exposition universelle de l'industrie et des beaux-arts à Paris, en 1867, dont une société de garantie doit prendre une partie, sont l'objet d'une loi votée le 29 juin. — Il y a 50 voix (juillet) contre la loi d'emprunt de la ville de

Paris, qui veut faire en cinq ans ce qui en demanderait dix; sa demande de 300 millions a été réduite par la commission à 250. Des membres de la majorité votent contre cette extension des travaux publics qui portent vers les grandes villes les bras nécessaires aux campagnes. Quatre députés de la Seine, ordinairement opposants, Guérault, Havin, Darimon, Carnot, votent la loi. — La loi qui a pour objet de retirer le caractère de contre-façon à la reproduction des compositions musicales par des instruments mécaniques, comme en fabrique beaucoup la Suisse, à laquelle, dans les conventions du 30 juin 1864, une loi de ce genre a été promise, combattue au nom des droits de la propriété intellectuelle par Marie, a 34 voix contre elle. Au nom de cette propriété, dont le Sénat a la garde comme de tous les principes fondamentaux, la commission du Sénat (Mérimée rapporteur) s'oppose à la promulgation, le 7 juillet, dernier jour de la session. — Avant cette loi (4 juillet) les députés ont voté la convention avec la société Fremy-Talabot, qui mettra à la disposition de l'Etat 100 millions en six ans, pour encourager, en Algérie, le commerce, l'industrie, les travaux publics : on lui fait d'immenses avantages; Buffet combat la loi comme trop onéreuse; il n'y a que 10 voix contre. — Cette loi est un des résultats du voyage de l'empereur en Algérie. — En Algérie, le marabout Si-Mohamed-ben-Hamza a été blessé mortellement le 4 février; une agitation des tribus du Babor (province de Constantine) a été réduite. Aucun trouble quand l'empereur s'y rend par Lyon (29 avril) et Marseille, le 30. L'impératrice est régente. Dans sa proclamation du 6 mai, il se dit l'empereur des Arabes autant que des Français; beaucoup de promesses aux Arabes, aux colons; il parcourt les trois provinces, va jusqu'à l'oasis de Biskra (31 mai); le Maroc et Tunis l'en-

voient saluer; l'escadre italienne se montre à côté de nos bâtiments cuirassés. Peu de temps après le départ de l'empereur qui a lieu le 8 juin, le 12, sont levés les avertissements donnés à la presse d'Algérie depuis le 15 mars 1864. Le 21, un télégraphe joint La Calle (extrémité orientale de l'Algérie), les côtes de Tunis et Marsala, en Sicile. Le 22, projet de sénatus-consulte pour régler l'état des personnes et la naturalisation en Algérie : l'indigène musulman et l'indigène israélite seront français; l'étranger, après trois ans de résidence, pourra avoir les droits de citoyen français. Ce sénatus-consulte est voté le 5 juillet. Abd-el-Kader, auquel la France est reconnaissante d'avoir protégé les chrétiens en Syrie contre les menaces de mort des fanatiques musulmans, du 5 juillet au 8 septembre, parcourt la France, l'Angleterre, et, par Marseille, regagne l'Orient. — Pendant la régence de l'impératrice, le discours où le prince Napoléon, à Ajaccio, le 15 mai, fait de Napoléon I^{er} un démocrate et un apôtre de toutes les libertés, est reprouvé par une lettre de l'empereur datée d'Alger, le 23, mise au *Moniteur* le 27. A la suite de cette lettre le prince donne sa démission de vice-président du conseil privé et de président de la commission décrétée en février pour l'Exposition qui doit avoir lieu en 1867. Un décret de la régente, 8 juin, lève les avertissements donnés à la presse depuis le 1^{er} janvier. L'absence de l'empereur a duré quarante jours, depuis le 29 avril. Un décret (8 août), daté de Plombières, place sous le patronage de l'impératrice, de qui relèvent déjà beaucoup d'institutions hospitalières, un grand nombre d'autres. — Les flottes cuirassées de France et d'Angleterre se donnent ensemble un spectacle tour à tour aux deux pays, à Cherbourg, à Brest, à Portsmouth (du 11 au 29 août); ni Napoléon III ni le prince de Galles ne paraissent. Pendant ce temps, l'empereur va

avec l'impératrice, en Suisse, près du lac de Constance, à Arenenberg, où s'est passée sa jeunesse. — Visites échangées avec la famille royale d'Espagne à Saint-Sébastien, à Biarritz. Le roi de Portugal, M. de Bismarck, viennent à Biarritz. — Usant du droit de coalition, beaucoup de corps de travail se mettent en grève : à Paris surtout, les états qui tiennent à la carrosserie (sept.), à la chapellerie, les cochers de voitures de place, les tailleurs de pierre ; à Lyon, à Saint-Étienne (ouvriers en velours, en sept.). — Après des élections partielles dans les Conseils généraux et au Corps législatif, a lieu le renouvellement quinquennal de tous les conseils municipaux, excepté pour Paris et Lyon, qui n'ont qu'un régime administratif (22-23 juillet) ; il passe beaucoup d'opposants modérés que le gouvernement, prudemment, n'a pas combattus ; l'opposition ne l'emporte qu'à Grenoble, Bordeaux, Marseille. Quelques maires non élus conseillers donnent leur démission. Les choix nouveaux de maires et d'adjoints faits par le gouvernement sont rarement pris en dehors des conseils municipaux. Toutes les questions de décentralisation, de libertés locales pour la commune, le canton, le département, traitées dans les *Varia*, imprimés à Nancy les années précédentes, sont l'objet de conférences tolérées à Nancy auxquelles s'associent, directement ou par la voie de la presse, les représentants les plus éminents de la démocratie avancée, du parti orléaniste, du parti légitimiste. Dans la session des conseils généraux (août) n'est permis aucun écart politique. — Walewski donne sa démission de sénateur, est élu député dans les Landes, nommé par décret (sept.) président du Corps législatif avant que son élection ait été vérifiée. — Le *Courrier du Dimanche* obtient (août) du conseil d'État que soit cassé l'arrêt ministériel du 24 août 1864, qui l'avait suspendu sans que deux avertissements eus-

sent précédé immédiatement la suspension. La publication du procès-verbal des délibérations des conseils municipaux, avec les noms propres, est interdite par une circulaire ministérielle du 16 septembre. Une autre du 22 encourage les préfets à se servir du *communiqué* toutes les fois qu'il y a dans les journaux des assertions inexactes. Les communiqués se multiplient. La *Gazette de France* est avertie (7 octobre) pour avoir discuté des avertissements qui ont et doivent conserver l'autorité de la chose jugée. Des journaux sont poursuivis pour fausses nouvelles. La cour de cassation, chambre des requêtes, rejette le pourvoi du duc d'Aumale et de son éditeur contre le jugement du 16 juillet 1864, qui ne lui permet pas de poursuivre le préfet de police (15 nov.). Est condamné à une amende (1 fr.) un habitant de Sainte-Foy, protestant, pour avoir violé la loi de 1814 qui défend de travailler le dimanche et les jours de fêtes. Le *Phare de la Loire* est l'objet d'une double condamnation pour le rédacteur et le gérant le 20 nov., d'un avertissement le 12 déc. Avertissement au *Courrier du Dimanche*, qui affirme (26 nov.) que punir l'excitation à la haine et au mépris du gouvernement, c'est rendre impossible toute discussion sérieuse de ses actes. Peines disciplinaires prononcées (12 déc.) contre des étudiants en médecine et en droit de Paris qui ont parlé au Congrès de Liège et au meeting de Bruxelles (oct.-nov.) : émotion dans ces deux écoles pendant quelques jours. Cette affaire est l'occasion d'avertissements donnés à l'*Epoque* le 18 ; le 26 à la *Guyenne* et à la *Gazette du Midi* de Marseille ; à l'*Esperance du Peuple* de Nantes, et de l'interdiction momentanée de l'*Indépendance Belge*. — Décret (15 nov.) pour réduire les dépenses militaires ; l'armée aura 10 396 hommes de moins, et coûtera 12 645 000 fr. de moins. — Autre économie (21 nov.) de 2 millions et demi, par la réunion des fonctions

de receveurs généraux à celles des payeurs sous le nom de trésoriers-payeurs-généraux. — Rapport du ministre Fould du 20 déc.; il y aura pour 1864 un déficit de 50 millions; une organisation nouvelle de la Caisse d'amortissement est projetée; la dette flottante qui était au 1^{er} janvier de 808 millions est réduite de 25 millions. — Est nommé sénateur (26 déc.) M. de Sacy de l'Académie française, longtemps rédacteur en chef des *Débats*. — Est ratifiée le 6 juillet, est en activité le 1^{er} août, la convention du 8 nov. 1864 avec l'Angleterre, les Pays-Bas, la Belgique relativement à la législation des sucres. Traité de commerce avec la Suède et la Norvège en février; convention avec l'Espagne en juillet; traité avec les Pays-Bas en juillet; ratification (mal-août) des traités de commerce et de navigation et des conventions littéraires passés avec la Prusse et avec les Etats du Zollverein depuis le mois d'août 1862. — Convention avec l'Etat de Monaco qui l'incorpore dans nos lignes de douanes (9 nov.) — La Banque de Savoie est annexée à la Banque de France qui établit des succursales à Annecy et à Chambéry (avril). — Par la section de chemin de fer de Guingamp à Brest, ligne complète jusqu'à Paris (25 avril. Les chemins de fer d'intérêt local sont l'objet d'une loi (juillet). — Est dénoncée (déc.) la convention conclue en 1843 avec l'Angleterre pour l'extradition des criminels, parce qu'elle est sans efficacité, la législation et la procédure anglaise ne s'y prêtant pas — A cause du typhus contagieux des bêtes à cornes qui sévit depuis plusieurs mois en Angleterre, en Ecosse, et depuis peu en Hollande, l'importation et le transit en sont interdits sur tout le front du nord, de Nantes au Rhin (5 sept.) : on applique des mesures prohibitives antérieures à 1789. Le choléra apporté d'Alexandrie à Marseille (août) sévit dans le midi; à Paris, du 15 sept. au 15 janv. il produit 6400 décès; proportion moins

qu'en 1833, 1849, 1853; il se répand un peu au nord-ouest. — La France propose qu'une conférence internationale réunie à Constantinople cherche à arrêter la propagation du choléra par les pèlerins qui viennent de la Mecque. — Il est fait beaucoup pour l'instruction primaire; il y avait en 1863 4 394 cours d'adultes, il y en a à la fin de cette année 30 000, dus surtout au dévouement à peu près gratuit des instituteurs. Il y a plus de 10 000 bibliothèques annexées aux écoles primaires. Des bibliothèques populaires sont créées par des communes, par des sociétés de particuliers. Des cours publics du soir s'établissent partout, et sur tous les sujets excepté la politique et la religion. Pour l'enseignement secondaire spécial, est projetée une école normale supérieure à Cluny; est décrétée (26 août) l'institution d'un conseil supérieur de perfectionnement. Le prix biennal de 20 000 fr. donné par l'Institut, est attribué à des travaux de chimie de M. Wurtz, dont peut profiter la médecine. Une faculté de droit est créée à Douai (décret du 28 avril). Il est décidé (8 nov.) que les lettres, les sciences mathématiques, physiques, naturelles, morales et politiques auront leur place à l'Exposition universelle de 1867; et que des rapports constateront les progrès accomplis, les services rendus depuis cinquante ans dans toutes les branches du domaine intellectuel. — En Algérie, grands désastres par débordements de torrents, par extrême sécheresse, par de nombreux incendies, surtout au sud-ouest et dans l'arrondissement de Blidah (24, 25, 26 août). Si-Lala repaît dans les environs et au sud de Daya, à quelques lieues de Sebdu (oct.). Le général Lacretelle, surtout le colonel de Colomb, poursuivent les tribus rebelles (nov.-déc.) jusqu'à la limite du pays des Dunes où Si-Lala cherche un refuge pour ses partisans. Une lettre de l'empereur au gouverneur-général Mac-Mahon publiée le

4 nov., condamne bien des parties de l'administration impériale. — Au Sénégal, le nouveau gouverneur, Pinet-Laprade, colonel du génie qui remplace le général Faldherbe, fait une campagne (nov.) dans un Etat riverain de la Gambie, le Rip, contre le Marabout Maba, qui, par le Saloum, voudrait envahir le Djolof, menacer le Cayor; on lui prend mille hommes, on rentre au bout de douze jours (6 déc.) à Kaolakh. — Au sud de la Guadeloupe, à Marie-Galante, aux Salntes, ouragan dévastateur (6 sept.); choléra violent à la Pointe-à-Pitre et à la Basse-Terre (oct.-nov.). — Meurent en janvier Proudhon le publiciste révolutionnaire et socialiste de 1848, réconcilié avec le régime autoritaire issu du 2 décembre; le colonel Charras une des victimes du 2 décembre, retiré en Suisse, auteur d'un ouvrage sur la campagne de 1815; en mai, le maréchal Magnan auquel le maréchal Canrobert succède dans le commandement de la première armée à Paris; en août l'ancien président de l'Assemblée de 1848 Buchez publiciste; en sept. le général Lamoricière, brillant soldat en Afrique, serviteur dévoué de la République de 1848 à 1851, malheureux à la tête des armées pontificales; en nov., le sénateur Dupin, à 82 ans, savant jurisconsulte gallican, habile agronome, dont les fonctions de procureur général à la Cour de cassation, qu'il avait reçues du roi Louis-Philippe, passeront à Delangle, son compatriote de la Nièvre; en décembre, Alex. Bixio, resté fidèle à ses convictions de 1848; — en nov. Jos. Leclerc, doyen de la faculté des lettres de Paris pendant trente ans, l'honneur de l'érudition française.

France et Mexique. — Est institué l'ordre impérial de l'aigle Mexicaine (janv.) — Décrets sur la sécularisation des biens de l'Eglise (26 février), sur la tolérance religieuse, pendant qu'on négocie à Rome au nom de l'empereur sans résul-

tat; pour l'organisation d'une armée mexicaine qui doit être de 30 000 hommes, au moins de 22 000; huit divisions militaires, 50 préfectures (mars). Des volontaires belges forment un corps dévoué, l'impér. Charlotte étant fille du roi Léopold I^{er}. Une légion Autrichienne (sous de Thun) est moins bien accueillie par la population. Une banque anglo-française doit être établie à Mexico (février). Projet de chemin de fer de Vera-Cruz à Mexico; de messageries jusqu'à la Havane et la Nouvelle-Orléans. — A la frontière du Rio-Grande, les sudistes des Etats-Unis témoignent des sympathies à Lopez, chef du parti de l'Empereur qui n'est pas reconnu à Washington. Juarez a toujours un agent (M. Romero, dont les dépêches sont pressantes de février à juillet) auprès de l'Union, qui défend le principe de la forme républicaine et qui se plaint de l'intrusion française. — Guerre incessante, sans merci, soutenue par tous les ennemis de l'étranger, Juaristes ou non, souvent des brigands atroces. Le général de Castagny annonce contre eux les dernières rigueurs (10 février). — La ville d'Oaxaca, dans un pays presque inaccessible, a résisté plus de deux mois sous Porfirio Díaz qui capitule seulement le 9 février; Díaz est envoyé à Mexico, de là à Puebla, pour être jugé; il échappera (sept.) et recommencera la guerre. Un autre juariste, Romero, pris dans la province de Michoacan ou Morelia, capitale Valladolid (31 janvier), par le colonel de Potier, après jugement par un conseil de guerre français, est fusillé le 18 mars; prison et amende pour les journalistes qui le plaignent (4 avril). Dans cette même province le juariste Regules, qui a 3500 hommes, écrase (11 avril) une colonne belge; Puebla et Arteaga agissent avec lui; le premier est tué (23 juin). Les Belges se vengent. Succès des colonels français Clinchant et Potier. Dans le nord-est, (Etats de Durango, et de Nouveau-Léon, capitale Monterey),

succès du juariste Negrete qui a 4 à 5000 hommes et la bande de Cortinas; Escobedo y agit isolément. Le général Mejia, le colonel français Jeanningros, le général Brincourt les contiennent. Au nord-ouest dans Chihuahua, progrès du colonel Garnier. Le statut organique de l'Empire, décrété le 10 avril, trop favorable aux étrangers, est prématuré. Nouveau tarif sur les tabacs; règlement maritime; refonte des monnaies. Voyage de l'empereur dans la direction de la Vera-Cruz, et aux mines de Real del Monte. Règlement, sur le papier, des réclamations de la maison de banque Jecker. L'emprunt, malgré les leurres, primes et lots, négocié en France, n'est pas couvert; il sera désastreux pour ceux qui en prendront les obligations surtout après la conversion décrétée en août. Deux Français tour à tour, Corta, Languais, président à l'organisation des finances; à Biarritz (sept.) est signé le traité qui constitue la Banque Mexicaine. Il se fonde une compagnie franco-mexicaine des usines métallurgiques. — Juarez semble perdu. Il a son quartier-général (fin de juillet) à El Paso del Norte, dernière ville tout au nord; il licencie ses dernières troupes (5 sept.), se dirige vers Santa-Fé (Nouveau-Mexique, territoire de l'Union). Douay et Castagny sont au nord, à la tête de deux grands départements militaires. Les troupes françaises ont pénétré dans toutes les directions de ce vaste pays; les impérialistes Mexicains semblent grossir en nombre et en force; des gardes nationales essayent de s'organiser pour la protection des personnes et des propriétés. Cependant sont fréquentes les défections et prises d'armes de juaristes qui avaient demandé amnistie; le brigandage est effréné. — N'ayant pas d'enfant, Maximilien confère, par décret, le titre de princesse à la fille d'Iturbide et le titre de prince aux deux petits-fils d'Iturbide, enfants élevés à Paris. Décret du 3 octobre

qui, considérant comme éteintes la république et la présidence de Juarez, défère aux tribunaux militaires tous les individus pris les armes à la main, pour qu'ils soient exécutés dans les 24 heures, s'ils sont reconnus coupables. Changement parmi les ministres. Ils sont Mexicains. Gardent leur influence le Belge Ekis, chef du cabinet de l'Empereur, l'abbé Domenech, aumônier de l'expédition française, de qui relève la presse. D'après le décret du 3 oct. jugement et exécution d'Arteaga et de Salazar pris dans le Michoacan par le colonel impérialiste Mendez (oct.); les Etats-Unis réclament auprès du gouvernement français contre ces violences. Juarez, qui n'est plus sur la terre mexicaine, par décret du 8 nov., déclare se perpétuer dans la présidence jusqu'à ce que puisse avoir lieu une nouvelle élection; le pouvoir qu'il s'attribue lui est contesté par celui qui présidait la cour suprême au temps de la république, Manuel Ruiz. Tiennent toujours Escobedo du côté de Matamoras à l'extrémité du nord-est, Corona au nord de Mazatlan, port gardé par les impérialistes. Regules dans le Michoacan, Porfirio Diaz dans le Guerrero, au sud de Mexico, à côté de l'Oaxaca où un de ses lieutenants Figueroa s'est soumis; des Autrichiens surtout lui sont opposés. — Décret ordonnant la conscription dans tous les départements. — Voyage de l'Impératrice vers l'Yucatan (nov.). — Un bureau de colonisation est sous la direction de l'émigré sudiste, le célèbre météorologiste F. Maury; on espère attirer des immigrants américains après les échecs de la cause du Sud. — Les dépenses de l'empire, pour cette année, ont été de 225 millions de francs; les revenus de 112; il en est dû à la France 225 pour ses frais de guerre. — Les Etats-Unis résistent à toutes les suggestions de la France leur demandant de reconnaître l'empereur, d'avoir envers lui une attitude amicale, de l'admettre seulement comme pou-

voir de fait. Ils se prononcent incessamment contre l'intervention armée d'étrangers qui ont établi un empereur, et les rendent responsables même des actes de sa politique intérieure (Dépêches de Seward, et de Bigelow ministre des Etats-Unis à Paris; dépêches de Drouyn de Lhuys et de Montheolon, ministre de France à Washington).

Grèce. — Un oncle du roi, le prince Jules, mal vu par le ministre, quitte Athènes (3 fév.). Le comte de Sponneck, bien plus détesté, reste comme conseiller intime jusqu'au début de décembre, où il part pour Trieste. Dans l'intervalle plusieurs changements de cabinet. C'est un cabinet Coumoundouros qui renouvelle la Chambre par des élections générales le 26 mai. Deligiorgis est président d'un cabinet formé sous l'influence de Bulgaris, mais sans lui; un cabinet Bulgaris dure dix jours (nov.); encore un cabinet Deligiorgis; puis (10 déc.) un cabinet Roufos, formé sous le patronage de Coumoundoros et de Bulgaris. Les trois puissances protectrices annoncent l'intention d'intervenir. — Brigandage impuni partout: un ancien député de Mégare est assassiné; un brigand qui a envahi la maison du rédacteur de l'*Épis*, et ses complices sont condamnés aux travaux forcés. — Etat déplorable des voies de communication; impôt spécial proposé pour les améliorer. — Esprit séditieux de l'armée. — Dettes publiques croissantes, au dedans et au dehors. Nécessité d'emprunts nouveaux. — Une église catholique est inaugurée à Athènes (1^{er} avril).

Haiti. — De mai à novembre, insurrection qui livre pour quelque temps le cap Haïtien au général Salmave. Salmave, en violant dans cette ville la demeure du consul anglais, brise sa fortune: les Anglais bombardent le Cap; il est réduit à s'enfuir. La place abandonnée se rend au président Geffard (nov.). — Sur

e territoire dominicain, les Espagnols avant de se retirer, rasent les fortifications de Monte-Christi et de Puerto-Plata. Le traité par lequel ils se désistent de leurs droits est promulgué (oct.) par le général Cabral, nommé protecteur de la république. Il y aura cinq provinces, ayant pour capitales Saint-Dominique, siège du gouvernement, Azna, Santiago, Puerto-Plata, Samana. L'assemblée Constituante porte à la présidence (nov.) le général Buonaventura Baez que le général Cabral va chercher à Curaçao, colonie hollandaise.

Italie et Rome. L'*encyclique* du 8 décembre et le *Syllabus* sont l'occasion de manifestations hostiles à Turin et à Naples (janvier). L'*encyclique* seule est autorisée à circuler (8 février), dans le royaume. L'évêque de Mondovi (Piémont), qui l'avait publiée sans autorisation, est condamné à trois mois de prison par le tribunal de cette ville. — Les monnaies du pape n'ont plus cours à partir du 26 janvier dans les anciennes provinces pontificales, annexées. — La question de la suppression des ordres religieux agite la Sicile où il y en a beaucoup; on voudrait qu'une partie des biens ecclésiastiques y fût assignée aux communes. — Conflits fréquents avec les évêques, pour la surveillance de leurs écoles et séminaires. Il y a 40 sièges épiscopaux vacants. Trois archevêques sont hors de leurs diocèses. — L'enquête parlementaire sur les désordres sanglants de Turin, du 21 septembre, à la Chambre des députés par le bon vouloir de Ratazzi et de l'ex-ministre Minghetti aboutit (23 janvier) à un ordre du jour conciliant. Au Sénat (février), on ajourne la discussion de pétitions irritantes à ce sujet, envoyées de Turin. — La convention de septembre, la translation prochaine de la capitale à Florence sont l'occasion de nouvelles démonstrations bruyantes et d'attroupements, à Tu-

n, du 25 au 31 janvier. Cialdini y est laissé pour commander le corps d'armée, quand le roi, 3 février, avec le président du conseil La Marmora va visiter Florence. — Une avance de 150 millions est faite à l'État (janvier) par la Société Italienne pour la vente des biens domaniaux; on émet aussitôt, pour représenter ce prêt, des obligations remboursables en 15 ans, qui donnent un intérêt de 9 1/2 pour cent. — La convention pour la vente des chemins de fer de l'État à la Compagnie des chemins Lombards est signée le 1^{er} février par le gouvernement avant la discussion par les Chambres. — Les députés commencent la discussion de deux lois importantes: le 28 janvier pour l'unification administrative, le 9 février pour l'unification judiciaire. La première est, en partie, le projet Rattazzi de 1859, avec tendances à donner plus de pouvoir aux préfets à côté desquels est une délégation permanente des conseils provinciaux; d'après la seconde, le mariage civil est établi, mais facultatif, le droit de tester est élargi, il n'y a pas de divorce: on maintient trois cours de cassation, à Turin, à Naples, à Palerme. Longues discussions sur la peine de mort, dont le ministre de la justice Vacca demande le maintien dans l'intérêt de la sûreté publique; un vote (15 mars) y substitue la réclusion cellulaire perpétuelle; le Code pénal voté en 1859 sera étendu à la Toscane. Le mariage civil combattu dans la seconde Chambre par D'On-des Reggio et Cantù passe même au Sénat (29 mars) avec les projets de loi. — Le Sénat repousse l'article qui abolit la peine de mort (avril). — Le roi trouve bon accueil à Turin quand il y revient le 23 février, et le 20 mars; dans l'intervalle il décrète, le 26 février, amnistie pour les événements du 20-21 sept. Il va à Milan, le 1^{er} mars, puis à Florence. — La loi proposée sur les chemins de fer, dont le ministre des finances Sella, très-violemment attaqué, fait une question de cabinet, comprend, ou-

tre la vente des chemins de l'État à la Compagnie des chemins Lombards, la réorganisation du réseau de la Compagnie des romains, qui aura tout le littoral de la Méditerranée de Naples à la frontière française, et la révision du traité de 1862, qui a constitué la Compagnie des méridionaux, à laquelle passera la ligne d'Ancône à Bologne. Éléments très-divers parmi les opposants; les députés le votent le 12 avril. Dans les projets financiers du ministre Sella, figurent des augmentations sur l'enregistrement et le timbre, que la commission lui refuse; la suppression des franchises de port de Livourne, Ancône, Messine, qu'on ajourne; un emprunt de 425 millions voté le 25 avril; la suppression des corporations religieuses, objet de milliers de pétitions en sens contraire, qu'on discute à part de la question des biens ecclésiastiques, et que les députés votent le 27. Mais avant que cette question de suppression arrive au Sénat, le projet est retiré le 28, par le gouvernement, qui entreprend à ce moment de négocier avec Rome au sujet des évêchés vacants. Les députés, le 28, dans leur dernière séance à Turin, votent, sur la proposition de Mancini, que Turin a bien mérité de la patrie; il y aura même vote au Sénat, le 16 mai, dernier jour de la session. Le Sénat, le 29 avril, repousse l'article du projet de loi sur le recrutement de l'armée, que les députés avaient voté pour retirer l'exemption du service militaire aux jeunes gens qui se destinent à l'état ecclésiastique. Il ne fait pas obstacle aux autres projets de loi. — La législature, ouverte le 18 février 1861 avec des députés représentant pour la première fois l'Italie entière, a presque épuisé son mandat légal quand, les Chambres devant quitter Turin, de nouvelles élections générales sont inévitables. Elle a fait beaucoup pour l'œuvre nationale. — D'après une circulaire de M. Lanza, ministre de l'intérieur, à propos de la loi sur la suppression des cou-

vents réservée pour la prochaine session (2 mai), le gouvernement, dans les négociations engagées avec Rome en vue de pourvoir aux sièges épiscopaux vacants, sauvegarde les lois et les droits de l'Etat et les prérogatives de la Couronne, et réserve les questions politiques. C'est pourquoi elles n'aboutissent pas, le pape se refusant à ce que les évêques prêtent le serment constitutionnel : elles ont duré du 21 avril au 22 juin entre le commandeur Vegezzi et le cardinal Antonelli. Dans des meetings à Palerme, à Messine, à Turin, on repousse toute idée d'accord avec le Saint-Siège. — Depuis la fin d'avril, à Florence, commencent à s'installer, dans les édifices historiques, palais et musées, les administrations du royaume. Grande fête nationale où sont conviés même des étrangers pour l'anniversaire séculaire de la naissance du Dante, 15 mai 1265; le roi, le 13, y inaugure aussi une Exposition. — Succès national de la souscription à l'emprunt, du 17 au 20 mai; le gouvernement demande 160 millions sur les 425 millions dont l'autorisation a été votée. Le 20, la Compagnie lombarde prend possession des chemins de fer qui lui sont vendus par l'Etat. L'impôt sur la richesse mobilière sera l'occasion de désordres à Brescia, le 30 août. — Ouverture de lignes ferrées, en janvier de Turin à Bari, le 24 mai de Bari à Brindisi : ce qui assure les communications jusqu'à Turin. On projette de relier par le Simplon d'Arona à Sion, pour aller jusqu'à Calais. En face de Plaisance inauguration, 3 juin, d'un pont de chemin de fer sur le Pô; le 14 mai, à travers le Montferrat, voie ferrée de Cavalier Maggiore à Alexandrie, avec pont sur le Tanaro, construite sans aucune intervention de l'Etat. — Sur le territoire pontifical, ouverture (1^{er} avril) du chemin qui mène de Rome à Corese, ancienne Cures. — Le royaume d'Italie est reconnu sans condition par l'Espagne, malgré l'opposi-

tion de l'ambassadeur de Madrid à Paris M. Mon ; les présentations diplomatiques ont lieu le 4 août et le 18 septembre. — Le pape ne permet pas (août) que Victor-Emmanuel, roi excommunié, soit le parrain de son petit-fils né du roi de Portugal. — Dislocation du cabinet : le 10 août se retirent, le ministre de grâce et de justice; le 28, le ministre de l'Intérieur Lanza, à la suite de l'approbation donnée à une circulaire imprudente du ministre de la guerre qui exigeait en principe l'obéissance passive des officiers. Lanza est remplacé provisoirement par le ministre de l'Instruction publique, le baron de Natoli, qui a témoigné son hostilité au clergé en fermant beaucoup de séminaires surtout dans les provinces napolitaines, en en faisant des lycées ou gymnases. — Le choléra sévit à l'est et au sud. — L'état général s'obscurcit au moment des élections décrétées le 7 septembre pour renouveler le Parlement; les élections des 443 députés sont fixées au 22 oct., la convocation au 15 nov. On s'inquiète déjà du projet prêté au ministre des finances de mettre un impôt sur la mouture des grains, et d'augmenter l'impôt sur la richesse mobilière; le déficit prévu pour 1866 s'élevant presque à 280 millions. Le ministre Natoli promet les lois sur la suppression des corporations religieuses et sur la réorganisation des biens ecclésiastiques. Sont en présence deux programmes politiques, le programme de réconciliation et de recueillement de M. Azeglio, le programme d'action de M. San-Martino, qui avec la gauche voudrait Rome et Venise. Les manifestations n'étant pas empêchées pour l'anniversaire des 20-21 septembre 1864 à Turin, pas de trouble grave. — Nomination de 32 nouveaux sénateurs. — Suivant la Convention de septembre 1864, les troupes françaises quittent Frosinone et Velletri; c'est aux troupes pontificales à réprimer le brigandage aux frontières. — A Rome le ministère de la guerre passe des mains de Mgr de

Mérode à un général étranger, Kanitzler. — Aux élections générales du 22 octobre, le nombre des électeurs, qui était de 394 000, est accru par l'application de la nouvelle loi sur la richesse mobilière puisqu'on est électeur en payant 40 francs d'impôt; peu d'empressement à voter; le parti de l'ancien ministère Minghetti, la consorteria piémontaise, n'est pas en majorité; progrès de la gauche; Garibaldi passe à Naples; Mazzini, à Gênes, ne manque que de quelques voix. — Le gouvernement commet la faute, après un contrat conclu (11 oct.) avec les banques de Toscane et de Sardaigne pour constituer la Banque d'Italie au capital de 100 millions, de la charger du service de la Trésorerie avant que les Chambres aient pu en décider (nov.). — Le roi va visiter les cholériques à Naples (11 nov.). — Il inaugure en personne le Parlement à Florence (18 nov.) Les députés siègent dans la salle des Cinq-Cents; un avocat, Mari, est élu président (6 déc.), contre Mordini, candidat de la gauche. Dès le 13 est présenté le projet ministériel pour la suppression des corporations religieuses, et annoncé un projet d'impôt sur la mouture, le déficit de 1866 s'élevant à 265 millions. Le 14, cesse l'interim que faisait à l'intérieur le ministre de l'Instruction publique Natoli; ce portefeuille est donné à M. Chiaves. Le 19, le cabinet s'effondre sur un ordre du jour Boggio à propos du service de la trésorerie confié à la Banque sans que les Chambres eussent été consultées: on lui reproche les plans financiers de Sella, la rudesse quelquefois peu parlementaire de La Marmora, les négociations engagées avec Rome. — Le trimestre provisoire du budget pour 1866 est voté — La loi Pica relative à la répression du brigandage ne sera pas prorogée, quoiqu'il existe encore dans les provinces du midi où agit le général Pallavicini et autour du territoire pontifical, où l'administration romaine se efforce de suffire à mesure que se retirent les troupes

françaises: pour cette œuvre de sécurité les autorités pontificales n'ont pas confiance dans les autorités italiennes. — La Chambre s'ajourne au 15 janvier. — Le nouveau cabinet (3 déc.) a encore pour président La Marmora; Chiaves reste aussi à l'intérieur: Sella aux finances est remplacé par un économiste napolitain, le sénateur Scialoja; Pettinengo est à la guerre, Jacini aux travaux publics, Berti à l'Instruction publique. — Le 31 décembre est signé à Berlin le traité avec le Zollverein, ce qui implique la reconnaissance du royaume d'Italie par tous les Etats allemands. — Négociations, sans effet, de l'Autriche pour renouer des relations commerciales, mais seulement avec quelques-unes des provinces italiennes. — Des princes dépossédés essayent, par l'Intermédiaire de la France, de se faire rendre leurs biens privés. — Le parti libéral perd le marquis Tupperi, commandant de la garde nationale à Naples (janvier), le sénateur Ridolfi de Florence (février). Mort du général Fantin (avril), de l'économiste napolitain Manna, qui a été ministre (juil). — Formation d'une Société de crédit foncier par la réunion de trois établissements de crédit de Naples, Milan, et Sienne; du crédit immobilier des communes et des provinces à Turin. — A Rome crise monétaire (déc.); taxe de réduction du prix du pain et de la viande.

Japon. — Les ministres de France, d'Angleterre, des Pays-Bas, des Etats-Unis, par un memorandum du 30 octobre, pressent le taïcoun résidant à Yeddo d'obtenir enfin du Mikado résidant à Miako ou Kioto, la sanction des traités conclus depuis 1854. Ils se rendent, chacun avec un navire de sa nation, à Hiogo, qui sert de port à Osaka. Ils demandent l'ouverture anticipée de ce port, et la révision des tarifs douaniers. Le Taïcoun ne peut leur obtenir cette sanction, qu'en intimidant et arrêtant quelques-uns des Daimios les plus

hostiles aux étrangers. Les ministres retournent à Yokohama.

Portugal. — Le ministère change plusieurs fois en six mois (mars-août), faute de majorité solide dans les Cortès : le duc de Loulé, le marquis sa Da Bandeira, le vicomte de Castro sont tour à tour chefs de cabinet. — Exposition universelle d'industrie à Oporto inaugurée (18 sept.) par le roi, qui a étudié surtout la marine et l'artillerie; plus de 3000 exposants, dont 2366 portugais, 499 français, 107 anglais. — Un projet de loi pour l'abolition de l'esclavage aux colonies a été annoncé dans le discours royal du 1^{er} août. — Le roi et la reine partent de Lisbonne (4 oct.) escortés de l'escadre cuirassée de France pour un long et lointain voyage; le roi va par Biarritz à Bruxelles, en Italie; de là à Londres et à Windsor; à Bruxelles de nouveau où il assiste aux funérailles du roi Léopold parent de son père; revient par Paris, Madrid (28 déc.) en Portugal. — Les Cortès ouvertes par le régent (nov.) discutent la réforme de la législation civile et l'élaboration d'un Code; le duc de Saldanha est hostile au mariage civil. Les députés votent le projet qui affranchit de tous droits le commerce des vins sur le Douro (26 nov.).

Russie et Pologne. — Il n'y a plus de mouvements militaires en Pologne. Un des premiers chefs de l'insurrection, Langiewicz, mis enfin en liberté par les Autrichiens (20 février), quitte Josephstadt forteresse de Bohême, se rend en Suisse. — Le plan de réorganisation du royaume de Pologne, arrêté à Saint-Petersbourg où siège un comité spécial présidé par le prince Paul Gagarine, ne fait plus des diverses branches de l'administration du royaume que des divisions de chacun des ministères établis à Saint-Petersbourg, même pour les finances; Varsovie n'a plus le titre de capitale. Le budget pour le royaume est signé par le prince

Paul Gagarine. Le comité constituant qui siège à Varsovie a son budget particulier où figurent les dépenses et les recettes provenant de la mise à exécution des ukases du 2 mars 1861, sur la transformation de la propriété territoriale, au profit des paysans. Le directeur à Varsovie de l'intérieur et des cultes, le prince Tcherkaski d'origine Tartare, très-hostile au latinisme, est un des plus ardents instruments du parti ultra-moscovite, sous l'inspiration de M. Milutine, chargé à Saint-Petersbourg des affaires de Pologne. Le général Mouravieff du même parti, est remplacé (fin d'avril) dans le gouvernement général de Lithuanie, par le général Kaufman, directeur de la chancellerie du ministère de la guerre à Saint-Petersbourg. — L'assemblée provinciale de la noblesse de Moscou ayant, par une adresse que votent 270 voix contre 37, demandé la convocation d'une assemblée générale élue par la nation pour discuter les besoins communs de l'empire (22 janvier), est dissoute le 29 après décision du Sénat dirigeant, ses votes et décisions sont annulés; le comte Orloff Davidoff qui a présenté l'adresse au czar est condamné à deux mois de prison, par la première instance criminelle. — Loi sur la presse (avril), régime administratif comme en France; après trois avertissements, suspension temporaire des journaux; pour que la suspension soit définitive, il faut la décision du Sénat dirigeant. — L'impératrice passe l'hiver à Nice. Elle y perd le grand-duc héritier Nicolas, âgé de 23 ans (24 avril). — Emission de 12 millions de roubles de bons du Trésor, afin de couvrir le déficit prévu pour 1865 (décret de juin). — Une Société de crédit foncier se constitue, avec le droit d'émettre des lettres de gage et des métalliques à 5 pour cent. — Décret du 13 juin, aussi rigoureux que celui qui provoqua l'insurrection en 1863, pour la levée en Pologne, du 6 nov. au 7 déc., de 5 hommes par 1000, et, en outre, pour l'arriéré, de 1 1/2

par 1000; promesse d'une prime (sept.) pour chaque réfractaire ou déserteur livré à l'autorité. — Dans la province de Kief, emploi de la langue russe pour l'enseignement, dans les écoles, de la religion catholique. — Le vicaire général, qui administre en l'absence de l'archevêque de Varsovie Felinski, interné depuis deux ans à Jaroslav, est enlevé de nuit (27 octobre), pour être interné à Astrakhan. Défense aux évêques Polonais d'aller à Varsovie. Pendant le recrutement militaire à Varsovie depuis le 6 nov., ne peuvent en sortir les jeunes gens, les chrétiens de 20 à 25 ans, les israélites de 20 à 27 ans. — On exécute à Kazan (23 oct.) après sentence de cour martiale, un lieutenant d'infanterie d'origine polonaise pour un complot découvert à Kazan en 1863. — Par décret de novembre, on lèvera, du 1^{er} janv. au 16 février 1866, 4 hommes par 1000. L'armée est réduite, ainsi que le budget militaire. — Démonstration pacifique d'une flotte cuirassée, encore peu considérable, à Stockholm et à Copenhague, 9 et 20 août. — Pour les neuf gouvernements des provinces occidentales, anciennes provinces polonaises en dehors du royaume, interdiction (22 déc.) aux individus de race polonaise d'acquérir dorénavant une propriété foncière autrement que par la voie de l'héritage légal; et obligation, pour ceux qui auront été déportés, de vendre leurs biens. — En Pologne, un décret du 26 déc. réorganise le clergé séculier catholique romain, en faisant de ses membres des fonctionnaires rétribués, et en lui enlevant ses biens. Le pape qui, dans l'allocation du 29 oct., se plaint des persécutions de l'Eglise en Pologne, dans l'audience habituelle de Noël (27 déc.), renouvelle l'expression de ces plaintes à l'ambassadeur russe, qui de son côté reproche aux catholiques leur esprit de révolte. — Progrès militaire dans le Turkestan; il ne reste plus au khan de Khokand que sa capitale;

Taschkend est prise le 28 juin, même Samarcande; l'émir de Bokhara, menacé, accepte la lutte, en fait une guerre sainte. — Stations télégraphiques de Tiflis, Erivan, Nakhtchevan, ouvertes entre la Russie et la Perse (24 mars). — Emigration de Tchetchens du Caucase que des officiers russes conduisent sur les terres de l'empire turc (mal). — Des fièvres épidémiques se répandent de la Sibirie au nord de la Russie (mars-avril). Le choléra au sud-ouest du Caucase (sept.). Par Odessa, depuis le 6 août, il gagne les provinces du Sud.

Suède et Norvège. — En Suède, les partisans de la réforme parlementaire, qui avait passé péniblement en première lecture en 1863, en attendant le retour triennal de la session qui n'aura lieu qu'en octobre, y travaillent par des meetings, des adresses, des brochures. Le projet de réorganisation est offert aux discussions des Chambres dans le discours du trône (fin d'oct.); il n'y aurait plus 4 ordres, mais 2 Chambres ayant session annuelle; est maintenu l'ancien principe qu'on ne pourra être représentant que si on appartient à l'Eglise officielle; le synode général ecclésiastique garde tout pouvoir sur les lois. Dans beaucoup de villes, adresses et députations au roi pour obtenir la réforme; agitation du parti libéral, sans désordre; dans une réunion de nobles à Stockholm, le ministre de la justice, baron de Geer, se prononce avec énergie pour la suppression des ordres. Les deux ordres des paysans et des bourgeois votent la réforme facilement. L'ordre du clergé attend la résolution de celui de la noblesse. Dans l'ordre de la noblesse, 710 familles ont leur représentant qui prennent part aux discussions et au vote (4-7 déc.); grand nombre de discours; enfin 391 approuvent contre 294. Le lendemain 8, le clergé accepte la réforme par acclamation. Ovations faites au roi et aux minis-

tres baron de Geer, comte de Manderstroem, baron de Gripenstedt. — Le traité de commerce avec la France est mieux accueilli en Norvège qu'en Suède.

Suisse. — Projet de révision de la constitution fédérale. — Au sujet du traité de commerce avec la France, comme il doit y avoir dans les deux pays égalité de droits sans distinction de religion, le conseil fédéral invite les cantons où les Israélites n'ont pas l'exercice de tous les droits à reviser sur ce point leur constitution intérieure; Bâle-Campagne s'y oppose seul. — A Genève, les élections pour le renouvellement du conseil d'Etat sont favorables aux indépendants, ennemis de la démagogie (12 nov.).

Turquie. — Un conseil privé, composé des chefs des départements ministériels et des administrations, doit se réunir chaque semaine sous la présidence du sultan (19 avril). Le grand-livre de la dette publique est créé; toutes les dettes intérieures y sont inscrites. Elles sont garanties sur les revenus généraux de l'Empire; ces titres de dette deviennent de négociation plus facile sur tous les marchés de l'Europe. — Le choléra répandu par les pèlerins qui reviennent de la Mecque sévit, en même temps qu'en Perse, dans l'Empire Turc, à Bagdad, à Smyrne, à Alexandrie, même près du Liban, à Constantinople où, depuis juillet, il enlève 35 000 personnes en 70 jours. — Grande mortalité parmi les bestiaux. — En sept. à Constantinople, violent incendie qui atteint 2500 maisons, mosquées, etc. — Le projet du gouvernement d'y prendre les biens des mosquées rencontre l'opposition des Ulémas. A défaut de ces ressources, il emprunte à 12 pour cent (oct.) — Dans le Liban, le gouverneur général chrétien Daoud-Pacha, qui réside à Deir-el-Kamar, obtient l'extension de ses pouvoirs, et des forces militaires, composées de cosa-

ques turcs, avec lesquelles il contient les insurgés maronites. Joseph Karam, de retour, essaye de soulever le Kesrowan. — L'Herzégovine, après quelques troubles, est pacifiée (5 juin). — Le prince Nicolas du Montenegro, qu'accompagne le colonel Zega, un Slave du sud, se rend par Trieste à Vienne (mai), paraît rechercher l'amitié de l'Autriche. — Beaucoup de chrétiens de Bosnie émigrent en Autriche et en Serbie. — En Serbie, grandes fêtes à Belgrade (juin) pour célébrer le 50^e anniversaire de l'indépendance, sous les canons de la citadelle Turque. Convention avec la Porte (sept.) qui, moyennant une indemnité, renonce à tout ce qu'elle possédait en dehors des limites de cette forteresse. Divorce du prince Michel, mal accueilli. — En Roumanie, pendant quelque temps le prince Couza obtient tous les votes qu'il désire, le 16 janvier l'approbation des actes du 14 mai et au delà, le 1^{er} février le droit de nommer les métropolitains et les évêques, et, malgré un changement de cabinet, le 16 février, un emprunt pour couvrir intégralement l'indemnité destinée aux couvents dédiés qu'il se propose de supprimer. Les évêques grecs de l'empire Turc protestent contre ce projet (mai-juin). Quand le prince veut appliquer aux dépenses de l'Etat une partie de l'emprunt voté pour indemniser les couvents, nouvelle crise ministérielle (26 juin). Pendant deux mois qu'il parcourt des villes d'eaux, des émeutes à Jassy, à Craiova, à Bucharest, surtout à cause des impôts; on les attribue à des machinations secrètes du gouvernement. Ouvrant les chambres en personne à Bucharest le 17 déc., il constate les bonnes relations avec la Porte, troublées un instant à propos de la possession des îles du delta du Danube, réclamée pour la Moldavie, et des tributs arriérés depuis douze ans; il accorde à la seconde chambre le droit d'interpellation. Une banque d'escompte a été créée par des maisons de Paris et de

Londres. — En Egypte, depuis le 1^{er} janvier, service journalier de batelage de Port Saïd à Suez, en suivant le canal d'eau douce d'Ismailia à Suez ; une cargaison de houille, le 15 août, transite d'une mer à l'autre ; en déc. une goëlette fait le trajet jusqu'à Suez, par le canal maritime et le canal d'eau douce. L'Angleterre trouve trop considérable la concession promise à la Compagnie du canal, par la sentence arbitrale de la France du 6 juillet 1864, de 23 000 hectares de terres comme annexe indispensable de l'entreprise ; or la Compagnie en avait d'abord 133 000. Pour cette détermination de terrains, la sanction du sultan sera nécessaire. Au nom du vice-roi, 8000 indigènes sont employés pour assurer au canal d'eau douce une alimentation plus abondante. Pendant le choléra à Alexandrie (juin), le vice-roi et sa maison n'y restent pas. — A Tunis, amnistie générale pour tous les faits d'insurrection de 1864 (oct.).

Questions internationales.

— Conférence internationale à Paris, de délégués de 17 Etats, même de l'Amérique et de l'Océanie (2 mars-13 avril), pour établir un système de communications et de tarifs télégraphiques. Convention du 17 mai. — Communication télégraphique des Indes avec l'Europe par Constantinople et par Alexandrie. — Projet de ligne télégraphique entre les Etats-Unis et la Sibérie Russe pour faire communiquer New-York et Saint-Petersbourg. — Conférence à Paris (nov.) entre la France, la Belgique, l'Italie (non le Pape), la Suisse, qui auront, à partir du 1^{er} août 1866, une même inonnale divisionnaire d'argent au titre de 835/1000^e de fin. — La France, l'Autriche, la Grande-Bretagne, l'Italie, la Prusse, la Russie, la Turquie, réglent à Galatz (2 nov.) la navigation des bouches du Danube. — Dix Etats d'Europe prennent l'entretien du phare du cap Spartel, à l'ouest de Tanger, qu'a

construit le Maroc (31 mai). — Nouvel essai des Anglais (juillet) pour établir une communication télégraphique directe à travers l'Atlantique par Valentia (Irlande) et la baie de la Trinité (Terre-Neuve). Le câble est à bord du *Great-Eastern*. Il se rompt après huit jours de réussite (2 août). — Le congrès des étudiants, à Liège (30, 31 oct., 1^{er} nov.), et leur meeting, à Bruxelles, le 3 nov., surexcitent les passions révolutionnaires ; des Français y glorifient la terreur et le drapeau rouge, outragent la religion, font appel à la guerre civile.

1866.

Allemagne, Autriche, France, Italie et Prusse. — D'après la convention de Gastein, la Prusse s'étant attribué l'administration du Schleswig, l'Autriche celle du Holstein, mais en maintenant la condominium, toute velléité de réunion des duchés en faveur du prétendant, le duc d'Augustenbourg, au moyen de meetings à Altona, à Kiel, où on demande la convocation des Etats, est rigoureusement réprimée par la Prusse, mollement encouragée par l'Autriche. Elles s'accusent l'une l'autre (janvier-février). Dès le 28 février, à Berlin, où les chambres, tenues en bride par le ministère, sont closes depuis cinq jours, dans les conseils secrets de la couronne, on avise à la guerre comme imminente ; à Vienne où l'entente constitutionnelle avec la Hongrie est à peine ébauchée, la question aussi est agitée. Le 2 mars, la Prusse avoue son désir de s'incorporer les duchés. Une ordonnance prussienne du 11 mars, qui s'applique au Holstein aussi bien qu'au Schleswig, est un défi jeté à l'Autriche. Le 13, l'Autriche commence à armer ; les armements de la Prusse commencés peu après sont bien plus actifs. Par une circulaire du 24 mars aux cours allemandes et par une proposition à la Diète de Francfort le 9 avril, elle réclame une

éforme fédérale immédiate qui lui donne la parité complète avec l'Autriche et qui appelle une assemblée du peuple allemand issue d'élections directes dans chaque Etat. La Bavière, la Saxe-Royale et Saxe-Weimar ne veulent pas suivre la Prusse dans la voie des armes. L'Autriche, le 31 mars, témoigne aussi de son respect pour le vieux pacte fédéral dont elle n'avait pas tenu compte dans les traités de Vienne et de Gastein, concernant les duchés. En Prusse, le gouvernement étouffe tant qu'il peut les manifestations favorables au maintien de la paix, qui sont nombreuses, même à Berlin. Conférences impuissantes des ministres des Etats moyens de l'Allemagne à Augsbourg (avril), à Bamberg (mai). Notes échangées (avril) entre les deux puissances au sujet d'un désarmement réciproque. L'Autriche ne peut rester désarmée devant l'attitude hostile de l'Italie. Dès le 9 mars une dépêche secrète de La Marmora a recommandé la mission du général Govone à Berlin pour préparer une alliance militaire en vue de la conquête de la Vénétie; alliées et venues de Govone, de Berlin à Florence. Le traité secret est du 27 mars : le jour où est donné l'ordre d'élever l'effectif des divisions placées sur la frontière Austro-Saxonne et d'armer les forteresses de Silésie. Vive émotion à Venise (20-21 avril) quand l'Autriche en fait enlever les jeunes gens appelés par le recrutement. Le 22, l'Autriche appelle toutes les classes de la réserve. L'Italie se met hâtivement sur le pied de guerre; ses préparatifs sont insuffisants; le 26, l'archiduc Albert prend le commandement à Vérone. Tous les Etats allemands, sentant l'impuissance de la Diète, surtout la Saxe-Royale (ministre de Beust) menacée par les armements de la Prusse, arment, mobilisent leurs troupes, la landwehr est levée partout. L'offre faite par l'Autriche de se servir de la Diète pour résoudre la question des duchés est rejetée par la Prusse

(*Moniteur Prussien* du 3 mai). Du 24 avril au 7 mai, la Prusse met sur le pied de guerre et mobilise cinq corps d'armée, puis quatre autres : la concentration des troupes commence le 19 mai. La Diète, par un vote du 9 mai (10 votes contre 5) condamne vainement le projet de guerre entre deux membres de la Confédération. Sur plusieurs points du Rhin (mai et début de juin), manifestations contre la pensée prêtée à la France de s'agrandir en profitant de la guerre austro-prussienne qu'elle n'empêche pas. Il est bruit (20-25 mai) d'un projet de conférence à Paris, par l'entente des puissances neutres, la France, l'Angleterre, la Russie; mais comme l'Autriche serait seule invitée à faire des sacrifices de territoire (Vénétie) dans l'intérêt de la sécurité et de la consolidation du royaume d'Italie, par suite de ses réserves du 28 mai, il n'y aura pas de conférence, d'autant que l'Autriche demande (1^{er} juin) que Rome y soit représentée comme souveraineté temporelle. Le congrès des députés allemands réuni à Francfort le 20 mai se prononce à la fois pour la paix et la convocation d'un parlement allemand. Les souverains de Wurtemberg, de Bavière, de Saxe-Royale ouvrant les chambres (23, 26, 28 mai), annoncent la mobilisation de leurs armées comme une nécessité imposée par l'ambition de la Prusse. Le grand-duc de Mecklembourg, le duc de Cobourg, une partie de la population et les chambres, non les souverains du Hanovre et de la Hesse-Electorale, tiennent pour elle. Le gouvernement de Bade, dont le grand-duc est gendre du roi Guillaume, reste uni aux rois qui ne la soutiennent pas. Le 1^{er} juin, déclarations de l'Autriche et de la Prusse devant la Diète; elles rejettent l'une sur l'autre la responsabilité des armements. L'Autriche, ne tenant plus compte du condominium, demande à la Diète de décider la question des duchés (le 1^{er} juin), et annonce qu'elle va conquérir les

Etats du Holstein; le 5, elle fixe cette convocation au 11. Le 7, les troupes prussiennes du Schleswig (général de Manteuffel) entrent dans le Holstein, où les troupes Autrichiennes (général de Gablentz) ne feront nulle résistance : ce qui rend impossible la réunion des Etats le 11 à Itzehoe. Les Autrichiens se retirent par le Hanovre, le pays de Cassel, Francfort, où on n'est pas pour la Prusse. — Le 4 juin, le général de Govone quitte Berlin pour Florence. Le 6, une déclaration de Kossuth, datée de Turin, invite les Hongrois à se tenir prêts contre l'Autriche; il se rend peu après à Florence. Le plan de campagne Prussien d'après lequel les Italiens doivent tourner le quadrilatère de la Vénétie autrichienne est exposé à La Marmora, dès le 6; le 13, il est invité par la Prusse à se concerter avec le comité d'insurrection hongroise. Depuis le 12, les ambassadeurs sont rappelés ou renvoyés de part et d'autre, à Berlin, à Vienne. Le 12, est publiée la dépêche Prussienne du 10, qui pose les bases de la nouvelle constitution fédérale, avec exclusion de l'Autriche; il y aura, à côté de la Diète, une représentation nationale directe; la marine de guerre sera sous la direction de la Prusse; il y aura deux armées de terre, celle du nord commandée par la Prusse, celle du sud par la Bavière. Le 12, la Prusse déclare qu'elle considérera comme ennemis les gouvernements allemands qui voteront la mobilisation de l'armée fédérale demandée par l'Autriche. Ce vote a lieu, le 14, à Francfort, par 9 voix contre 5. Les 5 pour la Prusse, qui elle-même ne vote pas, sont le Luxembourg, les duchés de Saxe moins Meiningen, Mecklembourg, Oldenbourg, la 15^e curie et la 17^e curie, composée des villes libres moins Francfort. La Prusse déclare sortir de la Confédération en même temps qu'elle réclame la convocation du parlement allemand; le 15, son ultimatum adressé aux gou-

vernements de Saxe-Royale, de Hesse-Electorale et de Hanovre, auxquels n'est garanti le maintien de leur intégrité territoriale et de leur souveraineté que s'ils sont complètement neutres. — Sur leur réponse négative, la campagne prussienne commence contre eux en même temps que contre l'Autriche qui prétend être l'épée de la Diète. Les contingents fédéraux, qui doivent combattre pour l'Autriche, sont loin d'être dans la proportion que suppose le vote du 14, 9 contre 5. Ils ne lui fournissent pas un seul chef de guerre utile. Fuite précipitée de la famille royale de Saxe sur la route de Vienne; énergie impuissante de la cour de Hanovre; les troupes de la Hesse-Electorale sont sous les ordres du neveu et héritier du landgrave-électeur, marié à une princesse de Prusse. Les capitales du Hanovre et de la Saxe-Royale sont occupées par les Prussiens avant que la Prusse et l'Italie publient (le 19 juin) leur déclaration de guerre contre l'Autriche, datée du 18. Le manifeste du roi de Prusse à son peuple qu'il a préparé de longue main pour un grand développement de puissance, invite l'Allemagne à se reconstituer dans l'intérêt de sa sécurité et de sa grandeur. Le manifeste de Victor-Emmanuel est une déclamation contre l'Autriche, il l'accuse d'avoir troublé l'œuvre pacifique de réorganisation du royaume; il ne dit mot de l'alliance avec la Prusse, qui, par une note du 17, lui a tracé de nouveau le plan à suivre avec le concours du comité insurrectionnel de Hongrie. L'Italie et l'Autriche ont de misérables finances; elles sont réduites à des emprunts et au cours forcé des billets. La perturbation sera moindre en Prusse. L'Autriche a sous Benedek environ 360 000 hommes, 6 corps d'armée que l'on croit redoutables au moins par la cavalerie. Ils seront réduits à ne pas dépasser la Bohême. Les 7^e et 8^e corps, l'un de Bava- rois, l'autre de troupes de Wurtemberg,

le Bade, de Hesse et de Nassau manquent d'organisation suffisante et ne bougent pas. La rapidité avec laquelle la Prusse a couvert de troupes en utilisant les chemins de fer sans trouver de résistance, la Prusse-Royale, le Hanovre, même la partie maritime, la Hesse dont l'élécteur est pris, entraîne les autres États du nord et du centre, excepté Nassau et Francfort où siège la Diète, les uns à être neutres, les autres à lui fournir leurs contingents. Elles exigent sur toute terre ennemie de fortes contributions de guerre et l'abondantes réquisitions. — Le prince Frédéric-Charles neveu du roi, homme d'action supérieur, et le prince royal de Prusse vont réaliser en Bohême les plans du roi, de Bismark, de Moltke, et de Roon. Aucun service ne manque : approvisionnements, munitions, télégraphie militaire, secours aux blessés. — Victor-Emmanuel, comme le roi Guillaume, prend le commandement en chef, avec La Marmora comme chef d'état-major : 4 corps d'armée, sous Durando, Cucchiari, Della Rocca, Cialdini, s'échelonnent au nord et au nord-est de la Haute-Italie, avec la pensée d'envahir et de pousser à l'insurrection la Vénétie et le Tyrol; Garibaldi, à Côme, commande les volontaires mal équipés, mal armés. La nation accueille avec enthousiasme la déclaration de guerre portée au Sénat, le 20, par le nouveau ministre de l'intérieur Ricasoli; le 21 le roi part de Florence pour l'armée. La session finit pour les députés le 22, pour le sénat le 23. — Dès que le Mincio est franchi près de Golto, le 1^{er} corps (Durando) avec deux divisions du 8^e corps (divisions du prince Humbert et de Bixio) est engagé, avec trop peu de connaissance des positions de l'archiduc Albert, dans une action sanglante et malheureuse à Custoza, le 24 juin. A cause de cette défaite, le corps Cialdini, qui devait agir le 25 au delà de Ferrare, se replie. Les Autrichiens enta-

ment la haute Valteline Italienne, et gardent les abords du Tyrol contre les Garibaldiens. Le vainqueur n'ose pas avancer à cause des événements de la Bohême. — Le 23 juin, la 2^e armée prussienne, de Silésie, sous le prince royal, par Neisse, aborde la Silésie autrichienne et fait l'épreuve de ses fusils à aiguille, à tir long et très-rapide, sur un régiment de hussards; le 24, la 1^{re} armée prussienne, sous Frédéric-Charles, de Saxe, entre en Bohême par Reichenberg au sud-est de Zittau. Les points de jonction des chemins de fer, les stations importantes d'où l'Autriche pourrait faire rayonner des troupes, sont l'objet de vives attaques des deux armées prussiennes, qui tendent à se réunir pour courir sur Prague. Combats de chaque jour du 26 au 29 : d'abord par la 1^{re} armée venue de Saxe, à Turnau et à Munchengratz, par la 2^e armée venue de Silésie à Nachod, à Trautenau; puis le 29, par le prince Frédéric-Charles à Gitschin au delà de Munchengratz vers Kzoeniggratz, où tout le 1^{er} corps autrichien (Clam-Gallas), la brigade Kalik et l'armée Saxonne auxiliaire font des pertes aussi cruelles en soldats tués, pris, blessés, que le 10^e corps (de Gablentz) frappé à Trautenau. L'armée autrichienne n'a déjà plus de cohésion. Elle a eu sa cavalerie même très-durement atteinte. Les deux armées envahissantes sont en communication, et à proximité l'une de l'autre au-dessus de Josephstadt. Le roi Guillaume est de sa personne à Gitschin le 2 juillet. Le 3, il est présent, dès le matin, à l'action décisive qui dure huit heures, à Sadowa, à deux milles au nord-ouest de Koenigsgratz, entre l'Elbe et la Bistrutz, engagée par Benedek, d'abord seulement contre Frédéric-Charles, commune aussi au prince Royal qui est entré en ligne au prix des plus grands efforts. De part et d'autre plus de 200 000 hommes : 672 canons rayés autrichiens; la plus grande partie des canons prussiens

étaient à âme lisse. Les Saxons aux prises avec le 8^e corps prussien (Herwath) partagent le désastre des Autrichiens qui perdent 60 000 hommes tués, beaucoup d'officiers blessés, ou pris ou en pleine déroute; les vainqueurs recueillent 14 000 prisonniers non blessés, 130 canons, 400 chariots remplis de munitions. Retraite des vaincus vers Pardubitz qui relie les chemins de fer de Prague et d'Olmütz; on craint pour Vienne. — L'Autriche n'a rien à espérer de ses alliés d'Allemagne. L'armée Hanovrienne, après des négociations conduites de la part de ses chefs avec duplicité, a capitulé le 29 juin, malgré son succès de Langensalza au nord de Gotha le 27; celles du sud n'agissent presque pas, la Bavière moins que les deux Hesse; le prétendant aux duchés de l'Elbe, le duc d'Augustenbourg, s'est retiré à Vienne; le roi de Saxe à Iglau en Moravie; Mayence et Francfort sont menacées par les Prussiens. — Le grand-duc de Luxembourg ne souffre pas de Prussiens dans cette forteresse fédérale. — Cinq mille Garibaldiens tentent vainement (3-5 juillet) de percer au nord-ouest du lac de Garda, près du lac d'Idro, à l'entrée du Tyrol ou du Trentin. — Benedek fait demander, dès le 3 au soir, par de Gablentz, une simple suspension d'armes qui est refusée. La médiation française, offerte le 4 d'abord à l'Autriche, qui consent à céder la Vénétie à Napoléon III, en vue d'une rétrocession à l'Italie, irrite la Prusse et l'Italie, parce qu'elle tend à les réunir: elles veulent poursuivre la guerre l'une à cause de sa défaite, l'autre à cause de sa victoire; la Prusse aspire à des agrandissements de territoire au moins égaux à ceux que cette médiation promet à l'Italie, en même temps qu'elle veut l'application de son programme du 14 juin qui exclut l'Autriche de l'Allemagne. Dix-huit jours d'actives négociations de la part de la France (Drouyn de Lhuys; Benedetti, ambassadeur à Berlin; le duc de Gramont, ambassa-

deur à Vienne) pour prévenir l'écrasement complet de l'Autriche et de ses alliés d'Allemagne. Le quartier général prussien est porté toujours en avant à travers la Moravie sur la route de Vienne. Bismark et le roi président aux négociations comme à la guerre; un aide de camp du roi Guillaume est envoyé à Saint-Petersbourg. Les troupes fédérales de Bavière, Hesse, Nassau, Francfort, ne tiennent nulle part, en Franconie le 4 à Kissingen, le 14 à Aschaffembourg, le 16 à Francfort, que les Prussiens vont rançonner largement. Les contingents qu'ils emploient à la garde des pays occupés sont en partie fournis par les États secondaires du nord que des traités particuliers lient envers la Prusse. On accueille le triomphe de la Prusse comme un moyen d'arriver à l'unité nationale, à la grande patrie allemande. Les Autrichiens ne se défendent pas mieux: le 8, ils laissent occuper Prague; le 16 juillet, le prince Frédéric-Charles est à Lundenbourg, aux confins de la Moravie et de l'Autriche, pouvant se porter sur Vienne ou sur Presbourg; le 20, les Prussiens étant à Nikolsbourg, un peu à l'ouest, comptent encore mieux toute communication de Vienne avec le Nord. Le 22, ils livrent un dernier combat à Blumenau, près de Presbourg. — C'est de Nikolsbourg qu'est datée, le 21, une suspension d'armes de cinq jours pour le rejet ou l'acceptation par l'Autriche des préliminaires de paix que va dicter la Prusse. — Ses alliés les Italiens ont fait des progrès, sans péril, sur la terre Vénitienne; ils ont pris Rovigo, Padoue, Vicence, Trévise, mais ils n'ont pas attaqué les grandes forteresses. Leur ambition serait de conquérir par eux-mêmes le Trentin, l'Isurie, Trieste. Garibaldi et une division de l'armée régulière (division Medici) avancent peu dans le Trentin. L'escadre commandée par l'amiral Persano avec le vice-amiral Albini et le contre-amiral Vacca, composée de

onze frégates cuirassées, et de quelques frégates en bois, armées depuis peu de temps et mal approvisionnées, en attaquant depuis le 18, Assa, une des îles de Dalmatie, subit, le 20, un très-grand échec. Le vainqueur, le vice-amiral Tegehoff, avait 7 frégates cuirassées et 6 autres bâtiments. Claidini est près de l'Isonzo à Udine et Medici l'est plus qu'à huit kilom. de Trente quand commence, le 25, pour l'Italie, la suspension d'armes de cinq jours, conclue par la Prusse, le 21, à Nikolsbourg ; le prince Napoléon était le 19 au quartier général de Victor-Emmanuel, à Rovigo. — D'après le plan prussien pour les préliminaires de paix signés le 26 à Nikolsbourg en même temps qu'un armistice de quatre semaines, la Prusse non-seulement exclut l'Autriche de l'Allemagne et s'attribue la direction diplomatique et militaire d'une Confédération des Etats situés au nord du Mein ; mais elle s'annexe le duché de l'Elbe hors les districts Danois du Schleswig, et les Etats allemands secondaires du nord qui ont été les alliés de l'Autriche ; les instances de la France sauvent seulement l'intégrité territoriale de la Saxe-Royale, convoitée aussi par la Prusse ; elle fera partie de la Confédération du Nord. L'Autriche, outre la cession de la Vénétie pour l'Italie, payera des frais de guerre. La Prusse ne doit rien conclure sans l'Italie. Rude châtimement infligé par les troupes de la Prusse encore pendant dix à douze jours aux Etats du Sud, Bavière, Bade, Wurtemberg, Hesse-Darmstadt, surtout dans toute la Franconie et dans le Palatinat, tant que l'armistice du 21 juillet n'est pas étendu jusqu'à eux ; il ne commence pour eux que le 2 août. Le même jour, 2 août, l'armistice commence pour l'Italie qui, même avant la suspension des hostilités acceptée le 28 juillet, a couvert de ses commissaires les provinces vénitiennes, en attendant le plébiscite qui doit les lui donner : l'acte d'armistice n'a rien

mentionné pour le Trentin. Les Etats de l'Allemagne du Sud traiteront avec la Prusse à Berlin : ils en seront quittes pour une indemnité de guerre, que l'intercession de la France rend un peu moins lourde. — Pour l'Autriche, les conférences commencent à Prague, le 10 août, quand la Prusse a déjà écarté le vœu manifesté en secret à Berlin (du 7 au 10 août), par M. Benedetti, de quelque compensation territoriale pour la France. Pour l'Italie, l'armistice avec l'Autriche signé à Cormons en Illyrie, le 12, sans préliminaires de paix, n'amène des négociations directes à Vienne qu'après la signature des conventions de Prague (23 août) où la question de la Vénétie a été résolue en principe. — Dès le 17 août, le ministre Bismark préseure à la chambre des députés de Berlin la demande d'incorporation des territoires de Nassau, Francfort, Hesse-Cassel et Hanovre. Le 20 et le 21, tous les Etats du Sud ont conclu avec la Prusse des traités secrets qui mettent leurs forces à sa disposition contre tout ennemi de l'Allemagne. Les conventions de Prague du 23 août sont conformes aux préliminaires de paix arrêtés par la Prusse. L'ancienne confédération n'existe plus ; l'Autriche devient étrangère à l'Allemagne. Le lendemain de la signature de la paix le 24, dernière séance de la Diète tenue à Augsbourg, sous la présidence du ministre d'Autriche ; on y prend des dispositions concernant l'administration provisoire de la propriété fédérale, question qui reste à débattre entre l'Autriche et la Prusse. Le traité de Prague est ratifié le 30. La Bohême doit être évacuée dans quinze jours. Le choléra, en Bohême et en Moravie, hâtera le départ des Prussiens. Ils rendent à l'Autriche et à ses alliés les prisonniers non blessés, plus de 5000 officiers, plus de 35 000 soldats et sous-officiers ; il reste dans les hôpitaux de la Prusse 13 000 blessés Autrichiens. La perte des Prussiens est de 3964 tués,

16180 blessés. Le 15 septembre, le baron de Werther va reprendre à Vienne ses fonctions de représentant de la Prusse, qu'il y avait avant la guerre. Le roi de Hanovre dépouillé tout à fait, le roi de Saxe qui n'est plus qu'un préfet civil de la Prusse, vivent près de Schœnbrunn ; ce dernier rentre dans son royaume à la fin d'octobre. — Une circulaire diplomatique de la France (La Valette, ministre par intérim) ferait croire que la France est satisfaite et n'a rien à craindre (16 sept.). — Les conférences de Vienne pour la paix entre l'Autriche et l'Italie ne commencent qu'après la démission du ministre La Marmora, le 3 sept., entre le général Menabrea qui est allé d'abord (12 août) conférer à Paris et le comte de Wimpfen. Un aide de camp de Napoléon III, le général Leboeuf, est à Venise pour s'entendre avec le général autrichien Moering, sur la rétrocession des places et du territoire de la Vénétie ; l'Italie ne payera d'indemnité ni à la France ni à l'Autriche pour cette cession ; elle prendra seulement la charge de la dette spéciale Lombardo-Vénitienne, c'est-à-dire du Mont-Vénitien (163 millions de francs) et indemniserà l'Autriche pour le matériel de ses places fortes (87 millions). La Vénétie ne coûte donc à l'Italie que 250 millions : traité conclu le 3 oct., ratifié le 14. Le 19 la transmission des droits de souveraineté est effectuée à Venise entre le commissaire français et le commissaire du roi d'Italie. Le vote du 21 pour l'incorporation au royaume donne 651 758 oui, 69 non. Immense satisfaction des Italiens et des Vénitiens. La couronne de fer, que l'Autriche a bien voulu céder, est reçue par Victor-Emmanuel, le 4 nov. à Turin ; le décret d'incorporation est daté de ce jour : « l'Italie est faite. » Le roi est reçu avec enthousiasme à Venise le 7 ; puis dans les autres villes de la Vénétie. — La convention du 15 sept. 1864 pour l'évacuation du territoire pontifical par les troupes françaises, commence à s'exé-

cuter dans le délai voulu (12 déc.), après la mission du général Fleury à Florence ; le 6, le général Montebello, qui les commande, a pris congé du pape ; des troupes pontificales les remplacent. Le parti d'action en Italie ne cherche pas pour le moment à résoudre violemment la question romaine : d'après une circulaire du ministre de l'intérieur Ricasoli du 15 nov., elle ne doit plus être un motif d'agitation. Le 15 décembre, Victor-Emmanuel, en ouvrant les chambres, déclare aux 25 millions d'Italiens, que la patrie est libre.

Allemagne et Prusse. — Popularité croissante de l'électeur de Hesse-Cassel ; la chambre demande la mise en accusation de l'ex-ministre de la justice et du ministre de la justice actuel ; elle est prorogée (14 mars). — Le grand-duc de Hesse-Darmstadt est l'héritier de son parent le landgrave de Hesse-Hombourg, mort (24 mars) à quatre-vingt-trois ans. — Mort du ministre d'État prussien Auerswald (15 janvier). — A Berlin, le 15 janvier, le ministre Bismark ouvre la session au nom du roi. A la seconde chambre, le président réélu Grabow, le 17, encourage à résister avec énergie et avec union, comme on a fait depuis quatre ans, contre les prétentions ministérielles en matière de budget et de réorganisation de l'armée. Autres causes de débat : la réunion du Lauenbourg à la couronne sans l'assentiment des chambres, les poursuites judiciaires dirigées ou demandées contre des députés, Jacoby, Twesten, Frenzel, etc., à raison de leurs discours à la chambre et à la fête de Cologne (fin de l'année 1865) ou d'articles de journaux. Le 10 février le ministre Bismark est particulièrement violent. La deuxième chambre proteste le 10 (263 voix contre 35) contre la décision de la Cour suprême qui autorise les poursuites ; elle est disposée à ne voter ni le budget pour 1866 ni l'emprunt demandé pour les

travaux de Kiel. Les chambres sont déclarées closes et prorogées jusqu'à la fin de la session, le 23. Une adresse de la chambre haute, le 2 mars, soutient le ministre. Contre-protestation, le 4, de quatre mille électeurs réunis à Cologne; on y condamne, au nom des libertés, l'idée de la guerre avec l'Autriche. — Cette guerre, où la Prusse se donne les apparences du droit au nom de la patrie allemande, par l'union du roi, des princes, des ministres, surtout Bismark et de Roon, des chefs militaires, surtout de Moltke, est conçue, préparée, exécutée, sans le concours des chambres, dissoutes le 9 mai, malgré les adresses de beaucoup de villes et de corporations même à Berlin favorables au maintien de la paix. Breslau est la seule ville dont le conseil municipal approuve la guerre projetée (15 mai). Habiles mesures financières : des caisses de prêt sont fondées (10 mai) pour venir en aide aux classes moyennes que frappe l'appel des réserves et de la landwehr. Six cent cinquante mille hommes sont mobilisés, y compris soixante-quatorze mille de la landwehr; environ mille pièces d'artillerie de campagne. L'armée active est nombreuse et prête pour une grande lutte. Von der Heydt redevient ministre des finances (2 juin). Le 4, les élections primaires pour le renouvellement du parlement sont fixées au 25; l'élection des députés devra avoir lieu le 3 juillet. Le 8, le tribunal criminel de Berlin acquitte le député Twesten. — En Saxe, le ministre, baron de Beust, paraît trop pousser le vieux roi à la guerre contre la Prusse. Dans le Hanovre, le parti du Nationalverein avec son président de Benningsen, hostile au roi Georges V et au ministre du roi de Platen, est favorable à la politique prussienne. Dans la région du Rhin (Hesse, Bade, Palatinat bavarois), manifestations antifrancaises (mal). — Les populations et chambres allemandes suivent peu les gouvernements qui

mobilisent leurs troupes contre la Prusse. L'électeur de Hesse, le duc de Nassau, Adolphe, alliés de l'Autriche, sont particulièrement détestés de leurs peuples. A Darmstadt même (13 juin), les députés refusent le crédit demandé pour la mobilisation. Le grand-duc de Bade, gendre du roi Guillaume, quoiqu'un aux souverains du Sud, est pour la formation d'une grande patrie allemande. Francfort est la seule ville libre ardente contre la Prusse. — Les fils des rois de Saxe et de Hanovre, Charles de Bavière, Frédéric de Wurtemberg, Alexandre de Hesse-Darmstadt, Guillaume de Hanau, neveu de l'électeur de Hesse, servent contre elle dans l'armée fédérale ou dans l'armée autrichienne. Le duc de Cobourg-Gotha est zélé pour les Prussiens. — A Sadowa, où le roi de Prusse, son fils et son neveu commandent, est blessé mortellement un prince de Hohenzollern-Sigmaringen (3 juillet). Enthousiasme à Berlin après cette victoire. La Prusse la met rapidement à profit pour l'accroissement de sa propre puissance en même temps que pour la reconstitution de la patrie allemande. Le ministre Bismark conduit toutes les négociations. Allées et venues du prince de Reuss, ministre de Prusse à Munich. M. de Beust et le ministre anglais en résidence à Dresde vont à Paris pour obtenir que la Prusse ne s'approprie pas le royaume de Saxe, comme elle va faire de quatre États allemands au nord du Mein, outre les duchés danois. Pendant ce temps, elle disperse plutôt qu'elle écrase les troupes fédérales à l'ouest et au sud. Le grand-duc de Mecklembourg-Schwerin commande un second corps de réserve de la Prusse, composé en partie des contingents de ses confédérés du Nord. Des confédérés du Nord, mêlés aux Prussiens, occupent Francfort, si durement rançonné, et la Franconie bavaroise (fin de juillet). Beaucoup de partisans du Nationalverein poussent aux annexions prus-

siennes. — Les préliminaires de paix de Nicolsbourg (au sud de la Moravie), 26 juillet, en retranchant l'Autriche de l'Allemagne, mettent à la merci de la Prusse tous les États allemands amis ou ennemis; elle rectifiera ses frontières au nord du Mein par des incorporations; le royaume de Saxe ne subsiste qu'en étant lié à la future fédération du Nord pour ses relations extérieures et ses forces militaires. — L'armistice de Nicolsbourg n'est pas étendu aux États secondaires; les hostilités ne cessent que le 2 août, après que chacun a négocié à Berlin par ses ministres, Pfordten de Bavière, Warnbühler de Wurtemberg, Dalwighk de Hesse-Darmstadt; à Carlsruhe, depuis le 28 juillet, un nouveau cabinet tout prussien. — Le 4 août, une circulaire prussienne pose les bases de la confédération offerte aux États du Nord le 16 juin; leurs troupes seront sous le commandement de la Prusse, ils participeront à un parlement allemand qui devra siéger à Berlin. — En Prusse, le 3 juillet (jour de Sadowa), ont lieu les élections des députés; les conservateurs atteignent presque à la majorité; les progressistes et les libéraux ne peuvent plus songer à la résistance. Les chambres sont convoquées d'abord pour le 30 juillet, puis pour le 5 août. La banque de Berlin abaisse en quelques jours le taux de l'escompte de 7 0/0 à 5 0/0. De Brunn en Moravie, le prince royal de Prusse propose une fondation nationale et générale pour les invalides de cette guerre et pour les familles de ceux qui ont succombé (3 août). — Le 5 août, à Berlin, le roi ouvre le parlement; il remercie de ses victoires Dieu et le peuple en armes; il demande un bill d'indemnité pour les irrégularités du budget militaire des années antérieures, cause d'un conflit prolongé avec les députés, cause des récents succès, annonce une extension de territoire, et le dessein de convoquer une représentation nationale des États confédérés.

Les discours, soit de la couronne, soit des chambres, insistent sur la vocation de la Prusse en Allemagne pour constituer un grand peuple. Le président de la deuxième chambre est encore élu parmi les progressistes, non plus Grabow, mais de Forckenbeck; le rapporteur du projet d'adresse est le progressiste Virchow; le progressiste Twesten se prête au bill d'indemnité désiré par la couronne. Au vote de l'adresse, dont il y a eu six projets, 25 voix seulement contre; quatre de la gauche, dont Jacoby, les Polonais, qui ont en vain réclamé pour eux-mêmes le principe des nationalités, et les catholiques (23 août). Depuis le 17 est présenté un projet de loi de la couronne pour qu'elle soit autorisée à prendre le gouvernement des quatre pays allemands destinés à être unis à la Prusse: Hanovre, Hesse-Électorale, Nassau, Francfort; c'est un droit de la victoire, c'est une nécessité géographique. — La Saxe-Meiningen, dont le souverain avait été l'allié de l'Autriche, échappe à l'incorporation. — Les traités avec les États du Sud, 13 août avec le Wurtemberg, 17 avec Bade, 22 avec la Bavière, sont accompagnés de conventions secrètes pour une alliance offensive et défensive qui ne seront publiées que le 19 mars 1867. Le 18, une partie des vingt et un États conservés au nord du Mein se lie avec la Prusse par un pacte de confédération. Le traité de Prague avec l'Autriche est du 23 août. Rien n'est décidé avec le roi de Saxe, l'hôte de l'Autriche; mais, dès le 16 août, il renvoie le baron de Beust, qui était son ministre depuis dix-sept ans. — La 2^e chambre prussienne élabore la loi électorale pour le futur parlement du Nord: aucun membre ne sera poursuivi pour ses déclarations, ses discours, ses votes (Twesten, rapporteur); les élections seront directes, au suffrage universel comme d'après la loi du 12 avril 1849, tandis que la chambre prussienne continue

à être élue par le suffrage indirect et censitaire. — Discussions assez vives, surtout entre les députés Waldeck, Gneist, Hoverbeck et le ministre Bismark, avant le vote du bill d'indemnité, le 3 septembre. — Le 7, est votée la loi des annexions (14 voix contre). Le même jour est déposé le projet pour l'incorporation du Holstein et du Schleswig, sans aucune mention de la rétrocession du nord du Schleswig que le traité de Prague faisait espérer au Danemark. — La loi électorale pour le parlement du Nord est votée le 12 par les députés, le 17 par les seigneurs; il sera de 291 membres dont 56 seulement étrangers aux provinces prussiennes anciennes ou nouvelles. — Grande fête pour la rentrée solennelle à Berlin des troupes victorieuses le 20 et 21 sept.; six personnages y dominent, le roi, son fils, son neveu, Bismark, de Roon, de Moitte; une médaille commémorative est instituée; amnistie politique mais restreinte. — On a levé plus de 200 millions de francs à titre de contributions de guerre, sur le passage des armées de la Prusse. — L'emprunt des 60 millions de thalers demandé par le gouvernement, surtout en vue de renouveler la réserve du trésor de l'État, dont il use à son gré, distinct de la caisse générale de l'État, longuement débattu dans la 2^e chambre, ne passe qu'avec un amendement qui réduit cette réserve. — Pas d'opposition dans la chambre des seigneurs sur tous ces projets de loi. Elle ne veut pas de l'abolition des lois sur l'usure. Elle consent à l'augmentation du capital de la banque. — La session est prorogée du 27 sept. au 12 nov. — M. Twesten, conseiller au tribunal de Berlin, pour un discours prononcé le 4 août, est l'objet de nouvelles mesures disciplinaires et de poursuites judiciaires; un autre député, Frenzel, pour d'anciennes poursuites, est acquitté par la cour d'appel de Berlin (novembre). — Les Prussiens s'organisent, se consoli-

dent dans les pays annexés. Ils occupent militairement Mayence, qui reste cependant possession du grand-duc de Hesse-Darmstadt. Celui-ci, dont les États sont partie au nord, partie au sud du Mein, est à la merci de la Prusse au moins pour ce qui est au nord (traité du 3 septembre). — L'alliance prussienne a beaucoup d'adhérents dans les chambres des États du Sud, réunies au sujet des traités de paix et de l'indemnité de guerre (septembre, octobre). L'entrée de Bade dans la confédération du Nord, mais en conservant son autonomie, paraît nécessaire au nouveau ministre des affaires étrangères de cet État, de Freydorf. Peu de disposition des États du Sud à constituer une confédération spéciale isolée entre l'Allemagne du Nord prussianisée et l'Autriche. — La Saxe royale souffre de l'occupation prussienne prolongée; le traité signé à Berlin le 21 octobre constitue une véritable incorporation militaire et diplomatique de ce royaume, qui devra entrer dans la confédération du Nord; des troupes prussiennes remplacent presque partout les troupes saxonnes. Le roi Jean réduit à l'autorité civile et aux honneurs de la souveraineté, est de retour à Dresde le 3 novembre. — Un traité du 27 septembre règle un échange de parcelles de territoire entre la Prusse et l'Oldenbourg. — La persistance d'une garnison prussienne à Luxembourg, ancienne place fédérale, est en désaccord avec la rupture des liens fédéraux que la Prusse a prononcée au milieu de juin. — La presse belge s'inquiète des accroissements de la Prusse. — Pour la mise en pratique des principes généraux, empruntés surtout à la constitution de la Prusse, qui doivent servir de base à l'organisation de la confédération du Nord, les chambres des deux Mecklembourg (3 octobre) se montrent prêtes à modifier la constitution de leur pays. — Dès le 5 novembre, la Prusse ajoute à ses huit corps d'armée trois corps

nouveaux recrutés surtout dans les territoires annexés ayant pour quartiers généraux Schleswig, Hanovre, Cassel; la cavalerie est réorganisée et augmentée. — A Francfort, dans le Hanovre, dans le nord du Schleswig, dont la restitution au Danemark avait été presque promise, dans les chambres danoises (discours du trône, 12 novembre), on proteste de toutes les manières contre l'incorporation. Le roi Georges de Hanovre, de sa résidence près de Vienne, encourage les officiers hanovriens à refuser de servir la Prusse. Mesures de vigueur de la Prusse en Hanovre. — Quand les chambres prussiennes reprennent séance le 12 novembre, vivacité de l'opposition libérale dans la seconde chambre (surtout Waldeck, Twisten, Virchow, Lasker, assesseur au tribunal de Berlin) au sujet du projet de dotations pour les généraux et même les ministres qui ont dirigé la guerre, des fonds secrets, du budget de la guerre à propos duquel on demande encore que le service actif soit de 5 ans et non de 7 : comme le gouvernement l'a réglé de lui-même depuis des années. — Le principe prussien de l'obligation universelle du service militaire sans faculté de remplacement est adopté par les chambres de la Saxe Royale avant de l'être par celles de Hesse-Darmstadt (nov.). Le 15 décembre, s'ouvrent à Berlin les conférences dirigées par le ministre Bismark et par M. de Savigny l'ancien représentant de la Prusse à la Diète de Francfort, afin de constituer une confédération des 22 Etats du nord, pour la protection du territoire des confédérés et du droit y régnant, en vue de la prospérité du peuple allemand. — Le 17 visite personnelle du roi de Saxe à la cour de Prusse à Berlin. — Le 20 décembre, à la chambre des députés, très-importants discours du ministre Bismark pour justifier l'incorporation des duchés de Schleswig-Holstein qu'ils vont voter; il explique l'article du traité de Prague qui

concerne le nord du Schleswig. Le 4 janvier le duc d'Augustenbourg déliera les habitants des duchés des serments qu'ils lui avaient prêtés. Le 22 déc. la chambre des Seigneurs, en votant le budget adhère aux réductions qu'y a faites la 2^e Chambre. — Loi sur les sociétés coopératives votée, le 16, par la 2^e chambre; elle a repoussé le droit d'autorisation que demandait le gouvernement. Les Seigneurs, le 19, votent enfin la suppression de la loi sur l'usure. — En Bavière, pendant que le conseil d'Etat élabore le projet de loi pour la nouvelle organisation de l'armée, démission du ministre de Pfordten (29 déc.) — Traité de commerce avec l'Italie, traité de navigation avec l'Angleterre, sanctionnés (28 août) par la 2^e chambre de Berlin. — Négociations pour un traité de commerce de la Prusse avec l'Autriche (nov.-déc.). — Le prince royal de Prusse assiste aux fêtes du mariage du Czarévitch (nov.).

Amérique centrale. — Les cinq républiques sont reconnues par l'Espagne : traités de paix et d'amitié (mars).

Amérique du Sud et Brésil. — La guerre du Brésil et de ses alliés, la République argentine et la République orientale contre le président du Paraguay Lopez a pour principal théâtre la presqu'île marécageuse et boisée formée par le confluent du Parana et du Paraguay. Malgré leur nombre, les agresseurs font peu de progrès. Engagements meurtriers près de Paso-de-la-Patria à peu de distance de Corrientes (janv. fév.); sur la rive droite du Parana près du fort Itapiru (avril). Lopez s'appuie sur la forteresse d'Humaita, fait éprouver de grandes pertes aux envahisseurs (mai-juin). La flotte brésilienne sous l'amiral Tamandaré débarque péniblement des troupes de réserve du baron de Porto-Alegre pour bombarder l'ouvrage de Curupaity qui couronne les falaises aux

approches d'Humalta (sept.). Entrevue inutile (13 sept.) du président Lopez avec les présidents Mitre (des Argentins), Florès (des Orientaux). Les Paraguayens reprennent vigoureusement l'offensive (sept.-oct.). Les coalisés sont désunis. Le commandement en chef de l'armée brésilienne passe au marquis de Caxias. — Les deux républiques alliées du Brésil, par suite de cette guerre prolongée, sont troublées à l'intérieur. La présence du président Florès est nécessaire à Montevideo (sept.). Chez les Argentins la prépondérance que Buenos Ayres s'arroge est combattue par le parti fédéral. — Le Pérou et la Bolivie protestent contre la triple alliance qui menace l'intégrité territoriale et l'indépendance intérieure du Paraguay : la Bolivie surtout (6 juillet) condamne d'avance tout démembrement qui la léserait dans ses propres droits ; elle menace d'envahir le territoire argentin. — Au Brésil, activité du commerce ; une exposition de l'industrie est ouverte par l'empereur à Rio-Janeiro le 19 octobre. Crise monétaire : une loi prive la Banque du droit d'émettre des billets (sept.). Le nouveau cabinet formé en août a pour président le ministre des finances Zacarias. Levée rigoureuse de la conscription militaire. La liberté est promise, pour eux et pour leur famille, aux noirs des domaines de la Cour et des domaines de l'Etat, qui prendront du service dans l'armée. Un décret du 7 décembre ouvre au commerce de toutes les nations à partir du 7 sept. 1867 les bouches de tous les grands fleuves de l'Empire. — La Bolivie pacifiée par le président Melgarejo réorganise son armée, s'occupe de l'exploitation des mines ; une tentative démagogique d'indi-gènes hostiles à la race blanche, coûte la vie à plusieurs (oct.). A Panama, tentative révolutionnaire sans résultat (24 mars). Les évêques de Carthagène et de Sainte-Marthe, en conflit avec le pouvoir central, sont exilés. — Conflit

entre la Bolivie et le Chili depuis 1863, au sujet du territoire désert d'Atacama riche en guano ; entre le Chili et le Pérou au sujet des dépôts de guano de Mejillones. — Le Chili s'étant fait l'allié du Pérou en guerre avec l'Espagne, Valparaiso est bombardée, 31 mars, au grand préjudice du commerce des neutres. L'amiral espagnol Nunez ne peut atteindre Callao (2 mal). Ces deux républiques, en faveur desquelles se sont déclarés l'Equateur et la Bolivie acceptent en principe (nov.) les bons offices de la France et de l'Angleterre pour un arrangement avec l'Espagne. — Au Pérou, adoption de résolutions pour la révision de la Const. et le mode d'élection du président (28 juillet). — Au Chili, est réélu le président José Joaquín Pérez (30 août). — Dans la républ. Argentine, réforme de la Constitution de 1860.

Angleterre. — L'épizootie qui sévit sur la race bovine depuis oct. 1866 est dans toute son intensité en janvier ; en quatre semaines le nombre des cas signalés monte de 73549 à 120740 ; très-peu de guérisons. — L'agitation entretenue par les fenians fait établir l'état de siège à Dublin, à Waterford, à Tipperary, etc. (janvier). — Pour la première fois depuis la mort du prince Albert, la reine assiste à l'ouverture du Parlement (6 février). — Quelques remaniements dans le cabinet Russell-Gladstone : le sous-secrétaire d'Etat de la guerre, comte de Grey et Rapon, devient ministre pour les Indes ; il a pour successeur le marquis de Hastings ; Stansfeld, un des lords de l'amirauté, ami de Garibaldi et de Mazzini, devient sous-secrétaire d'Etat pour les colonies. — A cause de l'épizootie, on vote (16 fév.) l'interdiction du transport des bestiaux jusqu'au 25 mars. — La suppression de l'*habeas corpus* en Irlande est très-rapidement votée (17-18 février), la conspiration des fenians se manifestant partout ; M. Bright est seul, aux Communes,

à parler violemment contre le projet de bill. — Adoption en 2^e lecture (15 mars) du projet de bill qui doit modifier les formules religieuses du serment prêté par les membres du Parlement. — Le projet de réforme électorale, présenté le 12 aux Communes par le ministre Gladstone, en réduisant le cens, pourrait donner environ 400 000 électeurs, de plus, de la classe moyenne qui n'en a qu'un million : il est combattu par Horsman, surtout par Lowe, député du bourg de Caine, chef d'un nouveau parti libéral conservateur, distinct du parti tory, qui craint que par l'invasion et les caprices de la démocratie les libertés parlementaires ne soient compromises; par lord Grosvenor. Le fougueux orateur du parti radical-démocratique, Bright, est un des défenseurs du projet, avec Goschen, banquier et économiste, chancelier depuis peu du duché de Lancaster, Torrens, Onals. Dans un banquet à Liverpool, 6 avril, le ministre Gladstone, dans un meeting à Londres, le 10, le ministre Russell, en répudiant toute idée de faiblesse envers les fenians, se déclarent engagés envers le parti libéral à donner la réforme électorale et parlementaire. Contre un amendement Grosvenor, ils n'ont qu'une majorité de 5 voix, le 27 avril. Le 7 mai Gladstone présente un projet pour une répartition nouvelle des sièges électoraux, qui donnerait satisfaction aux centres les plus peuplés et formerait des groupes électoraux des bourgs qui le sont peu. La corruption en matière électorale est un thème d'opposition. Le cabinet qui sur plusieurs votes de détail dans ce débat n'a qu'une faible majorité et même est en minorité de 11 voix le 19 juin, le 26 donne sa démission. — Dans l'exposé du chancelier de l'échiquier (mai) ont été proposées de nouvelles réductions ou suppressions de taxes. Les effets de la réduction de l'income-tax ont été sensibles surtout dans les revenus du dernier trimestre de l'année financière close le 31 mars. — Crise finan-

cière étrangère aux affaires générales de l'Europe, résultant surtout de la fièvre de spéculation à la baisse sur les actions; chute d'une grande maison de banque, constituée en société par actions. La Banque d'Angleterre (en mai) monte son escompte à 8, 9, 10 pour cent. — Formation d'un cabinet tory, où ne veut entrer aucun des libéraux-conservateurs, qui ont parlé ou voté contre le ministère Russell-Gladstone. Lord Derby est chef de cabinet; son fils, lord Stanley, a les affaires étrangères. Disraeli est chancelier de l'échiquier; Walpole, secrétaire de l'intérieur; le comte de Carnarvon, secrétaire des colonies; le général Peel, secrétaire de la guerre; lord Cranbourne, secrétaire de l'Inde; sir John Pakington, premier lord de l'amirauté; sir Stafford de Northcote, président du bureau de commerce. Le cabinet annonce (9 juillet) qu'il ne présentera pas de projet de réforme électorale. Agitation réformiste par des meetings dès le 27 juin, à Trafalgar square, le 28 juillet à Hyde-Park (Londres), avec désordres graves et blessures, le 30 à Agricultural-Hall (Islington), le 8 août à Guildhall. Ils sont dirigés par Edmond Beales président de la ligue de réforme, Georges Howell qui en est le secrétaire, Georges Potter président des associations ouvrières, inspirés, soutenus par John Bright, le colonel Dickson, M. Stuart Mill, M. Taylor. — Vote d'une somme de 145 000 liv. st. pour approprier ou acheter 150 000 fusils se chargeant par la culasse, système Snider (23 juillet). — La suspension de l'*habeas Corpus* en Irlande est prolongée (août). — Prorogation du Parlement (10 août). — Le choléra est violent à Liverpool, à Londres, surtout dans le bas peuple. — Le taux d'escompte de la Banque baisse de 8 à 5 pour cent (août-septembre). — Nouvelle campagne des réformistes par des meetings très-nombreux et des banquets, surtout dans l'ouest et le nord du Royaume, à Brookfield pas loin de Birmingham (27 août), à Manches-

ter (24 sept.), à Leeds (8 oct.), même à Glasgow (16 oct.) et le 31 à Dublin; encore à Manchester le 20 nov.; y assistent et y parlent beaucoup de membres des Communes; M. Bright qui s'y multiplie est particulièrement violent et acerbe contre son collègue M. Lowe qu'il accuse d'avoir diffamé les ouvriers; résolutions votées en faveur du suffrage universel et du scrutin secret; le trafic des suffrages est reproché à ceux qui les achètent, non à ceux qui les vendent. La manifestation à Londres (3 déc.) qui devait être d'un million d'ouvriers en réunit 30 000; elle est encore moins nombreuse, le 4, à Saint-James Hall. — Les conspirations des féniens en Irlande donnent lieu à des milliers d'arrestations, à des saisies d'armes. Le parti reçoit de l'Amérique du nord des armes, de l'armée, des hommes. Etat de siège à Limerick. — Par la crue rapide des rivières, inondations dans plusieurs comtés du nord-ouest (nov.). — Terribles explosions du feu grisou dans des houillères au nord du comté de Stafford, près de Barnsley (13 et 15 déc.). — Projet de créer un ministère spécial de l'instruction publique. — Projet de bill, discuté d'abord par les lords (juillet) puis par les communes (août) pour modifier le traité d'extradition conclu en 1843 avec la France et qui a été sans effet, les criminels français trouvant trop de protection dans les formes de la justice anglaise; en Angleterre on craint toujours d'avoir à livrer des prévenus politiques; on regrette même l'extradition faite par le gouvernement du Canada d'un caissier infidèle de la Banque (sept.). Le traité de 1848 restera en vigueur jusqu'en sept. 1867. — Les lois de neutralité, dont la violation est reprochée aux Anglais par le gouvernement Américain, sont soumises à l'examen d'une commission de juriconsultes anglais (nov.). — Au Canada et au nouveau Brunswick, l'armée et les volontaires se préparent à repousser une invasion des

féniens de l'Union (mars); beaucoup de féniens sont arrêtés; leurs échauffourées du 1^{er} et du 7 juin. C'est surtout à cause de ce danger que le parlement du haut et bas Canada, et celui du Nouveau-Brunswick travaillent à organiser une confédération en restant unis à la Couronne. La communication avec l'Amérique, de l'Irlande à Terre-Neuve, par le télégraphe transatlantique, accomplie le 27 juillet, est célébrée dans un banquet à Liverpool (1^{er} oct.). Des honneurs sont décernés aux trois auteurs principaux de cette entreprise anglaise. — Aux Indes, par suite du manque de pluie en septembre et octobre 1865 sur les terres d'alluvion cultivées en riz et qui n'ont pas encore d'irrigation artificielle, horrible famine (mai-septembre) dans la province orientale d'Orissa: sur 3 millions d'habitants elle perd 750 000; le gouvernement n'a pas pourvu assez vite à leur assistance. Épouvantable cyclone à Kurrachee, au nord-ouest de Bombay (5 et 6 août). Dans le budget de l'Inde, il n'y a plus d'*income-tax*, cet impôt ayant manqué son but. — Dans le Birman, tragédie de palais (2 août), à laquelle assiste, sans en être victime, le résident anglais. — A la Nouvelle-Zélande, le roi des Maories se soumet. — En Abyssinie, agents et missionnaires subissent la tyrannie de l'empereur Théodoros. — Traité avec la reine de Madagascar, ratifié à Antananarivo (juillet). — La const. de l'Etat libre d'Orange est sanctionnée.

Autriche. — En Vénétie l'empereur renonce aux mesures de rigueur envers les émigrés, mais non envers les condamnés politiques (1^{er} janvier); projets de reconstitution administrative qui auraient isolé Venise du reste de la province, mal accueillis (janv.-fév.). — Dans les diètes de Hongrie, de Croatie, de Bohême (février-mars), débats sur les questions de droit national et d'autonomie, à propos des projets d'adresse: l'empereur avec l'impéra-

trice vient de nouveau à Pesth le 1^{er} février; la diète de Croatie décide (8 mars) l'envoi de députés à la diète de Pesth; les deux chambres de Hongrie sont en désaccord. — L'Autriche, sur la question des duchés, est mise dans la nécessité de faire la guerre à la Prusse. Misérable état des finances. Armée nombreuse, mais composée d'éléments nationaux trop divers, mal pourvue, inférieure pour l'armement de l'infanterie; la cavalerie et l'artillerie valent mieux. Un emprunt forcé est décrété en Vénétie. La guerre est faite sans la direction personnelle du souverain ou d'un ministre en tenant lieu. La responsabilité militaire est partagée entre le feld-zeugmestre Benedek et l'archiduc Albert, ce dernier en Italie. D'autres archiducs ont des commandements sans importance. — La Bohême est le principal théâtre de guerre pour les armées d'Autriche et de Saxe réunies. L'Autriche, provoquée par l'Italie alliée secrètement à la Prusse dès le mois de mars, réussit en vain de ce côté. Kossuth, de l'Italie, appelle les soldats hongrois à la révolte contre leur souverain, le 24 juin. — La diète de Hongrie est ajournée le 26. — Au 30 juin, la dette publique présente sur le chiffre arrêté le 31 décembre 1865 une augmentation de 585 millions de francs. — Le lendemain du désastre de Sadowa, bientôt suivi d'une effroyable déroute, Benedek est sans autorité; on doit traduire en conseil de guerre le commandant du 1^{er} corps de l'armée du nord Clam-Gallas, le chef d'état-major, le chef de la chancellerie des opérations. Le vainqueur de Custozza, l'archiduc Albert est nommé seul commandant en chef, avec le baron de John pour chef d'état-major. Le comte de Mensdorff, ministre des affaires étrangères, a la rude tâche des négociations. Le sacrifice de la Vénétie est fait dès le 4 juillet. La rapidité de l'invasion à travers la Moravie met Vienne en péril; quelques mesures de défense.

Le 14, le médiateur Napoléon III invite secrètement l'Autriche à se résigner aux conditions prussiennes qui l'excluent de l'Allemagne; le 16, grand conseil à Vienne de ministres et d'archiducs. Le 26, à Nicolsbourg, à l'extrémité de la Moravie où est porté le quartier général prussien, sont signés des préliminaires de paix en même temps que l'armistice; la séparation de l'Autriche et de l'Allemagne est consommée. — L'Autriche n'adhère que le 21 juillet à la convention internationale de 1864 pour les secours aux blessés. — Après Sadowa, l'impératrice va se montrer à Pesth aux Hongrois. Le général Klapka avec 1500 volontaires tente vainement de soulever la Hongrie occidentale. Les Bohèmes réclament les mêmes droits que les Hongrois. Il n'est pas question de convoquer le Reichsrath. Régime militaire à Vienne (26 juillet). — Un emprunt volontaire ou une augmentation d'émission des billets d'État pour 200 millions, est déclarée nécessaire (7 juillet). Vingt millions de florins en pièces d'or et d'argent doivent être envoyés à Berlin, comme indemnité de guerre le 2 août; les principaux banquiers de Vienne avancent une partie de cette somme. La réduction des dépenses de la Cour est décrétée (31 août). — Le chef d'état-major du commandant en chef de l'armée, le baron de John devient ministre de la guerre (6 sept.) et bientôt chef de l'état-major général. On travaille à ramener l'armée, par des réductions portant sur toutes les armes, à l'état de paix normal. Projets de réformes militaires sur le modèle de la Suisse et de la Prusse. — Dans un bourg de la Styrie, à Aussée, au sud d'Ischl (9 sept.) des délégués des provinces austro-allemandes avisent aux moyens de conserver des relations amicales avec les Allemands du nord, et de former un groupe autonome, comme les Tchèques, les Hongrois, les Polonais de Gallicie. Un Polonais, le comte de Goluchowski, est envoyé comme lieute-

ant de l'empereur en Gallicie ; Cracovie et Lemberg lui font un accueil cordial (fin de sept.). La convocation immédiate du Reichsrath est demandée par une conférence de députés tenue à Vienne (4 oct.). L'état de siège est levé en Autriche.

Vienne (14 oct.), à Trieste le 26, conseil communal refuse d'admettre les jésuites venant de Vénétié. L'empereur visite le 18, le 24, les capitales des provinces de Moravie et de Bohême, que les Prussiens l'occupent plus. Il fait ministre des Affaires étrangères l'ancien ministre du roi de Saxe, le baron de Beust (25 oct.). Le ministre promet une politique de paix et de réconciliation (2 nov.). Le 19 nov. s'ouvrent non-seulement les autres diètes provinciales convoquées le 14 octobre, mais la diète de Hongrie convoquée le 30. Un ministère responsable est promis à la Hongrie, moyennant une direction commune pour l'armée, les douanes, les contributions indirectes, la dette et le crédit de l'Etat. Le parti dont MM. Deak, Andrassy, Eotvos sont les chefs, se prête à une transaction. Adresse votée dans ce sens par les députés et par les magnats (déc.). La diète de Croatie, comme en 1861, réclame l'autonomie du royaume Tri-Unitaire. Le ministre de Beust se rend à Pesth (21 déc.), voit les chefs du parti libéral modéré. — La loi de finances pour 1867 est publiée le 30 déc. — Après information par la justice militaire à l'égard de Benedek et des généraux d'état-major responsables des opérations de la dernière guerre, toute poursuite cesse (1^{er} déc.). — Un traité de commerce avec la France, négocié en novembre, est signé à Vienne le 11 décembre.

Belgique. — On travaille activement à la démolition des fortifications d'Anvers (fév.). — Dans la discussion de projets de réforme électorale et parlementaire, l'adjonction sur la liste des électeurs des capacités pourvues de diplômes, sans

condition de cens, proposée par le gouvernement, est repoussée par plusieurs bureaux de la Chambre des députés comme conduisant au suffrage universel (mars). — En général, la presse s'inquiète des agrandissements de la Prusse, et des projets de s'agrandir prêtés à la France. — Bon accueil fait par le roi aux volontaires Anglais, Français, Hollandais venus au tir international (oct.). Conflit avec la Hollande à propos du barrage projeté par les Hollandais sur l'Escaut oriental pour faire passer un chemin de fer.

Chine. — Guerre continuelle avec les insurgés Nienfeï. Soixante-dix-sept de leurs espions, découverts dans le camp impérial de Hankow, sont mis à mort. — Traité de commerce avec l'Italie; avec la Belgique. — Déplacement de fonctionnaires hostiles aux missionnaires et aux Européens, même le vice-roi de Nankin. Nouvelle cathédrale catholique française achevée à Pékin; elle sera inaugurée le 1^{er} janv. 1867.

Danemark. — Réforme définitive de la Constitution, après convocation, tour à tour, du Rigsgaad, conseil mixte chargé de délibérer sur les affaires communes à toutes les parties de la monarchie, qui n'a plus sa raison d'être depuis la perte des provinces qui n'étaient pas purement danoises, et du Rigsdag parlement spécial aux Etats purement danois. Ce débat occupe, passionne les Chambres de ces deux assemblées jusqu'au 27 juillet. Le jour où le roi clôt la session de l'ancien Rigsdag, le 28 juillet, il sanctionne la Constitution réformée, d'après laquelle il n'y a plus qu'un seul Parlement, le Rigsdag composé comme auparavant de deux Chambres; la Chambre haute elle-même, le Landsthing, procède, en partie, de l'élection. Le 12 novembre, est ouverte la session du nouveau Rigsdag. — En juin fiançailles à Copenhague, en nov., mariage à Saint-Peters-

bourg de la fille du roi, la princesse Dagmar, avec le grand-duc héritier de Russie. — Ouvrant les chambres le 12 nov., le roi rappelle la promesse faite par la Prusse, au traité de Prague, de restituer le nord du Schleswig. — Mort d'un ancien chef de cabinet, le conseiller Blume (16 déc.).

Espagne. — Très-fréquentes Insurrections militaires : 1° le 3 janvier par deux régiments de cavalerie cantonnés à Aranjuez et à Ocana, limités à Avila, à Zamora, à Barcelone, à Saragosse, à Reuss (Aragon), à Valence. Le principal fauteur de ces troubles, le général Prim, comte de Reuss, s'enfuit en Portugal où il n'est pas toléré à cause des manifestations violentes qu'il y renouvelle contre le gouvernement espagnol ; 2° à Madrid, le 22 juin journée sanglante où Narvaez est blessé en combattant les Insurgés, mélange de soldats et de gens du peuple sans officiers supérieurs; autre mouvement à Gironne. — Le cabinet O'Donnell, dont plusieurs membres ont failli périr dans un guet-apens de chemin de fer le 8 juin, est remplacé (10 juillet) par un cabinet Narvaez, dans lequel Gonzalez Bravo est ministre de l'Intérieur. Prorogation des chambres qui avaient accordé au précédent cabinet de pleins pouvoirs politiques et financiers à cause de la crise dont on était menacé par le conflit austro-prussien. Restrictions apportées aux libertés provinciales et municipales, à la liberté de la presse; l'armée est rappelée à la discipline; l'orthodoxie religieuse est protégée. — Agitation des créoles, dans l'île de Cuba, à Puerto-Principe (juin). — Crise financière et métallique. On essaye de suppléer à l'insuffisance de la Banque d'Espagne par la constitution avec privilège d'une banque dite nationale, composée de capitalistes anglais, qui ferait des avances au gouvernement (avril). Une loi est votée pour venir en aide à des Compagnies de chemins de fer (juillet). Le paiement

par anticipation de deux semestres d'impôts est décrété (23 juillet). — Inauguration du chemin de fer, de Madrid à Cordoue (16 sept.); 23-24 nov. de Madrid à Lisbonne par Ciudad-Real et Badajoz qu'il restait à relier. — La reine qui passe une partie de la saison d'été au nord, au port de Zarauz (août-sept.), va visiter (12 déc.) la cour de Portugal à Lisbonne. Sur le bruit répandu de la dissolution prochaine des Cortès, quelques réunions secrètes de députés, plusieurs même anciens ministres; le président des Cortès Rios-Rosas, le maréchal Serrano, etc., sont arrêtés et déportés dans la nuit du 28-29 décembre; le décret de dissolution est du 30.

États-Unis. — La reconstruction de l'Union moyennant des amendements à la Constitution que prépare un comité de douze membres, et que devront admettre les États ci-devant rebelles, après qu'ils auront été votés par le Congrès, occupe incessamment les deux chambres. Presque aussitôt se produit un désaccord violent entre les radicaux des deux chambres, un peu trop ardents dans leur zèle d'abolitionnistes, surtout Thaddeus Stevens, Ch. Sumner, Wendell Phillips, et le président Andrew Johnson qui sous prétexte de faciliter le retour des sudistes à l'Union est trop indulgent pour eux, et qui compromettrait le résultat des succès dus à la politique bien plus nette et plus libérale de son prédécesseur Lincoln. Seward, resté secrétaire d'Etat, se prête à la politique du président. — La concession du droit de suffrage aux noirs, sans condition, dans le district fédéral de Colombie, voté par le Congrès en janv., à la fin de l'année, ne sera pas encore approuvée par le président. Un des amendements à la Constitution les plus débattus a pour objet d'assimiler les noirs aux blancs dans le dénombrement de la population ayant le droit d'élection; là où ce droit ne serait pas accordé aux

franchis, les blancs, étant comptés seuls comme population électorale, auraient forcément un nombre moindre de représentants. Le bill pour la réorganisation du bureau des franchis, longtemps dirigé par le général Howard, si nécessaire pour concilier les droits et les devoirs des franchis et des planteurs et pour mettre les affranchis en possession des terres publiques, où ils pussent être des travailleurs libres; et le bill relatif à leurs droits civils passent par les diverses épreuves législatives, et rencontrent toujours le mauvais vouloir du président. Il veut surtout les exclure du droit électoral. Il les engage à émigrer au lieu de rester entassés dans le sud. — Ton de véhémence exaltée contre les radicaux « traîtres à l'union » dans un discours qu'il prononce à Washington, le 22 février, jour anniversaire de la naissance de Washington. Tandis que le sénat veut que les États ci-devant rebelles soient sans représentants dans les chambres jusqu'à ce que le Congrès ait déclaré qu'ils seraient de nouveau appelés au droit de représentation, dans une proclamation du 2 avril, il déclare que, l'insurrection étant terminée, tous les États doivent être gouvernés comme avant la guerre. Le bill des droits civils des affranchis étant voté, à la majorité constitutionnelle (2/3 des votants) par le sénat le 5, par le congrès le 9, devient loi malgré le veto présidentiel. Il en est de même du bill concernant le maintien du bureau des affranchis (juillet), qui avait subi son veto. Les deux chambres se mettent d'accord sur la privation du droit du suffrage universel, qu'on impose à des catégories d'ex-rebelles du sud; elles ne veulent pas faire directement aux États une obligation de conférer le droit de suffrage aux affranchis. Le sénat ne tient pas compte du veto présidentiel au bill d'admission du Colorado comme État (mai). Il vote aussi l'admission du Nebraska. La législation du Tennessee ayant ratifié

l'amendement à la Constitution qui supprime l'esclavage, le Congrès l'admet de nouveau dans l'Union (juillet). — Plusieurs grandes villes du nord, surtout New-York et Philadelphie, témoignent leurs sympathies à la politique du président Johnson qui a l'air d'être favorable au rétablissement de l'union. Dans une convention des démocrates à Philadelphie, on demande que le Congrès admette la représentation des États du sud; le président (18 août) en saluant ces résolutions comme une seconde déclaration d'indépendance (18 août) déclame violemment contre le Congrès. — La Nouvelle-Orléans est ensanglantée (30 juillet) par suite de la convocation des délégués et partisans de la Convention de 1864, association du parti républicain ou radical qui voulait préparer l'admission des noirs au suffrage universel; beaucoup de victimes dans les deux camps, surtout parmi les noirs qui ont 44 tués, 139 blessés; état de siège, loi martiale pendant quelques jours; présence utile (2 août) du général Sheridan, major-général de l'armée, plus impartial que le président qui déclare la Convention de 1864 illégale et révolutionnaire. — Le président a cherché à fortifier son influence en s'entourant de ceux qui ont terminé la guerre contre le sud, Grant nommé (juillet) généralissime avec rang suprême, Sherman nommé lieutenant-général, Ferragut nommé amiral. Tout le territoire de l'Union est partagé en 13 départements militaires au lieu de 5. L'ex-président du sud Jefferson Davis, contre lequel le grand-juge de Norfolk (Virginie) a formulé (mai) un acte d'accusation de trahison, est mis en liberté sur parole dans le fort de Monroe. L'ex-vice président du sud, Alex. Stephens, est libre à Philadelphie. Les généraux Butler, Burnside, Banks sont les adversaires déclarés de la politique du président. — Projet de bill pour consolider la dette flottante, par l'émission de titres d'emprunt portant 6 pour cent

d'intérêt en or, et remboursables dans trente ans; le papier-monnaie serait diminué de 10 millions de dollars pendant chacun des six premiers mois; et, en suite, de 4 millions par mois (mars). En avril, il est signé. Le 1^{er} juin, le capital de la dette est de 13 milliards 200 millions de francs. Le bill des revenus intérieurs qui doit entrer en vigueur au mois de septembre est signé, en juillet, par le président. — Relations toujours tendues, presque hostiles avec l'Angleterre, par ressentiment de sa tolérance envers les corsaires confédérés; avec la France à cause de l'appui donné encore à Maximilien au Mexique. — Le président laisse les féniens avec leur chef, O'Mahony, puis Stephens, s'organiser à New-York et près des grands lacs pour préparer l'invasion du Canada (mars); Stephens vient même à Washington (mai); de Buffalo (New-York) des féniens tentent une échauffourée sur la terre Canadienne (juin); après leur échec le Congrès leur témoigne de la sympathie, réclame pour que ceux qui ont été pris au Canada ne soient pas jugés, propose d'annuler, annule (27 juillet) la loi de neutralité de 1818, d'après laquelle il n'est pas permis aux féniens de s'immiscer dans les affaires des colonies anglaises. On cesse les poursuites commencées à Buffalo contre des officiers féniens (avril). Leur prétendu président Roberts convoque un congrès général des féniens pour le 4 septembre à Troy dans l'état de New-York. — En même temps échange de témoignages de sympathie entre les autorités Russes et Américaines à Cronstadt et à Saint-Petersbourg (juillet). — Satisfaction donnée au Brésil (juillet) dont la souveraineté territoriale avait été violée par la capture dans le port de Bahia d'un navire confédéré. — Le président, à l'occasion d'une première pierre à poser à Chicago (Illinois) pour un monument en l'honneur de Stephen Douglas, démocrate de l'ouest, compéteur de Lincoln

à la présidence en 1860, mort après l'élection, parcourt tout le nord et le centre jusqu'à Saint-Louis (Missouri), accompagné de Seward, Grant et de Farragut, faisant de nombreuses harangues qui ne lui valent même pas partout les sympathies et le respect des démocrates: il n'est pas ménagé par les radicaux (28 août-15 sept.). — Les partis se comptent dans les élections locales, de sept.-octobre. Les républicains de Boston choisissent deux hommes de couleur pour candidats à la législature. Des troubles à Baltimore, le général Grant y est envoyé. — Le gouvernement réclame (27 octobre) contre deux sentences de mort dont le jury de Toronto (Canada) a frappé deux féniens, citoyens des États-Unis; l'exécution en est ajournée (déc.). — Dans le Texas, l'Alabama, les Carolines, la Géorgie, les législatures rejettent l'amendement à la constitution; violences fréquentes et impuises contre les affranchis; peine du fouet, abus de l'apprentissage. En Floride, les autorités civiles qui sont esclavagistes sont soutenues par le président. En Virginie le meurtrier volontaire d'un nègre est absous. Dans le Maryland, on vend encore des nègres à l'encan au nom de la loi locale de l'État. La Cour suprême frappe de nullité les jugements rendus pendant la guerre par des commissions militaires dans des États où la loi martiale n'avait pas été proclamée (déc.). — Dans son message du 4 déc. le président met au compte du Congrès l'anarchie prolongée, l'isolement où il laisse des États du sud qui sont sans représentation à Washington; il constate la réduction de l'armée et de la flotte, la diminution de la dette, l'accroissement de revenu, mais le chiffre, énorme encore, du papier en circulation. — Un vote des représentants (déc) exclut du prochain Congrès les représentants des États qui ne sont pas reconnus par le Congrès actuel. — La frontière des Settlements de l'ouest est assaillie par quelques

milliers d'Indiens (déc.). — Mort du général Scott (29 mai) à Westpoint : suil public. — L'usage du système métrique a été retardé par une proposition adressée au Sénat (juillet). — Communication par le télégraphe sous-marin de Trinity-Bay (Terre-Neuve), avec Valentia (Irlande), depuis le 27 juillet.

États-Unis, France et Mexique. — Sur la frontière du Rio Grande, extrême surexcitation (janvier). Les généraux juaristes demandent à être assistés par des troupes fédérales de l'Union; elles ne passent la frontière qu'un instant. Drouyn et Lhuys a fait demander (9 janvier) aux États-Unis en faveur de Maximilien une simple déclaration de neutralité, qui sera refusée. Le 14, il écrit au ministre de France, à Mexico (Dano), que l'évacuation est résolue en principe, la France étant à bout les sacrifices. Les chefs juaristes s'ennardissent et font des progrès partout au nord, même au centre. La présence du général Douay est nécessaire au nord de San Luis de Potosi. Les États-Unis promettent seulement de ne pas intervenir si les troupes françaises se retirent (12 février); mais ils ne souffriraient pas que les Français fussent remplacés par des corps réguliers de volontaires autrichiens que Maximilien se proposait de former. La France, par le baron Saillard, annonce (6 avril) que ses troupes quitteront le Mexique en trois détachements échelonnés de nov. 1866 à nov. 1867. Depuis le 23 février est mort l'ancien conseiller d'État français, Langlais, qui avait entrepris de réorganiser les finances du Mexique. Des brigands ont assailli sur la route de Mexico à Vera Cruz, la députation belge dont un officier est tué (4 mars). A mesure que les troupes françaises cherchent à se replier en quittant les régions excentriques, il y a péril pour elles-mêmes, et Maximilien n'a plus d'adhérents armés; ses rares partisans sont en danger de part et

d'autre, beaucoup d'actes d'odieuse barbarie. Le général Almonte envoyé à Paris ne peut pas obtenir (31 mai) de nouveaux efforts de la France pour la cause de Maximilien. Les impérialistes du général Mejia rendent Matamoros par capitulation (juin), Monterey, Saltillo, Tampico, etc. (juillet-août); des guérillas redoutables, partout; la contre-guérilla française est sans effet. Des conspirations dans le parti clérical autour de l'empereur, contre lui, attribuées aux partisans de l'ex-dictateur Santa-Anna. Quand Maximilien désigne deux Français pour les postes de ministre de la guerre, de ministre des finances (26 juillet), le gouvernement français refuse son autorisation; les États-Unis se prononcent contre ces choix (16 août). L'impératrice Charlotte parcourt vainement l'Europe pour chercher des appuis (août-sept.), à Paris, à Bruxelles, en Italie, jusqu'à Rome où se déclare l'altération de ses facultés mentales. Le maréchal Bazaine ne se montre au nord que pour préparer le rapatriement des troupes. Un décret impérial du 14 août a pour objet de réorganiser l'artillerie; les blens nationalisés ne produisent rien; rareté ou prix excessif du numéraire; promulgation d'un livre du Code civil; une nouvelle section de chemin de fer est ouverte entre Mexico et Puebla. — Une convention du 30 juillet publiée au *Moniteur* de la France le 12 sept., lui attribue à partir du 1^{er} nov. le prélèvement d'une partie des douanes des ports de Vera-Cruz et de Tampico comme compensation d'une partie de ses frais immenses, stériles. A Paris, les fonds ne venant pas du Mexique, les coupons des emprunts mexicains ne sont plus payés depuis le 18 sept. Déjà Tampico est perdu; il n'y a plus de sûreté entre Mexico et la Vera-Cruz par la route de Jalapa. Le général Castelnau, parti de Saint-Nazaire le 16 sept., a pour mission secrète de préparer Maximilien à abdiquer, tandis que les troupes françaises procéde-

ront à l'évacuation. Maximilien a déjà un nouveau ministère de nuance cléricale sous Theodosio Lares, ministre de la justice. Le triumvirat Castelnau, Bazaine, Dano, essaye de s'imposer à Maximilien pour que sa retraite concorde avec la cessation de l'intervention armée, et n'est pas fâché des visées ambitieuses des différents chefs dissidents surtout Ortega, rival de Juarez toujours absent. Les conseillers de Maximilien qui le tiennent presque sequestré dans une hacienda déserte près d'Orizaba l'engagent à persévérer même sans le concours des Français. L'Union tient bon pour Juarez, comme le seul gouvernement régulier; elle se plaint du retard apporté au rapatriement des troupes françaises quoiqu'on l'ait avertie qu'elles partiraient toutes ensemble d'un même coup en mars 1867 : elle donne mission au général Sherman et au diplomate Campbell d'aller à la Vera-Cruz préparer le retour d'un gouvernement républicain. Leur voyage que ne désapprouvaient pas les trois chefs Français (fin de novembre jusqu'au 3 déc.) est alors sans effet. Comme au début de l'année, un général des troupes fédérales qui a franchi le Rio-Grande est désapprouvé (début de déc.). Conflit entre les trois chefs Français et les conseillers intimes de Maximilien; il paraît, lui aussi, vouloir enfin un appel au pays, et la réunion d'un congrès qui confirmerait ou supprimerait la forme monarchique. Miramon, Mejia, Marquez, par décret (fin de décembre) sont chacun à la tête d'un corps de l'armée impériale. Les contingents autrichiens et belges doivent être rapatriés en même temps que les troupes françaises. Les produits des douanes de la Vera-Cruz réclamés par la France sont une nouvelle cause de discorde entre ses représentants et Maximilien (déc.).

France. — A l'ouverture de la session (22 janvier), le discours de l'empereur fait espérer le rappel des

troupes du Mexique et l'apaisement de l'émotion que leur présence avait produite dans les États-Unis; il annonce une enquête sérieuse sur l'état et les besoins de l'agriculture; il se déclare contre les esprits inquiets, avides de libertés politiques. Ce seront les quatre principaux thèmes de discussion dans les deux Chambres. Elle durera jusqu'au 30 juin. — Quelques élections nouvelles (Walewski nommé président, Larrabure) sont contestées. Le gouvernement présente un projet de constitution d'une nouvelle caisse d'amortissement qui disposerait au moins de 20 millions annuellement. Une note (1^{er} février) rappelle aux journaux les dispositions légales qui leur interdisent les comptes rendus critiques des séances. Au Sénat, dans la discussion de l'adresse, est réclamé par plusieurs orateurs le pouvoir temporel du pape; Persigny développe ses théories sur la nécessité d'une autorité forte sans ministres responsables et sans plus grande liberté de la presse; Rouland ne veut pas du régime parlementaire : le ministre d'État voit dans l'état actuel l'alliance de l'autorité et de la liberté. — Au Corps législatif la discussion de l'adresse occupe 20 séances publiques (février-mars) sur 83 en tout. Le Temps reçoit un avertissement (25 février) comme ayant outragé les satisfaits silencieux. Projet d'amendement de 36, bientôt 45 députés, dont Buffet en tête, signalant la convenance et l'opportunité qu'il y a à donner à l'acte de 1860 les développements qu'il comporte. Thiers ouvrant la discussion le 26 février revendique surtout les libertés de 89 montre les dangers et les effets d'un gouvernement personnel. Quelques députés qui commencent à se détacher de la majorité voudraient les ministres à la Chambre. Chesnelong nouvel élu, défend ardemment le pouvoir temporel du pape, J. Favre fait ajouter à l'adresse un mot sur les duchés de l'Elbe conquis par l'Autriche et la Prusse. Le régime exceptionnel sous lequel sont tenues nos

olonies y est mentionné aussi sur un vote de la majorité. Les mesures économiques prises ou à prendre sont beaucoup discutées. — Le parti protectioniste avec Pouyer-Quertier demande un droit sur le blé étranger entrant en France. Le vice-président du Conseil d'Etat de Forcade la Roquette tient tête à ce parti. L'amendement de l'opposition pour que l'enquête sur l'agriculture soit faite avec le concours des conseils généraux et des conseils municipaux n'a que 41 voix. Un amendement sur la presse dans la discussion duquel M. J. Favre est rappelé à l'ordre n'a que les 17 voix de l'opposition. L'amendement des 45, qui voudraient le droit d'interpellation pour la Chambre, l'obligation pour les ministres de venir au Corps législatif, un adoucissement au régime de la presse. La liberté de réunion pendant la période électorale, discuté les 17 et 19 mars, est défendu par trois des signataires, Buffet, Martel, le marquis de Talhouët. Deux membres de la majorité Jérôme David et Du Miral le combattent; le ministre d'Etat adjure les 45 de ne pas s'exposer à trouver leurs votes unis à ceux des 17; Emile Olivier adhère au programme des 45, programme de tiers-parti; 4 des 17 restent en dehors des 61, qui votent l'amendement. Un amendement de 18 membres du tiers-parti demandant pour la presse la juridiction des tribunaux ordinaires réunit 65 voix. On vote d'ensemble sur l'adresse le 20 mars: Il n'y a contre que les 17. — Débats sur la politique extérieure. L'opinion est généralement admise que la Prusse et l'Italie n'oseraient pas autant contre l'Autriche sans l'assentiment secret du gouvernement français, qui aurait quelque vue d'agrandissement territorial du côté du Rhin ou aux dépens de la Belgique. Le 3 mai, à l'occasion du contingent annuel des 100 000 hommes, le ministre d'Etat déclare que le gouvernement ne fait pas un reproche à l'Italie de chercher à profiter du conflit austro-prussien, mais que sa po-

litique est pacifique, qu'il pratiquera une neutralité loyale, qu'il garde une entière liberté d'action; très-éloquent discours de Thiers, défendant le droit impudemment violé par la Prusse et l'Autriche dans la question du Danemark et des duchés, insistant pour le maintien de la paix et l'abstention de la France dans la lutte imminente entre les spoliateurs du Danemark. Le compte-rendu de cette séance du 3 vaut des condamnations à *l'Avenir national*, à *l'Opinion nationale*, au *Temps*, au *Constitutionnel*, un avertissement au *Sémaphore de Marseille*. L'empereur répond indirectement au discours de M. Thiers et aux dispositions visibles de l'Assemblée dans un discours régional à Auxerre, le 6, où il s'élève contre les traités de 1815 dont on veut faire aujourd'hui l'unique base de notre politique extérieure. Avertissements au *Courrier du Dimanche* et à *l'Union de l'Ouest d'Angers*, qui lui reprochent les tendances à la guerre comme moyen de compression intérieure. — Lois d'affaires: 1° sur la marine marchande, à laquelle on veut, après une longue enquête, appliquer les principes de la liberté commerciale et le régime de la concurrence universelle, discutée du 11 au 20 avril; triple objet de la loi, importation en franchise des matériaux nécessaires à la construction des navires, francisation des navires construits à l'étranger, suppression des droits de tonnage et des surtaxes de pavillon; principaux opposants, Pouyer-Quertier, Conseil, Ancel, Pilchon; au scrutin, 68 voix contre; la gauche vote pour. 2° sur le courtage des marchandises, qui est déclaré libre moyennant indemnité pour les courtiers actuellement en exercice; courtiers en assurances, courtiers de navires; votée le 29 juin. 3° sur les attributions des conseils généraux, pour qu'ils statuent définitivement sur un grand nombre d'affaires purement départementales, et n'aient pas besoin d'une loi pour contracter des emprunts remboursa-

bles en douze ans. La commission y a consacré 80 séances; Busson-Billaud en est rapporteur; discussion publique du 17 au 23 mai. Par un article additionnel, le département de la Seine qui n'a pas de conseil électif ne pourra, ainsi que Paris, contracter des emprunts, établir des impositions extraordinaires sans une loi. 4° sur les droits des héritiers et ayant droit des auteurs. Le projet accorde 50 ans au lieu de 30, durée de la jouissance actuelle; il n'admet pas la propriété littéraire et artistique comme absolue et perpétuelle. Très-longue discussion à deux reprises (juin), le projet ayant été amendé; Marie, le baron de Beauverger défendent le principe de propriété absolue; Paulmier et J. Favre trouvent excessif le droit accordé à la femme. Un article entaché de rétroactivité est rejeté. Au Sénat le rapport est fait par Sainte-Beuve (6 juillet). 5° sur les crimes et délits commis à l'étranger (Nogent-Saint-Laurent rapporteur). Cette loi discutée le 30 et 31 mai modifie les articles 5, 6, 7, 187 du Code d'instruction criminelle; il y a 70 voix contre la modification de l'article 5; la loi est attaquée comme donnant plus de prise contre les délinquants politiques. — La question de dispense du service militaire, des membres des associations religieuses, est discutée, avec passion, au Corps législatif quand vient la loi sur le recrutement annuel (mai), au Sénat sur trois pétitions d'évêques (22-23 juin) et à propos d'une circulaire du ministre Duruy, du 14 février, à laquelle est conforme une circulaire du ministre de la guerre du 26, qui n'accorde l'exemption que si on s'est engagé conformément aux lois à se consacrer pendant dix ans à l'enseignement dans un établissement public du ressort de l'Etat. — Au Sénat 1° on vote (2 mars) l'ordre du jour sur une pétition qui demande le rétablissement de l'organisation synodale appartenant à l'église réformée et reconnue par le concordat, désirée

à cause des luttes ardentes entre les orthodoxes protestants et les hétérodoxes rationalistes et radicaux qui contestent la divinité de Jésus-Christ; 2° on vote (10 avril) la question préalable sur une pétition demandant que la constitution fût modifiée pour permettre d'adresser des pétitions au Corps législatif (De La Guéronnière rapporteur); Roubaud le président Troplong, Persigny sont moins intolérants que le procureur général Delangle; 3° on laisse passer enfin (8 mai), mais avec 22 voix d'opposition, la loi relative aux instruments de musique mécaniques, arrêtée dans la session précédente comme inconstitutionnelle; le baron Brenier défend le droit de propriété que la loi paraît léser; 4° examen de pétitions (1° et 8 juin) relatives au décret du 25 novembre 1865, qui sous prétexte de simple désaffectation d'un domaine de l'Etat, doit conduire à retrancher du palais du Luxembourg des terrains que le gouvernement désire vendre (rapporteur Lefebvre-Duroufflé, favorable au décret). La question est agitée le 30 juin, dernier jour de la session, par trois députés de Paris, Pelleu, Ernest Picard, Guérault. Un décret du 14 août déclare d'utilité publique l'ouverture de voies à travers le jardin; quant à l'aliénation des terrains, elle ne peut avoir lieu que par une loi. — Projets de loi ajournés: sur la contrainte par corps, les conseils municipaux, les sociétés, l'enseignement primaire, les douanes. — Discussion des lois de finances au Corps législatif en 18 séances publiques. D'abord est votée la loi pour reconstituer l'amortissement (Gouin rapporteur), discutée du 5 au 11 juin; parmi les gages affectés à la caisse nouvelle est la nue-propriété des forêts et des chemins de fer. A l'ouverture de la discussion sur les suppléments de crédit de l'exercice de 1866, le ministre d'Etat (12 juin) communique et commente une lettre de l'empereur adressée le 11 au ministre Drouyn de Lhuys sur la neutralité

tentive, qu'on va garder dans la guerre qui est imminente puisque la conférence européenne projetée n'aura pas lieu. D'après cette lettre la Prusse est mal délimitée, l'Allemagne veut sa reconstitution politique, l'Italie doit assurer son indépendance nationale; « nous ne pourrions songer à l'extension de nos frontières, que si la carte de l'Europe venait à être modifiée au profit exclusif d'une grande puissance et si les provinces limitrophes demandaient, par des vœux librement exprimés, leur annexion à la France. » Le ministre invite la Chambre à garder le silence sur les affaires d'Allemagne et d'Italie; il est bien soutenu par le président Walewski. J. Favre, Pelletan, Glais-Bizoin, Thiers n'obtiennent pas la parole. La clôture sur l'incident est prononcée par 202 voix contre 34. — La discussion du budget pour 1867 (Du Miral rapporteur) est enlevée du 13 au 27 juin. — Le baron Jérôme David, le 13, fait encore la justification de l'expédition du Mexique. — Le 19 quand la Prusse et l'Italie déclarent la guerre à l'Autriche une note invite la presse à la discrétion. Le lendemain de la défaite des Italiens à Custozza, 25 juin, séance orageuse : « la France veut la paix, » est le cri de la majorité, qui craint une intervention armée en faveur de l'Autriche; le président empêche de rouvrir la discussion interdite le 12; Thiers, Berryer réclament en vain les droits de la Chambre. — La session est close le 30 juin au Corps législatif. — L'acceptation par l'Autriche vaincue à Sadowa (le 3 juillet), de la médiation française (5 juillet), et la cession que l'Autriche fait de la Vénétie à l'empereur pour qu'il la retrocède à l'Italie sont accueillies comme des signes de force extérieure; mais, dès le 14, on ne peut rien oser contre la volonté bien arrêtée de la Prusse d'exclure l'Autriche de l'Allemagne, de disposer de tout ce qui est au nord du Mein, et de ne rien céder à la France, et l'opinion

regarde Sadowa comme une défaite pour nous-mêmes. — Un projet de sénatus-consulte du 6 juillet réserve au Sénat seul le droit de discuter la Constitution, et frappe les contrevenants d'une amende de 500 fr. à 10 000 fr.; mais supprime quelques-unes des entraves du droit d'amendement des députés. Le président Troplong est rapporteur le 12; voté unanime le 14, dern. jour de la session, moins une voix, celle du marquis de Bussy qui meurt peu après. — Un article de Prevost-Paradol dans le *Courrier du Dimanche* du 29 juillet est le motif de la suppression de ce journal le 2 août. — Le 10 août une conversation du ministre Français à Berlin, Benedetti, avec M. de Bismark ne permet pas d'espérer, nulle part, la moindre compensation territoriale; le 12, l'empereur écrit secrètement au ministre de l'intérieur, le marquis de La Valette, pour qu'il n'en soit plus bruit dans les journaux. D'après une note adressée à Londres le 21 et rendue publique, la France n'a pas réclamé Marienbourg et Philippeville. Démission de Drouyn de Lhuys le 1^{er} sept.; en attendant son successeur désigné, qui est l'ambassadeur à Constantinople le marquis de Moustier, le ministre de l'intérieur, marquis de La Valette, fait l'interim des affaires étrangères. — L'Empereur est alors malade, pendant trois mois de la fin de juillet à la fin d'octobre. Des observations sur sa santé valent des avertissements à plusieurs journaux. — Il ne s'est pas rendu aux fêtes annuelles de la réunion de la Lorraine à la France, où l'impératrice et le prince impérial le représentent le 15 juillet à Nancy; court séjour à Vichy; il ne va pas au camp de Châlons (août); il part pour Biarritz le 20 sept. Séjour et réceptions à Compiègne (en novembre) comme d'habitude. — On travaille activement à donner à l'infanterie des armes se chargeant par la culasse comme en Prusse. Le fusil de Chassepot, contrôleur d'armes à Paris, est adopté

le 30 août, sous le nom de fusil modèle 1866. D'après une circulaire diplomatique du 16 sept., signée La Val tte, la France n'est exposée à aucun danger; il y a en Europe plus de garanties de paix durable qu'en 1815, mais nous devons perfectionner sans délai notre organisation militaire. Une commission de ministres, maréchaux, généraux de division, chefs de services spéciaux est nommée à la fin d'octobre pour y aviser. Un projet adopté en décembre doit donner 1232 215 soldats fournis par l'armée active, une réserve en deux bans, une garde nationale mobile. — Manifestations d'opposition par les conseils municipaux de Toulouse, d'Avignon; ils sont suspendus, l'un le 8 août, l'autre le 22 octobre; le dernier est dissous le 16 nov. Persigny développe encore, dans un discours prononcé près de Roanne, ses théories sur les institutions démocratiques de l'empire (fin d'août). Le nouveau journal d'Enile Girardin, la *Liberté* reçoit un premier avertissement le 28 oct. — Le parti révolutionnaire a un de ses pamphlétaires Vésinier condamné à Bruxelles à 18 mois de prison et 1000 fr. d'amende (août). Des sectaires de sociétés secrètes, des partisans de sociétés socialistes et anti-religieuses, ouvriers et étudiants, sont arrêtés à Paris le 7 nov. 22 passent en police correctionnelle; par jugement du 7 janvier 1867, trois (Protot, Tridon, Edm. Levraud) sont condamnés à 15 mois de prison, trois à un an, les autres à 6 ou à 3 mois. — L'autorisation demandée par le duc d'Aumale de poursuivre l'ex-préfet de police à raison de la saisie du 1^{er} vol. de son *Histoire des Princes de Condé* non encore publiée est refusée par le Conseil d'Etat (27-31 mars). — Rapport du ministre Fould (19 déc., sur la situation financière; pour une seule année, l'année 1865, le Mexique a coûté en dehors des prévisions, ou a fait perdre près de 30 millions; les prévisions pour l'entretien des corps auxi-

liaires au Mexique en 1866 sont dépassées de 6 millions; les pertes de diverse nature sur l'exercice de 1866 sont plus que couvertes par la plus-value des impôts et revenus indirects, il en sera de même pour celui de 1867; le budget rectificatif de 1867 aura 77 millions de dépenses supplémentaires pour les ministères de la guerre et de la marine afin de se tenir prêts à toute occasion et de renouveler l'armement; la dette flottante est montée en une année de 792 millions à 888. L'accroissement des impôts indirects qui donnaient en 1866 60 millions de plus qu'en 1865 porte surtout sur l'enregistrement et le timbre, les boissons, les tabacs, les sucres. — Le recensement quinquennal de la population terminé à la fin de l'année donne 680 933 âmes de plus qu'en 1861, 38 067 094 âmes. — La santé publique est cruellement éprouvée par le choléra notamment à Paris et dans toute la région septentrionale (janvier-février); il reprend avec violence de juin à octobre. L'impératrice va visiter (4 juillet) les cholériques d'Amiens; il sévit aussi au sud, à la Clotat, à Marseille, à Arles; mesures sanitaires relatives aux arrivages en patente brute du choléra (juin). — Des inondations, dans tout le centre, dans l'ouest et le sud-est de la France; même près de Paris et dans la région de l'Oise, dans 20 départements; elles causent moins de pertes et de dégâts qu'en 1856 (sept.-oct.). — La peste bovine diminue, au milieu de l'année; on ne surveille plus avec rigueur que les frontières du nord; le typhus reparaissant en Suisse, on rétablit les mesures restrictives (déc.). — En vue de l'enquête agricole, une commission supérieure doit siéger à Paris (décret du 18 mars); il y aura des commissions régionales embrassant tous les départements en 6 groupes. L'enquête comportera l'examen de toutes les questions et lois qui touchent à la propriété. — Une caisse des associations coopératives dont des éco-

omistes indépendants avaient conçu l'idée, est fondée sous la protection de l'empereur (16 juin) presque comme une institution gouvernementale; de même une caisse des invalides du travail, dont J. Favre avait émis l'idée au Corps législatif (lettre impériale du 28 juillet). — Grève des ouvriers des mines de Denain (oct.). Souffrances, griefs des tisseurs en soie à Lyon. Leurs délégués vont du préfet H. Chevreau au ministre de l'intérieur, jusqu'à l'empereur qui leur vient en aide (oct.-déc.). — Par décret du 31 déc., est réglée à nouveau la nomenclature des établissements dangereux, insalubres ou incommodes; ils sont en moins grand nombre qu'en 1810, les fabriques et usines sachant mieux s'assainir. — Pose du câble télégraphique entre la Corse et Livourne (janvier). — Sections de chemins de fer ouvertes de Bretagne à Vendôme pour conduire vers Tours (fév.), entre Chalonnes-sur-Loire et Cholet (sept.); de Dreux à Laigle (oct.); de Laval à Mayenne (nov.); de Rennes à Brest (nov.); de Massiac à Murat (sept.); de Figeac à Aurillac (nov.); d'Alx à Annecy en Savoie (juillet); de Nantes à Napoléon-Vendée et de Napoléon-Vendée aux Sables (déc.). — Accidents causant mort d'hommes sur le chemin de Poitiers à la Rochelle, à Saint-Maixent (4 sept.); entre Bèfort et Dijon, près de la gare de François (23 déc.). — Traités de commerce et de navigation avec l'Autriche (11 déc.); en outre, convention consulaire, convention pour la propriété littéraire, arrangement relatif aux successions. — Un décret du 27 déc. fait participer les nations avec lesquelles nous avons des traités de navigation et de commerce aux avantages que la dernière loi, de mai, sur la marine marchande accorde aux vaisseaux français; réserve fiscale contre les Etats-Unis qui leur font payer encore un droit de tonnage. Le droit Américain sera supprimé et la réserve française sera retirée en janvier 1867. — La

Convention monétaire signée à Paris le 23 déc. 1865 avec la Belgique, l'Italie, la Suisse pour avoir une monnaie de billon en argent, uniforme, au titre de 835 millièmes, est ratifiée à Paris en juillet, après une loi votée en juin à ce sujet. — Extension de l'enseignement primaire. Un décret du 28 mars réclame la gratuité pour tous les enfants pauvres. Les conseils de département et de commune sont invités (juillet) à concourir aux frais des cours d'adultes, qui se font le soir, extrêmement nombreux partout, et presque partout charge supplémentaire, non rétribuée, pour les instituteurs. — L'enseignement secondaire spécial a des programmes d'études distincts, des jurys chargés de délivrer des diplômes de fin d'études, des conseils de perfectionnements, un conseil supérieur distinct, une école normale à Cluny qui reçoit des boursiers de l'Etat des départements, des communes et des pensionnaires libres, une agregation distincte (sept.), un lycée-modèle à Mont-de-Marsan inauguré le 15 oct. — Beaucoup de cours libres, de conférences, de réunions littéraires, scientifiques, musicales même, à Paris et en province. — Ligue de l'enseignement fondée par Jean Macé. — Les effets du décret du 14 avril 1855 sont effacés en ce qui concerne l'Académie des sciences morales et politiques par le décret du 9 mai. — Lettre pastorale de l'évêque d'Orléans Dupanloup (9 octobre) sur les malheurs et les signes du temps; il signale encore, peu de temps après (déc.) l'athéisme et le péril social. — Ambassade solennelle du Maroc reçue aux Tuileries (2 janvier). — En Algérie, dans le sud-ouest, autour et au delà de Saïda et de Geryville, plusieurs douars sont soulevés par Si-Lala, et son neveu Si-Ahmed-ben-Haniza (mars-avril). Le sequestre est mis sur les biens de toute cette famille le 13 mars. Le 16, très-chaude affaire. Énergie du lieutenant-colonel de Colomb. Des troupes sont en-

voyées de Laghouat. Terrible invasion de sauterelles dans les trois provinces, depuis le milieu d'avril; elles dévorent tout; dommages immenses; des souscriptions partent en France. Fréquents avertissements aux journaux, accusés de semer la discorde entre les divers éléments de la population et de calomnier l'administration; le *Journal des Colons* d'Alger est supprimé le 22 août. Les colons Européens sont mécontents de ce que beaucoup de terres domaniales aient été abandonnées aux Arabes. L'élément indigène est favorisé dans l'organisation des tribunaux civils musulmans décrétée le 13 déc., des conseils municipaux décrétée le 27. — Au Sénégal, rentrent à Saint-Louis (juin) deux Français retenus longtemps captifs par le souverain de Segou, un lieutenant de vaisseau et un médecin. — La Martinique, la Guadeloupe et la Réunion sont l'objet d'un sénatus-consulte, promulgué le 4 août, qui détend les liens de dépendance envers la métropole, augmente les pouvoirs de leurs conseils généraux; mais les marchandises de France continuent à y entrer en franchise, les colonies pour se faire des recettes ne peuvent frapper de droits que les marchandises étrangères. Le conseil de la Martinique vote (7 sept.) un droit de tonnage, pour les travaux du port de Fort-au-Prince. — En Cochinchine, expéditions 1^o d'avril en juillet, pour dégager les abords du fort Tay-Ninh par des Cambodgiens; 2^o et plus tard pour protéger le roi de Cambodge allié et tributaire des Français, Néronon 1^{er}, dont la capitale Ouddong était menacée par l'ou-Khom-bô (déc.). — Neuf missionnaires, Français et Espagnols, ayant été massacrés en Corée, le contre-amiral Roze n'obtenant pas réparation (juillet) ne peut qu'enlever une place, Hang-Hoa, voisine de l'embouchure du fleuve qui passe près de la capitale (oct.), qu'on quitte à l'approche de l'hiver. — En Nou-

velle-Calédonie, il faut défendre les abords du chef-lieu français Nouméa contre des tribus de cannibales. — A Tati, à l'ouverture de l'assemblée législative qui ne s'était pas tenue depuis la fin de 1860 (26 mars), le commissaire impérial siège et parle à côté de la reine; en quelques jours sont votées plusieurs lois; Code agricole. — Pertes dans la maison d'Orléans. La reine Marie-Amélie meurt à Claremont près de Londres (24 mars); à ses obsèques beaucoup d'anciens ministres et de serviteurs dévoués de la cause libérale. Le fils aîné du duc d'Aumale, âgé de 22 ans, meurt à Sydney en Australie (24 mai). — Mort, en avril, d'un ancien ministre de Charles X, Guernon-Ranville; en mai, à Lausanne, d'un ancien ministre de la révolution de 1848 Flocon; en octobre, du diplomate Thouvenel, utile dans de grandes fonctions depuis le 2 déc. 1851; en novembre, de M. de Barante, un des vétérans du parti constitutionnel, historien et homme d'état; de Gustave de Beaumont, écrivain philosophe et adversaire de l'esclavage comme son ami Alexis de Tocqueville (avril); de l'artiste, au crayon satirique, Gavarni (nov.).

Grèce. — Toujours même état de désordre intérieur; audace des bandits; vains conseils des trois puissances protectrices; changements fréquents de ministère. La Chambre prorogée en février, l'est encore le 1^{er} novembre à cause des divergences passionnées d'opinions soulevées par l'insurrection crétoise dont on espère un accroissement de territoire. Des milliers de volontaires passent en Crète. Toutes sortes de manifestations en faveur des Crétois, auxquelles s'associe même le roi, malgré la pénurie des finances et la mauvaise organisation de l'armée. Troupes réunies aux confins de l'Épire et de la Thessalie (nov.-déc.). La Turquie demande (20 déc.) aux trois puissances protectrices de

appeler à la Grèce les obligations que les traités lui imposent. La Chambre réunie de nouveau le 22 décembre est plus ardente contre les Turcs que le ministère Bulgars; le 30 déc. nouveau cabinet, Couroundouros, de politique agressive.

Haiti. — La nouvelle république des Dominicains est reconnue par le président des Etats-Unis qui étaient restés indifférents quand ils s'étaient séparés de Haiti en 1824. Chute du président Baez (24 avril) à la suite d'un mouvement militaire qui livre le pouvoir, par des élections irrégulières (sept.) au général Cabral. Cabral poursuit les partisans de Baez. Des révoltes contre lui. — Insurrections incessantes contre le président de la république haïtienne Geffrard surtout à l'est. Les rebelles brûlent une partie de la ville de Gonaïves (juill.). Incendies formidables à Port-au-Prince (19 mars et 12 sept.). — Geffrard envoie (oct.-nov.) des troupes soutenir Cabral contre les rebelles Dominicains.

Hollande. — Le cabinet Thorbecke qui datait de janvier 1862 commence à se disloquer par la démission du ministre des finances auquel on reproche quelques abus d'influence électorale; et par le dissentiment entre M. Thorbecke et le ministre des colonies Van den Putte au sujet d'un code pénal aux Indes (janvier). Le nouveau cabinet, sous Van den Putte, ne dure pas. — A Amsterdam mouvement populaire contre la municipalité pendant que sévit le choléra (11 septembre). — La session étant à peine ouverte le 17 septembre, au bout de quinze jours dissolution et élections nouvelles; en novembre, concorde rétablie.

Japon. — Suivant les traités, sont ouverts aux étrangers, sur la base des tarifs actuels, les ports d'Osaka et de Hiogo. Les représentants de la France, le ministre et le commandant de la flotte, sont reçus

avec honneur à Yeddo (mars). Convention avec l'Angleterre, la France, les Etats-Unis, les Pays-Bas pour l'établissement d'un nouveau tarif dont la base est un droit fixe de 5 pour cent *ad valorem* sur tous les objets d'importation, et d'entrepôts de douanes, pour la fixation de la valeur réciproque des monnaies, pour la détermination des droits dont les sujets du Japon jouiront à l'étranger (25 juin). — Traité de commerce avec l'Italie (25 août). — Guerre civile entre les Daimios. Guerre entre le taïcoun et le prince Choishu. Le taïcoun meurt de maladie; son successeur est le prince Sotsbachii (sept.). — Tremblement de terre et incendie à Yokohama (26 nov.).

Italie et Rome. — Une dépêche française du 2 janvier rappelle au nouveau cabinet, à peine constitué par La Marmora, la coexistence des deux souverainetés distinctes, celle du pape réduite aux proportions où elle est aujourd'hui, et celle du roi d'Italie. A Madrid, le projet d'adresse des députés se prononce pour le maintien du pouvoir temporel du Saint-Siège (29 janvier); l'Espagne voudrait une entente entre les puissances catholiques pour le protéger quand les troupes françaises auront quitté Rome; La Marmora se plaint à Madrid de cette ingérence de l'Espagne (5 février); contre-note espagnole du 16. En France, le projet d'adresse du Sénat est presque aussi explicite dans le sens de l'adresse des Cortès d'Espagne, le Corps législatif agite la même question. On travaille à organiser l'armée pontificale pour le moment où manquera la protection directe de la France; à Antibes va se former (par décision impériale du 30 janvier) une légion composée de volontaires français et étrangers, que doit commander le comte d'Argy. — Le plus jeune fils du roi, Oddone, meurt à Gènes (22 janvier). — La nouvelle législation entre en vigueur dans tout le royaume (1^{er} janvier); quelques divergen-

ces d'interprétation, surtout pour le mariage de prêtres qui renoncent à leur caractère sacerdotal. — Le ministère proteste contre les bruits de réduction des intérêts de la dette publique et d'établissement d'impôt sur la rente; il voudrait faire contribuer à l'impôt les revenus de toute nature que donne la terre (exposé du ministre Scialoja, du 22 janvier). Le projet de conférer à la Banque nationale le service de la Trésorerie est enfin voté par le Sénat (1^{er} février). A la Chambre des députés assez longs et vifs débats, à l'occasion d'un vote nécessaire pour l'exercice du budget provisoire (1^{er} février). Le Sénat adopte le projet de supprimer les sous-préfectures (3 mars). — Il vote (25 mars), le projet d'institution du crédit foncier qu'adopteront les députés le 11 juin. Les établissements de crédit se réunissent en congrès pour aviser au moyen de conjurer une crise financière qui est imminente. — L'élection récente de Mazzini à Messine est annulée par les députés (22 mars) à cause des condamnations qui l'ont frappé comme conspirateur. — Actes violents de fanatisme contre des protestants à Barletta (19 mars). — Troubles universitaires à Naples (avril). — Dès le début de mars, entente secrète avec la Prusse pour combattre l'Autriche. A la fin d'avril, comme la guerre est prochaine et qu'on s'y prépare, les discussions parlementaires sont moins ardentes; on vote les projets de finances; l'impôt sur la rente voté par les députés le 17 mai est repoussé par le Sénat le 18 juin; tous les titres de crédit des banques, banque nationale, banques de Naples et de Sicile vont avoir cours forcé; enthousiasme pour la guerre excepté dans le midi; l'épiscopat de la haute Italie y montre favorable; Garibaldi, le chef des bataillons de volontaires, dont le nombre grossit incessamment autant à cause du manque de travail que par haine de l'Autriche, aura des députés de l'extrême-gauche à la tête de son état-major. — Une seconde

élection de Mazzini (à Forlì) est annulée par les députés le 18 juin. — Ils ont voté (9 juin) le principe de la suppression de toutes les corporations religieuses. — Ils votent la levée de la classe de 1846 (14 juin). Il y a quatre corps d'armée régulière. — Le lendemain de la déclaration de guerre (18 juin), le 19 le cabinet est remanié : Ricasoli est ministre de l'intérieur et sera d'autant plus influent que La Marmora qui dirige la campagne avec le roi, ministre de nom, n'a plus de portefeuille. Sont ministres : Visconti-Venosta, Cordova et députés tous deux du centre gauche. Le cabinet obtient, par des votes du 22 et du 23 (dernière séance de chaque assemblée) des pouvoirs extraordinaires. La dictature financière est prolongée jusqu'à la fin de la guerre, ainsi que la loi de sûreté générale. Le prince E. de Carignan est régent. — Le 24, combat de Custozza, malheureux pour les Italiens; de même la rencontre navale de Lissa, le 20 juillet. Étant vaincus, il leur est pénible de recevoir, par suite du triomphe de leurs alliés à Sadowa, la Vénétie comme un cadeau de la France; dans les négociations d'armistice et au delà, ils ne se séparent pas de la Prusse; la question de Rome est écartée des négociations; ils voudraient le Trentin; l'Autriche sait le défendre et le conserver. — La présence des commissaires Italiens depuis le milieu de juillet prépare dans les villes vénitiennes un plébiscite favorable; les lois italiennes y pénètrent par décret du régent (20 juill.); même la plus récente, qui supprime les corporations religieuses. — L'opinion est très-animée contre le vaincu de Lissa, l'amiral Persano; il sera jugé: une procédure commence. — Le roi se montre depuis le 31 juillet aux provinces vénitiennes. — Par décret du 2 août, un emprunt forcé de 350 millions, effectifs. — Par décret daté de Padoue, amnistie politique (16 août). — La Marmora quitte l'armée et sort du cabinet (17 août);

ialdini est chef d'état-major; le général Cugia est ministre de la guerre. — Dans les conférences à Vienne pour la paix, l'Italie, que le général Menabrea représente, ne veut prendre à sa charge que la dette spéciale de la Vénétie; elle admet le principe d'une indemnité pécuniaire pour les ouvrages des places fortes qu'elle doit recevoir. — Violente sédition à Palerme (15-23 sept.) où on ne veut ni de la conscription ni de la suppression des corporations religieuses: des réfractaires, des bourbonniens, des séparatistes, surtout des malfaiteurs sont quelques jours maîtres de la ville; les autres villes de Sicile témoignent de leur dévouement à la cause de l'ordre que rétablit par les armes le général Cadorna. — Garibaldi reçoit bon accueil à Florence, le 24. La dissolution de son corps de volontaires décrété le 25 s'opère sans résistance. — Depuis le 11 octobre le Sénat est saisi du jugement de l'amiral Persano; les principaux acteurs de la journée de Lissa entretiennent les journaux de leurs griefs réciproques. — Le traité de Vienne du 3 octobre, ratifié le 14, qui donne à l'Italie la Vénétie toute munie de forteresses, moyennant un plébiscite et 250 millions, s'exécute rapidement; le 16, les troupes italiennes sont à Vérone, le 19 à Venise; le 21, a lieu le vote pour l'incorporation, presque à l'unanimité; elle est décrétée le 4 nov. à Turin où le roi reçoit la députation vénitienne; le 7 il commence par Venise la visite des villes de Vénétie; le 21, il est de retour à Florence. — Par décret du 24 octobre, la Vénétie aura 50 députés à envoyer au parlement italien. — La guerre a coûté 357 millions de francs. — Succès de l'emprunt national des 350 millions, les représentations provinciales en ayant souscrit une bonne partie dès le mois d'octobre et de novembre. Cinq millions de rentes sont émis en secret le 7 nov. dans le but de pourvoir aux premiers paiements à faire à l'Autriche (87 millions). — Le Con-

seil d'Etat fait opposition à la fusion décrétée de la banque nationale et de la banque de Toscane. — En Sicile où les tribunaux militaires sur une centaine de procès, prononcent dix sentences de mort dont trois sont exécutées, l'état de siège est levé à partir du 1^{er} décembre. — Partout le vol à main armée suivi d'assassinat, est fréquent. Même à Venise (1^{er} déc.), faute de pain et de travail une émeute, peu grave. — A Rome, la situation intérieure change peu. Crise monétaire prolongée quoique soient en cours depuis le 18 juin des monnaies nouvelles, qui correspondent aux pièces françaises. Disgrâce signalée du cardinal d'Andrea, comme adhérent à la nouvelle politique italienne (juin). La légion franco-romaine d'Antibes arrive à Civiltà-Vecchia (15 sept.), et bientôt à Rome le 22, pour servir le pape: il lui préfère les zouaves pontificaux. Dans la crainte de quelque mouvement du parti d'action italien, l'Espagne revient (oct.) sans succès à son projet de ligue des puissances catholiques; l'Autriche ne l'accueille pas. La France renouvelle ses conseils au gouvernement italien (15 octobre), que le pape continue à accuser dans ses allocutions en consistoire, où il condamne tout régime civil conforme aux principes français de 89. La mission du commandeur Mancardi à Paris depuis le 24 octobre pour le règlement de la dette pontificale, qui incombe au gouvernement italien produit la convention du 7 décembre, ratifiée à Florence le 9, qui donne satisfaction au pape sans qu'il ait participé aux négociations. Une circulaire du ministre de l'intérieur Ricasoli (15 nov.), qui demande partout à la fois de l'activité et de la conciliation invite à reprendre leurs sièges tous les évêques, non-seulement ceux qui avaient été éloignés par le gouvernement, mais ceux qui s'étaient retirés à Rome ou ailleurs. Répondant à des évêques (26 nov.), il promet à l'Eglise une entière liberté, comme aux Etats-Unis. Pour négocier

cier sur la question des sièges supprimés ou vacants, il envoie à Rome (8 déc.), le conseiller d'Etat Tonello. Mais en même temps, depuis le 6, le domaine royal prend possession de tous les biens ecclésiastiques pour en effectuer la conversion en rentes sur l'Etat. — Le 12 décembre, le drapeau pontifical remplace partout le drapeau français, par l'exécution de la convention de septembre 1864 : le pape a environ 12 000 hommes de troupes, en partie étrangers. — Le 15, le roi ouvre le Parlement où siègent les députés de la Vénétie, la plupart modérés. M. Mari est réélu président des députés ; M. Crispi de l'extrême gauche a eu 68 voix, Mazzini 13. Le 22 est voté l'exercice provisoire pour le 1^{er} trimestre de 1867. — Lignes de chemins de fer ouvertes : de Rome à Folligno, 167 kil. (4 janvier) ; de Rovigo à Ferrare, ce qui met Venise en communication avec Florence (7 déc.) ; de Florence au lac Trasimène et à Folligno (déc.) ; le 23 déc. premier train direct de Florence à Naples. On va de Messine à Catane. — Le canal Cavour, de Chivasso par Verceil et Novare au Tésin près de Turbigo, long de 85 kil., qui a coûté 45 millions, est inauguré par le prince Eugène (12 avril). — La malle des Indes passe pour la première fois à Bari (1^{er} février). — Mort du sénateur Massimo d'Azeglio, homme d'Etat, publiciste, romancier, artiste (15 janvier) ; du député Brofferio, orateur, écrivain, poète, ami particulier du roi (mal) ; de Farini, qui avait administré au nom du roi l'Emilie et Naples (10 août) ; de l'ancien ministre Cassinis, par suicide (18 déc.). — Violence du choléra à Naples (août) ; il est porté par les troupes à Palerme (sept.).

Portugal. — Une convention postale avec la France, contenant enfin des tarifs modérés, conclue le 24 décembre 1865, après le vote des chambres, est en vigueur le 1^{er} sept. — Mort (14 nov.) en Allemagne de D. Miguel, régent en 1827, usurpa-

teur en 1828, dont la carrière finit en 1834 ; il laisse plusieurs filles et un fils âgé de treize ans.

Russie. — La russification de la Pologne et des huit provinces occidentales est continuée par tous les moyens, sous prétexte de doter également toutes les provinces des mêmes bienfaits d'éducation et d'administration régulière. Fondation, en Pologne, de gymnases et d'écoles normales destinés aux Polonais, aux Russes, aux Grecs-Unis, aux Allemands, aux Lithuanais, et d'écoles d'externes de jeunes filles où l'on enseignera concurremment les langues et l'histoire de la Russie et de la Pologne (rescrit de janvier), et où tous les cultes auront aussi leur enseignement. Facilités données aux fonctionnaires civils et militaires d'origine russe, employés depuis 1863 dans les huit provinces occidentales, et à tout Moscovite pour y acquérir ou prendre à ferme les domaines libres et les biens confisqués (30 janvier ; 9 mars ; 22 et 28 août) ; une caisse de prêts, constituée à ce sujet, reçoit des avances du gouvernement. Milutine, très-ardent contre la propriété polonaise, est nommé secrétaire d'Etat pour les affaires de Pologne. Plusieurs lycées polonais sont constitués en lycées russes (avril). L'alphabet russe est substitué à l'alphabet polonais même pour l'impression des grammaires polonaises ; dans les facultés, les examens devront être passés en langue russe ; dans les hautes écoles, l'allemand même prime la langue polonaise, et dans toute école locale de Pologne les divers patois sont admis de préférence à la langue nationale. Toutes les affaires publiques en Pologne doivent être traitées en langue russe. — Les persécutions du clergé catholique en Pologne, après quelques paroles vives du Pape, décident le ministre russe à Rome, le baron de Meyendorff, à rompre toute relation diplomatique (février) ; il quitte Rome (mars). On

opprime ceux des cinquante-trois couvents catholiques de Pologne qui n'ont pas le nombre voulu de religieux (sept.) Des ecclésiastiques grecs-unis sont persécutés dans le diocèse de Chelm. Le Pape (allocution en consistoire secret, le 26 octobre), qui récapitule et réproouve tout ce que souffre le clergé catholique, condamne cependant toute rébellion et toute participation de membres du clergé à la résistance politique. L'empereur déclare (déc.) que, par suite de la rupture des relations diplomatiques avec Rome, il n'est plus lié par les conventions concernant les affaires du culte catholique. — Un gentilhomme russe, D. Karakozow, âgé de 25 ans, ayant, à Saint-Petersbourg, attenté à la vie du czar (14 avril), mais sans le blesser, longue enquête confiée au général Mourawieff avec le désir d'y impliquer des Polonais. On lui trouve beaucoup de complices, appartenant à des sectes socialistes russes. Le prince Paul Gagarin préside la cour suprême, dont la sentence de mort contre le coupable est exécutée le 15 septembre. Un médecin russe, Nelsutin ou Ischutine, condamné à mort comme fondateur d'une société communiste (10 oct.), a sa peine commuée le 16. Des 34 autres prévenus beaucoup sont condamnés aux travaux forcés dans des forteresses ou à l'exil en Sibérie. Un seul est Polonais. — En Sibérie, 721 Polonais sur 1200, employés à des travaux de route près du lac Baïkal, tentent une révolte armée qui dure quinze jours depuis le 25 juin ; elle n'est complètement réprimée que le 25 juillet ; 34 d'entre eux sont tués, les autres repris. Des 7 condamnés à mort, 4 sont fusillés. — Pour le recrutement annuel on demande en Pologne (6 août), non-seulement 4 hommes sur 1000, mais en plus 1 et demi pour l'arriéré des années où le recrutement n'a pas eu lieu ; il s'opérera du 15 octobre au 17 novembre. — Mouvement imprévu des Circasiens, enle-

vant, dans la nuit du 27 août, Soukoum-Kalé. — Guerre heureuse contre l'émir de Bokhara, sous prétexte de la détention d'un envoyé russe (mars-juin) ; par la perte de Khodjend, la Boukharie est séparée du Kokand. A la paix, les Russes évacuent Tachkend, ville bokharienne de 60 000 âmes, qui appartenait auparavant aux Kokands ; mais une partie des habitants y prêtent serment comme sujets russes (29 sept.). La Russie a sa province du Turkestan. — Par le service de télégraphie et de poste, établi jusqu'à Kiakhta, agence télégraphique jusqu'à Pékin. — Pour mettre l'armée et la flotte au complet, est décrété (1^{er} nov.) un recrutement dans tout l'Empire, qui prendra 4 hommes sur 1000, du 25 janvier au 15 février 1867. — Le général comte de Berg est remplacé, comme lieutenant de l'empereur en Pologne, par le comte de Heyden (oct.) ; Kaufmann, comme gouverneur des provinces occidentales (Vilna, Kowno, Grodno, etc.), par Baranoff, gouverneur de Livonie, d'Esthonie et de Courlande. Mort du général Mourawieff Karsky (4 nov.). — Célébration (9 nov.) du mariage du grand-duc héritier avec la princesse danoise Dagmar, qui avait dû épouser son frère aîné, mort il y a un an. A cette occasion, quelques remises de peines politiques et d'impôts arriérés ; le titre de feld-maréchal est conféré au comte de Berg. — Abolition (nov.) de servitudes, surtaxes et monopoles féodaux qui dans 450 villes du royaume de Pologne empêchaient des bourgeois et cultivateurs d'acquérir des propriétés foncières. — D'après trois ukases du 31 décembre, le royaume de Pologne ne forme plus, dans l'administration générale des postes de l'Empire, qu'un arrondissement postal dit de l'Ouest ; il aura sa direction des finances dépendant étroitement du ministère central ; son administration des provinces et districts est rendue plus russe encore.

La Prusse laisse la Russie anéantir complètement la Pologne, comme la Russie l'a laissée dépouiller le Danemark et chasser l'Autriche de l'Allemagne. L'une et l'autre accusent, en secret, l'Autriche qui a installé en Galicie un gouverneur polonais et qui combat, dans ce pays polonais, l'influence de la race et de la religion russe. — Avertissements à plusieurs journaux, surtout à la *Gazette de Moscou*, qui même est suspendue deux mois pour intempérance de zèle (ses rédacteurs sont des conseillers d'État, Katkof et P. Léontief) et au *Wiest*. — Un nouveau code pénal conserve la peine des verges et des fers. — Chemin de fer de Varsovie à Siedlce (9 oct.) Cérémonie religieuse pour l'installation de l'éclairage au gaz, à Moscou, au Kremlin (27 déc.).

Suède et Norvège. — En Suède, le traité de commerce avec la France n'est adopté par l'ordre du clergé qu'après des débats très-vifs, et en joignant une clause de blâme (février). — En Norvège, le storthing rejette (62 voix contre 48), la proposition de la commission de constitution, qui avait pour objet d'accorder au roi le droit de nommer vice-roi, en ce royaume, l'héritier de la couronne ou son fils dès qu'ils auraient l'âge de majorité fixé par la loi.

Suisse. — Du projet de révision de la constitution fédérale, adopté par l'Assemblée fédérale, la majorité des cantons, votant séparément, n'adopte que les articles concernant l'égalité de tous les cultes et la liberté de conscience (15-18 janvier). — A Berne, le grand conseil vote contre une demande de subside pour un projet de chemin de fer par le Saint-Gothard (24 janvier). — A Soleure, 3000 catholiques protestent contre une mesure d'intolérance de l'évêché (février). — A Genève et à Carouge, centre du radicalisme genevois, scènes violentes pour les

élections au grand conseil du canton (11 nov.); les indépendants ou conservateurs en sont victimes. Un projet qui doit modifier la constitution cantonale, adopté par le grand conseil, n'a pas la majorité des votes du peuple, par l'opposition des indépendants. — Emprunt de 12 millions pour renouveler l'armement des troupes fédérales (nov.). Le conseil fédéral est réélu par l'Assemblée fédérale, sauf un membre démissionnaire.

Turquie et Grèce. — Révolte des Maronites dans le district d'Edhén au sud-est de Tripoli, avec Joseph Karam (janvier-mars). Le gouverneur chrétien du Liban Daoud-Pacha recevant des renforts considérables de Beyrouth, a de la peine à les réduire. Jos. Karam qui échappe entretient l'agitation. Il s'adresse en vain au gouverneur Turc de Damas en haine de Daoud-Pacha; et au corps des consuls Européens (déc.). Il séjournera pendant quelque temps en Algérie. — En Tunisie, arrestation et emprisonnement (février) du chef de la dernière révolte Aly-ben-Ghodaheh; les impôts arriérés sont réclamés à main armée (août). — Le vice-roi d'Egypte obtient du sultan l'hérédité directe pour son fils (mai); il institue le régime constitutionnel; il ouvre le 25 décembre, le conseil de représentation nationale. Le 19 mars, le sultan a ratifié la dernière convention du vice-roi avec la compagnie du canal de Suez. Le bassin de radoub en avant de Suez est inauguré (11 oct.). Il enverra beaucoup de troupes contre les rebelles de l'île de Candie qu'il convoite. — En Roumanie, opposition contre le gouvernement du prince Couza, manifestée par le sénat (4 février); le 8, démission du cabinet; le 14 suppression du journal la *Sentinelles*; dans la nuit du 22 au 23, plein succès d'un mouvement militaire dirigé par le journaliste C. A. Rosetti contre le prince Couza; on le force à abdiquer, on le laisse s'en-

l'union ; quelques arrestations, pas d'effusion de sang. La majorité, dans les chambres et dans la population, veut l'union et l'autonomie des principautés avec un gouvernement constitutionnel. Elles proclament tout d'abord un prince étranger, le jeune comte de Flandre. Les puissances signataires du traité de Paris en 1858, dont les représentants se réunissent en conférence à Paris depuis le 10 mars, sont, sauf la Russie, pour le maintien de l'union, mais contre l'idée d'un prince étranger. Un mouvement séparatiste tenté à Jassy par des Bulgares, Arméniens et Russes ne réussit pas (15 avril) ; des troupes purement Moldaves suffisent à le réprimer. La candidature du prince Charles de Hohenzollern, âgé de 27 ans, capitaine à la suite d'un régiment prussien, improvisée on ne sait d'où, réunit presque l'unanimité dans les deux principautés du 14 au 19 avril. Les chambres qui avaient été dissoutes par la lieutenance provisoire le 30 mars, réunies le 11 mai, le 13 sanctionnent cette élection. Le 22, le prince Charles est à Bukarest. La conférence de Paris désapprouve, mais laisse faire ; elle s'autorise pas une intervention armée des Turcs qui paraît imminente. Un des membres de la lieutenance provisoire, Lascar Catardji, est président du nouveau cabinet. Violences exercées contre des Israélites à Bukarest (30 juin). La nouvelle constitution, votée le 12 juillet, interdit la cité aux non-chrétiens. Sous le ministère de Jean Ghika qu'est votée la nouvelle loi électorale. Le prince qui parcourt les Principautés, après les négociations heureuses du prince Stirbey à Constantinople, va lui-même (24 oct.) y recevoir de la main du sultan l'acte de reconnaissance. Le consul général russe lui fait bon accueil à son retour le 6 nov. Le 27, à l'ouverture des chambres, son message prononcé en langue française constate l'adhésion de toutes les puissances. Le 17 décembre est signée une convention

relative à la navigation du Pruth avec l'Autriche et la Russie. — Agitation en Bulgarie, en vue d'une séparation. — La Porte concède aux Monténégrins des terrains de pacage contestés depuis 1859 (27 oct.). — En Crète, dès le mois de mars, révolte des populations des montagnes au nord de la Canée à cause de l'exagération des taxes et des droits de douane. Beaucoup de comités se forment dans toute la région de l'ouest, pour organiser la protestation et la résistance ; un comité central adresse, le 26 mai, au sultan, une supplique des Hellènes, réclamant non-seulement contre l'énormité des impôts, mais contre l'iniquité des tribunaux turcs, l'inégalité des cultes, la violation de la liberté individuelle et des élections municipales. La réponse vizirienne, datée du 23 juillet seulement, est connue des Hellènes le 1^{er} août (19 juillet, style grec) ; le comité central y réplique le lendemain ; et une adresse aux consuls Européens, rédigée par l'assemblée générale des Crétois siégeant à Prosneron, canton d'Apocorona, annonce qu'ils vont prendre les armes ; ils arborent les couleurs de la Grèce dont ils voudraient devenir citoyens et des trois puissances protectrices. Un décret daté de Sphakia, le 2 sept. (21 août, style grec) proclame l'union à la Grèce. Dans toute la Grèce, comités d'assistance, agitation pour l'annexion, offre du commandement au général Kalergis qui est né Crétois : le roi ne lui permet pas d'accepter ; mais il ne contient pas le mouvement. Les insurgés reçoivent des armes et munitions par Syra, Chio, Chypre, l'Épire sont frémissantes. Le gouvernement concentre des troupes, en grande partie Égyptiennes ; le commandant Égyptien, Sahim-Pacha, est en désaccord avec le gouverneur-général de l'île Ismail-Pacha. Mission de conciliation, impuissante, de Mustapha Pacha, ancien gouverneur de Candie, envoyé de Constantinople le 8 septembre.

C'est lui qui va diriger la guerre. Les ministres de France et d'Angleterre plus que celui de Russie appuyent à Athènes l'envoyé Ottoman; l'ambassadeur de France à Constantinople, le marquis de Moustier, qui devient ministre des affaires étrangères, contient, combat les sympathies des Grecs. La lutte armée, depuis septembre, est presque quotidienne; journées sanglantes et indécises, d'abord près des hauteurs qui dominent la Canée. Dans le district de Réthymne, plus à l'est, quelques dispositions à une transaction. Des milliers de familles hellènes sur des vaisseaux russes ou anglais, émigrent dans les îles grecques, ou en Grèce, et y trouvent à peine leur subsistance. Beaucoup, en attendant l'embarquement, souffrent cruellement de la faim et du froid. On se bat beaucoup dans la province d'Aporcorona, près de celle de Sphakia dont les montagnes seules restent aux rebelles; ils ont pour refuge aussi les montagnes, plus centrales, de Psiloriti. Un colonel de l'armée grecque Coroneos vient les commander: des volontaires garibaldiens se joignent à eux; Zimbrakaki est un des principaux chefs Crétois. Affaires sanglantes autour des couvents 1^o de Carisi près de Vafé, province d'Aporcorona (24 oct.). 2^o d'Arcadi, près de Rethymo (21 nov.). Lutte sans espoir pour les Hellènes crétois, la France et l'Angleterre n'étant pas favorables à leur émancipation. Le vapeur grec, le *Panhellénion*, qui force le blocus établi par les Turcs, en est à son septième voyage le 15 décembre pour ravitailler les rebelles. — A Constantinople l'*Etoile de l'Orient*, journal trop favorable aux Candiotés, est suspendu pour un mois. — Entente entre les gouvernements de France et de Russie pour la restauration de la coupole du Saint-Sépulcre. — Pénurie du trésor ottoman. Pour la dette étrangère même, le payement du semestre de juillet est différé. — Depuis juin Fuad-Pacha est remplacé dans la

charge de grand-visir par Mehemmed Ruchdi-Pacha.

Questions internationales.

— La conférence sanitaire internationale, qui fonctionne à Constantinople, présente un programme de mesures préventives, pour empêcher les pèlerins qui se rendent de Mecque à Médine, de retourner par mer dans leurs pays respectifs, en cas où le choléra se serait déclaré parmi eux. — Le choléra venu de l'Asie turque, sévit, au milieu de l'année, dans tout le centre et le nord de l'Europe, jusques et y compris la Hollande, la Belgique, la France, l'Angleterre. Il atteint les Etats-Unis et les Antilles. — Peste bovine, violente dans tout le centre de l'Europe, de la Hollande à la Suisse. — Eruption volcanique à Santorin, et dans les îlots voisins (sept). Légers mouvements de tremblement de terre en France (14 sept.). — Débordements de fleuves, inondations en France, aux Etats-Unis (sept.-oct.). — Code international des signaux maritimes, œuvre d'une commission anglo-française, bientôt adopté par les autres nations. — Télégraphe sous-marin enfin établi sûrement de l'Irlande à Terre-Neuve (27 juillet); un message arrive de Paris à New-York en huit heures (15 août). Le câble atlantique de 1865 est repêché par le *Great-Eastern* (fin août). Il y a ainsi deux lignes de télégraphe transatlantique depuis le milieu de sept. — A Genève, s'ouvre le 3 septembre le congrès des délégués de l'Internationale des travailleurs élus par 160 000 ouvriers. La plupart sont d'Angleterre, de France, de Suisse; il y en a peu de l'Allemagne et de l'Italie. Y marquent Malon, Varlin, Murat et Albert Richard, venu de Lyon. Il s'agit surtout d'organiser des grèves immenses dans tous les pays à la fois pour la même industrie. On y proclame la guerre au capital; on se déclare contre le travail des femmes, faisant concurrence aux hommes dans les manufactures.

1867.

Allemagne et Prusse. — Les délégués des Etats qui doivent former la Confédération du nord, siégent en conférence à Berlin (janvier, février) pour jeter les bases des institutions fédérales nouvelles selon les propositions que leur a soumises le cabinet prussien le 15 décembre 1866. La Prusse tient surtout à ce que la Constitution fixe l'effectif de l'armée fédérale sur le pied de paix à tant pour cent de la population de 1867 (art. 56), qui ne pourra être modifié que tous les dix ans, et un budget militaire normal y correspondant, art. 58, autant de fois 225 millions que comporte l'effectif de paix. Le Parlement fédéral projeté n'aurait ainsi de vote décisif ni dans la question militaire ni dans celle du budget. Mécontentement des libéraux de toute nuance. Le projet de Constitution est voté le 8 février par les délégués. — Pendant cette conférence des délégués, siège le parlement prussien. Opposition assez vive dans les deux Chambres (janvier) au projet de loi concernant l'augmentation du nombre des députés de ce Parlement par suite des annexions, la Constitution prussienne devant être mise en vigueur le 1^{er} octobre dans les pays annexés; le gouvernement ne veut pas être obligé d'augmenter d'autant la Chambre des Seigneurs, les personnages les plus considérables des pays annexés étant encore favorables aux souverains ou Etats dépossédés. Plaintes portées vainement à la Chambre des députés pour l'incarcération d'un négociant de Hanovre qui aurait fomenté en décembre une agitation hostile à la Russie; pour les contributions énormes de guerre levées en 1866 sur Francfort; pour le régime tout prussien que subit le Schleswig-nord; pour les entraves mises dans le grand-duché de Posen au développement de l'élément national et à la liberté du commerce. Les Chambres votent : 1^o Le

traité passé par le gouvernement avec le prince de Thurn et Taxis, qui cède ses droits et son matériel de poste pour 3 millions de thalers au lieu de 13 qu'il demandait d'abord; 2^o un emprunt de 24 millions de thalers pour construction de chemins de fer; 3^o l'abolition du monopole du sel sur lequel sera mis un impôt de 2 thalers par quintal; 4^o une loi sur les associations d'industrie et d'exploitation. Dans cette session fermée avec solennité par le roi le 9 février, ont été augmentés les traitements des employés inférieurs et des instituteurs; la Chambre des Seigneurs a refusé le 1^{er} février toute indemnité pour les membres prussiens du Parlement du nord; et, le 4, a restreint la liberté des comptes rendus des délibérations de ce Parlement. — Les élections au Parlement fédéral sont fixées (janvier) pour toute la monarchie prussienne au 12 février; le radical Jean Jacobi, plusieurs libéraux, Waldeck, Unruh, Hoverbeck, Virchow renoncent à se présenter. Le gouvernement aura ses candidats officiels, agréables. Le comité central pour les élections avise à garantir une indemnité aux libéraux qui seraient élus. — Dans les Etats au sud du Mein, les discussions des Chambres de Darmstadt et de Munich (janvier) font ressortir la nécessité de l'union militaire intime avec la Prusse plutôt qu'une confédération distincte du sud qui inclinerait forcément ou vers la France ou vers l'Autriche, et le désir cependant de conserver une sorte d'autonomie. Du 2 au 5 février, conférence à Stuttgart des délégués des quatre Etats du sud pour s'entendre sur la réorganisation de l'armée selon le système prussien qui a fait ses preuves. Un projet conforme est présenté, le 12, aux députés de Munich : ce projet admet des engagés volontaires pour un an, comme en la Prusse depuis le 3 septembre 1814. — D'après le projet de Constitution fédérale arrêté le 9 février par les délégués, il y a 22 Etats qui forment

une Confédération perpétuelle du nord; le Parlement fédéral ou Reichstag se compose de 296 députés. Il y a un conseil fédéral rappelant le plenum de l'ancienne Confédération de 1814; il comprend 43 voix, dont la Prusse a 17. Les 21 États confèrent à la Prusse tous les pouvoirs de la présidence et pour le Reichstag et pour le conseil fédéral. Dans le Reichstag, 60 députés seulement ne sont pas des provinces prussiennes, soit anciennes soit nouvellement annexées. Ils sont fournis par les 6244 000 habitants des 21 États. Le royaume de Saxe, en raison de sa population (2 343 000 habitants) a 23 députés; Meklembourg-Schwerin en a 5; Hesse-Darmstadt pour la partie de sa population située au nord du Mein en a 3; Saxe-Weimar, Oldenbourg, Brunswick en ont chacun 3; Hambourg est la seule des trois villes hanséatiques qui en ait 3 aussi; etc. La législation fédérale, exercée par les deux assemblées, a un domaine fort étendu qui laisse bien peu de droits aux Chambres de chaque Etat. D'après l'article 11, la présidence (la couronne de Prusse) nomme le chancelier fédéral, qui préside le conseil fédéral, et a la direction des affaires. La période législative du Reichstag est de 3 ans, l'élection est faite par le suffrage universel et direct (art. 21); aucun de ses membres ne peut à une époque quelconque être poursuivi judiciairement ou disciplinairement pour ses votes ou ses paroles prononcées dans l'exercice de ses fonctions (art. 28). Le roi de Prusse, chef de guerre fédérale, nomme les membres des comités permanents du conseil fédéral : 1° pour l'armée de terre et les forteresses; 2° pour la marine. L'organisation et la législation militaire prussienne doivent s'étendre à toute la Confédération. Les douanes, certaines contributions communes, les postes et télégraphes fourniront des recettes fédérales en dehors de ce que les États payeront pour l'armée fédérale d'après l'article 58 et pour

la marine d'après l'article 50. Le dernier article, 71, stipule que les rapports de la Confédération aux États du sud seront réglés après l'établissement de la Constitution de la Confédération du sud, par des traités particuliers qui devront être soumis au Reichstag. — Une convention particulière lie étroitement l'armée Saxonne au chef de guerre fédérale (7 février); le 19, le roi de Prusse va visiter à Dresde le roi de Saxe. — Des conventions de la fin de février mettent à la disposition exclusive de la Prusse les contrées d'Anhalt, de Lippe-Deimold, comme déjà elle dispose de ceux de Waldeck et des petits États de la Thuringe. — Aux élections du 12 février pour le Reichstag, l'élément conservateur ou ministériel qui domine sur les vieux-libéraux, les libéraux, les chrétiens, s'accuse surtout dans la province de Prusse et les provinces rhénanes; presque partout, hors des grandes villes sont nommés de riches propriétaires; plusieurs membres de la Chambre des Seigneurs sont élus; aucune des six circonscriptions de Berlin ne veut des ministres et généraux de la dernière guerre qui leur étaient proposés; on leur préfère les libéraux, le juif Lasker, assesseur. Fr. Dunker, Waldeck, Schultze-Deilitzsch, etc.; d'Unruh passe à Hanovre, Michaelis à Stettin. Twesten à Dantzig; les ministres Bismark et de Roon, les généraux de 1866 et le prince Frédéric-Charles sont élus; le gouvernement n'a pas la majorité dans les provinces annexées; dans le Hanovre il ne passe que 8 annexionnistes libéraux dont Bentzen à côté d'un ancien ministre hanovrien le baron de Münchhausen; Francfort nomme le baron Charles Meyer de Rothschild, indépendant; Braun est un des libéraux nommés à Wiesbaden; le parti danois dans le Schleswig-nord qu'on force à voter envoie M. M. Ahlmann et Krugger. En Saxe, 13 sur 23 des élus sont conservateurs anti-prussiens, particularistes. — Le duc Ernest de Saxe-

Cobourg dans une réunion de libéraux du futur Reichstag, le 21 à **Gotha**, leur recommande l'acceptation en bloc du projet de constitution fédérale. — La session du Reichstag du nord à Berlin, qui a à discuter et à voter la Constitution fédérale dure du 24 février au 17 avril. Elle est ouverte avec grande solennité par le roi en personne qu'entourent plusieurs princes allemands, et tous les députés fédéraux ayant Bismark à leur tête. « Depuis des siècles, on n'a pas vu autour d'un souverain allemand une telle assemblée; elle doit fonder l'unité, la liberté et la puissance de l'Allemagne. » Le roi demande que l'entente qui vient de s'établir entre les gouvernements sur le projet actuel de constitution ne soit pas compromise par les modifications qu'y apporterait le Reichstag. « Nous tendrons la main à nos frères de l'Allemagne du sud... » Chacun des Etats, outre le gouvernement prussien représenté par tous ses ministres et par le conseiller privé Savigny, peut avoir son commissaire auprès du Reichstag pour concourir à établir les rapports qui existent entre les assemblées fédérales et les gouvernements. Dès la première séance, on adopte le règlement de la Chambre des députés prussienne. La fraction libérale et nationale, qui comprend 53 membres, se constitue sous la présidence du hanovrien Bennigsen, le président du Nationalverein. Les Polonais, les catholiques et les radicaux peuvent grouper 75 voix. Aux conservateurs de la droite et au centre se joindront souvent des particularistes conservateurs Saxons et Hano-vriens. Le bureau est élu pour quatre semaines : sont nommés le 2 mars et seront réélus le 30 mars, à la présidence Simson l'ancien président de l'Assemblée nationale de Francfort en 1848, à la vice-présidence le duc d'Ujest et Bennigsen. Pas d'exposé de motifs du projet de Constitution : ils sont, dit Bismark, dans l'histoire des six dernières années; pas d'exa-

men préalable par une commission; on discute tout de suite, publiquement; deux lectures sont nécessaires pour chaque article. Le ministre Bismark insiste bien souvent et longuement et avec une grande énergie, et non sans âpreté railleuse à l'égard des particularistes parlementaires qui ont fait échouer les tentatives d'union de Francfort et d'Erfurth, sur la nécessité de fonder vite l'Etat allemand en cherchant quelles concessions les Etats particuliers doivent faire à l'ensemble si celui-ci veut être viable. Les libéraux avancés, Twisten, Waldeck, Dunker combattent l'idée d'un budget normal de guerre, qui annulera le rôle du Parlement; la réforme militaire, dit Bismark le 13 mars, à laquelle la Prusse doit son succès victorieux n'aurait pas été réalisée si personne n'avait eu le courage de gouverner en dépit du vote de la Chambre de 1862. Le 18, où on discute spécialement l'article 1^{er} du projet concernant le territoire fédéral, il dissipe les rêves des Polonais de Posen, qui revendiquent leur nationalité particulière, rejette les protestations des députés du Schlesvig-nord en faveur duquel l'Autriche seule, d'après lui, pourrait invoquer la clause vague de Nikolsbourg, nie toute pensée de menace contre l'indépendance de la Hollande convoitée, disait-on, par la Prusse; et pour répondre aux unitaires, qui craignent que le Luxembourg n'échappe à l'Allemagne et ne devienne Français, et que les Etats du sud ne contractent alliance avec l'étranger, révèle les traités d'alliance offensive et défensive signés secrètement en août 1866, qui les engagent envers la Prusse. Dès le lendemain ces traités sont publiés, à Berlin, à Munich, à Stuttgart. — Rejet, le 19, d'amendements Schrader et Braun tendant à garantir les libertés fondamentales du peuple, et notamment la liberté de la presse et le droit de réunion. Le principe d'un ministère fédéral responsable n'a que 86 voix contre 177. Bismark

ne veut pas, au côté du chancelier fédéral (fonctions qu'il remplira), un conseil des ministres même prussiens qui partageraient avec lui la responsabilité de la direction des affaires fédérales. Il avait adhéré à un projet d'amendement, non suivi d'effet, qui fixait la durée du Reichstag à 6 ans au lieu de 3 qui sont votés. Le principe d'indemnités et de frais de voyage pour les députés, est voté sous forme d'amendement à l'article 29 (nouvel article 32) (30 mars). — L'interpellation Bennigsen (1^{er} av.) au sujet de la question du Luxembourg révélant une crise très-grave de politique extérieure, on presse la délibération et le vote de la suite des articles. Le chef de l'état-major général, de Moltke, le 3, fait maintenir la durée du service actif à 3 ans qu'on voulait réduire à 2. Le 5, on adopte malgré le ministre de la guerre, de Roon, l'amendement Forckenbeck à l'article 56, pour que la présence sous les drapeaux en temps de paix soit de 1 pour cent de la population de 1867 jusqu'au 31 décembre 1871 et non pas pendant 10 ans; au delà du 31 décembre 1871 la législation fédérale décidera des contingents de paix. — La discussion en première lecture est achevée le 8. — La seconde lecture dure deux jours. Elle est reprise le 15 par un discours de Bismark qui, s'étant concerté, dit-il, avec les commissaires fédéraux, répudie, du projet amendé, surtout les amendements concernant les institutions militaires et le droit d'indemnité pour les députés. Une proposition de MM. Carlowitz et Bockum-Dolffs, pour qu'on vote sans changement le projet amendé, soutenue par M. de Reichensperger réclamant le maintien à tout prix de la liberté du parlement et du droit budgétaire, combattue par Bismark, est rejetée. Acharnement sur l'article 32 nouveau, concernant les indemnités; la droite espère, en les refusant, supprimer du Reichstag les prolétaires, l'élément démocratique; le ministre de l'intérieur prussien, commissaire

fédéral, comte d'Eulenhourg, obtient le rétablissement de l'ancien article qui les refuse (178 contre 90). Le 16, pour l'organisation militaire on vote, malgré Bismark, un amendement du duc d'Ujest qui, après l'échéance de la période transitoire de cinq ans, finissant au 31 décembre 1871, maintient l'effectif de paix actuel jusqu'à la promulgation d'une loi fédérale, mais qui propose de fixer alors le budget de l'armée sur la base de l'organisation existante par une loi de l'Etat. — Le 16 avril, l'ensemble du projet de Constitution est voté par 230 voix contre 53 fournies par l'extrême gauche, les Polonais et les particularistes. Un des Polonais, Kantak, est rappelé à l'ordre pour sa protestation contre « l'acte de violence qui les a incorporés dans la Confédération du nord. » Les gouvernements fédéraux, le 17, adhèrent au projet. — Le pavillon adopté pour la marine fédérale sera noir, blanc et rouge. — Clôture solennelle du Reichstag, le 17, par le roi. Dans son discours, on applaudit surtout les espérances qu'il donne d'un rapprochement plus intime avec les Etats du sud et du maintien de la paix (avec la France). — Les parlements de chaque Etat auront à sanctionner cette Constitution votée par le Reichstag. — Pendant cette session, une note du ministre de la guerre de Roon établit que, la population de la Confédération du nord étant d'à peu près 30 millions d'âmes, l'effectif de paix fixé par l'article 56 à 1 pour cent de la population sera d'environ 300 000 hommes; l'armée fédérale formera 13 corps d'armée y compris le corps formé par la garde prussienne. Les troupes du royaume de Saxe forment le 12^e corps. La division de Hesse-Darmstadt, par convention du 7 avril, est réunie au 11^e corps d'armée fédérale, qui a Cassel pour siège de commandement. — Le 11, alliance offensive et défensive de la Hesse et de la Prusse. — L'union nationale de la patrie commune est l'objet de manifestations en Bavière,

ns le Wurtemberg pendant le différend de la Prusse avec la France sur le sujet du Luxembourg; en Wurtemberg retraite de deux ministres, l'un de la justice et de la guerre qui étaient moins favorables. A Carlsruhe, des membres du comité permanent des Chambres demandent l'accession à la Confédération. — La nouvelle constitution municipale votée par le roi à Francfort-sur-le-Main (25 mars) lui laisse moins de libertés que n'en ont beaucoup de villes de la monarchie. — La session du Parlement prussien dont l'objet est surtout de sanctionner la Constitution fédérale, soumise là aussi à deux lectures à 28 jours de distance, s'ouvre du 29 avril au 24 juin. Le bureau est composé, par élection, de Morkenbeck comme président, de Lavenhagen et du comte Eulenburg comme vice-présidents : le rapporteur nommé, Twesten, se prononce pour l'adoption comme les orateurs du parti national libéral : opposition vive de Jacobi, au nom des droits du peuple; amendements inutilement présentés par Bockum-Dolffs, Waldeck, Virchow, Hoverbeck. Les députés ajournent (vote du 9 mai) à la session législative ordinaire la reddition des comptes par le ministre des finances pour le crédit de 60 millions de thalers et l'emprunt de 30 millions de thalers autorisés par l'acte du 22 septembre 1866. Il est beaucoup question du Hanovre, d'une part à cause de la nomination d'un magistrat de rang supérieur hanovrien dans les anciennes provinces, de l'autre à cause de conspirations supposées avec la France en cas de guerre. — La convention du 11 mai conclue à Londres ayant mis fin à la question du Luxembourg, le pied de paix de l'armée prussienne sans les contingents fédéraux, est de 253 000 hommes. Le prince royal, le roi et Bismark viennent à Paris pour l'Exposition (juin); ils reçoivent le czar à Potsdam. — La Constitution fédérale est promulguée le 24 juin. — Les parlements des autres États

confédérés l'acceptent de même sans opposition; et approuvent diverses conventions militaires avec la Prusse. — A Darmstadt, on est moins ardent pour l'entrée du grand-ducé tout entier dans la Confédération du nord. — Une conférence douanière à Berlin (3-4 juin) des chefs de cabinet des quatre États du sud avec les ministres prussiens décide que ces États prendront part à un parlement douanier commun au nord et au sud en vue d'établir une législation douanière et commerciale commune. — A Berlin, le 26 juin, la cour suprême casse l'arrêt de la cour d'appel de cette ville qui avait acquitté le député Twesten, et celui de la cour d'appel d'Insterbourg qui avait acquitté le député Frentzel, poursuivis au sujet de discours prononcés au sein de la Chambre en mai 1866. — Une ordonnance du roi de Prusse datée des eaux d'Ems (Nassau) nomme le ministre Bismark chancelier fédéral (14 juillet); une autre, du 26, institue un Bulletin des lois de la Confédération. Un bureau de chancellerie fédérale est organisé sous la présidence de M. Delbrück, directeur de section au ministère du commerce prussien. — Visitant ses provinces nouvelles de Nassau, Francfort, Hesse-Cassel (juillet-sept.), le roi met sur le compte de la fatalité historique tout ce qui est arrivé en 1866. Il s'empresse d'y tout transformer par ordonnances avant que leurs députés siègent dans la Chambre. Francfort-sur-le-Main n'a plus le préciput dont elle jouissait aux dépens des autres membres du Zollverein, ni la loterie, supprimée également à Osnabrück et à Hanovre, mais pas à Berlin; elle est frustrée dans la séparation projetée de la fortune de la ville d'avec la fortune de l'ancien État libre. Hesse-Cassel est menacé aussi de l'annexion de son Trésor de l'État au Trésor prussien. L'ex-reine de Hanovre quitte enfin ce pays (juillet) : la *Gazette de Hanovre*, qui y était l'organe du parti féodal et du clergé luthérien, cesse de paraître

(1^{er} août). Un très-riche seigneur prussien y vient occuper le poste de gouverneur suprême, et ouvre les États provinciaux le 21 septembre. Des hommes, dits de confiance, préparent (juillet) la nouvelle organisation intérieure de Hesse-Cassel et celle des duchés de l'Elbe, érigés en deux régence. — Un traité du 18 juillet livre à la Prusse pour dix ans toute l'administration dans la principauté de Waldeck. Nouvelles conventions militaires de la Prusse avec les gouvernements Thuringiens et avec le Brunswick (août); avec Hambourg comme avec Brême. — Après la nouvelle conférence douanière commune aux gouvernements des États du nord et du sud, ouverte à Berlin le 26 juin, un traité du 8 juillet établit la continuation et pose les bases de la reconstitution du Zollverein. — Le conseil fédéral ouvert le 15 août par le chancelier Bismark que suppléera quelquefois dans la présidence le saxon de Friesen, reçoit les traités de douane conclus avec les États du sud, et des projets de loi concernant les postes, l'indigénat, les consulats, la nationalité des navires marchands, les poids et mesures, le budget fédéral. — L'accession au Zollverein est votée à Lubeck, rejetée encore à Hambourg (sept.). — Une réunion de membres du parti progressiste appartenant aux quatre États du sud, tenue à Augsbourg (4 et 5 août) tend à pousser les gouvernements vers la Prusse pour réagir contre les tentatives de division qui pourraient venir de l'Autriche ou de la France. — L'entrevue de François-Joseph et de Napoléon III à Salsbourg (18-23 août) donne lieu précisément à des soupçons de ce genre, dont bientôt ils se disculpent par voie diplomatique : ils n'en sont pas moins l'objet d'une rude dépêche prussienne du 7 sept. publiée le 18. — Les partisans d'une patrie commune se défilent du projet annoncé par Frœbel le 22 août de relire les États du sud autour du plus grand, la Bavière, pour maintenir leur indépendance, au moyen

d'un journal nouveau la *Presse de l'Allemagne du Sud*, qui paraîtra à Munich. On annonce en septembre que la Confédération du nord avec l'armée active, les réserves, la landwehr peut avoir plus de 800 mille hommes, et plus d'un million avec les forces du sud. — Dans les Châmbres du grand-duché de Bade (sept.) bien peu protestent contre l'unité qui serait acquise par le sacrifice de la liberté; surtout MM. Maurice, Mohl et Lindau. — Le roi de Prusse visite la plupart des cours allemandes. — Après de nouvelles élections par application de la constitution fédérale votée dans le Reichstag, clos le 17 avril, session du Reichstag, du 10 sept. au 2 octobre, en même temps que continue à siéger le conseil fédéral composé des délégués des gouvernements confédérés qui élabore les projets de loi, et qui présente aussitôt le projet de budget fédéral. L'Hanovrien est le rapporteur du projet d'adresse concerté par quatre fractions de la Châmbre; elle est adoptée par 157 voix contre 58. On adopte la suppression du monopole du sel, et la suppression de l'obligation des passe-ports dans les États de la Confédération. On approuve les réductions de la contribution matriculaire fixée par tête de soldat, lesquelles résultent des récentes conventions militaires de la Prusse avec plusieurs de ses confédérés, sans qu'une loi particulière soit jugée nécessaire pour sanctionner au préalable lesdites conventions. Les traités douaniers du 8 juillet avec les États du sud, qui modifient en plusieurs points les dispositions de la Constitution fédérale, ce qui pourrait demander une révision de la Constitution, sont simplement l'objet d'un vote où les 2/3 des voix sont exigibles; il n'y a en première lecture, le 8 octobre, qu'une voix contre. — On vote en première lecture, le 8 oct., la suppression de la limitation du taux de l'intérêt, et celle de la contrainte par corps pour dettes; le 14, la suppression des

restrictions mises au droit de coalition des travailleurs. Vive discussion, le 18 et 19, sur la loi concernant le service militaire fédéral, que deux Saxons, Liebknecht et Bebel, répudiaient comme l'instrument du despotisme; Bismark, de Roon, de Moltke montrent la nécessité que le gouvernement puisse, en toute liberté et sous sa propre responsabilité, sans faire éclat par un appel au Reichstag, rappeler sous les drapeaux les hommes de la réserve en congé : pour les renforts nécessaires. » Vote de beaucoup de lois d'affaires, sur les postes fédérales, et sur une convention de poste avec les Etats du sud, sur les consulats fédéraux, sur la liberté de domicile, etc. Les conventions militaires avec les petits Etats confédérés sont approuvées le 22 octobre; les traités douaniers avec les Etats du sud, le 26, après un discours du chancelier Bismark qui ne nie pas qu'il y ait connexité entre ces traités et les traités d'alliance militaire d'août 1866. — Ce même jour, 26 octobre, le roi clôt la session du Reichstag; le 28, il ajourne à quatre semaines le conseil fédéral. Dans cet intervalle il sanctionne les lois sorties de leurs délibérations. — Parmi les Chambres du sud, celles de Bade sont unanimes pour les traités avec la Prusse; ce sont celles du Wurtemberg, qui sanctionnent le plus à regret les traités douaniers, par lesquels le sud est lié à la Prusse. — La Bavière se débat en vain aussi pour conserver à l'égard des droits de douane un veto dont elle jouissait autrefois et que la Prusse tient à se réserver; le chef de cabinet à Munich, le prince de Hohenlohe, voudrait des Etats-Unis Allemands; les traités d'alliance militaire sont votés dans les chambres des deux Etats en même temps que les traités douaniers (du 30 oct au 4 nov.). — Une dépêche du ministre américain en Prusse, Bancroft (1^{er} nov.) croit trouver des analogies entre l'Allemagne actuelle et les Etats-Unis. — Ratification de tous

les traités douaniers, en commun, à la chancellerie fédérale le 7 nov. — Le 15, les duchés de l'Elbe entrent dans le Zollverein. — Le 23, protocoles définitifs des traités de poste, conclus : 1^o entre la Confédération du nord, le Luxembourg et les Etats allemands du sud; 2^o entre la Confédération du nord et les Etats allemands du sud, d'une part, l'Autriche de l'autre. Le conseil fédéral les approuve le 6 déc.; le 27, échange des ratifications, pour la mise en vigueur le 1^{er} janvier. — Quand la France écrit à toutes les puissances qui ont des sujets catholiques (9 nov.) en vue de la conférence européenne, qui aurait à régler les rapports du Saint-Siège et de l'Italie, le roi de Saxe renvoie l'invitation à la chancellerie fédérale; la Hesse-Darmstadt qui ne l'imite pas est lancée par une note prussienne, le 24 nov. — A l'égard du député prussien Twesten, le tribunal criminel de première instance de Berlin suivant la voie que la cour suprême lui a tracée le 26 juin, le condamne à deux ans de prison pour son discours du 20 mai 1865 où il aurait « calomnié » le ministre de la justice (11 nov.). Une ordonnance royale du 14. le suspend de ses fonctions de conseiller au tribunal. — Le 15 novembre, le roi ouvre la première session du nouveau parlement prussien comprenant, par des élections générales faites le 30 oct. et le 6 nov., 80 députés des provinces annexées, qui la plupart appartiennent au parti national. Le discours royal insiste sur le but pacifique du mouvement allemand reconnu et apprécié par toutes les puissances de l'Europe, et sur ses relations amicales avec leurs gouvernements. L'élection (20 nov.) fait président des députés de Forckenbeck, vice-présidents Kœller un conservateur et de Benjigsen. Le vote du 27, sur une proposition Lasker, interprète l'article 84 de la Constitution prussienne dans le sens de la liberté de la parole parlementaire, si peu respectée en

MM. Twesten et Frentzel depuis 1865. Le 29, Twesten, dans la commission du budget, traite d'abus de confiance le prélèvement qui a été fait pour indemniser les princes dépossédés sur les 60 millions de l'emprunt de guerre voté en 1866; irritation de Bismark; la commission donne satisfaction au ministre. Le 2 décembre la proposition Lasker a encore la majorité en seconde lecture (188 contre 174. Par suite, démission du ministre de la Justice, le comte de Lippe. Il est remplacé par le président de la cour d'appel de Berlin, un roturier, M. Leonhardt, qui sera ministre longtemps aussi. — Les députés du parti danois Schleswig-nord, Kürger et Ahlman, ne voulant prêter serment que sous réserve, sont exclus définitivement par un vote de la Chambre le 7 déc. Les traités d'indemnités conclus par le gouvernement avec les princes dépossédés sont débattus; un amendement de Bennigsen, toujours ardent contre l'ancienne dynastie de Hanovre, porte qu'elles ne seront payées qu'avec une autorisation de la Chambre. L'extrême gauche seule (12 déc.) se refuse à l'augmentation de 1 million de thalers demandée pour la liste civile. Le 14, Virchow se plaint de ce que les nouvelles provinces, dont la Chambre a à voter le budget, aient été organisées par des ordonnances et non par une loi. Le paiement de la dette des duchés de l'Elbe, que le gouvernement a à sa charge, est subordonné, par un vote du 21, à l'accomplissement des engagements contractés par le Danemark. Projet d'emprunt de 40 millions de thalers pour des chemins de fer à construire en Hanovre, en Hesse dans la province de Prusse. Le 9, est votée une proposition Bennigsen pour qu'on transporte du budget de la Prusse au budget fédéral le chapitre des dépenses concernant le ministère des affaires étrangères de la monarchie; la proposition, pour établir encore mieux l'unité absolue de l'Allemagne du nord, demandait aussi la sup-

pression des représentants de la Prusse auprès de ses confédérés. — Le 10, le conseil fédéral approuve la suppression des consulats prussiens d'Égypte, de Bosnie, de Smyrne, de Beyrouth, de Moscou, où ont été créés des consulats fédéraux. — A la fin de décembre et au commencement de janvier 1868, les ministres plénipotentiaires de la Prusse présentent leurs lettres de créance auprès de tous les gouvernements de l'Union comme ministres de la Confédération du nord. — Les quatre États du sud ont encore une conférence militaire à Munich (4-7 déc.) pour se mettre au pas de l'organisation prussienne et fédérale; Bade a déjà voté (nov.) sa nouvelle loi militaire; Bavière et Wurtemberg votent la leur en décembre. A Stuttgart, le ministre Warnbühler déclare aux députés que la Chambre sera dissoute si elle prononce l'entrée du royaume dans la Confédération du nord (12 déc.). — Le parti démocratique socialiste des ouvriers allemands, dans une assemblée générale à Berlin (nov.) sous la présidence de M. de Schweitzer, député au Reichstag, se déclare favorable à la Confédération du nord comme pouvant achever à l'État unitaire libre dont ils attendent leur complète émancipation politique et sociale; il fait appel aux partisans de Schultze-Delitsch le fondateur des Banques du peuple comme à ceux de Lassalle. La loi présentée par le gouvernement qui règle les sociétés coopératives à capital variable est un peu différente du projet de M. Schultze-Delitsch. — En Bavière et dans le grand-duché de Bade, lutte entre l'épiscopat et le gouvernement soutenu par le parti libéral des Chambres, sur la surveillance et la réforme des écoles (oct.-déc.). A Carlsruhe est prise en considération (6 nov.), une motion en faveur du mariage civil obligatoire. — Mort du peintre prussien Pierre de Cornelius (mars), des philologues Boeckh et Fr. Bopp, du savant juriste Mittermaier; de l'inventeur du fusil à al-

uille Nicolas de Dreyse (9 déc.); du directeur et fermier des jeux de l'ade Benazet.

claves; règlement (juillet) pour la navigation commerciale, déclarée libre sur le fleuve des Amazones.

Amérique du Sud et Brésil.

— Le président de la Confédération colombienne, Mosquera, en conflit avec le congrès fédéral de Bogota, en guerre avec plusieurs généraux et présidents des divers Etats, est arrêté (23 mai), retenu prisonnier, mis en accusation par le conseil législatif, exilé pour quatre ans. Le pouvoir exécutif est exercé par un des vice-présidents du congrès, le général Acosta qui l'a renversé. — Même sort du président Prado, au Pérou, après une longue crise d'agitation et de guerre civile (mai-déc.). La mort d'un de ses compétiteurs, le général Castilla, n'empêche pas sa chute; défait, il est forcé d'abdiquer. Le Pérou et le Chili souffrent de l'état de guerre prolongé, quoiqu'il n'y ait plus d'actes marquants d'hostilité avec l'Espagne. — La guerre contre le Paraguay est ralentie notamment par les troubles civils de la Confédération argentine (janvier-février) s'étendant jusqu'à Buenos-Ayres où on résiste au gouvernement du général Mitre, par ceux de Montevideo (juillet), et par les conflits d'intérêts commerciaux entre les trois confédérés. Très-peu de progrès, quelque effort qu'ils fassent, surtout les Brésiliens, soit pour s'avancer par la province de bas Matto-Grosso où ils ont trente-trois jours de marche pénible et de combats (avril-mai), soit pour tourner, au nord-ouest de la forteresse d'Humaita, les positions de Lopez avec le concours de l'escadre : c'est de ce côté qu'ont lieu des luttes acharnées (sept.-nov.), aux passes de Curupaiti, à Tuyu-Cué, à Pilar, à Tujé. — Au Brésil, heureux effets du décret qui offre la liberté aux esclaves qui prendront les armes pour la défense de la patrie contre le Paraguay; projet pour abolir l'esclavage progressivement jusqu'à l'an 1900 où il n'y aurait plus d'es-

Angleterre.

— A Londres (25 janvier), plus de quarante personnes sont noyées par la rupture de la glace sur la rivière de Regent's Park. — Le discours de la reine ouvrant la session (5 février) fait espérer que les fenians ne troubleront plus l'Irlande et l'Angleterre, et qu'on pourra ne plus suspendre l'acte d'*habeas corpus*. Mais dès le 11 à Chester 1 500 fenians venus par les trains de Manchester, Liverpool, Halifax, tentent d'enlever un fort; et, le 13, au sud-ouest de l'Irlande, dans le comté de Kerry mouvement d'insurrection auquel concourent des fenians venus d'Amérique. Du 21 au 25 les deux chambres votent de nouveau la suspension de l'*habeas Corpus* en Irlande. — Le 27, les Communes votent un bill d'après lequel les catholiques sont aptes aux fonctions de lord-lieutenant et lord-chancelier d'Irlande. — Le cabinet conservateur Derby-Disraeli présente aux Communes, le 11 février, des résolutions préliminaires d'un projet de réforme électorale, seulement pour l'Angleterre et le pays de Galles, qui conserve les privilèges de l'éducation et de la propriété, mais donne pour bases au droit de suffrage l'impôt et la résidence plutôt que le loyer lui-même, et tient compte de la population pour un remaniement de districts électoraux et une révision des franchises des bourgs : on espère, par des concessions, couper court à des réclamations plus radicales. — Le 5 mars quelques-uns des ministres, plus Tories que leurs collègues, trouvant déjà excessives les modifications projetées se retirent; c'est ainsi qu'entrent dans le cabinet sir Northcote, secrétaire d'Etat pour les Indes, le duc de Buckingham aux colonies, Corry premier lord de l'Amirauté, le duc de Richmond, président du *board of trade*. Ce

même jour, le député Lowe exprime la crainte que la démocratie à laquelle les conservateurs eux-mêmes se proposent de conduire l'Angleterre, n'aboutisse à l'anarchie. Il est dans toute cette discussion un des adversaires les plus éloquents du projet de bill, non au même titre que le démocrate Bright. — Le mouvement feman est très-ardent autour de Limerick, même de Dublin : le peuple réclame pour lui-même la possession du sol avec un gouvernement républicain. — Le projet de bill électoral subit bien des remaniements dans le cours de la discussion, soit en comité, soit en lecture publique. Le cabinet s'y prête pour arriver à une solution ; il renonce notamment à son projet de doubles votes : il se résigne à un amendement (de MM. Gladstone et Ayrton) voté à 81 voix de majorité (2 mai en comité) qui réduit de deux ans à un an la durée de résidence nécessaire pour obtenir le droit de vote. Un amendement Gladstone demandant que la loi n'exige pas le payement personnel de la taxe municipale du loyer et qu'elle accorde le droit de suffrage à toute personne occupant une maison d'une valeur imposable de 5 liv. st. (125 fr.), combattu vivement par le ministre Disraeli est rejeté (13 avril). La ligue de réforme et l'association des ouvriers entretiennent l'agitation par des meetings très-nombreux et des harangues des principaux réformistes dont plusieurs sont membres des Communes, George Potter, Balnes, Forster, Stanfeld, O'Donoghues, le lieutenant-colonel Dickson, Bright, notamment à Birmingham le 21 avril, à Leeds le 23, à Londres le 26, et le 6 mai. A la suite de ce dernier, qui a lieu dans le parc royal d'Hyde-Park, démission du secrétaire d'Etat de l'Intérieur, Walpole ; M. Hardy le remplace le 10 mai. Le ministre Disraeli accepte ou subit tous les amendements qui concordent avec les principes qu'il a posés comme bases du droit élec-

toral, le domicile et le payement personnel des impôts. Seront autorisés à payer eux-mêmes les taxes, les *compound householders*, ceux qui louent des logements dont les propriétaires se chargeaient de payer les taxes municipales, sauf à se faire ensuite rembourser le montant. Le 20 mai, un amendement de Stuart Mill demandant le droit électoral pour les femmes, n'a que 3 voix. — Un vote du 30 prive ces bourgeois de leur droit de représentation pour indignité et corruption dans l'usage du droit électoral. On discute beaucoup sur le nombre de représentants à attribuer aux boroughs en raison de la population ; il n'y aura qu'un député pour les boroughs ayant moins de 10 000 âmes, d'après un amendement Laing, voté le 31 mai à une majorité de 127 voix contre le ministère. Le droit de voter non en personne mais par l'envoi de billets électoraux que proposait le ministère, est rejeté le 21 juin. Une proposition additionnelle, votée le 2 juillet, donne un troisième député à trois grands centres de population industrielle et commerciale, Liverpool, Manchester, Birmingham. Les résolutions récentes sur les actes de violence accomplis par des membres des Trade's unions, appartenant à l'association des couteliers, à Sheffield, font rejeter une demande analogue présentée pour Sheffield et pour Leeds. La proposition de M. Lowe, doctrinaire conservateur, ayant pour objet de ménager aux minorités une représentation équitable, puisque, dans le cas d'une élection triple, les électeurs pourraient donner leurs trois voix à un seul candidat, défendue habilement par lui, appuyée par MM. Stuart Mill, Fawcett, Grey, Cranbourne, combattue par l'orateur démocrate Bright et le ministre Disraeli, est rejetée (5 juillet) par 314 voix contre 173. Le 10 est achevée la discussion en seconde lecture : la troisième lecture a lieu le 16. — Le bill, dans la discussion de la cham-

bre des Lords (26 juillet-6 août), subit quelques modifications; on vote le 29 et le 30 juillet des amendements Cairns, l'un qui élève de 10 à 15 liv. st. le taux du loyer qu'il faut payer pour avoir le droit de suffrage, l'autre favorable à la représentation des minorités; et le 2 août un amendement Salisbury pour autoriser les bulletins électoraux : trois questions que les Communes avaient résolues négativement. La presse réformiste fait mauvais accueil à ces votes. Un nouveau vote des lords (6 août) annule le premier. — Retournant à la chambre des Communes le projet est modifié encore; les Communes par leur vote du 9, donnent un droit de représentation aux minorités. Ce droit est l'objet d'un second vote approbatif des lords le 13. — La loi électorale reçoit le 15, la sanction de la reine. Le Parlement est prorogé le 21 août. — Les Communes, le 11 juillet, en comité, ont été d'avis d'étendre à d'autres villes qu'à Sheffield l'enquête ordonnée le 5 avril par le Parlement faite sur les actes d'intimidation terribles et sanguinaires que les membres du Trade's union commettent envers les affiliés eux-mêmes. Grève persistante des ouvriers tisseurs; rigueurs qu'ils exercent contre ceux qui veulent travailler; seize condamnations à ce sujet (août); mais les condamnés sont renvoyés sous caution. — Meetings à Londres, à Manchester, préparés par l'association des classes ouvrières pour aviser à des candidatures d'ouvriers au Parlement (oct.). — La sentence de mort prononcée contre le fenian Burke, convaincu de haute trahison en Irlande, qui devait avoir lieu le 28 mai, par suite de manifestations irrésistibles de l'opinion publique et de démarches de membres du Parlement, a été commuée enfin le jour même fixé pour l'exécution. — La nécessité d'une réforme fondamentale en Irlande, où l'église protestante établie pèse avec d'immenses revenus et de

grands privilèges sur la majorité de la population qui est catholique, est démontrée par lord Russell à la Chambre des lords le 25 juin; il obtient seulement qu'on nomme une commission d'enquête. Dans une lettre du 31 août, il voudrait en outre le redressement d'autres griefs, en ce qui concerne les rapports du propriétaire et du locataire irlandais. En vue de conserver l'indépendance et la pureté de l'église catholique en Irlande, un meeting d'archevêques et d'évêques à Dublin déclare qu'on n'acceptera aucune dotation dont feraient les frais les anciens biens de l'église, que le clergé protestant s'est attribués, ni aucun secours de l'Etat. — Nouvelle crise causée par les fenians. Le 18 septembre à Manchester des irlandais armés délivrent deux prisonniers fenians et tuent un policeman; des cinq coupables condamnés à mort le 31 octobre, trois sont pendus le 23 novembre en dépit de toutes les manifestations qui ont lieu à Manchester, Liverpool, Birmingham, Londres même. Depuis, en novembre et décembre, dans plusieurs villes d'Angleterre et d'Irlande, des processions funèbres, suivant l'exemple qui a été donné par 5 000 irlandais à New-York (Etats-Unis); des meurtres, des incendies, des actes de vandalisme de toute sorte, accomplis ou tentés par des fenians. Ils sont encouragés par l'association fraternelle des fenians d'Amérique. — Autre cause d'agitation (juin-nov.); l'irlandais Murphy, agent de l'union électorale protestante de Londres, déclame dans de nombreux meetings, excite le peuple à se ruer sur les monuments du culte catholique; sur plusieurs points, notamment à Birmingham, conflits sanglants entre les catholiques et les protestants. — Malaise et troubles causés par la cherté des vivres à Exeter et à Belfast (nov.); grande détresse à Londres. Baisse des revenus publics dans le dernier trimestre de l'année. — Le discours de la

reine qui ouvre la session le 19 novembre promet une répression vigoureuse et prompte des attentats des fenians. Lord Russell propose à la Chambre haute (2 déc.) l'extension de l'enseignement des classes ouvrières, la reconnaissance du droit à l'instruction et sans différence de culte, la création d'un ministère de l'instruction publique : motion rejetée. On y voit les subsides nécessaires pour la guerre rendue inévitable avec le souverain de l'Abyssinie Théodoros, qui, malgré l'état de révolte où sont ses peuples, n'a pas tenu compte du nouveau message comminatoire du gouvernement (avril) réclamant la mise en liberté des sujets britanniques. Les deux millions de livres st. seront fournis par l'excédant du budget des recettes (200 000 liv. st.) et par un impôt additionnel de 1 penny sur l'income-tax. Sir Robert Napier est désigné pour commander l'expédition. Préparatifs difficiles ; il faudrait un nombre considérable de coolies ou muletiers de Bombay pour effectuer les transports des munitions et des vivres. Les nouvelles viendront par Senaïle, point de la côte d'Abyssinie où les Anglais ont le télégraphe. Le colonel Merewethe explore la région qui d'Attégerat mène à Antalo, chef-lieu de la province d'Enderta, et une des principales villes du Tigré. Menacé d'invasion, Théodoros, quelque cruel, ne tue pas ses captifs. — Les amis et défenseurs du missionnaire des noirs de la Jamaïque, Gordon, exécuté après jugement d'un conseil de guerre pendant la révolte en 1866, poursuivent pour meurtre le gouverneur M. Eyre, le général Nelson, le président du conseil de guerre et un de ses assessseurs ; acquittement de M. Eyre, dans son comté à Drayton (fin mars) ; verdict de non lieu à l'égard des autres. Le comté de la Jamaïque renouvellera en vain l'accusation. — La fédération (avril) des colonies du bassin et du golfe du Saint-Lau-

rent, sous le nom de Canada, l'ont et bas Canada, Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick, qui vont former le *Dominion*, avec un parlement commun et des assemblées provinciales est l'objet des votes des Chambres de Londres (février). Elles garantissent l'emprunt pour la ligne rejetée du chemin de fer de Québec à Halifax (avril). La Nouvelle-Écosse est hostile à cette union. Inauguration du chemin du grand tracé américain qui passe à Québec (juillet). — Le vice-roi d'Égypte et le Sultan passent de France en Angleterre (juillet). — Mort de l'historien de l'époque de la Révolution Française et de l'Empire, Archibald Alison (mai), du physicien Faraday, un des derniers élèves de Humphrey Davy (août) ; du statuaire Baily, un paysagiste écossais Mac-Culloch.

Autriche et Hongrie. — En vue d'arriver à un arrangement de la question hongroise et à la constitution de l'ensemble de la monarchie, le ministre comte Belcredi a l'idée de clore la période de six ans des Diètes et du Reichsrath pour toutes les provinces non hongroises et d'appeler ces diètes à nommer les membres d'un Reichsrath extraordinaire, sans que la Diète hongroise soit ajournée : de là la patente du 2 janvier qui convoque les Diètes pour le 11 février et le Reichsrath extraordinaire pour le 25. Presque en même temps (janv.) est publié un projet de réorganisation militaire, qui aura besoin de la délibération constitutionnelle, mais qu'une ordonnance rend immédiatement applicable à toute la monarchie : d'après ce projet qui modifie la loi de recrutement de 1858, tout citoyen peut être requis pour le service de 18 à 45 ans ; on appartient à l'armée depuis l'âge de 20 ans pendant 12 ans, 6 ans dans la *ligne*, les autres dans la première ou la deuxième réserve. — Mauvais accueil fait au projet militaire et à la patente du 2 janvier comme ne tenant

pas compte de la charte de février 1861. Tous les partis, allemands, fédéralistes, slaves s'agitent; imposante manifestation de vingt anciens députés libéraux réunis à Vienne, tous du parti allemand et attachés aux garanties constitutionnelles; mouvement slave à Prague. A Pesth aussi, le parti Deak proteste contre le projet militaire, le droit de régler ce qui se rapporte à l'armée étant une condition vitale de la Constitution hongroise; l'empereur reçoit, le 23 janvier, à Vienne une adresse des magnats et des députés. — Comme les négociations continuent entre le gouvernement et le parti constitutionnel de Hongrie, qui travaille patriotiquement au rétablissement de la concorde et à l'union entre les diverses parties de la monarchie, Beust, remplaçant Belcredi comme président du conseil (2 février), fait abandonner l'idée d'un Reichsrath extraordinaire; promet un ministère hongrois responsable dont le président est déjà désigné, le comte Jules Andrassy, avec M. de Lonyay aux finances, le comte Festetics, le baron Joseph Eotvos, etc., tous députés ou chefs de comitats. Les Diètes ouvertes le 18 février reçoivent avis de ces changements, accueillis le même jour avec enthousiasme à Pesth, où le cabinet hongrois s'empresse de présenter des projets de loi aux chambres (28 février) sur les impôts, le contingent militaire, les municipalités, la presse. Les condamnations politiques en Hongrie sont remises par l'empereur. Opposition violente, d'une part de la Bohême qui veut être autonome comme la Hongrie, et dont la Diète est dissoute le 26; de l'autre, de la Croatie, qui réclame comme en 1861 pour elle-même les droits du royaume tri-unitaire. L'esprit fédéraliste domine en Moravie, en Carniole; en Gallicie on se prête aux élections pour le Reichsrath ordinaire constitutionnel. Il doit s'ouvrir à Vienne le 20 mai. L'empereur va à Bude (Ofen) recevoir le serment

de ses ministres hongrois, le 14 mars. Des Tchèques, des Serbes, des Dalmates portent à Moscou, à propos d'une exposition ethnographique, leurs hommages à Alexandre II comme chef de la race Slave. — Deux jours avant l'ouverture du Reichsrath, l'empereur nomme président de la chambre des Seigneurs le prince Charles d'Auersperg, de celle des députés un avocat libéral de Brünn, le Dr Giskra. Le discours de l'empereur du 22 mai, montre la nécessité, après les lourdes épreuves qui ont frappé la monarchie, d'un accord sincère avec la Hongrie pour rétablir sagement les institutions constitutionnelles. Les adresses des deux chambres déplorent le décret rendu sans leur assentiment, sur la réorganisation de l'armée; les députés demandent qu'on règle le droit d'association et la liberté de la presse, et qu'on revise le concordat. — A Pesth, les députés adoptent le projet de loi concernant les affaires qui sont communes à la Hongrie et à l'empire d'Autriche (29 mai). François-Joseph vient enfin y recevoir, après 19 ans de régence, selon les traditions nationales, la couronne de roi (8 juin); les Hongrois font un accueil très-chaleureux à leur roi, à leur reine, et au ministre de Beust. La monarchie Transleithane comprend tous les territoires qui relevaient autrefois de la couronne de Hongrie. Désormais les deux ministères de la guerre et des affaires étrangères seront communs à l'Autriche et à la Hongrie: la dette courante sera partagée entre elles; liberté de la presse en Hongrie sans restriction. — Le 29, de Beust reçoit le titre de chancelier de l'empire. — Le Reichsrath de Vienne est saisi de projets de loi: 1° sur l'armée; 2° sur la responsabilité ministérielle; 3° sur les modifications à apporter à la constitution de février 1861. Le jury est promis pour les procès de presse. La question de la liberté des cultes est soulevée par un député de Vienne, M. Mühlfeld. Les deux chambres

adoptent la loi relative aux délégations qui seront désignées par elles pour entrer en relation avec des délégations des chambres hongroises et délibérer des affaires communes (juillet). A la fin de juillet les séances sont ajournées jusque en octobre. — Dès le 30 juin l'empereur a su la mort violente de son frère Maximilien fusillé à Queretaro le 19. — Aux entrevues de Salzbourg entre Napoléon III et François-Joseph (18-23 août) assistent le chancelier de Beust, le chef du cabinet hongrois Andrassy, quelques autres ministres les uns de l'Autriche, les autres de la Hongrie, l'ambassadeur de Vienne à Paris, l'ambassadeur de Paris à Vienne : la Prusse et la Russie croient à un concert intime de la France et de la monarchie Austro-Hongroise pour obtenir à l'égard du Schlesvig et des Etats du sud de l'Allemagne l'exécution stricte du traité de Prague de 1866, aussi bien que celle du traité de 1856, dont les Russes voudraient être affranchis. L'empereur voit le roi de Bavière près de Munich le 14 septembre. De Beust parcourt plusieurs provinces de l'Autriche : il visite même, le 19, son ancien souverain le roi de Saxe. Une circulaire de M. de Beust sur les entrevues de Salzbourg en réduit à rien les effets politiques. — En Hongrie, L. Kossuth est élu par acclamation député de la ville de Waltzen (1^{er} août). Le général Türr, à Pesth, le 15 sept., reçu avec éclat, parle dans le sens de la conciliation. — A Vienne le Reichsrath élabore un projet de loi fondamentale, concernant les droits généraux des citoyens, droits civils et religieux, pour tous les pays qui y sont ou y doivent être représentés; on voudrait l'abolition du concordat de 1854, surtout pour que le mariage civil fût indépendant de la confession religieuse; et une loi d'Etat qui embrasse le pouvoir exécutif, le pouvoir judiciaire, l'institution d'un tribunal de qui releveront les ministres responsables, la création de tribunaux

d'Empire, la réforme du droit civil. Votes successifs dans les commissions ou comités et en assemblée générale. Une pétition de 25 évêques et archevêques, dont le primat Rauscher, pour le maintien du Concordat surtout au sujet du mariage, irrita l'opinion; elle est renvoyée par l'empereur aux ministres responsables. Incident concernant la fille d'un juif de Gallicie, qui rappelle l'affaire du jeune juif Mortara à Rome; portée à la tribune des députés le 16 et le 17 octobre. Le 17 octobre, ils adoptent en troisième lecture la loi fondamentale constitutionnelle, qui revise la constitution de février 1861. — Une proposition supplémentaire, introduite par le parti centralisateur allemand, en élargissant la compétence du Reichsrath pour les affaires dévolues communes à toutes les parties de la monarchie, enlève aux diètes des attributions qui sont bien de leur domaine, par exemple l'organisation de l'instruction publique même primaire. De là, de vifs froissements en Gallicie. Les 46 voix de l'opposition viennent surtout des Polonais, des Tyroliens, des Slovènes et des Dalmates. Le 23, les députés adoptent un projet de loi provisoire sur le mariage : l'acte matrimonial serait indépendant de toute réglementation ecclésiastique. Le 20, ils votent une loi criminelle plus libérale et une loi sur les écoles. La loi sur les tribunaux d'Empire, votée par les députés, a été amendée par la chambre des seigneurs (début nov.) en ce sens qu'ils seront composés mi-partie des membres de deux chambres. — Du 22 oct. au 4 nov., l'empereur, après une très-courte entrevue avec le roi de Prusse à la gare d'Oos (grand-duché de Bade), vient par Strasbourg et Nancy, à Paris. Le chancelier de Beust, qui l'accompagne ainsi que le ministre Andrassy pousse jusqu'à Londres (2 nov.). L'empereur retourne par Carlsruhe, Stuttgart, Munich (5 nov.). — Le 12 nov. les députés commencent la discussion générale

un projet de loi concernant les délégations des deux chambres, qui doivent traiter avec les délégations des chambres hongroises des affaires communes. D'après l'initiative des hongrois qui y feront une place à l'élément croate, les diverses nationalités de la monarchie cisleithane doivent être représentées. Vote dans ce sens équitable proposé par le gouvernement, à la majorité de plus des 2/3, le 20. On décide, le 21, que cette loi sur les délégations entrera en vigueur en même temps que la loi fondamentale d'Etat. A la chambre des seigneurs, où l'empereur nomme 21 membres nouveaux, 18 à vie, 3 à titre héréditaire, dans la discussion du projet de révision de la constitution, M. de Schmerling (29 nov.) demande de nouvelles restrictions au pouvoir des diètes provinciales; il est combattu par le rapporteur prince Antoine d'Auersperg et par le chancelier de Beust. Le cardinal Rauscher, tout aussi vainement, élève des objections contre le droit du Reichsrath de voter annuellement les impôts. Cette chambre modifie peu les projets divers votés par les députés auxquels ils retournent pour revenir encore à la chambre des seigneurs, qui adopte en dernière lecture et à l'unanimité la loi constitutionnelle le 13 déc. — A Pesth, le président du conseil est accueilli par des bravos, quand il présente aux députés (25 nov.) un projet de loi pour l'admissibilité des juifs à l'exercice des droits civils et politiques; ce projet sera voté le 20 déc. Les députés discutent depuis le 4 décembre la loi concernant la quote-part contributive de la Hongrie dans le partage de la dette générale de l'empire. Le vote est enlevé, le 7, par une brillante et patriotique improvisation du ministre de l'instruction publique, baron Eotvos. — Ce même projet est discuté par les députés à Vienne, le 11 et le 12 déc. : M. Herbst parle en faveur des intérêts des créanciers de l'Etat. Le ministre des finances, baron de Beke, se félicite de la tran-

saction projetée, à la suite de laquelle chaque partie de la monarchie aura son ministre spécial des finances. Il constate l'élévation du cours des valeurs, et l'augmentation des recettes sur l'année précédente. Mais on est toujours au régime du papier-monnaie. Le budget des pays cisleithans pour 1868 sera en déficit de 53 millions de florins : 248 millions de florins de dépenses, 195 de recettes. On discute l'ensemble de la dette publique concurremment dans les assemblées de Pesth et de Vienne, 13 et 14 décembre, avec le même esprit de pleine lumière et de conciliation. A Vienne, un ordre du jour motivé de M. Berger fait écarter un projet de résolution additionnelle contraire à cet esprit d'accord, en même temps qu'à Pesth un long discours de M. Deak fait ressortir la nécessité politique de participer à la dette publique (14 déc.). La loi sur la convention commerciale et douanière avec la Hongrie est votée à Vienne, le 14, à Pesth le 19. Le 19, à la chambre des seigneurs, devant la commission confessionnelle le cardinal Rauscher combat longuement les projets de loi sur le mariage et sur la séparation des écoles votés par la chambre des députés. Le 20, cette chambre adopte la loi sur la dette publique celle sur la répartition des charges entre les deux monarchies, et le traité de douane et de commerce austro-hongrois. Le 21, à Vienne, le ministre des finances retire le projet de loi relatif à la vente de domaines de l'Etat jusqu'à concurrence de 15 millions de florins, que ne goûte pas la commission du budget. Le 22 le Reichsrath suspend ses séances. Le même jour entre en vigueur le nouveau régime constitutionnel, la sanction impériale ayant été donnée à la loi constitutionnelle, aux lois fondamentales d'Etat, à la loi sur les délégations. — Les chambres votent le trimestre d'impôts provisoires jusqu'au 1^{er} avril 1868, et élisent les délégués. Les députés pro-

cèdent à l'élection des membres du bureau, conformément à la nouvelle constitution. — Aussitôt sont organisés du 22 au 30 décembre : 1° le ministère de l'empire, commun à toute la monarchie, qui comprend trois membres, pour les affaires étrangères de Beust, pour la guerre le feld-maréchal John, pour les finances le baron Beke; 2° le nouveau cabinet constitutionnel de la monarchie cisleithane, dont est le chef le président de la première chambre, le prince Ch. d'Auersperg, dont presque tous les membres appartiennent aux chambres : M. de Taaffe à la guerre et la police; le docteur Giskra, l'intérieur; Herbst, la justice; le docteur Hasner, l'instruction publique et les cultes; Brestel, les finances; Plener, le commerce; le comte Albert Potocki, l'agriculture; M. Berger est ministre sans portefeuille. — Les blés de Hongrie à la fin de 1867 suppléent à l'insuffisance de la récolte dans beaucoup de pays de l'occident, surtout en France.

Belgique. — Émeute violente des ouvriers en charbonnage à Marchiennes-au-Pont, arrondissement de Charleroy, par suite d'une réduction de 10 0/0 brusquement décrétée par les producteurs de fer et de fonte dont les affaires s'étaient ralenties, et après eux par les gérants des charbonnages. Un moulin à farine est saccagé. On fait venir des troupes (1^{er} février). — Dans la discussion d'un projet de réforme électorale, le ministre des finances Frère ne veut pas du suffrage universel comme étant propre à faciliter la corruption, à engendrer le despotisme, ou à favoriser la réaction (23 mars) : le cens électoral est abaissé. — Vote de blâme (22 nov.) contre le ministre de l'intérieur qui avait reproché à un instituteur de ne pas envoyer ses élèves à la messe. Les ministres sont en désaccord sur le projet de réorganisation militaire; on vote provisoirement le contingent annuel

comme d'habitude (19 déc.). — Dissentiment avec le gouvernement des Pays-Bas, par crainte des dommages qui pourraient résulter pour la Belgique des travaux de barrage exécutés dans l'Escaut oriental.

Chine. — Malgré l'opposition des lettrés chinois, est créé à Pékin un collège européen annexe à l'école des langues, où de jeunes lettrés chinois et mantchous seraient instruits dans toutes les sciences modernes en usage en Europe, particulièrement l'astronomie et les mathématiques, nécessaires pour la construction des machines qui servent aux travaux de l'industrie et à la guerre.

Espagne. — La nation est tenue sous la contrainte depuis les mesures prises par les ministres Narvaez et Gonzalez Bravo, les 28-30 décembre 1866. Décret-loi (24 janvier) concernant l'armée. Peine de mort par ordonnance du capitaine général à Madrid, La Pezuela comte de Cheste, contre les auteurs et imprimeurs d'écrits clandestins (15 février). Les mesures de rigueur et d'exception de la fin de décembre sont en partie levées, et le régime de la presse est modifié par un nouveau décret (7 mars) avant les élections générales du 10. Encore un décret de sûreté publique, le 20. Le 30, le ministre Narvaez ouvre les Cortès. Une proposition de blâme de Calderon-Collantes au sujet de l'enlèvement et de l'exil de Serrano duc de la Torre, est rejetée par le sénat le 8 avril. L'opposition au bill d'indemnité demandé par le cabinet est plus longue et plus accentuée au sénat qu'à la chambre élective (avril-mai). M. Nocedal est un des députés qui font le plus de propositions désagréables au cabinet : sur les incompatibilités, sur la réforme de la constitution, l'extension de la loi électorale, la décentralisation. Pauvre état du trésor : on vote (11 mai) une retenue de 5 0/0 sur toutes les

allocations, soldes, pensions, rentes représentant les dettes intérieures, et la conversion des dettes amortissables sans intérêt (4 juillet). La session des Cortès est suspendue le 12 juillet. Une ordonnance du 18 impose une stricte observation du dimanche et des jours de fêtes : il n'y aura ni ateliers ni magasins ouverts, pas même de journaux. — La Catalogne, après la province de Saragosse qui avait eu seulement quelque agitation en juillet, est en pleine insurrection, moins la capitale, contenue parla loi martiale, pendant 15 jours depuis le 15 août. Le comte de Cheste y est alors capitaine général. L'insurrection gagne l'Aragon. Le roi de Portugal est au moment même en visite auprès de la reine à Madrid (19 août). Par précaution, l'état de siège est proclamé aussi dans les provinces d'Asturies, d'Andalousie, d'Estramadure, de Valence. Ce n'est pas le général Prim, ce sont les généraux Pierard, de Moriones, Contreras qui paraissent à la tête des rebelles. La France fait bonne garde à ses frontières : des fugitifs seront internés à Bourges et à Metz. — O'Donnell meurt de maladie à Biarritz (nov.) : Narvaez prend l'initiative des honneurs à lui rendre. — Les souscriptions aux billets hypothécaires émis par le gouvernement donnent de bons résultats (nov.). — L'Angleterre, par des menaces (30 mars) obtient en huit jours satisfaction pour la saisie d'un sloop en contrebande, qui avait eu lieu il y a quinze mois.

Etats-Unis. — L'antagonisme entre le président Johnson et les chambres se produit sous toutes les formes, à propos de toutes les questions législatives où il s'agit du droit de suffrage pour les noirs, et de la reconstruction de l'Union, avec des mesures exceptionnelles que les chambres veulent appliquer aux Etats sudistes. Le veto présidentiel se trouve annulé quand un nouveau vote des chambres confirme les votes

précédents, mais aux 2/3 des voix : ainsi (janvier) pour l'institution des droits du suffrage des noirs dans le district de Columbia où est Washington; (février) pour l'admission du Nebraska au rang d'Etat (ce sera le 37^e) avec le droit de suffrage pour les noirs; (3 mars, dernier jour de la session) pour le *military bill* qui assujettit les dix Etats du Sud à cinq grands commandements militaires jusqu'à ce qu'ils aient admis le suffrage universel et la jouissance pour tous de tous les droits civils et politiques sans distinction de race ou de couleur et se soient donné une constitution dans le sens de l'amendement constitutionnel sans que les principaux auteurs de la sécession puissent prendre part à leur réorganisation. Alors seulement ils seraient mis en possession du droit de représentation au congrès. Le bill dû surtout à MM. Elliot, Thaddeus, Stevens, Blaine, acquérant force de loi, le président se conforme au vote constitutionnel des 2/3 et nomme, dix jours après, les commandants de ces cinq districts militaires. Le sénat, craignant que l'ex-président des sudistes ne soit amnistié, abroge par un vote spécial (janv.) la partie d'une loi votée en 1862 qui donnait au président le pouvoir discrétionnaire de proclamer une amnistie des rebelles. Cette lutte intérieure est très-ardente, dans les chambres, dans les journaux. Désaccord même sur les questions de finances. La cour suprême est moins hostile au président. Les chambres décident qu'une commission d'enquête recherchera les éléments d'une mise en accusation du président (janvier). L'avis de cette commission (fin de février) n'est pas qu'on le mette en accusation. Par une loi adoptée aux 2/3 des voix le président ne pourra, sans le consentement du congrès, destituer les grands fonctionnaires notamment les membres du cabinet, dont la nomination doit être approuvée par le sénat. — Une sorte de

ministère de l'Instruction publique est constitué par un vote du sénat du 28 février; il sera confié par le président à Henry Barnard, professeur du Connecticut. — Pour relever la production du coton, les droits de la consommation à l'intérieur sont abaissés de 3 cents à 2 1/2, les droits sur les laines et les tissus de laines provenant du dehors sont élevés. — La nouvelle législature (40^e congrès) s'ouvre le 4 mars. Les adversaires du président y sont encore plus nombreux. — Première courte session jusqu'au 30 mars. Outre les dix États du Sud, sept autres États n'y sont pas représentés, leurs élections n'étant pas faites. Une partie de ces élections tardives est favorable à la politique du président. — Le sénat qui siège jusqu'au 20 avril ratifie le traité de cession conclu par les Russes pour leur territoire en Amérique moyennant 7 200 000 dollars en or. D'autres votes seront nécessaires. — Toutes les formalités légales sont accomplies pour la mise en liberté sous caution de l'ex-président Davis; le 14 mai, il quitte la forteresse de Monroe, le 16 il est à New-York. — Une consultation de l'attorney général Stanbery, sur la loi du 2 mars réglant le mode de reconstruction des États du Sud, tend à restreindre l'intervention des chefs militaires dans l'administration de la justice civile (fin de mai). Les cours fédérales sont en désaccord avec les pouvoirs militaires. Le président soutient les premières. — Un vote du comité judiciaire (5 voix contre 4) écarte la question de la mise en accusation du président (juin). — Nouvelle session ouverte le 3 juillet. — Le président suspend de ses fonctions (12 août), sans le destituer, ce qu'il ne pourrait faire qu'avec le concours du sénat, le secrétaire d'État de la guerre Stanton, nommé par son prédécesseur, favorable aux généraux du parti républicain. Grant lui succède. Sheridan commandant du 5^e district militaire du Sud (Louisiane et Texas) et le commandant du

2^e district (les deux Carolines) Sickles sont cassés. Le président (7 sept.) proclame une amnistie générale dont il n'excepte que les plus hauts fonctionnaires de l'ancien gouvernement sudiste, les complices de l'assassinat de Lincoln et ceux qui ont maltraité des prisonniers fédéraux. Sur plusieurs points du Sud, conflits entre les juges civils, peu enclins à la reconstruction telle que les chambres l'ont résolue au détriment des sudistes, et les pouvoirs militaires. Les élections pour former les conventions particulières à chaque État du Sud qui auront à statuer sur l'adoption ou non des amendements constitutionnels répondent généralement aux principes mis en avant par le congrès; abstentions très-nombreuses de blancs, conservateurs de la constitution primitive; quelques rixes sanglantes de blancs et de noirs. — Le général Grant, discuté déjà comme candidat possible à la présidence, ne se livre à aucun parti. — Dans son message, le président (4 déc.) maintient qu'il faut renoncer aux lois militaires pour le Sud, rendre à tous les États le droit de représentation au Congrès. ne pas accorder le suffrage aux nègres. Le Congrès renonce à le mettre en accusation par 108 voix contre 53, le 7 décembre; mais le blâme (117 voix contre 32) de proposer l'abandon de la politique de reconstruction. Le général Ord, du 4^e district militaire du Sud (Mississippi et Arkansas) a le sort des commandants Sheridan et Sickles; il est remplacé. La conduite du nouveau commandant du 5^e district (Louisiane et Texas), le général Hancock, qui rend vigueur aux libertés civiles, est proposée, par le président, à l'approbation du sénat (17 déc.). — Réduction incessante non-seulement de l'armée, ce qui enhardit des tribus indiennes dans le Dakota et dans le Kansas, mais de la flotte, dont beaucoup de vaisseaux sont vendus, pour réduire la dette publique qui est encore au 1^{er} janvier 1868 de

2642 millions de dollars ; projet d'emprunt national amortissable en quarante ans. — Différend toujours ouvert avec l'Angleterre comme complice des déprédations de la marine des confédérés depuis 1861. — Les délégués des fédérés venus de toutes les parties de l'Union se réunissent en convention sous la présidence du colonel Roberts (sept.). — Câble sous-marin entre la Floride et Cuba (sept.).

Franco. — Depuis la fin de l'année 1866, l'empereur cherche les moyens de satisfaire dans une certaine mesure l'opinion libérale, plus exigeante à la chambre élective et dans le pays depuis les deux grandes fautes de la politique impériale (Intervention au Mexique, attitude dans les affaires d'Allemagne) et devant la nécessité de l'accroissement des charges militaires. Le député Emile Ollivier est consulté directement par l'intermédiaire du président Walewski : un portefeuille ministériel lui est offert. Le 19 janvier, 1° une lettre de l'empereur, adressée au ministre d'Etat, annonce comme prochain un nouveau régime législatif pour la presse et pour le droit de réunion ; et, pour les deux assemblées politiques, substitue à la discussion d'une adresse le droit d'interpellation ; 2° un décret en huit articles réglemeute étroitement ce droit nouveau, établit que les interpellations ne seront suivies que d'ordres du jour non motivés ; que les ministres pourront, par délégation spéciale, représenter le gouvernement devant les chambres ; 3° démission de tous les ministres. Le lendemain, sont nommés de nouveau ministres : MM. Rouher (ministère d'Etat et ministère des finances), Vaillant, Baroche, de Moustiers, de la Valette (à l'intérieur), Duruy, Vuitry (conseil d'Etat). De Forcade La Roquette devient ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ; Randon est remplacé par le maréchal Niel ;

Chasseloup-Laubat par l'amiral Rigault de Genouilly. Il ne reste plus qu'un seul vice-président au conseil d'Etat, de Parieu. On rétablit la tribune dans les deux assemblées. Les projets de loi sur la presse et le droit de réunion sont élaborés longuement ; fréquentes convocations du conseil d'Etat aux Tuileries. Ces projets qui transpirent sont par avance l'objet de la critique passionnée des journaux, qui discutent aussi le projet éventuel de réorganisation militaire. Les noms d'Emile Ollivier, Buffet, Segris, Talhouët, sont souhalés au ministère par les libéraux modérés. Un décret du 5 février, publié le 8, réglemeute les rapports du sénat et du corps législatif avec l'empereur et avec le conseil d'Etat : le corps législatif va se mouvoir un peu plus librement pour l'exercice du droit d'amendement. — Le 14, l'empereur ouvre la session : il déclare n'être pas effrayé de l'agglomération, de la confédération des grands peuples (Allemagne et Prusse), mais « les conditions de la guerre, étant changées, exigent l'augmentation de nos forces défensives, » il annonce la répartition dans une juste mesure des charges entre tous, en satisfaisant au principe d'égalité. — Cette session durera jusqu'au 24 juillet. Le corps législatif se sent atteint dans un de ses droits par la suppression de l'adresse dont la discussion faisait passer en revue toutes les questions du dedans et du dehors. Comme peu de demandes d'interpellation sont consenties par les bureaux, quatre seulement occuperont un petit nombre de séances, 9 sur 89. Quatre cents amendements sont soumis aux commissions ; 87 se rattachent aux projets de loi qui seront votés ; 121 aux projets qui resteront à l'état de rapports : 1° sur l'armée ; 2° sur les réunions publiques ; 3° sur la presse. La solution de ces trois grandes questions est ajournée. — Le 15 février, projet de sénatus-consulte, qui augmente l'importance du sénat, puisqu'il

pourra demander pour toute loi votée par le corps législatif, s'il juge bon qu'elle soit modifiée, un examen nouveau, auquel le corps législatif ne pourra procéder qu'à une autre session. Le sénatus-consulte tel qu'il sera formulé par le vote du 12 mars, fait du sénat une seconde chambre législative. — Les bureaux du sénat refusent la première demande d'interpellation présentée par le vice-amiral Bouët-Willameux sur l'insuffisance des crédits accordés pour la transformation de l'artillerie de la flotte. — Au corps législatif la première interpellation, sur la demande d'Ernest Picard, etc., a pour objet (22 février) une circulaire du directeur général des postes, qui cherchait à atteindre (24 janvier), même par la violation du secret des lettres, une lettre autographiée du comte de Chambord. Par la seconde on discute les modifications qu'ont apportées au régime du 24 novembre 1860 les derniers décrets de janvier et février, surtout la suppression de l'adresse : le vicomte Lanjuinais qui l'a lancée et qui la soutient, presque au début, est rappelé à l'ordre, le 25 février; le 26 le ministre d'Etat répond à Jules Favre; Emile Ollivier essaye de se faire écouter pour témoigner sa satisfaction; au vote pour un ordre du jour, il n'y a que 25 voix d'opposition. — Dans la discussion du projet de sénatus-consulte, Persigny attaque avec son ton dogmatique habituel les partisans de la responsabilité ministérielle et les « gladiateurs de la parole » (11 mars). — Les affaires étrangères, notamment les relations avec l'Allemagne et l'Italie, sur la demande d'interpellation de M. Thiers, sont l'objet de quatre jours de débats (14, 15, 16, 18 mars). Berryer, Thiers, Emile Ollivier, qui défend contre Thiers le principe des nationalités dont la légitimité repose sur le libre consentement des peuples, Garnier-Pagès, Jules Favre, le ministre d'Etat sont les principaux

orateurs : d'après Thiers, il n'y a plus une seule faute à commettre; Rouher nie toute faute, mais avoue les angoisses patriotiques du gouvernement après Sadowa : toutefois l'Allemagne, partagée en trois tronçons, ne lui paraît pas à craindre. Encore une violente tempête à propos du 2 décembre. L'ordre du jour est adopté par 219 voix contre 44. — Walewski, qui ne tient pas la bride assez serrée aux députés de l'opposition, est amené à donner sa démission de président (29 mars); il redevient sénateur, le 2 avril. — La présidence est conférée à Schneider, vice-président depuis très-longtemps (2 avril); le baron Jérôme David, impérialiste violent, devient un des vice-présidents. — Emile de Girardin a deux procès de presse, l'un pour un article du 1^{er} mars, l'autre pour un article du 9 avril, dans la *Liberté*, sur les questions actuelles; il est condamné chaque fois à une forte amende pour excitation à la haine et au mépris du gouvernement. — La question du Luxembourg, d'où pourrait sortir la guerre avec la Prusse, est l'objet de demandes d'interpellation au corps législatif, non accueillies le 10 et le 25 avril; et d'une communication faite aux deux chambres par le ministre Moustier, le 13 mai, deux jours après le traité de Londres, qui met fin au différend, en assurant l'indépendance du Luxembourg menacée par la Prusse et en décidant le démantèlement de la forteresse. De février à mai 158 millions ont été dépensés extraordinairement pour l'éventualité d'une guerre avec la Prusse. Du 1^{er} avril au 15 mai on a augmenté les forces actives de 70 000 hommes; on a 455 000 hommes sous les armes au lieu de 385 000. Le 14 mai, renvoi dans leurs foyers des soldats libérables le 31 décembre 1867. Le prix de l'exonération du service militaire fixé le 15 avril à 3000 fr., le 20 mai est abaissé à 2500. — On ne se montre plus si pressé de faire voter la loi mili-

taire sur laquelle il y a désaccord entre le gouvernement et la commission, l'un voulant 800 000 hommes, l'autre voulant réserver à l'Assemblée le droit de fixer le contingent annuel. Le projet amendé (Gressier rapporteur) est déposé le 8 juin. Le 12, dépôt du projet amendé sur le droit de réunion (Peyrusse rapporteur); le 15, du projet amendé sur la presse (Nogent-Saint-Laurens rapporteur); tous deux aussi ajournés par un ordre du jour voté le 21 (210 voix contre 34). L'autorisation, nécessaire encore pour fonder un journal, est refusée même à Emile Ollivier. Le projet sur l'armée donne lieu à beaucoup de publications intéressantes, notamment des généraux Trochu, Changarnier. — Discussions toujours irritantes sur le Mexique, d'où nos troupes sont rapatriées de février à mai. Les dépenses ont été pendant six ans de plus de 360 millions, les recouvrements seulement de 61 millions; l'État a perdu 28 millions par l'exécution du traité Plinart et concrets du syndicat des banquiers, signé le 28 septembre 1865, sur lequel insiste surtout Berryer le 21 juin. Le 30 juin est connue la mort violente de l'empereur Maximilien; témoignages de regret par les présidents des deux assemblées le 1^{er} juillet. Thiers, J. Favre, Berryer, Ernest Picard reprennent la question entière, à propos des lois de finances, à plusieurs fois, surtout les 9, 10, 11, 28 juillet : assaut soutenu par le ministre d'État. — Avec toutes ces pertes et dépenses, non prévues, non avouées, l'équilibre du budget est rompu. La discussion des lois de finances (Dumirai rapporteur) commencée le 28 juin ramène toutes les questions politiques du dedans et du dehors. La Tour-Du-Moulin, du tiers-parti, ouvre l'attaque non contre l'empereur, mais contre le ministre d'État peu sympathique aux réformes du 19 janvier. Le 2, celui-ci avoue un point noir (issue de l'intervention au Mexique) dans un ta-

bleau brillant. Ernest Picard, Lanjuinais, Buffet, Thiers sont les accusateurs les plus redoutables. Em. Ollivier, ardent aussi contre le ministre d'État (12 juillet), qu'il appelle un vice-empereur sans responsabilité, trouve incertaine et incomplète l'exécution des promesses du 19 janvier auxquelles il avait applaudi; il réprouve la démocratie Césarienne. Le ministre d'État, répondant le 25 à J. Favre, déclare la majorité un corps indépendant, conservateur et libéral; Vuitry et Baroche parlent beaucoup aussi. Dans le vote final des lois de finances, les 22 et 24, seulement 15 voix contre. Pour les divers parties du budget, sur 69 amendements présentés avec 132 signatures, 2 seulement ont été acceptés par la commission. — Au sénat, les quatre lois de finances sont votées en une seule séance, la dernière, le 27. Persigny s'inquiète de la responsabilité de l'empereur, qu'on tend à rendre trop effective, et voudrait qu'elle fût couverte par les ministres devant l'opinion publique. Et cependant il ne veut pas de ministres responsables devant les Chambres. — La plupart des projets de loi retournent devant les commissions pour être amendés. — Loi sur l'instruction primaire, pour en étendre le bienfait dans l'intérêt des filles aux communes de 500 âmes, améliorer la condition des maitres et maitresses, faciliter les voies à la gratuité; soutenue au Corps législatif par le ministre Duruy en personne (1^{er}-11 mars), votée à l'unanimité. Le principe de la gratuité, présenté sous forme d'amendement, n'a que 32 voix. Au sénat, elle a pour adversaire violent (29 mars) le baron de Vincent; elle est l'occasion d'attaques contre Sainte-Beuve et contre Renan que Sainte-Beuve défend, par Ségur-D'Aguesseau, Maupas, Le Verrier, Canrobert. On réprouve la composition des bibliothèques populaires (21 et 25 juin). Après le discours prononcé le 25 par Sainte-Beuve, l'Ecole normale, qui l'en a félicité, est licen-

ciée jusqu'aux vacances. — L'abolition de la contrainte par corps, en matière civile et commerciale, est l'objet d'une loi fort débattue du 25 mars au 15 avril (Josseau rapporteur); votée par 112 voix contre 97. — La loi sur les attributions des conseils municipaux, discutée depuis le 8 avril, n'est votée que le 24 mai. La question des emprunts déguisés de la ville de Paris est abordée à propos des articles 16 et 17 surtout par Ernest Picard, J. Favre et Berryer : les bons de délégation sont dévoilés. Quand vient l'article 18, on demande en vain pour les communes du département de la Seine, qui entourent Paris, le droit de nommer leurs conseils; cet article n'est voté (12 avril) que par 139 voix contre 81. Une commission administrative en cas de dissolution d'un conseil municipal pourra être maintenue en fonctions pendant trois ans (art. 22). — La révision des procès criminels et correctionnels est facilitée par une loi votée le 11 mai. — On pourra être naturalisé français avec trois ans de domicile, au lieu de dix, par la loi votée le 23. — Du 27 mai au 13 juin, est discutée une triple loi : 1° sur les sociétés en commandite, par actions; 2° sur les sociétés anonymes à responsabilité limitée; 3° sur les sociétés à capital et personnel variables, sociétés coopératives (Mathieu rapporteur). Emile Ollivier prend grande part à la discussion; le ministre Forcade de la Roquette est soutenu par Rouher et par Duvergier président de section au conseil d'Etat; les sévérités de la loi sont provoquées contre les gérants et administrateurs des grandes entreprises, à cause des scandales qu'ont révélés les procès de finances, par Janzé, Marle, Brame, Pouyer-Quertier. — Une loi votée le 15 avril accorde à Lamartine, à titre de récompense nationale, une pension de 25 000 fr. (Em. Ollivier rapporteur). — Le Conseil d'Etat (26 avril-9 mai) rejette la requête du duc d'Aumale et de son éditeur Michel Lévy, de-

mandant l'autorisation de poursuivre le préfet de police, pour la saisie administrative de son volume, imprimé mais non publié. — Le préfet de la Seine (janvier-juillet) est aux prises avec les usiniers de la zone annexée, réclamant l'exemption de taxes pour la houille consommée et pour les matières premières dénaturées dans les usines, d'après les promesses de 1860. Discussions et pétitions sur l'état financier et le régime politique exceptionnel de Lyon (juin-octobre). Toulouse se plaint de sa commission administrative. — Extension dangereuse du socialisme. A Roubaix (16 mars), actes de violence par 25 000 ouvriers tisseurs et fileurs; plusieurs seront condamnés en cour d'assises. Nombreuses grèves à Paris, à Amiens, à Marseille. La section parisienne de l'association internationale des travailleurs (Tolain, Fribourg, Maion, etc.) est mêlée à ce mouvement. — Exposition universelle d'industrie et des Beaux-Arts à Paris, au Champ de Mars, du 1^{er} avril au 1^{er} novembre. Le prince impérial, âgé de douze ans, est président d'honneur. Quand elle s'ouvre, on craint la guerre avec la Prusse à propos du Luxembourg; quand elle se ferme, la guerre serait possible avec l'Italie à cause de l'invasion du territoire pontifical par les Garibaldiens; le jour où l'empereur distribue les récompenses (1^{er} juillet) on apprend officiellement la mort de l'empereur Maximilien. Ceux qui dans tous les pays ont le plus contribué au développement de l'harmonie sociale et du bien-être des populations forment un groupe spécial d'exposants, le dixième. Les empereurs de Russie et de France sont médaillés l'un pour l'aménagement de ses domaines, l'autre pour des modèles d'habitations ouvrières. On rattache à l'expos. une série de rapports volumineux sur les progrès des lettres, des sciences et des arts depuis cinquante ans. Paris attire les étrangers par ses merveilles et par les plaisirs qu'il leur offre. Y

viennent presque tous les souverains et un grand nombre de princes ; même le Sultan ; s'abstiennent les reines d'Angleterre et d'Espagne et le roi d'Italie. Dans une revue au bois de Boulogne, à laquelle assistent le roi de Prusse et son ministre Bismark, 6 juin, attentat sur Alexandre II par un Polonais de petite noblesse, Berezowski. — A propos de la fête Impériale du 15 août, projet d'achèvement du réseau des chemins vicinaux. — Après une visite au frère du malheureux Maximilien l'empereur d'Autriche, à Salzbourg, l'empereur et l'impératrice parcourent les départements du nord ; dans ses discours à Arras, à Lille, à Amiens, l'empereur avoue des mécomptes, des échecs, des points noirs (fin d'août). Rouher inaugure à Nantes la statue de Billault son prédécesseur (15 septembre). Mort subite (5 oct.) de l'ancien ministre des finances, Achille Fould. — L'enquête internationale tout officieuse à laquelle se livrent des chambres de commerce de France, d'Angleterre, de Belgique, sur la crise commerciale qui s'étend à presque tous les pays, est mal vue du gouvernement (oct.). — Panique à la Bourse (début d'octobre) à cause de la mauvaise santé de l'empereur à Biarritz et des bruits d'alliance de la Prusse et de l'Italie, à la suite de la nouvelle échouffourée de Garibaldi sur la route du territoire pontifical, en violation de la convention du 15 septembre 1864 que le gouvernement italien ne suffit pas à faire respecter. — Nouvelle intervention française au profit du pape : le 28 octobre, nos troupes sont à Civitavecchia ; le 3 nov. plus de 2 000 chassepots « font merveille » avec 3 000 soldats pontificaux contre les Garibaldiens, à Monte-Rotondo ou Mentana, au N. E. de Rome. — Le 2 nov., jour de la fête des morts, au cimetière Montmartre, et le 4 sur les boulevards, manifestations révolutionnaire, notamment par des membres de l'association internationale, sous

prétexte de désapprouver l'intervention en Italie ; quelques arrestations politiques, suivies de condamnations en police correctionnelle (nov.-déc.) : Acolla, Naquet, Verlière, Château, etc. — Le 13 nov., le marquis de La Valette quitte le ministère de l'intérieur où le remplace un ancien magistrat Pinard ; Magne reçoit les finances ; Roulier n'est plus que ministre d'État. — Malaise résultant : 1° de la cherté du pain, non-seulement à Paris, 2° du mécontentement, à propos des droits d'octroi, des usiniers et Industriels de la banlieue annexée à Paris en 1860 ; 3° de la mauvaise situation de la Compagnie Immobilière à Paris et du Crédit mobilier. Par décret du 13 novembre sont suspendues les surtaxes établies sur les grains et farines importés par les navires étrangers. — Est fait sénateur le député Conneau, médecin dévoué de l'empereur depuis l'affaire de Boulogne en 1840 (18 nov.). — Le 18 nov. ouverture de la nouvelle session. Le discours de l'empereur ne dissimule pas les préoccupations du moment, mais signale la bonne entente qui règne entre les puissances, comme l'a dit le roi de Prusse, comme le dira la reine d'Angleterre ouvrant aussi leur parlement. Le gouvernement est interrogé sur l'entrevue de Salzbourg et sur la question romaine, surtout le 29 novembre au sénat ; au corps législatif, les 3, 4, 5 décembre, où J. Favre, J. Simon, Guérault interpellent dans un autre esprit que Chesnelong et Thiers. Thiers et Rouher pour la première fois sont d'accord, afin de conserver au pape ce qui lui reste du pouvoir temporel. « Jamais, dit Rouher, la France ne permettra aux Italiens d'aller à Rome. » L'ordre du jour proposé par les députés de l'opposition radicale n'a que 17 voix, le 5. Le 9, Emile Ollivier accuse d'impuissance notre politique extérieure. — On discute enfin, depuis le 19 décembre, la loi sur l'armée et sur la garde nationale mobile. D'après le projet, beaucoup amendé et

qui va l'être encore (Gressier rapporteur), la durée du service sera de 9 ans, mais en temps de paix on ne passera que 5 ans sous les drapeaux, les hommes en congé pourrout se marier dans les deux dernières années de service; il n'y aura plus de caisse de dotation de l'armée recevant les produits et faisant les frais des remplacements; les substitutions d'hommes et le remplacement seront autorisés conformément à la loi de 1832; on sera cinq ans garde mobile. Les ministres Rouher, Vuitry, Niel, beaucoup de membres de la commission et de la majorité, souvent en désaccord avec le gouvernement, prennent une part active aux débats. Il est beaucoup parlé de la situation politique et militaire de l'Europe qui est si tendue, des systèmes militaires de Suisse et de Prusse. On craint d'encourager, par l'augmentation d'un effectif permanent, le désir qu'on prête au gouvernement d'aventures extérieures qui détourneraient des institutions libérales. La plupart des députés de l'opposition, notamment Jules Simon, Pelletan, Garnier-Pagès, proposent un système d'armée défensive, de façon qu'au besoin on arme toute la nation et qu'on décrète la levée en masse. La minorité de la commission (Louvet, Buffet, etc.), ne voudrait que 8 ans de service et pas d'augmentation du contingent annuel; un amendement en ce sens est repoussé (27 déc.) par 177 voix contre 81. M. Thiers qui ne parle pas pour l'amendement critiquera plus tard la concession de 9 ans. L'autorisation de se marier est étendue aux trois dernières années du service dans l'armée (vote du 28). La garde mobile, qui paraît être comme une seconde armée, est beaucoup attaquée en principe. Un amendement de Léopold Javal, qui y interdit le remplacement, est voté le 2 janvier par 144 voix contre 105. Un autre amendement de Paulmier, Segris, Buffet, pour qu'on puisse s'y faire remplacer, est rejeté le 13, par

167 voix contre 76. Le 14, au vote sur l'ensemble de la loi, 60 voix contre. — La loi, telle qu'elle vient d'être votée, est aussitôt imprimée, colportée, avec une brochure de source officielle qui en fait ressortir les mérites, avant que le sénat l'ait examinée. Dix journaux, le 25 janvier, sont condamnés pour compte rendu inexact des discussions au Corps législatif. — Au sénat, on discute le 27 et le 28. Le sénateur baron Bernier, comme le député comte de La Tour, veut qu'à cause de l'état de l'Europe on soit armé fortement. Michel Chevalier parle pour le retour à la loi militaire de 1832 et au programme de Bordeaux: « L'Empire, c'est la paix. » Unanimité moins une voix. — La loi est promulguée le 1^{er} février. — Bien des demandes d'interpellation sur des questions de politique intérieure ou sur les rapports avec l'Italie et l'Allemagne sont éconduites par les bureaux du Corps législatif (déc.) Langage scandaleux et grossier de la presse officielle à l'égard des députés de l'opposition, notamment dans les n^{os} du 7, du 14 et du 15 décembre du *Pays*. — La *Finance*, journal belge, accuse les journaux du parti libéral d'être vendus à la Prusse. — Mémoire du préfet de la Seine et rapport de Devinck au nom du comité des finances de la ville de Paris (déc.): ils expliquent un traité projeté de 398 millions avec le Crédit foncier pour consolider des bons de délégation émis par les entrepreneurs qui se sont chargés des opérations de voirie; ces opérations ont excédé de 530 millions les prévisions de 1858. Les usiniers de l'ancienne banlière obtiennent, pour les droits d'octroi, un système d'abonnement assez favorable (20 déc.). — Sont livrés à l'exploitation 1,236 kilomètres de chemins de fer, notamment de Boulogne à Calais, d'Amiens à Rouen et à Tergnier, de Vendôme à Tours, de Poitiers à Limoges; de Saintes à Rochefort et à Cognac, de Cognac à Angoulême, de Lourdes à Pau, de

Lontrejean à Lourdes, de Lunel à Arles. — Ouverture du musée Gallotomatin, au château de Saint-Germain (mal). — Encouragements donnés aux cours littéraires et scientifiques d'enseignement secondaire pour les filles qui sont faits par des membres de l'Université (circ. minist. du 31 oct.); plaintes violentes de l'évêque d'Orléans Dupanloup; esprit plus conciliant de l'archevêque de Paris et de l'évêque de Châlons. — Progrès de l'enseignement secondaire spécial, notamment dans des centres industriels et métallurgiques. — En Algérie, non-seulement pertes matérielles, mais perte d'hommes par des secousses du tremblement de terre (2 et 4 janvier) dans la province d'Alger. Par décret du 9 janvier, Alger est érigé en archevêché; il y aura des évêques à Oran et à Constantine. Modification du régime commercial par la loi votée le 28 juin. A la fin de l'année, effroyable mortalité surtout chez les indigènes, par le froid et la faim. — Au Sénégal, lutte contre les partisans de Maba; il est repoussé dans son royaume de Rip (mars-avril). Il est pris et décapité (août). Fièvre jaune à Gorée, Dakar, Saint-Louis (oct.). — Sévérités du régime administratif à l'égard de la presse, à la Réunion (oct.), à la Martinique et à la Guadeloupe (déc.). — En Cochinchine, occupation aux dépens des Annamites, des trois provinces occidentales de Vinh-Long, Hangiang (Chaudoc) et Haïlen, avec une certaine démonstration de forces par le vice amiral de la Grandière (juin). Le 15 juillet traité avec le royaume de Slam, pour lui faire reconnaître le protectorat que la France exerce à l'égard du royaume Cambodge, et régler les relations de voisinage. — Mort de Victor Cousin à Cannes, âgé de 73 ans (14 janvier) auquel J. Favre succède à l'Académie française; du peintre Ingres, à Paris, âgé de 86 ans (14 janvier); des architectes Hittorff (mars) et Lebas (juin); des docteurs Jobert de

Lamalle (avril), Trousseau (juin), Velpeau (août), Rayer (sept.); des poètes Ponsard (juillet) et Barthélémy; de l'historien Th. Lavallée (août); de l'ancien ministre comte Duchatel; du Dr Véron; de l'abbé Bautain; du savant Flourens (déc.); du duc Albert de Luynes, dont la munificence a profité aux lettres et aux arts.

France, Luxembourg et Prusse. — Le gouvernement français, sensible plus qu'il ne l'avoue aux agrandissements de la Prusse, convoite la possession du grand-duché du Luxembourg pour garantir la frontière de ce côté, d'autant que la Prusse maintient une garnison dans Luxembourg comme si cette place était encore place fédérale. Il inspire au roi des Pays-Bas, grand-duc, des craintes pour son indépendance, et l'engage secrètement, dès la fin de février, à céder à la France le grand-duché, sans entente préalable avec la Prusse, se réservant, après la cession obtenue, de traiter avec cette puissance pour le retrait de la garnison. Le grand-duc, secrètement aussi, consulte la Prusse. Bientôt (mars) on en parle partout, en Hollande, en Allemagne, où le patriotisme s'échauffe pour la conservation d'une terre considérée comme allemande, en Angleterre même, plus qu'en France. Le ministre Bismark signale la question au Reichstag du nord le 18 mars, et en même temps, pour prouver sa force, livre à la publicité les traités secrets d'alliance offensive et défensive conclus au mois d'août 1866 avec la Bavière et avec Bade. Il accepte volontiers (1^{er} avril) l'interpellation de M. de Bennigsen, Hanovrien devenu Prussien, qui le pousse avec toute l'Assemblée et avec la plus grande partie de la presse à revendiquer les droits militaires de l'Allemagne sur cette place et à ne pas laisser le grand-duc abandonner sa souveraineté sur le grand-duché. Interpellations sur

le même sujet à La Haye et à Londres le 5 avril. En France, le 8, par une communication tardive et peu exacte faite aux Chambres, le gouvernement décide à ne pas consentir à une interpellation. Berryer et Thiers demandent en vain la communication des pièces. En France et en Prusse on arme en secret avec ardeur. Efforts, dans les deux pays, des organes des idées libérales pour prévenir une guerre qui nuirait à la cause de la liberté. Dès le 15, la France manifeste à l'Angleterre, comme à une des puissances signataires du traité de 1839 concernant le Luxembourg, des intentions pacifiques si la Prusse veut retirer sa garnison et si la place est démantelée. La Prusse, qui a déjà la satisfaction que la France n'acquiert pas le territoire du grand-duché, demande en outre, le 26 avril, qu'il soit neutre sous la garantie de ces puissances. Médiation non-seulement de l'Angleterre mais de l'Autriche, dont la Prusse a sondé les dispositions pour une alliance par la mission secrète du comte bavaïrois de Tauffkirchen (17 avril), et de la Russie, qui déclare n'avoir pas d'engagement particulier avec la Prusse. Une conférence est convoquée à Londres par le roi des Pays-Bas, grand-duc, propriétaire du territoire en litige, le 1^{er} mai; y sont appelées toutes les puissances signataires du traité de 1839, même la Belgique; l'Italie en outre, pas l'Espagne. Les points essentiels étant consentis par la France et la Prusse, il n'y a que trois séances du 7 au 11 mai, sous la présidence de lord Stanley, dont les discours, depuis, ont prouvé que la Prusse a voulu absolument la garantie collective des puissances pour la neutralité du territoire d'où elle allait retirer ses troupes. Dès le 4 juin, le parlement de Londres a toute la correspondance diplomatique. Le 5, le roi de Prusse et son ministre Bismarck sont à Paris pour l'Exposition universelle. Les canons prussiens Krupp y ont une grande médaille.

France et Mexique. — Évacuation par les troupes françaises (Janvier); le mouvement de concentration de ces troupes entre Mexico et la Vera-Cruz s'accomplit sans grande difficulté militaire: le général Castelnau préside à l'embarquement achevé le 14 février. Bazaine n'a pu obtenir (10, 14 janvier) l'abdication et le départ de Maximilien. Maximilien, sur l'avis surtout de son ministre Lares et du général Marquez, continue une lutte désespérée. Les troupes juaristes, plus cruelles à mesure qu'elles réussissent, l'étreignent de tous côtés lorsqu'il quitte Mexico. Il se retire avec quelques débris à Queretaro, où il est assiégé pendant soixante-huit jours. Marquez, fait par lui lieutenant-général, resté longtemps encore à Mexico, par ses rigueurs achève de faire détester la cause impériale. Juarez, de la ville de Durango, avance de sa personne au centre du pays, refuse la proposition de congrès national et de toute transaction honorable venant de Maximilien. Escobedo, qui assiège Maximilien, dépasse en férocité l'impérialiste Marquez. Porfirio Diaz, qui prend d'assaut Puebla le 3 avril, n'est pas moins cruel. Vains efforts de la diplomatie autrichienne, anglaise et prussienne pour prévenir, par l'intermédiaire des États-Unis, la catastrophe sanglante que précipite (15 mai) la trahison vénale d'un officier. Maximilien, qui avec ses généraux Mejia, Miramon, Castillo, Avelano, tombe aux mains d'Escobedo, après un semblant de jugement militaire, où on lui oppose surtout son décret du 3 oct. 1865, qui ordonnait de passer par les armes tous les dissidents pris les armes à la main, suivant la volonté de Juarez, dont est l'interprète son ministre des affaires étrangères Tejeda, condamné à mort le 14 juin, est passé par les armes le 19 à Queretaro avec Mejia et Miramon, les chefs militaires les plus ardents du parti clérical dont Maximilien ne

était pas fait le docile instrument. — Le 11 juin a été saisi sur la côte de Yucatan, Santa-Anna, parti de New-York le 22 mai. — La mort tragique de Maximilien est réprouvée non-seulement en France, mais en Angleterre. — Le corps de Maximilien réclamé tout d'abord par le ministre de Prusse, baron de Magnus, est refusé jusqu'à la mission de l'amiral Tegethof, le vainqueur de Lissa, qu'envoie exprès l'empereur d'Autriche; restitué seulement le 12 novembre, il sera transporté le 4 décembre de la Havane en Europe. — Mexico ne se rend aux juaristes que le 27 juin; bientôt après la Vera-Cruz. Marquez échappe. Beaucoup de représailles sanglantes à l'égard des généraux et officiers impérialistes mexicains. Les étrangers, Français, Belges, Allemands, sont épargnés. — Juarez rentre solennellement à Mexico le 15 juillet, après 4 ans et 45 jours d'absence; il annonce la convocation prochaine d'un congrès. Les États-Unis, auprès desquels il a eu toujours un représentant (Romero), sont la seule puissance qui le reconnaisse. Les restes du général Comonfort, rapportés à Mexico, sont déposés au Panthéon. Effroyable état du pays avec tant de chefs armés ambitieux ou indociles et des bandes sans solde. En même temps qu'il annonce des élections générales pour le 22 septembre, et la réunion du congrès pour le 20 novembre, Juarez soumet au peuple, par une proclamation personnelle, le projet de quelques amendements à la constitution qui régit le mode d'élection du président et en augmentent les pouvoirs. Le 6 oct., la nomination des électeurs présidentiels donne une très-forte majorité à Juarez sur Porfirio Diaz, son principal compétiteur. Le 7, Santa-Anna est condamné à huit ans d'exil. — Les 21 États sont représentés au congrès ouvert par Juarez le 8 déc. Ses projets d'amendement à la constitution, empruntés en partie à la constitution des États-Unis, mal accueil-

lis sous la forme personnelle d'appel au peuple qu'il leur avait donnée, déjà discutés, sont déposés le 16 décembre par son ministre des affaires étrangères devant le congrès. Des tentatives de soulèvement à Jalapa pour P. Diaz, dans l'Yucatan pour Santa-Anna.

Grèce. — Tant que dure l'insurrection crétoise, agitation fiévreuse, coûteuse par les acquisitions de fusils, par les projets d'accroissement de l'armée et de la marine que vote la Chambre, stérile, puisque la France et l'Angleterre ne cèdent pas aux suggestions secrètes de la Russie: l'Italie même ne se laisse pas entraîner. Le vapeur grec, *l'anhellonion*, continue ses allées et venues impunies de Grèce en Crète. Absence prolongée du roi (avril-déc.) faisant son tour d'Europe, terminé par son mariage avec une princesse russe (oct.). Encore en novembre, une taxe de 2 pour 100 sur tous les objets de consommation, par un vote de la Chambre, est destinée à entretenir l'émigration crétoise. Le roi, à son retour, est moins ardent que le ministre Comonduros qui voudrait affranchir la Crète en rompant avec la Turquie; après bien des hésitations, changement de cabinet (fin de déc.). — Le général Kalergi meurt en avril. — Après la mort de l'ancien roi Othon en Bavière, le roi Georges 1^{er} est reconnu par Pie IX.

Haïti. — Une nouvelle insurrection dont triomphe d'abord (fév.) le président Geffrard, lui coûte le pouvoir (mars). Au moins trois candidats à la présidence. Le général Salnave, élu en mai, a une guerre civile à soutenir. — Le président de la république dominicaine, Cabral, prétend intervenir par les armes (août-déc.). Il est accusé d'être disposé à vendre la baie de Samana aux États-Unis (oct.). — Soulouque meurt à 85 ans dans sa ville natale, Petit-Golave (août).

Hollande. — L'accord était rétabli entre les chambres et le gouvernement, et la session de 1866-67 était presque terminée, lorsque éclata le conflit franco-prussien au sujet du Luxembourg. A propos du budget de la guerre, le ministre Van den Bosch développe le nouveau plan de défense, autour d'Utrecht d'abord, d'Amsterdam ensuite, avec un vaste système d'inondation et plusieurs forts à quelque distance de ces villes : beaucoup de vieilles forteresses deviendraient inutilles. Dans les principales villes sont créés des corps de tirailleurs volontaires. La discussion du système de cultures coloniales et de l'amodiation héréditaire des terres incultes de l'Inde amène encore le changement du ministre des colonies (juil.). — Choléra à Rotterdam et à Amsterdam. La reine visite les cholériques. — La session de 1867-68 est ouverte le 16 septembre. On s'applique à calmer les Belges inquiets et irrités des travaux de barrage de l'Escaut oriental. A l'occasion du budget des affaires étrangères, vifs débats rétrospectifs sur la conduite du cabinet actuel dans le projet de cession du Luxembourg à la France, du cabinet précédent dans les relations avec la Prusse au sujet du Limbourg. Ce budget étant rejeté, démission du cabinet (26 nov.) Le roi préfère, après la clôture de la session (27 déc.), garder ses ministres et recourir à de nouvelles élections.

Italie et Rome. — Le Parlement est rouvert le 11 janvier. Le projet d'adresse affirme de nouveau les aspirations nationales relativement à Rome, mais avec modération ; réponse du roi dans le même esprit. — On espère la réussite des négociations du commandeur Tonello avec la cour de Rome pour la nomination aux évêchés vacants dans le royaume. En effet, le 22 février, sont préconisés 15 évêques d'Italie. — Le projet d'arrangement

amiable avec le clergé sur la question des biens de main-morte, de signé des noms du ministre des finances Scialoja et du ministre de la justice Borgatti est présenté aux députés (16, 17 janvier) : l'Etat laisserait au clergé les deux tiers de ses biens convertis en rentes perpétuelles, une maison de banque belge, Langrand-Dumonceau, se chargerait de l'opération de la vente et assurerait 600 millions au Trésor en 6 années. En général, ce projet est désapprouvé comme laissant trop de liberté et trop de ressources au clergé. La majorité des bureaux y est contraire. Rome de son côté le désavoue. L'exposé du ministre des finances établit que la guerre de 1866 a coûté 357 millions, qu'il y aura pour cette année, même avec la réduction du budget militaire, un déficit de 185 millions sur l'ensemble des recettes. A propos du rapport sur les conventions conclues avec l'Autriche, un incident relatif à l'exercice du droit de réunion dans la Vénétie pour discuter le projet Scialoja-Borgatti met le cabinet Ricasoli en minorité (11 février) ; un ordre du jour qu'il a combattu réunit 136 voix contre 101. Le roi préfère à la retraite de tout le cabinet la dissolution de la chambre et un remaniement du cabinet d'où sortent ces deux ministres ; Depretis devient ministre des finances. Pendant la vacance des chambres, Garibaldi quitte sa retraite, traverse Florence, fait à Venise (fin de février une propagande violente contre le clergé. La session reprend le 22 mars. Bientôt Ricasoli (4-10 avril) fait place à Ratazzi comme chef de cabinet : les collègues de Ratazzi sont moins des hommes politiques que des chefs d'administration. Il promet l'exécution loyale de la convention de septembre 1864, et fait voter le 24 avril la convention du 7 décembre 1866 passée avec la France pour la répartition de la dette pontificale. — Approbation le 13 avril, du traité avec l'Autriche par les dé-

putés, à peu près sans discussion ; de même au Sénat le 16. Le 23, est conclu un traité de commerce avec l'Autriche. Des consulats italiens sont institués à Vienne, Trieste, Fiume, Raguse. — Le vaincu de Lissa, Persano, est condamné par le Sénat à la perte de son grade d'amiral, pour « désobéissance, impéritie, négligence », et non pour lâcheté (15 avril). — L'impôt sur la richesse mobilière est voté le 8 mai : les rentes sur l'Etat en seront exemptes. Rareté de la monnaie de cuivre. Grande détresse avec surabondance de papier-monnaie. Il y a 570 millions de découverts pour 1867. — Le nouveau plan financier, du ministre Ferrara, propose une taxe extraordinaire sur les biens immeubles du clergé qui serait escomptée par une société de banquiers, un emprunt de 600 millions sur les biens de la classe ecclésiastique, et un impôt déjà projeté, le droit de mouture ; le cours forcé du papier cesserait à la fin de l'année (mai). — Mariage (30 mai) d'Amédée, duc d'Aoste, second fils du roi, âgé de 22 ans, avec la fille d'un représentant du vieux parti libéral dans le Piémont, la princesse Marie de la Cisterna. — La suppression des grands commandements militaires est votée le 25 juin ; il n'y aura plus que 16 divisions territoriales. — Le plan du ministre Ferrara étant transformé par la commission des finances, il quitte le cabinet le 5 juillet ; Ratazzi prend l'intérim, se met à peu près d'accord avec la commission pour la vente et la mise en usage du patrimoine de l'Eglise à l'exception des biens des paroisses ; le gouvernement pourra émettre des titres de rente 5 p. 100 jusqu'à concurrence de 400 millions ; ces titres seront acceptés pour leur valeur nominale en compte du prix d'achat des biens ecclésiastiques. Ratazzi espère que les nouveaux titres pourront être émis au-dessus de 80 francs : taux dont est loin le consolidé. — Vote final de la loi le 28 juillet par 204

voix contre 58 ; sont parmi les opposants tous les anciens chefs de la majorité, La Marmora, Minghetti, Peruzzi, Lanza, Sella, Pepoli. Dernière séance des députés le 1^{er} août. Vote de cette loi par le Sénat, le 12 ; le roi, le 15, la sanctionne. La session est fermée le 19. Elle ne rouvrira qu'en novembre. — Mort de deux illustrations napolitaines, le député Charles Poerio (avril), le lieutenant-général Filangieri (oct.) ; du général piémontais Sonnaz (juin). — A Rome quelques réformes financières et économiques sur l'avis de trois nobles (consultés depuis septembre 1866 sur la situation désespérée de la Banque ; les monnaies d'or et d'argent seront au même titre que celles de l'Italie (5 février) ; suppression des droits de transit par chemin de fer (16 mars). Entente avec le général italien pour la répression du brigandage sur la frontière de Frosinone. — Dès le commencement d'avril, deux sociétés secrètes également radicales, adeptes de Garibaldi qui se regarde toujours comme le seul pouvoir légitime à Rome, le centre d'insurrection et le comité national romain, qui ont des ramifications à Florence surtout à Naples, préparent quelques mouvements. Il y a une tentative de réfugiés par Terni du côté de Viterbe ; ils sont arrêtés par le gouvernement italien le 21 juin. — Affluence d'évêques, de prêtres, d'étrangers à Rome, fêtes religieuses et municipales pendant plusieurs jours (fin de juin), à l'occasion de l'anniversaire de l'avènement de Pie IX, du centenaire de Saint-Pierre, de la canonisation de martyrs. Devant 400 évêques en consistoire, le pape affirme de nouveau les doctrines de l'Encyclique et du Syllabus, annonce un prochain concile œcuménique pour le jour de l'immaculée conception de la Vierge le 8 décembre 1868 ; il reçoit des adresses et des députations qui proclament son droit à être libre et puissant ; 17 questions sont déjà

formulées en vue du prochain concile (juillet). A cause de l'excès de population à Rome et dans les environs, le choléra sévit (juillet-août). — Le parti d'action s'agite. Le préfet italien de l'Ombrie (31 juillet) fait bonne garde. Les harangues et les lettres de Garibaldi jettent l'insulte au gouvernement italien, au parti libéral, à Napoléon III (juillet). On s'irrite en Italie de l'étrange inspection que vient passer à Rome, de la légion d'Antibes, le général Dumont détaché de l'armée de Lyon; interpellation à Florence le 22 et le 30; le 30 un ordre du jour demande que le gouvernement fasse respecter par la France le principe de non-intervention, Dumont ne quitte Rome que le 31 juillet. Garibaldi rôde autour de Rome, près de Sienne, et à Orvieto (août). Activité de la diplomatie française à Florence et à Rome. De Genève, dans le congrès de la paix, Garibaldi fait appel à tous les ennemis de la papauté (9 sept.). Le 14, il est à Florence. Enrôlements clandestins, rassemblements de jeunes gens, distributions d'armes et de chemises rouges sont l'objet de la surveillance du cabinet Ratazzi. Le cabinet, en même temps qu'il inscrit sur le Grand Livre, le 18, les titres nouveaux à émettre en vue de la liquidation des biens du clergé, contre laquelle le pape, le 20, se prononce énergiquement, le 21 lance une déclaration contre tout citoyen qui voudrait se placer au-dessus de la loi, manquer à la loyauté des stipulations et violer la frontière. Le 22, Garibaldi part de Florence pour Arezzo. A Turin même, manifestation pour la délivrance de l'Italie, les 21 et 22. Au sud-ouest d'Arezzo, Garibaldi sommé au nom de la loi de rétrograder, est arrêté dans le village d'Asinajunga le 24, conduit par chemin de fer dans la citadelle d'Alexandrie. Attroupements, démonstrations menaçantes partout du nord au sud, à Florence même, contre Ratazzi qui fait reconduire l'agitateur dans son

ile de Caprera. Des députés de la gauche prennent ouvertement parti pour leur collègue. Des tentatives d'insurrection sont renouvelées à la frontière du côté d'Orvieto. Perplexités du cabinet italien. L'empereur, alors à Biarritz, menace déjà d'une intervention armée sur les terres pontificales si la police et les troupes du roi ne suffisent pas à les garantir d'une agression organisée dans le royaume, le mouvement tenant moins de la population romaine que du parti d'action italien et des volontaires de Garibaldi. Garibaldi s'échappe de Caprera; arrêté à Livourne (3 oct.) il est renfermé dans son île; ses proclamations n'en arrivent pas moins à tous les journaux. L'un de ses fils Ricciotti, alors en Angleterre, y trouve de très-chaleureux encouragements. L'autre Menotti avec deux députés, Acerbi et Salomone, et le colonel Nicotera, est à la tête des bandes qui ont chaque jour (oct.) des rencontres sanglantes avec les troupes pontificales dans la province de Viterbe et la Sabine au nord de Rome. L'armée du pape tient mieux qu'on ne s'y attendait. Elle est d'environ 12 000 hommes, aux ordres du Badois Kanzier, en deux divisions sous le comte de Courten et le marquis Zappi, les étrangers y dominent; des paysans volontaires rendent d'utiles services. Dans le royaume un comité central de secours pour les insurgés, dont font partie, outre Crispi, plusieurs députés et un sénateur; partout des comités d'enrôlements, de souscription pour les envahisseurs du territoire pontifical. Des centaines de garibaldiens partent par le chemin de fer de Florence. Il y a, dans les bandes, des uniformes de l'armée royale; un des commandants garibaldiens, Philip. Ghirelli, appartenait à un bataillon de la brigade piémontaise. La plupart des journaux voudraient que le gouvernement marchât en avant sans souler des menaces étrangères. Il est invité du moins à envoyer ses troupes ré-

ulière sur le territoire pontifical pour n'y pas laisser la direction aux adicaux qui sont hostiles même au pouvoir spirituel du pape. Il est question d'une intervention mixte franco-italienne, dont ne veut ni Ratazzi ni l'Empereur. L'idée d'une intervention française imminente (l'escadre et les troupes de débarquement attendent à Toulon), que Ratazzi s'efforce de conjurer par l'insistance quotidienne du ministre Nigra, d'abord à Biarritz puis à Saint-Cloud, surexcite beaucoup les esprits. On envisage la perspective d'une guerre avec la France. Le peuple même de Rome ne bouge pas. Combat acharné du 18 octobre : Nerola près de Monte-Libretti n'est pris sur les garibaldiens qu'au bout de cinq jours par des troupes du pape parties de Monte-Rotondo. Le roi, enveloppé d'influences contradictoires, après avoir songé à former un cabinet avec le général Menabrea qui est moins disposé que Ratazzi à céder au mouvement, quand il accepte définitivement le 20 oct. la démission de Ratazzi, pendant plusieurs jours, tarde à constituer un cabinet que devait diriger Cialdini; aussi du 19 au 26, il n'y a qu'un gouvernement extra-légal presque révolutionnaire, le comité de secours de Florence pour les blessés de l'insurrection. Le 21, Garibaldi qui s'est échappé de Caprera, est à Florence, il pousse la nation vers Rome. Le bruit se répand, à faux, ce même jour, d'un soulèvement de la ville pontificale; il n'y a que du 22 au 23 une tentative sur une des portes de Rome où meurt un des frères Cairoli. Garibaldi en personne pousse en avant par Foligno, Terni, Narni, Rieti, Monte-Rotondo. D'autres attaquent par Viterbe. Menotti se glisse jusqu'à 1 kil. et demi de la promenade du Pincio à Rome (25 oct.). Garibaldi est péniblement vainqueur le 27, à Monte-Rotondo à 21 kil. de Rome. Le 26 les troupes françaises commencent à partir de Toulon. Le 27, Menabrea est enfin

chargé de former un cabinet qui désavoue les bandes de volontaires organisées et excitées par l'œuvre d'un parti : Mari, à la justice; à l'intérieur Gualterio qui a eu la main vigoureuse comme préfet à Naples; aux finances le maire de Florence, Cambray-Digny. La France, de son côté, tout en intervenant par les armes pour le maintien de la convention de septembre 1864, déclare n'avoir aucune pensée hostile à l'égard de l'Italie; elle paraît vouloir soumettre la question romaine à l'examen des puissances. Le sentiment national déborde partout en Italie, frémissant contre les Français. Menabrea y donne un peu satisfaction en faisant entrer les troupes régulières sur le territoire pontifical, pour qu'à l'arrivée des étrangers les insurgés puissent se replier derrière elles, et pour que l'intervention française soit de plus courte durée. Les journaux cléricaux en France voudraient que l'Italie fût ramenée au système fédératif du traité de Zurich de 1859. Le 29, le commandant en chef, de Failly, est à Civita-Vecchia; Dumont le 31 est à Rome avec la brigade Polhès. Pendant que les troupes françaises gardent la personne du pape, ses troupes peuvent, le 3 nov., attaquer Garibaldi entre le Monte-Rotondo et Corese (Cures), à Mentana; elles n'ont la victoire qu'avec l'aide des chassepots du général Polhès. Garibaldi s'échappe d'abord avec ses deux fils; mais les autorités italiennes les arrêtent le 5, et ils sont internés dans le fort de Varignano près de la Spezzia. Elles désarment des milliers de garibaldiens. Les troupes italiennes que commandait Cialdini quittent aussitôt la terre pontificale. Des tentatives de plébiscite dans de petites localités romaines pour l'incorporation au royaume sont non avenues. Une proclamation de Mazzini, datée du 8, jette l'anathème à la monarchie qui n'a pas répondu à l'appel des Romains : troubles sur quelques points;

manifestations hostiles à la France. A la fin de nov. Garibaldi est reconduit à Caprera. Les troupes françaises quittent Rome, se concentrent à Civita-Vecchia. L'idée d'une conférence européenne où seraient admis même des petits Etats, parce qu'ils sont catholiques, avorte, mal accueillie surtout par le cabinet anglais : les parties intéressées, l'Italie, Rome et la France ne s'étant pas entendues au préalable. Les débats passionnés dont la question romaine et même la question italienne sont l'objet en France, au Sénat le 29 et le 30 nov., au Corps législatif du 2 au 5 déc., et surtout le discours de Rouher le 5, ne disposent guère au calme les Italiens. — Le 5, le parlement est rouvert à Florence sans discours du trône. La dignité et les droits de la nation sont l'objet d'un ordre du jour voté par le Sénat le 7. Le piémontais Lanza, élu président par 194 députés contre 154 voix données à Ratazzi, affirme nettement, le 9, les droits de l'Italie sur Rome; mais ce même jour, une proposition Sella ayant pour but de renouveler avant tout le vote de mars 1861 qui demande Rome comme capitale est ajournée par 201 voix contre 176. Une Interpellation adressée au ministère sur les derniers événements amène une discussion interminable du 9 au 22; plusieurs discours partagés en deux séances; beaucoup protestent contre l'attentat de l'Empire français; le ministre de l'Intérieur Gualterio, détesté à Naples, est très-vivement attaqué; plusieurs orateurs expliquent, approuvent la conduite de l'ex-ministre Ratazzi qui parle longuement lui-même le 18, le 19, le 20, et fait consentir à la publication de tous les documents. Le ministre Menabrea est pour qu'on suspende le paiement de la dette pontificale qui avait été convenu avec la France; ordre du jour dans ce sens le 21. Le 22 est close la discussion de l'Interpellation; dix-neuf ordres du jour sont proposés. Celui que Menabrea dé-

clare accepter, blesse le sentiment national en blâmant d'une façon directe tout ce qui a été fait illégalement au nom de ce sentiment par Garibaldi : il est repoussé par 231 contre 199. Le cabinet étant en minorité de 2 voix donne sa démission le 23. Menabrea est cependant reconnu seul possible parce qu'il représente le désir de ne pas rompre avec la France; long travail de remaniement, qui n'aboutira que le 6 janvier en laissant en dehors Gualterio. — Pour la mise à exécution de la loi du 15 août concernant les biens de l'Eglise, par l'Intermédiaire de la banque (oct.-nov.), on met en vente 250 millions d'obligations, en titres au porteur, à 80 fr. pour 100 fr. capital nominal; il s'en écoule peu; les ventes de biens d'Eglise, mis aux enchères, ont quelque succès. Il y aurait à aliéner encore pour un capital de 1 milliard 256 millions. — Le pape abolit (10 oct.) la légation apostolique de Sicile, qui remonte à 1088, plusieurs fois modifiée et même supprimée : ce tribunal étant accusé de s'immiscer dans les affaires ecclésiastiques et dans la discipline même des ordres religieux. — Le cardinal Andrea, évêque de la Sabine, abbé de Subiaco, qui malgré le pape vivait à Naples et semblait accepter la monarchie italienne, frappé par un bref pontifical du 29 sept., publié le 4 décembre, le 14 décembre va faire sa soumission à Rome.

Japon. — Le frère du nouveau talcoun, quoique très-jeune, âgé de quinze ans, est à la tête de la mission envoyée en France qui se rend même en Prusse. — Les pouvoirs du talcoun sont transformés de manière à ce qu'il puisse engager, au nom du mikado, des relations diplomatiques avec les puissances chrétiennes, en attendant que les questions fondamentales soient soumises aux décisions d'une grande assemblée nationale, c'est-à-dire d'une réunion des daimios.

Portugal. — Sous le cabinet Aguiar, M. Fontes Pereira de Mello étant ministre des finances, en vue d'atténuer le déficit et de créer des ressources à affecter aux voies de communication (routes et chemins de fer), les députés discutent et votent (mars) la modification et l'accroissement des anciens impôts de toute nature, même la contribution foncière, et surtout le remaniement des impôts indirects; les impôts de consommation seront augmentés au profit des villes; les villes auront à leur charge toutes les dépenses locales. A la suite de ces réformes financières, troubles à Porto, énergiquement réprimés sans effusion de sang (22 avril). Toute l'administration civile est remaniée par une loi; on change les divisions territoriales (avril). On vote l'abolition de la peine de mort pour les crimes civils (21 juin). Les réformes administratives et l'établissement des impôts nouveaux sont l'occasion de nombreux désordres, même à Lisbonne. — Dans un traité de commerce avec la France (août) le gouvernement se réserve le droit de concéder au Brésil des avantages que la France ne pourra pas réclamer. L'Angleterre ne voulant pas réduire les droits sur les vins Portugais, il n'y a pas de traité (déc.).

Russie. — Le prince de Mingrèlie, Dadian, vend ses droits de souveraineté (janv.). — L'assemblée de la province de Saint-Petersbourg ayant demandé l'abrogation d'une loi de novembre 1866 concernant les impôts provinciaux, au bout de treize jours est dissoute comme coupable de critique illégale (janv.). — En Finlande, ouverture (janvier), de la Diète qui n'avait pas été réunie depuis 1864; on y distingue encore les quatre ordres, on y parle outre le russe et le finlandais le suédois et le français. — Premier compte rendu annuel général publié (avril) par le ministre de la justice, depuis la réorganisation judiciaire, l'établissement

de la procédure orale, de la publicité des débats et l'institution du jury. — A partir du 1^{er} septembre (ukase de juillet), on appliquera la procédure publique et orale même devant les autorités militaires. — Grande exhibition ethnographique à Moscou (avril-juin-mai): on y réunit toutes les variétés, tous les souvenirs historiques de la race slave; à ces fêtes de Moscou et de Saint-Petersbourg, viennent des slaves des provinces autrichiennes et turques, dont quelques-uns, des journalistes et des prêtres, même des membres de la diète de Bohême, saluent le czar comme le chef de leur race. L'empereur part le 30 mai pour un voyage de plus de quinze jours en occident, surtout à Paris à l'occasion de l'Exposition universelle de l'Industrie et des beaux-arts; il va et revient par Potsdam. L'attentat à Paris (6 juin) d'un jeune Polonais de Volhynie Beresowski aboutira (15 juillet) devant la cour d'assises de la Seine à une condamnation aux travaux forcés à perpétuité. — Le titre de chancelier que portent Bismark et de Beust est attribué (23 juin) au prince Alexandre-Gortchakoff, ministre des affaires étrangères depuis 1856, à l'occasion de sa cinquantaine comme diplomate: le rescrit daté de Vilna, le félicite surtout d'avoir en 1863, désarmé, par « la force de la parole » les ennemis soulevés contre l'Empire, c'est-à-dire empêché les puissances occidentales de soutenir les Polonais révoltés. — Fiançailles, à Tzarco-Selo (8 juillet) du prince danois, roi de Grèce, avec la princesse Olga, fille du grand-duc Constantin, qu'il était venu voir à Saint-Petersbourg le 15 mai; mariage, à la fin d'octobre. — On continue à supprimer toutes les institutions qui étaient particulières au royaume de Pologne: conseil d'Etat, commission administrative des finances et du trésor (mars), conseil d'administration (juin); les membres du clergé catholique ne pourront communiquer avec Rome même pour les affaires de dogme et

de conscience, que par l'intermédiaire d'un collège dit ecclésiastique catholique romain constitué à Saint-Petersbourg (ukase du 22 mai); l'évêché de Podlaque est supprimé (22 mai); on enlève d'une ville de Podlaque, Biala (juillet), les reliques d'un évêque polonais canonisé à Rome. — La langue russe imposée dans l'enseignement et le rit grec, par des efforts violents de propagande et des concessions de terres aux paysans qui se convertissent, envahissent non-seulement les provinces occidentales et la Pologne, mais les provinces allemandes et protestantes de la Baltique. — Dans les neuf provinces occidentales formées de la Lithuanie, de la Podolie, de la Woïhynie (nov.), on met en vente aux enchères publiques les biens appartenant à des propriétaires compromis dans l'insurrection depuis 1863 parce qu'ils ne les ont pas vendus eux-mêmes depuis deux ans; mais ils n'avaient été autorisés à les vendre qu'à des individus qui ne fussent ni d'origine polonaise ni catholiques; un impôt spécial levé sur les propriétaires fonciers polonais va fournir des ressources qu'on appliquera sur place pour la russification du pays. En Pologne (nov.) encore de nombreuses et larges donations en biens fonds et des majorats pour les généraux, fonctionnaires, et ministres russes qui se sont le plus signalés par leurs rigueurs. — Quelques mouvements militaires en Boukharie (juin-juillet). — Installation définitive des institutions russes dans les provinces du Caucase (déc.). — Une commission nommée en mai procède pendant un an à une enquête pour la révision du tarif de 1857 jugé trop exclusivement protecteur et, à ce titre, ne profitant pas assez au trésor.

Suède. — Le roi inaugure (19 janvier) l'assemblée des représentants, qui remplace les anciens Etats-généraux. La seconde Chambre, à l'unanimité moins une voix, vote

l'admissibilité aux emplois sans distinction de culte, même pour les Israélites; la première la refuse (février). On aime mieux, pour rétablir la balance du budget, augmenter quelques impôts, que recourir aux emprunts; on ne veut entreprendre de nouvelles voies ferrées qu'avec le revenu de celles qui sont en activité.

Suisse. — Un emprunt fédéral voté à la fin de 1866 en vue du renouvellement de l'armement, n'ayant pu être contracté à l'étranger, est l'objet d'une souscription nationale, qui dépasse de beaucoup le chiffre demandé (mars). — A Genève, aux élections pour le conseil d'Etat, animées mais non violentes, échec de M. James-Fazy, porté le dernier sur la liste des radicaux (10 nov.).

Turquie. — Le parti de la jeune Turquie, qui voudrait d'énergiques et promptes réformes avec un régime constitutionnel, est considérable autour du sultan, même parmi des généraux, des fonctionnaires élevés, et dans la maison impériale. Disgrâce à ce titre du frère du vice-roi d'Egypte, Moustapha-Fazil-Pacha qui avait été quelque temps ministre des finances de la Porte. Dans le changement de ministres du 11 février, Aali Pacha, de ministre des affaires étrangères, devient grand-vizir; Fuad-Pacha est aux affaires étrangères. Quelques arrestations de jeunes gens de distinction, et de hauts fonctionnaires ($\frac{1}{4}$ juin); trois journaux du parti de la Jeune Turquie sont supprimés (mai). Une loi étend le droit de succession aux terres domaniales ainsi qu'aux propriétés rurales des Vakoufs coutumiers (propriétés religieuses, cédées aux mosquées mais avec le droit pour le cessionnaire d'exploiter lui-même son ancienne propriété par bail d'une durée illimitée) qui sont administrées par l'Etat: en compensation de cette extension du droit de succession la redevance annuelle due aux mosquées est accrue dans une proportion

rationnelle suivant la valeur des immeubles. D'après une autre loi (18 juin) les étrangers pourront être propriétaires d'immeubles urbains ou ruraux partout excepté dans la province de l'Hedjaz. Le sultan part alors (20 juin) pour son voyage d'Europe, à l'occasion de la visite de l'Exposition universelle de Paris, il est absent quarante jours. Il va par Naples à Toulon; est à Paris le 30 juin : mais la nouvelle de la mort de Maximilien supprime les fêtes qu'on lui destinait. Il visite la reine d'Angleterre; revient par Bruxelles, Berlin, Nuremberg, Vienne, Pesth. Devant Belgrade, il n'a pas trouvé à sa rencontre le prince de Serbie. A Roustchouk, il reçoit le prince de Roumanie. Le vice-roi d'Égypte l'avait précédé en France et en Angleterre; ils ont assisté ensemble à une fête navale à Portsmouth. Au retour, le sultan envoie par son ministre des affaires étrangères une lettre autographe au czar à Livadia en Crimée (21 août). — En son absence (juillet), nouvel emprunt contracté avec la société générale Ottomane, en partie pour rembourser des emprunts antérieurs; exil de soixante-dix des personnes impliquées dans l'affaire de la jeune Turque; suppression de la *Gazette du Levant* dès que ce journal reparait après trois mois de suspension. — L'insurrection des Crétois n'a toujours que les sympathies déclarées mais impuissantes de la Grèce et des garibaldiens, et les sympathies cachées de la Russie. L'Angleterre verrait moins volontiers que la Russie, l'Autriche, la France, la cession de l'île à la Grèce. La France (mars-mai) conseille que les populations soient consultées sur les causes de leurs maux et qu'on donne satisfaction à leurs intérêts. Les hostilités continuent dans les régions de Sphakia, Sélinos, Apokoronos; un gouvernement temporaire de sept membres s'installe à Agia-Roumelis. Cependant trente-cinq délégués de l'île dont dix-sept Grecs se décident à se

rendre à Constantinople auprès du sultan (21 mars). La Porte envoie incessamment des renforts; 3 000 hommes avec Omer-Pacha (avril), 8 000 un peu après; on reproche aux Turcs de grandes cruautés (juillet). Le croiseur de la marine impériale *Izzédin* met enfin hors de combat (10 août), le vapeur Grec *Arcadion*, qui avait tant de fois forcé le blocus pour déposer des volontaires, des vivres, de la poudre, ou ramener à Syra des émigrants. Le grand vizir Aali-Pacha venu en Crète (octobre) essaye en vain encore des promesses de réforme et des menaces. Une déclaration, dont la Russie prend l'initiative, oubliant comment elle traite la Pologne depuis 1863, et à laquelle adhèrent l'Italie, la France, la Prusse, non l'Autriche et l'Angleterre (18/29 octobre) insiste sur la nécessité d'une enquête à laquelle seraient associées les grandes puissances, conseille une amnistie et des réformes organiques, sans cependant demander un appel au suffrage universel au profit des Crétois et en posant le principe de non intervention. Le 31 octobre, le grand-vizir annonce les dernières rigueurs envers ceux qui ne se soumettront pas. Il promet (fin de nov.) aux 75 délégués réunis à la Canée, des améliorations qui seront discutées avec eux. Zimbrakaki est le principal chef de la résistance qui continue sur quelques points. — Le calme est rendu au district Syrien de Kesrouan depuis que la diplomatie européenne a fait décider le départ pour l'Occident (fin de janvier) du maronite Joseph Karam, toujours disposé à résister au chef légal des chrétiens du Liban, Daoud-Pacha. — Les embarras incessants de la Porte profitent à l'extension des pouvoirs du vice-roi d'Égypte qui porte maintenant le titre éminent de Khedive (seigneur, maître). Ses troupes concourent à la répression de l'insurrection Crétoise. Il est courtoisé par l'Italie, l'Angleterre, la France. A son retour de l'Europe occidentale

(sept.), un nouveau firman du Sultan lui confère presque tous les droits de la pleine souveraineté, sauf que les conventions douanières, les règlements sur la police des sujets Européens, pour le transit, pour les postes ne doivent pas avoir la forme ni le caractère de traités internationaux ou politiques. — Une goëlette autrichienne est le premier bâtiment de commerce allant par le canal de Port-Saïd à Suez (février). Un emprunt de 100 millions est mis en souscription par la Compagnie du canal (sept.) pour activer l'achèvement des travaux. — Ouverture du chemin de fer de Gizeh à Minieh (juin). — La Bulgarie est agitée par les meneurs Russes et Serbes. — En Serbie, la Porte renonce à tenir garnison à la forteresse de Belgrade (mars-avril); elle n'y a plus que son pavillon à côté du pavillon Serbe. Une conspiration ayant pour objet de réunir le Montenegro à la Serbie coûte la vie à trois des coupables frappés par le gouvernement du prince Nicolas (août). Dans la réunion triennale de la Skuptchina à Kraljevatz (11-25 oct.), le prince Michel se félicite et est remercié de toutes les réformes entreprises. Après la démission du ministre des affaires étrangères Garaschanine qui était en charge depuis 1862 (nov.) le poste change de main deux fois en quelques jours. — Le prince Nicolas demande au Sultan à avoir un port sur l'Adriatique (nov.). — En Roumanie, les cabinets quels qu'ils soient et qui changent souvent ont de la peine à s'accorder avec les chambres notamment au sujet des nouvelles lois organiques, des emprunts, des concessions de chemins de fer, de la reconstitution de l'armée, de la translation à Jassy de la Cour de cassation. C'est le cabinet présidé par Goleasco, ministre des affaires étrangères, dirigé par Jean Bratiano ministre de l'intérieur, qui fait, en décembre, des élections générales pour renouveler les deux chambres. Des persécutions très-violentes ont

lieu fréquemment contre les Israélites, non-seulement par l'esprit fanatique des populations, mais à l'occasion de prétendues mesures générales d'hygiène et de police; beaucoup sont traités comme des vagabonds étrangers; réclamations des agents consulaires et du corps diplomatique; sir Moses Montefiore va, avec l'approbation du gouvernement Britannique, plaider la cause des Israélites auprès du gouvernement de Roumanie. Le prince Charles témoigne personnellement de sa bienveillance et de son respect pour leurs droits religieux à Jassy; à Bukarest (juillet). — A Tunis, le bey fait mourir de la façon la plus atroce à son palais du Bardo deux généraux comme complices de l'insurrection du chef des montagnards Sidi-el-Aadeel-Bey, et le prince lui-même (nov.).

Questions internationales.

— Récolte insuffisante dans une partie de l'Europe occidentale, en Angleterre, en France, en Hollande, en Belgique, en Suisse. Partout la vie devient plus chère. Effets terribles de la faim, d'un hiver précoce, de la misère non-seulement en France et en Algérie, mais à l'est de la Prusse et en Finlande. — Ravages par le choléra dans toutes les parties du monde. — Dans tous les Etats de l'Europe, projet de réorganisation des armées, discuté par les chambres; généralement on veut le service obligatoire pour tous et pendant un grand nombre d'années sous le titre de réserve après quelques années de service actif; d'après le système Prussien et le système Suisse, chaque Etat, petit ou grand, aurait ainsi des forces numériques considérables. L'Angleterre garde son système qui repose sur les enrôlements volontaires. Concurrence entre plusieurs nouveaux modèles de fusils, surtout le fusil à aiguille Dreyse, le snider anglais, le chassepot français. — Trois sortes de congrès internationaux, en septembre : 1° congrès des catholiques

Malines; des gens d'église et des aïques dans leurs discours, s'y poent en adversaires des réformés, les philosophes, des libéraux; 2° :ongrès des ouvriers à Lausanne, organisé par l'Association internationale des travailleurs dont le comité central est à Londres; on s'y déchaîne contre l'exploitation des travailleurs par les patrons et les capitalistes, contre l'inégalité des salaires, contre les religions établies; on y réclame l'émancipation politique des travailleurs comme inséparable de leur émancipation sociale; 3° congrès de la Paix à Genève où on vient, de tout pays, prêcher, presque exclusivement en langue française, des théories politiques, philosophiques, religieuses, qui amèneraient la guerre; Mazzini, qui juge inévitables la guerre et la révolution, refuse d'y venir; Garibaldi en est le tribun le plus violent contre la papauté. — Projets d'expédition scientifique dans les mers polaires du nord, conçus parallèlement par l'ingénieur français Gustave Lambert, le capitaine Sheppard Osborne, le docteur Augustus Petermann.

1868.

Allemagne et Prusse. — On travaille, par des assemblées de toute nature, à constituer au plus vite l'Allemagne sous l'hégémonie de la Prusse. Les chambres prussiennes tiennent à Berlin jusqu'au 28 février. Puis, pendant que s'élaborent les lois d'élection dans les Etats du Sud pour la réunion du premier parlement douanier de l'Allemagne, et que les chambres particulières à ces Etats discutent les lois, d'ordre militaire surtout, qui préparent leur assimilation au régime de la Confédération du Nord, le chancelier Bismarck ouvre à Berlin (2 mars) le conseil fédéral spécial aux affaires du Zollverein. Le 7 mars, s'ouvre la session du conseil fédéral de la Confédération du Nord; le 23, la session du Reichstag de la Confédération qui

dure jusqu'au 20 juin. Dans l'Intervalle, le 27 avril, le roi de Prusse ouvre en grande solennité le premier parlement douanier, dont la clôture est précédée et accompagnée de fêtes (21-24 mai) où même des orateurs de la gauche invitent tous les Allemands à ne former qu'une seule nation. — Discussion souvent renouvelée et irritante sur l'inviolabilité à laquelle ont droit la parole et la personne du député (proposition Lasker, nouvelle phase du procès Twesten), sur l'indemnité que pourraient comporter ces fonctions (proposition Waldeck): la chambre des seigneurs prussienne et le conseil fédéral inclinent peu à des concessions dans le sens libéral. — La convention du 29 septembre 1867 avec les princes dépossédés, notamment la maison royale du Hanovre, objet d'un vif débat dans les deux chambres de la Prusse qui en même temps disposent sans façon du fonds provincial hanovrien, véritable propriété du royaume conquis, est presque aussitôt (2 mars) abandonnée à l'égard du roi Georges qui, à Hietzing près de Vienne, fait bruit de sa dynastie Guelfe, de sa légion hanovrienne que la France paraît encourager plus que l'Autriche. Condamnations politiques de Hanovriens, de Hessois, de Francfortois pour tentatives ou projets de trahison contre la Prusse (mars, mai, juillet). — Dans les élections faites au sud du Mein par le suffrage universel pour le parlement douanier, toutes les fractions sont représentées: conservateurs, ultramontains, nationaux libéraux, progressistes unitaires, démocrates. Les particularistes sont encore en majorité dans le Wurtemberg et la Bavière. Condition fort difficile des ministres des Etats du sud qui ne veulent pas livrer absolument leur pays à la Prusse. Le plénipotentiaire militaire prussien près de la cour de Bade y devient ministre de la guerre (23 février). A Darmstadt, démission (avril) du ministre de la guerre qui ne s'en-

tend pas avec le prince de Hesse, Louis, beau-frère du prince royal de Prusse (tous deux sont gendres de la reine Victoria). A Stuttgart, condamnation d'un journaliste pour offenses envers le gouvernement prussien (mars-avril). — De parti pris, la Prusse, dans les négociations engagées tardivement avec le Danemark au sujet de l'article 5 du traité de Prague, ne donne pas une base d'entente possible : l'Autriche qui seule a signé à ce traité déclare s'abstenir (avril) ; l'intervention même officielle de la France, qui n'y a pas signé, n'est pas admise. — L'entrée dans le Zollverein du Mecklembourg, du Lauenbourg, et de Lubeck, des propositions d'impôt fédéral sur les tabacs, de tarifs de douanes, de conventions commerciales avec diverses puissances, notamment l'Autriche, sont préparées par le gouvernement prussien avant que s'ouvre le parlement douanier. Le 22 février a été conclu un traité avec les Etats-Unis au sujet des droits et des obligations des Allemands qui émigrent ou sont naturalisés en Amérique. — Le 22 avril, au Reichstag, échec pour la politique autocratique du gouvernement : malgré la résistance du chancelier Bismark, 131 voix contre 114 adoptent un amendement des nationaux libéraux qui veulent que les fonctionnaires chargés de l'administration de la dette fédérale soient déclarés responsables. Le chancelier retire alors de la discussion le projet d'emprunt, jugé nécessaire pour la marine. Le 7 mai, échec pour les unitaires qui, dans le parlement douanier, en demandant qu'on votât une adresse au roi de Prusse, tendaient à en faire déjà comme le chef politique unique de l'Allemagne ; mécontentement accentué de journaux prussiens déclarant que les dispositions de l'étranger, c'est-à-dire de la France, ne sauraient être un motif de s'abstenir. L'extension de la compétence du parlement douanier au remaniement de la loi

électorale ou du système des impôts en vigueur dans les Etats du Sud provoquée pour la loi électorale par M. Miquel, pour les impôts par deux progressistes unitaires de la Hesse-Darmstadt, Bamberger et Meis (8 mai) est une véritable atteinte à leur autonomie. Le chancelier n'ayant pu obtenir le vote de l'impôt fédéral sur le pétrole (23 mai) retire tous les projets concernant les tarifs de douane. Au Reichstag qui continue après la clôture du parlement douanier, sous l'inspiration du chancelier qui se repose en Poméranie et que représentent le ministre de Roon et le chef d'état-major général de Moltke, entente entre le gouvernement et la plus grande partie de la Chambre pour qu'une loi spéciale statue sur l'emprunt nécessaire à la marine fédérale du nord, et pour qu'on ajourne le règlement de l'administration de la dette fédérale sur lequel le 22 avril on a été en désaccord. Le général de Moltke défend énergiquement le projet ; il fait allusion aux « belles idées de paix et de réduction de l'armée » qui n'ont de valeur que quand chacun est bien assuré de n'avoir rien à craindre (15 juin) ; nos voisins, dit-il, savent que nous ne voulons ni attaquer ni nous laisser attaquer. — La souscription à cet emprunt sera couverte et au delà en deux jours (21-22 juillet). — Le Reichstag, clos le 20 juin, après avoir voté l'emprunt et l'ensemble du budget fédéral, a supprimé la contrainte par corps, fermé des banques de jeu, adopté le mètre comme base des mesures de longueur, voté une loi sur les sociétés coopératives. — Le roi Guillaume entouré de princes protestants inaugure à Worms, ville de la Hesse dont le bourgmestre est un catholique, le monument élevé à Luther et aux autres promoteurs de la révolution du seizième siècle (22 juin). Après avoir reçu l'empereur de Russie à Schwalbach, non loin des eaux d'Ems (août), tout en donnant

des assurances pacifiques à la France (note du ministre de Thiele 28 août), il parcourt le territoire de la Confédération, de Dresde à Kiel, à Apenrade et Tondern (Schlesvig), à Hambourg, passant des revues, visitant ou faisant construire des casernes et arsenaux, montrant (son discours à Kiel, 14 sept.) « dans l'armée et la marine la force de la patrie qui ne craint pas alors d'accepter et de mener à bonne fin une lutte quand elle lui est imposée. » Les souverains de Prusse et de Russie se voient encore à Potsdam (27 septembre) au moment où l'empereur d'Autriche est aux prises avec les diètes de Gallicie, de Bohême, de Moravie. La Prusse paye au Danemark sa part de la dette afférente aux duchés; mais ses offres au sujet du Schlesvig-nord où elle ne veut pas abandonner au Danemark quelques parcelles de population allemande, sont déclarées inacceptables dans le discours du trône aux chambres de Copenhague (5 oct.). — Les gouvernements de Bade, Bavière et Wurtemberg arrêtent (10 oct.), après des conférences à Munich, mais tiennent secrètes les mesures à prendre pour la défense des forteresses du Sud. — Après des conférences à Mannheim (juillet-octobre) entre les six Etats riverains du Rhin, dont la France et les Pays-Bas, révision de la convention de Mayence du 31 mai 1831 qui déclarait la navigation libre jusque dans la mer (17 octobre). — Une étude géographique sur la Confédération de l'Allemagne du Nord, donnée dans le *Moniteur prussien* et officiellement traduite en français (oct.), semble indiquer qu'elle forme un tout homogène, qui peut se suffire, distincte de l'Allemagne du Sud. — La session des chambres prussiennes s'ouvre le 4 nov. Le discours du trône signale des questions de finances, des quest. de réformes dans l'administration, surtout pour la constitution des cercles ou arrond., des questions de législation. Étrange

proposition Lasker tendante à ce que les recettes fédérales fussent élevées en même temps que les impôts pour la Prusse seraient diminués. Les deux députés du Schleswig-nord, qui ne veulent pas prêter serment, sont réduits à déposer leur mandat. Un vote donne tort au ministre de la justice (1^{er} déc.) quand il prétend avoir le droit de remplacer des membres du tribunal suprême de Berlin, manquant à leurs fonctions comme députés, par des juges qui ne sont pas membres de ce tribunal. Le chancelier rentre à Berlin le lendemain et prend part aux discussions 1^{re} sur la suppression que propose le baron de Hoverbeck de l'ambassade prussienne à Dresde, laquelle cependant est maintenue; 2^{re} sur la translation du budget prussien au budget fédéral du département des affaires étrangères, dont le principe est admis; 3^{re} sur la mise sous séquestre des biens de l'ex-électeur de Hesse pour un mémoire récent contre la conquête prussienne: elle est votée. La chambre des seigneurs rejette encore une fois (17 décembre) une proposition votée par les députés le 20 nov. (proposition Guerhard) pour garantir la liberté de la parole parlementaire et des votes. — Procès d'un vieil Hanovrien, professeur de théologie, Ewald, et de la *Gazette de Francfort* pour calomnies et outrages envers la Prusse. — A la fin de l'année l'organisation de l'armée du Nord y compris la landwehr est complète, conformément à la loi de nov. 1867. En cas de guerre avec la France, le plan est déjà tracé. — Projet d'une convention avec Bade pour que les nationaux fédéraux résidant dans ce pays et les nationaux badois résidant sur le territoire fédéral puissent remplir sur place les obligations du service militaire. — Les journaux allemands répudient l'idée anglaise (discours de lord Stanley) pour une médiation « sage et généreuse » entre la France et la Prusse (nov.-déc.). — Décret

en Bavière (1^{er} octobre) établissant entre ce gouvernement et celui de la Prusse réciprocité pour la poursuite par les tribunaux des actes de haute trahison et des offenses dirigées par la presse contre le souverain et les fonctionnaires publics d'un pays comme de l'autre. — A Darmstadt le ministre de Dalwigk, qui se tient avec la Prusse dans la limite des traités mais résiste à l'incorporation, est encore assez fort pour faire condamner ceux qui offensent le ministère, même M. Bamberger (27 novembre). Dans les chambres du Wurtemberg, ouvertes le 4 décembre après de nouvelles élections, on ose encore défendre l'autonomie; mais le ministre de Varnbühler écarte toute idée de confédération des Etats du Sud. — Cinquième congrès d'ouvriers allemands à Nuremberg (6 sept.), où ont été appelés mais où sont mal accueillis des Autrichiens, Français et Anglais. Les associations saxonnes de Leipzig y sont les plus ardentes avec le socialiste Bebel, député à l'assemblée fédérale du Nord; on y rédige un programme non seulement social mais politique, où sont condamnées les armées permanentes; les associations de 26 villes protestent. A la réunion des délégués du parti populaire ouverte le 20 septembre à Stuttgart, où préside Charles Mayer de Vienne, suivant le programme démocratique de Jacobi arrêté à Hambourg au mois de mai, les résolutions de Nuremberg sont débattues. Berlin (26 sept.) a son congrès d'ouvriers, mécaniciens surtout, convoqué par deux députés au Reichstag, Schweitzer et Fritzsche, où le docteur Hirsch propose un plan d'association des métiers. A Essen (province rhénane de Prusse) (29 nov.), réunion désordonnée de démocrates socialistes. — Dans le grand-duché de Bade, vaines menaces d'excommunication par l'administrateur de l'archevêché de Fribourg (déc.) contre quatre citoyens d'Offenbourg et de Constance, notamment le

bourgmestre de Constance où des Tchèques sont venus faire une manifestation en souvenir de Jean Huss.

Amérique du Sud et Brésil. — Des trois Etats qui continuent la guerre contre le Paraguay, le plus troublé à l'intérieur est l'Uruguay où, peu après une insurrection (7 février) du fils du président Flores contre lui, Flores est assassiné (19 février) par des membres du parti Blanco. Ce parti qui aurait cessé la guerre avec le Paraguay n'a réussi pas dans les nouvelles élections présidentielles (mars); le nouvel élu est le général Batlla. Crise financière, monétaire et commerciale par suite de la reprise des paiements en or (juin-juillet): la Banque et les autres établissements contenant du numéraire sont en péril. — A Buenos-Ayres le choléra sévit depuis janvier. Le président Mitre est en suspicion auprès du congrès pour son traité secret avec le Brésil (juin), Urquiza se porte candidat à la présidence; l'élu n'est pas Urquiza mais le colonel Sarmiento, alors ministre à Washington, très-éclairé, qui partout, dans son pays, au Chili, aux Etats-Unis, a contribué à fonder des écoles, des bibliothèques, des journaux. Il est résolu à continuer la guerre: aussitôt (oct.) révolte de deux provinces. — Au Brésil, le papier-monnaie est un fléau toujours croissant depuis la guerre avec le Paraguay. Le ministre progressiste Zacharias, aux affaires depuis le 3 août 1866, quoique ayant la majorité, se retire (juillet) devant les attaques des conservateurs qui lui reprochent les dépenses qu'entraîne cette guerre. Le cabinet conservateur qui lui succède ne peut se faire une majorité, dissout la chambre. Encore (sept) une émission de papier-monnaie, et un emprunt par voie de souscription nationale. — Cette guerre contre le dictateur du Paraguay, Lopez, pour laquelle on est sans ardeur dans les

rois Etats, est continuée par les mêmes voies, avec des forces considérables surtout du Brésil. L'amiral Ignacio, avec les navires cuirassés remonte le Paraguay que longent les troupes du maréchal Caxias, en cherchant à atteindre au delà de la place d'Humaita. Ténacité de Lopez qui se ravitaile sur la rive droite du Paraguay et, dans la région du Chaco : il est cruel envers tous ceux dont il se défie, même dans sa famille, et parmi ses ministres et ses officiers ; beaucoup d'exécutions ; le vice-consul de Portugal est fusillé ; la légation des Etats-Unis (M. Washburn) est violée Humaita a été enlevée enfin par un corps considérable du général Osorio (25 juillet). Tebicuary, Villota, Angostura, sur le chemin de sa capitale sont disputés à Lopez. Six jours de combats acharnés et sanglants devant Angostura qui capitule enfin le 30 déc. La capitale l'Assomption se rend le 2 janvier. Lopez est en fuite. — Le choléra et la petite vérole ont décimé les armées des confédérés. — Dans les républiques du Nord et de l'Ouest, Vénézuëla, Nouvelle-Grenade, Pérou et Bolivie, des insurrections, des révolutions, des changements de président. — Epidémie de fièvre jaune au Pérou (juin). — Pour la guerre qui, en fait, a cessé entre l'Espagne d'une part, de l'autre le Pérou, le Chili, l'Equateur, la Bolivie, il est question (août-sept.) ou d'une médiation anglo-française, ou de la médiation des Etats-Unis.

Angleterre. — La réforme électorale votée en 1867 pour l'Angleterre seule n'est étendue à l'Ecosse, qui aura 7 députés de plus, et à l'Irlande que dans le courant de l'année par des discussions et des votes des deux chambres rentrées en session le 14 février. Ce n'est donc qu'à la fin de l'année que le parlement pourra être renouvelé par des élections générales en appliquant les bills de réforme qui appellent au suffrage un plus grand nombre de

citoyens. — Les féniens, toujours redoutables par le ton incendiaire de leurs journaux dont les rédacteurs ou propriétaires sont envoyés devant le jury, par les actes de violence à main armée, isolés ou collectifs contre les personnes, sont contenus en Irlande par la suspension de l'*habeas corpus* votée de nouveau au début de la session. Beaucoup de procès criminels et de condamnations. Un fézien cherche à tuer dans l'Australie à Port-Jackson (12 mars) un fils de la reine, le duc d'Edimbourg. Un fézien assassine à Ottawa un des membres les plus distingués du parlement canadien, M. Darcy Mac-Gee (8 avril). — Lord Derby, depuis longtemps malade et étranger à la direction effective du cabinet représentant le parti conservateur, qui vient de donner une loi libérale d'élection parlementaire, la laisse officiellement (fin de février) au chancelier de l'Echiquier Disraeli. Disraeli devient premier lord de la Trésorerie et constitue le cabinet en gardant en partie les mêmes ministres : lord Stanley, fils de Derby, reste aux affaires étrangères ; G. Hardy est à l'intérieur ; sir Stafford Northcote est secrétaire d'Etat pour les Indes (c'est le moment de la guerre d'Abyssinie) ; G. Ward Hunt devient chancelier de l'Echiquier ; le comte Mayo est secrétaire d'Etat pour l'Irlande. — L'Irlande est l'objet de propositions de résolutions non-seulement en vue de garantir aux fermiers des indemnités pour les améliorations qu'ils auront faites sur les terres des propriétaires (projet Maguire) mais pour faire disparaître les privilèges de l'église établie, l'église protestante, qui en tire annuellement plus de 14 millions de francs par le produit des dîmes et par des revenus fonciers, pour supprimer cette église d'Etat. L'égalité des communions et la suppression des dotations ecclésiastiques en Irlande sont le fond des trois résolutions présentées aux communes par Gladstone, suivant

les idées produites par lord Russell à la chambre haute. Longue et ardente discussion, où Disraël qui s'est toujours posé en représentant d'une race persécutée combat pour l'église de la majorité oppressive et tyrannique; où Gladstone, anglican convalescent, autrefois champion de l'union de l'Eglise et de l'Etat, sans prétendre les disjoindre en Angleterre, mène l'assaut contre l'église établie en Irlande, avec Bright, un démocrate, et des libéraux, Lowe, Horsman, Stuart Mill, Coleridge, Stansfeld, Goschen. Un amendement du ministre Stanley pour l'ajournement est rejeté par 330 voix contre 270 (4 avril). Pendant les fêtes de Pâques et au delà, des meetings en faveur des résolutions proposées par Gladstone. Quand la première résolution est votée (330 contre 265) dans les communes formées en comité (30 avril), le cabinet Disraël (4 mai) déclare ne rester aux affaires que parce que la dissolution n'est pas possible, la réforme électorale étant encore pendante pour l'Irlande et l'Ecosse. Il obtient qu'on vote le budget et les subsides nécessaires. On apprend alors la prompte issue de la guerre d'Abyssinie. Les deux autres résolutions de Gladstone sont adoptées presque sans discussion et sans scrutin (8 mai). La discussion reprend quand Gladstone (13 mai) présente un bill pour qu'on suspende toute nomination dans l'église d'Irlande. Ce bill subit rapidement les trois épreuves de lecture. Le bill sur les trois résolutions, à la chambre des lords, défendu par le comte Russell, le duc d'Argyle, Granville, Clarendon, Kimberley, vivement combattu par des prélats, par le lord chancelier, par le lord du sceau privé Malmesbury, est rejeté, comme on s'y attendait, à une forte majorité (192 contre 97) le 30 juin. Le cabinet Disraël n'en est pas plus solide. — Une loi défend d'avoir recours à la saisie mobilière et à l'emprisonnement contre ceux qui ne

veulent pas payer la taxe affectée à l'entretien de l'église officielle en Angleterre. — On achève le vote des lois qui pour l'Angleterre même complètent la réforme électorale, concernant les circonscriptions des collèges de bourgs, l'enregistrement des électeurs, les préventions de corruption; en même temps que les lois spéciales à l'Irlande, à l'Ecosse. Quoique l'admission des femmes au droit de suffrage, demandée par M. Stuart Mill, n'ait pas été votée, quelques-unes prétendent se faire inscrire à Londres. — La session est close le 30 juillet; la dissolution est annoncée comme prochaine; à la fin d'août elle est fixée au 9 novembre. — En Irlande, encore des scènes de violence par des féniens, et des émeutes agraires; conflits sanglants entre des orangistes et des catholiques. En Angleterre, surtout dans le comté de Lancastre, Murphy prêche aux protestants et aux orangistes la guerre civile contre les catholiques (mai-sept.). — Dans tout le Royaume-Uni, on se prépare aux élections qui sont indiquées le 11 nov. pour le 16. Les candidats ont à se prononcer pour ou contre Gladstone, dont la devise est : justice en Irlande. Il a le concours, non-seulement des libéraux mais des radicaux, comme Bright qui invite en même temps le peuple à réclamer d'autres réformes. Sur quelques points, des candidatures ouvrières sont essayées; mais le nom, la richesse, l'éducation ont encore une influence prépondérante. Gladstone échoue dans sa circonscription du sud-ouest du Lancashire; il est élu à Greenwich. Quelques libéraux connus ne sont pas réélus. Deux seulement pour quatre sièges passent dans la cité de Londres, Goschen et Crawford; John Stuart Mill échoue à Westminster; Edm. Beales, le président du conseil de la ligue de la réforme, échoue dans le collège de Tower-Hamlets. Troubles graves dans quelques endroits, surtout en Irlande, 2 291 000 électeurs ont voté.

Un tiers des élus siégera pour la première fois. Les libéraux auront une majorité de 105 voix due surtout aux bourgs et aux villes; la politique de Gladstone a perdu des voix dans les comtés, par l'influence du clergé et de la grande propriété. — Dès le 3 décembre, Disraeli se sentant en minorité offre sa démission : il refuse la pairie. Gladstone, sur le refus de lord Russell, devient premier lord de la Trésorerie; il forme un cabinet où entrent Lowe libéral modéré et Bright le radical, son adversaire ardent en 1867 dans le débat de la réforme électorale; le premier est chancelier de l'Echiquier, le second président du bureau du commerce; Goschen, âgé seulement de 37 ans, député de la Cité, banquier et économiste distingué, est président du bureau des pauvres. Autres membres importants du nouveau cabinet : aux affaires étrangères, le comte de Clarendon; à l'intérieur, Bruce; à la guerre Cardwell; Granville aux colonies, aux Indes, le duc d'Argyle; à la direction générale des postes lord Hartington, âgé seulement de 35 ans; Chichester Fortescue, secrétaire en chef pour l'Irlande, lord Hatherley (récemment devenu sir William Page Wood) lord chancelier : sur les 15, 6 sont de la chambre des lords, 9 des communes. Le Parlement est ouvert sans discours du trône le 10 décembre; le 29, autre séance pour faire procéder à la réélection des membres du cabinet. Le Parlement s'ajourne au 16 février. Ainsi la réforme électorale accomplie en 1867-68 par les conservateurs a porté au pouvoir leurs adversaires tenus maintenant d'accomplir une autre grande réforme libérale. — La courte campagne d'Abyssinie a fait honneur au cabinet Disraeli. Sir Robert Napier, officier du génie, rompu aux guerres de l'Inde faites au milieu des montagnes, bien secondé par le colonel Staveley, conduit une armée composée en partie de soldats anglo-indiens. Zoulla, à la côte, est le point

de départ et de concentration des troupes, le dépôt des approvisionnements. Trois divisions, chacune d'environ 1800 hommes avec de gros canons, dont le transport est fort difficile à travers des ravins, des chaînes escarpées et de mauvaises routes, marchent de Senafe par Addi-Grath à l'est d'Adouah, par Antalo, et la région du lac Ashangi, sans rencontre sérieuse jusqu'aux abords de Magdala, capitale de l'empereur Théodoros, qui est à 340 milles de Senafe. On n'a pas à combattre les chefs de tribus dont on traverse le pays (janvier-avril). On souffre du climat plus qu'on ne perd d'hommes dans la lutte. Elle est terminée par l'assaut donné à Magdala, au milieu duquel Théodoros se tue (13 avril). Les prisonniers, dont la délivrance était l'objet de la guerre, sont la plupart retrouvés vivants, et reconduits par Suez. L'armée est ramenée aussitôt à la côte. Le Parlement rend hommage à l'armée et à la flotte (2 juillet); leur chef devient lord Napier de Magdala. — Les luttes s'éternisent sans résultat dans la Nouvelle-Zélande, contre des tribus de cannibales. — Une compagnie anglaise de Melbourne acquiert quelques terres dans les Iles Fidji. — Des ingénieurs et ouvriers anglais retenus dans le Paraguay par le président Lopez lui sont réclamés. — On espère une solution de l'affaire de l'Alabama avec le nouveau ministre des Etats-Unis à Londres, Reverdy Johnson : projet de conférence à Londres ou à Washington (oct.-déc.). — La Nouvelle-Ecosse, par son parlement, tient bon pour ne pas faire partie de la confédération ou *Dominion* du Canada; sans vouloir se séparer de la métropole, elle incline pour ses intérêts de commerce du côté des Etats-Unis. — L'ancien gouverneur de la Jamaïque, Eyre, paraît encore devant le grand jury du comté de Middlesex, pour abus de pouvoir (mai-juin); il est absous. — Le budget des dépenses publi-

ques pour l'exercice 1868-69 subit des augmentations dont près de la moitié est pour le département de la guerre : solde de l'armée et de la milice, primes de recrutement, conversion des armes de petit calibre (on adopte un fusil où se combinent la culasse Martini, le canon Henry, la cartouche Boxer); et aussi pour l'organisation du corps des constables en Irlande, pour l'instruction publique, les sciences et les arts. On se plaint toujours de l'invasion des produits manufacturés de France, surtout des soies et des fers. — Le philanthrope américain Peabody fait aux pauvres une troisième donation de 100 000 liv. sterl. (déc.). — Pour ses grands travaux, le conseil métropolitain central de Londres qui a déjà emprunté des sommes considérables à la Banque d'Angleterre, à la Société d'assurances mutuelles du clergé, à la Société d'assurance économique, à la corporation des assurances sur la vie, vote encore (8 déc.) un emprunt de 3 millions 750 000 fr. — Explosions terribles dans des houillères près de Wigam (26 nov. et 30 déc.). — Souscriptions abondantes pour un projet d'internat de jeunes filles sur le modèle des collèges d'Oxford. — Mort de lord Brougham à Cannes (9 mai), illustration littéraire et scolaire autant que politique et oratoire.

Asie, Chine, Japon. — L'Afghanistan et le territoire de Balkh à l'entrée de la Boukharie orientale sont le théâtre de luttes entre des chefs indigènes, Shire-All émir de l'Afghanistan, qui est en bonnes relations avec les Anglais, Abdul-Rhaman-Khan, serdar du Turkestan, porté plutôt pour les Russes. Le dernier, vaincu (nov.-déc.), se retire sur le territoire britannique. — En Perse, un général anglais Salomons obtient le droit de construire un chemin de fer entre Teheran et Rei, Rages ou Rizî au sud, ce sont quelques kilomètres. Le choléra qui sévit

enlève l'héritier de la couronne. — Dans les deux royaumes de Siam mort des souverains. — En Chine les insurgés Nien-seï, renforcés par les insurgés mahométans, sont menaçants du côté de Tien-Tsin, près de Pékin. La première mission envoyée du Céleste Empire aux nations occidentales, présidée par un Américain devenu Chinois, Burlingame, qui était depuis sept ans ministre des États-Unis à Pékin, s'arrête d'abord (juin) à Washington où est signé un traité additionnel de commerce (26 juillet). Il est en novembre en Angleterre. Une mission protestante près de Chinkiang (août) est l'objet d'une attaque violente, contre laquelle le consul général de Shang-Hai va demander réparation à Nankin. — Au Japon révolution intérieure et guerre civile, au milieu desquelles les puissants dalmios du sud, qui paraissent avoir pris part pour le jeune Mikado, monarque héréditaire, contre le taicoun, ont à compter avec les dalmios du nord qui arment à leur tour, soit comme partisans ou parents de l'ancien taicoun, soit pour garantir leur indépendance. Le Mikado triomphe des princes du nord (nov.-déc.). Neutralité absolue des étrangers qui occupent pour leur sûreté Yokohama. Depuis le 1^{er} janvier, ils ont accès à Osaka ville voisine de la mer, à Hiogo ville maritime. Des attentats contre des Européens, le 4 février à Hiogo-Kobé, le 8 et le 23 mars devant Osaka, sont l'objet de réparations presque immédiates. Décret du mikado (mars et 8 juin) pour interdire et punir parmi les indigènes l'extension de la religion chrétienne. Les Européens s'inquiètent de la prohibition de l'exportation du riz par Hiogo, et du projet de droits de sortie nouveaux sur les thés et les soies.

Afrique. — Dans l'empire du Maroc, impuissance du sultan Sidi-Muleh-Mohammed contre l'insoumission des tribus qui pillent les voyageurs, rançonnent les caravanes.

L'expédition qu'il conduit lui-même (fin de mars) contre les Zaïr au sud-est de Rabat faillit lui coûter la liberté et la vie. Ses troupes sont décimées par le choléra. Ce fléau après la famine s'étend partout, il emporte un fils de l'empereur. — Les Bassoutos, à la demande de leur chef Moshesh, sont annexés à la colonie anglaise du Cap (mars). L'Etat libre d'Orange, qui a 37 000 âmes, incline aussi vers l'annexion. — Des Hottentots de la tribu des Namaquas, se jetant, près de la baie de Walwich, sur un petit établissement européen y massacrent un secrétaire de la société des missions du Rhin allemand, le savant W. C. Palgrave et F. Green qui, depuis des années, parcourait le centre de l'Afrique. — A Tananarive une femme, Ramouna dite Rana-valo II, succède à la reine Rasoherina (avril). Sur des bruits de complot, plusieurs sentences de mort, peine changée en réclusion à la demande des agents et missionnaires européens. La France obtient (août) une convention de commerce plus avantageuse que celle de 1862, qui lui donne le droit de réprimer la traite. — La reine de Mohély, une des îles Comores, accepte le protectorat de la France.

Autriche et Hongrie. — Le feld-maréchal lieutenant de Kuhn devient le ministre de la guerre de l'empire pour les deux parties de la monarchie (janv.). L'empereur préside pour la première fois (14 janv.) les délibérations du cabinet cisleithan, dont le chef est le prince d'Auersperg. En même temps que se tiennent à Vienne les réunions : 1° de la délégation hongroise; 2° de la délégation des pays cisleithans, qui ont à examiner parallèlement puis de concert le budget des affaires communes, le Reichsrath se rouvre à Vienne. Les documents diplomatiques concernant l'année écoulée de nov. 1866 à déc. 1867 sont présentés aux délégations et aux chambres : c'est le *livre rouge*, comme l'Angle-

terre, la France, l'Italie ont annuellement leur *livre bleu*. A la délégation hongroise orage imprévu (11 mars), quand le représentant du ministère de la guerre, qui se trouve être un général croate ayant fait campagne contre les hongrois en 1848-49, attaque les droits de la Hongrie; il est vite calmé. Esprit de conciliation des deux délégations; elles votent les articles du budget commun de 1868 : l'empereur sanctionne leurs résolutions, leur session est close le 24 mars. — En Hongrie, où se rend l'empereur (mars), tandis que le premier procès de presse porté devant le jury se termine (février) par la condamnation de l'éditeur responsable d'une lettre de Kossuth, violente et injuste contre le gouvernement, langage conciliateur du général Türr au milieu des populations slaves du royaume, auxquelles il signale les plans ambitieux de la Russie. — Les réformes constitutionnelles, qui sont la révision indirecte du concordat de 1855 au sujet : 1° du mariage civil, 2° de la surveillance des écoles, et 3° de l'égalité de droits de toutes les confessions religieuses, dont les deux premières ont été déjà votées par les députés du Reichsrath, sont l'objet d'une solennelle discussion à la chambre des seigneurs; émotion populaire, légitime pendant ces débats; fermeté libérale et éclairée de tous les ministres, celui de l'intérieur Giskra contenant le clergé et les populations trop favorables à ses privilèges dans la Styrie, la haute Autriche, le Tyrol surtout, excité par l'abbé Greuter, membre du Reichsrath, Berbst et Hasner, comme le président du conseil le prince Auersperg, résistant par la parole aux adversaires les plus habiles et les plus ardents de ces lois dans la chambre des seigneurs, le cardinal archevêque de Vienne Rauscher, les comtes de Blome, Léon de Thun, Rechberg. Le comte Antoine Auersperg (qui est le poète Anastasius Grün), se signale parmi les orateurs libéraux. La loi sur le mariage est

la première l'objet d'un double vote, le 21 mars (65 voix contre 45 qui avec M. de Mensdorff voulaient l'ajournement; 69 contre 34); ovation faite, le soir même, aux ministres et aux orateurs libéraux de la première chambre. La loi sur les écoles pour le droit de surveillance de l'Etat, et la direction morale et religieuse que doit recevoir l'éducation en laissant à l'Eglise la haute direction des exercices religieux, disputée par les mêmes orateurs, est votée le 31 mars. Ces deux lois, légèrement amendées, par les seigneurs, sont l'objet d'un nouveau vote par les députés. Le 3 avril, la seconde chambre vote la loi, qui règle les rapports des diverses confessions, sur le pied de l'égalité et du mutuel respect. Elle passe, le 14 mai, en troisième lecture à la chambre des seigneurs. Le 25 mai les trois lois sont sanctionnées par l'empereur. Le jour même, meurt le député Mühlfeld, intrépide champion de la liberté de conscience : ses obsèques ont le caractère d'un acte de reconnaissance nationale. Vaines résistances des évêques de Linz, de Brunn, de Trieste, qui se mettent et invitent les populations à se mettre en dehors de la loi. Les négociations entreprises en secret auprès du gouvernement pontifical, pour lui faire accepter ces nécessités de l'esprit moderne par l'ambassadeur comte de Crivelli, qui meurt subitement le 2 mars, une dépêche fort sage du ministre de Beust du 17 juin, n'empêchent pas une allocution violente et intempestive du pape (22 juin); protestation du conseil municipal de Vienne le 2 juillet, et le 3 juillet du ministère. Il se montre résolu à faire exécuter les lois mais avec ménagement. — Au Reichsrath de Vienne soit dans ses commissions, soit en séance publique, les propositions financières, tendant ou à la conversion des dettes de l'Etat, ou à l'établissement d'impôts sur la fortune mobilière, même sur les lots des loteries et sur les rentes représentant des emprunts placés en

partie à l'étranger, donnent lieu à beaucoup de controverses. Des rapports de la commission des députés, l'un au nom de la majorité, l'autre au nom de la minorité qui incline à frapper moins les rentes, le gouvernement soutient et fait prévaloir le second pour maintenir l'honneur de l'Etat et ne pas porter atteinte à son crédit. Le vote du 6 juin n'en émeut pas moins partout, même aux Etats-Unis, les détenteurs de titres autrichiens. Projets de remaniements des impôts indirects et d'émission de nouveaux titres de la dette publique. — Autres lois votées dans cette session close le 24 juin. qui reprendra le 17 octobre : sur la procédure à suivre dans la prestation du serment judiciaire devant les tribunaux, loi combattue par le parti cléricale; sur l'introduction et la composition du jury pour les procès de presse, sur la création des juges de paix, sur l'abolition de la contrainte par corps pour dettes et des dispositions légales qui limitaient le taux à intérêt, sur le droit d'hérédité étendu aux biens des paysans. On promulgue en même temps la loi qui supprime le conseil d'Etat (juin). — Premier examen (juin) d'un projet de loi qui porterait pour toute la monarchie l'armée active à 800 000 hommes, la réserve, à 200 000 et fixerait ces chiffres pour une période de dix ans; on demande pour l'armée aux pays cisleithans représentés dans le Reichsrath un contingent de 56 000 hommes. — Nouveau système de recrutement qui atteint tous les hommes valides. — Le ministre de la guerre de l'empire, Kuhn, contribue en se rendant à Pesth, où l'empereur est venu encore en mai, à faire accepter à la diète (8 août) les principes de ce projet de loi militaire. Après le vote, la chambre des députés hongrois s'ajourne jusqu'au 16 septembre. Grand zèle des chefs des honveds à constituer la landwehr nationale. — On élabore (juillet) un projet d'union du royaume Croate-Slavon-Dalmate, qui enverrait au

schtag hongrois 29 députés pour discussion des affaires communes.

Les Tchèques se disent opprimés par les Allemands; un immense meeting à Prague (10 mai) réclame les droits reconnus à la Hongrie : l'empereur et le ministre de Beust se rendent vainement à Prague (juin) ; pèlerinage à Constance, au rocher de Jean Huss (8 juillet); on y invoque les libertés nationales. Beaucoup de journaux tchèques sont saisis et interdits, du 23 juin au 15 juillet. — Émeute à Trieste (12-14 juillet) rapprochée aux fanatiques du parti libéral et panslaviste. — Cinq jours près la révélation faite (le 21 juill.) par le général La Marmora à la tribune de Florence de la note prussienne du 17 juin 1866, qui conseillait impérativement à l'Italie de lancer les garibaldiens sur la Hongrie et sur les pays autrichiens voisins de l'Adriatique, fêtes du tir national à Vienne du 26 juillet au 6 août. Dans ces banquets expansion d'idées de toute couleur au nom de la patrie allemande dont les Autrichiens ne se détachent pas, de l'indépendance, et des libertés intérieures; le ministre autrichien Giskra y parle, mais le gouvernement reste à l'écart de toutes les manifestations, qui sont assez nombreuses et ardentes contre la Prusse de la part d'orateurs venus des pays qu'elle a annexés ou des États du Sud; quelques déclamations de démocrates socialistes. Discours conciliateur du ministre Beust au dernier jour (6 août). — Les diètes des pays cisleithans convoquées le 15 juillet pour le 22 août, presque toutes s'occupent de la mise en pratique des trois nouvelles lois du 25 mai. Celle de Bohême peut à peine délibérer; les Tchèques n'y viennent pas et protestent. Dans celle de Moravie s'abstiennent aussi non-seulement l'archevêque d'Olmütz et l'évêque de Brinn, mais des membres du parti slave fédéraliste; leur déclaration est repoussée par la majorité (24 sept.). La majorité est énergique aussi dans la diète du

Tyrol contre les opposants (22 septembre et 10 oct.). Dans la diète de Gallicie, comme les députés polonais au Reichsrath n'y ont pas voté la constitution du 21 déc. 1867, jugeant qu'elle empiète sur les libertés des nations représentées dans cette assemblée, et qu'ils font le même reproche à d'autres mesures du ministère cisleithan, un projet de rupture absolue avec le Reichsrath présenté par Smolka amène des débats au milieu desquels le prince Auersperg, accusé d'être trop centraliste, quitte la présidence du conseil cisleithan (24 sept.) et le comte Goluchowski se démet de ses fonctions de gouverneur de la province pour n'être pas suspect aux Polonais ses compatriotes. Il en résume les regrets et les vœux dans un banquet le 4 oct. Le voyage de l'empereur à Lemberg annoncé pour le 26 septembre n'a pas lieu. Mais la diète n'est pas brusquement dissoute; l'empereur sanctionne la loi qui établit la langue polonaise dans l'administration, les tribunaux, les écoles. La session de la diète est close le 10 octobre. Malgré l'accord qui y a régné pour la revendication des principes d'autonomie, les délégués polonais vont prendre leur place au Reichsrath. — Émeute à Prague et dans les districts contigus (4 et 11 octobre) : elle est réprimée par des mesures exceptionnelles avec un nouveau gouverneur. — La diète de Pesth et le Reichsrath de Vienne rentrent en session, l'une le 17 septembre, l'autre le 17 octobre. Le comte de Taaffe est le nouveau président du ministère cisleithan. A Pesth, tout en désirant le mariage civil on maintient provisoirement la juridiction spirituelle en matière de mariage; projet de loi délicat, dit des nationalités, pour déterminer les langues qui seront employées dans les affaires politiques et administratives, les Serbes, les Roumains, les Ruthènes se disant opprimés même par les Maggyars. A Vienne, le comité de la défense nationale dont le baron de Beust se fait

élire membre, élabore la loi militaire, sur l'armée active, la landwehr, la landstrum; il y aura trois ans de service dans les troupes de ligne, sept dans la réserve. Dans une séance très-animée du comité où est en question la motion d'un membre de la gauche, Rechhauer, réduisant l'armée à 600 000 hommes au lieu de 800 000 hommes et vantant le système de la nation armée et des levées en masse, au lieu d'armées régulières qui peuvent être des instruments de despotisme, de Beust, en défendant l'ensemble du projet, expose longuement la situation actuelle de l'Autriche et ses rapports avec ses voisins (26 oct.). Ce discours, prononcé dans un comité, fait assez de bruit pour qu'il le rétablisse exactement dans une circulaire diplomatique (le 30 oct.). Après un discours du ministre de Taaffe, la loi sur le recrutement donnant le contingent de 56 000 hommes est adoptée le 29. Quant à la grande loi militaire, elle ne vient en discussion devant l'assemblée qu'après l'adoption de la loi relative aux mariages mixtes (27 oct.), et le vote d'un bill d'indemnité pour les mesures exceptionnelles appliquées à l'émute de Prague (6 nov.). Le gouvernement tient bon contre les adversaires les plus turbulents des lois confessionnelles, l'archevêque d'Olmutz et l'abbé Greuter député du Tyrol. Du 10 au 13 nov. solennel débat, où se jettent patriotiquement tous les ministres et tous les orateurs soucieux de l'indépendance et de la grandeur du pays, notamment un Polonais, Ziemakowski citant l'exemple de la Pologne à laquelle a manqué une armée permanente. Tout ce que le gouvernement demande est voté : un effectif de 800 000 hommes pour le pied de guerre sans la réserve, accordé pour dix ans; trois ans de service dans la ligne, sept dans la réserve. Les journaux prussiens, même français ont souci de cette reconstitution des forces de l'Autriche. — A ce moment, pour

donner satisfaction au sentiment national des Hongrois, des titres officiels accentuent le dualisme politique : empire austro-hongrois, ou monarchie austro-hongroise; Sa Majesté l'empereur et roi; empereur d'Autriche et roi apostolique de Hongrie (*Gazette de Vienne*, 14 nov.). — Le Reichsrath est alors suspendu du 14 nov. au 14 déc., le temps que délibèrent les délégations cisleithane et hongroise, siégeant cette fois à Pesth, ce qui paraît dur aux Cisleithans, comme au début de l'année elles ont siégé à Vienne. La diète de Pesth n'est pas suspendue : à la suite d'un projet d'union adopté le 24 sept. par la diète d'Agram, les députés croates sont reçus à la diète de Pesth (24 nov.), et nomment les membres qui représenteront la Croatie à la délégation; dans le vote (le 28) du projet de loi concernant les nationalités ou langues, amélioré par Deak, on ne s'arrête pas à la résistance obstinée de quelques députés d'origine serbe ou roumaine. — Les deux délégations, après un examen séparé, se mettent promptement d'accord pour voter les budgets, ordinaire et extraordinaire, de 1868. propres aux affaires communes avec les modifications qui résultent de la nouvelle loi sur l'armée (5 déc.). — Le jour même de la sanction impériale de leurs décisions, et de la clôture de leur session, qui n'a duré que quelques jours, du 16 nov. au 5 déc., l'empereur, qui est à Bude, élève le chancelier de Beust dont l'habileté et le dévouement réussissent dans tout ce travail de reconstitution de la monarchie, à la dignité héréditaire de comte. — Son ordre du jour patriotique, à l'armée est daté de Bude, 5 décembre. Un député croate est nommé ministre sans portefeuille, le 9, pour le royaume triple et un (Croatie, Esclavonie, Dalmatie). — Dans le discours de clôture de cette mémorable session de la diète de Pesth, le 10 déc., il rappelle toutes les réformes accomplies dans les deux parties de la monarchie, par suite de l'harmonie qui a été rétablie entre

Belles. — D'importantes lignes de chemins de fer viennent d'être votées (déc.) pour l'est de la Hongrie dont on veut diriger les relations vers le centre de la monarchie, au lieu de les laisser incliner vers les Russes; et un congrès va régler les rapports confessionnels, la participation aux affaires communales et aux bienfaits de l'instruction, des Israélites qui sont 600 000 dans le royaume (déc.). — La Hongrie a conclu cette année un emprunt de 212 millions de fr. — Le 14 décembre, la session du Reichsrath est reprise à Vienne avec un projet d'exercice provisoire des impôts jusqu'au mois de mars, et la présentation du projet de budget pour 1869 où un crédit supplémentaire est déjà inscrit pour le ministère de la défense nationale. — Plusieurs traités de commerce avec l'Allemagne du Nord, l'Angleterre, la Suisse ont passé au Reichsrath (mai-octobre). — Convention avec l'Italie (14 juillet) pour lui rendre des objets d'art, manuscrits, documents historiques et archives, qui faisaient partie des provinces cédées. — Mort de Glulay, qui commandait l'armée contre les Italiens en 1859 (septembre).

Belgique. — La question des écoles d'adultes, et la réorganisation de l'armée avec un contingent annuel de 12 000 hommes au lieu de 10 000, sont la cause de la crise ministérielle à la suite de laquelle M. Frère-Orban (4 janvier) forme un cabinet sans M. Rogier. On vote une loi sur l'extradition (mars-mai), sans prorogation de la loi sur les étrangers. La loi militaire passe dans les deux chambres, ainsi que l'augmentation du contingent : il y aura l'armée active et la réserve, le service militaire est de vingt-quatre mois. — Stagnation de l'industrie houillère et de la métallurgie, les exportations diminuent, les importations augmentent (janvier-février). Désordres graves dans plusieurs charbonnages du bassin de Charleroy (mars-octobre), no-

tamment à Chatellineau et à Montigny-sur-Sambre, où il y a 8 morts et 10 blessés; les gendarmes ne suffisent pas, les troupes sont nécessaires pour protéger les ouvriers qui veulent travailler; la réduction de salaires, surtout dans les veines nouvelles qui s'annoncent abondantes, irrite les mineurs. — Des sociétés de finances ou de travaux publics sont l'objet d'affaires scandaleuses. Nombreux procès de presse; arrestations, visites domiciliaires, saisies; pétition de quatre-vingt-six journalistes à la seconde chambre, écartée par l'ordre du jour (17 déc.). — Maladie, depuis août, du fils unique du roi, âgé de neuf ans; état désespéré (fin de décembre).

Danemark et Suède. — fiançailles du prince héritier de Danemark avec la fille du roi de Suède Lovisa (15 juillet).

Danemark. — Le discours du trône (5 octobre) apprend au Rigsdag que les offres de la Prusse relativement au vote libre de la population du Nord-Schleswig, qui pourrait redevenir danoise d'après l'art. 5 du traité de Prague, sont inacceptables. La Prusse a payé dix millions de thalers pour sa part de la dette afférente aux duchés de l'Elbe. — Projet de loi sur l'obligation du service militaire.

Espagne. — Après le discours où la reine, ouvrant le parlement (fin de décembre), a déclaré renoncer aux pouvoirs extraordinaires dont le gouvernement avait été investi, et a annoncé l'offre faite à la France du concours de 40 000 hommes pour défendre le pape contre les garibaldiens, et des projets de réformes pour atteindre, dans les écoles publiques et privées, tout enseignement imoral et antireligieux, la discussion de l'adresse (janvier) est toute empreinte, en ce qui touche la question romaine et les doctrines d'instruction et d'éducation, d'esprit et d'enthousiasme

clérical. Le ministre de l'intérieur Gonzales Bravo suit dans cette voie le chef des néo-catholiques, Nocedal. La reine reçoit (8 février) une rose d'or bénite par le pape. Retour à une politique rétrograde et compressive. Rareté et cherté des subsistances; à Grenade, émeute sanglante (25, 26 février), aux cris de : pain et travail; à Barcelone, on refuse de travailler le lundi de Pâques (13 avril), graves désordres, état de siège. — Mort du chef du cabinet, Narvaez, après une courte maladie (23 avril). Gonzales Bravo devient président du conseil. Loi antilibérale sur l'instruction publique; plus d'écoles normales primaires, beaucoup d'instituteurs seront supprimés. La session est suspendue le 20 mai. Grande influence du parti clérical, avec le jésuite Claret, confesseur de la reine, et de la camarilla avec l'intendant Parfonri. Le duc et la duchesse de Montpensier, qui ont essayé d'éclairer la reine, sont exilés par un décret signé d'elle (7 juillet); ils se rendent par Cadix à Lisbonne, d'où ils protestent; sorte de coup d'Etat qui déporte sans jugement aux Canaries, aux Baléares, plusieurs généraux qui sont de l'union libérale, le maréchal Serrano, Zabala, Dulce, etc. Un décret du 25 juillet autorise les communautés religieuses à acquérir et à posséder des biens contrairement aux lois. Même les généraux les plus dévoués, le marquis de Pezuela comte de Cheste, Pavia marquis de Novaliches, sont en désaccord avec le cabinet G. Bravo. Dès le commencement d'août, les partis s'agitent en secret pour quelque changement : il est question de l'union ibérique qui joindrait le Portugal (malgré lui) à l'Espagne; on prononce le nom de don Juan Prim, comte de Reuss, marquis de los Castillejos, alors encore à Londres; sur bien des points du territoire, des bandes d'insurgés on ne sait sous quel drapeau. Mutations fréquentes, dans les provinces où il y a des troubles, des chefs civils et militaires. Depuis le 10 août, la cour est à Le-

queytio, sur la côte Basque, à l'ouest de Saint-Sébastien; le président du conseil, quelque temps à Madrid, ne rejoint la reine, qu'il ne décevra pas à revenir dans sa capitale, et qui trop tard aura recours au maréchal Concha, marquis de la Havane, pour former un nouveau cabinet; on sent une crise imminente; on ne sait que décider. — La révolution de septembre, qui va être un effondrement des institutions et de la dynastie, commence devant Cadix le 17 par le pronunciamiento des équipages de deux frégates sous le capitaine Malcampo et le contre-amiral Topete, inspirés par Prim, venu de Londres, que joignent bientôt tous les généraux exilés en juillet. Les principales villes, même Cadix, hésitent, restent indifférentes devant une insurrection de généraux qui paraît ressembler à tant d'autres. La haine et le mépris pour la camarilla à la fois clérical et corrompue dominent dans les manifestes, qui promettent toutes les libertés avec le suffrage universel, mais sans s'arrêter à aucune forme de gouvernement. Peu de sang répandu; il n'y a que deux généraux qui combattent pour la reine Isabelle : 1° Calonge, près de Lequeytio, où la reine est comme bloquée, devant Santander, qu'il reprend (24 septembre); 2° Pavia, marquis de Novaliches, pas loin de Montoro, où ses troupes ont fusillé un député partisan de l'union libérale, Valin, à Alcolea dans la Manche, à proximité de Cuidad-rea. (28 septembre). Le combat d'Alcolea, gagné par Serrano, entraîne l'adhésion de toutes les villes, et la fuite de la reine. Le 30, elle entre en France. Du château de Pau, le même jour, elle adresse une protestation à son peuple, qui la renie, la chasse, et accable son nom d'outrages. Partout se forment des juntas, s'improvisent des gardes nationales et des volontaires de la liberté à sept réaux par jour (1 fr. 75). Madrid fait effort pour ne pas être effacé comme capitale. Chaque grande ville veut recevoir à son tour et accueillir

avec enthousiasme les g'néraux libérateurs, surtout Prim, Serrano et Topete. Topete n'est pas comme eux l'un des hommes du gouvernement provisoire. C'est Olozaga qu'ils se sont adjoint; Serrano duc de la Torre est président du cabinet formé le 8 octobre, où Prim s'attribue le ministère de la guerre, qu'il saura garder toujours, où il met deux progressistes qui lui sont dévoués, Sagasta à l'intérieur, Ruiz Zorilla au *fomento*, qui comprend avec les travaux publics l'instruction publique; un autre progressiste, ancien député également, Figuerola, a les finances. Ce sont des membres de l'union libérale comme Serrano qui ont les autres ministères, Topete, Ayala, Romero Ortiz, et Lorenzana. Remaniement de tous les grands commandements et des hautes fonctions. Olozaga n'arrive de Paris, où il était ambassadeur, que le 18 octobre à Madrid. Espartero, vu son âge, s'abstient, reste à Logrono. — La révolution, cette fois, s'étend à tout, au nom de la souveraineté nationale, dont on attendra la manifestation régulière et générale, c'est-à-dire des Cortès constituantes pendant plus de quatre mois; elles ne s'ouvriront qu'en février 1869. Les démocrates radicaux et républicains qui n'étaient qu'en petit nombre font vite de la propagande dans les réunions publiques et les journaux, guidés par Orense marquis d'Aibaïda, Rivero, Emilio Castelar, Figueras, Cristino Martos, Piy Margal, qui est socialiste. L'idée d'une république fédérale gagne dans quelques provinces. Le parti carliste ose produire des manifestes de Charles VII, petit-fils de don Carlos; le prétendant ne se montre pas. Autour de ceux qui sont censés gouverner, mais dont on ignore les intentions (Prim surtout) quoiqu'ils multiplient les déclarations, on parle de la possibilité d'un roi; mais lequel? Le père du roi de Portugal pour préparer l'union ibérique? Le prince Alfred, duc d'Edimbourg? Léopold de Hohenzollern-Sigmaringen, beau-frère

du roi de Portugal, qui est catholique? Le duc d'Aoste? Le duc de Montpensier, ou son fils mineur? Cependant la révolution a été faite aux cris de : A bas les Bourbons! Les juntes révolutionnaires des villes, puis les municipalités renouvelées toutes par le suffrage universel, et les ministres, chacun dans son département, multiplient, comme le gouvernement provisoire, les décrets qui effacent tout ce qui peut faire obstacle à l'égalité et à la liberté, notamment pour l'enseignement et la religion; prennent même des mesures financières, souvent ruineuses pour le Trésor des villes ou celui de l'Etat, sur les octrois, sur les douanes, sur le salaire des ouvriers organisés en ateliers municipaux ou nationaux. Faveurs de toutes sortes aux soldats qui ont laissé la révolution réussir. Indiscipline des masses populaires, partout armées. Plus d'associations religieuses, mais pas de violences contre les personnes. Quelques atteintes aux propriétés; des tentatives de jacquerie. Les hymnes de Riego et de Garibaldi, et la Marseillaise, sont de toutes les manifestations. Les membres du gouvernement ont incessamment à haranguer les foules, comme à Paris après février 1848. — Ce gouvernement de fait, non défini, est reconnu d'abord par les Etats-Unis (9 oct.), et à partir du 24 oct. successivement par toutes les puissances. — Il est réduit à avoir recours à des emprunts qui réussissent beaucoup moins par la voie de la souscription publique nationale, à laquelle, depuis le 28 octobre, on demande six cents millions de francs, que par des négociations avec des banquiers étrangers pour cent millions de francs. — Les élections générales des députations municipales et des députations provinciales qui précèdent, les unes en novembre, les autres en décembre, les élections aux Cortès constituantes sont l'occasion de déclarations de principes qui font gagner du temps aux républicains, même sur les pro-

gressistes, dont les unionistes, par suite, se rapprochent. Le décret du 9 novembre irrite la jeunesse portée aux idées radicales, en ne permettant d'être électeur pour les Cortès qu'à 25 ans. D'après ce décret, il y aura un député aux Cortès par 45 000 habitants, et un en plus par fraction dépassant 22 500; le nombre des députés sera de 350. Le 7 décembre seulement, les élections seront fixées au 15 janvier, pour que l'assemblée s'ouvre quatre semaines après. Le 15 novembre, à Madrid, immense meeting, à la fois démocratique et monarchique; on y entend des orateurs en renom de tous les partis et quelques cris de : Vive la République ! Prim prétend penser comme le duc de la Torre Serrano. — Par suite de la propagande des idées républicaines, portant aux actes de spoliation agraire, les troubles commencent sur plusieurs points dans les provinces de Séville et de Malaga (novembre). Madrid, même avec un nouveau maire, le démocrate Rivero, qui remplace Madoz, est à la merci des volontaires de la liberté et de leur chef Escalante. Après la démission de celui-ci, la réduction par le maire du salaire des ouvriers municipaux amène quelques désordres, mais non sanglants par l'énergie et la modération de la garde nationale (7, 9, 10, 13 décembre); les volontaires ne se joignent pas aux ouvriers mécontents. L'union de ces deux éléments de désordre rend sérieuse l'insurrection de Port-Sainte-Marie et de Cadix, du 5 au 13 décembre. Le duc de Montpensier quitte Lisbonne pour offrir son concours contre les rebelles; on le refuse. Habilement attaqués et enveloppés par un des vainqueurs d'Alcolea, le général Caballero de Rodas, ils rendent leurs armes. Il réprimera de même une insurrection à Malaga, mais avec des pertes sérieuses des deux côtés (1^{er} et 2 janvier). Le parti républicain a à Madrid son comité central d'élection pour les Cortès; il s'élève contre le projet de désarme-

ment général des milices citoyennes, mais condamne le recours aux armes (manifeste du 27 décembre, publié le 4 janvier). Les anciens députés unionistes essayent de s'entendre. Républicains et progressistes songent à une liste de conciliation. Quelques menées et arrestations de carlistes. — Les abolitionnistes français et anglais sollicitent du gouvernement provisoire l'abolition de l'esclavage dans les colonies (oct.). — Porto-Rico, même avant la révolution de septembre, mais surtout Cuba, aussitôt après, se soulèvent. Ces colonies payaient des impôts considérables pour entretenir les fonctionnaires et les troupes envoyées d'Europe; des fils du pays aspirent à l'indépendance, vont y convier les mulâtres malgré l'antipathie de couleur, et les noirs en leur promettant la liberté. Le capitaine général Lersundi, qui avait été nommé par la reine, dissimule la chute, continue à gouverner, combat l'insurrection qui gagne l'île entière, en attendant son successeur désigné, le général Duice. De riches planteurs, ayant beaucoup d'esclaves qu'ils sont disposés à affranchir, sont à la tête du mouvement avec un avocat de Bayamo, Carlos Céspedes. Il est président provisoire d'une république que les États-Unis même ne reconnaissent pas. On craint quelque mauvais dessein de filibustiers de l'Union ou du Mexique. C'est le début d'une guerre longue et sanglante, à laquelle ne prennent pas part volontiers les troupes incessamment envoyées d'Espagne. Une partie des rebelles se contenterait de libertés et de franchises comme dans la métropole.

Etats-Unis. — La réduction rapide de l'armée, de la flotte, de toutes les dépenses qu'avait entraînées la guerre civile, est l'objet de lois et de mesures pour lesquelles il y a accord entre le gouvernement et les chambres. Il y a moins d'entente même au sein des chambres sur la manière de payer et de transformer la dette pu-

blique qui est encore, au 1^{er} janvier, de 2 milliards 651 millions de dollars. Le secrétaire d'Etat pour les finances, Mac-Culloch voudrait conserver la taxe intérieure, mise sur les fabriques de tissus américains et les tarifs douaniers dits Morrill qui montent jusqu'à 50 et 100 pour cent. Le président invoque le besoin d'économie autant que le principe démocratique de l'égalité, pour faire disparaître dans le Sud le régime exceptionnel et militaire, qui pèse sur les esclavagistes. Le régime civil et politique se reconstitue, partout où les conventions des Etats votent les amendements à la constitution adoptés par le congrès. Le président dans sa lutte contre le comité de reconstruction est soutenu par des conventions et des meetings démocratiques de plusieurs Etats du Nord. L'opposition qu'il a faite au bill sur les hauts offices publics dont il ne peut plus casser les titulaires sans le consentement du sénat, la destitution par lui du secrétaire de la guerre Stanton, la création d'un nouveau département militaire, comprenant le nord-est et les lacs avec Washington, à la tête duquel il appelle Sherman et, sur le refus de Sherman, Hancock, ses diatribes contre le congrès pendant son voyage de 1866, décident sa mise en accusation par les représentants (mars), devant le sénat. Ce procès dure trois mois. Les votes des 16 et 26 mai équivalent à une déclaration de non culpabilité, parce que 35 membres seulement se prononcent pour l'affirmative contre 19 : or, aux termes de la constitution, les 2/3 des voix sont nécessaires pour la validité de la poursuite. Une voix le sauve. Butler et Bingham étaient les commissaires accusateurs de la chambre des représentants; l'avocat général Stanbery était l'avocat du président; l'attitude du chief-justice Chase et les dépositions du général Sherman lui ont été favorables; Thaddeus Stevens est jusqu'à sa mort (août) un des sénateurs

les plus ardents contre lui. — Le général Grant, depuis janvier, n'a que le commandement en chef de l'armée. Le général Scholfield, depuis avril, est ministre provisoire de la guerre — Sa nomination définitive (30 mai) est ratifiée par le sénat, après le procès. Le sénat désormais s'oppose à peu de nominations. Bill (juillet) pour l'abolition du bureau des affranchis à partir du 1^{er} janvier 1869. La politique du congrès sur la reconstruction de l'Union triomphe finalement, puisque le 14^e amendement à la constitution, dont les 4 points sont la négation absolue des prétentions des Sudistes, est ratifié par les 2/3 des Etats (juillet), quelque effort que fasse le président; puisqu'on passe outre au veto qu'il oppose au bill voté par les deux chambres pour exclure des prochaines élections présidentielles les Etats qui n'auront pas été admis à la représentation au congrès conformément aux clauses de la loi de reconstruction (21 juillet); puisqu'on ne tient pas compte de ses propositions personnelles d'amendement à la constitution (21 juillet) au sujet des pouvoirs du président, de l'élection des sénateurs qui aurait lieu comme celle du président par le suffrage universel direct, de l'exercice des fonctions judiciaires. — Au 27 juillet, lorsque le congrès est ajourné pour deux mois, il n'y a plus que trois Etats en dehors de la constitution, la Virginie occidentale, le Mississipi, le Texas; ils auront un gouvernement provisoire, qu'institue un bill voté le 22. On est loin encore de l'ordre intérieur et de la conciliation des partis, même dans les autres Etats, surtout le Tennessee, la Géorgie; l'association secrète dite Kukluk-Khan. fait d'effrayants ravages; atteintes fréquentes à la propriété et à la vie des citoyens dévoués à l'Union sans distinction de couleur, rixes sanglantes des blancs et des noirs; on résiste à la levée des impôts; plusieurs législatures déclarent les nègres inéligibles. Les

élections dans les anciens Etats sudistes se partagent entre les deux partis, démocrates, hostiles à la reconstruction, et républicains, partisans de l'Union réformée. — Dans les Etats du Nord, les élections locales qui commencent en mars marquent l'esprit des prochaines élections générales pour la présidence. On prépare ces élections générales dans les conventions : 1° de Chicago, pour la candidature républicaine du général Grant ; 2° de New-York, pour la candidature démocratique de M. Horatio Seymour (mal). D'après ce dernier programme les Etats du Sud seraient rétablis dans tous leurs droits ; on payerait en papier-monnaie (greenbacks) toutes les obligations de la dette publique. — Les démocrates tiennent beaucoup au bill adopté en avril par les représentants en faveur des citoyens naturalisés américains, comme les sénateurs arrêtés pour rébellion en Angleterre, en faveur desquels on réclame la protection assurée partout en pays étranger aux citoyens nés aux Etats-Unis. Le sénat (fin de juillet) en adoucit un peu les termes. — Ce sont surtout les élections locales de septembre et d'octobre qui sont vivement disputées, particulièrement dans le Vermont, le Maine, la Pensylvanie et New-York, et souvent avec désordre, en vue des élections présidentielles. Le parti démocratique voudrait attirer à lui le général Mac-Clellan. Dans les 34 Etats votants (3, 4 nov.) sont choisis 206 électeurs républicains voulant Grant pour président, avec Colfax comme vice-président, 88 démocrates qui porteraient à la présidence Horatio Seymour de l'Etat de New-York. — Le congrès ne reprend session que le 7 déc. Le message du président Johnson (9 déc.) constate que les dépenses annuelles qui étaient, avant la lutte engagée en 1860 avec le Sud, de 63 millions de dollars, sont pour l'année actuelle du 1^{er} juin 1868 au 1^{er} juin 1869, de 372 millions de dollars ; que l'intérêt de

la dette publique en emporte annuellement 150 ; il propose une sorte de banqueroute envers les obligataires de la dette nationale, que le congrès réproouve énergiquement. Une proclamation du président (déc.) amnistie sans condition tous ceux qui ont participé à la rébellion du Sud, même Jefferson Davis maintenant en Europe, ses généraux et diplomates. — Luttres fréquentes avec les Indiens qu'irrite le passage du railway du Pacifique à travers le Kansas, et contre ceux de l'Arkansas, du Texas, du Dacotah. — Traité avec les Sioux. — Relations amicales 1° avec la Confédération de l'Allemagne du Nord, auprès de laquelle est ministre l'historien Bancroft ; traité de naturalisation du 22 février ; 2° avec la Russie qui pousse l'Union à réclamer l'ouverture libre des passages des Dardanelles et du Bosphore, qui lui vend le territoire d'Alaska dont Sitka devient le port d'entrée privilégié pour les Américains. L'achat de l'île danoise de Saint-Thomas n'est pas ratifié par les chambres. Projet d'acquisition de la baie Dominicaine (Haiti) de Samana. Extension des rapports avec le gouvernement des îles Sandwich ; avec la Chine (traité du 28 juillet).

France. — Le *Moniteur* du 31 déc. 1867 ayant donné le décret du 28 qui fixe le nombre des députés à élire et les circonscriptions électorales pour la prochaine période de cinq ans (1867-1872), des réclamations se produisent de tous côtés à la chambre et dans les journaux. Sur le nombre total de 292 députés, neuf départ. ont chacun un député de plus à élire ; il n'y a pas de changement pour le département de la Seine, le chiffre des électeurs n'ayant pas augmenté en proportion de l'augmentation de la population ; les remaniements de circonscriptions qui ont lieu à Paris et dans 34 autres départements, notamment dans des collèges de villes dont les députés ne sont pas favorables au gou-

vernement, semblent vouloir atteindre ces derniers. Le gouvernement se justifie par des communiqués aux journaux, par des réponses au Corps législatif, notamment le 14 juillet (discours du ministre de l'intérieur Pinard). — Poursuites contre seize journaux politiques, presque tous de Paris, pour avoir, dans la fin de décembre, pendant la discussion de la loi sur l'armée et la garde nationale mobile, publié des comptes rendus illicites, parasites, parallèles, autres que ceux qui sont autorisés par l'art. 14 du décret du 17 février 1852. Dix sont frappés, le 25 janvier, de 1000 francs d'amende, minimum de la peine, quoiqu'on ne leur reproche ni mauvaise foi, ni injure, ni diffamation. Les avocats libéraux ou démocrates, qui ont ou qui cherchent une réputation, sont mis en relief par ces procès. En appel, deux journaux seulement sont relevés des fins de la poursuite (3 avril); en cassation (3 juillet), un seul pourvoi est admis. — Le projet de loi sur la presse, occasion depuis des mois d'élucubrations de toute couleur dans les journaux et les revues (Persigny, 18 janvier, propose, en matière de diffamation, de substituer l'action publique à l'action privée) vient en discussion le 29 janvier (Nogent St-Laurens rapporteur); malgré la divergence des opinions soutenues par les députés (27 séances publiques), il y aura au vote (9 mars) unanimité moins une voix. Plusieurs journaux, pour ne pas tomber dans les comptes rendus illicites, autres, etc., ne rendent pas compte de ces importantes séances, mais traitent en articles distincts les points les plus importants. Par suite d'indisposition du président Schneider, il est suppléé souvent par les vice-présidents Alfred Le Roux, Jérôme David, Dumiral. Beaucoup d'idées exprimées dans des amendements que la commission n'avait pas admises se produisent à la tribune. Mathieu vient en aide au rapporteur pour empêcher le succès

d'amendements qui rendraient la loi trop libérale en démolissant tout le décret du 17 février 1852. La discussion générale dure quatre jours. Les bons éléments dans la loi sont la suppression de l'autorisation préalable, et la substitution au régime des avertissements administratifs de la juridiction des tribunaux, police correctionnelle pour les délits, jury seulement pour les crimes. Le cautionnement et le timbre sont vivement attaqués comme des entraves fiscales au développement de la presse politique. Quoique les orateurs du tiers parti, défenseurs de la loi, comme Latour-du-Moulin, déplaisent au gouvernement autant que Pelletan, J. Simon, Thiers, Jules Favre, Ern. Picard, les ministres Pinard et Baroché, avec le rapporteur, défendent la loi contre Granier de Cassagnac et les membres de la réunion de la rue de l'Arcade, ultra-impérialistes, qui voudraient faire préférer par la majorité le régime discrétionnaire de 1852. Un amendement ou contre-projet d'Emile Ollivier, Maurice Richard, baron de Janzé, exposé par le premier (3 février) qui ne croit pas aux délits d'opinion et qui demande seulement le droit commun pour réprimer les écarts de la liberté de la presse, n'est même pas l'objet d'un scrutin. L'article 1^{er} qui contient les parties libérales de la loi est défendu par le ministre d'État contre un ultra-impérialiste le baron de Benoist: Rouher entraîne le vote (4 février), 215 contre 7 que Granier de Cassagnac appelle les sept sages. Beaucoup de membres du tiers parti parlent sur les articles, pour soutenir ou améliorer la loi. Peu de scrutins. L'amendement qui veut le jury, le 8 février, n'a que 35 voix contre 199; 45 contre 190, le 10, voudraient qu'il n'y eût poursuite que dans un délai de trois mois, à partir du jour où aura lieu le dépôt du journal ou du livre. On renvoie à la commission l'article 11, par suite de la prise en considération d'un

amendement Beauverger pour le rétablissement des peines corporelles que la loi avait supprimées : on espère que s'il y a prison l'amende sera moins forte. On renvoie l'article 12, qui punit de la perte des droits électoraux pendant cinq ans ; l'article 14, sur l'exécution provisoire des jugements et arrêts qui peut être ordonnée par disposition spéciale en ce qui touche la suspension ou la suppression ; l'article 15, concernant le brevet des imprimeurs et libraires. Berryer propose en vain (14 févr.) que, chaque année, le roulement pour la composition des diverses chambres (les délits de presse étant presque tous jugés à Paris par la sixième chambre de la police correctionnelle) se fasse en audience publique par la voie du tirage au sort et non par les soins du premier président et du procureur général. Deux amendements : 1° de Martel, Goerg et autres de la majorité, 2° de Martel et J. Favre pour qu'on ait le droit de prouver les faits diffamatoires, si on est accusé d'avoir diffamé des dépositaires ou agents de l'autorité ou toute personne ayant agi avec un caractère public, pour faits relatifs à leurs fonctions, n'ont que 44 voix contre 194. Un sous-amendement Berryer pour faire comprendre au même titre à côté des fonctionnaires les directeurs des grandes compagnies financières anonymes a 61 voix (15 février). L'amendement de Maurice Richard et Jules Brame pour que les annonces judiciaires ne soient plus à la discrétion des préfets, mais que le choix du journal soit laissé au gré des parties a 47 voix contre 186 ; celui de Berryer pour que cette désignation du journal soit faite par les tribunaux en a 101 contre 125. Des amendements dont l'initiative vient de l'opposition démocratique même soutenus par Emile Ollivier, par exemple, pour la publicité à donner aux procès de presse (19 février) ne réunissent que 30 à 32 voix. Des mem-

bres de la majorité, Plichon, comte de Chambrun, Martel, marquis de Tillancourt, demandant qu'on laisse aux magistrats la faculté d'interdire ou non le compte rendu des affaires de justice, n'obtiennent que 58 voix contre 164 (20 février). L'abrogation du décret du 11 août 1848 qui punit l'excitation à la haine et au mépris du gouvernement demandée par l'opposition démocratique n'est même pas l'objet d'un scrutin (20 février). La question fameuse des comptes rendus des séances des chambres, à propos d'un amendement Janzé, Maurice Richard, Emile Ollivier, est l'objet d'un long débat auquel Thiers prend part, et où Emile Ollivier reproche à Granier de Cassagnac d'insulter, dans le journal *le Pays* où écrit son fils, les avocats-députés (*sic*) Ern. Picard, Jules Favre, etc. ; le ministre d'État défend contre Thiers l'article 42 de la Constitution qui a créé le compte rendu officiel. L'amendement (24 février) a 66 voix contre 156 ; 39 abstentions. Dans la discussion d'un amendement analogue de Darimon, le ministre d'État ramenait le rapporteur hésitant ; 129 voix contre, 62 pour ; 69 abstentions. Le 24, on écarte par la question préalable (187 voix contre 47), deux amendements Janzé et Richard qui proposent de supprimer ou d'abaisser certaines pénalités inscrites dans les sénatus-consultes du 17 février 1858 et du 13 juillet 1866 : après Janzé, Lanjuinais et J. Favre soutiennent qu'une loi pénale est essentiellement l'œuvre du législateur, c'est-à-dire du Corps législatif et non du sénat ; le ministre d'État réclame pour le sénat le droit de donner une sanction à ses prescriptions. — Menace de duel de Granier de Cassagnac à Ern. Picard et à Em. Ollivier à propos de l'incident parlementaire du 22 février. — Le 24, Havin et Guérault, rédacteurs en chef, l'un du *Siècle*, l'autre de l'*Opinion nationale* ne peuvent pas obtenir de Jérôme David, qui

préside, de porter à la tribune le résultat du jugement d'honneur rendu sous la présidence de Berryer au sujet des accusations dont s'était fait l'organe à la tribune, le 10 décembre 1867, Kervéguen du Var; il avait insinué d'après le journal belge la *Finance*, que leurs feuilles étaient vendues en 1860 à la Prusse ou à l'Italie. Fin de séance tumultueuse. La discussion est encore étouffée, 2 mars, sous la présidence de Dumiral. L'incident se prolonge, le *Pays* et un autre journal ultra-impérialiste, la *Situation*, enveloppant dans la même insinuation les *Débats*, la *Liberté*, l'*Avenir national* et la *Revue des Deux-Mondes*. Kervéguen reconnaît à demi son erreur. — Ces quatre feuilles obtiennent de la chambre (20 mars) l'autorisation de la poursuivre pour diffamation; en police correctionnelle il sera acquitté (17 avril) parce qu'on ne le regarde que comme un complice, le *Pays* ayant été le principal coupable en publiant des extraits de la correspondance de Charles de la Varenne, ami de Kervéguen. Kervéguen meurt peu de mois après à Madrid. — C'est le 5 mars que reviennent en discussion les articles de la loi sur la presse qui ont été renvoyés à la commission. La commission les a peu modifiés, et maintenant tient bon, écarte tout nouvel amendement, même venant des membres de la majorité ou du tiers parti, avec l'aide du président du conseil d'Etat Vultry, comme du ministre de l'intérieur. La peine de la prison qui avait été enlevée du projet primitif est rétablie dans l'art. 6 concernant le timbre. Toute publication diffamatoire dans un écrit périodique, relative à un fait de la vie privée, sur la plainte de la partie intéressée, conformément à l'amendement Guillaumet, sera frappée de 500 francs d'amende; à cause de cette addition, l'article 11 n'est voté que par 135 voix contre 105. L'article 12, remanié, au sujet de la

suspension des droits électoraux en cas de récidive, encore très-controversé, même entre les membres de la majorité, le rapporteur, Gressier, Mathieu, Segris, Mège, combattu par Ollivier, Berryer, Picard, finalement est rejeté par 134 voix contre 72 (7 mars). L'article relatif à l'exécution provisoire du jugement ou de l'arrêt qui prononce la suspension ou la suppression d'un journal ou écrit périodique n'est voté que par 181 contre 58. Berryer et J. Simon demandent encore pour les libraires et imprimeurs la liberté, sans brevets; un amendement de J. Simon a 72 voix; l'article voit autoriser les gérants de journaux à établir une imprimerie *exclusivement* destinée à l'exploitation de leur journal. — A la suite de cette discussion fermée le 9 mars par un vote presque unanime, deux journaux demi-officiels, le *Figaro*, la *Situation*, à la demande du gouvernement (11 mars), avec l'autorisation qu'accorde la chambre le 12, sont poursuivis pour offenses graves envers le Corps législatif, dont ils accusaient la majorité comme animée d'un esprit moins libéral que l'empereur; et condamnés, le 24, le premier à deux mois de prison et 5000 francs d'amende, le second à 1000 francs d'amende. — Avant la discussion de la loi sur les réunions publiques on discute le 4 et le 9 mars la loi du contingent qui réclame tardivement 100 000 hommes sur la classe de 1867, de manière à ce que l'armée puisse être de 800 000 hommes. Le ministre d'Etat déclare qu'il n'y a plus de nuages à l'horizon. Le prince Napoléon parcourt alors l'Allemagne; il est le 4 à Berlin. Les radicaux n'ont que 12 voix en demandant, comme chaque année, la réduction des 100 000 hommes à 80 000. En mal, seront demandés 100 000 hommes sur la classe de 1868 pour les lever en 1869: il y aura 13 voix d'opposition. — Les opérations des conseils de révision spéciaux pour constituer

la garde nationale mobile, devant lesquels passent les trois classes antérieures à celle de 1867 (255 336 inscrits), ont lieu du 9 au 21 mars : c'est l'occasion de troubles assez graves, surtout à Montauban, Toulouse, Bordeaux, première émotion populaire après quinze ans d'un calme absolu; chants de la Marseillaise, cris de : Vive la République! tentation d'exhibition de drapeau rouge, placards insurrectionnels. Plusieurs de ceux qu'on juge à ce sujet avaient déjà subi des peines : aucun nom politique connu. Quelque émotion de même à Grenoble; à ce sujet l'*Impartial Dauphinois* est poursuivi le 3 avril pour délit de fausses nouvelles; il est condamné en police correctionnelle le 8 avril, en appel le 25; la Cour de cassation rejette son pourvoi le 17 juillet. — La plupart des sociétés de francs-tireurs aiment mieux se dissoudre que de subir l'incorporation dans la garde nationale mobile. — Le gouvernement évite toute manifestation démocratique à propos de la translation de Paris en Italie des restes mortels de Manin (19 mars). — La discussion de la loi sur les réunions publiques occupe huit séances du 12 au 25 mars. L'opposition radicale, tout en la trouvant insuffisante, désire qu'elle soit votée. Le rapporteur (Peyrusse) est très-peu favorable à l'extension des libertés au delà de la nouvelle rédaction adoptée par la commission et le conseil d'Etat. La désignation du droit de réunion, que voudraient dans la loi Garnier-Pagès, Ern. Picard, Glais-Bizoin, J. Simon, même Emile Olivier, est refusé par ceux de la majorité qui sont disposés à voter la loi pour satisfaire à la promesse impériale du 19 janvier 1867 (Josseau). Récriminations mutuelles de J. Favre et du ministre d'Etat, sur l'article 1^{er} qui supprime l'autorisation préalable pour les réunions publiques, mais laisse soumises à cette autorisation les réunions ayant pour objet de traiter de matières

politiques ou religieuses. L'article 2 qui exige une déclaration préalable, signée par sept personnes domiciliées dans la commune où doit avoir lieu la réunion, en leur faisant es-courir des responsabilités pénales inscrites à l'article 9, ne rencontre au scrutin que 51 opposants : mais la commission, d'elle-même, demande à adoucir les rigueurs de l'article 2. Vives critiques contre l'article 6 qui attribue au commissaire de police, tenu d'assister aux réunions, le pouvoir de les dissoudre. L'amendement à l'article 8, de MM. Tillancourt, marquis d'Andelarre, Gœrg, défendu par Buffet et Ern. Picard, demandant que pour l'élection des membres du conseil général et du conseil d'arrondissement il y ait des réunions comme pour l'élection au Corps législatif, combattu vivement par le ministre Baroche, n'a que 65 voix contre 160. C'est cet article 8 qui impose cinq jours de retraite électorale, c'est-à-dire interdit toute réunion publique dans les cinq jours qui précèdent l'élection. Les radicaux seuls parlent contre la gravité des peines, amende et prison, qui peuvent atteindre (art. 10) tout membre du bureau ou de l'assemblée qui n'obéit pas à la réquisition faite à la réunion par le représentant de l'autorité d'avoir à se disperser. Ils n'obtiennent que 38 voix contre cet article. Marie, Ern. Picard et Em. Olivier combattent vainement l'article 14, défendu par le ministre de l'intérieur, qui permet l'ajournement par le préfet, l'interdiction par le ministre de l'intérieur de toute réunion qui paraîtrait de nature à troubler l'ordre ou à compromettre la sécurité publique. Au scrutin d'ensemble le 25 mars, 22 voix contre. Les partisans de l'opposition, en général, se promettent beaucoup plus des réunions privées que des réunions publiques; ils ont l'espoir au moins d'éluider la loi en dissimulant le caractère public des réunions. — Au sénat où on ne se résigne qu'avec tristesse à ces deux lois, la loi

sur la presse a pour rapporteur le président Devienne, la loi sur les réunions M. Hubert Delisle, à la place de M. de Maupas d'abord désigné, mais qu'on savait par trop hostile aux réformes. On discute sur la presse du 4 au 7 mai : de Maupas, de Ségur-d'Aguesseau, le baron Brenier, Leroy de Saint-Arnaud parlent contre ; le rapporteur Ferdinand Barrot, Bonjean, le vicomte La Guéronnière, le ministre d'Etat montrent la nécessité de la nouvelle loi ; Sainte-Beuve, faisant des réserves en faveur de la liberté, est mal accueilli. Un cinquième des votants, 23 contre 94 voudraient le renvoi à une seconde délibération. La loi est promulguée le 11 mai. L'autre loi, 28-29 mai, a les mêmes adversaires au sénat ; elle est soutenue par Béhic, Quentin-Bauchart, Bonjean, le vice-amiral comte Bouët-Willamez ; 74 voix contre. Elle est promulguée le 6 juin. — L'opposition voudrait, à cette occasion, que le personnel supérieur au ministère de l'intérieur, concernant la presse, fût remanié. Emile Ollivier reproche encore, le 6 juin, à Pinard, de n'être qu'un ministre de parade, le directeur de ce ministère M. de Saint-Paul étant inféodé au ministre d'Etat ; Rouher riposte à Em. Ollivier et à Latour-du-Moulin. Sages circulaires des ministres Pinard et Baroche, datées du 8 et du 4 juin, pour la mise en pratique de la loi sur la presse. — Au milieu de ces discussions (mars-mai) dans les deux chambres, il est bruit d'une dissolution un an avant le terme légal de l'expiration de la législature (1869) et du remplacement du ministre Duruy par De Parieu, qui serait plus agréable au clergé en cas de nouvelles élections. — Les *Titres de la dynastie Napoléonienne* sont une brochure semi-officielle qui est publiée sans timbre (18 mars). Le même jour, brochure d'opposition de l'économiste J. E. Horn, le *Bilan de l'Empire*, avec ses 31 milliards de dépenses publiques depuis 1852 et ses emprunts. La *France nou-*

velle, de Prevost-Paradol, fait désirer d'autres réformes. L'édition populaire des deux ouvrages d'Eug. Tenot, rédacteur du *Siècle*, *Paris et la Province en décembre 1851*, ravive les haines contre l'empire et contre l'empereur. — Pour la première communion du prince impérial, aux Tuileries, tout le cérémonial des cours de l'ancien régime (7 mai). Pour la célébration du centième anniversaire de la naissance du général Hoche à Versailles (24 juin), on ne permet ni discours ni banquet, ni même les vers de Chenier ou de Ponsard. — De nouvelles feuilles, journaux ou revues, d'esprit démocratique sont annoncées aussitôt après la publication de la loi sur la presse. Le 30 mai, paraît le premier numéro de la *Lanterne*, petit cahier à couverture rouge, pamphlet hebdomadaire, qui a une grande vogue dès le début parce qu'il répand la raillerie et l'insulte avec une extrême violence sur tout ce qui tient au régime issu du 2 décembre 1851, ne ménageant pas les personnes plus que les institutions. L'auteur, Henri Rochefort, (comte de Rochefort-Luçay), déjà remarqué pour des articles incisifs donnés dans les journaux, notamment au *Figaro*, poussant à la révolution, devient populaire. La *Lanterne* ne sera saisie qu'au onzième numéro, 8 août. — La session, qui a été ouverte le 28 nov. 1867, ne sera close que le 18 juillet ; c'est la plus longue depuis 1852. Au Corps législatif, la session de 1867 (du 14 février au 24 juillet) avait eu 89 séances publiques ; celle de 1868 en a 141. Déjà en ont été employés 17 pour la loi concernant l'armée, 27 pour la presse, 8 pour les réunions publiques. Huit demandes d'interpellation auront employé 20 séances, dont 9 sur la situation économique de la France. Les diverses lois de finances et une discussion d'emprunt en prendront 26. Indépendamment des amendements, au nombre de 303, dont ont débattu les commissions et qui ont été

soumis au conseil d'Etat, les députés ont proposé aux commissions 584 amendements dont 535 se rapportent aux projets de loi votés dans cette session. — Dix jours après l'interpellation de Jules Simon (20 mars) sur la manière dont sont appliquées les lois relatives aux conseils de prud'hommes, le ministre de Forcade, qui lui a répondu, publie le rapport où sont consignés et appréciés les vœux émis par les délégués des ouvriers à l'Exposition universelle de 1867 (30 mars). A cause de la crise alimentaire, industrielle, commerciale, de 1867-68, le régime économique résultant des traités de commerce depuis 1860 et des décrets pour leur mise en pratique est attaqué vivement. La demande d'interpellation déposée le 27 avril porte 28 signatures représentant des intérêts divers blessés par ce régime, autant que des principes économiques différents de ceux qui prévalent depuis huit ans. Kolb-Bernard, de Tillancourt, J. Brame, surtout Thiers et Pouyer-Quertier produisent l'interpellation : ils demandent la restitution pour les députés du droit d'être consultés quand on veut toucher aux tarifs ; ils réclament les travaux publics promis depuis huit ans, dont l'agriculture et l'industrie nationale ont besoin pour soutenir la concurrence. Emile Ollivier signale comme une des causes de la crise européenne la crainte de la guerre ; il n'y aura de paix, d'après lui, qu'avec le désarmement et des libertés intérieures. Très-habile et éloquente apologie du régime économique actuel, par le ministre d'Etat. L'apreté des attaques par les orateurs protectionnistes et par quelques radicaux, contestant au souverain le droit de faire les traités de commerce, décide la majorité à prononcer sans scrutin l'ordre du jour pur et simple (20 mai). — Le sénat a des discussions animées d'un autre genre (mars-mai), au sujet des pétitions, dites des pères de famille, qui demandent la liberté de l'enseignement supérieur

surtout à cause des doctrines matérialistes imputées à beaucoup de professeurs de médecine et de doctrines antireligieuses reprochées à divers membres de l'enseignement public ; l'évêque d'Orléans et d'autres prélats signalaient comme impies les procédés de la Ngue de l'enseignement qui réussit dans l'Est, et l'enseignement laïque des filles donné dans beaucoup de cours libres qu'encourage le ministre Duruy. Les pétitionnaires ont pour organes Charles Dupin, les cardinaux Bonnet, de Bonnechese, et Mathieu, même l'archevêque de Paris, le baron de Vincent, le comte de Ségur-d'Aguesseau. La commission (Chaix d'Est-Ange, rapporteur) propose l'ordre du jour pur et simple, au lieu du renvoi au ministre, qui aurait été un blâme pour l'enseignement de l'Etat. Sainte-Beuve, Quentin-Bauchart, Michel Chevalier, le ministre Duruy, Ch. Robert son secrétaire général, commissaire du gouvernement, combattent le renvoi. Deux scrutins pour l'ordre du jour : 1° avec 81 voix contre 31. 2° avec 80 contre 43 (23 mai). Ovation bruyante faite par des étudiants à deux des professeurs incriminés et à Sainte-Beuve. Nouveau débat (9 juin) au sujet de pétitions concernant la composition de la bibliothèque scolaire d'Oullins (Rhône). — La discussion au Corps législatif des lois de finances annuelles, et de projets de loi, ou de projets d'emprunt qui engagent les intérêts du trésor et le crédit public, met en évidence une crise financière et industrielle, résultant surtout des charges qu'ont entraînées l'affaire du Mexique et les précautions militaires de 1867, de l'attribution téméraire faite chaque année à des dépenses extraordinaires d'excédants de recettes ordinaires qui étaient seulement présumés, de l'accroissement de la dette flottante et des découverts, de l'exagération des grands travaux publics à Paris où sont en péril deux institutions liées

l'une à l'autre, le Crédit mobilier, et la Compagnie immobilière : les Pereire sont vivement attaqués, même diffamés en pleine chambre. Un emprunt de 440 millions, quatre ans après un emprunt de 300 millions, a été annoncé dans le rapport du ministre Magne, le 27 janvier ; projet de loi à ce sujet le 9 mars ; rapport de Gressier le 28 mai, qui le réduit d'abord à 411 millions en rentes 3 pour cent ; on le portera à 429 plus 21 millions pour les frais de l'opération. Quant à l'emprunt spécial à la ville de Paris qui a passé un traité de 398 millions avec le Crédit foncier pour les bons de délégation souscrits au profit des entrepreneurs des grands travaux publics, il est déjà l'occasion de discussions irritantes portant surtout sur le régime politique et financier exceptionnel de Paris, auxquelles Haussmann qui n'est que préfet mais non ministre ne peut pas prendre part. L'examen au fond et le vote en sont ajournés. De même pour l'affaire des terrains du Trocadero et pour l'aliénation d'une partie du jardin du Luxembourg à Paris. Le projet d'expropriation d'une partie du cimetière Montmartre et de l'établissement d'un grand cimetière hors du département pour la population parisienne est beaucoup reproché au préfet. On vote à l'unanimité après trois jours de discussion (28-30 mai) la création de deux caisses d'assurance, l'une en cas de décès, l'autre en cas d'accidents résultant de travaux agricoles et industriels (baron de Beauverger rapporteur) ; elles seront comme le complément des caisses d'épargne et de retraite ; l'Etat les subventionne, elles seront gérées par la caisse des dépôts et consignations. Neuf projets de loi, entraînant pour l'Etat une dépense de 417 millions, à attribuer comme garanties aux grandes compagnies de chemin de fer ou de navigation, sont presque tous examinés dans cette session. Celui qui concerne la Compagnie du chemin de fer du Nord

est ajourné. Chaque convention est l'objet d'une discussion à part. Flots d'amendements pour obtenir des lignes nouvelles : on les écarte presque tous. Les Compagnies de l'Ouest et du Midi, et la Compagnie Transatlantique sont surtout attaquées (juin-juillet). Pouyer-Quertier est un des plus ardents. La Compagnie du canal maritime de Suez, voulant faire un emprunt au moyen de titres remboursables avec lots par la voie du sort, a besoin d'y être autorisée par une loi. Cette loi est votée le 16 juin. Pour réaliser la promesse impériale du 15 août 1867 qui annonçait l'achèvement en dix ans des chemins vicinaux, on vote à l'unanimité (15 juin), après plusieurs jours de discussion, l'institution d'une caisse des chemins vicinaux où l'Etat versera 100 millions en 10 annuités. — Intéressante discussion des lois des finances : 1^{re}, suppléments de crédit de 1867 ; 2^e, budget rectificatif de 1868 ; 3^e, budget ordinaire ; 4^e, budget extraordinaire pour 1869, qui dépassent chacun 2 milliards 200 millions, sur lesquels ont été présentés 92 amendements (Busson-Billaud rapporteur) ; et du projet d'emprunt (du 29 juin au 27 juillet). Elle ramène toutes les questions politiques du dedans et du dehors. La responsabilité des ministres est demandée ; on se plaint des préfets à poigne. Outre les orateurs en renom de toutes les opinions, Berryer, Thiers, Pouyer-Quertier, Magnin, Jules Favre, Emile Ollivier, Segris, Ern. Picard et Gressier, on entend tous les ministres moins Vaillant, âgé de 78 ans, et presque tous les membres de la commission du budget, qui sont des libéraux modérés, et qui voudraient des réformes et des économies. Quelques paroles violentes contre l'empereur, contre le préfet Haussmann, contre le banquier Jecker, dont les opérations usuraires au Mexique ont été l'occasion de la fatale intervention. On vote 4 millions de rente pour les indemnitaires français au Mexique

et les obligataires des emprunts Mexicains. La discussion spéciale sur l'emprunt, qui est de 429 millions, est rejetée, comme d'habitude, à la dernière séance : 16 voix contre. Les chiffres par lesquels l'opposition se manifeste sur les grandes lois de finances sont 15, 14, 11 voix ; quelques chiffres plus élevés sur des questions incidentes. — Au sénat (29 juillet) les quatre grandes lois de finances (marquis d'Audiffret-Pasquier rapporteur), sont votées presque sans discussion : le gouverneur de la Banque de France, Rouland, explique longuement la grève du milliard qui reste stagnant à la Banque ; au fond, dit-il, c'est « le cauchemar de l'incertitude », la possibilité d'une guerre entre la France et la Prusse, qui pèse sur nous. L'emprunt est voté par le sénat, le lendemain, 30, dernier jour de sa session. — Une loi a réduit de moitié la taxe des dépêches télégraphiques privées entre deux bureaux de départements différents. — Abrogation, par vote unanime, sans discussion (au Corps législatif, 27 juillet) de l'article 1781 du Code Napoléon, qui établissait une inégalité en justice entre les dépositions des ouvriers et celles des patrons. — Il y a eu pendant la session, peu d'élections partielles au Corps législatif. Une élection indépendante dans la Somme (le comte d'Estourmel), 29 juin. Ont été candidats sans succès, au nom de l'opposition, le marquis de Malleville pour un collège électoral de la Dordogne ; le fils de Charles de Rémusat, ancien ministre libéral, pour le conseil général de la Haute-Garonne. — Fréquents débats sur l'article 75 de la Constitution de l'an VIII, qui ne permet d'appeler en justice des fonctionnaires publics que si le conseil d'Etat autorise ; un agent de police est-il fonctionnaire public ? (affaire d'Ulysse Parent et d'un agent). — Emotion et désordres dans des communes rurales de départements de l'ouest, Charente-Inférieure, Charente et Gironde, sur le

bruit vague du rétablissement prochain des dîmes et des corvées (avril-mai). Les droits d'octroi que le préfet de la Seine réclamait des usiniers annexés à Paris depuis 1860, sont réduits par un système d'abonnement établi en mars. — Procès des membres du bureau parisien de la Société internationale des travailleurs, tour à tour en police correctionnelle, en appel, devant la Cour de cassation (février-nov.) ; ils sont condamnés comme membres d'une association non autorisée, quoiqu'en fait tolérés depuis trois ans. Tolais, Héligon, Murat, Varlin, présentent tour à tour la défense collective des 15 du bureau, des 9 de la commission qui a tenu lieu du bureau dispersé : 3 mois de prison pour les membres de la commission dont font partie Varlin, Malon, Combault. Ce procès dévoile la part de l'Internationale dont le siège est à Londres, dans les grèves d'ouvriers et dans les congrès où se traitent les questions sociales, depuis trois ans, et sa propagation dans les principaux centres du travail français. — Dans toutes les occasions, l'empereur à Orléans le 18 mai, à Rouen le 31 mai, et, après la session, à Troyes (9 août) et à Châlons (11 sept.), promet une sage liberté, le progrès uni à la foi, et le maintien de la paix en Europe. Le prince Napoléon parcourt l'Allemagne, d'abord au nord (mars), puis au sud (juin), jusqu'en Hongrie et à Constantinople. Dans la ville de Luxembourg, un journal (21 avril) et un placard clandestin (6 juin) réclament l'annexion à la France. On presse activement la transformation générale de l'armement de l'infanterie avec le chassepot, fusil modèle de 1866 (rapport du ministre Niel, du 20 mai). Les troupes, par divisions ou par corps d'armée, se succèdent aux camps d'instruction (le Châlons, Saint-Maur près de Paris, Sathonay près de Lyon, Lannemezan où se rend l'empereur venant de Biarritz (sept.) après s'être montré à Châlons en

juin et au commencement de septembre. Faveurs excessives accordées aux militaires rengagés : un décret du 24 octobre leur réserve un certain nombre d'emplois civils. Il y a un peu plus d'égalité entre la garde et les autres troupes (26 oct.). Bruit répandu d'un projet d'alliance intime entre la France, la Belgique et les Pays-Bas, sous forme d'alliance douanière (juillet-août), démenti officiellement à la Haye en novembre; le rédacteur en chef d'un des journaux officiels, la *France*, le vicomte de la Guéronnière, sénateur, a été envoyé (août) ministre en Belgique. Le *Pays* (journal de Granier de Cassagnac) plus encore que la *France* et la *Patrie*, pousse à la guerre contre la Prusse (fin d'août). Pourparlers essayés par la France, au sujet de la non-exécution de l'article 5 du traité de Prague, concernant le nord de Schleswig. L'empereur, même au camp de Châlons (sept.) évite toute parole imprudente. Les deux gouvernements s'efforcent de paraître satisfaits de l'état actuel. Triple carte de la France, avec légende expliquant les frontières de 1868, comme plus avantageuses que celles de 1847, de 1815. L'Angleterre réprouve les armements qui ne cessent d'augmenter sur le continent (oct.-nov.). C'est à Saint-Petersbourg que les diplomates de l'Europe prononcent l'interdiction des balles explosibles (nov.). Les troupes françaises ne quittent pas le territoire pontifical; demande d'évacuation par le gouvernement Italien (22 août), refus catégorique de la France (31 oct.). Le prince Napoléon va à Turin (12 oct.), quelques jours après l'expulsion de la reine d'Espagne. On surveille en Roumanie et en Grèce les partis qui poussent à la fois à la révolution et à la guerre. A la fin de l'année, l'effectif réel de l'armée active sous les drapeaux est inférieur à l'effectif normal budgétaire. En ajoutant à cet effectif normal l'effectif de la réserve et les inscrits de la garde nationale mobile, dont les ca-

dres d'officiers sont en partie constitués, on a sur le papier 1 028 980 hommes. Pas de changement sensible dans les forces de mer; il reste peu de navires à vapeur ou à voiles de la flotte antérieure à 1857. — L'emprunt des 429 millions, plus 21 millions et demi pour les frais de l'opération (loi du 1^{er} août), mis en souscription publique presque aussitôt (août), en rentes 3 0/0 au taux de 69 fr. 25 c. pour faire 19 516 245 francs de rente, est l'objet de demandes représentant un capital de 15 milliards, 34 fois le capital demandé; il y a 832 725 souscripteurs; la somme de rentes souscrite est de 665 609 410 fr. Une somme égale a été déposée en espèces à titre de garantie. Il n'y a que les souscriptions de 5 francs de rente qui soient irréductibles; il en a été demandé pour 1/6 environ du total des 450 millions et demi. — Mort du comte Walewski, âgé de cinquante-sept ans, ancien ministre très-dévoué à la dynastie, sans influence apparente depuis qu'il a quitté la présidence du Corps législatif (27 sept.). — Manifestes qui provoquent à l'assassinat de l'empereur, attribués à Félix Pyat démocrate, réfugié à Londres (juillet-août). — La démocratie, presque seule, use de la nouvelle loi sur la presse. Des députés de l'opposition radicale fondent à Paris la *Tribune* (Glais-Bizoin, Pelletan, avec la collaboration d'André Lavertujon), l'*Electeur* (J. Favre, Henon, Ern. Picard, avec la collaboration de J. Ferry, d'André Pasquet). L'*Electeur* date du 25 juin; son premier numéro est saisi. Dans le *Réveil*, Delescluze relève, à Paris, le drapeau de la révolution; son premier numéro (2 juillet) est saisi. Le *Journal de Paris* (J.-J. Weiss), le *Gaulois* (Edm. About, Henri Pène, Tarbé) discutent et raillent avec moins d'apreté. Violences du *Nain-Jaune*. Les publications nouvelles, les procès de presse, les duels pour articles de journaux se multiplient dans la province et à Paris. La presse officielle

ou libérale modérée fait peu de progrès. La *Lanterne* dont l'auteur a tour à tour des procès et des duels, quoiqu'elle s'absente depuis le 8 août, jusqu'au 29 s'imprime encore à Paris, puis à Bruxelles, d'où elle rentre clandestinement en France; des colporteurs sont arrêtés et punis (sept.-oct.). Beaucoup de journaux, notamment le *Figaro*, sont condamnés pour diffamation ou pour compte rendu de procès en diffamation. On évoque le nom d'Eug. Cavaignac, et les souvenirs du 2 décembre 1851. — La loi sur les réunions publiques dont on essaye de faire usage à propos d'élections partielles, est l'occasion aussi de quelques désordres et de procès; dans le Gard, où sont candidats d'opposition Cazot et de Larcy, ancien député. L'union libérale, fusion des opposants de toutes nuances qui veulent l'accroissement des libertés publiques et des prérogatives parlementaires, réussit à faire nommer Grévy dans le Jura (août), mais non Dufaure dans le Var (sept.). Un républicain irréconciliable, Ferdinand Gambon, refusant le serment préalable, n'a que quelques voix aux élections de la Nièvre (sept.). Un candidat dynastique, mais non officiel, Laroche-Joubert, combattu par le gouvernement, passe dans la Charente (nov.). Des maires ne veulent plus être agents d'élection au bénéfice du candidat officiel : démission d'un maire du Doubs, Edouard Ordinaire (31 octobre). On se plaint à Bordeaux des nouvelles circonscriptions électorales (août-nov.). Dans la session des conseils généraux (fin d'août, début de sept.), les vœux politiques débordent, malgré la résistance des présidents de nomination officielle. — Le succès de la révolution de septembre en Espagne donne de l'audace à beaucoup de feuilles et de réunions démocratiques. Dans tout le midi, des réunions soi-disant privées entendent, en vue des prochaines élections générales, les chefs du parti démocratique, la plupart avocats de Paris.

Jules Vallès, pour un chapitre très-violent de l'histoire du 2 décembre, donne le 2 sept. au *Courrier de l'intérieur*, est condamné même à la prison (31 oct.). Ce sont les journalistes du parti libéral, comme Prevost-Paradol des *Débats*, qui portent les plus rudes coups au gouvernement personnel. — La manifestation faite, le 2 novembre, à l'instigation du *Réveil*, au cimetière Montmartre, à la tombe du représentant Baudin, tué sur les barricades le 3 déc. 1851 en protestant contre le coup d'Etat, mais oublié depuis 17 ans, est le commencement d'une période d'agitation révolutionnaire. Ch. Quentin Peyrouton, Gaillard père et fils figurent dans cette journée. Six journaux, ou revues, ouvrent une souscription pour élever un monument à Baudin. Ils sont poursuivis en police correctionnelle pour manœuvres à l'intérieur et condamnés. Léon Gambetta devient populaire par son plaidoyer pour Delescluze du *Réveil*. Le droit à souscrire pour la mémoire de Baudin tué en défendant les lois est affirmé par beaucoup d'anciens représentants de 1851, qui donnent et expliquent leur signature, particulièrement Berryer (11 nov.), ainsi que par des journalistes qui ne sont que libéraux, à plus forte raison par les démocrates. — Procès de journaux de province, pour s'être associés à ce mouvement de souscription, la plupart condamnés; ceux que les premiers juges acquittent tombent en appel ou devant la Cour de cassation. L'attaque contre le 2 décembre 1851 et contre le régime qui en est issu est incessamment renouvelée par ces procès. Encore quelque tentative de désordre à Paris pour cet anniversaire des 2 et 3 décembre, nouvelle occasion des violences des journaux démocratiques à Paris et en province. Les démocrates du barreau de Paris, allant plaider partout, se rendent populaires. — Aux obsèques de Berryer (7 décembre), mort le 29 novembre au château d'Anger-

ville, témoignages de sympathie très-nombreux et très-divers; parmi les discours, le plus significatif est celui du bâtonnier de l'ordre des avocats de Paris, le député Grévy. — Les condamnations infligées à la presse depuis la loi du 11 mai jusqu'au 10 décembre comportent, en 64 jugements, 121 957 francs d'amende et 66 mois de prison. — *Le Dix-Décembre* est le titre d'un nouveau journal ultra-impérialiste (Grenier rédacteur en chef) dont le programme est reproduit dans le *Moniteur du soir*, du 17 novembre. Le *Public*, journal du même esprit, est rédigé par Ernest Dréolle. Les propriétaires du *Moniteur Universel* n'étant plus imprimeurs du journal du gouvernement, et rendant leur feuille indépendante, le journal du gouvernement ne peut plus s'appeler *Moniteur* (jugement du 28 déc.); il s'appellera *Journal officiel* (1^{er} janvier). — A Paris, les réunions publiques, qui n'ont pas besoin d'autorisation préalable pour traiter des questions sociales, sont très-nombreuses en oct., nov. et déc. Elles se tiennent surtout à la salle Molière (Quartier Ménilmontant), à la Redoute (rue J.-J. Rousseau), au Pré aux Clercs (rue du Bac); à la Reine-Blanche (Boulevard Clichy); au Vaux-hall (Quartier du Temple). Les orateurs socialistes et révolutionnaires qui attaquent le capital le tyran des salariés, la propriété, les impôts, surtout les octrois, le mariage avec ou sans divorce, les bases de la morale et de la religion, qui prétendent renouveler radicalement l'instruction et l'éducation, sont les plus écoutés: Raoul Rigault, Abel Peyrouton, Napoléon Gaillard, le menuisier Pindy de l'Internationale. Les mutuellistes Longuet, Briosne, Langlois, parlent en disciples de Prudhon. L'économiste hongrois Horn, fait trop de concession aux socialistes. Les économistes Joseph Garnier, Courcelle Cernuschi, un des triumvirs de la révolution romaine en 1848, vien-

nent discuter avec eux. Ed. Laboulaye et J. Simon sont écoutés sur un projet de Société coopérative entre les ouvriers maçons, à la salle du Vieux-Chêne, rue Mouffetard; mais on refuse d'y entendre Darimon, qui ne vote plus avec l'opposition radicale. Plusieurs poursuites pour violation de la loi; des condamnations en déc. et en janv. 1869. — Séjour de la cour à Compiègne (novembre-décembre) avec quatre séries d'invités, restant chacune environ quatre semaines. Chaque fois, des chasses, auxquelles prennent part des étrangers de distinction. — Deux ministres sont changés (17 décembre). Le marquis de Moustier, très-gravement malade au plus vif du conflit entre la Grèce et la Turquie, est remplacé aux affaires étrangères par le marquis de la Valette, dont le beau-fils est gendre du ministre d'Etat; à l'Intérieur, Pinard a pour successeur le ministre des travaux publics, de Forcade; il refuse d'être sénateur, redevient simple avocat. Pour la première fois depuis 1852 un député devient ministre; les travaux publics sont donnés à Greslier, qui s'est montré impartial et ferme comme rapporteur de la loi sur l'armée et de la loi sur le dernier emprunt. — Le dernier décret préparé par de Forcade comme ministre du commerce (17 décembre) a trait aux acquits à caution; les tissus de coton écrus, admis temporairement en franchise de droits pour être teints ou imprimés, devront, comme on l'a décrété pour les fers, être réexportés dans un délai de quatre mois. Il a publié le rapport sur l'enquête agricole, œuvre d'une commission supérieure qui a centralisé les travaux de vingt-huit commissions départementales. Une société des agriculteurs de France, qui date du mois de mars, en décembre compte déjà mille sept cent quatre-vingts membres. — Au 31 décembre, l'impôt indirect a rendu un milliard deux cent quatre-vingt-six millions, vingt millions au-dessus des évaluations du budget (sans

compter les restants d'exercice); mais on est loin des excédants fournis par les années 1862, 1863, 1865. — Le ministre Duruy, par un rapport sur l'état matériel misérable et les lacunes de l'enseignement supérieur, fait un appel à l'opinion, comme par ses rapports antérieurs sur l'enseignement primaire et secondaire (novembre) : l'Allemagne est le modèle proposé. Non-seulement des évêques, mais le pape (25 novembre) signalent l'habileté perfide du ministre contre la religion, au sujet de l'enseignement laïque des filles. — A propos du futur concile au Vatican, l'*Univers* (L. Vuilliot) attaque le doyen de la Sorbonne, Mgr de Sura, qui est résolu à y réclamer la liberté des délibérations et des votes (novembre). — Le P. Hyacinthe, carme déchaussé, prédicateur en renom, condamne la vieille organisation du catholicisme en Europe (novembre). — L'Algérie, qui souffre cruellement depuis deux ans de la sécheresse, d'invasions de sauterelles, du manque de récoltes et de fourrages, d'épidémies atteignant les hommes et les animaux, est l'objet d'abondants crédits supplémentaires et de souscriptions; on y organise des chantiers de travail, des orphelins; émulation, quelquefois désaccord à ce sujet entre les pouvoirs militaire ou civil et le pouvoir religieux; les prêts faits par la Société générale algérienne, pour les grands travaux d'irrigation, sont encore peu considérables. Les vivacités de la presse locale sont réprimées toujours administrativement, car la loi du 11 mai n'est pas appliquée à l'Algérie. L'organisation municipale est portée dans les territoires militaires (arrêté du 20 mai); les adjoints indigènes reçoivent des pouvoirs étendus dans les communes où la population musulmane est nombreuse (décret du 18 août); les attributions des conseils municipaux, celles des préfets et des conseils de préfecture sont mieux définies (décret du 19 déc.). La direction donnée par le gouvernement à la colonisation européenne

est l'objet de violentes controverses au Corps législatif. A l'Ouest, la rébellion après la mort de Si-Hamza (nov.) a encore deux chefs sérieux son frère Si-Caddour, son oncle Si-Lala. — Dans toutes les colonies, les plaintes, les insinuations et suspicions contre l'administration valent à la presse les rigueurs administratives. Un décret du 25 avril sanctionne enfin le vote du conseil général de la Guadeloupe du 11 déc. 1867, qui portait suspension de certains droits de douane, ce qui est conforme au sénatus-consulte du 4 juillet 1866. A la Martinique, est achevé (janvier) le bassin de radoub de Fort de France; production sucrière abondante. A la Réunion, tous les fléaux, crise agricole, industrielle, financière; imprudences du directeur de l'intérieur au milieu des attaques des journaux libéraux ou démocratiques contre les écoles et ateliers qu'entretiennent les congrégations religieuses; un commencement de désordre à Saint-Denis le 29 novembre, suivi d'une manifestation le 1^{er} décembre, aboutit, le 2, à une répression sanglante; l'état de siège pour plusieurs mois. — En Cochinchine bonnes relations avec le roi de Cambodge et avec le sultan d'Huê Tuduc. Un poste français surpris par une bande d'Annamites (15 juin) perd plusieurs hommes; massacre de chrétiens indigènes dans le voisinage de deux forts français Chou-Thang et Thi-Tvng (9-10 juillet). — Après deux ans d'exploration scientifique dans la partie supérieure du Meinam-Kong ou Cambodge et une partie de la Chine occidentale, arrivent à Shang-hai (juin) les compagnons du capitaine de frégate Lagrée, mort le 12 mars, à vingt-cinq jours de marche du Yang-Tse-Kiang. — A Taïti, violence du commissaire impérial envers un fonctionnaire de la colonie qui lui fait de l'opposition (2 juillet). — Mort d'Athanase Coquerel, président du conseil presbytéral de l'église réformée (janvier); du savant physicien Léon

Foucault, âgé seulement de 49 ans (février); du conseiller d'Etat, vicomte de Cormenin, l'antagoniste des dotations des princes sous le roi Louis-Philippe, le peintre des *orateurs* des Chambres (mai); du poète Viennet, âgé de 91 ans (juillet), qui a toujours ajouté à ses *épîtres* et à ses *ables*, satires politiques. Meurent à Paris, le compositeur Rossini (13 nov.), l'auteur de *Guillaume Tell* et du *Barbier de Séville*; le baron James Meyer de Rothschild (15 nov.), né à Francfort, la première puissance financière du monde, tous deux âgés de 76 ans.

Haïti. — Dans la république haïtienne, guerre civile non interrompue. Les insurgés Cacos sont très-dangereux pour le général Salnave. Par ses ordres, beaucoup de villes sont pillées, ou bombardées. Un de ses compétiteurs, Nissage-Saget, dispose d'une partie du sud; un autre, Dominguez, d'une partie du nord. — La République dominicaine flotte entre le général Cabral et Baex. Un troisième, le général Ugando prétend aussi au pouvoir par les armes.

Hollande. — Trois ministres sont changés, en janvier. De nouvelles élections (fév.) n'assurent pas au cabinet la majorité dans la seconde Chambre. On lui reproche sa conduite dans les questions du Limbourg et du Luxembourg. Le budget des affaires étrangères étant rejeté le 28 avril, il se retire. M. Van Reen ne parvient pas à en former un autre. M. de Thorbecke reprend la direction des affaires (8 juin). Nouvelle session ouverte le 21 septembre. L'accroissement des dépenses en vue de la défense du pays depuis 1866, est une des préoccupations budgétaires. Le règlement de la navigation du Rhin avec les puissances riveraines, n'amène pas de nouvelles complications. L'impôt sur les égouts est mal accueilli à Rotterdam; la police municipale ne suffit pas à y répri-

mer une émeute (31 oct.). Tout traité d'alliance avec la France et la Belgique est nié officiellement dans la seconde Chambre (26 nov.).

Italie et Rome. — Le nouveau ministère Menabrea n'est constitué que dans les premiers jours de janvier: sur le refus du comte Ponza di San-Martino chef du groupe piémontais important appelé la *Permanente*, le Piémontais Cadorna sénateur, ancien ministre de l'instruction publique sous Cavour, devient ministre de l'intérieur; le Florentin Cambray-Digny reste aux finances. L'ancien ministre de l'intérieur Gualterio devient ministre de la maison du roi; poste non politique. — Fiançailles du prince héritier Humbert (janv.), avec la fille du feu duc de Gênes, Marguerite, à laquelle les Chambres votent une dot. Par ressentiment de Mentana, quelques désordres à Padoue (janv.); à Bologne (mars) où on veut fêter les deux Joseph, Garibaldi et Mazzini. Cérémonie nationale de l'inhumation à Venise des corps de Daniel Manin, de sa femme, de sa fille, rapportés de France (21-23 mars). Fêtes du mariage à Turin 22 avril, puis à Florence: le prince royal de Prusse, un des vainqueurs de Sadowa, y est bien accueilli; les époux Humbert et Marguerite parcourent l'Allemagne, puis l'Italie. — Le gouvernement et les Chambres s'irritent des démonstrations des ministres et députés de l'Espagne, en faveur du pouvoir temporel du pape. — Le partage de la dette romaine que l'Italie aurait voulu ne plus payer depuis la seconde occupation de Rome par la France, est l'objet d'un protocole final entre la France et l'Italie (31 juillet). — Le déficit, accusé plus considérable dans le budget de chaque année sans compter les charges antérieures, nécessite de nouveaux impôts et des expédients financiers qu'examinent sérieusement les Chambres sans récriminations trop violentes.

tes contre la présence des troupes françaises autour de Rome. Le général La Marmora produit à la tribune (21 juillet) une note prussienne du 17 juin 1866 qui ranime les débats politiques. On admet le principe de l'impôt sur la mouture; on taxe les rentes, même celles qui sont placées à l'étranger; on augmente les droits de timbre et d'enregistrement, et l'impôt foncier; 230 millions, qui sont nécessaires, pourront être obtenus presque immédiatement d'une compagnie autorisée à prendre à ferme les tabacs; la circulation des billets de banque est limitée à 750 millions, on voudrait arriver à en supprimer le cours forcé; il y aura pour quelques millions des billets de banque de 5 fr. et même de 1 fr.; loi sur les chemins vicinaux qui deviendront charge obligatoire pour les communes et les provinces moyennant une subvention de l'Etat; vote d'une nouvelle convention, relative aux chemins de fer calabro-siciliens. Le président des députés Lanza, qui a combattu le projet de convention sur les tabacs, quand il est voté (8 août) se démet de la présidence. — Discussion moins longue au Sénat. La session est close le 31 août. — Le procureur du roi à Ravenne est assassiné (juin). — Convention (14 juillet) avec l'Autriche qui rend des objets d'art et manuscrits dépendant des musées de la Vénétie. — Une loi votée le 15 juillet restitue leurs biens, sous forme de rente, à deux princesses de la maison de Bourbon, mariées dans la maison d'Autriche. — Le sequestre est levé (25 sept.) sur les biens allodiaux de l'ex-duc de Modène, François V. — Le gouvernement pontifical travaille à constituer son armée, de 14 à 16 000 hommes, dont 8000 Italiens. Des camps d'exercice; matériel considérable de fusils et de canons, des plus récents modèles, par des dons de comités catholiques. Le duc de St-Pierre produit abondamment. Inauguration du canal d'Ostie (mai). Nouveau

tarif de douanes (nov.); abaissement des droits d'entrée et de consommation. — C'est à la suite de la découverte faite par le gouvernement italien (août), d'une association formée pour la vendetta de Mentana que Garibaldi donne sa démission de député. Il sera réélu à la fin de décembre, en Sardaigne. — Congrès de sociétés ouvrières d'Italie à Gènes; puis à Turin (oct.). — A Rome se termine (29 septembre) le procès de garibaldiens pour projet d'insurrection, d'incendie et de dévastation d'un édifice, dont l'explosion a causé la mort de plusieurs soldats. Nombreuses condamnations, dont deux à mort: Monti et Tognetti sont exécutés le 24 novembre. — En Italie, changement du ministre de l'intérieur; au lieu de Cadorna, Cantelli (sept.). Excès scandaleux de la petite presse qui ne ménage pas le roi et la monarchie, surtout après la révolution de septembre en Espagne. Tout le pays de Naples est agité, meeting de députés de la gauche, proclamations clandestines adressées même à l'armée; comité révolutionnaire à Palerme. Énergie du général Escoffier dans les Romagnes. Quelques démonstrations pour l'anniversaire de Mentana (3 nov.). Nouvelle saisie à Gènes du journal de Mazzini qui est retiré à Lugano. — Les Chambres rentrant en session le jour de l'exécution de Monti et Tognetti, l'opinion publique s'enflamme aussitôt; à la tribune des députés, violence extrême de langage, non-seulement contre Rome mais contre la France; un ordre du jour, le 25, exprime la réprobation de la Chambre et du ministère; une loi, votée le 1^{er} décembre, étend les droits civils et politiques à tous les Italiens qui ne sont pas partie du royaume. Souscriptions à 5 c. pour les familles des deux suppliciés; en quelques jours, elle donne 60 000 francs. Le prince Humbert et la princesse Marguerite sont alors à Naples, puis à Palerme. Réformes apportées au règlement de la Cham-

bre des députés : la vérification des élections, et la discussion préparatoire des projets de loi, se feront en comité général et à huis clos. On cherche des économies dans la réforme de l'administration centrale : le tiers-parti et l'élément lombard voudraient, au lieu de sous-préfets, des délégations locales. Les députés, en comité, approuvent le projet ministériel qui retirerait aux jeunes gens se destinant au sacerdoce le bénéfice de l'exemption militaire. Comme il y a eu à Rome deux nouvelles condamnations politiques à mort (Ajani et Luzzi) que le gouvernement italien n'a pu empêcher, le 27 déc. une commission, à propos du bilan provisoire du 1^{er} trimestre de 1869, dont le vote est indispensable, demande qu'on suspende le paiement des intérêts de la dette pontificale (Calrolì rapporteur). Le chef du cabinet soutenu par Minghetti, combattu par Ratazzi, fait voter contre cet amendement le 21. — Eruptions de l'Etna (27 nov., 8 déc.) ; et un peu après, du Vésuve. — Mort à Rome (mai) du cardinal d'Andrea, qui avait été un instant populaire en Italie ; du savant Manteucci, ancien ministre (juin) ; du député Cordova (16 sept.) qui avait été rapporteur de la commission d'enquête sur le cours forcé du papier.

Mexique. — Le gouvernement de Juarez reconnu par les Etats-Unis et par la Suisse ne parvient pas à dominer les partis. Des révoltes sur plusieurs points ; de l'opposition même dans le congrès. Le parti clérical se rattache à Santa-Anna réfugié à Cuba, puis (oct.) à St-Thomas. Marquez qui a échappé à l'exécution du 19 juin 1867 et Zuloaga, réfugiés à la Havane, ont aussi des partisans. Il y a des mouvements militaires en faveur d'Ortega et des généraux juaristes, Negrete, Diaz. Beaucoup d'arrestations, mais il n'y a plus de représailles sanguinaires comme celles de Queretaro

contre lesquelles on proteste en célébrant l'anniversaire à Mexico (19 juin). — Escobedo est le lieutenant le plus fidèle du président contre toute rébellion, autour de Queretaro et dans l'Etat de Tamaulipas. Fréquents changements de ministres. — Au volcan d'Intachualt, voisin du Popocatepetl, s'ouvre un nouveau cratère (août). Tremblement de terre (20 déc.) à Colima et à Manzanillo.

Portugal. — Le nouveau régime administratif, la mise en pratique des nouveaux impôts votés en 1867, le manque de travail, et la rareté des subsistances, causent des mécontentements et des désordres, au milieu desquels les Cortès, ouvertes le 3 janvier, presque aussitôt, le 14, sont dissoutes ; un décret retire les lois sur les nouveaux impôts. Le comte de Peniche et son fils, les deux frères Goulart Silveira, comme fauteurs des troubles, sont l'objet de procès politiques. A peine le ministère d'Avila a-t-il obtenu des Chambres (mai) un bill d'indemnité, qu'il fait place (juillet) à un cabinet de Loulé. Le comte d'Avila revient à la direction des affaires, puis presque aussitôt Sa-da-Bandeira. Les députés rejettent une convention préparée par le cabinet avec la compagnie du chemin de fer du sud-est, votent le projet de désamortissement des biens ecclésiastiques, auquel il était contraire, font une loi qu'il demandait pour la réduction du personnel et du matériel dans les divers ministères, afin de diminuer les charges du Trésor. Les Chambres sont closes le 29 août. — Négociation difficile d'un emprunt sur les places d'Angleterre et de France. — Pas de sympathie pour l'union Ibérique, pas même après la révolution de septembre en Espagne ; démonstrations anti-espagnoles le jour anniversaire de la restauration de l'Indépendance en 1840 (3 déc.). — Le massacre de plus de cinq cents Portugais par les sauvages dans la ré-

gion du Zambèze (oct.) nécessite un envoi de troupes.

Rome. — La bulle *Æterni Patris* datée du 29 juin, fête de saint Pierre et saint Paul, convoque un concile général au Vatican pour le 8 déc. 1869; les princes ou leurs ambassadeurs n'y sont pas appelés comme au seizième siècle; les représentants des communautés chrétiennes non catholiques qui y sont invités (13 octobre), ou ne répondront pas ou refuseront, comme fait aussitôt le patriarche de Constantinople.

Russie. — Désolation des gouvernements du nord, de la Finlande et de la région de la mer Blanche, par la famine, par le typhus; disette même au centre de l'empire: l'ivrognerie contribue à la mortalité. — Le nouveau gouverneur-général des provinces du nord-ouest Petapof, hetman des cosaques, ne vaut pas mieux que Mourawieff, qu'il assistait en 1863: nobles, catholiques, habitants des villes, tous ceux qui parlent polonais lui sont suspects; cette langue est interdite dans tout lieu public ou privé (ciroul. du 22 mars et du 21 juillet). Un ukase du 12 mars supprime pour les dix gouvernements du pays Vistulien les derniers vestiges de l'administration spéciale du royaume instituée en 1815. Il ne reste au comte de Berg que le commandement des troupes de la circonscription de Varsovie. Les membres du comité constituant de Varsovie, qui ont travaillé à anéantir la Pologne, Milutine, le prince Tcherkaskoy, Solowieff, en reçoivent encore des dépouilles en terres, des villages confisqués (avril). Ils sont du jeune parti Russe, qui veut la russification à tout prix, le nivellement social, un czar démocrate, une politique d'action au dehors. — Cette politique d'action, contenue par les autres puissances, ne s'étend pas autant qu'elle veut, à l'égard des Roumains, des Bulgares, des Crétois, des Slaves de l'empire Turc ou

de l'Autriche. De deux journaux ultrapanславistes, le *Moscovite*, et la *Moskova*, l'un est supprimé (25 février), l'autre suspendu pour six mois (nov.): la *Moskova* demandait la liberté de conscience, signalait l'infériorité morale de l'église orthodoxe russe et les progrès de la secte anti-sociale du nihilisme. Rigueurs administratives fréquentes contre la presse. Poursuites judiciaires dans les cas de mariage mixte. Le prétendu synode catholique, qui siège à Saint-Petersbourg, est un instrument de persécution contre les évêques polonais. En Pologne la langue russe est imposée pour l'enseignement même dans les écoles allemandes, et pour les prières même des luthériens (avril-septembre). La *Gazette de Moscou*, de M. Katkoff, est l'organe le plus autorisé de toute cette politique d'unification russe. — Adoption tardive de modèles de fusils se chargeant par la culasse. — On prépare, après enquête, une révision des tarifs de douanes de 1857. — Campagne heureuse en Boukharie (mai), du général de Kaufmann, autour de Samarcande, qu'on occupe et qui n'est rendue que moyennant un tribut annuel et un traité de commerce très-avantageux.

Suisse. — Dans le canton de Berne un vote populaire (26 janvier) accueille une demande de révision de la Constitution fédérale. — Genève, où s'est tenu en 1867 non-seulement le Congrès de la Paix et de la Liberté mais celui de l'Association internationale des travailleurs, souffre de l'intervention de commissaires d'action désignés par le comité central de cette Association, dans un conflit prolongé (janvier-avril) entre les ouvriers et les patrons en bâtiment. Les trois commissaires, au nom de la solidarité et de l'égalité, invitent les autres corps de métiers à s'unir aux ouvriers en bâtiment. — Pour le renouvellement du grand conseil (nov.), les radicaux, parti Fazy, ne l'emportent

que dans les élections de la rive gauche, non sans tumulte et protestation. Le grand conseil s'est plaint de ce que le pape sans consulter l'autorité civile a conféré au curé de la ville le titre d'évêque. — Le saint-siège réclame sans succès auprès du conseil fédéral contre la suppression d'un couvent dans l'Argovie. — Dans le canton de Berne, les congrégations religieuses sont menacées de n'être plus libres d'enseigner. — Dans celui de Zurich, résolutions pour rendre obligatoire le mariage civil, adoptées par une assemblée constituante (juillet). — Le débordement des cours d'eau venant des Alpes, et la crue violente des lacs causent des pertes d'hommes et de biens (fin de sept.; début d'octobre), plus considérables qu'en 1834. Sur 14 millions de dommages, 8 incombent aux particuliers. Mesures de secours promptes et efficaces. — L'emprunt conclu en 1869 pour le renouvellement de l'armement y est employé avec activité.

Turquie et Grèce. — Dès le début de l'année le parti de la grande Serbie qui songe peut-être à faire roi le prince de Roumanie Charles de Hohenzollern, ayant pour lui beaucoup de journaux, produit des agitations, des armements, des provocations à la révolte ou à la guerre contre l'autorité ou la suzeraineté de la Porte en Serbie, en Roumanie, en Bulgarie, en Bosnie, en Herzégovine, dans le Monténégro auquel les Turcs n'accordent pas de port sur l'Adriatique, dans la Serbie autrichienne. Le ministère Roumain, dont le chef nominal est Etienne Golesco chargé des affaires étrangères, dont le chef réel est l'ardent Jean Bratiano tour à tour ministre des finances, de l'intérieur, de la guerre, encouragé par les élections générales favorables aux libéraux, même aux démocrates partisans de la guerre dans les deux Chambres (en janvier), présente des projets de loi pour la reconstitution d'une armée

plus nombreuse et pour la défense nationale; des agents sont envoyés en mission extraordinaire à Saint-Petersbourg, Berlin, Vienne. Des bandes de Bulgares armés semblent avoir pour complices les gouvernements roumain et serbe; on croit à des menées russes. L'Autriche, la France, l'Angleterre ne les encouragent pas. Toute l'Europe occidentale réprouve aussi les violences individuelles ou collectives dont les Israélites ne cessent d'être l'objet en Roumanie, et le projet de loi présenté en mars par 31 députés radicaux de Bukarest qui serait, contre cette population, une véritable loi de proscription. La question des Juifs et un conflit avec le Sénat produisent (mal-juin) un changement de ministres, mais Jean Bratiano rentre presque aussitôt aux affaires (milieu de juin). La loi sur l'armée alors promulguée doit donner en temps de paix 87 000 hommes, en temps de guerre 174 000. — A ce moment le prince de Serbie, Michel Obrenovitch, qui, bien vu des Russes, travaillait activement à accroître ses forces militaires, est assassiné en plein jour près de Belgrade dans le parc de Topchideré (10 juin). Un gouvernement provisoire de trois membres et la municipalité de Belgrade prennent l'initiative de la proclamation du neveu de Michel, Milano âgé de quatorze ans amené aussitôt de Paris, que la Skuptchina reconnaît le 2 juillet; trois régents sont nommés, dont Ristitch du parti de la grande Serbie. Les gouvernements européens n'interviennent pas; la Turquie laisse faire et confirme le choix des Serbes (fin de juillet). Quatorze des meurtriers et de leurs complices, rapidement jugés, sont exécutés le 28 juillet. L'instigateur du crime, un compétiteur des Obrenovitch, Alexandre Kara Géorgewitch, alors en Hongrie, est l'objet de poursuites qui ne peuvent pas encore avoir d'effet. La Constitution réformée va être rendue démocratique (déc.); le sénat aura beaucoup moins

de pouvoir. — L'insurrection Crétoise, dont le succès était désiré dans la région du Danube, se continue sans espoir quoiqu'il y ait toute l'année encore des luttes partielles par le concours de révolutionnaires cosmopolites et des volontaires grecs. Les comités d'Athènes et de Syra s'opposent tant qu'ils peuvent au rapatriement des familles qui avaient quitté l'île. A Athènes le parti de la guerre est sur le point de faire admettre dans le parlement trois députés de la nation crétoise; la Turquie menace de rompre (30 avril); l'Angleterre et la France (9-11 mai) retiennent la Grèce. Le cabinet grec se décide à ne pas céder à la pression de ce parti (juillet). Constantin est le nom donné au premier fils du roi Georges (2 août). — L'incident du 18 juillet à Petrochany, où deux bandes de Bulgares armés tentent de passer de la rive roumaine de Giurgievo à Sistova sur la rive bulgare bien gardée par Midhat-Pacha, est l'occasion de plaintes vives contre la Roumanie adressées par Fuad-Pacha, ministre des affaires étrangères à toutes les puissances signataires du traité de 1856; l'Autriche et la France s'en émeuvent, ainsi que de transports d'armes clandestins. Le grand visir Aali-Pacha ayant écrit le 10 sept. au prince Charles, ce n'est pas ce prince, mais son ministre qui le 16 octobre répond à Savfet-Pacha alors ministre des affaires étrangères, sur un ton qui justifierait l'occupation militaire de la Roumanie par les Turcs. La Porte promet alors quelques satisfactions aux Bulgares pour leur église orthodoxe, pour leurs écoles. La propagande russe panslaviste est très-active en Bulgarie, en Serbie, en même temps qu'un colonel prussien Krentski travaille à organiser l'armée roumaine. Les journaux officieux de l'Allemagne du nord condamnent toute cette agitation, que la France désapprouve hautement, dont font foi les pièces diplomatiques publiées par le *Livre-rouge* Austro-Hongrois (nov.) La

Hongrie ne veut pas contribuer à réaliser le rêve formé à Bukarest d'un grand empire Daco-Roumain. Jean Brătianu (28 nov.) quitte le ministère; mais ses partisans restent tout-puissants dans les deux Chambres, le ton des ministres est à peu près changé, et dans une réunion populaire (28 déc.) il demande encore le prompt armement de la nation, appelant les Serbes, les Roumains, les Grecs autour du « petit-fils de Frédéric le Grand. » — La Grèce est plus turbulente encore que la Roumanie. Le ministre des affaires étrangères (11 nov.) prétend que l'opinion réclame l'incorporation de la Crète au royaume. A Athènes même (20 nov.) des centaines de volontaires avec Petropolaki, partant pour la Crète, bravent l'ambassadeur ottoman. La Porte paraît résolue à se faire justice elle-même immédiatement sans demander aucun avis (2 déc.) et en rappelant son ambassadeur d'Athènes. Hobart-Pacha, sous-amiral, donne la chasse aux vaisseaux grecs surtout l'*Enosis* qu'il menacera de saisir de force (14 déc.) devant le port de Syra. Le ministre russe général Ignatieff décide alors les ministres français et anglais, Bourée et Elliot, moins disposés à soutenir l'incartade de la Grèce (5 déc.), à obtenir en commun que la Porte se contente d'abord d'adresser à la Grèce un ultimatum. Cet ultimatum daté du 11 est rejeté par la Grèce; les Grecs n'auront que quinze jours pour évacuer tout le territoire de l'empire. A Athènes, à Corfou, à Syra, quoique l'argent manque, démonstrations auxquelles s'associent la Chambre, le cabinet et le roi pour la guerre, que les grandes puissances veulent empêcher. La France et la Prusse invitent dès le 20 et le 21 les autres puissances signataires du traité de 1856, à se concerter pour une action diplomatique commune, que l'Angleterre voulait avec raison limiter aux trois puissances protectrices de la Grèce. Le 29, elles sont d'accord pour qu'une conférence réale à

Paris en janvier traite exclusivement de ce conflit entre la Turquie et la Grèce; la Grèce n'y sera admise qu'avec voix consultative. Les ressources des Crétois rebelles et des volontaires qui les soutiennent sont à l'extrémité (fin de déc.). La Porte peut craindre quelque soulèvement de ses provinces d'Europe; mesures de surveillance militaire. — A Constantinople dans les hautes régions du gouvernement, quelques changements importants : Fuad-Pacha malade n'a plus que le titre de ministre des affaires étrangères (sept.), il voyage en Europe; on attend d'importantes réformes surtout concernant les wakoufs ou biens des mosquées, du conseil d'Etat composé partie de musulmans, partie de chrétiens, en exercice depuis le 10 mai sous la présidence de Midhat-Pacha; une autre institution nouvelle a pour objet le contrôle général des finances (juillet), elle est organisée par un arménien; un lycée pour les enfants des deux religions, avec des maîtres en partie français, fonctionne à Galata-Seraf depuis septembre; les journaux d'esprit européen, français ou anglais, se multiplient; la jeune Turquie se plaint surtout du mauvais emploi fait des emprunts contractés en Europe; la décadence financière de l'empire est signalée dans un discours de lord Stanley du 13 novembre. — Le droit pour les étrangers d'y acquérir des immeubles est l'objet de conventions avec plusieurs puissances. — L'interdiction du passage des détroits des Dardanelles et du Bosphore pour les bâtiments de guerre, contre laquelle réclament les Etats-Unis (juillet), est maintenue (oct.). — La coupole du Saint-Sépulcre est achevée par la Porte, la France, la Russie à frais communs. — Entente avec les puissances qui ont concouru en 1862 à l'organisation administrative du Liban pour limiter les pouvoirs du nouveau chef de la montagne à dix ans (juillet). — Le khédive d'Egypte, très-dévoué au sultan, dont le fils

aîné par suite d'un firman impérial a été reconnu au Caire (4 août) comme héritier du trône, inaugure (8 sept.), la section de la voie ferrée d'Alexandrie à Suez, qui passe par Zagazig. Il négocie avec la France et l'Angleterre pour la réforme de la juridiction qui régit les étrangers. Il conclut un emprunt de 277 millions de francs. — Différends de Tunis avec la France, l'Angleterre, l'Italie au sujet du règlement des intérêts de deux emprunts qui sont placés surtout dans ces pays.

Questions internationales.

— La Grèce adhère à la convention monétaire du 23 déc. 1865 commune à la France, à la Belgique, à l'Italie, à la Suisse. — Conférence à La Haye (13-21 août) entre la France, l'Angleterre, les Pays-Bas, la Belgique signataires de la convention du 8 nov. 1864, au sujet des droits sur les sucres, et la Prusse qui y avait été étrangère; on n'y prend qu'une résolution provisoire. — Conférence Internationale des chemins de fer à Saint-Petersbourg pour étudier les questions relatives au développement du trafic direct entre les lignes russes et les voies ferrées allemandes, belges et françaises (nov.). — Dans la même ville conférence internationale des gouvernements pour interdire l'usage des balles explosibles (oct.-nov.). — La convention internationale du 22 août 1864 pour les secours aux blessés est étendue aux armées de mer (20 oct. 1868). — La ligue internationale et permanente de la Paix tient séance à Paris (8 juin). — A Bruxelles, troisième congrès de l'Association internationale des travailleurs (6-13 sept.), sous la présidence de Dupont, délégué pour la France par le conseil général de l'association qui siège à Londres; Murat, Français, est vice-président. Les sections de Paris, Lyon, Rouen ont chacune leurs délégués spéciaux. Deux Belges, deux Allemands, trois Français, dont Tolain, composent la commission dont le rapport conclut

à l'absorption, dans tout pays, au nom de la collectivité, 1° des mines houillères et des chemins de fer, 2° de la propriété agricole, 3° des canaux, des routes, des lignes télégraphiques, 4° des forêts. On provoque l'extension des Trades-Unions et des sociétés de résistance avec des cotisations régulières, qui permettent de prolonger et d'universaliser les grèves, d'être maîtres du taux des salaires et du prix des marchandises; et l'affiliation, dans ce but, aux sociétés démocratiques ouvrières qui se sont réunies à Hambourg, Nuremberg, Gènes; on ne veut plus ni gouvernements, ni armées, ni religions; on déclare inutile la ligue de la Paix et de la Liberté. — Cette autre ligue internationale tient son congrès à Berne (22-26 sept); les notabilités les plus saillantes de la démocratie européenne n'y viennent pas; Chaudey, Barni sont les principaux rapporteurs; on y condamne tout culte officiel; on y préconise la fédération des Etats de l'Europe avec la forme républicaine; six nationalités sur onze y votent le maintien de la propriété individuelle condamnée au congrès de Bruxelles : de là, la démission des communistes Bakounine, Russe de la section des nihilistes, Jaclar, Albert Richard ouvrier français. Dans la cinquième et dernière séance plusieurs femmes parlent sur le principe de l'égalité des droits. — Du 13 au 15 août, tremblement de terre et soulèvement d'une montagne d'eau presque en même temps sur toute la côte américaine depuis la Californie jusqu'au Chili, en Australie, aux Iles Sandwich qui avaient eu déjà un tremblement de terre désastreux du 2 au 8 avril. Pertes considérables d'hommes et de biens.

1869.

Afghanistan et Perse. — Des Anglais se trouvent enveloppés dans la guerre nouvelle de l'Afghanistan (février). — Ce sont 40 000

Persans qui forment l'armée de l'ancien émir de Caboul, menaçant Hérat (avril). — A Teheran, conflit sanglant entre plusieurs sectes religieuses : trois cents personnes sont tuées ou blessées, cinq cents sont arrêtées (24 avril).

Allemagne et Prusse. — La session des Chambres prussiennes continue jusqu'au 6 mars. On est peu zélé, peu nombreux pour y prendre part aux votes, surtout dans la Chambre des Seigneurs. Pour combler en partie le déficit du budget de 1869, le gouvernement veut disposer d'actions dont il est possesseur depuis le traité du 15 août 1866 avec la société du chemin de fer de Cologne à Minden. Ce traité qui alors (en 1865) ne fut pas soumis comme il aurait dû l'être à la ratification de la Chambre, est l'objet, sur la demande du ministre des finances, d'un vote favorable des députés (16 janvier). Un projet de loi relatif au remaniement des circonscriptions électorales formées pour composer la seconde Chambre donne lieu à comparer le mode d'élection indirecte et censitaire pratiqué dans ce cas et l'usage du suffrage universel direct adopté pour la composition du Reichstag fédéral du nord (28 janv.) : le projet après un premier vote défavorable est retiré par le gouvernement. Le 29, il obtient par 256 voix contre 70 la mise sous sequestre de la fortune de l'ex-roi de Hanovre auquel, d'après M. Waldeck chef de l'extrême gauche, on a eu tort de donner tant de millions comme compensation des domaines qui après la révolution (sic) de 1866, n'étaient pas sa propriété mais celle de l'État. Vote analogue le 30, à l'égard des biens de l'électeur de Hesse, pour complots contre la Prusse. Le chancelier défend les deux projets, même à la Chambre des Seigneurs qui votent le 13 février. Le règlement de compte avec la ville de Francfort, tel qu'il est voté le 1^{er} mars par les députés, n'est guère équitable; le roi, sur sa

cassette, a ajouté 1 million à 2 millions de florins. Un vote du 3 mars enterre l'interpellation Lowe au sujet de la convention de cartel conclue avec la Russie le 4 août 1857, qui expire le 4 octobre de cette année, et dont l'abandon profiterait cependant aux provinces orientales de la Prusse pour leurs intérêts de commerce et les communications avec leurs voisins. Abolition de la contrainte par corps (vote du 6 mars). La réorganisation de la constitution des cercles est ajournée. D'après un vote de février, le principe de la gratuité de l'enseignement primaire n'est maintenu que pour les écoles de l'Etat, qui sont de beaucoup les moins nombreuses. — Le conseil fédéral du Nord est ouvert le 15 février, le Reichstag depuis le 4 mars. Le chancelier livre peu de pièces diplomatiques. On vote des traités de poste conclus avec plusieurs Etats étrangers; on vote une loi électorale commune à tous les confédérés avec un amendement qui interdit le vote aux soldats seulement pendant le temps qu'ils sont sous les drapeaux; on admet une proposition Lasker pour que les membres du Reichstag ne soient pas poursuivis à cause de leurs discours ou leurs votes; une proposition Waldeck pour qu'ils aient des indemnités est rejetée en 3^e lecture; le projet d'instituer un cabinet fédéral avec cinq ministres également responsables, présenté par MM. Twetten et Munster, est combattu par le chancelier (16 avril) qui veut bien seulement des ministres spéciaux, ce qui est voté sur la proposition de Lasker. On adopte, le 3 juin, la convention du 25 mai conclue entre Bade et la Prusse, pour que le temps de service actif dans l'armée fédérale puisse être passé indistinctement par les soldats des deux pays dans l'un ou dans l'autre. Lois fédérales sur la liberté de l'industrie, sur la saisie des salaires, sur l'assistance judiciaire, sur les lettres de change; code de commerce; une haute Cour pour juger les affaires de commerce sera établie à Leip-

sig. Diverses propositions de taxes fédérales nouvelles, conséquence du déficit budgétaire des années 1868 et 1869 pour la Prusse, sont repoussées; notamment l'impôt sur les affaires de bourse, la surtaxe sur la drèche, la taxe sur les eaux-de-vie: à cause de cette opposition, à partir du 4 juin les autres lois d'impôts sont retirées de la discussion. — Ces deux assemblées tiennent encore jusqu'au 22 juin, concurremment avec le Parlement douanier ouvert à Berlin au nom du roi par M. Delbrück, le 3 juin, et qui fermera le même jour le 22. Il y a dans ce parlement quelques anti-Prussiens qui osent avouer leur préférence pour une confédération du sud, de Schrenk, de Neurath, etc.; au contraire le Bavaïois Voelk préconise la formation d'un grand empire allemand. Le parti prussien voudrait étendre la compétence de ce Parlement, en la faisant voter non-seulement sur des tarifs douaniers, mais sur des impôts indirects, lesquels sont de la compétence des Chambres de chaque Etat. Irritation du chancelier quand on lui a refusé (16 juin) la taxe sur le pétrole. — Le roi de Prusse depuis le 13 juin visite ses nouvelles provinces, et la partie inférieure de l'Allemagne avec les ministres Bismark et de Roon, l'amiral Adalbert, les grands ducs de Mecklembourg, d'Oldenbourg Schwerin, et le prince Auguste de Wurtemberg; de Brême, où il est bien accueilli, il va inaugurer, le 17, le premier port de guerre allemand, entrepris depuis treize ans, Heppen appelé Williemshafen, dans la baie de Jahde; réception glaciale à Hanovre, meilleure à Osnabruck ancien foyer du nationalverein. On a encore fêté, au début de juin, dans quelques villes du Hanovre, l'anniversaire de la naissance de l'ex-roi George; on y célèbre l'anniversaire de la bataille de Langensalza de 1866. Le 25 juin, quelques-uns des onze Hanovriens accusés de haute trahison devant la

haute Cour, sont condamnés à la prison. Après avoir clos en personne, le 22 juin, les assemblées qui siègent à Berlin, le roi de Prusse reprend sa tournée, s'arrête suivant son habitude, à des villes de bains, parcourt en sept. la Poméranie, où le chancelier Bismark est au repos à Varzin, va le 15 jusqu'à Königsberg. — Un membre du Reichstag (Mende) qui s'est trouvé impliqué dans une scène de désordre à Dusseldorf est mis presque aussitôt en liberté sur la proposition faite au Reichstag (3 mai) par le député Bennigsen; il est condamné à un an de prison (17 juillet). Au bout de plus de deux ans, s'achève le procès engagé contre un député pour un discours prononcé devant ses électeurs à Königsberg le 28 juin 1866 et qu'un journal avait publié; ce député Hoverbeck qui était accusé d'outrages envers le tribunal suprême, est acquitté en première instance (11 sept.); mais le rédacteur du journal est frappé d'une amende. — Dans les États du sud, la lutte continue entre les partis; les gouvernements, sauf celui de Bade, tiennent bon pour l'autonomie surtout dans le grand-duché de Hesse menacé plus immédiatement, sans s'écarter des traités conclus avec la Prusse, sans témoigner ou chercher aucune sympathie à l'étranger. En Wurtemberg plus qu'en Bavière, on est porté à s'unir à la Prusse. Les élections faites en mai pour renouveler la seconde chambre de Munich laissent encore la majorité aux particularistes et aux catholiques nommés par les populations rurales. On s'émeut des traités datés de Munich (6 juillet) qui reconnaissent à la Prusse un droit de co-propriété sur les forteresses fédérales du sud et établissent une commission des forteresses où un plénipotentiaire de Prusse aura voix consultative. Même dans les chambres de Carlsruhe où on est très-favorable à l'affermissement de la Confédération du nord, ni le discours du trône (24 sept.), ni les projets d'adresse (2-5 oct.) ne

proposent l'abandon de l'autonomie. La seconde chambre de Bade admet l'usage du suffrage universel (29 octobre), l'obligation du mariage civil et de registres de l'état civil (27 nov.); en même temps qu'on vote le budget militaire, on prolonge de deux ans la loi du contingent (décembre). A Munich, les progressistes enclins à l'union avec le Nord disputent, emportent presque la nomination du président de la deuxième chambre (29-30 sept.). Elle est dissoute (6 oct.); le gouvernement modifie les circonscriptions électorales pour tâcher de déplacer l'opinion, qui porte trop de ce côté. Le chef du cabinet, prince de Hohenlohe, voyant les ultramontains en majorité, offre sa démission (27 nov.); la confiance que les libéraux ont en lui le maintient au pouvoir, deux autres ministres sont changés. — En Saxe, le roi et les chambres réunies depuis le 30 sept. s'efforcent de se tenir dans les limites des traités : là les progressistes, distincts des nationaux qui sont pour la fusion complète avec la Prusse, osent demander que la Confédération du nord réduise ses dépenses militaires, qu'on aise au désarmement général (3 nov.). Le vote favorable des députés sur ces deux points n'entraîne pas le roi; il déclare, le 13, qu'il ne donnera aucune suite à la motion de désarmement. — Les allées et venues, à travers l'Allemagne du sud, du chancelier de l'empire russe et du chancelier de l'empire austro-hongrois (sept.-octobre) n'ont pas d'effet sensible. — Les chambres prussiennes sont ouvertes le 6 octobre; le discours du trône, plein de confiance dans le maintien de la paix, insiste sur les questions intérieures, sur la nécessité d'augmenter les impôts, le Reichstag n'ayant pas augmenté les recettes de la Confédération de manière à alléger les charges fédérales de la Prusse. Les projets de finances du ministre Von der Heydt, et notamment un emprunt avec lots, étant combattus (26 oct.), il donne sa dé-

mission. Son successeur Kamphausen se met d'accord avec la commission du budget; il fait adopter un nouveau système d'amortissement de la dette, la conversion volontaire de la rente à 4 1/2, de manière à conduire à la consolidation et à l'unification des emprunts d'Etat (déc.). C'est avant ces votes importants qu'on a écarté par 215 voix contre 99, la proposition Virchow tendant à un désarmement général et à la réduction du budget de l'armée. Les chambres prussiennes subissent l'effet de la concurrence législative du Reichstag; l'examen de beaucoup de questions leur est soustrait. — La population danoise du Schleswig-nord ayant persisté à réélire (16 sept.) Krüger et Ahlemann, comme ils refusent toujours de prêter serment à la constitution prussienne, le 17 nov. leur élection est encore annulée. — En Hanovre, à Celle, un monument en mémoire de la bataille de Langensalza, renversé par l'autorité militaire prussienne, est l'occasion d'un incident politique irritant (oct.-déc.). — La Prusse a rappelé de Florence (février) son ministre, le comte d'Ussedom l'auteur de la note de juin 1866 qui a fait scandale en juillet 1868. Le baron de Werther passe de l'ambassade de Vienne à celle de Paris, l'agent militaire de Prusse en Russie va ambassadeur à Vienne. Le prince royal de Prusse est reçu à la cour de Vienne (7 octobre) et ensuite, le 10, à Venise. — Le roi Guillaume et Alexandre II échangent (8-12 déc.) des témoignages de la fraternité des deux peuples et des deux armées qui remonte à 1814. — Dans le grand-duché de Bade où la célébration des fêtes et dimanches est prescrite par ordonnance (fév.), la justice réprime les écarts de l'autorité ecclésiastique à Constance (février). — En Bavière, l'auteur présumé de l'ouvrage *le Pape et le Concile*, le chanoine Doellinger, est un des plus hostiles à l'idée de l'infaillibilité pontificale. Un couvent de domini-

cains est assailli par la foule à Berlin (16 août). Meeting contre les moines à Dresde (sept.). Pétitions à la chambre prussienne contre l'accroissement d'influence des sociétés religieuses (oct.). Un synode extraordinaire de l'Eglise évangélique se tient à Cassel sous les auspices du roi (déc.). — Dans cette même ville à Cassel s'est tenu, en mai, un congrès de l'union allemande des travailleurs. — A Heidelberg (août) un congrès des juristes allemands. — Catastrophe dans une mine à Plauen près de Dresde, où périssent tous les ouvriers, 279 (2-3 août). — Grève prolongée des mineurs de Waldenbourg en Silésie, à l'insurrection des associations ouvrières d'Angleterre (déc.-janv. 1870).

Amérique du Sud et Brésil.

— La guerre contre le président du Paraguay Lopez continue encore toute l'année: quoiqu'il ait perdu sa capitale Assomption, il se retranche dans les montagnes d'Ascurra, emmenant comme conseiller le ministre des Etats-Unis, MacMahon, qui n'est libre de le quitter qu'en juillet. Les Paraguayens se battent pour lui sur le haut Paraguay, et le haut Parana, où se portent les bâtiments cuirassés du Brésil. Les troupes confédérées perdent beaucoup de monde, non-seulement dans les actions de guerre, mais par suite des chaleurs et du choléra qui envahit les villes d'Angostura, Humaita, Assomption, presque vides d'habitants. Les forces brésiliennes n'ont plus pour commandant en chef le marquis de Caxias, élevé à la dignité de duc, mais le gendre de l'empereur, le comte d'Eu, fils aîné du duc de Nemours (avril). Le brésilien Paranhos travaille, au nom des alliés, à organiser au Paraguay un gouvernement provisoire avec lequel on puisse traiter; c'est à Buenos-Ayres qu'est conclue une convention à ce sujet (juin). Plus d'une fois, des milliers de Paraguayens de la population civile,

de gré ou de force, sont transportés au camp des alliés; puis ces captifs, plus ou moins volontaires, sont arrachés aux confédérés. Le comte d'Eu avance toujours; de son quartier général Piraju, relié par un chemin de fer à la capitale Assomption, il pousse avec succès ses opérations militaires, enlevant les postes où Lopez a ses approvisionnements, ses fabriques d'armes, de munitions, de papier-monnaie et ses archives, Ascurra, Peribebury (août), San-Estislao, Caraguaty, Iguatemy, sur la frontière bolivienne, près de forêts habitées par des Indiens sauvages (nov.). Lopez n'occupe plus aucun centre de population; il se sauve avec mille hommes au delà des monts Maracayu. — Le gouvernement provisoire au Paraguay se prononce pour l'abolition de l'esclavage (octobre). — Le Brésil et la confédération argentine s'entendent pour retirer leurs troupes du Paraguay presque complètement, et signent en même temps un traité d'extradition. — A cause de la durée de cette guerre qui semble ne devoir profiter qu'au Brésil, dans la république argentine le président Sarmiento est inquiété par des révoltes de gouverneurs de province. — Dans l'Uruguay, le président Battle réprime l'insurrection du colonel Caraballo (juillet). — Au Brésil les élections parlementaires (mars) ont été favorables au cabinet du parti conservateur; le sénat annule quelques élections. — La Bolivie et l'Equateur ont des révolutions. A la Bolivie, le président Melgarejo après une insurrection et une tentative d'assassinat, prend la dictature et change la constitution (juin). — Tremblements de terre, par divers mouvements, depuis le 28 juillet jusqu'au 24 septembre sur tout le littoral péruvien, moins désastreux qu'en 1868. Les mouvements des 20, 21, 24 septembre ont été précédés d'un tremblement de terre à St-Thomas (Antilles) le 18, et d'ouragans violents dans les régions de

l'Europe occidentale, France, Belgique, Hollande, le 12 et le 13 septembre.

Angleterre. — Le prince et la princesse de Galles font un tour d'Europe; vont jusqu'à Alexandrie, reviennent par Paris (janvier-mai). — Le poste considérable de commissaire en chef de la police de Londres, par la mort de Richard Mayne (décembre 1868) qui avait été nommé en 1829, passe au colonel Henderson (fév.). La session n'ouvre que le 16 février, quand toutes les réélections nécessitées par la formation du cabinet Gladstone sont terminées. — Il y a alors (janvier), en prévision d'une vacance de siège à Manchester, un vote éliminatoire qui se fait au scrutin secret; il profite (23 janvier) à un ancien leader du parti radical et chartiste Ernest Jones qui meurt trois jours après, le 26. Les délégués des associations des ouvriers de Londres pour la réforme électorale se concertent aussi (13 février). La mort d'un représentant de la cité de Londres, Charles Bell (13 fév.) fera arriver un de ses concurrents aux élections générales, qui avait été l'élu de la minorité, L. de Rothschild du parti conservateur. — Avant l'ouverture de la session plusieurs des nouveaux ministres, Gladstone, Lowe, Bright, le lord-lieutenant d'Irlande comte de Spencer, profitent de toutes les occasions pour annoncer le bill d'abolition de l'Eglise établie en Irlande; de leur côté, les évêques protestants d'Irlande font appel à la coopération des laïques en vue de sauver l'église. — L'affaire principale de la session ouverte le 16 février est la discussion de ce bill qui recevra la sanction royale le 26 juillet. — Gladstone espère opérer sans secousses et sans rigueurs inutiles la transformation d'une église d'Etat, qui sur une population de 5 millions et demi en a contre elle 4 millions, en église libre; d'après la loi,

l'église sera séparée de l'Etat, il y aura *disestablishment* à partir du 1^{er} janvier 1871; d'ici là une commission nommée par le parlement aura commencé une enquête au sujet des revenus des paroisses et des donations privées. L'église cessera de posséder, il y aura *disendowment*; toutes les charges actuelles de l'église étant acquittées, après la liquidation faite de l'actif se composant d'argent, de terres, de dîmes, le surplus des biens estimé à environ 185 millions de francs sera mis à la disposition du Trésor pour être employé en œuvres charitables utiles au peuple d'Irlande; l'église s'organisera en vue de vivre libre. Le premier ministre, pendant ces six mois de débats, fait prévaloir ses idées par la sincérité de son langage, et par ses vues généreuses autant que par son éloquence, aux Communes. Pendant la première phase de la discussion du bill (1^{er} mars-1^{er} juin), le prince Arthur parcourt l'Irlande; tumultes sanglants (28 avril) à Londonderry entre des catholiques et des organistes, deux hommes sont tués, plusieurs blessés; le maire de Cork Daniel O'Sullivan parle et se conduit en fénian; il est question (30 avril) de voter contre lui un bill d'incapacité, de l'appeler à la barre. Il se démet; un nouveau maire est élu, 21 mai, non sans désordre. Pour les adversaires du bill, la question agraire est plus que la question d'église l'origine des mécontentements de l'Irlande. Le gouvernement fait espérer un bill prochain sur cette question des fermages. Les meurtres agraires se multiplient; la police constamment menacée se sert de ses armes. — Il y a partout, même à Londres, des meetings pour ou contre le bill. Meeting à Londres d'un grand nombre de lords conservateurs qui lui sont hostiles (5 juin). — Le jour même où les lords commencent la discussion en seconde lecture (14 juin), dans un meeting très-animé à Birmingham,

est lue une lettre du ministre Bright de ton irrespectueux et comminatoire à l'égard de la Chambre haute. Le bill est défendu surtout par les ministres Granville et Clarendon, par Russell et Grey; combattu par Derby, Cairns, Harrowby, Ellenborough, les ducs de Marlborough et de Rutland, et plusieurs évêques dont l'évêque de Peterborough. Le vote en 2^e lecture (19 juin) a lieu à 33 voix de majorité. La discussion en comité met en péril dans le détail chacun des articles; plusieurs sont amendés. — Aussi après le vote en 3^e lecture avec ces amendements (13 juillet), vote suivi d'une protestation de lord Derby et de 48 autres membres, la discussion recommence avec ardeur à la chambre des Communes. Enfin un compromis entre les Chambres surtout au sujet de la disposition de l'excédent des biens liquidés et de la commutation que pourront faire les membres du clergé, c'est-à-dire, de l'échange de leurs droits viagers contre la valeur capitalisée de leurs annuités, préparé par le ministre lord Granville et un des opposants de la Chambre haute, lord Cairns, amène le vote final des Chambres (23 juillet. La reine signe le bill le 26. — Immense meeting des protestants de l'Ulster, près de Clones (14 août), pour témoigner de leur indignation contre le nouveau bill. — Comme le corps gouvernant de l'église anglicane en Irlande va avoir sa charte le constituant en corps indépendant, les membres du clergé et les fidèles se concertent pour faire vivre leur église libre, au moyen de souscriptions volontaires. — De leur côté les évêques catholiques présidés à Maynooth par le cardinal de Cullen (18 août) affirment leurs tendances vers l'autocratie théocratique. — Non-seulement en Irlande mais en Angleterre, démonstrations souvent violentes pour obtenir l'amnistie des fénians. Il y a 40 000 personnes aux funérailles d'un fénian à Londres

(10 oct.). Un condamné férian est élu au Parlement dans le comté irlandais de Tipperary (25 nov.). L'état de désordre est tel qu'il faut organiser des colonnes volantes pour protéger les personnes et les propriétés. — Dans cette session de février à août sont présentés les derniers comptes de l'expédition d'Abyssinie; elle a coûté en tout 9 millions de liv. st., dont 4 600 000 n'étaient pas couverts. Le chancelier de l'Echiquier cherche quelques ressources dans le changement du mode de perception de l'impôt sur le revenu. Une loi modifie la pénalité appliquée aux récidivistes. Loi sur les écoles primaires dotées par l'Etat, soumises à l'inspection officielle. Une loi décide de l'achat des télégraphes par l'Etat (7 août). Bills discutés, non votés : 1° sur la réorganisation des églises paroissiales en Ecosse; 2° sur les emprunts du bureau des travaux publics de Londres; 3° sur la création de 28 paires viagères qui seraient choisies dans des catégories déterminées, suivant un projet de lord Russell; 4° sur les associations ouvrières; 5° sur le règlement des successions *ab intestat* afin que les biens-fonds ne passent pas exclusivement à l'ainé; 6° sur la condition de la propriété de la femme mariée, condition actuellement très-désavantageuse. — La session est close le 11 août. — La grève des ouvriers tisserands de Preston recommence (mars). Une émeute de mineurs dans le comté de Flint, à l'ouest de Chester (2 juin), coûte la vie à plusieurs personnes. — Les effets du traité de commerce de 1860 avec la France sont très-controversés. Un vétéran du parti protectionniste, Newdegate, demande une enquête aux Communes (juin) au nom de 22 000 ouvriers sans ouvrage à Coventry : l'enquête s'étendra à toutes les classes ouvrières des pays civilisés. Il se forme (sept.) une association pour la restauration de l'industrie nationale; on demande ou

la réciprocité complète en matière de tarifs, ou un droit de 25 pour 100 pour les produits manufacturés du royaume. A Manchester (sept.) un grand meeting sous la présidence de George Wilson, l'ancien président de la ligue contre les céréales, pour réagir contre ceux qui attaquent le libre échange sous prétexte du défaut de réciprocité; réunis le 6 déc., les partisans de la réciprocité veulent qu'une enquête parlementaire précède le renouvellement du traité décennal avec la France. — Procès des six directeurs de l'ancienne maison de banque de Londres Overend, Gurney et Cie, qui, s'étant transformée en compagnie à responsabilité limitée en 1868, avait fait subir à ses actionnaires des pertes considérables; on l'accusait de manœuvres frauduleuses; ils sont acquittés (déc.). — La Colombie anglaise plutôt que d'être annexée au Canada, inclinait comme la Nouvelle-Ecosse vers les Etats-Unis (déc.). — Mort, à 70 ans (23 oct.), du chef tory, lord Derby, entré en 1821 à la chambre des Communes. Lord Stanley succède à son siège à la chambre des Lords. — Le *Morning Herald* qui datait de 1780 cesse de paraître (31 déc.) : il est continué par le *Standard* pour la défense des principes constitutionnels. — Fréquentes catastrophes dans les mines, ou par des explosions de poudre ou par le feu grison.

Autriche-Hongrie. — Le Reichsrath de Vienne continue jusqu'au 14 mai l'œuvre des réformes libérales en rapport avec la constitution modifiée. C'est après que la chambre des Seigneurs, désertée par des membres ecclésiastiques à cause des lois sur le mariage et sur les rapports confessionnels, a reçu vingt nouveaux membres à vie, qu'est votée par elle (30 janvier) la loi qui introduit le jury dans les procès de presse. Le projet de loi sur les écoles primaires présenté

aux députés le 2 mars laisse une certaine liberté à l'action législative des diètes. Les lois de finances, qui comprennent la vente de biens immeubles de l'Etat, passent facilement. Le projet de loi sur la landsturm est écarté; on vote celui qui concerne la landwehr. — Difficultés constitutionnelles (depuis janvier) avec la Gallicie, à cause des résolutions de la diète de ce pays que les députés polonais voudraient faire soumettre aux délibérations du Reichsrath : ce qu'ils n'obtiennent pas. Ils restent cependant au Reichsrath. — La loi sur les écoles à la seconde chambre (avril) est l'occasion d'une manifestation des députés Polonais, Slovènes, Tyroliens, qui refusent d'en délibérer parce qu'elle ne laisse pas, d'après eux, une part assez large aux libertés locales. Elle est votée. Après le vote des seigneurs (8 mars), l'empereur la sanctionne aussitôt. — Il est question d'un projet de loi pour préparer l'abolition du concordat de 1855. Plusieurs membres de l'épiscopat se sont insurgés ouvertement contre les lois nouvelles, surtout l'archevêque prince de Schwarzenberg (9 janv.) et l'évêque de Linz, qui sera traîné devant un tribunal (juin). — Le discours impérial de clôture (14 mai), qui a été arrêté en conseil des ministres, insiste sur ce point que la paix est une condition indispensable à la prospérité de l'Autriche. — Les relations sont tendues avec la Prusse. On se rapproche de l'Italie; il est question (mars) d'une entrevue des deux souverains; tout au moins, des généraux qui les représentent : échange d'hommages et de décorations (mars-avril), à Vienne, à Trieste où se rend l'empereur, à Florence. — Les Tchèques de Bohême sont restés en dehors du Reichsrath, et continuent à être hostiles comme ceux de Moravie. Le régime exceptionnel établi à Prague le 10 octobre 1868, ayant cessé le 28 avril, les meetings et les ma-

nifestations de tout genre recommencent pour revendiquer les libertés nationales, suivant les traditions historiques, surtout matière d'enseignement (mai-juin). Les jurés élus à Prague, pour juger les procès de presse, sont presque tous de ce parti. — En Moravie, rassemblement tumultueux des ouvriers de Brünn (juin), grèves permanentes; répression sanglante des désordres (12 et 13 juillet). En Hongrie, depuis janvier, on prépare bruyamment et quelquefois avec des rixes sanglantes aux élections parlementaires du 10 mai qui donnent une majorité moins considérable aux Deakistes : l'extrême gauche hostile à la transition avec l'Autriche se renforce, elle s'irrite surtout de l'élection de général Klapka, elle traite comme des renégats de la cause nationale MM. Tisza et Ghiczky qui sont de gauche modérée. Le roi vient le 26 avril ouvrir le parlement à Ofen; inaugure, le 26, le monument élevé à l'archiduc palatin Joseph, qui avait gouverné la Hongrie près de 50 ans. Des quatre projets d'adresses 1° du parti Deak, 2° de la gauche modérée, 3° de l'extrême gauche, 4° du parti des nationalités, le premier passe enfin le 3 juin à la suite d'un discours de M. Deak. La session dure jusqu'au 15 juillet. Plusieurs scènes tumultueuses (25 juin, 3 juillet) à la chambre des Députés dans la discussion du projet de loi sur la réforme judiciaire, qui doit supprimer les privilèges des comtes, reste de la féodalité : le ministre de la justice Horvath est violemment attaqué comme ses adversaires. Les Saxons de Transylvanie défendent l'ancienne organisation aristocratique. Négociations du gouvernement avec la Serbie, la Bosnie, le Monténégro, seulement pour des chemins de fer, des routes, des télégraphes. On contient les agitations des Roumains : il y aura, le 2 août, un rassemblement de bandes à la frontière. — Le tribunal de l'empire, cr

par une loi organique du Reichsrath pour décider dans les conflits qui s'élèvent soit entre la justice et l'administration soit entre les diètes provinciales et le ministère, pour prononcer sur les réclamations élevées contre l'Etat, entre en fonctions le 21 juin. — Dans la Dalmatie, pays cisleithan, désaccord entre le gouvernement et la diète sur la questions des écoles supérieures (juillet). — Le parti ultra-catholique entretient l'agitation dans la haute Autriche à propos du procès intenté à l'évêque de Linz, que le jury condamne pour atteinte à la paix publique par la voie de la presse (11 juillet) à 14 jours de prison. Une ordonnance ministérielle (7 juin) interdit aux autorités politiques de prêter leur concours, ce qui avait eu lieu à Cracovie, à l'exécution des arrêts épiscopaux condamnant les prêtres à la réclusion dans les prisons du clergé. Une allocution de Pie IX (fin de juin) dénonçant tous les attentats du gouvernement autrichien contre la religion, une longue note diplomatique du chancelier (2 juillet) justifie la situation nouvelle. Pratique inouïe d'incarcération religieuse, découverte à Cracovie (22 juillet) dans un couvent de femmes; tous les couvents y sont menacés par la foule. Irritation de l'opinion à l'égard du régime claustral. Une ordonnance ministérielle du 7 août complète celle du 7 juin. A Trieste (2 août), manifestation outrageante du peuple à l'occasion de la première séance de l'Union catholique. — Du 11 juil. au 14 août siègent à Vienne concurremment la délégation du Reichsrath autrichien et la délégation hongroise, auxquelles sont soumises les questions d'intérêt commun, finances, politique étrangère, budget militaire. Dès le lendemain paraît le recueil des pièces diplomatiques, qui livrent aux délégations la situation des questions extérieures. Une séance commune des délégations règle des points

contestés, sur la subvention du Lloyd autrichien, sur les monitors à construire pour la navigation du Danube. — La réponse autrichienne du 15 août à une note prussienne du 4 clôt une correspondance acrimonieuse. Les relations deviennent plus bienveillantes; visite du chancelier de Beust, après qu'il a vu les chefs de cabinet des quatre cours du sud, à la reine de Prusse à Bade (15 sept.); on annonce, le 25 septembre, un prochain voyage du prince héritier de Prusse à Vienne d'où doit être rappelé ensuite le ministre prussien, le baron de Werther, qui ne peut être agréable à l'Autriche puisqu'il y était déjà ministre avant la guerre de 1866. La visite a lieu en effet à Vienne les 6-8 octobre: quelques archiducs et archiduchesses s'absentient. — Des troubles à Trieste (10 août) comme en juillet 1868, à cause de l'animosité des italianisimes contre les territorialistes slaves. Efforts de rapprochement entre les Allemands et les Tchèques de Moravie; l'archiduc Charles-Louis, les ministres Giskra né en Moravie et Potocki viennent assister à une inauguration de chemin de fer (fin d'août). En Bohême, le parti tchèque (fin de sept.) organise, à l'occasion du 500^e anniversaire de la naissance de Jean Huss, une fête qui a peu de retentissement; aux élections parlementaires des 21, 24 septembre, passent les 84 déclarants tchèques. Ni eux ni les évêques n'assistent à l'ouverture de la diète (30 sept.) pour laquelle viennent à Prague le chancelier, le comte de Taaffe, président du conseil cisleithan, les ministres Herbst, Plener, Hasner. En Gallicie, une motion de Smolka à la diète (21 sept.) pour qu'on n'envoie pas de représentants au Reichsrath de Vienne n'est pas accueillie, et quand la diète a à procéder (8 nov.) au choix de ces représentants, la majorité consent à le faire tout en renouvelant la résolution votée à la

fin de 1868. En Dalmatie, aux bouches de Cattaro, au milieu des Morlaques de même langue et de même religion que les Monténégrins, en partie pirates et brigands, exemptés du service de l'armée active, éclate, le 8 octobre quand on les appelle pour le recrutement de la landwehr, un soulèvement qui se prolonge pendant des semaines, et nécessite des forces considérables sous le général Auesperg, près de la côte, dans la montagne; des rayas d'Herzégovine et de Bosnie se joignent aux rebelles : à la fin de décembre, reste insoumis encore le district de Crivosvie. — L'empereur est parti néanmoins de Pesth pour l'Orient le 25 octobre emmenant le chancelier, le président du conseil hongrois comte d'Andrassy et plusieurs membres des deux cabinets. Par Routschouck, Giurgevo, Varna, il va à Constantinople; de là à Athènes (3 nov.), à Jaffa (8 nov.) où il a failli périr, à Jérusalem, en Egypte, où il assiste à l'inauguration du canal : il revient d'Alexandrie par Corfou et Trieste (30 novembre) tandis que le chancelier allait à Florence pour ménager une entrevue des deux souverains. Elle est ajournée à cause d'une maladie récente de Victor-Emmanuel. Le 6 décembre l'empereur est à Vienne. — A Pesth, s'est ouverte le 6 octobre la session des chambres. Les députés votent (10 déc.) l'abolition du droit de timbre sur les journaux. — Désormais le gouverneur du district de Fiume aura un siège à l'assemblée hongroise (fin de déc.). — Le ministère cisleithan, d'après les opinions exprimées par les diètes de Moravie, de haute et basse Autriche, a annoncé (10 nov.) un projet de loi pour que les élections au Reichsrath soient partout directes et au scrutin secret et non faites par les diètes. Il est mentionné dans le discours de l'empereur, ouvrant le Reichsrath le 13 décembre, où il témoigne en même temps de sa sollicitude pour les vœux légi-

times des royaumes et pays de la monarchie, qui aspirent à une certaine autonomie. Ce même 13 déc. à Vienne, manifestation révolutionnaire, non sanglante, de 30 000 ouvriers présentant aux ministres de Taaffe et Giskra, par douze délégués, une pétition qui pose tout un programme de réformes sociales, politiques, militaires dans l'esprit du congrès récent de Lausanne. — Le cabinet, qui a été homogène en face des attaques du parti clérical et féodal, est alors divisé sur la question des nationalités. Scission entre les ministres depuis le 19 décembre; deux groupes, cinq contre trois. Les cinq, Giskra, Herbst, Hasner, Plener, Brestl, qui ont une forte majorité au Reichsrath, sont pour le refus de toute concession aux Tchèques et aux Polonais, pour la nomination au Reichsrath sans le concours des diètes par voie d'élections directes. Les trois, comte de Taaffe, Potocki, Berger seraient disposés à satisfaire les tendances autonomistes, à chercher une entente avec les diètes. C'est une nouvelle crise grave pour la monarchie cisleithane. — Traité de commerce avec le roi de Siam (17 mai), avec la Chine (8 sept.). — Perte de la frégate *Radetzky* par l'explosion de la poudrière, en vue de Lissa (Illyrie), 20 février; peu d'hommes sont sauvés.

Belgique. — Le prince royal meurt à neuf ans (22 janvier). Il ne reste au roi que deux filles nées en 1858 et 1864. Le comte de Flandre son frère a un premier fils le 2 juin. — Le budget du ministère de la justice étant rejeté par le sénat le 24 janvier, le président du conseil le fait voter dès le lendemain par les représentants, et par ce vote l'impose presque au sénat; plaintes légitimes des membres de la droite, le baron d'Anethan, Malou, etc., le 9 mars; le 10 mars le vote est élevé. — Les deux Chambres ont de la peine à se mettre d'accord (avril-

juin) sur le projet de loi pour l'abolition de la contrainte par corps ; pas de solution définitive. — Dans la province de Liège, par les menées de l'Internationale des travailleurs, grève non-seulement des ouvriers puddleurs et lamineurs, mais des ouvriers houilleurs de plusieurs fosses ; désordres et actes de violence autour de Seraing ; tout le Borinage chôme pendant quelques jours ; 4000 soldats sont sur pied ; des condamnations en police correctionnelle (avril). — Pour les élections communales (oct.), dans les grands centres, coalition contre le ministère des cléricaux et des radicaux.

Belgique, France et Hollande. — Une convention de janvier 1868, par laquelle la société Guillaume-Luxembourg, en possession de l'exploitation des chemins de fer du territoire du Luxembourg belge ainsi que de la ligne Liège-Luxembourgeoise qui sur le territoire hollandais va jusqu'à Amsterdam, cédait son droit d'exploitation à la compagnie du chemin de fer de l'Est français, entrant en vigueur en janvier 1869, sans que les gouvernements aient été avertis, est cause d'émotion vive dans les deux pays. Ils redoutent pour leur indépendance l'intrusion d'une société puissante ayant son siège à l'étranger. En Belgique, en quelques jours (fév.) est votée une loi, exécutoire le 24, pour rendre nécessaire l'approbation du gouvernement. On s'étonne du procédé de la France qui aurait vu avec déplaisir la Prusse faire ce qu'elle tente de faire. A la Haye (17 mars), le ministre de l'intérieur déclare aux députés que le gouvernement n'a approuvé aucun contrat. La presse envenime la question en Belgique, en France. Les gouvernements la résolvent par un protocole signé à Paris le 27 avril, qui maintient le principe de la loi votée : une convention du 9 juillet indique des

combinaisons pour faciliter le développement des rapports commerciaux par chemins de fer entre la Belgique, les Pays-Bas et la France. — Léopold II fait bon accueil (sept.) à Liège aux tireurs étrangers.

Danemark, Suède et Norvège. — A Stockholm (18 janv.) le discours du roi ouvrant la session, annonce la présentation d'un nouvel acte d'union avec la Norvège plus net et plus précis, la réorganisation de l'armée, un projet de loi pour la capitalisation de l'impôt foncier, un projet d'emprunt pour le chemin de fer du nord-ouest. — A Stockholm, à Copenhague, on vote (janv.) ici une dotation, là un douaire pour la princesse Lovisa de Suède, qui doit épouser le prince héritier de Danemark. Leur mariage (29 juillet) à Stockholm, fêtes nationales ; ils sont reçus à Copenhague le 10 août. — En Danemark, trois ministres sont changés (24 sept.). — La ville de Goesle, au nord de Stockholm, est en partie détruite par un incendie.

Espagne. — Pendant toute cette année, la révolution de septembre 1868 n'étant pas enrayée, le pays est en proie aux désordres qui résultent de l'absence de gouvernement régulier, des prétentions et des espérances des partis les plus extrêmes : les républicains sont plus entreprenants que les carlistes, qui cependant prendront aussi les armes. Les élections aux Cortès constituantes (15 janvier) donnent la majorité au parti monarchico-démocratique, dans lequel paraissent s'être fondus les unionistes, les progressistes et les plus modérés des républicains. — D'utiles décrets (janvier-février) pour l'établissement d'écoles primaires et pour l'enseignement secondaire. — L'enlèvement accompli le même jour partout (25 janvier), par décret du ministre Zorilla du 18, de tous les objets de

science, d'art, de littérature, étrangers ou inutiles au culte, qui se trouvent dans les cathédrales, chapitres, monastères ou ordres militaires pour être classés, à titre de propriété nationale, dans les bibliothèques, archives et musées nationaux, est l'occasion de l'assassinat du gouverneur de Burgos au moment où il entre dans la cathédrale. Troubles à Madrid, devant la nonciature, le 27. La garde civique, par l'énergie du 1^{er} alcade Rivero, membre du parti qui n'accepterait qu'une monarchie démocratique, y suffit à peu près au rétablissement de l'ordre. La sécurité des Cortès lui sera confiée. — Elles s'ouvrent le 11 février; Rivero est élu président; l'union libérale n'a pour elle qu'un des 4 vice-présidents. On adopte le règlement de 1854; il n'y a pas de serment. Serrano, le 25 février, devient chef du pouvoir exécutif, il garde les mêmes ministres. Une commission constituante est formée le 2 mars; Olozaga est le premier porté sur cette liste de 15 membres; on va faire une constitution, sans arrêter au préalable la forme du gouvernement, parce qu'on redoute que la solution formulée ne produise aussitôt la guerre civile. Les discussions des Cortès, les manifestations tumultueuses auxquelles s'associent des généraux et des députés ramènent incessamment cette question de monarchie et de république. Serrano, Topete et les unionistes sont accusés violemment de vouloir pour roi Montpensier, un Bourbon. On fait des émeutes, particulièrement sanglantes à Xérès (15-17 mars), au nom de l'abolition de la conscription, demandée aux Cortès, à laquelle résiste Prim, ministre de la guerre. — A la fin de mars est lu le projet de constitution. Principes essentiels : un roi, deux chambres dont un sénat éligible par les provinces pour 12 ans; le jury pour les délits politiques; le culte catholique est maintenu comme religion d'Etat,

mais l'exercice des autres cultes est libre. Le clergé lui-même aurait préféré la séparation de l'Eglise et de l'Etat, demandée par les radicaux, étant sûr de garder son influence sur une population catholique. — On cherche un roi : Fernando de Portugal qui plairait aux démocrates et à Prim refuse le 7 avril. Pendant longtemps on n'en cherche pas un autre. Quand la constitution est votée après bien des orages soulevés surtout par les orateurs républicains, au milieu desquels les vieilles traditions politiques, religieuses, sociales de l'Espagne ont d'ardents défenseurs (1^{er} juin), on se contente de nommer (le 15) un régent avec le titre d'Altesse, Serrano duc de la Torre. Il est entouré, comme il le dit, d'institutions républicaines. On a débattu les questions du mariage civil, de l'abolition de l'esclavage, de la liberté du commerce, de la réduction des droits de douanes même dans les provinces d'outre-mer, de la suppression de la régie du sel, du remaniement ou de la suppression de beaucoup de taxes, d'un emprunt, d'un impôt très lourd sur les rentes, de la vente des biens de la couronne, et des biens des corporations civiles ou religieuses. Depuis qu'il y a un régent, Prim est président du conseil; le 13 juillet il en est à son second ministère; l'élément progressiste et démocratique y domine avec Sagasta, avec Zorilla qui est maintenant à la justice et qui veut réduire le budget des cultes, Echegaray, Becerra; Topete y reste encore. — Les Cortès s'ajournent du 16 juillet au 1^{er} octobre. — Alors éclate un vaste mouvement carliste; et, peu après, la prise d'armes des républicains, avec 17 députés pour chefs, s'étend sur 29 provinces. Guerre civile partout; Madrid cependant ne se donne pas aux fédéralistes révoltés; en général, les troupes sont fidèles au parti unitaire progressiste que représente

l'alliance de Serrano et Prim, et elles arrivent à triompher de l'insurrection en agissant par masses au lieu de se disséminer. Les Cortès à leur retour votent la suspension des garanties constitutionnelles (6 oct.). L'insurrection des républicains de Valence est vaincue la dernière, le 16. — Prim, qui en sept. est venu conférer en France, propose alors comme roi le duc de Gênes, âgé de 15 ans, neveu du roi Victor-Emmanuel dont il n'a même pas le consentement, avec lequel la royauté serait longtemps mineure. Des scrutins, à ce sujet, dans les Cortès, 29 et 30 oct., n'aboutissent à rien; Topete, le seul unioniste important dans le cabinet, s'en retire le 4 nov. En face de cette candidature impuissante, impossible par le refus du roi d'Italie, connu à la fin de déc., les partis du fils d'Isabelle II, Alphonse, ou de Montpensier reprennent un peu faveur. Les 40 députés qui tiennent pour la république fédérale ne reparaissent aux Cortès que le 27 nov., la demandant encore dans un manifeste où cependant ils condamnent le recours aux armes. Ils se plaignent de l'emprisonnement prolongé des insurgés dont quelques-uns sont leurs collègues. Une loi présentée par Prim le 3 déc., votée le 10, lève l'état de siège. On vote en même temps l'aliénation des biens de la couronne, dont les joyaux qui ont disparu à diverses époques donnent lieu à des récriminations insultantes envers les Bourbons. Le 18, Prim répondant au républicain Castelar, déclare que, quand même le duc de Gênes ne viendrait pas, le gouvernement n'irait pas pour cela à la République. — Quant à l'union ibérique, que réclame durement le nouveau ministre des affaires étrangères Martos, un démocrate (nov.), les Portugais prouvent n'en pas vouloir en célébrant leur anniversaire de 1640 comme ils ont fait le 2 déc. 1868. — L'insurrection cubaine est

toujours maîtresse de l'île, qui souffre à la fois des ravages de la guerre, du choléra et de la fièvre jaune. Le général Dulce, envoyé d'Espagne après la révolution de septembre 1868, malgré ses promesses libérales, est impuissant (4 janv., 2 juin) non-seulement contre les rebelles, mais contre les volontaires armés pour combattre l'insurrection, qui commettent d'atroces cruautés à la Havane (janvier), deviennent un fléau pour tout le pays, et l'obligent à se embarquer; ils menacent de mort leurs généraux. Dulce mourra en France à la fin de novembre. Son successeur Caballero de Rodas qui en déc. 1868 avait réprimé les insurrections de Cadix et de Malaga, ne réussit pas. Les insurgés, dont une seule armée, celle de Quesada, est assez bien constituée, mieux que celle de Cespedès leur président, sont en relation avec le sud des Etats-Unis, même avec New-York, où siège une ligue cubaine, en tirent des renforts en hommes et en argent, mais négocient en vain par un de leurs agents (Lemus), à Washington pour être reconnus comme belligérants. Les Cortès envoient toujours des renforts malgré l'opposition du parti républicain : le ministre Silvela répond éloquemment à Castelar le 3 octobre. On accuse les républicains de complicité avec les rebelles. Représailles sanguinaires de part et d'autre. Las Tunas est un des points les plus vivement disputés par les rebelles (mai-octobre), à cause du voisinage de Puerto-Principe qu'ils n'ont pas non plus que la Havane; une garnison de 400 hommes s'y défend contre 5000 aventuriers, américains, mexicains, dominicains, filibustiers de tout pays. Juarez et le président du Pérou. la paix n'étant pas conclue encore avec l'Espagne, reconnaissent le président cubien Cespedès. — Porto-Rico qui a encore des mouvements d'insurrection envoie aux

Cortès de Madrid 4 députés dont 2 seulement sont pour l'abolition immédiate de l'esclavage. Un projet de loi particulier à cette île, du nouveau ministre des colonies Becerra, qui est cependant un démocrate (24 novembre), n'a en vue que les hommes libres; par un autre projet (11 déc.), il y promet l'abolition de l'esclavage.

Etats-Unis. — Les chambres tiennent en échec mais sans violence le président Johnson dans les derniers mois de son pouvoir. Le sénat ne prend pas de parti au sujet de l'annulation, votée par les députés, de l'acte de *Tenure office*, qui avait été voté exprès pour lui enlever le droit de renvoyer arbitrairement les plus hauts fonctionnaires. Il laisse sans ratifications quantité de nominations civiles ou militaires que le président avait faites. Les trois Etats, Virginie occidentale, Mississippi, Texas, qui restent étrangers et hostiles à la reconstruction de l'Union, sont sous des commandants de districts. Le quinzième amendement à la constitution, voté par les chambres, qui aura besoin des 3/4 des voix des législatures des Etats, ne permet à aucun Etat de refuser aux noirs le droit de suffrage, en alléguant les différences de race, de couleur, de naissance, de propriété, d'éducation, de croyances religieuses. Plusieurs bills inspirés surtout par M. Schenck ont pour objet d'empêcher l'extension du papier-monnaie, de remettre en honneur le paiement en espèces métalliques ou en valeur égale de toutes les obligations de l'Union portant intérêt, de ne pas permettre au gouvernement de vendre en secret des bons d'Etat ou de l'or. Au 1^{er} mars la dette publique est de 2 milliards 661 millions de dollars; il y a dans les caisses du trésor 98 millions et demi en espèces, 17 millions en papier-monnaie. Un bill relatif au tarif des cuivres subit deux fois les épreuves législatives,

à cause du veto mis par le président. Le sénat désapprouve le traité de Londres du 14 janvier, qui préparait les voies à l'arrangement de l'affaire de l'*Alabama* avec l'Angleterre. Les chambres rejettent une proposition d'annexion ou de protectorat d'Haïti et de Saint-Dominique. — L'adresse d'adieu du président Johnson (4 mars) résume avec calme ses griefs contre le parti républicain et contre le congrès; il vante ses principes de tolérance, de magnanimité. Il prétend s'être tenu strictement dans la constitution. — Le nouvel élu, le général Ulysse Grant, de l'Illinois, un des vainqueurs des sudistes, qui s'était abstenu de parler pendant la période électorale, dans sa première proclamation (4 mars), expose avec franchise et simplicité ses obligations, promet le règne de la loi, se montre jaloux de l'honneur national au dedans et au dehors. Quelques tâtonnements dans la composition du nouveau cabinet; le secrétaire d'Etat est Hamilton Fish, ancien gouverneur de New-York, à défaut de Washburn désigné d'abord, qu'il envoie ministre à Paris; les finances, qu'il voulait d'abord donner à Stewart de New-York, très riche marchand, libre échangiste, sont aux mains de Georges Boutwell, du Massachusetts, ancien commissaire du revenu intérieur, résolu à diminuer graduellement la quantité du papier-monnaie. L'historien Bancroft reste ministre à Berlin; l'historien Motley va ministre à Londres. Quelques noirs, et quelques chefs sudistes réconciliés reçoivent des postes importants. — Un accident de chemin de fer (10 juin) a failli coûter la vie au président et au ministre Boutwell. — Sherman est général en chef, Sheridan lieutenant général. Il n'y a un titulaire définitif au ministère de la guerre qu'en octobre. — Le quarantième congrès a une courte session du 4 mars au 10 avril. L'acte

de *Tenure of office* fait contre le président Johnson n'est pas aboli mais modifié. On décide que le payement de la dette se fera en or. Un message du président au congrès (7 avril) indique des voies conciliantes pour faire rentrer au sein de l'Union les trois Etats réfractaires, la Virginie occidentale, le Mississippi, le Texas; il y aurait des votes successifs, séparés, sur les amendements à la constitution, sans l'adoption desquels ils ne peuvent être réintégrés. Bill dans ce sens voté le 10, et aussitôt signé du président. Le congrès accorde de nouvelles garanties d'intérêts pour la continuation des travaux du chemin de fer transcontinental dont la partie occidentale est faite jusqu'à Memphis. Le congrès (11 avril), ajourne au 7 décembre. — Le président décide, le 16 mai, qu'en Virginie on votera sur la nouvelle constitution le 6 juillet. Les élections de juillet, comme les élections de novembre, dans le Texas, sont favorables aux *conservateurs*, c'est-à-dire à ceux qui voudraient le respect de tous les droits des anciens sudistes, contrairement à ce que le congrès a décidé sous le président Johnson. Les élections dans le Mississippi (nov.) donnent la majorité aux partisans du congrès, aux *radicaux*. — Les élections locales (juillet-nov.) dans les Etats restés toujours fidèles à l'Union, ou réintégrés depuis peu, sont à l'avantage de beaucoup de démocrates qui, sans se refuser aux amendements de la Constitution, voudraient que les anciens rebelles fussent rétablis dans tous leurs droits politiques. A Washington (7 juin), des noirs ont troublé les élections; à Mobile dans l'Alabama (5 août), des noirs tenant tête à des démocrates blancs ont été tués. — Les surtaxes de pavillon afférentes aux marchandises importées des pays de production par navires français dans les ports de l'Union sont abolies (12 juin et 24 nov.)

par proclamations du président. La France procède de même, par décrets, pour les navires américains. — La question de l'*Alabama*, envenimée par un discours très violent de Charles Sumner en séance secrète du sénat (avril) reste suspendue, mais le sénat vote le traité de naturalisation auquel l'Angleterre avait consenti, et qui permet à tout natif du Royaume-Uni naturalisé Américain, de jouir, s'il retourne dans son pays d'origine, des immunités du citoyen des Etats-Unis. — A ce titre (juillet) des fénians réclament l'action du gouvernement pour la mise en liberté de fénians irlandais-américains retenus prisonniers en Angleterre. — Malgré les dispositions manifestées par la chambre des Représentants sur la proposition du major général Banks du Massachussetts, le 2 mars, à la fin du quarantième congrès, et le 10 avril depuis que Grant est président, Grant résiste à ceux qui voudraient la reconnaissance du gouvernement des rebelles de Cuba comme d'un gouvernement de fait; il empêche autant qu'il peut qu'on leur envoie des hommes, des vaisseaux, de l'argent. — Le 4 décembre les chambres reprennent leur session. Message du président Grant: il propose de diminuer les droits d'importation, ce qui est une condamnation du tarif Morrill trop exclusivement protecteur; il indique ses efforts pour amener la réconciliation de l'Espagne avec le Chili et le Pérou, et l'impuissance de sa bonne volonté au Paraguay. Le quinzième amendement à la constitution ne réunit pas encore les suffrages exigés, les 3/4 des Etats de l'Union. La Virginie occidentale et le Texas n'ont pas encore leurs députés réadmis au congrès. La Géorgie ayant eu des élections troublées, violentes, est placée sous le régime militaire. Au congrès, un projet d'émission de 44 millions de dollars en papier-monnaie pour l'amortissement des

bons d'Etat, désapprouvé par le gouvernement, ne passe pas (11 déc.) : la proposition d'un démocrate pour la répudiation de la dette nationale n'a qu'une voix. Une décision de la cour suprême, (déc.) donne vigueur à la loi de juillet 1866 par laquelle un impôt de 10 p. 100 est prélevé sur les billets des banques d'Etat, afin d'obliger celles-ci à se transformer en banques nationales. — Question de frontière au nord de Dacotah : les habitants français de la région du Red-River, qui se confondent avec les Indiens du Winnipeg, sont en armes, et résistent à la cession de leur pays au Canada. — La Chambre des représentants ne veut pas renouveler (13 déc.) le traité de commerce avec le Canada. — Au lieu de l'acquisition du territoire dominicain, convenue le 29 novembre entre les deux présidents Grant et Baez, on se contente de louer la baie de Samana (déc.). — Huit directeurs de la compagnie du chemin de fer de l'Erié, dont Fish et Gould, sont accusés de malversations (nov.). — Mort de l'ancien président Pierce (oct.) ; du riche philanthrope, Georges Peabody, en Angleterre (nov.) ; de Stanton, qui a été si utile au ministère de la guerre sous le président Lincoln depuis janvier 1862 (décembre).

France. — Condamnation (16 janv.) en police correctionnelle de Félix Pyat et de deux complices pour publication et distribution de placards révolutionnaires et régicides ; et le 27, de colporteurs de la *Lanterne* et d'écrits de même genre déjà condamnés. — L'administration (1^{er} janvier) commence à céder dans l'affaire de la saisie de l'ouvrage du duc d'Aumale auquel le tribunal donne enfin raison le 7 mai ; l'ouvrage est publié. — La dernière session de la législature, ouverte le 18 janvier, durera jusqu'au 26 avril pour le corps légis-

latif, jusqu'au 30 pour le sénat. L'empereur déclare que, chef « responsable » d'un pays libre, il maintiendra hors de toute discussion les bases fondamentales de la constitution. Bethmont et Buffet n'obtiennent pas d'interpeller sur la politique intérieure ; le baron de Benoist de la majorité (1^{er} février) signale les dangers des réunions publiques. Au sénat, de Maupas discute (5 fév.) les effets de la loi sur la presse ; il voudrait, pour couvrir l'empereur, la responsabilité ministérielle : embarras du président Troplong ; le ministre d'Etat accusé de l'affaiblissement de l'autorité qui résulte des lois nouvelles, par dévouement accepterait la responsabilité qui est contraire à la Constitution. — Mort de Troplong (1^{er} mars), quelques jours après la mort d'un autre serviteur de l'empereur, le marquis de Moustier, le lendemain de la mort de Lamartine (28 février). Différence de leurs obsèques : ni pompe ni discours pour le grand poète. — Un nouveau journal officieux, le *Peuple*, dirigé par Clément Duvernois (depuis février), réclame toutes les libertés de l'ordre matériel ou social compatibles avec le gouvernement personnel. L'ouvrage d'Émile Ollivier, sur le 19 janvier 1867, publié le 4 mars, plaît aux libéraux qui croient le gouvernement parlementaire possible avec l'empereur. — Les affaires de la ville de Paris arrivent enfin au Corps législatif. C'est d'abord le projet de loi pour valider les traités de la Ville avec le Crédit foncier, emprunt déguisé de 465 millions sous forme de bons de délégation reçus par les grands entrepreneurs de travaux publics (Dumiral rapporteur). Les propositions d'amendement contre la loi ne viennent pas seulement de la gauche. Les députés de la gauche ne sont pas seuls à demander que Paris soit rendu aux Parisiens ; un amendement, à ce sujet, de Martel, Chevandier de Valdrome, Talhouët, Goerg, a 56 voix. Marie insiste sur

us qui a été fait à Paris du droit de propriété pour cause d'utilité publique; Segris sur la responsabilité que, d'après la loi, va avoir le Corps législatif, à l'égard des aux, dépenses et impôts de la ville de Paris. Dernière réclamation du parti, sans effet, pour qu'on ne tienne pas à l'Officiel les procès-verbaux des délibérations du conseil municipal de Paris. La loi est votée (mars) par 192 voix contre 41. — Suit ensuite la loi concernant les terrains du Trocadéro et du jardin de Luxembourg dont une partie désaffectée et doit être aliénée. Cette loi est moins disputée (12-13 mars). — Suit encore, dans deux scrutins, la loi de 49 voix d'opposition. — Le 14 mars, Maurice Richard est l'orateur des réclamations au sujet du projet de loi d'exproprier une partie du cimetière Montmartre, et du projet de loi de cimetière parisien à Méry sur Oise. — Le gouvernement cherche à gagner sa popularité en proposant la suppression du livret des ouvriers. — Le 15 mars, lois de finances sont l'occasion de projets d'amendements ou d'articles additionnels présentés par le parti libéral et démocratique, qui ne sont discutés qu'après des interpellations à propos des élections prochaines, où Jérôme Bonaparte est le principal orateur de la gauche (31 mars), où Ern. Picard, Jules Ollivier, énergique contre les candidatures officielles, Thiers, demande la responsabilité ministérielle, Buffet, Jules Favre, sont battus par le ministre d'État et le ministre de l'intérieur. Le ministre d'État et la garde impériale sont les institutions fortement attaquées. On réclame le respect du principe national, le jury pour les crimes de presse, la suppression des lois d'exception de 1858. Les critiques augmentent contre le traité de commerce de 1860: ardeur protectionniste de Thiers et de Pouyer-Quertier; on invoque le droit de la nation à intervenir pour les modifications de tarifs. — La paix,

est un vœu émis dans le rapport des lois de finances (Busson-Billault rapporteur); dans la discussion de ces lois par les députés. Au sénat, Michel Chevalier fait scandale (9 avril) en s'élevant contre les gouvernements qui veulent de grosses armées. Le lendemain, déclarations pacifiques du ministre des affaires étrangères au Corps législatif. Mais, le 11 avril, le Pays, journal ultra-impérialiste, pousse l'opinion vers le Rhin. Le ministre de la guerre dit aux députés, le 12, qu'on peut être calme quand on est toujours prêt; le ministre des affaires étrangères affirme au sénat que rien ne sera changé en Italie. — Les lois sur les affaires de la ville de Paris portées au sénat fournissent au préfet-sénateur, auquel est favorable le rapport de Delangle, l'occasion de faire son apologie (13 avril). Le ministre d'État rend hommage à la grandeur de l'œuvre du préfet. De Maupas accuse le ministre d'État de n'avoir pas à l'autre chambre couvert le préfet et l'empereur; il demande la responsabilité des ministres et la suppression du ministère d'État. Réponse habile du ministre. — Le projet d'une pension annuelle de 250 francs pour tout militaire de la République et du premier Empire, à propos du centenaire (15 août) de Napoléon 1^{er}, venant du gouvernement (12 avril), donne lieu aux objections de Buffet pour la partie financière. Le ministre des finances, qui n'a pas voulu laisser entamer le budget pour de vieux instituteurs qui sont sans pension de retraite, soutient ardemment le projet. Au scrutin, 26 avril, 6 voix contre. Quand elle a passé au sénat (30 avril), elle est promulguée le 5 mai, autre anniversaire mémorable. — Dans la dernière séance du sénat, le 30, on accueille fort mal les demandes de réformes de Michel Chevalier. — La perspective des élections a poussé beaucoup de députés à de-

mander des améliorations conformes aux vœux nouveaux du pays, ou aux désirs de leurs départements respectifs. — Le 8 mai, six nouveaux sénateurs dont quatre ex-députés. — Le Crédit foncier tant attaqué dans cette session et la précédente, rendant ses comptes à ses actionnaires (29 avril), prétend ne mériter aucun reproche. — Pendant la session très-nombreuses réunions publiques à Paris, où le parti révolutionnaire et socialiste, « le spectre rouge », est en fréquente contravention et subit les rigueurs de la loi, mais propage ses idées; les réunions organisées par l'union libérale, séries hebdomadaires, qui se tiennent surtout au théâtre du prince impérial, avec un caractère plus littéraire et plus calme agissent aussi sur l'opinion. Dans les unes et dans les autres, avec un esprit différent, on aborde toutes les questions sociales : les libéraux acceptent le concours de quelques-uns des démocrates en renom, que le parti radical commence à désavouer comme trop modérés. Nombreux procès de presse; peu de journaux sont épargnés en appel, procédure inflexible de la cour de cassation. Même un recueil périodique, la *Revue contemporaine*, est poursuivi et puni (7 avril) pour avoir discuté la constitution. — Préparation directe aux élections. Le conseil municipal de Bordeaux réclame en vain contre les circonscriptions électorales. Des conseils municipaux et des maires ne veulent pas aider les candidats officiels. Le clergé s'engage peu. Assaut de brochures pour, contre le gouvernement. Une union napoléonienne est projetée, mais n'arrive pas à se constituer. L'union libérale comprend les représentants des anciens partis, qui voudraient un gouvernement parlementaire sans renverser l'empire. Les démocrates radicaux répugnent au serment politique; quelques-uns accepteront un mandat impératif avec le pro-

gramme de 1792. Sur peu de points, fâcheux appel à l'antagonisme des classes. Le *Constitutionnel* qui maintenant incline vers le régime parlementaire, sert mieux l'empire que le *Pays* qui ne veut pas plus des *revenus* de 1830 ou 1851, que des *revenus* de Lambessa de 1848. Les réunions électorales sont très-nombreuses partout : même les candidats officiels s'adressent directement aux électeurs. L'administration s'efforce surtout d'écarter de la chambre les députés sortants du tiers parti, les candidats nouveaux des anciens partis. La France est couverte de professions de foi libérales ou démocratiques. Dans le parti de l'opposition, candidatures multiples pour suppléer au nombre, afin de donner lieu à des réélections. A Paris, pas de candidatures tout à fait officielles; la démocratie radicale socialiste n'y tolère que trois députés sortants, Ernest Picard, Jules Simon, Eugène Pelletan; elle oppose à Em. Ollivier un irréconciliable retiré à Bruxelles qui passera, Bancel; elle veut Rochefort (quartier latin), Gambetta (Belleville), Raspail (quartier du Temple), même le socialiste Cantagrel plutôt que Jules Favre. Avant le vote quelques désordres de rue dans les départements; à Paris scènes tumultueuses dans plusieurs quartiers et dans la prison de Sainte-Pélagie (15 mai) où étaient détenus pour délit contre la loi des réunions Gustave Flourens, Rigault, Ch. Ferré, Napoléon Gailhard, Ch. Amouroux, etc. — Résultats des scrutins des 23-24 mai où sont élus 292 députés. A Paris, il n'y a d'élection définitive que pour Gambetta contre Carnot, Bancel, E. Picard, J. Simon, élu aussi à Bordeaux, E. Pelletan; Thiers, Raspail, élu dans le Rhône ainsi que Bancel, J. Ferry, J. Favre, tiennent la tête dans les quatre autres circonscriptions. Sur les 231 élections définitives, il y a 55 opposants de diverses couleurs ou nuan-

ces. Em. Ollivier a passé dans le Var. J. Favre et Thiers présentés dans plusieurs collèges arriveront à Paris au second tour (6-7 juin), le premier contre Rochefort, le second contre le candidat officieux Devinck, comme Garnier Pagès contre Raspail, comme J. Ferry contre A. Cochin, catholique indépendant, que le gouvernement eût préféré. Au second scrutin, en province, la majorité est à l'opposition qui a, en tout, environ 92 voix. Gambetta passe de nouveau à Marseille, E. Picard à Montpellier. Les grandes villes donnent moins que les campagnes au gouvernement. — A la suite du premier scrutin, des désordres à Toulouse, Lille et Saint-Étienne; à la suite du second, à Paris du 7 au 11 juin où les curieux font durer l'émeute attisée par le *Rappel* et le *Réveil* qui veut Rochefort et Raspail, à Nantes, à Bordeaux et autour de Saint-Étienne. — La république et la « rouge » deviennent les cris du parti révolutionnaire. Poursuites contre plusieurs journaux; détention prolongée, sans jugement, d'un rédacteur du *Réveil*, Ch. Quentin. — Agitation des classes ouvrières; grève et sédition dans le bassin des mines de Saint-Étienne, où n'a été élu qu'un seul candidat démocrate Dorian; l'*Eclaireur* pousse au désordre; à Ricamarie, le 16 juin, les soldats de ligne faisant feu sur la foule, il y a douze victimes; la grève se renouvelle jusqu'à la fin de juillet; 56 grévistes sont condamnés le 6 août. Les grèves à Lyon sont encouragées par l'internationale des travailleurs. Grèves à Marseille, à Bessèges près de Nîmes, à Carmaux (Tarn). — Après les élections qui indiquent un mouvement prononcé de l'opinion pour un gouvernement plus libéral, Persigny voudrait quelque changement (lettre à Em. Ollivier 3 juin); l'empereur s'y refuse en présence de l'émeute (lettre à un député de la droite, de Mackau). — Au camp de Châlons, le

24 juin, jour anniversaire de Solferino, il préconise trop la guerre, condamnée le même jour dans la séance générale annuelle tenue à Paris, sous la présidence de Michel Chevalier, par la ligue internationale et permanente de la paix. Paix et liberté sont deux vœux généralement unis. — L'auteur de la *Lanterne*, qui est toujours à Bruxelles, par un jugement du 26 juin, est condamné à cause de cette publication non-seulement à l'amende et à la prison, mais à la perte des droits civiques. — Le 28 juin, session extraordinaire, uniquement pour la vérification des pouvoirs, ouverte sans discours du trône, par quelques mots du ministre d'État, qui promet pour la session ordinaire des résolutions et des réformes propres à réaliser les vœux du pays. Mais le tiers parti, qui grossit en quelques jours et se coalise malgré les efforts de l'extrême droite, est impatient que le pays soit associé d'une manière efficace à la direction de ses affaires; un projet d'interpellation prend corps dans des conférences particulières tandis que sont livrés les premiers assauts en séance publique contre les candidatures officielles par des députés de la gauche. La vérification des pouvoirs n'avance pas. Les adhérents à l'interpellation du tiers parti, le 6 juillet, sont 116. Le gouvernement espère les désunir en différant la constitution définitive de la chambre. Ils tiennent bon, même après la réception du 8 à Saint-Cloud, chez l'empereur. Le 9, orages en séance publique par l'expansion des opinions extrêmes. Le 10, on décide que la chambre se constituera le 12, et que les 55 élus non vérifiés pourront, en attendant la vérification de leurs pouvoirs, prendre part aux scrutins. Le 12, un message impérial annonce un projet de sénatus-consulte qui va concéder ce que demande le tiers parti: élection du bureau par les députés, facilités

pour les amendements et les interpellations, possibilité pour le député d'être ministre; plus de modifications de tarifs sans des lois; vote du budget par chapitre. — Démission des ministres. Prorogation indéfinie de la chambre, en attendant le sénatus-consulte. La suppression du ministère d'État est jugée inévitable; on croit que seront ministres Em. Ollivier, Segris, le marquis de Talhouët, ou d'autres membres considérables du tiers parti. Les ministres nommés le 17 juillet ne forment pas un cabinet homogène; de Forcade, à l'intérieur, tient lieu de Rouher, qui devient, le 20, président du sénat; il n'y a que deux députés ministres, et dans des postes secondaires, Alfred Leroux de la droite et Bourbeau un des 116. La prorogation est maintenue. Les 116 persistent. La campagne du *Pays* contre 51 des 116 est maladroite, elle ne les ramène pas en arrière. — La gauche assiste, peu unie, à cet effort des libéraux modérés. — Le sénatus-consulte réformateur, sous la direction du nouveau président, ne s'élabore pas vite. Le rapport de Devienne n'est lu que le 25 août. — Mort regrettable du ministre de la guerre, le maréchal Niel (14 août), que remplacera, le 21, le général Lebœuf. — L'amnistie politique du 15 août, à l'occasion du centenaire de Napoléon I^{er}, ne calme pas les irréconciliables, les révolutionnaires: beaucoup de réfugiés prolongent un exil volontaire. La Corse, berceau de la dynastie est visitée par l'impératrice et son fils; l'empereur est alors malade: c'est encore une circonstance défavorable. Dans la session des conseils généraux la discrétion ou l'énergie des présidents ne peut pas partout empêcher qu'on émette des vœux politiques. — Le sénatus-consulte est discuté du 1^{er} au 6 septembre. Le prince Napoléon voudrait des réformes sans limites; il parle en démocrate, en révolution-

naire. Les amendements Bonjean demandant une part du pouvoir législatif pour le sénat, dont la moitié procéderait de l'élection, une part du pouvoir constituant pour le corps législatif, contre lesquels Delangle propose la question préalable, n'ont que 10 voix; mais on admet un amendement qui donne au sénat le droit de ne pas motiver le rejet des lois votées par les députés; on ne veut pas rétablir le droit d'adresse. Au scrutin d'ensemble, il y a 3 voix contre, 28 manquant. — Au début de septembre un congrès de la presse départementale, tenu à Lyon, reçoit, discute beaucoup de plans de réformes, dont quelques-uns viennent de libéraux des anciens partis et de catholiques; au congrès de l'Internationale des travailleurs à Bâle, s'étalent les théories de la République démocratique et sociale; au congrès de la ligue de la paix et de la liberté à Lausanne, mêmes tendances, il y a plus d'orateurs français, accueil enthousiaste fait à V. Hugo, on prêche la guerre et le socialisme. Les doctrines socialistes sont développées à Paris dans des réunions soi-disant non politiques, animées de l'esprit républicain et révolutionnaire; on y condamne la religion, le salariat, le mariage; Barbès, Tibaldi, Rochefort, y sont célébrés; Heligon, Falcet, Vermorel, Humbert, Lefrançais, Ducasse, s'y font une réputation comme Briosne, Tolain, Lombard. Grèves de mineurs, pour des griefs quelquefois fondés, peu graves dans le bassin du Gier; violentes dans l'Avoyron, et dont la répression fait des victimes à Aubin, le 8 octobre. Toute la presse démocratique radicale de Paris prend feu. — La prorogation du corps législatif étant sans limites, la proposition Kératry, lancée le 15 septembre, fixe une limite, le 26 octobre, c'est-à-dire à la fin du sixième mois depuis le décret de dissolution (25 avril) de la dernière chambre. On s'émeut

de cet appel, qui peut provoquer une révolution. Le 26 octobre est cependant franchi sans désordre. — Un décret du 27 fixe les élections complémentaires au 27 novembre. A Paris, nouvelle période d'agitation électorale dans quatre circonscriptions qu'a laissées vantes l'option pour des collèges de province par Gambetta, Bancel, Ern. Picard, Jules Simon. Les révolutionnaires veulent quatre inas-sermentés; les irréconciliables, dis-ponibles, s'ils consentent au ser-ment, sont jugés insuffisants; on choisit Rochefort, Barbès, Ledru-Rollin, Félix Pyat, alors tous ab-sents. Rochefort se décide à prêter serment pour la circonscription même de Belleville où avait été élu Gambetta, mais il est compté com-me inas-sermenté. Gambetta est re-nié comme un modéré. Ern. Picard, E. Pelletan et d'autres députés de l'opposition servent la cause de la liberté et de l'ordre en protestant dans les journaux contre les théo-ries révolutionnaires et antisocia-les. Les inas-sermentés cessent d'être candidats, mais ils continuent de près ou de loin à haranguer et à exciter le peuple : Félix Pyat, Bar-bès, Ledru-Rollin, Louis Blanc. Un long manifeste de 27 députés de la gauche, dont Gambetta, rédigé chez J. Favre, 15 octobre, condamne le mandat impératif, accentue toutes les questions dont ils se proposent de demander la solution à l'Assem-blée. Colère du parti démagogique; une sorte de verdict est prononcé, notamment contre Gambetta, par Lermine, Millière, etc. Ce parti, pendant les cinq jours qui précè-dent l'élection, abuse encore du droit des réunions privées et lance un contre-manifeste, dirigé sur-tout contre Carnot opposé tardive-ment à Rochefort. Rochefort passe (21 novembre) ainsi que deux dé-mocrates qui ont prêté serment, Crémieux et Emmanuel Arago. Au second scrutin pour la 4^e circon-scription (5-6 déc.), Barbès, quoi-

que soutenu par Rochefort, n'est pas élu; c'est un ancien député de la gauche, Glais-Bizoin, qui pro-fite de l'abstention de la moitié des électeurs inscrits. Pendant ces élections fiévreuses, où se produi-sent toutes les prétentions et les utopies de la République radicale et socialiste, pas de désordre ma-tériel. — Avant la reprise de la session extraordinaire le 29 novem-bre, les 116 ne sont plus unis: Emile Ollivier, lié trop intimement avec Clément Duvernois du *Peuple*, devient le chef d'un centre droit qui incline vers la droite; 25 des 116 formant le centre gauche vou-draient qu'on n'attendît pas la fin de la vérification des pouvoirs pour demander un véritable cabinet et une nouvelle loi électorale; le cen-tre droit aime mieux attendre et l'emporte. — La session est ou-verte le 29 nov. par un long dis-cours de l'empereur : « L'ordre, j'en réponds; aidez-moi à sauver la liberté... »; diverses réformes sont annoncées, notamment pour le choix des maires, pour la com-position des conseils municipaux à Lyon par le suffrage universel, à Paris par la Chambre. Schneider est élu président; le centre gauche ne peut faire arriver à la vice-pré-sidence ses candidats, Buffet, et le comte Daru, un des plus résolus contre le coup d'État au 2 déc. 1851; même un membre de la droite pure, le baron Jérôme David, est élu. Pendant les quatre semaines (déc.) où, en séance publique, on discute les 55 élections réservées, où les orateurs de la gauche et Thiers continuent à démolir le gou-vernement personnel, jeu secret des partis, droite, centre droit, centre gauche, se disputant la direc-tion des affaires; désaccord fré-quent entre les opinions qui sont émises pendant cette vérification des pouvoirs et les votes de beau-coup de membres des deux centres. Le centre droit se noie presque dans la droite. Il n'y a en tout que

cinq élections cassées. Les députés fonctionnaires de la Couronne renoncent à ces charges pour conserver leur mandat. Le ministre de l'intérieur, de Forcade, avec des déclarations libérales, fait passer les candidatures officielles. Celle de Clément Duvernois (Hautes-Alpes) échappe avec peine à une enquête parlementaire. Le centre gauche manque de hardiesse; il ne maintient pas la priorité au projet de réforme électorale. Latour du Moulin est un des plus ardents contre la droite. Beaucoup de questions, de propositions venant de l'initiative des députés du tiers parti, du centre gauche, de la gauche à côté de laquelle Raspail et Rochefort siègent à part, n'aboutissent pas; les traités de commerce sont encore attaqués; les affaires de la ville de Paris pour un projet d'entrepôt à Bercy reviennent incidemment. — Pendant ces quatre semaines, rôle effacé du sénat. Le conseil d'État prend d'importantes décisions contre un projet que soutenait et favorisait Persigny, contre des résolutions et des exigences du préfet de la Seine, qui tient toujours aux droits sur les matières premières employées par l'industrie. — Renouvellement quinquennal des commissions municipale et départementale de la Seine, pour la dernière fois par l'administration (nov.). — Nouvel organe des idées révolutionnaires à Paris, depuis le 9 décembre, la *Marseillaise* de Rochefort qui renchérit pour la violence sur le *Rappel* et le *Réveil*, avec Millière, Gustave Flourens, etc. Le 27, ils inaugurent la salle Rochefort à la Villette. Propagande de ces idées jusque dans l'armée et surtout beaucoup dans les ateliers et usines où on suscite des grèves. — Bruits incessants de modifications ministérielles; noms mis en avant : Daru, du centre gauche, Em. Ollivier, de Forcade. — Rien n'est conclu, quand le 27 décembre, toutes les élections étant vérifiées,

commence la session ordinaire de 1870. Une lettre de l'empereur à Em. Ollivier, en date de ce jour, le charge de former un cabinet homogène. On croit à la fin du gouvernement personnel qui date du 2 déc. 1851. Le 28, réélection du bureau : Schneider est encore président; cette fois, Daru passe comme 4^e vice-président après Jérôme David de la droite; les deux autres qui ont eu un peu plus de voix sont le marquis de Talhouët et Chevandier de Valdrome du centre droit. Em. Ollivier, tout d'abord en prenant Magne pour conseiller, cherche des collègues trop exclusivement dans la droite. Cabinet mort-né du 31 décembre où restent d'anciens ministres : ébruité le 1^{er} janvier, il ne résistera pas à l'opinion et fera place le 2 janv. à un cabinet parlementaire et libéral avec le même chef Em. Ollivier. — Dans cette année si agitée, il n'y a que 4 conseils municipaux diassous; il y en avait eu 25 en 1868. — Le commandement de la garde impériale passe de Regnaud de St-Jean-d'Angély à Bazaine (15 oct.). — D'après le rapport du ministre des finances Magne, en date du 11 décembre, les comptes de l'exercice 1868 donneront un boni, définitif, net, encaissé de plus de 18 millions; les dépenses ordinaires prévues au budget de 1871 dépassent de 23 millions et demi celles du budget primitif de 1870, mais il espère un excédant de recettes ordinaires de 97 millions; la dette flottante est de 818 millions. — Un décret du 8 nov. affranchit de droits les sels destinés à l'alimentation du bétail, à la fabrication des engrais, à l'amendement direct des terres. — Un décret conforme à l'avis du conseil d'État (17-22 déc.) annule, pour cause d'excès de pouvoirs, une décision du garde des sceaux du 20 mars 1867 au sujet d'une délibération du consistoire de l'église réformée de Caen, relative aux conditions de l'électorat ecclésiast-

tique dans sa circonscription. — En Algérie, la ligne du sud, à 100 lieues du Tell, entre Géryville et Laghouat, est bien gardée par les commandants de ces deux postes, Colonieu et Sonis, contre la rébellion des Ouled-sidi-acheik, avec le concours de quelques chefs de cette tribu. La constitution de la colonie est toujours débattue dans les deux Chambres; une commission spéciale est nommée à ce sujet par le ministre de la guerre (5 mai). Le chemin de fer d'Alger à Blidah est prolongé au sud de 40 kilom. (juillet). — Au Sénégal, expédition nécessaire contre un chef fanatique Ahmadou Sekhou aux confins du Cayor (juillet-septembre), et contre notre ancien allié Lat Dior uni à lui. Le choléra qui fait, comme en 1868, beaucoup de victimes sur le rivage et dans les terres, emporte le gouverneur Pinet-Laprade, colonel du génie (17 août). — Aux îles de la Société, l'étrange régime autocratique du commissaire impérial, de La Roncière qui allait jusqu'à la cruauté à l'égard des coolies chinois, ne cesse que quand le temps de son commandement est expiré. — L'impératrice est allée assister à l'inauguration du canal de Suez (nov.). — Les princes d'Orléans se distinguent, le comte de Paris, par une publication sur les *Associations ouvrières* en Angleterre; son frère, le duc de Chartres, par une étude politique et militaire sur la région du Rhin; le comte d'Eu, fils du duc de Nemours, à la tête des armées de l'empereur du Brésil, son beau-père, contre le Paraguay. — Mort de Berlioz, compositeur et critique de musique (mars); de Sainte-Beuve, éminent critique de littérature, un libéral et presque un démocrate au sénat (13 oct.); d'Eugène Forcade, longtemps rédacteur de la chronique politique à la *Revue des Deux Mondes* (6 nov.); des sénateurs Bourqueney, ancien ambassadeur (26 décembre); Delangle, peu favorable au sénatus-consulte

du 8 septembre (26 déc.). — Dans le port de Bordeaux, incendie par le pétrole causant de grandes pertes matérielles (fin de sept.). — Perte complète de la corvette à vapeur le *Gorgone*, commandant Mage, sur les roches noires au sud d'Ouessant (18 déc.).

Grèce et Turquie. — Le conflit qui durait depuis l'insurrection Crétoise cesse aussitôt que les six puissances signataires du traité de 1856, réunies en conférence à Paris, montrent leur résolution d'y couper court: le ministre de Grèce, qui ne devait y siéger qu'à titre consultatif, refuse d'y venir. Six séances suffisent (du 9 au 16 janvier) pour arrêter une déclaration qui est signifiée au cabinet Bulgaris, afin que la Grèce ne favorise et ne tolère plus sur son territoire des agissements contre la Turquie. Bulgaris, du parti de la guerre, s'y refusant, c'est un cabinet Zaïmis qui y souscrit le 6 février, la Russie même n'osant encourager la résistance de la Grèce. La conférence réunie pour la dernière fois le 18 ne tient pas compte des réserves et des velléités de répétitions de la Grèce contre la Porte. Les relations officielles sont reprises presque aussitôt entre les deux gouvernements. Le sultan maintient la loi qu'il vient de rendre (19 janvier) pour interdire à ses sujets de se faire naturaliser à l'étranger sans son autorisation: ainsi resteront sous sa juridiction des milliers de Grecs qui y échappaient en se déclarant Hellènes sans remplir les formalités de naturalisation. L'insurrection crétoise s'éteint. Une tentative d'opposition des Hellènes des Sporades Turques leur fait perdre une partie de leurs privilèges.

Grèce. — Après la crise d'humiliation qu'il a fallu subir en face de l'Europe, le cabinet Zaïmis dissout la chambre (21 février), la renouvelle par élection, garde la majorité, quoique tous les chefs des

partis soient élus, Coumoundouros, Bulgaris, Déligeorgi, Christidès. La session dure du 17 juin au 2 déc. Le roi a un second fils, Georges, né à Corfou le 24 juin. Une loi sur la régence est votée le 1^{er} déc. Misérable état des finances par suite des emprunts de 1868 demandés, employés en partie pour préparatifs de guerre ; cours forcé du papier de la Banquenaionale d'Athènes et de la Banque Ioniennne, qui avaient prêté 21 millions. Le projet de percement de l'isthme de Corinthe a été adopté par la Chambre (26 oct.). — Un tremblement de terre détruit en partie la ville de Sainte-Maure (28 déc.).

Malta. — Toujours même impuissance du président Salmave contre ses ennemis armés. Plusieurs fois il bombarde les Cayes inutilement. Les partisans de Nissage-Saget surprennent et occupent, dans la nuit du 18 décembre, Port-au-Prince, sans effusion de sang. Ses derniers défenseurs capitulent près de là au fort Alexandre le 26 déc. Il échappe par la fuite jusqu'au 10 janvier 1870 où il est pris et fusillé.

Hollande. — Le timbre des journaux, attaqué par de nombreux comités, abandonné même par le ministre des finances, est aboli par un vote de la première chambre (7 avril). Les élections de la seconde chambre (juin) sont favorables aux libéraux. Bonne situation des finances présentée à l'ouverture de la session le 20 septembre. La seconde Chambre rejette (55 voix contre 4) ce que propose le ministre des colonies, d'employer aux dépenses de la métropole tous les excédants éventuels des revenus des colonies de l'Inde qui déjà y contribuent pour dix millions.

Italie et Rome. — L'application de l'impôt sur la mouture, dès le début de janv. dans toute la haute Italie cause des troubles,

une résistance violente à laquelle les partis politiques paraissent étrangers : la répression, sur plusieurs points dans les provinces de Bologne, Parme, Reggio, entraîne l'effusion du sang. Le frère d'un ancien ministre de l'intérieur, le général Cadorna exerce jusqu'au 30 janvier des pouvoirs extraordinaires dans ces provinces, pour rétablir la paix publique. Les députés rentrés en séance le 13, le 26 bien conseillés par Ricasoli approuvent la conduite du ministre, blâmé par Rattazzi, Sella, Lanza, Chiaves et autres *Permanenti* piémontais toujours irrités de l'abandon de Turin. L'alliance républicaine universelle et les sociétés secrètes qui s'inspirent de Mazzini si voisin de la frontière à Lugano (Suisse) entretiennent l'agitation dans la province de Ravenne, où commande le général Escoffier, à Milan, à Florence même, arrestations à Florence. — La discussion de la loi désirée par le tiers parti pour la décentralisation administrative, et la substitution des délégations provinciales aux sous-préfectures n'avance pas. Le plan financier du ministère est exposé non discuté encore. On vote (20 avril) l'abolition de la loi qui exemptait du service militaire les jeunes gens destinés à la carrière ecclésiastique. Le sénat la votera le 20 mai. Les députés en comité (le comité tenant lieu des discussions préliminaires des bureaux) ont repoussé la proposition d'un catholique libéral d'On-des-Reggio en faveur de la liberté de l'enseignement, parce qu'on craint que cette liberté ne profite qu'au parti clérical. Une loi votée le 29 avril fait inélégible au parlement tout individu ayant des intérêts personnels engagés dans les concessions, contrats, entreprises quelconques ayant quelque rapport avec l'Etat. — Remaniement du cabinet Menabrea pour y faire entrer des *Permanenti* piémontais, afin qu'il n'y ait plus à la chambre de groupes régionaux rivaux les uns des autres.

Le cabinet du 13 mai réunit, sous Menabrea, et à côté du Florentin Cambray-Digny qui reste aux finances, Ferraris l'un des membres les plus importants de l'association des *Permanenti* piémontais hostiles à la convention de sept. 1864, Minghetti qui l'avait signée, des membres du tiers parti Bargoni et Morlini depuis longtemps séparé de la gauche. Mais ce cabinet ne tient que six mois jusqu'au milieu d'octobre, arrêté court au début dans la réalisation de son plan financier par l'opposition des députés délibérant en comité secret (31 mai), et, après la prorogation des chambres (17 juin), absorbé par l'importance donnée aux incidents qui se rapportent à deux députés, Civinini passé du parti avancé à la droite, Lobbia un Garibaldien. Ils sont l'occasion de manifestations, d'attroupements révolutionnaires surtout à Milan; Mazzini, qui est à Zurich, et le gendre de Garibaldi à Gênes poussent au désordre; à Corte-Olona est élu député un dévoué du complot mazzinien. — Des obligations, représentation de biens ecclésiastiques, émises d'après la loi de 1867, et des obligations des tabacs donnent quelques ressources. On en est toujours au cours forcé des billets de Banque sans arrangement définitif avec les Banques. — C'est après la reconstitution du cabinet Menabrea sans le *Permanente* piémontais Ferraris (22 oct.) qu'une maladie en quelques jours met en danger la vie du roi (2-8 nov.); il se prépare à mourir en catholique, mais sans rétracter aucun des actes de son gouvernement: prompt guérison. — Le 11 nov. naît à Naples le prince de Naples, premier fils du prince Humbert. Le 13 janvier, était né à Gênes le duc de Pouille, fils du prince Amédée duc d'Aoste. Le 28 déc. l'ex-reine de Naples met au monde une fille à Rome. — A peine a commencé une nouvelle session (18 nov.) que l'élection du président de la Chambre des députés donne lieu à une

crise ministérielle qui dure plus de trois semaines. Lanza Piémontais de la droite, hostile en 1868 au projet du ministre Cambray-Digny sur la régie des tabacs, ayant été élu président contre le candidat du cabinet Menabrea (Mari), n'arrive que le 14 déc. à grouper autour de lui comme ministres, Sella aux finances, Visconti-Venosta aux affaires étrangères, Correnti à l'instruction publique, Govone à la guerre, etc.; il prend pour lui l'intérieur; il déclare indispensables des économies dans le budget; il voudrait réduire autant que possible, sans affaiblir le pays, les dépenses de l'armée et de la marine. Le vote d'un trimestre d'exercice provisoire en attendant le budget de 1870 est moins disputé par les députés le 19, que le 22 par le sénat, où l'ex-ministre Cambray-Digny défend les mesures financières des cabinets dont il a fait partie. Le cabinet ne renonce pas à l'impôt sur la mouture. Il est question déjà d'abandonner le mode de discussion en comité, pratiqué cette année sans succès à la chambre des députés et de revenir à la constitution ancienne des bureaux qui se livraient à l'examen préalable des projets de loi. — Un décret de Minghetti ministre, en sept. règle le mode de surveillance des compagnies anonymes. — Les gouvernements d'Italie et d'Autriche sont au regret, l'un de l'attentat commis à Livourne (24 mai) sur la personne d'un général autrichien le comte de Crenneville, qui y avait commandé autrefois des troupes de ce pays; l'autre des violences exercées (août) sur l'équipage d'un bateau Italien à Sebenico entre Trau et Zara. Projet d'entrevue des deux souverains; elle est empêchée par la maladie de Victor-Emmanuel (nov.). — A Rome le tribunal suprême de la Sacrée Consulte a commué (24 fév.) la peine de mort prononcée contre Ajani et Luzzi à la fin de 1868 pour complots politiques. Le pape accorde une amnistie politique, reçoit les

hommages de tous les souverains sans distinction de religion le jour anniv. de sa cinquantaine comme prêtre (11 avril). Le procès politique de l'affaire de la porte Saint-Paul du 22 oct. 1857 se termine en mai sans condamn. capitale. — Mort d'un des chefs du parti républicain fédéraliste Carlo Cattaneo, retiré à Lugano (fév.); du boulanger Dolfi qui avait contribué en 1860 à l'expulsion du grand-duc (juillet). — Mort (février) du sénateur Paleocapa; (avril) du marquis Alfieri, ministre en 1848, longtemps président du sénat; (mai) du général Jean Durando.

Japon. — Le Mikado, qui le 1^{er} janvier ouvre aux étrangers le port de Niegata et la ville d'Yedo, dans cette dernière ville, proclamée officiellement la capitale de l'Est, reçoit en grande solennité (3 et 4 jan.) les ministres de la France, de l'Angleterre, de l'Italie, des Pays-Bas, de la Prusse, des Etats-Unis, et tient (mai-juin) une assemblée des daimios, qui décident l'abandon de leur pouvoir féodal : ils ne sont plus que comme des préfets. La guerre avec les rebelles du nord, du parti des Kérais dans l'île d'Yeso, s'achève alors. Des Français se sont trouvés compromis lors de la prise par les troupes du Mikado de la ville d'Iakodadi sur les rebelles; l'amiral français, en menaçant Yeddo même, obtient leur mise en liberté.

Mexique. — Le congrès discute, vote d'importantes lois d'affaires; il essaye d'effacer les souvenirs sanglants des dernières années, en votant l'amnistie pour les Mexicains qui ont adhéré au gouvernement de Maximilien (avril). La confédération de l'Allemagne du Nord négocie un traité de commerce. L'Angleterre attend des ouvertures du président Juarez pour renouer des relations (juin). Il y a des désordres, des prises d'armes dans le Tamaulipas;

à Puebla et à Tlascala par le général Negrete. Des Etats du nord essayent de se former en confédération.

Portugal. — Un décret royal abolit l'esclavage dans les colonies (26 février). Dès le début de la session ouverte le 2 janvier, désaccord de la majorité avec le gouvernement surtout à cause du misérable état des finances. Le cabinet dirigé par le marquis Sa Da Bandiera, dès le 7 janv. annonce sa démission, mais il reste aux affaires; par un décret du 20 mars, il réduit le nombre des députés à élire le 11 avril de 179 à 107. Les chambres ne font cependant pas une opposition violente. Un projet d'emprunt nouveau trouve plus de résistance à la chambre des pairs qu'à la chambre des députés (juin-juillet). C'est sur une motion de blâme par les pairs (10 août), que tombe le cabinet le 12. Le duc de Loulé en forme un autre. La session est close. Les chambres et les journaux prennent souci des projets d'union ibérique qui en faisant roi d'Espagne ou le père ou le frère du roi pourraient amener un jour la subordination du Portugal à l'Espagne. Au lendemain de célébration avec éclat (2 déc.) de l'anniversaire de 1640 à Lisbonne, démonstration hostile de quelques officiers contre le duc de Saldanha, alors ambassadeur à Rome, qu'on croit porté pour l'union : on proteste d'avance contre sa rentrée aux affaires.

Rome. — Le parti ultramontain qui tient à l'*Encyclique* et au *Syllabus errorum* de 1864, ayant surtout à Rome pour organe la *Civiltà cattolica*, journal rédigé par des jésuites, espère beaucoup du futur concile général. Dans tous les Etats catholiques ou non, excepté en Russie, liberté entière est laissée au clergé et aux fidèles de débattre d'avance les questions qui y sont annoncées comme devant y être

traitées, notamment l'infaillibilité pontificale. Les évêques Polonais ne pourront pas se rendre à Rome. La France laisse à Cività-Vecchia sa garnison, garantie de la sécurité matérielle du concile. Les gouvernements catholiques qui ont des concordats avec Rome se déclarent prêts à s'en armer dans le cas où des décisions du concile porteraient atteinte à leurs droits et à ceux de la société, mais ils déclinent la proposition d'une coalition préalable mise en avant par le ministre des aff. étr. en Bavière le prince de Hohenlohe. En Allemagne, on réchauffe par tous les moyens la foi luthérienne qu'on identifie avec l'indépendance nationale : immense meeting à Worms (31 mai), prières décrétées par le roi de Prusse pour l'anniversaire de la naissance de Luther (oct.). Les universités catholiques et les théologiens de l'Allemagne et de l'empire austro-hongrois, même de simples fidèles réunis à Coblenz et à Bonn, à Mannheim, etc., invoquent l'indépendance de l'église et les droits des conciles contre les empiétements de Rome : on voudrait des synodes mixtes, de clercs et de laïques. Une partie de l'épiscopat allemand adhère (sept.) à une lettre pastorale datée de Fulda réclamant toute liberté pour le futur concile, organe de l'église, et lui demandant de respecter les besoins du temps présent. Beaucoup d'ouvrages et de brochures sur ces questions de controverse et d'histoire en Allemagne et en France : ardeur de la feuille ultramontaine de Paris, *l'Univers*. Le pape ne promet rien d'avance (novembre) aux représentants des souverains, dont aucun n'aura rang officiel au concile. — Le concile est ouvert au Vatican, par le pape, le 8 déc. jour de la fête de l'Immaculée-Conception ; environ 700 pères sont présents ; c'est la moitié des membres de la hiérarchie catholique : beaucoup semblaient d'avance résolus à ne pas

voter l'infaillibilité pontificale. Le pape s'est réservé de désigner directement les membres de la commission la plus importante, celle qui doit accueillir ou rejeter, sans son approbation suprême, les questions dont les pères, ayant droit d'initiative, voudraient saisir l'assemblée. Les pères procèdent, depuis le 14, à la nomination des membres des 4 commissions : de la foi, de la discipline, des ordres religieux, des affaires orientales. Les 24 élus, de celle de la foi, sont infaillibilistes. Le concile va siéger pendant plusieurs mois de 1870. — Le 8 déc. à Naples un concile d'athées, dissipé au bout de trois jours par le gouvernement ; à Florence, une manifestation sur la place où fut brûlé Savonarole.

Russie. — Rigueurs administratives contre la presse ; le journal de Moscou est supprimé (mai) ; la *Semaine* après un second avertissement (mars) en reçoit un troisième (mai) et est suspendu pour six mois. — Mais on laisse toute liberté à la *Gazette de Moscou*, rédigée par M. Katkoff, au *Golos* de Saint-Petersbourg, et à M. Samarine, slavophile de Moscou, qui tendent à russifier les Allemands des provinces baltiques. — Plusieurs évêques de Pologne qui ne veulent pas reconnaître l'autorité du collège catholique de Saint-Petersbourg condamné par le pape, sont persécutés ; l'un d'eux, l'évêque d'Augustowo, Constantin Lubienski, meurt sur le chemin de l'exil (19 juin). Varsovie a encore 252 000 habitants, mais bien moins qu'en 1862 ; par un ukase de juillet beaucoup de villes de 3^e ordre perdent leurs privilèges, tombent au rang de villages ; le royaume qui avait 450 villes n'en a plus que 100. L'université de Varsovie est transformée en université russe (juill.). L'Autriche, afin de prévenir toute difficulté avec la Russie et la Prusse, en juillet annonce l'interdiction de

la fête commémorative qui devait avoir lieu à Lemberg le 11 août pour l'union de Lublin, union des Polonais, Lithuaniens, Ruthènes et Prussiens de 1569. — Mouvement armé des tribus nomades des Kal-mouks et des Kirghiz (avril-août); ils attaquent la ville d'Oural'sk; poursuivis, ils se retirent vers le territoire de Khiva. — L'émir de Boukhara (octobre) envoie une ambassade à Saint-Pétersbourg et donne un fils en otage; il est affaibli par la perte de la moitié de ses possessions, par le paiement d'une lourde contribution de guerre, par les menées hostiles de son fils aîné. — Schamyl reçoit la noblesse héréditaire (11 sept.). — Des proclamations révolutionnaires du nihiliste Bakounine sont saisies à Moscou, Kiew, Charkow (déc.). — Ouvrage du général Fadéef sur les forces militaires de la Russie, publié en déc. — Déjà plus de la moitié des serfs et paysans affranchis par l'acte du 1^{er} mars 1861 ont acheté leur demeure et leur champ en se servant du crédit du gouvernement que cet acte leur a ouvert. — En Finlande loi organique de la Diète (15 avril); loi ecclésiastique qui établit en principe la liberté religieuse.

Suisse. — A Genève pendant trois mois (février-mars-avril), la paix intérieure est troublée par les meneurs de l'Association internationale des travailleurs, la plupart étrangers français, recevant leur mot d'ordre ou de Londres ou de la section de Paris, qui suscitent la grève 1^{re} de la société typographique; 2^e des tailleurs de pierre et maçons. Ces meneurs qui ne veulent pas laisser les ouvriers s'entendre avec les patrons, ni travailler si bon leur semble, décrètent les grèves par des affiches pour le 21, et pour le 30 mars; ils annoncent des manifestations révolutionnaires; ils menacent les sarrasins (les traîtres). Leur journal *l'Égalité* demande une « révolution

qui établisse la république de la démocratie socialiste. » Le conseil d'État refuse de sortir de ses attributions constitutionnelles et d'imposer des tarifs; les ouvriers modérés, défenseurs de leurs véritables intérêts contre la minorité violente qui entend les diriger, trouvent appui dans le bon esprit de la population. A peine quelques jours de prison prononcés par la justice de paix le 19 avril atteignent les plus coupables. Les élections pour le conseil national (1^{er} nov.) sont favorables aux radicaux; pour le conseil d'État à la liste des indépendants ou conservateurs, en tête de laquelle est M. Chenevière. — A Berne, au conseil national, à propos d'une motion dont l'objet serait d'obtenir, par un simple arrêté du conseil fédéral qu'approuverait l'assemblée, une législation uniforme en matière de mariage dans tous les cantons, une autre motion est faite pour que le conseil présente à l'assemblée dans sa prochaine session un rapport sur la loi matrimoniale et sur la révision de la constitution: une partie des conservateurs désire cette révision. — Après la conférence de Berne avec les représentants de l'Italie et de l'Allemagne au sujet du chemin de fer de Saint-Gothard (13-15 oct.), dans une session extraordinaire l'assemblée fédérale accorde la concession des chemins de fer du Saint-Gothard et du Splügen (19-21 octobre).

Turquie. — Le sultan que les puissances européennes ont débarrassé du conflit avec la Grèce par les résolutions promptes et énergiques de la conférence de Paris (janvier-février) paraît de plus en plus porté vers les idées de réforme, que travaille à réaliser le grand vizir Aali-Pacha. Aali est le digne continuateur de Fuad-Pacha, qui meurt alors à Nice (milieu de février). Provisoirement le grand vizir a les affaires étrangères; un ministère de l'intérieur est créé, duquel dépend

la liste civile. Le gouverneur de Candie Hussein-Pacha a été fait par le grand-vizir Aali ministre de la guerre; Hobart-Pacha qui avait donné la chasse aux vaisseaux grecs sur la route de Candie devient grand amiral. Reconstitution des tribunaux à tous les degrés (avril): conseil des anciens ou justice de paix, dans les cantons où siègent un calmacantribunaux de première instance; tribunaux d'appel, là où sont des gouverneurs généraux, dans les chefs-lieux de vilayets. Un code civil (juillet), avec beaucoup d'emprunts faits au code français. Les étrangers ne seront pas admis sans passe-port; ils payeront un droit de séjour (25 août). — Les Bulgares ont vainement sollicité la Conférence de Paris (janvier) de s'intéresser à leur demande d'autonomie. La question de l'indépendance de leur église à l'égard du patriarche grec de Constantinople est traitée dans un synode à Saint-Pétersbourg (mars), et dans un synode à Constantinople où on est disposé à la reconnaître (juin). Pas de prise d'armes. — Les dissidents grégoriens de l'église arménienne souffrent de la préséance donnée au patriarche des catholiques, qui sont les moins nombreux (juin). — Un concile de la province catholique de Smyrne (avril) se préoccupe du futur concile du Vatican (avril). — Pendant le conflit greco-turc on s'étonne du voyage du prince de Montenegro, qui en décembre 1868 est allé par Vienne à Saint-Pétersbourg et en revient par Berlin, accompagné du prince Dolgorouki, aide de camp de l'empereur de Russie (février). Les Turcs fortifient les passages qui conduisent de Montenegro en Serbie (janvier). — Les chrétiens de la Bosnie adressent leurs plaintes légitimes au sultan (fév.). — La Serbie ne bouge pas, le régent du parti panslaviste Ristitch étant contenu par un de ses collègues Blasawatz. La Skuptchina dans la révision de la con-

stitution (juin-juillet), réduit le sénat presque à rien, donne plus d'importance au conseil d'Etat. En Hongrie où vit le prince Karageorgewitch le procureur général requiert contre lui la peine capitale (nov.) pour l'assassinat commis en juin 1868 contre le prince Michel. — La Roumanie ne remue pas non plus, contenue par le cabinet de Demeter Ghika et Cogolnitcheano, mais ce cabinet a de la peine à résister au parti d'agitation et d'action de l'ancien ministre Jean Bratianu, du rédacteur du *Romanul* Rosetti, puissant dans les chambres et dans la presse, très-animé contre l'Autriche, très-hostile aux Israélites. Une rivalité d'influence pour la reconstitution de l'armée entre le colonel prussien Krenski et la mission militaire française, qui quitte alors le pays (février), et la nomination d'un chef de l'armée Macedonsky mal vu de la gauche, sont l'occasion de la démission du cabinet (6 fév.). Quand il se décide à rester (le 10), il dissout la Chambre des députés. Le parti radical perd des voix non-seulement dans les élections parlementaires troublées surtout à Plojetchi, mais dans les élections communales. Les députés ont une courte session (11 mai-22 juin); on s'occupe de la condition des israélites, du privilège de la banque, des chemins de fer, d'un projet d'emprunt. Le sénat est dissous aussi. Tentative de meurtre (22 juin) sur le ministre Cogolnitcheano. Camp de grandes manœuvres sur les bords de Sereth où se rend le prince (juin). Le nouveau ministre de la guerre le colonel Manu est un élève de l'école d'artillerie de Berlin, Cogolnitcheano s'est rencontré à Berlin avec le ministre Gortschakoff. Danger de conflit avec l'Autriche (juin); négociations amicales avec la Russie au sujet de la juridiction consulaire (juillet). Le prince Charles, avec des façons de souverain indépendant mal vues à Constantinople, entreprend dans la

compagnie de son ministre des affaires étrangères une tournée en Europe, qu'il commence (14 août) par Livadia, en Crimée, où il est reçu par Alexandre II. Il passe à Bukarest le temps d'ouvrir (6 sept.) une session de quinze jours. Il parcourt alors tout l'occident, voit à Bade le roi de Prusse chef de sa maison avant d'épouser en Suisse (16 nov.) la princesse Elisabeth de Wied. Rentré à Bukarest le 24, il ouvre la session le 27. Le cabinet dans les chambres est accusé de ne pas arrêter ce qu'on appelle l'envahissement des israélites. Une université est ouverte à Bukarest (26 décembre). — Le khédive d'Egypte qui a été zélé pour son suzerain contre les Crétois le blesse en agissant comme un souverain indépendant. Après avoir ouvert (février) au Caire une assemblée de délégués qui est un semblant de Corps législatif et avoir échappé à une tentative d'assassinat (3 avril), il entreprend depuis le 17 mai avec son ministre des affaires étrangères Nubar-Pacha, sans passer par Constantinople, son tour d'Europe, pour inviter les têtes couronnées à l'inauguration du canal de Suez fixée au mois de novembre. Il est irrité de la faveur dont jouissent maintenant auprès du sultan deux de ses ennemis exilés d'Egypte, son frère Mustapha-Fazyl, qui va devenir ministre (juillet) et son oncle Halim-Pascha. Celui-ci se regarde comme le successeur légitime de Mehemet-Ali. Le khédive propose à chaque Etat d'Europe la révision des anciennes capitulations pour les relations des chrétiens en Egypte. Il eût voulu que le canal de Suez fût déclaré neutre : ce qui l'aurait soustrait à l'autorité du sultan. Il est de retour au Caire le 1^{er} août. Situation très-tendue, échange de lettres entre le grand vizir (3 et 29 août) et le khédive (10 août). La lettre vizirienne du 29 exige du vice-roi la réduction de son effectif de guerre, de son matériel de fusils

à aiguille et de navires cuirassés, l'envoi chaque année de son budget à la Porte, la défense de contracter des emprunts ou des engagements politiques avec aucun gouvernement sans l'autorisation du suzerain. Le khédive dans sa réponse arrivée à Constantinople le 27 septembre demande à être libre pour le budget et pour les emprunts. Pas de solution avant l'inauguration du canal de Suez. — Elle a lieu au jour fixé (17 nov.) après dix ans de travaux de la compagnie universelle créée et présidée par le Français Ferdinand de Lesseps. Les lacs amers ont reçu depuis le 18 mars les eaux de la Méditerranée, depuis le 15 août celles de la mer Rouge ; depuis le 9 octobre un vapeur de Marseille est passé en dix-huit heures de la mer Rouge à Port-Saïd. Un mois avant l'inauguration est mort un des principaux ingénieurs du canal, Paul Borel. Le sultan ne quitte pas Constantinople. Il fête tous ceux qui se rendent à l'inauguration, princes, princesses, savants, dont beaucoup vont à Jérusalem, l'empereur d'Autriche, le prince de Prusse, etc. L'Angleterre est le seul grand Etat chrétien dont les princes manquent à l'inauguration. Une petite flotte européenne de trente bâtiments passe d'une mer à l'autre entre le 17 et le 20 nov. Le *Peluse* sur lequel sont les représentants de la compagnie a un léger accident au passage. L'*Aigle* qui portait l'impératrice Eugénie revient en quinze heures de Suez à Port-Saïd. Beaucoup de savants, d'artistes, de journalistes de tous les pays visitent aussi la haute Egypte. — Depuis le 28 octobre des délégués de toutes les puissances sont entendus au Caire sur la question de la réforme judiciaire en Egypte. — Le sultan obtient du khédive conseillé surtout par l'Angleterre qu'il cède. Celui-ci fait lire au Caire (9 déc.) le firman qui lui interdit d'établir de nouveaux impôts, de contracter des

emprunts à l'étranger sans nécessité démontrée et sans autorisation spéciale. — Par des réformes analogues à celles de la France le sultan (juin-oct.) voudrait avoir, outre une armée active de 150 000 hommes, une réserve de 75 000 hommes et deux bans de rédifs donnant 240 000 hommes, une garde sédentaire de 320 000 hommes. La conscription est établie. Le service militaire dans l'armée de terre n'est obligatoire que pour les mahométans, le service est dû pendant vingt ans dont quatre dans l'armée active. — Traité de rectification de frontières avec la Perse (juin). — L'Anglais sir Samuel Baker doit conduire au nom du khédive une expédition pour occuper le territoire du Nil Blanc (juin).

Questions internationales.

— Conférence internationale des gouvernements à Berlin (22-27 avril) pour organiser la mise en pratique de la convention de secours aux Blessés des armées de terre et de mer, qui date du 22 août 1864. — Nouveau câble télégraphique de Brest à New-York par la voie de St-Pierre et Miquelon, œuvre d'une compagnie anglaise, société Erlanger, qui se sert, pour dérouler le câble, du *Great-Estern*, employé en 1865 et en 1866; inauguration le 27 juillet. — A Berne, convention internationale conclue entre la Suisse, l'Italie et l'Allemagne (15 oct.) pour travailler en commun au percement des Alpes par le St-Gothard, en sauvegardant la neutralité de la Suisse (art. 6). — En Egypte, depuis le 7 nov., un congrès commercial international à l'occasion de l'inauguration du canal de Suez, l'œuvre depuis dix ans d'une Compagnie universelle présidée par le Français Ferdinand de Lesseps. — Congrès international de statistique, à la Haye, clos le 11 sept. Les précédents s'étaient tenus depuis 1853 tour à tour à Bruxelles, Paris, Vienne, Londres,

Berlin, Florence; on y étudie surtout l'état et la condition légale des propriétés de mainmorte. — L'Internationale des travailleurs, dont le rôle politique et révolutionnaire s'accroît davantage avec le concours de la presse radicale de tous les pays, et avec des organes spéciaux comme l'*International* de Bruxelles et l'*Egalité* de Genève, dirigée par le conseil général siégeant à Londres, provoque, entretient par des souscriptions des grèves en Belgique, à Bâle, à Genève, à Lyon, fait naître, encourage les fédérations internationales de sociétés ouvrières. Le 4^e congrès s'ouvre à Bâle le 5 sept. : les rapporteurs et orateurs sont moins des ouvriers que des avocats, des journalistes, des gens du monde; les rapports sont l'occasion de controverses acerbes, de personnalités violentes (surtout entre les Allemands Liebknecht et Schweizer); les collectivistes, mutuellistes, communistes des différents sectes sont souvent en désaccord; mais le principe de la propriété individuelle est condamné par 54 voix contre 4; plusieurs veulent qu'on détruise les machines et qu'on repousse désormais les apprentis; les sociétés coopératives même sont dénoncées à l'hostilité populaire comme créant de nouvelles castes de bourgeois, de propriétaires, de privilèges; cependant les doctrines ultra-révolutionnaires du nihiliste russe Bakounine appuyé par le Belge Hins et quelques Français, sont écartées par le vote d'un amendement à celui des travailleurs (14-18 sept.), se tient à Lausanne. Un comité central a mis à l'ordre du jour une série de questions politiques, sociales, économiques, qui ne pourraient se résoudre que par des révolutions et des guerres. On con-

damne le militarisme, la centralisation politique, le parlementarisme prêt à renaître en France; le fédéralisme est la panacée du jour; on glorifie 92 et 93.

1870.

Allemagne, France et Prusse. — La discussion engagée au Corps législatif le 20 juin, à propos d'une interpellation sur la convention conclue le 15 oct. 1869 entre la Confédération de l'Allemagne du nord, la Suisse et l'Italie pour faire en commun le chemin de fer du Saint-Gothard, et que le Reichstag a récemment discutée (25 mai), soulève les clameurs de l'opposition contre la majorité qui a laissé faire Sadowa. Le 4 juillet, émotion vive aux Tuileries, quand on apprend l'acceptation de la candidature au trône d'Espagne par le prince Léopold de Hohenzollern-Sigmaringen, parent du roi de Prusse, dont la sœur est mariée au roi de Portugal, dont le frère règne en Roumanie. Malgré les liens de parenté qu'il a avec les Murat et les Beauharnais, c'est une candidature prussienne combinée entre Prim, Bismark et le roi Guillaume à l'insu des diplomates de toutes les cours. Le gouvernement prussien feint, le premier jour, d'ignorer tout, et nie toute responsabilité. Sur une demande d'interpellation d'un député du centre gauche le ministre des affaires étrangères, de Gramont, lit au Corps législatif une déclaration qui est un défi direct à la Prusse, qu'acceptent par leur silence les députés de la droite et des centres, contre lequel protestent divers membres de la gauche. En renonçant, tout d'abord, aux voies secrètes de la diplomatie, on rend la guerre presque inévitable. L'Angleterre, l'Autriche, l'Italie, après cet éclat, sont impuissantes à conjurer une rupture. Le ministre de France auprès de la Confédération du Nord, Benedetti, presse en vain

le roi de Prusse à Ems, le 9 et le 11, de défendre à Léopold d'accepter. Léopold renonce de lui-même le 12. Le ministre de Gramont demande, le même jour, que le roi de Prusse s'excuse par écrit auprès de l'empereur et s'associe à la renonciation de Léopold pour le présent et pour l'avenir. Refus du roi à Ems. Dès le 12, le ministre Bismark, qui était en villégiature, arrive à Berlin; et bientôt le chef d'état-major de l'armée, de Moltke; on appelle la landwehr, on rappelle tous les officiers en congé. En France on fait étalage des préparatifs de guerre sur terre et sur mer; au Sénat, au Corps législatif, dans la presse il n'y a pas que les ultra impérialistes qui veulent humilier la Prusse: on rappelle Sadowa comme si la France y avait été vaincue; on pousse au Rhin. Le chef du cabinet, d'abord partisan de la paix, se laisse entraîner par de Gramont et par l'entourage de l'empereur qui espère, par des succès militaires, affermir sa dynastie, que le plébiscite du 8 mai n'a pas suffi à consolider. La déclaration portée le 15 au Sénat par de Gramont, au Corps législatif par Em. Ollivier, demande la guerre non seulement à cause des refus catégoriques du roi de Prusse concernant la candidature Hohenzollern, mais pour la manière outrageante avec laquelle il se serait conduit envers Benedetti, et aurait parlé de l'empereur. Les députés de la gauche réclament en vain avec insistance pour l'assemblée entière et pour le public la connaissance complète des documents, des pièces authentiques, communiqués seulement à la commission chargée d'examiner une demande de crédit de cinquante millions; Thiers lutte sans succès contre les fanatiques de la droite pour obtenir communication des dépêches, c'est-à-dire les preuves de l'outrage, et conjurer la guerre; Em. Ollivier accepte la responsabilité « d'un cœur léger ».

Il fait voter contre une proposition de J. Favre appuyée par Buffet (159 voix contre 84). Les membres de la commission se font garants pour le gouvernement. Le bruit et les cris de la majorité enlèvent la clôture de la discussion dans cette séance du 15, qui décide du sort de la France; à la fin de la journée des bandes tentent d'envahir l'ambassade de Prusse, on prodigue les insultes à Thiers. Après le suprême effort de ceux qui voulaient empêcher la guerre, sont votées presque à l'unanimité les mesures nécessaires pour la faire, les 50 millions demandés; plus 16 millions pour la marine, l'appel à l'activité de la garde nationale mobile, le recours aux engagements volontaires; et bientôt, sur de nouvelles demandes du 18, un crédit supplémentaire de 500 millions sur l'exercice de 1870, une émission nouvelle de bons du trésor pour 300 millions; l'élévation du contingent de 1870 à 140,000 hommes, etc. Le président du Sénat Rouher déclare à l'empereur le 16, que la France est prête. Au Corps législatif, le ministre de la guerre Lebœuf a répété plusieurs fois la même affirmation. — La Prusse qui est réellement prête, contre cette provocation imprudente, résultant d'un incident diplomatique qu'elle a soulevé, fait appel au sentiment de nationalité, de droit, d'honneur et aux forces de l'Allemagne entière. Le roi Guillaume, qui a quitté Ems le 15 juillet, sur la route de Berlin, est accueilli partout avec enthousiasme; il convoque le Reichstag pour le 19; il commence à mobiliser l'armée de la Confédération. Le conseil fédéral qui représente tous les gouvernements confédérés, approuve la conduite tenue par son président (le roi de Prusse), déclare accepter la guerre offerte par la France. Quoique en Bavière, du 13 au 16, dans la seconde chambre et dans une partie de la presse, on fût opposé à la guerre, dès le 16 et le 17

les traités d'alliance offensive et défensive de 1866 s'exécutent en Bavière comme dans les États de Bade et Wurtemberg où le peuple et le roi prennent feu pour la défense nationale; leurs troupes sont mobilisées. Le président de la Confédération en accepte le commandement; il le donnera à exercer à son fils. — L'Angleterre a offert le 17 sa médiation; mais, comme la France ne prend pas l'initiative à ce sujet, le chancelier de la Confédération la refuse le 18. — Le 19, le jour où le roi Guillaume ouvre le Reichstag, reprochant au gouvernement français de chercher à exploiter dans un intérêt personnel le sentiment national facile à irriter entre deux grands peuples voisins, la déclaration de guerre de la France est remise au ministre des affaires étrangères de Prusse; elle s'adresse à la Prusse et à ses alliés qui combattraient avec elle. Le 19, le roi renouvelle l'ordre de la croix de fer. Le 20, il demande au Reichstag et obtient aussitôt un crédit de 120 millions de thalers. Le même jour, le 20, une circulaire de Bismark à ses confédérés a pour objet de faire ressortir les torts et la présomption du gouvernement français. Du 20 au 22, les chambres de Bavière, de la Hesse, du Wurtemberg votent les crédits nécessaires; celles de Bade ne sont pas alors réunies. Le Reichstag de Berlin est clos le 21; les chambres de Bavière sont ajournées le 22. Le 23, on arrête dans le Schleswig-nord et dans le Hanovre des personnes qu'on croit suspectes. — En France la session est close le 21; une députation du Corps législatif harangue l'empereur une dernière fois le 22. Le 23, dans une proclamation au peuple, il annonce qu'il va se mettre à la tête de l'armée emmenant son fils avec lui; Lebœuf sera son chef d'état-major; l'impératrice sera régente. On ne voudrait plus, maintenant, des démonstrations bruyantes pour la guerre

t des chants révolutionnaires tolérés depuis le 6 juillet comme moyen d'échauffer le patriotisme à Paris. — Tous les gouvernements de l'Europe s'empresment de se déclarer neutres. — Les belligérants promettent de respecter la neutralité belge ; il est question de celle du Luxembourg et de la Hollande ; de part et d'autre seront observées les règles de la déclaration de 1856 touchant le droit des gens sur mer. — Guerre de plume, à la fin de juillet et au début d'août, entre les diplomates des deux cours, sur les projets ambitieux qu'elles avaient ou avoir autrefois et se communiquer l'une à l'autre au sujet de la Belgique, du Luxembourg, de la Hollande, de la partie du Rhin, voisine de la France. — Le gouvernement français qui avait cru, avant de s'engager dans cette lutte, que quelques actions de guerre amèneraient vite une solution honorable, peut-être avec une rectification de notre frontière, a le pressentiment d'une guerre longue et pénible, (proclamation de l'empereur à l'armée du Rhin, quand il est arrivé à Metz le 28). L'armée du Rhin comprend cinq corps : 1^o maréchal Mac-Mahon, appelé en hâte d'Algérie ayant son état-major à Strasbourg ; 2^o Frossard à Saint-Avold ; 3^o maréchal Bazaine à Metz ; 4^o Ladmirault à Thionville ; 5^o de Faily à Bitche. Ces cinq corps d'armée destinés à agir à l'est sont seuls à peu près constitués ; mais ils n'ont ni l'organisation complète ni la force numérique des armées mobilisées de la Confédération d'Allemagne du Nord grossies de l'armée de l'Allemagne du Sud, qui, d'après des plans arrêtés d'avance, ont passé très vite du pied de paix au pied de guerre. Derrière ces cinq corps qui devaient envahir, en seconde ligne le maréchal Canrobert en constituait un sixième à Châlons ; Félix Douay commandera de Belfort à un septième, qui, le 22 juillet, n'a encore ni sa composition ni

sa destination certaine. Bourbaki commande la garde impériale. L'armée française, en tout, compte environ 567 000 hommes dont 230 000 ne peuvent faire campagne ; on épuise les cadres des régiments. L'artillerie paraît formidable, avec des mitrailleuses de nouveau modèle. Le ministre de la guerre par intérim, Dejean, prescrit la mise en état de défense et l'armement des fortifications de Paris et des forts, le 25 juillet ; le 28, commencent à partir pour le camp de Châlons les premiers bataillons de la garde mobile parisienne, habillés, mais non armés et équipés, auxquels on osera à peine donner des fusils à cause de leur esprit d'indiscipline. Le vice-amiral Bouët-Willauvez a reçu le commandement de l'escadre du Nord destinée à attaquer les États de l'Allemagne : dans la Baltique ou dans la mer du Nord (août) l'action des vaisseaux français sera sans efficacité à cause des désastres de nos armées. — L'Allemagne a tout d'abord en campagne trois armées s'élevant ensemble à 570 000 hommes et 1500 canons : la moins considérable est celle de la Sarre sous Steinmetz qui comprenait 70 000 hommes ; les deux autres : 1^o armée du Rhin sous le prince Frédéric-Charles, neuve du roi Guillaume ; 2^o armée du Sud sous le prince royal de Prusse, sont d'égale force. La landwehr prussienne, du premier ban, comprenant les hommes de 25 à 35 ans, bien exercés mais dont beaucoup sont mariés, à elle seule compte 205 000 hommes. Chaque corps d'armée a sa landwehr régionale. Les uhlands (lanciers), qui avec les cuirassiers forment la grosse cavalerie, seront redoutables par leur élan et leur audace ; jetés toujours en avant, ils prépareront les voies au gros des troupes ; ils sont la plupart d'anciens hôtes de la France, ils en connaissent parfaitement les localités. — Le roi Guillaume, avec Bismark, de Moltke et de Roon, part, le 31 juillet,

let, de Berlin pour l'armée; allant combattre pour l'honneur de l'Allemagne, pour la patrie et les foyers menacés. — Cette guerre dure six mois. — Dès le 16 juillet il y a eu une reconnaissance de uhlans du côté de Sierck: le 20, entre Forbach et Saarbrück (ville pruss.) quelques mouvements de troupes pour protéger ou pour attaquer le groupe des houillères; le 22, les Allemands font sauter le pont du chemin de fer de Kehl; du 24 au 26, des dragons badois percent impunément de Lauterbourg vers Niederbronn; dès le 26, on sent un véritable corps d'armée prussien au sud de Trèves; Saarbrück est le premier objectif des troupes françaises, tandis que des cavaliers bavarois et prussiens tentent une reconnaissance à l'ouest de Bitche le 1^{er} août. Le 2 août, engagement heureux de trois divisions de Frossard sous les yeux de l'empereur et du prince impérial, à Saarbrück, qui est emporté. Le 4, la division Douay (Abel) du corps de Mac-Mahon est attaquée et vaincue à Wissembourg par des forces supérieures, sous les yeux du prince royal de Prusse; elles enlèvent le mamelon du Geisberg derrière la ville; Douay est tué. La division badoise franchit la frontière, occupe Lauterbourg et pousse une reconnaissance jusqu'à Seltz. Le 6 août deux actions considérables: 1^o le corps de Mac-Mahon, quoique renforcé par des divisions du corps de de Failly, ne peut tenir tête à la 3^e armée allemande que commande le prince royal de Prusse. C'est la bataille sanglante de Wœrth (chef-lieu de canton au confluent de la Sauer et du Salzbach), près des hauteurs de Froeschwiller et de Reichshoffen, où, avec 35 000 hommes, il eut à lutter contre plus de 100 000; brillantes charges de cavalerie, grands efforts de l'artillerie; mais la défaite est complète; les Allemands prennent 2 drapeaux, 6 mitrailleuses, 30 canons, font

4000 prisonniers. Cette armée est en retraite sur Niederbronn, Bitche, Saverne; 2^o le corps du général Frossard, surpris à l'ouest de Saarbrück qu'il venait d'évacuer, est écrasé et mis en déroute pas loin de Forbach par les généraux de Kameke et de Gœben de l'armée de Steinmetz (1^{re} armée). Les vainqueurs peuvent avancer en France. Le 7, Forbach, Sarreguemines, Haguenau, sont occupés. Le roi de Prusse, qui a le 7 son quartier général à Hombourg (Palatinat), le 10 est à Saarbrück. Il déclare ne pas faire la guerre aux habitants paisibles. « La nation allemande, dit-il, désire vivre en paix avec le peuple français. » Depuis le 8, la cavalerie badoise est aux portes de Strasbourg dont le commandant Urich, proclame, le 9, la résolution de résister; dès le 9, des patrouilles prussiennes sont à 15 kilomètres de Metz. La cavalerie ennemie se porte, le 12, devant Metz, Pont-à-Mousson et Nancy. Nancy, qui est sans un soldat, reçoit l'ennemi le 12. Les 3 armées allemandes ont manœuvré de manière à envelopper Metz en privant la place de ses communications rapides avec Paris par Frouard. C'est dans la place de Metz que se concentrent les débris des corps français vaincus et les corps qui sont en formation (sous Canrobert, et Félix Douay), sans avoir été en état de défendre les Vosges. — Les populations n'ayant pas été armées, exercées et munies pour le cas d'une invasion, sont à la merci de l'ennemi qui se donne droit de mort sur les paysans ou bourgeois s'ils se défendent sans être des soldats enrégimentés. Il contestera même aux gardes mobiles le caractère de militaires. Il pratique partout des réquisitions inouïes. — Le roi de Prusse, qui, le 11, est à Saint-Avold, le 13 est au château de Herny, à 30 kil. de Metz. — Bazaine commande en chef l'armée dite du Rhin. C'est autour de Metz que se passe la seconde série des grandes

pérations militaires du 14 au 18, pendant que Strasbourg, Belfort, Saverbourg, Bitche, Toul, supportent des sièges et que des gouverneurs généraux (de Bonin, de Bismark-Bohlen) commencent à organiser l'administration allemande, le premier en Lorraine, le second en Alsace. Le 14, alors que Napoléon III avec son fils quitte Metz pour Verun, a lieu le combat de Borny, au nord-est de Metz, où Decaen, qui a emplaced Bazaine dans le commandement du 3^e corps, Frossard (2^e corps), Ladmirault (4^e corps) soutiennent péniblement l'effort de Steinmetz (1^{re} armée allemande) ; les Français voulaient s'ouvrir une voie vers Châlons ; ils sont réduits à abandonner la rive gauche de la Moselle et sont repoussés jusqu'aux glacis de Metz. La cavalerie prussienne se répand dans le département de la Meuse, occupe Commercy. Le 16, le roi de Prusse a son quartier général à Pont-à-Mousson. Ses trois armées, qui sont arrivées à se concentrer, engagent une furieuse journée de douze heures contre Decaen, Ladmirault, Frossard, Canrobert (6^e corps), et la garde impériale (Bourbaki), pour les couper de la route de Verdun, par laquelle l'empereur se portera sur Châlons, et les rejeter dans Metz. Le lieutenant général d'Alvensleben et le prince Frédéric-Charles surtout président à ces actions sanglantes du 16, livrées à l'ouest de Metz, à Gravelotte, à Rezonville, à Mars-la-Tour, à Doncourt et Vionville. Le roi de Prusse salue ses troupes sur le champ de bataille. — Napoléon III est à Châlons-sur-Marne lorsque se livre, le 18, la 3^e grande bataille devant Metz, à l'ouest encore, entre St-Privat-la-Montagne et Amanvillers jusqu'aux carrières de Jaumont ; on se bat pendant neuf heures ; le roi commande. L'armée française, privée de ses communications avec Paris, est rejetée sur Metz ; Bazaine y est enfermé avec 120 000 hommes. — La

guerre, jusqu'ici, a coûté aux Allemands en tués, disparus, ou blessés, plus de 100 000 hommes. Mais ils ont déjà une quatrième armée placée depuis le 19 sous le commandement du prince royal de Saxe ; le grand-duc de Mecklembourg-Schwerin va amener contre la France les troupes qui sont inutiles sur les côtes de la mer du Nord et de la Baltique : le flot de l'invasion augmentera incessamment. Avec le prince royal ils se précipitent sur la route de Paris. La France, qui leur sera ouverte, n'a pas d'autre grande armée à opposer que celle de Bazaine. Le ministre du comte de Palikao improvise une armée confiée, dès le 24 août, à Mac-Mahon, qui réunit les débris de son corps vaincu le 6 août, le corps de de Failly, le 7^e corps que commandait Felix Douay, et le 12^e que devait former Trochu et qui passe, quand il est nommé, le 17, gouverneur de Paris, sous les ordres de Lebrun. Mais ces troupes, fatiguées et mal pourvues, qui n'ont même plus comme point de ralliement Châlons-sur-Marne, évacué par elles le 21, et au delà duquel se portent dès le 24 les avant-gardes de l'ennemi, au lieu d'être échelonnées en large ceinture autour de Paris reçoivent du ministre Palikao la mission de rejoindre Bazaine, parce qu'il espère que Mac-Mahon et Bazaine ensemble étoufferont les armées allemandes au sein du pays qu'elles ont envahi. Cruelle anxiété pendant huit jours au sujet de la marche et de la conduite de cette armée. Les Allemands avancent toujours. Le 25, Vitry-le-François se rend ; ils entrent dans le département de l'Aube. Le roi, a, le 26, son quartier général à Clermont en Argonne. — C'est dans la région des Ardennes que s'accomplit la troisième série des grandes opérations militaires. Il s'agit pour Mac-Mahon de rejoindre Bazaine qui compte se dégager et accomplir sa retraite par Montmédy, Verdun, Thionville, Metz, formant un qua-

drilatère stratégique. L'armée du prince royal de Prusse, la 3^e, qui marche sur Paris par Troyes, a des moments de ralentissement et de retraite apparente selon le résultat des opérations des autres armées. La 4^e, sous le prince Albert de Saxe, suit à la piste Mac-Mahon ondoyant de Reims à Sedan. L'armée de Steinmetz, celle du prince Frédéric Charles surveillent Bazaine pour l'empêcher de sortir de Metz. Fausse sortie de l'armée de Bazaine le 26. Le 26, défaite d'un détachement de cavalerie de Mac-Mahon par de la cavalerie prussienne et saxonne à Buzancy, entre Vouziers et Stenay. Le 29, l'armée du prince royal de Saxe gagne sur lui un combat d'avant-postes à Nouart, entre Stenay et Buzancy. Le quartier général du roi de Prusse est le 29 à Grand-Pré, le 30 à Varennes. Le 30, l'armée du prince royal de Saxe, composée de Saxons et de Prussiens, avec le premier corps Bavarois, de l'armée du prince royal de Prusse atteint à Beaumont, entre Stenay et Sedan, Mac-Mahon se dirigeant sur Metz; au début le corps de de Failly est surpris; les Français sont repoussés en partie jusqu'à Sedan, en partie jusqu'à Mouzon sur la rive droite de la Meuse, laissant beaucoup de canons et de prisonniers; il n'y a plus de jonction possible avec Bazaine. Les 3^e et 4^e armées, par leurs mouvements combinés (prince royal de Prusse, prince royal de Saxe), cernent Mac-Mahon dans la direction de Sedan le 30 août le jour même où Bazaine engage toute son armée dans une lutte décisive contre le général de Manteuffel et le prince Frédéric-Charles pour essayer de sortir de Metz, au nord-est dans la direction de Thionville: c'est la bataille de Sainte-Barbe et de Noisseville sous Metz, rude particulièrement pour la landwehr prussienne. Elle dure trente heures (31 août, 1^{er} sept.) et rejette Bazaine dans Metz. Le 1^{er}

sept., autre lutte décisive, bataille plus effroyable encore, à Sedan: toute l'armée de Mac-Mahon est anéantie avec les 3^e et 4^e armées que commande en personne le roi Guillaume. Immense champ de bataille. Mac-Mahon étant grièvement blessé au début de l'action, Wimpffen appelé récemment d'Algérie, sur un ordre écrit de l'empereur, qui est présent mais qui ne commande pas, prend le commandement; il ne peut que voir se consommer le désastre auquel l'empereur attache son nom en demandant le lendemain, 2 sept., à capituler pour lui-même et pour toute son armée, que l'ennemi pourrait anéantir des hauteurs qui dominent Sedan. Depuis cinq jours l'ennemi avait déjà fait plus de 50 000 prisonniers, conquis un grand nombre de drapeaux et de canons. La capitulation livre aux Allemands avec la personne de l'empereur toute l'armée de Sedan, 85 000 hommes, tous les drapeaux, 70 mitrailleuses, 330 pièces de campagne, 150 pièces de rempart, 10 000 chevaux, 15 000 hommes échappent et se retirent sur le territoire belge où ils sont désarmés; quelques fugitifs, des officiers en assez grand nombre, serviront encore dans cette guerre — L'armée de Mac-Mahon avait été en tout d'environ 150 000 hommes; le 13^e corps (Vinoy) qui n'avait pas pris part à toutes ses opérations va être le premier noyau de l'armée de défense de Paris. — Même avant leur succès de Sedan, les Allemands étaient résolus à écarter toute intervention des puissances de l'Europe qui voudraient les empêcher de garder l'Alsace et une partie de la Lorraine avec Metz (réunion de notables de tous les partis à Berlin, et proclamation du gouverneur général de l'Alsace-Lorraine le 30 août). Strasbourg, bombardé depuis le 19 août, en partie détruit par le feu avant la catastrophe de Sedan, avec bien peu de ressources de défense, va souffrir longtemps encore pour la France.

Le sort de Metz est lié à celui de l'armée de Bazaine, plus nombreuse que celle de Mac-Mahon. — Napoléon III, après une entrevue, le 2 sept. avec le roi de Prusse près de Sedan, reçoit pour résidence le château de Wilhelmshoehe voisin de Cassel. — Les Allemands reprennent la marche en avant sur Paris ; le 5, le lendemain de la chute du trône impérial proclamée à Paris, le roi de Prusse est à Reims, le département de Seine-et-Marne est envahi. Alors que de tous les côtés en Allemagne est affirmée la résolution de garder comme fruit de la guerre l'Alsace et une partie de la Lorraine avec Metz, le 6, au nom du gouvernement de la défense nationale, le ministre des affaires étrangères Jules Favre écrit aux agents diplomatiques : « Nous ne céderons ni un pouce de notre territoire ni une pierre de nos forteresses. » Le 6 arrive à Paris le corps de Vinoy, qui n'avait été associé qu'en partie aux marches et aux opérations de Mac-Mahon. — En dix-sept jours depuis la capitulation de Sedan, les progrès de l'invasion sont si rapides que le 19 l'investissement de Paris va être complet. Le 9 a dû se rendre la place forte de Laon, dont la poudrière fait explosion pendant qu'y entre le duc Guillaume de Mecklembourg. Le 12 les Prussiens sont à Lagny ; on fait sauter les ponts à leur approche dans le département de Seine-et-Marne. Le 12, M. Thiers commence une mission de dévouement suprême : au nom du gouvernement il part pour Londres, Saint-Petersbourg et Vienne, cherchant pour la France auprès des puissances neutres quelque appui diplomatique, ou un concours moral. Le roi de Prusse est le 14 à Château-Thierry et le 15 à Meaux. Le 16 son ministre Bismark date de Meaux une circulaire où il rejette l'idée d'un armistice et d'un règlement de conditions de paix par l'intervention de puissances neutres. Paris a reçu environ 100 000 hommes de la garde mobile des départements,

mais ni équipée, ni armée, ni exercée. Le 17 les hauteurs de Villeneuve-Saint-Georges sont prises ; le chemin de fer de Paris à Orléans est coupé. Les populations circonvoisines affluent dans Paris. Le prince royal de Prusse est le 19 à Versailles, qui sera le quartier général de l'ennemi. Le 19, le combat de Châtillon sur un espace assez vaste au sud de Paris est la première sortie de l'armée de défense sous Vinoy ; cette position si voisine des forts du midi reste à l'ennemi. Alors Paris est enveloppé de tous côtés. — Le siège de Paris domine la dernière période de la guerre, qui, pour les départements, doit être dirigée par une délégation du gouvernement de la défense, installée à Tours le 13 septembre. L'entrevue demandée par Jules Favre à Bismark et qui a lieu au château de Ferrières, le 19, le jour du combat de Châtillon, est sans effet, les conditions qu'admettrait le vainqueur pour un armistice devant comprendre déjà des cessions de territoire et mettre à sa merci le mont Valérien, la meilleure défense de la capitale qu'il n'a pas encore attaquée, et Strasbourg bombardé, incendié, mais qui résiste encore. Cette entrevue est expliquée contradictoirement dans des notes de J. Favre du 23, de Bismark du 27. L'armée de défense de Paris, le 22 (division Maudhuy) a occupé utilement le moulin Saquet, Villejuif et les Hautes-Bruyères. La reconnaissance sur Chevilly et l'Hay (Vinoy) le 30 est meurtrière et sans résultat. Toul bombardé depuis le 9 est pris le 23 par le grand-duc de Mecklembourg-Schwerin. Le 28, capitule Strasbourg presque détruit par le feu des Badois commencé le 10 août, après quarante-six jours de siège et trente-sept de bombardement ; le général Urich avec 17 000 hommes se rend au général Werder. Bitche est bombardée depuis le 11 ; Colmar est occupé depuis le 15, Mulhouse depuis le 16. Le bombardement de Metz a commencé le 9 sept.

Les combats de sortie de l'armée de Bazaine deviennent rares ; les derniers sont du 22 sept., du 2 et du 7 octobre ; les approvisionnements manquent à la place investie. Les francs-tireurs et quelques détachements organisés livrent des combats aux Badois de Degenfeld dans les Vosges, 4 et 6 octobre. — Lorsque Gambetta vient se joindre aux délégués de Tours et prend la direction du gouvernement et de la guerre pour toute la province, l'ennemi couvre déjà la Somme, l'Eure, s'étend au large à l'ouest et au sud de Paris. Cruautés de l'ennemi partout où les populations osent se défendre (comme à Ablis près de Rambouillet 8 oct.) ; nombreux combats autour de Dreux. La délégation de Tours nomme Garibaldi au commandement en chef des troupes irrégulières de l'Est ; il est presque aussitôt, le 15, à Besançon. Le *Nouvelliste de Versailles* rédigé en français, depuis le 15 octobre, est un journal prussien. Le 10 les Bavares de la troisième armée (Von der Than) livrent combat à l'armée de la Loire à Arthenay près d'Orléans ; ils emportent le 11 Orléans par un second combat et un assaut. Le 13, la tentative que fait l'armée de Paris (division Blanchard), pour reprendre la redoute et le plateau de Châtillon, ne réussit pas ; le palais de Saint-Cloud est incendié. Le 16, Soissons capitule après trois semaines de siège. Le 18, une division du prince royal de Prusse n'entre dans Châteaudun (Eure-et-Loir) qu'après l'héroïque résistance des habitants ; ils combattent encore au milieu des ruines de leur ville bombardée. Le 21, journée meurtrière et sans résultat pour l'armée de Paris (Ducrot) essayant de percer la ligne d'investissement, sous la protection et à l'ouest du mont Valérien, par le combat de Rueil, de la Malmaison, Bougival et la Jonchère. Le 24, Schelestadt capitule. Bazaine, qui a le tort d'engager depuis le 13 des négociations politiques avec le quar-

tier général de Versailles, où il envoie le général Boyer, par la capitulation du 27, livre prisonnière de guerre toute son armée (173 000 hommes) avec un immense matériel et la place de Metz : l'armée qui l'assiégeait peut se porter contre le nord de la France. Metz a eu 5290 décès du 14 août au 1^{er} nov. M. Thiers revenu à Tours le 21 après avoir visité les cours de Saint-Petersbourg et de Vienne comme il était déjà allé à Londres, ne peut venir à Paris que le 29, avec un sauf-conduit prussien, pour rendre compte de sa mission. Ces trois puissances et l'Italie s'étaient concertées pour une proposition d'armistice ayant pour objet la convocation d'une assemblée nationale et pour base le ravitaillement de Paris : mais le 30 l'armée de Paris a un grave échec, elle perd le Bourget, près de Saint-Denis, qu'elle avait enlevé le 28 ; le 31 une insurrection est triomphante pendant quelques heures à l'hôtel de ville. C'est alors que M. Thiers retourne à Versailles porter l'acceptation au quartier-général de l'ennemi ; ce même jour les Prussiens prennent Dijon. Aussi la Prusse refuse la condition du ravitaillement de Paris. Le gouvernement de la défense refuse l'armistice s'il n'y a pas de ravitaillement. Jules Favre le 7, Bismark le 21, s'expliquent sur ces refus. La guerre continue partout. M. Thiers revenu à Tours le 7 nov. n'a plus de rôle diplomatique. Il publie un mémoire sur sa mission. — M. de Chaudordy dirige la diplomatie de la Délégation. — Belfort est investi depuis le 3 nov. Cette place, défendue par le colonel Denfert, bombardée depuis le 3 décembre, est la seule dans l'Est qui puisse tenir jusqu'à la fin de la guerre. Verdun, Neuf-Brisach avec le Fort-Mortier, Thionville. Les Fères succombent en novembre ; Phalsbourg et Montmédy, en décembre ; Mézières, le 2, Rocroy, le 5, Longwy le 25 janvier. — Des corps de Français et d'auxiliaires qui se forment

ans l'Est, en nov., inquiètent l'ennemi, dont on voudrait couper les arrières et intercepter les communications. L'ennemi irrité s'en prend même à la population civile, il enlève des notables de Bourgogne et le Franche-Comté comme otages et les emmène en captivité (23 déc.).

— Les départements dans un immense périmètre autour de Paris sont le théâtre d'opérations de guerre, de ravages et de réquisitions de l'ennemi; il veut empêcher à tout prix qu'une armée du dehors n'approche de Paris et ne puisse concerter avec les troupes du dedans quelque grande opération militaire, qui dégagerait la capitale: de là les faits d'armes en novembre, à Coulmiers près d'Orléans, à Orléans repris le 10 par le général d'Aurelle de Paladines, à Dreux, à Châteauneuf, à la Loupe, à Nogent-le-Roi, où combat le grand-duc de Mecklembourg; à Beaune-la-Rolande, à l'est de la forêt d'Orléans, le 28, entre l'armée de la Loire et celle du prince Frédéric-Charles; à Amiens, occupé le 28 par de Manteuffel, qui le 1^{er} décembre se dirige sur Rouen.

— Paris, de son côté, tente un grand effort: le 28 les marins du vice-amiral Saisset occupent le plateau d'Avron; le 29 et le 30 nov. Ducrot avait résolu d'ouvrir un passage par le sud-est; mais la Marne n'est pas franchie à temps, la bataille du 30 nov. à Bry et Champigny-sur-Marne donne des positions qu'une bataille plus acharnée, le 2 décembre, engagée par les troupes renforcées de Saxe et de Wurtemberg, oblige d'abandonner le lendemain; on repasse la Marne, on se cantonne sous la protection des forts. La violence du froid augmente le nombre des victimes et paralyse les opérations. Du 2 au 5 déc. quatre jours de rudes combats soutenus par d'Aurelle de Paladines livrent Orléans au prince Frédéric-Charles. Ce qui reste de l'armée de la Loire se décompose en deux commandements: l'armée de l'est sous

Bourbaki, l'armée de l'ouest sous Chanzy. Le grand-duc de Mecklembourg, puis le prince Frédéric-Charles s'attachent à Chanzy qui manœuvre d'abord sur la Loire, ensuite dans le bassin du Loir. Depuis le 6, la délégation de Tours s'est transportée à Bordeaux. Chanzy, le 15, est obligé de se retirer sur le Mans; les Prussiens depuis le 13 ont Blois, le 15 ils entrent par un combat à Vendôme; ils sont sur les routes de Tours et du Mans. Au nord, depuis le 5, ils ont Rouen; depuis le 8, Dieppe; c'est le général Faidherbe qui réorganise la défense dans le bassin de la Somme et dans tout le nord-est. A l'est, combat dans les départements de la Haute-Marne et de la Côte-d'Or; la bataille de Nuits est soutenue contre la division badoise de Werder par le jeune général Cremer. — Encore un double effort de l'armée de Paris le 21: à l'est, combat de Neuilly-sur-Marne; l'attaque sur le Bourget, bien plus importante, très acharnée et sanglante, ne réussit pas. — Le 22, combat à Montoire, et le 21 plus près encore de Vendôme. Le 23, combat de Pont-Noyelles, près d'Amiens; après un autre combat le 28 à Longpré, entre Abbeville et Amiens, Péronne est investie le 29. Dans la crainte d'être surpris, le 27, les Badois de Werder évacuent Dijon. — Le roi Guillaume le 19 déc. reçoit à Versailles, où les plénipotentiaires des Etats du Sud sont venus négocier (nov.), la création d'un nouvel empire allemand, l'adresse du Reichstag du Nord qui lui offre la dignité impériale. Les Allemands fêtent leur Noël à Versailles le 25. — Le 27, sachant Paris épuisé de vivres, ils commencent à employer le moyen *psychologique* (sic) pour en amener la reddition; ils démasquent plusieurs batteries de canons Krupp et ouvrent le bombardement sur les forts de l'est de Paris: les troupes de Paris abandonnent le plateau d'Avron bombardé, le 29. Cette lutte suprême pour Paris sé-

paré du monde, et pour la France, va durer un mois encore. — Les Allemands se sont plaints souvent que l'Angleterre ait fait passer des munitions à la France ; ils ont accusé aussi de violation de neutralité la Belgique et le Luxembourg.

Allemagne et Prusse. — Depuis le 1^{er} janvier, la chancellerie fédérale du nord avec M. de Bismark ministre des affaires étrangères est l'organe de la politique extérieure prussienne. Le Langtag prussien tient jusqu'au 12 février ; le Reichstag ouvre à Berlin le 14. — Les ouvriers socialistes du nord sont réunis en congrès à Berlin : (fév.) leur bannière est le drapeau rouge avec un crêpe noir. Dissensions au sein de ce parti : ils méprisent l'apôtre de l'épargne Schultze-Delitsch ; ils n'écoutent plus même le député démocrate Jacoby. Le chef du parti Lassallien, Schweitzer, porté au socialisme autoritaire, proclame au congrès la nécessité de la guerre sociale. Les collectivistes réunis à Halle lui opposent le député prussien Fritz Mende ; Bebel, ouvrier tourneur est à la tête d'un autre groupe saxon ; Franz de Munich a le même rôle à Augsbourg. — Au Reichstag du nord, quand Lasker demande, à propos d'un traité de réciprocité en matière de recours judiciaires signé avec Bade, l'entrée de cet Etat dans la confédération, Bismark combat la mesure comme inopportune (24 février). Quand on discute le code pénal, Bismark se déclare contre l'abolition de la peine de mort, à laquelle est favorable le Reichstag à l'exemple de la 1^{re} chambre de Saxe (7 janvier), de la 2^e chambre de Bade (5 mars). Le Reichstag propose (5 mars) d'étendre aux Etats de l'Allemagne du sud l'application de la loi sur les poids et mesures. Le 8 avril il vote en 2^e lecture le Code pénal. Il s'ajourne à partir du 21 avril jusqu'au 7 mai pendant le temps que

dure une courte session du parlement douanier. — Les chambres de la Bavière et du Wurtemberg ont eu aussi chacune leur session (janvier-mars). A Munich l'opposition particulariste est assez bruyante dans la première chambre ; le roi refuse (12 février) d'en recevoir l'adresse qu'ont votée même des princes de sa famille. Il les exclut de la cour. Le ministre modérateur, le prince de Hohenlohe, accusé de trop de condescendance envers la Prusse, odieux aux ultramontains à cause de sa circulaire de la fin de 1870 contre le projet de concile, étant l'objet d'un vote de défiance même dans la seconde chambre (12 février), donne sa démission. C'est le comte de Bray-Steinburg qui devient président du conseil (8 mars). A Stuttgart, dans la seconde chambre ouverte le 8 mars, c'est l'opposition démocratique qui redoute l'asservissement à la Prusse ; elle voudrait que le service militaire effectivement obligatoire pour tous fût de courte durée ; le désaccord avec le ministre de la guerre amène sa démission, mais le président du conseil de Varnbühler reste aux affaires. La chambre est prorogée à une époque déterminée (24 mars) : le comité du parti populaire proteste contre l'ajournement par une proclamation au peuple (début d'avril). — A Berlin des membres du parti progressiste rédigent un programme (30 avril) qui demande la diminution des charges imposées par le système militaire en vigueur. — Dans la session du parlement douanier, à Berlin (21 avril-7 mai), sont adoptés des traités de commerce conclus avec le Mexique et avec le royaume Océanique des Iles Hawaï. Le discours du roi à la clôture de cette première législature triennale (7 mai) résume l'œuvre de réforme douanière de ses trois sessions. — Le Reichstag reprend séance le 7 mai. La question de la peine de mort qui était com-

prise dans la réforme du droit pénal de la confédération préoccupe le Reichstag et le conseil fédéral plus docile que le Reichstag aux desirs du ministre Bismark : le roi, le prince royal venu de Carlsbad, les ministres en confèrent avant que viennent en discussion les amendements pour l'abolition, votés le 8 avril lors de la seconde lecture du Code pénal. Le ministre Léonhard, commissaire fédéral, le 21, demande que la mort soit réservée pour le crime de meurtre ou pour la tentative de meurtre sur la personne du souverain. Vote dans ce sens le 23 (127 contre 119), complété le 24 par la mention du chef suprême de la confédération (128 contre 107). Le Code pénal, le 25, est adopté définitivement ainsi que la loi sur les sociétés par actions. On s'est occupé, le 25 mai, de la quote-part à fournir (10 millions de francs) pour la construction du chemin de fer du Saint-Gothard d'après la convention de Berne du 13 octobre 1869 avec la Suisse et l'Italie « notre amie pour longtemps », dit le ministre Bismark. Le 26 mai, le roi clôt cette session qui termine aussi une première législature complète du Reichstag ; en résumant les résultats obtenus, il annonce que l'organisation de l'armée fédérale est terminée. — L'Allemagne (nord et sud) est le pays de l'Europe, qui a la dette publique la moins élevée, 4 milliards de francs en capital : c'est par rapport au revenu à peine 1 pour cent. — Terrible effet des grèves ; dans la Silésie prussienne, à Waldenbourg 8 000 mineurs qui ont lutté six semaines contre leurs patrons (avril-mai) sont traqués, isolés par tous les moyens que donnent les lois : on leur refuse l'eau des puits, l'entrée des hôpitaux pour leurs malades ; ils demandent vainement secours à l'Internationale ; les patrons ne les reprennent qu'à la condition qu'ils rompent avec toute association, même avec celles qu'à organisées M. Schultze-Delitsch. —

Pendant que l'empereur de Russie fait sa saison d'eau à Ems, le roi de Prusse avec Bismark, beaucoup de princes allemands de Saxe-Weimar, de Hesse, d'Oldenbourg, viennent le visiter (2-3 juin). Le roi Guillaume le 19 juin vient faire séjour à Ems. L'empereur de Russie fait visite à la cour de Stuttgart. La Bavière est le seul État du sud dont les chambres tiennent encore ; le comité de finances de la seconde chambre (11 juin) voudrait réduire à huit mois la présence des fantassins sous les drapeaux, supprimer quatre régiments de cavalerie, abolir des charges coûteuses d'officiers supérieurs. — La convention avec la Suisse et l'Italie pour le chemin de fer du Saint-Gothard est signée à Berlin le 20 juin ; la confédération du nord s'engage pour 10 millions de francs à payer d'ici au 31 janvier 1871. — Dès que la France, à propos de la candidature d'un Hohenzollern au trône d'Espagne, paraît vouloir la guerre, l'Allemagne tout entière l'accepte volontiers sous la direction de la Prusse. Beaucoup de princes, même des États du sud, y exercent des commandants importants. Cependant l'emprunt voté par le Reichstag du nord pour la guerre au taux de 88 francs en 5 0/0 n'est pas facilement couvert. Dans le sud comme dans le nord après les défaites de la France (août) des pétitions d'assemblées populaires réclament une extension de territoire, l'Alsace-Lorraine, comme garantie de l'unité de l'Allemagne contre les convoitises de la France qu'on avait déjà voulu démembrer en 1814. A Brunswick des socialistes ayant publié le 5 septembre une adresse de sympathie pour la nouvelle république française et excitant les ouvriers allemands à se lever en masse pour protester contre la continuation de la guerre, sont arrêtés et emprisonnés par le général Falkenstein. De même à Königsberg le 14, des

socialistes protestent contre le démembrement de la France ; le député Dr Jacobi, pour un discours où il flétrit l'esprit de conquête, est arrêté le 20. — Le député libéral de Reichstag, Twesten, meurt le 14 octobre. — La langue allemande devient exclusivement la langue diplomatique. — Il est déjà question de négociations entre la Prusse et les États du sud, même de la Bavière (milieu de sept.), en vue d'une nouvelle organisation unitaire. Le baron de Moltke chef d'état major-général, le lendemain de la capitulation de Metz qui complète celle de Sedan, reçoit le titre de comte (28 octobre). Même avant cette capitulation c'est au quartier général du roi Guillaume, à Versailles, que Bismark depuis le 20 octobre prépare avec les plénipotentiaires des États du sud la constitution de la nouvelle Allemagne qui tout entière relèvera de la Prusse. On procède (nov.) dans chaque État à de nouvelles élections pour que les assemblées s'inspirent de l'enthousiasme qui a précipité jusque devant Paris les soldats de la patrie allemande. Le 15 novembre Bade et la Hesse, le 23 la Bavière signent la convention qui prépare le régime nouveau en les assujettissant à la Prusse presque autant que les États du nord. Le 24 est ouvert le Reichstag du nord : le discours du trône, lu par M. Delbrück, insiste sur la nécessité pour l'Allemagne d'avoir une frontière capable de résister aux agressions de la France ; il mentionne les conventions du 15 et du 23, annonce que le Wurtemberg va imiter les autres États du sud ; son traité est en effet du lendemain 25. Le ministre demande pour continuer la guerre un crédit de 100 millions de thalers qui est voté le 28 par 108 voix contre 8. Quelques voix qui s'élèvent le 26 et le 28 contre la continuation de la guerre sont accueillies par des témoignages d'indignation générale.

C'est le roi de Bavière, resté paisiblement dans son royaume, mais le représentant du plus grand des États après la Prusse, qui, le 4 décembre, prend l'initiative et engage les princes allemands à offrir au roi de Prusse le titre d'empereur d'Allemagne. Le Reichstag à Berlin, le 6, discute les conventions conclues avec les États du midi, les accepte le 9 à une grande majorité. Le 10, il vote l'introduction dans la Constitution des termes d'empereur et d'empire, et une adresse qui doit être présentée à Versailles au chef de la confédération. Ce même jour clôture de Reichstag. C'est ensuite le Landtag prussien renouvelé par des élections du 16 novembre qui est ouvert par le ministre comte d'Itzenplitz, le 14 décembre. L'adresse du 10 novembre est présentée le 19 décembre à Versailles par les députés du Reichstag. Du 13 au 31 décembre les chambres de Bade, Wurtemberg et Hesse acceptent les nouvelles conventions politiques et militaires conclues avec la confédération du nord. Pour la Bavière, l'une des chambres vote le 30, l'autre en janvier. — Le 14 décembre, le chancelier Bismark notifie à l'Empereur d'Autriche la constitution nouvelle de l'Allemagne et manifeste le désir de relations amicales entre les deux empires. Le chancelier de Beust, le 26, répond favorablement. — La question religieuse n'en passionne pas moins l'Allemagne. Le dogme de l'infailibilité pontificale proclamé au Concile du Vatican le 18 juillet, en Bavière surtout divise les catholiques ; l'archevêque de Munich publie le 18 août les décisions du Concile sans l'autorisation royale. Le 31 août, conférence à Fulda d'évêques allemands disposés à les accepter ; dans cette même ville, une association des fidèles (12 oct.) proteste contre l'acte de spoliation que le pape subit de la part du gouvernement italien établi à Rome.

Des membres du clergé de Posen et de Culm pétitionnent auprès du roi de Prusse à Versailles même (4 nov.) en faveur du pouvoir temporel du pape. L'évêque de Breslau et l'archevêque de Cologne (nov.) cassant des professeurs en théologie qui ne veulent pas de l'infailibilité, le ministre des cultes de Prusse, de Mühler, condamne ces excès de pouvoir (28 et 30 déc.). Dans le royaume de Saxe, la lettre d'un évêque qui défend trop vivement les intérêts du pape, est interdite par le gouvernement (4 déc.).

Allemagne, Russie et Turquie. — La Russie ne dissimule pas ses sympathies pour la Prusse dans sa lutte contre la France; en sept, plusieurs généraux allemands de marque sont nommés membres de l'ordre de Saint-Georges. Le 31 octobre, le prince Gortchakof, assuré du bon vouloir de la Prusse, par une dépêche adressée aux grandes puissances, dénonce le traité de 1856 l'œuvre de la France et de l'Angleterre, alors puissantes protectrices de la Turquie, concernant la neutralisation de la mer Noire et les obligations de la Russie à ce sujet. Stupéfaction du gouvernement et du peuple anglais. Mais (10 nov.) lord Granville, ministre des affaires étrangères, ouvre une voie à des négociations. Bismark alors propose (26 nov.), le lendemain du jour où tous les États du Sud de l'Allemagne ont consenti à s'unir sous le sceptre impérial de la Prusse, et les grandes puissances (sans la France) acceptent, le principe d'une conférence où sera débattue la question de la mer Noire. Le 30 novembre le conseil fédéral de l'Allemagne du Nord prend la résolution de présenter au Reichstag un exposé de l'affaire.

Amérique du Sud et Brésil

— Le congrès de la Nouvelle-Grenade adopte le projet de percer l'isthme de Darien (janv.). — Dans

l'État de Venezuela, les insurgés du parti fédéraliste s'emparent de Caracas (27 avril) après une lutte acharnée : le président Monagas, pris, est relâché sur parole; le chef des rebelles, Guzman Blanco, se fait donner les pouvoirs de président provisoire (18 juillet). — Guerre civile, dans l'État de l'Uruguay. — Dans la République argentine le président de l'Entre-Rios, le général Urquiza, est assassiné en mai avec ses deux fils par une bande de trois cents hommes que conduit le général Lopez Jordan. Jordan se fait nommer gouverneur et déclare la guerre au pouvoir fédéral. — Au Paraguay, le président Lopez, traqué par les Brésiliens dans les forêts des montagnes du nord-ouest, vers les frontières de la Bolivie, ayant encore un millier d'hommes, livre son dernier combat à Aquidabanigui, refuse de se rendre, est tué (1^{er} mars) avec son fils, le vice-président Sanchez et un de ses ministres. Dans le butin fait par le général brésilien Camara se trouvent sa mère, ses frères, ses neveux, 17 canons, beaucoup de munitions de guerre. Enthousiasme légitime à Rio-Janeiro; on y fête beaucoup le commandant en chef, le gendre de l'empereur, le comte d'Eu, fils du duc de Nemours. Au Paraguay, il avait fait décréter l'abolition de l'esclavage; en son honneur beaucoup de Brésiliens affranchissent leurs esclaves. On prépare un traité de paix avec le gouvernement provisoire du Paraguay qui convoque une assemblée constituante. Des préliminaires sont signés le 20 juin à Buenos-Ayres; mais les convoitises territoriales exorbitantes des Argentins qui se sont déjà attribué 1200 milles carrés du territoire des Missions empêcheront un traité définitif. Le Brésil négocie séparément avec le Paraguay. Le président élu du Paraguay, Rivarola, accepte l'idée de la triple alliance conclue à Buenos-Ayres le 1^{er} mai 1865 pour la libre navigation au profit des

nations confédérées du Parana supérieur et du Paraguay. La Constitution du Paraguay est proclamée le 25 nov. — Au Brésil, à l'ouverture de la session (début de mai), le ministère, interpellé sur la question de l'abolition de l'esclavage, déclare ne pas vouloir de mesures immédiates, directes, générales. On demande au moins (proposition faite en juin) que les enfants à naître d'esclaves soient déclarés libres. Après un changement de cabinet (oct.), de plus amples réformes sont promises.

Angleterre. — Émeutes d'ouvriers à Thorncliffe, près de Sheffield (janv.). — L'association nationale de réforme tient une grande assemblée à Manchester et décerne au ministre Gladstone un vote de confiance (janvier). — Le parlement ouvre le 8 février. Le ministre Gladstone propose aux Communes d'annuler comme indigne l'élection qui a été faite à Tipperary, pour le Parlement, d'un fénián Donnovan-Rossa, condamné aux travaux forcés à perpétuité : ce qui est fait par le vote du 10 fév. Le 15 fév. il propose un nouveau bill de réconciliation, pour l'Irlande, le *land-bill* jugé nécessaire dès 1833; il s'agit : 1° de définir les rapports du propriétaire et du tenancier, pour que ce dernier ne puisse être expulsé à courte échéance et sans garantie, ni privé du bénéfice des améliorations faites sur la terre d'autrui ; 2° de faciliter la vente des terres en offrant à ceux qui voudront acquérir une avance de fonds remboursable par annuité. Le vice-président de la commission de l'instruction publique Forster, le 19 février, empruntant les idées du comité exécutif de la Ligue d'éducation nationale dont est président le député Dixon, propose aux Communes au nom du cabinet un bill pour qu'on établisse partout des écoles dont la fréquentation serait obligatoire; l'enseignement religieux ne com-

prendrait que des notions essentielles, générales, sans solidarité avec aucune confession distincte; ces écoles seraient sous la direction de conseils librement élus, mais inspectées et surveillées par l'État. — Dans une élection pour les Communes à Southwark (Londres), l'ouvrier Odger ne manque que de 300 voix sur 12 000 votants. — Longue discussion du bill féncier Irlandais par les Communes; ce que veulent les fermiers, c'est la facilité d'occupation moyennant une rente équitable. Même en troisième lecture aux communes, les ministres Gladstone et Lowe ont à combattre énergiquement un amendement de Disraeli à la clause III. Disraeli qui ne voudrait pas admettre comme absolu le droit du tenant de la terre à une compensation en cas d'éviction, a contre lui les votes du 4 et 5 avril. Le cabinet fait quelques concessions de détail aux adversaires du bill : la troisième lecture est adoptée le 30 mai. A la Chambre des lords cette question de compensation est aussi beaucoup débattue; ils votent la troisième lecture le 9 juillet. — Pendant qu'on s'occupe des tenanciers irlandais les mouvements des féniáns, non-seulement en Irlande mais aux États-Unis, font voter par les Communes (13 avril) la suspension du bill d'*habeas corpus*; huit comtés d'Irlande sont placés sous le régime exceptionnel. — Le bill de naturalisation concernant les Américains, voté par les communes, est adopté par les lords (9 mai). — La tentative de 2000 féniáns des États-Unis, partis de New-York, de Boston, de Buffalo, réunis au nord-ouest du Vermont pour se porter avec leur chef O'Neil sur le Canada, reprouvée énergiquement par le général Grant, est réprimée avant qu'ils aient franchi la frontière, par les troupes de l'Union (25 mai) : plusieurs sont arrêtés par les autorités fédérales. — Le projet de Forster sur les écoles est discuté par les

communes depuis le 16 juin. Un amendement Richard pour la création d'écoles où l'enseignement ne serait pas religieux du tout, et serait obligatoire, est rejeté après quatre séances (421 contre 60). Un amendement Dixon pour la gratuité des écoles est rejeté (1^{er} juillet) par 257 voix contre 32. On rejette un amendement de Bright demandant que l'enseignement religieux soit donné en dehors des classes et non payé par l'État. On décide que l'enseignement n'est ni obligatoire ni gratuit au nom de l'État, mais les conseils locaux (School boards) pourront exercer la « compulsion » avec sanction pénale, et exempter de la rétribution les enfants pauvres, et fonder des écoles gratuites (free schools). Le bill est adopté par les communes le 4 août; peu modifié par les lords, il reçoit la sanction royale le 9 août. — Bientôt des membres du clergé anglican et de l'aristocratie forment une union d'éducation nationale pour résister à la sécularisation des écoles. Elle est inaugurée à Manchester le 3 novembre: — Quand le député de Newdegate demande aux communes que les couvents soient soumis à l'inspection des agents de l'autorité (2-3 mai), le ministre Gladstone résiste à l'inspection, qui ne serait légale que s'il y avait des plaintes formulées et prouvées contre leur régime intérieur; mais il ne s'oppose pas à une enquête sur la loi qui régit les couvents et les biens dont ils jouissent. — Une loi votée a pour objet de protéger la femme contre l'abus du pouvoir marital. — Une loi d'extradition est votée. — La motion du député Taylor pour que les membres des communes reçoivent une rétribution est rejetée par cette chambre (5 avril). — Lord Clarendon, ministre des affaires étrangères, meurt après une courte maladie, à 70 ans (27 juin). Lord Granville lui succède, lord Kimberley remplace Granville aux colonies; lord Halifax devint lord du sceau privé; le vice-président de la commission de l'in-

struction publique, Forster, reçoit un siège dans le cabinet (14 juillet). — Désordres pendant plusieurs jours et conflits sanglants à Cork (Irlande) à propos d'une grève de tailleurs (fin de juin); troubles moins graves, produits par la grève d'ouvriers potiers à Yonghall (8 juillet). — L'Angleterre a fait tous ses efforts pour prévenir la guerre entre la France et la Prusse: puis elle se déclare entièrement neutre; elle est soucieuse surtout que ni l'un ni l'autre des belligérants ne touche à la Belgique; un crédit extraordinaire pour pouvoir augmenter la flotte et avoir 20 000 hommes de terre de plus, est demandé le 1^{er} août. D'après un vote des communes, le 4, il n'est pas défendu aux neutres de faire trafic d'armes et de munitions de guerre. — La session est close le 11 août, au terme ordinaire. — Les désastres de la France ne touchent pas l'Angleterre; même beaucoup de journaux s'en réjouissent. L'ambassadeur allemand à Londres, de Bernstorff, se plaint fréquemment de l'exportation considérable pour la France d'armes, de munitions, de charbon (sept. et déc.). — Depuis le 29 octobre, la malle anglaise des Indes, qui passait par Calais, Paris et Marseille, va par Ostende, Cologne, Mayence, Munich, Insprück, Vérone, Brindisi. — Quand la neutralisation de la mer Noire est remise en question par la Russie (31 oct.), c'est l'Angleterre qui émet l'idée d'une conférence européenne (10 nov.). — Bright quitte le ministère le 20 décembre. — Des navires anglais étant coulés bas par des Allemands près de Duclair (Normandie), le 20 déc., bientôt des dommages-intérêts seront promis. — A l'ouest du Canada, les habitants du territoire de la Rivière Rouge, aux confins des États-Unis, à la suite d'une insurrection pendant laquelle un meurtre est commis au fort Garry, avec l'assentiment du parlement canadien se constituent en une province séparée sous le nom de Mani-

toba, qui est admise dans le *Dominion* (8 juin). — Mort du romancier Charles Dickens (10 juin). — Un bâtiment de l'État le *Captain* se perd avec 500 personnes sur la côte occidentale de l'Espagne (6 sept.).

Autriche-Hongrie. — Le recensement du 31 déc. 1869 donne 35 943 592 âmes, dont 20 420 041 pour la monarchie cisleithane. — La crise ministérielle à Vienne au sujet de la question des nationalités aboutit (17 janvier) à la démission du chef de cabinet de Taaffe, du comte Potocki et de Berger, qui sont en minorité. Les cinq centralistes qui restent sous la présidence de l'un d'eux, le docteur Hasner, sont impuissants en face du chancelier de Beust, qui leur est peu favorable, des Tchèques qui restent toujours en dehors du Reichsrath, des Tyroliens qui en sont sortis. L'un d'eux Giskra, ministre de l'intérieur, se retire (22 mars). Ils élaborent un projet de réforme électorale pour que les élections au Reichsrath, dans certains cas, puissent être directes c'est-à-dire faites par la population même et non par les diètes. Ce projet étant en désaccord avec la résolution de la diète de Lemberg, les députés polonais abandonnent aussi le Reichsrath, qui est déserté en outre par des députés de la Carniole, de la Bukowine (1^{er} avril), de la Styrie, de Trieste. Le 4 avril démission du cabinet. Le comte de Potocki préside un ministère provisoire; ce qui reste du Reichsrath est ajourné le 8 avril, dissous le 21 mai. Des conférences du ministre Potocki avec des chefs du parti tchèque à Prague ne réussissent pas; même le parti de la noblesse, féodal et clérical, s'unit au parti des déclarants tchèques de 1868. Des trois ministres nommés le 7 mai, le ministre de la défense du pays, Widmann, particulièrement impopulaire, se retire le 21 juin; Petrino reste

à l'agriculture, Holzgethan va rendre de grands services aux finances. Dans les élections qui renouvellent les diètes provinciales, la majorité n'est pas aux centralistes libéraux mais plutôt aux catholiques dits cléricaux. Ce dernier parti, quand l'infaillibilité pontificale a été prononcée au concile le 18 juillet, s'irrite de la résolution de l'empereur d'abolir le concordat de 1855 : l'abolition est du 30 juillet. Quand la guerre est engagée entre la France et la Prusse, le cabinet Potocki, en vue de réagir avec l'aide des Tchèques et des Polonais contre le parti allemand trop porté vers la Prusse, dissout la diète de Bohême le 31 juillet, procède aussitôt à de nouvelles élections, espérant que les élus consentiront à envoyer des députés au Reichsrath. — Mais, à la nouvelle diète de Bohême qui a été ouverte le 30 août, le 14 septembre, 147 voix du parti tchèque ou du parti féodal, contre 78 voix des Allemands, rejettent la proposition de procéder aux élections au Reichsrath; à la suite de ce vote, les Allemands quittent la salle, la majorité rédige une adresse où elle demande une union fédéraliste avec les autres provinces. Le Reichsrath est donc ouvert le 15 septembre sans les députés de la Bohême. Le 29, l'empereur somme la diète de Bohême de revenir sur son vote du 14; elle le renouvelle absolument le 6 octobre. Alors l'empereur ordonne en Bohême des élections directes pour le Reichsrath. Elles ont lieu le 7 nov.; donnent 24 membres du parti constitutionnel, 36 du parti tchèque : ces derniers refusent de se présenter au Reichsrath. — Le Reichsrath se rouvre le 8 nov. La chambre des Seigneurs du Reichsrath, par une adresse, reproche aux Tchèques leurs tentatives fédéralistes, mais condamne les procédés pratiqués par le cabinet Potocki. Le 23 nov., le Reichsrath est prorogé à une époque indéfinie, et le 23, le cabinet donne sa démission; mais il

este aux affaires jusqu'à ce qu'il soit remplacé : ce qui n'a lieu qu'au bout de six semaines, le 7 février 1871. — Dans un mémoire adressé le 8 déc. au chancelier de Beust, les Tchèques déclarent ne pas vouloir être Allemands. Le 14 déc. il les invite à ne pas dépasser les bornes de la tolérance très large dont le gouvernement a usé vis-à-vis d'eux. — La Hongrie n'est pas troublée. Les députés de Pesth (17 mai) consentent à l'élévation de la quote-part contributive aux dépenses communes, occasionnées par l'assimilation des confins militaires aux autres provinces. Organisation des comitats et districts (loi du 3 août). Les délégations pour les affaires communes s'ouvrent à Pesth, le 24 nov.; elles tiendront deux mois. — Mort du maréchal Hess (13 avril). — Nombreuses grèves, surtout à Reichenberg (Bohême), centre d'industrie cotonnière, qui occupe 12 000 ouvriers sur place et environ 30 000 dans les campagnes voisines; ils ont recours à l'association des travailleurs de Vienne; conflits sanglants avec la troupe à Reichenberg (31 mars), le même jour à Swarow et Tannveld. Vienne et Pesth ont aussi leurs grèves avec les chants de l'hymne de l'Internationale. Quatorze ouvriers, prévenus de faire partie d'un comité d'agitation sociale et démocratique en Autriche et d'être en rapport avec des associations ouvrières à l'étranger, sont jugés à Vienne du 4 au 18 juillet; plusieurs condamnations, la plus élevée donne six ans de prison. A Vienne (14 août), démonstrations d'ouvriers, repoussées à la balonnette.

Belgique. — Les deux chambres adoptent (mars) une nouvelle loi électorale. Le ministre Frère-Orban a déplu aux libéraux en maintenant des barrières au droit de suffrage. Une loi votée par les représentants (30 avril) abolit l'impôt sur le sel et sur le poisson, réduit

la taxe des lettres, augmente le droit d'accise sur les alcools; une autre (15 mai) permet au gouvernement de reprendre un certain nombre de chemins de fer concédés. — Désordres à Verviers, causés par des membres de l'Internationale des travailleurs, section d'Ensisval (11-12 mai). — Se termine en Cour d'assises à Bruxelles (fin de mai) par un acquittement éclatant, le procès d'un rédacteur de la *Cote libre*, qui depuis 1868 se faisait, au nom de la morale publique, l'écho de plaintes concernant les manœuvres employées par Langrand-Dumonceau pour faire valoir ses institutions de crédit foncier et toutes les affaires industrielles dont il était fondateur ou directeur; Langrand-Dumonceau ayant obtenu le 30 avril 1869 une ordonnance de non-lieu, le rédacteur s'en est pris au ministère public qui l'avait accordée; il est acquitté sur le chef d'outrages et d'injures à la magistrature. A la suite de cet acquittement, le procureur général frappé par l'opinion publique est révoqué (8 juin). — Les élections pour le renouvellement d'un tiers de la chambre (14 juin) donnent un résultat sans précédent depuis vingt-cinq ans, une grande majorité pour les catholiques par l'alliance des cléricaux et des radicaux. Par suite, démission du cabinet Frère-Orban, Bara, etc. Le 23 juin le roi appelle les chefs de la droite, d'abord le comte de Theux, puis le baron d'Anethan, vice-président du sénat, qui forme un cabinet le 1^{er} juillet. Le 9, les chambres sont dissoutes. Les élections du 2 août pour les deux chambres sont très favorables aux catholiques; il y a eu quelques désordres contre des couvents à Gand et à Bruxelles. — Verviers a encore des troubles (2 juin) causés par des miliciens en congé, la plupart membres de l'Internationale. — Bismark s'efforce de persuader aux Belges que la France, depuis 1864, voulait se les incorporer. — La neutralité

de la Belgique n'est pas violée par les armées de France et d'Allemagne. Des milliers de soldats français fugitifs surtout après Sedan rentrent par la Belgique en France. — L'instruction primaire pour laquelle en 1843 on dépensait 9 millions et demi, en 1870 en coûte 16 à l'Etat, aux provinces et aux communes. — Influence considérable du clergé sur les écoles.

Chine. — L'ambassade chinoise présidée par Burlingane, qui à la fin de 1869 a été reçue aux Etats-Unis, en Angleterre et en France, passe en janvier à Berlin où est conclu un traité de commerce ; en février à Saint-Petersbourg où meurt Burlingane. — Les Européens sont en péril partout. — A Tien-Tsin des Français, dont le consul, des PP. Lazaristes, et des sœurs de charité, et trois Russes sont massacrés le 21 juin. Cette scène de massacre est exhibée partout en image comme pour provoquer à la renouveler. A Nankin, le consul anglais fait venir une canonnière pour protéger les étrangers (juillet) ; le gouverneur chinois est assassiné (22 août) à cause de la bienveillance qu'il leur a témoignée. Même surexcitation à Hong-Kong (août). Le gouvernement cependant, dès le mois de juillet, décide d'envoyer à la France une ambassade de réparation pour les attentats de Tien-Tsin. Ils sont punis (sept.) par quinze condamnations à mort. Le chargé d'affaires anglais, Wade, ne croit pas nécessaire une intervention militaire.

Danemark. — Le recensement du 1^{er} février donne 1 783 565 âmes. — Le Landsting est plus favorable (mai) que le Folkething aux demandes de crédit du gouvernement pour exercer les bataillons de réserve et de renfort. Le refus qu'a fait le sénat de Washington de ratifier la convention négociée depuis longtemps pour la cession des îles Saint-

Thomas et Saint-Juan amène la démission du ministère de la guerre. Bientôt (28 mai) se forme un nouveau cabinet sous la présidence du comte Holstein de Holsteinborg. — La session est close le 1^{er} juillet. — La mission extraordinaire du duc de Cadore (1-12 août) pour attirer le Danemark dans l'alliance de la France contre la Prusse ne réussit pas ; le grand-duc héritier de Russie est alors (7 août) à Copenhague. — Le Rigsdag est ouvert de nouveau le 3 octobre. Le gouvernement demande au Folkething un crédit extraordinaire pour les dépenses occasionnées par l'armement des fortifications de Copenhague et l'accroissement de la marine.

Espagne. — Désarroi dans le gouvernement, dès les premiers jours de janvier, par suite de l'abandon forcé de la candidature du duc de Gênes ; les unionistes favorables à la candidature de Montpensier reprennent espoir, l'un d'eux, Topete, redevenant ministre de la marine en même temps que Rivero, des radicaux, accepte d'être ministre de l'intérieur. Une proposition Castelar pour exclure entièrement les Bourbons de la candidature au trône est rejetée le 23 janvier ; la question du candidat est ajournée. — Montpensier tue en duel (12 mars) l'infant don Henri de Séville l'auteur de lettres outrageantes contre ses ancêtres, sa famille, sa personne ; par décision d'un conseil de guerre (12 avril), suivant la loi, il sera éloigné à 10 lieues de Madrid pendant un mois et payera 30 000 francs d'indemnité. — Nouvelle rupture des ministres libéraux et radicaux sur une demande du ministre Prim pour être autorisé à réaliser des ressources financières indispensables : scène violente aux Cortes le 19 mars, surtout entre Prim qui a fait appel aux radicaux et les unionistes Topete, Rios-Rosas. Le 22 mars Topete n'est plus ministre. Cependant un de ses

nis, Moret, jeune économiste et auteur distingué, devient ministre des colonies (avril). — Questions brûlantes : le 19 mars, le clergé est réprimé, par un décret, de prêter serment à la constitution dans un délai de deux mois ; le 31 mars, est votée, malgré les républicains, la loi relative à l'ordre public ; le 2 avril le ministre *del fomento*, accusé de vouloir supprimer la religion de l'enseignement public, n'échappe que de trois voix à un vote de censure. — Dans la séance du soir du 2 avril, ose se montrer un républicain Suner Capdeville, député qui, avec plusieurs de ses collègues, avait été condamné à mort pour participation à l'insurrection républicaine de 1869, et avait été récemment réélu. — A l'occasion du tirage au sort pour avoir 40 000 hommes au lieu de 25 000, une insurrection dans les faubourgs de Barcelone dure du 4 au 9 avril ; le général Baldrich emporte les faubourgs d'assaut. Troubles moins graves à Salamanca, Carthagène, Séville. — La loi sur le mariage civil est adoptée définitivement le 24 mai, mais ne sera en vigueur que le 13 sept. Après une vive discussion, on décide le 31 mai qu'il y aura des registres de l'état civil ; mais on ne se hâte pas de les dresser. — Des brigands près de Gibraltar (fin de mai) renouvellent à l'égard de deux Français la scène d'enlèvement qui a eu lieu en Grèce à Marathon, au mois d'avril ; ce n'est que le 8 juin que trois sur quatre de ces bandits sont tués près de Séville. — Prim, ayant mission spéciale de ses collègues du cabinet, cherche un roi. Espartero refuse (14 mai), étant trop âgé et sans enfant. Le mode d'élection du roi, quels que doivent être les candidats, est discuté avec passion, du 31 mai au 6 juin ; on s'arrête, contre le vœu des Montpensieristes, à la majorité absolue des députés élus dont l'élection a été validée (amendement de Rojas-Arias). Le 11 juin, Prim faisant

connaître aux Cortès ses vains efforts pour trouver un roi, s'excuse de prolonger l'intérim, peut-être encore trois mois ; avec ou sans roi, dit-il, la liberté est sauvée. manifeste de D. Carlos, daté d'un village de Suisse 8 juin, se vend publiquement à Madrid sans succès. Le gouvernement s'est fait autoriser à appliquer, par anticipation des lois non votées, notamment la loi sur le Code pénal ; une proposition de censure à ce sujet, du républicain Pi-y-Margall, est rejetée (20 juin). — Sur la proposition Martos faite le 21, cette session dure depuis le 1^{er} octobre, et qui a compté 187 séances, sera suspendue le 24 juin et devra reprendre le 31 octobre. — Loi du 18 juin sur le mariage civil. — Une des dernières lois votées, le 22 juin, a pour objet l'abolition de l'esclavage aux colonies d'après le projet du ministre d'outre-mer Moret, lu le 28 mai ; l'abolition ne sera immédiate que pour certaines catégories d'esclaves, moyennant des indemnités pour les propriétaires d'esclaves restés dans l'insurrection de Cuba et Porto-Rico fidèles à la Métropole ; tous les esclaves âgés de 60 ans seront mis en liberté (loi du 4 juillet). L'abolition immédiate par distinction d'âge proposée par Martos n'a que 48 voix contre 78. L'insurrection de Cuba n'est terminée. On est sans pitié envers les rebelles ; la peine du garrot est appliquée à plusieurs chefs cubains, notamment au fils de Cespion (juin). Il vient encore des fuyards du dehors (début de juillet). Leur représentant auprès des États-Unis, M. Leymus, meurt (juillet). Puerto-Principe est encore attaqué par les rebelles (27 juin) ; ils échouent les districts de l'ouest. Le 23 juin, Prim a fait rejeter les Cortès une demande d'amnistie politique. — Le 25, le lendemain de la clôture des Cortès, le roi part pour la Granja. — Le 24 juin à Paris, Isabelle abdique tous

droits à la couronne en faveur de son fils Alphonse XII; sa mère et l'infant D. Sébastien sont présents, mais non son mari, ni sa fille mariée, ni son gendre. — Encore une émeute à Barcelone, les Catalans étant républicains et fédéralistes. — Montpensier circule de San-Lucar à Madrid. — Les carlistes osent ouvrir à Madrid un nouveau Casino; un député de leur parti, Ochoa, en en sortant faillit être tué (2 juillet). — Au milieu de toutes ces compétitions des partis, Prim trouve dans le beau-frère du roi de Portugal, le prince Léopold de Hohenzollern-Sigmaringen, un candidat à la couronne. Le 4 juillet il convoque les Cortès pour le 20 à ce sujet. Mais cette candidature faisant éclat en France le 6, le prince Léopold se désiste le 12, le 13 l'ordonnance pour la convocation des Cortès est rapportée. L'Espagne est encore sans candidat. Le 10 août est décrétée une amnistie politique complète. — Un mouvement carliste en Navarre et dans les provinces Basques (fin d'août et début de sept.) — La candidature du duc d'Aoste, second fils de Victor-Emmanuel maintenant maître de Rome, est arrangée diplomatiquement avant que rouvrent les Cortès le 31 octobre; elle est d'avance acceptée par la Prusse, par le cabinet Austro-Hongrois (25 octobre). — Les Cortès reprennent séance le 31 octobre. Prim leur notifie l'acceptation du duc d'Aoste. Le 7, Espartero écrit de nouveau qu'il ne veut pas être candidat. Le vote sur le choix d'un souverain a lieu le 16; la majorité exigée est de 173 voix. Le scrutin donne 191 voix au duc d'Aoste, 8 à Espartero, 2 au prince Alphonse, 63 à la République, 27 au duc de Montpensier, 1 à la duchesse de Montpensier, 19 bulletins blancs dont 12 des partisans de D. Carlos. Le duc d'Aoste est proclamé roi par le président des Cortès Zorilla. Le 24, la duchesse d'Aoste met au monde un fils à

Turin. Le 24, les Cortès votent (137 voix contre 14) la proposition Robledo qui autorise le gouvernement à dissoudre les Cortès constituantes après l'arrivée du roi. Amédée quitte l'Italie. Pendant qu'il est en route, des assassins atteignent Prim de plusieurs coups de feu le 28 décembre, il meurt le 30. Topete est le président provisoire du conseil; Olozaga aux Cortès exprime l'espoir que le roi Amédée fondera une véritable monarchie constitutionnelle. Le gouverneur civil de Madrid dissout la garde nationale, ordonne la remise des armes immédiate. Le roi Amédée est à Carthagène le 30: il sera à Madrid le 2 janvier, comme son père vient d'entrer à Rome le 31 déc. — On ne sait rien du crime commis sur Prim.

Etats-Unis. — La réadmission au congrès de la Virginie occidentale, du Mississipi qui nomme un noir sénateur, du Texas, enfin de la Géorgie, votée de janvier à avril, complète la restauration politique de l'Union. Les représentants adoptent une motion (13 mars) pour réduire d'un tiers le nombre des officiers de l'armée. — Le Congrès qui siège jusqu'au 16 juillet s'applique à remanier les impôts, notamment les droits de douane, les uns augmentés, les autres réduits, qu'on maintient cependant comme source essentielle de revenus, et surtout discute le projet de M. Schenk, président du comité des voies et moyens, pour la consolidation de la dette publique. Les délégués des deux chambres se réunissent souvent pour l'examen de ce projet; on hésite à affranchir de tout impôt les obligations qu'il s'agit de créer, et à augmenter beaucoup le droit d'émission des Banques nationales; on est d'accord, le 12 juillet, pour que l'échange des obligations d'Etat actuelles contre les obligations à créer ne soit obligatoire que pour les banques nationales. Les deux chambres décident le 13 juillet

qu'on émettra : 1° des obligations jusqu'à concurrence de 1 milliard de dollars portant intérêt à 4 0/0 et remboursables en trente ans; 2° d'autres obligations pour 300 millions de dollars à 4 1/2 0/0 remboursables en quinze ans; 3° une autre série d'obligations pour 200 millions de dollars à 5 0/0 remboursables en dix ans; qu'il n'y aura pas d'agences étrangères pour la négociation de ces obligations, lesquelles pourront être échangées au pair contre les obligations dites 5/20 ou vendues au pair en espèces; que les sommes provenant de ces émissions seront appliquées au remboursement au pair des obligations 5/20. Les représentants ont adopté dès le 6 juin le bill des impôts par 150 voix contre 35. L'association du libre échange, formée en 1866 à New-York pour réagir législativement contre les tarifs Morrill de 1861 aggravés en 1864, commence à produire des effets sensibles. — La dette publique en quinze mois jusqu'à la fin de juin 1870 a été réduite de 139 millions de dollars. En cinq ans, depuis 1865 où elle était, en capital, de 15 milliards et demi de francs, elle est réduite de 2 milliards 250 millions de francs; la rente en a été réduite de 142 millions de francs. La charge annuelle par rapport au revenu est encore, comme celle de l'Angleterre, de 2 4/5 0/0. — Les représentants ont adopté (24 mars) une loi contre l'usage de la polygamie chez les Mormons. — La vigilance du gouvernement (fin de mai) empêche les fénians de Malon, près de Huntingdon, au nord-ouest du Vermont, d'envahir le Canada. — Un projet de loi sur la naturalisation des étrangers (4 juillet) admet les nègres, mais laisse en dehors les Indiens et les Chinois malgré l'amendement de Sumner qui proposait au Sénat pour ces derniers la jouissance des droits civils. Les Chinois sont plus de 49 000 en Californie. — Le traité de naturalisa-

tion conclu avec l'Angleterre est ratifié par le Sénat (9 juillet). — Le président résiste aux opinions émises dans le congrès pour que le rang de belligérants soit accordé aux Cubains révoltés (juin); on l'invite du moins (16 juin) à protester contre les barbaries commises dans cette guerre; le sénateur Sumner (23 juin) flétrit le maintien de l'esclavage à Cuba. — Le Sénat qui n'a pas voulu ratifier (mars) l'achat de l'île danoise de Saint-Thomas, rejette (30 juin) le traité du 29 nov. 1869 relatif à l'annexion de la baie dominicaine de Samana que livrait volontiers le président Baez. — Le 25 juillet, la guerre étant imminente entre la France et la Prusse, le président présente aux chambres un projet de bill pour qu'il soit permis aux citoyens de l'Union d'acheter, de faire enregistrer comme américains, des bâtiments construits à l'étranger : le Sénat passe à l'ordre du jour; les représentants rejettent le projet par 95 voix contre 75. Le congrès s'ajourne sans fixer de jour. Pendant cette guerre, les Allemands qui sont des millions en Amérique témoignent de leurs sympathies pour l'Allemagne, et en fêtent les prodigieux succès. Cependant il y a de considérables envois d'armes à destination de la France d'après des marchés conclus par son gouvernement sous l'empire comme sous la République. Aucune intervention officielle entre les belligérants. — Mort du général Lee le 12 octobre. — Aux élections partielles de nov. pour le congrès, les républicains ne l'emportent que de 1/6 sur les démocrates : l'Etat de New-York sur 31 membres envoie 15 démocrates. — Le congrès est ouvert le 5 déc. Le message annuel du président explique pourquoi il ne s'est pas entremis comme le gouvernement français lui demandait de le faire après le 4 septembre pour le rétablissement de la paix. — Les représentants le 12 déc. suppriment le bill-office qui avait

été rendu contre le président Johnson pour l'empêcher de disposer arbitrairement des grandes fonctions de l'Etat. — L'Etat de l'Illinois révisé sa constitution. — Le recensement décennal donne 38 546 000 habitants, plus 75 000 dans le territoire d'Alaska. Il y a 4 887 000 personnes de couleur: la population noire a augmenté de 80 000 âmes dans les Etats essentiellement cotonniers ou partiellement producteurs de coton; elle a diminué de 38 000 dans quatre Etats non cotonniers, les 2 Virginie, le Missouri, le Kentucky. Il y a 14 villes qui comptent plus de 100 000 habitants, 68 qui en comptent plus de 20 000.

France. — Le projet de cabinet du 31 décembre ayant avorté avant d'être publié comme ne répondant pas aux vœux de l'opinion, le surlendemain, 2 janvier, est formé, sous la présidence d'Em. Ollivier du centre droit, un cabinet où sont réunis des membres du même groupe (Chevandier de Valdrôme, marquis de Talhouët, Louvet, Segris, Maurice Richard, chargé des beaux-arts), et des membres du centre gauche (Daru, Buffet) qui ont deux ministères importants, les affaires étrangères et les finances. Restent dans leurs services respectifs trois membres du Sénat, Le-bœuf, Rigault de Genouilly, Vailant réduit à la maison de l'empereur, de Parieu, président du conseil d'Etat. Haussmann, le 6, est remplacé à la préfecture de la Seine par H. Chevreau, préfet du Rhône. Ce cabinet a contre lui les ultras de la droite renforcés de l'ancien ministre de Forcade, élu député le 9, et les agitateurs avides de révolutions. Son chef, ministre de la justice et des cultes, s'épuise en longs discours, surtout au Corps législatif. — Un rédacteur de la *Marseillaise*, Victor Noir, ayant été tué d'un coup de pistolet par le prince Pierre Napoléon dans la maison de celui-ci à

Auteuil (10 janvier), le jour de ses funérailles le 12 à Neuilly, plus de 100 000 hommes du peuple sont en mouvement; une insurrection aurait été possible si le député Rochefort les avait poussés sur Paris. La grève du Creuzot éclate le 19, suscitée par l'Internationale des travailleurs; Assy est un des meneurs. Le 21 janv. banquets et toast (Pyat et Gromier) pour pousser au régicide. Le jour de l'arrestation du député Rochefort, que des procès antérieurs avaient fait condamner à la prison, 7 février, émeutes et quelques barricades dans les hauts quartiers de Belleville, La Villette, Ménilmontant (7 et 8 fév.); Gust. Flourens a soulevé Belleville. Mégy tue le 11 un inspecteur de police chargé de l'arrêter. — Le cabinet cherche à étendre son influence parmi les libéraux éclairés même des anciens partis, Odil. Barrot, Guizot, etc., en les admettant en grand nombre dans des commissions extra-parlementaires chargées de préparer des projets de réforme de décentralisation, de liberté d'enseignement supérieur, d'organisation municipale de Paris, etc. — Au Corps législatif, l'opposition de gauche pousse à la dissolution, réclame le pouvoir constituant. Un projet de loi est présenté par le cabinet pour rendre au jury les procès de presse et les délits politiques. Une partie de ce qui reste de la loi de sûreté générale de 1858 est abolie par une loi votée le 26 mars. — Le prince Pierre Bonaparte étant acquitté par la haute cour de Tours (27 mars), violence des journaux. — Depuis le 21 mars une lettre de l'empereur au chef du cabinet, garde des sceaux, demande un sénatus-consulte, pour la réforme de la constitution qui serait sanctionnée par un plébiscite. De là, pendant plus de six semaines, des discussions irritantes dans les chambres, dans les journaux. Tout d'abord dislocation et affaiblissement du cabinet, qu'abandonnent les deux

membres du centre gauche Buffet et Daru (5 et 9 avril). La théorie de la république à son doctrinaire au Corps législatif, Gambetta. La haine de l'empire et de toute forme monarchique éclate dans les feuilles démocratiques et socialistes. Même les libéraux s'irritent de ce droit absolu, indéfini, de recourir à des plébiscites, auquel prétend l'empereur, et que lui reconnaît le sénatus-consulte voté très vite, promulgué le 20 avril pendant une courte suspension du Corps législatif. — Le gouvernement pousse par tous ses agents au vote du plébiscite. Des comités se forment partout, sous la direction de députés de la droite et du centre droit, de sénateurs, de journalistes pour le faire accepter comme une égide parlementaire contre les dangers et les menaces de subversion sociale. Le parti radical, les socialistes, l'Internationale, les associations ouvrières, ont leurs réunions, leurs manifestes, en dehors des députés de l'opposition désunis entre eux, et des libéraux qui se refusent à sanctionner l'empire. Toutes les opinions révolutionnaires et antisociales se donnent carrière dans la courte période de réunions plébiscitaires; elles se répandent dans l'armée. Il est bruit, avant le vote, de complots contre la vie de l'empereur et contre la sûreté de l'Etat, de bombes explosibles, de grèves violentes, renouvelées en partie par l'Internationale à Paris, au Creuzot, à Saint-Quentin, à Fourchambault. — Le plébiscite, le 8 mai, donne 7 350 000 *oui*, 1 538 000 *non*. — Remaniement du cabinet: le député Mège remplace Segrès passé de l'instruction publique aux finances; le député Plichon remplace aux travaux publics le marquis de Talhouët; le duc de Gramont a les affaires étrangères (15 mai): il n'est ni sénateur ni député, il a été ambassadeur en Autriche depuis 1861. — Le pays n'est pas plus calme après le plébiscite; beaucoup

de procès de presse, de délits pour réunions, d'affaires de grèves. La majorité du cabinet Ollivier n'est pas plus solide. Le Corps législatif vote les lois projetées sur la presse, sur le timbre appliqué aux journaux et aux écrits politiques. Il se forme autour d'Ern. Picard une gauche moins radicale dite gauche ouverte, pour laquelle Ern. Picard répudie la dénomination de constitutionnelle; il est mal vu de beaucoup de députés de l'opposition. L'extrême droite reprend de l'audace; Clément Duvernois est en grande faveur, en dehors du cabinet. Les lois sur les conseils généraux, et sur la nomination des maires, longtemps discutées, n'aboutissent que le 19 et le 20 juillet, quand la fin de la session est brusquée par la lutte résolue avec la Prusse; rien n'est décidé pour les finances et l'organisation municipale de la ville de Paris. On décide pour celle de Lyon, le dernier jour de la session, 21 juillet. — Une interpellation au Sénat (14 juin) oblige le ministre des affaires étrangères, de Gramont, à s'expliquer sur les négociations engagées avec l'Espagne au sujet de la réforme judiciaire internationale. — Il est encore question des lois et décrets de sûreté générale de 1851, 52, 58, sans solution définitive (juin-juillet). — Un des adversaires les plus redoutés du gouvernement personnel rallié à l'empire parlementaire, Prevost Paradol, consent à le servir comme ministre aux Etats-Unis; nommé le 12 juin, il part le 2 juillet, apprend à son arrivée la guerre déclarée à la Prusse, se suicide le 20 juillet. — Les princes d'Orléans demandent à rentrer en France, le cabinet fait voter l'ordre du jour pur et simple (2 juillet); les 31 voix pour eux et les abstentions appartiennent autant à la gauche, qui voit en eux les représentants d'une dynastie, qu'à la droite et au centre droit. — Les lois de finances (Chesnelong rapporteur) n'arrivant en discussion

que le 4 juillet, et la déclaration du ministre de Gramont au sujet de la candidature Hohenzollern pour le trône d'Espagne étant faite aux Chambres le 6, on les vote rapidement, et on accorde au gouvernement les mesures d'urgence que nécessite la guerre. La gauche et quelques députés du centre gauche voudraient que les chambres fussent seulement ajournées; le gouvernement prononce la clôture de la session le 23 juillet. — Avant la guerre un grand procès, à Paris, en police correctionnelle (sixième chambre), du 1^{er} au 8 juillet, de trente-six membres de l'Internationale dont dix-neuf à titre de chefs ou fondateurs d'une société secrète; quatre sont en état de détention, Malon, Murat, Johannard, Pindy; outre ces quatre, Varlin, Combaut, Héligon sont condamnés pour société secrète; Chalain et Theisz ont présenté chacun une défense collective, repoussant l'accusation de clandestinité, s'élevant contre le régime économique, l'état de la société, le manque d'égalité. Ce procès fait connaître la fédération des sociétés ouvrières, qui ont leur chambre fédérale comme les patrons ont leur chambre syndicale. Un congrès national des sociétés ouvrières projeté par la fédération rouennaise pour le 27 juin avait été interdit. Les grèves à Mulhouse, au début de juillet, s'étendent sur 16 000 ouvriers; grèves à Guebwiller, Thann, Wesserling; grèves d'ouvriers charbonniers au Havre. — Depuis le 4 juin un décret a envoyé devant une haute cour réunie à Blois soixante-douze accusés, dont plusieurs sont des blanquistes, pour les complots publics ou secrets contre la sûreté de l'Etat et la vie de l'empereur, signalés à l'attention publique le 4 mai à la veille du plébiscite : il reste de l'obscurité sur une partie des faits concernant l'affaire des bombes explosibles et le projet de tuer l'empereur. Le procès dure du 18 juillet

au 8 août : plusieurs sont condamnés à vingt, quinze, cinq ans de détention, à cinq, trois ans de prison; Mégy à vingt ans de travaux forcés; Flourens, Pyat, sont contumaces. Comme dans les procès de 1868 et 1869, les avocats démocrates cherchent la faveur du peuple, en soufflant l'esprit révolutionnaire à l'occasion de la défense de chaque accusé; le ministère public requiert contre trois d'entre eux. — La *Marseillaise* a été suspendue; plusieurs de ses rédacteurs sont incarcérés; le *Journal du Peuple* en tient lieu pendant quelques jours; dès qu'elle reparait le 19 juillet elle est de nouveau poursuivie. Il en est de même du *Réveil*, journal de Delescluze, contre lequel s'accumulent des mois de prison jusqu'au début du mois d'août. — Dans cette première partie de l'année, au Sénégal quarante jours d'expédition dans le Toro contre un prétendu prophète Amadou-Sekou (fév.-mars); en Algérie, campagne du commandant de la province d'Oran, de Wimpffen, contre des tribus de la frontière du Maroc (avril); en Chine à Tien-Tsin massacre de quatorze Français (21 juin) dont le consul, des missionnaires et des sœurs de charité. — Le parti libéral a perdu le duc de Broglie à la fin de janvier, le comte de Montalembert à la fin de février. Le ministre Em. Ollivier a été élu à l'Académie française, presque à l'unanimité, à la place de Lamartine (7 avril); Duvergier de Hauranne à la place du duc de Broglie le 19 mai. Mort de l'avocat Marie, une des illustrations de l'opposition (28 avril); mort de Villemain (8 mai), une gloire des lettres plus que de la politique; du poète et chansonnier populaire Pierre Dupont (fin de juillet). — Dès qu'on connaît, du 4 au 6 juillet, l'acceptation par le prince Léopold d'Hohenzollern de la candidature au trône d'Espagne, toute la nation reçoit un profond ébranlement de

la déclaration que le ministre des affaires étrangères fait au Corps législatif le 6 juillet contre la Prusse. En quelques jours l'opinion est tournée vers la guerre. Le gouvernement encourage à Paris les folles démonstrations belliqueuses : on crie : A Berlin ! en chantant la Marseillaise ou, l'air des Girondins. D'autres crient : A bas la guerre ! et Vive la République ! Le gouvernement, pour vouloir la guerre, se croit autorisé des millions de suffrages du plébiscite, qui, au contraire, alors signifiaient la paix en même temps que la liberté. La guerre est réellement votée par les Chambres le 15 juillet sur la demande du cabinet Ollivier. Une proposition faite le 16 d'organiser immédiatement la garde nationale dans toutes les communes, est écartée comme non urgente parce qu'on se défie des citoyens armés et qu'on ne croit pas au danger. Des lettres patentes datées du 23, publiées le 27, font l'impératrice régente ; elle gouvernera avec ses ministres, qui sont responsables. L'empereur part, le 28, de Saint-Cloud pour Metz, quartier général de l'armée du Rhin, sans accorder l'amnistie politique, ce que fait le roi de Prusse le 31. La publicité des faits militaires n'est pas libre. — L'empereur et son fils assistent, le 3 août, à l'action heureuse du général Frossard devant Saarbrück. La fausse nouvelle de victoire dans la journée du 6, marquée au contraire par deux grandes défaites qui livrent le territoire à l'invasion. La régente et les ministres, le 7, font appel au patriotisme et à l'énergie de tous ; les Chambres sont convoquées pour le 11 ; Paris va être mis en état de défense ; le département de la Seine est déclaré en état de siège. Les télégrammes envoyés du quartier général de l'empereur ne révèlent pas l'immensité des désastres et, par le vague de leur rédaction, au lieu d'encourager, inspirent de la dé-

fiance. A Paris, on parle déjà de déchéance, on demande des armes pour tous les citoyens. — Les Chambres se réunissent, deux jours plus tôt, le 9 août. Alors jusqu'au 4 septembre toute la vie politique de la France se concentre dans les délibérations et les émotions de chaque séance du Corps législatif, où sont ordinairement portées les premières nouvelles des événements militaires, où sont votées à la hâte les mesures de défense : le Sénat n'est que l'écho bien affaibli du Corps législatif. Le cabinet Em. Ollivier tombe aussitôt, le 9, devant les attaques des députés de la droite, tandis que celles de la gauche visent l'empereur lui-même. Extrême violence des séances du premier jour. le 9. Les nouveaux ministres, sauf Jules Brame qui a appartenu au centre gauche, ont déjà servi ou pourraient servir un gouvernement personnel, les ultra-impérialistes Jérôme David et Clément Duvernois, un autre député, Busson-Billault, Magne et l'amiral Rigault de Genouilly, qui ont une longue pratique de l'administration, le prince de la Tour d'Auvergne alors ambassadeur à Vienne, le préfet de la Seine H. Chevreau, le procureur général Grandperret : le président du conseil est le général Montauban, comte de Palikao, qui inspire confiance par son activité et son caractère résolu. La permanence de l'assemblée, réclamée, comme un droit, même par des députés du centre gauche, a lieu de fait. Les dissentiments violents des partis éclatent surtout quand il est question du commandement en chef qu'exerce l'empereur, et des pouvoirs de Lebœuf son major général. Le 10, on vote des remerciements à nos héroïques soldats et l'augmentation de la force d'armée active (de Forcade La Roquette rapporteur) ; le 12 on étend à 1 milliard l'emprunt de 500 millions voté le 21 juillet. Le 13, l'*Officiel* contient un décret, daté de Metz le 9, signé

Napoléon et Lebœuf qui nomme Bazaine commandant en chef des 2^e, 3^e et 4^e corps. Par la pression de l'opinion publique, le 12, Lebœuf est relevé de ses fonctions; le 13, Trochu est nommé général en chef du 12^e corps qui doit être formé près de Châlons, pendant que Vinoy est nommé général en chef d'un 13^e corps qui doit être formé près de Paris. Les télégrammes de la guerre deviennent de plus en plus obscurs, et souvent mensongers. Le ministre résiste à la demande de formation d'un comité de défense de Paris pris au sein de l'assemblée. — Coup de main, à Paris, à la Villette, d'émeutiers républicains, instruments du parti Blanqui (14 août); on veut enlever des armes dans une caserne de pompiers, un sergent de ville est tué, trois sont blessés par des coups de feu : réprobation générale. Dans les départements, sur quelques points, depuis les désastres du 6 août, agitation politique ou sociale, des actes de violence et de jacquerie; des départements même en dehors du théâtre de la guerre sont mis en état de siège. — On se déchaîne partout contre les espions allemands. — Au milieu des mesures votées pour la défense nationale, les députés de la gauche réclament la suppression de l'exemption du service militaire dont jouissent les membres du clergé ou ceux qui s'y destinent. Beaucoup s'offrent pour le service des ambulances. — C'est au moment des batailles que Bazaine est forcé de livrer devant Metz, du 14 au 18 août, qu'un décret de l'empereur à Châlons, le 17, fait Trochu gouverneur de Paris; dans la proclamation de Trochu du 18 aux Parisiens, le nom de l'empereur n'est pas prononcé. Les gardes mobiles parisiens reviennent de Châlons, camper aux environs de Paris. Ce sont surtout des marins qui sont chargés de la défense des forts extérieurs, sous le commandement du vice-amiral La Ron-

cière le Noury. Un comité de la défense de Paris est formé, le 20, en dehors du Corps législatif, sous la présidence de Trochu. L'empereur, quoi qu'il n'ait plus l'exercice ostensible du commandement en chef, continue jusqu'au bout à diriger les opérations dont Mac-Mahon est chargé depuis le 21. C'est le ministre Palikao qui fait adopter la marche vers Metz pour tenter de rejoindre Bazaine. — Malgré les mauvaises nouvelles de la guerre, l'émission de l'emprunt par souscription publique en rente 3 p. 100 à 60 fr. 60 c., pour avoir 750 millions, est couvert et au delà en deux jours, 23 et 24 août. — Après d'irritantes discussions, le ministère consent, le 26, à ce que des députés comme des sénateurs fassent partie du comité de défense, non pas élus par leurs collègues, mais désignés par lui; c'est ainsi que Thiers y est admis le 27 août. Déniances réciproques de la gauche et du cabinet quand il s'agit des mesures de défense à prendre pour les départements, déjà couverts par l'ennemi ou menacés, et pour Paris; les ministres résistent aux empiètements de pouvoir par le Corps législatif. Ils envoient des conseillers d'Etat stimuler les départements. Désaccord flagrant entre le ministre Palikao et Trochu. On forme des régiments de garde mobile; une loi militaire est votée. — Mais rien n'est sérieusement prêt pour la défense des départements voisins de Paris et de Paris même quand la nouvelle du désastre et de la capitulation (1^{re}-2 sept.) de Sedan, révélée dans la nuit du 3 sept. aux Chambres, est annoncée à la population de Paris le 4 au matin par une proclamation des ministres. Comme c'est l'empereur surtout qui a voulu la guerre, la chute de l'empereur, alors prisonnier des Allemands, et de la dynastie, demandée par J. Favre dans la séance de nuit du 3 septembre est consommée par le peuple, qui envahit le di-

manche 4 sept. le Corps législatif. En quelques heures sans effusion de sang, une révolution est accomplie. L'impératrice peut s'échapper des Tuileries, et se rendre où est son fils, en Belgique : ils se retireront en Angleterre. Des membres de la gauche, surtout les élus de Paris, vont à l'Hôtel de Ville proclamer la République; Thiers et quelques députés, jusqu'à la fin de la journée du 4, font de vains efforts pour maintenir à l'assemblée le droit de disposer du gouvernement et de la défense du pays. — La République devient le gouvernement de fait pour toute la France : il n'y aura nulle part de résistance au nom des Napoléon. Le gouvernement de la défense nationale ayant pour président Trochu, qui reste gouverneur de Paris, est composé de tous les députés élus depuis 1869 dans la Seine : Emman. Arago, Crémieux, J. Favre, J. Ferry, Gambetta, Garnier-Pagès, Glais-Bizoin, Eug. Pelletan, Ern. Picard, Rochefort, qui passe de la prison au pouvoir, J. Simon. Ce gouvernement dissout le Corps législatif et supprime le Sénat. Il nomme un cabinet présidé par Trochu : J. Favre a les affaires étrangères, Gambetta l'intérieur, le général Le Flô, une des victimes du 2 décembre 1851, la guerre; le contre-amiral Fourichon (qui commande dans la Baltique), la marine; Crémieux, la justice; J. Simon, l'instruction publique et les cultes; E. Picard, les finances; Dorian, député de la Loire, les travaux publics; Magnin, député de la Côte-d'Or, l'agriculture et le commerce. Amnistie politique complète. Etienne Arago est maire de Paris, il a pour adjoints deux ardents démocrates radicaux, Floquet et Brisson; Kératry est préfet de police; Steenackers, directeur des télégraphes. On déploie une grande ardeur pour la défense, et on croit que les désastres de l'empire peuvent encore être entièrement réparés par l'accord de toutes les forces de la nation, sollicitées

et employées sans acceptation de parti au nom de la patrie en danger. Par l'abolition du timbre des journaux, par le droit d'affichage, par les clubs, c'est plus que de la liberté, c'est la licence extrême à Paris pour la presse et les partis révolutionnaires. Les radicaux, les socialistes, les membres de l'Internationale s'organisent. Le gouvernement prodigue les proclamations et les avis pour susciter et soutenir les courages. Un décret du 9 fixe au 16 octobre les élections d'une assemblée constituante. Dès le 10, la Suisse et l'Italie reprennent les relations officielles avec le nouveau gouvernement. Une délégation du gouvernement part pour Tours, le 13, composée de Crémieux et Glais-Bizoin, que rejoindra Fourichon. La mission de M. Thiers à Londres n'ayant rien produit, et la France ne devant compter que sur elle-même, par un décret du 17, les élections pour une assemblée constituante sont avancées, elles doivent avoir lieu le 2 au lieu du 16 octobre; circulaire de J. Favre à ce sujet. Mais le 23, ces élections sont ajournées à cause de l'investissement de Paris. Le gouvernement issu du 4 septembre assume une responsabilité écrasante. — L'investissement complet de Paris depuis le 19 n'est pas favorable à la paix intérieure; en face de l'ennemi on ne peut appliquer la rigueur des lois aux écarts d'une population fort mêlée, toute en armes, où il y a si peu de vrais soldats habitués et astreints à la discipline. Quelques milliers d'hommes de troupes organisées ou qu'on constitue à la hâte, les marins, les gendarmes et les gardes mobiles des départements, plus nombreux et moins indociles que ceux de Paris même, sont l'élément le plus solide de la défense; les sorties tentées au delà des forts entravent l'installation par l'ennemi des batteries de bombardement. Le service des remparts est fait par la garde nationale incessamment aug-

mentée. D'admirables travaux mettent les fortifications de Paris en état de résister; il doit y avoir une seconde enceinte intérieure au moyen d'un système de harricades (commission spéciale, nommée le 18 sept. que présidera Rochefort); des milliers de canons sont forgés; on fabrique ou on transforme des centaines de mille de fusils; un approvisionnement immense de guerre est créé; on a à pourvoir aussi au nom de la patrie à l'alimentation de deux millions de bouches qui ne peuvent plus tirer de ressources du dehors. — Dès le 30 sep. on fait réquisition des blés et farines. Le 18 octobre, la viande est rationnée à 100 grammes par jour et par personne. — La province où depuis le 4 septembre toute l'administration politique est renouvelée, était très favorable à la réunion immédiate d'une assemblée; la défense n'y est organisée que par des mesures locales et partielles. La délégation de Tours, le 29 septembre, fixe encore les élections au 16 octobre; le gouvernement de Paris casse cette ordonnance. On n'a plus à Paris que de rares nouvelles de ce qui se passe au dehors, par des ballons surtout, à la fin par des pigeons; aucune entente militaire n'est possible. Les départements ne reçoivent une impulsion d'ensemble que lorsque Gambetta, parti de Paris en ballon le 7 octobre, va rejoindre la délégation de Tours. Il imprime un grand élan, il improvise des armées et des généraux; il contracte le 25 oct. un emprunt de 250 millions en Angleterre; ses proclamations demandent tous les sacrifices d'hommes et d'argent au nom de la patrie. Même alors il se forme des groupes ou ligues, du midi, du sud-ouest, de l'ouest, où les opinions de parti sont plutôt un embarras pour la défense. Lyon, Marseille, Toulouse, sont presque des communes indépendantes; des jacobins et des socialistes dominent

dans le sud-ouest. Parmi les corps francs ou régiments de mobiles levés de tous côtés, plusieurs seront peu engagés dans la guerre. — A Paris l'insuccès des sorties tentées et les mauvaises nouvelles de la province servent de prétexte aux manifestations armées du parti révolutionnaire; il crie à la trahison, prétend diriger la défense, demande qu'on se rue en masse contre l'ennemi, réclame l'élection de la Commune. Une tentative contre l'Hôtel de ville avorte le 8 oct.; le jour où la capitulation de Bazaine à Metz est annoncée, le 31, les émeutiers (Flourens, major des bataillons de Belleville, Pyat, rédacteur du *Combat*, etc.), l'envahissent, y tiennent prisonniers quelques membres du gouvernement; ils en sont chassés par les mobiles bretons et des bataillons de gardes nationaux. Cet état d'anarchie encourage l'ennemi à continuer la lutte sans pitié et à refuser ce qu'il paraissait disposé enfin à concéder aux neutres (Angleterre, Russie, Autriche, Italie) après les instances de M. Thiers, quelque proposition d'armistice. — Rochefort cesse de faire partie du gouvernement. — Le 1^{er} novembre, le gouvernement décrète qu'on votera le 3 par oui ou par non sur le maintien de ses pouvoirs, et que le 5 aura lieu l'élection des maires et adjoints des vingt arrondissements de Paris. Le 3, au scrutin, 557 996 oui, 62 638 non. Clément Thomas est nommé, comme en 1848, commandant supérieur de la garde nationale. Après les élections du 5, qui n'ont un certain caractère révolutionnaire que dans quelques quartiers, sur la démission d'Etienne Arago, J. Ferry est nommé par le gouvernement maire de Paris. Après le refus par l'ennemi (5 oct.) du ravitaillement de Paris comme base d'un armistice, l'armée de Paris pour la défense et pour l'attaque est reconstituée et élargie en trois armées où devront prendre rang des bataillons de marche de

la garde nationale, sous Clément Thomas, Ducrot et Trochu, qui reste investi du commandement en chef comme du gouvernement de Paris et de la présidence du gouvernement (6 oct.). En novembre, décembre et janvier, le manque d'alimentation et de chauffage à Paris cause de cruelles souffrances; la mortalité augmente dans d'énormes proportions. On n'a dans les derniers mois que de la viande de cheval, à petite ration. L'éclairage par le gaz est presque supprimé. Paris ne renonce pas absolument à ses habitudes de vie intellectuelle, et la Bourse reste assez ferme; le cours le plus bas a été après la nouvelle de la capitulation de Metz. Libéralités renouvelées bien des fois à toute occasion jusqu'à la fin de cette agonie de Paris par un Anglais, Richard Wallace. La légation américaine (Washburn) a rendu de grands services. — La délégation de Tours, transférée à Bordeaux le 6 décembre, a promulgué un grand nombre de décrets-lois : notamment le 13 oct. pour suspendre les règles sur l'avancement dans l'armée et permettre d'accorder des grades temporaires, pour renvoyer devant un conseil de guerre tout chef de corps qui se sera laissé surprendre; le 2 nov. pour ordonner la levée en masse; le 11 nov. pour renvoyer devant les tribunaux militaires tout acte de nature à porter préjudice aux opérations des armées; le 19 nov. pour régler la pénalité en matière de ravitaillement de l'ennemi; le 25 déc. pour dissoudre les conseils généraux et les conseils d'arrondissement et instituer des commissions départementales : un des actes les plus reprochés à la dictature de Gambetta. — Ses principaux auxiliaires sont Clément Laurier pour les finances, Ranc pour la sûreté intérieure, Freycinet et Lecesne pour les opérations militaires, l'armement et les approvisionnements de guerre. — La délé-

gation par décret du 27 octobre a annulé l'impôt sur les valeurs mobilières et immobilières qu'avait voté d'une façon révolutionnaire la commission municipale de Lyon. — Elle s'est occupée beaucoup de l'Algérie. — Cette colonie n'a pas cherché à se soustraire à l'autorité française pendant que les troupes en étaient détachées pour la défense nationale. A la Martinique, à la nouvelle de la révolution du 4 sept., un soulèvement partiel de nègres, bientôt réprimé (26 sept.). — Le gouvernement, soit de Paris soit de Tours ou de Bordeaux, s'est approvisionné d'armes par des marchés avec l'industrie privée, surtout en Angleterre et aux Etats-Unis. Quantité de marchés de toute sorte pour vêtir, équiper, munir du matériel de guerre les armées improvisées : charge nouvelle écrasante pour le trésor public. — La guerre, avec tant de batailles, de sièges et de bombardements de villes, a fait des vides effrayants dans la population virile, moissonné l'élite de l'armée et atteint beaucoup de chefs des gardes nationales mobilisées et des corps francs. — Meurt obscurément loin de Paris l'ancien ministre Baroche, presque en même temps que son fils était tué devant l'ennemi au Bourget (fin d'octobre) : mort de Prosper Mérimée, romancier et historien. — Le savant Janssen a courageusement quitté Paris en ballon pour aller observer l'éclipse du 22 décembre.

Grèce. — Sous le ministère Zaïmis qui date du 9 janvier, comme l'issue malheureuse de l'insurrection de Crète a rejeté sur la Grèce des centaines de forçats libérés et de malfaiteurs, le brigandage prend des proportions énormes. A Marathon, la bande des Arvanitis capture (11 avril) deux membres des légations d'Angleterre et d'Italie, trois voyageurs anglais et deux femmes, exige une énorme rançon, et, n'obtenant pas amnistie pour cet atten-

tat, tue quatre de ses captifs. Le roi et la reine, le 23 et le 25, assistent aux obsèques des victimes. Sept des brigands, pris après une lutte armée qui a coûté la vie à sept autres, condamnés en Cour d'assises à Athènes, sont exécutés le 18 juin. — D'autres brigands ont été traqués et tués dans les provinces d'Acarnanie et de Lépante (14 mai). — A la suite de cette catastrophe, le ministre de la guerre Soutzo (27 avril) a donné sa démission. Des chefs de l'opposition sont soupçonnés d'être de connivence avec les brigands. L'enquête poursuivie sur les exigences de l'Angleterre, sous le cabinet E. Deligeorgis qui date du 22 juillet, fait connaître comme leurs protecteurs (août) des fonctionnaires et des gens de classe élevée. De là un nouveau procès (déc.) comprenant 114 personnes, parmi lesquelles un Anglais; mais celles qui ne sont pas de condition inférieure savent s'y dérober. Nouvelles plaintes de la légation anglaise. E. Deligeorgis tombe du pouvoir, est remplacé par Komounduros (17 déc.). À l'ouverture de la chambre le 21, le candidat du gouvernement à la présidence est élu. — Le recensement (mai) donne 1 457 894 âmes, dont 232 222 aux îles ioniennes; Athènes a 48 000 âmes; la ville la plus peuplée ensuite est Patras qui en a 26 000.

Haïti. — Nissage-Saget, président provisoire de la République haïtienne même avant la mort de Salnave (janvier), est proclamé président pour quatre ans (20 mars).

Hollande. — Les deux chambres (mars-avril) votent une loi pour que les indigènes des colonies aux Indes aient le droit de prendre à cens les propriétés foncières. Elles votent l'abolition de la peine de mort, la 2^e chambre le 20 mai, la 1^{re} le 13 sept. — Peu de temps après l'ouverture de la nouvelle session (19 oct.), démission de quatre

ministres (nov.). Le 24 déc. est voté le budget de 1871.

Italie et saint-siège. — Le parlement ajourné en janvier reprend séance le 5 mars. Les questions de finances occupent surtout la 2^e chambre : le plan du ministre des finances Sella propose la sanction d'un traité par lequel on aurait de la Banque 122 millions, l'émission de 80 millions de consolidés, l'augmentation de quelques impôts, l'appropriation au Trésor de l'Etat de tout le produit de la contribution sur la richesse mobilière dont une partie jusqu'ici revient aux provinces et aux communes. D'après un vote obtenu le 3 avril avec le concours des amis du ministère précédent (Minghetti), quatre commissions se partageront l'examen de ce plan et se concerteront avant de le livrer à la discussion publique. Le chef du cabinet Lanza, ministre de l'intérieur, qui s'appuie sur les centres, fait écarter (1^{er} avril) par la question préalable une proposition pour l'abolition du serment politique. — Il y a eu, à la fin de mars, des troubles à Parme, à l'occasion de l'impôt sur les moutures. — Dans le même temps, à Pavie, sédition de sous-officiers et soldats, du parti républicain. On saisit des munitions de guerre à Milan (17 avril). Le pays est agité, en mai, sur plusieurs points par des bandes mazziniennes, qui cherchent à entraîner les paysans ou les habitants des villes, dans le district de Nicastro (Catanzaro); dans le district de Volterra en Toscane, à Reggio, dans la province de Côme; désordre à Naples par les étudiants de l'université (13 mai); troubles à Lucques au début de juin. Des condamnations à mort (27 mai) sont prononcées pour la sédition militaire de Pavie. Menotti Garibaldi affiche son mépris pour le gouvernement. — Dans les discussions du plan de finances, les députés rejettent (24 juin) une proposition qui tendait à

porter l'impôt sur la rente à 20 p. 100; le 28, ils votent 12 p. 100 de taxe sur la richesse mobilière; le 22 juillet, par l'adoption d'une convention avec la Banque qui lui permet d'augmenter la circulation de ses billets, convention qu'approuve le Sénat le 6 août, est conjurée une crise monétaire. — Dès que la France se met en guerre avec la Prusse (18 juillet), juste au moment du vote de l'infailibilité pontificale par le concile du Vatican, les troupes françaises évacuent les Etats pontificaux; l'Italie, neutre entre la France et la Prusse, se trouve en face de la convention du 15 sep. 1864 que le ministère Lanza voudrait exécuter encore, par égard pour la France. En cas d'éventualité, un crédit extraordinaire est demandé aux députés le 25 juillet, et des troupes sont concentrées sur la frontière romaine qu'on ne veut pas laisser envahir par des partisans de Garibaldi ou de Mazzini. Un député de la gauche, Laporta (2 août), déclare qu'il n'y a plus de convention de septembre. — La session, ce jour-là, est prorogée pour quinze jours. — Dans l'interval, des troubles sanglants à Gênes, le 3. Les désastres de la France enhardissent les partisans de l'annexion de Rome. Mazzini, venu de Gênes à Palerme, y est arrêté le 14 août et dirigé sur Gaète. — Quand la session reprend, le député Bertani interpelle le ministre Lanza sur cette arrestation le 16; le 19, le ministre des affaires étrangères, Visconti-Venosta, demande encore qu'on respecte la convention de septembre; Mancini réclame Rome, la capitale des Italiens; en même temps, le gouvernement sollicite un crédit de 40 millions à affecter au budget de la guerre, toujours pour assurer la neutralité entre la France et la Prusse. Le 24, le ministre Sella, plus ardent que ses collègues pour la solution de la question romaine, voyant 180 députés prêts à donner leur démission, les ramène par ses

explications, obtient du Sénat qui discute cette demande de crédit un ordre du jour qui porte le gouvernement vers Rome pour ne pas la laisser enlever par le parti révolutionnaire. Minghetti et le général La Marmora reçoivent à ce sujet une mission extraordinaire, l'un à Vienne, l'autre à St-Petersbourg. On continue les armements avec rapidité. Le parlement est ajourné le 31 août. — Toute l'Italie, même Naples, demande Rome comme capitale. — Le 3 septembre, Victor-Emmanuel écrit à Pie IX une lettre dont est porteur le comte de San-Martino, avec des instructions du chef du cabinet Lanza datées du 7 sept. Ils lui offrent de veiller à la sécurité du St-Siège, lui promettent des garanties pour l'indépendance de l'Eglise et pour l'exercice de son pouvoir spirituel en toute plénitude. En même temps plusieurs villes de l'Etat pontifical appellent des troupes italiennes. Le général Cadorna commande ces troupes qui entrent sur le territoire pontifical le 11 sep., le jour où San-Martino à une conférence inutile avec Pie IX. Le 16, Civita-Vecchia est occupé. Les zouaves et gendarmes pontificaux se retranchent dans quelques villes. Le pape ne fuit pas. Le 20 septembre, quand cinq divisions se présentent devant Rome, le ministre de Berlin, le comte d'Arnim, s'entremet sans résultat. Après une canonnade de quatre heures, Cadorna entre par la brèche. La cité Léonine n'est occupée que le 22. — Mazzini est alors à Florence, toléré par le gouvernement. — Le 21 sept., le cardinal Antonelli adresse une protestation à toutes les puissances; le 29, le pape écrit à tous les cardinaux qu'il est prisonnier dans sa maison. Le 2 octobre, le plébiscite des Romains donne 133 681 *oui*, 1507 *non*; les Italiens entrent au château St-Ange. Le 8, le plébiscite est présenté à Victor-Emmanuel, à Florence; il dit sa tâche remplie par la réunion à l'Italie de Rome, « nom sicher à son

cœur. » Des décrets du 9 accomplissent l'incorporation, le roi promet un loi de garanties pour l'indépendance du pape et la libre exercice de son autorité spirituelle. — Le 31 octobre, les chambres sont dissoutes : après de nouvelles élections, le parlement se réunira le 5 décembre. — Le second fils du roi, le duc d'Aoste accepte la candidature au trône d'Espagne (nov.). — Une encyclique papale du 1^{er} nov. excommunie tous les auteurs et promoteurs de l'annexion de Rome ; le 9, nouvelle protestation diplomatique du cardinal Antonelli. Le 10, le gouvernement italien manifeste l'intention de payer directement la liste civile du pape : le pape ne l'acceptera pas. — Un décret du roi, le 14 nov., transforme l'université de Rome en véritable école supérieure. La législation qui règle la justice en Italie est introduite dans la nouvelle province (1^{er} déc.). — Le roi ouvre le 5 déc. le parlement à Florence. La 2^e chambre adopte, le 20, le budget, 1871. Elle vote le 21, le projet de loi concernant l'annexion du territoire romain, le 23 la translation de la capitale à Rome dans un délai de six mois : une autre proposition réduisait le délai au 1^{er} avril. Cette chambre s'ajourne au 6 janvier. Le Sénat vote l'annexion le 29 déc. Le 31 déc., Victor-Emmanuel passe une journée à Rome ; une inondation venait d'y causer de grands ravages. Son fils, Amédée II, élu roi d'Espagne, est en route pour Madrid. — Le percement du mont Cenis pour le chemin de fer franco-italien est achevé en moins de treize ans ; le préfet de la Savoie assiste à l'inauguration (25 déc.). — Mort de Pacini, vice-président du Sénat (21 mai).

Mexique. — Condition toujours précaire du gouvernement de Juárez. Insurrections à San-Luis de Potosi, à Zacatecas, à Queretaro, Jalisco, Puebla. Ses troupes sont battues à San-Luis (14 janv.). Sa tête et celles

de ses ministres sont mises à prix. Il recrute violemment des soldats. Il frappe les journaux. — L'Allemagne du Nord conclut un traité d'amitié, de navigation et de commerce qui est ratifié à Mexico le 28 août. — En faisant la clôture du congrès le 15 déc., il rappelle les réformes qu'il a accomplies notamment dans le droit civil ; il indique le projet du canal de Tehuantepec.

Portugal. — Les chambres ouvertes le 3 janvier sont dissoutes le 20 ; rouvertes le 31 mars. La responsabilité ministérielle est l'objet d'un projet de loi présenté par le ministère de Loulé. — Le dimanche de Pâques, 17 avril, un cyclone aux bouches du Tage est aussi désastreux que celui de 1864. — Troubles à Madère (mai) qui nécessitent l'envoi de troupes. — Dans la nuit du 18 au 19 mai, le maréchal de Saldanha, âgé de 82 ans, avec des soldats, envahit le palais d'Ajuda, s'impose au roi, devient président d'un cabinet dans lequel il se réserve le ministère de la guerre. Indifférence, abstention de la population. Il ferme provisoirement les Cortès le 23 mai. Comme on le sait partisan de l'union ibérique quand même, les députés, avant de se séparer, jurent solennellement de défendre l'indépendance nationale ; elles condamnent son pronunciamiento. En Espagne, le ministre de l'intérieur Rivero et Prim, qui désirent l'union ibérique, n'osent pas trop prendre parti pour cet auteur de capricieuses violences. Le 7 juin, il proroge les chambres au 30 octobre. Le 17 juin, à coups de décrets, il accorde le droit de pétition, le droit de réunion, le droit d'association, la liberté de l'enseignement, il supprime les pensions de demi-solde, abolit la peine de mort dans les colonies. Dans une circulaire diplomatique, il a résumé son programme en sept mots : religion, justice, moralité, trône, indépendance nationale, économies, liberté. Le 26 juillet, il dissout les

Cortès. — Un mois après, il n'est plus ministre, mais ambassadeur à Londres (30 août). — Le nouveau cabinet est formé par le marquis de Sa Da Bandeira, le marquis de Bolaya, l'évêque de Vizeu, et M. Carlos Bento. — Les Cortès s'ouvrent le 15 octobre. Le 30 octobre, l'évêque de Vizeu devint chef d'un nouveau cabinet. Les Cortès sont closes le 24 déc.

Russie. — Le républicain socialiste Alexandre Herten, depuis longtemps retiré en Occident, et qui avait favorisé l'évasion de Bakounine de la secte des nihilistes, meurt à Paris (21 janv.). — Le doyen des églises catholiques, de Vilna, ayant en chaire (29 mars) engagé le peuple à brûler le rituel russe, est interné sans jugement dans le gouvernement d'Arkhangel. — Echange de visites entre l'empereur, le roi de Prusse, des archiducs d'Autriche (mai-juillet). — Tout en se déclarant neutre dans la guerre franco-allemande, Alexandre II est l'allié secret du roi Guillaume; aussi peut-il (31 oct.) dénoncer le traité de Paris de 1856 qui lui avait arraché sa puissance sur la mer Noire. — Il fait étudier un projet de réorganisation de l'armée sur la base du service obligatoire (nov). Le 13 décembre, il demande pour le recrutement de 1871 6 hommes sur 1000. — Les états provinciaux (31 sur 33) demandent au gouvernement de n'exempter à l'avenir aucune classe sociale du paiement de l'impôt. — Loi sur l'organisation de la commune urbaine (juin).

Saint-Siège. — Le concile du Vatican, ouvert en déc. 1869, dure jusqu'au 20 oct., où il est suspendu par suite de l'invasion des Italiens qui occupent Rome depuis le 27 sept. — Le droit de discussion pour les Pères est singulièrement restreint. Le pape ne veut pas de l'intervention des puissances laïques dans les affaires de l'Eglise. La politique

française est toute d'abstention. Plusieurs prélats et théologiens français condamnent par avance la doctrine de l'infailibilité pontificale, Maret, Dupanloup, P. Gratry, etc. Dans la séance du 22 mars, la modération de quelques Pères à l'égard des protestants les fait rappeler à l'ordre. Le 24 avril on confirme toutes les constitutions ou décrets qui condamnent les erreurs du temps frappées par le *Syllabus*. La discussion sur la primauté et l'infailibilité du pape commence le 13 mai. 180 signatures protestent contre la clôture précipitée le 4 juin. Au vote oral du 13 juillet sur l'infailibilité, sur 600 présents il y a 450 oui, 86 non, 62 oui conditionnels. Quand le vote solennel définitif a lieu en présence du pape, le lundi 18 juillet, 90 sont absents, il n'y a que 2 non. L'acceptation de ce dogme est obligatoire pour tous les catholiques. Le pape n'estime pas nécessaire d'en donner avis aux gouvernements. — L'Eglise Arménienne catholique, partagée entre le patriarche Hassoun et un délégué du pape Pluym, récemment nommé, est presque séparée de Rome.

Suède. — Le Rigsdag décide que les dissidents chrétiens et israélites pourront être élus députés (fév.): — Démission des quatre ministres (mai-juin). — Projet de loi sur la réorganisation de l'armée (nov.); le service militaire serait obligatoire.

Suisse. — De janvier à juillet, nombreuses délibérations et résolutions au sujet de la mise en pratique, en ce qui concerne la Confédération, de la convention du 15 octobre 1869 avec l'Italie et les Etats d'Allemagne, pour l'établissement du chemin de fer du Saint-Gothard. La Confédération contribuera pour 20 millions de francs. Les votes 1° du conseil des Etats, le 14 juillet, 2° du conseil national, le 22 juillet, sont définitifs. —

Quand la France a résolu la guerre contre la Prusse, la diète accorde au conseil fédéral pleins pouvoirs (16 juillet) pour assurer la neutralité de la Suisse : 10 000 hommes occuperont Bâle; le colonel Herzog est nommé, le 19, général en chef. — Dès le 8 sept. le conseil fédéral reconnaît la République proclamée le 4 à Paris. — Désaccord d'opinions dans plusieurs cantons après la proclamation par le concile du Vatican (18 juillet) du dogme de l'infailibilité pontificale.

Turquie. — Une loi (21 janvier) autorise l'usage du système décimal pour les poids et mesures. — Le passage du Bosphore et des Dardanelles n'est plus interdit aux navires pendant la nuit (13 mai). — Le 5 juin, formidable incendie à Constantinople, dans le quartier des Arméniens, des Anglais et des Italiens, environ 1200 morts; 60 000 personnes sont sans asile. — L'affaire de l'église Bulgare, pendante depuis dix ans, presque résolue par une commission mixte de membres du clergé et de représentants de l'autorité civile, est remise en question par l'opposition du patriarche de cette église qui ne veut pas d'un firman impérial, qui demande la convocation d'un synode (mars-avril). — Le khédive d'Egypte ne souffre pas que les Italiens aient une station à la baie d'Aschab dans la mer Rouge (juin), il y envoie des troupes. — Pendant sa visite à Constantinople (juillet) il paraît réconcilié avec Mustapha-Fazil son frère et le prince Halim son oncle. Le premier devient (19 août) ministre des finances de la Porte. La réforme de la justice internationale en Egypte étudiée par une commission internationale siégeant au Caire, du 18 oct. 1869 au 17 janvier, occupe une autre commission analogue siégeant à Paris depuis le mois de mars; il est question d'un essai limité à cinq ans. — Insurrection en Arabie

commencée en déc. 1870, terminée en janv. 1871. — En Roumanie, les crises ministérielles sont fréquentes; il y en a quatre en un an. L'ex-prince Couza refuse le mandat de député qui lui est offert (1^{er} mars). Les violences contre les juifs se renouvellent (fin d'avril). Des élections générales (juin) ne donnent pas plus de fixité aux partis. Nicolas Golesco, Jean Ghika, Jean Bratiano tentent sans succès à Plojesti (20 août) une révolution qui aurait fait M. Golesco régent.

1871.

Allemagne, France et Prusse. — Le roi de Prusse est au palais de Versailles, pendant que se poursuit le bombardement des forts de l'est de Paris. Depuis le 2 janvier Péronne aussi est bombardée. Elle capitule le 9. Le 5 commence le bombardement des forts du sud de Paris; les obus dépassent déjà l'enceinte fortifiée. Le tir des batteries ennemies, peu à peu rectifié et allongé, par le sud, atteint jusqu'aux bords de la Seine; il n'est pas suspendu la nuit; il dure trente jours, il n'épargne même pas les hôpitaux et les ambulances. — Faidherbe, Chanzy, Bourbaki tiennent encore la campagne. Le premier livre les combats de Bapaume (2-3 janv.) contre de Goeben. Le second est aux prises avec le prince Frédéric-Charles du 6 au 12 surtout pour la possession du Mans au delà duquel la deuxième armée de la Loire est rejetée en pleine déroute; le 14, les Allemands trouvent le camp de Conlie abandonné; ils occupent Alençon le 17, Tours le 19. Le troisième, le 19, dispute à Werder les hauteurs de Villersexel (Haute-Saône) pour tenter de se porter sur Belfort; le 13, un combat près de Montbéliard; du 15 au 17, Bourbaki attaque près de Belfort les positions de Werder, le 18 il se retire sur Besançon et vers la fron-

ière suisse. Faidherbe est malheureux aussi : le 19 il est vaincu à Saint-Quentin; son armée alors est en retraite sur Lille, Valenciennes, Douai et Cambrai. — Le roi Guillaume prend possession à Versailles, le 18, de la dignité d'empereur d'Allemagne. — L'armée de Paris qui a fait un effort peu considérable en avant le 10 dans la direction de Clamart, le 13 vers Meudon et Clamart (au sud) et aussi vers le Bourget (à l'est), le 19 se déploie plus nombreuse à l'ouest au delà du mont Valérien, comme si en deux jours elle devait atteindre Versailles. Elle a de la peine à se concentrer, enlève dans la matinée la redoute de Montretout et la position de Buzenval, mais devant des travaux formidables et hérissés d'artillerie est ramenée en arrière par Trochu; la journée est sanglante surtout pour les gardes nationales de marche et pour les mobiles. C'est la dernière sortie, dont la déplorable issue est aggravée par la demande que fait Trochu d'un armistice de deux jours pour enlever les blessés et enterrer les morts. Le bombardement de la ville de Saint-Denis commence le 21. La tentative nouvelle d'un coup de main des révolutionnaires sur l'Hôtel de ville le 22 a le même effet que l'insurrection du 31 oct. 1870 : les vainqueurs qui bombardent à outrance les forts et les quartiers du sud, mais n'ont pas entamé le mont Valérien, mettent à profit l'anarchie autant que le dénûment absolu des Parisiens, quand le ministre J. Favre va en secret, le 23, demander à Bismark, à Versailles, une convention d'armistice. Le bombardement cesse dans la nuit du 26 au 27 janvier. — Cet armistice conclu le 28 janvier, véritable capitulation, s'étend à toutes les parties du territoire où opèrent les armées, hormis les départements du Doubs, du Jura, de la Côte-d'Or et Belfort (l'ennemi espérant pouvoir y continuer à son profit les opéra-

tions de guerre, et écraser l'armée de Bourbaki); il donne au gouvernement 21 jours pour convoquer une assemblée, dont les élections seront libres partout même dans les départements envahis, qui, réunie à Bordeaux, aura à prononcer sur la question de la guerre à continuer ou des conditions de paix à accepter. Comme base de l'armistice et pour que Paris puisse se ravitailler à travers les lignes ennemies tous les forts entourant Paris seront remis aux Allemands; l'armée de Paris, à l'exception de la garde nationale et d'une division de 12 000 hommes pour le maintien de l'ordre est prisonnière de guerre, elle livre ses armes, tout son matériel, mais reste dans la ville; l'enceinte de Paris est désarmée, tous ses canons sont livrés à l'ennemi (1959 canons); avant le 15^e jour de l'armistice la ville de Paris payera une contribution de guerre de 200 millions; l'ennemi pendant l'armistice n'entrera pas dans l'enceinte. Il autorise une correspondance, surveillée, entre Paris et les départements. — Le 29 janvier, dans l'est, de Manteuffel donne la chasse à l'armée de Bourbaki non comprise dans l'armistice; par les combats de Dombacour et de Chaffais près de Pontarlier il lui enlève 10 canons, 7 mitrailleuses, lui fait plus de 4000 prisonniers. Cette malheureuse armée de l'est, poursuivie à outrance, canonnée le 30 et le 31, manquant de tout, encombrée de malades, sous son chef Clinchant, obtient enfin un asile de la neutralité Suisse c'est un défilé pêle-mêle pendant quarante huit heures, de 2110 officiers, 82 270 sous-officiers et soldats avec 10 000 chevaux, avec plusieurs centaines de canons (1^{er}-2 février); ils sont désarmés et répartis entre les cantons, ils y reçoivent pendant deux mois la plus généreuse hospitalité. Garibaldi évacue Dijon le 1^{er} février; en quelques jours toute la Côte-d'Or est occupée par les troupes allemandes. Plus de résis-

tance dans l'est. Belfort bombardée est seule à résister toujours. — Dans la campagne de 1870-71 l'armée mobilisée de la Confédération du Nord a été de 960 000 hommes répartis en 17 corps d'armée, et d'environ 200 000 chevaux; les Etats du Sud ont mis sur pied 214 000 hommes; les Allemands ont perdu 117 029 hommes, répartis en 19 297 tués, 6195 disparus, 91 537 blessés : ils ont capturé 59 aigles, 20 drapeaux, 5817 canons de tous calibres, surtout à Sedan, Strasbourg, Metz, autour de Paris, 171 mitrailleuses, plus de 400 000 prisonniers en comptant l'armée de Paris comme prisonnière de guerre. — Le décret de la délégation de Bordeaux du 31 janvier, qui déclare inéligibles à l'assemblée nationale des catégories entières de candidats, est en même temps condamné par le gouvernement allemand et révoqué, le 4 février, par le gouvernement qui siège à Paris. Bismark le 15 février consent à une prolongation d'armistice mais de cinq jours seulement. L'armistice est alors étendu aux départements du Jura, du Doubs et de la Côte-d'Or (où les Allemands ont pris depuis le 28 janvier tous les avantages qu'ils désiraient) : ils laissent aux troupes françaises Besançon et Auxonne; Belfort capitule, mais la garnison, si bien commandée par le colonel Denfert, sort de la place avec armes et bagages. Thiers, chef du pouvoir exécutif depuis le 19 fév., ayant Jules Favre pour ministre des affaires étrangères, et Bismark commencent à conférer le 21, pour établir des préliminaires de paix, qui doivent être soumis à l'assemblée de Bordeaux; l'armistice est prolongé seulement jusqu'au 26 février à minuit. — Le duc de Broglie, ambassadeur à Londres, a vainement essayé de faire admettre l'arbitrage des grandes puissances dans le règlement des conditions, notamment pour l'indemnité de guerre. L'Angleterre a

craint un instant que l'Allemagne ne se fît céder des colonies. — Les préliminaires de paix sont signés à Versailles le 26 février à six heures du soir : les termes essentiels sont la cession à l'empire d'Allemagne de l'Alsace et d'une partie de la Lorraine y compris Metz, et le paiement d'une indemnité de guerre de cinq milliards de francs. L'armistice est de nouveau prolongé sous la condition que le 2 mars il pourra être dénoncé par un avis donné trois jours d'avance. — L'assemblée vote le 1^{er} mars (546 voix contre 107). Conformément à l'article 3 de ces préliminaires, comme prix de la conservation de Belfort à la France, Paris subit du 1^{er} au 3 30 000 Allemands, avec l'empereur Guillaume, dans les quartiers du bois de Boulogne et de l'arc de l'Etoile : ils viennent jusqu'au Louvre. — Par suite des préliminaires de paix, Bitché se rend le 6 mars détruite en partie après un siège de six mois par les Bava-rois, la garnison obtient les hon-neurs de la guerre. Le 7 les Prus-siens évacuent les forts parisiens de la rive gauche de la Seine. — Tous les princes allemands quittent rapidement la France; Bismark est à Berlin le 9 mars, l'empereur Guillaume le 17, où il reçoit le lendemain les félicitations de l'em-pereur de Russie; Napoléon n'est plus prisonnier : le 19 mars il quitte Wilhelmshöhe (Cassel) pour se ren-dre en Anglererre, où il se fixe à Chislehurst, résidence de l'impé-ratrice depuis la révolution du 4 septembre. — Le commandant en chef des armées d'occupation qui restent en France jusqu'au paiement de l'indemnité, est d'a-bord un général saxon, Fabrice, qui, le 13 avril, transfère son quar-tier général de Rouen près de Paris. — Des conférences supplé-mentaires sont nécessaires au sujet de la délimitation des nouvelles fron-tière, du mode de paiement de

l'indemnité de guerre, de la garantie à trouver pour les intérêts privés dans les territoires détachés de la France, notamment en ce qui concerne la Société du chemin de fer de l'est, pour les indemnités particulières réclamées par l'Allemagne au nom de ses nationaux chassés de France, de ses marchands dont les bâtiments ont été capturés, etc. Des conférences s'ouvrent à Bruxelles, le 28 mars, en pleine insurrection parisienne : ce qui rend les chances moins favorables pour les négociateurs français. Elles sont transportées à Francfort où Bismark vient le 5 mai pour traiter lui-même assisté du comte d'Arnim. Il menace d'intervenir à Paris, soit seul, soit par une action commune, afin d'assurer par l'occupation de Paris l'exécution des préliminaires de paix. La paix définitive est donc signée à Francfort le 10 mai, par les ministres Jules Favre et Pouyer-Quertier assistés de MM. de Goulard et de Clerq : l'Alsace, Metz et une partie de la Lorraine assez large du côté du Luxembourg, sont cédés, mais Belfort nous reste avec un rayon élargi, les cinq milliards seront payés en trois ans; et l'évacuation des parties du territoire, occupées comme garantie aux frais de la France, n'aura lieu que graduellement au fur et à mesure du paiement; l'effectif de notre armée peut être augmenté, et une partie de nos prisonniers de guerre seront promptement rendus; de l'indemnité due, seront défalquées des sommes assez considérables que les Allemands, depuis l'armistice, avaient exigées comme impôts ou comme réquisitions; la Compagnie du chemin de fer de l'est, grâce à l'insistance du ministre Pouyer-Quertier, obtient comme indemnité 375 millions au lieu de 90 offerts d'abord. — Ce traité est signé le 15 mai par les représentants des Etats allemands, le 16 ratifié par l'empereur, le 18, voté par l'assemblée nationale de Versailles; l'é-

change des ratifications a lieu le 19 à Francfort. Les relations commerciales sont reprises entre les deux pays le 28 mai. — Le 19 juin, le commandement en chef de l'armée d'occupation passe au Prussien de Manteuffel. — Certaines dispositions du traité sont l'objet de nouvelles conférences depuis le 4 juin d'abord à Francfort (juin-juillet), puis à Versailles (août-sept.) où vient le comte d'Arnim : la France voulant profiter du succès de l'emprunt de 2 milliards pour anticiper des termes de paiement et libérer d'autant quelques parties du territoire, et régler la question douanière de l'Alsace-Lorraine, M. Thiers, président de la république depuis le 31 août, se fait autoriser par l'assemblée le 15 septembre, le jour où elle suspend ses séances, à conclure des conventions que le ministre Pouyer-Quertier signe à Berlin le 12 octobre. L'échange des ratifications a lieu le 20; le traité de Berlin est promulgué en France le 31 octobre. Des conditions favorables ont été faites à l'industrie et au commerce de l'Alsace-Lorraine pour ses relations avec la France jusqu'au 31 déc. 1872 par la convention douanière du 12 oct. La France payant le quatrième demi-milliard et 150 millions de francs qui forment le premier terme échéant le 2 mai 1872 des intérêts des trois milliards encore dus par la France, en quinze jours les Allemands évacuent les départements de l'Aisne, de l'Aube, de la Côte-d'Or, de la Haute-Saône, du Doubs, du Jura; ils n'ont plus que cinquante mille hommes en France. Les soldats de ces quatre divisions, qui occupent encore la Marne, la Meurthe, la Haute-Marne, les Vosges, les Ardennes, la Meuse et Belfort, sont logés en grande partie chez l'habitant; on organise quelques casernements et baraquements. — Il y a des actes accidentels de violence commis par des Français contre des Allemands. A

Melun et à Paris deux Français auteurs d'assassinat sont acquittés par le jury. Aussitôt le 4 déc., le jour même où un ambassadeur français est désigné pour Berlin (le vicomte de Gontaut-Biron) sont rétablies toutes les rigueurs de l'état de siège, dans les départements occupés; et le 7 une dépêche de Bismark à d'Arnim qui vient d'être nommé ambassadeur en France menace, dans le cas où un Français coupable ne serait pas livré, d'emmener des otages, et au besoin de recourir à des mesures plus étendues. — Il y a encore une convention signée à Francfort le 11 décembre pour résoudre toutes les questions qui intéressent les habitants des territoires cédés. Elle sera l'objet d'une loi votée en France le 9 janvier 1872. — Les dépenses résultant de l'occupation par les Allemands ainsi qu'elle a été réglée par une convention du 11 mars 1871 ont monté pour la France pendant l'année 1871 à 248 millions 625 000 francs.

Allemagne et Prusse. — Le Code pénal voté en 1870 par le Reichstag du Nord, comme il a été convenu le 31 mai 1870, entre en vigueur le 1^{er} janvier. — Le 17 janvier, le chef de la Confédération du Nord date de Versailles une proclamation au peuple allemand, par laquelle il déclare accepter la dignité impériale. Il y prend solennellement possession de cette dignité le 16; le 27, il y reçoit l'adresse votée par la chambre prussienne. La convention fédérale avec la Bavière, adoptée en déc. par la Chambre des seigneurs bavarois, que la 2^e chambre de Munich a votée le 20 janvier, ratifiée à Berlin le 29, complétant l'union de tous les Etats du Midi avec le Nord, toutes ces conventions fédérales sont publiées le 30 janvier, en même temps que la loi sur les élections au Reichstag allemand. Le roi de Wurtemberg est à Versailles le 24 janvier. L'armistice

ou capitulation de Paris, qui équivaut à des préliminaires de paix, porte la date de Versailles 28 janvier. — Quand M. de Bismark entre en conférences avec M. Thiers, traitant au nom de la France des préliminaires de paix (21 février), il appelle et fait signer avec lui à Versailles, le 26, les ministres de Bade, de Bavière, de Wurtemberg. Le 1^{er} mars, l'empereur passe la revue d'une partie de ses troupes dans Paris au bois de Boulogne. Ayant quitté Versailles le 7 mars, il s'arrête jusqu'au 13 à Ferrières. Par Nancy, Francfort-sur-le-Mein, Gotha, Weimar, il arrive le 17 mars à Berlin; accueil enthousiaste fait à l'empereur, à son fils, et au prince Frédéric-Charles, de retour à Berlin le 19. — Depuis le 20 fév. commence à siéger à Berlin le conseil fédéral de l'empire, qui représente toutes les souverainetés unies sous l'autorité impériale. Le premier Reichstag de l'empire est ouvert un mois après par l'empereur à Berlin, le 21 mars, en présence de beaucoup de princes allemands. Le même jour, le comte de Bismark reçoit la dignité héréditaire de prince; il recevra, en juin, une dotation territoriale dans le Lauenbourg. Les félicitations de la Russie, et celles du souverain de l'Autriche se suivent de près, le 18 et le 22 mars. Le titre de feld-maréchal général est donné (8 avril) au général de Bittensfeld, (16 juin) au comte de Moltke. Au vote de l'adresse du Reichstag, il y a 63 opposants, appartenant à la fraction du centre, aux ultramontains et aux radicaux ou socialistes. — Comme la paix définitive n'est pas encore signée avec la France, le gouvernement impérial demande au Reichstag un nouvel emprunt de 120 millions de thalers, qui est voté en troisième lecture le 24 avril. — Depuis le 14 avril est votée en troisième lecture la constitution de l'empire, à peu près calquée sur celle de la Confédération du Nord:

quelques prérogatives sont encore laissées aux souverains du Sud, surtout au roi de Bavière. Cette loi du 16 avril, publiée le 20, est en vigueur depuis le 4 mai : dans le conseil fédéral, dont est président le chancelier de l'empire, il y a en tout 58 voix, la Prusse en a 17, la Bavière 6, le Wurtemberg 4 comme la Saxe, Bade et la Hesse en ont 3, Mecklembourg-Schwerin en a 2 ; tous les autres Etats ont chacun une voix ; l'armée, les forteresses, la marine dépendent de l'empereur. Il y aura 17 corps d'armée partagés en quatre inspections ; le Wurtemberg forme le 13^e corps ; Bade, le 14^e ; l'Alsace-Lorraine, le 15^e ; la Bavière, les 16^e et 17^e. — Le 15 mai, les représentants des Etats du Sud signent le traité de Francfort du 10 mai qui assure à l'Allemagne définitivement les avantages de la guerre avec la France. D'après la loi du 9 juin concernant la réunion de l'Alsace-Lorraine à l'Empire, ce pays séparé de la France n'est pas incorporé à la Prusse, mais, jusqu'au 1^{er} janvier 1873, a un régime exceptionnel dictatorial qui permet à la Prusse de le tenir étroitement. — Le petit duché de l'Elbe, Saxe-Lauenbourg, acquis depuis 1864, est réuni à la Prusse. — Le Reichstag est clos par l'empereur le 15 juin. Le lendemain, entrée solennelle à Berlin des troupes des diverses parties de l'Allemagne qui ont fait la campagne de France ; inauguration de la statue de Frédéric Guillaume III. La journée du 18 juin, onze mois après la déclaration de guerre par la France, est consacrée à des actions de grâces dans tout l'empire. — Les empereurs d'Allemagne et d'Autriche ont deux entrevues, d'abord à Ischl, puis à Salzbourg. Avant la dernière, qui est du 5 septembre, les ministres Bismark et de Beust se voient à Gastein. — Les sympathies des Alsaciens et des Lorrains pour la France dont ils sont violemment séparés, se manifestent à toute oc-

casion, à Strasbourg, et à Metz surtout ; particulièrement dans les cérémonies commémoratives des batailles du 6 août 1870, et quand s'ouvrent en France des souscriptions pour les victimes de la guerre et pour la libération du territoire. — A Strasbourg, l'élu du conseil municipal désigné pour exercer la mairie pendant cinq ans, quoique connu comme hostile à l'annexion, est accepté par l'empereur (oct.). — Dans les Etats du Sud, changement de ministres. Le baron de Dalwigk, qui était le chef du cabinet à Darmstadt depuis 1866, s'est retiré en avril. De Bechtold, le nouveau ministre de l'intérieur, qui succède à son influence, avait gouverné avant la révolution de 1848. En Bavière, retraita du chef de cabinet, le comte de Bray, qui n'avait le pouvoir que depuis mars 1870 ; il est remplacé (21 août) par le comte de Hegnenberg-Dux ; au quel succède bientôt A. de Pfretzschener ; de Lutz, le ministre des cultes et de l'instruction publique, engagé plus que de Bray dans les discussions entre les infaillibilistes et leurs adversaires, reste cependant, étant soutenu dans la défense des lois contre l'archevêque de Munich par l'université et le conseil municipal de cette ville. — Léopold, duc d'Anhalt, qui était le doyen des souverains de l'Europe, ayant commencé en 1817 à régner, meurt à 76 ans (22 mai) ; son fils qui lui succède a 40 ans. — La principauté de Lippe-Detmold reste sans députés, les électeurs refusant de voter suivant la loi électorale de 1836, réclamant celle de 1849 (oct.). — Dans plusieurs villes de l'Allemagne du nord, des grèves d'ouvriers, notamment à Berlin (sept.). Un congrès socialiste et démocratique s'ouvre à Dresde (12 août). Ce parti remue beaucoup. Les socialistes saxons Bebel et Liebknecht sont condamnés à la prison comme ennemis de l'ordre social. — Toute l'Allemagne est agité par

les prétentions qu'affiche le haut clergé catholique depuis les décisions du concile du Vatican. Les évêques veulent publier ces décisions sans l'autorisation préalable des gouvernements, même en Bavière, où les droits de l'Etat sont stipulés par l'édit royal de 1818, comme le Concordat de 1817 a donné certains privilèges au clergé. En mai, 18 000 catholiques adressent au roi de Bavière une requête pour que les droits de l'Etat soient respectés; un professeur anti-infaillibiliste de Munich, auquel les sacrements étaient refusés, les reçoit d'un autre professeur excommunié au même titre, Friedrich. — Dans la Prusse orientale premier acte de la lutte avec l'évêque d'Ermland : il a excommunié un professeur du séminaire de Braunschweig qui s'est déclaré contre l'infaillibilité pontificale; il tient tête au gouvernement qui conserve ses fonctions à l'ecclésiastique excommunié. — Il y a des meetings populaires hostiles aux doctrines nouvelles de Rome, à Bonn, à Cologne, à Munster, à Kempten, à Breslau, à Wurzburg, comme à Gratz, à Vienne, à Prague, à Pesth. Ces doctrines ont aussi leurs défenseurs dans une réunion de catholiques romains à Mayence (sept.) où on attribue les crimes enfantés par l'insurrection parisienne aux erreurs des « idées modernes » accueillies par la classe bourgeoise. A Munich, le 22 septembre, s'ouvre le premier congrès des vieux catholiques, sans représentant du haut clergé : il y vient 5 à 600 délégués de villes catholiques d'Allemagne, de Suisse, d'Angleterre, de l'église d'Utrecht, même de l'église russe. Parmi les principaux orateurs, le chanoine bavarois Doellinger, d'autres professeurs bavarois, Huber, Friedrich, Michelis; P. Hyacinthe ex-carême déchaussé. Doellinger voudrait qu'on se contentât d'en appeler au futur concile; on décide qu'on constituera des églises parti-

culières partout où on le pourra. Des encouragements leur viennent de protestants libéraux allemands, de confessions diverses, réunis en congrès à Darmstadt (5 oct.); on y demande l'expulsion des jésuites. Les jésuites sont défendus au nom du principe d'association par M. Richter, membre du Landtag prussiens, pasteur à Mariendorf près de Berlin. — Le 16 octobre, est rouvert le Reichstag de l'empire. Il adopte en troisième lecture (nov.) le projet de participation au chemin de fer du St-Gothard. On y discute la question des monnaies pour arriver sinon à une seule et même monnaie, au moins à des principes communs. (La loi du 4 déc. établit une nouvelle monnaie d'or impériale et désigne comme unité de compte le reichsmark, tiers du thaler). Les unitaires voudraient que le droit civil fût le même partout. Le plénipotentiaire bavarois propose une peine contre tout ecclésiastique qui, dans l'exercice de ses fonctions, aura traité des affaires publiques de manière à troubler la paix publique : c'est l'objet de la loi du 10 déc. Quand on discute le projet de loi concernant le crédit en bloc demandé pour une période de trois ans par le gouvernement de l'empire et destiné à subvenir à l'entretien du contingent présent sous les drapeaux en temps de paix, la réduction du service actif à deux ans au lieu de trois, et la diminution du nombre des hommes à appeler sous les drapeaux sont défendues surtout par Hoverbeck du parti progressiste et Richter, auteur d'un ouvrage sur les finances de la Prusse : le président Delbrück et le ministre de la guerre de Roon réclament le maintien de la période du crédit en bloc pour trois ans, ainsi que les trois ans de service actif, pour qu'en 1874, époque à laquelle doit avoir lieu le payement du dernier terme de la contribution de guerre française, l'Allemagne se trouve aussi com-

plètement armée et préparée qu'aujourd'hui. Un amendement pour réduire cette période de crédit est rejeté par 190 voix contre 84 ; le projet relatif au crédit pour trois ans est adopté par 150 voix contre 134 (30 nov.). — Le Landtag prussien a été ouvert le 27 nov. par un assez long discours du trône, où est distinguée l'œuvre qui incombe à cette assemblée, de celle du Reichstag qui est chargé de maintenir la puissance et la sécurité de la nation. — Le recensement du 1^{er} déc. donne pour tout l'Empire 41 107 849 habitants, dont 24 793 066 pour la Prusse, qui en 1816 en avait 13 402 631, et en 1861 18 411 220. Dans le chiffre total l'Alsace-Lorraine compte pour 1 519 450 habitants.

Amérique du Sud. — Mouvement révolutionnaire dans l'Uruguay, même dans le voisinage de Montevideo (janvier) ; les insurgés sont défaits. — La république Argentine, de janvier à avril, est décimée par la fièvre jaune, surtout la ville de Buenos-Ayres. — Au Pérou (mars), des inondations détruisent une ville (Hupe), submergent les habitants d'une autre (Lambayeque), endommageant les travaux du chemin de fer d'Oraya qui doit franchir les Andes. — La médiation du Brésil (12 avril) fait conclure une convention d'armistice entre l'Espagne et les républiques occidentales avec lesquelles elle avait été en guerre, le Pérou, le Chili ; les relations de commerce sont renouées. — La Bolivie a un nouveau président élu par le congrès, le 20 juin, provisoirement pour un an, le colonel A. Morales ; le Chili a pour président depuis le 18 sept. F. Errazuriz.

Angleterre. — Le Parlement qui avait été clos suivant l'usage, au milieu d'août 1870, n'est pas rappelé plus tôt que d'habitude à cause des désastres de la France ;

il ne rentre en session que le 9 février. — A la chambre des lords, le ministre des affaires étrangères lord Granville, au sujet de la neutralisation de la mer Noire, résolue au traité de Paris de 1856, dont la Russie demande l'abolition, allègue qu'elle est devenue de peu d'importance depuis que la Turquie a une flotte considérable, que c'était l'avis de lord Palmerston et lord Clarendon. — Le projet d'un impôt sur les allumettes cause à Londres de telles manifestations, hostiles au Parlement dont le palais est menacé, que le ministre Gladstone déclare y renoncer (27 avril) ; on élèvera l'incometax de 2 pence par liv. st. — On discute (juin) des projets de réorganisation de l'armée. Le gouvernement n'ayant pu obtenir des chambres la suppression de la vénalité des grades, la décrète sans une loi, par warrant royal (20 juin) ; les chambres protestent ; la mesure de suppression est maintenue. Les Communes votent l'usage du scrutin secret pour les élections parlementaires : les lords repoussent le bill (11 août). — A la suite d'une grande enquête parlementaire est voté le bill proposé par le ministre Bruce, qui fait disparaître les derniers vestiges des entraves mises par les lois aux coalitions d'ouvriers, et reconnaît une existence légale aux Trade's-unions ; on a constaté l'heureuse influence des conseils d'arbitrage. — D'après un projet de réforme révolutionnaire de John Stuart Mill, la redévance de la terre serait assez vite abolie ; beaucoup de terres considérées comme incultes seraient mises en valeur par l'Etat, il n'y aurait plus de droit de primogéniture, etc. — L'internationale des travailleurs dont le conseil général siège toujours à Londres, très-peu de temps après la répression de l'insurrection parisienne qui est en partie son œuvre, lance des manifestes où tout ce que la Commune a fait à Paris, même les assassinats

et les incendies, est approuvé. Il y a notamment une réunion du 17 sept. et des résolutions datées du 23 sept. signées même de plusieurs membres fugitifs de la Commune de Paris. — La grève des ouvriers de Newcastle (oct.) leur vaut la réduction de la journée de travail à neuf heures. — L'assassin du constable Talbot à Dublin, Robert Kelly, est acquitté par le jury. — Le conseil fédéral britannique de l'Internationale, sous la présidence d'un Français, Richard, tient à Londres, à Saint-Luke's, une grande réunion pour reconstituer la section britannique. Le secrétaire général de l'Internationale, John Hales, y assiste; on y préconise les idées d'un député de Londres, Ch. Dilke, qu'on voudrait faire président de la future république britannique. — La Colombie Britannique est admise dans le Dominion du Canada (16 mai). — Mort (octobre) du feld-maréchal sir John Burgoyne, âgé de 89 ans, qui avait commandé en Crimée contre les Turcs; du géographe et géologue Murchison, ami du voyageur David Livingstone, âgé de 79 ans; du mathématicien Charles Babbage, âgé de 79 ans, qui occupait à Cambridge la chaire de Newton. — Le prince de Galles est si dangereusement malade (déc.) qu'on craint pour sa vie pendant plusieurs jours; l'anxiété et la sympathie sont générales. — Il y a une exposition internationale permanente de l'industrie et des beaux-arts, dont la première série dure du 1^{er} mai au 1^{er} octobre. — Dans cette année, il circule 75 millions de cartes-poste, imitées des Allemands depuis 1879, à un demi-penny. Il circule 915 millions de lettres, douze fois plus qu'avant la réforme postale de 1839. — Le recensement donne 31 817 108 habitants pour les trois royaumes.

Angleterre et États-Unis. — Le président Grant nomme le 10

février les membres de la commission chargée d'aviser aux moyens de régler les différends avec la Grande-Bretagne. A la chambre des lords, le 14 février, lord Grandville ministre des affaires étrangères annonce la formation prochaine d'une commission à ce sujet. Le 8 mai, est signée la convention de Washington, dont la formule a été discutée pendant un mois, pour établir les conditions d'un arbitrage; dans l'article 1, l'Angleterre exprime le regret que l'*Alabama* et d'autres bâtiments destinés aux Sudistes soient sortis de ses ports; l'article 6 définit les règles sur lesquelles les arbitres devront se guider pour rendre leur décision; le tribunal arbitral se composera, outre les parties, du Brésil, de la Suisse et de l'Italie. — Quant aux contestations sur la démarcation des frontières au nord-ouest de l'Union résultant de la convention du 15 juin 1866, l'empereur de l'Allemagne doit être l'arbitre. — Pour l'affaire de l'*Alabama*, les parties et les arbitres n'entrent en conférence à Genève que le 15 décembre, après des discussions véhémentes dans les chambres britanniques où on se plaint des termes de la convention du 8 mai comme outrageants et désavantageux, particulièrement à la chambre haute, lord Russell. le 12 juin, lord Cranmore, le 29 juin; aux Communes la convention est soutenue par le savant juriconsulte sir Roundell Palmer, qui était attorney général quand l'*Alabama* sortit de Liverpool en 1861. Le gouvernement veut éviter une lutte ouverte avec les États-Unis. — En 1871, 252 435 sujets britanniques ont émigré aux États-Unis: 102 452 de l'Angleterre, 19 232 de l'Ecosse, 71 067 de l'Irlande.

Angleterre, Prusse, Russie et Turquie. — Après les préliminaires de paix arrêtés entre la France et l'Allemagne, aussitôt en février commencent

à Londres les conférences désirées par la Russie, accordées avec empressement par la Prusse, que l'Angleterre n'a pu refuser, se trouvant seule à son tour, au sujet de la neutralisation de la mer Noire, garantie de l'indépendance et de la sécurité de l'empire turc. La France, avertie de ces projets pendant que Paris était bombardé et ne pouvant qu'émettre une opinion stérile (circulaire du ministre J. Favre aux agents diplomatiques, datée de Paris 12 janvier), ne s'y fait pas représenter au lendemain de la capitulation. Le traité de Paris de 1856, son œuvre autant que celui de l'Angleterre, est donc effacé en ce qu'il contenait de plus essentiel, sans qu'elle en ait délibéré ; elle donne seulement sa signature, par le duc de Broglie, nouvel ambassadeur à Londres, le 13 mars, comme les puissances de 1856 dont trois ont depuis lors été transformées et s'appellent maintenant : Italie, Autriche-Hongrie, empire d'Allemagne. Le 18 mars, Alexandre II notifie une convention additionnelle au traité du 18 mars 1856, qu'il a conclue avec la Porte au sujet du chiffre et de la force des vaisseaux de guerre que les deux nations pourront entretenir sur la mer Noire. — Le 12 mai le sultan lui envoie la grand'croix de l'ordre impérial de l'Osmanie. L'empereur de Russie fait visite à Berlin (8 juin), en se rendant à Ems où les deux princes s'étaient vus il y a un an. La fête de saint George à Saint-Petersbourg (déc.) est encore une occasion de témoigner de leurs sympathies ; plusieurs princes prussiens s'y rendent avec le chef de l'état-major de Moltke ; Alexandre II, comme avant la guerre franco-allemande, vante la confraternité d'armes qui les unit depuis 1813.

Autriche-Hongrie. — Déclaration du chancelier de Beust aux délégations des Parlements réunies à Pesth (janv.), qu'il convient d'éta-

blir des relations amicales avec l'Allemagne telle qu'elle se reconstitue, comme on a fait avec l'Italie. — Les deux chambres de Hongrie votent la loi sur le recrutement (16-20 janvier). La 2^e chambre vote la loi sur les honveds, sorte de landwehr (1^{er} mars). Mort du baron de Eotvos, membre du cabinet (3 fév.). Une loi du 4 juin règle l'organisation des communes hongroises. — En Autriche, les ministres du cabinet Potocki, démissionnaires depuis le 23 décembre, sont remplacés au bout de six semaines (7 février). Le comte de Hohenwart est chef du cabinet ; Holzgethan reste aux finances. Le Reichsrath cisleithan se rouvre le 20 février ; on espère le rétablissement de la paix intérieure, de quelque compromis avec les Tchèques. — Vingt-huit archevêques ou évêques demandant l'intervention du gouvernement en faveur du pape (mai), le gouvernement déclare qu'il ne changera pas de ligne de conduite. — Au Reichsrath, on est en défiance à l'égard des concessions que le cabinet paraît être disposé à faire aux Tchèques aux dépens de la constitution de 1867 ; un ancien ministre, le Dr Herbst, fait adopter (21 mai) par le comité constitutionnel un projet d'adresse à l'empereur dans ce sens. Le cabinet, étant dans l'intention d'accorder des droits égaux à toutes les provinces de la Cisleithanie, renouvelle par élection les dix-sept diètes provinciales, pour leur soumettre une loi sur les nationalités et une loi électorale. Les diètes s'ouvrent au milieu de septembre. Ce sont alors des députés allemands, jaloux de l'inclination du cabinet à satisfaire les demandes des races non allemandes, qui se retirent des diètes de Moravie, Haute-Autriche, Carniole, Bohême ; même en Hongrie, les Deakistes, maintenant satisfaits, trouvent qu'on accorde trop aux souverains de la couronne Wenceslas. Quoi-

qu'un rescrit impérial, adressé à la diète de Prague, reconnaisse le droit « public ou historique » de la Bohême, les Tchèques posent des conditions qui amèneraient, par un système de fédéralisme, la dissolution de l'empire. L'empereur renonce alors au cabinet Hohenwart, qui l'a entraîné trop loin et sans résultat (fin d'octobre). Les trois ministres des affaires communes, de Beust, Lonyay, Kuhn, et le président du cabinet hongrois Andrassy, qui de son côté négocie en Croatie une entente avec le parti national ou panslaviste, rebelle au compromis de 1868, ne peuvent admettre que les concessions aux Tchèques soient le renversement de la constitution. — Un nouveau rescrit impérial adressé à la diète de Prague (nov.) ne la décide pas à envoyer des députés au Reichsrath. Elle est dissoute (8 novembre). La tentative pour former un cabinet cisleithan, sous la présidence du baron de Kellersperg, ancien gouverneur de la Bohême et de Trieste, ne réussit pas parce qu'on le sait disposé à s'appuyer sur le parti centraliste allemand. Au milieu de ces complications intérieures sans issue, le chancelier de Beust quitte la direction des affaires communes : il va ambassadeur à Londres. Il passe par Versailles où il voit le président de la République le 30 nov. — Ce n'est plus un Allemand, c'est un Magyar qui est le ministre des affaires étrangères austro-hongroises, le comte Andrassy (14 nov.). Andrassy est remplacé comme chef du cabinet hongrois par le ministre des finances hongroises, le comte Lonyay. Le chef du cabinet cisleithan reconstitué le 25 nov. est le prince Adolphe de Auersperg, que les fédéralistes regardent comme un ennemi, mais qui paraît disposé à rechercher des voies de conciliation et qui est bien accueilli par les Polonais sinon par les Tchèques. Le 27 déc., le Reichsrath est réuni. Le

discours impérial d'ouverture déclare excessives les prétentions des Tchèques, mais n'écarte pas les demandes des Polonais. Le frère du chef du cabinet, le prince Charles de Auersperg, est nommé président de la chambre des Seigneurs. Comme les 38 députés galiciens sont présents, la seconde chambre est en nombre pour délibérer. — Aussitôt présenté le budget pour 1872. Grâce à la bonne administration du ministre des finances de Holzgethan qui ne sera remplacé qu'en janvier 1872 par M. Depretis, la condition du trésor s'est améliorée. Le résultat réel de l'exercice de 1871 pour lequel il avait inscrit par prévision budgétaire un déficit de 41 millions de florins que le Reichsrath avait réduit à 11 millions, donne au contraire un excédant de recettes ; le produit des impôts dépasse en 1871 de 27 millions de florins les prévisions du budget. Pour l'année 1872, M. de Holzgethan a porté le déficit présumé à 53 millions de florins ; la commission financière de la chambre, après sa retraite en janvier, le ramènera à 28 millions. Depuis quatre ans, on n'a pas besoin de nouvel emprunt : bons effets de la vente d'une partie des domaines, de la conversion de la dette, de sages économies, de réformes dans le système des impôts. — Les Croates rêvent toujours quelque grande union des Slaves méridionaux, à laquelle poussent l'agitateur de la Serbie hongroise (pays de Neusatz) Miletitch et un des régents de Serbie, Ristitch : il y a entente entre Agram et Belgrade, et peut-être entente des Slaves du sud avec les fédéralistes de la Cisleithanie. — Mort du vice-amiral Tegethoff (7 avril). — Une loi (23 juillet) introduit le système métrique. — Il est décidé qu'une exposition universelle de l'industrie et des beaux arts aura lieu à Vienne en 1873.

Belgique. — Au début de l'an-

née (janvier), à cause des combats qui sont livrés au nord-est de la France entre les Français et les Allemands, le gouvernement est forcé de concentrer des troupes sur la frontière comme en août et septembre 1870. — L'armée n'est mise sur le pied de paix que le 5 mars. — L'organisation militaire est discutée (mars). — L'influence de l'Internationale des travailleurs est sensible dans les grèves, aussi bien après la fin de l'insurrection parisienne qu'auparavant. — Incident politique grave (nov.) causé par le ministère Anethan, du parti de la droite : il a choisi pour un poste important, le gouvernement du Limbourg, M. de Decker, un des administrateurs supérieurs des sociétés industrielles de Langrand-Dumonceau, qui était en faillite depuis déc. 1870. Plusieurs membres du cabinet avaient eu des fonctions dans les sociétés de Langrand, cléricales avouées. Le député Bara, qui était ministre de la justice alors que se déroulaient devant les tribunaux les affaires Langrand en 1868 et 1869, propose un blâme sous forme d'ordre du jour. Pendant qu'on le discute, avant qu'il soit rejeté, et après le vote qui lui est contraire (66 voix contre 44), il y a des manifestations bruyantes, des émeutes à Bruxelles (22-24 nov.). La démission de M. de Decker des fonctions désignées ne suffit pas. La garde civique réunie par le bourgmestre Anspach ne peut empêcher des violences, notamment à la maison d'un des chefs du parti catholique Nothomb. Le renvoi du ministère est demandé par le parti libéral. Ces désordres se prolongent. Le roi n'assiste pas à la fête d'inauguration des boulevards de la Senne. Pour prévenir une insurrection, il exerce son droit constitutionnel : il change ses ministres, mais il en cherche les successeurs dans le même parti politique. Le nouveau chef de cabinet est un catholique de la droite : à défaut de M. de Tho-

nissen, c'est de M. Theux qui prend pour collègues Malou, Delcour, professeur à l'université de Louvain, etc. Le député Coomans réclame le suffrage universel. — Bruxelles a un congrès de membres de l'Internationale (24 déc.) où dominent Paepé et Hins, qui avaient parlé en communistes au Congrès international de Bâle en 1869 ; certains membres français, J.-J. Blanc, Fribourg, Ch. Limousin, sont exclus ; on ne veut pas de journalistes français.

Bresail. — Le 7 mars se forme sous la présidence du sénateur vicomte Paranhos de Rio Branco un cabinet où est important aussi le ministre de l'intérieur de Oliveira. Les chambres, à leur début de session (3 mai), reçoivent du gouvernement des projets de réforme concernant la garde nationale, le recrutement de l'armée, l'esclavage. — Elles votent le 7 mai une loi qui confie le pouvoir pendant le voyage de l'empereur et de l'impératrice en Europe, à leur fille mariée au comte d'Eu, fils du duc de Nemours. Ce voyage va durer toute la seconde partie de l'année et au delà. Ils sont à Rome le 27 nov. quand Victor-Emmanuel ouvre les chambres italiennes ; ils sont reçus par le président de la république Thiers le 24 déc. — D'après la loi sur l'esclavage, que soutient habilement le ministre des finances vicomte de Rio Branco (juin-juillet), l'émancipation sera progressive pour les esclaves nés avant la promulgation de la loi, au moyen de fonds votés exprès qui serviront à dédommager les propriétaires ; les enfants d'esclaves qui naîtront après la promulgation naîtront affranchis, et à 21 ans ils seront tout à fait libres ; il pourra se former des sociétés d'émancipation : la loi doit être en vigueur trois mois après avoir été votée. Elle est promulguée par la régente le 28 sept. Il y a encore un million et demi d'es-

claves sur une population de dix millions. On va pour cette œuvre multiplier les écoles et les caisses d'épargne.

Chine et Japon. — Traité entre les deux Etats (nov.) : sorte d'alliance offensive et défensive.

Danemark. — Au Folkething, le ministre de la guerre (24 janv.) résiste aux demandes d'économies, qui ne laisseraient pas les moyens de sauvegarder l'indépendance de la nation.

Espagne. — Pas d'enquête sérieuse et qui répande la lumière sur l'assassinat de Prim. — Dès que le roi Amédée est arrivé à Madrid, il charge l'ex-régent Serrano duc de La Torre de former un cabinet (4 janvier). Dans ce premier ministère sont réunis Martos qui a les affaires étrangères, Sagasta à l'intérieur, Zorilla, d'opinion démocratique plus avancée, qui a présidé les Cortès constituantes, aux travaux publics et à l'Instruction publique, Moret aux finances, Ayala aux colonies, Beranger à la marine. La minorité républicaine des Cortès constituantes, dans un manifeste du 3 février, décide qu'elle ne se retirera pas de la lutte électorale qui va s'engager pour élire les nouvelles chambres, mais en même temps demande la déchéance de la maison de Savoie. Le résultat des élections (11 mars) est favorable au ministère. La vie simple du roi et de la reine arrivée le 17 mars fait contraste avec le luxe habituel des souverains. Le roi ouvre les Cortès, le 3 avril : il annonce des réformes administratives et financières. Le lendemain, Olozaga est élu président par les députés. Le 22 mai, les députés républicains demandent qu'on annule l'élection du roi ; tumulte violent à la fin de cette séance. Quand, aux derniers jours de mai, les fugitifs de la Commune de Paris vaincue viennent chercher

asile en Espagne, le député Castelar demande qu'on les traite comme des exilés politiques ; on discute les doctrines et les actes de la Commune ; quelques membres les défendent, et dans un vote pour clore la discussion (30 mai) la minorité est de 25 voix. Les dépenses de l'année précédente sont un thème d'opposition (juin) ; une adresse en réponse au discours du trône étant défavorable au ministère, il donne sa démission. Luiz Zorilla devient chef de cabinet : les zorillistes sont des démocrates qui inclinent vers la république. Le roi, avec Zorilla, parcourt les provinces. Zorilla n'ayant pu faire élire président du congrès Rivero, un démocrate de vieille date, sur lequel l'emporte de quelques voix Sagasta, quitte le pouvoir. Les sagastistes qui inclinent vers le parti conservateur appuient le nouveau cabinet, formé (6 oct.) par le contre-amiral Malcampo ami de Topete et de Serrano. Ce ministère Malcampo ne tient pas six semaines du 6 oct. au 18 nov. Il est question d'imposer de 18 pour cent les revenus de tous les emprunts, même la dette extérieure. Une discussion rétrospective irritante est engagée sur le projet qu'auraient eu de vendre aux Etats-Unis l'île de Cuba lorsqu'elle était en pleine insurrection, les chefs du parti démocratique radical Prim, Rivero, Martos, Becerra. Des députés de la minorité républicaine invoquent l'article de la constitution qui garantit les droits individuels en faveur des membres de l'Internationale ; leurs doctrines et leurs actes sont combattus par des juriconsultes éminents, Alonzo Martinez, Rios Rosas et les ministres. Un vote est favorable au ministère grâce au concours des conservateurs. Ces mêmes droits individuels sont réclamés par le député carliste Ochoa, qui fait valoir la liberté d'association, en faveur des jésuites et de la société de Saint-Vincent-de-Paul supprimés par décrets du

gouvernement provisoire auquel M. Zorilla a appartenu. Le vote à ce sujet met en minorité le ministère par la coalition des carlistes et des républicains. Sept zorillistes ont présenté une motion de censure contre le gouvernement; le 18 nov. après une séance de dix-huit heures très agitée, la proposition de deux ministres portant qu'il n'y a pas lieu d'en délibérer est repoussée par 173 voix contre 118. D'après le vote qui le met encore en minorité, le ministère Malcampo devrait se retirer. Après avoir donné sa démission le soir même du 18, il essaye de rester en suspendant les Cortès; elles sont ajournées le 19 déc. Le cabinet se transforme: c'est Sagasta qui en devient le chef; avec l'assentiment des principaux unionistes, Malcampo garde la marine, Topete y prend le département des colonies. — Les nouveaux députés de Porto-Rico ont demandé aux Cortès et au roi (oct.-nov.) l'affranchissement des 32 000 esclaves de l'île. L'insurrection de Cuba n'est toujours pas réduite. — Le système métrique est établi définitivement à partir du 1^{er} juillet (décret du 24 mars).

États-Unis. — Le président Grant demande au congrès (8 fév.) que, Berlin étant devenue capitale d'empire, la légation soit élevée au rang de mission de première classe; le 10 mars, recevant le ministre prussien qui lui notifie la nouvelle dignité prise par le roi Guillaume, il assimile aux efforts qu'ont faits les États-Unis pour conquérir leur indépendance le développement nouveau de l'Allemagne. — Le congrès vote de nouvelles mesures pour la consolidation de la dette publique (10 janv.). En deux ans et demi depuis l'installation du nouveau président (mars 1869-sept. 1871) la dette est réduite de 251 340 699 dollars. Les tarifs de douanes se détendent; le 28 février les représentants, à la majorité des deux

tiers, adoptent la suppression du droit d'entrée sur les charbons; et aussi, le 13 mars, sur le sel, le thé, le café. — Point d'entente entre le président et le comité des affaires étrangères sur la question de l'acquisition de Saint-Domingue souhaitée par le président: les représentants décident le 10 janvier qu'une commission d'enquête sera envoyée dans l'île; le sénateur Sumner est si violent contre le président que le sénat lui retire la présidence du comité des affaires étrangères (mars). — La confédération secrète, qui répand la terreur dans la Caroline du nord, dite le *Kuklux*, est avertie par une proclamation présidentielle du 25 mars d'avoir à se dissoudre dans les vingt jours; le 20 avril une loi la déclare supprimée; ses membres seraient alors soumis aux dernières peines. — Le 10 avril les représentants, par 144 voix contre 46, adoptent un bill d'amnistie générale, qui rend les droits politiques à tous ceux qui ont pris part à l'insurrection du sud, en n'exceptant que ceux qui faisaient partie du congrès des États-Unis, de l'armée ou de la marine et les membres de la convention qui a voté la séparation. — Les chefs polygames des Mormons sont recherchés au nom de la loi. — On découvre à New-York des actes de prévarication inouïs, ayant pour auteurs ou pour complices les agents de la municipalité, appartenant au parti démocrate auquel laissait le champ libre dans les élections l'abstention politique des classes supérieures: la dette de la ville de New-York, qui était le 1^{er} janvier 1869 de 34 millions de dollars, est montée par sa mauvaise administration municipale le 31 juillet 1871 à 100 millions 955 mille dollars. — Chicago, ville de 310 000 âmes, est la proie pendant cinq jours, depuis le dimanche 8 octobre, d'un immense incendie, activé par un ouragan, qui fait périr 500 personnes et cause des pertes pour 200 millions de

dollars; il y a des tentatives de désordre; on fait beaucoup d'arrestations, la ville est mise en état de siège, sous le commandement du général Sheridan. Il y a d'autres incendies dans le Michigan, dans le Wisconsin. Les souscriptions affluent en peu de temps; il vient d'abondants secours aux incendies, même de l'Europe. — Grant à la fin de l'année est de nouveau candidat à la présidence; le parti démocratique est divisé sur le choix d'un candidat à lui opposer.

France. — Le gouvernement de la défense à Paris annonce le 1^{er} janvier la résolution prise en conseil de guerre de continuer à résister à l'armée allemande, malgré le bombardement que subissent les forts de l'Est depuis le 27 déc.; quand les quartiers de Paris commencent à être atteints par le bombardement le 6, le gouverneur de Paris déclare qu'il ne capitulera pas. Plusieurs maires ou adjoints voudraient quelque résolution héroïque désespérée, une sortie en masse pour tenter une trouée. Les fauteurs de désordre ne sont pas seuls à accuser Trochu d'impuissance. Les vivres et combustibles deviennent très rares; pain de qualité détestable soumis, le 19, à la ration de 300 grammes par tête. C'est moins le danger imminent d'une famine complète que l'échec militaire du 19 à Montretout et Buzenval qui sert de prétexte à l'émeute du 22 janvier où l'œuvre révolutionnaire du 31 octobre est reprise par les mêmes chefs; quelques coups de feu autour de l'hôtel de ville: il est dégagé par des mobiles. Le 22, Trochu cesse d'être gouverneur de Paris et commandant en chef; il n'est plus que président du gouvernement. Vinoy devient commandant en chef. Un décret supprime les clubs jusqu'à la fin du siège, le *Réveil* de Delescluze, le *Combat* de Félix Pyat. Les négociations de J. Favre à Versailles du 23 au 27, tenues secrètes, produi-

sent un armistice, qui doit amener un large ravitaillement immédiat. Il équivaut, pour Paris et ses forts, à une capitulation, et pour la France à la résolution de subir, par l'acquiescement d'une assemblée nationale qu'on va convoquer, les conditions implacables du vainqueur (28 janvier). La condition obtenue par J. Favre que la garde nationale seule garderait ses armes et ses canons, met Paris et le gouvernement qui n'ont plus d'armée à la merci des meneurs d'insurrection; des forces militaires qui ont été impuissantes contre l'ennemi du dehors, sont déjà dans la main de comités occultes voués à la république sociale et à l'Internationale. — Il est mort, dans Paris, pendant la durée du siège du 19 sept. au 28 janvier 1871 47 476 personnes, y compris les décès par blessures de guerre: 1976 soldats, 723 gardes nationaux, 144 victimes du bombardement qui a causé beaucoup de dégâts matériels. — Par décret du gouvernement de la défense (le 29 janvier), les collèges électoraux sont convoqués à Paris pour le 5, dans toute la France pour le 8 février: date qu'on adoptera aussi pour Paris; il y aura comme en 1849 un scrutin de liste par département: un décret du 30 déclare les préfets et les sous-préfets non éligibles dans les départements où ils exercent leurs fonctions; il y aura 753 députés. Un membre du gouvernement, J. Simon, est aussitôt envoyé, pour faire connaître ces décisions à la délégation de Bordeaux et la relever de son mandat. — La délégation de Bordeaux inspirée par Gambetta, qui a ordonné par décret (5 janvier) la levée de toute la classe de 1871, pendant tout le mois de janvier, pousse encore à la guerre à outrance, frappe de déchéance un grand nombre de magistrats qui avaient pris part aux commissions mixtes de 1852, et déclare inéligibles à l'Assemblée nationale (décret du 31 janvier) les

ministres, sénateurs, conseillers d'Etat de l'Empire et tous ceux qui ont été pendant cette période candidats du gouvernement ou de l'administration, ou candidats officiels. Bordeaux, J. Simon lutte pour amener la Délégation à se conformer aux décrets rendus à Paris. Bordeaux, Lyon, Toulouse, Marseille, sont encore pour la résistance, on forme des listes de comité de salut public. Cette crise se termine sans guerre civile. Gambetta, le 6 février, donne sa démission du gouvernement et des ministères de la guerre et de l'intérieur, dont Emm. Arago prend l'intérim pour peu de jours; le 8 fév. le général Le Flô est ministre de la guerre. Pendant tout ce temps qu'a duré cette lutte, le *Mot d'Ordre*, nouveau journal de Rochefort à Paris, a encouragé la résistance de la Délégation. — Le parti révolutionnaire a pour principaux organes à Paris le *Mot d'Ordre*, le *Vengeur*, nouvelle feuille de Félix Pyat, et le *Cri du Peuple* de Jules Vallès, qui prêche, outre la résistance à outrance, l'insurrection et la république sociale. — Les élections du 8 février se font avec calme; la liste radicale a la majorité non seulement à Paris, mais dans plusieurs parties du midi qui a été très peu éprouvé par les malheurs de la guerre, et aussi dans les territoires que l'Allemagne est résolue à séparer de la France; la majorité se compose de conservateurs, légitimistes, ou monarchistes constitutionnels, ou républicains modérés. M. Thiers est élu dans 26 départements; le duc d'Aumale et le duc de Joinville qui n'avaient pu obtenir de servir contre l'ennemi — ce qu'aient incognito leur neveu le duc de Chartres — sont élus dans deux départements. — Le ravitaillement de Paris est assez rapide. La population de Londres y contribue généreusement; mais par suite des souffrances de toute nature d'un si long investissement la mortalité est encore considérable. — L'Assemblée

nationale à Bordeaux a une première réunion peu nombreuse le 12 févr. Dans la seconde, 13 février, le gouvernement de la défense nationale, par l'organe de Jules Favre, dépose ses pouvoirs; Garibaldi y paraît pour apporter son vote à la République, il donne sa démission de député et de commandant de l'armée des Vosges; plaintes violentes de Victor Hugo, Félix Pyat, Rochefort, Floquet; des députés sont insultés par la foule. Le 16, séance très-orageuse, où sont validées les élections des 33 députés de la Seine, dont quelques-uns avaient pris part aux mouvements d'insurrection parisiennependant le siège. Le bureau est constitué: Grévy est élu président par 519 voix sur 536 votants; les vice-présidents sont Martel, Benoist d'Azy, etc. Une proposition présentée par Dufaure, Grévy, de Malleville, Vitet et Barthélemy-St-Hilaire, a pour objet de nommer M. Thiers « chef du pouvoir exécutif de la République française en attendant qu'il soit statué sur les institutions de la France. » Cette proposition est votée le 17 février, à la presque unanimité sur le rapport de Victor Lefranc. Dans la séance du 17, Keller, au nom des députés du Bas-Rhin, du Haut-Rhin, de la Moselle et de la Meuse propose une protestation contre toute cession de territoire. M. Thiers demande que l'Assemblée s'en remette à la sagesse et au patriotisme de ceux qui seront chargés des négociations. Le ministère comprend diverses nuances du parti conservateur: trois des ministres du 4 sept. Jules Favre aux affaires étrangères, Ern. Picard à l'intérieur, Jules Simon à l'instruction publique; le général Le Flô à la guerre; un des marins qui ont défendu Paris, le contre-amiral Pothureau à la marine; Dufaure à la justice, Lambrecht au commerce, et de Larcy aux travaux publics (Pouyer-Quertier, un protectionniste ardent, sera nommé aux finances le 24 févr.).

M. Thiers demande qu'on s'occupe de la paix d'abord, ensuite de la réorganisation du pays, et plus tard, « lorsqu'on aura relevé ce noble blessé qui s'appelle la France », de la forme du gouvernement. L'Assemblée, le 19, nomme une commission de 15 membres chargée d'assister le gouvernement dans les négociations; ils sont pris dans la droite et le centre. Sur la proposition de M. Thiers, l'Assemblée s'ajourne jusqu'à la conclusion de la paix. — Le nouveau gouvernement est reconnu aussitôt par toutes les puissances; le duc de Broglie est envoyé à Londres comme ambassadeur. — Le 26 février effervescence à Paris quand on apprend qu'il faudra subir l'entrée des troupes ennemies. Symptômes de sédition dans la nuit du 27 au 28 février au milieu des bataillons de la garde nationale. Les agitateurs ne cessent de provoquer à la révolte les soldats et les marins qui avaient défendu les forts. On traîne jusqu'à la Bastille, à Belleville et à Montmartre, des canons de la garde nationale qui étaient dans le quartier de l'Arc-de-l'Etoile où les Allemands doivent stationner. — Quand M. Thiers et les commissaires de l'Assemblée sont de retour à Bordeaux le 28 février, l'urgence sur le projet de loi concernant les préliminaires est adoptée malgré les efforts de plusieurs membres de la gauche. Un député impérialiste de la Corse, Conti, ancien secrétaire de l'empereur, le 1^{er} mars, voulant parler pour Napoléon III accusé d'être l'origine première de nos désastres, un grand tumulte est suivi d'un ordre du jour proposé par Target qui prononce la déchéance de Napoléon et de sa dynastie : cinq membres seulement se lèvent à la contre-épreuve. Victor Hugo, Quinet, Louis Blanc, parlent contre le traité, il est désavoué avec émotion par l'Alsacien Keller, défendu comme une nécessité inévitable par M. Thiers. L'Assemblée « subissant

les conséquences de faits dont elle n'est pas l'auteur » ratifie les préliminaires de paix par 546 voix contre 107. Après le vote, tous les députés du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle déposent une protestation. — La présence des troupes allemandes à Paris, dans les quartiers du bois de Boulogne, de l'Arc-de-l'Etoile et jusqu'à la place de la Concorde, du 1^{er} au 3 mars, irrite la population. — Un comité central anonyme, auquel obéissent beaucoup de chefs de bataillon de la garde nationale, qui déjà ont été complices des insurrections d'octobre et de janvier, fait saisir les armes et les munitions, canons, fusils, approvisionnements de guerre qui sont considérables dans plusieurs dépôts; les concentre dans les hauts quartiers foyers du parti révolutionnaire; au moyen d'affiches, des sous-comités pressent les gardes nationaux de s'organiser en fédération. Manifestations bruyantes, chaque jour, surtout à la Bastille. — A Bordeaux, les séances de l'Assemblée sont très orageuses: le 3 mars, démission de quelques uns des plus violents. — Le 6 mars, Napoléon III proteste contre la décision de l'Assemblée du 1^{er} mars qui a prononcé sa déchéance sans un plébiscite. — Le 10 mars, importante discussion sur la question de savoir si l'Assemblée se transportera à Paris: ce que demande la gauche radicale. On adopte Versailles préféré par M. Thiers, afin de contenir le ferment révolutionnaire à Paris et de réorganiser l'administration. M. Thiers demande que toutes les questions de constitution politique sur lesquelles l'Assemblée et le pays sont divisés soient réservées: de là le pacte vague dit de Bordeaux, résultant du discours de M. Thiers du 10 mars, comme de celui du 19 février. — L'Assemblée quitte Bordeaux le 11 mars, mais elle n'est réinstallée à Versailles que le 20 mars. — A Paris, la question des canons que la garde na-

onale ne veut pas rendre au gouvernement est l'objet de négociations pendant plus de huit jours. Enfin, le 18 mars, le général Vinoy entre de les faire enlever des hauteurs de Montmartre. Cette tentative armée ne réussit pas, une partie des troupes se joint aux émeutiers ; animés déjà d'une férocité sauvage, ils fusillent le général Lecomte et l'ancien commandant en chef de la garde nationale, Clément Thomas ; le général Chanzy qui rentrait à Paris, échappe avec peine au même sort. Ce qui reste de troupes, tout le gouvernement et l'administration légale se retirent à Versailles. Paris est alors sous le joug du Comité central et bientôt de la Commune. Le Comité central, qui a intimidé la population en faisant tirer le 23 mars sur les manifestants du parti de l'ordre qui étaient sans armes, veut donner les apparences d'un pouvoir régulier à la Commune en en faisant élire les membres le 26 mars : plusieurs des élus refusent. La plus grande partie de la presse parisienne se prononce contre le mouvement communal. — Ce régime de tyrannie et de terreur, avec le drapeau rouge et avec un grand nombre de journaux révolutionnaires dont l'*Officiel* prend la couleur, dure plus de deux mois jusqu'à la fin de mai. — Le Comité central reste en fonctions à côté de la Commune élue, constituée le 28 mars. — Les décrets de chaque jour s'inspirent des théories socialistes, des rancunes et de l'esprit de vengeance du prolétariat : ils ont pour objet de réaliser les rêves de l'Internationale des travailleurs, dont beaucoup de membres (français et étrangers) font partie de ce double gouvernement insurrectionnel, et de faire de la France une fédération de Communes se gouvernant par elles-mêmes. Au-dessus des communes fédérées, la Commune de Paris proclame la République universelle ; elle fait appel surtout aux Polonais

et aux Garibaldiens. La Commune se constitue en dix commissions qui sont comme des ministères ; elle accapare les fonctions municipales dans les arrondissements. Plusieurs de ses chefs sont animés des passions sanguinaires de 93 ; Protot est à la justice, Rigault à la police. Presque toutes leurs délibérations les plus importantes sont prises secrètement, quoique les séances de la Commune aient été déclarées publiques. Blanqui, un de leurs élus, est toujours en prison dans le midi. Les pouvoirs de délégué à la guerre et de commandant de la place de Paris, deux fonctions séparées, changent souvent de main : Cluseret, le colonel Rossel, le journaliste Delescluze, ont tour à tour la délégation à la guerre. Garibaldi, désiré, acclamé comme commandant en chef, ne vient pas. La solde retient, fait entrer dans la garde nationale, où sont confondus 25 000 repris de justice, des milliers de gens manquant d'ouvrage ou déshabitués du travail depuis le début de la guerre ; des soldats et des marins en petit nombre y serviront la Commune. Il a été déclaré le 25 mars qu'il n'y avait plus d'armée permanente ; le 29, qu'il n'y avait plus de conscription. — En province, la Commune proclamée à Saint-Etienne y a été étouffée après l'assassinat du préfet l'Espée (26 mars) ; des mouvements de Limoges, Toulouse, Lyon, Marseille, il ne reste que l'insurrection de Marseille, jusqu'au 4 avril, avec Gaston Crémieux, etc. — Depuis le 10 mars, le gouvernement a pu réunir autour de Versailles assez de troupes pour être à l'abri d'un coup de main hardi des fédérés parisiens. — Mais par suite des événements de Paris, le rapatriement des prisonniers français, qui sont en Allemagne, est suspendu depuis le 21 mars. Heureusement, dans le courant de mars, ont commencé à rentrer les troupes de l'armée de l'Est, internées en Suisse depuis le 1^{er} février. — Quand

les gardes nationaux fédérés de la Commune attaquent, depuis le 2 avril, Courbevoie, les abords du Mont-Valérien, de Châtillon, de Neuilly, d'Auteuil, d'Asnières, sont surtout disputés. G. Flourens est tué au début. Les fédérés ont tous les forts du sud (quant à ceux du nord et de l'est les Allemands les occupent toujours). Cluseret, le 4 avril, réclame pour les bataillons de marche tous les hommes de 17 à 35 ans non mariés ; le 7 tous les hommes de 19 à 40 mariés ou non : ce qui décide des milliers de jeunes gens et d'hommes valides, de toute condition, à sortir de Paris à tout prix. — La loi des otages est décrétée par la Commune le 5 ; le 6 l'archevêque de Paris et beaucoup d'ecclésiastiques sont arrêtés, gardés prisonniers à titre d'otages, comme le président à la cour de cassation Bonjean. Les arrestations illégales se multiplient sous prétexte d'intelligences avec « l'ennemi ». Plusieurs journaux sont supprimés ; on ne peut plus sortir de Paris sans un laissez-passer délivré au nom de la Commune ; la Commune, le 12 avril, décrète la démolition de la colonne Vendôme, monument de gloire nationale. — L'assemblée qui siège à Versailles depuis le 20 mars discute et vote d'importantes lois. Le 25 mars elle déclare nuls les décrets de la Délégation de Bordeaux des 28 janvier et 8 février 1871 prononçant la déchéance de quinze magistrats. Elle abroge le 29 mars l'article 2 du décret du 25 déc. 1870 de la Délégation sur la dissolution des conseils généraux et d'arrondissement et l'installation des commissions départementales. Dès le 6 avril elle met en demeure tous les fournisseurs des armées de la défense nationale, dont les réclamations diverses dépassent 500 millions, de les formuler et les préciser dans chaque préfecture. Elle vote le 14 avril, par 449 voix contre 18, la loi sur les élections

municipales pour toute la France, conformément à l'idée résolument soutenue par M. Thiers le 8 avril, que les maires ne seront élus par les conseils municipaux que dans les communes ayant moins de 2000 âmes et qui ne sont pas des chefs-lieux de département ou d'arrondissement. Elle vote le 15 la loi qui détermine à nouveau les cas de poursuite en matière de délits de presse. Le 21, le 23 et le 26 avril elle vote des lois sur les loyers, sur les suspensions de paiement, sur les échéances de commerce, questions tant débattues dans les clubs pendant le siège de Paris, sur lesquelles le gouvernement de la défense avait pris des résolutions provisoires et que la Commune de Paris tranche révolutionnairement. — Depuis le 11 avril, le maréchal Mac-Mahon prend le commandement de l'armée. Les généraux Cissey et Ladmirault commanderont sous ses ordres. Une convention, qu'on est en train de négocier à Bruxelles et qui ne sera définitive que le 10 mai à Francfort, avec le gouvernement allemand permettra de faire entrer sur le territoire de Paris 80 000 hommes au lieu de 40 000 accordés par les préliminaires de paix ; mais ce sera au prix de l'aggravation des conditions de la paix : on aura ces 80 000 hommes par le retour d'une partie de nos prisonniers de guerre. La Commune institue, le 16 avril, une Cour martiale, qui, sous la présidence de Rossel devenu de capitaine colonel pendant la guerre, prononce dès le 18 une condamnation à mort. — L'insurrection reprend à Lyon le 30 avril. — A Paris, après l'arrestation de Cluseret par ordre de la commission exécutive le 30 avril, Rossel est délégué à la guerre, et un comité de salut public est nommé. Rossel imprime un grand élan : mais au bout de dix jours, le 9 mai, il résigne son commandement. L'armée de Versailles le 9 occupe le fort important d'Issy. Le comité de salut public

ordonne la destruction de la maison de M. Thiers, la saisie de ses biens ainsi que de ceux de plusieurs ministres. Le 5, le 11 et le 18 mai, sont supprimés tant de journaux qu'il ne reste plus que les journaux tout à fait révolutionnaires. L'ordre est donné de détruire la chapelle expiatoire de Louis XVI; plusieurs églises deviennent des clubs, leurs richesses sont pillées, leurs tombeaux outragés. — Depuis le 10 mai, Delescluze est délégué à la guerre; depuis le 13, Ferré à la sûreté générale; Dombrowski, un Polonais, commande en chef; un autre Polonais, Wroblewski, conduit aussi des régiments de fédérés. Paris est hérissé de barricades. La colonne Vendôme enfin est jetée à bas. Le sort des otages, illustres ou obscurs, est discuté dans des séances publiques et dans des délibérations secrètes de la Commune. Exaspération sanguinaire. — Les pouvoirs et les commandements changent incessamment de main par suite de défiances mutuelles, de soupçons ou de certitude de trahison. — L'armée ayant écrasé les forts du sud de projectiles et obligé les fédérés de les évacuer, tente d'entrer dans Paris le 21 mai par une porte de ce côté. Alors commence une effroyable guerre des rues, bataille de sept jours, au début de laquelle la Commune accomplit le massacre des otages, l'archevêque de Paris, un de ses vicaires, le curé de la Madeleine avec le président Bonjean, plusieurs prêtres, des dominicains, des Jésuites, des sergents de ville et gendarmes, un journaliste; en même temps les insurgés incendient avec du pétrole non seulement les monuments publics qu'ils ne peuvent plus défendre, les Tuileries, le Louvre, le Palais-Royal, l'Hôtel de ville, le Palais de justice, la Préfecture de police, le ministère des finances, le conseil d'Etat, etc.; mais des théâtres, des entrepôts de

mercantiles. Ils se défendent avec acharnement dans les quartiers extrêmes du nord-est et du sud-est de Paris, ayant jusqu'au bout l'artillerie. Les hauteurs de Montmartre étaient occupées dès le 2; Belleville et les buttes Chaumont sont seulement le 27, et le Père Lachaise le 28. Quelques-uns de leurs chefs sont tués sur les barricades ou fusillés aussitôt après: Delescluze, Dombrowski, Rigault Millière; des milliers d'insurgés périssent, beaucoup de pétroleux sont fusillés; plus de 30 000 prisonniers enlevés sur le moment; peu de jours après sont dirigés à Versailles ou sur les pontons pour être jugés par la justice militaire le désarmement de la population est immédiat; les canons de Paris sont conduits à Versailles. La liberté d'entrée et de sortie est rétablie à Paris le 2 juin. Beaucoup des plus coupables, comme Pyat, échappent. — Dans les pays où se réfugient les membres de la Commune, leurs partisans, leurs soldats, de beaucoup ont été auteurs ou complices d'incendies, d'assassinats, d'arrestations illégales, de pillage du trésor public, de spoliations, de détournements de toute nature; on hésite à leur appliquer à tous sans distinction les traités d'extradition. La Belgique (25 mai) a refusé protection aux membres déclarés de la Commune. Le conseil fédéral de Suisse décide, le 29 mai, qu'on examinera chaque cas particulier, qu'asile sera refusé aux criminels; la minorité républicaine dans les cortès d'Espagne (29 mai) leur est clémente; beaucoup passent en Angleterre et y restent. La police de Paris est reconstituée par le général Valentin qui en avait été nommé préfet le 15 mars; il laissera peu de troupes dans Paris, elles seront dans les forts et dans des campements. — Les élections municipales, qui ont lieu le 16 mai dans toute la France, ont donné la majorité au parti républicain.

modéré. Une lettre-manifeste du comte de Chambord (8 mai) à un membre de l'Assemblée nationale est sans effet sur l'opinion publique. — Le ministère du 19 févr. est modifié (5 juin): le général de Cissey devient ministre de la guerre à la place de Le Flô nommé ambassadeur à Saint-Petersbourg; Lambrecht remplace au ministère de l'intérieur Ern. Picard, qui nommé gouverneur de la Banque de France n'accepte pas et sera plus tard ambassadeur à Bruxelles. Léon Say, économiste distingué, député, devient préfet de la Seine. Le palais du Luxembourg seul épargné par les incendiaires de la Commune, tient lieu de l'hôtel de ville. Le 12 juin les ministères recommencent à fonctionner à Paris, mais les ministres ont leur résidence à Versailles, siège du gouvernement comme de l'Assemblée. — Elle est peu disposée à revenir à Paris. — En vue de hâter l'évacuation d'une partie du territoire surtout autour de Paris, en devançant les termes de paiement de l'indemnité de guerre, comme y autorise le traité de paix définitif de Francfort voté par l'Assemblée le 18 mai (440 voix contre 98), le ministre des finances Pouyer-Quertier présente le 6 juin un projet de loi pour un emprunt de 2 milliards et demi. — Un décret de M. Thiers, du 9 juin, fixe au 2 juillet les élections complémentaires aux cent douze sièges vacants à l'Assemblée nationale; ce qui reste à la France de l'arrondissement de Belfort aura un représentant à l'Assemblée. — Une loi du 21 juin attribue à titre gratuit cent mille hectares en Algérie aux Alsaciens ou Lorrains émigrants. — Le 8 juin une motion, demandant qu'il ne soit permis aux princes d'Orléans de revenir en France qu'après que le pays se sera donné une constitution définitive, est rejetée par 429 voix contre 168. L'Assemblée supprime, à la majorité de 484 voix contre 103, les lois de bannissement portées contre les

membres de la famille de Bourbon, et valide l'élection du duc d'Aumale (dans l'Oise), et du prince de Joinville (dans la Haute-Marne) par 448 voix contre 113. — L'Assemblée décide (du 13 au 29 juin) la formation de commissions pour l'examen: 1° des actes de la délégation de Tours et de Bordeaux; 2° des causes de l'insurrection du 18 mars; 3° des décrets du gouvernement de la défense nationale. Le 19 elle nomme une commission chargée de préparer la reconstitution des actes d'état civil de la ville de Paris, brûlés dans l'incendie du palais de justice. — Des propositions de députés ont pour objet l'un de faire durer deux ans le mandat de l'Assemblée et autant de temps les pouvoirs de M. Thiers; une autre (fin de juin) de faire nommer à jour fixe une commission chargée d'élucider la question du gouvernement définitif. — Une loi votée le 17 juin confère le droit de grâce au chef du pouvoir exécutif; sur son refus, l'Assemblée nomme, le 22, une commission de quinze membres qui décidera des grâces. — La loi d'emprunt de 2 milliards et demi est votée le 20 juin. Cet emprunt mis en souscription publique en rente 5 pour cent à 82 fr. 50 c., les 27 et 28 juin, est couvert plus de deux fois, presque exclusivement par la France et surtout par Paris. En trois mois, il montera à 91, 92 fr., il restera à ce cours tout l'hiver. Par suite de la quantité de numéraire qu'il faut réunir pour payer l'indemnité de guerre l'or fait pendant quelque temps 20 et même 24 fr. de prime par 1000 fr. — Le 29, grande revue des troupes passée au bois de Boulogne à Longchamps par M. Thiers et l'Assemblée nationale. — Dès la fin de juin, le duc d'Audiffret-Pasquier rend compte à l'Assemblée des premiers travaux de la commission chargée de l'examen des marchés conclus pendant la guerre en France et à l'étranger. — Le 28 juin, pour les actes de la Commune de

Marseille, qui avait tenu du 24 mars au 4 avril et avait réduit le préfet, le contre-amiral Crosnier, un des vaillants défenseurs de Paris pendant le siège, à résigner ses pouvoirs (de là son suicide), Gaston Crémieux et deux autres sont condamnés à mort par le conseil de guerre; il y aura, le 2 sept., une quatrième condamnation à mort, d'un sous-intendant militaire. — Les élections parlementaires du 2 juillet donnent à Paris en majorité, par l'influence de l'union des journaux modérés, des députés enclins à la république conservatrice. Gambetta, qui était démissionnaire, est réélu. Un manifeste du comte de Chambord du 5 juillet, où il répudie absolument le drapeau tricolore et se déclare pour le pouvoir temporel du pape, le rend plus que jamais impossible. — Une loi sur les échéances, du 4 juillet, remplace celle qui avait été votée le 10 mars. Une loi du 12 juillet rétablit le droit au remboursement intégral en espèces des livrets de caisses d'épargne, que le décret du 17 sept. 1870 avait limité provisoirement à 50 fr. Une loi votée le 6 juillet rétablit le cautionnement pour les journaux et pour les écrits périodiques. — Une loi du 10 juillet donne les moyens de suppléer provisoirement aux actes de l'état civil pour Paris. — Le 19 juillet l'archevêque de Tours Guibert est nommé à l'archevêché de Paris. — J. Simon reste seul dans le ministère de tous les membres du gouvernement du 4 sept. par suite de la retraite de Jules Favre. Le 2 août, Ch. de Rémusat succède à J. Favre aux affaires étrangères. — Un arrêt de la Cour de cassation du 21 juillet déclare qu'il n'y a lieu à exercer aucune poursuite disciplinaire contre le premier président Devienne dont le nom s'était trouvé compromis dans des papiers concernant la vie privée de l'empereur. — Une discussion sur le pouvoir temporel du pape, amenée par des pétitions que

soutient le député Dupanloup évêque d'Orléans, est écartée par la réponse de M. Thiers (22 juillet). qui sacrifie ses préférences d'autrefois pour ne pas compromettre la politique de la France. — Par suite du décret du 8 juillet, ont lieu à Paris le 23 juillet les élections du conseil municipal, qui se composera de 80 membres, quatre par arrondissement, un par quartier, quelle que soit la population. Elles sont favorables à plusieurs des maires et adjoints élus depuis nov. 1870, quelques-uns du parti radical, qui, à l'abri de la ligue républicaine des droits de Paris, fait passer d'autres noms encore, même un élu de la Commune. Depuis la défaite de l'insurrection, Paris, suivant la loi du 14 avril, a des maires et des adjoints nommés par le gouvernement. — Le 6 août s'ouvre à Versailles le troisième conseil de guerre chargé de juger le procès de la Commune et du comité central; le 7, est votée une loi qui règle l'organisation des conseils de guerre chargés du jugement des affaires se rattachant à l'insurrection de Paris. — Lois très importantes votées en quelques jours: le 8 août pour attribuer 100 millions de dédommagement, de secours aux départements qui ont été envahis par les Allemands; le 8 août pour donner pouvoir à une commission de quinze membres nommés par l'assemblée de réviser les grades dans l'armée; le 10 août pour attribuer plus de pouvoir aux conseils généraux au moyen d'une commission permanente (Waddington rapporteur), mais les présidents de ces commissions ne seront pas autorisés, comme le demandait M. de Treveneuc, à prendre en main la direction des affaires publiques dans le cas de dispersion violente de l'Assemblée nationale. Une loi votée le 25 août autorise le pouvoir exécutif à dissoudre les gardes nationales dans toutes la France. — Un arrêté de M. Thiers

du 19 août suspend toutes les opérations relatives au recrutement de la classe de 1871, qu'avait réclamé par anticipation un décret de la délégation de Bordeaux du 5 janvier 1871. — L'ordre est maintenu à Lyon par l'énergie du général Bourbaki. Le conseil municipal a banni les congrégations religieuses de l'enseignement primaire. — La légitimité de la durée de l'Assemblée est toujours contestée par les radicaux, et sa dissolution est réclamée depuis la conclusion définitive de la paix que ses ennemis considèrent comme le but unique de sa mission, d'autant qu'elle n'affecte pas le caractère d'assemblée constituante, qu'elle évite de se prononcer sur la forme définitive du gouvernement. Après bien des propositions, l'Assemblée s'arrête à celle dont Rivet a pris l'initiative, que Vitet transforme comme rapporteur de la commission. Par le vote du 30 août (434 voix contre 225), elle se reconnaît le pouvoir constituant; par celui du 31 août (480 voix contre 93 qui sont surtout des légitimistes et des radicaux), elle confère le titre et les pouvoirs de président de la République à M. Thiers; il pourra parler à l'Assemblée toutes les fois qu'il en aura prévenu le président. Malgré ce vote le pacte vague de Bordeaux, résultat des déclarations de M. Thiers dans les séances du 19 février et du 10 mars, subsiste; la République n'est pas proclamée comme forme définitive du gouvernement de la France. — Le président de la République adresse, le 1^{er} sept., un message de remerciement à l'Assemblée. — Un décret présidentiel du 2 septembre nomme Dufaure vice-président du conseil des ministres. — Une loi votée le 5 sept. réduit à 120 000 hommes le contingent de la classe de 1870 et détermine les conditions de sa répartition. La commission d'organisation militaire dont le travail n'est pas achevé a posé le principe du service obliga-

toire sans remplacement de 20 à 40 ans. — Une loi votée le 6 sept. rattache provisoirement au département de la Meurthe les débris du territoire de la Moselle qui nous restent; c'est l'arrondissement de Briey: le département s'appellera Meurthe-et-Moselle. — Une loi du 6 sept. autorise la ville de Paris à emprunter 350 millions d'après les conditions établies par la délibération du conseil municipal du 25 août. — Une loi du 9 sept. proroge au 31 déc. 1871 les effets de la loi du 22 avril relative aux suspensions de paiements. — Une loi votée le 11 sept. abroge les décrets d'octobre et de novembre 1870 sur la garde nationale mobilisée. — Beaucoup de lois fiscales en vue d'augmenter les ressources du trésor qui a besoin d'environ 480 millions d'impôts nouveaux pour suffire aux nécessités de l'année présente et aux besoins de la suivante. Le budget des recettes de l'année 1870, qui selon les prévisions établies sous l'Empire devait être de 1 milliard 815 millions, est tombé à 1 milliard 530 millions, son budget des dépenses fixé à 1 milliard 812 millions est monté à 3 milliards 375 millions, tandis que le budget des dépenses de 1871, évalué sous l'Empire le 27 juillet 1870 à 1 milliard 852 millions en est le 16 sept. 1871 à 3 milliards 197 millions, que les recettes de cette année qui devaient être de 1 milliard 881 millions sont fort au-dessous: ainsi trois milliards de déficit en deux ans outre les cinq milliards d'indemnité de guerre et les deux milliards résultant de réquisitions et de déprédations subies par les départements envahis. Par l'emprunt sous toutes les formes, l'intérêt de la dette publique a presque doublé en un an, en comptant 150 millions pour les intérêts de 3 milliards dus encore à l'Allemagne; il sera bientôt de 707 millions; la Banque a fait des avances pour 1 milliard 300 millions. Pour l'exercice de

1871 le ministère de la guerre seul absorbe un milliard, dont 410 millions pour les deux premiers mois avant la signature des préliminaires de paix et 256 millions pour l'insurrection parisienne. Jusqu'au 16 sept., ont été votés 389 millions d'impôts nouveaux dont un tiers pourra profiter à cet exercice. — Après de nouvelles discussions qui remettent en question la durée de l'assemblée, elle adopte, le 8 sept. (432 voix contre 90), la proposition Ravinel d'après laquelle l'Assemblée et le gouvernement doivent continuer à résider à Versailles. Le 12, par un message, le président de la République fait proposer la suspension des travaux de l'Assemblée. Cette proposition est adoptée; l'assemblée nomme le 15 une commission de permanence de 25 membres qui la représentera pendant les vacances. — Le dernier jour de cette laborieuse session, le 16 sept., est votée une loi qui détermine la composition du conseil général de la Seine, d'une façon provisoire jusqu'au 31 déc. 1872. Il comprendra, outre les 80 membres du conseil municipal de Paris, 8 membres élus dans les arrondissements de Sceaux et de Saint-Denis à raison d'un membre par canton conformément à la loi du 20 avril 1834. — Le 16 sept. une loi autorise le Président à conclure avec le gouvernement allemand une convention complémentaire au sujet des rapports avec l'Alsace-Lorraine et du paiement de l'indemnité. — Les vacances de l'Assemblée sont fixées du 16 sept. au 4 déc. — Beaucoup de commissions continuent leurs travaux pendant les vacances. — La France, dont 19 départements sont encore occupés, ne contribue pas aux frais de la fête d'inauguration du tunnel du mont Cenis (17 et 18 sept.); deux ministres cependant s'y rendent, Victor Lefranc et de Rémusat. — L'emprunt de 350 millions de la ville de Paris, en obligations avec

lots rapportant 4 1/2 pour cent, par souscription publique ouverte le 27 septembre, en un jour est couvert plus de quatre fois. — Le conseil municipal de Paris a une autre session extraordinaire du 29 septembre au 10 oct. particulièrement au sujet de réclamations concernant la révision des listes du jury, L'amnistie, la levée de l'état de siège sont des vœux quelquefois émis dans le conseil municipal par les radicaux. Le conseil général de la Seine a une session du 23 oct. au 10 nov.; il s'occupe presque exclusivement d'affaires, s'abstient de questions politiques; en matière d'enseignement primaire, le vœu de laïcité absolue n'est repoussé que par 41 voix contre 37; le vœu d'amnistie présenté par deux radicaux est écarté. Le conseil municipal a depuis le 15 novembre une session ordinaire très laborieuse remplie d'importantes délibérations. Des élections complémentaires du 26 nov. y renforcent la gauche. — Le décret de dissolution des gardes nationales est appliqué partout, sans troubles, malgré quelques protestations, même dans les départements du Rhône, de la Loire, du Gard (fin de sept.). — Un conseil d'enquête est constitué (30 sept.) devant lequel devront être envoyés les officiers de tout grade qui ont signé des capitulations avec les Allemands. — Les procès des membres de la Commune ou du comité central, et de leurs complices, pour insurrection, assassinats et incendies, ainsi que des officiers des gardes fédérés, vont se poursuivre devant les conseils de guerre siégeant à Versailles, et partout où sont réunis des prisonniers de la guerre civile, soit enlevés au moment de la lutte, soit découverts depuis. Dès le 2 sept., sentence de mort contre Ferré et Ch. Lullier, le 5 contre trois pétroleuses; le 8 contre le colonel Rossel; plusieurs membres de la Commune, Trinquet, Urbain, Verdure, Ferrat,

Regère, sont condamnés aux travaux forcés à perpétuité; les journalistes Rochefort (21 sept.), et Ch. Amouroux (30 oct.), à la déportation dans une enceinte fortifiée; Gustave Maroleau, rédacteur du *Père Duchesne* pendant la Commune, est condamné à mort le 2 octobre. Le conseil de guerre de Lyon pour l'insurrection de la Guillotière du 30 avril ne prononce pas de sentence de mort. La commission des grâces à Versailles se réunit pour la première fois le 16 octobre. Une députation de la jeunesse des écoles de Paris se rend à Versailles le 24 nov. auprès du gouvernement en faveur de Rossel. Il y a mutation de peine, seulement pour Ch. Lullier et les trois pétroleuses; Rossel, Ferré et un sergent de ligne condamné à mort le 4 sept. sont passés par les armes à Satory le 28 nov. Le 30, Gaston Crémieux est exécuté à Marseille. Sept des complices de l'assassinat des généraux Lecomte et Clément Thomas sont condamnés à mort le 18 nov. La justice militaire poursuivra son œuvre pendant toute l'année 1872.

— Comme des militaires de tous grades publient des livres ou écrivent dans les journaux à propos des opérations de la guerre contre les Allemands, un ordre du ministre de la guerre (21 oct.) rappelle les peines édictées dans le cas où l'autorisation préalable n'a pas été obtenue; il les applique à l'égard de quelques-uns. Beaucoup d'officiers sont mécontents des décisions de la commission des grades, qui ne leur laisse pas un avancement exagéré dû aux circonstances. — Nombreuses cérémonies commémoratives (sept.-déc.), partout où des soldats, des citoyens sont tombés en combattant pour la patrie autour de Paris et dans les provinces. Gambetta y mêle la politique (16 nov.) à Saint-Quentin en défenseur de la démocratie radicale. — Le renouvellement (8 oct.) des conseils généraux élus, par application

de la loi nouvelle, laisse la majorité aux conservateurs libéraux; les radicaux passent en nombre dans les grandes villes, Lyon, Toulouse, Marseille, Bordeaux, il y a presque autant de légitimistes que de radicaux; il y a une centaine de bonapartistes, notamment en Corse autour du prince Napoléon; ils y cherchent une occasion de troubles. Le gouvernement tient la main à ce que ces conseils ne dépassent pas leurs pouvoirs; des délibérations qui demandent la dissolution de l'Assemblée sont annulées; les principaux vœux émis sont pour l'instruction primaire obligatoire et gratuite, et pour le service militaire universel; il y en a moins qui demandent la séparation de l'Eglise et de l'État, l'impôt sur le revenu. — Deux journaux bonapartistes de Paris sont suspendus le 17 nov. pour leur relation des troubles d'Ajaccio. Un nouveau journal bonapartiste demande un plébiscite. Des brochures impérialistes sont répandues parmi les troupes.

— Le *Rappel* est suspendu pour excitation au mépris des juges des conseils de guerre; la *Cloche*, pour outrage de ce genre, est condamnée par un conseil de guerre à 3 ans de prison et à 6000 fr. d'amende, sentence annulée finalement le 14 déc. — La *République Française* s'inspire des idées de Gambetta.

— Une adresse de quarante-six députés témoigne ses sympathies au pape, comme prince temporel; le pape, dans la réponse (5 oct.), signale les doctrines perverses qui ont affaibli la foi et causé les maux de la France. — A la mort de Lambrecht (7 oct.), devient ministre de l'intérieur le fils de l'ancien ministre de Louis-Philippe, Casimir Perier, député de l'Aube, membre important de la commission des finances. La France a à Rome (nov.) un nouvel ambassadeur auprès du roi d'Italie, de Goulard, tout en maintenant son ambassadeur auprès du pape, le comte

d'Harcourt. Un nouveau préfet de police est nommé à Paris (17 nov.). — On négocie à Londres pour obtenir des modifications au traité de commerce (nov.), mais sans succès. — La France commence à se dégager un peu des Allemands : depuis le 22 juillet ils ont évacué Amiens et Rouen ; le premier milliard de l'indemnité a été payé le 2 août : par suite de l'acquittement des obligations financières, comme le ministre de Rémusat l'a annoncé à l'Assemblée le 11 sept., le 19 et le 20 septembre, un an juste après l'investissement de Paris, ils évacuent les départements de Seine-et-Marne, de Seine-et-Oise et de l'Oise, les forts du nord et de l'est de Paris. Du 8 au 12 oct. le ministre Pouyer-Quertier négocie à Berlin un traité qui lève les difficultés financières de l'évacuation, subordonnée au payement des termes d'indemnité, et établit une convention douanière pour rendre plus facile l'échange des produits de l'Alsace-Lorraine et ceux de la France au moins pendant quelque temps ; le décret de promulgation est du 31 octobre. Six départements sont évacués par les Prussiens quinze jours après ; mais le gouvernement prussien, irrité d'assassinats d'Allemands, laissés impunis par des jurys français, fait peser les rigueurs de l'état de siège sur tous les territoires que ses troupes occupent (4 déc.). — Par suite de la remise aux Allemands de quantité de numéraire, crise financière et monétaire. La Banque ne pouvant sans une loi émettre plus de billets ni faire de plus petites coupures, des établissements de crédit sont autorisés (22 nov.) à faire émission de billets de 10 fr., 5 fr., même au-dessous ; le gouvernement hâte la fabrication de monnaie de billon, et laisse cours à la monnaie pontificale. — L'Assemblée de Versailles reprend ses séances le jour fixé (4 déc.). Le bureau est réélu. Le message du

président de la République (7 déc.) expose la situation politique, militaire, financière, en évitant les questions de constitution ; son avis n'est pas favorable au système des armées prussiennes, avec l'obligation absolue pour un temps court de service actif ; il préférerait cinq ans de service actif, trois ans de congé renouvelable ; avec des contingents annuels de 90 000 hommes, il aurait 450 000 sous les drapeaux, 350 000 dans leurs foyers ; au jour de péril tout le monde serait appelé. Discussions irritantes, dès le lendemain, par des propositions de translation à Paris, d'amnistie, de levée d'état de siège, par des outrages à la commission des grâces. Le ministre de la justice demande une loi qui permette de poursuivre les journaux qui ont offensé cette commission. — Le ministre Jules Simon présente un projet de loi (13 déc.) pour que l'instruction primaire soit obligatoire avec des degrés de pénalité ; la gratuité ne serait pas absolue ; les congréganistes devraient prendre le brevet, mais il y aurait tolérance pour les religieuses ayant en 1876 quatre ans d'exercice. — Comme le budget pour 1872 n'est pas voté, on accorde (18 déc.) un trimestre provisoire jusqu'au 1^{er} avril. — On discute le plan financier du gouvernement, dont la commission repousse surtout le projet d'impôt sur les matières premières ; elle préfère (Léonce de Lavergne rapporteur) l'impôt sur le revenu ou sur les revenus, combattu par Teisserenc de Bort et M. Thiers. Le principe en est rejeté le 26 déc. On vote le 26 déc. une loi urgente qui augmente la circulation des billets de la Banque de 400 millions, ce qui porte son maximum d'émission à 2 milliards 800 millions ; c'est plus pour les besoins de l'État, qui aurait voulu pouvoir augmenter cette circulation de 200 millions par décret, que pour ceux de l'industrie et du commerce. La Banque devra faire pour

100 millions de coupures de 10 fr. et de 5 fr., de manière à ce que dans six mois disparaissent les petites coupures faites depuis le 22 nov. par des établissements de crédit. Une loi du 29 déc. rétablit l'exercice de la contrainte par corps pour le recouvrement des frais dus à l'Etat. — Une proposition est faite pour le retrait du décret de janvier 1852, qui a dépouillé la maison d'Orléans de son patrimoine. — Des diverses réunions de députés représentant les partis politiques à l'Assemblée, il n'y en a qu'une, l'union républicaine, qui se tient toujours à Paris; la gauche républicaine s'y tient quelquefois. Ces deux fractions voudraient que l'Assemblée quittât Versailles. — Le parti radical s'agit de nouveau à Paris pour préparer une élection complémentaire à l'Assemblée qu'un décret du 12 déc., fixe au 7 janvier 1872, en même temps que pour 13 autres départements. A Paris, malgré l'état de siège, il y a liberté de réunion électorale; le club de la rue d'Arras (ancienne salle du club Blanqui), le comité de la rue Bréa, le comité des travailleurs, c'est-à-dire de l'Internationale, fusionnent pour arriver à un programme en quatorze articles qu'ils imposent, sous forme de mandat contractuel, à leur candidat. Les dessins et emblèmes de nature à troubler la paix publique sont interdits par le gouverneur de Paris, Ladmirault (28 déc.). Ceux des électeurs de Paris qui ne veulent pas du candidat à mandat contractuel choisissent le président du conseil municipal républicain modéré. — Il y a une manifestation (20 déc.) au cimetière près d'Alais où a été enseveli Rossel. A Marseille, la *République radicale* est interdite pour article outrageant du 22 déc. contre l'Assemblée; le préfet Kératry y est en conflit avec les membres de la commission permanente du conseil général, avec le conseil municipal

d'Arles. A Bordeaux 20 déc. sont arrêtés un membre du conseil général, un membre du conseil municipal. Pour les élections parlementaires du 7 janvier, Gambetta (fin de déc.) va avec un député de Marseille patronner des candidats auprès des électeurs des Bouches-du-Rhône et du Var. — A la fin de 1871, il ne reste pas un seul évêque en France qui n'ait accepté les décrets du concile du Vatican qui avait été admis presque aussitôt par les opposants les plus illustres, l'archevêque de Paris Darboy et l'évêque d'Orléans. Le P. Gratry rétracte par lettre adressée au nouvel archevêque de Paris tout ce qu'il avait écrit contre ces décrets (nov.); tout l'Oratoire se soumet. — L'Algérie est troublée presque toute l'année, d'abord pendant plusieurs mois par des révoltes des tribus contre lesquelles le gouverneur général, contre-amiral Gueydon, demande des renforts (mai), puis par ses conflits avec les bureaux arabes, qu'il supprime (11 sept.), et, quand il y a eu élection (nov.) pour former les trois conseils généraux, par ses luttes avec le conseil général d'Alger, qu'il dissout le 20 déc. L'insurrection paraît terminée à la fin d'octobre. Au sud-ouest de Mégoub (province d'Oran), un chef des rebelles Si-Lala est tué (23 déc.); Si-Kaddour blessé s'enfuit vers le sud-est. — A la Pointe-à-Pitre (Guadeloupe) incendie désastreux (18 juillet). — Le gouvernement chinois a puni les auteurs du massacre des Français à Tien-Tsin le 21 juin 1870; il en présente ses excuses (23 nov.) — Alexandre Dumas âgé de 68 ans, romancier et auteur dramatique, meurt en dehors de Paris. Henri Regnault jeune peintre d'avenir a été tué à Buzenval le 19 janvier. — Mort du vice-amiral comte Bcuët-Villiaumez (sept.). — Plusieurs accidents de chemins de fer entraînent mort d'hommes, notamment près de Seclin (Nord), et entre Sens et Mon-

terceau près de Pont-sur-Yonne (sept.). Le grisou, dans un puits près de Saint-Étienne, tue 42 ouvriers (8 nov.). — Froid extrême (déc.); le thermomètre à Paris dans la nuit du 8-9 décembre tombe à 21° 5/10, presque aussi bas que le 31 déc. 1788. — Résumé des pertes faites par la France depuis juillet 1870 : la guerre avec les Allemands a causé la mort de 92 000 combattants, et d'un nombre presque égal de soldats atteints en France ou en Allemagne par les privations ou les maladies; elle a coûté 10 milliards de francs; elle a séparé de la France 1689 communes, 1 million 447 446 hectares, 1 597 227 habitants. La guerre civile a fait des milliers de victimes.

Grèce. — Le cabinet Coumon-dourous, formé le 18 déc. 1870, soumet à la Chambre le 3 janvier un projet de réorganisation militaire avec le service obligatoire pour tout citoyen. Le ministre de la guerre change en février. Les budgets sont votés à la fin de mai, et la Chambre est close. — Le 9 nov., est formé un nouveau cabinet Zaimis, dans lequel Th. Delyannis est ministre des finances.

Hollande. — Un nouveau cabinet le 2 janvier, dont se détache presque aussitôt le ministre de la guerre. — L'ancien gouverneur des Indes orientales, Rochussen, meurt le 21 janvier. — Le budget des colonies est toujours vivement discuté à la seconde chambre (mars).

Italie et Saint-Siège. — Dès le 25 janvier, le prince héritier et la princesse Marguerite vont prendre séjour à Rome. Le Sénat, par 94 voix contre 39, vote le transfert de la capitale (26 janvier). Après ce vote, la loi retourne à la seconde chambre qui vote de nouveau le 1^{er} février (232 voix contre 29). — Florence qui va cesser d'être la ca-

pitale du royaume a une Exposition maritime internationale (avril). — La loi concernant les garanties à accorder au pape, déjà votée par les députés, passe au Sénat (Mamiani rapporteur) le 2 mai. Il garde, moins le territoire, le caractère et les prérogatives de la souveraineté; il est indépendant et inviolable dans son action spirituelle, dans ses rapports avec les nations catholiques; il reçoit des ambassadeurs, il envoie des nonces; l'inviolabilité est reconnue au collège des cardinaux, aux congrégations ecclésiastiques employées au ministère spirituel du Saint-Siège; la liberté des conclaves est garantie; le pape conserve ses gardes suisses, ses gardes nobles, il a une dotation de 3 millions 225 000 fr. inscrits au grand livre de l'Italie. — Des députés affectent de craindre encore quelque chose du gouvernement de la France pour l'unité nationale. Le 27 mai, Farini demande qu'on arme, alléguant les opinions tant de fois soutenues par M. Thiers sous l'Empire contre le mouvement italien; le ministre des finances déclare l'attaque et l'expression de défiance intempestives, et se fait l'organe des sentiments d'admiration de l'Italie pour l'œuvre patriotique de résurrection de la France qu'accomplit M. Thiers. — La loi concernant la participation de l'Italie à la construction du chemin de fer du Saint-Gothard rencontre assez de résistance pour que la question de cabinet soit posée, les députés la votent le 16 juin (161 voix contre 55). — Pie IX célèbre le 25^e anniversaire de son pontificat; presque toutes les puissances de la chrétienté lui envoient des félicitations; à cette occasion est reçu par le cardinal Antonelli même un envoyé du roi d'Italie, le général Bertolli-Viala. Le jubilé papal du 16 juin donne lieu à des manifestations hostiles, turbulentes, en Belgique, en Espagne. — Le 29 juin, Victor-Emmanuel quitte Florence pour

se rendre à Rome; il visite d'abord Naples. L'entrée solennelle du roi d'Italie à Rome a lieu le 2 juillet; il occupe le Quirinal: le Pape reste au Vatican. — C'est sous la direction de la municipalité de Turin que l'Italie fête, sans bénédiction religieuse, l'inauguration du tunnel du mont Cenis (17 et 18 sept.), qui unit la France (station de Modane), et l'Italie (station de Bardonnèche). Le gouvernement de la France y est représenté par le préfet de la Savoie, les ministres du commerce (Victor LeFranc) et des affaires étrangères (de Rémusat). — Les ouvriers socialistes se partagent entre l'Internationale des travailleurs, vers laquelle paraît porté Garibaldi, et les sociétés mazziniennes. Mazzini organise à Rome un congrès ouvrier (nov.); mais il y vient peu d'ouvriers. Les adhérents de l'Internationale projettent une assemblée à Bologne, qui n'a pas lieu; ils sont plus nombreux dans le Sud et en Sicile. — Les Chambres sont ouvertes pour la première fois à Rome en grande solennité par le roi d'Italie (27 nov.): «Après de longues épreuves d'expiation, dit le roi, l'Italie est rendue à elle-même et à Rome... Ayant reconnu l'indépendance absolue de l'autorité spirituelle, nous pourrions être convaincus que Rome, capitale de l'Italie, continuera à être le siège pacifique et respecté du Pontificat.» — Recensement le 31 déc.: 26 801 154 habitants.

Japon. — Nouveaux collèges à Yeddo; on y enseigne les sciences et les langues modernes; des ouvriers sont attirés d'Allemagne. Une ambassade destinée aux pays étrangers arrive à San-Francisco (23 déc.). On traduit le code pénal français. On avise à empêcher les familles pauvres de vendre leurs filles.

Mexique. — Juarez change trois de ses ministres en mars et en mai. Il a toujours pour ministre des

finances, depuis déc. 1867, Romero, qui propose au congrès, ouvert le 1^{er} avril, un projet de consolidation de la dette publique. Il est question de laisser au clergé quelques attributions de juridiction. En juin, révolte à Tampico. Agitation générale, à cause de la proximité des élections qui doivent constituer le nouveau congrès et décider de la présidence: les pouvoirs conférés à Juarez pour quatre ans en déc. 1867 vont expirer en novembre. Ses deux principaux compétiteurs sont: Don Sébastien Lerdo de Tejada, président de la cour suprême, qui l'a toujours servi jusqu'ici, et Porfirio Diaz, puissant dans l'Oaxaca, où son frère Félix Diaz est gouverneur. Des 227 députés élus le 25 juin, 67 seulement faisaient partie du précédent congrès. Aux élections présidentielles directes, aucun des trois candidats n'a la majorité absolue des voix. C'est le congrès alors, d'après la constitution, qui décide; Juarez est choisi. La guerre civile éclate sur plusieurs points, surtout par les Porfiristes. A Mexico même, il y a un pronunciamiento militaire, le dimanche 10 octobre, sans aucun chef marquant avoué, d'issue sanglante pour les 800 insurgés suscités peut-être par le général Negrete.

Portugal. — Le cabinet formé par le comte d'Avila (30 janvier), ayant contre lui les Cortès, les dissout (3 juin). Il ne dure pas. Le 13 sept., nouveau ministère présidé par Fontes Pereira de Mello.

Russie. — Sur les propositions que publie le ministre de la guerre pour la réorganisation de l'armée, des commissions sont chargées d'étudier la constitution de la réserve et l'extension de l'obligation du service militaire à toutes les classes de la population, en réduisant la durée du service; dans les cas extrêmes, outre les troupes de réserve, on convoquerait une milice

nationale. — Un ukase du 20 novembre 1870, publié le 2 mars, abolit l'esclavage dans le district du Sukhum-Kalé; il n'y a plus d'esclavage dans la région du Caucase. — Procès du sectaire nihiliste Netschaïew (oct.). — Premier télégramme, envoyé de Nagasaki (Japon) à Saint-Petersbourg par Vladivostok (2 déc.), c'est une distance de 11000 kilom. parcourue en dix heures cinq minutes. — La population totale de l'Empire est estimée depuis 1867 à 82 millions d'habitants. La flotte comprend 261 bâtiments, dont 25 navires blindés dans la Baltique, et 1585 canons; dans la mer Noire, qui ne sera plus neutre d'après la convention de Londres du 13 mars, la flotte n'est que de 32 bâtiments portant 87 canons.

Suède et Norvège. — Le roi ouvre le Rigsdag suédois. — Le Storthing norvégien, ouvert le 16 février, rejette le 17 avril après trois jours de discussion la proposition concernant la réunion à la Suède; il est clos le 7 mai. — Le Rigsdag vote (9 mars) la proposition du comité concernant les fortifications de Carlsborg et de Waxholm; les deux chambres réunies votent le 11 mars le crédit demandé pour fortifier Carlsrona. Le roi, en faisant le 20 mai la clôture du Rigsdag, exprime le regret que les décisions votées n'aient pas permis d'exécuter le projet pour la réorganisation de l'armée.

Suisse. — Convention avec l'Autriche et la Bavière pour établir un chemin de fer autour du lac de Constance (janvier), avec l'Italie et la Prusse, pour la participation à celui qui transpercera le St-Gothard (janv.). L'Empire allemand accède à cette convention (28 oct.). — Quelques désordres sont causés par la présence en février et mars des 80 000 soldats français de l'armée de l'Est, admis en hâte sur ce territoire neutre. Les Allemands de la

Suisse fêtent bruyamment les succès de leurs souverains. — Le projet de révision de la constitution fédérale, avant d'être l'objet d'un scrutin populaire direct, donne lieu à des scrutins nombreux du Conseil national; on y adopte (11 et 12 déc.) les articles qui consacrent l'institution du mariage civil, la liberté de la presse, les droits d'association et de pétition.

Turquie. — Contre-coup direct de la guerre franco-allemande; la mer Noire cesse d'être neutre; d'après la convention de Londres, 13 mars, qui efface en cela le traité de Paris de 1856 sur la demande et au profit de la Russie. Ce traité du 13 mars confirme les pouvoirs de la commission européenne du Danube instituée par le traité de 1856. — En Roumanie où règne un Hohenzollern, les Allemands célébrant à Bukarest la fête de l'empereur Guillaume (22 mars), sont assaillis par la populace; le lendemain, démission du cabinet. Les nouveaux ministres étant l'objet d'un vote de méfiance des Chambres, elles sont dissoutes le 28 mars. Elles ne rentrent en session que le 5 juin. — Mort d'Omer Pacha (18 avril). — Perte plus grande pour la Turquie: en sept. meurt le grand vizir Aali-Pacha. Il avait continué tant qu'il avait pu, c'est-à-dire jusqu'aux désastres complets de la France, la politique de Reschid et de Fuad Pacha, l'alliance des puissances occidentales de la France et de l'Angleterre qui l'encourageaient dans la voie du progrès. L'influence russe a déjà pris le dessus par l'ambassadeur, général Ignatieff, qui flatte un des désirs du sultan, le projet de changer la loi de succession au profit de son propre fils, âgé de treize ans, au détriment du fils aîné d'Abdul-Medjid, Murad Effendi, élevé dans les idées européennes. Le nouveau grand vizir (sept.), Mahmoud-Pacha, ancien gouverneur de Tripoli

où il avait été sous le coup d'une enquête judiciaire, et ancien ministre de la marine, est du parti des vieux Turcs ; presque tous les ministres sont changés ; il fait nommer ministre des affaires étrangères un ancien secrétaire d'ambassade à Saint-Petersbourg. Mahmoud-Pacha signale ses neuf mois de gouvernement par des mesures réactionnaires ou violentes. — Les conditions de la souveraineté ottomane en Tunisie sont réglées (25 oct.). — L'église Bulgare négocie pour avoir un exarque ne relevant plus du patriarche grec oecuménique. — Les Arméniens catholiques subissent un patriarche élu par les dissidents, excommunié par le Pape. — Achèvement complet du canal de Suez (mai) inauguré en 1869.

Questions internationales.

— L'Association internationale des travailleurs, même après qu'a été réprimée l'insurrection parisienne qui est en partie son œuvre (mars-mai), envoie de partout, de l'Angleterre, de l'Espagne, de Genève, de Lausanne, des manifestes posant les mêmes principes de guerre universelle au capital et à la bourgeoisie, et des témoignages d'approbation pour tout ce que la Commune a fait à Paris. Leur congrès se tient à Lausanne en sept.

1872.

Allemagne et Prusse. — Le Landtag prussien est en session jusqu'au 10 juin ; il sera alors prorogé au 21 octobre. Le ministre de l'instruction publique et des cultes de Muehler qui était en fonctions depuis 1862, a pour successeur, le 23 janvier, un conseiller de justice, Falk, roturier comme les ministres Léonhardt et Camphausen nommés tous deux en 1867. A la seconde chambre, deux députés de la fraction centre, Mallinckrodt et Windthorst catholique hanovrien, se plaignent de la suppression, faite en

juillet 1871, de la division catholique au ministère des cultes ; ils attaquent le projet de loi sur l'inspection des écoles primaires, qui les met sous la surveillance absolue du gouvernement. Le ministre Bismark (31 janv. et 9 fév.) reproche à la faction du centre d'appuyer les prétentions du clergé infailibiliste et de la noblesse polonaise, qui ne veulent pas de l'enseignement en langue allemande ; il traite les ultramontains « d'Internationale noire » ; il appelle la presse de ce parti anti-allemande ; il ne veut de particularisme en rien. La loi sur l'inspection passe en seconde lecture le 10 février, les députés polonais du centre et les vieux conservateurs votent contre ; en troisième lecture, le 13, il y a 207 voix contre 115. Bismark soutient cette même loi à la chambre des Seigneurs (6-8 mars), il donne peur aux conservateurs eux-mêmes de l'appui que les ultramontains pourraient trouver en France : de là la majorité considérable au scrutin du 8 mars (127 voix contre 79). La loi est promulguée le 11 mars. — Le 5 mars est fondée une académie de marine à Kiel. — Une nouvelle organisation plus libérale des cercles est discutée pour les six provinces de l'Est de la monarchie prussienne, avec réserve qu'elle ne sera pas appliquée à la province de Posen jusqu'à nouvel ordre. Au scrutin du 23 mars, à la chambre des députés les 61 voix d'opposition viennent des Polonais et du centre droit. Le projet discuté encore et remanié en oct., nov., déc., ne passe à la chambre des Seigneurs que par l'adjonction de 24 nouveaux membres. La loi est promulguée le 23 déc. — A l'occasion de l'anniversaire du 2 mars 1871 (préliminaires de paix avec la France), vingt chefs de l'armée victorieuse reçoivent des dotations : le prince Frédéric-Charles, les comtes de Moltke et de Roon, le général de Manteuffel, ont chacun 300 000

thalers, etc. — La loi du 11 mars sur l'inspection des écoles catholiques est l'objet d'une protestation de onze évêques de la monarchie, qui s'étaient réunis en conférence à Fulda pour aviser sur cette question et sur les peines disciplinaires à infliger aux prêtres anti-infaillibilistes. Dans le grand-duché de Bade lois contre les congréganistes (2 avril). — Les vieux-catholiques tolérés par le gouvernement prussien sont nombreux et influents surtout à l'ouest, à Cologne malgré l'archevêque, à Bonn, à Kaiserslautern (Palatinat), où viennent à un meeting (9 mars) des docteurs de Breslau et de Munich. Ils ont peu d'adhérents en Autriche où le ministre des cultes déclare nuls tous les actes religieux de leurs prêtres, peu en France, peu en Italie, où deux moines défrôqués, dont Hyacinthe Loyson, fondent (janv.) un organe spécial, *l'Espérance de Rome*. Le 17 mars une conférence à Bonn de cent délégués de diverses villes décide la réunion pour le mois de septembre d'un grand congrès des vieux-catholiques à Cologne et l'envoi de pétitions au Reichstag contre les jésuites. — Le prince Frédéric-Charles parcourt l'Italie, la Sicile, l'Orient (février, mars, avril). Le prince Humbert d'Italie et la princesse Marguerite sont beaucoup fêtés à Berlin (mai). — Le Reichstag est ouvert à Berlin le 8 avril par le chancelier Bismark, le roi étant un peu malade; il sera clos le 19 juin par le président Delbruck. Le parti national libéral qui défend la politique de Bismark y a une forte majorité. Le bureau élu se compose encore de Simson président, du prince de Hohenlohe et de Bennigsen vice-présidents. Des conventions postales avec la France et avec l'Espagne sont votées le 15 mai en troisième lecture. Une proposition Lasker dont l'objet est d'étendre la compétence de la législation de l'empire à l'ensemble du droit civil,

du droit criminel et de la procédure criminelle, est votée à une grande majorité (fin de mai) malgré la protestation très énergique du ministre de Wurtemberg M. de Mittnacht. — Vote d'un code pénal militaire pour tout l'empire (loi du 22 juin). — En Alsace-Lorraine, le gouvernement veut substituer au concordat français une loi qui réglera les rapports de l'État avec l'église romaine. D'après la loi du 31 mars, la langue allemande est seule admise pour les actes officiels. On ne juge pas l'Alsace-Lorraine mûre encore pour un régime légal avec des députés au Reichstag : un projet du gouvernement, combattu par le Hanovrien Windhorst, y maintient le régime exceptionnel jusqu'au 1^{er} janvier 1874; au scrutin sur ce projet en seconde lecture le 10 juin, il y a 78 voix d'opposition venant du centre et du parti progressiste. La troisième lecture est du 13 juin. La loi est promulguée le 20 juin. Le Reichstag alloue 500 000 thalers comme crédit extraordinaire pour l'université de Strasbourg constituée par une loi du 28 avril, transforme en institut impérial l'institut archéologique de Rome, décide l'établissement à Athènes d'une branche de cet institut (mai). — Un projet de loi est présenté en mai au sujet de l'emploi de l'indemnité de guerre française. Sur les deux milliards 404 millions de francs déjà reçus, y compris les intérêts et la contribution de guerre de la ville de Paris, on a prélevé pour les dépenses communes de l'empire en 1872 1 milliard 152 millions dont l'Allemagne du nord a reçu 1 milliard 2 millions, l'Allemagne du sud 150 millions. D'après la répartition du reste faite par la loi qui sera promulguée le 8 juillet, l'administration militaire, l'armement de l'Alsace-Lorraine, les sommes à payer pour dommages causés par la guerre, l'achat des chemins de fer de l'Alsace et les dotations aux gé-

néraux de l'empereur et de ses alliés en absorbent la plus grande partie. — Le budget de l'empire arrêté pour 1873 se solde en dépenses et en recettes par 118840489 thalers dont 90 millions et demi pour l'armée et plus de 12 pour les invalides de 1870-71. — Le gouvernement est très ardent contre le parti catholique infaillibiliste, qui paraît dévoué à Rome plus qu'à la patrie allemande. Il est blessé du refus qu'a fait le pape (début de mai) d'agréer comme ambassadeur de l'empire le cardinal de Hohenlohe; il laisse maintenir cependant au budget le crédit habituel pour l'ambassade auprès du pape, dont la suppression était demandée. Des pétitions nombreuses contre les jésuites, dont les vieux-catholiques désirent se venger, donnent l'idée d'un projet de loi pour la suppression de l'ordre et de tout établissement ayant le même caractère qu'on suppose affilié à l'ordre, en s'appuyant sur l'article 4 de la Constitution. Le conseil fédéral et le Reichstag votent, rapidement, au gré du gouvernement la dissolution de tous les établissements de cet ordre dans le délai de six mois (juin) et l'expulsion de tous les jésuites; ils ne pourront vaquer à aucune œuvre dans l'église, dans l'école, ni faire des missions religieuses. La troisième lecture de la loi est du 19 juin (181 voix contre 93). Cette loi du 4 juillet sera publiée le 10 juillet. — Les établissements d'enseignement supérieur sont interdits aux associations religieuses (décret du 4 juillet). — Une motion relative à l'introduction du mariage civil obligatoire et à la tenue des registres de l'état civil de l'autorité laïque est adoptée, le 19 juin, par 151 voix contre 100. — Peu de temps après la clôture de la session, inauguration solennelle par l'empereur (début de juillet), à Nassau, de la statue du baron de Stein, qui a préparé en 1807-1808 la résurrection de la Prusse; Ber-

lin élève une statue (août) à l'organisateur en 1807 des sociétés de gymnastique allemande, Jahn. A la quatrième fête du tir allemand fédéral, à Hanovre (juillet) les Allemands d'Autriche sympathisent peu avec les Allemands du nouvel empire. On réorganise l'artillerie: le fusil à aiguille est perfectionné pour avoir surtout un tir plus sûr. — Les chemins de fer du grand-duché de Luxembourg, par des conventions de juin et juillet, sont partagés entre la direction allemande de Strasbourg avec garantie pour la neutralité du grand-duché (art. 2 du traité) et la Belgique. — Grèves d'ouvriers constructeurs de machines à Berlin (juin) en même temps qu'à Londres: elles se prolongent. Grève de 12 000 ouvriers mineurs au cercle houiller de Dortmund (juin). Congrès commercial à Leipzig (juin); il y vient des délégués de quatre-vingt-une villes étudier les questions des banques et des chemins de fer. Congrès d'économistes allemands à Dantzig (août). Schultze-Delitsch le fondateur des sociétés coopératives et de banque du peuple renonce pour un temps à la vie parlementaire (fin de sept.). — La mise à exécution de la loi du 4 juillet contre les jésuites et les congrégations qui leur sont affiliées donne lieu à des protestations et à des actes de résistance; troubles populaires à Essen (22 août); l'évêque de Mayence et la population hessoise témoignent leur mécontentement. — L'évêque d'Ermeland (Prusse occidentale) qui a excommunié en 1871 des prêtres et professeurs anti-infaillibilistes, depuis le mois d'avril est en lutte ouverte avec l'autorité civile, qui l'accuse de transgresser ses pouvoirs, de ne pas obéir aux lois. — L'empereur Guillaume et son fils, qui dans les inspections des corps d'armée du sud qu'il fait en qualité de feld-maréchal impérial est chaleureusement accueilli par les populations, se rendent aux villes d'eaux

en Autriche (août). — L'empereur revenu à Berlin reçoit, du 5 au 10 sep. en grand apparat, au milieu de fêtes militaires, les souverains d'Autriche et de Russie accompagnés aussi de leurs ministres : c'est la pleine reconnaissance du nouvel empire allemand. Les rois de Bavière, de Wurtemberg et Saxe n'y assistent pas. — En Bavière depuis plusieurs mois est vacant le poste de ministre des affaires étrangères; M. de Lutz reste seulement ministre des cultes et de l'instruction publique; M. de Gasser étant trop favorable aux ultramontains ne parvient pas à former un cabinet. A Darmstadt, depuis le 13 sept. est chef de cabinet le délégué de la Hesse au conseil fédéral de l'empire, Hoffmann, qui veut l'union avec la grande Allemagne, l'accord du prince, du peuple et de l'empereur. — Le 12 sept. le roi de Prusse va célébrer à Marienbourg près du Nogath (Poméranie) le centenaire de l'acquisition de la Prusse occidentale, c'est-à-dire du premier démembrement de la Pologne. — L'évêque d'Ermeland qui n'a pas avant cette cérémonie « déclaré sans arrière-pensée l'intention d'obéir entièrement aux lois de l'État » n'est pas admis à y assister. Il demeure en fonctions mais privé de traitement (25 sept.). — Une allocution du Pape du 23 déc. contre l'application de la loi du 4 juillet concernant les congrégations décide le départ immédiat du représentant de l'empire auprès du saint-siège (30 déc.). — Le second congrès général annuel des vieux-catholiques s'ouvre à Cologne (20 sept.), un an juste après celui de Munich. Il dure trois jours présidé par un juriste laïque de Prague, Von Schulte. Il y vient beaucoup de laïques comme le sénateur italien Mamiani; quantité de docteurs et professeurs d'Allemagne et d'Autriche, des représentants de tous les cultes chrétiens d'Angleterre, de Russie et des États-Unis. L'ar-

chevêque d'Utrecht, qui en juillet a parcouru le Palatinat et la Bavière pour donner la confirmation aux enfants des parents vieux-catholiques, y célèbre l'office divin. Dans les séances privées, plus encore que dans les séances publiques auxquelles assistent 4000 personnes, sont proposées les réformes les plus hardies : le recteur de l'université de Munich Doellinger est maintenant un modéré, un conservateur. On se préoccupe d'avoir la protection des gouvernements, une dotation de l'État. On projette de faire élire prochainement un évêque qui consacrerait les prêtres du culte vieux-catholique. Une commission doit travailler à tenter l'union avec les autres membres des églises chrétiennes. — Pendant que se tient ce congrès, sont en conférence à Fulda vingt-six archevêques et évêques catholiques de l'empire, soucieux de l'attitude des vieux-catholiques et aussi de la conduite du gouvernement à l'égard du clergé séculier et régulier. Dans leur mémoire, rédigé le 20 sept. bientôt publié à Paderborn, ils protestent contre les atteintes portées à la liberté des ordres religieux, à l'influence de l'église sur les écoles, au caractère sacré du mariage chrétien. Dans le royaume de Saxe, les deux chambres ne se mettent pas d'accord sur la distinction confessionnelle à maintenir ou non dans les écoles primaires (nov.-déc.). — Le chancelier Bismark, en restant tout aux affaires étrangères et à la direction de l'empire, se décharge de la direction du cabinet prussien, que présidera désormais le plus ancien des ministres : c'est le ministre de la guerre (21 déc.). — Mort (sept.) de Feuerbach, Bavaois, auteur d'ouvrages de philosophie religieuse. — Le 1^{er} octobre expire le délai pour l'option de la nationalité française que peuvent faire les populations de l'Alsace-Lorraine. L'émigration en masse en montre les sentiments.

Amérique centrale. — Le Honduras est envahi et occupé par un Hondurien rival du président Medina, Don Juan Lopez qui y conduit des troupes du San-Salvador avec le concours de l'État de Guatemala (mai-juin). Il devient chef du gouvernement.

Amérique du Sud. — Au Pérou, catastrophe sanglante : les frères Guttierrez, par un pronunciamiento auquel ne s'associe pas la population de Lima, dépouillent du pouvoir (26 juillet) le président colonel Balta qui avait annoncé, le 20 juillet, l'intention de se démettre de ses fonctions le 2 août, terme légal de la présidence. Les Guttierrez craignent le triomphe régulier du candidat populaire Pardo. Irrités de la résistance que leur fait la population, ils tuent Balta ; mais ils sont aussitôt mis à mort. Le vice-président, colonel Herencia Cabellos, gouverne en attendant l'élection de Pardo qui devient président le 2 août légalement. — On travaille, en employant des coolies indiens, à percer les Andes pour la ligne du chemin de fer de Lima à Oraya ; un tunnel, construit à une altitude de 15 000 pieds, aura une longueur de 3000 pieds. — Le télégraphe relie depuis le 26 juillet Valparaiso et Montevideo. — Traité entre le Chili et la Bolivie ; il leur reste à résoudre la division et l'administration des mines d'argent de Caracolas.

Angleterre. — Expédition dans l'Inde contre les tribus rebelles du Nord-est (janv.-fév.). Des cruautés sont commises à l'égard de l'une d'entre elles, les Kookas. Le gouverneur général, lord Mayo, est assassiné (8 février) par un musulman. Lord Northbrook le remplacera. — Meeting de 1880 délégués, représentant chacun des groupes considérables de non-conformistes, qui au nom de la liberté et de l'égalité religieuse réclament con-

tre le bill d'éducation du 9 août 1870. — Le parti républicain tient un meeting à Londres (5 février) sous la présidence de l'ouvrier Odger ; ils sont 14 000. — Le lendemain, 6 février, est ouvert le Parlement, qui tiendra jusqu'au 10 août. M. Brandt devient le speaker (président) des Communes. Dans les deux Chambres (févr.), le ministre Gladstone est attaqué pour une nomination, qui ne paraissait pas légale, d'un membre du comité judiciaire du conseil privé. Fête nationale avec cérémonie religieuse à Londres (27 février), pour le rétablissement de la santé du prince de Galles ; il y a des accidents ; un coup de feu est tiré sur la reine. Elle est l'objet de témoignages publics d'affection. — Dix mille ouvriers, fabricants de toile de lin à Leeds, se mettent en grève, pour obtenir que la journée de travail ne soit que de 9 heures. — L'association de Birmingham demande, avec les encouragements de Bright qui n'est plus ministre, la suppression de l'impôt du revenu ; le chancelier de l'Echiquier Lowe en réclame le maintien. Le bill d'éducation de 1870, attaqué par le député Dixon, est défendu par Forster, membre du cabinet qui l'avait proposé ; le blâme sollicité par Dixon est refusé (5 mars) par 355 voix, dont 240 de conservateurs, 115 de libéraux. Séance tumultueuse du 19 mars avec toute liberté de discussion : sir Charles Dilke, baronnet, représentant d'un des districts de Londres, qui a fait profession de foi républicaine au meeting de Chelsea, demande une enquête sur les dépenses de la cour et l'emploi de la liste civile ; il n'est appuyé que par Auberon Herbert, représentant de Nottingham. A cette occasion, le docteur Fawcett revendique le droit de discuter même le choix de la forme du gouvernement : la motion n'a que deux voix. — Le 25 mars, le chancelier de l'Echiquier développe son projet de budget : la dette

nationale, depuis 1869, a été réduite de 12 740 000 livr. st. : il fait voter, le 26, la réduction des droits sur le café et la chicorée, l'abolition des impôts sur les maisons, et la réduction de l'impôt sur le revenu, qui, au lieu de 6 pence par livre, ne sera plus que de 4 pence 40 cents. Cet impôt a rendu dans le précédent exercice 225 millions de francs. — Le 26 mars, le docteur Fawcett demande que l'université de Dublin, réservée jusqu'ici aux catholiques, soit ouverte aux étudiants de toute confession religieuse : le ministre Gladstone, quand on en sera à la seconde lecture (25 avril), demandera l'ajournement. Dans un bill sur l'instruction primaire en Ecosse, qui est voté, l'enseignement religieux spécial est maintenu par le vote unanime des députés écossais : ce qui est en désaccord avec les principes du bill d'août 1870. — Le projet de bill qui établit le scrutin secret pour les élections parlementaires (*ballot bill*) est l'objet de discussions prolongées dans les deux Chambres, de février à juin; il est voté en juillet, amendé sur bien des points. Cette loi du 18 juillet n'est obligatoire que pour huit ans. — Le parti conservateur a entendu plusieurs fois dans de grands meetings son chef le plus éloquent Disraeli, notamment à Manchester le 3 avril, et à la fin de juin. — La grève des ouvriers agricoles s'organise dans un meeting général tenu à Leamington (Warwickshire), sous la présidence de Joseph Arch, assisté du député Auberon Herbert, le 29 mars. Elle s'étend bientôt à plusieurs comtés; en deux mois, de mars en mai, l'union agricole qui comptait 24 branches et 2000 membres, compte 50 branches et 6000 adhérents. Le 29 mai est tenu un congrès à Leamington, présidé par le député Dixon; 18 comtés y sont représentés, une union nationale agricole est projetée, distincte des Trade's unions; lors du meeting de Lea-

mington le 18 juin, on les dit 150 000 associés. — Le 27 mai, 3000 ouvriers de Woolwich tiennent un meeting pour demander au gouvernement la réduction des heures de travail. Les ouvriers constructeurs de machines se mettent en grève, le 19 juin, à Londres en même temps qu'à Berlin. La section anglaise de l'Internationale, dans un congrès à Nottingham (22 juillet), rédige au nom du parti du travail, un programme radical et fédératif. Les membres de l'Internationale sont repoussés, en Irlande, des réunions des membres des Trade's unions. — En Irlande, agitation produite par le jugement qui suit l'élection parlementaire faite à Galway. Le juge Keogh (29 mai) censure dix-neuf prêtres et un évêque catholique pour la pression illégale qu'ils auraient exercée en faveur de leur candidat dont il annule l'élection. Le cabinet Gladstone, par ce fait, devient impopulaire. La chambre des Communes confirme le jugement en déclarant élu le compétiteur de celui dont l'élection a été annulée. Elle rejette (9 août) la proposition d'un de ses membres pour que le juge Keogh soit destitué. Nombreux meetings de protestation, des évêques s'y associent. — Dans cette session, un gouvernement responsable a été établi au Cap; un traité d'extradition avec l'Allemagne a été ratifié (14 mai). — Les Indes redeviennent calmes. La situation y est prospère, mais les impôts y sont lourds : sur un budget de 50 millions de livr. st., 21 sont fournis par la contribution foncière, 6 par le sel, 8 par l'opium. — Les grèves de tous les corps d'industrie se multiplient. — En Irlande, les anniversaires (12 juillet et 12 août) des défaites des catholiques par les protestants sont l'occasion de processions religieuses, suivies de troubles sanglants, surtout à Belfast, centre protestant très-peuplé. — La première application du scrutin secret à une élec-

tion a lieu avec calme (16 août), quinze jours après la clôture du Parlement, dans le comté d'York. — Dès le début de l'année ont été achetés les établissements hollandais, de la Côte d'Or de Guinée, et l'Angleterre règle par un traité avec cette puissance la condition des Anglo-Indiens à Sumatra. — Par le retour, en juillet, de Henri Stanley que le *New-York Herald* avait envoyé à la recherche du docteur Livingstone, on a des nouvelles qui font connaître les résultats de ses explorations jusqu'en mars 1872 autour des lacs du sud-est de l'Afrique. — Sir Bartle Frère est envoyé à la côte orientale d'Afrique en vue de travailler à l'abolition de l'esclavage, en négociant surtout avec le sultan de Zanzibar (nov.). — Des mines d'étain productives sont découvertes en Tasmanie.

Angleterre et États-Unis. — La question de l'*Alabama* menace de produire un véritable conflit, les États-Unis présentant (fév.) aux arbitres siégeant à Genève une demande de dommages-intérêts pour les pertes indirectes que la présence en mer des corsaires sudistes, sortis des ports de l'Angleterre, aurait fait subir au commerce de l'Union. Long travail des avocats des deux parties. La réunion des arbitres qui devait avoir lieu le 15 avril est ajournée au 15 juin. Les deux nations s'irritent. Cependant dès le 18 avril, à Washington, le comité des affaires étrangères du congrès reçoit un projet de résolution pour l'abandon des dommages indirects. Un article additionnel au traité de Washington du 8 mai 1871, dans ce sens, est voté par le sénat le 26 mai. Mais la forme projetée de cet article ne satisfait pas l'Angleterre dont les deux Chambres, 5 et 6 juin, se montrent très-impatientes : on voudrait ajourner l'arbitrage à huit mois. Les arbitres qui commencent leurs séances le 15 juin sous la présidence du séna-

teur italien comte Sclopis, dès le 19 se prononcent contre les réclamations pour dommages indirects : ils repoussent d'autre part, le 28, l'idée anglaise de l'ajournement. Les deux parties laissent faire les arbitres qui établissent, le 14 sep., la veille du jour qui leur avait été fixé comme limite extrême pour résoudre le différend, l'indemnité pécuniaire pour les dommages directs. C'est 3 millions 250 000 liv. st. équivalant à 15 millions et demi de dollars, 77 millions de francs environ que l'Angleterre aura à payer. Des cinq arbitres, l'Anglais seul (sir Alexandre Cockburn, le lord chief-justice) n'a pas signé, ne trouvant pas justes les indemnités que les quatre autres accordent à l'Union pour des dégâts que n'avait pas causés l'*Alabama*, mais la *Florida*, etc. — L'Angleterre avait renoncé à rien réclamer de son côté pour la réparation des attaques à main armée commises par des fénians irlandais ou américains venus du territoire de l'Union sur le territoire anglais du Canada. Elle avait dû faire taire les plaintes légitimes du Canada dont le parlement et le gouvernement avaient adhéré (mai et juin) au traité de Washington : comme compensation, elle lui a donné une garantie de l'État pour ses chemins de fer. — L'empereur d'Allemagne, arbitre entre les États-Unis et la Grande-Bretagne, dans la question de l'île de San-Juan, donne raison à l'Union (21 oct.).

Autriche-Hongrie. — Toujours les mêmes difficultés intérieures. Le cabinet Auersperg s'évertue à obtenir d'un sous-comité de la commission constitutionnelle du Reichsrath viennois un compromis qui satisfasse la Gallicie (fév.) ; mais les centralistes empêchent qu'aucune décision ne soit prise. Les deux chambres du Reichsrath votent une loi d'après laquelle l'empereur peut faire procéder à l'élection directe des députés en cas de

vacance dans la durée d'une session (loi du 15 mars). — A Pesth, est en jeu aussi un projet de loi électorale présenté le 22 février par le ministre de l'intérieur Toth, projet qui excluait des listes électorales beaucoup de citoyens inscrits et portait la durée de la diète à cinq ans au lieu de trois ans. La gauche fait une vive opposition. Quoique l'ensemble du projet, le 5 mars, ait 42 voix de majorité, à cause de l'agitation au dedans et au dehors, il est retiré par le ministère le 12 avril. La gauche s'unit aux Serbes et aux Roumains pour entraver le fonctionnement de l'accord austro-hongrois. Depuis février, est dissoute la diète de Croatie, où les panslavistes écrasaient les unionistes fidèles au compris de 1868. Le discours du roi, faisant le 16 avril la clôture de la diète hongroise pour laquelle expire la période triennale d'après la loi de 1848, signale les lois votées, sur l'organisation des tribunaux de première instance, sur la séparation de la justice et de l'administration, sur la constitution des municipalités. — La diète de Bohême, dissoute le 13 mars, est renouvelée par des élections un peu plus favorables au parti allemand. Le président du conseil vient ouvrir cette diète le 24 avril : les Tchèques n'y paraissent pas. — Le Reichsrath rouvre le 6 mai. — Les élections générales en Hongrie, comme d'habitude, sont très agitées, mêlées de rixes, même de batailles sanglantes (juin et juillet). Les deakistes y ont encore la majorité. La diète de Croatie (juillet) paraît disposée à envoyer des délégués à la diète hongroise. — Il ne reste plus rien du régime militaire dans les confins du Banat (18 août). — Le gouvernement serbe ayant convoqué longtemps à l'avance les Slaves des États voisins aux fêtes données à Belgrade pour la déclaration de majorité de leur prince Milan, la surveillance des frontières est nécessaire (août). — Dans

l'Esclavonie, à Carlowitz, un congrès religieux de 75 membres, qui s'est réuni pour nommer le patriarche de l'Eglise grecque orientale serbe, est aussitôt dissous par le gouvernement (août), dont le commissaire spécial n'y a pas été reçu. — La diète de Hongrie est ouverte, le 4 septembre, par le roi avant qu'il parte pour les conférences et fêtes de Berlin : « De nouvelles garanties, dit-il, lui permettent de compter sur la consolidation des bons rapports avec ses voisins. » Il est question de modifier la composition de la chambre haute. Quand il est revenu de Berlin, où des vues de paix semblent inspirer les trois empereurs, le ministre des affaires étrangères, comte d'Andrassy, obtient des délégations qui siègent alors à Pesth une augmentation du budget de la guerre (oct.). — Crise parlementaire et ministérielle en Hongrie (déc.) ; le président du conseil, comte Lonyay, attaqué dans son honneur par un député, n'étant pas assez soutenu par les deakistes, se retire. M. Szlavy, qui était ministre du commerce, devient chef du cabinet (déc.). Scènes violentes dans la 2^e chambre quand on a discuté la proposition d'admettre la langue hongroise comme seule langue officielle (déc.). — Loi pour doter l'université de Klausenburg en Transylvanie.

Belgique. — L'ancien banquier Langrand-Dumonceau, dont le nom a tant retenti depuis six ans, accusé de banqueroute frauduleuse, est condamné par défaut en cour d'assises, à dix ans de réclusion (11 mars). — Code électoral complet (18 mai). — Les élections provinciales, parlementaires, communales (mai-juillet) redonnent quelque avantage aux libéraux. Ils célèbrent un peu bruyamment leur succès dans l'élection des représentants à Anvers, où plusieurs villes envoient des délégués. — Grève du Borinage (juillet). — La reine a une fille

(30 juillet). — Débats parlementaires sur la réorganisation de l'armée (nov.-déc.); démission du ministre de la guerre; d'après le vote de la 2^e chambre (21 déc.), le service n'est pas rendu obligatoire.

Brésil. — Peu de temps après le retour de l'empereur de son long voyage d'Europe, trois ministres sont changés (avril), et un quatrième en mai. La session est ouverte le 18 mai : le gouvernement recommande des projets de réforme électorale, d'organisation de la nationale et du recrutement. L'opposition domine dans la seconde chambre. Les chambres sont closes le 10 juin, et convoquées pour le 1^{er} déc. après des élections générales. Ces élections (août) sont turbulentes, et même sanglantes sur quelques points. — Les difficultés persistantes avec la République argentine, au sujet du règlement définitif de la paix avec le Paraguay, qui paralysent le commerce, cessent par le traité du 29 nov. que l'empereur annonce en ouvrant les chambres (21 déc.). — Résultats du recensement de 1872 : 10 108 291 habitants, dont un million et demi d'esclaves; environ un million d'Indiens; Rio-Janeiro a 228 000 habitants.

Danemark. — Le Rigsdag est ouvert le 2 février. Le gouvernement demande des crédits pour des travaux de fortifications, pour le perfectionnement des armes, pour l'établissement d'écoles techniques; on voudrait, dans la réforme de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen, faire prévaloir le principe de la séparation de l'Eglise et l'Etat. Un projet du gouvernement pour fonder l'income-tax est rejeté par le Folkething (20 février) sous l'influence de M. Hansen, du parti des amis des paysans. Le Landthing vote (23 mars) un impôt sur les valeurs de bourse étrangères. Certains impôts,

notamment sur l'eau-de-vie, ayant été refusés au ministre des finances, il donne sa démission (25 mars). — A Copenhague, 4 mai, la police urbaine interdit une réunion qui devait avoir lieu sous les auspices de l'Internationale; elle arrête, le lendemain, les membres du bureau de la section locale. — Le roi, qui vient de parcourir l'Italie, ouvre, le 13 juin, à Copenhague, une exposition industrielle des États du Nord. — Le ministre des finances démissionnaire en mars, devient ministre de la justice (1^{er} juillet). Les élections pour le Folkething (sept.) y augmentent la majorité du parti de l'extrême gauche. Les chambres sont convoquées pour le 7 octobre. — Convention monétaire avec la Suède et la Norvège, pour établir un système distinct du système allemand (déc.), qui donne l'unité de l'étalon et l'équivalence des monnaies entre les trois royaumes.

Espagne. — La session de 1871 est déclarée close le 7 janvier. Les cortès ouvrent le 22 janvier. Tout aussitôt, pour un vote de censure, qui atteint, dans une séance extrêmement tumultueuse, un des vice-présidents dévoué au cabinet, le cabinet Malcampo dissout le 24 les cortès, fixe les élections au 2 avril, la convocation au 24. Le cabinet lui-même se reconstitue : il est présidé par Sagasta, auquel Malcampo se subordonne. En vue des élections générales toutes les oppositions les plus contradictoires, radicaux, carlistes, alphonsistes, se coalisent; on craint pour la dynastie une crise violente; il y a des troubles sur deux points. La majorité reste au cabinet. Un mouvement carliste éclate en Catalogne avec un manifeste de Charles VII, contresigné de l'ancien député ultramontain de Nocedal, à la veille de l'ouverture des cortès, 24 avril. Les chefs de l'opposition avancée, Zorilla, Moret, etc., le

25 avril, vont faire acte d'adhésion auprès du roi ; les chefs mêmes du parti républicain refusent de secondar l'insurrection carliste. La Biscaye et la Navarre sont les principaux théâtres de lutte : Don Carlos apparaît un instant ; les rencontres d'Oroquieta et d'Ognate sont fatales aux siens. Mais le ministère Sagasta, ayant un échec pour une affaire de fonds secrets, tombe le 22 mai. Serrano, qui commande en Navarre, est, de nom, chef de cabinet. On lui reproche une convention trop avantageuse accordée aux chefs carlistes de la Biscaye. Devant l'opposition violente du radical Zorilla, du républicain Castelar, il demande au roi à suspendre les garanties constitutionnelles. Le roi refuse, et s'adresse à Zorilla (13 juin), qui travaille à former un cabinet au milieu d'une crise à la fois dynastique, politique, financière. — Zorilla, qui avait donné sa démission de député et avait quitté Madrid, est reçu avec enthousiasme à son retour. Ses programmes promettent bien des réformes. On connaît alors un étrange manifeste daté d'avril, signé de plusieurs des auteurs de la révolution de sept. 1868, qui s'offraient à faire roi Alphonse, que Montpensier lui-même reconnaît. Les cortès sont dissoutes le 30 juin, et les élections fixées au 24 août. Un décret du 4 juillet supprime une circulaire du 26 avril 1871, qui avait dissous les ayuntamientos. Le roi et la reine, à Madrid, sont l'objet, dans la nuit du 18-19 juillet, d'une tentative d'assassinat à laquelle ils échappent. L'horreur qu'inspire le crime produit une explosion de témoignages de sympathie qui se renouvellent dans leur voyage au nord de l'Espagne à Santander, Santona, etc. Le roi rentre à Madrid quand y commencent les opérations électorales (24 août). — Il y a des grèves d'ouvriers sur plusieurs points, surtout à Malaga et dans la Catalogne, où agit beaucoup l'inter-

nationale. — Décret du 5 août pour régler suivant la loi du 4 juillet 1870 l'émancipation graduelle de l'esclavage à Porto-Rico et à Cuba, où l'insurrection continue dans les montagnes et à l'est. — Les élections généralement calmes donnent une grande majorité aux radicaux, dans le sénat plus encore que dans la deuxième chambre : il y a 76 députés républicains ou fédéraux, très peu d'alphonсистes et de conservateurs dynastiques. Des 191 membres des cortès, qui ont élu le roi Amédée en nov. 1870, 46 seulement sont élus ; restent en dehors les unionistes ou progressistes Serrano, Santa-Cruz, Ayala, Herrera, Topete, Rios Rosas, Romero Robledo, même Sagasta, etc. Le 15 sept. les cortès sont ouvertes par un long discours du roi, où sont développées les idées du programme Zorilla ; il se montre résolu à maintenir tous les décrets légalement établis par la volonté de la nation, même ceux qui sont cause de l'interruption des relations avec la cour de Rome. L'adresse au roi est votée le 15 oct. après de vifs débats. — D'après le plan du ministre des finances, Ruiz Gomez, on ne payerait pas en numéraire tous les intérêts de la dette ; une banque hypothécaire serait créée pour assurer le paiement des coupons. Le nouvel ambassadeur à Londres, Moret, plusieurs fois ministre depuis 1868, y négocie quelque affaire de banque. Il n'y aurait plus de conscription pour former l'armée de terre ni d'inscription maritime. Un projet de loi du 29 sept. établit que la plus grande partie de la subvention nécessaire pour les frais du culte et pour le paiement des curés et de leurs coadjuteurs serait fournie par les municipalités : c'est ce qui est voté le 4 déc. — Au milieu d'octobre, une émeute parmi les marins et les ouvriers des arsenaux du Ferrol nécessite l'emploi de la force armée. Mouvement d'insubordination parmi des offi-

ciers d'artillerie, refusant d'obéir au capitaine général nommé dans les provinces basques (nov.). — Le frère de D. Carlos, D. Alphonse, prend le commandement des bandes de Catalogne (déc.). — Le message du président des Etats-Unis (4 déc.) est menaçant à l'égard de Cuba, où l'esclavage subsiste, où l'insurrection tient toujours.

Etats-Unis. — Dès le début de l'année, domine la préoccupation de l'élection présidentielle. Ce n'est qu'en mai qu'une convention réunie à Cincinnati fait choix, au nom de la fraction libérale républicaine, du directeur d'un des principaux journaux de New-York, la *Tribune*, Horace Greeley, attaché à l'Union pendant la guerre de sécession, mais qui s'est prononcé de bonne heure pour l'oubli du passé et qui a demandé incessamment au gouvernement fédéral le rétablissement de l'égalité civile et politique pour tous les citoyens : il avait osé donner caution pour l'ex-président Jefferson Davis, et il s'était fait, dans le Sud, le défenseur des blancs. Plusieurs Etats dévoués au parti démocrate se prononcent pour lui. — Le congrès est en session jusqu'au 10 juin, où il s'ajourne *sine die*. L'abolition des droits sur le thé et le café, à laquelle fait un peu opposition le Sénat, est adoptée (février-mai). Les sénateurs Ch. Sumner, toujours ardent contre le président, et Karl Schurz, d'origine allemande, réclament avec passion une enquête sur la vente d'armes qui a été faite à la France pendant la guerre de 1870-1871 (mars-mai); la majorité de la commission (11 mai) décharge le département de la guerre de l'accusation de violation de neutralité. Le 31 mai, Ch. Sumner encore attaque vivement au Sénat la conduite du président à ce sujet. Le 10 mai, le Sénat rejette un projet de bill relatif à l'amnistie complète. Le

bill du 22 mai accorde une amnistie restreinte. — On discute longuement un bill relatif aux tarifs de douanes (avril-juin) : le concert s'établit par des conférences de comités des deux chambres. Le bill voté le 4 juin, et qui doit entrer en vigueur le 1^{er} août, augmente certains droits, notamment sur les cuivres, réduit les droits sur les métaux et leurs produits manufacturés, sur les cotons, laines, verres et paille manufacturés; les livres imprimés depuis vingt ans ne paieront plus de droit; le papier à imprimer paye 25 pour 100, etc. — On votera au scrutin secret pour l'élection des représentants (acte du 3 mai). — Un bill voté le 8 mai (c'est la loi du 20 mai) établit pour la nouvelle période décennale le nombre des représentants au futur congrès : ce nombre résulte du chiffre de la population, base variable de la représentation nationale. Les 38 millions et demi d'habitants auront 292 députés, c'est-à-dire neuf de plus. Les neuf Etats qui gagnent chacun un député sont les suivants : New-Hampshire, Vermont, New-York, Pensylvanie, Indiana, Tennessee, Louisiane, Alabama et Floride, qui jusqu'ici n'en avaient qu'un. Le Delaware, Etat bien plus ancien qu'eux encore, reste avec un seul député, comme les Etats nouveaux Nebraska, Oregón, Nevada. La Virginie occid. n'a que 3 députés, tandis que la Virginie orient. en a 9. Le Tennessee, en en ayant un de plus, en a dix comme le Kentucky; l'Indiana, en ayant un de plus, en a 13 comme le Missouri. Les chiffres les plus élevés sont à l'Illinois, 19; à l'Ohio, 20; à la Pensylvanie, 27; à New-York, 33. L'acte du 10 juin, adopté après des débats passionnés, fait passer le contrôle des élections législatives des autorités des Etats aux autorités fédérales. — Les sympathies pour la race anglo-saxonne et surtout pour la race germanique sont entretenues par le mouvement in-

cessant de l'émigration européenne, qui en treize ans, depuis 1860, a amené aux Etats-Unis 910 425 Allemands, 560 831 Irlandais, 751 769 Ecossais ou Anglais. — Dans l'Etat de New-York, les sociétés religieuses sont dissoutes (27 avril); une nouvelle charte constitutive est rejetée (30 avril) par le gouverneur, et sa décision est confirmée par l'assemblée des représentants à Albany. — Dans l'Illinois, nombreuses lois de réformes sur l'organisation municipale, concernant le jury, sur les associations (avril). — Dans l'Etat de New-York, la violence continue du soleil pendant des semaines (juin-juillet) devient un fléau mortel : les insolationes coûtent la vie à des centaines de personnes. — C'est après la clôture du congrès (10 juin) que les adversaires de Grant, candidat à une seconde présidence, agissent davantage. Les libres échangistes jettent un instant les yeux sur Ch. Adams, petit-fils du président John Adams, naguère ministre en Angleterre. Les partisans de Greeley renouvellent leur programme de Cincinnati dans la convention nationale démocratique de Baltimore (juillet). Les sénateurs Ch. Sumner et Karl Schurz, l'ex-président Andrew Johnson, le général Banks, se déclarent pour lui. Les élections locales de juillet à septembre ne laissent pas entrevoir le résultat. Les élections de novembre assurent la réélection du président Grant : son compétiteur Horace Greeley meurt le 29 novembre. L'ancien ministre de 1861, Seward, est mort en octobre. Le congrès entre en session le 2 décembre. Diverses propositions : pour faire élire au suffrage direct le président, le vice-président, et les sénateurs, pour interdire la rééligibilité du président, pour rendre éligibles à la présidence les citoyens naturalisés des Etats-Unis. — L'extension des lignes de chemins de fer est considérable depuis 1869; il y en a

actuellement 60 852 milles. La ligne de New-York à San-Francisco est en exploitation; on parcourt en six jours et dix-sept heures 4800 kilom., en gravissant ou perçant des montagnes dont quelques parties sont hautes de 2500 m.

France. — L'Assemblée tient séance jusqu'au 30 mars, puis du 22 avril sans interruption jusqu'au 4 août, où elle se mettra en vacances jusqu'au 11 nov. — Les élections complémentaires du 7 janvier donnent à Paris un républicain modéré, opposé à V. Hugo, à Marseille et à Toulon des radicaux. — La discussion sur les projets d'impôts nouveaux présentés par le gouvernement amène souvent à la tribune M. Thiers. Quand est voté un ordre du jour défavorable au principe de l'impôt sur les matières premières qu'il a vivement défendu, le 19 janvier, il se démet de ses pouvoirs de président : démission qu'il retire le lendemain sur les instances de toute la Chambre. — Les agissements de Gambetta dans tout le sud-est pour préparer les élections du 7 janvier sont discutés à propos de la vérification de ces élections le 25 janvier. — *L'Eclair* de Saint-Etienne est suspendu le 29 janvier. — Le 22 et le 25 janvier, le conseil de guerre, à Marseille, condamne à mort, pour faits d'insurrection dans cette ville, Landeck et Mégy de l'Internationale, qui avaient été délégués de la Commune de Paris, tous les deux contumaces. — L'Assemblée vote (3 février) la dénonciation du traité de commerce de 1860 avec l'Angleterre. — Une proposition Duchâtel pour le retour du gouvernement de l'Assemblée à Paris est rejetée (3 fév.). Le ministre de l'intérieur Casimir Périer, qui était favorable à cette proposition, se retire du cabinet. Victor Lefranc passe du ministère du commerce à l'intérieur; M. de Goulard, qui a négocié à Bruxelles et à Francfort en 1871

avec les Allemands, nommé ambassadeur près du roi d'Italie, devient ministre du commerce. — Le parti bonapartiste, qui perd M. de Persigny (janv.) et bientôt M. Conti, le dernier secrétaire de l'empereur (fév.), obtient la réélection du prince Napoléon au conseil général d'Ajaccio (15 janvier) et l'élection à l'Assemblée (11 fév.) de M. Rouher par un collège électoral de Corse. On signale dans la Charente-Inférieure un journal bonapartiste, *l'Abeille*. Deux journaux de ce parti, le *Gaulois* et *l'Armée*, sont interdits. La déposition dans le procès d'un ancien préfet de l'empire, du ministre des finances Pouyer-Quertier, qui paraît acquiescer à la doctrine des virements allant jusqu'aux mandats fictifs, amène sa démission le 9 mars. Le ministre du commerce prend l'intérim des finances. — Le parti légitimiste, après un manifeste du comte de Chambord du 25 janvier, se compte dans l'Assemblée; 80 membres de la droite signent un manifeste tenu secret; les membres du centre droit sont 250 environ, inclinant à la monarchie. Le comte de Chambord, en février, à Anvers, reçoit des visiteurs en assez grand nombre, mais peu de députés; ce mouvement fait autour d'un prétendant irrite la population belge et ses représentants. Le 27 février, il a quitté la ville. — Il est question en même temps de pétitions en faveur du pouvoir temporel du pape, que des députés soutiendraient à l'Assemblée de Versailles. Le gouvernement, pour prouver qu'il n'est pas hostile au gouvernement italien de Rome, nomme (26 février) l'ambassadeur qui doit le représenter auprès de Victor-Emmanuel, et l'envoie presque aussitôt occuper son poste, à côté de celui qui représente la France auprès du pape. — Les partisans de la maison d'Orléans paraissent se grouper autour du duc d'Aumale député, mais sans aucune manifestation politique. —

Un projet de loi présenté par le ministre de l'intérieur le 21 février pour fournir à l'Assemblée nationale les moyens de défendre ses droits et son autorité, et pour protéger aussi le gouvernement issu des décisions du 17 février, du 1^{er} mars et du 31 août 1871, donne lieu à d'irritantes discussions, qui sont longtemps sans résultat. Plusieurs journaux du Midi et de l'Ouest, que le gouvernement a poursuivis pour outrage à l'Assemblée, seront acquittés. Trois organes de la presse radicale à Paris sont condamnés en police correctionnelle le 28 février, un autre journal parisien radical est interdit le 26 mars. — Une loi, édictant des peines contre tout individu qui sera convaincu d'appartenir à l'association internationale des travailleurs, est discutée longuement; le principe en est admis (loi du 14 mars). — M. Thiers fait accepter l'ajournement de la discussion des pétitions qui se prononcent en faveur du pouvoir temporel du pape: l'évêque Dupanloup (22 mars) y consent. — Les ministres s'étant mis d'accord d'avance avec les commissions de finances pour toutes les réductions possibles de dépenses, la discussion du budget de 1872 est courte et calme (fin de mars); l'équilibre budgétaire est établi sans qu'on ait recours à des impôts écrasants; 200 millions sont destinés à l'amortissement de la dette. — La justice militaire poursuit son œuvre à l'égard des attentats politiques et des crimes de la Commune; le 21 février sont exécutés trois des assassins des généraux Lecomte et Clém. Thomas. — En même temps que l'Assemblée suspend ses séances (31 mars), à la veille de Pâques, est close la session du conseil municipal de Paris, qui dure depuis nov. 1871. Les budgets, qui montent, à 510 millions, sont votés; le budget extraordinaire est de 309 millions, comprenant la liquidation du déficit de 1871, évalué à 52 millions. La ville

est en instance auprès de l'Etat pour être remboursée des 200 millions de contribution de guerre exigés par la capitulation du 28 janvier 1871. — Pendant les courtes vacances parlementaires jusqu'au 22 avril, session des conseils généraux partout, même à Paris. A Nîmes, conflit entre le conseil général et l'administration municipale; à Marseille, entre la commission départementale tirée du conseil et le préfet; à Ajaccio, outrage fait en plein jour par un conseiller au préfet. A Paris, le 4 mai, manifestation de radicaux, la plupart membres du conseil municipal, qui demandent à l'Assemblée de se dissoudre. — Les archevêques et évêques, dans des mandements multipliés, surtout à propos de Pâques, sans l'autorisation préalable du gouvernement exigée par les lois, déclarent obligatoires pour les fidèles les décisions du concile du Vatican. Le gouvernement ferme les yeux. — Le gouvernement allemand (mars-avril) interprète de la façon la plus rigoureuse le traité de Francfort de mai 1871 à l'égard des habitants de l'Alsace-Lorraine, qui croyaient pouvoir opter pour la nationalité française sans élire domicile effectif en France, c'est-à-dire sans être exilés tout à fait de leur pays natal; le 1^{er} octobre est le dernier délai pour l'option. Il convie professeurs et étudiants de toutes les universités, non seulement de l'Allemagne, mais de l'Autriche, à l'inauguration de l'université allemande de Strasbourg réorganisée à grands frais (1^{er} mai). — On négocie alors avec l'empire allemand une convention postale, qui sera ratifiée par les assemblées des deux pays, le 15 et le 16 mai. — Quand l'Assemblée reprend séance le 22 avril, l'opinion publique est surtout préoccupée des décisions motivées du conseil de guerre que préside le maréchal Baraguay-d'Hilliers, concernant la capitulation des diverses

places fortes pendant la lutte avec les Allemands, et des conclusions de la commission chargée d'examiner les marchés qui ont été passés pour la guerre et pour la défense avant et après le 4 sept. 1870, développées le 4 mai par le duc d'Audiffret-Pasquier. — On vote une loi spéciale pour la constitution du conseil de guerre qui jugera la conduite de Bazaine à Metz; les membres de l'Assemblée pourront en faire partie, suivant le scrutin du 16 mai (335 voix contre 303). Bazaine se constitue prisonnier à Versailles. — Après les discours, 21 et 22 mai, de Rouher, d'Audiffret-Pasquier, de Gambetta, un ordre du jour exprime la confiance de l'Assemblée dans toutes ses commissions (aussi bien celles qui ont à connaître du 18 mars et du 4 septembre, celle qui est chargée des enquêtes militaires, que la commission des marchés), et « sa résolution de poursuivre et d'atteindre toutes les responsabilités avant et après le 4 septembre. » — La commission de l'Assemblée chargée de l'examen du projet de loi sur le conseil d'Etat se met d'accord avec le gouvernement: l'Assemblée nommera les membres, le ministre de la justice aura la présidence, le gouvernement désignera le vice-président et les présidents de section. La 3^e lecture des articles est votée presque sans discussion le 24 mai; la loi est adoptée. — Le projet de loi sur la réforme de la magistrature, pris et repris, n'aboutit pas. On commence tard (15 mai), la discussion en séance publique d'un projet de révision ou d'abolition des articles 291-294 du Code pénal frappant les délits d'association. — L'Assemblée nomme, le 2 juin, la commission du budget de 1873, dont le travail ne sera produit qu'après les longues vacances d'août à nov. — La discussion de la loi militaire s'ouvre le 27 mai. Longue élaboration et tiraillements avec le Président, qui

aurait désiré la durée de service actif de 7 ou de 8 ans, suivant la loi de 1832, la commission a adopté le principe de l'obligation jusqu'à 40 ans et du non-remplacement, mais elle n'interdit pas des dispenses et exemptions : la durée de service serait dans l'armée active de 5 ans ; il n'y aurait pas de vote politique sous les drapeaux ; l'armée ne serait pas territoriale comme elle l'est en Prusse. Le Président (10 juin) menace de donner sa démission quand il est question encore de réduire le service actif à 4 ans. La 2^e lecture n'est votée que le 22 juin, la 3^e lecture est du 27 juillet. Plusieurs orateurs trouvent que la loi n'est pas assez égalitaire, assez démocratique ; ils voudraient seulement trois ans de service, mais pour tous indistinctement. La loi forme des catégories très larges de volontaires d'un an, parmi tous ceux qui donnent des garanties d'une instruction solide et élevée pouvant être utilisée dans les carrières civiles. Des amendements soutenus par l'évêque d'Orléans, Dupanloup, prolongent le sursis d'appel jusqu'à 24 ans dans l'intérêt des hautes études, et réservent une place pour les exercices religieux du dimanche. — Impression que produisent les élections complémentaires du 9 juin, où un bonapartiste est élu député en Corse, où trois radicaux passent dans le Nord, la Somme, l'Yonne. Le centre droit, enclin aux institutions monarchiques, n'ayant pu attirer à lui (18 juin) le centre gauche pour constituer une majorité qui en impose au Président, tente avec des délégués de la droite, le 20 juin, d'obtenir du Président quelque engagement qui renouvelle le pacte vague de Bordeaux ; M. Thiers répond qu'il croit devoir travailler à conserver le dépôt de la république qu'il a reçu. Alors le ministre des travaux publics, de Larcy, qui appartient à la droite, donne sa démission. — Il y a depuis le 24 avril

un nouveau ministre du commerce, le député Teisserenc de Bort, hostile à l'impôt du revenu : il a remplacé de Goulard, resté définitivement aux finances qu'il administrait depuis la démission de Pouyer-Quertier. — Des préfetures et des ambassades sont données à des conservateurs et à des républicains modérés. Le gouvernement, qui s'était abstenu dans les élections parlementaires du 9 juin, se conforme à l'esprit des élections du conseil municipal de la ville de Lyon, quand il a à remplacer le maire qui vient de mourir, l'ancien député Hénou. Le procureur de la République nommé à Lyon le 10 sept. 1870 est changé. Le nouveau préfet du Rhône s'efforce de faire régner les lois ; il prépare le partage des écoles primaires publiques entre les maîtres laïques et les congréganistes dépossédés après le 4 sept. 1870. Les traditions et les pratiques religieuses de chaque localité sont respectées. La presse radicale est atteinte encore à Paris ; un journal est poursuivi, un autre est supprimé (fin de juin). — Quoique des membres de l'Assemblée, même étrangers à la gauche, demandent l'amnistie ou la suspension des exécutions capitales, les sentences des conseils de guerre s'exécutent surtout à l'égard des assassins des otages et de ceux qui ont incendié Paris (mai-juillet) ; beaucoup de condamnations par contumace. Ceux qui sont frappés de bannissement ne sont pas reçus volontiers dans les pays voisins : l'Angleterre s'en plaint. — Les rapports nombreux et circonstanciés de la commission parlementaire des marches attestent le désordre et le gaspillage dans toutes les affaires après comme avant le 4 septembre ; divers procès à ce sujet. — Une nouvelle convention, arrêtée à Versailles le 29 juin entre le ministre Rémusat et l'ambassadeur d'Annam, modifie les conditions de paiement des 3 milliards dus encore.

exigibles au 2 mars 1874 : la France pourra en payer un par anticipation en deux termes avant le 1^{er} février 1873, payer le second le 1^{er} mars 1874 et le dernier le 1^{er} mars 1875; deux départements seront évacués après le paiement du premier milliard, deux autres après le paiement du deuxième demi-milliard; mais quel que soit le nombre de ces derniers départements occupés comme gage par l'ennemi, l'armée d'occupation sera toujours de 50 000 hommes. Ce projet, bien peu discuté, est voté à l'unanimité moins 3 voix (De Broglie rapporteur), le 6 juillet, deux ans jour pour jour après la déclaration du ministre de Gramont à la tribune. Il est ratifié le 7 par le Président et par d'Arnim. — Le 8 juillet le gouvernement demande à être autorisé à emprunter 3 milliards par souscription publique en rente 5 pour 100, et à couclure à ce sujet, avec la Banque et d'autres établissements de crédit, des conventions particulières destinées à faciliter les anticipations de versements qui donneront le moyen d'accélérer l'évacuation du territoire. La loi d'emprunt, votée le 15 juillet, établit qu'il y aura souscription publique conformément à la loi du 20 juin 1871. Un décret du 20 juillet fixe le taux de l'emprunt en rente 5 pour 100 à 84 fr. 50 c., et autorise le dépôt, comme garantie, non seulement de numéraire et de billets de banque, mais de titres d'effets publics. — Pendant trois semaines, jusqu'au 20 juillet, très vive discussion des projets de nouveaux impôts. Le président parle plusieurs fois, toujours hostile à l'impôt du revenu et peu disposé à accueillir des impôts sur certains revenus déterminés. Le ministre des finances déclare avoir besoin non plus seulement de 120 millions pour le déficit de l'année 1873 annoncé il y a six semaines, mais de 200 millions, à cause des charges et dépenses

que va causer le nouvel emprunt et des nécessités du budget de la guerre. L'impôt sur les créances hypothécaires est voté le 28 juin. L'impôt sur le chiffre des affaires, celui sur les bénéfices de la banque, de l'industrie et du commerce sont repoussés par le gouvernement. Pouyer-Quertier et le Président, le 12 juillet, ramènent leur projet d'impôt sur les matières premières, dont les libres échangistes ne veulent pas, puisqu'il est contraire à leurs doctrines, et que les traités de commerce l'empêcheront de produire les 93 millions que le gouvernement en attend. Malgré les efforts de plusieurs orateurs, surtout Rouher, Magne et le président de la commission Desseilligny, le principe en est admis par le scrutin du 20 juillet : 345 contre 248, dont beaucoup de membres de la gauche, quoique libre-échangistes, votent ce que demande le Président dans la crainte qu'il ne soit renversé parla droite qui, dans la séance du 12, a témoigné sa malveillance au gouvernement « de la République ». Depuis le scrutin du 20 juillet, long défilé des 247 articles portant fixation des tarifs sur les matières brutes, textiles et autres. — A la fin de juillet, sont élus par l'assemblée les vingt-deux conseillers d'Etat, dont quelques-uns candidats de la gauche et du centre gauche; le gouvernement désigne comme vice-président Odilon-Barrot (31 juillet). — Démission du préfet des Bouches-du-Rhône, de Kératry, qui demandait la dissolution du conseil général (fin de juillet). — On saisit des brochures d'esprit révolutionnaire, contraires aux principes de toute organisation militaire, qui étaient répandues dans l'armée (juillet). — La loi militaire est adoptée en troisième lecture (27 juillet), et aussitôt promulguée. Elle établit le service militaire personnel obligatoire en quatre périodes : 1^{re} 5 ans dans l'armée active, 2^e 4 dans la

réserve de l'armée active, 3^e 5 dans l'armée territoriale, 4^e 6 dans la réserve de l'armée territoriale. — A ce sujet est institué par décret un conseil supérieur de la guerre. — Le 29 juillet, séance tumultueuse à propos d'un rapport sur les marchés passés pendant la guerre, auxquels s'est trouvée mêlée la commission d'étude des moyens de défense nommée par la Délégation de Bordeaux. Les députés de la gauche s'abstiennent de prendre part à un scrutin demandé par la droite dans une intention de blâme. — La souscription à l'emprunt des trois milliards, en deux jours, 28 et 29 juillet, s'élève en capital à 42 milliards 641 millions, soit en rentes à 2 milliards 464 millions; il est souscrit plus de 12 fois. Strasbourg, Mulhouse, Colmar, Metz, donnent beaucoup. Paris et la France d'abord, mais aussi tous les pays du monde contribuent à ce succès, qui est inouï dans les annales des finances, et après une guerre aussi désastreuse. — Une proposition de prorogation est accueillie volontiers, elle est votée le 1^{er} août. La prorogation durera du 4 août au 11 novembre. Le scrutin qui nomme le 2 août les 25 membres de la commission de permanence en donne dix de la gauche républicaine ou du centre gauche. On ajourne les projets de loi sur le jury criminel, sur l'instruction primaire, à propos de laquelle le rapport déposé ne maintient pas « l'obligation » inscrite dans le projet ministériel. Les budgets de 1873 ne sont pas votés. — Le conseil municipal de Paris et le conseil général de la Seine, presque en même temps, cessent leur session. — Après des mouvements de grève en Belgique et dans le département du Rhône, le bassin houiller de Valenciennes à Douai est agité violemment (fin de juillet): des troupes sont nécessaires à la répression, qui est complète au moment de la prorogation. — Au 15

juillet, les conseils de guerre établis à la suite de la Commune ont rendu 32 905 décisions judiciaires; il y a eu 9053 condamnations prononcées, par jugements contradictoires dont 75 à mort, 191 aux travaux forcés 952 à la déportation dans une enceinte fortifiée; 3080 à la déportation simple; 1130 à la détention; 302 au bannissement, etc. — Au lendemain de la prorogation, la réunion de la gauche républicaine publie un manifeste où elle déclare que la République est à la fois le fait et le droit, demande qu'une nouvelle Assemblée soit chargée de pourvoir aux nécessités d'une situation entièrement renouvelée, et s'associe à l'œuvre du Président. — A Lyon, le comité de l'alliance républicaine de la rue Grolée, qui était affilié avec des comités de Villefranche et de Tarare, est acquitté en police correctionnelle (du 5 au 10 août) sur le chef de société secrète; il y a quelques condamnations à deux mois et quinze jours de prison pour association illicite. — On signale partout une magnifique récolte de céréales. — Les contributions indirectes pendant le 1^{er} semestre rendent 88 millions de moins que ne portaient les prévisions budgétaires. — Le président de la République est occupé incessamment de réformes militaires, et de la réparation des maux causés par l'invasion ou la Commune. — Un demi-milliard est remis aux Allemands pour obtenir la libération anticipée des départements de la Marne et de la Haute-Marne: ils occupent encore quatre départements et Belfort, dont ils arment les fortifications. Ils se décident à remettre en liberté un écrivain français enlevé près de Saverne (sept.) pour des articles de journaux de 1871. A l'approche de la date fatale du 1^{er} octobre, délai extrême pour l'usage du droit d'option, des milliers de familles d'Alsace-Lorraine émigrent en France. — Les Allemands évacuent le 7 nov. la

Marne et la Haute-Marne. — Le gouvernement (8 sept.) renonce aux travaux qui devaient permettre de faire sauter par la mine le passage du chemin de fer du Mont Cenis du côté de la France. — Marseille et Lyon ont de nouveaux préfets. A Lyon s'accomplit sans désordre (2 sept.) le partage des écoles primaires entre les maîtres laïques et les congréganistes. A Narbonne, 6 août et 25 septembre, quelques actes d'outrages et de violence envers des soldats. — La session des conseils d'arrondissement, et celle des conseils généraux donnent lieu à peu d'incidents politiques; des vœux politiques de conseils d'arrondissement sont annulés; des conseillers généraux, par des adresses collectives, félicitent le Président de travailler à fonder la République conservatrice. Chanzy, un des membres les plus considérables, du centre gauche est nommé au commandement du septième corps à Tours (16 sept.) en même temps que Ducrot au commandement du huitième à Bourges. Le gouvernement interdit toute manifestation pour les anniversaires du 4 sept. 1870 et du 22 sept. 1792. Peu d'incidents pour le 4 à Nîmes, Sisteron (Basses-Alpes), Bordeaux; un commencement de désordres à Besançon. Pour le 22, plus d'effervescence de démocratie radicale et révolutionnaire; des lettres de V. Hugo et de L. Blanc: quelques banquets. Harangues et propagande de Gambetta dans le Midi, surtout à Grenoble le 26 sept., où il demande une autre assemblée qui fonde la République définitive. — Il y a quelque désordre au passage à Grenoble de pèlerins allant à la Salette, à Nantes de pèlerins allant à Lourdes où est organisée une grande fête religieuse pour le 6 octobre. — Le conseil général de la Seine reprend séance le 30 sept. — Depuis la dénonciation des traités de commerce avec l'Angleterre et avec la Belgique, des négociations sont engagées

pour des conventions nouvelles. Les passeports sont supprimés avec ces deux pays, le 20 avril; les frontières sont ouvertes aux Anglais sans passeport du côté de la Suisse et de l'Italie (7 août). Le nouveau traité avec l'Angleterre est signé à Londres le 5 nov. — Lyon a une exposition internationale de l'industrie depuis le 7 juillet. L'association française pour l'avancement des sciences tient pour la première fois session en province, à Bordeaux, du 5 au 12 sept. — Le cantique des 30 000 pèlerins à Lourdes (6 octobre) a une double signification politique contre la République en France et contre la nationalité italienne. Une lettre du comte de Chambord (15 octobre) invite ses partisans à l'Assemblée à combattre sans relâche en faveur de la monarchie. Six élections parlementaires (20 oct.) donnent surtout des républicains modérés. — Le 11 nov., l'Assemblée rentre en session. Grévy en est réélu président. Un message du président Thiers (13 nov.) invitant l'Assemblée à organiser la République qui existe de fait, la droite fait nommer une commission de 15 membres disposée à proposer surtout qu'on organise la responsabilité ministérielle en vue d'empêcher M. Thiers de prendre part personnellement aux débats parlementaires et à constituer un gouvernement de combat contre l'invasion du radicalisme que le Président est accusé de ne pas arrêter. Zèle dans ce sens de Kerdrel, Batbie, Changarnier, et du duc de Broglie; M. Thiers déclare le moment venu de proclamer la République définitive. Les conclusions du rapport Batbie ne sont pas votées (29 nov.; 335 voix pour, 372 contre); mais une commission de 30 membres doit être instituée pour établir par une loi les rapports des pouvoirs publics entre eux et les conditions de la responsabilité ministérielle. Dix-neuf monarchis-

tes hostiles à M. Thiers en feront partie. Le Président cherche des voies de conciliation en faisant entrer dans le cabinet, aux Travaux publics, M. de Fourtou, membre du centre droit, un des 15, en confiant le ministère de l'intérieur, qu'a quitté Victor Lefranc, à M. de Goulard, du même groupe, qui était ministre des finances; Léon Say devient ministre des finances (8 déc.); Calmon, également du centre gauche, lui succède à la Préfecture de la Seine. — Vaste mouvement de pétitionnement dans tout le pays pour la dissolution de l'Assemblée. Dans la discussion de ces pétitions (14 déc.), une partie du centre gauche parle et vote contre, notamment Dufaure; la victoire reste ainsi à la droite. — Le 21 déc. est votée en 3^e lecture la proposition de restituer aux princes d'Orléans les biens que Napoléon III leur avait confisqués. Le vote du budget est terminé. L'Assemblée s'ajourne au 6 janvier. — En 1872, les résultats du recouvrement des impôts sont supérieurs aux prévisions pour les contributions directes, inférieurs pour les contributions indirectes. — Le recensement de la population, qui aurait dû être fait à la fin de 1870, donne à la fin de 1872, 36 102 921 habitants, avec une réduction sensible sur le chiffre de 1866, en raison des provinces perdues et des effets divers d'une guerre désastreuse. — L'évêque d'Orléans Dupanloup (janv.) a donné sa démission de l'Académie française parce que Littré, de l'école positiviste, avait été élu fin de déc. 1871. Un prêtre auquel l'archevêque de Bordeaux a défendu de porter l'habit ecclésiastique parce qu'il s'est déclaré contre l'infailibilité pontificale, ayant contrevenu à cet arrêté, est condamné en police correctionnelle (15 avril); et son appel comme d'abus contre l'archevêque est rejeté par le conseil d'Etat (sept.). Un abbé à Paris proteste contre l'infailibilité (fév.). L'ex-carme déchaussé Hyacinthe Loyson se marie (3 sept.) et prétend rester prêtre catholique. —

L'Eglise réformée de France, pour la première fois depuis 1660, tient (juin-juillet) un synode général à Paris où viennent 108 délégués des 21 circonscriptions; les orthodoxes y font adopter (20 juin) par 61 voix contre 45 une déclaration qui sera obligatoire (5 juillet) pour tout candidat aux fonctions de pasteur; les libéraux, qui se partagent dans cette assemblée en gauche et centre gauche, soutiennent la lutte avec science et éloquence. — L'Algérie est généralement calme. Le nombre des subdivisions militaires est réduit (23 janvier). Un décret du 8 mai y jette les bases de l'organisation du service des contributions directes et des recensements. — Mort des maréchaux Vaillant et Forey (4 et 18 juin).

Grèce. — Le roi a un troisième fils (22 janv.). Les élections parlementaires sont favorables au ministère Bulgaris. Les chambres sont ouvertes le 5 avril. D'après un arrangement conclu par le gouvernement avec la Compagnie franco-italienne qui a acquis les mines du Laurium, il les reprendrait moyennant une indemnité de 16 millions à la Compagnie. La chambre n'accepte pas cette solution : de là la retraite du cabinet (18 juillet). Nouveau ministère Deligeorgis. On négocie avec les gouvernements de France et d'Italie. Ils n'admettent pas la compétence des tribunaux grecs en cette affaire. Le ministère étant en désaccord avec la chambre, elle est dissoute (18 déc.).

Hollande. — Les possessions de Guinée, dont l'entretien était coûteux, sont cédées aux Anglais. Les chambres adoptent le traité réglant les contestations avec l'Angleterre concernant l'île de Sumatra, où sera libre l'émigration des travailleurs anglo-indiens (janvier). — Elles votent (mars-avril) l'abroga-

tion des décrets qui interdisent les coalitions d'ouvriers. — Un projet d'impôt sur les revenus, combattu dans la seconde chambre (avril), est retiré par le gouvernement qui l'avait présenté. Le ministre des finances offre sa démission. Il y a, le 29 juin, un nouveau cabinet présidé par le baron de Vriès. — L'ancien ministre Thorbecke, chef du parti libéral, une des illustrations du pays, est mort le 4 juin, à 74 ans. — La session nouvelle est ouverte le 16 sept. : on se propose de fortifier les frontières de terre et de mer, de réorganiser la milice, de donner une extension modérée au droit électoral. La chambre des députés, après de longs débats, vote le projet du gouvernement pour l'abolition des droits différentiels d'entrée et de sortie perçus dans les Indes Orientales (15 oct.) ; les budgets de la guerre et de la marine (déc.).

Italie et St-Siège. — Au début de l'année meurent deux généraux qui ont eu un rôle dans les grands événements de l'Italie depuis douze ans, de Govone (janvier), Cugia (février). Le 10 mars, Mazzini meurt à Pise, regretté, au sein du parlement, même de ceux qui ne sont pas portés vers la république, comme le représentant le plus tenace de l'idée de l'unité italienne et parce qu'il n'arborait pas le drapeau de l'Internationale ; ses obsèques ont lieu à Gênes, et le même jour, le 17 mars, à Rome son buste est porté au Capitole. — Le prince Frédéric-Charles de Prusse est à Rome en février ; il y voit le roi ; il parcourt l'Italie. — Les chambres discutent lentement les lois de finances. Le ministre Sella ne trouve pas de vive opposition. — Le premier budget du royaume d'Italie présente un déficit considérable, les recettes étant fixées à 1 259 000 livres, les dépenses à 1 548 000 livres. D'après la loi du 19 avril, le gouvernement ne peut plus aliéner de rentes sur

l'Etat ; la Banque nationale est autorisée à émettre 300 millions de billets à cours forcé. Les tarifs douaniers sont modifiés. Les députés, souvent, ne sont pas en nombre pour voter. Ils tiennent séance jusqu'au 21 juin, le sénat un peu au delà. — Une loi du 12 mars assimile les universités de Padoue et de Rome aux autres universités italiennes. Le cabinet Lanza ne se fait pas solidaire de l'échec qu'éprouve le ministre de l'instruction publique à propos d'un projet de loi qui devait supprimer toute direction religieuse dans les écoles : ce ministre, Correnti, se retire seul le 18 mars. Il a pour successeur l'économiste Scialoja. Le cabinet ne s'oppose pas à la prise en considération (31 mai) d'une proposition de Cairoli demandant le suffrage universel pour les élections politiques. La proposition n'est pas votée. — Est discutée vivement les 25 et 26 mai au Parlement la demande d'un projet de loi qui enlèverait, à Rome, leur personnalité civile et juridique aux congrégations religieuses, frappées au même moment en Allemagne : on ne toucherait pas aux généralats d'ordres couverts par la loi de garanties papales votée en 1871. — Le prince Humbert et la princesse Marguerite sont beaucoup fêtés à Berlin (fin de mai). — Cent cinquante sociétés ouvrières tiennent, par délégués, un congrès fort paisible à Rome du 17 au 23 avril, sous la présidence du prince de Teano. — Le jury, à Rome, acquitte (13 juin) l'auteur de violences qui ont amené la mort d'un gendarme pontifical à la porte Cavalleggieri. — Un couvent de jésuites est exproprié, à Rome, pour qu'on y installe le génie militaire et l'état-major général. — Le Pape reçoit de toutes les parties de l'Europe des témoignages de sympathie, en mai quand il a 80 ans, et en juin pour sa 26^e année de pontificat. — Presque tous les parlements ont discuté

la question de la suppression de l'ambassade spéciale entretenue auprès du Pape. — Le 16 et le 25 juin il manifeste sa réprobation de l'abolition des congrégations projetée par le gouvernement italien, condamne vivement en juin et déc., la loi rendue contre elles en Allemagne. — Les élections municipales, auxquelles le Pape invite la population, même le clergé, à prendre part, sont favorables à la liste libérale (août) à Rome, mais pas à Naples. — Quatre institutions d'éducation tenues par des religieuses à Rome, pendant huit jours (14-22 août), sont sous le coup d'un décret de clôture, du ministre de l'instruction publique, parce qu'elles s'étaient refusées à l'inspection. — A Rimini (juillet août), des sections italiennes de l'Internationale se forment un programme socialiste en dehors du conseil général de l'association qui siège à Londres. Des grèves d'ouvriers à Milan, d'ouvriers à Parme (août). — Le Pape refuse de nouveau la dotation votée par les Chambres. — Au début de la 2^e session le gouvernement dépose le projet de loi promis en mai pour la suppression des congrégations religieuses à Rome (nov.); le principe de la suppression est voté (déc.). On s'inquiète, pour les relations avec la France, de l'influence du parti cléricale en ce pays. — Eruption du Vésuve du 25 au 29 avril, suivant la même marche qu'en 1858, 1860, 1871 et 1872; elle entraîne la mort de quelques personnes.

Japon. — A Yeddo, un incendie s'étend sur deux milles carrés; 350 personnes périssent, 30 000 sont sans asile, 10 000 maisons sont brûlées. — Le mikado prend toutes les allures des souverains qui exercent par eux-mêmes l'autorité temporelle. Le 28 juin, parti de Yeddo, il va avec huit vapeurs de guerre reconnaître lui-même Kioto et les autres districts du sud. Yeddo et

Nangasaki sont reliés par le télégraphe à la côte d'Asie. Des jeunes gens sont envoyés pour étudier les lettres et les sciences en Europe. — Projet d'une religion officielle composée des enseignements les plus simples et les plus conformes au sens commun.

Mexique. — Juarez n'était reconnu en Europe que par l'Allemagne et par l'Espagne depuis peu de temps, et il y avait environ 30 000 rebelles, surtout du parti de Porfirio Diaz, lorsqu'il meurt (18 juillet). Un de ses anciens ministres, qui avait été en 1871 candidat à la présidence, Sébastien Lerdo de Tejada, chef du parti libéral modéré, est président intérimaire (juillet); il proclame une amnistie générale, sans exception aucune, qu'accepte même Porfirio Diaz. Les élections pour la nomination définitive sont fixées au 27 octobre. Lerdo de Tejada est nommé président de la République par le Congrès.

Portugal. — On découvre des menées de conspiration d'un des membres du gouvernement, le ministre d'Angeya (fin de juillet). Le président de la chambre des Pairs se refusant à présider l'enquête à laquelle elles donnent lieu, est remplacé par le marquis d'Avila.

Russie. — Projets de réforme militaire : on doit constituer des milices nationales; les Cosaques auront l'organisation et l'armement des uhlands prussiens. — En recevant les chefs cosaques du Don, le czar manifeste, à la fin d'août, son désir du maintien de la paix, avant de se rendre à Berlin avec son ministre Gortschakoff pour les entrevues des trois empereurs (3-10 sept.). — Une nouvelle loi sur la presse (juillet) la livre plus encore que celle du 6 avril 1865 à l'arbitraire administratif, notamment pour les livres et les revues. — Loi

électorale pour la nomination dans les villes des magistrats urbains et des conseils. Sont électeurs tous ceux qui, après un séjour de deux ans, peuvent prouver qu'ils acquittent un impôt au profit de la ville. — Le chemin de fer de Poti à Tiflis est presque achevé; il fera communiquer la mer Noire et la mer Caspienne. — L'extradition du nihiliste Netschajeff est demandée à la Suisse (août). — La Sibérie, depuis deux ans, est bien administrée par le général Sinelnickoff; il tourne les populations vers les travaux agricoles; on y emploie les forçats, payés comme des ouvriers libres. — Traité d'amitié et de commerce avec le Khan de Kachgar (21 mai 16 juin). Un envoyé du Khan de Khiva, qui demandait à Calcutta l'intervention anglaise (sept.) pour ne pas rendre des prisonniers russes, reçoit de lui le conseil de se mettre en communication amicale avec le général russe siégeant à Tashkend. Une expédition militaire est préparée contre Khiva (oct.). — La répartition des régiments de Cosaques dans les troupes de cavalerie régulière est prescrite (nov.); les Cosaques du Don, seuls, restent en dehors. — Le prince Charles de Prusse assiste à Saint-Petersbourg aux fêtes impériales des chevaliers de Saint-Georges (6-10 déc.). — Depuis juin, le choléra sévit dans les provinces européennes du sud, même du centre de l'Empire. — Les Etats de Finlande se réunissent après l'intervalle de cinq ans fixé par la constitution.

Suède et Norvège. — La diète en Suède est ouverte le 17 janvier, le storting en Norvège, le 2 février. Le storting adopte le budget militaire, mais il vote une motion de censure contre le ministère. Plusieurs villes protestent par des adresses. Il est dissous le 18 mai, deux jours après la clôture de la diète de Suède. La Norvège a, en juillet, un nouveau ministre des

cultes, un nouveau ministre de la guerre. — Le 18 sept., le roi Charles XV, depuis longtemps malade, revenant des bains d'Aix-la-Chapelle, meurt. Comme il ne laisse qu'une fille, mariée au prince héritier de Danemark, il a pour successeur son frère le duc d'Ostrogothie, Oscar II. En Suède, une ordonnance royale (nov.) interdit le remplacement dans l'armée pour de l'argent. Le ministère des affaires étrangères est quitté par le comte de Platen (17 déc.). — Convention monétaire avec le Danemark (19 déc.).

Suisse. — L'élaboration de la révision de la constitution fédérale du 12 sept. 1848 s'achève. Cette révision est faite dans un esprit de centralisation qui portera atteinte aux droits particuliers des cantons pour l'enseignement, pour la législation civile et pénale : on y supprime le droit de *referendum* des conseils cantonaux comme inutile à côté du *referendum* populaire. Elle est goûtée surtout des cantons allemands ou qui inclinent vers l'Allemagne; la Suisse Romande y est peu portée. Un des membres du conseil fédéral, Dubs, à cause de ces tendances, étant attaché aux principes du fédéralisme, donne sa démission en février; il reste cependant quelques mois encore. Au début de mars, le conseil national a adopté le projet par 66 voix contre 36; le conseil des Etats par 23 voix contre 18. Le 5 mai, dix mille Romands réunis à Yverdon protestent contre le projet de révision. Le 12 a lieu un double vote 1° par les cantons, 2° et par le peuple dans chaque canton. Le rejet est prononcé par 13 cantons, dont les cinq cantons français et le canton italien contre 9, et par 261 096 voix contre 255 585. La majorité des *non* est de 51 511. Le conseil fédéral respecte cette décision. — Une loi du 20 juillet règle les élections des membres du conseil national, en

tenant compte, pour le nombre des députés, du recensement électoral du 1^{er} déc. 1870. — Le 12 juillet, Dubs est remplacé comme membre du conseil fédéral, après un laborieux scrutin des deux assemblées, par le colonel Scherer de Zurich, qui appartient au parti démocratique avancé. — C'est Staempfli du conseil fédéral qui siège comme arbitre à Genève dans l'affaire anglo-américaine de l'*Alabama* (juin-sept.). — A Genève, loi rigoureuse contre les corporations religieuses (3 fév.); le décret d'expulsion est exécuté le 29 juin : l'autorité pontificale proteste le 10 août. Le curé de Genève Mermillod, que le pape avait fait en 1865 évêque d'Hébron et vicaire auxiliaire de l'évêque de Lausanne sans avertir le conseil d'Etat et en dehors même de toute initiative de l'évêque résidant à Fribourg, de qui relève, d'après un bref de 1819, l'église catholique de Genève, non seulement n'est pas reconnu comme tel, mais, comme il ne cesse pas d'exercer les fonctions épiscopales, le conseil d'Etat, qui en 1864 lui avait reconnu le titre de curé de Genève, le lui enlève (20 sept.). Mermillod proteste aussitôt contre cette décision; et le clergé (15 oct.) se joint à sa protestation. Le conseil d'Etat, le 22, par un manifeste au peuple, annonce qu'il sera fait une réforme organique dans l'Eglise catholique. — Au même moment (23 oct.) se tient, à Berne, une réunion générale des associations protestantes ecclésiastiques des cantons, en vue de réformes à introduire. — Le diocèse catholique de Bâle est troublé par les actes et les prétentions de l'évêque Lachat, qui, ayant excommunié les curés de Lucerne et de Starrkirch (canton de Soleure) parce qu'ils ne reconnaissent pas l'infailibilité du pape, a même révoqué le dernier; le gouvernement de Soleure (3 nov.) annule cet acte de révocation; le conseil municipal d'Olten (canton de Soleure) vote une protesta-

tion solennelle contre l'infailibilité du pape (17 nov.); la conférence diocésaine de Soleure, où assistent des délégués des gouvernements de Soleure, Berne, Bâle, Argovie, Thurgovie, somme Mgr Lachat de rendre compte, dans un délai de 15 jours, des excommunications qu'il a prononcées; le nonce du Pape à Berne proteste, le 23 nov., auprès du Président de la confédération; et l'évêque, le 18 déc., déclare qu'il ne répondra pas. — Depuis le 1^{er} déc., se tient à Constance une réunion de vieux-catholiques. — Dans le canton de Genève, loi du 19 oct. sur l'instruction publique : la fréquentation des écoles primaires est obligatoire; l'enseignement religieux y est facultatif; enseignement secondaire pour les filles, liberté de l'enseignement supérieur. — La réélection dans tous les cantons pour le conseil national (27 oct.) donne la majorité aux partisans de la revision de la constitution. Quand il se réunit, 75 membres proposent de reprendre le projet (20 déc.). — Le tunnel du Saint-Gothard doit être construit par l'ingénieur Favre en huit ans et coûter 50 millions (convention du 8 août). — Le conseil fédéral, le 19 sept., déclare nulle la ratification fédérale accordée le 15 mai 1868 pour la concession du chemin de fer du Valais en faveur de la compagnie de la ligne d'Italie par le Simplon (Adrien de la Valette), parce qu'elle n'a pas rempli et ne peut remplir ses engagements.

Turquie. — Pendant sept mois jusqu'à la fin de juillet, l'administration de la Porte est livrée aux caprices du grand vizir Mahmoud-Pacha; les changements de ministres sont très fréquents. Dès la fin de janvier, Mustapha-Fazyl, du parti de la jeune Turquie, ministre de la justice, qui avait été aux affaires avec Aali-Pacha, est disgracié; Midhat-Pacha est réduit à donner sa démission; le ministre des finan-

ces est changé (mai); de février à juillet le poste du ministre de la guerre passe dans trois mains. On contracte un emprunt auprès de la banque austro-ottomane (mars); un autre emprunt considérable de 10 millions de livres st. est négocié. La politique intérieure est tout en désarroi, et le sultan est malade. A ce moment le Khédive est à Constantinople pour aviser à la réforme de la justice concernant les étrangers (fin de juillet). Tout à coup (31 juillet) un revirement violent, heureux pour la Porte, enlève la direction à Mahmoud-Pacha; la donne à Midhat-Pacha, de l'école de Fuad et d'Aali-Pacha, qui venait d'être nommé, par disgrâce, au gouvernement d'Andrinople. Il est fait grand vizir, rappelle d'exil d'anciens ministres, Hussein-Avni et Méhémed-Ruschid-Pacha, auquel est confié le ministère spécial des mines et forêts, séparé des finances; Kiamil-Pacha devient président du conseil d'Etat; Djémil-Pacha, de l'ambassade de Paris, est appelé aux affaires étrangères. Désormais les procès de presse, qui devaient être jugés tous à Constantinople, seront jugés dans la localité où les journaux paraissent (sept.). On décide que le nouveau système des poids et mesures sera mis en vigueur en janvier 1873. Le ministre des affaires étrangères, Djémil-Pacha, va au sud de la Russie, à Livadia, conférer (19 septembre) avec le czar revenu de Berlin, où il a vu les deux autres empereurs. Djémil meurt subitement le 25; il est remplacé par Khalil-Pacha, alors ambassadeur à Vienne. — L'ex-grand-vizir Mahmoud-Pacha, après délibération des ministres (24 sept.), est tenu d'indemniser le trésor du montant total d'une somme énorme attribuée par lui comme présent à un négociateur du dernier emprunt à Londres. — Pendant son gouvernement, des troupes turques ont pris possession de Sana, ville fortifiée

dans l'Arabie (mai); il y a e Smyrne et à Marmara des désordres sanglants contre les Israélites; changements qu'avait apportés le tarif du canal de Suez la Compagnie universelle, après une longue quête (déc. 1871-mars 1872), vus en Angleterre, sont désapprouvés par la Porte; les délégués grecs ont obtenu du sultan (fév.) le droit d'élire un exarque pour leur Eglise qui se sépare du patriarche œcuménique; il est investi officiellement le 15 avril; est investi de même par le sultan (25 mai) le patriarche des Arméniens catholiques qui rejettent l'élu du patriarche Hassoun; Hassoun, dont le gouvernement turc ne veut pas, refuse l'ordre de quitter le pays (15 mai). — Le 3 septembre, l'archevêque de Smyrne fait lire dans toutes les églises catholiques de Constantinople l'excommunication majoritairement prononcée contre les anti-hassounites. Le conseil œcuménique de Constantinople, le 26, déclare l'archevêque bulgare schismatique; seul membre du concile, le patriarche de Jérusalem, a refusé de signer cet acte qui est lu dans l'église Phanar, le 29 sept.; il sera révoqué de ses fonctions par le concile le 7 nov. — Une lettre et un firman du sultan qui confirment tous les pouvoirs accordés au khédive sont lus solennellement au Caire le 2 sept.: il peut augmenter son armée, sa marine, contracter des emprunts, conclure des conventions internationales: c'est l'indépendance presque complète. — Récits incertains de l'expédition entreprise, depuis juin, au nom du khédive sous les ordres du Su-Munziger contre le roi d'Abyssinie. — En Roumanie, se revoient les outrages sanglants contre les Israélites, à Iamail-Vilcowo, à Kahul, où 70 sont tués, 35 sont blessés (fév.). On se plaint de ces cruautés restées impunies dans plusieurs parlements, en Angleterre, en Allemagne; les Et

Unis (9 août) offrent leur concours à la France; à la suite d'une protestation collective des consuls généraux à Bukarest, le ministre de la justice, Costaforo, cherche à disculper son gouvernement. La loi sur le timbre est mise en vigueur (14 sept.). Le chemin de fer de Bukarest à Pitesti est exploité (sept.). — En Serbie, 22 août, pour célébrer la majorité du prince Milan, âgé de 18 ans, on fait appel à tous les Slaves; il y vient quelques représentants des municipalités d'Autriche et de Russie. Le pays paraît heureux, n'ayant pas de dette publique. Dans le cabinet qu'il forme, le prince garde les deux personnalités les plus considérables de l'ex-régence. La Skuptchina est convoquée le 15 sept. pour le 6 octobre. — Méhémed-Ruschid-Pacha devient grand-vizir à la place de Midhat-Pacha (19 oct.).

Questions internationales.

— C'est la puissance du crédit international qui produit le succès prodigieux de l'emprunt français de 3 milliards, qui en deux jours (28-29 juillet) monte à 42 milliards 641 millions de francs. — Nombreux congrès internationaux. Celui de Londres (3-13 juillet) étudie les questions du régime pénitentiaire; celui de Saint-Petersbourg (22-29 août) est consacré à la statistique; celui de Bruxelles, depuis le 22 août, à l'anthropologie et à l'archéologie préhistorique; celui de Paris, depuis le 23 sept., à la question de l'unité de mesure, au mètre: tous les Etats de l'Europe et plusieurs Etats de l'Amérique sont représentés dans cette dernière conférence. — L'Internationale des travailleurs est redoutable pour tous les gouvernements. Celui de l'Espagne (février) invite les autres puissances à prendre contre elle des mesures communes. Comme elle ne s'est jamais mise en révolte contre les lois de l'Angleterre, les ministres de ce pays (mars-avril)

s'y refusent. Bien des fois dans les Cortès, elle trouve des apologistes; elle agite beaucoup l'Espagne par l'influence du gendre de Karl Marx, un des membres les plus influents du conseil général. Les affiliés en France sont l'objet d'une loi spéciale. Jusqu'en septembre, elle a encore son conseil général à Londres; l'anarchie est sensible entre les chefs de cette grande association de socialistes. Dès le 18 mars, où ils célèbrent à Londres l'anniversaire de la Commune de Paris, une fraction proclame la déchéance du conseil général. Un meeting séparatiste a lieu à Londres le 14 avril. En août sont annoncés au même temps deux congrès, l'un convoqué par le conseil général à La Haye pour le 2 septembre, l'autre convoqué à Londres par les séparatistes pour le 16. A La Haye, du 2 au 8 septembre, moins dans les séances publiques, qui sont rares et peu suivies, que dans les séances privées, secrètes, éclatant entre les quatre-vingts délégués les rivalités de doctrines et de personnes. Les blanquistes ou politiques, qui la plupart ont été membres de la Commune de Paris ou l'ont servie, proclament la nécessité de l'emploi de la force, de la barricade, du fusil, la puissance politique devant être conquise par les prolétaires pour qu'ils puissent réaliser leur programme social. Ils tiennent pour l'omnipotence d'un conseil général reconstitué. Leurs adversaires sont fédéralistes. Les Italiens et les Juraissiens sont en scission, ne veulent plus du conseil. Karl Marx, qui avait été longtemps l'autocrate du conseil à Londres, demande que le siège de l'Internationale avec son conseil renouvelé soit transféré à New-York pour qu'on s'y occupe des questions sociales et économiques. L'anti-congrès tenu à Londres, du 19 au 23 sept., s'appelle congrès fédéraliste universel: ces vingt-cinq délégués jettent l'anathème au congrès de La

Haye, déclarent déchu le conseil général de Londres; leur programme ne pousse pas moins à la guerre civile; il est du pur communisme. — Le Congrès de la Paix et de la Liberté tenu à Lugano (25-27 sept.) est moins agité. On loue Marzini qui est mort en mars, et Simon de Trèves, orateur habituel de ces réunions, qui vient de mourir; on fait accueil à une lettre de Garibaldi; le Suisse Goegg fait connaître ses vains efforts en Amérique pour procurer aux Etats-Unis de l'ancien monde l'alliance des Etats-Unis du nouveau; au milieu de beaucoup d'abstractions philosophiques, sont réclamées la suppression des armées permanentes et la formation d'une fédération républicaine des Etats de l'Europe.

1873.

Allemagne et Prusse. — Continuation de la session du Landtag prussien, ouverte le 12 nov. 1872, qui dure jusqu'au 20 mai. L'allocution de Pie IX, de décembre 1872, qui condamnait « l'impudence » du gouvernement dans l'affaire des congrégations religieuses excite, les orateurs ultramontains et provoque de nouvelles mesures pour défendre l'Etat et le pouvoir du Roi contre ce parti. Le 8 janvier, le ministre des cultes, M. Falk, présente à la Chambre des députés 4 projets de loi ecclésiastiques concernant 1° l'éducation préparatoire et la nomination des membres du clergé, qui auront dû étudier et subir des examens dans les universités; 2° l'organisation du pouvoir disciplinaire dans les églises et la création d'un conseil supérieur nommé par le gouvernement pour décider de ces affaires; 3° les moyens de punition et de correction ecclésiastiques, dont il y a à limiter l'emploi; 4° les effets que produit la sortie de l'Eglise, avec la facilité pour les membres du clergé catholique non infaillibilis-

tes, de passer d'une église dans une autre. Ces projets étant comb comme contraires aux articles 13 et 18 de la constitution de 1850 assuraient aux églises évangé et catholique et à toutes les communautés religieuses la administration de leurs affaires laissaient pas à l'Etat le droit de nomination, présentation, choix confirmation pour la collation emplois ecclésiastiques, le gouvernement demande la modification de ces deux articles (30 jan). Vive discussion dans les deux chambres sur ces projets; lettre collective des évêques; intervention directe du chancelier Bismarck; quelques libéraux même les battent. La loi du 15 avril modifie les articles de la constitution soumis aux lois de l'Etat communautés religieuses. Les lois ecclésiastiques sont promulguées le 15 mai quand l'empereur reçoit des réceptions de Saint-Petersbourg. Le *Kulturkampf* date de ces lois. — Dans la discussion du budget le député Richter craint que millions d'excédent ne suscitent entreprises insensées. Une partie des ressources libres est affectée à amortir partiellement la dette publique, à attribuer des sommes nouvelles à chaque province, à améliorer le sort des fonctionnaires, à travailler à l'achèvement du réseau des chemins de fer, à réduire, à supprimer des impôts. L'indemnité des députés est augmentée (loi du 30 mars). Le système administratif établi par la loi sur les communes du 13 déc. 1872 dans les provinces de l'Est est étendu au Hohenzollern (loi du 2 avril). Les provinces nouvelles sont soumises au droit civil ou aux formes administratives de la Prusse. — Le ministre du commerce, de l'industrie et des travaux publics, à la suite d'une discussion portée au Landtag par le député Lasker sur une affaire de concession de chemin de fer, quitte le ministère (mai). —

conseil fédéral (20 mai) décide que seront fermées dans un délai de six mois les maisons de quatre ordres monastiques qui sont considérés comme tombant sous le coup de la loi du 4 juillet 1872. — Le Reichstag a sa session du 12 mars au 25 juin. Il rejette (18 mars) la demande de mise en liberté, pour la durée de la session, du député saxon le socialiste Bebel qui, condamné à un an de prison pour ses discours dans des réunions électorales, avait été réléu en janvier. Lois principales : du 23 mai, relative à la fondation et à l'administration du fonds des Invalides de l'Empire, qui est si considérable en raisons des milliards de l'indemnité de guerre payée par la France, qu'une partie est destinée au développement de la marine militaire; du 27 juin, pour instituer une direction des chemins de fer de l'Empire, vivement combattue comme portant atteinte à l'indépendance des Etats; du 9 juillet, loi monétaire, complément de celle du 4 décembre 1871, qui a pour objet surtout de limiter l'émission et l'emploi des monnaies d'argent. Une loi du 23 juin étend à la Bavière la loi de l'Empire sur les sociétés coopératives. Est admise une proposition du député Lasker pour que le Reichstag ait dans ses attributions la législation commune sur l'ensemble du droit civil, sur le droit pénal et la procédure (loi du 20 déc.). — Pour l'Alsace-Lorraine, lois du 24 janvier: 1^{re} qui prescrit l'usage de la langue allemande dans les délibérations des conseils généraux et d'arrondissement; 2^{de} qui organise les assemblées représentatives de circonscription et de cercle pour lesquelles ne seront ni électeurs ni éligibles ceux qui ont opté pour la nationalité française, mais n'ont pas émigré; loi du 12 février qui réglemente l'enseignement primaire et l'enseignement secondaire; loi du 25 juin pour mettre en vigueur à dater du 1^{er}

janvier 1874 la constitution et la loi électorale de l'Empire. La cause de la liberté pour les Alsaciens-Lorrains est défendue dans la discussion de cette loi par MM. Windhorst et Reichensperger du centre, Petersen du parti national libéral, Krüger, député du Schleswig. Plusieurs lois civiles de l'empire allemand sont mises en vigueur à la place des lois françaises; le divorce est rétabli (loi du 27 nov.). — Dans le royaume de Saxe, loi libérale du 26 avril sur l'instruction primaire; mort du roi Jean (oct.): son fils Albert lui succède. — Le schisme des vieux-catholiques, toléré par les gouvernements, fait beaucoup de progrès. A la fin de 1873, ils sont environ 60 000 en Allemagne; ils ont en Bavière 33 églises, dans le grand-duché de Bade 27, 22 en Prusse; ils font l'élection d'un évêque Hubert Reinkens, que consacre un évêque janséniste des Pays-Bas. Ils aspirent à participer au budget des cultes. — Les évêques catholiques réunis à Fulda protestent contre les lois de mai et y résistent; les archevêques de Posen et de Cologne qui les violent sont traduits devant les tribunaux: l'archevêque de Posen, frappé d'amendes considérables, sera en 1874 condamné à 18 mois de forteresse. Vaines réclamations de Pie IX par une lettre du 3 sept. au roi de Prusse, par l'encyclique du 21 nov. — Le parti ultramontain en France faisant cause commune avec le clergé prussien, le voyage du roi Victor-Emmanuel à Berlin en septembre y donne des inquiétudes. A l'anniversaire du 2 sept. 1870, le grand-duc de Mecklembourg-Schwerin et le prince de Wurtemberg-Auguste reçoivent le titre de colonel-général dans l'armée de l'Empire, et le baron de Manteuffel le titre de feld-maréchal général (19 sept.). — Mort du comte de Bernstorff, ambassadeur d'Allemagne à Londres (26 mars); du chimiste le baron Juste de Liebig (18 avril).

Amérique du Sud. — Dans le Venezuela, des mesures sont prises pour empêcher les progrès des partisans du clergé. Le parti fédéraliste, maintenu au pouvoir contre les unitaires avec son chef le général Guzman Blanco, qui a depuis 1870 la présidence provisoire, le fait président par une élection légale (20 fév.). Une nouvelle constitution en mai 1874 fixera à deux ans les pouvoirs électifs du président. — Au Pérou, deux colonels, condamnés pour rébellion, sont exécutés (mai). — En Bolivie, le général Morales, président de la république, qui avait menacé l'assemblée, est tué par son neveu (6 janv.). Le lieutenant-colonel Adolfo Ballivian est proclamé président (8 mai). — Dans la république Argentine, loi sur les élections nationales (25 sept.). La province de Buenos-Ayres réforme sa constitution (29 nov.).

Angleterre. — En janvier, 60 000 ouvriers sont en grève dans les charbonnages du pays de Galles. Le congrès des associations ouvrières, à Leeds, est clos le 18 janvier; vœux émis : que les classes ouvrières soient représentées au Parlement, que tous les différends entre les patrons et les ouvriers soient renvoyés à des comités mixtes, qu'il y ait pour les régler un code de lois international. Il se forme dans les comités de l'Est une union des travailleurs agricoles pour se soutenir au moyen de grèves et demander des modifications aux conditions économiques de l'agriculture; les fermiers forment une contre-association. — La session dure du 6 février au 5 août. — Aux Communes (15 fév.), motion dont le récent traité de commerce avec la France est l'occasion, pour que tous les traités soient soumis, avant d'être ratifiés, à la sanction du Parlement. — La discussion aux Communes du projet de bill présenté par le gouvernement pour la réforme de l'université de Dublin, où on

n'exigerait plus les *tests*, professions de foi religieuses, où l'enseignement serait neutre, où pourrait être accordée une dotation de l'Etat, par la coalition des conservateurs et des catholiques irlandais, met le cabinet Gladstone en minorité de trois voix (11 mars). Il donne sa démission. M. Disraeli, appelé par la reine, refuse de former un cabinet, la dissolution de la chambre ne lui étant pas accordée. Le cabinet Gladstone revient aux affaires le 17 mars. On attend une dissolution prochaine. Les conservateurs l'emportent dans quelques élections partielles. Le chancelier de l'Echiquier, Lowe, fait voter la réduction d'un penny de l'impôt sur le revenu, la diminution des droits sur le sucre (25 mars). Aux Communes (mai), est repoussé un projet de bill de Miall tendant à ce qu'il n'y ait plus d'églises établies en Angleterre ni en Ecosse; est adopté, et devient loi, le projet de M. Fawcett, pour qu'on n'exige plus des catholiques et des dissidents les *tests*, de manière qu'ils puissent jouir des mêmes avantages que les membres de l'Eglise anglicane. Le nouveau chancelier, sir Roundell Palmer, devenu lord Selborne, fait voter la réunion en une cour suprême pour l'Angleterre des huit cours supérieures existantes; cette cour dont les membres sont nommés par le gouvernement se divisera en cour de 1^{re} instance et cour d'appel (acte du 5 août); pareille réforme est demandée en vain par M. Gladstone pour les deux autres royaumes. La loi du 9 août 1870 sur l'éducation élémentaire en Angleterre est complétée, notamment pour la poursuite en justice des infractions aux règlements sur l'assiduité à l'école, et pour les secours donnés en vue de l'éducation (acte du 5 août). — Traité d'extradition conclu avec l'Italie (5 fév.); d'autres sont proposés avec divers Etats, dont la France. On modifie la loi de 1870 pour rendre la procédure de l'extradition plus simple et plus

précise (acté du 5 août). — La confédération canadienne admet un nouveau membre, l'île du Prince-Edouard (26 juin). — Par un acte du 3 mai du parlement canadien, un département de l'intérieur est créé pour administrer les territoires du nord-est et avoir la surintendance générale des affaires des sauvages; par acte du 23 mai, est organisée l'administration de la justice dans les territoires du nord-ouest. — Deux vaisseaux de guerre sont envoyés (janvier) aux îles Sandwich par suite de la mort du roi Kaméhaméha V. Les possessions en Guinée achetées des Hollandais au début de 1872, mettent les Anglais en guerre avec le roi des Ashanties; sir Garnett. I. Wolseley dirige la lutte, qui est difficile et meurtrière à cause du climat pendant l'été et de la nature du terrain. Une demande d'annexion des îles Fidji est écartée par le gouvernement (mai). Loi du 5 août sur la répression de la traite des nègres dans la région d'Aden, Zanzibar Mascate, Madagascar. — Mort, en janvier, du romancier lord Bulwer Lytton; du philosophe et économiste John Stuart Mill; le 1^{er} mai, dans l'Afrique centrale qu'il explorait encore, du courageux missionnaire Livingstone, une des gloires de l'Angleterre qui sera, le 18 avril 1874, enseveli à l'abbaye de Westminster.

Autriche-Hongrie. — L'empereur autorise l'institution d'une métropole indépendante pour les évêchés grecs de la Bucovine et de la Dalmatie; l'évêque grec de la Bucovine est nommé métropolitain (fév.). — La session du Reichsrath autrichien, commencée le 12 déc. 1872, dure jusqu'au 23 avril. A la Chambre des députés, un projet de loi est demandé au gouvernement sur la liberté religieuse et sur le mariage civil (fév.). La réforme de la loi électorale dont le gouvernement prend l'initiative a pour objet de faire nommer les députés

non plus par les Diètes, mais par les électeurs mêmes des Diètes, afin de constituer un parlement véritablement national. Elle est vivement combattue par les fédéralistes, partisans de l'autonomie des différents pays et des différentes races de la Cisleithanie. Au vote du 10 mars il y a beaucoup d'abstentions. Cette loi du 2 avril a passé plus facilement à la Chambre des seigneurs. — Le Code d'instruction criminelle est réformé (loi du 23 mai). Les attributions du jury sont étendues. Loi du 9 avril sur les sociétés coopératives. — Satisfaction est donnée aux Polonais : M. Ziemiakowski, qui est favorable à l'accord avec le parti constitutionnel allemand, entre dans le cabinet autrichien comme ministre sans portefeuille, chargé spécialement des affaires de la Galicie. Le frère de l'empereur, l'archiduc Charles-Louis, va ouvrir à Cracovie l'académie polonaise des Lettres et des Sciences (7 mai). — Pendant la session des Délégations (2 avril-11 mai), peu d'accord entre les Délégués des deux monarchies; ceux de la Hongrie ne consentent pas au crédit supplémentaire demandé pour les frontières militaires. — L'exposition universelle de l'Industrie et des Beaux-Arts, à Vienne, qui est inaugurée le 1^{er} mai, y attire beaucoup de princes. — Très peu de jours après l'inauguration, crise financière et industrielle des plus intenses, par suite de créations aventureuses de sociétés par actions et de jeux effrénés de Bourse; elle s'étend sur tout l'Empire, et même sur l'Allemagne. Mesures de circonstances prises par le gouvernement, en l'absence des Chambres, pour y remédier. — La Chambre des députés d'Autriche, étant dissoute (7 sept.), est renouvelée par des élections directes (oct.) suivant la loi du 2 avril. Elles donnent la majorité au parti centraliste ou constitutionnel. — La nouvelle législature durera pendant six ans jusqu'à son terme légal, jus-

qu'en mai 1879. Le discours du trône (4 nov.) promet des lois destinées à régler à nouveau les rapports de l'Eglise catholique et de l'Etat, à changer le système des impôts. Il y a moins de discussions irritantes sur les questions constitutionnelles que dans les précédentes sessions. Le 25^e anniversaire de l'avènement de l'Empereur (2 déc.) est beaucoup fêté. La crise industrielle et financière dure encore, aggravée par les mauvais résultats de la récolte. — En Hongrie, l'activité législative est entravée par la crise parlementaire et ministérielle de 1872 qui se prolonge jusqu'au printemps de 1874; les ministres des finances et des travaux publics se retirent. Mauvaise situation financière : on accroît le rendement des impôts; des emprunts et des aliénations de Domaines sont autorisés. Des lois complètent l'organisation civile des confins militaires. Important discours de M. Deak sur l'Eglise libre dans l'Etat libre. On met en vigueur en novembre une loi du 23 déc. 1872 sur l'organisation de la municipalité de Buda-Pesth, capitale formée de ces deux villes libres. — Mort du baron de Kubeck, ambassadeur auprès du Saint-Siège (mai).

Belgique. — L'Etat a acquis les droits de la grande Compagnie des chemins de fer du Luxembourg; longs débats à ce sujet à la Chambre des représentants (mars). — Des indemnités sont allouées aux propriétés dépréciées à Anvers par les servitudes militaires résultant des fortifications (loi du 2 avril). — Un crédit extraordinaire de 20 millions est voté pour la construction et l'ameublement de maisons d'école (loi du 14 août). — Le traité de commerce conclu avec la France est approuvé (loi du 16 août). Le vote des lois concernant le contingent et la milice donne l'occasion de discuter et de maintenir à nouveau le principe du remplacement militaire (sept.). Une loi du 28 déc.

fortifie les garanties contre les séquestrations arbitraires dans les maisons d'aliénés.

Chine. — L'empereur, déjà marié devenu majeur à 18 ans, prend les rênes du gouvernement. — Répression de la révolte des musulmans au Yun-nan.

Danemark. — Le ministre de la guerre soumet au Folkething des projets de loi sur l'armée, et sur la construction de fortifications et de navires de guerre, qui doivent augmenter beaucoup les dépenses budgétaires pendant plusieurs années (janvier). Vote de défiance des députés contre le cabinet (31 mars); adresse du Landsting au roi en sens contraire (2 avril); le roi, répondant aux adresses des deux Chambres, ne témoigne sa satisfaction qu'à la Chambre haute.

Espagne. — Situation extrêmement critique du gouvernement du roi Amédée (janvier). L'insurrection carliste s'étendant toujours, des mesures fiscales exceptionnelles sont décrétées pour pouvoir acheter des armes, équiper et augmenter les régiments de volontaires : le général Moriones est nommé commandant en chef des troupes de la Navarre et des provinces Basques. — Les Etats-Unis, représentés à Madrid par le général Sickles, expriment ouvertement leur regret de ce que l'esclavage n'est pas aboli à Cuba, tandis que les propriétaires de l'île protestent contre toute réforme qui serait contraire à la constitution (janv.). — Le décret du 8 février sur l'organisation du corps de l'artillerie, mal vu des officiers de cette armée, est l'occasion de la résolution prise par le roi Amédée d'abdiquer, se sentant impuissant à pacifier le pays et à gouverner en présence des partis rivaux. Le 10 février, le président du conseil Zorrilla annonce cette résolution aux Cortès, auxquelles par un message, le 11, Amédée notifie son abdica-

tion. Le 12, départ du roi et de la famille royale, se rendant d'abord à Lisbonne et ensuite en Italie. — Les Cortès, qui deviennent assemblée nationale, disposent du gouvernement, qui est une république de fait. Figueras est président du Conseil : les ministres sont : Fr. Salmeron, aux colonies; Pi y Margall, à l'intérieur; Cordova, à la guerre; Nic. Salmeron, à la justice; Bérenger, à la marine; Emilio Castelar, le plus grand orateur du parti républicain, aux affaires étrangères; Beccerra, aux travaux publics; Echegaray, aux finances. Les Etats-Unis reconnaissent aussitôt le nouveau gouvernement. Des élections pour former des Cortès constituantes sont décidées. Dans le gouvernement, dans la presse, on discute le projet de transformer l'Etat en une confédération de treize Etats. L'unité de la nation est menacée de ruine par les fédéraux, les socialistes, les carlistes. — Le gouvernement renouvelle les gouverneurs dans toutes les provinces, les commandants généraux en Catalogne et dans le nord, le gouverneur civil et le capitaine général à Madrid (fév.). Beaucoup de lois en février et mars sur l'organisation de l'armée, de la marine, sur les commissions provinciales, sur l'abolition de l'esclavage à Porto-Rico, en réglant la question des indemnités. — A la fin de mars, dans tout le nord, le gros des forces carlistes comprend moins de 4000 hommes bien armés, des volontaires insuffisamment équipés, et des bandes assez nombreuses avec des chefs redoutables et cruels comme le curé Santa-Cruz : point de coups décisifs. Mouvements armés des socialistes, sur plusieurs points, notamment dans l'Estramadure. Les uns et les autres détruisent, pillent et incendient. Le gouvernement portugais prend des mesures pour protéger ses frontières. Les troupes du gouvernement, lui-même divisé, et incertain sur le parti à prendre,

sont en proie à des dissensions intestines. — Les élections de mai pour les Cortès constituantes sont favorables aux fédéraux ministériels. Dès qu'elles se réunissent (7 juin), Orense en est nommé président. Figueras dépose le pouvoir entre les mains de l'assemblée, déclarant la situation plus difficile que jamais. En quelques semaines se succèdent, à la tête du pouvoir exécutif, par le choix des Cortès, Pi y Margall (juin), Nicolas Salmeron (18 juillet), Emilio Castelar (8 sept.). — Les socialistes intransigeants se livrent à des actes de violence sanguinaire dans plusieurs villes : ils enlèvent des navires cuirassés : de là le décret du 20 juillet qui déclare pirates les navires de l'Etat qu'ils retiennent à Carthagène; ils bombardent Alicante. — Les Cortès s'ajournent après avoir confié à Castelar des pleins pouvoirs pour réorganiser les forces du pays; elles ne se réuniront plus qu'en 1874; il est résolu à châtier tous les ennemis de l'ordre; il presse dans Carthagène les révolutionnaires socialistes; et prend par décrets beaucoup de mesures réparatrices.

Etats-Unis. — La session ouverte le 2 déc. 1872 dure jusqu'au 3 mars. Le scandale qui s'est produit dans des élections sénatoriales, surtout par les législatures du Kansas, donne lieu dans les deux Chambres à des projets de résolution ou d'amendement à la Constitution pour que ces élections aient lieu par le suffrage direct (janvier). — La Chambre des représentants rend un vote de méfiance contre deux de ses membres, par suite de leur participation à une affaire de société financière. La commission d'enquête, instituée à ce sujet, émet contre un sénateur un avis d'expulsion. Les sénateurs, députés et délégués des territoires à la Chambre des représentants, par un vote des Chambres que réprouve

l'opinion, obtiennent l'augmentation de leur indemnité, avec rétroactivité en remontant à deux ans. A l'ouverture du 42^e congrès, un acte de janvier 1874 ramènera les indemnités à l'ancien taux. — Les grades d'amiral et de vice-amiral doivent être supprimés par voie d'extinction (acte du 24 janv.) — Les hommes de couleur enrôlés dans l'armée pendant la guerre de sécession seront, en ce qui touche le droit aux pensions, secours et gratifications, sur le même pied que les autres soldats (acte du 3 mars). L'administration des écoles d'enfants de couleur dans le district fédéral de Colombie est réformée (acte du 3 mars). — Interdiction de la vente et de la distribution d'écrits et de dessins obscènes. — Projet de réforme de la législation générale sur la faillite. — Les banques nationales sont mises en demeure de compléter leur capital lorsqu'il est insuffisant, ou on les mettra d'office en liquidation. Tentatives du Congrès pour vulgariser l'usage de la monnaie d'or anglaise et de la monnaie divisionnaire d'argent français, concurremment avec la monnaie nationale, le système monétaire étant fondé sur la reconnaissance de l'unique étalon d'or, de manière à faire disparaître pour elles les variations du change commercial. — Un acte du 1^{er} mars transfère au secrétaire de l'Intérieur les attributions qu'avait le secrétaire d'Etat, relativement à l'administration des territoires. — Dans le territoire de l'Utah, conflit entre les autorités fédérales et les autorités locales, porté devant les Chambres, résolu seulement en juin 1874, où la haute main sera donnée en matière de divorce et de polygamie, soit aux cours de district, soit à la cour suprême de l'Union. — Du 4 au 26 mars, courte session extraordinaire; inauguration de la 2^e présidence du général Grant. Des enquêtes et des projets de réforme constitutionnelle au sujet des

élections. Les Chambres s'ajournent indéfiniment. — En Louisiane, l'état d'anarchie menace de devenir sanglant. Des troupes y sont envoyées (8 mai) par le gouvernement fédéral. L'ordre est rétabli au bout de quelques jours. — Agitation légale dans les Etats de New-York et de Pensylvanie au sujet de la révision de leurs constitutions. — Les Indiens Modocs, avec lesquels les autorités américaines avaient entamé, après une longue lutte, des négociations de conciliation, assassinent les commissaires de l'Union, dont le général Canby (avril). Deux mois de lutte acharnée.

France. — Napoléon III meurt à Chislehurst près de Londres (9 janvier); son fils aura 17 ans le 16 mars. Témoignages de sympathie par une grande partie de la presse anglaise et de la presse italienne; le parti, en France, va être dirigé par le comité central de l'appel au Peuple, surtout par M. Rouher, et servi par une presse encore influente. — Au moment de l'anniversaire du 21 janvier, bruit de fusion entre les deux branches de la maison de Bourbon. — Le gouvernement fait choix d'un partisan de la Droite pour l'ambassade auprès du pape. A l'assemblée qui a repris ses séances le 6 janvier, lenteur des travaux de la commission constitutionnelle des Trente et de ses deux sous-commissions : dans l'article 1 de son projet, elle se tait sur la forme du gouvernement, elle cherche surtout les moyens de réduire la participation du Président, chef du gouvernement, aux débats parlementaires. La droite manifeste son hostilité contre l'Université dans la discussion du projet pour la constitution du Conseil supérieur de l'Instruction publique et à propos de la réforme des études classiques qui avait été décrétée en sept. 1872. Un grand nombre d'évêques demandent au Président d'intervenir dans la question des couvents en Italie.

Scission au sein du centre gauche; il s'en détache un groupe dit conservateur. — Trois assassins ou incendiaires de la commune de Paris sont exécutés à Satory (22 janvier). Arrestations, surtout dans le Midi, d'affiliés de l'Internationale. — Une loi (février) exige, pour qu'une élection législative soit valide, la majorité absolue des suffrages exprimés, et le quart des voix inscrites. — Discussion (févr.-mars) du rapport de la commission des Trente, surtout par Gambetta, de Broglie rapporteur, le général du Temple de la droite, le ministre Dufaure qui se prononce encore pour le pacte de Bordeaux, le Président qui déclare impossible la restauration d'une monarchie. D'après le vote du 13 mars, et la loi du 29 mars, conforme aux conclusions de la commission par 411 voix contre 234, le gouvernement devra présenter des projets de loi 1^o sur l'organisation et le mode de transmission des pouvoirs législatif et exécutif, 2^o sur la création et les attributions d'une 2^e chambre; 3^o sur le régime électoral. — Un traité signé à Berlin le 15 mars stipule la libération anticipée du territoire. Il n'y a plus qu'un milliard d'indemnité à payer. Le 17, vote de reconnaissance de l'Assemblée envers M. Thiers : elle déclare qu'il a bien mérité de la patrie. Mais la presse monarchiste s'efforce d'amoindrir son rôle dans l'œuvre de la libération du territoire, lui prodigue l'insulte et l'expression de sa haine. — M. Grévy ayant donné sa démission, M. Buffet, du centre droite, est nommé président de l'Assemblée (4 avril). L'Assemblée se proroge pour les vacances de Pâques et ne reprendra séance que le 19 mai. Une loi du 4 avril ayant enlevé à la ville de Lyon ses droits municipaux et sa mairie centrale, la presse radicale fait nommer député de la Seine M. Barodet, maire de Lyon, qui l'emporte sur le ministre des affaires étrangères Ch. de Rémusat, converti comme M. Thiers à la

République (27 avril). D'autres radicaux sont élus députés (11 mai) à Lyon, Marseille, Bordeaux; l'alliance des légitimistes et des bonapartistes fait passer un ancien préfet de l'Empire dans la Charente-Inférieure. Gambetta porte en Bretagne son ardeur de propagande démocratique. — Le désaccord entre deux ministres, J. Simon de la gauche républicaine, de Goulard du centre droit, et leur démission (15 mai), amènent la reconstitution du cabinet dans un sens plus centre gauche avec Casimir Périer à l'intérieur, Waddington à l'instruction publique, Bérenger de la Drôme aux travaux publics, que M. de Fourtou quitte pour les cultes séparés de l'instruction publique (18 mai). — Les réunions du centre droit où préside de Broglie, de la droite où préside de Larcy, préparent une interpellation contre les atteintes portées à la politique conservatrice depuis la prorogation de l'Assemblée. — A la rentrée de l'Assemblée, le 19 mai, elle est déposée par Changarnier avec 297 signatures. La majorité refuse d'entendre la lecture du projet du gouvernement sur l'organisation des pouvoirs publics, qui conclut à la République comme au seul régime possible. Le 20 mai, Buffet est réélu président par 359 voix; et le ministre démissionnaire de Goulard est élu vice-président. Mémorables séances du 23 et du 24 mai de jour et de nuit, à propos de l'interpellation de Changarnier : la lutte est surtout entre de Broglie, appuyé par Ernoul de la droite qui propose un ordre du jour contre le nouveau cabinet, et M. Thiers. Il déclare vouloir la République conservatrice et montre la majorité incapable de faire un choix entre trois monarchies. L'ordre du jour pur et simple demandé par le ministre Dufaure est repoussé par 362 voix contre 348; l'ordre du jour Ernoul est adopté par 360 contre 346. Cette majorité vient de 15 voix du centre gauche du groupe Target. Séance

le nuit : Thiers adresse sa démission et celle du cabinet; la gauche propose de ne pas l'accepter; 368 voix contre 339 la mettent en minorité, et un scrutin, ouvert aussitôt, par 190 voix contre 1 donnée à M. Grévy toutes les gauches se sont abstenues) fait président de la République le maréchal de Mac-Mahon, duc de Magenta. Il sera président jusqu'au 30 janvier 1879. — Dans le cabinet du 25 mai sont vice-président le duc de Broglie, sont représentées les trois monarchies et toutes les droites : aux affaires étrangères, de Broglie; à la justice, Ernoul; à l'intérieur, Beulé; aux finances, Magne, ancien ministre de l'Empire; à la guerre, par intérim, le général de Cissey; à la marine, le vice-amiral Dompierre d'Hornoy; à l'instruction publique avec ses cultes et les Beaux-Arts, Batbie; aux travaux publics, Deseilligny; à l'agriculture et au commerce, de la Bouillerie. — Le message du Président (26 mai) annonce un gouvernement énergiquement et résolument conservateur : gouvernement de l'ordre moral, qui ne combattra pas seulement le radicalisme, mais laissera toute liberté aux ennemis de la République : c'est une période de réaction en vue d'une monarchie impossible. Changements dans le personnel des préfectures, de la magistrature, de la diplomatie; presse officieuse salariée, inter-diction de vente de certains journaux, candidatures officielles protégées sous main en essayant de tenir l'équilibre entre les partisans des trois monarchies. — L'Assemblée accorde l'autorisation de poursuites demandée (12 juin) contre le député Ranc comme ayant pris part aux faits de la commune. Elle autorise la construction sur la colline du Montmartre, où l'insurrection sanglante a commencé le 18 mars 1871, d'une église vouée au Sacré-cœur (loi du 24 juin). Projet de rétablir les aumôniers militaires. — Une loi sur l'organisation de l'armée

(juillet) pose trois principes essentiels : 1° subordination de l'administration au commandement en temps de paix comme en temps de guerre, contrairement au régime antérieur; 2° autonomie du service de santé; 3° établissement d'un contrôle indépendant. Les corps d'armée sont constitués. — Ajournement jusqu'en nov. de l'examen des projets constitutionnels que le gouvernement de M. Thiers avait élaborés. L'Assemblée se sépare le 31 juillet et ne reprendra séance que le 5 nov. Dans l'intervalle : 1° évacuation complète du territoire, le dernier milliard d'indemnité étant payé. Le nom du vrai libérateur est mêlé à tous les témoignages de joie nationale; 2° fusion entre les branches de la maison de Bourbon; et tentative de rappel du comte de Chambord. Le comte de Paris va le saluer au nom de tous les siens (5 août) comme le seul représentant du principe monarchique; les divers groupes de droite de l'assemblée, même le centre droit, adhèrent à ce projet de restauration négocié par des délégués. Elle avorte (août-sept.) parce qu'il ne cède rien de ce qu'il appelle le droit royal et n'admet même pas le drapeau national. Irritation et exigences des bonapartistes malgré les concessions qui leur sont faites. Des élections partielles sont favorables aux républicains (12 oct.). — Quand l'Assemblée rentre en session (5 nov.), en vue d'une restauration monarchique, impossible mais toujours désirée, on éloigne encore l'examen des lois constitutionnelles; et la proposition Depeyre, soutenue par le gouvernement, fait proroger pour sept ans les pouvoirs du Président dans les conditions actuelles. Au scrutin du 19 nov., 363 contre 317 votent le septennat. — Par suite, le cabinet dont de Broglie reste vice-président en prenant l'intérieur est remanié; les deux membres de l'extrême droite en sortent, deux membres de la droite y entrent : Depeyre à la

justice et de larcy aux travaux publics, que Descilligny quitte pour le commerce; de Fouriou remplace Bathie à l'instruction publique, le duc Decazes devient ministre des affaires étrangères, le général du Barail de la guerre. Long et pénible enfantement de la nouvelle commission des 30 chargée de préparer les lois constitutionnelles; 25 membres en appartiennent aux droites, cinq seulement aux gauches. Elle décide qu'elle élaborera d'abord un projet de loi électorale. — Un projet de loi provisoire pour la nomination des municipalités par le gouvernement est présenté par le Cabinet. — Plusieurs évêques et journaux ultramontains sont avertis par le gouvernement qu'ils ne doivent pas prendre parti violemment dans le débat entre l'Allemagne et le St-Siège (26 déc.). — Issue du procès de Bazaine, si funeste à la France par sa trahison à Metz, après deux ans d'instruction; le conseil de guerre qui siège à Trianon du 6 oct. au 10 déc. rend un verdict affirmatif sur toutes les questions : ayant forfait au devoir et à l'honneur, il est condamné à mort; sa peine est commuée en 20 ans de détention et sans les formalités de la dégradation militaire. — Le budget pour l'exercice 1874 voté à la fin de 1873 présente un déficit de 149 millions. — Les résolutions du synode général réuni en 1872 à Paris sont déjà mises en oubli par 42 consistoires sur 100 lors des élections consistoriales et presbytérales. — Nouvelle course à travers la région chinoise de l'Yu-nan et le Thibet d'un hardi explorateur, Francis Garnier, en vue de trouver une route pour le commerce. — Mort du général comte de Ségur (fév.); de l'académicien Lebrun; de St-Marc-Girardin, professeur de Sorbonne, et critique éminent, alors député du centre droit; de l'amiral Rigault de Genouilly (mai).

Grèce. — Trois ministres sont

changés : aux cultes, à la marine, à la justice (11 janvier). La Chambre nouvellement élue commence sa session (26 février). — Mort de l'homme d'Etat Spiridion Trikapis.

Hollande. — Aux Indes Orientales, la guerre est déclarée au sultan d'Atchin, à cause d'actes de piraterie incessants dans le détroit de Malacca (mars). Le général Koehler, envoyé avec 5000 hommes débarquant sans cavalerie, presque sans artillerie, échoue contre les positions principales de l'ennemi; il est blessé; pertes considérables. Le rembarquement est très difficile au milieu des attaques des Atchinois (avril). Une nouvelle expédition est confiée au lieutenant général en retraite de Sweten.

Italie et Saint-Siège. — Au début de janv.), grandes inondations dans le bassin du Pô, surtout aux environs du lac Majeur et dans la province de Pavie. — A la Chambre des députés, la nouvelle de la mort de Napoléon III est accueillie avec des témoignages de respect et de reconnaissance (10 janv.). L'abdication du duc d'Aoste Amédée comme roi d'Espagne ne modifie en rien la politique de l'Italie à l'égard de ce pays (mars). — La loi qui supprime les Facultés de théologie dans les universités est promulguée le 26 janvier. — Les crédits extraordinaires demandés par le gouvernement pour la marine sont votés par les députés (10 février); il s'oppose à une augmentation de 50 millions que le député Nicotera proposait pour le budget de la guerre, à cause du mauvais état des finances et ne voulant pas ajouter aux charges des contribuables (19 mars). — Les députés émettent un vote (206 contre 183) favorable à l'abolition des droits sur la mouture (4 avril). — Crise ministérielle par suite du refus de cette Chambre

le voter la construction d'un arsenal. — Elle aboutit au maintien momentané du cabinet Lanza (4 mai), qui est quelque temps après remplacé par un cabinet Minghetti. — Les deux Chambres se mettent l'accord pour voter, les députés le 13 mai, le Sénat le 17 juin, sur le rapport du comte Mamiani, la loi qui supprime les corporations religieuses existant à Rome, qui prescrit et réglemente la conversion des biens immeubles du patrimoine ecclésiastique. Y est compris un amendement de Ricasoli qui attribue au Saint-Siège une rente de 100 000 francs pour pourvoir aux dépenses des ordres religieux existant à l'étranger, et garder auprès de lui les généraux de ces ordres, celui des jésuites excepté. — Un projet de loi du ministre de l'instruction Scialoja sur l'instruction primaire obligatoire, établissant une amende comme sanction du principe de l'obligation, est discuté, mais non voté encore par les députés. On modifie les lois sur le recrutement de l'armée et sur l'arancement (lois des 8 sept. et 8 oct.). La traite des enfants qu'on emploie dans les professions ambulantes est prohibée par la loi du 21 déc. — La visite du roi à Berlin (sept.) resserre tout au moins l'alliance avec l'Allemagne. Les deux nations et la Suisse sont atteintes par l'encyclique de Pie IX du 21 nov. Le gouvernement italien a laissé néanmoins circuler. — Mort du poète Manzoni à Milan (22 mai); de l'homme d'Etat Rattazzi à Frosinone (5 juin).

Mexique. — Le congrès décrète des honneurs extraordinaires à la mémoire de Juárez, le président décédé en juillet 1872, qui avait triomphé de l'étranger en 1867, et il accorde des avantages considérables à sa famille (18 avril).

Persé. — Le schah Nasser-ed-Din, âgé de quarante-trois ans, qui

régne depuis 1848, parcourt l'Occident; il est à Astrakan le 16 mai, le 21 à Saint-Petersbourg; il est l'objet de réceptions somptueuses en Angleterre et en France.

Russie. — Influence des sociétés secrètes : un étudiant qui n'a pas obéi à un des sectaires Netchalef a été assassiné par lui; le meurtrier est condamné à vingt ans de travaux forcés (janvier). — Les associations de prêts et d'épargne, et les sociétés coopératives, dites artelles, que le prince Vassiltchikof a contribué à fonder, sont nombreuses et utiles surtout dans les districts miniers de l'Oural. — Une loi du 18/30 mars rend plus efficace le contrôle de l'Etat sur la construction et l'exploitation des chemins de fer, autorise la formation de sociétés par actions qui en auront la concession, et étend le contrôle de l'Etat à la constitution même des compagnies concessionnaires. — Une ambassade de Kirghiz, arrivée à Moscou (25 janv.), demande protection contre les brigandages des Khiviens. Le projet d'expédition des Russes sur Khiva fait craindre à l'Angleterre quelque traité conclu par eux avec la Perse pour en obtenir la cession de la vallée de l'Etreck, qui longe le Turkestan et met en communication les provinces russes du nord de la Perse avec l'Afghanistan, rempart des possessions anglaises. Mission du comte Schouvaloff à Londres pour calmer cette émotion (fév.); Russes et Persans nient l'existence de cette convention, l'assurance en est donnée à la chambre des Communes. Dans le courant de mars, 12 000 Russes, que commande en chef Kaufmann, partent d'Orenbourg et de Tachkent pour attaquer de toute part le khanat de Khiva. Des troupes entrent dans la ville de Khiva de deux côtés à la fois (10 juin). Pendant cette campagne des Russes, l'empereur Guillaume est fêté avec éclat à Saint-Petersbourg

(27 avril-8 mai), et le schah de Perse commence par Astrakhan et Pétersbourg (16-21 mai) son tour d'Europe. — En Finlande, un code maritime du 9 juin et la loi du 8 déc. sur l'administration communale des villes, résultent des délibérations de la diète de 1872-1873.

Suède et Norvège. — Oscar II ouvre à quelques jours de distance le Rigsdag suédois (20 janv.), le Storting norvégien (3 fév.). — En Suède, en discutant le budget, la première chambre vote sans modification la liste civile; la deuxième chambre la réduit (25 fév.). Par le décret du 28 février, liberté est laissée aux israélites étrangers de choisir la ville où ils veulent résider, tandis que d'après l'ordonnance du 26 oct. 1860, quatre villes dont Stockholm, leur étaient affectées spécialement. Les deux Chambres votent le nouveau système monétaire ainsi que la convention monétaire conclue avec la Norvège et le Danemark (avril); la loi promulguée le 30 mai établit en Suède comme unité monétaire, au lieu du riksdaler d'argent, la couronne; l'or devient l'étalon unique. La Norvège n'adopte l'étalon d'or et la couronne qu'après quelque résistance. — Les fêtes du couronnement d'Oscar II à Stockholm ont lieu les 9-10 mai, pendant cette session du Rigsdag. — Une loi du 31 octobre, qui a été soumise à l'approbation du concile de l'Eglise évangélique, autorise et réglemente les mariages mixtes entre les membres de l'Eglise nationale et les chrétiens des autres confessions. Une autre loi de même date facilite l'exercice des cultes dissidents.

Suisse. — La question des rapports de l'Eglise et de l'Etat trouble les cantons de Genève et du Tessin et la région diocésaine de Bâle. — Quand le pape (13 janvier) a détaché le canton de Genève du diocèse de Fribourg et a nommé vicaire

apostolique du diocèse ainsi créé Mgr Mermillod dont Genève ne veut pas comme curé, ce n'est pas seulement le gouvernement de canton, c'est le conseil fédéral qui refuse d'approuver le bref pontifical; et Mermillod prétendant exercer les fonctions de vicaire apostolique de Genève, est expulsé du territoire fédéral (16 février). Dans ce canton, où les vieux-catholiques ont de nombreux adhérents et aspirent à avoir légalement les locaux et les fonctions de l'Eglise catholique, où des radicaux (James Fazy), des libéraux (Ernest Naville) et quelques notabilités protestantes préféraient la séparation de l'Eglise et de l'Etat, est votée la loi du 19 février qui rend électives les fonctions de l'Eglise catholique: ce sont les citoyens catholiques, électeurs cantonaux, qui nommeront les curés et les vicaires. Cette loi, qui modifie la constitution de 1847 sur le culte catholique, est sanctionnée par un vote du peuple genevois (24 mars) ratifié par l'assemblée fédérale le 24 juillet, et complétée par une loi organique que vote le grand conseil du canton le 27 août. Pour les élections ecclésiastiques d'octobre, à Genève même ne votent que la moitié des électeurs inscrits, 1260: ainsi sont élus les trois curés, Loyson l'ex-Père Hyacinthe, etc. Dans les autres communes du canton, résultats analogues. — La conférence diocésaine de l'évêché de Bâle se prête à la révocation de l'évêque Lachat pour avoir excommunié et révoqué des curés comme non infailibilistes (29 janvier). Mgr Lachat proteste (10 fév.) auprès du conseil fédéral. — Dans le canton du Tessin, par décision du grand conseil, tout ecclésiastique entrant en fonction ou faisant quelque publication relative à la religion ou au culte sans autorisation de l'Etat, sera puni par la destitution ou par une amende (7 fév.). — En raison des attaques violentes contenues dans l'encyclique du 21

nov., les relations diplomatiques sont rompues entre la Suisse et le Saint-Siège. — Les chemins de fer, les postes et les télégraphes sont l'objet de réglemens par le conseil fédéral; ainsi que l'école polytechnique fédérale de Zurich, l'établissement scientifique et d'enseignement qui comprend en huit sections autant d'écoles spéciales d'application (juillet). — Les sept départements ou dicastères entre lesquels se divise le conseil fédéral sont réorganisés (loi du 28 juillet). — Meurt à Genève à 69 ans le duc Charles de Brunswick, frère aîné du duc régnant, laissant à la ville une partie de sa riche succession. — Genève est toujours le foyer de l'internationale des travailleurs.

Turquie. — La réouverture de l'église à Rousthouk provoque un soulèvement parmi les Bulgares. — Nouvelles fluctuations dans la direction supérieure des affaires (fév.-mai). Essed-Pacha est grand vizir deux mois (15 février-15 avril). Presque tous les ministères changent de titulaires plusieurs fois. — L'ex-prince de Roumanie Couza meurt à Heidelberg (mai). — En Serbie, un ministère est reconstitué sous la présidence de Marinovitch (3 nov.). — Conclusion d'un traité avec la Russie (20 mars), d'après lequel des sujets russes peuvent acquérir des propriétés foncières en Turquie. — Une question de tarif est débattue entre la Compagnie du Canal de Suez et le gouvernement turc (mai). — Le firman impérial de 1872, qui règle la situation du Khédive d'Egypte, reçoit son application.

1874.

Allemagne et Prusse. — En janvier, des élections générales remplacent le premier parlement allemand qui avait été élu en 1871 au lendemain de la paix et dans l'enthousiasme des victoires. La

majorité est encore considérable pour le gouvernement avec les nationaux-libéraux, les libéraux et les conservateurs; il y a un peu plus d'opposants: ultramontains, démocrates, socialistes, Polonais et particularistes, et la plupart des 15 députés qu'envoie pour la première fois l'Alsace-Lorraine. — La session du Reichstag dure du 2 février au 26 avril, tandis que le Landtag prussien siège en deux périodes du 12 novembre 1872 au 26 février, du 13 avril au 21 mai. Le président élu au Reichstag est du parti des nationaux libéraux, M. de Forckenbeck. Au début de cette session, 10 février, protestation vaine d'un député alsacien Deutsch contre une incorporation à laquelle les populations n'ont pas consenti; l'évêque de Strasbourg ne s'y associe pas; les députés d'Alsace demandent aussi en vain, quoique soutenus par des députés catholiques du centre, des Danois et Polonais, l'abrogation du régime dictatorial; le chancelier (3 mars) intervient dans le débat. Principaux résultats de cette session: la loi du 2 mai accorde au gouvernement, pour une période de sept ans, le chiffre de l'effectif militaire du pied de paix, mais non comme il le demandait, ce que les nationaux-libéraux eux-mêmes refusent, pour un nombre illimité d'années; la loi du 4 mai permet d'interner et d'expulser non seulement de la Prusse, mais de tout territoire allemand, des prêtres convaincus d'actes ecclésiastiques illégaux; cette loi d'Empire vient en aide contre la résistance du clergé catholique aux lois prussiennes de mai 1873; la loi du 7 mai établit pour la presse un régime unique dans tout l'Empire, sauf l'Alsace-Lorraine, où est maintenue la loi française comme fournissant plus de moyens de contenir ou de réprimer une presse hostile. Un projet est discuté, mais sans résultat, pour modifier la loi sur l'organisation de l'industrie

et attribuer à des tribunaux composés de patrons et d'ouvriers la connaissance de leurs contestations. — En Prusse, le gouvernement ne se prête pas à accorder à ses sujets polonais du duché de Posen ni aux provinces catholiques de l'Ouest, les libertés communales et provinciales que la loi des cercles de 1873 a établies dans celles de l'Est. Loi du 9 mars sur la constatation de l'état civil, par des fonctionnaires civils, et sur la forme de célébration des mariages, pour diminuer l'influence des prêtres catholiques au risque d'amoindrir celle des ecclésiastiques évangéliques. Les lois du 20 et du 21 mai sur l'administration des évêchés catholiques vacants, sur la préparation aux fonctions d'église par des études et des examens ayant eu lieu dans des universités, et la nomination des ecclésiastiques, complètent celles de mai 1873. Loi du 25 mai, spéciale au culte de l'Eglise nationale évangélique : elle assure son indépendance, lui donne les moyens de s'administrer elle-même, par des représentants pris dans son sein, dont la compétence est déterminée. Les droits de péage qui étaient encore perçus sur les routes de l'Etat sont supprimés (loi du 27 mai). Loi du 11 juin sur l'expropriation des biens-fonds pour cause d'utilité publique; elle emprunte beaucoup à la loi française du 3 mai 1841. Il est interdit aux fonctionnaires publics de participer, comme fondateurs ou administrateurs, aux sociétés de commerce ou d'industrie (loi du 10 juin). Aux environs de Königsberg (Prusse orientale), soulèvement de paysans, mécontents de l'application de la loi des cercles de 1873 (août). — Le chancelier étant aux eaux de Kissingen (Bavière) est l'objet d'un attentat, qu'on attribue au parti catholique, par un ouvrier sans complice que la cour d'assises de Würzburg condamne (30 octobre) à 14 ans de travaux forcés. — Le

comte d'Arnim, ambassadeur en France, qui ne s'y est pas plié assez vivement des lettres d'équipes participant à la polémique ultramontaine, qui était en divergence d'opinion politique et religieuse avec le chancelier, est remplacé (avril) par le prince de Bismarck; arrêté à Berlin (6 octobre) sous l'inculpation de détournement de papiers d'Etat; mis en liberté sous caution, arrêté de nouveau (13 novembre), jugé à huis clos, condamné de ce chef, à trois mois de prison (décembre). — Dans le grand-duché de Bade, une loi du 19 février modifie la loi du 9 octobre 1860, relative à la situation légale des églises catholiques et des associations religieuses suivant ce qui a été fait en Prusse en 1872 et 1873; une loi du 15 juin reconnaît l'existence légale des vieux-catholiques; conserve aux dissidents les bénéfices, prébendes, etc., qu'ils possédaient avant leur rupture avec l'Eglise; ils peuvent, avec l'assentiment du gouvernement, s'organiser en circonscriptions religieuses distinctes. — Le 3^e congrès annuel des vieux-catholiques se tient à Fribourg-en-Brisgau (Bade), très nombreux, sous la présidence de M. de Schultz, député au Reichstag, professeur à l'université de Bonn, où ils dominent; il réclame la protection des Etats pour leur église. Un de leurs premiers chefs, le chanoine bavarois Dollinger, songe encore à une fusion de toutes les églises chrétiennes : d'évangéliques, de grecs, d'anglicans, de vieux-catholiques. — Nouvelle session du Reichstag, ouverte le 29 octobre pour durer jusqu'en février 1875. Discours de l'empereur assez pacifique, tout en se disant prêt à défendre les droits et l'honneur de l'Empire. Une dépêche (29 octobre) de l'empereur au chancelier, qui a toujours les pleins pouvoirs en Alsace-Lorraine, y institue une délégation consultative formée de membres des com-

seils généraux, qui examinera au préalable les projets de loi concernant les affaires de la province pour lesquels n'est pas nécessaire un vote du Reichstag. Les députés alsaciens, au Reichstag, ne cessent de réclamer contre l'autorité arbitraire dont le chancelier dispose en leur pays (novembre, décembre); il répond que tout ce qui s'y fait est fait dans l'intérêt de l'Allemagne (19 décembre). — L'arrestation d'un membre du Reichstag, rédacteur de la *Germania*, journal ultramontain, qui avait été condamné pour délit de presse avant la session, y est l'occasion d'un débat où le ministre de la justice est mis en minorité (16 décembre). Le chancelier mécontent donne sa démission; mais on lui donne satisfaction par un vote de confiance au sujet du crédit des fonds secrets. — La lutte ardente avec le parti catholique aboutit à la suppression de l'ambassade allemande auprès du Pape (décembre). — En Saxe et en Wurtemberg, développement de l'enseignement primaire et avantages assurés au personnel enseignant (janvier-février). — Dans le Wurtemberg, la charte constitutionnelle est modifiée dans un sens libéral (29 juin); dans la Saxe royale, c'est le contraire (loi du 12 octobre): la couronne obtient le pouvoir absolu de clore et de proroger le Landtag.

Amérique du Sud. — Au Pérou, le congrès renonce à avoir une commission permanente composée de sept sénateurs et de huit députés qui étaient élus par les deux Chambres réunies à la fin de chaque législature ordinaire (loi du 30 août). — Loi d'amnistie pour tous les délits exclusivement politiques (29 septembre). Le congrès (18 novembre), autorise le Président de la République, le général Pardo, à commander en personne la force publique, le vice-Président le suppléant alors dans la direction

suprême de l'État. Il va, ainsi, réduire dans le midi l'insurrection dont Pierola est le chef.

Angleterre. — Le ministre Gladstone, se sentant décliner dans l'opinion, malgré les résultats et les promesses de son administration financière, alors que les travailleurs des campagnes lui demandent à avoir la franchise électorale comme ceux des villes, tente l'épreuve de nouvelles élections générales. Obtenues de la reine, le 22 janvier, elles ont lieu au commencement de février. Les *Trade's Unions* y contribuent. L'adresse de M. de Gladstone à ses électeurs de Greenwich annonce pour le budget de 1874 un excédant de 5 millions de liv. st. et promet un remaniement complet de l'impôt. Il est cependant élu à grand' peine. Les libéraux perdent beaucoup de sièges surtout en Angleterre. Les conservateurs sont 349 sur 652. Il entre au Parlement 7 radicaux républicains ou socialistes, et 2 ouvriers mineurs, une cinquantaine de fédéralistes d'Irlande. Démission du cabinet Gladstone. Disraeli, chef du parti conservateur forme un ministère dont font partie lord Derby aux affaires étrangères, lord Salisbury ministre pour les Indes, sir Stafford Northcote chancelier de l'échiquier (mars). — Session du nouveau parlement du 19 mars au 7 août. Au printemps pacification partielle du comté de Lincoln, où un accord s'établit entre les travailleurs agricoles et les fermiers qui avaient formé en 1873 des unions rivales. L'union dirigée par le paysan Joseph Arch n'a pas assez de ressources avec les cotisations pour faire vivre les grévistes; beaucoup émigrent. — Propositions discutées aux Communes, non votées: 1° les libéraux demandent qu'on étende aux comtés l'*household suffrage* donné aux bourgs par l'acte de 1867; 2° la majorité des députés irlandais pose la question

du *home rule*, d'un gouvernement national pour l'île sœur, mais sans violence, quelques représentants de collèges purement anglais votent avec eux; 3° les libéraux demandent qu'on modifie la loi d'août 1870, due au ministre Forster, sur l'instruction élémentaire, en ce qui concerne les *school-boards* pour qu'ils soient obligatoires et ne soient pas autorisés à payer sur les fonds produits par l'impôt la pension des enfants pauvres aux écoles confessionnelles; 4° les conservateurs demandent qu'on rende à l'église établie, conformément à l'acte du 2 août 1869, la haute direction des écoles d'enseignement secondaire, dotées (*endowed*) au moyen d'anciennes fondations particulières qui avaient à l'origine une affectation ecclésiastique. Vive discussion : Gladstone et tout le parti libéral s'élèvent contre les prétentions du nouveau cabinet. — Propositions votées. En raison des excédants de recettes, l'income-tax est réduit à 2 pence (0 20 c.) par liv. st. et on abolit les droits sur les sucres (loi du 8 juin). Loi de combat contre le ritualisme, acte du 7 août, pour réprimer, comme les évêques anglicans l'avaient demandé à la chambre des Lords, en beaucoup d'églises appartenant au culte établi, des altérations qui s'étaient produites dans les rites, ornements, cérémonies, formes extérieures du culte. Le droit de patronage dont jouissaient encore quelques particuliers est supprimé dans l'église d'Ecosse moyennant une indemnité égale au revenu du bénéfice pendant un an (acte du 7 août). La santé des femmes, des adultes et des enfants travaillant dans les manufactures de tissus et les fabriques de tulle est protégée par la loi du 30 juillet due à la persévérante initiative de M. Mundella, député de Sheffield. — Résultats de la loi d'août 1870 sur l'éducation publique en Angleterre et dans le pays de Galles : en 1869, les écoles pou-

vaient recevoir 1 060 000 enfants. en 1873 elles en ont 2,580,000, elles comptent au milieu de 1874 16 700 maîtres munis de certificats, il en faudrait 25 000. Une somme de 1 500 000 liv. st. est prêtée aux *school-boards* (loi du 31 mai). — Heureuse issue de la campagne dans l'Afrique occidentale, de sir Garnett J. Wolseley, vengeant les ravages dont avaient souffert les établissements anglais sur le despote des Ashantes qui accomplissait des sacrifices humains (fév.-mars); la ville de Comassie est détruite par le feu : l'armée anglaise est ramenée sans difficulté à la côte.

Autriche-Hongrie. — Dans la monarchie cisleithane, suite de la session ouverte le 4 nov. 1873; interrompue le 27 mai, elle sera reprise le 20 oct. Dans la discussion du budget, à la chambre des députés (25 mars), il est proposé, pour atteindre indirectement les jésuites, de supprimer le crédit pour la faculté de théologie d'Innsbruck où ils enseignent, mais le crédit est maintenu. Les projets de loi, présentés par le président du conseil le prince Auersperg, comme complément des lois de 1868, pour défendre les droits de l'Etat contre les prétentions du clergé et du Saint-Siège, sans pensée de violence ou de séparation, sont réprochés d'avance par le pape dans son encyclique du 2 février adressée au clergé autrichien. Pendant la discussion par les chambres, les orateurs ultramontains crient à la persécution; attitude hautaine des archevêques de Vienne et de Salzbourg et d'autres prélats tenant des réunions à Vienne, comme pour organiser la résistance; énergie du président du conseil, l'empereur écrit personnellement au pape pour expliquer ses intentions. Les députés votent en mars; les seigneurs votent le 11 avril malgré l'union des ultramontains, des féodaux et des fédéralistes. Outre

les deux lois du 7 mai et celle du 20 mai, qui a pour objet la reconnaissance légale des communions religieuses, les députés ont voté un projet concernant la situation des communautés religieuses, mais la chambre haute ne l'a pas adopté. Il est formé une commission législative spéciale dite confessionnelle, à laquelle seront renvoyés tous les projets et toutes les propositions ayant trait aux rapports entre l'église et l'état et d'abord aux propositions tendant à l'expulsion des jésuites et des ordres qui y sont affiliés. Les vieux-catholiques obtiennent, par l'effet de la loi du 20 mai, leur reconnaissance légale comme communauté religieuse, mais non la participation au budget ecclésiastique. — Dans la monarchie transleithane, la crise ministérielle qui date de 1872 aboutit à la formation (21 mars) du cabinet Bitto-Ghyczy qui dure péniblement pendant un an. Le système métrique décimal est introduit pour les poids et mesures (loi du 16 avril). La presse et le parlement discutent vivement la question des garanties pour lesquelles l'état s'engage à l'égard des compagnies de chemins de fer. Persistance de la mauvaise situation financière : la dette flottante étant de 153 millions de florins, le gouvernement est autorisé (loi du 22 mai) à faire un nouvel emprunt pour achever de la couvrir; le ministre des finances Koloman Ghyczy élabore des projets de loi concernant les impôts. Le ministre de l'intérieur le comte Jules Szapary fait réformer le régime des élections parlementaires, mais seulement en modifiant et complétant les lois de 1848 (loi du 26 nov.) — Des conventions commerciales sont conclues avec la Roumanie (juin) et avec la Serbie (nov.) sans demander la ratification du Sultan, suzerain de ces deux principautés.

Belgique. — A la chambre des

représentants (27 janvier), une interpellation est adressée au cabinet Malou, s'il est vrai que l'empereur d'Allemagne ait chargé son ministre de se plaindre de la presse ultramontaine. Le mode de nomination des jurys mixtes chargés de conférer les grades universitaires est prorogé pour les sessions d'examens de cette année (loi du 14 mars). La loi du 17 mars sur les extraditions étend les cas où elles sont autorisées. La loi du 7 juillet 1865 relative aux étrangers est prorogée jusqu'au 17 juillet 1877 (loi du 2 juin).

Chine. — La première ligne terrestre de télégraphes, créée par le gouvernement, est établie à Fou-Tchéou entre cette ville et la rade de Pagoda (19 kilomètres).

Chine et Japon. — Guerre imminente entre les deux états à cause des actes de brigandage commis par les pirates de l'île Formose (nov.). Le Japon fait occuper une partie de l'île. La Chine accorde les indemnités demandées.

Danemark. — L'Islande obtient l'autonomie qu'elle demandait depuis longtemps : la loi du 2 janvier 1871 est complétée par une charte du 5 janvier qui réserve au parlement islandais, appelé l'Althing, la plupart des affaires spéciales à l'île, pour lesquelles elle dépendait du Rigsdag danois. Cette charte est mise en vigueur le 1^{er} août, au moment des fêtes qui célèbrent le millième anniversaire de la colonisation de l'île par des émigrés norvégiens.

Espagne. — Le Président du pouvoir exécutif Em. Castelar qui a voulu réprimer les désordres de la démagogie, n'a pour lui ni les Cortès présidées alors et dominées par l'ancien chef du pouvoir exécutif Nic. Salmeron favorable aux intransigeants, ni les troupes de Ma-

drid avec lesquelles le capitaine général Pavia fait un pronunciamiento (3 janvier) qui emporte les Cortès. Castelar qui s'était démis du pouvoir refuse de le reprendre. Le général Pavia l'abandonne au maréchal Serrano, duc de la Torre, un des acteurs de la révolution de 1868. Serrano forme d'abord un ministère de conciliation où Castelar ne veut pas davantage entrer. Il gouverne sans les Cortès, étant à la fois chef du ministère et Président du pouvoir exécutif. La plupart des mesures qu'il décrète portent atteinte aux institutions républicaines. Il en finit avec l'insurrection socialiste, à Barcelone, à Carthagène, etc. (janvier). Les chefs de l'insurrection s'enfuient en Algérie, à Mers-el-Kébir; l'autorité française livre au gouvernement de Madrid les criminels de droit commun. La guerre est toujours difficile dans les provinces basques avec les carlistes que le gouvernement français semble favoriser (février-avril); les troupes nationales sous le général Moriones sont battues; le vieux maréchal Emmanuel Concha leur rend l'avantage, entre à Bilbao (3 mai), mais est tué à l'attaque d'une tranchée d'Estella en Navarre (29 juin). Ses troupes se désorganisent, D. Carlos lance un manifeste contre les « rebelles »; son frère D. Alphonse, et le chef carliste Dorregaray souillent sa cause par des actes de cruauté. — Le maréchal Serrano, à l'intérieur, a renoncé à la conciliation des partis; le ministère qu'il a formé le 13 mai est purement conservateur et dans un sens favorable à une restauration alphonсистe. Le général Pavia l'auteur du pronunciamiento du 3 janvier se retire. Le conseil d'Etat est dissous (décret du 1^{er} juin) et réorganisé suivant la loi du 17 août 1860. L'autorité est rendue au mariage religieux (décret du 20 juin). Divers décrets, de juin à sept. remanient l'instruction publique; il n'y a plus de liberté

pour l'enseignement supérieur (décret du 27 sept.) — L'Allemagne qui craint le triomphe des carlistes ultramontains reconnaît le gouvernement national de Madrid (sept.); l'Autriche imite l'Allemagne. Les bandes carlistes commettent beaucoup de dévastations au nord de la Catalogne, leurs chefs se divisent : D. Alphonse et Dorregaray quittent D. Carlos. Serrano par son ambassadeur en France réitère ses plaintes de la faveur secrète que le gouvernement français accorde aux carlistes (oct.) — Pendant qu'il est dans le nord en face d'eux, n'agissant pas à cause des rigueurs de l'hiver, le général Martinez Campos, avec deux bataillons, à Murviedro, au nord de Valence fait un pronunciamiento en faveur d'Alphonse, fils d'Isabelle (29 déc.). Son exemple est suivi par les armées du centre et du nord, par les garnisons de Madrid et de plusieurs villes. Le gouvernement de Serrano disparaît. Le 31 décembre un ministère de régence se constitue à Madrid sous la présidence de M. Canovas del Castillo et appelle Alphonse XII.

Etats-Unis. — La 1^{re} session du 53^e congrès ouverte le 1^{er} déc. 1875 dure jusqu'au 23 juin. Longues discussions dans les deux chambres en avril, et adoption définitive, par un nouveau vote après que le président y avait mis son veto, d'une loi concernant l'émission des billets de banque. Le total des billets émis à la fin de 1873 s'élevait à 759,161,239 dollars, dont 350 millions émis par les banques nationales, près de 361 par l'Union, 47 millions de coupures de billets. L'acte du 20 juin établit pour les Banques nationales la liberté d'émission de billets et ne les oblige plus à avoir des réserves de circulation en papier légal, c'est-à-dire en billets de l'Union; seulement chacune des banques doit déposer au Trésor des États-Unis une

somme égale à 5 0/0 de sa circulation, moyennant quoi un compte lui sera ouvert au Trésor pour le rachat de ses billets ; et le total des billets de l'Union est porté à 382 millions de dollars. — Les droits de douane, ressource principale du budget, sont l'objet de l'acte du 12 juin ; on en modifie le mode de perception, et le mode de rétribution des agents, qui donnaient lieu à beaucoup d'abus et d'actes de corruption. — L'égalité, à laquelle ont droit les hommes de couleur en toute chose, en toute circonstance et en tout lieu leur étant encore contestée, un amendement à la constitution est introduit en leur faveur sous le patronage de leur infatigable défenseur, le sénateur Ch. Summer qui meurt en cette session. Voté le 23 mai 1874 par le Sénat, il ne le sera par les Représentants qu'en 1875. — L'antagonisme ardent entre la ligue blanche et la ligue noire produit des troubles dans la Louisiane et dans d'autres états du Sud, où des aventuriers du Nord, avec l'appui de nègres émancipés se sont emparés de l'autorité. En Louisiane, Kellog, élu gouverneur, à la suite d'un coup d'État, y exerce une sorte de dictature. Au Sénat, on délibère si l'on votera un bill pour invalider son élection et en préparer une autre ; sur l'observation du sénateur Morton, on s'abstient, trouvant qu'il est plus conforme à la constitution de ne pas intervenir. En Arkansas un conflit analogue avait été tranché en faveur du gouverneur Baxter, sans l'intervention de l'autorité fédérale. Le président Grant accepte les faits accomplis. — En nov. renouvellement des Chambres par des élections générales. On exploite contre le parti républicain qui depuis treize ans avait la majorité dans le Congrès et contre le Président Grant le défaut de moralité de beaucoup d'agents de l'administration fédérale, les graves abus et les scandales re-

tentissants qui ont porté atteinte à sa considération, l'antagonisme des races très-vif toujours dans le sud, la crainte qu'on avait d'une 3^e candidature de Grant à la Présidence. Le résultat des élections met les républicains en minorité à la chambre des représentants, et ne leur laisse au Sénat que 7 voix de majorité. — Une des tribus d'Indiens subventionnés, les Shoshones confinés dans une réserve qui leur a été assignée en 1868 sur les confins des territoires de Wyoming et d'Idaho, sont l'objet d'un traité qui modifie la limite de cette réserve parce que des mines y ont été découvertes et que des exploiters de l'Union s'y sont portés : une loi du 15 déc. confirme le traité.

France. — Le cabinet de Broglie ne dure qu'un an juste jusqu'au 23 mai, ajournant les lois constitutionnelles, s'en tenant au septennat du maréchal-Président, tel quel, sans engagement pour l'avenir, sans affirmer la forme républicaine du gouvernement, laissant faire les ultramontains et les bonapartistes, n'ayant de rigueurs que pour la presse républicaine, surtout celle du centre gauche. — L'assemblée reprend séance au début de janvier jusqu'au 30 mars où elle s'ajournera jusqu'au 12 mai. — Elle vote la loi provisoire (loi du 20 janvier) sur les maires qui seront tous nommés ou par le président de la république ou par le préfet, et peuvent être pris même en dehors des conseils municipaux. Beaucoup de bonapartistes entrent dans les municipalités reconstituées : des républicains même modérés sont éliminés par le gouvernement dans les grandes villes. Le gouvernement désavoue la politique ultramontaine de ses partisans de la droite, qui est appréciée sévèrement et d'un ton menaçant par la *Gazette de l'Allemagne du Nord* organe du Chancelier (janvier). — Des poursuites étant demandées

pour participation aux faits de la commune de Paris contre le député élu à la Guadeloupe l'assemblée les autorise (fév.). Des élections partielles en mars font entrer à la chambre Ledru-Rollin. L'Académie française ne souffre pas (5 mars) qu'Émile Ollivier, l'ancien ministre de l'empire, pour sa réception comme successeur de Lamartine, loue Napoléon III. La manifestation produite à l'occasion de la déclaration à Chislehurst, de la majorité de l'ex-prince Impérial âgé de 18 ans (16 mars) fait éclater le dissentiment qui existe entre les vues de ses partisans directs et celles de son cousin le prince Jérôme Napoléon. Le projet de loi électorale élaboré enfin par la Commission des Trente (rapport Batbie) est très-peu libéral et est restrictif à bien des égards. Le scrutin par arrondissement y est substitué au scrutin de liste; on n'est électeur qu'à 25 ans, éligible qu'à 30 ans: pour être électeur dans la commune où on n'est pas né, il faut trois ans de domicile (mars). Comme le mandat des conseils municipaux élus en 1871, allait expirer en avril, le ministère qui craint les progrès de l'idée républicaine en fait reculer le renouvellement jusqu'en janvier 1875, malgré l'opposition du centre gauche (loi du 25 mars. A la demande de M. Rouher l'assemblée lève le séquestre qui avait été mis sur les biens de l'ancienne liste civile impériale (28 mars). La commission des lois constitutionnelles produit (fin de mars) son projet de création d'une chambre haute (rapport d'Antonin Lefèvre-Pontalis). — Lutte des maires nommés en dehors des conseils municipaux ou des préfets, contre ces conseils à Toulouse, à Marseille (mars). — En mars il y a encore 28 départements en état de siège. — On apprend l'évasion, de la Nouvelle-Calédonie, de Rochefort et d'autres condamnés de la Commune, il se fixe à Genève. — Pendant la session des conseils gé-

néraux, en avril, des vœux sont émis pour que l'élection des maires soit rendue aux conseils municipaux. incidents politiques à Marseille, en Corse, à Nice. — L'association organisée à Paris par des laïques sous le nom de Comité catholique est autorisée à se constituer (arrêté du 4 avril). — Une circulaire du garde des sceaux aux juges de paix tend à en faire des auxiliaires militants du Septennat (3 mai). — Nouvelle crainte pour la paix au dehors (mai), à cause de l'attitude des ultramontains en France pendant que le Chancelier les atteint de nouveau en Allemagne: elle est dissipée par des déclarations que font à la chambre des lords le ministre des affaires étrangères et le comte Andrassy au parlement hongrois. — Peu de temps après la reprise de la session (12 mai) et le vote de la loi qui rétablit les augmentations militaires, une coalition des bonapartistes qui ont emporté de haute lutte une élection législative dans la Nièvre et de chevaliers (légitimistes) met en minorité sur une question d'ordre du jour et renverse le cabinet de Broglie (23 mai). Le président tente vainement par M. d'Audiffret-Pasquier ou M. de Goulard la formation d'un ministère où serait représenté le centre gauche. Le reste de l'ancien cabinet le ministre de la guerre Cisse qui devient vice-président du conseil, le duc de Decazes, tous deux du centre droit, et Magne bonapartiste; De Fourtou entre dans le cabinet comme ministre de l'intérieur, tout au septennat et sympathique aux bonapartistes; la droite y a trois des siens: Tailhand à la justice et aux cultes, de Montaignac à la marine, de Cumont, journaliste légitimiste d'un département de l'Ouest, à l'instruction publique au profit du clergé et des congrégations; l'orléaniste Caillaux à les travaux publics, Grivart l'agriculture et le commerce. — Audace des bonapartistes agissant par leur comité central qui a son siège à

Paris avec des ramifications partout. Scènes violentes à la chambre entre leurs orateurs et les républicains avancés, surtout Gambetta (3, 9 et 10 juin), qui ont leur retentissement dans la presse. Des journaux de ces deux opinions sont suspendus. Nouveau manifeste du comte de Chambord (2 juillet) : un des siens propose encore à la commission d'initiative (3 juillet) la restauration de la monarchie ; un journal légitimiste est suspendu ; — Progrès du centre gauche à la chambre par Dufaure, Casimir Périer, Bardoux, Lafayette, Berthaud, etc., et aussi dans l'opinion : le comte de Montalivet ancien ministre de Louis-Philippe se rallie aux espérances républicaines de ce groupe (lettre du 17 juin). On commence à discuter la loi électorale politique. La loi du 11 juillet pour l'électorat municipal est dans un sens plus libéral que le rapport de la commission. — Par suite des luttes des partis, sortent du cabinet de Cissey deux des ministres les plus importants, de Fourtou et Magne ; y entrent deux membres du centre droit le général Chabaud-Latour à l'intérieur, Mathieu-Bodet aux finances (juillet). — Le gouvernement malgré les promesses d'un message présidentiel du 9 juillet consent encore à l'ajournement des lois organiques (24 juillet). Une proposition d'un député bonapartiste pour la dissolution de l'assemblée est rejetée le 29 ; le 31 juillet l'assemblée décide qu'elle se prorogera le 5 août jusqu'au 30 nov. La session habituelle d'août des conseils généraux a été reportée en octobre, un tiers de ces assemblées devant être renouvelé dans tous les départements le 5 de ce mois. — Nouvelles imprudences du parti clérical contre le gouvernement italien par une lettre pastorale de l'archevêque de Paris récemment fait cardinal, que désavoue le gouvernement (30 juillet). — Pendant les vacances de l'assemblée du 5 août au 30 nov.,

voyages officiels du Maréchal-Président dans l'Ouest en août, dans le Nord en septembre, qui n'ajoutent pas à son influence ; quelques élections législatives et le renouvellement par tiers des conseils généraux sont peu favorables au septennat : le renouvellement de tous les conseils municipaux qui a été fixé au 22 nov. au lieu du 1^{er} janvier 1875, en général ramène les mêmes membres ; quelques députés de la droite et du centre droit ne sont pas réélus conseillers municipaux ; la plupart de ceux des maires qui ne sont pas réélus donnent leur démission ; les républicains sont élus en bien plus grand nombre même dans les communes rurales : dans les élections de Nîmes, d'Avignon passent des légitimistes ; dans celles de Lyon, Marseille, Paris des radicaux, peu de monarchistes sont élus à Paris. — La statistique des peines administratives infligées à la presse politique, à la fin de nov. donne 52 journaux frappés pendant les 26 mois de la présidence de M. Thiers ; 211, dont 192 républicains, depuis le commencement de celle du Maréchal. — Bazaine s'échappe de l'île de Sainte-Marguerite où il subissait sa peine depuis huit mois, pendant la nuit du 9-10 août ; il passe de Gênes en Belgique, en Angleterre, en Espagne. — La session reprise le 30 nov. dure quatre semaines jusqu'à la veille de Noël. Buffet est réélu président par 268 voix contre 205 billets blancs ; D'Audiffret-Pasquier, du centre droit, vivement combattu par les bonapartistes est élu vice-président avec un légitimiste. Un message présidentiel du 3 déc. constate la nécessité d'organiser le pouvoir issu de la loi du 20 nov. 1873, le septennat ; mais rien de plus. — La discussion, qui a été sollicitée avec ardeur par la droite, du projet de loi sur la liberté de l'enseignement supérieur, en 1^{re} et en 2^e délibération (déc.) met à nu les prétentions des partisans du

clergé et des congrégations pour accaparer cette liberté au détriment de l'Université et de tout établissement laïque, et créer des universités catholiques vouées aux doctrines du *Syllabus*. Principaux orateurs de la droite, le marquis de Belcastel, l'évêque Dupanloup; de la gauche, Louis Blanc, Paul Bert; Challemel-Lacour; du centre gauche, Ed. Laboulaye, Bardoux. Un amendement d'un membre de la droite, très préjudiciable à la liberté des cours laïques isolés, est renvoyé (23 déc.) par 350 voix contre 325 à la commission : ce qui ajourne la discussion à l'année suivante. — Pour compenser le tort que fera à l'enseignement public la loi projetée, des Facultés de médecine sont créées à Bordeaux et à Lyon (loi du 8 déc.), mais on ajourne celle qui est réclamée à Lille, où va s'établir une université catholique. — Vaine réclamation de Dufaure, un des membres de la Commission des Trente, pour en obtenir un projet d'ensemble des lois constitutionnelles; elle n'achève qu'un projet de création d'une chambre haute (déc.). — Les bonapartistes, affiliés au comité central de l'appel au peuple, sont menacés d'une action judiciaire dont les sauve l'intervention de M. Rouher (déc.). Mais une enquête parlementaire est votée au sujet de l'élection de la Nièvre de mai dernier où leur candidat a réussi (déc.), et le même jour un de leurs organes, le *Pays*, est frappé d'une suspension de 15 jours pour outrage envers les membres de l'assemblée. — L'assemblée (déc.) prononce la déchéance de deux députés, qui avaient été condamnés à mort par contumace comme ayant participé aux actes de la commune de Paris. — Dans les conseils du gouvernement, à l'assemblée et dans la presse, ont été discutées diverses propositions d'impôts pour combler 70 millions de déficit dans le budget de 1874 : l'assemblée a voté en février une surtaxe de 50 pour 100 sur le

timbre des effets de commerce, un impôt sur les chèques, sur les sucres raffinés; le 9 mars sur les transports par petite vitesse; mais la taxe du sel est repoussée; et l'assemblée ne consent pas (août) à ajouter 10 centimes aux trois premières contributions directes pour le budget de 1875 qui sera en déficit de 25 millions. Une loi du 24 déc. autorise la ville de Paris à emprunter 220 millions. — Mesures militaires. L'assemblée décide (23 mars) que des ouvrages de défense seront exécutés autour de Paris à une grande distance de la place. Efforts considérables pour reconstituer l'armée. Adoption d'un nouveau type de fusil, le fusil Gras. Amélioration de la condition des sous-officiers (loi du 11 juillet). — Fusion de l'administration des postes et des télégraphes (fin de mars). — Loi sur le travail des enfants dans les manufactures (mai). On cherche à remédier aux désastres causés dans les vignes du Midi par le phylloxera. — La division persiste entre les deux fractions de l'église réformée : les orthodoxes qui s'appuient sur les décisions du synode général de 1872, et les libéraux que le gouvernement est disposé à reconnaître comme une secte formant une religion à part mais sans les admettre au partage d'honneurs et d'avantages temporels avec les orthodoxes (nov.). — Au nord de la Cochinchine au Tonkin, depuis la fin de 1873, expédition d'abord heureuse, par une petite troupe que conduit Francis Garnier; il emporte la place de Ha-nô ou Ketcho près de l'embouchure du Song-Kôï ou fleuve rouge; il est massacré dans une embuscade. Traité de paix et d'alliance, conclu le 15 mars par le contre-amiral Dupré avec l'empereur d'Annam, Tu-duc, qui consacre la souveraineté de la France sur les trois provinces réunies en 1868 et promet en cet empire la liberté de religion aux chrétiens. L'assemblée approuve

le traité (4 août). Il est complété par un traité de commerce du 31 août, ratifié par l'assemblée seulement le 15 juillet 1875, qui ouvrira des ports aux Européens. — Mort de Michelet le grand historien national (fév.); de Beulé archéologue distingué, député du centre droit qui a été du ministère du 24 mai 1873 (4 avril), de Ledru-Rollin l'ancien membre du gouvernement républicain de 1848 (31 déc). M. Guizot, l'illustre professeur, écrivain, et homme d'état meurt à 87 ans, occupé jusqu'à la fin de travaux d'histoire et de philosophie religieuse (12 sept.).

Hollande. — Dans l'île de Sumatra, la campagne contre le sultan d'Atchin est très pénible et stérile, malgré quelques succès du général Van Swieten.

Italie. — Dans la 2^e chambre le projet de loi du ministre Scialoja pour rendre l'enseignement primaire obligatoire et régler les conditions de l'obligation, après que tous les articles en avaient été adoptés, est rejeté au vote sur l'ensemble (4 février). Une loi du 22 mai règle l'émission des billets qu'ont le droit d'émettre, avec cours forcé, la Banque nationale du royaume, la Banque de Naples, la Banque rationale de Toscane, la Banque Romaine, la Banque de Sicile, la Banque de Toscane du crédit industriel et commercial. Des taxes sont mises sur les opérations de bourse, sur les recettes des chemins de fer, sur les contrats d'assurances. Le mont de piété de Rome est réformé (8 juin). L'organisation du jury et la procédure des cours d'assises sont modifiées (loi du 3 juin). — Le cabinet Minghetti, se trouvant en minorité sur une question de finances, dissout la Chambre, et, par décret du 20 septembre, convoque les électeurs pour le 8 novembre. Il n'exerce aucune pression sur les

élections. Elles lui sont favorables. Il y a cependant quelques radicaux élus en Sicile et dans la province de Naples; Garibaldi a une double élection à Rome. Minghetti reste président du Conseil où seulement le ministère de l'instruction publique passe de Scialoja à Bonghi. La session est ouverte le 23 novembre; on s'attarde à la vérification des pouvoirs.

Mexique. — Le Président de la République Lerdo de Tejada obtient du congrès, à une grande majorité, l'établissement d'une 2^e chambre, ce que Juarez avait proposé sans succès (loi du 6 novembre); et, par la loi organique du 14 décembre, la séparation de l'Eglise et de l'Etat, l'interdiction de tout ordre monastique; le règlement de l'état civil des personnes.

Portugal. — Le délai qui avait été fixé pour le changement et le cours des monnaies d'or et d'argent qu'une loi de juillet 1854 a retirée de la circulation, est prorogé jusqu'au 30 juin 1875 (loi du 10 avril). La banque du Portugal a ses privilèges confirmés et étendus (loi du 14 avril). Réforme importante dans l'administration de la justice (loi du 16 avril): il n'y aura plus de juges d'élection, c'est à dire de juges élus par les paroissiens dans chaque paroisse; la juridiction des juges ordinaires de 1^{re} instance, nommés chacun par le gouvernement sur une présentation de trois noms, est réduite.

Russie. — Loi relative au service militaire (1^{er} janvier): la milice est distincte des troupes permanentes; tirage au sort pour tous; une large part est faite aux exemptions, mais non d'après des privilèges de classe et de position. Règlement spécial pour le service militaire des Cosaques du Don (14 octobre). — Pour les écoles primaires, à côté du contrôle ad-

ministratif un droit d'inspection doit être exercé par les maréchaux de la noblesse et par les conseils scolaires (loi du 25 mai). — Une loi du 27 juin organise les institutions locales, commissions de district et de province, chargées des affaires des paysans. — Une loi du 15 avril, promulguée le 15 octobre, donne une condition civile légale aux dissidents nés dans le Rasskol (Rasskolinks), descendants de disciples de deux sectaires du dix-huitième siècle ; ils sont plusieurs millions dans l'Empire.

Suisse. — La révision de la Constitution fédérale de 1848, qui avait échoué en mai 1872, votée après une lutte très-vive dans les deux conseils (fin de janvier) subit avec succès (19 avril) la double épreuve du vote par tous les citoyens, et du vote par les cantons. Le vote du peuple donne une majorité de 142 186 voix sur 532 212 votants ; celui des cantons donne 14 1/2 pour, 7 1/2 contre (le canton d'Appenzell qui se divise en deux parties s'est partagé dans ce vote). Cette réforme est promulguée le 29 mai. L'autonomie des cantons en reçoit une atteinte très-sensible : désormais, non seulement l'armée mais l'état civil, les douanes, les impôts, beaucoup de mesures touchant au droit civil, commercial, pénal, à l'économie politique, à l'instruction publique, aux lois religieuses, seront l'objet de dispositions communes. L'article 89 contient une réserve importante : les lois fédérales ou résolutions fédérales, qui ne sont pas urgentes doivent être soumises à la sanction du peuple par plébiscite, dans le cas où demande en est faite, dans un délai de trois mois, par huit cantons ou par 30 000 citoyens suisses actifs ; en ce cas, on procède au *referendum* ou plébiscite. L'article 54 de la nouvelle constitution pose le principe du mariage civil. L'article 65 autorise les cantons à abo-

lir la peine de mort. Les votations populaires sur les lois et les arrêtés fédéraux sont réglementées par la loi du 17 juin. L'organisation du tribunal fédéral, qui a sa mission agrandie et ses attributions très-augmentées, est l'objet d'une loi spéciale du 27 juin. Un arrêté fédéral en a établi le siège à Lausanne où il entrera en fonctions le 1^{er} janvier 1875. — Dans le canton de Genève, émeute causée par des prétentions de l'Internationale qui veut forcer des ouvriers à se mettre et à rester en grève (avril) ; il n'y a presque plus de liberté, à cause de l'ingérence de l'Etat, ni pour l'élection des pasteurs, ni pour l'exercice du culte des vieux-catholiques ; Hyacinthe Loyson, prêtre marié, renonce aux fonctions de curé à Genève. — Le canton de Glaris a un nouveau code civil redigé par le Dr Blumer, devenu depuis président du tribunal fédéral à Genève.

Turquie. — Le khédive d'Egypte, soutenu par son suzerain de Constantinople et par l'Angleterre qui se dissimule derrière une commission internationale, oblige la compagnie du canal de Suez à adopter pour ses tarifs un tonnage différent de celui qu'elle avait fixé et que son acte de concession (article 17) lui permettait de garder.

Questions internationales.

— A Berne, congrès postal international (avril-mai) où sont représentés tous les Etats d'Europe et les Etats-Unis ; de là la convention, l'union postale internationale du 9 octobre : tous les pays confédérés forment un seul territoire postal pour l'échange des correspondances. Des lois spéciales dans chaque pays en 1875 consacreront cette convention. — A Bruxelles, congrès international pour codifier les règles de la guerre (juin-juillet) : le prince Gortschakoff en a eu l'idée : le représentant de la Russie, M. de Jo-

mini le préside. L'Angleterre n'y apporte qu'une coopération restreinte. On y arrête une convention, qui sera à peu près stérile.

1875.

Allemagne et Prusse. — Le Reichstag a une courte session, commencée le 29 octobre 1874, qui est close le 30 janvier. — Une loi du 12 février sur le Landsturm en fait en réalité un 2^e ban de la Landwehr, un complément de l'armée régulière; mais il ne doit se réunir que lorsqu'une invasion menace ou occupe des parties du territoire de l'Empire; les officiers en sont nommés par l'empereur pour tous les Etats confédérés. — Une loi du 6 février, délibérée en janvier, combattue surtout par les députés bavarois, établit le mariage civil, et en vue de soustraire l'état des personnes à toute influence confessionnelle, confie à des fonctionnaires de l'ordre civil, exclusivement, la tenue des registres de l'état civil. Des lois spéciales seront faites en cette année pour son application, dans le Wurtemberg, la Bavière, la Saxe royale, le grand duché de Bade. Une loi du 17 février fixe pour tout l'Empire, à 21 ans, l'âge de la majorité qui variait beaucoup d'un état à l'autre, en laissant en vigueur les lois particulières des Etats en ce qui concerne la majorité des princes souverains et des membres de leur famille. — Une loi du 14 mars établit une banque d'empire : c'est la banque de Prusse qui va devenir banque d'empire; il y avait alors trente-trois banques dans toute l'Allemagne, ayant le droit d'émettre des billets : il y en avait en circulation en 1873 pour 1 743 252 055 francs, dont 1 123 398 750 par la banque de Prusse. — L'électeur de Hesse étant mort le 6 janvier, la loi du 15 février 1869 qui avait mis séquestre sur ses biens est abrogée. — En Prusse, où le Landtag siège

du 16 janvier au 15 juin, pour répondre à une Encyclique pontificale du 5 février qui déclare nulles les lois confessionnelles de mai 1873 et [frappe *ipso facto* d'excommunication les catholiques qui en favoriseraient l'application, le chancelier (4 mars) présente aux Chambres une série de lois qu'il appellera (discours du 16 mars aux députés) des actes de légitime défense contre le pape fourvoyé par les jésuites; il invoque non-seulement l'intérêt de l'état, mais l'intérêt protestant. Protestation collective des évêques, réunis à Fulda : ils déclarent qu'ils ne signeront pas l'acte d'obéissance aux lois de mai 1873 qui est demandé. Parmi les députés opposants Windthorst tient à affirmer que son parti n'est pas l'instrument passif du Pape. La demande de la séparation complète de l'Eglise et de l'Etat, faite au cours de la discussion, est repoussée par le ministre des cultes Falk. D'après les cinq lois qui seront promulguées le 22 avril, le 31 mai, les 18 et 20 juin, le 4 juillet, le paiement de toute allocation du budget des églises est subordonné à la reconnaissance de ces lois de mai par tout membre du clergé, des laïques interviendront avec voix prépondérante dans l'administration des biens ecclésiastiques; il n'y aura plus en Prusse d'ordres religieux, ni de congrégations ecclésiastiques analogues à des ordres, excepté ceux qui se vouent au soin des malades; les articles 15, 16, 18 de la constitution prussienne, contraires aux lois nouvelles sont abrogés; les vieux-catholiques auront une partie du produit des biens ecclésiastiques et l'usage de meubles et d'immeubles consacrés au culte, églises, cimetières, etc. — La loi sur l'administration laïque des biens ecclésiastiques s'applique partout : l'archevêque de Cologne permet aux fidèles de prendre part à l'élection de l'administrateur laïque, et le prince évêque de Breslau,

M^r Forster, réfugié dans la partie autrichienne de son diocèse, consent au choix d'un coadjuteur. C'est pendant la discussion de ces lois qu'est fait cardinal (15 mars) l'archevêque de Posen, M^r Ledochowski qui est depuis des mois prisonnier dans une forteresse prussienne pour sa résistance aux lois. — Dans cette session du Landtag, les députés polonais réclament en vain pour que leur langue ne soit pas exclue de l'enseignement primaire. — Principales lois promulguées en juin et en juillet : 1^{re} pour constituer la province comme on a constitué le cercle (par la loi du 13 décembre 1872), dans les cinq provinces de l'Est, et y établir des tribunaux administratifs, dont un supérieur un peu analogue au conseil d'Etat français, 2^e libérer dans les Marches comme il a été fait en 1867 en Poméranie, comme il sera fait en 1876 en Westphalie, dans les cercles du Rhin, la Silésie et la Lusace, les fiefs encore régis par le droit féodal, 3^e favoriser les reboisements. — La législation confessionnelle, spéciale aux catholiques de Prusse, est adoptée dans le grand-duché de Hesse. — En Bavière, le parti catholique se défend dans les chambres et au dehors; les évêques de Munich, de Spire, d'Eichstaed, prennent part à la lutte des élections générales en juillet. A la chambre des députés (octobre) scènes de violence; l'adresse des ultramontains est votée par 79 voix contre 76. Le roi Louis II refuse de la recevoir et garde quand même le chef du cabinet libéral M. de Pfretzschner. L'évêque de Spire encourage des prédications factieuses. — Le chancelier n'obtient pas (déc.) du Reichstag la création ou l'augmentation d'impôts indirects, l'aggravation des lois sur la presse, la restriction des privilèges des députés. — Mort de Pertz, l'auteur de la collection des *Documenta historica*.

Amérique du Sud. — A Bue-

nos-Ayres (fin de février), désordre sanglant, en haine des jésuites que favorise l'archevêque; leur couvent est envahi, on incendie leurs collèges; plusieurs prêtres sont massacrés. — Au Pérou, une faculté des sciences politiques et administratives est créée dans l'université de Lima (loi du 7 avril). Le pouvoir exécutif est autorisé à préparer un code d'enseignement officiel et d'enseignement libre (loi du 11 mai); extension de l'enseignement à tous les degrés. Le budget général (loi du 16 juin) est réglé sur de nouvelles bases; on travaille à réorganiser les douanes, à établir un contrôle sérieux dans la comptabilité publique. L'idée est émise de travailler, par un congrès de juristes qui siégerait à Lima, à rendre uniformes autant que possible les législations privées des divers Etats américains. — Au Chili, le recensement du 19 avril donne 2 075 000 habitants, dont 725 000 seulement dans les villes; il n'y a que deux villes très peuplées; Santiago ayant 129 000 habitants et 150 000 avec les faubourgs, Valparaiso ayant 97 737 habitants.

Angleterre. — Le cabinet Disraeli conserve au Parlement une majorité solide, peu favorable aux réformes politiques, surtout en matière d'élections parlementaires. Dans la session du 5 février au 5 août, les propositions de cette nature n'aboutissent pas. On revient sur des réformes dues au dernier cabinet Gladstone: la chambre des Lords recouvre les attributions judiciaires pour les appels en Angleterre que lui avait enlevées la loi de 1873; la résolution de 1873 qui avait aboli la vénalité des grades est atteinte par l'autorisation donnée aux officiers de permutter moyennant une transaction pécuniaire. Plusieurs lois utiles. Le chancelier de l'Echiquier sir Strathford Northcote obtient des communes l'institution d'un fonds

d'amortissement pour réduire progressivement la dette publique, malgré l'opposition de son prédécesseur Lowe et de Gladstone. Acte du 11 août, sur la santé publique, pour améliorer la condition sanitaire de la population des villes et des campagnes : il n'est pas applicable à Londres, Oxford, Cambridge qui ont leur organisation distincte. Acte du 11 août, sur les locations agricoles en Angleterre, donnant droit au fermier à une indemnité pour les dépenses faites par lui sur le fonds et dont il n'a pas retiré le profit complet à la fin de sa jouissance. — Deux actes du 13 août, dus à l'initiative du gouvernement, sont un véritable bienfait : ils modifient la situation légale des ouvriers soit entre eux, soit dans leurs rapports avec les patrons, les mettant sur le pied d'égalité, permettant aux ouvriers toute association et coalition compatible avec le maintien de la liberté individuelle, distinguant l'inexécution des contrats qui n'entraîne que des dommages-intérêts et celle qui prend un caractère criminel et peut entraîner une peine. — Un acte du 13 août est dû surtout à l'appel chaleureux qu'a fait à l'opinion publique le député Plimsoll ; il avait déjà dévoilé dans un livre publié en 1872 les actes d'inhumanité de beaucoup d'armateurs : ils exposaient la vie des équipages en envoyant en mer des navires chargés outre mesure, et hors d'état de supporter les gros temps, après les avoir assurés pour une somme supérieure à leur valeur, de façon à réaliser un bénéfice en cas de perte du navire. La loi prescrit des mesures pour garantir la sécurité des équipages. — Il y a encore des grèves dans les houillères du sud du pays de Galles, et de l'agitation en Irlande. Y est élu député, dans le comté de Tipperary, l'ancien chef des féniens condamné en 1848 pour crimes de haute trahison, John Mitchel. Comme il

n'avait pas été gracié, son élection est cassée. Il est réélu et meurt peu après. Le secrétaire d'Etat pour l'Irlande demande qu'on y maintienne la prohibition d'avoir des armes et la disposition qui impose une amende au district où un crime a été commis. — Jusqu'ici les juridictions du Canada avaient au-dessus d'elles les cours supérieures d'Angleterre siégeant à Londres. Un acte du 8 avril y établit une cour suprême et une cour de l'Echiquier. — L'Australie se rattache comme colonie l'archipel Fidji (10 août). — Par sentence arbitrale du Président de la République française (août), l'Angleterre laisse au Portugal des territoires et de petites îles de la côte occidentale d'Afrique, auxquels elle prétendait. — En Chine, dans la province de Yun-nan, au nord du Yunkin, est assassiné un consul anglais. — Le prince de Galles entreprend (octobre) de parcourir les Indes anglaises, où il passera tout l'hiver.

Autriche-Hongrie. — En Autriche, où la session ouverte le 20 oct. 1874 durera jusqu'au 23 mars, la commission confessionnelle permanente, établie à la chambre des députés en 1874, est saisie de propositions qui restent sans effet, l'une dans l'intérêt des vieux-catholiques qui ont formé des communautés surtout dans l'Autriche proprement dite, à Vienne et à Ried, et en Bohême à Warnsdorf et à Aussig, l'autre contre les Jésuites. Les instituteurs de Moravie demandent au Parlement à être dispensés, comme les ecclésiastiques, du service militaire. Les ouvriers voudraient pour eux des chambres de commerce et d'industrie, comme en ont les patrons, qui auraient comme celles des patrons le droit de vote politique. Il est créé, par une loi, une Cour administrative appelée à prononcer sur toute réclamation dirigée contre les représentants de l'autorité administrative

par des particuliers lésés dans leurs droits. L'examen par les Chambres du traité de commerce conclu par le gouvernement avec la Roumanie porte surtout sur la situation des Israélites, très peu favorisés en cette principauté, qui ne peuvent pas y acquérir des biens immeubles ruraux. — Dans la monarchie transleithane, le cabinet Bitto-Ghyczy de mars 1874 fait place (2 mars) à un cabinet Wenckheim-Tisza, résultat de la fusion entre l'ancien parti Deak et la gauche modérée qui depuis sept ans avaient divisé le Parlement. Les incompatibilités politiques pour les élections à la 2^e chambre sont l'objet d'une loi (janvier). Un nouveau code de commerce emprunte beaucoup à celui de l'Empire allemand. Le régime dualiste établi par la Constitution de 1867 est l'objet de réclamations de la part des Hongrois à la fin de l'année : ils trouvent trop lourde leur participation aux charges militaires, ils demandent la création d'une Banque spéciale pour leur royaume, une révision en leur faveur du tarif douanier, et la restitution de ce que produisent les impôts de consommation mis sur les marchandises de provenance autrichienne consommés en Hongrie.

Belgique. — Question de droit international, embarrassante pour le cabinet Malou, représentant du parti catholique extrême, irritante pour la presse et pour les chambres, la dignité nationale étant en cause : elle a été provoquée par une dépêche du ministre Allemand en Belgique (3 février), quand l'ouvrier Dushesne, citoyen belge convaincu d'avoir médité et proposé par écrit un attentat contre la vie du chancelier Bismark a été l'objet d'une ordonnance de non-lieu, aucun article du Code pénal belge n'étant applicable à ce cas. Le chancelier s'irrite des sympathies que le parti ultra-catholique belge témoigne

aux membres du clergé catholique résistant en Prusse aux nouvelles lois. Le gouvernement demande aux chambres et n'obtient des députés qu'après de vifs et longs débats une loi, promulguée le 7 juillet, pour punir quiconque aura offert ou proposé directement ou aura accepté l'offre ou la proposition de commettre un crime punissable de la peine de mort ou de celle des travaux forcés. — L'archevêque de Malines, Deschamps, opposé à toute loi libérale, a été fait cardinal le 15 mars. — Les processions du jubilé sont l'occasion de désordres à Liège, Gand, Bruxelles (mai-juin). — La loi du 11 juin supprime les chambres de commerce et des fabriques comme inutiles, les intérêts du commerce et de l'industrie pouvant se manifester librement par l'usage des droits d'association, de réunion, de pétition.

Bresil. — Une loi (27 février) sur le service militaire admet le remplacement et de nombreuses exceptions. La loi électorale du 20 oct. substitue, pour l'élection des députés, qui se fait encore à deux degrés, le scrutin de liste par province au scrutin d'arrondissement; il y a des catégories de capacitaires ayant un revenu reconnu, prouvé ou présumé : une part de représentation est faite aux minorités.

Chine. — L'empereur Toun-Tchji meurt le 12 janvier, n'ayant pas vingt ans, sans enfant. Il a pour successeur son cousin Tsai T'ien âgé de quatre ans, au nom duquel continuent à gouverner les deux femmes de l'avant-dernier empereur, Tse-Ann et Tse-Lsi. Bientôt après, trois princes sont mis à mort.

Danemark. — J.-B.-S. Estrup devient le chef d'un nouveau cabinet qui dure plusieurs années avec

quelques remaniements en 1879, 80, 1881.

Espagne. — Alphonse XII né en av. 1857, devenu roi le 31 déc. 74, n'a pas 18 ans. Canovas del Castillo est le président du ministère de régence. Autour d'eux dès le début se disputent l'influence les Ultramontains absolutistes et les catholiques restés un peu libéraux. Il n'y a pas de Cortès, de toute l'année, par conséquent pas de lois, seulement des décrets. Le parti républicain dont le principal chef, Emilio Castelar, s'exile (janv.) n'essaye pas de résistance armée. Alphonse XII est bien accueilli à Barcelone, Valence, Madrid; il est conduit à l'armée de l'Ebre contre les forces de don Carlos qui maintient toutes ses prétentions. En sa présence, Pampelune est délivrée des carlistes. Cette guerre civile dure encore toute l'année et au delà. La réaction s'accroît aussitôt. Un décret (janvier) rétablit le payement intégral de la rente attribuée à l'Eglise en échange de ses biens vendus. Premier décret restrictif sur la presse (28 janvier); il est défendu de soutenir une autre forme de gouvernement que la monarchie constitutionnelle. Défense est faite aux militaires de prendre part aux réunions, aux manifestations et à tous actes ayant un caractère politique. Un décret du 3 février abroge presque complètement la loi du 18 juin 1870 sur le mariage; il n'y a lieu à la célébration de mariages devant les officiers municipaux que pour ceux qui déclarent ouvertement ne pas appartenir à la religion catholique. La liberté de l'enseignement et de la science est atteinte par le décret et la circulaire du 26 février : aussi bientôt sont révoqués ou démissionnent plusieurs professeurs qui ont pris part à la politique active depuis 1868 : Castelar, Montero Rios, Figuerola, Moret, Salmeron, etc. Un décret suspend

les effets de la réforme douanière qui avait été préparée et inaugurée dans le sens du libre échange en 1869 par Figuerola. — Les carlistes, dont s'est détaché le vieux Cabrera, tiennent toujours dans l'Aragon, les provinces Basques, la Navarre. Un de leurs principaux chefs, Dorregaray, est resserré au nord de l'Ebre par les généraux Jovellar et Martinez Campos. En Catalogne, près d'Andorre, la seud d'Urgel est enlevée aux carlistes, tandis que Quesada leur prend Vittoria dans l'Alava (fin d'août). Des bandes trouvent encore un abri et les moyens de combattre en Navarre; le territoire français reçoit des réfugiés. Les renforts n'arrivent pas assez vite et les mouvements de l'armée nationale à cause des neiges deviennent stériles dans les montagnes. — Un projet de réforme de la législation électorale en vue de nouvelles Cortès divise le ministère. Il est reconstitué (sept.) par l'influence du général Jovellar qui vient de battre les carlistes, avec la résolution de ne pas leur faire de concessions et d'incliner vers la liberté religieuse, que réprouvent les *moderados* d'accord avec le noncedu Pape. — Le 31 déc. deux décrets : l'un convoque les cortès pour le 15 février 1876, les élections des députés et des sénateurs devant avoir lieu le 20 janvier, l'autre concernant la presse ne lui est pas favorable. — Dans l'île de Cuba, l'insurrection tient toujours; beaucoup d'actes de déprédation et de cruauté, dont souffrent même des étrangers. — A ce sujet, nouvelle note menaçante (5 nov.) du gouvernement des Etats-Unis.

Etats-Unis. — Dans la Louisiane l'intervention des troupes fédérales, expulsant des députés de la salle de leurs séances sur la réquisition du gouverneur Kellogg quoiqu'il n'y eût pas alors de troubles (4 janvier), est dénoncée au Sénat comme un attentat à la Con-

titution de l'Union (11 janvier) Un message du Président au Congrès, le 13, y cherche quelque excuse : mesures de conciliation adoptées par les représentants (1^{er} mars). L'antagonisme des races continue dans plusieurs Etats du Sud. — Le bill que le Sénat a voté en mai 1874, pour protéger les hommes de couleur dans leurs droits civils, n'a passé à la Chambre des représentants qu'après un débat des plus violents, et en supprimant, comme impossible dans l'état de l'opinion, l'obligation de réunir dans les écoles publiques indistinctement tous les enfants sans distinction de races : c'est la loi du 1^{er} mars. — Une loi du 3 mars a pour objet de préparer l'admission au rang d'Etat en 1876 du territoire du Colorado qui en cinq ans est passé de 40 000 habitants au chiffre de 140 000. — L'Union s'étant engagée par la loi du 18 mars 1869 à racheter le plus tôt possible en monnaie métallique les billets de la Confédération, une loi du 14 janvier décide la reprise prochaine du paiement en espèces, au moins le rachat des coupures de billets de banque. On y consacrera en 1876 10 millions de dollars d'argent. — L'archevêque de New-York, Mac Closkey, est le premier cardinal de l'Union (15 mars).

France. — L'assemblée est livrée à elle même pendant les mois de janvier et de février où elle discute la loi d'organisation et de transmission des pouvoirs publics, le cabinet de Cisse y qui a été mis en minorité le 6 janvier sur une question de procédure ayant donné sa démission; il reste temporairement, il ne sera remplacé qu'au commencement de mars. Le principe est admis que le gouvernement se compose de deux chambres et d'un président chef du pouvoir exécutif. On discute du 21 au 30 janvier sur ce terme de *République Française* dont la droite et une partie du centre droit ne veulent pas, que

réclament le centre gauche (Laborlaye), l'extrême gauche (Lol. Blanc) et qui est admis sur un amendement de Wallon du centre droit par 353 contre 352, à une voix de majorité (30 janvier). D'après la proposition Wallon, votée le 2 février par 449 contre 244, l'usage du droit de dissolution est accordé au président de la République et s'abandonné à un avis du Sénat. Ce vote, le 3, qu'en cas de vacance de pouvoir exécutif le Président est élu immédiatement par les deux Chambres réunies en congrès, qu'il pourra y avoir révision de la constitution par les deux Chambres réunies en congrès, que le gouvernement et les Chambres siégeront à Versailles. Longue discussion sur la composition du Sénat : le gouvernement intervient pour faire rejeter en 3^e lecture un amendement de la gauche, d'abord voté, pour que le Sénat soit élu par les mêmes électeurs que les députés. H. Brisson, Gambetta, reprochent à la droite d'empêcher le projet de constitution d'aboutir. On se rallie (vote du 24 février), en rejetant tous les amendements des légumistes et des bonapartistes, à la proposition Wallon, modifiée en un point : c'est que sur 300 sénateurs, les 75 qui seront inamovibles, au lieu d'être nommés par le Président le seront par l'assemblée; les 225 autres seront élus dans chaque département par les députés, les conseillers généraux et les délégués des conseils municipaux. Le 25 février l'ensemble de la loi sur les pouvoirs publics est voté en 3^e lecture par 425 voix contre 254, avec une dernière modification qui rend au Président de la République la nomination des conseillers d'Etat. La constitution républicaine du 25 février sera complétée par des lois organiques. — Pendant que l'assemblée la discutait, le *Pays*, journal bonapartiste de Paul de Cassagnac, passe en cour d'assises pour diffamation envers le général

qui a signé la capitulation de Sedan; il est acquitté (12 février). Le rapport Savary lu à la Chambre le 25 février dévoile les agissements coupables du comité central de l'Appel au peuple à propos de l'enquête sur l'élection dans la Nièvre en mai 1874. — Le Président de la Chambre, Buffet, du centre droit, est chargé par le Président de former le premier cabinet sous le régime de la constitution républicaine. Il n'aboutit que le 11 mars. Buffet prend l'intérieur et choisit un sous-secrétaire d'Etat dans le centre droit. Le centre gauche a deux portefeuilles, les finances avec Léon Say, la justice avec Dufaure qui choisit un sous-secrétaire dans le même groupe, Bardoux; Wallon a l'instruction publique; De Meaux, légitimiste, a l'agriculture et le commerce. Il reste de l'ancien cabinet de Cisse, Decazes, Montaignac, Caillaux. — La déclaration du nouveau cabinet (12 mars) invoque les principes conservateurs, et annonce l'intention de défendre les lois constitutionnelles contre toute menée factieuse, demande le maintien de l'état de siège jusqu'à ce qu'une loi sur la presse soit votée, et le droit de continuer à nommer les maires qui seront pris autant que possible dans les conseils municipaux. Le duc d'Audiffret-Pasquier est élu président de l'assemblée. — La loi sur les cadres de l'armée, votée le 12 mars, est un prétexte aux inquiétudes que manifeste sinon la diplomatie au moins la presse allemande. — Les séances de l'Assemblée sont suspendues du 19 mars au 11 mai. — Buffet laisse en place les préfets qui ne sont pas républicains, ne témoigne aucune sympathie à la République au nom de laquelle il gouverne. Dufaure adresse une circulaire libérale aux procureurs généraux (30 mars). Gambetta sur la tombe d'Edgar Quinet (29 mars) et devant ses électeurs de Belleville (avril) expose éloquentement les devoirs des amis de la Ré-

publique et la démocratie. Les comités catholiques de France, réunis à Paris en assemblée générale sous la présidence d'un député légitimiste (avril) adhèrent complètement à l'Encyclique de 1864 et au *Syllabus*, déclarent funeste à la liberté religieuse et à la société civile la liberté qui est laissée à la presse. — On reprend la session du 11 mai au 4 août. Les lois constitutionnelles que prépare une nouvelle commission des 30 plus libérale font peu de progrès. Polémique des partis mais sans vote définitif sur le mode de scrutin à préférer pour l'élection des députés : les trois gauches sont pour le scrutin de liste, les droites et une partie du groupe constitutionnel Wallon ou Lavergne sont pour le scrutin d'arrondissement plus favorable aux influences locales ou personnelles. Dans la loi concernant l'organisation des pouvoirs publics est insérée sur la demande d'un député légitimiste l'obligation de prières publiques au début de chaque session. L'invalidation (votée le 14 juillet) de l'élection bonapartiste qui avait réussi dans la Nièvre en mai 1874 est suivie d'un nouveau rapport Savary sur les menées de ce parti que le préfet de police et le procureur général de Paris ont fait découvrir. Néanmoins le ministre Buffet lui est toujours sympathique comme étant un élément conservateur. On vote en 3^e lecture la loi spéciale aux élections sénatoriales (2 août). Une loi du 1^{er} août fait passer des conseils généraux au conseil d'Etat le droit d'apprécier les élections contestées des membres de ces assemblées. Les délibérations en 2^e et en 3^e lecture de juin-juillet sur la liberté de l'enseignement supérieur produisent la loi du 12 juillet qui donne toutes les facilités aux associations catholiques, pour fonder des établissements d'enseignement, mais sans attribuer ce droit aux diocèses, et leur permet même d'ap-

peler université tout groupe de trois établissements d'enseignement supérieur. J. Simon, J. Ferry, Bardoux, se sont efforcés de conserver à l'Etat, comme un droit lui appartenant en propre au nom de la société, la collation des grades; le rapporteur Laboulaye et le ministre Wallon ne le défendent pas, l'évêque Dupanloup la réclame pour les facultés libres; on se décide (358 contre 321) pour des jurys mixtes d'examens (articles 13 et 14 de la loi). — Encore une longue prorogation de 3 mois, du 4 août au 4 nov. On fait pendant ces vacances la première application d'une des dispositions importantes de la loi militaire de 1872, les exercices de 28 jours pour les hommes de la réserve. — Désaccord politiques sensible dans le cabinet entre Buffet et Léon Say; important discours de M. Thiers à Arcachon sur la situation, en face de l'Europe, de la France qui est devenue une république; audaces nouvelles (oct.) des bonapartistes; exagérations en sens contraire des républicains radicaux et intransigeants; Gambetta dans une lettre (27 oct.) aux électeurs lyonnais, se déclare pour le scrutin de liste, trace un programme des lois les plus essentielles, émet le vœu qu'on amnistie les condamnés de la Commune. Le catholicisme se fait militant, parmi les ouvriers et aussi dans l'armée, par des cercles qu'anime de sa parole un officier, le comte Albert de Mun. Les évêques sont à la tête du mouvement encouragé par le pape qui crée des facultés libres à Paris, Lyon, Lille, Angers. Quelques mesures ministérielles ont pour objet de fortifier l'enseignement supérieur public. — Les deux derniers mois de l'assemblée depuis le 4 nov. donnent 1° la loi électorale étendue à l'Algérie et aux colonies avec le scrutin d'arrondissement uninominal suivant l'amendement Lefèvre-Pontalis pour lequel tenait tout le cabinet moins le sous-secré-

taire d'Etat Bardoux qui a donné sa démission (principaux orateurs: un des rapporteurs Ricard du centre gauche, le ministre Dufaure, Gambetta), 2° la nomination des 75 sénateurs inamovibles, vivement disputée pour laquelle une transaction des députés de l'extrême droite avec la gauche est défavorable surtout au centre droit, mais pas au centre gauche. 3° la loi pour lever l'état de siège et la loi restrictive de la liberté de la presse (Albert Grévy rapporteur). Le ministre Buffet, au nom du péril social, alors que des députés intransigeants sollicitent l'urgence pour un projet d'amnistie des condamnés politiques de la Commune, demande et obtient qu'on excepte de la levée de l'état de siège les départements de la Seine, du Rhône, des Bouches-du-Rhône et de Seine-et-Oise où siègent les Chambres (principaux orateurs: les ministres Buffet et Dufaure en désaccord, Laboulaye et Berthaud du centre gauche, le bonapartiste Raoul Duval, Jules Favre très-ardent contre ce parti). Le lendemain du vote de la loi sur l'état de siège, l'assemblée fixe au 16 janvier 1876 les élections des délégués sénatoriaux des communes, au 30 janvier celles des sénateurs, au 20 février celles des Députés. Elle se sépare le 31 déc. ayant siégé près de cinq ans depuis le 8 février 1871. Elle a constitué la République avec des ministères composés surtout de monarchistes. — Pour des attaques violentes contre les institutions républicaines (23 nov.), le bonapartiste Paul de Cassagnac a comparu de nouveau devant le jury de la Seine et a été acquitté (13 déc.) — Une des lois de finances (1^{re} déc.) a clos le compte de liquidation résultant depuis 1872 de dépenses extra-budgétaires nécessitées par l'occupation étrangère et par la reconstitution du matériel de guerre; il y avait eu des crédits ouverts pour plus de 914 millions, et on avait trouvé

des ressources et au delà pour y faire face ; on en dépensera presque autant encore en trois ans (déc. 1875 à avril 1878) pour achever de réparer nos désastres. — Développement considérable de l'industrie et du commerce ; l'exportation est en progrès ; des lignes de chemins de fer sont concédées. — Inondations désastreuses dans les bassins de la Garonne, du Tarn, de l'Adour (fin de juin) ; un quartier de Toulouse est détruit, il y a des centaines de victimes. — Mort d'Edgar Quinet (27 mars) dont tous les travaux, comme professeur, philosophe, publiciste, historien, portent l'empreinte de l'esprit de la Révolution ; de Ch. de Rémusat (6 juin), un des inspirateurs du parti libéral depuis la restauration monarchiste constitutionnelle, devenu républicain avec M. Thiers, historien de la philosophie anglaise et française.

Grèce. — Des élections générales sont marquées par des incidents qui compromettent deux des ministres du cabinet Bulgaris. Ils sont déferés par la Chambre à la haute cour de justice. Ce procès politique qui enveloppe tout le cabinet, durera plus d'un an. Le nouveau cabinet a pour chef Coumoundouros.

Hollande. — La loi du 10 nov. modifie profondément l'organisation judiciaire qui est en vigueur depuis le 1^{er} octobre 1838 : au lieu d'une cour d'appel par province, il n'y a plus que cinq cours qui siégeront à Bois-le-Duc, Arnheim, La Haye, Amsterdam, ayant deux provinces pour ressort, à Leeuwarden avec trois provinces ; les conseillers sont nommés directement par le roi, il n'y a plus de présentation par les cours ; les membres du ministère public, au lieu d'être nommés à vie, sont révocables.

Italie et saint-Siège. — Ce n'est qu'en janvier, après un long temps

consacré à la fin de 1874 à la vérification des pouvoirs des députés, que les chambres commencent leur œuvre législative. C'est le cabinet Minghetti, après l'entrevue (en avril) du roi et de l'empereur d'Autriche à Venise, qui fait voter (loi du 27 mai) en faveur de Garibaldi, comme témoignage de reconnaissance nationale pour le glorieux concours qu'il a prêté à l'œuvre de l'unité et de l'indépendance, une rente annuelle de 50 000 livres, et une pension viagère de même somme. — Le roi reçoit l'empereur Guillaume à Milan le 20 octobre. En raison du refus que font les évêques, suivant l'ordre venu du St-Siège, de notifier à l'Etat leur élévation quand ils ont reçu leur nomination du pape, la gauche presse le cabinet de présenter un projet de loi, suivant l'article 18 de la loi des garanties, au sujet du réglemeut de l'administration, de la conservation des propriétés ou revenus ecclésiastiques. — Une loi du 7 juin modifie les lois sur le recrutement de l'armée pour faire l'application plus complète du principe démocratique du service militaire ; les membres du clergé ne sont pas exemptés ; mais d'après un ordre du jour qui est voté, ils ne seront employés en temps de guerre que dans les services des non-combattants. — Les caisses d'épargne postales sont instituées sur le modèle de l'Angleterre (loi du 27 mai). — La Sicile, le pays napolitain, le territoire de Ravenne étant désolés par des associations de brigands, dits de Camorra ou de Maffia, une loi exceptionnelle de sûreté publique, extrêmement rigoureuse, est demandée par le gouvernement à la Chambre des députés : presque toute la gauche s'abstient de prendre part au vote (16 juin) ; il n'y a que 17 voix de majorité ; la loi passe plus facilement au Sénat. Cette loi du 3 juillet n'est que pour un an jusqu'au 1^{er} juillet 1876 : elle prescrit

une enquête sur la situation sociale et économique de la Sicile et sur la marche des services publics en cette province, la commission d'enquête se composera de 9 membres nommés par tiers par le roi et par les deux Chambres. — Le projet de réforme du Code pénal occupe tour à tour M. Vigliani, M. Mancini, qui se succèdent au ministère de la justice, le premier favorable au maintien de la peine de mort, le second qui veut la supprimer. Une loi du 15 nov. autorise le gouvernement à établir à Rome une cour de cassation temporaire : le sénat et les députés étant divisés sur la question de la création à Rome d'une cour de justice suprême et unique, on la réserve.

Mexique. — Pour la première fois le pouvoir législatif central se compose de deux Chambres comme il a été décidé en 1874, un Sénat, un Corps législatif; le président de la République Lerdo ouvre cette session (16 sep.). Des projets de loi sont votés en 1^{re} lecture : l'un (oct.) pour établir la liberté de l'enseignement à tous les degrés, l'autre (déc.) pour rendre l'instruction primaire obligatoire dans le district fédéral. — Une banque de crédit hypothécaire d'escompte et de dépôt est créée par décret du président (18 déc.). Des mesures pour favoriser le commerce sont prises par le congrès central et par les congrès de quelques-uns des Etats.

Portugal. — Suivant la proposition faite à la chambre des pairs en 1874 par le marquis général de Sá da Bandeira ancien ministre qui mourra le 5 juin 1876, une loi du 29 avril supprime complètement l'esclavage dans toutes les provinces d'outre-mer d'ici à un an. — Beaucoup de projets de loi votés par les députés restent sans solution à la chambre des Pairs.

Suisse. — Une loi fédérale d'organisation militaire, votée le 13 nov. 1874, promulguée le 19 février, révisé la loi militaire du 8 mai 1850: elle centralise complètement toutes les branches du service entre les mains de l'administration fédérale. — Une loi fédérale du 24 déc. 1874 promulguée le 27 janvier règle les questions d'état civil, la tenue des registres qui s'y rapportent, le mariage, le divorce singulièrement facilité par les articles 44 et 45. Les catholiques ultramontains et les protestants orthodoxes lui sont contraires; on pétitionne pour obtenir, suivant l'article 89 de la constitution du 29 mai 1874, un plébiscite ou *referendum*, qui, étant demandé par plus de 100 000 électeurs a lieu en mai. Il est défavorable aux opposants; la loi fédérale est maintenue par 212 000 voix contre 204 000. Un règlement du 17 sept. la complète. Elle doit entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1876. Presque toutes les législatures cantonales révisent leurs lois en conséquence. — Une loi sur le droit de vote, d'après laquelle il suffit pour les Suisses, passant d'un canton dans un autre, de trois mois de séjour en leur nouvelle résidence pour y acquérir le droit électoral, est mise en minorité et anéantie par un plébiscite en mai; 206 000 voix se déclarent contre, 202 000 seulement l'ont approuvée. — Dans le canton de Berne les biens du clergé de la région du Jura sont confisqués; des prêtres sont bannis. Dans le canton de Genève, l'autorisation d'établissement qui date de 1864 est retirée à sept corporations de sœurs de charité; toute célébration du culte est interdite sur la voie publique, ainsi que le port de tout costume ecclésiastique ou d'ordre religieux (août). — Le canton de Soleure se donne une nouvelle constitution votée par le peuple le 12 déc. qui sera approuvée par les chambres fédérales en 1876. — Dans le canton de Bâle-ville, on décide (loi du 16 nov.) qu'il

suffit de pétitions de 1000 citoyens pour qu'on procède au *referendum* cantonal. — Dans le canton d'Argovie, un plébiscite du 24 déc. prescrit des mesures pour l'amélioration agricole des flurs ou territoires ruraux.

Turquie. — En juillet commence l'insurrection des populations chrétiennes de l'Herzégovine, foulées d'impôts par le pacha, épuisées par les exigences des propriétaires du sol, musulmans pour la plupart quoique de race slave : ce sont des paysans mal armés, des guérillas partielles, pas de chef suprême, pas d'unité dans l'action. C'est le prélude d'un mouvement qui gagne toutes les populations slaves, soumises à la Turquie ou à l'Autriche, sans que les gouvernements de Serbie, de Monténégro, de Roumanie, osent tout d'abord s'y engager et d'où sortira une nouvelle question d'Orient. Inertie de la Porte, elle n'a que peu de troupes sur les lieux; l'Autriche ne favorise pas le passage de ses renforts par la Dalmatie. Les cinq puissances signataires du traité de Paris lui font accepter (août) leur médiation amicale qui s'exercera par leurs consuls à Mostar; un commissaire spécial y est envoyé de Constantinople. Les insurgés ne formulent qu'à la fin de sept. quelques demandes essentielles en matière de justice et d'impôt. Les hostilités continuent : cruautés et dévastations de part et d'autre. Des firmans du 2 octobre et du 12 décembre promettant de grandes réformes applicables à tout l'Empire, les puissances de l'Europe sont disposées à s'en faire garantes. — Etat misérable des finances ottomanes. Une sorte de banqueroute est décrétée le 7 octobre; les titres de la rente publique sont réduits de 50 p. 100 de même que le paiement en espèces de ses coupons. Et de fait le service des intérêts de la dette publique est suspendu jusqu'à la fin de 1881, où intervien-

dra un arrangement. Le la Porte avec des délégués des créanciers de toutes les nations. — En Egypte, le khédive Ismaïl renonce aux juridictions consulaires : il établit à Alexandrie pour juger les affaires où sont en cause des Européens, des tribunaux mixtes composés d'indigènes et d'étrangers. L'Allemagne, l'Autriche, la Grande-Bretagne, l'Italie, adhèrent les premières (juin) à ce nouveau régime judiciaire, puis la France (déc.) et la Grèce. — Une société de capitalistes français négociant avec le khédive l'achat des 176 642 actions du Canal de Suez qu'il possédait, le gouvernement anglais se hâte de les acheter au prix de 100 millions (nov.) : ce qui lui donne, comme principal actionnaire, la haute main sur toutes les affaires du canal, et par suite sur celles de l'Egypte.

Questions internationales.

— Convention signée à Paris (20 mai), et adoptée successivement par seize Etats pour l'unification internationale et le perfectionnement du système métrique en ce qui concerne les poids et mesures. — Congrès international de géographie tenu à Paris.

1876.

Allemagne et Prusse. — Deux sessions du Reichstag en cette année : 1° celle qui a commencé le 27 oct. 1875 et qui s'achève le 10 févr.; 2° du 30 oct. au 22 déc. Le Landtag prussien siège du 28 janvier au 30 juin. — Le Code pénal de l'Empire, du 15 mai 1871, est révisé dans le sens de la répression. Dès le début de la discussion en déc. 1875 le ministre de la justice et le chancelier avaient parlé avec amertume des lois existantes comme insuffisantes, des députés du parti national libéral et du parti progressiste, surtout MM. Lasker et Hœnel, font rejeter plusieurs des innovations projetées, qui avaient un caractère

politique. La 3^e lecture n'est votée que le jour de clôture de la session (10 févr.). La loi est promulguée le 26 février. Le Reichstag vote aussi un code d'instruction criminelle, un code de procédure civile, une loi sur l'organisation judiciaire, une loi sur les faillites. — Le régime des sociétés coopératives de crédit telles qu'elles se sont fondées récemment dans la Hesse, la Westphalie, la Prusse rhénane suivant des principes qui ne sont pas ceux de M. Schulze-Delitsch, est attaqué par lui au Reichstag (janv.) comme violant la loi du 4 juillet 1868 qui est devenue loi d'Empire. — De longs et intéressants débats produisent les lois du 7 et du 8 avril qui réglementent pour tout l'Empire l'assurance mutuelle des ouvriers en cas de maladie. Chaque commune peut décider que les ouvriers résidant sur son territoire seront tenus de prendre part à une caisse de secours mutuels, enregistrée, organisée pour secourir les associés en cas de maladie, et fonder elle-même de pareilles caisses. — Le chancelier fait ses efforts pour attribuer à l'Empire la propriété de toutes les grandes lignes de chemins de fer, alléguant que souffrent l'agriculture et le commerce du morcellement des lignes ferrées, de tant d'administrations, de tant de tarifs; il veut fortifier l'unité de l'Allemagne, et effacer encore un des vestiges des anciennes divisions. Les divers états résistent : en Saxe et en Wurtemberg, les Chambres votent contre tout projet de rachat et de centralisation; le 1^{er} ministre de Bavière M. de Pfitzschner au parlement de Munich (25 fév.) déclare qu'il s'y opposera par tous les moyens que la constitution met à sa disposition. — Le chancelier pour entraîner les autres États fait voter la mesure par le Landtag prussien : discussion à la Chambre des députés à la fin d'avril; l'idée de rachat est combattue par MM. Richter et

Berger, défendue par MM. Lasker, Hammacher, Lowe; le chancelier intervient : 215 contre 160 votent la loi le 2 mai; les seigneurs la votent le 20; elle est promulguée le 4 juin. Cette loi autorise la cession à l'Empire des lignes appartenant à l'État prussien, ainsi que des droits régaliens exercés par l'État sur les voies ferrées qui étaient en Prusse la propriété de compagnies privées. — La chancellerie d'Empire, dont M. Delbrück était président, est remplacée par une sorte de ministère d'Empire, sous la direction immédiate du chancelier Bismarck, divisé en branches d'administration ou offices, affaires étrangères, intérieur, amirauté, justice, trésorerie, etc., ayant chacun un titulaire qui est ou ministre d'État, ou conseiller intime; M. Delbrück se retire : M. Hoffman, ministre d'État, est secrétaire d'État pour l'office de l'Intérieur de l'Empire. — En Prusse l'application des lois ecclésiastiques se poursuit : l'archevêque de Posen Ledochowski, ne sort de prison qu'au commencement de l'année, ayant fait entiers ses 18 mois de détention en forteresse pour contravention aux lois de mai 1873; mandat d'amener contre l'évêque de Paderborn qui s'est réfugié sur le territoire hollandais; arrêt de destitution prononcé par le tribunal des affaires ecclésiastiques établi en vertu de ces lois contre l'évêque de Munster (mars). Une loi du 7 juin complète celle du 20 juin 1875 sur l'administration des biens dans les diocèses ecclésiastiques; elle est relative aux droits de surveillance de l'État. L'Église nationale évangélique de Prusse, qui comprend les luthériens et les réformés unis sous la haute autorité du chef de l'État comme chef de la religion, d'après une loi ecclésiastique du 20 janvier votée par le synode général extraordinaire, constituant, qui a siégé à Berlin en nov. et déc. 1875, et une ordonnance royale de même date, aura désor-

mais au-dessus des corps ecclésiastiques électifs qui existent et qui sont conservés par paroisse, par cercle, par province, un synode général. La loi discutée à ce sujet au Landtag depuis févr., promulguée le 3 juin, a été attaquée dans les deux chambres, par les députés libéraux Virchow, Richter, de Saucken, Hoenel comme trop favorable aux tendances autoritaires de l'orthodoxie protestante, par quelques Seigneurs comme livrant les intérêts de l'Eglise à la démocratie et aux ennemis de la religion. Une loi du 28 juillet laisse plus de liberté religieuse aux israélites de la monarchie prussienne, ils ne seront plus cantonnés chacun forcément dans la communauté religieuse de leur domicile. Une loi du 23 juin incorpore définitivement à la monarchie prussienne le duché de Saxe-Luxembourg, occupé depuis 1864. Une loi du 28 août établit que la langue allemande est, à l'exclusion de toute autre, la langue officielle pour tous les employés et corps politiques de l'Etat prussien : l'opposition qu'ont faite, dans la discussion de cette loi, les députés polonais, a été soutenue par un des chefs du parti catholique Windthorst. A cette occasion, dans les provinces polonaises, grand mouvement de pétitionnement au moyen de réunions populaires dont quelques-unes sont dissoutes; une société agricole qui existait depuis sept ans, pour son attitude est dissoute également. — L'empereur, ouvrant le Reichstag le 30 oct. laisse voir dans son discours que l'Allemagne, dans les affaires d'Orient pour lesquelles les trois chanceliers, Bismark, Andrassy, Goriskoff, réunis à Berlin le 11 mai ont préparé un *memorandum*, pratique une neutralité bienveillante pour la Russie contre les Turcs. — Une loi votée par le Reichstag, (loi du 20 déc.) réforme le régime postal et télégraphique de l'Empire, règle d'une manière uniforme les relations

entre les diverses administrations de chemins de fer et l'administration des postes de l'Empire, en laissant en dehors les royaumes de Bavière et de Wurtemberg qui ont encore l'existence propre de leurs services de poste. — Dans le royaume de Saxe, plusieurs lois importantes : au casuel ecclésiastique est substituée une indemnité payée par l'Etat, pour les baptêmes, mariages, décès qui auront lieu gratuitement (loi du 22 mai); le droit de haute surveillance est attribué à l'Etat sur l'Eglise catholique comme en Prusse, toute mission religieuse même individuelle est interdite aux membres d'ordres religieux ou de congrégations (loi du 22 août); une loi du 22 août reconstitue et améliore les établissements dits de haute instruction, les gymnases (enseignement secondaire classique), les écoles réelles (enseignement secondaire spécial en deux degrés), les écoles normales d'instituteurs et d'institutrices. Dans le grand-duché de Bade, la loi organique pour l'élection des députés est modifiée (25 août); d'après la loi du 18 sept. sur l'instruction primaire, l'enseignement religieux doit être donné séparément selon les confessions. Dans le Wurtemberg, une loi constitutionnelle du 1^{er} juillet crée au-dessus du Conseil privé du roi une sorte de collège des ministres auquel sont transportées la plupart de ses attributions.

Amérique centrale. — Dans le Guatemala, les pouvoirs du président de la République Rufino Barrios, élu le 9 mai 1873, sont prorogés pour quatre ans par un décret de l'Assemblée constituante du 23 octobre. Il sera réélu le 15 mars 1880 pour une période de six ans.

Amérique du sud. — Dans l'Equateur nouvelle constitution, d'après laquelle devient président (sept.) le général Ignacio de Veintimilla, avec deux suppléants dési-

gnés à l'avance, pour le remplacer s'il y a lieu. — Au Chili, est élu à la présidence Anibal Pinto. — Au Pérou, triste état général : absence complète de numéraire dans les transactions : dépréciation progressive des billets de Banque ; dette énorme contractée par l'État vis à vis des banques, et au payement de laquelle sont affectés les produits des salpêtres et du guano ; déficit du budget. Beaucoup de réformes indispensables ne sont pas entreprises. La session ordinaire du Congrès du 28 juillet au 5 février 1877 ne produit qu'une loi au sujet des mines, en vue de développer cette industrie et d'y attirer les capitaux étrangers. Le recensement général de 1876 donne 2 699 945 habitants, plus environ 350 000 Indiens sauvages. La capitale Lima a 101 000 habitants, Callao 33 000, Arequipa 29 000, Cuzco 18 000. — Au Paraguay, un traité conclu avec la République Argentine (3 février) met un terme à l'occupation du territoire par les troupes de cette république qui l'évacuent le 22 juin : c'est la solution définitive de la guerre qui avait duré cinq ans (1865-1870). Le recensement donne 293 844 habitants ; le nombre des femmes, par suite de cette guerre prolongée, l'emporte de beaucoup sur celui des hommes. La capitale Assomption a 19 000 habitants. — Dans la Confédération Argentine l'État de Buenos-Ayres, de beaucoup le plus important, puisque sur 2 millions d'habitants qu'elle compte il en a 550 000, vote 3 lois importantes, sur le régime des élections, sur les municipalités, sur les terres publiques, cette dernière complétée par un décret du 16 déc., afin de favoriser la colonisation par les Européens qui ont afflué depuis cinq ans.

Angleterre. — Pendant la session qui dure du 8 février au 19 août, la situation des partis politiques n'est pas modifiée, la majorité est encore assurée au cabinet Dis-

raeli. Le discours du trône (8 février) rappelant la réception qui a été faite, aux Indes, au Prince de Galles, annonce qu'il sera demandé au parlement un titre spécial pour la reine comme souveraine de ces peuples de l'Orient. Le titre d'Impératrice des Indes, qui est l'objet du projet du bill présenté le 17 février est mal accueilli par les chambres, par la presse, par l'opinion ; on proteste par des meetings à Londres, à Birmingham, à Manchester ; à la chambre des Communes, Lowe le marquis d'Hartington, Gladstone, Fawcett, parlent contre ; lord Shaftesbury, de même à la chambre haute. Il n'y a aux Communes que 75 voix de majorité (23 mars). La loi est promulguée le 11 mai ; et dix jours après, par ressentiment contre le cabinet une proposition de censure réunit jusqu'à 226 voix : 334 la repoussent. — Discussion sur la situation politique de l'Irlande, aux Communes (30 juin) ; une motion est présentée pour qu'une commission d'enquête soit chargée d'examiner les griefs ; le gouvernement a fait rejeter. — La protection de la vie des équipages et des passagers de la marine marchande est assurée par une loi définitive, du 15 août, substituée à l'acte provisoire du 13 août 1875, due également aux efforts énergiques du député Plimsoll. — On modifie (acte du 15 août), après de longs et orageux débats, la loi de 1870 sur l'éducation élémentaire, en ce qui concerne l'obligation qui est imposée aux parents, mais en la subordonnant à l'établissement d'écoles à proximité, la gratuité est organisée au moins pour les indigents : une partie des pouvoirs du conseil scolaire sont transférés aux autorités des bourgs et paroisses ; il peut même être dissous par le Département de l'éducation. Une loi des pauvres donne des pouvoirs plus larges en matière d'assistance publique au gouvernement central, tout en laissant subsister les anciennes divisions paroissiales.

siales. — La proposition du cabinet d'augmenter un peu l'income-tax pour combler le déficit budgétaire soulève les plaintes violentes de M. Gladstone (16 mai), même une motion de blâme, non suivie d'effet — Le 1^{er} ministre Benjamin Disraeli dont la femme, décédée en 1872, avait été faite en 1868 princesse et vicomtesse de Beaconsfield, devient pair sous le nom de lord Beaconsfield avec le titre de comte (septembre).

Autriche-Hongrie. — La nation et la monarchie perdent M. Deak, le principal auteur de la constitution dualiste de 1867, malade depuis longtemps, mort le 27 janvier à Buda-Pesth : deuil national, hommages publics; un monument doit lui être élevé dans la capitale de la Hongrie. — En Autriche, la loi sur les communautés religieuses, qui soumet les congrégations au contrôle de l'État quant aux personnes et quant aux propriétés, quoique votée par les députés en 1874, et cette année par la chambre des seigneurs avec quelques modifications ne reçoit pas encore la sanction impériale. Les catholiques sont très intolérants dans le Tyrol où le gouvernement a accordé aux protestants l'ouverture de deux temples : réclamations violentes, au conseil de la province, par la majorité ultra-catholique. — En Hongrie les réclamations présentées en 1875 contre les effets du régime du dualisme de 1867 qui doit être supprimé ou renouvelé en 1877 aboutissent (en mai) à un compromis provisoire qui ne leur donne qu'une incomplète satisfaction sur les questions de douanes, d'impôts, de Banque. — Un des trois ministères communs aux deux parties de la monarchie, le ministère de la guerre, est donné au comte A. Bylandt-Rheydt (20 juin). — L'Autriche s'engage assez avant dans la question des provinces Slaves et Danubiennes contre les Turcs.

Belgique. — Grève considérable dans le bassin houiller de Charleroi (fév.). Les élections partielles en février et en juin ne modifient pas sensiblement la composition des Chambres. Le cabinet Malou, du parti catholique, reste aux affaires. Après les élections de juin, qui ont donné lieu comme celles de février à des collisions sanglantes, les libéraux demandent une convocation extraordinaire des Chambres pour qu'on vérifie s'il n'y a pas eu dans ces élections corruption et violence. Avant ces élections, discussions importantes, surtout de la loi du 20 mai sur la collation des grades académiques, pour laquelle, outre le droit que conservent d'une part les Facultés des universités de l'État, de l'autre les établissements libres d'enseignement supérieur régulièrement organisés, on établit, comme avant la loi du 15 juillet 1849, un jury central mixte qui siégera à Bruxelles sous la présidence d'un membre choisi en dehors du corps enseignant; les diplômés ainsi délivrés, pour produire un effet légal doivent être enregistrés par une commission spéciale siégeant à Bruxelles. Le chef des libéraux, à la 2^e chambre, Frère-Orban, a concouru à cette solution. Il est convenu qu'elle n'est que temporaire, que cette loi qui doit entrer en vigueur le 1^{er} octobre de cette année, devra être soumise à une révision avant le 1^{er} octobre 1880. Les députés rejettent (24 mai) malgré les efforts du ministère une convention qu'il avait passée avec le gouvernement des Pays-Bas pour des travaux d'approfondissement à effectuer au canal de Gand au port de Terneuzen qui est de la Zélande hollandaise, les Hollandais demandant trop d'avantages comme prix de l'autorisation nécessaire. — Le transport des émigrants est protégé par une loi du 14 déc. qui impose des obligations à ceux qui se livrent à ce genre d'exploit

tation. — Le recensement général donne 5 336 185 habitants.

Brésil. — Le nouveau régime électoral du 20 oct. 1875 n'a son effet qu'à la fin de l'année. L'empereur est parti le 26 mars pour un long voyage aux Etats-Unis, en Europe, en Orient; il ne sera de retour qu'en sept. 1877. Sa fille, exerçant la régence pour la seconde fois ouvre les Chambres en déc. : la vérification des pouvoirs prend près de deux mois.

Chine. — Le premier chemin de fer, construit très rapidement (20 kilom.) entre Shanghai et le village de Wousoung, près du Wang-Pou qui passe à Shanghai, est dû à des maisons européennes importantes de cette ville qui destinaient ce matériel à un chemin de fer entre Pékin et Tientsin; mais le gouvernement impérial n'a pas voulu le laisser construire. Même la voie ferrée de Shanghai sera détruite l'année suivante par les mandarins.

Danemark. — Lutte persistante entre le gouvernement qui s'appuie sur la chambre haute et la gauche de la 2^e chambre; elle menace de refuser le vote de budget. — Une loi du 7 avril impose le repos public les jours de fêtes de l'Eglise nationale.

Espagne. — Les élections pour les Cortès (fév.) donnent une très forte majorité aux Alphonsistes, se divisant en autoritaires (moderados) et libéraux; quelques républicains seulement sont élus, surtout Em. Castelar. Les Cortès ouvertes le 15 février siégeront jusqu'au 20 juillet; seront suspendues jusqu'au 6 nov., et termineront leur session le 5 janvier. — On en finit avec la guerre des carlistes par les efforts combinés des généraux Loma, Quesada, Martinez-Campos, au nord de la Navarre, et

à la frontière française; Estella soumet (19 fév.). Le désordre est tel parmi les bandes carlistes que les massacrent un de leurs généraux. D. Carlos passant la frontière (28 fév.) et n'obtenant pas de résider en France s'embarque pour l'Angleterre. Les Cortès discutent en mars une loi de pacification des provinces basques qui perdrait deux privilèges exorbitants de leurs fueros, l'exemption de tout service dans l'armée et de participation aux impôts dus à l'Etat. Cette loi ne sera promulguée que le 21 juillet. — Le gouvernement tourne ses forces contre l'insurrection de Cuba et fait espérer des libertés à cette colonie. — La discussion de la Constitution par les Cortès porte avant tout sur la religion. Les partisans de l'unité religieuse, c'est-à-dire de l'intolérance catholique, très violents, sont encouragés par un bref du Pape adressé au milieu de mars à l'archevêque de Tolède. Le ministre Canovas del Castillo résiste à leurs exigences; un de ses collègues qui n'accepte pas le principe de la tolérance, sort du cabinet. Le vote des Cortès (3 mai) n'accorde aux cultes non catholiques que le libre exercice privé, réservant au catholicisme, religion de l'Etat, le privilège des manifestations publiques et des cérémonies. La Constitution du 30 juin fixe la majorité du roi à 16 ans, apporte quelques modifications à la composition des deux Chambres. Le Sénat comprend, outre des membres de droit, et des membres à vie nommés par la couronne, une partie élective qui se renouvelle par moitié tous les cinq ans; ces membres sont élus par le clergé, les universités, les corps savants et les sociétés économiques, les délégués des municipalités et des plus imposés des communes, les députations provinciales. Les députés sont élus pour 5 ans, à raison de 1 député par 50 000 habitants, avec certaines conditions de domi-

cile et de cens; une part de représentation est faite aux minorités — Une loi du 21 juillet décide la reprise à dater du 1^{er} janvier 1877 du paiement des rentes publiques, mais réduit des deux tiers. Une loi du 16 déc. modifie la loi du 20 août qui régissait le municipale et la province. — L'intolérance religieuse du gouvernement se manifeste notamment dans les îles Baléares à Mahon, à l'égard des protestants. Le haut clergé n'en est pas plus respectueux envers lui : des prélats, dont l'archevêque de Tolède, conduisant un pèlerinage à Rome, ne font visite à l'ambassadeur d'Alphonse XII près du roi d'Italie que sous la menace de n'être plus reçus en Espagne (sept.).

Etats-Unis. — Au début de l'année, des procès, notamment celui du général Belknap, mis en jugement devant le Sénat, révèlent bien des scandales, des actes de malversation ou de corruption, d'abus violents du pouvoir, commis par des fonctionnaires les plus élevés de l'administration du général Grant pendant sa double présidence, notamment dans les Etats du Sud où on opprime les blancs en s'appuyant sur les noirs, ou par des magistrats municipaux des plus grandes villes. Les représentants votent presque à l'unanimité une loi qui a pour objet de prévenir les faits de corruption pécuniaire en matière électorale de la part soit des fonctionnaires, soit des membres du Congrès. — Le Sénat se décide (mars), en prévision des élections présidentielles qui auront lieu en novembre à régler par une loi, dont le projet lui est soumis depuis deux ans, la manière de compter les votes, et de décider entre les rapports contradictoires venant des bureaux de vérification (returning boards). — Une grande fête nationale célèbre le 100^e anniversaire de la déclaration de l'indépendance (4 juillet). A cette oc-

casion, une exposition universelle d'industrie et d'art a lieu à Philadelphie. — Une proposition d'amnistie qui aurait ramené tous les proscrits frappés à la suite de la guerre de sécession (il y en avait encore environ 750) n'a pas été votée. — Par proclamation du 1^{er} août, suivant l'acte du 3 mars 1875, un 38^e Etat est admis dans l'Union, le Colorado, le peuple de ce territoire ayant ratifié la constitution votée par une Convention. — Le Congrès, à la suite de plaintes venant surtout de la législation de la Californie, décide par les lois du 2 et du 15 août qu'une commission d'enquête appréciera les effets de l'immigration chinoise en vue de la restreindre. — Un projet d'amendement à la constitution est voté avec l'intention d'empêcher les divers Etats de faire des lois sur l'instruction publique favorables aux écoles confessionnelles. — Au printemps, les tribus des Sioux, du Dacotah, dont les pionniers américains n'ont pas respecté la réserve de territoire que leur attribuait un traité de 1868, engagent avec les troupes de l'Union une guerre longue, meurtrière, et dispendieuse pour elle. Plusieurs lois, d'avril, de juillet, votées par le Congrès, concernent la situation de diverses tribus indiennes auxquelles on ne laisse pas leurs terres. Le budget des Indiens voté le 15 août a trait à 71 tribus, et en règle l'entretien à tous égards : nourriture, vêtements, instruments de culture, éducation, etc. — Les élections de novembre pour la nomination des délégués des Etats qui auront à élire le président présentent tous les excès effrénés des candidatures officielles, le général Grant, qui n'ose pas se présenter pour un 3^e terme, soutenant avec toutes les ressources de l'administration le candidat de même opinion républicain M. Rutherford, B. Hayes, gouverneur de l'Ohio. Sur les 369 délégués qui constitueront le col-

lège d'élection, 184 sont acquis à M. Tilden candidat des démocrates, 166 à M. Hayes; restent indécis 19 suffrages de trois Etats du Sud, la Floride, la Caroline du Sud, la Louisiane où les partisans de Grant, maîtres des législatures et de l'administration, ont composé à leur gré les bureaux de vérification des votes. Il ne manque à M. Tilden qu'un suffrage pour avoir la majorité absolue; M. Hayes a besoin de tous les suffrages en litige. Les démocrates portent plainte au Congrès, réuni depuis le 4 déc. : il décide, suivant la motion de Mac Crary (18 déc.), comme les deux assemblées ne se mettent pas d'accord parce que les démocrates ont la majorité à la chambre des représentants, les républicains au Sénat, qu'une commission composée de 5 députés, de 5 sénateurs et de 5 juges de la Cour suprême appréciera les rapports contradictoires.

France. — Le vice-président du conseil, ministre de l'intérieur, Buffet, pèse en vain sur les élections des sénateurs et des députés (janv.-fév.) avec toutes les ressources de l'administration, en faisant invoquer encore par le maréchal la politique de l'union conservatrice, en abusant de la loi du 27 décembre 1875 sur la presse, pour empêcher d'être élus même les républicains modérés. Il n'est élu lui-même ni sénateur ni député, quoique présenté pour le mandat législatif dans quatre collèges : M. Thiers est élu sénateur à Belfort, député à Paris; M. Dufaure, qui pour le Sénat a été battu par un bonapartiste, est élu député. Gambetta qui a fait campagne à travers toute la France avec ardeur contre le parti clérical et en faveur de l'union des gauches est élu député dans quatre collèges, à Paris, Marseille, Lille, Bordeaux. A Paris, l'union des gauches a fait entrer au Sénat Freycinet, Hérodol, Tolain, V. Hugo; le parti radical emporte plusieurs

sièges de députés. En tout la Chambre nouvelle a une majorité républicaine, dont 98 d'extrême gauche, 194 de la gauche, 48 du centre gauche, 22 constitutionnels : il y a 75 bonapartistes, 25 légitimistes purs; le reste est de la droite et du centre droit. Le Sénat a une majorité d'opinion moins avancée : des 92 républicains 52 sont du centre gauche; parmi les conservateurs, il y a peu de bonapartistes. — Le 23 février M. Buffet est démissionnaire, son ministère n'a pas duré un an. — Le 10 mars, est formé par M. Dufaure le premier cabinet libéral du régime républicain constitutionnel, en grande partie centre gauche avec Léon Say aux finances, Ricard, le rapporteur de la loi électorale de nov. 1875, à l'intérieur sur le refus de Cassin Perier; Waddington à l'instruction publique, Christophle aux travaux publics, Teisserenc de Bort au commerce. De Cissay reste à la guerre, Decazes aux affaires étrangères; l'amiral Fourichon à la marine et les colonies. Dufaure ministre de la justice et des cultes a le titre de président du conseil. Ce ministère, dont le programme franchement républicain est lu aux Chambres le 14 mars, annonce des projets de loi pour rendre à l'Etat la collation des grades de l'enseignement supérieur et ne plus laisser au gouvernement la disposition arbitraire des municipalités. — Gambetta, les 7 et 12 mars, a essayé de fondre en une vaste réunion plénière tous les républicains des deux Chambres; les groupes aiment mieux rester distincts. — La première partie de la session dure jusqu'au 12 août. — D'Audiffret-Pasquier est réélu président du Sénat, il le sera de même en janvier 1877, en janvier 1878; la gauche a deux des vice-présidents Martel et Duclerc. A la Chambre des députés, le président J. Grévy et trois des vice-présidents élus sont des républicains. Le tirage au sort qui détermine la

rie des sénateurs élus destinés à être réélus les premiers en 1879 est favorable à la République, puisque est celle qui contient le moins de républicains et de constitutionnels. La vérification des pouvoirs a fait avec indulgence au Sénat, avec plus de rigueur à la Chambre des députés, où les agissements constatés des fonctionnaires inspirés par le ministre Buffet, le clergé, ou des bonapartistes, ont décidé des demandes d'enquête ou des annulations d'élections. — Les mouvements opérés dans le personnel administratif et judiciaire (mars-mai) aident au fonctionnement du régime républicain. Des propositions d'amnistie pour les condamnés de la Commune ne réunissent, dans chaque Chambre, que peu de voix. Le cabinet accepte de la gauche et fait passer un projet de loi qui lève l'état de siège dans les quatre départements où la loi du 29 décembre 1875 l'avait maintenu (loi du 4 avril). En attendant la loi sur les municipalités, il s'applique à remplacer les maires étrangers aux conseils. Mais sa politique, qui est conservatrice en même temps que libérale, est attaquée violemment par les feuilles radicales, et n'est pas bien vue de la *République française*. Gambetta, le véritable chef de la gauche non intransigeante, porté pour la première fois (avril) à la présidence de la commission du budget, qui lui sera renouvelée par élection chaque année jusqu'à ce qu'il devienne président de la Chambre, débute par une allocution très modérée, et s'initie profondément aux affaires. — Le projet de loi présenté le 23 mars par le ministre Waddington pour la suppression, dans la loi de juillet 1875, des articles 13 et 14 concernant la collation des grades, afin de la rendre à l'Etat, passionne les Chambres, la presse, et tout le parti catholique qui voit dans cette collation des grades la liberté même de l'en-

seignement supérieur; la question est religieuse et sociale autant que politique. Les députés commencent à la discuter le 1^{er} juin. Principaux orateurs : pour les droits de l'Etat, outre le ministre, le rapporteur Spuller de la gauche, Pascal Duprat, Jules Ferry; contre : Paul de Cassagnac, Keller, Albert de Mun, député qui va être invalidé, mais qui sera réélu. Le projet est adopté le 8 juin par 357 voix contre 122. Au Sénat, où Buffet vient de remplacer le ministre Ricard décédé, la commission même est défavorable; elle fait Paris rapporteur; dans la discussion, les 18, 19, 20 juillet Wallon et Laboulaye défendent dans son intégrité la loi du 12 juillet 1875 dont ils étaient les principaux auteurs; le projet est rejeté par cinq voix (144 contre 139). Dufaure et Waddington, n'ayant pas posé la question de cabinet, Waddington même reste ministre; et par application de la loi du 12 juillet 1875, sont institués (août) des jurys mixtes pour l'université catholique de Paris. — Le projet de loi provisoire pour rendre aux conseils municipaux la nomination des maires et des adjoints, excepté dans les chefs-lieux de département, d'arrondissement, et aussi de canton comme le demande le nouveau ministre de l'intérieur M. de Marcère député du centre gauche, passe facilement à la Chambre des députés (12 et 13 juillet) (Jules Ferry, rapporteur), le Sénat la vote (8 août) (de Parieu, rapporteur), sauf l'article pour le renouvellement de tous les conseils municipaux d'ici à trois mois qui disparaît de la loi: on devra seulement compléter les conseils qui ont les municipalités à élire. La loi est promulguée le 13 août. Les municipalités ainsi reconstituées en oct., pour les quatre cinquièmes des communes restent les mêmes. — Dans la discussion du budget à la Chambre des députés (juillet) le ministère de l'instruction publique obtient une augmentation de 12 millions; la

principe de l'instruction primaire obligatoire est accepté par le ministre; il annonce le projet de constituer de grands centres universitaires complets. Des députés ont demandé, sous forme d'amendements au budget, la suppression des facultés de théologie, celle du budget des cultes. Dans la discussion du budget de la guerre, les députés refusent les fonds pour les aumôniers militaires et quelques autres crédits au ministre de la guerre. Sa démission, au milieu d'août. Le général de Cissey est remplacé par le général Bertault. — Le ministre Teisserenc de Bort a fait décider (avril) qu'une exposition universelle de l'industrie, de l'agriculture et des beaux-arts aurait lieu à Paris en 1878. Les crédits nécessaires sont votés par les Chambres en juillet. Une subvention a été votée en mai pour envoyer des ouvriers de tous les départements à l'exposition universelle de Philadelphie. — Pendant les vacances parlementaires, du 12 août au 30 oct., discours libéraux et confiants de deux ministres du centre gauche, Marcère et Christophle, quelques banquets révolutionnaires pour les anniversaires du 10 août et du 22 sept. 92. Accueil peu sympathique fait au président de la République à Lyon. Incidents qui raniment les questions religieuses : honneurs militaires refusés aux obsèques civiles du compositeur Félicien David (2 sept.); messe obligatoire au camp de l'armée du général Ducrot; mépris des principes du concordat à propos de l'institution canonique du nouvel archevêque de Lyon. Le ministre Dufaure y ramène le clergé avec fermeté; les recommandations de l'évêque de Gap Guibert pour que l'Eglise reste en dehors de la politique sont reprouvées par les feuilles cléricales. Au congrès à Paris des délégués des professions manuelles du 3 au 12 octobre, discussions assez calmes,

moins d'utopies qu'en 1848. Discours de Gambetta à Belleville son quartier d'élection depuis 1869 (1^{er} oct.) : en répudiant l'insurrection et les crimes de la Commune, il se déclare sympathique à l'amnistie; il montre les avantages que la démocratie peut tirer de la politique des résultats, de l'opportunisme; il gagne à lui une partie des libéraux. — La session extraordinaire, ouverte le 30 oct., met le cabinet, surtout les ministres Dufaure et Marcère, en dissentiment avec les gauches et en minorité au sujet de la proposition Gatineau demandant une loi relative à la cessation des poursuites pour les faits de la Commune, et la substitution, pour le jugement des crimes de droit commun s'y rattachant, de la juridiction ordinaire aux conseils de guerre. Gambetta défend la proposition contre Dufaure qui est surtout pour qu'on continue à accorder des remises, commutations et réductions de peines par décrets présidentiels. Le débat au sujet des honneurs militaires à rendre dans le cas de funérailles civiles, des échecs de Dufaure dans la discussion du budget des cultes, une résolution du centre gauche des députés (3 déc.) demandant que le personnel administratif et judiciaire soit en harmonie avec l'esprit de la majorité, achèvent la ruine du cabinet Dufaure. Il a duré moins de neuf mois. — Le véritable chef de la majorité, Gambetta n'est pas encore possible comme président du conseil. Le président s'adresse en vain aux deux présidents des Chambres. Le cabinet Dufaure est seulement remanié (13 déc.) et renforcé dans le sens de la gauche sous la présidence de J. Simon, de la gauche, qui prend l'intérieur; le vice-président du Sénat, Martel a la justice et les cultes; le cabinet J. Simon déclare aux Chambres le 14 déc. qu'il sera profondément républicain et profondément conservateur. Le budget des dépenses est la

cause d'un conflit entre les deux Chambres, qui, poussé à l'extrême, pourrait amener une dissolution et la chute du cabinet à peine reconstitué : les députés consentent à rétablir deux crédits qu'ils avaient supprimés, l'indemnité d'entrée en campagne pour les officiers et l'aumônerie militaire; le 29 déc., le budget est voté. — Le Sénat a voté le 21 nov. la loi sur l'administration de l'armée d'après le rapport de Freycinet; elle repose sur les trois principes essentiels admis dans la loi de juillet 1873; pendant la discussion, l'intendance a été attaquée surtout par le président d'Audiffret-Pasquier. Les députés en ajourneront le vote pendant cinq ans. — Un amendement au budget, pour la suppression du crédit destiné à l'ambassade auprès du pape (10 nov.) n'a eu à la Chambre des députés que 85 voix contre 363. — Attitude passive de la France dans les affaires d'Orient. — En Algérie soulèvement de quelques tribus au sud-est de Biskra (mars-avril), réprimé par le général Carteret. — Résultats du recensement général quinquennal : 36 905 788 habitants, 800 000 de plus qu'en 1872; l'Algérie a 2 867 626 habitants. — Mort (14 mai) d'Esquiros, le défenseur des idées radicales et des réformes sociales de 1848 à 1851, retiré en Angleterre après le 2 décembre, rentré dans la vie politique en 1869, sénateur (7 juin); de George Sand, rendue illustre par tant de romans depuis 1832 (6 juillet); de Casimir Perier, ancien ministre de M. Thiers depuis octobre 1871, un des fondateurs de la constitution républicaine de 1875, sénateur (15 août); du savant économiste Wolowski, sénateur, mêlé à la politique en 1848 et en 1871.

Grèce. — La haute cour de justice condamne les ministres du cabinet Bulgaris mis en jugement en 1875, pour avoir faussé les scrutins. — Embarras du cabinet

Coumoundouros au milieu des complications qui s'accroissent en Orient, les populations grecques de Turquie étant laissées en dehors des arrangements proposés par les grandes puissances. Le roi parcourt l'Europe pour y chercher des sympathies en faveur de la Grèce. Le cabinet, entraîné par le courant de l'opinion qui porte à la guerre, dès que la Chambre se réunit (oct.) présente des projets de loi d'armement, de recrutement général, d'emprunts, d'impôts additionnels pour couvrir le service de ces emprunts. Enthousiasme à l'arrivée du roi (7 nov.). Crise ministérielle de quelques jours: Coumoundouros rentré au pouvoir s'appuie sur une commission de la Chambre où sont représentés tous les partis : il obtient le vote d'un emprunt de 10 millions à affecter aux armements extraordinaires, un nouveau règlement provisoire de l'armée de terre. Une loi sur la responsabilité ministérielle, rendue nécessaire par les derniers procès est votée rapidement malgré les efforts des chefs de partis (13 déc.); elle est calquée sur la loi autrichienne. Le roi la sanctionne le 23 déc.; elle ne sera promulguée que le 23 fév. 1877.

Hollande. — Loi du 28 avril sur l'enseignement supérieur. Elle ne reconnaît comme par le passé le droit de conférer les grades et de faire subir les examens pour les obtenir qu'aux Facultés des Universités de l'État, à Leyde, Utrecht, Groningue. Elle porte que l'*Athenaeum illustre* d'Amsterdam, établissement communal qui existe depuis près de 250 ans aura ce droit de collation s'il se transforme en université communale moyennant certaines conditions: ce qui sera réalisé en 1877. Un amendement qui aurait donné ce droit aux écoles libres supérieures a été retiré après que la proposition relative à la surveillance qu'elles auraient à subir de l'État a été rejetée. La loi ne

maintient dans les universités de l'État les facultés de théologie qu'en restreignant l'enseignement aux branches de la théologie spéculative, la théologie positive ou dogmatique devant rester l'affaire des séminaires. — Première loi spéciale sur les sociétés coopératives (17 nov.).

Italie et Saint-Siège. — La session est ouverte le 6 mars. Le 22 mars une coalition parlementaire renverse le cabinet Minghetti à la suite d'une interpellation sur le mode de recouvrement de l'impôt sur la mouture et à propos de l'examen des conventions passées par le gouvernement à Bâle le 17 nov., à Vienne le 27 fév. avec la Société des chemins de fer de la Haute-Italie pour les racheter : on ne le trouvait pas assez sévère avec les autorités ecclésiastiques hostiles au gouvernement. Le chef de la gauche, Depretis, devient président du Conseil (28 mars); il prend les finances; Nicotera à l'intérieur, Melegari les affaires étrangères, Mancini la justice, Coppino l'instruction publique. Le programme du cabinet comprend trois réformes essentielles : la suppression de l'impôt sur la mouture, celle du cours forcé des billets, l'extension du droit de vote politique. Les séances du Parlement sont suspendues pendant un mois. — Une loi du 5 juillet modifie le serment judiciaire, plusieurs témoins dans un procès criminel en oct. 1875 ayant refusé de jurer sur l'Évangile; le serment prêté par le témoin n'aura plus de caractère religieux. — Le général Cialdini (juillet) est nommé à l'ambassade de France à la place de M. Nigra qui l'occupait depuis 12 ans. — Les Chambres sont prorogées le 22 sept., dissoutes le 7 oct. Les nouvelles élections (5 et 12 nov.) donnent une majorité considérable au cabinet Depretis. La session est ouverte le 20 nov. Peu après, le ministre de la justice Mancini dépose à la Chambre le 1^{er} livre du

Code pénal; présente des projets de loi relatifs à la responsabilité des fonctionnaires, aux abus que peuvent commettre les ministres du culte dans l'exercice de leurs fonctions, aux conflits d'attributions. La vérification des pouvoirs, et le vote du budget de 1877 occupent la fin de l'année. — Le pape perd (6 nov.) le cardinal Antonelli qui était secrétaire d'État depuis 25 ans.

Japon. — La population recensée est de plus de 34 millions; Tokio plus de 700 000 âmes. Dix villes ont plus de 100 000 âmes; 45 plus de 20 000.

Mexique. — Pendant presque toute l'année le président Lerdo de Tejada se débat pour conserver le pouvoir que lui dispute par les armes le général Porfirio Díaz : c'est en vain qu'il décrète (fév., juillet, sept.) l'état de siège dans plusieurs États, qu'il se fait conférer à plusieurs reprises par le Congrès ouvert le 1^{er} avril la suspension des garanties constitutionnelles et la levée d'impôts extraordinaires; et qu'il en obtient (17 mai) la convocation du peuple dans ses comices pour l'élection présidentielle. Sur 7288 suffrages exprimés (oct.) 7230 sont pour lui; mais les armées de Porfirio Díaz sont victorieuses. Il entre à Mexico, il est proclamé président constitutionnel. Un nouveau congrès se réunit : et le principe est posé que tout président de la République sortant de fonction n'est pas rééligible.

Portugal. — Une loi du 16 juin protège les colons et les émigrants qui vont aux pays d'outre-mer, surtout au Brésil.

Russie. — En Asie, le khanat de Khokand est annexé (4 mars); les Russes se rapprochent de la frontière de l'Inde anglaise. — Traité avec le Japon, au sujet de l'île Sakhalienne qui était possédée en

commun (25 avril); la Russie obtient la partie japonaise et cède le groupe des îles Kouriles. — Traité de commerce avec la Roumanie (27 mars), à peu près identique à celui de l'Autriche avec cette Principauté en juin 1875. — En oct. et nov. à cause des complications survenues dans la région du Danube, beaucoup de mesures sont prises en vue de la mobilisation d'une partie de l'armée, et sur le service de la milice.

Suède et Norvège. — En Suède, le roi désormais fera choix de l'un de ses ministres pour être ministre d'Etat chef du Conseil, tandis que jusqu'ici la première place y était au ministre de la Justice. — Le projet d'adoption du système métrique français n'est voté qu'après beaucoup de résistance et à la condition de n'être appliqué qu'en 1889. — En Norvège, loi du 3 juin sur le service militaire et le recrutement: le service est obligatoire mais non permanent; le remplacement aboli en principe est maintenu transitoirement.

Suisse. — Une loi fédérale du 24 mars établit un droit de surveillance sur la police des forêts dans les régions élevées, tout en laissant subsister l'administration forestière locale. Une loi fédérale du 3 juillet sur la naturalisation suisse impose des règles générales, certains gouvernements cantonaux accordant la nationalité avec une facilité extrême. — Convention (27 avril) avec l'Empire d'Allemagne, relative à l'établissement des nationaux de chacune des puissances sur le territoire de l'autre. — Dans le canton de Genève, une loi du 5 avril modifie la partie de son code sur l'état civil et le divorce d'après la loi fédérale du 24 déc. 1874; une loi du 9 sept. restreint les libertés communales pour que le Conseil d'Etat soit moins entravé dans son action ad-

ministrative; une loi du 27 sept. réunit aux domaines de l'Etat les biens meubles et immeubles des corporations religieuses supprimées en août 1875, mais en continuant à les affecter à des œuvres de charité, de bienfaisance, d'instruction publique. — Dans le canton du Tessin, agitation à propos de la réforme électorale (oct.). — Le Dr E. Herzog devient l'évêque des vieux-catholiques.

Turquie. — Des révolutions à Constantinople renversent deux sultans, pendant que les peuples Slaves de l'ouest et de la région du Danube sont en pleine révolte, et que les puissances européennes aident à la dislocation de l'Empire sous prétexte de le pacifier. 1° En mai, tombe à la suite d'une manifestation du parti des softas (étudiants) fidèles sectateurs du prophète qui est uni à la jeune Turquie et à Midhat-Pacha, Abd-ul-Aziz qui régnait depuis 1861, prince prodigue et avare tandis que les troupes ne recevaient pas leur solde, trop confiant dans le général Ignatieff qui depuis onze ans représentait la Russie auprès de lui. Enlevé et enfermé le 29 mai, il meurt cinq jours après de mort violente. Le grand vizir et le ministre de la guerre font sultan son héritier présomptif, le plus âgé de la dynastie, son neveu Mourad V. Midhat Pacha devient principal ministre. Le souverain promet des réformes financières et un gouvernement en harmonie avec les idées libérales de l'Europe. Episode sanglant de palais le 15 juin: un Circassien tue le ministre de la guerre et celui des affaires étrangères. La haine du chrétien est ranimée chez tous les peuples musulmans de l'Asie et de l'Afrique. 2° Le parti religieux renverse de même Mourad V (31 août) et lui donne pour successeur son frère Hamid II qui garde le ministère du 29 mai. Hamid II promulgue le 23 déc., sur l'injonction des

grandes puissances, une Constitution qui ressemble à celles des monarchies d'Europe.

Turquie et Puissances européennes. — L'insurrection de l'Herzégovine et de la Bosnie est prolongée par les sympathies avouées des Serbes et des Monténégrins dont sont complices leurs gouvernements d'abord en secret puis ouvertement et par l'extension du mouvement à la Bulgarie. La Russie, l'Allemagne, l'Autriche, se concertent pour faire consentir la Porte à ce qu'elles garantissent l'exécution des réformes qu'elle a promises à tous ses peuples chrétiens en oct. et déc. 1875. L'Autriche se met la première en avant par la note du comte d'Andrassy du 31 janvier, puis elles combinent à Berlin où les trois chancelliers sont réunis le 11 mai un *memorandum*. Le prince de Serbie Milan cède au parti de la guerre dont Ristitch est le chef; proclamation belliqueuse (fin de juin): c'est une guerre de race, de religion, et aussi de conquête avec la pensée de reconstituer l'ancien grand royaume serbe. La Roumanie et la Grèce craignant la domination russe se tiennent encore à l'écart. Quand les hostilités s'ouvrent entre les Turcs et les Serbes, l'Europe laisse faire; elle est sympathique à ces chrétiens des Balkans qui veulent s'affranchir en combattant. La France s'abstient, l'Angleterre en est encore à la politique de non-intervention. Les troupes du Montenegro sont plus heureuses que celles des Serbes. Battus à l'est de Nisch, à Ak-Palanka, menacés dans Alexinatz ils profitent de l'horreur causée en Europe par les déprédations et les cruautés des hordes fanatiques de Circassiens, d'Albanais qu'a lancées la Porte surtout en Bulgarie. Les Serbes (fin d'août) obtiennent, des bons offices des puissances européennes, un armistice de fait et l'évacuation des forteresses occupées sur leur terri-

toire par les Ottomans. Leur général en chef, un russe, Tcherniaïeff, est devant Alexinatz proclamer Milan roi de Serbie; et les hostilités reprennent le 24 septembre. Un programme de pacification préparé par l'Angleterre à la fin de septembre est imposé par le diplomate russe Ignatieff à la fin d'octobre quand l'armée serbe a encore fléchi et que les Grecs et les Roumains paraissent disposés à entrer en ligne. Le 31 octobre Ignatieff donne au sultan 48 heures pour accepter au nom des six grandes puissances, dont l'Italie, un armistice de six semaines avec ses sujets rebelles, sans condition. Le 2 nov. la Porte adhère purement et simplement. Le 11 nov. Alexandre II dans une allocution au Conseil municipal de Moscou montre déjà la pensée de faire la guerre comme pour délivrer les Slaves du joug turc. L'Angleterre décide les puissances à se réunir en conférence à Constantinople; dans les premières réunions, on tient à l'écart les deux représentants du sultan, auxquels le 24 déc. on présente le programme des résolutions adoptées pour garantir l'exécution des réformes et l'autonomie des Principautés. La Turquie consent à une prorogation d'armistice de deux mois, et promulgue une constitution pour tous ses peuples. — En Egypte, l'Angleterre (avril-mai) fait offrir au khédive d'améliorer et de remettre en état ses finances, moyennant l'établissement d'un bureau de contrôle composé d'agents britanniques qui aurait toute l'administration économique et financière. Ismaïl-Pacha ne voulant pas abdiquer son indépendance au mains des Anglais propose la création d'une commission internationale de la Dette composée des représentants des quatre pays où il y a le plus de valeurs égyptiennes: Angleterre, France, Italie, Autriche. C'est l'origine du contrôle général qui est organisé par décret du 18 nov. sous l'autorité de man-

ataires de l'Angleterre et de la France qui assureront la marche régulière des services publics, tout en sauvegardant les intérêts des réanciers européens.

1877.

Allemagne et Prusse. — En janvier, presque en même temps ont renouvelées par élection, les deux Chambres des députés, celle du royaume prussien qui a une courte session du 12 janvier au 3 mars, celle du Reichstag qui a session du 2 février au 3 mai. Les élections pour le Reichstag donnent encore une majorité considérable au chancelier; quelques socialistes sont élus; en Alsace-Lorraine, sur 15 députés, il en passe 5 qui sont autonomistes, qui se résignent au gouvernement allemand. — A la fin de janvier rumeur de dispositions hostiles à la France; l'Allemagne annonce l'intention de ne pas envoyer à l'Exposition universelle de Paris en 1878. — Au Reichstag, (mars) les députés alsaciens de la protestation appuient une motion de Krüger, député du Schleswig réclamant au profit de ses compatriotes incorporés sans avoir été consultés l'exécution de l'article 5 du traité de Prague. — La députation d'Alsace-Lorraine se divise dans la discussion du projet de loi qui permet que les lois concernant l'Alsace-Lorraine, — y compris le budget annuel, — soient décrétées par l'empereur après examen par le Conseil fédéral sans un vote du Reichstag si la délégation provinciale en a donné son avis; mais le gouvernement est libre aussi de s'adresser au Reichstag et de promulguer les lois votées par lui alors même que la Délégation les aurait repoussées. Cette loi si arbitraire votée par le Reichstag le 23 mars est promulguée le 2 mai. — Ni le Conseil fédéral ni le Reichstag n'adoptent la proposition du chancelier pour que Berlin soit le siège du

tribunal fédéral. Sur les instances de la Saxe, Leipzig est préférée (loi votée le 23 mars, promulguée le 11 avril). — Le chancelier donne encore sa démission; puis quand il la retire, il prend un congé assez long, se faisant suppléer dans la chancellerie par le secrétaire d'état de l'intérieur de l'Empire, Hoffmann, dans le ministère des affaires étrangères par M. de Bulow, dans la présidence du cabinet prussien par M. Camphausen. Sa lettre, du 11 avril, au président du Reichstag à ce sujet, est l'occasion d'observations faites le 13, par des nationaux libéraux et des progressistes qui signalent les imperfections de la Constitution, et demandent la création d'un ministère responsable: débat non suivi de vote, qui sera repris en 1878. La loi du 25 mai sur les brevets d'invention achève l'unification de la législation en ce qui concerne la propriété industrielle commencée par les lois du 30 nov. 1874 sur la protection des marques de fabrique et de commerce, et du 11 janv. 1876 sur les dessins et les modèles industriels. — En Prusse, les deux provinces de ce nom qui sont différentes de population, d'esprit, d'institutions sociales, de tradition historique, sont de nouveau séparées (loi du 19 mars) comme elles étaient avant le 1^{er} juillet 1823. Le droit féodal est encore atteint par des lois (de mars) dans la Prusse orientale, le Brandebourg, la Saxe. Par une résolution du Landtag, des biens formant la dotation des cures catholiques dans la Prusse rhénane leur sont laissés nonobstant la loi du 22 avril 1875. — Une décision du synode de la circonscription ecclésiastique de Wiesbaden, qui comprend le pays de Nassau et une partie du landgraviat de Hesse-Hombourg (4 juillet), lui donne la même organisation paroissiale et synodale que celle des six provinces de l'Est établie par les lois de 1873 et 1874. — L'enseignement supé-

rieur des filles est l'objet de lois, dans le grand-duché de Bade (29 juillet), dans le Wurtemberg (30 déc.).

Angleterre. — On discute au Parlement un projet de confédération à établir, dans le genre du *Dominion* du Canada, entre les cinq établissements britanniques de l'Afrique australe, les colonies du Cap et de Natal, le territoire Griqualand-Ouest, la république indépendante d'Orange et celle de Transvaal constituée depuis 1858 dont les habitants, les Boërs, sont des descendants de colons hollandais. Les Boërs avaient été en 1876 en guerre avec les Zoulous. On apprend que sir T. Skepstone, envoyé du Cap avec des pleins pouvoirs a prononcé l'annexion du Transvaal (12 avril), et d'autre part que le Griqualand-Ouest a été absorbé par la colonie du Cap. Le loi ayant pour objet la Confédération n'en est pas moins votée par les deux Chambres, sanctionnée par la reine, et promulguée le 13 août. L'acte d'annexion a promis aux Boërs un gouvernement séparé, une législature spéciale avec l'usage, concurremment, de la langue anglaise et de la langue hollandaise. Au Parlement, il a été réprouvé par plusieurs orateurs, notamment par Gladstone; cependant le crédit demandé pour les frais de l'annexion est voté aux Communes (7 août) par une majorité considérable. Les Boërs résistent à cette confiscation de leur indépendance. — A la Chambre des communes c'est pendant la discussion, en comité, du projet du bill pour créer une confédération (24 juillet) dans l'Afrique australe, qu'est pratiquée pour la première fois l'obstruction par quelques députés irlandais, dont Parnell, un des chefs de la Ligue agraire. Ils érigent en système, pour entraver le vote des lois, des demandes successives d'ajournement de la discussion, des votations prolongées

sur des articles ou des amendements, et la reprise de la discussion générale à propos de chaque article. Le chancelier de l'Echiquier, sir Stafford Northcote leur tient bon (31 juillet); une séance dure sans interruption pendant 26 heures pour aboutir à un vote. — Dans la discussion d'une loi sur le régime des universités d'Oxford et de Cambridge est battu en brèche l'usage des *fellowships*, sorte de pensions allouées à des étudiants déjà mariés destinant à servir l'Eglise etale. Un amendement pour les supprimer n'est repoussé que par 173 voix contre 151.

Autriche-Hongrie. — A la Chambre des seigneurs en Autriche, est rejeté après avoir été vivement discuté (19-20 février), un projet de loi adopté en 1876 par les députés sur le mariage, pour ne plus considérer comme un empêchement perpétuel au mariage l'engagement dans les ordres sacrés et le vœu de célibat, pour supprimer les empêchements résultant de la différence de religion entre chrétiens et non-chrétiens et rendre possible le divorce entre les époux catholiques si l'un d'eux a cessé d'être catholique lors du divorce. Depuis la fin d'avril, on discute les projets de loi relatifs au renouvellement du compromis de 1867 avec la Hongrie, en ce qui concerne les rapports de commerce, d'industrie, de finances, de douanes, sans toucher aux règles constitutionnelles qui régissent les deux parties de la monarchie. Soixante-six députés ayant fait la proposition qu'on renonce, dans le régime du dualisme, au système des délégations et qu'on renvoie l'examen des affaires communes directement à chaque parlement, le président du Conseil prince Auesperg s'y oppose énergiquement; on vote deux fois contre cette proposition. Les Chambres d'Autriche n'ayant rien décidé avant la fin de 1877, une loi du 20 déc. proroge

provisoirement jusqu'au 31 mars 1878 avec toutes ses conditions la convention de 1876. — A défaut d'une loi qu'on n'obtient pas de la Chambre des seigneurs d'Autriche, un arrêté des ministres de l'intérieur, des cultes et de la justice, confère aux prêtres vieux-catholiques le droit de dresser des actes de l'état civil. — La loi du 14 déc. sur les chemins de fer garantis marque la tendance à l'exploitation par l'Etat des voies ferrées, en opposition avec la loi autrichienne de 1854, qui en chargeait exclusivement des compagnies privées.

Belgique. — Un projet de loi sur le secret du vote et sur les fraudes électorales dans les élections des deux Chambres est beaucoup débattu à cause des effets qu'il peut produire sur les prochaines élections, le parti catholique qui tient encore le pouvoir avec le cabinet Malou n'ayant qu'une majorité très faible à la Chambre des représentants. D'après le projet, les suffrages ne peuvent être donnés valablement qu'aux candidats figurant sur la liste arrêtée par le bureau principal; le choix des électeurs est ainsi dominé par une présentation préalable émanant d'individualités dont la loi ne définit ni ne précise le mandat. On vote dans un isolement, le dépouillement du scrutin se fait à huis clos. Cette loi du 9 juillet modifie pour les rendre plus sévères et plus difficiles à éluder les conditions et les justifications du cens électoral. — A la session ouverte le 13 nov. un membre de la droite est encore élu président des députés.

Bresil. — Le parti conservateur qui est au pouvoir depuis 1868 avec le président du Conseil, le vieux duc maréchal de Caxias a encore toute cette année une grande majorité dans les Chambres. La princesse impériale, au nom de l'empereur absent, ouvre la session du

1^{er} juin, comme elle a ouvert celle de déc. L'empereur qui sera de retour le 26 sept. fera lui-même la clôture de la session le 14 oct. — Les libéraux et même plusieurs membres du parti conservateur réclament instamment l'élection directe des députés, et la réforme du mode de nomination des sénateurs que l'empereur choisit en prenant sur une liste de trois noms procédant de l'élection. Pour combler le déficit prévu de 23 millions au budget de 1877-1878. on vote une émission de bons du Trésor, la consolidation partielle de la dette flottante, l'augmentation des droits d'entrée et de plusieurs impôts indirects. On discute dans les deux Chambres (juillet-oct.) des projets de réforme de l'enseignement supérieur pour le rendre plus libre. A la Chambre des députés, le ministre de l'intérieur est interrogé, en raison de la conduite qu'avaient tenue les évêques d'Olinda et de Para, sur les mesures prises pour éviter des conflits avec l'autorité ecclésiastique; on lui demande que le mariage civil soit sinon obligatoire, au moins facultatif. — Le duc de Caxias, accablé par la maladie (fin de déc.) quitte la présidence du Conseil; tous les ministres se retirent. Le parti conservateur n'aura plus le pouvoir.

Espagne. — Une loi du 10 janv., complétée en 1878, établit l'obligation générale du service militaire: 4 ans dans l'armée active, 4 dans la réserve; le rachat est admis transitoirement. Une loi du 8 févr. règle l'élection des sénateurs. Le gouvernement essaye de faire accepter par des juntes générales extraordinaires à Bilbao l'exécution de la loi du 21 juillet 1876 portant abrogation des fueros dans les pays Basques; elles refusent leur concours; le gouvernement agit sans elles. Irritation surtout en Biscaye, non seulement de la junte, mais des libéraux; on craint les effets

d'une lettre adressée par D. Carlos à ses partisans. En ouvrant le 25 avril une session qui ne durera que jusqu'au 11 juillet, le roi témoigne sa satisfaction du maintien de la paix à l'intérieur. Mais certaines nominations de sénateurs à vie irritent une portion du parti constitutionnel; elle s'abstient de prendre part aux délibérations et aux votes des Cortès. Une loi du 20 juillet, en attendant une nouvelle loi spéciale, rétablit provisoirement, en ce qui concerne l'élection des députés, avec quelques modifications la loi du 18 juillet 1865 et la loi pénale du 22 juin 1864 pour les délits électoraux. — Loi du 30 nov. sur les chemins de fer, dans le but d'achever les divers réseaux. — Le recensement général du 31 déc. 1877 donne 16 625 850 habitants, les colonies en ont 8 443 000; Cuba, 400 000, les Philippines 6 300 000. Madrid a 397 690 hab.; Havane a 230 000.

États-Unis. — En Louisiane, à la Nouvelle-Orléans, coup de main armé (9 janvier.) des démocrates : ils ne se contentent pas de protester contre les gouverneurs Packard et Kellog les élus du parti républicain; ayant choisi un autre gouverneur, Nicholls, ils s'emparent des postes de police, des chambres du tribunal, de l'arsenal, bloquent dans la maison d'Etat la législature républicaine et les deux gouverneurs. Packard réclame l'usage des troupes fédérales. Elles s'abstiennent d'intervenir; l'émeute s'éteint sur l'invitation même de Nicholls. — Le Congrès, pour l'appréciation des votes de novembre de l'élection présidentielle, rend une loi spéciale, votée au Sénat par 47 voix contre 17, à l'autre chambre par 150 contre 80, que le président Grant approuve dans un message en la promulguant le 29 janvier. La commission mixte qui a été instituée examine successivement les élections les plus contestées. Malgré

les protestations des démocrates les conclusions des commissaires sont favorables au candidat des républicains M. Hayes. Les opérations sont définitivement closes le 2 mai. MM. Hayes et Wheeler ayant obtenu 185 suffrages, ont une voix de majorité, et sont proclamés président et vice-président de l'Union. Le fait légalement accompli est accepté par tous. — Le 4 mars, installation du 19^e président de l'Union, M. Hayes. Il donne aussitôt des gages d'une politique de conciliation par les nominations qu'il fait le 5 et le 11 mars pour le ministère. Il choisit pour être secrétaire d'Etat M. William Evans de New-York, pour être secrétaire d'Etat du trésor John Sherman de l'Ohio. Le secrétaire d'Etat de l'intérieur Carl Schurz du Missouri, celui de la guerre Mac-Crary, l'avocat général Devens du Massachusetts sont des républicains modérés; le directeur général des Postes, David Key du Tennessee est un ancien colonel de l'armée du Sud. — La Louisiane et la Caroline du Sud sont pacifiées; le président ayant fait retirer les troupes fédérales, la législature de l'ancien parti républicain qui s'appuyait sur les noirs se dissout. — Sur plusieurs lignes de chemins de fer en construction, il y a des grèves d'ouvriers à cause de la réduction des salaires, à l'Est, au centre, jusque dans l'Illinois (juillet); des émeutes sanglantes sont réprimées par les troupes fédérales et des milices locales improvisées. — La banqueroute de huit Etats du Sud, qui suspendent leurs paiements, l'Alabama, l'Arkansas, la Floride, les deux Carolines, le Tennessee, la Louisiane, la Virginie, est une calamité nationale; les financiers de New-York leur viennent en aide. — En Géorgie, révision de la Constitution votée par une convention, ratifiée par le vote populaire le 5 déc. — Dans l'Etat de New-York, la législature siégeant à Albany

discute beaucoup d'amendements à la Constitution de l'Etat, et à la Constitution des grandes villes surtout New-York. — Une loi du 28 fév. ratifie le traité passé avec les Sioux qui s'étaient soulevés en 1876; on leur laisse le choix du territoire à occuper, on leur donne largement pour substances, constructions d'écoles, etc. — Il est constaté que beaucoup d'abus sont commis par les agences de l'Union sur les terres des Indiens; et on discute le projet de transporter le bureau indien du secrétariat d'Etat de l'intérieur à celui de la guerre.

France. — Au début de l'année, les gauches républicaines, qui portent de nouveau Gambetta à la présidence de la commission du budget, paraissent unies autour du cabinet J. Simon formé en déc., qui s'applique à ruiner le parti bonapartiste en lui enlevant les postes d'administration qu'il tient encore; le nouveau garde des sceaux Martel accentue la réprobation du cabinet à l'égard des commissions mixtes de 1852. Les violences de la presse bonapartiste, surtout le *Pays* de Paul de Cassagnac, et de la presse radicale, surtout les *Droits de l'homme* de Rochefort, sont réprimées par les voies légales. Cette dernière feuille, suspendue le 2 févr. reparait sous le nom du *Radical*. Le *Radical* glorifie, le 18 mars, la Commune de 1871, ce que fait aussi le président du conseil municipal de Paris. P. de Cassagnac, dont la poursuite est autorisée par un vote de la Chambre (17 mai), subit une double condamnation: il est frappé de 4 mois de prison et de 5000 francs d'amende. Toutes les fractions monarchiques s'unissent dans la haine de la république sous prétexte de conservation sociale, de défense religieuse, de résistance aux radicaux; plusieurs évêques y aident par leurs mandements. C'est alors qu'est nommé un cardinal fran-

çais, non Mgr Dupanloup, qui a été autrefois un des opposants aux nouveaux dogmes, mais l'archevêque de Lyon. — L'allocation de Pie IX, en consistoire du 12 mars, qui proteste contre la loi que les députés d'Italie ont déjà votée, concernant les abus à réprimer de la part du clergé, et qui prétend être empêché par le gouvernement italien de gouverner l'Eglise et de communiquer avec le monde catholique, excite la fougue de la presse cléricale. Des députés et sénateurs de la droite demandent au président et au ministre Decazes l'intervention de la France en faveur du pape; un vaste pétitionnement est organisé par le comité catholique alors réuni à Paris. — Le gouvernement, le 5 avril, dissout ce comité; il interdit le colportage de la pétition, et les conférences, dans les églises, des orateurs laïques des universités catholiques. A la Chambre des députés, à l'occasion du budget des cultes, il est invité à réprimer les menées et manifestations ultramontaines qui compromettent la sécurité intérieure et extérieure du pays, et qui constituent une violation flagrante des droits de l'Etat. C'est l'objet d'une interpellation signée par les présidents des trois groupes de gauche, développée les 3 et 4 mai surtout par Gambetta: « Le cléricalisme, voilà l'ennemi »; et combattue par Albert de Mun. Le président du conseil, J. Simon, y adhère. Elle aboutit à un ordre du jour que votent les trois gauches, plus quelques constitutionnels: 346 contre 114. Des votes de la Chambre le 12 et le 15 mai dans la discussion de la loi sur l'organisation municipale, dans celle du projet de révision de la loi du 29 décembre 1875 sur la presse, servent de prétexte à la lettre que le Président adresse le 16 mai au président du conseil pour invoquer la responsabilité qu'il a lui-même envers la France: il y manifeste l'intention

de se séparer de ses conseillers de la gauche. Tout le cabinet donne sa démission. L'acte présidentiel du 16 mai cause une stupeur générale parmi les républicains et dans le pays, c'est la guerre engagée par le parti clérical. Il veut être maître du gouvernement à l'approche du renouvellement des conseils généraux et des conseils municipaux desquels dépendent les élections sénatoriales de 1879 : la droite craint de perdre la majorité au Sénat. — Le 17 mai, à la Chambre des députés, nouvelle interpellation concertée par les bureaux des gauches, développée avec fermeté et modération par Gambetta, interprète de l'émotion publique, aboutissant à un ordre du jour voté, comme le 4 mai, par 347 : on y demande un cabinet libre de son action, résolu à gouverner suivant les principes républicains. Le soir même, 17 mai, est constitué sous la présidence du duc de Broglie qui prend la justice, un cabinet centre droit où dominent les bonapartistes, avec de Fourtou à l'intérieur, Brunet à l'instruction publique, Paris aux travaux publics ; le légitimiste vicomte de Meaux à l'agriculture et le commerce ; l'orléaniste Cailiaux, les finances ; un autre légitimiste, le vice-amiral des Touches, aura la marine le 24 mai ; Decazes reste aux affaires étrangères, Berthault à la guerre. C'est le 24 mai 1873 qui est recommencé par des monarchistes coalisés. Le Président, dans son message du 18 mai, déclare qu'il croit que le pays pense comme lui, et qu'il le manifesterait au besoin, mais qu'il n'a pas l'intention de proposer de changement aux institutions qui ont constitué la République. Aussitôt un décret proroge le Parlement pour un mois. En prévision d'une dissolution qui peut suivre la prorogation, 363 députés signent un manifeste destiné aux électeurs ; ils expriment l'espoir que dans de nouvelles élections les partis du

passé seront définitivement vaincus : c'est la base d'une interpellation qui sera discutée quand le Parlement reviendra après la prorogation. — Agitation dans tout le pays. — Vaste remaniement administratif et judiciaire ; tout le personnel des cabinets de de Broglie et de Buffet de 1873 et de 1874 rentre aux affaires, dans les postes de combat ; le cabinet agit par des circulaires contre la presse, contre le colportage de publications hostiles, pour la répression des fausses nouvelles et des offenses au maréchal président. Tiraillement entre les monarchistes qui craignent aux prochaines élections le triomphe des bonapartistes. Le cabinet, soutenu au dehors par les feuilles ultramontaines, donne cependant l'assurance d'intentions pacifiques aux gouvernements d'Italie et d'Allemagne. — Quand le Parlement rentre en session, le 16 juin, un message présidentiel demande au Sénat qu'il autorise la dissolution de la Chambre des députés, le cabinet ne pouvant en obtenir les lois nécessaires, pas même le vote du budget. Les 16, 18, 19 juin, les députés discutent l'interpellation déposée par la gauche le 18 mai : il y a de très importants discours souvent interrompus par des apostrophes violentes ; le ministre de Fourtou faisant honneur à l'assemblée de 1871 d'avoir pacifié la France et libéré le territoire, toute la gauche acclame à son banc M. Thiers le libérateur ; Gambetta rappelle les 221 de 1830 qui sont revenus 270, il espère que les 263 reviendront 400. Dans cette discussion, la politique du cabinet n'est défendue que par les ministres Fourtou, Decazes, Paris ; aucun de la droite ne parle pour lui ; toutes les gauches donnent dans ce mémorable débat par Bethmont, Gambetta, J. Ferry, L. Blanc, Léon Renault ; l'ordre du jour contre le cabinet est voté par les 363. Le Sénat, depuis le 19 juin, s'occupe du projet de dissolution.

la commission y est favorable, nomme Depeyre rapporteur; combattu en séance publique par les anciens ministres J. Simon et Martel, par Béranger, Berthauld, Laboulaye, défendu par les ministres de Broglie et Brunet, il est voté par 149 contre 130. Les élections générales doivent avoir lieu dans trois mois. — Les députés, dans leurs dernières séances, votent les 205 millions du compte de liquidation pour 1877 demandés par le ministre de la guerre; mais non, comme demandait le cabinet, le crédit des contributions directes qui devraient être réparties à la session d'août des conseils généraux, afin que le cabinet n'ait pas le moyen de retarder les élections. Le jour du décret de dissolution, 25 juin, on convient que les 363 se présenteront tous collectivement et au même titre; une déclaration des gauches du Sénat formule le même vœu, qu'aucune candidature républicaine ne leur soit opposée. — Le gouvernement laisse la date des élections longtemps incertaine, il ne la fixera que le 22 sept., pour le 14 octobre, ayant pu allonger le délai de 20 jours. — Le cabinet travaille les élections par tous les procédés des candidatures officielles, pesant sur tous les chefs d'administration, en déplaçant beaucoup, remaniant incessamment pour s'en servir le personnel des municipalités, des parquets, des justices de paix, de l'administration universitaire; menaces et promesses, procès de presse, interprétation de la loi sur le colportage, usage scandaleux du *Moniteur des Communes* pour discréditer collectivement et nominativement les 363; complaisances coupables de beaucoup de tribunaux. Il y a des journaux qui demandent l'état de siège ou un coup d'État. Ce qui facilite le succès de la campagne électorale des 363, c'est que la presse radicale généralement la laisse conduire par la presse modérée. Les voyages du président

avec discours prononcés à Bourges, Bordeaux, Tours, ceux de quelques ministres sont sans effet: Gambetta, dans un discours à Lille (15 août), déclare qu'il faudra au Président se soumettre ou se démettre: paroles pour lesquelles il sera condamné (10 sept.) à 3 mois de prison et 2000 fr. d'amende. — La mort subite, à Saint-Germain en Laye, de M. Thiers, âgé de 80 ans (3 sept.), est une perte immense, ressentie dans toute la France et surtout par le parti de la République libérale et conservatrice, qui a eu la sollicitude de ses derniers jours. Emotion dans toute l'Europe. Immense concours à ses obsèques sans l'appareil officiel, qui a été refusé par sa veuve (8 sept.). — Pour le remplacer comme candidat au 5^e arrondiss. de Paris, on désigne aussitôt l'ancien président de la chambre, Jules Grévy, qui est estimé digne aussi de devenir président de la République. — Le président, par des manifestes du 19 sept., du 12 octobre s'engage directement dans la lutte électorale comme s'il n'y avait en cause que son gouvernement ou le radicalisme. Les ardeurs du parti ultramontain font craindre une alliance entre l'Italie et la Prusse, Crispi, président de la Chambre des députés d'Italie, allant alors à Berlin. — Le scrutin des 14 et 28 octobre a lieu partout avec calme. Il est triomphant pour la République, 318 républicains étant élus sans compter les colonies contre 208 candidats officiels, dont presque la moitié sont bonapartistes. Le renouvellement partiel des conseils généraux le 4 nov. complète le sens des élections législatives. Le ministre Decazes n'a pas été élu; le président du conseil n'est pas réélu conseiller général. — La démission éventuelle du cabinet est remise au Président mais non publiée. Les Chambres se réunissent le 7 nov. A la Chambre des députés, l'ancien bureau est réélu tout entier. La lutte aussitôt s'engage (10-15 nov.) sur

un projet de résolution élaboré par un comité de 18 membres des gauches, déposé par Albert Grévy, défendu par Léon Renault, J. Ferry, Gambetta, combattu par Baragnon et par les ministres de Fourtoul et de Broglie, voté par 302 contre 205, pour qu'une commission de 33 membres fasse une enquête sur les actes qui depuis le 16 mai ont eu pour objet d'exercer sur les élections une pression illégale. — Toute la commission du budget, avec Gambetta pour président, est réélue le 20 nov. La démission du cabinet du 17 mai est à l'*Officiel* du 21 nov. — Le maréchal, qui ne cherche, encore maintenant, de conseils que dans la droite, et qui ne peut trouver un cabinet viable de cette opinion dans les Chambres, forme le 23 nov., avec des hommes de cette opinion, étrangers au Parlement, un cabinet d'affaires sous la présidence du général de Rochebouet, ministre de la guerre, avec M. Welche, ancien préfet, ministre de l'intérieur, etc., cabinet aussitôt traité par la Chambre comme une négation des principes parlementaires : par un ordre du jour motivé elle refuse d'entrer en rapport avec lui. La situation étant très tendue et le malaise général, un ordre a été donné aux troupes par le ministre de la guerre de résister aux émeutes s'il s'en produisait. — Le Président, tout en ayant, sur les avis des présidents des deux Chambres, fait appel à M. Dufaure, n'en obtenant pas de pouvoir choisir les ministres de la guerre, de la marine, des affaires étrangères, essaye encore d'un cabinet Batbie qui serait un cabinet de combat. Les constitutionnels du Sénat n'y veulent pas concourir. Et, après avoir songé à se démettre, il laisse M. Dufaure libre de constituer le cabinet du 14 décembre, qui est composé d'éléments de gauche et de centre gauche pris dans les deux Chambres. Le président du conseil a la justice ; Waddington, les affaires

étrangères ; Marcère, l'intérieur, Léon Say, les finances ; Bardoux, qui venait de présenter des projets de loi au sujet de l'état de siège et du colportage, l'instruction publique et les cultes ; Freycinet, les travaux publics ; Teisserenc de Bort, l'agriculture et le commerce ; le général Borel, la guerre ; l'amiral Pothuau, la marine. Trois députés de la gauche seront nommés s.-secrétaires d'État : Jean-Casimir Perier à l'instr. publique, Lepère à l'intérieur, Girerd aux finances. — Le message du 15 déc. aux Chambres est la contre-partie des doctrines du 16 mai : il y est déclaré que la dissolution n'est pas un système de gouvernement, que le Président est irresponsable ; que l'indépendance des ministres est la condition de leur responsabilité. — On est heureux de ce retour complet au régime constitutionnel et parlementaire. Colère violente et insultes au maréchal, des journaux bonapartistes et cléricaux. — Les deux Chambres votent aussitôt (15 déc.) : 1° les articles du budget relatifs aux contributions directes, que les conseils généraux répartissent dans une courte session ouverte le 21 déc., où l'élection des bureaux donne l'avantage au parti républicain dans 15 départements ; 2° deux douzièmes provisoires pour assurer le service du début de l'exercice 1878. Le cabinet dépose un projet d'amnistie pour tous les crimes, délits ou contraventions commis du 16 mai au 14 déc. par la parole, la presse ou tout autre moyen de publication ; il suspend l'exécution des peines prononcées, arrête les poursuites politiques. — Les chambres se prorogent du 19 déc. au 8 janv. — Des mesures de réparation sont prises aussitôt dans toutes les administrations. Le personnel de l'administration départementale est remanié. — Au début de l'année, comme on approche du terme des traités de commerce conclus avec plusieurs États, on s'est

occupé d'établir, au préalable, le tarif général des douanes : dès le 7 fév., les députés sont saisis d'un projet de loi à ce sujet. Le ministère du 17 mai signe avec l'Italie, le 6 juillet, un traité de commerce qui lui donne des avantages trop considérables. — Mort des sénateurs, le général Changarnier, âgé de 82 ans, un des brillants généraux de l'Afrique, qui s'était entremis pour la fusion des Bourbons en 1873 (fév.) ; Ernest Picard, un des 5 opposants sous l'empire, un des membres du gouvernement de la défense nationale en 1870, puis ministre avec M. Thiers (mai) ; Lanfrey, historien, publiciste et homme politique voué aux idées libérales (nov.).

Grèce. — En janvier, la discussion du projet de loi sur le recrutement ébranle le cabinet Coumoundouros, la loi n'est pas votée. Mis en minorité d'une voix sur une interpellation relative à un incident secondaire, il se retire après avoir fait promulguer la loi votée en déc. sur la responsabilité ministérielle (fév.). Le nouveau cabinet dirigé par Deligeorgis présente une loi complémentaire qui engage moins étroitement la responsabilité des ministres ; longue discussion, la première loi est presque défigurée dans la nouvelle (mars). La loi sur le recrutement est aussi beaucoup modifiée : on forme une réserve extraordinaire, qui est nombreuse sur le papier. — L'emprunt de 10 millions, qui avait été voté en 1876 pour le service extraordinaire des armements, n'est couvert que pour le quart. — Le vieil amiral Kanaris, un des héros de la guerre de l'indépendance, devient encore une fois président du conseil (juin) ; il meurt peu après (sept.) à 87 ans. — Une loi du 5 sept. modifie le système électoral qui était très vicieux et laissait peu de liberté de choix aux électeurs ; la majorité relative des voix suffit

encore pour être élu ; l'autorité judiciaire a une grande influence dans les opérations électorales ; des peines plus sévères sont infligées aux autorités ou aux citoyens qui tenteraient de fausser les élections. — La chambre est convoquée fin d'octobre sans que les partis aient pu s'entendre pour le choix d'un nouveau chef de cabinet.

Hollande. — Une loi du 6 avril modifie le tarif douanier, abaisse ou supprime beaucoup de droits. Des lois du 9 avril contiennent la simplification de l'organisation judiciaire : le droit de présentation aux sièges vacants retiré aux Cours par la loi de 1876 est conservé aux tribunaux d'arrondissement ; les juges de canton sont rendus inamovibles. Une loi du 30 mai donne plus d'extension à l'enseignement de l'école royale militaire. — Dissentiment entre le cabinet conservateur et l'opposition libérale de la 2^e chambre sur les principes d'un projet de loi concernant l'instruction primaire. Des élections ont lieu en juin pour la renouveler en partie. La session est ouverte le 27 septembre. Dans la discussion de l'adresse en réponse au discours du trône, les députés émettent un vote de défiance, à l'égard du cabinet (26 sept.). Ce n'est que le 19 nov. que l'avènement aux affaires d'un ministère libéral permet la reprise des travaux parlementaires. — Le 15 oct. a été inauguré, comme université communale, l'ancien *Athenæum illustre* d'Amsterdam d'après la loi du 28 avril 1876 sur l'enseignement supérieur. Cette université comprend 5 facultés : Droit, médecine, mathématiques et science naturelles, littérature et théologie.

Italie et Saint-Siège. — La session dure du milieu de janvier au milieu de juin. — Le cabinet Depretis, par le ministre de la justice Mancini, obtient des députés

(24 janvier) le vote du projet de loi présenté le 26 nov. 1876, qui formait un titre détaché du Code pénal, sur les abus que peuvent commettre les ministres des cultes dans l'exercice de leur ministère en offensant les institutions et les lois de l'Etat; le projet poursuit les paroles provocatrices, de quelque autorité ecclésiastique et de quelque lieu qu'elles proviennent : ce qui pouvait atteindre les brefs et les allocutions du pape, mais non les garanties pontificales accordées par la loi de 1871; les délits passibles de la cour d'assises peuvent être punis de la prison et de l'amende. — Pie IX, dans le consistoire du 12 mars où il nomme plusieurs cardinaux, réagit contre ce vote : il le dénonce ainsi que d'autres mesures législatives comme des actes de persécution contre l'église; il invite les évêques à user de leur influence auprès de leurs gouvernements en faveur du Saint-Siège opprimé. Le gouvernement italien laisse circuler l'allocution pontificale, ne poursuit que les polémiques délictueuses dont elle est l'objet. Le sénat après avoir beaucoup amendé la loi que les députés ont votée en janvier la rejettent le 7 mai. — Principales lois de cette session : sur l'organisation des circonscriptions militaires territoriales (22 mars); sur les conflits d'attributions et de juridictions dont la connaissance est réservée à la cour de cassation temporaire de Rome (7 avril); sur l'incompatibilité de certaines fonctions rétribuées avec le titre de député (13 mai) (il ne pourra y avoir plus de 40 fonctionnaires à la chambre); sur le code de la marine marchande qui est mis autant que possible en harmonie avec les lois maritimes des autres pays (24 mai); sur la taxe qui frappe les revenus de la richesse mobilière (23 juin); sur l'instruction élémentaire, obligatoire. Cette loi du 15 juillet est complétée par le décret du 19 octobre dû au ministre Coppino.

L'enseignement religieux n'y est pas déclaré obligatoire; sont considérés comme des empêchements graves à l'obligation outre la maladie, la distance de l'école, la difficulté des communications, la pauvreté absolue; il y a, pour les manquements à l'obligation, des admonitions et des amendes. Une loi du 23 juin supprime l'office de directeur spirituel dans les lycées, gymnases et écoles techniques. — On attribue quelque projet d'alliance contre le cabinet français du 17 mai, qui prépare les élections du 14 octobre, au voyage à Berlin (oct.) du président de la chambre des députés Crispi de la gauche. — Dans la session qui reprend le 20 nov., une loi du 6 déc. porte abolition de la contrainte par corps pour les dettes en matières civile et commerciale; une loi du 9 déc., due à l'initiative du député Morelli, soutenue par le ministre Mancini, donne aux femmes la faculté de témoigner dans les actes publics et privés. Une loi du 26 déc. proroge jusqu'au 30 juin 1878 le cours légal des billets des six Banques d'émission. — Dans la discussion du budget de 1878, un ordre du jour défavorable au ministre de l'intérieur Nicotera donne lieu à la démission du cabinet (14 décembre). Il est reconstitué (29 décembre) avec le même chef Depretis qui prend cette fois les affaires étrangères; Crispi devient ministre de l'intérieur; Magliani ministre des finances; Mancini reste à la justice et Coppino à l'instruction publique. La création d'un ministère spécial du Trésor ne durera que trois mois; le démembrement du ministère de l'agriculture, de l'industrie et du commerce ne durera qu'un an.

Portugal. — Nouveaux tarifs pour les douanes de Mozambique et de la Guinée, pour en favoriser le développement commercial. — Le recensement décennal au 31 déc.

1877 donne 4745124 habitants y compris les îles Açores et Madère; Lisbonne en a 233389, Porto 108346; au-dessous, sont des villes de 20,19,17 000 âmes, Funchal, Braga, Coimbre, etc.

Russie. — En raison de la guerre engagée avec les Turcs, un ukase du 24 mai fixe les règles du droit des gens à observer par les autorités militaires et civiles à l'égard de l'ennemi et des neutres : c'est la première application des principes énoncés dans la déclaration de la conférence internationale de Bruxelles en 1874. — Un ukase du 26 mars applique aux villes des provinces Baltiques où l'administration avait encore un caractère féodal, la loi sur l'organisation urbaine du 16 mai 1870. — Le sénat dirigeant est reconstitué en tant que tribunal unique de cassation. — En Finlande, les états quinquennaux ont une session qui dure un an jusqu'en janv. 1878; quelques-unes des décisions prises, s'écartant des propositions du souverain, ne seront pas sanctionnées.

Suisse. — Trois lois fédérales, votées à la fin de mars, frappées d'opposition légale d'après la constitution de 1874, sont soumises au vote populaire le 26 octobre : une seule est maintenue, et à une faible majorité, celle qui régleme le travail dans les fabriques. Les deux autres qui restent en minorité disparaissent; l'une établissait dans quelles conditions les citoyens suisses peuvent quitter leur domicile d'origine sans perdre leurs droits politiques; l'autre concernait la taxe annuelle d'exemption du service militaire à exiger de ceux qui, par suite d'infirmités, ne peuvent pas être incorporés dans l'armée ou dans les services auxiliaires.

Turquie et Puissances européennes. — Les propositions

présentées à la Porte au nom des six puissances dans la conférence de Constantinople, à la fin de déc., pour agrandir la Serbie et le Montenegro, constituer autonomes la Bosnie, l'herzégovine, la Bulgarie, les faire occuper pendant un temps par des troupes qu'elles désigneraient, soumettre les réformes promises par le gouvernement ottoman dans ses provinces au contrôle d'une commission internationale, sont éludées puis rejetées sur l'avis d'un grand conseil composé de musulmans, de représentants des diverses communautés chrétiennes, et de fonctionnaires non musulmans. La conférence est close le 30 janvier par une allocution menaçante du général Ignatieff. Une circulaire de la Russie du 1^{er} févr. manifeste sa résolution d'obtenir par les armes, seule au besoin, les garanties réclamées des Turcs au nom de l'Europe pour les populations chrétiennes; elle masse ses troupes à la frontière de Bessarabie. En Angleterre, le cabinet de lord Beaconsfield et l'opposition hésitent à mettre de nouveau en question l'intégrité de l'empire Ottoman. Il y a encore près de trois mois de négociations, d'une part de la Porte avec la Serbie et le Montenegro pour tenter de les amener à une paix séparée; de l'autre de toutes les puissances entre elles, le général Ignatieff allant d'une cour à l'autre, et avec la Porte, pour lui faire accepter un protocole signé à Londres le 30 mars. Elle refuse le contrôle de l'Europe et ne veut désarmer que si la Russie en fait autant. — Manifeste de guerre du czar, 24 avril. — La France, l'Italie, vont rester dehors; l'Allemagne explicitement approuve la Russie; à Vienne on voudrait profiter de la conflagration de l'orient européen, mais à Bude-Pesth on redoute le développement de la nation slave. L'Angleterre pose, envers les Russes, trois conditions à sa neutralité : le main-

tien de l'intégrité et l'indépendance de l'Égypte; la neutralisation du canal de Suez, la route des Indes, ce que demande la Compagnie universelle du canal avec M. Ferdinand de Lesseps; la non-occupation même temporaire de Constantinople. Elle craint aussi que la question des détroits, si elle est soumise à un congrès européen, ne soit résolue au profit de la marine de guerre Russe : des assurances lui seront données, à ce sujet, par une dépêche russe (8 juin). — Les hostilités s'ouvrent en mai presque en même temps sur le Danube et en Arménie. La Roumanie, une de ses villes Kalafat ayant été bombardée par les Turcs, leur déclare la guerre (14 mai) et se proclame indépendante; son armée sera une aile de celle des Russes. La prince de Serbie Milan cède encore au parti de la guerre; le Montenegro rentre en lice; les Bulgares prennent part à la lutte; la Grèce voudrait y être appelée. Les Turcs ont à faire face de tous côtés à la fois. — Les efforts des Russes produisent peu d'abord en Arménie sous le général Louis Mélikoff (mai-juillet), auquel Mouktar-Pacha tient tête devant Kars, et qui cherche à s'ouvrir la route d'Erzeroum. Progrès foudroyants, dans la région Danubienne, en trois semaines, depuis la fin de juin et jusqu'au 15 juillet; les villes du Danube même Tirnova, ancienne capitale de la Bulgarie, sont occupées presque sans combat; les Bulgares se vengent sur les musulmans des cruautés commises par les Bachi-Bouzoucks en 1876, et le prince Tcherkoskof, nommé gouverneur de ce pays y agit comme s'il était déjà détaché de l'empire Turc. La seconde ligne de défense des Turcs, la chaîne des Balkans, n'est pas défendue; le 15 juillet les Russes sont au sud de la chaîne, à Jeni-Sagra à peu de distance d'Andrinople. Grande émotion à Constantinople, on parle de transférer en Asie le

siège de l'empire. Par des voies diplomatiques, l'Autriche et l'Angleterre qui s'inquiètent de la marche des Russes essayent de les contenir; les Anglais envoient une flotte dans la baie de Besika (Tenedos) et renforcent leurs garnisons de la Méditerranée. Ardeur nouvelle des Turcs pour la guerre sainte, avec un autre général en chef de l'armée des Balkans, avec d'autres ministres de la guerre et des affaires étrangères. Ils reprennent l'offensive au nord et au sud des Balkans et se battent avec acharnement et succès pendant deux jours (31 juillet et 1^{er} août) à Plewna qui est au sud de Nicopolis, et à Jeni-Sagra. Mais les Russes gardent leurs positions sur le Danube, et leur général Gourko sait conserver, en se battant pendant dix jours, le défilé des Schipka dans les Balkans, entre Gabrowa et Kezanlyk. Le czar donne l'ordre de mobiliser la garde et des divisions de ligne et de lever 180 000 hommes du 1^{er} ban de la Milice, et 50 000 Roumains concourent à la reprise de la campagne en septembre. Même l'arrivée du défenseur de Sébastopol, Tottleben, qui a plus d'autorité sur les troupes que les grands-ducs et les généraux divisés entre eux, ne fait pas céder Osman-Pacha qui se fortifie dans Plewna. La diplomatie allemande et autrichienne a souci de l'issue de cette guerre: les chanceliers Bismark et Andrassy ont une entrevue à Salzbourg (20 sept.). Au milieu d'oct., les succès des Russes s'accroissent en Arménie; Loris-Mélikoff livre bataille à Mouktar-Pacha, enveloppe et réduit à se rendre la moitié de son armée; le général turc se replie sur Kars. Cette place est prise d'assaut au bout d'un mois: la route d'Erzeroum est de nouveau ouverte (nov.). En Bulgarie, après quatre mois d'héroïque résistance dans Plewna, Osman-Pacha ayant ses communications coupées, fait une sortie, où il se conduit en hé-

ros, est blessé et pris, Plewna capitale (10 déc.). — La Roumanie, ayant son Parlement ouvert le 15 nov., s'est proclamée indépendante. — La Turquie qui a perdu avec ses deux grandes armées et avec son meilleur général la confiance qui la soutenait dans cette lutte pour son existence, invoque la médiation des puissances de l'Europe, proposant comme base le rétablissement du *statu quo*, et promettant l'exécution de toutes les réformes tant réclamées. L'Autriche, et l'Angleterre surtout par ses préparatifs militaires, montrent l'intention de refréner l'ambition de la Russie; la Russie décide l'Allemagne à se tenir à l'écart, à la laisser seule en face de la Turquie.

1878.

Allemagne et Prusse. — La session du Landtag prussien, ouverte le 21 oct. 1877 dure jusqu'au 30 mars; celle du Reichstag dure du 6 février au 24 mai. De longs et ardents débats au Reichstag, sur la proposition que présente M. de Bismark pour qu'une loi lui permette de déléguer ses pouvoirs de chancelier de l'Empire à un ou plusieurs suppléants, même d'une manière permanente, ce qui constituerait autant de ministres composant un Conseil responsable envers le Reichstag; elle est combattue par les partisans du Fédéralisme qui craignent la diminution des attributions du Conseil fédéral au profit du pouvoir central, et par les chefs du centre ultramontain; les orateurs du parti libéral national, de Bennigsen, Lasker, Bamberger, même ceux du parti conservateur et piétiste de la Prusse, la défendent. Elle est votée; c'est la loi du 17 mars; elle laisse au chancelier la faculté de se réserver même pendant la durée de la suppléance toute affaire administrative. — En Prusse une loi du 13 avril constitue une fonction de vice-président du

conseil sans département ministériel; elle est donnée, 29 mai, au comte de Stolberg-Wernigerode. La Chambre des députés a refusé la création d'un ministère spécial des chemins de fer. Une loi du 19 février donne des moyens de contrainte aux commissaires chargés de l'administration des évêchés catholiques vacants. L'organisation de l'église évangélique est réglée dans la province de Schleswig-Holstein et dans le ressort du consistoire de Wiesbaden, comme elle l'a été en 1874 et 1876 dans les anciennes provinces (loi du 6 avril). L'organisation judiciaire de l'Empire est introduite en Prusse par les lois du 4 mars et du 24 avril; des attributions des tribunaux d'appel sont reportées en partie aux tribunaux de district, et d'autre part on augmente la compétence des tribunaux de bailliage; il n'y aura plus que 13 tribunaux supérieurs, un par province, excepté dans la province de Hesse qui en aura deux à Cassel et Francfort, au lieu de 27 dans la dernière organisation; le tribunal supérieur de Berlin aura une compétence exceptionnelle; l'application du code allemand est prescrite. — Au Reichstag, pour combler le déficit du budget de l'Empire, qui est de 28 millions de marks (33 millions de francs), le chancelier (février) a proposé, au lieu d'augmenter la contribution matriculaire que chaque état de l'Empire verse au Trésor impérial, d'établir des impôts indirects, sur les cartes à jouer, sur le tabac, sur les valeurs et opérations financières au moyen du timbre; il voudrait le monopole du tabac avec l'exercice en régie comme en France. Le parti libéral national n'y est pas favorable. Le chancelier n'obtient en cette session que l'impôt sur les cartes à jouer (loi du 3 juillet). Une loi du 17 juillet modifie la loi organique sur l'industrie, institue de nouvelles garanties contre les violations du contrat entre le patron et l'ouvrier,

organise l'apprentissage, réglemente le travail des jeunes ouvriers. — A Berlin, à l'avenue des Tilleuls (13 mai) attentat sur la personne de l'empereur par un ouvrier Hœdel, qui ne l'atteint pas. Vive émotion en Allemagne et dans toute l'Europe. L'inspiration du crime est attribuée aux doctrines et aux menées des socialistes. Le chancelier présente au conseil fédéral un projet de loi pour réprimer, par des procédés de police plus que de justice, les excès provenant des tendances socialistes qui se manifestent dans des écrits ou dans des réunions, et pour atteindre toute parole et tout écrit qui minerait l'ordre existant. Le Conseil fédéral le modifie; le Reichstag, à cause du caractère arbitraire des mesures proposées qui aboutissent à la confiscation de toute liberté de réunion et de presse, en rejette (251 contre 57) le premier article; le gouvernement le retire. — L'assassin subit la peine capitale. — Nouvel attentat au même lieu (2 juin) par le docteur Nobiling; l'Empereur est atteint de deux coups de feu, assez gravement au visage et au bras, et il a la santé assez ébranlée pour laisser pendant plusieurs semaines au Prince impérial la direction suprême des affaires. Le parti socialiste répudie encore toute solidarité avec le meurtrier, sans renier son but et ses espérances de réformes. Les libéraux nationaux, cette fois, se montrent prêts à voter toute loi extraordinaire, qu'on croira utile pour la sûreté du pays et de la dynastie. — Le chancelier aime mieux s'adresser à un Parlement renouvelé par élection pour en obtenir non-seulement des lois spéciales contre les socialistes, mais faire prévaloir les droits de la couronne contre les partisans du particularisme, et faire adopter son système d'impôts indirects. Le 11 juin, le Reichstag est dissous; les élections qui ont lieu (28 juillet et 5 août) après que le Congrès européen qui a siégé à

Berlin du 13 juin au 13 juillet sous la présidence du chancelier, a ajouté à sa force, se font sur ces trois questions; le gouvernement pratique ardemment la candidature officielle comme fait au même moment en France le ministère issu du 16 mai. Les deux fractions conservatrices disposées à appuyer le programme social, politique, financier du chancelier, gagnent quelques sièges, qui sont perdus par les socialistes, les progressistes et les nationaux libéraux; le chancelier paraît disposé à rechercher comme appont le concours du parti catholique ou du centre; étant aux eaux à Kissingen, en Bavière, il confère avec le nonce Mgr Masella. — Il ne demande à une courte session du 9 sept. au 20 oct. que la loi d'exception contre les socialistes, où sont introduites des mesures encore plus rigoureuses et arbitraires que dans le projet de mai: chaque gouvernement pourra établir un petit état de siège, la police aura le droit d'expulsion. Dans la discussion, le centre catholique et les progressistes se déclarent contre. Un des députés socialistes rappelle les avances qu'en 1862-1864 M. de Bismark faisait à ce parti. Le chancelier entraîne les nationaux-libéraux par leur chef de Bennigsen; il se résigne à ce que la loi, qu'il voulait permanente, ne soit que pour deux ans et demie. La loi votée le 19 oct. est promulguée le 21, le lendemain de la clôture de la session. — On l'applique immédiatement. Le 23 octobre des arrêtés de police suppriment deux journaux des socialistes, la *Presse libre*, à Berlin, le *Journal du Peuple*, à Dresde; quatre associations ouvrières sont dissoutes; on interdit des livres et brochures socialistes. Les socialistes, sur l'avis de leur comité central électoral qui déclare se dissoudre, n'ont plus entre eux de lien apparent; mais ils restent unis par des chefs désignés en secret. Leur action se ma-

nifeste dans des élections municipales à Mannheim (nov.), où ils ont passé tous leurs candidats. Le petit état de siège est proclamé pour tout l'empire (nov.) sur l'avis que des socialistes, des internationalistes, des nihilistes de Russie se concertent pour commettre des attentats contre des souverains comme il en a été commis en Prusse, en Espagne, en Italie. — Dans la nouvelle session du Landtag prussien ouverte le 19 nov., qui durera jusqu'au 21 fév. 1879, un député du centre catholique demande en vain qu'on n'applique pas une des lois de mai 1873 concernant l'expulsion des ordres religieux voués à l'enseignement. — On applique en Alsace-Lorraine le régime de la loi du 2 mai 1873, des lois que la délégation provinciale, qui comprend peu d'éléments indépendants, a votées dans sa session du 8 juillet au 10 août, l'une sur les Ecoles publiques supérieures qui donnent l'enseignement spécial, l'autre pour mettre en vigueur le Code d'organisation judiciaire, sont promulguées en nov., ayant été approuvées par le Conseil fédéral, mais sans avoir passé par un vote du Reichstag. En février, en mars, ni le Conseil fédéral, ni le Reichstag, n'ont été favorables à des réclamations : 1° sur le régime de la presse ; 2° en faveur de ceux qui ont opté pour la France ; 3° pour avoir une organisation autonome : le chancelier, le 8 mars, a parlé pour faire rejeter cette dernière proposition. — L'ex-roi de Hanovre, Georges V, étant mort à Paris, son fils Ernest-Auguste, qui prend le titre de duc de Cumberland, réserve officiellement ses droits au trône (juillet). Il épouse, en déc., la princesse Thyra de Danemark dont les sœurs sont mariées au prince de Galles, à l'héritier du czar. L'Allemagne vient d'obtenir de l'Autriche (convention du 11 oct.) l'abrogation définitive de l'article 5 du traité de Prague 1866, resté lettre morte depuis

lors, qui réservait aux populations du nord-Schleswig le droit de retourner au Danemark par un plébiscite. — Mort du géographe Petermann.

Amérique du sud. — En Bolivie l'assemblée constituante décide (14 fév.) que le président de la République ne peut être réélu qu'après l'intervalle d'une période constitutionnelle qui est de quatre ans. — Au Pérou, pendant la session qui s'ouvre le 18 juillet les partisans du pouvoir du Congrès dits les Civilistes, qui ont pour chef l'ancien président de la République, M. D. Manuel Pardo, luttent contre le parti du président actuel, le général Prado ; et D. Nicolas de Piérola conspire, cherche à profiter de ces divisions. Manuel Pardo qui venait d'être nommé président du Sénat est tué par un soldat (16 nov.). Les partisans du Congrès font passer une loi (fin de novembre) qui soumet à la réélection immédiate le Conseil provincial de Lima qui ne leur était pas favorable ; et ils obtiennent (déc.) que le Congrès qui ne se réunissait que tous les deux ans se réunisse chaque année.

Angleterre. — La politique étrangère, soit la guerre d'Orient, soit la lutte dans l'Afghanistan, tient une grande place dans les discussions du Parlement, dans la presse, dans les préoccupations de la nation. A cause des événements de la guerre d'Orient, le Parlement se réunit plus tôt que d'habitude, le 17 janvier. Le ministre des affaires étrangères, lord Derby, moins résolu que le chef du cabinet à tenir tête d'accord avec Bismark aux Russes qui ont imposé à la Turquie sans la participation des puissances, le 3 mars, le traité de San-Stephano, et lord Carnarvon, le ministre des colonies, quittent le cabinet (28 mars). Le ministre des Indes, le marquis de Salisbury, devient ministre des affaires étrangères ; il est remplacé par le secrétaire d'Etat

de la guerre; ce dernier poste est donné au colonel Stanley. L'appel à l'activité des réserves de l'armée et de la milice, demandé par la reine (8 avril), voté malgré les orateurs du parti libéral dans les deux Chambres, l'arrivée dans la Méditerranée des troupes de l'Inde, le ton accentué des circulaires de lord Salisbury, ont pour résultat le traité particulier du 4 juin par lequel les Anglais obtiennent de la Porte le droit d'occuper l'île de Chypre, et le traité de Berlin du 13 juillet, bien moins favorable à la politique russe que celui du 3 mars. La politique du cabinet est approuvée par une majorité de 143 voix aux communes où elle avait été violemment attaquée (2 août). Les péripéties des affaires de l'Afghanistan n'aboutissent qu'à la fin de déc. à un nouveau vote de confiance pour lord Beaconsfield. — Dans l'Afghanistan, c'est d'abord une lutte secrète d'influence avec les Russes. L'émir de Caboul Sheere-Ali, qui dès janvier avait témoigné sa préférence pour eux laissant le général Stoliétoff entrer sur son territoire, comme en mission, mais accompagné, à distance, par des colonnes de troupes considérables (juin-juillet) le reçoit amicalement à Caboul, tandis qu'un autre général russe, Kauffmann, doit se porter sur Balk (N.-O. de Caboul), et correspond secrètement avec lui. Le vice-roi des Indes, lord Lytton, fait l'épreuve des dispositions de Sheere-Ali en lui envoyant aussi une mission dont est le chef sir Neville Chamberlain, escorté d'un millier d'hommes. L'émir lui refuse le passage libre au delà de Peichawer par les défilés de Khaïber (fin de sept.). L'ultimatum des Anglais du 29 oct., n'ayant pas eu de réponse au jour fixé 20 nov., le 21 nov. ils forcent le passage de la frontière sous les généraux Browne et Roberts, prennent Ali-Musjid au sud des défilés de Khaïber, Peiwar-Kotal, Deschelalabad. Sherre-Ali quitte

Caboul avec le reste de la mission russe; il demande en vain des secours aux Russes sur le territoire desquels il se retire : ils n'avaient pas leur alliance secrète avec lui (déc.). — En Irlande, la ligue du *Home rule* s'organise avec des membres du Parlement, surtout Parnell; on crée une agitation légale contre le fermage pour en obtenir la réduction, la suppression même et déposséder les landlords au moyen d'une indemnité qu'aurait à régler l'Etat, à laquelle on lui demanderait de contribuer. Crimes agraires, en plein jour, contre des propriétaires, le comte de Leitrim et d'autres, sans que personne veuille déposer; les assassins restent inconnus. — Une loi du 27 mars réunit les règles éparses dans les lois antérieures concernant tous les ouvriers et apprentis des établissements industriels de toute nature. Une loi du 27 mai, rédigée en partie par le président de la cour des divorces, le savant sir James Hannen modifie les lois appliquées dans les causes matrimoniales. — Une loi du 16 août, à l'occasion de l'incend du navire allemand *Franconia* qui date de février 1876, réserve aux tribunaux du Royaume-Uni le jugement des délits commis en mer à une certaine distance des côtes, comme fait le gouvernement allemand en pareil cas. — Mort (28 mai) de lord John Russell âgé de 86 ans, homme d'état du parti whig, un des principaux auteurs des lois électorales.

Autriche-Hongrie. — Le renouvellement du compromis austro-hongrois de 1867, entravé surtout par des questions relatives au tarif des douanes, à l'établissement d'une banque austro-hongroise avec privilèges, au partage à faire d'une dette de 80 millions de florins qui avait été contractée par l'Etat en 1862, par conséquent avant le compromis, envers la Banque nationale privilégiée d'Autriche, occupe les

aux ministères et les deux parlements encore près de six mois; toutes les lois le concernant, votées

la fin de session, ne sont promulguées que le 27 juin. Pendant les négociations, chacun des cabinets, d'Auersperg en Autriche, de Tisza en Hongrie, a offert sa démission. En Autriche (fin de juin) la démission du cabinet est donnée de nouveau; mais à cause de l'éparpillement des partis qui ne permet pas de le remplacer, il reste aux affaires jusqu'en février 1879. — En Hongrie, on est hostile à la politique des affaires étrangères, le chancelier, comte Andrassy, qui pousse à des agrandissements à l'Est, l'occupation de la Bosnie et de l'Herzégovine turques, accordée par le traité de Berlin du 13 juillet, pouvant tourner à une annexion dont la couronne de Hongrie ne profiterait pas. Le résultat de ce mécontentement est la décomposition du parti ministériel ou libéral; beaucoup de membres de ce parti fusionnent avec le parti conservateur, à la tête duquel sont le baron Sennyey et le comte Albert Apponyi; ainsi se forme l'opposition unie. Elle a de l'influence sur les élections du mois d'août, pour renouveler la Chambre des députés qui avait achevé sa période triennale. — A la fin d'octobre, où rentrent en session les Chambres et où siègent les Délégations des deux parties de la monarchie, les crédits considérables demandés pour faire face aux opérations que nécessite cette participation aux événements de l'Orient, sont vivement discutés. Le comte Andrassy en réduit le chiffre. A cette occasion, en Hongrie, le ministre des finances, M. Szell sort du cabinet, il est remplacé par le comte Jules Szápary.

Belgique. — Une loi du 16 mai complète la loi électorale de 1877. La session est close le 29 mai; et le 12 juin ont lieu des élections auxquelles on applique les nouvelles lois pour renouveler la moitié des

deux Chambres, élire 4 sénateurs et 8 députés en plus, en raison de l'accroissement de la population, constaté par le dernier recensement. La majorité passe du parti catholique, qui l'avait depuis huit ans, au parti libéral. Par suite MM. d'Aspremont-Lynden et Malou se retirent. M. Frère-Orban est chargé de former un cabinet, où entre à la justice J. Bara. Il y a une courte session extraordinaire du 22 juillet au 22 août. Un des vétérans du parti libéral, M. Rogier, est nommé président de la Chambre des représentants. Aussitôt est demandée la création d'un ministère de l'instruction publique séparé de l'intérieur pour fortifier l'enseignement de l'Etat et développer les écoles laïques; à la Chambre des députés l'opposition du parti catholique est très vive; la loi passe par 63 voix contre 50. Les crédits nécessaires pour constituer le nouveau ministère sont alloués par la loi du 29 août. M. P. Van Humbeeck en est le titulaire. La session ordinaire est ouverte le 12 nov. Le discours du trône annonce notamment un projet de révision de la loi d'instruction primaire du 23 sept. 1842, pour soustraire l'enseignement, les professeurs et les livres au contrôle du clergé. L'adresse en réponse à ce discours, beaucoup débattue, n'est votée que par 67 contre 54 le 5 déc.

Bresil. — L'Empereur, après avoir consulté les présidents des deux Chambres, compose (5 janvier) un cabinet libéral sous la présidence de M. Cansansão de Sinimbu qui prend le portefeuille du commerce et des travaux publics. Le ministre de l'intérieur et des cultes, Leoncio de Carvalho entreprend la réforme de l'instruction publique. Un décret du 11 avril dissout la Chambre des Députés et la convoque pour le 15 déc.; les élections primaires le 5 août, secondaires le 5 sept. sont favorables au parti libéral. — Un décret du 20 avril établit

la liberté des études et la liberté de conscience au collège de Pedro II, grand établissement d'enseignement secondaire de l'Etat à Rio-Janeiro; un autre du 8 sept. fonde des cours d'adultes pour le soir, dans le même esprit libéral. — Mort (19 mars, d'un homme d'Etat distingué, le jurisconsulte Nabuco de Araujo, qui, depuis 1855 où il a été ministre de la justice, travaillait au projet du Code civil que les députés discutent. — L'Empereur ouvre le 15 déc. la session ordinaire qui durera 4 mois. Il annonce entre autres réformes, un projet pour l'élection directe des Députés, et des mesures financières pour satisfaire aux engagements de l'Etat. Le ministre de la marine est remplacé le 24 déc.

Espagne. — Mariage du roi avec sa cousine Mercédès, fille du duc de Montpensier qu'il a choisie (fév.), désapprouvé par sa mère la reine Isabelle, agréé par le parti libéral. Elle meurt presque aussitôt (27 juin). L'aïeule du roi, la reine Christine meurt en France près du Havre (août). — Attentat sur la personne du roi rentrant à Madrid en revenant de Saragosse (29 oct.) par un socialiste international; personne n'est atteint. — Plusieurs traités de commerce sont conclus ou ratifiés, avec la France, la Belgique, la Grèce, le Portugal; des traités d'extradition avec la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne. Lois, du 30 juillet, du 28 août, du 29 nov. sur l'armée de terre et de mer. Une nouvelle loi électorale du 28 dec. maintient pour l'élection des députés le principe du cens, réglemente la représentation des minorités. — Un projet de loi sur l'instruction publique, vivement discuté, n'aboutit pas, les uns trouvant insuffisantes, les autres trop grandes les concessions faites au clergé. — Dans l'île de Bornéo, le sultan de Sollok reconnaît la suzeraineté de l'Espagne.

Etats-Unis. — Une loi du 5 fév., qui n'a passé que malgré le veto du Président par un nouveau vote des Chambres au 2/3 des voix autorise la frappe d'un dollar d'argent comme étalon, et lui restitue son caractère de monnaie légale pour toutes les dettes publiques et privées. Une loi du 27 mai donne aux colons de nouvelles facilités pour atteindre au bout de peu de temps à la pleine propriété territoriale. — Dans plusieurs Etats, en Pennsylvanie, Massachusetts, Indiana, Illinois, Missouri (mai-juin), les grèves, et par suite agitations sociales produites par une crise industrielle et commerciale : comme le chiffre de la production dépassait beaucoup celui de la consommation on avait réduit la fabrication, diminué les salaires, employé moins d'ouvriers. Succès des prédications communistes, surtout par l'agitateur Kearney. — La fièvre jaune fait de grands ravages dans la vallée moyenne et inférieure du Mississippi. — Le président Hayes, en essayant de réprimer la corruption dans les services publics et dans les élections, s'aliène une partie des républicains qui l'ont élu. — Progrès merveilleux des applications de l'électricité dus surtout au génie inventif de Thomas Edison, natif de l'Ohio, établi à Menlo-Park pour transmettre et emmagasiner le son (téléphone, phonographie), pour diviser à l'infini la lumière (sa lampe électrique); il produit incessamment de nouveaux instruments; et une société se fonde pour exploiter ses découvertes.

France. — Esprit très-libéral du ministère du 14 déc. 1878. Les élections (6 janvier) pour le renouvellement intégral des Conseils municipaux profitent à la cause républicaine. Les Chambres rentrent en session le 8 janvier, elles siègeront jusqu'au 11 juin. A la Chambre des députés, le comité des 18 de la gauche se dissout; restent

Les divers groupes, chacun avec son bureau. La vérification des pouvoirs ne sera même pas terminée à la fin de l'année; beaucoup d'élections sont annulées, malgré le chiffre de la majorité acquise, à cause des irrégularités et de la pression exercée par le gouvernement du 16 mai. Ces débats donnent lieu souvent à des scènes violentes, à des récriminations de parti. La commission d'enquête électorale, instituée en nov. 1877, reçoit à examiner grand nombre d'élections et les renvoie à la Chambre. La majorité aime mieux frapper individuellement ceux qui se sont faits complices de la politique du 16 mai que de mettre en accusation, comme le demande le parti radical, le cabinet de Broglie et de Fourtou. — Les députés votent aussitôt les projets de loi, pour rendre libre de nouveau le colportage, pour ne pas permettre que l'état de siège puisse être établi autrement que par une loi qui en détermine la durée, avec la réserve qu'en cas de dissolution de la Chambre il ne pourra y avoir d'état de siège que s'il y a une guerre étrangère. Au Sénat, la première loi passe sans opposition (26 février); pour la seconde, la droite demande en vain que l'état de siège soit possible en cas de péril imminent à l'intérieur; elle est votée le 18 mars. L'amnistie pour crimes, délits, contraventions par la parole et par toute voie de publication depuis le 16 mai 1877, est étendue, pour effacer toutes traces de la lutte, jusqu'au 1^{er} janvier (fin de mars). Dans la discussion du budget pour 1878, que les Chambres n'avaient pas voté en 1877, la suppression votée par les députés, en fév., des bourses dans les séminaires où l'enseignement est donné par des congrégations non autorisées, sur l'opposition que fait le Sénat, n'est pas maintenue. Le budget est adopté définitivement le 29 mars. — La commission du budget de 1879 est élue le 11

mai; Gambetta en est encore président, J. Ferry et Albert Grévy en sont vice-présidents. Deux courants dans cette commission : les uns, avec le ministre Léon Say, sont pour le maintien au moins momentané de toutes les taxes pour assurer l'équilibre; d'autres avec Gambetta, espérant que les recettes dépasseront les prévisions, poussent aux dégrèvements. — Les deux Chambres sont aux prises quelque temps, à propos du chapitre des contributions directes, que les députés ne votent qu'avec la réserve qu'on attendra pour les percevoir le vote définitif du budget; à propos des indemnités pour les délégués sénatoriaux, en vue du renouvellement du 1^{er} tiers du Sénat en janvier, dont le Sénat trouvait inutile de s'occuper si tôt. Les deux Chambres s'ajournent le 11 juin pour le mois de novembre, sur l'avis de chaque président. — Pendant ces cinq mois, activité dans tous les ministères pour les réformes nécessaires; vaste plan de Freycinet, ministre des travaux publics, pour étendre, améliorer les voies ferrées et les voies de navigation, exécuter en dix ans ou racheter pour 3 milliards de chemins de fer et pour 1 milliard de canaux, y consacrer chaque année 400 millions qu'on trouvera en distrayant 25 millions sur les 170 millions que le remboursement à la Baie laissera libres et surtout en émettant des obligations 3 pour 100 amortissables à long terme. La loi pour autoriser cette création d'obligations est du 11 juin. Une loi du 1^{er} juin, obtenue par le ministre Bardoux, dote une caisse des Ecoles de 60 millions en 4 années pour fournir, sous forme de subvention ou de prêts aux communes et aux départements, le moyen d'en construire. Elan donné à l'enseignement supérieur, en augmentant ses ressources de travail. Plusieurs lois dans l'intérêt de l'armée : sur le réengagement des sous-officiers en leur

offrant de sérieux avantages; augmentation du taux de pension des veuves, et des secours aux orphelins des militaires et marins retraités; amélioration sensible de la retraite des officiers. — Des traités de commerce qui expirent, qui sont à renouveler avec plusieurs Etats, l'Italie, la monarchie austro-hongroise, occupent les Chambres et le gouvernement. Les députés, 7 juin, rejettent le traité du 6 juillet 1877 où trop d'avantages avaient été accordés à l'Italie par le cabinet du 17 mai; on établit avec cette puissance un *modus vivendi* temporaire. — Beaucoup de propositions émanant de l'initiative des députés vont au delà des vues du cabinet, notamment sur la réforme de la magistrature, sur les rapports de l'Eglise et de l'Etat, sur les congrégations non autorisées. — Les ultra-radicaux (mars) ont mis en avant la candidature à la Chambre de Blanqui qui n'est pas éligible. La célébration du centenaire de la mort de Voltaire (30 mai), non-seulement par des radicaux mais par des libéraux, irrite le parti catholique, dont se fait l'interprète Mgr Dupanloup. — L'Exposition universelle de l'industrie et des beaux-arts est ouverte avec solennité au jour convenu (1^{er} mai); ce jour-là, manifestation spontanée de tout Paris. Les Chambres décident qu'il y aura des fêtes publiques nationales; la première est fixée au 30 juin, date sans signification politique. Malaise de l'industrie et du commerce, des stocks de marchandises ou de matières premières ne s'écoulant pas; mai-juin, grève considérable aux houillères d'Anzin (Nord), mais sans troubles sérieux; la Compagnie fait quelques concessions. — Dans l'intervalle des deux parties de la session (juin-oct.) toutes les opinions se donnent librement carrière. Beaucoup de municipalités, dans le midi surtout, interdisent les processions hors des églises : de là la protesta-

tion tumultueuse à Marseille autour de la statue de Belzunce (29 juin). La prise de la Bastille est célébrée comme un souvenir commun à tous les républicains par des banquets et dans des conférences. Le centenaire de la mort de J.-J. Rousseau; la fête du comte de Chambord (18 juillet) le premier anniversaire de la mort de M. Thiers (3 sept.), sont des occasions de manifestations. Le gouvernement interdit la réunion à Paris d'un congrès socialiste international. Le conseil municipal de Marseille et le conseil général de la Seine émettent des vœux pour l'annexion complète des faits de la Commune. Le Congrès des cercles catholiques, qui se sont beaucoup multipliés depuis 18 mois, réuni à Chartres (sept.) déclare la guerre à toutes les idées libérales. Sur plusieurs points, les congréganistes se refusent à céder les locaux d'écoles que les conseils municipaux ont déclarés laïques; quelques tribunaux leur donnent raison. Le ministre Freycinet, inspectant les travaux des ports de la Manche et de l'Atlantique, insiste sur la nécessité de la tolérance et de la conciliation politique (sept.) : Gambetta dans ses discours de Romans (Drôme) et de Grenoble développe le programme de la démocratie progressive, dans toutes ses parties : armée, éducation, Eglise, magistrature, Sénat. Le Conseil d'Etat reste livré aux influences qui l'ont reconstitué en 1872. Le gouvernement fixe au 27 octobre la convocation des conseils municipaux qui ont des délégués à choisir pour les élections sénatoriales et au 6 janvier ces élections. Les comités des gauches de la Chambre et du Sénat les ont préparés par un manifeste adressé en août à tout le corps électoral. — Dans la session reprise en nov., outre la suite de la vérification des pouvoirs, qui coûte leur siège de député aux chefs du parti de la réac-

ion et de la contre-révolution, la réoccupation générale est le renouvellement prochain du Sénat. Les trois groupes de droite de cette assemblée s'efforcent d'en écarter les représentants modérés de la gauche, par un manifeste non signé, où le péril social est seul invoqué sans un drapeau politique déterminé. La discussion du budget, outre des questions d'impôts sur lesquelles elles arrivent à s'entendre, met encore les deux Chambres en dissentiment pour une augmentation de crédits concernant les ministres inférieurs du culte, à laquelle le Sénat se décide à renoncer. Le budget de 1879 est voté entièrement à la fin de déc. Gambetta, dans un banquet que lui offrent les voyageurs de commerce, se déclare partisan d'une politique de modération et de prudence et répudie toute tentative de propagande cosmopolite (fin de déc.). — En Nouvelle-Calédonie, révolte très grave des Canaques : ils tuent, pillent et incendient (août-oct.). — Mort du physiologiste Claude Bernard (janvier) enseveli aux frais de l'Etat ; de M^{me} Pape-Carpentier, éducatrice des salles d'asile ; du général Cousin-Montauban le vainqueur des Chinois en 1860, qui a été ministre en août 1870 ; de Raspail, député radical et socialiste ; du colonel Denfert-Rochereau, député, le défenseur de Belfort en 1870-71 ; de Renouard, jurisconsulte éminent, très-libéral procureur général à la Cour de cassation ; de Mgr Dupanloup, une des forces du parti catholique (oct.).

Grèce. — Anxiété des Grecs pendant les négociations qui régissent la question d'Orient, espérant toujours y gagner quelque agrandissement. Diverses lois concernent l'armée. Des mesures sont projetées en vue de supprimer le cours forcé du papier, d'atteindre l'équilibre du budget et de satisfaire les détenteurs des créances résultant des

emprunts contractés en Angleterre en 1824 et 1825.

Hollande. — La session ouverte en septembre 1877 se continue sous l'impulsion du cabinet libéral qui est aux affaires depuis nov. La loi électorale est révisée (26 janv.) ; la 2^e Chambre en raison de l'accroissement de la population à 6 membres de plus, 86 au lieu de 80. Une loi du 7 mai apporte quelques modifications à la loi du 28 avril 1876 sur l'organisation de l'enseignement supérieur. Une loi sur l'enseignement primaire est longuement discutée : on révisé la loi du 13 août 1857 en en conservant le principe que l'instruction religieuse ne peut pas faire partie de l'enseignement public ; on encourage la fréquentation des écoles, mais il n'y a pas obligation absolue ; un diplôme témoignant de la connaissance de la langue néerlandaise est exigé de ceux qui visent au diplôme pour l'enseignement des langues étrangères. Cette loi, promulguée le 17 août, donne au gouvernement une plus grande influence sur l'enseignement. — L'industrie et le commerce souffrent, par suite les impôts produisent moins, à cause de la guerre contre les Atchinois aux Indes. Elle a entraîné de grandes dépenses : en raison du déficit budg., on a recours (loi du 5 juin) à un emprunt de 43 millions de florins qui est couvert par souscription publique ; on augmente l'impôt sur les successions (loi du 9 juin). Une autre session s'ouvre le 16 sept. Une loi spéciale est faite (19 oct.) au sujet du projet de mariage du roi, âgé de 61 ans, qui a de sa première femme un fils de 17 ans, avec la princesse Emma de Waldeck-Pyrmont âgée de 21 ans et demi. Ce mariage sera célébré le 9 janvier. Son frère, le prince Henri, s'est remarié deux mois auparavant (août) avec la princesse Marie, fille du prince Frédéric-Charles de Prusse.

Italie et Saint-Siège. — Le roi Victor-Emmanuel meurt à Rome le 9 janv. La perte de ce prince, libérateur de la patrie, fondateur de l'unité nationale, créateur du royaume d'Italie, est un deuil national. Son fils Humbert lui succède : la cour pontificale proteste. De larges mesures de clémence (19 janv.) inaugurent le nouveau règne. — Mort (7 février) de Pie IX âgé de 86 ans après un règne de 31 ans et demi, laissant la papauté sans territoire, mais avec un pouvoir spirituel agrandi. Le conclave se tient librement au Vatican. Le 20 février est élu le cardinal Pecci, Léon XIII, qui suivra la même ligne de conduite, mais moins violemment. Le 8 mars, meurt à 80 ans le comte Frédéric Sclopis, homme d'Etat et historien piémontais libéral. — Le nouveau roi choisit ses ministres dans la majorité de la Chambre, dans la gauche ; il garde Depretis comme chef de cabinet, mais la traite de l'un d'eux, Crispi, ministre de l'intérieur, entraîne celle de tous au moment où s'ouvre (7 mars) la session qui durera jusqu'au 10 juillet. Le nouveau cabinet du 24 mars a pour chef Cairoli, de la gauche plus avancée, qui ne prend pas de département : l'intérieur est à Zanardelli, la justice à Conforti, les finances et le trésor ensemble à Seismit-Doda, l'instruction publique à de Sanctis, les affaires étrangères au comte Corti. — Ce cabinet dure jusqu'en déc. — Il présente aux Chambres le projet de suppression progressive de l'impôt sur la mouture ; les députés le votent mais non le Sénat pour ne pas priver l'Etat d'un revenu annuel de 80 millions. L'extension de la franchise électorale est attendue de ce cabinet. Un monument national doit être élevé à Rome à la mémoire du roi Victor-Emmanuel (loi du 16 mai). Diverses mesures sont prises, notamment par la loi du 8 juillet, pour venir en aide à la ville de Florence qui s'est obérée par

des travaux publics excessifs pendant les cinq ans qu'elle a été capitale du royaume. La loi du 30 mai approuve le tarif général des droits de douane qui devient le droit commun à l'égard des nations avec lesquelles les traités de commerce ne sont pas renouvelés. Une loi du 30 juin proroge encore pour un an le cours légal du papier-monnaie. L'enseignement de la gymnastique est rendu obligatoire dans toutes les écoles (loi du 7 juillet). La construction des édifices scolaires par les communes est facilitée par les lois des 18 et 24 juillet. — Un parti de patriotes ardents aspire à élever à l'Autriche, qui d'après le traité de Berlin du 13 juillet occupe la Bosnie et l'Herzégovine, quelques portions de l'Italie irrédente (Vénétie, Trieste, le Trentin, le Tyrol ; des meetings à Rome, à Gênes ; Garibaldi y pousse, il ratonne des sociétés de tir. On demande pour elles plus de liberté tardes qu'elles sont suspectes au gouvernement comme des foyers de propagande républicaine. Des clubs militaires, dits clubs de Pietro Barsanti, du nom d'un soldat qui quelques années auparavant avait été condamné à mort et fusillé pour fait de rébellion et pour le meurtre d'un officier, comme on y travaille à la désorganisation de la discipline, paraissent aux ministres de la guerre et de la marine devoir être réprimés suivant les lois existantes. Sur toutes ces questions et aussi sur la question de la réforme électorale dissentiments dans le cabinet ; remplacement des ministres de la guerre et de la marine, le cabinet est tout d'extrême gauche. — Attentat sur la personne du roi à Naples, dans la rue (oct.) par un ouvrier socialiste Passananti ; le coup de couteau atteint légèrement le roi, et un peu plus gravement le président du conseil Cairoli ; à Florence (nov.) des bombes explosibles sont lancées au milieu du cortège royal et blessent plusieurs personnes. — Le parle-

ment rentre alors en session pour un mois (21 nov.-20 déc.). M. Roger Bonghi reproche au cabinet Cairoli de s'appuyer sur les éléments anarchiques et subversifs. Ce cabinet tombe par la coalition de la droite et de la gauche modérée. Il se forme (12 déc.) un cabinet de transaction entre la droite et la gauche sous la présidence de Depretis qui prend l'intérieur et l'intérim des affaires étrangères; entrent aux finances Magliani, à l'instruction publique Coppino, à la justice et aux cultes Tajani, au ministère reconstitué de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, Majorani. — Une loi du 16 déc. institue une caisse de retraite pour les instituteurs élémentaires. En cette année beaucoup de décrets pour le développement de l'enseignement à tous les degrés, et aussi pour celui des Beaux-Arts. En déc. 1878, il n'y a plus qu'un millier de communes dépourvues d'écoles. — Loi importante du 11 déc. pour l'assainissement de la campagne Romaine. — Les environs de Rome et de Plaisance sont troublés par de sol-disant prophètes qui trouvent des adeptes fanatiques (sept) : l'illuminé David Lazaretti dans une émeute sanglante est mortellement blessé. — Difficultés avec le Saint-Siège au sujet des évêchés dits de patronat royal, pour les quels le gouvernement italien prétend avoir un droit de représentation : le roi refuse de reconnaître les titulaires de Palerme et de Naples nommés directement par le pape. L'antagonisme est accentué par une lettre de Léon XIII adressée au nouveau secrétaire d'État le cardinal Nina (déc.). De nombreuses nominations de cardinaux ont été faites le 12 mai et le 19 sept., dont deux pour la France, deux pour l'Autriche-Hongrie, une pour l'Allemagne, une pour la Grande-Bretagne.

Japon. — Le souverain, qui a institué en 1875 un Sénat, inau-

gure les assemblées provinciales et départementales

Portugal. — La législature qui a commencé en 1875 finit avec la session qui dure du 2 janvier au 4 mai pendant qu'est chef du cabinet M. Fontes Pereira de Mello. Des lois des 3 et 8 mai ont pour objet la réforme de la Chambre des Pairs sans en changer le régime constitutionnel, et la modification du régime électoral pour la 2^e Chambre; il est plus libéral : est électeur tout citoyen qui sait lire et écrire, ou qui est chef de famille; le cens pour l'éligibilité n'est pas exigé des officiers, des prêtres, de ceux qui ont reçu une instruction supérieure. Une loi du 2 mai sur l'instruction primaire élève le traitement des instituteurs, prescrit les voies de contrainte pour les manquements à l'obligation. Un décret du 28 nov. réglemente les registres de l'état civil pour les sujets portugais non catholiques.

Russie. — Dans une société où il n'y a de liberté ni de pensée ni de parole, où la justice est mal administrée, les sectes secrètes se propagent dans les universités et au milieu du peuple et ont recours au crime. Celle des nihilistes, répandue partout, rend des sentences de mort et les fait exécuter par ses adeptes. Beaucoup d'attentats contre des fonctionnaires supérieurs; et par suite sont décrétées des mesures extraordinaires de défense sociale qui irritent encore en provoquant à de nouveaux crimes. Le grand maître de la police de St-Petersbourg, le général Trépoff, qui a infligé des traitements odieux à un détenu politique, est atteint et blessé chez lui par une jeune fille, Vera Zassoulitch, armée d'un revolver (avril); les jurés l'ayant acquittée, le sénat annule leur décision, la compétence du jury est restreinte, les crimes contre les fonctionnaires seront désormais justiciables de la

cour martiale (9 mai et 9 août). Le 23 juin, le chef des gendarmes de Kieff est tué dans la rue par un meurtrier qui reste inconnu. A la fin de juillet, à Odessa, révolte sanglante du peuple, excité par des sociétés secrètes. Le 16 août est poignardé à St-Petersbourg sur la place publique le chef de la police, le général Mézentzoff. Autour du czar le parti bureaucratique ne recommande que le régime de compression à outrance. Quelques journaux, à peine tolérés, sollicitent des libertés politiques et des réformes sociales. — La guerre avec la Turquie, qui a assuré à la Russie un agrandissement de territoire en Bessarabie et un accroissement d'influence en Serbie et en Bulgarie, laisse des charges très-lourdes : on licencie les troupes qui ne sont plus indispensables ; quantité énorme de papier-monnaie, quatre emprunts en peu de temps pour consolider la dette flottante : on cherche des ressources dans de nouvelles taxes. Le ministère des finances passe de M. de Reusten au général Greigh. — En Finlande une loi du 27 déc. introduit le service militaire obligatoire.

Suède et Norvège. — En Norvège, la constitution est modifiée en ce qui regarde les circonscriptions électorales en maintenant le principe de la séparation des districts urbains et des districts ruraux (6 juin).

Suisse. — La taxe d'exemption du service militaire, rejetée par un vote populaire du 21 oct. 1877, est l'objet d'une nouvelle loi fédérale (21 juin) à laquelle il n'est plus fait d'opposition. — Les conseils fédéraux ne votent qu'à grand-peine (loi du 22 août que le vote populaire ratifiera le 19 janvier 1879) les subventions qui sont dues aux cantons qui sont engagés dans l'entreprise du chemin de fer du Gothard par suite d'un traité du 12

mars avec l'Italie et l'Allemagne. — Aux élections générales (fin d'oct.) pour le renouvellement des conseils, la majorité radicale autoritaire est battue par l'union des libéraux conservateurs et des catholiques cléricaux. — Le gouvernement fédéral (nov.) prononce la suppression et la saisie des presses d'un journal socialiste, *l'Avant-Garde*, qui prêchait ouvertement l'assassinat politique. — Dans le canton de Genève, à la suite des élections du 10 nov. pour le Grand Conseil moins favorables à l'enseignement exclusivement laïque, une loi du 11 déc. abroge une loi récente du 30 oct. qui rendait plus rigoureuse l'obligation de l'instruction primaire. — De même, au canton du Tessin, est retiré à l'Assemblée paroissiale le droit qu'elle tenait de la loi du 24 mai 1851 de révoquer les curés par les deux tiers des votants. — Dans le canton de Bâle-Ville, l'église catholique nationale est organisée par une loi (24 juin) : les ecclésiastiques sont élus par les membres de l'église ; elle se gouverne elle-même.

Turquie et Puissances européennes. — La Turquie, vaincue par les Russes et n'ayant pas à compter sur une médiation des puissances européennes (3 janvier), demande à négocier. Réponses dilatoires des Russes pendant un mois : ils se font remettre, au préalable, la place d'Andrinople, campent à quelques kilomètres de Constantinople, menacent Gallipoli ; leurs alliés, Serbes, Monténégrins, Roumains, ont de faciles succès. C'est au camp du général en chef, à Kazenlick, au pied des Balkans, que le 5 février sont signés tout à la fois l'armistice et les préliminaires de paix, suivis presque aussitôt (3 mars) du traité définitif signé à San Stephano, village près de la capitale, malgré les notes de l'Autriche-Hongrie et de l'Angleterre et l'envoi d'une flotte anglaise aux

ardanelles, l'Allemagne laissant libre. C'est le démembrement de la Turquie. Les Russes se font céder par les Roumains la partie de la Bessarabie perdue en 1856, qui les rend les riverains du Danube et les maîtres de ses bouches; la Dobrutchka est pour la Roumanie une médiocre compensation; la Roumanie et la Serbie agrandie seront indépendantes; la Bulgarie avec une grande partie de la Roumélie, couverte de troupes russes, forme une principauté autonome qui est seulement tributaire des Turcs et dont les Russes se réservent l'organisation politique et militaire. Les Turcs n'ont plus en Europe que deux tronçons communiquant par la mer; par suite des agrandissements de la Serbie et du Monténégro, il n'y a plus qu'une bande montagneuse pour relier l'Albanie à la Bosnie et à l'Herzégovine. En Asie, les Russes prennent une portion de l'Arménie avec Kars et le port de Batoum. — La Russie n'est pas assez forte pour refuser, ce que l'Angleterre et l'Autriche demandent avec menaces, que tous les articles du traité de San Stefano soient soumis aux délibérations d'un congrès européen. Le 3 juin, ce congrès est décidé; le 13, il s'ouvre à Berlin sous la présidence du chancelier Bismark. Le lendemain, on apprend qu'une entente secrète préalable a eu lieu entre la Russie et l'Angleterre. C'est seulement quand l'œuvre du congrès est achevée, le 8 juillet, qu'est révélé le traité signé depuis le 4 juin qui établit une alliance défensive de l'Angleterre avec la Porte pour les possessions du sultan en Asie et qui autorise les Anglais à occuper l'île de Chypre, où leur pavillon est arboré ce même jour, 8 juillet. C'est un échec grave pour la Russie. Cinq jours après, le 13 juillet, est signé le traité de Berlin. La Turquie y gagne surtout de conserver la Roumélie, moins le territoire de Sophia, qui est ratta-

ché à la principauté de Bulgarie; la Serbie et le Monténégro sont aussi moins agrandis que par le traité du 3 mars; l'Autriche est autorisée à occuper et à administrer la Bosnie et l'Herzégovine, qui continuent à faire partie de l'Empire Ottoman; les revendications territoriales de la Grèce, qui sont estimées excessives, devront être traitées entre les deux États et au besoin avec le concours des Puissances. — Difficultés d'exécution 1° pour les Russes: les Chambres de Roumanie refusent de concourir à la cession de la Bessarabie; les Lazes résistent en Arménie; les cruautés commises par les Bulgares à l'égard des Musulmans sont reprochées au gouvernement qui a encore ses troupes en ce pays; 2° pour les Monténégrins et les Serbes: les populations cédées ne se laissent pas incorporer; la ligue albanaise résiste; un délégué envoyé de la Porte pour engager les Musulmans à se résigner à la cession est massacré; les familles chrétiennes émigrent; 3° pour l'Autriche: dans la Bosnie et l'Herzégovine l'occupation militaire autorisée trouve aussi de la résistance. — La Porte ne complète qu'à regret et partiellement les réformes intérieures exigées d'elle en Arménie et dans le Liban. Dans la Roumélie orientale, travaillée comme la Macédoine par les comités slaves et helléniques, la Commission européenne chargée de la réorganisation est sans action en face du gouverneur russe de la Bulgarie, le prince Dondoukoff-Korsakoff (nov.-déc.). — Pour l'ensemble de l'empire, aucune réforme administrative ou financière. Après le traité de Berlin, l'Angleterre a obtenu pour l'ancien ministre réformateur Midhat-Pacha, exilé en 1877, une résidence moins lointaine mais non le retour aux affaires. — En Egypte, le khédive, outre la commission financière composée en partie d'Européens, subit la tutelle du cabinet que dirige Nubar-Pacha

dont font partie l'Anglais Rivers-Wilson comme ministre des finances, et le délégué de la France, de Blignières.

Questions internationales.

— A l'occasion de l'exposition universelle de l'industrie et des beaux-arts, à Paris conférence monétaire internationale dans le but surtout de maintenir le rôle de l'argent comme celui de l'or. L'Angleterre y prend part. L'Allemagne voudrait démonétiser l'argent. Les États-Unis sont favorables au double étalon. Une convention dite de l'union latine est conclue (5 nov.) entre la France, l'Italie, la Belgique, la Suisse, la Grèce sur la base du double étalon. — Une convention d'union postale universelle, complément de la convention internationale de Berne du 9 octobre 1874, est signée à Paris entre presque tous les États du monde entier (1^{er} juin). Dans une conférence à Berne, on traite d'un projet de convention internationale pour les transports par chemins de fer.

1879.

Allemagne et Prusse. — Le Landtag prussien a sa session jusqu'au 21 février. Celle du Reichstag dure de février jusqu'au milieu de juillet. — A ses débuts le Reichstag invité à autoriser des poursuites contre deux de ses membres, les députés socialistes Fritzshé et Hasselmann auxquels d'après la loi de 1878 avait été interdit le séjour de Berlin et qui étaient venus prendre leur siège à l'assemblée, refuse cette autorisation. Il rejette en première délibération un projet de loi que le chancelier avait fait accepter par le conseil fédéral, pour que des peines disciplinaires puissent être prononcées contre des députés par une simple commission composée de quelques membres de l'Assemblée, du président et des vice-présidents, pour

manquement aux convenances dans des discours jugés séditieux; l'initiative de la résistance est venue des assemblées délibérantes de la Bavière, du Wurtemberg, du royaume même de Prusse. — En Prusse, en même temps que sont prises des mesures législatives et administratives pour l'introduction de la nouvelle organisation judiciaire décidée en 1878, la discipline des universités est réformée (loi du 29 mai), les étudiants sont soumis au droit commun, la compétence des tribunaux universitaires est réduite. — Au Reichstag, voulant obtenir le vote de l'impôt sur le tabac et un nouveau tarif douanier, le chancelier, comme les nationaux libéraux n'y sont pas favorables, cherche le concours du centre ultramontain. Il exhorte les députés à ne pas semer la discorde entre les partis et la jalousie entre les races allemandes (9 juillet). On a adopté, comme compromis, l'amendement Franckenstein d'après lequel le produit annuel des droits de douane et des impôts de consommation, après qu'on a fait déduction en faveur du trésor impérial d'une somme fixe de 130 millions de marks (162 millions de francs) sera versé dans les caisses des États particuliers en proportion de leur population; et c'est aux États que le gouvernement fédéral aurait à adresser pour toutes les dépenses qui dépasseraient la somme indiquée. En cette session le projet d'impôt sur la fabrication de la bière n'est pas voté, il est seulement renvoyé à une commission. La loi du 16 juillet accorde l'augmentation de l'impôt sur le tabac. La loi du 15 juillet, qui établit le nouveau tarif douanier avec une tendance protectionniste très accentuée, donnera des résultats plus avantageux pour le fisc que pour le développement du commerce et l'amélioration de la vie commune. En retour de ce que le trésor y gagne on promet la diminution des

charges personnelles et communales, qui sera peu sensible. — Pour ménager le parti du centre, le ministère des cultes et de l'instruction publique en Prusse n'est pas laissé à M. Falk l'auteur des lois de 1873, qui a tant agi dans la lutte contre l'église catholique, auquel on reproche le *Kulturkampf*. Son successeur M. de Puttkammer (juill.) suivra du reste la même voie. En même temps le ministre des finances est remplacé; le président de la chancellerie, M. Hoffman, est nommé ministre du commerce, et le ministre des travaux publics de Maybach est nommé chef de l'office impérial des chemins de fer. Le ministre de la justice sera remplacé le 30 oct. — Le Reichstag vote une loi d'organisation nouvelle, avec une apparence de décentralisation, mais sans plus de liberté, pour l'Alsace-Lorraine (loi du 4 juillet) : il y aura, en résidence à Strasbourg, un gouverneur général avec une partie des pouvoirs de l'empereur ou du chancelier, avec un ministre spécial, mais les conseils qui l'assisteront n'émaneront pas du suffrage universel direct, la délégation provinciale est seulement rendue un peu plus nombreuse. Le 2 août, le maréchal de Manteuffel est nommé à cette charge. L'empereur vient assister aux manœuvres d'Alsace-Lorraine (18-25 sept.). Les élections en nov. pour le renouvellement de la délégation provinciale sont en Lorraine toutes hostiles à l'Allemagne, en Alsace partagées entre les candidats de la protestation et les autonomistes. — Berlin est le siège de la conférence luthérienne (27 août) et du synode général évangélique (9 oct.-3 nov.), qui adoptent des résolutions pour combattre les progrès de l'esprit irreligieux. En même temps le prédicateur de la cour, Stocker, organise un mouvement antisémite, contre l'extension de la race juive dans l'empire. — En Prusse, les chambres étant dissoutes le 16

sept., il y a des élections les 30 sept. et 8 oct., et le Parlement est convoqué le 15 oct. pour le 28. Le chancelier menace les droits de la représentation du peuple et les institutions constitutionnelles par le projet de loi qu'il a annoncé, et qui sera présenté en déc., pour que le Reichstag vote le budget pour deux ans à la fois et ne se réunisse pas chaque année. Les élections donnent un peu d'influence aux ultramontains, qui, avec la fraction polonaise, comptent 115 sièges; les libéraux et progressistes en ont 139, les conservateurs de toute nuance 156. Session ouverte le 28 oct.; un conservateur M. de Koetler est élu président. Dès le début, est présenté un projet, auquel le chancelier tient beaucoup dans une pensée politique, militaire, autant qu'économique, pour le rachat par l'État de plusieurs chemins de fer qui sont propriétés privées. Il est discuté par les députés en 1^{re} lecture le 11 nov.; ils le votent le 12 déc. A la Chambre des seigneurs le maréchal de Moltke insiste sur les avantages que présente pour la rapide concentration des troupes une administration unique des chemins de fer. Dans les conventions avec les compagnies qui sont achetées, une clause réserve au gouvernement prussien la faculté de céder à l'empire les droits et les obligations résultant pour lui de ces conventions. La loi est promulguée le 20 décembre. — Influence extérieure de la puissance allemande. Le 6 août, l'empereur d'Autriche vient à Gastein visiter l'empereur. Le général Manteuffel nommé depuis peu gouverneur général de l'Alsace-Lorraine est envoyé pour assister aux grandes manœuvres des troupes russes en Pologne (29 août). Peu après, les deux empereurs se voient (10 sept.) à Alexandrowo sur la frontière russe. Échange de visites entre le chancelier de Bismark et le chancelier d'Autriche-Hongrie le comte

Andrassy qui, quoique démissionnaire de cette dignité, dirige encore la politique étrangère : ils se voient à Gastein 28 août, à Vienne 21-24 sept. : de là le traité secret du 15 octobre entre les deux empires. En nov., le tsarevitz qui est allé à Vienne, va aussi à Berlin. Le roi d'Italie visite le prince impérial d'Allemagne à Pegni près de Gênes. Christian IX avec la reine de Danemark va pour la première fois depuis les événements de 1866 à la cour de Berlin, et de là à Vienne.

Amérique du Sud. — Au Venezuela, le général Guzman Blanco, Président de la République depuis 1870, est élu encore par le parti des fédéralistes pour deux ans. Il sera désormais assisté d'un conseil composé d'autant de membres qu'il y a d'États. — Exécution définitive (14 mai) d'une sentence arbitrale du Président des États-Unis entre le Paraguay et la Bolivie, au sujet d'une partie du grand Chaco, au profit du Paraguay. — Une guerre désastreuse commence pour le Pérou et la Bolivie son alliée contre le Chili qui convoite depuis longtemps la province péruvienne de Taracapa riche en guanos et en nitrates. Quoique les deux États soient doubles de population et aient l'avance des préparatifs, les Chiliens après un premier succès naval à Iquique (21 mai), établissent le blocus sur la côte péruvienne dont ils occupent une partie. Le président du Pérou, le général Prado, qui au milieu de ces désastres, n'a plus d'autorité s'enfuit aux États-Unis. Don Nicolas de Pierola, qui conspirait en 1878 prend la dictature (déc.) ; il continue énergiquement la guerre.

Angleterre. — En Irlande, l'agitation sociale s'organise ; la ligue agraire (*land league*) est fondée dans un meeting que préside dans le comté de Mayo, son pays natal,

Michel Davitt, un des rédacteurs de l'*Irish People* arrêté à Londres en 1870 et condamné pour distribution d'armes aux insurgés, orateur puissant sur le peuple, d'un langage violent et révolutionnaire, qui dans d'autres meetings (sept-oct.) lancera des menaces d'insurrection à main armée. Une loi du 21 juillet maintient les peines prononcées contre toutes assemblées irlandaises qui tendraient à s'ériger en parlement. On accorde à l'Irlande une partie de ce qu'elle demandait pour son université, dite de la reine (loi du 15 août) : cette université est transformée sur le modèle de l'université de Londres : les Irlandais avaient désiré des subventions parlementaires pour leurs collèges catholiques, ils n'obtiennent que des concessions partielles. Le mot d'ordre de l'agitation légale et de l'association dans chaque comté pour la défense des droits de l'Irlande est de ne pas payer les rentes et de garder prise sur la terre. Une lettre pastorale de l'archevêque de Dublin désapprouve l'agitation (nov.). L'éviction d'un fermier qui ne paye pas sa rente est quelquefois empêchée par la démonstration armée des fermiers de la région. On arrête pour leurs propos séditieux et pour des appels à l'insurrection dans des meetings Davitt et l'avocat Killen. — A la fin de l'année commence l'agitation électorale pour le renouvellement du parlement qui approche du terme de sa période de six ans. Gladstone candidat à Edimbourg attaque violemment le cabinet de lord Beaconsfield. — Développement considérable des caisses d'épargne postales. — En Afghanistan, les Anglais, déjà maîtres de Caboul, profitent de la fuite au nord, du côté des Russes, de l'émir Sheere-Ali qui n'ose pas lutter (janv.). Leur général Stewart entre à Candahar, ils occupent un quart du pays, en avant des massifs de montagnes, et du territoire des tribus indépen-

dantes. A la mort de Sheere-Ali chez les Russes (21 fév.), son 2^e fils Yacoub-Khan proclamé émir, conclut avec les Anglais le traité de Gundamak qui leur livre les passages des montagnes conduisant les unes à Caboul, les autres à Candahar et qui les autorise à avoir des agents politiques dans ces deux villes. Le major Louis Cavagnari, arrive à Caboul, muni de ces pouvoirs à la fin de juillet avec un personnel assez nombreux. Une insurrection éclate à Caboul le 3 sept., en apparence au moins autant contre l'émir Yacoub qui est renversé que contre les Anglais dont l'agent politique est massacré avec presque tout son personnel. Les tribus afghanes qui étaient en lutte les unes entre les autres, s'unissent pour combattre et refouler les Anglais. Yacoub, le 27 sept. venu au camp anglais à Kuschi, se déclare innocent de ce massacre. Le général Roberts fait une nouvelle campagne pleine de difficultés pour refouler les tribus (sept.-oct.), elles se dérobent à toute action décisive en se portant dans la direction de Ghazni. Il rentre dans Caboul le 12 oct. presque sans combat, en est repoussé, se cantonne à Charpour avec 7 à 8000 hommes, est un instant coupé de toute communication avec Peichawer. Il livre du 9 au 14 déc. des combats réitérés dans les environs de Caboul, a à défendre son camp retranché contre 40 000 hommes, il réoccupe la colline de Balahissar et Caboul même le 28 déc., ayant fait sa jonction avec le général Gough qui lui amenait des renforts. Une correspondance découverte à Caboul fait soupçonner d'intelligence avec les Russes Yacoub-Khan qui déjà a abdiqué, et qu'on enferme à Peichawer. — Dans la Birmanie, le nouvel empereur ayant inauguré son règne par des massacres dans sa famille (fév.), il y a danger pour le résident anglais M. Shaw et les autres Européens habitant la

capitale mandaly; l'ambassade anglaise quitte cette ville (11 sept.). — Dans la présidence anglaise du Bengale, au pays d'Assam qui en fait partie, près de la Birmanie, le commissaire anglais en résidence à Naga-Hills est assassiné par la tribu des Nazéma Nagas (sept.). — Tentative d'assassinat à Calcutta (oct.) contre le vice-roi des Indes, lord Lytton. — Dans l'Afrique australe, les Anglais étant inquiétés dans leurs possessions de Natal et du Transvaal par les incursions des Cafres Zoulous, tribu barbare qui a un chef habile Cettiwayo, le gouverneur du Cap, sir Bartle-Frère, engage la guerre avec des troupes insuffisantes. 1200 hommes, dont la moitié d'Européens, tombent dans une embuscade à Isandoula, et périssent presque tous (fév.), le Natal est menacé. Au parlement la conduite du cabinet est mise en cause à ce sujet, une motion de blâme proposée aux Communes réunit jusqu'à 246 voix contre 306. Le corps expéditionnaire envoyé d'Angleterre comprend le fils de Napoléon III. Ce prince pérît obscurément dans une reconnaissance le 1^{er} juin par la zagaie d'un Zoulou. Le 4 juillet, 6000 Anglais remportent une victoire décisive sur 25 000 Zoulous commandés par Cettiwayo. Le 10 juillet, la brigade Clarke prend Ulundi sa résidence, ce chef est fait prisonnier le 28 août. Dans la suite le général sir Garnett Wolseley, gouverneur du territoire du Transvaal, accorde l'indépendance à plusieurs chefs Zoulous, il entretient entre eux une rivalité favorable à la puissance britannique. Malgré la présence des troupes de Wolseley, les Boërs du Transvaal protestent contre l'annexion de leur pays prononcée en 1878, refusent l'obéissance. Des lettres patentes royales établissent dans leur pays un conseil exécutif et une assemblée législative (nov.): mais ce régime n'est pas aussi libre que celui de l'Etat d'Orange, qui a un président de

république, M. Brandt depuis bien des années. — Dans l'Australie occidentale des explorations dirigées depuis fév. par A. Forrest font découvrir un vaste territoire fertile.

Autriche-Hongrie. — L'occupation des pays slaves de Bosnie et d'Herzégovine, enlevés de fait à la Turquie qui y conserve une souveraineté nominale, par le traité de Berlin de juillet 1878, est une cause de dissensions dans les cabinets et de discussions irritantes dans les parlements de la monarchie puisqu'elle nécessite des dépenses et des envois de troupes. C'est à la fin de janvier que ce traité est ratifié par le Reichsrath autrichien. La monarchie cisleithane a un double changement de ministère depuis février où le cabinet Auesperg, démissionnaire depuis un an, quitte décidément les affaires : le chef du cabinet est d'abord Streymayer, ministre de l'instruction publique et des cultes, puis (août) le comte de Taaffe, ministre de l'intérieur, après de nouvelles élections législatives. D'après une convention avec les Turcs du 21 avril, les troupes autrichiennes passent la Save (juillet), entrent en Bosnie; y trouvent des populations hostiles; Serajevo, occupée le 8 août, est en partie livrée aux flammes, on entre à Novi-Bazar à l'extrémité sud-est, le 8 sept. — Le chancelier et ministre des affaires étrangères comte Andrassy mal vu, notamment dans la Hongrie son pays natal, à cause de cette politique d'extension, est démissionnaire depuis le 14 août, il n'a un successeur nommé que le 22 sept.; les visites qu'il échange à Gastein et à Vienne avec le chancelier de l'Allemagne nouent l'alliance austro-allemande que maintiendra son successeur le baron Haymerlé. — Le gouvernement soumet aux deux parlements (oct.) un projet de loi pour obtenir une nouvelle période décennale de la loi militaire orga-

nique votée pour dix ans en 1868, prorogée pour un an en 1878, d'après laquelle l'armée en campagne continuerait à avoir un effectif de guerre de 800 000 hommes. Le parlement hongrois le vote (nov.) et en même temps sanctionne l'entrée dans le territoire douanier austro-hongrois de la Bosnie et d'Herzégovine, ainsi que de l'Isire et de la Dalmatie. Au parlement autrichien, les députés résistent et votent contre (déc.) Il y a scission à cette occasion entre les progressistes et les libéraux, on craint un conflit constitutionnel et la dissolution; par un compromis la loi passe. — Les députés tchèques (16 nov.) remettent à l'empereur une adresse pour obtenir la même pratique en Bohême, en Moravie et en Silésie des droits politiques qui leur ont été reconnus.

Belgique. — L'œuvre principale de la session qui dure jusqu'au 11 août est la loi du 1^{er} juillet sur l'instruction primaire, qui remplacera celle du 23 sept. 1842. D'après le projet libéral du cabinet (Frère-Orban, l'enseignement religieux serait donné encore dans le local des écoles publiques, mais en dehors des heures de classes; il est laissé aux soins des familles et des ministres des différents cultes; ceux-ci n'auront plus le droit d'inspection sur les écoles communales, d'intervention dans l'enseignement, de contrôle sur les livres : un comité de perfectionnement créé à cette fin prendra des décisions qui doivent être approuvées par le gouvernement; les administrations communales ne pourront plus adopter, pour tenir lieu d'écoles publiques, des écoles privées qui jusqu'ici avaient été tolérées avec cette affectation moyennant certaines conditions. Les députés consacrent à cette discussion 29 séances. La loi ne passe au sénat qu'à 2 voix de majorité. Violences de la presse religieuse et du clergé avant et

après le vote : instructions confidentielles pour y résister, rédigées par les évêques réunis à Malines le 1^{er} août. Ils refusent de faire donner l'enseignement religieux dans les écoles publiques, interdisent aux instituteurs d'enseigner eux-mêmes le catéchisme, font refuser les sacrements aux enfants, à leurs parents, à leurs maîtres et maîtresses : conflit aigu partout. Les députés croient le Saint-Siège complice des évêques, et, à deux reprises (juin, et dans la nouvelle session de nov.) proposent la suppression de la Légation auprès du Vatican et la diminution du traitement des évêques. Le Cabinet fait maintenir la Légation en raison des assurances pontificales. Le pape relève de ses fonctions l'évêque de Tournai, un des plus hostiles à la loi (30 nov.) Mais l'archevêque de Malines (1^{er} déc.) publie une déclaration qui ne laisse pas subsister la prétendue différence d'opinion entre le pape et les évêques. Dans plusieurs villes, à Duppel les libéraux, à Bruges les cléricaux sont également violents. — Une loi du 26 juillet, qui a donné aussi lieu à de vifs débats parlementaires, réagit contre le système des fraudes électorales, organisé depuis longtemps; elle tend à faire disparaître du corps électoral bien des personnes qui y étaient admises en raison d'impôts qu'elles étaient censées payer. — Le Code de commerce se complète par le livre II sur le commerce de mer (loi du 11 août).

Brésil. — La session extraordinaire ouverte le 15 déc. 1878 dure jusqu'au 2 mai; et la session ordinaire commence le 3 mai. Le projet de réforme de la Constitution, en vue de modifier l'électorat politique, examiné au sein du Cabinet (janvier) est cause de la retraite du ministre des finances et de celui des affaires étrangères qui n'ont pu faire admettre par leurs collègues

le droit d'éligibilité à la Chambre pour ceux qui ne professent pas la religion catholique. Le ministre de l'intérieur Leoncio de Carvalho, dans les discussions (12-17 février) sur l'interpellation de M. Saldanha Marinho qui réclame la pleine liberté des cultes, l'égalité des droits politiques pour les non-catholiques, l'établissement partout du registre de l'état civil, l'adoption du mariage civil, l'exécution des lois concernant le personnel des cures et des vicariats, déclare qu'il n'est pas opportun que les non-catholiques soient éligibles; M. Saldanha Marinho demande alors la séparation de l'Eglise et de l'Etat. — Le même ministre entreprend d'accomplir par le décret du 19 avril et l'arrêté du 21 mai une réforme libérale de l'enseignement à tous les degrés; il demande de puissants encouragements de l'Etat pour les établissements publics; mais aussi il concède aux cours libres supérieurs le droit de devenir après 7 ans, si les succès de leurs élèves ont été constatés devant les juges de l'Etat, des Facultés jouissant de tous les privilèges et des garanties des Facultés officielles y compris la collation des grades, seulement en suivant les programmes et les méthodes d'enseignement de l'Etat. Ces mesures sont vivement attaquées par tous les partis à la Chambre des députés (29 avril, 15 mai); le ministre est remplacé, peu après, par M. Sodré qui les défend aussi contre une nouvelle interpellation (9-18 juin) : le Sénat s'y montre défavorable (10 juil.). Léoncio de Carvalho interpelle à son tour (24 oct.), demande au gouvernement de les soumettre à l'approbation des Chambres. Il ne reste des réformes projetées que ce qui peut être appliqué sans un vote du Parlement. — Le projet de réforme électorale, pour qu'il y ait élection directe des députés, des sénateurs, des membres des assemblées provinciales, adopté par les députés (6 juin)

en laissant frappés d'incapacité politique les non-catholiques, est rejeté par le Sénat (nov.). — Les Chambres sont ajournées au 15 avril 1880.

Espagne. — Le 9 janvier, meurt à Logrono à 86 ans, le maréchal Espartero, duc de la Victoire, adversaire constant des carlistes et toujours dévoué au régime constitutionnel sous tous les gouvernements. — Loi sur la presse (7 janv.). — Une loi (du 9 janvier) règle l'élection des sénateurs à Cuba et à Puerto-Rico. — Le maréchal Martinez Campos revient de Cuba qu'il a pacifiée, ayant vaincu les insurgés, et promis de demander pour l'île des droits politiques et municipaux, la liberté des esclaves, des réformes de douanes et d'administration. Le cabinet Canovas del Castillo peu disposé à ces concessions, en face des partis très-divisés dans les Cortès se retire; Martinez Campos forme un nouveau Cabinet, avec les mêmes vues sur la politique générale, mais avec l'intention de tenir ses promesses aux Cubiens (mars). Dissolution des Chambres. Les nouvelles élections sont très-libres. Le parti des démocrates progressistes, formé de la fusion des radicaux qui avaient essayé de la royauté d'Amédée de Savoie et des républicains fédéralistes publie son manifeste (1^{er} avril) et fait passer la plupart de ses chefs, mais n'est qu'une minorité. Les élections de mai donnent 300 ministériels dont 250 environ de l'ancienne majorité. — Quand le président du Conseil présente ses projets de loi pour Cuba (nov.), les ministériels, étant disposés favorablement pour les propriétaires d'esclaves, les combattent. Il se retire; et, le 9 déc., est reconstitué un cabinet Canovas del Castillo qui admet en principe l'émancipation des esclaves de Cuba, mais la propose seulement graduelle de 1880 à 1888, par tiers avec huit années de patronat. Pendant la discussion,

aux Cortès, attitude violente du ministre Canovas del Castillo; les séances sont désertées par une grande partie des opposants. Non seulement les constitutionnels, députés du centre, amis de Martinez Campos, mais les démocrates intransigeants. La loi est votée par le Parlement ainsi tronqué. La doctrine protectionniste du cabinet est contraire aux intérêts des Cubiens. Plusieurs généraux donnent leur démission. On craint une nouvelle insurrection à Cuba. — Second mariage du roi (29 nov.) avec Marie-Christine d'Autriche. Tous deux sont l'objet d'un attentat à Madrid, dans la rue, en plein jour, par un ouvrier Francesco Gonzales qui ne les atteint pas (30 déc.).

États-Unis. — Le président Hayes s'applique à réformer l'administration civile dont on avait toléré bien des actes coupables pendant les deux présidences du général Grant. Une loi du 3 fév. prévient les cas de détournement et de malversation de la part des fonctionnaires et leur applique des peines sévères. — Lois du 25 janv. et du 26 fév. pour faciliter le remaniement de la dette nationale et réduire le taux d'intérêt de cette dette. Loi du 1^{er} mars pour assurer plus complète la rentrée de l'impôt indirect (droits d'accise sur les spiritueux, les tabacs, etc.) et défendre le trésor contre les fraudes qui ont souvent pour complices les fonctionnaires chargés de les réprimer. — Une loi du 3 fév. annule un acte voté, malgré le veto du gouvernement, par l'assemblée législative du Territoire du nouveau Mexique, qui accordait un privilège spécial à la Société de Jésus, tandis que les assemblées législatives des Territoires n'ont pas le droit d'en accorder. — Les élections pour le 46^e Congrès (fév.) laissent la majorité aux démocrates dans la Chambre des représentants, la leur donne au Sénat où ils ne l'avaient pas. Le

parti républicain n'a plus pour lui que le chef du pouvoir, le président Hayes. — La 1^{re} session (extraordinaire) du 46^e congrès dure du 4 mars au 1^{er} juillet. Conflit entre le président et les Chambres au sujet de la loi qu'elles votent pour interdire absolument la présence des troupes fédérales sur les lieux d'élection; il y met son veto; les Chambres, de leur côté, menacent de refuser le vote du budget de l'armée. Les dernières victimes de la guerre de sécession bénéficient du triomphe du parti démocrate dans les deux Chambres; mai et juin, diverses mesures sont votées pour effacer les incapacités politiques prononcées par le xiv^e amendement à la Constitution; ces réabilitations devront avoir lieu par des lois distinctes pour chaque personne. — En Californie, le parti radical, suivant les doctrines de l'agitateur Kearney, fait voter par une convention, réunie au début de l'année, une Constitution que le peuple ratifie le 7 mai, qui sera mise en vigueur le 1^{er} juillet, d'après laquelle des impôts excessifs sont mis sur la propriété foncière, sur le capital mobilier, sur les propriétés et les revenus des compagnies de chemins de fer, même on impose plusieurs fois la même valeur. L'article 19 de cette Constitution exclut absolument les Rhinois non seulement du droit électoral, mais des travaux publics, et de la participation à aucune corporation (ce terme comprend toutes les associations et les compagnies de capitaux réunis). Elle prescrit que la législature combatte par tous les moyens leur immigration. — L'ancien président Grant, revenu après une absence de 2 ans (sept.) parcourt les pays de l'Union, cherchant les éléments d'une 3^e candidature à la présidence au nom du parti républicain. — Les élections au Congrès sont favorables à ce parti dans plusieurs Etats (oct., nov.). La session ordi-

naire du Congrès s'ouvre le 1^{er} déc.

France. — Les élections du 5 janvier pour le renouvellement d'un tiers de la partie du Sénat qui n'est pas inamovible sont une manifestation éclatante de l'opinion républicaine. Sur 82 élus, 66 sont républicains. La nouvelle majorité en cette assemblée porte à la présidence un des siens, Martel, à la place du duc d'Audiffret-Pasquier, et le cabinet Dufaure est rendu plus homogène par la nomination au ministère de la guerre du général Gresley. Les groupes de gauche de la Chambre des députés veulent le pousser dans la voie des réformes ou le remplacer par un autre qui soit la véritable représentation de la majorité. Après l'ordre du jour de confiance qu'a proposé J. Ferry de la gauche (20 janv.) il présente un projet en faveur des contumaces de la Commune, et demande au président (28 janv.) la mise en disponibilité de dix des commandants des corps d'armée par application de la loi de 1873. — Le maréchal s'y refuse: il prend cette occasion pour renoncer à la présidence (30 janv.). L'échéance redoutée pour 1880 se trouve ainsi abrégée. Les Chambres réunies en congrès aux termes de la Constitution, le soir même élisent président de la république pour sept ans, par 564 voix sur 662 Jules Grévy, le président de la Chambre des députés que désignaient ses convictions républicaines d'ancienne date, la loyauté de son caractère, et les services qu'il a rendus à la cause de la liberté. Le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif sont maintenant animés du même esprit. — Le lendemain, 31 janvier, est élu président de la Chambre le chef de la gauche Gambetta, qui ne croit pas le moment venu d'exercer l'autorité comme président du conseil. — Dufaure se retire, et le 4 février, Waddington qui conserve les affaires étrangères forme un ca-

binet avec des membres du centre gauche, Marcère à l'intérieur et aux cultes, Léon Say aux finances, et des membres de la gauche modérée et de l'union républicaine, Le Royer à la justice, J. Ferry à l'instruction publique et aux beaux-arts, Freycinet aux travaux publics, Lepère à l'agriculture et au commerce ; Gresley reste à la guerre, Jaureguiberry à la marine, un ministère des postes et télégraphes est créé par décret, et donné à Cochery qui le gardera dans tous les changements de cabinet. Cinq députés sont nommés sous-secrétaires d'État : René Goblet à la justice, Turquet aux beaux-arts, Sadi-Carnot aux travaux publics, Cyprien Girerd à l'agriculture et au commerce, Jules Develle à l'intérieur. Brisson, de la gauche un peu plus avancée, succède à Gambetta (23 février) comme président de la commission du budget. Les administrations supérieures sont encore remaniées, pour la justice, les finances, la diplomatie. La question de l'amnistie pour tous les condamnés de la commune, que la presse radicale et l'extrême gauche, même une partie de la gauche de la Chambre demandent, est l'objet d'un projet de loi aussitôt présenté par le cabinet (11 fév.). Ce projet n'accorde l'amnistie qu'à ceux qui auraient été préalablement graciés par le pouvoir exécutif : la loi passe aux deux Chambres (Andrieux rapporteur à la chambre des députés) et est aussitôt exécutée. Beaucoup de ceux qui vont rentrer ainsi fourniront de nouveaux éléments et même des chefs au parti intran-sigeant avec des menaces de revendication et de revanche communaliste. Les coups que portent au ministre de l'intérieur Marcère, à l'occasion de faits se rapportant à la préfecture de police la *Lanterne* un de leurs organes, et la majorité radicale du conseil municipal de Paris, le décident à se retirer, un vote de confiance qu'il a deman-

dé à la Chambre ne lui ayant pas été accordé (1^{er} mars) : c'est, au bout d'un mois, un premier ébranlement pour le cabinet Waddington. Lepère devient ministre de l'intérieur, Tirard lui succède au ministère de l'agriculture, Andrieux est fait préfet de police. — Le projet de mise en accusation des ministres du 16 mai et même du cabinet qui leur a succédé, soutenu par l'extrême gauche et une partie de la gauche, combattu par le centre gauche et par le cabinet, n'obtient pas la majorité (13 mars, 159 voix pour, 317 contre), le rapport de la commission d'enquête sur les élections d'oct. 1877 ne produisant pas de charges très-graves en outre de celles qui ont entraîné 80 invalidations : mais on les livre au jugement de la conscience nationale (217 voix contre 137) par une résolution de la Chambre qui doit être affichée dans toutes les communes. — Le cabinet regagne quelque faveur en faisant adopter l'abrogation de l'article 9 de la Constitution d'après lequel Versailles est le siège du parlement et du pouvoir exécutif. Le projet voté par les députés le 21 mars, frappé d'ajournement par le vote du Sénat le 29, présenté de nouveau en juin par le gouvernement a été voté le 12 juin, et le congrès, réuni le 13 juin sur cette question spéciale, le résout affirmativement (526 voix contre 249). C'est à dater du 3 nov. que les deux Chambres siégeront à Paris. — Depuis la fin de mars, la Chambre et l'opinion publique sont saisies de projets de lois, l'un du député Paul Bert de la gauche, pour que tout département, dans un délai de 4 ans, ait une école normale d'instituteurs et une école normale d'institutrices, qui sera facilement voté ; les autres du ministre J. Ferry : 1^o au sujet de la composition du conseil supérieur de l'instruction publique pour qu'il ne comprenne, par élection, que des membres de l'Université et des

corps savants, et de celle des conseils académiques pour qu'ils soient exclusivement universitaires ; 2° pour détruire tous les effets de la loi de juillet 1875 sur l'enseignement supérieur ; l'article 7 de ce second projet a un sens plus général : interdire l'enseignement public ou libre, et la direction d'établissements d'enseignement de quelque ordre que ce soit aux membres des congrégations non autorisées ; il vise surtout les établissements secondaires des jésuites. Alarmes et polémique du parti catholique ; même des libéraux sont hostiles à ce dernier projet. Un vaste pétitionnement est organisé auprès des deux Chambres pour qu'elles ne le votent pas : beaucoup d'évêques protestent ; plusieurs conseils généraux, à la session d'avril, émettent des vœux pour ou contre les projets Ferry qui passionnent le pays. La discussion n'en commencera que le 18 juin à la Chambre des députés. — La candidature illégale de Blanqui pour être député est produite à Bordeaux, il est élu au 2^e tour le 21 avril ; l'assemblée, juge de l'élection, ne la valide pas (début de juin). Par application de la loi de l'amnistie du 5 mai, il ne reste plus en dehors de l'amnistie le 5 juin quand expire le délai des trois mois pendant lesquels la grâce entraînait l'amnistie, que 700 individus dont 500 ayant à leur charge des crimes de droit commun ; dans les 200 autres, sont tous les membres survivants de la Commune et les principaux insurgés. Blanqui, gracié seulement le 7 juin n'est pas amnistié, n'est pas éligible ; candidat de nouveau à Bordeaux le 31 août, il ne sera pas élu. — La nouvelle arrive en France le 20 juin de la mort du fils de Napoléon III, tué tristement, sans gloire, le 1^{er} juin dans une campagne avec les Anglais contre les Cafres Zoulous : son corps ramené en Angleterre reçoit la sépulture à Chislehurst, beaucoup de bonapartistes se rendent à ses ob-

sèques. Le parti est désormais sans chef ; les uns tenant pour le prince Jérôme, les autres pour son fils aîné Victor que semble désigner le testament du prince défunt. — A la Chambre des députés la discussion du projet ministériel sur l'enseignement supérieur et les congrégations autorisées (Spuller, de la gauche, rapporteur) dure trois semaines depuis le 18 juin. La restitution à l'État de la collation des grades est peu combattue. Plusieurs du centre gauche, Bardoux, Ribot, Léon Renault, repoussent l'article 7 au nom de la liberté et de l'égalité ; Paul Bert et le ministre le défendent ; des députés de l'extrême gauche le trouvent même insuffisant : au scrutin, l'article 7 a 100 voix de majorité, l'ensemble de la loi est voté. Au Sénat la commission nommée pour l'examiner est divisée. J. Simon, qui accepte la loi moins l'article 7 est nommé rapporteur, la discussion sur son rapport publié le 8 déc. n'aura lieu qu'en 1880. L'agitation continue. — La réforme du personnel de la magistrature est accomplie avec fermeté par le ministre Le Royer dans la mesure que permet l'immovibilité, dont la suppression est l'objet de propositions faites en dehors du gouvernement. Il fait un usage hardi de la loi du 13 juillet pour reconstituer le Conseil d'état. Ce corps n'a plus que des républicains ; les diplômes délivrés par les facultés de l'état donneront seuls le droit d'y prendre part au concours d'auditeur (décret du 14 août). Le nouveau Conseil d'état défère comme d'abus un évêque (nov.), et dans l'affaire des pourvois des congréganistes il reconnaît (déc.) la légalité des arrêtés préfectoraux qui les ont remplacés dans les écoles par des laïques. — La discussion du budget depuis juillet, fait espérer des dégrèvements d'impôts : elle est l'occasion de propositions pour dénoncer le Concordat et abolir le budget des

cultes. La Chambre malgré le ministère vote la réduction du traitement des évêques, qui sera maintenue au vote définitif (22 déc.). — Pendant les 4 mois de vacances des Chambres jusqu'au 27 nov., comme le parti bonapartiste est en désarroi, les légitimistes essaient d'agir sur l'opinion par des manifestations surtout le jour anniversaire de la naissance du comte de Chambord (29 sept.); les journaux ultraradicaux, surtout la *Marseillaise* qui suspendue pour six mois reparait sous le titre de *Mot d'ordre*, fêtent et exaltent les rapatriés de la Commune pour lesquels se forment des comités de secours; l'un d'eux est illégalement élu au conseil municipal de Paris (12 oct.) et sera candidat à la députation dans le Vaucluse (23 déc.). L'amnistie plénière est réclamée par le conseil municipal de Paris et le conseil général de la Seine. Le conseil municipal refuse d'insérer au budget les dépenses du culte, elles y sont rétablies d'office. Revendications du parti communaliste; théories communistes et collectivistes développées au congrès socialiste ouvrier de Marseille (fin d'oct.). — Quand le parlement rentre en session extraordinaire (27 nov.), à la Chambre des députés les groupes de gauche récriminent contre le ministère, surtout sur les questions de l'amnistie et de la suppression de l'inamovibilité de la magistrature. L'union républicaine l'attaque ouvertement autant que l'extrême gauche; deux ordres du jour sur des interpellations, du 5 et du 16 déc., quoique favorables, ne lui rendent pas à lui-même la confiance puisqu'aucun membre de la gauche modérée ne le soutient à la tribune. Démission successivement de Le Royer, de Gresley, de Waddington, de Léon Say, puis de tout le cabinet du 4 février. Gambetta ne prétend pas encore au pouvoir. Freycinet, qui prend les affaires étrangères forme le cabinet

du 28 déc. en choisissant dans la gauche républicaine et dans l'union républicaine modérée : l'ensemble incline davantage vers la gauche avancée. Restent de l'ancien cabinet Lepère, J. Ferry, Tirard, Jarréguibery, Cocheret. Les nouveaux sont : Cazot à la justice, général Farre à la guerre, Magnin aux finances, Varroy aux travaux publics. Girerd et Sadi Carnot restent sous-secrets d'État; il y a trois nouveaux sous-secrets d'État, Constans à l'intérieur, Martin Feuil- lée à la justice, Wilson aux finances. — Les Chambres (juillet) ont autorisé le gouvernement à proroger les traités de commerce qui sont expirés ou qui vont expirer pendant un délai qui pourra être de six mois après la promulgation du tarif général des douanes. Le tarif s'élabore depuis dix-huit mois dans des discussions où se donnent carrière toutes les doctrines économiques suivant les intérêts de chaque région. Des traités sont proposés (fin de nov.) avec l'Autriche, la Suède, la Belgique, la Suisse. — En Tunisie, l'énergie du commandant général Roustan est nécessaire contre le gouvernement du bey pour maintenir une convention privée (fév.). — Une loi (mars) rend au Sénégal et à la Guyane le droit d'élire des députés. En Algérie, par décret (mars) le frère du président, Albert Grévy député, a été nommé gouverneur civil : il a sous ses ordres les commandants des troupes de terre et de mer et tous les services administratifs concernant les européens et les indigènes. Insurrection des Ouled Daoud sur le territoire de l'Aurès, province de Constantine, à 30 kilom. de Bône, causée par des exactions des caïds et par des prédications fanatiques (juin); elle est réprimée aussitôt avec vigueur. — Mort de Magne qui a été ministre des finances sous Napoléon III et aussi avec le maréchal président (fév.); de Valentin, préfet de Strasbourg en 1874.

Grèce. — On applique la loi de 1876 sur la responsabilité au ministre de la guerre pour contravention aux règlements de comptabilité et pour dommages causés à l'État dans des fournitures; mais la Chambre n'adopte pas les conclusions de la commission d'enquête contre lui. Dans la session extraordinaire ouverte le 15 juillet, le choix que la Chambre fait du président entraîne la démission du cabinet Coumoundouros, mais dans l'impossibilité de le remplacer il reste; la Chambre est dissoute le 26 juillet. Les nouvelles élections ont lieu le 8 oct. Le roi en ouvrant la session (nov.) appelle l'attention sur la nécessité d'une organisation militaire plus appropriée aux aspirations de la nation et sur le déficit budgétaire. Le ministère obtient un vote de confiance le 31 déc. — Le recensement de 1879 donne 1 677 478 habitants; 221 000 de plus qu'en 1870: la population d'Athènes a augmenté d'un tiers, celle du Pirée a presque doublé, 20 000 au lieu de 11 000; c'est dans les îles Ioniennes que la population est la plus dense.

Hollande. — Le 2^e mariage du roi, convenu en oct. 1878 est célébré le 9 janv. — A l'occasion du projet d'un nouveau canal d'Amsterdam au Rhin, le ministre des travaux publics sort du cabinet. Tout le cabinet se retire le 12 juillet, le roi ne voulant pas modifier la Constitution dans un sens libéral. Il est reconstitué le 19 août par le baron Van Lynden, ministre des affaires étrangères. Bien des projets restent en suspens. Les Chambres se réunissent le 15 sept. — Dans le grand-duché du Luxembourg, nouvelle loi électorale pour composer la Chambre des députés par élection directe pour six ans, avec renouvellement de la moitié tous les trois ans (28 mai).

Italie et St-Siège. — Le cabinet;

Depretis, qui date de déc. 1878 n'a pas d'autre programme que celui de son prédécesseur le cabinet Cairoli. — Un décret du 5 janvier, qui est appliqué pendant un an, permet de déplacer pour raisons de service les magistrats inamovibles. La discussion renouvelée sur l'abolition de la taxe de la mouture met les Chambres en conflit: les députés, malgré l'opposition des chefs de la droite Sella et Minghetti, le votent le 30 mai; le Sénat ne l'accepte que partiellement, sur les céréales de qualité inférieure (juin). A la suite d'un vote du 3 juillet contre le ministère par la coalition de la droite avec les groupes dissidents de la gauche, Cairoli revient aux affaires avec Grimaldi comme ministre des finances. Le projet sur la mouture est voté par les deux Chambres (18 et 24 juillet) tel que le Sénat l'admettait en juin. — Les travaux parlementaires sont suspendus du 29 juillet au 19 nov. — L'agitation en faveur de l'*Italia irredenta*, les menées du parti qui prétend reprendre sur l'Autriche des pays de la langue italienne sont contenues par le gouvernement. Le 2 sept., Garibaldi qui a soutenu de sa présence à Rome depuis le 5 avril ce parti de l'agitation, retourne à Caprera. Les obsèques à Rome, le 25 nov., du général Avezana qui en est un des chefs, donnent lieu à des démonstrations. — La retraite du ministre des finances Grimaldi est une occasion de reconstitution du cabinet (25 nov.) Cairoli en en gardant la présidence avec les affaires étrangères, y associe Depretis qui a l'intérieur; deux des anciens collègues de Depretis y entrent: Magliani aux finances, de Sanctis à l'instruction publique; Villa passe de l'intérieur à la justice avec les cultes. Ce cabinet assez fortement constitué a dans ses projets la solution définitive de la question de la taxe sur la mouture, la loi électorale, la loi administrative des communes et des provinces, la ré-

organisation de la justice. — Une encyclique de Léon XIII (août) prescrit dans toutes les écoles la philosophie scolastique de saint Thomas d'Aquin : c'est le retour au moyen âge, la subordination des idées modérées à l'orthodoxie catholique.

Japon. — Dans l'organisation de l'armée par application d'un édit de nov. 1875 qui rend le service obligatoire, est abolie l'ancienne caste guerrière, nommée Samouraï.

Océanie. — Le roi du groupe des îles Samoa, dans la partie méridionale de l'Océan Pacifique, accepte le patronage des consuls de l'Allemagne, de l'Angleterre, des États-Unis (conventions du 14 janv., du 28 août, du 2 sept.). — Les îles Tonga, qui forment depuis le commencement de ce siècle un royaume uni, renouvellent des traités d'amitié, qui datent de 1876, avec l'Allemagne et l'Angleterre.

Portugal. — Traité d'extradition avec l'Angleterre pour les possessions indiennes des deux États (26 oct. 1878 et 6 mars). — Le traité du 30 mai, désigné du nom de Lorenzo Marqués, territoire portugais près de la baie de Delagoa (Afrique australe), voisin du territoire anglais du Transvaal, qui permet aux Anglais de faire passer leurs troupes à travers les possessions portugaises au cœur du Transvaal, est violemment attaqué par la presse et par la minorité des Chambres qui restent en session jusqu'au 19 juin. Cette désapprobation entraîne la chute du cabinet que présidait Fontes Pereira de Mello. Le nouveau chef de cabinet Anselmo Braamcamp (1^{er} juillet) négocie pour faire modifier ce traité. Les Chambres, dissoutes le 28 août, sont renouvelées par des élections du 19 oct., favorables au ministère. — Circulaires ministérielles (13 août, 19 nov.) pour le développement des cours d'adultes et des

bibliothèques populaires, et la création d'écoles d'apprentissage pour les deux sexes.

Russie. — L'action des comités révolutionnaires organisés secrètement et dont les décisions sont exécutées d'une manière implacable entretient l'agitation et la terreur dans tout l'Empire, et donne lieu à des mesures de coercition de plus en plus sévères et impuissantes. Des réformes sont vainement demandées à l'empereur. Mouvements des étudiants à Odessa, à Karkoff, à Saint-Péterbourg ; beaucoup de crimes isolés contre des fonctionnaires supérieurs ; excitations au meurtre par un journal qui s'intitule *Terre et Liberté*. D'immenses incendies sur plusieurs points sont attribués à ces mêmes comités. Deux attentats contre l'empereur : 14 avril, à Saint-Péterbourg où Solowieff tire cinq coups de revolver sans l'atteindre, il est pendu le 10 juin ; et le 1^{er} déc. sur le chemin de fer de Moscou où une mine devait éclater au passage du train impérial. Les coupables trouvent presque tous un refuge à l'étranger. Le gouvernement cherche à obtenir des autres nations des mesures de compression contre les fauteurs de désordres et les régicides : on proteste, surtout en Angleterre et en Suisse, contre des demandes adressées sans noms et sans faits déterminés. — En août, les dernières divisions de l'armée d'occupation quittent la région des Balkans. — Visite du czarowitz à la cour de Stockholm (24 août) ; de l'empereur Guillaume à Alexandre II à la frontière russe à Alexandrowo (3-4 sept.) ; mais à la fin d'octobre on est assuré de la formation d'une alliance austro-allemande. — En Asie, expédition contre les Turcomens-Tekkes en vue d'occuper l'importante position de Merw au sud de Khiva (sept.-oct.), d'abord malheureuse. — Traité avec la Chine (16 sept.) au sujet du territoire de Kouldja à l'est des

Toungouses, bassin de Pili. — En Finlande, parmi les lois discutées dans un sens libéral, n'aboutit pas celle qui devait organiser la liberté religieuse.

Suède et Norwège. — A Stockholm, le congrès des associations ouvrières suédoises (17-19 juillet) se prononce en faveur du libre-échange et contre les impôts indirects. — Le recensement le 31 déc. 1879 donne 4 567 300 habitants.

Suisse. — Un vote par plébiscite général (18 mai) modifie la rédaction de l'article 65 de la Constitution fédérale de 1874 concernant la peine de mort, de manière que, quelles que soient les résolutions des cantons pour la rétablir, elle ne puisse être prononcée pour cause de délit politique. Les cantons de Neuchâtel et de Genève confirment l'abolition de la peine de mort, précédemment inscrite dans leurs lois; les cantons d'Uri et d'Appenzell, au contraire, la rétablissent. — Dans le canton du Valais (loi du 23 mai) la formule du serment est modifiée: l'invocation de Dieu en est supprimée. — En déc., est promulguée la première loi fédérale, votée par les deux Conseils, concernant la protection des marques de fabrique et de commerce. — L'usage du divorce, qui est autorisé par la Constitution, s'étend beaucoup.

Turquie et Puissances européennes. — La Porte n'accomplit aucune des réformes promises lors du traité de Berlin de juillet 1878 dans les provinces d'Asie ou d'Europe qui restent sous son autorité; désordres et scandales administratifs, partout impunis. Les changements de ministères sont très-fréquents; un grand vizir réformateur Khereddin ne reste au pouvoir que trois mois (mai-juillet). — Un traité est conclu avec la Russie (2 févr.) pour régler celles des clauses du traité de San-Stefano de

mars 1878 qui n'ont pas été atteintes par le traité de Berlin, notamment l'indemnité de guerre, les indemnités pour les dommages subis par les sujets russes en Turquie. — La Bulgarie, agrandie jusqu'à la ville de Sophia, qui devient indépendante en payant seulement tribut aux Turcs, a une Assemblée nationale (en avril) à Tirnova; une Constitution est votée, qui en fait une principauté héréditaire et constitutionnelle. Le prince choisi est Alexandre de Hesse-Battenberg, âgé de 22 ans, neveu de l'impératrice de Russie et lieutenant en Prusse des gardes du corps. Il prête serment à la Constitution (9 juillet). Il visite les cours de l'Europe, et se rend auprès du sultan son suzerain. — L'autre partie de la Bulgarie, dite Roumélie orientale, avec Philippopoli pour capitale, qui reste province turque, mais avec une administration autonome, a déjà reçu de la Porte, en avril, pour gouverneur sous le contrôle d'une commission européenne, Aleko-Pacha, de la famille des princes Vogorides originaire de Bulgarie, de la religion grecque orthodoxe, ancien ambassadeur de la Porte à Vienne. Les Bulgares souffrent à peine le drapeau turc sur la citadelle de Philippopoli (mai). Des troupes ottomanes n'y sont pas envoyées aussitôt. Le 13 juillet l'armée russe quitte Philippopoli; et dans les premiers jours d'août elle a évacué tout le territoire ottoman. L'assemblée provinciale se réunit le 3 nov. — Les Bulgariens sont incessamment travaillés par les menées de deux partis, le parti russe et le parti de la grande Bulgarie qui voudrait les réunir en un seul État. — En Serbie, l'indépendance de l'Eglise nationale est proclamée par le Synode (28 oct.); à l'ouverture de la Skupchtina à Nisch (Nissa) le prince Milan constate que toutes les grandes puissances ont reconnu l'indépendance de la nation. —

En Roumanie, sous le cabinet libéral de Bratiano, après que les Chambres ordinaires ont voté une loi (du 2 mai) sur la responsabilité ministérielle, des élections spéciales constituent des Chambres extraordinaires dites de révision, les grandes puissances ayant mis pour condition à la reconnaissance de l'indépendance de la nation roumaine d'après le traité de Berlin de juillet 1878, la révision de l'article 7 de la Constitution de 1866 d'après lequel n'est pas permise la naturalisation des étrangers de rits non chrétiens : il s'agit des Israélites, extrêmement nombreux et riches en ce pays, antipathiques à la population. Les projets discutés à ce sujet par les Chambres de révision n'aboutissant pas, le cabinet Bratiano donne sa démission le 16 juillet, se reconstitue le 22, proroge pour un mois les Chambres : pendant ce temps le nouveau ministre des affaires étrangères visite les grandes capitales de l'Europe pour obtenir des puissances qu'elles se contentent d'une formule de révision que les Chambres et l'opinion publique puissent accepter. Nouvelle discussion ardente dans les Chambres, du 11 août au 11 octobre où on vote que la distinction des croyances religieuses et des confessions ne constituera pas un obstacle à l'acquisition des droits civils et politiques et à leur exercice. La loi accorde la naturalisation à certaines catégories d'Israélites et l'attribue pour l'avenir à tous ceux qui auront un séjour de dix ans en Roumanie. Elle contient encore des dispositions qui leur rendent difficile l'acquisition usurière de biens-fonds. La France, l'Angleterre, l'Allemagne à la demande du gouvernement roumain (nov.) sont invitées par l'Autriche à se contenter des concessions faites et à reconnaître l'indépendance de la nation. — La Porte, qui s'entend en avril avec l'Autriche pour la laisser occuper par ses troupes la

Bosnie et l'Herzégovine où elle s'établissent jusqu'à Novi-Bazar (août-sept.) ne promet qu'à la fin de l'année de remettre aux Monténégriens tous les territoires que le traité de Berlin leur attribue. La ligue albanaise résiste toujours. — Les négociations avec la Grèce pour la rectification de sa frontière ne aboutissent pas, les Grecs demandant Janina, Larissa, Volo, et ce qui est à l'ouest du golfe d'Arta. Des deux parts, on menace d'en venir aux mains. — En Egypte, le Khédive Ismaïl (fév.) qui a dû accepter pour la sauvegarde des intérêts de ses créanciers européens un ministère où sont réunis Nubar-Pacha qui en est le chef, Rivers Wilson et de Blignières, entreprend d'écouler la tutelle, à l'occasion d'une émeute d'officiers qui ont été licenciés par suite de la réduction des cadres de l'armée : il déclare n'avoir pas besoin d'un président de Conseil. La France et l'Angleterre consentent à la démission de Nubar-Pacha, mais elles demandent que le fils d'Ismaïl, Tewfik, préside le Conseil. En avril, Ismaïl destitue les ministres R. Wilson et de Blignières, obtient de son fils qu'il se retire, et il charge Cherif-Pacha de composer un cabinet où il n'y ait que des Egyptiens, pour donner satisfaction au sentiment national : il annonce un projet de budget qui ne nécessitera pas la réduction de l'intérêt de la dette, il se fait approuver par une réunion de 150 pachas ou fonctionnaires et promet celle d'une assemblée de notables, devant laquelle les ministres seront responsables. La France et l'Angleterre, en raison de la violation par le Khédive des engagements contractés envers elles, obtiennent de la Porte un firman qui le dépose et le remplace par son fils Tewfik âgé de 27 ans. La translation du pouvoir a lieu aussitôt avec le concours des représentants des principales puissances au Caire (juin). Ce firman ramène le nouveau Khédive à la

condition de vassal de 1841 sans les pouvoirs de souveraineté qu'Ismaïl avait obtenus en 1872-1873. Mais les grandes puissances, surtout la France et l'Angleterre, lui font restituer la situation presque indépendante à l'égard de la Porte qu'avait son père depuis 1873 : ce qui leur maintient à elles-mêmes le droit d'intervenir dans l'administration des finances et de presque tous les services en Égypte. Au commencement d'octobre, les représentants de la France et de l'Angleterre, M. de Blignières et M. Baring, installés auprès du nouveau Khédive, reprennent l'œuvre de réorganisation en son nom.

1880.

Allemagne et Prusse. — Dès le début de l'année, mouvement antisémitique dans la presse. — Le Landtag prussien a sa session du 8 janv. au 3 juillet ; le Reichstag la sié debate du 12 fév. au 10 mai, pendant laquelle celle du Landtag est suspendue. — Le chancelier ne peut obtenir du Conseil fédéral l'approbation d'un projet sur les timbres des quittances, ni du Reichstag celle du monopole du tabac. — Il demande au Conseil fédéral et au Reichstag, en alléguant les réformes faites dans les armées de la France et de la Russie, l'augmentation de l'effectif de l'armée active et, pour la réalisation de ce projet, un crédit annuel de 27 millions de marks ; la proposition d'un désarmement général, émise par un député, est écartée ; le maréchal de Moltke insiste (1^{er} mars) pour que le projet militaire soit voté. — Le Reichstag consent à ce que l'application de la loi du 21 oct. 1878 contre les menées des socialistes soit prorogée, mais seulement jusqu'au 30 sept. 1884, non comme le gouvernement le demandait, pour six ans ; dans la discussion en 3^e lecture, violences et menaces du député socialiste

Hassellmann ; la loi est promulguée le 4 mai. — Le projet qu'a annoncé le gouvernement de faire incorporer dans l'union douanière la ville prussienne d'Altona et le faubourg de Hambourg, dit de Saint-Paul, voisin de cette ville, est l'objet d'interpellation au Reichstag et au Landtag (mai-juin) ; pour le faubourg de Hambourg, on en délibère au Reichstag jusqu'à la 3^e lecture, mais pour renvoyer seulement le projet à une commission : le chancelier mécontent a encore menacé de se retirer. — Au Landtag, à la fin de janvier, a été adoptée une loi sur la police rurale et forestière ; au Reichstag (en mai) une loi restrictive de l'usure. — L'empereur assiste (4 juin) à Magdebourg à la fête du 2^e centenaire de la réunion de ce territoire à l'électorat de Brandebourg. — En Prusse, le chancelier, désireux d'avoir le concours de la fraction catholique au Landtag, adoucit, dans quelques dispositions, l'application des lois de mai 1873 (loi du 14 juillet). — Il y a scission (août-sept.) dans le parti libéral-national qui depuis dix ans était tout dévoué au chancelier : ceux qui continuent à être fidèles restent sous la direction de M. Bennigsen ; les autres sous MM. Lasker, Hænel, Richter se constituent en libéraux allemands et se rapprochent des progressistes. — En Prusse, le chancelier se fait nommer ministre du commerce et de l'industrie (16 sept.) désirant s'attacher la classe ouvrière par son système de socialisme d'État. Il fait créer, par ordonnance royale (19 nov.) un conseil de 150 membres chargé d'étudier les questions économiques : la moitié seront nommés par le roi, les autres seront des délégués des Chambres et corporations de commerce, des associations agricoles, et quelques-uns seront des ouvriers désignés par le gouvernement. Ce Conseil réuni à Berlin discutera avec assez d'indépendance. — Grande fête, impériale et

militaire, à Cologne, à l'occasion de l'achèvement de la cathédrale (15 oct.); les catholiques s'en abstiennent. — Influence extérieure de l'Allemagne. C'est à Berlin que se réunissent de nouveau (juin-juillet) les représentants des grandes puissances pour traiter des affaires du Montenegro et de la frontière grecque; les empereurs d'Allemagne et d'Autriche se voient à Ischl (10 août); l'archiduc héritier (12 sept.) et le chancelier baron de Haymerle se voient à Berlin. — Au Landtag prussien dans sa session du 28 oct. au 21 déc., les conservateurs libéraux ne veulent pas faire cause commune avec le centre ultramontain: le budget des cultes est discuté avec acrimonie; l'opposition des libéraux progressistes (M. Richter) se manifeste au sujet des propositions du gouvernement en vue des dégrèvements à opérer avec les excédants du budget de l'empire; M. Richter établit qu'il y a un accroissement réel des charges du contribuable. Interpellation au sujet d'une pétition contre les Israélites: le gouvernement déclare respecter l'égalité des droits. Cette agitation antisémite s'accroît à l'occasion des élections au Conseil municipal de Berlin (début de nov.). — En Alsace-Lorraine, état assez calme sous le gouverneur général de Manteuffel. — En Bavière, M. de Pfretzchner, qui était chef du cabinet depuis 1871, a pour successeur le Dr de Lutz, ministre des cultes et de l'instruction publique (mars). — Le recensement fait le 1^{er} déc. 1880 donne pour tout l'empire 45 210 000 habitants, soit 2 millions et demi de plus qu'en 1875; dont 27 250 000 pour la Prusse, soit 1 million et demi de plus. Berlin a 1 122 385 habitants. Il y a en Prusse 17 millions de protestants, 9 de catholiques, 363 000 israélites. En Alsace-Lorraine 1 million et demi, soit 40 000 de plus qu'en 1875. — L'émigration par Brême et Hambourg va en croissant.

Amérique du Sud. — Au Venezuela, le parti unitaire (janv.) essaye de ressaisir le pouvoir par une insurrection contre le Président Blanco qui parvient à la repousser. — La guerre réussit toujours aux Chiliens contre le Pérou, par terre et par mer: en avril, ils battent à Tacna le dictateur Péruvien, Pierola; le 8 juin occupent Arica; delà se portent (15 nov.) par mer à Pisco, et la médiation des États-Unis n'ayant rien produit, ils sont au milieu de déc. près de Lima, ayant surtout en vue l'occupation de Callao. — Dans la Confédération Argentine, la législature nationale et le Président sortant, M. Avellaneda, pour assurer la présidence de la République au général Roca légalement élu, ont à soutenir la guerre (juin) contre Buenos-Ayres et son gouvernement. Le général Roca est proclamé président pour 6 ans (12 oct.); le gouvernement fédéral se réinstalle à Buenos-Ayres qui est fédéralisée comme capitale de la Confédération.

Angleterre. — En Irlande, au début de l'année la misère extrême aggravée par les privations de l'hiver à la suite d'une mauvaise récolte rend l'agitation agraire plus violente. Le député de Cork, Parnell est encore aux États-Unis, où les Irlandais sont si nombreux, soulevant l'opinion et cherchant de l'argent pour le parti du *home rule*. — La 7^e session de la législature de 1874 s'ouvre le 5 février. Le discours de la couronne annonce un projet de loi sur la propriété foncière pour permettre aux détenteurs de biens grevés de substitution d'en aliéner une partie. Les députés Irlandais, par le système d'obstruction, prolongent la discussion de l'adresse. Les orateurs de l'opposition attribuent le déficit budgétaire à la politique aventureuse suivie au dehors. — Le 8 mars la dissolution du Parlement est annoncée comme prochaine, la législature touchant à la

n de sa carrière; elle est prononcée le 24 mars. Les élections ont lieu du 1^{er} au 15 avril pendant que la Reine est sur le continent. Elles déplacent absolument la majorité. Gladstone, qui a conduit avec vigueur et brillamment la campagne, quand lord Beaconsfield, le chef du parti conservateur, se retire, est préféré aux deux leaders officiels du parti libéral, le marquis d'Hartington et lord Granville pour être 1^{er} lord de la trésorerie, chancelier de l'Echiquier, chef du cabinet du 28 avril où ils entrent tous deux, Granville aux affaires étrangères, Hartington, au secrétariat d'État pour les Indes, Harcourt à l'intérieur, Childers à la guerre; Bright est chancelier du duché de Lancastre, Forster secrétaire pour l'Irlande. Quatre radicaux ont place dans le cabinet: Ch. Dilke, sous-secrétaire d'État aux affaires étrangères, Fawcett maître général des postes, Mundella vice-président du comité du Conseil privé pour l'éducation, Chamberlain président du ministère du commerce. Le 20 mai, s'ouvre le Parlement; promesses du nouveau cabinet: amélioration de la situation de l'Irlande en renonçant aux mesures exceptionnelles en ce qui regarde la liberté individuelle, extension de la franchise électorale des comtés, modification du régime de la propriété foncière; liberté d'enterrer les dissidents dans les cimetières anglicans. — Malgré ses intentions libérales, le cabinet Gladstone est obligé de conserver, de faire renouveler les mesures de coercition contre l'agitation Irlandaise; les chefs de la ligue Shaw et Parnell revenu des États-Unis se refusant aux concessions modérées, quelques-uns poussent à l'élimination des landlords et à la séparation politique; la Chambre des lords a rejeté (3 août) le Land-Bill, tentative de transaction qu'avait proposée le ministre Forster pour accorder des compensations aux fermiers expulsés pour cause de non-payement

et que les communes avaient votée. Les meetings et les attentats agraires se multiplient (dans le 3^e trimestre 137 meetings, 454 délits; dans le 4^e 392 meetings, 1670 délits); assassinats impunis de M. Boyd, de lord Mountmorris (sept.); mise en interdit du capitaine Boycott propriétaire qui s'était servi, à défaut de fermiers, des soldats de police pour rentrer sa récolte, et qui est réduit à quitter l'Irlande (27 nov.); on *boycottera* les fermiers qui n'obéiront pas aux sommations publiques ou occultes de la ligue. En nov., le gouvernement est décidé à faire comparaître devant les tribunaux, pour crime de conspiration et d'excitation à la révolte, Parnell, Dillon, et d'autres députés *Home-rulers* et il dirige sur l'Irlande toutes les troupes disponibles; à la fin de décembre il y a 30 000 hommes. Le procès des chefs de l'agitation s'ouvre à Dublin le 28 déc. — Le gouvernement obtient des chambres avec quelque restriction que les dissidents puissent être enterrés dans les cimetières anglicans sans qu'on observe les rites de l'église établie. — Question de la formule du serment, agitée dans la presse et aux communes quand se présente pour y siéger un député radical Bradlaugh qui se déclare athée; d'abord il refuse le serment, tel qu'il est contenant une formule religieuse, puis demande à le prêter; en étant empêché, il veut siéger, est enlevé de force; sur la motion des ministres Gladstone et Bright, le serment est remplacé par une affirmation; le député est admis, mais l'incident se reproduira aux sessions suivantes. — En Afghanistan, situation très-difficile pendant les mois d'hiver, du général Roberts; maître de Caboul il combat incessamment et a des conférences avec des chefs Afghans pour les amener à composition autour de Ghuzni (Ghazna), tandis que Stewart est à Candahar. Ils ont à faire face, le dernier au khan de Hérat Eyoub, le premier à

un cousin de l'émir Yacoub, Abdurrahman, évincé déjà en 1868, qui revient du territoire russe. Eyoub inflige près de Candahar, le 27 juillet, une très-sanglante défaite au général Burrow. Roberts, par une marche rapide et hardie, laissant Caboul à la merci d'Abdurrahman, est devant Candahar le 31 août, bat Eyoub le 2 sept. et le rejette vers Hérat. Il reconnaît Abdurrahman pour émir, lui fournit même des armes et de l'argent. Il replie ses troupes au sud-est, dans la direction du Sind, sur Quettah, ne gardant temporairement que Candahar. Le railway qui de la vallée du Sind, va dans la direction de l'ouest vers le défilé de Bolan dans le Béloutchistan et à Quettah a permis de conduire les renforts et les approvisionnements en juillet et août. — Dans l'Afrique Australe, guerre malheureuse avec les quelques milliers de Boers, du Transvaal, qui veulent reconquérir leur République dirigés par deux de leurs anciens Présidents Pretorius et Kruger, et par P. Joubert originaire d'une famille française protestante émigrée en Hollande après 1685. Ils profitent du soulèvement contre les Anglais de plusieurs tribus voisines. En déc. eux, et les Basoutos séparément, battent les Anglais. — En Australie, à la fin de l'année à Melbourne, comme à Sydney l'année précédente, une Exposition universelle de l'industrie et des beaux-arts où sont représentés surtout avec l'Angleterre, l'Union Américaine et la France.

Autriche-Hongrie. — Sympathie de plus en plus accentuée pour la politique extérieure de l'Allemagne, et en même temps efforts du premier ministre de la monarchie cisleithane, le comte de Taaffe, pour satisfaire les nationalités non germaniques et s'appuyer sur le parti fédéraliste. Il obtient mais avec peine l'augmentation des forces militaires

parce que la majorité qui le soutient se désagrège (fév.-mars). Il y a, en février, un remaniement du cabinet : puis démission en avril du comte de Taaffe quand les fonds secrets lui ont été refusés. Il reste ne pouvant être remplacé, et le 26 juin il reconstitue une partie du cabinet : les membres de la gauche constitutionnelle, et les notabilités allemandes du Parlement ont refusé d'y entrer. L'empereur après son entrevue à Ischl (10 août) avec l'empereur Guillaume visite la Galicie : il recueille des ovations des Polonais, mais s'applique à ne pas blesser la Russie (3-19 sept.) ; il va ensuite en Sibirie (17-22 oct.). Le parti allemand cherche toutes les occasions de ressaisir son influence à la Diète de Bohême à propos de l'emploi des langues allemande et tchèque (juillet), dans les réunions du tir fédéral à Vienne (juillet), dans des assemblées à Brünn (19 sept.) à Carlsbad (3 oct.) et lorsqu'on célèbre le centenaire de la mort de Joseph II. — La Hongrie où Tisza tient toujours le pouvoir est ménagée ; dans son intérêt est pressée la conclusion du traité de commerce avec la Serbie. — La Bosnie et l'Herzégovine acceptent l'occupation autrichienne. — L'immense désastre qui résulte d'un tremblement de terre à Agram (9 novembre), comme la catastrophe de Szegedin en l'hiver précédent, provoque des témoignages universels de sympathie même à l'étranger. — On travaille à la réglementation de la navigation du Danube, des Portes de fer à Galatz, par des négociations avec la Serbie, la Bulgarie, la Roumanie, par l'action de la commission européenne siégeant à Galatz qui date du traité de 1856. L'Autriche demande l'établissement à Roustchouk d'une commission permanente qu'elle présiderait : ce que refusera la Roumanie. — Résultats du recensement au 31 déc.

880 : en tout 37 741 000 habitants, dont 21 794 000 de la monarchie alsacienne qui comprend 8 millions d'Allemands, 12 900 000 Slaves, dont 1 million de Tchèques, 3 de Polonais, 2 1/2 de Ruthènes, 1 de Slavons. Vienne a 725 000 habitants et, avec les 35 communes limitrophes réunies par le même rayon de police, plus d'un million ; Budapesth en a 359 000, Prague 162 000, Trieste 144 000, etc.

Belgique. — La lutte continue très-vive entre les libéraux maîtres du pouvoir et le parti clerical. Sur la demande du Président du Conseil, qui croit le Saint-Siège étranger à la résistance que les évêques font à l'application de la loi sur l'instruction primaire du 1^{er} juillet 1879 (9 mars), les représentants votent encore le maintien de la légation au Vatican. L'approbation que le pape donnait à la conduite des évêques est dévoilée ; le 5 juin l'envoyé belge est rappelé d'auprès du pape ; le 7 août, le nonce quitte Bruxelles. — Une enquête parlementaire est prescrite par la Chambre sur les résultats qu'a donnés et les obstacles qu'a rencontrés l'application de la loi du 1^{er} juillet 1879 sur l'instruction primaire (23 juillet). — En mai, les Chambres ont prorogé la loi qui donne au gouvernement un pouvoir discrétionnaire pour l'expulsion des étrangers, il a déclaré son intention de l'appliquer aux Jésuites de France, comme on a fait à ceux d'Allemagne. — Belles fêtes du cinquantenaire de l'indépendance (16 août) : on témoigne beaucoup de sympathie et de respect au roi, observateur scrupuleux de la Constitution et du régime parlementaire : les évêques n'y prennent pas part. — Le clergé pèse sur les populations par tous les moyens pour que les enfants ne soient pas envoyés aux écoles laïques. — Dans la session qui dure du 9 nov. au 23 déc., les membres de la droite protestent contre les

déclarations libérales du discours de la couronne, retardent tant qu'ils peuvent le vote de l'adresse : les Chambres apprennent que la 2^e fille du roi, la princesse Stéphanie est fiancée au prince impérial d'Autriche. — Le recensement général fait le 31 déc. 1880 donne 1559 maisons conventuelles, contenant 24 672 sujets.

Bresil. — Au début de l'année, l'établissement de nouveaux impôts cause quelques troubles, bientôt apaisés. Le 30 mars le sénateur Saraiva forme un nouveau cabinet. En ouvrant les Chambres (3 mai) l'Empereur insiste de nouveau sur la réforme du mode d'élection politique qui est encore à deux degrés ; il annonce des projets de loi pour autoriser la construction de chemins de fer et de canaux. Mort (7 mai) du maréchal duc de Caxias, un des vainqueurs en 1869 du dictateur du Paraguay. — Une société contre l'esclavage est fondée (23 sep.) sous la présidence honoraire du vicomte de Rio Branco, l'auteur de la loi d'émancipation du 28 sept. 1871 ; il meurt peu après.

Bulgarie. — Le prince Alexandre 1^{er} ouvre l'assemblée nationale, 4 avril. Il y est présenté un projet de loi pour attirer avec de grandes facilités de naturalisation les habitants de la Dobrouitcha qu'on considère comme terre Bulgare. La Roumanie proteste auprès des grandes puissances ; et le projet est retiré. Le parti national ou radical, ou pan-Bulgarie, qui a la majorité à la Chambre, est peu disposé à accepter la tutelle de la Russie vers laquelle incline le Prince. Dans cette session beaucoup de lois votées : sur la milice, le recrutement, les finances, l'instruction publique, les chemins de fer, le mode d'élection des députés : on ne serait éligible qu'en sachant lire et écrire le bulgare. Relations extérieures faciles. — Il y a un

changement de cabinet le 30 déc.; la direction passe de M. Zankoff à M. Slaveïkoff.

Chine. — Organisation d'une ligne nationale de navigation avec San Francisco. — Dans les conventions supplémentaires d'un traité conclu avec les Etats-Unis le 17 nov. la Chine demande pour sa marine les avantages dont jouissent les vaisseaux portant le pavillon de l'Union; elle stipule pour le commerce de l'opium; les États-Unis revendiquent le droit d'une surveillance sévère pour l'immigration chinoise. — Un traité conclu avec les Russes à Livadia, par Tchoungheou au sujet du territoire de Kouldja n'étant avantageux qu'aux Russes est désavoué par la cour de Pékin. Elle est sur le point de mettre à mort le négociateur. Une guerre est imminente. Le marquis de Tseng va reprendre les négociations (juillet).

Danemark. — Le gouvernement ayant présenté au Folkething en oct. 1879 un projet complet de défense du pays, un mouvement considérable de pétitionnement pour en hâter la solution se produit partout, à Copenhague et en province (janv.) — Les deux Chambres sont en conflit au sujet de la loi sur l'armée qui doit compléter celle du 7 juillet 1867; elle est signée par le Roi, le lendemain de la clôture de la session (25 juillet), le jour anniversaire des combats d'Idstedt (1850) contre les Allemands. Le service est obligatoire : 8 ans dans le premier ban, autant dans le second ban ou réserve; mais l'instruction se fait en 6 mois pour les fantassins, 18 mois pour les cavaliers outre la participation aux manœuvres. — On prépare la réforme de l'enseignement supérieur, et celle de la justice qu'on veut séparer de l'administration. — Les relevés de la population en 1880 donnent 2 099 000 habitants,

y compris les îles Féroé, l'Islande, le Groënland, les Antilles; Copenhague a 234 000 habitants.

Espagne. — Les membres des deux Chambres, appartenant à la minorité qui à la fin de 1879 avaient fait retraite et avaient renoncé à assister aux séances, après des explications du ministre Canovas del Castillo reviennent siéger (28 janv.). — Une loi prépare la suppression de l'esclavage dans les colonies (13 fév.). — Le cabinet Canovas del Castillo est modifié partiellement (18 mars). Les partis qui lui font de l'opposition lancent chacun leur programme ou manifeste; en avril le parti des démocrates-progressistes, 279 sénateurs ou députés et 21 journalistes, en mai l'union des libéraux dynastiques, 130 députés et sénateurs avec un Directoire où entrent Sagasta, Posada Herrera, le maréchal Martinez Campos. En juin et juillet Martinez Campos au Sénat, Sagasta aux Cortès attaquent par des interpellations. Dans ces discussions, est très-violent le député carliste ultramontain Pidal. Mais beaucoup de carlistes se rallient à Alphonse XII. — Le roi a une fille (12 sept.). — Les élections des juntas provinciales sont favorables au gouvernement. — Emilio Castelar, dans un discours où il pose le programme de la démocratie, décline toute solidarité avec les fédéralistes et les communistes; il fait sa part à la foi religieuse. — Le 30 déc. Alphonse XII en ouvrant les Cortès au 6^e anniversaire de sa proclamation comme roi, se félicite de régner sur un pays libre, tranquille, sans insurrection, qui refait sa richesse publique.

Etats-Unis. — Le projet de percement de l'isthme de Panama par M. Ferd. de Lesseps inquiète l'Union. Dans un message au Sénat (mars) le Président semble revendiquer pour elle un droit de contrôle sur le futur canal. — Er Ca-

ifornie la population de San Francisco se montre tellement hostile aux Chinois, très-nombreux en cette ville, que le gouvernement y envoie des troupes (mars); la Chambre des Représentants de l'Etat déclare l'immigration chinoise nuisible au point de vue moral, social, économique, surtout en ce qui concerne les conditions de la main-d'œuvre: la Cour suprême fédérale proteste au nom de la Constitution contre une loi qui interdirait l'emploi d'ouvriers chinois. Le traité du 17 nov. entre les Etats-Unis et la Chine a pour objet surtout ces immigrants. — Le président Hayes chève au milieu du calme ses quatre années de pouvoir. — Les élections pour le choix du futur président ne sont pas irrégulières, gâtées, violentes, comme les précédentes. Il y a trois partis, trois programmes dès juillet, trois conventions. Dans les trois programmes, on se prononce contre l'immigration des Chinois. Le général Grant qui se présente pour la troisième fois au nom des républicains n'ayant pas la majorité dans les élections préparatoires de son parti le général Garfield lui est substitué comme candidat. Le général Hancock est le candidat des démocrates. Le troisième parti est celui des Greenbackers (partisans du papier-monnaie), réunis aux socialistes, demandant l'abolition des banques nationales et, avec l'émission du papier-monnaie, la frappe illimitée et libre du dollar d'argent: le général Weaver est son candidat. Les 369 électeurs présidentiels nommés le 2 nov. donnent 219 voix à M. Garfield pour tre Président, à M. Arthur pour le vice-Président, 150 seulement au candidat des démocrates: le parti républicain restera ainsi au pouvoir. Il y a eu 778 000 votants le plus qu'en 1876, presque tous les Etats du Nord, et beaucoup d'immigrants allemands; les républicains ont gagné plus de 400 000

voix. — Le 4 déc. le message du président Hayes montre une situation prospère; il promet de sauvegarder les intérêts de l'Union dans l'exécution du canal de Panama. En raison du bon état du Trésor, les représentants votent (7 déc.) l'émission de nouveaux bons seulement à 3 pour 100 d'intérêt au lieu de 3 et demi. — Les résultats du recensement décennal, fait le 1^{er} juin 1880, donnent 50 155 866 habitants au lieu de 38 655 983; c'est un accroissement de plus de 11 millions. Il y a 19 Etats, au lieu de 15, ayant plus d'un million d'habitants; les 4 arrivés à ce chiffre sont le Texas, l'Alabama, le Mississipi, le New-Jersey. Il y a 20 villes, au lieu de 14 ayant plus de 100 000 âmes: les villes ainsi accrues sont Jersey-City, Pittsburgh, Providence, Cleveland (Ohio) Détroit (Michigan), Milwaukee (Wisconsin). Il y a 102 villes comptant plus de 20 000 âmes; sont en croissance dans l'ouest Kansas City, Omaha capitale de l'Iowa, Denver capitale de l'Etat de Colorado. Des huit territoires, les plus peuplés sont le nouveau Mexique, l'Utah, le Dakota. Il y a 43 millions de blancs; 6 millions et demi de gens de couleur, surtout dans la Caroline du sud où ils sont 604 000 contre 391 000 blancs; 105 000 Asiatiques dont 75 000 à San Francisco; 256 000 Indiens dont 65 000 taxés, constituant des tribus protégées. L'Union a une étendue de près de 150 000 kilom. de voies ferrées dans le réseau de l'ouest.

France. — Le cabinet Freycinet, formé le 28 décembre 1879, opère d'importants mouvements dans le personnel de l'administration, de la justice, du ministère de la guerre: mais son programme politique, lu aux Chambres le 16 janvier, se tait sur l'amnistie plénière pour les faits de la Commune, qui est dans les programmes élaborés par les groupes

de la gauche des députés. — La loi sur la reconstitution du Conseil supérieur de l'instruction publique et des conseils académiques, déjà votée en 1879 par les députés, passe au Sénat (Barthélemy St-Hilaire rapporteur) malgré les objections de la droite : elle est promulguée le 27 fév. — L'amnistie, étant demandée à la Chambre des députés, le ministre de la justice Cazot parle contre, le Président du Conseil réserve l'avenir (12 fév.). — Agitation dans la presse radicale produite par l'arrestation (15 fév.) de Hartmann, inculpé de complicité dans l'attentat du 1^{er} déc. 1879 contre la vie du tzar ; le gouvernement, la culpabilité n'étant pas prouvée, en refuse l'extradition (6 mars) : il passe en Angleterre. — Au Sénat dix séances sont consacrées depuis le 23 février à la discussion de la loi sur la liberté de l'enseignement supérieur, dont l'article 7 interdit le droit d'enseigner aux membres des congrégations non autorisées. Ce sont surtout les Jésuites que la loi veut atteindre. L'article 7 est combattu par des dissidents de la gauche, J. Simon rapporteur, de Voisins-Lavernière, Béranger, Dufaure. Déclaration très-importante du Président du Conseil : que l'article 7 est une transaction offerte, que s'il ne passe pas il pourra être remplacé par l'application des lois existantes au détriment des congrégations non autorisées. Il est cependant rejeté par 148 voix, — dont 118 seulement sont de la droite, — contre 129. L'ensemble de la loi est voté sans cet article, le 15 mars. La loi établit la gratuité des inscriptions dans les Facultés de l'Etat. Elle retourne à la Chambre des députés, qui se résigne à l'accepter telle en comptant, comme l'a promis de nouveau le Président du Conseil sur la fermeté du gouvernement, pour appliquer les lois existantes. La loi est promulguée le 18 mars. — Le 29 mars,

deux décrets sont rendus pour l'application de ces lois ; l'un particulier aux Jésuites qui auront trois mois jusqu'au 30 juin pour quitter les maisons où ils vivent en communauté, et deux mois de plus jusqu'au 31 août, pour quitter leurs établissements d'enseignement : l'autre, concernant les autres congrégations non autorisées qui sont averties qu'elles seront dissoutes prochainement si elles ne demandent pas l'autorisation. La légalité des décrets est contestée par les partisans des congrégations et même par quelques libéraux. L'épiscopat, unissant la cause de la religion à celle de ces congrégations, pousse à la résistance. — Les députés ont déjà voté (janv.) le projet de Camille Sée, pour organiser l'enseignement secondaire des filles, mais sans internats de l'Etat. Ils votent en mai un projet de loi pour la suppression des lettres d'obédience, qui tiennent lieu de brevets aux congréganistes enseignant dans les écoles primaires. Pour la loi des écoles primaires sur l'enseignement primaire, dont la proposition émanait de députés de l'extrême gauche avec un rapport de Paul Bert déposé le 1^{er} déc. 1879, la majorité décide, en mai, contre l'avis de la commission, que les questions se rapportant à la gratuité seront étudiées à part, et qu'un second projet réunirait l'obligation à la laïcité. L'urgence a été déclarée sur une proposition de P. Bert pour astreindre les instituteurs, les séminaristes, et les ministres des divers cultes, au moins à un an de service militaire. Pour la réforme de la magistrature, par laquelle on veut surtout atteindre le personnel qui n'est pas dévoué aux institutions républicaines, la commission, trop préoccupée des intérêts des arrondissements, n'admet en principe la suppression d'aucun tribunal ; elle réduit le nombre des classes des tribunaux

et des cours, demande la suspension de l'inamovibilité jusqu'à une institution nouvelle de la magistrature. — La 2^e délibération du projet de loi sur le droit de réunion mettant en minorité (17 mai), le ministre de l'intérieur Lepère, il se retire, et il est remplacé par le sous-secrétaire de ce ministère Constans qui est aussi de la gauche. — L'amnistie totale étant demandée même par des journaux qui ne tiennent pas pour la gauche, afin de dégager d'un élément irritant les élections générales de 1881 et de rendre possible en parfaite union la fête nationale qu'une loi va fixer au 14 juillet, est l'objet d'un projet de loi présenté le 16 juin aux députés par le Président du Conseil. Elle est votée avec le concours, en séance publique, du Président de la Chambre Gambetta par un de ses plus beaux discours (21 juin). — Le 30 juin, application est faite des décrets, dans les 31 départements où les Jésuites sont en congrégation, par les agents du pouvoir exécutif ; de cette manière la connaissance des procès qui pourront naître de cette application sera soustraite à la juridiction ordinaire et portée devant la juridiction administrative. — Sur quelques points, il faut employer la force ; protestations tumultueuses de membres exaltés du parti cléricale ; refus de concours, ou intervention hostile de la magistrature ; environ 200 démissions de magistrats du parquet. — La loi qui supprime l'aumônerie militaire créée en 1874, votée depuis janvier par les députés, l'est par les sénateurs (juillet). — La loi sur l'amnistie plénière, venue en discussion au Sénat depuis le 3 juillet (de Voisins Lavernière rapporteur), passe enfin le 9 avec un amendement qu'acceptent les députés le lendemain. — Cette loi de concorde est promulguée le 13. — Les chambres ne siègent plus jusqu'au 9 nov. —

Rien ne trouble la fête nationale du 14 juillet, célébrée avec enthousiasme dans toute la France, marquée à Paris par la remise à toute l'armée de terre, dans une revue, de ses nouveaux étendards ; le Président, accompagné des deux Présidents des Chambres, Gambetta et Léon Say, va à Cherbourg remettre ses étendards à la flotte (11 août). Important discours qu'y prononce Gambetta, sur la question nationale pour que ce qui reste de la France reste entier ; sur la question de Constitution, pour que le Sénat soit conservé. — Les radicaux demandent la révision, et la suppression de la Chambre haute. L'ancien ministre Bardoux, du centre gauche, a proposé une loi pour le rétablissement du scrutin de liste, Dufaure une loi sur les associations de toute nature. — Le Président du Conseil Freycinet, dans un discours prononcé au Conseil général à Montauban (août) semble promettre aux congrégations non autorisées qu'on ajournera l'application du second décret du 29 mars jusqu'à ce qu'il y ait une nouvelle loi sur les associations : et quoique le 1^{er} décret sur les Jésuites reçoive son application complète, le 1^{er} sept. par la dispersion de ceux qui occupent des fonctions dans des maisons d'éducation, on attribue et on reproche au ministre Freycinet un projet de déclaration qui devait être adressé au ministre des cultes par tous les chefs des congrégations non autorisées, formule banale de soumission au gouvernement établi moyennant laquelle ils n'auraient pas à solliciter l'autorisation comme le prescrit le décret. C'était ce qu'avait conseillé aux congrégations, le 19 août, avec l'assentiment du nonce, l'épiscopat français. En dissentiment sur cette question avec plusieurs de ses collègues, Freycinet quitte le pouvoir. La crise ministérielle dure du 16 au 23 sept. où le cabinet est reconstitué sous la présidence de J. Ferry qui reste

au ministère de l'instruction publique : les nouveaux ministres sont le sénateur Barthélemy Saint-Hilaire aux affaires étrangères ; le député Sadi-Carnot aux travaux publics à la place de Varroy ; le vice amiral Cloué à la place de Jauréguiberry. — Avant la rentrée des Chambres, aucune congrégation n'ayant demandé à se faire autoriser, plusieurs sont dispersées, le 16 oct. à Paris et dans 13 départements, et d'autres le 30 oct. en province, à Paris le 5 nov. Le tribunal des conflits, présidé par le ministre Cazot, appréciant les poursuites civiles intentées par les congrégations confirme les arrêtés de conflits pris par deux Préfets : il fera de même le 22 déc. pour des arrêtés de conflits concernant des poursuites criminelles pour le même objet. — Le cabinet J. Ferry, à la reprise de la session, mis tout d'abord en minorité à la Chambre des députés sur une question de règlement de l'ordre du jour (9 nov.), accepte celui que la majorité a préféré, et reste aux affaires. La Chambre discute et vote en 1^{re} lecture le projet de réforme judiciaire suivant le rapport de la commission (Waldeck-Rousseau rapporteur) ; les projets : 1^{er} sur la gratuité ; 2^o en déc. sur l'obligation et la laïcité de l'enseignement primaire. Le ministre et Paul Bert rapporteur établissent la nécessité de la laïcité pour que la jeunesse ne soit pas divisée par la différence de l'enseignement donné dans les écoles. L'évêque d'Angers Freppel, député, depuis juin, de la droite, insiste en vain pour que l'instruction religieuse soit obligatoire : l'instruction morale et civique est introduite dans la loi. — Dans la discussion, au Sénat, de la loi sur l'enseignement secondaire des filles, l'instruction religieuse est admise pour les lycées, en dehors des heures de classe. Cette loi est promulguée le 21 déc. — Dans le

département de la Seine, le Préfet Hérold étant d'accord avec le Conseil municipal de Paris et le Conseil général, l'enseignement primaire est laïcisé et les emblèmes religieux sont enlevés des Écoles : ce dont le blâme le Sénat (11 déc.). — Une loi du 11 déc. permet d'adjoindre des écoles manuelles d'apprentissage aux écoles primaires. — Dans la discussion du budget des recettes (nov.-déc.), sur l'initiative du président de la commission Brisson, sont introduits des articles pour appliquer aux biens des congrégations, reconnues ou non, toutes les lois fiscales : le vote définitif par les deux Chambres les applique à toutes les sociétés ou associations reconnues ou existant de fait. — Les revendications de la ville de Paris pour avoir une Mairie centrale s'accroissent au Conseil municipal. — Il y a des congrès socialistes à Paris, et à Lyon où a échoué cependant la candidature de Blanqui à la Chambre des députés. L'*Internationale* de Rochefort est une des feuilles les plus anarchistes. — Un incident de la vie privée du général Cissey est cause qu'il est défamé par la presse radicale, et donne lieu à une enquête parlementaire sur sa conduite comme ministre, qui est décidée en rev. Cette enquête, quand la Chambre en discutera les conclusions en 1881, ne laissera pas de charges contre sa vie d'homme public. — Bonne situation du Trésor : avec les excédants des exercices antérieurs et celui qu'on espère pour 1880, on peut dégrever de 70 millions les sucres, les vins, et racheter des obligations du Trésor. — Le budget de la ville de Paris s'est accru très-sensiblement depuis dix ans, en recettes et en dépenses ; l'octroi rend près d'un tiers en plus ; en dix ans, le budget spécial de l'instruction publique a été augmenté de 130 0/0. — Le ministre J. Ferry se sert du Conseil supérieur de l'instruction publique reconstru-

tué par loi du 27 févr. (sessions de juill. et de déc.) pour changer les programmes et les méthodes dans les lycées, modifier le baccalauréat, réformer l'enseignement dans les écoles normales et les écoles primaires, et dans les facultés. Il obtient beaucoup des Chambres pour l'outillage scientifique et intellectuel. Des Conseils académiques ont à statuer sur la situation illégale des établissements où les Jésuites continuent à enseigner. — Des trois questions militaires discutées aux Chambres, une seule aboutit par la loi du 20 mars qui réforme l'Etat-major général : les députés discutent, sans résultat, le projet, encore remanié par le ministère, sur l'administration de l'armée, et le projet Laisant pour la réduction du service à 3 ans avec suppression du volontariat d'un an. — Le tarif général des douanes est discuté, n'est pas encore voté par le Sénat. Les députés proposent des mesures protectrices de la marine marchande (juillet). — Des troubles dans la république d'Andorre depuis déc. jusqu'en fév. 1881. — Annexion définitive de l'archipel Taïti qui était depuis 40 ans sous le protectorat de la France : cession par le roi Pomaré V (30 juin) ; une loi l'accepte (30 déc.). — En Tunisie, conflit d'influence avec l'Italie surtout pour les lignes de chemins de fer à construire, et mauvais vouloir du gouvernement du Bey au sujet de l'achat de grands domaines (l'Enfidra) par des capitalistes français. Le consul général français Roustan tient bon. — Nouveau voyage dans l'ouest de l'Afrique équatoriale de l'enseigne de vaisseau Savorgnan de Brazza, qui en 1875 avait déjà exploré la région de l'Ogooué, à l'est du Gabon, et du Congo : il traite avec un roi du Congo Makoko (10 sept. et 3 oct.). — Succès très-grand, dans le monde entier, de la souscription pour la nouvelle entreprise internationale de Ferd. de Lesseps, le

perçement de l'isthme de Panama. — Mort du comte de Montalivet, ancien ministre du roi Louis-Philippe, rallié à la République, sénateur (janv.) ; de M. de Gramont qui était ministre des affaires étrangères en juillet 1870 ; de Jules Favre et Crémieux, avocats et orateurs politiques, opposants sous l'Empire, membres du gouvernement du 4 sept. 1870 ; d'Ern. Bersot, penseur et écrivain libéral, directeur de l'Ecole normale supérieure (mars) ; du physiologiste Broca qui venait d'être élu sénateur (juillet).

Grèce. — Le ministre Coumoundouros qui a obtenu un vote de confiance le 31 déc. 1879, sur le refus par la Chambre d'un crédit de 21 millions de drachmes, donne sa démission (fin de janv.). Pendant six semaines, sont chargés tour à tour de former un cabinet Tricoupis, Coumoundouros, enfin Tricoupis le 19 mars. Après de longues discussions, la Chambre vote l'abolition de la dîme sur les blés, reste du régime fiscal ottoman, et la mise en vigueur de la loi sur le recrutement votée en 1878 qui supprime le rachat et le remplacement facultatifs, admet les enrôlements volontaires. L'armée, constituée de 12000 hommes, peut être portée à 50 000 en temps de guerre. Des mesures sont prises pour atténuer les effets du cours forcé des billets de la Banque nationale. Les négociations avec la Turquie pour obtenir une extension de la frontière n'aboutissent pas, la Porte n'y était pas obligée par l'action des grandes puissances. — Le cabinet essaye de vaincre les hésitations de l'Europe et les refus de la Porte en se montrant capable de faire la guerre ; le 4 juillet, on appelle les réserves de l'armée ; le 5 août, par un décret de mobilisation, on appelle tous les hommes de 23 à 30 ans. — Quand la session est ouverte (21 oct.) par le roi, l'élection du président

de la Chambre met en minorité le ministère Tricoups. Le 25 oct. Coumoudours forme un nouveau cabinet encore plus enclin à la guerre. Le roi recevant l'adresse de la Chambre (24 nov.) insiste pour que l'armée soit organisée. Le projet de budget présenté à la Chambre le 5 déc. accuse un déficit grave; et cependant un emprunt considérable est voté.

Haïti. — A St-Domingue est élu président le prêtre Merino (12 oct.).

Hollande. — La 2^e Chambre vote une loi pour la protection des marques de fabrique et de commerce (24 avril). Les caisses d'épargne postales sont créées sur le modèle de celles de l'Angleterre (loi du 7 mai). — Convention avec la Belgique au sujet du chemin de fer d'Anvers à Rotterdam. — Dans une session extraordinaire du 15 juillet au 20 août, on vote de nouveaux impôts et la réforme du régime des écoles primaires. — Nouveau code pénal, où la peine de mort est supprimée. — Quand dans la 2^e Chambre siégeant en session ordinaire est présentée une motion pour rétablir la peine capitale, elle vote contre ce rétablissement. — On discute un projet de loi, destiné à régler les rapports financiers de l'Inde avec la métropole; le 1^{er} article étant rejeté par la 2^e Chambre, il est retiré par le ministre des colonies (18 nov.). La 2^e Chambre rejette le budget du ministère des affaires étrangères (9 déc.). — Le roi a une fille (31 août). — L'indépendance du grand-duché de Luxembourg devient encore plus complète: il ne reste au roi que la nomination du gouverneur, et la représentation à l'étranger. — Le recensement au 31 déc. 1880 donne 4 060 580 habitants. Amsterdam a 326 196 habitants, Rotterdam 152 000, La Haye 117 000, Luxembourg 16 679.

Italie. — La discussion du projet de loi pour la suppression de l'impôt de la mouture amène un désaccord entre les Chambres; elles sont ajournées (26 janv.) Quand la session reprend, le cabinet Cairoli est attaqué par le parti de Crispi (15 mars) reproche à ce ministère de n'avoir tenu aucune de ses promesses de réformes intérieures; le cabinet Cairoli dénonce les agitations du parti de l'*Italia irredenta*. Il donne sa démission; mais, ne pouvant être remplacé, il reste aux affaires et fait prononcer (2 mai) la dissolution. Les élections générales de mai changent peu la situation. Dans la session qui dure jusqu'au 17 juillet, la gauche dissidente vote tantôt avec, tantôt contre le ministère; les députés adoptent le projet du gouvernement pour l'abolition graduelle de l'impôt sur la mouture entre le 1^{er} septembre 1880 et le 1^{er} janvier 1884. Le Sénat a en délibérer. — Le voyage de Garibaldi à Gènes et à Milan, à l'occasion d'un procès de son fils Menotti, est l'objet de mesures de précaution mais sans violence; le calme est maintenu. La célébration par les amis de Garibaldi (4 nov.) de l'anniversaire de Mentana, où, en 1867, il a été battu par des Français et des Pontificaux, est un signe des dispositions contre la France. — L'Italie s'irrite des progrès de l'influence française en Tunisie. La diplomatie italienne prend une part active aux négociations en Orient concernant la Grèce et le Monténégro. — Quand la session recommence le 15 novembre le cabinet Cairoli, après des interpellations, obtient dans la 2^e chambre un vote favorable par 211 voix contre 188. — Le député Zanardelli dépose son rapport sur le projet de réforme électorale (24 déc.) — Le ministère de l'instruction publique passe de M. de Sanctis à M. Bacelli (29 déc.).

Mexique. — La transmission des

pouvoirs présidentiels se fait suivant la loi et avec calme (1^{er} déc.), du général Porfirio Diaz, arrivé au terme légal, au général Manuel Gonzales élu le 11 juillet pour 4 ans, qui était son partisan fidèle et zélé, et sous lequel Diaz accepte une place dans le cabinet. — C'est quand Diaz était encore Président que la reprise des relations diplomatiques avec la France a été décidée (oct.).

Portugal. — Le cabinet Braamcamp négocie avec l'Angleterre pour obtenir une addition au traité dit de Marquès Lorenzo (terre de l'Afrique australe près de la baie de Delagoa), qui satisfasse l'opinion publique; nouveau protocole, le 31 décembre. — Des mesures sont prescrites pour empêcher l'établissement des Jésuites sortis de France (nov.) — Grandes fêtes à Lisbonne pour le tricentenaire de Camoens : à cette occasion un congrès, européen, de lettrés et de savants.

Roumanie. — L'indépendance de la Principauté est reconnue par l'Allemagne, l'Angleterre et la France qui avaient différé à cause de la question de naturalisation des Israélites. Loi sur l'armée (12 avril). Le prince Charles et sa femme, après s'être rendus à Sigmaringen, berceau de la maison princière (10 août), visitent l'empereur d'Autriche à Ischl. — Le 21 octobre entrevue à Roustchouk avec le prince Alexandre de Bulgarie. — A l'ouverture des Chambres (27 nov.), le prince promet de sauvegarder les intérêts de la nation sur le bas Danube, où est réunie (à Galatz) la Commission européenne internationale, et propose pour régler la succession au trône, à défaut de ses enfants directs, d'y appeler un des trois fils de son frère aîné Léopold de Hohenzollern. — Le 2 décembre attentat contre la vie du Président du conseil Jean Bratiano. — Les Chambres donnent leur assentiment

au projet de succession (fin de déc.).

Russie. — Même état d'anarchie, et complots incessamment renouvelés, qui échappent à la surveillance de la police; des résolutions de meurtre, venant de comités secrets, sont sûrement exécutées. Peu de temps après que l'Impératrice, revenant très-malade du midi de la France, arrive à Saint-Petersbourg (4 fév.), où elle mourra le 4 juin, en cette ville, au Palais d'hiver, attentat contre la vie de l'Empereur (17 fév.) par une explosion de dynamite; il n'est pas atteint, un grand nombre de soldats de la garde y périssent. Encore des mesures de répression sanglante. Des pouvoirs extraordinaires sont donnés au général Mélikoff, comme président d'une commission exécutive supérieure. Mélikoff lui-même, le 4 mars, est l'objet d'une tentative d'assassinat. — Prémsumé complice de l'attentat du 1^{er} décembre 1879, Hartmann a été arrêté à Paris le 15 février; il est l'objet d'une demande d'extradition qui est refusée par le gouvernement français faute de preuves de la culpabilité (6 mars); reconduit à la frontière il passe en Angleterre. — Deux des auteurs du crime du 17 février et des complices de l'attentat du 1^{er} décembre sont exécutés. — Le gouvernement modifie le régime de répression, renonce à la commission exécutive supérieure, et rattache le service de la haute police au ministère de l'intérieur, dont le général Loris Mélikoff devient titulaire (20 août). Mélikoff accompagne l'Empereur qui va à Livadia (29 août) et qui est longtemps absent de Saint-Petersbourg. — Réformes dans le régime des impôts par le ministre des finances Abaza qui succède au général Greigh (nov.) : l'impôt du sel est remplacé par un impôt sur les patentes et par une augmentation de 10 pour 100 sur les droits d'importation (30 déc.), ce qui gêne le commerce avec les

empire d'Allemagne et d'Autriche. — L'empereur est rentré à Saint-Pétersbourg le 3 décembre. — Des troubles à l'université de Moscou. — Le traité conclu avec la Chine, tout à l'avantage de la Russie, au sujet du territoire de Kouldja (bassin de l'Ili à l'est des Tongouses) ayant été désavoué par le gouvernement chinois, la guerre est sur le point d'éclater; nouvelles négociations. — Une expédition est préparée contre les Turcomans Tekkes, du côté de la Caspienne, par le général Skobelev, à Samarcande par le général Koukoupkine.

Serbie. — La Principauté, depuis le commencement de la lutte avec les Russes (1877), est sous la main du ministre Ristich tout-puissant sur le prince Milan et sur la Chambre. L'Autriche voulant faire sentir sa tutelle, Ristich résiste et refuse de consentir à un traité de commerce, promis dans les conventions du 8 juillet 1878, qui donnerait à l'Autriche les droits de la nation la plus favorisée. Le prince Milan fait d'inutiles voyages à Vienne et à Ischl pour tenter de rendre les rapports plus faciles. Le ministre entraîne la Chambre (juillet) à son avis. Les négociateurs serbes quittent Vienne le 24 août. L'Autriche menace la Serbie d'un blocus douanier (17 oct.). Par suite Ristich tombe du pouvoir (21 oct.). Le nouveau cabinet présidé par Pirotianatz a recours à la dissolution de la Chambre (6 nov.). La majorité donnée par les élections du 12 déc. est plus conciliante, il en reste peu du parti de Ristich. L'Autriche obtient les avantages de commerce qu'elle demandait. — Le recensement du 31 déc. 1880 donne 1 700 000 habitants.

Suède et Norvège. — Issue heureuse du voyage de circumnavigation dans les mers du Nord de la *Véga* conduite par le baron de Nordenskiöld. C'est le passage du

nord-est qu'il a découvert. Partir de la Norvège, il avait, par une mer libre, rejoint les côtes de la Sibirie et ayant contourné toute l'Asie, est entré dans la Méditerranée par le canal de Suez. Il est accueilli avec un grand enthousiasme partout en Europe, à Paris dans la semaine de Pâques, et à son retour à Stockholm le 24 avril. — En Suède, les Chambres ne s'entendent pas sur l'organisation du service militaire qu'on projette de rendre personnel et obligatoire jusqu'à l'âge de 40 ans. Par suite, M. de Geer qui était ministre d'Etat depuis cinq ans quitte le pouvoir (avril). Le Parlement vote de nouveaux droits d'entrée sur les marchandises. — En Norvège, conflit avec la majorité du Storting, parce qu'il réclame la présence des ministres et leur participation aux débats parlementaires; le roi (2 juin) ne ratifie pas cette résolution comme contraire à la Constitution; — 2° parce qu'il a attribué à une commission nommée par le roi sans le concours du gouvernement l'examen de la question militaire (août). Cette commission élue se réunit à Christiania contre l'ordre du Roi. Le ministre d'Etat pour la Norvège M. Stang donne sa démission. Il est remplacé par M. Schjorner.

Suisse. — Le 29 avril est achevé le percement de la galerie du Saint-Gothard en vue de l'établissement du chemin de fer. — Plusieurs conseils de cantons et les conseils fédéraux ayant discuté la question de savoir s'il y a lieu de donner au pouvoir fédéral le monopole de l'émission des billets de banque, on la soumet à un plébiscite le 22 oct.; le vote populaire se prononce contre (248 997 voix, contre 119 297); la Suisse française et la Suisse italienne ont été particulièrement défavorables. — Dans le canton de Genève, le Grand Conseil, par l'alliance des catholiques, des

protestants orthodoxes et des libres-penseurs vote une loi qui établit la séparation de l'Eglise et de l'Etat, par la suppression du budget des cultes, qui sont déclarés tous libres. Les protestants nationaux et les catholiques libéraux qui vivaient de ce budget et qui n'auraient pu se suffire sans les fonds de l'Etat font rejeter la loi par un vote populaire (4 juillet). — Le conflit que perpétuait depuis des années le titre d'évêque de Genève attribué à Mgr Mermillod cesse par la nomination de Mgr Cassandey à l'évêché de Fribourg avec Lausanne où il doit résider et Genève. — Le tribunal fédéral est reconstitué (7 déc.) — M. Anderwert, qui vient d'être élu (7 déc.) président de la Confédération pour 1881, se tue le 26 déc. — Le recensement du 1^{er} déc. 1880 donne 2 846 102 habitants, 7 pour 100 de plus qu'en 1870. Le canton le plus peuplé est Berne : 532 000, puis Zurich 317 000, Vaud 238 000 etc. Il y a 1 667 000 catholiques, 1 160 000 protestants.

Turquie et Puissances Européennes. — (janvier) Les Monténégrins ne peuvent pas entrer en possession des districts montagneux, Plava et Gusinje, détachés de l'Albanie, que le traité de Berlin (juillet 1878) leur avait cédés, par la résistance de la Ligue albanaise que les troupes ottomanes ne combattent pas (janvier). — Une convention que le représentant de l'Italie fait signer aux Turcs en faveur du prince de Monténégro (avril) est sans effet. La question de l'extension des frontières de la Grèce n'avance pas davantage. Du 16 avril au 14 juin les grandes puissances échangent leurs vues à ce sujet; et elles tiennent une conférence à Berlin du 14 juin au 1^{er} juillet. La Porte, auprès de laquelle le nouveau cabinet Gladstone a envoyé en mission extraordinaire M. Goschen, cherche les sympathies de l'Alle-

magne dont l'Autriche suit désormais la politique contre les autres puissances, en engageant tout un personnel de fonctionnaires allemands pour l'armée, les finances, les postes, les affaires étrangères. L'avis de la conférence est de donner aux Grecs Janina, Metzovo, Larisse. La Turquie, sachant les grandes puissances divisées, proteste contre cette proposition (27 juillet). Les Russes, étant d'accord avec l'Angleterre, offrent d'envoyer sur ses vaisseaux des troupes en Epire et en Thessalie. Une note des puissances (3 août) somme la Porte d'exécuter dans un délai de trois semaines la convention d'avril en faveur des Monténégrins, ou d'appuyer une démonstration européenne pour leur livrer le territoire maritime de Dulcigno au lieu des districts de montagne; par sa réponse le 19 août, la Porte réserve ses droits de souveraineté et essaye d'écarter toute intervention étrangère. Riza-Pacha, qu'elle envoie pour opérer la remise de Dulcigno, n'y réussit pas, sur le refus armé des Albanais dont la Turquie est secrètement complice. Les puissances envoient alors à Raguse (sept.) une flotte combinée, que commande l'amiral Seymour, mais, à cause de leurs divisions, sans instructions pour une action vigoureuse et immédiate. Aussi la Porte, dont les nouveaux ministres Saïd et Assim-Pacha sont portés à la résistance, fait ses conditions par les notes des 15-25 sept. et surtout par celle du 4 oct. qui est commune aux questions du Monténégro et de la Grèce. Elle exclut des territoires à céder aux Grecs Janina, Metzovo et Larisse. L'Angleterre, la Russie et l'Italie menacent d'envoyer leurs flottes saisir à Smyrne les revenus des douanes. La Porte s'exécute, et ses troupes sous Dervich-Pacha, adjoint à Riza-Pacha, forcent les Albanais à évacuer, après un combat peu sanglant, les hauteurs voisines de Dulcigno où les Monténé-

grins sont reçus le 27 déc. — Sur la question de la frontière grecque, la France (20 déc.) fait aux puissances une offre qui restera sans effet, de constituer un arbitrage européen entre la Turquie et la Grèce; la Turquie même n'en voudra pas (17 janvier). La Grèce qui arme et qui cherche de l'argent à emprunter est avertie par la France (note du 28 déc.) qu'elle ne sera pas aidée si elle a recours à la guerre. — La Porte (3 et 23 oct.) annonce la résolution de s'entendre avec les créanciers de l'Etat par leurs délégués des diverses nations et d'affecter au service de cette dette le produit des six contributions indirectes, augmenté des tributs payés par la Bulgarie et la Roumélie orientale et de quelques autres recettes. — En Egypte, loi de liquidation de la dette (17 juillet) élaborée par la Commission des délégués des gouvernements qui représentent les créanciers de l'Etat. La situation du Trésor est encore très-difficile quoique l'administration en soit plus régulière, grâce au concert de la France et de l'Angleterre. Les biens de l'ex-Khédive Ismaïl sont saisis au profit de l'Etat.

1881.

Allemagne et Prusse. — Le Landtag prussien s'ouvre le 8 janvier et dure jusqu'au 23 février; le Reichstag, ouvert le 15 février dure jusqu'au 15 juin. La plupart des projets de loi présentés par le gouvernement sont ou rejetés ou modifiés dans un sens contraire à ses vues. — Au Landtag, son projet pour affecter au dégrevement de l'impôt direct les 14 millions de marcks qui représentent la part de la Prusse dans l'excédant du budget de l'Empire, est combattu notamment par l'ancien ministre des finances Camphausen; son projet de loi sur la compétence administrative met le chancelier en désaccord avec

le ministre de l'intérieur, le comte d'Eulenburg, dont la démission, par suite, est acceptée le 26 fév. Il meurt peu après). — Le discours du trône, à l'ouverture du Reichstag, annonce un projet de modification des articles 13, 24, 69, 72 de la Constitution de façon à permettre au gouvernement de ne convoquer le Parlement de l'Empire que tous les deux ans et de faire durer chaque législature 4 ans au lieu de 3 ans. Quand on le discute, le vote en 2^e lecture (16 mai) conserve la convocation annuelle du Conseil fédéral et du Reichstag: c'est le rejet du projet. — Le 27 février, mariage du fils aîné du Prince impérial avec la princesse Victoria de Schleswig-Holstein-Augustenburg. — A l'occasion de l'attentat du 13 mars qui coûte la vie au Czar, il est question, au Reichstag, de restreindre le droit d'asile et de chercher à établir une entente avec les autres Etats dans ce but; des socialistes sont expulsés de Berlin par application de la loi du petit état de siège. La lecture, au Reichstag, de discours des députés socialistes Most et Hasselmann qui poussent au meurtre (30 mars) dispose à faire voter (5 avril) une proposition de M. Windthorst, signée de 276 députés, ayant pour objet l'extradition des assassins politiques. — Le Reichstag rejette le projet de taxer d'un impôt fixe (de 4 marks) tous ceux qui seront exemptés du service militaire. — Il modifie dans ses parties essentielles le projet du Chancelier d'après lequel l'Etat se chargerait d'assurer les ouvriers des industries contre les accidents auxquels ils sont exposés; il y aurait pour cela une caisse centrale impériale et une subvention de l'Etat. Ce sont ces deux propositions qui sont rejetées, en 3^e lecture, surtout par les députés du centre, le 15 juin. Le projet de loi qui rétablit les corporations d'ouvriers, au détriment des patrons qui ont peu d'ouvriers et qui voudraient rester indépen-

ants, n'est adopté (juin) qu'avec de sensibles modifications. Le Reichstag (10 juin) refuse le crédit demandé par le Chancelier pour transformer en Conseil économique le l'Empire, le Conseil économique de la Prusse qui a été créé en nov. 1880, dont la moitié est à la nomination exclusive du roi. Les membres des trois sociétés existantes, le Conseil du commerce, le Conseil des agronomes, le Conseil d'agriculture, qui font partie du Reichstag, aident au rejet, d'accord avec les sécessionnistes : on craint encore là l'ingérence de l'autorité centrale. — Le projet d'impôt sur la bière est moins combattu que le projet d'impôt du timbre. — Les propositions, les concessions ou les résistances sont dominées par l'approche de nouvelles élections générales pour le Reichstag. — En Alsace-Lorraine, une loi du 12 juin, qui devra être en vigueur le 1^{er} mars 1882, rend la langue allemande exclusivement obligatoire dans les délibérations de la Délégation provinciale (Landesausschuss) ; le gouvernement n'admet plus la situation légale des sociétés anonymes françaises et spécialement des sociétés d'assurance ; désormais le régime confessionnel sera appliqué dans les écoles normales d'instituteurs. — Les négociations reprises pour amener l'incorporation de l'État de Hambourg dans le Zollverein aboutissent à une transaction qui doit avoir son effet complet seulement le 1^{er} janvier 1888. — En Prusse, le gouvernement continue à se départir de sa rigueur dans l'application des lois contre le clergé catholique. En mars, il accepte les candidats que les chapitres de Puderborn et d'Os-nabrück ont choisis pour remplir les fonctions d'administrateurs des diocèses et les dispense du serment ; des évêchés vacants sont pourvus, à Trèves en août, à Fulde en déc. par une sorte d'accord entre l'Empereur et le Pape. La

mort, en oct., de l'évêque de Breslau, Forster, un des prélats révoqués par la cour supérieure spéciale instituée à Berlin, permettra encore une transaction : depuis juin, a été changé le ministre des cultes et de l'instruction publique ; M. de Gossler a succédé à M. de Puttkamer, qui gagne du reste en influence en devenant ministre de l'intérieur et vice-président du Conseil (oct.) — A Berlin (18 oct.) a lieu une fête anti-sémitique, manifestation extrêmement nombreuse, sans désordre. — Mesures de rigueur contre des socialistes sous l'inculpation de haute trahison, de participation à des sociétés secrètes, soit par l'action légale de la police, surtout à Leipzig et à Dresde (juillet), soit par les jugements de la cour suprême de l'Empire siégeant à Leipzig (août, oct.). — Dans le grand-duché de Bade (avril), remaniement du ministère dans un sens plus libéral et donnant satisfaction à toutes les confessions : les élections au Landtag sont favorables aux nationaux libéraux. — Dans le royaume de Saxe et en Bavière (juillet), les élections pour la 2^e chambre donnent une majorité qui n'est pas libérale. En Bavière, le Roi maintient néanmoins son ministre Lutz mais la droite fait adopter une proposition contre les écoles populaires mixtes quant au culte (nov.). — Importante entrevue à Dantzig (9 sept.) de l'Empereur avec le nouveau Czar qui était peu porté vers la politique allemande. — Les élections pour le renouvellement du Reichstag, qui préoccupent l'opinion longtemps à l'avance, fixées seulement le 2 sept. pour le 27 octob., font perdre surtout aux libéraux nationaux, et aux conservateurs libres ou parti de l'Empire ; ce sont les progressistes et les sécessionnistes qui gagnent le plus ; les démocrates socialistes ont presque doublé leur petit nombre (21 au lieu de 11) : le centre ne perd que très peu de voix. Aucun des grands

groupes : centre, conservateurs, parti libéral, n'a la majorité. — Le discours du trône (16 nov.) à l'ouverture du Reichstag est en opposition avec les décisions que le Reichstag a prises dans sa dernière session et avec le résultat des élections; et le Chancelier, qui a contresigné ce message provocateur, le fait afficher dans toutes les communes de la Prusse. — Le crédit demandé de nouveau pour constituer un Conseil économique de l'Empire est encore rejeté (1^{er} déc.) — Développement de l'instruction primaire en Prusse : sur 5 millions et demi d'enfants qui en raison de leur âge doivent fréquenter l'école, 4 800 000 la suivent. — Progrès incessants de l'émigration : de 1870 à 1880, 595 000 Allemands ont émigré, dont 556 000 pour les Etats-Unis; en 1881, 231 000 émigrent, dont 206 000 pour les Etats-Unis. — Mort, en Angleterre, où il s'est retiré depuis 1850, d'Arnold Ruge, un des chefs de la révolution allemande en 1848-49 (janv.); du général bavarois Von der Thann (avril) qui a commandé dans la guerre de 1870; de l'ancien ambassadeur comte d'Arnim (mai); de l'éminent professeur de droit international, Bluntschli, partisan de la grande Allemagne, libéral en politique et en religion (oct.).

Amérique centrale. — Au Nicaragua, le président Zavala, menacé par l'influence croissante de Jésuites les expulse (juin); ils se réfugient à Panama.

Amérique du sud. — Bonne situation de la Confédération Argentine, sous le nouveau président le brigadier-général A. Roca. Il recommande au Congrès (mai) la vente des terres publiques pour attirer des étrangers. Traité avec le Chili pour lui céder un territoire dans le Détroit de Magellan qui est déclaré neutre, approuvé par les parlements des deux Républiques (oct.). La

guerre entre le Chili et le Pérou ne donne lieu à des combats meurtriers que jusqu'au 15 janvier auprès de Lima où les Chiliens entrent sans résistance le 19 : ils démolissent les forts de Callao, occupent le port de Huacho et la ville forte de Truxillo. Maîtres de presque tout le littoral ils s'attribuent en grande partie la perception des droits sur les dépôts de guanos et de nitrates du Pérou au préjudice des porteurs de titres Péruviens. Le président Pierola, qui s'est enfui dans l'intérieur essaye d'y réorganiser quelques débris d'armée; il refuse de souscrire à la cession de la province de Tarapacá, convoitée par les Chiliens dès le début de la guerre, et renonce de fait à l'exercice de l'autorité. Les notables de Lima chargent du gouvernement provisoire en février Garcia Calderon que le Congrès de Chorillos près de Lima proclame président (10 juillet). Le Chili le reconnaît, espérant en obtenir la cession refusée par Pierola; quand il s'y refuse, étant encouragé par le gouvernement des Etats-Unis, il est arrêté à Lima (9 nov.) par ordre du contre-amiral chilien Lynch. Son successeur à la présidence, désigné par le Congrès péruvien dès la fin de septembre, l'amiral Montero, qui commandait les armées du Nord, est également intraitable sur la question de cession territoriale. Etat misérable du Pérou, sans armée, sans ressources, avec un gouvernement qui n'est que nominal, occupé et rançonné par l'étranger, qui de son côté n'est pas assez fort pour devenir définitivement maître du pays conquis.

Angleterre. — L'agitation en Irlande oblige le cabinet Gladstone aux mesures les plus énergiques et en même temps il cherche à remédier aux maux qu'y souffrent les fermiers. Le procès commencé le 28 déc. à Dublin contre Parnell et d'autres députés Irlandais n'aboutit

as (janvier), l'unanimité du jury qui était nécessaire pour une condamnation n'étant pas obtenue. On prend des précautions militaires par crainte de quelque tentative des éniens non seulement en Irlande mais en Angleterre. — Au Parlement, réuni plutôt que d'habitude le 6 janvier, est discuté d'abord un projet de bill, pour « protéger la vie et la propriété en Irlande », bill de coercition d'après lequel il y aura suspension de l'*habeas corpus* à l'égard des auteurs de délits poursuivis par la loi ordinaire ou de leurs complices, mesure exceptionnelle qui devra être en vigueur jusqu'au 30 septembre 1882, et qui aura un effet rétroactif en remontant au 1^{er} oct. 1880. Pendant la discussion vains efforts de députés obstructionnistes : 35 d'entre eux sont enlevés de la salle des séances le 3 février. Dawitt a été de nouveau arrêté, les démonstrations publiques contre le bill, même à Londres restent sans effet, Parnell et Dillon viennent à Paris consulter les plus chauds partisans de l'agitation Irlandaise. Le bill de coercition voté à la fin de février est aussitôt appliqué à plusieurs comtés; des chefs de la Ligue sont arrêtés. Un autre bill (mars) a pour objet le commerce et la détention des armes en Irlande. Des luttes sanglantes s'y renouvellent; les crimes agraires se multiplient. — Quelques jours après l'attentat commis le 13 mars contre le Czar, une tentative de même nature, pour détruire au moyen de substances explosibles Mansion-House, la résidence du lord-maire à Londres, est découverte. On saisit de ces substances explosibles sur un navire venant de la Nouvelle-Orléans. A la fin de mars, est arrêté à Londres où s'imprime son journal socialiste le *Freiheit*. Most, membre du Reichstag allemand, qui y a fait l'apologie de l'assassinat du Czar: il sera condamné le 29 juin, par le tribunal criminel de Londres, à 16 mois de travaux forcés. — Le

7 avril, Gladstone développe aux Communes son projet de bill agraire en faveur des Irlandais: un tribunal serait institué pour établir, sur la demande du fermier, le fermage sur des bases équitables, en fixer les conditions, protéger la liberté de vente et de fermage; un droit de copropriété sur le sol est reconnu aux tenanciers; et par suite, au lieu d'éviction de la terre, il pourra y avoir expropriation; le projet reconnaît le *tenant right* ou droit de cession d'une terre ou d'un bail à un tiers, le droit pour le tenancier de vendre son bail (*free sale*); le Trésor fera des avances pour l'achat des fermes par le fermier. C'est le programme Irlandais de la *Land League* que le cabinet libéral de Gladstone propose par le *Land Bill*. — Un des ministres y voyant des clauses destructives de la propriété, le duc d'Argyle sort du cabinet le 8 avril. Plusieurs des députés Irlandais, tout en condamnant la politique de coercition, reconnaissent les avantages proposés. La Chambre des communes s'ajourne au 25 avril, celle des lords au 6 mai. — Le 19 avril, la mort de Benjamin Israël lord Beaconsfield, âgé de 76 ans, atteint gravement le parti des conservateurs; ils auront pour leader à sa place à la Chambre des lords le marquis de Salisbury. — La discussion du *Land Bill* est menée avec résolution dans les deux Chambres (mai-août); il trouve plus de résistance à la Chambre haute à cause des concessions faites aux fermiers; lord Gladstone en accepte quelques amendements qui ne portent pas une grave atteinte aux principes de la loi: dernier vote le 16 août, la sanction royale est donnée au bill le 22 août. C'est un des plus grands succès de Gladstone. La session est close le 27 août. — Pendant ce temps, en Irlande, véritable état de guerre, pour réprimer les troubles, les émeutes surtout à Dublin; à Cork, dans tout le comté de ce nom; la Ligue qui maintient toutes ses prétentions exerce des rigueurs,

par le *boycottage* non-seulement contre les propriétaires mais contre les agents de la loi, et contre tous ceux qui ne se prêtent pas à ses exigences, même les fermiers, les ouvriers, les marchands; beaucoup d'actes de violence et de meurtres impunis, dont les auteurs restent inconnus, dont personne ne veut témoigner. Une association Irlandaise formée aux Etats-Unis sous le nom de conseil de dynamite (août) est résolue à employer toutes les matières explosibles pour porter partout la destruction. Les fonds de souscription pour continuer la résistance affluent toujours. — Les chefs du parti Irlandais, même après la promulgation du *Land Bill*, poussent à l'insurrection: le 15 sept. à Dublin, 1200 délégués de la Land Ligne, avec 21 membres du parlement se prononcent pour la suppression du Landlordism, l'abolition du fermage, l'expulsion de tous les Anglais. Ils défient le gouvernement de continuer le système de répression à outrance. Le 12 oct. usant de la loi, il emprisonne les principaux chefs, les députés Parnell, Davitt et Dillon, Sexton, Brennan Egan, etc. Ceux-ci, 18 oct., datent des prisons de Kilmainham et de Portland un manifeste d'insurrection. Le 20, le gouvernement déclare supprimée la Land-Ligue, met une partie de l'Irlande en état de siège; elle y emploie 30 000 hommes de troupes et 11 000 constables organisés militairement. En même temps commencent à fonctionner la commission et les sous-commissions chargées d'appliquer la loi sur les fermages. — La réélection de M. Bradlaugh, invalidé pour refus du serment dans la forme légale, en le ramenant aux communes, donne lieu au Parlement aux mêmes scènes d'intolérance violente, 27 avril, 10 mai, 3 août. La question du serment politique n'est pas résolue. — Un bill pour la réorganisation de l'armée constitue la réserve, encourage les réen-

gagements, augmente la solde et la pension des officiers de l'armée active; il n'y aura plus de châtimens corporels; l'armée territoriale, composée des volontaires, est reconstituée. De grandes revues des volontaires sont passées par la reine pour la première fois depuis août 1860 à Windsor le 9 juillet, à Edinbourg le 23 août. — Le rapport du membre du Cabinet, chargé de l'éducation, Mundella, fait connaître les progrès qu'a faits le principe de l'obligation pour l'enseignement primaire, avec l'aide des commissions scolaires électives (*school boards*). — La politique étrangère en Tunisie, où la France exerce son action par les armes, se borne à maintenir le droit de suzeraineté de la Turquie et l'indépendance diplomatique de chacune des puissances auprès du Bey. — Dans l'Afrique Australe, les Anglais, et luttant contre les Boers du Transvaal, et ayant encore à contenir les Basoutos éprouvent d'abord des échecs (janv. et fév.). Sir Frédéric Roberts qui avait réussi dans l'Afghanistan vient commander contre les Boers et il reçoit des renforts considérables. Un armistice favorable aux Anglais est conclu par sir Evelyn Wood (15 mars. On négocie longtemps à Pretoria avant de signer (30 juillet) une convention de paix qui n'est ratifiée que le 25 oct. par le Volksraad des Boers: l'Etat des Boers sera de fait une République avec un Président élu et une Assemblée législative, mais placé pour toutes les affaires du dehors sous la suzeraineté de l'Angleterre, qui y entretient un résident ayant le contrôle direct même sur les relations des Boers avec les indigènes soit de l'intérieur, soit de l'extérieur. C'est un Etat moins libre que le Cap, que le Canada. — Dans l'Afghanistan les Anglais se relient vers leurs frontières de l'Inde, quittent à la fin de mars Caboul et à la fin d'avril Candahar, ne gardant que quelques postes de

passage, laissant comme souverain Abdurrhaman. Mais dès le mois de mai cet émir a la guerre à soutenir contre les partisans d'Eyoubkhan qui s'était retiré à Hérat. Eyoub se porte sur Candahar par le bassin de l'Hilmend, et bat les troupes de l'émir à peu de distance de cette ville, à Karez-i-etta, le 27 juillet jour anniversaire de sa victoire sur les Anglais en 1880. Un des chefs qui lui sont dévoués occupe même Candahar, mais ses forces se désorganisent. L'émir reprend Candahar et même après une bataille sanglante (2 oct.) lui enlève Hérat. — Dans les Indes, la province de Maisur (Mysore), qui était depuis 50 ans administrée au nom de la couronne, est replacée sous le gouvernement d'un prince indigène seulement tributaire. — Des voyageurs anglais, Soltan et Stevenson, partis en nov. 1880 de Bhamo, ville importante de la Birmanie sur l'Iraouadi, par les bassins de l'Iraouadi et du Salouen et les forêts des montagnes du Thibet, atteignent la Chine (mars). — Une compagnie britannique obtient des sultans de Bornéo et de Sollok un vaste territoire du nord de Bornéo aux dépens des Hollandais. — Résultats du recensement du 4 avril 1881 pour toute la Grande-Bretagne, 35 246 562 habitants : l'Angleterre proprement dite a augmenté depuis dix ans de plus de 3 millions, l'Irlande a diminué de 250 000 habitants; l'émigration des Irlandais qui a été de 2 millions de 1853 à 1880, a été en 1880 de 93 000, dont 83 000 aux Etats-Unis. L'Australie et la Nouvelle-Zélande ont, 2 743 000 habitants, dont Melbourne 280 000, Sydney 222 000. La *dominion* du Canada a 4 352 000; l'accroissement résulte de l'émigration européenne depuis 15 ans; dans le nord-ouest la province de Manitoba a 70 000 habitants dont 20 000 au chef-lieu Oufnipey. — La 50^e réunion de l'association pour l'avancement des sciences tenue à York, est

présidée par le savant naturaliste sir John Lubbock, membre du parlement. — Mort de Thomas Carlyle à 86 ans (5 fév.), essayiste, historien, écrivain politique; de William Ellis (fév.) et Ch. Reed (mars) qui ont beaucoup fait pour le développement de l'instruction.

Autriche - Hongrie. — Les Parlements des deux parties de la monarchie siègent depuis janvier, jusqu'au 2 juin à Bude-Pesth, au 4 juin à Vienne. — En Hongrie l'énergie du président du Conseil, Koloman Tisza obtient de la majorité (janv.) le vote des impôts de consommation. En Autriche, est discutée vivement dans les deux Chambres (fév.-avril et encore en déc.) sans aboutir à une modification immédiate de la loi de 1869, la proposition du député Lienbacher qui a pour objet de réduire la durée de l'obligation scolaire. — Les deux Parlements en raison de tout ce que les Polonais ont souffert sous le czar Alexandre II, refusent de manifester des doléances quand il a été assassiné le 13 mars. — Le Prince impérial après un voyage en Orient (fév.-avril) épouse le 10 mai la princesse Stéphanie, 2^e fille du roi des Belges; témoignages d'affection et de respect recueillis à Bude-Pesth comme à Vienne. — Le 1^{er} ministre comte de Taaffe, pour donner satisfaction aux Tchèques, fait voter le dédoublement de l'université de Prague en deux universités, l'une où on enseignera en allemand l'autre en tchèque (avril-mai) L'antagonisme très-vif entre les deux races donne lieu à des troubles à Prague, à Koeniggrätz (juin-juillet). En Hongrie, le ministre des finances comte Szapary fait voter la conversion de 400 millions de florins (environ 1 milliard de francs) de rente d'or 6 0/0 en rente 4 0/0, et la jonction directe de la capitale avec les chemins de fer qui au delà de Semlin vont être construits en Serbie, de Belgrade à Nisch (mai). —

Traité de commerce de la Hongrie avec la Serbie, de l'Autriche avec l'Allemagne. — Un rescrit impérial (17 juillet) règle définitivement l'incorporation des confins croato-esclavons aux royaumes de Croatie et d'Esclavonie et par là aux pays de la couronne de Hongrie. — Des élections du 24 juin, moins agitées que d'habitude, renouvellent le Parlement hongrois, dans le sens du parti libéral favorable au gouvernement. Le discours du trône en ouvrant la session (28 sept.) annonce un projet de modification de l'organisation de la Chambre des seigneurs. — Mort subite (10 oct.) du ministre commun pour les affaires étrangères le baron Haymerlé; il est remplacé en nov. par le comte Kalnoky, hongrois d'origine, allemand par l'éducation, qui sert depuis 1854 dans la diplomatie en dernier lieu à Saint-Petersbourg. — Le roi et la reine d'Italie, avec les ministres Depretis et Mancini, visitent l'empereur à Vienne le 28 oct. — Au Parlement cisleithan, il se forme une gauche réunie, représentant l'opposition allemande libérale contre la politique du comte de Taaffe qui favorise les diverses nationalités. — L'armée bosniaque est constituée sans être incorporée à celle de l'Autriche (nov.) — L'incendie du Théâtre Ring à Vienne (8 déc.) coûte la vie à plusieurs centaines de personnes.

Belgique. — L'enquête parlementaire prescrite en juillet 1880 sur l'application de la loi de juillet 1879 concernant l'enseignement primaire ayant prouvé que les évêques avaient été des fauteurs de désordres, la réduction de leurs traitements est demandée dans la discussion du budget à la 2^e chambre. On vote seulement (mars) d'accord avec le ministre de la justice la suppression des bourses affectées aux séminaires. Le Conseil communal de Bruxelles avait voté en février le retranchement du bud-

get, des traitements pour le clergé. — Loi du 19 juin, concernant l'enseignement moyen, qui modifie profondément la loi du 1^{er} juin 1850 trop favorable aux ecclésiastiques et aux congréganistes, et le constitue mieux dans les établissements de l'État pour les deux sexes. — La proposition du député Janson tendant à l'établissement du suffrage universel, divise le parti libéral, ébranle le cabinet Frère-Orban par des démonstrations populaires (4 juillet), par les discussions à la Chambre. — Manifestation de socialistes près de Mons (17 juillet). — Dans les élections pour le renouvellement, par moitié, des conseils communaux, quelques candidatures, dites indépendantes, font un peu tort à celles des libéraux (25 oct.). — Le recensement fait au 31 déc. 1881 donne 5 585 844 hab. — Mort (sept.) du baron de Nothomb, âgé de 76 ans, un des négociateurs de la constitution de 1830, ancien ministre, qui représentait la Belgique à Berlin depuis 1845.

Brésil. — Sous le cabinet Saraiva, est accomplie la réforme pour l'élection des députés (loi du 9 janvier) : elle n'est plus à 2 degrés, le cens électoral est réduit; les Brésiliens d'origine doivent toujours être catholiques pour pouvoir voter. La chambre élue se prononce contre l'abolition immédiate et intégrale de l'esclavage : on s'en tient à la loi de 1871 (nov.).

Bulgarie. — Le prince Alexandre se sépare des chefs du parti libéral qui avaient gouverné jusque là, Zankoff, Caraveloff, Slaveikoff; et par une proclamation du 9 mai, déclarant la nation discréditée au dehors, désorganisée à l'intérieur, il forme un ministère provisoire dont il donne la direction au général russe Ernroth, pour qu'il préside aux élections d'une assemblée nationale constituante. Le 24 mai, il annonce l'intention de demander à

Assemblée qui est à élire des pouvoirs extraordinaires pour sept ans afin de créer des institutions nouvelles. Le 15 juin, il fixe au 26 juin et au 3 juillet ces élections et l'ouverture de l'Assemblée au 15 juillet. Il parcourt les provinces pour les préparer en sa faveur. Elles s'accomplissent avec peu de liberté au milieu de désordres graves; les chefs du parti libéral sont illusoires; attitude menaçante du gouvernement à leur égard. Les députés dissidents s'abstenant de siéger le 15 juillet, c'est à l'unanimité que les conditions du prince sont acceptées, et la session est close. Nouveau ministère sans le général Ernroth qui est retourné en Russie, arrestation de deux des élus opposants. Institution par décret, d'un conseil l'État qui devra l'aider à réorganiser le pays (sept.). C'est la dictature léguée, à la suite d'un coup l'État.

Chine. — L'une des impératrices douairières étant morte (8 avril) l'autre continue à gouverner, l'Empereur n'ayant que 12 ans. — Difficultés avec le Japon au sujet des îles Liou-Kiou. — Une ligne télégraphique est établie entre Shanghai et Tien-Tsin, avec projet de la mener jusqu'à Pékin (déc.).

Danemark. — Le cabinet Estrup est aux prises avec le Folkething qui ne cède pas sur sa prérogative en matière de finances, quelque appui que l'autre chambre, le Landsting, donne au gouvernement. Dissous deux fois, en mai et en juillet, il est ramené par l'élection; et n'obtenant pas satisfaction, il maintient ses propositions budgétaires. Le budget définitif n'est pas voté. Le Rigsdag ouvert le 30 octobre est encore ajourné.

Espagne. — La liberté des cultes et l'enseignement laïque sont mis en danger par la constitution d'une

Union catholique qui se forme sous le patronage des évêques, avec des statuts approuvés par le gouvernement le 3 fév., en vue de propager la foi conformément aux doctrines du *Syllabus*. — Presque à l'ouverture des Cortès, après le vote de l'adresse en réponse au discours de la couronne, le Roi met le cabinet Canovas del Castillo dans la nécessité de donner sa démission (8 fév.) et le remplace aussitôt par un ministère Sagasta composé de membres de la coalition dynastique libérale : Martinez Campos a la guerre, le marquis Veja de Armijo les affaires étrangères, Camacho les finances, Albereda le fomento (l'instruction publique, le commerce, l'agriculture), etc. Les Cortès sont aussitôt suspendues (9 fév.) en vue d'élections générales : mais le décret de dissolution ne vient que bien longtemps après, le 26 juin, fixant les élections au 21 août, la réunion des Chambres au 20 sept. — Pendant cette longue période sans Parlement, le cabinet décrète beaucoup de mesures libérales, les partis se préparent pour les élections législatives, il y a des élections municipales favorables au gouvernement; Cuba et Porto-Rico et les îles Philippines sont l'objet de dispositions favorables aux libertés publiques ou au développement du commerce; grandes fêtes à Madrid (fin de mai) pour célébrer le centenaire de Calderon, où sont conviées des municipalités, des sociétés et académies d'autres États. — Des Israélites de la Russie qui y sont persécutés dans leurs personnes et dans leurs biens, trouvent un asile en Espagne. — Des milliers d'Espagnols souffrent, dans le sud-ouest de l'Algérie, des ravages et des massacres commis par les bandes d'un chef indigène; des indemnités considérables sont réclamées au gouvernement français. — Les élections pour les députés (21 août), pour le sénat (le 4 sept.) sont favorables au ministère : toutes

les fractions de l'opposition y sont représentées; les carlistes échouent partout, l'Union catholique fait passer quelques candidats. — Peu de temps après l'ouverture du Parlement (20 sept.) le maréchal Serrano, un des auteurs de la révolution de 1868, le chef du pouvoir exécutif en 1874, et Moret un des chefs du parti de la démocratie font acte d'adhésion à la monarchie constitutionnelle. Les démocrates sont divisés entre eux. — Les rois d'Espagne et de Portugal, avec leurs ministres, se rencontrent (8 oct.) à Caceres ville de l'Estramadure Espagnole où est inauguré le chemin de fer qui relie les deux capitales. — Le ministre de la justice Alonzo Martinez présente un projet de réforme des lois civiles et demande le rétablissement du débat oral et public dans les affaires criminelles (oct.). Le ministre des finances Camacho fait passer dans les deux Chambres un projet de conversion de la Dette publique, avantageux pour le trésor sinon pour les détenteurs de titres, les députés le votent le 20 nov., le sénat le 1^{er} déc., les mesures d'exécution sont prises le 10 déc. par le gouvernement.

États-Unis. — Au milieu de janvier, les représentants votent le projet de la conversion de la Dette, avec les amendements fixant la nouvelle émission de 3 % à 400 millions de dollars, et l'émission des certificats à 300 millions, avec un court délai pour l'amortissement et pour le paiement complet (janv.). L'or étranger, en lingots ou en numéraire, afflue dans la caisse de la trésorerie, à New-York et à Philadelphie. Le résultat de l'exercice financier, du 30 juin 1880 au 30 juin 1881, par l'énorme développement de la production et en particulier de la production agricole dans ces dernières années, donne un excédant de 500 millions de francs applicable à la réduction de

la dette. — Les principes du libre-échange sont défendus et propagés par une société de membres démocrates des deux Chambres, qui se constitue en février. — Dans le discours d'installation du nouveau Président James Abraham Garfield (4 mars) apparaît son esprit de concorde et d'impartialité. M. Blaine est nommé secrétaire d'État. L'administration fédérale est aussitôt l'objet de réformes qui témoignent des hautes qualités du caractère du Président. Le 2 juillet, près de la gare de Washington, un assassin, Guiteau, étranger aux partis politiques, le blesse mortellement de deux coups de revolver. L'horreur du crime est ressentie dans les deux mondes. Le Président meurt après 80 jours de souffrances le 19 sept. Deuil public général; on lui rend de très-grands honneurs. Le procès de l'assassin dure des mois : il ne sera pendu qu'en juin 1882. — Le vice-président A.-Arthur (Chester), qui a exercé l'autorité provisoirement de juillet à sept., devient Président de la République (19 sept.). Le centenaire de la prise d'Yorktown sur les Anglais est célébré avec éclat (18-19 oct.), la France y est représentée, le pavillon anglais y est salué aussi en reconnaissance des relations amicales qui unissent les deux nations. — Le ministère du nouveau Président est constitué (oct.-déc.); à la place de M. Blaine, est secrétaire d'État M. Frellinghuysen, ancien sénateur de New-Jersey, un des partisans du général Grant. — Ratification tardive (mai) du traité conclu en nov. 1880 avec la Chine en vue de restreindre l'immigration des coolies. — Soulèvement de tribus indiennes dans l'Arizona, et dans le Nouveau-Mexique. — Le réseau des chemins de fer s'accroît beaucoup surtout dans les États de l'ouest, le Texas, le Colorado, l'Iowa, le territoire de Dakota; on achève la ligne qui relie la Nouvelle-Orléans et les rives du golfe du Mexique avec les

lignes aboutissant au littoral du Pacifique. — Mort du général Burnside qui avait marqué dans la guerre de sécession contre les sudistes (sept.).

France. — Les élections qui renouvellent tous les conseils municipaux (9-16 janvier) et la reconstitution des municipalités affermissent la République. Le 11 janv. les Chambres rentrent en session : important discours de Gambetta réélu président. L'application des décrets du 29 mars 1880 contre les congrégations non autorisées donne lieu encore à des jugements par le conseil supérieur de l'instruction publique, et à des interpellations dans les Chambres. La laïcisation des écoles et du service des hôpitaux se poursuit à Paris. Le gouvernement est interpellé sur les affaires de Grèce et invité à ne pas intervenir. Les appréciations par la presse révolutionnaire et socialiste de l'attentat du 13 mars qui coûte la vie au czar et du jugement des coupables lui valent de nombreux protestes. Le conseil municipal soutenant les prétentions de la ville de Paris à l'autonomie, et voulant disposer des services de la préfecture de police, pendant des mois lutte avec le préfet de police Andrieux, député, par des ordres du jour de défiance ou de blâme, même en suscitant contre lui une demande d'autorisation de poursuites, jusqu'à ce que celui-ci donne sa démission le 16 juillet. — Une loi du 21 avril rend à la ville de Lyon ses droits municipaux et sa mairie centrale. — La proposition Bardoux pour faire nommer les députés au scrutin de liste passionne vivement la Chambre, plus que la proposition Barodet qui demande la révision de la Constitution ; et elle divise le cabinet Ferry. Le président du conseil le 23 mars devant la commission déclare que les ministres n'interviendront pas dans le débat. La commission est défavorable au pro-

jet. Le rapport Boysset, qui conclut contre le rétablissement du scrutin de liste, lu à la Chambre le 14 mai, est discuté le 19 : un discours de Gambetta, invoquant avec une grande éloquence et avec autorité l'intérêt suprême de la République fait changer les dispositions de la Chambre issue du scrutin d'arrondissement qui ne voulait pas du scrutin de liste. Au scrutin secret, il y a déjà 8 voix de majorité (243 contre 235) pour décider qu'on passera à la discussion des articles ; puis l'art. 1^{er} réunit 299 voix contre 223, les autres articles sont votés sans scrutin ainsi que l'ensemble de la loi en cette même séance. Peu de jours après, 27 et 28 mai, aux fêtes du concours régional de Cahors sa ville natale, où on inaugure en même temps un monument à la mémoire des mobiles du Lot morts pendant la guerre de 1870, Gambetta au milieu de ses accents de patriotisme et de concorde, déclare qu'il n'y a pas nécessité de réviser la Constitution. La loi pour le scrutin de liste, au Sénat, ne rencontre aucune faveur ni dans la commission, ni en séance publique (9 juin) où le rapporteur Waddington fait décider par 143 voix contre 114 qu'on ne passera pas à la discussion des articles. La question ainsi engagée et non résolue dans les Chambres semble devoir être portée le plus tôt possible devant le suffrage universel. Le président du conseil dans un discours à Épinal (19 juin) se prononce contre la révision de la Constitution, condamnée par les votes des députés sur la proposition Barodet (31 mai), et encore plus par ceux du Sénat (16 juin et 18 juillet) sur une proposition analogue. — Le Sénat a voté en mai-juin, sans trop de résistance, les lois déjà votées par les députés, sur la gratuité absolue de l'enseignement primaire (Ribière rapporteur), sur les titres de capacité exigés des instituteurs, c'est la suppression des lettres d'obédience (Ferroüillat rap-

porteur). Elles sont promulguées toutes deux le 18 juin. Le ministre pour l'application de la loi sur la gratuité qui doit commencer le 1^{er} juillet, demande et obtient des Chambres un crédit de 8 millions (juil.). Les députés ont voté le 28 mai une ancienne proposition Labuze, remaniée par le gouvernement et par la commission (Paul Bért, rapporteur) pour astreindre au service militaire, au moins pendant un temps, les séminaristes et les instituteurs. Le projet voté par les députés le 24 déc. 1880, pour établir l'obligation et la laïcité de l'enseignement primaire, vivement débattu au Sénat depuis le 2 juin en 1^{re} et en 2^e lectures, au sujet de l'instruction religieuse à remplacer par l'instruction morale et civique est altéré par le vote (12 juillet, 162 voix contre 111), d'amendements de Luc. Brun, de la droite, et de J. Simon portant atteinte à la laïcité. Les députés, auxquels est renvoyée la loi ainsi amendée, s'en tiennent à leur ancien texte et rejettent la loi telle que le Sénat l'a faite, 333 voix contre 131 (25 juillet). — Le projet de loi sur la liberté de la presse et la liberté de l'affichage, complément de la loi sur les réunions publiques, promulguée le 30 juin, voté le 17 février par les députés (Lisbonne rapporteur), passe rapidement au Sénat (Eug. Pelletan rapporteur) : on y ajoute qu'il y a lieu de punir la provocation aux crimes même non suivie d'effet. Le Sénat vote la loi le 16 juillet. Les députés l'adoptent telle le 21 juillet. La loi promulguée le 29 juillet porte que l'amnistie pour les délits de presse ira jusqu'au 24 juillet. — La loi qui attribue six millions en rentes sur l'Etat, à répartir, comme indemnité, aux victimes du coup d'Etat de déc. 1851 et de la loi sur la sûreté générale du 27 février 1858, déjà votée par les députés l'est par le Sénat le 8 juillet : elle est promulguée le 20 juillet. — Au Sénat,

toutes les vacances qui se sont produites parmi les inamovibles ont été remplies (janv.-juillet) au profit des différents groupes républicains. — Les élections générales étant proches puisque le délai de la législature expire le 14 octobre une loi, votée aux derniers jours de la session, par les députés le 18 juillet, par le sénat le 28, fait bénéficier, pour le nombre des députés à élire, de l'accroissement de la population, 7 arrondissements de Paris, 8 arrondissements de provinces; la même loi augmente le nombre des députés en Algérie et dans les colonies, et donne 1 député à élire à la Cochinchine française. — Le 26 juillet, le cabinet est interpellé par un député de l'extrême gauche sur la date encore incertaine des élections générales, qui paraissent devoir être très-prochaines et pour lesquelles le pays aurait peu de temps à se préparer. C'est le jour de la clôture de la session (28 juillet), qu'un décret les fixe au 21 août. — Dans cette session, la discussion du budget, voté par les deux Chambres en juillet, a ramené les mêmes questions au sujet du budget des cultes; le projet de loi sur l'administration de l'armée, remanié par le ministre de la guerre, discuté de nouveau par les députés (fév.-mai), revient au Sénat qui s'en tient presque intégralement à ses décisions de 1876 (22 juillet), il est encore ajourné; la proposition Laisant pour réduire à 3 ans la durée du service militaire a été discutée à la Chambre des députés (14 juin) : l'amélioration des pensions des anciens militaires est votée (juillet); un projet de loi pour la reconnaissance légale des chambres syndicales d'ouvriers avec autorisation pour les syndicats professionnels de s'unir en vue de la protection d'intérêts communs, voté par les députés en mai (Alain-Targé rapporteur), n'arrive pas en discussion au Sénat. Le Sénat au dernier jour de la session (29 juillet) n'est pas en nombre pour voter la

projet de loi, qui a passé à la Chambre des députés, pour la neutralisation des cimetières. Les députés ont commencé à discuter la proposition Naquet pour le rétablissement du divorce. — Les Chambres ont porté de 60 à 110 millions la dotation primitive de la caisse d'enseignement instituée en 1878 pour encourager la construction des établissements d'enseignement secondaire et primaire (loi du 2 août). Les demandes du gouvernement pour le budget de l'instruction publique ont doublé depuis cinq ans. L'enseignement spécial est réorganisé par des décrets délibérés en conseil supérieur (4 août). — Une loi améliore le régime des caisses d'épargne et crée les caisses d'épargne postales suivant le système anglais. — Des crédits sont votés pour l'établissement d'un chemin de fer au Sénégal; pour l'augmentation des forces navales au Tonkin. — La loi qui établit le tarif général des douanes, déjà votée en 1880 par les députés, l'étant par le Sénat le 3 avril, est promulguée le 8 mai. En raison des négociations avec plusieurs Etats pour le renouvellement de traités de commerce qui expirent en nov., une loi votée fin le juillet proroge pour trois mois ces traités existants. Les négociations sont difficiles, surtout avec l'Angleterre, à cause de certaines aggravations de droits qui résultent du nouveau tarif général. Entreprises en mai et en juin, rompues à la fin d'août, elles seront reprises en septembre. — Avant la séparation des Chambres, est en plein développement l'expédition de Tunisie, résolue à la fin de mars, pour la sécurité de l'Algérie, à la suite l'incidents qui prouvaient la malveillance et le déni de justice du gouvernement du Bey Mohammed-Sodok à l'égard de nos nationaux, et d'agressions, sur la frontière du cercle de la Calle, par la tribu tunisienne des Kroumirs. — On a appris, le 2 avril, la catas-

trophe de la mission pacifique, partie de Laghouat, qu'avait conduite dans l'Afrique centrale, au delà du pays des Touaregs, le colonel Flatters : il avait succombé traîtreusement avec une partie des siens, le 16 février, sous les coups des indigènes. — Le 7 avril, les députés votent le premier crédit pour l'expédition, qui, des tribus limitrophes de l'Algérie, s'étendra à presque toutes celles de la Tunisie jusqu'aux confins de la Tripolitaine, foyer de propagande du fanatisme musulman. La guerre n'est pas faite au Bey lui-même. Le sultan, dont il relève d'après le firman du 25 oct. 1871, d'abord se borne à protester. Abstention des puissances européennes; déplaisir marqué de l'Italie qui aspirait à dominer en Tunisie; son consul général Maccio était auprès du Bey le rival d'influence du consul général français Roustan. Les troupes expéditionnaires, environ 20 000 hommes, sous les ordres du général divisionnaire de Constantine, Forgemol, en partie envoyées de France, souffrent des intempéries et des marches difficiles dans une région qui est presque sans voies frayées; beaucoup d'actions isolées, pas de combats très-importants. Du 24 avril au 10 mai, pendant que le contre-amiral Conrad occupe les forts de Tabarka et de Bordj-Djedid, puis Bizerte, on prend Kef dans le bassin du Mellegue, affluent de la Medjerda, on occupe quelques stations du chemin de fer voisines de la Medjerda, et, au nord, on enlève les Kroumirs dans leurs montagnes où ils sont presque inaccessibles. Ces succès des généraux Logerot et Delebecque permettent aux généraux Meurant et Bréart de se porter hardiment de Bizerte jusque devant Tunis, au Bardo, où le 12 mai le Bey signe un traité qui place la Régence sous le protectorat de la France : ce n'est point une annexion. Elle aura un ministre

résident à Tunis, l'énergique consul général Roustan. Les Chambres ratifient ce traité à la fin de mai; le gouvernement leur demande, en juin, un nouveau crédit pour les frais de cette expédition, qui semble terminée à la fin de juin, les abords de Tunis étant gardés, Beja étant occupée à l'est des montagnes des Kroumirs, la région de la Medjarda étant pacifiée. Une partie des troupes est rapatriée en France. — Mais pendant ce temps (mai, juin) le sud de la province d'Oran souffre des attaques hardies des chefs indigènes Bou-Amena, Si Kaddour-ben-Hamza, qui portent la destruction et la mort jusqu'à Frenda, et Saïda au milieu des colons français et espagnols. Le 30 juin, le gouvernement est interpellé à la Chambre des députés sur cette situation critique de la province d'Oran imputable au gouverneur général. Pendant tout le reste de l'année, les généraux Colomieu et Delebèque continuent une lutte pénible en poursuivant les tribus et leurs chefs qui se débloquent toujours, jusqu'à la région des Ksours, pas loin de l'oasis de Figuig; des camps fortifiés sont établis et un chemin de fer très-rapidement construit relie Kreider et Mecheria à travers les Chotts. Si Sliman l'allié de Bou-Amena perce encore au milieu de nov. entre Kreider et Saïda. — En Tunisie, dès la fin de juin, le fanatisme musulman se réveillant de tous côtés, et la Porte envoyant des vaisseaux et des troupes dans la Tripolitaine pour exciter partout l'agitation musulmane surtout au sud de la Régence, les troupes du Bey, auxiliaires de celles de la France, ne suffisant pas à la défense, une nouvelle campagne est entreprise, dont le général Sausier est le commandant en chef; on occupe toutes les villes importantes du littoral tunisien, et les colonnes françaises, parties au nord de Zaghouan, à l'est de la ville maritime de Sousse,

à l'ouest de Tebessa (frontière de l'Algérie au delà de laquelle le général Forgemol a 12 jours de marche très-pénible avec des combats contre les tribus) prennent possession les 26 et 28 oct. de la ville sainte de Kairouan: on pénètre jusqu'à Gafsa et jusqu'à Gabès (nov.-déc.) Ali-Ben-Khalifat est encore l'agent remuant des Turcs à la frontière de la Tripolitaine. — Pendant la période électorale qui est courte, presque tous les comités ont dans leurs programmes la révision de la Constitution plus ou moins radicale; Gambetta dans un de ses discours à Tours (4 août) se déclare pour une révision partielle portant sur le mode de recrutement et les attributions du Sénat; le Président du Conseil J. Ferry, parlant à Nancy (10 août), incline dans cette voie; un discours de Gambetta (12 août, devant ses électeurs de Belleville, les seuls desquels il sollicite le mandat, passe en revue toutes les réformes à accomplir, suivant la méthode de l'opportunisme. Le 16, dans ce même arrondissement, les intransigeants refusent de l'écouter. Préparées par des comités et des réunions absolument libres, les élections (21 août et 4 sept.) donnent une Chambre où les bonapartistes et les monarchistes ne comptent pas ensemble 100 voix. L'Union républicaine a beaucoup gagné: son chef Gambetta qu'une des deux circonscriptions de Belleville n'a pas élu, est désigné par l'opinion pour devenir président du conseil; les intransigeants sont un peu plus nombreux, plusieurs des républicains modérés ont échoué. Dès le 6 septembre, Barodet lance, par la presse, une proposition pour qu'une commission parlementaire fasse un cahier de toutes les demandes de réforme qui viennent de se produire. — Avant l'ouverture des Chambres quelques importants discours, encore de Gambetta en Normandie, du Président du conseil, de Paul Bert; campagne de la presse intransi-

siégeante, avec quelques députés et conseillers municipaux de Paris radicaux, et au moyen de meetings, contre le consul général Roustan, les promoteurs de l'affaire de Tunisie, tout le cabinet Jules Ferry. Les principales réformes à faire, y compris la modification de la composition du Sénat sont formulées dans une réunion d'électeurs sénatoriaux à Versailles (12 oct.), une série des sénateurs devant être renouvelée par élection le 8 janvier. — Les Chambres s'ouvrent le 28 octobre, le jour de l'entrée des troupes à Kairouan. Elles siègeront jusqu'au 15 décembre. Gambetta sonde la majorité en se faisant réélire président provisoire; il a plus de voix qu'aux scrutins de 1879, de 1880 et de janvier 1881, puis Brisson est élu président définitif. Le cabinet, ayant annoncé l'intention de donner sa démission en raison du renouvellement de la Chambre élective, va au-devant des interpellations et des attaques. Elles occupent 4 séances (5-9 nov.). Le président du conseil montre les raisons toutes nationales de l'expédition de Tunisie, et l'intérêt qu'il y a pour la France à persévérer dans l'exécution du traité du Bardo. Clemenceau est un des plus ardents contre le cabinet. Sa demande d'enquête parlementaire est rejetée par 328 voix contre 161. Divers ordres du jour n'aboutissent pas. Sur la proposition de Gambetta 355 voix contre 68 se prononcent pour l'exécution intégrale du traité du 12 mai mais sans une déclaration favorable au ministère. Le cabinet du 23 sept. 1880 est démissionnaire le lendemain 10 novembre. — Assez longue élaboration du ministère Gambetta (14 nov.): Freycinet, Léon Say, Jules Ferry restent en dehors. Les ministres choisis sont presque tous d'un même groupe, l'Union républicaine; peu de la gauche, un du centre gauche, un seul sénateur Cazot. Cazot appartient au précédent cabinet ainsi que le ministre

des postes et télégraphes. Deux ministères sont créés par décret pour l'agriculture (Devès), pour les arts (Antonin Proust). Gambetta a les affaires étrangères avec Spuller comme sous-secrétaire d'Etat; Waldeck-Rousseau, l'intérieur, Allain-Targé les finances, Rouvier le commerce et les colonies, Paul Bert l'instruction publique et les cultes, Raynal les travaux publics; les ministres de la guerre (général Camponon) et de la marine (le capitaine de vaisseau Gourgeard) sont étrangers aux Chambres; il y a plusieurs sous-secrétaires d'Etat, députés. La déclaration du nouveau cabinet (15 nov.), annonce, en vue d'assurer les réformes estimées nécessaires, une révision sagement limitée des lois constitutionnelles. Première épreuve le même jour, sur une demande d'urgence pour la proposition Barodet tendant à la révision complète de la Constitution: le président du conseil, malgré Clemenceau, la fait rejeter par 345 voix contre 170. Les groupes à la Chambre se modifient: il se constitue une gauche radicale dont une partie ne suivra pas Gambetta, l'extrême gauche proprement dite est réduite en nombre. — Les crédits indispensables pour l'expédition de Tunisie ne sont pas marchandés par les députés au nouveau cabinet (1^{er} déc.); quelques observations au Sénat avant le vote. Le gouvernement général de l'Algérie, dont s'est démis le 5 nov. Albert Grévy est confié à un conseiller d'Etat, ancien préfet, Tirman, avec moins de pouvoirs (26 nov.). Plusieurs nominations dans le haut personnel militaire, administratif, diplomatique sont reprochées au cabinet Gambetta, comme n'étant pas en rapport, avec sa ligne de conduite républicaine. Aussi des électeurs sénatoriaux de la Seine réagissent par le choix qu'ils font, pour les élections du 8 janvier, de l'officier qui en déc. 1877 avait refusé d'obéir à un ordre de mar-

che en cas de révolte. Le jury acquitte l'*Intransigeant* qui a outragé et diffamé le consul général de Tunis, devenu ministre résident, Roustan; il retourne néanmoins à son poste (fin de déc.). — La participation à l'enseignement et aux offices religieux dans les établissements d'enseignement secondaire dépendra de l'opinion des parents (décret du 24 déc. après avis du conseil supérieur). — On poursuit activement la négociation des traités de commerce; ceux avec la Belgique et l'Italie ont été signés avant la formation du cabinet; il signe ceux des Pays-Bas, du Portugal, de la Suède, les négociations avec l'Angleterre sont encore sans succès. — Résultats du recensement du 31 décembre 1881: 37 405 000 habitants, 500 000 de plus qu'en 1876; 53 départements ont leur population augmentée surtout dans les grandes villes; 34, diminuée au nord-ouest et au sud-est. — Fête littéraire et patriotique donnée à Paris à V. Hugo entrant dans sa 80^e année (27 février). — Précieuses découvertes de M. Pasteur sur le virus charbonneux, il établit la possibilité de vacciner les animaux pour les garantir des maladies contagieuses. — Mort du Blanqui (janvier); de Drouyn de Lhuys ancien ministre de l'empire (mars); d'Emile de Girardin, mêlé par le journalisme à la politique active depuis quarante-cinq ans (avril); de Duvergier de Hauranne, le député qui avait poussé à la réforme en 1848 (mai); de M. Dufaure à 83 ans (27 juin); de Mariette-Bey l'égyptologue, le créateur du musée de Boulaq, dont l'œuvre est continuée par M. Maspéro (janvier); de M. Littré, savant physiologiste et philologue dont le *Dictionnaire de la Langue Française* est achevé depuis 1872 (1^{er} juin); du chimiste Henri Sainte-Claire Deville (1^{er} juillet).

Grèce, Turquie et Puisse-

sances Européennes. La question de l'extension des frontières de la Grèce n'est résolue que par les négociations (mars-avril) des grandes puissances à Constantinople, surtout la France et l'Angleterre. Elles acceptent la proposition de la Turquie d'offrir à la Grèce seulement des districts de la Thessalie (Volo, Larissa, Karditsa, Trikala) et de l'Épire, celui d'Arta, non Metzovo et Janina, que les négociations de Berlin en juillet 1878 avaient fait espérer aux Grecs. Le cabinet Coumoundouros a continué des préparatifs de guerre, la Chambre a voté des lois militaires. Sa session est close le 30 mars. Le tracé est arrêté par les puissances, le 7 avril. En Grèce, vive agitation pour pousser au refus. Une note des grandes puissances n'admet aucune réserve (19 avril). La Porte, le 24 mai, adhère aux propositions de la Conférence, le cabinet d'Athènes n'accepte le traité de frontière que le 14 juin; il signe avec la Turquie une convention directe sans consulter la Chambre. La remise des pays cédés a lieu pacifiquement (août-nov.). Le roi George est reçu à Larisse le 20 oct. Au milieu de nov. la prise de possession est complète. L'acte final de la délimitation est signé le 29 nov. La Grèce a acquis sans coup férir, environ 13 200 kil. carrés, et 360 000 habitants. — Depuis juin le cabinet Coumoundouros se trouve compromis dans des affaires de finances; il est remanié.

Haïti. — Dans la République Dominicaine le Président Merino prend la dictature (juin) et en use avec violence contre ses adversaires.

Hollande. — Le ministre des finances, Vissering, ne pouvant faire voter par les Etats Généraux son projet d'impôt sur le revenu, quitte le cabinet (25 mai). Les élections à la deuxième Chambre dans 16 districts sont défavorables aux

libéraux à cause de leurs divisions (25 juin). La question du canal d'Amsterdam au Rhin occupe encore la deuxième Chambre (juin). La majorité reproche au ministre de l'intérieur sa complaisance envers le clergé des provinces méridionales. Le président du conseil Van Lynden se charge des finances et laisse les affaires étrangères à de Rochussen, alors ambassadeur à Berlin (sept.). — A l'ouverture des Chambres, beaucoup de projets de réformes sont annoncés dans le discours du trône. — Meurt le 25 février une illustration du parti libéral depuis 1849, W. Hendrick Dullert; le 9 sept. le prince Frédéric, oncle du roi, âgé de 85 ans, qui commandait dans les journées sanglantes de Bruxelles en sept. 1830.

Italie et Saint-Siège. — Utile voyage du roi Humbert et de la reine dans toute la Sicile (déc. 1880-janv. 1881); ils reviennent par Cosenza, Salerne, Naples, Rome. — Les Chambres, qui reprennent séance le 24 janvier sont occupées du projet de l'abolition du cours forcé des billets, du projet de la réforme électorale qui est l'occasion de quelques réunions à Rome des partisans du suffrage universel. L'opinion publique est très-excitée par les progrès en Tunisie de l'influence de la France et bientôt par le succès de ses armes et de sa politique. Des interpellations à ce sujet en avril, dans la Chambre des députés, affaiblissent le cabinet de Cairoli et de Depretis, attaqué par les partisans de Crispi et de Nicotera. Il reste, ne pouvant pas être remplacé; mais quinze jours après qu'il a obtenu (30 avril) un ordre du jour favorable, Cairoli se retire le 14 mai; et, un cabinet de Sella, de la droite, étant jugé impossible, c'est encore Depretis qui forme un nouveau ministère, avec la gauche, le 29 mai. Il a l'intérieur, Mancini les affaires étran-

gères, Magliani reste aux finances; le rapporteur de la loi électorale Zanardelli entre dans ce cabinet qui va poursuivre toutes les réformes libérales déjà entreprises. — Depuis le 5 mai, a été ouverte à Milan une exposition nationale de l'industrie et des beaux-arts. — Le Parlement rentre en session le 2 juin. Le cabinet presse la solution de la question de l'électorat politique: seront électeurs tous ceux qui témoigneront des connaissances élémentaires dites de deuxième classe et qui acquitteront un cens minimum de 19 fr. 80 cent., taux de l'impôt que payent les petits artisans à titre mobilier. A la Chambre des députés, Depretis pose la question de cabinet sur l'article qui concerne le cens (15 juin); il est adopté par 202 voix contre 173. La question du scrutin de liste pouvant ramener une nouvelle crise ministérielle est réservée pour un projet de loi spécial. Les députés votent la loi au scrutin secret; elle a 80 voix de majorité sur 300 votants. Le ministre des finances Magliani fait passer ses projets en vue de la suppression du cours forcé des billets; il obtient un emprunt de 200 millions que les souscripteurs doivent fournir en or. — La cérémonie de la translation du corps de Pie IX, de Saint-Pierre où il reposait provisoirement à Saint-Laurent extra-muros, est l'occasion de quelques désordres par les libéraux (13 juillet). — La session déjà close pour les députés, l'est pour le Sénat le 16 juillet. — Le parti pontifical, depuis les incidents du 13 juillet entretient des agitations, auxquelles répondent des meetings tumultueux contre la loi des garanties qui assure la situation du Pape à Rome (août-oct.) — Léon XIII reçoit des milliers de pèlerins italiens, dans la basilique de Saint-Pierre, avec la pompe traditionnelle négligée depuis 1871 (16 oct.). — Le Roi et la Reine vont visiter l'Empereur à

Vienne avec les ministres Depretis et Mancini (28 oct.), au moment de la prise de Kairouan (Tunisie) par les Français. — La session reprend le 17 nov. Le Sénat, le 20 déc. vote (142 contre 55 voix) l'ensemble du projet de réforme électorale, mais avec des modifications sur le cens minimum et sur les conditions d'instruction élémentaire à demander aux électeurs, ce qui le fait renvoyer à la Chambre des députés. — Le 8 déc. grande fête présidée par Léon XIII pour la canonisation de quatre nouveaux saints; ton modéré de ses diverses allocutions.

Japon. — Réorganisation de la police, développement des lignes télégraphiques et même téléphoniques. — Un décret du 12 oct. a pour objet la convocation d'une Assemblée nationale en 1890.

Océanie. — Le roi des îles Sandwich, Kalakaua visite l'Europe (juin-sept.); par l'Égypte il va à Naples, Rome, Londres.

Portugal. — La session des Cortès commence le 2 janvier. Le cabinet Braamcamp, qui représente les progressistes modérés, a contre lui les Chambres auxquelles on demande la ratification du traité dit de Lorenzo Marquès (terre de l'Afrique Australe, près de la baie Delagoa qui est Portugaise); il est estimé trop favorable aux Anglais dans leur guerre actuelle avec les Boërs du Transvaal. Des meetings de protestation, notamment à Lisbonne le 14 mars où le parti républicain fait une manifestation à la Chambre des pairs, quoique le gouvernement en ait nommé de nouveaux, une motion de censure contre le cabinet n'est repoussée qu'à une voix de majorité (50 contre 49). Démission du cabinet Braamcamp qu'a renversé la coalition des conservateurs et des dissidents, peu aptes à gouver-

ner ensemble. Le 25 mars, M. Antonio Rodriguez Sampaio est le chef d'un nouveau cabinet qui dure six mois, cabinet d'affaires sans programme bien précis. Les Chambres, le 30 mars, sont ajournées au 30 mai. Un mouvement républicain de peu d'importance à Oporto (4 avril). Au milieu d'avril, des protestations contre la tolérance dont jouissent les congrégations religieuses non autorisées. L'exécution de la loi relative à l'impôt sur le revenu que la bourgeoisie et le commerce trouvent vexatoire, n'a plus lieu qu'à l'égard des traitements des fonctionnaires et du revenu provenant des obligations de l'emprunt. L'Angleterre ajourne la question du traité concernant l'île de Lorenzo Marquès, parce que sa lutte cesse avec les Boërs du Transvaal (mai). — La mort du duc d'Avila (4 mai) fait passer la présidence de la Chambre des pairs à M. de Fontes Pereira de Mello. — Les nouvelles élections législatives (août) sont favorables au cabinet; plusieurs des membres de l'ancien cabinet ne sont pas réélus. Troubles violents sur plusieurs points, à l'occasion des élections municipales. — Les rois de Portugal et d'Espagne se voient avec leurs ministres près de (Pacares (Estramadura Espagnole), où on inaugure une ligne de chemin de fer qui relie directement Lisbonne à Madrid. — Les ministres du cabinet Rodriguez Sampaio n'étant pas d'accord sur des projets de loi, ce cabinet se retire (12 nov.); M. de Fontes, chef du parti conservateur, préside le nouveau ministère.

Roumanie. — L'érection de la principauté en royaume, qu'ont su faire accepter d'avance auprès des grandes puissances, le chef du cabinet Jean Bratiano et le ministre des affaires étrangères Boeresco, a lieu par un vote unanime des deux Chambres (26 mars). Grandes fêtes nationales. Charles 1^{er}, roi,

est reconnu aussitôt même par le Sultan. Le ministère se retire ; et, sur le refus de Rosetti président de la Chambre des députés, c'est Demetre Bratiano, le frère de Jean, alors représentant de la Roumanie à Constantinople, qui forme le nouveau cabinet (20 avril). Ce cabinet ne dure que deux mois ; et le 21 juin, Jean Bratiano reprend la direction des affaires. Dans l'interval, le 22 mai, a eu lieu à Bukarest le couronnement de Charles 1^{er} et de la reine. Les nihilistes, émigrés de Russie, dont les complices ont assassiné le czar le 13 mars, sont expulsés par une loi, comme menaçant la sécurité de l'Etat. Les Chambres discutent des projets de conversion de la dette publique et d'anciennes obligations de chemins de fer. — Dans le discours du trône, à l'ouverture de la session (27 nov.) l'indépendance de la navigation du Danube qui paraît menacée par les prétentions de l'Autriche, est déclarée nécessaire.

Russie. — L'empereur Alexandre II, à la vie duquel il avait été attenté déjà cinq fois, est tué (13 mars), à Saint-Petersbourg en plein jour par une bombe explosible, à 63 ans, après 26 ans d'un règne marqué par de grandes réformes intérieures, surtout au profit des paysans. Sentiments d'horreur et de sympathie pour la victime, exprimés par tous les gouvernements et par presque tous les Parlements. Cinq de ceux des assassins qu'on peut saisir et qui avouent être des nihilistes, dont deux femmes, jugés par la chambre des procès politiques du Sénat assistée de représentants de la noblesse, de la bourgeoisie et des paysans, condamnés à mort, sont exécutés excepté une des femmes, le 15 avril. — Le nouveau czar Alexandre III, âgé de 35 ans, aggrave encore les mesures de police et de répression, et change une partie du haut personnel de l'ad-

ministration. Il se défie de son oncle Constantin, président du Conseil de l'Empire et le fait arrêter le 6 avril. Les comités secrets tiennent sous la terreur la cour et toute l'administration militaire et civile ; les menaces de mort sont renouvelées contre le souverain ; dans les universités il y a des tentatives de sédition révolutionnaire. La politique du parti panslaviste domine dans les conseils de l'Empereur avec le comte Ignatieff. Le gouvernement laisse s'accomplir, sans le réprimer, un vaste mouvement anti-sémitique qui, depuis la fin d'avril, s'étend dans toute la Russie méridionale et en Pologne. Les Juifs qui s'occupent d'industrie, de commerce et de banque et qui ont même acquis beaucoup d'immeubles sont détestés par le peuple ; on se rue sur eux, on les pille, et on en tue. Ils émigrent par milliers. — Voyages, entourés de mystère, de la famille impériale à Moscou et au convent de Troitz, à Nijni-Novogorod et à Kostroma (juillet-août. — Entrevue (9 sept.) du czar, jusque-là peu porté vers l'Allemagne, avec l'empereur Guillaume et le chancelier. — Une commission est chargée de préparer des projets de réorganisation des institutions administratives (nov.). Le nouveau ministre des finances continue les réformes entreprises par son prédécesseur Abaza ; il réduit les dépenses de l'armée et de la marine, exécute les engagements de remboursement envers la Banque. — Campagne triomphante contre les Turcomans-Tekkés au nord-est du bassin de l'Atrek affluent de la mer Caspienne, voisins de la frontière persane. Le général Skobelev leur prend Géok-Tépé le 24 janvier, le 30 Askabad leur ville principale. Tout le territoire d'Akkal, annexé par les Russes, leur donne la prépondérance sur la frontière de la Perse et les met aux confins de l'Afghanistan. Le 27 sept. est inauguré

Dans cette région un chemin de fer militaire. Le 22 déc. est signé avec la Perse, à Téhéran, un traité de délimitation qui laisse aux Russes toute l'oasis d'Akkal-Tekké jusqu'au près de la ville de Seraks que la Perse conserve, un peu au sud de Merv. — Un traité du 12 février, ratifié le 19 août, règle avec la Chine, représentée par le marquis Tseng, plus habile que le mandarin Chung-Kow, la question du territoire de Kouldja (pays d'Ille), qui est rendu aux Chinois; mais ils payent 9 millions de roubles pour les frais de l'occupation russe depuis 1871. Ils gardent aussi les passages dans les Tian-Chan qui dominent la route de Kouldja à Kachgar.

Serbie. — La Skupchtina, qui siège du 15 janvier au 3 juin, vote le traité de commerce avec l'Autriche-Hongrie comme celle-ci le demandait en 1880, suivant les propositions du chef du cabinet Pirotchanatz. Le ministère et l'assemblée sont d'accord pour soumettre à la future assemblée constituante un projet de révision de la Constitution de 1869 dans un sens plus libéral. — Le prince Milan va visiter l'empereur d'Allemagne (juin). — Suivant un vote de la Chambre, est contracté un emprunt dont le produit doit servir à acheter des fusils. — Le métropolitain de Belgrade Michel, dévoué à la politique de Ristitch, l'adversaire du président du conseil, sous prétexte de refus d'obéissance aux lois, est dépouillé de sa dignité (30 oct.). Pirotchanatz a pris, dans le cabinet qu'il préside, à la place de la justice, les affaires étrangères.

Suède et Norvège. — Le conflit d'août 1880 entre le gouvernement et le Storting de Norvège concernant le veto royal se termine par une consultation de la Faculté de droit de Christiania, qui reconnaît le droit de veto absolu du roi dans tous les cas où il s'agit d'un

changement de la loi fondamentale de l'Etat. — Le roi gravement malade (mars-avril), puis voyageant à l'étranger, confie l'exercice du pouvoir au Prince royal.

Suisse. — Suivant l'autorisation donnée aux cantons par la loi fédérale de mai 1879, la peine de mort est rétablie (janvier) dans les lois du canton de Lucerne. La même question est agitée dans le canton de Berne, mais le grand conseil votera (nov.) contre les pétitions qui en demandent le rétablissement. — Le Conseil national ratifie le traité d'extradition conclu avec l'Angleterre (5 mars). — Après l'attentat du 13 mars, comme les nihilistes de la Russie ont par la Suisse, par Genève surtout, beaucoup de relations avec la presse de tous les pays, on s'inquiète du droit d'asile dont ils abusent et on voudrait le restreindre. Ni Zurich, ni Berne ne veulent être le siège d'un congrès international socialiste, comme celui qui a eu lieu à Londres en juillet; il se tient à Coire le 1^{er} oct. où viennent 25 délégués représentant 12 pays; il se termine le 6, par une déclaration de sympathie pour les socialistes russes. Un des rédacteurs du journal des nihilistes à Genève, le prince russe Pierre Krapotkine a été expulsé le 24 août du territoire suisse par le gouvernement fédéral. — Les élections pour le renouvellement intégral du Conseil national (29 oct.) sont favorables aux radicaux et centralistes qui y avaient perdu la majorité depuis trois ans. — Succès du même parti aux élections du Conseil d'Etat, à Genève (nov.). — Les 7 membres du Conseil fédéral sont réélus (14 déc.) malgré les radicaux autoritaires et centralistes: le vice-président Bavier est élu président pour l'année 1882; le nouveau vice-président Ruchonnet, de Lausanne, est favorable à l'autonomie communale. — Après dix ans de travail un train d'inauguration (26

déc.) traverse le tunnel du Gothard entre Goschen et Airolo.

Turquie. — La peste fait de grands ravages, comme en 1876, autour de Bagdad et de Nedjef, lieu de pèlerinage chiite situé au delà de l'Euphrate. — Tremblement de terre à Chio, les 3, 5, 11 avril; la ville et trente villages sont détruits, il y a 6 à 8000 morts et 50000 personnes sans abri et sans pain. — Les insurgés de la ligue albanaise, formée depuis 1878 pour résister à l'incorporation de territoires albanais au Monténégro, sont combattus par Dervich-Pacha (avril) entre Scutari et Uskup, au nord-ouest de Prizrend. — Le Sultan Abdul-Hamid après l'enquête secrète qu'il a prescrite (avril) au sujet de la mort d'Abdul-Aziz, par un semblant de jugement qui a lieu dans son palais, fait condamner à mort (fin de juin) comme assassins de ce sultan, neuf grands personnages, anciens ministres, dont Midhat-Pacha. Ils sont par commutation de peine, exilés à Tulef, lieu insalubre près de la Mecque (juillet). — En Egypte, le Khédive, n'ayant pas réprimé vigoureusement l'émeute de quelques colonels arabes qui avaient réclamé le 1^{er} février contre l'introduction de colonels circassiens et contre l'insuffisance de la solde, est réduit quand ils se soulèvent de nouveau en août et sept., à subir leurs conditions au Caire même. Mahmoud-Pacha-Sami, ennemi secret de la famille régnante, pendant le temps qu'il a été ministre de la guerre a miné son autorité et s'est attaché plusieurs colonels, notamment Arabi, feliâh d'origine, éloquent, courageux, avide, fanatique. L'émeute militaire, triomphante au Caire le 9 septembre, obtient, outre le renvoi des ministres qui, avec Riaz-Pacha, s'inspirant des conseils des consuls généraux de France et d'Angleterre, accomplissaient des réformes, l'élection de l'effectif de l'armée et la

convocation d'une assemblée de notables : les colonels rebelles paraissent ainsi être les chefs du parti national. La Porte, usant de son droit de suzeraineté, envoie deux commissaires pour faire une enquête sur cette crise militaire et politique; la France et l'Angleterre craignant que le Khédive ne puisse plus tenir ses engagements à leur égard, envoient aussi chacune un vaisseau de guerre. La mission ottomane est sans effet. L'Assemblée des notables est ouverte solennellement (26 déc.) au Caire par un discours du Khédive plein de promesses de réformes. Le colonel Arabi qui devient sous-secrétaire d'Etat à la guerre, est déjà le chef le plus influent du parti national qui voudrait secouer le joug du contrôle financier Européen, soustraire le Khédive à l'influence de la France et de l'Angleterre; il s'associe à l'agitation panislamique contre laquelle la France réagit par les armes en Tunisie et a à se défendre en Algérie. — Règlement définitif des droits et des intérêts des créanciers de la Porte, des Bondholders, par les conférences de leurs délégués à Constantinople avec les représentants du gouvernement (août-déc.) et par un irrade impérial du 8/20 déc. qui en confirme les propositions.

Questions internationales.

— Le projet du percement de l'isthme de Panama par Ferdinand de Lesseps suscite encore des votes des deux Chambres des Etats-Unis qui prétendent que les autres puissances n'ont pas à garantir la neutralité de l'isthme. — Beaucoup de conférences ou de congrès internationaux. A Paris (avril) conférence sur la question du double étalon monétaire; congrès des électriciens du 15 sept. au 5 oct., à la suite d'une exposition universelle de l'électricité ouverte le 11 août. A Saint-Petersbourg congrès polaire. A Berne (sept. et oct.) con-

férences les unes contre le phylloxera, les autres pour l'unification des droits en matière de transport par les chemins de fer : il résulte de cette dernière conférence (11 oct.) une convention qui s'appliquera au tarif international.

1882.

Allemagne et Prusse. — Un rescrit de l'Empereur, adressé au ministère d'Etat et contresigné du Chancelier, établit le droit constitutionnel du roi de Prusse de diriger personnellement la politique de son gouvernement, et l'obligation pour les fonctionnaires de représenter cette politique même dans les élections (4 janv.). — Le Reichstag (12 janv.) accueille une proposition de Windthorst, député du centre catholique, qu'a appuyée M. Wirthow au nom des progressistes, pour l'abrogation de la loi de mai 1874 qui interdisait l'exercice de leurs fonctions aux ecclésiastiques non autorisés par le gouvernement. — Il vote en 3^e lecture (21 janvier) l'incorporation de Hambourg dans le rayon douanier de l'empire, mais sans supprimer le port libre de Hambourg. — A l'ouverture du Landtag (14 janvier) le discours du trône glorifie le système économique du Chancelier, signale avec satisfaction un ordre de choses régulier dans plusieurs diocèses catholiques par suite de l'application de la loi de juillet 1880, et des relations meilleures avec le Saint-Siège auprès duquel le Dr Schloesser va négocier la réintégration des évêques; et un projet de loi est présenté par le ministre des cultes de Gossler pour donner au gouvernement un pouvoir discrétionnaire en ce qui concerne l'application des lois ecclésiastiques de mai 1874 : le Chancelier espère avoir, par suite, le concours du parti catholique pour ses réformes économiques. Pendant qu'on le discute en 1^{re} lecture, un bref du Pape (février) nomme à

l'évêché d'Osnabrück, laissé vacant depuis trois ans, celui qui l'administrait en vertu des lois ecclésiastiques de 1873 et 1874, et les députés du Landtag accordent (7 mars) le crédit demandé pour le rétablissement d'une légation près du Vatican. Les libéraux font ressortir le caractère arbitraire et réactionnaire du projet de loi, qui sacrifie les droits de l'Etat aux vues particulières du Chancelier. Tel qu'il est voté par les députés en 3^e lecture, le 31 mars, il remet en vigueur les articles 2, 3, 4, du 14 juillet 1880 : les évêques qui justifient de l'investiture ecclésiastique peuvent être dispensés du serment; le ministre peut nommer et révoquer le commissaire chargé de l'administration des biens épiscopaux et réintégrer les ecclésiastiques dans leurs traitements suspendus; si le roi gracie un évêque qui a été suspendu par jugement du tribunal, l'évêque est de nouveau reconnu comme chef de son diocèse : peuvent être dispensés de l'examen d'état les candidats à la prêtrise qui justifieront du certificat de sortie d'un gymnase et de trois ans d'étude à une université ou à un séminaire; le ministre des cultes peut autoriser les étrangers, à de certaines conditions, à exercer la prêtrise. — Le 3 avril est publiée la nomination depuis longtemps décidée du Dr Schloesser, comme ambassadeur de la Prusse auprès du Pape : le 24 avril, les relations officielles sont rétablies. — A la Chambre des seigneurs, dans la discussion du projet, l'opposition (1-2 mai), reproche au gouvernement de se soumettre à l'Eglise. Il obtient cependant ce que les députés avaient refusé, la prolongation de ce pouvoir discrétionnaire un an de plus, jusqu'au 1^{er} avril 1884. Les députés l'accordent aussi par le vote final du 4 mai. La loi n'est signée par l'Empereur que le 31 mai et promulguée que le 7 juin. — Le Landtag a été clos brusquement le 11 mai, parce qu'il faisait de l'op-

position au projet de loi du gouvernement concernant l'emploi des excédants disponibles. — Le projet de l'établissement du monopole du tabac, rejeté dans sa forme première par le conseil d'économie politique le 21 mars, adopté par ce conseil avec quelques modifications le 24 avril, porté au Reichstag est envoyé à une commission qui en rejette tous les articles le 19 mai; et en séance publique, malgré l'intervention personnelle du Chancelier, combattu vivement par le chef du parti progressiste Richter, il est repoussé par une très-forte majorité (14 juin). Et le 15, 155 voix contre 50, même M. de Bennigsen, se prononcent contre tout projet d'augmentation de l'impôt sur le tabac, déjà augmenté par la loi du 16 juillet 1879. — L'autre projet du Chancelier, d'organiser comme une institution d'Etat l'assurance des ouvriers en cas d'accidents, remanié par le conseil fédéral le 24 avril, au Reichstag (15 mai) au lieu d'être l'objet d'une discussion immédiate comme le demandait le secrétaire l'Etat Boetticher, est seulement renvoyé à une commission. — C'est alors que sort du cabinet prussien, où il rendait de sérieux services depuis trois ans, le ministre des finances M. Bitter (19 juin) : il est remplacé (3 juillet) par M. Scholtz, secrétaire d'Etat, qui est sans antécédents politiques comme étaient MM. Bitter Puttkamer, Falk quand ils sont devenus ministres. — M. Mommsen, prévenu d'offenses envers le Chancelier pour un discours en vue des élections, sera acquitté. — Les lois politico-religieuses du 7 juin sont appliquées au profit du clergé catholique prussien. Cependant l'archevêque de Cologne n'est pas autorisé à rentrer en fonctions (juillet). Le nouvel évêque de Breslau, Robert Herzog, engage violemment un conflit au sujet de la nomination des prêtres dans son diocèse, et se déclare contre les mariages mixtes. Le sé-

questre, qui avait été mis par application de la loi prussienne de 1875 sur les revenus des biens ecclésiastiques, est levé (17 sept.) dans les évêchés de Paderborn, Fulda, Osnabrück, Trèves, Breslau. — En Prusse, une circulaire du ministre de l'instruction publique de Gossler (31 mars), appliquée presque aussitôt, modifie le régime des études dans les gymnases et les écoles réelles (enseignement spécial) de manière à faciliter aux élèves le passage des unes dans les autres et réciproquement. — En Bavière continue à la Chambre des députés la lutte entre les écoles mixtes quant au culte et les écoles confessionnelles (fév.-avril). Ils votent la suppression de la 7^e année scolaire obligatoire. — Au 29^e congrès des catholiques allemands qui s'ouvre à Francfort le 10 sept. l'élément laïque et politique tient une grande place avec des membres du Reichstag. On y traite non-seulement des questions de religion et d'enseignement, mais de réformes sociales pour les ouvriers, de la répression de l'usure, etc., et l'on témoigne de la défiance pour la politique du Chancelier. — A Dresde, (sept.) un congrès anti-juif, peu nombreux; le principal rôle y est au prédicateur de la cour prussienne Stoecker. — L'Alsace-Lorraine perd en septembre l'un des plus énergiques champions de la protestation, M. Bezançon, ancien maire de Metz, qui représentait cette ville au Reichstag depuis 1877. — En août, l'Empereur va visiter le souverain de l'Autriche près d'Ischl, reçoit la visite des rois de Serbie et de Grèce; le Prince impérial est reçu à Monza et à Milan par le roi d'Italie. L'Archiduc héritier assiste le 11 sept. aux grandes manœuvres à Breslau. — En Prusse, depuis juillet tous les partis se préparent pour les élections générales qui doivent renouveler la 2^e chambre du Landtag. Le Chancelier paraît disposé à s'appuyer sur tous les

conservateurs même cléricaux, d'autant que les progressistes avec M. Richter ne veulent pas de compromis que lui donnerait l'aide de tous les libéraux. — Le poste de secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères, qui était sans titulaire depuis 1879 (mort de M. de Bulow), est donné au comte de Hatzfeldt, ambassadeur à Constantinople (oct.) — Aux élections du 26 octobre, ce sont les conservateurs et cléricaux qui gagnent quelques sièges. L'Empereur ouvrant le Landtag le 14 nov.) annonce l'intention de diminuer l'impôt direct pour les contribuables les plus pauvres, d'établir de nouveaux droits sur les spiritueux et le tabac, de contracter un emprunt pour couvrir le déficit du budget. — Le Reichstag repousse la proposition du gouvernement de discuter en même temps le budget de 1883-1884, et celui de 1884-1885 (11 déc.). — Dans le Wurtemberg, les élections législatives sont défavorables au parti démocratique (déc.). — Mort de l'ancien ministre saxon baron de Falkenstein (janv.); (nov.) du pasteur Sydow, champion du protestantisme libéral; du baron de Manteuffel un des chefs du parti conservateur, très-influent en Prusse de 1848 à 1858.

Amérique du Sud. — Insurrections impuissantes contre les Présidents des Républiques du Venezuela, de l'Equateur, de l'Uruguay (mal-sept.). — Buenos-Ayres étant fédéralisée comme capitale de la Confédération Argentine, le choix d'une ville à fonder est décidé pour en faire la capitale de l'Etat de ce nom (avril). — Les Chiliens n'obtiennent pas plus de Montero comme Président du Pérou, qu'ils n'ont obtenu de son prédécesseur Calderon qui est toujours leur prisonnier, ou de Pierola, qui a passé en Europe, la cession du territoire Péruvien de Taracapa et le droit d'acheter celui d'Arica, malgré les bons offices des Etats-Unis.

La Bolivie, alliée du Pérou, qui négocie la paix séparément avec le Chili, serait disposée à céder Antafagasta et Cobija. Misérable état du Pérou. Les Chiliens laissés en garnison dans des villes distantes les unes des autres, sont, sur plusieurs points, massacrés par les guerillas péruviennes ou par les Indiens. Ils déportent comme prisonniers de guerre quelques-uns des personnages les plus considérables de Lima. — Dans les Etats-Unis de Colombie, par la mort du Président (déc.), le vice-président désigné qui est le président du Sénat lui succède.

Angleterre. — Un attentat contre la personne de la Reine près de Windsor (2 mars) : l'assassin reconnu atteint de folie est acquitté (19 avril). — A la Chambre des communes, M. Bradlaugh qui a été élu de nouveau à Northampton, le premier jour de la session (7 févr.) s'est encore présenté pour prêter serment : il est exclu, par une motion de sir Stafford Northcote : nouvelle élection, nouvelle exclusion. Une proposition pour laïciser le serment d'allégeance, le 6 mars, réunit 242 voix contre 257 : 25 voix de députés irlandais l'ont empêchée de passer. Une proposition discutée à la Chambre des Lords pour que chaque membre puisse opter entre le serment ou une simple déclaration reste en minorité (4 juillet). — Un projet de loi est présenté par le ministère, pour modifier le règlement de la Chambre des communes (fév.), de manière à y rendre possible la clôture des discussions, et y atteindre la pratique de l'obstruction. Un amendement contre ce projet, qui en minait le principe, combattu énergiquement par le chef du cabinet et par son collègue Bright, est repoussé (31 mars). La loi n'aboutit pas avant les vacances du mois d'août. — En Irlande, où les crimes agraires sont toujours fré-

quents, au moment où s'ouvre la session, il y a plus de 500 suspects en prison par application de la loi de coercition, et d'autre part la commission agraire et les sous-commissions instituées par le *Land Bill* ont déjà statué sur plus de 1300 cas de fermiers plaidant en faveur d'une réduction de loyer, qu'ils obtiennent considérable. Une motion qui passe à la Chambre des lords (19 février), pour qu'une commission soit chargée de faire une enquête sur l'application du *Land Bill* et sur les effets qu'elle produit dans le pays, combattue par le ministre Gladstone (9 mars), est repoussée par les Communes. Il essaye alors de concessions qu'il estime inévitables. Ayant déjà, au milieu d'avril, mis en liberté provisoirement l'un des chefs principaux de l'agitation, le député Parnell, il rend la liberté le 2 mai à Parnell, Dillon, O'Kelly et se prépare à relâcher tous ceux des suspects encore emprisonnés en Irlande qui ne sont pas compromis dans des crimes de droit commun; même Michel Davitt, le fénián récemment élu membre du Parlement pour le comté de Meath, sort de prison le 6 mai. Cette nouvelle politique de clémence et de conciliation est cause de la démission des deux membres du cabinet pour l'Irlande, du lord lieutenant comte Cowper, du secrétaire d'État Forster; le lord chancelier Selborne, le secrétaire d'État des colonies lord Kimberley l'ont aussi désapprouvés. Les forcenés du parti de la ligue y répondent par un double meurtre; le 6 mai, quatre assassins poignardent, en plein jour, à Dublin, le successeur du ministre Forster lord Frédéric Cavendish et son nouveau sous-secrétaire d'État Thomas Burke. Les meurtriers sont introuvables; une arrestation faite en juillet à Puerto-Cabello (Caracas) restera sans effet. — Ce crime réprouvé par les chefs du parti de la ligue agraire,

donne lieu aussitôt à un nouveau bill de coercition proposé par le gouvernement, pour laisser à la police et à l'administration en Irlande pendant trois ans des pouvoirs sans limite, supprimer le jury et rendre les paroisses responsables des amendes et des réparations pécuniaires qui pourront être exigées en raison des crimes commis sur leur territoire. De nouveaux crimes agraires, des meurtres en plein jour sur les routes, dans les rues, en montrent l'urgence. On découvre et on saisit des cartouches et des armes destinées à l'Irlande; on craint un mouvement des féniáns du dehors, et l'action du comité *dynamite* des Etats-Unis. Le ministre Gladstone poursuit avec vigueur la discussion et le vote du bill malgré tous les procédés d'obstruction pratiqués encore par les députés irlandais dont 25 sont exclus temporairement de la Chambre, après une séance des plus violentes qui dure 32 heures (30 juin-1^{er} juillet), malgré les protestations des magistrats irlandais contre la suppression du jury. Les Communes le 7 juillet, le votent en 2^e lecture; les Lords votent le 11. Le 12 la loi reçoit la sanction royale. Le 15 juillet, 26 districts de l'Irlande sont placés sous le coup de la nouvelle loi. Dans les quinze premiers jours de l'application de la loi, 170 personnes sont en prison, dont 83 comme suspectes de meurtre ou de complicité dans un meurtre, 11 pour excitation à l'assassinat. Il y a en août et septembre des assassins exécutés. — Le chef du cabinet, en même temps qu'il a demandé et obtenu ce bill de répression, en a fait discuter un autre, déposé aux Communes dès le 15 mai, dans l'intérêt des fermiers de l'Irlande, pour les exonérer de deux années sur trois des fermages arriérés: le land-lord abandonnera une année de fermage, l'État l'indemniserá de l'autre année en prélevant d'abord sur l'excédant du fonds de

l'église irlandaise qui est destiné à des œuvres de charité et en suppléant pour le reste avec le trésor public. Même ce bill, réparateur de la misère en Irlande, est condamné à l'avance par les chefs de la ligue agraire; ils demandent encore la dépossession des land-lords, la terre pour le peuple, la nationalisation de la terre en même temps qu'un Parlement autonome. Dans les deux Chambres il est combattu comme faisant trop de tort aux propriétaires, et engageant les finances de l'État. Voté aux Communes au milieu de juillet, il est arrêté quelque temps à la Chambre des lords par un amendement de lord Salisbury qui en atteignait le principe essentiel en subordonnant à l'assentiment du propriétaire l'application des clauses relatives au soulagement des tenanciers. Cet amendement est voté le 1^{er} août. Quand la loi revient aux Communes, Gladstone en obtient le 8 août le rejet de cet amendement que lord Salisbury produit encore le 10 août, mais cette fois sans succès. — Huit jours après le vote définitif, le Parlement est prorogé le 18 août jusqu'au 24 octobre, où sera tenue une session extraordinaire pour réformer le règlement des Communes. — L'inauguration à Dublin, le 15 août, de la statue d'O' Donnell, où sont presque tous les députés irlandais, est une nouvelle occasion d'agitation. Un de ces députés, Gray, haut shériff de Dublin, pour avoir dans son journal, le *Freeman's*, organe de la ligue agraire, flétri un des présidents d'assises, est condamné le 16 août à la prison pour trois mois et y est maintenu pendant six semaines. — A Limerick et à Dublin se mettent en grève les policemen qui ont demandé une augmentation de salaire. Ce mouvement tumultueux dure quelques jours du 26 août au 7 septembre. Des constables volontaires et la troupe y mettent fin sans action sanglante.

— Les députés irlandais de la ligue agraire, le 20 sept., provoquent la réunion d'une conférence nationale irlandaise à Dublin, où 700 délégués discutent le projet des réformes à obtenir dans la seconde quinzaine d'octobre. — On commence à appliquer la nouvelle loi sur les arrérages. — En Angleterre le congrès annuel de la ligue des ouvriers des *Trade's Unions*, entr'autres vœux, demande qu'on rende absolument obligatoire pour les patrons la loi qui date de deux ans, relative à leur responsabilité vis-à-vis des ouvriers (sept.). — Dans les Chambres, dans la presse, comme dans le gouvernement, il y a unanimité de sentiment contre la dictature militaire que s'arroge en Égypte Arabi, au nom du parti national, en complicité secrète avec la Porte, au détriment des intérêts des Européens et de leur sûreté à Alexandrie même où ils sont victimes d'une émeute sanglante le 11 juin. Au milieu de juin, le cabinet Gladstone, bien servi à Constantinople par lord Dufferin qui évite et le concours armé de la Turquie et l'intervention d'une conférence européenne, fait des préparatifs de guerre considérables. Il envoie d'abord quelques vaisseaux sous l'amiral Seymour qui bombarde les forts d'Alexandrie le 11 juillet, puis une armée de plus de 20 000 hommes, à la formation de laquelle concourent les troupes de l'Inde. Sir Garnett Wolseley, qui a fait en Afrique la guerre aux Achantis et aux Zoulous en reçoit le commandement en chef (21 juillet); un des fils de la reine, le duc de Connaught, commande une brigade du corps expéditionnaire. Un projet de convention du 17 juillet avec la France pour qu'elle concoure avec quelques milliers d'hommes à la garde du canal de Suez, n'étant pas accepté par les Chambres françaises, les Chambres anglaises, qui à la fin de juillet ont voté les 2 300 000 liv. st. demandés le 24 de ce mois

pour l'expédition et qui ont accordé l'augmentation de l'effectif de l'armée de 10 000 hommes, proposé par un message de la Reine, en se séparant le 18 août laissent implicitement pleins pouvoirs au cabinet pour agir en Egypte. C'est une campagne de deux mois faite au nom du khédive dans le Delta. Alexandrie est occupée le 12, Aboukir le 21 juillet. La ligne du canal de Suez est la principale base d'opération. Arabi est vaincu avec le gros de ses forces à l'ouest d'Ismaïlia, à Tel-el-Kebir, le 13 sept., et fait prisonnier après l'occupation du Caire sans combat. Damiette qui est la dernière place tenant pour lui se rend le 23. Le 25 sept. la pairie est conférée à Wolseley et à Seymour. Il ne reste en Egypte qu'une partie de l'armée anglaise. Le régime du contrôle financier anglo-français établi en nov. 1879 n'y subsiste plus. Lord Dufferin (nov.) va au Caire prendre la direction politique et administrative. — La session extraordinaire du Parlement du 24 oct. au 1^{er} déc. ne produit que le bill qui réforme le règlement des Communes pour y rendre possible la clôture des discussions. Le Parlement est prorogé jusqu'au 15 février. En Irlande, à Dublin même, nombreux attentats (nov.-déc.). La loi d'exception y est appliquée; des assassins condamnés à mort sont exécutés. — Gladstone, en restant chef du cabinet, laisse les fonctions de chancelier de l'échiquier à M. Childers; lord Derby, qui avait été ministre avec lord Beaconsfield jusqu'en mars 1878, entre dans ce cabinet libéral comme ministre des colonies, et peu après, sir Ch. Dilke, qui était sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, y reçoit le poste de président du comité pour le gouvernement local (déc.). — L'ancien roi des Zoulous, Cettiwayo, prisonnier des Anglais depuis qu'ils l'ont vaincu, est envoyé à Londres (juillet), puis reconduit au Cap

(sept.) comme devant être restauré par eux à la place des petits chefs entre lesquels le pays est divisé. A la fin de déc. on se prépare à accomplir cette restauration dans une partie du Zululand. — Les Boërs du Transvaal traitent avec rigueur les Cafres qui ne se soumettent pas à l'impôt; ils ont leur premier congrès national (nov.). — Une convention passée par une compagnie anglaise avec un souverain de l'île de Bornéo est confirmée (janv.). Un traité projeté avec le souverain de Birman est rejeté par lui. L'explorateur anglais Colquhoun, parti de Canton en fév., traverse au péril de sa vie la Chine méridionale et la Birmanie indépendante (il est à Bhamo le 14 juillet) pour se rendre à Rangoun, capitale de la Birmanie britannique, cherchant des routes dans l'intérêt du commerce. Des délégués de commerçants anglais à Madagascar et des ambassadeurs malgaches sont reçus par le gouvernement (nov.-déc.). — Mort (19 avril) de Ch. Darwin, âgé de 73 ans, dont la doctrine du transformisme est accentuée dans tous ses ouvrages depuis 1859; il est enseveli à Westminster, près d'Isaac Newton; (sept.) du jurisconsulte Mountagne Bernard, professeur de droit international à Oxford.

Autriche-Hongrie. — Dans la monarchie cisleithane la session qui dure jusqu'au 1^{er} juin donne d'importants résultats. Le cabinet de Taaffe appuie et fait réussir un projet de réforme électorale dû à des membres de la droite, qui donne l'électorat à tout citoyen autrichien payant 5 florins (12 fr. 50) d'impôts, et qui réorganise la représentation de la grande propriété en Bohême. Des députés de la gauche contribuent au vote en troisième lecture le 23 mars; à la chambre des seigneurs où la loi passe à 15 voix de majorité le 24 mai, les principaux opposants sont le

prince Charles Auersperg et le chevalier de Schmerling. Le ministre Taaffe repousse surtout le reproche de n'être que l'exécuteur du comité de la droite. Cette loi n'est sanctionnée que le 4 oct. — Le gouvernement ayant voulu soumettre les habitants de la Crivoisie, district du sud de la Dalmatie près des bouches de Cattaro, aux confins de l'Herzégovine et du Monténégro, au service de la landwehr en même temps qu'on appliquait dans l'Herzégovine et la Bosnie les lois militaires de l'Empire, une insurrection dure près de trois mois (janv.-mars); elle est réprimée par le général Jovanovics (mars). Les dépenses auxquelles elle a donné lieu, l'entretien des troupes dans les deux provinces ottomanes qu'on occupe, et leur pacification définitive nécessitent des crédits considérables que la délégation du Parlement autrichien vote, contre lesquels la délégation du Parlement hongrois proteste en proposant une réduction de 2 millions de florins (23 avril) malgré les efforts du ministre commun des finances, le Hongrois M. de Szlavy, qui est chef en même temps des affaires bosniaques. Le gouvernement pour éviter un conflit entre les deux moitiés de la monarchie, le 26 avril se résigne à la réduction du crédit. Le ministre de Szlavy donne sa démission le 27; il sera remplacé le 5 juin par M. de Kallay; et peu après, est établi dans les provinces de Bosnie et d'Herzégovine un régime moins exclusivement militaire. — Les deux Parlements discutent en mai, et votent par l'accord entre les deux chefs de cabinet Taaffe et Tisza, un nouveau tarif douanier qui doit entrer en vigueur pour toute la monarchie le 1^{er} juin. Il n'y a de résistance que des députés de Vienne qui voulaient exempter certaines provinces de l'impôt sur les céréales; le 21 mai, ils renoncent à leur amendement. — Le parlement cis-

leithan a de plus voté l'organisation à Prague, à côté de l'université allemande, de l'université tchèque; la construction de chemins de fer en Gallicie; le rachat du chemin de fer de l'Ouest; le projet de régularisation du Danube jusqu'à la frontière hongroise qui coûtera 50 millions; l'élévation des droits d'entrée et plusieurs impôts en vue de rétablir l'équilibre budgétaire; la création de caisses d'épargne postales, le traité de commerce et de navigation avec la Serbie, le traité de commerce renouvelé avec la France. — Dans l'intervalle des sessions des Parlements, se termine à Lemberg (juillet) sans condamnations graves le procès de quelques Ruthènes accusés de haute trahison. Le 3 août à Trieste où l'archiduc Charles-Léopold est venu présider à l'ouverture d'une exposition industrielle, agricole, maritime, et où on célèbre le 500^e anniversaire de la réunion de cette ville à la monarchie, une bombe Orsini est lancée par des Italiens irredentistes. L'empereur dans sa visite à Trieste, le 17 sept. affirme le caractère impérissable de l'alliance contractée il y a 500 ans. — Vienne a une Exposition internationale des beaux-arts en août et sept. — Il est décidé que l'université de Prague les étudiants tchèques auront toujours un examen à subir en langue allemande (20 sept.). — En Hongrie (août) démission du ministre des voies et communications, Paul Ordody, et de son sous-secrétaire d'Etat qui étaient en butte aux attaques de la gauche radicale. Mort du ministre de la défense nationale, Szende, qui était resté avec tous les cabinets depuis 1872, auquel est due l'organisation de l'armée des hongrois. Mouvement hostile aux Juifs contre leurs maisons et leurs biens plus que contre leurs personnes. — à Presbourg, les 27-29 sept. et sur quelques autres points: l'état de siège y est décrété pour un mois.

Mouvement tumultueux d'ouvriers socialistes à Vienne (6-8 nov.); des arrestations à **Lemberg** pour la même cause (17 nov.). — L'auteur de l'attentat du 3 août à Trieste, condamné à mort est exécuté (20 déc.). Le 600^e anniversaire de la fondation de la dynastie en Autriche est célébré à Vienne (27 déc.). — Le comte de Beust qui, après avoir été premier ministre, avait été ambassadeur à Londres et à Paris, renonce à la carrière diplomatique (juin). Son successeur à l'ambassade de France, le comte de Wimpffen, se tue à Paris, le 30 déc.

Belgique. — Adoption par les représentants du traité de commerce avec la France (26 janv.). — Des élections législatives partielles (13 juin) sont vivement disputées, la loi libérale de 1879 sur l'instruction primaire étant en péril si la majorité était déplacée. Elle reste au cabinet Frère-Orban, malgré le tort que font les prétentions de réforme électorale d'une fraction de la gauche. — Les représentants rejettent (28 nov.) un projet d'attribuer au jury les procès de presse. — Le budget présenté pour 1883 accuse un déficit bien plus considérable que celui des années 1882 et 1881.

Brésil. — Un nouveau ministère est formé le 22 janvier par un des vétérans du parti libéral à la Chambre des députés, M. Martinho de Campos qui s'entoure d'hommes nouveaux; il ne dure que cinq mois. Le 6 juillet, un autre cabinet libéral réunit les présidents des deux Chambres; c'est le président du Sénat, le vicomte de Paranagua, qui en est le chef; tous les ministres sont députés ou sénateurs.

Bulgarie. — Le parti national continue à agiter le pays contre le régime autoritaire établi par le

prince Alexandre; l'un de ses chefs, Zankoff, ancien ministre, est arrêté (fév.) et est l'objet d'une procédure. Le 5 juillet est formé un nouveau ministère où entrent trois généraux dont deux Russes : le général Skobelev est ministre de l'intérieur. Une loi électorale très-peu libérale, élaborée par le conseil d'État en raison des pouvoirs que le Prince s'est fait donner pour sept ans en juillet 1881, est publiée le 10 octobre. — Le Prince, en sept., visite les rois de Roumanie et de Serbie, reçoit celui-ci à Roustchouk (15 oct.). — Le recensement fait à propos d'une nouvelle division territoriale et administrative en 14 districts dont les plus importants sont ceux de Tirnovo et de Sophia donne 2 002 028 habitants. La dîme est abolie et sera remplacée par l'impôt foncier. — Les élections des députés sont fixées (10 nov.) aux 3 et 10 déc. — Zankoff arrêté de nouveau arbitrairement le 26 nov. à Roustchouk est interné à Wratza. Les élections législatives de déc. sont favorables aux conservateurs. Peu de temps après l'ouverture de la session qui a lieu le 22 déc., l'état de siège qui avait été établi dans quelques districts est levé.

Chine. — En Corée un mouvement contre les étrangers, surtout contre les Japonais, dirigé par l'ancien régent, l'oncle du souverain actuel, coûte la vie à des membres de la famille royale, à des ministres, met en péril la légation japonaise (juillet-août). Le gouvernement chinois contribue à la réprimer. L'envoyé japonais, qui a échappé sur un navire de guerre anglais, revient d'Yokohama (20 août) avec quelques forces, obtient satisfaction, même par des exécutions capitales.

Danemark. — Réforme du régime des douanes et des contributions (mai). — Une partie de la Chambre haute (Landsting) sur

laquelle depuis six ans le gouvernement s'appuyait contre l'opposition du Folketing vote comme lui sur les questions de finances; et les membres sortants qui en sont soumis à réélection sont tous réélus (sept.). — En Islande l'Althing obtient la sanction royale pour le droit qu'il a accordé aux femmes de prendre part aux élections pour le conseil municipal et le conseil presbytéral (août). — Le Rigsdag est ouvert le 2 octobre. Y prend séance à la 2^e Chambre, comme député de l'opposition, l'évêque Mourad, qui avait été ministre et député de 1851 à 1864.

Espagne. — Alphonse XII et la reine sont reçus et fêtés à Lisbonne à l'occasion d'une Exposition des arts rétrospectifs (12-14 janvier). — Une manifestation carliste, organisée sous le prétexte d'un pèlerinage à conduire à Rome, avorte, n'étant pas approuvée par une partie de l'épiscopat (fév.). — Le cabinet Sagasta, quand on applique la partie du plan du ministre des finances Camacho, qui a pour objet la nouvelle contribution industrielle et le nouveau régime des octrois, éprouve une résistance violente en Catalogne, surtout à Barcelone (fin de mars); il faut y recourir à l'état de siège. Les deux Chambres font de l'opposition au traité de commerce conclu avec la France, comme dommageable surtout aux villes industrielles du nord. A la Chambre des députés même après qu'ils l'ont voté le 22 avril, une proposition de censure est tentée par la minorité contre le ministre Camacho. Le Sénat le vote le 9 mai. Le Roi le sanctionne le 11. — Une loi promulguée le 30 mai approuve le projet de conversion de la dette extérieure. — Malencontreux projet présenté le 29 mai par le gouvernement pour attribuer à la reine Isabelle une rente annuelle de 250 000 fr. en raison des réclamations et des comptes qui étaient

pendants entre elle et l'Etat lors de la révolution du 29 sept. 1868: la presse et le parlement y sont hostiles. — Les fêtes organisées à Séville pour célébrer le 2^e centenaire de la mort de Murillo (20-21 mai) prennent sous l'inspiration des Jésuites un caractère de manifestation ultramontaine qui les fait suspendre. Le parti républicain démocratique fédéraliste tient une assemblée de délégués de 32 provinces sous la présidence de P. y Margall (29 mai). — Le cabinet a la peine à faire admettre par les Chambres son projet de réforme de la justice criminelle qui ne comprend pas l'établissement du jury dont Sagasta était partisan quand il était dans l'opposition: ses membres importants du parti constitutionnel votent contre lui (juin). — Efforts du cabinet pour revenir à la réforme douanière du ministre de 1869 Figuerola, et réduire par des séries échelonnées de 1882 à 1892 les droits fiscaux qui protègent l'industrie: le président du conseil en se déclarant contre les principes du libre-échange absolu (7 juin) obtient de la Chambre d'être autorisé à réduire les tarifs douaniers; on traiterait avec les autres nations sur la base de la réciprocité. Le 28 juin, il fait approuver de la Chambre ses projets pour les réformes à introduire dans les relations commerciales de la Péninsule avec les colonies. — Réforme de l'administration provinciale (juillet). — La session est suspendue après le 10 juillet. — Le retour à la Constitution de 1869 est la base du programme du maréchal Serrano qui s'efforce (août-nov.) de constituer un parti de gauche dynastique avec des démocrates influents. — La reine a une seconde fille (12 nov.). — Quand s'ouvrent les Cortès (4 déc.), c'est le candidat ministériel qui est élu président de la Chambre des députés. La proposition tendant à la révision de la Constitution, discutée dans les deux

Chambres (déc.) y reste en minorité; les députés démocrates se groupent autour du trône. — Mort de l'ancien ministre Alex. Mon, et du démocrate Figueras, l'un des chefs de la république de 1873 (nov.).

États-Unis. — Projet législatif le transformer en état la partie sud du territoire du Dacotah qui comprend 100 000 habitants, avec le district minier considérable des Black-hills, et de riches terres à l'ouest (févr.). — La loi pour interdire l'immigration des travailleurs chinois pour une durée de dix ans malgré le veto du Président passe dans les formes légales; le bill autorise le débarquement avec passeports des fonctionnaires, négociants et étudiants venant de la Chine. — Une loi établit la taxe que les Compagnies de steamers transatlantiques devront payer par tête d'émigrants amenés sur le sol de l'Union (50 cents, soit 2 55 par émigrant); les sommes versées entre les mains du collecteur des douanes à New-York constitueront un fonds de secours, dit des immigrants, pour ceux qui sont nécessiteux. La loi crée un bureau fédéral d'immigration tout en laissant à chaque État le droit d'avoir des commissions locales pour surveiller et régler le débarquement des étrangers. — Un bill atteint la polygamie qui est un fléau surtout dans l'Utah en interdisant aux polygames l'exercice des droits politiques. — A l'occasion des hostilités des tribus Apaches aux confins de l'Arizona et du territoire mexicain, une convention militaire faite pour deux ans entre les deux républiques donne à leurs troupes un droit réciproque de passer la frontière pour poursuivre ces Indiens. De 1872 à 1882 les dépenses de l'occupation des territoires indiens ont absorbé les 4/5 de la totalité des crédits alloués au département de la guerre; on y a dépensé 200 millions de dollars. — Un cy-

clone cause d'immenses désastres, avec mort d'hommes, dans l'Iowa, le Missouri, l'Illinois, le Kansas (juin). — Les élections de novembre, dans 33 États et territoires, sont favorables aux démocrates décentralisateurs et libres-échangistes. — A l'ouverture du Congrès, 4 déc., le message du président signale notamment l'excédant des recettes sur les dépenses pour l'année courante et le projet de réduire divers droits mais sans abandonner la politique de protection. — Mort du poète et romancier Longfellow (mars).

France. — Le 1^{er} janvier meurt le préfet de la Seine Herold, sénateur. Il est remplacé le 5 par M. Floquet, député. — Les élections pour le renouvellement d'un tiers du Sénat (8 janvier) font gagner 25 sièges aux groupes républicains; tous les candidats élus avaient accepté dans leur programme la révision au moins partielle de la Constitution, mais elle devenait moins nécessaire avec une majorité républicaine assurée dans le Sénat. Election à Paris, significative contre le cabinet, du major Labordère. M. Freycinet passe dans 4 collèges sénatoriaux. Le jour de ces élections une manifestation pour l'anniversaire des funérailles de Blanqui donne lieu à quelques arrestations et condamnations en police correctionnelle. — Le bureau de la Chambre étant constitué avec M. Brisson réélu président, le président du conseil (14 janvier) lui donne lecture d'un projet de révision partielle de la Constitution, concernant la composition et les attributions du Sénat et aussi pour le retour au scrutin de liste, les réformes de tout ordre ne devant être présentées qu'après cette révision obtenue. La commission de 33 membres nommée à cet effet se prononce pour la révision mais non limitée et contre le rétablissement du scrutin de liste: son rapporteur, Andrieux, prête au président du

conseil l'intention de substituer sa volonté personnelle à la volonté nationale. Le 26 janvier en séance publique, après le rejet des propositions de Lockroy et de Barodet, la lutte est entre le président du conseil et le rapporteur. Une majorité résultant de la coalition de l'extrême gauche et de la droite (268 contre 218) adopte, ce que le ministère n'admet pas, le principe général de la révision des lois constitutionnelles. Le cabinet vaincu n'assiste même pas à la délibération des articles du rapport, qui sont tous votés. Il se démet, ayant duré dix semaines, du 14 nov. au 26 janvier. — La coalition qui a renversé Gambetta ne profite pas de sa chute. Le cabinet du 30 janvier ne comprend aucun des membres de la commission des 33. Ce sont des membres de la gauche et quelques-uns de l'Union républicaine que réunit Freycinet, de nouveau président du conseil. Il prend les affaires étrangères; ses collègues Léon Say, Jules Ferry, Varroy, Tirard, Jauréguiberry ont déjà été ministres avec lui, les nouveaux ministres sont : le sénateur Humbert à la justice et aux cultes, les députés René Goblet à l'intérieur, de Mahy à l'agriculture et le général Billot. Il y a dans ce cabinet six sénateurs, les quatre sous-secretsaires d'État sont députés. Ce ministère va durer six mois. — La déclaration lue aux Chambres le 31 janvier ajourne tout projet de révision, ce qui irrite l'extrême gauche; il se montre désireux d'accomplir des réformes d'accord avec les Chambres, et promet de faire respecter les droits de l'État. Une interpellation de l'extrême gauche le 6 février ne recueille au scrutin que 61 voix. La proposition Barodet pour la réunion en cahiers de tous les programmes électoraux de 1881 afin d'en tirer toutes les propositions de réformes, par la décision que prend la Chambre en février, n'aboutira qu'à un travail de statis-

tique et de classement des opinions. Les membres des deux Chambres se font attribuer par une loi la circulation presque gratuite sur tous les chemins de fer. — Des lois (mars et avril) donnent à tous les conseils municipaux, même ceux d'arrondissement et de département qui seront complétés à cet effet, l'élection des maires, et retirent aux plus imposés des communes le droit qu'ils avaient dans certains cas, sur des questions d'impôts ou d'emprunt, de délibérer avec les conseillers élus. A l'occasion de la première de ces lois, nouvelle revendication d'une mairie centrale à Paris par le conseil municipal et par quelques députés, éconduite par le président du conseil, mais sans un refus absolu. — Le Sénat a enfin voté la loi sur l'obligation de l'enseignement primaire en rejetant le 11 mars comme avait fait les députés le 25 juillet 1881 l'amendement de J. Simon qui maintenait dans les matières obligatoires quelque chose de l'enseignement religieux. Les membres de la droite disputent pied à pied tous les articles, notamment sur les examens à exiger des enfants instruits dans la famille, sur la pénalité à établir si les parents manquent à l'obligation. Le vote définitif est du 23 mars; la promulgation du 28 mars. Pour l'application de cette loi, le ministre demande beaucoup à la commission du budget; d'abord 31 millions qu'il réduit à 19 (23 juin); et en outre, une augmentation considérable pour la caisse des lycées et écoles sera demandée par un projet de loi spécial (4 juillet). — Les députés discutent en 1^{re} lecture en mai, en 2^e lecture en juillet. (Compayré rapporteur), votent le 12 de ce mois un projet de loi sur l'enseignement secondaire libre qui exige des chefs d'établissement, outre des grades universitaires que devront avoir aussi les professeurs des classes supérieures, un certificat

d'aptitude pédagogique : conditions qui paraissent excessives non-seulement à l'évêque Freppel de la droite, mais à des députés de la gauche préoccupés du sort des établissements laïques. — Le projet de loi portant règlement définitif des comptes de 1870-1871 pour la période du gouvernement du 4 Septembre et de celui de Gambetta passe sans aucune récrimination des bonapartistes le 20 mai à la Chambre des députés, au Sénat le 27 juillet. Ils soulèvent encore un incident à propos des pensions assurées par la loi du 30 juillet 1881 aux victimes du 2 Décembre et de la loi de sûreté générale de 1858 : ce sont les commissions mixtes qui sont en cause (20 et 31 juillet); 2 millions sont ajoutés (loi du 7 août) aux 6 déjà consentis pour ces pensions. — Le projet de réforme de la magistrature que présente le ministre Humbert ne satisfait pas la commission de la Chambre des députés. Elle veut avant tout la suppression de l'immovibilité, mais est très-divisée sur la réorganisation à proposer. Dans la discussion publique qui s'ouvre le 30 mai, beaucoup de projets se produisent. Le projet ministériel est ruiné par le vote du 10 juin, suivant lequel l'immovibilité serait supprimée, les juges devraient être élus. Les projets les plus contradictoires offerts encore à la commission arrivent en séance publique fin de juin et au début de juillet sans résultat. — Les députés votent un projet de loi pour laïciser le serment judiciaire en en faisant disparaître le nom de Dieu (23-24 juin); au Sénat, la commission nommée le 11 juillet lui est défavorable. — Pour l'armée, le ministre général Billot obtient enfin le vote de la loi qui en constitue l'administration d'après les principes de la loi votée en 1873. Les députés cette fois la discutent peu (16 mars), le Sénat vote sans discussion nouvelle. Elle est promulguée le 24 mars. Depuis

la fin de mars sont en présence deux nouveaux projets sur le recrutement, du ministre Billot et de Gambetta : ce dernier n'admet d'exceptions pour personne au service de trois ans. Au Sénat la proposition Labordère pour que le soldat soit autorisé à refuser l'obéissance à son supérieur si ses ordres devaient aboutir à un acte contraire à la loi, non accueillie par la commission, en séance publique reprouvée énergiquement par le général Chanzy, n'a que 39 voix. — La proposition du député Boysset concernant l'abrogation du Concordat ayant été prise en considération sans que le président du conseil y mit obstacle (en mars), la commission élue à ce sujet reçoit diverses autres propositions qui s'y rapportent, pour des peines à instituer quand le Concordat est violé, pour la sécularisation générale des biens des congrégations, fabriques, séminaires et consistoires. Paul Bert est nommé rapporteur de cette commission (21 juillet). Loi pour assurer la liberté des enterrements civils votée par les députés (mai). — Ils ont discuté en mai et juin et adopté la proposition Naquet en faveur du divorce; au Sénat, la commission nommée ne lui est pas favorable. — Loi votée par les députés pour l'aliénation d'une grande partie des bijoux de la Couronne estimés 8 millions avec affectation du produit à la création d'une Caisse des invalides du travail (juin). Loi pour réprimer les publications obscènes, votée par les députés le 26 juin, par le Sénat le 29 juillet, promulguée le 2 août. — Une loi sur la réforme du Code d'instruction criminelle occupe longtemps le Sénat de mai à juillet; il la vote en 2^e lecture le 5 août. — Il a rejeté, en février, une loi votée par les députés concernant les heures de travail des femmes et des enfants dans les usines et manufactures, la jugeant défavorable à la classe ouvrière

autant que contraire aux principes économiques. Plusieurs grèves dans les mines du Midi, surtout à Besseges et à la Grand'Combe. (janv.-mars) donnent lieu à une interpellation à la Chambre des députés suivie d'un ordre du jour favorable au ministère (9 mars). — Un projet de loi concernant l'expulsion des étrangers, discuté en mai par les députés n'arrive pas encore au Sénat. — La loi concernant la création des syndicats professionnels, votée en 1881 par les députés, est modifiée en un point essentiel dans le vote définitif du Sénat (31 juillet): il n'autorise pas les unions entre les syndicats en vue de la protection et de la défense des intérêts communs. — A la Chambre des députés, la commission du budget dont est élu président (mars) Wilson gendre du président de la République, bat en brèche le plan financier du ministre Léon Say. Des propositions relatives à la réforme de l'impôt sur les boissons qui auraient enlevé au budget 180 millions de ressources ayant été prises en considération en séance publique, il donne un instant sa démission (22 mai); il la retire, à la suite d'un ordre du jour de confiance. Les radicaux demandent pour 626 000 francs de suppression au budget des cultes. La loi budgétaire votée à la fin de juillet par les députés avant la prorogation des Chambres ne comprend que les départements des finances et de la justice. — Plusieurs traités de commerce sont ratifiés en mars par les députés, en avril et mai par le Sénat; la loi du 28 février a établi un régime provisoire avec l'Angleterre. — L'effondrement, en janvier, par l'effet de spéculations effrénées, de la société financière dite l'Union générale, formée en 1876 pour placer et exploiter les capitaux du parti catholique, et qui avait pris une extension considérable dans toute l'Europe, entraîne beaucoup de ruines. Le directeur de cette

société et le président de son conseil seront condamnés à la prison en police correctionnelle (20 déc.). — Le ministre J. Ferry complète son œuvre de réforme de l'enseignement primaire et secondaire, surtout pour la gymnastique, l'instruction militaire, l'enseignement secondaire des filles. — En Algérie et en Tunisie, où reste un corps expéditionnaire sous le général Forgemol, bonne situation générale. L'archevêque d'Alger très-influent en Tunisie par les œuvres qu'il y a constituées est fait cardinal (janv.). Le ministre résident de Tunisie Roustan qui devient ministre plénipotentiaire aux Etats-Unis est remplacé par un ancien préfet Cambon (fév.). Le projet de la réorganisation de la Tunisie, soumis aux Chambres (en mai), comprend seulement la création d'une troupe franco-tunisienne, d'un tribunal civil, d'une justice de paix et d'une école primaire supérieure à Tunis: il n'est pas question encore de supprimer les capitulations. Il est voté par les députés le 17 juillet sans que nul défende ni l'annexion pure et simple ni l'abandon à court terme. Dans le Sud-Oranais les bandes de Bou-Amena, au début d'avril, subissent un échec dans les environs de Figuig, mais un peu après (26 avril) surprennent et massacrent l'escorte d'une mission topographique. Bou-Amena et ses auxiliaires contre nous, Si Sliman, Si Kaddour, sont aux prises en juillet avec une tribu puissante limitrophe du Maroc, les Doui-Menia. En Tunisie insurrections partielles dans le sud, par des maraudeurs et des dissidents venant en nombre de la Tripolitaine et pouvant s'y retirer (fév.-mars); soumission de la plus grande partie de la tribu des Ouerghamma (fin d'avril); une surprise sanglante le 26 sept. — Une commission extraparlamentaire se prononce (7 juillet) contre le projet du commandant Roudaire de créer une mer intérieure au sud de l'Algérie et de la Tunisie. — Au

l'onkin, la conduite du gouvernement local rendant la situation langoureuse pour la France, la capitale Hanoi est bombardée et prise (25 avril). — A Madagascar, les missionnaires anglais, depuis 1877, prenant de l'influence dans les parages du nord-ouest où sont nos établissements, les Hovas se montrent hostiles (janvier); la reine de Tananarive laisse faire, énergie du commandant de la station française (16 juin). — On apprend au milieu de juin la fin tragique de la mission du Dr Crevaux qui depuis 1877 explorait le centre de l'Amérique du sud; il a été tué traitreusement par les Indiens le 19 avril en naviguant sur le Pilcomayo. — Faits qui décident la chute du cabinet Freycinet. La lutte avec les intransigeants du Conseil municipal de Paris et de la Chambre, a recommencé au sujet de la préfecture de police et de la demande renouvelée d'une mairie centrale à Paris (juin-juillet) avant et après l'inauguration du nouvel Hôtel de ville qui a lieu le 13 juill. la veille de la fête nationale. Dès le 19 juillet un ordre du jour à la Chambre, au sujet de la mairie centrale, met le ministère en minorité parce que les républicains modérés craignent qu'on ne se serve de leurs votes pour satisfaire les prétentions de l'extrême gauche; un vote de confiance le 20 le maintient quelque temps, parce qu'on veut éviter une crise ministérielle en raison de la situation extérieure. Il tombe à propos des discussions sur les crédits demandés au sujet des affaires d'Égypte: Gambetta ministre en déc. et janvier voulait s'engager à fond avec l'alliance anglaise pour renverser Arabi qui s'est mis en rébellion contre le khédive, le cabinet Freycinet veut aussi intervenir mais d'une manière plus restreinte, et de concert avec le reste de l'Europe. Il perd la confiance non-seulement de la Chambre des députés mais celle du

Sénat. Dès le 2 juin, Gambetta prend part à une interpellation contre lui à ce sujet. On lui marchandé un premier crédit, à la Chambre des députés les 17-19 juillet, au Sénat le 25. A la chambre des députés quand il demande, étant divisé lui-même sur la question d'intervention, à envoyer 8000 hommes pour garder éventuellement, suivant une convention faite le 17 avec l'Angleterre une partie du canal de Suez, la politique d'intervention est condamnée non-seulement dans le rapport de la commission mais dans tous les discours venant de tous les groupes de la gauche même du centre gauche le 29 juillet. Clémenceau est le plus énergique dans cette condamnation de la politique incertaine et aventureuse à la fois du cabinet et dans les craintes qu'il exprime à l'égard des dispositions des autres puissances. Le scrutin qui par 416 contre 75 voix refuse le crédit pour l'envoi des 8000 hommes, est une déclaration d'abstention absolue au dehors. — C'est à ce moment que l'Angleterre se porte résolument en avant, et fait la guerre seule en Égypte pour renverser Arabi. — En moins d'un an, la chambre issue des élections du 21 août 1881, a renversé trois ministères. — Grande difficulté pour remplacer le cabinet Freycinet. Plusieurs combinaisons avortent; les groupes de la Chambre, invités à se concerter pour aider à la solution s'y refusent; son président Brisson n'accepte pas de constituer un ministère. Au bout de neuf jours, le 7 août le sénateur Duclerc, ancien ministre de 1848, accepte cette charge et prend les affaires étrangères. Tous les groupes de la gauche sont représentés dans le choix soit des ministres soit des sous-secrets d'État. Il reste de l'ancien cabinet les ministres de la guerre, de la marine, de l'agriculture, des postes; Tirard qui passe du commerce aux finances, et le sous-secrétaire d'État Duvaux qui de-

vient ministre de l'instruction publique. Les autres nouveaux ministres sont Devès à la justice, Fallières à l'intérieur, Pierre Legrand au commerce, Hérisson aux travaux publics. Il reste deux des sous-secrétaires d'État; il y en a quatre nouveaux. — La déclaration lue aux Chambres le 8 août marque l'intention de travailler à la conciliation entre les diverses fractions de la majorité. Les Chambres sont prorogées le lendemain. Un décret du 15 sept. détache les cultes de la justice, les réunit au ministère de l'intérieur. — A Andorre (août) quelques troubles par une bande de carlistes. — Pendant les vacances parlementaires, congrès des catholiques à Autun qui s'achève le 11 août; banquets et discours de royalistes sur plusieurs points, notamment à Challans (Vendée) (16 août), et en octobre à Lyon, à Carpentras, à Arles avec quelques désordres, à Toulouse, à St-Mandé près de Paris; congrès d'ouvriers dans plusieurs villes, notamment à St-Étienne, congrès tumultueux de socialistes et de collectivistes; actes de vandalisme, avec emploi de la dynamite, par des affiliés de sociétés secrètes à Montceau-les-Mines près de Blanzy (5-19 août); à Montluçon et Commeny (3 sept.); de nouveau à Montceaux-les-Mines en octobre. Le procès des accusés de Montceaux-les-Mines du mois d'août, qui passent aux assises, à cause des menaces faites aux jurés, est renvoyé (24 oct.) à une autre session. Sur plusieurs points, on découvre des envois de dynamite; on saisit des placards révolutionnaires, arrestations d'anarchistes à Lyon, à St-Étienne. Des accusés de Montceaux, neuf sont condamnés en cour d'assises (22 déc.), un à 5 ans de réclusion, les autres à la prison entre 3 ans et 1 an. — Des circulaires ministérielles ont pour objet, 7 sept. l'application de la loi du 28 mars 1882 sur l'obligation de l'enseignement primaire, 22 sept. celle de la loi du 16 juin 1881 sur

les titres de capacité pour enseigner, 2 nov. les emblèmes religieux dans les écoles primaires. Les écoles sont multipliées partout pour satisfaire à la loi. — Démission du préfet de la Seine Floquet, après qu'il a été élu député à Perpignan (fin d'oct.); il est remplacé par le préfet du Rhône. — Hommages publics rendus à la mémoire de citoyens illustres par leurs services, leur dévouement à la patrie, leur foi républicaine, à l'occasion de monuments érigés en leur honneur : à Paris, Michelet (13 juill.); à Choisy-le-Roi et à Lons-le-Saulnier, l'auteur de la *Marseillaise* Rouget de l'Isle (juil.-août); à Nolay, Carnot l'organisateur des armées de la 1^{re} République (3 sept.); à Foix, Lakanal, le restaurateur de l'enseignement public et des institutions savantes sous la Convention (24 sept.). — Reprise de la session le 9 nov. Des propositions de députés de l'extrême gauche sur le budget des cultes, au sujet de l'ambassade entretenue auprès du pape, et à l'occasion des tentatives du parti socialiste, combattues par le gouvernement ne sont pas votées. — Prétentions extra-légales du Conseil municipal de Paris à l'occasion de la discussion de son budget (fin de déc.). — Dans le budget de l'État pour 1883 où un déficit assez sensible est prévu, 135 millions sont destinés à l'instruction publique. Un projet de loi voté seulement par les députés fin de déc. a pour objet d'augmenter de 120 millions la subvention accordée à la caisse des lycées, collèges et écoles primaires, surtout en vue de créer des écoles de hameau. — Un projet de loi pour autoriser la ratification d'un traité de protectorat conclu les 10 sept. et 3 oct. 1880 avec un roi du Congo par l'enseigne de vaisseau Savorgnan de Brazza passe dans les deux Chambres (21 et 28 nov.). Elles votent (fin de déc.) un crédit pour subvenir aux dépenses d'une mission qu'il va recommencer dans l'ouest Africain. — La mort du bey

e Tunis, auquel son frère succède 29 oct.) ne change rien à l'influence de la France dans la Régence. 25 millions sont votés par les Chambres pour les frais de l'occupation en 1883 (fin de déc.). — Quelques forces sont envoyées au Tonkin pour empêcher les progrès des Chinois. — Rétablissement de l'entente avec l'Italie par le choix des ambassadeurs (nov.). — Mort du poète Aug. Barbier l'auteur des *Imbes* et de la *Curée* de 1830 (février); de Le Play qui s'était voué à l'étude de la condition des ouvriers et des réformes sociales qu'elle comporte dans tous les pays (avril); des généraux de Cissey (15 juin), et Ducrot (16 août); du vice-amiral Pothuau, un des défenseurs de Paris en 1870 et 1871, ministre depuis avec M. Thiers et M. Dufaure (oct.); de Louis Blanc, qui même avant 1848, servait par ses écrits la démocratie radicale et socialiste (6 déc.); de Ch. Lachaud, avocat d'assises (9 déc.). La France perd le 31 déc. Gambetta le grand patriote, le puissant tribun, l'inspirateur ardent de la Défense nationale en 1870-71; un des fondateurs de la République. Il lui est fait des funérailles nationales. Elle perd peu de jours après (5 janv.) le général Chanzy qui commandait l'armée de la Loire en 1870-1871.

Grèce. — Des élections renouvellent la Chambre qui va être accrue de 35 élus des nouvelles provinces (janv.). L'opposition se recrute parmi les nouveaux députés. La campagne d'invalidation contre les candidats ministériels aboutit 27 fév. à la chute du cabinet Koumoundouros qui a tenu le pouvoir 18 mois. Tricoupis est à la tête des affaires pour la 4^e fois. La Chambre adopte le projet d'assimilation des nouvelles provinces, et blâme, sur la proposition du cabinet, le précédent ministre pour avoir signé une convention qui n'a pas suffisamment agrandi le royaume (24 avril). —

Les premiers travaux du percement de l'isthme de Corinthe, d'après les plans du général hongrois Türr sont inaugurés le 5 mai en présence du roi à Kalamaki sur le golfe d'Égine. — Dans la session ouverte le 30 oct. est adopté un nouveau système monétaire (29 nov.).

Haïti. — Dans la république Haïtienne, soulèvement contre le président Salomon (mars), au Cap, aux Gonaïves, à Port-au-Prince : beaucoup d'arrestations et d'exécutions (mai). Sept généraux impliqués dans les projets de résistance se réfugient au consulat de France à Santiago-de-Cuba; le Président traite en ennemis, en les proscrivant les consuls de France, d'Espagne, de Liberia (juil.). En sept. encore trois chefs de conspiration sont menacés de mort. Il accorde des grâces politiques à la fin de l'année. — A Saint-Domingue le Président Merino est l'objet d'une tentative d'assassinat (mars). Il accorde une amnistie générale (sept.) avant de transmettre le pouvoir au général Ulysse Heureux élu à une grande majorité, qui entre en fonctions le 1^{er} oct.

Hollande. — Le dessèchement de la partie sud du golfe de Zuyderzée est terminé. — Questions vivement débattues dans les Chambres : le traité de commerce que le cabinet Van Lynden a conclu avec la France, le projet de transformation de la propriété dans les colonies de Java et de Madura pour la rendre individuelle. La 2^e Chambre (8 mai), rejette le traité de commerce; la politique du ministre des colonies est également condamnée. Démission du cabinet qui était au pouvoir depuis trois ans. Mais les partis étant très-morcelés ce cabinet reste encore pendant des mois avec un seul changement, celui du ministre des colonies le baron de Golstein (fin d'août) auquel succède M. de Braux. Il a été question pour

être chef de cabinet tour à tour de M. de Rees, président de la 2^e Chambre du parti libéral et libre-échangiste, puis de M. Talk, député d'Amsterdam, de la gauche, qui voudrait la réforme de la Constitution. Le roi est pendant plusieurs mois absent, en villégiature, sans souci de ce provisoire gouvernemental. Quand s'ouvre une nouvelle session des États généraux le 18 sept. le discours du trône ne dit rien ni de la crise ministérielle qui dure depuis mai ni du rejet du traité de commerce avec la France qui a causé du préjudice au commerce national; il annonce un projet de révision de quelques articles de la loi constitutionnelle, des modifications au régime des impôts et des taxes locales, une réforme de l'enseignement secondaire, un projet de loi sur le droit électoral. On ajourne la révision de la loi sur l'enseignement primaire demandée pendant la discussion de l'adresse, parce que le cabinet est trop divisé. Le projet de loi abaissant le cens électoral est présenté le 15 oct. — A Sumatra, les districts environnant Atchin sont infestés de pillards armés (mars-septembre); quelques engagements sérieux ne réussissent pas aux Hollandais en mai, leur sont plus avantageux en sept.

Italie. — C'est avec le cabinet Depretis qu'est résolue l'importante question de la réforme électorale. Les députés, le 21 janvier, votent le projet, la question spéciale du scrutin de liste étant réservée, tel que l'avait modifié le Sénat en 1881. Ils votent le 4 févr. un ordre du jour favorable au principe du scrutin de liste, et le 14 tous les articles le concernant; non-seulement Cairoli, mais Minghetti ont appuyé le projet du gouvernement, pour faire passer avec le scrutin de liste la représentation des minorités au moyen d'un vote limitatif. L'ensemble du projet est voté le 4 mai, et la loi est promulguée le 13 mai.

— Dans l'intervalle a été célébré (31 mars) l'anniversaire six fois séculaire des Vêpres Siciliennes qui réveille des souvenirs de haine à la fois contre la France et contre le St-Siège; Garibaldi s'y associe en venant à Palerme. — Les députés discutent (avril) les projets de loi militaires; Nicotera de l'extrême gauche avec le concours d'une partie de la droite pousse aux grands armements entraînant des dépenses excessives qui auraient pour conséquence le maintien du droit de mouture. — Le traité de commerce avec la France est assez vivement discuté par les députés; au vote la minorité est considérable; le Sénat le vote aussitôt après (14 mai). — Mort dans l'île de Caprera, à 75 ans (2 juin), de Garibaldi, un des fondateurs de l'unité italienne, ennemi acharné du pouvoir pontifical, porté vers la république, favorable jusqu'au bout aux *Irredenti*. Le gouvernement et les chambres sont représentés à ses funérailles (8 juin): son corps est non pas brûlé comme il en avait exprimé le vœu, mais enseveli à Caprera: l'île est cédée par sa famille à l'État. — La session est close peu après. — En vue des élections générales, pour la 2^e Chambre, avec le cens réduit, le scrutin de liste, la représentation des minorités, tous les partis ont leurs réunions et leurs manifestes (sept.), même les républicains socialistes, dont est distincte l'association démocratique; une tentative d'union de tous les débris des partis conservateurs ne réussit pas. Dans un discours du ministre Depretis à ses électeurs de Stradella (8 oct.) est réprochée la politique des grands armements et de la méfiance envers la France. Les élections du 29 oct. sont très-favorables au cabinet Depretis. En signe d'entente amicale avec la France, nomination le même jour (12 nov.) des ambassadeurs auprès de chaque gouvernement. — Nouveau code de Commerce publié le

nov. — Dans la session ouverte le 2 nov. un député républicain ayant refusé le serment parlementaire et ayant été exclu, une loi votée par les deux Chambres (fin de déc.) rend vacant de plein droit le siège de tout député qui refuserait ce serment. — Il y a des protestations à Rome, à Milan, à Turin, contre l'exécution de l'auteur de l'attentat commis à Trieste le 3 août (déc.). — Inondations désastreuses par les cours d'eau et les lacs dans la Haute-Italie (sept.). — Le gouvernement prend possession sur la côte d'Afrique près du détroit de Bab-el-Mandeb, de la baie d'Assab acquise dès 1869 par une compagnie italienne d'un souverain indigène qui n'était pas vassal de l'Égypte, et occupée de fait depuis longtemps; une loi a été votée à ce sujet (fin de juin). — Mort du général Médici, ancien garibaldien, aide de camp et ami des rois Victor-Emmanuel et Humbert; du Piémontais Lanza, plusieurs fois ministre de 1864 à 1873; de M. Bombrini, un des fondateurs de la Banque nationale (mars); de M. Palmieri directeur de l'observatoire météorologique du Vésuve (octobre).

Mexique. — Politique ferme, éclairée, pacifique et réformatrice du Président Manuel Gonzalez. Inauguration de la Banque nationale (23 fév.). A l'ouverture du Congrès, le Président se félicite du traité conclu avec le Guatemala, des bonnes relations avec les États-Unis (16 sept.). — Une loi (déc.) rend les fonctions de juges électives dans le district fédéral et dans le territoire de la Basse Californie.

Perse et Turquie. — Les frontières du côté du territoire turc ayant été infestées pendant deux ans par les bandes du cheik Kurde Obeidullah, le Schah négocie avec la Porte mais sans succès pour que les troupes de chaque État soient autorisées à les franchir suivant la

nécessité de poursuivre les envahisseurs. Ce cheik, interné quelque temps à Constantinople s'en échappe, réunit quelques milliers d'hommes, menace Van; les troupes de Perse et de Turquie sont envoyées contre lui (oct.). Il trouve des auxiliaires même dans des tribus chrétiennes. Pris de nouveau, il est interné à Mossoul. — Le gouvernement afghan exige l'extradition d'un ancien gouverneur de province qui s'était réfugié en Perse (déc.).

Portugal. — A la Chambre des députés une proposition tendant à la révision de la Constitution n'est pas prise en considération. On vote les projets de réforme financière du cabinet de Fontes. Par suite, depuis la fin de mars, aggravation des droits d'importation sur les denrées coloniales, de la taxe du sel et des contributions directes. — Les Chambres ratifient le traité de commerce avec la France (mai). Elles accordent une subvention pour le chemin de fer de Porto à Salammanque (juillet). — Après de longues négociations avec la curie romaine, le nombre des diocèses est réduit; l'archevêque de Braga mécontent renonce à son siège. — Mort (sept.) du dernier chef de cabinet Rodriguez Sampayo.

Roumanie. — Le gouvernement et les Chambres ont souci de la composition d'une commission mixte qui pour régler et surveiller la navigation du Danube doit être distincte de la commission européenne établie par le traité de Paris de 1856, et conservée par le traité de Berlin de 1878 : il y a un projet autrichien, un projet du représentant de la France en Roumanie, Barrère, auquel font des restrictions la Russie, la Turquie et la Bulgarie, un projet roumain. — Peu de temps après la clôture de la session (12 juin) il est décidé que la transformation de la principauté en royaume ne nécessite pas une

révision de la Constitution (juillet). Il y a un remaniement du ministère présidé par Jean Bratiano. — Nouvelle session le 29 oct. Demeetre Bratiano se démet de la présidence de la 2^e Chambre, Rosetti de son titre de député. Celui-ci réélu (28 nov.) quoique absent et même porté à la présidence refuse encore.

Russie. — Les sociétés secrètes continuent leur office de conspirations et d'assassinats. Un procès de 21 nihilistes à Saint-Petersbourg (mars) a pour issue des condamnations à mort; l'empereur en gracie la moitié. A Odessa un général venu pour diriger des procès politiques est assassiné à coups de revolver (30 mars); les deux coupables sont pendus le 3 avril à St-Petersbourg; à Moscou, on découvre des préparatifs pour de nouveaux crimes même parmi les soldats. — Les violences contre les Juifs sont renouvelées dans plusieurs villes, notamment en Podolie, à Balta (avril). Le gouvernement ne les protège pas; il décrète même des mesures qui les mettent comme en dehors du droit commun et les isolent du reste de la population. Exode de milliers de familles. — Le ministre de l'intérieur qui leur était particulièrement hostile, le général Ignatieff si longtemps ambassadeur à Constantinople, un des chefs du parti panslaviste est relevé de ses fonctions le 9 juin; son successeur le comte Tolstoï est plus soucieux de la paix publique et de la justice qui est due aux Israélites. Il y a encore des violences contre eux en Pologne à Suwalki (fin d'août). — Le prince Gortschakoff, octogénaire, ministre des affaires étrangères depuis 1856, mais suppléé en cette charge depuis deux ans, y a renoncé tout à fait et a pour successeur M. de Giers qui le suppléait (avril). — Mort du général de Kauffmann, gouverneur général du Turkestan. — Un des plus ardents panslavistes, dont les harangues

dans des occasions récentes à Saint-Petersbourg (janvier), à Paris (fév.), à Varsovie (mars) avaient blessé les Autrichiens et les Allemands, le général Skobelev, le vainqueur de Plewna et de Gek Tepé, meurt subitement le 7 juillet à Moscou : de grands honneurs lui sont rendus. — Un ukase du 15 juin a pour objet de préparer la suppression progressive de l'impôt personnel, la capitation; l'impôt du timbre est modifié (24 juin). Un règlement temporaire sur la presse (25 sept.) ne la rend pas plus libre. — Une exposition nationale de l'industrie et des beaux-arts à Moscou est visitée par l'empereur et la famille impériale (20-23 sept). — Désordres dans plusieurs universités, à Kasan, St-Petersbourg, Karkoff, Kielf (nov.) — Le ministre des affaires étrangères (nov.) visite Bismarck, le roi d'Italie et le pape. — Il obtient de la curie romaine (déc.) un traité qui doit mettre fin à la guerre religieuse. — Règlement définitif de l'indemnité de guerre que la Porte doit d'après le traité de Berlin du 13 juillet 1878, elle reste fixée à 802 millions et demi de francs qui seront payés par annuités; elle est garantie par des taxes levées dans les vilayets d'Anatolie et de Syrie (14 mai). — Convention signée à Tackhend pour l'exécution du traité qui rend le territoire de Kouldja (bassin de l'Ili) à la Chine (22 mars) avec facilité pour les habitants pendant un temps d'émigrer sur le territoire russe. Le gouvernement de la région au sud-est de la mer Caspienne y compris le pays des Turcomans-Tekkes est constitué; le chemin de fer transcaucasien atteint leur ville principale Askabad. Le général Tcherniaïef reçoit le gouvernement général du Turkestan qui comprend les provinces du Syr-Daria, de Ferganah, d'Amour-Daria, de l'Amour.

Serbie. — Le cabinet Pirot-

chanatz s'étant assuré de l'assentiment préalable de l'Autriche et de la Russie fait transformer la principauté en royaume par une déclaration de la Skoupchtina (6 mars). Le prince Milan reçoit le serment des troupes : il sanctionne le 7, la loi qui le fait roi. — Crise parlementaire : cinquante députés du parti panslaviste dont Ristitch est le chef, parti qui incline vers la Russie, tandis que le cabinet s'appuie sur l'Autriche, sur le refus d'un des ministres de répondre à une interpellation, cessent d'assister aux séances et donnent leur démission (juin) : ils sont presque tous réélus. La majorité en invalide un grand nombre, maintient le cabinet dont se retire seulement le ministre qui avait été en cause dans l'interpellation. Courte session jusqu'au 4 juillet : on vote, outre le budget, des lois de finances pour faciliter le rachat des terres qui dans les territoires nouvellement acquis sont la propriété des Turcs, pour conjurer les effets de la ruine de la Société l'Union générale débitrice envers le gouvernement de plus de 42 millions de francs; des modifications à la Constitution; la création de légations à Rome, à Londres, à Athènes; on décide des poursuites criminelles, sous prétexte de questions de finances, contre le dernier cabinet présidé par Ristitch et contre l'ancien métropolitain Michel tout dévoué à sa politique. — Traité de commerce avantageux avec l'Autriche. — Le roi Milan visite les maisons d'Autriche et de Roumanie et le prince de Bulgarie (août-oct.); au retour, à Belgrade, il est l'objet d'un attentat, par la veuve d'un ennemi politique le 23 octobre; il n'est pas blessé. La Skoupchtina est ouverte le 18 déc.

Suède et Norvège. — En Norvège, s'accroît le conflit constitutionnel, entre le Storting et la couronne dont les députés tendent à restreindre les droits et qui per-

siste à refuser la participation des ministres aux discussions du Parlement (juin). Ils réduisent la somme demandée comme apanage pour le prince royal. Les élections de sept. et d'oct. sont favorables à l'opposition. — Le chemin de fer du nord entre les deux royaumes est achevé.

Suisse. — Le conseil fédéral interdit, conformément à la constitution, au gouvernement de Fribourg de conserver même à titre provisoire des établissements de maristes et de capucins (janv.). A Olten, synode des catholiques libéraux, où sont représentés neuf cantons par 80 délégués (juin). Accroissement sensible de la population catholique dans le canton de Bâle; privée de chef spirituel puisque l'évêque Lachat a été depuis longtemps déposé par l'autorité de la région diocésaine, elle voudrait être annexée à un autre évêché suisse (sept.). Le nouvel évêque catholique de St-Gall prête serment au conseil d'État conformément à la constitution cantonale. Réunion annuelle à Lucerne (Tessin), depuis le 24 août de l'association catholique universelle dite *Pius-Verein*, où viennent des membres des chambres fédérales; Mgr Lachat y assiste. — Le traité de commerce avec la France est ratifié par les conseils fédéraux (avril). — Grandes fêtes pour l'inauguration du chemin de fer du Gothard, communes aux trois États qui l'ont construit, la Suisse, l'Italie, l'Allemagne (21 mai). — Congrès international d'anarchistes à Lausanne (juin). — Le rétablissement de la peine de mort est voté par les conseils de plusieurs cantons, Zug, St-Gall, Lucerne (juin-nov.), comme déjà à Uri et à Schwitz. — Deux lois fédérales, l'une du 31 janvier prescrivant des mesures contre les épidémies, déclarant la vaccine obligatoire, l'autre du 28 avril donnant aux assemblées fédérales le pouvoir de préparer une loi sur les brevets d'invention, sont repoussées par des

plébiscites (30 juillet). Il en est de même de l'arrêté fédéral du 14 juin, d'après lequel on devait procéder à une enquête générale sur l'instruction primaire et adjoindre un poste de secrétaire de l'instruction publique au département de l'intérieur : après un vaste pétitionnement parmi les protestants comme parmi les catholiques contre cette prétention à l'unification scolaire, la votation populaire du 26 nov. le condamne par une majorité de plus de 140 000 voix. — L'élection du vice-président de la Confédération (14 déc.) n'est pas favorable aux radicaux centralistes.

Turquie et Puissances Européennes. — Le ministre Saïd-Pacha supplanté et remplacé pendant deux mois et demi (mai-juillet) par Abdurrahman, est encore en disgrâce quelques jours à la fin de nov. puis est rétabli. — Cheik-Ahmed-Essah l'agent d'Arabi est le conseiller secret de la Porte. — Satisfaction est donnée aux créanciers de l'État en exécution de l'iradé impérial du 8 déc. 1881; par décision du 31 août, on paye à dater du 13 sept. les intérêts convenus pour les huit mois écoulés. — En Egypte, dès janvier, conflit entre l'assemblée des notables dirigée réellement par Arabi, et le cabinet présidé par Chérif-Pacha, elle réclame le contrôle du budget et cherche à évincer les contrôleurs français et anglais. Le nouveau président du cabinet, dans lequel Arabi devient ministre de la guerre, Mahmoud-Baroudi, n'agit que par lui. La Porte est complice secrète des agissements d'Arabi comme représentant du parti pansislamique contre l'influence des puissances européennes. L'Angleterre et la France, de concert en mai, envoient à Alexandrie quelques vaisseaux pour protéger leurs nationaux et se déclarent pour le maintien de l'autorité du Khédive menacé autant qu'elles par la rébellion d'A-

rabi et des troupes dont celui-ci dispose. Elles s'efforcent d'empêcher l'intervention armée de la Porte. L'Allemagne, l'Autriche, la Russie, l'Italie se concertent pour soustraire la question Égyptienne à l'action exclusive de ces deux puissances et lui attribuer un caractère européen (juin). Une émeute sanglante éclate à Alexandrie le 11 juin contre les Européens dont beaucoup sont tués, peu de temps après l'arrivée d'un commissaire envoyé de la Porte, Dervich-Pacha qui est impuissant. La conférence des représentants des grandes puissances qui commence à se réunir à Constantinople le 23 juin, avorte; la Porte assez longtemps refuse d'y participer. Arabi lutte alors ouvertement; il met les forts d'Alexandrie en état de défense. L'amiral Seymour les bombarde le 11 juillet: la ville, qui souffre beaucoup de ce bombardement, pendant plusieurs jours est pillée et incendiée par les Arabes et les Bédouins. Elle est occupée par les Anglais; ils ne s'étendent d'abord qu'un peu au nord et à l'est, à Aboukir et à Ramley. Ils forment rapidement un corps expéditionnaire composé de troupes envoyées partie d'Angleterre, partie des Indes. Arabi saisit la dictature militaire, crée une armée, fait proclamer la guerre sainte: il déclare agir au nom du sultan (fin de juillet). La France s'abstient, d'après le vote de la Chambre des députés du 29 juillet, même de participer à la garde armée du canal de Suez. Le Khédive au nom duquel les Anglais font la guerre leur donne pleins pouvoirs pour s'établir sur le canal; au commencement d'août, ils en occupent les deux extrémités Suez et Port-Saïd. Arabi essaie de faire face à l'ouest et à l'est du Delta, du côté du canal vers Ismaïlia et Zagazig, et près d'Alexandrie à Kafrdawar, utilisant toutes les lignes de chemin de fer, coupant les canaux d'eau douce, espérant que la crue du Nil entravera la marche

e l'ennemi. — La campagne dure peine un mois, dès que le commandant en chef sir Garnet Wolseley est arrivé (15 août) à Alexandrie où s'est réfugié le Khédive. Une attaque d'Arabi le 19 août près de Tarnley est sans effet. Le 20 et 21, Wolseley, sur la flotte de Seymour transporte vivement à l'est ses meilleures troupes, prend sans qu'ils lui soient disputés les points essentiels du canal, Port-Saïd, Ishtarrah, Ismailia, enlève par un court bombardement la position importante de Nefiche à 3 kil. d'Ismailia. Quelques actions secondaires entre cette position et celle de Tel-el-Kebir située sur la ligne du chemin de fer, du canal de Suez et du canal d'eau douce, où Arabi mène aussi ses meilleures troupes de Kafrdawar, du Caire et de Damiette. Les Anglais à Kassassin le 7 sept., ne sont victorieux que par un assez grand effort et grâce à leur cavalerie. Quand Wolseley a sous la main toutes ses forces il donne le 13, l'attaque générale à Tel-el-Kebir. C'est une victoire décisive qui lui livre Zagazig, le Caire, Benha qui commande tout le réseau des chemins de fer, Kafrdawar, la personne d'Arabi et la plupart de ses meilleurs officiers et conseillers. La garnison de Damiette se rend la dernière le 23; un régiment nègre saccage la ville avant que les Anglais l'occupent. C'est seulement le 6 sept. qu'a été publiée la proclamation du sultan déclarant Arabi rebelle; quant à la convention militaire négociée entre la Porte et l'Angleterre pour que des troupes turques prennent part à la lutte contre lui, les Anglais y étant peu favorables et y mettant des conditions qu'elle hésitait à accepter, elle n'était pas signée quand les hostilités ont pris fin. Le Khédive est ramené au Caire; il forme un ministère où sont réunis de nouveau Chérif et Riaz-Pacha, le représentant de l'Angleterre est son principal conseiller. Il y a à juger

Arabi et ses principaux adhérents politiques et militaires, à punir l'insurrection et tous les attentats qu'elle a entraînés depuis l'émeute sanglante du 11 juin, à réorganiser l'armée et à résoudre la question des rapports du Khédive et des Anglais avec les autres puissances de l'Europe. L'occupation armée du canal de Suez a donné lieu à des protestations de M. Ferdinand de Lesseps au nom de la compagnie universelle. Il ne reste en Égypte qu'une partie du corps expéditionnaire anglais. Lord Dufferin vient de l'ambassade de Constantinople prendre la direction politique et administrative. Les juges d'Arabi ne retenant contre lui et contre ses principaux complices politiques et militaires que l'accusation de rébellion à main armée, la condamnation à mort, aussitôt qu'elle a été prononcée contre eux, est commuée par le Khédive en un bannissement perpétuel (3-10 déc.). Ils sont dégradés de leurs titres et honneurs, leurs biens sont confisqués; ils sont dirigés (fin de déc.) sur la colonie anglaise de Ceylan. — Le Soudan est agité par un faux prophète. — Le contre-coup du mouvement panislamique a été ressenti dans la région du Liban depuis juin, à Beyrouth au commencement d'août, dans la Tripolitaine. Le chérif de la Mecque qui avait des intelligences avec Arabi, après sa chute est déposé. — Dans la Roumélie orientale, conflit entre le gouverneur général Aleko-Pacha et l'assemblée provinciale, suscité par le consul de Russie (déc.). — Contestation de frontière entre la Turquie et la Grèce, au nord de Larissa (août-sept.); échauffourée de la part des Grecs, que les puissances européennes ne laissent pas se développer; la Turquie renonce au territoire en litige. Le prince de Monténégro Nicolas, se rend de Vienne à Saint-Petersbourg et à Moscou où il est salué comme un champion du panslavisme (sept.).

— Mort du bey de Tunis âgé de 69 ans, qui régnait depuis 1859 (28 oct.); son frère Ali-Bey lui succède. — A Constantine, bruits de complots, arrestations, changements de ministres (nov.-déc.). Rentrent en faveur à la fin de l'année, Saïd et Savfet-Pacha.

Questions internationales.

— Le choléra fait de grands ravages dans les Indes Espagnoles et au Japon; il atteint Bombay, Aden, la Cochinchine (août-sept.); la Mecque (octobre). — Des pluies persistantes et des inondations dans l'Europe occidentale à la fin de l'année. — Achèvement de la pose

du câble sous-marin qui met en communication les Etats-Unis, le Mexique, tout le nord et tout l'ouest de l'Amérique du sud jusqu'à Valparaiso (août). — Conférence, à Paris où sont représentés 28 Etats pour étudier la question des Unités électriques (17 octobre-3 nov.).

Comète remarquable dans la seconde quinzaine de septembre. — Passage de la planète Vénus entre la terre et le soleil (6 déc.), que les astronomes de tous les pays vont observer sur divers points du globe suivant un plan uniforme arrêté en octobre 1882 dans une conférence internationale à Paris.

LISTE CHRONOLOGIQUE

DES PRINCIPALES DYNASTIES

ET DES ÉTATS ANCIENS ET MODERNES

LES PLUS IMPORTANTS

DRESSÉE PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE

SUIVIE

DES TABLEAUX GÉNÉALOGIQUES DES PRINCIPALES MAISONS ROYALES D'EUROPE

LISTE CHRONOLOGIQUE

DE DYNASTIES ET D'ÉTATS

ANCIENS ET MODERNES

PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.

Afrique.

États anciens : Éthiopie, Égypte, Cyrénaïque, Carthage, Numidie, Mauritanie (voy. *Égypte, Carthage, Numidie, Mauritanie*).

Réunion de tout le nord de l'Afrique sous les Romains.

Royaume des Vandales, peuple germanique et arien, depuis 429 après Jésus-Christ.

GENÉRAIC, maître de Carthage en... 439

HUNERIC, depuis..... 477

GUNDAMOND..... 484

THRASAMOND..... 496

HILDERIC..... 522

GELIMER..... 530

Conquête par Bélisaire, général de Justinien, 534, et réunion à l'empire grec.

Domination des Arabes musulmans, à Carthage, 698; dans la Mauritanie, 706.

— Famille des Edrissites, à Fex, depuis 789; des Aglabites, à Kairouan, depuis 800. Les Fatimites se substituent aux Aglabites, 909; ils dominèrent plus longtemps en Égypte qu'en Afrique. Les Zéirides ont eu une partie de l'Afrique carthaginoise jusqu'en 1148. — Les Almoravides ont le siège de leur domination dans la Mauritanie, depuis 1069; Maroc sera leur capitale. Les Almohades commencent avec Al-Mahdy, en 1121, et prennent la place des Almoravides en Afrique et en Espagne. Dynasties indépendantes à Fex, Tiemcen, Tunis, etc., vers 1244. Le chef mérinide de Fex prend Maroc sur le dernier Almohade, 1269.

— États barbaresques : Tripoli, Tunis, Alger, Oran, Tiemcen. — Les Mérinides de Maroc sont dépossédés par Ahmet et Méhémet, membres de la famille sacrée des schérifs, 1519. Les schérifs de Maroc s'emparent de Fex, 1550; succession de schérifs jusqu'à nos jours. Les derniers sont MULÉY-ABDER-RAHMAN, SIDI-MOHAMED, MULÉY-HASSAM. — Alger, occupée par HORUC BARBEROUSSE en 1516, placée par son frère CHÉ-

REDDIN sous la protection du sultan de Constantinople 1532, à un dey depuis 1601. Domination française depuis 1830; formation successive des provinces militaires et des départements d'Alger, d'Oran, de Constantine. — Tunis, soumise aux Turcs de Constantinople depuis 1574, Tripoli depuis 1556, l'Égypte depuis 1517, forment chacune une régence avec un bey, pacha ou v.-roi. La régence de Tunisie est depuis 1881 sous le protectorat de la France.

États indigènes non musulmans : République Noire de Liberia depuis 1847, royaume d'Abyssinie, empire de Bornou, empire des Fellatas, république de Fouta-Toro, empire d'Achanti, royaume de Dahomey, royaume des Malouas; républiques blanches de Trans-Vaal, au nord du Cap, depuis 1858, et d'Orange, sous la suzeraineté de l'Angleterre; royaume de l'île de Madagascar.

Possessions coloniales des Français (Algérie, Sénégal et île de la Réunion), des Anglais (Sénégal, Sierra-Leone, Côte-d'Or de Guinée depuis 1872, le Cap, île Maurice), des Portugais (Madère, îles du cap Vert, Angola, Mozambique), des Espagnols (îles Canaries); comptoirs des Danois et des Anglo-Américains.

Allemagne.

Ce pays forma, après Louis le Débonnaire, sous le nom de royaume de Germanie, un État composé de la partie orientale du territoire des Francs mérovingiens et carlovingiens. Charlemagne et Louis le Débonnaire n'ont pas porté le titre de rois de Germanie, mais ils sont les deux premiers chefs de l'empire german d'Occident.

Maison carlovingienne :
 CHARLEMAGNE, seul roi des Francs depuis..... 768
 empereur l'an..... 800
 LOUIS LE DÉBONNAIRE, seul roi et empereur..... 814

LOUIS II LE GERMANIQUE, roi de l'Allemagne proprement dite, confirmé dans ses possessions par le traité de Verdun.....	843	JOSEF, de Moravie.....	1410
CHARLES LE CHEVEU est empereur, mais non roi de Germanie.....	875	SIGISMOND, frère de Wenceslas... Maison d'Autriche jusqu'en 1806:	1411
LOUIS III, roi de Saxe depuis.....	876	ALBERT II.....	1428
CARLOMAN, roi de Bavière, depuis.....	876	FRÉDÉRIC III.....	1440
CHARLES LE GROS, roi de Souabe depuis.....	876	Il érige l'Autriche en archiduché.....	1453
seul roi d'Allemagne.....	882	MAXIMILIEN I.....	1468
troisième du nom comme empereur; déposé.....	887	CHARLES-QUINT.....	1519
ARNULF.....	887	abdique en.....	1550
LOUIS IV, dit L'ENFANT.....	899	FERDINAND I.....	1558
CONRAD I, de Franconie, premier roi élu.....	911	déjà roi de Hongrie et de Bohême depuis.....	1562
Maison de Saxe:		MAXIMILIEN II.....	1564
HENRI I L'OISELEUR.....	919	RODOLPHE II.....	1576
OTHON I.....	936	MATHIAS.....	1612
roi d'Italie.....	951	FERDINAND II.....	1619
empereur couronné à Rome....	962	FERDINAND III.....	1637
La dignité d'empire est attachée à la royauté d'Allemagne.....		LÉOPOLD I.....	1658
OTHON II.....	973	JOSEPH I.....	1705
OTHON III.....	983	CHARLES VI.....	1711
HENRI II LE SAINT, de Bavière.....	1002	mort.....	1740
Maison de Franconie:		CHARLES VII ALBERT, de Bavière..	1742
CONRAD II.....	1024	La branche d'Autriche-Lorraine commence avec FRANÇOIS I, duc de Lorraine, époux de Marie-Thérèse, fille de Charles VI.....	1745
HENRI III.....	1039	Mort de François.....	1765
HENRI IV.....	1056	de Marie Thérèse.....	1780
HENRI V.....	1106	JOSEPH II depuis.....	1765
LOTHAIRE II, de Saxe.....	1125	LÉOPOLD II.....	1790
Maison de Souabe:		FRANÇOIS II.....	1792
CONRAD III.....	1138	Napoléon ayant pris le titre d'empereur des Français, François prend celui d'empereur d'Autriche.....	1804
FRÉDÉRIC I BARBEROUSSE.....	1152	Napoléon ayant constitué en dehors du corps germanique la confédération du Rhin, François II abdique le titre d'empereur d'Allemagne, et s'appelle François I, empereur héréditaire d'Autriche.....	1806
HENRI VI.....	1190	Il réunit à la monarchie autrichienne le royaume lombardo-vénitien après la décision du congrès de Vienne (7 avril 1815), et constitue en royaume les provinces illyriennes (3 août 1815). Sa mort.....	1835
PHILIPPE.....	1196	FERDINAND IV, I comme empereur d'Autriche..... (1835) abdique, 2 déc.....	1848
OTHON IV de Brunswick, Welf....	1196	FRANÇOIS JOSEPH I, son neveu, empereur..... de 1848 à 1866 où l'Autriche devient étrangère à l'Allemagne.....	
mort seulement en.....	1218	Pas d'empereur de 1866 à 1870; une confédération des États du Nord, sous l'hégémonie de la Prusse 1866-1870. Maison de Prusse:	
FRÉDÉRIC II, fils de Henri VI.....	1212	GUILLAUME I, emp. dep. janv. 1871.	
mort seulement en.....	1250	L'Allemagne était composée antérieurement d'un très-grand nombre de principautés souveraines, parmi lesquelles on distinguait les électors ecclésiastiques de Mayence, Cologne et Trèves, les électeurs	
GUILLAUME de Hollande.....	1247		
RICHARD de Cornouailles.....	1257		
ALPHONSE de Castille.....	1257		
n'est jamais venu en Allemagne.....			
A la mort de Richard.....	1272		
Interrègne jusqu'en.....	1273		
RODOLPHE I de Habsbourg.....	1273		
ADOLPHE de Nassau.....	1291		
ALBERT I d'Autriche, fils de Rodolphe.....	1296		
HENRI VII de Luxembourg.....	1308		
LOUIS V, de la branche palatine de Bavière.....	1314		
FRÉDÉRIC LE BEL, d'Autriche.....	1314		
empereur nominal.....			
CHARLES IV, de Luxembourg-Bohême.....	1347		
WENCESLAS, son fils.....	1378		
ROBERT, de la branche palatine de Bavière, après la déposition de Wenceslas.....	1400		

les laïques de Bohême, Brandebourg, xe, Bavière (branche palatine, puis branche ducal en 1623), Hanovre. — Elle a vu de Napoléon diverses transformations de territoire et d'organisation politique, de 1802 à 1806. En 1807, il a créé pour son plus jeune frère, Jérôme, le royaume de Westphalie. — Elle a été constituée par le congrès de Vienne (acte définitif du 8 juin 1815), sous la présidence de l'empereur héréditaire d'Autriche, en trente-huit États, auxquels ont été ajoutées la principauté de Hesse-ombourg, détachée du grand-duché de Hesse-Darmstadt (7 juillet 1817), et la seigneurie de Kniphausen (1826).

En 1815, l'empire d'Autriche comptait sans la confédération pour l'archid. d'Autriche, les duchés de Salzbourg, de Styrie et de Carinthie, la Carniole, le Frioul, le Tyrol, le royaume de Bohême, le margraviat de Moravie et la Silésie autrichienne. Les provinces du royaume de Prusse étaient presque toutes dans la confédération, excepté la Prusse propre et le duché de Posen (voy. *Prusse*). Il y avait outre les royaumes de Bavière, Wurtemberg, Hanovre, Saxe (voy. *Bavière*, *Wurtemberg*, *Hanovre*, *Saxe*), les grands-duchés de Bade, de Hesse-Darmstadt, de Saxe-Weimar, de Mecklenbourg-Schwerin, de Mecklenbourg-Strelitz, de Holstein-Oldenbourg; le landgraviat de Hesse-Cassel ou la Hesse électorale; des duchés, des principautés; le landgraviat de Hesse-Hombourg; quatre villes libres. Le Danemark y comptait pour le Holstein; le roi de Hollande pour le Luxembourg.

Les États de Hohenzollern ont été réunis à la Prusse en 1850; Kniphausen à Oldenbourg, en 1855. La branche d'Anhalt-Coethen s'est éteinte en 1847, celle d'Anhalt-Bernbourg en 1863. — En 1866, le Holstein, enlevé comme le Schleswig aux Danois, est devenu prussien, en même temps que le roy. de Hanovre, la Hesse électorale, le duché de Nassau, la ville libre de Francfort; l'Autriche a été séparée de l'Allemagne.

Le nouvel empire d'Allemagne, constitué le 4 mai 1871 pour le roi de Prusse, comprend 25 États :

Les royaumes : de Prusse, de Bavière, de Saxe, de Wurtemberg; les grands-duchés de Bade, Hesse-Darmstadt, Mecklenbourg-Schwerin, Mecklenbourg-Strelitz, Saxe-Weimar-Eisenach, Oldenbourg; les duchés : de Brunswick et Lünebourg, de Meiningen et Hildburghausen, de Saxe-Altenbourg, de Saxe-Cobourg et Gotha, d'Anhalt; les principautés de Schwarzbourg-Rudolstadt, Schwarzb.-

Sondershausen; de Waldeck et Pyrmont; de Reuss ligne aînée, ligne cadette; de Schaumbourg-Lippe, de Lippe-Deimold; les trois villes hanséatiques, Lubeck, Brême, Hambourg; plus l'Alsace-Lorraine (Strasbourg et Metz), gouvernée d'abord (1871) comme pays de conquête, maintenue sous un régime exceptionnel.

Amérique.

Découverte en 1492. Principaux États : États-Unis, Mexique, confédération de l'Amérique centrale, en Haïti, deux républiques, le Venezuela, la Nouvelle-Grenade, l'Équateur, le Pérou, la Bolivie, le Chili, confédération argentine, république cisplatine, Paraguay, empire du Brésil. Voy. *États Unis*, *Mexique*, *Haïti*, *Amérique centrale*, *Amérique du Sud*, *Brésil*.

Possessions coloniales des Anglais (Canada, Nouvelle-Ecosse, Nouveau Brunswick, la Jamaïque, la Guyane anglaise), des Espagnols (Cuba et Porto-Rico), des Français (Guyane franç., la Martinique, la Guadeloupe, les Saintes), des Hollandais (Guyane holland., les îles St-Eustache, Curaçao), des Danois (le Groënland, St-Thomas), des Suédois (île St-Barthélemy). L'Amérique russe est aux États-Unis.

Amérique centrale.

Le Guatemala se sépare de l'Espagne, 1821, et forme la république fédérative de l'Amérique centrale, 1823. Actuellement, cinq États distincts : Costa-Rica, Guatemala, Honduras, Nicaragua, San-Salvador.

Amérique du Sud.

Républiques actuelles formées du démembrement de l'empire colonial de l'Espagne :

1^o Venezuela, 2^o Nouvelle-Grenade, 3^o Équateur, affranchis de 1817 à 1819, réunis d'abord en république indivisible de Colombie, 1819, et, après la mort de Bolívar, 1830, séparés en trois États, 1831; l'Équateur date de 1832. 4^o Pérou, affranchi en 1821. 5^o Bolivie, formée du haut Pérou, ou Pérou méridional, 1825. 6^o Chili, affranchi par le directeur O'Higgins, 1817; en république fédérative depuis 1826. 7^o Confédération argentine; indépendance proclamée à Buenos-Ayres, 1816, confédération 1825; puissance du général Rosas, président depuis 1829; sa chute, par le concours qu'une armée brésilienne prête à l'insurrection du général Urquiza, févr. 1852. 8^o République cisplatine, formée en 1826 de la Banda orientale et de Montevideo, séparées de l'Espagne. 9^o Paraguay, la première colonie affranchie, 1813; le

docteur Francia, consul, 1813, dictateur 1814, despote redouté des étrangers autant que des indigènes, n'est mort qu'en 1840. — Le Brésil s'est séparé du Portugal en 1822 (voy. *Brésil*).

Angleterre.

Voy. Grande-Bretagne.

Aragon.

Voy. *Espagne* pour les temps antérieurs à 1137.

Depuis l'extinction de la maison d'Aznar jusqu'à la réunion à la Castille.

Maison de Barcelone :

RAYMOND-RÉRENGER, mari de Pétronille, fille de Ramire II.....	1137
ALPHONSE II.....	1162
PIERRE II.....	1196
JACQUES ou JAMES I.....	1213
PIERRE III.....	1276
ALPHONSE III.....	1285
JACQUES II.....	1291
ALPHONSE IV.....	1327
PIERRE IV.....	1336
JEAN I.....	1387
MARTIN.....	1395
réunit la Sicile à l'Aragon.....	1409

Maison de Castille :

FERDINAND I.....	1412
ALPHONSE V.....	1416
JEAN II, roi de Navarre par sa femme depuis 1425.....	1458
FERDINAND II LE CATHOLIQUE, marié à la reine de Castille depuis 1469....	1479
par suite roi de Castille en....	1506
après lui, les royaumes réunis forment l' <i>Espagne</i> .	

Arménie.

Des rois malconnus jusqu'au passage d'Alexandre. Elle est un des gouvernements distribués entre ses généraux; 323; reste aux Séleucides jusqu'en 189. Devenue indépendante, 189, elle forme deux royaumes : grande et petite Arménie. La grande Arménie, qui a depuis 149 des princes arsacides de la race royale des Parthes, est un théâtre de guerre entre les Romains et les Parthes. La petite Arménie est prov. romaine, 75 après Jésus-Christ. La grande Arménie passe aux Sassanides, rois de Perse, 232. Une partie des deux Arménies échappe à la domination musulmane, forme une principauté chrétienne indépendante, qu'occupe une famille grecque en 1079. Cette principauté devient importante pendant les croisades : LIVON II, de la famille de Rupen, prend la couronne royale, en 1197. Le dernier roi est LIVON VI, détrôné par les musulmans en 1374. Aujourd'hui l'Arménie est partagée entre les Turcs, les Perses et les Russes.

Assyrie.

Incertitude chronologique pour les siècles reculés, auxquels, d'après la Bible, appartient NEMROD, et, d'après les annales assyriennes, NINUS, que l'on fait suivre de SÉNTHAMIS et de NINTAS. Fin du premier empire assyrien avec SARRANAPALE, vers 759. — Deux royaumes assyriens simultanés jusqu'en 630, où celui de Babylone est conquis par celui de Ninive. A Babylone, douze rois nommés par le canon astronomique de 759 à 630. Le 1^{er} BÉLÉSIS..... 759
Le 2^e NABONASSAR..... 747
première année de l'ère, dite de Nabonassar. A Ninive, cinq rois désignés par la Bible :

PHUL, vers	739
TÉGLAT-PHALASAR, avant	741
SALMANASSAR vers	729
SÉNACHÉRIB, avant	711
ASARHADDON	711

Il prend Babylone en 630. — Confusion après 630 : Babylone continue peut-être à avoir des rois : Ninive, dont le dernier roi est Sarac, est prise et détruite par Nabopolassar, gouverneur rebelle de Babylone, ou peut-être déjà roi indépendant depuis 625. — Le nouvel empire d'Assyrie, ou chaldéo-babylonien, a six rois :

Le 1 ^{er} NABOPOLASSAR	606
Le 2 ^e NABUCHODONOSOR II, ou NÉBCHADNEZZAR	604 à 561

Le dernier, NABONID 1^{er}, LABYRIT ou BALTHASAR, sur lequel le Perses Cyrus, conq. de la Médie, pr. Babylone, en 539

Athènes.

La plus célèbre de toutes les villes grecques, n'a de dates précises pour aucun de ses rois. Ils appartiennent à l'âge héroïque : célébrité de CÉCROES qui a peut-être amené une colonie égyptienne; d'ÉRECHTHÈS, vers 1384; d'ÉGÈS; de THÉSÈS, vers 1226; de CODRUS, le dernier, qui meurt vers 1045.

Institution de l'archontat, d'abord à vie, 1045; décennal, 752; annuel, 683; accessible à toutes les familles nobles. Il sera partagé entre neuf membres. SOLON est archonte quand il réforme les lois, 593. La royauté n'a jamais été relablie. Tyrannie de PISISTRATE, 560-527, de ses fils : HIPPARQUE, assassiné 514, HIPPIAS, chassé 510.

Athènes est la capitale du royaume actuel de Grèce.

Autriche.

Voy. *Allemagne*, pour les chefs de l'Empire allemand de 1438 à 1866. —

françois-Joseph en cessant d'être empereur d'Allemagne en 1866, reste empereur héréditaire d'Autriche et roi de Hongrie.

Bactriane.

Royaume démembré de l'empire des Séleucides, au moins depuis 250 avant Jésus-Christ. — Tous les rois ont des noms grecs; Clinton n'ose pas donner de dates précises.

THÉODOTE ou DIODOTE I;

THÉODOTE II;

EUTHYDÈME, de Magnésie, jusqu'en 200?

DÉMÉTRIUS;

MÉNANDRE;

EUCRATIDAS I;

EUCRATIDAS II, jusqu'en 180, peut-être 120 avant Jésus-Christ, où la Bactriane, d'abord occupée par les Scythes vers 126 av. J. C. est réunie à l'empire des Parthes arsacides.

Bavière.

Maison palatine qui date de..... 1180

Branche aînée de Wittelsbach, depuis l'avènement à l'électorat de CHARLES-THÉODORE..... 1777

MAXIMILIEN-JOSEPH, déjà duc des Deux-Ponts, électeur depuis 1799, allié de Napoléon contre l'Autriche, est fait roi par le traité de Presbourg (26 déc. 1805), qui suit la bataille d'Austerlitz; prend possession de la royauté le 1 janv. 1806; mort en..... 1825

LOUIS I CHARLES-AUGUSTE..... 1825

abdique, 21 mars..... 1843

MAXIMILIEN II JOSEPH..... 1843

LOUIS II, son fils, roi actuel, dep.. 1864

Belgique.

Partie de l'héritage des ducs de Bourgogne recueillie par la maison d'Autriche en 1477; elle a eu pour souverains les princes de la branche espagnole jusqu'en 1700; est échue à la branche allemande, seule subsistante, par les traités d'Utrecht et de Rastadt, 1713-1714. Envahie par les troupes de la France 1792, divisée en neuf départements français 1795, elle est réunie au royaume des Pays-Bas hollandais, constitué pour Guillaume I d'Orange, 1814; elle s'affranchit en 1830 et se donne un roi.

Maison de Saxe-Cobourg :

LÉOPOLD I..... 1831

LÉOPOLD II, roi actuel, dep..... 1865

Bithynie.

Trente-neuf rois jusqu'au cinquième siècle avant Jésus-Christ. Puis :

DYDALUS, BOTIRAS, BIAS, noms sans dates certaines.

ZIPHYRES, depuis.....	326
NICOMÈDE I.....	278
ZIELAS.....	?
PRUSIAS I.....	228
PRUSIAS II.....	180
NICOMÈDE ÉPIPHANE.....	149
NICOMÈDE PHILOPATOR.....	91
Il lègue ses biens aux Romains. avant Jésus-Christ.	75

Bohême.

Tschèques; dynastie de Premysl.

BORZIWOF, 1 ^{er} duc chrétien.....	804
SPITIGNEW; puis WRATISLAS, vers	913
St. WENCESLAS, vers.....	925
BOLESLAS I.....	936
BOLESLAS II.....	967
BOLESLAS III.....	999
abdique.....	1002
JAROMIR.....	1003
renversé.....	1012
UDALAC.....	1012
BREZETISLAS I.....	1037
SPITIGNEW.....	1061
WRATISLAS II.....	1061
fait roi par l'empereur Henri IV.	1086
CONRAD I, duc.....	1093
BREZETISLAS II.....	1093
BORZIWOF.....	1100
déposé.....	1107
SWATOPLUK.....	1107
VLADISLAS I.....	1109
SOMESLAS.....	1125
VLADISLAS II.....	1140
reçoit le titre de roi de l'empereur Frédéric I.....	1158
abdique.....	1173
SOMESLAS II, duc.....	1174
déposé.....	1178
FRÉDÉRIC.....	1178
CONRAD II.....	1189
WENCESLAS II.....	1191
déposé.....	1192
BREZETISLAS HENRI.....	1193
VLADISLAS III; abdique.....	1197
PRÉMIAS OTTOKAR I, duc dès..	1192
déposé.....	1192
rentre en Bohême.....	1197
Le titre de roi, qu'il reçoit.....	1198
de l'empereur Philippe de Souabe, reste à tous les princes.	
WENCESLAS III (1 ^{er} roi).....	1230
PRÉMIAS OTTOKAR II.....	1253
WENCESLAS IV.....	1278
roi de Pologne.....	1300
WENCESLAS V, dern. roi Premyslide. roi de Hongrie et de Pologne.	1305
RODOLPHE, d'Autriche.....	1306
HENRI, de Carinthie.....	1307
déposé.....	1310
Maison de Luxembourg :	
JEAN L'AVEUGLE.....	1310

CHARLES.....	1246
empereur en.....	1247
WENCESLAS VI.....	1378
empereur.....	de 1378 à 1400
SIGISMOND, empereur depuis 1410.....	1419
ALBERT d'Autriche, son gendre....	1437
LADISLAS I ou WLADISLAS IV, fils posthume d'Albert.....	1440
GEORGE PODIEBRAD, Bohémien hus-site.....	1458
LADISLAS II ou WLADISLAS V, Polonais.....	1471
LOUIS, son fils.....	1516
FERDINAND I, d'Autriche, gendre de Ladislas.....	1526
empereur, 1558, après l'abdication de son frère Charles-Quint.	
La Bohême reste unie aux possessions de la maison d'Autriche.	

Brésil.

Il se sépare du Portugal, 1822. DON PÉDRO, fils de Jean VI de Portugal, devient empereur héréditaire et constitutionnel, 1822; abdique, 1831. — PÉDRO II, son fils, âgé de cinq ans, dep. 1831, empereur actuel (1852).

Bulgarie.

Principauté seulement tributaire des Turcs depuis le traité de Berlin du 13 juillet 1878. Le prince choisi en 1879 est ALEXANDRE DE HESSE-BATTENBERG.

Cappadoce.

Rois d'origine persique : DATAME ;	
ARIAMNE ; ARIARATHE I, mort en 322 en défendant son indépendance contre Eumène, un des généraux d'Alexandre. L'indépendance est affermie par ARIARATHE II en.....	315
Dates incertaines pour ARIAMNE II et ARIARATHE III : celui-ci vers...	
ARIARATHE III : celui-ci vers...	248
ARIARATHE IV, depuis.....	220
ARIARATHE V PHILOPATOR, depuis.....	163
ARIARATHE VI, depuis.....	139
ARIOBARZANE I, depuis.....	93
ARIOBARZANE II, depuis.....	63
ARIARATHE VII, depuis.....	42
ARCHELAOS, depuis.....	36
mort, ap. J. C.....	15
Province romaine.....	18

Carthage.

Colonie de Tyr. Outre le navigateur Hannon vers 480, on connaît surtout le suffète Amilcar Barca, depuis 247 ; son gendre Asdrubal, depuis 229 ; son fils, le grand Annibal depuis 221, mort en 183. A la fin de la troisième guerre punique, 146, destruction de Carthage par les Romains. Le territoire de Carthage forme auj. la régence turque de Tunis.

Castille.

Voy. Espagne, pour le royaume des

Asturies, d'Oviedo ou de Léon, et sa réunion, à diverses époques, à la Castille, avant 1230.

Castille et Léon.

Réunis depuis 1230.

FERDINAND III, roi de Castille dès 1217 roi de Léon, réuni à la Castille.....	1230
ALPHONSE X, le Sage.....	1252
SANCHE IV.....	1294
FERDINAND IV.....	1295
ALPHONSE XI.....	1312
PIERRE LE CRUEL.....	1350
HENRI II.....	1359
JEAN I.....	1379
HENRI III.....	1390
JEAN II.....	1406
HENRI IV.....	1430
ISABELLE I.....	1476
JEANNE LA FOLLE, fille d'Isabelle et de Ferdinand le Catholique, le roi d'Aragon.....	1504
PHILIPPE LE BEAU, d'Autriche, mari de Jeanne.....	1504
FERDINAND LE CATHOLIQUE, roi d'Aragon depuis 1479. FERDINAND V en Castille, depuis.....	1506
conquérant de la Navarre.....	1512
mort.....	1516
après lui, les royaumes réunis forment l'Espagne.	

Chine.

Vingt-deux dynasties ;

La 1 ^{re} , celle des HIA, commence avec le souverain Yu avant J. C., en...	2205
La 2 ^e , les CHANG.....	1783
La 3 ^e , TCHÉOU comm. avec Swou-wang.....	1122
La 4 ^e , les TCHIN.....	255 ou 249
La 5 ^e , les HAN.....	292
La 6 ^e , les TCHÉOU-HANG. ap. J. C.....	220
La 7 ^e , les TCHIN.....	269
La 8 ^e , les SONG.....	419
La 9 ^e , les TSI.....	479
La 10 ^e , les LÉANG.....	502
La 11 ^e , les TCHING.....	556
La 12 ^e , les SOU.....	589
La 13 ^e , les TANG.....	618
La 14 ^e , les HÉOU-LI-ANG.....	907
La 15 ^e , les HÉOU-TANG.....	923
La 16 ^e , les HÉOU-TCHIN.....	976
La 17 ^e , les HÉOU-HANG.....	997
La 18 ^e , les HÉOU-TCHÉOU.....	951
La 19 ^e , les SONG.....	960
La 20 ^e , les YEN, dynastie mongole, fondée par KEBLA.....	1259
La 21 ^e , les MING ou MIN, chinoise.....	1363
La 22 ^e , les TAI-TSING, ou TAIM, dynastie mantchoue, de la race des Tartares orientaux, aujourd'hui régnante.....	1644
CHUN-TCHI.....	1644
HANG-HI (le Saint).....	1662
HUNG-CHING (l'Immortel).....	1728

KIEN-LONG (l'Eminent).....	1736
KIA-KING (l'Humide).....	1796
TAO-KWANG (Splendeur de la rai- son).....	1820
Y-CHING (Hieng-Foung), son quatrième fils, depuis.....	1850
CHU-SIANG (Tsaï-chun ou Toun-tchji), depuis.....	1861
KWANG-SU (Tsaï-Tien).....	1875

Danemark.

Descendance incertaine d'Odin.	
Les Skjoldunga, première dynastie de rois fondée par SKIOLA. On cite :	
IVAR VIDFADNE.....	
HARALD HILDETAND (à la dent guerrière), son petit-fils, vers.....	735
SIGURD SNACHE-EYE, mort.....	803
Il est le père de Ragnar Lodbrog.	
GODFRIED, mort.....	810
HENNING.....	
HARALD KLAK, baptisé en.....	826
GORN LE VIKUX, païen.....	855-936
HARALD BLAATAND (à la dent noire).....	936
SUENON I (à la barbe fourchue), son fils.....	985
conquérant de la Norvège.....	1000
de l'Angleterre.....	1013
mort.....	1014
KANUT LE GRAND. Affermissement du christianisme.....	1014-1036
HARD KANUT.....	1036
MAGNUS DE NORVÈGE, LE BON.....	1042
Maison des Estrithides :	
SUENON, fils d'Estritha, sœur de Kanut le Grand.....	1047
Ses cinq fils :	
HARALD.....	1077
KANUT IV LE SAINT.....	1080
OLAF LE FAMILIÈRE.....	1086
ERIC III LE BON.....	1095
mort.....	1103
Anarchie.	
NICOLAS.....	1105
ERIC, neveu de Nicolas.....	1134
Un autre ERIC.....	1137
SUENON ERMUNDSON.....	1147
Il a pour compétiteurs Valdemar et Ka- nut V.	
Mort de KANUT V.....	1186
de SUENON.....	1187
VALDEMAR I, dit LE GRAND, seul.....	1187
KANUT VI.....	1182
VALDEMAR II LE VICTORIEUX.....	1202
Ses trois fils :	
ERIC IV FLOGFENNING.....	1241
ABEL.....	1250
CHRISTOPHE.....	1252
ERIC V, GLIPPING (ou le Clignant).....	1259
ERIC VI.....	1280
CHRISTOPHE II.....	1320
.....	1336

Anarchie jusqu'en.....	1340
VALDEMAR III.....	1340
mort.....	1375
OLAF, né de sa fille Marguerite et du roi de Norvège Haquin.....	1376
MARGUERITE, à la mort d'Olaf.....	1387
reine de Norvège.....	1387
de Suède.....	1389
Union de Calmar.....	1397
mort de Marguerite.....	1412
ERIC IX le Poméranien.....	1412
déposé.....	1439
CHRISTOPHE III le Bavaïrois.....	1440
Rupture de l'union des trois roya- umes.....	1448
Maison d'Oldenbourg :	
CHRISTIAN I, roi de Danemark et de Norvège.....	1448
JEAN.....	1481
CHRISTIAN II.....	1513
déposé.....	1523
Branche de Holstein :	
FRÉDÉRIC I.....	1523
CHRISTIAN III.....	1534
FRÉDÉRIC II.....	1559
CHRISTIAN IV.....	1588
FRÉDÉRIC III.....	1648
CHRISTIAN V.....	1670
FRÉDÉRIC IV.....	1699
CHRISTIAN VI.....	1730
FRÉDÉRIC V.....	1746
CHRISTIAN VII.....	1766
FRÉDÉRIC VI.....	1808
n'a plus la Norvège depuis.....	1814
CHRISTIAN VIII.....	1839
FRÉDÉRIC VII.....	1848
CHRISTIAN IX, de Schleswig-Holstein- Sonderbourg-Glücksbourg depuis 1863	
Ecosse.	
Le premier roi, Fergus, a, suivant les historiens écossais, 85 successeurs, avant Malcolm III, qui, en 1057, triomphe d'un prétendant, Macbeth.	
Mort de MALCOLM.....	1093
DONALD VI, depuis.....	1093
DUNCAN II.....	1094
DONALD VI, rétabli.....	1095
EDGAR.....	1098
ALEXANDRE I.....	1107
DAVID I.....	1124
MALCOLM IV.....	1153
GULLAUME.....	1165
ALEXANDRE II.....	1214
ALEXANDRE III.....	1249
MARGUERITE.....	1286
JEAN BAILLOL.....	1291
déposé.....	1296
ROBERT I BRUCE.....	1306
DAVID II BRUCE.....	1329
EDOUARD BAILLOL.....	1332
déposé.....	1342
DAVID II, rétabli.....	1342
Maison des Stuarts :	

ROBERT II.....	1371
JEAN ROBERT III.....	1390
JACQUES I.....	1406
prisonnier des Anglais jusqu'en	1424
JACQUES II.....	1437
JACQUES III.....	1460
JACQUES IV.....	1488
JACQUES V.....	1513
MARIE STUART.....	1542
abdicque.....	1567
morte.....	1587
HENRI STUART DARNLEY, son mari.....	1565
JACQUES VI, leur fils.....	1567
En 1603, Jacques devient roi d'Angle-	
terre, sous le nom de Jacques I. Réu-	
nion des deux couronnes et des deux	
parlements.....	1706

Égypte.

Dans les temps antédiluviens, déjà treize dynasties humaines successives d'après M. Lesueur; du déluge à Moïse, cinq autres dynasties. Le premier roi de la 13^e dynastie, Amosis, chasse les rois pasteurs ou Hyksos. — Sortie des Hébreux sous la 18^e ou sous la 19^e dynastie. — Règne de Sésostris entre le XVII^e et le XVI^e siècle. — Plusieurs dynasties paraissent avoir été simultanées; cependant la plupart, de la 11^e à la 21^e, résident à Thèbes.

La 21 ^e commence vers.....	1109
La 22 ^e vers.....	970
La 23 ^e vers.....	850
La 24 ^e vers.....	762
La 25 ^e vers.....	741
Elle donne trois rois éthiopiens. — Après le prêtre de Vulcaïn, Séthos, gouverne-	
ment des douze rois :	
PSAMMETICUS, qui est l'un de ces douze	
princes, vers.....	670
règne seul et commence, en 650, l'é-	
poque glorieuse de la 26 ^e dynastie,	
dont les rois sont, après Psammiticus,	
NÉCHAO ou NÉCHOS.....	616
PSAMMIS.....	600
APIËS.....	594
AMASIS commence la 27 ^e	569
PSAMMÉNIT, son fils.....	528

Conquête par le Perses Cambyse. 525
Fréquentes révoltes; essai de gouvernemen national avec Inaros, 460; indépendance pendant soixante-dix ans, 414-344.

Conquête par Alexandre, 331. Dynastie gréco-macédonienne des Lagides, qui résident à Alexandrie :

POTLÉMÉE I SOTER, fils de Lagos, gou-	
verneur depuis.....	323
roi depuis.....	306
POTLÉMÉE II PHILADELPHÉ.....	285
POTLÉMÉE III EVERGÈTE.....	247
POTLÉMÉE IV PHILOPATOR.....	222

POTLÉMÉE V ÉPIPHANE.....	205
POTLÉMÉE VI PHILOMÉTOR.....	181
POTLÉMÉE VII EVERGÈTE ou PHYSCON.....	146
POTLÉMÉE VIII SOTER ou LATHYROS.....	117
POTLÉMÉE IX ALEXANDRE I.....	107
POTLÉMÉE VIII SOTER, de nouveau.....	88
POTLÉMÉE X ALEXANDRE II.....	81
POTLÉMÉE XI DIONYSIOS ou AULÈTE.....	81
POTLÉMÉE XII et CLÉOPATRE.....	51
POTLÉMÉE XIII et CLÉOPATRE.....	43

A la mort de Cléopâtre, 30, province romaine.

Conquête par les Arabes musulmans, 640. Domination 1^{re} des califes électifs de la Mecque, des califes héréditaires de Damas et de Bagdad; 2^e des fatimites d'Afrique depuis 909; ils changent leur titre de Mahadis en celui de califes, 969; résidence, le Caire; 3^e des sultans ayyonites, dont le premier est Saladin, 1173; 4^e des mameluks babarites, révoltés dès 1250, dont la dynastie commence avec Ibbegh, 1254; 5^e des Turcs ottomans, parla conquête du Sultan de Constantinople Selim I, 1517. Province ottomane, elle forme une vice-royauté rendue héréditaire dans la famille de Méhémet-Ali, mort en 1849, un peu après son fils Ibrahim; ses successeurs sont Abbas, l'un de ses petits-fils, Saïd, fils de Méhémet; Ismaïl, fils d'Ibrahim; Tewfik, fils d'Ismaïl, depuis 1879.

Espagne.

Disputée aux Carthaginois par les Romains, prov. romaine 197 av. J. C., elle est complètement réduite par la soumission des Cantabres et des Astures l'emper. Auguste, 19 av. J. C. — Elle devient, au commenc. du v^e s., le séjour de nations germaniques et scythiques, Alains, Vandales, Suèves, Visigoths. Les Alains sont détruits, 418, les Vandales passent en Afrique, 429. Les Suèves, établis dep. 411, ont des rois jusqu'en 585, où ils sont incorporés aux Visigoths. — Rois des Visigoths, depuis l'établissement fondé par Vallia pour les compagnons d'Alaric et d'Ataulf, 419 :

THEODORIC I.....	420
THEODORIC II.....	451
THEODORIC III.....	453
EURIC.....	465
ALARIC II.....	484
GERALIC, usurpateur.....	507
AMALARIC, fils d'Alaric II.....	511

Depuis la mort d'Amalaric, 531, les rois sont rarement choisis dans la même famille. Elections fréquentes : anarchie. Sous RÉCARDE, le fils de LÉOVIGILDE qui avait réuni les Suèves, 585, adoption de la religion catholique à la place de l'arianisme, 587. Dernier roi élu, ROSSIGNA,

près la déposition de VITIZA, 710.

Conquête des Arabes musulmans, 711.

Gouverneurs relevant des califes de Damas jusqu'en 755.

Rois omniades de Cordoue :

ABDÉRAHE I.....	755
HESCHAM I, ou ISSEM, ou HECCHAM.....	788
AL-HAKKAM I.....	796
ABDÉRAHE II, LE VICTORIEUX.....	822
MOHAMMED I.....	852
ALMOUNDHIR.....	885
ABDALLAH.....	885
ABDÉRAHE III.....	912

prend le premier les pouvoirs religieux d'iman et le titre de calife.

AL-HAKKAM II.....	981
HESCHAM II ou ISSEM.....	976

Il a pour général Mohammed Almanzor, dont la mort, 998, précipite la décadence du califat. Avant et depuis la mort d'Hescham II, 1015, succession d'usurpateurs. Abdication forcée du dernier calife omniade, Hescham III, 1031. Démembrement; plusieurs petits royaumes musulmans. Tour à tour resserrée par les progrès des États chrétiens de la péninsule, et renouvelée par les invasions des Almohades, des Almohades, et des Mérinides d'Afrique (voy. *Afrique*), la domination musulmane finit avec le royaume maure de Grenade, 1492.

États chrétiens modernes :

1^o Royaume des Asturies créé par le chef des chrétiens PÉLAGE, 719; Oviédo, sa première capitale, fondée, 760, par le roi FROILA. ALPHONSE II LE CHASTE, huitième successeur de Pélage, de 797 à 842. Depuis ALPHONSE III LE GRAND, roi de 866 à 910, dix rois jusqu'à la fin du x^e siècle. Son second fils ORDOGNO II, roi depuis 914, réside à Léon, dont le nom reste au royaume.

2^o Royaume de Navarre, formé de la Marche carlovingienne, qui avait Pampelune pour capitale; premier chef indépendant, AZNAR, mort vers 836; SANCHE LE GRAND, roi de 1009 à 1035.

3^o Royaume de Castille, affranchi de la suzeraineté de la couronne de Léon, 1033, a pour premier roi FERDINAND, fils de Sanche de Navarre.

4^o Royaume d'Aragon, a pour premier roi un autre fils de Sanche, RAMIRE, 1035.

5^o Le comte de Portugal ne commence qu'en 1095 (voy. *Portugal*).

Réunion de Léon et Castille, 1037-1055, sous FERDINAND I; 1073-1157, sous ALPHONSE VI, la reine URRACQUE depuis 1107, ALPHONSE VII depuis 1126; définitivement en 1230, sous FERDINAND III.

Réunion d'Aragon et de Navarre, de 1076 à 1134, sous SANCHE RAMIREZ, PIERRE I depuis 1094, ALPHONSE I LE

BATAILLEUR depuis 1104.

La maison d'Aznar, qui cesse de régner en Aragon depuis 1134, ne donne plus que trois rois à la Navarre GARCIE V, 1134; SANCHE VI, 1150; SANCHE VII, 1194, mort en 1234.

Pour la suite des rois, voy. *Aragon*, *Castille*, *Léon* et *Navarre*. En 1516 les royaumes sont réunis; ils forment la couronne d'Espagne.

Maison d'Autriche :

CHARLES I, fils de Jeanne la Folle	1516
empereur (CHARLES V).....	1519
abdique.....	1556
mort.....	1558
PHILIPPE II.....	1556
PHILIPPE III.....	1598
PHILIPPE IV.....	1621
CHARLES II.....	1665

Maison des Bourbons de France :

PHILIPPE V.....	1700
abdique.....	1724
LOUIS I.....	1724
PHILIPPE V, pour la seconde fois..	1724
FERDINAND VI.....	1746
CHARLES III.....	1759
CHARLES IV.....	1788
FERDINAND VII.....	1808
JOSEPH BONAPARTE.....	1808
FERDINAND VII, rétabli.....	1813
ISABELLE II, sa fille.....	1838

Révolution de septembre 1868.

AMÉDÉE I de Savoie, roi de déc. 1870 à févr. 1873. RÉPUBLIQUE 1873-1874.

ALPHONSE XII, fils d'Isabelle II, roi depuis déc. 1874.

États-Unis.

Déclaration d'indépendance des treize colonies anglaises, 7 juillet 1776

Adoption de la constitution..... 1789

Présidents de l'Union, élus pour 4 ans :

GEORGE WASHINGTON, de la Virginie.	1789
réélu.....	1793
JOHN ADAMS, du Massachusetts.....	1797
THOMAS JEFFERSON, de la Virginie.	1801
réélu.....	1805
JAMES MADISON, de la Virginie....	1809
réélu.....	1813
JAMES MONROE, de la Virginie....	1817
réélu.....	1821
QUINCY ADAMS, fils de JOHN ADAMS.	1825
ANDRÉ JACKSON, de la Caroline du s.	1829
réélu.....	1833
MARTIN VAN BUREN, de New-York..	1837
HARRISON, de la Virginie.....	1841
meurt au bout d'un mois.....	1841
JOHN TYLER, vice-pr., lui succède.	1841
JAMES POLE, du Tennessee.....	1845
LE GÉNÉRAL TAYLOR.....	1849-1850
FILMORE, vice-présid., à sa place..	1850
FRANKL. PIERCE, du New-Hampshire	1853
BUCHANAN.....	1861

BENJAMIN LINCOLN, de l'Illinois... 1860	CLOTAIRE I, seul..... 558 à 561
réelu 1864, assassiné..... 1865	Ses quatre fils :
ANDRÉ JOHNSON, de la Caroline.... 1866	SIGEBERT II, en Austrasie..... 561
Le général GRANT, de l'Illinois... 1869	CARIBERT I, à Paris..... 561
réelu..... 1873	GONTRAN, à Orléans et en Bour-
HAYES, de l'Ohio..... 1877	gogne..... 561
GARFIELD (mars-sept. 1881), assass. 1881	CHILPÉRIC I, à Soissons..... 561
ARTHUR, sept..... 1881	Mort de CARIBERT..... 567
L'Union se compose aujourd'hui (1882)	de SIGEBERT..... 575
de 38 États : New-Hampshire, Massa-	de CHILPÉRIC..... 594
chusetts, Rhode-Island, Connecticut, New-	de GONTRAN..... 593
York, New-Jersey, Pensylvanie, Dela-	CHILDEBERT, fils de Sigebert et de
ware, Maryland, Virginie, Caroline du	Bruneau, en Austrasie..... 575
Nord, Caroline du Sud, Géorgie, qui sont	en Bourgogne..... 593
les treize États primitifs, 1776; Vermont,	mort..... 596
admis en 1791; Tennessee et Kentucky,	Ses deux fils :
en 1796; Ohio, en 1802; Louisiane, en	THÉODEBERT II, en Austrasie, de
1812; Indiana, en 1816; Mississipi,	596 à..... 612
en 1817; Illinois et Alabama, en 1818; Maine,	THIERRY II, en Bourgogne, de 596 à 613
en 1820; Missouri, en 1821; Arkansas,	CLOTAIRE II, fils de Chilpéric et de
en 1826; Michigan, en 1836; Floride,	Frédégonde, en Neustrie..... 584
en 1845; Texas, en 1846; Wisconsin, en	Mort de FRÉDÉGONDE..... 597 ou 598
1846; Iowa, en 1846; Californie, en 1850;	de BRUNHEAUT..... 613
le Minnesota et l'Oregon, en 1858; le Kan-	CLOTAIRE II seul..... 613 à 623
sas, en 1861; la Virginie occidentale	Ses deux fils :
ou Kanawka, en 1863; le Nevada, en	DAGOBERT..... 623
1864; le Nebraska, en 1867; le Colo-	CARIBERT, en Aquitaine..... 623
rado, en 1876. Il y a 8 territoires con-	Les descendants de Caribert gardent
stitués, le Nouveau Mexique et l'Utah	l'Aquitaine jusqu'à la mort de Waïfre, 768
(pays des Mormons), depuis 1850; le	Les deux fils de Dagobert ?
Washington, en 1853; le Montana et	SIGEBERT II, en Austrasie..... 628
l'Arizona, en 1863; le Dakota, le Wyom-	CLOVIS II, en Neustrie et en Bour-
ing et l'Idaho, en 1868. — District fé-	gogne..... 628
déral de Colombia, capit. Washington.	leur mort..... 656
	Fils de Clovis II, tour à tour rois. 1°
Ferraro.	CLOTAIRE III; 2° CHILDERIC II; 3° THIERRY
Voy. Modène, Ferrare et Reggio.	III, moins importants que le maire
France.	Ebroïn, l'évêque d'Autun saint Léger.
Incertitude sur les premiers chefs des	le duc d'Austrasie Pépin d'Héristal. —
Francs germains idolâtres qui, depuis	DAGOBERT II, dernier mérovingien en
240, sont en guerre avec l'empire ro-	Austrasie, 674-679. — Thierry III servit
main. L'un d'eux Arbogast, commandant	jusqu'en 690 en Neustrie et Bourgogne.
de troupes auxillaires, a fait un empe-	Suite de Mérovingiens faibles : Clo-
reur, le rhéteur Eugène, en 392.	vis III, 691; Childébert III, 695; Dag-
Rois de la tribu salienne :	bert III, 711; Chilpéric II, 716; Clota-
PIRAMOND, peut-être vers..... 418	ire IV, 717; Thierry IV, 720. Vacance de
CLODION..... 420	737 à 742; CHILDERIC III, 742-752.
I. Mérovingiens :	II. Carolingiens :
MÉROVÉE, son parent..... 440	Maison austrasienne qui a grandi avec
CHILDERIC I..... 466	Pépin d'Héristal, depuis la bataille de
CLOVIS..... 481	Tenry, 687; Charles Martel, depuis 718;
baptisé en..... 496	ses deux fils, Carloman et Pépin le Bref,
Ses quatre fils :	depuis 741.
THIERRY I, à Metz..... 511	PÉPIN LE BREF, roi..... 732
Il a un fils THÉODEBERT..... 534	CARLOMAN et CHARLEMAGNE ses fils. 768
un petit fils THÉODEBALD..... 548	CHARLEMAGNE seul..... 771
CLONOWIS, à Orléans..... 511	empereur..... 800
CHILDEBERT, à Paris..... 511	mort..... 814
CLOTAIRE I, à Soissons..... 511	LOUIS LE DÉBONNAIRE..... 814
Destruction du royaume de Bourgo-	CHARLES LE CHAUVÉ..... 840
gne..... 534	Le traité de Verdun sépare la France
	des autres états carlovingiens..... 843

LOUIS II LE BÈGUE.....	877
LOUIS III et CARLOMAN, ses fils....	879
Mort de LOUIS.....	288
Mort de CARLOMAN.....	884
CHARLES II LE GROS, de Souabe....	884
déposé.....	887
Époque féodale :	
ERDES, comte de Paris et duc de France, roi.....	887
CHARLES III LE SIMPLE, fils de Louis II le Bègue, son compéti- teur, seul à sa mort.....	898
ROBERT, frère d'Éudes.....	922
RAOUL, duc de Bourgogne, gendre de Robert.....	923
CHARLES LE SIMPLE, deux fois dé- posé, meurt en captivité.....	929
LOUIS IV D'OUTRE-MER, son fils, avec le consentement d'Hugues le Grand, fils de Robert.....	936
LOTHAIRE, fils de Louis IV.....	954
LOUIS V, LE FAINEANT, fils de Lo- thaire.....	986-987
III. Capétiens :	
HUGUES CAPET, duc de France, fils d'Hugues le Grand.....	987
ROBERT II LE SAINT.....	996
HENRI I.....	1031
PHILIPPE I.....	1060
LOUIS VI LE GROS.....	1108
LOUIS VII LE JEUNE.....	1137
PHILIPPE II AUGUSTE.....	1180
LOUIS VIII LE LION.....	1223
LOUIS IX, SAINT LOUIS.....	1226
PHILIPPE III LE HARDI.....	1270
PHILIPPE IV LE BEL.....	1285
Ses trois fils :	
LOUIS X LE HUTIN.....	1314
JEAN I, fils posthume de Louis X, (1316)	
PHILIPPE V LE LONG.....	1316
CHARLES IV LE BEL.....	1322
Branche des Valois :	
PHILIPPE VI.....	132°
JEAN II LE BON.....	1350
CHARLES V LE SAGE.....	1364
CHARLES VI LE BIEN-AIMÉ.....	1380
CHARLES VII LE VICTORIEUX.....	1422
LOUIS XI.....	1461
CHARLES VIII.....	1483
Branche d'Orléans :	
LOUIS XII.....	1498
Branche d'Angoulême :	
FRANÇOIS I.....	1515
HENRI II.....	1547
Ses trois fils :	
1° FRANÇOIS II.....	1559
2° CHARLES IX.....	1560
3° HENRI III.....	1574
Sa mort.....	1589
Branche des Bourbons :	
HENRI IV.....	1589
LOUIS XIII.....	1610
LOUIS XIV.....	1643

LOUIS XV, son arrière-petit-fils... 1715

LOUIS XVI, petit-fils de Louis XV.. 1774

Dechéance, 10 août..... 1792

République, 21 sept. 1792. Mort de

Louis XVI, 21 janv. 1793; son fils,

Louis XVII, meurt en 1795. Gouverne-

ment de la Convention, 1792-1795.

Gouvernement du Directoire, 1795-1799.

Gouvernement du Consulat, 1799-1804.

Empire :

NAPOLÉON Bonaparte..... 1804-1814

Restauration des Bourbons :

LOUIS XVIII, avril 1814.

Retour de Napoléon : Gouvernement des

Cent-Jours, du 11 mars au 22 juin

1815; abdication en faveur de son fils

Napoléon II.

LOUIS XVIII, dep. juin 1815, jusqu'en

1824.

CHARLES X, son frère..... 1824-1830

Revolution des 27, 28, 29 juillet

1830.

LOUIS-PHILIPPE d'Orléans, roi consti-

tutionnel..... 1830-1848

Révolution des 23, 24 fév. 1848.

République :

LOUIS-NAPOLÉON Bonaparte, élu Prési-

dent de la république pour quatre ans

le 10 déc. 1848, pour dix ans le 20 déc.

1851; Empereur (NAPOLÉON III) de-

puis le 2 déc. 1852 jusqu'au 4 septem-

bre 1870.

RÉPUBLIQUE :

Gouvernement de la défense natio-

nale, du 4 sept. 1870 au 13 février

1871. Thiers, chef du pouvoir exé-

cutif le 17 février 1871; Président

le 31 août 1871. Mac-Mahon (Maré-

chal), Président 24 mai 1873. Jules

Grévy, Présid. dep. le 30 janv. 1879

Gènes.

Tour à tour des consuls, podestats, ca-

pitaines; Doges depuis 1339. Le premier

est SIMON BOCCANERA. La succession des

doges est souvent interrompue. Protec-

torat ou domination de la France, 1396;

du marquis de Montferrat, 1409; du duc

de Milan, 1421; de la France, 1458; de

Milan, de 1464 à 1477, et en 1487; de la

France, 1499. Des doges biennaux depuis

1528, gouvernement patricial créé par

ANDRÉ DORIA. Lors de l'invasion fran-

çaise, république ligurienne, 1797; in-

corporation à l'empire de Napoléon, 1805.

Réunion à la monarchie de Savoie-Sar-

daigne (déc. 1814).

Grande-Bretagne.

Formée de la réunion des royaumes

d'Angleterre et d'Ecosse, qui n'a lieu

qu'en 1603 et 1706 (voy. *Ecosse*).

Province romaine jusqu'aux monts Grampians, à l'entrée du pays des Calédoniens, 85 ap. J. C.

Invasion germanique, 448. Royaumes saxons : Kent, 455 ; Sussex, 491 ; Wessex, 516 ; Essex, 526. Royaumes angles : Northumberland, 547 ; Est-Anglie, 571 ; Mercie, 584

Dynastie anglo-saxonne. L'heptarchie anglo-saxonne est réunie par Egbert, roi de Wessex, vers 827.

Descendants d'Egbert :

ETHELWOLF.....	836
ETHELBALD.....	857
ETHELBERT.....	857
ETHELBERT secul.....	860
ETHELRED.....	866
ALFRED LE GRAND.....	871
EDOUARD L'ANCIEN.....	901
ATHELSTAN.....	925
EDMOND I.....	941
EDRED.....	946
EDWY.....	955
EDGARD.....	957
EDOUARD II, LE MARTYR.....	975
ETHELRED II.....	978

Princes danois :

SUÉNON.....	1013
A la mort de Suénon, rétablissement d'ETHELRED II.....	1014-1016
KANUT LE GRAND.....	1016
EDMOND II, fils d'ETHELRED.....	1016 à 1017
HAROLD I.....	1039
HARDI-KANUT.....	1039

Restauration anglo-saxonne :

EDOUARD LE CONFESSEUR.....	1042
HAROLD, fils de Godwin.....	1066

Dynastie normande :

GUILLAUME LE CONQUÉRANT.....	1066
GUILLAUME II LE ROUX.....	1087
HENRI I.....	1100
ETIENNE DE BLOIS.....	1135

Maison des Plantagenets :

HENRI II.....	1154
premier conquérant de l'Irlande.	
RICHARD CŒUR DE LION.....	1189
JEAN SANS TERRE.....	1199
HENRI III.....	1216
EDOUARD I.....	1272
conquérant du pays de Galles.	

EDOUARD II.....	1307
EDOUARD III.....	1327
RICHARD II, son petit-fils.....	1377
déposé.....	1399
mort.....	1400

Branche des Lancastre :

HENRI IV.....	1399
HENRI V.....	1413
HENRI VI.....	1422
renversé.....	1461
mort.....	1471
Branche d'York :	
EDOUARD IV.....	1461

EDOUARD V.....	1483
RICHARD III.....	1483
renversé.....	1485

Maison des Tudors :

HENRI VII.....	1485
HENRI VIII.....	1509
EDOUARD VI, fils de Jeanne Seymour.....	1547
MARIE, fille de Catherine d'Aragon.....	1553
JEANNE GREY.....	1553
ELISABETH, fille d'Anne de Boleyn.....	1554
Maison des Stuarts (voy. Ecosse) :	
JACQUES I, roi d'Ecosse dep, 1567.....	1567
Le même souverain désormais pour les deux pays : royaume de Grande-Bretagne.	

CHARLES I.....	1625
Sa mort.....	1649
République de 1649 à 1660; procl. 1649	
d'OLIVIER CROMWELL, 1653-1659.....	1653
son fils RICHARD CROMWELL, 1658-1659.....	1658
CHARLES II.....	1660
JACQUES II.....	1685
déposé.....	1688
GUILLAUME III D'ORANGE, premier roi constitutionnel.....	1689
ANNE STUART.....	1702

Maison de Hanovre :

GEORGE I.....	1714
GEORGE II.....	1727
GEORGE III, son petit-fils.....	1760
GEORGE IV.....	1820
GUILLAUME IV, frère de George IV.....	1830
VICTORIA, nièce de Guillaume.....	1837

Grèce.

Dans les temps anciens, peuplée de Pélasges, d'Hellènes et de colonies étrangères, elle se partage en une multitude d'Etats.

Quelques villes, même après l'époque mythologique des héros, ont des rois ou des tyrans ; la plupart se gouvernent en république. Athènes, Sparte et Thèbes sont les plus célèbres (voy. *Athènes, Sparte, Thèbes*).

La Grèce devient province romaine, 146 av. J. C.

Elle fait partie de l'empire grec, tombe avec les autres provinces au pouvoir de Mahomet II, maître de Constantinople, en 1453.

Insurrection contre les Turcs. Acte d'indépendance, 1822 ; reconnu par le traité d'Andrinople, 1829. Un roi est accepté par les Grecs en 1832 : OTTHON, fils de Louis de Bavière, j. 1852. GEORGES, de Danemark, roi élu en 1863.

Haïti.

Anciennement Saint-Domingue, une des grandes Antilles.

Proclamation de l'indépendance par les noirs de l'ouest et du centre, aux dépens de la France. 1793. Succession de

présidents, de rois ou d'empereurs au cap Haïtien. Le noir SOULOQUE, président depuis 1847, empereur sous le nom de FAUSTIN I^{er}, août 1849. Sa chute 1859. Suite de présidents.

A l'est, dans la partie espagnole, s'est formée, depuis 1821, la république dominicaine dont le territoire n'est retourné à l'Espagne que de 1860 à 1866.

Hanovre.

Terre électorale depuis 1692; possédée par la maison qui règne en Angleterre depuis 1714; érigé en royaume en oct. 1814. A la mort de GUILLAUME IV, qui régnait sur l'Angleterre et sur le Hanovre, 1837, son héritière, la plus proche, sa nièce Victoria, ne lui succède pas en Hanovre, où les femmes ne sont pas aptes à régner.

ERNEST-AUGUSTE, duc de Cumberland, roi de..... 1837-1851
GEORGE, son fils, roi depuis 1851 jusqu'en 1866 où il a été dépossédé par la Prusse.

Hébreux.

Voy. *Palentine*.

Hollande (Pays-Bas).

République fédérative des sept provinces-unies, détachées des Pays-Bas espagnols en 1579: Hollande, Zélande, Gueldre, Utrecht, Frise, Over-Yssel, Groningue.

I. Stathouders:

GUILLAUME D'ORANGE, de la maison allemande de Nassau..... 1579

MAURICE, son fils..... 1584

FRÉDÉRIC-HENRI, frère de Maurice. 1625

GUILLAUME II, fils de Frédéric. 1647-1650

Pas de stathouder..... 1650-1672:

JEAN DE WITT, grand pensionnaire depuis..... 1653

Invasion par Louis XIV, 1672.

GUILLAUME III, fils de Guillaume II, stathouder..... 1672

roi d'Angleterre en..... 1689

mort..... 1702

Pas de stathouder, 1702-1707:

HEINRICH, grand pensionnaire 1689-1720

Invasion par Louis XV, 1747.

GUILLAUME IV, stathouder avec titre héréditaire..... 1747

GUILLAUME V..... 1751

II. Invasion et conquête française,

1795; république démocratique, 1796; république batave, 1798. Nouvelle constitution, avec un grand pensionnaire:

SCHIMMELPENNING..... 1805-1806

LOUIS BONAPARTE, roi..... 1806-1810

Réunion à l'empire français, 9 juill. 1810

III. Rois de la maison d'Orange:

GUILLAUME-FRÉDÉRIC, roi des Pays-Bas hollandais et belges..... 1814

s'appelle GUILLAUME I, 16 mars. 1815

La Belgique s'affranchit, 1830.

GUILLAUME I, abdiq..... 1840

GUILLAUME II..... 1840

GUILLAUME III..... 1849

Hongrie.

Peuple d'origine scythique: aristocratie magyare.

I. Race d'Arpad:

ARPAD, premier duc, mort..... 907

SOLTAN, son fils; TOXUM; GEISA, baptisé en..... 996

WAIC, ETIENNE LE SAINT, roi..... 1000

mort en..... 1038

PIERRE..... 1038

SAMUEL..... 1041

PIERRE, de nouveau..... 1044

ANDRÉ I..... 1046

BÉLA I..... 1061

SALOMON..... 1063

GEISA I..... 1074

LADISLAS I LE SAINT..... 1077

COLOMAN..... 1095

ETIENNE II..... 1114

BÉLA II..... 1131

GEISA II..... 1141

ETIENNE III..... 1161

LADISLAS II..... 1161

ETIENNE IV..... 1163

ETIENNE III, de nouveau..... 1163

BÉLA III..... 1178

EMERIC..... 1196

LADISLAS III..... 1204

ANDRÉ II..... 1205

BÉLA IV..... 1235

ETIENNE V..... 1270

LADISLAS IV..... 1272

ANDRÉ III, dit LE VÉNITIEN..... 1290

mort..... 1301

Extinction de la race d'Arpad.

II. Rois de diverses maisons étrangères:

WENCESLAS, de Bohême..... 1301

OTHON, de Bavière..... 1305

CHAROBERT, ou CHARLES-ROBERT, Angevin de Naples..... 1308

LOUIS I, son fils..... 1342

roi de Pologne en 1370.

MARIE, fille de Louis I..... 1382

SIGISMOND, de Luxembourg, époux de Marie, associé dès..... 1388

roi seul..... 1395

ALBERT, d'Autriche, gendre de Sigismond..... 1438

ELISABETH, veuve d'Albert..... 1439

WLADISLAS I, roi de Pologne..... 1440

LADISLAS V, fils posthume d'Albert. 1445

MATHIAS CORVIN, Hongrois, fils de Jean

Hunade, régent en 1445, roi....	1458
WLADISLAS II, de Pologne, roi de Bohême depuis 1471.....	1490
LOUIS II, fils de Wladislas.....	1516
mort.....	1526
III. Maison d'Autriche:	
FERDINAND I, frère de Charles V, beau-frère de Louis II.....	1526
- empereur en.....	1558
La couronne resta dans la maison d'Autriche, et est déclarée héréditaire en 1687 (voy. Autriche).	
Les droits de la Hongrie (monarchie transleithane) ont été reconnus en 1867.	

Inde.

Beaucoup d'États avant l'établissement des Européens, qui ne sont arrivés par le cap de Bonne-Espérance qu'en 1498. Empire des grands Mogols, fondé par le cinquième descendant du Mongol Timour ou Tamerlan, MOHAMMED BÂBÂR, qui possède, en même temps que le Delhi, le Caboul et le Candahar: sa mort, 1530. Célébrité d'AKBAR, 1556-1605; d'AURENG-ZER, 1658-1707. — Dans le centre de l'Indostan, habitent les Mahrattes. — Dans le sud, importance, au XVIII^e siècle, des rois de Mysore, ennemis des Anglais: HAYDEN-ÂLI, 1760-1782; TIPPOO-SAEB, son fils, 1782-1799. — Domination actuelle des Anglais dans tout l'Indostan, dans presque tout le bassin de l'Indus, et sur les côtes occidentales de l'Indo-Chine.

Italie.

Voy. Rome pour les rois de Rome, les empereurs et les papes.
Domination des peuples germaniques.

I. Ostrogoths:

THÉODORIC, vainqueur de l'Hérule Odoacre.....	493
ATHALARIC.....	526
THÉODAT.....	534
VITIGES.....	536
HILDEBALD.....	540
ÉRARIC.....	541
TOTILA.....	541
TEIAS.....	552
Narsès, général de Justinien, réunit l'Italie à l'empire grec.....	554

II. Lombards, d'abord idolâtres ou ariens. Principaux rois:

ALBOIN, dans le nord de l'Italie (Lombardie).....	568
CLÉPH.....	579
Pas de rois jusqu'en 584.	
AUTHARIS, mari de Theodelinde de Bavière.....	584
AGILULFE, duc de Turin, premier roi catholique.....	590

ROTHARIS, duc de Brescia.....	636
PERTHARIT, petit-neveu de Theodelinde.....	662
GRIMOALD, duc de Bénévent.....	661
PERTHARIT, de nouveau.....	671
ANSPRAND.....	712
LUITPRAND, son fils.....	712
RATCHIS, duc de Frioul.....	744
ASTOLPHE, son frère.....	749
DIDIER, duc d'Istrie.....	756
Royauté lombarde détruite par Charlemagne, 774.	

III. Francs Carlovingiens.

CHARLEMAGNE, roi d'Italie depuis..	774
empereur.....	800
PÉPIN, son fils, roi.....	781
BERNARD, fils de Pépin, roi.....	810
LOUIS LE DÉBONNAIRE, roi et empereur.....	814
LOTHAIRE.....	840
LOUIS II.....	855
CHARLES LE CHAUVÉ, roi de France depuis 840, empereur et roi d'Italie.....	875
CARLOMAN, de Bavière.....	877
CHARLES LE GROS, de Souabe.....	880
déposé.....	887

IV. Rois de l'époque féodale.

GUY, duc de Spolète.....	888
BÉRENGAR, duc de Frioul.....	888
LAMBERT, fils de Guy.....	891
ARNULF, roi de Germanie.....	896
LOUIS, roi de Provence.....	899
RODOLPHE, roi de Bourgogne transjurane.....	921
HUGUES, comte d'Arles.....	926
LOTHAIRE, son fils.....	947
BÉRANGER II, marquis d'Ivree, et son fils ADALBERT.....	950
La royauté d'Italie est prise, dès 951, par le roi de Germanie Othon I: il est couronné empereur en 962.	

V. Empereurs allemands (voy. Allemagne).

Voy. Gènes; Mantoue et Montferrat; Milan, Modène, Ferrare et Reggio; Sardaigne, Toscane, Naples et les Deux-Siciles; Parme et Plaisance; Venise.

VI. Dynastie de Savoie-Carignan.

VICTOR-EMMANUEL II, depuis....	1861
à Rome depuis sept. 1870.	
HUMBERT I.....	1878

Judée.

Voy. Palestine.

Lombards.

Voy. Italie.

Lydie.

Trois dynasties: les Atyades, à une époque inconnue; les Héraclides, dont l'avènement est placé vers le temps de la guerre de Troie; les Mermnades qui

commencent, vers 738 ou 720, avec GYÈS, le meurtrier du roi héraclide Canaule : cinq rois, GYGÈS, ARDYS, SATYATTE, ALYATTE depuis 617, CRÉSUS depuis 560. Conquête par le Persa Cyrus, 46 av. J. C.

Macédoine.

ARANOS, Héraclide d'Argos, entre 799 et 791, d'après les chronologistes anciens, Eusèbe et le Syncelle.

MIENOS.

EURIMAS.

PERDICCAS I.

ARGÉE.

PHILIPPE I.

ÆROPE.

ALCETAS.

AMYNTAS, vers 540

ALEXANDRE I, vers 500

PERDICCAS II, vers 454

ARCHELAOS, depuis 413

ORESTES et OËROPE 394

PAUSANIAS 394

AMYNTAS II 393

ALEXANDRE II 369

PTOLÉMÉE ALORITE 367

PERDICCAS III 364

PHILIPPE II 359

ALEXANDRE LE GRAND 330

PHILIPPE III ARRHIDÉE, son frère, et

ALEXANDRE AIGUS, son fils 323

CASSANDRE, fils d'Antipater, général

d'Alexandre, maître de la Macédoine

depuis 315, roi en 306

PHILIPPE IV, l'un de ses fils 296

DÉMÉTRIUS POLIORCÈTE, fils d'Antigone,

autre général d'Alexandre 294

PYRRHUS, roi d'Épire, en Macédoine

pendant sept mois 287

LYSIMAQUE, général d'Alexandre, déjà roi

de Thrace, en Macédoine depuis 286

PTOLÉMÉE CÉRAUNUS, fils du roi d'E-

gypte Ptolémée Lagus, assassin du roi

Séleucus qui avait conquis les Etats

de Lyimaque 280

Chefs militaires pendant l'invasion

gauloise : Méléagre, Antipater, Sosthène;

encore PYRRHUS de 280 à 277

ANTIGONE GONATAS, fils de Démétrius

Poliorcète, qui a le titre de roi depuis 283;

il assure le trône à sa famille.

DÉMÉTRIUS II 239

ANTIGONE DOSON 229

PHILIPPE V, appelé communément

Philippe III, parce qu'on ne tient pas

toujours compte de Philippe III

Arrhidée, et de Philippe IV, fils de

Cassandre 220

PRASÉE, son fils 218

Bataille de Pydna, 168; défaite du

prétendant ANDRISCO, 148; la Macé-

doine province romaine 143

Mantoue et Montferrat.

Le Montferrat a depuis le ^xe siècle une succession de marquis : la branche des Paléologues commence en 1306 avec THÉODORE I. Il n'est réuni qu'en 1536 au duché de Mantoue.

A Mantoue, la maison de Gonzague commence avec LOUIS qui reçoit le titre de capitaine en 1328; JEAN-FRANÇOIS a le premier, 1433, le titre de marquis que portent :

LOUIS III 1444

FRÉDÉRIC I 1478

FRANÇOIS II 1484

FRÉDÉRIC II 1519

il a, le premier, le titre de duc. 1530

il recueille l'héritage de son beau-

frère, le marquis de Montferrat. 1536

FRANÇOIS III 1540

GUILLAUME 1550

Le Montferrat est érigé pour lui en duché

VINCENT I 1587

FRANÇOIS IV 1612

FERNAND 1612

VINCENT II, cardinal 1626

Branche française de Gonzague-Ne-

vers :

CHARLES I 1627

CHARLES II 1637

CHARLES III 1665-1708

A sa mort, 1708 l'empereur s'adjuge

le fief de Mantoue et donne le Mont-

ferrat au duc de Savoie.

Maroc.

Voy. Afrique.

Mauritanie.

Des rois dès les temps les plus anciens : BOCCBUS, allié de Rome contre Jugurtha, l'an 106 av. J. C.; JUBA, vaincu par César, 46. Province romaine, 42 ap. J. C. Aujourd'hui empire du Maroc.

Médie.

Elle est affranchie de la domination assyrienne, vers 759, par Arbacès. Cinq noms de princes ou de juges, avant Déjocès qui prend le titre de roi vers 735 ou 709 av. J. C. Cent quarante-huit ou cent cinquante ans de royauté, sans compter vingt-huit années de l'invasion des Scythes, à partager entre quatre princes :

DÉJOCÈS, peut-être depuis 709

PHRAORTE, peut-être depuis 656

CYAXARE, peut-être depuis 634

ASTYAGE, peut-être depuis 585

Conquête de la Médie par le Persa Cyrus, 559.

Mexique.

Indépendant de l'Espagne depuis 1821.

ETURBIDE se fait empereur sous le nom

d'Augustin I, 1822. Républ. fédérative en 19 États, 1824; républ. unitaire, 1835; retour au système fédératif en 1846. SANTA-ANNA a été plusieurs fois président. Présidents rivaux : COMONFORT, MIRAMON, JUAREZ. Occup. française Un empereur désigné en 1863, MAXIMILIEN d'Autriche, fusillé en 1867. JUAREZ de nouveau président., mort en 1872; puis LERDO DE TEJADA, PORFIRIO DIAZ, MANUEL GONZALEZ.

Milieu

La plus importante cité de Lombardie, au moyen âge. Après la chute du pouvoir impérial de la maison de Souabe, elle est tombée sous l'autorité des maisons della Torre (Torriani) depuis 1257, et Visconti depuis 1276. JEAN GALÉAS a le premier la dignité du duc, 1395. Sa maison finit avec ses deux fils : JEAN-MARIE Visconti, mort en 1412; PHILIPPE-MARIE, en 1447.

Maison ducale des Sforza :

FRANÇOIS I.....	1450
GALÉAS MARIE.....	1466
JEAN GALÉAS.....	1476
LUDOVIC LE MORE.....	1494
déposé.....	1500
MAXIMILIEN.....	1512
déposé.....	1515
domination française jusqu'en..	1521
FRANÇOIS II.....	1521-1535

Le Milanais, qui est encore alors chef d'empire, est réuni, à sa mort, 1535, aux possessions espagnoles; en 1706 aux possessions de la maison impériale d'Autriche. Noyau de la république cisalpine 1797, partie du royaume d'Italie formé par Napoléon 1805, puis du royaume lombard-vénitien érigé pour l'Autriche en 1815, il appartient depuis 1859 au Piémont.

Modène, Ferrare et Reggio.

Maison d'Este, à Ferrare, depuis 1196; à Modène, depuis 1288; à Reggio, depuis 1290. NICOLAS III, avec le titre de marquis, 1393-1441; LIONEL de 1441 à 1450; BORSO D'ESTE, depuis 1450, avec le titre de duc pour Modène et Reggio depuis 1452, pour Ferrare, depuis 1471.

Succession de ducs :

HERCULE I.....	1471
ALPHONSE I.....	1505
HERCULE II.....	1534
ALPHONSE II.....	1558
CÉSAR D'ESTE, son petit-fils.....	1597
il n'a plus Ferrare, réunie aux États de l'Eglise.	
ALPHONSE III.....	1628
FRANÇOIS I.....	1629
ALPHONSE IV.....	1658
FRANÇOIS II.....	1662
RENAUD.....	1694
FRANÇOIS III.....	1737

HERCULE III RENAUD..... 1739

Occupation française de 1796 à 1814: réunion à la république cispadane, à la république cisalpine, au royaume d'Italie.

Branche autrichienne, issue de Marie-Béatrice d'Este, fille d'Hercule III, et de l'archiduc Ferdinand, fils de l'empereur Joseph II.

FRANÇOIS IV, leur fils..... 1815

FRANÇOIS V..... 1846

Réunion au Piémont en 1859.

Mongolie.

Témoudjin, Tchinghiz-khan (chef des chefs), ou GENGISKHAN depuis 1206, mort 1227. Il a conquis un vaste empire qui couvre l'Asie, l'Inde, la Chine et atteint la Russie méridionale. Les grands khans, qui lui succèdent, résident en Chine : OKTAL, depuis 1229; GAIUK, depuis 1242; Mangou 1250-1259. Dès 1277, dynasties mongoles distinctes, dans le Zagatal et le Kaptchak ou borde d'or. En 1259, démembrement de l'empire tengiskhanide : KUBLAI commence la dynastie impériale des Tartares orientaux : HOULAGOU, la dynastie persane des occidentaux. C'est dans le Zagatal que Timour ou TAMERLAN prend la dignité de khan, 1370; ses courtes dévastatrices jusqu'à sa mort, 1405; il résidait à Samarcande. Ses descendants forment l'empire de Delhi, dans le nord de l'Inde.

Montferrat.

Voy. Mantoue et Montferrat.

Naples et les Deux-Siciles.

Normands de France :

ROGER, comte de Sicile à la mort de son père ROGER, 1101; maître en 1127. de la Pouille et de la Calabre quand s'éteint la race de son oncle ROBERT	
GUISCARD mort en 1085; roi.....	1127
GUILLAUME I LE MAUVAIS.....	1159
GUILLAUME II LE BON.....	1165

Allemands, de Souabe :

HENRI (VI, en Allemagne), mari de Constance, fille du premier roi.....	1139
FRÉDÉRIC (II, en Allemagne).....	1197
CONRAD.....	1250
CONRADIN.....	1254
MANFRED.....	1258

Français, de la branche royale d'Anjou :

CHARLES I.....	1268
il perd la Sicile, qui passe aux Aragonais, par les vèpres siciliennes, 1282	
Pour les rois de Sicile jusqu'en 1408, voy. Sicile.	
CHARLES II.....	1285
ROBERT.....	1309
JEANNE I.....	1343

Branche Duras :	
CHARLES III.....	1382
LADISLAS.....	1386
JEANNE II.....	1414
Aragonais :	
ALPHONSE I, roi d'Aragon et de Sicile depuis 1416, roi de Naples.....	1435
Ses quatre successeurs ne sont que rois de Naples :	
FERDINAND I, son fils naturel.....	1458
ALPHONSE II.....	1494
FERDINAND II.....	1495
FREDERIC I.....	1496
Conquête de Naples par le roi d'Aragon et de Sicile :	
FERDINAND LE CATHOLIQUE.....	1504
Pour la suite des rois d'Espagne, de Sicile et de Naples jusqu'en 1713, v. <i>Espagne</i> . Les traités d'Utrecht et de Rastadt, 1713-1714, donnent Naples à l'Autriche, la Sicile à la Savoie. — Celle-ci cède la Sicile à l'Autriche, 1720, et reçoit en échange la Sardaigne.	
Des princes Bourbons d'Espagne de viennent rois de Naples et de Sicile :	
DON CARLOS.....	1735
FERDINAND III.....	1759
n'a que la Sicile de.....	
1806 à 1815	
JOSEPH BONAPARTE, roi de Naples. 1806	
JOACHIM MURAT, général et beau-frère de Napoléon, roi de Naples.....	1808
FERDINAND IV, roi depuis.....	1815
prend le titre de FERDINAND I, roi des Deux-Siciles.....	
22 déc. 1816	
FRANÇOIS.....	1825
FERDINAND II.....	1830
FRANÇOIS II.....	1860
déposé par le roi de Sardaigne en 1860	
Voy. <i>Italie</i>	

Navarre.

Voy. *Espagne*, tant que dure la maison d'Aznar.

Maison de Champagne :

THIBAUT I.....	1234
THIBAUT II.....	1253
HENRI I.....	1270
JEANNE I.....	1274
Maison royale de France :	
PHILIPPE LE BEL, mari de Jeanne..	1284
LOUIS LE HUTIN, à la mort de Jeanne sa mère.....	1305
JEAN I, son fils.....	1316
PHILIPPE LE LONG, roi de France..	1316
CHARLES LE BEL, roi de France....	1322

Maison d'Evreux :

PHILIPPE, marié à JEANNE II, fille de Louis le Hutin.....	1328
CHARLES II LE MAUVAIS, à la mort de sa mère Jeanne.....	1349
CHARLES III.....	1386
BLANCHE.....	1425

Maison d'Aragon :

JEAN II, mari de Blanche, reste roi au

détriment de son fils DON CARLOS. 1425	
ELÉONORE, sa fille.....	1479
Maison de Foix :	
CATHERINE PHOEBUS, sœur de François.....	1483
FRANÇOIS PHOEBUS, petit-fils d'Éléonore.....	1479
Maison d'Albret :	
JEAN, mari de Catherine.....	1484
La Navarre espagnole est conquise par le roi d'Aragon, fils de Jean II, Ferdinand le Catholique.....	
1512	
HENRI II d'Albret, roi de la basse Navarre ou Navarre française....	1516
JEANNE III.....	1555
Maison de Bourbon-Vendôme :	
ANTOINE, mari de Jeanne III.....	1555
HENRI III (HENRI IV de France)....	1572
Le titre de roi de Navarre a été porté par tous les rois de France de la branche aînée des Bourbons.	

Norvège.

Descendance d'Odin.

I. Famille des Ynglings.

HARALD HAARFAGER (aux beaux cheveux), 1 ^{er} roi connu.....	863
a réuni 29 petits États en.....	872
ÉRIC, son fils.....	933
HAQUIN LE BON, favorable au christianisme.....	936-950
HARALD II, GRAAFELD.	
HAQUIN IARL.	
OLAF TRYGGVESON.....	995-1000
Le roi de Danemark SUÉNON, conquérant de la Norvège.....	
1000-1014	
OLAF LE SAINT, descendant d'Harald I.....	1015
déposé.....	1028
tué.....	1030
SUÉNON, fils de Kanut le Grand, de Danemark, jusqu'en.....	1034
MAGNUS, fils d'Olaf.....	1034
roi de Danemark depuis.....	1042
mort.....	1047
HARALD HARDRADA.....	1047
MAGNUS II.....	1066
OLAF LE PACIFIQUE.....	1069
MAGNUS III.....	1093-1103
Ses trois fils :	
1 ^o OLAF, jusqu'en.....	1116
2 ^o EYSTEIN, jusqu'en.....	1122
3 ^o SIGURD, jusqu'en.....	1130
Succession sans intérêt :	
Magnus IV; Harald IV; Hingo; Sigurd II; Eystein II; Magnus V; Haquin III; Sigurd III; Magnus VI.	
SVERRE.....	1187-1202
HAQUIN IV.....	1202
GUTTORM.....	1204
HINGO II.....	1205
HAQUIN V.....	1217
son fils aîné, HAQUIN VI, est mort avant lui.	

MAGNUS LAGABORTER, son 2 ^e fils ..	1263
ERIC II, fils de Magnus	1280
HAQUIN VII, frère d'Eric	1290
à sa mort, extinction des Ynglings	1319
II. Princes de Suède :	
MAGNUS SMECK (VIII; en Norvège).	1319
déposé	1350
HAQUIN, son fils (VIII, en Norvège).	1350
OLAF, fils d'Haquin	1380
III. Domination danoise :	
MARGUERITE, de Danemark, mère d'O-	
laf	1387
Réunion au Danemark jusqu'en.	1814
IV. Réunion à la Suède depuis..	1814

Numidie.

Des rois, surtout MASSINISSA, qui n'a plus à craindre SYPHAX depuis 203; MICIPSA, roi, 148; ADHERBAL, HIEMPSAL et JUGURTHA depuis 118. Province romaine, 46 av. J. C. Dans les temps modernes, régence d'Alger, aujourd'hui colonie française.

Orient grec.

I. Domination des Séleucides. Voy. Syrie. Résidence, Antioche.

II. Empire romain d'Orient, ou empire grec, depuis la mort de Théodose le Grand, 395. Résidence, Constantinople.

Maison de Théodose :

ARCADIUS	395
THÉODOSE II	408
MARCEN	450
Maison thrace :	
LÉON I	457
LÉON II, son fils	474
ZÉNON L'ISAURIEN, son genre	474
ANASTASE	491

Seconde maison thrace :

JUSTIN I	518
JUSTINIEN I, son neveu	527
JUSTIN II, neveu de Justinien	565
TIBÈRE	578
MAURICE	582
PHOCAS	602

Maison des Héraclides :

HÉRACLIUS	610
HÉRACLIUS CONSTANTIN	641
HÉRACLÉONAS	641
CONSTANTIN III	668
JUSTINIEN II	685

Déposé deux fois, 695, 698. Mort, 711. Anarchie; trois princes de 711 à 717.

Maison isaurienne :

LÉON III L'ICONOCLASTE	717
CONSTANTIN IV COPRONYME	741
LÉON IV CHAZARE	775
CONSTANTIN V	780
IRÈNE, sa mère, dès 780, seule	797
NICÉPHORE	802

Deux princes, de 811 à 813.

LÉON V L'ARMÉNIEN	813
Maison phrygienne :	
MICHEL II LE BÈGUE	820

THÉOPHILE	829
MICHEL III L'YVOGNE	842

Maison macédonienne :

BASILE I	867
LÉON VI LE PHILOSOPHE	886
CONSTANTIN VI PORPHYROGÉNÈTE ..	911
ROMAIN I, LÉCAPÈNE, Arménien, avec ses	
fils, dont un CONSTANTIN VII	915
CONSTANTIN VI, de nouveau	945
ZOMAÏN II LE JEUNE, son fils	959
NICÉPHORE PHOCAS	963
JEAN ZIMISCÈS	969
BASILE II et CONSTANTIN VIII, petits-fils	
de Constantin VI	976
ROMAIN III ARGYRE, marié à Zoé, fille de	
Constantin VIII	1028
Deux autres maris de Zoé	1034-1042
Zoé et sa sœur THÉODORA, avec un	
mari de Zoé, CONSTANTIN IV, Mo-	
maque	1042
THÉODORA seule	de 1054 à 1055
MICHEL VI	1056
ISAAC COMNÈNE	1067
CONSTANTIN X DUCAS	1059
Sa veuve EUDOXIE et ses fils, dont un	
CONSTANTIN XI	1057
ROMAIN IV DIOGÈNE, fils de ROMAIN	
Argyre	1068
MICHEL PARAPINACE, fils de Constanti-	
tin X	1071
Deux princes, de	1078 à 1081

Maison des Comnènes :

ALEXIS I	1081
JEAN	1118
MANUEL	1143
ALEXIS II	1180
ANDRONIC I	1183
ISAAC II L'ANGE	1185
ALEXIS III L'ANGE, son frère, usur-	
pateur	1195
ISAAC II, de nouveau	1203
ALEXIS IV, avec son père Isaac II ..	1204
DUCAS MORTZUPHLE, usurpateur ..	1204
renversé par les chevaliers de la	
quatrième croisade.	

III. Empire latin, de 1204 à 1261.

Maisons françaises :

BAUDOIN I, de Flandre	1204
HENRI, son frère	1206
PIERRE de Courtenay, leur beau-	
frère	1216
ROBERT, fils de Pierre	1219
BAUDOIN II, frère de Robert ..	1228-1261
JEAN DE BRIENNE, roi titulaire de Jeru-	
salem, tuteur de Baudoin	1229
empereur de	1231 à 1237
IV. Empire grec, reconstitué par les con-	
quêtes des Grecs Lascaris, établis à Nicee:	
THÉODORE I, depuis	1206
JEAN DUCAS VATACE	1222
THÉODORE II	1255
JEAN LASCARIS, encore enfant en	1259

au nom duquel MICHEL PALÉOLOGUE prend Constantinople.....	1261
Maison des Paléologues :	
MICHEL.....	1261
ANDRONIC II.....	1282
ANDRONIC III.....	1328
JEAN I.....	1341
JEAN CANTACUZÈNE, usurpateur, de.....	1347 à 1355
MANUEL II.....	1391
JEAN II.....	1425
CONSTANTIN XII, son frère.....	1448
Prise de Constantinople, destruction de l'empire grec par le sultan Mahomet II, mai 1453 (voy. <i>Turquie</i>).	

Orient musulman.

MAHOMET, né en Arabie, à la Mecque, 570, prophète depuis 610, retiré à Yatrib ou Médine depuis 622 (date de l'hégire, commencement de l'ère musulmane), mort 632.

Califes électifs :

ABOU-BEKKE.....	632
OMAR.....	634
OTHEMAN.....	644
ALI.....	656

Califes héréditaires :

I. Ommiades, résidence Damas.

MOAVIAH.....	661
YÉSID I.....	681
MOAVIAH II.....	683
MERWAN I.....	684
ABELMALEK.....	685
WALID I.....	705
SOLIMAN.....	715
OMAR II.....	717
YÉSID II.....	720
HESCHAM.....	724
WALID II.....	743
YÉSID III.....	744
IBRAHIM.....	744
MERWAN II.....	744
dernier Ommiade en Orient.....	750
Pour les Ommiades de Cordoue, voy. <i>Espagne</i> .	

II. Abbassides, résidence Bagdad, depuis 762

ABOUL-ABBAS.....	750
ABOU GIAFAR ALMANZOR.....	754
MOHAMMED-MAHADI.....	775
HADI.....	785
HAROUN-AL-RASCHID.....	786
Ses trois fils :	
AMIN.....	809
MANON.....	813
MOTASSEM.....	833
depuis sa mort.....	842
succession de neuf califes sans importance jusqu'en 908. Formation de plusieurs principautés indépendantes; affaiblissement du pouvoir central.	
MOKTADER BILLAH.....	908

KADER.....	932
RHADI BILLAH.....	934
Depuis ce règne, qui finit en 940, puissance des émirs Al-Omara. Succession sans importation jusqu'en 991.	
KADER BILLAH.....	991
KAIEM.....	1031
MOCTADI.....	1075
MOSTAZER.....	1094
Impuissance des califes contre les Turcs seldjoucides venus du Turkestan, contre les fatimites et contre les ayoubites, leurs successeurs depuis 1173 en Égypte, contre les hordes mongoles, conduites par les descendants de Gengiskhan, mort en 1227.	
MOSTAZER, dernier calife abbasside de Bagdad.....	1243-1258
Prise et destruction de Bagdad par le Mongol Houlaou, 1258.	
Une seconde branche des Abbassides porte en Égypte la dignité du califat et l'y perpétue pendant tout le temps de la domination des mameluks; mort du dernier calife d'Égypte, 1517.	
Pour la succession des sultans ottomans, qui commence à la mort d'Othman, 1326, voy. <i>Turquie</i> .	

Ostrogoths.

Voy. *Italie*.

Palestine.

Principales dates avant l'établissement du peuple de Dieu dans la terre sainte suivant la Bible :

ADAM, le premier homme.....	4138
Le déluge, époque de NOÛ, second père de la race humaine.....	2482
Vocation d'ABRAHAM; son entrée dans la terre de Chanaan.....	2055
Sortie d'Égypte; les Hébreux, sous la conduite de MOÏSE.....	1625
Mort de Moïse; entrée dans la terre promise avec JOSUË.....	1585
I. Depuis la mort de Josué, époque des juges.....	1560-1096
II. Établissement de la royauté :	
SAÛL, depuis.....	1096
DAVID.....	1056
SALOMON.....	1016
Schisme des dix tribus, deux royaumes, depuis.....	976
III. Royaume de Juda :	
Deux tribus, fidèles à la race de David, Juda et Benjamin.	
ROBOAM.....	976
ANIAM.....	959
ASA.....	956
JOSAPHAT. Époque des prophètes Élie et Elisée.....	915
JORAM, marié à Athalie, fille d'Achab.....	894

OCNOSIAS.....	884	MATHATHIAS, père des Maccabées.....	168
ATHALIE.....	881	JUDAS MACCABÉE.....	168
JOAS.....	877	JONATHAS ou JONATHAN.....	169
ANASIAS.....	837	SIMON.....	144
OSIAS.....	808	JEAN HYRCAN.....	135
JOATHAN.....	756	ARISTOBULE I, roi.....	107
ACHAZ.....	741	ALEXANDRE JANNÉE.....	106
EZÉCHIAS, Epoque du prophète Isale.....	726	ALEXANDRA.....	79
Sennachérib, roi d'Assyrie, envahit la Judée.....	713	HYRCAN II.....	79
MANASSÉ.....	697	ARISTOBULE II, son frère, et ANTICONE, fils d'Aristobule, compétiteurs, de 79 à 46.....	
AMMON.....	642	VI. Princes étrangers.....	
JOSIAS.....	640	Famille iduméenne :.....	
JOACHAS, JOACHIM.....	609	HÉRODE, roi depuis.....	38
Expédition de l'Assyrien Nébuchadnezzar ou Nabuchodonosor. Epoque du prophète Jérémie.....	606	ARCHÉLAOS, tétrarque de l'an I à.....	15
SÉDÉCIAS.....	598	PHILIPPE, tétrarque de l'an I à.....	34
Destruction du royaume de Juda, de la ville et du temple de Jérusalem. Epoque des prophètes Ezéchiel et Daniel.....	587	HÉRODE-ANTIPAS, tétrarque de l'an I à.....	39
Royaume d'Israël :.....		PONCE PILATE, procureur romain, ce 27 à 36.....	
JÉROBOAM I.....	976	AGRIPPA I, roi depuis.....	39
NABAB.....	955	AGRIPPA II le Jeune, roi depuis.....	44
BAASA.....	953	Jérusalem, assiégée depuis 66, est prise par Titus, fils de l'empereur romain Vespasien; ruine du second temple, dispersion des Juifs l'an 70 après Jésus-Christ.....	
ÉLA.....	931	VII. Domination romaine jusqu'à la conquête des Arabes musulmans en 638.....	
ZAMAI, pendant sept jours; AMRI.....	930	VIII. Domination musulmane jusqu'à la première croisade qui enlève Jérusalem aux Turcs en.....	1099
AGAB, fils d'Amri, mari de la Phénicienne Jézabel.....	919	IX. Royaume latin de Jérusalem :.....	
OCNOSIAS, leur fils.....	896	GODEFROY DE BOUILLON.....	1099
JORAM id.....	895	BAUDOUIN I, son frère.....	1100
JÉHU.....	883	BAUDOUIN II, du Bourg, son cousin.....	1115
JOACHAZ.....	855	FOULQUES d'Anjou, gendre de Baudouin.....	1131
JOAS.....	839	BAUDOUIN III, fils de Foulques.....	1142
JÉROBOAM II.....	823	AMAURI I, frère de Baudouin III.....	1162
ZACHARIE, tous quatre de la race de Jéhu.....	771	BAUDOUIN IV, fils d'Amauri.....	1173
SELLUM, MANAHÉM.....	770	BAUDOUIN V, né d'une fille d'Amauri, Sibylle.....	1185
PHACÉIA.....	759	GUY DE LUSIGNAN, père de Baudouin V.....	1186
PHACÉE.....	757	X. Domination musulmane.....	
OSÉE.....	730	Jérusalem est prise par Saladin.....	1187
Prise de Samarie, après trois ans de siège, par le roi assyrien Salmanazar; fin du royaume d'Israël.....	721	Mais le royaume latin subsiste jusqu'à ce que les chrétiens occidentaux soient chassés pour toujours par les musulmans de la Palestine et de la Syrie.....	1291
IV. Même quand l'édit du Perse Cyrus met fin à la captivité de soixante-dix ans à Babylone, 536, la Palestine reste sous la domination des Perses.—Elle est réunie à l'empire d'Alexandre, 332; obéit à son général, Ptolémée, gouverneur de l'Égypte, 312; à son général, Antigone, gouverneur de l'Asie Mineure et d'une partie de la haute Asie, 311-301; appartient aux Ptolémées, de 301 à 198; est conquise par les Séleucides, maîtres de la haute Asie et de l'Asie Mineure, 198.—Elle recouvre son indépendance par l'insurrection nationale que dirigent les Maccabées asmonéens depuis l'an 168.....		Rois titulaires :.....	
V. Les Maccabées.....		CONRAD de Montferrat.....	1192
Ils ne sont d'abord que chefs militaires et pontifes.....		HENRI de Champagne.....	1192
		AMAURI II de Lusignan.....	1197
		tous trois successivement mariés à Isabelle, fille d'Amauri I.....	
		JEAN DE BRIENNE, époux de Marie, fille d'Isabelle.....	1210
		FRÉDÉRIC II de Souabe, mari d'Yolande, fille de Marie.....	1225

qu'un marché a rendu pour quelque temps maître de Jérusalem..... 1228

Beaucoup de maisons d'Europe ont acquis, par alliance, le titre purement nominal de roi de Jérusalem, surtout la maison d'Anjou et la maison de Savoie-Sardaigne qui le porte encore avec le titre de roi de Chypre obtenu, en 1192, par la maison de Lusignan, privée de Jérusalem.

Papes.

Voy. Rome.

Parme et Plaisance.

Anciennes dépendances du Milanais, réunies au saint-siège sous Léon X, en sont détachées par le pape Paul III Farnèse, qui en fait un duché héréditaire.

Maison Farnèse :

PIERRE-LOUIS	1545
OCTAVE.....	1547
ALEXANDRE	1586
REINUCE I.....	1592
ODOARD.....	1622
REINUCE II.....	1646
FRANÇOIS.....	1694
ANTOINE.....	1727

Bourbons d'Espagne :

DON CARLOS.....	1731
DON PHILIPPE, son frère.....	1748
FERDINAND.....	1765 à 1801
Réunion à la France, 1802; département français, 1808; données, après la chute de Napoléon, à l'archiduchesse Marie-Louise, 14 sept. 1815. MARIE LOUISE jusqu'à sa mort, déc. 1847.	

Les Bourbons d'Espagne de nouveau : CHARLES-LOUIS (CHARLES II), petit-fils de Ferdinand, renonce à son duché de Lucques en faveur de Léopold II, grand-duc de Toscane de la maison de Lorraine-Autriche, et devient duc de Parme et de Plaisance..... 1847

il abdique..... 1849

CHARLES III..... 1849

ROBERT..... 1854

dépouillé par le Piémont, 1859.

Parthie.

Royaume démembré de l'empire des Séleucides en 255 ou 250 av. J. C., fondé par ARSACE, d'origine scythique. Trente et un rois arsacides; chronologie très incertaine.

Réunion de la Bactriane, 130 ou 120.

Expéditions malheureuses du triumvir romain Crassus, 53; du triumvir Antoine, 36. Les Parthes sont assujettis aux Perses, qui forment le nouvel empire des Sassanides, 223-226 après J. C. (Voy. Perses).

Pays-Bas.

On a appelé ainsi les provinces belges

et bataves que la maison d'Autriche a héritées de celle de Bourgogne en 1477.

Après la séparation des sept provinces bataves, 1579, le nom en est resté aux dix provinces belges, sous la domination de l'Espagne jusqu'en 1700; sous celle de la maison impériale d'Autriche, depuis 1713. La république française fit la double conquête des Pays-Bas autrichiens et de la Hollande; l'incorporation des provinces belges a été décrétée bien avant celle de la Hollande, qui n'a lieu qu'après l'abdication du roi Louis Bonaparte, frère de l'empereur, 1810. Le nom de Pays-Bas a été ressuscité en 1814, lorsque Guillaume-Frédéric d'Orange réunit en royaume les provinces hollandaises et belges; mais en 1830 il perd la Belgique: le roi de Hollande garde toujours le titre de roi des Pays-Bas (voy. Belgique et Hollande).

Pergame.

Royaume formé aux dépens des Séleucides :

PHILÈTÈRE, roi depuis.....	283
EUMÈNE I.....	263
ATTALE I.....	247
EUMÈNE II.....	191
ATTALE II PHILADELPHÉE.....	159
ATTALE III PHILOMÉTOR.....	138
Il lègue ses biens aux Romains.	133
Province romaine.....	129

Perse.

I. Le Perse CYRUS devient roi des Perses et des Mèdes depuis..... 559

conquiert la Lydie..... 546

prend Babylone..... 538

rend l'édit en faveur des Juifs.. 536

CAMBYSE..... 529

SMERDIS, mage..... 522

DARIUS HYSTASPE, seigneur perse. 521

XERXÈS..... 485

ARTABAN; puis ARTAXERXÈS LONGUE-

MAIN..... 465

XERXÈS II; puis SOGGDIEN..... 425

DARIUS NOTHOS..... 424

ARTAXERXÈS MNÉMON..... 405

OCHUS..... 359

ARSÈS..... 338

DARIUS CODOMAN..... 336

Il meurt..... 331

Conquête d'Alexandre. La haute Asie

reste à Séleucus depuis 311. Les Par-

thes les en dépossèdent vers 250.

II. Rois sassanides, qui se substituent

dans la haute Asie aux Parthes arsacides.

ARDSCHIR ou ARTAXERXÈS I, de

Perse..... 223 et 226

SCHANPOUR I..... 238

HORMISDAS I.....	271	KERIM, Walik, de.....	1761 à 1779
VARANE I BANRANE.....	272	AGA-MOHAMMED-KHAN.....	1799
VARANE II.....	276	FETH-ALI-SCHAH.....	1796
NARSI.....	294	MOHAMMED-SCHAH.....	1834
HORMISDAS II.....	303	NASR-ED-DIN.....	1845
SCHAHPOUR II.....	31		
ARTAXERXES II.....	38	Picémont.	
SHAHPOUR III.....	384	Voy. Sardaigne.	
VARANE III.....	389		
IESDÉGERDE I.....	399	Pologne.	
VARANE IV.....	429	Race slave. Noms des premiers chefs,	
IESDÉGERDE II.....	440	sans certitude, LECH vers 550; GRACES	
PÉROZES.....	457	vers 600, etc.	
BALASCEN.....	488	Dynastie de PIAST, paysan, né à Cza-	
KOBAD.....	491	vic, duc en.....	842
KHOSROES LE GRAND.....	531	Trois princes, de.....	861 à 992
HORMISDAS III.....	579	MICISLAS, le premier baptisé en.....	964
KHOSROES II.....	589	BOLESLAS I, CHEROBI ou l'Intrepide, son	
SIROES.....	628	fil.....	962
Sept princes en quatre ans, de 629 à 632	632	MICISLAS II, roi.....	1025
IESDÉGERDE III.....	632	Anarchie de.....	1032 à 1041
A sa mort, 652, la Perse était déjà		CASIMIR I.....	1041
réunie à l'empire des Arabes musulmans.		BOLESLAS II LE HARDI.....	1051
III. Dynasties musulmanes, indépen-		VLADISLAS II, son frère.....	1051
dantes du califat de Bagdad, depuis 630,		BOLESLAS III.....	1102
dans le Khorasân, la Perse, la Trans-		VLADISLAS II.....	1138
oxiane : Tahériens, Saffarides, Sama-		BOLESLAS IV.....	1166
nides les Bouïdes, depuis 936; les Gha-		MICISLAS III.....	1173
névides, depuis le sultan Mahmoud, 999;		CASIMIR II LE JUSTE.....	1177
les Turcs seldjoudides, depuis Toghrul-		LECH V.....	1194
Beg, 1035; les sultans du Kharisme, vers		MICISLAS III, de nouveau.....	1199
1195; les descendants du Mongol Gen-		VLADISLAS III.....	1202
gis-khan, depuis Houlagou-khan, 1259;		BOLESLAS V.....	1227
les descendants du Mongol Timour ou		LECH VI.....	1279
Tamerlan, qui meurt en 1405; les Tur-		Interrègne de.....	1289 à 1295
comans du Mouton-Blanc, qui commen-		PRÉMISSAS II.....	1295
cent avec USAM-CASSAN, 1468.		VLADISLAS IV LOKETEK.....	1296
IV. Les Sophis :		WENCESLAS IV, roi de Bohême, à sa	
SCHAH-ISMAËL I, arrière-petit-fils de		place.....	1300
Sophie, qui a restauré en Perse la secte		VLADISLAS, de nouveau.....	1305
d'Ali.....	1501	CASIMIR III.....	1335
THAMAS.....	1523	Avec lui s'éteint la dynastie.....	1372
ISMAËL II.....	1575	Maison de Hongrie :	
Trois princes, de.....	1575 à 1585	LOUIS, neveu de Casimir III.....	1370
ABBAS LE GRAND.....	1595	HEDWIGE, fille de Louis.....	1382
SOPHI, son petit-fils.....	1629	Maison lithuanienne de Jagellon :	
ABBAS II.....	1642	JAGELLON ou VLADISLAS V, marié à	
SOLIMAN.....	1666	Hedwige.....	1356
HUSSEIN.....	1694	VLADISLAS VI.....	1424
MAHMOUD, chef des Afghans re-		CASIMIR IV.....	1445
belles.....	1722	JEAN I ALBERT.....	1455
déposé.....	1725	ALEXANDRE I.....	1501
ASRAF, son neveu.....	1725	SIGISMOND I.....	1506
SCHAH-THAMAS.....	1729	SIGISMOND II AUGUSTE.....	1548
déposé.....	1732	Union des nationalités de la Pologne	
ABBAS III, son fils, enfant.....	1732 à 1736	et de la Lithuanie, qui avait continué à	
V. THAMAS-KOULI-KHAN, originaire du		avoir des grands-ducs depuis 1387. 1569	
Khorasân, Schah-Nadir dès 1732; seul		La maison s'éteint avec Sigis-	
de.....	1736 à 1747	mond II.....	1572
Divers prétendants.....	1747	Royaume élective depuis 1572 :	
VI. Dynastie turcomane des Kadjars.		HENRI, frère du roi de France Char-	
MOHAMMED-HASSAN-KHAN, de 1748 à		les IX.....	1573
1760.		ÉTIENNE BATHORI, de Transylvanie. 1575	

SIGISMUND III, de Suède.....	1587
WLADISLAS VII, son fils.....	1632
JEAN-CASIMIR, frère de Wladislas.	1648
abdiqne.....	1668
MICHEL WISNIOVIECKI, Polonais....	1668
JEAN SOBIESKI, Polonais.....	1674
AUGUSTE II, électeur de Saxe.....	1697
STANISLAS LECZINSKI, Polonais....	1704
AUGUSTE II, de nouveau.....	1709
STANISLAS, de nouveau, roi nominal.....	1733-1736
AUGUSTE III, fils d'Auguste II, son rival.....	1733
STANISLAS PONIATOWSKI, Polonais. 1764	
Il assiste aux trois partages de la Pologne, 1772, 1793, 1795; abdique, 1795; meurt à Saint Pétersbourg, 1798.	

Essai de reconstitution par Napoléon en faveur de FRÉDÉRIC-AUGUSTE de Saxe, fait grand-duc de Varsovie en 1807. Depuis 1815, le titre de roi de Pologne est porté par l'empereur de Russie.

Cracovie, unique débris de l'ancienne Pologne, devient ville autrichienne, déc. 1846.

Pont.

Province de l'empire des Perses. Ses princes sont issus d'un des sept seigneurs qui renversèrent les mages en 521 av. J. C. Clinton cite :

ARIOBARZANE,	
MITHRIDATE I,	
ARIOBARZANE II, vers.....	363
MITHRIDATE II.....	337
Ce royaume n'est pas conquis par Alexandre.	
MITHRIDATE III.....	302
ARIOBARZANE III.....	266
MITHRIDATE IV.....vers	240
PHARNACE.....vers	190
MITHRIDATE V EYENGETE.....vers	156
MITHRIDATE VI EUPATOR (Mithridate le Grand).....	120 ou 123
province romaine, à sa mort....	63
Son fils PHARNACE est autorisé à porter le titre de roi de Pont; il n'a plus que le royaume du Bosphore Cimmérien, après l'expédition de César en Asie.	47

Portugal.

Maison ducale de Bourgogne

HENRI, comte.....	1095
ALPHONSE I.....	1112
reçoit le titre de roi.....	1143
SANCHE I.....	1185
ALPHONSE II.....	1211
SANCHE II.....	1223
ALPHONSE III.....	1248
DENYS.....	1279
ALPHONSE IV.....	1325
PIERRE I.....	1357
FERDINAND.....	1367

Branche bâtarde d'Avis :

JEAN I, régent.....	1383
roi.....	1385
ÉDOUARD.....	1433
ALPHONSE V.....	1438
JEAN II.....	1481
EMMANUEL.....	1495
maître du Brésil depuis.....	1500
JEAN III.....	152
SÉBASTIEN.....	1557
HENRI, cardinal.....	1577
Domination étrangère : les rois d'Espagne de 1580 à 1640.	

Maison de Bragance :

JEAN IV.....	1640
ALPHONSE VI.....	1656
PIERRE II, régent depuis.....	1667
roi à la mort d'Alphonse VI.....	1683
JEAN V.....	1706
JOSEPH.....	1750
MARIE I, fille de Joseph.....	1777
avec son époux PIERRE III qui meurt en.....	1786
JEAN VI, fils de Marie, régent depuis 1792, se retire au Brésil lors de l'invasion française, 1807; à la mort de sa mère, 1816, prend le titre de roi; reste en Portugal jusqu'en 1821; meurt, 1826. DON PEDRO, son fils, abdique en faveur de sa propre fille : DONA MARIA.....	1826
elle a eu pour rival jusqu'en....	1833
son oncle, DON MIGUEL.	
DON PEDRO V, fils de DONA MARIA, depuis.....	1853
D. LUIS I, frère de D. PEDRO, depuis. 1861	

Prusse.

Maison de Hohenzollern.

Électeurs de Brandebourg, souche de la maison royale de Prusse :

FRÉDÉRIC I de la maison de Hohenzollern, burgrave de Nuremberg (Franconie).....	1386
électeur de Brandebourg.....	1417
JEAN L'ALCHIMISTE, son fils.....	1449
FRÉDÉRIC II, frère de Jean.....	1464
ALBERT L'ACHILLE, leur frère.....	1470
JEAN LE CICÉRON, fils aîné d'Albert.	1487
JOACHIM I LE NESTOR.....	1499
JOACHIM II.....	1534
JEAN-GEORGES.....	1571
JOACHIM-FRÉDÉRIC.....	1598
JEAN-SIGISMUND.....	1608
Il réunit à l'électorat le duché de Prusse en.....	1618
La Prusse, domaine de l'ordre teutonique, a été sécularisée et convertie en duché héréditaire sous la suzeraineté de la Pologne par le grand maître ALBERT, né du second fils d'Albert Achille, qui s'est fait luthérien, 1525. Son fils ALBERT-FRÉDÉRIC lui a succédé, 1568, dans ce duché. JEAN-SIGISMUND succède à Albert-	

Frédéric, son beau-père.....	1618	TRAJAN, Espagnol.....	98
Electeurs et ducs :		ADRIEN.....	117
GEORGES-GUILLAUME.....	1619	ANTONIN.....	138
FRÉDÉRIC-GUILLAUME.....	1640	MARC AURÈLE ET VÉRUS.....	161
il s'affranchit de la suzeraineté de la		COMMODE.....	180
Pologne.....	1657	PERTINAX, DIDYUS JULIANUS, ALB-	
FRÉDÉRIC III.....	1688	NUS, NIGER.....	193
Rois :		Maison syrienne :	
FRÉDÉRIC III (1 ^{er} comme roi).....	1701	SEPTIME SÈVÈRE I, Africain.....	193
FRÉDÉRIC-GUILLAUME I.....	1713	CARACALLA et GÉTA, ses fils.....	211
FRÉDÉRIC II (le grand Frédéric)...	1740	MACRIN.....	217
FRÉDÉRIC-GUILLAUME II, neveu de Fré-		HÉLIOGABALE, réputé fils de Cara-	
déric II.....	1786	calla.....	218
FRÉDÉRIC-GUILLAUME III.....	1797	ALEXANDRE SÈVÈRE II, son cousin.	257
FRÉDÉRIC-GUILLAUME IV.....	1840	MAXIMIN I, Thrace.....	232
GUILLAUME I, son frère.....	1861	Les deux GORDIEN, MAXIME, BAL-	
empereur d'Allemagne en.....	1871	BIN.....	237
Rome (Rœy, Empire, et-siège)		GORDIEN III.....	238
Sa fondation par Romulus. 754 av. J. C.		PHILIPPE, Arabe.....	244
I. Sept rois :		DÉCIUS.....	248
ROMULUS, d'origine albaine.....	754	GALLUS ET VOLUSIEN.....	251
NUMA POMPILIUS, Sabin.....	714	ÉMILIEN.....	253
TULLUS HOSTILIUS, d'origine latine.	672	VALÉRIEN.....	253
ANCUS MARTIUS, d'origine sabine.....	640	GALLIEN.....	258
TARQUIN l'Ancien, Etrusque.....	616	Epoque anarchique des trente tyrans,	
SERVIVS TULLIVS, Latin ou Etrusque.	578	260-268.	
TARQUIN le Superbe, Etrusque.....	534	CLAUDE II, Illyrien.....	268
II. Abolition de la royauté, 510; gou-		QUINTILLUS.....	270
vernement républicain, jusqu'à la ba-		AURÉLIEN, Pannonien.....	270
taille d'Actium, gagnée par Octave, 31		TACITE ET FLORIEN.....	276
av. J. C. Succession annuelle de deux		PROBUS, Pannonien.....	276
consuls, rarement interrompue par l'u-		CARUS.....	282
sage de la dictature créée en 498; par		CARIN et NUMÉRIEN, ses fils.....	283
le tribunal militaire ou consulaire de		DIOCLÉTIEN, Dalmate.....	284
444 à 366; par le déseuvirat, charge		MAXIMIN HERCULE, Pannonien...	286
exceptionnelle, 450 et 449; par l'oppo-		ils abdiquent tous deux.....	288
sition révolutionnaire du tribunal plé-		CONSTANCE CHLORE, César 292; au-	
béien créé en 493. La dictature de Sylla,		guste.....	305
82 à 79; le triumvirat de l'an 60, entre		GALÉRIUS, César en 292; auguste..	305
César, Crassus et Pompée, qui fut un in-		MAXENCE, et MAXIMIN, son père, de	
stant seul consul l'an 52; la dictature de		nouveau.....	306
César, de 47 à 44; le second triumvirat		SÈVÈRE III.....	306
de l'an 43. charge publique que se dé-		MAXIMIN DAIA.....	306
cernent Octave, Lépide et Antoine, n'em-		LICINIUS.....	307
pêche pas le consulat de subsister. Il		Maison de Constantin; cinq princes :	
a survécu à la république, comme fonc-		CONSTANTIN, fils de Constance	
tion honorifique, et n'a été aboli que		Chlore.....	306
sous Justinien, 541 ap. Jésus-Christ.		CONSTANTIN II.....	337
III. Empereurs.		CONSTANT I.....	337
Six, de la maison de César :		CONSTANCE.....	337
JULES CÉSAR, depuis.....	48	JULIEN L'APOSTAT, César 355; au-	
AUGUSTE.....	30	guste.....	360
TIBÈRE, ap. J. C.....	14	JOVIEN.....	363
CALIGULA.....	37	Seconde maison flavienne; quatre	
CLAUDE I.....	41	princes :	
NÉRON.....	54	VALENTINIAN I, en Occident.....	364
GALBA, OTHON, VITELLIUS.....	68	VALENS, son frère, en Orient....	364-378
Trois, de la maison flavienne :		GRATIEN, en Occident.....	375-383
VESPASIEN.....	69	VALENTINIAN II, en Occident....	375-392
TITUS.....	79	THÉODOSE I, en Orient.....	379-395
DOMITIEN.....	81	MAXIME, en Occident.....	383
Sept, dits les Antonins :		EUGÈNE le Rhéteur, en Gaule et en	
NERVA.....	96	l'Italie.....	392

THÉODOSE LE GRAND, seul empereur en Occident comme en Orient.... 394-395

A sa mort, deux empires.

IV. Empire romain d'Occident.

L'empire est définitivement partagé en deux empires, 395. Pour les empereurs de Constantinople, de 395 à 1453, voy. *Orient grec*.

HONORIUS, fils de Théodose..... 395

JEAN, le Secrétaire, usurpateur.... 423

VALENTINIAN III, cousin d'Honorius. 425

PÉTRONE MAXIME, sénateur..... 455

AVITUS, rhéteur gaulois..... 456

MAJORIEN..... 457

LIBIUS SÉVÈRE III..... 461

Interrègne, à sa mort, 465-467.

ANTHÉMIUS..... 467

OLYBRIUS..... 472

GLYCÉRIUS..... 472

JULIUS NÉPOS..... 474

ROMULUS AUGUSTULE, fils du patrice

Oreste..... 475

Fin de l'empire d'Occident..... 476

ODOACRE, chef des Hérules, est seul-

ement roi d'Italie..... 476

Pour la succession des peuples établis

dans la péninsule, voy. *Italie*.

L'empire d'Occident sera restauré par

deux rois germanes, Charlemagne et

Othon le Grand. Voy. *Allemagne*.

V. Papes.

SAINT PIERRE, à Rome depuis..... 42

S. LIN, depuis..... 66

S. CLÉMENT I..... 67

S. CLÉMENT..... 76

S. ANACLET..... 83

S. ÉVARISTE..... 96

S. ALEXANDRE..... 108

S. SIXTE I..... 117

S. TÉLÉPHORE..... 127

S. HYGIN..... 138

S. PIE I..... 142

S. ANICET..... 150

S. SOTER..... 161

S. ÉLEUTHÈRE..... 171

S. VICTOR I..... 185

S. ZÉPHIRIN..... 197

S. CALIXTE I..... 219

S. URBAIN I..... 223

S. PONTIEN..... 230

S. ANTHÈRE..... 235

S. FAVEN..... 236

Seize mois de vacances.

S. CORNELIUS..... 251

S. LUCÉ I..... 252

S. ÉTIENNE I..... 253

S. SIXTE II..... 257

S. DENYS..... 259

S. FÉLIX I..... 269

S. EUTYCHIEN..... 275

S. CALUS..... 283

S. MARCELLIN..... 286

Vacances..... 284-288

S. MARCEL..... 308

S. EUSÈBE..... 310

S. MELCHIADE OU MILTIADÈ..... 311

S. SYLVESTRE I..... 314

S. MARC..... 336

S. JULES I..... 337

S. LIBÈRE..... 352

FÉLIX, antipape..... 355

S. LIBÈRE, de nouveau..... 355

S. DAMASE..... 366

S. SIRICE..... 384

S. ANASTASE..... 398

S. INNOCENT I..... 402

S. ZOZIME..... 417

S. BONIFACE I..... 418

S. GÉLESTIN I..... 422

S. SIXTE II..... 432

S. LÉON LE GRAND..... 440

S. HILAIRE..... 461

S. SIMPLICE..... 468

S. FÉLIX II..... 483

S. GÉLASE..... 492

S. ANASTASE II..... 496

SYMMAQUE..... 498

HORMISDAS..... 514

S. JEAN I..... 523

FÉLIX III..... 526

BONIFACE II..... 530

JEAN II..... 533

AGAPET..... 535

SILVÈRE..... 536

VIGILE..... 538

PÉLAGE I..... 555

JEAN III..... 560

BENOÎT I OU BONOSE..... 574

PÉLAGE II..... 578

S. GRÉGOIRE LE GRAND..... 590

SABINIEN..... 604

BONIFACE III..... 607

BONIFACE IV..... 608

S. DEUDEDIT..... 616

BONIFACE V..... 618

HONORIUS I..... 625

SÉVERIN..... 640

JEAN IV..... 640

THÉODORE..... 642

S. MARTIN I..... 649

S. EUGÈNE I..... 654

VITALIEN..... 657

ADÉODAT..... 672

DONUS I..... 676

AGATHON..... 678

S. LÉON II..... 682

BENOÎT II..... 684

JEAN V..... 685

CONON..... 686

SERGUS I..... 687

JEAN VI..... 701

JEAN VII..... 705

SISINNIUS..... 708

CONSTANTIN..... 708

S. GRÉGOIRE II..... 715

GRÉGOIRE III..... 731

ZACHARIE.....	741	VICTOR II, Allemand.....	1058
ETIENNE II.....	752	ETIENNE IX.....	1057
S. PAUL I.....	757	NICOLAS II.....	1058
ETIENNE III.....	768	ALEXANDRE II.....	1061
ADRIEN I.....	772	GRÉGOIRE VII (Hildebrand).....	1073
S. LÉON III.....	795	VICTOR III.....	1086
ETIENNE IV.....	816	URBAIN II.....	1088
S. PASCAL I.....	817	PASCAL II.....	1099
EUGÈNE II.....	824	GÉLASE II.....	1118
VALENTIN.....	827	CALIXTE II.....	1119
GRÉGOIRE IV.....	827	HONORIUS II.....	1129
SERGUS II.....	844	INNOCENT II.....	1130
S. LÉON IV.....	847	ANACLET, antipape.....	1130-1139
BENOÎT III.....	855	CÉLESTIN II.....	1143
NICOLAS I.....	858	LUCIUS II.....	1144
ADRIEN II.....	867	EUGÈNE III.....	1145
JEAN VIII.....	872	ANASTASE IV.....	1153
MARTIN II.....	882	ADRIEN IV, Anglais.....	1154
ADRIEN III.....	884	ALEXANDRE III.....	1159
ETIENNE V.....	885	LUCIUS III.....	1161
FORMOSE.....	891	URBAIN III.....	1165
BONIFACE VI.....	896	GRÉGOIRE VIII.....	1187
ETIENNE VI.....	896	CLÉMENT III.....	1187
ROMAIN.....	897	CÉLESTIN III.....	1191
THÉODORE II.....	898	INNOCENT III.....	1196
JEAN IX.....	898	HONORIUS III.....	1215
BENOÎT IV.....	900	GRÉGOIRE IX (Ugolin).....	1227
LÉON V.....	903	CÉLESTIN IV.....	1241
CHRISTOPHE.....	903	INNOCENT IV (Sinibaldi de Fiesque).....	1243
SERGUS III.....	903	ALEXANDRE IV.....	1254
ANASTASE III.....	911	URBAIN IV.....	1261
LANDON.....	912	CLÉMENT IV.....	1265
JEAN X.....	914	GRÉGOIRE X.....	1271
LÉON VI.....	923	INNOCENT V.....	1276
ETIENNE VII.....	929	ADRIEN V.....	1276
JEAN XI.....	931	JEAN XXI.....	1276
LÉON VII.....	936	NICOLAS III.....	1277
ETIENNE VIII.....	939	MARTIN IV.....	1281
MARTIN III.....	942	HONORIUS IV.....	1285
AGAPET II.....	946	NICOLAS IV.....	1288
JEAN XII.....	956	CÉLESTIN V.....	1294
LÉON VIII.....	963	abdique au bout de cinq mois.....	
BENOÎT V.....	964	BONIFACE VIII (Benoit Caletan).....	1294
JEAN XIII.....	965	BENOÎT XI.....	1303
BENOÎT VI.....	972	CLÉMENT V (Bertrand de Goth).....	1305
DONUS II.....	974	Les papes à Avignon, 1309-1377.	
BENOÎT VII.....	978	JEAN XXII, Français.....	1316
JEAN XIV.....	983	BENOÎT XII, Français.....	1334
JEAN XV.....	984	CLÉMENT VI, Français.....	1342
JEAN XVI.....	985	INNOCENT VI, Français.....	1352
GRÉGOIRE V.....	996	URBAIN V, Français.....	1362
SILVESTRE II (le Français Gerbert).....	999	GRÉGOIRE XI, Français.....	1370
JEAN XVII.....	1003	mort à Rome.....	1376
JEAN XVIII.....	1003	Succession des papes à Rome.	
SERGUS IV.....	1009	URBAIN VI.....	1378
BENOÎT VIII.....	1012	(A Avignon, CLÉMENT VII, élu aussi en Italie en 1378.)	
JEAN IX.....	1024	BONIFACE IX.....	1389
BENOÎT IX.....	1033	(A Avignon, BENOÎT XIII, élu après CLÉMENT VII, 1394, gardera, quoique déposé, le titre jusqu'à sa mort 1424.)	
GRÉGOIRE VI (Jean-Graien).....	1044		
JEAN XX.....	1046		
CLÉMENT II, Allemand.....	1048		
DAMASE II, Allemand.....	1048		
LÉON IX, Allemand.....	1049		

INNOCENT VII.....	1404
GRÉGOIRE XII 1406, déposé en...	1409
ALEXANDRE V.....	1409
JEAN XXIII 1410, déposé en.....	1415
MARTIN V (Colonna)	1417
EUGÈNE IV.....	1431
FÉLIX V (Amédée de Savoie), anti- pape du concile de Bâle....	1439-1449
NICOLAS V.....	1447
CALIXTE III (Borgia).....	1455
PIE II (Æneas Silvius Piccolomini).....	1458
PAUL II.....	1464
SIXTE IV.....	1471
INNOCENT VIII.....	1484
ALEXANDRE VI (Borgia).....	1492
PIE III.....	1503
JULES II (de la Rovere).....	1503
LÉON X (de Médicis).....	1513
ADRIEN VI.....	1523
CLÉMENT VII (de Médicis).....	1523
PAUL III (Farnèse).....	1534
JULES III.....	1550
MARCEL II.....	1555
PAUL IV (Caraffa).....	1555
PIE IV.....	1559
PIE V.....	1566
GRÉGOIRE XIII.....	1572
SIXTE V.....	1585
URBAIN VII.....	1590
GRÉGOIRE XIV.....	1596
INNOCENT IX.....	1591
CLÉMENT VIII.....	1592
LÉON XI.....	1601
PAUL V (Borghèse).....	1605
GRÉGOIRE X.....	1621
URBAIN VIII (Barberini).....	1623
INNOCENT X.....	1644
ALEXANDRE VII (Chigi).....	1655
CLÉMENT IX.....	1667
CLÉMENT X.....	1670
INNOCENT XI.....	1676
ALEXANDRE VIII.....	1689
INNOCENT XII.....	1691
CLÉMENT XI.....	1700
INNOCENT XIII.....	1721
BENOÎT XIII.....	1724
CLÉMENT XII.....	1730
BENOÎT XIV.....	1740
CLÉMENT XIII.....	1758
CLÉMENT XIV (Ganganelli).....	1769
PIE VI.....	1775
PIE VII (Chiaramonti).....	1800
LÉON XII.....	1823
PIE VIII.....	1829
GRÉGOIRE XVI.....	1831
PIE IX (Mastai-Ferretti).....	1846
LÉON XIII (Pecci).....	1878

Roumanie.

Principauté formée de la Moldavie et de la Valachie, indépendante de la Turquie par le traité de Berlin du 13 juill. 1878, a pour prince depuis 1866 CHAR-

LES DE HOHENZOLLERN, roi en 1881.

Russie.

Dynastie de RURIK, qui commence vers 866.—Résidences: Kiev, Novogorod, Perciaslaw, Moscou. Pendant longtemps plusieurs principautés simultanées.

OLEG, tuteur d'Igor le fils de Rurik.	879
IGOR.....	913
SWIATOSLAW.....	945
JAROPOLK.....	973
WLADIMIR I.....	980
se fait chrétien en.....	989
SWIATOPOLK.....	1015
IAROSLAW.....	1019
ISIASLAW.....	1055
SWIATOSLAW II.....	1073
ISIASLAW, de nouveau.....	1077
WSERWOLOD.....	1078
SWIATOPOLK II.....	1093
WLADIMIR II.....	1113
MSLISLAW.....	1123
JAROPOLK, grand-prince.....	1132
VIACZESLAW.....	1138
WSERWOLOD II.....	1138
IGOR II et ISIASLAW II, vers.....	1146
LOURI ou GEORGE, vers.....	1149
fondation de la ville de Wladimir	1154
Il commence la succession des grands- princes de Wladimir.	
ANDRÉ, un de ses fils.....	1157
MICHEL.....	1175
WSERWOLOD III.....	1177
LOURI II.....	1213
CONSTANTIN, son frère.....	1217-1218
LOURI, de nouveau.....	1218
IAROSLAW II.....	1238
mort.....	1246
ALEXANDRE I.....	1251
IAROSLAW III.....	1263
BASILE ou WASILI I.....	1270
DIMITRI I.....	1277
ANDRÉ II.....	1294
DANIEL.....	1294
LOURI III.....	1303
MICHEL II.....	1304
ALEXANDRE II.....	1327
IVAN I, frère d'LOURI III.....	1328
Il réunit les principautés de Moscou, de Novogorod et de Wladimir.	
SIMÉON I, fils d'Ivan.....	1341
IVAN II, frère de Siméon.....	1353
DIMITRI II.....	1360
DIMITRI III.....	1362
sous ce règne Moscou devient la capi- tale.	
WASILI II.....	1380
WASILI III.....	1425
IVAN III.....	1462
WASILI IV.....	1505
IVAN IV.....	1533
premier czar ou tsar.....	1545
FÉDOR I.....	1584
avec lui s'éteint la dynastie.....	1598

Usurpateurs :
BORIS GODUNOW, 1598; un faux DIMITRI,
GRÉGOIRE OTREPCH, 1605; WASILI
GROUSKI, 1606; VLADISLAS de Po-
logne, 1610.

Maison de Romanow :

MICHEL.....	1613
ALEXIS.....	1645
FÉDOR II.....	1676
PIERRE LE GRAND et IVAN.....	1682
Leur sœur SOPHIE, corégente....	1686
PIERRE LE GRAND, seul, depuis....	1689
CATHERINE I.....	1725
PIERRE II ALEKSIOWITZ.....	1727
ANNE IVANOWNA.....	1730
IVAN VI.....	1740
ELISABETH PETROWNA.....	1741

Branches de Holstein-Gottorp :

PIERRE III.....	1762
CATHERINE II, sa femme.....	1762
PAUL I.....	1796
ALEXANDRE I.....	1801
NICOLAS.....	1825
ALEXANDRE II.....	1855
ALEXANDRE III, depuis mars.....	1881

Sardaigne.

Ancienne maison des comtes de Mau-
ricienne, des comtes de Savoie, princes de
Piémont.

Le premier duc de Savoie est AMÉ-
DÉE VIII, 1416, ermite en 1434, pape du
concile de Bâle de 1439 à 1449.

Succession des ducs :

LOUIS.....	1451
AMÉDÉE IX.....	1465
PHILIBERT I.....	1472
CHARLES I, son frère.....	1482
CHARLES II, fils de Charles I.....	1489
PHILIPPE II, fils de Louis.....	1496
PHILIBERT II, fils de Philippe II....	1497
CHARLES III.....	1504
EMMANUEL-PHILIBERT.....	1553
CHARLES-EMMANUEL I LE GRAND.....	1580
VICTOR-AMÉDÉE I.....	1630
FRANÇOIS-HYACINTHE.....	1637
CHARLES-EMMANUEL II.....	1638
VICTOR-AMÉDÉE II.....	1675
Acquisition du Montferrat en.....	1706
Rois, avec la Sicile en 1713; avec la Sardaigne depuis 1720, à la place de la Sicile :	
VICTOR-AMÉDÉE II, qui abdique....	1730
CHARLES-EMMANUEL III.....	1730
VICTOR-AMÉDÉE III.....	1773
CHARLES-EMMANUEL IV.....	1796
réduit à la Sardaigne par la conquête française.	

VICTOR-EMMANUEL I, son frère.... 1802
rétabli à la fin de 1814 dans la Savoie
et le Piémont, et mis par le congrès de
Vienne en possession de Gènes (30 déc.
1814); il abdique en..... 1821

CHARLES-FÉLIX.....	1821
Branches Savoie-Carignan, issue d'un cinquième fils de CHARLES-EMMANUEL I :	
CHARLES-ALBERT.....	1831
VICTOR-EMMANUEL II, son fils.....	1842
Roi d'Italie depuis.....	1861

Saxe.

Branches albertine depuis 1546 :

FRÉDÉRIC-AUGUSTE III, duc-électeur, 1763; fait roi par Napoléon sous le nom de FRÉDÉRIC AUGUSTE I, 11 déc.....	1806
MORT.....	1837
ANTOINE, roi.....	1837
FRÉDÉRIC-AUGUSTE II, roi.....	1846
JEAN, son frère, depuis.....	1854
ALBERT, fils de Jean.....	1873

Serbie.

Principauté reconnue indépendante
de la Turquie par le traité de Berlin
13 juillet 1881, a pour prince MILAN
OBRENOVITCH depuis 1868; roi en 1882.

Sicile.

Époque grecque et carthaginoise.
Parmi les colonies grecques, deux cités
doriennes, Syracuse et Agrigente, ont
eu des tyrans.

Agrigente :

PHALARIS, vers 570; ALCMANÈS et AL-
CANDER; THÉRON, depuis 483; THÉRA-
SYDÉOS, de 472 à 471. Rétablissement
du gouvernement républicain en 471. —
Elle avait contribué, avec Syracuse, à la
victoire d'Himera, sur les Carthaginois.
en 480; ils s'en emparent en 406. —
Ils occupent une grande partie de l'Is.

Syracuse :

GÉLON, roi de Géla dep. 491, tyran.....	485
HIÉRON.....	478
THRASYBULE.....	467
Gouvernement républicain depuis.....	465
DENYS L'ANCIEN.....	468
DENYS LE JEUNE.....	368
DION.....	356
CALLIPE.....	353
HIPPARINUS.....	352
Anarchie depuis.....	350
TIMOLÉON, de Corinthe, chasse dé- finitivement Denys le Jeune....	343
Obscures tyrannies depuis.....	337
AGATHOCLE, tyran.....	317
Divers gouvernements depuis.....	289
HIRACON II, d'abord général, roi....	279
HIRACON, son petit-fils.....	219

Époque romaine. — Peu de temps après
la mort d'Héronyme, 214, siège de Sy-
racuse par les Romains, qui depuis 214
ont maîtres de la Sicile carthaginoise;
elle est prise en 212. Reddition d'Agr-
igente, 210. Soumission complète de
l'Is.

Domination des Vandales d'Afrique,
depuis Genséric; des empereurs de

Constantinople, depuis Justinien; des musulmans aglabites d'Afrique, depuis 827.

Domination des Normands de France, depuis les expéditions de Roger I, 1061; des princes allemands de Souabe, depuis 1189; des princes français d'Anjou, depuis 1266. Pour les Normands, les Allemands et les Français, voy. *Naples et les Deux-Siciles*.

La Sicile, qui, réunie à Naples, forme le royaume des Deux-Siciles de 1130 à 1282, depuis les vèpres siciliennes, 1282, se sépare et a des rois aragonais :

PIERRE (III, en ARAGON)..... 1282
JACQUES..... 1285
FRÉDÉRIC I..... 1296
PIERRE II..... 1386
LOUIS..... 1342
FRÉDÉRIC II..... 1355

MARIE..... 1377

MARTIN I LE JEUNE..... 1391-1409

MARTIN II L'ANCIEN, son père, déjà roi d'Aragon, réunit, à sa mort, la Sicile à l'Aragon..... 1409

La Sicile a, jusqu'en 1713, le même souverain que l'Aragon et que le royaume de Naples, conquis par le roi d'Aragon en 1504. Elle fait partie de la monarchie autrichienne (branche espagnole) depuis 1516.

Royauté de la maison de Savoie en Sicile, 1716-1720.

Nouvelle domination de l'Autriche (branche allemande) et réunion à Naples, 1720-1735.

Des pr. Bourbons d'Espagne deviennent dep. 1736 rois de Naples et de Sicile. En 1860, incorporation à l'Italie.

Sparte.

Un peu de précision, depuis la conquête des Héraclides doriens, 1104. Le chef dorien, Aristodémos, est la souche de la double lignée royale qui régna simultanément et se perpétua jusqu'en 219 av. J. C. Il n'est pas possible de donner des dates précises avant 569. Il y eut depuis Aristodémos 31 rois eurysthénides et 27 rois proclides.

ARISTODÉMOS.

Branche d'EURYSTHÈNES.

AGIS.

ECHÉSTRATOS.

LABOTAS.

DORYSSOS.

AGÉSILAS.

ARCHÉLAOS.

TÉLÉCLOS.

ALCAMÈNE.

POLYDOROS vers..... 742-710.

EURYCRATIDÈS.

ANAXANDER.

EURYCRATIDÈS.

Léon.

ANAXANDRIDÈS, vers..... 500

CLÉOMÈNE I..... 520

LÉONIDAS..... 491

PLISTARCOS..... 480

PLEISTOANAX..... 458

PAUSANIAS..... 408

AGÉSIPOLIS I..... 394

CLÉOMBROTOS I..... 380

AGÉSIPOLIS II..... 371

CLÉOMÈNE II..... 370

AREUS I..... 309

ACROTATOS..... 265

AREUS II..... 264

LÉONIDAS II.

CLÉOMBROTÈ II.

LÉONIDAS, de nouveau..... 240

CLÉOMÈNE III..... 236

AGÉSIPOLIS III..... 219

Branche de PROULÈS.

SOÛS.

EURIPON.

PRYTANIS.

EUNOMOS.

POLYDECTES.

CHARILAOS, neveu de LYCURGUE qui est législateur, vers..... 884

NICANDER.

THÉOPOMPOS, vers..... 770-720

ZEUXIDAMOS.

ANAXIDAMOS.

ARCHIDAMOS I.

AGÉSICLÈS.

ARISTON, vers..... 500

DÉNARATE.

LÉOTYCHIDES..... 491

ARCHIMADOS II..... 469

AGIS II..... 427

AGÉSILAS..... 399

ARCHIDAMOS III..... 361

AGIS III..... 338

EUDAMIDAS I..... 330

ARCHIDAMOS IV.

EUDAMIDAS II.

AGIS IV..... 244

EURYDAMIDAS.

ARCHIDAMOS.

LYCURGUE, tyran..... 219

MACHANIDAS, tyran..... 210

NABIS, tyran..... 206

Après la mort de Nabis, 192, Sparte

est agrégée à la ligue achéenne... 191

et a le sort des autres villes de la

Grèce, conquise par les Romains.. 146

Suède.

I. Première dynastie obscure des Yaglings.

II. Dynastie danoise des Skjoldings, après la conquête de la Suède par IVAR VIFLAFNE : BIORN II, premier roi chrétien, vers 836. Sous OLAF SKOTKONUNG

(ou roi de tribut), baptisé en 1001, établissement durable du christianisme.

Ayant réuni la Gothie, il prend, au lieu du titre de roi d'Upsal, celui de roi de Suède.

AMUND JACQUES, KOLBRENNER ou Brûleur de charbon..... 1024

EMUND SLEMMÉ, renversé..... 1060

III. Maison des Stenkil, 1060-1158 :

STENKILL jusqu'en 1060; Eric VII et Eric VIII; Haquin I; Halstan et Inge I ensemble; Philippe et Inge II ensemble.

IV. Succession alternative des rois goths et suédois, ou suéars :

D'abord Eric IX, le Saint ou le Législateur, désigné par les Suédois, préféré à SVERTER, qu'avaient désigné les Goths..... 1150 1162

CHARLES VII, SVERKELSON... 116 : 1167

KANUT, ERICSON..... 1168

SVERKER II..... 1194

ERIC X, KANUTSON..... 1210

JEAN..... 1216

ERIC XI, LE BEGUE..... 1250

V. Maison des Folkunga :

Régence de BIRGER..... 1251-1256

VALDEMAR I, son fils, roi depuis... 1276

régné..... 1260

est déposé..... 1274

MAGNUS LADULAS..... 1279

BIRGER II..... 1296

est déposé..... 1317

MAGNUS II, SNEK ou l'EFFRÉNÉ, roi de Norvège depuis..... 1319

roi de Suède..... 1327

partage avec ERIC XII de 1350 à. 1359

déposé..... 1362

ne mourut qu'en..... 1379

HAQUIN, son fils..... 1362

ALBERT DE MECKLENBOURG, neveu de Magnus II..... 1365

VI. Union avec le Danemark.

MARGUERITE, reine de Danemark, depuis..... 1380

reconnue..... 1388

victorieuse d'Albert..... 1389

Union de Calmar..... 1397

ERIC XIII, le Poméranien..... 1412

déposé..... 1439

CHRISTOPHE le Bavaïois..... 1440

VII. De la rupture de l'union, 1448, à la dynastie de Wasa :

CHARLES VIII CANUTSON, roi, 1448 à 1457; 1463 à 1465; 1467 à 1470.

STENON I STURE, administrateur... 1471

JEAN, roi de Danemark, en Suède... 1497

STENON STURE I, administrateur de nouveau..... 150.

SWANTE NILSON-STURE, administrateur..... 1504

STENON II, administrateur..... 1512

CHRISTIAN I, roi de Danemark, en

Suède..... 1520

VIII. Dynastie de Wasa :

GUSTAVE I..... 1523

Ses trois fils :

ERIC XIV..... 1564

déposé..... 1564

JEAN III..... 1569

SIGISMOND, fils de JEAN..... 1592

déposé..... 1604

CHARLES IX, frère de JEAN..... 1604

GUSTAVE II ADOLPHE, son fils..... 1611

CHRISTINE..... 1622

CHARLES X GUSTAVE, son cousin... 1734

CHARLES XI..... 1734

CHARLES XII..... 1737

ULRIQUE-ÉLÉONORE..... 1742

abdique en..... 1750

IX. Branche de Holstein :

FRÉDÉRIC I, mari d'Ulrique..... 1734

ADOLPHE FRÉDÉRIC..... 1751

GUSTAVE III..... 1771

GUSTAVE IV ADOLPHE..... 1792

abdique en..... 1792

CHARLES XIII..... 1792

acquiert la Norvège..... 1814

X. Maison française par adoption :

CHARLES-JEAN BERNADOTTE, CHARLES XIV, roi de Suède et de Norvège, par adoption..... 1814

OSCAR I, son fils..... 1844

CHARLES XV, fils d'Oscar..... 1859

OSCAR II, fils d'Oscar..... 1872

Suisse.

Ligue helvétique, indépendante de

l'empire d'Allemagne composée

seulement de treize cantons à la fin

xviii^e siècle : Uri, Schwitz, Unterwald

reunis en 1308; Lucerne, admis en 1332

Zurich en 1351; Glaris en 1352; Zug

1352; Berne en 1353; Soleure en 1481

Fribourg en 1481; Bâle en 1501; Schaffouse en 1501; Appenzell en 1513.

— La présence des troupes de la république

française, formation de la république

helvétique, 1798. — Confédération

dix-neuf cantons, constituée par l'acte

de médiation (19 février 1803); six

cantons nouveaux : Argovie, Thurgovie,

Saint-Gall, les Grisons, le pays de Valais

le Tessin. — Nouvel acte constitutif, 1815.

admission dans la confédération de

cantons : Genève, le Valais, Neuchâtel

(sept. 1814, mars 1815). — Depuis 1815

Bâle s'est divisée en Bâle Ville et Campagne;

Unterwalden en haut et bas;

Appenzell en Rhodes intérieur et

extérieur. Mais le territoire helvétique

ne s'est pas agrandi.

Point de président comme aux États-Unis.

D'après la constitution de 1848

un conseil fédéral de sept membres

exerçant le pouvoir exécutif, une double assemblée fédérale, conseil national et conseil des États (sénat), à Berne.

Syrie.

I. Plusieurs États indépendants existaient avant l'époque des rois hébreux David et Salomon, à Arpad, Maacha, Roboh, Sobah, Hamath, Gessur, Damas. Les rois de Damas sont les plus célèbres. Les royaumes syriens furent réunis à l'empire d'Assyrie, vers le temps de la destruction du royaume d'Israël.

II. Après avoir fait partie de l'empire des Perses, et de l'empire d'Alexandre, la Syrie devient la résidence des maîtres de la haute Asie, et de l'Asie Mineure : Antioche est la capitale du royaume gréco-asiatique des Séleucides. La Syrie et la Phénicie seront gardées par eux jusqu'à leur chute définitive, l'an 64.

Séleucides :

SÉLEUCUS I NICATOR, général d'Alexandre, gouverneur de Babylone depuis 320 ; Père des Séleucides date de 311.

Séleucus prend le titre de roi en 306

ANTIOCHUS SOTER..... 280

ANTIOCHUS II THÉOS..... 261

SÉLEUCUS CALLINICUS..... 246

SÉLEUCUS CÉRAUNOS..... 225

ANTIOCHUS III LE GRAND..... 222

SÉLEUCUS PHILOPATOR..... 187

ANTIOCHUS ÉPIPHANE..... 175

ANTIOCHUS EUPATOR..... 164

DÉMÉTRIUS SOTER..... 162

ALEXANDRE BALA, usurpateur.... 150

DÉMÉTRIUS NICATOR..... 146

DIONOTE TRYPHON, usurpateur.

ANTIOCHUS SIDÉTÈS..... 137

DÉMÉTRIUS NICATOR, de nouveau.. 128

ANTIOCHUS GRYPPOS..... 123

ANTIOCHUS GRYPPOS et ANTIOCHUS LE CYZICÉNIEN..... 111

ANTIOCHUS LE CYZICÉNIEN..... 96

Trois prétendants : Séleucus, Eusèbe, Philippe.

TIGRANE, le roi d'Arménie..... 83

ANTIOCHUS XIII L'ASIATIQUE..... 69

Province romaine..... 64

Thèbes.

Point de rois depuis les temps histori-

ques. Les noms de Laïus, Œdipe, Étéocle

et Polynice appartiennent à l'époque des

héros. Célébrité des généraux Pélopidas,

mort en 364, Epaminondas, mort en 362.

Thrace.

Epoque historique :

TÉRÈS, roi, vers..... 431

SIRALCÈS, vers..... 428

SEUTHÈS I..... 424

Confusion jusqu'à :

COTYS I..... 380

KERSOBLEPTÈS..... 356

SEUTHÈS III..... 345

La Thrace enveloppée dans l'empire du roi de Macédoine, Alexandre le Grand,

est gouvernée par un de ses généraux :

LYSIMAQUE..... 323-281

La Thrace subit l'invasion gauloise, 280,

retourne à des chefs nationaux, survit

aux grands États de l'Europe et de l'Asie,

ne devient province romaine que

l'an 45 après Jésus-Christ.

Toscane.

Gouvernée par des ducs-marquis de-

puis le 11^e siècle, devenue un des fiefs

les plus importants de la couronne d'em-

pire, surtout sous la grande comtesse Ma-

thilde de 1076 à 1115, elle est partagée en

plusieurs républiques à la mort de l'em-

pereur Frédéric II, 1250 : Florence, Pise,

Sienna, Pistoia, Lucques, etc. Elle n'a

recouvré l'unité de gouvernement que

sous les Médicis, qui pendant le premier

siècle, où s'exerce leur influence, lais-

sent subsister à Florence les formes

democratiques. Succession de Médicis

sans titre ducal :

JEAN DE MÉDICIS, le Père des pauvres,

mort en 1428 ; COSME l'Ancien, de 1434 à

1464 ; PIETRE I, mort 1472 ; JULIEN I,

mort 1478 ; LAURENT I le Magnifique,

son frère, mort 1492 ; PIERRE II, chassé

1495 ; JULIEN II, ramené 1512 ; LAU-

RENT II, mort 1519.

Expulsion des Médicis, 1527 ; leur re-

tour, 1531.

Ducs.

1^{re} Médicis :

ALEXANDRE, fils naturel de Lau-

rent II..... 1531

COSME, fils de Jean le Grand Diable. 1537

premier grand-duc de Toscane... 1569

FRANÇOIS-MARIE, son fils..... 1574

FERDINAND I, frère de François.... 1587

COSME II, fils de Ferdinand..... 1609

FERDINAND II..... 1621

COSME III..... 1670

JEAN-GASTON..... 1723

2^e Maison impériale de Lorraine-Au-

triche :

FRANÇOIS II..... 1735

LÉOPOLD I..... 1765

FERDINAND III..... 1790

3^e Epoque napoléonienne :

LOUIS I, de la branche espagnole de

Parme, roi d'Etrurie..... 1801

LOUIS I, son fils mineur, sous la tutelle

de sa veuve, Marie-Louise, fille du roi

Bourbon d'Espagne..... 1803

Réunion à l'empire français, 1807 :

ÉLISA BONAPARTE, déjà princesse de

Piombino et duch. de Lucques en 1805,

et de Massa Carrara en 1806, eut le ti-

tre de gr.-duc. de Toscane.... 1809

4^e Maison de Lorraine-Autriche, de nouveau :
Ferdinand III, depuis..... 1814
Léopold II, depuis..... 1824
 Il réunit, 1847, à son grand-duché, le duché de Lucques par l'abdication du duc Charles-Louis, fils de Marie-Louise, la veuve du prince Louis I, pour laquelle le duché avait été créée en 1815.
 5^e Réunion au Piémont en 1860.

Transylvanie.

Eile se donne des princes indépendants, quand la Hongrie, dont elle avait suivi longtemps les destinées, a été occupée par un prince d'Autriche, Ferdinand, frère de Charles V, 1526.

JEAN ZAPOLY..... 1526
JEAN SIGISMOND, ou **ÉTIENNE**, son fils 1540
ÉTIENNE BATHORI..... 1571
CHRISTOPHE BATHORI, son frère... 1576
SIGISMOND BATHORI, fils de Christophe..... 1581
 La Transylvanie à l'Autriche, 1602-1604.

ÉTIENNE BOTSKAÏ, Hongrois, 1604-1607
GABRIEL BATHORI, frère de Sigismond 1608
BETHLEM GABOR, Hongrois, calviniste, de 1613 à..... 1629
GEORGES I, **RAGOTZKY**..... 1631
GEORGES II, **RAGOTZKY**..... 1648
MICHEL ABAFFI I..... 1671
MICHEL ABAFFI II..... 1690
 Il cède ses droits à l'Autriche... 1694
 Les Turcs, protecteurs ordinaires des Transylvains et des Hongrois, y consentent par le traité de Carlowitz, 1699

Troie.

Descendance royale jusqu'à la prise de Troie : Dardanus, Erichthonius, Tros, Ilus, Laomédon, Priam, Anchise, le père d'Énée, descend d'un petit-fils de Tros. Prise de Troie d'après les données d'Eratosthène, 1184 avant J. C.

Turquie.

Les chefs des Turcs ottomans, originaires du Turkestan, descendent des sultans du Kharisme. L'importance de la tribu date du démembrement de l'empire seldjoucide d'Asie Mineure en 1299.
OTHMAN (d'où le nom d'Ottomans) n'est qu'émir de Bythinie. Sa mort... 1326
OKHAN, sultan..... 1326
AMURAT I..... 1360
BAJAZET I..... 1389
 réside déjà à Andrinople..... 1361
 confirmé par le calife d'Égypte dans le titre de sultan..... 1394
SOLIMAN I..... 1403
MUSA..... 1410

MAHOMET I..... 1413
AMURAT II..... 1421
MAHOMET II en 1451 : à Constantinople depuis..... 1453
BAJAZET II..... 1481
SÉLIM I..... 1512
SOLIMAN II..... 1520
SÉLIM II..... 1566
AMURAT III..... 1574
MAHOMET III..... 1595
ACHMET I..... 1603
MUSTAPHA I..... 1617
OTHMAN II..... 1618
MUSTAPHA I, rétabli..... 1622
AMURAT IV..... 1623
IBRAHIM..... 1639
MAHOMET IV..... 1649
SOLIMAN III..... 1657
ACHMET II..... 1671
MUSTAPHA II..... 1683
ACHMET III..... 1703
MAHMOUD I..... 1730
OTHMAN III..... 1754
MUSTAPHA III..... 1757
ABDUL-HAMED..... 1774
SÉLIM III..... 1789
MUSTAPHA IV..... 1807
MAHMOUD II..... 1808
ABDUL-MEDJID..... 1839
ABDUL-AZIS, son frère..... 1861
MOURAD V, fils d'Abd-Medj. 30 mai 1876
HAMID II, frère de Mourad V, 31 août 1876

Vandales.

Voy. Afrique.

Venise.

Aristocratie puissante du XIII^e au XVII^e siècle. Un doge à vie depuis 687; le premier est ANAFESTO. Conseil des Dix depuis 1310; les trois inquisiteurs d'État depuis 1601. Succession non interrompue de doges de 697 à 1797. Dernier doge, **LOUIS MARINI**, 1789-1797. Son abdication. la déchéance du Sénat et celle du grand conseil sont exigées par Bonaparte, mai 1797. Cession à l'Autriche par les traités de Campo Formio, 17 oct. 1797, et de Lunéville, 9 fév. 1801. Réunion au royaume français d'Italie par le traité de Presbourg (26 déc. 1805), au royaume lombardo-vénitien formé par l'Autriche (7 avril 1815); au royaume d'Italie (nov. 1860).
Visigoths.

Voy. Espagne.

Wurtemberg.

FRÉDÉRIC IV (Guillaume-Charles), duc depuis 1797, fait électeur en 1803, fait roi par l'influence de Napoléon... 1805
 mort en..... 1816
GUILLAUME I, roi depuis..... 1816
CHARLES, son fils roi actuel depuis 1864

TABLEAUX GÉNÉALOGIQUES

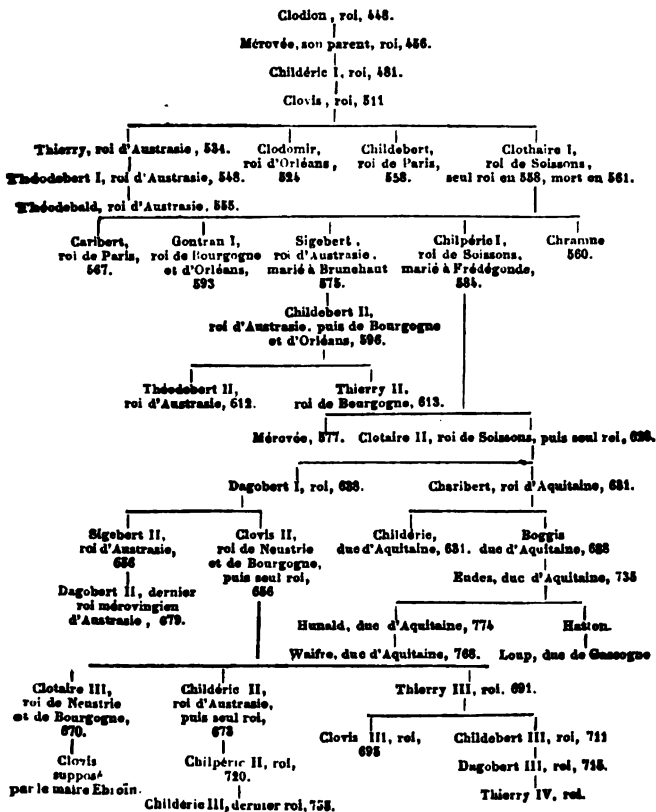
DES

PRINCIPALES MAISONS SOUVERAINES

DE L'EUROPE.

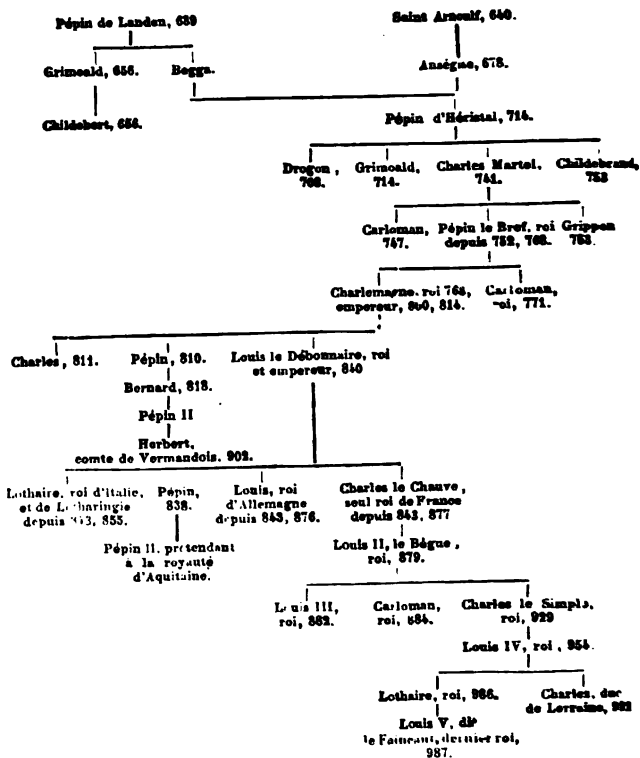
FRANCE. — MÉROVINGIENS.

(La date qui suit chaque nom est celle de la mort.)



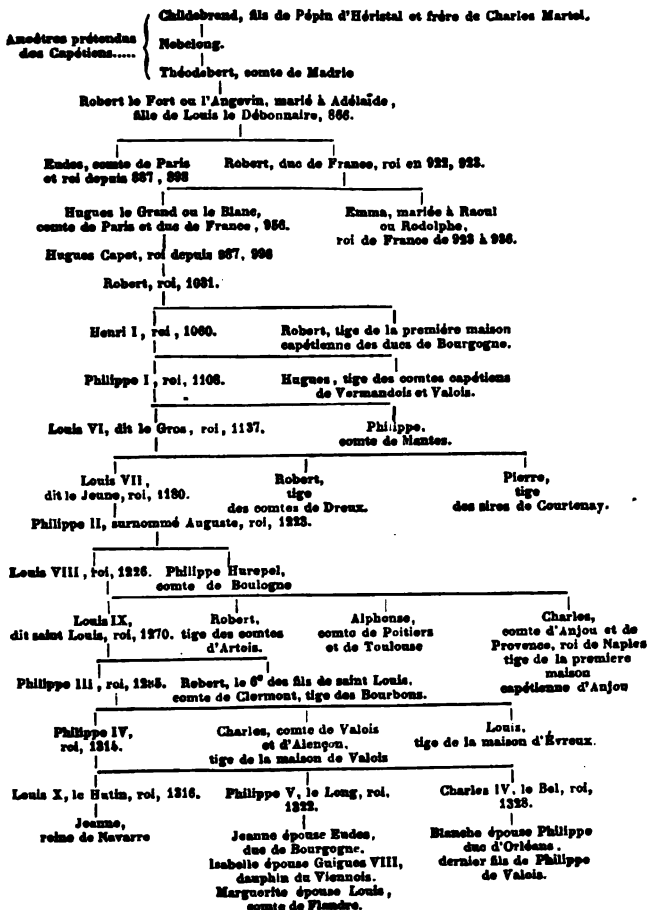
FRANCE. — CARLOVINGIENS.

(La date qui suit chaque nom est celle de la mort.)



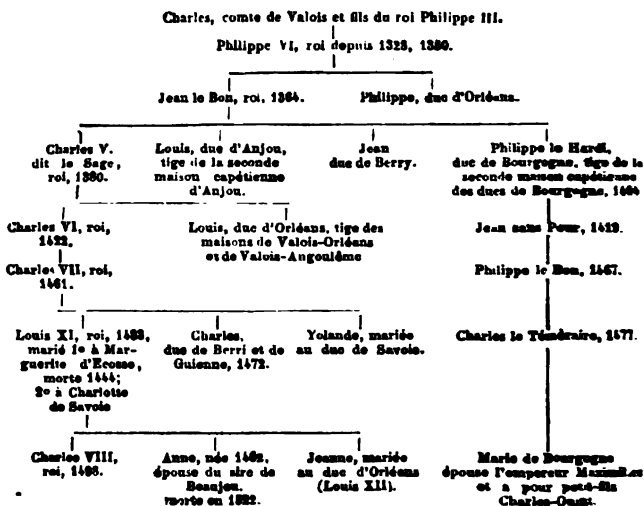
FRANCE. — CAPÉTIENS : BRANCHE AÎNÉE.

(Le date qui suit chaque nom est celle de la mort.)



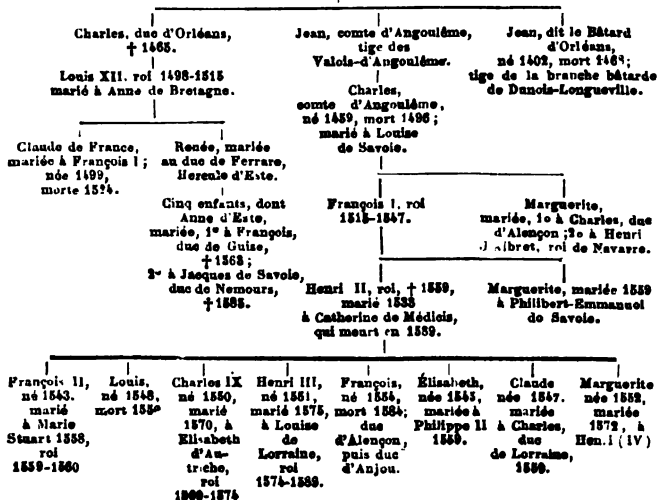
FRANCE. — CAPÉTIENS : BRANCHE ROYALE DES VALOIS ET BRANCHE DUCALE DES VALOIS-BOURGOGNE.

(La date qui suit chaque nom est celle de la mort.)



FRANCE. — CAPÉTIENS : BRANCHES ROYALES DES VALOIS-ORLÉANS ET DES VALOIS-ANGOULÊME.

Louis, duc d'Orléans, second fils du roi Charles V, † 1407, marié à Valentine Visconti.



FRANCE. — CAPÉTIENS : BRANCHE ROYALE DES BOURBONS
DEPUIS HENRI IV.

Henri IV, de la branche de Vendôme, né 13 déc. 1553, roi 1589-1610.

Louis XIII, roi, Isabelle ou Elisabeth, marié à Anne d'Autriche, fille aînée du roi d'Espagne Philippe III, † 1643.	Christine, mariée à Victor-Amédée de Savoie.	Gaston d'Orléans, né 1601, marié 1 ^o à Marie de Montpensier, morte 1627 ; 2 ^o à Marguerite de Lorraine ; meurt en 1650.	Henriette épouse 1635 Charles I, roi d'Angleterre, morte 1669.
---	--	---	--

Louis XIV, roi, † 1715.	Philippe d'Orléans, duc tige de la branche, † 1701.	1 ^o La Grande Mademoiselle, morte 1693.	2 ^o Mademoiselle d'Alençon, mariée au duc de Guise, qui meurt en 1671 ; morte 1696.	3 ^o Marguerite - Louise, mariée 1661 à Coëssin de Médan, duc de Dachau.
-------------------------	---	--	--	--

Louis, duc de Bourgogne et dauphin, † 1712.	Philippe, duc d'Anjou, qui commence en 1700 la branche des Bourbons d'Espagne.	Duc de Berri, mort en 1714.
---	--	-----------------------------

Louis XV, roi, † 1774.

Louis, dauphin, † 1763.

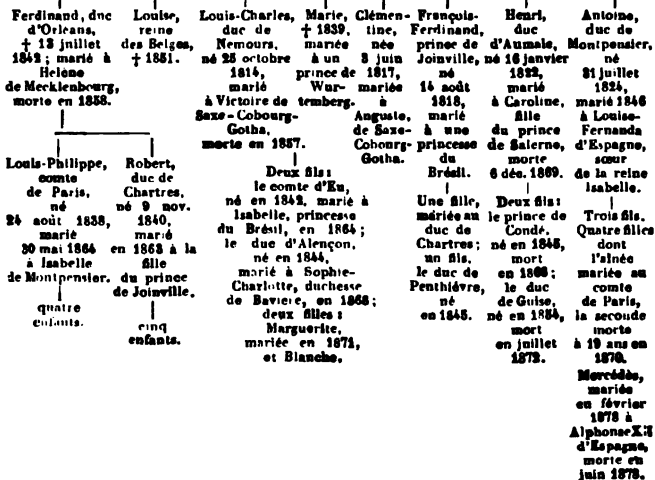
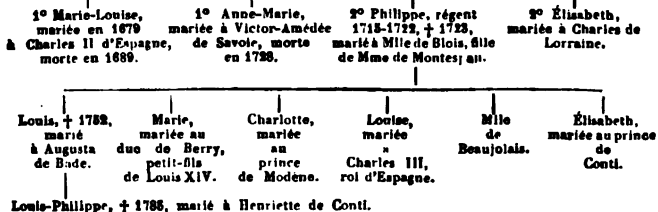
Louis XVI, roi, † 1793.	Louis XVIII, roi, † 1824.	Charles X, roi de 1824 à 1830, mort en 1836.	Elisabeth, † 1794.
-------------------------	---------------------------	--	--------------------

Marie-Thérèse, née en 1778, mariée au duc d'Angoulême ; mort en juin 1851. † 1851.	Un fils, né en oct. 1781, mort en juin 1789.	Louis, né en mars 1788, dauphin (Louis XVII), † 1793.	Louis-Antoine, duc d'Angoulême, † 1844.	Charles-Ferdinand, duc de Berry, † 1820, marié à Caroline de Naples.
--	--	---	---	--

Louise-Marie-Thérèse, née le 21 septembre 1819, mariée en 1845 à Charles III, duc de Parme.	Henri-Charles-Ferdinand, duc de Bordeaux, et comte de Chambord, né le 29 septembre 1820 ; époux, depuis 1846, de Marie-Louise, née, en 1817, de François IV, duc de Modène.
---	---

FRANCE. — CAPÉTIENS : BRANCHE CADETTE D'ORLÉANS.

Philippe, second fils de Louis XIII, duc d'Orléans, † 1701, marié : 1° à Henriette d'Angleterre, morte en 1670. 2° à Charlotte, princesse palatine, morte en 1723.



FRANCE. — BRANCHES PRINCIPÈRES DES BOURBONS.

1^{re} Branche ducale des Bourbons

C'est la souche primitive.

Robert, comte de Clermont, et sixième fils de saint Louis, épouse Béatrix, héritière de la baronnie de Bourbon, meurt en 1317.

Louis I, duc de Bourbon et comte de La Marche, † 1341.

Pierre I, duc de Bourbon, † 1356.

Jacques, tige des comtes de La Marche.

Louis II, † 1410.

Jean I, † 1433.

Charles I, † 1456.

Louis, tige des comtes de Montpensier.

Jean II, † 1483.
Mort
sans postérité.Pierre II, sire de
Beaujeu, comte
de La Marche en1477,
duc de Bour-
bon en 1488,
épouse
1474 Anne, fille
de Louis XI.Suzanne, épouse,
1505, Charles
de Montpensier,
connétable
de France,
meurt 1521.Marguerite, mariée
à Philibert, comte de Brance,
duc de SavoiePhilibert,
duc de Savoie,
1427-1504,
marié à
Marguerite
d'Autriche.Louise de Sa-
voie, mère
de François I.Charles III,
duc de
Savoie, 1501-
1553.
Philibert-Em-
manuel.Philiberte,
mariée à
Julien de Mé-
dicis, fait
1516
duc de
Nemours.Jacques de
Savoie, duc de
Nemours,
marié à la
veuve de
François, duc
de Guise.2^{de} Branche de La Marche.Jacques, 3^e fils du duc de Bourbon Louis I, † 1361.Jean, † 1393,
épouse l'héritière de Vendôme.Jacques, tige de la branche de Prénay,
qui s'éteignit en 1429 sans avoir
fourni un seul personnage important.Jacques II,
† 1438.Louis, tige de la branche
de Vendôme.Jean, tige de la branche
de Carcass, qui ne dépasse pas trois
générations.

FRANCE. — BRANCHES PRINCIPALES DES BOURBONS.

3^e Branche de Montpensier.Louis I, 3^e fils du duc de Bourbon Jean I, † 1436

Gilbert, marié à Claire de Gonnague, † 1466.

Louis II,
† 1501.Charles III, né 1480,
comte de France, épouse
Susanne, héritière
de la maison ducal
de Bourbon, morte
1521 ; meurt 1527.Louise, mariée, 1504,
à Louis, second fils
de Jean,
comte de Vendôme,
qui est la tige
d'une nouvelle
branche
de Montpensier,
morte 1541.Renée,
mariée, 1515,
à Antoine,
duc
de Lorraine,
† 1550.François,
duc de
Châtelleraut,
† 15154^e Branche de Vendôme.Louis, 2^e fils de Jean comte de La Marche, 1^{er} comte de Vendôme, † 1446.

Jean, † 1477.

François, † 1495, épouse
Marie de Luxembourg,
comtesse de Saint-Pol,
dame d'Enghien, etc.Louis, tige des ducs
de Montpensier, princes
de La Roche-sur-Yon.Jacques, seigneur
de Bonneval, tige des
seigneurs de Lignol.Charles, né 1489, 1^{er} duc
de Vendôme 1515, marié à
François d'Alençon,
fils de René duc d'Alençon
et de Marguerite de
Lorraine, morte 1550 ; il
meurt 1537.Louis,
cardinal,
évêque de
Laon, puis
archevêque de
Sens,
† 1556.François, comte de Saint-
Pol, né 1491, épouse 1534
Adrienne d'Estouville,
morte 1560 ;
il meurt 1545.Antoinette,
mariée 1513
à Clau de,
1^{er} duc de Guise
morte 1583.François II, duc d'Estou-
ville, † 1546.Antoine, duc de
Vendôme,
épouse 1547
Jeanne d'Albret,
reine de Navarre
† 1563François,
comte
d'Enghien,
† 1545.Charles, car-
dinal de Rouen,
roi
de la ligue,
† 1590.Jean,
comte
d'Enghien,
† 1557.Louis,
tige
de la
branche de de Clèves-
Condé.Marguerite, Deux autres
mariée à fils et
François six autres
Nevers. filles.Henri
de Beaumont,
mort jeune.Louis,
comte de
La Marie, mort
jeune.Henri IV,
tige de
la branche royale
des Bourbons.Charles,
fils naturel,
archevêque de
Rouen,
† 1610.Catherine, née 1558,
mariée 1599
à Henri, duc de Bar, fils
du duc de Lorraine,
morte 1604.5^e Branche de Caramoi.

Jean, fils de Jean I comte de La Marche, † vers 1458.

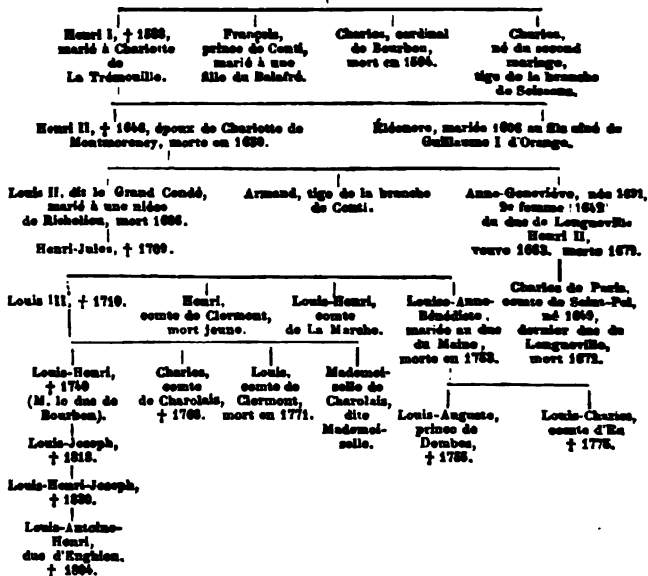
Jacques, † 1493.

Charles, ses fils Bertrand et Jean ne laissent
pas de postérité.Philippe, tige de la branche
de Duisant (ou Artois),
qui donne trois personnages peu connus.

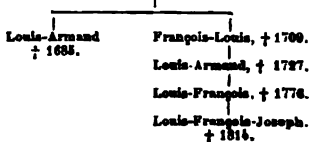
FRANCE. — BRANCHES PRINCIPÈRES DES BOURBONS.

6^e Branche de Condé.

Louis I, fils de Charles de Bourbon, 7^e duc de Vendôme, † 1589,
a eu pour 2^e femme Françoise d'Orléans Longueville.

7^e Branche de Conti.

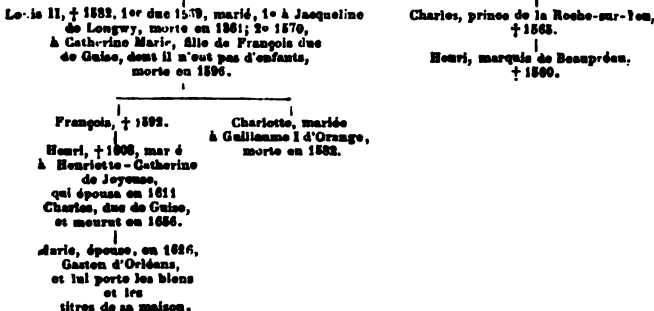
Armand, second fils de Henri II, prince de Condé, † 1686, marié en 1684 à une nièce
de Mazarin, Marie-Anne Martinuzzi, morte 1672.



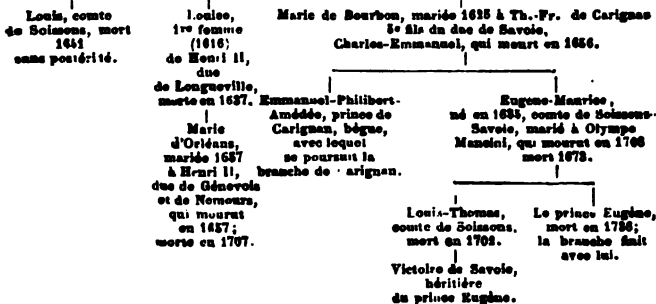
FRANCE. — BRANCHES PRINCIPALES DES BOURBONS.

8^e Branche des princes de La Roche-sur-Yon, ducs de Montpensier.

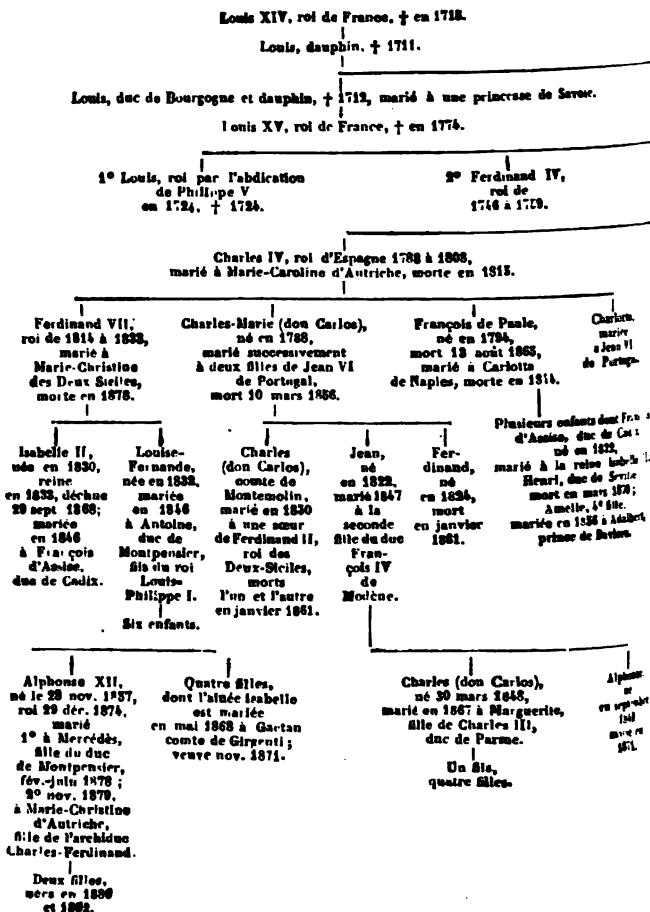
Louis I, second fils de Jean comte de Vendôme. † 1521. marié à Louise de Bourbon, sœur du connétable Charles de Montpensier.

9^e Branches de Soissons et d. Soissons-Savoie.

Charles, comte de Soissons, fils de Louis I prince de Condé et de Françoise d'Orléans-Longueville, marié 1601 à Anne, fille du comte de Montferrat, en Piémont, mort en 1612.



BOURBONS D'ESPAGNE.



DE NAPLES, DE LUCQUES, DE PARME, ETC.

Philippe V, duc d'Anjou, roi d'Espagne depuis 1700; abdique, puis reprend le trône en 1724,
 marié: 1° à une princesse de Savoie, 2° à Elisabeth de Parme;
 mort en 1746.

Charles III (don Carlos), duc de Parme 1781,
 roi des Deux-Siciles 1788, roi d'Espagne 1789,
 mort en 1781.

Philippe, duc de Parme 1748-1763.

Ferdinand, roi de Naples et de Sicile de 1759 à 1829,
 marié à Caroline d'Autriche, morte en 1814.

Gabriel-Antoine,
 né en 1759, mort en 1788.

Ferdinand, duc de Parme
 de 1765 à 1808.

François I, roi de 1815 à 1830,
 marié deux fois, a treize enfants.

Pierre,
 né en 1786, mort en 1812

Louis I, roi d'Étrurie
 1801-1803,

Du premier mariage:

Caroline, mariée au duc de Berry,
 veuve en février 1820,
 remariée au duc della Grazia mort en 1865,
 morte le 17 avril 1870;
 et Carlotta, mariée à l'infant François de Paule,
 morte en 1844;
 du second mariage:

Sébastien, né en 1811,
 marié à
 Marie-Christine-Isabelle,
 fille de l'infant
 François de Paule.

qui a été duchesse de
 Lucques en 1814.

Quatre fils,
 dont l'aîné
 François-Marie est né
 en 1801.

Charles-Louis,
 duc de Lucques de 1825
 à 1847,
 puis duc de l'Anjou
 en 1847,
 sous le titre de Charles II,
 abdique en 1849.

Ferdinand II, né en 1810,
 roi des Deux-Siciles
 de 1830 à 1860,
 marié d'abord à Christine
 de Savoie,
 puis à Marie-Thérèse,
 sœur de l'archiduc Charles,
 morte août 1867,
 qui a eu neuf enfants.

et Charles,
 prince de Capoue,
 mort en 1862;
 Léopold, comte de
 Syracuse,
 mort le 4 décembre
 1860;

Louis, comte d'Aquila;
 François de Paule,
 comte de Trapani;
 Marie-Christine,
 mariée au roi
 d'Espagne Ferdinand VII;
 Marie-Antoinette,
 grande-duchesse de
 Toscane;
 Marie-Caroline,
 mariée au comte de
 Montemolin;
 Thérèse,
 mariée en 1848
 à l'empereur du
 Brésil.

Charles III, duc de Parme, mort en 1854,
 marié en 1815
 à Louise, fille de la duchesse de Berry,
 morte en février 1861.

Du 1^{er} mariage:
 François II, né en 1836,
 marié en janvier 1859
 à Marie de Bavière,
 roi de 1859 à 1900;
 du second mariage:
 Louis, comte de Trani,
 marié en juin 1861
 Mathilde de Bavière;
 Honoré, comte de Caserta,
 marié en 1866 à une
 fille du comte de Trapani;
 Jean, comte de Girgenti,
 marié en 1869
 à la fille de la reine
 Isabelle II d'Espagne,
 morte nov. 1871;
 Pascal, comte de Bari;
 prince de Castelgironne,
 en 1867, mort en 1867;
 et des filles.

Robert,
 né en 1818.
 duc de Parme jusqu'en
 1859,
 marié à Marie Pie,
 sœur de François II
 de Naples,
 morte sept. 1862.

Neuf enfants.

Deux
 filles.

Un fils.

FAMILLE BONAPARTE.

Charles Bonaparte, mort en 1785, épouse Marie Letitia Bamezini, morte en 1835.

Joseph-Napoléon, né le 7 janv. 1787, roi de Naples, roi d'Espagne, a épousé Julie Clary; mort en 1814.	Napoléon, né le 15 août 1769, empereur des Français, mort le 5 mai 1821; a épousé : 1° Joséphine princesse de Musignano, morte 1821; Charlotte, née en 1802, épouse Napoléon-Louis, morte en 1839.	Zénide, née en 1801, épouse Charles-Lucien, prince de Musignano, morte 1821; Charlotte, née en 1802, épouse Napoléon-Louis, morte en 1839.	Lucien, né en 1778, prince de Canino, épouse Charlotte Boyer et Alexandrine de Blieschamps, veuve Jombertin, morte en 1855; mort en 1810.	Élise, née le 3 janv. 1777, grande-duchesse de Toscane, épouse Baciocchi, prince de Lucques et de Piombino; morte en 1820.	Charles-Lucien, prince de Canino et de Musignano, né en 1802, mort en 1837. Louis-Lucien, né en 1813, Pierre-Napoléon, 1815-1831, Antoine, né en 1816, et six filles, dont cinq mariées : Au prince Gabrielli. A lord Dudley Stuart, A. M. Wise. Au comte Vincent Valentin, Au marquis Honorati, De Charles-Lucien, prince de Canino, sont nés : Joseph, en 1824, m. en 1865; Lucien, en 1828, cardinal en 1868; Napoléon, né en 1839; Charles-Albert, né en 1843, et six filles, dont Charlotte mariée au comte de Primoli.	Napoléon-Louis Napoléon, né le 20 avril 1808, président de la république française depuis le 10 décembre 1848, empereur depuis le 2 déc. 1852 (Napoléon III), marié 30 janvier 1853 à Eugénie, fille du comte de Montijo, dechu le 9 septembre 1870.	Pauline, princesse épousée en 1801, a épousé : Gustave Janvier, épouse 1800. Le général Joachim Leclerc, Murat, et le roi de Naples. le prince Naples Borgia, de 1805 morte à 1818. Warimberr, en 1828, morte en 1836, roi de Westphalie 1807-1813.	Pauline, princesse épousée en 1801, a épousé : Gustave Janvier, épouse 1800. Le général Joachim Leclerc, Murat, et le roi de Naples. le prince Naples Borgia, de 1805 morte à 1818. Warimberr, en 1828, morte en 1836, roi de Westphalie 1807-1813.	Archiele Murat, mort en 1847, marié à une petite fille de Washington, morte en 1867; Nap.-Lucien Murat, né en 1809, prince français depuis 1853, qui a cinq enfants; Lucile, mariée, en 1822, au comte bohnais Pepoli, dont le fils en 1830, mariée Joachim-Napoléon, au prince Demimurquis de Prioli, doct. qui meurt en 1833, en mai 1870; Napoléon, né en 1814, polono-Joseph, né en 1822, à Frédéric, comte de Holtenauer-Sigmaringen; Clothir, fille du Louis, mariée au roi de Sardaigne Victor-Emmanuel, qui a deux fils et une fille.
--	--	---	---	--	---	--	---	---	---

En vertu des éditules consulaires du 28 février en 1811 et du 5 février en 1812, l'indivision dans la famille impériale devait passer, à défaut de la descendance mâle de Napoléon, dans celle de son père, et à défaut de celle-ci, dans celle de Louis, le frère de son père. Le décret n'est que du 16 dec. 1812, révisé en 1815, fait pour l'indivision, a été révisé par décret, le 16 dec. 1815, dans la branche de son père.

MAISON DE BRAGANCE AU PORTUGAL ET AU BRÉSIL.

(Elle date de 1640.)

Jean VI, fils de la reine Marie, régent depuis 1790, retiré au Brésil en 1807, roi de Portugal à la mort de sa mère en 1816, mort en 1826, marié à Charlotte, fille de Charles IV d'Espagne, qui meurt en 1830.

Don Pedro, né en 1798 (Pedro I, empereur du Brésil; Pedro IV, roi de Portugal); marié: 1^o à Léopoldine-Caroline-Joséphine d'Autriche, morte en 1826; 2^o 1829, à Amélie, fille du prince Eugène Beauharnais, morte en 1873; abdique la couronne de Portugal mai 1826; celle de Brésil avril 1824; meurt septembre 1834.

Marie, Don Miguel, né en 1802, régent du Portugal, 26 février 1829; née en 1801, prétendant au trône 1825-1834; marié 1831, mort 1886.

Sept enfants, dont un fils, Miguel, né en 1833.

Donna Maria II, née avril 1819, reine de Portugal mai 1826; mariée: 1^o à Auguste, duc de Leuchtenberg, fils d'Eugène Beauharnais; 2^o 1836, à Ferdinand de Saxe-Cobourg-Gotha; morte 1853; Ferdinand est régent, 1853-55.

Donna Januaria, née 1832, mariée 1844 à Louis des Deux-Siciles, comte d'Aquila.

Donna Françoise, née en 1835; mariée en mai 1843 au prince de Joinville, fils du roi Louis-Philippe 1^{er}.

Don Pedro II, né déc. 1835; empereur du Brésil en avril 1831, gouverne depuis 1840, marié en septembre 1843 à Thérèse, fille de François I, roi des Deux-Siciles.

Donna Marie-Amélie, née déc. 1831, morte 4 février 1833.

Don Pedro V, né 16 septembre 1837; roi 1853; marié 1856 à Stéphanie de Hohenzollern-Sigmaringen, veuf 1859, mort 11 nov. 1861.

Lois 1^{er}, né octobre 1838, roi depuis 1861, marié 1861 à Marie-Pie, duc de Béja, fille de Victor-Emmanuel II, duc 1861, roi d'Italie.

João, né mars 1813, marié 1829 à Marie-Anne, née juillet 1813, Georges, fils du roi de Saxe Jean.

Antonio, née 1845, mariée 1861 à Léopold, prince héritier de Hohenzollern-Sigmaringen.

Fernando Augusto, né 1816, mort 8 nov. 1861, marié octobre 1864 au comte d'Eu, fils du duc Louis-Philippe, de Nemours.

Isabelle, née juillet 1817, mariée duc 1861, Auguste de Saxe-Cobourg, petit-fils du roi Louis-Philippe, morte 24 février 1871.

Trois fils.

Deux fils.

Charles, — Alphonse.

MAISON D'AUTRICHE,

DEPUIS L'ABDICTION DE CHARLES V EN 1556.

Ferdinand I son frère, a les États autrichiens allemands
depuis 1519 ; est, par son mariage avec Anne,
fille de Ladislas, roi de Hongrie et de Bohême, 1526
empereur de 1556 à 1564.

Maximilien II, empereur, Charles, duc de
de 1564 à 1576 Styrie.

Rodolphe II, Mathias.
empereur, de roi de Hongrie, Ferdinand II, roi de Bohême,
1576 1608; de Bohême, 1617 ; de Hongrie, 1618
à 1612. 1611 : empereur, de
1612 à 1619. de 1619 à 1637.

Ferdinand III, empereur.
de 1637 à 1657.

Léopold.

Marié à : 1^o Marie-Anne, fille de
Philippe III, roi d'Espagne ;
2^o Marie-Léopoldine,
archiduchesse d'Autriche.
3^o Eléonore de Mantoue.

Léopold I, empereur de 1657 à 1705
épouse : 1^o Marguerite Thérèse, fille
de Philippe IV, roi d'Espagne ;
2^o Claude-Félicité, héritière du Tyrol.
3^o Eléonore de Bavière-Nouveau,
princesse palatine.

Marie-Antoinette,
née du premier lit, mariée à
Maximilien-Emanuel, électeur
de Bavière.

Joseph I,
empereur de
1705 à
1711.

Charles VI, roi d'Espagne
de 1705 à 1711,
empereur
de 1711 à 1740.

Joseph-Ferdinand,
héritier de la
monarchie
espagnole,
mort le
6 février 1699.

Marie Joséphine,
mariée à Auguste III,
roi de Pologne et
électeur de Saxe.

Marie-Amélie,
mariée à
l'électeur de
Bavière,
plus tard
empereur sous le nom
de Charles VII

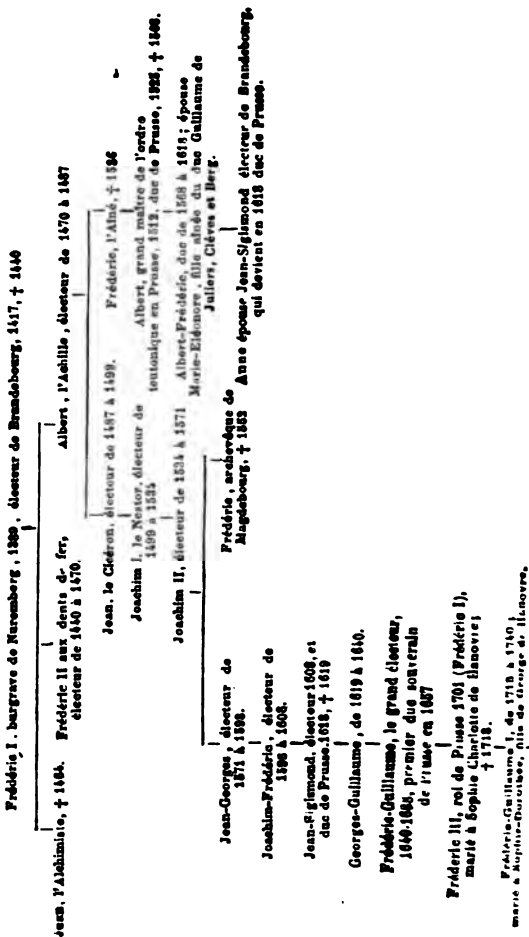
Marie-Thérèse, héritière
des États d'Autriche,
1740, épouse
François I, duc
de Lorraine,
mort 1766.

MAISON DE LORRAINE-AUTRICHE AVEC LES DEUX BRANCHES DE TOSCANE ET DE MODÈNE.

François I de Lorraine, époux de Marie-Thérèse, fille de Charles VI, morte en 1780, obtient, 1737, la Toscane en échange de la Lorraine; corégent dans les États héréditaires d'Autriche, 1740; empereur de 1745 à 1765.

Joseph II, empereur de 1765 à 1790, Léopold II, grand-duc de Toscane, 1765, empereur de 1790 à 1792.	Ferdinand IV, roi de Sicile, marié à Marie-Caroline.	Ferdinand, né en 1784, + 1806, a épousé Marie-Béatrix d'Este, héritière de Modène, etc.	Maximilien Elisabeth; Marie-Christine, mariée, 1766, à Albert, duc de Saxe-Teschen; Marie-Antoinette, mariée, 1770, à Louis XVI, roi de France, + 1793.
Marie-Thérèse, née en 1767, mariée à Antoine, roi de Bavière, + 1807.	François II, empereur d'Autriche (François I), marié quatre fois.	Renier, Louis, mort en 1853.	
Marie-Louise, mariée à Napoléon en 1810, duchesse de Parme, de 1816 à 1847.	Trois François-Charles, épouse Sophie, princesse de Bavière, morte en 1873.	Leopold, Ernest, Sigismond; Renier, mort en 1839.	François (IV) d'Este, né en 1779, duc de Modène, 1818-1846, a épousé Marie-Béatrix, princesse de Sardaigne.
	François-Joseph I, né en 1830, empereur depuis 1848, a Elisabeth de Bavière, Rodolphe, né le 23 août 1858, marié, mai 1881, à Stéphanie, fille du roi des Belges; Ferdinand-Maximilien, né en 1832, marié, juil. 1837, à Charlotte, fille du roi des Belges; empereur du Mexique en 1864, mort en 1867; Charles-Louis, marié, 1836, à Marguerite de Saxe, morte en 1858; + 1862, à Annunziata, fille de Ferdinand II, des Deux-Siciles; morte en 1871; + 1873, à Marie de Portugal; a six enfants: Louis-Victor, né en 1849.	Albert, Étienne, né en 1817, palatin de Hongrie 1847-1848, mort en 1859.	Marie-Thérèse, née en 1817, mariée au comte de Chambord en 1846, sans enfants; François V, né en 1819, duc de Modène depuis 1846, marié, sans enfants; Ferdinand, né en 1831, mort en 1849, laisse une fille, Marie-Thérèse, mariée en 1868 à un prince de Bavière, Louis; Marie-Béatrice, née en 1837, qui, en 1847, a épousé Jean, second fils de don Carlos d'Espagne, de ce mariage sont nés deux fils, en 1848 et 1849.

MAISON DE HOHENZOLLERN, DANS LE BRANDEBOURG ET LA PRUSSE.



Frédéric I.^{er} le Grand, de 1760 à 1786, époux, en 1788, Elisabeth-Christine, princesse de Brunswick.
 Auguste-Guillaume, né en 1752, † 12 juin 1788, épouse Louise-Amélie, princesse de Brunswick.
 Louis-Dirique, mariée, en 1744, à Louisa-Frédérique, qui est devenue roi de Suède.

Frédérique, mariée au margrave de Baireuth.

Henri, mort en 1802.

Frédéric-Guillaume II, de 1786 à 1797.
 Frédéric-Sophie-Wilhelmine, mariée à Guillaume V, stadhouder de Hollande.

Frédéric-Guillaume III, de 1797 à 1840, époux : 1^o Louise de Mecklenbourg-Strelitz, morte en 1810; 2^o Augusta, princesse de Liegnitz.

Adalbert, né 1811, amiral de la flotte allemande.

Frédéric-Guillaume IV, Guillaume I.^{er}, né en 1797, prince de Prusse, époux, en 1829, Augusta de Saxe-Weimar, régent depuis oct. 1838, roi 1861, empereur d'Allemagne depuis janv. 1871.

Châlotte, née en 1798, mariée à Nicolas I, empereur de Russie. (Voy. Russes.)

Charles, né en 1801, mort en 1833, veuf de Marie Saxe-Weimar.

Alexandrine, mariée en 1-23 au grand-duc Paul-Frédéric de Mecklenbourg-Schwerrin.

Albert, né en 1809, épouse Wilhelmine-Frédérique, fille de Guillaume I, roi des Pays-Bas; meurt en 1872.

Frédéric-Guillaume, né en 1831, marié, en 1850, à Victoria, fille aînée de la reine d'Angleterre.

Frédéric-Charles, né en 1830, épouse Marie-Anne de Dessau en 1854. Quatre enfants.

Louise, née en 1836, mariée, en 1853, Frédéric-Guillaume de Basse.

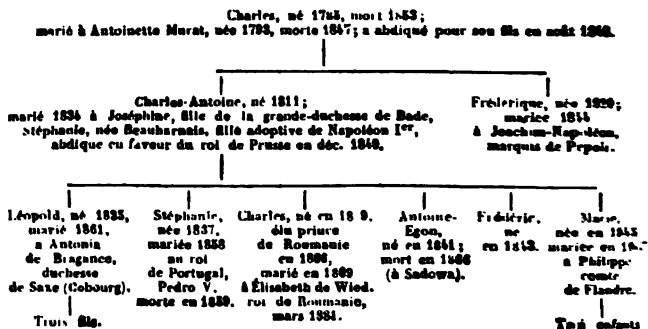
Albert, et deux filles.

Trois enfants.

Six enfants : l'aîné, Guillaume, né en 1859, marié à Augusta-Victoria de Schleswig-Holstein-Augustenburg (f.év. 1881), a un fils mai 1882.

BRANCHE DE HOHENZOLLERN - SIGMARINGEN (CATHOLIQUE).

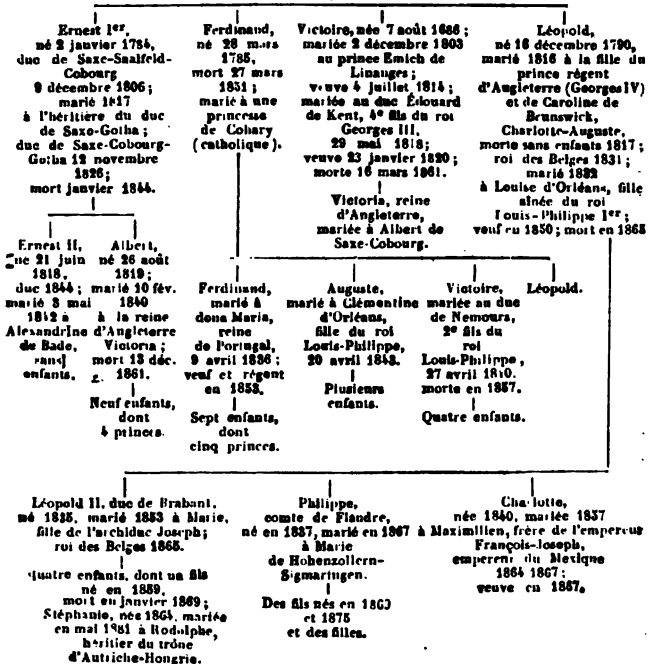
Elle a abdicé sa souveraineté en faveur du roi de Prusse le 7 déc. 1849. Par ordre royal du 20 mars 1850, le chef de la branche a reçu le titre d'*Altesse*, et les prérogatives d'un *prince aîné* de la maison royale, et, par décret du 18 octobre 1861, le titre d'*Alte. ses royaux*.



MAISON DE SAXE-COBOURG (SAALFELD-GOTHA). DYNASTIE DE BELGIQUE.

[Elle est issue de la branche Ernestine ou branche aînée de Saxe.

François, duc de Saxe-Cobourg-Saalfeld,
mort en 1806; neveu de Frédéric-Josias de Cobourg, qui commanda les armées des coalitions
contre la France depuis 1793, et qui est mort à Cobourg en 1814.



MAISON ROYALE DE Saxe.

La Branche Albertine, branche cadette, a été en possession de la dignité électoral de Saxe depuis le duc Maurice en 1546.

Frédéric-Auguste I^{er},
électeur de Saxe depuis 1693; roi de Pologne depuis 1697; mort 1733.

Frédéric-Auguste II,
électeur de Saxe et roi de Pologne 1733-1739.

Frédéric-Charles,
mort en 1703.

Quatre autres fils,

Six filles, dont la mère de Louis XVI, Louis XVIII et Charles X,
rois de France.

Frédéric-Auguste III,
né 1750, électeur depuis 1763; roi de Saxe 1806
(Frédéric-Auguste I^{er}),
et grand-duc de Varsovie 1807-1815; mort 1837.

Antoine, roi de Saxe 1837-1838;
marqué à l'un des enfants de Léopold II d'Autriche,
Marie-Thérèse.

Maximilien renonce, en sept 1836,
à ses droits
au trône, en faveur de son fils.

Deux filles.

Frédéric-Auguste II, n^e 1797,
cortège 1830, roi depuis 1836; marié, 1819, à Caroline d'Autriche,
puis, 1818, à Marie de Bavière; mort 9 août 1834.

Jean, né 1801; roi depuis 1834;
marié à Amélie de Bavière en 1823,
mort oct. 1873.

Albert, né en 1828;
marié en 1843 à Carola Wasa,
petite-fille de la grande-
duchesse Sophie
de Bavière,
roi oct. 1873.

Élisabeth, née en 1830;
mariée en 1850
à Ferdinand, prince de Sardaigne
et duc de Gènes,
frère du roi Victor Emmanuel,
veuve en 1858.

Georges, né en 1834, marié en 1859
à Marie-Anne,
fille de la reine de Portugal
donna Marie et de Ferdinand de
Saxe-Cobourg.

Trois fils, deux filles.

Cinq filles, dont l'aînée, Marie, née en 1827,
est morte en 1857; Sidonie, née en 1834,
est morte en 1862; Marie, est morte en 1858,
femme de l'archiduc Charles-Louis d'Autriche;
Anna est morte en 1859,
femme du grand-duc Ferdinand de Toscane;
Séjane est morte en 1867, femme
du duc Charles-Théodore de Bavière.

MAISON DE BAVIERE. — BRANCHE ROYALE ET BRANCHE DUCALE DE BAVIERE.

La Maison ducale des Deux-Ponts a hérité, depuis 1777, de la branche aînée de Wittesbach, électoral en Bavière.

Maximilien-Joseph, né en 1756 ; électeur de Bavière depuis 1799 ; roi de 1806 à 1825 ; marié 1^o à Wilhelmine-Augusta de Hesse-Darmstadt ; 2^o à Caroline de Bade.

1 ^o Louis I, né 1786 ; roi 1825, abdique le 30 mars 1848 ; marié en 1810 à Thérèse de Saxe-Altenbourg, qui meurt 29 février 1860.	1 ^o Charlotte, née 1792 ; mariée : 1 ^o 8 juin 1808 à Guillaume de Wurtemberg ; divorcée en 1814 ; 2 ^o à François I, empereur d'Autriche.	1 ^o Elisabeth, née 13 nov. 1801 ; mariée 1823 à Frédéric-Guillaume IV, roi de Prusse.	1 ^o Amélie, née 13 nov. 1801 ; mariée 1823 à Jean, frère de Frédéric-Guillaume II, son successeur en 1853.	1 ^o Sophie, née 27 janvier 1808 ; mariée 1834 à l'archiduc François-Charles, père de l'empereur d'Autriche, 1859.	1 ^o Marie, née 27 janv. 1808 ; mariée 1833 à Frédéric-Auguste II de Saxe ; veuve août 1853.	1 ^o Louise, née en 1808, mariée 1838 à Maximilien-Joseph, duc en Bavière, chef de branche ci-devant palatine de Deux-Ponts-Birkenfeld, dont tous les enfants portent le titre de duc ou d'archiduc en Bavière.
Maximilien II Joseph, né 1811 ; roi depuis le 21 mars 1848 ; marié en 1843 à la fille de Guillaume, prince de Prusse, Marie ; mort 10 mars 1864.	Mathilde, née 1811 ; mariée à Louis III, duc de Hesse.	Othon, né 1815 ; roi de Grèce 1832-1862 ; marié en 1836 à Amélie d'Oldenbourg, pas d'enfants ; mort en 1867.	Luitpold I, né en 1821 ; marié depuis 1844 à Augusta de Toscane, fille de Léopold II.	Adelgunde, née en 1823 ; mariée depuis 1843 à François V, duc de Modène.	Adalbert, né 1823 ; marié 28 août 1846 à Amélie d'Espagne, fille de l'infant François de Paule.	Deux filles.
Louis II, né en 1845 ; roi en 1864.	Othon, né en 1849.	Léopold, marié à une fille de l'Empereur François-Joseph.	Quatre enfants : Louis, marié 1843 à Marie-Thérèse de Modène ; Léopold, marié à une fille de l'Empereur François-Joseph.	Trois enfants.		
Louis, né en 1831.	Hélène, mariée 1838 à Maximilien, prince héréditaire de Thurn et Taxis.	Elisabeth, née déc. 1837 ; mariée 1844 à François-Joseph, empereur d'Autriche.	Charles-Théodore, marié 1 ^o 1865 à Sophie, fille de Jean, roi de Saxe, morte en 1867 ; 2 ^o 1874 à Marie-Joséphine de Portugal.	Mario, mariée fr. de Deux-Siciles.	Mathilde, mariée Jean au comte de Trani, frère du roi François II.	Charlotte-Sophie, née fév. 1847, mariée sept. 1868, manuel, au fils du duc de Nemours, 1849, mariée le duc d'Alençon, 1872, a Amélie de Saxe-Gotha-Güttingen.

MAISON DE HOLSTEIN : 1° EN DANEMARK ET EN GRÈCE; 2° EN SUÈDE; 3° EN RUSSIE.

1° En Danemark.

Christian I d'Oldenbourg, roi de Danemark, 1448; de Norvège, 1480; héritier (1480) du Sleevig et du Holstein; meurt 1481.

Jean, roi de Danemark et de Norvège, 1481-1513.

Christian II, roi 1513, conquérant de la Suède; déposé en 1523.

Frédéric I reçoit dans le partage les duchés de Sleevig et de Holstein après la déposition de Christian, son neveu, 1523, il est élu roi de Danemark et de Norvège. Il meurt en 1533.

Christian III, roi de Danemark et de Norvège, 1533-1559.

Adolphe obtient Gottorp, Kiel, etc. Souche de la branche de Holstein-Gottorp, dont un rameau occupe le trône de Suède depuis 1751, un autre celui de Russie depuis 1762.

Frédéric II, roi, 1559-1588.

Jean, souche des branches d'Augustenbourg et de Gluckembourg.

Christian IV, roi, 1588-1648.

Frédéric III, son second fils, roi, 1648-1670.

Christian V, roi, 1670-1699.

Georges, épouse Anne, reine de la Grande-Bretagne, meurt en 1703.

Frédéric IV, roi, 1699-1730.

Christian VI, roi, 1730-1746.

Frédéric V, roi, 1746-1766.

Christian VII, roi, 1766-1808, marié à Caroline-Mathilde d'Angleterre.

Frédéric, né d'une autre femme de Christian VII, prince héréditaire, † 7 décembre 1805. Louise, mariée à un prince de Hesse-Cassel, Charles.

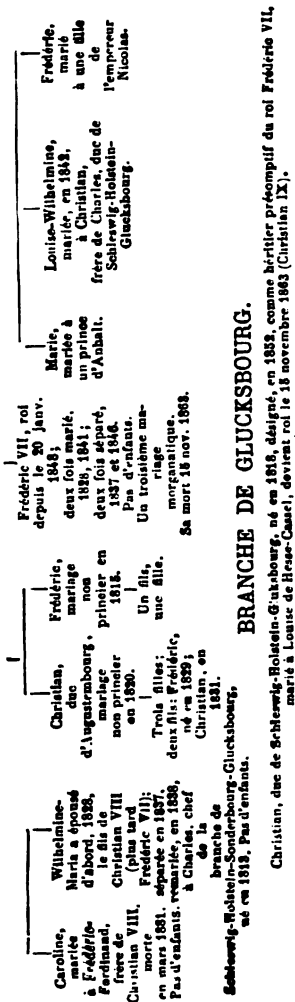
Frédéric VI, roi, 1808-1839, marié à une fille de Charles, landgrave de Hesse-Cassel.

Louise-Auguste, morte en 1813, mariée à Frédéric-Christian, chef de la branche Schleswig-Holstein-Sonderburg-Augustenburg, morte en 1814.

Christian VIII, roi, 1839-1848.

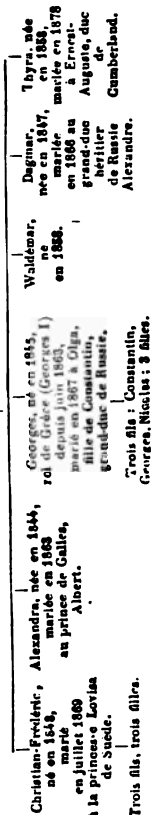
Deux filles : l'une, Charlotte, épouse Guillaume, landgrave de Hesse-Cassel, meurt en 1804.

Frédéric-Ferdinand, né en 1798, marié, en 1820, à Caroline, fille du roi Frédéric VI, mort 29 juin 1803. Pas d'enfants.

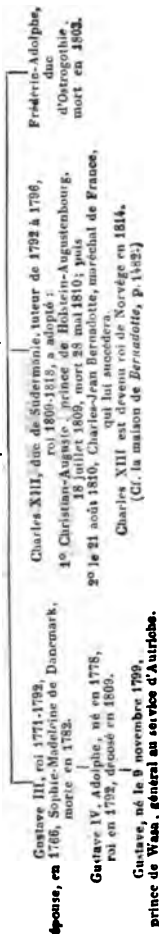


BRANCHE DE GLUCKSBOURG.

Christian, duc de Schleswig-Holstein-Glücksbourg, né en 1813, désigné, en 1852, comme héritier présumé du roi Frédéric VII, marié à Lonise de Hesse-Cassel, devient roi le 15 novembre 1863 (Christian IX.).

2^e En Suède.

Adolphe-Frédéric, duc de Holstein-Gottorp, élu successeur au trône de Suède en 1749, roi de 1751 à 1771, marié, en 1744, à Lonise-Urique de Prusse, morte en 1782.



MAISON DE HOLSTEIN.

3^e Em Russie.

MAISON DE ROMANOW ET DE HOLSTEIN-GOTTORP.

Féodor Romanow, allié par sa femme, Axinia Fédorovna, au czar Fédor I, dernier prince de la dynastie de Rurik.
† patriarche, 1633.

Michel III, Fédorovitch, czar 1613, † 1645.

Alexis Michailovitch, czar de 1645 à 1676.

Fédor Alexiévitich, czar
de 1676 à 1682.

Ivan Alexiévitich, czar
1682-1689, † 1696.

Sophie, reléguée dans un
couvent, † 1689.

Pierre I Alexiévitich le Grand, seul
czar depuis 1689, empereur
1721, mort 1725 ;
marié, 1^o à Eudoxie ; 2^o 1707,
à Catherine, impératrice
de 1725 à 1727.

Catherine, épouse Charles-Léopold,
duc de
Mecklenbourg-Schwerin.

Anne (Élisabeth-Catherine-
Christine), épouse Anouine-Urle
de
Brunswick-Wolfenbützel.

czar I, empereur au berceau. 1740,
étrouvé en 1741.

1^{er} Alexis Pétrovitch,
mort 1716, a épousé
Charlotte-Christine-
Sophie de Brunswick.

Pierre II Alexiévitich,
empereur,
de 1727 à 1730.

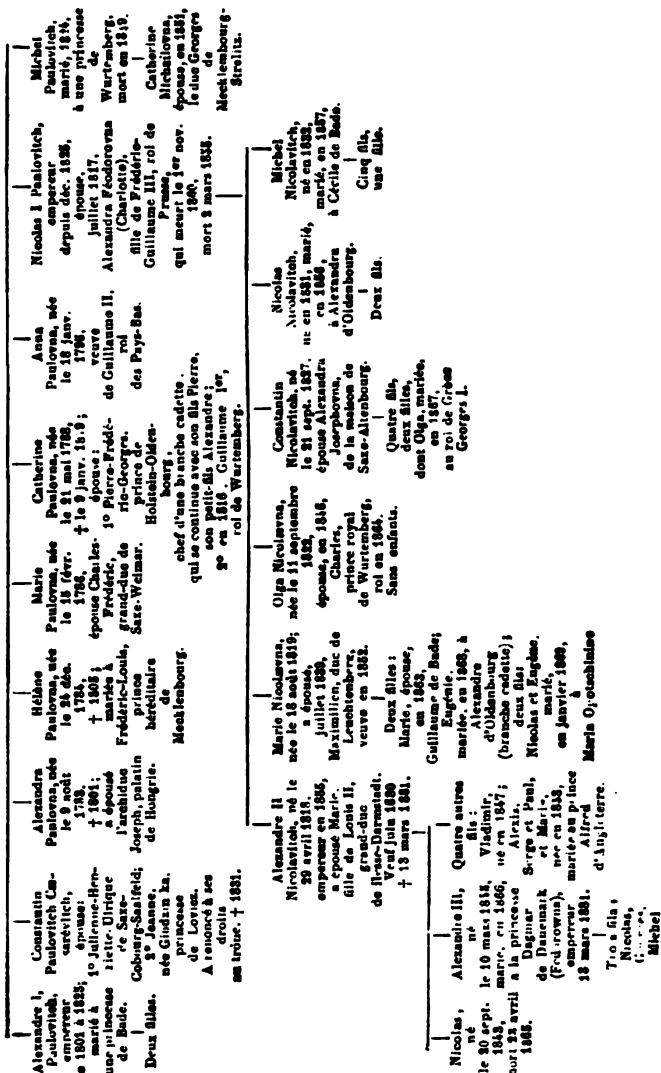
2^o Anne Pétrovna, épouse 1723 Charles-
Frédéric, duc de Holstein-Gottorp.

Pierre III (Charles Pierre-Urle),
duc de
Holstein-Gottorp, empereur de janvier
à juillet 1762.

Catherine II (Sophie-Augusta-
Frédérique d'Anhalt-Zerbst), sa femme,
lui succède, de 1762 à 1796.

Paul I Pétrovitch, empereur de
1796 à 1801, marié : 1^o à une princesse
de Hesse-Darmstadt ;
2^o à une princesse de Wurtemberg.

3^o Élisabeth,
impératrice
de 1741 à 1762.



MAISON DE BRUNSWICK-LUNEBOURG, EN ANGLETERRE ET EN HANOVRE.

Elle descend de la fille aînée du roi Stuart Jacques I, Elizabeth, mariée en 1613 à Frédéric V, l'électeur palatin, dont la troisième fille, Sophie, a épousé Ernest-Auguste, duc de Hanovre, d'octobre en 1692. Elle meurt un peu avant la reine Anne Stuart, 1714.

George I, né en 1680 succède à son père dans le Hanovre, 1698, roi de Grande-Bretagne, 12 août 1714, à la mort d'Anne Stuart, † 1757; épouse Sophie-Dorothée, princesse de Brunswick-Lunebourg-Zell.

George II, roi de
1727 à 1760; marié
à Caroline d'Anspach.
Sophie-Dorothée épouse, 1708,
Frédéric-Guillaume, I
roi de Prusse.

Frédéric-Louis, prince de
Galles, † 1751,
épouse Augustine de
Saxe-Gotha.

Anne
épouse Guillaume IV,
statouder
héritière des
Pays Bas.

Guillaume-Auguste,
duc de
Cumberland,
mort en 1757.

Marie,
épouse Frédéric II,
de
Denemark.

George III, roi de 1760 à 1820.
Roi en Hanovre depuis 1814.

George IV, Frédéric-
Auguste, régent en
1811, roi de 1830 à 1836;
d'York,
mort
en 1798 épouse
Caroline, fille de
Ferdinand de
Brunswick.

Charlotte,
épouse, en 1816,
Léopold, prince de Saxe-
Cobourg, qui a été roi
des Belges depuis 1830;
est morte en 1817.

Frédéric,
duc
Henri,
mort
en 1836.

Charlotte-
Auguste-
Mathilde,
seconde
femme
de
Frédéric I, prince de
Linange Emich-
bourg.

Édouard-Auguste, duc
de Kent, † 1820;
a épousé 1818
Victoria
de Saxe-Cobourg-Saalfeld
(veuve depuis 1814 de
Charles dont elle a
des enfants).

Ernest-Auguste, duc
de
Cumberland,
qui commence la
branche de Hanovre
depuis 1837;
mort 1857.

Auguste-
Frédéric,
duc de
Saxe-Weimar,
mort en 1857.

Adolphe,
Frédéric, duc
du duc de
Cambridge,
Gloster
mort en 1857.

Auguste-
Frédéric,
duc de
Saxe-Weimar,
mort en 1857.

Auguste-
Frédéric,
duc de
Saxe-Weimar,
mort en 1857.

Auguste-
Frédéric,
duc de
Saxe-Weimar,
mort en 1857.

Auguste-
Frédéric,
duc de
Saxe-Weimar,
mort en 1857.

Auguste-
Frédéric,
duc de
Saxe-Weimar,
mort en 1857.

Auguste-
Frédéric,
duc de
Saxe-Weimar,
mort en 1857.

Auguste-
Frédéric,
duc de
Saxe-Weimar,
mort en 1857.

Auguste-
Frédéric,
duc de
Saxe-Weimar,
mort en 1857.

Auguste-
Frédéric,
duc de
Saxe-Weimar,
mort en 1857.

Auguste-
Frédéric,
duc de
Saxe-Weimar,
mort en 1857.

Auguste-
Frédéric,
duc de
Saxe-Weimar,
mort en 1857.

Auguste-
Frédéric,
duc de
Saxe-Weimar,
mort en 1857.

Auguste-
Frédéric,
duc de
Saxe-Weimar,
mort en 1857.

Auguste-
Frédéric,
duc de
Saxe-Weimar,
mort en 1857.

Auguste-
Frédéric,
duc de
Saxe-Weimar,
mort en 1857.

Auguste-
Frédéric,
duc de
Saxe-Weimar,
mort en 1857.

Auguste-
Frédéric,
duc de
Saxe-Weimar,
mort en 1857.

Auguste-
Frédéric,
duc de
Saxe-Weimar,
mort en 1857.

Auguste-
Frédéric,
duc de
Saxe-Weimar,
mort en 1857.

Auguste-
Frédéric,
duc de
Saxe-Weimar,
mort en 1857.

Auguste-
Frédéric,
duc de
Saxe-Weimar,
mort en 1857.

Auguste-
Frédéric,
duc de
Saxe-Weimar,
mort en 1857.

Auguste-
Frédéric,
duc de
Saxe-Weimar,
mort en 1857.

Auguste-
Frédéric,
duc de
Saxe-Weimar,
mort en 1857.

Auguste-
Frédéric,
duc de
Saxe-Weimar,
mort en 1857.

Auguste-
Frédéric,
duc de
Saxe-Weimar,
mort en 1857.

Auguste-
Frédéric,
duc de
Saxe-Weimar,
mort en 1857.

Auguste-
Frédéric,
duc de
Saxe-Weimar,
mort en 1857.

Auguste-
Frédéric,
duc de
Saxe-Weimar,
mort en 1857.

Auguste-
Frédéric,
duc de
Saxe-Weimar,
mort en 1857.

Auguste-
Frédéric,
duc de
Saxe-Weimar,
mort en 1857.

Auguste-
Frédéric,
duc de
Saxe-Weimar,
mort en 1857.

Auguste-
Frédéric,
duc de
Saxe-Weimar,
mort en 1857.

Auguste-
Frédéric,
duc de
Saxe-Weimar,
mort en 1857.

Auguste-
Frédéric,
duc de
Saxe-Weimar,
mort en 1857.

Auguste-
Frédéric,
duc de
Saxe-Weimar,
mort en 1857.

Auguste-
Frédéric,
duc de
Saxe-Weimar,
mort en 1857.

Auguste-
Frédéric,
duc de
Saxe-Weimar,
mort en 1857.

Auguste-
Frédéric,
duc de
Saxe-Weimar,
mort en 1857.

Auguste-
Frédéric,
duc de
Saxe-Weimar,
mort en 1857.

Auguste-
Frédéric,
duc de
Saxe-Weimar,
mort en 1857.

Auguste-
Frédéric,
duc de
Saxe-Weimar,
mort en 1857.

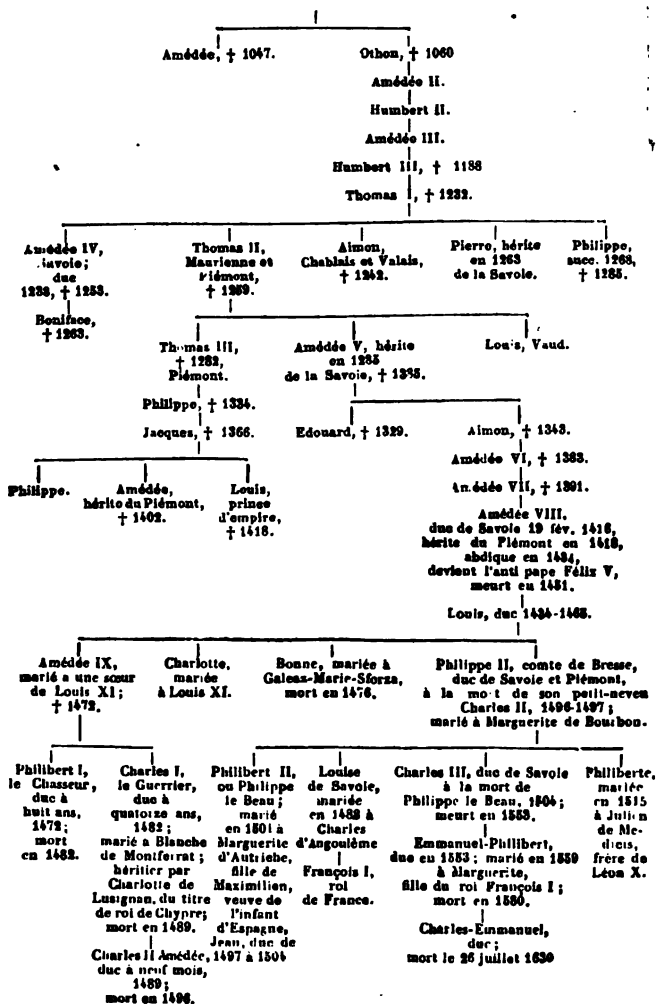
Auguste-
Frédéric,
duc de
Saxe-Weimar,
mort en 1857.

Auguste-
Frédéric,
duc de
Saxe-Weimar,
mort en 1857.

Auguste-
Frédéric,
duc de
Saxe-Weimar,
mort en 1857.

MAISON DE SAVOIE.

Humbert I, mort vers l'an 1048, fils de Berthold.



MAISON DE SAVOIE AVEC LA BRANCHE DE SAVOIE-CARIGNAN EN ITALIE ET EN ESPAGNE.

Charles-Emmanuel I, duc de Savoie et de Piémont, † 26 juillet 1630, marié à Catherine, sœur de Philippe II, roi d'Espagne, en eut six enfants.

Victor-Amédée I, † 7 oct. 1637,
marié à Christine, fille
de Henri IV.

Le cardinal Maurice,
† 1637.

Thomas-François, le duc, prince de Carignan,
marié à Marie de Bourbon, fille de
Charles, comte de Soissons, père de
sept enfants. † 1686.

François-Hyacinthe,
† à c. 1638.

Charles-Emmanuel II,
† 13 juin 1678.

Victor-Amédée II, duc
de Savoie 1678,
et de Montferrat
en 1708 ;
roi de Sicile
10 juin 1713 ; roi de
Sardaigne
mort 1718 ; abdiqua
1720.

Charles-Emmanuel III,
roi 1720, mort
19 février 1773.

Victor-Amédée III,
† 16 oct. 1786,
a eu huit enfants.

Emmanuel-Philibert-Amédée,
† 23 avril 1709,
sourd et bégue.

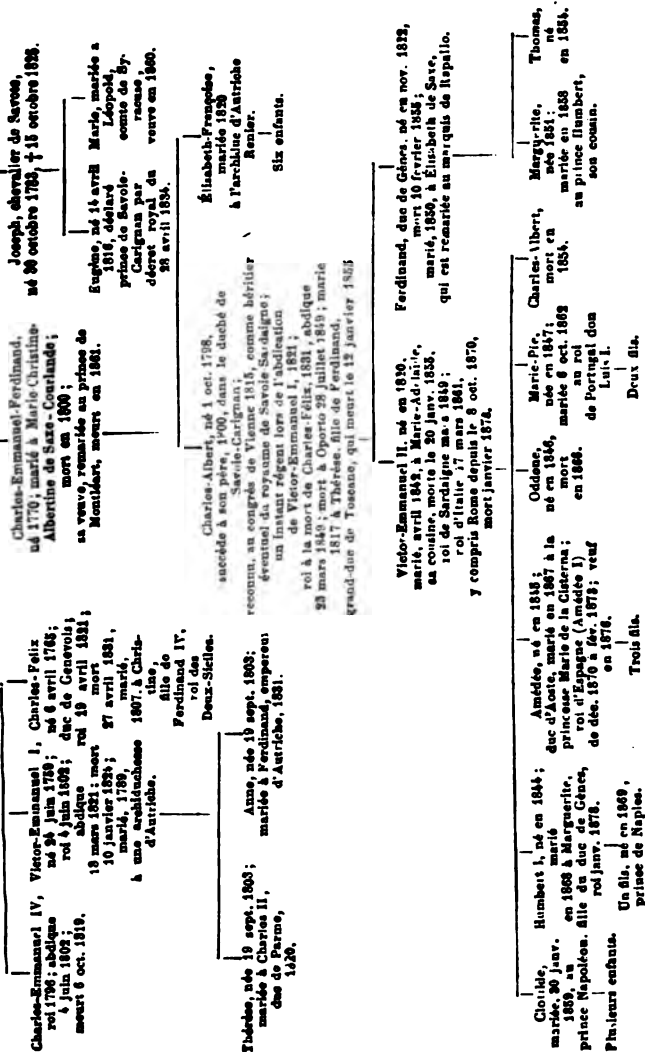
Victor-Amédée, † 4 avril 1741.

Louis-Victor-Joseph,
† 16 déc. 1778.

Eugène-Maurice, comte de Soissons,
marié 1687 à Olympie Nausini,
père de huit enfants ;
le dernier survivant est
le prince Eugène, feld-maréchal
d'Autriche, mort en 1756.

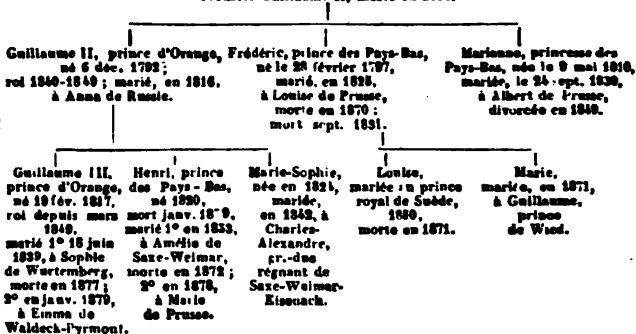
Victor-Amédée-Louis, né en 1748,
† 20 sept. 1790.

Eugène-Marie-Louis, né 3 oct. 1753,
† 30 juin 1784.



MAISON D'ORANGE-NASSAU, DANS LES PAYS-BAS.

Guillaume-Frédéric, né le 24 août 1772, roi des Pays-Bas, Hollande et Belgique, en 1816 (Guillaume I^{er}), perd la Belgique en 1830; abdique le 7 octobre 1840, meurt le 12 décembre 1849; marié, en octobre 1791, à Wilhelmine, fille du roi de Prusse Frédéric-Guillaume II, morte en 1857.



MAISON FRANÇAISE DE BERNADOTTE, EN SUÈDE ET NORVÈGE.

Charles-Jean Bernadotte, maréchal de France, prince de Ponte-Corvo, né en 1762, marié à Eugénie-Bernardine-Désirée Clary, belle-sœur de Joseph Bonaparte; adopté, le 21 août 1810, par Charles XIII, roi de Suède, qui devient, en 1814, roi de Norvège, lui succède dans ces deux royaumes, en 1818, sous le nom de Charles XIV. Il meurt en 1844.

Oscar I^{er}, roi de 1844 à 1859, a épousé, en 1823, Joséphine-Maximilienne, fille d'Eugène de Beauharnais, duc de Leuchtenberg.

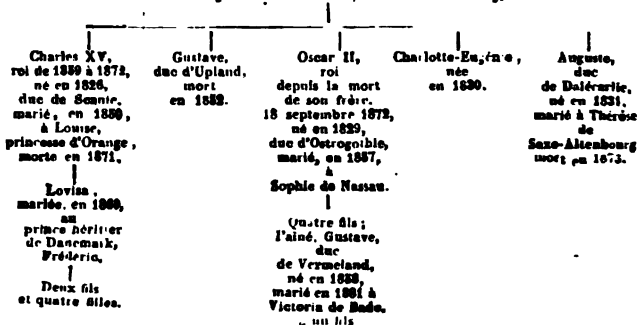


TABLE ALPHABÉTIQUE

DES TABLEAUX GÉNÉALOGIQUES.

	Pages		Pages
Autriche (maison d').....	1466	Conti.....	1460
Autrichiens de Modène.....	1467	Hohenzollern : Brandebourg	
Autrichiens de Toscane.....	1467	et Prusse.....	1468-1469
Bavière (branche royale et		Hohenzollen-Sigmaringen...	1470
branche ducale).....	1473	Holstein : Danemark...	1474-1475
Bernadotte (maison de Suède).	1482	Holstein : Grèce.....	1474-1475
Bonaparte (famille).....	1464	Holstein : Russie.....	1476-1477
Bourbons (branche ducale)...	1458	Holstein : Suède et Norvège.	1475
Bourbons (branches princière-		Lorraine-Autriche....	1467
res) : Bourbon, Carenci,		Marche (La).	1458
Condé, Conti, Marche (La),		Mérovingiens.....	1451
Montpensier, Roche-sur-		Montpensier.....	1459
Yon (La), Soissons et Sois-		Orange-Nassau dans les Pays-	
sons-Savoie, Valois et Ven-		Bas.....	1482
dôme.....	1458-1461	Roche-sur-Yon (La).....	1461
Bourbons (branche royale)..	1456	Romanow.....	1476
Bourbons (br. cad. d'Orléans).	1457	Saxe-Cobourg (Saxe-Alfeld-Gotha):	
Bourbons d'Espagne....	1462-1463	branche ducale.....	1471
Bourbons de Lucques..	1462-1463	dynastie de Belgique....	1471
Bourbons de Naples....	1462-1463	Saxe (maison royale).....	1472
Bourbons de Parme....	1462-1463	Savoie.	1479
Bragance au Brésil.....	1465	Savoie et Savoie-Carignan.	1480-1481
Bragance au Portugal.....	1465	Soissons..	1461
Brunswick-Lunebourg : An-		Soissons-Savoie.....	1461
gleterre.....	1478	Valois.....	1454
Brunswick-Luneb. : Hanovre.	1478	Valois-Angoulême.....	1455
Capétiens (branche aînée)...	1453	Valois-Bourgogne (branche	
Carenci.....	1459	ducale).....	1454
Carlovingiens.	1452	Valois-Orléans.....	1455
Condé.....	1460	Vendôme.....	1459

FIN.

1-11



H 1908.83.5

Chronologie universell :

Widener Library

004682106



3 2044 088 058 128